DIRECTION GENERALE
DES SERVICES

N° 2025/02

CONSEIL MUNICIPAL DE LA GARDE

SEANCE PUBLIQUE DU

LUNDI 16 JUIN 2025

SOMMAIRE

– **CONVOCATION COMPORTANT L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2025** **Pages 3 à 6**

– **PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JUIN 2025** : **Pages 7 à 52**

N°	DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES	Page
1	MOTION EN FAVEUR DE LA PERENNISATION DU STATUT DE CONJOINT COLLABORATEUR	10
2	BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS OPEREES EN 2024 SUR LE TERRITOIRE DE LA GARDE	11
3	ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2024 POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE CIMETIERE	11
4	BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2024	12
5	BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	17
6	BUDGET PRINCIPAL - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2025	17
7	BUDGET PRINCIPAL – MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT	19
8	BUDGET PRINCIPAL - ADMISSION EN NON VALEUR	19
9	BUDGET PRINCIPAL - CREANCES ETEINTES	19
10	BUDGET ANNEXE CIMETIERE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024	19
11	BUDGET ANNEXE CIMETIERE- AFFECTATION DU RESULTAT - EXERCICE 2024	20
12	BUDGET ANNEXE CIMETIERE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025	20
13	BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2025 – REGULARISATION ACTIF COMPTE 215731	20
14	GRATUITE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DES MISES A DISPOSITIONS DE BIENS COMMUNAUX	21
15	BUDGET PRINCIPAL - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2025 – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 10 DU 3 FEVRIER 2025	21
16	CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMMATION 2025	22
17	ADHESION ANNUELLE AU CENTRE RESSOURCES ILLETRISME ET ANALPHABETISME REGION PACA 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE	23
18	SAGEP - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP) - REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR	24
19	SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)	25
20	SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE (CRAC)	30
21	AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE	31
22	SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 2 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT A INTERVENIR AVEC LA SPL SAGEP – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE	32
23	SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION ENTRE LA COMMUNE, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE	32
24	SAGEM - DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS	33
25	MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »	34

N°	DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES	Page
26	CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA PROTECTION CIVILE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS PREVISIONNELS DE SECOURS LORS DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES - AUTORISATION DE SIGNATURE	34
27	ORGANISATION DU PRIX LITTERAIRE JEUNESSE DE LA VILLE DE LA GARDE	35
28	DENOMINATION DU NOUVEAU THEATRE SITUE RUE DU VIEUX PUITS A LA GARDE	35
29	NUMEROTATION DES VOIES DESSERVANT L'ENTREE DU PUBLIC, LE LIEU DE LIVRAISON DU THEATRE "L'ESCALE" AINSI QUE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON	38
30	AMENAGEMENT DU COEUR DE VILLE - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DE LA POSTE AVEC LANCEMENT D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE	38
31	ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LE RAVALEMENT DE FACADES DU CENTRE-VILLE CONCERNANT LE PROGRAMME D'INTERVENTION POUR LA REHABILITATION DU CENTRE-VILLE	42
32	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) - TARIFS APPLICABLES A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026	42
33	REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE –AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET ARRETE	42
34	CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A L'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION – AUTORISATION DE SIGNATURE	43
35	AVENANT A LA CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS ET DE GESTION EN FLUX ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LES BAILLEURS SOCIAUX POUR LA PERIODE 2022-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE	43
36	PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE SEJOUR DES COLONIES DE VACANCES ORGANISEES DURANT L'ETE 2025	44
37	ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE	44
38	COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DE LA PRATIQUE DES SPORTS DE GLACE - ANNEE 2023	45
39	MODIFICATION DU CADRE DES EFFECTIFS AU 16 JUIN 2025	45
40	CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE	45
41	REVALORISATION DES AGENTS PUBLICS DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »	46
42	REVALORISATION DE LA REMUNERATION DES ASSISTANTES MATERNELLES - DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »	46
43	MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MODULATION DU FAIT DES ABSENCES	46
44	MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE - MODULATION DU FAIT DES ABSENCES	47
45	AUTORISATION DE MONETISATION DE CONGES ANNUELS INSCRITS AU COMPTE EPARGNE TEMPS ET NON EPUISES	48
46	APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS	49
47	ADHESION A L'OPERATION « AIRES TERRESTRES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE JEAN AICARD – AUTORISATION DE SIGNATURE	49
48	ADHESION A L'OPERATION « AIRES MARINES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE PAUL LANGEVIN – AUTORISATION DE SIGNATURE	50
49	RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT MTPM – ANNEE 2023	50
50	RENOUVELLEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU – AUTORISATION DE SIGNATURE – PARTICIPATION FINANCIERE	50
51	COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE – ANNEE 2023	51
52	FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL METROPOLITAIN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL	51
53	COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES DEPUIS LE 2 JANVIER 2025	52

- **NOTE DE SYNTHESE**

VILLE DE LA GARDE

La Garde, le 26 mai 2025

HELENE ARNAUD-BILL
MAIRE DE LA GARDE

Madame Hélène ARNAUD-BILL
133 avenue de Montesarchio
83130 LA GARDE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
HAB /JB/OT/SB 2025 n° 0295
Affaire suivie par :
M. Olivier TASTET (poste 9922)
otastet@ville-lagarde.fr

VISAS		
DGS	DGAS	DGS

OBJET : Convocation du Conseil Municipal du 16 juin 2025.

Madame,

Le Conseil Municipal dont vous êtes membre se réunira en séance publique le :

LUNDI 16 JUIN 2025
A 14 H 30
SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

A L'ORDRE DU JOUR :

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES SEANCES PRECEDENTES

ORDRE	OBJET
1	MOTION EN FAVEUR DE LA PERENNISATION DU STATUT DE CONJOINT COLLABORATEUR
2	BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS OPEREES EN 2024 SUR LE TERRITOIRE DE LA GARDE
3	ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2024 POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE CIMETIERE *DEPORT : Mme Hélène ARNAUD-BILL*
4	BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2024 *DEPORT : Mme Hélène ARNAUD-BILL*
5	BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024
6	BUDGET PRINCIPAL - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2025
7	BUDGET PRINCIPAL - MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT
8	BUDGET PRINCIPAL - ADMISSION EN NON VALEUR
9	BUDGET PRINCIPAL - CREANCES ETEINTES
10	BUDGET ANNEXE CIMETIERE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024 *DEPORT : Mme Hélène ARNAUD-BILL*
11	BUDGET ANNEXE CIMETIERE- AFFECTATION DU RESULTAT - EXERCICE 2024

ORDRE	OBJET
12	BUDGET ANNEXE CIMETIERE - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2025
13	BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2025 - REGULARISATION ACTIF COMPTE 215731
14	GRATUITE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DES MISES A DISPOSITIONS DE BIENS COMMUNAUX *DEPORTS : Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Franck CHOUQUET, M. Alain DUMONTET, Mme Sophie OURDOUILLIE, Mme Janig GUE, M. Michel GUILLOUZIC, M. Alain JOUOT, M. Jean-Marc ANNEVILLE, Mme Céline MURENA, Mme Flora MARTINO.*
15	BUDGET PRINCIPAL - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - EXERCICE 2025 - COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 10 DU 3 FEVRIER 2025
16	CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMMATION 2025
17	ADHESION ANNUELLE AU CENTRE RESSOURCES ILLETRISME ET ANALPHABETISME REGION PACA 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
18	SAGEP - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP) - REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE*
19	SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC) *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE*
20	SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE (CRAC) *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE*
21	AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE*
22	SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 2 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT A INTERVENIR AVEC LA SPL SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André*

ORDRE	OBJET
	BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE
23	SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION ENTRE LA COMMUNE, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEP :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, M. André BAULON, M. Alain JOUOT, M. Alain FUMAZ, M. Jean-Eric LODEVIC, Mme Sophie OURDOUILLIE*
24	SAGEM - DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS *DEPORT DES MEMBRES DE LA SAGEM :* *Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Louis MASSON, M. Franck CHOUQUET, Mme Janig GUE, Mme Sophie OURDOUILLIE, Mme Hélène DELSANTO, M. Christian GASQUET, M. Florian JONET, Mme Flora MARTINO*
25	MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »
26	CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA PROTECTION CIVILE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS PREVISIONNELS DE SECOURS LORS DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES - AUTORISATION DE SIGNATURE
27	ORGANISATION DU PRIX LITTERAIRE JEUNESSE DE LA VILLE DE LA GARDE
28	DENOMINATION DU NOUVEAU THEATRE SITUE RUE DU VIEUX PUITS A LA GARDE
29	NUMEROTATION DES VOIES DESSERVANT L'ENTREE DU PUBLIC, LE LIEU DE LIVRAISON DU THEATRE "L'ESCALE" AINSI QUE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON
30	AMENAGEMENT DU COEUR DE VILLE - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DE LA POSTE AVEC LANCEMENT D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE
31	ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LE RAVALEMENT DE FACADES DU CENTRE-VILLE CONCERNANT LE PROGRAMME D'INTERVENTION POUR LA REHABILITATION DU CENTRE-VILLE
32	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) - TARIFS APPLICABLES A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026
33	ADOPTION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
34	CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A L'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION
35	AVENANT A LA CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS ET DE GESTION EN FLUX ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LES BAILLEURS SOCIAUX POUR LA PERIODE 2022-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE
36	PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE SEJOUR DES COLONIES DE VACANCES ORGANISEES DURANT L'ETE 2025
37	ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE
38	COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DE LA PRATIQUE DES SPORTS DE GLACE - ANNEE 2023
39	MODIFICATION DU CADRE DES EFFECTIFS AU 16 JUIN 2025
40	CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

ORDRE	OBJET
41	REVALORISATION DES AGENTS PUBLICS DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »
42	REVALORISATION DE LA REMUNERATION DES ASSISTANTES MATERNELLES - DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »
43	MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) - MODULATION DU FAIT DES ABSENCES
44	MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE - MODULATION DU FAIT DES ABSENCES
45	AUTORISATION DE MONETISATION DE CONGES ANNUELS INSCRITS AU COMPTE EPARGNE TEMPS ET NON EPUISES
46	APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS
47	ADHESION A L'OPERATION « AIRES TERRESTRES EDUCATIVES » 2025 - 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE JEAN AICARD - AUTORISATION DE SIGNATURE
48	ADHESION A L'OPERATION « AIRES MARINES EDUCATIVES » 2025 - 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE PAUL LANGEVIN - AUTORISATION DE SIGNATURE
49	RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT MTPM - ANNEE 2023
50	RENOUVELLEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU - AUTORISATION DE SIGNATURE - PARTICIPATION FINANCIERE *DEPORT : M. Michel GUILLOUZIC, Mme Céline MURENA*
51	COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE - ANNEE 2023
52	FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL METROPOLITAIN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL
53	COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES DEPUIS LE 2 JANVIER 2025

Si un quelconque problème devait survenir, vous avez toute latitude pour contacter la Direction Générale des Services pour d'autres informations.

Comptant vivement sur votre présence.

LE MAIRE
HELENE ARNAUD-BILL

SEANCE PUBLIQUE

DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 16 JUIN 2025

PROCES-VERBAL DES DEBATS

OUVERTURE DE LA SÉANCE

L'an deux mille vingt-cinq, le seize juin, à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de La Garde, régulièrement convoqué, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire de la ville de La Garde.

– La séance est ouverte à 14 heures 30 –

Mme le Maire : « Bonjour à toutes et à tous. C'est l'heure donc nous allons débuter ce Conseil Municipal.

Je vous propose de désigner Monsieur Florian JONET en qualité de secrétaire de la séance.

Y a-t-il d'autres candidatures ? Non.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

Monsieur Florian JONET est désigné secrétaire de séance. »

M. JONET : « Merci, Madame le Maire. »

APPEL NOMINAL

Monsieur Florian JONET procède à l'appel des membres du Conseil municipal.

PRÉSENTS :

- *Madame Hélène ARNAUD-BILL*
- *Monsieur Jean-Louis MASSON*
- *Madame Marie-Hélène CHARLES*
- *Monsieur Franck CHOUQUET*
- *Madame Martine BLANC a reçu pouvoir de Madame Laure-Hélène BAUMANN*
- *Monsieur Alain DUMONTET a reçu pouvoir de Madame Bouchra BARHAM*
- *Madame Sophie OURDOUILLIÉ*
- *Monsieur Alain FUMAZ*
- *Madame Janig GUÉ*
- *Monsieur Jean-Eric LODEVIC*
- *Madame Hélène DELSANTO*
- *Monsieur Jean-Claude MARASTONI a reçu pouvoir de Monsieur Gilles BROYER*
- *Monsieur Michel GUILLOUZIC*
- *Monsieur Alain JOUOT*
- *Madame Martine DE SANTIS a reçu pouvoir de Monsieur Christian GASQUET*
- *Monsieur André BAULON*
- *Madame Brigitte MORILLION*
- *Madame Josiane BERCET*
- *Monsieur Olivier CHELLE*
- *Monsieur Jean-Marc ANNEVILLE*
- *Madame Céline MURENA*
- *Monsieur Florian JONET*
- *Madame Flora MARTINO*
- *Monsieur Michel CAMATTE*
- *Madame Viviane CHASTANT*
- *Madame Wahida ZAMOURI*
- *Monsieur Olivier CHARLOIS*
- *Monsieur Cyril AMARIT*
- *Madame Joëlle ANTOINE*
- *Madame Julia PEIRONET BREMOND*
- *Madame Mireille CHABOT*

REPRESENTÉS :

- *Monsieur Christian GASQUET, a donné pouvoir à Madame Martine DE SANTIS*
- *Monsieur Gilles BROYER, a donné pouvoir à Monsieur Jean-Claude MARASTONI*
- *Madame Bouchra BARHAM, a donné pouvoir à Monsieur Alain DUMONTET*
- *Madame Marie-Hélène BAUMANN, a donné pouvoir à Madame Martine BLANC*

PRÉAMBULE

LE QUORUM ETANT ATTEINT, LA SEANCE EST OUVERTE.

Mme le Maire : « Vous avez été destinataires de deux comptes rendus des deux dernières séances du Conseil Municipal, le 17 décembre 2024 et le 3 février 2025.

Est-ce qu'il y a des questions sur ces comptes rendus ? Non.

On va passer au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

Je vous remercie. Ces comptes rendus sont donc approuvés.

Avant de passer à l'ordre du jour de la séance, nous avons reçu une demande d'intervention de Monsieur Michel CAMATTE que nous étudierons en fin de séance. Comme Michel CAMATTE nous a dit qu'il devait partir un peu plus tôt, éventuellement, on arrêtera le Conseil Municipal de façon à ce que vous puissiez prendre la parole. »

DELIBERATION N° 1 : MOTION EN FAVEUR DE LA PERENNISATION DU STATUT DE CONJOINT COLLABORATEUR

POUR : 35

Mme le Maire : « Je débute donc l'ordre du jour par l'examen d'une motion en faveur de la pérennisation du statut de conjoint collaborateur.

La loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a marqué un tournant majeur en offrant aux conjoints collaborateurs du chef d'entreprise un statut et des droits sociaux propres en matière d'assurance maladie, vieillesse et invalidité-décès, tout en protégeant leur patrimoine personnel.

Ce statut (représentant 25 700 femmes) leur confère également un mandat de gestion au sein de l'entreprise, assurant ainsi une reconnaissance essentielle du rôle joué par ces conjoints dans l'activité des entreprises et leur offre également une protection sociale essentielle, notamment en matière de retraite et d'assurance maladie.

Par ailleurs, notre soutien s'inscrit pleinement dans l'engagement de la Commune en faveur de la réduction des inégalités Femmes/Hommes notamment au sein des activités professionnelles.

La suppression programmée par l'État de ce statut, dans quelques mois, met en péril des milliers de femmes. Nombre d'entre elles risquent de se retrouver dans des situations précaires, avec un fort risque de retour au travail dissimulé, ce contre quoi ce statut avait initialement été créé. C'est aussi leur choix personnel comme le choix de leur conjoint qui est aujourd'hui ignoré.

La suppression ou la remise en cause de ce statut met en difficulté de nombreux couples d'entrepreneurs, notamment dans les secteurs de l'artisanat, du commerce et des professions libérales, en les privant d'un cadre juridique adapté à leur réalité professionnelle.

D'autres alternatives, telles que le statut de salarié ou d'associé, ne répondent pas aux spécificités de nombreuses entreprises familiales et imposeraient des charges financières supplémentaires compromettant leur viabilité.

Il vous est donc proposé d'appeler à la pérennisation du statut de conjoint collaborateur afin de garantir la reconnaissance du travail effectué par ces conjoints et leur assurer une couverture sociale adaptée, de demander aux pouvoirs publics de maintenir et renforcer ce statut essentiel pour l'équilibre des entreprises familiales et la reconnaissance du travail invisible mais indispensable des conjoints collaborateurs, de demander une valorisation de ce statut par des dispositifs d'information et de sensibilisation permettant aux entrepreneurs et à leurs conjoints de connaître et d'exercer pleinement leurs droits et de demander l'amélioration des droits sociaux des conjoints collaborateurs, notamment en facilitant l'accès à une retraite plus favorable et en leur permettant de bénéficier d'une meilleure protection en cas de cessation d'activité

de l'entreprise.

Est-ce qu'il y a des questions sur cette motion ? Non.

Monsieur CAMATTE ? »

M. CAMATTE : « J'ai juste une petite réflexion. Je suis surpris que vous proposiez une motion compte tenu du fait que vous aviez refusé toutes celles que je vous avais proposées. Ceci étant dit, effectivement, ce qui est en question aujourd'hui, ce n'est pas que pour les artisans, c'est aussi la question générale : le droit à la protection sociale, solidaire et généralisée, de haut niveau, tout au long de la vie. Si ces attaques sont faites sur les artisans aujourd'hui, je pense qu'elles sont d'ordre général pour l'ensemble de la population, et nous ici aussi, puisque le Gouvernement est en train de remettre en cause la question même de protection sociale en essayant de la privatiser. Effectivement, je me devais d'intervenir, pour cette motion, sachant que cette motion en appelle certainement d'autres dans les mois à venir.

Merci. »

Mme le Maire : « Je vous remercie, Monsieur CAMATTE.

D'autres remarques ? Non. Nous allons passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 2 : BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS OPEREES EN 2024 SUR LE TERRITOIRE DE LA GARDE

PAS DE VOTE

Mme le Maire : « Pour la délibération suivante, la parole est à Madame Hélène DELSANTO. Il s'agit du bilan des acquisitions et cessions opérées en 2024 sur le territoire de La Garde. »

Mme DELSANTO : « La présente délibération fait application de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire de la commune par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la commune. Ce bilan annexé indique qu'il n'y a pas eu de cession ni acquisition en 2024 réalisée par la commune ou dans le cadre de la concession du cœur de ville. Les acquisitions et cessions opérées par la SPL SAGEP en 2024 dans le cadre de la concession d'aménagement de la ZAC « Les Coteaux de Saint-Musse » sont indiquées. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

On prend acte de cette communication. »

DELIBERATION N° 3 : ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2024 POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE CIMETIERE

POUR : 34 (voix pour M. JONET)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL

Mme le Maire : « Pour la délibération suivante, il s'agit de l'élection du président de séance qui officiera pour l'examen des comptes financiers uniques du Budget de la Ville et du Budget Annexe Cimetière. Je donne la parole à Madame DELSANTO et je me déporte. »

Mme DELSANTO : « Merci, Madame le Maire.

Chers collègues, il s'agit d'une délibération spécifique pour l'élection du président de séance pour le vote des CFU 2024 du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière, en application des dispositions de l'article L.2121-14. Pour cette élection, il est possible de voter à main levée. Si c'est le cas, il faudra qu'il soit choisi à l'unanimité.

Je vous demanderais, chers collègues, de vous prononcer. Le vote à main levée est-il souhaitable pour vous ? Tout le monde est pour à l'unanimité ? Très bien.

Maintenant, nous allons donc procéder aux candidats. Je vais donc demander la candidature pour les groupes.

Pour « *La Garde Ensemble pour chacun et pour tous* » : quel candidat ? Monsieur JONET.

Pour « *Unis pour La Garde* » ? Pas de candidat.

Pour « *Notre ville à gauche* » ? Pas de candidat.

Ce sera donc Monsieur Florian JONET qui sera le Président pour la présentation du CFU du Budget Principal et du Budget Annexe Cimetière.

Procédons au vote.

Pour.

Merci. »

DELIBERATION N° 4 : BUDGET PRINCIPAL – APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2024

POUR : 26
CONTRE : 1 (M. CAMATTE)
ABSTENTIONS : 7 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL

M. JONET : « Pour la délibération suivante, il s'agit de l'examen de l'approbation du Compte Financier Unique pour l'exercice 2024. La parole est à Madame DELSANTO. »

Mme DELSANTO : « Merci.

L'exercice 2024 est clôturé avec un déficit global de 480 452,39 €. En intégrant les restes à réaliser en dépenses comme en recettes, qui seront repris au Budget supplémentaire en 2025, le résultat cumulé est excédentaire de 6 834 519,11 €. Cet excédent permettra donc, comme nous nous y étions engagés, de supprimer l'emprunt d'équilibre de 5,9 millions d'euros inscrit au Budget Primitif.

Dépenses de fonctionnement

En dépenses de fonctionnement, les charges à caractère général liées à l'activité des services et aux bâtiments et équipements, ont fléchi de plus de 3 % entre 2023 et 2024, et ce malgré la hausse de dépenses contraintes notamment d'assurances. En effet, malgré une sinistralité quasi inexistante, la commune a subi les effets d'un contexte très dégradé du marché des assurances et a vu sa prime pour l'assurance dommages aux biens augmenter de 300 % par rapport à 2023, soit +75 000 €.

En hausse également, les dépenses dans le secteur de l'éducation, en raison de la hausse des coûts de nos prestataires de transport et des tarifs du SIRC. Il convient de noter ici que ce surcoût n'a pas été répercuté en 2024 ni en 2025 sur les tarifs de pauses méridiennes qui sont stables depuis 2023. Pour autant, en 2024, des efforts d'optimisation ont été entrepris par l'ensemble des services municipaux sans toucher à la qualité des services proposés. Couplés à ces efforts, on retrouve également les effets de modifications induites par l'évolution des projets tels que l'arrêt de la location des « Algeco » suite à la réception de la nouvelle école Mignoné.

Enfin, la commune a bénéficié en 2024 des premiers fruits des autoconsommations collectives. Pour rappel, trois centrales de production photovoltaïque ont été installées et mises en fonctionnement en mai et juin 2024 sur trois sites jugés les plus favorables en termes de potentiel : le hangar du centre technique municipal, l'école Santoni et l'EHPAD du Mas des Sénès. La production de ces trois centrales est en partie

autoconsommée par les sites producteurs, mais aussi injectée sur le réseau à destination d'autres sites communaux dits « sites consommateurs ». Le bilan énergétique de l'opération d'autoconsommation collective sur 2024 répond aux objectifs prévisionnels. Les taux d'autoconsommation des deux périmètres étant de 96,4 % et 98,3 %, au total, une économie d'énergie de 228 535 kWh a été réalisée, avec un gain financier sur la période concernée, de juin à décembre 2024, de près de 65 000 €.

L'évolution des dépenses de personnel s'élève à +4,44 % par rapport à l'année 2023. Elle s'explique principalement par l'effet cumulatif de diverses mesures, parmi lesquelles et en particulier :

- des mesures nationales avec l'effet, en année pleine, du reclassement des grilles des agents de catégories C et B de début de carrière et de la revalorisation du point d'indice de +1,5 % depuis le 1er juillet 2023. L'attribution de 5 points d'indice majoré à l'ensemble des agents de la fonction publique au 1er janvier 2024 ;

- des mesures locales avec l'attribution d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle à tous les agents répondants aux critères définis par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023. La revalorisation des tickets-restaurant de 1 € au 1er juin 2024, décidé par la commune.

S'agissant des dépenses de fonctionnement, il est important de relever :

- Un soutien important au monde associatif, pour près de 625 000 € ;

- Un renforcement important du soutien apporté par la commune aux actions du Centre Communal d'Action Sociale avec une hausse de plus de 28 %, soit 423 000 €. Sa participation au fonctionnement du CCAS a permis la création de deux structures (la Maison des parents et la Maison France Services) ainsi que le développement des actions en lien avec le label *Ville amis des enfants* et le soutien à la parentalité ;

- Des charges financières relatives au remboursement des intérêts d'emprunt faible qui ne représentent que 15 € par habitant.

Recettes de fonctionnement

En 2024, les recettes réelles de fonctionnement évoluent de 5,26 % par rapport à 2023. En neutralisant l'effet de la reprise de provision faite en 2024, destinée à financer des dépenses d'investissement, l'évolution est de 1,78 %, soit inférieure à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2023 et 2024.

Le produit des impôts directs locaux représente 53 % des recettes réelles de fonctionnement en 2024. Son évolution est l'effet de la revalorisation des bases fiscales décidées par l'Etat de 3,9 %. Après avoir fortement chuté entre 2023 et 2024 de plus de 27 %, soit une perte de recette de 500 000 €, les droits de mutation affichent en 2024 une stabilisation par rapport à 2023 pour s'établir à 1,350 million d'euros. La dotation globale de fonctionnement a évolué de 48 613 €. Les produits perçus au titre de la taxe sur l'électricité et la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) fléchissent pour près de 15 %. En effet, pour la TLPE, il a été constaté un accroissement du nombre de liquidations de sociétés.

Les produits des services et du Domaine, ainsi que les financements perçus de la part de nos partenaires, CAF et Département notamment, ont été dynamiques.

Enfin, la commune a procédé à la reprise de deux provisions : 1,140 million d'euros au titre de la provision de Massacan pour la réalisation des travaux et 667 000 euros constitués dans le cadre du contentieux « affaire ZAC Sainte-Musse ». Le contentieux étant clos en notre faveur.

Dépenses réelles d'investissements

En 2024, les dépenses d'équipements portés par la réalisation de nombreux projets d'envergure ont été fortement dynamiques à hauteur de 17,5 millions d'euros, représentants près de 98 % du total des dépenses d'investissement.

Le remboursement du capital de la dette représente quant à lui moins de 1 % des dépenses totales, soit

14,50 € par habitant.

Vous voyez à l'écran que les grands projets du mandat ont tous été lancés. Pour certains, ils sont achevés :

- Reconstruction de l'école Séverine Mignoné ;
- Extension du cimetière ;
- Phase I du confortement de la falaise de Massacan ;

Pour d'autres, ils l'ont été en 2024 ou sont toujours en cours. Ainsi, nous pouvons noter en particulier, en 2024 :

- La réception de la phase I de la réhabilitation de la Maison Communale Gérard Philipe ;
- La réception de la phase II des travaux du confortement de la falaise de Massacan ;
- Le démarrage des travaux de requalification du centre-ville, secteur Accusano ;
- Le démarrage des travaux de l'écolo-crèche « Les Lucioles ».

Par ailleurs, en 2024, la commune a confirmé son ambition constante en matière d'écologie et d'environnement par l'installation de trois centrales photovoltaïques pour le projet d'autoconsommation collective, la réalisation de travaux de désimperméabilisation de la cour de l'école maternelle Elsa Triolet, le renforcement de son action en faveur de l'installation de LED (gymnase Guy Môquet 2, stade de rugby et dojo notamment) et la rénovation énergétique (pose de brasseurs d'air dans les dortoirs et réfectoires, remplacement de menuiseries dans les écoles Lucie Tardivier et Delplace).

Enfin, nous avons poursuivi nos actions de réhabilitation du patrimoine communal.

L'article 191 de la loi de finances du 29 décembre 2023 pour 2024 a instauré l'obligation, pour les collectivités et les établissements publics de plus de 3 500 habitants, d'établir un état annexé au Compte Financier Unique pour mesurer l'impact du budget en matière de transition écologique. Pour 2024, cette annexe ne concerne que 17 comptes de la section d'investissement et ne porte que sur un seul axe d'étude : l'axe 1 : « Atténuation au changement climatique ». Vous voyez à l'écran les différents axes qui prendront effet au fur et à mesure, avec les différents CFU à venir. A terme, les six axes portés à l'écran constitueront le cadre d'analyse globale pour mesurer l'impact des dépenses publiques en matière de transition écologique. La commune doit se plier à ce nouvel exercice réglementaire de cotation des dépenses d'investissement réalisées en 2024, selon la méthodologie établie par l'I4CE - Institut de l'Economie pour le Climat - et le ministère de l'Économie des Finances et de la Relance. Il en ressort donc que 58,1 % des dépenses investies réalisées en 2024 sont de nature à avoir un impact environnemental favorable au regard de l'atténuation du changement climatique.

<u>Recettes réelles d'investissement</u>

En recettes réelles d'investissement, le chapitre bénéficie de ressources propres que l'on retrouve au chapitre 10 : le fonds de compensation FCTVA, la taxe d'aménagement et l'affectation du résultat de 2023.

La commune bénéficie également de subventions. En 2024, elles comprennent :

- 764 000 € du Conseil départemental ;
- 495 000 € de l'Etat au travers de la DSIL, des fonds verts, de l'agence de l'eau ou encore de l'agence nationale des sports ;
- 405 000 € de la CAF ;
- 220 000 € de la Région ;
- 177 000 € des fonds de concours métropolitains.

Plus de 8,6 milliards d'euros de restes à réaliser correspondants à des subventions notifiées, dont 3,6 millions d'euros du Département, figurent au Compte Financier Unique 2024.

Concernant la dette, au 31 décembre 2024, le capital restant dû est d'un montant de 9 251 327 euros, répartis en cinq contrats. Le taux d'endettement est de 19,1 % pour la commune alors qu'il s'établit à 63,3 % pour les communes de mêmes strates.

En conclusion, le CFU 2024 atteste d'une gestion budgétaire et comptable saine qui nous permet de poursuivre de façon dynamique nos actions et réalisations pour tous les Gardéens.

Merci de votre écoute. »

M. JONET : « Merci, Madame DELSANTO.

Est-ce qu'il y a des questions ? Monsieur CAMATTE. »

M. CAMATTE : « Ce n'est pas une question, mais une explication de vote comme je le fais régulièrement au Conseil Municipal, et c'est valable pour les quatre autres délibérations à suivre.

Le budget que vous nous présentez cet après-midi n'est pas neutre. Il traduit des choix politiques, vos choix, et ce sont des choix qu'en partie je conteste. Vous le savez, je ne suis pas ici pour m'opposer systématiquement, mais pour défendre une autre voie, un autre cap.

Celui d'une ville qui répond aux urgences sociales, écologiques et démocratiques.

Celui d'une ville qui met encore plus en avant les besoins des habitants/habitantes en particulier les plus précaires plutôt que de s'adapter aux logiques d'austérité imposées par un gouvernement aux ordres du capital.

Or, ce budget, j'y vois des pénalités inversées. Les besoins en matière de santé – je ne développe pas –, de soutien à la jeunesse et aux associations caritatives ou encore la transition écologique sont relégués au second plan. Pendant ce temps, certains projets d'aménagements grandioses restent financés, sans remise en cause, et la participation citoyenne, pourtant indispensable, demeure marginale. J'aurais voulu voter un budget utile, ambitieux et protecteur, mais ce budget-là, je ne peux ni le soutenir ni m'abstenir. Je vote contre. Non, par posture, mais parce qu'il ne répond pas à ce que vivent les gens, à ce qu'ils attendent d'une collectivité à leur écoute.

Je continuerai donc à faire des propositions, à défendre des alternatives, à porter la parole de celles et ceux qui refusent de subir, car nul autre choix n'est possible, même à notre échelle. D'ailleurs, je pense que les prochaines élections politiques en témoigneront.

Merci. »

M. JONET : « Merci.

D'autres questions ? Monsieur AMARIT. »

M. AMARIT : « Monsieur le Président, mes chers collègues

Madame DELSANTO, je vous remercie pour ce rapport synthétisé qui permet d'expliquer avec vos mots la situation financière de notre commune en 2024. L'année dernière, vous aviez promis un coup d'accélérateur et vous aviez calé. Je suis heureux de constater que cette année la voiture a enfin avancé. C'est à peu près la seule chose de bien.

En effet, malgré nos recommandations, vous avez choisi de maintenir une pression fiscale très élevée pour les Gardéens. Simplement avec le jeu des seuils, on aurait pu faire économiser 200 € en moyenne par habitant, sans rien sacrifier au service public. Et, vu les bénéfices de plusieurs millions d'euros que nous faisons chaque année, on aurait pu faire bien plus encore pour nos habitants. Les Gardéens seront contents de savoir que les augmentations successives de leur taxe foncière n'auront servi à rien, sans compter celle qui va arriver à la rentrée des vacances.

Vous avez aussi également fait le choix de ne toujours pas recourir à l'emprunt malgré l'annonce de grands projets : c'est votre choix politique et je ne reviendrai pas dessus. Ce modèle pose cependant trois problèmes majeurs. Le premier compromet l'équilibre intergénérationnel. Les habitants d'aujourd'hui

payent cash pour des équipements dont des générations futures bénéficieront. Il asphyxie également nos capacités de réaction face aux urgences sociales ou environnementales. On l'a vu récemment avec la flambée de la hausse de l'énergie. Enfin, il ralentit aussi vos ambitions. Les grands projets sont mécaniquement sous-financés ou reportés, et c'est ça aussi que l'on a constaté avec la rénovation du centre-ville qui a été maintes fois repoussée.

Recourir à l'emprunt n'est absolument pas catastrophique pour une commune, s'il est bien géré. Et, ce n'est pas moi qui le dit, ce sont vos amis et je les cite :

« *L'emprunt est un outil normal de gestion publique, surtout lorsque l'on finance des investissements utiles à long terme* », Alain JUPPÉ au Conseil de Bordeaux.

« *L'emprunt est un acte de foi dans l'avenir de la commune. Il n'est pas un mal en soi. Il faut juste qu'il soit soutenable* », Jean-François COPÉ à la ville de Meaux.

« *L'investissement public local est vital pour les territoires. L'emprunt responsable est un levier indispensable pour maintenir un haut niveau de service et préparer l'avenir* », François BAROIN devant les Maires de France.

Ce sont, là, des paroles de gestionnaires exigeants et non des flambeurs. Et, je m'inscris pleinement dans cette approche. Refuser l'emprunt juste par principe, c'est refuser de croire en l'avenir de la commune. Donc, soit vous ne savez pas gérer un budget, soit vous ne croyez pas à l'avenir de la ville. J'irai sans doute trouver ma réponse dans le journal, avec des propos de votre ancien Directeur de cabinet. Je cite : « *La ville a une fiscalité démesurée, des dépenses somptuaires et un budget mal géré* ». Si même dans votre propre majorité, ils s'en rendent compte, il serait peut-être temps de changer votre fusil d'épaule.

Je vous remercie. »

M. JONET : « Merci. Est-ce qu'il y a encore une autre question ?

Je voudrais juste quand même vous rappeler, Monsieur AMARIT, que, vous savez, la taxe foncière ne paye pas des fioritures à La Garde. Elle paye nos écoles, les semaines à thèmes cet été, les parcs et les jardins… Elles payent tous nos services publics et on est très loin de la fioriture où on jetterait de l'argent par la fenêtre. Pour Marie Curie, par exemple, on a pris 6 millions d'euros d'emprunt. Aujourd'hui, c'est vrai qu'il y a deux choix ; le choix de l'emprunt où, en fait, ça va encore être ma génération et la vôtre qui vont payer déjà les 3 500 milliards d'euros de l'Etat et, en plus, on va rajouter celui de la commune. Ou l'autre solution : supprimer le service public. Lequel supprime-t-on ? On supprime Tardivier ? On supprime un collège ? Que supprime-t-on ? Bon, un collège, c'est le Département, mais… Il y a plein d'autres services publics. Lequel supprime-t-on, à ce moment-là ? »

M. AMARIT : « Monsieur JONET, vous faites dans la démagogie. C'est soit tout ou rien, avec vous. Là, je vous parle d'un emprunt responsable, c'est tout. On est toujours en bénéfice de plusieurs millions. C'est du gaspillage. »

Mme DELSANTO : « J'aimerais prendre la parole… Dire que nous ne savons pas gérer, non, ça, je ne peux pas l'accepter quand même. Simplement vous dire que les comptes sont validés par un trésorier, que nous sommes assez scrupuleux, que les bases fiscales de l'Etat augmentent. Oui en effet. Nous, non. Depuis 2 ans, il n'y a pas eu d'augmentation de la taxe foncière. D'accord ?

Certes, on peut toujours mieux faire, mais… Vous pouvez sortir des recettes miracles moi, je veux bien. Sauf qu'il y a une nomenclature, il y a un trésorier. On n'a pas voulu avoir recours à l'emprunt. C'est vrai. Justement, on ne veut pas que ça impacte les générations futures. Il y a peut-être des projets à venir qui le nécessiteront… C'est une ressource que nous conservons. À ce jour, les comptes sont là et ils sont sains.

Alors, dire que nous gérons mal… Après, on verra ceux qui pourront se prétendre, un jour, gérer.

Merci.

M. JONET : « Merci à vous. Nous allons donc passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie.

Madame le Maire peut reprendre son siège et la présidence de la séance. »

DELIBERATION N° 5 : BUDGET PRINCIPAL – AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

POUR : 27
CONTRE : 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Délibération n° 5 : Budget Principal – Affectation du résultat de l'exercice 2024, Madame Hélène DELSANTO .»

Mme DELSANTO : « Au regard des résultats du CFU 2024 et en tenant compte de reports constatés, les résultats de fonctionnement sont repris de la manière suivante :

- une affectation de 10 243 329,73 € en recette d'investissements de manière à couvrir le déficit,
- un solde de 6 834 519,11 € en recette de fonctionnement. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Nous allons donc passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 6 : BUDGET PRINCIPAL – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025

POUR : 27
CONTRE : 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Délibération suivante, Madame DELSANTO : Budget Principal – Vote du budget supplémentaire 2025. »

Mme DELSANTO : « En recettes réelles de fonctionnement, nous retrouvons principalement l'excédent de fonctionnement reporté. D'autres ajustements de crédits ont été opérés sur certains chapitres, permettant de prendre en compte des notifications de recettes reçues après le vote du budget primitif, donc après l'adoption de la loi de finances, notamment le FCTVA sur les dépenses de fonctionnement qui n'a pas été supprimé ou encore la dotation globale de fonctionnement dont l'enveloppe a été abondé par la loi de finances, mais qui marque quand même un recul pour la commune de 49 169 € par rapport à 2024.

Des ajustements de crédits en dépenses de fonctionnement sont également opérés. Une augmentation globale des charges à caractère général, avec l'octroi de crédits nouveaux nécessaires au fonctionnement de différents services, principalement les services techniques pour les besoins du pôle bâtiment (prestations de débroussaillement et de maintenance, locations diverses), achat d'eau brute et le garage. Des crédits complémentaires sont également prévus pour les prestations d'exhumation.

S'agissant des fluides, au regard du premier bilan de l'autoconsommation collective, un ajustement à la baisse des crédits d'électricité est acté.

Le chapitre 012 acte une diminution des crédits suite à la parution du décret fixant le lissage de la revalorisation de 12 % du taux de cotisation CNRACL sur 4 ans et non plus sur 3 ans. Il convient toutefois de préciser qu'au final, la somme totale prélevée sur la commune sera tout de même identique, soit 270 000

€ par année, soit 1 080 000 €.

Le chapitre 014 est abondé suite à la notification du DILICO, le nouveau **Di**spositif de **Li**ssage **Co**njoncturel, des recettes fiscales des collectivités territoriales instaurées par la loi de finances. Le DILICO opère en 2025 un prélèvement de 1 million d'euros sur les recettes fiscales de 2 125 collectivités territoriales, dont 500 millions pour les communes et intercommunalités. L'éligibilité au mécanisme défini est un indice synthétique de ressources et de charges. Ce dispositif a pour but de faire participer les collectivités locales et leurs groupements à la maîtrise des comptes publics. Pour La Garde, le montant de prélèvement notifié est de 70 431 €. Pour information, cette somme prélevée va être mise en réserve, susceptible d'être reversée à hauteur d'un tiers par an.

Le chapitre 65 est ajusté au regard des montants définitifs des créances irrécouvrables et éteintes pour 2025, communiquées par le Trésorier payeur général.

Au chapitre 66, nous avons dû inscrire le solde du remboursement des intérêts de la dette de l'année 2024, suite à une réception tardive de la dernière échéance.

La reprise de résultats de 2024, additionnée des recettes et dépenses nouvelles, permet un virement à la section d'investissement d'un montant de 10 290 007 €.

L'impact majeur du BS sur les recettes d'investissement est la suppression de l'emprunt d'équilibre d'un montant de 5 980 897 €. Par ailleurs, de nouvelles recettes sont inscrites : l'excédent de fonctionnement capitalisé pour couvrir le déficit d'investissement ainsi qu'un ajustement de la baisse du FCTVA suite à la notification reçue. L'investissement est donc exclusivement financé par l'affectation du résultat, le prélèvement sur la section de fonctionnement, le FCTVA et les subventions notifiées.

<u>Dépenses d'investissement</u>

Le budget supplémentaire intègre des dépenses nouvelles d'équipement.

- Dans le domaine de la petite enfance : un réajustement des crédits pour la construction de l'écolo-crèche « Les Lucioles ».
- Dans le domaine de l'efficacité énergétique : l'abondement de crédits pour le passage en LED des mâts d'éclairage du stade de foot, de la salle de billard et de la salle de tennis de table.
- L'inscription de crédits engagés en urgence pour le changement du système de climatisation des archives et la réfection du mur de clôture de l'école Tardivier suite au sinistre intervenu dans le cadre des intempéries de janvier.
- En matière d'urbanisme, et dans un objectif de préservation : l'achat de deux parcelles dans le secteur de Pierrascas, en zone naturelle du PLU et en très grande partie en espace naturel boisé classé.

Enfin, au chapitre 16, comme en fonctionnement, nous avons dû inscrire en investissement le solde du remboursement du capital de la dette 2024, suite à la réception tardive de la dernière échéance.

En conclusion, le vote du budget supplémentaire vient consolider le budget primitif d'une année 2025 riche en projets et réalisations, conformément à nos engagements. Malgré une loi de finances 2025 tardive, car votée le 14 février, la commune a réussi à faire des prévisions relativement conformes à la réalité et a eu raison de se montrer prudente, car si certaines mesures restrictives du gouvernement Barnier ont été remaniées, l'effort demandé aux collectivités locales est très présent. Une prudence qui sera de mise pour l'avenir alors que le Premier ministre devrait prochainement faire l'annonce de mesures budgétaires permettant de rassembler 40 milliards d'euros nécessaires pour réduire le déficit public à 4,6 % du PIB en 2026. Ces mesures impacteront nécessairement les finances des collectivités locales.

Si ça, ce n'est pas savoir un peu gérer quand même les finances, je ne sais pas…Merci. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Pas de question.

Très bien, je vous remercie. On va passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 7 : BUDGET PRINCIPAL – MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT

POUR : 34
CONTRE : 1 (M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Délibération n° 7 : Budget Principal – Mise à jour des autorisations de programme/crédits de paiement. »

Mme DELSANTO : « Cette délibération a pour objet d'apporter les modifications nécessaires à la bonne exécution des autorisations des programmes et crédits de paiement. Vous avez le détail sur les tableaux. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 8 : BUDGET PRINCIPAL – ADMISSION EN NON-VALEUR

POUR : 35

Mme le Maire : « Madame DELSANTO, Budget Principal – Admission en non-valeur. »

Mme DELSANTO : « Il est proposé d'admettre en non-valeur les états des produits irrécouvrables, sur proposition du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, selon la liste transmise. Il est précisé qu'en application de la délégation confiée, Madame le Maire a, par arrêté municipal visé, admis en non-valeur des créances recouvrables d'un montant inférieur ou égal à 100 € pour un montant de 295,02 €.

La délibération porte sur les créances d'un montant supérieur à 100 € pour un montant de 1 954,59 €. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 9 : BUDGET PRINCIPAL – CREANCES ETEINTES

POUR : 35

Mme le Maire : « Toujours pour le Budget Principal, les créances éteintes. Madame DELSANTO. »

Mme DELSANTO : « Chaque année, le Trésorier propose également d'admettre en non-valeur des créances éteintes. Le montant communiqué par le Trésorier est de 33 338,36 €. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 10 : BUDGET ANNEXE CIMETIERE – APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024

POUR : 34
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL

Mme le Maire : « Nous allons passer au Budget Annexe du cimetière – approbation du Compte Financier Unique de l'exercice 2024. Monsieur JONET. »

M. JONET : « Je vous remercie. Il s'agit de l'examen de l'approbation du Compte Financier Unique pour

l'exercice 2024 du Budget Annexe du cimetière. La parole est à Madame DELSANTO. »

Mme DELSANTO : « Merci. L'exécution de l'année 2024 pour le budget annexe cimetière correspond à la construction des 160 caveaux de 4 places et 33 caveaux de 6 places de l'extension III du cimetière, à la vente de 18 caveaux de l'extension III ainsi qu'aux écritures de gestion de stocks de caveaux. L'exercice 2024 est clôturé avec un déficit de 342 892,05 € (montant correspond à la valeur des caveaux restants en stock). »

M. JONET : « Est-ce qu'il y a des questions ? Personne ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie. Madame le Maire peut revenir pour reprendre la présidence de la séance. »

DELIBERATION N° 11 : BUDGET ANNEXE CIMETIERE – AFFECTATION DU RESULTAT – EXERCICE 2024

POUR : 35

Mme le Maire : « Délibération n° 11 : Budget Annexe du cimetière – Affectation du résultat pour l'exercice 2024. »

Mme DELSANTO : « Vous avez à l'écran le tableau qui explique l'affectation du résultat 2024. Le résultat déficitaire de 344 892,05 € sera donc repris en dépenses de fonctionnement au budget supplémentaire 2025. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? » Je vous remercie

DELIBERATION N° 12 : BUDGET ANNEXE CIMETIERE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025

POUR : 35

Mme le Maire : « Madame DELSANTO pour le budget annexe cimetière –Budget supplémentaire, exercice 2025. »

Mme DELSANTO : « Pour rappel, le BP 2025 du budget annexe cimetière a intégré les dépenses et recettes d'ordre et les dépenses et recettes réelles liées à la vente de caveaux de l'extension III du cimetière estimé pour 2025. Le BS permet l'affectation du résultat déficitaire de 2024 de 342 892,05 € couverts par l'inscription d'un emprunt qui ne sera pas réalisé et qui permet l'équilibre global du budget. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

On va passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 13 : BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2025 – REGULARISATION ACTIF COMPTE 215731

POUR : 35

Mme le Maire : « Délibération n° 13 : Budget Principal exercice 2025 – Régulation actif compte 215731, Madame Hélène DELSANTO. »

Mme DELSANTO : « À la demande du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, il convient de neutraliser par des écritures non budgétaires un suramortissement constaté dans Hélios pour le compte 215731. Il faut savoir qu'Hélios est un outil comptable que nous utilisons pour la DGFIP. Ce suramortissement, pour un montant total de 8 831,05 € est lié à une régularisation effectuée sur le numéro d'inventaire suivant :

N° inventaire	Valeur brute	Amortissement à neutraliser
201200330	8 831,05 €	8 831,05 €

La neutralisation de cet amortissement par numéro d'inventaire se fait par l'opération non budgétaire suivante : Débit du compte 2815731 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 8 831,05 €.

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 14 : GRATUITE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DES MISES A DISPOSITIONS DE BIENS COMMUNAUX

POUR : 22
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, Mme CHARLES, M. CHOUQUET, M. DUMONTET, Mme OURDOUILLIE, Mme GUE, M. GUILLOUZIC, M. JOUOT, M. ANNEVILLE, Mme MURENA, Mme MARTINO

Mme le Maire : « Pour la délibération n° 14, c'est la gratuité des autorisations d'occupation temporaire du domaine public et des mises à dispositions de biens communaux. Doivent se déporter : Messieurs MASSON, CHOUQUET, DUMONTET, GUILLOUZIC, JOUOT et ANNEVILLE, mais aussi Mesdames CHARLES, OURDOUILLIE, GUE, MURENA, MARTINO et moi-même.

Je cède la parole à Madame DELSANTO. »

Mme DELSANTO : « Gratuité des autorisations d'occupation temporaire du Domaine Public et des mises à dispositions de biens communaux. En complément de la délibération n° 11 du 3 février 2025, il est proposé d'accorder la gratuité des autorisations d'occupation et des mises à disposition temporaires du domaine public et des biens communaux (locaux et/ou matériels) aux associations régies par la Loi 1901 n'ayant pas leur siège social sur la commune de La Garde et/ou à d'autres organismes et institutions partenaires listés dans la présente délibération, pour des projets qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général et/ou territorialement pertinent.

Y a-t-il des questions ?

C'est bien géré, tout est parfait.

On va procéder au vote.

Qui est contre ? Qui est pour ? Qui s'abstient ? Merci. »

DELIBERATION N° 15 : BUDGET PRINCIPAL – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2025 – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 10 DU 3 FEVRIER 2025

POUR : 35

Mme le Maire : « Budget Principal –Subventions aux associations - exercice 2025 – complément à la délibération n° 10 du 3 février 2025. La parole est à Monsieur DUMONTET. »

M. DUMONTET : « Merci Madame le Maire.

Chers collègues, vous avez voté au mois de février une délibération sur les associations et les subventions qui ont été accordées aux associations de la ville de La Garde. Nous avions deux questions qui restaient en suspens ; l'une concernant le sport – je passerai la parole à Jean-Eric LODEVIC.

S'agissant de la Cie TOCADES, c'est une observation générale qu'on voulait faire, d'une association qui nous

avait ralliés il y a peu de temps et qui a fait la démonstration de son talent au cours de manifestations récentes, en particulier dans l'intergénérationnel, que Monsieur AMARIT a frappé d'interdit tout à l'heure. Mais, cela montre au contraire que c'est l'activité de ces associations qui dominent dans nos choix. Nous proposons donc d'attribuer ce que nous n'avons pas attribué jusqu'à présent. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions à ce sujet ? Pas du tout ? Je vous remercie.

On va donc voter.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 16 : CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMMATION 2025

POUR : 35

Mme le Maire : « Contrat de ville métropolitain Toulon Provence Méditerranée – Subventions aux associations intervenant dans le cadre de la politique de la ville – programmation 2025. Monsieur Alain DUMONTET. »

M. DUMONTET : « Le nouveau Contrat de Ville qui a été choisi par le Conseil Municipal après avoir été approuvé l'année dernière se décline dans un certain nombre d'allocations aux associations. Il s'agit aujourd'hui de distinguer la façon dont nous attribuons ces subventions aux associations avec les ressources affectées par la ville, complétées évidemment par ce que donne l'Etat et la Métropole. Vous avez donc sous les yeux les 10 000 € répartis entre les associations généralement intervenantes d'abord, évidemment, dans le quartier prioritaire de la ville et, en complément, un peu pour le quartier de La Planquette qui nous intéresse en parallèle. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Monsieur CAMATTE. »

M. CAMATTE : « Je voterai pour cette délibération, mais comme je le disais tout à l'heure, j'aurais quand même aimé, même si ce sont des demandes des associations, que la ville puisse faire un peu plus parce que ces associations sont quand même très importantes, notamment pour l'enfance et d'autres. Je pense donc qu'on aurait pu faire un peu plus pour les aider encore mieux. »

M. DUMONTET : « Je peux répondre ? »

Mme le Maire : « Oui, je t'en prie, Alain. »

M. DUMONTET : « Comme vous le savez probablement, Monsieur CAMATTE, il s'agit d'un multifinancement. La ville participe partiellement aux besoins identifiés dans les réponses aux appels d'offres formulés. En parallèle, la Métropole ou le bailleur social fournit des compléments que vous appelez de vos vœux et que, évidemment, nous essayons de compléter au niveau nécessaire et demandé par ces associations. Effectivement, les 10 000 € peuvent vous paraître modestes, mais ils rentrent dans un total qui est plutôt de 70 000 € en rajoutant l'Etat, la Métropole et la taxe foncière pour les propriétés bâties (TFPB) que nous fournit le bailleur. Cela se situe à un niveau que l'on peut qualifier d'assez satisfaisant au regard des résultats atteints. »

Mme le Maire : « Monsieur LODEVIC. »

M. LODEVIC : « Je vais parler uniquement des associations que je connais le plus, c'est-à-dire les associations sportives. Parmi les critères d'attribution des subventions générales de la ville, bien entendu, l'un des critères, ce sont les actions que font les associations à destination des différents publics de la ville. Pour vous donner un autre élément sur le soutien financier de la ville, il faut savoir que sur le QPV, la ville a quand même procédé à la rénovation du city stade et a construit un autre city stade à destination du tennis et du volley. Cela fait partie des actions de soutien indirectes que vous ne voyez pas, mais qui complètent les aides faites par l'Etat sur ces différentes associations. »

Mme le Maire : « D'autres questions ? Madame PEIRONET. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Merci, Madame le Maire, de me donner la parole.

Je rebondis sur ce que vous dites. Justement, pourrions-nous avoir ces fameux critères pour les subventions parce que cela fait des années qu'on vous les demande et qu'on ne les a pas ? Donc, si c'est possible pour qu'on puisse savoir. »

M. LODEVIC : « La seule personne qui me les a demandés depuis des années, c'est Michel CAMATTE et je lui tiens à sa disposition. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « On vous les a demandés en Conseil Municipal plusieurs fois. »

M. LODEVIC : « Non, c'est le seul : Michel CAMATTE. Je persiste et je signe. Les critères d'attribution sont transparents et je vous les donnerai. Il n'y a pas de souci. Moi, je parle des attributions sportives : l'attribution des subventions se fait conjointement - ce n'est pas moi qui décide – avec le service des sports et la Présidente de l'Office des Sports, en commission où nous délibérons. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Très bien, merci. »

Mme le Maire : « Y a-t-il d'autres questions ? Non ?

Je vous remercie, nous allons passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 17 : ADHESION ANNUELLE AU CENTRE RESSOURCES ILLETTRISME ET ANALPHABETISME REGION PACA 2025 – AUTORISATION DE SIGNATURE – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

POUR :

Mme le Maire : « Toujours Monsieur Alain DUMONTET pour l'adhésion annuelle au Centre Ressources Illettrisme et Analphabétisme Région PACA 2025 – autorisation de signature – inscription de la dépense. »

M. DUMONTET : « La commune porte depuis de nombreuses années – je crois que les premiers bénévoles chargés d'alphabétisation dans les quartiers, en particulier le quartier prioritaire date aux environs de 2010. La demande ne cesse d'augmenter de la part des habitants, en particulier dans le quartier prioritaire. Pour beaucoup, nous avons donc aménagé notre travail dans ce domaine en recueillant plus de bénévoles que nous n'en avions avant et puis, cette année, la Région PACA nous propose de nous y aider par des méthodes : comment faire pour arriver plus facilement aux familles par exemple où un seul membre de la famille n'est pas naturalisé français alors que tous les autres le sont ? Il y a toute une procédure complexe à laquelle nous nous sommes attachés. Le C.R.I.A. de la Région PACA est une aide pour nous.

Nous vous proposons donc d'adhérer à ce système pour la modique somme de 100 € par an. »

Mme le Maire : « Cela va nous permettre d'être beaucoup plus en phase avec les demandes des populations et de pouvoir les aider beaucoup plus. Comme vient de vous le dire Monsieur DUMONTET, ce sont essentiellement des bénévoles qui interviennent dans le cadre de l'alphabétisation donc ils ont aussi besoin de supports.

Nous allons donc voter.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 18 : SAGEP – DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP) – REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR

POUR : 19
CONTRE : 7 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT)
ABSTENTION : 1 (M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE

Mme le Maire : « Vont se déporter Messieurs MASSON, CHOUQUET, BAULON, JOUOT, FUMAZ et LODEVIC, mais aussi Madame OURDOUILLIE et moi-même. La parole est à Madame CHARLES. Il s'agit de la désignation d'un représentant de la commune au sein du Conseil d'Administration de la Société Publique Locale d'Aménagement et de Gestion Publique (SAGEP), et de la rémunération de cet administrateur. »

Mme CHARLES : « Tout le monde est sorti.

Prochaine délibération, il s'agit de la délibération n° 18 qui concerne la SAGEP et, en particulier, la désignation d'un représentant de la commune au sein du conseil d'administration de cette société et qui concernant également la rémunération de l'administrateur.

Suite à l'augmentation de capital et des actionnaires d'ailleurs, il est apparu nécessaire d'augmenter le nombre d'administrateurs de 12 à 18 au sein de ce conseil d'administration et de passer de 7 à 8 pour la commune.

Avant de vous proposer le prochain administrateur, on doit normalement effectuer ce vote à bulletin secret sauf si l'unanimité des membres du Conseil Municipal est favorable à un vote à main levée.

Est-ce que tout le monde est favorable à un vote à main levée ? Y a-t-il une opposition ? Pas d'opposition. On va donc pouvoir voter à main levée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre acte de l'élection au vote à main levée de Madame Sophie OURDOUILLIE en qualité d'administrateur de la société SAGEP, de fixer en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le montant maximum des indemnités, soit, pour un administrateur de la SPL SAGEP, une indemnité annuelle d'un montant maximum de 1 000 €, d'autoriser Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer les documents.

Madame OURDOUILLIE sera donc la 8e déléguée titulaire au sein de ce Conseil d'Administration.

Y a-t-il d'autres candidats ? »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Je voudrais d'abord poser une question.

Chers collègues, Cette délibération vise donc à désigner un 8e représentant de la commune au sein du Conseil d'Administration de la SAGEP. Rappelons que la SAGEP, bien qu'étant une société privée, gère des fonds publics, conduit des projets structurants et engage durablement l'avenir de notre ville. C'est pourquoi, dès 2022, nous avions proposé qu'un élu de l'opposition puisse y siéger. D'autres groupes, Unis pour La Garde, représentent un pourcentage significatif des électeurs. 1 siège sur 8 ne remettrait absolument pas en cause votre majorité, mais garantirait pluralisme, contrôle et transparence. Nous ne demandons ni un pouvoir supplémentaire ni un privilège, mais simplement une présence de bon sens. Refuser cet unique siège revient à institutionnaliser un verrouillage politique.

Chaque année, vous évoquez le CRAC, c'est utile, mais insuffisant. Il n'offre ni accès aux délibérations internes, ni information en temps réel, ni capacité d'alerte au moment opportun. Vous avez, cette fois, les élus du groupe majoritaire, l'opportunité d'ouvrir ce siège sans perdre en influence. Accepter la présence de l'opposition serait un geste fort, démocratique, favorisant le débat et renforçant l'intérêt général.

Nombre de Gardéens ne comprennent pas que l'opposition, pourtant élue, soit systématiquement tenue à l'écart des lieux de décisions. Un élu d'opposition, c'est celui qui met en lumière ce que le pouvoir préfère parfois tenir dans l'ombre. Sa mission est de poser des questions qui parfois peuvent déranger, des questions qui permettent d'alerter quand il le faut et de garantir que l'intérêt général reste la seule boussole des décisions.

À l'inverse, refuser cette ouverture, c'est envoyer un signal de fermeture alimentant la défiance de nos concitoyens face à un système de plus en plus verrouillé.

Je vous invite donc à faire un choix simple : ouvrir une place à l'opposition dans cet organe stratégique pour la ville. Je demande que la majorité retire la candidature interne et vote en faveur de la mienne. Ce serait un acte de transparence, de loyauté démocratique et de respect des électeurs. J'ai terminé. »

Mme CHARLES : « Je vous remercie.

Notre majorité propose Madame OURDOUILLIE comme 8e déléguée titulaire. Donc je soumets cette proposition au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour la proposition de Madame PEIRONET : qui est contre ? Qui s'abstient ?

La candidature de Madame OURDOUILLIE vient d'être votée à la majorité.

Mme PEIRONET-BREMOND : « Vous décidez seule, Madame CHARLES ? »

Mme CHARLES : « Non, pas seule, Madame, puisque le Conseil Municipal vient de voter à la majorité. Votre proposition a été soumise au vote au sein de cet organe démocratique qu'est le Conseil Municipal. Votre proposition a été examinée et n'a pas retenu la majorité. Celle de la majorité, Madame OURDOUILLIE est donc élue 8e déléguée titulaire de la SAGEP. Nous passons donc à la délibération n° 19. »

DELIBERATION N° 19 :	**SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)** **POUR : 19** **ABSTENTIONS: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)** **DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE**

Mme CHARLES : « Nous allons donc examiner l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession d'aménagement de la ZAC « Les Coteaux de Sainte-Musse ».

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité a bien été annexé au projet de délibération et il rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat. J'imagine que tout le monde a lu ce document attentivement. Je voudrais cependant porter à votre connaissance, en plus du document annexé à la présente délibération, un certain nombre de documents qui vont éclairer l'ensemble de ce Conseil sur ce compte rendu, sur le CRAC de la ZAC de Sainte-Musse.

Dans un premier temps, une lettre du Directeur Général de la SAGEP adressée à Madame le Maire dont je vais vous faire lecture, en date du 10 juin dernier :

Madame le Maire,

La loi impose que les comptes d'une opération concédée soient tenus à part et ne comportent que des dépenses afférentes à l'opération, ce qui fait l'objet d'un contrôle strict de la part des services de l'Etat. Les comptes étant transmis chaque année à la Préfecture comme l'ensemble des délibérations des sociétés de ce type. Je précise que les deux sociétés SAGEM et SAGEP sont également contrôlées par la Chambre

Régionale des Comptes et par l'ANCOLS (agence nationale du contrôle du logement social) qui a d'ailleurs produit récemment un rapport sur la SAGEM qui est très favorable.

Ceci dit, chaque année depuis 2004 et au 31 décembre 2024, les comptes de la SAGEP auparavant SAGEM ont été certifiés sans réserve par la Commissaire aux Comptes. Les dépenses ne comprennent que des sommes en lien avec la convention de concession, c'est-à-dire la viabilisation de 30 hectares. La société SAGEP elle-même n'a imputé à cette opération aucun frais, aucune facture autre que la rémunération contractuellement fixée et qui correspond à l'article 20 de la convention de la concession. Aussi, l'attestation ci-jointe a été produite au Commissaire aux Comptes de la SAGEP pour vérification de sa concordance avec les comptes qu'il a certifiés. Le Commissaire aux Comptes a alors produit la seconde attestation.

Ainsi, cette opération permettra la perception par la SAGEP, sous le contrôle de la commune, de 17 000 000 € de participation. C'est autant qui n'ont pas été inscrits sur le budget de la commune.

Voilà pour le premier document que je souhaitais porter à la connaissance du Conseil Municipal. Ensuite, je voudrais porter à votre connaissance un deuxième document qui est une attestation du Directeur Général. Il s'agit d'un document éminemment officiel.

Je soussigné Charles IGNATOFF, déclare qu'au 31 décembre 2024, les comptes de l'opération concédés à la ZAC des Coteaux de Sainte-Musse comportaient les éléments suivants :

D'une part, les dépenses afférentes aux travaux de viabilisation des terrains,

D'autre part, les rémunérations contractuellement fixées par la convention de concession.

Ces dépenses et rémunérations sont présentées dans les bilans de l'opération. Ainsi, la SAGEM puis la SAGEP elle-même n'ont imputé sur cette opération aucun frais, aucune facture autre que la rémunération contractuellement fixée.

Par ailleurs, les recettes sont très essentiellement constituées des participations des propriétaires et des promoteurs ayant réalisé les opérations. Ainsi, on relève les participations et ventes des constructeurs à hauteur de 23 632 663 €. La participation de TPM à la voie principale pour 4 867 244 € s'ajoute en recette.

Au sujet de ces recettes, un contrat de participation avait été signé avec un promoteur, mais ce promoteur n'a pas honoré cette participation du fait d'un procès. De ce fait, la trésorerie de l'opération s'est trouvée déséquilibrée. Ainsi, le concédant a versé au concessionnaire une avance de trésorerie pour 7 000 000 €, ce qui a permis d'équilibrer la trésorerie de la concession sans recours à l'emprunt. Cette avance a servi exclusivement à la viabilisation de la ZAC et a donc généré des recettes de participation.

Voilà pour cette attestation du Directeur général de la SAGEM. J'ai un troisième document dont je souhaite vous faire part. Du coup, vous êtes parfaitement informés sur cette délibération. Il s'agit d'une autre attestation : l'attestation du Commissaire aux Comptes de la SAGEP et l'attestation du Commissaire aux Comptes de la SAGEM relative aux données financières de la concession de la ZAC Sainte-Musse au 31 décembre 2024. Cette attestation écrite au Directeur Général que j'ai le plaisir de vous lire :

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société SAGEP et en réponse à votre demande, nous avons établi la présente attestation sur les données financières de la concession ZAC Sainte-Musse, enregistrées dans les comptes de votre entité au 31 décembre 2024, figurant dans le document attaché à la présente attestation.

Ce document initialisé à seule fin d'identification fait notamment ressortir les éléments suivants :

Des dépenses d'acquisitions foncières et de viabilisation pour 32,4 millions d'euros ;

Des participations et ventes constructeurs pour 23,6 millions d'euros ;

La participation de TPM pour 4,9 millions d'euros ;

Une avance de trésorerie de 7 millions d'euros dont le solde, au 31 décembre 2024, s'élève à 6,5 millions d'euros.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de la direction générale de la société SAGEP. Il nous appartient de nous prononcer sur la concordance des informations figurant dans la déclaration avec les données sous-tendant la comptabilité. Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des Comptes Annuels de la société SAGEP pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cet audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les Comptes Annuels pris dans leur ensemble. Pour la présente attestation, notre intervention qui ne constitue ni un audit ni un examen limité a été effectuée selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nos travaux ont constitué à :

Effectuer les rapprochements nécessaires entre les informations figurant dans le document joint et le traité de concession de la ZAC Sainte-Musse du 17 février 2009, dont elles sont issues.

Effectuer les rapprochements nécessaires entre les informations figurants dans le document joint et la comptabilité analytique dont elles sont issues et vérifiées qu'elles concordent avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des Comptes Annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024, approuvés par l'Assemblée Générale du 6 mai 2025.

Vérifier l'exactitude arithmétique des informations produites.

En conclusion, sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations figurant dans le document joint à la présente, avec les comptes clos au 31 décembre 2024.

Voilà pour cette attestation.

Je vous propose à présent une suspension de séance afin que le Commissaire aux Comptes puisse intervenir sur ce sujet. »

***La séance est suspendue - Intervention du Commissaire aux comptes de la SAGEM**.*

Bonjour, je m'appelle Edouard LOMPRÉ, je suis Commissaire aux comptes associé au sein du cabinet JH et Associés qui, effectivement, est le titulaire du mandat de commissariat aux comptes de l'association SAGEP. En qualité de commissaire aux compte, notre première mission est de certifier les comptes annuels. C'est la mission la plus facile du Commissaire aux comptes. Il peut être également sollicité pour réaliser des missions autres que ceux de la certification des comptes. Et donc c'est dans ce cadre-là, effectivement, que j'ai été sollicité pour établir une attestation qui nous a été lue à l'instant. Donc cette attestation au titre de certification des comptes annuels est établie dans le respect des règles déontologiques de la profession de Commissaire aux comptes et dans le respect et l'application des normes d'exercice professionnel, comme c'est indiqué dans l'attestation. Donc ma présence ici n'a pas vocation à commenter ou à débattre de l'attestation, mais elle a bien vocation à m'assurer que l'attestation dont il a été fait lecture était bien conforme à celle que j'ai établie et à m'assurer que la retranscription qui a été faite était bien conforme à mes travaux et à mes conclusions. Donc à ce titre je confirme que je n'ai pas de remarques particulières et que l'attestation, est bien celle que j'ai faite.

***Reprise de la séance**.*

Mme CHARLES : « J'ai bien évidemment quelques commentaires sur cette délibération à faire.

Vous avez rapporté, vous, l'opposition, la phrase suivante dans un document public : « *Que sont devenus les 7 millions d'euros ?* ». Cette phrase suggère qu'on pourrait s'interroger sur l'usage de cette avance des 7 millions d'euros que la commune a consenti à la SAGEP. Au vu de cela, la commune a souhaité que le Commissaire aux Comptes de la société SAGEP s'exprime aujourd'hui sur l'usage de ces fonds.

Les documents dont je vous ai fait lecture font apparaître plusieurs choses. En premier lieu, la commune n'a pas voulu que ce soit le budget général qui prenne en charge la viabilisation des terrains, ce qui aurait été totalement injuste pour le contribuable Gardéen. Cette viabilisation a profité aux propriétaires des terrains et c'était donc à eux d'en payer une partie, ce qui était le cas. Par ailleurs, la commune a obtenu

une subvention très importante de TPM. D'ailleurs, c'est bien inscrit dans le document annexé à la délibération. Cela a permis à la commune de ne pas avoir à payer la voie traversante qui va de La Garde à Toulon - l'avenue Louis Masson -, ce qui au passage a réduit le montant des participations dû par les propriétaires. Ainsi, à ce jour, le budget de la commune n'a pas pris en charge les 41 millions d'euros de dépenses. Si tel n'avait pas été le cas, cette prise en charge aurait conduit à une augmentation importante des impôts.

À noter qu'avant 2021, les ZAC communales faisaient l'objet quasiment systématiquement d'une participation importante de la commune. C'était le cas pour la ZAC de la Planquette pour ceux qui étaient présents à l'époque.

Toujours concernant le budget communal, je rappelle que la viabilisation de ce nouveau quartier a permis, au sens inverse, la perception annuelle de plus d'un demi-million d'euros de taxes foncières, avec des recettes importantes pour le budget communal. À l'époque où la taxe d'habitation existait encore, bien entendu, il y a eu des recettes en termes de taxe d'habitation, sans parler du dynamisme commercial lié à l'implantation de plus de 400 nouveaux logements.

En second lieu, je voudrais préciser que le rapport du Commissaire aux Comptes fait apparaître aussi que la défaillance d'un des propriétaires – nous avions déjà évoqué ce sujet -, qui n'a pas payé sa participation, avait conduit à un déséquilibre de trésorerie. De ce fait, la commune qui récupérera le résultat financier de l'opération a préféré apporter une avance à la société SAGEP plutôt que voir cette dernière emprunter et donc intégrer des frais financiers importants au bilan. Ce litige qui dure encore concernant cette partie des terrains non viabilisés a conduit à un étalement du remboursement de l'avance par cette société dont je rappelle que la commune dispose à peu près de la moitié du capital. Tout de même ! Et, un échéancier aussi signé avec le Comptable public. Vous ne pouvez pas l'ignorer.

En troisième lieu, c'est le point important, me semble-t-il, je relève que les déclarations de l'opposition qui voulaient suggérer qu'on pouvait se demander ce qu'étaient devenus ces 7 millions d'euros sont totalement injustifiées. Lorsqu'elle fait cette déclaration, l'opposition était en réalité très bien informée puisqu'elle voit chaque année en Conseil Municipal passer les Comptes-Rendus Annuels de la SAGEP qui reportent précisément les travaux réalisés sur la ZAC. Par ailleurs, tous Les Gardéens savent très bien et très exactement la destination de ces sommes puisqu'ils utilisent les services afférents, les voies publiques (les voiries, les réseaux des eaux pluviales, les eaux usées, l'éclairage public. Aussi, il était très facile d'identifier ce que sont devenues ces dépenses, à moins, bien sûr, d'être de mauvaise foi.

Maintenant, depuis la déclaration de monsieur le Commissaire aux comptes que je remercie d'avoir été présent aujourd'hui, dont je rappelle que les missions peuvent le conduire à saisir le Procureur de la République. Ces mises en cause conduiraient à mettre en cause la certification d'un Commissaire aux Comptes faite publiquement, avec les conséquences qu'auraient à en subir ceux qui lanceraient une telle tentative politique.

En conclusion, le Conseil Municipal ne peut que se féliciter de la façon dont ce nouveau quartier a été réalisé tant au niveau technique, urbanistique, budgétaire et financier.

Avez-vous des questions ? Madame PEIRONET, je vous en prie. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Merci pour cet exposé.

Chers collègues,

Effectivement, depuis des années, nous vous alertons sur ces fameux 7 millions d'avance de trésorerie que la commune a versée à la SAGEP par trois fois (2,5 millions, 2,5 millions et 2 millions). Ce n'est pas simplement en une seule fois. Simplement, pour la ZAC de Sainte-Musse, une avance de trésorerie… je pense que tout le monde comprend que ça se rembourse. Donc, depuis des années effectivement, vous balayez nos alertes d'un revers de main, traitant même cela d'un « marronnier », Madame CHARLES.

Mais nous, nous nous permettons politiquement de dire que c'est un gouffre financier. Cela ne remet absolument pas en cause les comptes du Commissaire aux Compte, mais la réalité est simple : la ZAC est aujourd'hui terminée à presque 80 %, les opérations sont largement engagées, les lots sont vendus pour

l'essentiel et pourtant, sur les comptes, malgré cet avancement, il reste moins de 100 000 € de trésorerie. Nous sommes en droit de nous poser la question. Moins de 100 000 € de trésorerie pour rembourser une dette de 6,5 millions d'euros que la SAGEP doit encore à la commune ?

Alors oui, nous le disons : il n'y a pas de transparence. Un simple CRAC une fois par an, ce n'est pas suffisant. Nous vous avions proposé de mettre un membre de l'opposition dans la SAGEP pour être au Conseil d'Administration, mais vous venez de refuser.

Lorsque nous vous interrogeons, cette année, c'est un peu exceptionnel, mais la réponse est quand même toujours la même : « *on fera les comptes l'année prochaine* ». Donc, nous sommes chanceux, cette année, on a des attestations.

Vous repoussez toujours plus loin, espérant que personne ne demande des comptes avant la fin du mandat. Politiquement, ce n'est donc pas de la gestion, mais une fuite de responsabilité. Il reste tout juste un an pour être remboursé de 6,5 millions d'euros. Pendant ce temps, personne ne répond parce que vos administrateurs de la SAGEP sont à l'extérieur. Même le Directeur de la SAGEP ne vient plus aux Conseils Municipaux. Il quitte systématiquement la salle. Alors, oui, vous invoquez la prudence, mais il y a aussi la peur du risque pénal. C'est un excès de fuite, parce qu'on peut faire quand même un arrêt comme nous venons de le faire pour avoir des explications.

N'oublions pas que tous ces administrateurs ont été nommés pour défendre les intérêts de la commune, pas pour se dérober. La responsabilité ne s'efface pas avec une sortie de séance. Elle s'assume et se justifie. Ce silence organisé et ces attestations, c'est une stratégie politique : une stratégie de dissimulation. C'est bien cela qui est plus grave.

Et, puisqu'il faut redéfinir les choses, parlons de ce que vous affichez partout : la ZAC, la Zone d'Aménagement Concerté. Vous venez de nous parler de la Planquette. Alors, effectivement, à la Planquette, c'est concerté et puis il y a eu de l'aménagement public. Il y a des stades, des écoles… Cela fait donc partie d'une Zone d'Aménagement Concerté. Je vous demande donc où sont les fameux aménagements publics que nous avons dans la ZAC ? Je ne parle pas de la voirie ni du pluvial, car cela s'appelle une Zone d'Aménagement Concerté. Si vous prenez le plus simple des lotissements privés, vous avez une voirie et du pluvial. Alors, donnez-nous une seule adresse d'un stade, d'une crèche ou d'une école…

Aujourd'hui, cette ZAC – je pense que vous serez d'accord avec nous – n'est qu'une suite de lotissements privés qui a été financée par de l'argent des Gardéens : 7 millions, sans aucun retour aujourd'hui hormis cette grande route pour l'ensemble des Gardéens. Et, cette grande route, l'avenue - je le rappelle – a été payée par la Métropole. Ce n'est donc plus une erreur d'urbanisme. Je pense que c'est une trahison budgétaire pour Les Gardéens. Et, vous ne pouvez pas dire que vous ne le saviez pas. Vous le saviez, car nous vous avons alerté à chaque étape.

Ce que vous appelez notre « marronnier », Madame CHARLES, nous pensons que c'est votre arbre de la honte municipale. »

Mme CHARLES : « Écoutez, je suis ravie que vous ayez découvert le sens journalistique du mot marronnier. C'est une bonne nouvelle.

Je pense que vous avez toutes les informations nécessaires dans ce document CRAC 2024 et toutes les attestations ont été produites. Ce que vous dites n'est pas exact : je l'ai démontré dans mon intervention. Je n'ai donc rien de plus à rajouter sinon que je vais soumettre au vote.

Monsieur CAMATTE, pardon, je vous en prie. »

M. CAMATTE : « J'ai bien entendu et je ne peux pas vous laisser faire une comparaison avec La Planquette, car cela n'a absolument rien à voir et vous le savez très bien. Ce qui vient d'être dit, et c'est vrai, les aménagements sur La Planquette sont nombreux et très intéressants pour les habitants et plus largement. En plus, les conditions n'étaient pas du tout les mêmes à cette époque. Je vous demande donc de ne pas comparer les deux. S'il y avait à comparer, je voterais à 100 % pour ce qui s'est passé pour La Planquette. »

Mme CHARLES : « Y a-t-il d'autres interventions ?

Je vais soumettre cette délibération au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 20 : SAGEP – APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (CRAC)

POUR : 19
ABSTENTIONS: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE

Mme CHARLES : « Nous allons passer à une suite de délibérations,4 délibérations exactement. Nous allons étudier le projet urbain Cœur de ville qui vous est présenté sur les écrans. Si vous en êtes d'accord, je vais commenter les 4 délibérations, la délibération source, puis les 3 suivantes, et nous soumettrons au vote les délibérations après, une par une.

Pour les délibérations « cœur de ville » ; par convention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a transféré sa maîtrise d'ouvrage à la commune de La Garde pour la réalisation de l'opération d'aménagement du projet urbain du cœur de ville de La Garde. Par traité de concession, la commune a confié à la société SAGEP, la réalisation de ce projet d'aménagement. Au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il vous sera demandé, lors de ce Conseil d'approuver :

- Le Compte Rendu Annuel de la Concession pour 2024. Il s'agit de la délibération n° 20.

- Délibération n° 21 : l'avenant n° 2 de transfert de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune et la Métropole TPM

- Délibération n° 22 : l'avenant n° 2 au traité de concession conclu avec la société SAGEP. L'avenant n° 1 a été proposé au vote l'année dernière.

- Délibération n° 23 : l'avenant n° 1 à la convention tripartite de la participation financière commune – TPM – SAGEP

Le tableau à l'écran présente les évolutions, objet des délibérations présentées ce jour. En première partie : les évolutions du coût des ouvrages pour la Métropole et pour la commune, et en deuxième partie : les évolutions des participations au total.

Pour mémoire, au titre du précédent CRAC (année 2023), compte tenu de la revalorisation de la participation de la Métropole qui est estimée à 1 323 946 € H.T., avec en parallèle la diminution de la participation communale qui est estimée à -1 323 946 €, il était prévu que la commune reporte sa participation de 1 323 946 € pour la phase II sous forme d'un fonds de concours au profit de la Métropole. Ceci permettant de maintenir la participation de la Métropole à 16 496 000 €, conformément au bilan initial.

Au titre du présent CRAC, compte tenu des résultats favorables de l'appel d'offre sur les espaces publics qui a engendré une économie de près de 600 000 € et de celui du parking silo / services, avec une économie de près de 98 000 € sur le budget estimé, complété également par l'obtention de la subvention de l'Agence de l'eau pour un montant total de 577 472 €, l'évolution des participations de la Métropole et de la ville est donc la suivante :

Pour la Métropole : sa participation au coût des équipements publics est estimé à ce jour à 16 775 057 €, soit une diminution globale de 1 085 000 € par rapport au CRAC de 2023 qui vous a été présenté l'année dernière, et un écart de 278 000 € par rapport au budget initial qui sera compensé par une convention de fonds de concours versée par la commune dont le montant est réévalué au présent CRAC à 595 290 €. La participation totale de TPM, y compris le fonds de concours versé par la commune, passe de 16 496 298 € à 16 179 766 €, soit une diminution qui correspond bien évidemment à la subvention de l'Agence de l'Eau.

Pour la ville : sa participation totale au coût des équipements publics évolue de +455 000 € par rapport au CRAC précédent, mais demeure inférieure de 860 000 € au global, avec la participation d'équilibre par rapport à sa participation initiale. En intégrant le fonds de concours que la commune versera à la Métropole pour la phase II, la participation totale de la commune passe de 8 972 343 € à 8 707 519 €, soit -264 824 € qui correspondent à la part de l'aide accordée par l'Agence de l'eau qui, cette fois, bénéficie à la commune puisqu'il y a une part à la Métropole et une part à la commune pour les compétences de chacun.

Au 31 décembre 2024, le bilan global de la concession est stable par rapport au CRAC de 2023 et s'élève à 28 261 389 €, ce qui est plutôt une bonne nouvelle.

Vous voyez à l'écran tous les montants hors taxes des acomptes qui ont été et qui seront versés prévisionnellement dans les années à venir par la commune et par la Métropole, par année durant la concession. Je pense que c'est bien clair pour tout le monde, sans problème.

Je voudrais quand même insister sur le fait que c'est un projet majeur de ce mandat, qui verra ses premiers ouvrages réceptionnés d'ici la fin de l'année : le parking silo ainsi qu'une bonne partie du parc urbain. Et rappeler également qu'il s'agit d'un projet vertueux comme de nombreux projets portés par la ville, puisqu'il s'inscrit dans la démarche QDM (Quartiers Durables Méditerranéens) qui a d'ores et déjà obtenu en septembre 2024, la médaille d'argent en phase de conception et que le niveau or est bien évidemment visé pour la phase de réalisation.

Voilà pour la présentation de ce projet.

Avez-vous des questions ? Pas de questions. Je vous propose donc de reprendre les délibérations une par une et je vais les soumettre au vote.

Pour la délibération n° 20, il s'agit d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession d'aménagement du centre-ville.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie »

DELIBERATION N° 21 : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE LA GARDE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 19
ABSTENTIONS: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE

Mme CHARLES : « Pour la délibération n°21, il s'agit de l'avenant n°2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, relative à la réalisation de ce projet urbain d'aménagement du centre-ville. Il s'agit de l'approuver et d'autoriser la signature par Madame le Maire.

Au regard de l'avancement de l'opération, les précisions vous ont été apportées dans le cadre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage initial conclue entre la Ville et la Métropole. Ces modifications feront également l'objet d'un avenant n°2 au traité de concession entre la ville et l'aménageur.

S'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n°2 reprend les données du compte rendu du CRAC à la Collectivité de l'exercice 2024. Le coût total des participations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique des ouvrages à 22 306 835 € H.T. La participation de la Métropole, toutes dépenses confondues, est valorisée à 16 775 057 € H.T. Le montant estimatif du fonds de concours, instauré par l'avenant n°1 qui a été évoqué tout à l'heure, versé à la Métropole est actualisé au montant de 595 290 €

H.T.

Il est proposé au Conseil d'adopter l'exposé et d'approuver les termes de cet avenant.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 22 : SAGEP – PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 2 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT A INTERVENIR AVEC LA SPL SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 19
ABSTENTIONS: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE

Mme CHARLES : « Pour la délibération n° 22, c'est la suite. Il s'agit de l'avenant au traité de concession d'aménagement à intervenir cette fois-ci avec la SAGEP. Maintenant, c'est donc l'avenant n° 2 entre la Ville et la SAGEP.

Au regard de l'avancement de l'opération, il est nécessaire d'avenanter à nouveau ledit traité. Le coût total des opérations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique aux ouvrages à 22 306 835 € H.T. La participation de la Métropole est à 16 775 057 € H.T. Le montant estimatif du fonds de concours actualisé est de 595 290 € H.T. La participation de la commune, toutes dépenses confondues, est valorisée à 8 707 519 € H.T. intégrant le fonds de concours.

Ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet de l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune, en vue de confier à la commune la maîtrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville.

Nous vous proposons donc d'adopter l'exposé et d'approuver l'avenant n° 2 au traité de concession d'aménagement conclu entre la SAGEP et la ville de La Garde.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 23 : SAGEP – PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION ENTRE LA COMMUNE, LA METROPOLE ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 19
ABSTENTIONS: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, M. BAULON, M. JOUOT, M. FUMAZ, M. LODEVIC, Mme OURDOUILLIE

Mme CHARLES : « Dernière délibération : la n° 23, qui est la logique des précédentes. Du coup, on modifie la convention tripartite. Il s'agit de l'avenant n° 1 : la convention tripartite de participation financière à l'opération entre la commune, la Métropole et la SAGEP.

Au regard de l'avancement de cette opération, on crée un avenant à la convention tripartite de participation financière qui a pour objet de définir les modalités de versement, de gestion comptable et de révision de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de cette opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de ville de la Garde ».

S'agissant des modalités de financement de ces ouvrages, l'avenant n° 1 reprend les données présentes dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.

Ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet de l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune, et du traité de concession entre la commune et la SAGEP.

Il vous est proposé d'adopter cette délibération.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 24 : SAGEM – DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM – REMUNERATION DES ADMNISTRATEURS

POUR : 18
CONTRE: 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)
DEPORT : Mme ARNAUD-BILL, M. MASSON, M. CHOUQUET, Mme GUE, Mme OURDOUILLIE, Mme DELSANTO, (M. GASQUET), M. JONET, Mme MARTINO

Mme CHARLES : « On passe à la délibération n° 24. Il s'agit cette fois de désigner des représentants au Conseil d'Administration de la SAGEM.

Pour cette délibération, Monsieur BAULON, Monsieur JOUOT, Monsieur FUMAZ, Monsieur LODEVIC peuvent revenir. En revanche, Madame GUE, Madame DELSANTO, Madame MARTINO, Monsieur GASQUET (il n'est pas là, mais il a donné procuration) et Monsieur JONET doivent se déporter, en complément de Monsieur MASSON, Monsieur CHOUQUET, Madame OURDOUILLIE et Madame le Maire qui sont déjà dehors.

Vous savez qu'une augmentation de capital a eu lieu à la SAGEM. La SAGEM a donc fait part à la commune de la nécessité de procéder à la désignation de quatre représentants supplémentaires au sein du Conseil d'Administration. Comme pour la SAGEP tout à l'heure, le vote doit s'effectuer à bulletin secret sauf si l'unanimité des membres présents est favorable au vote à main levée.

Est-ce que tout le monde est favorable pour voter à main levée ? Y a-t-il un vote contre ou une abstention ? C'est bon, nous allons pouvoir voter à main levée.

Cette fois, on passe de 5 à 9 administrateurs pour la commune.

Je propose au Conseil Municipal d'élire les personnes suivantes : Madame Hélène DELSANTO, Monsieur Florian JONET, Monsieur Christian GASQUET et Madame Flora MARTINO en qualité d'administrateurs de la SAGEM.

Monsieur CAMATTE ? »

M. CAMATTE : « C'est par rapport à ce qui a été dit tout à l'heure, pour mettre une touche d'opposition, je suis candidat pour l'un des postes. »

Mme CHARLES : « Très bien. Y a-t-il d'autres candidats ? Pas de candidature.

Pour la candidature de Monsieur CAMATTE au Conseil d'administration de la SAGEM, qui est contre ? »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Est-ce par liste ou par nom ? »

Mme CHARLES : « C'est pour un nom puisqu'il propose une personne. Il est tout seul, en fait. Ne pouvant pas présenter 4 candidats, il se présente lui-même sur une liste avec un candidat.

Nous avons donc la proposition de Monsieur CAMATTE. Ensuite ?

Il s'agit d'un scrutin de liste. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Ce n'est pas à la proportionnelle ? »

Mme CHARLES : « Non. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « On ne propose donc personne puisque vous nous avez refusés tout à l'heure. »

Mme CHARLES : « Très bien.

La liste qui vous est donc proposée également, avec comme 6e déléguée titulaire, Madame Hélène DELSANTO, 7e délégué titulaire, Monsieur Florian JONET, 8e délégué titulaire, Monsieur Christian GASQUET et 9e déléguée titulaire, Madame Flora MARTINO.

Je soumets ces candidatures au vote.

Pour la liste que je viens de présenter : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Cette proposition est adoptée à la majorité.

Si vous préférez, qui est pour la proposition que je viens de soumettre ? Très bien. »

DELIBERATION N° 25 : MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »

POUR : 35

Mme CHARLES : « On peut faire revenir l'ensemble des élus qui étaient à l'extérieur. Madame le Maire peut reprendre la présidence de la séance. »

Mme le Maire : « Délibération n° 25 pour la modification du règlement des Lucioles, Madame CHARLES. »

Mme CHARLES : « Nous vous proposons une modification du règlement de fonctionnement de la crèche d'accueil collectif « Les Lucioles ». À regret, nous n'avons pas eu l'occasion de débattre en commission avec vous de cette modification. Il s'agit du changement d'adresse de cette structure qui va se déplacer près de l'école Zunino 1. C'est quand même un investissement à plus de 3 millions d'euros. Et une modification de l'agrément de la capacité d'accueil de cette crèche qui passe de 30 à 36 enfants, sans parler des places de « surbooking » + les 2 places d'urgence. On augmente donc la capacité d'accueil de cette crèche. Ce n'est pas tous les jours qu'on crée des places en crèche. La ville de La Garde s'honore à en créer, à la fois de créer une crèche avec les budgets en investissement que cela suppose et une augmentation de places qui suppose une augmentation du budget de fonctionnement. Pour cela, nous allons recruter des personnels spécialistes de la Petite Enfance et nous allons aussi recruter du personnel pour l'entretien puisqu'on multiplie la surface par plus de deux. Cela suppose donc une augmentation du budget de fonctionnement pour le service de la Petite Enfance. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 26 : CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA PROTECTION CIVILE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS PREVISIONNELS DE SECOURS LORS DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES – AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 35

Mme le Maire : « Délibération n° 26 : la convention annuelle entre la ville de La Garde et la Protection Civile du Var pour la mise en place de Dispositifs Prévisionnels de Secours lors des manifestations municipales, autorisation de signature. Madame Martine BLANC. »

Mme BLANC : « La commune a l'obligation de mettre en place des Dispositifs Prévisionnels de Secours concernant le public dans le cadre de certaines manifestations qu'elle organise. La Protection Civile du Var peut régulièrement exercer d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs Prévisionnels de Secours (DPS).

On fait la proposition qu'on puisse établir un partenariat entre la ville et la Protection Civile du Var pour couvrir l'ensemble des DPS pour la durée de l'année définie. Pour nous, ce sera du 1er juillet de cette année au 30 juin de l'année suivante et, surtout, cela nous permettra une remise de 10 %. Ce partenariat ne présente ni exclusivité ni contrainte pour l'organisateur qui, en cas de besoin, ne pourrait être pourvu par le prestataire ou par libre choix de l'organisateur.

On demande donc au Conseil Municipal d'approuver les termes de cette convention. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 27 : ORGANISATION DU PRIX LITTERAIRE JEUNESSE DE LA VILLE DE LA GARDE

POUR : 35

Mme le Maire : « Organisation du Prix Littéraire Jeunesse de la ville de La Garde, Madame BLANC. »

Mme BLANC : « La ville a la volonté d'encourager la pratique de la lecture du jeune public en organisant un Prix Littéraire Jeunesse de la ville de La Garde. Ce prix littéraire est organisé annuellement par la médiathèque municipale, en partenariat avec l'Education Nationale et aboutit à la désignation d'un auteur lauréat, récompensé par la ville et invité à rencontrer ses lecteurs sur site.

Je demande au Conseil Municipal d'approuver le principe de l'organisation du Prix Littéraire Jeunesse et sa reconduction annuelle. Il y a un prix de 1 500 €, fixé comme récompense attribuée par la ville au lauréat désigné par le vote des lecteurs participants, et le remboursement des frais engagés par le lauréat pour assurer les rencontres programmées à La Garde, avec les scolaires.

Je vous demande donc d'approuver cette délibération pour organiser ce prix littéraire. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 28 : DENOMINATION DU NOUVEAU THEATRE SITUE RUE DU VIEUX PUITS A LA GARDE

POUR : 27
ABSTENTIONS : 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Délibération n° 28 : la dénomination du nouveau théâtre situé rue du Vieux Puits à La Garde, Madame Martine BLANC. »

Mme BLANC : « Comme vous le savez, il y a un nouveau théâtre en cours de construction en face de la médiathèque Louis Aragon, qui est situé rue du Vieux Puits et qui n'est pas dénommé.

L'identité de ce théâtre doit refléter les valeurs que la commune souhaite véhiculer, à savoir l'ouverture au monde, l'invitation à la découverte et l'émerveillement. Ce théâtre se veut une halte dans le quotidien pour explorer de nouvelles cultures, des histoires et des émotions à travers des performances variées. Que les représentations théâtrales, musicales, dansantes ou autres sont des expériences uniques qui marqueront les esprits.

Je demande au Conseil Municipal de dénommer le théâtre, situé rue du Vieux Puits : « L'ESCALE ».

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Monsieur CAMATTE. »

M. CAMATTE : « Si j'interviens à propos de cette délibération au sujet de la dénomination du futur théâtre… Un nom proposé par votre majorité, je ne le conteste pas dans sa légitimité, mais en tant qu'élu de l'opposition, je souhaite formuler une contre-proposition : « Paulin Bertrand ».

Il me semble que cette figure locale, peintre, sculpteur et graveur, chevalier de la Légion d'honneur, ami proche du poète Jean Aicard qui lui céda à son décès la maison familiale *Les lauriers roses*, a incarné les valeurs d'émancipation, de culture accessible à tous. Si je suis lucide, cette proposition ne sera sans doute pas retenue, mais elle mérite d'être posée dans le débat.

Ce débat, justement, aurait pu être l'occasion d'un échange serein, respectueux à la hauteur de l'enjeu symbolique. Mais, je suis obligé de mentionner ma profonde indignation face aux propos diffusés à l'encontre de Madame le Maire par des personnes de mon ancienne section. Ce n'est pas une question de majorité ou d'opposition, mais une question de principe. Je combats souvent la politique menée par votre majorité, mais cela ne m'empêchera jamais de défendre le respect d'une personne et, à priori, les femmes engagées en politique qui sont trop souvent la cible d'attaques personnelles et sexistes. Ces propos sont d'autant plus inacceptables dans le contexte que nous connaissons où l'extrême droite est aux portes du pouvoir comme aux portes de nos villes. Quand la démocratie est en danger, chacune et chacun d'entre nous a le devoir de défendre un débat digne même dans l'opposition et dans le désaccord.

Je dépose donc cette proposition « Paulin Bertrand » en conscience, et je tiens à vous exprimer, Madame le Maire, suite aux attaques inacceptables, ma solidarité. »

Applaudissements.

Mme le Maire : « Je vous remercie, Monsieur CAMATTE. »

Mme BLANC : « Je voudrais quand même répondre à Monsieur CAMATTE qu'il y a eu énormément de gens qui ont été concertés et j'ai eu énormément de propositions, dont celle de Paulin Bertrand, parmi plusieurs auteurs provençaux et parmi beaucoup d'autres noms.

Nous avons mis de côté, justement, les personnes parce que c'est très compliqué d'avoir un consensus et on pouvait dire qu'il y avait pratiquement une personne par nom proposé. On n'était pas arrivé à se recentrer. On a donc cherché dans un nom peut-être un peu plus consensuel et peut-être un peu plus artistique et poétique. C'est la raison pour laquelle nous sommes arrivés sur le nom de « L'ESCALE » qui, pour nous, n'est pas un bar-tabac. On veut se poser et on veut faire une démarche artistique et culturelle. C'est quelque chose de réfléchi. On n'a pas lancé cela par hasard, c'est une ambition que l'on veut porter avec toute l'ambition culturelle de la ville de La Garde. Cette ambition est très forte. Tant que je le pourrais et tant que nous le pourrons, nous la défendrons de pied ferme. »

Mme le Maire : « Madame CHASTANT ? »

Mme CHASTANT : « Merci de me donner la parole.

En premier lieu, le groupe Unis pour La Garde souhaite quand même dénoncer ici une entorse aux règles démocratiques. Il nous est demandé aujourd'hui de délibérer *a posteriori* sur une décision d'ores et déjà exécutée. En effet, nous avons assisté avec un mélange d'étonnement et de stupeur, et disons-le quand même, avec un brin d'amusement, au baptême du théâtre municipal, le 27 mai dernier, avant même que le Conseil Municipal n'ait eu l'occasion de se prononcer officiellement sur son nom.

Voilà encore un exemple flagrant dont cette majorité agit. D'abord, la communication puis, parfois, la légalité. Gouverner une ville, ce n'est pas faire du marketing permanent. C'est respecter les institutions, les procédures et les citoyens. Cette précipitation soulève une vraie question : incompétence ou méprise des règles ? Dans les deux cas, c'est inquiétant. Ce manquement grave au respect des règles démocratiques est une atteinte au principe de légalité et à la compétence du Conseil délibérant. Il jette le doute sur la transparence des décisions prises, sur le respect de nos compétences délibératives.

Je vous rappelle que conformément au Code général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est seul compétent pour régler, par ses délibérations, les affaires de la commune - surtout quand il s'agit de quelque chose de structurant. Autrement dit, l'exécution d'une décision relevant de cette assemblée avant son autorisation constitue une irrégularité manifeste susceptible d'engager la responsabilité de l'exécutif. Le vote devient une formalité sans effet, un habillage légal *a posteriori*, une décision unilatérale déjà actée. Cette pratique est non seulement contraire au droit, mais également irrespectueuse de notre mandat d'élus. Elle pose également la question de la validité juridique de l'acte en cause et de son éventuelle

fragilité en cas de recours.

Certes, la majorité semble courir d'inauguration en inauguration comme si chaque ruban coupé repoussait la date des élections, mais il faudra tout de même penser à respecter un petit détail qu'on appelle la loi. C'est une tradition républicaine assez sympathique qui veut qu'on délibère avant d'agir, pas après. À force de précipitation, on finit par confondre démocratie locale et opération de communication.

Mais, ce n'est pas tout. Par ailleurs, et une fois encore, les habitants ont été oubliés. J'ai entendu votre argument, je l'entends, mais il n'empêche que les habitants ont été oubliés. Pas de concertation, pas d'appel à idée, pas de participation citoyenne. La majorité est passée à côté d'une belle occasion de faire vivre la démocratie locale, de recueillir l'avis de ceux pour qui ce théâtre a été conçu et qu'ils ont, je vous le rappelle, financé en grande partie.

Bref, une fois encore, on a agi pour Les Gardéens sans les Gardéens. Peut-être faudrait-il rappeler que la culture n'est pas seulement une affaire de rideau rouge et de discours officiel. C'est aussi l'art d'écouter, de dialoguer et de coconstruire. Alors, à défaut de respecter le calendrier légal et, de fait, la loi, respectons au moins le sens de notre mission : servir nos concitoyens et pas se servir de l'occasion pour se mettre en scène.

Notre groupe espère qu'à l'avenir, le cadre légal sera scrupuleusement respecté, faute de quoi, il s'agira d'une répétition délibérée d'un contournement du pouvoir délibératif. Pour ces raisons, nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Merci de votre attention, et bonne représentation à tous, surtout à ceux qui confondent l'action municipale avec une tournée de promo. »

Mme BLANC : « Alors, j'ai quand même un droit de réponse.

Comme je vous l'ai dit, la concertation a eu lieu. Je vous rappelle aussi que les deux dernières commissions culturelles, je n'avais personne de chez vous. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Une commission n'est pas une concertation. »

Mme BLANC : « D'accord, mais vous auriez au moins pu vous exprimer. »

Mme le Maire : « Madame PEIRONET, vous demandez la parole sinon vous ne la prenez pas. »

Mme BLANC : « Les deux dernières commissions, il n'y avait personne de l'opposition. Avec une excuse, je ne dis rien là-dessus, mais on n'a pas pu en discuter. Lorsqu'on a dénommé la place Yvon Robert à La Planquette, on n'a pas fait de consultation. Vous l'avez accepté, cela ne vous a pas posé de souci. Vous nous accusez de faire de la mise en scène, mais moi, je dis que vous faites beaucoup de cinéma pour pas grand-chose. »

Mme CHASTANT : « Ce n'est pas grand-chose de respecter la légalité ? »

Mme le Maire : « Madame CHASTANT, vous demandez la parole. »

Mme BLANC : « Vous savez que la légalité, on finit par la respecter. En plus, je pense que cette programmation… sur les extraits qu'on vous a donnés, personne ne s'y est opposé. On essaie d'avoir une programmation éclectique pour respecter toute la population pour que chacun puisse s'y exprimer. La culture est un lieu de liberté et d'expression. Je suis la première à le souhaiter. »

Mme le Maire : « Madame CHASTANT, vous demandez la parole si vous la prenez ! »

Mme BLANC : « Vous m'avez dit qu'on ne respectait pas… *(passage inaudible)*. Moi, je vous dis que c'est vraiment une valeur à laquelle je suis très attachée. La culture est un lieu d'expression et de culture, mais aussi de concertation, de bienveillance et de tolérance. »

Mme le Maire : « Madame MURENA. »

Mme MURENA : « Merci, Madame le Maire.

Là, le règlement est respecté puisqu'on vote ici présentement et que sur tous les bandeaux des invitations et autres, il était prévenu et écrit qu'il s'agissait d'une proposition de nom. Comment pouvez-vous parler de communication, de dialogue, lorsque vous nous insultez sur les réseaux sociaux, en disant que ce monument est un bar-tabac, par vous et vos sympathisants ? J'espère donc que vous aurez la décence de ne pas vous retrouver sur les chaises pour voir les spectacles puisque vous traitez ce lieu de bar-tabac. J'espère que vous aurez au moins cette décence et que vous irez au bout de vos convictions. »

Mme le Maire : « Madame CHASTANT. »

Mme CHASTANT : « Je ne peux pas laisser dire que nous vous avons insultés. Ce n'est pas vrai. Avez-vous vu, à un moment donné, sur l'un de mes comptes ou sur le compte de mon groupe, parler de bar-tabac ? »

Mme MURENA : « Oui. »

Mme CHASTANT : « Sur mes comptes ? »

Mme MURENA : « Oui, sur les comptes… sur le chef de file, il est écrit « bar-tabac ». C'est malheureux pour vous, mais vous ne l'assumez pas. »

Mme CHASTANT : « Il n'y a pas de souci. De mon côté, le débat est clos, j'ai dit ce que j'avais à dire. Merci. »

Mme le Maire : « Madame CHASTANT, c'était même au niveau de la presse dans Var Matin où Madame PEIRONET s'est exprimée…

Nous allons passer au vote. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Ce n'est pas une insulte, c'est une opinion. »

Mme le Maire : « Je ne vous ai pas donné la parole.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 29 : NUMEROTATION DES VOIES DESSERVANT L'ENTREE DU PUBLIC, LE LIEU DE LIVRAISON DU THEATRE « L'ESCALE » AINSI QUE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON

POUR : 27
ABSTENTIONS : 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Monsieur CHOUQUET pour la délibération suivante : numérotation des voies desservant l'entrée du public, le lieu de livraison du théâtre « L'ESCALE » ainsi que la médiathèque Louis Aragon. »

M. CHOUQUET : « Merci, Madame le Maire. Vous venez de citer l'objet de la délibération. Il s'agit de manière administrative de pouvoir situer géographiquement, comme il se doit, tous ces sites dont vous avez la liste dans les articles.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver toutes ces adresses. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 30 : AMENAGEMENT DU CŒUR DE VILLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DE LA POSTE AVEC LANCEMENT D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE

POUR : 27
ABSTENTIONS : 8 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT, M. CAMATTE)

Mme le Maire : « Délibération n° 30, Monsieur CHOUQUET pour l'aménagement du cœur de ville – engagement de la procédure de déclassement du domaine public communal du parking de La Poste avec lancement d'une enquête publique préalable. »

M. CHOUQUET : « Oui, Madame le Maire, il s'agit en effet de respecter la procédure légale stricte qui fait suite à la signature, d'abord, du traité de concession d'aménagement en août 2023, puis du traité de concession d'aménagement du 2 janvier 2025.

Vous aurez bien lu dans les considérants que l'article 141-3 du Code de la Voirie Routière permet de considérer que le nouveau site est de nature à être différent. On va donc déclasser cette parcelle AH n° 832 dans le domaine public. C'est la raison pour laquelle, une procédure de déclassement doit être mise en avant et précédée d'une enquête publique. »

Mme le Maire : « Merci. Avez-vous des questions ? Madame PEIRONET. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Merci, Madame le Maire.

Effectivement, je n'ai pas pris la parole sur le CRAC du centre-ville parce qu'avant même de débattre sur le fond du projet, nous sommes encore face à un manquement d'une autre nature ; un manquement aux règles fondamentales du droit public cette fois. Depuis le départ, nous contestons la manière dont vous avez engagé ce projet. Dès l'origine, la concertation fut symbolique. Sur 26 000 habitants, à peine 2 % ont participé, soit entre 160 et 200 personnes sur les réunions et encore, probablement les mêmes à chaque fois.

Le projet présenté alors était une maquette d'intention, puis après les remarques du service de l'Etat, vous avez modifié le permis de construire - plus dense, plus contraint. Les habitants n'ont donc jamais été consultés sur le projet réellement exécuté aujourd'hui. Mais le cœur du problème est ailleurs.

Ici, nous parlons plus simplement de méthodes ou de choix politiques. Nous parlons encore de la légalité des actes que vous avez pris. Le terrain concerné appartient au domaine public communal. Or, l'article L.141-4 du Code de la Voirie Routière est formel. Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le Conseil Municipal. Les délibérations concernant le déclassement sont dispensées d'enquêtes publiques sauf lorsque l'opération envisagée porte atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie. Ici, c'est précisément le cas. La transformation en silo, pôle de services et parc clôturé modifie fondamentalement la fonction du domaine. Dès lors, le déclassement aurait dû être prononcé après enquête publique préalable.

Vous le saviez, vous ne pouviez pas l'ignorer. Pourtant, vous avez donné la concession à la SAGEP, signé des marchés, démarré des travaux, délivré des permis de construire sans avoir organisé cette enquête préalable. Ce n'est pas un simple débat de gouvernance, c'est une violation claire du droit. Vous organisez aujourd'hui cette enquête publique sous la contrainte alors que tout est déjà lancé. Les permis sont purgés, les marchés sont signés et les travaux sont déjà en cours.

Et, pendant que vous avancez dans cette gouvernance fermée, même au sein de votre propre équipe, certains finissent par partir, dénonçant publiquement des projets pharaoniques et des élus réduits à de simples pantins politiques. C'est dire à quel point, même chez vous, certains ne veulent plus cautionner cette manière de faire.

Madame le Maire, je vous pose donc deux questions très simples :

- Allez-vous suspendre les travaux pendant la durée de l'enquête publique ou continuer à construire pendant que Les Gardéens sont censés donner leur avis ?
- Que ferez-vous si l'avis du commissaire-enquêteur est défavorable ? Arrêterez-vous les travaux, réviserez-vous les marchés ou passerez-vous outre au mépris de la loi et de la consultation ?

Nous, élus *Unis pour La Garde*, nous défendons simplement le respect des règles de droit qui s'imposent à tous, quelles que soient les majorités politiques. Nous ne contestons pas qu'il fallait réaménager le centre-ville, mais nous contestons une méthode qui consiste à s'assoir sur la loi pour aller plus vite et, à présenter

l'irrégularité comme un simple détail administratif. Nous nous réservons donc pleinement la possibilité de porter ce dossier devant le contrôle de légalité du Préfet ou devant la juridiction administrative si ces manquements persistent parce qu'au-delà des choix politiques, c'est la loi de la République qui doit s'appliquer.

Mme le Maire : « Je vous remercie, Madame PEIRONET.

Monsieur CHOUQUET ? »

M. CHOUQUET : « Oui, en effet, on suit la procédure stricte telle qu'elle nous a été définie depuis le début du projet et selon les directives des services de la Métropole. C'est donc la raison pour laquelle on vous présente cette délibération. Je ne vais pas rentrer davantage dans le détail parce que je vais essayer d'élever le débat que vous avez encore voulu mettre plus bas que terre. Ce n'est pas très utile aujourd'hui.

Nous sommes très fiers de ce projet et nous sommes très fiers de l'état d'avancement de ce projet, qui va aller à son terme. Si vous le décidez autrement, vous avez la latitude de faire ce que vous voulez faire. »

Mme le Maire : « Exactement. Sachant que vous avez assisté aux réunions publiques puisque vous vous êtes trouvés dans cette salle et nous savons que Madame CHASTANT a dit que c'était un très beau projet lors d'un Conseil Municipal. Nous le retrouverons. Monsieur MARASTONI a demandé la parole. »

M. MARASTONI : « Ce n'est pas sur le fond de cette question que je vais intervenir, mais sur la forme. Il y a eu Monsieur AMARIT, une première fois, qui a fait référence à une personne qui maintenant a rejoint le Front national et qui apporte beaucoup d'importance à sa parole lorsqu'il critique la commune, puis il y a maintenant Madame PEIRONET-BREMOND qui enjambe le même cheval.

Alors voilà, vous avez connu, vous, Mesdames et Messieurs de l'opposition, pas Monsieur CAMATTE, mais vous, des problèmes dans votre propre groupe. Vous avez connu la descente aux enfers politiques de votre précédent leader et tête de liste. Je dis cela tout en respectant la présomption d'innocence. Cela a bien été une descente aux enfers politiques. Le droit le jugera autrement. Pendant ce temps, nous avons de notre côté eu la décence, le respect de ne pas exploiter politiquement ce fait-là. Je vais être assez synthétique : une fois de plus, dans votre comportement, vous démontrez la différence qui existe entre votre groupe et notre majorité.

Je ne sais pas, Madame PEIRONET-BREMOND, où vous situez le respect de soi-même et des autres. Je ne sais pas comment vous pouvez, vous, considérer que tout est possible dans la politique, que lorsqu'on veut atteindre un but rien ne peut l'arrêter quelle que soit la méthode utilisée, et l'objectif poursuivi qui est le vôtre : essayer de conquérir un jour la majorité dans cette ville. D'ailleurs, je vous souhaite bon courage. Nous verrons à ce moment-là comment Les Gardéens réagiront par rapport à des méthodes qui me semblent être vraiment peu en phase avec ce que vous prétendez par ailleurs en termes de conception politique.

En résumé, je préfère être à notre place qu'à la vôtre. »

Mme le Maire : « Je vous remercie.

Nous allons donc passer au vote. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Madame le Maire, vous n'avez pas répondu aux questions. »

Mme le Maire : « Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

Mme le Maire : « Nous allons interrompre un instant le déroulé du Conseil Municipal de façon à laisser la parole à Monsieur CAMATTE parce qu'après il doit s'absenter. Monsieur CAMATTE, vous avez la parole. »

M. CAMATTE : « Merci, Madame le Maire.

Si je prends la parole aujourd'hui publiquement, c'est seulement pour expliquer ma démission du parti Communiste Français, mais aussi pour alerter sur ce qui se trame au nom de la Gauche qui n'a plus rien à voir avec les idéaux que nous sommes nombreux à partager.

En début de ce mandat, où je fus accusé à tort par la liste *Unis pour La Garde*, par l'intermédiaire de leur tête de liste, de compromission avec la majorité municipale. Ces accusations étaient infondées, purement instrumentalisées, mais jamais démenties par ceux qui les ont propagées. Aujourd'hui, c'est dans mon propre parti que je suis mis à l'index, m'obligeant à démissionner avec d'autres militants et militantes. Mon intervention fait suite au courrier que le responsable de la section locale s'est empressé d'écrire à Madame le Maire pour annoncer ma démission, ceci contre l'avis de la Fédération.

Quitter le parti Communiste Français auquel j'ai donné des années d'engagement, de lutte, de fidélité militante, n'a rien d'un choix facile. Mais, il y a parfois des moments où le silence devient une complicité et où rester serait nier. Ce moment pour moi est arrivé. J'ai quitté le PC non pas par opportunisme, mais parce que cette organisation telle qu'elle est dirigée localement ne correspond plus ni à mes convictions ni aux besoins des habitants et habitantes de notre ville.

Je vis donc un mandat particulier, attaqué de toutes parts par les oppositions d'aujourd'hui alors que ces attaques auraient dû venir, et il y en a eu, de votre majorité. Aujourd'hui, ces mêmes oppositions se retrouvent sur une liste commune. Voilà où mène le calcul à court terme, en reniant les positions et les propos d'hier pour tenter de sauver quelques mandats hypothétiques de demain.

Moi, je n'ai jamais trahi mes engagements. Je suis resté dans une opposition franche, mais utile. Toujours fidèle à ma boussole politique : défendre les classes populaires, les services publics, la justice sociale et une ville accessible à toutes et à tous. Mais, je dois constater avec lucidité que la section locale du PC a abandonné cette ligne ces dernières années. Ce n'est plus une organisation de combats au service du peuple, c'est devenu un appareil replié sur lui-même, obsédé par l'entre soi, les exclusions et les petits jeux d'appareils. Les débats y sont étouffés, la pluralité y est combattue et les pratiques démocratiques y sont piétinées.

J'ai donc fait le choix de m'en éloigner, mais ce n'est pas une rupture idéologique. Mon attachement au communisme, au mouvement ouvrier, à l'histoire et aux combats du parti communiste reste intact. Il reste d'autant plus vivant que je n'oublie pas que cette ville a compté deux maires communistes et parmi ses élus, un adjoint déporté pour fait de résistance à qui un hommage républicain a été rendu par les représentants du Préfet, la municipalité. Je parle de Monsieur Jean ESCUDIER. Je vous en remercie.

Ce passé nous oblige et c'est en son nom que je refuse les petits arrangements d'aujourd'hui. Ce sont les pratiques locales et leurs dérives qui sont en cause. Je ne m'en détourne pas, je les combats pour mieux les dépasser.

Je tiens également à souligner que la liste actuellement en préparation pour les prochaines élections municipales, soutenue par le PC de La Garde, dont certains ont bien peu de constance politique pourrait être entachée d'un recours sur la probité d'un candidat, incompatible avec mes engagements humanistes et féministes. Lorsqu'on prétend incarner une gauche éthique, on se doit d'être exemplaire, sans complaisance ni cécité, y compris dans le choix de ses propres candidats.

Face à cette situation, je le dis avec force : oui, une autre gauche est possible dans cette ville, telle que nous l'avons connue !

Une gauche fidèle à ses engagements, débarrassée des arrangements des compromissions.

Une gauche qui ne pactise pas avec le pouvoir pour un siège, mais qui affronte les injustices, relance la mobilisation populaire et donne une voix à celles et ceux qui ne l'ont jamais.

Je ne suis pas le seul à le penser. De nombreux citoyens, syndicalistes, habitants engagés veulent tourner la page de cette gauche de renoncement. Une autre liste est possible. Une autre dynamique est en germe. Elle ne se fera pas dans l'ombre d'un couloir mais à la lumière des luttes, des besoins réels et des urgences sociales écologiques. N'en déplaise au responsable de la section locale, je resterai en responsabilité jusqu'au terme de mon mandat malgré son envie pressante de se voir un jour élu.

Libre, insoumis aux logiques des partis déloyaux, fidèle aux habitantes et habitants de cette ville, je le dis ici clairement : ce départ du parti Communiste Gardéen ne m'affaiblit pas. Il me renforce. Je reviendrai au PC, mais pas seul et pas pour cautionner l'ordre établi. Je reviendrai pour reconstruire avec d'autres un

parti utile, populaire et offensif parce que je considère que notre ville a besoin d'une gauche qui résiste et qui propose de réelles orientations politiques. Ce combat-là, je ne l'abandonnerais jamais. Les prochaines élections en feront foi.

Merci. »

Mme le Maire : « Merci, Monsieur CAMATTE. »

DELIBERATION N° 31 : ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LE RAVALEMENT DE FACADES DU CENTRE-VILLE CONCERNANT LE PROGRAMME D'INTERVENTION POUR LA REHABILITATION DU CENTRE-VILLE

POUR : 35

Mme le Maire : « Nous allons continuer le Conseil Municipal avec la délibération n° 31 : attribution de subvention pour le ravalement de façades du centre-ville concernant le programme d'intervention pour la réhabilitation du centre-ville. Monsieur CHOUQUET. »

M. CHOUQUET : « Merci, Madame le Maire. Comme vous le savez, il s'agit en effet de la convention entre la ville de La Garde et SOLIHA Var. Vous avez en page 2 le montant des subventions attribuées puisque cela fait partie d'une des nombreuses actions entreprises par la commune pour dynamiser et rendre le centre-ville plus attractif, avec un programme d'aide à la rénovation des façades mis en place depuis 2002, que nous subventionnons chaque année à hauteur de 50 % du montant des travaux. »

Mme le Maire : « Je vous remercie.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 32 : TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) – TARIFS APPLICABLES A COMPTER DU 1er JANVIER 2026

POUR : 35

Mme le Maire : « Monsieur Alain FUMAZ : taxe sur la publicité extérieure (TLPE) – tarifs applicables à compter du 1er janvier 2026. »

M. FUMAZ : « Il s'agit des nouveaux tarifs normaux établis par l'Etat. Il est déterminé différents tarifs en fonction du type d'enseigne, etc. Tous les considérants montrent le genre de délibération et le motif. Il est donc proposé de les approuver. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 33 : REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET ARRETE

POUR : 35

Mme le Maire : « Monsieur FUMAZ pour le Règlement Local de Publicité intercommunal Toulon Provence Méditerranée. »

M. FUMAZ : « Il s'agit tout simplement d'émettre un avis. En fait, c'est une harmonisation du Règlement Local pour l'ensemble des communes intégrant TPM. On nous demande donc un avis sur le projet qui a déjà été délibéré à TPM. »

Mme le Maire : « Cela a été délibéré et on vous le soumet, ce qui n'était pas une obligation.

Y a-t-il des questions ? Non.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

DELIBERATION N° 34 : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A L'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 35

Mme le Maire : « Monsieur Alain FUMAZ pour la convention de partenariat concernant les sanctions d'exclusion, le rappel à l'ordre du Maire et les mesures de responsabilisation, autorisation de signature. Il s'agit d'une convention avec l'Education Nationale. »

M. FUMAZ : « Tout à fait. Il s'agit d'une convention en lien et en accord avec l'Éducation Nationale. Nous avons donc décidé d'être partie prenante dans ces responsabilités vis-à-vis des collèges et des lycées. »

Mme le Maire : « Merci.

Y a-t-il des questions sur cette convention ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 35 : AVENANT A LA CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS ET DE GESTION EN FLUX ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LES BAILLEURS SOCIAUX POUR LA PERIODE 2022-2025 – AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 35

Mme le Maire : « Madame Janig GUE : avenant à la convention de réservation de logements et de gestion en flux entre la ville de La Garde et les bailleurs sociaux pour la période 2022-2025, autorisation de signature. »

Mme GUE : « Dans le cadre de la gestion en flux, afin d'éviter toute lourdeur administrative, il convient de procéder à la rectification dudit article 11 en supprimant la mention : « *seront modifiées annuellement par voie d'avenant. Les annexes 1 et 2 seront modifiées annuellement, en concertation entre le bailleur et le réservataire, sans qu'il soit nécessaire de procéder annuellement à l'établissement d'un avenant* ».

Je vous demande donc d'autoriser Madame le Maire à signer cette convention entre les différents bailleurs sociaux possédant un parc locatif social sur la commune de La Garde. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Monsieur CAMATTE. »

M. CAMATTE : « Lors de la commission, nous en avons pas mal discuté et c'était très intéressant, j'avais posé la question au sujet de la possibilité que les bailleurs puissent construire 25 % de logements sociaux comme prévu par la loi. Vous m'avez renvoyé la réponse en disant que : « *Les constructeurs privés ont effectivement l'obligation de construire 25 % de logements sociaux sur leurs immeubles. Cela concerne uniquement les communes carencées. La Garde ayant atteint et dépassé le 1 % de logements sociaux exigés par la loi SRU, les constructeurs ne sont donc pas soumis à cette contrainte* ».

S'ils ne sont pas soumis, ne pourrait-on pas leur demander (peut-être pas à 25 %) de faire un geste pour la commune ? »

Mme GUE : « Je peux répondre ? »

Mme le Maire : « Oui, Madame GUE. »

Mme GUE : « Effectivement, je vous avais promis une réponse rapide et vous m'aviez promis de parler pendant ce Conseil Municipal.

En fait, des bailleurs sociaux continuent à construire certains logements HLM sur la commune. En l'occurrence, ils en construisent plus de 25 %. Vous savez qu'il y a le programme Dionysos qui se construit sur l'avenue du 8 mai 1945, avec 60 logements, dont 17 logements sociaux. C'est donc plus que 15 et plus que 25 %.

On continue donc à construire des logements sociaux sur la ville de La Garde. »

Mme le Maire : « Nous continuerons à construire. En plus, Madame GUE a fait un gros travail sur les demandes de logement. Nous avons 7 700 demandes, dont 1 700 sur la ville de La Garde en premier choix. En fonction de ces demandes, on a justement travaillé vis-à-vis des bailleurs sociaux de façon à leur indiquer quels étaient les logements les plus demandés. On s'aperçoit qu'il y a un décalage entre ce qui est construit et ce qui est demandé. Les logements demandés sont plutôt des T2 et des T3, par rapport à la façon dont les familles se constituent maintenant alors que nous avons énormément de T4. Nous allons donc donner ce document aux bailleurs sociaux, à la Métropole et au Département pour que les futures constructions collent mieux aux demandes des personnes afin de ne pas être en déphasage entre la demande et l'offre.

Voilà pour votre information. Je te remercie.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 36 : PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE SEJOUR DES COLONIES DE VACANCES ORGANISEES DURANT L'ETE 2025

POUR : 35

Mme le Maire : « Monsieur Jean-Eric LODEVIC : participation de la commune aux frais de séjour des colonies de vacances organisées durant l'été 2025. »

M. LODEVIC : « Madame le Maire, mes chers collègues

C'est la délibération annuelle qui réactualise les barèmes basés sur ceux du Conseil Départemental et le quotient familial, dans l'éventualité où des Gardéens souhaiteraient participer à des séjours de colonies de vacances. C'est donc la participation de la commune. Traditionnellement, il n'y a pas de demande, mais nous prévoyons toutefois de pouvoir répondre favorablement en cas de demande. »

Mme le Maire : « Ce sont généralement des demandes de l'Odel Var ou d'autres organismes de vacances. »

M. LODEVIC : « Oui, mais nous n'en avons pas eu sur les deux dernières années. »

Mme le Maire : « Nous contribuons à ce genre de choses.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 37 : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE

POUR : 35

Mme le Maire : « Adoption du règlement intérieur de la piscine municipale, Monsieur Jean-Eric LODEVIC. »

M. LODEVIC : « C'est la mise à jour pour la saison 2025 du règlement intérieur de la piscine municipale avec quelques petites modifications notamment sur la régie et les modalités de remboursement ou d'accès gratuit en compensation d'une fermeture anticipée de la piscine pour mauvais temps ou tout incident technique se produisant durant les heures d'ouverture de la piscine. »

Mme le Maire : « Merci.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 38 : COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DE LA PRATIQUE DES SPORTS DE GLACE - ANNEE 2023

PAS DE VOTE

Mme le Maire : « Communication du rapport annuel d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace – année 2023, Monsieur LODEVIC. »

M. LODEVIC : « Vous avez le rapport 2023 à disposition ; une année très correcte au niveau de la patinoire. Si vous avez des questions, je me tiens à votre entière disposition. »

Mme le Maire : « Avez-vous des questions là-dessus ? Non ?

On prend acte, il n'y a pas de vote. La communication a bien eu lieu. »

DELIBERATION N° 39 : MODIFICATION DU CADRE DES EFFECTIFS AU 16 JUIN 2025

POUR : 35

Mme le Maire : « Délibération n° 39 : la modification du cadre des effectifs au 16 juin 2025, Monsieur Jean-Claude MARASTONI. »

M. MARASTONI : « Cette délibération offre la particularité d'avoir un certain nombre de postes supprimés et d'autres postes créés. Les postes supprimés sont liés au fait que l'on doit conserver un volant d'emplois vacants pour faire face à des emplois futurs, mais pas trop non plus parce qu'il ne s'agit pas d'en accumuler un nombre qui ne servirait à rien. D'autre part, il y a des créations de postes par rapport aux réussites aux concours et traditionnellement aussi par rapport aux promotions de grades, ainsi que les futures stagiairisations.

Cela donne le tableau que vous avez sous les yeux actuellement. »

Mme le Maire : « Puisque j'en ai l'occasion, je voudrais saluer l'excellence de mes agents puisque de très nombreux agents ont réussi les différents concours de la fonction publique territoriale, dont 6 agents qui ont réussi le concours d'attaché. »

M. MARASTONI : « Je voudrais préciser, Madame le Maire, que ce n'est pas toujours évident pour une commune de notre strate. Ces trois dernières années, toutes les réussites aux concours ou examens professionnels de toutes les catégories (A, B et C) nous ont permis, grâce à l'intervention de Madame le Maire, de nommer dans un délai raisonnable tous les agents qui avaient réussi ces concours. »

Mme le Maire : « Je vous remercie.

On revient à la délibération, avez-vous des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 40 : CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

POUR : 35

Mme le Maire : « Toujours Monsieur Jean-Claude MARASTONI pour la création d'emplois non permanents pour accroissement saisonnier d'activité. »

M. MARASTONI : « Vous avez tout dit, Madame le Maire. Ce sont les emplois saisonniers traditionnels par rapport à nos besoins pour l'été, notamment la période de juillet-août. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 41 : REVALORISATION DES AGENTS PUBLICS DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « *BONUS ATTRACTIVITE* »

POUR : 35

Mme le Maire : « Délibération n° 41 : revalorisation des agents publics de la petite enfance dans le cadre du dispositif « *bonus attractivité* », Monsieur Jean-Claude MARASTONI. »

M. MARASTONI : « Nous avons constaté, bien évidemment, mais comme beaucoup de communes, que ces emplois-là étaient des emplois en tension. De notre propre initiative, nous avons revalorisé ces emplois de la petite enfance en juillet 2024.

Là, il s'agit d'une démarche nationale et c'est la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) qui nous propose de revaloriser à son tour ces emplois, notamment pour les personnels de la petite enfance qui agissent auprès des enfants ou dans un cadre de direction. La CNAF prévoit un financement partiel de ce « *bonus attractivité* » pour une période de 2 ans. Pour la suite, nous n'avons aucune visibilité pour savoir si l'aide de la CNAF continuera ou pas. Toujours est-il que, bien entendu, nous avons enclenché ce processus de « *bonus attractivité* » et nous tiendrons compte de la revalorisation que nous avons déjà accordée en juillet 2024.

Ce bonus devrait permettre aux agents d'avoir un revenu mensuel net de 100 € supplémentaires. »

Mme le Maire : « Merci.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

M. CAMATTE : « Excusez-moi, Madame le Maire, je dois me retirer. »

Mme le Maire : « Merci beaucoup. »

Monsieur CAMATTE quitte la séance.

DELIBERATION N° 42 : REVALORISATION DE LA REMUNERATION DES ASSISTANTES MATERNELLES - DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »

POUR : 34

Mme le Maire : « Revalorisation de la rémunération des assistantes maternelles – Dispositif « *bonus attractivité* ». »

M. MARASTONI : « C'est exactement le même dispositif pour les assistantes maternelles. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. »

DELIBERATION N° 43 : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

POUR : 34

Mme le Maire : « Monsieur MARASTONI pour la modification du régime indemnitaire tenant compte des

fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel – Modulation du fait des absences. »

M. MARASTONI : « Il s'agit d'une décision gouvernementale. Pour lutter contre l'absentéisme, l'Etat a décidé une modification du congé de maladie ordinaire. Ce congé de maladie ordinaire était rémunéré jusqu'à présent à 100 % du salaire pour les trois premiers mois. Il est ramené à 90 % du salaire pour quasiment tous les éléments du salaire hormis la NBI (il me semble) et je ne sais plus quels autres dispositifs, mais très peu. On se retrouve donc à appliquer cette mesure-là.

Depuis des années, pour lutter également contre l'absentéisme, nous avions un dispositif qui avait été passé par délibération et qui a amené un abattement de 30 % sur le régime indemnitaire à partir du 9e jour d'arrêt maladie. Maintenant, les deux dispositifs s'entrechoquent et s'additionnent. Aussi, pour éviter un cumul dans ce domaine, nous avons décidé de supprimer les 30 % d'abattement que nous avions mis en place sur le régime indemnitaire. La suppression de cet abattement de 30 % prend effet dès la délibération donc plus précisément au 1er juillet 2025.

Voilà ce que propose cette délibération. »

Mme le Maire : « Depuis 3 ans, je pense que c'est 100 millions d'euros que nous avons partagés entre nos différents administratifs sur cette période puisque nous avons répondu à tous les engagements qui nous étaient demandés.

Est-ce qu'il y a des questions ? Madame PEIRONET. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Ce n'est pas une question, Madame le Maire, mais simplement pour vous dire que nous allons voter pour cette délibération puisque c'est une demande que nous faisons depuis des années. Nous sommes ravis enfin que cela puisse se mettre en place. »

M. MARASTONI : « On va bien préciser les choses : cette délibération n'intervient pas parce que vous êtes ravis par rapport à ce que vous demandez depuis des années. Elle intervient parce qu'il y a un dispositif national qui nous oblige à réduire la prestation de salaire sur les trois premiers mois de maladie, en la ramenant de 100 % à 90 %. Comme cette mesure se cumule avec ce que nous avions mis en place pour lutter contre l'absentéisme, c'est pour cette raison-là et uniquement pour cette raison que nous vous proposons cette délibération.

Pour être complet dans mon explication, si d'aventure un gouvernement revenait sur cette disposition, en repassant à 100 % au lieu des 90 %, nous rétablirions probablement le retour de l'abattement des 30 % sur les régimes indemnitaires.

Je rappelle que cette disposition s'applique uniquement sur les congés maladie.

Mais je vous rassure, ce n'est pas en lien direct avec votre demande au cas où vous pourriez supposer que, d'un seul coup, nous avons adopté ce que vous nous avez suggéré. »

Mme le Maire : « Oui, et nous allons rechercher la trace de vos suggestions.

Je vous remercie.

Nous allons donc voter.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 44 : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE – MODULATION DU FAIT DES ABSCENCES

POUR : 34

Mme le Maire : « La délibération suivante concernant la modification du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale – Modulation du fait des absences. »

M. MARASTONI : « C'est exactement le même processus adapté à la police municipale compte tenu de son statut particulier. »

Mme le Maire : « Je vous remercie.

Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 45 : AUTORISATION DE MONETISATION DE CONGES ANNUELS INSCRITS AU COMPTE EPARGNE TEMPS ET NON EPUISES

POUR : 27
CONTRE : 7 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT)

Mme le Maire : « Monsieur Jean-Claude MARASTON pour l'autorisation de monétisation de congés annuels inscrits au Compte Epargne Temps et non épuisés. »

M. MARASTONI : « Il s'agit particulièrement du départ de notre Directeur des services techniques, Monsieur Loris PAPET, qui après plus de 10 ans (il me semble) de bons et loyaux services dans notre collectivité, a choisi une mobilité. Cela fait partie de l'évolution de chacun des fonctionnaires. Le poste important qu'il occupait demandait une présence fréquente, quelquefois en plein été en fonction des différentes réalisations, ce qui fait qu'il a accumulé un certain nombre de jours sur son Compte Epargne Temps. Nous allons lui monétiser à titre exceptionnel puisqu'il s'agit d'un emploi fonctionnel, avant qu'il rejoigne sa nouvelle collectivité. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Oui, Madame PEIRONET. »

Mme PEIRONET-BREMOND : « Merci de me donner la parole.

Sur le fond de la délibération, la procédure est irrégulière. Le Comité Social Territorial n'a pas été saisi alors qu'il s'agit d'une décision touchant au droit individuel des agents. Ce manquement est encore une entorse à la réglementation. Cela fait plusieurs fois que je vous le dis : l'injustice est manifeste.

Je vous avais moi-même proposé, pour ce Conseil, une délibération visant à ouvrir de manière transparente et équitable, la possibilité de monétiser le CET à l'ensemble des agents de la collectivité, mais vous avez refusé d'en débattre.

La réalité, c'est que ces avantages sont systématiquement réservés à une petite poignée de cadres. Les agents de terrain, eux, n'ont accès à rien. Ce système fonctionne à géométrie variable, ce qui est regrettable, au bénéfice exclusif de quelques-uns.

Notre groupe votera contre. Nous ne cautionnons pas ce système à deux vitesses, Madame le Maire, qui brise la confiance et l'équité au sein de votre collectivité. »

Mme le Maire : « Madame PEIRONET, je pense qu'on vous a répondu au sujet de votre question. »

M. MARASTONI : « Je voudrais revenir là-dessus, car à accumuler des contre-vérités, on pourrait croire que Madame PEIRONET dit des vérités. Or, l'accumulation de contre-vérités reste quand même des contre-vérités. Les agents sont tous considérés de la même manière.

Je vais quand même vous rappeler quelques chiffres qui vont peut-être vous déranger, Madame PEIRONET, mais il faut quand même être honnête et aller jusqu'au bout de son raisonnement. Des revalorisations pour les agents, nous en avons accompli un certain nombre et je vais vous lister quelques exemples précis :

En 2018, il y a eu la revalorisation indemnitaire des agents de catégorie C, représentant entre 100 € et 500 € net par mois, pour un total de 480 000 € pour la commune ;

En 2019, il y a eu la revalorisation des catégories A et B des policiers municipaux qui a représenté 30 000 € pour la commune ;

En 2020, il y a eu l'attribution de la prime pouvoir d'achat au plafond maximum, concernant notamment les agents de catégorie C.

Il y a également les revalorisations classiques du point d'indice que nous avons bien entendu appliquées. Il n'y a pas eu de problème de ce point de vue-là ;

Il y a eu la revalorisation du chèque-déjeuner, en deux fois, représentant la somme de 100 000 € pour la commune ;

Il y a eu la prime pouvoir d'achat décidée par le Gouvernement, que nous avons bien évidemment appliquée ;

Il y a eu les « *bonus attractivité* » de la petite enfance où nous avons précédé la mesure nationale, et qui a représenté un montant de 125 000 € pour les agents ;

À venir : le CIA et la prise en charge de la mutuelle avec une participation forfaitaire de base (probablement de 15 €).

Je ne peux pas vous laisser dire, Madame PEIRONET, qu'on favorise une catégorie d'agents par rapport à une autre. Pas du tout !

Là, je vous rappelle qu'il s'agit d'un emploi fonctionnel concernant le Directeur des services techniques. Je ne peux pas entendre que nous aurions une politique à géométrie variable dans ce domaine-là. Des efforts ont été accomplis, mais ce n'est jamais suffisant, je l'entends. On essaie toujours d'être vigilant quant à l'amélioration des conditions de travail de nos personnels en termes de salaires et de conditions de travail (bien-être au travail, formations, réussites aux concours…). Vous avez peut-être du mal à intégrer tout cela, bien évidemment parce que cela ne fait pas votre jeu. Mais, c'est la réalité des choses.

Il faut parfois dire la réalité. Les contre-vérités peuvent jouer un temps, peut-être, dans des documents mis à disposition de la population, surtout lorsqu'on est en campagne électorale permanente comme vous. Donc, bien évidemment, je peux entendre ce que vous dites, mais cela ne correspond ni à la réalité du terrain ni forcément à ce que ressentent les agents. »

Mme le Maire : « Je vous remercie.

On va passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 46 : APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

POUR : 34

Mme le Maire : « Approbation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels, Monsieur Jean-Claude MARASTONI. »

M. MARASTONI : « Il s'agit d'un document classique qui a été établi et pour lequel nous avons fait un constat qui est quand même assez appréciable, mais qui nous amène tout le temps à améliorer ce système, avec tous nos services et tout ce qui nous avons mis en place. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. »

DELIBERATION N° 47 : ADHESION A L'OPERATION « AIRE TERRESTRE EDUCATIVE » 2025-2026 – UNE CLASSE DE L'ECOLE JEAN AICARD - AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 34

Mme le Maire : « La délibération suivante est l'adhésion à l'opération « Aire Terrestre Educative » 2025-2026. Il s'agit d'une classe de l'école Jean Aicard en fin de parcours puisque les autres classes s'engagent pour 3 ans. Madame OURDOUILLIE. »

Mme OURDOUILLIE : « Comme le nom l'indique, c'est pour l'école Jean Aicard : une « Aire Terrestre Educative » en partenariat avec l'association Chercheurs en herbe. Je vous demande d'inscrire la somme de 1 000 € qui sera versée au parc national de Port-Cros pour financer ce projet. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 48 : ADHESION A L'OPERATION « AIRES MARINES EDUCATIVES » 2025-2026 – UNE CLASSE DE L'ECOLE PAUL LANGEVIN – AUTORISATION DE SIGNATURE

POUR : 34

Mme le Maire : « La délibération suivante concerne l'adhésion à l'opération « Aires Marines Educatives » 2025-2026 pour une classe de l'école Paul Langevin. »

Mme OURDOUILLIE : « Là, c'est le même principe sauf que c'est une « Aire Marine Educative » avec l'association Naturoscope. »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 49 : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT MTPM – ANNEE 2023

PAS DE VOTE

Mme le Maire : « Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement MTPM – année 2023, Madame OURDOUILLIE. »

Mme OURDOUILLIE : « Ça aussi, vous l'avez eu en annexe donc s'il y a des questions… »

Mme le Maire : « Des questions ? Non ?

Nous prenons acte de la communication de ce rapport. »

DELIBERATION N° 50 : RENOUVELLEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU – AUTORISATION DE SIGNATURE – PARTICIPATION FINANCIERE

POUR : 32
DEPORT : M. GUILLOUZIC, Mme MURENA

Mme le Maire : « La délibération n° 50 : renouvellement de la convention de partenariat entre la ville de La Garde et la Mission Locale du Coudon au Gapeau, autorisation de signature, participation financière. Madame BERCET. Madame MURENA et Monsieur GUILLOUZIC doivent sortir. Merci. »

Mme BERCET : « Merci, Madame le Maire.

La convention de partenariat entre la ville de La Garde et la Mission Locale du Coudon au Gapeau, signée le 20 juin 2022, consiste en la mise en œuvre de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire. La commune de La Garde en est l'un des co-financeurs, à raison de 1,80 € par habitant, avec 26 596 habitants au 1er janvier 2022 selon le dernier indice de l'INSEE. Cette convention arrivant à échéance, il convient de la renouveler pour la période 2025-2028.

Je vous propose donc d'autoriser Madame le Maire à signer le renouvellement de la convention ainsi que les versements de la participation financière de la commune de La Garde à la Mission Locale. »

Mme le Maire : « Y a-t-il des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Madame MURENA et Monsieur GUILLOUZIC peuvent regagner leur place. »

DELIBERATION N° 51 : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE – ANNEE 2023

PAS DE VOTE

Mme le Maire : « Communication au Conseil Municipal du rapport annuel de la commission intercommunale pour l'accessibilité – année 2023. Vous avez eu ce rapport, avez-vous des questions ? Non ?

On prend acte de la communication au Conseil Municipal de ce rapport. »

DELIBERATION N° 52 : FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL METROPOLITAIN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

POUR : 27
CONTRE : 7 (Mme CHASTANT, Mme ZAMOURI, M. CHARLOIS, M. AMARIT, Mme ANTOINE, Mme PEIRONET-BREMOND, Mme CHABOT)

Mme le Maire : « La délibération suivante est la fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre d'un accord local.

Les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre ont jusqu'au 31 août 2025 pour répartir les sièges des conseillers au sein de leur établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de rattachement, par un accord local.

L'accord local est déterminé conformément au tableau ci-dessous présentant la répartition de 8 sièges supplémentaires entre les communes membres de la Métropole TPM et fixant à 89 le nombre de conseillers métropolitains, applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux en mars :

Commune	Sièges selon le droit commun	Accord local	Nombre total de sièges
Toulon	34	1	35
La Seyne sur Mer	11	1	12
Hyères	10	1	11
Six Fours Les Plages	7		7
La Garde	5		5
La Valette du Var	4	1	5
La Crau	3	1	4
Ollioules	2	1	3
Le Pradet	2		2
Carqueiranne	1	1	2
Saint Mandrier sur Mer	1	1	2
Le Revest Les Eaux	1		1
TOTAL	81	8	89

Vous avez donc la liste avec les communes qui gagnent un siège et celles qui ne bougent pas.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'accord consistant en la création de 8 sièges supplémentaires au sein du conseil métropolitain, répartis conformément au tableau, et de demander au

Préfet du Var de constater la composition de l'organe délibérant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui sera applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

Avez-vous des questions ? Non ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

DELIBERATION N° 53 : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES DEPUIS LE 2 JANVIER 2025

PAS DE VOTE

Mme le Maire : « La délibération suivante concerne les décisions municipales que j'ai été amenée à prendre depuis le 2 janvier 2025 et dont je dois rendre compte en Conseil Municipal.

Vous avez la liste de toutes ces décisions. Avez-vous des questions ? Pas du tout.

Je vous remercie.

Toutes les questions et toutes les délibérations ayant été apurées, je vous souhaite une bonne fin de journée et de bonnes vacances puisque nous ne nous reverrons pas avant le mois de septembre.

Merci beaucoup. »

---===oooOooo===---

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES

N° 2025/02

DÉLIBERATIONS ET ANNEXES

DELIBERATION N° 1 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : MOTION EN FAVEUR DE LA PERENNISATION DU STATUT DE CONJOINT COLLABORATEUR

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE ARNAUD-BILL

La loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a marqué un tournant majeur en offrant aux conjoints collaborateurs du chef d'entreprise un statut et des droits sociaux propres en matière d'assurance maladie, vieillesse et invalidité-décès, tout en protégeant leur patrimoine personnel.

Ce statut (représentant 25.700 femmes) leur confère également un mandat de gestion au sein de l'entreprise, assurant ainsi une reconnaissance essentielle du rôle joué par ces conjoints dans l'activité des entreprises et leur offre également une protection sociale essentielle, notamment en matière de retraite et d'assurance maladie.

Par ailleurs, notre soutien s'inscrit pleinement dans l'engagement de la Commune en faveur de la réduction des inégalités Femmes/Hommes notamment au sein des activités professionnelles.

CONSIDERANT que la suppression programmée par l'Etat de ce statut, dans quelques mois, met en péril des milliers de femmes. Nombre d'entre elles risquent de se retrouver dans des situations précaires, avec un fort risque de retour au travail dissimulé, ce contre quoi ce statut avait initialement été créé. C'est aussi leur choix personnel comme le choix de leur conjoint qui est aujourd'hui ignoré,

La suppression ou la remise en cause de ce statut met en difficulté de nombreux couples d'entrepreneurs, notamment dans les secteurs de l'artisanat, du commerce et des professions libérales, en les privant d'un cadre juridique adapté à leur réalité professionnelle,

CONSIDERANT que d'autres alternatives, telles que le statut de salarié ou d'associé, ne répondent pas aux spécificités de nombreuses entreprises familiales et imposeraient des charges financières supplémentaires compromettant leur viabilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2506001-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPELLE la pérennisation du statut de conjoint collaborateur afin de garantir la reconnaissance du travail effectué par ces conjoints et leur assurer une couverture sociale adaptée et **DEMANDE** aux pouvoirs publics de maintenir et renforcer ce statut essentiel pour l'équilibre des entreprises familiales et la reconnaissance du travail invisible mais indispensable des conjoints collaborateurs.

ARTICLE 2 : DEMANDE une valorisation de ce statut par des dispositifs d'information et de sensibilisation permettant aux entrepreneurs et à leurs conjoints de connaître et d'exercer pleinement leurs droits.

ARTICLE 3 : DEMANDE l'amélioration des droits sociaux des conjoints collaborateurs, notamment en facilitant l'accès à une retraite plus favorable et en leur permettant de bénéficier d'une meilleure protection en cas de cessation d'activité de l'entreprise.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2506001-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 2 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS OPEREES EN 2024 SUR LE TERRITOIRE DE LA GARDE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Afférents Au Conseil Municipal	35	En exercice	35	Qui ont pris part à la délibération	35	Présence Physique	31	Quorum Physique	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2241-1,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI, en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que, aux termes de l'article L.2241-1 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.* »,

CONSIDERANT qu'il est proposé de prendre acte du bilan annuel 2024 des acquisitions et cessions ci-annexé.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **PREND ACTE** du bilan annuel 2024 des acquisitions et cessions réalisées par la commune ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la commune, et annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : **DIT** que le bilan sera annexé au Compte Financier Unique de l'année 2024 du Budget Principal de la commune.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyen », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2506002-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

BILAN des ACQUISITIONS et CESSIONS EFFECTUEES en 2024
(Article L.2241-1 Code Général des Collectivités Territoriales)

ANNEXE à la DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL Du 16 juin 2025

L'Article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une Commune de plus de 2.000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette Commune donne lieu chaque année à une délibération du Conseil Municipal.
Ce bilan est annexé au compte financier unique de la Commune.

I / ACQUISITIONS 2024

A / ACQUISITIONS EFFECTUEES PAR LA COMMUNE EN 2024

L'état des acquisitions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune acquisition.

B / ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (S.P.L.) « SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (S.A.G.E.P.) » POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE EN 2024

CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Nature de l'acte	Noms des vendeurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface	Nature du terrain	Prix d'acquisition
Promesse BERNARDONI	BERNARDONI Thérèse	AB276	Sainte Musse	1174 m^2	Sol	250 000,00 €

CONCESSION D'AMENAGEMENT CŒUR DE VILLE (CRAC)

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2506002-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II / CESSIONS 2024

A / CESSIONS EFFECTUEES PAR LA COMMUNE EN 2024

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

B / CESSIONS REALISEES PAR LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (S.P.L.) « SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (S.A.G.E.P.) » POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE EN 2024

CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Nature de l'acte	Noms des acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface	Nature du terrain	Prix de vente
Cession SAGEP/BELKHALA	M. BELKHALA	Lot n°2 Les Jardins de Pagnol	216 chemin Marcel Pagnol	329 m^2	Tab	230 000,00 €
Cession SAGEP/SENANEDJ	M et Mme SENANEDJ	Lot n°4 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis MASSON	325 m2	Tab	195 000,00 €
Cession SAGEP/OFS	OFS	AB 1047	Sainte Musse	1711 m2	Tab	1 024 730,00 €
Cession SAGEP/MEHADJI	M. MEHADJI	Lot n°3 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis MASSON	338 m2	Tab	195 000,00 €

CONCESSION D'AMENAGEMENT CŒUR DE VILLE (CRAC)

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2506002-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 3 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2024 POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE CIMETIERE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Florian JONET.

Présents **: M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déport **: Mme Hélène ARNAUD-BILL**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L. 2121-21,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.2121-14 susvisé, dans les séances où le Compte Financier Unique (CFU) est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Dans ce cas le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote,

CONSIDERANT qu'il convient d'élire un président parmi les membres du Conseil Municipal pour l'examen et le vote des CFU du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière,

CONSIDERANT que, conformément à l'article L.2121-21 susvisé, cette élection doit se faire au scrutin secret et à la majorité absolue. Toutefois, selon le même article, le Conseil Municipal peut déroger au vote à bulletin secret par un vote à l'unanimité autorisant à procéder à l'élection par un vote à main levée,

CONSIDERANT que le Conseil Municipal se prononce à l'unanimité pour un vote à main levée.

Les candidatures déclarées sont :

- Pour la liste « LA GARDE ENSEMBLE POUR CHACUN ET POUR TOUS » :
  Monsieur Florian JONET.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250603-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Pour la liste : « UNIS POUR LA GARDE »
  Pas de candidat.

- Pour la liste : « NOTRE VILLE A GAUCHE »
  Pas de candidat.

Le scrutin donne le résultat suivant :

Nombre de votants : 34
Suffrages exprimés : 34.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE à l'unanimité pour qu'il ne soit pas procédé au scrutin secret à l'élection du président pour l'examen et le vote des CFU du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière.

ARTICLE 2 : DECLARE élu, à l'unanimité, en qualité de Président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière, Monsieur Florian JONET.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le secrétaire de séance,

Le Président de séance,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250603-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 4 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2024

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Florian JONET.

Présents **: M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Départ **: Mme Hélène ARNAUD-BILL**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1612.12, L.2121-14, L.2121-29 et L.2121-31,

VU la délibération n° 1 du 8 avril 2024 approuvant le budget primitif du Budget Principal pour l'exercice 2024,

VU la délibération n° 4 du 17 juin 2024 approuvant le budget supplémentaire du Budget Principal pour l'exercice 2024,

VU la délibération n° 2 du 17 décembre 2024 approuvant la décision modificative n°1 du Budget Principal pour l'exercice 2024,

VU la délibération n° 3 prise en la présente séance du Conseil Municipal et relative à l'élection du Président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques 2024 du Budget Principal et du Budget Annexe Cimetière,

VU l'instruction comptable et budgétaire M57,

VU la maquette du Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal ci-annexée,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'après s'être fait présenter le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice 2024, il s'agit, en application des instructions budgétaires et comptables M57 et au sens de l'article L.1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder à l'arrêté des comptes de l'année 2024, et de déterminer les résultats des sections de fonctionnement et d'investissement, ainsi que les restes à réaliser qui seront reportés sur l'exercice 2025. Le budget général de l'exercice 2024 pour lequel le CFU vous est soumis s'est exécuté du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024,

CONSIDERANT la désignation, conformément à l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, de Monsieur Florian JONET aux fins de présider la séance durant laquelle le Compte Financier Unique doit être adopté,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

CONSIDERANT le départ et l'absence de Madame le Maire lors du vote du Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE le Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal de la Ville de La Garde ci-annexé, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés		10 474 911,08 €	12 558 180,00 €		12 558 180,00 €	10 474 911,08 €
Opérations de l'exercice	41 850 740,20 €	48 453 677,96 €	21 185 535,60 €	16 185 414,37 €	63 036 275,80 €	64 639 092,33 €
TOTAUX	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**33 743 715,60 €**	**16 185 414,37 €**	**75 594 455,80 €**	**75 114 003,41 €**
Résultat de clôture		**17 077 848,84 €**	**-17 558 301,23 €**			**- 480 452,39 €**
Reste à Réaliser			1 367 988,34 €	8 682 959,84 €		7 314 971,50 €
TOTAUX CUMULES	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**35 111 703,94 €**	**24 868 374,21 €**	**75 594 455,80 €**	**82 428 974,91 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**17 077 848,84 €**	**-10 243 329,73 €**			**6 834 519,11 €**

ARTICLE 2 **CONSTATE** les identités de valeurs avec indications du compte de gestion relative au report à nouveau, le résultat d'exploitation de l'exercice et le fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, les débits et les crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARTICLE 3 **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.

ARTICLE 4 **ARRETE** les résultats définitifs tels que présentés à l'article 1.

ARTICLE 5 **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le secrétaire de séance,

Le Président de séance,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **26**
CONTRE : **1** - **(M. Michel CAMATTE)**
ABSTENTIONS : **7** - **(Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 DU BUDGET PRINCIPAL

RAPPORT DE PRESENTATION

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

1. LES PRIORITES DE L'ANNEE 2024

2. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

3. RESULTAT DE CLOTURE ET L'AFFECTATION
- 3.1 Résultat de clôture de l'exercice 2024
- 3.2 Affectation du résultat 2024 au budget supplémentaire 2025

4. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
- 4.1 Les dépenses de fonctionnement
- 4.2 Les recettes de fonctionnement

5. LES EPARGNES

6. LA SECTION D'INVESTISSEMENT
- 6.1 Les dépenses d'investissement
- 6.2 Le financement de l'investissement

7. LA DETTE
- 7.1 Synthèse de la dette au 31/12/2024
- 7.2 Structure de la dette
- 7.3 Ratio d'endettement

Annexe 1 – Etat retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris en 2024 dans le cadre du Contrat de Ville

Annexe 2 - Bilan des acquisitions et cessions opérées en 2024 sur le territoire de la commune

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Cadre général de la note de synthèse

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. A cet égard, une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif. Le Compte Financier Unique est soumis aux mêmes dispositions qui s'appliquaient au compte administratif. La présente note répond à cette obligation pour la commune de La Garde.

Le CFU est un document de synthèse, reprenant les informations essentielles qui figuraient soit dans le compte administratif, soit dans le compte de gestion. Il constitue donc un document plus simple et plus lisible que l'information produite aujourd'hui.
Il vise à favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, à améliorer la qualité des comptes, à simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.
Le CFU retrace l'ensemble des mandats et titres de recettes de la commune.
Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le CFU de la ville.

1. RAPPEL DES PRIORITES DE L'ANNEE 2024

LA GARDE toujours dans l'action

Grâce à une situation financière saine lui permettant de faire face à un environnement économique dégradé, les grands objectifs de l'année 2024 ont été fixés dans le respect des engagements de bon emploi et valorisation des deniers publics :

- **En faveur de tous les publics, des plus jeunes au plus âgés, avec le maintien d'un haut niveau de service,**
- **Dans un objectif réaffirmé de favoriser les investissements en faveur de la préservation de l'environnement**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

2. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU CFU 2024

Dépenses de fonctionnement

Chap	Chapitre libellé	Montant
042	Opérations d'ordre	3 228 621,23
	Dépenses d'ordre	**3 228 621,23**
011	Charges à caractère général	9 475 112,07
012	Charges de personnel et frais assimilés	25 092 283,78
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 739 807,51
66	Charges financières	295 007,72
67	Charges exceptionnelles	19 907,89
	Dépenses réelles	**38 622 118,97**
	Total dépenses de fonctionnement	**41 850 740,20**

Recettes de fonctionnement

Chap	Chapitre libellé	Montant
042	Opérations d'ordre	92 587,00
	Recettes d'ordre	**92 587,00**
013	Atténuations de charges	372 311,48
70	Ventes de produits fabriqués, prestation	3 174 088,57
73	Produits issus de la fiscalité	7 858 601,00
731	Fiscalité locale	28 989 850,35
74	Subventions d'exploitation	4 894 908,35
75	Autres produits de gestion courante	1 130 806,76
76	Produits financiers	85 004,70
77	Produits exceptionnels	48 519,75
78	Reprises sur provisions et dépréciations	1 807 000,00
	Recettes réelles	**48 361 090,96**
	Total recettes de fonctionnement	**48 453 677,96**

Dépenses d'investissement

Chap	Chapitre libellé	Montant
040	Opérations d'ordre	92 587,00
041	Opérations patrimoniales	3 222 462,03
	Dépenses d'ordre	**3 315 049,03**
16	Emprunts et dettes assimilées	246 651,23
20	Immobilisations incorporelles	373 729,38
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00
21	Immobilisations corporelles	7 494 389,29
23	Immobilisations en cours	6 738 655,87
26	Participations et créances rattachées	115 000,00
27	Autres immobilisations financières	1 324 031,20
4581	Opérations sous mandat	18 570,60
	Dépenses réelles	**17 870 486,57**
	Total dépenses d'investissement	**21 185 535,60**

Recettes d'investissement

Chap	Chapitre libellé	Montant
040	Opérations d'ordre	3 228 621,23
041	Opérations patrimoniales	3 222 462,03
	Recettes d'ordre	**6 451 083,26**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 639 958,12
13	Subventions d'investissement	2 060 613,79
16	Emprunts et dettes assimilées	2 808,20
23	Immobilisations en cours	12 380,40
4582	Opérations sous mandat	18 570,60
	Recettes réelles	**9 734 331,11**
	Total recettes d'investissement	**16 185 414,37**

RESULTATS DE L'EXERCICE 2024

Recettes de fonctionnement (A)	48 453 677,96 €
Dépenses de fonctionnement (B)	41 850 740,20 €
Résultat d'exécution (C = A-B)	6 602 937,76 €
Reprise résultat 2023 reporté (D)	10 474 911,08 €
Résultat de fonctionnement (E =C+D)	**17 077 848,84 €**

Recettes d'investissement (F)	16 185 414,37 €
Dépenses d'investissement (G)	21 185 535,60 €
Résultat d'exécution (H = F-G)	-5 000 121,23 €
Reprise résultat 2023 reporté (I)	-12 558 180,00 €
Résultat d'investissement (J = H+I)	**-17 558 301,23 €**

Résultat de clôture (K = E+J)	**-480 452,39 €**
Restes à réaliser (recettes) (L)	*8 682 959,84 €*
Restes à réaliser(dépenses) (M)	*1 367 988,34 €*
Résultat cumulé après RAR (N = K+L-M)	**6 834 519,11 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

3. LE RESULTAT DE CLOTURE ET L'AFFECTATION

3.1 RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2024

L'exercice 2024 est clôturé avec un déficit global de 480 452,39 €.
Il est composé :
> d'un excédent de fonctionnement de 17 077 848,84 €
> et d'un déficit d'investissement de 17 558 301,23 €.

En intégrant les restes à réaliser, en dépenses comme en recettes, qui seront repris au budget 2025, le résultat cumulé reste excédentaire à 6 834 519,11 €.

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés		10 474 911,08 €	12 558 180,00 €		12 558 180,00 €	10 474 911,08 €
Opérations de l'exercice	41 850 740,20 €	48 453 677,96 €	21 185 535,60 €	16 185 414,37 €	63 036 275,80 €	64 639 092,33 €
TOTAUX	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**33 743 715,60 €**	**16 185 414,37 €**	**75 594 455,80 €**	**75 114 003,41 €**
Résultat de clôture		**17 077 848,84 €**	**17 558 301,23 €**		**480 452,39 €**	
Reste à Réaliser			1 367 988,34 €	8 682 959,84 €		7 314 971,50 €
TOTAUX CUMULES	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**35 111 703,94 €**	**24 868 374,21 €**	**75 594 455,80 €**	**82 428 974,91 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**17 077 848,84 €**	**10 243 329,73 €**			**6 834 519,11 €**

3.2 AFFECTATION DE RÉSULTAT 2024 AU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2025

Les restes à réaliser constatés fin 2024 seront directement repris au budget supplémentaire 2025 en section d'investissement en dépenses (1 367 988,34 €) et en recettes (8 682 959,84 €).

Le résultat d'investissement (- 17 558 301,23 €) sera également repris au BS 2025 directement dans sa section, comme une dépense puisqu'il s'agit d'un déficit.

Le résultat de fonctionnement cumulé (17 077 848,84 €) sera repris de la manière suivante :
> 10 243 329,73 € en recette d'investissement de manière à couvrir le déficit d'investissement
> 6 834 519,11 € en section de fonctionnement, en recettes.

Résultat de fonctionnement 2024	**17 077 848,84 €**

Résultat d'investissement 2024	**-10 243 329,73 €**
Résultat déficitaire inscription au compte 001	-17 558 301,23 €
Reports en Dépenses	-1 367 988,34
Reports en Recettes	8 682 959,84

Affectation sur l'exercice 2025 du Résultat de fonctionnement 2024	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement)	**10 243 329,73 €**
Excédent de fonctionnement reporté R 002 (recette de fonctionnement)	**6 834 519,11 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

4. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

En section de fonctionnement, l'exécution des crédits, présentée ci-après, comprend l'ensemble des mandats de paiement et des titres de recettes émis au cours de l'exercice concerné : les rattachements de charges et de produits sont donc intégrés. La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrents des services communaux.

4.1 LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la collectivité sont composées de quatre postes principaux : les charges à caractère général (chap 011), les dépenses de personnel (chap 012), les autres charges de gestion courante (chap 65) qui comptabilisent principalement les subventions aux associations et les indemnités des élus et pour finir, les charges financières (chap 66). Les autres dépenses de fonctionnement sont les charges spécifiques sur le chapitre 67 (annulations de titres sur exercice antérieur), les atténuations de produits au chapitre 014 (dégrèvements sur les impôts locaux) et les dotations aux provisions et dépréciations sur le chapitre 68 (provisions pour risques).

Les dépenses réelles de fonctionnement constatées au compte financier unique 2024 sont arrêtées à 38 622 118€ en augmentation de 1,48% par rapport à l'exercice 2023, et en neutralisant l'effet provision en évolution de 2,08%.

Chap	Chapitre libellé	CFU 2023	CFU2024
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre	2 633 020,38	3 228 621,23
	Dépenses d'ordre	**2 633 020,38**	**3 228 621,23**
		CFU 2023	**CFU2024**
011	Charges à caractère général	9 789 596,10	9 475 112,07
012	Charges de personnel et frais assimilés	24 026 119,41	25 092 283,78
65	Autres charges de gestion courante	3 493 187,49	3 739 807,51
66	Charges financières	306 815,59	295 007,72
67	Charges exceptionnelles	218 078,46	19 907,89
68	Dotations aux provisions et dépréciation*	224 300,00	0,00
	Dépenses réelles	**38 058 097,05**	**38 622 118,97**
	***Dépenses réelles hors provision**	**37 833 797,05**	**38 622 118,97**
	Total dépenses de fonctionnement	**40 691 117,43**	**41 850 740,20**

Les charges à caractère général (chapitre 011)

Second poste de dépenses de la section de fonctionnement, ce chapitre regroupe l'ensemble des charges liées à la structure (énergie, maintenance, assurances, impôts et taxes, charges locatives…), ainsi que celles liées à l'activité (prestations de services, achats de petits équipements, alimentation, frais d'affranchissement et de télécommunications…).

Les charges à caractère général ont fléchi de plus de 3% entre 2023 et 2024 (leur progression était de +17,84% entre 2021 et 2022 et de près de 10% entre 2022 et 2023) ce malgré la hausse de dépenses contraintes notamment d'assurance.

En effet, malgré une sinistralité quasi inexistante, la commune a subi les effets d'un contexte très dégradé du marché des assurances suite aux nombreuses catastrophes naturelles mais aussi et surtout à la multiplication des violences urbaines et des dégâts causés, et a dû faire face au désengagement à la fin de l'année 2023 de son assureur. Contrairement à de nombreuses collectivités qui n'ont pas réussi à conclure de nouveaux contrats, la Commune a réussi à s'assurer mais avec des conditions tarifaires très dégradées engendrant une hausse de 300% de la prime d'assurance annuelle en 2024 par rapport à 2023 soit + 75 000€.

Des dépenses en hausse sont constatées également dans le secteur de l'Education du fait de l'augmentation des couts de nos prestataires de transports et des tarifs du SIRC. Il convient de noter ici que ce surcout n'a pas été répercuté, ni en 2024, ni en 2025, sur les tarifs de la pause méridienne qui sont stables depuis 2023.

Toutefois, à nouveau en 2024, des efforts d'optimisation ont été entrepris par l'ensemble des services municipaux, sans toucher à la qualité des services proposés. Couplés à ces efforts, on retrouve également les effets de modifications induites par la vie des projets tels que l'arrêt de la location des algécos suite à la réception de la nouvelle école Mignoné.

Enfin, la Commune a bénéficié en 2024 des premiers fruits de son projet d'AutoConsommation Collective nommé ACC.

Pour rappel, trois centrales de production photovoltaïques ont été installées et mises en fonction en mai et juin 2024 sur trois sites jugés les plus favorables en termes de potentiel : le hangar du centre Technique Municipal, l'école E. Santoni et l'EHPAD Le Mas des Sénès. La production de ces trois centrales est en partie autoconsommée par les sites producteurs mais aussi injectée sur le réseau à destination d'autres sites communaux, dits sites consommateurs, au sein de deux périmètres, dénommées boucles d'autoconsommation.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 25/06/2025

Le bilan énergétique de l'opération d'autoconsommation collective sur 2024 répond aux objectifs prévisionnels, les taux d'autoconsommation des deux périmètres étant de 96.4% et 98.3%. Au total une économie d'énergie de 228 535 KWh a été réalisée avec un gain financier sur la période considérée de juin à décembre 2024 de près de 65 000€.

Les Charges de personnel (chapitre 012)

L'évolution des dépenses de personnel sur l'exercice 2024 s'élève à + 4,44% (pour rappel : l'évolution en 2023 était de 4,53% et en 2022 de 3,68%).

Elle s'explique principalement par l'effet cumulatif de diverses mesures, parmi lesquelles, en particulier :

* Des mesures nationales avec :
- l'effet en année pleine du reclassement des grilles des agents de catégorie C et B de début de carrière et de la revalorisation du point d'indice de + 1,5% depuis le 1er juillet 2023 ;
- l'attribution de 5 points d'indice majorés à l'ensemble des agents de la fonction publique au 1er janvier 2024 ;

* Des mesures locales avec :
- l'attribution d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle à tous les agents répondant aux critères définis par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023.
- la revalorisation des tickets restaurant de 1€ au 1er juin 2024 décidée par la Commune.

La hausse s'explique enfin également par la progression naturelle des carrières des fonctionnaires au travers du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), phénomène qui contribue à l'évolution à la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons, des promotions de grades ou de la promotion interne.

Ce montant inclut par ailleurs le remboursement des mises à disposition du personnel de la Métropole à la commune pour près de 840 000 €.

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Sont principalement comptabilisées dans ce chapitre les subventions versées aux associations (625 200€), les subventions d'équilibre versées aux budgets du CCAS (1 473 000 €), et à la Caisse des écoles (185 000 €), les participations aux syndicats intercommunaux dans laquelle la commune est membre (511 231 €), les admissions en non-valeur et créances éteintes à la demande du Comptable Public (88 638 €) ainsi que les indemnités versées aux élus, frais de formation et de mission (418 000€).

Depuis 2021, le soutien apporté par la Commune aux actions du Centre Communal d'Action Sociale se renforce d'année en année. En 2024, la Commune a fait le choix d'accroitre une nouvelle fois de façon conséquente (plus de 28% soit 423 000€) sa participation au fonctionnement du CCAS, ce qui a permis la création de deux structures la Maison des Parents et la Maison France Service, ainsi que le développement des actions en lien avec le label Ville Amie des enfants et de soutien à la parentalité.

Les Charges financières (chapitre 66)

Les charges financières s'élèvent à 295 007 €. Il faut toutefois noter que les éléments nécessaires au paiement de la dernière échéance de l'année 2024 ayant été reçu tardivement, cette dernière échéance 2024 a été mandatée début 2025 donc sur les crédits de l'année 2025.
Le montant total réel du remboursement des intérêts de la dette en 2024 est de 400 285€ soit 15,27€ par habitant, correspondant à 1 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ces charges correspondent à des annulations de titres fait en 2022.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement

Contrairement aux opérations réelles qui se traduisent par des encaissements ou des décaissements effectifs et ont un impact sur la trésorerie, les opérations d'ordre budgétaires correspondent à des écritures comptables sans flux financiers réels. Ces mouvements sont neutres car équilibrées en dépenses et en recettes. Elles peuvent être effectuées au sein d'une même section (comptes de stock ou de patrimoine) ou engendrer des transferts entre la section de fonctionnement et celle d'investissement (amortissements en fonctionnement de dépenses ou de recettes d'investissement).

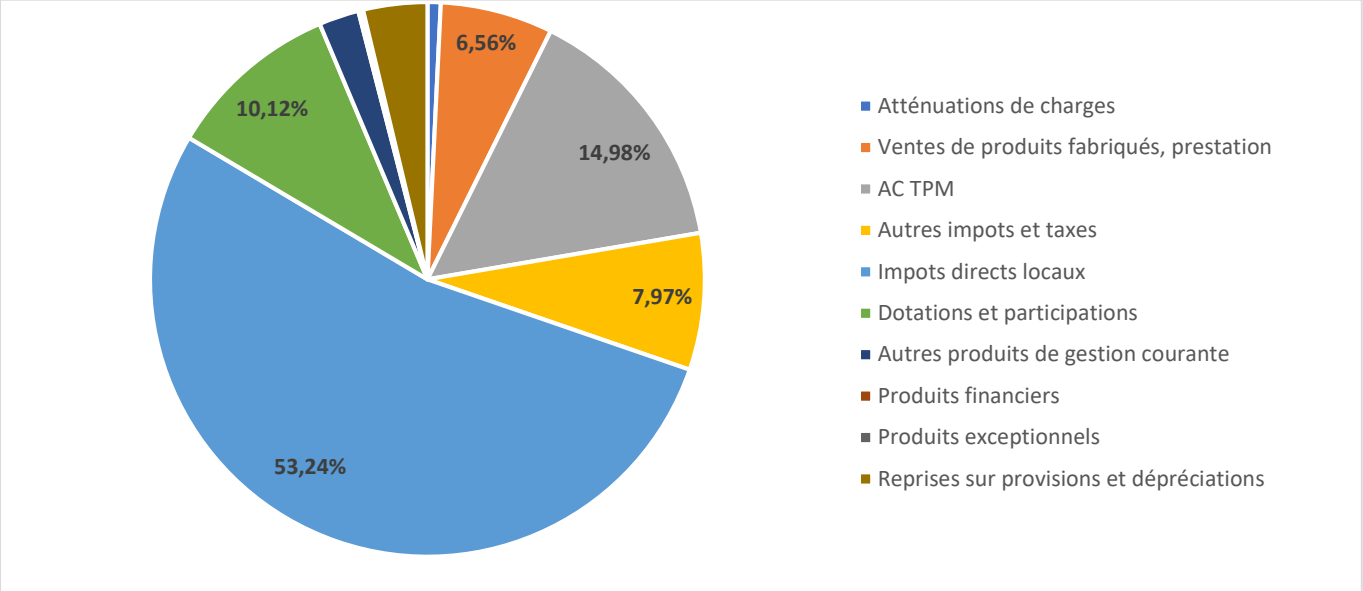
En 2024, la ville a procédé aux dépenses d'ordre suivantes :
> 3 228 621,33 € au titre des dotations aux amortissements, mouvement comptable qui permet de prendre en considération la dévalorisation ou dépréciation des actifs de la collectivité (cette dépense correspond à une recette d'investissement du même montant, elle favorise l'autofinancement et doit permettre le renouvellement des biens et matériels).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

4.2 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap	Chapitre libellé	CFU2023	CFU2024
042	Opérations d'ordre	110 909,91	92 587,00
	Recettes d'ordre	**110 909,91**	**92 587,00**
Chap	**Chapitre libellé**	**CFU 2023**	**CFU2024**
013	Atténuations de charges	353 974,22	372 311,48
70	Ventes de produits fabriqués, prestation	3 438 140,75	3 174 088,57
73	Produits issus de la fiscalité	7 476 780,00	7 858 601,00
731	Fiscalité locale	28 201 280,68	28 989 850,35
74	Subventions d'exploitation	4 692 601,25	4 894 908,35
75	Autres produits de gestion courante	1 325 753,41	1 130 806,76
76	Produits financiers	85 004,70	85 004,70
77	Produits exceptionnels	167 316,61	48 519,75
78	Reprises sur provisions et dépréciations*	205 250,00	1 807 000,00
	Recettes réelles	**45 946 101,62**	**48 361 090,96**
	Recettes réelles hors provisions	**45 740 851,62**	**46 554 090,96**
	Total recettes de fonctionnement	**46 057 011,53**	**48 453 677,96**

En 2024, les recettes réelles de fonctionnement évoluent de 5,26% par rapport à 2023, mais en neutralisant l'effet de la reprise de provision faite en 2024 (chapitre 78) destinée à financer des dépenses d'investissement, l'évolution est de 1,78 % soit inférieure à l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2023 et 2024.



Les principales variations enregistrées sur les différents chapitres sont présentées ci-après.

Produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70)

Les produits des services et du domaine s'établissent à 3 174 088 €, et représentent 6,56 % des recettes réelles de fonctionnement de la Ville. On note une légère diminution par rapport au CFU 2023 principalement liée au fait qu'en 2023, la recette d'eau brute comportée deux années d'exécution (2022 et 2023) alors que celle de 2024 est circonscrit au périmètre de cette année.

Produits issus de la fiscalité (chapitre 73)

Ce chapitre est principalement composé de l'attribution de compensation d'un montant de 7 243 304 € en augmentation de 25 340 € conformément aux termes du Pacte Financier et Fiscal 2022/2026.

Il contient également les recettes du fonds de péréquation des ressources communales : le FPIC est alimenté par des prélèvements sur les ressources des territoires les mieux dotés en recettes fiscales, ces sommes étant ensuite reversées au profit des communes et des intercommunalités dont les ressources sont les moins élevées et les charges les plus importantes. Ce mécanisme traduit donc l'effort de solidarité entre les territoires, en redistribuant entre eux une partie de leur richesse fiscale. Le pacte financier et fiscal 2022/2026 fixe que le partage du FPIC entre la Métropole et ses communes-membres s'établit en fonction du coefficient d'intégration fiscale selon le principe de droit commun. Le montant pour 2024 est de 261 664 €.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Enfin, on retrouve également dans ce chapitre la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) qui constitue une dotation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée obligatoire en vertu de la loi, et destinée à réduire les déséquilibres de ressources et de charges entre les 12 communes-membres. En 2024, la Commune a non seulement perçu la DSC 2024 mais également la DSC 2023 pour un total de 353 633€

Fiscalité locale (chapitre 731)

Les produits issus de la fiscalité locale s'établissent à 28 989 850 €, représentent 59,94 % des recettes réelles de fonctionnement de la Ville et progressent de + 2,80 % en 2024 par rapport à 2023.

- ✓ **Impôts directs locaux (article 73111)**

Principale ressource de la ville et seul élément réellement dynamique, le produit des impôts directs locaux (TFPB- TFPNB-THRS) représente 53,24 % des recettes réelles de fonctionnement. Il a augmenté en 2024 de 1 million d'euros par effet de la revalorisation des bases fiscales décidée par l'Etat de 3.9%.

- ✓ **Les autres impôts et taxes**

Après avoir fortement chuté entre 2023 et 2024 de plus de 27% soit une perte de recette de près de 500 000€, les droits de mutation affichent en 2024 une stabilisation par rapport à 2023 pour s'établir à 1 350 000€.
Les produits perçus au titre de la taxe sur l'électricité et de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) fléchissent pour près de 15%. Pour la TLPE, il a été constaté un accroissement du nombre de liquidation de sociétés.

Dotations et participations (chapitre 74)

Les dotations et participations s'établissent à 4 894 908 € et représentent 10,12 % des recettes réelles de fonctionnement de la Ville, à l'identique de 2023.

On trouve sur ce chapitre :

− les financements perçus de la part de tiers : il s'agit pour l'essentiel de participations de la CAF, de l'Etat mais également de la Métropole (au titre de la politique de la ville et de la cohésion sociale), pour l'activité des centres sociaux, des structures petite enfance et deux ALSH. On peut noter une dynamique de l'aide apportée par la CAF (+5% par rapport à 2023).
− les compensations fiscales (art 7483) en lien avec l'évolution de la fiscalité directe, qui évoluent de 5,24% par rapport à 2023.
− la dotation globale de fonctionnement (DGF) (cumul de la Dotation Forfaitaire et de la Dotation de Solidarité Urbaine) a évolué de 48 613€. Elle représente 52€ par habitant.
- les subventions accordées par le Département pour l'organisation de nos grandes manifestations et la programmation du Théâtre du Rocher pour un montant de 78 900€, et l'Agence Nationale des Sports pour le dispositif savoir nager d'un montant de 8 500 €.
− le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) perçu sur certaines dépenses de fonctionnement (entretien des bâtiments publics et de la voirie, dépenses informatiques dites de « cloud ») pour 18 547 €.

Les autres produits de fonctionnement (chapitres 75-76-77-78)

Les autres recettes perçues au cours de l'exercice concernent :
> les revenus du patrimoine loué dont notamment l'EHPAD le Mas des Sénès, la Résidence Autonomie Marie Curie et les locaux de la Police Nationale
> des produits divers de gestion courante
> des « atténuations de charges » : remboursements de salaires et de charges, indemnités journalières
> des produits financiers – correspond aux intérêts des participations détenues par la commune à la Caisse d'Epargne.
> La cession d'actions de la SPL SAGEP à la CC Provence Verdon
> des produits dit « exceptionnels » liés à l'annulation de mandats sur exercices antérieurs
> la reprise de provisions : ont été repris en 2024 : 1 140 000€ au titre de la provision « Massacan » pour la réalisation des travaux, ainsi que la provision de 667 000€ constituée dans le cadre d'un contentieux « Affaire ZAC Ste Musse », le contentieux étant clos en notre faveur.

Les recettes d'ordre de fonctionnement

Contrairement aux opérations réelles qui se traduisent par des encaissements ou des décaissements effectifs et ont un impact sur la trésorerie, les opérations d'ordre budgétaires correspondent à des écritures comptables sans flux financiers réels. Ces mouvements sont neutres et sont équilibrées en dépenses et en recettes.
Elles peuvent être effectuées au sein d'une même section (comptes de stock ou de patrimoine) ou engendrer des transferts entre la section de fonctionnement et celle d'investissement (amortissements en fonctionnement de dépenses ou de recettes d'investissement).

En 2023, la ville a procédé aux dépenses d'ordre suivantes :
> 92 587 euros au titre de l'amortissement de subventions d'investissement (cette recette correspond à une dépense d'investissement du même montant).

Accusé de réception en préfecture
083-218300029-20250616-DEL250664-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

5. LES EPARGNES

Une fois, les niveaux de dépenses et de recettes de fonctionnement connus, nous pouvons procéder au calcul des soldes d'épargne de la commune.
Aussi, la section de fonctionnement doit permettre de dégager un niveau d'épargne brute suffisant pour permettre la couverture du remboursement du capital des emprunts.
Le solde restant constituant l'épargne nette de la collectivité qui correspond au montant disponible pour le financement des investissements de la Ville.
Pour que la comparaison entre les années soient optimisées, il convient de traiter les données hors affectations ou reprises de provisions.

	2020	2021	2022	2023	2024
Epargne brute	**6 491 071**	**6 609 237**	**7 628 596**	**7 907 055**	**7 931 972**
Taux d'épargne brute	**17%**	**17%**	**18%**	**17%**	**17%**
Epargne nette	**6 139 678**	**6 251 147**	**7 263 593**	**7 534 870**	**7 685 464**

L'épargne brute
L'épargne brute mesure à la fois les marges de manœuvre de la collectivité et sa capacité à investir et à rembourser sa dette.

Taux d'épargne brute
Ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peut être consacrée pour investir ou rembourser la dette, et permet ainsi d'appréhender la performance financière d'une commune, sa solvabilité budgétaire à court et moyen terme.

L'épargne nette
L'épargne nette ou capacité d'autofinancement mesure la capacité d'une collectivité à investir après avoir remboursé ses échéances annuelles de dette.

Les choix de gestion fait par la Commune lui ont permis de préserver ses bons équilibres de gestion et donc de renforcer ses actions au quotidien en faveur de tous les gardéens et de maintenir une capacité d'autofinancement de ses investissements.

La commune étant peu endettée, l'épargne brute reste à un niveau couvrant largement le remboursement de la dette. L'épargne nette est donc proche du montant d'épargne brute.

6. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

6.1 LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap	Chapitre libellé	CFU2023	CFU 2024
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 909,91	92 587,00
041	Opérations patrimoniales	856 356,82	3 222 462,03
	TOTAL Dépenses d'ordre	**967 266,73**	**3 315 049,03**
Chap	**Chapitre libellé**	**CFU2023**	**CFU 2024**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	46 772,84	0,00
13	Subventions d'investissement	40 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	372 834,33	246 651,23
20	Immobilisations incorporelles	675 971,84	373 729,38
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00	1 559 459,00
21	Immobilisations corporelles	9 366 463,29	7 494 389,29
23	Immobilisations en cours	1 923 586,98	6 738 655,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	115 000,00
27	Autres immobilisations financières	810,00	1 324 031,20
4581	Opérations pour le compte de tiers	0,00	18 570,60
	TOTAL Dépenses réelles	**13 985 898,28**	**17 870 486,57**

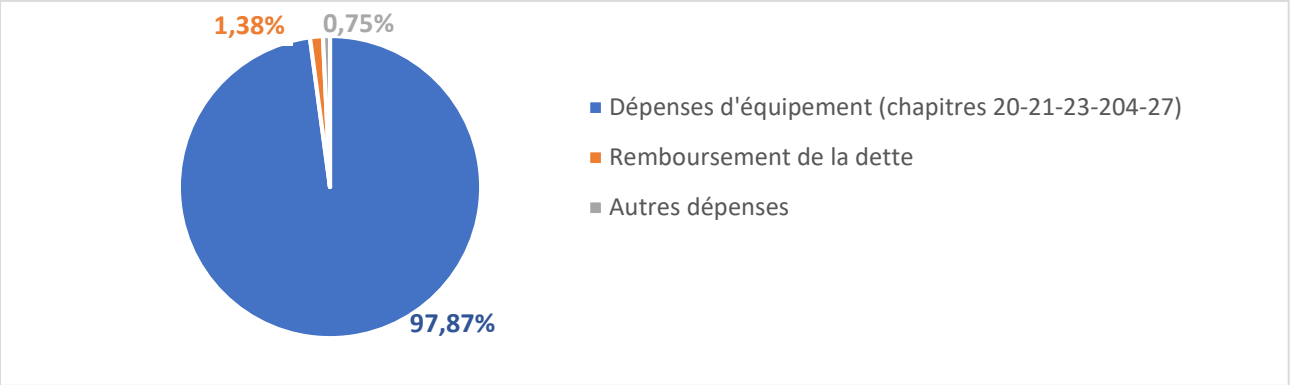
	TOTAL GENERAL	**14 953 165,01**	**21 185 535,60**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Afin de simplifier la présentation, il est possible de classer les dépenses réelles d'investissement en trois catégories :
> Les dépenses d'équipement qui regroupent toutes les dépenses affectant directement le patrimoine de la collectivité (travaux, acquisition, grosse réparation…) ainsi que les subventions d'équipement versées.
> Le remboursement en capital de la dette
> Les autres dépenses qui peuvent regrouper d'éventuels remboursements de dotations ou subventions perçues à tort, des prises de participation, des immobilisations financières (dépôts de caution) et les opérations réalisées pour compte de tiers.

Chapitre libellé	CA 2022	CFU2023	CFU 2024
Dépenses d'équipement (chapitres 20-21-23-204-27)	13 123 391,22	13 525 481,11	17 490 264,74
Remboursement de la dette	365 002,94	372 834,33	246 651,23
Autres dépenses	127 932,00	87 582,84	133 570,60
Total dépenses réelles d'investissement	**13 616 326,16**	**13 985 898,28**	**17 870 486,57**

Répartition des dépenses réelles d'investissement



Les dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement (chapitre 20, 21, 23 et 204) comprennent l'ensemble des dépenses liées à des immobilisations incorporelles (20 – biens immatériels, sans substance physique : études avant travaux, licences, brevets), à des immobilisations corporelles (21 et 23 – actifs physiques : travaux neufs, grosses réparations sur le patrimoine existant, acquisitions de matériel ou mobilier, etc.) ainsi que les subventions versées à des tiers pour réaliser des investissements.
Nous avons fait le choix d'intégrer également le chapitre 27 sur lequel sont imputées les participations aux équipements publics versées au concessionnaire de la concession pour la requalification du cœur de ville.

En 2024, la ville a fortement investi et réalisé des dépenses d'équipement à hauteur de 17,5 millions d'euros, représentant un cout de dépenses par habitants de 668 €.

LES PROGRAMMES PLURIANNUELS

Les principales dépenses sont liées aux grands projets pluriannuels gérés dans le cadre d'AP/CP – Autorisations de Programme/Crédits de paiement - c'est-à-dire d'engagements pluriannuels de crédits permettant de lisser sur plusieurs exercices leurs poids financiers.
D'autres opérations pluriannuelles, au regard de leur montant et de leur durée, ne sont toutefois pas intégrées dans des AP/CP.

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des projets pluriannuels et les montants mandatés en 2024 :

PROGRAMMES PLURIANNUELS 2024		
Désignation travaux	**Réf budget**	**CFU 2024**
Façades des écoles	**PPI 18**	**21 600 €**
Pôle culturel GP - AP/CP	**PPI 53**	**6 546 070 €**
Reconstruction Marie Curie - AP/CP	**PPI 54**	**41 654 €**
Extension cimetière - AP/CP	**PPI 60**	**31 893 €**
Désimperméabilisation des sols	**PPI 61**	**321 317 €**
Eclairage leds dans tous les bâtiments et espaces publics	**PPI 62**	**426 227 €**
Vidéo protection	**PPI 63**	**44 354 €**
Confortement Rocher + mise en lumière	**PPI 67**	**76 467 €**
Extension de la salle de boxe	**PPI 68**	**969 €**
Villa Jeanne	**PPI 69**	**6 780 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 24/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Construction Les Lucioles - AP/CP	**PPI 70**	**1 101 924 €**
Construction école Mignoné - AP/CP	**PPI 71**	**301 830 €**
Confortement falaise Massacan - AP/CP	**PPI 74**	**2 393 399 €**
Photovoltaïque	**PPI 75**	**689 270 €**
Requalification centre-ville - AP/CP	**PPI 77**	**1 571 238 €**
Chapelle Boromée	**PPI 78**	**6 660 €**
Rénovation énergétique	**PPI 79**	**611 978 €**
Réhabilitation de la Médiathèque (Etudes) - AP/CP	**PPI 81**	**41 677 €**
TOTAL PPI		**14 235 307 €**

A noter en particulier en 2024 :
> la réception de la phase 1 de la réhabilitation de la Maison Communale Gérard Philipe
> la réception de la phase 2 des travaux de confortement de la falaise de Massacan
> le démarrage des travaux de requalification du centre-ville secteur Accusano
> le démarrage des travaux de l'Ecolo crèche Les Lucioles

En 2024, la Commune a confirmé son ambition constante en matière d'écologie et d'environnement par :
> l'installation de trois centrales photovoltaïques pour le projet en Autoconsommation Collective
> la réalisation de travaux de désimperméabilisation de la cour de l'Ecole maternelle Elsa Triolet
> par le renforcement de son action en faveur de l'installation de leds (gymnase G Moquet 2, stade de rugby et dojo notamment) et de la rénovation énergétique (pose de brasseurs d'airs dans les dortoirs et réfectoire, remplacement de menuiseries des écoles Lucie Tardivier et Delplace)

Subventions d'équipement versées (chapitre 204)
A ce total PPI doit s'ajouter le montant de l'attribution de compensation versée à la Métropole Toulon Métropole Méditerranée au titre de l'année 2024 et relative à l'exercice par cette dernière des compétences transférées (voirie-déplacement urbain-propreté) sur le territoire gardéen soit 1 559 459,00 €.

LES PROGRAMMES ANNUELS

En plus des programmes pluriannuels, la commune initie chaque année des investissements dits annuels et intégrés dans des programmes annuels (nommés PA). Ils ont pour objet des travaux d'entretien lourds de notre patrimoine bâti ou encore l'achat de matériels pour le bon fonctionnement des services.
Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des mandatements sur les PA 2024.

PROGRAMMES ANNUELS 2024	
PROGRAMME ANNUEL 1 - PA 1	
PROGRAMME ANNUEL DE TRAVAUX - PA1 comprenant notamment les travaux suivants : *Création d'un court de tennis quartier Romain Rolland *Rénovation des installations Eau Chaude Sanitaire vestiaires stade Guy Moquet *Réfection buanderie EHPAD *Façades Maison des Initiatives Sociales La Planquette *Réalisation d'un préau école maternelle Elsa Triolet *Réhabilitation du boulodrome *Installation appareils de fitness Guy Moquet/Tribune Audevard	**1 171 629 €**
EAU BRUTE - PA 8	**34 230 €**
ESPACES VERTS - PA 15	**2 991 €**
MATERIEL ET MOBILIER SERVICES TECHNIQUES - PA4ST	**161 393 €**
ACHAT VEHICULES - PA3	**40 464 €**
MATERIEL & LOGICIELS INFORMATIQUE-RESEAUX-TELEPHONIE - PA5/PA16	**99 324 €**
MATERIEL & MOBILIERS POLE ADMINISTRATION - PA4ADM	**31 131 €**
MATERIEL & MOBILIERS POUR L'EHPAD- PA4EHPAD	**79 970 €**
MATERIEL & MOBILIERS POLE POLITIQUES PUBLIQUES ET RELATIONS PUBLIQUES - PA4PP/PA4RP	**62 581 €**
MATERIEL & MOBILIERS POLE PETITE ENFANCE - PA4PE	**23 037 €**
FLAMME JO 2024	**7 320 €**
TOTAL DES PROGRAMMES ANNUELS	**1 714 069 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218303523-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Impact environnemental des investissements

L'article 191 de la loi de finances du 29 décembre 2023 pour 2024 a instauré l'obligation pour les collectivités et les établissements publics de plus de 3 500 habitants d'établir un état annexé au compte financier unique pour mesurer l'impact du budget en matière de transition écologique.
Cette annexe ne concerne, pour 2024, que 17 comptes de la section d'investissement et ne porte que sur un seul axe d'étude : l'axe 1 « atténuation du changement climatique » qui correspond aux objectifs visés par les politiques d'atténuation du changement climatique dont la réduction des gaz à effet de serre et la création de puits de carbone.

A terme, les 6 axes suivants de la taxonomie européenne constitueront le cadre d'analyse global pour mesurer l'impact des dépenses publiques en matière de transition écologique :

A partir du CFU 2024	A partir du CFU 2027				A partir du CFU 2025
Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5	Axe 6
Lutte contre le changement climatique (« Atténuation climat »)	Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (« Adaptation climat »)	Gestion des ressources en eau (« Eau »)	Transition vers l'économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques (« Déchets »)	Lutte contre les pollutions de l'air et des sols (« Pollutions »)	Préservation de la biodiversité, protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles (« Biodiversité »)

La Ville de La Garde s'est donc pliée à ce nouvel exercice règlementaire de cotation des dépenses d'investissement réalisées en 2024 selon la méthodologie établie par l'I4CE - Institut de l'Économie pour le Climat, et recommandée par le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, sur l'Axe obligatoire, Axe 1 « Atténuation du changement climatique », et les 17 comptes de la section d'investissement obligatoires et en y ajoutant également les comptes 238 et 2764 de façon à pouvoir coter également des dépenses liées au mandat pour la construction du pôle culturel et la réhabilitation de la MCG Philipe ainsi que celles afférentes à la concession pour la requalification du Cœur de ville.

Au terme du travail de cotation, il ressort que seulement 0.2% des 14 millions € de dépenses d'investissement cotées peuvent être considérées comme ayant un impact défavorable sur l'environnement au regard de l'atténuation du changement climatique ; ils correspondent à l'acquisition des deux motos de la Police Municipale à essence.
58,1% des dépenses d'investissement réalisées en 2024 étaient de nature à avoir un impact environnemental favorable au regard de l'atténuation du changement climatique, tandis que pour 41,7% de ces dépenses, l'impact pouvait être considéré comme neutre et ne venant donc pas aggraver la situation existante.

La majorité des dépenses cotées comme neutre correspondent aux petits investissements de réhabilitation/rénovation/réparation relatifs aux bâtiments communaux.

A titre d'exemple, les 4 principaux projets du PPI représentent à eux seuls plus de 65% des dépenses cotées, et ont été côtés de la manière suivante :

	MONTANTS			
PROJETS	TOTAL	DEFAVORABLE	FAVORABLE	NEUTRE
POLE CULTUREL	**6 452 595,10 €**	0,00 €	4 797 447,95 €	1 655 147,15 €
LUCIOLES	**1 101 924,00 €**	0,00 €	906 739,87 €	195 184,13 €
MIGNONE	**301 830,00 €**	0,00 €	244 265,92 €	57 564,08 €
CŒUR DE VILLE	**1 571 238,00 €**	0,00 €	1 571 238,00 €	0,00 €
TOTAL	**9 427 587,10 €**	**0,00 €**	**7 519 691,74 €**	**1 907 895,36 €**
		0%	**80%**	**20%**

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250618-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Le remboursement de la dette (chapitre 16)

Le remboursement de l'annuité de la dette en capital a représenté une dépense de 246 651 €. Il faut toutefois noter que les éléments nécessaires au paiement de la dernière échéance de l'année 2024 ayant été reçu tardivement, cette dernière échéance 2024 a été mandatée début 2025 donc sur les crédits de l'année 2025.

Le montant total réel du remboursement du capital de la dette en 2024 est de 379 623€ soit 14,50€ par habitant.

Les participations et créances rattachées (chapitre 27)

En 2024, la Commune a acquis le nombre d'actions issues de l'augmentation du capital de la SPL SAGEP soit 11 500 actions à la valeur nominale de 10€ représentant une dépense totale de 115 000€.

Les opérations sous mandat (chapitre 4581)

Les avances versées à la SAGEP dans le cadre de l'opération sous mandat de maitrise d'ouvrage déléguée relative à la requalification du centre-ville et remboursées par la Métropole TPM a représentée la somme de 18 570,60 € en 2024. Ce montant se retrouve également en recette d'investissement au chapitre 45.

Les dépenses d'ordre d'investissement

En 2024, la ville a procédé aux dépenses d'ordre suivantes :

> 92 587 € au titre de l'amortissement de subventions d'investissement (cette recette correspond à une recette de fonctionnement du même montant).

> 3 222 462,03 € au titre du transfert des écritures du compte 238 aux comptes de travaux.

Les restes à réaliser

Au compte financier unique 2024 figurent également 1 367 988,34 € de restes à réaliser correspondant à des dépenses d'équipement.

6.2 LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles d'investissement constituées essentiellement de ressources propres (F.C.T.V.A., produits de cessions, excédents de fonctionnement capitalisé…) et de subventions d'investissement s'élèvent à un montant de 9 734 331 €.

Chap	Chapitre libellé	CFU 2023	CFU 2024
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 633 020,38	3 228 621,23
041	Opérations patrimoniales	856 356,82	3 222 462,03
	TOTAL recettes d'ordre	**3 489 377,20**	**6 451 083,26**
Chap	**Chapitre libellé**	**CFU 2023**	**CFU 2024**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 652 780,99	7 639 958,12
13	Subventions d'investissement	1 844 858,49	2 060 613,79
16	Emprunts et dettes assimilées	1 815,80	2 808,20
21	Immobilisations corporelles	262 702,94	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	12 380,40
4582	Opérations pour le compte de tiers	0,00	18 570,60
	TOTAL Recettes réelles	**6 762 158,22**	**9 734 331,11**

TOTAL GENERAL	**10 251 535,42**	**16 185 414,37**

Les ressources propres (chapitre 10)

Le **Fonds de Compensation de la T.V.A. (F.C.T.V.A.)** est le reversement d'une partie de la T.V.A. payée pour des opérations d'investissement. Le montant perçu en 2024 (sur les dépenses de 2022) est de 1 253 436 €.

La **Taxe d'aménagement** est due par les contribuables lors des opérations d'aménagement ou de construction nécessitant une autorisation d'urbanisme. Elle est reversée à hauteur de 50 % par la Métropole à la Ville. En 2024, c'est le produit relatif à l'année 2023 qui a été reversé pour un montant de 212 966,78 €.

En 2024, la Commune a également été bénéficiaire de la taxe Locale d'Equipement pour un montant de 16 617€.

Enfin, il y a eu une **affectation du résultat de 2023** à hauteur de 6 156 937,58€.

Les subventions perçues (chapitre 13)

Le montant total des **subventions d'investissement** perçues en 2024 s'élève à 2 060 613 € réparties comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Etat - Dotation de Soutien à l'Investissement public Local - DSIL	Reconstruction école Séverine Mignoné	118 628,28 €
	Rénovation des bâtiments scolaires	62 283,46 €
	Total Etat DSIL	**180 911,74 €**
ETAT - Fonds verts	Désimperméabilisation de la cour d'école Maurice Delplace	112 171,54 €
	Total Etat Fonds verts	**112 171,54 €**
Agence de l'eau	Désimperméabilisation de la cour d'école Maurice Delplace	80 178,00 €
	Total Agence de l'Eau	**80 178,00 €**
Agence Nationale du sport	Création de deux city stades Berlioz et R. Rolland	118 563,00 €
	Fresque murale sportive JO 2024	2 400,00 €
	Total Agence National du Sport	**120 963,00 €**
CAF	Création Relais Petite Enfance Les Loupiots	80 000,00 €
	Création périscolaire école Paul Langevin	123 784,00 €
	Reconstruction école Séverine Mignoné	113 668,00 €
	Rénovation des menuiseries de l'école Lucie Tardivier	41 777,00 €
	Equipements petite enfance, accueils de loisirs, jeunesse	45 686,80 €
	Total CAF	**404 915,80 €**
Département	Création courts de padel	60 000,00 €
	Reconstruction école Séverine Mignoné	61 442,28 €
	Pôle culturel	73 180,07 €
	Création Relais Petite Enfance Les Loupiots	40 000,00 €
	Extension du cimetière	213 392,00 €
	Construction écolo crèche Les Lucioles	43 414,26 €
	Réhabilitation Gérard Philipe	272 974,12 €
	Total Département	**764 402,73 €**
Région	Confortement de la falaise de Massacan - Phase 1	102 658,00 €
	Création city stade Les Campanules	50 000,00 €
	Réhabilitation cinéma Le Rocher	67 224,00 €
	Total Région	**219 882,00 €**
Métropole TPM	Réhabilitation complexe Guy Moquet	55 000,00 €
	Confortement de la falaise de Massacan - Phase 1	56 188,98 €
	Aide habitat Marie Curie	66 000,00 €
	Total Métropole TPM	**177 188,98 €**

Les autres recettes d'investissement

On retrouve au **chapitre 16**, les cautions perçues dans le cadre de la dotation aux riverains de la rue Raspail de la télécommande nécessaire à l'ouverture de la barrière installée en début de voie (2 808,20€).
On retrouve au **chapitre 23** le reversement par la SPL SAGEP du solde excédentaire du mandat d'études préalables confié dans le cadre du projet de requalification du centre-ville (12 380,40€).
Enfin, on retrouve au **chapitre 4582**, le remboursement de travaux d'office effectués pour compte de tiers, à savoir la métropole TPM dans le cadre du projet de requalification du centre-ville (18 570,60€).

Les restes à réaliser

Au compte financier unique 2024 figurent également 8 682 959,84 € de restes à réaliser comportant uniquement des subventions notifiées par nos partenaires financeurs dont 3,6 millions € du Département.

Les recettes d'ordre de fonctionnement

En 2024, la ville a procédé aux dépenses d'ordre suivantes :
> 3 228 621,23 € au titre des dotations aux amortissements (cette recette correspond à une dépense de fonctionnement du même montant).
> 3 222 462,03 € au titre du transfert des écritures du compte 238 au compte de travaux

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

7. LA DETTE

7.1 SYNTHESE DE LA DETTE AU 31/12/2024

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
9 251 327.29 € soit **353 €/ habitant**	3,54 %	25 ans et 6 mois	14 ans et 5 mois	5

En comparaison, pour les communes de même strate, l'encours de dette, c'est à dire le capital restant dû, est de 990 € par habitant.

7.2 LA STRUCTURE DE LA DETTE

Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette se répartit en 5 contrats, tous classés 1-A, la meilleure notation possible selon la charte de Gissler. La dette est donc sans risque.

Notre endettement est la résultante de notre engagement en faveur des personnes âgées par le financement de la construction de l'EHPAD LE MAS DES SENES, et dernièrement, de notre Résidence Autonomie Marie Curie.

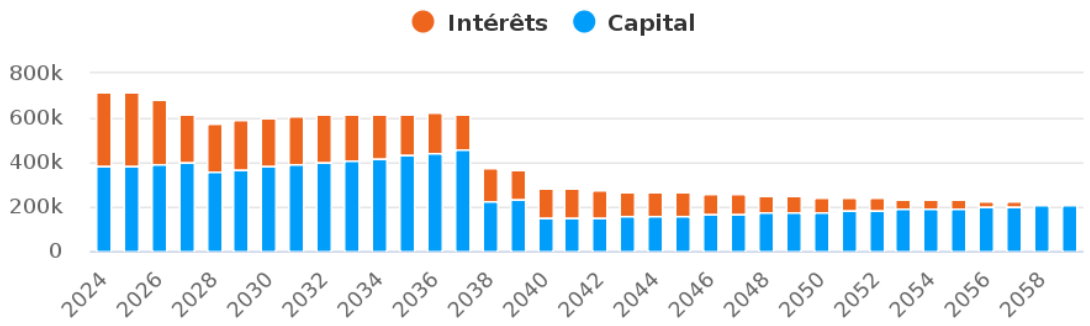
Répartition par prêteur

Prêteur	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Année de réalisation	Montant initial	Risque de taux	CBC
DEXIA CL	2 344 002,06 €	12,92 ans	Taux fixe à 4.25 %	2006	4 000 000,00 €	Fixe	1A
CRAM	131 594,28 €	2,83 ans	Taux fixe à 0 %	2007	877 295,31 €	Fixe	1A
CRAM	19 832,37 €	2,83 ans	Taux fixe à 0 %	2007	132 215,83 €	Fixe	1A
Carsat	1 287 225,00 €	14,83 ans	Taux fixe à 0 %	2017	1 716 317,53 €	Fixe	1A
Crédit Foncier	5 468 673,58 €	34,16 ans	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	2018	6 000 000,00 €	Livret A	1A
Total	**9 251 327,29 €**						

Répartition par type de taux

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	3 782 653.71 €	40,89 %	2,63 %
Variable	0.00 €	0,00 %	0,00 %
Livret A	5 468 673.58 €	59,11 %	4,17 %
Ensemble des risques	**9 251 327.29 €**	**100,00 %**	**3,54 %**

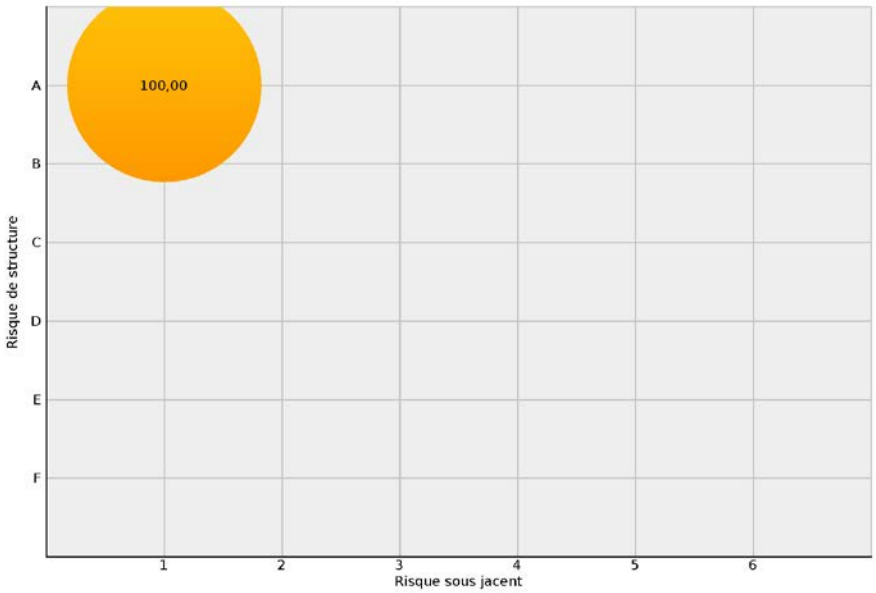
Profil d'extinction de la dette



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible *Taille de la bulle = % du CRD*



Risque élevé

7.3 LES PRINCIPAUX RATIOS

Les ratios obligatoires des communes sont présentés ci-dessous.

		RATIOS CFU 2024 LA GARDE	Moyennes DGCL de la strate* 2023
Ratio 1= Dépenses réelles de fonctionnement / population	€/h	1 474	1348
Ratio 2= Produit des impositions directes / population	€/h	983	777
Ratio 3= Recettes réelles de fonctionnement / population	€/h	1 846	1562
Ratio 4= Dépenses d'équipement brut / population	€/h	668	367
Ratio 5= Encours de la dette / population	€/h	353	990
Ratio 6= Dotation globale de fonctionnement / population	€/h	52	200
Ratio 7= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	%	65	60,5
Ratio 9= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	%	80,4	92,9
Ratio 10= Taux d'équipement = Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	%	36,2	23,5
Ratio 11= Taux d'endettement = Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	%	19,1	63,3

** communes de 20 000 à 50 000 habitants*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE LA GARDE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21830062200014

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE TOULON

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : Budget principal (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 24
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 27
D1 - Dépenses de fonctionnement 28
D2 - Recettes de fonctionnement 34

III - Etats financiers

A - Bilan 38
B - Compte de résultat 42
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 45
D - Balance des comptes 46

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 74
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 76
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 78

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 81
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 82
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 87
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 89
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 90
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 92
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 93
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 94
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 95
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 96
B3 - Etat des provisions 98
B4 - Etat des charges transférées 100
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 101
B6 - Prêts 102
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 103
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 104
B7.3 - Etat des emprunts garantis 105
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 109
B7.5 - Etat des contrats de crédit bail 110
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 111
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 112
B7.8 - Autres engagements donnés 113

Accusé de réception en préfecture
083-218900022-20250616-DE260604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

B7.9 - Autres engagements reçus 114
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 115
B9 - Etat du personnel 121
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 126
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 128
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 129

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 130
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 132
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 133
C2.1 - Situation des AP 135
C2.2 - Situation des AE 136
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 137
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 141

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 145
D2 - Gestion des fonds européens 146
D3 - Actions de formation des élus 147
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 149
D5 - Identification des flux croisés 150
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 151
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 152
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 154
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 155
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 156
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 157
E - État des Contrôles du Compte Financier 158

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 159

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	26197

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1366.09

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1474.30
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1846.05
3	Dépenses d'équipement brut / population	667.64
4	Encours de dette / population (2)(3)	353.14
5	DGF / population	51.81
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	64,97 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	80,37 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	20.14%
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	19.63%
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	19.13%
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	0.95

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	41 881 078,55	48 283 455,99	90 164 534,54
	Recettes réalisées (1)	B	16 185 414,37	48 453 677,96	64 639 092,33
	Restes à réaliser	C	8 682 959,84	0,00	8 682 959,84
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	29 322 898,55	58 758 367,07	88 081 265,62
	Dépenses réalisées (1)	E	21 185 535,60	41 850 740,20	63 036 275,80
	Restes à réaliser	F	1 367 988,34	0,00	1 367 988,34
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-5 000 121,23	6 602 937,76	1 602 816,53
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-12 558 180,00	10 474 911,08	-2 083 268,92
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-17 558 301,23	17 077 848,84	-480 452,39
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	7 314 971,50	0,00	7 314 971,50
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-10 243 329,73	17 077 848,84	6 834 519,11

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-12 558 180,00	0,00	-5 000 121,23	0,00	-17 558 301,23
Fonctionnement	16 631 848,66	6 156 937,58	6 602 937,76	0,00	17 077 848,84
TOTAL I	**4 073 668,66**	**6 156 937,58**	**1 602 816,53**	**0,00**	**-480 452,39**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
03601-CIMETIERE LA GARDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-342 892,05	0,00	-342 892,05
Fonctionnement	-0,04	0,00	0,04	0,00	0,00
Sous-Total	-0,04	0,00	-342 892,01	0,00	-342 892,05
TOTAL III	**-0,04**	**0,00**	**-342 892,01**	**0,00**	**-342 892,05**
TOTAL I + II + III	**4 073 668,62**	**6 156 937,58**	**1 259 924,52**	**0,00**	**-823 344,44**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte d'Ingérierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes... SICTIAM	21/04/2021	Contributions - sans fiscalité propre	5 925,00
EPCI			
SI pour la préservation, l'aménagement et la gestion des anciennes mines dites de Cap Garonne	27/02/1981	Contributions - sans fiscalité propre	49 408,06
SI pour le maintien des sports de glace	17/12/1984	Contributions - sans fiscalité propre	186 750,00
SI pour la réalisation et la promotion d'un centre public d'initiation... - SI Golf de Valgarde	29/03/1991	Contributions - sans fiscalité propre	248 400,00
TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE	19/12/2001	Fiscalité propre	0,00
SI de restauration collective LA GARDE LE PRADET LA VALETTE - SIRC	12/04/2021	Contributions - sans fiscalité propre	26 702,05
Autres organismes de regroupement			
Syndicat des communes du littoral Varois	17/01/1941	Contribution fixée à 0.06?/hab pour les communes sup à 20 000hab - sans fiscalité propre	1 571,82
SI de lutte contre l'incendie de l'agglomeration toulonnaise - SILIAT	27/10/1970	Fiscalité propre	0,00
Mission locale du Coudon au Gapeau	25/09/1992	Contributions - sans fiscalité propre	47 154,60

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS — B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	01/01/1982		SPA	non
Régie personnalisée	Caisse des écoles	16/07/1984		SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Cimetière	01/01/2023	09/01/2023	21830062200279	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	1 367 988,34
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		121 806,86
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		5 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)		1 241 181,48
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 8 682 959,84
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	8 682 959,84
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	1 653,92
Autres immobilisations incorporelles	1 202,35
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	42 063,31
Constructions	188 985,24
Réseaux et installations de voirie	681,42
Réseaux divers	2 715,41
Installations techniques, agencements et matériel	1 143,21
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	10 249,43
Immobilisations corporelles en cours	**10 731,19**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**81 018,27**
Immobilisations financières (nettes)	**10 614,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**351 057,74**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	8 403,23
Charges constatées d'avance	40,95
Trésorerie	3 683,07
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**12 127,25**
Comptes de régularisation (III)	295,61
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**363 480,59**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	122 932,84
Neutralisations et régularisations	-306,64
Réserves	185 142,35
Report à nouveau	10 474,91
Résultat de l'exercice	6 602,94
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	16 287,81
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**341 134,21**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**8 147,30**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	8 144,86
Dettes financières et autres emprunts	1 497,28
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**9 642,15**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 464,80
Autres dettes non financières	1 874,75
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**4 339,54**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**22 128,99**
Comptes de régularisation (III)	217,39
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**363 480,59**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	1 375,83	1 364,93
Participations	2 687,82	2 544,43
Compensations, autres attributions et autres participations	831,26	783,24
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	36 848,45	35 678,06
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	3 174,09	3 438,14
Produits des cessions d'actifs	23,63	162,19
Autres produits de gestion	1 155,70	1 330,88
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 807,00	205,25
Reprises du financement rattaché à un actif	92,59	110,91
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**47 996,36**	**45 618,03**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	10 271,73	10 566,63
Charges de personnel	23 440,45	22 435,47
Indemnités des élus (et membres du CESR)	398,47	384,69
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	447,14	725,12
Impôts et taxes	482,91	459,64
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	3 205,00	2 695,13
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	19,12	151,11
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	4,50	11,08
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**38 269,32**	**37 428,87**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	2 402,87	2 135,90
Autres charges	511,23	465,56
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**2 914,10**	**2 601,46**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**6 812,94**	**5 587,70**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**85,00**	**85,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**295,01**	**306,82**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-210,00**	**-221,81**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**6 602,94**	**5 365,89**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		49,80	3,10	25 100 737,00	4,73
TFPNB		74,48	0,00	75 742,00	4,45
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		17,45	0,00	565 868,00	-3,24
TOTAL				**25 742 347,00**	**4,54**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	755 384,92	373 729,38	49,48	121 806,86
204	Subventions d'équipement versées (6)	1 630 459,00	1 559 459,00	95,65	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	10 975 015,72	7 494 389,29	68,29	1 241 181,48
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 088 527,91	6 738 655,87	66,80	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**23 449 387,55**	**16 166 233,54**	**68,94**	**1 367 988,34**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	384 052,92	246 651,23	64,22	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	115 000,00	115 000,00	100,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 615 649,19	1 324 031,20	81,95	0,00
Total des dépenses financières		**2 114 702,11**	**1 685 682,43**	**79,71**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	18 570,60	18 570,60	100,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 582 660,26**	**17 870 486,57**	**69,85**	**1 367 988,34**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*113 229,74*	*92 587,00*	*81,77*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*3 627 008,55*	*3 222 462,03*	*88,85*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**3 740 238,29**	**3 315 049,03**	**88,63**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**29 322 898,55**	**21 185 535,60**	**72,25**	**1 367 988,34**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**12 558 180,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**41 881 078,55**	**21 185 535,60**		**1 367 988,34**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	12 648 971,29	2 060 613,79	16,29	8 682 959,84
16	Emprunts et dettes assimilées	4 232,40	2 808,20	66,35	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	12 380,40	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 410 374,34	7 639 958,12	103,10	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	18 570,60	18 570,60	100,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**20 082 148,63**	**9 734 331,11**	**48,47**	**8 682 959,84**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*14 956 921,37*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*3 215 000,00*	*3 228 621,23*	*100,42*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*3 627 008,55*	*3 222 462,03*	*88,85*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**21 798 929,92**	**6 451 083,26**	**29,59**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**41 881 078,55**	**16 185 414,37**	**38,65**	**8 682 959,84**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**41 881 078,55**	**16 185 414,37**		**8 682 959,84**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	10 770 160,10	8 481 302,47	993 809,60	9 475 112,07	87,98	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	25 550 000,00	23 439 482,67	1 652 801,11	25 092 283,78	98,21	0,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 907 726,80	3 733 607,51	6 200,00	3 739 807,51	95,70	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**40 232 886,90**	**35 654 392,65**	**2 652 810,71**	**38 307 203,36**	**95,21**	**0,00**
66	Charges financières	333 458,80	95 934,65	199 073,07	295 007,72	88,47	0,00
67	Charges spécifiques	20 100,00	19 907,89	0,00	19 907,89	99,04	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**40 586 445,70**	**35 770 235,19**	**2 851 883,78**	**38 622 118,97**	**95,16**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*14 956 921,37*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*3 215 000,00*	*3 228 621,23*	*0,00*	*3 228 621,23*	*100,42*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**18 171 921,37**	**3 228 621,23**	**0,00**	**3 228 621,23**	**17,77**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**58 758 367,07**	**38 998 856,42**	**2 851 883,78**	**41 850 740,20**	**71,23**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**58 758 367,07**	**38 998 856,42**	**2 851 883,78**	**41 850 740,20**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	325 300,00	368 921,84	3 389,64	372 311,48	114,45	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 128 780,00	2 680 591,32	493 497,25	3 174 088,57	101,45	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 668 304,00	7 858 601,00	0,00	7 858 601,00	102,48	0,00
731	Fiscalité locale	28 319 580,00	28 985 126,30	4 724,05	28 989 850,35	102,37	0,00
74	Dotations et participations	4 298 465,25	4 894 908,35	0,00	4 894 908,35	113,88	0,00
75	Autres produits de gestion courante	902 797,00	1 130 606,76	200,00	1 130 806,76	125,26	0,00
Total des recettes de gestion des services		**44 643 226,25**	**45 918 755,57**	**501 810,94**	**46 420 566,51**	**103,98**	**0,00**
76	Produits financiers	20 000,00	85 004,70	0,00	85 004,70	425,02	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	48 519,75	0,00	48 519,75	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	3 507 000,00	1 807 000,00	0,00	1 807 000,00	51,53	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**48 170 226,25**	**47 859 280,02**	**501 810,94**	**48 361 090,96**	**100,40**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*113 229,74*	*92 587,00*	*0,00*	*92 587,00*	*81,77*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**113 229,74**	**92 587,00**	**0,00**	**92 587,00**	**81,77**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**48 283 455,99**	**47 951 867,02**	**501 810,94**	**48 453 677,96**	**100,35**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**10 474 911,08**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**58 758 367,07**	**47 951 867,02**	**501 810,94**	**48 453 677,96**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	361 000,02	10 897,20	350 102,82	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	23 626,56	0,00	23 626,56	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	755 384,92	384 626,58	10 897,20	373 729,38	381 655,54
2046	Attributions de compensation d'investissement	0,00	1 559 459,00	0,00	1 559 459,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	1 630 459,00	1 559 459,00	0,00	1 559 459,00	71 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	1 713,35	0,00	1 713,35	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 586 619,63	0,00	2 586 619,63	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	63 880,62	0,00	63 880,62	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	1 520 810,82	39 705,77	1 481 105,05	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	265 659,47	0,00	265 659,47	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	745 885,11	0,00	745 885,11	0,00
21316	Équipements du cimetière	0,00	34 263,92	0,00	34 263,92	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	1 634 624,34	0,00	1 634 624,34	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	8 589,31	0,00	8 589,31	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	39 225,00	6 820,00	32 405,00	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	94 958,39	0,00	94 958,39	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	3 780,00	0,00	3 780,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	7 716,80	0,00	7 716,80	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	67 723,59	27 259,84	40 463,75	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	61 120,79	0,00	61 120,79	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	93 870,66	0,00	93 870,66	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	29 803,08	0,00	29 803,08	0,00
2188	Autres	0,00	308 571,46	641,44	307 930,02	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	10 975 015,72	7 568 816,34	74 427,05	7 494 389,29	3 480 626,43

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	107 177,84	0,00	107 177,84	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	6 631 478,03	0,00	6 631 478,03	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 088 527,91	6 738 655,87	0,00	6 738 655,87	3 349 872,04
Total des dépenses d'équipement		**23 449 387,55**	**16 251 557,79**	**85 324,25**	**16 166 233,54**	**7 283 154,01**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	110 217,68	0,00	110 217,68	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	143,00	0,00	143,00	0,00
16818	Autres prêteurs	0,00	136 290,55	0,00	136 290,55	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	384 052,92	246 651,23	0,00	246 651,23	137 401,69
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	115 000,00	0,00	115 000,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	115 000,00	115 000,00	0,00	115 000,00	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	1 386 388,20	62 357,00	1 324 031,20	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	1 615 649,19	1 386 388,20	62 357,00	1 324 031,20	291 617,99
Total des dépenses financières		**2 114 702,11**	**1 748 039,43**	**62 357,00**	**1 685 682,43**	**429 019,68**
4581077	Opération pour compte tiers n° 4581077	18 570,60	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	18 570,60	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 582 660,26**	**18 018 167,82**	**147 681,25**	**17 870 486,57**	**7 712 173,69**
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*10 300,00*	*0,00*	*10 300,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
13912	*Régions*	*0,00*	*2 700,00*	*0,00*	*2 700,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*13 251,00*	*0,00*	*13 251,00*	*0,00*
13935	*Amendes de radars automatiques et amendes de police*	*0,00*	*66 336,00*	*0,00*	*66 336,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*113 229,74*	*92 587,00*	*0,00*	*92 587,00*	*20 642,74*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*425 528,46*	*0,00*	*425 528,46*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*547 124,53*	*0,00*	*547 124,53*	*0,00*
21313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*0,00*	*26 943,42*	*0,00*	*26 943,42*	*0,00*
21314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*12 000,00*	*0,00*	*12 000,00*	*0,00*
21316	*Équipements du cimetière*	*0,00*	*159 275,19*	*0,00*	*159 275,19*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*257 059,91*	*0,00*	*257 059,91*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*9 978,00*	*0,00*	*9 978,00*	*0,00*
21538	*Autres réseaux*	*0,00*	*6 408,00*	*0,00*	*6 408,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*1 778 144,52*	*0,00*	*1 778 144,52*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*3 627 008,55*	*3 222 462,03*	*0,00*	*3 222 462,03*	*404 546,52*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***3 740 238,29***	***3 315 049,03***	***0,00***	***3 315 049,03***	***425 189,26***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**29 322 898,55**	**21 333 216,85**	**147 681,25**	**21 185 535,60**	**8 137 362,95**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**12 558 180,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**41 881 078,55**	**21 333 216,85**	**147 681,25**	**21 185 535,60**	**20 695 542,95**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00
1318	Autres	0,00	17 923,07	0,00	17 923,07	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	310 912,54	0,00	310 912,54	0,00
1322	Régions	0,00	219 882,00	0,00	219 882,00	0,00
1323	Départements	0,00	826 686,19	62 283,46	764 402,73	0,00
13251	GFP de rattachement	0,00	177 188,98	0,00	177 188,98	0,00
1328	Autres	0,00	386 992,73	0,00	386 992,73	0,00
13462	Dotation de soutien à l'investissement local	0,00	180 911,74	0,00	180 911,74	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	12 648 971,29	2 122 897,25	62 283,46	2 060 613,79	10 588 357,50
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 832,80	24,60	2 808,20	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 232,40	2 832,80	24,60	2 808,20	1 424,20
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	12 380,40	0,00	12 380,40	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	12 380,40	0,00	12 380,40	-12 380,40
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 253 436,76	0,00	1 253 436,76	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	229 583,78	0,00	229 583,78	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	6 156 937,58	0,00	6 156 937,58	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	7 410 374,34	7 639 958,12	0,00	7 639 958,12	-229 583,78
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-23 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582077	Opération pour compte tiers n° 4582077	18 570,60	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	18 570,60	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**20 058 523,63**	**9 796 639,17**	**62 308,06**	**9 734 331,11**	**10 324 192,52**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*14 956 921,37*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*4 502,00*	*0,00*	*4 502,00*	*0,00*
261	*Titres de participation*	*0,00*	*19 123,00*	*0,00*	*19 123,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*5 292,00*	*0,00*	*5 292,00*	*0,00*
2804182	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*15 918,00*	*0,00*	*15 918,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*135 716,00*	*0,00*	*135 716,00*	*0,00*
28046	*Attributions de compensation d'investissement*	*0,00*	*1 425 172,00*	*0,00*	*1 425 172,00*	*0,00*
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*88 658,68*	*0,00*	*88 658,68*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*13 069,55*	*0,00*	*13 069,55*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*356 364,00*	*0,00*	*356 364,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*122,00*	*0,00*	*122,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*151,00*	*0,00*	*151,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*346,00*	*0,00*	*346,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*1 509,00*	*0,00*	*1 509,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*402,00*	*402,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*72 593,00*	*0,00*	*72 593,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*100 889,56*	*0,00*	*100 889,56*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*684,00*	*0,00*	*684,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*252 132,28*	*0,00*	*252 132,28*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL25_016_DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*8 267,00*	*0,00*	*8 267,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*221 782,14*	*0,00*	*221 782,14*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*6 815,36*	*0,00*	*6 815,36*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*499 514,66*	*0,00*	*499 514,66*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*3 238 625,00*	*3 229 023,23*	*402,00*	*3 228 621,23*	*10 003,77*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*1 178 990,12*	*0,00*	*1 178 990,12*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*2 043 471,91*	*0,00*	*2 043 471,91*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*3 627 008,55*	*3 222 462,03*	*0,00*	*3 222 462,03*	*404 546,52*
Total des recettes d'ordre en investissement		***21 822 554,92***	***6 451 485,26***	***402,00***	***6 451 083,26***	***15 371 471,66***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**41 881 078,55**	**16 248 124,43**	**62 710,06**	**16 185 414,37**	**25 695 664,18**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**41 881 078,55**	**16 248 124,43**	**62 710,06**	**16 185 414,37**	**25 695 664,18**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	1 882 478,49	17 708,65	1 864 769,84	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	616 666,62	73 592,35	543 074,27	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 063 748,74	39 308,73	1 024 440,01	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	429 138,65	27 974,31	401 164,34	0,00
60621	Combustibles	0,00	1 674,02	0,00	1 674,02	0,00
60622	Carburants	0,00	158 109,89	0,00	158 109,89	0,00
60623	Alimentation	0,00	86 035,72	2 063,93	83 971,79	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	34 567,20	0,00	34 567,20	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	355 576,29	26 538,55	329 037,74	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	114 436,28	2 913,36	111 522,92	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	126 660,31	11 686,62	114 973,69	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	27,00	27,00	0,00	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	50 677,63	11 800,70	38 876,93	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	39 892,35	261,31	39 631,04	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	75 767,64	40,00	75 727,64	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	8 586,52	379,95	8 206,57	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	253,20	0,00	253,20	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	11 682,00	0,00	11 682,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	45 819,23	890,00	44 929,23	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	366 355,89	47 712,46	318 643,43	0,00
61358	Autres	0,00	162 376,04	18 948,59	143 427,45	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	37 800,00	300,00	37 500,00	0,00
61521	Terrains	0,00	2 076,00	0,00	2 076,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	115 914,67	5 698,96	110 215,71	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
615228	Autres bâtiments	0,00	287 951,82	38 776,06	249 175,76	0,00
615231	Voiries	0,00	2 347,12	0,00	2 347,12	0,00
615232	Réseaux	0,00	628,62	0,00	628,62	0,00
61524	Bois et forêts	0,00	83 072,45	18 899,65	64 172,80	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	50 026,35	1 365,31	48 661,04	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	45 469,74	349,86	45 119,88	0,00
6156	Maintenance	0,00	528 991,84	59 976,50	469 015,34	0,00
6161	Multirisques	0,00	3 261,09	0,00	3 261,09	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	60 017,88	30 017,88	30 000,00	0,00
6168	Autres	0,00	180 684,22	0,00	180 684,22	0,00
617	Études et recherches	0,00	9 628,50	492,00	9 136,50	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	40 538,75	1 154,90	39 383,85	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	91 190,36	8 715,00	82 475,36	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	2 190,00	0,00	2 190,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	672 629,25	68 313,26	604 315,99	0,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	48 920,31	4 663,76	44 256,55	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	206 085,44	2 753,25	203 332,19	0,00
6228	Divers	0,00	649,63	601,50	48,13	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	158 457,36	993,00	157 464,36	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	656 573,64	25 423,07	631 150,57	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	180 468,73	5 311,73	175 157,00	0,00
6238	Divers	0,00	1 403,96	0,00	1 403,96	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	38 920,94	1 214,18	37 706,76	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	96 767,94	37 843,47	58 924,47	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6262	Frais de télécommunications	0,00	45 205,23	4 448,95	40 756,28	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	8 715,12	1 534,44	7 180,68	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	42 241,75	490,00	41 751,75	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	342 084,31	1 164,64	340 919,67	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	41 438,20	4 885,96	36 552,24	0,00
6288	Autres	0,00	317 254,10	12 823,93	304 430,17	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	13 135,00	0,00	13 135,00	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	4 899,81	0,00	4 899,81	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	10 770 160,10	10 095 169,84	620 057,77	9 475 112,07	1 295 048,03
6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	0,00	2 395 812,55	1 559 588,53	836 224,02	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	23 430,51	0,00	23 430,51	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	233 297,82	0,00	233 297,82	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	66 657,03	0,00	66 657,03	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	119 915,44	0,00	119 915,44	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	9 141 693,76	0,00	9 141 693,76	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	339 435,80	0,00	339 435,80	0,00
64113	NBI	0,00	116 600,33	0,00	116 600,33	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	2 307 519,16	0,00	2 307 519,16	0,00
64131	Rémunérations	0,00	5 046 493,79	0,00	5 046 493,79	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	151 878,75	0,00	151 878,75	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 466 482,19	0,00	2 466 482,19	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	3 204 201,71	12 801,11	3 191 400,60	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	182 214,92	0,00	182 214,92	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL2025
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	51 998,00	0,00	51 998,00	0,00
64731	Versées directement	0,00	2 773,55	0,00	2 773,55	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	81 753,69	1 245,60	80 508,09	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	733 760,02	0,00	733 760,02	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	25 550 000,00	26 665 919,02	1 573 635,24	25 092 283,78	457 716,22
total chapitre 014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	7 380,61	0,00	7 380,61	0,00
6525	Frais d'inhumation	0,00	1 213,00	0,00	1 213,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	310 131,10	0,00	310 131,10	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	3 157,93	0,00	3 157,93	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	19 495,34	0,00	19 495,34	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	30 697,79	0,00	30 697,79	0,00
65315	Formation	0,00	14 411,00	0,00	14 411,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	19 999,92	0,00	19 999,92	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat	0,00	574,50	0,00	574,50	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	64 944,74	0,00	64 944,74	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	23 693,74	0,00	23 693,74	0,00
65568	Autres contributions	0,00	512 831,93	1 600,00	511 231,93	0,00
657351	GFP de rattachement	0,00	2 263,18	2 263,18	0,00	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	1 473 000,00	0,00	1 473 000,00	0,00
657364	Caisse des écoles	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00	0,00
65741	Ménages	0,00	2 780,00	1 212,00	1 568,00	0,00
65743	Fermiers et concessionnaires	0,00	62 357,00	0,00	62 357,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250064-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	672 354,20	0,00	672 354,20	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	63 427,52	8 640,82	54 786,70	0,00
65818	Autres	0,00	19 913,94	0,00	19 913,94	0,00
65888	Autres	0,00	264 752,27	856,20	263 896,07	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	3 907 726,80	3 754 379,71	14 572,20	3 739 807,51	167 919,29
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**40 232 886,90**	**40 515 468,57**	**2 208 265,21**	**38 307 203,36**	**1 925 683,54**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	229 292,40	0,00	229 292,40	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	199 073,07	133 357,75	65 715,32	0,00
total chapitre 66	Charges financières	333 458,80	428 365,47	133 357,75	295 007,72	38 451,08
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	19 907,89	0,00	19 907,89	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	20 100,00	19 907,89	0,00	19 907,89	192,11
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**40 586 445,70**	**40 963 741,93**	**2 341 622,96**	**38 622 118,97**	**1 964 326,73**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*14 956 921,37*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*19 123,00*	*0,00*	*19 123,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*4 502,00*	*0,00*	*4 502,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*3 205 398,23*	*402,00*	*3 204 996,23*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*3 238 625,00*	*3 229 023,23*	*402,00*	*3 228 621,23*	*10 003,77*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***18 195 546,37***	***3 229 023,23***	***402,00***	***3 228 621,23***	***14 966 925,14***

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**58 781 992,07**	**44 192 765,16**	**2 342 024,96**	**41 850 740,20**	**16 931 251,87**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**58 781 992,07**	**44 192 765,16**	**2 342 024,96**	**41 850 740,20**	**16 931 251,87**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	20 328,94	0,00	20 328,94	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	0,00	6 668,07	3 389,64	3 278,43	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	349 383,61	679,50	348 704,11	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	325 300,00	376 380,62	4 069,14	372 311,48	-47 011,48
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7011	Ventes d'eau	0,00	165 407,47	27 279,54	138 127,93	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	52 403,00	6 675,00	45 728,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	64 524,60	208,68	64 315,92	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	67 030,64	0,00	67 030,64	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	85 762,80	0,00	85 762,80	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	46 525,38	7 374,50	39 150,88	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	79 016,10	0,00	79 016,10	0,00
7066	Redevances et droits des services à caractère social	0,00	1 268 257,28	155 180,60	1 113 076,68	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	1 413 544,50	384 596,68	1 028 947,82	0,00
706888	Autres	0,00	18 652,60	230,64	18 421,96	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	4 582,40	338,00	4 244,40	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	5 691,66	251,27	5 440,39	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	493 001,30	293 704,32	199 296,98	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	66 874,71	8 341,71	58 533,00	0,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	400 753,32	182 509,57	218 243,75	0,00
70878	par des tiers	0,00	13 906,32	5 155,00	8 751,32	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 128 780,00	4 245 934,08	1 071 845,51	3 174 088,57	-45 308,57

Accusé de réception en préfecture
003-210300632-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73211	Attribution de compensation	0,00	7 243 304,00	0,00	7 243 304,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	353 633,00	0,00	353 633,00	0,00
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	261 664,00	0,00	261 664,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 668 304,00	7 858 601,00	0,00	7 858 601,00	-190 297,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	25 756 394,55	6 722,20	25 749 672,35	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	20 779,00	0,00	20 779,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	1 345 715,00	0,00	1 345 715,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	12 296,00	0,00	12 296,00	0,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	0,00	97,42	0,00	97,42	0,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	652 282,29	0,00	652 282,29	0,00
73154	Droits de place	0,00	197 049,72	3 691,05	193 358,67	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	1 041 274,92	25 625,30	1 015 649,62	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	28 319 580,00	29 025 888,90	36 038,55	28 989 850,35	-670 270,35
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	468 188,00	0,00	468 188,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	889 090,00	0,00	889 090,00	0,00
744	FCTVA	0,00	18 547,73	0,00	18 547,73	0,00
74718	Autres	0,00	25 229,94	0,00	25 229,94	0,00
7472	Régions	0,00	2 370,00	0,00	2 370,00	0,00
7473	Départements	0,00	104 400,00	25 500,00	78 900,00	0,00
747888	Autres	0,00	2 589 322,04	8 000,00	2 581 322,04	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	760 847,00	0,00	760 847,00	0,00
748372	Dotation politique de la ville (DPV)	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	4 907,00	0,00	4 907,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
003-210300632-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	41 141,00	0,00	41 141,00	0,00
74888	Autres	0,00	23 365,64	0,00	23 365,64	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	4 298 465,25	4 928 408,35	33 500,00	4 894 908,35	-596 443,10
752	Revenus des immeubles	0,00	853 687,74	0,00	853 687,74	0,00
75811	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	0,00	3 006,38	0,00	3 006,38	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	65,11	0,00	65,11	0,00
75888	Autres	0,00	274 679,03	631,50	274 047,53	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	902 797,00	1 131 438,26	631,50	1 130 806,76	-228 009,76
Total des recettes de gestion des services		**44 643 226,25**	**47 566 651,21**	**1 146 084,70**	**46 420 566,51**	**-1 777 340,26**
761	Produits de participations	0,00	85 004,70	0,00	85 004,70	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	20 000,00	85 004,70	0,00	85 004,70	-65 004,70
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	24 894,75	0,00	24 894,75	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	23 625,00	0,00	23 625,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	23 625,00	48 519,75	0,00	48 519,75	-24 894,75
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	1 807 000,00	0,00	1 807 000,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	3 507 000,00	1 807 000,00	0,00	1 807 000,00	1 700 000,00
Total des recettes réelles et mixtes		**48 193 851,25**	**49 507 175,66**	**1 146 084,70**	**48 361 090,96**	**-167 239,71**
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*92 587,00*	*0,00*	*92 587,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*113 229,74*	*92 587,00*	*0,00*	*92 587,00*	*20 642,74*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***113 229,74***	***92 587,00***	***0,00***	***92 587,00***	***20 642,74***

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		48 307 080,99	49 599 762,66	1 146 084,70	48 453 677,96	-146 596,97
002 Résultat de fonctionnement reporté		10 474 911,08	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		58 781 992,07	49 599 762,66	1 146 084,70	48 453 677,96	10 328 314,11

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		3 998 506,00	2 344 586,42	1 653 919,58	1 671 266,58
Autres immobilisations incorporelles		2 962 961,25	1 760 614,04	1 202 347,21	2 101 558,63
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		42 850 325,61	787 018,07	42 063 307,54	40 034 996,08
Constructions		188 985 236,00	0,00	188 985 236,00	183 903 774,56
Réseaux et installations de voirie		681 424,80	0,00	681 424,80	40 059 558,34
Réseaux divers		2 717 648,12	2 242,00	2 715 406,12	8 288 886,86
Installations techniques, agencements et matériel		1 720 620,56	577 412,34	1 143 208,22	1 722 406,03
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		26 116 448,32	15 867 020,57	10 249 427,75	11 550 383,37
Immobilisations corporelles en cours		10 731 192,43	0,00	10 731 192,43	4 270 244,35
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		81 018 270,77	0,00	81 018 270,77	31 761 258,60
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		10 613 997,26	0,00	10 613 997,26	9 194 089,06
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**372 396 631,12**	**21 338 893,44**	**351 057 737,68**	**334 558 422,46**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		2 504 058,56	0,00	2 504 058,56	2 941 681,78
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 372 673,51	0,00	1 372 673,51	2 829 970,52
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		4 644 923,57	137 000,00	4 507 923,57	5 144 895,41
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		40 945,57	0,00	40 945,57	0,00

Acte certifié exécutoire
093-219300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**8 581 171,81**	**137 000,00**	**8 444 171,81**	**10 916 547,71**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		3 178 691,20	0,00	3 178 691,20	9 004 229,67
AUTRES		504 383,53	0,00	504 383,53	45 360,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**3 683 074,73**	**0,00**	**3 683 074,73**	**9 049 589,67**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		295 605,50	0,00	295 605,50	73,88
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**384 956 483,16**	**21 475 893,44**	**363 480 589,72**	**354 524 633,72**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		31 195 359,96	31 195 359,96
Fonds globalisés		41 693 166,48	40 210 145,94
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		263 179,90	335 443,83
Rattachées à un actif non amortissable		49 781 129,16	47 740 838,44
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-306 635,41	-284 254,18
RÉSERVES		185 142 347,46	178 985 409,88
REPORT A NOUVEAU		10 474 911,08	11 265 954,56
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		6 602 937,76	5 365 894,10
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		16 287 814,35	14 130 381,01
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**341 134 210,74**	**328 945 173,54**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		8 147 300,00	9 954 300,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**8 147 300,00**	**9 954 300,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		8 144 864,20	8 189 366,56
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		1 497 283,42	1 630 908,77
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**9 642 147,62**	**9 820 275,33**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 464 799,06	3 996 278,29
Dettes fiscales et sociales		1 704 542,91	1 572 933,13
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		18 570,60	47,60

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		151 632,15	113 333,51
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**4 339 544,72**	**5 682 592,53**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**22 128 992,34**	**25 457 167,86**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		217 386,64	122 292,32
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**363 480 589,72**	**354 524 633,72**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		1 375 825,73	1 364 930,75	10 894,98
Participations		2 687 821,98	2 544 429,50	143 392,48
Compensations, autres attributions et autres participations		831 260,64	783 241,00	48 019,64
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		36 848 451,35	35 678 060,68	1 170 390,67
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		3 174 088,57	3 438 140,75	-264 052,18
Produits des cessions d'actifs		23 625,00	162 189,00	-138 564,00
Autres produits de gestion		1 155 701,51	1 330 881,02	-175 179,51
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		1 807 000,00	205 250,00	1 601 750,00
Reprises du financement rattaché à un actif		92 587,00	110 909,91	-18 322,91
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**47 996 361,78**	**45 618 032,61**	**2 378 329,17**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		10 271 731,79	10 566 630,86	-294 899,07
Charges de personnel		23 440 447,48	22 435 467,61	1 004 979,87
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*17 083 292,65*	*16 331 473,54*	*751 819,11*
Dont charges sociales		*6 357 154,83*	*6 103 994,07*	*253 160,76*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		398 467,58	384 687,97	13 779,61
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		447 143,08	725 120,75	-277 977,67
Impôts et taxes		482 905,10	459 642,82	23 262,28
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		3 204 996,23	2 695 131,38	509 864,85
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		19 123,00	151 113,00	-131 990,00
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		4 502,00	11 076,00	-6 574,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**38 269 316,26**	**37 428 870,39**	**840 445,87**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		2 402 872,81	2 135 901,21	266 971,60
Dont ménages		*10 161,61*	*69 965,13*	*-59 803,52*
Dont personnes morales de droit privé		*734 711,20*	*632 096,10*	*102 615,10*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*1 658 000,00*	*1 433 839,98*	*224 160,02*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		511 231,93	465 556,02	45 675,91
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**2 914 104,74**	**2 601 457,23**	**312 647,51**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**6 812 940,78**	**5 587 704,99**	**1 225 235,79**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		85 004,70	85 004,70	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**85 004,70**	**85 004,70**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		295 007,72	306 815,59	-11 807,87
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**295 007,72**	**306 815,59**	**-11 807,87**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-210 003,02**	**-221 810,89**	**11 807,87**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**6 602 937,76**	**5 365 894,10**	**1 237 043,66**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	31 185 214,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 185 214,46	0,00	31 185 214,46
10222	F.C.T.V.A.	0,00	31 984 604,97	0,00	0,00	0,00	1 253 436,76	0,00	33 238 041,73	0,00	33 238 041,73
10226	Taxe d'aménagement	0,00	3 680 143,44	0,00	0,00	0,00	229 583,78	0,00	3 909 727,22	0,00	3 909 727,22
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	4 545 397,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 545 397,53	0,00	4 545 397,53
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**40 210 145,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 483 020,54**	**0,00**	**41 693 166,48**	**0,00**	**41 693 166,48**
10251	Dons et legs en capital	0,00	10 145,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 145,50	0,00	10 145,50
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**10 145,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 145,50**	**0,00**	**10 145,50**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**71 405 505,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 483 020,54**	**0,00**	**72 888 526,44**	**0,00**	**72 888 526,44**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	178 985 409,88	0,00	0,00	0,00	6 156 937,58	0,00	185 142 347,46	0,00	185 142 347,46
	Sous Total compte 106	**0,00**	**178 985 409,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 156 937,58**	**0,00**	**185 142 347,46**	**0,00**	**185 142 347,46**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**250 390 915,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 639 958,12**	**0,00**	**258 030 873,90**	**0,00**	**258 030 873,90**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	11 265 954,56	6 156 937,58	5 365 894,10	0,00	0,00	6 156 937,58	16 631 848,66	0,00	10 474 911,08
	Sous Total compte 11	**0,00**	**11 265 954,56**	**6 156 937,58**	**5 365 894,10**	**0,00**	**0,00**	**6 156 937,58**	**16 631 848,66**	**0,00**	**10 474 911,08**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	5 365 894,10	5 365 894,10	0,00	0,00	0,00	5 365 894,10	5 365 894,10	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**5 365 894,10**	**5 365 894,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 365 894,10**	**5 365 894,10**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	52 400,00	52 400,00	0,00	0,00	2 400,00	52 400,00	54 800,00	0,00	2 400,00
1312	Régions	0,00	35 553,02	5 910,17	0,00	0,00	0,00	5 910,17	35 553,02	0,00	29 642,85
1318	Autres	0,00	145 468,98	55 844,00	0,00	0,00	17 923,07	55 844,00	163 392,05	0,00	107 548,05
	Sous Total compte 131	**0,00**	**233 422,00**	**114 154,17**	**0,00**	**0,00**	**20 323,07**	**114 154,17**	**253 745,07**	**0,00**	**139 590,90**
1321	État et établissements nationaux	0,00	4 254 494,24	0,00	0,00	0,00	310 912,54	0,00	4 565 406,78	0,00	4 565 406,78
1322	Régions	0,00	4 357 158,30	0,00	0,00	0,00	219 882,00	0,00	4 577 040,30	0,00	4 577 040,30
1323	Départements	0,00	20 916 006,99	0,00	0,00	62 283,46	826 686,19	62 283,46	21 742 693,18	0,00	21 680 409,72

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13251	GFP de rattachement	0,00	9 268 517,62	0,00	0,00	0,00	177 188,98	0,00	9 445 706,60	0,00	9 445 706,60
13258	Autres groupements	0,00	114 547,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 547,50	0,00	114 547,50
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**9 383 065,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 188,98**	**0,00**	**9 560 254,10**	**0,00**	**9 560 254,10**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	319 790,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 790,86	0,00	319 790,86
13278	Autres fonds européens	0,00	16 904,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 904,26	0,00	16 904,26
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**16 904,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 904,26**	**0,00**	**16 904,26**
1328	Autres	0,00	4 110 739,64	0,00	0,00	0,00	386 992,73	0,00	4 497 732,37	0,00	4 497 732,37
	Sous Total compte 132	**0,00**	**43 358 159,41**	**0,00**	**0,00**	**62 283,46**	**1 921 662,44**	**62 283,46**	**45 279 821,85**	**0,00**	**45 217 538,39**
1335	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	853 521,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	853 521,00	0,00	853 521,00
	Sous Total compte 133	**0,00**	**853 521,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**853 521,00**	**0,00**	**853 521,00**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	2 515 016,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 515 016,25	0,00	2 515 016,25
13462	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	410 453,50	0,00	0,00	0,00	180 911,74	0,00	591 365,24	0,00	591 365,24
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**410 453,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 911,74**	**0,00**	**591 365,24**	**0,00**	**591 365,24**
1348	Autres	0,00	572 320,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 320,23	0,00	572 320,23
	Sous Total compte 134	**0,00**	**3 497 789,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 911,74**	**0,00**	**3 678 701,72**	**0,00**	**3 678 701,72**
1381	État et établissements nationaux	0,00	55 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 344,00	0,00	55 344,00
1388	Autres	0,00	829 545,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	829 545,05	0,00	829 545,05
	Sous Total compte 138	**0,00**	**884 889,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**884 889,05**	**0,00**	**884 889,05**
13911	État et établissements nationaux	42 800,00	0,00	0,00	52 400,00	10 300,00	0,00	53 100,00	52 400,00	700,00	0,00
13912	Régions	14 010,17	0,00	0,00	5 910,17	2 700,00	0,00	16 710,17	5 910,17	10 800,00	0,00
13918	Autres	67 842,00	0,00	0,00	55 844,00	13 251,00	0,00	81 093,00	55 844,00	25 249,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**124 652,17**	**0,00**	**0,00**	**114 154,17**	**26 251,00**	**0,00**	**150 903,17**	**114 154,17**	**36 749,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13935	Amendes de radars automatiques et amende	626 847,00	0,00	0,00	0,00	66 336,00	0,00	693 183,00	0,00	693 183,00	0,00
	Sous Total compte 1393	**626 847,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 336,00**	**0,00**	**693 183,00**	**0,00**	**693 183,00**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**751 499,17**	**0,00**	**0,00**	**114 154,17**	**92 587,00**	**0,00**	**844 086,17**	**114 154,17**	**729 932,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**751 499,17**	**48 827 781,44**	**114 154,17**	**114 154,17**	**154 870,46**	**2 122 897,25**	**1 020 523,80**	**51 064 832,86**	**0,00**	**50 044 309,06**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (	0,00	87 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 300,00	0,00	87 300,00
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**87 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 300,00**	**0,00**	**87 300,00**
15171	Provisions pour garanties d'emprunts (no	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00
	Sous Total compte 1517	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	7 367 000,00	1 807 000,00	0,00	0,00	0,00	1 807 000,00	7 367 000,00	0,00	5 560 000,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**7 367 000,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**7 367 000,00**	**0,00**	**5 560 000,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**9 954 300,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**9 954 300,00**	**0,00**	**8 147 300,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**9 954 300,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**9 954 300,00**	**0,00**	**8 147 300,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	8 056 008,81	0,00	0,00	110 217,68	0,00	110 217,68	8 056 008,81	0,00	7 945 791,13
	Sous Total compte 164	**0,00**	**8 056 008,81**	**0,00**	**0,00**	**110 217,68**	**0,00**	**110 217,68**	**8 056 008,81**	**0,00**	**7 945 791,13**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	55 966,57	0,00	0,00	167,60	2 832,80	167,60	58 799,37	0,00	58 631,77
16818	Autres prêteurs	0,00	1 574 942,20	0,00	0,00	136 290,55	0,00	136 290,55	1 574 942,20	0,00	1 438 651,65
	Sous Total compte 1681	**0,00**	**1 574 942,20**	**0,00**	**0,00**	**136 290,55**	**0,00**	**136 290,55**	**1 574 942,20**	**0,00**	**1 438 651,65**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	133 357,75	133 357,75	199 073,07	0,00	0,00	133 357,75	332 430,82	0,00	199 073,07
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**133 357,75**	**133 357,75**	**199 073,07**	**0,00**	**0,00**	**133 357,75**	**332 430,82**	**0,00**	**199 073,07**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**1 708 299,95**	**133 357,75**	**199 073,07**	**136 290,55**	**0,00**	**269 648,30**	**1 907 373,02**	**0,00**	**1 637 724,72**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**9 820 275,33**	**133 357,75**	**199 073,07**	**246 675,83**	**2 832,80**	**380 033,58**	**10 022 181,20**	**0,00**	**9 642 147,62**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	893 833,56	0,00	0,00	0,00	4 502,00	0,00	898 335,56	0,00	898 335,56
193	Autres neutralisations et régularisation	1 178 087,74	0,00	26 883,23	0,00	0,00	0,00	1 204 970,97	0,00	1 204 970,97	0,00
	Sous Total compte 19	**1 178 087,74**	**893 833,56**	**26 883,23**	**0,00**	**0,00**	**4 502,00**	**1 204 970,97**	**898 335,56**	**306 635,41**	**0,00**
	Total classe 1	**1 929 586,91**	**336 518 954,77**	**13 604 226,83**	**5 679 121,34**	**401 546,29**	**9 770 190,17**	**15 935 360,03**	**351 968 266,28**	**1 934 902,97**	**337 967 809,22**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	36 542,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 542,38	0,00	36 542,38	0,00
2031	Frais d'études	1 959 855,01	0,00	0,00	0,00	361 000,02	1 189 887,32	2 320 855,03	1 189 887,32	1 130 967,71	0,00
2033	Frais d'insertion	1 839,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 839,94	0,00	1 839,94	0,00
	Sous Total compte 203	**1 961 694,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**361 000,02**	**1 189 887,32**	**2 322 694,97**	**1 189 887,32**	**1 132 807,65**	**0,00**
204182	Bâtiments et installations	477 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 550,00	0,00	477 550,00	0,00
	Sous Total compte 20418	**477 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**477 550,00**	**0,00**	**477 550,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**477 550,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**477 550,00**	**0,00**	**477 550,00**	**0,00**
20422	Bâtiments et installations	1 961 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 961 497,00	0,00	1 961 497,00	0,00
	Sous Total compte 2042	**1 961 497,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 961 497,00**	**0,00**	**1 961 497,00**	**0,00**
2046	Attributions de compensation d'investiss	1 559 459,00	0,00	0,00	1 559 459,00	1 559 459,00	0,00	3 118 918,00	1 559 459,00	1 559 459,00	0,00
	Sous Total compte 204	**3 998 506,00**	**0,00**	**0,00**	**1 559 459,00**	**1 559 459,00**	**0,00**	**5 557 965,00**	**1 559 459,00**	**3 998 506,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	1 769 984,66	0,00	0,00	0,00	23 626,56	0,00	1 793 611,22	0,00	1 793 611,22	0,00
	Sous Total compte 205	**1 769 984,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 626,56**	**0,00**	**1 793 611,22**	**0,00**	**1 793 611,22**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**7 766 727,99**	**0,00**	**0,00**	**1 559 459,00**	**1 944 085,58**	**1 189 887,32**	**9 710 813,57**	**2 749 346,32**	**6 961 467,25**	**0,00**
2111	Terrains nus	678 196,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	678 196,18	0,00	678 196,18	0,00
2112	Terrains de voirie	4 950 210,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 950 210,66	0,00	4 950 210,66	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	3 341 625,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 341 625,65	0,00	3 341 625,65	0,00
2115	Terrains bâtis	5 466 895,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 466 895,16	0,00	5 466 895,16	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2116	Cimetière	1 943 595,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 943 595,16	0,00	1 943 595,16	0,00
2117	Bois et forêts	1 789 180,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 789 180,79	0,00	1 789 180,79	0,00
2118	Autres terrains	13 774 089,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 774 089,55	0,00	13 774 089,55	0,00
	Sous Total compte 211	**31 943 793,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 943 793,15**	**0,00**	**31 943 793,15**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	640 976,83	0,00	0,00	83 923,12	1 713,35	0,00	642 690,18	83 923,12	558 767,06	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	7 962 983,62	0,00	0,00	627 366,31	3 012 148,09	0,00	10 975 131,71	627 366,31	10 347 765,40	0,00
	Sous Total compte 212	**8 603 960,45**	**0,00**	**0,00**	**711 289,43**	**3 013 861,44**	**0,00**	**11 617 821,89**	**711 289,43**	**10 906 532,46**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	8 221 241,73	0,00	0,00	0,00	63 880,62	0,00	8 285 122,35	0,00	8 285 122,35	0,00
21312	Bâtiments scolaires	54 635 843,40	0,00	0,00	0,00	2 067 935,35	39 705,77	56 703 778,75	39 705,77	56 664 072,98	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	10 146 821,11	0,00	0,00	0,00	292 602,89	0,00	10 439 424,00	0,00	10 439 424,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	1 641 557,57	0,00	0,00	0,00	757 885,11	0,00	2 399 442,68	0,00	2 399 442,68	0,00
21316	Équipements du cimetière	2 862 985,76	0,00	0,00	0,00	193 539,11	0,00	3 056 524,87	0,00	3 056 524,87	0,00
21318	Autres bâtiments publics	68 328 443,82	0,00	0,00	21 123,08	1 891 684,25	0,00	70 220 128,07	21 123,08	70 199 004,99	0,00
	Sous Total compte 2131	**145 836 893,39**	**0,00**	**0,00**	**21 123,08**	**5 267 527,33**	**39 705,77**	**151 104 420,72**	**60 828,85**	**151 043 591,87**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	30 341,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 341,91	0,00	30 341,91	0,00
	Sous Total compte 2135	**30 341,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 341,91**	**0,00**	**30 341,91**	**0,00**
2138	Autres constructions	38 036 539,26	0,00	0,00	125 237,04	0,00	0,00	38 036 539,26	125 237,04	37 911 302,22	0,00
	Sous Total compte 213	**183 903 774,56**	**0,00**	**0,00**	**146 360,12**	**5 267 527,33**	**39 705,77**	**189 171 301,89**	**186 065,89**	**188 985 236,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	33 991 033,01	0,00	0,00	33 562 179,47	9 978,00	0,00	34 001 011,01	33 562 179,47	438 831,54	0,00
2152	Installations de voirie	6 081 520,32	0,00	0,00	5 847 516,37	8 589,31	0,00	6 090 109,63	5 847 516,37	242 593,26	0,00
21533	Réseaux câblés	10 621,44	0,00	0,00	10 621,44	0,00	0,00	10 621,44	10 621,44	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 878 623,57	0,00	0,00	1 874 985,20	0,00	0,00	1 878 623,57	1 874 985,20	3 638,37	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21538	Autres réseaux	6 405 033,33	0,00	92 897,56	3 822 734,14	45 633,00	6 820,00	6 543 563,89	3 829 554,14	2 714 009,75	0,00
	Sous Total compte 2153	**8 294 278,34**	**0,00**	**92 897,56**	**5 708 340,78**	**45 633,00**	**6 820,00**	**8 432 808,90**	**5 715 160,78**	**2 717 648,12**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	372 002,77	0,00	0,00	364 543,76	0,00	0,00	372 002,77	364 543,76	7 459,01	0,00
	Sous Total compte 2156	**372 002,77**	**0,00**	**0,00**	**364 543,76**	**0,00**	**0,00**	**372 002,77**	**364 543,76**	**7 459,01**	**0,00**
215731	Matériel roulant	17 661,05	0,00	0,00	17 661,05	0,00	0,00	17 661,05	17 661,05	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	91 521,45	0,00	0,00	53 060,71	0,00	0,00	91 521,45	53 060,71	38 460,74	0,00
	Sous Total compte 21573	**109 182,50**	**0,00**	**0,00**	**70 721,76**	**0,00**	**0,00**	**109 182,50**	**70 721,76**	**38 460,74**	**0,00**
	Sous Total compte 2157	**109 182,50**	**0,00**	**0,00**	**70 721,76**	**0,00**	**0,00**	**109 182,50**	**70 721,76**	**38 460,74**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	1 861 580,53	0,00	0,00	281 838,11	94 958,39	0,00	1 956 538,92	281 838,11	1 674 700,81	0,00
	Sous Total compte 215	**50 709 597,47**	**0,00**	**92 897,56**	**45 835 140,25**	**159 158,70**	**6 820,00**	**50 961 653,73**	**45 841 960,25**	**5 119 693,48**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	203 780,91	0,00	0,00	0,00	3 780,00	0,00	207 560,91	0,00	207 560,91	0,00
	Sous Total compte 2161	**203 780,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 780,00**	**0,00**	**207 560,91**	**0,00**	**207 560,91**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	6 947,82	0,00	0,00	0,00	7 716,80	0,00	14 664,62	0,00	14 664,62	0,00
	Sous Total compte 2162	**6 947,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 716,80**	**0,00**	**14 664,62**	**0,00**	**14 664,62**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**210 728,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 496,80**	**0,00**	**222 225,53**	**0,00**	**222 225,53**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	5 764 543,47	0,00	0,00	2 118 528,29	67 723,59	27 259,84	5 832 267,06	2 145 788,13	3 686 478,93	0,00
	Sous Total compte 2182	**5 764 543,47**	**0,00**	**0,00**	**2 118 528,29**	**67 723,59**	**27 259,84**	**5 832 267,06**	**2 145 788,13**	**3 686 478,93**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	3 424,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 424,80	0,00	3 424,80	0,00
21838	Autre matériel informatique	7 511 441,78	0,00	4 471,20	153 234,17	61 120,79	0,00	7 577 033,77	153 234,17	7 423 799,60	0,00
	Sous Total compte 2183	**7 514 866,58**	**0,00**	**4 471,20**	**153 234,17**	**61 120,79**	**0,00**	**7 580 458,57**	**153 234,17**	**7 427 224,40**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	4 889,33	0,00	0,00	0,00	93 870,66	0,00	98 759,99	0,00	98 759,99	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 655 057,13	0,00	0,00	24 257,88	29 803,08	0,00	2 684 860,21	24 257,88	2 660 602,33	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300012-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2184	**2 659 946,46**	**0,00**	**0,00**	**24 257,88**	**123 673,74**	**0,00**	**2 783 620,20**	**24 257,88**	**2 759 362,32**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	6 815,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 815,36	0,00	6 815,36	0,00
2188	Autres	12 629 318,11	0,00	0,00	922 906,35	308 571,46	641,44	12 937 889,57	923 547,79	12 014 341,78	0,00
	Sous Total compte 218	**28 575 489,98**	**0,00**	**4 471,20**	**3 218 926,69**	**561 089,58**	**27 901,28**	**29 141 050,76**	**3 246 827,97**	**25 894 222,79**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**303 947 344,34**	**0,00**	**97 368,76**	**49 911 716,49**	**9 013 133,85**	**74 427,05**	**313 057 846,95**	**49 986 143,54**	**263 071 703,41**	**0,00**
2313	Constructions	2 396 436,25	0,00	0,00	0,00	1 885 322,36	12 380,40	4 281 758,61	12 380,40	4 269 378,21	0,00
	Sous Total compte 231	**2 396 436,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 885 322,36**	**12 380,40**	**4 281 758,61**	**12 380,40**	**4 269 378,21**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	1 873 808,10	0,00	0,00	0,00	6 631 478,03	2 043 471,91	8 505 286,13	2 043 471,91	6 461 814,22	0,00
	Sous Total compte 23	**4 270 244,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 516 800,39**	**2 055 852,31**	**12 787 044,74**	**2 055 852,31**	**10 731 192,43**	**0,00**
2423	d'établissements publics de coopération	31 761 258,60	0,00	49 354 380,93	97 368,76	0,00	0,00	81 115 639,53	97 368,76	81 018 270,77	0,00
	Sous Total compte 242	**31 761 258,60**	**0,00**	**49 354 380,93**	**97 368,76**	**0,00**	**0,00**	**81 115 639,53**	**97 368,76**	**81 018 270,77**	**0,00**
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	14 130 381,01	3 201,12	2 160 634,46	0,00	0,00	3 201,12	16 291 015,47	0,00	16 287 814,35
	Sous Total compte 249	**0,00**	**14 130 381,01**	**3 201,12**	**2 160 634,46**	**0,00**	**0,00**	**3 201,12**	**16 291 015,47**	**0,00**	**16 287 814,35**
	Sous Total compte 24	**31 761 258,60**	**14 130 381,01**	**49 357 582,05**	**2 258 003,22**	**0,00**	**0,00**	**81 118 840,65**	**16 388 384,23**	**64 730 456,42**	**0,00**
261	Titres de participation	5 905 097,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	19 123,00	6 020 097,00	19 123,00	6 000 974,00	0,00
266	Autres formes de participation	3 275 626,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 275 626,13	0,00	3 275 626,13	0,00
	Sous Total compte 26	**9 180 723,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**19 123,00**	**9 295 723,13**	**19 123,00**	**9 276 600,13**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	13 365,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 365,93	0,00	13 365,93	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 386 388,20	62 357,00	1 386 388,20	62 357,00	1 324 031,20	0,00
	Sous Total compte 276	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 388,20**	**62 357,00**	**1 386 388,20**	**62 357,00**	**1 324 031,20**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**13 365,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 388,20**	**62 357,00**	**1 399 754,13**	**62 357,00**	**1 337 397,13**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	10 584,00	0,00	0,00	0,00	5 292,00	0,00	15 876,00	0,00	15 876,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**10 584,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 292,00**	**0,00**	**15 876,00**	**0,00**	**15 876,00**
2804182	Bâtiments et installations	0,00	71 455,00	0,00	0,00	0,00	15 918,00	0,00	87 373,00	0,00	87 373,00
	Sous Total compte 280418	**0,00**	**71 455,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 918,00**	**0,00**	**87 373,00**	**0,00**	**87 373,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**71 455,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 918,00**	**0,00**	**87 373,00**	**0,00**	**87 373,00**
280422	Bâtiments et installations	0,00	1 224 809,42	0,00	0,00	0,00	135 716,00	0,00	1 360 525,42	0,00	1 360 525,42
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**1 224 809,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 716,00**	**0,00**	**1 360 525,42**	**0,00**	**1 360 525,42**
28046	Attributions de compensation d'investiss	0,00	1 030 975,00	1 559 459,00	0,00	0,00	1 425 172,00	1 559 459,00	2 456 147,00	0,00	896 688,00
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**2 327 239,42**	**1 559 459,00**	**0,00**	**0,00**	**1 576 806,00**	**1 559 459,00**	**3 904 045,42**	**0,00**	**2 344 586,42**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	1 656 079,36	0,00	0,00	0,00	88 658,68	0,00	1 744 738,04	0,00	1 744 738,04
	Sous Total compte 280	**0,00**	**3 993 902,78**	**1 559 459,00**	**0,00**	**0,00**	**1 670 756,68**	**1 559 459,00**	**5 664 659,46**	**0,00**	**4 105 200,46**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	77 106,74	14 496,00	0,00	0,00	13 069,55	14 496,00	90 176,29	0,00	75 680,29
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	435 650,78	80 677,00	0,00	0,00	356 364,00	80 677,00	792 014,78	0,00	711 337,78
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**512 757,52**	**95 173,00**	**0,00**	**0,00**	**369 433,55**	**95 173,00**	**882 191,07**	**0,00**	**787 018,07**
28152	Installations de voirie	0,00	12 994,99	12 994,99	0,00	0,00	0,00	12 994,99	12 994,99	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	610,00	0,00	0,00	0,00	122,00	0,00	732,00	0,00	732,00
281538	Autres réseaux	0,00	4 781,48	3 422,48	0,00	0,00	151,00	3 422,48	4 932,48	0,00	1 510,00
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**5 391,48**	**3 422,48**	**0,00**	**0,00**	**273,00**	**3 422,48**	**5 664,48**	**0,00**	**2 242,00**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	76 867,53	72 748,13	0,00	0,00	346,00	72 748,13	77 213,53	0,00	4 465,40
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**76 867,53**	**72 748,13**	**0,00**	**0,00**	**346,00**	**72 748,13**	**77 213,53**	**0,00**	**4 465,40**
2815731	Matériel roulant	0,00	17 661,05	8 830,00	0,00	0,00	0,00	8 830,00	17 661,05	0,00	8 831,05
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	39 755,46	17 095,19	0,00	0,00	1 509,00	17 095,19	41 264,46	0,00	24 169,27
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**57 416,51**	**25 925,19**	**0,00**	**0,00**	**1 509,00**	**25 925,19**	**58 925,51**	**0,00**	**33 000,32**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	402,00	402,00	402,00	402,00	804,00	804,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**57 416,51**	**26 327,19**	**402,00**	**402,00**	**1 911,00**	**26 729,19**	**59 729,51**	**0,00**	**33 000,32**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	486 075,73	18 722,11	0,00	0,00	72 593,00	18 722,11	558 668,73	0,00	539 946,62
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**638 746,24**	**134 214,90**	**402,00**	**402,00**	**75 123,00**	**134 616,90**	**714 271,24**	**0,00**	**579 654,34**
281828	Autres matériels de transport	0,00	3 234 022,38	1 769 039,84	0,00	0,00	100 889,56	1 769 039,84	3 334 911,94	0,00	1 565 872,10
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**3 234 022,38**	**1 769 039,84**	**0,00**	**0,00**	**100 889,56**	**1 769 039,84**	**3 334 911,94**	**0,00**	**1 565 872,10**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	742,00	0,00	0,00	0,00	684,00	0,00	1 426,00	0,00	1 426,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	3 204 134,56	134 989,78	3 201,12	0,00	252 132,28	134 989,78	3 459 467,96	0,00	3 324 478,18
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**3 204 876,56**	**134 989,78**	**3 201,12**	**0,00**	**252 816,28**	**134 989,78**	**3 460 893,96**	**0,00**	**3 325 904,18**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	3 044,90	0,00	0,00	0,00	8 267,00	0,00	11 311,90	0,00	11 311,90
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	2 190 840,08	19 775,90	0,00	0,00	221 782,14	19 775,90	2 412 622,22	0,00	2 392 846,32
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**2 193 884,98**	**19 775,90**	**0,00**	**0,00**	**230 049,14**	**19 775,90**	**2 423 934,12**	**0,00**	**2 404 158,22**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 815,36	0,00	6 815,36	0,00	6 815,36
28188	Autres	0,00	8 603 051,42	538 295,37	0,00	0,00	499 514,66	538 295,37	9 102 566,08	0,00	8 564 270,71
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**17 235 835,34**	**2 462 100,89**	**3 201,12**	**0,00**	**1 090 085,00**	**2 462 100,89**	**18 329 121,46**	**0,00**	**15 867 020,57**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**18 387 339,10**	**2 691 488,79**	**3 603,12**	**402,00**	**1 534 641,55**	**2 691 890,79**	**19 925 583,77**	**0,00**	**17 233 692,98**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**22 381 241,88**	**4 250 947,79**	**3 603,12**	**402,00**	**3 205 398,23**	**4 251 349,79**	**25 590 243,23**	**0,00**	**21 338 893,44**
	Total classe 2	**356 939 664,34**	**36 511 622,89**	**53 705 898,60**	**53 732 781,83**	**20 975 810,02**	**6 607 044,91**	**431 621 372,96**	**96 851 449,63**	**372 396 631,12**	**37 626 707,79**
4011	Fournisseurs	0,00	1 568 291,88	10 031 562,65	9 659 508,96	0,00	0,00	10 031 562,65	11 227 800,84	0,00	1 196 238,19
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	8 479,33	1 121,68	4 859,19	0,00	0,00	1 121,68	13 338,52	0,00	12 216,84
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions	0,00	0,00	9 737,79	9 737,79	0,00	0,00	9 737,79	9 737,79	0,00	0,00
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**8 479,33**	**10 859,47**	**14 596,98**	**0,00**	**0,00**	**10 859,47**	**23 076,31**	**0,00**	**12 216,84**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 401	**0,00**	**1 576 771,21**	**10 042 422,12**	**9 674 105,94**	**0,00**	**0,00**	**10 042 422,12**	**11 250 877,15**	**0,00**	**1 208 455,03**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	1 669 929,61	16 503 376,50	14 965 210,54	0,00	0,00	16 503 376,50	16 635 140,15	0,00	131 763,65
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	218 581,24	119 460,37	78 077,65	0,00	0,00	119 460,37	296 658,89	0,00	177 198,52
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	123 365,35	123 365,35	0,00	0,00	123 365,35	123 365,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**218 581,24**	**242 825,72**	**201 443,00**	**0,00**	**0,00**	**242 825,72**	**420 024,24**	**0,00**	**177 198,52**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**1 888 510,85**	**16 746 202,22**	**15 166 653,54**	**0,00**	**0,00**	**16 746 202,22**	**17 055 164,39**	**0,00**	**308 962,17**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	530 996,23	530 996,23	947 381,86	0,00	0,00	530 996,23	1 478 378,09	0,00	947 381,86
	Sous Total compte 40	**0,00**	**3 996 278,29**	**27 319 620,57**	**25 788 141,34**	**0,00**	**0,00**	**27 319 620,57**	**29 784 419,63**	**0,00**	**2 464 799,06**
411	Redevables	1 240 412,61	0,00	1 549 952,63	2 159 547,67	0,00	0,00	2 790 365,24	2 159 547,67	630 817,57	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	657 800,94	0,00	722 560,94	1 370 522,47	0,00	0,00	1 380 361,88	1 370 522,47	9 839,41	0,00
4161	Créances douteuses	380 175,98	0,00	582 153,35	571 437,38	0,00	0,00	962 329,33	571 437,38	390 891,95	0,00
	Sous Total compte 416	**380 175,98**	**0,00**	**582 153,35**	**571 437,38**	**0,00**	**0,00**	**962 329,33**	**571 437,38**	**390 891,95**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	551 580,99	0,00	341 124,58	551 580,99	0,00	0,00	892 705,57	551 580,99	341 124,58	0,00
	Sous Total compte 418	**551 580,99**	**0,00**	**341 124,58**	**551 580,99**	**0,00**	**0,00**	**892 705,57**	**551 580,99**	**341 124,58**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**2 829 970,52**	**0,00**	**3 195 791,50**	**4 653 088,51**	**0,00**	**0,00**	**6 025 762,02**	**4 653 088,51**	**1 372 673,51**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	13 293 686,66	13 293 686,66	0,00	0,00	13 293 686,66	13 293 686,66	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	11 514,59	11 514,59	0,00	0,00	11 514,59	11 514,59	0,00	0,00
429	Déficits et débets des comptables et rég	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00	0,00
	Sous Total compte 42	**20,00**	**0,00**	**13 305 201,25**	**13 305 201,25**	**0,00**	**0,00**	**13 305 221,25**	**13 305 201,25**	**20,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	5 340 197,82	5 340 197,82	0,00	0,00	5 340 197,82	5 340 197,82	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	477,69	4 704 995,28	4 707 033,39	0,00	0,00	4 704 995,28	4 707 511,08	0,00	2 515,80

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4386	Autres charges à payer	0,00	12 801,11	12 801,11	12 801,11	0,00	0,00	12 801,11	25 602,22	0,00	12 801,11
4387	Produits à recevoir	3 389,64	0,00	3 389,64	3 389,64	0,00	0,00	6 779,28	3 389,64	3 389,64	0,00
	Sous Total compte 438	**3 389,64**	**12 801,11**	**16 190,75**	**16 190,75**	**0,00**	**0,00**	**19 580,39**	**28 991,86**	**0,00**	**9 411,47**
	Sous Total compte 43	**3 389,64**	**13 278,80**	**10 061 383,85**	**10 063 421,96**	**0,00**	**0,00**	**10 064 773,49**	**10 076 700,76**	**0,00**	**11 927,27**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	0,00	0,00	111 188,98	111 188,98	0,00	0,00	111 188,98	111 188,98	0,00	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	0,00	0,00	111 188,98	56 188,98	0,00	0,00	111 188,98	56 188,98	55 000,00	0,00
	Sous Total compte 441	**0,00**	**0,00**	**222 377,96**	**167 377,96**	**0,00**	**0,00**	**222 377,96**	**167 377,96**	**55 000,00**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	65,80	388 035,91	387 970,11	0,00	0,00	388 035,91	388 035,91	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**65,80**	**388 035,91**	**387 970,11**	**0,00**	**0,00**	**388 035,91**	**388 035,91**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00
44312	Recettes - Amiable	2 073,75	0,00	18 717,52	20 641,35	0,00	0,00	20 791,27	20 641,35	149,92	0,00
44316	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	25,00	23,92	0,00	0,00	25,00	23,92	1,08	0,00
	Sous Total compte 4431	**2 073,75**	**200,00**	**18 942,52**	**20 665,27**	**0,00**	**0,00**	**21 016,27**	**20 865,27**	**151,00**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	255,00	1 420,00	1 165,00	0,00	0,00	1 420,00	1 420,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**255,00**	**1 420,00**	**1 165,00**	**0,00**	**0,00**	**1 420,00**	**1 420,00**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	560,00	560,00	0,00	0,00	560,00	560,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**560,00**	**560,00**	**0,00**	**0,00**	**560,00**	**560,00**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	13 840,95	62 808,37	58 707,42	0,00	0,00	62 808,37	72 548,37	0,00	9 740,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**13 840,95**	**62 808,37**	**58 707,42**	**0,00**	**0,00**	**62 808,37**	**72 548,37**	**0,00**	**9 740,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	2 315 271,55	2 317 534,73	0,00	0,00	2 315 271,55	2 317 534,73	0,00	2 263,18
44352	Recettes - Amiable	238 172,17	0,00	767 054,62	917 215,21	0,00	0,00	1 005 226,79	917 215,21	88 011,58	0,00
44356	Recettes - Contentieux	126 059,10	0,00	217 032,23	214 214,69	0,00	0,00	343 091,33	214 214,69	128 876,64	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4435	**364 231,27**	**0,00**	**3 299 358,40**	**3 448 964,63**	**0,00**	**0,00**	**3 663 589,67**	**3 448 964,63**	**214 625,04**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	185 000,00	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00	185 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**185 000,00**	**185 000,00**	**0,00**	**0,00**	**185 000,00**	**185 000,00**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	1 473 400,00	1 473 400,00	0,00	0,00	1 473 400,00	1 473 400,00	0,00	0,00
44372	Recettes - Amiable	32 485,16	0,00	66 874,71	40 824,82	0,00	0,00	99 359,87	40 824,82	58 535,05	0,00
44376	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	25 329,58	17 870,10	0,00	0,00	25 329,58	17 870,10	7 459,48	0,00
	Sous Total compte 4437	**32 485,16**	**0,00**	**1 565 604,29**	**1 532 094,92**	**0,00**	**0,00**	**1 598 089,45**	**1 532 094,92**	**65 994,53**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	46 936,80	47 618,28	1 255,98	0,00	0,00	47 618,28	48 192,78	0,00	574,50
44382	Recettes - Amiable	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**2 000 000,00**	**46 936,80**	**47 618,28**	**1 255,98**	**0,00**	**0,00**	**2 047 618,28**	**48 192,78**	**1 999 425,50**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**2 398 790,18**	**61 232,75**	**5 181 311,86**	**5 248 413,22**	**0,00**	**0,00**	**7 580 102,04**	**5 309 645,97**	**2 270 456,07**	**0,00**
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,00	0,00	16 176,18	16 176,18	0,00	0,00	16 176,18	16 176,18	0,00	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	0,00	0,00	11 113,38	11 112,57	0,00	0,00	11 113,38	11 112,57	0,81	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	19 681,00	0,00	112 286,00	97 643,00	0,00	0,00	131 967,00	97 643,00	34 324,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**19 681,00**	**0,00**	**139 575,56**	**124 931,75**	**0,00**	**0,00**	**159 256,56**	**124 931,75**	**34 324,81**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	9 097,41	9 097,41	0,00	0,00	9 097,41	9 097,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**9 097,41**	**9 097,41**	**0,00**	**0,00**	**9 097,41**	**9 097,41**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**19 681,00**	**0,00**	**148 672,97**	**134 029,16**	**0,00**	**0,00**	**168 353,97**	**134 029,16**	**34 324,81**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	9 466,98	12 369,18	0,00	0,00	9 466,98	12 369,18	0,00	2 902,20
4486	Autres charges à payer	0,00	1 559 588,53	1 559 588,53	1 686 323,80	0,00	0,00	1 559 588,53	3 245 912,33	0,00	1 686 323,80
4487	Produits à recevoir	523 210,60	0,00	131 700,00	523 210,60	0,00	0,00	654 910,60	523 210,60	131 700,00	0,00
	Sous Total compte 448	**523 210,60**	**1 559 588,53**	**1 691 288,53**	**2 209 534,40**	**0,00**	**0,00**	**2 214 499,13**	**3 769 122,93**	**0,00**	**1 554 623,80**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**2 941 681,78**	**1 620 887,08**	**7 641 154,21**	**8 159 694,03**	**0,00**	**0,00**	**10 582 835,99**	**9 780 581,11**	**802 254,88**	**0,00**
4581077	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00
	Sous Total compte 4581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 570,60**	**0,00**	**18 570,60**	**0,00**	**18 570,60**	**0,00**
4582077	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 570,60	0,00	18 570,60	0,00	18 570,60
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 570,60**	**0,00**	**18 570,60**	**0,00**	**18 570,60**
	Sous Total compte 458	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	23 625,00	23 623,00	0,00	0,00	23 625,00	23 623,00	2,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**23 625,00**	**23 623,00**	**0,00**	**0,00**	**23 625,00**	**23 623,00**	**2,00**	**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser	0,00	47,60	47,60	0,00	0,00	0,00	47,60	47,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**47,60**	**47,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47,60**	**47,60**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	1 965,27	200 817,85	199 607,90	0,00	0,00	200 817,85	201 573,17	0,00	755,32
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	43 684,36	3 069 601,46	3 155 216,89	0,00	0,00	3 069 601,46	3 198 901,25	0,00	129 299,79
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**43 684,36**	**3 069 601,46**	**3 155 216,89**	**0,00**	**0,00**	**3 069 601,46**	**3 198 901,25**	**0,00**	**129 299,79**
46721	Débiteurs divers - Amiable	5 079 522,06	0,00	836 176,62	1 403 636,86	0,00	0,00	5 915 698,68	1 403 636,86	4 512 061,82	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	161 753,94	0,00	199 380,87	257 292,42	0,00	0,00	361 134,81	257 292,42	103 842,39	0,00
	Sous Total compte 4672	**5 241 276,00**	**0,00**	**1 035 557,49**	**1 660 929,28**	**0,00**	**0,00**	**6 276 833,49**	**1 660 929,28**	**4 615 904,21**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	2 956,25	0,00	0,00	2 945,25	0,00	0,00	2 956,25	2 945,25	11,00	0,00
	Sous Total compte 4675	**2 956,25**	**0,00**	**0,00**	**2 945,25**	**0,00**	**0,00**	**2 956,25**	**2 945,25**	**11,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**5 244 232,25**	**43 684,36**	**4 105 158,95**	**4 819 091,42**	**0,00**	**0,00**	**9 349 391,20**	**4 862 775,78**	**4 486 615,42**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	6 127,98	6 127,98	6 303,94	0,00	0,00	6 127,98	12 431,92	0,00	6 303,94
4687	Produits à recevoir	34 253,52	0,00	25 596,72	34 253,52	0,00	0,00	59 850,24	34 253,52	25 596,72	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 468	**34 253,52**	**6 127,98**	**31 724,70**	**40 557,46**	**0,00**	**0,00**	**65 978,22**	**46 685,44**	**19 292,78**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**5 278 485,77**	**51 825,21**	**4 361 374,10**	**5 082 879,78**	**0,00**	**0,00**	**9 639 859,87**	**5 134 704,99**	**4 505 154,88**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	2 873 840,23	2 873 840,23	0,00	0,00	2 873 840,23	2 873 840,23	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	323,15	59 161,56	61 533,83	0,00	0,00	59 161,56	61 856,98	0,00	2 695,42
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	27 121 606,00	27 121 606,00	0,00	0,00	27 121 606,00	27 121 606,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	1 618 942,00	1 618 942,00	0,00	0,00	1 618 942,00	1 618 942,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	435 707,92	435 707,92	0,00	0,00	435 707,92	435 707,92	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	87 773,81	15 234 594,40	15 342 846,10	0,00	0,00	15 234 594,40	15 430 619,91	0,00	196 025,51
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**87 773,81**	**44 410 850,32**	**44 519 102,02**	**0,00**	**0,00**	**44 410 850,32**	**44 606 875,83**	**0,00**	**196 025,51**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	2 306,41	6 360,37	7 234,29	0,00	0,00	6 360,37	9 540,70	0,00	3 180,33
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	31 079,76	336 380,82	321 199,00	0,00	0,00	336 380,82	352 278,76	0,00	15 897,94
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**33 386,17**	**342 741,19**	**328 433,29**	**0,00**	**0,00**	**342 741,19**	**361 819,46**	**0,00**	**19 078,27**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	15 931,66	16 122,06	0,00	0,00	15 931,66	16 122,06	0,00	190,40
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**33 386,17**	**358 672,85**	**344 555,35**	**0,00**	**0,00**	**358 672,85**	**377 941,52**	**0,00**	**19 268,67**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	0,00	0,00	286,50	0,00	0,00	0,00	286,50	0,00	286,50
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286,50**	**0,00**	**286,50**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	1 132,27	415 363,17	416 036,65	0,00	0,00	415 363,17	417 168,92	0,00	1 805,75
	Sous Total compte 471	**0,00**	**122 615,40**	**48 117 888,13**	**48 215 354,58**	**0,00**	**0,00**	**48 117 888,13**	**48 337 969,98**	**0,00**	**220 081,85**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	757 877,98	519 484,99	0,00	0,00	757 877,98	519 484,99	238 392,99	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	43 632,37	27 216,84	0,00	0,00	43 632,37	27 216,84	16 415,53	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**801 510,35**	**546 701,83**	**0,00**	**0,00**	**801 510,35**	**546 701,83**	**254 808,52**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	16,10	16,10	0,00	0,00	16,10	16,10	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	341 131,49	301 959,89	0,00	0,00	341 131,49	301 959,89	39 171,60	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**1 142 657,94**	**848 677,82**	**0,00**	**0,00**	**1 142 657,94**	**848 677,82**	**293 980,12**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	1 084 253,08	1 084 253,08	0,00	0,00	1 084 253,08	1 084 253,08	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	1 084 253,08	1 084 253,08	0,00	0,00	1 084 253,08	1 084 253,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**2 168 506,16**	**2 168 506,16**	**0,00**	**0,00**	**2 168 506,16**	**2 168 506,16**	**0,00**	**0,00**
4781	Frais de poursuite rattachés	73,88	0,00	1 551,50	0,00	0,00	0,00	1 625,38	0,00	1 625,38	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,07	0,44	0,58	0,00	0,00	0,44	0,65	0,00	0,21
	Sous Total compte 478	**73,88**	**0,07**	**1 551,94**	**0,58**	**0,00**	**0,00**	**1 625,82**	**0,65**	**1 625,17**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**73,88**	**122 615,47**	**51 430 604,17**	**51 232 539,14**	**0,00**	**0,00**	**51 430 678,05**	**51 355 154,61**	**75 523,44**	**0,00**
486	Charges constatées d'avance	0,00	0,00	40 945,57	0,00	0,00	0,00	40 945,57	0,00	40 945,57	0,00
	Sous Total compte 48	**0,00**	**0,00**	**40 945,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 945,57**	**0,00**	**40 945,57**	**0,00**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 000,00	0,00	137 000,00
	Sous Total compte 496	**0,00**	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 000,00**	**0,00**	**137 000,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**137 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**137 000,00**	**0,00**	**137 000,00**
	Total classe 4	**11 053 621,59**	**5 941 884,85**	**117 356 075,22**	**118 284 966,01**	**18 570,60**	**18 570,60**	**128 428 267,41**	**124 245 421,46**	**8 876 777,31**	**4 693 931,36**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	6 118,87	6 118,87	0,00	0,00	6 118,87	6 118,87	0,00	0,00
51172	Chèques impayés	0,00	0,00	149,70	149,70	0,00	0,00	149,70	149,70	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	1 097,08	1 097,08	0,00	0,00	1 097,08	1 097,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**1 246,78**	**1 246,78**	**0,00**	**0,00**	**1 246,78**	**1 246,78**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	88,75	0,00	39 176,94	39 075,29	0,00	0,00	39 265,69	39 075,29	190,40	0,00
	Sous Total compte 511	**88,75**	**0,00**	**46 542,59**	**46 440,94**	**0,00**	**0,00**	**46 631,34**	**46 440,94**	**190,40**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
515	Compte au Trésor	8 971 320,40	0,00	52 589 693,52	58 418 132,55	0,00	0,00	61 561 013,92	58 418 132,55	3 142 881,37	0,00
	Sous Total compte 51	**8 971 409,15**	**0,00**	**52 636 236,11**	**58 464 573,49**	**0,00**	**0,00**	**61 607 645,26**	**58 464 573,49**	**3 143 071,77**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	32 500,52	0,00	144 956,28	142 157,37	0,00	0,00	177 456,80	142 157,37	35 299,43	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	320,00	0,00	200,00	200,00	0,00	0,00	520,00	200,00	320,00	0,00
	Sous Total compte 541	**32 820,52**	**0,00**	**145 156,28**	**142 357,37**	**0,00**	**0,00**	**177 976,80**	**142 357,37**	**35 619,43**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**32 820,52**	**0,00**	**145 156,28**	**142 357,37**	**0,00**	**0,00**	**177 976,80**	**142 357,37**	**35 619,43**	**0,00**
553	Avances à des régies dotées de la seule	45 360,00	0,00	459 023,53	0,00	0,00	0,00	504 383,53	0,00	504 383,53	0,00
	Sous Total compte 55	**45 360,00**	**0,00**	**459 023,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 383,53**	**0,00**	**504 383,53**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	6 544 474,26	6 544 474,26	0,00	0,00	6 544 474,26	6 544 474,26	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	101 294,44	101 294,44	0,00	0,00	101 294,44	101 294,44	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	64 944,74	64 944,74	0,00	0,00	64 944,74	64 944,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**64 944,74**	**64 944,74**	**0,00**	**0,00**	**64 944,74**	**64 944,74**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	94 579,25	94 579,25	0,00	0,00	94 579,25	94 579,25	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**6 805 292,69**	**6 805 292,69**	**0,00**	**0,00**	**6 805 292,69**	**6 805 292,69**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**9 049 589,67**	**0,00**	**60 045 708,61**	**65 412 223,55**	**0,00**	**0,00**	**69 095 298,28**	**65 412 223,55**	**3 683 074,73**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	1 882 478,49	17 708,65	1 882 478,49	17 708,65	1 864 769,84	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 882 478,49**	**17 708,65**	**1 882 478,49**	**17 708,65**	**1 864 769,84**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	616 666,62	73 592,35	616 666,62	73 592,35	543 074,27	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 063 748,74	39 308,73	1 063 748,74	39 308,73	1 024 440,01	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	429 138,65	27 974,31	429 138,65	27 974,31	401 164,34	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 109 554,01**	**140 875,39**	**2 109 554,01**	**140 875,39**	**1 968 678,62**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 674,02	0,00	1 674,02	0,00	1 674,02	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	158 109,89	0,00	158 109,89	0,00	158 109,89	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	86 035,72	2 063,93	86 035,72	2 063,93	83 971,79	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	34 567,20	0,00	34 567,20	0,00	34 567,20	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	355 576,29	26 538,55	355 576,29	26 538,55	329 037,74	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**635 963,12**	**28 602,48**	**635 963,12**	**28 602,48**	**607 360,64**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	114 436,28	2 913,36	114 436,28	2 913,36	111 522,92	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	126 660,31	11 686,62	126 660,31	11 686,62	114 973,69	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	27,00	27,00	27,00	0,00	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	50 677,63	11 800,70	50 677,63	11 800,70	38 876,93	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**291 801,22**	**26 427,68**	**291 801,22**	**26 427,68**	**265 373,54**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	39 892,35	261,31	39 892,35	261,31	39 631,04	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	75 767,64	40,00	75 767,64	40,00	75 727,64	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	8 586,52	379,95	8 586,52	379,95	8 206,57	0,00
	Sous Total compte 6066	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 586,52**	**379,95**	**8 586,52**	**379,95**	**8 206,57**	**0,00**
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 161 564,86**	**196 586,81**	**3 161 564,86**	**196 586,81**	**2 964 978,05**	**0,00**
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	253,20	0,00	253,20	0,00	253,20	0,00
	Sous Total compte 607	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**253,20**	**0,00**	**253,20**	**0,00**	**253,20**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 044 296,55**	**214 295,46**	**5 044 296,55**	**214 295,46**	**4 830 001,09**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	11 682,00	0,00	11 682,00	0,00	11 682,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	45 819,23	890,00	45 819,23	890,00	44 929,23	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	366 355,89	47 712,46	366 355,89	47 712,46	318 643,43	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	162 376,04	18 948,59	162 376,04	18 948,59	143 427,45	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**528 731,93**	**66 661,05**	**528 731,93**	**66 661,05**	**462 070,88**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**574 551,16**	**67 551,05**	**574 551,16**	**67 551,05**	**507 000,11**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	37 800,00	300,00	37 800,00	300,00	37 500,00	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 076,00	0,00	2 076,00	0,00	2 076,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	115 914,67	5 698,96	115 914,67	5 698,96	110 215,71	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	287 951,82	38 776,06	287 951,82	38 776,06	249 175,76	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 866,49**	**44 475,02**	**403 866,49**	**44 475,02**	**359 391,47**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	2 347,12	0,00	2 347,12	0,00	2 347,12	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	628,62	0,00	628,62	0,00	628,62	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 975,74**	**0,00**	**2 975,74**	**0,00**	**2 975,74**	**0,00**
61524	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	83 072,45	18 899,65	83 072,45	18 899,65	64 172,80	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**491 990,68**	**63 374,67**	**491 990,68**	**63 374,67**	**428 616,01**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	50 026,35	1 365,31	50 026,35	1 365,31	48 661,04	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	45 469,74	349,86	45 469,74	349,86	45 119,88	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 496,09**	**1 715,17**	**95 496,09**	**1 715,17**	**93 780,92**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	528 991,84	59 976,50	528 991,84	59 976,50	469 015,34	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 116 478,61**	**125 066,34**	**1 116 478,61**	**125 066,34**	**991 412,27**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 261,09	0,00	3 261,09	0,00	3 261,09	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi	0,00	0,00	0,00	0,00	60 017,88	30 017,88	60 017,88	30 017,88	30 000,00	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	180 684,22	0,00	180 684,22	0,00	180 684,22	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 963,19**	**30 017,88**	**243 963,19**	**30 017,88**	**213 945,31**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	9 628,50	492,00	9 628,50	492,00	9 136,50	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	40 538,75	1 154,90	40 538,75	1 154,90	39 383,85	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	91 190,36	8 715,00	91 190,36	8 715,00	82 475,36	0,00
6185	Frais de colloques et séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 190,00	0,00	2 190,00	0,00	2 190,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	672 629,25	68 313,26	672 629,25	68 313,26	604 315,99	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**806 548,36**	**78 183,16**	**806 548,36**	**78 183,16**	**728 365,20**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 800 651,82**	**301 610,43**	**2 800 651,82**	**301 610,43**	**2 499 041,39**	**0,00**
6216	Personnel affecté par le GFP de rattache	0,00	0,00	0,00	0,00	2 395 812,55	1 559 588,53	2 395 812,55	1 559 588,53	836 224,02	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	23 430,51	0,00	23 430,51	0,00	23 430,51	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 419 243,06**	**1 559 588,53**	**2 419 243,06**	**1 559 588,53**	**859 654,53**	**0,00**
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	48 920,31	4 663,76	48 920,31	4 663,76	44 256,55	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 920,31**	**4 663,76**	**48 920,31**	**4 663,76**	**44 256,55**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	206 085,44	2 753,25	206 085,44	2 753,25	203 332,19	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	649,63	601,50	649,63	601,50	48,13	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**257 655,38**	**8 018,51**	**257 655,38**	**8 018,51**	**249 636,87**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	158 457,36	993,00	158 457,36	993,00	157 464,36	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	656 573,64	25 423,07	656 573,64	25 423,07	631 150,57	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	180 468,73	5 311,73	180 468,73	5 311,73	175 157,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 403,96	0,00	1 403,96	0,00	1 403,96	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**996 903,69**	**31 727,80**	**996 903,69**	**31 727,80**	**965 175,89**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	38 920,94	1 214,18	38 920,94	1 214,18	37 706,76	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 920,94**	**1 214,18**	**38 920,94**	**1 214,18**	**37 706,76**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	96 767,94	37 843,47	96 767,94	37 843,47	58 924,47	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	45 205,23	4 448,95	45 205,23	4 448,95	40 756,28	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 973,17**	**42 292,42**	**141 973,17**	**42 292,42**	**99 680,75**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	8 715,12	1 534,44	8 715,12	1 534,44	7 180,68	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	42 241,75	490,00	42 241,75	490,00	41 751,75	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	342 084,31	1 164,64	342 084,31	1 164,64	340 919,67	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	41 438,20	4 885,96	41 438,20	4 885,96	36 552,24	0,00
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	317 254,10	12 823,93	317 254,10	12 823,93	304 430,17	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**743 018,36**	**19 364,53**	**743 018,36**	**19 364,53**	**723 653,83**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 606 429,72**	**1 663 740,41**	**4 606 429,72**	**1 663 740,41**	**2 942 689,31**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	233 297,82	0,00	233 297,82	0,00	233 297,82	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	66 657,03	0,00	66 657,03	0,00	66 657,03	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	119 915,44	0,00	119 915,44	0,00	119 915,44	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**419 870,29**	**0,00**	**419 870,29**	**0,00**	**419 870,29**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	13 135,00	0,00	13 135,00	0,00	13 135,00	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**	**58 135,00**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	4 899,81	0,00	4 899,81	0,00	4 899,81	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**482 905,10**	**0,00**	**482 905,10**	**0,00**	**482 905,10**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	9 141 693,76	0,00	9 141 693,76	0,00	9 141 693,76	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	339 435,80	0,00	339 435,80	0,00	339 435,80	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	116 600,33	0,00	116 600,33	0,00	116 600,33	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 307 519,16	0,00	2 307 519,16	0,00	2 307 519,16	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 905 249,05**	**0,00**	**11 905 249,05**	**0,00**	**11 905 249,05**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 046 493,79	0,00	5 046 493,79	0,00	5 046 493,79	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	151 878,75	0,00	151 878,75	0,00	151 878,75	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 198 372,54**	**0,00**	**5 198 372,54**	**0,00**	**5 198 372,54**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 328,94	0,00	20 328,94	0,00	20 328,94
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 103 621,59**	**20 328,94**	**17 103 621,59**	**20 328,94**	**17 083 292,65**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 466 482,19	0,00	2 466 482,19	0,00	2 466 482,19	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	3 204 201,71	12 801,11	3 204 201,71	12 801,11	3 191 400,60	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	182 214,92	0,00	182 214,92	0,00	182 214,92	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	51 998,00	0,00	51 998,00	0,00	51 998,00	0,00
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S	0,00	0,00	0,00	0,00	3 389,64	6 668,07	3 389,64	6 668,07	0,00	3 278,43
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 908 286,46**	**19 469,18**	**5 908 286,46**	**19 469,18**	**5 888 817,28**	**0,00**
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 773,55	0,00	2 773,55	0,00	2 773,55	0,00
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 773,55**	**0,00**	**2 773,55**	**0,00**	**2 773,55**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	81 753,69	1 245,60	81 753,69	1 245,60	80 508,09	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	733 760,02	0,00	733 760,02	0,00	733 760,02	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	679,50	349 383,61	679,50	349 383,61	0,00	348 704,11
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**818 966,76**	**350 629,21**	**818 966,76**	**350 629,21**	**468 337,55**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 830 874,81**	**390 427,33**	**23 830 874,81**	**390 427,33**	**23 440 447,48**	**0,00**
65132	Dpx	0,00	0,00	0,00	0,00	7 380,61	0,00	7 380,61	0,00	7 380,61	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**	**7 380,61**	**0,00**
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 213,00	0,00	1 213,00	0,00	1 213,00	0,00
	Sous Total compte 652	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 213,00**	**0,00**	**1 213,00**	**0,00**	**1 213,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	310 131,10	0,00	310 131,10	0,00	310 131,10	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 157,93	0,00	3 157,93	0,00	3 157,93	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	19 495,34	0,00	19 495,34	0,00	19 495,34	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	30 697,79	0,00	30 697,79	0,00	30 697,79	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	14 411,00	0,00	14 411,00	0,00	14 411,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	0,00	0,00	0,00	0,00	19 999,92	0,00	19 999,92	0,00	19 999,92	0,00
653172	Cotisations au fonds de financement de l	0,00	0,00	0,00	0,00	574,50	0,00	574,50	0,00	574,50	0,00
	Sous Total compte 65317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**574,50**	**0,00**	**574,50**	**0,00**	**574,50**	**0,00**
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**	**398 467,58**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	64 944,74	0,00	64 944,74	0,00	64 944,74	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	23 693,74	0,00	23 693,74	0,00	23 693,74	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 638,48**	**0,00**	**88 638,48**	**0,00**	**88 638,48**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	512 831,93	1 600,00	512 831,93	1 600,00	511 231,93	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 831,93**	**1 600,00**	**512 831,93**	**1 600,00**	**511 231,93**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 831,93**	**1 600,00**	**512 831,93**	**1 600,00**	**511 231,93**	**0,00**
657351	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 263,18	2 263,18	2 263,18	2 263,18	0,00	0,00
	Sous Total compte 65735	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 263,18**	**2 263,18**	**2 263,18**	**2 263,18**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473 000,00	0,00	1 473 000,00	0,00	1 473 000,00	0,00
657364	Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 658 000,00**	**0,00**	**1 658 000,00**	**0,00**	**1 658 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 660 263,18**	**2 263,18**	**1 660 263,18**	**2 263,18**	**1 658 000,00**	**0,00**
65741	Ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	2 780,00	1 212,00	2 780,00	1 212,00	1 568,00	0,00
65743	Fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	62 357,00	0,00	62 357,00	0,00	62 357,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	672 354,20	0,00	672 354,20	0,00	672 354,20	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**737 491,20**	**1 212,00**	**737 491,20**	**1 212,00**	**736 279,20**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 397 754,38**	**3 475,18**	**2 397 754,38**	**3 475,18**	**2 394 279,20**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	63 427,52	8 640,82	63 427,52	8 640,82	54 786,70	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	19 913,94	0,00	19 913,94	0,00	19 913,94	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 341,46**	**8 640,82**	**83 341,46**	**8 640,82**	**74 700,64**	**0,00**
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	264 752,27	856,20	264 752,27	856,20	263 896,07	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 752,27**	**856,20**	**264 752,27**	**856,20**	**263 896,07**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**348 093,73**	**9 497,02**	**348 093,73**	**9 497,02**	**338 596,71**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 754 379,71**	**14 572,20**	**3 754 379,71**	**14 572,20**	**3 739 807,51**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	229 292,40	0,00	229 292,40	0,00	229 292,40	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	199 073,07	133 357,75	199 073,07	133 357,75	65 715,32	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**428 365,47**	**133 357,75**	**428 365,47**	**133 357,75**	**295 007,72**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**428 365,47**	**133 357,75**	**428 365,47**	**133 357,75**	**295 007,72**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**428 365,47**	**133 357,75**	**428 365,47**	**133 357,75**	**295 007,72**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	19 907,89	0,00	19 907,89	0,00	19 907,89	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	19 123,00	0,00	19 123,00	0,00	19 123,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 502,00	0,00	4 502,00	0,00	4 502,00	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 502,00**	**0,00**	**4 502,00**	**0,00**	**4 502,00**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 532,89**	**0,00**	**43 532,89**	**0,00**	**43 532,89**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	3 205 398,23	402,00	3 205 398,23	402,00	3 204 996,23	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 205 398,23**	**402,00**	**3 205 398,23**	**402,00**	**3 204 996,23**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 205 398,23**	**402,00**	**3 205 398,23**	**402,00**	**3 204 996,23**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 196 834,30**	**2 718 405,58**	**44 196 834,30**	**2 718 405,58**	**41 850 740,20**	**372 311,48**
7011	Ventes d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	27 279,54	165 407,47	27 279,54	165 407,47	0,00	138 127,93
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 279,54**	**165 407,47**	**27 279,54**	**165 407,47**	**0,00**	**138 127,93**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	6 675,00	52 403,00	6 675,00	52 403,00	0,00	45 728,00
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 675,00**	**52 403,00**	**6 675,00**	**52 403,00**	**0,00**	**45 728,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	208,68	64 524,60	208,68	64 524,60	0,00	64 315,92
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**208,68**	**64 524,60**	**208,68**	**64 524,60**	**0,00**	**64 315,92**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 030,64	0,00	67 030,64	0,00	67 030,64
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 030,64**	**0,00**	**67 030,64**	**0,00**	**67 030,64**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 883,68**	**183 958,24**	**6 883,68**	**183 958,24**	**0,00**	**177 074,56**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 762,80	0,00	85 762,80	0,00	85 762,80
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	7 374,50	46 525,38	7 374,50	46 525,38	0,00	39 150,88
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 016,10	0,00	79 016,10	0,00	79 016,10
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 374,50**	**125 541,48**	**7 374,50**	**125 541,48**	**0,00**	**118 166,98**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7066	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	155 180,60	1 268 257,28	155 180,60	1 268 257,28	0,00	1 113 076,68
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	384 596,68	1 413 544,50	384 596,68	1 413 544,50	0,00	1 028 947,82
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	230,64	18 652,60	230,64	18 652,60	0,00	18 421,96
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,64**	**18 652,60**	**230,64**	**18 652,60**	**0,00**	**18 421,96**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230,64**	**18 652,60**	**230,64**	**18 652,60**	**0,00**	**18 421,96**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**547 382,42**	**2 911 758,66**	**547 382,42**	**2 911 758,66**	**0,00**	**2 364 376,24**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	338,00	4 582,40	338,00	4 582,40	0,00	4 244,40
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**338,00**	**4 582,40**	**338,00**	**4 582,40**	**0,00**	**4 244,40**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	251,27	5 691,66	251,27	5 691,66	0,00	5 440,39
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	293 704,32	493 001,30	293 704,32	493 001,30	0,00	199 296,98
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**293 704,32**	**493 001,30**	**293 704,32**	**493 001,30**	**0,00**	**199 296,98**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	8 341,71	66 874,71	8 341,71	66 874,71	0,00	58 533,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	182 509,57	400 753,32	182 509,57	400 753,32	0,00	218 243,75
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 155,00	13 906,32	5 155,00	13 906,32	0,00	8 751,32
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**196 006,28**	**481 534,35**	**196 006,28**	**481 534,35**	**0,00**	**285 528,07**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**489 961,87**	**980 227,31**	**489 961,87**	**980 227,31**	**0,00**	**490 265,44**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 071 845,51**	**4 245 934,08**	**1 071 845,51**	**4 245 934,08**	**0,00**	**3 174 088,57**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 722,20	25 756 394,55	6 722,20	25 756 394,55	0,00	25 749 672,35
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 779,00	0,00	20 779,00	0,00	20 779,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 722,20**	**25 777 173,55**	**6 722,20**	**25 777 173,55**	**0,00**	**25 770 451,35**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 345 715,00	0,00	1 345 715,00	0,00	1 345 715,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 345 715,00**	**0,00**	**1 345 715,00**	**0,00**	**1 345 715,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 296,00	0,00	12 296,00	0,00	12 296,00
73136	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97,42	0,00	97,42	0,00	97,42
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 393,42**	**0,00**	**12 393,42**	**0,00**	**12 393,42**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 282,29	0,00	652 282,29	0,00	652 282,29
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**652 282,29**	**0,00**	**652 282,29**	**0,00**	**652 282,29**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	3 691,05	197 049,72	3 691,05	197 049,72	0,00	193 358,67
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 691,05**	**197 049,72**	**3 691,05**	**197 049,72**	**0,00**	**193 358,67**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	25 625,30	1 041 274,92	25 625,30	1 041 274,92	0,00	1 015 649,62
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 625,30**	**1 041 274,92**	**25 625,30**	**1 041 274,92**	**0,00**	**1 015 649,62**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 038,55**	**29 025 888,90**	**36 038,55**	**29 025 888,90**	**0,00**	**28 989 850,35**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 243 304,00	0,00	7 243 304,00	0,00	7 243 304,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353 633,00	0,00	353 633,00	0,00	353 633,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 596 937,00**	**0,00**	**7 596 937,00**	**0,00**	**7 596 937,00**
732221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 664,00	0,00	261 664,00	0,00	261 664,00
	Sous Total compte 73222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 664,00**	**0,00**	**261 664,00**	**0,00**	**261 664,00**
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 664,00**	**0,00**	**261 664,00**	**0,00**	**261 664,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 858 601,00**	**0,00**	**7 858 601,00**	**0,00**	**7 858 601,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 038,55**	**36 884 489,90**	**36 038,55**	**36 884 489,90**	**0,00**	**36 848 451,35**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468 188,00	0,00	468 188,00	0,00	468 188,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 090,00	0,00	889 090,00	0,00	889 090,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**889 090,00**	**0,00**	**889 090,00**	**0,00**	**889 090,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 357 278,00**	**0,00**	**1 357 278,00**	**0,00**	**1 357 278,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 357 278,00**	**0,00**	**1 357 278,00**	**0,00**	**1 357 278,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 547,73	0,00	18 547,73	0,00	18 547,73
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 229,94	0,00	25 229,94	0,00	25 229,94
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 229,94**	**0,00**	**25 229,94**	**0,00**	**25 229,94**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370,00	0,00	2 370,00	0,00	2 370,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	25 500,00	104 400,00	25 500,00	104 400,00	0,00	78 900,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	2 589 322,04	8 000,00	2 589 322,04	0,00	2 581 322,04
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**2 589 322,04**	**8 000,00**	**2 589 322,04**	**0,00**	**2 581 322,04**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**2 589 322,04**	**8 000,00**	**2 589 322,04**	**0,00**	**2 581 322,04**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 500,00**	**2 721 321,98**	**33 500,00**	**2 721 321,98**	**0,00**	**2 687 821,98**
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760 847,00	0,00	760 847,00	0,00	760 847,00
748372	Dotation politique de la ville (DPV)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	Sous Total compte 74837	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**1 000,00**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**761 847,00**	**0,00**	**761 847,00**	**0,00**	**761 847,00**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 907,00	0,00	4 907,00	0,00	4 907,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 141,00	0,00	41 141,00	0,00	41 141,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 365,64	0,00	23 365,64	0,00	23 365,64
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 365,64**	**0,00**	**23 365,64**	**0,00**	**23 365,64**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**831 260,64**	**0,00**	**831 260,64**	**0,00**	**831 260,64**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 500,00**	**4 928 408,35**	**33 500,00**	**4 928 408,35**	**0,00**	**4 894 908,35**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	853 687,74	0,00	853 687,74	0,00	853 687,74

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
75811	Redevances pour concessions, brevets, li	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 006,38	0,00	3 006,38	0,00	3 006,38
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 006,38**	**0,00**	**3 006,38**	**0,00**	**3 006,38**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,11	0,00	65,11	0,00	65,11
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	631,50	274 679,03	631,50	274 679,03	0,00	274 047,53
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**631,50**	**274 679,03**	**631,50**	**274 679,03**	**0,00**	**274 047,53**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**631,50**	**277 750,52**	**631,50**	**277 750,52**	**0,00**	**277 119,02**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**631,50**	**1 131 438,26**	**631,50**	**1 131 438,26**	**0,00**	**1 130 806,76**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 004,70	0,00	85 004,70	0,00	85 004,70
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 004,70**	**0,00**	**85 004,70**	**0,00**	**85 004,70**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 894,75	0,00	24 894,75	0,00	24 894,75
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 625,00	0,00	23 625,00	0,00	23 625,00
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 587,00	0,00	92 587,00	0,00	92 587,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 106,75**	**0,00**	**141 106,75**	**0,00**	**141 106,75**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807 000,00	0,00	1 807 000,00	0,00	1 807 000,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**1 807 000,00**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**0,00**	**1 807 000,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 142 015,56**	**49 223 382,04**	**1 142 015,56**	**49 223 382,04**	**0,00**	**48 081 366,48**
	Total général	**378 972 462,51**	**378 972 462,51**	**244 711 909,26**	**243 109 092,73**	**66 734 776,77**	**68 337 593,30**	**690 419 148,54**	**690 419 148,54**	**428 742 126,33**	**428 742 126,33**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**361 508,23**	**2 245 727,17**	**0,00**	**41 974,68**	**1 638 055,16**	**7 654 394,54**	**1 638 885,43**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	246 508,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	56 176,56	0,00	0,00	49 742,17	118 410,57	146 340,08	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 559 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	630 091,61	0,00	41 974,68	1 588 312,99	991 569,63	1 298 303,82	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 544 414,34	194 241,53	0,00
26	Participations et créances rattachées	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**7 639 958,12**	**213 392,00**	**0,00**	**0,00**	**591 863,29**	**836 926,70**	**259 584,82**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 639 958,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	213 392,00	0,00	0,00	591 863,29	836 926,70	259 584,82	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**101 570,68**	**940,23**	**2 438 201,06**	**1 749 229,39**		**17 870 486,57**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20,00	0,00	0,00	123,00		246 651,23
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 060,00	0,00	0,00	0,00		373 729,38
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 559 459,00
21	Immobilisations corporelles	98 490,68	940,23	2 438 201,06	406 504,59		7 494 389,29
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		6 738 655,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		115 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	1 324 031,20		1 324 031,20
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	18 570,60		18 570,60
RECETTES		**20,00**	**0,00**	**158 846,98**	**33 739,20**		**9 734 331,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		7 639 958,12
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	158 846,98	0,00		2 060 613,79
16	Emprunts et dettes assimilées	20,00	0,00	0,00	2 788,20		2 808,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	12 380,40		12 380,40
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	18 570,60		18 570,60

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**295 007,72**	**12 442 586,38**	**0,00**	**1 985 974,71**	**5 985 041,35**	**9 086 955,97**	**5 790 795,53**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	2 217 956,07	0,00	331 103,48	2 001 402,65	2 423 027,44	767 715,74	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 697 443,07	0,00	1 635 055,43	3 771 936,65	6 220 374,06	3 546 113,79	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 507 279,35	0,00	19 815,80	211 702,05	443 554,47	1 476 966,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	295 007,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	19 907,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**40 969 128,12**	**1 080 659,89**	**0,00**	**104 408,96**	**1 182 479,83**	**1 600 148,92**	**3 021 816,92**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	371 101,07	0,00	0,00	1 210,41	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	461 257,27	0,00	4 046,96	1 028 947,82	797 603,83	639 061,93	0,00
73	Impôts et taxes	7 858 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	28 989 752,93	97,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 228 769,49	0,00	0,00	110,00	151 139,85	724 345,94	1 735 273,07	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	199 686,38	0,00	100 250,00	1 181,75	78 199,15	647 481,92	0,00
76	Produits financiers	85 004,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	48 517,75	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	1 807 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 145 422,86**	**1 172 229,65**	**310 129,92**	**407 974,88**		**38 622 118,97**
011	Charges à caractère général	0,00	240 319,88	874 783,14	273 185,79	345 617,88		9 475 112,07
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	889 762,76	294 653,89	36 944,13	0,00		25 092 283,78
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 340,22	2 792,62	0,00	62 357,00		3 739 807,51
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		295 007,72
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		19 907,89
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**146 078,80**	**54 770,00**	**137 627,93**	**63 971,59**		**48 361 090,96**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		372 311,48
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	41 071,24	0,00	138 127,93	63 971,59		3 174 088,57
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 858 601,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		28 989 850,35
74	Dotations et participations	0,00	1 000,00	54 770,00	-500,00	0,00		4 894 908,35
75	Autres produits de gestion courante	0,00	104 007,56	0,00	0,00	0,00		1 130 806,76
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		85 004,70
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		48 519,75
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 807 000,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES — A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	41 881 078,55	21 185 535,60	1 367 988,34	19 327 554,61
RECETTES	41 881 078,55	16 185 414,37	8 682 959,84	17 012 704,34
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	58 758 367,07	41 850 740,20	0,00	16 907 626,87
RECETTES	58 758 367,07	48 453 677,96	0,00	10 304 689,11

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CIMETIERE/ N°SIRET : 21830062200279

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	347 016,12	342 892,05	0,00	4 124,07
RECETTES	347 016,12	0,00	0,00	347 016,12
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	381 700,04	381 685,94	0,00	14,10
RECETTES	381 700,04	381 685,98	0,00	14,06

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 228 094,67	21 528 427,65	1 367 988,34	19 331 678,68
RECETTES	42 228 094,67	16 185 414,37	8 682 959,84	17 359 720,46
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	59 140 067,11	42 232 426,14	0,00	16 907 640,97
RECETTES	59 140 067,11	48 835 363,94	0,00	10 304 703,17

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 228 094,67	21 528 427,65	1 367 988,34	19 331 678,68
RECETTES	42 228 094,67	16 185 414,37	8 682 959,84	17 359 720,46
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	59 140 067,11	42 232 426,14	0,00	16 907 640,97
RECETTES	59 140 067,11	48 835 363,94	0,00	10 304 703,17
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**101 368 161,78**	**63 760 853,79**	**1 367 988,34**	**36 239 319,65**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**101 368 161,78**	**65 020 778,31**	**8 682 959,84**	**27 664 423,63**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**10 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					10 000 000,00									
0.041.060	CREDIT FONCIER DE FRANCE	19/01/2017	31/12/2018	02/03/2020	6 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	1,860	1,890	EUR	A	P	O	A-1
159	DEXIA CL	08/12/2006	08/12/2006	01/12/2008	4 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé)-Floor -0.04 sur EONIA(Postfixé)) + 0.04	3,610	3,750	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**2 725 828,67**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					2 725 828,67									
161	C.R.A.M.	31/10/2007	31/10/2007	31/10/2008	877 295,31	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
162	C.R.A.M.	31/10/2007	31/10/2007	31/10/2008	132 215,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Convention V15/2017	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail	14/12/2017	31/10/2017	31/10/2020	1 716 317,53	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**12 725 828,67**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant remboursé à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**7 812 675,64**					**251 040,63**	**327 504,28**	**0,00**	**167 358,22**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		7 812 675,64					251 040,63	327 504,28	0,00	167 358,22
0.041.060	N	0,00	A-1	5 468 673,58	34,16	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor -1.11 sur Livret A(Préfixé)	4,170	112 267,73	227 884,19	0,00	159 808,37
159	N	0,00	A-1	2 344 002,06	12,92	F	Taux fixe à 4.25 %	4,250	138 772,90	99 620,09	0,00	7 549,85
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**1 438 651,65**					**136 290,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		1 438 651,65					136 290,55	0,00	0,00	0,00
161	N	0,00	A-1	131 594,28	2,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	43 864,76	0,00	0,00	0,00
162	N	0,00	A-1	19 832,37	2,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 610,79	0,00	0,00	0,00
Convention V15/2017	N	0,00	A-1	1 287 225,00	14,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	85 815,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**9 251 327,29**					**387 331,18**	**327 504,28**	**0,00**	**167 358,22**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau du taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	9 251 327,29	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		29-11-2021
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subventions transférables	0	01/01/2000
L	Autre matériel et outillage d'incendie	20	01/01/2000
L	Réseaux d'assainissement	20	01/01/2000
L	Autre matériel et outillage de voirie	5	01/01/2000
L	FONDS AFFECTES A L EQUIPEMENT TRANSF	10	01/01/2000
L	Bâtiments et installations	30	01/01/2000
L	Autres subventions d 'équipement transf	10	01/01/2000
L	RESEAUX DIVERS - INSTAL. MATERIEL ET OUT	0	01/01/2000
L	Avances versées commandes d'immo corpo	0	01/01/2000
L	Subv equip. bâtiments et installations	0	01/01/2000
L	Subv equip.infrastructures int. national	40	01/01/2000
L	Subv equip. mobilier ccas	5	01/01/2000
L	Instal. generales et amngt constructions	0	01/01/2000
L	Réseaux d'adduction d'eau	0	01/01/2000
L	Subv état et etablissements nationaux	0	01/01/2000
L	MOBILIER	0	01/01/2000
L	Autre matériel technique	5	01/01/2000
L	Autres réseaux	0	01/01/2000
L	Frais d'études	5	29/11/2016
L	Subv equip. mobiliers mat. études	5	29/11/2021
L	Frais d'insertion	5	29/11/2021
L	Subv privée - bâtiments et installations	30	29/11/2021
L	ATTRIBUTION COMPENSATION INVESTISSEMENT	1	29/11/2021
L	Logiciels	2	29/11/2021
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	29/11/2021
L	Plantations	15	29/11/2021
L	Autres installations, mat. & outil. tech	20	29/11/2021
L	Matériel roulant	5	29/11/2021
L	Install génér, agencts, amengts divers	10	29/11/2021
L	Voitures	5	29/11/2021
L	VEHICULES AMORT MODIFIALBES	5	29/11/2021

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Camions et vehicules industriels	5	29/11/2021
L	Matériel de bureau et informatique	5	29/11/2021
L	Mobilier	10	29/11/2021
L	Matériel de téléphonie	5	29/11/2021
L	Autres immobilisations corporelles	6	29/11/2021
L	matériel informatique scolaire	5	29/11/2021

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**10 091 300,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**8 284 300,00**
Provisions pour litiges		**87 300,00**	**0,00**	**0,00**	**87 300,00**
Contentieux personnels	12/07/2023	55 500,00	0,00	0,00	55 500,00
Contenteux d'urbanisme	12/07/2023	31 800,00	0,00	0,00	31 800,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**2 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 500 000,00**
Risque financier - Garantie d'emprunt Ste Musse - Projet Spitalier	20/09/2021	2 500 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00
Autres provisions pour risques		**7 504 000,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**5 697 000,00**
Risques naturels	14/09/2015	1 500 000,00	0,00	0,00	1 500 000,00
Risques technologiques	14/09/2015	1 500 000,00	0,00	0,00	1 500 000,00
Affaire ZAC Ste Musse	12/09/2016	667 000,00	0,00	667 000,00	0,00
Massacan	17/09/2018	2 800 000,00	0,00	1 140 000,00	1 660 000,00
Risques naturels - Rocher	09/09/2019	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00
Créances douteuses 2003/2020	12/07/2023	137 000,00	0,00	0,00	137 000,00
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**10 091 300,00**	**0,00**	**1 807 000,00**	**8 284 300,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		10 091 300,00	0,00	1 807 000,00	8 284 300,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 077 — **Intitulé de l'opération : CONV. MOE REQUALIFICATION CENTRE VILLE** — **Date de la délibération : 20/09/2021**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**110 160,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**	**128 730,60**
4581 (2)	110 160,00	18 570,60	18 570,60	0,00	0,00	128 730,60
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**110 160,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**	**128 730,60**
RECETTES (b)	**110 160,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**	**128 730,60**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	110 160,00	18 570,60	18 570,60	0,00	0,00	128 730,60
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**110 160,00**	**18 570,60**	**18 570,60**	**0,00**	**0,00**	**128 730,60**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	44 893 656,74	30 245 307,04	3 271 735,42
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 041 657,26**	**1 428 184,64**											**75 175,64**	**520 730,65**
SAGEP	2021	C		ARKEA	2 554 400,00	1 021 760,00	1,83	T	V	(Euribor 3M + 0.57)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,580	V	(Euribor 3M + 0.57)-Floor 0 sur Euribor 3M	4,340	A-1	EUR	60 189,73	510 880,00
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	487 257,26	406 424,64	22,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	14 985,91	9 850,65
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**41 851 999,48**	**28 817 122,40**											**846 112,71**	**1 829 716,42**
CDC HABITAT SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	2018	P		CDC	919 246,01	641 879,79	13,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	28 584,16	38 695,41
CDC HABITAT SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A	2024	P		Action Logement	260 000,00	0,00	39,96	X	F	Taux fixe à 2 %	2,000	F	Taux fixe à 2 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OFS MEDITERRANEE.	2024	P		Action Logement	0,00	0,00	39,30	T	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	F	Taux fixe à 0.5 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
PROLETAZUR	2018	P		CDC	1 069 208,75	674 563,04	9,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,290	A-1	EUR	24 174,97	58 011,66
PROLETAZUR	2018	P		CDC	342 880,33	229 545,17	13,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	9 250,04	13 877,05
PROLETAZUR	2018	P		CDC	69 160,26	37 764,13	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,050	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,590	A-1	EUR	1 527,68	4 671,50
PROLETAZUR	2024	P		CDC	1 284 915,00	1 284 915,00	24,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,590	A-1	EUR	0,00	0,00
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	1987	P	LES LISERONS	CDC	569 701,98	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,450	A-1	EUR	993,57	28 226,31
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	1987	P		CDC	929 939,01	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	1 601,90	45 508,58
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	1988	P		CDC	10 671,43	511,96	0,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	35,68	501,79

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2010	P		CDC	662 202,00	478 338,66	26,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	13 756,71	12 972,57
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2010	P		CDC	66 413,00	52 537,17	36,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 496,64	914,35
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2011	P		CDC	1 007 456,78	511 463,05	8,25	A	F	Taux fixe à 2.35 %	2,350	F	Taux fixe à 2.35 %	2,340	A-1	EUR	13 206,30	50 507,02
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	616 625,69	0,00	0,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	0,320	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,470	A-1	EUR	1 915,64	87 986,91
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	860 817,06	0,00	0,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	0,320	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,470	A-1	EUR	2 674,26	122 830,83
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	764 448,13	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	A-1	EUR	3 347,02	95 085,88
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	702 282,24	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	3 074,84	87 353,38
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	359 707,39	45 357,63	0,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	0,320	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,470	A-1	EUR	2 543,18	44 427,05
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	2 591 858,03	2 011 079,08	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	81 118,78	68 889,54
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	405 698,97	314 790,67	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	12 697,38	10 783,16
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	147 489,51	116 731,71	22,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	4 690,50	3 537,49
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	1 507 112,23	1 260 802,20	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	46 335,08	26 283,32
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	270 177,98	239 071,27	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	8 703,57	2 694,55
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	591 241,70	482 430,09	26,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	13 836,16	11 718,40
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	105 846,55	91 434,26	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 597,27	1 325,35
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	760 966,22	603 423,96	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	22 599,08	24 328,31
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	717 191,81	599 532,35	16,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,830	A-1	EUR	19 359,83	24 978,33
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	775 440,62	622 708,73	16,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,830	A-1	EUR	24 844,64	26 704,10
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	1 594 423,52	1 283 878,12	19,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	0,460	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,030	A-1	EUR	53 028,79	46 561,31
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	1 627 777,07	1 309 195,61	18,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	55 658,90	48 338,56

ARDEENNE D ECONOMIE
Reçu en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	2 483 606,22	2 023 891,61	20,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	0,460	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,030	A-1	EUR	83 467,89	68 422,30
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	1 124 185,53	924 947,10	20,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	39 140,94	29 710,09
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	2 242 150,32	1 842 819,80	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	58 962,39	59 192,93
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	749 467,85	622 808,95	21,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	26 302,66	18 719,26
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	315 977,64	219 310,34	11,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	3,900	A-1	EUR	9 128,61	14 621,38
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	417 599,50	286 413,56	10,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	12 612,61	21 211,02
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	9 199,16	3 570,01	3,57	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,090	A-1	EUR	180,67	836,69
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2018	P		CDC	650 575,19	505 527,76	18,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	18 853,57	18 182,64
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2017	P		CDC	618 435,00	338 129,33	7,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	0,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.75)	2,240	A-1	EUR	8 453,23	37 569,93
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2021	P		C.C.C.COOP	311 000,00	249 223,94	14,15	M	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	A-1	EUR	2 348,95	16 408,37
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2020	C		ARKEA	4 849 195,00	3 700 701,40	14,50	T	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	F	Taux fixe à 1.05 %	1,050	A-1	EUR	40 532,26	255 220,80
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2019	P		C.C.C.COOP	1 362 900,00	1 062 002,50	13,73	M	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	10 569,71	71 907,37
SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE	2019	P		C.C.C.COOP	3 500 000,00	2 835 213,56	14,32	M	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	28 174,34	183 631,30
SOCIETE ANONYME D'HLM 'LE LOGIS FAMILIAL VAROIS'	2018	P		CDC	1 240 331,80	1 006 962,23	19,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	41 680,12	35 040,65
SOCIETE ANONYME D'HLM 'LE LOGIS FAMILIAL VAROIS'	2018	P		CDC	374 509,75	302 499,50	19,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	11 904,32	10 772,01
VAR HABITAT	1992			CDC	11 967,25	1 147,16	1,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4764649934717	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.4764649934717	12,210	A-1	EUR	147,87	556,97
TOTAL GENERAL					**44 893 656,74**	**30 245 307,04**											**921 288,35**	**2 350 447,07**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	3 271 735,42
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	475 800,63
Provisions pour garanties d'emprunts	D	2 500 000,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**1 247 536,05**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**48 361 090,96**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**NaN**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des délégations de service public				0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**673 922,20**	
Personnes de droit privé	**673 922,20**	
Associations	**672 354,20**	
1G PERFORMANCE	0,00	Prêt de salle
54EME REGIMENT D'ARTILLERIE - subvention exceptionnelle	1 000,00	
A L'ECOUTE DES SIGNES	0,00	Prêt de salle
AAVIV - contrat de ville	500,00	
ACAMP	200,00	Prêt de salle
ACPG CATM TOE VEUVES	0,00	Prêt de salle
ADAIM	0,00	Prêt de salle
ADSEAAV - contrat de ville	500,00	
AIR DE CIRQUE	0,00	Prêt de salle
AMICALE DES ANCIENS MARINS COMMANDANT BOURDAIS	0,00	Prêt de salle
AMICALE DES BENEVOLES DU CCFF	1 000,00	Prêt de salle
AMICALE DES LOCATAIRES CNL DE LA PLANQUETTE	150,00	Prêt de salle
AMICALE DES LOCATAIRES CNL ROMAIN ROLLAND	150,00	
AMICALE DU 9° REGIMENT DE CHASSEURS PARACHUTISTES	0,00	Prêt de salle
AMICALE LAIQUE	0,00	Prêt de salle
AMICALEMENT SHOW	0,00	Prêt de salle
AMITIE PATCH	0,00	Prêt de salle
APAOP	0,00	Prêt de salle
APIIC	0,00	Prêt de salle
ART CULTURE ET CHOREOLE	200,00	Prêt de salle
ARTS ET LOISIRS 83	300,00	Prêt de salle
ASL CLOS DES AMANDIERS	0,00	Prêt de salle
ASL COSTE BOYERES	0,00	Prêt de salle
ASL DOMAINE DES PINS	0,00	Prêt de salle
ASL DOMAINE ST PAUL	0,00	Prêt de salle
ASL LA COLOMBIE	0,00	Prêt de salle
ASL LA GINOUSE	0,00	Prêt de salle
ASL LA ROSERAIE	0,00	Prêt de salle
ASL LA SOLANGE	0,00	Prêt de salle
ASL LE JARDIN DES CRETES	0,00	Prêt de salle
ASL LE PARC DES SAVELS	0,00	Prêt de salle
ASL LES JARDINS D'ALEXIA	0,00	Prêt de salle
ASL LES JARDINS DE MARGOT ET NICOLAS	0,00	Prêt de salle
ASL LES NIADES	0,00	Prêt de salle

Accusé de réception en préfecture
083-218300206-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASL LES TOURTERELLES	0,00	Prêt de salle
ASL PROVENCE VILLAGE	0,00	Prêt de salle
ASL VIGNERAIE	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION DE CARDIOLOGIE DU VAR	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION DE DEFENSE DU PLAN DE LA GARDE	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION DES PARALYSES DE France 83	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION DES RESIDENTS DU THOUARS	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION DES RESTANQUES DU THOUARS	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION FRANCAISE DE CONCHYLIOLOGIE	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION GARDEENNE DE PROTECTION FELINE	800,00	Prêt de salle
ASSOCIATION HOSPITALIERS TOULON ATHLETISME	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION JEUNESSE ET SPORTS	84 800,00	Prêt de salle
ASSOCIATION JEUNESSE ET SPORTS - subvention exceptionnelle	6 500,00	
ASSOCIATION MAQUETTISTE VAROISE AMV 83	0,00	Prêt de salle
ASSOCIATION PAUSE DETENTE	0,00	Prêt de salle
ATELIER LA VOIE DE L'ENCRE	0,00	Prêt de salle
ATHLETIQUE CLUB GARDEEN	7 000,00	Prêt de salle
AU FIL DU TAO	0,00	Prêt de salle
AUTOUR DU TAO	0,00	Prêt de salle
AVENIR GYMNIQUE GARDEENNE - contrat de ville	500,00	Prêt de salle
AVRE - contrat de ville	500,00	
AVRE - contrat de ville	500,00	
BABY'S CAFE	150,00	
BADMINTON CLUB GARDEEN	0,00	Prêt de salle
BASKET CLUB	41 000,00	Prêt de salle
BEBES BONHEUR	0,00	Prêt de salle
BILLARD CLUB	0,00	Prêt de salle
BOXING RING GARDEEN	0,00	Prêt de salle
BRIDGE A LA GARDE	0,00	Prêt de salle
CASC	78 000,00	Prêt de salle
CASC - chèques vacances	17 849,60	
CERCLE JEAN ROSTAND	0,00	Prêt de salle
CIL SAINTE MARGUERITE	0,00	Prêt de salle
CLIC DU COUDON	9 200,00	
CLUB DES CYCLOTOURISTES ET RANDONNEURS GARDEENS	800,00	Prêt de salle
COMITE DES FETES DE LA GARDE	6 000,00	Prêt de salle
COMITE VAR ESTEREL SCRABBLE	0,00	Prêt de salle
COMPAGNIE THEATRALE IL	0,00	Prêt de salle
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DU VAR	4 500,00	
CREA DEA	0,00	Prêt de salle
CROSSMINTON	0,00	Prêt de salle
DANSE EN SOIE	0,00	Prêt de salle
DOIGTS DE FEES	0,00	Prêt de salle

Accusé de réception en préfecture
083-218303435-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ECOLE DRAGON PHENIX	0,00	Prêt de salle
ECOLE LONG HE	0,00	Prêt de salle
EN CHEMIN	0,00	Prêt de salle
ENFANCE ET FAMILLES D'ADOPTION EFA 83	0,00	Prêt de salle
ENSEMBLE VOCAL GARDEA CANTAT	300,00	
ENTRE NOUS	0,00	Prêt de salle
ENTREZ DANS LA DANSE	0,00	Prêt de salle
ETUDIANTS SENEGALAIS DE TOULON	0,00	Prêt de salle
FACE VAR - contrat de ville	1 000,00	Prêt de salle
GARDEENS DE SOUCHE ET DE COEUR - subvention exceptionnelle	1 000,00	Prêt de salle
GARDIA CLUB	82 000,00	Prêt de salle
GENEALOGIE ALGERIE MAROC TUNISIE GAMT	0,00	Prêt de salle
GESTES ET MATIERES	0,00	Prêt de salle
GYM'AGINE 83	0,00	Prêt de salle
HACHTAG	300,00	Prêt de salle
HANDBALL GARDEEN	78 000,00	Prêt de salle
HANDBALL GARDEEN - contrat de ville	500,00	
HARMONIE MUSSOU	3 000,00	Prêt de salle
HOCKEY CLUB DE L'AIRE TOULONNAISE	18 000,00	Prêt de salle
HONKEY TONK HEART	0,00	Prêt de salle
IEMC INSTITUT D'ETUDE DE LA MALADIE CHRONIQUE - contrat de ville	500,00	
IMAGE CLUB GARDEEN	500,00	Prêt de salle
J'OSE	0,00	Prêt de salle
JEUX VIE COMME LES AUTRES	0,00	Prêt de salle
JUDO CLUB GARDEEN	12 000,00	Prêt de salle
KOMBAT CLUB MEDITERRANEEN	0,00	Prêt de salle
KRAV MAGA AREA	0,00	Prêt de salle
L'ABRI COTIER DE L'ANSE SAN PEYRE	0,00	Prêt de salle
L'UNIVERS DU PARFUM	0,00	Prêt de salle
LA BELLA BRIGADA	0,00	Prêt de salle
LA FARIGOULETO	500,00	Prêt de salle
LA GARDE JUMELAGE	0,00	Prêt de salle
LA GARDE LOISIRS	0,00	Prêt de salle
LA GARDE TENNIS DE TABLE	23 000,00	Prêt de salle
LA MEDAILLE MILITAIRE	0,00	Prêt de salle
LA RENAISSANCE DU VIEUX MAS	0,00	Prêt de salle
LA TORTUE GARDEENNE	0,00	Prêt de salle
LA TOUR PREND GARDE	1 500,00	Prêt de salle
LAEP	0,00	Prêt de salle
LE CABINET DE CURIOSITES	35 000,00	Prêt de salle
LE SOUVENIR FRANCAIS	250,00	Prêt de salle
LES AMAZONES DU SOLEIL	0,00	Prêt de salle
LES AMIS DE DIEUDONNE JACOBS	0,00	Prêt de salle

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES AMIS DE JEAN LOUIS MASSON	0,00	Prêt de salle
LES AMIS DE L'ESPERANCE	0,00	Prêt de salle
LES AMIS DE LA MINE DU CAP GARONNE	0,00	Prêt de salle
LES AMIS DE LA NATURE	0,00	Prêt de salle
LES AMIS DE MARIE CURIE	500,00	
LES AMIS DES ORGUES DE LA GARDE	3 000,00	
LES AMIS DU MAS DES SENES	500,00	Prêt de salle
LES APOTRES - FOOTBALL	0,00	Prêt de salle
LES ARTISTES GARDEENS	200,00	Prêt de salle
LES ARTS O SOLEIL - contrat de ville	1 000,00	Prêt de salle
LES COMPAGNONS DE THALIE	0,00	Prêt de salle
LES DEMOISELLES DU ROCHER	0,00	Prêt de salle
LES JARDINS FAMILIAUX	500,00	Prêt de salle
LES JOYEUX PITCHOUNETS	0,00	Prêt de salle
LES LOULOUS VAROIS	0,00	Prêt de salle
LES MAINS SALES 83	0,00	Prêt de salle
LES OFFICIERS MARINIERS	0,00	Prêt de salle
LES PETITS DEBROUILLARDS - contrat de ville	500,00	
LES RESTAURANTS DU COEUR	0,00	Prêt de salle
LES SABLES D'OR	0,00	Prêt de salle
LES TRETEAUX GARDEENS	0,00	Prêt de salle
LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX	0,00	Prêt de salle
LOISIRS ET MAINTIEN EN FORME	0,00	Prêt de salle
LOWBJETHEQUE	0,00	Prêt de salle
MA GARDE PROPR	0,00	Prêt de salle
MAISON DE L'EMPLOI	0,00	Prêt de salle
MES CLIQUES ET MES CLAQUES	0,00	Prêt de salle
MISSION LOCALE	47 154,60	Prêt de salle
MONTAGNE LOISIRS ET DETENTE	0,00	Prêt de salle
MOULINE PERLE ET COMPAGNIE	100,00	Prêt de salle
MOUVEMENT EUROPEEN DU VAR	0,00	Prêt de salle
NEW TEAM	0,00	Prêt de salle
NOUVEAU FRONT POPULAIRE	0,00	Prêt de salle
OC N CO	0,00	Prêt de salle
OFFICE DES SPORTS	23 000,00	Prêt de salle
ON VA PEINDRE	0,00	Prêt de salle
OPEN WINGS GOSPEL SONGS	0,00	Prêt de salle
PARC NATIONAL DE PORT CROS	0,00	Prêt de salle
PAROLES AU VENT	0,00	Prêt de salle
PCF LA GARDE	0,00	Prêt de salle
PERLES DE SAGESSE - contrat de ville	1 000,00	Prêt de salle
PHOTOGRAPHES AMATEURS GARDEENS	100,00	Prêt de salle
PICKLEBALL	0,00	Prêt de salle

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
POPS COMPAGNIE	0,00	Prêt de salle
PUCK TEAM	0,00	Prêt de salle
RCTPM	0,00	Prêt de salle
REPUBLICAINS DU VAR	0,00	Prêt de salle
ROC RANDO	0,00	Prêt de salle
ROTARY CLUB TOULON	0,00	Prêt de salle
SB MOOV	0,00	Prêt de salle
SEVILLANAS Y COMPAS	0,00	Prêt de salle
SILVER SKATE	10 000,00	
SO NATURELLE	0,00	Prêt de salle
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR SMLH	0,00	Prêt de salle
SOLIDARITE ST FRANCOIS	150,00	
SPORT ADAPTE	0,00	Prêt de salle
SPORTING BOULOMANES GARDEENS	3 000,00	Prêt de salle
TAHITI MARAMA	0,00	Prêt de salle
TAI CHI ATTITUDE	0,00	Prêt de salle
TALENTS DE FEMMES	0,00	Prêt de salle
TANGO BLEU 83	0,00	Prêt de salle
TAROT CLUB GARDEEN	0,00	Prêt de salle
TEA TIME CHAT	0,00	Prêt de salle
TENNIS CLUB GARDEEN	22 000,00	Prêt de salle
TENNIS CLUB GARDEEN - contrat de ville	1 000,00	
TERRATATA	500,00	Prêt de salle
TERRATATA - contrat de ville	1 000,00	
TERRE PROMISE	0,00	Prêt de salle
THEATRE MANDRIN - contrat de ville	1 000,00	
TOUS EN FORME	0,00	Prêt de salle
TRIPLE PLATEAU GARDEEN	0,00	Prêt de salle
UDAF VAR	0,00	Prêt de salle
UN NOUVEAU DEPART	0,00	Prêt de salle
UNE FLEUR UNE VIE	300,00	
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE LA GARDE	250,00	Prêt de salle
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE LA GARDE - subvention exceptionnelle	550,00	
UNION NATIONALE DES PARACHUTISTES	100,00	
UNION NATIONALE DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES	2 500,00	Prêt de salle
UNIS POUR LA GARDE	0,00	Prêt de salle
UTL 6	0,00	Prêt de salle
VIVE L'OPERETTE	0,00	Prêt de salle
VMA SPORT	0,00	Prêt de salle
VOLLEY PRADETAN GARDEEN	16 000,00	Prêt de salle
XV DU COUDON (EX RUGBY CLUB)	17 000,00	Prêt de salle
YAMA YOGA	0,00	Prêt de salle
ZORN	0,00	Prêt de salle

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**1 568,00**	
OPERATION FACADES GIRELLI CHRISTOPHE	1 568,00	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**0,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**0,00**	
Autres	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**120,00**	**1,66**	**121,66**	**94,05**	**2,14**	**96,19**
Adjoint Administratif Principal 1ère Classe	C	37,00	0,80	37,80	32,45	0,00	32,45
Adjoint Administratif Principal 2ème Classe	C	22,00	0,86	22,86	19,32	0,64	19,96
Adjoint Administratif territorial	C	13,00	0,00	13,00	8,63	1,00	9,63
Attaché	A	15,00	0,00	15,00	11,94	0,25	12,19
Attaché Principal	A	4,00	0,00	4,00	1,50	0,00	1,50
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur	B	18,00	0,00	18,00	12,08	0,25	12,33
Rédacteur Principal 1ère Classe	B	4,00	0,00	4,00	3,33	0,00	3,33
Rédacteur Principal 2ème Classe	B	6,00	0,00	6,00	4,80	0,00	4,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		**190,00**	**0,00**	**190,00**	**160,91**	**0,00**	**160,91**
Adjoint Technique Principal 1ère classe	C	49,00	0,00	49,00	41,99	0,00	41,99
Adjoint Technique Principal 2ème classe	C	40,00	0,00	40,00	38,04	0,00	38,04
Adjoint Technique territorial	C	57,00	0,00	57,00	47,36	0,00	47,36
Agent de Maîtrise	C	9,00	0,00	9,00	5,44	0,00	5,44
Agent de Maîtrise Principal	C	19,00	0,00	19,00	17,28	0,00	17,28
Ingénieur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur Hors Classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	2,00	0,00	2,00	0,80	0,00	0,80
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Technicien Principal de 1ère Classe	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SOCIALE (d)		**24,00**	**0,00**	**24,00**	**17,76**	**0,17**	**17,93**
ATSEM Principale de 1ère Classe	C	12,00	0,00	12,00	10,68	0,00	10,68
ATSEM Principale de 2ème Classe	C	4,00	0,00	4,00	2,46	0,00	2,46
Educateur de Jeunes Enfants	A	4,00	0,00	4,00	2,80	0,00	2,80
Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle	A	3,00	0,00	3,00	1,82	0,00	1,82
Moniteur-éducateur et intervenant familial	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,17	0,17
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**42,00**	**0,00**	**42,00**	**21,90**	**9,09**	**30,99**
Assistante Maternelle	C	12,00	0,00	12,00	0,00	9,09	9,09
Auxiliaire de Puériculture de classe normale	B	10,00	0,00	10,00	6,99	0,00	6,99
Auxiliaire de Puériculture de classe supérieure	B	13,00	0,00	13,00	10,26	0,00	10,26
Infirmière de soins Généraux	A	1,00	0,00	1,00	0,65	0,00	0,65
Puéricultrice	A	3,00	0,00	3,00	1,96	0,00	1,96
Puéricultrice Hors classe	A	3,00	0,00	3,00	2,04	0,00	2,04
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**4,93**	**0,00**	**4,93**
Educateur Territorial APS	B	1,00	0,00	1,00	0,93	0,00	0,93
Educateur Territorial APS Principal 1ère Classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Opérateur des APS qualifié	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**23,00**	**0,50**	**23,50**	**15,75**	**0,00**	**15,75**
Adjoint du Patrimoine Principal 1ère Classe	C	9,00	0,00	9,00	6,98	0,00	6,98
Adjoint du Patrimoine Principal 2eme Classe	C	3,00	0,00	3,00	1,92	0,00	1,92
Adjoint du Patrimoine territorial	C	3,00	0,50	3,50	2,08	0,00	2,08
Assistant Principal 1ère Classe de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Assistant Principal 2ème Classe de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques	B	2,00	0,00	2,00	0,77	0,00	0,77
Assistant de Conservation du Patrimoine	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Conservateur du Patrimoine et des Bibliothèques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**20,00**	**1,89**	**21,89**	**11,91**	**3,88**	**15,79**
Adjoint d'Animation Principal 1ère Classe	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint d'Animation Principal 2ème Classe	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint d'Animation territorial	C	7,00	1,89	8,89	3,16	2,88	6,04
Animateur Territorial	B	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Animateur Territorial Principal de 1ère Classe	B	3,00	0,00	3,00	1,75	1,00	2,75
Animateur Territorial Principal de 2ème Classe	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE POLICE (j)		**28,00**	**0,00**	**28,00**	**24,75**	**0,00**	**24,75**
Brigadier Chef Principal	**C**	**15,00**	**0,00**	**15,00**	**12,83**	**0,00**	**12,83**
Chef de Service de Police Municipale Principal 2ème Classe	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur Principal PM	**A**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier de Police Municipale	**C**	**11,00**	**0,00**	**11,00**	**9,92**	**0,00**	**9,92**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**452,00**	**4,05**	**456,05**	**351,96**	**15,28**	**367,24**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint Administratif territorial	C	ADM	366-366	0,00	A Reprise en régie d?une activité privée	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Adjoint d'Animation territorial	C	ANIM	366-366	0,00	A Reprise en régie d?une activité privée	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Adjoint d'Animation territorial	C	ANIM	387-387	0,00	A Reprise en régie d?une activité privée	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Adjoint d'Animation territorial	C	ANIM	366-366	0,00	A Reprise en régie d?une activité privée	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Assistante Maternelle	C	MS		0,00	A Statut Assistante maternelle	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Attaché	A	ADM	485-485	0,00	A Article L332-8-2°	CDI Contrat à Durée Indéterminée
Rédacteur	B	ADM	376-376	0,00	A Article L332-8-2°	CDD Contrat à Durée Déterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Collaborateur de Cabinet	A	OTR	835-835	0,00	333-1_333-10	CDD Contrat à Durée Déterminée
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contrat territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-8-1° : Contrat à durée déterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-10 : Contrat à durée déterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.

Accusé de réception préfecture
083220006-20250624-DELIB250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
13/12/1977 - Actions	Société Gardéenne d'Economie Mixte	SAGEM	Société anonyme à conseil d'administration	16 009 392,00
14/05/2012 - Actions	Société d'Aménagement et de Gestion Publique	SAGEP	Société anonyme à conseil d'administration	275 077,00
22/09/2014 - Parts sociales	Caisse d'épargne Côte d'Azur	Banque	SA	3 091 080,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A		SA HLM	641 879,79
-	SAGEP		Autres Struct Pub	1 021 760,00
-	VAR HABITAT		OPH	1 147,16
-	PROLETAZUR		SA HLM	2 226 787,34
-	SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE		Autres Struct Pub	25 044 271,01
-	SOCIETE ANONYME D'HLM 'LE LOGIS FAMILIAL VAROIS'		SA HLM	1 309 461,73
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
08/04/2024 - Subvention	Caisse des écoles		Etablissement Public	185 000,00
08/04/2024 - Subvention	Centre communal d'action sociale	CCAS	Etablissement public	1 473 000,00
08/04/2024 - Subvention	Centre d'Actions Sociale et Culturelle	CASC	Association	78 000,00
08/04/2024 - Subvention	Centre d'Actions Sociale Culturelle	CASC	Association	17 849,60
08/04/2024 - Subvention	Association jeunesse et Sport		Association	84 800,00
08/04/2024 - Subvention	Gardia Club		Association	82 000,00
08/04/2024 - Subvention	Hand Ball		Association	78 000,00
08/04/2024 - Subvention	Les amis des orgues de La Garde		Association	3 000,00
08/04/2024 - Subvention	Office des sports		Association	23 000,00
08/04/2024 - Subvention	Volley Pradétan Gardéen		Association	16 000,00
17/06/2024 - Subvention	Association jeunesse et Sport		Association	6 500,00
17/06/2024 - Subvention	Hand Ball		Association	500,00
17/06/2024 - Subvention	54ème régiment d'artillerie		Association	1 000,00
Autres				
- Attribution de compensation en investissement	Métropole Toulon Provence Méditerranée	MTPM	EPCI	1 559 459,00

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Attribution de compensation en fonctionnement	Métropole Toulon Provence Méditerranée	MTPM	EPCI	7 243 304,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B11.2

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-12 558 180,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**7 314 971,50**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-5 243 208,50**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**6 156 937,58**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-5 243 208,50**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**913 729,08**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**492 853,46**	**339 095,23**	**1 367 988,34**	**1 707 083,57**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**19 425 358,13**	**4 707 139,77**	**8 682 959,84**	**13 390 099,61**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**18 932 504,67**	**4 368 044,54**	**7 314 971,50**	**11 683 016,04**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-12 558 180,00**			**-12 558 180,00**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**6 156 937,58**	**6 156 937,58**		**6 156 937,58**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-6 401 242,42**			**-6 401 242,42**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**5 281 773,62**

(1) BP-BS-DM-RAR N-1 Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**492 853,46**	**I 339 095,23**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**379 623,72**	**246 508,23**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	379 623,72	110 217,68
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	136 290,55
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**113 229,74**	**92 587,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*113 229,74*	*92 587,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**19 425 358,13**	**III**	**4 707 139,77**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 253 436,76**		**1 483 020,54**
10222	FCTVA	1 253 436,76		1 253 436,76
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		229 583,78
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**18 171 921,37**		**3 224 119,23**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
261	*Titres de participation*	*0,00*		*19 123,00*
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*5 292,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*15 918,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*125 000,00*		*135 716,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*1 500 000,00*		*1 425 172,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*88 658,68*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*13 069,55*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*30 000,00*		*356 364,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*		*122,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*151,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*346,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*1 509,00*

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*100 000,00*	*72 593,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*150 000,00*	*100 889,56*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*684,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*450 000,00*	*252 132,28*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*8 267,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*45 000,00*	*221 782,14*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*6 815,36*
28188	*Autres immo. corporelles*	*815 000,00*	*499 514,66*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*14 956 921,37*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
2022-PAS00006	CONSTRUCTION LES LUCIOLES	20, 21, 23	900 000,00	0,00	2 223 517,93	900 000,00	0,00	3 123 517,93	1 101 924,01	2 021 593,92
2021-PAS0004	EXTENSION CIMETIERE		-245 000,00	45 000,00	255 341,06	0,00	223 447,74	31 893,32	31 893,32	0,00
2020-SECTA001	MISE EN SECURITE FALAISE DE MASSACAN		-1 900 000,00	0,00	4 556 711,17	0,00	2 098 312,48	2 458 398,69	2 393 398,69	65 000,00
2013-2013OP0010	POLE CULTUREL		0,00	0,00	18 180 704,46	0,00	0,00	18 180 704,46	6 546 070,34	11 634 634,12
2020-PAS00003	RECONSTRUCTION ECOLE S. MIGNONE		-30 000,00	0,00	374 521,31	250 000,00	324 159,01	300 362,30	300 362,30	0,00
2013-2013OP0011	RECONSTRUCTION MARIE CURIE		676 104,02	0,00	1 877 351,95	0,00	0,00	1 877 351,95	41 654,02	1 835 697,93
2023-PAS00007	REHABILITATION MEDIATHEQUE	20	0,00	0,00	129 080,00	0,00	0,00	129 080,00	41 677,20	87 402,80
2021-PAS00005	REQUALIFICATION CENTRE VILLE		5 076 130,00	0,00	8 011 898,00	5 076 130,00	6 590 548,00	6 497 480,00	1 552 667,85	4 944 812,15
TOTAL			**4 477 234,02**	**45 000,00**	**35 609 125,88**	**6 226 130,00**	**9 236 467,23**	**32 598 788,65**	**12 009 647,73**	**20 589 140,92**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	350 102,78	183 909,91	0,00	0,00	166 192,87	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 730 862,09	0,00	0,00	0,00	2 730 862,09	0,00
A125	Constructions	3 115 729,39	1 908 871,88	0,00	0,00	1 206 857,51	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	8 589,31	0,00	0,00	0,00	8 589,31	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	40 463,75	0,00	0,00	27 259,84	13 203,91	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	6 741 727,59	4 905 079,30	0,00	0,00	1 836 648,29	0,00
A165	Immobilisations financières	1 324 031,20	1 324 031,20	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**14 311 506,11**	**8 321 892,29**	**0,00**	**27 259,84**	**5 962 353,98**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	350 102,78	183 909,91	0,00	166 192,87	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	2 730 862,09	0,00	0,00	2 730 862,09	0,00
A125	Constructions	3 115 729,39	1 908 871,88	0,00	1 206 857,51	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	8 589,31	0,00	0,00	8 589,31	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	40 463,75	0,00	27 259,84	13 203,91	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	6 741 727,59	4 905 079,30	0,00	1 836 648,29	0,00
A165	Immobilisations financières	1 324 031,20	1 324 031,20	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**14 311 506,11**	**8 321 892,29**	**27 259,84**	**5 962 353,98**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	318 792,71	239 240,73	0,00	0,00	79 551,98	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	50 979,66	0,00	0,00	27 259,84	23 719,82	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 530 847,22	722 617,12	0,00	0,00	808 230,10	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	6 787 850,16	4 797 447,95	0,00	0,00	1 990 402,21	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	1 265 342,52	1 027 311,08	0,00	0,00	238 031,44	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	99 585,33	0,00	0,00	0,00	99 585,33	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	2 548 213,15	0,00	0,00	0,00	2 548 213,15	0,00
8	Transports	1 709 895,36	1 535 275,41	0,00	0,00	174 619,95	0,00
	TOTAL	**14 311 506,11**	**8 321 892,29**	**0,00**	**27 259,84**	**5 962 353,98**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	318 792,71	239 240,73	0,00	79 551,98	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	50 979,66	0,00	27 259,84	23 719,82	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 530 847,22	722 617,12	0,00	808 230,10	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	6 787 850,16	4 797 447,95	0,00	1 990 402,21	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	1 265 342,52	1 027 311,08	0,00	238 031,44	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	99 585,33	0,00	0,00	99 585,33	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	2 548 213,15	0,00	0,00	2 548 213,15	0,00
8	Transports	1 709 895,36	1 535 275,41	0,00	174 619,95	0,00
	TOTAL	**14 311 506,11**	**8 321 892,29**	**27 259,84**	**5 962 353,98**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Opération de construction - LASM	Construction Marie Curie 2	01/01/2018	17/09/2018	SPA
Vente	Eau brute	01/01/2022	20/06/2022	SPA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS	D2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
ALAIN JOUOT	Fenech mennucci pietrtrasanta	700,00	28/06/2024 en visio	EGALITE HOMME/FEMME LA PLACE DE LA COLLECTIVITE LOCALE
ALAIN JOUOT	Formation des élus locaux	476,00	10 et 17/10/2024 à distance	RESPONSABILITE PENALE DE L'ELU LOCAL
ANDRE BAULON	Institut supérieur des élus (advocaci groupe)	280,00	09/04/2024 en visio	REUSSIR SA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC
BOUCHRA BARHAM	Institut supérieur des élus (advocaci groupe)	280,00	09/04/2024 en visio	REUSSIR SA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC
CELINE MURENA	Institut supérieur des élus (advocaci groupe)	280,00	09/04/2024 en visio	REUSSIR SA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC
CYRIL AMARIT	Association nationales des élus locaux de l'opposition	720,00	06/04/2024 - Toulon	DEVELOPPER SON CHARISME A L'ORAL
FLORA MARTINO	Institut supérieur des élus (advocaci groupe)	280,00	09/04/2024 en visio	REUSSIR SA PRISE DE PAROLE EN PUBLIC
FLORA MARTINO	AMF	150,00	21/06/2024 - Draguignan	COMMUNICATION NUMERIQUE ET RESEAUX SOCIAUX
FLORA MARTINO	Fenech mennucci pietrtrasanta	700,00	28/06/2024 en visio	EGALITE HOMME/FEMME LA PLACE DE LA COLLECTIVITE LOCALE
FLORIAN JONET	institut d'études politiques	1 800,00	de mars à décembre 2024	EVOLUER SUR LE TERRITOIRE - FINANCER - DECIDER SEUL - DECIDER COLLEGIALEMENT - AMENAGER, CONSTRUIRE
GILLES BROYER	Fenech mennucci pietrtrasanta	700,00	28/06/2024 en visio	EGALITE HOMME/FEMME LA PLACE DE LA COLLECTIVITE LOCALE
JANIG GUE	AMF	150,00	21/06/2024 - Draguignan	COMMUNICATION NUMERIQUE ET RESEAUX SOCIAUX
JANIG GUE	Fenech mennucci pietrtrasanta	700,00	28/06/2024 en visio	EGALITE HOMME/FEMME LA PLACE DE LA COLLECTIVITE LOCALE
JEAN-CLAUDE MARASTONI	Fenech mennucci pietrtrasanta	700,00	28/06/2024 en visio	EGALITE HOMME/FEMME LA PLACE DE LA COLLECTIVITE LOCALE
JUILIA PEIRONET-BREMOND	Association nationales des élus locaux de l'opposition	900,00	10/02/2024 - Nimes	SAVOIR LIRE ET COMPRENDRE UN BUDGET COMMUNAL NIVEAU 2
JUILIA PEIRONET-BREMOND	Association nationales des élus locaux de l'opposition	450,00	29/03/2024 - en ligne	SAVOIR UTILISER SES CONNAISSANCES DU PLU
JUILIA PEIRONET-BREMOND	FNESR CONDORCET	825,00	27 au 29/08/2024 à Blois	SEMINANIRE DE FORMATION DES ELUS SOCIALISTES ET REPUBLICAINS
MARIE-HELENE CHARLES	Institut d'études politiques	550,00	14/11/2024 - Aix en provence	GERER LES RISQUES
MARTINE BLANC	Formation des élus locaux	560,00	10 et 17/10/2024 à distance	RESPONSABILITE PENALE DE L'ELU LOCAL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
MICHEL GUILLOUZIC	AMF	150,00	2024-05-16	PREVENTION DE LA PRISE D'INTERET ET MANQUEMENT A LA PROBITE
OLIVIER CHARLOIS	Association nationales des élus locaux de l'opposition	900,00	05 et 08/02/2024 - en ligne	SAVOIR LIRE ET COMPRENDRE LE BUDGET COMMUNAL NIVEAU 1
OLIVIER CHARLOIS	Association nationales des élus locaux de l'opposition	720,00	06/04/2024 - Toulon	DEVELOPPER SON CHARISME A L'ORAL
VIVIANE CHASTANT	Association nationales des élus locaux de l'opposition	720,00	06/04/2024 - Toulon	DEVELOPPER SON CHARISME A L'ORAL
WAHIDA ZAMOURI	Association nationales des élus locaux de l'opposition	720,00	06/04/2024 - Toulon	DEVELOPPER SON CHARISME A L'ORAL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT	D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT	D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D8.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 19/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Régis DUBOIS	du 01/01/2024	au 19/05/2025	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR , le 21/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
DUBOIS Regis (1013501332-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie **A TOULON , le 21/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 16/06/2025 par l'organe délibérant.
BILL HELENE (hbill1-xt), MAIRE **A LA GARDE , le 23/06/2025**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

Budget	01 - Budget principal
Collectivité	1 - VILLE DE LA GARDE
Exercice	2024
Filtre	[Report] = "Oui" ET [Sens (Code / Libellé)] LIKE "D"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250625-DEL250600-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
I - Investissement								-1 367 988,34 €
	D - Dépense							1 367 988,34 €
		20 - Immobilisations incorporelles						121 806,86 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	BP23030027	ETUDE DE DÉSIMPERMÉABILISATION D(REPORT)	1	768,00 €
			2031	NOSTIKA	24E9100010	MEZZA/BEAU Diagnostics : Amiante, termit	1	250,00 €
			2031	ERG GEOTECHNIQUE SAS	24E6000006	RECONNAISSANCE FONDATION CHAPELLE ROCHER	2	1 846,94 €
			2031	NOSTIKA	24E9100178	PRÉLÈVEMENTS + ANALYSE AMIANTE AVANT TRA	1	660,00 €
			2031	LM5P - LE MOUTON A 5 PATTES	20E6000040	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	9 206,93 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	BP20060034	ETUDE GÉOLOGUE SUITE AUX TRAVAUX(REPORT)	1	540,00 €
			2031	NOSTIKA	24E6000069	DIAGNOSTIQUE TERMITES - LOCAL FRIPERIE R	1	110,00 €
			2031	CEBA	24E6000146	DIAGNOSTIC AVEC POSE DE JAUGES POUR FISS	1	1 200,00 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	24E9100054	ÉTUDE SOL MISSIONS G2AVP + G4 POUR EXTEN	1	3 108,00 €
			2031	NOSTIKA	24E6000014	DIAG AMIANTE AV TRX CHAPELLE BOROMEE	1	1 836,00 €
			2031	IGC	20E6000039	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	20 748,00 €
			2031	BAITO	20E6000037	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	63 061,97 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	20E6000038	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	4	10 169,32 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	20E6000038	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	2	4 583,70 €
			2031	NOSTIKA	24E9100078	RECHERCHE + IDENTIFICATION AMIANTE SUR P	1	70,00 €
			2031	CEBA	24E9200188	DIAGNOSTIC BASCULEMENT MUR DE SOUTENEMEN	1	2 400,00 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	24E6000035	TEST PERMÉABILITÉ COUR MATERNELLE TRIOLE	1	924,00 €
			2031	QUALICONSULT TOULON	BP23060016	DIAG PLOMB AMIANTE AV TRX ECOLE (REPORT)	2	324,00 €
		204 - Subventions d'équipement versées						5 000,00 €

Reçu de réception en préfecture
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			2041582	SAGEM	21B1001082	SUBV EXTENSION LOGEMENTS PENSION(REPORT)	1	5 000,00 €
		21 - Immobilisations corporelles						1 241 181,48 €
			2128	MYOTIS	24E6000077	20/025 SURVEILLANCE FALAISE ROCHER	1	40 260,08 €
			2128	ACTES BTP	24E6000208	SURVEILLANCE DU ROCHER 4E TRIM + DEPOSE	1	20 904,00 €
			2128	ACTES BTP	24E6000076	DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DU ROCHER	1	7 128,00 €
			21311	LIGHT CREATION AUDIO VIDEO	24E9100719	EQUIPEMENT D'UN SYSTEME MALENTENDANT SUR	1	2 335,49 €
			21311	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100415	23042 REMPL FENETRES BUREAUX HDV	1	2 234,40 €
			21311	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	BP23100008	23042 CHANGT MENUISERIE PVC SECR(REPORT)	1	2 151,12 €
			21312	COVINI ENTREPRISE	BP21100057	DÉSAMIANTAGE DU BÂTIMENT PÉRISCO(REPORT)	1	14 748,00 €
			21312	PROVENCALE DE PAYSAGE	BP23120008	AMÉNAGEMENT JARDIN COURS MAT DEL(REPORT)	2	432,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	4	1 244,11 €
			21312	BECS	24E6000053	BE- INSTALLATION DE CENTRALE PH(REPORT)	12	195,20 €
			21312	DEKRA INDUSTRIAL SAS	BP23030095	REGULARISATION SUITE A L'ANNULAT(REPORT)	1	480,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100864	BAES CORRECTIVE SITE ZUNINO 2 - DEVIS N°	1	202,80 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	16	1 244,11 €
			21312	AZUR BATIMENT	BP23050087	23040 TRX PEINTURE FX PLAFOND ZU(REPORT)	3	4 722,00 €
			21312	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	BP23030028	ETUDE DE DÉSIMPERMÉABILISATION D(REPORT)	1	1 236,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	7	1 244,11 €
			21312	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100606	RECHERHCE PANNE + REMPLACEMENT VISIOPHON	1	3 171,05 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100514	REMPLACEMENT BAES ECOLE ZUNINO 1 - DEVIS	1	303,60 €
			21312	QUALICONSULT TOULON	BP23050032	CONVENTION DE CONTROLE TECHNIQUE(REPORT)	2	2 400,00 €
			21312	ETABLISSEMENT LORILLARD	23E9100038	TRVX REMPLA VERRIERE DELPLACE(REPORT)	1	1 000,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100662	BAES CORRECTIVES - ECOLE PRIMAIRE ZUNINO	1	201,60 €
			21312	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100708	POSE DE FOURREAU POUR PASSAGE DE LA FIBR	1	1 260,26 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	10	1 244,11 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC	6	1 244,11 €

Accusé de réception en préfecture
093-219300629-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
						POUR RE		
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100523	REMPLACEMENT BAES ECOLE MATERNELLE SANTO	1	468,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100513	REMPLACEMENT BAES ECOLE LUCIE TARDIVIER	1	102,00 €
			21312	AUTRAN LEFEBVRE	BP23020076	FOURNITURE ET POSE DE MAINS COUR(REPORT)	1	1 764,00 €
			21312	AVENIR ENERGIES	24E9100325	POSE CAISSON VMC + RESEAUX GAINES + GRIL	1	4 522,21 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	9	1 244,13 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	2	1 244,11 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100667	BAES CORRECTIVE SITE ECOLE TARDIVIER - D	1	152,40 €
			21312	MIXHA	23E9100028	TRVX REMPLA VERRIERES DELPLACE(REPORT)	1	12 600,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	12	1 244,11 €
			21313	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	BP23030086	POSE BARRIERE DE CELLULE EHPAD (REP)	1	673,00 €
			21313	BUSSONE FRERES	BP23100052	RÉFECTION BUANDERIE EHPAD(REPORT)	2	1 302,80 €
			21313	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	5	1 244,13 €
			21313	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100668	BAES CORRECTIVE SITE EHPAD MES DES SENES	1	2 283,60 €
			21313	AXE BTP	BP23090060	23039 TRAVAUX PMI/RPE LES LOUPI(REPORT)	1	1 932,00 €
			21313	BECS	24E6000053	BE- INSTALLATION DE CENTRALE PH(REPORT)	11	104,90 €
			21313	SALAMANDRE	24E9100207	MISSION DE COORDINATION SSI DIAG PRÉALAB	2	672,00 €
			21313	AUTRAN LEFEBVRE	BP23030076	FOURNIT ET POSE PORTE 1 VANTAIL ACC(REP)	1	3 006,00 €
			21313	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	BP23040064	BARRIERE CELLULE PORTAIL MAS SEN(REPORT)	1	134,60 €
			21313	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040006	POSE SYSYTEME DE SECURITE INCEND(REPORT)	1	5 364,34 €
			21313	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	BP22090067	MODIFICATION DES INSTALLATIONS D(REPORT)	1	7 086,00 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	1	1 244,11 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	11	1 244,13 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	2	88,20 €
			21314	ADO AZUR DIFFUSION OLBIDECOR	BP23080030	POSE ENSEIGNE DRAPEAU MAISON SPO(REPORT)	1	696,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100739	ECLAIRAGE PARC DE STATIONNEMENT - GM2 -	1	12 432,00 €
			21314	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040002	POSE SYSTEME DE SECURITE INCENDI(REPORT)	1	2 598,56 €
			21314	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100507	REMPLACEMENT BAES GYMNASE PLANQUETTE CHA	1	120,00 €
			21314	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100462	23042 MISE EN PLACE AUVANT G MOQUET 2	1	8 431,20 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100683	TRAVAUX ECLAIRAGE TERRAIN DE PETANQUE CE	1	31 428,00 €
			21314	DESAUTEL	BP23010050	INSTAL BAES TÉLÉCOMMANDES TRIB A(REPORT)	2	281,46 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	10	1 658,32 €
			21314	AVENIR ENERGIES	24E9100738	REMPLACEMENT CHAUDIERE VESTIAIRE GUY MOC	1	58 712,94 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100656	REMPLACEMENT 1 MÂT - TRIBUNE AUDEVARD -	1	28 689,60 €
			21314	AXE BTP	24E9100550	TRAVAUX DE PLACO POUR FERMETURE BUREAU -	1	1 332,00 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100682	TRAVAUX ELECTRIQUES TERRAIN DE PETANQUE	1	24 438,00 €
			21314	BUSSONE FRERES	24E9100699	REALISATION D'UNE TRANCHEE AVEC POSE D'U	1	4 291,20 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	3	218,93 €
			21314	BUSSONE FRERES	BP23070055	23046 FOURNITURE POSE DE CLOTURE(REPORT)	9	2 788,11 €
			21314	SOCIETE NOUVELLE SANITAIRE LITTO	24E9200349	REMPLACEMENT ADOUCISSEUR GM2 - DEVIS N°	1	6 208,90 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	17	1 244,11 €
			21318	METAL ART FERRONNERIE	24E6000176	REALISATION DE GRILLES SUR L'ENSEMBLE DU	1	5 760,00 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	3	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	8	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	13	1 244,11 €
			21318	CABINET AGE2F	BP21040061	RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES, ARCHITEC(REPORT)	2	1 176,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100278	FOURNITURE + POSE BLOC PORTE + RÉNOVATIO	1	3 622,80 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100482	23042 POSE CHASSIS OSC. BATT.LEI DROLLES	1	2 470,80 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	3	660,68 €
			21318	DEKRA INDUSTRIAL SAS	24E9100406	CONTRAT DE COORDINATION SPS - GESTION DE	4	517,20 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300621-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100693	RENOVATION ELECTRIQUE DU PIGEONNIER, BAS	1	4 250,98 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100669	BAES CORRECTIVE SITE CTM - DEVIS N° DS24	1	100,80 €
			21318	SVCR	24E9100686	REFECTION EN ENROBES DRAINANTS ALLEE N°	1	15 718,02 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	15	1 244,11 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100512	REMPLACEMENT BAES MAS JOUVE - DEVIS N° D	1	404,40 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100364	23042 POSE VOLETS ROUL. MAISON ASSOC.	1	9 286,80 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	2	6 447,31 €
			21318	SVCR	24E9100685	REFECTION EN ENROBES DRAINANTS ALLEE N°	1	18 058,61 €
			21318	METAL ART FERRONNERIE	24E6000175	REALISATION DE GRILLES DU PIGEONNIER - V	1	4 620,00 €
			21318	SCHINDLER	24E9100712	REMPLACEMENT DU VARIATEUR DE FERMETURE D	1	2 154,13 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	19	1 244,12 €
			21318	AUTRAN LEFEBVRE	BP23030013	BON COMPLEMENTAIRE AU BP22110016(REPORT)	1	456,00 €
			21318	AVENIR ENERGIES	BP23080049	22038 REMPL POMPE À CHALEUR CTM(REPORT)	1	3 274,38 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	2	3 912,90 €
			21318	QUALICONSULT SECURITE	24E9100529	CONTROLE TECHN CREATION MEZZANINE F ET C	1	3 240,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	3	1 074,56 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100398	POSE DE 2 SIRENES ALARME INCENDIE (cuisi	1	1 305,60 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100603	PA1 - REALISATION DE L'EXTENSION DU REFE	1	6 112,72 €
			21318	AXE BTP	24E9100753	23039 TRX MACONNERIE CENTRE H WALLON	1	46 373,36 €
			21318	AVENIR ENERGIES	24E9100601	REALISATION DE L'AGRANDISSEMENT DU REFEC	1	9 825,62 €
			21318	MAITRISE AIR CONDITIONNE	BP23050052	REMISE EN ÉTAT DU GHP N°2 GROUPE(REPORT)	1	751,20 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100400	POSE DE 5 FLASH ALARME INCENDIE DANS WC	1	1 516,80 €
			21318	AVENIR ENERGIES	24E9100677	REMPLACEMENT UNITE EXTERIEUR CLIMATISATI	1	8 108,08 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100663	BAES CORRECTIVES SITE LES CISTES - DEVIS	1	100,80 €
			21318	SVCR	24E6000173	VIABILISATION DE LA VILLA JEANNE - SVCR	1	57 055,12 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300621-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	EUROPRO	24E9100720	MODIFICATION ALARME INTRUSION CRECHE ANN	1	3 895,78 €
			21318	DEDON LAURENT	24E6000165	REMISE EN ETAT CIRCUIT D'EAU POUR LE BAS	1	6 884,40 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100005	23041 TRX ELECTR CUISINE MIS PLANQUETTE	1	325,51 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100454	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	1	1 486,40 €
			21318	SCHINDLER	24E9100717	MISE EN PLACE DE 2 CELLULES TOUTE HAUTEU	1	3 635,66 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100602	EXT. REF. H WALLON ISOLATION PEINTURE -	1	12 264,34 €
			21318	DESAUTEL	BP23060076	INSTALLATION BAES AUTRES BTS(REPORT)	15	1 194,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	1	7 826,18 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	3	1 304,56 €
			21318	DEKRA INDUSTRIAL SAS	24E9100407	CONTRAT DE CONTROLE TECHNIQUE (SUIVI DES	4	1 008,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	1	1 982,01 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	1	3 223,65 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100472	REMISE NORMES ELECTRICITE APP 8 PASSY	1	1 256,46 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100599	23042 AGRANDISSEMENT REFECTOIRE H WALLON	1	72 600,54 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E6000166	VOLETS, FENETRES ET VERRIERE VILLA JEANN	1	12 460,80 €
			21318	SCHINDLER	24E9100721	MISE EN PLACE 1 CELLULE TOUTE HAUTEUR PO	1	2 047,78 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	14	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	18	1 244,11 €
			21318	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040013	POSE SYSTEME DE SECURITE INCENDI(REPORT)	1	1 093,99 €
			21318	CABINET AGE2F	BP21100072	MISSION DE PLAN DE BORNAGE VILLA(REPORT)	2	3 000,00 €
			21318	QUALI CITE MEDITERRANEE	24E9100068	FOURNITURE + MONTAGE ET FIXATION TABLE D	1	2 655,78 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100476	MISE NORMES ELECTRICITE APP 10 PASSY	1	2 573,98 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100689	TRAVAUX ELECTRIQUES COMPLEMENTAIRES CHAT	1	1 707,32 €
			21318	LOXAM	BC23040065	AMENAGEMENT PIETONNIERS VILLA JE(REPORT)	2	1 311,74 €
			21318	AUTRAN LEFEBVRE	BP23020010	FOURNITURE ET POSE DE STORES SUR(REPORT)	1	3 600,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300637-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	CHARVET INDUSTRIES	24E9100195	REMISE A NIVEAU PANNEAUX INFORMATIONS	2	8 810,92 €
			21318	CHARVET INDUSTRIES	24E9100195	REMISE A NIVEAU PANNEAUX INFORMATIONS	1	8 177,20 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	2	3 964,03 €
			21318	MEDIAPOSE DEPAN NEON	24E9100731	FOURNITURE + POSE SIGNALETIQUE BILINGUE	1	2 844,00 €
			21318	SCHINDLER	24E9100718	MISE EN PLACE DE 1 CELLULE TOUTE HAUTEUR	1	2 047,78 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100665	BAES CORRECTIVE SITE BIJ ASPHODEL - DEVI	1	202,80 €
			21318	BUSSONE FRERES	24E9100692	ENTRETIEN PARC - VILLA JEANNE	1	80 998,20 €
			21318	BUSSONE FRERES	24E9100694	RENOVATION OUVRAGES VILLA JEANNE - DEVIS	1	68 840,66 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100690	TRAVAUX ELECTRIQUES COMPLEMENTAIRES CHAT	1	1 379,86 €
			2152	DEGREANE ETS	BP23090048	FOURNIT POSE FEUX BICOLORE PKG P(REPORT)	1	2 992,80 €
			21538	POMARES TP	24E9650041	Trvx requalification eau brute	1	115 090,00 €
			21538	ITERRIA	24E9650003	REFECTION DU RESEAU D'EAU BRUTE - AVENUE	3	3 750,00 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100620	DEUX CAMERAS DÔME LA POSTE ET SAINTE MAR	1	2 524,13 €
			2158	INEO INFRACOM	BP23050055	POSE CAMÉRAS D11 D24 SALLE MUSSO(REPORT)	1	4 844,16 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100716	POSE 2 CAMERAS AVEC INTEGRATION ET RACCO	2	5 738,40 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100730	STOCK MATERIEL VIDEOPROTECTION POUR CONT	1	6 032,51 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	4	2 833,43 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	1	2 138,46 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	3	3 447,94 €
			2158	D ET T LA PLATEFORME MEDICALE	24B4000010	Détecteur de chutes	1	33 165,00 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	2	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	3	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	4	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	2	3 257,03 €
			2158	GRISONI PRODUITS ET SERVICES	24E9740131	REMPLACEMENT JAUGE POMPE GAZ OIL N° 4	2	1 508,40 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100419	DEVIS N°24-072 - VIDEO PROTECTION	1	900,12 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
						MULTI		
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	1	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100716	POSE 2 CAMERAS AVEC INTEGRATION ET RACCO	1	4 738,80 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100620	DEUX CAMERAS DÔME LA POSTE ET SAINTE MAR	2	2 524,13 €
			21611	ZAMMIT	24B4000008	PEINTURE DECORATION SERRE EHPAD	1	5 390,00 €
			21611	ADO AZUR DIFFUSION OLBIDECOR	24B4000009	Décoration adhésive sur 2 étages Projet	1	12 000,00 €
			21828	DECATHLON FRANCE	24E9200375	VELOS DE VILLE GARDIEN GYMNASE CHABOT -	1	410,80 €
			21828	GOUPIL INDUSTRIE	24B7000223	ACHAT D'UN VEHICULE ELECTRIQUE GOUPIL PO	1	28 599,56 €
			21828	FRANCE COLLECTIVITE INVEST	24E9740213	RACHAT MINIBUS PUBLICITAIRE	1	12 405,00 €
			21838	UGAP SUD EST	24B6000074	PC portable LENOVO THINKPAD E16 G1 16" 8	1	21 993,42 €
			21838	UGAP SUD EST	24B6000073	PC fixe LENOVO M70q Gen 5 8Go + ext gara	1	35 998,73 €
			21838	A4	24C2000127	MATERIEL NUMERIQUE IMPRESSION 3D	1	1 915,80 €
			21841	CHOUETT BUREAU	23B7000298	ACHAT D'UN SIEGE AVEC ASSISE GEN(REPORT)	1	284,40 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000122	ACHAT DE DEUX ARMOIRES POUR LE SERVICE P	1	701,76 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000202	ACHAT D'UN RETOUR SUSPENDU - ELODIE NAVA	1	248,40 €
			21848	CHOUETT BUREAU SNCN BARTOLOMEI D	24B1000727	MOBILIER ADAPTE PERSONNEL RQTH	1	543,36 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000202	ACHAT D'UN RETOUR SUSPENDU - ELODIE NAVA	2	3,36 €
			21848	WESCO OUEST COLLECTIVITE	23C6000262	10 BANCS CENTRE DE LOISIRS WALLO(REPORT)	1	1 740,00 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200428	FOURNITURE DE NEONS EN REMPLACEMENT - MI	1	548,81 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200432	REMPLACEMENT HUBLOTS LED HS - H. WALLON	1	232,94 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000704	ASPIRATEUR SANTONI	1	207,58 €
			2188	BALITRAND	BC23050006	OUTILLAGE PLOMBIERS DEVIS N° 6(REPORT)	1	645,60 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000426	CHARIOT ZUNINO 2	1	2 127,65 €
			2188	CASAL SPORTS VPC	24C4000104	BAC METALLIQUE DE RANGEMENT PISCINE	1	538,92 €
			2188	CAPRO	24C4000127	VELOS VTT RANDO SRAV	1	457,99 €
			2188	RETIF SA	BC23100119	KIT TABLETTES POUR L'AMÉNAGEMENT(REPORT)	1	1 903,35 €
			2188	BOULANGER TOULON LA GARDE	24C2000128	MATERIEL AUDIO VISUEL	1	285,93 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS
DEPENSES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			2188	GK PROFESSIONAL	24A1400024	KIT STOP STICK JETABLE	1	1 478,50 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000705	ASPIRATEUR MATERNELLE ZUNINO	1	207,58 €
			2188	REXEL AGEI	24E9100723	REMPLACEMENT SPOTS PAR DES LEDS - BUREAU	1	453,17 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000707	POUBELLE ZUNINO 2	1	130,52 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200414	FOURNITURE DE RADIATEURS MOBILES - POLIC	1	321,73 €
			2188	MANUTAN COLLECTIVITES	23C7000025	EQUIPEMENT MAISON DE LA JEUNESSE(REPORT)	1	377,70 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000428	CHARIOT MENAGE TARDIVIER	1	346,68 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C6000390	DIABLE ALSH DELPLACE	1	89,80 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200436	REMPLACEMENT HUBLOTS COUR INTERIEUR ECOL	1	166,46 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24E9200392	MATERIAUX POUR POSE DES PANNEAUX D'ELECT	2	118,20 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000425	CHARIOT FOUR ECOLE JEAN AICARD	1	5 392,76 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000706	ASPIRATEUR TARDIVIER	1	207,58 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24E9200392	MATERIAUX POUR POSE DES PANNEAUX D'ELECT	1	2 374,55 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C3000261	ACHAT DIABLE TRANSFORMABLE 3 EN 1-COSCO-	1	159,00 €
			2188	BOULANGER TOULON LA GARDE	24C3000264	ACHAT REFRIGERATEUR 2 PORTES-HISENSE-THE	1	699,00 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24A6000041	DIABLE TRANSFORMABLE 3 EN 1	1	159,00 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24E9200162	MOBILIER DE CUISINE	1	289,91 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C5000039	LEI DROLLES CHILIENNE JAUNE ET BLEU	1	49,80 €
			2188	JULIEN CHR	23C6000282	2 CHARIOTS DE MENAGE NOUVELLE EC(REPORT)	1	663,11 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200427	FOURNITURE DE SPOTS EN REMPLACEMENT - AC	1	643,13 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24A2500025	PERCEUSE VISSEUSE 18 VOLT IMPRIMERIE	1	250,80 €
							TOTAL DES MONTANTS	-1 367 988,34 €

24/01/2025 11:37

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE TOULON
PLACE BESAGNE BP A
CS 61212
83000 TOULON
04 94 92 70 91

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS RECETTES INVEST

Budget	01 - Budget principal
Collectivité	1 - VILLE DE LA GARDE
Exercice	2024
Filtre	[Report] = "Oui" ET [Sens (Code / Libellé)] LIKE "R"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL230618-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS RECETTES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
I - Investissement								8 682 959,84 €
	R - Recette							8 682 959,84 €
		13 - Subventions d'investissement						8 682 959,84 €
			1312	REGION PACA SUBVENTIONS	23A1400026	REGION SURE-EQUIPEMENT POLICE MU(REPORT)	1	22 906,00 €
			1318	CAF DU VAR	23B1000621	SUBV CAF EQUIPEMENTS LEI DROLLES(REPORT)	1	10 529,82 €
			1318	CAF DU VAR	23B1000622	SUBV CAF EQUIPEMENTS LES LUCIOLE(REPORT)	1	1 260,58 €
			1321	ETAT	23B1000623	SUBV FIPD 2023 PORTAIL ZUNINO 2(REPORT)	1	1 000,00 €
			1321	ETAT	23E7000051	SUBV CONFORTEMENT MASSACAN - PHASE 2	1	1 215 584,00 €
			1321	ETAT	24E9100568	SUBV FDS VERTS DESIMPER COUR TRIOLET	1	87 734,26 €
			1321	AGENCE NATIONALE DU SPORT	23E6000336	SUBV ANS COURT DE TENNIS R. ROLLAND	1	31 988,00 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21CRSB0815	SUB INV REN SALLE BOXE MOQUET 20(REPORT)	1	112 937,00 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET19	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	2	481 864,50 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET19	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	3	0,45 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET20	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	1	1 076 895,00 €
			1322	REGION PACA SUBVENTIONS	23E6000257	SUBV ECOLO CRECHE LES LUCIOLES(REPORT)	1	700 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	4	16 218,35 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	2	99 172,13 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000337	SUBV CONSTRUCTION CRECHE LES LUCIOLES	2	106 585,74 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000416	SUBV. DEPART. POLE CULTUREL PROG(REPORT)	2	571 200,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	5	40 144,06 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	3	50 831,07 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000415	SUBV. DEPART. POLE CULTUREL PROG(REPORT)	3	70 109,93 €

Berger Levrault

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

ETAT DES REPORTS
RECETTES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	1	49 996,80 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100079	SUBV TVX RENOV ENERGETIQUE BATIMENTS	1	350 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000417	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR1 P(REPORT)	2	598 800,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	1	89 267,67 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	22B1000475	SUBV DEPART MASSACAN PROG 2022(R(REPORT)	1	225 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	22B1000473	SUBV DEPART RECONST MIGNONE PROG(REPORT)	2	340 093,88 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000417	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR1 P(REPORT)	3	180,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	2	83 675,95 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	3	70 693,97 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	21PCCDPH3	SUB DEPART PROG 2020 POLE CULTUR(REPORT)	1	279 390,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23B1000143	RECONSTRUCTION MIGNONE PERISCOLA(REPORT)	1	400 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23B1000948	SUBVENTION PERISCOLAIRE LANGEVIN(REPORT)	1	68 679,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000418	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR2 P(REPORT)	3	109 825,88 €
			13251	METROPOLE TOULON PROVENCE	23B1000127	FDC FALAISE DE MASSACAN PHASE 2(REPORT)	2	220 000,00 €
			13251	METROPOLE TOULON PROVENCE	20/FAHTPM	FOND AIDE HAB. FAH MARIE CURIE(R(REPORT)	4	66 000,00 €
			1328	CAF DU VAR	23E9100073	SUBV TX RENOV MENUISERIES ECOLE DELPLACE	1	67 837,00 €
			1328	CAF DU VAR	24C7000017	SUBV 2023 MATERIEL JEUNESSE/SAT	1	1 082,23 €
			1328	CAF DU VAR	22B1000943	CONSTRUC. ECOLOCRECHES LUCIOLES((REPORT)	1	402 000,00 €
			1328	CAF DU VAR	23E9100070	SYBV TVX RENOVATION PERI ZUNINO 2	1	17 638,00 €
			1328	CAF DU VAR	24B1000068	SUBV 2023 MOBILIER/JEUX LES ELFES	1	4 120,00 €
			13462	REGION PACA SUBVENTIONS	23B1000145	DSIL RECONSTRUCTION ECOLE MIGNON(REPORT)	2	241 738,62 €
			13462	ETAT	23B1000434	DSIL 2023 CREATION CRECHE LES LU(REPORT)	1	299 999,95 €
							TOTAL DES MONTANTS	8 682 959,84 €

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
VICE DE GESTION COMPTABLE
DE GESTION
PLACE DESAGNES BT A
PLACE DESAGNES BT A
CS 52212
83066 TOULON
83066 TOULON
04 94 92 70 91
04 94 92 70 91

24/01/2025 11:38

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

ANNEXE 2

BILAN des ACQUISITIONS et CESSIONS EFFECTUEES en 2024
(Article L.2241-1 Code Général des Collectivités Territoriales)

ANNEXE à la DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL Du 16 juin 2025

L'Article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une Commune de plus de 2.000 habitants par celle-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette Commune donne lieu chaque année à une délibération du Conseil Municipal.
Ce bilan est annexé au compte financier unique de la Commune.

I / ACQUISITIONS 2024

A / ACQUISITIONS EFFECTUEES PAR LA COMMUNE EN 2024

L'état des acquisitions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune acquisition.

B / ACQUISITIONS REALISEES PAR LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (S.P.L.) « SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (S.A.G.E.P.) » POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE EN 2024

CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Nature de l'acte	Noms des vendeurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface	Nature du terrain	Prix d'acquisition
Promesse BERNARDONI	BERNARDONI Thérèse	AB276	Sainte Musse	1174 m^2	Sol	250 000,00 €

CONCESSION D'AMENAGEMENT CŒUR DE VILLE (CRAC)

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II / CESSIONS 2024

A / CESSIONS EFFECTUEES PAR LA COMMUNE EN 2024

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

B / CESSIONS REALISEES PAR LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (S.P.L.) « SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (S.A.G.E.P.) » POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE EN 2024

CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Nature de l'acte	Noms des acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface	Nature du terrain	Prix de vente
Cession SAGEP/BELKHALA	M. BELKHALA	Lot n°2 Les Jardins de Pagnol	216 chemin Marcel Pagnol	329 m^2	Tab	230 000,00 €
Cession SAGEP/SENANEDJ	M et Mme SENANEDJ	Lot n°4 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis MASSON	325 m2	Tab	195 000,00 €
Cession SAGEP/OFS	OFS	AB 1047	Sainte Musse	1711 m2	Tab	1 024 730,00 €
Cession SAGEP/MEHADJI	M. MEHADJI	Lot n°3 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis MASSON	338 m2	Tab	195 000,00 €

CONCESSION D'AMENAGEMENT CŒUR DE VILLE (CRAC)

L'état des cessions immobilières intervenues sur l'exercice 2024 ne fait apparaitre aucune cession.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

	A	B	E	G	J	K	N	O	P	Q	R	S	T	Z	AC	AD	AE	AF	AG	AH	AI	AJ	AK	AL
1																								
2		IDENTIFICATION					FINANCEMENT N-1							AVIS	FINANCEMENT N									
3	COMMUNE concernée		Intitulé de l'action	N° dossier Dauphin	Thématique Dauphin	Statut N/R	Coût total action	Total subventions sollicitées	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) Etat	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) EPCI	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) Communes	Total accordé	Différence entre total et demande	COLEC	Coût total action2	Total subventions sollicitées année N	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) année N Etat	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) année N EPCI	Montant(s) subvention(s) obtenue(s) année N Communes	TOTAL accordé PROG 1 (Prog 1 ETAT + EPCI + Commune)	Montant accordé TFPB	TOTAL GENERAL accordé (avec TFPB)	Différence entre total et demande année N	Taux de financement PolVille9
71	La_Garde	**ASSOCIATION AVENIR GYMNIQUE GARDEEN**	Baby gym parent enfant	271034		*N*								Favorable	4 106 €	4 104 €	- €	2 000 €	500 €	2 500 €	- €	**2 500 €**	- 1 604 €	**61%**
72	La_Garde	**ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIV)**	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	270420		*R*	222 587 €	6 000 €		3 000 €	500 €	3 500 €	-219 087 €	Favorable	214 889 €	47 400 €	- €	3 000 €	500 €	3 500 €	- €	**3 500 €**	- 43 900 €	**2%**
73	La_Garde	**ASSOCIATION DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE (APS)**	Favoriser l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, résidents des QPV	270503		*R*	97 190 €	5 500 €		2 000 €		2 000 €	-95 190 €	Défavorable	85 923 €	4 125 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 4 125 €	**0%**
74	La_Garde	**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE DU VAR**	Permanence Ecoute Parents	270558		*R*	3 500 €	3 500 €	1 000 €	2 000 €	500 €	3 500 €	0 €	Favorable	3 500 €	3 500 €	1 000 €	2 000 €	500 €	3 500 €	- €	**3 500 €**	- €	**100%**
75	La_Garde	**ASSOCIATION FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE (AFEV)**	Réussite éducative et cohésion sociale	270854		*N*								Défavorable	65 430 €	6 500 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 6 500 €	**0%**
76	La_Garde	**ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS PACA**	Les Cités débrouillardes et le Science Tour à La Garde (Les cités débrouillardes)	270740		*R*	9 576 €	7 000 €	2 000 €	3 000 €	1 000 €	6 000 €	-3 576 €	Favorable	9 324 €	9 000 €	3 500 €	4 500 €	500 €	8 500 €	500 €	**9 000 €**	- €	**97%**
77	La_Garde	**ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE)**	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes en particulier dans son	270386		*R*	20 309 €	14 000 €	2 000 €	4 500 €	500 €	7 000 €	-13 309 €	Favorable	20 309 €	11 000 €	2 000 €	4 500 €	500 €	- €	- €	**- €**	- 11 000 €	**0%**
78	La_Garde	**ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT (AVRE)**	Développer les mesures de soutien aux compétences parentales (prévention, accueil, soutien, écoute pour	270388		*R*	17 862 €	12 000 €	2 500 €	4 500 €	500 €	7 500 €	-10 362 €	Favorable	17 862 €	9 000 €	2 500 €	4 500 €	500 €	7 500 €	- €	**7 500 €**	- 1 500 €	**42%**
79	La_Garde	**COMITE DU VAR DE COURSE D'ORIENTATION (CDCO83)**	"Qu'il est beau mon quartier"	270451		*R*	56 805 €	7 500 €		3 000 €	500 €	3 500 €	-53 305 €	Favorable	8 153 €	5 000 €	- €	1 000 €	- €	1 000 €	- €	**1 000 €**	- 4 000 €	**12%**
80	La_Garde	**FACE VAR**	Face à l'emploi - Job contact	268532		*R*	51 637 €	6 000 €	2 000 €	3 000 €	500 €	5 500 €	-46 137 €	Favorable	51 637 €	40 000 €	1 500 €	3 000 €	500 €	- €	- €	**- €**	- 40 000 €	**0%**
81	La_Garde	**FACE VAR**	Micro Forums	268533		*R*	52 104 €	4 000 €	2 500 €		500 €	3 000 €	-49 104 €	Favorable	52 104 €	20 000 €	2 500 €	- €	500 €	- €	- €	**- €**	- 20 000 €	**0%**
82	La_Garde	**FACE VAR**	PAQTE Métropole TPM	267971		*R*	52 104 €	1 000 €	1 000 €			1 000 €	-51 104 €	Favorable	20 566 €	20 000 €	1 000 €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 20 000 €	**0%**
83	La_Garde	**FACE VAR**	Passerelle école entreprises	268539		*R*	77 080 €	11 000 €	3 000 €	2 000 €	500 €	5 500 €	-71 580 €	Favorable	77 000 €	77 080 €	2 000 €	2 000 €	- €	- €	- €	**- €**	- 77 080 €	**0%**
84	La_Garde	**FACE VAR**	Tous en Stage	268535		*R*	29 850 €	3 500 €	1 000 €		250 €	1 250 €	-28 600 €	Favorable	29 850 €	29 500 €	1 000 €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 29 500 €	**0%**
85	La_Garde	**FEDERATION NATIONALE DE TEQBALL**	Championnat National UrbanTEQ TOUR 2024 -	271482		*N*								Défavorable	18 000 €	3 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 3 000 €	**0%**
86	La_Garde	**FEDERATION NATIONALE DE TEQBALL**	Job dating FNTEQ 2024- Trouver un job aux pieds des tours	268599		*N*								Défavorable	20 000 €	3 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 3 000 €	**0%**
87	La_Garde	**FEMMES D'AUJOURD'HUI**	Travailleur social au commissariat	271075		*R*								Favorable	55 001 €	10 000 €	- €	3 000 €	- €	3 000 €	- €	**3 000 €**	- 7 000 €	**5%**
88	La_Garde	**HANDBALL GARDEEN**	Ça matche à Romain Rol'Hand	271636		*R*	23 310 €	6 000 €				3 000 €	-20 310 €	Favorable	35 200 €	6 000 €	- €	2 500 €	500 €	3 000 €	- €	**3 000 €**	- 3 000 €	**9%**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

	A	B	E	G	J	K	N	O	P	Q	R	S	T	Z	AC	AD	AE	AF	AG	AH	AI	AJ	AK	AL
89	La_Garde	**INSTITUT D'ETUDE DE LA MALADIE CHRONIQUE (IEMC)**	Dynamique santé et activité physique adaptée	271055		*R*	1 500 €	1 500 €	1 000 €		500 €	1 500 €	0 €	Favorable	1 500 €	1 500 €	1 000 €	- €	500 €	1 500 €	- €	**1 500 €**	- €	**100%**
90	La_Garde	**LES ARTS O SOLEIL**	Développer l'accès à la culture et aux pratiques artistiques	268170		*R*	2 500 €	2 498 €	1 000 €		1 000 €	2 000 €	-500 €	Favorable	2 500 €	2 500 €	1 000 €	- €	1 000 €	2 000 €	- €	**2 000 €**	- 500 €	**80%**
91	La_Garde	**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL DU VAR**	Caravane Citoyenne	272980		*N*								Défavorable	29 151 €	10 378 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 10 378 €	**0%**
97	La_Garde	**LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FOL DU VAR**	Escapes Games Educatifs	273007		*N*								Défavorable	34 880 €	10 850 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 10 850 €	**0%**
93	La_Garde	**PERLES DE SAGESSE**	Construire, grandir, devenir - O Mieux Vivre Ensemble	271081		*R*	794 €	792 €			750 €		-794 €	Favorable	3 584 €	3 582 €	- €	2 000 €	1 000 €	3 000 €	- €	**3 000 €**	- 582 €	**84%**
94	La_Garde	**RESINE MEDIA**	FACIL'I.T : Agence de communication solidaire RESINE MEDIA	270554		*R*	531 373 €	7 000 €				0 €	-531 373 €	Défavorable	486 075 €	48 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**	- 48 000 €	**0%**
95	La_Garde	**TENNIS CLUB LA GARDE**	Découverte et initiation du tennis	270693		*R*	6 700 €	6 700 €				5 000 €	-1 700 €	Favorable	5 002 €	5 000 €	1 000 €	3 000 €	1 000 €	5 000 €	- €	**5 000 €**	- €	**100%**
96	La_Garde	**TERRATATA**	Atelier modelage argile	268546		*R*	2 502 €	2 500 €	1 000 €	1 000 €	500 €	2 500 €	-2 €	Favorable	5 000 €	5 000 €	- €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	- €	**4 000 €**	- 1 000 €	**80%**
97	La_Garde	**THÉÂTRE MANDIN**	Théâtre forum : décrochage scolaire, délinquance et parentalité	271026		*R*	14 232 €	1 680 €		1 000 €	500 €	1 500 €	-12 732 €	Favorable	17 558 €	11 997 €	- €	- €	1 000 €	1 000 €	- €	**1 000 €**	- 10 997 €	**6%**
98	La_Garde	**UNIS CITÉ**	KIOSC L 'aller vers par unis-cité-	270505		*R*	36 325 €	6 000 €				0 €	-36 325 €	Favorable	41 842 €	6 000 €	3 000 €	- €	- €	3 000 €	- €	**3 000 €**	- 3 000 €	**7%**
99	La_Garde	**UNIS-CITE**	Les jeunes s'engagent avec Uniscité"	270584		*R*	228 270 €	12 000 €						Favorable	271 297 €	23 000 €	2 000 €	- €	- €	2 000 €	- €	**2 000 €**	- 21 000 €	**1%**
100	La_Garde	**VILLE DE LA GARDE**	Fonds de participation des Habitants	267584		*R*	1 001 €	1 000 €	1 000 €			1 000 €	-1 €	Favorable	1 000 €	1 000 €	1 000 €	- €	- €	1 000 €	- €	**1 000 €**	- €	**100%**
415															1 688 243 €	437 016 €	**26 000 €**	**40 000 €**	**10 000 €**	**55 000 €**	**500 €**	**55 500 €**		
416																								
417																								

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Tableau détaillé de présentation des programmes d'actions liés à l'abattement de TFPB - REALISE 2024

2024

Commune
Nombre de logements concernés (QPV)
Organisme

Quartier prioritaire	
Nom	Code quartier
ROMAIN - ROLLAND	QN08305M

Montant prévisionnel de l'abattement annuel du QPV	146 000 €
Reliquat prévisionnel 2023	- €
Enveloppe 2024	**146 000 €**
Financement bailleur 2024	203 065 €
Dépense valorisée 2024	155 684 €
Taux de valorisation	77%

Légende du tableau:
En gras : Actions spécifiques aux quartiers
En italique : Actions relevant du renforcement des moyens de gestion de droit commun

Axes		Actions N°	Actions Libellé action / (saisir) libellé sous-détail	Réalisé 2024 Dépense prévisionnelle (a)	Financement bailleur	Autre financement	Dépense valorisée (b)	Taux de valorisation TFPB(bx100/a)
1-Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à présence dans patrimoine hors QPV)	1	1.1	*Renforcement du gardiennage et surveillance*					
	2	1.2	**Agents de médiation sociale**					
			Médiateur social dédié aux jeunes majeurs	**26000**	29650		**29650**	**100%**
	3	1.3	**Agents de développement social et urbain**					
	4	1.4	**Coordonnateur hlm de la gestion de proximité**					
			Part salariale du gestionnaire de la résidence	**26000**	26000		**26000**	**100%**
	5	1.5	**Référents sécurité**					
			Embauche d'un agent de sécurité (lien CTU)	**0**	0		**0**	
2-Formation/soutien des personnels de proximité	6	2.1	**Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social...)**					
			Formations du personnel de terrain	**0**	0		**0**	
	7	2.2	**Sessions de coordination inter-acteurs**					
	8	2.3	**Dispositifs de soutien**					
3-Sur-entretien	9	3.1	*Renforcement nettoyage*					
			Renforcement nettoyage des parties communes (surcoûts en QPV)	**0**	0		**0**	
	10	3.2	*Enlèvement de tags et graffitis*					
			Intervention d'une entreprise pour nettoyage ou mise en peinture	**0**	0		**0**	
	11	3.3	*Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention*					
	12	3.4	*Réparations des équipements vandalisés (ascenseurs...)*					
			Actions et petites réparations liées au vandalisme	**2000**	5487		**5487**	**100%**
			Surcoûts des travaux de réparations des ascenseurs (suite vandalisme)	**2000**	2086		**2086**	**100%**
4-Gestion des déchets et encombrants / épaves	13	4.1	**Gestion des encombrants**					
			Fonctionnement d'un service d'évacuation des encombrants sur le site	**25000**	32957		**27085**	**82%**
	14	4.2	*Renforcement ramassage papiers et détritus*					
			Renforcement du cantonnage sur le site	**0**	0		**0**	
	15	4.3	**Enlèvement des épaves**					
			Valorisation du temps et frais de l'enlèvement des épaves sur site	**0**	600		**600**	**100%**
	16	4.4	*Amélioration de la collecte des déchets*					
5-Tranquillité résidentielle	17	5.1	**Dispositif tranquillité**					
			Actions tranquilité / médiation dans les halls (**si besoin** dans certaines entrées)	**0**	0		**0**	
			Brigade de tranquilité					
	18	5.2	**Vidéosurveillance (fonctionnement)**					
			Part location du contrat "location-maintenance" du CTU à venir	**0**	0		**0**	
	19	5.3	**Surveillance des chantiers**					
	20	5.4	**Analyse des besoins en vidéosurveillance**					
6-Concertation / sensibilisation des locataires	21	6.1	**Participation/implication/formation des locataires et associations de locataires**					
			Part salariale (forfaitaire) de l'implication des différentes personnes de la SAGEM dans les rencontres avec les acteurs locaux (associations / Conseil Citoyen / ...)	**2000**	2000		**2000**	**100%**
	22	6.2	**Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes éco-citoyens...**					
			Communication "papier" pour les locataires	**1000**	1000		**1000**	**100%**
			Formation des représentants des locataires	**0**	0		**0**	
	23	6.3	**Enquêtes de satisfaction territorialisées**					
			Enquête de satisfaction (avec détails sur le QPV)	**2500**	2800		**2800**	**100%**
7-Animation, lien social, vivre ensemble	24	7.1	**Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »**					
			Subvention aux associations de locataires pour une ou plusieurs action(s)	**2000**	1090		**1090**	**100%**
			Enquête auprès des personnes agées " ALLOGIA"	**0**	0		**0**	
			Subvention aux associations intervenant sur le QPV (détail ci-dessous)					
			Face Var *- sensibilisation sur les "eco gestes" au sein du QPV*	***2000***	*2000*		***2000***	**100%**
			Tennis Club La Garde *" découverte et initiation au tennis"*					
			Ring Gardéen *" boxe pour tous" (cardiotraining et boxing intergénérationnel)*					
			UFOLEP 83 *"Ensemble à vélo" (apprentissage du vélo et ses réparations)*					
			UFOLEP 83 *"Horaires décalés et pieds d'immeuble"(rencontres, initiations pratiques sportives)*	***7400***	*7400*		***7400***	**100%**
			Hand ball Gardéen *"découverte et initiation au hand ball"*					
			Les p'tits débrouillards *"ateliers scientifiques"*	***6500***	*500*		***500***	**100%**
			Inclusion numérique "initiation à l'outil numérique"					
			Matériel pour le nettoyage des espaces extérieurs, organisé par le Conseil Citoyen	**500**	0		**0**	
	25	7.2	**Actions d'accompagnement social spécifiques**					
			Transports à la plage (+ PMR) + autres actions d'accompagnement spécifiques	**5000**	3200		**3200**	**100%**
	26	7.3	**Services spécifiques aux locataires (Ex : portage de courses en cas de pannes d'ascenseurs)**					
			Convention Var Assistance pour PMR en cas de panne prolongée d'ascenseurs (supérieure à une semaine)	**2000**	0		**0**	
	27	7.4	**Actions d'insertion (chantiers jeunes, chantiers d'insertion)**					
			Contrat avec l'association EN CHEMIN pour nettoyage des espaces verts	**22750**	22750		**0**	**0%**
	28	7.5	**Mise à disposition de locaux associatifs ou de services**					

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Tableau détaillé de présentation des programmes d'actions liés à l'abattement de TFPB - REALISE 2024

2024

Commune	
Nombre de logements concernés (QPV)	
Organisme	

Quartier prioritaire	
Nom	**Code quartier**
ROMAIN - ROLLAND	**QN08305M**

Montant prévisionnel de l'abattement annuel du QPV	146 000 €
Reliquat prévisionnel 2023	- €
Enveloppe 2024	**146 000 €**
Financement bailleur 2024	203 065 €
Dépense valorisée 2024	155 684 €
Taux de valorisation	77%

Légende du tableau:
En gras : Actions spécifiques aux quartiers
En italique : Actions relevant du renforcement des moyens de gestion de droit commun

Axes	Actions N°		Actions Libellé action / (saisir) libellé sous-détail	Réalisé 2024 Dépense prévisionnelle (a)	Financement bailleur	Autre financement	Dépense valorisée (b)	Taux de valorisation TFPB(bx100/a)
			Aide à l'organisation de la fête du voisinage	**500**	0		**0**	
			Actions culturelles, chantiers participatifs avec la MASE et les habitants					
8-Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)	29	8.1	*Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...)*					
			Sécurisation des espaces privatifs des Rdc (résidentialisation)	**5500**	0		**0**	
			Amélioration de la signalétique de la résidence	**12000**	8651		**8651**	**100%**
			Travaux de sécurisation des abords de la résidence	**0**	0		**0**	
			Travaux de sécurisation des accès toit-terrasses	**0**	0		**0**	
			Travaux sur les éclairages extérieurs et intérieurs	**24826**	10648		**10648**	**100%**
			Travaux d'amélioration pour accès PMR	**21758**	25485		**25485**	**100%**
	30	8.2	*Surcoûts de remise en état des logements*					
			Surcoûts de remise en état des logements	**0**	0		**0**	
	31	8.3	**Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik...)**					
			Sécurisation des caves et couloirs d'accès	**0**	0		**0**	
			Travaux divers de sécurisation	**0**	0		**0**	
			Amélioration de l'interphonie avec contrôle d'accès	**0**	18759		**0**	**0%**
				199 234 €	**203 065 €**	**- €**	**155 684 €**	**77%**
						Total valorisé *(e)*	**155 684 €**	

Charles IGNATOFF
Directeur Général

Directeur Administratif et Financier

SAGEM
Sté Anonyme Gardéenne d'Economie Mixte
SA au capital de 23 583 880,00 €
RC TOULON 78 B 32
Siret 311 963 029 00013 - APE 6820A
132 rue Le corbusier - 83130 LA GARDE
Tél : 04 94 08 63 08

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250604-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

DELIBERATION N° 5 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2311-5 et R.2311-11,

VU la délibération approuvant dans la même séance du Conseil Municipal, le Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal,

VU l'instruction comptable et budgétaire M57,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025

CONSIDERANT qu'en application des règles édictées par l'instruction budgétaire et comptable M57, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat qui se dégage du Budget Principal à la clôture de chaque exercice,

CONSIDERANT que ce résultat doit être affecté par ordre de priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- à la couverture du besoin de financement des restes à réaliser,
- pour le solde, en excédents de fonctionnement reportés, pour financer des dépenses nouvelles, ou en une dotation complémentaire en réserves,

CONSIDERANT qu'il vous est proposé d'affecter le résultat de fonctionnement constaté au Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal de la manière suivante :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250605-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	6 602 937,76 €
B - Résultats antérieurs reportés Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	10 474 911,08 €
C - Résultat à affecter **= A + B (hors reste à réaliser)** (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	**17 077 848,84 €**
D - Solde d'execution d'investissement 2024 (précédé de + ou -)	
D 001 (besoin de financement)	**-17 558 301,23 €**
R 001 (excédent de financement)	0,00 €
E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**7 314 971,50 €**
Besoin de financement	1 367 988,34
Excédent de financement	8 682 959,84
Besoin de financement = F = D + E	**-10 243 329,73 €**
AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement)	10 243 329,73 €
Excédent de fonctionnement reporté R 002 (recette de fonctionnement)	6 834 519,11 €
Déficit reporté D 002	0,00 €

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : AFFECTE le résultat de clôture de l'exercice 2024 du Budget Principal comme défini ci-dessous :

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	6 602 937,76 €
B - Résultats antérieurs reportés Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	10 474 911,08 €
C - Résultat à affecter **= A + B (hors reste à réaliser)** (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	**17 077 848,84 €**
D - Solde d'execution d'investissement 2024 (précédé de + ou -)	
D 001 (besoin de financement)	**-17 558 301,23 €**
R 001 (excédent de financement)	0,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250605-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**7 314 971,50 €**
Besoin de financement	1 367 988,34
Excédent de financement	8 682 959,84

Besoin de financement = F = D + E	**-10 243 329,73 €**

AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement)	10 243 329,73 €
Excédent de fonctionnement reporté R 002 (recette de fonctionnement)	6 834 519,11 €
Déficit reporté D 002	0,00 €

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **27**
CONTRE : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250605-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 6 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2311-5 et R.2311-11,

VU la délibération n° 3 du 3 février 2025 approuvant le budget primitif du Budget Principal pour l'exercice 2025,

VU les délibérations approuvant dans la même séance du Conseil Municipal, respectivement le Compte Financier Unique 2024 du Budget Principal, ainsi que l'affectation au budget de l'exercice 2025 de l'excédent de la section de fonctionnement constaté au Compte Financier Unique 2024 du Budget Principal,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU la maquette budgétaire du Budget Supplémentaire 2025 du Budget Principal,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le budget supplémentaire est une modification budgétaire (du budget primitif et d'éventuelles décisions modificatives) dont l'objet essentiel est la reprise des résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent :

- Résultat de la section de fonctionnement après affectation,
- Résultat de la section d'investissement,
- Reports en section d'investissement des dépenses et des recettes engagées lors de l'exercice précédent mais non réalisées,

CONSIDERANT l'ensemble des reports, des besoins de dépenses et des recettes nouvelles relatives à l'exercice 2025.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 1 : **ADOPTE** le budget supplémentaire de l'exercice 2025 du Budget Principal tel que décrit dans le document budgétaire détaillé, ci-annexé :

DEPENSES					
Fonctionnement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
023	Virement à la section d'investissement	3 419 704,26 €		6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00 €		- €	2 900 000,00 €
	TOTAL Ordre	**6 319 704,26 €**		**6 870 302,75 €**	**13 190 007,01 €**
011	Charges à caractère général	9 771 464,46 €		231 754,03 €	10 003 218,49 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	25 700 000,00 €		- 93 000,00 €	25 607 000,00 €
014	Atténuations de produits	5 000,00 €		70 431,00 €	75 431,00 €
65	Autres charges de gestion courante	3 561 967,96 €		- 55 962,03 €	3 506 005,93 €
66	Charges financières	304 895,32 €		114 383,40 €	419 278,72 €
67	Charges exceptionnelles	3 000,00 €		4 000,00 €	7 000,00 €
68	Dotations aux provisions - charges de fonctionnement	4 100 000,00 €		- €	4 100 000,00 €
	TOTAL Réelles	**43 446 327,74 €**		**271 606,40 €**	**43 717 934,14 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**
Investissement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	85 268,00 €	- €	- €	85 268,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	**7 123 624,15 €**	**- €**	**- €**	**7 123 624,15 €**
001	Solde d'exécution de la section d'invest	- €	- €	17 558 301,23 €	17 558 301,23 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	- €	- €	- €	- €
13	Subventions d'investissement	- €	- €	- €	- €
16	Emprunts et dettes assimilées	387 631,18 €	- €	133 115,49 €	520 746,67 €
20	Immobilisations incorporelles	585 402,80 €	121 806,86 €	22 266,12 €	729 475,78 €
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00 €	5 000,00 €	- €	1 564 459,00 €
21	Immobilisations corporelles	4 446 255,99 €	1 241 181,48 €	726 170,33 €	6 413 607,80 €
23	Immobilisations en cours	9 645 971,33 €	- €	- €	9 645 971,33 €
26	Participations et créances rattachées	- €	- €	- €	- €
27	Autres immobilisation financières	3 265 000,00 €	- €	- €	3 265 000,00 €
	TOTAL Réelles	**19 889 720,30 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**39 697 561,81 €**
	TOTAL Section	**27 013 344,45 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**46 821 185,96 €**
	TOTAL DEPENSES	**76 779 376,45 €**	**1 367 988,34 €**	**25 581 762,32 €**	**103 729 127,11 €**

RECETTES					
Fonctionnement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	85 268,00 €		- €	85 268,00 €
041	Opérations patrimoniales	- €		- €	- €
	TOTAL Ordre	**85 268,00 €**		**- €**	**85 268,00 €**
002	Résultat de fonctionnement reporté	- €		6 834 519,11 €	6 834 519,11 €
013	Atténuations de charges	351 000,00 €		- €	351 000,00 €
70	Ventes de produits fabriqués, prestation	3 065 500,00 €		- €	3 065 500,00 €
73	Produits issus de la fiscalité	7 669 069,00 €		25 340,00 €	7 694 409,00 €
731	Fiscalité locale	29 011 795,00 €		64 131,00 €	29 075 926,00 €
74	Dotations et participations	4 658 200,00 €		181 700,31 €	4 839 900,31 €
75	Autres produits de gestion courante	925 200,00 €		36 218,73 €	961 418,73 €
76	Produits financiers	- €		- €	- €
77	Produits exceptionnels	- €		- €	- €
78	Reprises sur provisions et dépréciations	4 000 000,00 €		- €	4 000 000,00 €
	TOTAL Réelles	**49 680 764,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 822 673,15 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**
Investissement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
021	Virement de la section d'exploitation	3 419 704,26 €	- €	6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00 €	- €	- €	2 900 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	**13 358 060,41 €**	**- €**	**6 870 302,75 €**	**20 228 363,16 €**
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00 €	- €	- €	3 091 080,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 464 000,00 €	- €	10 235 476,65 €	11 699 476,65 €
13	Subventions d'investissement	3 119 006,31 €	8 682 959,84 €	- €	11 801 966,15 €
16	Emprunts et dettes assimilées	5 981 197,73 €	- €	- 5 980 897,73 €	300,00 €
26	Participations et créances rattachées	- €	- €	- €	- €
	TOTAL Réelles	**13 655 284,04 €**	**8 682 959,84 €**	**4 254 578,92 €**	**26 592 822,80 €**
	TOTAL Section	**27 013 344,45 €**	**8 682 959,84 €**	**11 124 881,67 €**	**46 821 185,96 €**
	TOTAL RECETTES	**76 779 376,45 €**	**8 682 959,84 €**	**18 266 790,82 €**	**103 729 127,11 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :

POUR : **27**

CONTRE : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DU BUDGET PRINCIPAL 2025

RAPPORT DE PRESENTATION

CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JUIN 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi qu'en dispose le Code général des Collectivités territoriales, les prévisions inscrites au budget primitif peuvent être modifiées en cours d'exercice par l'assemblée délibérante au travers du vote d'une décision modificative (DM). Celle-ci est nécessaire quand le budget est adopté sans reprise du résultat de l'exercice précédent. Cette décision modificative est usuellement nommée budget supplémentaire (BS).

Ce Budget Supplémentaire permet à la ville :

- De constater la reprise des résultats issus de l'exercice 2024,
- D'ajuster les prévisions du Budget Primitif 2025,
- De supprimer totalement l'emprunt d'équilibre inscrit au Budget Primitif.

1. LES AGREGATS DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2025

Le budget supplémentaire se décompose de la manière suivante :

Sections	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	7 171 909 €	7 171 909 €
Investissement	19 807 841 €	19 807 841 €
Total du BS 2025	**26 949 751 €**	**26 949 751 €**

Ainsi, le budget 2025 (BP+BS) se synthétise de la manière suivante :

Sections	BP 2025	BS 2025	TOTAL Budget 2025
Fonctionnement	49 766 032 €	7 171 909 €	56 907 941 €
Investissement	27 013 344 €	19 807 841 €	46 821 186 €
Total du Budget 2025	**76 779 376 €**	**26 949 751 €**	**103 729 127 €**

2. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1 Les recettes de fonctionnement

Chap	Chapitre libellé	BP 2025	BS 2025	BUDGET TOTAL 2025
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	85 268,00 €	- €	85 268,00 €
	TOTAL Ordre	**85 268,00 €**	**- €**	**85 268,00 €**
002	Résultat de fonctionnement reporté	- €	6 834 519,11 €	6 834 519,11 €
013	Atténuations de charges	351 000,00 €	- €	351 000,00 €
70	Ventes de produits fabriqués, prestation	3 065 500,00 €	- €	3 065 500,00 €
73	Produits issus de la fiscalité	7 669 069,00 €	25 340,00 €	7 694 409,00 €
731	Fiscalité locale	29 011 795,00 €	64 131,00 €	29 075 926,00 €
74	Dotations et participations	4 658 200,00 €	181 700,31 €	4 839 900,31 €
75	Autres produits de gestion courante	925 200,00 €	36 218,73 €	961 418,73 €
78	Reprises sur provisions et dépréciations	4 000 000,00 €	- €	4 000 000,00 €
	TOTAL Réelles	**49 680 764,00 €**	**7 141 909,15 €**	**56 822 673,15 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**	**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**

L'excédent de fonctionnement 2024reporté est inscrit pour un montant de 6 834 519,11 €.

La majorité des ajustements de crédits sont liés aux notifications de recette reçues depuis le vote du Budget Primitif et faisant suite à la promulgation de la Loi de Finances. Il faut rappeler en effet que le budget primitif a été voté dans un contexte particulier de grande fragilité institutionnelle et de grandes incertitudes en matière financière notamment :

- Le chapitre 73 est abondé de 25 340 € suite à la notification du montant de l'attribution de compensation et conformément aux dispositions du Pacte Financier et Fiscal 2022/2026.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Le chapitre 731 fait l'objet d'un ajustement total de 64 131 € suite à la notification de l'état 1259 (état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales).

- Le chapitre 74 est abondé au total de 181 700,31 € suite :

  * à la notification du montant de la Dotation globale de Fonctionnement 2025

Alors que le gouvernement Barnier prévoyait un maintien en volume de la DGF, la Loi de Finances a acté un abondement de 150 millions de la DGF du bloc communal (toutefois compensé par une ponction équivalente sur la Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local 2025). Le Budget Supplémentaire acte donc des crédits complémentaires à hauteur de 142 312€ au montant prudent inscrit au Budget Primitif. Pour autant, il est important de préciser que la DGF 2025 est en diminution par rapport à la DGF 2024 de - 49 169 €

  * à la notification du montant de FCTVA 2025 sur les dépenses de fonctionnement 2023 (+ 13 973,31€)

Pour rappel, le projet de loi de finances du gouvernement Barnier prévoyait la suppression du FCTVA en fonctionnement sauf pour les dépenses de cloud mais avec un taux diminué. Le Loi de Finances 2025 n'a pas acté cette suppression.

  * à la notification du montant de la compensation au titre des exonérations de la taxe foncière (+ 25 415 €)

- Le chapitre 75 est abondé de 36 218,73€ suite à des remboursements de notre fournisseur d'électricité au titre de l'année 2021

2.2 Les dépenses de fonctionnement

Chap	Chapitre libellé	BP 2025	BS 2025	BUDGET TOTAL 2025
023	Virement à la section d'investissement	3 419 704,26 €	6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	2 900 000,00 €	- €	2 900 000,00 €
	TOTAL Ordre	**6 319 704,26 €**	**6 870 302,75 €**	**13 190 007,01 €**
011	Charges à caractère général	9 771 464,46 €	231 754,03 €	10 003 218,49 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	25 700 000,00 €	- 93 000,00 €	25 607 000,00 €
014	Atténuations de produits	5 000,00 €	70 431,00 €	75 431,00 €
65	Autres charges de gestion courante	3 561 967,96 €	- 55 962,03 €	3 506 005,93 €
66	Charges financières	304 895,32 €	114 383,40 €	419 278,72 €
67	Charges exceptionnelles	3 000,00 €	4 000,00 €	7 000,00 €
68	Dotations aux provisions	4 100 000,00 €	- €	4 100 000,00 €
	TOTAL Réelles	**43 446 327,74 €**	**271 606,40 €**	**43 717 934,14 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**	**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**

Des ajustements de crédits sont opérés :

Les charges à caractère général (chapitre 011) sont réajustées à hauteur de 231 754,03 €, montant issu de la contraction entre l'octroi de crédits nouveaux nécessaires au fonctionnement de différents services et la diminution de l'enveloppe dédié aux fluides.

Les dépenses nouvelles sont principalement destinées à l'abondement de crédits pour les services techniques pour les besoins du pôle bâtiments (prestations de débroussaillement, de maintenance, locations diverses), pour l'achat d'eau brute et pour le garage. Des crédits complémentaires sont prévus également pour les prestations d'exhumation.
S'agissant des fluides, une première analyse des gains de l'Autoconsommation collective a été réalisée (présentée dans la note de présentation du CFU 2024). Au regard de ce 1er bilan, un ajustement à la baisse des crédits d'électricité est acté.

Le chapitre 012 acte une diminution des crédits suite à la parution du décret fixant le lissage de la revalorisation de 12% du taux de cotisation CNRACL sur quatre ans et non plus trois ans.
Il convient toutefois de préciser qu'au final, la somme totale prélevée sur la commune sera tout de même identique, soit 270 000€ par année soit sur quatre ans 1 120 000 € et en cumulé 2 800 000 €.

Le chapitre 014 est abondé suite à la notification du DILICO, nouveau dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales instauré par la loi de Finances.
Le DILICO opère un prélèvement de 1 Milliard d'euros sur les recettes fiscales de 2 125 collectivités territoriales en 2025 (1 924 communes, 141 intercommunalités, 48 départements et 12 régions), dont 500 M€ pour le bloc local, répartis à parts égales entre les communes et les intercommunalités. Parmi les communes concernées, on retrouve certes les plus grandes communes (Paris, Lyon) mais aussi de petits villages (Auxey-Duresses (300 habitants), en Côte-d'Or, Aumont-en-Halatte (quelque 500 habitants) ou encore Thues-entre-Valls, dans les Pyrénées-Orientales (26 habitants)). L'éligibilité au mécanisme est définie pour les communes et leurs groupements notamment selon un indice synthétique de ressources et de charges.
Ce dispositif a pour but de faire participer les collectivités locales et leurs groupements à la maîtrise des comptes publics.
Pour La Garde, le montant de prélèvement notifié est de 70 431 €.

Acte de réception en préfecture
083-218360622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour le bloc communal, le produit de la contribution devrait être reversé, les trois années suivant sa mise en réserve, à hauteur d'un tiers par année et « dans la limite du montant du produit de la contribution pour l'année en cours » (soit à hauteur de 90%). Le reversement effectué chaque année est réparti, pour 10 % de son montant, au FPIC.

Le chapitre 65 est ajusté au regard des montants définitifs des créances irrecouvrables et éteintes pour 2025 communiquées par le Trésorier payeur Général.

Au chapitre 66, est inscrit le solde du remboursement des intérêts de la dette de l'année 2024 suite à la réception tardive de la dernière échéance.

Les autres charges de gestion courantes sont ajustées au regard des annulations de rattachement sur exercice précédents.

3. L'EPARGNE ET SON IMPACT SUR L'INVESTISSEMENT

La prise en compte des résultats et des reports de crédits 2024, ainsi que l'équilibre propre aux mesures nouvelles du présent budget permet de renforcer les équilibres financiers et d'augmenter le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 6 870 302 € pour atteindre le montant de 10 290 007 € constituant une dépense d'ordre de la section de fonctionnement, et une recette d'ordre de la section d'investissement.

Cette somme permet comme annoncé lors du vote du Budget Primitif 2025 de couvrir complétement l'emprunt d'équilibre inscrit en recettes d'investissement au Budget Primitif 2025.

4. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

4.1 Les recettes d'investissement

Chap	Chapitre libellé	BP 2025	REPORTS	BS 2025	BUDGET TOTAL 2025
021	Virement de la section d'exploitation	3 419 704,26 €	- €	6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	2 900 000,00 €	- €	- €	2 900 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	13 358 060,41 €	- €	6 870 302,75 €	20 228 363,16 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00 €	- €	- €	3 091 080,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 464 000,00 €	- €	10 235 476,65 €	11 699 476,65 €
13	Subventions d'investissement	3 119 006,31 €	8 682 959,84 €	- €	11 801 966,15 €
16	Emprunts et dettes assimilées	5 981 197,73 €	- €	- 5 980 897,73 €	300,00 €
	TOTAL Réelles	13 655 284,04 €	8 682 959,84 €	4 254 578,92 €	26 592 822,80 €
	TOTAL Section	27 013 344,45 €	8 682 959,84 €	11 124 881,67 €	46 821 185,96 €

Les reports 2024 pour un montant de 8 682 959,84 € correspondent exclusivement à des subventions notifiées par nos partenaires financeurs dont 3,6 millions € du Département.
L'excédent de fonctionnement capitalisé à hauteur de 10 243 329,73 € permettant de couvrir le déficit d'investissement est inscrit au chapitre 10.
Également au chapitre 10, un ajustement du montant du FCTVA 2025 de - 7 853,08 € est acté suite à réception de la notification.

Enfin, au chapitre 16, l'emprunt d'équilibre inscrit au budget primitif est supprimé.

L'investissement est donc exclusivement financé par l'affectation du résultat, le prélèvement sur la section de fonctionnement, le FCTVA et les subventions notifiées.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.2 Les dépenses d'investissement

Chap	Chapitre libellé	BP 2025	REPORTS	BS 2025	BUDGET TOTAL 2025
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	85 268,00 €	- €	- €	85 268,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	**7 123 624,15 €**	**- €**	**- €**	**7 123 624,15 €**
001	Solde d'exécution de la section d'invest	- €	- €	17 558 301,23 €	17 558 301,23 €
16	Emprunts et dettes assimilées	387 631,18 €	- €	133 115,49 €	520 746,67 €
20	Immobilisations incorporelles	585 402,80 €	121 806,86 €	22 266,12 €	729 475,78 €
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00 €	5 000,00 €	- €	1 564 459,00 €
21	Immobilisations corporelles	4 446 255,99 €	1 241 181,48 €	726 170,33 €	6 413 607,80 €
23	Immobilisations en cours	9 645 971,33 €	- €	- €	9 645 971,33 €
27	Autres immobilisation financières	3 265 000,00 €	- €	- €	3 265 000,00 €
	TOTAL Réelles	**19 889 720,30 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**39 697 561,81 €**
	TOTAL Section	**27 013 344,45 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**46 821 185,96 €**

Les reports 2024 sont inscrits pour 1 367 988,34 € et correspondent donc à des engagements faits en 2024 pour des projets encore en cours ou finalisés mais pour lesquels nous n'avons pas encore réceptionné les factures.

Le résultat déficitaire est inscrit au chapitre 001 pour 17 558 301,23 €.

Au chapitre 16, comme en fonctionnement, est inscrit en investissement le solde du remboursement du capital de la dette de l'année 2024 suite à la réception tardive de la dernière échéance.

Les autres dépenses correspondent à des ajustements et décisions de renforcement d'actions sur certains programmes avec notamment :

> dans le domaine de la petite-enfance, un réajustement des crédits pour la construction de l'écolo crèche Les Lucioles.

> dans le domaine de l'efficacité énergétique, l'abondement des crédits pour le passage en leds des mâts d'éclairage du stade de football, de la salle de billard et de la salle de tennis de table.

> à l'inscription de crédits engagés en urgence pour le changement du système de climatisation des archives et la réfection du mur de clôture de l'école Tardivier suite au sinistre intervenu dans le cadre des intempéries de janvier.

> En matière d'urbanisme, et dans un objectif de préservation, à l'achat de deux parcelles dans le secteur de Pierrascas, en zone naturelle du PLU et, en très grande partie en espace boisé classé.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE LA GARDE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21830062200014

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE TOULON

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 30
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 31
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 33
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 36
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 39
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 62
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 65
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 66
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 69
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 71
A1.908 - Fonction 8 - Transports 74
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 78
A2.01 - Opérations non ventilables 80
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 81
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 87
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 88
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 89
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 98
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 101
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 102
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 103
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 106
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 108
A2.938 - Fonction 8 - Transports 111

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 115
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 116
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 120
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 122

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 123
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 125
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 126
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 127
B3.1 - Etat des provisions constituées 129
B3.2 - Etalement des provisions 131
B4 - Etat des charges transférées 132
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 133
B6 - Prêts 145
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 146
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 147
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées 148
B9 - Etat du personnel 149
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 152
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 153
B11.2 - Liste des établissements publics créés 154
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 155

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 156
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 157
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 158

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 160
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 161
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 162
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 163

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 164

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	26596

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1457,72

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1643,78
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2136,78
3	Dépenses d'équipement brut / population	812,85
4	Encours de dette / population (2) (3)	347,85
5	DGF / population	49,18
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	58,57%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	77,85%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	38,05%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	16,28%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	23,06%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	63 036 275,80	64 639 092,33	-2 083 268,92	A1	-480 452,39
Investissement	21 185 535,60	16 185 414,37	(3) -12 558 180,00	A2	-17 558 301,23
Fonctionnement	41 850 740,20	48 453 677,96	(4) 10 474 911,08	A3	17 077 848,84

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	1 367 988,34	III + IV	8 682 959,84	B1 7 314 971,50
Investissement	I	1 367 988,34	III	8 682 959,84	B2 7 314 971,50
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	6 834 519,11
Investissement	**A2 + B2**	-10 243 329,73
Fonctionnement	**A3 + B3**	17 077 848,84

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	1 367 988,34
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		121 806,86
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		5 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)		1 241 181,48
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	8 682 959,84
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		8 682 959,84
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	881 551,94	11 124 881,67
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	1 367 988,34	8 682 959,84
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 17 558 301,23	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	19 807 841,51	19 807 841,51

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	7 141 909,15	307 390,04
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 834 519,11
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	7 141 909,15	7 141 909,15

TOTAL DU BUDGET (5)	26 949 750,66	26 949 750,66

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
2022-PAS00006	CONSTRUCTION LES LUCIOLES	20, 21, 23	100 000,00
2021-PAS0004	EXTENSION CIMETIERE		0,00
2020-SECTA001	MISE EN SECURITE FALAISE DE MASSACAN		5 689,41
2013-2013OP0010	POLE CULTUREL		0,00
2020-PAS00003	RECONSTRUCTION ECOLE S. MIGNONE		0,00
2013-2013OP0011	RECONSTRUCTION MARIE CURIE		0,00
2023-PAS00007	REHABILITATION MEDIATHEQUE	20	0,00
2021-PAS00005	REQUALIFICATION CENTRE VILLE		0,00
TOTAL			**105 689,41**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**105 689,41**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	585 402,80	121 806,86	22 266,12	22 266,12	729 475,78
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	1 559 459,00	5 000,00	0,00	0,00	1 564 459,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	4 446 255,99	1 241 181,48	726 170,33	726 170,33	6 413 607,80
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	9 645 971,33	0,00	0,00	0,00	9 645 971,33
Total des dépenses d'équipement		**16 237 089,12**	**1 367 988,34**	**748 436,45**	**748 436,45**	**18 353 513,91**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	387 631,18	0,00	133 115,49	133 115,49	520 746,67
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	3 265 000,00	0,00	0,00	0,00	3 265 000,00
Total des dépenses financières		**3 652 631,18**	**0,00**	**133 115,49**	**133 115,49**	**3 785 746,67**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 889 720,30**	**1 367 988,34**	**881 551,94**	**881 551,94**	**22 139 260,58**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*85 268,00*		*0,00*	*0,00*	*85 268,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*7 038 356,15*		*0,00*	*0,00*	*7 038 356,15*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 123 624,15***		***0,00***	***0,00***	***7 123 624,15***
TOTAL		**27 013 344,45**	**1 367 988,34**	**881 551,94**	**881 551,94**	**29 262 884,73**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**17 558 301,23**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**46 821 185,96**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	3 119 006,31	8 682 959,84	0,00	0,00	11 801 966,15
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 980 897,73	0,00	-5 980 897,73	-5 980 897,73	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 099 904,04**	**8 682 959,84**	**-5 980 897,73**	**-5 980 897,73**	**11 801 966,15**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 464 000,00	0,00	-7 853,08	-7 853,08	1 456 146,92
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	10 243 329,73	10 243 329,73	10 243 329,73
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00	0,00	0,00	0,00	3 091 080,00
Total des recettes financières		**4 555 380,00**	**0,00**	**10 235 476,65**	**10 235 476,65**	**14 790 856,65**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**13 655 284,04**	**8 682 959,84**	**4 254 578,92**	**4 254 578,92**	**26 592 822,80**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*3 419 704,26*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*	*10 290 007,01*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*2 900 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 900 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*7 038 356,15*		*0,00*	*0,00*	*7 038 356,15*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***13 358 060,41***		***6 870 302,75***	***6 870 302,75***	***20 228 363,16***
TOTAL		**27 013 344,45**	**8 682 959,84**	**11 124 881,67**	**11 124 881,67**	**46 821 185,96**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**46 821 185,96**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**13 104 739,01**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	9 771 464,46	0,00	231 754,03	231 754,03	10 003 218,49
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	25 700 000,00	0,00	-93 000,00	-93 000,00	25 607 000,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00	70 431,00	70 431,00	75 431,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 561 967,96	0,00	-55 962,03	-55 962,03	3 506 005,93
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**39 038 432,42**	**0,00**	**153 223,00**	**153 223,00**	**39 191 655,42**
66	Charges financières	304 895,32	0,00	114 383,40	114 383,40	419 278,72
67	Charges spécifiques (4)	3 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	4 100 000,00		0,00	0,00	4 100 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**43 446 327,74**	**0,00**	**271 606,40**	**271 606,40**	**43 717 934,14**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*3 419 704,26*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*	*10 290 007,01*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*2 900 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 900 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***6 319 704,26***		***6 870 302,75***	***6 870 302,75***	***13 190 007,01***
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**7 141 909,15**	**7 141 909,15**	**56 907 941,15**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**56 907 941,15**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	351 000,00	0,00	0,00	0,00	351 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 065 500,00	0,00	0,00	0,00	3 065 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 669 069,00	0,00	25 340,00	25 340,00	7 694 409,00
731	Fiscalité locale	29 011 795,00	0,00	64 131,00	64 131,00	29 075 926,00
74	Dotations et participations (4)	4 658 200,00	0,00	181 700,31	181 700,31	4 839 900,31
75	Autres produits de gestion courante (4)	925 200,00	0,00	36 218,73	36 218,73	961 418,73
Total des recettes de gestion courante		**45 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**45 988 154,04**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	4 000 000,00		0,00	0,00	4 000 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**49 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**49 988 154,04**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*85 268,00*		*0,00*	*0,00*	*85 268,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***85 268,00***		***0,00***	***0,00***	***85 268,00***
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**50 073 422,04**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**6 834 519,11**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**56 907 941,15**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**13 104 739,01**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		133 115,49	*0,00*	133 115,49
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		144 072,98	*0,00*	144 072,98
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		5 000,00	*0,00*	*5 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		1 967 351,81	*0,00*	1 967 351,81
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**2 249 540,28**	***0,00***	**2 249 540,28**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**17 558 301,23**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 807 841,51**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	231 754,03		231 754,03
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	-93 000,00		-93 000,00
014	Atténuations de produits	70 431,00		70 431,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-55 962,03	*0,00*	-55 962,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	114 383,40	*0,00*	114 383,40
67	Charges spécifiques (9)	4 000,00	*0,00*	4 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*6 870 302,75*	6 870 302,75
	Dépenses de fonctionnement – Total	**271 606,40**	***6 870 302,75***	**7 141 909,15**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 141 909,15**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-7 853,08	*0,00*	-7 853,08
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	8 682 959,84	*0,00*	8 682 959,84
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-5 980 897,73	*0,00*	-5 980 897,73
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*6 870 302,75*	6 870 302,75
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 694 209,03**	***6 870 302,75***	**9 564 511,78**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**10 243 329,73**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 807 841,51**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	25 340,00		25 340,00
731	Fiscalité locale	64 131,00		64 131,00
74	Dotations et participations (8)	181 700,31		181 700,31
75	Autres produits de gestion courante (8)	36 218,73	0,00	36 218,73
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	Transferts de charges		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**307 390,04**	***0,00***	**307 390,04**

Accusé de réception en préfecture
083-218305586-20250623-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	6 834 519,11
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	7 141 909,15

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**27 013 344,45**	**1 367 988,34**	**0,00**	**881 551,94**	**881 551,94**	**105 689,41**	**775 862,53**	**2 249 540,28**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	585 402,80	121 806,86	0,00	22 266,12	22 266,12	0,00	22 266,12	144 072,98
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 559 459,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 446 255,99	1 241 181,48	0,00	726 170,33	726 170,33	105 689,41	620 480,92	1 967 351,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	9 645 971,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**16 237 089,12**	**1 367 988,34**	**0,00**	**748 436,45**	**748 436,45**	**105 689,41**	**642 747,04**	**2 116 424,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	387 631,18	0,00		133 115,49	133 115,49		133 115,49	133 115,49
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 652 631,18**	**0,00**	**0,00**	**133 115,49**	**133 115,49**	**0,00**	**133 115,49**	**133 115,49**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**19 889 720,30**	**1 367 988,34**	**0,00**	**881 551,94**	**881 551,94**	**105 689,41**	**775 862,53**	**2 249 540,28**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*85 268,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*7 038 356,15*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 123 624,15**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**17 558 301,23**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
							Total des dépenses d'investissement cumulées	19 807 841,51

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**27 013 344,45**	**8 682 959,84**	**881 551,94**	**881 551,94**	**9 564 511,78**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	3 119 006,31	8 682 959,84	0,00	0,00	8 682 959,84
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 980 897,73	0,00	-5 980 897,73	-5 980 897,73	-5 980 897,73
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 099 904,04**	**8 682 959,84**	**-5 980 897,73**	**-5 980 897,73**	**2 702 062,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 464 000,00	0,00	-7 853,08	-7 853,08	-7 853,08
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300522-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 555 380,00**	**0,00**	**-7 853,08**	**-7 853,08**	**-7 853,08**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**13 655 284,04**	**8 682 959,84**	**-5 988 750,81**	**-5 988 750,81**	**2 694 209,03**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 419 704,26*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*	*6 870 302,75*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 900 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*7 038 356,15*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***13 358 060,41***		***6 870 302,75***	***6 870 302,75***	***6 870 302,75***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**10 243 329,73**

Total des recettes d'investissement cumulées	**19 807 841,51**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**27 013 344,45**	**1 367 988,34**	**0,00**	**881 551,94**	**881 551,94**	**105 689,41**	**775 862,53**	**2 249 540,28**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	585 402,80	121 806,86	0,00	22 266,12	22 266,12	0,00	22 266,12	144 072,98
2031	Frais d'études	533 402,80	121 806,86		2 945,12	2 945,12	0,00	2 945,12	124 751,98
2051	Concessions, droits similaires	52 000,00	0,00		19 321,00	19 321,00	0,00	19 321,00	19 321,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 559 459,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	5 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attributions compensation investissement	1 559 459,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 446 255,99	1 241 181,48	0,00	726 170,33	726 170,33	105 689,41	620 480,92	1 967 351,81
2111	Terrains nus	100 000,00	0,00		188 610,92	188 610,92	0,00	188 610,92	188 610,92
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 280,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	65 000,00	68 292,08		5 689,41	5 689,41	5 689,41	0,00	73 981,49
21311	Bâtiments administratifs	0,00	6 721,01		0,00	0,00	0,00	0,00	6 721,01
21312	Bâtiments scolaires	424 500,00	59 914,02		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	139 914,02
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	76 200,00	23 803,37		9 500,00	9 500,00	0,00	9 500,00	33 303,37
21314	Bâtiments culturels et sportifs	348 500,00	188 125,77		193 370,00	193 370,00	0,00	193 370,00	381 495,77
21316	Equipements du cimetière	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	2 560 775,99	553 668,78		160 000,00	160 000,00	100 000,00	60 000,00	713 668,78
2152	Installations de voirie	0,00	2 992,80		0,00	0,00	0,00	0,00	2 992,80
21538	Autres réseaux	150 000,00	118 840,00		0,00	0,00	0,00	0,00	118 840,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	75 000,00	75 061,31		0,00	0,00	0,00	0,00	75 061,31
21611	Biens sous-jacents	0,00	17 390,00		0,00	0,00	0,00	0,00	17 390,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21828	Autres matériels de transport	75 000,00	41 415,36		0,00	0,00	0,00	0,00	41 415,36
21838	Autre matériel informatique	103 000,00	59 907,95		0,00	0,00	0,00	0,00	59 907,95
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	284,40		0,00	0,00	0,00	0,00	284,40
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	85 000,00	3 236,88		0,00	0,00	0,00	0,00	3 236,88
2188	Autres immobilisations corporelles	315 000,00	21 527,75		89 000,00	89 000,00	0,00	89 000,00	110 527,75
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	9 645 971,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	645 971,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	9 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**16 237 089,12**	**1 367 988,34**	**0,00**	**748 436,45**	**748 436,45**	**105 689,41**	**642 747,04**	**2 116 424,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	387 631,18	0,00		133 115,49	133 115,49		133 115,49	133 115,49
1641	Emprunts en euros	387 331,18	0,00		133 115,49	133 115,49		133 115,49	133 115,49
165	Dépôts et cautionnements reçus	300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16818	Emprunts - Autres prêteurs	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	3 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	3 265 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 652 631,18**	**0,00**	**0,00**	**133 115,49**	**133 115,49**	**0,00**	**133 115,49**	**133 115,49**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581077	CONV. MOE REQUALIFICATION CENTRE VILLE	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**19 889 720,30**	**1 367 988,34**	**0,00**	**881 551,94**	**881 551,94**	**105 689,41**	**775 862,53**	**2 249 540,28**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*85 268,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*85 268,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*1 700,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*2 700,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*14 618,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13935	*Amendes radars automatiques et de police*	*66 250,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*7 038 356,15*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*28 518,48*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*5 504,87*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21316	*Equipements du cimetière*	*108,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*182 068,30*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21538	*Autres réseaux*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*6 822 156,50*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 123 624,15**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I.B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**27 013 344,45**	**8 682 959,84**	**881 551,94**	**881 551,94**	**9 564 511,78**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	3 119 006,31	8 682 959,84	0,00	0,00	8 682 959,84
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	22 906,00	0,00	0,00	22 906,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	11 790,40	0,00	0,00	11 790,40
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	158 764,94	1 336 286,26	0,00	0,00	1 336 286,26
1322	Subv. non transf. Régions	11 983,00	2 371 696,95	0,00	0,00	2 371 696,95
1323	Subv. non transf. Départements	2 258 890,37	3 619 864,43	0,00	0,00	3 619 864,43
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	286 000,00	0,00	0,00	286 000,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	112 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	577 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	492 677,23	0,00	0,00	492 677,23
13462	Dotation de soutien à l'invest local	0,00	541 738,57	0,00	0,00	541 738,57
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 980 897,73	0,00	-5 980 897,73	-5 980 897,73	-5 980 897,73
1641	Emprunts en euros	5 980 897,73	0,00	-5 980 897,73	-5 980 897,73	-5 980 897,73
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 099 904,04**	**8 682 959,84**	**-5 980 897,73**	**-5 980 897,73**	**2 702 062,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 464 000,00	0,00	-7 853,08	-7 853,08	-7 853,08
10222	FCTVA	1 464 000,00	0,00	-7 853,08	-7 853,08	-7 853,08
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250619-DE0619250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 555 380,00**	**0,00**	**-7 853,08**	**-7 853,08**	**-7 853,08**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**13 655 284,04**	**8 682 959,84**	**-5 988 750,81**	**-5 988 750,81**	**2 694 209,03**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 419 704,26*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*	*6 870 302,75*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 900 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
261	*Titres de participation*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*8 285,05*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*15 918,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*135 716,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*1 325 542,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*39 847,03*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 932,48*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*364 354,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*122,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*151,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*346,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 509,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*72 629,60*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*63 519,12*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*684,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*165 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*9 597,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*70 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*619 847,72*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*7 038 356,15*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*216 199,65*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*6 822 156,50*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***13 358 060,41***		***6 870 302,75***	***6 870 302,75***	***6 870 302,75***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état B2 pour le contenu du budget de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**0,00**	**7 141 909,15**	**7 141 909,15**	**0,00**	**7 141 909,15**	**7 141 909,15**
011	Charges à caractère général (4)	9 771 464,46	0,00	0,00	231 754,03	231 754,03	0,00	231 754,03	231 754,03
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	25 700 000,00	0,00		-93 000,00	-93 000,00		-93 000,00	-93 000,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00		70 431,00	70 431,00		70 431,00	70 431,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 561 967,96	0,00	0,00	-55 962,03	-55 962,03	0,00	-55 962,03	-55 962,03
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 038 432,42**	**0,00**	**0,00**	**153 223,00**	**153 223,00**	**0,00**	**153 223,00**	**153 223,00**
66	Charges financières	304 895,32	0,00		114 383,40	114 383,40		114 383,40	114 383,40
67	Charges spécifiques (4)	3 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	4 100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**4 407 895,32**	**0,00**	**0,00**	**118 383,40**	**118 383,40**		**118 383,40**	**118 383,40**
Total des dépenses réelles		**43 446 327,74**	**0,00**	**0,00**	**271 606,40**	**271 606,40**	**0,00**	**271 606,40**	**271 606,40**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 419 704,26*			*6 870 302,75*	*6 870 302,75*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*2 900 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 319 704,26**			**6 870 302,75**	**6 870 302,75**		**6 870 302,75**	**6 870 302,75**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 141 909,15**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
013	Atténuations de charges (3)	351 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 065 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 669 069,00	0,00	25 340,00	25 340,00	25 340,00
731	Fiscalité locale	29 011 795,00	0,00	64 131,00	64 131,00	64 131,00
74	Dotations et participations (3)	4 658 200,00	0,00	181 700,31	181 700,31	181 700,31
75	Autres produits de gestion courante (3)	925 200,00	0,00	36 218,73	36 218,73	36 218,73
Total des recettes de gestion des services		**45 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**49 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*85 268,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**85 268,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**6 834 519,11**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 141 909,15**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**0,00**	**7 141 909,15**	**7 141 909,15**	**0,00**	**7 141 909,15**	**7 141 909,15**
011	Charges à caractère général (5)	9 771 464,46	0,00	0,00	231 754,03	231 754,03	0,00	231 754,03	231 754,03
6042	Achats de prestations de services	1 993 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	463 100,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
60612	Energie - Electricité	941 600,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
60613	Chauffage urbain	460 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	164 410,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	79 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	28 260,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	312 410,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
60631	Fournitures d'entretien	89 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	99 320,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	87 535,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	56 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	79 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	49 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	330 110,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	161 190,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	38 200,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
61521	Entretien terrains	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	98 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	224 500,00	0,00		12 200,00	12 200,00	0,00	12 200,00	12 200,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	15 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	61 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61551	Entretien matériel roulant	17 300,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	40 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	451 795,16	0,00		5 933,04	5 933,04	0,00	5 933,04	5 933,04
6161	Multirisques	6 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	227 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	52 970,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	93 630,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	904 419,62	0,00		205 410,99	205 410,99	0,00	205 410,99	205 410,99
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 220,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	105 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	190 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	15 845,28	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	156 061,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	714 990,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	119 958,00	0,00		21 210,00	21 210,00	0,00	21 210,00	21 210,00
6238	Divers	1 520,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	31 145,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	76 490,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	47 270,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 870,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	31 540,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	333 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	36 655,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	166 880,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
63512	Taxes foncières	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
63711	Redevance prélèvement ressource en eau	15 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	25 700 000,00	0,00		-93 000,00	-93 000,00		-93 000,00	-93 000,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	840 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	32 430,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	238 920,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	71 010,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	126 565,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 573 765,00	0,00		-93 000,00	-93 000,00		-93 000,00	-93 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	377 510,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	124 410,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 483 935,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	4 879 950,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	154 625,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 728 495,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 077 810,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	196 210,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	44 365,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	650 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	5 000,00	0,00		70 431,00	70 431,00		70 431,00	70 431,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	0,00	0,00		70 431,00	70 431,00		70 431,00	70 431,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	3 561 967,96	0,00	0,00	-55 962,03	-55 962,03	0,00	-55 962,03	-55 962,03
65132	Prix	5 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	298 580,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	19 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	50 680,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	11 197,00	0,00		900,00	900,00	0,00	900,00	900,00
65316	Frais de représentation du maire	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		-47 750,39	-47 750,39	0,00	-47 750,39	-47 750,39
6542	Créances éteintes	50 000,00	0,00		-16 661,64	-16 661,64	0,00	-16 661,64	-16 661,64
65568	Autres contributions	521 600,00	0,00		7 550,00	7 550,00	0,00	7 550,00	7 550,00
6558	Autres contributions obligatoires	47 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	2 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	1 483 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	185 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65743	Subv.Fonct. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	634 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	100 224,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	3 736,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	51 050,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**39 038 432,42**	**0,00**	**0,00**	**153 223,00**	**153 223,00**	**0,00**	**153 223,00**	**153 223,00**
66	Charges financières	304 895,32	0,00		114 383,40	114 383,40		114 383,40	114 383,40
66111	Intérêts réglés à l'échéance	327 504,28	0,00		105 277,50	105 277,50		105 277,50	105 277,50
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-22 608,96	0,00		9 105,90	9 105,90		9 105,90	9 105,90
67	Charges spécifiques (5)	3 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	4 100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	4 100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**4 407 895,32**	**0,00**	**0,00**	**118 383,40**	**118 383,40**		**118 383,40**	**118 383,40**
Total des dépenses réelles		**43 446 327,74**	**0,00**	**0,00**	**271 606,40**	**271 606,40**	**0,00**	**271 606,40**	**271 606,40**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 419 704,26*			*6 870 302,75*	*6 870 302,75*		*6 870 302,75*	*6 870 302,75*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 900 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*2 900 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**6 319 704,26**			**6 870 302,75**	**6 870 302,75**		**6 870 302,75**	**6 870 302,75**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	167 358,21
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-180 861,27
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-13 503,06

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 766 032,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
013	Atténuations de charges (4)	351 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	337 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 065 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7011	Ventes d'eau	122 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances d'eau	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	56 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70611	Redevances enlèvement ordures ménagères	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	760 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70682	Location de compteurs	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 669 069,00	0,00	25 340,00	25 340,00	25 340,00
73211	Attribution de compensation	7 243 304,00	0,00	25 340,00	25 340,00	25 340,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73212	Dotation de solidarité communautaire	175 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	29 011 795,00	0,00	64 131,00	64 131,00	64 131,00
73111	Impôts directs locaux	26 132 000,00	0,00	64 131,00	64 131,00	64 131,00
73118	Autres contributions directes	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	619 715,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	4 658 200,00	0,00	181 700,31	181 700,31	181 700,31
74111	Dotation forfaitaire des communes	233 545,00	0,00	149 109,00	149 109,00	149 109,00
741123	DSU des communes	925 455,00	0,00	-6 797,00	-6 797,00	-6 797,00
744	FCTVA	3 800,00	0,00	13 973,31	13 973,31	13 973,31
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	193 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	750 000,00	0,00	25 415,00	25 415,00	25 415,00
748372	Dotation politique de la ville (DPV)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	4 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	925 200,00	0,00	36 218,73	36 218,73	36 218,73
752	Revenus des immeubles	825 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	100 000,00	0,00	36 218,73	36 218,73	36 218,73
Total des recettes de gestion des services		**45 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**49 680 764,00**	**0,00**	**307 390,04**	**307 390,04**	**307 390,04**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*85 268,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*85 268,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**85 268,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**520 446,67**	**2 281 205,12**	**0,00**	**0,00**	**504 500,00**	**10 240 272,80**	**3 076 747,32**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	520 446,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	74 266,12	0,00	0,00	0,00	423 402,80	102 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 559 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	647 480,00	0,00	0,00	504 500,00	816 870,00	2 328 775,99	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000 000,00	645 971,33	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**11 699 476,65**	**3 091 080,00**	**0,00**	**11 983,00**	**174 667,94**	**887 480,66**	**944 874,71**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	3 091 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	11 699 476,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	11 983,00	174 667,94	887 480,66	944 874,71	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**563 610,92**	**0,00**	**225 189,41**	**3 359 300,00**		**20 771 272,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	300,00		520 746,67
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 000,00	0,00	0,00	0,00		607 668,92
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 559 459,00
21	Immobilisations corporelles	555 610,92	0,00	225 189,41	94 000,00		5 172 426,32
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		9 645 971,33
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	3 265 000,00		3 265 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 300,00**		**17 909 862,96**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		3 091 080,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		11 699 476,65
13	Subventions d'investissement	100 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00		3 119 006,31
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	300,00		300,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**520 446,67**
164	Emprunts auprès des éts financiers	520 446,67
RECETTES		**11 699 476,65**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 456 146,92
106	Réserves	10 243 329,73

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 219 980,00**	**0,00**	**61 225,12**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	2 945,12	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	71 321,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	18 280,00	0,00	0,00
213	Constructions	2 200,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	587 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**3 091 080,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 281 205,12**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 945,12
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 559 459,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 321,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 280,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 200,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	587 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 091 080,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 091 080,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**11 983,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 983,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	11 983,00	0,00	0,00	0,00	11 983,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**20 000,00**	**43 000,00**	**441 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	20 000,00	43 000,00	441 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**82 871,00**	**91 796,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	82 871,00	91 796,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 500,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	504 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 667,94**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 667,94

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**9 015 000,00**	**0,00**	**328 000,00**	**87 402,80**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	328 000,00	87 402,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	9 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**750 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**68 800,00**	**0,00**	**543 070,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	68 800,00	0,00	543 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**73 257,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	73 257,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**113 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 240 272,80**
203	Frais d'études, recherche, développement	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 402,80
213	Constructions	105 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	816 870,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000 000,00
RECETTES		**64 223,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**887 480,66**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	64 223,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	887 480,66

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**791 671,33**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**2 213 575,99**	**11 500,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	100 000,00	0,00
213	Constructions	85 700,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	10 000,00	2 098 075,99	10 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	15 500,00	1 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	645 971,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**727 274,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**217 600,71**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	727 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 600,71	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 076 747,32**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 248 775,99
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645 971,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**944 874,71**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	944 874,71

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	257 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**288 610,92**	**0,00**	**0,00**	**563 610,92**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	288 610,92	0,00	0,00	288 610,92
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 189,41**	**0,00**	**0,00**	**225 189,41**
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 689,41	0,00	0,00	70 689,41
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 340 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 359 300,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
213	Constructions	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 265 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 300,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**4 594 709,72**	**13 406 437,98**	**0,00**	**2 044 020,00**	**5 998 592,00**	**8 691 651,16**	**5 892 398,28**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	3 156 476,05	0,00	376 690,00	1 981 027,00	2 074 726,16	753 218,28	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 011 540,00	0,00	1 640 030,00	3 802 565,00	6 162 575,00	3 652 180,00	0,00
014	Atténuations de produits	75 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 231 421,93	0,00	27 300,00	215 000,00	454 350,00	1 487 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	419 278,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**43 003 155,31**	**855 998,73**	**0,00**	**90 000,00**	**1 606 500,00**	**1 211 000,00**	**2 850 000,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	349 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	358 000,00	0,00	7 000,00	1 450 000,00	615 000,00	394 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 694 409,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	29 075 846,00	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 232 900,31	0,00	0,00	0,00	155 000,00	596 000,00	1 809 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	148 418,73	0,00	83 000,00	0,00	0,00	647 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 285 955,00**	**1 207 231,00**	**293 175,00**	**303 764,00**		**43 717 934,14**
011	Charges à caractère général	0,00	230 100,00	882 542,00	244 675,00	303 764,00		10 003 218,49
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 015 255,00	274 355,00	48 500,00	0,00		25 607 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		75 431,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	40 600,00	50 334,00	0,00	0,00		3 506 005,93
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		419 278,72
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 100 000,00
RECETTES		**0,00**	**139 500,00**	**47 000,00**	**150 000,00**	**35 000,00**		**49 988 154,04**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		351 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	56 500,00	0,00	150 000,00	35 000,00		3 065 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 694 409,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		29 075 926,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00		4 839 900,31
75	Autres produits de gestion courante	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00		961 418,73
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 000 000,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**4 594 709,72**
661	Charges d'intérêts	419 278,72
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	4 100 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	75 431,00
RECETTES		**43 003 155,31**
731	Fiscalité locale	29 075 846,00
732	Fiscalité reversée	7 694 409,00
741	D.G.F.	1 301 312,00
744	FCTVA	17 773,31
747	Participations	86 500,00
748	Autres attributions et participations	827 315,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	4 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**9 368 636,02**	**0,00**	**221 005,00**	**492 030,00**	**2 593 314,96**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	998 150,00	0,00	14 800,00	5 500,00	124 350,00
613	Locations	18 650,00	0,00	0,00	0,00	30 050,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
615	Entretien et réparations	568 373,04	0,00	0,00	9 650,00	29 450,00
616	Primes d'assurances	227 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	479 450,61	0,00	52 800,00	800,00	73 080,00
621	Personnel extérieur au service	840 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	35 905,40	0,00	0,00	0,00	259 350,00
625	Déplacements et missions	15 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	104 710,00	0,00	730,00	0,00	720,00
627	Services bancaires et assimilés	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	36 964,00	0,00	0,00	0,00	32 548,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	81 660,00	0,00	2 730,00	7 910,00	27 240,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	3 652 655,00	0,00	109 015,00	342 590,00	1 080 090,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 252 235,00	0,00	40 930,00	122 080,00	393 700,00
647	Autres charges sociales	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	35 587,97	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	99 500,00	0,00	0,00	0,00	527 750,00
658	Charges diverses de gestion courante	103 240,00	0,00	0,00	3 500,00	7 336,96
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**820 998,73**	**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	337 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	12 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	136 218,73	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**731 402,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	3 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	229 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	73 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	402 857,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**13 406 437,98**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	1 147 150,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 700,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	607 473,04
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	227 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 530,61
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 555,40
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 695,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 400,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 812,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 180,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 413 705,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 882 655,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 857,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 587,97
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 250,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 076,96
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00

Accusé de réception en préfecture
083-219300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**855 998,73**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 200,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 218,73

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 989 460,00**	**0,00**	**0,00**	**54 560,00**	**2 044 020,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	39 950,00	0,00	0,00	200,00	40 150,00
615	Entretien et réparations	0,00	7 290,00	0,00	0,00	0,00	7 290,00
618	Divers	0,00	46 450,00	0,00	0,00	0,00	46 450,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	25 295,00	0,00	0,00	1 190,00	26 485,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 189 990,00	0,00	0,00	40 000,00	1 229 990,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	370 385,00	0,00	0,00	13 170,00	383 555,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	27 300,00	0,00	0,00	0,00	27 300,00
RECETTES		**0,00**	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 000,00**
706	Prestations de services	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	83 000,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**385 795,00**	**1 136 029,00**	**2 712 848,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	13 260,00	183 400,00	219 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	20 000,00	100 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	32 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	120,00	260,00	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	2 169,00	8 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 780,00	16 500,00	45 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	245 460,00	668 700,00	1 691 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	84 125,00	245 000,00	647 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 318 020,00**	**0,00**	**1 000,00**	**42 000,00**	**402 900,00**	**0,00**	**5 998 592,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	1 163 000,00	0,00	0,00	0,00	55 300,00	0,00	1 218 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	5 000,00	0,00	1 000,00	0,00	18 600,00	0,00	440 260,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	124 100,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	140 000,00	0,00	183 100,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 430,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 330,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 417,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	2 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 090,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	90 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 696 690,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	26 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 003 355,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00	0,00	185 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**	**1 606 500,00**
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 450 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00	155 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 600 064,16**	**28 779,00**	**10 000,00**	**992 375,00**	**0,00**	**178 879,00**	**247 785,00**	**74 043,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	186 750,00	700,00	0,00	86 200,00	0,00	17 350,00	2 200,00	14 500,00	0,00
613	Locations	16 900,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00	41 500,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	20 072,16	0,00	10 000,00	10 800,00	0,00	50,00	0,00	6 053,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00
618	Divers	6 600,00	0,00	0,00	20 600,00	0,00	1 750,00	6 280,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	52 102,00	13 500,00	0,00	7 550,00	0,00	0,00	220 615,00	4 270,00	0,00
625	Déplacements et missions	1 000,00	2 750,00	0,00	500,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	120,00	0,00
628	Divers	6 505,00	1 129,00	0,00	15 725,00	0,00	39,00	9 600,00	5 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	20 460,00	0,00	0,00	15 200,00	0,00	2 245,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	943 055,00	0,00	0,00	601 000,00	0,00	119 225,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	343 000,00	4 700,00	0,00	228 000,00	0,00	38 220,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
RECETTES		**36 000,00**	**40 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**	**39 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	30 000,00	39 000,00	0,00
707	Ventes de marchandises	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	2 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**72 025,00**	**1 214 005,00**	**42 328,00**	**0,00**	**702 479,00**	**54 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 100,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	71 300,00	1 000,00	41 650,00	0,00	153 000,00	9 400,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	3 950,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	99 230,00	450,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 050,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	210,00	0,00	220,00	0,00	2 120,00	120,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	515,00	0,00	58,00	0,00	579,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	24 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 021 065,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	167 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	447 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**42 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**2 735 678,00**	**300,00**	**732 135,00**	**0,00**	**0,00**	**5 916,00**	**8 691 651,16**
604	Achats d'études, prestations de services	343 000,00	0,00	208 700,00	0,00	0,00	0,00	559 800,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	58 250,00	0,00	23 080,00	0,00	0,00	0,00	665 380,00
613	Locations	87 000,00	0,00	46 350,00	0,00	0,00	0,00	200 540,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
615	Entretien et réparations	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 955,16
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
618	Divers	3 750,00	300,00	39 410,00	0,00	0,00	2 000,00	113 240,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	1 040,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	3 380,00	0,00	0,00	2 656,00	304 263,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	14 850,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 530,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	6 220,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00
628	Divers	638,00	0,00	9 420,00	0,00	0,00	1 260,00	53 068,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	48 800,00	0,00	7 195,00	0,00	0,00	0,00	118 700,00
641	Rémunérations du personnel	1 602 410,00	0,00	290 705,00	0,00	0,00	0,00	4 577 460,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	590 000,00	0,00	95 495,00	0,00	0,00	0,00	1 466 415,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 550,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
RECETTES		**765 000,00**	**0,00**	**151 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 211 000,00**
706	Prestations de services	265 000,00	0,00	121 000,00	0,00	0,00	0,00	569 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
747	Participations	500 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	596 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 088 504,28**	**0,00**	**368 920,00**	**0,00**	**0,00**	**151 502,00**	**3 190 562,00**	**78 910,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00	1 000,00	125 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	50 800,00	0,00	28 500,00	0,00	0,00	16 170,00	96 240,00	21 950,00
613	Locations	32 100,00	0,00	30 500,00	0,00	0,00	0,00	10 960,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
615	Entretien et réparations	34 120,00	0,00	1 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	97 670,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00	7 690,00	200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 845,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	250,00	0,00	400,00	0,00	0,00	700,00	4 450,00	500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	6 600,00	0,00	210,00	0,00	0,00	0,00	400,00	400,00
628	Divers	2 869,00	0,00	51 380,00	0,00	0,00	2 282,00	17 062,00	3 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 180,00	0,00	3 700,00	0,00	0,00	2 400,00	59 110,00	1 660,00
641	Rémunérations du personnel	272 520,00	0,00	136 160,00	0,00	0,00	92 300,00	2 083 650,00	31 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	87 550,00	0,00	44 100,00	0,00	0,00	36 650,00	784 200,00	11 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 483 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**671 000,00**	**0,00**	**63 000,00**	**0,00**	**0,00**	**73 000,00**	**2 028 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	368 000,00	0,00
708	Autres produits	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	4 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	70 000,00	1 660 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	647 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**5 892 398,28**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	206 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213 660,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 560,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 190,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 460,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 645,28
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 610,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 793,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 050,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 615 630,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	963 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 483 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 850 000,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 809 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	647 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**1 079 055,00**	**71 800,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 100,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 000,00	9 100,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	14 700,00	61 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	800,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	17 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	731 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	266 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**17 000,00**	**0,00**	**0,00**	**101 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 285 955,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	37 600,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 700,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 575,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731 630,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 050,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**	**139 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	56 500,00	0,00	0,00	56 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	83 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**365 295,00**	**761 621,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 800,00	60 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	81 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	85 400,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	250,00	403 201,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	486,00	158 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	199 845,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	69 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	2 834,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**47 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
747	Participations	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**29 815,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 500,00**	**1 207 231,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	9 500,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	75 020,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00
618	Divers	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 551,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	615,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 301,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 660,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 845,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 850,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	47 500,00	47 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 834,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 000,00**
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**187 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	150 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	20 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	15 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 835,00**	**0,00**	**42 340,00**	**293 175,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 535,00	0,00	950,00	158 135,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 800,00	0,00	29 850,00	38 650,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 540,00	11 540,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	755,00	0,00	0,00	755,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 750,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 245,00	0,00	0,00	36 245,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	0,00	11 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**297 764,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 764,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	58 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 600,00
615	Entretien et réparations	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00
628	Divers	178 894,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 894,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
083-218300623-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		29-11-2021
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Subventions transférables	0	01/01/2000
L	Autre matériel et outillage d'incendie	20	01/01/2000
L	Réseaux d'assainissement	20	01/01/2000
L	Autre matériel et outillage de voirie	5	01/01/2000
L	FONDS AFFECTES A L EQUIPEMENT TRANSF	10	01/01/2000
L	Bâtiments et installations	30	01/01/2000
L	Autres subventions d 'équipement transf	10	01/01/2000
L	RESEAUX DIVERS - INSTAL. MATERIEL ET OUT	0	01/01/2000
L	Avances versées commandes d'immo corpo	0	01/01/2000
L	Subv equip. bâtiments et installations	0	01/01/2000
L	Subv equip.infrastructures int. national	40	01/01/2000
L	Subv equip. mobilier ccas	5	01/01/2000
L	Instal. generales et amngt constructions	0	01/01/2000
L	Réseaux d'adduction d'eau	0	01/01/2000
L	Subv état et etablissements nationaux	0	01/01/2000
L	MOBILIER	0	01/01/2000
L	Autre matériel technique	5	01/01/2000
L	Frais d'études	5	29/11/2016
L	Subv equip. mobiliers mat. études	5	29/11/2021
L	Frais d'insertion	5	29/11/2021
L	Subv privée - bâtiments et installations	30	29/11/2021
L	ATTRIBUTION COMPENSATION INVESTISSEMENT	1	29/11/2021
L	Logiciels	2	29/11/2021
L	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2	29/11/2021
L	Plantations	15	29/11/2021
L	Autres installations, mat. & outil. tech	20	29/11/2021
L	Matériel roulant	5	29/11/2021
L	Install génér, agencts, amengts divers	10	29/11/2021
L	Voitures	5	29/11/2021
L	VEHICULES AMORT MODIFIALBES	5	29/11/2021
L	Camions et vehicules industriels	5	29/11/2021

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Matériel de bureau et informatique	5	29/11/2021
L	Mobilier	10	29/11/2021
L	Matériel de téléphonie	5	29/11/2021
L	Autres immobilisations corporelles	6	29/11/2021
L	matériel informatique scolaire	5	29/11/2021
L	Autres réseaux	20	29/11/2021

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**4 100 000,00**		**8 284 300,00**	**12 384 300,00**	**4 000 000,00**	**8 384 300,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**87 300,00**	**87 300,00**	**0,00**	**87 300,00**
Contentieux personnels	0,00	12/07/2023	55 500,00	55 500,00	0,00	55 500,00
Contenteux d'urbanisme	0,00	12/07/2023	31 800,00	31 800,00	0,00	31 800,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**2 500 000,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**	**0,00**
Risque financier - Garantie d'emprunt Ste Musse - Projet Spitalier	0,00	20/09/2021	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00
Autres provisions pour risques	**4 100 000,00**		**5 697 000,00**	**9 797 000,00**	**1 500 000,00**	**8 297 000,00**
Risques naturels	0,00	14/09/2015	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
Risques technologiques	0,00	14/09/2015	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
Massacan	0,00	17/09/2018	1 660 000,00	1 660 000,00	0,00	1 660 000,00
Risques naturels - Rocher	0,00	09/09/2019	900 000,00	900 000,00	0,00	900 000,00
Créances douteuses 2003/2020	0,00	12/07/2023	137 000,00	137 000,00	0,00	137 000,00
Marie Curie 2	4 100 000,00	03/02/2025	0,00	4 100 000,00	0,00	4 100 000,00
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**4 100 000,00**		**8 284 300,00**	**12 384 300,00**	**4 000 000,00**	**8 384 300,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS	**4 100 000,00**		**8 284 300,00**	**12 384 300,00**	**4 000 000,00**	**8 384 300,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 002 — **Intitulé de l'opération : TVX OFFICE CPTE TIERS REC- VIEUX PUITS** — **Date de la délibération : 01/01/1996**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**5 678,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	5 678,51	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**5 678,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 003 — **Intitulé de l'opération : TVX OFFICE CPTE DE TIERS SCI ZINGA Z IN** — **Date de la délibération : 01/01/1996**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**261,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541 Dépense nouvelle (5)	261,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**261,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**261,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	261,60	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 003	Intitulé de l'opération : TVX OFFICE CPTE DE TIERS SCI ZINGA Z IN			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**261,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 004	Intitulé de l'opération : OPERATION/MANDAT PA 4 ST			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**32 398,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	32 398,88	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**32 398,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**32 398,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	32 398,88	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**32 398,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 006	Intitulé de l'opération : OPERATION/MANDAT PA 6			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**825 695,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	825 695,81	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**825 695,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**825 695,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	825 695,81	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 006	Intitulé de l'opération : OPERATION/MANDAT PA 6			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**825 695,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 009	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MDT PROG PA 9			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**8 688,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	8 688,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**8 688,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**8 688,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	8 688,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**8 688,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 010	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT PA 10			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**26 178,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	26 178,25	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**26 178,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**26 178,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218309621-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 010	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT PA 10			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	26 178,25	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**26 178,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 013	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT PA 13			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**125 443,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	125 443,40	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**125 443,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**125 443,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	125 443,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**125 443,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 015	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MDT PROG PA 15			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**167 322,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	167 322,50	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 015	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MDT PROG PA 15			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Dépenses nettes (a – c)	**167 322,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**167 322,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	167 322,50	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**167 322,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 017	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MDT RECETTES PA 17			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**5 129,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	5 129,33	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**5 129,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**5 129,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	5 129,33	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**5 129,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 018	Intitulé de l'opération : OPRETATION S/MT PROG PA 18			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**14 556,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	14 556,84	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 018	Intitulé de l'opération : OPRETATION S/MT PROG PA 18			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**14 556,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**14 556,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	14 556,84	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**14 556,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 033	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT PPI 33			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 454 131,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	1 454 131,98	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 454 131,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 454 131,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 454 131,98	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 454 131,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 034	Intitulé de l'opération : OPERATION SOUS MANDAT RECETTES			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**211 320,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218309621-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

N° opération : 034	Intitulé de l'opération : OPERATION SOUS MANDAT RECETTES			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4581 Dépense nouvelle (5)	211 320,90	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**211 320,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**211 320,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	211 320,90	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**211 320,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 040	Intitulé de l'opération : OPERATION/MANDAT PPI 40			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**123 549,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	123 549,92	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**123 549,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**123 549,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	123 549,92	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**123 549,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 045	Intitulé de l'opération : OPERATION S/MDT PPI 45			Date de la délibération : 01/01/1996
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPENSES (a)	**17 075,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	17 075,52	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**17 075,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**17 075,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	17 075,52	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**17 075,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 077	**Intitulé de l'opération : CONV. MOE REQUALIFICATION CENTRE VILLE**			**Date de la délibération : 20/09/2021**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**200 082,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	200 082,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**200 082,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**200 082,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	200 082,60	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**200 082,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 103	**Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT TPMEAU PROT 103**			**Date de la délibération : 01/01/1996**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPENSES (a)	**80 909,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	80 909,04	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**80 909,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**80 909,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	80 909,04	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**80 909,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 141	**Intitulé de l'opération : OPERATIONS/MANDAT TMP EAU PROG 141**			**Date de la délibération : 01/01/1996**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**12 230,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	12 230,40	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**12 230,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**12 230,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	12 230,40	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**12 230,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 142	**Intitulé de l'opération : OPERATIONS/MANDAT TMP EAU PROG 142**			**Date de la délibération : 01/01/1996**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPENSES (a)	**750 051,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	750 051,18	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**750 051,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**750 051,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	750 051,18	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**750 051,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 143	**Intitulé de l'opération : OPERATION S/MANDAT TPMEAU PROG 143**			**Date de la délibération : 01/01/1996**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**25 083,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	25 083,23	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**25 083,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**25 083,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	25 083,23	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**25 083,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 160	**Intitulé de l'opération : OPERATIONS/MANDAT TMP EAU PROG 160**			**Date de la délibération : 01/01/1996**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPENSES (a)	**10 304,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	10 304,10	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**10 304,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**10 304,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	10 304,10	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**10 304,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 283 **Intitulé de l'opération : OPERATIONS/MANDAT TMP EAU PROG 283** **Date de la délibération : 01/01/1996**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**856,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Dépense nouvelle (5)	856,80	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**856,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**856,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	856,80	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**856,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
083-218200682-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**11 000,00**
65748		Subvention de fonctionnement	GARDIA CLUB	Association	10 000,00
65748		Subvention de fonctionnement	CIE TOCADES	Association	1 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
13/12/1977 - Actions	Société Gardéenne d'Economie Mixte	SAGEM	Société anonyme à conseil d'administration	16 009 392,00
14/05/2012 - Actions	Société d'Aménagement de Gestion Publique	SAGEP	Société anonyme à conseil d'administration	225 063,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A		SA HLM	680 575,20
-	SAGEP		Autres Struct Pub	1 532 640,00
-	VAR HABITAT		OPH	1 704,13
-	PROLETAZUR		SA HLM	1 018 432,55
-	SOC GARDEENNE D ECONOMIE MIXTE		Autres Struct Pub	26 722 212,84
-	SOCIETE ANONYME D'HLM 'LE LOGIS FAMILIAL VAROIS'		SA HLM	1 355 274,39
-	OFS MEDITERRANEE.		OPH	0,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
16/06/2025 - Subvention	Gardia club		Association	82 000,00
16/06/2025 - Subvention	Compagnie Tocades		Association	1 000,00
Autres				
03/02/2025 - Attribution de compensation en fonctionnement	Métropole Toulon Provence Méditerranée	MTPM	EPCI	7 268 644,00

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte d'Ingénierie pour les Collectivités et Territoires Innovants des Alpes ... - SICTIAM	12/04/2021	Contributions et services - sans fiscalité propre	5 925,00
EPCI			
SI de lutte contre l'incendie de l'agglomération toulonnaise - S.I.L.I.A.T	27/10/1970	Fiscalité propore	0,00
SI pour la préservation. l'aménagement et la gestion des anciennes mines dites du cap Garonne	27/02/1981	Contributions - sans fiscalité propre	49 408,06
SI pour le maintien des sports de glace	17/12/1984	Contributions - sans fiscalité propre	186 750,00
SI de restauration collective LA GARDE LE PRADET LA VALETTE - SIRC	30/03/1990	Contributions - sans fiscalité propre	27 314,68
SI pour la réalisation et la promotion d'un centre public d'initiation... - SI du Golf de Valgarde	29/03/1991	Contributions - sans fiscalité propre	260 800,00
Métropole Toulon provence Méditerranée - MTPM	19/12/2001	Fiscalité propore	0,00
Autres organismes de regroupement			
Syndicat des Communes du litorral Varois	10/07/1941	Contribution fixée à 0.06?/hab. pour les communes sup à 20 000 hab. - sans fiscalité propre	1 595,76
Mission Locale du Coudon au Gapeau	25/09/1992	Contribution fixée à 1.80?/hab (selon dernier recensement de la population total INSEE)	47 872,80

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale			SPA	non
Régie personnalisée	Caisse des écoles			SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	Cimetière	01/01/2023	09/01/2023	21830062200014	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-17 558 301,23**	**-17 558 301,23**	**-17 558 301,23**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-7 314 971,50**	**7 314 971,50**	**7 314 971,50**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 314 971,50**	**-10 243 329,73**	**-10 243 329,73**	**-17 558 301,23**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**10 243 329,73**	**10 243 329,73**	**10 243 329,73**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 314 971,50**	**-10 243 329,73**	**-10 243 329,73**	**-17 558 301,23**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-7 314 971,50**	**0,00**	**0,00**	**-7 314 971,50**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**472 599,18**	**133 115,49**	**133 115,49**	**605 714,67**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**10 874 784,26**	**6 862 449,67**	**6 862 449,67**	**17 737 233,93**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**10 402 185,08**	**6 729 334,18**	**6 729 334,18**	**17 131 519,26**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 472 599,18**	**133 115,49**	**II 133 115,49**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**387 331,18**	**133 115,49**	**133 115,49**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	387 331,18	133 115,49	133 115,49
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**85 268,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*85 268,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 10 874 784,26**	**6 862 449,67**	**VI 6 862 449,67**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 464 000,00**	**-7 853,08**	**-7 853,08**
10222	FCTVA	1 464 000,00	-7 853,08	-7 853,08
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**9 410 784,26**	**6 870 302,75**	**6 870 302,75**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
261	*Titres de participation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*8 285,05*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*15 918,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*135 716,00*	*0,00*	*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*1 325 542,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*39 847,03*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*6 932,48*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*364 354,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*122,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*151,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*346,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*1 509,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*72 629,60*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*63 519,12*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*684,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*165 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*9 597,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*619 847,72*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
[illegible]
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 419 704,26*	*6 870 302,75*	*6 870 302,75*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Opération de construction - LASM	Construction Marie Curie 2	01/01/2018	17/09/2018	SPA
Vente	Eau brute	01/01/2022	20/06/2022	SPA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		49 217 000,00	2,26	49,80	0,00	25 638 584,00	2,14
TFPNB		99 600,00	-2,06	74,48	0,00	74 182,00	-2,06
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		2 770 000,00	-14,58	17,45	0,00	483 365,00	-14,58
TOTAL		**52 086 600,00**	**1,19**			**26 196 131,00**	**1,76**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 27
Contre : 8
Abstentions : 0

Date de convocation : 06/06/2025

Présenté par le maire (1),
A la garde, le 16/06/2025

Délibéré par l'assemblée le conseil municipal (2), réunie en session ordinaire
A la garde, le 16/06/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le conseil municipal (2),(3).

.

Certifié exécutoire par le maire (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres présents : 31
Nombre de membres en exercice : 35
Date de convocation : 06/06/2025
Présenté par (1) LE MAIRE
A La Garde, le 16/06/2025

Nombre de suffrages exprimés : 35
VOTES :
Pour : 27
Contre : 08
Abstentions : 00

Délibéré par le Conseil municipal, réunion en session ordinaire
A la Garde, le 16/06/2025
Les membres du Conseil Municipal,

Mme Arnaud BILL	**M. MASSON**	**M. CHOUQUET**	**M. DUMONTET**
M. FUMAZ	**M. LODEVIC**	**M. MARASTONI**	**M. GASQUET**
M. GUILLOUZIC	**M. JOUOT**	**Mme DE SANTIS**	**M. BAULON**
Mme MORILLION	**Mme BERCET**	**Mme CHARLES**	**Mme BLANC**
Mme OURDOUILLIE	**Mme GUE**	**Mme DELSANTO**	**Mme MARTINO**
M. CHELLE	**M. BROYER**	**M. ANNEVILLE**	**Mme MURENA**
Mme BARHAM	**Mme BAUMANN**	**M. JONET**	
Mme CHASTANT	**Mme ANTOINE**	**Mme ZAMOURI**	**M. CHARLOIS**
Mme PEIRONET BREMOND	**M. AMARIT**	**Mme CHABOT**	**M. CAMATTE**

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

Budget	01 - Budget principal
Collectivité	1 - VILLE DE LA GARDE
Exercice	2024
Filtre	[Report] = "Oui" ET [Sens (Code / Libellé)] LIKE "D"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250600-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

ETAT DES REPORTS DEPENSES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
I - Investissement								-1 367 988,34 €
	D - Dépense							1 367 988,34 €
		20 - Immobilisations incorporelles						121 806,86 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	BP23030027	ETUDE DE DÉSIMPERMÉABILISATION D(REPORT)	1	768,00 €
			2031	NOSTIKA	24E9100010	MEZZA/BEAU Diagnostics : Amiante, termit	1	250,00 €
			2031	ERG GEOTECHNIQUE SAS	24E6000006	RECONNAISSANCE FONDATION CHAPELLE ROCHER	2	1 846,94 €
			2031	NOSTIKA	24E9100178	PRÉLÈVEMENTS + ANALYSE AMIANTE AVANT TRA	1	660,00 €
			2031	LM5P - LE MOUTON A 5 PATTES	20E6000040	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	9 206,93 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	BP20060034	ETUDE GÉOLOGUE SUITE AUX TRAVAUX(REPORT)	1	540,00 €
			2031	NOSTIKA	24E6000069	DIAGNOSTIQUE TERMITES - LOCAL FRIPERIE R	1	110,00 €
			2031	CEBA	24E6000146	DIAGNOSTIC AVEC POSE DE JAUGES POUR FISS	1	1 200,00 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	24E9100054	ÉTUDE SOL MISSIONS G2AVP + G4 POUR EXTEN	1	3 108,00 €
			2031	NOSTIKA	24E6000014	DIAG AMIANTE AV TRX CHAPELLE BOROMEE	1	1 836,00 €
			2031	IGC	20E6000039	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	20 748,00 €
			2031	BAITO	20E6000037	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	3	63 061,97 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	20E6000038	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	4	10 169,32 €
			2031	GEODE-EXPERTISES	20E6000038	MOE TVX CONFORTEM/MISE EN LUMIER(REPORT)	2	4 583,70 €
			2031	NOSTIKA	24E9100078	RECHERCHE + IDENTIFICATION AMIANTE SUR P	1	70,00 €
			2031	CEBA	24E9200188	DIAGNOSTIC BASCULEMENT MUR DE SOUTENEMEN	1	2 400,00 €
			2031	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	24E6000035	TEST PERMÉABILITÉ COUR MATERNELLE TRIOLE	1	924,00 €
			2031	QUALICONSULT TOULON	BP23060016	DIAG PLOMB AMIANTE AV TRX ECOLE (REPORT)	2	324,00 €
		204 - Subventions d'équipement versées						5 000,00 €

Reçu de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			2041582	SAGEM	21B1001082	SUBV EXTENSION LOGEMENTS PENSION(REPORT)	1	5 000,00 €
		21 - Immobilisations corporelles						1 241 181,48 €
			2128	MYOTIS	24E6000077	20/025 SURVEILLANCE FALAISE ROCHER	1	40 260,08 €
			2128	ACTES BTP	24E6000208	SURVEILLANCE DU ROCHER 4E TRIM + DEPOSE	1	20 904,00 €
			2128	ACTES BTP	24E6000076	DISPOSITIF DE SURVEILLANCE DU ROCHER	1	7 128,00 €
			21311	LIGHT CREATION AUDIO VIDEO	24E9100719	EQUIPEMENT D'UN SYSTEME MALENTENDANT SUR	1	2 335,49 €
			21311	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100415	23042 REMPL FENETRES BUREAUX HDV	1	2 234,40 €
			21311	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	BP23100008	23042 CHANGT MENUISERIE PVC SECR(REPORT)	1	2 151,12 €
			21312	COVINI ENTREPRISE	BP21100057	DÉSAMIANTAGE DU BÂTIMENT PÉRISCO(REPORT)	1	14 748,00 €
			21312	PROVENCALE DE PAYSAGE	BP23120008	AMÉNAGEMENT JARDIN COURS MAT DEL(REPORT)	2	432,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	4	1 244,11 €
			21312	BECS	24E6000053	BE- INSTALLATION DE CENTRALE PH(REPORT)	12	195,20 €
			21312	DEKRA INDUSTRIAL SAS	BP23030095	REGULARISATION SUITE A L'ANNULAT(REPORT)	1	480,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100864	BAES CORRECTIVE SITE ZUNINO 2 - DEVIS N°	1	202,80 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	16	1 244,11 €
			21312	AZUR BATIMENT	BP23050087	23040 TRX PEINTURE FX PLAFOND ZU(REPORT)	3	4 722,00 €
			21312	CABINET D'ETUDES GEOLOGIQUES ET	BP23030028	ETUDE DE DÉSIMPERMÉABILISATION D(REPORT)	1	1 236,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	7	1 244,11 €
			21312	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100606	RECHERHCE PANNE + REMPLACEMENT VISIOPHON	1	3 171,05 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100514	REMPLACEMENT BAES ECOLE ZUNINO 1 - DEVIS	1	303,60 €
			21312	QUALICONSULT TOULON	BP23050032	CONVENTION DE CONTROLE TECHNIQUE(REPORT)	2	2 400,00 €
			21312	ETABLISSEMENT LORILLARD	23E9100038	TRVX REMPLA VERRIERE DELPLACE(REPORT)	1	1 000,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100662	BAES CORRECTIVES - ECOLE PRIMAIRE ZUNINO	1	201,60 €
			21312	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100708	POSE DE FOURREAU POUR PASSAGE DE LA FIBR	1	1 260,26 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	10	1 244,11 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC	6	1 244,11 €

Accusé de réception en préfecture
093-219300629-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
						POUR RE		
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100523	REMPLACEMENT BAES ECOLE MATERNELLE SANTO	1	468,00 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100513	REMPLACEMENT BAES ECOLE LUCIE TARDIVIER	1	102,00 €
			21312	AUTRAN LEFEBVRE	BP23020076	FOURNITURE ET POSE DE MAINS COUR(REPORT)	1	1 764,00 €
			21312	AVENIR ENERGIES	24E9100325	POSE CAISSON VMC + RESEAUX GAINES + GRIL	1	4 522,21 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	9	1 244,13 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	2	1 244,11 €
			21312	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100667	BAES CORRECTIVE SITE ECOLE TARDIVIER - D	1	152,40 €
			21312	MIXHA	23E9100028	TRVX REMPLA VERRIERES DELPLACE(REPORT)	1	12 600,00 €
			21312	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	12	1 244,11 €
			21313	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	BP23030086	POSE BARRIERE DE CELLULE EHPAD (REP)	1	673,00 €
			21313	BUSSONE FRERES	BP23100052	RÉFECTION BUANDERIE EHPAD(REPORT)	2	1 302,80 €
			21313	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	5	1 244,13 €
			21313	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100668	BAES CORRECTIVE SITE EHPAD MES DES SENES	1	2 283,60 €
			21313	AXE BTP	BP23090060	23039 TRAVAUX PMI/RPE LES LOUPI(REPORT)	1	1 932,00 €
			21313	BECS	24E6000053	BE- INSTALLATION DE CENTRALE PH(REPORT)	11	104,90 €
			21313	SALAMANDRE	24E9100207	MISSION DE COORDINATION SSI DIAG PRÉALAB	2	672,00 €
			21313	AUTRAN LEFEBVRE	BP23030076	FOURNIT ET POSE PORTE 1 VANTAIL ACC(REP)	1	3 006,00 €
			21313	THYSSENKRUPP ASCENSEURS	BP23040064	BARRIERE CELLULE PORTAIL MAS SEN(REPORT)	1	134,60 €
			21313	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040006	POSE SYSYTEME DE SECURITE INCEND(REPORT)	1	5 364,34 €
			21313	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	BP22090067	MODIFICATION DES INSTALLATIONS D(REPORT)	1	7 086,00 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	1	1 244,11 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	11	1 244,13 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	2	88,20 €
			21314	ADO AZUR DIFFUSION OLBIDECOR	BP23080030	POSE ENSEIGNE DRAPEAU MAISON SPO(REPORT)	1	696,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100739	ECLAIRAGE PARC DE STATIONNEMENT - GM2 -	1	12 432,00 €
			21314	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040002	POSE SYSTEME DE SECURITE INCENDI(REPORT)	1	2 598,56 €
			21314	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100507	REMPLACEMENT BAES GYMNASE PLANQUETTE CHA	1	120,00 €
			21314	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100462	23042 MISE EN PLACE AUVANT G MOQUET 2	1	8 431,20 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100683	TRAVAUX ECLAIRAGE TERRAIN DE PETANQUE CE	1	31 428,00 €
			21314	DESAUTEL	BP23010050	INSTAL BAES TÉLÉCOMMANDES TRIB A(REPORT)	2	281,46 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	10	1 658,32 €
			21314	AVENIR ENERGIES	24E9100738	REMPLACEMENT CHAUDIERE VESTIAIRE GUY MOC	1	58 712,94 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100656	REMPLACEMENT 1 MÂT - TRIBUNE AUDEVARD -	1	28 689,60 €
			21314	AXE BTP	24E9100550	TRAVAUX DE PLACO POUR FERMETURE BUREAU -	1	1 332,00 €
			21314	AVICOLLO ENERGIES	24E9100682	TRAVAUX ELECTRIQUES TERRAIN DE PETANQUE	1	24 438,00 €
			21314	BUSSONE FRERES	24E9100699	REALISATION D'UNE TRANCHEE AVEC POSE D'U	1	4 291,20 €
			21314	DESAUTEL	BP23060079	FOURNIT POSE BAES BTS CULTURELS (REPORT)	3	218,93 €
			21314	BUSSONE FRERES	BP23070055	23046 FOURNITURE POSE DE CLOTURE(REPORT)	9	2 788,11 €
			21314	SOCIETE NOUVELLE SANITAIRE LITTO	24E9200349	REMPLACEMENT ADOUCISSEUR GM2 - DEVIS N°	1	6 208,90 €
			21314	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	17	1 244,11 €
			21318	METAL ART FERRONNERIE	24E6000176	REALISATION DE GRILLES SUR L'ENSEMBLE DU	1	5 760,00 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	3	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	8	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	13	1 244,11 €
			21318	CABINET AGE2F	BP21040061	RELEVÉS TOPOGRAPHIQUES, ARCHITEC(REPORT)	2	1 176,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100278	FOURNITURE + POSE BLOC PORTE + RÉNOVATIO	1	3 622,80 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100482	23042 POSE CHASSIS OSC. BATT.LEI DROLLES	1	2 470,80 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	3	660,68 €
			21318	DEKRA INDUSTRIAL SAS	24E9100406	CONTRAT DE COORDINATION SPS - GESTION DE	4	517,20 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300621-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100693	RENOVATION ELECTRIQUE DU PIGEONNIER, BAS	1	4 250,98 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100669	BAES CORRECTIVE SITE CTM - DEVIS N° DS24	1	100,80 €
			21318	SVCR	24E9100686	REFECTION EN ENROBES DRAINANTS ALLEE N°	1	15 718,02 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	15	1 244,11 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100512	REMPLACEMENT BAES MAS JOUVE - DEVIS N° D	1	404,40 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100364	23042 POSE VOLETS ROUL. MAISON ASSOC.	1	9 286,80 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	2	6 447,31 €
			21318	SVCR	24E9100685	REFECTION EN ENROBES DRAINANTS ALLEE N°	1	18 058,61 €
			21318	METAL ART FERRONNERIE	24E6000175	REALISATION DE GRILLES DU PIGEONNIER - V	1	4 620,00 €
			21318	SCHINDLER	24E9100712	REMPLACEMENT DU VARIATEUR DE FERMETURE D	1	2 154,13 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	19	1 244,12 €
			21318	AUTRAN LEFEBVRE	BP23030013	BON COMPLEMENTAIRE AU BP22110016(REPORT)	1	456,00 €
			21318	AVENIR ENERGIES	BP23080049	22038 REMPL POMPE À CHALEUR CTM(REPORT)	1	3 274,38 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	2	3 912,90 €
			21318	QUALICONSULT SECURITE	24E9100529	CONTROLE TECHN CREATION MEZZANINE F ET C	1	3 240,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	3	1 074,56 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100398	POSE DE 2 SIRENES ALARME INCENDIE (cuisi	1	1 305,60 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100603	PA1 - REALISATION DE L'EXTENSION DU REFE	1	6 112,72 €
			21318	AXE BTP	24E9100753	23039 TRX MACONNERIE CENTRE H WALLON	1	46 373,36 €
			21318	AVENIR ENERGIES	24E9100601	REALISATION DE L'AGRANDISSEMENT DU REFEC	1	9 825,62 €
			21318	MAITRISE AIR CONDITIONNE	BP23050052	REMISE EN ÉTAT DU GHP N°2 GROUPE(REPORT)	1	751,20 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100400	POSE DE 5 FLASH ALARME INCENDIE DANS WC	1	1 516,80 €
			21318	AVENIR ENERGIES	24E9100677	REMPLACEMENT UNITE EXTERIEUR CLIMATISATI	1	8 108,08 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100663	BAES CORRECTIVES SITE LES CISTES - DEVIS	1	100,80 €
			21318	SVCR	24E6000173	VIABILISATION DE LA VILLA JEANNE - SVCR	1	57 055,12 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300621-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	EUROPRO	24E9100720	MODIFICATION ALARME INTRUSION CRECHE ANN	1	3 895,78 €
			21318	DEDON LAURENT	24E6000165	REMISE EN ETAT CIRCUIT D'EAU POUR LE BAS	1	6 884,40 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100005	23041 TRX ELECTR CUISINE MIS PLANQUETTE	1	325,51 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100454	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	1	1 486,40 €
			21318	SCHINDLER	24E9100717	MISE EN PLACE DE 2 CELLULES TOUTE HAUTEU	1	3 635,66 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100602	EXT. REF. H WALLON ISOLATION PEINTURE -	1	12 264,34 €
			21318	DESAUTEL	BP23060076	INSTALLATION BAES AUTRES BTS(REPORT)	15	1 194,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	1	7 826,18 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100455	RENOVATION DES APPARTEMENTS CHATEAUX DE	3	1 304,56 €
			21318	DEKRA INDUSTRIAL SAS	24E9100407	CONTRAT DE CONTROLE TECHNIQUE (SUIVI DES	4	1 008,00 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	1	1 982,01 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100474	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 10 PASSY	1	3 223,65 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100472	REMISE NORMES ELECTRICITE APP 8 PASSY	1	1 256,46 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E9100599	23042 AGRANDISSEMENT REFECTOIRE H WALLON	1	72 600,54 €
			21318	SPT MARITIME ET INDUSTRIEL	24E6000166	VOLETS, FENETRES ET VERRIERE VILLA JEANN	1	12 460,80 €
			21318	SCHINDLER	24E9100721	MISE EN PLACE 1 CELLULE TOUTE HAUTEUR PO	1	2 047,78 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	14	1 244,11 €
			21318	EUROPRO	24E9100675	MISE EN PLACE DE 19 COFFRETS SPC POUR RE	18	1 244,11 €
			21318	AZUREENNE D INCENDIE-ADI	BC23040013	POSE SYSTEME DE SECURITE INCENDI(REPORT)	1	1 093,99 €
			21318	CABINET AGE2F	BP21100072	MISSION DE PLAN DE BORNAGE VILLA(REPORT)	2	3 000,00 €
			21318	QUALI CITE MEDITERRANEE	24E9100068	FOURNITURE + MONTAGE ET FIXATION TABLE D	1	2 655,78 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100476	MISE NORMES ELECTRICITE APP 10 PASSY	1	2 573,98 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100689	TRAVAUX ELECTRIQUES COMPLEMENTAIRES CHAT	1	1 707,32 €
			21318	LOXAM	BC23040065	AMENAGEMENT PIETONNIERS VILLA JE(REPORT)	2	1 311,74 €
			21318	AUTRAN LEFEBVRE	BP23020010	FOURNITURE ET POSE DE STORES SUR(REPORT)	1	3 600,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300637-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			21318	CHARVET INDUSTRIES	24E9100195	REMISE A NIVEAU PANNEAUX INFORMATIONS	2	8 810,92 €
			21318	CHARVET INDUSTRIES	24E9100195	REMISE A NIVEAU PANNEAUX INFORMATIONS	1	8 177,20 €
			21318	AZUR BATIMENT	24E9100471	ISOLATION PLACO PEINTURE APP 8 PASSY	2	3 964,03 €
			21318	MEDIAPOSE DEPAN NEON	24E9100731	FOURNITURE + POSE SIGNALETIQUE BILINGUE	1	2 844,00 €
			21318	SCHINDLER	24E9100718	MISE EN PLACE DE 1 CELLULE TOUTE HAUTEUR	1	2 047,78 €
			21318	SSI SERVICE SYSTEME DE SECURITE	24E9100665	BAES CORRECTIVE SITE BIJ ASPHODEL - DEVI	1	202,80 €
			21318	BUSSONE FRERES	24E9100692	ENTRETIEN PARC - VILLA JEANNE	1	80 998,20 €
			21318	BUSSONE FRERES	24E9100694	RENOVATION OUVRAGES VILLA JEANNE - DEVIS	1	68 840,66 €
			21318	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	24E9100690	TRAVAUX ELECTRIQUES COMPLEMENTAIRES CHAT	1	1 379,86 €
			2152	DEGREANE ETS	BP23090048	FOURNIT POSE FEUX BICOLORE PKG P(REPORT)	1	2 992,80 €
			21538	POMARES TP	24E9650041	Trvx requalification eau brute	1	115 090,00 €
			21538	ITERRIA	24E9650003	REFECTION DU RESEAU D'EAU BRUTE - AVENUE	3	3 750,00 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100620	DEUX CAMERAS DÔME LA POSTE ET SAINTE MAR	1	2 524,13 €
			2158	INEO INFRACOM	BP23050055	POSE CAMÉRAS D11 D24 SALLE MUSSO(REPORT)	1	4 844,16 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100716	POSE 2 CAMERAS AVEC INTEGRATION ET RACCO	2	5 738,40 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100730	STOCK MATERIEL VIDEOPROTECTION POUR CONT	1	6 032,51 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	4	2 833,43 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	1	2 138,46 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	3	3 447,94 €
			2158	D ET T LA PLATEFORME MEDICALE	24B4000010	Détecteur de chutes	1	33 165,00 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	2	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	3	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	4	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100696	REMPLACEMENT MATERIEL SUITE INTERVENTION	2	3 257,03 €
			2158	GRISONI PRODUITS ET SERVICES	24E9740131	REMPLACEMENT JAUGE POMPE GAZ OIL N° 4	2	1 508,40 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100419	DEVIS N°24-072 - VIDEO PROTECTION	1	900,12 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
						MULTI		
			2158	INEO INFRACOM	24E9100695	INTERVENTION DE DIAGNOSTIQUE SUR PLUSIEU	1	352,20 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100716	POSE 2 CAMERAS AVEC INTEGRATION ET RACCO	1	4 738,80 €
			2158	INEO INFRACOM	24E9100620	DEUX CAMERAS DÔME LA POSTE ET SAINTE MAR	2	2 524,13 €
			21611	ZAMMIT	24B4000008	PEINTURE DECORATION SERRE EHPAD	1	5 390,00 €
			21611	ADO AZUR DIFFUSION OLBIDECOR	24B4000009	Décoration adhésive sur 2 étages Projet	1	12 000,00 €
			21828	DECATHLON FRANCE	24E9200375	VELOS DE VILLE GARDIEN GYMNASE CHABOT -	1	410,80 €
			21828	GOUPIL INDUSTRIE	24B7000223	ACHAT D'UN VEHICULE ELECTRIQUE GOUPIL PO	1	28 599,56 €
			21828	FRANCE COLLECTIVITE INVEST	24E9740213	RACHAT MINIBUS PUBLICITAIRE	1	12 405,00 €
			21838	UGAP SUD EST	24B6000074	PC portable LENOVO THINKPAD E16 G1 16" 8	1	21 993,42 €
			21838	UGAP SUD EST	24B6000073	PC fixe LENOVO M70q Gen 5 8Go + ext gara	1	35 998,73 €
			21838	A4	24C2000127	MATERIEL NUMERIQUE IMPRESSION 3D	1	1 915,80 €
			21841	CHOUETT BUREAU	23B7000298	ACHAT D'UN SIEGE AVEC ASSISE GEN(REPORT)	1	284,40 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000122	ACHAT DE DEUX ARMOIRES POUR LE SERVICE P	1	701,76 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000202	ACHAT D'UN RETOUR SUSPENDU - ELODIE NAVA	1	248,40 €
			21848	CHOUETT BUREAU SNCN BARTOLOMEI D	24B1000727	MOBILIER ADAPTE PERSONNEL RQTH	1	543,36 €
			21848	CHOUETT BUREAU	24B7000202	ACHAT D'UN RETOUR SUSPENDU - ELODIE NAVA	2	3,36 €
			21848	WESCO OUEST COLLECTIVITE	23C6000262	10 BANCS CENTRE DE LOISIRS WALLO(REPORT)	1	1 740,00 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200428	FOURNITURE DE NEONS EN REMPLACEMENT - MI	1	548,81 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200432	REMPLACEMENT HUBLOTS LED HS - H. WALLON	1	232,94 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000704	ASPIRATEUR SANTONI	1	207,58 €
			2188	BALITRAND	BC23050006	OUTILLAGE PLOMBIERS DEVIS N° 6(REPORT)	1	645,60 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000426	CHARIOT ZUNINO 2	1	2 127,65 €
			2188	CASAL SPORTS VPC	24C4000104	BAC METALLIQUE DE RANGEMENT PISCINE	1	538,92 €
			2188	CAPRO	24C4000127	VELOS VTT RANDO SRAV	1	457,99 €
			2188	RETIF SA	BC23100119	KIT TABLETTES POUR L'AMÉNAGEMENT(REPORT)	1	1 903,35 €
			2188	BOULANGER TOULON LA GARDE	24C2000128	MATERIEL AUDIO VISUEL	1	285,93 €

Acusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS
DEPENSES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			2188	GK PROFESSIONAL	24A1400024	KIT STOP STICK JETABLE	1	1 478,50 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000705	ASPIRATEUR MATERNELLE ZUNINO	1	207,58 €
			2188	REXEL AGEI	24E9100723	REMPLACEMENT SPOTS PAR DES LEDS - BUREAU	1	453,17 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000707	POUBELLE ZUNINO 2	1	130,52 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200414	FOURNITURE DE RADIATEURS MOBILES - POLIC	1	321,73 €
			2188	MANUTAN COLLECTIVITES	23C7000025	EQUIPEMENT MAISON DE LA JEUNESSE(REPORT)	1	377,70 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000428	CHARIOT MENAGE TARDIVIER	1	346,68 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C6000390	DIABLE ALSH DELPLACE	1	89,80 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200436	REMPLACEMENT HUBLOTS COUR INTERIEUR ECOL	1	166,46 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24E9200392	MATERIAUX POUR POSE DES PANNEAUX D'ELECT	2	118,20 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000425	CHARIOT FOUR ECOLE JEAN AICARD	1	5 392,76 €
			2188	JULIEN CHR	24C6000706	ASPIRATEUR TARDIVIER	1	207,58 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24E9200392	MATERIAUX POUR POSE DES PANNEAUX D'ELECT	1	2 374,55 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C3000261	ACHAT DIABLE TRANSFORMABLE 3 EN 1-COSCO-	1	159,00 €
			2188	BOULANGER TOULON LA GARDE	24C3000264	ACHAT REFRIGERATEUR 2 PORTES-HISENSE-THE	1	699,00 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24A6000041	DIABLE TRANSFORMABLE 3 EN 1	1	159,00 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24E9200162	MOBILIER DE CUISINE	1	289,91 €
			2188	CASTORAMA LA GARDE	24C5000039	LEI DROLLES CHILIENNE JAUNE ET BLEU	1	49,80 €
			2188	JULIEN CHR	23C6000282	2 CHARIOTS DE MENAGE NOUVELLE EC(REPORT)	1	663,11 €
			2188	REXEL AGEI	24E9200427	FOURNITURE DE SPOTS EN REMPLACEMENT - AC	1	643,13 €
			2188	DESCOURS ET CABAUD - PROLIANS	24A2500025	PERCEUSE VISSEUSE 18 VOLT IMPRIMERIE	1	250,80 €
							TOTAL DES MONTANTS	-1 367 988,34 €

24/01/2025 11:37

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE TOULON
PLACE BESAGNE BP A
CS 61212
83000 TOULON
04 94 92 70 91

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS RECETTES INVEST

Budget	01 - Budget principal
Collectivité	1 - VILLE DE LA GARDE
Exercice	2024
Filtre	[Report] = "Oui" ET [Sens (Code / Libellé)] LIKE "R"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL230619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS RECETTES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
I - Investissement								8 682 959,84 €
	R - Recette							8 682 959,84 €
		13 - Subventions d'investissement						8 682 959,84 €
			1312	REGION PACA SUBVENTIONS	23A1400026	REGION SURE-EQUIPEMENT POLICE MU(REPORT)	1	22 906,00 €
			1318	CAF DU VAR	23B1000621	SUBV CAF EQUIPEMENTS LEI DROLLES(REPORT)	1	10 529,82 €
			1318	CAF DU VAR	23B1000622	SUBV CAF EQUIPEMENTS LES LUCIOLE(REPORT)	1	1 260,58 €
			1321	ETAT	23B1000623	SUBV FIPD 2023 PORTAIL ZUNINO 2(REPORT)	1	1 000,00 €
			1321	ETAT	23E7000051	SUBV CONFORTEMENT MASSACAN - PHASE 2	1	1 215 584,00 €
			1321	ETAT	24E9100568	SUBV FDS VERTS DESIMPER COUR TRIOLET	1	87 734,26 €
			1321	AGENCE NATIONALE DU SPORT	23E6000336	SUBV ANS COURT DE TENNIS R. ROLLAND	1	31 988,00 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21CRSB0815	SUB INV REN SALLE BOXE MOQUET 20(REPORT)	1	112 937,00 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET19	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	2	481 864,50 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET19	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	3	0,45 €
			1322	REGION PROVENCE ALPES COTE D AZU	21PCCRET20	SUB INV REGION POLE CULTUREL CRE(REPORT)	1	1 076 895,00 €
			1322	REGION PACA SUBVENTIONS	23E6000257	SUBV ECOLO CRECHE LES LUCIOLES(REPORT)	1	700 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	4	16 218,35 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	2	99 172,13 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000337	SUBV CONSTRUCTION CRECHE LES LUCIOLES	2	106 585,74 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000416	SUBV. DEPART. POLE CULTUREL PROG(REPORT)	2	571 200,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	5	40 144,06 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	3	50 831,07 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000415	SUBV. DEPART. POLE CULTUREL PROG(REPORT)	3	70 109,93 €

Berger Levrault

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ETAT DES REPORTS
RECETTES INVEST

Groupe Section (Code / Libellé)	Groupe Sens (Code / Libellé)	Groupe Chapitre Nat. (Code / Libellé)	Article Nat. (Code)	Tiers (Nom)	Engagement (Code)	Engagement (Objet)	N° ligne	Mt reporté N+1
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100078	SUBV INSTAL 3 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES	1	49 996,80 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E9100079	SUBV TVX RENOV ENERGETIQUE BATIMENTS	1	350 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000417	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR1 P(REPORT)	2	598 800,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	1	89 267,67 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	22B1000475	SUBV DEPART MASSACAN PROG 2022(R(REPORT)	1	225 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	22B1000473	SUBV DEPART RECONST MIGNONE PROG(REPORT)	2	340 093,88 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000417	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR1 P(REPORT)	3	180,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	2	83 675,95 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23E6000338	SUBV RENOV ET INSTAL EQUIP SPORTIFS	3	70 693,97 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	21PCCDPH3	SUB DEPART PROG 2020 POLE CULTUR(REPORT)	1	279 390,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23B1000143	RECONSTRUCTION MIGNONE PERISCOLA(REPORT)	1	400 000,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	23B1000948	SUBVENTION PERISCOLAIRE LANGEVIN(REPORT)	1	68 679,00 €
			1323	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR	20B1000418	SUBV.DEPART. POLE CULTUREL TR2 P(REPORT)	3	109 825,88 €
			13251	METROPOLE TOULON PROVENCE	23B1000127	FDC FALAISE DE MASSACAN PHASE 2(REPORT)	2	220 000,00 €
			13251	METROPOLE TOULON PROVENCE	20/FAHTPM	FOND AIDE HAB. FAH MARIE CURIE(R(REPORT)	4	66 000,00 €
			1328	CAF DU VAR	23E9100073	SUBV TX RENOV MENUISERIES ECOLE DELPLACE	1	67 837,00 €
			1328	CAF DU VAR	24C7000017	SUBV 2023 MATERIEL JEUNESSE/SAT	1	1 082,23 €
			1328	CAF DU VAR	22B1000943	CONSTRUC. ECOLOCRECHES LUCIOLES((REPORT)	1	402 000,00 €
			1328	CAF DU VAR	23E9100070	SYBV TVX RENOVATION PERI ZUNINO 2	1	17 638,00 €
			1328	CAF DU VAR	24B1000068	SUBV 2023 MOBILIER/JEUX LES ELFES	1	4 120,00 €
			13462	REGION PACA SUBVENTIONS	23B1000145	DSIL RECONSTRUCTION ECOLE MIGNON(REPORT)	2	241 738,62 €
			13462	ETAT	23B1000434	DSIL 2023 CREATION CRECHE LES LU(REPORT)	1	299 999,95 €
							TOTAL DES MONTANTS	8 682 959,84 €

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
VICE DE GESTION COMPTABLE
DE GESTION
PLACE DE SAGNE BT A
PLACE DE SAGNE
CS 52212
83066 TOULON
83006 TOULON
04 94 93 75 91

24/01/2025 11:38

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250606-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 7 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL – MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-29, L.2311-3 et R.2311-9,

VU le décret n° 97-175 du 20 février 1997 modifiant le Code des Communes et relatif à la procédure des Autorisations de Programmes et des Crédits de Paiement,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU la délibération n° 5 du 03 février 2025 relative à la mise à jour des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement pluriannuels 2020OP0005 – Confortement falaise de Massacan, 2022OP0001 – Construction Les Lucioles,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que compte tenu de l'avancement des opérations gérées en Autorisations de Programmes / Crédits de Paiement (AP/CP), il y a lieu de procéder à l'actualisation des échéanciers prévisionnels en tenant compte :

- Des mandatements réalisés,
- Des engagements relatifs aux marchés notifiés ainsi que de l'actualisation du planning prévisionnel,

CONSIDERANT que pour l'opération « Construction les Lucioles », il y a lieu de procéder à la revalorisation du montant de l'AP/CP et à l'actualisation de l'échéancier prévisionnel,

Libellé programme	Montant revalorisation	Montant de l'AP actualisé	Exercice
Construction les Lucioles	+ 100 000 €	3 600 000 €	2025

Libellé programme	Montant des CP		
	Avant 2025	2025	2026
Construction les Lucioles	1 378 406,08 €	2 198 075,99€	23 517,93€

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250607-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que pour l'opération « Mise en sécurité de la falaise de Massacan », il y a lieu de procéder à la revalorisation du montant de l'AP/CP et à l'actualisation de l'échéancier prévisionnel,

Libellé programme	Montant revalorisation	Montant de l'AP à sa clôture
Mise en sécurité de la falaise de Massacan	+ 5 689,41 €	5 907 376,93 €

Libellé programme	Montant des CP	
	Avant 2025	2025
Mise en sécurité de la falaise de Massacan	5 836 687,52	70 689,41 €

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE l'exposé ci-dessus et les ajustements proposés.

ARTICLE 2 : AUTORISE la mise à jour des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement pluriannuels 2020OP0005 – Confortement falaise de Massacan, 2022OP0001 – Construction Les Lucioles et l'inscription des crédits de paiement sur le budget de chaque exercice, comme suit en euros TTC :

LIBELLE PROGRAMME	CODE AP	MONTANT AP	AVANT 2025	2025	2026
CONSTRUCTION LES LUCIOLES	PAS00006	3 600 000,00 €	1 378 406,08 €	2 198 075,99 €	23 517,93 €
MISE EN SECURITE FALAISE DE MASSACAN	SECTA001	5 907 376,93 €	5 836 687,52 €	70 689,41 €	

ARTICLE 3 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

ARTICLE 4 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **34**
CONTRE : **1** - **(M. Michel CAMATTE)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250607-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 8 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - ADMISSION EN NON VALEUR

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

Madame le Rapporteur propose au Conseil Municipal d'admettre en non-valeur les états des produits irrécouvrables, sur proposition du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, selon la liste n° 7169990533 du 22 avril 2025, pour un montant de 2 249,61 €.

Il est rappelé que la demande d'admission en non-valeur relève de l'initiative du comptable public ; il la sollicite lorsqu'il démontre que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

Les principales raisons invoquées par le comptable sont :
- Clôtures pour insuffisance d'actif ;
- Redevable parti sans laisser d'adresse (recherches infructueuses) ;
- Dette de faible montant ne justifiant pas le recouvrement par poursuites ;
- Procès-verbal de carence sur saisie ;

Il est précisé que cette procédure correspond à un seul apurement comptable mais elle ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. En effet, le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune",

VU la proposition d'admission en non-valeur du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, selon la liste n° 7169990533 du 22 avril 2025, pour un montant de 2 249,61 €,

VU la délibération n° 1 du Conseil Municipal en date du 22 janvier 2024, complétant la délégation accordée à Madame le Maire par délibération n° 2 du 8 novembre 2023, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé, notamment le pouvoir *« d'admettre en non-valeur par arrêté les titres de recettes*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250608-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur ou égal à 100 euros. »,

VU l'arrêté municipal n° 202504-0203 admettant en non-valeur les créances irrécouvrables d'un montant inférieur ou égal à 100 euros sur la liste numéro 7169990533 dressée par le comptable public, par application de la délibération susvisée. La somme de ces créances irrécouvrables est portée à hauteur de 295,02 euros,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le comptable a effectué pour ces créances toutes les poursuites par les voies de droit,

CONSIDERANT l'irrécouvrabilité de ces créances.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : DECIDE d'admettre en non-valeur la liste n° 7169990533 (hors créances *d'un montant inférieur ou égal à 100 euros qui ont fait l'objet d'une admission en non-valeur par arrêté n° 202504-0203)* pour un montant total de 1 954,59 €.

ARTICLE 2 : DIT que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville – article 6541.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE 83130 VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250608-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Direction Générale des Finances Publiques **Exercice 2025**

SGC TOULON
PLACE BESAGNE
CS 61212
83000 TOULON

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03600 - COM LA GARDE**

N° de la liste : 7169990533

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE TOULON
PLACE BESAGNE BT A
CS 61212
83000 TOULON
04 94 92 70 01

A TOULON, le 22 avril 2025
Régis DUBOIS

Le Comptable Public

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	2 249,61 €	
6542	33 338,36 €	
Total	**35 587,97 €**	

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250608-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet	
2020	T-647-1		AZURA	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	304,00				
			Total pour AZURA				**304,00**				
2023	T-1178-1		BENAISSATI Brahim	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	393,08				
			Total pour BENAISSATI Brahim				**393,08**				
2022	R-101-65-1		BOULANGERIE LA NOUGAT	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	168,50				
			Total pour BOULANGERIE LA NOUGAT				**168,50**				
2021	T-1161-1		CENICCOLA Philippe	Décédé et demande renseignement négative	82-autres prod vente	6541	249,18				
			Total pour CENICCOLA Philippe				**249,18**				
2020	R-4-39-1		CHARPAIL Stéphanie	Poursuite sans effet	83-cantine enfants	6541	18,80				
2020	R-5-35-1		CHARPAIL Stéphanie	Poursuite sans effet	83-cantine enfants	6541	18,80				
			Total pour CHARPAIL Stéphanie				**37,60**				
2016	T-579-1		DJERIBI Abdenour	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	259,35				
			Total pour DJERIBI Abdenour				**259,35**				
2021	R-10-19-1		ESCOFFIER Lisa	RAR inférieur seuil poursuite	82-autres prod vente	6541	33,75				
			Total pour ESCOFFIER Lisa				**33,75**				
2016	T-711847430032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	134,33				
2017	T-711849090032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	137,14				
2017	T-711850800032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	160,25				
2015	T-701000001070-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	163,88				
2015	T-701000000305-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	196,99				
2015	T-701000000305-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	197,01				
2015	T-701000001070-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2016	T-711847430032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711850800032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711849090032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711854790032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,39				
2017	T-711854790032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	209,93				
2015	T-701000001070-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	294,28				
2016	T-711847430032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	320,14				
2017	T-711849090032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	326,83				
2017	T-711850800032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	381,92				
2015	T-701000000305-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	385,11				
2017	T-711854790032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	399,15				
2015	T-701000001070-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	528,07				
2016	T-711847430032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	556,52				
2017	T-711849090032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	568,15				
2017	T-711850800032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	663,91				

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250608-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2015	T-701000000305-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	689,46			
2017	T-711854790032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	716,23			
2016	R-11-55-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	1 503,04			
2018	R-152-105-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	1 503,04			
2016	T-711846090032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	1 893,99			
2015	T-701000001070-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 684,05			
2015	T-701000000305-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	2 768,97			
2016	T-711847430032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 847,87			
2017	T-711849090032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 907,36			
2017	T-711850800032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	3 397,40			
2017	T-711854790032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	3 665,11			
			Total pour FITNESS PASSION				**31 191,28**			
2019	T-577-1		GIMENO Christophe	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	134,80			
			Total pour GIMENO Christophe				**134,80**			
2012	T-701000001879-2		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	0,17			
2012	T-701000001879-3		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	EA3	6542	0,93			
2012	T-701000001879-1		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	6,12			
2012	T-701000001879-4		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	17,82			
2011	T-701000001650-1		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	1 637,18			
			Total pour HOME BUSINESS INVESTI				**1 662,22**			
2019	R-147-74-1		LEADER PRICE DISTRILE	RAR inférieur seuil poursuite	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6541	43,12			
			Total pour LEADER PRICE DISTRILE				**43,12**			
2012	T-2663-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	6,30			
2012	T-2452-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	5,00			
2012	T-2452-2		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	35,70			
2013	T-374-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	0,16			
			Total pour MAEREL VIRGINIE				**47,16**			
2013	T-2602-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	7,65			
2013	T-1874-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	13,26			
2013	T-1058-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	57,38			
			Total pour MAEREL VIRGINIE Nc				**78,29**			
2013	T-547-1		ORANGE BUSINESS SERVI	Poursuite sans effet	300-Divers	6541	16,50			
			Total pour ORANGE BUSINESS SERVI				**16,50**			
2018	T-1167-1		PASCAL Marie	Personne disparue	82-autres prod vente	6541	341,08			
			Total pour PASCAL Marie				**341,08**			
2017	T-711852200032-5		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	77-redevance eau	6541	0,27			
2017	T-711852280032-4		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	571-dedev modern reseaux collecte	6541	0,52			

Accusé de réception en préfecture
[illegible]-20250622-20250616-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet	
2017	T-711852200032-3		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	570-redev pollution domestique	6541	0,92				
			Total pour REULIER Melanie				**1,71**				
2016	T-1761-1		SAGARDOY Hilarion	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	273,10				
			Total pour SAGARDOY Hilarion				**273,10**				
2016	R-7-135-1		TARI Josephine	Décédé et demande renseignement négative RAR inférieur seuil poursuite	94-autre produit prestation service	6541	36,00				
			Total pour TARI Josephine				**36,00**				
2020	T-65-1		TATOO	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	82-autres prod vente	6542	316,36				
			Total pour TATOO				**316,36**				
2017	T-711848600032-5		THIB LE BISTRO	RAR inférieur seuil poursuite	77-redevance eau	6541	0,89				
			Total pour THIB LE BISTRO				**0,89**				
			TOTAL DE LA LISTE				**35 587,97**				

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250608-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 9 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - CREANCES ETEINTES

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que chaque année, le Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, propose d'admettre en non-valeur des créances éteintes.

Il est précisé que les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la commune créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. Il s'agit notamment :

- Du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif ;
- Du prononcé de la décision du juge du tribunal d'instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire ;
- Du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la proposition d'admission en non-valeur des échéances éteintes du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, selon la liste n° 7169990533 du 22 avril 2025 pour un montant de 33 338,36 €,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT la demande d'admission en non-valeur de produits irrécouvrables dont la liste porte le n° 7169990533 du 22 avril 2025 pour un montant de 33 338,36 €.

CONSIDERANT l'irrécouvrabilité de ces créances.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : DECIDE d'admettre en créances éteintes la somme de 33 338,26 € selon l'état n° 7169990533 du 22 avril 2025 transmis par le Comptable Public.

ARTICLE 2 : DIT que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville – article 6542.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Direction Générale des Finances Publiques **Exercice 2025**

SGC TOULON
PLACE BESAGNE
CS 61212
83000 TOULON

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **03600 - COM LA GARDE**

N° de la liste : 7169990533

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

SERVICE DE GESTION COMPTABLE
DE TOULON
PLACE BESAGNE BT A
CS 61212
83000 TOULON
04 94 92 70 01

A TOULON, le 22 avril 2025
Régis DUBOIS

Le Comptable Public

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	2 249,61 €	
6542	33 338,36 €	
Total	**35 587,97 €**	

A , le

(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet	
2020	T-647-1		AZURA	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	304,00				
			Total pour AZURA				**304,00**				
2023	T-1178-1		BENAISSATI Brahim	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	393,08				
			Total pour BENAISSATI Brahim				**393,08**				
2022	R-101-65-1		BOULANGERIE LA NOUGAT	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	168,50				
			Total pour BOULANGERIE LA NOUGAT				**168,50**				
2021	T-1161-1		CENICCOLA Philippe	Décédé et demande renseignement négative	82-autres prod vente	6541	249,18				
			Total pour CENICCOLA Philippe				**249,18**				
2020	R-4-39-1		CHARPAIL Stéphanie	Poursuite sans effet	83-cantine enfants	6541	18,80				
2020	R-5-35-1		CHARPAIL Stéphanie	Poursuite sans effet	83-cantine enfants	6541	18,80				
			Total pour CHARPAIL Stéphanie				**37,60**				
2016	T-579-1		DJERIBI Abdenour	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	259,35				
			Total pour DJERIBI Abdenour				**259,35**				
2021	R-10-19-1		ESCOFFIER Lisa	RAR inférieur seuil poursuite	82-autres prod vente	6541	33,75				
			Total pour ESCOFFIER Lisa				**33,75**				
2016	T-711847430032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	134,33				
2017	T-711849090032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	137,14				
2017	T-711850800032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	160,25				
2015	T-701000001070-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	163,88				
2015	T-701000000305-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	196,99				
2015	T-701000000305-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	197,01				
2015	T-701000001070-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2016	T-711847430032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711850800032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711849090032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,19				
2017	T-711854790032-2		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	198,39				
2017	T-711854790032-5		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	209,93				
2015	T-701000001070-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	294,28				
2016	T-711847430032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	320,14				
2017	T-711849090032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	326,83				
2017	T-711850800032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	381,92				
2015	T-701000000305-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	385,11				
2017	T-711854790032-4		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	571-dedev modern reseaux collecte	6542	399,15				
2015	T-701000001070-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	528,07				
2016	T-711847430032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	556,52				
2017	T-711849090032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	568,15				
2017	T-711850800032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	663,91				

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet
2015	T-701000000305-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	689,46			
2017	T-711854790032-3		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	570-redev pollution domestique	6542	716,23			
2016	R-11-55-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	1 503,04			
2018	R-152-105-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6542	1 503,04			
2016	T-711846090032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	1 893,99			
2015	T-701000001070-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 684,05			
2015	T-701000000305-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	2 768,97			
2016	T-711847430032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 847,87			
2017	T-711849090032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	2 907,36			
2017	T-711850800032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	3 397,40			
2017	T-711854790032-1		FITNESS PASSION	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	77-redevance eau	6542	3 665,11			
			Total pour FITNESS PASSION				**31 191,28**			
2019	T-577-1		GIMENO Christophe	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	134,80			
			Total pour GIMENO Christophe				**134,80**			
2012	T-701000001879-2		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	0,17			
2012	T-701000001879-3		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	EA3	6542	0,93			
2012	T-701000001879-1		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	6,12			
2012	T-701000001879-4		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	17,82			
2011	T-701000001650-1		HOME BUSINESS INVESTI	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	300-Divers	6542	1 637,18			
			Total pour HOME BUSINESS INVESTI				**1 662,22**			
2019	R-147-74-1		LEADER PRICE DISTRILE	RAR inférieur seuil poursuite	97-Taxe Locale Publicite Exterieure	6541	43,12			
			Total pour LEADER PRICE DISTRILE				**43,12**			
2012	T-2663-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	6,30			
2012	T-2452-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	5,00			
2012	T-2452-2		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	35,70			
2013	T-374-1		MAEREL VIRGINIE	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	0,16			
			Total pour MAEREL VIRGINIE				**47,16**			
2013	T-2602-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	7,65			
2013	T-1874-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	13,26			
2013	T-1058-1		MAEREL VIRGINIE Nc	Combinaison infructueuse d actes	300-Divers	6541	57,38			
			Total pour MAEREL VIRGINIE Nc				**78,29**			
2013	T-547-1		ORANGE BUSINESS SERVI	Poursuite sans effet	300-Divers	6541	16,50			
			Total pour ORANGE BUSINESS SERVI				**16,50**			
2018	T-1167-1		PASCAL Marie	Personne disparue	82-autres prod vente	6541	341,08			
			Total pour PASCAL Marie				**341,08**			
2017	T-711852200032-5		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	77-redevance eau	6541	0,27			
2017	T-711852280032-4		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	571-dedev modern reseaux collecte	6541	0,52			

Accusé de réception en préfecture
[illegible]-20250622-20250616-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

EXERCICE	PIÈCE	SERVICE	TOTAL	MOTIFS DE LA PRÉSENTATION	NATURE	IMPUTATION	MONTANT	Admis	Rejet	Éléments nouveaux A compléter OBLIGATOIREMENT en cas de rejet	
2017	T-711852200032-3		REULIER Melanie	RAR inférieur seuil poursuite	570-redev pollution domestique	6541	0,92				
			Total pour REULIER Melanie				**1,71**				
2016	T-1761-1		SAGARDOY Hilarion	Combinaison infructueuse d actes	82-autres prod vente	6541	273,10				
			Total pour SAGARDOY Hilarion				**273,10**				
2016	R-7-135-1		TARI Josephine	Décédé et demande renseignement négative RAR inférieur seuil poursuite	94-autre produit prestation service	6541	36,00				
			Total pour TARI Josephine				**36,00**				
2020	T-65-1		TATOO	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ	82-autres prod vente	6542	316,36				
			Total pour TATOO				**316,36**				
2017	T-711848600032-5		THIB LE BISTRO	RAR inférieur seuil poursuite	77-redevance eau	6541	0,89				
			Total pour THIB LE BISTRO				**0,89**				
			TOTAL DE LA LISTE				**35 587,97**				

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 10 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Florian JONET.

Présents **: M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Départ **: Mme Hélène ARNAUD-BILL**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1612.12, L.2121-14, L.2121-29 et L.2121-31,

VU la délibération n° 2 du 8 avril 2024 approuvant le budget primitif du Budget Annexe Cimetière pour l'exercice 2024,

VU la délibération n°10 du 17 juin 2024 approuvant le budget supplémentaire du Budget Annexe Cimetière pour l'exercice 2024,

VU la délibération n° 5 du 17 décembre 2024 approuvant la décision modificative n° 1/2024 du Budget Annexe Cimetière pour l'exercice 2024,

VU la délibération n° 3 prise dans la même séance du Conseil Municipal et relative à la désignation du Président de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques 2024 du Budget Principal et du Budget Annexe Cimetière,

VU l'instruction comptable et budgétaire M4,

VU la maquette du Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière ci-annexée,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'après s'être fait présenter le budget primitif du Budget Annexe Cimetière pour l'exercice 2024, il s'agit, en application des instructions budgétaires et comptables M4 et au sens de l'article L.1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, de procéder à l'arrêté des comptes de l'année 2024, et de déterminer les résultats de la section de fonctionnement qui sera reporté sur l'exercice 2025. Le budget général de l'exercice 2024 pour lequel le CFU vous est soumis s'est exécuté du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

CONSIDERANT la désignation, conformément à l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, de Monsieur Florian JONET aux fins de présider la séance durant laquelle le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière doit être adopté,

CONSIDERANT le déport et l'absence de Madame le Maire lors du vote du Compte Financier Unique 2024 – Budget Annexe Cimetière.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière de la Ville de La Garde joint à la présente, lequel se présente synthétiquement de la manière suivante :

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés	0.04 €				0.04 €	
Opérations de l'exercice	381 685.94 €	381 685.98 €	342 892.05 €	0.00 €	724 577.99 €	381 685.98 €
TOTAUX	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
Résultat de clôture	**0.00 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**
Reste à Réaliser						
TOTAUX CUMULES	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**NUL**		**342 892.05 €**		**342 892.05 €**	

ARTICLE 2 **ARRETE** les résultats définitifs tels que présentés à l'article 1.

ARTICLE 3 **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Président de séance,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

BUDGET ANNEXE CIMETIERE

Compte Financier Unique – Exercice 2024

Note de synthèse

Conseil municipal du lundi 16 juin 2025

BALANCE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE – EXERCICE 2024

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés	0.04 €				0.04 €	
Opérations de l'exercice	381 685.94 €	381 685.98 €	342 892.05 €	0.00 €	724 577.99 €	381 685.98 €
TOTAUX	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
Résultat de clôture	**0.00 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**
Reste à Réaliser						
TOTAUX CUMULES	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
RESULTATS DEFINITIFS	**NUL**		**342 892.05 €**		**342 892.05 €**	

L'exécution de l'année 2024 pour le Budget Annexe cimetière correspond à la construction des 160 caveaux de 4 places et 33 caveaux de 6 places de l'extension III du cimetière et à la vente des 18 caveaux de l'extension III ainsi qu'aux écritures de gestion de stock de caveaux. L'exercice 2024 est clôturé avec un déficit de 342 892.05 euros, montant correspondant à la valeur des caveaux restant en stock.

AFFECTATION DES RESULTATS AU BUDGET SUPPLEMENTAIRE

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 *Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 342 892.01 €
B - Résultats antérieurs reportés *Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 0.04 €
C - Résultat à affecter= A + B (hors reste à réaliser) *(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)*	- **342 892.05 €**
D - Solde d'exécution d'investissement 2024 *(précédé de + ou -)*	-342 892.05 €
D 001 (besoin de financement)	**342 892.05 €**
R 001 (excédent de financement)	0.00 €
E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**0.00 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Besoin de financement	0.00 €
Excédent de financement	0.00 €

Besoin de financement = F = D + E	**342 892.05 €**

AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé *(recette d'investissement)*	**0.00 €**
Excédent de fonctionnement reporté R 002 *(recette de fonctionnement)*	**0.00 €**
Déficit reporté D 001 *(dépense de fonctionnement)*	**342 892.05 €**

Le résultat déficitaire de 342 892.05 euros sera donc repris en dépenses de fonctionnement au Budget Supplémentaire 2024.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPIC : VILLE DE LA GARDE (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal

Numéro SIRET : 21830062200279

POSTE COMPTABLE : SERVICE GESTION COMPTABLE TOULON

M. 4(4)

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : CIMETIERE (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

(4) Préciser le plan de comptes : M4, M41, M43 ou M49

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 4
B - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 5
C - Liste des services individualisés dans un budget annexe (1) 6
D1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 7
D2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 8
E - Bilan synthétique 9
F - Compte de résultat synthétique 10

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 11

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'exploitation 12
A1.2 - Recettes d'exploitation 13
A2.1 - Dépenses d'investissement 14
A2.2 - Recettes d'investissement 15

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'exploitation 16
B2 - Recettes d'exploitation 17
C1 - Dépenses d'investissement 18
C2 - Recettes d'investissement 20
D - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

III - États financiers

A - Bilan 23
B - Compte de résultat 28
C - Balance des comptes 31

IV - États annexés

A - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (1) 34

B. États annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 35
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
B6.1 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B6.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.1- Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B8.1- Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B8.2 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B8.3 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B8.4 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B9.1 - Etat du personnel Sans Objet
B9.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet

C. États annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 36
C1.2 - Équilibre budgétaire - Dépenses 37
C1.3 - Équilibre budgétaire - Recettes 38
C2.1 - Situation des autorisations de programme Sans Objet
C2.2 - Situation des autorisations d'engagement Sans Objet
C3 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D. Autres éléments d'information

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

D1.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (3) Sans Objet
D1.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (3) Sans Objet
D1.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (3) Sans Objet
D1.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (3) Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 39

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 40

(1) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

(2) Cet état n'est obligatoire que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leur établissements publics.

(3) Ces états ne sont obligatoire que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**347 016,12**	**381 700,04**	**728 716,16**
	Recettes réalisées (1)	B	**0,00**	**381 685,98**	**381 685,98**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**347 016,12**	**381 700,00**	**728 716,12**
	Dépenses réalisées (1)	E	**342 892,05**	**381 685,94**	**724 577,99**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-342 892,05**	**0,04**	**-342 892,01**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**0,00**	**-0,04**	**-0,04**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**-342 892,05**	**0,00**	**-342 892,05**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**-342 892,05**	**0,00**	**-342 892,05**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
CIMETIERE LA GARDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	-342 892,05	0,00	-342 892,05
Fonctionnement	-0,04	0,00	0,04	0,00	0,00
Sous-Total	-0,04	0,00	-342 892,01	0,00	-342 892,05
TOTAL III	**-0,04**	**0,00**	**-342 892,01**	**0,00**	**-342 892,05**
TOTAL I + II + III	**-0,04**	**0,00**	**-342 892,01**	**0,00**	**-342 892,05**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	0,00
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**0,00**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	342,89	**TOTAL FONDS PROPRES**	**0,00**
Créances	71,88	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	89,61	Fournisseurs (2)	0,00
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	504,38
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**504,38**	**Total des dettes à court terme**	**504,38**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**504,38**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**504,38**	**TOTAL PASSIF**	**504,38**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	F

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus	0,00	0,00
Dotations et subventions reçues	0,00	0,00
Produits des services	38,79	37,73
Autres produits	342,89	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Produits courants non financiers	381,69	37,73
Traitements, salaires, charges sociales	0,00	0,00
Achats et charges externes	381,69	37,73
Participations et interventions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et provisions	0,00	0,00
Autres charges	0,00	0,00
Charges courantes non financières	381,69	37,73
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**0,00**	**0,00**
Produits courants financiers	0,00	0,00
Charges courantes financières	0,00	0,00
RESULTAT COURANT FINANCIER	**0,00**	**0,00**
RESULTAT COURANT	**0,00**	**0,00**
Produits exceptionnels	0,00	0,00
Charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0,00**	**0,00**
Impôts sur les bénéfices	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	381 700,00	381 685,94	0,00	381 685,94	100,00	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**100,00**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	***100,00***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**100,00**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,04**					
Total des dépenses de la section d'exploitation		**381 700,04**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	34 683,92	38 793,93	0,00	38 793,93	111,85	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**34 683,92**	**38 793,93**	**0,00**	**38 793,93**	**111,85**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**34 683,92**	**38 793,93**	**0,00**	**38 793,93**	**111,85**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*347 016,12*	*342 892,05*	*0,00*	*342 892,05*	*98,81*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***347 016,12***	***342 892,05***	***0,00***	***342 892,05***	***98,81***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**381 700,04**	**381 685,98**	**0,00**	**381 685,98**	**100,00**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d'exploitation		**381 700,04**	**381 685,98**	**0,00**	**381 685,98**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*347 016,12*	*342 892,05*	*98,81*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***347 016,12***	***342 892,05***	***98,81***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**347 016,12**	**342 892,05**	**98,81**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**347 016,12**	**342 892,05**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	347 016,12	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**347 016,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**347 016,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**347 016,12**	**0,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
605	Achats de matériel, équipements et travaux	0,00	381 685,94	0,00	381 685,94	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	381 700,00	381 685,94	0,00	381 685,94	14,06
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**14,06**
total chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**14,06**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**381 700,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**14,06**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'exploitation		**381 700,04**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**14,10**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	44 128,29	5 334,36	38 793,93	0,00
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	34 683,92	44 128,29	5 334,36	38 793,93	-4 110,01
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**34 683,92**	**44 128,29**	**5 334,36**	**38 793,93**	**-4 110,01**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**34 683,92**	**44 128,29**	**5 334,36**	**38 793,93**	**-4 110,01**
7135	*Variation des stocks de produits*	*0,00*	*342 892,05*	*0,00*	*342 892,05*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*347 016,12*	*342 892,05*	*0,00*	*342 892,05*	*4 124,07*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***347 016,12***	***342 892,05***	***0,00***	***342 892,05***	***4 124,07***
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**381 700,04**	**387 020,34**	**5 334,36**	**381 685,98**	**14,06**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'exploitation		**381 700,04**	**387 020,34**	**5 334,36**	**381 685,98**	**14,06**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
355	*Produits résiduels (ou matières de récupération)*	*0,00*	*342 892,05*	*0,00*	*342 892,05*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*347 016,12*	*342 892,05*	*0,00*	*342 892,05*	*4 124,07*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***347 016,12***	***342 892,05***	***0,00***	***342 892,05***	***4 124,07***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**347 016,12**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**4 124,07**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250610-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de la section d'investissement		347 016,12	342 892,05	0,00	342 892,05	4 124,07

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	347 016,12	0,00	0,00	0,00	347 016,12
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**347 016,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 016,12**
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**347 016,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 016,12**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**347 016,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**347 016,12**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais d'études, de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial, droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1) En toute propriété	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations affectées à un service non personnalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
2) Reçues au titre d'une mise à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
3) Reçues en affectation ou en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations, matériels et outillage technique	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Stocks et en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits intermédiaires et finis	342 892,05	0,00	342 892,05	0,00
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Créances d'exploitation	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Clients et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	3 144,08
Créances irrécouvrables admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	71 877,00	0,00	71 877,00	629,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances diverses	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Créances sur l'état et les collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (créances)	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeurs mobilières de placement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Disponibilités	**89 614,10**	**0,00**	**89 614,10**	**47 385,10**
Avances de trésorerie	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges constatées d'avance	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**504 383,15**	**0,00**	**504 383,15**	**51 158,18**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses à classer et à régulariser	0,38	0,00	0,38	0,00
Écarts de conversion - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL III	**0,38**	**0,00**	**0,38**	**0,00**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**504 383,53**	**0,00**	**504 383,53**	**51 158,18**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES	**0,00**	**0,00**
Fonds internes	**0,00**	**0,00**
Dotations	0,00	0,00
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)	0,00	0,00
Affectation (par la collectivité de rattachement)	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	0,00	0,00
Report à nouveau (1)	-0,04	0,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	0,04	-0,04
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
Autres fonds	**0,00**	**0,00**
Fonds globalisés	0,00	0,00
Droits de l'affectant	0,00	0,00
TOTAL I	**0,00**	**-0,04**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL II	**0,00**	**0,00**
DETTES	**0,00**	**0,00**
Dettes financières	**0,00**	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers	0,00	0,00
Crédits et lignes de trésorerie	504 383,53	45 360,00
Avances	**0,00**	**0,00**
Dettes d'exploitation	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Fournisseurs et comptes rattachés	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00
Dettes diverses	**0,00**	**0,00**
Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	0,00	0,00
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)	0,00	0,00
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal	0,00	0,00
Opérations pour le compte de tiers (dettes)	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**504 383,53**	**45 360,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION	**0,00**	**0,00**
Recettes à classer ou à régulariser	0,00	5 798,22
Écart de conversion - Passif	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**5 798,22**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**504 383,53**	**51 158,18**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Ventes de marchandises	38 793,93	37 728,96
Production vendue	0,00	0,00
Prestations de services	*0,00*	*0,00*
Divers	*0,00*	*0,00*
Production stockée	342 892,05	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits issus de la fiscalité	0,00	0,00
Subventions d'exploitation	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Autres produits	0,00	0,00
TOTAL I	**381 685,98**	**37 728,96**
CHARGES D'EXPLOITATION	**0,00**	**0,00**
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	381 685,94	37 729,00
Impôts, taxes, et versements assimilés	0,00	0,00
Sur rémunérations	*0,00*	*0,00*
Autres	*0,00*	*0,00*
Salaires et traitements	0,00	0,00
Charges sociales	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux dépréciations des immobilisations	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*0,00*	*0,00*
Dotations aux provisions pour risques et charges	*0,00*	*0,00*
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL II	**381 685,94**	**37 729,00**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**0,04**	**-0,04**
PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	0,00	0,00
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL III	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
TOTAL IV	**0,00**	**0,00**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**0,00**	**0,00**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**0,04**	**-0,04**
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Produits des cessions d'immobilisations	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Reprises sur dépréciations et provisions	0,00	0,00
Transferts de charges	0,00	0,00
TOTAL V	**0,00**	**0,00**
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**0,00**	**0,00**
Sur opérations de gestion	0,00	0,00
Subventions exceptionnelles	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Valeur comptable des immobilisations cédées	*0,00*	*0,00*
Autres opérations	*0,00*	*0,00*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
TOTAL VI	**0,00**	**0,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**0,00**	**0,00**
Impôts sur les bénéfices (VII)	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**381 685,98**	**37 728,96**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**381 685,94**	**37 729,00**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**0,04**	**-0,04**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
119	Report à nouveau (solde débiteur)	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,04	0,00
	Sous Total compte 11	**0,00**	**0,00**	**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,04**	**0,00**	**0,04**	**0,00**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert	0,04	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,04	0,04	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,04**	**0,04**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 1	**0,04**	**0,00**	**0,04**	**0,04**	**0,00**	**0,00**	**0,08**	**0,04**	**0,04**	**0,00**
355	Produits résiduels (ou matières de récup	0,00	0,00	0,00	0,00	342 892,05	0,00	342 892,05	0,00	342 892,05	0,00
	Sous Total compte 35	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**
	Total classe 3	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	458 023,12	458 023,12	0,00	0,00	458 023,12	458 023,12	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**458 023,12**	**458 023,12**	**0,00**	**0,00**	**458 023,12**	**458 023,12**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 40	**0,00**	**0,00**	**458 023,12**	**458 023,12**	**0,00**	**0,00**	**458 023,12**	**458 023,12**	**0,00**	**0,00**
411	Clients	0,00	0,00	49 181,02	49 181,02	0,00	0,00	49 181,02	49 181,02	0,00	0,00
418	Clients - Produits non encore facturés	3 144,08	0,00	0,00	3 144,08	0,00	0,00	3 144,08	3 144,08	0,00	0,00
	Sous Total compte 41	**3 144,08**	**0,00**	**49 181,02**	**52 325,10**	**0,00**	**0,00**	**52 325,10**	**52 325,10**	**0,00**	**0,00**
44551	TVA à décaisser	0,00	0,00	3 299,00	3 299,00	0,00	0,00	3 299,00	3 299,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4455	**0,00**	**0,00**	**3 299,00**	**3 299,00**	**0,00**	**0,00**	**3 299,00**	**3 299,00**	**0,00**	**0,00**
44566	TVA sur autres biens et services	0,00	0,00	76 337,18	76 337,18	0,00	0,00	76 337,18	76 337,18	0,00	0,00
44567	Crédit de TVA à reporter	629,00	0,00	220 529,00	149 281,00	0,00	0,00	221 158,00	149 281,00	71 877,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**629,00**	**0,00**	**296 866,18**	**225 618,18**	**0,00**	**0,00**	**297 495,18**	**225 618,18**	**71 877,00**	**0,00**
44571	TVA collectée	0,00	0,00	8 826,44	8 826,44	0,00	0,00	8 826,44	8 826,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**8 826,44**	**8 826,44**	**0,00**	**0,00**	**8 826,44**	**8 826,44**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**629,00**	**0,00**	**308 991,62**	**237 743,62**	**0,00**	**0,00**	**309 620,62**	**237 743,62**	**71 877,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**629,00**	**0,00**	**308 991,62**	**237 743,62**	**0,00**	**0,00**	**309 620,62**	**237 743,62**	**71 877,00**	**0,00**
4713	Recettes perçues avant émission des titr	0,00	5 798,00	9 570,90	3 772,90	0,00	0,00	9 570,90	9 570,90	0,00	0,00
471411	Excédents à réimputer - Personnes physiq	0,00	0,00	2 628,33	2 628,33	0,00	0,00	2 628,33	2 628,33	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**2 628,33**	**2 628,33**	**0,00**	**0,00**	**2 628,33**	**2 628,33**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**2 628,33**	**2 628,33**	**0,00**	**0,00**	**2 628,33**	**2 628,33**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 471	**0,00**	**5 798,00**	**12 199,23**	**6 401,23**	**0,00**	**0,00**	**12 199,23**	**12 199,23**	**0,00**	**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	5 798,00	5 798,00	0,00	0,00	5 798,00	5 798,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**5 798,00**	**5 798,00**	**0,00**	**0,00**	**5 798,00**	**5 798,00**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,22	0,99	0,39	0,00	0,00	0,99	0,61	0,38	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,22**	**0,99**	**0,39**	**0,00**	**0,00**	**0,99**	**0,61**	**0,38**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**5 798,22**	**17 998,22**	**12 199,62**	**0,00**	**0,00**	**17 998,22**	**17 997,84**	**0,38**	**0,00**
	Total classe 4	**3 773,08**	**5 798,22**	**834 193,98**	**760 291,46**	**0,00**	**0,00**	**837 967,06**	**766 089,68**	**71 877,38**	**0,00**
515	Compte au trésor	47 385,10	0,00	509 349,12	467 120,12	0,00	0,00	556 734,22	467 120,12	89 614,10	0,00
51921	Avances de trésorerie de la collectivité	0,00	45 360,00	0,00	459 023,53	0,00	0,00	0,00	504 383,53	0,00	504 383,53
	Sous Total compte 5192	**0,00**	**45 360,00**	**0,00**	**459 023,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 383,53**	**0,00**	**504 383,53**
	Sous Total compte 519	**0,00**	**45 360,00**	**0,00**	**459 023,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**504 383,53**	**0,00**	**504 383,53**
	Sous Total compte 51	**47 385,10**	**45 360,00**	**509 349,12**	**926 143,65**	**0,00**	**0,00**	**556 734,22**	**971 503,65**	**0,00**	**414 769,43**
580	Opérations d'ordre budgétaire	0,00	0,00	342 892,05	342 892,05	0,00	0,00	342 892,05	342 892,05	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**342 892,05**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**342 892,05**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**47 385,10**	**45 360,00**	**852 241,17**	**1 269 035,70**	**0,00**	**0,00**	**899 626,27**	**1 314 395,70**	**89 614,10**	**504 383,53**
605	Achats de matériel, équipements et trava	0,00	0,00	0,00	0,00	381 685,94	0,00	381 685,94	0,00	381 685,94	0,00
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**	**381 685,94**	**0,00**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	5 334,36	44 128,29	5 334,36	44 128,29	0,00	38 793,93
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334,36**	**44 128,29**	**5 334,36**	**44 128,29**	**0,00**	**38 793,93**
7135	Variation des stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 892,05	0,00	342 892,05	0,00	342 892,05
	Sous Total compte 713	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**
	Sous Total compte 71	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**	**0,00**	**342 892,05**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 334,36**	**387 020,34**	**5 334,36**	**387 020,34**	**0,00**	**381 685,98**
	Total général	**51 158,22**	**51 158,22**	**1 686 435,19**	**2 029 327,20**	**729 912,35**	**387 020,34**	**2 467 505,76**	**2 467 505,76**	**886 069,51**	**886 069,51**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	58 758 367,07	41 850 740,20	0,00	41 850 740,20
RECETTES	58 758 367,07	48 453 677,96	0,00	48 453 677,96
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	41 881 078,55	21 185 535,60	1 367 988,34	22 553 523,94
RECETTES	41 881 078,55	16 185 414,37	8 682 959,84	24 868 374,21

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET CIMETIERE / Numéro SIRET : 21830062200279				
SECTION	**Crédits ouverts (1)**	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Total (2)**
EXPLOITATION				
DEPENSES	381 700,04	381 685,94	0,00	381 685,94
RECETTES	381 700,04	381 685,98	0,00	381 685,98
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	347 016,12	342 892,05	0,00	342 892,05
RECETTES	347 016,12	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	59 140 067,11	42 232 426,14	0,00	42 232 426,14
RECETTES	59 140 067,11	48 835 363,94	0,00	48 835 363,94
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	42 228 094,67	21 528 427,65	1 367 988,34	22 896 415,99
RECETTES	42 228 094,67	16 185 414,37	8 682 959,84	24 868 374,21
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	101 368 161,78	63 760 853,79	1 367 988,34	65 128 842,13
TOTAL AGREGE DES RECETTES	101 368 161,78	65 020 778,31	8 682 959,84	73 703 738,15

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ÉTAT DE LA DETTE – DÉTAIL DES CRÉDITS DE TRÉSORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de la collectivité de rattachement						
	27/11/2023	459 023,53	458 023,12	0,00	0,00	459 023,53
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**459 023,53**	**458 023,12**	**0,00**	**0,00**	**459 023,53**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ANNEXES	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**0,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – DÉPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C - ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – ÉQUILIBRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 16/05/2025

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M Régis DUBOIS	du 01/01/2024	au	16/05/2025

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

FAGARD Juliette (1018750319-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DU VAR, le 19/05/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
DUBOIS Regis (1013501332-0), CSC des Finances Publiques de 3ème catégorie **A TOULON, le 21/05/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 16/06/2025 par l'organe délibérant.
BILL HELENE (hbill1-xt), MAIRE **A LA GARDE, le 24/06/2025**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250610-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

DELIBERATION N° 11 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE - AFFECTATION DU RESULTAT - EXERCICE 2024

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2311-5 et R.2311-11,

VU la délibération approuvant dans la même séance du Conseil Municipal, le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière,

VU l'instruction comptable et budgétaire M4,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'en application des règles édictées par l'instruction budgétaire et comptable M4, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat qui se dégage du Budget Annexe à la clôture de chaque exercice.

CONSIDERANT que ce résultat doit être affecté par ordre de priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- à la couverture du besoin de financement des restes à réaliser,
- pour le solde, en excédents de fonctionnement reportés, pour financer des dépenses nouvelles, ou en une dotation complémentaire en réserves,

CONSIDERANT qu'il vous est proposé d'affecter le résultat de fonctionnement constaté au Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière de la manière suivante :

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 *Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 342 892.01 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250611-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B - Résultats antérieurs reportés *Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 0.04 €
C - Résultat à affecter= A + B (hors reste à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	- **342 892.05 €**

D - Solde d'exécution d'investissement 2024 *(précédé de + ou -)*	-342 892.05 €
D 001 (besoin de financement)	**342 892.05 €**
R 001 (excédent de financement)	0.00 €

E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**0.00 €**
Besoin de financement	0.00 €
Excédent de financement	0.00 €

Besoin de financement = F = D + E	**342 892.05 €**

AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé *(recette d'investissement)*	**0.00 €**
Excédent de fonctionnement reporté R 002 *(recette de fonctionnement)*	**0.00 €**
Déficit reporté D 001	**342 892.05 €**

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : AFFECTE le résultat de clôture de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière comme défini ci-dessous :

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 *Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 342 892.01 €
B - Résultats antérieurs reportés *Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 0.04 €
C - Résultat à affecter= A + B (hors reste à réaliser) *(si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)*	- **342 892.05 €**

D - Solde d'exécution d'investissement 2024 *(précédé de + ou -)*	-342 892.05 €
D 001 (besoin de financement)	**342 892.05 €**
R 001 (excédent de financement)	0.00 €

E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**0.00 €**
Besoin de financement	0.00 €
Excédent de financement	0.00 €

Besoin de financement = F = D + E	**342 892.05 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250611-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé *(recette d'investissement)*	**0.00 €**
Excédent de fonctionnement reporté R 002 *(recette de fonctionnement)*	**0.00 €**
Déficit reporté D 001	**342 892.05 €**

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250611-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 12 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2311-5 et R. 2311-11,

VU la délibération n° 7 du 3 février 2025 approuvant le budget primitif du Budget Annexe Cimetière pour l'exercice 2025,

VU les délibérations approuvant dans la même séance du Conseil Municipal, respectivement le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière, ainsi que l'affectation au budget de l'exercice 2025 du déficit de la section d'investissement constaté au Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière,

VU l'instruction budgétaire et comptable M4,

VU la maquette budgétaire du Budget Supplémentaire de l'exercice 2025 du Budget Annexe Cimetière,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le budget supplémentaire est une modification budgétaire (du budget primitif et d'éventuelles décisions modificatives) dont l'objet essentiel est la reprise des résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent :

- Résultat de la section de fonctionnement après affectation,
- Résultat de la section d'investissement,
- Reports en section d'investissement des dépenses et des recettes engagées lors de l'exercice précédent mais non réalisées,

CONSIDERANT l'ensemble des reports, des besoins de dépenses et des recettes nouvelles relatives à l'exercice 2025.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **ADOPTE** le budget supplémentaire de l'exercice 2025 du Budget Annexe Cimetière joint à la présente, tel que décrit dans le document budgétaire détaillé :

FONCTIONNEMENT					
Dépenses					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
002	Résultat d'exploitation reporté		- €	- €	- €
011	Charges à caractère général		- €		- €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**- €**	**- €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
Recettes					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**

INVESTISSEMENT					
Dépenses					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			342 892,05 €	342 892,05 €
16	Emprunts et dettes assimilées		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**
Recettes					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €		
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
16	Emprunts et dettes assimilées		- €	342 892,05 €	342 892,05 €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**342 892,05 €**	**342 892,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

BUDGET ANNEXE CIMETIERE

Budget Supplémentaire – Exercice 2025

Note de synthèse

Conseil municipal du lundi 16 juin 2025

BALANCE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025

FONCTIONNEMENT					
Dépenses					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
002	Résultat d'exploitation reporté		- €	- €	- €
011	Charges à caractère général		- €		- €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**- €**	**- €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
Recettes					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**

INVESTISSEMENT					
Dépenses					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			342 892,05 €	342 892,05 €
16	Emprunts et dettes assimilées		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**
Recettes					
Chapitre	**Libellé**	**Sens**	**BP 2025**	**BS 2025**	**Budget Total 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €		
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
16	Emprunts et dettes assimilées		- €	342 892,05 €	342 892,05 €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**342 892,05 €**	**342 892,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**

Pour rappel, le BP 2025 du BA Cimetière a intégré les dépenses et recettes d'ordres et dépenses et recettes réelles liées à la vente de caveaux de l'extension III du cimetière estimé pour l'année 2025.

Le BS permet l'affectation du résultat de 2024 déficitaire de 342 892.05 euros couvert par l'inscription d'un emprunt qui ne sera pas réalisé et qui permet l'équilibre global du budget.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21830062200279	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPIC VILLE DE LA GARDE

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE GESTION COMPTABLE TOULON

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : CIMETIERE (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	342 892,05
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 342 892,05	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	342 892,05	342 892,05

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	342 892,05	342 892,05

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*41 250,00*		*0,00*	*0,00*	*41 250,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***41 250,00***		***0,00***	***0,00***	***41 250,00***
TOTAL		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**41 250,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	41 250,00	0,00	0,00	0,00	41 250,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**41 250,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**41 250,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à finances le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
083-218300628-20250623-DEL_250612_DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	41 250,00	0,00	0,00	0,00	41 250,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**342 892,05**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**384 142,05**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	342 892,05	342 892,05
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**342 892,05**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**342 892,05**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*41 250,00*		*0,00*	*0,00*	*41 250,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***41 250,00***		***0,00***	***0,00***	***41 250,00***
TOTAL		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**	**384 142,05**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	384 142,05

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**41 250,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**342 892,05**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**342 892,05**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres opérations d'équipement.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250613-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	342 892,05	*0,00*	342 892,05
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**342 892,05**	***0,00***	**342 892,05**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**342 892,05**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équipements	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
7135	*Variation des stocks de produits*	*41 250,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
707	Ventes de marchandises	41 250,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
7135	*Variation des stocks de produits*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
16878	Remboursements des autres dettes	41 250,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses financières		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
355	*Produits finis*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**342 892,05**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**342 892,05**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
16878	Remboursements des autres dettes	0,00	0,00	342 892,05
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,00**	**0,00**	**342 892,05**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
355	*Produits finis*	*41 250,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***41 250,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**41 250,00**	**0,00**	**342 892,05**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**342 892,05**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
	27/11/2023	459 023,53	459 023,53	0,00	0,00	459 023,53
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**459 023,53**	**459 023,53**	**0,00**	**0,00**	**459 023,53**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	17-12-2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencement et aménagement de bâtiments	15	01/01/2000
L	Appareils de levage / Ascenseurs	20	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	10	01/01/2000
L	Coffre forts	20	01/01/2000
L	Equipements de garage et ateliers	10	01/01/2000
L	Equipements des cuisines	10	01/01/2000
L	Equipements sportifs	10	01/01/2000
L	Installations de voirie	0	01/01/2000
L	Installatins et appareils de chauffage	10	01/01/2000
L	Logiciel	2	01/01/2000
L	Matériel classique	6	01/01/2000
L	Voitures	5	01/01/2000
L	Travaux sur réseaux	60	01/01/2000
L	Matériel et outillage	10	01/01/2000
L	Divers	1	01/01/2000
L	EAU Matériel de transport	10	01/01/2000
L	EAU Matériel de bureau et informatique	10	01/01/2000
L	EAU Mobilier divers	20	01/01/2000
L	EAU Frais de recherche	5	01/01/2000
L	ASST Travaux	30	01/01/2000
L	ASST Gros matériel	13	01/01/2000
L	ASST Matériel de transport	10	01/01/2000
L	FRAIS D'ETUDES	5	01/01/2000
L	Installation générale / Agencement	5	01/01/2000
L	INSTAL. GENERALES & AMENAGEMENTS	0	01/01/2000
L	MATERIEL ET OUTILLAGE	0	01/01/2000
L	LOGICIEL	6	01/01/2000
L	SUBV D'EQUIPEMENT PERSONNES DROIT PRIVE	15	01/01/2000
L	MATERIEL ET OUTILLAGE	0	01/01/2000
L	Construction sol autrui	10	01/01/2000
L	Subvention transférable	0	01/01/2000
L	agencements et aménagements de terrains	15	01/01/2000
L	Instal, agencements, amngt constructions	15	01/01/2000
L	EAU Agencement+aménagement terrains nus	15	01/01/2000
L	AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS BATIS	15	01/01/2000
L	EAU Matériel industriel	10	01/01/2000
L	EAU Outillage industriel	10	01/01/2000
L	EAU Matériel spécifique d'exploitation	10	01/01/2000
L	EAU CONSTRUCTIONS BAT D'EXPLOITATIONS	10	01/01/2000
L	2182 DUREE MODIFIABLE	0	01/01/2000
L	2184 MODIFIABLE	0	01/01/2000
L	MAT-OUT	10	01/01/2000
L	Autres agencements et aménagt terrains	10	17/11/2021
L	Autres immobilisations incorporelles	5	17/12/2021

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Camions et véhicules industriels	0	17/12/2021
L	Matériel de bureau électrique ou électro	10	17/12/2021
L	Concessions et droits similaires	2	17/12/2021
L	MOBILIER	10	17/12/2021
L	Autres matériel de transport	8	17/12/2021
L	Mobilier	10	17/12/2021
L	Plantations	15	17/12/2021
L	Frais d'insertion	5	17/12/2021
L	Matériel de téléphonie	10	17/12/2021
L	Install générales, agencemts et amé div	10	17/12/2021
L	Matériel informatique	5	17/12/2021
L	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	5	17/12/2099
L	Appareils de laboratoire	10	17/12/2099
L	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10	17/12/2099

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**-342 892,05**	**-342 892,05**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**-342 892,05**	**-342 892,05**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**	**-342 892,05**	**-342 892,05**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**-342 892,05**	**-342 892,05**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**41 250,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-41 250,00**	**0,00**	**0,00**	**-41 250,00**

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250616-DEL250612-DF
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 41 250,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**41 250,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	41 250,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 35
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 35
VOTES :
Pour : 35
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 06/06/2025

Présenté par (1) le maire,
A la garde le 16/06/2025
(1) le maire,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A la garde, le 16/06/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) le maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : le conseil municipal.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres présents : 31
Nombre de membres en exercice : 35
Date de convocation : 06/06/2025
Présenté par (1) LE MAIRE

A La Garde, le 16/06/2025

Nombre de suffrages exprimés : 35

VOTES :
Pour : 35
Contre : 00
Abstentions : 00

Délibéré par le Conseil municipal, réunion en session ordinaire
A la Garde, le 16/06/2025
Les membres du Conseil Municipal,

Mme Arnaud BILLE	M. MASSON	M. CHOUQUET	M. DUMONTET
M. FUMAZ	M. LODEVIC	M. MARASTONI	M. GASQUET
M. GUILLOUZIC	M. JOUOT	Mme DE SANTIS	M. BAULON
Mme MORILLION	Mme BERCET	Mme CHARLES	Mme BLANC
Mme OURDOUILLIE	Mme GUE	Mme DELSANTO	Mme MARTINO
M. CHELLE	M. BROYER	M. ANNEVILLE	Mme MURENA
Mme BARHAM	Mme BAUMANN	M. JONET	
Mme CHASTANT	Mme ANTOINE	Mme ZAMOURI	M. CHARLOIS
Mme PEIRONET BREMOND	M. AMARIT	Mme CHABOT	M. CAMATTE

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250612-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ...., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

DELIBERATION N° 13 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2025 – REGULARISATION ACTIF COMPTE 215731

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction comptable et budgétaire M57,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT l'état de l'actif de la commune au 31 décembre 2024,

CONSIDERANT qu'à la demande du comptable public, il convient de neutraliser par des écritures non budgétaires un suramortissement constaté dans Hélios pour le compte 215731,

CONSIDERANT que ce suramortissement, pour un montant total de 8 831,05 €, est lié à une régularisation effectuée sur le numéro d'inventaire suivant :

N° inventaire	Valeur brute	Amortissement à neutraliser
201200330	8 831,05 €,	8 831,05 €

CONSIDERANT que la neutralisation de cet amortissement par numéro d'inventaire se fait par l'opération non budgétaire suivante : Débit du compte 2815731 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 8 831,05 €,

CONSIDERANT qu'il est demandé au Conseil Municipal l'autorisation d'effectuer cette régularisation.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250613-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à effectuer la régularisation du suramortissement constaté dans Hélios pour le compte 215731 en procédant à l'opération non budgétaire suivante :
Débit du compte 2815731 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 8 831,05 €.

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250613-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 14 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : GRATUITE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DES MISES A DISPOSITIONS DE BIENS COMMUNAUX

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Sophie OURDOUILLIE; Mme Janig GUE; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; Mme Flora MARTINO**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	22	PRESENCE PHYSIQUE	19	QUORUM PHYSIQUE	10

RAPPORTEUR : MADAME HELENE DELSANTO

VU le Code Général des Collectivités Territoriales pris en ses articles L.1311-18, L.2122-22 et L.2144-3,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et, plus particulièrement ses articles L.2125-1 et L.2125-1-2,

VU la délibération n° 11 du Conseil Municipal en date du 3 février 2025,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que, bien que le législateur ait érigé en principe la non gratuité de toute occupation ou utilisation du domaine public, il a néanmoins prévu des exceptions à ce principe dont il appartient au Conseil Municipal de décider,

CONSIDERANT la délibération n° 11 du 3 février 2025 de décider de la gratuité des occupations (hors frais de gestion après 23 h 00 de la Maison Communale Gérard Philipe et de la salle Mussou) et mises à disposition temporaires du domaine public et biens communaux (locaux et/ou matériels), d'une part, parmi celles limitativement prévues aux termes de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, à l'exclusion du point n° 5 dudit article et, d'autre part, aux association régies par la Loi 1901 ayant leur siège social sur le territoire de la commune de LA GARDE, ainsi qu'aux organisations syndicales et aux associations et partis politiques, dès lors que ceux-ci formuleront leurs demandes d'occupation ou de mise à disposition par écrit (à l'exclusion d'organisation d'activités rémunérées),

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250614-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que certaines associations régies par la Loi 1901 n'ayant pas leur siège social sur la commune de La Garde, et/ou d'autres organismes et institutions partenaires limitativement répertoriés pourraient bénéficier de la gratuité aux motifs que les projets, objectifs ou la nature des requêtes concourent à la satisfaction d'un intérêt générale et/ou territorialement pertinent,

CONSIDERANT qu'il appartient, par suite, au Maire, de déterminer les conditions d'occupations et mises à disposition temporaires du domaine public et biens communaux (locaux et/ou matériels), par effets d'arrêtés valant permis de stationnement temporaire ou de convention de mises à disposition à titre précaire et révocable,

CONSIDERANT que selon les dispositions énoncées supra, il convient de lister les associations régies par la Loi 1901 n'ayant pas leur siège social sur la commune de La Garde, et les autres organismes et institutions partenaires pouvant bénéficier de la gratuité des occupations et des mises à disposition temporaires du domaine public et des biens communaux.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **DECIDE D'ACCORDER LA GRATUITE** des autorisations d'occupation et des mises à disposition temporaires du Domaine Public et des biens communaux (locaux et/ou matériels), aux associations régies par la Loi 1901 n'ayant pas leur siège social sur la commune de La Garde et/ou à d'autres organismes et institutions partenaires listés ci-après, pour des projets qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général et/ou territorialement pertinent :

- ✓ Ecole élémentaire Zunino 1
- ✓ Ecole élémentaire Zunino 2
- ✓ Ecole élémentaire Jean Aicard
- ✓ Ecole élémentaire Lucie Tardivier
- ✓ Ecole élémentaire Maurice Delplace
- ✓ Ecole élémentaire Paul Langevin
- ✓ Ecole maternelle Maurice Delplace
- ✓ Ecole maternelle Zunino
- ✓ Ecole maternelle Elsa Triolet
- ✓ Ecole maternelle Sèverine Mignoné
- ✓ Ecole maternelle Eliette Santoni
- ✓ Ecole maternelle Pauline Roland
- ✓ Caisse des écoles
- ✓ Collège Jacques-Yves Cousteau
- ✓ Collège Henri Bosco
- ✓ Lycée du Coudon
- ✓ Académie du Var
- ✓ Académie de Nice - circonscription La Garde
- ✓ Université de Toulon
- ✓ Rectorat
- ✓ Fédération du Sport Universitaire
- ✓ PROTACC (secourisme)
- ✓ Bureau des étudiants STAPS
- ✓ Bureau des étudiants GEA
- ✓ Les Compagnons du Devoir
- ✓ BDE de psychomotriciens du Var
- ✓ Centre Hospitalier Intercommunal Toulon – La Seyne sur Mer
- ✓ Entr'aide Sociale du Var
- ✓ CAF du Var
- ✓ France Travail
- ✓ Maison e l'Emploi - Provence Méditerranée (M.D.E - P.M)
- ✓ Mission Locale du Coudon au GAPEAU
- ✓ Prévention Routière
- ✓ Relais du Droit et de la Justice
- ✓ SDIS 83
- ✓ Var Economie Circulaire
- ✓ Police Nationale
- ✓ Comité Départemental de Sport Adapté
- ✓ Comité Départemental Handisport
- ✓ Comité Départemental Olympique et Sportif
- ✓ Conseil Départemental du Var
- ✓ Conseil Départemental de l'accès au droit du Var
- ✓ Métropole TPM
- ✓ SITTOMAT
- ✓ Syndicat Intercommunal Mine de Cap Garonne
- ✓ S.I.L.I.A.T.
- ✓ Syndicat des Communes du Littoral Varois
- ✓ Syndicat Intercommunal de Restauration Collective (SIRC)
- ✓ 9ème Régiment de Chasseurs Parachutistes - Antenne Locale (9e R.C.P.)
- ✓ La Mutuelle Générale
- ✓ Parc National de Port-Cros
- ✓ Var Matin
- ✓ Syndicat CGT des Retraités et Anciens Salariés du Ministère de la Défense
- ✓ Habitat Plus
- ✓ SAGEM
- ✓ A bis Syndic

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250614-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- ✓ France Alzheimer Var
- ✓ V.M.E.H. (Visite des malades dans les établissements hospitaliers)
- ✓ ACAP Autisme
- ✓ Chiens guides d'aveugles
- ✓ Centre hospitalier Henri Guerin unité villa nova
- ✓ Centre médico-psychologique
- ✓ Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Sud PACA
- ✓ EFS Hôpital Ste Musse
- ✓ Epicerie Etudiants
- ✓ Etablissement Français du Sang
- ✓ Foyer Socio-Educatif du Collège La Garde
- ✓ UNICEF antenne du Var
- ✓ Amicale Franco-polonaise du Var
- ✓ Amitié Russe de Provence
- ✓ E.G.E.E (Ensemble des générations pour l'Emploi et l'entreprise)
- ✓ Ecole de Cirque – Regarde en Haut
- ✓ Jeannot Environnement
- ✓ Ligue pour la protection des oiseaux Provence Alpes Côte d'Azur
- ✓ Azur Provence
- ✓ Billon Sycologe
- ✓ C pantel Immo
- ✓ C.N.L. des locataires de la Maguelonne
- ✓ C.N.L. des locataires de la Planquette
- ✓ C.N.L. des locataires de Romain Rolland
- ✓ Cap Immo
- ✓ Citya Viguerie
- ✓ Foyer Accueil FEMINA - AGLAE
- ✓ Foncia
- ✓ CIL / ASL de copropriétés sis sur le territoire communal
- ✓ Proletazur
- ✓ Royal Immo
- ✓ Chambre des métiers du Var
- ✓ Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
- ✓ Chambre d'Agriculture
- ✓ Info Energie

ARTICLE 2 : DEMANDE à ce que cette gratuité soit reportée dans les arrêtés valant permis de stationnement temporaire sur les emprises du domaine public ou dans les conventions de mises à disposition à titre précaire et révocable de biens communaux à intervenir.

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer lesdites conventions individuelles d'occupation du domaine public ou d'utilisation de biens communaux à titre précaire et révocable, à venir.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE 83130 VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **22**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250614-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 15 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2025 – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 10 DU 3 FEVRIER 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN DUMONTET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2311-7,

VU la délibération n° 3 du 3 février 2025 relative au vote du Budget Primitif du Budget Principal – Exercice 2024,

VU la délibération n° 10 du 3 février 2025 relative aux subventions accordées aux associations au titre de l'exercice 2025,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES /COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE /EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT les demandes de subvention effectuées par les associations listées ci-dessous au titre de l'exercice 2025.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : ATTRIBUE les subventions aux associations au titre de l'exercice 2025 pour un montant total de 11 000,00 €, comme annexé ci-dessous :

ARTICLE	FONCTION	ASSOCIATION	AVANTAGES EN NATURE 2023	MONTANT ATTRIBUE EN 2024	MONTANT ATTRIBUE EN 2025
65748	02403	GARDIA CLUB	163 639,00 €	82 000,00 €	72 000,00 € (par délibération n°10 du 3 février 2025) 10 000,00 € par la présente délibération Soit un total de 82 000,00 €
65748	02402	CIE TOCADES	0,00€	0,00 € (1re demande en 2024)	1 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250615-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer les conventions d'objectifs établies entre la Commune de La Garde et les associations bénéficiant d'une subvention de fonctionnement 2025.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250615-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 16 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMMATION 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN DUMONTET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine relative à la réforme de la Politique de la ville,

VU la circulaire du 3 avril 2023 relative aux nouveaux Contrats de Ville « Engagements quartiers 2030 »,

VU la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030,

VU le Comité Interministériel des Villes du 27 octobre 2023,

VU le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains,

VU le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU l'instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des Contrats de Ville « Engagements Quartiers 2030 »,

VU la délibération n° 30 du 17 juin 2024 autorisant la signature du Contrat de Ville,

VU le passage en Conseil Métropolitain actant le nouveau Contrat de Ville Métropolitain, en date du 12 septembre 2024,

VU l'avis de la commission municipale JEUNESSE / VIES DES QUARTIERS / DEMOCRATIE LOCALE du 7 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT l'appel à projets relatif au Contrat de Ville lancé pour établir la programmation annuelle 2025 sur le quartier Romain Rolland,

CONSIDERANT qu'il a été convenu d'octroyer la somme de 10 000 € répartie entre les porteurs de projets,

CONSIDERANT que le Comité de lecture/Comité technique réuni le 27 février 2025 a émis des avis sur chaque dossier déposé et fait une proposition de répartition de l'enveloppe financière.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter la liste des dossiers, telle que définie ci-dessous, et d'autoriser le financement par la ville de ces actions aux montants suivants :

Nom du porteur	Intitulé de l'action	Financements
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR – AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	**500 €**
ADSEAAV (ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE DU VAR)	Permanence Ecoute Parents	**1 000 €**
ASSOCIATION AVENIR GYMNIQUE GARDEENNE	Baby Gym parent-enfant	**500 €**
ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS	Cités Débrouillardes et Science Tour	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes en particulier dans son volet prévention (souffrances psychiques)	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Développer les mesures de soutien aux compétences parentales (prévention, accueil, soutien, écoute pour enfants, adolescents, parents et familles)	**500 €**
COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE DU VAR – CODES 83	Education pour la santé multithématique	**500 €**
FACE VAR	Grand projet de stage	**500 €**
FACE VAR	Job contact	**500 €**
INSTITUT D'ETUDE DE LA MALADIE CHRONIQUE	Dynamique Santé et activité physique adaptée	**1 000 €**
LES ARTS O SOLEIL	Développer l'accès à la culture et aux pratiques artistiques	**1 000 €**
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT- FOL DU VAR	Escape Games éducatifs	**500 €**
PERLES DE SAGESSE	O bien vivre ensemble	**500 €**
TERRATATA	Atelier modelage argile	**1 500 €**
VOLLEY PRADETAN ET GARDEEN	Le Volley à Romain Rolland	**500 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : ADOPTE l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer toutes pièces afférentes au financement des actions suivantes auprès des associations :

Nom du porteur	Intitulé de l'action	Financements
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR – AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	**500 €**
ADSEAAV (ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE DU VAR)	Permanence Ecoute Parents	**1 000 €**
ASSOCIATION AVENIR GYMNIQUE GARDEENNE	Baby Gym parent-enfant	**500 €**
ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS	Cités Débrouillardes et Science Tour	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes en particulier dans son volet prévention (souffrances psychiques)	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Développer les mesures de soutien aux compétences parentales (prévention, accueil, soutien, écoute pour enfants, adolescents, parents et familles)	**500 €**
COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE DU VAR – CODES 83	Education pour la santé multithématique	**500 €**
FACE VAR	Grand projet de stage	**500 €**
FACE VAR	Job contact	**500 €**
INSTITUT D'ETUDE DE LA MALADIE CHRONIQUE	Dynamique Santé et activité physique adaptée	**1 000 €**
LES ARTS O SOLEIL	Développer l'accès à la culture et aux pratiques artistiques	**1 000 €**
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT- FOL DU VAR	Escape Games éducatifs	**500 €**
PERLES DE SAGESSE	O bien vivre ensemble	**500 €**
TERRATATA	Atelier modelage argile	**1 500 €**
VOLLEY PRADETAN ET GARDEEN	Le Volley à Romain Rolland	**500 €**

ARTICLE 3 : PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2025, opération « Contrat de Ville » : 52 ; article de subvention : 65748.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 4 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 17 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ADHESION ANNUELLE AU CENTRE RESSOURCES ILLETRISME ET ANALPHABETISME REGION PACA 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN DUMONTET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis de la commission municipale JEUNESSE / VIE DES QUARTIERS / DEMOCRATIE LOCALE du 7 mai 2025,

VU les orientations du Contrat de Ville « Quartier 2030 »,

VU la proposition d'adhésion annuelle au Centre Ressources Illettrisme et Analphabétisme Provence Alpes Côte d'Azur – C.R.I.A. REGION PACA, pour permettre aux bénévoles de bénéficier gratuitement de formations dans le domaine de l'alphabétisation,

CONSIDERANT que l'alphabétisation est une action favorisant l'autonomie et l'intégration sociale de nombreux habitants de notre territoire par l'acquisition des compétences de base essentielle pour l'accès à l'emploi, aux services publics et à la vie citoyenne,

CONSIDERANT que les Maisons des Initiatives Sociales de la Beaussière et de la Planquette développent dans leurs missions l'activité « Alphabétisation » par un accompagnement personnalisé et bienveillant de bénévoles,

CONSIDERANT que le rôle essentiel joué par les bénévoles nécessite de leur apporter des outils et des ressources pédagogiques pour améliorer la qualité de leur accompagnement,

CONSIDERANT que la feuille de route du Contrat de Ville pour la commune décline localement les finalités métropolitaines dont l'une est d'améliorer les parcours individuels des habitants pour favoriser leur émancipation,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250617-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que le C.R.I.A. Région PACA est reconnu pour son expertise et pour la qualité de ses formations, adaptées aux besoins spécifiques des bénévoles intervenant dans le domaine de l'alphabétisation,

CONSIDERANT que le montant de l'adhésion annuelle est fixé à 100,00 €.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : ADOPTE l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de cette adhésion.

ARTICLE 3 : DIT que le montant de cette dépense sera inscrit au budget de la MIS.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250617-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 18 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEP - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP) - REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC.**

Départ **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON.**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales, codifiée au Code Général des Collectivités Territoriales aux articles L.1531-1 et suivants,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L.1521-1 à L.1525-3,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21 qui précise qu'il y a lieu de procéder à une élection à bulletin secret lors de la nomination ou de la représentation de la commune dans les organismes extérieurs. Toutefois le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations,

VU le Code de commerce, Livre II, notamment en ses articles L.210-1 à L.210-9, L.224-1 à L.224-3, L.225-1 à L.225-16-1 et R.210-6,

VU l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme,

VU la délibération n° 1 du Conseil Municipal du 14 mai 2012 procédant à la création de la SPL SAGEP, à la désignation des représentants de la commune auprès des assemblées générales de la SPL SAGEP et des administrateurs et décidant le versement des indemnités inhérentes à leurs fonctions,

VU l'Assemblée Générale mixte de la SAGEP en date du 25 juin 2024 approuvant l'augmentation du nombre d'Administrateurs et de Directeurs Délégués Généraux,

VU le Conseil d'Administration de la SAGEP en date du 21 mars 2025 prenant acte de la nomination des nouveaux représentants,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que par courrier en date du 3 avril 2025, la Société Publique Locale d'Aménagement et de Gestion Publique (SAGEP) fait part à la Commune qu'en raison du passage à 18 administrateurs au sein du Conseil d'Administration, la commune de La Garde bénéficie de 8 administrateurs. Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant supplémentaire au sein du Conseil d'Administration,

CONSIDERANT que le Conseil Municipal se prononce à l'unanimité pour un vote à main levée.

Les candidatures déclarées sont :

- Pour la liste « LA GARDE ENSEMBLE POUR CHACUN ET POUR TOUS »

8e Délégué Titulaire	SOPHIE OURDOUILLIE

- Pour la liste : « UNIS POUR LA GARDE »

8e Délégué Titulaire	JULIA PEIRONET-BREMOND

- Pour la liste : « NOTRE VILLE A GAUCHE »

8e Délégué Titulaire	PAS DE CANDIDAT

Déroulement du vote.

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR LES CANDIDATS :

- Sophie OURDOUILLIE : 19 voix.
- Julia PEIRONET-BREMOND : 7 voix.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE, à l'unanimité, pour qu'il ne soit pas procédé au scrutin secret à la désignation d'un représentant supplémentaire au sein du Conseil d'Administration de la SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP).

ARTICLE 2 : PREND ACTE de l'élection à la majorité des voix exprimées de Madame Sophie OURDOUILLIE en qualité de 8e Délégué Titulaire au poste d'Administrateur de la SPL SAGEP.

ARTICLE 2 : FIXE en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le montant maximum des indemnités, prenant la forme de jetons de présence, au titre des fonctions.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Administrateurs de la SPL SAGEP : une indemnité annuelle d'un montant maximum de 1.000 €.

ARTICLE 4 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document afférent à la présente délibération.

ARTICLE 5 : PREND ACTE de la composition des représentants du Conseil Municipal au sein de la SPL SAGEP ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SPL SAGEP)	
1° Délégué titulaire, avec faculté d'accepter toutes fonctions dans ce cadre, dont la présidence du Conseil d'Administration	M. Jean-Louis MASSON
2e Délégué titulaire	M. Franck CHOUQUET
3e Déléguée titulaire	Mme Hélène ARNAUD-BILL
4e Délégué titulaire	M. André BAULON
5e Délégué titulaire	M. Alain JOUOT
6e Délégué titulaire	M. Alain FUMAZ
7e Délégué titulaire	M. Jean-Eric LODEVIC
8e Déléguée titulaire	Mme Sophie OURDOUILLIE

ARTICLE 6 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **19**
CONTRE : **7** - **(Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**
ABSTENTION : **1** - **(M. Michel CAMATTE)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 19 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Départ **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1523-2 et L.1524-3,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-5,

VU le contrat de concession d'aménagement du Centre-Ville en date du 17 février 2009,

VU le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité au 31 décembre 2024 établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) »,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité, ci-annexé, rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE FAVORABLEMENT sur l'ensemble des informations contenues dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession publique d'aménagement de la ZAC « LES COTEAUX DE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SAINTE MUSSE » établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) ».

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **19**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

La Garde, le 28 avril 2025

Madame le Maire
Hôtel de ville
Place de la République
83130 LA GARDE

Nos réf. : CI/NC/AR 280425 / 408
Objet : C72 – ZAC Sainte Musse
CRAC 2024

Madame le Maire,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2024 relatif à la CPA de la ZAC Sainte Musse.

Je reste à votre disposition pour d'éventuels renseignements complémentaires,

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire l'expression de mes sentiments dévoués.

CHARLES IGNATOFF

DIRECTEUR GENERAL

P.J. : CRAC 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SAGEP

COMMUNE DE LA GARDE

ZAC SAINTE MUSSE

COMPTE-RENDU FINANCIER

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SOMMAIRE

Préambule

I – NOTE DE CONJONCTURE

I-1- Situation de l'opération en 2024

a) Acquisitions foncières
b) Etudes et Travaux
c) Principales procédures devant les tribunaux en cours sur la ZAC
d) Instructions des demandes d'autorisations de lotir ou de construire
e) Situation financière

I-2- Prévisions 2025

a) Acquisitions foncières :
b) Etudes et travaux :
c) Prévisions financières :

II – DOCUMENTS FINANCIERS

II-1- Bilan prévisionnel & Plan de Trésorerie

II-2- Récapitulatif de trésorerie au 31/12/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

PREAMBULE

Rappel sur le montage historique de la ZAC Sainte Musse.

Afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la ZAC Sainte Musse, au vu de la configuration du site et du projet d'équipements publics, la commune a étudié plusieurs hypothèses :

La première hypothèse était que la commune réalise sur son budget l'ensemble des réseaux, ce qui aurait permis de viabiliser les terrains. Cependant cette hypothèse aurait été particulièrement « injuste » puisque les propriétaires (dont certains avaient acheté leur terrain dans les 10 francs il y a quelques années) auraient vu d'un seul coup la valeur de leurs terrains être multipliée par dix, voire cent fois grâce à des travaux payés par le budget général, donc par tous les contribuables. Cette méthode a parfois été utilisée dans d'autres communes et a fait la fortune des grands groupes immobiliers.

La seconde hypothèse aurait consisté à l'achat par la commune de l'ensemble de l'emprise foncière de la ZAC, via une expropriation. Elle les aurait viabilisés et ensuite revendus. C'est ce qui s'est fait, par exemple, sur la ZAC de La Planquette. Ce système fonctionne très bien lorsque l'aménageur dispose d'une DUP. Il a le défaut qu'il faut avancer des sommes importantes pour maitriser la totalité de l'emprise foncière. Il reste que, dans ce cas-là, la commune est dépendante du Marché. Sur la ZAC de la Planquette, la commune avait dû verser une participation d'équilibre de l'ordre de 20 millions. Si on applique une indexation financière, cette somme serait aujourd'hui très importante.

La troisième hypothèse (qui est celle finalement retenue) est ce qu'on appelle une ZAC à participations. Dans ce cas, la commune garde la maîtrise de son opération. Elle définit un coût de participation et elle fera payer au fur et à mesure, auprès des propriétaires qui voudront lancer une construction, une participation au coût des équipements publics. Pour gérer cette ZAC, ce qui est complexe, la commune s'adresse à un aménageur, un concessionnaire comme la SAGEM ou la SAGEP. Ce concessionnaire va réaliser les réseaux. Il va aider la commune à monter les dossiers pour percevoir les participations. A la fin de la concession, il remettra gratuitement à la commune l'ensemble des équipements publics (réseaux et voiries) qui ont été faits. La commune est cependant dépendante de l'initiative des propriétaires et le portage financier est important.

Cette troisième hypothèse, plus juste pour le contribuable gardéen a été un succès car si on regarde, au global, la viabilisation de la ZAC représente à ce jour un bilan de plus de 41 millions d'euros et sur ces 41 millions d'euros les propriétaires auront payé près de 35 millions et TPM près de 5 millions. Ainsi, il est déjà acté qu'il a été évité de faire payer au budget communal 35 millions d'euros et que la commune va récupérer l'ensemble des équipements publics gratuitement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Enfin, ceci a été réalisé malgré les propriétaires qui, après avoir approuvé la participation fixée par la commune, ont menacé de l'attaquer devant le tribunal administratif si celle-ci n'était pas baissée.

Contenu d'un certain flou jurisprudentiel concernant les dépenses qui peuvent être prises en charge ou non, la commune a baissé sa participation de 527 à 398 euros du m2, soit une baisse de près de 25 %.

La ZAC aurait donc dû été déficitaire de 25 %. La commune a demandé à l'aménageur de tenter de développer des sous-opérations (lotissements divers) permettant de dégager des bénéfices, ce qui réduit l'impact de cette baisse.

Ceci dit, la difficulté dans la ZAC a été que, d'une part, les propriétaires ont, malgré tout, attaqué le montant des participations ce qui a fait perdre beaucoup de temps et généré des frais importants (sachant qu'à la fin, la Sagem a remporté tous les procès correspondants). D'autre part, un promoteur a eu un conflit avec un propriétaire important et n'a pas pu verser la participation prévue, ce qui a décalé l'initiative sur ce sous-secteur de plusieurs années.

Depuis le 12 février 2016, la SPL SAGEP est concessionnaire de la ZAC les Coteaux de Sainte Musse.

Cette concession est prévue jusqu'au 31 octobre 2026.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I- NOTE DE CONJONCTURE

I - 1 - Situation de l'opération en 2024

a) Acquisitions foncières :

La SAGEP, a assuré la mission de la maîtrise foncière des terrains nécessaires à la réalisation des équipements publics (voirie, bassins eaux pluviales).

Les terrains maîtrisés apparaissent dans le tableau joint au présent document Acquisitions– Cessions au 31/12/2024.

Certains propriétaires, sous compromis, n'ont pas signé l'acte authentique de vente, ce qui devient très préjudiciable à l'avancement de l'opération et appelle à mettre en place les mesures nécessaires à la régularisation de ces acquisitions.

Il reste, entre autres, à acquérir l'emprise foncière du chemin MARYLOU, et enfin de l'emplacement réservé n°16.

Parallèlement, la SAGEP s'attache à obtenir la maîtrise foncière de propriétés destinées à la revente de parcelles aménagées.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ZAC de sainte Musse

Tableau des acquisitions et des cessions immobilières au 31 / 12 /2024

I. Acquisitions							
Nature de l'acte	**Date de signature**	**Noms des vendeurs ou acquéreurs**	**Parcelles cadastrales**	**Adresse du terrain**	**Surface (m^2)**	**Nature du terrain**	**Prix d'acquisition ou vente**
Promesse de vente MOSCHETTI	29/09/2006	M. Mme MOSCHETTI	AB 216 partie	Chemin de Ste Musse	269 m^2	Culture non constructible	8 070,00 €
Promesse de vente VALLEIX	19/12/2006	Monsieur VALLEIX	AB 625 partie AB 627 partie AB 497 partie	Chemin de Ste Musse	85 m^2	Sol	2 550,00 €
Acte de vente BOUTIN	08/01/2007	Consorts BOUTIN	AB 629	Chemin de Ste Musse	987 m^2	Culture non constructible	29 610,00 €
Promesse de vente SNC Jardin des Fleurs	20/02/2008	M. CANANZI	AB 607 partie	Chemin de Ste Musse	4 848 m^2	Prairie	145 440,00 €
Promesse de vente CAP SUD	20/02/2008	M. GRAMMATICO	AB 219 partie AB 20 AB 17 partie AB 21 partie	Chemin de Ste Musse	4 405 m^2	Prairie	132 150,00 €
Acte de vente HOLLECKER	13/01/2011	M. et Mme HOLLECKER	AB 704 AB 705	Chemin de Ste Musse	72 m^2	Sol	2 448,00 €
Acte de vente RAIO - ANDRE	27/01/2011	Mesdames RAIO - ANDRE	AB 673	Chemin de Ste Musse	1 026 m^2	Sol	39 082,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m²)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Acte de vente SPITALIER	06/04/2011	Hoirie SPITALIER	AB 725	Chemin de Ste Musse	964 m²	Sol	32 779,00 €
Promesse de vente RIVIERE	14/10/2011	M. Michel RIVIERE	AB 609 partie	Chemin de Ste Musse	2 854 m²	Sol	85 620,00 €
Acte de vente SCI STANLODIE	22/11/2011	Mademoiselle RIERA (Gérante)	AB 679 AB 680	Chemin de Ste Musse	10 556 m²	Sol	349 348,00 €
Acte de vente "La Brunette"	06/02/2012	Copropriété "La Brunette"	AB 734	Chemin de Ste Musse	1 532 m²	Sol	55 318,00 €
Acte de vente SCI Ste Musse	01/03/2012	Mme SPAGNOLLI (Gérante)	AB 727 AB 728	Chemin de Ste Musse	90 m²	Sol	6 632,50 €
Servitude BERNARDONI Th.	10/05/2012	Mlle Thérèse BERNARDONI	AB 772	Chemin de Ste Musse	4 807 m²	Sol	3 000,00 €
Servitude Consorts BERNARDONI	14/05/2012	Consorts BERNARDONI	AB 772	Chemin de Ste Musse	4 807 m²	Sol	3 000,00 €
Renonciation à servitude M. et Mme BAILLIER	09/07/2012	M. et Mme BAILLIER	AB 24 AB 378	Chemin de Ste Musse	4 055 m²	Sol	0,00 €
Acte de vente ARMANDO	01/08/2012	Mlle ARMANDO	AB 716	Chemin de Ste Musse	836 m²	Sol	30 238,00 €
Acte de vente M. et Mme Robert POUILLOUX	17/12/2012	M. et Mme Robert POUILLOUX	AB 848 AB 849 AB 850 AB 851	Chemin de Ste Musse	4 542 m²	Sol	150 886,00 €
Acte de vente M. et Mme BAILLIER	21/12/2012	M. et Mme BAILLIER	AB 24 AB 378	Chemin de Ste Musse	4 055 m²	Sol + Bâti	800 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m^2)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Conseil Général	08/01/2013	Conseil Général	AB 730	Chemin de Ste Musse	40 m^2	Sol	1 375,00 €
Acte de vente M. et Mme BUIGUEZ	05/08/2013	M. et Mme BUIGUEZ	AB 630 AB 631 AB 633	Chemin Marcel Pagnol	4 590 m^2	Sol	600 000,00 €
Acte de vente Consorts POUILLOUX	25/03/2015	Consorts POUILLOUX	AB 950 et AB 951	Chemin de Sainte Musse	21 m^2	Sol	630,00 €
Acte de vente Indivision POUILLOUX et Elian	25/03/2015	Indivision POUILLOUX et Elian	AB 947	Chemin de Sainte Musse	229 m^2	Sol	6 870,00 €
Acte de vente SI Ste Musse (M et Mme SPAGNOLI)	18/08/2016	Société immobilière de Sainte Musse	AB 3, 4, 5, 6, 731, 726	Chemin de Sainte Musse	8 489 m^2	Sol	1 077 600,00 €
Acte de vente SI Ste Musse (M et Mme SPAGNOLI)	21/12/2016	Société immobilière de Sainte Musse	Bande de terrain EBC	Chemin de Ste Musse	3 176m^2	Sol	1 870,00 €
Acte de vente	03/08/2018	TRIFARO Emilio	AB1135	Chemin de Ste Musse	313m^2	sol	66 870,00 €
Acte de vente	11/12/2018	ESTEVE	AB1158 AB1159 AB1160	Chemin de Ste Musse	824m^2	sol	175 960,00 €
Acquisition consort Spitalier	30/07/2021	SPITALIER	32 parcelles	Chemin de Ste Musse	13 472m^2	sol	2 469 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m²)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Acquisition SAG INVESTISSEMENT	29/04/2022	SAG INVESTISSEMENT	AB 1288	Chemin de Ste Musse	28m²	sol	15 000,00 €
Acquisition MEHADJI	30/08/2022	MEHADJI	AB 1005	Chemin Marcel Pagnol	34m²	sol	1,00 €
Acquisition VERPAULT GALLAND	21/12/2023	VERPAULT GALLAND	AB 236	Le Prevost 817 chemin de Ste Musse	1 306 m²	sol	500 000,00 €
Acquisition voiries, bassin de rétention et délaissés de voiries - Mme GEGO épouse RIVIERE	19/01/2023	Mme GEGO épouse RIVIERE	AB 1249 AB 1251 AB 1253	Impasse des 3 rivières	2760 m²	sol	82 800,00 €
Acquisition Sté CHRISSIN, VICEDO, CASTANIER, INSALACO, ASSO Lot St Chêne, BESIBRUNO... Parcelles chemin Marcel Pagnol	09/03/2023	CHRISSIN, VICEDO, CASTANIER, INSALACO, ASSO Lot St Chêne, BESIBRUNO...	AB 1045	Chemin Marcel Pagnol	10 m²	sol	29 457,00 €
Acquisition Consorts JULLIEN MARCHAND MAUREL-CAÏTUCOLI CAÏTUCOLI TISCORNIA KELOUSTEPH	09/03/2023	JULLIEN MARCHAND MAUREL-CAÏTUCOLI CAÏTUCOLI TISCORNIA KELOUSTEPH	AB 1329 à AB 1345	Chemin Marcel Pagnol	1 169 m²	sol	8 790,00 €
Acquisition Consorts CAITUCOLI MAUREL TISCORNIA	09/03/2023	CAITUCOLI MAUREL TISCORNIA	AB 128 AB 286 AB 1311 à AB 1315	Chemin Marcel Pagnol	2 088 m²	sol	292 330,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Acquisition Consorts JULLIEN	09/03/2023	JULLIEN	AB 1039	Chemin Marcel Pagnol	12 m²	sol	3 560,00 €
Promesse BERNARDONI	20/06/2024	BERNARDONI Thérèse	AB276	Sainte Musse	1174m²	sol	250 000,00 €
II. Cessions							
Nature de l'acte	**Date de signature**	**Noms des vendeurs ou acquéreurs**	**Parcelles cadastrales**	**Adresse du terrain**	**Surface (m²)**	**Nature du terrain**	**Prix d'acquisition ou vente**
Acte de vente M et Mme BAUD	17/07/2015	M et Mme BAUD	AB 971 et AB 963	Chemin de Sainte Musse	8 489 m²	Sol	492 000,00 €
Acte de vente Consorts POUILLOUX	25/03/2015	M et Mme POUILLOUX Robert, Elian et Sébastien	AB 961	Chemin de Ste Musse	27 m²	Sol	810,00 €
Acte de vente POUILLOUX Sébastien	25/03/2015	M POUILLOUX Sébastien	AB 952 AB 953 AB 954 AB 960	Chemin de Ste Musse	71 m²	Sol	2 130,00 €
Acte de vente POUILLOUX Elian	25/03/2015	M POUILLOUX Elian	AB 955 et AB 956	Chemin de Ste Musse	42 m²	Sol	1 260,00 €
Acte de vente indivision Pouilloux et Elian	25/03/2015	Indivision POUILLOUX et Elian	AB 947	Chemin de Sainte Musse	12 m²	Sol	360,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

5

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m^2)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
CESSION SAGEP/SARL THEOMA	25/05/2016	SARL THEOMA	23 Parcelles	Chemin de Sainte Musse	7 733m^2	Sol	2 099 580,00 €
CESSION SAGEP/LORIOL	29/06/2017	LORIOL Anne-Lise	Lot n°5 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	459m^2	Tab	175 680,00 €
CESSION SAGEP/ROHAN	16/08/2017	ROHAN Philippe	Lot n°4 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	368m^2	Tab	170 800,00 €
CESSION SAGEP/BOULBEN	16/10/2017	BOULBEN Mickaël	Lot n°2 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	401m^2	Tab	190 320,00 €
CESSION SAGEP/MERLEN	16/11/2017	MERLEN Adrien	Lot n°6 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	391m^2	Tab	195 200,00 €
CESSION SAGEP/GAZAGNE	29/11/2017	GAZAGNE Pierre	Lot n°9 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	403m^2	Tab	204 960,00 €
CESSION SAGEP/BOUABBAS	11/01/2018	BOUABBAS HAVEZ	Lot n°10 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	401m^2	Tab	200 080,00 €
CESSION SAGEP/TRITZ PICHARD	25/04/2018	TRITZ PICHARD	Lot n°3 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	330m^2	Tab	180 560,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m^2)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
CESSION SAGEP/SAUVANET JOURNAUX	02/08/2018	SAUVANET-JOURNAUX	Lot n°1 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	414m^2	Tab	185 440,00 €
CESSION SAGEP/CORBIAC	25/04/2019	CORBIAC	Lot n°7 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	434m^2	Tab	204 960,00 €
CESSION SAGEP/ROUBAUD	21/06/2019	ROUBAUD	Lot 2 AB 113	Chemin Sainte Musse	384m^2	Tab	180 000,00 €
CESSION SAGEP/BOZZINI MARDON	08/01/2020	M.BOZZINI et Mme MARDON	Lot n°8 La Cigalière	Chemin Marcel Pagnol	395m^2	Tab	205 936,00 €
CESSION SAGEP/BOURRICH	16/01/2020	M. et Mme BOURRICH	Lot n°2 Domaine de La Pinède	Rue Nadine Bernot	641m^2	Tab	258 000,00 €
CESSION SAGEP/GAGGELLI	24/07/2020	M. et Mme GAGGELLI	Lot n°1 Domaine de La Pinède	Rue Nadine Bernot	406m^2	Tab	215 000,00 €
CESSION SAGEP/NUTTEN BRACQ	21/06/2021	M. NUTTEN et Mme BRACQ	Lot 1 AB 113	Chemin Marcel Pagnol	418m^2	Tab	181 000,00 €
Cession SAGEP/CHABRE GARCIA	08/09/2021	M. CHABRE et Mme GARCIA	Lot n°3 Domaine de la Pinède	Rue Nadine Bernot	778m^2	Tab	260 000,00 €
Cession SAGEP/GARCIA PASTOR	12/05/2022	M. GARCIA et Mme PASTOR	Lot n°2 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	449m^2	Tab	224 044,68 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m^2)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Cession SAGEP/BEN MESSAOUD	19/05/2022	M. et Mme BEN MESSAOUD	Lot n°29 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	425m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/SENANEDJ	24/05/2022	M. et Mme SENANEDJ	Lot n°5 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	320m^2	Tab	185 000,00 €
Cession SAGEP/MIDJ	02/06/2022	M. MIDJ	Lot n°21 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	456m^2	Tab	225 000,00 €
Cession SAGEP/NEFZAOUI	10/06/2022	M. et Mme NEFZAOUI	Lot n°22 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	404m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/COSSON FREYSSINIER	27/06/2022	Mme COSSON et Mme FREYSSINIER	Lot n°11 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	360m^2	Tab	215 402,00 €
Cession SAGEP/ESPOSITO COEFFARD	01/07/2022	M. ESPOSITIO et Mme COEFFARD	Lot n°28 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	413m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/BOURNOT NAKLE	19/07/2022	M. BOURNOT et Mme NAKLE	Lot n°10 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	399m^2	Tab	224 321,44 €
Cession SAGEP/RICHIER TOURNANT	22/07/2022	M. RICHIER et Mme TOURNANT	Lot n°8 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	404m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/ARTAUD BARBERO	22/07/2022	M. ARTAUD et Mme BARBERO	Lot n°7 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	430m^2	Tab	205 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m^2)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Cession SAGEP/LANCIEN	28/07/2022	M. LANCIEN	Lot n°16 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	359m^2	Tab	210 000,00 €
Cession SAGEP/PEYRAQUE RULLET	28/07/2022	M. PEYRAQUE et Mme RULLET	Lot n°14 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	349m^2	Tab	210 000,00 €
Cession SAGEP/FILLON	09/09/2022	M. et Mme Fillon	Lot n°27 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	427m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/BELOTTI	20/09/2022	M. et Mme BELOTTI	Lot n°9 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	445m^2	Tab	225 000,00 €
Cession SAGEP/AILLLAUD	23/09/2022	Mme AILLAUD	Lot n°23 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	416m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/FERRANTE GELEBART	26/09/2022	M. FERRANTE et Mme GELEBART	Lot n°19 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	429m^2	Tab	230 000,00 €
Cession SAGEP/BOUFHAL MOKHTARI	17/10/2022	M. BOUFHAL et Mme MOKHTARI	Lot n°6 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	350m^2	Tab	205 803,60 €
Cession SAGEP/CICCARELLI	17/10/2022	M. et Mme CICCARELLI	Lot n°15 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	357m^2	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/DEROUICHE	20/12/2022	M. DEROUICHE	Lot n°18 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	435m^2	Tab	240 803,60 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Nature de l'acte	Date de signature	Noms des vendeurs ou acquéreurs	Parcelles cadastrales	Adresse du terrain	Surface (m²)	Nature du terrain	Prix d'acquisition ou vente
Cession SAGEP/TURNER CANAL	25/01/2023	M. TURNER Mme CANAL	Lot n°26 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	345m²	Tab	220 803,60 €
Cession SAGEP/GUIOL LAPOINTE	08/03/2023	M. GUIOL Mme LAPOINTE	Lot n°13 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	322m²	Tab	215 000,00 €
Cession SAGEP/INSALACO	09/03/2023	M. et Mme INSALACO	Parcelle AB 1342 et 1343	Chemin Marcel Pagnol	19m²	Sol	570,00 €
Cession SAGEP/SENANEDJ NEREAU	17/03/2023	M. SENANEDJ et Mme NEREAU	Lot n°12 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	335m²	Tab	205 000,00 €
Cession SAGEP/DAGEVILLE UZZENI	31/03/2023	M. DAGEVILLE et Mme UZZENI	Lot n°17 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	577m²	Tab	270 401,80 €
Cession SAGEP/TAIBI GRENSON	14/04/2023	M. TAIBI et Mme GRENSON	Lot n°25 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	318m²	Tab	210 000,00 €
Cession SAGEP/DALMASSO BETHANCOURT	20/04/2023	M. DALMASSO et Mme BETHANCOURT	Lot n°1 Les Jardins de Pagnol	216 chemin Marcel Pagnol	399m²	Tab	245 000,00 €
Cession SAGEP/SCI JMS	28/04/2023	SCI JMS	Lot n°1 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	412m²	Tab	205 000,00 €
Cession SAGEP/ BELKAHLA	12/04/2024	M.BELKAHLA	Lot n° 2 Les jardins de Pagnol	216 chemin Marcel Pagnol	329m²	Tab	230 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Cession SAGEP/SENANEDJ	13/06/2024	M et Mme SENANEDJ	Lot n° 4 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	325m²	Tab	195 000,00 €
Cession SAGEP / OFS	02/08/2024	OFS	AB 1047	Sainte Musse	1 711m²	Tab	1 024 730,00 €
Cession SAGEP/ MEHADJI	05/09/2024	M.MEHADJI RAYAN	Lot n° 3 Domaine de l'Oliveraie	1313 avenue Louis Masson	338 m²	Tab	195 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

b) Etudes et travaux :

Cette opération est menée en lien étroit avec la collectivité via les conseils d'administration, les comités de pilotage, les comités techniques, et les participations aux réunions de chantier. Pour chaque groupement d'habitations créé par l'aménageur sur la ZAC, les CCCT et DCE sont, au préalable, validés par les services techniques et le service urbanisme de la commune. De même, les services techniques de la commune sont conviés à toutes les réunions de chantiers liées aux travaux engagés sur la ZAC.

Le Vieux chemin de Sainte Musse (devenu depuis l'Avenue Louis MASSON) ainsi que les voies B et C sont terminés.

En termes de lotissement, Le Jardin des Fleurs est, pour sa partie équipements publics, terminé.
La situation est identique pour les lotissements Les Cercis, les Coteaux d'Angèle, La Cigalière, Les jardins de la Mer et les Jardins de Théoma.

La SAGEP a acquis, le 30 juillet 2021, les 32 parcelles numérotées de AB 1257 à AB 1289 en vue de créer un groupement d'habitation de 29 lots à bâtir dénommé Le Domaine de l'Oliveraie. A la suite de cette acquisition, un CCCT a été rédigé permettant de déterminer les règles applicables à ce projet. Les travaux de viabilisation et la commercialisation ont été lancé dans la foulée. Au 31/12/24, 27 lots ont été vendus et un lot est sous promesse et 1 lot reste à la vente.

La SAGEP a acquis le 9 mars 2023 les droits indivis du chemin Marcel Pagnol et a entrepris dans, dans la foulée, les travaux d'élargissement et d'installation des réseaux sur l'emprise de ce chemin. Au 31-12-2024, il reste à réaliser la dernière couche de roulement qui sera mise en œuvre après réalisation des deux programmes situés sur ce chemin.

Les travaux de viabilisation du groupement d'habitation Les Jardins de Pagnol sont, au 31/12/24 finalisés hors couche de roulement. A cette même date, 2 lots ont été vendus, et 1 lot est sous promesse de vente et un lot reste à la vente.

Par ailleurs, la dernière modification du PLU sur la Commune de Toulon contraint la Sagep à revoir les possibilités sur le secteur du Vieux colombier et à se rapprocher de cette Commune. Des études sont toujours en cours sur ce sujet.

Enfin, le permis d'aménager des Mas de la Garrigue, pour 5 690 m² de SDP n'a pu être réalisé du fait du conflit entre le propriétaire et le constructeur.

A la suite de la prolongation de la durée de la concession jusqu'en octobre 2026, la SAGEP a en pratique, décalé ses rémunérations pour partie dans le temps ce qui est favorable à l'équilibre financier.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi la rémunération sur acquisitions a été prélevée en appliquant un forfait de 12 000 € annuel, la rémunération sur réalisations a été prélevée en appliquant un forfait de 150 000 € annuel et les rémunérations sur assistance technique, gestion comptable et trésorerie ont été prélevées en appliquant un forfait de 25 000 € annuel.

c) Principales procédures devant les tribunaux en cours sur la ZAC

Commune de La Garde / SARL Cap Sud - Action en répétition de l'indu :

- *1ère action, lancée contre la Commune :*

Par requête en date du 4 août 2014, la SARL Cap Sud a saisi le Tribunal Administratif de Toulon afin d'obtenir la condamnation de la commune de La Garde au versement de sommes à son bénéfice, au titre des participations de ZAC prétendument versées de manière indue.

Après de multiples échanges d'écritures, la clôture d'instruction est intervenue le 12 avril 2016 et l'affaire a été plaidée le 7 novembre 2017, par un jugement le 28 novembre 2017.

Par jugement précité, le Tribunal Administratif de Toulon a considéré que les 2 requêtes introduites par la SARL Cap Sud, à l'encontre de la commune, puis de l'aménageur, jugeant des questions semblables, et ayant fait l'objet d'une instruction commune, il y a eu lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement.

Ainsi, aux termes dudit jugement, la requête dirigée contre la commune de La Garde a été rejetée, car mal dirigée.

Quant à celle introduite contre l'aménageur, la Sagep, le Juge a considéré, de façon étonnante, qu'il convenait de comparer le montant des marchés de travaux initial avec PEP (argument que ne soutenait pas la SARL, car il est évident que ce marché devait évoluer dans le temps, ne serait-ce que compte tenu de l'indexation prévue…).

Sur ce motif, la Sagep a été appelée à verser à la SARL Cap Sud la somme de 332.019,17 € TTC avec intérêts au taux légal majoré de cinq points, à compter du 23 novembre 2015.

Parallèlement, sur le fondement de l'article 41 de la Loi du 29 juillet 1881, le Tribunal a également ordonné la suppression de passages des écritures de la SARL, en ce qu'ils étaient injurieux, outrageants et diffamatoires.

La Sagep a interjeté appel du jugement du 28 novembre 2017.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

Le 14 novembre 2019 un arrêt a annulé le Jugement du TA précité.

Le propriétaire concerné a dû rembourser la somme de 332 019,17 € TTC

Dans la foulée, un pourvoi devant le Conseil d'Etat a été formé par la SARL Cap Sud

Le Conseil d'Etat a rejeté ce pourvoi en date du 20 novembre 2020.

Ce dossier est désormais clos

Commune de La Garde / SARL Cap Sud – délibérations 26 et 27 :

Compte-tenu de l'évolution du coût de réalisation des équipements publics supportés par l'aménageur, le Conseil Municipal a approuvé par une délibération n°27, du 20 avril 2015, le montant actualisé prévisionnel de la participation d'urbanisme versée par les constructeurs.

Par requête en date du 23 juin 2015, la SARL Cap Sud a sollicité du Tribunal Administratif :

L'annulation de la délibération n°26 du Conseil Municipal de La Garde en date du 20 avril 2015, approuvant le CRACL,
L'annulation de la délibération n°27 du Conseil Municipal de La Garde en date du 20 avril 2015,
Le 27 août 2015, le Tribunal Administratif a adressé une mise en demeure de produire à la commune.

Par ordonnance en date du 23 mars 2017, le Président du Tribunal Administratif a ordonné la clôture immédiate de l'instruction.

Par jugement du 15 février 2018, la requête a été rejetée.

La société CAP SUD a interjeté appel.

Par arrêt de la Cour du 14 novembre 2019, la décision de rejet a été confirmée.

Ce dossier est désormais clos

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sagep / SARL Cap Sud – action en réalisation forcée de la vente :

Le 20 février 2008, la SARL Cap Sud a signé un Compromis de Vente avec la Sagem, ancien aménageur, mandatée pour acquérir les parcelles de terrains nécessaires à l'accomplissement du projet, afin d'obtenir une partie de sa propriété.

Depuis, la SARL multiplie les actions dilatoires pour faire échouer la finalisation de la vente.

Ainsi, une assignation a été déposée par la Sagem, ancien aménageur, en date du 5 juin 2015, afin de solliciter du Tribunal de Grande Instance l'exécution forcée de la vente.

Celle-ci a été obtenu en première instance et ainsi que le versement de la somme de 20 000 € de dommage et intérêt (sans exécution provisoire).

La SARL Cap Sud a sollicité la jonction de l'instance avec TPM, laquelle a été prononcée par le Juge de la Mise en Etat.

Un appel est pendant. La SAGEP est la dernière à avoir conclu.

Une audience s'est tenue le 13 février 2023 et un arrêt a été rendu par la Cours d'Appel d'Aix en Provence le 21 mars 2023.

Au vu de cet arrêt défavorable pour la SAGEP, un pourvoi a été formé et un mémoire ampliatif a été déposé par l'avocat aux conseils.

L'instruction est toujours en cours au 31 décembre 2024.

Association des propriétaires de la ZAC « Les coteaux de Sainte-Musse » - le contrat cédant le traité de concession d'aménagement – contrat prorogeant le traité de concession (Volet Administratif) :

Par requête en date du 10 mars 2016, l'Association et deux particuliers ont saisi le Tribunal Administratif afin de contester les avenants de transfert et de prorogation de la concession.

Après désistement d'un des particuliers, le second particulier et l'association ont été condamnés à verser la somme de 2 000 €.

Ce dossier est désormais clos

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

▪ ***Sagep – Commune de La Garde / Association des propriétaires de la ZAC « Les coteaux de Sainte-Musse »:***

Face à cet énième recours, la Sagep et la ville de La Garde ont décidé d'introduire une action devant le Tribunal de Grande Instance de Toulon pour faire constater l'abus de droit commis par l'Association, afin de solliciter des dommages et intérêts en réparation des préjudices subis.

L'assignation de la Sagep a été délivrée aux requérants les 25 mai, 26 mai et 1er juin 2017.

L'assignation de la commune a été délivrée concomitamment.

La Sagep a d'ores et déjà reçu des lettres de membres de l'Association qui se sont expressément désolidarisés de l'action menée par le Gérant de la SARL Cap Sud.

La Sagep et la commune ont versé ces pièces aux débats afin d'éclairer les juridictions sur les réelles intentions des requérants.

Après désistement d'un des particuliers, le second particulier et l'association ont été condamnés à verser la somme de 2 000 €.

Ce dossier est désormais clos

▪ ***COMMUNE – SAGEM – SAGEP / CONSORTS PEYRACCHIA :***

Manifestement inspirés par les autres litiges, les Consorts Peyracchia ont décidé, à leur tour, de saisir la juridiction administrative, afin de solliciter la condamnation de la Sagem, de la Sagep et de la ville au titre de la répétition de l'indu.

La Sagem, la Sagep et la commune de La Garde ont déposé leur mémoire en réponse.

La clôture d'instruction a été ordonnée le 13 mars 2018.

Par décision du 28 mai 2019, la requête des consorts PEYRACCHIA a été rejetée.

Cette affaire est donc terminée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SAGEP / SARL THEOMA et PCA :

Dans le cadre des aménagements de la ZAC sainte Musse, la SAGEP a acquis un terrain en vue de le diviser puis de le revendre.
Cette opération a permis de revendre 23 lots à bâtir à la SARL THEOMA.
Le lotissement créé porte le nom des Jardins de Théoma.

Dès le début des travaux de construction (par le seul constructeur du lotissement), la SAGEP a constaté que ce constructeur ne prenait aucun soin des équipements communs du lotissement.

Malgré plusieurs avertissements pendant les travaux, aucune mesure n'est prise par le constructeur.
Ainsi, devant la mauvaise foi du constructeur et l'état dans lequel sont les voiries et équipements du lotissement, la SAGEP n'a eu d'autre choix que de demander réparation à la SARL et au constructeur.

Ces assignations ont été notifiées au lotisseur et au constructeur respectivement le 8 juin et 17 septembre 2018.

Devant le silence de son conseil, et l'ancienneté de la procédure, la SAGEP a été contrainte de le substituer.

Ce dossier est toujours en cours au 31 décembre 2024.

d) Instructions des demandes d'autorisation de lotir ou de construire :

- Sur le groupement d'habitation L'Oliveraie, deux permis de construire ont été obtenus,
- Sur le lotissement les Jardins d'Angela, un permis de construire a été obtenu,
- Sept permis de construire ont été obtenus hors groupement d'habitations

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4

e) Situation financière :

Au 31/12/2024, le total des charges constatées s'élève à **32 411 907 € HT**

Le total des produits constatés s'élève à : **28 757 665 € HT**

Trésorerie :
Compte tenu de ce qui précède et du jeu de la TVA récupérée et réglée et de l'avance communale, le solde de trésorerie au 31/12/2024 s'établit à **98 217 €**

Il est donc constaté l'impact de la non-réalisation du permis d'aménager de la SARL Cap Sud et de la convention de participation qui avait été signée et qui pèse sur la trésorerie de l'opération.

De plus, il est ressenti l'impact de la conjoncture actuelle et du ralentissement de la commercialisation.

Enfin, les procédures judiciaires en cours ralentissent l'avancement des aménagements.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I-2- Prévisions 2025 :

a) Acquisitions foncières :

Les négociations foncières se poursuivent pour les derniers terrains nécessaires à la réalisation et à l'équilibre de l'opération. La SAGEP discute avec les constructeurs qui souhaitent bénéficier de convention de participation.

b) Etudes et travaux :

Au cours de l'année 2025, les travaux de finalisation de divers lotissements vont se poursuivre notamment le Domaine de l'Oliveraie et les jardins de Pagnol (pour la couche de finition), le secteur Nord du lotissement les Jardins d'Angela et le secteur Est de la ZAC.

c) Prévisions financières :

L'évolution du coût des travaux liée, notamment à l'indexation des prix tels que prévus dans les marchés initiaux, tandis que le prix de la participation au m² n'évoluait pas, se fait ressentir au niveau du bilan.

De ce fait, la réalisation d'opérations d'aménagements de sous-secteur et la commercialisation apparaissent comme nécessaires afin de trouver de nouvelles recettes.

Il est à noter que les participations sont dépendantes de l'initiative des propriétaires. Il ne peut être fait qu'une estimation de la période où elles seraient versées.

Par ailleurs, le secteur Sud de la ZAC est actuellement enclavé, ce qui rend les participations incertaines.

Enfin, le permis d'aménager des Mas de la Garrigue n'a pu être réalisé du fait du conflit entre le propriétaire et le constructeur ce qui ne permet pas à la SAGEP de rétrocéder les voiries et engendre de frais d'entretien supplémentaires pour la concession.

La projection des dépenses prévisionnelles d'un total de 41 777 489 € HT et de l'évolution possible des recettes conduit à un différentiel

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

prévisionnel.

Celui-ci est couvert par la participation des collectivités concernées dont TPM pour un montant de 6 837 749 €.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II- DOCUMENTS FINANCIERS

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ZAC de Sainte Musse Bilan révisé au 31 décembre 2024				
	(constaté) HT fin 2024	2025	2026 et au delà	NOUVEAU Bilan
Intitulé			Année	
DEPENSES	32 411 907	1 272 466	8 093 115	41 777 489
ACQUISITIONS ET FRAIS ANNEXES	7 824 043	304 012	4 034 510	12 162 565
ACQUISITIONS FONCIERES	6 920 174	40 000	3 508 437	10 468 611
FRAIS ANNEXES	497 532	55 000	248 065	800 597
TAXES FONCIERES	42 183	5 000	12 440	59 623
GEOMETRES/SONDAGES	126 504	34 630	92 049	253 183
NEGOCIATIONS ET DIVERS	237 650	169 382	173 519	580 551
ETUDES GENERALES	1 219 033	85 000	267 763	1 571 796
ETUDES SAGEM	937 712	25 000	75 878	1 038 590
ETUDES GENERALES	104 725	20 000	80 221	204 946
DIVERS ET IMPREVUS SUR ETUDES GENERALES	176 596	40 000	111 664	328 260
ETUDES SUR TRAVAUX	627 257	73 200	184 329	884 786
APD ET DIRECTION DE TRAVAUX	498 910	54 000	94 176	647 086
SPS ET COMMANDES PARTICULIERES	19 266	5 000	19 727	43 993
GEOMETRE (IMPLANTATION D'OUVRAGE)	55 335	7 500	9 760	72 595
FRAIS SUR TRAVAUX	1 857	4 700	37 998	44 555
DIRECTION ESPACES VERTS	32 234	0	11 110	43 344
CONTROLE TECHNIQUE	19 656	2 000	11 558	33 214
FRAIS	5 155 169	327 385	470 824	5 953 378
FRAIS DE SOCIETE	2 347 334	150 000	150 000	2 647 334
FRAIS SUR VENTES	992 923	64 000	84 743	1 141 666
FRAIS DE GESTION	160 502	15 434	47 215	223 151
FRAIS FINANCIERS	1 158 416	61 733	136 895	1 357 044
FRAIS DIVERS ET IMPREVUS	495 994	36 218	51 971	584 183
TRAVAUX	15 332 960	362 541	2 587 894	18 283 396
TRAVAUX	14 732 376	269 576	2 268 548	17 270 500
DIVERS ET IMPREVUS SUR TRAVAUX	600 584	92 965	319 346	1 012 895
ACTIONS D'AMENAGEMENT			0	0
REVALORISATONS DE PRIX	2 253 445	120 328	547 795	2 921 568
REVALORISTAIONS DE PR	2 253 445	120 328	547 795	2 921 568
RECETTES	28 757 665	1 959 549	11 060 275	41 777 489
PRODUITS DE GESTION	257 759	0	0	257 759
PARTICIPATIONS ET CESSIONS	28 499 907	1 959 549	11 060 275	41 519 730
PARTICIPATIONS COLLECTIVITE (ouvrages)	4 867 244	0	0	4 867 244
PARTICIPATION VILLE (équilibre)			1 970 505	1 970 505
PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS ET CESSIONS	23 632 663	1 959 549	9 089 770	34 681 981
RESULTAT DE L ANNEE	-3 654 242	687 083	2 967 160	0

	Année 2024	Année 2025	2026 et au delà
X** - COMPTES DE TIERS TTC	-3 277 503	-144 568,31	3 422 071,03
X1 - Comptes de tiers clients (sommes à recevoir)			
Clients participations TPM			
Clients participations (solde compta) - Participation constructeurs	-3 422 071		3 422 071
Notaires			
Clients cessions			
Dettes caution reçues clients			
Produits financiers			
Retenue de garantie	93 444	-93 444	
Cautions et avances versées aux fournisseurs	-10 459	10 459	
Fournisseurs	61 583	-61 583	
Z** - ENCAISSEMENTS & DECAISSEMENTS TEMPORAIRES	7 029 962	-629 961,99	-6 400 000,00
Z1 - TVA			
Tva déductible payée		-164 016	-755 494
Tva collecté encaissée		391 910	1 817 954
Solde comptes TVA		227 894	1 062 460
TVA déductible récupérée		164 016	755 494
TVA collectée reversée		-391 910	-1 817 954
Paiement TVA	529 962	-529 962	
Z2 - Emprunts & financement court terme			0
Mobilisation Emprunt			
Remboursement du capital / 1000000			
Mobilisation emrpunt 2 500 000 Terrain POUILLOUX		0	
Remboursement emprunt 2 500 000 Terrain POUILLOUX			
Mobilisation emrpunt 500 000 Terrain AB 236			
Remboursement emprunt 500 000 Terrain AB 236			
Mobilisation emrpunt 3 193 000 PR07 SPITALIER			
Remboursement emprunt 3 193 000 PR07 SPITALIER			
Intérêts courus à payer (emprunts + tréso)			
Mobilisation Avance de trésorerie	6 900 000		
Amortissement Avance de trésorerie	-400 000	-100 000	-6 400 000
FDC opérations			
Placements fonds propres			
Solde de trésorerie en fin d'exercice	98 217,14	- 87 447,43	- 10 769,22
TRESORERIE CUMULEE	98 217	10 770	0

SAGEP
Société d'Aménagement et de Gestion Publique
SPL au capital de 500 000 €
RC Toulon 788 544 005 - SIRET 788 544 005 00010
132, Rue Le Corbusier - 83130 LA GARDE
Tél. 04 94 08 63 08
Charles IGNATOFF
Directeur Général

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250619-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 20 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (CRAC)

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1523-2 et L.1524-3,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-5,

VU le contrat de concession d'aménagement du Centre-Ville en date du 17 août 2023,

VU le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité au 31 décembre 2024 établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) »,

VU l'avis de la commission municipal FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité, ci-annexé, rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE FAVORABLEMENT sur l'ensemble des informations contenues dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession d'aménagement du Centre-Ville établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE 6411 VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **19**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

COMMUNE DE LA GARDE

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE

COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SOMMAIRE

I – NOTE DE CONJONCTURE

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions
1.2/ Etudes
1.3/Travaux
1.4/ Situation financière au 31/12/2024

2- Prévisions 2025

2.1/ Acquisitions et cessions
2.2/ Etudes
2.3/Travaux
2.4/ Prévisions financières

II – DOCUMENTS FINANCIERS

Bilan prévisionnel & Plan de Trésorerie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I- NOTE DE CONJONCTURE

Suite à un transfert de délégation de maitrise d'ouvrage de la Métropole TPM, la Commune de La Garde a confié à la SAGEP une Concession d'aménagement par délibération du 26 juin 2023, notifié le 11 Août 2023 pour une durée de 7 ans.

Le projet d'aménagement se décline à travers deux grandes phases de réalisation :

- 2023-2026 : Une phase 1 correspondant à la requalification des espace publics du secteur Accusano avec la création d'un Parc urbain de près d'1.5 hectares, le réaménagement des voiries ainsi que la construction d'équipements publics tels que le parking silo et le Programme de Réussite Educative, avec une livraison des principaux équipements prévue fin 2025.

- 2025-2029 : Une phase 2 relative au secteur « République » avec la redynamisation et la requalification des espaces publics du centre-ville (place et abords, espaces de stationnements).

Le bilan de la concession s'élève à 28 millions d'euros environ.

Par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2024, un avenant n°1 au traité de concession ainsi qu'un avenant n°1 à la convention de transfert de Maitrise d'Ouvrage ont été approuvés afin de tenir compte de l'actualisation du coût des équipements publics à réaliser résultant des études de maitrise d'œuvre, ainsi que des nouvelles modalités de répartition financière des ouvrages entre la Commune et la Métropole ;

Ces modifications ont porté essentiellement sur la prise en charge financière par la Métropole des espaces paysagers ouverts du Parc Accusano ainsi que des ajustements liés au coûts des ouvrages suite aux estimations des différents ouvrages par le maitre d'œuvre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il en a résulté une revalorisation de la participation de la Métropole aux coûts des équipements publics, et une diminution de la participation de la Ville, permettant à la commune de participer à la phase 2 du projet (concernant des ouvrages de compétence métropolitaine), par le biais d'un fond de concours apporté à la Métropole, estimé lors du précédent Compte-Rendu annuel 2023 à 1.323M€ H.T.

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions

La SAGEP n'a pas réalisé d'acquisitions ni de cessions en 2024.

Tableau des acquisitions

Nom du vendeur	Nature du bien	Cadastre	Surfaces (m²)	Date acte	*Montant en euros HT (hors frais)*

Tableau des cessions :

Acquéreur	Nature du bien	Cadastre	compromis date	acte date	Nombre m²	Prix au m²	Montant Vente	Paiement
TOTAL					0		0	0

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.2/ Etudes

- Etudes Générales :

Les études suivantes ont été réalisées :

- Un diagnostic phytosanitaire sur l'ensemble des arbres du périmètre de projet.
- Les diagnostics amiante/plomb sur les bâtis (Pré et tribunes) ainsi que sur les enrobés
- Les études géotechniques (G1 à G2PRO)
- Une campagne de géo détection des réseaux
- Un diagnostic complémentaire circulation sur l'avenue Roosevelt- Stalingrad

Etudes d'aménagement : Le Permis d'aménager, concernant le périmètre de requalification de la phase 1, a été déposé le 03 mai 2024 et délivré le 24 juin 2024– Il est aujourd'hui purgé de tout recours.

Etudes environnementales :
Après un cadrage préalable en début d'année auprès du service de la police de l'eau de la DDTM, le projet a fait l'objet du dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau en mai 2024, qui a fait l'objet de compléments.
Le dossier a été accordé en octobre 2024.

A ce sujet, il est précisé ceci : dans le cadre du dépôt de ce dossier pour la réalisation du projet urbain de La Garde, la DDTM a prescrit l'application anticipée d'un niveau de « côte des plus hautes eaux » relative au risque « inondation »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

plus contraignant que celui en vigueur dans les documents d'urbanisme et notamment le Plan de Prévention de Risques Inondation (PPRI) applicable sur la Commune.
Ces prescriptions ont consisté à imposer la construction d'un 1er niveau de plancher aménagé pour l'accueil de public selon une côte des plus hautes eaux fixée à 25.79 NGF soit près de +2.2m par rapport au terrain naturel et +1.10m par rapport à la Côte inscrite au PPRI applicable sur la Commune.

Ces prescriptions ont eu des répercussions sur le projet de la phase 1 en cours d'études, et ont impacté plus particulièrement la conception du parking Silo ainsi que celle du Bâtiment abritant le Projet de Réussite Educative.

En effet, ces deux bâtiments ont dû être revus au stade APS-APD en surélévation par rapport au terrain naturel pour l'accueil du public.
Ainsi, les locaux destinés à recevoir des activités au niveau du parking silo ont dû être créés au R+1 et R+2, et le bâtiment du Pré a dû être conçu en R+2 afin de pouvoir accueillir les familles et enfants au 1er étage et le Centre de Médecine Scolaire au 2ème étage.

Concertation :
Deux ateliers ont été organisés avec le jeune public sur l'aménagement de jeux au niveau de l'allée du droit des enfants ainsi que sur le projet du Parc : un atelier avec les enfants du groupe scolaire Zunino ainsi qu'un atelier auprès du conseils des petits élus.
Ces ateliers ont permis de faire participer les jeunes à la réflexion de la conception des espaces.

Démarche environnementale :
La démarche environnementale Quartier Durable Méditerranéen « QDM » a fait l'objet d'une commission « stade conception » le 19 septembre 2024 qui a attribué au Projet Cœur de Ville la reconnaissance du niveau Argent avec 81 points.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

Les études d'aménagement des espaces publics ont donné lieu à un AVP et à un Permis d'Aménager sur le périmètre « Phase 1 » valant permis de démolir des tribunes du stade Accusano.

Le montant du coût prévisionnel des travaux à l'AVP a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 6.6M€ H.T

-3.7M€ pour le Parc Accusano (hors désamiantage et démolition du stade)
-2.9M€ pour la requalification des voies

Les études PRO-DCE se sont poursuivies et ont fait l'objet de comités techniques et d'un COPIL le 28 novembre 2024.
Un appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement a été lancé le 13 décembre 2024 en vue d'une remise des Offres au 20 janvier.

Cette procédure d'appel d'offres ouvert a été réalisée pour cinq lots :

LOT01 : VRD- Réseaux humides
LOT 02 : Réseaux secs
LOT 03 : Aménagements paysagers
LOT 04 : Jeux
LOT 05 : Serrurerie- Signalétique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Parking Silo- services

Suite à la présentation des études APS en début d'année avec l'implantation de surfaces destinées à l'accueil d'activités de services en rez-de-chaussée, et le stationnement au-dessus, les prescriptions de la DDTM évoquées ci-avant ont nécessité de revoir le projet.

Ainsi, les surfaces dédiées aux services ont dû être remontées aux étages, avec la création d'un ascenseur supplémentaire, escaliers, adaptation du bâtiment permettant aux différents plateaux créés de pouvoir communiquer aux demis niveaux de parking etc…
Sur ces bases, le permis de construire pour le Pôle de services/parking silo a été déposé en mai, et délivré le 9 septembre. Il est purgé de tout recours depuis mi-décembre.

Le parking compte 216 places dont 11 places IRVE et 17 emplacements motos. Il comprend également un local vélos pour environ 39 places dont un emplacement pour vélos cargo.

Le coût prévisionnel des travaux à l'APD a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 5.8M€ H.T dont 4.8M€ pour le parking silo et 1M€ pour la partie dédiée aux locaux de services.

Les études PRO ont été présentées à l'occasion d'un COPIL le 30 août et l'appel d'offres travaux a été lancé début octobre. Une CAO a été organisée courant novembre et a permis d'attribuer 13 lots sur 14 pour un montant total de 5.34M€ H.T Pour le lot 13 « Panneaux photovoltaïques » qui n'a pas reçu d'offres, la CAO a validé une procédure sans publicité ni mise en concurrence conformément à la réglementation applicable.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises en décembre, en vue d'un démarrage des travaux début 2025.

Sur la base de l'estimation prévisionnelle du lot 13, la totalité des marchés travaux s'élèveraient à 5.59M€ H.T soit un gain de -3.76% par rapport au coût prévisionnel fixé à l'APD.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Le permis de construire valant démolition a été déposé début octobre.
En parallèle, un appel d'offres pour les travaux de désamiantage et un autre pour la démolition ont été lancés en vue d'un démarrage de ces travaux préparatoires en début d'année 2025.

Les études APD remises en juillet, ont fait l'objet d'un coût arrêté à 863K€. Compte tenu de sujétions techniques de sol suite à l'analyse tardive des études géotechniques au PRO, le maitre d'œuvre a estimé un PRO-DCE à hauteur de 980K€.

En parallèle, un bornage du terrain du Pré a été diligenté par la SAGEP, qui a donné lieu à un plan de division destinée d'une part à définir l'assiette du permis de construire et, d'autre part à régulariser le foncier.
A ce sujet, il est prévu l'acquisition par la Commune auprès de ladite copropriété d'une bande de terrain de 15 m2 à l'Euro, correspondant à un ancien ruisseau busé, non utilisé situé sur l'assiette du terrain du projet « Pré ».

Compte tenu du projet de construction, les copropriétaires ont sollicité la réfection de leur façade SUD à l'occasion des travaux réalisés par la SAGEP.
Dans un souci de cohérence du projet urbain avec le projet de construction accolé à cette façade, le COPIL a validé le principe de cette négociation.

Les CSPS et Bureau de Contrôle ont été désignés pour chacun des ouvrages à réaliser (Parking silo-services/Pré/Aménagement des espaces publics).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.3/ Travaux :

Après Désamiantage préalable fin août 2024, les travaux de démolition des tribunes, divers bâtis et enceinte du stade Accusano ont été réalisés à compter de début octobre.

L'aménagement d'un parking provisoire de 150 places a été réalisé avec une livraison du parking le 13 décembre 2024.

1.4/ Situation financière au 31/12/2024 :

Au 31/12/2024, le total des dépenses constatées s'élève à 1 428 492€ H.T.

Les dépenses réglées sur l'année 2024 correspondent aux études générales d'aménagement, aux études de maitrise d'œuvre ainsi qu'aux travaux préparatoires de désamiantage- démolition et création du parking provisoire en vue du démarrage des travaux.

Au 31/12/24, la trésorerie est de 190 201€ € H.T.

Deux acomptes de participation au coût des équipements publics ont été sollicité par la SAGEP à la Commune pour un montant de 1 019 716 € HT.

Suite à la signature de la convention de participation financière au coût des équipements publics du projet par la Métropole, un 1er acompte a été versé par la Métropole pour un montant de 1 385 335 € HT pour l'année 2024 au titre du prévisionnel de trésorerie établi lors du CRACL au 31/12/2023.

Ces acomptes de participation, qui sont un apport de trésorerie à l'opération, sont indiquées en trésorerie et sont reportés en recettes du bilan lors de la remise des équipements publics à la commune ou à la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

De plus, un dossier de subvention auprès de l'agence de l'eau a été déposé pour un montant de 577 472€ qui bénéficiera pour 264 824€ à la Ville pour la réalisation du Parc Accusano et pour 312 648€ à la Métropole pour les espaces ouverts du Parc Accusano et la requalification des voies.

Evolutions des participations de la Commune et de la Métropole :

Pour mémoire, au titre du précédent CRAC 2023 : compte-tenu de la revalorisation de la participation de la Métropole estimée à +1 323 946€ HT, avec, en parallèle, la diminution de la participation communale estimée à - 1 323 946€, il était prévu que la Commune reporte sa participation de 1.323M€ pour la phase 2 sous forme d'un fond de concours au profit de MTPM, ceci permettant de maintenir la participation de la Métropole à 16.496M€, conformément au bilan initial.

Au titre du présent CRAC : Compte-tenu des résultats favorables de l'appel d'offre sur les espaces publics qui a engendré une économie de près de 600K€ et de celui du parking silo/services avec une économie de près de 98K€ sur le budget estimé, ceci complété de l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€, l'évolution des participations de la Métropole et de la Ville évoluent ainsi :

Pour la Métropole : Sa participation au coût des équipements publics est estimée à ce jour à 16.7M€ soit une diminution globale de -1 085K€ HT par rapport au CRAC arrêté au 31/12/2023 et un écart de +278K€ H.T par rapport au budget initial, qui sera compensé par une convention de fond de concours réévaluée au présent CRAC à 595 290€.

Pour la Ville : L'évolution du coût du bâtiment « Pré » (Programme de Réussite Educative) résulte d'un appel d'offres élevé consécutif aux contraintes imposées par la loi sur l'eau et aux choix environnementaux retenus en termes de construction.
Cette évolution se trouve partiellement compensée par l'économie réalisée sur le Parc Accusano avec une économie de près de 170K€ ainsi que par l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour 264K€.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi, la participation de la Ville au coût des équipements publics évolue de 455K€ par rapport au CRACL précédent mais demeure inférieure de -860K€ au global avec la participation d'équilibre par rapport à sa participation initiale.

Au global, compte tenu de ce qui précède, la participation financière de la Métropole au titre de la concession d'aménagement évolue de + 278 759€ HT et celle de la Commune de -860 114€.

Compte tenu de la part de subvention bénéficiant à la Ville (264K€ pour le Parc), il est ainsi prévu que la Commune reporte 595 290€ au profit de la phase 2 de l'opération sous forme d'un fond de concours au bénéfice de la Métropole.

Ainsi, au présent CRACL, la participation de la Métropole au projet urbain est estimée à 16 775 057€ HT
moins 595 290€ (correspondant au fond de concours de la Commune) soit à terme, une participation de 16 179 766€
soit un écart de -315K€ par rapport au bilan initial, (compte tenu de l'octroi de la subvention de l'agence de l'eau)

Ainsi, au présent CRACL la participation totale des collectivités est estimée à 24.8M€ soit une diminution globale de –581K€ suite à l'obtention de la subvention de l'Agence de l'Eau et des produits financiers de 2024 et répartie comme suit :

- 16 775 057€ HT pour la Métropole au titre de sa participation au coût des équipements publics

- 8 112 229€ HT pour la Commune décomposée en :

- 5 531 779€ H.T au titre de sa participation au coût des équipements publics
- 2 490 450€ HT au titre de sa participation à l'équilibre de l'opération
- 90 000€ HT au titre d'un apport en nature de terrain

De plus, comme exposé ci-dessus, la Commune verserait en complément 595 290€ HT à la Métropole via une convention de fond de concours pour la phase 2 de l'opération (hors bilan de concession).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il est précisé que les acomptes de participation aux équipements publics versés à l'aménageur par la commune et par la Métropole sous forme d'acomptes de trésorerie, sont voués à être transformés en participation définitive à la remise de chacun des ouvrages et inscrits à cette occasion en recettes du bilan de concession.

Ces participations sont complétées en recettes par :

- Des cessions pour un montant de 2.792M€ (inchangé par rapport au dernier CRACL).
- Des produits financiers de 3.8K€
- La subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€

Au 31/12/2024, le bilan global de la concession est stable par rapport au CRACL précédent de 2023 et s'élève à 28 261 389€ H.T.

Compte tenu de l'actualisation des participations, il est prévu en parallèle du présent CRAC :

- Un avenant n°2 au traité de concession afin d'actualiser les montants de participation de la Commune et de la Métropole,

- Une convention financière tripartite (TPM-SAGEP-VILLE), afin de préciser les modalités de versement des acomptes de participation de la Métropole à la SAGEP pour l'année 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2- Prévisions 2025 :

2.1/ Acquisitions

Aucune acquisition prévue.

2.2/ Etudes :

- Etudes générales :

Il est envisagé une étude thermique par la pose de capteurs, permettant de mesurer les incidences bénéfiques du projet sur les ilots de chaleur urbaine.

Une mission spécifique de coordination interchantiers sur le projet sera mise en place afin de consolider un planning global de la réalisation de la phase 1.

Démarche CEREMA :

Dans le cadre de la démarche du CEREMA avec lequel la Métropole TPM est engagée, sur l'adaptation des espaces publics au changement climatique », il est envisagé l'accompagnement du CEREMA sur l'expertise du projet Cœur de ville.

Une visite de site sera prévue ainsi que plusieurs ateliers de travail en lien avec l'apport du projet au changement climatique qui donneront lieu à une remise de livrables par le CEREMA sur les aspects innovants, les réflexions thématiques appliquées au projet Cœur de Ville.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En parallèle, la SAGEP s'appuiera notamment sur les retours d'expertise du CEREMA en vue de préparer le dossier de demande de subvention FEDER de l'appel à projets « adaptation des espaces publics au changement climatique ».

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Il sera étudié l'aménagement des parcelles de jardins situées au niveau des écoles Zunino permettant des liaisons douces entre la rue des droits de l'enfant et Jean-Jaurès jusqu'au Parc Urbain et au centre-ville.

2.3/ Travaux

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

- Aménagement du Parc urbain + requalification des voies suivantes

Suite à l'appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement, une commission d'appel d'Offres sera organisée courant février en vue d'une notification des marchés début avril et une première tranche de livraison pour fin 2025.
La finalisation du Parc sur les emprises du parking provisoire est prévue début 2026.

Parking Silo- services

Les travaux doivent se réaliser à compter de début 2025 avec une réception travaux prévue au 31 octobre et une mise en service du parking courant novembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Les travaux de désamiantage sont prévus à compter de fin février/début mars en vue de la démolition du bâtiment en avril.

L'appel d'offres travaux de construction sera lancé en début d'année en vue d'un démarrage des travaux à la suite de la démolition à compter de mai.

La SAGEP établira un protocole visant à prévoir les modalités réciproques en vue de la réalisation de travaux de peinture sur le pignon Sud de ladite copropriété.

De plus, la SAGEP organisera une requête de référé préventif compte tenu de la proximité de la construction sur le Pignon Sud de la Copropriété.

2.4/ Prévisions financières :

Pour 2025, les dépenses prévisionnelles à constater s'élèvent à 11 885 312€ H.T.

Elles correspondent essentiellement à la réalisation des travaux du parking silo et locaux de services, du Parc urbain Accusano et de la requalification des voies, ainsi qu'aux honoraires techniques pour le suivi de ces travaux.

****

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II- BILAN PREVISIONNEL ET PLAN DE TRESORERIE

CONCESSION COEUR DE VILLE LA GARDE												
		Approuvé	2023	2024	CUMUL	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Bilan
Ligne	Intitulé	CRAC au 31/12	Année	Année	au 31/12/24	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
	DEPENSES	28 261 389	31 890	1 428 492	1 460 382	11 885 312	5 393 205	1 224 635	4 537 027	2 802 436	958 390	28 261 389
A	DEPENSES	4 084 711	0	0	0	99 225	10 000	397 549	1 968 663	795 097	814 177	4 084 711
A1	Acquisitions foncières	3 885 308	0	0	0	99 225	0	378 608	1 893 042	757 217	757 217	3 885 308
A1a	Acquisitions locaux commerciaux coeur de Ville	3 434 089	0	0	0	0	0	343 409	1 717 045	686 818	686 818	3 434 089
A1b	Apport en nature terrain Ville pour cession	90 000	0	0	0	90 000	0	0	0	0	0	90 000
A1c	Frais de notaire sur acquisitions	176 204	0	0	0	4 500	0	17 170	85 852	34 341	34 341	176 204
A1e	Rémunérations sur acquisitions 5% TTC	185 015	0	0	0	4 725	0	18 029	90 145	36 058	36 058	185 015
A2	Charges s/ patrimoine acquis	189 403	0	0	0	0	0	18 940	75 621	37 881	56 961	189 403
A2a	Etudes s/tx patrimoine	50 000	0	0	0	0	0	5 000	25 000	10 000	10 000	50 000
A2b	Travaux patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2c	Frais de gestion s/charges patrimoine	68 682	0	0	0	0	0	6 868	34 341	13 736	13 736	68 682
A2d	Frais divers & imprévus s/ charges patrimoine	60 000	0	0	0	0	0	6 000	12 000	12 000	30 000	60 000
A2e	Rémunération sur charges s/patrimoine acquis	10 721	0	0	0	0	0	1 072	4 280	2 144	3 224	10 721
A3	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3a	Impôts foncier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000
A4a	Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000
EG	ETUDES GENERALES	476 159	0	236 920	236 921	60 185	52 478	78 355	55 968	8 925	848	493 681
EG1	Etudes générales / missions d'accompagnement	444 835	0	224 709	224 709	56 187	49 080	73 680	52 760	8 400	800	465 616
EG1a	Etude conception amt et permis d'aménager	28 150	0	14 150	14 150	0	0	14 000	0	0	0	28 150
Eg1c	Géomètre	35 417		16 230	16 230	4 330	5 000	7 000	2 000	1 000	0	35 560
EG1d	Etudes géotechniques	67 336	0	54 620	54 620	8 225	6 400	0	0	0	0	69 245
EG1e	Etudes environnementales	30 085	0	30 625	30 625	10 350	4 000	4 000	0	0	0	48 975
EG1h	Diagnostics divers	57 582	0	41 419	41 419	6 845	6 040	6 040	12 080	0	0	72 424
EG1k	AMO Qualité environnementale	106 465	0	46 065	46 065	17 719	6 040	6 040	12 080	0	0	87 944
EG1l	AMO Concertation	29 800	0	21 600	21 600	3 719	1 600	1 600	1 600	2 400	800	33 319
EG1m	Etudes dev économique	90 000	0	0	0	5 000	20 000	35 000	25 000	5 000	0	90 000
EG2	Divers et imprévus sur études générales	4 371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1 319
EG2a	Divers et imprévus sur études générales	4 371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1 319
EG3	Remunération sur études et presta intellectuelles	26 953	0	12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48	26 746
EG3a	Remunération sur études générales	26 953		12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48	26 746
ET	ETUDES ET HONORAIRES TECHNIQUES sur TRAVAUX	2 389 287	0	765 400	765 400	862 021	385 756	97 800	139 955	60 703	41 757	2 353 393
ET1	Etudes de Maitrise d'Œuvre	2 086 862	0	717 853	717 853	709 710	324 118	77 978	116 968	38 989	38 989	2 024 606
Et1a	Maitrise d'œuvre VRD-aménagements espaces publics	922 654	0	349 832	349 832	272 675	173 985	77 978	116 968	38 989	38 989	1 069 416
ET1b	Maitrise d'œuvre construction équipements publics	1 164 208	0	368 021	368 021	437 035	150 134	0	0	0	0	955 190
ET2	SPS et Contrôleur technique	110 540	0	18 162	18 162	50 467	26 823	12 477	12 477	17 155	0	137 560
ET2a	SPS	44 914	0	3 304	3 304	22 270	11 580	3 119	3 119	7 798	0	51 191
ET2b	Bureau de contrôle	65 626	0	14 858	14 858	28 196	15 243	9 357	9 357	9 357	0	86 369
ET3	GEOMETRE (implantation ouvrages)	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET3a	frais géomètre pour travaux	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET4	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0	29 450
ET4a	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0	29 450
ET5	Imprévus sur honoraires techniques	46 642	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780	28 879
ET5a	Imprévus sur honoraires techniques	46 642	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780	28 879
ET6	Remunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135 243	0	29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988	132 898
ET6a	Remunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135 243		29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988	132 898
F	FRAIS	1 202 985	31 890	114 960	146 850	251 633	258 981	213 534	185 454	188 121	101 607	1 346 181
F1	Frais de société	513 333	30 968	80 000	110 968	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	2 365	513 333
F1a	Rémunération forfaitaire-gestion des marchés	288 750	17 419	45 000	62 419	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	1 331	288 750
F1b	Rémunération forfaitaire-suivis des tâches	224 583	13 548	35 000	48 548	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	1 034	224 583
F2	Frais de commercialisation	267 565	0	610	610	18 043	48 308	73 647	66 325	66 325	1 307	274 565
F2a	Frais de communication	100 000	0	610	610	14 543	22 040	20 500	20 500	20 500	1 307	100 000
F2b	Frais de géomètre su commercialisation (plans de vente, born	0	0	0	0	3 500	3 500	0	0	0	0	7 000
F2d	Rémunération de commercialisation 5% sur cessions TTC	167 565	0	0	0	0	22 768	53 147	45 825	45 825	0	167 565
F4	Frais financiers	327 088	0	13 206	13 206	74 580	129 172	58 337	37 579	40 996	22 135	376 006
F4a	Frais financiers s/CT	35 000	0	0	0	0	0	35 000	0	0	0	35 000
F4b	Frais financiers s/emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F4c	Remunération de trésorerie 0.5% de tous les mouvements treso	292 088	0	13 206	13 206	74 580	129 172	23 337	37 579	40 996	22 135	341 006
F5	Frais divers et liquidation d'opération	95 000	923	21 144	22 067	79 010	1 500	1 550	1 550	800	75 800	182 277
F5a	Frais sur Appels d'offres	5 000	720	3 240	3 960	2 572	500	750	750	0	0	8 532
F5b	Assistance juridique	5 000	203	10 159	10 361	1 000	500	500	500	500	500	13 861
F5c	Rémunération pour dossier de clôture	75 000	0	0		0	0	0	0	0	75 000	75 000
F5d	Frais divers	10 000	0	7 745	7 745	1 746	500	300	300	300	300	11 191
F5e	Assurances	0	0	0		77 493	0	0	0	0	0	77 493
T	TRAVAUX DIVERS ET IMPREVUS	20 108 247	0	311 211	311 211	10 612 249	4 685 990	437 397	2 186 986	1 749 589	0	19 983 423
T1	Travaux	17 105 420	0	304 521	304 521	9 072 390	3 976 587	367 771	1 838 855	1 471 084	0	17 031 208
T1a	Travaux de préparation/démolition	340 000	0	304 521	304 521	133 059	0	0	0	0	0	437 580
T1b	Aménagement espaces publics- phase 1	6 612 497		0	0	4 209 822	1 804 209	0	0	0	0	6 014 031
T1c	Construction équipements publics- phase 1	6 660 000	0	0	0	4 729 510	2 172 377	0	0	0	0	6 901 887
	Parking silo/services											*5 581 887*
	Pré											*1 320 000*
T1d	Aménagement espaces publics- phase 2	3 492 923	0	0	0	0	0	367 771	1 838 855	1 471 084	0	3 677 709
T2	Travaux divers et imprévus	1 710 542	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0	1 672 669
T2a	Travaux divers et imprévus	1 710 542	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0	1 672 669
T3	Frais de concessionnaires	154 083	0	0	0	21 000	46 500	8 091	40 455	32 364	0	148 410
T4	Rémunération sur travaux 5% TTC	1 138 203	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0	1 131 137
T4a	Rémunération sur travaux 5% TTC	1 138 203	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0	1 131 137
	RECETTES	28 261 389	62 357	3 883	66 240	619 186	16 264 712	2 723 223	1 763 750	4 071 303	2 752 974	28 261 389
CE	CESSIONS	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0	2 792 748
CE1c	Cessions commerce coeur de ville et locaux activités silo	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0	2 792 748
G	PRODUITS DE GESTION	0	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0	3 883
G1	PRODUITS DE GESTION	0	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0	3 883
P	PARTICIPATIONS	25 468 641	62 357	0	62 357	330 450	15 596 508	1 837 443	1 000 000	3 307 553	2 752 974	**24 887 286**
P1	Participation Ville	7 648 397	62 357	0	62 357	330 450	3 784 336	1 837 443	1 000 000	200 000	897 643	**8 112 229**
P1a	Participation Ville aux coûts des équipements publics	5 076 130		0	0	0	3 694 336	1 837 443	0	0	0	5 531 779
P1b	Participation d'équilibre Ville	2 482 267	62 357	0	62 357	330 450			1 000 000	200 000	897 643	2 490 450
P1c	Participation Commune (apport en nature)	90 000	0	0	0		90 000	0		0	0	90 000
P3	Participation Métropole	17 820 244	0	0	0	0	11 812 172	0	0	3 107 553	1 855 331	**16 775 057**
P3a	Participation TPM aux coûts des équipements publics	17 820 244	0	0	0	0	11 812 172		0	3 107 553	1 855 331	16 775 057
S	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
S1	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
S1a	Subventions Agence de L'Eau	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
	Part Ville											*264 824*
	Part MTPM											*312 648*
S1b	Subvention Feder	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 920 866	30 467	-1 424 609	-1 394 143	-11 266 126	10 871 507	1 498 588	-2 773 277	1 268 867	1 794 584	0
	AMORTISSEMENTS	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
Z3	AVANCES	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
Z3a	Remboursement avances	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
	Remboursement Acomptes sur participation Ville	5 076 130					3 694 336	1 837 443				5 531 779
	Remboursement acomptes de participation TPM	17 820 244					11 812 172			3 107 553	1 855 331	16 775 057
	MOBILISATIONS	22 896 374	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z	AMORTISSEMENT	22 896 374	0	0	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z1	ACOMPTES SUR PARTICIPATION	22 896 374	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z1a	**Acomptes sur participation Ville**	**5 076 130**	**83 643**	**1 019 716**	**1 103 359**	**2 387 807**	**2 039 553**	**1 060**	**0**	**0**	**0**	**5 531 779**
	Au coût des équipements publics	**5 076 130**	**83 643**	**1 019 716**	**1 103 359**	**2 387 807**	**2 039 553**	**1 060**	**0**	**0**	**0**	**5 531 779**
	PARC ACCUSANO				476 338	1 186 697	454 489	1 060	0	0	0	**2 118 584**
	PRE				107 141	530 218	1 306 165	0	0	0	0	**1 943 524**
	POLE SERVICES				68 457	1 122 315	278 899	0	0	0	0	**1 469 670**
Z1b	**Acomptes de participation TPM**	**17 820 244**	**0**	**1 385 335**	**1 385 335**	**7 783 814**	**2 829 654**	**576 864**	**2 344 059**	**1 812 774**	**42 557**	**16 775 057**
	PARC ACCUSANO				139 389	1 692 250	643 165	1 060	0	0	0	**2 475 865**
	AMENAGEMENT VOIRIES				256 348	2 130 727	918 950	3 244	0	0	0	**3 309 268**
	PARKING SILO				258 767	4 624 962	1 147 615	0	0	0	0	**6 031 343**
	AMENAGEMENT SECTEUR REPUBLIQUE-PHASE 2				13 091	53 615	119 924	572 560	2 344 059	1 812 774	42 557	**4 958 581**
	FINANCEMENT		0	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	-10 637 302	-1 259 518	2 344 059	-1 294 779	-1 812 774	0
	TRESORERIE CUMUL		0	-32 075	190 201	158 125	46	234 252	473 321	44 103	18 190	0	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250620-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 21 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2411-1 et L.2422-12,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-5-III,

VU la convention de transfert de maitrise d'ouvrage intervenue le 4 août 2023 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, en vue de confier à la commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville, modifiée par avenant n° 1 approuvé par délibération n° 19 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024,

VU le traité de concession du 11 août 2023 aux termes duquel la commune a confié à la Société Publique Locale « SAGEP » la concession d'aménagement de ce projet, modifié par avenant n° 1 approuvé par délibération respective n° 20 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024,

VU le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession publique d'aménagement,

VU le projet d'avenant n° 2 ci-annexé,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'apporter des précisions à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250621-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

initiale conclue entre la Ville et la Métropole. Ces modifications feront également l'objet d'un avenant n° 2 au traité de concession entre la Ville et l'aménageur SAGEP,

CONSIDERANT que s'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 2 reprend les données du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.
Le coût total des participations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique aux ouvrages à 22 306 835 € H.T.
La participation de la Métropole toutes dépenses confondues est valorisée à 16 775 057 € H.T.
Le montant estimatif du fonds de concours, instauré par avenant n° 1, que la commune versera à la Métropole est actualisé au montant de 595 290 € H.T.
La participation de la commune toutes dépenses confondues est valorisée à 8 707 519 € H.T. intégrant le versement du fonds de concours susvisé.

OUI LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : ADOPTE l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : APPROUVE les termes de l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde tel qu'annexé.

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant n° 2.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **19**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250621-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONVENTION DE TRANSFERT DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE POUR L'OPERATION D'AMENAGEMENT PROJET URBAIN DU CŒUR DE VILLE DE LA GARDE

AVENANT N° 2

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par son Président en exercice, Monsieur GIRAN, dûment habilité à cet effet par décision n° 25/xx du Bureau métropolitain du xxxxxx,

Hôtel de la Métropole
107, Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX

Ci-après dénommée, « la METROPOLE »,

D'UNE PART

ET :

La MAIRIE de la Garde, représentée par son Maire en exercice Madame ARNAUD BILL, agissant en vertu d'une délibération n° 21 en date du 16 Juin 2025,

Hôtel de Ville
Rue Jean-Baptiste LAVENE
83130 LA GARDE

Ci-après dénommée, « La COMMUNE »,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Par convention signée le 4 août 2023 (ci-après « la CONVENTION »), la METROPOLE a transféré sa maîtrise d'ouvrage à la COMMUNE pour la réalisation de l'opération d'aménagement « projet urbain du cœur de ville de la Garde ».

Par traité de concession du 11 août 2023, la Commune a confié à la Société Publique Locale SAGEP la réalisation du projet d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde ».

Par avenant n° 1 du 3 janvier 2025, des clarifications ont été apportées concernant la répartition des ouvrages et notamment leur financement. Ces modifications ont également fait l'objet d'un avenant au traité de concession entre la Ville et l'aménageur SAGEP.

Le présent avenant a pour objet de modifier à nouveau les modalités de financement des ouvrages sur la base des éléments du Compte Rendu Annuel de la Concession de l'année 2024, objet également d'un nouvel avenant au traité de concession entre la Ville et l'aménageur SAGEP.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250621-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT N° 2

Le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications induites par l'adoption du Compte-Rendu Annuel de la Concession de l'année 2024 ci-annexé, relatives aux financements des ouvrages ainsi que toute clarifications nécessaires à la réalisation du projet urbain.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS APPORTEES A LA CONVENTION

2.1 Modification de l'article 8 - « MODALITES DE FINANCEMENT DES OUVRAGES »

L'article 8.1 « Coût total des ouvrages » est remplacé par :

Le coût total des Ouvrages, estimé au jour du présent avenant n°2 à la convention de transfert, est de 22 306 835 € H.T.

Ce coût se répartit comme suit :

Ouvrages	MO initiale	MO en application conv de transfert	Coûts en € H.T.
TPM		**TPM**	**TPM**
Construction d'un parking public en silo (gratuit) - Secteur Accusano	TPM	Ville	6 031 343 €
Espaces paysagers "Parc Accusano" intégrant un parking en surface de 30 places	TPM	Ville	2 475 865 €
Aménagements/requalification des rues	TPM	Ville	3 309 268 €
Requalification de la place de la république et abords - Espaces publics et stationnements	TPM	Ville	4 958 581 €
Coût prévisionnel des ouvrages métropolitains			**16 775 057 €**
VILLE			**VILLE**
Construction d'un pôle de services intégré au parking silo - secteur Accusano (locaux dédiés à des activités économiques)	Ville	Ville	1 469 670 €
Aménagement Parc urbain Accusano (partie clôturée)	Ville	Ville	2 118 584 €
Démolition-reconstruction du bâtiment dédié au Programme de Réussite Educative (Pré)	Ville	Ville	1 943 524 €
Coût prévisionnel des ouvrages communaux			**5 531 779 €**
COUT PREVISIONNEL TOTAL DES OUVRAGES			**22 306 835 €**
		Part TPM	**75%**
		Part VILLE	**25%**

L'article 8.3 « Répartition financière des ouvrages entre les parties » est modifié et remplacé par :

Les parties conserveront la charge financière des Ouvrages qui leurs sont destinés de sorte que :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250621-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- La Métropole participera au financement des ouvrages pour un montant de 16 775 057 € H.T.

En parallèle, la Métropole bénéficiera d'un fond de concours de la Commune pour un montant estimé à ce jour à 595 290 € H.T.

Ce fond de concours est destiné à la réalisation des ouvrages prévus en phase 2 ; soit au total une participation au coût des ouvrages pour la Métropole de : 16 179 766 € H.T.

- La Commune participera au financement de l'opération pour un montant total de 8 112 229 € réparti en participation au financement des ouvrages, participation d'équilibre et apport de terrain.

Elle apportera en sus sa participation financière à TPM par le biais d'une convention de fond de concours pour un montant estimé à ce jour à 595 290 € H.T.

ARTICLE 3 – EFFET DE L'AVENANT

Toutes les dispositions de la CONVENTION qui ne sont pas modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et en vigueur.

ARTICLE 4 – LEGALITE

Le présent avenant ne sera exécutoire qu'après transmission au contrôle de légalité et notification aux parties.

Il est rédigé en deux exemplaires originaux remis respectivement à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et à la Commune de La GARDE.

FAIT A TOULON LE ……..

Pour la COMMUNE DE LA GARDE (1),
Le Maire, Helene ARNAUD BILL

Pour la METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Le Président, Jean-Pierre GIRAN

-

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250621-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 22 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 2 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT A INTERVENIR AVEC LA SPL SAGEP – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L.2511-1 à L.2511-5,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-4 et L.300-5,

VU la convention de transfert de maitrise d'ouvrage intervenue le 4 août 2023 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, en vue de confier à la commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville et ses avenants n° 1 et 2 approuvés par délibérations respectives n° 19 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 et n° 21 du Conseil Municipal du 16 juin 205,

VU le traité de concession du 11 août 2023 aux termes duquel la commune a confié à la Société Publique Locale « SAGEP » la concession d'aménagement de ce projet, et son avenant n° 1 approuvé par délibération n° 20 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024,

VU le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession publique d'aménagement,

VU le projet d'avenant n° 2 ci-annexé,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT qu'au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'avenanter à nouveau ledit traité de concession,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que s'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 2 reprend les données présentes dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.
Le coût total des participations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique aux ouvrages à 22 306 835 € H.T.
La participation de la Métropole toutes dépenses confondues est valorisée à 16 775 057 € H.T.
Le montant estimatif du fonds de concours, instauré par avenant n°1, que la commune versera à la Métropole est actualisé au montant de 595 290 € H.T.
La participation de la commune toutes dépenses confondues est valorisée à 8 707 519 € H.T. intégrant le versement du fonds de concours susvisé.

CONSIDERANT que ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet d'un avenant n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, en vue de confier à la commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville.

OUI LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : ADOPTE l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : APPROUVE l'avenant n° 2 au traité de concession d'aménagement conclu avec la S.P.L. S.A.G.E.P. pour la réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville de La Garde tel qu'annexé.

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant.

ARTICLE 4 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à accomplir tous actes, formalités et à signer tous documents afférents qui seraient la suite ou la conséquence de la présente.

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **19**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

AVENANT N° 2

Traité de concession d'aménagement
Projet urbain « Cœur de ville » de La Garde

PROJET

Entre

La Commune de La Garde (83) représentée par Madame Helène ARNAUD BILL en sa qualité de Maire de la Commune, agissant en vertu de la délibération n° 22 en date du 16 juin 2025,

ci-après dénommée par les mots « la Commune » ou « le Concédant » ou « la Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La Société SAGEP, Société Publique Locale au capital de 225 000 Euros, dont le siège social est situé à La Garde, Hôtel de Ville et les bureaux 132 rue Le Corbusier 83130 La Garde, inscrite au Registre du Commerce de Toulon sous le numéro B788544005

Représentée par son Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 27 juin 2023

Ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

A– Objet de l'avenant n° 2 au traité

Par convention du 4 août 2023, modifiée par avenant n° 1 du 03 janvier 2025 et avenant n° 2 du XXXX, la METROPOLE TPM a transféré sa maîtrise d'ouvrage à la COMMUNE de La Garde pour la réalisation de l'opération d'aménagement du projet urbain « cœur de ville » de la Garde.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, ainsi que des articles L. 1523-1 à L.1523-4 du code général des collectivités territoriales, et dans les conditions déterminées par le traité de concession d'aménagement du 11 août 2023, la Commune de La Garde a confié à l'Aménageur « SAGEP » la réalisation du projet urbain de requalification des espaces publics du « cœur de ville » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis par délibération n° 19 du conseil municipal en date du 26 juin 2023, modifiés par avenant n° 1, approuvé par délibération n° 20 du conseil municipal du 17 décembre 2024.

Le traité de concession notifié à la SAGEP le 11 août 2023, a ainsi été modifié par avenant n° 1 en date du 2 janvier 2025.

Conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme, le présent avenant n° 2 a pour objet de réviser le montant total de participation tel qu'il résulte de la présentation du dernier Compte-Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2024 ci-annexé.

En parallèle, ces évolutions de participations à l'opération font l'objet d'un avenant n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'Ouvrage entre la Métropole et la Commune.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

B – Objet de l'avenant, modifications introduites

Il s'agit d'opérer les modifications contractuelles suivantes :

ARTICLE 1 : Modification de L'ARTICLE 16 « FINANCEMENT DES OPERATIONS »

Le paragraphe point **4/ « Participation de la Collectivité au coût de l'opération »** est supprimé et remplacé par :

4/ Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé **à 8 112 229€** HT dont :

- 5 531 779 € HT au titre de sa participation au coût des équipements publics, TVA en sus
- 2 490 450€ TTC au titre de sa participation d'équilibre
- 90 000€ au titre d'un apport en nature

Celle-ci est complétée par la participation de la Métropole fixée à :

- **16 775 057€ HT** au titre de sa participation au coût des équipements publics, (TVA en sus).

Les modalités de cette participation sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour la Commune Concédante :

L'apport par le Concédant des terrains dont elle est propriétaire, est à ce jour estimée à 90 000€. Il devra être précisé par le biais d'un avenant qui précisera sa surface, sa parcelle d'origine et permettra de connaître le montant de l'évaluation par les services des domaines ainsi que la date où ces terrains seront apportés à l'opération.

-8 022 229 euros H.T seront versés par le biais d'une participation financière du Concédant
Ces participations en numéraire feront l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées chaque année par l'approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRACL).
L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

Pour la Métropole :

- 16 775 057 euros H.T seront versés par le biais d'une participation financière de la Métropole TPM
Conformément à l'article 8.4 de la convention de transfert de délégation de maitrise d'ouvrage la Métropole « versera sa participation directement à l'aménageur désigné, une convention spécifique dite de participation financière venant préciser les modalités de paiement de cette somme au concessionnaire et notamment l'échéancier et le plan de trésorerie ».

Affectation :

Ce montant pourra être affecté en tant que de besoin, par délibération du Concédant, au financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Aménageur, en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention.
La participation affectable aux ouvrages publics pourra être appelée auprès de la collectivité, en fonction du niveau d'avancement de la réalisation des ouvrages, successivement en la forme :

- *de participations sur les ouvrages à réaliser, enregistrées comme une créance de la collectivité sur le Concessionnaire*
- *et de solde définitif de cette créance dès lors que les ouvrages seront remis à la collectivité, sur la base des fiches d'ouvrage prévues à l'article 14 (point 1).*

Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante, conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe 4 : « « Bilan financier prévisionnel »

L'Annexe n° 4 au traité de concession est modifiée et jointe au présent avenant.

C – Autres clauses du traité

Toutes les clauses du traité initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de divergence.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

D – Signature du titulaire du traité

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature

E – Signature du concessionnaire ou aménageur

A : LA GARDE, le

Signature

F – Notification de l'avenant au titulaire du traité

☐ **<u>En cas de remise contre récépissé</u> :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire

☐ **<u>En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :</u>**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du traité.)

☐ **<u>En cas de notification par voie électronique :</u>**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du traité.)

ANNEXES AVENANT 2 – TRAITE DE CONCESSION

> Annexe 1 : ANNEXE 4 modifiée « Bilan financier prévisionnel »
> Annexe 2 : CRACL 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

COMMUNE DE LA GARDE

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE

COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SOMMAIRE

I – NOTE DE CONJONCTURE

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions
1.2/ Etudes
1.3/Travaux
1.4/ Situation financière au 31/12/2024

2- Prévisions 2025

2.1/ Acquisitions et cessions
2.2/ Etudes
2.3/Travaux
2.4/ Prévisions financières

II – DOCUMENTS FINANCIERS

Bilan prévisionnel & Plan de Trésorerie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I- NOTE DE CONJONCTURE

Suite à un transfert de délégation de maitrise d'ouvrage de la Métropole TPM, la Commune de La Garde a confié à la SAGEP une Concession d'aménagement par délibération du 26 juin 2023, notifié le 11 Août 2023 pour une durée de 7 ans.

Le projet d'aménagement se décline à travers deux grandes phases de réalisation :

- 2023-2026 : Une phase 1 correspondant à la requalification des espace publics du secteur Accusano avec la création d'un Parc urbain de près d'1.5 hectares, le réaménagement des voiries ainsi que la construction d'équipements publics tels que le parking silo et le Programme de Réussite Educative, avec une livraison des principaux équipements prévue fin 2025.

- 2025-2029 : Une phase 2 relative au secteur « République » avec la redynamisation et la requalification des espaces publics du centre-ville (place et abords, espaces de stationnements).

Le bilan de la concession s'élève à 28 millions d'euros environ.

Par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2024, un avenant n°1 au traité de concession ainsi qu'un avenant n°1 à la convention de transfert de Maitrise d'Ouvrage ont été approuvés afin de tenir compte de l'actualisation du coût des équipements publics à réaliser résultant des études de maitrise d'œuvre, ainsi que des nouvelles modalités de répartition financière des ouvrages entre la Commune et la Métropole ;

Ces modifications ont porté essentiellement sur la prise en charge financière par la Métropole des espaces paysagers ouverts du Parc Accusano ainsi que des ajustements liés au coûts des ouvrages suite aux estimations des différents ouvrages par le maitre d'œuvre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il en a résulté une revalorisation de la participation de la Métropole aux coûts des équipements publics, et une diminution de la participation de la Ville, permettant à la commune de participer à la phase 2 du projet (concernant des ouvrages de compétence métropolitaine), par le biais d'un fond de concours apporté à la Métropole, estimé lors du précédent Compte-Rendu annuel 2023 à 1.323M€ H.T.

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions

La SAGEP n'a pas réalisé d'acquisitions ni de cessions en 2024.

Tableau des acquisitions

Nom du vendeur	Nature du bien	Cadastre	Surfaces (m²)	Date acte	*Montant en euros HT (hors frais)*

Tableau des cessions :

Acquéreur	Nature du bien	Cadastre	compromis date	acte date	Nombre m²	Prix au m²	Montant Vente	Paiement
TOTAL					**0**		**0**	**0**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.2/ Etudes

- Etudes Générales :

Les études suivantes ont été réalisées :

- Un diagnostic phytosanitaire sur l'ensemble des arbres du périmètre de projet.
- Les diagnostics amiante/plomb sur les bâtis (Pré et tribunes) ainsi que sur les enrobés
- Les études géotechniques (G1 à G2PRO)
- Une campagne de géo détection des réseaux
- Un diagnostic complémentaire circulation sur l'avenue Roosevelt- Stalingrad

Etudes d'aménagement : Le Permis d'aménager, concernant le périmètre de requalification de la phase 1, a été déposé le 03 mai 2024 et délivré le 24 juin 2024– Il est aujourd'hui purgé de tout recours.

Etudes environnementales :
Après un cadrage préalable en début d'année auprès du service de la police de l'eau de la DDTM, le projet a fait l'objet du dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau en mai 2024, qui a fait l'objet de compléments.
Le dossier a été accordé en octobre 2024.

A ce sujet, il est précisé ceci : dans le cadre du dépôt de ce dossier pour la réalisation du projet urbain de La Garde, la DDTM a prescrit l'application anticipée d'un niveau de « côte des plus hautes eaux » relative au risque « inondation »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

plus contraignant que celui en vigueur dans les documents d'urbanisme et notamment le Plan de Prévention de Risques Inondation (PPRI) applicable sur la Commune.
Ces prescriptions ont consisté à imposer la construction d'un 1er niveau de plancher aménagé pour l'accueil de public selon une côte des plus hautes eaux fixée à 25.79 NGF soit près de +2.2m par rapport au terrain naturel et +1.10m par rapport à la Côte inscrite au PPRI applicable sur la Commune.

Ces prescriptions ont eu des répercussions sur le projet de la phase 1 en cours d'études, et ont impacté plus particulièrement la conception du parking Silo ainsi que celle du Bâtiment abritant le Projet de Réussite Educative.

En effet, ces deux bâtiments ont dû être revus au stade APS-APD en surélévation par rapport au terrain naturel pour l'accueil du public.
Ainsi, les locaux destinés à recevoir des activités au niveau du parking silo ont dû être créés au R+1 et R+2, et le bâtiment du Pré a dû être conçu en R+2 afin de pouvoir accueillir les familles et enfants au 1er étage et le Centre de Médecine Scolaire au 2ème étage.

Concertation :
Deux ateliers ont été organisés avec le jeune public sur l'aménagement de jeux au niveau de l'allée du droit des enfants ainsi que sur le projet du Parc : un atelier avec les enfants du groupe scolaire Zunino ainsi qu'un atelier auprès du conseils des petits élus.
Ces ateliers ont permis de faire participer les jeunes à la réflexion de la conception des espaces.

Démarche environnementale :
La démarche environnementale Quartier Durable Méditerranéen « QDM » a fait l'objet d'une commission « stade conception » le 19 septembre 2024 qui a attribué au Projet Cœur de Ville la reconnaissance du niveau Argent avec 81 points.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

Les études d'aménagement des espaces publics ont donné lieu à un AVP et à un Permis d'Aménager sur le périmètre « Phase 1 » valant permis de démolir des tribunes du stade Accusano.

Le montant du coût prévisionnel des travaux à l'AVP a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 6.6M€ H.T

-3.7M€ pour le Parc Accusano (hors désamiantage et démolition du stade)
-2.9M€ pour la requalification des voies

Les études PRO-DCE se sont poursuivies et ont fait l'objet de comités techniques et d'un COPIL le 28 novembre 2024.
Un appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement a été lancé le 13 décembre 2024 en vue d'une remise des Offres au 20 janvier.

Cette procédure d'appel d'offres ouvert a été réalisée pour cinq lots :

LOT01 : VRD- Réseaux humides
LOT 02 : Réseaux secs
LOT 03 : Aménagements paysagers
LOT 04 : Jeux
LOT 05 : Serrurerie- Signalétique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Parking Silo- services

Suite à la présentation des études APS en début d'année avec l'implantation de surfaces destinées à l'accueil d'activités de services en rez-de-chaussée, et le stationnement au-dessus, les prescriptions de la DDTM évoquées ci-avant ont nécessité de revoir le projet.

Ainsi, les surfaces dédiées aux services ont dû être remontées aux étages, avec la création d'un ascenseur supplémentaire, escaliers, adaptation du bâtiment permettant aux différents plateaux créés de pouvoir communiquer aux demis niveaux de parking etc…
Sur ces bases, le permis de construire pour le Pôle de services/parking silo a été déposé en mai, et délivré le 9 septembre. Il est purgé de tout recours depuis mi-décembre.

Le parking compte 216 places dont 11 places IRVE et 17 emplacements motos. Il comprend également un local vélos pour environ 39 places dont un emplacement pour vélos cargo.

Le coût prévisionnel des travaux à l'APD a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 5.8M€ H.T dont 4.8M€ pour le parking silo et 1M€ pour la partie dédiée aux locaux de services.

Les études PRO ont été présentées à l'occasion d'un COPIL le 30 août et l'appel d'offres travaux a été lancé début octobre. Une CAO a été organisée courant novembre et a permis d'attribuer 13 lots sur 14 pour un montant total de 5.34M€ H.T Pour le lot 13 « Panneaux photovoltaïques » qui n'a pas reçu d'offres, la CAO a validé une procédure sans publicité ni mise en concurrence conformément à la réglementation applicable.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises en décembre, en vue d'un démarrage des travaux début 2025.

Sur la base de l'estimation prévisionnelle du lot 13, la totalité des marchés travaux s'élèveraient à 5.59M€ H.T soit un gain de -3.76% par rapport au coût prévisionnel fixé à l'APD.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Le permis de construire valant démolition a été déposé début octobre.
En parallèle, un appel d'offres pour les travaux de désamiantage et un autre pour la démolition ont été lancés en vue d'un démarrage de ces travaux préparatoires en début d'année 2025.

Les études APD remises en juillet, ont fait l'objet d'un coût arrêté à 863K€. Compte tenu de sujétions techniques de sol suite à l'analyse tardive des études géotechniques au PRO, le maitre d'œuvre a estimé un PRO-DCE à hauteur de 980K€.

En parallèle, un bornage du terrain du Pré a été diligenté par la SAGEP, qui a donné lieu à un plan de division destinée d'une part à définir l'assiette du permis de construire et, d'autre part à régulariser le foncier.
A ce sujet, il est prévu l'acquisition par la Commune auprès de ladite copropriété d'une bande de terrain de 15 m2 à l'Euro, correspondant à un ancien ruisseau busé, non utilisé situé sur l'assiette du terrain du projet « Pré ».

Compte tenu du projet de construction, les copropriétaires ont sollicité la réfection de leur façade SUD à l'occasion des travaux réalisés par la SAGEP.
Dans un souci de cohérence du projet urbain avec le projet de construction accolé à cette façade, le COPIL a validé le principe de cette négociation.

Les CSPS et Bureau de Contrôle ont été désignés pour chacun des ouvrages à réaliser (Parking silo-services/Pré/Aménagement des espaces publics).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.3/ Travaux :

Après Désamiantage préalable fin août 2024, les travaux de démolition des tribunes, divers bâtis et enceinte du stade Accusano ont été réalisés à compter de début octobre.

L'aménagement d'un parking provisoire de 150 places a été réalisé avec une livraison du parking le 13 décembre 2024.

1.4/ Situation financière au 31/12/2024 :

Au 31/12/2024, le total des dépenses constatées s'élève à 1 428 492€ H.T.

Les dépenses réglées sur l'année 2024 correspondent aux études générales d'aménagement, aux études de maitrise d'œuvre ainsi qu'aux travaux préparatoires de désamiantage- démolition et création du parking provisoire en vue du démarrage des travaux.

Au 31/12/24, la trésorerie est de 190 201€ € H.T.

Deux acomptes de participation au coût des équipements publics ont été sollicité par la SAGEP à la Commune pour un montant de 1 019 716 € HT.

Suite à la signature de la convention de participation financière au coût des équipements publics du projet par la Métropole, un 1er acompte a été versé par la Métropole pour un montant de 1 385 335 € HT pour l'année 2024 au titre du prévisionnel de trésorerie établi lors du CRACL au 31/12/2023.

Ces acomptes de participation, qui sont un apport de trésorerie à l'opération, sont indiquées en trésorerie et sont reportés en recettes du bilan lors de la remise des équipements publics à la commune ou à la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

De plus, un dossier de subvention auprès de l'agence de l'eau a été déposé pour un montant de 577 472€ qui bénéficiera pour 264 824€ à la Ville pour la réalisation du Parc Accusano et pour 312 648€ à la Métropole pour les espaces ouverts du Parc Accusano et la requalification des voies.

Evolutions des participations de la Commune et de la Métropole :

Pour mémoire, au titre du précédent CRAC 2023 : compte-tenu de la revalorisation de la participation de la Métropole estimée à +1 323 946€ HT, avec, en parallèle, la diminution de la participation communale estimée à - 1 323 946€, il était prévu que la Commune reporte sa participation de 1.323M€ pour la phase 2 sous forme d'un fond de concours au profit de MTPM, ceci permettant de maintenir la participation de la Métropole à 16.496M€, conformément au bilan initial.

Au titre du présent CRAC : Compte-tenu des résultats favorables de l'appel d'offre sur les espaces publics qui a engendré une économie de près de 600K€ et de celui du parking silo/services avec une économie de près de 98K€ sur le budget estimé, ceci complété de l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€, l'évolution des participations de la Métropole et de la Ville évoluent ainsi :

Pour la Métropole : Sa participation au coût des équipements publics est estimée à ce jour à 16.7M€ soit une diminution globale de -1 085K€ HT par rapport au CRAC arrêté au 31/12/2023 et un écart de +278K€ H.T par rapport au budget initial, qui sera compensé par une convention de fond de concours réévaluée au présent CRAC à 595 290€.

Pour la Ville : L'évolution du coût du bâtiment « Pré » (Programme de Réussite Educative) résulte d'un appel d'offres élevé consécutif aux contraintes imposées par la loi sur l'eau et aux choix environnementaux retenus en termes de construction.
Cette évolution se trouve partiellement compensée par l'économie réalisée sur le Parc Accusano avec une économie de près de 170K€ ainsi que par l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour 264K€.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi, la participation de la Ville au coût des équipements publics évolue de 455K€ par rapport au CRACL précédent mais demeure inférieure de -860K€ au global avec la participation d'équilibre par rapport à sa participation initiale.

Au global, compte tenu de ce qui précède, la participation financière de la Métropole au titre de la concession d'aménagement évolue de + 278 759€ HT et celle de la Commune de -860 114€.

Compte tenu de la part de subvention bénéficiant à la Ville (264K€ pour le Parc), il est ainsi prévu que la Commune reporte 595 290€ au profit de la phase 2 de l'opération sous forme d'un fond de concours au bénéfice de la Métropole.

Ainsi, au présent CRACL, la participation de la Métropole au projet urbain est estimée à 16 775 057€ HT
moins 595 290€ (correspondant au fond de concours de la Commune) soit à terme, une participation de 16 179 766€
soit un écart de -315K€ par rapport au bilan initial, (compte tenu de l'octroi de la subvention de l'agence de l'eau)

Ainsi, au présent CRACL la participation totale des collectivités est estimée à 24.8M€ soit une diminution globale de –581K€ suite à l'obtention de la subvention de l'Agence de l'Eau et des produits financiers de 2024 et répartie comme suit :

- 16 775 057€ HT pour la Métropole au titre de sa participation au coût des équipements publics

- 8 112 229€ HT pour la Commune décomposée en :

- 5 531 779€ H.T au titre de sa participation au coût des équipements publics
- 2 490 450€ HT au titre de sa participation à l'équilibre de l'opération
- 90 000€ HT au titre d'un apport en nature de terrain

De plus, comme exposé ci-dessus, la Commune verserait en complément 595 290€ HT à la Métropole via une convention de fond de concours pour la phase 2 de l'opération (hors bilan de concession).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il est précisé que les acomptes de participation aux équipements publics versés à l'aménageur par la commune et par la Métropole sous forme d'acomptes de trésorerie, sont voués à être transformés en participation définitive à la remise de chacun des ouvrages et inscrits à cette occasion en recettes du bilan de concession.

Ces participations sont complétées en recettes par :

- Des cessions pour un montant de 2.792M€ (inchangé par rapport au dernier CRACL).
- Des produits financiers de 3.8K€
- La subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€

Au 31/12/2024, le bilan global de la concession est stable par rapport au CRACL précédent de 2023 et s'élève à 28 261 389€ H.T.

Compte tenu de l'actualisation des participations, il est prévu en parallèle du présent CRAC :

- Un avenant n°2 au traité de concession afin d'actualiser les montants de participation de la Commune et de la Métropole,

- Une convention financière tripartite (TPM-SAGEP-VILLE), afin de préciser les modalités de versement des acomptes de participation de la Métropole à la SAGEP pour l'année 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2- Prévisions 2025 :

2.1/ Acquisitions

Aucune acquisition prévue.

2.2/ Etudes :

- Etudes générales :

Il est envisagé une étude thermique par la pose de capteurs, permettant de mesurer les incidences bénéfiques du projet sur les ilots de chaleur urbaine.

Une mission spécifique de coordination interchantiers sur le projet sera mise en place afin de consolider un planning global de la réalisation de la phase 1.

Démarche CEREMA :

Dans le cadre de la démarche du CEREMA avec lequel la Métropole TPM est engagée, sur l'adaptation des espaces publics au changement climatique », il est envisagé l'accompagnement du CEREMA sur l'expertise du projet Cœur de ville.

Une visite de site sera prévue ainsi que plusieurs ateliers de travail en lien avec l'apport du projet au changement climatique qui donneront lieu à une remise de livrables par le CEREMA sur les aspects innovants, les réflexions thématiques appliquées au projet Cœur de Ville.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En parallèle, la SAGEP s'appuiera notamment sur les retours d'expertise du CEREMA en vue de préparer le dossier de demande de subvention FEDER de l'appel à projets « adaptation des espaces publics au changement climatique ».

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Il sera étudié l'aménagement des parcelles de jardins situées au niveau des écoles Zunino permettant des liaisons douces entre la rue des droits de l'enfant et Jean-Jaurès jusqu'au Parc Urbain et au centre-ville.

2.3/ Travaux

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

- Aménagement du Parc urbain + requalification des voies suivantes

Suite à l'appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement, une commission d'appel d'Offres sera organisée courant février en vue d'une notification des marchés début avril et une première tranche de livraison pour fin 2025.
La finalisation du Parc sur les emprises du parking provisoire est prévue début 2026.

Parking Silo- services

Les travaux doivent se réaliser à compter de début 2025 avec une réception travaux prévue au 31 octobre et une mise en service du parking courant novembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Les travaux de désamiantage sont prévus à compter de fin février/début mars en vue de la démolition du bâtiment en avril.

L'appel d'offres travaux de construction sera lancé en début d'année en vue d'un démarrage des travaux à la suite de la démolition à compter de mai.

La SAGEP établira un protocole visant à prévoir les modalités réciproques en vue de la réalisation de travaux de peinture sur le pignon Sud de ladite copropriété.

De plus, la SAGEP organisera une requête de référé préventif compte tenu de la proximité de la construction sur le Pignon Sud de la Copropriété.

2.4/ Prévisions financières :

Pour 2025, les dépenses prévisionnelles à constater s'élèvent à 11 885 312€ H.T.

Elles correspondent essentiellement à la réalisation des travaux du parking silo et locaux de services, du Parc urbain Accusano et de la requalification des voies, ainsi qu'aux honoraires techniques pour le suivi de ces travaux.

****

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II- BILAN PREVISIONNEL ET PLAN DE TRESORERIE

CONCESSION COEUR DE VILLE LA GARDE												
		Approuvé	2023	2024	CUMUL	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Bilan
Ligne	Intitulé	CRAC au 31/12	Année	Année	au 31/12/24	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
	DEPENSES	28 261 389	31 890	1 428 492	1 460 382	11 885 312	5 393 205	1 224 635	4 537 027	2 802 436	958 390	28 261 389
A	DEPENSES	4084711	0	0	0	99225	10000	397549	1968663	795097	814177	4084711
A1	Acquisitions foncières	3885308	0	0	0	99225	0	378608	1893042	757217	757217	3885308
A1a	Acquisitions locaux commerciaux coeur de Ville	3434089	0	0	0	0	0	343409	1717045	686818	686818	3434089
A1b	Apport en nature terrain Ville pour cession	90000	0	0	0	90000	0	0	0	0	0	90000
A1c	Frais de notaire sur acquisitions	176204	0	0	0	4500	0	17170	85852	34341	34341	176204
A1e	Rémunérations sur acquisitions 5% TTC	185015	0	0	0	4725	0	18029	90145	36058	36058	185015
A2	Charges s/ patrimoine acquis	189403	0	0	0	0	0	18940	75621	37881	56961	189403
A2a	Etudes s/tx patrimoine	50000	0	0	0	0	0	5000	25000	10000	10000	50000
A2b	Travaux patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2c	Frais de gestion s/charges patrimoine	68682	0	0	0	0	0	6868	34341	13736	13736	68682
A2d	Frais divers & imprévus s/ charges patrimoine	60000	0	0	0	0	0	6000	12000	12000	30000	60000
A2e	Rémunération sur charges s/patrimoine acquis	10721	0	0	0	0	0	1072	4280	2144	3224	10721
A3	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3a	Impôts foncier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	Divers et imprévus sur foncier	10000	0	0	0	0	10000	0	0	0	0	10000
A4a	Divers et imprévus sur foncier	10000	0	0	0	0	10000	0	0	0	0	10000
EG	ETUDES GENERALES	476159	0	236920	236921	60185	52478	78355	55968	8925	848	493681
EG1	Etudes générales / missions d'accompagnement	444835	0	224709	224709	56187	49080	73680	52760	8400	800	465616
EG1a	Etude conception amt et permis d'aménager	28150	0	14150	14150	0	0	14000	0	0	0	28150
Eg1c	Géomètre	35417		16230	16230	4330	5000	7000	2000	1000	0	35560
EG1d	Etudes géotechniques	67336	0	54620	54620	8225	6400	0	0	0	0	69245
EG1e	Etudes environnementales	30085	0	30625	30625	10350	4000	4000	0	0	0	48975
EG1h	Diagnostics divers	57582	0	41419	41419	6845	6040	6040	12080	0	0	72424
EG1k	AMO Qualité environnementale	106465	0	46065	46065	17719	6040	6040	12080	0	0	87944
EG1l	AMO Concertation	29800	0	21600	21600	3719	1600	1600	1600	2400	800	33319
EG1m	Etudes dev économique	90000	0	0	0	5000	20000	35000	25000	5000	0	90000
EG2	Divers et imprévus sur études générales	4371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1319
EG2a	Divers et imprévus sur études générales	4371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1319
EG3	Rémunération sur études et presta intellectuelles	26953	0	12212	12212	3407	2970	4435	3168	505	48	26746
EG3a	Rémunération sur études générales	26953		12212	12212	3407	2970	4435	3168	505	48	26746
ET	ETUDES ET HONORAIRES TECHNIQUES sur TRAVAUX	2389287	0	765400	765400	862021	385756	97800	139955	60703	41757	2353393
ET1	Etudes de Maitrise d'Œuvre	2086862	0	717853	717853	709710	324118	77978	116968	38989	38989	2024606
Et1a	Maitrise d'oeuvre VRD-aménagements espaces publics	922654	0	349832	349832	272675	173985	77978	116968	38989	38989	1069416
ET1b	Maitrise d'œuvre construction équipements publics	1164208	0	368021	368021	437035	150134	0	0	0	0	955190
ET2	SPS et Contrôleur technique	110540	0	18162	18162	50467	26823	12477	12477	17155	0	137560
ET2a	SPS	44914	0	3304	3304	22270	11580	3119	3119	7798	0	51191
ET2b	Bureau de contrôle	65626	0	14858	14858	28196	15243	9357	9357	9357	0	86369
ET3	GEOMETRE (implantation ouvrages)	10000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET3a	frais géomètre pour travaux	10000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET4	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23560	5890	0	0	0	0	29450
ET4a	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23560	5890	0	0	0	0	29450
ET5	Imprévus sur honoraires techniques	46642	0	0	0	15559	7019	1809	2589	1123	780	28879
ET5a	Imprévus sur honoraires techniques	46642	0	0	0	15559	7019	1809	2589	1123	780	28879
ET6	Rémunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135243	0	29386	29386	62725	21905	5536	7922	3436	1988	132898
ET6a	Rémunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135243		29386	29386	62725	21905	5536	7922	3436	1988	132898
F	FRAIS	1202985	31890	114960	146850	251633	258981	213534	185454	188121	101607	1346181
F1	Frais de société	513333	30968	80000	110968	80000	80000	80000	80000	80000	2365	513333
F1a	Rémunération forfaitaire-gestion des marchés	288750	17419	45000	62419	45000	45000	45000	45000	45000	1331	288750
F1b	Rémunération forfaitaire-suivis des tâches	224583	13548	35000	48548	35000	35000	35000	35000	35000	1034	224583
F2	Frais de commercialisation	267565	0	610	610	18043	48308	73647	66325	66325	1307	274565
F2a	Frais de communication	100000	0	610	610	14543	22040	20500	20500	20500	1307	100000
F2b	Frais de géomètre su commercialisation (plans de vente, born	0	0	0	0	3500	3500	0	0	0	0	7000
F2d	Rémunération de commercialisation 5% sur cessions TTC	167565	0	0	0	0	22768	53147	45825	45825	0	167565
F4	Frais financiers	327088	0	13206	13206	74580	129172	58337	37579	40996	22135	376006
F4a	Frais financiers s/CT	35000	0	0	0	0	0	35000	0	0	0	35000
F4b	Frais financiers s/emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F4c	Rémunération de trésorerie 0.5% de tous les mouvements treso	292088	0	13206	13206	74580	129172	23337	37579	40996	22135	341006
F5	Frais divers et liquidation d'opération	95000	923	21144	22067	79010	1500	1550	1550	800	75800	182277
F5a	Frais sur Appels d'offres	5000	720	3240	3960	2572	500	750	750	0	0	8532
F5b	Assistance juridique	5000	203	10159	10361	1000	500	500	500	500	500	13861
F5c	Rémunération pour dossier de clôture	75000	0	0		0	0	0	0	0	75000	75000
F5d	Frais divers	10000	0	7745	7745	1746	500	300	300	300	300	11191
F5e	Assurances	0	0	0		77493	0	0	0	0	0	77493
T	TRAVAUX DIVERS ET IMPREVUS	20108247	0	311211	311211	10612249	4685990	437397	2186986	1749589	0	19983423
T1	Travaux	17105420	0	304521	304521	9072390	3976587	367771	1838855	1471084	0	17031208
T1a	Travaux de préparation/démolition	340000	0	304521	304521	133059	0	0	0	0	0	437580
T1b	Aménagement espaces publics- phase 1	6612497		0	0	4209822	1804209	0	0	0	0	6014031
T1c	Construction équipements publics- phase 1	6660000	0	0	0	4729510	2172377	0	0	0	0	6901887
	Parking silo/services											*5581887*
	Pré											*1320000*
T1d	Aménagement espaces publics- phase 2	3492923	0	0	0	0	0	367771	1838855	1471084	0	3677709
T2	Travaux divers et imprévus	1710542	0	0	0	907239	397659	36777	183885	147108	0	1672669
T2a	Travaux divers et imprévus	1710542	0	0	0	907239	397659	36777	183885	147108	0	1672669
T3	Frais de concessionnaires	154083	0	0	0	21000	46500	8091	40455	32364	0	148410
T4	Rémunération sur travaux 5% TTC	1138203	0	6690	6690	611619	265245	24758	123792	99033	0	1131137
T4a	Rémunération sur travaux 5% TTC	1138203	0	6690	6690	611619	265245	24758	123792	99033	0	1131137
	RECETTES	28261389	62357	3883	66240	619186	16264712	2723223	1763750	4071303	2752974	28261389
CE	CESSIONS	2792748	0	0	0	0	379468	885780	763750	763750	0	2792748
CE1c	Cessions commerce coeur de ville et locaux activités silo	2792748	0	0	0	0	379468	885780	763750	763750	0	2792748
G	PRODUITS DE GESTION	0	0	3883	3883	0	0	0	0	0	0	3883
G1	PRODUITS DE GESTION	0	0	3883	3883	0	0	0	0	0	0	3883
P	PARTICIPATIONS	25468641	62357	0	62357	330450	15596508	1837443	1000000	3307553	2752974	**24887286**
P1	Participation Ville	7648397	62357	0	62357	330450	3784336	1837443	1000000	200000	897643	**8112229**
P1a	Participation Ville aux coûts des équipements publics	5076130		0	0	0	3694336	1837443	0	0	0	5531779
P1b	Participation d'équilibre Ville	2482267	62357	0	62357	330450			1000000	200000	897643	2490450
P1c	Participation Commune (apport en nature)	90000	0	0	0		90000	0		0	0	90000
P3	Participation Métropole	17820244	0	0	0	0	11812172	0	0	3107553	1855331	**16775057**
P3a	Participation TPM aux coûts des équipements publics	17820244	0	0	0	0	11812172		0	3107553	1855331	16775057
S	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288736	288736	0	0	0	0	577472
S1	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288736	288736	0	0	0	0	577472
S1a	Subventions Agence de L'Eau	0	0	0	0	288736	288736	0	0	0	0	577472
	Part Ville											*264824*
	Part MTPM											*312648*
S1b	Subvention Feder	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-3920866	30467	-1424609	-1394143	-11266126	10871507	1498588	-2773277	1268867	1794584	0
	AMORTISSEMENTS	22896374	0	0	0	0	15506508	1837443	0	3107553	1855331	22306835
Z3	AVANCES	22896374	0	0	0	0	15506508	1837443	0	3107553	1855331	22306835
Z3a	Remboursement avances	22896374	0	0	0	0	15506508	1837443	0	3107553	1855331	22306835
	Remboursement Acomptes sur participation Ville	5076130					3694336	1837443				5531779
	Remboursement acomptes de participation TPM	17820244					11812172			3107553	1855331	16775057
	MOBILISATIONS	22896374	83643	2405051	2488694	10171620	4869207	577924	2344059	1812774	42557	22306836
Z	AMORTISSEMENT	22896374	0	0	2488694	10171620	4869207	577924	2344059	1812774	42557	22306836
Z1	ACOMPTES SUR PARTICIPATION	22896374	83643	2405051	2488694	10171620	4869207	577924	2344059	1812774	42557	22306836
Z1a	**Acomptes sur participation Ville**	**5076130**	**83643**	**1019716**	**1103359**	**2387807**	**2039553**	**1060**	**0**	**0**	**0**	**5531779**
	Au coût des équipements publics	**5076130**	**83643**	**1019716**	**1103359**	**2387807**	**2039553**	**1060**	**0**	**0**	**0**	**5531779**
	PARC ACCUSANO				476338	1186697	454489	1060	0	0	0	**2118584**
	PRE				107141	530218	1306165	0	0	0	0	**1943524**
	POLE SERVICES				68457	1122315	278899	0	0	0	0	**1469670**
Z1b	**Acomptes de participation TPM**	**17820244**	**0**	**1385335**	**1385335**	**7783814**	**2829654**	**576864**	**2344059**	**1812774**	**42557**	**16775057**
	PARC ACCUSANO				139389	1692250	643165	1060	0	0	0	**2475865**
	AMENAGEMENT VOIRIES				256348	2130727	918950	3244	0	0	0	**3309268**
	PARKING SILO				258767	4624962	1147615	0	0	0	0	**6031343**
	AMENAGEMENT SECTEUR REPUBLIQUE-PHASE 2				13091	53615	119924	572560	2344059	1812774	42557	**4958581**
	FINANCEMENT	0	83643	2405051	2488694	10171620	-10637302	-1259518	2344059	-1294779	-1812774	0
	TRESORERIE CUMUL	0	-32075	190201	158125	46	234252	473321	44103	18190	0	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Avenant n°2 au traité de Concession Coeur de Ville - LA GARDE
ANNEXE 4 modifiée: Bilan financier prévisionnel

Intitulé	Bilan H.T Prévisionnel	2023 Année	2024 Année	CUMUL au 31/12/24	2025 Année	2026 Année	2027 Année	2028 Année	2029 Année	2030 Année
DEPENSES	28 261 389	31 890	1 428 492	1 460 382	11 885 312	5 393 205	1 224 635	4 537 027	2 802 436	958 390
DEPENSES	4 084 711	0	0	0	99 225	10 000	397 549	1 968 663	795 097	814 177
Acquisitions foncières	3 885 308	0	0	0	99 225	0	378 608	1 893 042	757 217	757 217
Acquisitions locaux commerciaux coeur de Ville	3 434 089	0	0	0	0	0	343 409	1 717 045	686 818	686 818
Apport en nature terrain Ville pour cession	90 000	0	0	0	90 000	0	0	0	0	0
Frais de notaire sur acquisitions	176 204	0	0	0	4 500	0	17 170	85 852	34 341	34 341
Rémunérations sur acquisitions 5% TTC	185 015	0	0	0	4 725	0	18 029	90 145	36 058	36 058
Charges s/ patrimoine acquis	189 403	0	0	0	0	0	18 940	75 621	37 881	56 961
Etudes s/tx patrimoine	50 000	0	0	0	0	0	5 000	25 000	10 000	10 000
Travaux patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Frais de gestion s/charges patrimoine	68 682	0	0	0	0	0	6 868	34 341	13 736	13 736
Frais divers & imprévus s/ charges patrimoine	60 000	0	0	0	0	0	6 000	12 000	12 000	30 000
Rémunération sur charges s/patrimoine acquis	10 721	0	0	0	0	0	1 072	4 280	2 144	3 224
Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts foncier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0
Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0
ETUDES GENERALES	493 681	0	236 920	236 921	60 185	52 478	78 355	55 968	8 925	848
Etudes générales / missions d'accompagnement	465 616	0	224 709	224 709	56 187	49 080	73 680	52 760	8 400	800
Etude conception amt et permis d'aménager	28 150	0	14 150	14 150	0	0	14 000	0	0	0
Géomètre	35 560		16 230	16 230	4 330	5 000	7 000	2 000	1 000	0
Etudes géotechniques	69 245	0	54 620	54 620	8 225	6 400	0	0	0	0
Etudes environnementales	48 975	0	30 625	30 625	10 350	4 000	4 000	0	0	0
Diagnostics divers	72 424	0	41 419	41 419	6 845	6 040	6 040	12 080	0	0
AMO Qualité environnementale	87 944	0	46 065	46 065	17 719	6 040	6 040	12 080	0	0
AMO Concertation	33 319	0	21 600	21 600	3 719	1 600	1 600	1 600	2 400	800
Etudes dev économique	90 000	0	0	0	5 000	20 000	35 000	25 000	5 000	0
Divers et imprévus sur études générales	1 319	0	0	0	591	428	240	40	20	0
Divers et imprévus sur études générales	1 319	0	0	0	591	428	240	40	20	0
Rémunération sur études et presta intellectuelles	26 746	0	12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48
Rémunération sur études générales	26 746		12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48
ETUDES ET HONORAIRES TECHNIQUES sur TRAVAUX	2 353 393	0	765 400	765 400	862 021	385 756	97 800	139 955	60 703	41 757
Etudes de Maitrise d'Œuvre	2 024 606	0	717 853	717 853	709 710	324 118	77 978	116 968	38 989	38 989
Maitrise d'œuvre VRD-aménagements espaces publics	1 069 416	0	349 832	349 832	272 675	173 985	77 978	116 968	38 989	38 989
Maitrise d'œuvre construction équipements publics	955 190	0	368 021	368 021	437 035	150 134	0	0	0	0
SPS et Contrôleur technique	137 560	0	18 162	18 162	50 467	26 823	12 477	12 477	17 155	0
SPS	51 191	0	3 304	3 304	22 270	11 580	3 119	3 119	7 798	0
Bureau de contrôle	86 369	0	14 858	14 858	28 196	15 243	9 357	9 357	9 357	0
GEOMETRE (implantation ouvrages)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
frais géomètre pour travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OPCU Urbain & communication chantier	29 450	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0
OPCU Urbain & communication chantier	29 450	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0
Imprévus sur honoraires techniques	28 879	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780
Imprévus sur honoraires techniques	28 879	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780
Rémunération sur Etudes sur trx 5% TTC	132 898	0	29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988
Rémunération sur Etudes sur trx 5% TTC	132 898		29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988
FRAIS	1 346 181	31 890	114 960	146 850	251 633	258 981	213 534	185 454	188 121	101 607
Frais de société	513 333	30 968	80 000	110 968	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	2 365
Rémunération forfaitaire-gestion des marchés	288 750	17 419	45 000	62 419	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	1 331
Rémunération forfaitaire-suivis des tâches	224 583	13 548	35 000	48 548	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	1 034
Frais de commercialisation	274 565	0	610	610	18 043	48 308	73 647	66 325	66 325	1 307
Frais de communication	100 000	0	610	610	14 543	22 040	20 500	20 500	20 500	1 307
Frais de géomètre su commercialisation (plans de vente, born	7 000	0	0	0	3 500	3 500	0	0	0	0
Rémunération de commercialisation 5% sur cessions TTC	167 565	0	0	0	0	22 768	53 147	45 825	45 825	0
Frais financiers	376 006	0	13 206	13 206	74 580	129 172	58 337	37 579	40 996	22 135
Frais financiers s/CT	35 000	0	0	0	0	0	35 000	0	0	0
Frais financiers s/emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Rémunération de trésorerie 0.5% de tous les mouvements treso	341 006	0	13 206	13 206	74 580	129 172	23 337	37 579	40 996	22 135
Frais divers et liquidation d'opération	182 277	923	21 144	22 067	79 010	1 500	1 550	1 550	800	75 800
Frais sur Appels d'offres	8 532	720	3 240	3 960	2 572	500	750	750	0	0
Assistance juridique	13 861	203	10 159	10 361	1 000	500	500	500	500	500
Rémunération pour dossier de clôture	75 000	0	0		0	0	0	0	0	75 000
Frais divers	11 191	0	7 745	7 745	1 746	500	300	300	300	300
Assurances	77 493	0	0		77 493	0	0	0	0	0
TRAVAUX DIVERS ET IMPREVUS	19 983 423	0	311 211	311 211	10 612 249	4 685 990	437 397	2 186 986	1 749 589	0
Travaux	17 031 208	0	304 521	304 521	9 072 390	3 976 587	367 771	1 838 855	1 471 084	0
Travaux de préparation/démolition	437 580	0	304 521	304 521	133 059	0	0	0	0	0
Aménagement espaces publics- phase 1	6 014 031		0	0	4 209 822	1 804 209	0	0	0	0
Construction équipements publics- phase 1	6 901 887	0	0	0	4 729 510	2 172 377	0	0	0	0
Parking silo/services	*5 581 887*									
Pré	*1 320 000*									
Aménagement espaces publics- phase 2	3 677 709	0	0	0	0	0	367 771	1 838 855	1 471 084	0
Travaux divers et imprévus	1 672 669	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0
Travaux divers et imprévus	1 672 669	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0
Frais de concessionnaires	148 410	0	0	0	21 000	46 500	8 091	40 455	32 364	0
Rémunération sur travaux 5% TTC	1 131 137	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0
Rémunération sur travaux 5% TTC	1 131 137	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0
RECETTES	28 261 389	62 357	3 883	66 240	619 186	16 264 712	2 723 223	1 763 750	4 071 303	2 752 974
CESSIONS	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0
Cessions commerce coeur de ville et locaux activités silo	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0
PRODUITS DE GESTION	3 883	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0
PRODUITS DE GESTION	3 883	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0
PARTICIPATIONS	**24 887 286**	62 357	0	62 357	330 450	15 596 508	1 837 443	1 000 000	3 307 553	2 752 974
Participation Ville	**8 112 229**	62 357	0	62 357	330 450	3 784 336	1 837 443	1 000 000	200 000	897 643
Participation Ville aux coûts des équipements publics	5 531 779		0	0	0	3 694 336	1 837 443	0	0	0
Participation d'équilibre Ville	2 490 450	62 357	0	62 357	330 450			1 000 000	200 000	897 643
Participation Commune (apport en nature)	90 000	0	0	0		90 000	0		0	0
Participation Métropole	**16 775 057**	0	0	0	0	11 812 172	0	0	3 107 553	1 855 331
Participation TPM aux coûts des équipements publics	16 775 057	0	0	0	0	11 812 172		0	3 107 553	1 855 331
SUBVENTIONS	577 472	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0
SUBVENTIONS	577 472	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0
Subventions Agence de L'Eau	577 472	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0
Part Ville	*264 824*									
Part MTPM	*312 648*									
Subvention Feder	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION	0	30 467	-1 424 609	-1 394 143	-11 266 126	10 871 507	1 498 588	-2 773 277	1 268 867	1 794 584
ACOMPTES de PARTICIPATION aux coûts des équipements publics	22 306 836	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557
Acomptes de participation VILLE	**5 531 779**	**83 643**	**1 019 716**	**1 103 359**	**2 387 807**	**2 039 553**	**1 060**	**0**	**0**	**0**
PARC ACCUSANO	**2 118 584**			476 338	1 186 697	454 489	1 060	0	0	0
PRE	**1 943 524**			107 141	530 218	1 306 165	0	0	0	0
POLE SERVICES	**1 469 670**			68 457	1 122 315	278 899	0	0	0	0
Acomptes de participation METROPOLE- TPM	**16 775 057**	**0**	**1 385 335**	**1 385 335**	**7 783 814**	**2 829 654**	**576 864**	**2 344 059**	**1 812 774**	**42 557**
PARC ACCUSANO	**2 475 865**			139 389	1 692 250	643 165	1 060	0	0	0
AMENAGEMENT VOIRIES	**3 309 268**			256 348	2 130 727	918 950	3 244	0	0	0
PARKING SILO	**6 031 343**			258 767	4 624 962	1 147 615	0	0	0	0
AMENAGEMENT ESPACES PUBLICS PHASE 2	**4 958 581**			13 091	53 615	119 924	572 560	2 344 059	1 812 774	42 557
TRESORERIE CUMUL		-32 075	190 201	158 125	46	234 252	473 321	44 103	18 190	0

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250623-DEL2025042-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 23 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION ENTRE LA COMMUNE, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Alain JOUOT; M. André BAULON**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	27	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la convention de transfert de maitrise d'ouvrage intervenue le 4 août 2023 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, en vue de confier à la commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville et ses avenants n^{os} 1 et 2 approuvés par délibérations respectives n° 19 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 et n ° 21 du Conseil Municipal du 16 juin 2025,

VU le traité de concession du 11 août 2023 aux termes duquel la commune a confié à la Société Publique Locale « SAGEP » la concession d'aménagement de ce projet et ses avenants n° 1 et 2 approuvés par délibérations respectives n° 20 du Conseil Municipal du 17 décembre 2024, et n° 22 du Conseil Municipal du 16 juin 2025,

VU la convention tripartite de participation financière à l'opération entre la commune de La Garde, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Société Publique Locale « SAGEP » intervenue le 3 janvier 2025,

VU le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession publique d'aménagement,

VU le projet de convention ci-annexé,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE /EMPLOI du 21 mai 2025,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT qu'au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'avenanter la convention tripartite de participation financière qui a pour objet de définir les modalités de versement, de gestion comptable et de révision de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde »,

CONSIDERANT que s'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 1 reprend les données présentes dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.

CONSIDERANT que ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet d'avenants n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune, et du traité de concession entre la commune et la SAGEP.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **ADOPTE** l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention tripartite de participation financière définissant les modalités de versement, de gestion comptable et de révision de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde » tel qu'annexé.

ARTICLE 3 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant.

ARTICLE 4 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **19**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

AVENANT N° 1

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION « PROJET URBAIN DU CŒUR DE VILLE DE LA GARDE »

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau Métropolitain n° 25/xxx du xxxxxxx
Ci-après désignée « la Métropole » ou « TPM »

D'une part,

La commune de la Garde (83), représentée par son Maire, Madame Hélène ARNAUD BILL, agissant en vertu d'une délibération n° 23 du 16 juin 2025,
Ci-après désignée « la commune »,

ET

La Société SAGEP, Société Publique Locale dont le siège social est situé Hôtel de Ville à la Garde et 132 rue le Corbusier 83130 La Garde, inscrite au Registre du Commerce de Toulon sous le numéro 788 544 005, représentée par son Directeur Général en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 27 juin 2023.

Ci-après désigné l'aménageur

D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Par convention signée le 4 août 2023, la METROPOLE a transféré sa maîtrise d'ouvrage à la COMMUNE pour la réalisation de l'opération d'aménagement « projet urbain du cœur de ville de la Garde ».

Par traité de concession du 11 août 2023, la Commune de La Garde a confié à la Société Publique Locale SAGEP la concession d'aménagement de ce projet dénommé « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde ».

Par avenants n° 1 du 03 janvier 2025, des clarifications ont été apportées à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage et au traité de concession, concernant la répartition des ouvrages et notamment leur financement.

Le dernier Compte-Rendu-Annuel à la Collectivité arrêté au 31/12/2024 fixe le montant prévisionnel des participations financières de cette opération d'aménagement à 24 887 286€ H.T. Ainsi, en application de l'article L300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation de la Commune est fixé à 8 112 229 € H.T, et la participation de la Métropole qui est fixée à 16 775 057 € H.T.

Ces nouveaux ajustements relatifs aux financements des ouvrages ont fait l'objet d'avenants n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage et au traité de concession.

Il convient d'avenanter également la convention de participation financière du 3 janvier 2025.

Pour rappel, dans son article 8.4, la convention de transfert de délégation de maitrise d'ouvrage précise que la Métropole versera sa participation directement à l'aménageur désigné, une convention spécifique dite de participation financière venant préciser les modalités de paiement de cette somme au concessionnaire et notamment l'échéancier et le plan de trésorerie.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 1 – Objet de l'avenant n°1

Suite à l'adoption du Compte Rendu Annuel de la Concession de l'année 2024, le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications induites aux modalités de versement de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde ».

ARTICLE 2 – Durée

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification jusqu'à la date d'expiration de la concession d'aménagement telle que définie à l'article 4 du traité de concession.

ARTICLE 3 – Modalités de financement des ouvrages

L'article 8 modifié par avenant n° 2 de la convention de transfert de maitrise d'ouvrage précise le coût total estimatif des ouvrages à date.

La répartition de la participation au titre du financement des équipements publics de l'opération s'établit comme suit :

Ouvrages	MO initiale	MO en application conv de transfert	Coûts en € H.T.
TPM		**TPM**	**TPM**
Construction d'un parking public en silo (gratuit) - Secteur Accusano	TPM	Ville	6 031 343 €
Espaces paysagers "Parc Accusano" intégrant un parking en surface de 30 places	TPM	Ville	2 475 865 €
Aménagements/requalification des rues	TPM	Ville	3 309 268 €
Requalification de la place de la république et abords - Espaces publics et stationnements	TPM	Ville	4 958 581 €
Coût prévisionnel des ouvrages métropolitains			**16 775 057 €**
VILLE			**VILLE**
Construction d'un pôle de services intégré au parking silo - secteur Accusano (locaux dédiés à des activités économiques)	Ville	Ville	1 469 670 €
Aménagement Parc urbain Accusano (partie clôturée)	Ville	Ville	2 118 584 €
Démolition-reconstruction du bâtiment dédié au Programme de Réussite Educative (Pré)	Ville	Ville	1 943 524 €
Coût prévisionnel des ouvrages communaux			**5 531 779 €**
COUT PREVISIONNEL TOTAL DES OUVRAGES			**22 306 835 €**
		Part TPM	**75%**
		Part VILLE	**25%**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 4 – Modalités de versement et échéancier

4.1 Modalités de versement de la participation de la Métropole TPM à la SAGEP

Conformément aux dispositions de l'article L300-5 du code de l'urbanisme et à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage et son avenant n° 2, la Métropole verse directement sa participation à l'aménageur désigné, à savoir la SAGEP.

En vertu du traité de concession (article 16), et la convention financière, le versement de cette participation fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur le dernier CRAC, sous la forme d'un ou de plusieurs acomptes annuels de participation.

Echéancier sur la base du CRAC 2024 adopté le 16 juin 2025

	2023 (réalisé)	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Participation TPM (H.T) **16 775 057 €**	0	1 385 335 € HT	7 783 814 € HT	2 829 654 €HT	576 864 €HT	2 344 059 €HT	1 812 774 €HT	42 557 €HT

Il est précisé que les montants annuels ci-dessus feront l'objet du versement d'acomptes auxquels sera ajouté la TVA en sus. Ces appels d'acomptes seront adressés par courrier de la SAGEP à la Métropole avec précision de l'affectation du ou des équipement public(s) concerné(s).

4.2 Versement de l'acompte de participation pour l'année N (2025)

Selon le CRAC adopté le 16 juin 2025, la Métropole doit verser 7 783 814 € H.T soit 9 340 576€ TTC au titre de sa participation pour l'année 2025.

Ce versement s'effectuera en deux versements de la manière suivante :

- Au mois de juillet 2025 : Un premier acompte de 4 320 000€ HT soit 5 184 000€ TTC
- Au mois d'octobre 2025 : Un second versement de 3 463 814€ HT soit 4 156 576€ TTC

Ces appels d'acomptes seront adressés par courrier de la SAGEP à la Métropole avec précision de l'affectation du ou des équipement public(s) concerné(s).

ARTICLE 5 – Effet de l'avenant

Toutes les dispositions de la CONVENTION qui ne sont pas modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 6 – ANNEXES

Les annexes suivantes font partie du présent avenant : CRAC 2024 + DELIBERATION DE LA VILLE

Fait à Toulon, le ……

Pour la Ville

La Maire,

Pour la Métropole,

Le Président,
Jean Pierre GIRAN

Pour la SAGEP,

Monsieur Charles IGNATOFF

BROUILLON

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

PROJET DE DELIBERATION

OBJET : SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (CRAC)

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1523-2 et L.1524-3,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.300-5,

VU le contrat de concession d'aménagement du Centre-Ville en date du 17 août 2023,

VU le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité au 31 décembre 2024 établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) »,

VU l'avis de la commission municipal FINANCES/COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité, ci-annexé, rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE FAVORABLEMENT sur l'ensemble des informations contenues dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession d'aménagement du Centre-Ville établi par la Société Publique Locale (S.P.L.) « Société d'Aménagement et de GEstion Publique (S.A.G.E.P.) ».

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

COMMUNE DE LA GARDE

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE

COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SOMMAIRE

I – NOTE DE CONJONCTURE

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions
1.2/ Etudes
1.3/Travaux
1.4/ Situation financière au 31/12/2024

2- Prévisions 2025

2.1/ Acquisitions et cessions
2.2/ Etudes
2.3/Travaux
2.4/ Prévisions financières

II – DOCUMENTS FINANCIERS

Bilan prévisionnel & Plan de Trésorerie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I- NOTE DE CONJONCTURE

Suite à un transfert de délégation de maitrise d'ouvrage de la Métropole TPM, la Commune de La Garde a confié à la SAGEP une Concession d'aménagement par délibération du 26 juin 2023, notifié le 11 Août 2023 pour une durée de 7 ans.

Le projet d'aménagement se décline à travers deux grandes phases de réalisation :

- 2023-2026 : Une phase 1 correspondant à la requalification des espace publics du secteur Accusano avec la création d'un Parc urbain de près d'1.5 hectares, le réaménagement des voiries ainsi que la construction d'équipements publics tels que le parking silo et le Programme de Réussite Educative, avec une livraison des principaux équipements prévue fin 2025.

- 2025-2029 : Une phase 2 relative au secteur « République » avec la redynamisation et la requalification des espaces publics du centre-ville (place et abords, espaces de stationnements).

Le bilan de la concession s'élève à 28 millions d'euros environ.

Par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2024, un avenant n°1 au traité de concession ainsi qu'un avenant n°1 à la convention de transfert de Maitrise d'Ouvrage ont été approuvés afin de tenir compte de l'actualisation du coût des équipements publics à réaliser résultant des études de maitrise d'œuvre, ainsi que des nouvelles modalités de répartition financière des ouvrages entre la Commune et la Métropole ;

Ces modifications ont porté essentiellement sur la prise en charge financière par la Métropole des espaces paysagers ouverts du Parc Accusano ainsi que des ajustements liés au coûts des ouvrages suite aux estimations des différents ouvrages par le maitre d'œuvre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il en a résulté une revalorisation de la participation de la Métropole aux coûts des équipements publics, et une diminution de la participation de la Ville, permettant à la commune de participer à la phase 2 du projet (concernant des ouvrages de compétence métropolitaine), par le biais d'un fond de concours apporté à la Métropole, estimé lors du précédent Compte-Rendu annuel 2023 à 1.323M€ H.T.

1- Situation de l'opération en 2024

1.1/ Acquisitions et cessions

La SAGEP n'a pas réalisé d'acquisitions ni de cessions en 2024.

Tableau des acquisitions

Nom du vendeur	Nature du bien	Cadastre	Surfaces (m²)	Date acte	*Montant en euros HT (hors frais)*

Tableau des cessions :

Acquéreur	Nature du bien	Cadastre	compromis date	acte date	Nombre m²	Prix au m²	Montant Vente	Paiement
TOTAL					0		0	0

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.2/ Etudes

- Etudes Générales :

Les études suivantes ont été réalisées :

- Un diagnostic phytosanitaire sur l'ensemble des arbres du périmètre de projet.
- Les diagnostics amiante/plomb sur les bâtis (Pré et tribunes) ainsi que sur les enrobés
- Les études géotechniques (G1 à G2PRO)
- Une campagne de géo détection des réseaux
- Un diagnostic complémentaire circulation sur l'avenue Roosevelt- Stalingrad

Etudes d'aménagement : Le Permis d'aménager, concernant le périmètre de requalification de la phase 1, a été déposé le 03 mai 2024 et délivré le 24 juin 2024– Il est aujourd'hui purgé de tout recours.

Etudes environnementales :
Après un cadrage préalable en début d'année auprès du service de la police de l'eau de la DDTM, le projet a fait l'objet du dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau en mai 2024, qui a fait l'objet de compléments.
Le dossier a été accordé en octobre 2024.

A ce sujet, il est précisé ceci : dans le cadre du dépôt de ce dossier pour la réalisation du projet urbain de La Garde, la DDTM a prescrit l'application anticipée d'un niveau de « côte des plus hautes eaux » relative au risque « inondation »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

plus contraignant que celui en vigueur dans les documents d'urbanisme et notamment le Plan de Prévention de Risques Inondation (PPRI) applicable sur la Commune.
Ces prescriptions ont consisté à imposer la construction d'un 1er niveau de plancher aménagé pour l'accueil de public selon une côte des plus hautes eaux fixée à 25.79 NGF soit près de +2.2m par rapport au terrain naturel et +1.10m par rapport à la Côte inscrite au PPRI applicable sur la Commune.

Ces prescriptions ont eu des répercussions sur le projet de la phase 1 en cours d'études, et ont impacté plus particulièrement la conception du parking Silo ainsi que celle du Bâtiment abritant le Projet de Réussite Educative.

En effet, ces deux bâtiments ont dû être revus au stade APS-APD en surélévation par rapport au terrain naturel pour l'accueil du public.
Ainsi, les locaux destinés à recevoir des activités au niveau du parking silo ont dû être créés au R+1 et R+2, et le bâtiment du Pré a dû être conçu en R+2 afin de pouvoir accueillir les familles et enfants au 1er étage et le Centre de Médecine Scolaire au 2ème étage.

Concertation :
Deux ateliers ont été organisés avec le jeune public sur l'aménagement de jeux au niveau de l'allée du droit des enfants ainsi que sur le projet du Parc : un atelier avec les enfants du groupe scolaire Zunino ainsi qu'un atelier auprès du conseils des petits élus.
Ces ateliers ont permis de faire participer les jeunes à la réflexion de la conception des espaces.

Démarche environnementale :
La démarche environnementale Quartier Durable Méditerranéen « QDM » a fait l'objet d'une commission « stade conception » le 19 septembre 2024 qui a attribué au Projet Cœur de Ville la reconnaissance du niveau Argent avec 81 points.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

Les études d'aménagement des espaces publics ont donné lieu à un AVP et à un Permis d'Aménager sur le périmètre « Phase 1 » valant permis de démolir des tribunes du stade Accusano.

Le montant du coût prévisionnel des travaux à l'AVP a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 6.6M€ H.T

-3.7M€ pour le Parc Accusano (hors désamiantage et démolition du stade)
-2.9M€ pour la requalification des voies

Les études PRO-DCE se sont poursuivies et ont fait l'objet de comités techniques et d'un COPIL le 28 novembre 2024.
Un appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement a été lancé le 13 décembre 2024 en vue d'une remise des Offres au 20 janvier.

Cette procédure d'appel d'offres ouvert a été réalisée pour cinq lots :

LOT01 : VRD- Réseaux humides
LOT 02 : Réseaux secs
LOT 03 : Aménagements paysagers
LOT 04 : Jeux
LOT 05 : Serrurerie- Signalétique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Parking Silo- services

Suite à la présentation des études APS en début d'année avec l'implantation de surfaces destinées à l'accueil d'activités de services en rez-de-chaussée, et le stationnement au-dessus, les prescriptions de la DDTM évoquées ci-avant ont nécessité de revoir le projet.

Ainsi, les surfaces dédiées aux services ont dû être remontées aux étages, avec la création d'un ascenseur supplémentaire, escaliers, adaptation du bâtiment permettant aux différents plateaux créés de pouvoir communiquer aux demis niveaux de parking etc…
Sur ces bases, le permis de construire pour le Pôle de services/parking silo a été déposé en mai, et délivré le 9 septembre. Il est purgé de tout recours depuis mi-décembre.

Le parking compte 216 places dont 11 places IRVE et 17 emplacements motos. Il comprend également un local vélos pour environ 39 places dont un emplacement pour vélos cargo.

Le coût prévisionnel des travaux à l'APD a été validé par le COPIL et arrêté à un montant de : 5.8M€ H.T dont 4.8M€ pour le parking silo et 1M€ pour la partie dédiée aux locaux de services.

Les études PRO ont été présentées à l'occasion d'un COPIL le 30 août et l'appel d'offres travaux a été lancé début octobre. Une CAO a été organisée courant novembre et a permis d'attribuer 13 lots sur 14 pour un montant total de 5.34M€ H.T Pour le lot 13 « Panneaux photovoltaïques » qui n'a pas reçu d'offres, la CAO a validé une procédure sans publicité ni mise en concurrence conformément à la réglementation applicable.

Les marchés ont été notifiés aux entreprises en décembre, en vue d'un démarrage des travaux début 2025.

Sur la base de l'estimation prévisionnelle du lot 13, la totalité des marchés travaux s'élèveraient à 5.59M€ H.T soit un gain de -3.76% par rapport au coût prévisionnel fixé à l'APD.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Le permis de construire valant démolition a été déposé début octobre.
En parallèle, un appel d'offres pour les travaux de désamiantage et un autre pour la démolition ont été lancés en vue d'un démarrage de ces travaux préparatoires en début d'année 2025.

Les études APD remises en juillet, ont fait l'objet d'un coût arrêté à 863K€. Compte tenu de sujétions techniques de sol suite à l'analyse tardive des études géotechniques au PRO, le maitre d'œuvre a estimé un PRO-DCE à hauteur de 980K€.

En parallèle, un bornage du terrain du Pré a été diligenté par la SAGEP, qui a donné lieu à un plan de division destinée d'une part à définir l'assiette du permis de construire et, d'autre part à régulariser le foncier.
A ce sujet, il est prévu l'acquisition par la Commune auprès de ladite copropriété d'une bande de terrain de 15 m2 à l'Euro, correspondant à un ancien ruisseau busé, non utilisé situé sur l'assiette du terrain du projet « Pré ».

Compte tenu du projet de construction, les copropriétaires ont sollicité la réfection de leur façade SUD à l'occasion des travaux réalisés par la SAGEP.
Dans un souci de cohérence du projet urbain avec le projet de construction accolé à cette façade, le COPIL a validé le principe de cette négociation.

Les CSPS et Bureau de Contrôle ont été désignés pour chacun des ouvrages à réaliser (Parking silo-services/Pré/Aménagement des espaces publics).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.3/ Travaux :

Après Désamiantage préalable fin août 2024, les travaux de démolition des tribunes, divers bâtis et enceinte du stade Accusano ont été réalisés à compter de début octobre.

L'aménagement d'un parking provisoire de 150 places a été réalisé avec une livraison du parking le 13 décembre 2024.

1.4/ Situation financière au 31/12/2024 :

Au 31/12/2024, le total des dépenses constatées s'élève à 1 428 492€ H.T.

Les dépenses réglées sur l'année 2024 correspondent aux études générales d'aménagement, aux études de maitrise d'œuvre ainsi qu'aux travaux préparatoires de désamiantage- démolition et création du parking provisoire en vue du démarrage des travaux.

Au 31/12/24, la trésorerie est de 190 201€ € H.T.

Deux acomptes de participation au coût des équipements publics ont été sollicité par la SAGEP à la Commune pour un montant de 1 019 716 € HT.

Suite à la signature de la convention de participation financière au coût des équipements publics du projet par la Métropole, un 1er acompte a été versé par la Métropole pour un montant de 1 385 335 € HT pour l'année 2024 au titre du prévisionnel de trésorerie établi lors du CRACL au 31/12/2023.

Ces acomptes de participation, qui sont un apport de trésorerie à l'opération, sont indiquées en trésorerie et sont reportés en recettes du bilan lors de la remise des équipements publics à la commune ou à la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

De plus, un dossier de subvention auprès de l'agence de l'eau a été déposé pour un montant de 577 472€ qui bénéficiera pour 264 824€ à la Ville pour la réalisation du Parc Accusano et pour 312 648€ à la Métropole pour les espaces ouverts du Parc Accusano et la requalification des voies.

Evolutions des participations de la Commune et de la Métropole :

Pour mémoire, au titre du précédent CRAC 2023 : compte-tenu de la revalorisation de la participation de la Métropole estimée à +1 323 946€ HT, avec, en parallèle, la diminution de la participation communale estimée à - 1 323 946€, il était prévu que la Commune reporte sa participation de 1.323M€ pour la phase 2 sous forme d'un fond de concours au profit de MTPM, ceci permettant de maintenir la participation de la Métropole à 16.496M€, conformément au bilan initial.

Au titre du présent CRAC : Compte-tenu des résultats favorables de l'appel d'offre sur les espaces publics qui a engendré une économie de près de 600K€ et de celui du parking silo/services avec une économie de près de 98K€ sur le budget estimé, ceci complété de l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€, l'évolution des participations de la Métropole et de la Ville évoluent ainsi :

Pour la Métropole : Sa participation au coût des équipements publics est estimée à ce jour à 16.7M€ soit une diminution globale de -1 085K€ HT par rapport au CRAC arrêté au 31/12/2023 et un écart de +278K€ H.T par rapport au budget initial, qui sera compensé par une convention de fond de concours réévaluée au présent CRAC à 595 290€.

Pour la Ville : L'évolution du coût du bâtiment « Pré » (Programme de Réussite Educative) résulte d'un appel d'offres élevé consécutif aux contraintes imposées par la loi sur l'eau et aux choix environnementaux retenus en termes de construction.
Cette évolution se trouve partiellement compensée par l'économie réalisée sur le Parc Accusano avec une économie de près de 170K€ ainsi que par l'obtention de la subvention de l'agence de l'eau pour 264K€.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi, la participation de la Ville au coût des équipements publics évolue de 455K€ par rapport au CRACL précédent mais demeure inférieure de -860K€ au global avec la participation d'équilibre par rapport à sa participation initiale.

Au global, compte tenu de ce qui précède, la participation financière de la Métropole au titre de la concession d'aménagement évolue de + 278 759€ HT et celle de la Commune de -860 114€.

Compte tenu de la part de subvention bénéficiant à la Ville (264K€ pour le Parc), il est ainsi prévu que la Commune reporte 595 290€ au profit de la phase 2 de l'opération sous forme d'un fond de concours au bénéfice de la Métropole.

Ainsi, au présent CRACL, la participation de la Métropole au projet urbain est estimée à 16 775 057€ HT
moins 595 290€ (correspondant au fond de concours de la Commune) soit à terme, une participation de 16 179 766€
soit un écart de -315K€ par rapport au bilan initial, (compte tenu de l'octroi de la subvention de l'agence de l'eau)

Ainsi, au présent CRACL la participation totale des collectivités est estimée à 24.8M€ soit une diminution globale de –581K€ suite à l'obtention de la subvention de l'Agence de l'Eau et des produits financiers de 2024 et répartie comme suit :

- 16 775 057€ HT pour la Métropole au titre de sa participation au coût des équipements publics

- 8 112 229€ HT pour la Commune décomposée en :

- 5 531 779€ H.T au titre de sa participation au coût des équipements publics
- 2 490 450€ HT au titre de sa participation à l'équilibre de l'opération
- 90 000€ HT au titre d'un apport en nature de terrain

De plus, comme exposé ci-dessus, la Commune verserait en complément 595 290€ HT à la Métropole via une convention de fond de concours pour la phase 2 de l'opération (hors bilan de concession).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il est précisé que les acomptes de participation aux équipements publics versés à l'aménageur par la commune et par la Métropole sous forme d'acomptes de trésorerie, sont voués à être transformés en participation définitive à la remise de chacun des ouvrages et inscrits à cette occasion en recettes du bilan de concession.

Ces participations sont complétées en recettes par :

- Des cessions pour un montant de 2.792M€ (inchangé par rapport au dernier CRACL).
- Des produits financiers de 3.8K€
- La subvention de l'agence de l'eau pour un montant total de 577 472€

Au 31/12/2024, le bilan global de la concession est stable par rapport au CRACL précédent de 2023 et s'élève à 28 261 389€ H.T.

Compte tenu de l'actualisation des participations, il est prévu en parallèle du présent CRAC :

- Un avenant n°2 au traité de concession afin d'actualiser les montants de participation de la Commune et de la Métropole,

- Une convention financière tripartite (TPM-SAGEP-VILLE), afin de préciser les modalités de versement des acomptes de participation de la Métropole à la SAGEP pour l'année 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2- Prévisions 2025 :

2.1/ Acquisitions

Aucune acquisition prévue.

2.2/ Etudes :

- Etudes générales :

Il est envisagé une étude thermique par la pose de capteurs, permettant de mesurer les incidences bénéfiques du projet sur les ilots de chaleur urbaine.

Une mission spécifique de coordination interchantiers sur le projet sera mise en place afin de consolider un planning global de la réalisation de la phase 1.

Démarche CEREMA :

Dans le cadre de la démarche du CEREMA avec lequel la Métropole TPM est engagée, sur l'adaptation des espaces publics au changement climatique », il est envisagé l'accompagnement du CEREMA sur l'expertise du projet Cœur de ville.

Une visite de site sera prévue ainsi que plusieurs ateliers de travail en lien avec l'apport du projet au changement climatique qui donneront lieu à une remise de livrables par le CEREMA sur les aspects innovants, les réflexions thématiques appliquées au projet Cœur de Ville.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En parallèle, la SAGEP s'appuiera notamment sur les retours d'expertise du CEREMA en vue de préparer le dossier de demande de subvention FEDER de l'appel à projets « adaptation des espaces publics au changement climatique ».

- Etudes de maitrise d'œuvre :

Il sera étudié l'aménagement des parcelles de jardins situées au niveau des écoles Zunino permettant des liaisons douces entre la rue des droits de l'enfant et Jean-Jaurès jusqu'au Parc Urbain et au centre-ville.

2.3/ Travaux

Aménagements des espaces publics (Parc urbain et voiries) :

- Aménagement du Parc urbain + requalification des voies suivantes

Suite à l'appel d'offre pour la réalisation de ces travaux d'aménagement, une commission d'appel d'Offres sera organisée courant février en vue d'une notification des marchés début avril et une première tranche de livraison pour fin 2025.
La finalisation du Parc sur les emprises du parking provisoire est prévue début 2026.

Parking Silo- services

Les travaux doivent se réaliser à compter de début 2025 avec une réception travaux prévue au 31 octobre et une mise en service du parking courant novembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Démolition-reconstruction du PRÉ

Les travaux de désamiantage sont prévus à compter de fin février/début mars en vue de la démolition du bâtiment en avril.

L'appel d'offres travaux de construction sera lancé en début d'année en vue d'un démarrage des travaux à la suite de la démolition à compter de mai.

La SAGEP établira un protocole visant à prévoir les modalités réciproques en vue de la réalisation de travaux de peinture sur le pignon Sud de ladite copropriété.

De plus, la SAGEP organisera une requête de référé préventif compte tenu de la proximité de la construction sur le Pignon Sud de la Copropriété.

2.4/ Prévisions financières :

Pour 2025, les dépenses prévisionnelles à constater s'élèvent à 11 885 312€ H.T.

Elles correspondent essentiellement à la réalisation des travaux du parking silo et locaux de services, du Parc urbain Accusano et de la requalification des voies, ainsi qu'aux honoraires techniques pour le suivi de ces travaux.

****

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II- BILAN PREVISIONNEL ET PLAN DE TRESORERIE

CONCESSION COEUR DE VILLE LA GARDE												
		Approuvé	2023	2024	CUMUL	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Bilan
Ligne	Intitulé	CRAC au 31/12	Année	Année	au 31/12/24	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Nouveau
	DEPENSES	28 261 389	31 890	1 428 492	1 460 382	11 885 312	5 393 205	1 224 635	4 537 027	2 802 436	958 390	28 261 389
A	DEPENSES	4 084 711	0	0	0	99 225	10 000	397 549	1 968 663	795 097	814 177	4 084 711
A1	Acquisitions foncières	3 885 308	0	0	0	99 225	0	378 608	1 893 042	757 217	757 217	3 885 308
A1a	Acquisitions locaux commerciaux coeur de Ville	3 434 089	0	0	0	0	0	343 409	1 717 045	686 818	686 818	3 434 089
A1b	Apport en nature terrain Ville pour cession	90 000	0	0	0	90 000	0	0	0	0	0	90 000
A1c	Frais de notaire sur acquisitions	176 204	0	0	0	4 500	0	17 170	85 852	34 341	34 341	176 204
A1e	Rémunérations sur acquisitions 5% TTC	185 015	0	0	0	4 725	0	18 029	90 145	36 058	36 058	185 015
A2	Charges s/ patrimoine acquis	189 403	0	0	0	0	0	18 940	75 621	37 881	56 961	189 403
A2a	Etudes s/tx patrimoine	50 000	0	0	0	0	0	5 000	25 000	10 000	10 000	50 000
A2b	Travaux patrimoine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2c	Frais de gestion s/charges patrimoine	68 682	0	0	0	0	0	6 868	34 341	13 736	13 736	68 682
A2d	Frais divers & imprévus s/ charges patrimoine	60 000	0	0	0	0	0	6 000	12 000	12 000	30 000	60 000
A2e	Rémunération sur charges s/patrimoine acquis	10 721	0	0	0	0	0	1 072	4 280	2 144	3 224	10 721
A3	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3a	Impôts foncier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000
A4a	Divers et imprévus sur foncier	10 000	0	0	0	0	10 000	0	0	0	0	10 000
EG	ETUDES GENERALES	476 159	0	236 920	236 921	60 185	52 478	78 355	55 968	8 925	848	493 681
EG1	Etudes générales / missions d'accompagnement	444 835	0	224 709	224 709	56 187	49 080	73 680	52 760	8 400	800	465 616
EG1a	Etude conception amt et permis d'aménager	28 150	0	14 150	14 150	0	0	14 000	0	0	0	28 150
Eg1c	Géomètre	35 417		16 230	16 230	4 330	5 000	7 000	2 000	1 000	0	35 560
EG1d	Etudes géotechniques	67 336	0	54 620	54 620	8 225	6 400	0	0	0	0	69 245
EG1e	Etudes environnementales	30 085	0	30 625	30 625	10 350	4 000	4 000	0	0	0	48 975
EG1h	Diagnostics divers	57 582	0	41 419	41 419	6 845	6 040	6 040	12 080	0	0	72 424
EG1k	AMO Qualité environnementale	106 465	0	46 065	46 065	17 719	6 040	6 040	12 080	0	0	87 944
EG1l	AMO Concertation	29 800	0	21 600	21 600	3 719	1 600	1 600	1 600	2 400	800	33 319
EG1m	Etudes dev économique	90 000	0	0	0	5 000	20 000	35 000	25 000	5 000	0	90 000
EG2	Divers et imprévus sur études générales	4 371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1 319
EG2a	Divers et imprévus sur études générales	4 371	0	0	0	591	428	240	40	20	0	1 319
EG3	Remunération sur études et presta intellectuelles	26 953	0	12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48	26 746
EG3a	Remunération sur études générales	26 953		12 212	12 212	3 407	2 970	4 435	3 168	505	48	26 746
ET	ETUDES ET HONORAIRES TECHNIQUES sur TRAVAUX	2 389 287	0	765 400	765 400	862 021	385 756	97 800	139 955	60 703	41 757	2 353 393
ET1	Etudes de Maitrise d'Œuvre	2 086 862	0	717 853	717 853	709 710	324 118	77 978	116 968	38 989	38 989	2 024 606
Et1a	Maitrise d'oeuvre VRD-aménagements espaces publics	922 654	0	349 832	349 832	272 675	173 985	77 978	116 968	38 989	38 989	1 069 416
ET1b	Maitrise d'oeuvre construction équipements publics	1 164 208	0	368 021	368 021	437 035	150 134	0	0	0	0	955 190
ET2	SPS et Contrôleur technique	110 540	0	18 162	18 162	50 467	26 823	12 477	12 477	17 155	0	137 560
ET2a	SPS	44 914	0	3 304	3 304	22 270	11 580	3 119	3 119	7 798	0	51 191
ET2b	Bureau de contrôle	65 626	0	14 858	14 858	28 196	15 243	9 357	9 357	9 357	0	86 369
ET3	GEOMETRE (implantation ouvrages)	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET3a	frais géomètre pour travaux	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET4	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0	29 450
ET4a	OPCU Urbain & communication chantier	0	0	0	0	23 560	5 890	0	0	0	0	29 450
ET5	Imprévus sur honoraires techniques	46 642	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780	28 879
ET5a	Imprévus sur honoraires techniques	46 642	0	0	0	15 559	7 019	1 809	2 589	1 123	780	28 879
ET6	Remunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135 243	0	29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988	132 898
ET6a	Remunération sur Etudes sur trx 5% TTC	135 243		29 386	29 386	62 725	21 905	5 536	7 922	3 436	1 988	132 898
F	FRAIS	1 202 985	31 890	114 960	146 850	251 633	258 981	213 534	185 454	188 121	101 607	1 346 181
F1	Frais de société	513 333	30 968	80 000	110 968	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	2 365	513 333
F1a	Rémunération forfaitaire-gestion des marchés	288 750	17 419	45 000	62 419	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	1 331	288 750
F1b	Rémunération forfaitaire-suivis des tâches	224 583	13 548	35 000	48 548	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	1 034	224 583
F2	Frais de commercialisation	267 565	0	610	610	18 043	48 308	73 647	66 325	66 325	1 307	274 565
F2a	Frais de communication	100 000	0	610	610	14 543	22 040	20 500	20 500	20 500	1 307	100 000
F2b	Frais de géomètre su commercialisation (plans de vente, born	0	0	0	0	3 500	3 500	0	0	0	0	7 000
F2d	Rémunération de commercialisation 5% sur cessions TTC	167 565	0	0	0	0	22 768	53 147	45 825	45 825	0	167 565
F4	Frais financiers	327 088	0	13 206	13 206	74 580	129 172	58 337	37 579	40 996	22 135	376 006
F4a	Frais financiers s/CT	35 000	0	0	0	0	0	35 000	0	0	0	35 000
F4b	Frais financiers s/emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F4c	Remunération de trésorerie 0.5% de tous les mouvements treso	292 088	0	13 206	13 206	74 580	129 172	23 337	37 579	40 996	22 135	341 006
F5	Frais divers et liquidation d'opération	95 000	923	21 144	22 067	79 010	1 500	1 550	1 550	800	75 800	182 277
F5a	Frais sur Appels d'offres	5 000	720	3 240	3 960	2 572	500	750	750	0	0	8 532
F5b	Assistance juridique	5 000	203	10 159	10 361	1 000	500	500	500	500	500	13 861
F5c	Rémunération pour dossier de clôture	75 000	0	0		0	0	0	0	0	75 000	75 000
F5d	Frais divers	10 000	0	7 745	7 745	1 746	500	300	300	300	300	11 191
F5e	Assurances	0	0	0		77 493	0	0	0	0	0	77 493
T	TRAVAUX DIVERS ET IMPREVUS	20 108 247	0	311 211	311 211	10 612 249	4 685 990	437 397	2 186 986	1 749 589	0	19 983 423
T1	Travaux	17 105 420	0	304 521	304 521	9 072 390	3 976 587	367 771	1 838 855	1 471 084	0	17 031 208
T1a	Travaux de préparation/démolition	340 000	0	304 521	304 521	133 059	0	0	0	0	0	437 580
T1b	Aménagement espaces publics- phase 1	6 612 497		0	0	4 209 822	1 804 209	0	0	0	0	6 014 031
T1c	Construction équipements publics- phase 1	6 660 000	0	0	0	4 729 510	2 172 377	0	0	0	0	6 901 887
	Parking silo/services											*5 581 887*
	Pré											*1 320 000*
T1d	Aménagement espaces publics- phase 2	3 492 923	0	0	0	0	0	367 771	1 838 855	1 471 084	0	3 677 709
T2	Travaux divers et imprévus	1 710 542	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0	1 672 669
T2a	Travaux divers et imprévus	1 710 542	0	0	0	907 239	397 659	36 777	183 885	147 108	0	1 672 669
T3	Frais de concessionnaires	154 083	0	0	0	21 000	46 500	8 091	40 455	32 364	0	148 410
T4	Rémunération sur travaux 5% TTC	1 138 203	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0	1 131 137
T4a	Rémunération sur travaux 5% TTC	1 138 203	0	6 690	6 690	611 619	265 245	24 758	123 792	99 033	0	1 131 137
	RECETTES	28 261 389	62 357	3 883	66 240	619 186	16 264 712	2 723 223	1 763 750	4 071 303	2 752 974	28 261 389
CE	CESSIONS	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0	2 792 748
CE1c	Cessions commerce coeur de ville et locaux activités silo	2 792 748	0	0	0	0	379 468	885 780	763 750	763 750	0	2 792 748
G	PRODUITS DE GESTION	0	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0	3 883
G1	PRODUITS DE GESTION	0	0	3 883	3 883	0	0	0	0	0	0	3 883
P	PARTICIPATIONS	25 468 641	62 357	0	62 357	330 450	15 596 508	1 837 443	1 000 000	3 307 553	2 752 974	**24 887 286**
P1	Participation Ville	7 648 397	62 357	0	62 357	330 450	3 784 336	1 837 443	1 000 000	200 000	897 643	**8 112 229**
P1a	Participation Ville aux coûts des équipements publics	5 076 130		0	0	0	3 694 336	1 837 443	0	0	0	5 531 779
P1b	Participation d'équilibre Ville	2 482 267	62 357	0	62 357	330 450			1 000 000	200 000	897 643	2 490 450
P1c	Participation Commune (apport en nature)	90 000	0	0	0		90 000	0		0	0	90 000
P3	Participation Métropole	17 820 244	0	0	0	0	11 812 172	0	0	3 107 553	1 855 331	**16 775 057**
P3a	Participation TPM aux coûts des équipements publics	17 820 244	0	0	0	0	11 812 172		0	3 107 553	1 855 331	16 775 057
S	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
S1	SUBVENTIONS	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
S1a	Subventions Agence de L'Eau	0	0	0	0	288 736	288 736	0	0	0	0	577 472
	Part Ville											*264 824*
	Part MTPM											*312 648*
S1b	Subvention Feder	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 920 866	30 467	-1 424 609	-1 394 143	-11 266 126	10 871 507	1 498 588	-2 773 277	1 268 867	1 794 584	0
	AMORTISSEMENTS	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
Z3	AVANCES	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
Z3a	Remboursement avances	22 896 374	0	0	0	0	15 506 508	1 837 443	0	3 107 553	1 855 331	22 306 835
	Remboursement Acomptes sur participation Ville	5 076 130					3 694 336	1 837 443				5 531 779
	Remboursement acomptes de participation TPM	17 820 244					11 812 172			3 107 553	1 855 331	16 775 057
	MOBILISATIONS	22 896 374	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z	AMORTISSEMENT	22 896 374	0	0	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z1	ACOMPTES SUR PARTICIPATION	22 896 374	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	4 869 207	577 924	2 344 059	1 812 774	42 557	22 306 836
Z1a	**Acomptes sur participation Ville**	**5 076 130**	**83 643**	**1 019 716**	**1 103 359**	**2 387 807**	**2 039 553**	**1 060**	**0**	**0**	**0**	**5 531 779**
	Au coût des équipements publics	**5 076 130**	**83 643**	**1 019 716**	**1 103 359**	**2 387 807**	**2 039 553**	**1 060**	**0**	**0**	**0**	**5 531 779**
	PARC ACCUSANO				476 338	1 186 697	454 489	1 060	0	0	0	**2 118 584**
	PRE				107 141	530 218	1 306 165	0	0	0	0	**1 943 524**
	POLE SERVICES				68 457	1 122 315	278 899	0	0	0	0	**1 469 670**
Z1b	**Acomptes de participation TPM**	**17 820 244**	**0**	**1 385 335**	**1 385 335**	**7 783 814**	**2 829 654**	**576 864**	**2 344 059**	**1 812 774**	**42 557**	**16 775 057**
	PARC ACCUSANO				139 389	1 692 250	643 165	1 060	0	0	0	**2 475 865**
	AMENAGEMENT VOIRIES				256 348	2 130 727	918 950	3 244	0	0	0	**3 309 268**
	PARKING SILO				258 767	4 624 962	1 147 615	0	0	0	0	**6 031 343**
	AMENAGEMENT SECTEUR REPUBLIQUE-PHASE 2				13 091	53 615	119 924	572 560	2 344 059	1 812 774	42 557	**4 958 581**
	FINANCEMENT		0	83 643	2 405 051	2 488 694	10 171 620	-10 637 302	-1 259 518	2 344 059	-1 294 779	-1 812 774	0
	TRESORERIE CUMUL		0	-32 075	190 201	158 125	46	234 252	473 321	44 103	18 190	0	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 24 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : SAGEM - DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; M. Jean-Eric LODEVIC; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Sophie OURDOUILLIE; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Christian GASQUET; M. Florian JONET; Mme Flora MARTINO**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	26	PRESENCE PHYSIQUE	23	QUORUM PHYSIQUE	12

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-21 qui précise qu'il y a lieu de procéder à une élection à bulletin secret lors de la nomination ou de la représentation de la commune dans les organismes extérieurs. Toutefois le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

VU la délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 1976 approuvant la participation de la Commune à la constitution de la SOCIETE ANONYME GARDEENNE D'ECONOMIE MIXTE (SAGEM) et désignant les membres du Conseil Municipal au sein du conseil d'administration de cette société,

VU l'assemblée générale de la SAGEM en date du 23 janvier 2024 actant la modification des statuts concernant le nombre d'administrateurs,

VU le Conseil d'Administration de la SAGEM en date du 21 mars 2025 prenant acte de la nomination des nouveaux représentants,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que par courrier en date du 23 mars 2025, la SAGEM fait part à la Commune de la nécessité de procéder à la désignation de quatre représentants supplémentaires au sein du Conseil d'Administration.

CONSIDERANT que le Conseil Municipal se prononce à l'unanimité pour un vote à main levée.

Les candidatures déclarées sont :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250624-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

➢ Pour la liste « LA GARDE ENSEMBLE POUR CHACUN ET POUR TOUS »

6e Délégué Titulaire	HELENE DELSANTO
7e Délégué Titulaire	FLORIAN JONET
8e Délégué Titulaire	CHRISTIAN GASQUET
9e Délégué Titulaire	FLORA MARTINO

➢ Pour la liste : « UNIS POUR LA GARDE »

6e Délégué Titulaire	PAS DE CANDIDAT
7e Délégué Titulaire	PAS DE CANDIDAT
8e Délégué Titulaire	PAS DE CANDIDAT
9e Délégué Titulaire	PAS DE CANDIDAT

➢ Pour la liste : « NOTRE VILLE A GAUCHE »

6e Délégué Titulaire	MICHEL CAMATTE
7e Délégué Titulaire	
8e Délégué Titulaire	
9e Délégué Titulaire	

Déroulement du vote

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR LISTE DE CANDIDATS :

Pour la liste « LA GARDE ENSEMBLE POUR CHACUN ET POUR TOUS » : 18 voix
Pour la liste : « NOTRE VILLE A GAUCHE » : 8 voix

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : SE PRONONCE, à l'unanimité, pour qu'il ne soit pas procédé au scrutin secret à la désignation de quatre représentants supplémentaires au sein du Conseil d'Administration de la SOCIETE ANONYME GARDEENNE D'ECONOMIE MIXTE (SAGEM).

ARTICLE 2 : PREND ACTE de l'élection de :

Mme Hélène DELSANTO, 6e Délégué Titulaire
M. Florian JONET, 7e Délégué Titulaire
M. Christian GASQUET, 8e Délégué Titulaire
Mme Flora MARTINO, 9e Délégué Titulaire

en qualité d'administrateurs de la SAGEM.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250624-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 3 : AUTORISE les représentants ainsi élus à percevoir, au titre de leurs fonctions d'administrateur, des rémunérations pour un montant maximum de 1.000 € par an.

ARTICLE 4 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document afférent à la présente délibération.

ARTICLE 5 : PREND ACTE de la composition des représentants du Conseil Municipal au sein de la SAGEM ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM	
1° Délégué titulaire, avec faculté d'accepter toutes fonctions dans ce cadre, dont la présidence du Conseil d'Administration	M. Jean-Louis MASSON
2e Délégué titulaire	M. Franck CHOUQUET
3e Déléguée titulaire	Mme Hélène ARNAUD-BILL
4e Délégué titulaire	Mme Janig GUE
5e Délégué titulaire	Mme Sophie OURDOUILLIE
6e Délégué titulaire	Mme Hélène DELSANTO
7e Délégué titulaire	M. Florian JONET
8e Déléguée titulaire	M. Christian GASQUET
9e Déléguée titulaire	Mme Flora MARTINO

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **18**
CONTRE : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250624-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 25 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME MARIE-HELENE CHARLES

VU l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,

VU la loi n° 2021-725 du 8 juin 2021 visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs,

VU le décret n° 2021-1115 du 25 août 2021 relatif aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissements d'accueil du jeune enfant,

VU le décret n° 2021-1131 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

VU le décret n° 2021 – 1446 du 4 novembre 2021 relatif aux conditions d'agrément, de suivi et de contrôle des assistants maternels et des assistants familiaux et aux règles applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté du 16 août 2021 relatif à la première demande de renouvellement de l'agrément d'un assistant maternel,

VU l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage,

VU l'arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant,

VU l'arrêté du 8 octobre 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'accueil en surnombre en établissement et service d'accueil du jeune enfant,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU la lettre circulaire n° 2011-105 du 29 juin 2011 de la Caisse d'Allocations Nationale des Allocations Familiales relative à la prestation de service unique,

VU l'agrément délivré par le Conseil Départemental approuvant l'ouverture et le fonctionnement de l'établissement municipal d'accueil du jeune enfant,

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 29 novembre 2021 approuvant la convention territoriale globale en partenariat avec la CAF du Var,

VU la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi et son article 17,

VU l'avis de la commission municipale ACTION SOCIALE / FAMILLES / SOLIDARITE / SANTE / HANDICAP du 20 mai 2025,

CONSIDERANT le règlement de fonctionnement du Multi-Accueil Collectif « Les Lucioles » adopté par délibération n° 56 du Conseil Municipal du 20 juin 2022,

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'agrément à 36 places pour une efficience optimale de l'établissement.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE le règlement de fonctionnement du Multi-Accueil Collectif « Les Lucioles » ainsi modifié tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE
Direction des affaires sociales
SERVICE PETITE ENFANCE

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT
MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »

ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DE JEUNES ENFANTS

CLAD Crèche À La Demande

Version – juin 2025

Acte délibéré le 16/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Chers parents,

Faire le choix de confier son enfant à autrui n'est pas anodin.

Pour notre équipe municipale, la politique de la petite enfance, en partenariat avec la Caisse d'Allocations
Familiales et les services de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Départemental, est une priorité.

Les parents ont besoin de modes d'accueil diversifiés adaptés à leurs besoins et de professionnels bienveillants garantissant à chaque enfant un accueil de qualité.

Soucieuse de répondre au mieux à la situation familiale et professionnelle de ses concitoyens et aux besoins de leurs enfants, la ville de La Garde apporte sans cesse une attention particulière à l'accueil des petits Gardéens.

Vous avez entre les mains le règlement de fonctionnement de votre établissement, qui vous permet de disposer de toutes les informations utiles relatives à l'accueil de votre enfant.

J'espère que ce document vous sera d'une aide précieuse pour faciliter l'entrée dans la vie sociale de votre enfant.

Très bonne
lecture

Marie Hélène
CHARLES
Adjointe Déléguée
aux Affaires Sociales et
Familiales

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Préambule

Le Multi-accueil collectif « Les Lucioles » est un établissement géré par la Ville de La Garde accueillant pendant la journée des enfants de 3 mois à 4 ans.

Le présent règlement précise les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ainsi que les règles à respecter par les familles utilisatrices afin d'assurer le bien- être et la sécurité de votre enfant.

Cet établissement fonctionne conformément :

- A la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), traité adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 20 novembre 1989.
- A la loi du18 décembre 2023 pour le plein emploi et son article 17 ;
- A la loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées votée le 11 février 2005 ;
- A la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance.
- L'Ordonnance n°2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles ;
- La Loi n° 2021-725 du 8 juin 2021 visant à sécuriser les droits à protection sociale des assistants maternels et des salariés des particuliers employeurs ;
- Le Décret n° 2021-1115 du 25 août 2021 relatif aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissements d'accueil du jeune enfant ;
- Le Décret n° 2021-1131 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;
- Le Décret n° 2021 – 1446 du 4 novembre 2021 relatif aux conditions d'agrément, de suivi et de contrôle des assistants maternels et des assistants familiaux et aux règles applicables aux locaux et à l'aménagement intérieur des établissements d'accueil du jeune enfant;
- L'Arrêté du 16 août 2021 relatif à la première demande de renouvellement de l'agrément d'un assistant maternel ;
- L'Arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage;
- L'Arrêté du 23 septembre 2021 portant création d'une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant ;
- La Lettre - circulaire n°2011-105 du 29 juin 2011 de la caisse d'Allocations Nationale des Allocations Familiales relative à la prestation de service unique ;
- L'agrément délivré par le Conseil départemental approuvant l'ouverture et le fonctionnement de l'établissement municipal d'accueil du jeune enfant ;
- Aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le Multi-accueil « Les Lucioles »

Adresse et contact : Rue Capitaine PERRAUD- 06.24.47.19.00.

Etablissement d'une capacité de 36 places pour des enfants âgés de 3 mois à 4 ans.

Modulations horaires : de 7H30 à 18h30 : 36 places

Les familles sont informées des dates de fermeture des établissements par affichage (jours fériés, ponts, une période à Noël ainsi qu'un mois en Août).

Les différents types d'accueil :

L'accueil régulier, lorsque les besoins sont connus à l'avance et récurrents. Il fait l'objet d'un contrat signé par les parents et le gestionnaire sur la base d'un nombre d'heures mensuelles. Il correspond en priorité à une situation professionnelle ou assimilée des parents.

Crèche À La Demande

L'accueil occasionnel

La Crèche A La Demande édite une plateforme de place accessible sur un site internet notamment à l'adresse www.crechealademande.fr (ou www.cald.fr) et destinée à mettre en relation des crèches qui ont des places disponibles de manière ponctuelle avec des parents recherchant une solution de garde pour leur enfant en journée. Les places disponibles sont communiquées directement aux parents via e-mail. lorsque les besoins sont connus à l'avance, ponctuels et non récurrents. L'enfant est déjà connu de l'établissement (il y est inscrit et l'a déjà fréquenté) et nécessite un accueil pour une durée limitée et ne se renouvelant pas à un rythme régulier. L'accueil occasionnel est possible en fonction des places disponibles et sur réservation. Il n'est pas contractualisé

L'accueil d'urgence, pour faire face aux situations exceptionnelles. Il s'agit du cas où l'enfant n'a jamais fréquenté l'établissement et pour lequel les parents souhaitent bénéficier d'un accueil en « urgence ». Il correspond à une situation particulière et temporaire, ces places sont à prendre en compte dans les 15% de dépassement autorisé ou sur des places disponibles.

L'établissement concourt à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique, dès lors que leur handicap ne nécessite pas une attention telle que le personnel ne puisse plus assurer la prise en charge et la surveillance des autres enfants.
L'admission de ces enfants sera examinée en commission municipale après avis du médecin de l'établissement.

1 – Les fonctions de la directrice

La Direction de l'établissement d'accueil est confiée à une infirmière puéricultrice justifiant de plusieurs années d'expérience professionnelle auprès des enfants (conformément article R2324-34).
Elle participe à l'accueil des familles et possède un rôle de conseil, d'échange et d'écoute auprès des parents. Elle a la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet d'établissement avec son équipe. Elle s'assure du respect du règlement de fonctionnement. Elle applique la législation en vigueur et les directives internes. Elle gère le budget de l'établissement et anime les relations avec les fournisseurs et prestataires. Elle organise le travail du personnel placé sous son autorité. Elle contrôle le niveau de compétence des agents et leurs aptitudes à appliquer les consignes données. Elle est le garant de l'hygiène et de la sécurité de l'établissement et de la qualité du travail de son équipe. Elle veille à la santé des enfants pendant leur temps d'accueil. Elle coordonne et anime les relations avec les institutions, les partenaires et les intervenants extérieurs. En concertation avec le médecin de

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

l'établissement, elle veille à la bonne adaptation des enfants et au respect de leurs besoins ; le cas échéant, elle organise les modalités de délivrance des soins dont les enfants ont besoin et à la mise en œuvre des prescriptions médicales. En concertation avec le médecin de l'établissement, elle définit le cadre et les modalités d'intervention des soins d'urgence, assure la mise en œuvre des préconisations et des protocoles, et fait appliquer par le personnel de l'établissement les attitudes et les gestes efficaces en vue de la sécurité des enfants. Elle s'assure de l'intégration des enfants présentant un handicap, atteint d'une affection chronique ou tout autre problème de santé nécessitant des soins ou une attention particulière.

2 – Les modalités permettant d'assurer, en toutes circonstances, la continuité des fonctions de direction

Au Multi-Accueil « Les Lucioles » la continuité des fonctions de direction sera assurée par une Educatrice de Jeunes Enfants (EJE) en l'absence de la directrice ou par une auxiliaire de puériculture lorsque l'EJE et la directrice sont absentes.

3 – Les modalités d'admission des enfants

Procédure d'inscription
L'inscription est assurée auprès du service Petite Enfance, sur rendez-vous.

Coordonnées : Maison de l'enfance – Avenue Jean BARTOLINI - 04.98.01.15.99

En référence aux dispositions du Code de l'action sociale, l'accueil régulier des enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnel est privilégié. Toute situation particulière sera examinée en commission municipale.
Les familles doivent être prioritairement domiciliées à « La Garde »

- Pour l'accueil régulier :

Les demandes sont étudiées en commission municipale, présidée par le maire, en présence de
Des établissements et du personnel administratif.
La commission prend en compte :

- l'ordre d'inscription
- la situation professionnelle des parents
- les places disponibles au regard de l'amplitude horaire souhaitée
- les situations sociales et médicales particulières

La décision d'admission est adressée à la suite de la commission par le service Petite Enfance à la famille, qui dispose d'un délai de 48 heures (hors week-end et jours fériés) pour faire part de sa décision.

- Pour l'accueil d'urgence :

L'accueil en urgence correspond à une situation particulière et temporaire. Ces places sont limitées dans le temps (2 semaines renouvelable une fois) et sont possibles y compris sur le dépassement autorisé des 15%. Les modalités de cet accueil feront l'objet d'une étude de la situation par le service Petite Enfance.

Conditions d'admission
L'admission définitive de l'enfant est subordonnée à la production d'un certificat d'aptitude à la vie en collectivité par le médecin de la famille. Pour les enfants de moins de 4 mois ou présentant un handicap, ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, la visite sera effectuée par le médecin de l'établissement en présence des parents.
Sauf cas d'urgence, le dossier de l'enfant doit être complet avant l'admission :

- livret de famille à jour
- attestation d'assurance responsabilité civile au nom de l'enfant,
- copie des vaccinations
- numéro d'allocataire CAF ou MSA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- copie de la carte vitale
- avis d'imposition N-2 pour les 2 parents
- contrat de travail pour les 2 parents ou extrait K-bis
- 3 derniers bulletins de salaire pour les 2 parents
- Justificatif pension alimentaire (perçue/versée)

Une enquête sur les usagers des établissements d'accueil du jeune enfant financés par les caisses d'Allocations familiales est à remplir lors du contrat

Cette enquête « FILOUE » est une base de données statistiques qui permet de dénombrer et connaitre les enfants accueillis en EAJE. Elle permet d'améliorer le pilotage de la politique d'accueil national et local aux services des familles. Elle s'appuie sur des données de facturation des EAJE collectées auprès de chaque structure.

Ce dispositif est en cours de généralisation. Des résultats au niveau national sont publiés depuis 2018. Des études à un niveau géographique fin sont déjà possibles dès lors qu'une majorité de structures d'un territoire sont déjà dans la base « Filoué ».

■ Contrat / fin de contrat

Le contrat d'accueil définit les modalités d'accueil fixées entre la ville et la famille. Il précise les modalités horaires et les fréquences hebdomadaires, les jours et heures d'arrivée et de départ de l'enfant. Dès lors que le contrat est signé, l'enfant conserve une place au sein des établissements petite enfance et ce jusqu'à sa scolarisation sauf changement de situation des parents. Les parents devront inscrire leur enfant en temps voulu à l'école maternelle.

Il est demandé aux parents de respecter le contrat établi (heures d'arrivée, de départ, jour de présence) et de prévenir l'établissement au plus tôt en cas d'absence de l'enfant. **Tout désistement intervenant après la signature du contrat entraînera le paiement du mois entier.** La facturation étant lissée sur la totalité des mois du contrat, toute fin anticipée entraine une régularisation.

■ Situation parentale

La situation parentale s'apprécie par rapport à l'exercice de l'autorité parentale. Elle est déterminante pour la directrice de l'établissement dès lors qu'elle lui permet de savoir à qui doit être remis l'enfant.

Si l'autorité parentale n'est fixée que pour un seul parent, l'établissement ne peut remettre l'enfant qu'à ce parent investi de l'autorité parentale, sauf autorisation écrite qu'il donnerait au bénéfice de l'autre, lors de l'admission. Cette autorisation est révocable à tout moment.

■ Changements de situation / modification du contrat

Tout changement des coordonnées des responsables légaux de l'enfant doit être signalé dans les meilleurs délais à la directrice ainsi qu'au service Petite Enfance, ainsi que les changements de situation personnelle ou professionnelle.
Le contrat est révisable sans effet rétroactif à l'initiative des familles en cas de changement significatif de la situation professionnelle ou familiale engendrant une baisse des revenus.
Le contrat peut être modifié à l'initiative de la collectivité notamment si la famille ne respecte pas les termes de ce dernier (horaires).

Toute demande de modification du temps d'accueil de l'enfant, pour une raison autre qu'une baisse des revenus, se fait par écrit auprès de la direction de l'établissement au moins un mois à l'avance.

Un avis favorable n'est donné que si le fonctionnement de la structure le permet.
Chaque modification fait l'objet d'un avenant signé par les cocontractants et prend effet le 1er du mois suivant. Un préavis minimum d'un mois est demandé lorsqu'il s'agit d'une diminution du nombre de jours.

Toute demande de modification du temps d'accueil de l'enfant, pour une raison autre qu'une baisse des revenus, se fait par écrit auprès de la direction de l'établissement au moins un mois à l'avance. Un avis favorable n'est donné que si le fonctionnement de l'établissement le permet.
Chaque modification fait l'objet d'un avenant signé par les cocontractants et prend effet le 1er du

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

mois suivant. Un préavis minimum d'un mois est demandé lorsqu'il s'agit d'une diminution du nombre de jours.

Conditions médicales

certificat médical daté de moins de deux mois attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité. Ce certificat est remis au moment de l'admission et au plus tard dans les quinze jours suivant l'admission ; - une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales, conformément aux dispositions de l'article R. 3111-8.

Pour les enfants 11 vaccins sont obligatoires : Diphtérie-Tétanos-Poliomyélite, Coqueluche, Haemophilus influenzae b, Hépatite B, Méningocoque C, Pneumocoque, Rougeole-Oreillons-Rubéole.

Si le calendrier vaccinal n'est pas respecté, seule une admission provisoire est possible. Les parents ont 3 mois pour régulariser la situation, à l'issue de ce délai, en cas de refus persistant, le responsable de l'établissement est fondé à exclure l'enfant (décret n°2018-42 du 25 janvier 2018).

Les situations de protocole d'accueil individualisé sont traitées individuellement.

Les enfants doivent être amenés en bonne santé, les établissements d'accueil Petite Enfance n'étant pas habilitées à dispenser des soins, aussi l'administration de médicaments doit rester du domaine de l'exception. En cas de fièvre, un protocole est établi par le médecin traitant de l'enfant et/ou le médecin de l'établissement pour l'administration d'antipyrétiques.

Certaines pathologies donnent lieu à une éviction obligatoire de la collectivité :

*L'angine à streptocoques
*La coqueluche
*L'impétigo lorsque les lésions sont étendues
*Les oreillons
*La rougeole
*La scarlatine
*La tuberculose
*Les infections invasives à méningocoques
*L'hépatite A
*La gastro-entérite (hémorragiques ou à salmonelles)

A la suite de ces pathologies ou en cas de maladie courante un certificat médical sera demandé précisant la date de début et la durée de l'absence.

Pour certaines pathologies (varicelle, conjonctivite, gastro-entérite virale) ne nécessitant pas l'éviction, la fréquentation de la collectivité est déconseillée à la phase aiguë de la maladie. Cette décision, prise au cas par cas, est du ressort de la directrice de l'établissement et doit être conditionnée par le confort et le bien-être de l'enfant.

Clauses d'exclusion Temporaire :

- tout enfant présentant une maladie à éviction obligatoire (cf. liste des maladies à éviction) ou jugée incompatible avec la vie en collectivité, sur avis du médecin référent
- tout enfant n'étant pas à jour de ses vaccinations obligatoires.

Définitive :

- non-respect des parents envers la directrice et le personnel de l'établissement.
- non-respect des horaires du contrat et retards répétés perturbant le fonctionnement de l'établissement.
- non-paiement de facture (à compter de 3 impayés consécutifs).
- Absence non justifiée à compter du huitième jour d'absence non motivé ou non signalé.
- fausse déclaration de domicile, des ressources ou concernant la situation de famille.
- refus non justifié de pratiquer les vaccinations obligatoires au-delà du délai autorisé par la loi.

Les exclusions seront prononcées après un avertissement adressé aux parents par lettre recommandée avec accusé de réception si ceux-ci persistaient à ne pas vouloir se conformer au présent règlement. Tout cas particulier sera examiné en commission municipale.

Retrait définitif de l'accueil régulier / Résiliation du contrat

Tout départ avant la fin du contrat entrainera une régularisation de ce dernier et de la facturation.
Tout départ avant la fin du contrat doit être signalé au minimum 1 mois à l'avance par écrit (lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge), ce délai permettant de mettre en place l'accueil d'un nouvel enfant. Si le préavis n'est pas respecté, il sera

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

exigible sur la base de la facturation mensuelle contractualisée (sans prise en compte du droit de congés). La résiliation du contrat ne peut intervenir en milieu de mois (tout mois entamé est dû).

Assurances
Une assurance responsabilité civile est contractée par la ville afin de couvrir les enfants pendant les heures de garde pour tous les dommages corporels et matériels dont ils pourraient être victimes au sein de l'établissement.

En revanche la ville décline toute responsabilité en cas de bris ou de perte de prothèses oculaires, auditives ou autres.

Pour cette raison les parents signent une décharge lors de la constitution du dossier de leur enfant auprès du service Petite Enfance. Par ailleurs la ville n'est pas responsable de la perte d'objets de valeur ou d'effets personnels interdits et qui seraient introduits fortuitement au sein de l'établissement.

4 - Les horaires et les conditions d'arrivée et de départ des enfants

Arrivée
L'accueil entre 7h30 et 8h30 est assuré par des agents qualifiés qui consignent les informations données par les parents sur les feuilles de transmissions journalières. A partir de 8h30 l'accueil se fait par les référentes de chaque groupe, qui prennent connaissances des observations inscrites sur les feuilles de transmissions journalières. Tout évènement ou accident (chute, bosse, blessure, dent cassée, vaccination récente, traitement d'antipyrétique) doit être signalé au personnel de l'établissement dès l'arrivée de l'enfant. L'établissement peut être amené à demander une décharge parentale.

Départ
Le départ des enfants est effectué jusqu'à 17h30 auprès des référentes de chaque groupe et auprès des agents qualifiés après 17h30. Les parents sont informés du déroulement de la journée selon les informations portées sur les feuilles de transmissions journalières.

Il est recommandé d'arriver au plus tard dix minutes avant l'heure de fermeture pour ménager un temps satisfaisant d'échanges avec le personnel de l'établissement.

En cas de retard important ou d'impossibilité d'accompagner ou de reprendre l'enfant selon les horaires prévus la famille doit contacter immédiatement la directrice de l'établissement et, le cas échéant, indiquer le nom de la personne majeure qui la remplacera.

Cette dernière devra être mentionnée sur le dossier d'admission - ou à défaut être en possession d'un mandat écrit du ou des parents responsables – et justifier de son identité.

En cas d'absence des parents ou des tiers désignés au-delà des heures d'ouverture et si les familles ou les personnes mandatées n'ont pu être contactées, l'enfant sera remis à la Police Nationale.

Habillement et effets personnels

Des vêtements simples, pratiques et non fragiles sont recommandés. Ceux-ci doivent être marqués au nom de l'enfant, ainsi que l'ensemble des effets personnels (doudous, tétines).

Les bijoux, barrettes ou perles et les jouets personnels de l'enfant sont interdits pour des raisons de sécurité. Les objets interdits seront retirés par les agents et rendus aux parents au départ de l'enfant.

Hygiène et alimentation
Durant le temps d'accueil de l'enfant, les couches sont fournies par l'établissement. En cas d'allergie dûment constatée par un certificat médical, les familles sont invitées à apporter des couches adaptées sans déduction financière de la participation familiale.

Un repas est servi aux enfants accueillis à la journée. Il est confectionné par Syndicat Intercommunal de Restauration Collective en cuisine centrale, puis acheminés en liaison froide pour être remis en température sur place par le personnel qualifié de l'établissement.

Les menus sont élaborés par le prestataire avec le concours d'un diététicien de façon à apporter aux enfants une alimentation équilibrée et adaptée à leur âge. Un goûter préparé sur place est également donné quotidiennement aux enfants. Les laits infantiles devront être fournis par les parents.

Les restrictions alimentaires sont à communiquer à la directrice au moment de l'admission. En cas de

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

régime particulier prescrit pour raisons médicales, un protocole d'accueil individualisé est établi et les parents concernés devront fournir un panier repas et goûter (dans une glacière avec un pain de glace).

Aucune déduction financière ne pourra être faite en cas de repas fourni par les parents dans le cadre d'un P.A.I.

5 – Les modalités d'information et de participation des familles

Adaptation

Lorsque l'enfant est admis, une période d'adaptation est organisée selon des modalités déterminées conjointement avec les parents et l'équipe. Cette adaptation se fera en présence de l'un des parents les premiers jours. L'adaptation est une période indispensable pour établir un climat de confiance entre l'enfant et l'établissement et pour qu'il s'y sente bien. Il n'y a pas de durée définie pour une adaptation car chaque enfant a son propre rythme, et l'on doit respecter la relation affective entre l'enfant et sa famille.

Les heures d'adaptation sont décomptées dans le temps d'accueil et facturées au tarif unique de 0.35€ (dans un délai maximum de 15 jours).

Liaison avec la famille

Les parents sont invités à participer de manière active à la vie de leur enfant dans l'établissement et notamment à prendre part aux réunions, aux activités et sorties proposées.

Les activités collectives et les informations générales de l'établissement font l'objet d'un affichage à destination des familles. Des rencontres avec les parents sont programmées dans le cadre du développement du projet éducatif et social de l'établissement.

Congés

Toute absence pour congés doit être signalée par courrier à la direction de l'établissement **au moins un mois à l'avance**. Les congés signalés dans le respect de cette clause seront déduits ne dépassant pas 4 semaines (20 jours) sur l'année en cours. Un prorata sera fait à la date du contrat. Le congé s'entend pour la journée. (Il n'est pas possible de ne poser qu'une partie de la journée en congé).

Demande de mise en congé refusée

La demande de mise en congé peut être refusée si elle est remise à la directrice hors délai ou si la famille ne dispose plus de congés.
En cas de refus, la famille n'est pas obligée de laisser l'enfant, seulement elle ne pourra pas Prétendre à déduction.

6 – Les modalités de délivrance de soins

Il a été mis en œuvre des protocoles en concertation avec le médecin de l'établissement pour les modalités de soins occasionnels (conduite à tenir en cas d'hyperthermie, de chutes, de plaies, de diarrhées et de vomissements). Pour les soins spécifiques, chaque cas sera étudié avec la famille, le médecin de l'enfant, le médecin de l'établissement et le référent santé et accueil inclusif Il aboutira le cas échéant à l'établissement d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

7 – Les modalités d'interventions médicales d'urgence

En cas d'accident nécessitant des soins, la directrice est habilitée à faire intervenir les secours d'urgence (pompiers, SAMU) qui dirigeront l'enfant vers un établissement hospitalier selon le protocole établi par le médecin de l'établissement et de l'autorisation d'hospitalisation signée par les parents au moment de l'admission.

La directrice informera immédiatement les parents ou les personnes mandatées par eux s'ils ne peuvent être joints, ainsi que les services du département en charge de la protection maternelle et infantile.

Un agent du multi-accueil accompagnera l'enfant vers l'établissement hospitalier si les parents ou les personnes mandatées par eux ne peuvent se libérer.

Le service de Protection Maternelle Infantile sera informé de tout incident ou accident grave survenant au sein de l'établissement.

*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

8 – Les modalités du concours du médecin et des professionnels attachés à l'établissement

Le médecin de l'établissement et le référent santé accueil inclusif

Ils vérifient que l'état de santé de l'enfant est compatible avec la vie de l'établissement et assurent des actions d'éducation à la santé auprès du personnel de l'établissement. Le médecin établit le certificat médical autorisant l'admission des enfants de moins de quatre mois et veille à l'intégration des enfants présentant un handicap, une affection chronique, ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière. Il veille à l'intégration de ces mêmes enfants.

Ils participent (médecin et/ou référent santé & inclusif) à l'élaboration des Projets d'Accueil Individualisé (PAI) et a la responsabilité de réaliser les protocoles et mesures à appliquer en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou d'autres situations dangereuses pour la santé. Il définit les protocoles d'actions dans les situations d'urgence en concertation avec la directrice de l'établissement et organise les conditions de recours au service d'aide médicale d'urgence.

Le Psychologue

Le psychologue, contribue, en liaison avec l'équipe et les parents, à la bonne adaptation des enfants et à leur épanouissement. Il apporte aux parents et aux équipes conseil, soutien et orientation.

Le psychologue intervient 1 fois par trimestre auprès des équipes lors de réunions du soir de 18h30 à 20h00.

La directrice (cf. chapitre 1)

L'établissement est placé sous la responsabilité de la directrice (infirmière puéricultrice diplômée d'état) qui veille au bon fonctionnement de l'établissement, au respect du présent règlement et des textes en vigueur dans les équipements de la petite enfance (article R23-24-34 et R2324-34-1 du code de la santé publique.
Elle est présente sur une quotité de temps de travail à 100 %

La directrice exerce également le rôle de référent santé et accueil inclusif de l'établissement ainsi le rôle de puéricultrice (article R2324-39 du code de la santé publique), son rôle est de :

- Informer, sensibiliser et conseiller l'équipe de l'établissement en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap ou atteints de maladie chronique ;
- Présenter et expliquer aux professionnels chargés de l'encadrement des enfants les protocoles ;
- Apporter son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation, au bien-être, au bon développement des enfants et au respect de leurs besoins dans l'établissement ou le service ;
- Veiller à la mise en place de toutes mesures nécessaires à l'accueil inclusif des enfants en situation de handicap, vivant avec une affection chronique, ou présentant tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière ;
- Pour un enfant dont l'état de santé le nécessite, aider et accompagner l'équipe de l'établissement ou du service dans la compréhension et la mise en œuvre d'un projet d'accueil individualisé élaboré par le médecin traitant de l'enfant en accord avec sa famille ;
- Assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels, notamment en matière de recommandations nutritionnelles, d'activités physiques, de sommeil, d'exposition aux écrans et de santé environnementale et veiller à ce que les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux puissent être associés à ces actions ;
- Contribuer, dans le cadre du dispositif départemental de traitement des informations préoccupantes mentionné à l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles.
- Elle assure les visites à domicile chez les assistantes maternelles ainsi que du respect des protocoles et du projet d'établissement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

L'éducatrice de jeunes enfants :

Elle est présente sur une quotité de temps de travail à 100 %

Son rôle est de dynamiser l'équipe autour d'un projet éducatif en assurant :

- la qualité de l'accueil ainsi que la cohérence des pratiques et attitudes professionnelles au quotidien par le biais de formations et d'échanges sur les pratiques professionnelles.
- mettre en place avec l'équipe l'accompagnement des familles dans leur fonction parentale.
- contribuer à l'éveil et au bien-être de l'enfant, en favorisant son développement moteur, affectif et intellectuel avec le concours des équipes.

Assurer un aménagement de l'espace qui permette à l'enfant d'évoluer en toute sécurité au sein du lieu d'accueil tant sur le plan physique que psychologique.

Les auxiliaires de puériculture
Elles ont pour missions :

- d'accueillir l'enfant confié au multi-accueil dans les meilleures conditions d'hygiène, de confort et de sécurité, de répondre à ses besoins et de respecter ses rythmes.
- de respecter l'enfant avec ses différences et sur le plan individuel.
- d'accompagner l'enfant vers l'apprentissage de l'autonomie et la sociabilisation.
- Objectif spécifique de l'auxiliaire de puériculture : être garante des soins prodigués aux nourrissons et du projet pédagogique (élaboration, mise en place et suivi).
- De favoriser le développement psycho-affectif, moteur, intellectuel et social de l'enfant.

Les CAP Petite Enfance
Elles ont pour missions :

- De garantir un accueil dans les meilleures conditions possibles des enfants et de leur famille, de participer à la valorisation et au soutien de la fonction parentale.
- De prendre en charge l'enfant individuellement au sein d'un groupe, de lui apporter la sécurité matérielle et affective nécessaire au bien-être physique et psychologique dont il a besoin.
- De participer à une réflexion continue de l'équipe permettant de remettre en cause sa propre pratique ainsi que celle de l'établissement pour continuer à évoluer.

Le personnel de service
Les agents d'entretien assurent le réchauffage des repas des enfants, la propreté des locaux. Ils participent à la vie de l'établissement et à son bon fonctionnement. En l'absence d'un membre du personnel permanent, l'établissement aura recours à du personnel de remplacement qualifié.

9 - Le mode de calcul des tarifs et le paiement des participations

Votre tarification

Le barème défini par la Caisse Nationale des Allocations Familiales est appliqué dans tous les établissements d'accueil de la Petite Enfance gérés par la Ville de La Garde.
Ce barème tient compte de l'aide versée à la collectivité afin de réduire significativement la participation des familles. En conséquence les familles ne pourront percevoir d'aide de la CAF.

Le barème défini par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales repose sur application d'un taux d'effort linéaire appliqué aux ressources des familles perçues l'année N-2, encadrées par un plafond et un plancher

→ LE PLANCHER DES RESSOURCES

Le plancher est la base minimale à prendre en compte pour le calcul de la participation familiale, notamment en l'absence de ressources au sein de la famille.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

A compter du 1er janvier 2022, le plancher de ressources à prendre en compte s'élève à 712,33 €. Le montant est publié en début d'année civile par la CNAF.
Il est à retenir pour le calcul des participations familiales dans les cas suivants :
- Familles ayant des ressources nulles ou inférieures à ce montant « plancher » ;
- Enfants placés en famille d'accueil au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance ;
- Personnes non allocataires ne disposant ni d'avis d'imposition, ne de fiches de salaires.

→ LE PLAFOND DES RESSOURCES
Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un « plafond » de ressources mensuelles au-delà duquel le prix est fixe.

Année d'application	Montant du plafond
2018	4 874.62€
2019-au 1er septembre	5 300€
2020-au 1er janvier	5 600€
2021-au 1er janvier	5 800€
2022-au 1er janvier	6 000€
2023- au 1er janvier	6 000€
2024 -1er septembre	7000 €
2025 1er septembre	7000 €

Pour un accueil de type régulier :

Vous verserez une participation mensuelle forfaitaire, à terme échu, par référence au barème national qui couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans l'établissement et y compris les soins d'hygiène ainsi que, le cas échéant, les repas principaux.

La mensualisation est un contrat écrit conclu pour la durée de l'inscription dans l'établissement (douze mois) sur la base des besoins définis pour votre enfant : amplitude journalière de l'accueil, nombre d'heures réservées par semaine. Elle repose sur le principe de la place réservée et s'applique quels que soient le rythme et la durée de fréquentation de l'enfant. Elle est établie **sur une base horaire**.

Votre participation varie en fonction des ressources et de la composition de la famille et correspond à un « taux d'effort » modulable, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond (barèmes révisables chaque année suivant les instructions de la C.N.A.F. et communiqués aux familles).

Elle est calculée suivant les heures effectuées, en notant **que toute demi-heure entamée est due y compris le temps d'échange avec le personnel encadrant les enfants.**

Les déductions autorisées :

- Les jours de congés déposés dans les conditions prévues au contrat (1 mois minimum délai)
- Les jours de fermeture exceptionnelle de l'établissement (grève, jours fériés, ponts)
- Les jours d'absence de l'enfant pour cause d'hospitalisation ou d'éviction pour maladie contagieuse (dès le 1er jour d'absence sur présentation d'un certificat médical du médecin dans les 48 heures).
- Les jours d'absence de l'enfant pour maladie de plus de 3 jours sur présentation d'un certificat médical dans les 48 heures. La carence de 3 jours est appliquée à partir du 1er jour mentionné sur le certificat et des 2 jours calendaires qui suivent, la déduction s'effectue sur la base du tarif horaire à partir du 4ème jour.

Le « taux d'effort » demandé aux parents est calculé sur une base horaire et appliqué aux ressources de la famille. Il est étendu à toutes les familles qui fréquentent régulièrement ou occasionnellement l'établissement, quel que soit l'âge de l'enfant.

Il est révisable à tout moment en cas de modification dans la composition de la famille ou dans les revenus. Les tarifs sont revus chaque année au 1er Janvier.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif et micro crèche (pour les nouveaux contrats à compter du 1er septembre 2019)

Nombre d'enfants	du 1er janvier 2019 au 31 août 2019	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0600%	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%
2 enfants	0,0500%	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%
3 enfants	0,0400%	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%
4 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
7 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
8 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
9 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
10 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%

Adaptation : tarif unique : 0,35€/h

Pour un accueil d'urgence :

Dans le cas où les ressources des parents ne seraient pas connues, un tarif horaire fixe est appliqué annuellement.

Il correspond à la participation horaire moyenne des familles, observée dans l'établissement sur l'exercice précédent, calculée comme suit :

$$\frac{\text{Total des participations familiales facturées perçues à l'année N-2}}{\text{Nombre total heures d'accueil facturées à l'année N-2}}$$

Les ressources prises en compte :

La participation familiale est calculée sur la base des revenus imposables de la famille (avant déduction des 10% et 20 %) figurant :

- Sur la base ressources de la caisse d'allocations familiales mise à disposition des gestionnaires par l'accès "CDAP", pour les allocataires CAF sous réserve de l'autorisation écrite de la famille.
- Sur le dernier avis d'imposition (N-2).

A défaut de produire les documents nécessaires à l'établissement de la facturation dans les délais précisés lors de la demande, la participation financière sera calculée sur la base du prix plafond jusqu'à réception des documents, sans effet rétroactif.

Votre facturation

La participation familiale mensuelle est à verser en mairie, auprès du Régisseur Municipal, carte bancaire, chèque CESU ou par chèque libellé à l'ordre du Régisseur Central de Recettes de la Ville de la Garde, avant la date limite de paiement indiquée sur la facture. Toute facture impayée sera mise en recouvrement auprès de la trésorerie principale. L'enfant pourra être exclu de l'établissement. Tout cas particulier sera examiné sur demande écrite par la commission municipale.

La facturation prend en compte la déduction des périodes de fermeture de l'établissement et les jours fériés. Elle est établie tous les mois, y compris pendant les fermetures d'hiver et d'été. Une attestation fiscale du montant des frais de garde réglés est téléchargeable sur le portail famille.

Cas particuliers / la garde alternée :

Dans le cas d'un enfant dont les parents sont séparés ou divorcés et qui ont la garde alternée, le contrat est établi en fonction des ressources de chaque parent. La tarification se fait en fonction de la garde de l'enfant chez le parent au moment de l'accueil dans l'établissement.

Modalités et suivi des présences / bornes de pointage

Le suivi des présences est réalisé à partir d'une borne de pointage (lecteur code-barres). Le pointage est effectué par les familles comme suit :

-à l'arrivée de l'enfant dès l'entrée dans l'établissement.

- au départ de l'enfant après les échanges avec le personnel au moment de la sortie définitive.

En cas d'oubli de pointage, les règles sont les suivantes :

- A l'arrivée : l'heure d'arrivée prise en compte est l'heure d'ouverture du multi-accueil, dans

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

un maximum de 4 heure supplémentaire.

- Au départ : l'heure de départ prise en compte est l'heure de fermeture du multi-accueil, dans un maximum de
  4 heures supplémentaires.
- A l'arrivée et au départ : la journée prise en compte est de 11 heures.

10 – L'accessibilité et l'urgence

L'objectif d'accessibilité

Les dispositions du règlement de fonctionnement prennent en compte l'objectif d'accessibilité défini au sixième alinéa de l'article L. 214-2 et à l'article L. 214-7 du code de l'action sociale et des familles.

Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent l'accueil d'un nombre déterminé d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge des bénéficiaires de l'allocation de revenu minimum d'insertion, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de solidarité spécifique ou des primes forfaitaires instituées respectivement par les articles L. 262-11 du présent code, L. 524-5 du code de la sécurité sociale et L. 351-20 du code du travail qui vivent seuls ou avec une personne travaillant ou suivant une formation rémunérée et qui ont une activité professionnelle ou suivent une formation rémunérée.

Ils prévoient également les conditions dans lesquelles des places d'accueil peuvent être mobilisées en faveur des enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge des bénéficiaires des allocations susmentionnées inscrits sur la liste visée à l'article L. 311-5 du code du travail, pour leur permettre d'accomplir les démarches nécessaires à une recherche active d'emploi.
Le Multi-Accueil «Les Lucioles» garantit l'accueil de deux enfants de moins de six ans non scolarisés à la charge des bénéficiaires des prestations sociales mentionnées à l'Article L214-7 du Code de l'action sociale et des familles.

Places d'urgence

L'accueil en urgence correspond à une situation particulière et temporaire. Des places d'urgence sont possibles y compris sur le dépassement autorisé des 15%.

Le service Petite Enfance est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire 04.98.01.15.99. Toute correspondance doit être adressée à Monsieur Le Maire de La Garde – Hôtel de Ville (BP 121 – 83957 LA GARDE Cedex).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

A LA GARDE, le : ……

VILLE DE LA GARDE
Direction des affaires sociales
Service Petite enfance

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI ACCUEIL COLLECTIF "LES LUCIOLES»

-L'admission d'un enfant est subordonnée à l'acceptation de ce règlement par les parents-

Je soussigné(e) :

Nom : ……
Prénom : ……

Agissant en qualité de : ……

Nom et Prénom de l'enfant : ……

☐ Déclare avoir pris connaissance du règlement général de fonctionnement, en approuve les modalités et m'engage à les respecter.

SIGNATURE :

DECHARGE POUR LE PORT DE PROTHESES AUDITIVES, OCCULAIRES ET AUTRES

☐ Déclare décharger de toute responsabilité l'établissement qui accueille mon enfant en cas de bris ou de perte de la ou des prothèses dont mon enfant pourrait être porteur.

SIGNATURE :

ENGAGEMENT RELATIF A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DES ENFANTS

☐ M'engage à ne pas diffuser sur les réseaux sociaux et autres sites notamment personnels, les photographies faisant apparaître d'autres personnes que mon enfant.

☐ M'engage à ne pas porter atteinte à la dignité des enfants et familles fréquentant les établissements petite enfance.

SIGNATURE :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 26 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA PROTECTION CIVILE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS PREVISIONNELS DE SECOURS LORS DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME MARTINE BLANC

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis de la commission municipale CULTURE / ANIMATIONS / TOURISME / COMMERCE en date du 14 mai 2025,

CONSIDERANT que la commune a l'obligation de mettre en place des Dispositifs Prévisionnels de Secours concernant le public dans le cadre de certaines manifestations qu'elle organise,

CONSIDERANT que la Protection Civile du Var peut régulièrement exercer d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs Prévisionnels de Secours (DPS) du Point d'Alerte et de Premiers Secours (PAPS) au DPS-ME (Moyenne Envergure),

CONSIDERANT la proposition de la Protection Civile du Var d'établir un partenariat pour couvrir l'ensemble des DPS pour la durée de l'année définie par les parties, permettant une remise de 10% qui sera appliquée sur l'ensemble des devis relatifs à la convention,

CONSIDERANT que ce partenariat ne présente ni exclusivité, ni contrainte pour l'organisateur qui, en cas de besoin, ne pourraient être pourvus par le prestataire, ou par libre choix de l'organisateur,

CONSIDERANT ainsi la nécessité d'établir une convention afin de fixer les modalités de fonctionnement.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat avec la Protection Civile du Var telle qu'annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la convention de partenariat ainsi que tous les documents s'y rapportant.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr .

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER
Protection Civile du Var

Convention pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours

CONVENTION ANNUELLE - convention n°87/2025/TM

1. Association Prestataire

Protection Civile du Var
Adresse : 357 Route de Marseille Caserne de l'Escaillon 83200 - TOULON
Téléphone : 0494910883
Courriel : var@protection-civile.org
Ci-après désignée : Association prestataire
Représenté par (Prénom, Nom) : Samuel LEGIGAN

Association ayant reçu notamment une autorisation d'exercice déconcentrée pour les missions de sécurité civile de type D (Certificat Original d'Affiliation en annexe) par sa régulière affiliation à la Protection Civile (Protection Civile), association agréée de sécurité civile au plan national par arrêté ministériel.

2. Organisateur de l'évènement

Raison sociale de l'organisateur : Mairie de La Garde
Adresse : Rue Jean-Baptiste Lavène
BP121
83957 - LA GARDE CEDEX
Téléphone : 04 94 08 99 11
Courriel : animation@ville-lagarde.fr
Ci-après désignée : l'organisateur
Représentant Légal: MAIRIE DE LA GARDE

3. Objet de la convention

3.1 Objet

La présente convention a pour but de fixer les modalités de fonctionnement entre :
Protection Civile du Var , qui peut régulièrement exercer, d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs prévisionnels de Secours.
et
Mairie de La Garde
pour la mise en place de Dispositifs Prévisionnels de Secours, ceci afin de bien clarifier le cadre juridique des prestations de services assurée.
La mise en place du Dispositif Prévisionnel de Secours concerne le public seulement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.2 Descriptif de l'évènement

Nom de l'évènement : **CONVENTION ANNUELLE**
Date(s) : Du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026
Lieu : LA GARDE
Adresse précise : Adresse à définir selon les évènements

3.3 Grille d'évaluation des risques

Cet évènement a fait l'objet par l'organisateur d'une évaluation des risques dont la grille figure en annexe de la présente convention.

3.4 Autorisations

L'organisateur reconnait posséder toutes les autorisations nécessaires au déroulement de la dite manifestation et avoir souscrit une assurance responsabilité civile organisateur.

3.5 Responsabilités

Conformément aux textes réglementaires, l'organisateur est responsable de l'ensemble de l'organisation et des mesures prises en liaison avec l'autorité de police compétente (maire, préfet).
La mise en place d'un dispositif de secours ne peut avoir pour conséquence un transfert de responsabilité vers l'association prestataire.

4. Prestations fournies par le prestataire

4.1 Type du dispositif mis en place

Pour répondre à la demande écrite formulée par Mairie de La Garde, et au vu du résultat de la grille d'évaluation des risques renseignée en fonction des éléments d'évaluation fournis par l'organisateur et co-signée (voir annexes), Protection Civile du Var, conformément aux directives du Référentiel National relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours (RNDPS) – Ministère de l'intérieur – arrêté NOR : INTE0600910A du 7 novembre 2006, applicables en la matière et opposables aux parties à la convention, et des prescriptions de l'association prestataire, s'engage à mettre en place le Dispositif Prévisionnel de Secours suivant :

Dispositif Prévisionnel de Secours : La présente convention annuelle a pour objet de couvrir l'ensemble des dispositifs prévisionnels de secours du PAPS au DPS-ME, pour la durée de l'année définie par les parties.

4.2 : Composition du dispositif

Nombre d'intervenants secouristes : de 2 à 36 intervenants secouristes
Véhicules de Premiers Secours :
Autres vehicules :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

4.3 : Informations concernant le dispositif

4.3.1 : Les intervenants

- Les équipiers secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 2 (PSE2), validés dans leur aptitude opérationnelle conformément à la réglementation en vigueur et portés sur les listes d'aptitude opérationnelles.
- Les secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 1 (PSE1), validés dans leur aptitude opérationnelle et portés sur les listes d'aptitudes opérationnelles.
- Un membre de chaque équipe exerce les fonctions de chef d'équipe.
- En cas de besoin des Logisticiens Administratifs et Techniques (LAT) assurent les fonctions pour lesquelles ils ont compétence.
- En fonction de la taille du DPS , un ou des chef(s) de poste, chef(s) de section, chef(s) de secteur, chef de dispositifs, cadres opérationnels (est ou sont) désigné(s) par l'association prestataire.

4.3.2 : Moyens matériels

- Les différents lots de matériels mis à disposition sont conformes au RNDPS du 7 novembre 2006.
- Les Véhicules de Premiers Secours à Personnes (V.P.S.P), utilisés comme Postes de Secours Mobiles ou Fixes, sont dotés d'une cellule de soins adaptée et des matériels permettant d'assurer les premiers secours ainsi que le conditionnement d'une victime.

4.4 Missions

Les moyens mis en place par l'association prestataire sont destinés à assurer une présence préventive pendant la manifestation faisant l'objet de cette convention :

Points d'alertes et de premiers secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Alerter les secours publics,
4° Prodiguer à la victime des gestes de premiers secours réalisables à 2 intervenants,
5° Accueillir les secours et faciliter leur intervention.

Poste de secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Faire un bilan et porter les premiers secours nécessaires à une victime,
4° Prodiguer des conseils adaptés à une victime qui pourrait partir par ses propres moyens,
5° Contribuer à la mise en place de la chaîne des secours allant de l'alerte jusqu'à la prise en charge de la victime par les pouvoirs publics,
6° Accueillir les secours et faciliter leur intervention

Une équipe de secours peut prendre en charge :

- Une seule victime atteinte d'une détresse vitale
- Un nombre de victimes sans gravités, équivalent à celui des intervenants qui la compose

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.5 Transport des victimes

L'association prestataire n'assurera pas le transport des victimes vers un centre hospitalier. Les éventuelles évacuations des blessés ou malades sont assurées par les services publics de secours

4.6 Modalités opérationnelles

- Les intervenants sont revêtus de leur tenue officielle.
- Ils interviennent sous la direction de l'encadrement mis en place par Protection Civile du Var
- L'association est représentée opérationnellement par Mickael TINTELIN, qui est joignable au: 0611835225, qui a procédé à la désignation du chef d'équipe (ou chef de poste, ou chef de section).
- Le chef de poste prendra contact avec le bénéficiaire dès son arrivée sur site pour vérifier la concordance avec les clauses techniques de la convention, mettre en place le dispositif et déterminer les modalités opératoires liées à l'évènement.
- Les intervenants et véhicules sont dotés de moyens radio sur fréquence propres. Ces moyens peuvent constituer un réseau qui nécessite la mise en place de matériels spécifiques et la présence d'opérateurs radio.

5. Engagements de l'organisateur

5.1 Aspects logistiques

5.1.1 Locaux, matériels, moyens de communication

L'organisateur s'engage à mettre à la disposition des équipes de secours, afin que celles ci puissent travailler dans des conditions optimales :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

5.1.2 Dispositf d'alerte des secours publics

L'organisateur s'engage à mettre à la disposition des équipes de secours, un moyen d'appel des secours publics.

5.1.3 Conditions de vie

Les repas et les boissons des secouristes présents ne seront pas pris en charge par l'organisateur.

5.2 Modalités opérationnelles

5.2.1 Correspondant de l'organisateur

Madame le Maire Hélène BILL (tél. 0494216064) membre de l'organisateur, sera interlocuteur de l'association prestataire le jour de la manifestation.

5.2.2 Chaîne de commandement du DPS

Le commandement du dispositif sera assuré par l'association prestataire.

5.3 Modalités financières

5.3.1 Montant de la participation

L'intervention des secouristes demeure bénévole et l'action de l'association prestataire est à but non lucratif.
Toutefois, l'organisateur dédommage l'association des frais engendrés (déplacements, matériel, oxygène, produits pharmaceutiques...), pour un montant défini dans le devis remis par l'association.

5.3.2 Conditions de paiement

Cette somme sera réglée par virement ou par chèque libellé à l'ordre de : Protection Civile du Var

6. Engagement des deux parties

6.1 Durée de la convention

Cette convention est signée pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026

6.2 Condition de réalisation

L'engagement de l'association prestataire est lié :
- à l'acceptation de la présente convention par l'organisateur.
- à l'autorisation de l'événement par les pouvoirs publics.

7. Grille d'évalution des risques

Cette grille remplie sous la responsabilité de l'organisateur figure en annexe de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

8. Clauses particulières

Une remise de 10 % sera appliquée sur l'ensemble des devis relatifs à la présente convention, et ce, pour toutes les prestations fournies dans le cadre des dispositifs prévisionnels de secours du PAPS au DPS ME. Cette remise sera calculée sur le montant total de chaques devis, avant toute autre réduction ou frais supplémentaires.

Chaque partie se réserve le droit de résilier la présente convention à tout moment dans un délai raisonnable, sous réserve de notifier l'autre partie par écrit. La résiliation prendra effet à compter de la réception de la notification.

9. Litiges

En cas de litige pendant et après la manifestation, à défaut d'entente entre l'association prestataire et l'organisateur, le contentieux pourra faire l'objet de recours devant les tribunaux compétents.

Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement destiné à l'établissent de documents administratifs et réglementaire (devis, facture, etc…) ainsi que des toutes autres données liées aux interventions.
Les destinataires de ces données sont Protection Civile du Var , les secours publics ou privés et la préfecture. La durée de conservation des données est de 20 ans après la fin de l'événement (code de la santé publique : article R1112-7)

Convention établie en double exemplaires à TOULON, le 24-04-2025

Pour Mairie de La Garde
(Cachet, nom et prénom,fonction du signataire)

Pour Protection Civile du Var,
Samuel LEGIGAN

Protection Civile du Var
357, Route de Marseille
83200 TOULON
Tél. 04 94 91 08 83 Fax. 04 94 24 09 92
Email. var@protection-civile.org

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 27 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ORGANISATION DU PRIX LITTERAIRE JEUNESSE DE LA VILLE DE LA GARDE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME MARTINE BLANC

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis de la commission municipale CULTURE / ANIMATIONS / TOURISME / COMMERCE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'encourager la pratique de la lecture du jeune public en organisant un Prix Littéraire Jeunesse de la Ville de La Garde,

CONSIDERANT que ce Prix Littéraire organisé annuellement par la médiathèque municipale en partenariat avec l'Education Nationale aboutit à la désignation d'un auteur lauréat, récompensé par la Ville et invité à rencontrer ses lecteurs sur site.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE le principe de l'organisation du Prix Littéraire Jeunesse et sa reconduction annuelle.

ARTICLE 2 : FIXE à 1500 € (Mille cinq cents euros) la récompense attribuée par la Ville au lauréat désigné par le vote de lecteurs participants.

ARTICLE 3 : DIT que les frais engagés par le lauréat pour assurer les rencontres programmées à La Garde avec les scolaires, sont pris en charge par la Ville (en termes de transport, d'hébergement, de restauration) sur présentation des justificatifs en lien avec l'évènement.

ARTICLE 4 : PRELEVE les dépenses au budget primitif de l'année concernée opération 3132 C aux chapitres et articles correspondant aux frais engagés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250627-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sir le site internet – www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250627-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 28 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : DENOMINATION DU NOUVEAU THEATRE SITUE RUE DU VIEUX PUITS A LA GARDE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME MARTINE BLANC

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-29,

VU l'avis de la commission municipale CULTURE / ANIMATION / TOURISME / COMMERCE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT que le nouveau théâtre en cours de construction en face de la médiathèque Louis Aragon, rue du Vieux Puits, n'est pas dénommé,

CONSIDERANT que l'identité du théâtre doit refléter les valeurs que la commune souhaite véhiculer, à savoir l'ouverture au monde, l'invitation à la découverte et l'émerveillement. Que le théâtre peut être une halte dans le quotidien pour explorer de nouvelles cultures, histoires et émotions à travers des performances variées. Que les représentations, qu'elles soient théâtrales, musicales, dansantes ou autres, sont des expériences uniques qui marquent les esprits.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **DECIDE** de dénommer le théâtre situé rue du Vieux Puits : « L'ESCALE ».

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :

POUR : **27**

ABSTENTIONS : **8** - **(Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250628-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 29 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : NUMEROTATION DES VOIES DESSERVANT L'ENTREE DU PUBLIC, LE LIEU DE LIVRAISON DU THEATRE "L'ESCALE" AINSI QUE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR FRANCK CHOUQUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

VU l'avis de la commission municipale CULTURE / ANIMATION / TOURISME / COMMERCE du 14 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE en date du 2 juin 2025,

CONSIDERANT qu'il convient, pour faciliter la fourniture de services publics tels que les secours et la connexion aux réseaux, et d'autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons, la localisation GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire que le théâtre soit identifié géographiquement et administrativement avec une adresse dédiée sise rue du Vieux Puits,

CONSIDERANT qu'il convient également de déterminer une adresse annexe spécifiquement réservée pour les livraisons, via l'avenue de Spa, perpendiculaire à la rue du Vieux Puits,

CONSIDERANT la nécessité de déterminer une adresse géographique afin de desservir l'actuelle Médiathèque Louis Aragon, située également rue du Vieux Puits.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250629-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 1 : DECIDE de fixer l'adresse du nouveau théâtre « L'Escale » au 69 de la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH 721, suivant le plan annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : DECIDE de fixer l'adresse réservée aux livraisons techniques du théâtre au 110 de l'avenue de Spa, avenue située perpendiculairement à la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH721, suivant le plan annexé.

ARTICLE 3 : DECIDE de fixer l'adresse de l'actuelle Médiathèque Louis Aragon au 70 de la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH 657, suivant le plan annexé.

ARTICLE 4 : D'AUTORISER Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

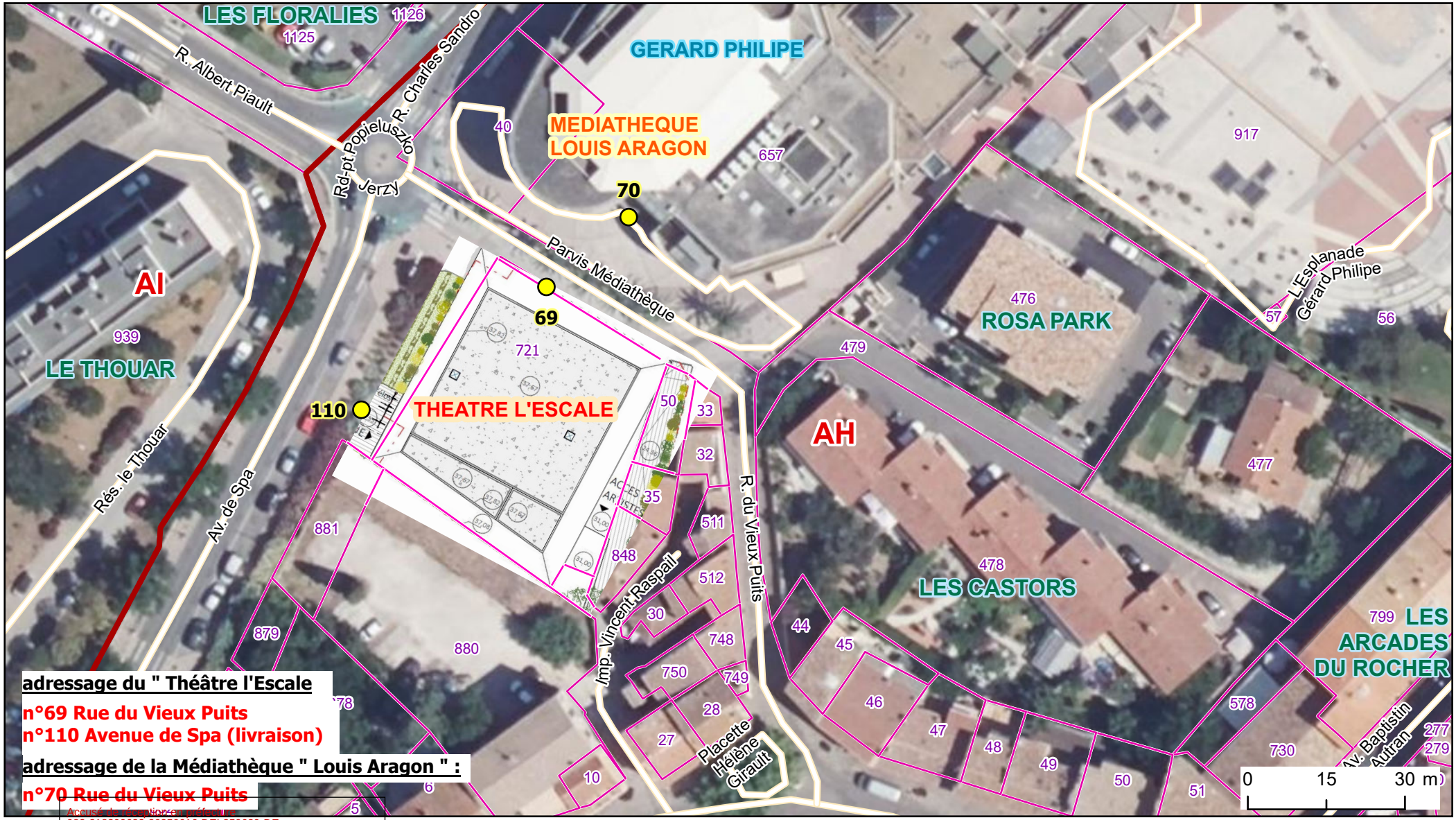
MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **27**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250629-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Commune de La Garde

Plan annexé à la délibération de dénomination du " Théâtre L'Escale "



adressage du " Théâtre l'Escale

n°69 Rue du Vieux Puits
n°110 Avenue de Spa (livraison)

adressage de la Médiathèque " Louis Aragon " :

n°70 Rue du Vieux Puits

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250629-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sources : DGFiP 2024, Orthophoto 2023 IGN et le Service SIG Ville de la Garde (MS, le 16/06/2025)

DELIBERATION N° 30 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : AMENAGEMENT DU COEUR DE VILLE - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DE LA POSTE AVEC LANCEMENT D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR FRANCK CHOUQUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2241-1,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L.2141-1,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.300-4 et suivants,

VU le Code des Relations entre le Public et l'Administration, et notamment ses articles L.134-1 et suivants et R. 134-3 et suivants,

VU le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.141-3 et suivants, R.141-4 et suivants,

VU la délibération n° 19 en date du 26 juin 2023 relative à l'approbation du schéma directeur d'aménagement, de redynamisation et de requalification du projet urbain d'aménagement du centre-ville de La Garde, ainsi que du périmètre et programme d'actions prévisionnel,

VU la délibération n° 20 en date du 26 juin 2023, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, confiant à la Commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville,

VU la délibération n° 21 en date du 26 juin 2023, par laquelle le Conseil Municipal a confié l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement à la SPL SAGEP, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de l'urbanisme et des articles L 1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 19 en date du 17 décembre 2024, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir avec la Métropole,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

permettant de clarifier et préciser les modalités de répartition financières des ouvrages du projet de requalification du centre-ville de La Garde,

VU la délibération n° 20 en date du 17 décembre 2024, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession, permettant de clarifier et préciser les modalités de répartition financières des ouvrages du projet de requalification du centre-ville de La Garde,

VU le traité de concession d'aménagement et son avenant n° 1 ci-annexés et, notamment, le périmètre, le programme et le bilan financier prévisionnel qui figurent en annexes,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 2 juin 2025,

CONSIDERANT qu'à la suite de la signature du traité de concession d'aménagement en date du 11 août 2023, la Commune de La Garde a confié à la société SPL SAGEP la réalisation du projet urbain de requalification des espaces publics de son centre-ville,

CONSIDERANT qu'un avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement en date du 2 janvier 2025 a permis de préciser les modalités de répartitions, notamment financières, du programme global prévisionnel des équipements et des constructions,

CONSIDERANT que ledit programme global prévisionnel prévoit, notamment, outre les aménagements de différentes voies, la démolition/reconstruction des locaux du Programme de Réussite Educative et la requalification de la place de la République, la réalisation des ouvrages suivants :

- à destination de la Métropole, la construction d'un parking public gratuit en silo et la réalisation d'espaces publics paysagers ouverts intégrant 30 places de stationnement aérien,

- à destination de la Commune, la construction d'un Pôle de services intégré au parking silo (locaux dédiés à des activités économiques), ainsi que la création d'un parc urbain clôturé,

CONSIDERANT que ces aménagements et constructions sont, pour partie, programmés sur la parcelle cadastrée section AH n° 832, d'une superficie de 8 254 m², située Avenue Jean Jaurès, terrain à usage de stationnement public relevant du domaine public communal, dénommé « parking de la Poste »,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 10 paragraphe 3 du traité de concession, intitulé « Exécution des travaux objet de l'opération », il est prévu l'autorisation donnée à la SAGEP d'intervenir sur le domaine public de la Commune pour réaliser les équipements figurant en Annexe 2 intitulée « Programme global prévisionnel des équipements et constructions » et en Annexe 3 intitulée « Projet d'aménagement et Programme d'actions »,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière, aux termes duquel « *le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le Conseil Municipal (...) Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie...* »,

CONSIDERANT que la réalisation du projet urbain, comprenant, sur la parcelle cadastrée section AH n° 832, la construction d'un parking silo, d'un pôle de services intégré au parking silo, ainsi que la création d'espaces paysagers ouverts, portera atteinte aux fonctions de desserte et de circulation du « parking de La Poste » en raison des nouvelles affectations qui seront données à cette dépendance du domaine public,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en œuvre, en conséquence, une procédure de déclassement de la parcelle AH n° 832 ; le déclassement de ce parking devant être précédé d'une enquête publique.

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil Municipal d'engager la procédure de déclassement du Domaine Public de la parcelle cadastrée section AH n° 832, par la réalisation d'une enquête publique préalable.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à engager la procédure de déclassement de la propriété communale cadastrée section AH n°832 pour 8 254 m², suivant plan cadastral ci-annexé, en vue de la réalisation de l'opération centre-ville de La Garde.

ARTICLE 2 : DECIDE le lancement d'une enquête publique préalable à la procédure de déclassement conformément aux dispositions des articles L.141-3 et L.141-4 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 3 : DIT que cette enquête publique sera engagée par Madame le Maire et organisée conjointement avec la SPL SAGEP, concessionnaire.

ARTICLE 4 : DIT que Madame le Maire procèdera à la désignation d'un commissaire-enquêteur.

ARTICLE 5 : DIT que la dépense afférente aux honoraires du commissaire-enquêteur sera inscrite au budget 2025, article 62268.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 6 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE GARDE VAR

A L'UNANIMITE DES VOIX EXPRIMEES :
POUR : **27**
ABSTENTIONS : **8 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, M. Michel CAMATTE, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Département :
VAR

Commune :
LA GARDE

Section : AH
Feuille : 000 AH 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 27/05/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

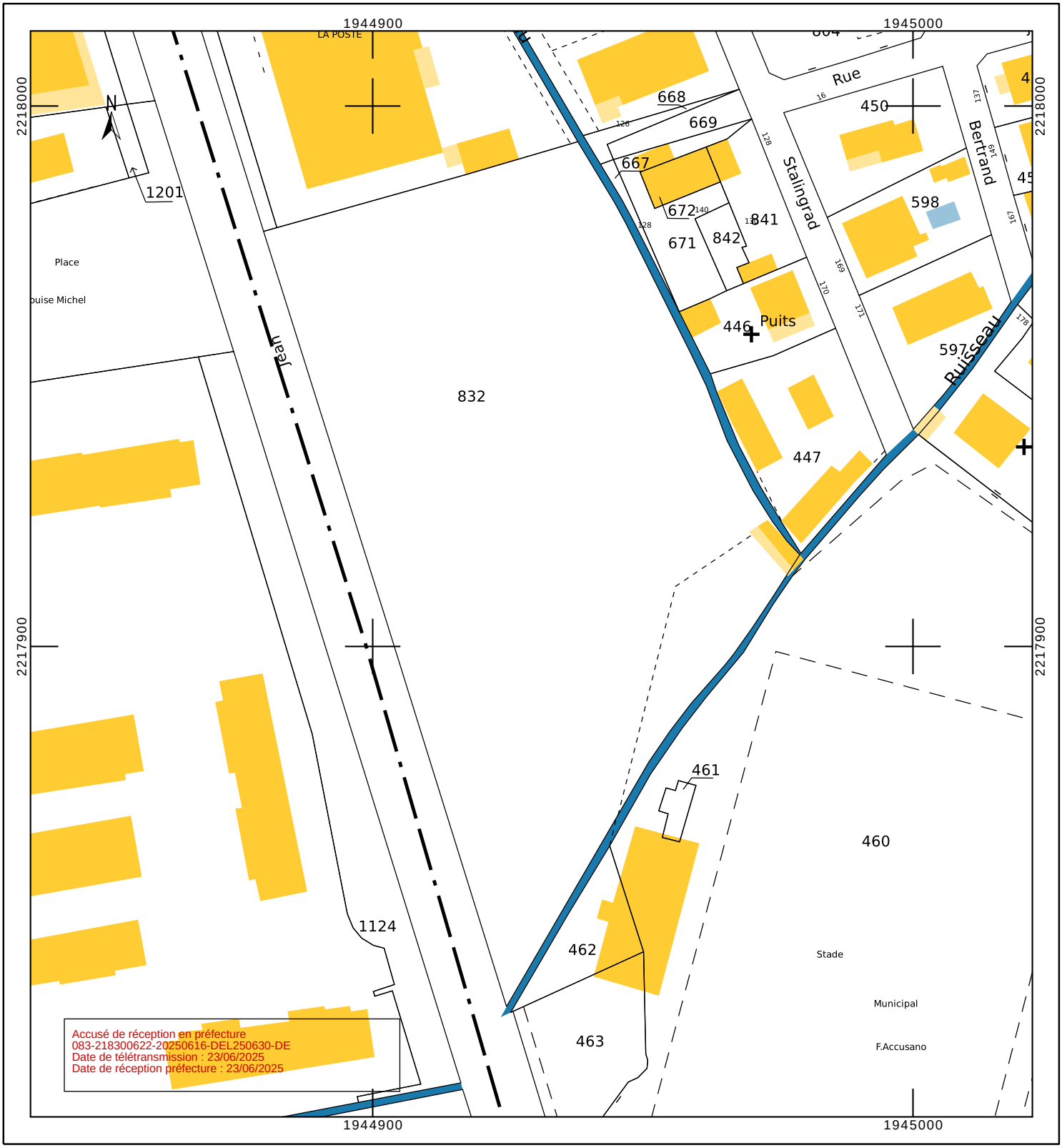
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DU VAR - TOULON
171 avenue de Vert Coteau CS 20127
83071
83071 TOULON CEDEX
tél. 04 94 03 95 01 -fax
sdif.var-toulon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

NOTE DE SYNTHESE :

OBJET : Aménagement du cœur-ville – Engagement de la procédure de déclassement du Domaine Public Communal du « parking de la Poste » (parcelle AH 832) avec lancement d'une enquête publique préalable.

Par délibération n° 20 en date du 26 juin 2023, le Conseil Municipal de la Commune de La Garde a approuvé la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, confiant à la Commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du Projet urbain de requalification du centre-ville.

Par délibération n° 21 en date du 26 juin 2023, le Conseil Municipal a confié l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement à la SPL SAGEP, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Par délibération n° 19 en date du 17 décembre 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n° 1 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, permettant de clarifier et préciser les modalités de répartition financières des ouvrages du projet de requalification du centre-ville de La Garde.

Par délibération n° 20 en date du 17 décembre 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n° 1 au traité de concession, permettant de clarifier et préciser les modalités de répartition financières des ouvrages du projet de requalification du centre-ville de La Garde.

L'opération d'aménagement prévoit, au titre des équipements et constructions, dans le secteur dit Accusano, les ouvrages suivants :

1) Ouvrages destinés à la Métropole :
- Construction d'un parking public en silo (gratuit),
- Réalisation d'espaces publics paysagers « ouverts » du Parc Urbain, comprenant 30 places de stationnement aérien,
- Aménagement de différentes voies (allée des droits de l'enfant, liaison piétonne vers Romain Rolland, voies Tardivier, Croizat, Stalingrad, Léo Lagrange, partie de Franklin Roosevelt, partie de Jean Jaurès et requalification de la Place de la République et ses abords).

2) Ouvrages destinés à la Commune :
- Construction d'un Pôle de services intégré au parking silo gratuit (locaux dédiés à des activités économiques),
- Réalisation du Parc Urbain, dans sa partie clôturée,
- Démolition- reconstruction du Programme de Réussite Educative (PRE).

Les constructions et aménagements portant sur la construction d'un parking silo, d'un pôle de services intégré au parking silo, ainsi que la création d'espaces paysagers ouverts, sont réalisés sur la parcelle cadastrée section AH n° 832 d'une superficie de 8 254 m^2, située avenue Jean Jaurès, parcelle affectée au parking public aérien dit « parking de La Poste », et à une petite partie du stade Accusano.

La parcelle cadastrée AH n° 832 relève du Domaine Public de la Commune et assure des fonctions de desserte et de circulation, modifiées par la réalisation du projet urbain susvisé, en raison des nouvelles affectations qui seront données à cette dépendance du domaine public.

Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une procédure de déclassement de la parcelle AH n° 832, avec engagement d'une enquête publique préalable, telle que prévue par l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour engager la procédure de déclassement de la parcelle communale concernée avec lancement d'une enquête publique préalable.

Acte à transmettre en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250630b-DE
Date de télétransmission : 02/07/2025
Date de réception préfecture : 02/07/2025

DELIBERATION N° 31 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LE RAVALEMENT DE FACADES DU CENTRE-VILLE CONCERNANT LE PROGRAMME D'INTERVENTION POUR LA REHABILITATION DU CENTRE-VILLE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR FRANCK CHOUQUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU les délibérations n° 18 du 25 avril 2002 et n° 54 du 28 novembre 2002 instaurant le dispositif d'aide à la rénovation des façades en centre-ville,

VU l'approbation par la Préfecture du 30 avril 2002 de la convention pour un programme d'intervention pour la réhabilitation du centre-ville, validant la réalisation d'un guide de coloration sur le bâti ancien aux fins de guider le choix des propriétaires et artisans pour l'ensemble des éléments de façade,

VU la délibération n° 111 du 2 février 2004 approuvant le programme des interventions dans le centre ancien et délimitant le périmètre d'intervention communale pour l'aménagement et l'amélioration de la qualité urbaine,

VU les délibérations n° 94 du 27 juin 2005, n° 71 du 15 septembre 2008 et n° 27 du 17 septembre 2012 modifiant le dispositif,

VU la décision municipale n° 2024/0087 prenant acte de la convention intervenue avec l'association SOLIHA Var,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que, parmi les nombreuses actions entreprises par la commune pour dynamiser et rendre plus attractif le centre-ville, un programme d'aide à la rénovation des façades a été mis en place depuis 2002,

CONSIDERANT qu'un secteur a été déterminé aux fins de redynamiser le centre-ville,

CONSIDERANT qu'un règlement a été adopté en tant que document de référence pour la commune sur le centre ancien et le centre-ville, lui permettant, d'une part, de guider le choix des propriétaires pour l'ensemble des éléments de chaque façade en bonne interaction avec les façades proches et, d'autre part, de donner un visuel de l'ensemble de la ville qui soit attractif et respectueux de son caractère,

CONSIDERANT qu'aux termes de la convention signée entre la commune de La Garde et SOLIHA VAR, il existe une mission relative à la définition des recommandations techniques et architecturales de chaque façade à ravaler, dont, notamment, la définition du plan de coloration en concertation avec le propriétaire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250631-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que la commune souhaite aider ses administrés, par une attribution de subvention, respectant des critères précis et validés par des conformités,

CONSIDERANT que lesdits dossiers sont aussi présentés et approuvés par l'Architecte des Bâtiments de France,

CONSIDERANT qu'une subvention communale peut être allouée aux propriétaires réalisant un ravalement de façades ou améliorant leur devanture commerciale dans le respect des recommandations architecturales élaborées par l'architecte de SOLIHA VAR,

CONSIDERANT que quatre immeubles répondent aux conditions d'éligibilités pour prétendre à une subvention. Il s'agit de :

Nom	Immeuble SIS	Montant de la subvention communale TTC	
PELLETIER	125 rue Sadi Carnot	1 473 €	Façade
SAS CHATOUVILLE PATRIMOINE	56 rue Raspail	2 240 €	Façade
DESQUIENS	22 rue René Descartes	3 263 €	Façade
DIZIN	41 rue du Jeu de Paume	2 100 €	Façade
TOTAL		**9 076 €**	

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **PREND ACTE** de l'application des recommandations architecturales préconisées et respectées par les propriétaires concernant le règlement du programme d'intervention pour la rénovation des façades du centre ancien et du centre-ville de la commune de La Garde.

ARTICLE 2 : **APPROUVE** l'autorisation du versement de ces participations pour chacun des dossiers précités.

ARTICLE 3 : **DIT** que les crédits sont prévus au budget de la commune.

ARTICLE 4 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document correspondant nécessaire.

ARTICLE 5 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyen », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250631-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 32 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : TAXE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) - TARIFS APPLICABLES A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN FUMAZ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, pris en ses articles L.2333-6, L.2333-14 et L.2333-15 ainsi que ses articles R.2333-10 à R.2333-17,

VU le Code des Impositions des Biens et des Services (CIBS) pris, notamment, en ses articles L.132-1, L.132-2 L.454-58, L.454-62-1, A.454-10, A.454-11 et A.454-12,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2025 (NOR : ECOE2503146A), publié le 19 avril 2025 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure et actualisant les articles A.454-10, A.454-11 et A.454-12 du CIBS,

VU la délibération du 31 mai 1985 instituant la taxe sur les emplacements publicitaires fixes sur le territoire communal,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions des articles L.454-46 et L.454-47 du Code des Impositions des Biens et des Services (CIBS), c'est par délibération prise avant le 1er juillet de l'année précédant celle du fait générateur de l'imposition, que la Commune peut décider d'appliquer, à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur son territoire, la Taxe sur La Publicité Extérieure,

CONSIDERANT qu'aux termes de la loi de finances n° 2025/127 du 14 février 2025, les tarifs normaux établis par l'Etat en fonction de la taille de la collectivité ont été déterminés ainsi qu'il suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour les enseignes			
Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Superficie ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2025 / m²	24,40 €	48,80 €	97,70 €

Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2025 / m²	24,40 €	48,80 €	73,30 €	144,80 €

CONSIDERANT que, suivant les dispositions des articles L.454-58, A.454-10, A.454-11 et A.454-12 du CIBS que, les tarifs normaux établis par l'Etat en fonction de la taille de la collectivité sont indexés, chaque année, sur l'inflation en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France sur l'ensemble hors tabac entre la troisième et la deuxième année précédant celle de la révision et s'élèvent, pour l'année 2026, à :

Pour les enseignes			
Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Superficie ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	99,50 €

Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

CONSIDERANT que, conformément à l'article L.454-62-1 (2°) CIBS, la Commune, en sa qualité de Commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de 50 000 habitants et plus, peut majorer ses tarifs en considération des tarifs indexés de l'Etat pour l'année 2026, tout en respectant la limite légale telle qu'imposée par les termes de l'article L.454-59 CIBS, suivant laquelle cette augmentation annuelle du tarif normal par mètre carré d'un support, par rapport à l'année précédente, est limitée à 5,00 €,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT dès lors et au vu de ce qui précède, qu'il est proposé d'établir les tarifs applicables à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur le territoire communal à compter du 1er janvier 2026 ainsi qu'il suit :

Pour les enseignes	**Superficie > 7 m² et ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² et ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	99,50 €

Dispositifs publicitaires et préenseignes	**Non numériques**		**Numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

CONSIDERANT que, par ailleurs, la Commune entend appliquer, à certaines catégories de supports, des exonérations et réductions de tarifs telles que contenues dans les articles L.454-65 et L.454-66 CIBS.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : DECIDE d'appliquer, à compter du 1er janvier 2026, à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur le territoire communal, la Taxe sur la Publicité Extérieure dont les tarifs indexés sur l'inflation, en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France hors tabac entre la troisième et la deuxième année précédant celle de la révision, sont ceux applicables à une commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de 50 000 habitants et plus, dans la limite légale d'augmentation annuelle du tarif normal par mètre carré d'un support, par rapport à l'année précédente fixée à 5,00 €.

ARTICLE 2 : APPROUVE, comme applicables aux différents dispositifs susdits et situés sur le territoire communal, à compter du 1er janvier 2026, les tarifs suivants et afférents à la catégorie « Communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus » :

Pour les enseignes	**Superficie > 7 m² et ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² et ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	99,50 €

Dispositifs publicitaires et préenseignes	**Non numériques**		**Numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 3 : DECIDE D'APPLIQUER à chacun des tarifs normaux établis pour chacune des catégories de supports :

- l'exonération prévue pour les préenseignes non numériques jusqu'à 1,50 m², ainsi que la réfaction de 50 % afférente aux préenseignes numériques jusqu'à 1,50 m² comme le permet l'article L454-65 alinéas 1 et 3 du CIBS,

- l'exonération énoncée à l'alinéa 1 (1°) de l'article L.454-66 du CIBS relativement aux enseignes d'une superficie inférieure ou égale à 7 mètres carrés,

- la réfaction de 50 % pour les enseignes d'une superficie au-delà de 7 m² et jusqu'à 12 m², à l'exclusion des dispositifs scellés au sol, et telle que prévue par l'article L454-66 alinéa 1 (2°) du Code précité,

- la réfaction de 50 % pour les enseignes dont la superficie est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² comme énoncée par L454-66 alinéa 1 (3°) de ce même Code.

ARTICLE 4 : INSCRIT la recette correspondante au Budget communal.

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 33 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET ARRETE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN FUMAZ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.581-14 et suivants ainsi que R.581-72 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants ainsi que les articles L.153-1 et suivants, et son article R.153-5,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) portant modification des dispositions du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes,

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi « Climat et Résilience »,

VU la délibération n° 20/12/800 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal arrêtant les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation,

VU la délibération n° 5 du Conseil Municipal du 18 septembre 2023 afférente à la présentation des orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal dont il a été pris acte au cours des débats, conformément aux dispositions combinées des articles L.581-14-1 de Code de l'Environnement et L.153-12 du Code de l'Urbanisme,

VU la présentation du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal lors de la Conférence des maires du 14 avril 2025,

VU la délibération n° 25/04/059 du Conseil Métropolitain en date du 30 avril 2025 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du Règlement Local de Publicité intercommunal,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que le Règlement Local de Publicité intercommunal est conçu comme un véritable outil d'aménagement, participant au renforcement de l'attractivité du territoire, à son dynamisme et à la préservation du cadre de vie de ses habitants. Il règlemente les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes,

CONSIDERANT que, par délibération en date du 30 avril 2025 susvisée, le Conseil Métropolitain après avoir tiré le bilan de concertation a arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal,

CONSIDERANT que le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal issu, d'une part, d'une étroite collaboration entre la Métropole de Toulon Provence Méditerranée et ses Communes membres et, d'autre part, de l'implication pendant toute la durée de l'élaboration du projet, des habitants, des associations locales, des professionnels de l'affichage, des commerçants et toutes autres personnes concernées, est de nature à garantir la qualité du cadre de vie et des caractéristiques patrimoniales tout en conciliant la dynamique des activités économiques du territoire,

CONSIDERANT pour rappel, que par délibération n° 5 du 18 septembre 2023, le Conseil Municipal a pris acte des orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal,

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions des articles L.153-15 et R.153-5 du Code de l'Urbanisme, le projet ainsi arrêté est soumis, pour avis, aux Conseils Municipaux des Communes situées sur le territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT qu'au vu de ce qui précède, il est proposé au Conseil Municipal de rendre un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel qu'arrêté par le Conseil Métropolitain par délibération du 30 avril 2025 annexé à la présente et assorti de ses pièces jointes.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **DECIDE** d'émettre un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal arrêté par le Conseil Métropolitain, suivant délibération n° 25/04/059 du 30 avril 2025 annexée et accompagnée de ses pièces jointes.

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :
Date de publication :

CONSEIL METROPOLITAIN DU MERCREDI 30 AVRIL 2025

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 81

QUORUM : 41

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
57	19	5

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 25/04/059

BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 30 avril 2025, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS :
M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Laurent BONNET, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS , M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Isabelle MONFORT, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Christian SIMON, Mme Brigitte GENETELLI.

REPRESENTES :
Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS , M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :
M. Pierre BONNEFOY, M. Jean-Pierre COLIN, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Kristelle VINCENT.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

Date de validation par la préfecture :
Date de publication :

Séance Publique du 30 avril 2025

N° D' O R D R E : 25/04/059

O B J E T : BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L581-14 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 à L103-6, L132-1 à L.153-8 et L.153-11,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) portant modification des dispositions du Code de l'Environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi climat et résilience,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le compte-rendu des conclusions de la Conférence des maires qui a été organisée à l'initiative du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerrané en date du 9 novembre 2020,

VU la délibération n°20/12/315 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et définissant les objectifs et les modalités de la concertation,

VU le Porter à Connaissance de l'Etat transmis le 7 février 2022 par le Préfet du Var,

VU la présentation des enjeux, du diagnostic et la définition des orientations en matière d'affichage extérieur lors de la Conférence des maires en date du 17 octobre 2022,

VU la délibération n°23/07/25 du Conseil Municipal d'Ollioules relative à l'élaboration du RLPi et du débat sans vote sur les orientations générales en date du 31 juillet 2023,

VU la délibération n°5 du Conseil Municipal de La Garde relative à la présentation des orientations générales du RLPi et débat en date du 18 septembre 2023,

VU la délibération n°DEL-2023-67 du Conseil Municipal du Revest-les-Eaux relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 25 septembre 2023,

VU la délibération n°16453 du Conseil Municipal de Six-Fours-les-Plages relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 27 septembre 2023,

VU la délibération n°15 du Conseil Municipal de Hyères relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 29 septembre 2023,

VU la délibération n°2023/522/S du Conseil Municipal de Toulon relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 27 octobre 2023,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VU la délibération n°2023/DEL/233 du Conseil Municipal de La Valette-du-Var relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 28 novembre 2023,

VU la délibération n°2023/099/2 du Conseil Municipal de La Crau relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 14 décembre 2023,

VU la délibération n°23 DCM-DGS-094 du Conseil Municipal du Pradet relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 18 décembre 2023,

VU la délibération n°2024/11 du Conseil Municipal de Saint-Mandrier-sur-Mer relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 12 février 2024,

VU la délibération n°DEL_24_035 du Conseil Municipal de La Seyne-sur-Mer relative aux orientations du RLPi en date du 27 février 2024,

VU la délibération n°2024-03-010 du Conseil Municipal de Carqueiranne relative au débat sur les orientations du RLPi en date du 17 juin 2024,

VU la présentation du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal lors de la Conférence des maires du 14 avril 2025,

VU le bilan de la concertation préalable annexé à la présente délibération,

VU le projet du Règlement Local de Publicité intercommunal prêt à être arrêté joint en annexe à la présente délibération,

VU l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification, Stratégie Foncière en date du 15 avril 2025,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que les objectifs poursuivis par la présente procédure et fixés par la délibération du Conseil Métropolitain n°20/12/315 en date du 15 décembre 2020 sont les suivants :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicité ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix,

CONSIDERANT que le projet de RLPi a pris en compte les éléments du Porter A Connaissance transmis le 7 février 2022 par le Préfet du Var,

CONSIDERANT que, conformément à la Charte de Gouvernance, les Conseils Municipaux des douze communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ont débattu des orientations générales du RLPi entre le 31 juillet 2023 et le 17 juin 2024,

CONSIDERANT que ces orientations ont été déclinées en un règlement écrit et graphique à l'échelle de l'ensemble du territoire,

CONSIDERANT que les modalités de collaboration avec les communes et les personnes publiques associées établies par la Charte de Gouvernance du RLPi s'appuient sur les principes suivants :

- Impliquer les communes dans la co-construction du RLPi ;
- Associer les élus et les techniciens des communes et de la Métropole ;
- Organiser le pilotage garantissant la prise en compte des spécificités du territoire ;
- Concerter les Personnes Publiques Associées (PPA), les partenaires notamment l'UDAP (Union Départementale de l'Architecture du Var) et les afficheurs le cas échéant,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que pour mener à bien ce projet et conformément à la délibération du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2020 définissant les modalités de collaboration avec les communes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a mis en œuvre un travail de collaboration avec les communes, dont les modalités ont consisté, entre 2021 et 2025, en l'organisation de différents échanges détaillés ci-dessous :

- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres et traitant des modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et les communes, s'est tenue le 09 novembre 2020 ;
- Trois Comités techniques composés des techniciens des communes membres, le 15 décembre 2021, le 17 mai 2022 et le 16 novembre 2023 ;
- Deux Comités de pilotage composés d'élus de plusieurs communes, le 21 février 2022 et le 16 septembre 2024 ;
- De nombreux entretiens ont été réalisés avec les communes disposant d'un RLP entre 2022 et 2023 afin d'identifier les enjeux locaux en matière de publicités et d'enseignes et l'application de la règlementation locale ;
- Huit ateliers thématiques ont été réalisés en 2022 avec certaines PPA en fonction des sujets telles que la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine, le Parc National de Port-Cros ;
- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres s'est tenue le 17 octobre 2022 relative aux enjeux du diagnostic et de la définition des orientations en matière d'affichage extérieur ;
- Les orientations et objectifs du RLPi ont été débattus lors d'un Conseil Municipal dans chacune des communes entre 2023 et 2024 ;
- Des réunions ont été tenues spécifiquement avec des communes, en tant que de besoin ;
- Le projet de règlement a été présenté, dans chacune des communes, au maire ou à l'élu en charge de cette thématique ;
- Tout au long de la démarche, chaque commune a pu prendre connaissance du zonage proposé sur son territoire et soumettre des propositions d'évolution ;
- Les règlements écrits et graphiques ont été communiqués aux communes à plusieurs reprises entre 2021 et 2025 afin que celles-ci puissent faire part de leurs remarques ;
- Une Conférence des maires rassemblant les 12 maires des communes membres s'est tenue le 14 avril 2025 afin de présenter le présent projet de RLPi arrêté,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que l'association des personnes publiques intéressées par le projet de RLPi et des services de l'Etat ainsi que des communes membres s'est déroulée tout au long des études par la tenue de réunions d'échanges entre 2021 et 2025. Elles ont permis d'exposer les objectifs de l'élaboration du RLPi, d'échanger sur les orientations et les déclinaisons règlementaires, notamment lors de :

- Deux réunions spécifiques avec la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat le 8 juin 2022 et le 21 juin 2022 pour aborder les enjeux liés aux zones d'activités et à l'activité portuaire ;
- Une réunion spécifique avec le Parc National de Port Cros le 16 juin 2022 pour aborder plus précisément la réglementation du Parc ;
- Trois réunions spécifiques se sont tenues le 13 juin 2022, le 25 septembre 2023 et le 22 février 2024 avec l'UDAP pour aborder plus finement les enjeux patrimoniaux et architecturaux,

CONSIDERANT que, conformément aux objectifs poursuivis et aux modalités qui avaient été annoncées au sein de la délibération n°20/12/315 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, la concertation préalable s'est déroulée du 15 décembre 2020 au 7 mars 2025 inclus, sur une période d'environ 50 mois,

CONSIDERANT que cette concertation préalable avait pour objectifs de permettre, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés à l'importance du projet, d'accéder aux informations relatives au RLPi ainsi qu'aux avis officiels imposés par les textes. Elle devait également permettre de formuler des observations et des propositions enregistrées et conservées par la collectivité qui les analyserait et en tirerait le bilan au moment de l'arrêt,

CONSIDERANT que la concertation préalable a permis d'associer pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,

CONSIDERANT que le bilan de la concertation complet joint au dossier d'arrêt du RLPi apporte des précisions concernant la prise en compte des conclusions et résultats de la concertation dans l'élaboration du projet de RLPi,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que les modalités inscrites dans la délibération de prescription du 15 décembre 2020 ont été mises en œuvre :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, a été mis en ligne sur le site de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et mis à disposition du public au siège de la Métropole, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Le public a pu exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
  - En les consignant dans les registres mis à disposition au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et dans chacune des mairies des communes concernées en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
  - Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante : Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée CONCERTATION SUR LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE TPM Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre- CS 30 536 83 041 Toulon Cedex 9 ;
  - Et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante : mtpm.publicite@metropoletpm.fr ;
- Quatre réunions publiques ont été organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
  - Une réunion publique de présentation du diagnostic et des enjeux du RLPi, organisée le 21 mars 2022 ;
  - Trois réunions publiques de présentation des orientations, du projet de zonage et des principaux objectifs du règlement, organisées dans chaque secteur de la Métropole le 27 mars 2023, le 3 avril 2023 et le 17 avril 2023 ;
- Chaque réunion publique a été préalablement annoncée par voie de presse et par voie d'affichage au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi que dans la plupart des communes du territoire, sur le site Internet de la Métropole et sur le site dédié http://rlpi-metropoletpm.fr/#rlpi ;
- Des réunions spécifiques ont également été organisées avec certains acteurs de l'affichage extérieur (afficheurs, enseignistes, associations...) notamment le 22 juin 2023 avec les afficheurs, présence de six afficheurs,

CONSIDERANT les résultats quantitatifs de la concertation exposés ci-après :

- Environ 60 participants se sont mobilisés lors de l'ensemble des réunions publiques ;
- 10 observations ont été recensées dans les registres de concertation numérique,
- 1 courrier a été reçu ;
- Aucune observation n'a été recensée dans les registres de concertation papiers présents dans les mairies des communes membres et au siège de la Métropole,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que les avis exprimés mettent en exergue un contraste entre une volonté de restreindre fortement la publicité et les enseignes en faveur notamment du paysage et du cadre de vie, et la critique de certaines règles du projet de RLPi (grand format par exemple), jugées trop restrictives par certains professionnels du secteur.

CONSIDERANT que certains contributeurs insistent notamment sur le rôle du RLPi pour améliorer et/ou préserver la qualité des entrées de villes,

CONSIDERANT que les avis exprimés mettent en exergue le souhait que les prescriptions à l'égard de la publicité et des enseignes permettent de garantir la qualité du cadre de vie et des caractéristiques patrimoniales, d'embellir le paysage urbain, historique ou résidentiel, naturel ou touristique, de réduire leur impact environnemental tout en conciliant la dynamique des activités économiques du territoire,

CONSIDERANT que les thèmes émergents issus des observations grand public, des associations et des professionnels ont notamment été les suivants :

- Les modalités d'entrée en vigueur du RLPi,
- Les dispositifs dérogatoires,
- Les enseignes numériques,
- L'extinction nocturne des dispositifs,
- La réduction des formats des publicités,
- La densité des dispositifs le long des axes structurants,
- La mise en œuvre du RLPi,
- La promotion de la publicité numérique,

CONSIDERANT que les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer régulièrement les habitants et les acteurs du territoire, et ont garanti la transparence de la démarche. L'implication des citoyens, des associations, des acteurs du territoire notamment, à travers ces différents moyens de concertation, a permis de recueillir des avis et remarques qui ont été étudiées et ont pu contribuer à l'élaboration du projet de RLPi

CONSIDERANT que le dossier de RLPi est constitué, conformément aux articles R581-72 à R581-78 du Code de l'Environnement :

- D'un rapport de présentation qui se compose notamment du diagnostic, des orientations et objectifs choisis et de l'explication des choix retenus par rapport à ces orientations et objectifs,
- D'un règlement écrit contenant des prescriptions spécifiques à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes permettant d'adapter le règlement national de publicité aux enjeux locaux,
- Des plans de zonage permettant d'identifier les Zones de Publicité (ZP) dans lesquelles s'appliquent le règlement,
- En annexe, des arrêtés municipaux fixant les limites de chaque agglomération communale, pris en application de l'article R411-2 du Code de la route,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CONSIDERANT que l'état d'avancement du projet de RLPi permet de considérer qu'il est prêt à être transmis pour avis aux services de l'État et aux personnes publiques associées conformément aux articles L153-16 et L153-17 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'en application des articles L153-15 et R153-5 du Code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis pour avis aux Conseils Municipaux des communes situées sur le territoire de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée. Chaque commune membre disposera ensuite d'un délai de trois mois à compter de la date de la délibération du Conseil Métropolitain pour rendre un avis sur le projet de RLPi. A défaut d'avis exprimé dans ce délai, cet avis sera considéré comme favorable,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L581-14-1 du Code de l'Environnement, le projet de RLPi sera soumis pour avis à la Commission Départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites présidée par le Préfet du Var,

CONSIDERANT que les associations locales d'usagers ainsi que les associations agréées au titre de la protection de l'environnement, pourront, à leur demande, consulter le projet de RLPi, en application de l'article L132-12 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que ce dossier, auquel auront été annexés les avis issus des différentes consultations ainsi que le bilan de la concertation, sera présenté dans le cadre de l'enquête publique,

CONSIDERANT qu'il a lieu d'arrêter le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel que présenté et annexé à la présente délibération.,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE TIRER le bilan de concertation présenté dans le document joint à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 2

D'ARRETER le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3

DE COMMUNIQUER ce projet pour avis aux personnes prévues par le Code de l'Urbanisme et notamment aux personnes publiques associées visées aux articles L132-7 et 132-9 du Code de l'Urbanisme, aux maires des communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, et le cas échéant aux maires des communes et présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins, compétents en matière d'urbanisme, ayant demandé à être consultés sur le projet de RLPi.

ARTICLE 4

DE DIRE que conformément aux dispositions de l'article L103-6 du Code de l'Urbanisme, le dossier du projet de règlement local de publicité intercommunal, tel qu'arrêté par le Conseil Métropolitain, sera soumis à une enquête publique, accompagné du bilan de la concertation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 5

DE DIRE que la présente délibération sera transmise à la Préfecture du Var et fera l'objet d'un affichage dans chacune des mairies des communes membres et au siège de la Métropole (Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon) durant un mois, conformément aux dispositions de l'article R153-3 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 30 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN	Béatrice VEYRAT-MASSON
Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Le secrétaire de séance

METROPOLE TPM

POUR	76
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

ENSEIGNES

BILAN DE LA CONCERTATION

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Sommaire

I. La concertation dans le cadre d'un Règlement Local de Publicité intercommunal 3

1.1. L'obligation de concertation dans le cadre de l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi) 3

1.2. La concertation dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. 4

II. Présentation des actions de communication et d'information 5

2.1. Un site internet dédié et une communication sur les réseaux sociaux 5

2.2. Affichage dans chacune des mairies afin d'informer de la tenue des réunions publiques et à l'Hôtel de la Métropole 8

2.3. Des lettres d'informations et un dossier de présentation 13

2.4. 4 Panneaux d'information formant une exposition 17

2.5. Article publié dans la presse locale 18

III. Présentation des actions de concertation 19

3.1. Des outils de concertation récurrents 19

a. Les réunions publiques 19

b. Réunion spécifique avec les afficheurs 22

3.2. Mise à disposition d'un dossier de concertation, de registres papiers et numériques, et le dépôt d'observations écrites par courriers et courriels 23

IV. Résultats et synthèse de la concertation 25

4.1. Résultat quantitatif 25

4.2. Contributions et synthèse 26

V. Clôture du projet de bilan 28

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

I. La concertation dans le cadre d'un Règlement Local de Publicité intercommunal

1.1. L'obligation de concertation dans le cadre de l'élaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi)

Les articles du Code de l'urbanisme et de l'environnement applicables à la concertation dans le cadre des procédures d'élaboration et de révision du RLPi sont :

> ***Art L. 581-14-1 du Code de l'environnement : « Le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme définies au titre V du livre I^{er} du Code de l'urbanisme ».***
>
> ***Art L.103-2 du Code de l'urbanisme :*** *« Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées […] l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme […] ».*
>
> ***Art L.103-3 du Code de l'urbanisme :*** *« Les objectifs poursuivis et les modalités de concertation sont précisés :*
> *1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat.*
>
> *2° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas […]».*
>
> ***Art L.103-4 du Code de l'urbanisme :*** *« Les modalités de la concertation permettent pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou règlementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente ».*
>
> ***Art L.103-6 du Code de l'urbanisme :*** *« A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L.103-3 en arrête le bilan. Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre 3 du livre 1er du Code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête ».*

Défini aux articles L.581-14 et suivants du Code de l'Environnement, le RLP est un outil de planification de l'affichage publicitaire. En effet, les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un RLP (article L.581-2 du Code de l'Environnement).

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II », l'EPCI compétent en matière de PLU est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire. **Le RLP doit ainsi être élaboré à l'échelle intercommunale (article L.581-14 du Code de l'Environnement).**

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, et **donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de son territoire.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.2. La concertation dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Rappel de la délibération n°20/12/315 du Conseil métropolitain en date du 15 décembre 2020 relative à la prescription de l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal, et à l'arrêt des modalités de collaboration entre la Métropole TPM et ses communes membres, des objectifs poursuivis et des modalités de concertation.

Dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi), la concertation a été organisée suivant les modalités établies par la délibération n°20/12/315 du Conseil Métropolitain en date du mardi 15 Décembre 2020. La délibération prescrit notamment l'élaboration d'un règlement de publicité intercommunal (RLPi), définit les modalités de collaboration entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et ses communes membres, ainsi que les objectifs poursuivis et les modalités de concertation. La délibération est accessible au lien suivant : http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2022/05/dcm_15_dec_2020-rlpi.pdf

Les modalités de la concertation retenues par le Conseil Métropolitain sont les suivantes :

- « Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole TPM et sera mis à disposition du public au siège de la Métropole, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

- Le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

    - En les consignant dans les registres mis à disposition au siège de la Métropole TPM, dans chacune des mairies des communes concernées en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
    - et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante : Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée CONCERTATION SUR LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE TPM Hôtel de la Métropole 107 boulevard Henri Fabre- CS 30 536 83 041 Toulon Cedex9 ;
    - et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante : mtpm.publicite@metropoletpm.fr

- Des réunions publiques seront également organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :

    - Une générale à l'échelle du Territoire Toulon Provence Méditerranée ;
    - Une à l'échelle de chaque bassin de vie (ouest/est/centre),
    - Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage (panneaux numériques). Des réunions spécifiques seront également organisées (afficheurs, enseignistes, associations…), La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi », »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Présentation des actions de communication et d'information

Pour s'informer et s'exprimer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a mis en place un dispositif d'élaboration du RLPi ouvert et de concertation en proposant : un site internet dédié au RLPi, un relais de communication sur les sites Internet de la Métropole et des communes, une communication sur les réseaux sociaux, la publication d'affiches de communication dans chacune des mairies et dans d'autres lieux de la Métropole une semaine avant les réunions publiques.

2.1. Un site internet dédié et une communication sur les réseaux sociaux

- **Publication sur le site internet dédié au RLPi ainsi que sur le site internet de la Métropole TPM et sur les sites internet des communes membres**

Les informations relatives au RLPi ont fait l'objet d'une publication sur le site internet de la Métropole TPM https://metropoletpm.fr/service/article/reglement-local-de-publicite-intercommunal. Elles ont également été relayées par la majorité des communes du territoire de la Métropole via leurs sites internet.

Le site Internet dédié au RLPi propose des éléments d'information sur le projet, avec différents onglets : Qu'est-ce que le RLPi ?, les objectifs du RLPi, Concertation en ligne, Registre de concertation ainsi que de nombreux documents à télécharger. Le site a permis d'annoncer les différents temps de concertation, ouverts au grand public. Il est accessible au lien suivant : http://rlpi-metropoletpm.fr/#rlpi

Un certain nombre de documents a été mis à disposition en téléchargement : délibération de prescription du Conseil de la Métropole, les 3 lettres de concertation, les supports de présentation lors des réunions, les comptes-rendus des 4 réunions publiques et la charte de la Gouvernance du RLPi.

Extrait du site internet de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée http://rlpimetropoletpm.fr/

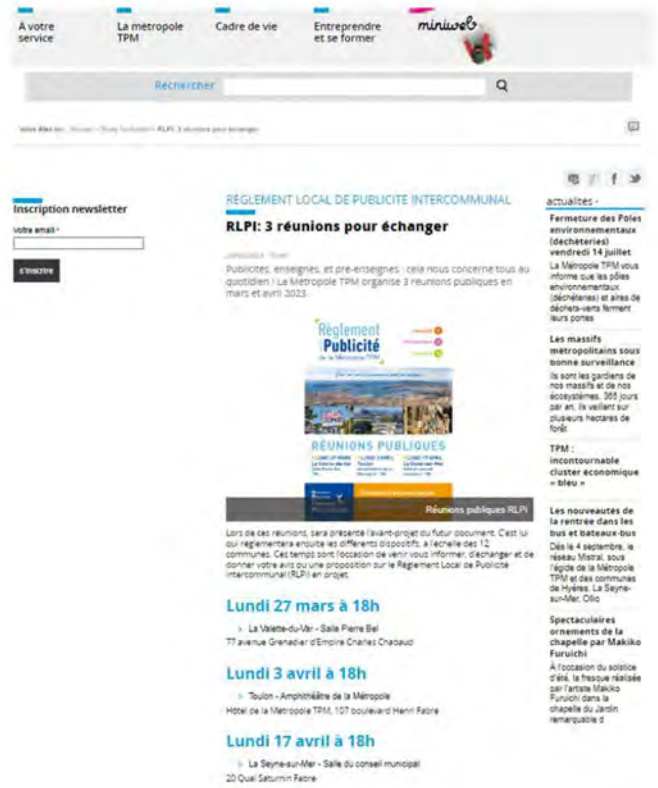
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Exemples d'extraits sur les sites internet de La Métropole TPM et certaines communes

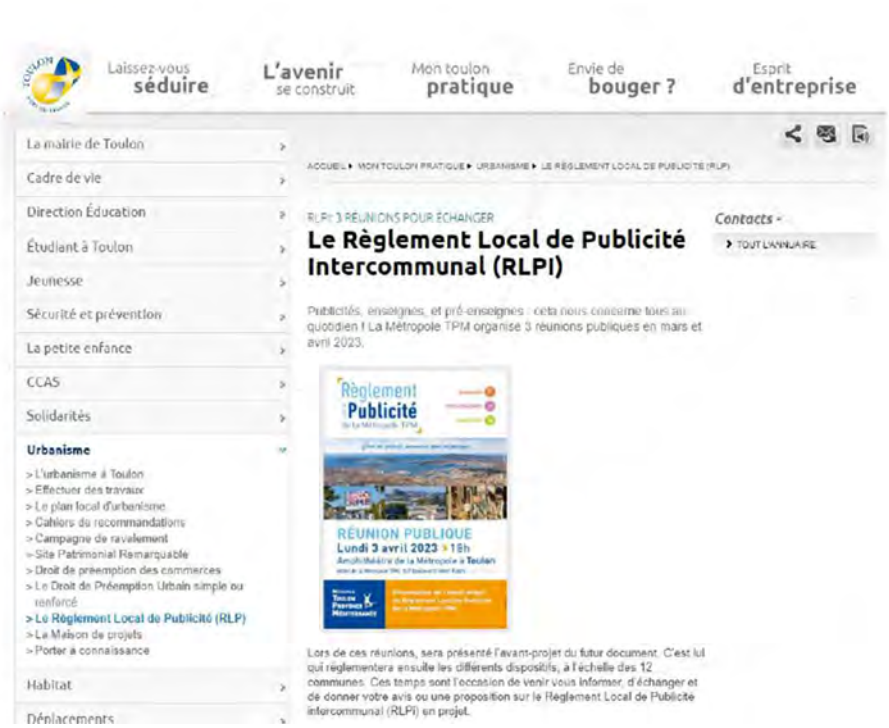
Extrait du site internet de la Métropole TPM

https://www.metropoletpm.fr/actualites/rlpi-3-reunions-echanger?fbclid=IwAR3p0



Extrait du site internet de la ville de Toulon

https://toulon.fr/toulon-pratique/article/reglement-local-de-publicite-intercommunal-rlpi



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Extrait du site internet de la ville du Pradet

[Le Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) – Ville du Pradet]

Extrait du site internet de la ville de Carqueiranne

[https://www.carqueiranne.fr/actualites-109/reglement-local-de-la-publicite-tpm-8296.html?cHash=0a5ed531dd9c5b5f239fd956f7b6d503]

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2.2. Affichage dans chacune des mairies afin d'informer de la tenue des réunions publiques et à l'Hôtel de la Métropole

Affiches annonçant les réunions publiques

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

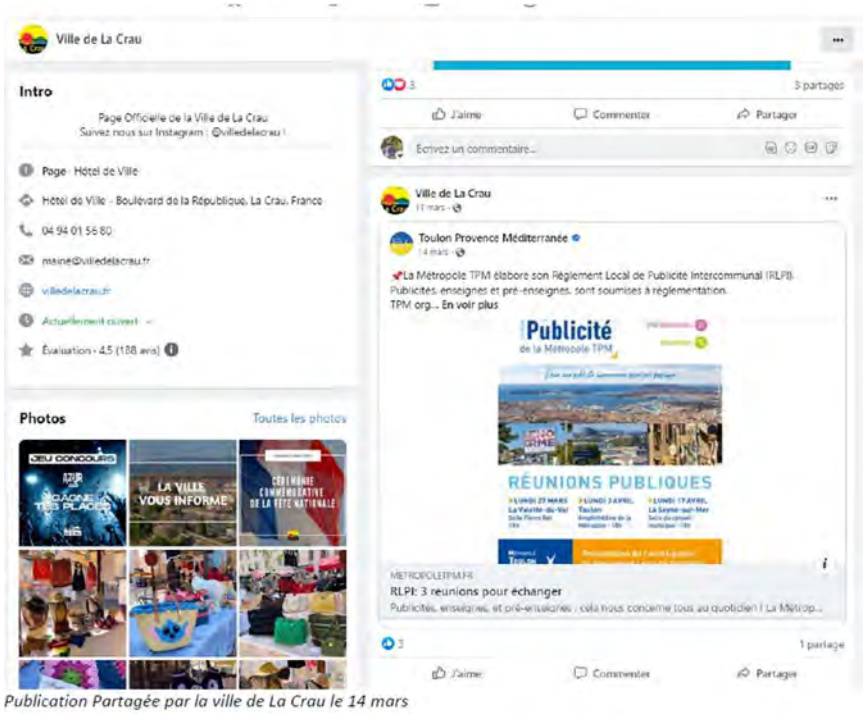
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- **Publications sur les réseaux sociaux de la Métropole et des communes**

Ces informations ont été reprises également sur certains réseaux sociaux Facebook, Twitter.

Extrait de la page Facebook de la commune de Carqueiranne

Extrait de la page Facebook de la commune de La Crau



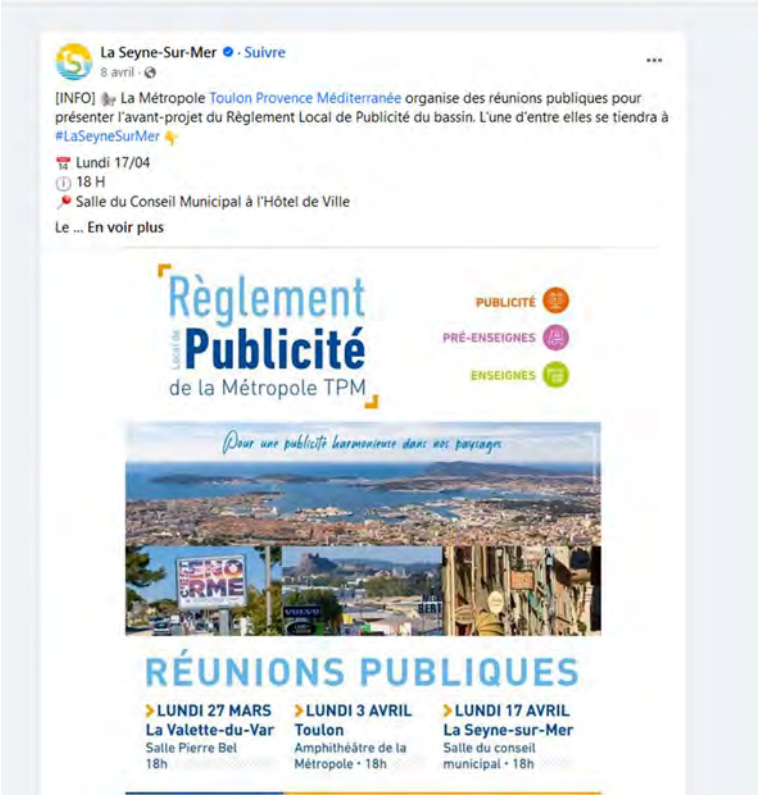
Publication Partagée par la ville de La Crau le 14 mars

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Extrait de la page Facebook de la commune de ville d'Ollioules

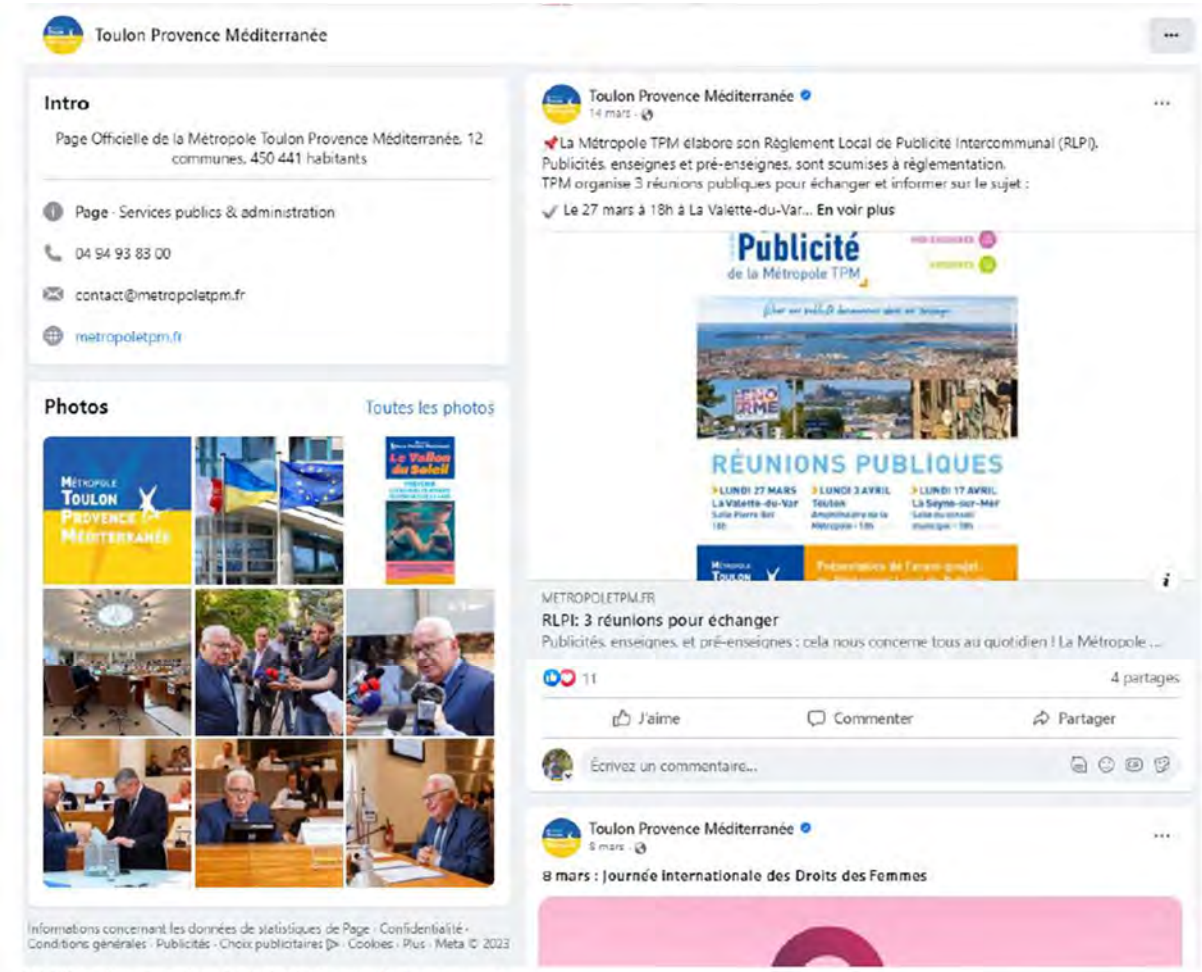
Extrait de la page Facebook de la commune de la Seyne-sur-Mer



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

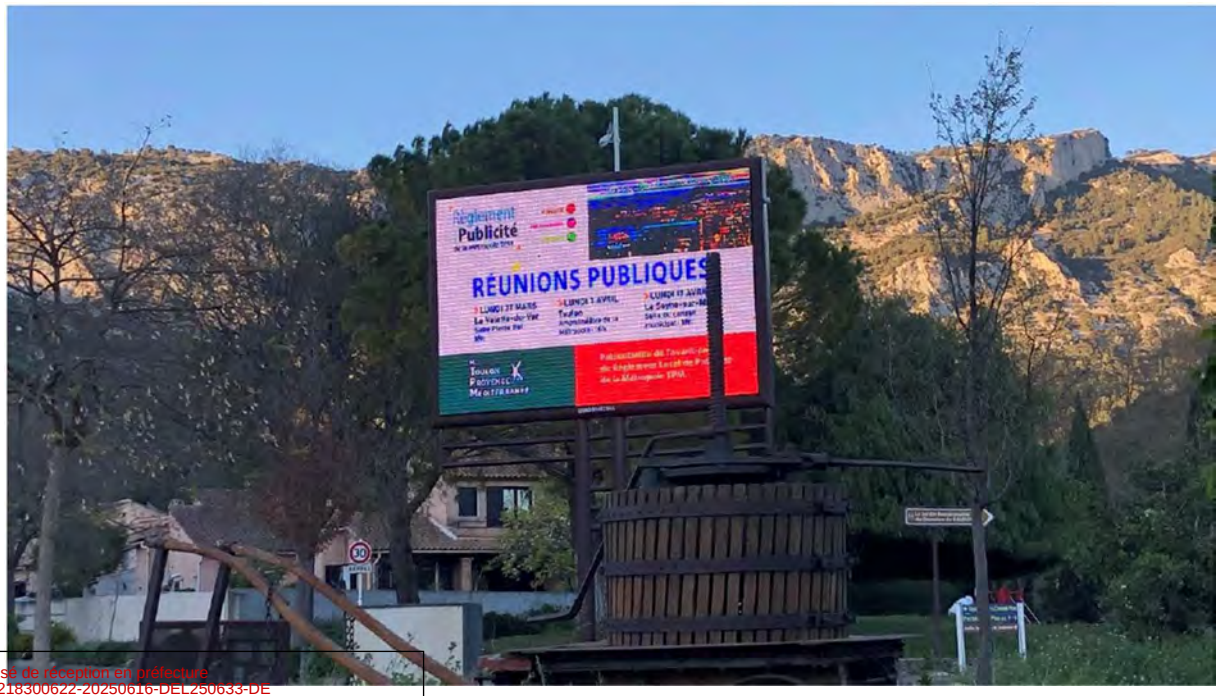
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Extrait de la page Facebook de la Métropole de Toulon



Publication Facebook de la Métropole le 14 mars

Partage de l'information depuis le panneau d'information municipal à La Valette-du-Var



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- **Publications dans la presse locale**

Publication dans Var Matin le 18 mars 2023 et le 25 mars 2023

Extrait de Var Matin du 18 mars 2023

Extrait de Var Matin du 25 mars 2023

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2.3. Des lettres d'informations et un dossier de présentation

La première lettre, publiée en phase de lancement du RLPi, porte sur la définition, les objectifs du RLPi. Elle porte également sur les étapes de la démarche et les modalités d'information et de concertation.

Le lien est accessible ici : http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2022/03/TPM-RLPi-Lettre-A4-BAT6.pdf

Lettre d'information n°1, page 1.

Lettre d'information n°1, page 4.

Lettre d'information n°1.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La deuxième lettre portait sur le diagnostic de l'affichage publicitaire et les enjeux du RLPi.

Elle présente ainsi un état des lieux de l'affichage sur la Métropole (les secteurs relativement bien préservés de l'affichage publicitaires, mais aussi ceux plus exposés), ainsi que les enjeux liés à l'affichage publicitaire (en matière économique, mais aussi de préservation des paysages).

Lettre d'information n°2, page 1.

Lettre d'information n°2, page 8.

Lettre d'information n°2, page 2 et 3

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Lettre d'information n°2, page 4 et 5

Lettre d'information n°2, page 6 et 7.

La troisième lettre portait sur l'avant-projet du RLPi

Elle présente le zonage proposé ainsi que quelques exemples des dispositions réglementaires. Elle rappelle également les modalités de la concertation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Lettre d'information n°3, pages 1,2 et 3

Lettre d'information n°3, pages 4,5,6,7

Lettre d'information n°3, pages 8

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2.4. 4 Panneaux d'information formant une exposition

4 panneaux d'information ont été réalisés pour présenter la démarche de façon pédagogique et dans plusieurs lieux du territoire. Ils présentent les éléments suivants :

- L'identité visuelle du RLPi
- La démarche de RLPi
- Le diagnostic et les enjeux
- Les grandes orientations et le cadre réglementaire

En 2025, une exposition permanente a eu lieu à l'Hôtel de la Métropole TPM pendant 2 mois et une exposition avec 4 panneaux s'est déplacée dans les mairies des communes membres de la Métropole TPM et ont ainsi pu être consultés par les citoyens. Chacune des 12 communes du territoire a été concernée par cette exposition selon les dates suivantes en 2025 :

Communes	Date d'exposition
Toulon et La Crau	10/01 au 17/01
Le Revest-les-Eaux et La Valette-du-Var	17/01 au 24/01
Ollioules et Le Pradet	24/01 au 31/01
La Seyne-sur-Mer et Carqueiranne	31/01 au 07/02
Six-Fours-les-Plages et La Garde	07/02 au 14/02
Saint Mandrier et Hyères	14/02 au 22/02

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Crau

La Garde

La Valette

Le Pradet

Exemples de photographies de l'exposition lors de son passage dans les communes

2.5. Article publié dans la presse locale

Les dispositions prises dans le règlement intercommunal pour l'affichage publicitaire ont fait l'objet d'un article publié dans la presse locale en date du 29 mars 2023.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

var-matin

Les articles en illimité • le journal numérique >> ABONNEZ-VOUS

TOULON Vie locale

On vous explique pourquoi l'affichage publicitaire va changer dans la métropole de Toulon

Un tout nouveau Règlement local de publicité va entrer en vigueur, qui concernera les douze communes de la métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM). L'idée étant d'harmoniser les règles et de préserver les paysages. Explications.

Article réservé aux abonnés

Fanny Roca • Publié le 29/03/2023 à 07:30, mis à jour le 29/03/2023 à 06:54

LE DIRECT

11:38 Guerre en Ukraine: trois morts dans de nouvelles frappes nocturnes russes

11:27 Avec l'arrêt des vols Air France, comment aller à l'aéroport de Paris-Orly depuis Nice et Marseille?

11:25 Sécurité dans les transports: 20% d'agents supplémentaires à la SNCF, annonce Beaune

11:19 "Comme après le 11-Septembre": les Arabes et musulmans américains craignent la stigmatisation

11:14 ALERTE Affaire Atal: l'OGC Nice suspend le joueur jusqu'à nouvel ordre

les-vols-air-france-comment-aller-a-laeroport-de-paris-orly-depuis-nice-et-marseille-879996

III. Présentation des actions de concertation

La concertation et les réflexions relatives au RLPi ont été menées sur le Territoire de la Métropole TPM dans le cadre d'une élaboration partagée associant les citoyens et les acteurs économiques des 12 communes de la Métropole, mais également toutes les personnes concernées par la démarche comme les représentants socio-professionnels de la publicité, des enseignes, des commerçants, des associations agréées de protection de l'environnement…

3.1. Des outils de concertation récurrents

a. Les réunions publiques

Dans le cadre de l'élaboration du RLPi, 4 réunions publiques ont été organisées : une première réunion publique visant d'abord à présenter la démarche d'élaboration du RLPi. Trois autres réunions ont ensuite été organisées pour présenter l'état d'avancement du projet de zonage et du règlement.

- **1 réunion publique dans le cadre de la présentation du diagnostic et des enjeux du RLPi,** organisée le 21 mars 2022 à l'Hôtel de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à 18h. Cette dernière avait vocation à mettre en évidence l'impact paysager des différents dispositifs de publicité, d'enseignes et de pré enseignes et de faire émerger les enjeux du projet de RLPi.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le support de présentation de la réunion est accessible ici : http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2022/03/Reunion-Publique-du-21-mars-2022-diaporama.pdf.
20 participants ont assisté à cette réunion publique.

- **3 réunions publiques ont été organisées dans le cadre de la présentation de l'avant-projet du RLPI,** afin de présenter les orientations choisies dans le RLPI, le projet de zonage ainsi que les principaux objectifs du règlement (la traduction réglementaire des orientations choisies). Une réunion a été organisée pour chaque secteur de la Métropole (secteur Est, secteur Centre, secteur Ouest)**.**

Celles-ci ont été organisées :

- 27 mars 2023 à la salle Pierre Bel à La Valette-du-Var, à 18h
- 3 avril 2023 à l'amphithéâtre de la Métropole, Toulon à 18h
- 17 avril 2023, à la salle du Conseil Municipal, La Seyne-sur-Mer à 18h

La Valette-du-Var, Réunion Publique du 27 mars

La Seyne-sur-Mer, Réunion Publique du 17 avril 2023

Toulon, Réunion Publique du 03 avril 2023

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le support de présentation des trois réunions est accessible ici http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2023/05/PresentationdelavantprojetdeRLPi_ReunionsPubliques-avril-2023.pdf

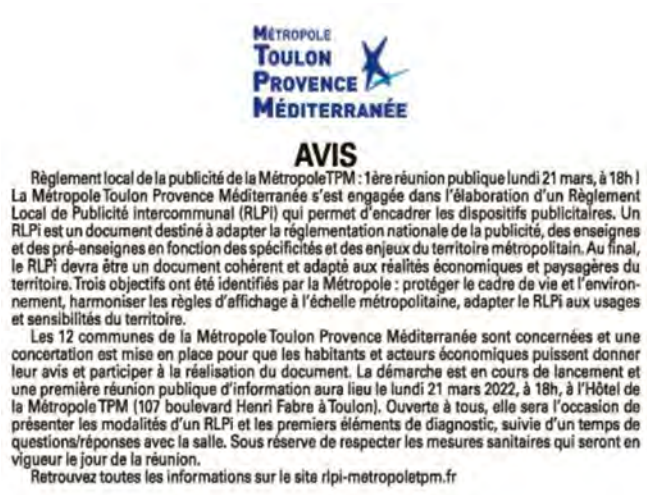
Ces réunions publiques s'adressaient à l'ensemble du grand public, aussi bien aux citoyens qu'aux associations et acteurs du territoire. Elles avaient pour objectif de présenter les grands éléments de diagnostic du territoire en termes d'affichage publicitaire, d'enseignes et de pré-enseignes, et d'expliquer les orientations politiques ainsi que les principes de leur traduction réglementaire.

Les 3 réunions publiques ont été présidées par :

- Le 27 mars 2023 à La Valette-du-Var / Thierry ALBERTINI, Maire de La Valette-du-Var et vice-président à la Métropole TPM, à la salle Pierre Bel, La Valette-du-Var, à 18h
- Le 03 avril 2023 à Toulon / Mohamed MAHALI, Adjoint à la Mairie de Toulon et Conseiller Métropolitain, à l'amphithéâtre de la Métropole, Toulon à 18h
- Le 17 avril 2023 à La Seyne-sur-Mer / Nathalie BICAIS, Maire de La Seyne-sur-Mer et vice-présidente à la Métropole TPM, à la salle du Conseil Municipal, La Seyne-sur-Mer à 18h

Chaque présentation était appuyée d'un support PowerPoint et d'éléments portés par le bureau d'études (lettres de concertation). Ces supports ont été rendus disponibles en téléchargement sur le site de la Métropole et sur le registre dématérialisé, après les réunions publiques. Le compte-rendu de ces réunions est accessible sur la page dédiée RLPi : http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2023/07/CR-Reunions-Publiques_Avant-Projet_Avril-2023.pdf

Chaque réunion publique a été préalablement annoncée par voie de presse et par voie d'affichage au siège de la Métropole TPM, ainsi que dans la plupart des communes de la Métropole, sur le site Internet de la Métropole et sur le site dédié http://rlpi-metropoletpm.fr/#rlpi



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

AVIS

Règlement local de la publicité de la MétropoleTPM : 1ère réunion publique lundi 21 mars, à 18h | La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée dans l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) qui permet d'encadrer les dispositifs publicitaires. Un RLPi est un document destiné à adapter la réglementation nationale de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes en fonction des spécificités et des enjeux du territoire métropolitain. Au final, le RLPi devra être un document cohérent et adapté aux réalités économiques et paysagères du territoire. Trois objectifs ont été identifiés par la Métropole : protéger le cadre de vie et l'environnement, harmoniser les règles d'affichage à l'échelle métropolitaine, adapter le RLPi aux usages et sensibilités du territoire.

Les 12 communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont concernées et une concertation est mise en place pour que les habitants et acteurs économiques puissent donner leur avis et participer à la réalisation du document. La démarche est en cours de lancement et une première réunion publique d'information aura lieu le lundi 21 mars 2022, à 18h, à l'Hôtel de la Métropole TPM (107 boulevard Henri Fabre à Toulon). Ouverte à tous, elle sera l'occasion de présenter les modalités d'un RLPi et les premiers éléments de diagnostic, suivie d'un temps de questions/réponses avec la salle. Sous réserve de respecter les mesures sanitaires qui seront en vigueur le jour de la réunion.

Retrouvez toutes les informations sur le site rlpi-metropoletpm.fr

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 12/03/2022

Appels d'offres

Annonces légales

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 18/03/2023

Métropole

var-matin
Samedi 18 mars 2023 | 13

LA CRAU

Projets 2023 : la ville tente de faire face à l'inflation

À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires jeudi en conseil, les élus ont été informés de la situation financière de la commune. Si les chiffres sont bons, l'équilibre reste fragile...

Parmi les grands projets de 2023, le début des travaux de la future gendarmerie. (Repro DR)

Situation financière

Les projets 2023

Taux stables mais impôts en hausse

Pénalité SRU

Règlement local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ
PRÉ-ENSEIGNES
ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

RÉUNION PUBLIQUE
Lundi 27 mars 2023 > 18h
Salle Pierre Bel à La Valette-du-Var
77 avenue Grenadier d'Empire Charles Chabaud

Métropole Toulon Provence Méditerranée
Présentation de l'avant-projet du Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM.

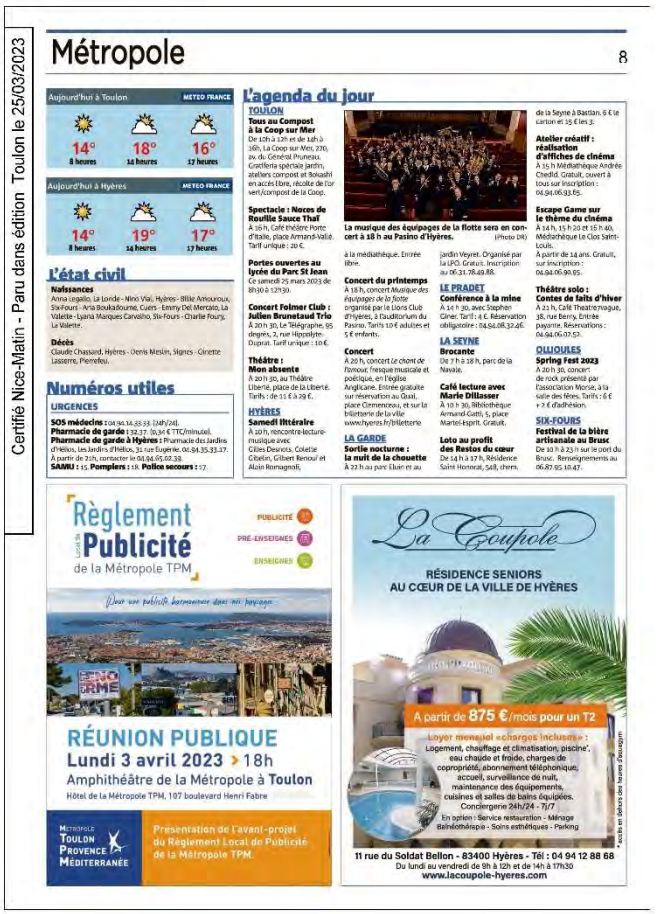
LA VALETTE

Une stratégie commune avec Le Revest sur le social et l'enfance

Les deux maires aux côtés des représentants de la CAF. (Photo P. O.)

En bref

LA GARDE
27e Bourse aux coquillages



Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 25/03/2023

Métropole

8

L'agenda du jour

Aujourd'hui à Toulon — METEO FRANCE
14° 8 heures | 18° 14 heures | 16° 17 heures

Aujourd'hui à Hyères — METEO FRANCE
14° 8 heures | 19° 14 heures | 17° 17 heures

L'état civil

Numéros utiles

URGENCES

Règlement local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ
PRÉ-ENSEIGNES
ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

RÉUNION PUBLIQUE
Lundi 3 avril 2023 > 18h
Amphithéâtre de la Métropole à Toulon
Hôtel de la Métropole TPM, 107 boulevard Henri Fabre

Métropole Toulon Provence Méditerranée
Présentation de l'avant-projet du Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM.

La Coupole

RÉSIDENCE SENIORS
AU CŒUR DE LA VILLE DE HYÈRES

A partir de 875 €/mois pour un T2
Loyer mensuel charges incluses :
Logement, chauffage et climatisation, piscine, eau chaude et froide, charges de copropriété, abonnement téléphonique, accueil, surveillance de nuit, maintenance des équipements, cuisines et salles de bains équipées.
Conciergerie 24h/24 - 7j/7
En option : Service restauration - Ménage
Balnéothérapie - Soins esthétiques - Parking

11 rue du Soldat Bellon - 83400 Hyères - Tél : 04 94 12 88 68
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h30
www.lacoupole-hyeres.com

b. Réunion spécifique avec les afficheurs

Une réunion spécifique avec les afficheurs a eu lieu le 22 juin 2023, où ont été présentés un projet de zonage et des propositions règlementaires. Différents échanges ont eu lieu concernant la déclinaison des zones, les zones à proximité des voies ferrées, les règles de densité et l'application de la Charte du Parc National de Port-Cros.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3.2. Mise à disposition d'un dossier de concertation, de registres papiers et numériques, et le dépôt d'observations écrites par courriers et courriels

Afin de tenir informés les citoyens et usagers du territoire de façon régulière, un dossier de consultation a été mis à disposition à l'Hôtel de la Métropole, siège de la Métropole TPM, et dans chacune des mairies des 12 communes concernées.

Dans le dossier de concertation mis à disposition du public, les documents suivants ont figuré tout le long de la démarche à savoir :

- Le Porter à Connaissance de l'Etat
- Le registre
- Les délibérations
- Les lettres d'information

Comme prévu dans la délibération relative aux modalités de concertation, les outils d'expression à disposition de la population ont été :

- Les observations écrites adressées par courrier ou par courriel
- Le registre papier et le registre dématérialisé en ligne à compter du 3 février 2021 jusqu'au 7 mars 2025, et consultable à l'adresse suivante jusqu'à la fin de la démarche de concertation : http://rlpi-metropoletpm.fr/#registre

Le registre papier mis à disposition pour recueillir les contributions écrites :

DÉPARTEMENT du VAR
COMMUNE du PRADET

REGISTRE
DE
CONCERTATION PRÉALABLE

POUR
Elaboration d'un règlement local de publicité intercommunal (RLPi)

POUR INFORMATION

Les modalités de la concertation avec le public sont les suivantes :

Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole TPM et sera mis à disposition du public au siège de la Métropole, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

- En les consignant dans les registres mis à disposition au siège de la Métropole TPM, dans chacune des mairies des communes concernées en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
CONCERTATION SUR LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE TPM
Hôtel de la Métropole
107 boulevard Henri Fabre- CS 30 536
83 041 Toulon Cedex9

- et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :

rlpm.publicite@metropoletpm.fr

OBJET DE LA CONSULTATION
Elaboration d'un Règlement Local de publicité intercommunal (RLPi)

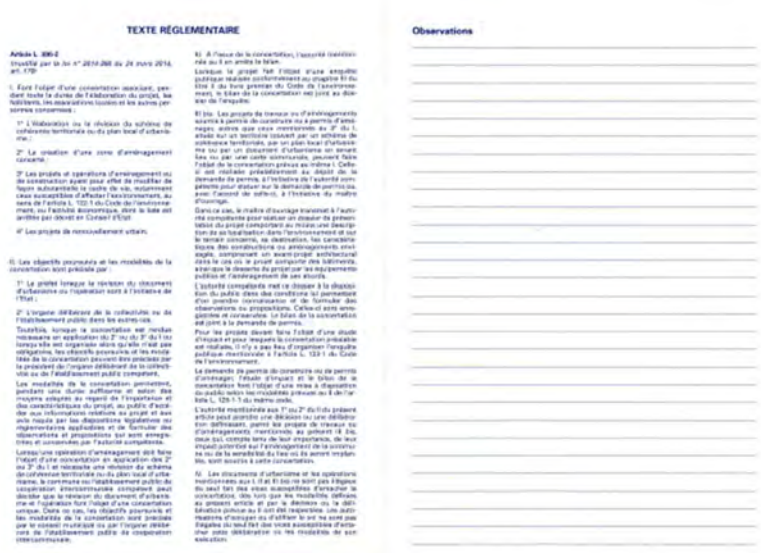
CONCERTATION FAISANT SUITE À LA DÉLIBÉRATION NUMÉRO 20/12/215
du Conseil Métropolitain
en date du 18 décembre 2020

DURÉE DE LA PRÉSENTE CONCERTATION :
du ... au ...

Je soussigné Hubert FALCO
à TOULON le ...

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025


TEXTE RÉGLEMENTAIRE

Observations

Le registre numérique en ligne pour recueillir les contributions adressées sur le registre ou par courriel

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

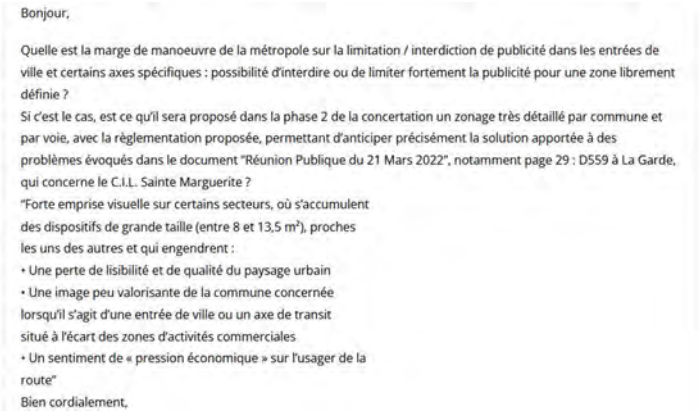
Au total, ce sont 10 contributions qui ont été reçues sur le registre dématérialisé.

Plusieurs éléments ressortent de l'analyse des contributions en ligne, notamment :

- L'enjeu de limitation de la publicité au niveau des « entrées de ville » et l'impact visuel de certains panneaux
- Une interrogation sur l'utilité de la publicité
- L'enjeu d'adaptation des panneaux numériques à la luminosité ambiante
- L'impact visuel et écologique des panneaux d'affichage
- L'importance de la publicité pour l'économie des entreprises locales et pour les communes qui touchent des taxes
- Le rôle des dispositifs numériques dans la décarbonation du secteur de la publicité

Différents de l'avis exprimé par le syndicat professionnel regroupant les opérateurs du secteur de la Publicité Extérieure, les avis exprimés en ligne invitent plutôt à encadrer plus fortement et limiter la publicité extérieure.

Exemple de contribution en ligne :



Bonjour,

Quelle est la marge de manoeuvre de la métropole sur la limitation / interdiction de publicité dans les entrées de ville et certains axes spécifiques : possibilité d'interdire ou de limiter fortement la publicité pour une zone librement définie ?
Si c'est le cas, est ce qu'il sera proposé dans la phase 2 de la concertation un zonage très détaillé par commune et par voie, avec la règlementation proposée, permettant d'anticiper précisément la solution apportée à des problèmes évoqués dans le document "Réunion Publique du 21 Mars 2022", notamment page 29 : D559 à La Garde, qui concerne le C.i.L. Sainte Marguerite ?
"Forte emprise visuelle sur certains secteurs, où s'accumulent
des dispositifs de grande taille (entre 8 et 13,5 m²), proches
les uns des autres et qui engendrent :
• Une perte de lisibilité et de qualité du paysage urbain
• Une image peu valorisante de la commune concernée
lorsqu'il s'agit d'une entrée de ville ou un axe de transit
situé à l'écart des zones d'activités commerciales
• Un sentiment de « pression économique » sur l'usager de la
route"
Bien cordialement,

IV. Résultats et synthèse de la concertation

4.1. Résultat quantitatif

<u>Concertation :</u>

- Environ 50 mois de concertation ouverte (décembre 2020 – mars 2025).
- 1 article de presse pour annoncer les temps forts et parler de la démarche
- 4 temps forts de concertation, lors de réunions publiques
- Plus de 60 participants lors des réunions publiques de concertation et d'information
- Plus de 50 contributions lors des réunions publiques de concertation et d'information
- 10 avis déposés dans les registres de concertation papier et en ligne (10 en ligne)
- 3 moyens de dépôt d'un avis en dehors des registres : adresse mail, registre en ligne et une adresse postale.
- 2 réunions avec l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Var (UDAP)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Information/communication :

- 3 lettres d'information : une sur la démarche, une sur le diagnostic et les enjeux, une sur les orientations et l'avant-projet du RLPi.
- 1 page web actualisée sur le site internet de la Métropole
- 1 site web dédié au RLPi, intégrant notamment les lettres et les supports de présentation des réunions publiques.
- 1 400 visites sur le site web dédié au RLPi
- Une communication plurimédia pour informer sur les temps de concertation :
    - Informations sur le web
    - Presse
    - Affiches, relais par les communes, lorsqu'elles l'ont souhaité.
    - Panneaux affichage numérique
    - Articles d'actualités sur le site du RLPi

4.2. Contributions et synthèse

- **L'avis de l'Union de la Publicité Extérieure (UPE)**

Dans un courrier de 16 pages adressé au Président de la Métropole et datant du 22 Avril 2022, l'Union de la Publicité Extérieure (UPE) formule un certain nombre d'attentes, notamment :

- L'importance de concilier les objectifs de protection du cadre de vie du territoire et le dynamisme économique et commercial des acteurs locaux.
- Le souhait de conserver les caractéristiques du média communication extérieure « grand format », pour ne pas impacter ses objectifs en termes d'audience

Pour mettre en place ces réflexions, l'Union de la Publicité extérieure formule un certain nombre de propositions.[1]

- **Synthèse des avis émis grâce aux modalités de concertation**

Les principales remarques et attentes émises lors de la démarche de concertation peuvent être synthétisées selon diverses thématiques auxquelles le projet de RLPi apporte des réponses à travers ses différents documents.

Les avis exprimés mettent en exergue un contraste entre une volonté de restreindre fortement la publicité et les enseignes en faveur notamment du paysage et du cadre de vie, et la critique de certaines règles du projet de RLPi *(grand format par exemple),* jugées trop restrictives par certains professionnels du secteur. Certains contributeurs insistent notamment sur le rôle du RLPi pour améliorer et/ou préserver des entrées de villes de qualité, visuellement.

Les principales remarques et attentes émises lors des temps de concertation peuvent être synthétisées selon diverses thématiques.

- **Contributions relatives à la thématique « Réglementaire »**

Tout au long de la démarche, plusieurs questions ont été posées afin de connaitre les règles concernant les dispositifs dans des espaces protégés (naturels ou patrimonial notamment). Les réunions

[1] http://rlpi-metropoletpm.fr/wp-content/uploads/2022/05/Contribution-UPE-22-avril-2022.pdf

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

publiques, notamment, ont permis de faire de la pédagogie pour répondre concrètement aux différentes questions. Il a également été question des compétences et des temporalités pour faire retirer un dispositif non conforme au RLPi. Parmi les réponses apportées sur le sujet, celles concernant l'effet rétroactif et les délais de mise en conformité, ainsi que les entités responsables en matière d'application.

Sur ce volet de compréhension réglementaire, plusieurs participants ont partagé des questions sur le rôle du Code de la route pour faire interdire certains dispositifs, ou encore pour mieux connaitre les raisons de la non-conformité de certains dispositifs.

Enfin, des questions ont été posées sur les modalités d'entrée en vigueur du RLPi, la fin des RLP communaux, et les modalités lorsque les communes ne disposaient pas préalablement de RLP.

- **Contributions relatives à la thématique « Amélioration du cadre de vie »**

Des questions particulières ont été posées tout au long de la démarche de réalisation du RLPi sur l'amélioration du cadre de vie. Nous pouvons par exemple citer des demandes sur les spécificités liées à la présence de vignobles et à l'affichage des domaines présents aux abords des routes.

Certaines remarques ou questions ont porté sur la prise en compte du domaine privé, lorsque celui-ci est visible depuis l'espace public.

De façon plus détaillée sur les dispositifs, des questions ont été posées sur la technique de vitrophanie et la façon dont elle pourrait être réglementée, sur le mobilier urbain ainsi que sur l'interdiction envisagée des enseignes numériques dans certains lieux.

La question de la luminosité, de l'extinction nocturne ainsi que des enseignes lumineuses est revenue à plusieurs reprises, et notamment lors du dernier cycle de réunion publique portant sur l'avant-projet de règlement.

- **Contributions relatives à la thématique « Economie et Social »**

Lors des réunions publiques, notamment, des questions d'acteurs économiques et de commerçants ont porté sur de potentielles exceptions prises dans le RLPi afin de faciliter la publicité et la visibilité de ces différentes structures.

Enfin, plusieurs questions/demandes des participants concernaient des éléments techniques en lien avec l'affichage des activités, notamment économiques ou commerciales :

- Le sujet de la réduction des formats de publicité, notamment de 12m² à 10,5m²
- La densité des panneaux aux abords des axes structurants
- L'intégration ou non de la voie ferrée dans les dispositions particulières
- L'intégration des affiches sur des éléments urbains (ex : éclairage public)
- L'affichage temporaire, dans le cadre de grands événements sportifs et culturels
- Les panneaux directionnels dans les villes (SIL)
- Les taxes pour les communes et les raisons qui font que le RLPi ne fixe pas la taxation.

- **Contributions relatives à l'application du RLPi et à sa mise en œuvre**

Lors des réunions publiques, il y a eu plusieurs interrogations sur l'application rétroactive du RLPi, sur le pouvoir de police et sur son articulation avec les PLU et le futur PLUi.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Des personnes se sont également interrogées sur l'impact du futur RLPi sur les finances des communes et sur les entreprises du secteur ou celles qui bénéficient de ces affichages.

- **Les éléments de concertation pris en compte directement en cours de démarche**

Ces observations ont éclairé les choix pris dans le cadre du projet de RLPi en trouvant un équilibre entre la préservation des paysages/du cadre de vie et la lisibilité des acteurs économiques locaux.

V. Clôture du projet de bilan

La concertation a été menée pendant toute la durée d'élaboration du RLPi jusqu'à la délibération du Conseil de de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 30 avril 2025 qui tire le bilan de la concertation.

Les moyens de concertation et d'information déclinés ont permis d'informer régulièrement les habitants et les acteurs du territoire, et ont garanti la transparence de la démarche.

L'implication des citoyens, des associations, des acteurs du territoire notamment, à travers ces différents moyens de concertation a permis de recueillir de nombreux avis et remarques qui ont été étudiés et ont pu contribuer à l'élaboration du projet de RLPi. Les questionnements et avis exprimés mettent en exergue la volonté des habitants de réduire la pollution visuelle et de contribuer à l'amélioration du cadre de vie environnemental et paysager du Territoire.

En effet, le Territoire se démarque par la diversité et la richesse de ses paysages identitaires qui concourent à la qualité du cadre de vie et participent à l'attractivité résidentielle et touristique du Territoire.

Ainsi, la préservation de ce cadre de vie est un enjeu majeur tant pour le maintien de l'attractivité que pour ses habitants, tel est l'objectif de ce RLPi. En parallèle, il est également nécessaire de respecter la liberté d'expression et celle des acteurs économiques et commerciaux, pour qui l'affichage extérieur est très important afin de se faire connaitre et de valoriser leur image.

L'ensemble des remarques formulées a été étudié et a pu contribuer à l'élaboration du projet de RLPi.

Il convient alors d'arrêter le bilan de la concertation le 30 avril 2025, préalablement à l'arrêt du projet de RLPi.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-10250623-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1 - RAPPORT DE PRESENTATION

Élaboration du RLPi prescrite le 15/12/2020

Projet de RLPi arrêté le 30/04/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

I. SOMMAIRE

I. SOMMAIRE 2

Partie 1 : PRÉAMBULE 4

I. Pourquoi élaborer un règlement local de publicité intercommunal ? 5

II. Les principales étapes de la procédure 6

III. Les éléments constitutifs du RLPi 7

Partie 2 : DIAGNOSTIC 9

Chapitre 1 : Contexte intercommunal 10

I. Communes concernées par le RLPi – Contexte démographique 10

II. Contexte géographique et paysager 12

III. Un patrimoine bâti et naturel reconnu 19

IV. Le contexte viaire 21

V. Contexte économique 25

Chapitre 2 : Contexte règlementaire : rappel des règles nationales applicables aux dispositifs publicitaires, de pré-enseignes et d'enseignes 35

I. Champ d'application du droit de la publicité extérieure 35

II. Les récentes évolutions règlementaires 37

III. Les différents dispositifs visés par la réglementation 39

IV. Champ d'application géographique (unité urbaine) et démographique 43

V. Les dispositions de la règlementation nationale applicables sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 47

VI. Les plans et programmes avec lesquels le RLPi doit être compatible 70

VII. Les dispositions des RLP communaux 71

Chapitre 3 : Diagnostic de la situation de la publicité extérieure sur le territoire 72

I. Préambule 72

II. Publicités et pré-enseignes : diagnostic par type de secteur 79

III. Enseignes : diagnostic par type de secteurs 91

IV. Synthèse des enjeux en matière d'affichage extérieur 103

Partie 3 : ORIENTATIONS ET OBJECTIFS 105

I. Orientation n°1 - Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien qui fait l'attractivité résidentielle de TPM 106

II. Orientation n°2 – Valoriser l'image de TPM par la qualité de ses entrées de villes et traversées de territoire 106

III. Orientation n°3 – Préserver et mettre en valeur l'identité de TPM, ses richesses paysagères et patrimoniales 107

IV. Orientation n°4 – Intégrer la visibilité des activités économiques et culturelles 107

V. Orientation n°5 – Adapter la règle nationale d'extinction nocturne pour les dispositifs lumineux .. 108

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Partie 4 : JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS 109

Chapitre 1 : Justification de la délimitation des zones du RLPi 110

I. La zone de publicité n°0 – Espaces hors agglomération 111

II. La zone de publicité n°1 – Centres villes, noyaux villageois et centres-villes élargis 111

III. La zone de publicité n°2 – Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle 113

IV. La zone de publicité n°3 – Entrées de ville, de territoire 114

V. La zone de publicité n°4 – Zones économiques 115

Chapitre 2 : Justification des choix règlementaires relatifs aux publicités et pré-enseignes 117

I. Prescriptions communes à l'ensemble des zones 117

II. Dispositions particulières applicables dans chacune des zones concernant la publicité 133

Chapitre 3 : Justification des choix règlementaires relatifs aux enseignes 137

I. Prescriptions communes à l'ensemble des zones 137

II. Dispositions particulières applicables dans chacune des zones concernant la publicité 138

Partie 5 : TABLE DES FIGURES 147

Partie 6 : ANNEXES 150

Annexe 1 – Analyse détaillée des RLP communaux 151

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre ville

PRÉAMBULE

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

I. Pourquoi élaborer un règlement local de publicité intercommunal ?

Les dispositifs publicitaires, si leur utilisation n'est pas règlementée, peuvent menacer la qualité du cadre de vie en le banalisant et en lui conférant une dépréciation paysagère notable. Pour autant ces dispositifs sont indispensables au développement de notre économie, voire à la survie de nos commerces de proximité qui ont besoin de cette visibilité.

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE), les règlements locaux de publicité (RLP) sont devenus des outils règlementaires qui permettent aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme de contenir l'impact de la publicité extérieure (dispositifs publicitaires, enseignes et pré enseignes) tout en veillant à préserver la liberté d'expression. Ainsi, par délibération en date du 15 décembre 2020, le Conseil Métropolitain a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

Actuellement et en application de la loi Grenelle II du 13 juillet 2010, six des RLP locaux antérieurs à cette date sont devenus caducs le 13 juillet 2022, soit les RLP de Toulon, Hyères-les-Palmiers, Ollioules, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var et La Crau. Les communes de Carqueiranne, Saint-Mandrier-sur-Mer et Le-Revest-les-Eaux ne sont pas dotées d'un RLP. Aujourd'hui, seuls trois RLP sont encore en vigueur, ceux de La Garde, Six-Fours-les-Plages et Le Pradet.

L'objectif premier du RLPi sera de conserver les diverses entités paysagères et architecturales qui participent à l'identité de la Métropole. Il vise également à adapter, à préciser et à harmoniser la règlementation nationale aux enjeux paysagers, touristiques, patrimoniaux et économiques des 12 communes membres.

Forte de cette démarche et afin de ne créer aucune disparité qualitative, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée dans la construction d'un véritable outil règlementaire de l'affichage publicitaire harmonisant la règlementation d'affichage des dispositifs publicitaires sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Dans sa délibération, la Métropole se fixe les objectifs suivants :

- Réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages ;
- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire de la Métropole TPM ;
- Mettre en valeur le patrimoine et les paysages urbains, naturels par la limitation de l'impact des dispositifs de publicité ;
- Améliorer l'image et l'attractivité du territoire en encadrant l'affichage publicitaire ;
- Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- Réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) pourra fixer des règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes, visibles des voies ouvertes à la circulation publique. Conformément à l'article L581-2 du Code de l'Environnement, il s'appliquera sans distinction d'une implantation sur une dépendance du domaine public ou du domaine privé afin de préserver la qualité du paysage urbain et protéger notre cadre de vie tout en prenant en considération les besoins de communication des acteurs locaux.

Le présent document constitue le rapport de présentation du RLPi de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Les principales étapes de la procédure

« Le RLP est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des PLU définies au chapitre III du titre V du livre 1er du Code l'urbanisme » (Article L.581-14-1 du CE).

La procédure est menée à l'initiative de la Métropole, compétente en matière de PLU.

1. *L'élaboration du RLPi*

Prescription de l'élaboration du RLPi :

La délibération prise par le Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2020, fixe les enjeux et objectifs poursuivis par le RLPi, adaptés au contexte local et détermine les modalités précises de la concertation (objectifs, objet, modalités d'échanges : internet, réunions, etc.) et de la collaboration avec les communes membres à travers une charte de gouvernance. Elle a été notifiée à toutes les personnes publiques associées (PPA).

1.1. Élaboration du Projet *(*)*:

L'élaboration du RLPi a été menée en y associant les services de l'Etat et autres personnes publiques. Elle a fait l'objet d'une concertation publique suivant les modalités retenues lors de la délibération de prescription. Les orientations du RLPi ont été validées par tous les conseils municipaux.

1.2. Bilan de la concertation et Arrêt du Projet de RLPi (*) :

La délibération tire le bilan de la concertation et arrête le projet. Le projet de RLPi ainsi arrêté sera transmis pour avis aux personnes publiques associées et consultées et à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) qui disposent d'un délai de trois mois au terme duquel leur réponse est réputée favorable.

1.3. Enquête publique :

Après avis de la CDNPS et des PPA, le dossier, auquel sont annexés les différents avis rendus pendant l'élaboration du projet de RLPi, est soumis à enquête publique pour une durée minimale d'un mois sans excéder deux mois. Le Commissaire-Enquêteur transmet au président de la Métropole TPM, son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. A ce stade, le RLPi est le cas échéant modifié pour tenir compte des avis rendus par les personnes publiques, la CDNPS, des observations du public et des conclusions du commissaire enquêteur.

1.4. Approbation du RLPi *(*)* :

A la suite de l'enquête publique et après avoir le cas échéant modifié le projet de RLPi, la délibération d'approbation du RLPi conclut la procédure. Le RLPi approuvé doit alors être annexé aux PLU ou au PLUi lorsque celui-ci existe. Il est également mis à disposition sur le site internet de la Métropole.

2. *L'opposabilité du RLPi*

Les publicités et les pré-enseignes mises en place avant l'entrée en vigueur du RLPi, qui ne sont pas conformes aux prescriptions de ce règlement, auront deux ans pour se mettre en conformité (art. R.581-88 du Code de l'environnement). Les enseignes qui ne sont pas conformes aux prescriptions de ce règlement auront pour leur part six ans pour se mettre en conformité (art. L.581-43 du Code de l'environnement).

Pour les nouveaux dispositifs d'affichage (publicités, pré-enseignes, enseignes), le RLPi est, une fois approuvé et les mesures de publicité accomplies, d'application immédiate.

(*) : délibérations devant faire l'objet de mesures de publicité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III.Les éléments constitutifs du RLPi

Conformément à l'article R581-72 du Code de l'Environnement, le Règlement Local de Publicité intercommunal comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes. Il peut en outre comporter d'autres éléments permettant la compréhension du règlement tels que des schémas explicatifs, un lexique, etc…

LE RAPPORT DE PRÉSENTATION

Il s'appuie sur un diagnostic présentant l'état actuel de la publicité extérieure, à savoir la publicité, les pré-enseignes et les enseignes sur le territoire, en mesurant son impact sur le cadre de vie et en analysant leur conformité au RNP. Il identifie également les enjeux architecturaux et paysagers, les lieux sous forte pression publicitaire et les espaces nécessitant un traitement spécifique du point de vue de la publicité et/ou des enseignes.

Le rapport définit les orientations et objectifs en matière de publicités et d'enseignes liés aux spécificités du territoire et des espaces identifiés. Il présente les choix généraux ou spécifiques à chaque espace identifié. Enfin, il comprend la justification des choix établis en matière de règle et de zonage.

PARTIE RÉGLEMENTAIRE

Elle comprend les prescriptions réglementaires applicables sur le territoire couvert par le RLPi. Par définition, qu'elles soient générales ou spécifiques aux zones identifiées par le RLPi, ces prescriptions sont en partie plus restrictives que les dispositions du RNP.

LES ANNEXES

Elles sont constituées des documents graphiques matérialisant les différentes zones. S'ajoutent les arrêtés municipaux de chaque commune membre fixant les limites du territoire aggloméré ainsi que les documents graphiques matérialisant ces limites.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

DIAGNOSTIC

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250033-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 1 : Contexte intercommunal

I. Communes concernées par le RLPi – Contexte démographique

La Communauté d'Agglomération, devenue Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) le 1er janvier 2018, regroupe 12 communes : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères-les-Palmiers, Ollioules, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon et La Valette-du-Var.

Cette intercommunalité constitue le troisième pôle urbain de la façade méditerranéenne du Sud-est de la France, après la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Métropole Nice Côte d'Azur.

Depuis les années 1960, la population de la Métropole TPM a connu une croissance constante pour atteindre 447 804 habitants en 2021, répartis comme suit dans chacune des communes :

Commune	Population municipale légale totale INSEE 2021
Carqueiranne	9 417
La Crau	19 179
La Garde	25 912
Hyères-les-Palmiers	55 103
Ollioules	14 011
Le Pradet	10 728
Le Revest-les-Eaux	4 002
Saint-Mandrier-sur-Mer	6 079
La Seyne-sur-Mer	62 763
Six-Fours-les-Plages	36 203
Toulon	180 452
La Valette-du-Var	23 955
Métropole TPM	447 804

Cette croissance démographique s'est accompagnée d'un développement économique majeur, avec le développement de plusieurs pôles économiques et une augmentation des demandes en matière d'affichage extérieur (publicités, pré-enseignes et enseignes).

Regroupé autour de la ville de Toulon, ce vaste territoire bénéficie d'une position stratégique au sein de l'arc méditerranéen.

La Métropole couvre une superficie de 36 654 hectares et 200 km de littoral (incluant les îles d'Hyères).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 1 : Carte des communes de la Métropole TPM

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Contexte géographique et paysager

Compris entre le littoral méditerranéen et les massifs identitaires de la Provence cristalline, le territoire bénéficie de divers paysages et patrimoines remarquables qui font la richesse de la Métropole et offrent un cadre de vie de qualité aux habitants. La sauvegarde et la mise en valeur de ces deux composantes essentielles du cadre de vie sont des éléments structurants pour construire une Métropole forte de ses diversités.

Le territoire de TPM est un territoire de rencontre de grands ensembles naturels principalement influencé par la proximité du littoral au sein de 6 unités paysagères :

- Le littoral occidental ;
- La rade de Toulon ;
- Hyères-les-Palmiers et les îles d'Or ;
- Les Maures ;
- La dépression permienne ;
- Le plateau de Siou Blanc.

Cette diversité paysagère est une richesse autour de laquelle la Métropole souhaite se construire en reconnaissant la valeur que chaque espace lui apporte. **Au travers de son RLPi, la Métropole Toulon Provence Méditerranée recherche une valorisation de ses identités entre ses différents bassins de vie.**

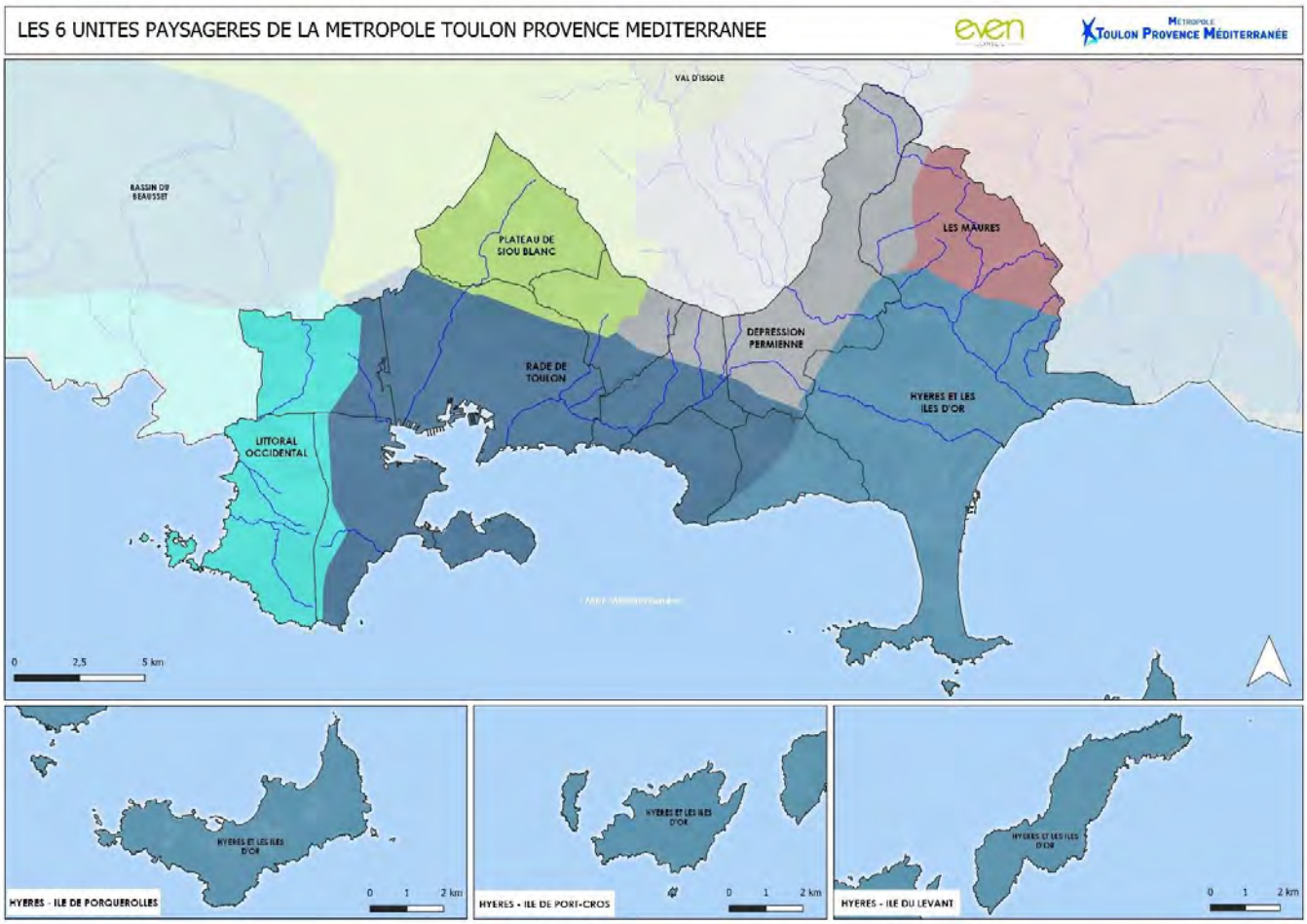


Figure 2: Carte des unités éco-géographiques | Source : Atlas des paysages du Var

1. *Le littoral occidental*

L'unité est tournée face à la mer, qui la borde du Sud au Nord-Ouest. Le Nord est séparé du bassin du Beausset par le massif du Gros Cerveau (443 m) et les collines surplombant Bandol, jusqu'à la Pointe Grenier. Les Gorges d'Ollioules interrompent ce massif. La limite Est correspond à la limite entre les communes de Six-Fours-les-Plages et La-Seyne-sur-Mer, des Gorges d'Ollioules au Cap Sicié. Cette unité se compose également de l'île du Bendor face à Bandol, et les Îles des Embiez à l'Ouest de la Presqu'île du Cap Sicié.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le secteur concerne la majeure partie Ouest de la Ville d'Ollioules et la ville de Six-Fours-les-Plages.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le littoral est formé d'une alternance entre des baies et des caps de dimension plus ou moins importante (Pointe Grenier, Pointe du Deffend, Pointe de la Cride, Pointe Nègre, Pointe du Cougoussa, Pointe de Mourret, Pointe du Mal Dormi, Pointe du Cap Vieux). Au second plan, des hauteurs dominent la mer comme Notre-Dame-de-Pépiole ou le Fort de Six-Fours. Enfin, sur l'horizon s'étendent le massif du Gros Cerveau et la presqu'île du Cap Sicié.

Quelques petits fleuves provenant des zones en altitude entourant la plaine littorale viennent se jeter dans la mer.

Le littoral occidental est riche de sites naturels remarquables et préservés, tels que le massif du Cap Sicié qui s'étend entre le Brusc et Fabrégas, le massif du Gros Cerveau, montagne de calcaire culminant à 443m où la vue s'étend vers Saint-Mandrier, la Presqu'île de Giens, l'île de Porquerolles, les baies de Sanary, Bandol, La Ciotat…

Figure 3 : Le Cap Sicié (La Seyne)

Figure 4 : Vue depuis le massif du Gros Cerveau (Sanary-Tourisme)

Figure 5 : Le Brusc (Terres de Provence en Méditerranée)

Le littoral occidental est caractérisé par plusieurs entités paysagères qui structurent l'organisation du territoire. On retrouve, sur la commune de Six-Fours-les-Plages, la colline de la Tante Victoire, le Fort de Six-Fours, le Cap Nègre et la Coudoulières, la forêt du Cap Sicié. Ces quatre entités sont des espaces privilégiés de nature, préservés de tout affichage. Leur structure topographique leur a permis de jouer le rôle de barrières physiques pour l'urbanisation. L'arrivée sur le territoire métropolitain par l'Ouest est marquée par ces reliefs lui donnant une identité forte.

L'entrée de ville de Six-Fours-les-Plages par l'autoroute A50, est marquée par la traversée des zones d'activités des Playes et de la Millonne. La publicité extérieure y est prégnante tout comme les enseignes et pré-enseignes pour signaler la proximité d'activités. La ville de Six-Fours-les-Plages se structure autour de deux axes de communication principaux que sont l'Avenue de la mer, où la publicité y est encore très présente et la Route du littoral, plus préservée de l'affichage dans sa partie Sud.

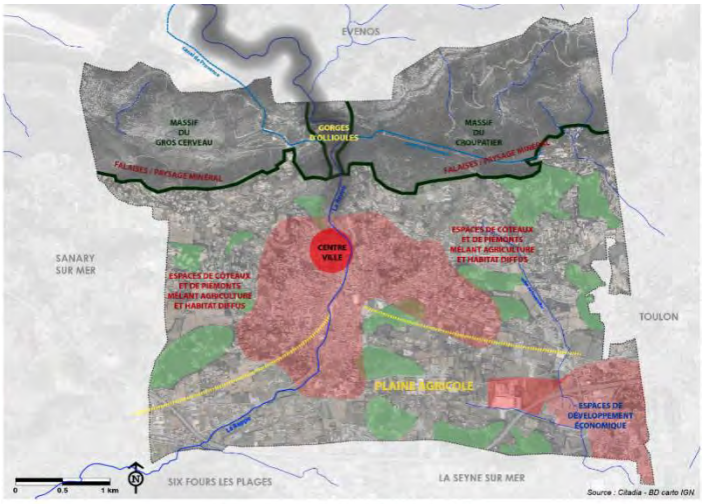
Figure 6 : Entités paysagères. Source Diagnostic territorial PLU de Six-Fours-les-Plages

Le territoire d'Ollioules est également marqué par des éléments physiques qui modèlent l'organisation spatiale avec les massifs du Gros Cerveau et du Croupatier, les espaces de coteaux et piémonts où la culture des oliviers en restanques est ancestrale, la vallée de la Reppe et la plaine caractérisées par un paysage de maraîchage et d'horticulture. L'entrée Ouest sur le territoire métropolitain se caractérise au Nord par la perception de ce massif naturel, les piémonts et coteaux sont quant à eux, urbanisés avec une partie d'habitat dense constituant le village et une zone d'habitat plus diffuse le long de la Reppe. L'affichage est peu présent dans les espaces de piémonts et sur les espaces naturels mais se concentre sur la voie principale menant au village

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

d'Ollioules. La plaine agricole présente des zones d'habitat diffus et sera en partie protégée par la ZAP en cours d'études. L'affichage, bien qu'illégal puisque cette zone se situe hors agglomération, est présent sur les deux axes constituant les entrées de ville Ouest et Est. Enfin, la zone d'activités au Sud de la commune, en lien avec celles de Six-Fours-les-Plages et de La Seyne-sur-Mer, concentre de l'affichage publicitaire, des enseignes et pré-enseignes.



Composition paysagère d'Ollioules - Source : Citadia

Figure 7 : Composition paysagère Source : Rapport de présentation PLU d'Ollioules

Les principaux enjeux de cette entité pourraient être de limiter la pression publicitaire sur les espaces urbanisés, déjà préservés, afin de maintenir le cadre de vie existant. Sur les zones d'activités, l'amélioration de la qualité des enseignes et pré-enseignes pourraient permettre une meilleure lisibilité des activités existantes.

2. *La rade de Toulon*

Le secteur concerne les villes de Saint-Mandrier-sur-Mer, La-Seyne-sur-Mer, l'extrême Est d'Ollioules, Toulon, la moitié Sud de La Garde, Le Pradet, le Nord-Ouest de Carqueiranne et une petite partie Sud-Ouest de La Crau.

L'Ouest de l'entité correspond à la limite entre les communes de La-Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages, de la Pointe du Cap Vieux (Presqu'île du Cap Sicié) aux Gorges d'Ollioules en passant par le hameau de Faveyrolles (à l'Est d'Ollioules). Le Nord est marqué géographiquement par une série de sommets de 500m à 800m, des Gorges d'Ollioules jusqu'à La Valette, en longeant le Mont-Faron surplombant Toulon. A l'Est, la rade se ferme sur la plaine du Pradet, entourée du Paradis et du Cap de Carqueiranne. Enfin, la Presqu'île de Saint-Mandrier-sur-Mer ferme la rade au Sud.

Contrairement aux zones littorales plus à l'Est de la Métropole où on retrouve une bande littorale donnant sur une plaine, la bande littorale du secteur de la rade de Toulon est étroite, délimitée par les hauteurs qui l'entourent : le Mont-Faron au Nord, la Presqu'île du Cap Sicié à l'Ouest, le Cap de Carqueiranne à l'Est et la presqu'île de Saint-Mandrier-sur-Mer au Sud. Cette impression est renforcée par les massifs d'arrière-plan (Gros Cerveau, Baou, Coudon). Le Mont-Faron, qui culmine à 584m, offre un fabuleux panorama sur toute la rade de Toulon mais également sur les Îles d'Hyères et les Monts Toulonnais. La côte, découpée, alternance de rochers et de plages, dessine une double rade autour de Toulon. La petite rade, où se trouvent le port de Toulon et l'arsenal militaire, est fermée par le Cap du Mourillon et celui de Balaguier. La Grande Rade est délimitée par les caps de Cépet (Presqu'île de Saint-Mandrier) et de Carqueiranne. La presqu'île du Cap Sicié, qui est après celle de Giens l'extrémité la plus au Sud du département, se termine par les plus hautes falaises du Var, orientées plein Sud, qui dominent les flots de plus de 300 mètres.

Cette unité paysagère dispose d'une grande variété de paysages, allant de la plaine naturelle, agricole à des coteaux et massifs boisés en passant par des zones urbaines très denses.
Les secteurs de nature sont protégés par des contraintes naturelles fortes : plaine inondable de La Garde et du Pradet, sommets et falaises rocheuses, forêts et falaises du Cap Sicié.
Entre Le Pradet et La Garde, la plaine inondable a gardé, malgré la pression urbaine, un système agricole traditionnel (vigne et élevage). Ces espaces sont préservés de l'affichage, tout comme les espaces naturels du Cap Sicié et du Mont-Faron. Les cultures agricoles sont partagées entre vignes, et surtout maraîchage périurbain et horticulture. Quelques vignes AOC Côtes-de-Provence demeurent autour du Pradet. L'horticulture ornementale se maintient et se développe, notamment en fond de plaine, où demeurent encore également des zones de maraîchage.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

On repère néanmoins des affichages publicitaires sur les voies structurantes menant du Pradet à Carqueiranne et du Pradet à La Moutonne. Ces affichages correspondent majoritairement à des enseignes et des pré-enseignes pour les ventes directes des maraichers.

Sur les piémonts, il reste une agriculture sèche. Les hauteurs calcaires, aux pentes abruptes, sont boisées, en partie, de pins et chênes verts. Les quelques espaces cristallins non urbanisés sont recouverts de maquis et de Pin d'Alep. Ces espaces sont également préservés de tout affichage.

La presqu'île de Saint-Mandrier-sur-Mer est également assez bien préservée de l'affichage publicitaire et recense seulement quelques panneaux en zone urbaine. La partie Est de la ville dépend du ministère des Armées, aucun affichage n'est donc présent sur la zone. Enfin, l'arrivée sur la presqu'île par la route à l'Ouest se distingue des autres entrées de ville par l'absence d'affichage permettant ainsi une vue dégagée sur Toulon et sa rade.

La rade de Toulon est l'unité paysagère où les zones urbaines sont denses, tant en population qu'en activités économiques. Elles dévoilent un autre paysage très anthropisé avec des dispositifs publicitaires très présents. Le tissu économique en centre urbain étant aussi très développé, les enseignes de tout type sont très présentes. Concernant les zones économiques telles que celles des Playes, Léry et Camp-Laurent constituent l'entrée de ville de La-Seyne-sur-Mer, la place de l'automobile est très importante. Ainsi, les affichages publicitaires sont très présents et les enseignes plus imposantes que dans les centres urbains (enseignes en toiture, de grande taille notamment).

Les principaux enjeux de cette entité paysagère pourraient être de mieux contrôler la pression de l'affichage publicitaire sur les grands axes de circulation traversant la rade et d'améliorer la qualité des enseignes. L'entrelacement des espaces d'activités économiques et des grands axes de circulation très fréquentés avec des espaces de bâtis de différentes ambiances urbaines (densité de centre-ville et de centre-ville élargi) et des espaces naturels pourraient devenir un enjeu fort où le règlement devra permettre une bonne signalisation des activités tout en préservant aussi bien le cadre urbain dense que le cadre naturel.

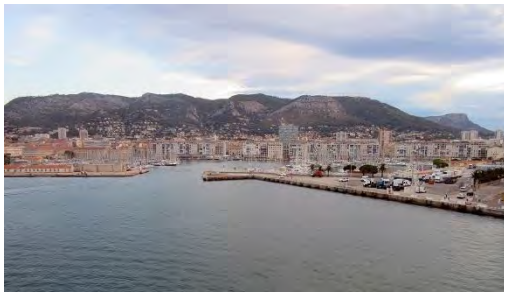


Figure 8 : La rade depuis la mer (Conservatoire du littoral)

Figure 9 : La Seyne, port de Saint Elme (Métropole TPM)

Figure 10 : Le Pradet, port de Oursinières (Métropole TPM)

Figure 11 : La rade depuis la terre (Mairie de Toulon)

Figure 12 : Le centre-ville dense de Toulon (Var Aménagement Développement)

Figure 13 : La zone d'activités économiques des Playes (TPM)

3. *Hyères-les-Palmiers et les îles d'Or*

L'entité paysagère se compose de la ville d'Hyères-les-Palmiers et ses îles, la partie Est de Carqueiranne et une petite partie Est de La Crau (correspondant à un espace boisé collinaire).

La limite Nord correspond aux premières crêtes du Massif des Maures et de ses prolongements. A l'Est, la Rade d'Hyères s'arrête après La Londe-les-Maures sur une ligne reliant le Nord de La Londe au hameau de la Verrerie, puis le Pas de la Grotte jusqu'au Cap Bénat. A l'Ouest, elle englobe le massif des Maurettes au Nord d'Hyères-les-Palmiers, et se termine au Cap de Carqueiranne. L'unité se compose également de la presqu'île boisée de Giens et les Îles d'Hyères, appelées aussi Îles d'Or, Îles d'Orient ou Îles Titaniques : Porquerolles, Port-Cros et Le Levant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le grand paysage est marqué par la ceinture collinaire qui encercle la rade d'Hyères, offrant un vaste espace ouvert entre terre et mer. Les plaines sont intensément cultivées, principalement en horticulture ornementale (palmiers, roses, tulipes), en maraîchage et en vignes (AOC Côtes de Provence). Les exploitations sont de petite taille en moyenne, et les serres sont nombreuses. Les espaces de nature sont préservés de l'affichage, cependant, les axes structurants comptent de nombreux dispositifs publicitaires et de pré-enseignes, liés aux activités agricoles. Ces derniers, hors agglomération, sont illégaux et devraient disparaître. Au Nord et à l'Est, le relief est formé par les derniers contreforts des Maures, avec des sommets approchant les 300m en moyenne. À l'Ouest, quelques hauteurs surplombent la plaine urbanisée et la côte : les Maurettes, Costebelle, Le Mont des Oiseaux, le Paradis ainsi que les forts de la Colle Noire et de la Gavaresse en direction du Cap de Carqueiranne.

Le littoral est formé par une alternance de côtes rocheuses et de longues plages de sable fin, comme celles de l'Almanarre, du Tombolo Est, de l'Ayguade ou des Salins. On repère quelques dispositifs d'affichage hors agglomérations, le long de voies principales comme la route départementale D559 venant de Carqueiranne menant à l'Almanarre. La Route de l'Almanarre se distingue, elle, par un grand nombre de dispositifs situé hors agglomération. Enfin, la Presqu'île de Giens, accessible par la route du sel dénuée de dispositif, et par la Route de Giens où quelques dispositifs hors agglomérations sont recensés, est totalement préservés de l'affichage dans sa partie Ouest mais comporte quels dispositifs, dont certains hors agglomération, dans sa partie Ouest.

Les îles d'Hyères sont totalement préservées de l'affichage extérieure et doivent continuer à l'être car elles se situent en cœur du Parc National de Port-Cros (Porquerolles et Port-Cros).

Cette entité comporte plusieurs sites naturels emblématiques conférant au littoral un caractère encore préservé (les Salins des Pesquiers, Vieux Salins, Presqu'île de Giens, Iles d'Hyères, Massif du Cap Bénat, piémont viticole du massif des Maures).

Figure 14 : Cap Bénat vu depuis le sémaphore (Conservatoire du littoral)

Figure 15 : Port Cros (Office du tourisme de Méditerranée Porte des Maures)

Figure 16 : Presqu'île de Giens (Conservatoire du littoral)

Le territoire est marqué par la présence d'une ville importante : Hyères-les-Palmiers. La ville est adossée aux hauteurs depuis l'époque médiévale, et regroupe la majorité de la population alentour. Le tissu urbain est assez hétérogène dû aux différentes époques de développement de l'urbanisation. L'affichage se concentre sur les axes principaux de la ville, dans le tissu urbain dense mais aussi dans les secteurs économiques.

Hyères-les-Palmiers a acquis une vocation clairement touristique avec notamment la présence de l'aéroport qui constitue une porte d'entrée sur le territoire, l'affichage extérieur dans ce périmètre reste très restreint. En revanche, les accès par l'Ouest et le Sud de la ville subissent une pression de l'affichage.

Les enjeux liés à la publicité extérieure pourraient donc être l'amélioration de l'insertion des dispositifs dans l'environnement et le contrôle de l'affichage dans les zones à enjeux paysagers dans le but d'impacter le moins possible le paysage urbain et naturel de cette entité.

4. *La dépression permienne*

La dépression permienne fait la jonction entre la Provence cristalline et la Provence calcaire. A l'Est, la limite correspond aux contreforts du massif des Maures. Elle passe depuis le Sud par le hameau du Viet (au Nord de Hyères) et Pierrefeu-du-Var, longeant la rivière Réal Martin, puis l'A57 jusqu'au village des Tortues à Carnoules, en passant par le Cannet-des-Maures, et en bordant enfin l'Aille et l'Argens jusqu'au Rocher de Roquebrune. Au Sud, la limite est une ligne allant des Moulières (La Valette) jusqu'à La Bayorre (à l'Ouest d'Hyères) et remontant au Nord-Ouest de Hyères jusqu'au hameau du Viet.

Les communes de la Métropoles impactées par cette entité sont : Hyères-les-Palmiers, La Crau, La Garde et La Valette-du-Var.

La dépression permienne est topographiquement une plaine étroite, large de 2 à 10 kilomètres et longue d'une cinquantaine de kilomètres. Bordée par le massif des Maures à l'Est et les premières hauteurs calcaires à l'Ouest, son altitude varie en moyenne d'une cinquantaine à une centaine de mètres. Les altitudes les plus basses se rencontrent au Nord et au Sud de l'entité, près des vallées de l'Argens et du Gapeau.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-059-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

De nombreux cours d'eau traversent ou empruntent le sillon permien tel que l'Argens, le Capelan, le Riaufort, le Réal Martin ou encore le Gapeau et ses affluents. La dépression permienne est donc particulièrement bien irriguée, ce qui favorise l'agriculture.

Les deux grands cours d'eau, le Gapeau et le Réal Martin qui drainent cette plaine marquent le paysage par leur ripisylve. L'extrême sud de la plaine constitue une des rares zones humides d'eau douce du littoral méditerranéen. Les villages se sont implantés préférentiellement sur la bordure occidentale et nord de la plaine.

L'espace forestier est quasiment absent de la dépression permienne. Les quelques boisements se trouvent sur les bords du sillon ou sur les petites buttes. Le massif situé entre La Crau et Cuers est principalement couvert par des conifères (pins parasols). L'essentiel de la plaine est occupé par les espaces agricoles. D'une manière générale, la part en surface agricole est importante. La vigne y représente encore la majorité des cultures. Le reste des cultures est partagé entre vergers, labours, oliviers et horticulture ornementale. Au sud du sillon permien se concentrent les surfaces horticoles (La Crau, La Garde) ainsi que les vergers, notamment de figuiers. Elle se caractérise ainsi par de grands paysages ruraux, sur la partie la plus au Nord qui se situe hors agglomération, la publicité extérieure est très peu présente à l'exception notable des enseignes ou pré-enseignes signalant la présence d'activités liées à la production agricole.

La plaine est densément peuplée, constituée d'un réseau important de villages et de petites villes. Le sillon est un axe très emprunté, permettant de relier notamment le Nord et le Sud du département. Aujourd'hui, le sillon est marqué par l'autoroute A57 qui mène à Toulon depuis Le Cannet-des-Maures. Des départementales coupant la plaine permienne transversalement complètent ce réseau dense. Sur la portion en agglomération (La Garde et La Valette), les dispositifs publicitaires sont omniprésents. Ces derniers se trouvent le long des axes en zones d'activités. Le milieu urbain dans lequel ils s'insèrent permet en effet d'être plus permissif mais cette surabondance détériore les paysages alentours.

Les principaux enjeux sur ces espaces pourraient donc être de préserver la pression publicitaire et d'améliorer la qualité de la signalisation des activités de proximité. L'objectif est double, une meilleure insertion des dispositifs dans leur environnement bâti et rural et donc une meilleure visibilité pour les potentiels clients.

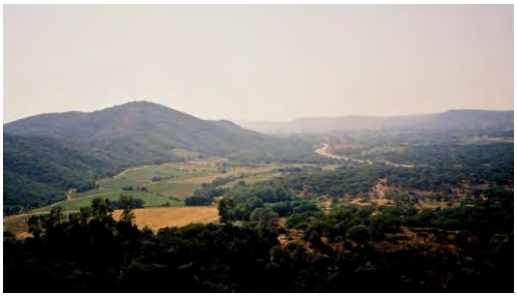


Figure 17 : Dépression permienne (DREAL)

Figure 18 : Pierrefeu-du-Var (Office du tourisme)

Figure 19 : La Crau (Ville de La Crau)

5. *Le plateau de Siou Blanc*

La limite Sud du plateau de Siou Blanc s'étend d'Evenos à la Valette- du-Var. Elle passe par les sommets de l'arrière-pays toulonnais : le Corps de Garde, le Mont Faron et le Coudon. L'Est correspond à une ligne allant des Moulières à Solliès-Toucas, via les Baux-Rouges (538 m) bordant le sillon permien. La rive droite du lit du Gapeau marque la limite Nord-Est, qui passe par quelques sommets importants comme en Forêt de Morières. L'entité se termine au Nord près du Circuit du Castellet, à la limite avec les Bouches-du-Rhône.

Le relief est constitué principalement d'un plateau orienté du Nord-Ouest au Sud-Est. Au Sud du plateau, le Mont Caume annonce la transition avec les sommets de l'arrière-pays toulonnais. Entre les sommets du Grand Cap et du Coudon, une petite plaine intérieure, le plateau de Tourris, située à 400 mètres d'altitude environ, est occupée par un grand camp militaire.

Les villes de la Métropole impactées par cette entité sont Le Revest-les-Eaux, La Valette-du-Var, Toulon et Ollioules.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

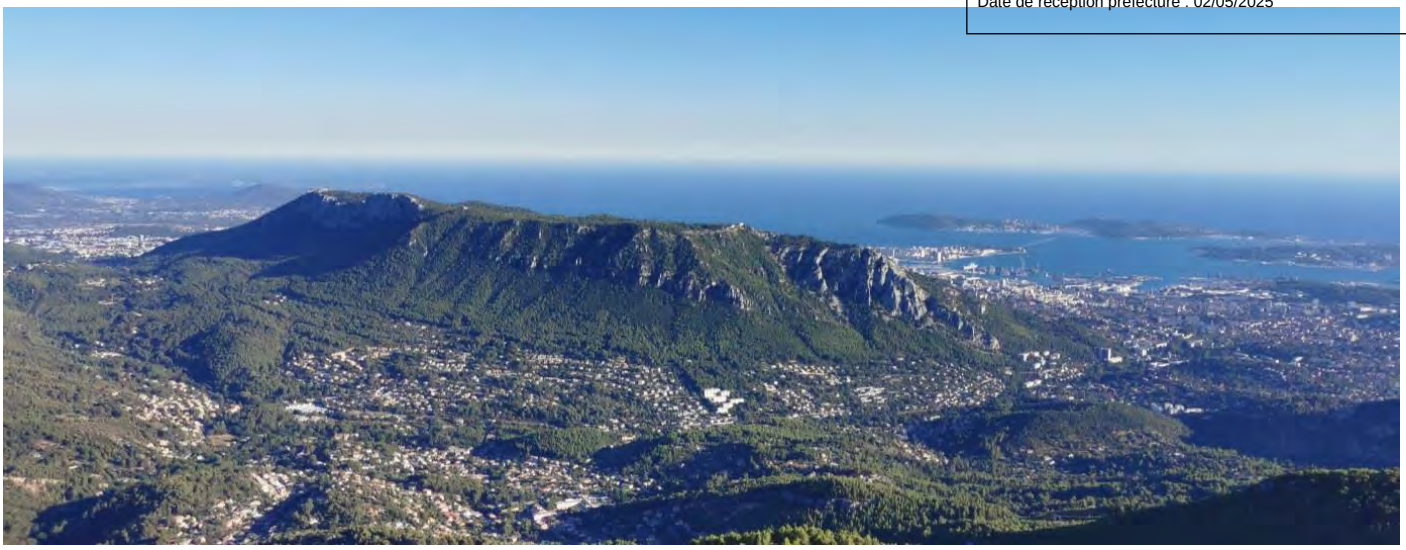


Figure 20 : Vue sur le Mont Faron et le littoral métropolitain depuis le Mont Caume (Source EVEN : Octobre 2020)

L'espace forestier, qui recouvre une bonne partie du plateau du Siou Blanc (forêt de Morières notamment), est essentiellement constitué de chênes verts et blancs, complétés par des bosquets d'Érables champêtres, et de l'Aliboufiers. Les conifères (Pin d'Alep) et forêts mixtes sont présents sur les pourtours Nord et Sud du plateau. La surface agricole utile (les labours et les cultures fourragères) est ponctuellement présente.

L'habitat est rare sur le plateau. En revanche, l'arrière-pays toulonnais est plus peuplé, notamment par la présence du Revest-les-Eaux et de ses petits hameaux. Le Revest-les-Eaux est le plus gros village de l'entité et constitue désormais une banlieue résidentielle de Toulon. Malgré la proximité de l'agglomération toulonnaise, le plateau n'est traversé par quasiment aucune voie de circulation. Elles se limitent à quelques départementales au Nord de l'entité et au Sud de l'entité (D46 et la D846). Les seules voies existantes centrales sont des chemins forestiers ou des circuits de randonnées (GR 51, GR 9, GR 99).

La publicité extérieure est quasi inexistante dans cette entité à l'exception du centre villageois du Revest-les-Eaux. Cette absence découle des caractéristiques topographiques et naturelles mais également du fait des flux de circulation qui sont peu importants. Les dispositifs les plus présents sont les enseignes notamment en façade des bâtiments.

Les principaux enjeux dans cette unité paysagère sont donc la préservation de l'affichage publicitaire tout en améliorant la qualité des enseignes se situant en agglomération.

6. *Les Maures*

Le massif est bordé au Nord et à l'Ouest par la dépression permienne. Au Sud, les derniers versants forment une corniche (orientale et occidentale) de part et d'autre de l'embouchure de la Môle et de la Giscle et de la presqu'île de Saint-Tropez.

La commune de la Métropole impactée par cette entité est Hyères-les-Palmiers.

Ce vaste ensemble de collines entrecoupées de vallons présente un relief accidenté et peu accessible. Le massif est orienté suivant un axe Sud-Ouest/Nord-Est (d'environ 60 km de long et 15 km de large), et incliné vers le Nord sur la vallée de l'Aille qui borde la dépression permienne. La bordure permienne correspond à un plateau faiblement ondulé, succession de glacis et terrasses. Le massif propose de nombreux points de vue, notamment sur les Alpes et Toulon.

Un grand réseau hydrographique irrigue tout le massif, et permet l'existence de secteurs frais et humides. Les cours d'eau présentent une alternance de courants torrentiels et de flux moins violents. Les deux principaux sont situés au fond des vallons structurants : la Môle et le Réal Collobrier. De nombreux ruisseaux sont temporaires ou semi-permanents, entraînant la formation d'oueds et l'installation d'une flore adaptée.

La partie Nord du massif est recouverte d'une forêt de chênes et de châtaigniers, alors que le flanc Sud est davantage composé de maquis dense propre aux terrains siliceux. Parmi les espèces arborées principales, on trouve le chêne liège, le châtaignier, le chêne vert qui se mêlent au pin sylvestre, pin maritime et pin parasol, chêne pubescent, et maquis de bruyères arborescentes, arbousiers, houx...

L'intérieur du massif ne compte que quelques hameaux et de rares villages, qui sont souvent en position perchée. D'une manière générale, le massif est peu pénétré. Les routes sont davantage forestières que routières. Quelques routes traversent le massif suivant les vallons. Le Sud du massif est bordé par la RN98, entre Hyères-les-Palmiers et Saint-Tropez. Le massif est parcouru par

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

les GR51, GR9 et GR90. Cet espace est donc bien préservé de l'affichage extérieur. Tout l'enjeu est de maintenir l'état naturel de cet espace tout en permettant des enseignes de qualité.

Figure 21 : Massif des Maures (ONF)

III. Un patrimoine bâti et naturel reconnu

1. *Les sites patrimoniaux remarquables*

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 3 sites patrimoniaux remarquables (SPR). Ils se situent à Toulon, Hyères-les-Palmiers et La Seyne-sur-Mer.

Les sites patrimoniaux remarquables sont **«** les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public » (Ministère de la Culture)**.**

Le SPR de Toulon compte 5 secteurs correspondant à différents temps de l'histoire de la ville.

- Le secteur Vieille ville contenu dans l'enceinte Vauban, ce secteur comprend tout d'abord le tissu de l'époque médiévale, puis la construction des fortifications Henri IV et enfin le périmètre de la place d'Armess.
- Le secteur Haute ville correspond au quartier au nord de la ville qui s'est développé après la destruction des remparts de Vauban.
- Le secteur Composé : ce secteur correspond à un tissu urbain hétérogène situé dans la zone interstitielle entre les tissus historiques et les faubourgs. Il inclut les vestiges des fortifications à préserver ainsi que les entrées de Ville.
- Le secteur Quai comprend les quais de la Sinse et Cronstadt, l'avenue de la République et l'ensemble bâti par Jean de Mailly.
- Le secteur Marine correspond à l'emprise de la Base navale, circonscrit par sa clôture nord, les remparts à l'ouest et les ports militaires et civils au sud et à l'est.

Le SPR de Hyères-les-Palmiers compte 5 secteurs s'appuyant sur la délimitation du périmètre de la ZPPAUP, d'une part, et la prise en compte des entités paysagères, archéologiques, urbaines et architecturales ayant une dimension patrimoniale, identifiées dans le diagnostic.

- Le secteur S1 : le centre historique correspond à la ville médiévale qui s'est constitué sous la protection du château édifié sur la colline du Castéou, et délimitée par les enceintes des XIII° et XIV° siècles.
- Le secteur S2 : la ville climatique regroupe les quartiers de l'extension de la ville en dehors de ses enceintes sur ses anciens « jardins », depuis le début du XIX° jusqu'au début du XX° siècle.
- Le secteur S3 : les quartiers en accompagnement sont un ensemble de quartiers d'urbanisation récente, situés aux abords immédiats des secteurs patrimoniaux du centre historique et de la ville climatique.
- Le secteur S4 : les quartiers périurbains

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Le secteur S5 : le village de Porquerolles un secteur limité au village créé au XIX° siècle dans l'île de Porquerolles.

Le SPR de La Seyne-sur-Mer compte 9 secteurs formant un ensemble, mais ayant leurs caractéristiques propres, leurs limites et leur identité.

1- La croupe de l'Eguilette est la porte d'accès au site remarquable, et en particulier à l'Anse de Balaguier, c'est un massif rocheux entre la Corniche du Bois Sacré et la Corniche Bonaparte. Ce secteur est composé de deux sous-secteurs littoraux et un sous-secteur côté terre.
2- L'anse de Balaguier est l'amphithéâtre accompagnant l'anse de Balaguier et compris entre Corniche Bonaparte et chemin du Manteau. Ce secteur est composé de deux sous-secteurs littoraux et un sous-secteur côté terre.
3- La pointe de Balaguier et du Manteau est une croupe boisée et coteaux compris entre la Corniche Michel Pacha au Sud, la voie des Collines, chemin du Manteau et chemin de Gauran au Nord, où les anciennes bastides rurales se sont transformées en villas. Ce secteur est composé de deux sous-secteurs.
4- Tamaris est constitué de coteaux au Nord-Est et d'une zone plate à l'Ouest, entre avenue de la Grande Maison et Corniche Michel Pacha. C'est le cœur de la station climatique de Tamaris, créée dès 1880, à partir des propriétés rurales rachetées par Michel Pacha, loties en parcelles de 1200 à 2000 m2, le long de la voirie nouvelle dessinée pour relier le centre-ville à la corniche remblayée et aménagée, en desservant tous les éléments urbains nécessaires à la vie de la station : hôtels (Hôtel « Villa Tamaris », «Grand Hôtel» et son annexe « villa les Palmiers »), villas du Domaine destinées à la location, Casino, Poste, Débarcadère, Bureau de Tabacs, Boulangerie, Laiterie, Chapelle, etc... Ce secteur est composé de deux sous-secteurs.
5- Crouton / Godinot correspond à la frange littorale qui a été remblayée et mise à niveau de la plaine alluviale, et les marais asséchés. Ce secteur est composé de trois sous-secteurs.
6- Les Sablettes correspond au village des Sablettes de Fernand Pouillon et son agglomération pour sa valeur d'accompagnement. Ce secteur est composé de deux sous-secteurs.
7- Le fort Napoléon et sa forêt correspond au sommet de la crête boisée du Cordon. Ce secteur est inconstructible et se limite à l'espace boisé existant et acquis par la puissance publique.
8- La Corniche est une entité constituant un secteur à part entière, compris entre la "façade" sur Corniche et la Mer, se développant sur deux kilomètres, avec successivement, du Nord au Sud la Corniche de Bois Sacré, la Corniche Bonaparte, la Corniche Michel Pacha, la Corniche Pompidou. Véritable trait d'union entre tous les secteurs constitutifs de l'AVAP, il joue un rôle clé dans la valorisation du paysage, dans son ensemble.
9- Le secteur maritime et côtier est une autre entrée sur la Ville et les quartiers Sud, Balaguier Tamaris-Les Sablettes.

2. *Le Parc National de Port-Cros*

Les Parcs Nationaux de France sont reconnus au niveau international comme des territoires d'exception, ils offrent une combinaison d'espaces terrestres et maritimes remarquables et un mode de gouvernance et de gestion qui leur permettent d'en préserver les richesses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a sur son territoire le site exceptionnel du Parc National de Port-Cros. Sa présence marque fortement la renommée du territoire au niveau national et même international. Le Parc National est divisé en 2 parties ; le cœur de parc, un espace hautement réglementé pour la protection de la nature, de la culture et des paysages et l'aire d'adhésion, un espace de projets pour le développement durable où les communes et les habitants du territoire s'engagent.

Le périmètre de cœur de parc se concentre sur l'île de Porquerolles et l'île de Port-Cros. L'aire d'adhésion concerne 3 communes de la Métropole : Hyères-les-Palmiers, La Garde et Le Pradet.

La Charte du Parc National vise dans l'objectif 4.1.7 à « déployer sur le territoire une signalétique performante pour l'économie touristique et valorisante pour l'image du territoire, en harmonisant et en améliorant la qualité des dispositifs de publicité, des enseignes et des pré-enseignes. Cela par « la mise en place d'une signalétique efficace, bien intégrée au paysage, et qui contribue pleinement à la promotion des activités locales, à l'amélioration de l'accueil ».

Dès lors qu'un RLP(i) est élaboré, les communes de l'aire d'adhésion peuvent réintroduire de la publicité « avec mesure et parcimonie dans l'objectif de préserver et de valoriser le caractère du parc national et d'améliorer le cadre de vie, de protéger les secteurs d'intérêt patrimonial, architectural ou paysager et de spécifier une homogénéisation des enseignes » comme indiqué dans la Charte du Parc.

3. *Les sites Natura 2000*

Le réseau européen Natura 2000 vise à favoriser le maintien de la biodiversité, en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, de façon à concilier protection de la biodiversité et fréquentation des sites. Il se compose de

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) en application de la directive « Habitats Faune et Flore » et de Zones de Protection Spéciale (ZPS) désignées au titre de la directive « Oiseaux »

Le territoire métropolitain est concerné par 9 sites Natura 2000 de protection et de conservation : exclusivement terrestres, mixtes et exclusivement marins.

- 3 sites sont exclusivement terrestres : Plaine et Massif des Maures (ZSC), Mont Caume, Mont Faron, Forêt domaniale des Morières (ZSC), Falaises du Mont Caume (ZPS).
- 4 sites sont mixtes : La Côte d'Hyères et son archipel : îles d'Hyères (ZPS), Rade d'Hyères (ZSC), Salins d'Hyères (ZPS), Cap Sicié-Six-Fours (ZSC)
- 2 sites sont marins : Embiez – Cap Sicié (ZSC), Lagune du Brusc (ZSC)

Les sites Natura 2000 de la Métropole, au-delà de leur aspect réglementaire de protection, ont un poids important dans l'identité naturelle et paysagère du territoire.

IV. Le contexte viaire

1. *Le réseau structurant de la Métropole*

L'accessibilité à la Métropole se fait à la fois par le littoral et le centre du territoire d'Ouest en Est, en desservant les villes côtières par des réseaux routiers et ferroviaires structurants. Cette configuration particulière, génère une forte vulnérabilité aux risques de dysfonctionnement du réseau routier.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est traversée par le réseau autoroutier, composé de l'A50, l'A57 et l'A570 qui traversent le territoire d'Ouest en Est, permettant de la relier à Marseille à l'Ouest et à Nice à l'Est.

Le réseau viaire structurant de la Métropole est composé majoritairement de voies départementales, à commencer par :

- La D559 qui relie Six-Fours-les-Plages jusque Toulon en passant par La Seyne-sur-Mer, puis qui longe le territoire jusqu'à Hyères-les-Palmiers en passant par Le Pradet et Carqueiranne ;
- La DN8 qui relie le Nord d'Ollioules à Toulon ;
- La D97 qui relie Toulon à La Valette-du-Var ainsi que la D46 en passant par Le Revest-les-Eaux.
- La D98 qui traverse La Crau pour relier La Garde et Hyères-les-Palmiers.

D'autres axes :

- D2016, D2816, D616, D63 à Six-Fours-les-Plages
- D16, D18 et D2216 à La Seyne-sur-Mer
- D2018 à Saint-Mandrier-sur-Mer
- D86 et D2086 au Pradet
- D442 à Carqueiranne
- D2020, D11, D26, D206 et D8 à Ollioules
- D2008, D46, D846, D92, D62, D42, D246 et D642 à Toulon
- D2242, D29, D67 à La Garde
- D2242, D58, D29, D554, D76, D86 et D276 à La Crau
- D12, D197, D276 et D42 à Hyères-les-Palmiers
- D446 à La Valette-du-Var

Au regard de l'importance de la voiture dans les modes de déplacement, de la découverte des paysages métropolitains depuis les axes structurants du territoire et de l'omniprésence des dispositifs d'affichage extérieur aux abords de ces voies, les axes routiers constituent l'un des espaces à enjeu majeur du RLPi.

2. *Une infrastructure aéroportuaire de proximité*

L'aéroport Toulon-Hyères est un aéroport international composé d'une base aéronautique navale et d'un aéroport civil. Il se situe à l'Est du territoire, sur la commune de Hyères-les-Palmiers. Avec un trafic annuel de 500 000 passagers, l'Aéroport International Toulon-Hyères est un aéroport de proximité. Le 20e aéroport de France (par sa fréquentation) poursuit sa stratégie de développement de nouvelles liaisons européennes régulières, tout en augmentant le confort de ses passagers par une gamme de services de qualité.

Il permet de rejoindre la ville de Brest, très souvent fréquentée par les marins, Nantes, Paris et d'autres destinations européennes telles que Bruxelles, Londres ou le Luxembourg.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Des infrastructures portuaires à rayonnement national*

Autorité portuaire sur son territoire, la Métropole TPM est, depuis le 1er janvier 2017, propriétaire et responsable de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des 8 ports : Le Brusc, Saint-Elme, le Lazaret, Toulon-La Seyne-Brégaillon, La Madrague de Giens, La Tour Fondue, Porquerolles et l'Aygade du Levant. La politique métropolitaine d'aménagement du territoire et de développement économique devra intégrer ces ports, qui sont autant de portes d'entrée sur son territoire et qui représentent un poids économique et touristique significatif tant pour son développement régional que pour son rayonnement national voire international.

Les quais toulonnais accueillent toutes les activités portuaires classiques, hormis les trafics de conteneurs et le vrac liquide. En 2019, les chiffres sont les suivants :

- 1er port de desserte vers La Corse avec 1,6 million de passagers transportés ;
- 2ème port à passagers de France derrière Calais, notamment grâce aux navettes trans-rade du Réseau Mistral, pour un total de 4,5 millions de passagers ;
- 85 escales de paquebots ;
- 60 000 camions et remorques pour l'Autoroute de la mer reliant Toulon à Pendik (Turquie) ;
- 262 escales de super yachts à quai et en chantiers en 2016 ;
- 181 448 nuitées / passages Plaisance grâce aux 4 000 anneaux de plaisance de la rade.

4. *Voies ferrées et gares*

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte actuellement huit gares ferroviaires situées sur 6 des 12 communes que compte la Métropole : Hyères-les-Palmiers, La Crau, La Seyne-sur-Mer et Ollioules compte une gare chacune tandis que La Garde (gare de La Garde et gare de La Pauline-Hyères) et Toulon (gare de Toulon et gare de Sainte Musse) en compte deux. La gare de Toulon est la principale gare ferroviaire de l'agglomération où 3,8 millions de personnes transitent chaque année.

Les lignes ferroviaires sur la côte permettent une liaison vers les agglomérations de :

- Nice, Cannes et Marseille à l'Ouest ;
- L'Italie à l'Est vers Vintimille mais aussi Coni au Sud-Est.

La Métropole est traversée par le réseau de Transport Express Régional (TER) azuréen, les Intervilles (TER à grand parcours), les Intercités et TGV.

La Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), qui a pour but de désaturer le réseau ferroviaire côtier entre Marseille, Toulon et la Côte d'Azur à horizon 2030 et 2035 viendra renforcer l'offre ferroviaire sur le territoire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

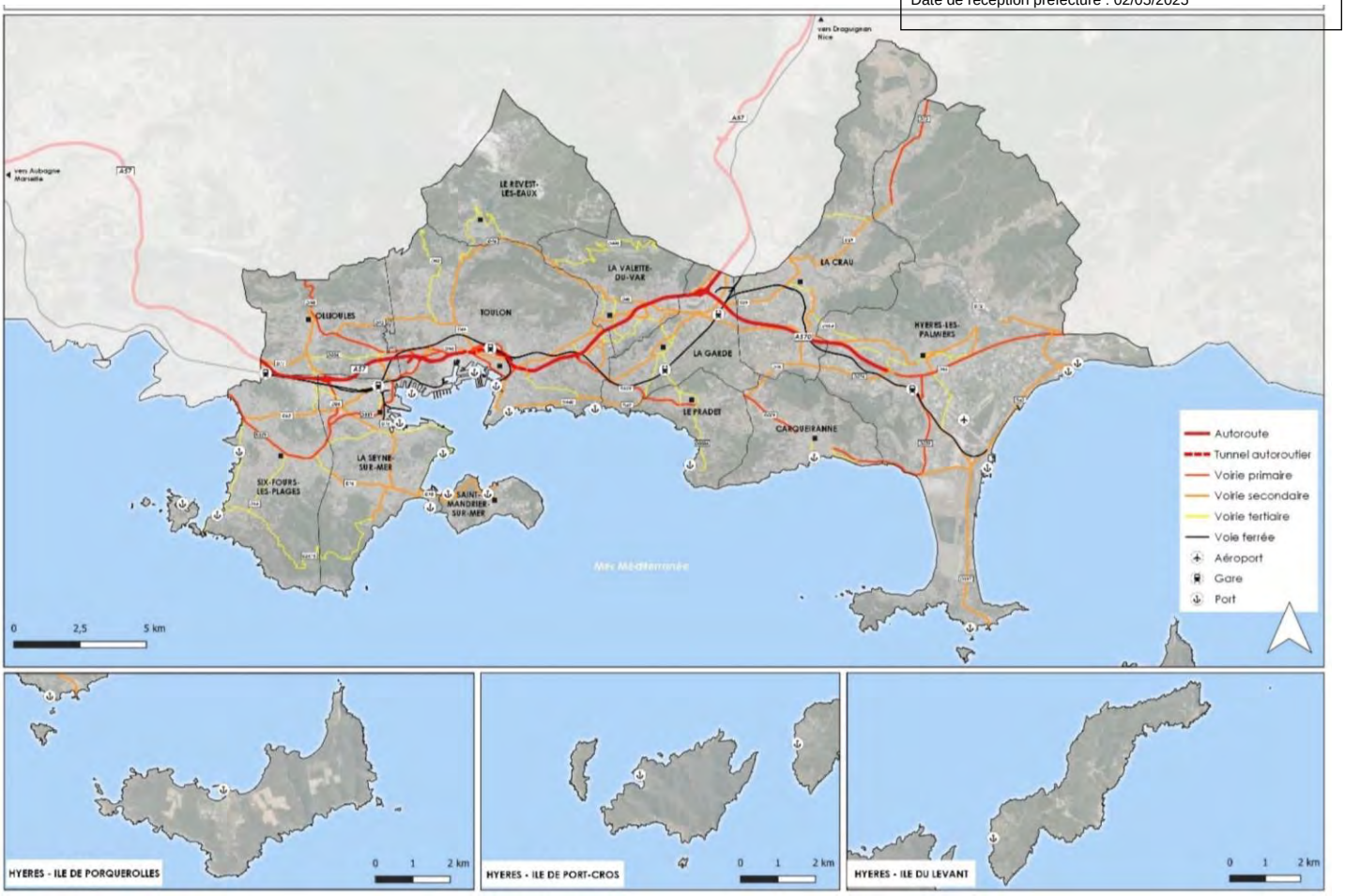


Figure 22: Réseau routier structurant de la Métropole TPM

5. *Desserte en transport en commun*

La desserte en transport en commun est assurée sur la Métropole par un ensemble de réseaux via le réseau Mistral qui regroupe les lignes de la Métropole depuis 2002. Au total ce sont 132 lignes de transport en commun qui maillent le territoire de la Métropole dont :

- 62 terrestres dont 10 Appel Bus
- 10 maritimes
- 1 aérienne (téléphérique vers le Mont Faron)
- 7 lignes prolongées en Nocturne jusqu'à 1h les jeudi, vendredi et samedi
- 1 service de Taxi-Bus de nuit
- 3 lignes Base Navale
- 47 services scolaires
- 1 service Transports pour les Personnes à Mobilité Réduite.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 23: Réseau des transports publics sur la Métropole // Source : www.reseaumistral.com

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V. Contexte économique

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dispose d'une importante concentration d'emplois. A titre de comparaison, à l'échelle du SCoT Provence Méditerranée, les communes du cœur métropolitain que sont Toulon, La Seyne-sur-Mer, Ollioules, Six-Fours-les-Plages, La Valette-du-Var, La Garde et Hyères concentrent 80% des emplois, pour 75% de la population. Le nombre d'emplois dans la zone est de 173 657, ce qui représente une augmentation par rapport à 2013 où il y en avait 165 906 (+ 4,68%). Le nombre d'actifs ayant un emploi dans la zone est lui de 163 746. Ainsi l'indicateur de concentration d'emploi[1] est de 106,1 ce qui est signe d'attractivité économique (lorsque supérieur à 100). Ce phénomène s'explique par l'attraction offerte par la Métropole TPM et ses nombreux atouts :

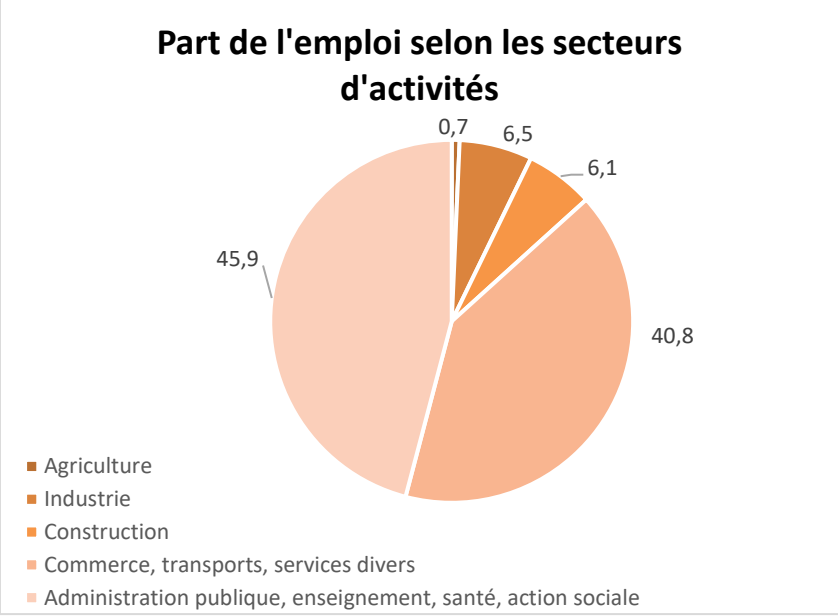
- de nombreuses infrastructures, évoquées dans la partie précédente, favorisent les interconnexions ;
- la présence de secteurs divers et fonctionnant en système : tertiaire métropolitain, commerces et services, industrie (notamment navale), artisanat, agriculture, etc. ;
- un bassin de vie important offrant des débouchés de consommation.

Spatialement, la zone est concernée par un axe économique majeur et continu qui s'étend de Six-Fours-les-Plages / Ollioules à l'ouest, jusqu'à la Farlède à l'est. Hyères-les-Palmiers, dispose d'un pôle économique important. Les communes de Carqueiranne, La Crau, Le Pradet et de Saint-Mandrier ont elles un rayonnement plus localisé du point de vue de l'aire de chalandise.

Depuis l'essor des polarités commerciales périphériques, celles-ci entrent en compétition avec les commerces de centres-villes. Actuellement, les centres-villes essayent de contrebalancer cette tendance par une politique de redynamisation et d'incitation des commerces à s'implanter dans les centres urbains.

En ce qui concerne la spécialisation économique, le territoire est fortement orienté dans le secteur tertiaire : il représente 150 223 des emplois sur 173 397 emplois, soit 86,7%. Cette proportion est caractéristique de l'économie actuelle tertiarisée, en particulier lorsqu'il s'agit d'une métropole. Cependant, du fait de la taille du territoire, la présence du secteur industriel reste importante avec 21 930 emplois. Le secteur primaire représente lui 1 244 emplois, ce qui est plus à la marge, du fait de la forte urbanisation du territoire ainsi que de la préservation des espaces naturels particuliers. Par ailleurs, avec 90% des surfaces commerciales du territoire du SCoT, la Métropole TPM constitue le moteur commercial de l'aire toulonnaise et une polarité de grands commerces dans le Var.

Secteurs d'activités	Nombre d'emplois
Agriculture	1 244
Industrie	11 275
Construction	10 655
Commerce, transports, services divers	70 690
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	79 533
Total	173 397



[1] *L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. Lorsqu'il est supérieur à 100, la zone est attractive car elle propose plus d'emploi qu'il n'y a d'actif sur le territoire.*

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-088-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. *Les centres-villes et pôles de proximité : espaces de forte mixité fonctionnelle*

Les centres-villes et autres polarités locales constituent des pôles commerciaux à part entière où sont regroupés de nombreuses fonctionnalités : commerces, services, activités administratives ou encore activités libérales. Si les 12 communes du territoire présentent des profils variés (pôles urbains, centralité villageoise), chacune dispose d'un centre-ville et parfois de centralités secondaires. Le centre-ville de Toulon présente en particulier de nombreuses activités en cœur de ville (commerces, services…), d'équipements métropolitains (sportifs et culturels), d'administrations (Préfecture, Tribunal de grande instance…), et de la présence de la Base Navale.

Au sein des centres-villes, les activités commerciales restent majoritaires. Cependant on retrouve également de nombreuses activités de services à la personne, des hôtels, des restaurants, des services aux entreprises, des activités non commerciales de type associatives…

Cette diversité d'activités, mêlée à la présence d'équipements, d'habitats, d'espaces publics font des centres-villes des espaces urbains particulièrement vivants et actifs, le tout concentré dans un périmètre généralement restreint et propice aux déambulations piétonnes.

Les besoins en matière d'enseignes se cumulent souvent avec des enjeux de préservation du patrimoine dans certains centres-villes, par leur proximité immédiate avec des monuments historiques ou bien étant réglementés par un Site Patrimonial Remarquable.

Illustrations du centre-ville de Toulon, pôle urbain, en Site Patrimonial Remarquable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Illustrations du centre-ville de Hyères, pôle urbain, en Site Patrimonial Remarquable

Illustrations d'une des centralités secondaires d'Hyères, le Port d'Hyères (les fractions)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Illustrations du centre-ville de La Seyne-sur-Mer, pôle urbain

Illustrations du Revest-les-Eaux, centralité villageoise

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *Les zones d'activités économiques*

Dans le département du Var, les espaces dédiés à l'accueil des activités économiques se concentrent essentiellement sur les grandes plaines littorales, en raison des contraintes topographiques du territoire et de la présence des populations. La plupart du foncier à vocation économique de la Métropole se concentre les longs des grands axes qui parcourent le territoire tels que l'A50, l'A57, l'A570 ou encore la N98.

Dans le cadre de sa compétence Développement Économique, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la gestion et l'entretien de 65 zones d'activités économiques (ZAE) et parcs d'activités économiques répartis sur l'ensemble du territoire. Les ZAE occupent plus de 1 105 hectares sur lesquels sont implantées près de 3 500 entreprises.

La Métropole enregistre plusieurs sites stratégiques, localisés principalement selon trois grandes polarités situées à Toulon, ainsi qu'à l'est et à l'ouest de la Métropole. Ces trois espaces concentrent la majeure partie des zones d'activités de l'aire toulonnaise, et disposent de spécialisations diverses (artisanat, commerce, industrie, tertiaire), bien que majoritairement mixtes.

2.1. Les zones d'activités à rayonnement régional

NB : les données sur le nombre d'emplois et d'établissements au sein des zones d'activités sont issues du site www.sud-foncier-eco.fr

2.1.1. Le pôle Ouest

Le pôle Ouest est composé de plusieurs sites répartis entre les communes de La Seyne-sur-Mer, de Six-Fours-les-Plages et d'Ollioules. La zone d'activités, plutôt tertiaires et industrielles, a des spécialisations, et capte principalement les salariés y travaillant.

La spécificité du lieu réside dans la présence d'un pôle dédié aux activités maritimes, nommé le Technopôle de la Mer. Celui-ci est divisé en deux parties :

- Une partie à Ollioules (base terrestre) qui dispose d'un espace d'activités économiques dédié aux activités liées à la mer, en lien avec Naval Group ;
- Une partie à la Seyne-sur-Mer (base marine), aussi appelée zone industrielle de Brégaillon, qui accueille la base maritime ainsi que plusieurs équipements scientifiques.

Figure 24 : Technopôle de la mer base marine - La Seyne-sur-Mer

Deux zones économiques disposent d'activités liées à l'artisanat ou à l'industrie :

- La zone d'activités des Playes, qui englobe celle de La Millonne. On y trouve aussi des activités de tertiaire, installées plus récemment
- La zone d'activités du Camp Laurent est relativement ancienne. Elle est située à la Seyne-sur-Mer, de part et d'autre de l'A50. Elle offre un potentiel de renouvellement urbain.

A ces deux zones viendra s'ajouter la future zone d'activités de Prébois sur la commune de Six-Fours-Les-Plages.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 25 : ZA Saint-Laurent - La Seyne-sur-Mer

L'espace commercial de l'Ouest de la Métropole est également composé du pôle Lery à La Seyne-sur-Mer.

Au regard de leur rayonnement régional, ces zones présentent des enjeux forts en matière d'affichage extérieur.

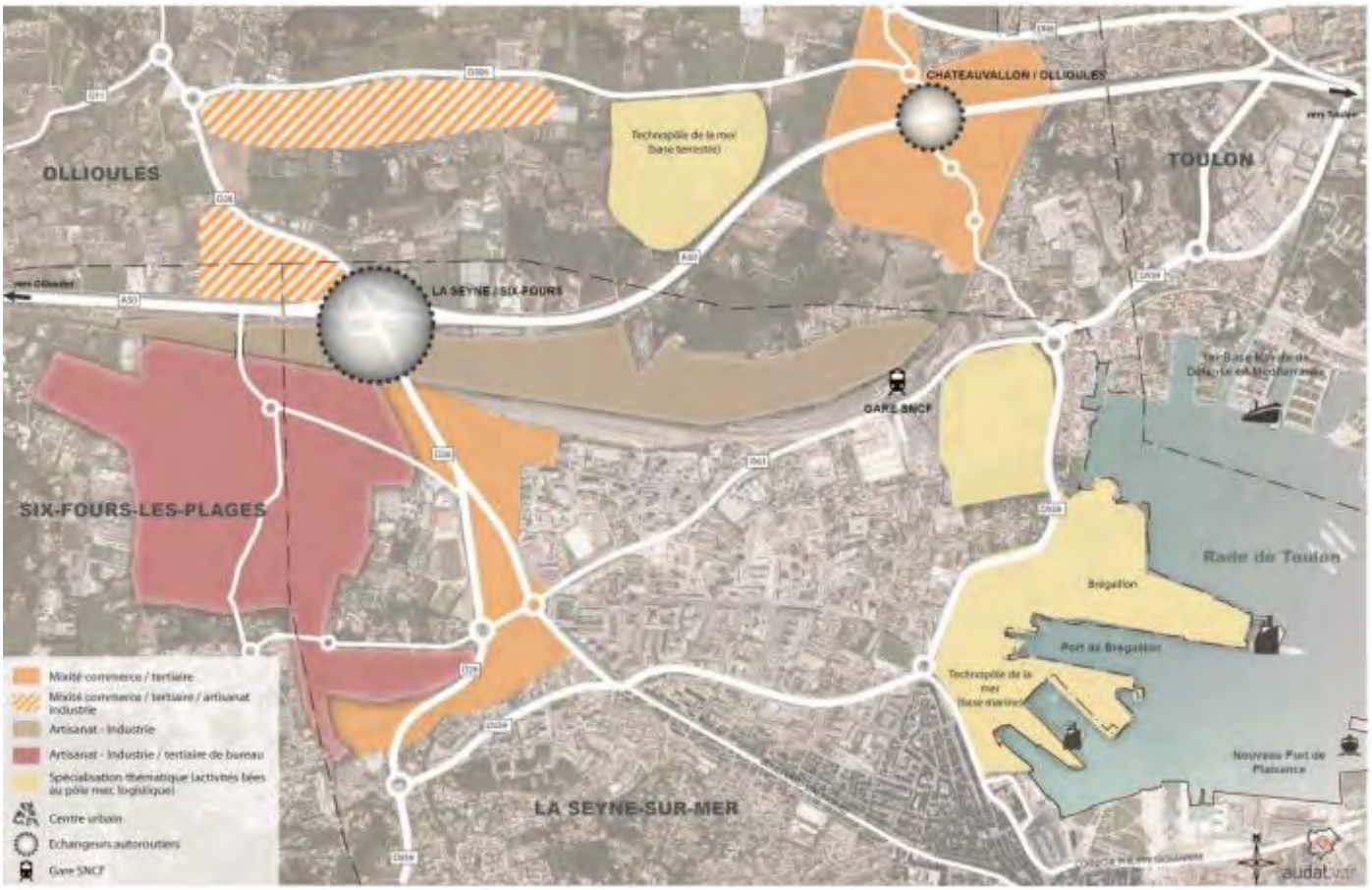


Figure 26 : Le pôle d'activités Ouest de l'aire toulonnaise en 2015 (source SCoT Provence Méditerranée)

2.1.2. Le pôle Est

Ce pôle est situé au Sud et à l'Est de l'A57, entre La Valette-du-Var et La Garde, il longe l'infrastructure autoroutière jusqu'à La Farlède.

Cet espace dispose d'entreprises dans des secteurs différents (tertiaire, artisanat et industrie). Il représente toutefois la principale polarité commerciale du territoire, concentrant près de 200 000 m² de surfaces de vente de grands commerces (+300 m²). Aussi, de nombreuses activités tertiaires y sont présentes (Valgora, le CNFPT, Université de Toulon), confortant encore la polarité en matière d'attractivité.

Les parties Sud-Ouest et centre sont principalement dédiées au secteur tertiaire (notamment commercial), bien que des activités artisanales prennent place. Cet ensemble concentre plusieurs zones d'activités que sont : Bale Nuée ; Les Fourches ; Valgora ; Les Plantades ; La Planquette ; 4 chemins ; La Pauline. Cet espace est toujours en cours de développement : en 2016, 30 000 m² de surfaces de vente supplémentaires sont proposés depuis l'ouverture du retail park « Avenue 83 », compris dans une opération plus vaste de renouvellement urbain (habitat et bureaux). Comme souligné dans le rapport de présentation du SCoT approuvé en septembre 2019, cette polarité fait l'objet de pressions commerciales comme le montre l'installation récente d'activités vers la D67 et au Sud de l'A570 (Decathlon, Tousalon…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 27 : Parc d'activité Toulon-Est – La Garde

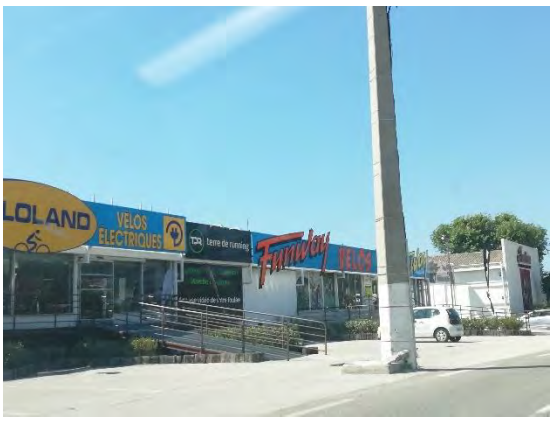


Figure 28 : ZA Les Plantades – La Garde

Figure 29 : ZA Valgora - La Valette du Var

La seconde partie de la zone est située à l'Est de l'A57 et se poursuit fonctionnellement jusqu'à La Farlède. C'est un espace qui a été bâti majoritairement durant les années 1970. De ce fait, les locaux ne sont parfois pas adaptés à la demande du marché actuel. Elle est composée principalement d'activités artisanales et industrielles, avec des établissements non compatibles avec l'habitat (transports de marchandises, nuisances sonores…). Les activités de logistiques y sont en effet importantes.

Figure 30 : Parc d'activité Toulon Est - La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

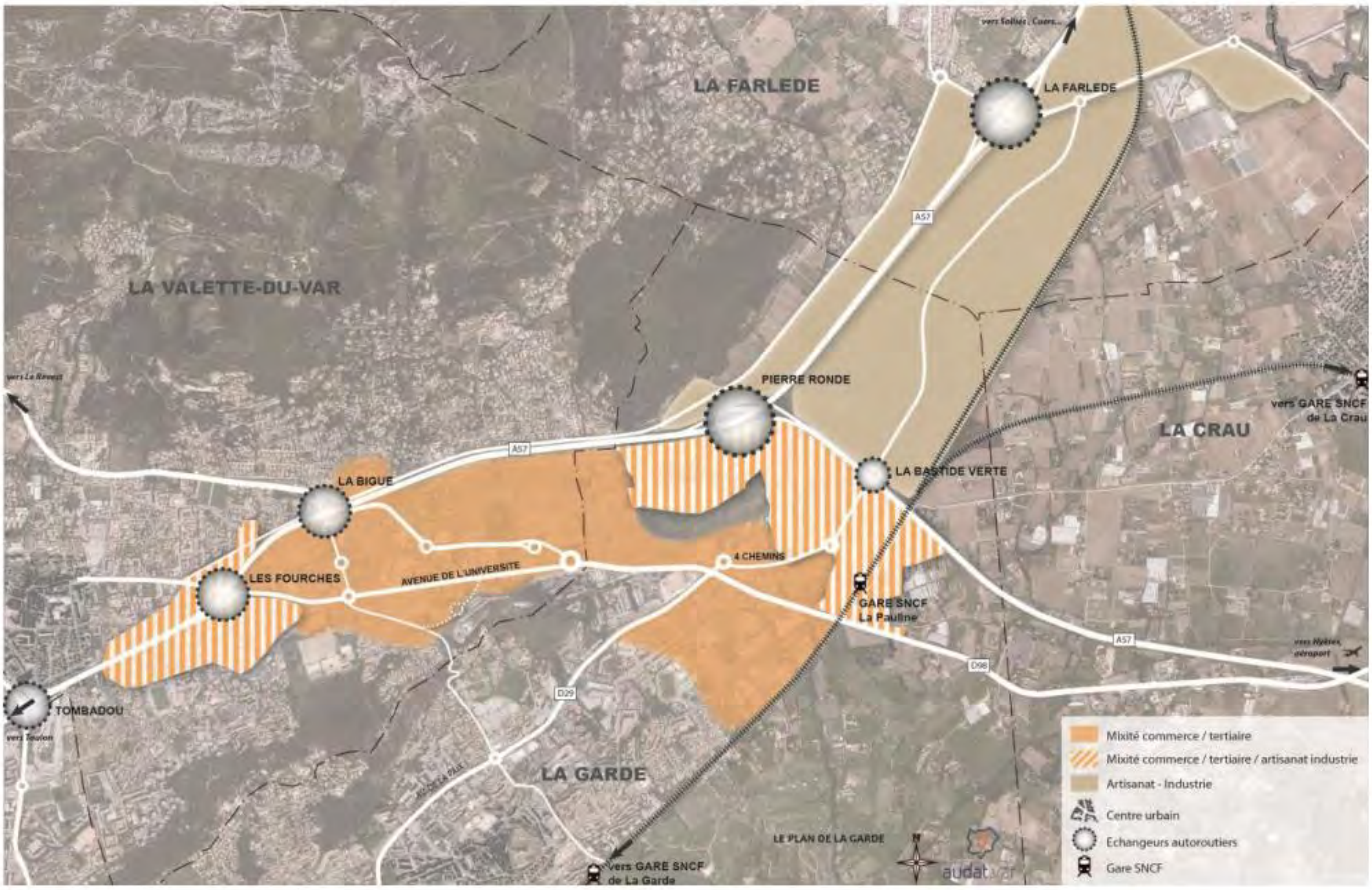


Figure 31 : Le pôle d'activités Est de l'aire toulonnaise en 2015 (source SCoT Provence Méditerranée)

2.2. Les zones d'activités économiques à rayonnement local

Enfin, d'autres zones d'activités plus petites sont réparties à l'échelle du territoire. Ici seules les zones d'activités de plus de 100 employés sont présentées. Elles constituent des pôles locaux d'attractivités et d'emplois. Certaines zones sont spécialisées dans un secteur spécifique, mais la majeure partie sont mixtes avec un secteur dominant.

- A Toulon :
  - La zone d'activités Malbousquet, située au Nord de la base navale de Toulon, à dominante industrielle ;
  - La zone d'activités Sainte Claire Deville ;
- A Saint Mandrier :
  - Le Parc d'Activités Marines qui accueille exclusivement les activités industrielles, artisanales et de services des filières de la Grande Plaisance, Navale et Activités annexes ;
- A Carqueiranne :
  - La zone d'activités des Castors
- A La Garde :
  - La zone d'activités du Pouverel, comprise entre la voie ferrée, la RD 559 et la RD 2242 à dominante industrielle ;
- Au Pradet :
  - Les zones d'activités du Forum et de La Bayette, à dominante de commerce de détails ;
- A La Crau :
  - La zone d'activités de Gavary au Nord de l'A570, à dominante de services aux particuliers ;
  - La zone d'activités de l'Estagnol au Sud de l'A570, à dominante de services aux particuliers ;
- A Hyères se situent :
  - La zone d'activités Saint-Gervais située entre l'A570 et la RD 246, à dominante commerce de gros ;
  - Au Sud de l'A570
    - la zone commerciale du Roubaud, à dominante de commerce de détail ;
    - la zone d'activités de Saint-Martin, à dominante de services aux particuliers ;
  - La zone d'activités Espace 3000, à dominante de commerce de détail ;

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

  - La zone d'activités Le Palyvestre située au Nord de l'aéroport de Toulon-Hyères, à proximité immédiate de l'infrastructure à dominante de services aux particuliers.
- A Ollioules :
  - Au nord de l'A50 :
    - La zone d'activités Jean Mermoz, à dominante de commerce de détail ;
    - La zone d'activités Piedardant, à dominante de service aux particuliers ;
    - Le Technopole de la Mer à dominante industrielle ;
    - La zone d'activités Quiez, à dominante de commerce de détail ;
    - La zone d'activités du Parc Athena à dominante de commerce de détail ;
  - Au sud de l'A50 :
    - La zone d'activités du Carrefour à dominante de commerce de détail.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Tourisme*

Le tourisme est une source économique majeure de la Métropole TPM, avec un rayonnement et une attractivité à l'international. L'hébergement touristique y est particulièrement important. En 2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 79 hôtels de tourisme ou apparentés, 48 campings, 19 résidences de tourisme, 13 villages vacances et 4 auberges de jeunesse/centre sportif. La Métropole TPM dénombre 32 129 résidences secondaires en 2019, soit 12,3% du nombre total des logements.

3.1. Un secteur touristique important lié à la présence de la mer

Le tourisme au sein de la Métropole est fortement lié à la présence de la mer. Le territoire dispose d'un littoral étendu, de nombreuses plages, et d'un ensoleillement important. L'archipel des îles d'Hyères constitue un site touristique majeur du territoire. Le tourisme balnéaire revêt de multiples formes (sports nautiques, plongée sous-marine, sentier du littoral, croisières, etc.). Le sentier du littoral permet de découvrir une mixité de paysages d'intérêt patrimonial (tels que les forts, les ports, les criques et les plages, le patrimoine militaire…). Les Ports de Toulon – La Seyne – Brégaillon sont adaptés à l'accueil des bateaux de croisière, qui côtoient les ferries, à destination de la Corse, de la Sardaigne et des Baléares. Des projets visent à augmenter la capacité d'accueil pour la croisière. On trouve aussi d'autres aménités qui attirent les touristes, comme le chainon calcaire des Monts Toulonnais (Mont Faron, Mont Coudon, Gros cerveau).

3.2. Un tourisme culturel riche et diversifié

La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte plusieurs dizaines de musées comprenant :

- A Toulon : le Musée National de la Marine, le Muséum d'Histoire Naturelle, le Musée des Arts Asiatiques, le Musée d'histoire de Toulon et de sa région, la Tour Beaumont – Mémorial du Débarquement, l'Hôtel des Arts, la Maison de la Photographie, etc.
- La Garde : le Musée de Jean Aicard.
- Le Pradet : le Musée de la Mine de Cap Garonne.
- Ollioules : la Maison du Patrimoine, le Musée de la Fleur, le Musée de l'Ecole Publique.
- Six-Fours-les-Plages : le Musée des vins et spiritueux, l'Institut Océanographique Paul Ricard.
- La Valette-du-Var : l'Espace d'art Le Maulin.
- Le Revest-les-Eaux : le Musée d'art sacré.
- La Seyne-sur-Mer : le Musée Balaguier, la Villa Tamaris, le Musée Naval du Fort de Balaguier.
- Hyères-les-Palmiers : le Musée municipal, le Musée des cultures et du paysage, le Musée de la Reine Victoria, la Villa Carmignac,

Au-delà de son intérêt patrimonial, la Villa Noailles à Hyères-les-Palmiers, protégée au titre des monuments historiques est aussi un centre d'art d'intérêt national. Celle-ci programme des expositions, des festivals et des ateliers toute l'année.

L'offre culturelle est complétée par la scène nationale de Châteauvallon-Liberté regroupant deux théâtres : Châteauvallon à Ollioules et le théâtre Liberté à Toulon.

De manière générale, le tourisme a des retombées économiques importantes pour le territoire. Il est cependant aussi source de nuisances et de pression, notamment du fait de l'afflux majeur de touristes durant la saison estivale.

Les nombreuses activités touristiques, culturelles, sportives, etc… nécessitent des supports de communication adaptés aux caractéristiques des sites accueillant les manifestations et adaptés aux sensibilités paysagères des lieux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 2 : Contexte règlementaire : rappel des règles nationales applicables aux dispositifs publicitaires, de pré-enseignes et d'enseignes

I. Champ d'application du droit de la publicité extérieure

Le droit de la publicité extérieure a pour objectif de réglementer la publicité, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie. L'article L.581-2 du Code de l'environnement détermine le champ d'application géographique de la réglementation.

De longue date, il a été considéré que ces différents dispositifs, qui constituent le champ d'application matériel de la réglementation, pouvaient constituer une nuisance visuelle s'ils n'étaient pas soumis à des règles particulières d'implantation et de format permettant leur meilleure intégration dans l'espace public.

Toutefois, leur impact ne peut être contenu que s'ils sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique (art. L.581-2 du Code de l'environnement).

La voie ouverte à la circulation publique est entendue comme étant la voie publique ou privée qui peut être librement empruntée, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif (Art. R.581-1 du Code de l'environnement). Sont ainsi visés : les routes, autoroutes et routes à grande circulation, mais également les voies navigables, les chemins de grande randonnée, les pistes de ski et les télésièges ainsi que les voies ferrées, les quais à ciel ouvert des gares ferroviaires ou les parkings.

Les publicités, enseignes et pré-enseignes, qu'elles soient implantées sur une dépendance du domaine public ou sur une parcelle privée, dès lors qu'elles sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique, doivent respecter les dispositions législatives et réglementaires du Code de l'environnement et, le cas échéant, le RLPi.

Le droit de la publicité extérieure se caractérise par une réglementation nationale issue du décret du 30 janvier 2012 – communément appelée règlement national de la publicité (RNP) - applicable à l'ensemble du territoire national (métropolitain et ultra-marin). Afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques de protection du cadre de vie des territoires, un règlement local de publicité intercommunal (RLPi) ou un règlement local de publicité (RLP) peut être institué par certains EPCI ou, à défaut, les communes. Il comportera des règles plus restrictives que celles du RNP. Lorsque les dispositions spécifiques du RLPi ne portent que sur certains aspects de la règlementation et que, pour le reste de la règlementation, le RLPi ne prévoit pas de prescriptions particulières, alors ce sont les règles du RNP qui s'appliquent : dans ce cas, le RNP vaut RLP.

Le RNP constitue donc un standard qu'il est important de connaître puisque c'est en fonction de celui-ci que les dispositions du RLPi devront être adoptées.

1. *Notions de références*

Le champ d'application de la réglementation suppose d'identifier les dispositifs visés par la réglementation et les lieux où les règles du RNP s'appliquent.

1.1. Code de la route

La poursuite de préoccupations étrangères à la protection de l'environnement est a priori interdite dans le cadre de la réglementation de la publicité extérieure. Mais il existe des liens avec le Code de la route notamment lorsque l'installation de certains dispositifs – publicité lumineuse*, bâches* publicitaires – peut avoir des incidences sur la sécurité routière (Art.R. 581-15, Art. R. 581-19 et Art. R. 581-20). De la même manière, les tribunaux ne s'opposent pas aux dispositions contenues dans les règlements locaux de publicité (RLP) qui, tout en poursuivant des motifs paysagers, ont pour effet d'assurer la sécurité des usagers des voies notamment lorsqu'ils interdisent la publicité aux abords des ronds-points.

Par ailleurs, le Code de la route comporte des dispositions spécifiques à la publicité pour des motifs de sécurité de la circulation routière (Art. R. 418-1 et s. du code de la route).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.2. La Convention Européenne du Paysage

« Le paysage constitue un élément essentiel du bien-être individuel et social, et sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun ».

La loi pour la Reconquête de la Biodiversité, de la Nature et des Paysages (RBNP) du 8 août 2016 désigne le paysage comme « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels ou humains et de leurs interrelations dynamiques ». Le paysage bouge, il faut l'accompagner, il évolue et doit aller vers du mieux au niveau du cadre de vie. Il ne faut pas « muséifier » le paysage ; se méfier du terme « préserver » qui veut dire ne pas bouger.

1.3. Règles de compatibilité s'imposant aux RLP (art. L. 581-14 du Code de l'environnement)

Le RLP doit être notamment compatible avec :

- Les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable de la charte d'un Parc National qui s'appliquent à l'aire d'adhésion (cas en l'espèce, le Parc National de Port-Cros) ;

1.4. Le pouvoir de police

Depuis la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « climat et résilience », le pouvoir de police de la publicité a été décentralisé du Préfet au Maire. À compter du 1er janvier 2024, la compétence en matière de police appartient au maire agissant au nom de la commune, avec dans certains cas un transfert au président de l'EPCI. Le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité du maire au président de l'EPCI a fiscalité propre concerne les EPCI compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU) ou de RLP, quelle que soit la taille de la commune. Les maires disposent toutefois de la possibilité de s'opposer à ce transfert dans des conditions exposées au III de l'article L. 5211-9-2 du CGCT et au III de l'article 17 de la loi Climat et Résilience.

L'autorité, investie du pouvoir de police, délivre les autorisations requises avec le cas échéant accord ou avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF), du préfet de région ou du service de l'aviation civile.

Les douze communes ont signifié leur souhait de conserver la pouvoir de police. Ainsi, le Président de TPM a acté le non-transfert du pouvoir de police à la Métropole et le maintien de ce pouvoir aux maires des communes par arrêté n° AP 24/185 en date du 18 juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Les récentes évolutions règlementaires

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite Grenelle 2), a apporté une profonde réforme de la règlementation en matière de publicité extérieure. L'article L.581-14-3 du Code de l'environnement prévoyait que les Règlements Locaux de Publicité (RLP) en vigueur à la date de publication de la loi ENE restaient valables jusqu'à leur révision ou modification et pour une durée maximale de dix ans à compter de cette date. Ces RLP sont dits de première génération.

La loi n°2019-1461 du 27 Décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique prévoyait le report au 14 juillet 2022 de la caducité des RLP communaux première génération, initialement prévue au 13 Juillet 2020, sous réserve de l'engagement des RLP à l'échelle intercommunale.

Dans ce contexte, le RLPi de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a été prescrit le 15 décembre 2020.

Parmi les 12 communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée :

- 3 communes ne disposaient pas d'un RLP: Carqueiranne, Le Revest-les-Eaux et Saint-Mandrier.
- 9 communes disposaient déjà d'un RLP : Hyères-les-palmiers, La Crau, La Seyne-sur-Mer, La Garde, Ollioules, Le Pradet, Toulon, Six-Fours-les-Plages, La Valette-du-Var. Toutefois **6 d'entre eux étant antérieurs à la loi ENE et n'intégrant pas les nouvelles législations successives avant l'approbation de ce RLPi, ont été frappés de caducité le 13 juillet 2022**.

Communes de TPM ne disposant pas de RLP		
Communes		
Carqueiranne	Absence de RLP	
Le Revest-les-Eaux		
Saint-Mandrier		
Communes de TPM disposant d'un RLP		
Communes	Date d'approbation du document	
La Crau	23 juin 2006	RLP caducs au 13 juillet 2022 en l'absence d'élaboration du RLPi
Hyères	22 juillet 2008	
Ollioules	6 octobre 1992	
La Seyne-sur-Mer	9 novembre 2009	
Toulon	23 juin 2008	
La Valette-du-Var	8 avril 1992	
Le Pradet	18 décembre 2017	RLP Grenelle
Six-Fours-les-Plages	18 décembre 2018	
La Garde	24 mars 2022	

Depuis cette date, la règlementation nationale s'applique et se substitue aux dispositions des anciens règlements locaux de publicité devenus caducs. La compétence en matière de publicité, d'enseigne et de pré-enseigne a ainsi été transférée au préfet à cette date.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Plus récemment, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « climat et résilience », a prévu de décentraliser le pouvoir de police de la publicité. Comme énoncé précédemment, les maires conservent le pouvoir de police de la publicité, depuis que le Président de la Métropole a acté le non-transfert de la compétence.

Cette loi permet également au règlement local de publicité de prévoir des prescriptions concernant les publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique.

Le décret n° 2022-1294 du 5 octobre 2022 portant modification de certaines dispositions du Code de l'environnement relatives aux règles d'extinction des publicités lumineuses et aux enseignes lumineuses a harmonisé les règles d'extinction nocturne des publicités lumineuses et a limité les exceptions à cette obligation d'extinction.

Les publicités lumineuses doivent désormais être éteintes sur tout le territoire entre 1 heure et 6 heures du matin (à l'exception de celles installées sur l'emprise des aéroports et de celles supportées par le mobilier urbain* affecté aux services de transport durant les heures de fonctionnement de ces services et à condition, pour les publicités numériques, que leurs images soient fixes), alors qu'auparavant les grandes unités urbaines de plus de 800 000 habitants devaient élaborer un RLP si elles souhaitaient poser des règles d'extinction et que toutes les catégories de mobilier urbain bénéficiaient de cette exemption.

Les communes et EPCI conservent toutefois la possibilité de fixer des règles d'extinction plus strictes via leur RLPi.

Ce décret a également renforcé les sanctions applicables en cas de non-respect de l'obligation d'extinction nocturne des publicités lumineuses. Cette infraction est désormais punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe (Art. R. 581-87-1 du Code de l'environnement), alors qu'auparavant le Code de l'environnement prévoyait une contravention de 4e classe.

Le décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023 modifie certaines dispositions du Code de l'environnement relatives à la surface des publicités, des enseignes et des pré-enseignes. Les dispositions prévues par ce texte pour les publicités s'appliquent également aux pré-enseignes, conformément au premier alinéa de l'article L.581-19 du Code de l'environnement selon lequel les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité. Le décret réduit à 10,50 m² la surface unitaire maximale des publicités et enseignes lorsque celle-ci était précédemment fixée à 12 m², qu'il s'agisse soit de publicités murales, soit de publicités ou d'enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol. Il modifie également la surface unitaire maximale de la publicité non lumineuse murale dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Le décret n° 2023-1409 du 29 décembre 2023 portant modification de diverses dispositions du Code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux pré-enseignes et aux paysages a étendu l'exception à l'obligation d'extinction aux publicités lumineuses installées sur l'emprise des marchés d'intérêt national.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III.Les différents dispositifs visés par la réglementation

1. *Trois dispositifs concernés*

1.1. L'enseigne (article L581-3 du CE)

Constitue une enseigne « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ».

Il s'agit d'un dispositif installé sur la façade commerciale ou l'unité foncière du lieu d'activité concerné par l'inscription, la forme ou l'image.

Comme les publicités, les dispositions applicables aux enseignes dépendent de leur mode d'implantation :

- Enseignes murales installées à plat ou perpendiculaires ;
- Enseignes en toiture ;
- Enseignes scellées au sol ou implantées directement sur le sol.
- Les chevalets au sol, lorsque ceux-ci sont placés sur l'emprise d'un espace faisant l'objet d'une autorisation d'occupation du domaine public (terrasse de restaurant,…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.2. La publicité (article L581-3 du CE)

Constitue une publicité « toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exception des enseignes et pré-enseignes ».

Les dispositifs réglementés par le Règlement National de Publicité peuvent être classés suivant :

- Leurs conditions d'implantation (publicité scellée au sol, apposée sur un support existant, sur bâches, publicité apposée sur du mobilier urbain) ;
- Leurs tailles ;
- Leurs caractères lumineux ou non.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.3. La pré-enseigne (article L581-3 du CE)

Constitue une pré-enseigne « toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble ou s'exerce l'activité déterminée ».

Bien que très proche de la définition de l'enseigne, la pré-enseigne s'en distingue toutefois par son lieu d'implantation. L'enseigne est implantée sur l'immeuble où s'exerce l'activité signalée alors que la pré-enseigne est implantée sur une unité foncière matériellement différente de celle où s'exerce l'activité signalée.

Conformément à l'article L.581-19, les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Pour information, ces dispositifs sont soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation :

Sont soumis à DECLARATION PREALABLE	Sont soumis à AUTORISATION PREALABLE
Toute installation, remplacement ou modification : - **d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité :** dispositif mural, scellé au sol ou installé au sol, sur mobilier urbain et dispositif de petit format sur baie. - **de préenseignes** dont les dimensions excèdent 1m en hauteur et 1,5m en largeur. - **de bâches comportant de la publicité**, dont l'emplacement a été préalablement autorisé. • Pour les dispositifs non lumineux ou éclairés par projection ou transparence, implantés sur domaine privé ou public.	Toute installation, remplacement ou modification : - **d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité** éclairée autrement que par projection ou transparence (dont numérique). - **d'un mobilier urbain** supportant de la publicité lumineuse. - d'un emplacement de **bâche** comportant de la publicité. - d'un **dispositif de dimension exceptionnelle.** - d'une **enseigne** (dont enseigne à faisceau laser). - d'une **enseigne temporaire** installée sur un immeuble ou dans un lieu mentionné au L. 581-4 du CE. - d'une **enseigne temporaire** scellées au sol ou installées sur le sol dans un lieu mentionné au L. 581-8 du CE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *Les supports spécifiques*

2.1. Le mobilier urbain

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction, supporter de la publicité.

Mobilier urbain pouvant supporter de la publicité : les abris destinés au public, les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifiés sur le domaine public, les colonnes porte-affiches, les mâts porte-affiches, le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques.

Art. L581-45 CE : Les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles.

Art. L581-46 CE : Les mâts porte-affiches sont utilisables exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.

Les différents types de mobilier urbain pouvant accueillir de la publicité : l'abribus (portant la mention PUB), le kiosque à journaux (au fond), la colonne porte-affiche (à gauche du kiosque), le mât porte-affiche (portant la mention culture) et deux mobiliers recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local (portant la mention info) : un de 2 m² (communément appelé sucette) et un de 8 m².

2.2. Les bâches

Art. L581-53 CE

Les bâches comprennent :

- Les bâches de chantier, qui sont des bâches comportant de la publicité, installées sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux ;
- Les bâches publicitaires, qui sont des bâches comportant de la publicité autre que les bâches de chantier.

2.3. Les enseignes et pré-enseignes temporaires

Sont considérées comme enseignes ou pré-enseignes temporaires :

- Les enseignes ou pré-enseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- Les enseignes ou pré-enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

IV. Champ d'application géographique (unité urbaine) et démographique

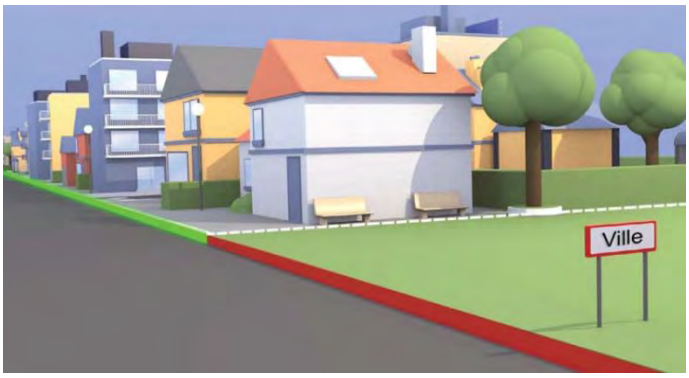
1. *La nécessité de définir les limites d'agglomération(s)*

Par principe, la publicité est interdite hors agglomération (Art. L.581-7 du Code de l'environnement). La délimitation de l'agglomération s'avère donc déterminante.

Sa définition résulte de l'article R.110-2 du Code de la route selon lequel il s'agit d'un « espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ». Ces panneaux font l'objet d'une implantation conformément à un arrêté municipal (Art. R.411-2 du Code de la route).

Les panneaux d'entrée et de sortie sont quelquefois mal implantés : soit ils sont trop en amont (ou en aval) des zones bâties, soit la zone bâtie s'est progressivement étendue sans que les panneaux n'aient été déplacés voire qu'ils n'existent pas.

Ici, l'espace bâti s'étend avant le panneau d'entrée d'agglomération. Pour autant, les règles relatives aux dispositifs publicitaires situés en agglomération s'appliquent sur l'ensemble de l'espace bâti. Ils sont admis sur l'ensemble de cet espace (trait vert).



Bien qu'une partie de l'espace non bâti se situe après le panneau d'entrée d'agglomération, les règles relatives aux dispositifs publicitaires situés hors agglomération s'appliquent sur l'ensemble de l'espace non bâti. Donc ils sont interdits sur l'ensemble de cet espace (trait rouge).

Dans le règlement local de publicité, la réalité physique de l'agglomération prime sur la réalité formelle (localisation des panneaux d'entrée de ville). Elle correspond aux espaces bâtis, caractérisés par :

- Un espacement entre bâtiments de moins de 50 mètres ;
- Des bâtiments proches de la route ;
- Une longueur d'au moins 400 mètres ;
- Une fréquentation significative d'accès riverains ;
- Des aménagements qui marquent le passage d'une zone non habitée vers une zone habitée.

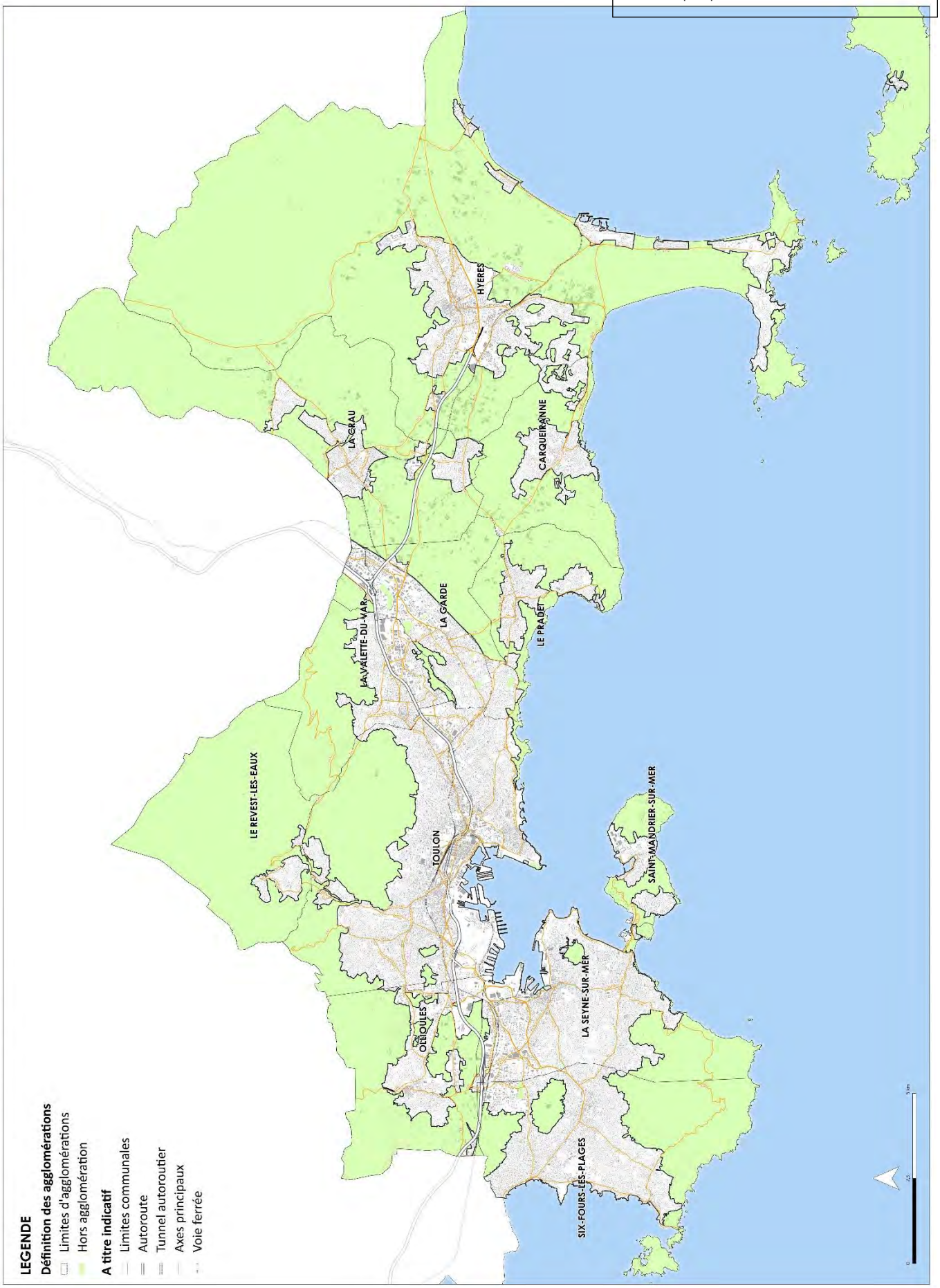
Les arrêtés municipaux, pouvant être accompagnés d'un document graphique où apparaissent les limites d'agglomération, constituent des annexes obligatoires du RLPi (Art. R.581-78 du Code de l'environnement).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DÉFINITION DES AGGLOMÉRATIONS

Métropole Toulon Provence Méditerranée



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *L'unité urbaine*

Les règles applicables à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes dépendent en grande partie du nombre d'habitants de l'agglomération où elles sont installées.

Les règles applicables à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes sont différentes selon le poids démographique de l'agglomération. Considérée comme un phénomène essentiellement urbain, la publicité (ainsi que certains types d'enseignes) est admise dans de plus grands formats dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Toutefois, dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la plupart des règles applicables aux publicités sont identiques à celles des agglomérations de plus de 10 000 habitants.

L'unité urbaine, définie par l'INSEE, est composée d'une commune ou d'un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu qui compte au moins 2 000 habitants. Déterminée sur des éléments topographiques tels que les coupures du tissu urbain (rupture du bâti de plus de 200 mètres, cours d'eau en l'absence de pont, gravières, dénivelés importants, etc.), l'unité urbaine ne tient pas compte du périmètre des EPCI. Ces derniers sont le fruit de la volonté des communes d'y adhérer, sous réserve du respect des conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

L'unité urbaine de Toulon est composée de 27 communes, la majorité étant située dans le département du Var et deux communes dans le département des Bouches-du-Rhône (Ceyreste et La Ciotat). L'unité urbaine étant une donnée géographique et non administrative, ces communes sont en revanche rassemblées au sein de plusieurs intercommunalités : Métropole Toulon Provence Méditerranée, Métropole d'Aix-Marseille Provence, Communauté d'Agglomération Sud Saint Baume, Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau et la Communauté de Communes Porte des Maures.

Sur le territoire métropolitain, les 12 communes membres font partie de l'unité urbaine de Toulon.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Population et Publicités*

Le Règlement National de Publicité opère une distinction selon le nombre d'habitants par agglomération, inférieur ou supérieur à 10 000 habitants et l'appartenance à une unité urbaine de moins de 100 000 habitants ou de plus de 100 000 habitants.

Au surplus et spécifiquement pour la publicité lumineuse, des règles différentes selon son implantation dans une agglomération faisant ou non partie d'une unité urbaine de plus de 800 000 habitants. Par la combinaison de ces éléments et par l'application du RNP, existent quatre catégories d'agglomération :

- Celles de plus de 10 000 habitants ou de moins de 10 000 habitants appartenant à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ;
- Celles de plus de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ;
- Celles de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ;
- Celles appartenant ou non à une unité urbaine de plus de 800 000 habitants.

Le territoire Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée est quant à lui concerné par une seule typologie d'agglomération : celles de plus de 10 000 habitants ou de moins de 10 000 habitants appartenant à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (unité urbaine de Toulon : 595 715 habitants en 2021 *(INSEE « dossier complet unité urbaine 2020 de Toulon (00757)*). La publicité lumineuse y est donc autorisée.

4. *Population et Enseignes*

Les dispositions du RNP applicables aux enseignes scellées au sol différencient le régime des enseignes selon leurs implantations dans une agglomération de plus de 10 000 habitants ou dans une agglomération de moins de 10 000 habitants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V. Les dispositions de la règlementation nationale applicables sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

1. *Le régime des publicités*

Dans l'objectif de préserver le cadre de vie, la publicité est très strictement encadrée par le Règlement National de Publicité dans certains périmètres institutionnels spécifiques. Sont ainsi définis des secteurs d'interdictions absolues de publicité et des périmètres d'interdictions relatives où les publicités peuvent être réintroduites via un Règlement Local de Publicité.

1.1. Les périmètres d'interdictions strictes de publicité

1.1.1. Les périmètres d'agglomérations (L581-7 DU CE)

En dehors des lieux qualifiés « d'agglomérations » toutes publicités et pré-enseignes autres que dérogatoires sont interdites. Au regard de la possibilité que la notion formelle de l'agglomération (panneaux d'entrée et de sortie de ville) et la notion matérielle (présence d'immeubles bâtis rapprochés) ne coïncident pas, le Conseil d'Etat fait prévaloir la « réalité physique » de l'agglomération, peu importe l'existante ou non des panneaux d'entrée et de sortie et leur positionnement par rapport au bâti (CE, section, 02/03/1990, Sté Publi-system, n°68134). Ainsi, les dispositifs publicitaires implantés dans un environnement rural et qui ne sont pas situés dans des zones où sont groupés des immeubles bâtis rapprochés, sont considérés comme installés hors agglomération (CE, 2eme chambre, 08/02/2018, *SARL AFUR*, n° 411758).

Hors agglomération, la publicité est toutefois autorisée « à l'intérieur de l'emprise des aéroports ainsi que des gares ferroviaires et routières et des équipements sportifs ayant une capacité d'accueil d'au moins 15 000 places, selon des prescriptions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Les enjeux du RLPi prendront donc en compte les périmètres physiques réels des agglomérations, tels qu'ils existent aujourd'hui.

1.1.2. Les périmètres urbains et environnementaux

Toute publicité est interdite en agglomération : **Art. L581-4 CE**

- Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ;
- Sur les monuments naturels et dans les sites classés ;
- Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles ;

Art. R581-30 CE

- Au sol, dans les espaces boisés classés (EBC des PLU ou futur PLUi) identifiés en agglomération ;
- Au sol, dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, figurant aux PLU ou futur PLUi.

Art. R581-31 CE

- Au sol, dans les zones où les affiches sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute, ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

Art. R418-7 CR

- La publicité et les enseignes publicitaires et pré-enseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

L'élaboration d'un règlement local de publicité ne permet pas de déroger à ces interdictions.

Les périmètres d'interdictions strictes identifiés sur le territoire métropolitain de Toulon Provence Méditerranée

84 Monuments Historiques sur le territoire de la Métropole			
IdTigre	Appellation	Événement	Commune
52868	Villa Port Magaud	inscription le 07/10/2019	La Garde (4)
17155	Chapelle Notre-Dame	classement le 04/08/1916	
17286	Chapelle Saint-Charles Borromée de la Pauline	inscription le 02/12/1988	
17174	Oratoire (édifice déplacé)	inscription le 05/01/1925	
17386	Domaine de San Salvadour	inscription le 23/08/1990	Hyères (40)
17258	Château (ancien)	classement le 31/12/1862 ; inscription le 27/01/1926	
17293	Eglise Saint-Louis	classement le 31/12/1840	
17352	Ecole Anatole France	inscription le 20/10/2011	
17310	Eglise Saint-Paul	classement le 12/06/1992	
54742	Eglise anglicane Saint Paul's Church	inscription le 31/07/2020	
17288	Villa Alberti Tholozan	inscription le 29/10/1975	
17335	Villa Tunisienne	inscription le 01/09/1999	
17349	Chapelle Saint-Blaise (ancienne)	classement le 30/03/1987	
17208	Première enceinte médiévale - Porte de Barruc	inscription le 27/01/1926	
17397	Hôtel Dellor	inscription le 23/11/1946	
17171	Porte Saint-Paul	classement le 02/10/1992	
17327	Porte de Fenouillet	inscription le 27/01/1926	
17280	Maison romane	classement le 26/09/1926	
17187	Porte de la Rade	inscription le 27/01/1926	
17314	Villa Noailles	inscription le 09/12/1987 ; inscription le 29/10/1975	
17344	Cité gréco-romaine d'Olbia Pomponiana	classement le 23/09/1947 ; classement le 10/12/1951 ; inscription le 31/03/1926	
17385	Oppidum de Costebelle	classement le 29/09/1958	
17313	Fort de la Repentance	inscription le 20/01/1989	
17143	Fort de l'Eminence	inscription le 20/01/1989	
17275	Fort de la Vigie	inscription le 12/02/1947	
17348	Batterie des Mèdes (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17305	Fort du Moulin	classement le 02/03/1954	
17360	Fort Sainte-Agathe (ancien)	inscription le 14/12/1927	
17131	Fort du Petit Langoustier	inscription le 20/01/1989	
17166	Redoute de l'Estissac (ancienne)	inscription le 12/02/1947	
17230	Redoute de l'Alycastre (ancienne)	inscription le 14/12/1927	
18591	Villa La Favorite	inscription le 16/07/2018	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

17410	Fort de Port Man (ancien)	inscription le 12/02/1947	
17359	Fort du Grand Langoustier	inscription le 20/01/1989	
17236	Batterie du Pradeau, dite aussi la Tour Fondue	inscription le 21/07/1989	
17353	Batterie du Lequin (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17398	Propriété dite Le Plantier de Costebelle	inscription le 26/12/1976	
17289	Batterie du nord (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17128	Batterie du sud (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17244	Batterie du Bon Renaud (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17138	Batterie de Galéasson (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17403	Phare de Porquerolles	classement le 13/09/2012	
17260	Batterie de l'est (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
17387	Eglise Saint-Pierre de l'Almanarre (ancienne)	inscription le 31/03/1926	
17241	Oppidum celto ligure de la Courtine	inscription le 14/12/1949 ; inscription le 31/01/1949	Ollioules (3)
17188	Eglise paroissiale Saint-Laurent	classement le 11/10/1982	
17346	Maison, 20 rue Gambetta	inscription le 16/12/1998 ; classement le 06/12/2000	
17191	Villa l'Artaude	classement le 29/12/1987	Le Pradet (1)
17336	Tour sarrasine	inscription le 10/01/1964	Le Revest-les-Eaux (1)
17157	Chapelle Saint-Louis ou chapelle des Mécaniciens	inscription le 10/05/1990	Saint-Mandrier-sur-Mer (1)
54741	Fort Napoléon	inscription le 07/10/2019	Seyne-sur-Mer (4)
17268	Pont levant	inscription le 03/11/1987	
17405	Fort de Balaguier (ancien)	inscription le 17/03/1975	
17223	Eglise Notre-Dame du Bon Voyage	inscription le 02/12/1988	
17436	Chapelle Notre-Dame de la Pépiole	inscription le 30/01/1967	Six-Fours-les-Plages (4)
17408	Villa Cécile	inscription le 04/11/2011	
17127	Eglise paroissiale Saint-Pierre es Liens	classement le 31/12/1840	
17434	Phare du Grand Rouveau	inscription le 19/09/2012	
17137	Retranchement dit crémaillère du Faron	inscription le 15/03/2016	Toulon (25)
17228	Fort du Grand Saint-Antoine	inscription le 27/02/2014	
17376	Hôpital Chalucet	inscription le 10/06/1993	
17376	Jardin public Alexandre 1er	inscription le 10/06/1993	
17218	Porte Malbousquet	inscription le 19/09/1989	
17357	Porte d'Italie	inscription le 21/10/1986	
17229	École des Trois-Quartiers	inscription le 10/12/2007	
17245	Caserne retranchée du Faron	inscription le 14/09/2015	
17271	Fort de la Grosse Tour (ancien)	classement le 11/04/1947	
17413	Cathédrale Sainte-Marie de la Sed	classement le 14/11/1997	
17252	Théâtre Opéra	inscription le 02/12/1988	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

17294	Fort Saint-Louis (ancien)	inscription le 29/11/1948	
17192	Evêché (ancien)	inscription le 25/07/1991	
17238	Tour Beaumont	inscription le 24/02/2014	
17217	Eglise paroissiale Saint-Louis	classement le 22/03/1945	
17226	Cercle naval (ancien)	inscription le 08/02/2018	
17114	Eglise paroissiale Saint-François de Paule	classement le 19/05/1942	
17411	Ancienne porte de l'Arsenal	classement le 04/05/1910	
17193	Monument aux morts de la Guerre de 1914-1918	inscription le 22/02/2010	
17320	Jardin de rocaille de la maison Noble	inscription le 29/10/2014	
17156	Porte de l'ancien hôpital de la marine remontée à la corderie	classement le 15/04/1911	
17432	Hôtel de Ville (ancien) : (i) ancienne porte (jambages et linteau) et (ii) cariatides de Puget	(i) inscription le 24/02/1926 ; (ii) classement le 09/05/1914	
17122	Bassin au Triton	inscription le 12/10/1973	
17435	Portail de l'ancienne Comédie	inscription le 11/02/1998	
1758	Statue avec sa niche et sa vasque	Inscription le 12/10/1973	
17170	Bastide d'Orvès et son jardin	inscription le 08/07/1993	La Valette-du-Var (2)
17299	Eglise paroissiale Saint-Jean-Porte-Latine	inscription le 13/04/1944	

1 Parc National (PN) sur le territoire de la Métropole		
Nom du Parc	Dates	Superficie (ha)
Parc National de Port-Cros	Crée par Décret du 14/12/1963 Charte approuvée par Décret du 30/12/2015	4613,47

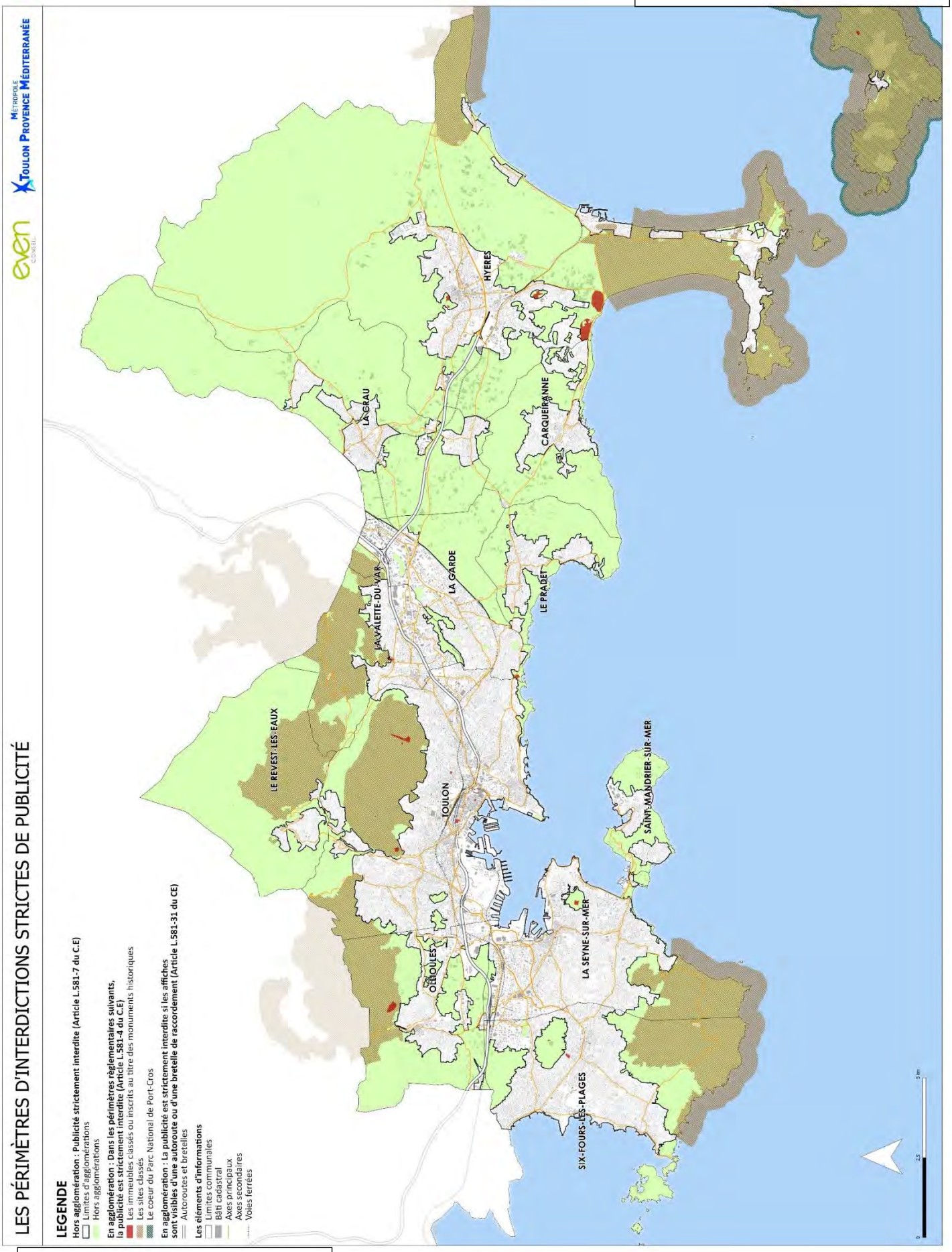
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

11 Sites Classés sur le territoire de la Métropole			
Identifiant du site	Nom du site	Date de classement	Superficie (ha)
93C83015	L'île de Port-Cros	17/03/1930	627,52
93C83027	Le Pigeonnier féodale du Revest-les-Eaux et ses abords	08/06/1937	3,30
93C83031	Le site des « pins penchés » à Carqueiranne	27/07/1938	0,6
93C83034	L'église de Carqueiranne et ses abords	12/03/1941	0,48
93C83035	La chapelle dite du « Vieux Six Fours » et ses abords	14/02/1944	0,41
93C83042	L'île de Porquerolles et ses îlots	05/05/1988	2741
93C83043	La Cap Sicié et ses abords	02/06/1989	1 550,01
93C83045	Le Mont Faron	01/02/1991	850,80
93C83046	Le massif du Baou des Quatre Aures	20/03/1992	1 504,06
93C83051	La presqu'île de Giens, l'étang et les salins des Pesquiers	27/12/2005	3 017,01
93C83053	Massif du Coudon	07/12/2010	2 345,83

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.2. Les périmètres d'interdictions « relatives » de publicité

L'article L.581-8 du Code de l'environnement, dans sa rédaction issue de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, précise que dans le cadre de l'élaboration d'un règlement local de publicité, certains secteurs d'interdiction de publicité par le RNP peuvent faire l'objet d'une réintroduction de la publicité. C'est uniquement dans ce cas de figure que le RLP peut être moins restrictif que les règles nationales. Ces secteurs dits d'interdiction « relative » sont les suivants :

- Dérogation possible à l'interdiction dans le cadre du RLPi, en agglomération

Art. L581-8 CE

A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :

- Aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine ;
- Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ;
- Dans les parcs naturels régionaux ;
- Dans les sites inscrits ;
- A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L.581-4 (identifiés par arrêté municipal ou préfectoral après avis de la CDNPS) ;
- Dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux ;
- Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1 (sites Natura 2000) ;

Périmètres concernés sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée, uniquement si ceux-ci intersectent un périmètre d'agglomération :

45 Abords des Monuments Historiques			
IdTigre	*Appellation*	*Événement*	*Commune*
52868	PDA Villa Port Magaud	Arrêté préfectoral (AP) le 07/10/2019	La Garde (4)
13217	PDA de la Chapelle Saint-Charles Borromée de la Pauline	Délibération du 27/06/2005	
13206	PDA de la chapelle et de l'Oratoire	Délibération du 27/06/2005	
1629	Petit oratoire	Inscription le 25/01/1925	
35495	PDA n°1 de Hyères (centre-ville)	AP 16/07/2019	Hyères (15)
35493	PDA n°2 de Hyères (Costebelle, Almanarre)	AP 16/07/2019	
13108	Batterie du Pradeau dite aussi la Tour Fondue	inscription le 27/07/1989	
13130	PDA Fort Sainte-Agathe (ancien)	Inscription le 14/12/1927	
13122	PDA Redoute de l'Alyacastre (ancien)	inscription le 14/12/1927	
13058	PDA Batterie du Lequin(ancienne)	inscription le 20/01/1989	
13039	PDA Batterie du bon Renaud (ancienne)	Inscription le 20/01/1989	
13036	Batterie de Galéasson (ancienne)	Inscription le 20/01/1989	
13115	Fort du Grand Langoustier	inscription le 20/01/1989	
13142	Batterie des Mèdes (ancienne)	Inscription le 20/01/1989	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

13126	Fort du Petit Langoustier	inscription le 20/01/1989	
13158	Fort de la Repentance	inscription le 20/01/1989	
13028	Batterie de l'Est (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
13042	Batterie du Nord (ancienne)	inscription le 20/01/1989	
13041	Batterie du Sud (ancienne)	Inscription le 20/01/1989	
13001	Maison, 20 rue Gambetta	inscription le 16/12/1998 ; classement le 06/12/2000	Ollioules (3)
13183	Oppidum celto ligure de la Courtine	Inscription le 14/12/1949 ; inscription le 31/01/1949	
13098	Eglise paroissiale Saint-Laurent	Classement le 11/10/1982	
13203	Villa l'Artaude	Classement le 29/12/1987	Le Pradet (1)
12969	Tour sarrasine	Inscription le 10/01/1964	Le Revest-les-Eaux (1)
13148	Fort de Balaguier (ancien)	Inscription le 17/03/1975	La Seyne-sur-Mer (4)
13064	Port Levant	Inscription le 03/11/1987	
13124	Eglise Notre-Dame du Bon Voyage	Inscription le 02/12/1988	
	Fort Napoléon	Arrêté du 7 octobre 2019	
26356	PDA de la villa Cécile	arrêté du 15/04/2014	Six-Fours-les-Plages (4)
13102	Phare du Grand Rouveau	Inscription le 19/09/2012	
12996	Chapelle Notre-Dame de la Pépiole	Inscription le 30/01/1967	
13113	Eglise paroissiale Saint-Pierre es Liens	classement le 31/12/1840	
13100	Cercle naval (ancien)	inscription le 08/02/2018	Toulon (10)
13208	PDA du Fort Saint-Louis et du jardin de Rocaille	inscription le 29/11/1948	
13137	Caserne retranchée du Faron	inscription le 14/09/2015	
13171	Retranchement dit crémaillère du Faron	Inscription le 15/03/2016	
13112	Tour Beaumont	Inscription le 24/02/2014	
13209	PDA du fort de la Grosse Tour	Classement le 11/04/1947	
13215	PDA de la Vasque	Inscription 12/10/1973	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

13210	PDA du Fort du Grand Saint-Antoine	Inscription 27/02/2014	
13220	PDA de Toulon centre-ville : SPR de Toulon	Inscription le 24/02/1926 ; classement le 09/05/1914	
13216	PDA de l'Ecole des Trois-Quartiers	inscription le 10/12/2007	
13044	Eglise paroissiale Saint-Jean-Porte-Latine	inscription le 13/04/1944	La Valette-du-Var (2)
13155	Bastide d'Orvès et son jardin	inscription le 08/07/1993	
13068	Chapelle Saint-Louis ou chapelle des Mécanisiens	inscription le 10/05/1990	Saint-Mandrier-sur-Mer (1)

3 Sites Patrimoniaux Remarquables			
Code du site	*Nom du site*	*Evènement*	*Superficie (ha)*
54392	SPR de Toulon : Périmètre global	28/05/2014	199,76
54393	SPR de La Seyne sur mer : Périmètre global	24/10/2016	249,04
54396	SPR de Hyères : Périmètre global (continent et Porquerolles)	02/04/2019	567,81

12 Sites Inscrits sur le territoire de la Métropole			
Identifiant du site	*Nom du site*	*Date de classement*	*Superficie (ha)*
93I83003	Oratoire de Carqueiranne et les trois pins qui l'entourent	25/04/1938	0
93I83008	Plan d'eau de la darse vieille à Toulon et abords	27/11/1939	19
93I83010	Arbres situés aux abords du site de l'église de Carqueiranne	12/03/1941	0
93I83014	Colline du vieux château à Hyères	24/08/1942	13
93I83018	Place d'Armes de Toulon	02/03/1945	1
93I83020	Collines du Mont Faron	10/03/1947	16
93I83021	Vallon des Hirondelles à Toulon	10/03/1947	32
93I83024	Plage de Marégau à Saint Mandrier sur Mer	12/07/1948	56
93183025	Ile de Bagaud	20/01/1989	19,63
93I83056	Presqu'îles de Giens	23/08/1974	278
93I83058	Iles de Porquerolles	16/12/1965	1285

1 Aire d'Adhésion de Parc National (PN) sur le territoire de la Métropole

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250630-DE250630-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Nom du Parc	*Superficie (ha)*
Aire d'adhésion du Parc National de Port Cros	129 877,87

9 Sites Natura 2000 (ZSC et ZPS)				
Identifiant du site	*Nom du site*	*Date arrêté préfectoral*	*Type*	*Superficie (ha)*
FR9301613	Rades d'Hyères	Arrêté du 26/06/2014	ZSC	48 165,77
FR9301622	La plaine et le massif des Maures	Arrêté du 21/01/2014		34 221,48
FR9301997	Embiez – Cap Sicie			12 359,1
FR9302001	Lagune du Brusc			504,48
FR9301610	Cap Sicié – Six Fours	Arrêté du 26/06/2014		1 333,96
FR9301608	Mont Caume - mont Faron - forêt domaniale des Morières	Arrêté du 26/06/2014		11 304
FR9310020	Iles d'Hyères	Arrêté du 02/06/2010	ZPS	47 843,99
FR9312008	Salins d'Hyères et des Pesquiers	Arrêté du 27/08/2003		960,22
FR9312016	Falaises du Mont Caume	Arrêté du 03/11/2005		11 339,48

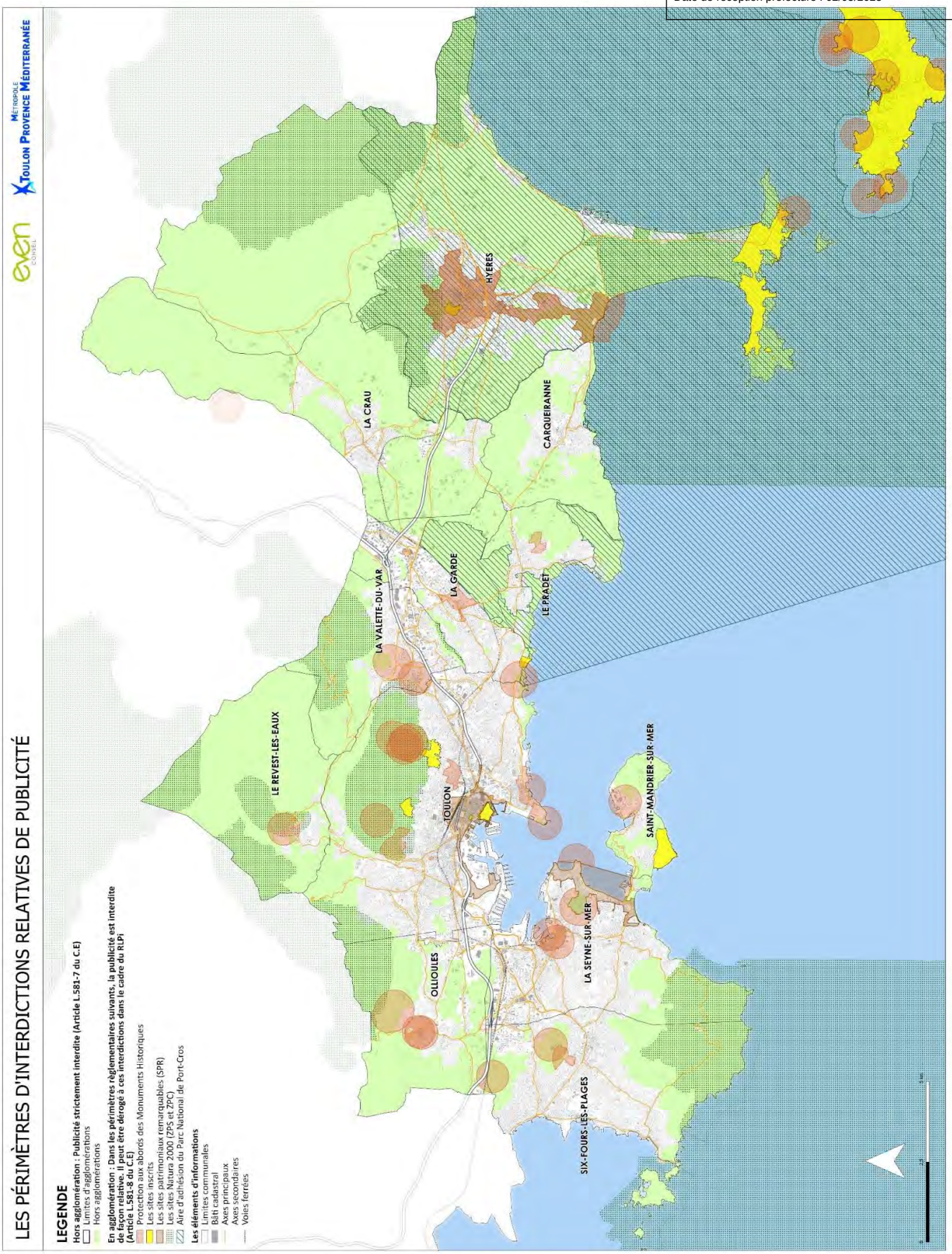
Art L581-7 CE

La publicité peut être autorisée par le Règlement Local de Publicité à proximité immédiate des établissements de centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération, dans le respect de la qualité de vie et du paysage et des critères, en particulier relatifs à la densité, fixés par décret.

Les cartes de synthèse des périmètres règlementaires inventoriés sur chaque commune sont jointes en annexe 1 du présent document.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.3. Les dispositions applicables à l'ensemble des agglomérations de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (dans le respect des conditions définies à l'article L581-4 du CE)

1.3.1. *Les dispositifs spécifiques interdits*

Le RNP définit des dispositifs spécifiques interdits dans l'ensemble des agglomérations, quelle que soit leur typologie.

Ainsi, la publicité ne peut être apposée :

- sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu (publicité non lumineuse uniquement) ; **Art R581-27 CE**
- sur les arbres ; **Art R581-4 CE**
- sur les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ; **Art R581-22 CE**
- sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré ; **Art R581-22 CE**
- sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ; **Art R581-22 CE**
- sur les murs de cimetière et de jardin public. **Art R581-22 CE**

A titre informatif, il est rappelé que le Code de la route interdit la publicité sur les signaux réglementaires et leurs supports ainsi que sur tout autre équipement intéressant la circulation routière. **Art R418-3 CR**

1.3.2. *L'implantation sur la parcelle ou le bâtiment* **Art.R581-27 CR**

La publicité ne peut dépasser les limites du mur qui la supporte, ni dépasser les limites de l'égout du toit.

La publicité ne peut être apposée à moins de 0,50 mètres du sol. **Art R581-27 CR**

La publicité ne peut constituer une saillie sur une façade supérieure à 0,25 mètre. **Art R581-28 CR**

Un dispositif publicitaire scellé ou installé au sol ne peut être placé à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

L'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété.

Art R581-33 CR

1.3.3. *La règle nationale de densité*

Sur le domaine privé : **Art R581-25 CE**

Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur, au plus, égale à 80 mètres linéaires.

Par exception, il peut être installé :

- soit deux dispositifs publicitaires alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support ;
- soit deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaires.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaire, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première.

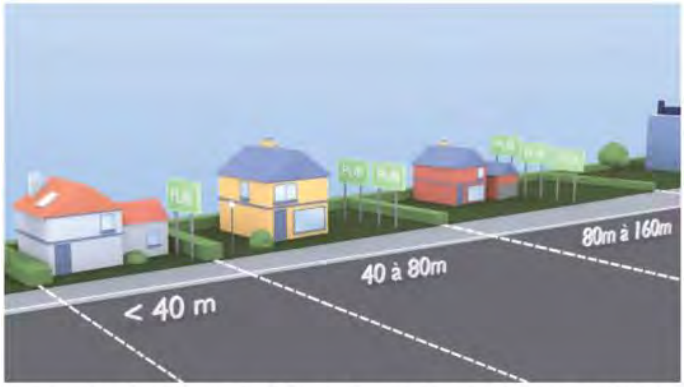
Aucune règle d'inter-distance n'est imposée, sauf pour les bâches publicitaires dont l'inter-distance doit être de 100 mètres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Art R581-55 CE

Deux dispositifs muraux dans l'unité foncière dont la longueur bordant la voie est inférieure ou égale à 80 m à la condition d'être superposés ou juxtaposés. Un dispositif supplémentaire par tranche entamée de 80 m.



Un dispositif dans l'unité foncière dont la longueur bordant la voie est inférieure ou égale à 40 m. Deux dispositifs entre 40 m et 80 m. Un dispositif supplémentaire par tranche entamée de 80 m.

Sur le domaine public : Art R581-25 CE

Maximum 1 dispositif au droit des unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaires.

+ 1 dispositif publicitaire additionnel par tranche de 80 mètres supplémentaires d'unité foncière.

Aucune règle d'inter-distance n'est imposée, sauf pour les bâches publicitaires qui doivent être au minimum espacées de 100 mètres.

1.3.4. Le graphisme

Art.R581-39 CE

Sur toiture, la publicité lumineuse ne peut être réalisée qu'au moyen de lettres ou signes découpés dissimulant leur fixation sur le support et sans panneaux de fond autres que ceux qui sont strictement nécessaires à la dissimulation des supports de base.

1.3.5. La publicité lumineuse

La famille des publicités lumineuses comporte les trois catégories suivantes :

- La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence ;
- La publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence ;
- La publicité numérique, sous-catégorie de la précédente.

Ces trois catégories de publicité sont soumises à une règle commune, l'extinction nocturne, et à des règles qui leur sont propres.

- ***La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence***

La publicité supportant des affiches éclairées par projection ou transparence est constituée de dispositifs dont les affiches sont éclairées par l'extérieur au moyen de spots, ampoules ou rampes d'éclairages, ainsi que celles qui sont éclairées par l'intérieur au moyen de tubes néons : caisson lumineux, panneaux vitrines.

Les dispositifs muraux éclairés par projection ou transparence sont limités à une surface de 10,5 m² maximum et une hauteur de 7,5 m, pour une agglomération de plus de 10 000 habitants appartenant à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Dans les unités urbaines de plus de 800 000 habitants, les obligations et modalités d'extinction sont prévues par le RLP. Les horaires d'extinction sont laissés à l'appréciation des auteurs du RLP qui peuvent les différencier en fonction des zones qu'ils auront instituées. Si les communes membres de l'unité urbaine ne sont pas couvertes par un RLP, les publicités éclairées par projection ou transparence ne sont soumises à aucune obligation d'extinction nocturne.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'évènements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral

- ***Les autres publicités lumineuses***

Cette catégorie de dispositifs lumineux est principalement constituée par les néons, souvent installés sur les toitures. Ils sont quelquefois muraux, plus rarement scellés au sol.

Les dispositifs lumineux sur support ne peuvent :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Recouvrir tout ou partie d'une baie ;
- Dépasser les limites du mur qui les supporte ;
- Être apposées sur un garde-corps de balcon ou balconnet ;
- Être apposées sur une clôture.

Enfin, la publicité lumineuse doit être située dans un plan parallèle à celui du mur qui la supporte (Art. R.581-37 CE).

Les dispositifs lumineux scellés au sol présentent les mêmes interdictions que les publicités non lumineuses scellées au sol. Seul l'article R.581-32 du Code de l'environnement relatif aux surfaces et hauteurs maximales ne s'applique pas aux publicités lumineuses scellées au sol car les publicités lumineuses ont leurs propres règles de surface et de hauteur.

Les autres dispositifs lumineux muraux ou scellés au sol sont limités à une surface de 8 m^2 maximum et une hauteur de 6 m pour une agglomération de plus de 10 000 habitants appartenant à une unité de plus de 100 000 habitants.

Surface, hauteur et caractéristiques des autres dispositifs lumineux sur toiture ou terrasse en tenant lieu :

Une publicité lumineuse non-numérique peut donc être installée sur la toiture ou la terrasse de tout bâtiment, quelle que soit la hauteur de celui-ci. La hauteur de la publicité est en rapport avec la hauteur de la façade de l'immeuble selon la règle suivante :

- Lorsque la façade de l'immeuble est inférieure ou égale à 20 m de hauteur, la publicité lumineuse ne peut excéder 1/6ème de la hauteur de la façade et, dans tous les cas, 2 m ;
- Lorsque la façade de l'immeuble est supérieure à 20 m, la publicité lumineuse ne peut excéder 1/10ème de la hauteur de la façade et dans la limite de 6 m.

L'article R.581-39 du Code de l'environnement précise les caractéristiques esthétiques des autres dispositifs lumineux en toiture. Ils ne peuvent être réalisés qu'au moyen de lettres et signes découpés. Tout panneau de fond, quand bien même il serait partiel, est donc exclu. Les logos comportant un fond ne peuvent être autorisés. Les fixations de ces lettres et signes découpés doivent être dissimulées. Aucune structure ne doit être visible, ni individuelle, ni collective (barres métalliques reliant les lettres les unes aux autres par exemple). Seul un bandeau technique peut dissimuler les supports de base, ce bandeau n'excédant pas 0,50 m de haut.

Extinction nocturne :

Les règles d'extinction des autres luminaires sont les mêmes que celles des publicités lumineuses numériques.

- ***La publicité lumineuse numérique***

La publicité numérique désigne essentiellement les « écrans » numériques, composés de diodes, leds etc. téléviseurs géants qui peuvent présenter des images fixes, des images animées (faisant apparaître un slogan, prix, faisant évoluer une forme ou un pictogramme…) ou une vidéo.

Publicité numérique sur support :

Comme les publicités lumineuses non numériques, les publicités numériques installées sur un support ne peuvent :

- Recouvrir tout ou partie d'une baie ;
- Dépasser les limites du mur qui la supporte ;
- Être apposée sur un garde-corps de balcon ou balconnet ;
- Être apposée sur une clôture.

La publicité numérique doit être située dans un plan parallèle à celui du mur qui la supporte (R.581-37 CE), sans qu'il soit précisé de saillie maximum, à la différence des publicités non-lumineuses. La hauteur minimum de 0,50 m par rapport au sol n'est pas évoquée.

Publicité numérique supportée par le mobilier urbain :

Le mobilier urbain peut supporter à titre accessoire de la publicité numérique lorsqu'il est installé dans les agglomérations dont la population est supérieure ou égale à dix mille habitants. Il ne peut être placé à moins de dix mètres d'une baie d'habitation située sur un fonds voisin lorsque la publicité numérique est visible de la baie et située parallèlement à celle-ci (Art. R.581-42). La distance se mesure de la partie inférieure de la baie jusqu'à la partie supérieure de l'écran numérique. Dans les autres cas, il est placé conformément aux prescriptions du RLP.

Formats :

Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 8 m^2 ni s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol. L'article R.581-41 du Code de l'environnement ajoute une prescription propre à la publicité numérique, « Toutefois, lorsque la consommation électrique du dispositif publicitaire numérique excède les niveaux définis par arrêté ministériel, la publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 2,1 m^2 ni s'élever à plus de 3 m au-dessus du niveau du sol ».

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-061-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Extinction nocturne et adaptation à la luminosité ambiante :

La Loi Climat et Résilience oblige l'extinction des publicités lumineuses entre 1 heure et 6 heures, à l'exception de celles installées sur l'emprise des aéroports, de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes. Il peut être dérogé à cette extinction lors d'évènements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral. La Métropole TPM, à travers son règlement de RLPi, se veut plus stricte et a fait le choix d'obliger cette extinction de minuit à 7h du matin.

Afin d'éviter les éblouissements, tous les dispositifs publicitaires numériques doivent être équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante. Logiquement, l'intensité des dispositifs est plus élevée lorsque l'ambiance est très lumineuse, (journée très ensoleillée) et diminue lorsque la luminosité faiblit.

1.3.6. Les bâches comportant de la publicité

Depuis le décret du 30 janvier 2012, les bâches comportant de la publicité, dont le statut manquait de précision auparavant, ont été définies et classées en deux catégories :

- Les bâches de chantier, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux » ;
- Les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

Les bâches sont interdites si la publicité qu'elles supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement à une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique situées hors agglomération. Les bâches sont également interdites dans les cas prévus par l'article R.418-7 du Code de la route. Cette référence au Code de la route permet de fixer précisément la distance minimum à respecter : 40 m en agglomération, 200 m hors agglomération.

Les dispositions générales et interdictions pour les publicités sont également applicables pour les bâches. L'ensemble de ces interdictions ne s'applique pas aux bâtiments ou partie de bâtiments dont la démolition est entreprise ou qui ont fait l'objet d'un permis de démolir.

1.3.7. Les dispositifs de dimensions exceptionnelles

L'article L.581-9 du Code de l'environnement permet l'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles, exclusivement liés à des **manifestations temporaires**. Elles font l'objet d'une autorisation du maire, délivrée au cas par cas, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, paysages et sites (CDNPS). Une autorisation générale et/ou permanente ne peut être délivrée.

La durée d'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles ne peut excéder la période comprise entre un mois avant le début de la manifestation annoncée et quinze jours après la manifestation. Il n'est pas fixé de surface maximale, qu'ils soient apposés sur un mur support ou scellés au sol sauf pour ceux supportant de la publicité numérique dont la surface unitaire ne peut être supérieure à 50 m^2. Dans ce cas, et comme toutes autres publicités numériques, les dispositifs de dimensions exceptionnelles doivent être équipés d'un système de gradation de la luminosité. Ils sont soumis aux mêmes interdictions que les bâches.

1.3.8. L'affichage de petit format

Les dispositifs de petit format sont intégrés à la devanture commerciale et non à la seule baie. Ils peuvent donc être apposés sur tous les éléments composant la devanture : vitrine, porte d'entrée, piliers d'encadrement de part et d'autre des ouvertures.

L'affichage de petit format n'est pas soumis à la règle de densité. Il suit deux règles propres de surface et de pourcentage maximum, qui encadrent l'implantation de ces dispositifs :

- La surface unitaire des dispositifs de petit format est inférieure à 1 m^2 ;
- Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite de 2 m^2.

De plus, l'article R.581-57 du Code de l'environnement soumet l'affichage de petit format à la plupart des dispositions applicables aux autres publicités.

1.3.9. La publicité sur l'emprise des grands équipements sportifs

Quelle que soit la population de l'agglomération, des dispositifs publicitaires peuvent être implantés dans l'emprise des équipements sportifs ayant une capacité d'accueil d'au moins 15 000 places dans des conditions d'emplacement, de surface et de hauteur dérogatoires par rapport aux règles nationales applicables aux autres publicités (art. L581-10 CE).

Les conditions d'apposition de publicité dans l'emprise des grands équipements sportifs doivent néanmoins respecter les dispositions suivantes :

- Le nécessaire lien avec une manifestation temporaire (sans condition de localisation de la manifestation) ;
- La possibilité de dispositifs installés sur toitures ou terrasses en tenant lieu, scellés au sol ou installés directement sur le sol.

Accusé de réception en préfecture
083-248300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- La publicité lumineuse (dont la publicité numérique) apposée sur un mur, une façade ou une clôture, scellée au sol ou installée directement sur le sol peut s'élever jusqu'à 10 m au-dessus du niveau du sol et avoir une surface unitaire d'une limite maximale de 50 m². Une élévation supérieure à 10 m peut être autorisée, pour la publicité apposée sur un mur, une façade ou une clôture, compte tenu notamment de la durée d'installation de la publicité, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale et paysagère, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière.

L'implantation des dispositifs au sein de ces équipements est soumise à l'autorisation du Conseil municipal ou de l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dispose ainsi d'un large pouvoir d'appréciation au cas par cas lors de la délivrance de l'autorisation.

- L'équipement sportif concerné par ces dispositions sur le territoire métropolitain est le stade Mayol qui compte 18 200 places.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.3.10. *L'affichage d'opinion et publicité relative aux activités des associations sans but lucratif – Obligation de réserver une surface minimale*

Art L581-16 CE

En vue d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations, les communes ont l'obligation de mettre à disposition des citoyens des surfaces d'affichage, dites « d'affichage libre ».

La surface minimale que chaque commune doit réserver à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif est la suivante :

- 4 m² pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 m² + 2 m² par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants, pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants ;
- 12 m² + 5 m² par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants, pour les autres communes.

Communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée	**Surface minimale à réserver à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux associations sur chaque commune**
Le Revest-les-Eaux Commune de moins de 4 000 habitants	6 m²
Saint-Mandrier Commune de moins de 8 000 habitants	10 m²
Carqueiranne Communes de moins de 10 000 habitants	12 m²
La Crau, Ollioules et Le Pradet Communes de moins de 20 000 habitants	17 m²
La Garde et La Valette-du-Var Commune de moins de 30 000 habitants	22 m²
Six-Fours-les-Plages Commune de moins de 40 000 habitants	27 m²
Hyères Commune de moins de 60 000 habitants	37 m²
La Seyne-sur-Mer Commune de moins de 70 000 habitants	47 m²
Toulon Commune de moins de 180 000 habitants	97 m²

Art R581-3 CE

Les emplacements sont déterminés par arrêté municipal. Ils peuvent être situés sur le domaine public, en surplomb de celui-ci ou bien encore sur le domaine privé communal. Les emplacements doivent être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.4. Les dispositions spécifiques applicables dans les agglomérations de l'Unité Urbaine de Toulon (UU de plus de 100 000 habitants)

Le Code de l'environnement impose des règles nationales différentes selon :

- L'appartenance ou non d'une commune à une unité urbaine (au sens de l'INSEE) de plus de 100 000 habitants.
- La présence d'une agglomération de plus ou de moins de 10 000 habitants sur la (ou les) commune(s) ;

A l'échelle de la Métropole TPM, les 12 communes membres font partie de l'unité urbaine de Toulon. Les communes n'ont toutefois pas toutes une agglomération de plus de 10 000 habitants. Les règles applicables aux communes sont donc les suivantes :

Publicité non lumineuse et lumineuse éclairée par projection ou transparence

	Surface maximum	Hauteur maximum au-dessus du sol
Publicité murale **Art. R581-26 CE**	10,5 m²	7,5 m
Publicité scellée ou apposée au sol **Art. R581-31 CE**	10,5 m²	6 m
Publicité sur mobilier urbain **Art. R581-43 à 48 CE**	2 m² sur abris destinés au public, kiosque et mats porte-affiche 10,5 m² pour les autres	6 m
Bâches **Art. R581-53 CE**	Affichage publicitaire sur bâches de chantier : maximum 50% de la surface de la bâche (sauf exception) Interdites dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants	-
Dispositif publicitaire de dimension exceptionnelle **Art. R581-56 CE**	Non règlementé Interdit dans les agglomérations de – de 10 000 habitants	-
Publicité de petit format **Art- R581-57 CE**	1 m² Cumulée : 2m² et 1/10ème de la surface de la devanture commerciale	-

Publicité lumineuse autre qu'éclairée par projection ou transparence et publicité numérique

	Surface maximum	Hauteur maximum au-dessus du sol
Publicité murale **Art. R581-26 CE**	8 m²	6 m
Publicité scellée ou apposée au sol **Art. R581-31 CE**	8 m²	6 m
Publicité sur mobilier urbain **Art. R581-43 à 48 CE**	2m² sur abris destinés au public, kiosque et mats porte-affiche et 8m² pour les autres Cas particulier : l'affichage publicitaire numérique sur mobilier urbain est interdit dans les agglomérations de – de 10 000 habitants	6 m
Dispositif publicitaire de dimension exceptionnelle **Art. R581-56 CE**	50 m² Interdit dans les agglomérations de -10 000 habitants	-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

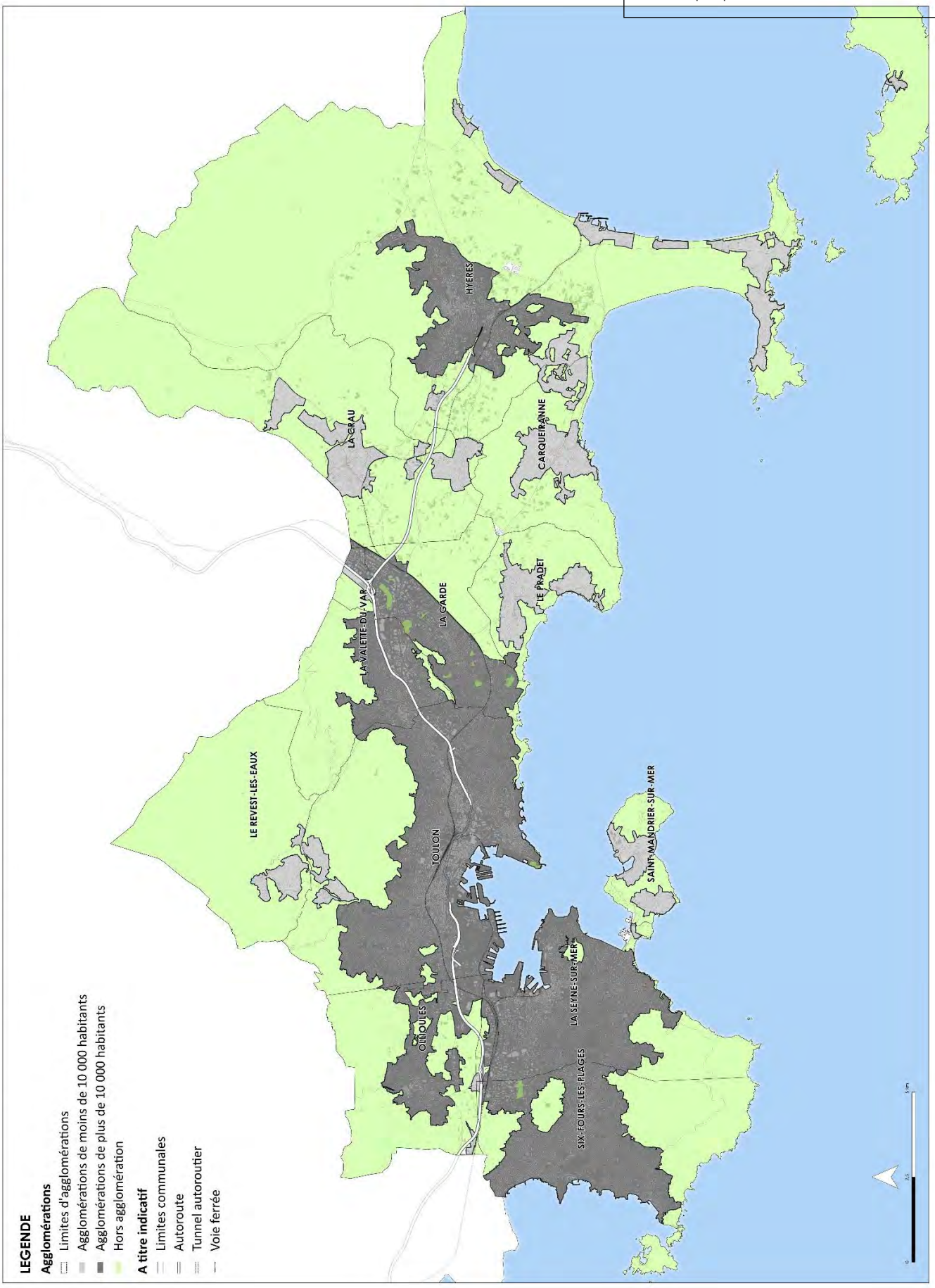
Publicité sur toiture **Art- R581-38 CE**	Non règlementée	Fonction de la hauteur de la façade

En l'absence de RLPi, des communes au profil urbain et paysager différents sont soumises à des règles nationales identiques du fait de leur intégration à l'unité urbaine de Toulon. Un des enjeux du RLPi sera d'adapter le traitement de l'affichage à la réalité du territoire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGGLOMÉRATIONS SELON LE POID DE POPULATION



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *Le régime des enseignes*

2.1. Les dispositions applicables à l'ensemble des agglomérations de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Les dispositions du RNP applicables aux enseignes sont différentes selon leur mode d'implantation : sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, posées à plat ou perpendiculairement à un mur ou scellées au sol ou directement installées sur le sol. Lorsqu'elles sont lumineuses, elles doivent respecter une obligation d'extinction nocturne.

2.1.1. Les dispositifs spécifiques interdits

Les enseignes suivantes sont interdites :

- Enseignes apposées perpendiculairement à une fenêtre ou un balcon ; **Art R581-61 CE**
- Enseignes clignotantes, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence. **Art R581-59 CE**

2.1.2. L'implantation

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni dépasser les limites de l'égout du toit. **Art R581-60 CE**

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur **Art R581-61 CE**

Saillies :

- Enseignes apposées parallèlement à une façade : 0,25 mètre ; **Art R581-60 CE**
- Enseigne sur balcon et balconnet : 0,25 mètre ; **Art R581-60 CE**
- Enseigne perpendiculaire à une façade : 1/10e de la distance séparant les 2 alignements de voie publique, dans la limite de 2 mètres. **Art R581-61 CE**

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie. Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. **Art R581-64 CE**

2.1.3. Les enseignes installées sur toiture ou terrasse en tenant lieu **Art R581-62 CE**

Enseignes installées sur toiture ou terrasse : lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans plus de la moitié du bâtiment qui les supporte, ces enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base.

Dans ce cas, les panneaux de fond ont une hauteur limitée à 0,50 mètre. La hauteur des enseignes ne peut excéder 3 m lorsque la hauteur de la façade qui les supporte est inférieure ou égale à 15 mètres.

Lorsque la hauteur de la façade est supérieure à 15 mètres, la hauteur des enseignes ne doit pas dépasser 20 % de cette hauteur dans une limite de 6 m. La surface cumulée des enseignes en toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 m² à l'exception des établissements culturels, c'est-à-dire les salles de cinéma, les salles de spectacle et les établissements d'enseignement et d'exposition des arts plastiques.

2.1.4. Les enseignes lumineuses ***Art R581-59 CE***

Concernant les enseignes lumineuses (Art. R581-59 CE), elles doivent être éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé. Il n'y a pas de distinction entre les typologies d'agglomérations.

Toutefois, lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à cette obligation d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

2.1.5. Le régime des enseignes en façade

La surface cumulée des enseignes murales parallèles et/ou perpendiculaires ne peut dépasser 15 % de la surface de la façade commerciale sur laquelle elles sont installées. Lorsque la surface de la façade est inférieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes est portée à 25 %.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2.1.6. *Le régime de l'enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol*

Les dispositions régissant les conditions d'implantation des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne sont pas conditionnées par le nombre d'habitants de l'agglomération où elles sont implantées.

Ainsi, comme la publicité scellée au sol, lorsque l'enseigne fait plus de 1 m², elle ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elle se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie, ni à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété.

Toutefois, deux enseignes peuvent être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Une règle de densité, distincte de celle de la publicité, s'applique lorsqu'elle fait plus de 1 m². Ainsi, elle est limitée à un dispositif simple ou double face, placé le long de chacune des voies publiques bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

- **Règle applicable sur l'ensemble de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (pas de distinction entre les unités urbaines contrairement à la publicité)**

Les dispositions spécifiques applicables hors agglomérations et dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants

	Surface maximum	Hauteur maximum de l'enseigne	Densité
Enseigne au sol **Art. R581-64 CE** **Art. R581.65 CE**	6 m² unitaire	**6,5 m** de haut si largeur ≥ 1m **8 m** de haut si largeur < 1m	Enseignes de plus de 1 m² : 1 le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble Enseignes de moins de 1 m² : **non règlementées**

2.2. Les dispositions spécifiques applicables aux agglomérations de plus de 10 000 habitants

	Surface maximum	Hauteur maximum de l'enseigne	Densité
Enseigne au sol **Art. R581-64 CE** **Art. R581.65 CE**	10,5 m² unitaire	**6,5 m** de haut si largeur ≥ 1m **8 m** de haut si largeur < 1m	Enseignes de plus de 1 m² : 1 le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble Enseignes de moins de 1 m² : **non règlementées**

3. *Le régime des dispositifs temporaires (enseignes et pré-enseignes)*

Les enseignes ou pré-enseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Art R581-69 CE

3.1. Les enseignes temporaires

Elles suivent les règles d'extinctions lumineuses des enseignes permanentes. Art R581-70 CE

Les enseignes temporaires apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni dépasser les limites de l'égout du toit. Art R581-70 et 60 CE

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Art R581-70 et 61 CE

Saillies :

- Enseignes apposées parallèlement à une façade : 0,25 mètres — Art R581-70 et 60 CE
- Enseigne perpendiculaire à une façade : 1/10ème de la distance séparant les 2 alignements de voie publique, dans la limite de 2 mètres — Art R581-70 et 61 CE

Les enseignes de plus de 1 m², scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie. Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Art R581-64 CE

Les enseignes temporaires sur toiture ou terrasse suivent les règles de surface cumulée des enseignes permanentes (soit 60 m²). Art R581-70 et 62 CE

La surface des enseignes installées pour plus de trois mois est limitée à 12 m² unitaire lorsqu'elles sont scellées ou installées au sol. Art R581-70 CE

3.2. Les pré-enseignes temporaires

Hors agglomération, les pré-enseignes temporaires peuvent être scellées ou installées au sol, si

Art R581-71 CE et arrêté du 23 mars 2015

- Leurs dimensions n'excèdent pas 1m en hauteur et 1,50 m en largeur ;
- Leur nombre est limité à 4 par opération ou manifestation.
- Leur hauteur (panneau inclus) n'excède pas une hauteur de 2,20 mètres au-dessus du niveau du sol.
- Le mât est mono-pied et sa largeur n'excède pas 15 cm.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VI. Les plans et programmes avec lesquels le RLPi doit être compatible

1. *La Charte du Parc National de Port-Cros*

« Le cas échéant, les dispositions du règlement local de publicité doivent être compatibles avec les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable de la charte applicables à l'aire d'adhésion d'un parc national mentionnées au 2° du I de l'article L.331-3. »

Art. L.581-14 du CE

Trois communes sont concernées en partie par le Parc National de Port-Cros :

- **Hyères** : Cœur du Parc et Aire d'adhésion
- **Le Pradet** et **La Garde** : Aire d'adhésion

Les dispositions du règlement local de publicité intercommunal devront être compatibles avec la charte en vigueur.

Six grandes ambitions y sont définies :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel, culturel et paysager littoral, maritime et insulaire
- Préserver la biodiversité et les fonctions des milieux naturels terrestres et marins
- Soutenir un développement local durable, valorisant les potentialités du territoire et respectant ses capacités
- Promouvoir un aménagement durable et une mobilité apaisée
- Préparer l'avenir en investissant sur la recherche, l'innovation et l'éducation au développement durable et en anticipant les évolutions du territoire
- Développer une approche intégrée terre / mer par une coopération renforcée, une articulation des outils et une solidarité d'action entre acteurs

Ces six ambitions sont déclinées en orientations et objectifs.

Les orientations et mesures de la Charte du Parc National en lien avec l'affichage publicitaire sont contenues dans l'Orientation 4.1 : « Promouvoir un aménagement qui valorise les paysages exceptionnels de l'entre terre et mer »

Parmi les mesures partenariales, la mesure 4.1.7, « *Déployer sur le territoire une signalétique performante pour l'économie touristique et valorisante pour l'image du territoire, en harmonisant et en améliorant la qualité des dispositifs de publicité, des enseignes et des pré enseignes* » concerne directement le projet de RLPi.

Extrait de la charte (Page 193) :

« … les communes de l'aire d'adhésion qui souhaitent maintenir la publicité dans leur agglomération doivent élaborer des règlements locaux de publicité. La réintroduction de la publicité ne doit se faire qu'avec mesure et parcimonie dans l'objectif de préserver et de valoriser le caractère du parc national et d'améliorer le cadre de vie, de protéger les secteurs d'intérêt patrimonial, architectural ou paysager et de spécifier une homogénéisation des enseignes.

Les règlements locaux de publicité devront ainsi limiter le nombre, veiller à l'implantation et recourir à des formats aussi limités et harmonieux que possible des dispositifs de publicité, enseignes et pré-enseignes. L'objectif est de limiter les formats de publicité à 4 m² pour l'aire d'adhésion.

Dans la mesure du possible, la réflexion sur la publicité s'élaborera dans une démarche intercommunale afin de donner une cohérence au territoire et éviter le phénomène de report des dispositifs sur les communes voisines. »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VII. Les dispositions des RLP communaux

1.1. Propos liminaires

Lorsque la Métropole Toulon Provence Méditerranée a été créée le 1er janvier 2018, 9 communes étaient dotées d'un règlement local de publicité.

En application de la loi Grenelle II du 13 juillet 2010, les 6 des RLP locaux antérieurs à cette date sont devenus caducs le 13 juillet 2022, soit les RLP de Toulon, Hyères-les-Palmiers, Ollioules, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var et La Crau. Aujourd'hui seuls 3 RLP sont encore en vigueur, ceux de La Garde, Six-Fours-les-Plages et Le Pradet.

Leur analyse au sein du présent document constitue un outil d'identification du territoire permettant d'établir le diagnostic de la publicité et des enseignes. En effet, leurs dispositions peuvent constituer une source d'inspiration pour l'élaboration du RLPi. Une synthèse de leur analyse sera présentée dans les pages suivantes ; le détail figure en annexe du RLPi.

1.2. Des documents pour la plupart anciens

La particularité de la plupart des RLP communaux de TPM est d'avoir été adoptés avant la réforme du droit de la publicité extérieure introduite par la loi du 12 juillet 2010.

L'ancienneté des RLP engendre une inadéquation du zonage avec la réalité urbaine des communes considérées en raison de l'évolution progressive des territoires. A cet égard, plusieurs règlements ont institué des zones de publicité autorisées (ZPA) hors agglomération. Depuis la loi Grenelle cette dérogation n'existe plus, hormis à proximité immédiates de certaines gares et centres commerciaux. Par conséquent, les ZPA des RLP devront soit être intégrées au périmètre d'agglomération, si l'évolution de l'urbanisation le justifie, soit en être exclues et faire ainsi l'objet d'une interdiction stricte de publicité.

De plus, la plupart des règlements a limité le format de la publicité à 12m², ce qui constituait, au moment de leur rédaction, une mesure plus restrictive que le règlement national qui permettait un format de 16m². Le format maximal admis par la règlementation nationale s'élève, depuis le décret du 30 octobre 2023, à 10.5m².

En outre, l'analyse des RLP montre que très peu tiennent compte des nouveaux procédés de publicité, telles que la publicité lumineuse ou les enseignes numériques et des problématiques qui les accompagnent : éblouissement, extinction nocturne, consommation énergétique…

1.3. Des dispositions intéressantes à généraliser

L'analyse a montré que des dispositions que l'on retrouve dans les RLP communaux pourraient être intéressantes à généraliser à l'échelle de la Métropole. Il en va ainsi de la mesure interdisant la publicité scellée au sol aux abords des ronds-points. Cette mesure évite l'encombrement de la publicité en des lieux où l'attention des usagers des voies doit être la plus soutenue. Par ailleurs, les ronds-points constituent pour certains des portes d'entrées sur les territoires, et doivent ainsi être considérés comme des espaces vitrines à préserver de l'affichage extérieur pour privilégier les vues sur le paysage traversé.

De plus, de nombreux RLP comportent des règles de densité visant à limiter l'accumulation de dispositifs publicitaires, en particulier le long des voies routières.

En matière d'enseignes, on note un encadrement fort des enseignes en toiture, particulièrement impactant dans le paysage. Ces dernières sont en effet a minima interdites au sein d'une zone, voire plusieurs, dans la majorité des RLP communaux.

La plupart des RLP communaux montre une volonté de réduction du nombre et du format des enseignes en façade et au sol. Cette volonté se traduit par l'inscription d'un nombre maximal de dispositifs par activité et d'un format particulièrement restrictif dans certains secteurs de centralités.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 3 : Diagnostic de la situation de la publicité extérieure sur le territoire

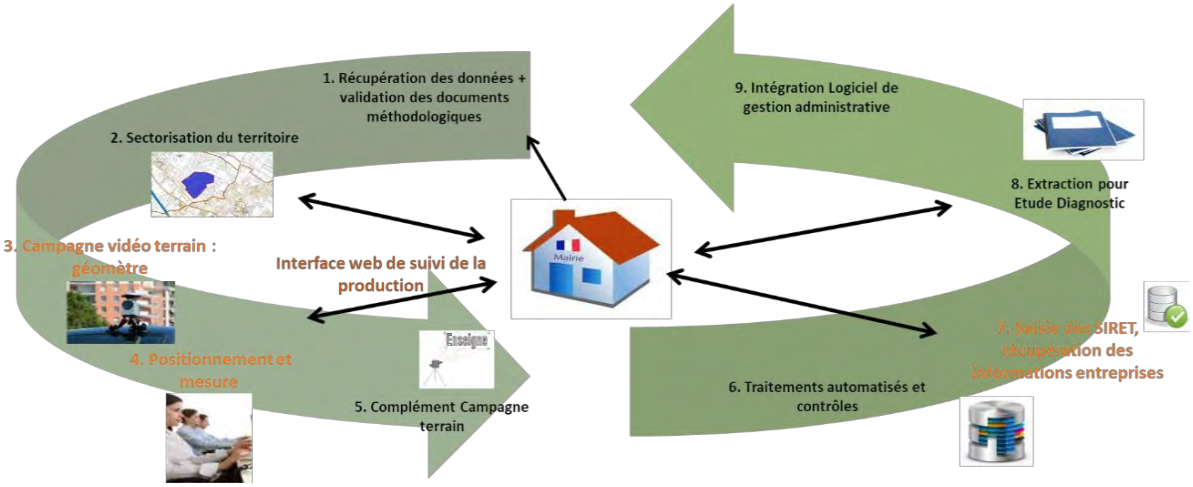
I. Préambule

La publicité extérieure se présente sous de multiples formes : enseignes géantes des centres commerciaux, mobiliers urbains dans le centre des villes, grands panneaux publicitaires le long des axes de circulation, dispositifs lumineux, banderoles temporaires, etc…

Quelles que soient les dimensions et les formes qu'elles prennent, les enseignes, les publicités et les pré-enseignes ont un impact sur le paysage, puisque sa lecture s'en trouve modifiée. Afin que le RLPi remplisse son rôle d'adaptation de la publicité extérieure aux caractéristiques paysagères locales, une partie des études préliminaires tient à l'observation sur le terrain des dispositifs existants. Cette étude permet de juger la pression publicitaire globale sur la Métropole puis, secteur par secteur, d'identifier les lieux où enseignes et publicités sont incongrues et ceux dans lesquels elles trouvent leur place, d'apprécier la qualité du dispositif et la façon dont il est implanté.

1. *Méthodologie d'inventaire*

Un inventaire représentatif de plus de 2000 dispositifs de publicités et pré-enseignes a ainsi été réalisé en mars 2021 afin d'identifier le profil type des dispositifs existants sur le territoire, leurs caractéristiques (type, format) et de mettre en évidence les principaux secteurs concernés par l'affichage publicitaire. Il a été réalisé à partir d'un relevé vidéo géoréférencé utilisant la technologie *ImajBox*.



Méthodologie Imajbox

Cet inventaire s'est porté sur les secteurs stratégiques en matière d'affichage publicitaire :

- les principaux axes routiers traversant le territoire : routes de catégorie 1, 2 et 3 (autoroutes/route express, voies primaires et voies secondaires), en agglomération et hors agglomération ;
- les zones commerciales et pôles d'activités.

Ont été ciblés les dispositifs de plus de 1 m².

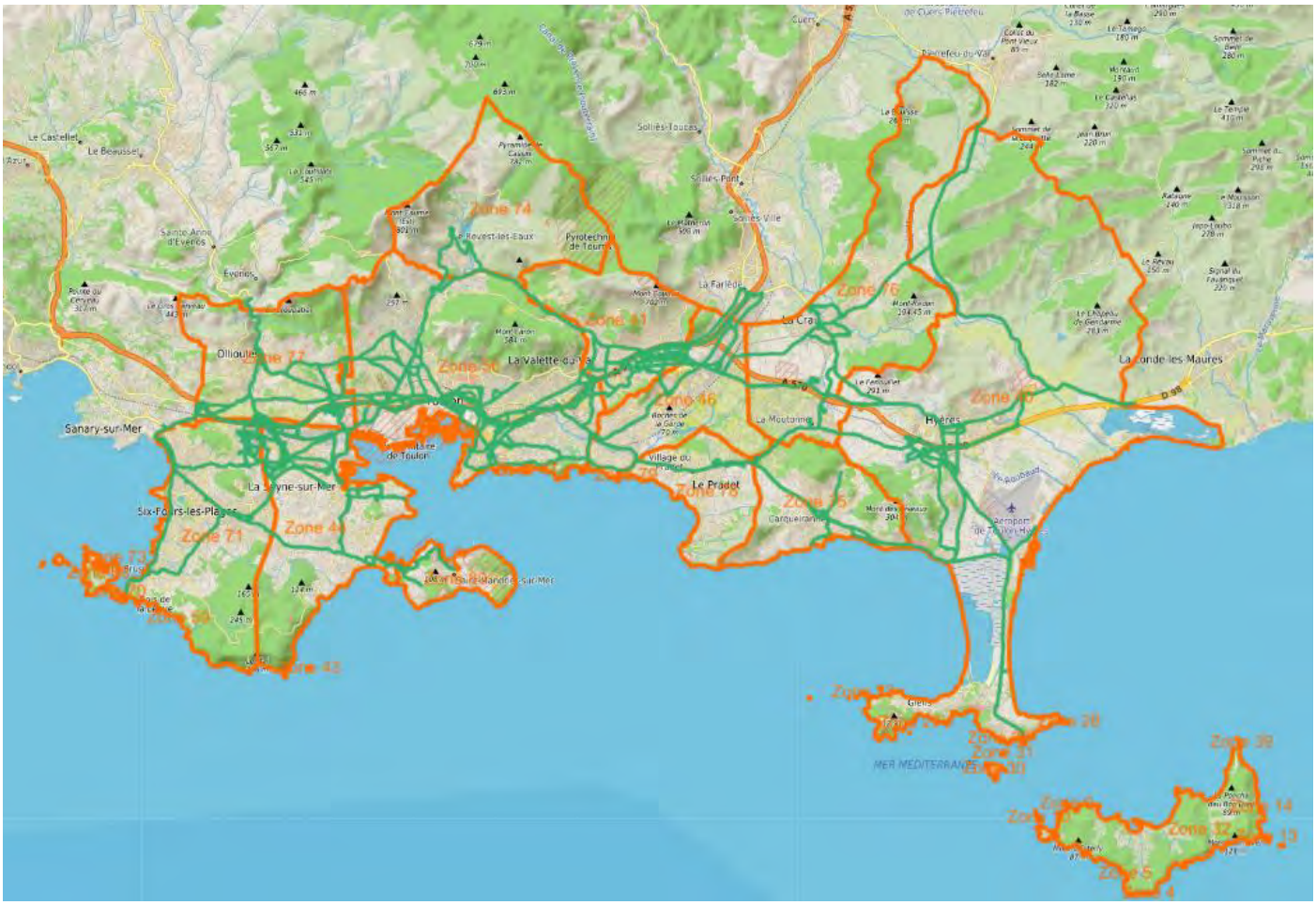
Pour chacun d'eux, les informations suivantes ont été récoltées / mesurées :

- Type de support : scellé au sol, sur mur, sur clôture, sur mobilier urbain.
- Nombre de faces.

Accusé de réception en préfecture
083-218300522-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Hauteur au sol
- Largeur, longueur, surface du dispositif (affiche + encadrement)
- Dispositif numérique ou non



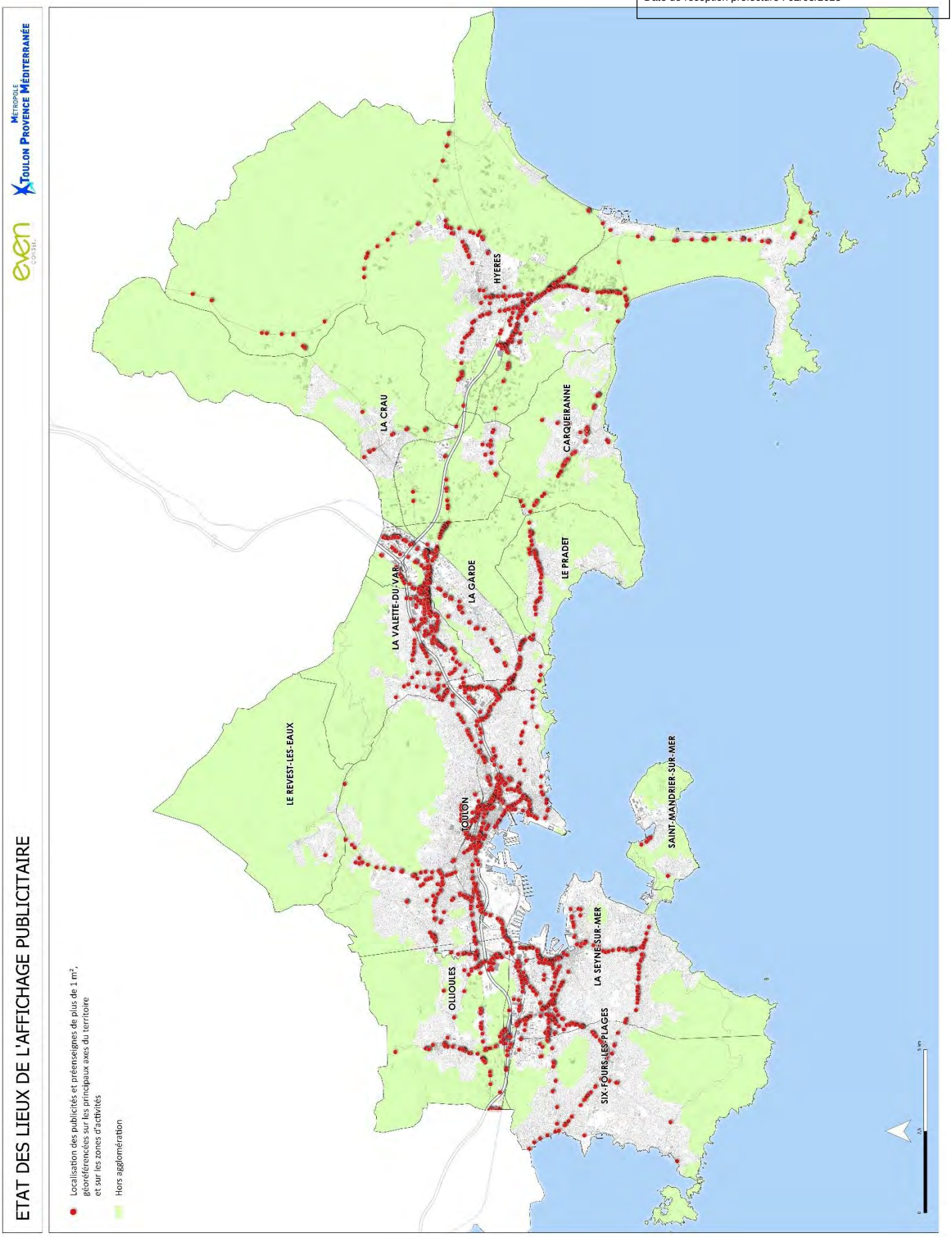
En vert les axes inventoriés ; les zones correspondent aux différentes communes du territoire ; Source : SOGEFI 2021

2. *Résultats*

Au total, **2100 supports** de plus de 1 m² ont été inventoriés sur les secteurs ayant fait l'objet du recensement. Ceux-ci représentent une **surface cumulée de 17 600 m² d'affiches publicitaires ou pré-enseignes**, pour environ 560 établissements identifiés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

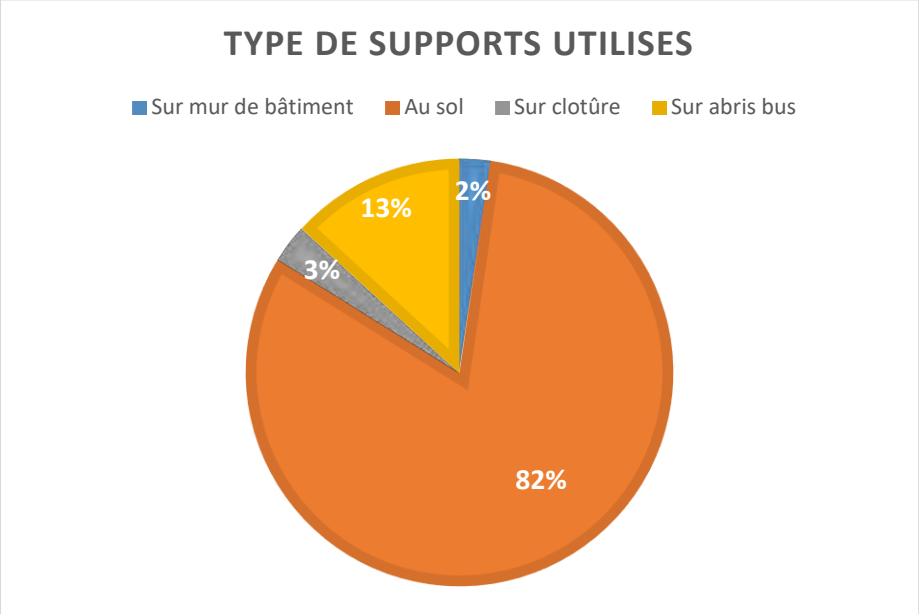
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



La grande majorité des dispositifs est aujourd'hui **scellée ou apposée au sol**. Ceux-ci représentent plus de **80%** des dispositifs inventoriés, alors que ceux sur **les murs de bâtiment ou de clôture** représentent **moins de 5% des supports** utilisés.

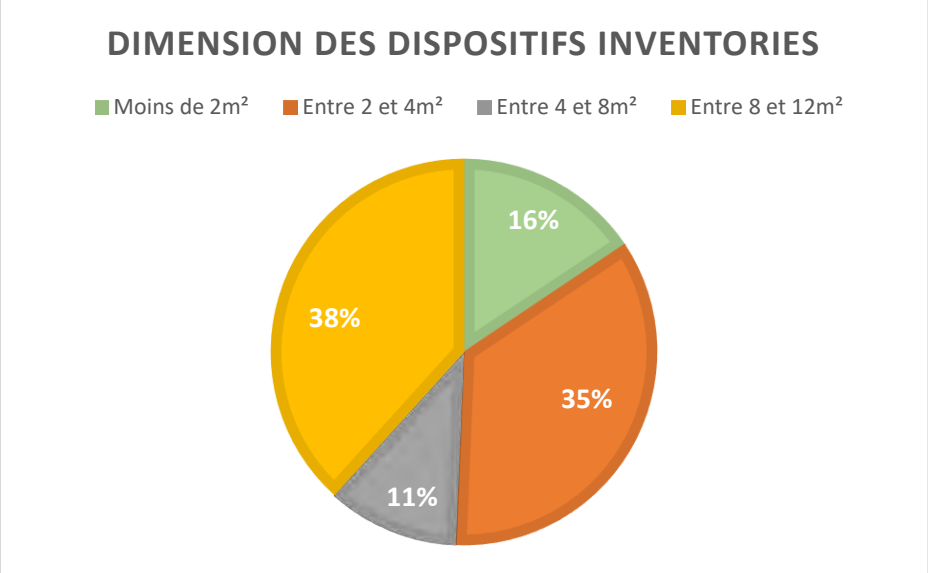
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Près de 15% des dispositifs inventoriés ont une surface unitaire (une face) **de moins de 2 m²**, encadrement compris.

Les dispositifs de grand format (plus de 8m²) représentent environ 40% des dispositifs.



Au regard du nombre de dispositifs concernés et de leur impact paysager, une attention particulière devra être portée sur les dispositifs scellés ou apposés au sol et notamment ceux de grand format.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

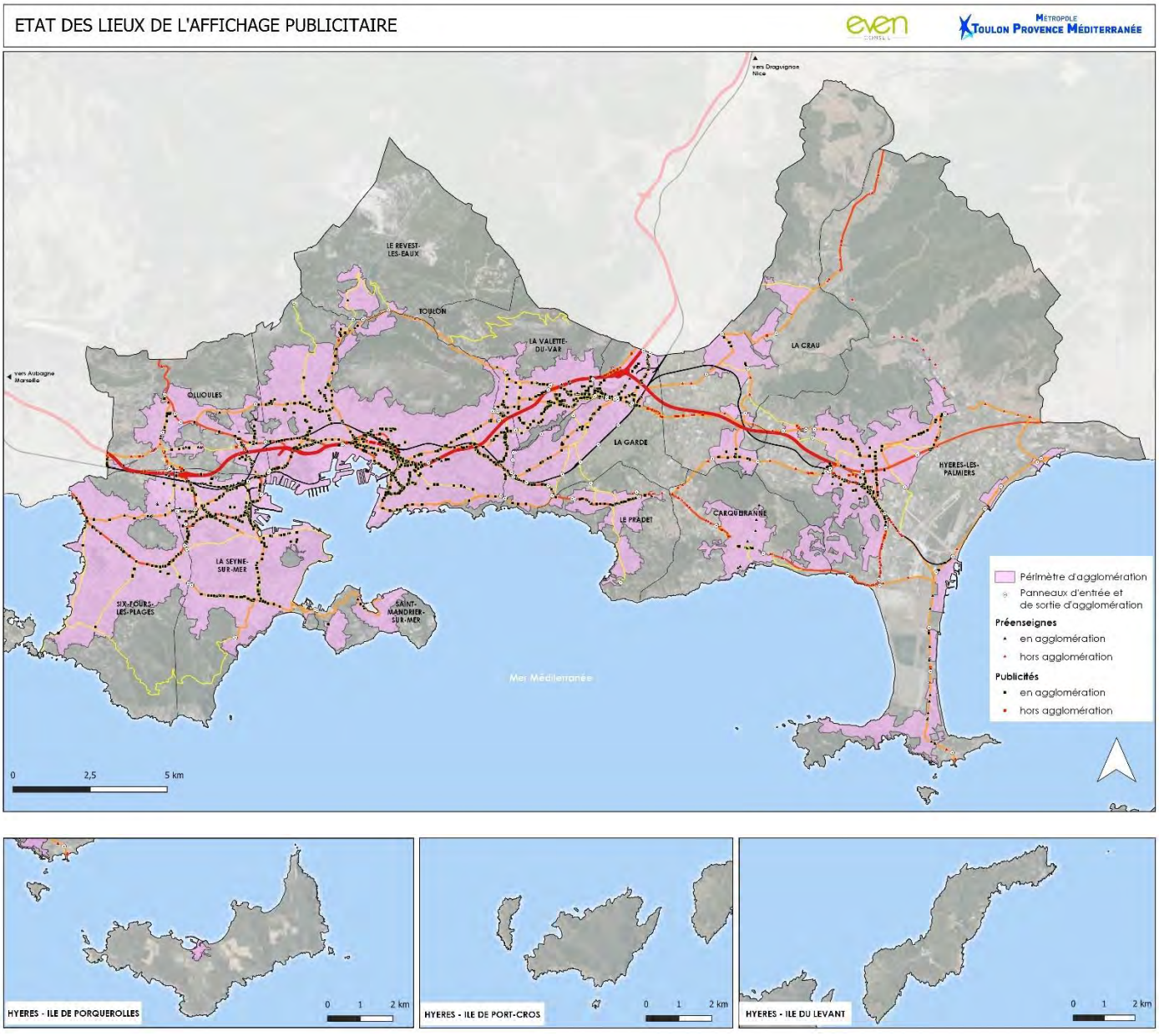
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Analyse spatiale*

A partir de l'inventaire publicitaire, un travail de pondération a été réalisé afin d'identifier plus précisément les secteurs impactés par l'affichage publicitaire. Il a permis d'intégrer une approche sensible au SIG, qui est venue compléter l'approche paysagère menée en phase de terrain.

Le résultat de cette pondération est spatialisé sur la carte présentée ci-dessous.

Méthodologie de pondération : un buffer a été défini autour de chaque dispositif inventorié, d'une taille corrélée à celle du dispositif publicitaire (plus le dispositif est grand, plus le buffer est large). Plus il y a de dispositifs de grande taille, plus les buffers se croisent et plus on va donc vers une représentation graphique foncée. **Ainsi, les ilots ou linéaires les plus foncés représentent les secteurs où se concentrent le plus de dispositifs de grande dimension.**



Cette cartographie a permis de mettre en évidence des secteurs relativement bien préservés de l'affichage publicitaire et des pré-enseignes

3.1. Des secteurs relativement bien préservés de l'affichage publicitaire et des pré-enseignes

Ces secteurs sont préservés soit au regard des usages existants, soit au regard des règles applicables dans les RLP en vigueur. Ils concernent essentiellement :

- Des communes dans leur ensemble ou certaines agglomérations (agglomération principale)

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-059-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Les centres-villes, centres-villages
- Les espaces résidentiels

Dans ces secteurs, l'affichage publicitaire et les pré-enseignes sont absentes ou peu nombreuses et généralement de format réduit (1 à 2 m²).

Saint-Mandrier

Le Revest-les-Eaux

La Crau

Six-Fours-les-Plages

Figure 32 : Exemples d'espaces préservés de l'affichage publicitaire

3.2. Des secteurs à forte densité de publicités ou pré-enseignes

Ils concernent essentiellement :

- Les zones commerciales et pôles d'activités : les zones Industrielles de Toulon Est, des Playes, de Bregaillon, de Camp Laurent, les zones d'activités des Plantades, de La Pauline, des Fourches, de Quiez, les zones commerciales de Grand Var & Avenue 83…
- Les principaux axes routiers du territoire, secteurs où se concentrent le trafic routier quotidien ainsi que les accès vers les zones commerciales : D559 (Toulon, La Garde, Carqueiranne et Le Pradet), D559a et D197 (Hyères), D98 (La Garde), D46 (La Valette-du-Var, D11 (Ollioules), Avenue de la 1ere armée Française (La Seyne-sur-Mer), abords des autoroutes, etc...

Cette densité est marquée par la visibilité de plusieurs dispositifs en même temps, généralement de grande taille et relativement proches les uns des autres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue de l'université – Zone commerciale Grand Var (La Garde)

D559 (Carqueiranne et La Garde)

D16 (La Seyne-sur-Mer)

D11 (Ollioules)

Figure 33 : Exemple d'espaces présentant une forte densité d'affichage

3.3. Des secteurs "intermédiaires" présentant ponctuellement de l'affichage

L'implantation des dispositifs concerne tous types de milieux urbains : des traversées de village, des quartiers résidentiels, des pôles d'équipements, etc., où l'affichage publicitaire et les pré-enseignes sont présents de façon plus ponctuelle, visibles généralement un par un ou par doublon depuis la voie publique les bordant.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Toulon

Hyères

La Valette-du-Var

Figure 34 : Exemples d'espaces présentant un affichage ponctuel

II. Publicités et pré-enseignes : diagnostic par type de secteur

Le diagnostic publicitaire présenté ci-après permet de mettre en évidence les secteurs les plus impactés du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Ainsi, sont en particulier concernés par une forte densité d'affichage publicitaire et/ou par un impact paysager majeur :

- Certaines traversées d'agglomération, essentiellement des entrées de territoire ou des accès vers des pôles commerciaux :
  - La D559 (entre Toulon et Le Pradet) et la D98 (vers La Crau, Hyères) à La Garde ;
  - La D276 (Route des Loubes & Chemin de la Vilette), la D559 (Route de l'Almanarre), la D197 (Avenue de l'Aéroport) et la D559a (Chemin du Moulin premier) à Hyères ;
  - La D559 à Carqueiranne ;
  - La D46 à La Valette-du-Var ;
  - La D11 à Ollioules ;
  - L'avenue de la 1ère Armée Française à La Seyne-sur-Mer.
- Les zones commerciales/pôles d'activités suivants :
  - ZI de Toulon Est, ZA Les Plantades, ZA la Pauline, ZA Les Fourches, Grand-Var et Avenue 83 à La Garde et La Valette-du-Var ;
  - ZI des Playes, ZI Bregaillon et Camp Laurent à La Seyne-sur-Mer et Six-Fours-les-Plages ;
  - Le Parc d'Activités Quiez-Olliolis, ZA de Quiez et ZA de Piedardan à Ollioules.
- Les centres-villes et quartiers résidentiels

Les cartes d'état des lieux par commune, jointes en annexe 2 du présent document, identifient les types de secteurs inventoriés sur chacune d'elles.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. *Exemple de publicités et pré-enseignes non conformes rencontrées sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée*

L581-7 du Code de l'Environnement.

- « **En dehors des lieux qualifiés d'agglomération** par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite »

Hyères

Carqueiranne

La Crau

La Crau

Art. R581-22 du CE

- « La publicité est **interdite sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles** ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré »

Toulon

Article R581-22 du CE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- « Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 581-4, **la publicité est interdite : […] 3° sur les clôtures qui ne sont pas aveugles […] »**.

Ollioules

Six-Fours

Toulon

Article R581-25 du CE

- « I. - Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaire. Par exception, il peut être installé :
  - *soit deux dispositifs publicitaires alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support ;*
  - *soit deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaire.*

  Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaires, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première. »

La Garde

Article R581-27 du CE

- « La publicité non lumineuse ne peut être apposée à moins de 0,50 mètres du niveau du sol »

Ollioules

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Article R581-27 du CE

- « La publicité non lumineuse ne doit pas dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit »

La Seyne- sur-Mer

Ollioules

Art. R418-6 Code de la Route

- « La publicité et les enseignes publicitaires et pré-enseignes visibles d'une autoroute ou d'une route express sont interdites, de part et d'autre de celle-ci, sur une largeur de 40 mètres mesurée à partir du bord extérieur de chaque chaussée »

Six-Fours-les-Plages

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *Les entrées de ville et axes de transit*

2.1. Secteur(s) et communes concerné(s)

Plusieurs voies à grande circulation sont concernées par une forte prégnance visuelle de l'affichage publicitaire. L'ensemble de ces axes constitue des portes d'entrée du territoire ou plus localement des entrées de ville. Ces axes sont les premières images perçues du territoire.

Sont notamment concernés les axes suivants :

- La D559 qui traverse Toulon, La Garde, Le Pradet et Carqueiranne ;
- Les D76, D276 et D554 à La Crau ;
- Avenue Pablo Picasso à La Valette-du-Var ;
- La D18 à Saint-Mandrier ;
- La D29 à La Garde ;
- La D554, l'avenue de la Gare et avenue Geoffroi Saint-Hilaire à Hyères ;
- Avenue du Maréchal Juin (D559) et la D63 à Six-Fours-les-Plages ;
- Avenue du Maréchal Alphonse Juin (D559), la D18 et la D16 à la Seyne-sur-Mer ;
- La DN8 à Ollioules ;
- La DN8, la D92, l'avenue Albert Camus, l'avenue des Moulins/Chemins du Jonquet, le boulevard de Strasbourg, l'avenue de la République et la Corniche à Toulon.

2.2. Dispositifs publicitaires présents/dominants

Le long des entrées de ville mentionnées ci-avant, on observe la présence de panneaux publicitaires de grands formats jusqu'à 12m², essentiellement scellés au sol qui se succèdent le long des axes routiers, de part et d'autre des voies.

Deux cas de figure sont généralement rencontrés :

- Des axes où plusieurs dispositifs, notamment de grands formats, sont visibles simultanément lors de la circulation, qu'ils soient scellés au sol ou muraux.
- Des axes où la densité d'affichage est moins élevée, plus ponctuelle.

<u>Exemples d'axes présentant une forte densité de dispositifs de grand format :</u>

Figure 35 : Forte densité de dispositifs au sol à La Garde, le long de la D559

Figure 36 : Forte densité de dispositifs au sol à Carqueiranne, le long de la D559

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 37 : Forte densité de dispositifs muraux à Ollioules, le long de la D11

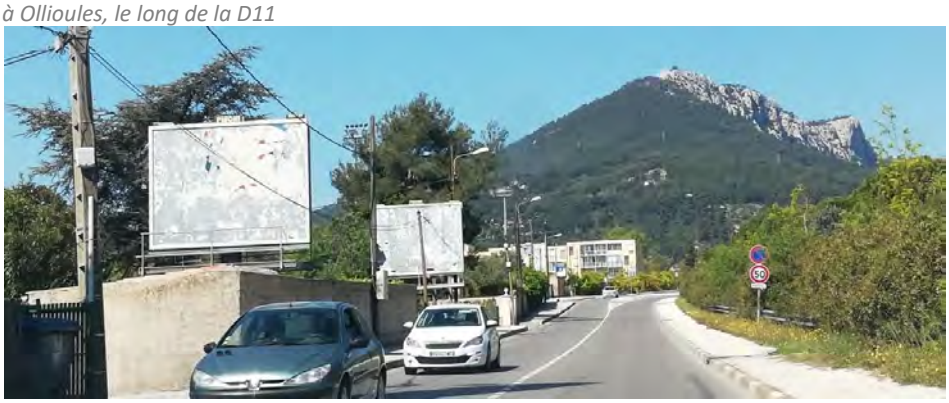


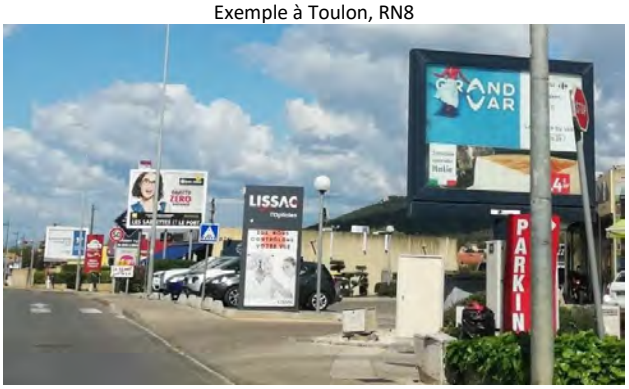
Figure 38 : Forte densité de dispositifs au sol à La Valette-du-Var, le long de la D46

Exemples d'axes accueillant des dispositifs plus ponctuels :

Exemples sur Hyères, D554

Exemple à Toulon, RN8

Exemple à Six-Fours-les-Plages, D559



Exemple à la Seyne-sur-Mer, D16

2.3. Impacts paysagers

Une accumulation publicitaire marque fortement l'espace urbain et engendre une première image peu qualitative du territoire sur ces entrées de ville majeures, accessibles depuis les grands axes routiers (autoroutes, routes métropolitaines…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les impacts sur le paysage sont relativement variables selon l'axe emprunté, la commune et la morphologie urbaine des zones traversées. Dans l'ensemble, l'impact est limité par la faible densité des dispositifs publicitaires.

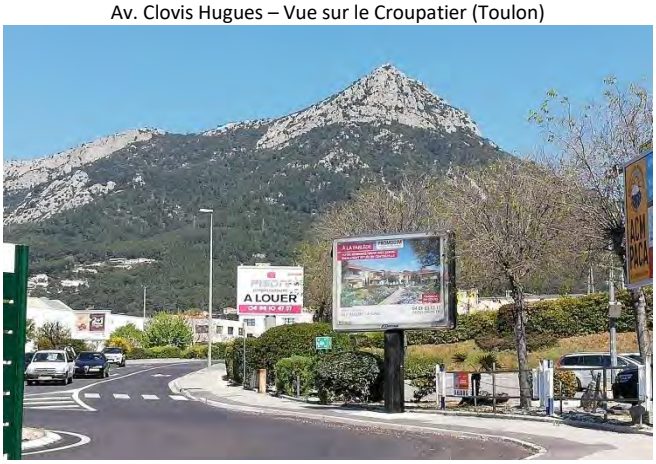
Néanmoins, l'implantation d'un unique dispositif peut parfois engendrer une dégradation nette du paysage. C'est le cas lorsque l'un d'entre eux est implanté dans un espace visuellement sensible, un cône de vue sur le grand paysage et notamment vers les principaux massifs toulonnais ou sur le littoral.

Exemples de dispositifs d'affichage dégradant des points de vue sur les éléments de patrimoine naturel ou bâti emblématique :

Av. Jean Rambaud – vue sur le Mont Faron (Toulon)

Av. Clovis Hugues – Vue sur le Croupatier (Toulon)

Av. des Moulins – Vue sur le Croupatier (Toulon)



Chemin des plantades – Vue sur le Mont Coudon (La Garde)

D11 – vue sur les ruines du château (Ollioules)

2.4. Tendance d'évolution en l'absence de RLPi

Sur l'ensemble des 12 communes et plus particulièrement sur les communes dont le RLP est devenu caduc, il est possible d'installer des publicités et pré-enseignes d'un format pouvant aller jusqu'à 10,5 m², au sol et sur mur.

Avec la caducité des dispositions des RLP communaux, les 12 communes pourraient subir une **densification publicitaire** sur leur territoire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Les zones commerciales et zones d'activités*

3.1. Secteurs et communes concernés

Les principales zones commerciales du territoire métropolitain sont localisées sur les communes de La Garde, La Valette-du-Var, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages et Ollioules.

3.2. Dispositifs publicitaires présents/dominants

Au sein des zones commerciales sont essentiellement visibles des publicités scellées au sol ou murales pouvant atteindre jusqu'à 12m². Plusieurs dispositifs sont visibles simultanément lors de la circulation.

Figure 39 : Exemples des zones commerciales de La Garde et la Valette-du-Var

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 40 : Exemples des zones commerciales La Seyne-sur-Mer et Six-Fours les-Plages

Figure 41 : Exemples des zones commerciales d'Ollioules

3.3. Impacts paysagers

Les dispositifs publicitaires identifiés sur les zones commerciales sont très hétérogènes et peu harmonieux. En effet, les différences de taille et de qualité des matériaux ne participent pas à la qualité et l'attractivité des zones.

Sur les traversées de zones économiques, l'affichage publicitaire de grand format s'accumule à la densité élevée d'enseignes scellées au sol, qui se succèdent elles aussi le long des axes. Cette accumulation d'éléments visuels engendre sur ces secteurs :

- Une perte de lisibilité du paysage urbain et naturel alentours : phénomène de « pollution » visuelle ;
- Une perte de lisibilité des nombreuses informations publicitaires par la surabondance de panneaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3.4. Tendance d'évolution en l'absence de RLPi

En l'absence de RLPi :

- Le **maintien des usages actuels** est globalement conforme aux dispositions de la règlementation nationale (possibilité d'installation de publicité jusqu'à 10,5 m², au sol et sur mur).
- Avec la caducité des dispositions des RLP communaux, les communes pourraient subir une **densification publicitaire** sur leur territoire.

4. *Les centres-villes et quartiers résidentiels*

4.1. Secteurs et communes concernés

Les centres-historiques, centres-villes ainsi que les quartiers résidentiels, sont généralement préservés de l'affichage publicitaire puisque éloignés des grands axes et des grandes zones d'activités ou protégés par des périmètres de protection comme les Sites Patrimoniaux Remarquables, sites inscrits ou abords de monuments historiques.

4.2. Dispositifs publicitaires dominants

Les centres villes et noyaux villageois sont globalement peu concernés par la présence d'affichage publicitaire, à l'exception de la publicité sur mobilier urbain.

On observe également la présence de chevalets mobiles, installés à proximité des commerces (affichage de menus notamment). Ces panneaux constituent des dispositifs publicitaires « installés directement sur le sol » identifiés dans le Code de l'Environnement *(devenant des enseignes s'ils sont placés sur les espaces où l'activité bénéficie d'une autorisation d'occupation du domaine public (terrasses de restaurant…)*. D'autres dispositifs sont visibles : pré-enseignes murales, oriflammes...

Les quartiers résidentiels sont globalement préservés de l'affichage extérieur. On note toutefois la présence de panneaux publicitaires scellés au sol et muraux de grande taille (12m²) susceptibles de nuire à l'attractivité résidentielle de TPM et à la qualité de vie des habitants.

Toulon

La Seyne-sur-Mer

Toulon

Toulon

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Figure 42 : Exemples d'affichage sur mobilier urbain rencontrés dans les centres-villes

Carqueiranne

La Valette-du-Var

La Valette-du-Var

La Valette-du-Var

Figure 43 : Exemples de dispositifs installés directement sur le sol dans les centres-villes

Six-Fours-les-Plages

Saint-Mandrier-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Toulon

Figure 44 : Exemples de dispositifs rencontrés dans les centres-villes, pôles secondaires et faubourgs

4.3. Impacts paysagers

L'impact sur le paysage reste très limité à l'échelle du quartier ou de l'agglomération, toutefois il est fort en matière de qualité de vie des habitants et des usagers du territoire. Les espaces résidentiels et les centres-villes constituent des espaces du quotidien, traversés à la fois par les habitants et par les touristes découvrant le territoire. La présence de dispositifs de grands formats ou la surabondance de dispositifs mobiles peut porter atteinte à la qualité des paysages traversés.

4.4. Tendance d'évolution en l'absence de RLPi

En l'absence de RLPi :

- Disparition de tout type d'affichage, dès lors que le centre historique est couvert par un périmètre de protection des abords de Monuments Historiques, de site patrimonial remarquable, de site inscrit, etc… et donc concerné par l'article L581-4 du Code de l'Environnement.
- Risque de surabondance des panneaux publicitaires dans les zones résidentielles

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III.Enseignes : diagnostic par type de secteurs

Les enseignes participent fortement à l'ambiance urbaine et à la qualité des villes, elles peuvent être un facteur de qualité ou au contraire de dépréciation. L'intégration qualitative de ce type de dispositif est souvent déterminée par le choix des couleurs, formats, dispositions et matériaux utilisés ; mais également par leurs densités.

En dehors des centres anciens où les enseignes sont majoritairement de qualité, les enseignes sans cohérence de couleurs avec les façades constituent un exemple récurrent. Cette situation conduit à une dépréciation du patrimoine bâti sur lequel elles sont implantées. Ce phénomène peut également s'élargir à l'échelle d'une rue ou d'un quartier dans le cas d'utilisation répétée de ce type de dispositifs.

Le paysage urbain peut également être brouillé par des enseignes en façade imposantes et parfois en surnombre. Cette surenchère de grands formats au cœur des centres urbains peut également interroger la notion d'échelle, notamment par rapport aux piétons pouvant éprouver un sentiment d'oppression.

Les enseignes des entreprises répondent à leur charte graphique, souvent nationale, sans nécessairement respecter l'environnement proche, le bâti, le voisinage ou les perspectives du lieu. Dans les zones commerciales et d'activités, la concentration de ce type d'installation conduit souvent à des résultats visuels peu qualitatifs.

Au sein de la Métropole, quelques zones d'activités sont vulnérables à ce phénomène. En effet, la forte diversité d'enseigne utilisée (couleurs, formes, modes d'implantation…) complexifie l'espace et dessert leur visibilité. C'est notamment le cas aux abords des zones commerciales de La Garde et La Valette-du-Var, où des dispositifs en façade et en toiture imposants non-conformes sont par ailleurs observés.

Certaines activités usent de la répétition d'un même message sur une même façade, ce qui participe à une surenchère de dispositifs. En dehors des aspects visuels, cette stratégie est aussi discutable en termes d'efficacité et de lisibilité.

1. *Exemple d'enseignes non conformes rencontrées sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée*

Article R581-63 du CE

« Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés. »

La surface cumulée des enseignes installées sur le pignon de la façade ci-dessous représente plus de 25% de la surface de cette façade.

Hyères

Six-Fours

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Toulon

Ollioules

Article R581-60 du CE

« Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit. »

La Seyne-sur-Mer

Le Pradet

Ollioules

Saint-Mandrier

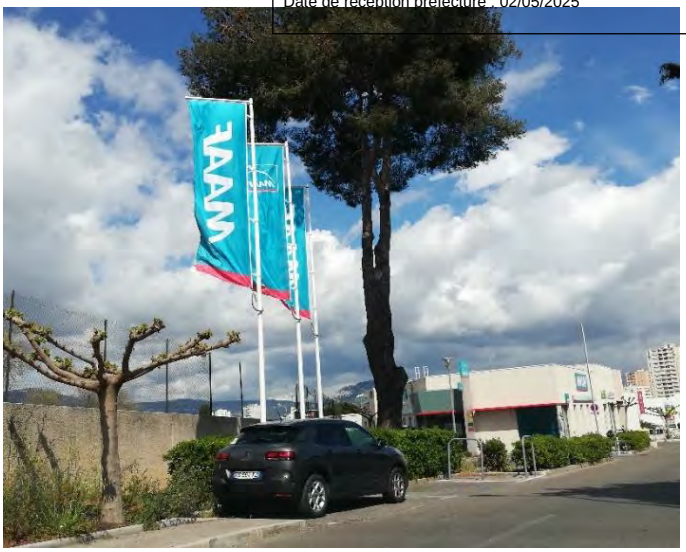
Article R581-64 du CE

« Les enseignes de plus de 1 m² scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée. »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Toulon



La Seyne-sur-Mer

La Garde

La Garde

Article R581-65 du CE

« II. - Ces enseignes ne peuvent dépasser :

- *6,50 mètres de haut lorsqu'elles font 1 mètre ou plus de large ;*
- *8 mètres de haut lorsqu'elles ont moins de 1 mètre de large. »*

Ollioules

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article R581-65 du CE

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

« La surface unitaire maximale des enseignes [scellées ou installées directement sur le sol] *est de 6 mètres carrés »* dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants.

La Valette

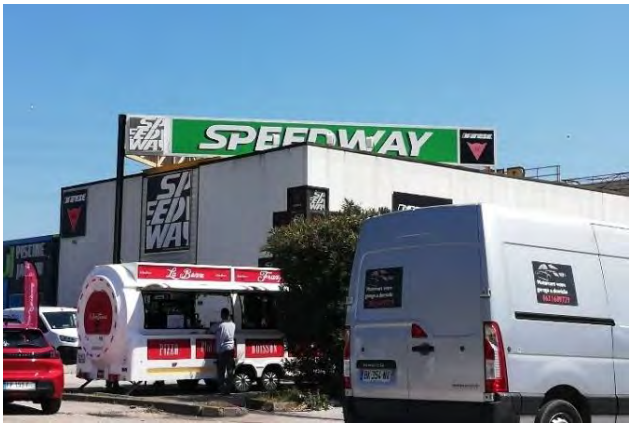
La Garde

Article R581-62 du CE

« Des enseignes peuvent être installées sur des toitures ou sur des terrasses en tenant lieu dans les conditions fixées par le présent article. […] Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans plus de la moitié du bâtiment qui les supporte, ces enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. […] »

La Valette-du-Var

Hyères



La Garde

Ollioules

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. *Les centres-villes*

2.1. Caractéristique des secteurs

Sont concernés :

- Les secteurs historiques, à forte valeur/identité architecturale ;
- Les Sites Patrimoniaux Remarquables de Toulon et de Hyères-les-Palmiers ;
- Les centres anciens et noyaux villageois.

Les centres historiques constituent des espaces à fortes valeurs architecturale et patrimoniale. Aussi, les enseignes jouent un rôle majeur dans la perception du patrimoine architectural de ces cœurs historiques.

2.2. Type d'enseignes présentes

Les enseignes rencontrées sont essentiellement en façade, à plat ou de type potence / drapeau, ainsi que sur auvents, stores-bannes ou plus rarement parasols. Quelques enseignes au sol sont également présentes, tels que les chevalets mobiles, considérés comme des enseignes lorsqu'elles sont installées au sein du périmètre d'occupation du domaine public.

On note la présence de plusieurs enseignes de qualité, qui s'intègrent de façon harmonieuse au bâti, notamment lettres peintes en façade ou lettrages fixés directement sur les façades (qui limitent l'emprise sur le bâti) :

- Des enseignes en potences et drapeaux,
- Des enseignes sous forme de lettrages fixés directement sur la façade,
- Des enseignes peintes sur devanture bois ou directement sur la façade,
- Des enseignes sur auvents, stores, relativement discrètes.

La Garde

Ollioules

La Garde

Six-Fours-les-Plages

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ollioules

Toulon

Figure 45 : Exemples d'enseignes de qualité rencontrées sur le territoire, s'intégrant de façon harmonieuse au bâti

Figure 46 : Exemples d'enseignes apposées au sol à La Garde

2.3. Impacts paysagers

Certains matériaux, formats ou coloris nuisent à la qualité des centres-villes en dégradant les bâtiments ou les linéaires commerciaux.

On retrouve ainsi des enseignes parfois peu qualitatives, qui peuvent impacter la qualité architecturale du site :

- Des enseignes sur des éléments d'architecture tels que des garde-corps de balcon,
- Des couleurs parfois peu harmonieuses avec le bâti,
- Un nombre ou une surface d'enseignes qui peut engendrer une surdensité visuelle,
- Une dimension d'enseignes parfois peu harmonieuse avec la surface de la façade,
- Des dispositifs en potence et drapeau installés aux étages, qui brouille parfois la lisibilité de la façade,
- Des enseignes en drapeau/potence installées au-dessus des ouvertures, qui nuit à la perception des ouvertures, …

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Garde

Hyères

Hyères

La Seyne-sur-Mer

La Seyne-sur-Mer

La Seyne-sur-Mer

La Seyne-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Figure 47 : Exemples de devantures commerciales aux teintes qui peuvent impacter la qualité architecturale du site

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2.4. Tendance d'évolution en l'absence de RLPi

- En général, maintien des dispositifs en place, conformes à la règlementation nationale.
- De nouvelles enseignes soumises à l'avis de l'architecte des bâtiments de France dans les sites patrimoniaux remarquables et les périmètres autour des monuments historiques.

3. *Les zones commerciales et zones d'activités le long des axes*

3.1. Caractéristiques des secteurs

Les secteurs concernés sont les voies de grande circulation longeant une zone économique ou bordant les axes d'entrées de ville.

Une grande partie des façades commerciales est visible depuis les axes de traversée urbaine et est par conséquent perçue à la fois par la population venant spécifiquement fréquenter la zone mais également par une population de transit (habitants, touristes, …).

3.2. Types d'enseignes présentes

Les enseignes présentes sont principalement de grandes dimensions, en façade, en toiture ou au sol. Ces dernières se confondent avec les publicités et pré-enseignes au sol entraînant une surabondance visuelle, particulièrement forte le long d'axes linéaires où le regard porte loin. On y trouve également des enseignes sur clôtures.

Carqueiranne

Le Pradet

La Valette-du-Var

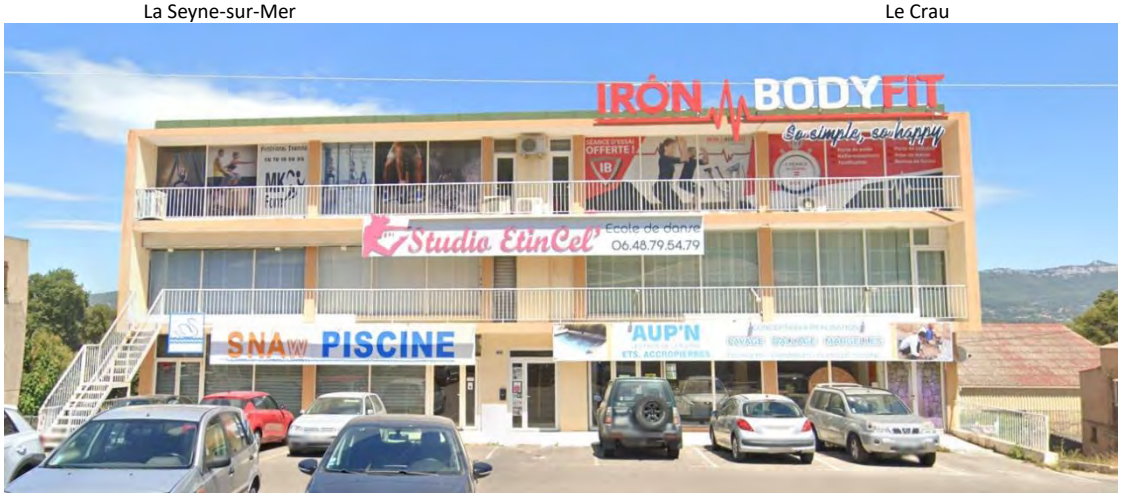
La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Seyne-sur-Mer

Le Crau



Six-Fours-les-Plages

Figure 48 : Exemples d'enseignes en façade

Carqueiranne

La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL256033-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Crau

La Crau

Ollioules

Figure 49 : Exemples d'enseignes au sol

Ollioules

Six-Fours-les-Plages

Figure 50 : Exemples d'enseignes mutualisées, format totem

Ollioules

La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Valette-du-Var

La Valette-du-Var

Hyères

Hyères

Figure 51 : Exemples d'enseignes en toiture

Carqueiranne

Carqueiranne

Ollioules

Ollioules

Figure 52 : Exemples d'enseignes sur mur de clôture ou clôture

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3.3. Impacts paysagers

Les points noirs paysagers concernent plusieurs types d'enseignes :

- Les enseignes scellées au sol, souvent en grand nombre et de grande dimension, qui, cumulées à la présence de panneaux publicitaires, engendrent :
  - Une fermeture du paysage, avec une forte empreinte visuelle des différents affichages (publicités, pré-enseignes, enseignes) ;
  - Une perte de lisibilité des différentes informations et messages ;
  - Une perte de lisibilité de certains bâtiments d'activité implantés le long de ces axes, qui se retrouvent en second plan visuel.
- L'usage de supports disgracieux, en particulier les clôtures non aveugles.

3.4. Tendance d'évolution en l'absence de RLPi

- En général, maintien des dispositifs en place, conformes à la règlementation nationale.
- Suppression de certaines enseignes scellées ou installées au sol, non conformes à la règlementation nationale d'un point de vue densité (RNP : maximum 1 enseigne de plus de 1 m² par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

IV. Synthèse des enjeux en matière d'affichage extérieur

Le diagnostic publicitaire présenté ci-avant a permis de mettre en évidence les secteurs les plus touchés par l'affichage extérieur au sein de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Ainsi, sont en particulier concernés par une forte densité d'affichage et/ou par un impact paysager majeur, certaines traversées d'agglomération, essentiellement des entrées de territoire ou des accès vers des pôles commerciaux :

- La D559 (entre Toulon et Le Pradet) et la D98 (vers La Crau, Hyères) à La Garde ;
- La D276 (Route des Loubes & Chemin de la Vilette), la D559 (Route de l'Almanarre), la D197 (Avenue de l'Aéroport) et la D559a (Chemin du Moulin premier) à Hyères ;
- La D559 à Carqueiranne ;
- La D46 à La Valette-du-Var ;
- La D11 à Ollioules ;
- L'avenue de la 1ère Armée Française à La Seyne-sur-Mer.

Au niveau des entrées de ville et des axes de transit, l'enjeu principal en matière d'affichage est l'amélioration de l'image perçue du territoire et des communes traversées. En effet, les entrées de la Métropole et des communes constituent des espaces vitrines jouant un rôle important dans l'attractivité touristique et résidentielle, à l'instar des axes de transit quotidiens empruntés par les habitants. En outre, certains axes offrent des points de vue remarquables sur des espaces représentatifs de l'identité du territoire de la Métropole TPM. Il s'agira alors de préserver ces cônes de vue de l'affichage extérieur. Certains axes traversant plusieurs communes, il est également important de veiller à la cohérence du traitement des axes entre les communes afin de garantir un apaisement continu des axes. Enfin, la lisibilité des messages publicitaires et des activités économiques pâtit de la surabondance de dispositifs le long des axes. L'enjeu est donc d'assurer cette lisibilité tout en apaisant les axes, à travers la dédensification et la réduction des formats.

Par ailleurs, des zones commerciales et pôles d'activités du territoire constituent également des secteurs à enjeux. C'est notamment le cas des zones ci-dessous :

- ZI de Toulon Est, ZA Les Plantades, ZA la Pauline, ZA Les Fourches, Grand-Var et Avenue 83 à La Garde et La Valette-du-Var ;
- Centr'Azur à Hyères-les-palmiers ;
- ZI des Playes, ZI Bregaillon et Camp Laurent à La Seyne-sur-Mer et Six-Fours-les-Plages ;
- La ZA de Quiez et ZA de Piedardan à Ollioules.

Une gradation des règles dans les zones d'activités et selon les axes de circulation est à prévoir pour adapter l'affichage au milieu dans lequel il s'inscrira.

L'un des enjeux majeurs réside dans l'amélioration de l'image véhiculée par les zones d'activités économiques et commerciales. En effet, cette image joue un rôle important en matière de qualité de cadre de vie des espaces traversés par les usagers mais également en matière d'attractivité de la clientèle et des nouvelles entreprises. La surenchère de dispositifs entraîne une dégradation de la lisibilité des messages, nuisant in fine à l'attractivité des activités. C'est notamment le cas pour le pôle d'activités Est (Valgora, Les Plantades, La Pauline, Grand Var, Avenue 83) et la zone des Playes à l'ouest, centralités économiques majeures de la Métropole, qui bénéficient d'un enjeu complémentaire lié à leur situation en entrées de ville. Les possibilités offertes en matière d'affichage extérieur doivent garantir la visibilité des acteurs économiques. Cette visibilité passe d'une part par un besoin de signalétique facilement identifiable, notamment en entrée de zone, et par une amélioration de la visibilité des devantures commerciales, souvent altérée par les nombreux dispositifs implantés au sol le long des voies.

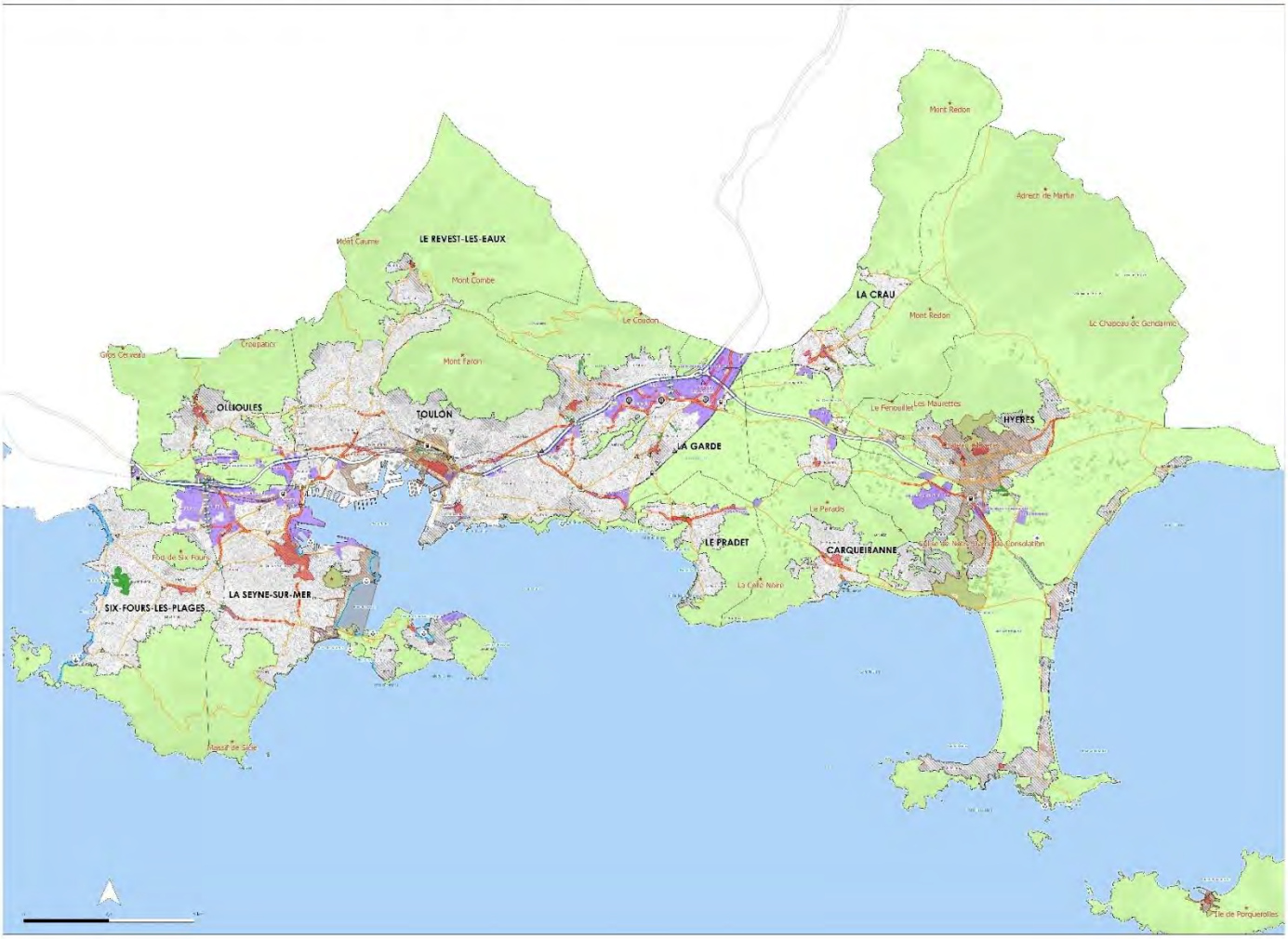
Les centres-villes, bien que moins concernés par la présence de dispositifs de taille disproportionnée, présentent des enjeux fort du fait de leur caractère patrimonial. La préservation de la qualité des secteurs remarquables et des espaces publics, de l'identité des centres historiques et de la lisibilité du patrimoine architectural constitue l'enjeu principal du RLPi au droit des centres-villes. A ce titre, il s'agira de veiller à la qualité des publicités et pré-enseignes, susceptibles de nuire au caractère patrimonial de ces secteurs.

Enfin, les zones résidentielles sont concernées par un double enjeu de valorisation des paysages du quotidien afin d'améliorer la qualité de vie des habitants et d'apaisement de ces zones dont le besoin d'affichage est moindre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ENJEUX RELATIFS A L'AFFICHAGE PUBLICITAIRE ET AUX ENSEIGNES



La préservation des espaces de perception du grand paysage

- Les cônes de vue sur les points d'intérêt du paysage depuis l'agglomération
- Le patrimoine naturel et bâti emblématique
- Les routes de bord de mer

La lisibilité du patrimoine architectural, bâti et paysager

- La protection des centres-historiques
- La mis en valeur des Sites Patrimoniaux Remarquables
- La protection des parcs urbains paysagers
- La qualité des paysages du quotidien aux abords des autres sites remarquables (abords de Monuments Historiques, sites inscrits, Aire d'adhésion du Parc Naturel Régional de Port Cros et site Natura 2000)

L'attractivité du territoire par la qualité de ses portes d'entrée, premières images de la métropole

Les axes de découverte du territoire

- Les autoroutes
- Les voies ferrées
- Les principaux axes de traversées communales

Les axes et tronçons routiers à enjeux spécifiques

- Une forte concentration d'enseignes commerciales visibles depuis un axe routier ou autoroutier
- Un affichage publicitaire qui se concentre le long des axes principaux

Les autres portes d'entrée du territoire

- Aéroport
- Gare
- Port

Un affichage harmonieux entre les communes

- Le traitement des interfaces urbaines

L'attractivité des pôles d'activités

- La qualité et la lisibilité des zones d'activités

La lisibilité des acteurs économiques locaux

- Lisibilités des activités isolées (signalétique) au sein des périmètres agglomérés
- Lisibilité du message publicitaire là où il existe une surabondance d'information

Une réflexion à mener sur les sites où la publicité peut être réintroduite

- Les périmètres d'interdictions relatives de publicités en agglomération

La qualité des enseignes dans des secteurs paysagers sensibles

- Les secteurs hors agglomérations
- Les Monuments Historiques, Sites classés, Cœur du Parc Naturel Régional de Port Cros
- Les périmètres des abords des Monuments Historiques, Sites inscrits, Aire d'adhésion du Parc Naturel Régional de Port Cros et sites Natura 2000

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre cadre de vie

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux spécificités locales à travers un Règlement Local de Publicité.

C'est le choix qu'a fait la Métropole Toulon Provence Méditerranée en prescrivant l'élaboration de son RLPi par délibération le 15 décembre 2020.

Le diagnostic de territoire a fait émerger plusieurs enjeux. Pour y répondre, la Métropole fixe les orientations suivantes :

I. Orientation n°1 - Valoriser les paysages urbains et la qualité du cadre de vie quotidien qui fait l'attractivité résidentielle de TPM

- Réduire de façon globale l'emprise de l'affichage publicitaire sur le territoire, en encadrant la densité et en réduisant, dans la majorité des secteurs, les formats d'affichage autorisés ;
- Adapter les supports et le format des publicités et pré-enseignes à la réalité urbaine du territoire Métropolitain, c'est-à-dire :
  - Aux différents profils de communes présents sur le territoire : définir un gradient entre centralités villageoises, centralités urbaines et pôles urbains structurants.
  - Au tissu urbain (centre-ville, zone résidentielle, zone économique...).
- Améliorer l'intégration urbaine des enseignes : encadrer leur nombre, format et qualité.

II. Orientation n°2 – Valoriser l'image de TPM par la qualité de ses entrées de villes et traversées de territoire

- Réduire l'emprise de l'affichage sur les entrées de ville et traversées urbaines majeures du territoire, en travaillant sur le format et la densité.
- Protéger les cônes de vues sur les éléments de patrimoine naturel et le bâti emblématique du territoire de la Métropole, ainsi que les ouvertures visuelles sur la mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III. Orientation n°3 – Préserver et mettre en valeur l'identité de TPM, ses richesses paysagères et patrimoniales

- Valoriser les entrées du Parc National de Port-Cros pour les communes adhérentes (Hyères, La Garde, Le Pradet) en adaptant l'affichage publicitaire selon les préconisations de la charte ;
- Limiter le développement de l'affichage publicitaire dans les centres historiques, travailler l'intégration architecturale et urbaine des enseignes, avec une attention particulière en site patrimonial remarquable.
- Limiter voire interdire certains dispositifs (publicités, pré-enseignes, enseignes) pouvant impacter l'identité des paysages métropolitains, son littoral, ses îles, ses presqu'îles, ses massifs boisés, etc…

IV. Orientation n°4 – Intégrer la visibilité des activités économiques et culturelles

- Prendre en compte le besoin des activités locales de se signaler, notamment celles situées en retrait des axes principaux.
- Conserver la possibilité d'installer du mobilier d'information municipale, qui pourra éventuellement recevoir une face publicitaire nécessaire à la gestion de ces supports.
- « Aérer » le paysage urbain des zones commerciales en limitant la densité des différents dispositifs (publicités, pré-enseignes, enseignes), tout en maintenant des formats adaptés à la vocation de ces zones.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V. Orientation n°5 – Adapter la règle nationale d'extinction nocturne pour les dispositifs lumineux

- Limiter la pollution lumineuse et les consommations d'énergie en définissant une plage d'extinction nocturne adaptée aux publicités et enseignes lumineuses ;
- Limiter l'implantation de publicités numériques ;
- Encadrer les publicités et enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial ;

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans no[illegible]

JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 1 : Justification de la délimitation des zones du RLPi

L'état des lieux du territoire et le diagnostic ont mis en évidence plusieurs secteurs présentant chacun des enjeux publicitaires, paysagers, patrimoniaux et économiques spécifiques. Ces secteurs ont été zonés en zones de publicités (ZP) au sein desquelles des règles particulières ont été définies afin de répondre aux enjeux identifiés localement.

Cinq zones de publicités sont instituées sur le territoire métropolitain.

La **zone n°0 (ZP0)** couvre les espaces protégés, soit les secteurs hors agglomérations et des espaces d'intérêt paysager situés en agglomération. Elle concerne 25 295 hectares, soit 68% du territoire.

La **zone n°1 (ZP1)** couvre les centres-villes et noyaux villageois, parfois étendus aux sites patrimoniaux remarquables. Elle couvre 1 240 hectares, soit 3% du territoire et 11% de la zone agglomérée.

Elle se divise en deux sous-zones :

- La ***zone ZP1a*** qui couvre les centres historiques des villes et villages et des noyaux villageois.
    - Elle est elle-même composée d'une ***sous-zone ZP1ap*** qui couvre les sites patrimoniaux remarquables.
- La ***zone ZP1b*** qui couvre les centres-villes élargis.

La **zone n°2 (ZP2)** couvre les tissus urbains périphériques à dominante résidentielle.

- Elle comporte une ***sous-zone ZP2L*** qui couvre les tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral. Les zones ZP2 et ZP2L s'étendent sur une superficie de 8 583 hectares, soit 23% du territoire et 74% de la zone agglomérée.

La **zone n°3 (ZP3)** couvre des entrées de ville et entrées de territoire. Elle est divisée en 5 sous-zones en fonction des secteurs concernés. L'ensemble de la ZP3 couvre 938 hectares, soit 3% du territoire et 8% de la zone agglomérée.

- La ***ZP3a*** couvre les abords des traversées des pôles urbains structurants, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ***ZP3b*** couvre les abords des traversés de centralités urbaines, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ***ZP3c*** couvre les abords des traversées de centralités villageoises, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ***ZP3d*** couvre les emprises portuaires (croisiéristes, chantiers navals)
- La ***ZP3e*** couvre l'aéroport de Toulon-Hyères, localisé hors agglomération et bénéficiant de la dérogation à l'article L.581-7 du Code de l'environnement.

La **zone n°4 (ZP4)** couvre les zones économiques du territoire. Elle couvre 1114 hectares, soit 3% du territoire et 10% de la zone agglomérée. Elle comporte 3 sous-zones :

- La ***ZP4a*** couvre les zones d'activités à rayonnement régional (desservies directement par une bretelle d'autoroute).
    - Elle est elle-même composée d'une ***sous-zone ZP4ap*** qui couvre les secteurs d'intérêt paysager.
- La ***ZP4b*** couvre les zones d'activités à rayonnement local.
- La ***ZP4c*** couvre les espaces à dominante économique localisés hors agglomération.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

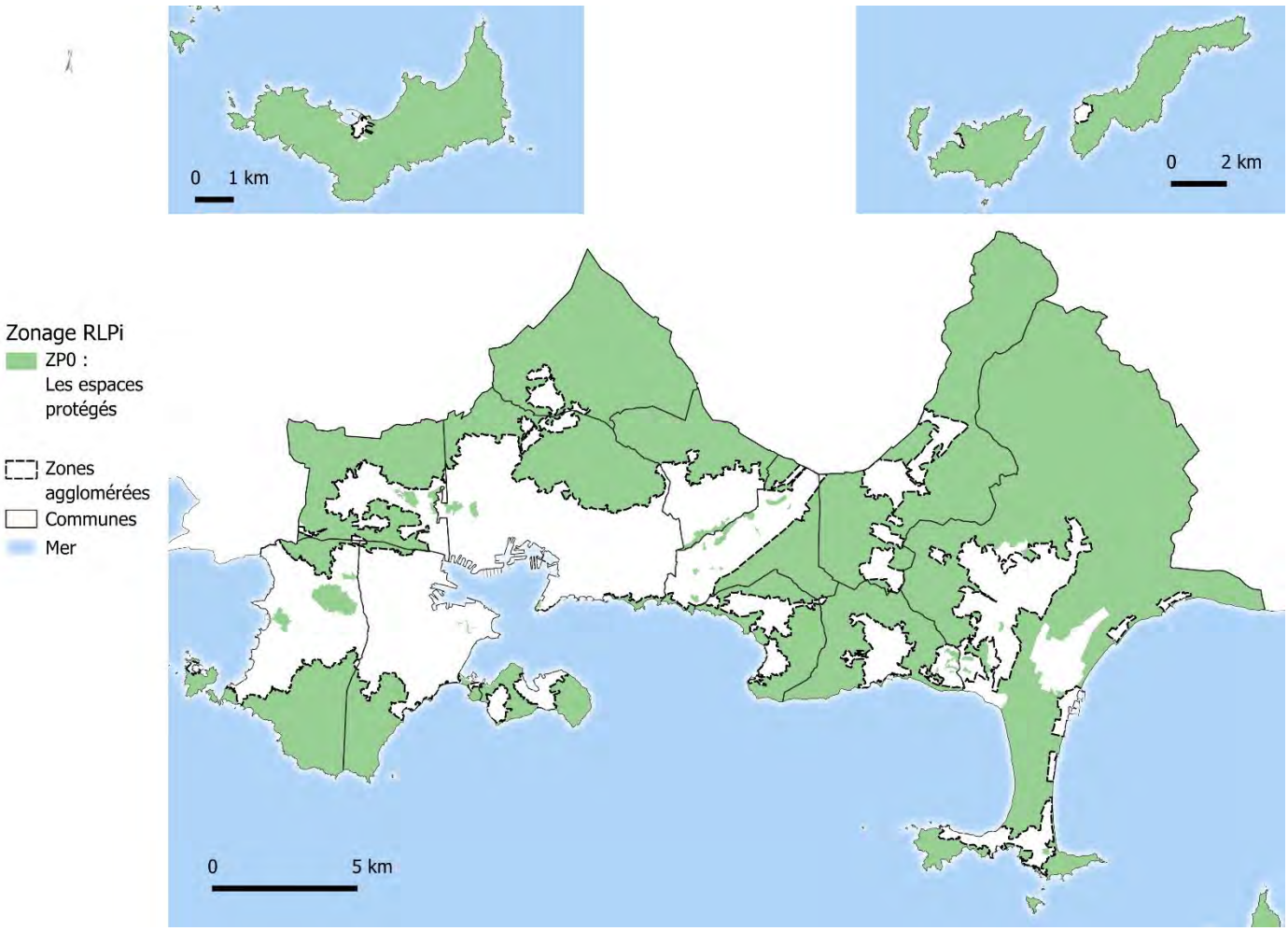
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

I. La zone de publicité n°0 – Espaces hors agglomération

1. Justification générale

Cette zone, déterminée par soustraction des limites d'agglomération, couvre les secteurs hors agglomération. La publicité et les pré-enseignes autres que dérogatoires sont interdites en application des articles L.581-4 et L.581-7 du Code de l'environnement.

La création d'une zone spécifique « hors agglomération » a pour objectif d'encadrer les catégories d'enseignes admises et leurs dimensions afin de protéger la valeur paysagère de ces espaces.



II. La zone de publicité n°1 – Centres villes, noyaux villageois et centres-villes élargis

1. Justification générale

La zone n°1 (ZP1) couvre les centres-villes, les noyaux villageois, parfois étendus aux périmètres des sites patrimoniaux remarquables, et les centres-villes élargis. La préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et des paysages identitaires constituent une orientation forte du RLPi de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le respect des ambiances propres aux noyaux historiques, où se mêlent des architectures caractéristiques témoignant du développement historique de chaque commune et un tissu commerçant propice aux déambulations piétonnes, nécessite de traiter la publicité et les enseignes de manière spécifique et restrictive.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ces espaces revêtent une importance paysagère, patrimoniale et historique forte, en concentrant des motifs identitaires du territoire justifiant ainsi de leur identification au sein d'une zone spécifique offrant un cadre règlementaire adaptée aux enjeux.

2. *Justification des sous-zones*

La ZP1 se divise en plusieurs sous-zones :

- La ZP1a

Cette zone couvre les centres historiques et noyaux villageois des communes.

  - La ZP1ap

Une zone spécifique est dédiée aux secteurs à forte valeur patrimoniale, identifiée par un Site Patrimonial Remarquable (Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères-les-Palmiers), et présentant des enjeux spécifiques du fait de leur caractère historique et/ou de leur valeur architecturale.

- La ZP1b

La ZP1b couvre les centres-villes élargis, c'est-à-dire les secteurs considérés comme des centralités, du fait de la présence de commerces ou de services, mais dépassant le périmètre des centres historiques. Véritables espaces du quotidien pour les habitants du territoire, ces espaces présentent un enjeu majeur en matière d'amélioration du cadre de vie.

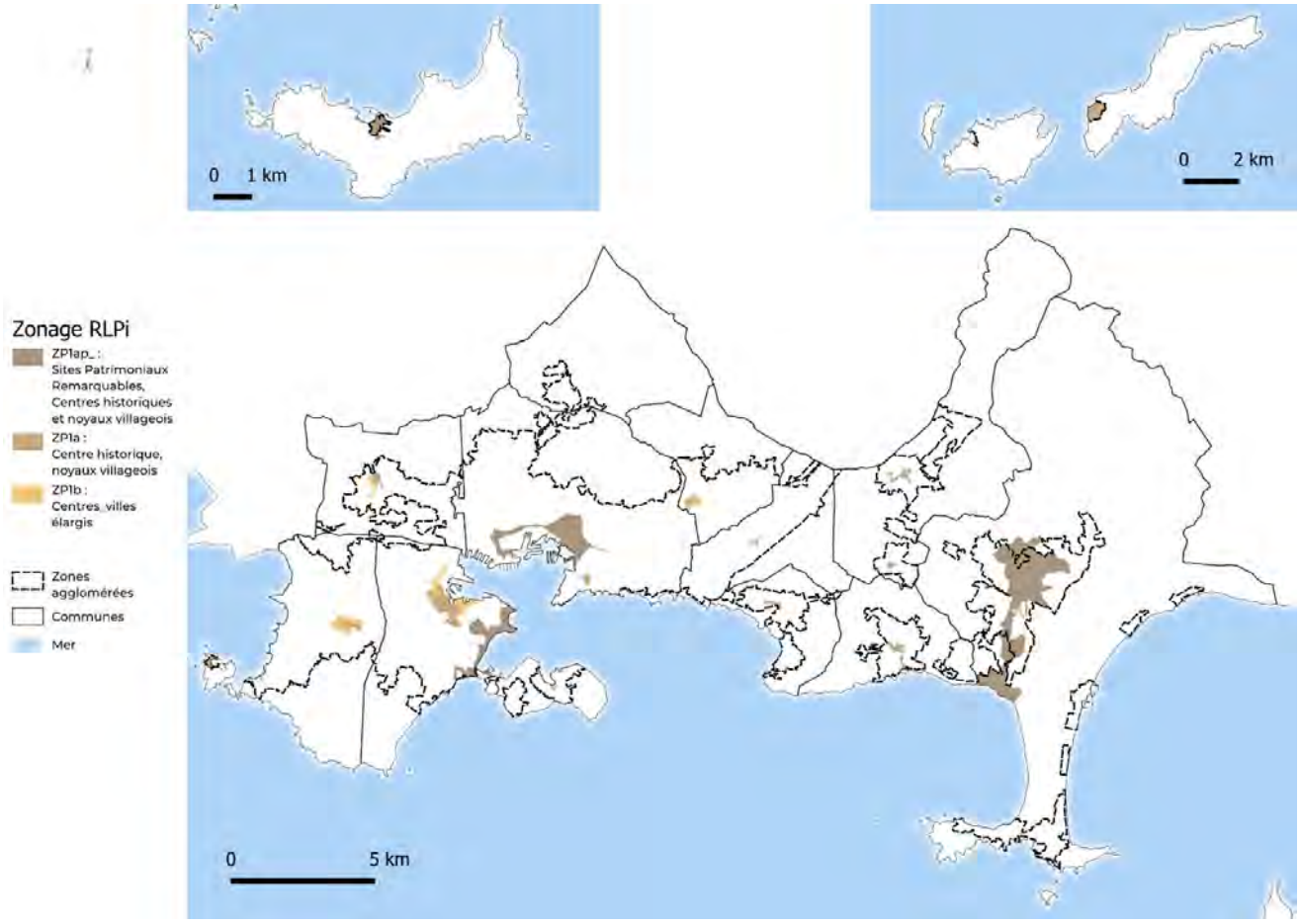


Figure 53 : Emprise de la ZP1

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III.La zone de publicité n°2 – Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

1. *Justification générale*

La zone n°2 (ZP2) regroupe les espaces bâtis agglomérés qui ne correspondent ni à des centres-villes ni à des zones d'activités. Il s'agit donc principalement d'espaces résidentiels, à vocation dominante d'habitat, qui accueillent ponctuellement des commerces ou des équipements. Ces secteurs constituent des espaces de vie privilégiés au sein desquels la qualité du cadre de vie apparaît la plus importante pour la population. Le règlement de cette zone traduit une attention particulière à la préservation du cadre de vie et de résidence des habitants.

2. *Justification des sous-zones*

Elle comporte une sous-zone ZP2L qui couvre les tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral. Cette sous-zone, dont le périmètre est très restreint, vise à concilier des enjeux de dynamisme économique et de protection du littoral, paysage emblématique du territoire. Cette sous-zone a été instaurée afin de protéger les paysages emblématiques de ces secteurs en agglomération qui ne bénéficient pas actuellement d'une protection architecturale ou environnementale. La commune de Six-Fours-les-Plages est la seule parmi les communes littorales où son littoral est compris dans l'agglomération mais qui ne bénéficie pas d'une protection règlementaire (SPR à La Seyne-sur-Mer, Toulon et Hyères-les-Palmiers). Aussi, il est apparu nécessaire de prévoir un règlement particulier afin de protéger le littoral des publicités scellées au sol de moins de 1m².

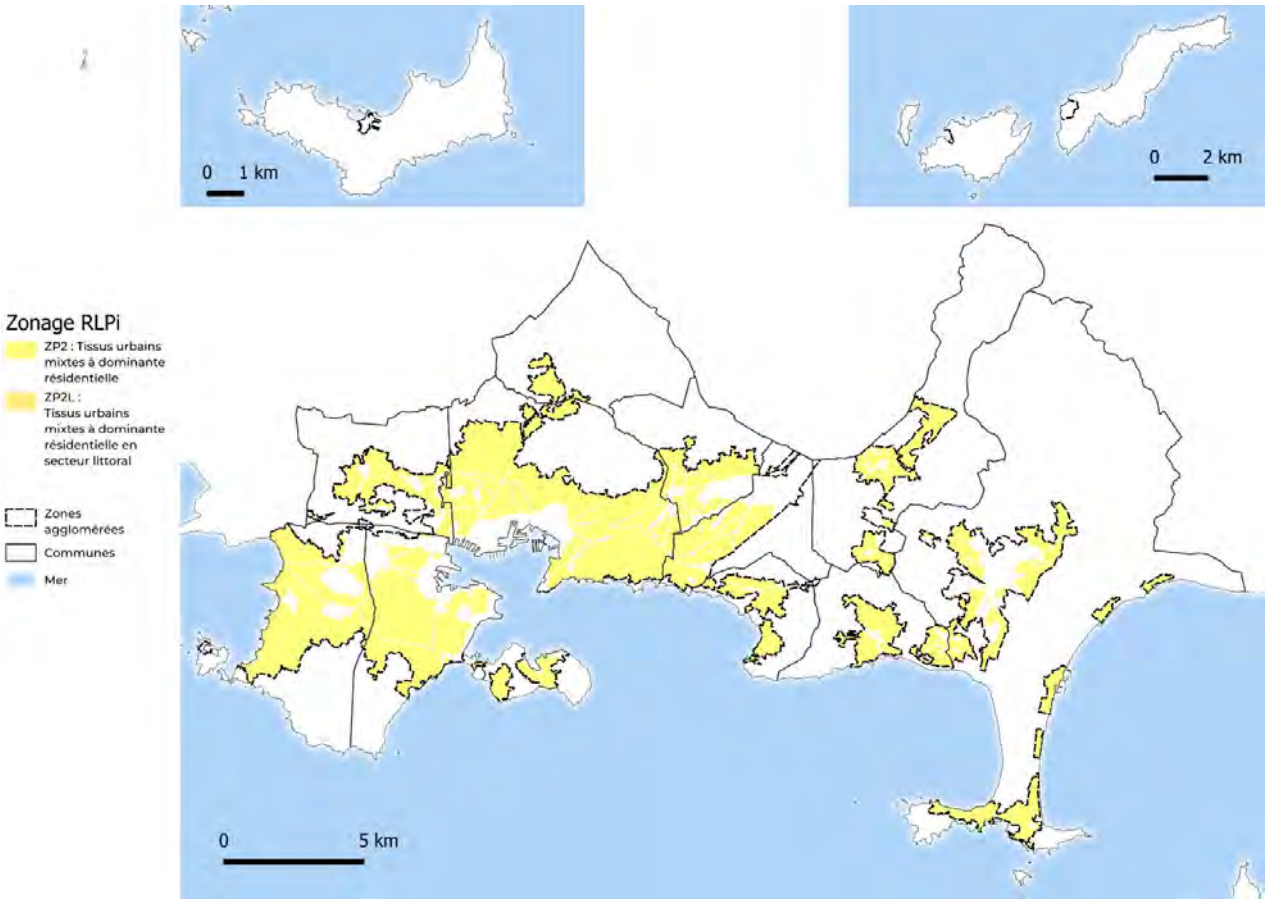


Figure 54 : Emprise de la ZP2

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

IV. La zone de publicité n°3 – Entrées de ville, de territoire

1. *Justification générale*

La **zone n°3 (ZP3)** couvre des entrées de ville et entrées de territoire. Le diagnostic a mis en exergue la forte prégnance visuelle de l'affichage publicitaire le long de plusieurs voies de grande circulation. L'ensemble de ces axes constitue des portes d'entrée du territoire ou plus localement des entrées de ville. Ces axes constituent les premières et dernières images perçues du territoire et fondent ainsi l'impression que se font les usagers du territoire de la Métropole TPM. Pour les usagers locaux, leur environnement proche constitué un espace traversé « du quotidien » qu'il s'agit alors de préserver. Ces axes de voiries, supports de flux importants, entraînent une pression publicitaire forte. L'objectif de ce zonage spécifique est de contribuer à la requalification de ces espaces particulièrement sensibles.

2. *Justification des sous-zones*

La ZP3 comporte 5 sous-zones, chacune adaptée aux sensibilités économique et paysagère des secteurs traversés par les voies ou les emprises des infrastructures concernées. La définition de 3 sous-zones (ZP3a, ZPP3b et ZP3c) permet d'adapter la règlementation en fonction des milieux traversés. En effet, selon l'importance de l'axe, le trafic et la morphologie du tissu qu'il traverse, les enjeux en matière d'affichage extérieur diffèrent. Les ZP3d et ZP3e concernent des emprises spécifiques, constituant par l'activité qu'elles accueillent des entrées et sorties de territoire dont les enjeux nécessitent un traitement différencié.

- La ***ZP3a*** couvre les abords des traversées des pôles urbains structurants, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies. Il s'agit de l'épine dorsale qui maille le cœur métropolitain du SCoT.
- La ***ZP3b*** couvre les abords des traversées de centralités urbaines, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ***ZP3c*** couvre les abords des traversées de centralités villageoises, sur une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ***ZP3d*** couvre les emprises portuaires (croisiéristes, chantiers navals). Cet espace aux besoins singuliers et au rôle de porte d'entrée du territoire métropolitain, notamment pour les croisiéristes, justifie la définition d'une zone de publicité spécifiques.
- La ***ZP3e*** couvre l'aéroport de Toulon-Hyères, localisé hors agglomération et bénéficiant de la dérogation à l'article L.581-7 du Code de l'environnement.

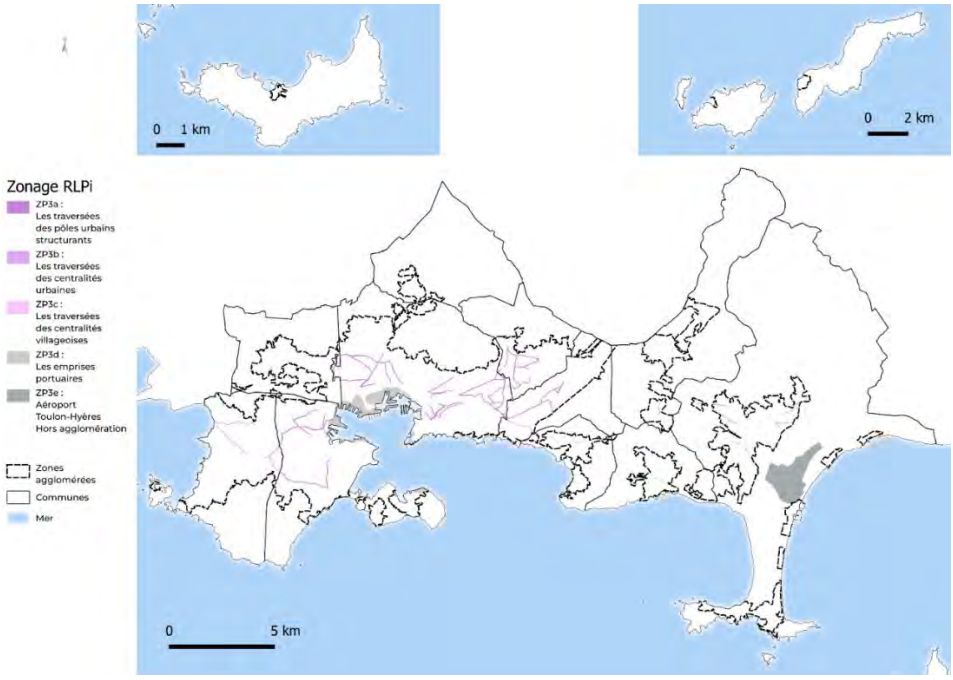


Figure 55 : Emprise de la ZP3

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V. La zone de publicité n°4 – Zones économiques

1. *Justification générale*

La ZP4 couvre des secteurs à vocation essentiellement économique, des axes d'entrée de ville ou voies de circulation majeures des communes les traversant. Une grande partie des zones économiques sont visibles depuis les axes majeurs de la Métropole. Ces zones, où existent généralement déjà de forts enjeux en matière d'affichage publicitaire, sont fréquentées par la population venant spécifiquement (achats, …) mais également par une population de transit (habitants, touristes, …).

En effet, les zones d'activités du territoire n'échappent pas à l'image négative généralisée de ce type d'espace, largement liée à la multiplicité des dispositifs d'affichage extérieur. Cette surenchère a tendance à nuire aux activités économiques présentes en altérant la lisibilité des messages véhiculés.

2. *Justification des sous-zones*

Les zones d'activités économiques et commerciales du territoire métropolitain ne présentent pas les mêmes caractéristiques, que ce soit en matière de vocation (industrielle, artisanale, commerciale), de dimensionnement (selon leur proximité aux infrastructures de déplacement), d'attractivité, de qualité paysagère… Les zones commerciales sont, par exemple, plus impactées que les zones industrielles par l'affichage publicitaire. Des sous-secteurs sont créés pour s'adapter à la réalité du terrain, selon la fréquentation, la desserte par une bretelle d'autoroute, qui fréquente la zone, la sensibilité du paysage, si les sous-secteurs se trouvent en agglomération ou hors-agglomération.

Au regard de la multitude de situations, 4 sous-zones ont été définies :

- La **ZP4a** couvre les zones d'activités à rayonnement régional (desservies directement par une bretelle d'autoroute).
- La **ZP4ap** qui couvre les zones d'activités présentant un intérêt paysager et ayant une vocation plutôt commerciale. Cette zone concerne les zones d'activités Six-Fournaises, dont la situation en entrée de ville et de Métropole, en continuité d'espaces naturels et à proximité du Monument Historique « Chapelle Notre-Dame de Pépiole » justifie un traitement particulier. En outre, les cahiers des charges en matière de qualité esthétique et paysagère étant particulièrement exigeants dans ces zones d'activités, le RLPi s'inscrit en cohérence avec cette volonté d'intégration optimale dans le paysage des bâtiments d'activités.
- La ***ZP4b*** couvre les zones d'activités à rayonnement local (non desservies par une bretelle d'autoroute ou plutôt à vocation industrielle)
- La ***ZP4c*** couvre les espaces à dominante économique localisés hors agglomération. La ZP4c permet de concilier les besoins de visibilité des activités économiques et l'enjeu de préservation des espaces à dominante naturelle.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

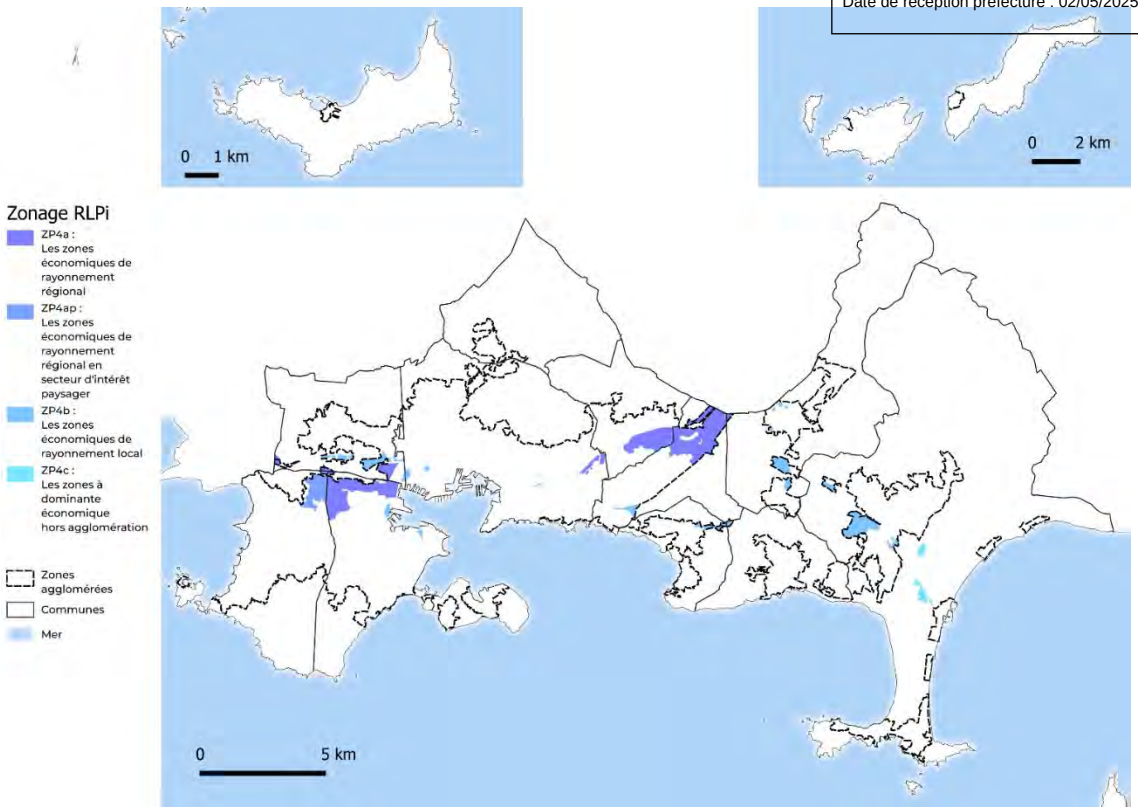


Figure 56 : Emprise de la ZP4

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 2 : Justification des choix règlementaires relatifs aux publicités et pré-enseignes

Le règlement local de publicité est établi conformément aux dispositions du Code de l'environnement, Livre V, titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes, et notamment des articles L.581-1 à L.58-45 et aux dispositions des articles R.581-1 à R.581-88.

Le règlement est conçu dans une recherche d'équilibre global :

- Equilibre entre valorisation des paysages et liberté d'expression, conformément à l'article L.581-1 du Code de l'environnement : « Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser des informations et des idées, par le moyen de la publicité, d'enseignes et de pré-enseignes ».
- Equilibre dans les supports autorisés, en évitant notamment l'interdiction totale de certains supports sur l'ensemble du territoire métropolitain (sol, mur, mobilier urbain). En revanche, dans l'ensemble des zones et selon la volonté de protéger les paysages caractéristiques du territoire, un travail a été mené pour réduire la densité et encadrer les formats maximums autorisés.

I. Prescriptions communes à l'ensemble des zones

1. *Interdictions de publicité (PG.2)*

Plusieurs dispositifs sont interdits dans l'ensemble des zones de publicité au regard du fort impact paysager qu'ils peuvent engendrer :

- Sur une toiture ou terrasse en tenant lieu : ce type de publicité est susceptible d'engendrer un impact non négligeable sur le paysage perçu dans un rayon relativement important.
- Sur un garde-corps de balcon ou balconnet, dans un souci de visibilité de ces éléments d'architecture de façade.
- Sur un mur en pierres apparentes ou constitué d'une fresque, également dans un souci de visibilité et de valorisation de ces éléments d'architecture de façade.
- A l'exception de la publicité sur mobilier urbain et de la ZP4, dans un rayon de 50m autour des giratoires. L'état des lieux publicitaire du territoire a mis en exergue la prolifération des dispositifs aux abords des giratoires. Dans un double objectif de préservation des paysages naturels et urbains et de lisibilité des axes routiers, le RLPi vise à éviter leur cumul et l'impression de surdensité engendrée.

2. *Dérogation à certaines interdictions légales de publicité (PG.3)*

Rappel de l'article L581-8 du Code de l'Environnement :
« *I. — A l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite :*
1° Aux abords des monuments historiques mentionnés à l'article L621.30 du code du patrimoine ;
2° Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables mentionnés à l'article L. 631-1 du même code ;
3° Dans les parcs naturels régionaux ;
4° Dans les sites inscrits ;
5° A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles mentionnés au II de l'article L. 581-4 ;
6° (abrogé)
7° Dans l'aire d'adhésion des parcs nationaux ;
8° Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L. 414-1.
Il ne peut être dérogé à cette interdiction que dans le cadre d'un règlement local de publicité établi en application de l'article L. 581-14. »

Le RLP prévoit une dérogation à l'interdiction de publicité dans certains de ces lieux portant **uniquement sur la publicité non numérique supportée par le mobilier urbain et n'excédant pas une surface d'affiche de 2m²**. Conformément au Code de l'environnement, ces supports ont vocation à recevoir de façon accessoire de la publicité, autoriser la publicité vise à conserver dans ces lieux les supports nécessaires à certains usages (abris voyageurs notamment) ou à la diffusion d'informations municipales

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250616-DE250658-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ou métropolitaines. En effet, la majorité des mobiliers urbains fait l'objet de conventions avec des prestataires extérieurs, qui prennent en charge la gestion de ces mobiliers et leur entretien. La publicité permet notamment de financer ces prestations. Par ailleurs, la collectivité restant maîtresse de la localisation et du graphisme de son mobilier urbain, l'incidence sur les paysages et le cadre de vie de ces dispositifs est limitée. Toutefois, afin de modérer l'emprise visuelle de ces dispositifs, de ne pas nuire aux perspectives monumentales protégées et à l'organisation des places et lieux emblématiques, la surface unitaire d'affichage est limitée à 2m².

- ***Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables***, la dérogation porte uniquement sur la publicité non numérique supportée par le mobilier urbain n'excédant pas une surface de 2m². La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 3 sites patrimoniaux remarquables (SPR) : Toulon, Hyères et la Seyne-sur-mer qui couvrent au total 1 016 hectares, soit 3% du territoire métropolitain.
- ***Dans les 12 sites inscrits localisés sur le territoire.*** Au regard du nombre de sites inscrits et de l'importance de leur couverture géographique, il s'est avéré nécessaire de déroger à l'interdiction relative.
- ***Dans les zones de protection au titre des abords des monuments historiques*** :
    - Au sein des périmètres délimités des abords (PDA) des monuments historiques
    - Dans un rayon de 100m autour des autres monuments historiques identifiés au plan de zonage annexé au règlement.
    - Dans un rayon de 500m autour des autres monuments historiques en cas de co-visibilité.

- ***4/ Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales***

Le RLPi prévoit également une dérogation concernant l'ensemble des dispositifs publicitaires, sous réserve du respect des dispositions prévues par le règlement de chaque zone, au sein des secteurs suivants :

- Dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, tout en limitant à 20 le nombre de dispositifs admis.
- En dehors d'un rayon de 100m et dans un rayon de 500m autour des monuments historiques ne faisant pas l'objet d'un PDA, et en l'absence de co-visibilité, la publicité est admise selon les règles de la zone concernée.

Dans l'ensemble des périmètres de protections cités ci-dessus, le RLPi permet également la réintroduction des dispositifs suivants :

- Les **dispositifs de petit format** intégrés à des devantures commerciales et recouvrant partiellement la baie dans les conditions prévues par l'article R.581-57 du Code de l'environnement et par l'article PG.9 du présent règlement. Cette réintroduction vise à répondre aux besoins spécifiques des commerçants.

- Les **emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.** L'article R581-2 du Code de l'environnement impose une surface minimum à réserver à ce type d'affichage dans chacune des communes. Les emplacements prévus à cet effet devant être implantés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux (R581-3 du Code de l'environnement), il apparait indispensable d'autoriser ce type de support dans toutes les zones.

- Les **bâches de chantier comprenant de la publicité**, dans les conditions prévues aux articles R581-19, 53 et 54 du même Code. Cette opportunité offerte par la réglementation permet d'envisager une participation au financement de travaux de rénovation de certains édifices historiques, il apparait pertinent de conserver la possibilité d'installation de ce type de publicité, qui reste soumis à autorisation du maire après avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.
- Les dispositifs de dimension exceptionnelle liés à des manifestations temporaires, dans les conditions prévues par les articles R581-21 et 56 du même code. Ces dispositifs étant réservés à des manifestations temporaires et soumis à autorisation du maire et à l'avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysage et de sites, il apparait pertinent de continuer à les autoriser en particulier dans les cœurs de ville. Ils permettent d'assurer la promotion de manifestations d'envergure (expositions, festivités…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Synthèse des dérogations :

Périmètres règlementaires		Publicité scellée au sol	Publicité apposée sur un mur	Publicité sur Mobilier Urbain	Publicité numérique
Site Patrimonial Remarquable (SPR)		INTERDITE	INTERDITE	Autorisée, dans la limite de 2 m²	INTERDITE
En Site Inscrit, Site Natura 2000, PDA des monuments historiques		INTERDITE	INTERDITE	Autorisée, dans la limite de 2 m²	INTERDITE
Dans l'aire d'adhésion du PN de Port-Cros		Autorisée, dans la limite des règles identifiées dans les zones (max 4 m²)		Autorisée, dans la limite des règles identifiées dans les zones (max 8 m²)	INTERDITE (R.581-42 du code de l'environnement)
Aux abords des Monuments Historiques (Hors PDA)	Rayon de 100m	INTERDITE		INTERDITE	INTERDITE
	Rayon de 100m à 500m	Autorisée, dans la limite des règles identifiées dans les zones, en l'absence de co-visibilité		Autorisée, dans la limite des règles identifiées dans les zones. En cas de co-visibilité, le format maximum autorisée est limité à 2m²	

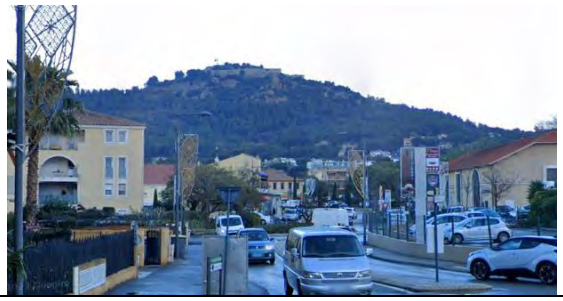
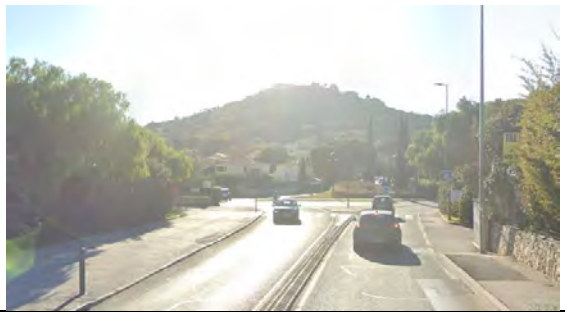
3. *Cônes de vue*

Au regard des enjeux paysagers du territoire, la préservation des cônes de vue s'est révélée particulièrement importante. Aussi, le règlement comporte une disposition spécifique visant à garantir l'absence de dégradation des vues remarquables sur le grand paysage par l'affichage publicitaire.

Des cônes de vues ont ainsi été identifiés sur le règlement graphique. Dans leur emprise, seule la publicité sur mobilier urbain d'un format unitaire inférieur à 2m² est admise, compte tenu de sa vocation publicitaire accessoire. Conformément au Code de l'Environnement, ces supports ont vocation à recevoir de façon accessoire de la publicité. Y autoriser la publicité vise à conserver les supports nécessaires à certains usages (abris-voyageurs) ou à la diffusion d'informations municipales ou métropolitaines. En effet, la majorité des mobiliers urbains fait l'objet de conventions avec des prestataires extérieurs, qui prennent en charge la gestion de ces mobiliers, leur entretien et le remboursement des dégradations. La publicité permet de financer l'ensemble de ces prestations. De plus, le format maximum fixé à 2 m² n'est pas susceptible de nuire aux cônes de vue, contrairement aux autres types de dispositifs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

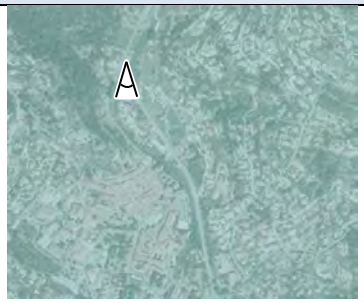
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Localisation du cône de vue	Justification	Illustration
Six-Fours-les-Plages		
D18- 487 Av. des Palmiers	Vue sur le Brusc	
D16- 350 Av. Audibert	Vue sur le Fort de Six-Fours	
D16- 185 Av. Laënnec	Vue sur le Fort de Six-Fours	
D63- 3075 Av. Président John Kennedy	Vue sur le Fort de Six-Fours	
D63-285 Av. Président John Kennedy	Vue sur le Fort de Six-Fours	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ollioules



334-DN8- 334 Rte des Gorges

Vue sur le centre ancien

D11- 19 rue René Cassin

Vue sur le centre ancien

D26- 400-614 Rte de la Seyne

Vue sur le centre ancien

La Seyne-sur-Mer

D26-AV. De Londres

Vue sur le Fort de Six-Fours

D63- 400-614 AVENUE JEAN BARTOLINI

Vue sur le Fort de Six-Fours

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

D559-Bd Maréchal Alphonse Juin

Vue sur le Fort de Six-Fours

D559-Av. 1ère Armée Rhin Danube

Entrée de ville

1349 Cor Philippe Giovannini

Vue mer

794- Cor Bonaparte

Vue mer

---

163 Cor Michel Pacha

Vue mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Saint-Mandrier-sur-Mer

960 Rte de la Renardière

Caractère naturel du paysage

19 quai Jean Jaurès

Vue port

413 Quai Jean Jaurès

Vue sur la rade de Toulon

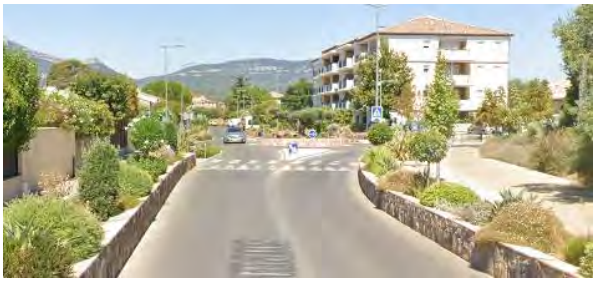
Hyères

112 Av. Maréchal Leclerc

Quartiers résidentiels

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

D554- 2 Av. Alexis Godillot	Caractère naturel du paysage	
D554- 33 Av. de Toulon, 83400 Hyères	Caractère patrimonial du paysage	
La Crau		
356 Av. Pasteur	Caractère naturel du paysage	
Av. de Limans	Caractère naturel du paysage	
Av. de Limans	Caractère naturel du paysage	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

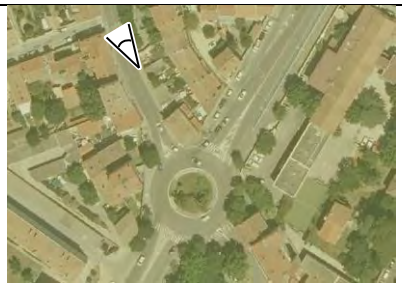
D98	Caractère naturel du paysage	
La Revest-Les-Eaux		
D846-29 Bd d'Estienne d'Orves	Vue sur le ravin de mal Vallon	
Toulon		
D42- 2297 Av. de la résistance	Caractère naturel du paysage	
D642- Cor général de gaulle	Caractère naturel du paysage	
69 bd Bazeilles	Caractère naturel du paysage	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Av. Jean Rambaud

Caractère naturel du paysage



55 Chem.de Forgentier

Caractère naturel du paysage

D62- 291 Av. Clovis Hugues

Caractère naturel du paysage

D62- Av. des Routes

Caractère naturel du paysage

Av.Jean Rambaud

Caractère naturel du paysage

D46- 642 Av. des Moulins

Caractère naturel du paysage

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250626-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

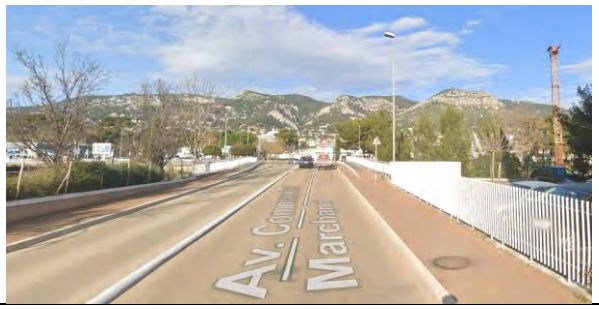
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pont Louis Armand

Caractère naturel du paysage

93 Av.Commandant Marchand

Caractère naturel du paysage



670 Av.de Siblas

Caractère naturel du paysage

199 Bd Saint-Anne

Caractère naturel du paysage

322 . Emile Vincent

Caractère naturel du paysage

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Av. Colonel Duboin	Caractère naturel du paysage	
277 rue Henri Sainte-Claire Deville	Caractère naturel du paysage	
39 Av. Commandant Jean Loste	Caractère naturel du paysage	
Le Pradet		
909 Av.Alain le Leap	Caractère naturel du paysage	
La Garde		
2 Av. Jules Ferry	Tour du Vieux Château Fort	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

257 Av.Franklin Roosevelt

Tour du Vieux Château Fort

D86-74 Av. Marx Dormoy

Tour du Vieux Château Fort

D242- 362 Av. Sadi Carnot

Tour du Vieux Château Fort

Chem. Des plantades

Caractère naturel du paysage

Chem. Des plantades

Caractère naturel du paysage

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La Valette du Var		
535 Av. la Coupiane	Caractère naturel du paysage	
120 Av. François Duchatel	Caractère naturel du paysage	
D46	Caractère naturel du paysage	

4. *Dimensions*

Le règlement vient préciser, qu'à l'exclusion de l'affichage sur mobilier urbain, les surfaces fixées dans les dispositions spécifiques par zone sont des surfaces « hors tout », soit la dimension de l'affiche ou de l'écran, ajoutée à celle des éléments d'encadrement et de fonctionnement.

La maîtrise du format global du dispositif publicitaire revient à limiter les risques d'amplification de la présence des dispositifs dans les paysages urbains du fait de la taille de l'encadrement.

En outre, afin d'assurer la qualité des dispositifs publicitaires, le règlement impose que les deux faces d'un même dispositif publicitaire soient « *de même dimensions, alignées et placées dos à dos, sans espaces visible entre les deux faces* ». Ce paramètre permet la dissimulation des éléments techniques et ainsi une amélioration de la qualité du parc d'affichage extérieur.

5. *Aspect, habillage et accessoire annexes à la publicité (PG.6)*

Pour assurer la qualité des dispositifs publicitaires et afin de rechercher une harmonisation de ces dispositifs, le projet de RLPi précise un certain nombre de critères esthétiques à respecter : habillage du dos des faces non utilisées des dispositifs, passerelles interdites sauf si amovibles.

6. *Publicité supportée par du mobilier urbain (PG.7)*

Afin d'améliorer la compréhension des règles applicables, et conformément aux dispositions du Code de l'environnement, cet article précise que « dans les dispositions particulières applicables à chacune des zones, la publicité supportée par le mobilier

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

urbain est soumise uniquement aux dispositions visant expressément la publicité sur mobilier urbain. ». Y sont ajoutés les articles des dispositions générales qui sont également applicables à la publicité sur mobilier urbain.

7. *Distance minimale par rapport aux baies (PG.8)*

Cette disposition rappelle l'article R581-33 du Code de l'environnement qui impose qu'« un dispositif publicitaire non lumineux, scellé au sol ou installé directement sur le sol, ne peut être placé à moins de dix mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie ».

8. *Dispositif de petit format sur baie – micro-affichage (PG.9)*

Le RLPi prévoit la réintroduction de dispositif de petit format au sein des périmètres cités à l'article PG.3 du règlement. La dérogation ne concerne que les dispositifs de petit format sur baie, dont la superficie n'excède pas un dixième de la surface de la devanture commerciale, dans la limite de 1m².

9. *Publicité lumineuse, y compris numérique (PG.10)*

Le RLPi élargit la plage d'extinction nocturne pour les publicités lumineuses, dont numériques, y compris pour celles supportées par le mobilier urbain, à l'exception de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport.

L'obligation d'extinction est portée à 00h00 – 7h00, augmentant ainsi l'extinction des dispositifs comparativement à ce qui est exigé par la règlementation nationale (de 1h à 6h).

Cette évolution répond à une volonté d'œuvrer pour une restauration de paysages nocturnes plus apaisés pour la biodiversité et pour les usagers et habitants du territoire. En outre et au surplus, elle participe à un enjeu de diminution des consommations énergétiques sur le territoire.

10. *Bâches comportant de la publicité (PG.11)*

Le règlement rappelle la règlementation nationale et l'article R.581-53 du code de l'environnement, précisant que les bâches ne sont pas autorisées à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants.

11. *Dispositifs de dimensions exceptionnelles (PG.12)*

La disposition rappelle l'interdiction de ces dispositifs au sein des agglomérations de moins de 10 000 habitants et rappelle la dérogation à l'interdiction relative dans les lieux mentionnés à l'article PG.3.

12. *Affichage d'opinion et publicité relative aux activités des associations sans but lucratif (PG.13)*

L'article R581-2 du CE impose une surface minimum à réserver à ce type d'affichage. Les emplacements prévus à cet effet devant être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux (article R581- 3 du CE), il apparait indispensable d'autoriser ce type de support dans l'ensemble des zones qui concernent exclusivement les agglomérations.

Dans ces zones, pour les raisons évoquées ci-dessus, une dérogation à l'article L581-8 du Code de l'environnement est prévue par le RLPi, au sein des secteurs mentionnés à l'article PG.3.

13. *Pré-enseignes dérogatoires (PG.14)*

Le règlement rappelle les activités qui peuvent être signalées par les pré-enseignes dérogatoires et les dispositions du Code de l'environnement. Sont applicables aux pré-enseignes dérogatoires les prescriptions prévues aux articles R.581-71 à R.581-73 du Code de l'environnement fixant certaines dispositions relatives aux pré-enseignes.

14. *Pré-enseignes temporaires (PG.14)*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le RLPi rappelle les dispositions nationales applicables.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

15. *Publicité sur domaine ferroviaire (PG.15)*

Cet article vise à préciser les règles de format et de densité applicables sur ces unités foncières spécifiques, qui s'étendent sur de très grande longueur.

Dans un premier temps et dans un souci de protection paysagère et patrimoniale, le règlement précise que la publicité est interdite le long du domaine ferroviaire dès lors que ce dernier traverse un périmètre mentionné à l'article L. 581-8 du Code de l'environnement (Sites Patrimoniaux remarquables, Site inscrit, abords de monument historique).

En dehors de ces espaces, il s'agit par cet article PG.15 de garantir l'application des règles particulières à chaque zone traversée par les voies ferrées, en y ajoutant une règle d'interdistance. En effet, au regard de la longueur importante des unités foncières concernées, il est apparu essentiel de règlementer la distance entre les dispositifs d'affichage publicitaire pour éviter leur accumulation qui nuirait au paysage perçu.

Par ailleurs, le règlement introduit un format maximum de 2m² pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implanté sur les quais non couverts et parvis, afin de limiter l'emprise visuel des dispositifs.

16. *Entretien et dépose (PG.17)*

Le règlement rappelle l'article R581-24 du Code de l'environnement : les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent doivent être maintenus en bon état d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent. Il précise ensuite la nécessité de démonter les supports lors de la dépose et de remettre en état le mur ou sol support du dispositif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Dispositions particulières applicables dans chacune des zones concernant la publicité

1. *Justification des dispositions particulières à la zone de publicité n°0 – Hors agglomération*

Dispositifs publicitaires	ZP0
Densité	Sans objet
Mural	Interdit
Au sol	Interdit
Mobilier urbain	Interdit
Numérique	Interdit

Toute publicité est interdite dans cette zone conformément à l'article L581-7 du code de l'environnement, qui interdit toute publicité hors agglomération.

2. *Justifications des dispositions particulières aux zones de publicité n°1 – Centres-villes et noyaux villageois*

Dispositifs publicitaires	ZP1a	ZP1ap	ZP1b
Densité	Sans objet		
Mural	Interdit		
Au sol	Interdit		
Mobilier urbain	Admis – 2m²		Admis – 8m²
Numérique	Interdit		Admis sur MU dans les agglomérations > 10 000hab – 2m²

Afin de répondre aux enjeux de préservation des noyaux historiques, d'assurer la lisibilité des rues et des façades architecturales, le RLPi limite de façon stricte les typologies de publicité admises et les formats dans cette zone. Ainsi, seule la publicité supportée par le mobilier urbain (non numérique) est admise compte tenu de sa vocation publicitaire accessoire. Conformément au Code de l'environnement, ces supports ont vocation à recevoir de façon accessoire de la publicité. Y autoriser la publicité vise à conserver les supports nécessaires à certains usages (abris-voyageurs) ou à la diffusion d'informations municipales ou métropolitaines. En effet, la majorité des mobiliers urbains font l'objet de conventions avec des prestataires extérieurs, qui prennent en charge la gestion de ces mobiliers, leur entretien et le remboursement des dégradations. La publicité permet de financer l'ensemble de ces prestations. De plus, le format maximum fixé à 2 m² apparait plus adapté au contexte urbain (tissu commerçant et souvent patrimonial propice aux déambulations piétonnes et à l'usage des modes actifs).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. *Justifications des dispositions particulières aux zones de publicité n°2 – Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle*

Dispositifs publicitaires	ZP2	ZP2L
Densité	Sans objet	
Mural	Interdit	
Au sol	Interdit	
Mobilier urbain	Admis – 2m²	
Numérique	Interdit	

Cette zone regroupe une vaste partie du territoire intercommunal aggloméré et ainsi des espaces qui peuvent s'avérer à enjeux pour l'affichage extérieur : espaces résidentiels qui accueillent ponctuellement des commerces, des équipements… La localisation de ces espaces urbains « ordinaires », se mêlant parfois aux paysages emblématiques du territoire, mais éloignés des grands axes urbains et des zones économiques leur confère un statut particulier qui nécessite des règles adaptées. L'enjeu réside dans la préservation d'une qualité urbaine, environnementale, du cadre de vie et le bien-être de la population. Il s'agit de (re)construire une harmonie dans les paysages urbains du quotidien via le traitement des espaces publics et privés. Pour ce faire, les règles définies dans le RLPi doivent permettre d'y limiter la publicité et de l'adapter au contexte urbain.

Les choix règlementaires opérés visent à concilier cet état de fait avec le projet politique des élus relatif à la dé-densification et à la qualification des affichages, particulièrement au sein de ces espaces « habités » et ce, de la manière la plus uniforme possible pour tous les habitants du territoire de la Métropole. C'est pourquoi sont interdites toutes les typologies de dispositifs publicitaires à l'exception de la publicité installée sur mobilier urbain, eu égard à sa vocation publicitaire accessoire, et en limitant son format à une surface unitaire d'affichage de 2m² pour éviter l'encombrement visuel.

4. *Justifications des dispositions particulières aux zones de publicité n°3 – Entrée de ville, de territoire*

Dispositifs publicitaires	ZP3a	ZP3B	ZP3c	ZP3d	ZP3e
Densité	Unité foncière < 20m : interdit 20m < Unité foncière > 40m : 1 mural Unité foncière > 40m : 1 mural ou au sol	Unité foncière < 50m : interdit Unité foncière > 50m : 1 mural ou au sol	1 dispositif par unité foncière	Sans objet	Non règlementé
Mural	Admis 10.5m²	Admis 4.70m² Exception Parc National : 4m²	Clôture aveugle : interdite Mural : admise – 2m²	Interdit	Admis 10.5m²
Au sol	Admis 10.5m²	Admis – 4.70m² Exception Parc National : 4m²	Interdit		Admis 10.5m²
Mobilier urbain	Admis 8m²	Admis - 8m² Nombre max de dispositifs dans	Admis 2m²		Admis 10.5m²

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

		l'aire d'adhésion du Parc National : 20.		
Numérique	Interdit			Admis 8m²

Les zones ZP3 couvrent les abords des traversées des pôles urbains structurants, centralités urbaines et centralités villageoises. Ces secteurs sont particulièrement sensibles, jouant le rôle de vitrine du territoire. Cet enjeu se croise avec de forts enjeux de visibilités économiques. Dans les réflexions menées sur les zones des centres-villes, des sous-secteurs sont apparus nécessaires pour répondre au mieux à la réalité du territoire et à la vocation du secteur.

Les sous-zones ZP3a, ZP3b et ZP3c couvrent l'ensemble du domaine public et des unités foncières situées à 20 mètres de part et d'autre de la chaussée de certains axes routiers de la Métropole, où se concentrent aujourd'hui des enjeux publicitaires mais également paysagers. Au regard des choix plutôt restrictifs en matière de publicité/pré-enseignes, établis sur les autres secteurs agglomérés du territoire, certains axes stratégiques ont fait l'objet d'une réflexion afin de permettre une intégration des dispositifs d'affichage adaptée aux besoins et aux contraintes des secteurs traversés. Des règles de densité et de formats sont ainsi instaurées pour concilier paysage et visibilité économique.

Ainsi, la ZP3a, qui couvre les abords des traversées des pôles structurants et traverse le cœur métropolitain identifié par le SCoT, est la zone la plus permissive, eu égard à l'importance économique des secteurs traversés. Le RLPi ne réduit pas les formats admis par la Règlementation nationale mais introduit une disposition relative à la densité permettant de lutter contre la surabondance de dispositifs le long des voies.

La ZP3b, qui couvre les abords des traversées de centralités urbaines, admet l'ensemble des dispositifs (au sol, mural et mobilier urbain) en limitant leur format à 4.70m² pour les dispositifs muraux et au sol et à 8m² pour les dispositifs sur mobilier urbain. Le règlement prévoit une exception pour le Parc National, en autorisant un format maximum de 4m², conformément à la Charte. Le RLPi est également plus restrictif en matière de densité, en interdisant tout dispositif sur les unités foncières dont la longueur bordant la voie est inférieure à 50m et en admettant un dispositif maximum pour les unités foncières dont la longueur est supérieure à 50m.

La ZP3c qui couvre les abords des traversées de centralités villageoises, admet seulement les dispositifs publicitaires muraux et sur mobilier urbain, dans la limite de 2m² et limite la densité à 1 dispositif par unité foncière. Ces règles visent à éviter la dégradation de paysages moins urbanisés.

La ZP3d couvre les emprises portuaires (croisiéristes, chantiers navals). Le RLPi vise à préserver ces zones sensibles d'un point de vue paysager et emblématiques du territoire. Aussi, seules les publicités sur mobilier urbain sont admises, dans la limite de 2m².

La ZP3e couvre l'aéroport de Toulon-Hyères, localisé hors agglomération et bénéficiant de la dérogation à l'article L.581-7 du Code de l'environnement. L'aéroport est le 27ème aéroport national en matière de fréquentation et accueille annuellement plus de 300 000 passagers depuis 2021. Il constitue une porte d'entrée majeure du territoire. La qualité du site joue, au même titre que les axes routiers, un rôle essentiel dans la première image perçue de la Métropole. Cet espace aux besoins singuliers et au rôle de porte d'entrée du territoire métropolitain justifie la définition d'une zone de publicité spécifique. A cet effet, la publicité est admise dans la limite de 10.5m², conformément au Code de l'environnement.

5. *Justifications des dispositions particulières aux zones de publicités n°4 – Zones économiques*

Dispositifs publicitaires	ZP4a	ZP4ap	ZP4b	ZP4c
Densité	UF < 30m : interdit 30m < UF > 80m : 1 dispositif UF > 80m : 2 dispositifs avec inter-distance de 40m.			Sans objet
Mural	Admis 10.5m²		Admis 4.70m²	Interdit

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

		Exception Parc National : 4m²	
Au sol	Admis 10.5m²	Admis 4.70m² Exception Parc National : 4m²	Interdit
Mobilier urbain	Admis 8m²		Interdit
Numérique	Admis 4m²	Interdit	

Les zones d'activités économiques et commerciales constituent des secteurs à enjeux forts en matière d'affichage extérieur puisqu'elles drainent une part importante de la population et concentrent une partie non négligeable de l'affichage du territoire du fait de l'audience offerte et du besoin de visibilité et d'attractivité des entreprises y exerçant. Au sein de ces zones, la succession et la surabondance de dispositifs sur un même point et à courte distance visuelle (pré-enseignes et publicités, panneau d'entrée de zone commerciale), aussi bien que la disproportion du rapport d'échelle entre le dispositif et le public visé, nuisent à la bonne visibilité de chaque activité et compliquent l'orientation de l'usager, qu'il soit automobiliste, cycliste ou piéton.

Ce constat mène à conclure que les zones d'activités et commerciales souffrent d'un problème d'image : lisibilité complexifiée des messages, formats imposants non adaptés à l'environnement immédiat, localisation "sauvage" et peu efficace des dispositifs, etc. Face à ce constat, la micro-signalétique (Signalétique d'Intérêt Local SIL et Relais d'Information Service RIS) peut être une alternative à la démultiplication du nombre de pré-enseignes. Bien qu'hors champ de compétence du RLPi, ces dispositifs, lorsqu'ils sont bien conçus et implantés, s'intègrent dans le paysage, qu'il soit urbain ou rural. Ils permettent notamment de compenser le nombre et la diversité des pré-enseignes. Ainsi, le RLPi ne peut qu'encourager le recours à ces pratiques, et tout particulièrement en zone d'activités économiques et commerciales.

Au regard de l'envergure des espaces concernés et de l'importance économique communale qu'ils occupent, en prenant en compte le nécessaire besoin de « dé-densification du champ visuel » et pour garantir l'expression de l'ensemble des acteurs économiques concernés, les choix effectués conduisent à admettre toutes les typologies de dispositifs (au sol, au mur, sur mobilier urbain). Le RLPi encadre toutefois la densité des dispositifs afin d'agir en faveur du désencombrement du champ visuel, en limitant le nombre de dispositifs admis par unité foncière.

Au sein des zones d'activités à rayonnement régional (ZP4a et ZP4ap), une marge de manœuvre plus importante est laissée en matière de format puisque le RLPi n'impose pas de format inférieur à ceux imposés par la Règlementation nationale (10.5m²).

Au sein des zones d'activités à rayonnement local, le RLPi adapte les formats des dispositifs pour optimiser la lisibilité des activités et des informations sur ces espaces à enjeux. L'objectif recherché est une plus grande cohérence des rapports d'échelles entre les supports, les dispositifs et les usages de l'espaces public, tout en offrant l'opportunité de limiter le nombre de publicités dans les paysages.

Concernant la publicité numérique, celle-ci est admise dans la limite d'une surface unitaire maximale de 4m² en ZP4a et ZP4ap et interdite en ZP4b et ZP4c. Ce choix se justifie par la volonté du territoire de maîtriser le développement de ces technologies en prenant en considération son impact visuel fort.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chapitre 3 : Justification des choix règlementaires relatifs aux enseignes

I. Prescriptions communes à l'ensemble des zones

1. *Interdictions d'enseignes (EG.1)*

Le RLPi interdit plusieurs dispositifs dont l'installation est estimée comme souvent peu qualitative et susceptible de nuire à la qualité architecturale des bâtiments sur lesquels ils sont apposés (garde-corps, balcons, décors et modénatures de façade, fenêtres…) ou à l'environnement naturel (arbres, éléments de végétation).

2. *Intégration architecturale de l'enseigne (EG.2)*

Les dispositions imposées dans cet article visent à rappeler les principes généraux permettant d'assurer l'intégration paysagère et architecturale d'une enseigne.

Ainsi, au-delà des règles de formats et de densité imposées dans le règlement (dispositions applicables à chacune des zones), il s'agira de veiller à ce que :

- L'installation d'une enseigne, par sa situation, ses dimensions, son aspect, ne porte atteinte ni au caractère architectural du bâtiment sur lequel elle est apposée, ni au cadre de vie ou à l'intérêt des lieux avoisinants, sites, paysages naturels ou urbains ;
- L'enseigne s'harmonise avec les lignes de composition de la façade ;
- Le choix des matériaux et couleurs des enseignes scellées sur façade se fasse en harmonie avec la façade et l'architecture du bâtiment sur lequel elles sont installées ;
- Les plaques professionnelles ne nuisent pas à la lisibilité du décor.

3. *Dispositions spécifiques applicables aux enseignes situées dans les secteurs d'intérêt patrimonial (EG.3)*

Afin de préserver et de mettre en valeur le caractère patrimonial de certains secteurs et de garantir une égalité de traitement pour l'ensemble des secteurs d'intérêt patrimonial, le règlement précise que ces derniers se voient appliquer les règles de la ZP1ap.

Le règlement précise également que l'installation d'une enseigne au sein de ces secteurs nécessite au préalable l'accord de l'Architecte des bâtiments de France.

4. *Dispositions spécifiques applicables dans les cônes de vue (EG.4)*

Afin de préserver les cônes de vue identifiés au règlement graphique, le règlement écrit comporte une règle spécifique limitant la superficie et la hauteur des enseignes au sol.

5. *Enseignes sur vitrines, baies (EG.5)*

Le règlement encadre la superficie et l'aspect des enseignes sur vitrines et baies de manière à éviter la surabondance de dispositifs en façade, susceptible de nuire à la qualité du bâti. Au regard des caractéristiques architecturales patrimoniales des bâtiments, cette disposition est renforcée dans les secteurs d'intérêt patrimonial cités à l'article EG.3.

6. *Enseigne lumineuse (EG.6)*

Considérant que les enseignes lumineuses peuvent impacter de façon significative le paysage urbain et l'environnement au sens large, le RLPi réglemente strictement ce type de dispositifs.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-077-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

D'une part, l'élargissement de la plage d'extinction nocturne des enseignes lumineuses (dont numériques) contribue, en cohérence avec la règlementation des publicités, à limiter les impacts de la pollution lumineuse sur le cadre de vie des riverains et sur la biodiversité. Dans un souci de cohérence du paysage urbain nocturne, et comme permis par les évolutions législatives (Loi du 21/08/2021 portant lutte contre le dérèglement climatique), le RLPi étend cette plage d'extinction nocturne aux enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou baies.

D'autre part, le RLPi n'autorise les enseignes numériques qu'en ZP4a et ZP4ap. Les dispositions spécifiques à cette zone permettent de limiter la présence de dispositifs dont l'impact dans la perception du paysage diurne et nocturne est non négligeable du fait de leur luminosité. En effet, la luminosité et le caractère mouvant des dispositifs numériques attirent le regard et nuisent à leur intégration paysagère.

7. *Enseignes temporaires (EG.7)*

Le RLPi encadre le format des enseignes temporaires selon leur durée d'installation (plus ou moins de 3 mois) et interdit les enseignes temporaires sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites, au regard de leur fort impact paysager.

8. *Entretien et dépose (EG.8)*

Afin de se prémunir du mauvais entretien des enseignes ou de la non-dépose de celle-ci en cas de cessation d'activité, le RLPi rappelle l'article R581-58 du Code de l'environnement et la renforce en indiquant que dans le cas où l'enseigne n'est pas déposée après les trois mois de cessation de l'activité, le propriétaire des murs est tenu de remettre les lieux en état.

II. Dispositions particulières applicables dans chacune des zones concernant la publicité

Dans un souci de simplification, la règlementation qui s'impose aux enseignes est divisée en trois groupes de zones :

- ZP1a et ZP1ap
- ZP0, ZP1b, ZP2, ZP2L, ZP3a, ZP3b, et ZP3c
- ZP3d, ZP3e et ZP4

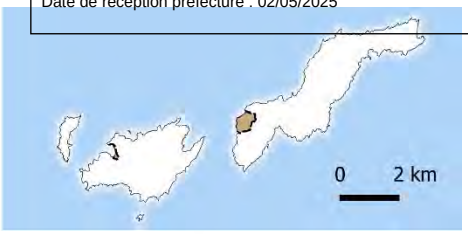
Le rapport de présentation reprend cette division en trois groupes afin de faciliter la compréhension du règlement et d'appréhender au mieux la cohérence entre les différentes zones.

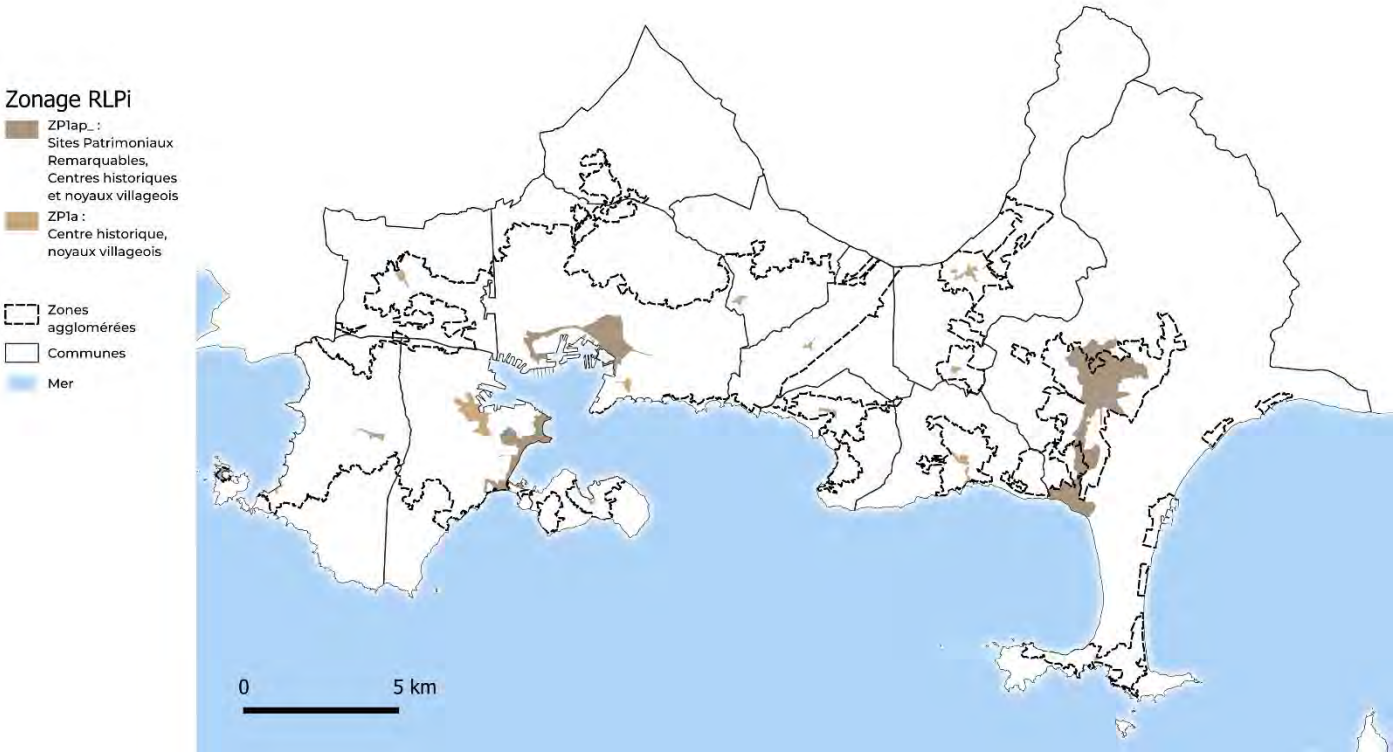
1. *Justification des dispositions particulières aux zones de publicité n°1a et 1ap*

Dans la mesure où les ZP1 et ZP1ap couvrent des centres historiques des villes et villages, des noyaux villageois ainsi que les périmètres des sites patrimoniaux remarquables, revêtant des caractères identitaires et patrimoniaux, une vigilance particulière est portée à l'intégration des enseignes dans leur environnement bâti et paysager.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025





Dispositifs publicitaires	ZP1a	ZP1ap
Sur toiture	Interdit	
Parallèle à la façade	▪ 2 par façade et par activité (principale et latérale) ; ▪ 1 supplémentaire si façade ≥ 15m.	▪ 1 par façade et par activité ▪ 1 supplémentaire si façade ≥ 15m.
	▪ Enseigne principale : 40 cm de hauteur max – 80cm si façade > 50m² ; ▪ Enseigne latérale : 0.5m² max ; ▪ Lettrage découpé ou lettres peintes ; ▪ Interdiction des supports souples.	▪ Enseigne principale : 40 cm de hauteur max – 80cm si façade > 50m² ; ▪ Enseigne latérale : 0.5m² max ; ▪ Lettrage découpé ou lettres peintes ; ▪ 1 seule ligne ; ▪ Interdiction des supports souples.
Sur mur de clôture et clôture	▪ Admis si le bâtiment est en recul de plus de 10m du domaine public, ou non visible et qu'il ne dispose pas déjà d'une enseigne au sol. ▪ Surface : 1m² max	
Perpendiculaire à la façade	▪ 1 par façade et par activité. ▪ Interdites en étage. ▪ Hauteur max : 0.5m	
Au sol < 1m²	*Domaine public* : conformité au règlement d'occupation du domaine public.	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Dispositifs publicitaires	ZP1a	ZP1ap
	Domaine privé : ▪ 1 par activité ▪ 0.70m² de surface et 1.30m de hauteur max. ▪ Aspect : type porte-menu, chevalet.	
Au sol > 1m²	▪ Admis si bâtiment d'activité en recul de plus de 10m du domaine public ou non visible et qu'il ne dispose pas déjà d'une enseigne sur un mur de clôture. ▪ Mutualisation obligatoire en cas de plusieurs activités implantées sur une même unité foncière. ▪ Surface unitaire : 2m² max – H : 3m	
Sur store	▪ Admis si absence d'enseigne en façade ▪ 1 par façade et par activité ▪ 1 supplémentaire si façade > 15m.	
	▪ Hauteur des lettrages et signes ne doit pas excéder les 4/5ème de la hauteur du lambrequin – 20cm max.	▪ Uniquement sur lambrequin. ▪ Hauteur des lettrages et signes ne doit pas excéder les 4/5ème de la hauteur du lambrequin – 20cm max.
Sur marquise ou auvent	▪ Marquise : interdit ▪ Auvent : - *Admis si système de filins* - *1 par façade et par activité* - *H : 0.40m* - *Lettres découpées ou peintes.*	
Lumineuse	Admis sauf en cœur de parc national. Eclairage par projection de type Gobo et par transparence interdit.	
Numérique	*Extérieur* : interdit	
	Intérieur : ▪ Admis dans la limite de 1 par activité le long de chaque voie ▪ Surface unitaire : 25% de la surface de la baie dans la limite de 1m².	

Considérant que les enseignes sur toiture peuvent impacter de façon significative le paysage urbain, et au regard des enjeux patrimoniaux propres aux zones ZP1a et ZP1ap, le RLPi interdit strictement ces dispositifs. En effet, placés en hauteur au-dessus des bâtiments, souvent de grande dimension, ces enseignes sont généralement très perceptibles dans le paysage urbain.

En façade, afin de limiter l'accumulation des dispositifs venant camoufler et banaliser l'architecture des bâtiments, le nombre d'enseignes par activité est limité à 2 en ZP1a et 1 en ZP1ap, auxquelles peut s'ajouter une enseigne perpendiculaire à la façade. En outre, les lettres découpées ou peintes sont imposées afin de mettre en valeur le patrimoine bâti présent dans cette zone et de ne pas porter atteinte à l'architecture.

Une attention particulière est également portée aux enseignes sur store afin de ne pas surcharger les façades de bâtiments. Suivant ce même objectif de protection du caractère historique des zones concernées, le RLPi encadre les dispositifs apposés sur marquise ou auvent. En effet, au regard de leur proximité à la voie publique et de leur visibilité accrue, l'implantation d'une enseigne sur ces éléments de façade sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur le paysage urbain. Ainsi, afin de mettre en valeur les marquises lorsque les bâtiments en sont dotés, les enseignes y sont interdites, tandis que les enseignes sur auvent sont autorisés sous conditions.

Si les enseignes au sol de moins de 1m² sont autorisées, dans le respect de conditions assurant leur intégration dans le tissu urbain, les enseignes au sol supérieures à 1m² ne sont en revanche admises que dans certains cas précis et strictement encadrées. En effet, au regard de la morphologie urbaine des centres historiques, il est souhaité de limiter les obstacles physiques et visuels dans ces secteurs où le tissu bâti est dense et les voiries peu larges.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-DE2025061-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Concernant les enseignes lumineuses, ces dernières sont admises hors cœur de parc national, pour se conformer à la charte du Parc National de Port-Cros. Afin de respecter la qualité architecturale des bâtiments, les projecteurs de type Gobo sont proscrits, jugés non adaptés au caractère historique de la ZP1a et ZP1ap. L'éclairage par transparence est également proscrit afin de privilégier les dispositifs plus discrets tels que le rétroéclairage.

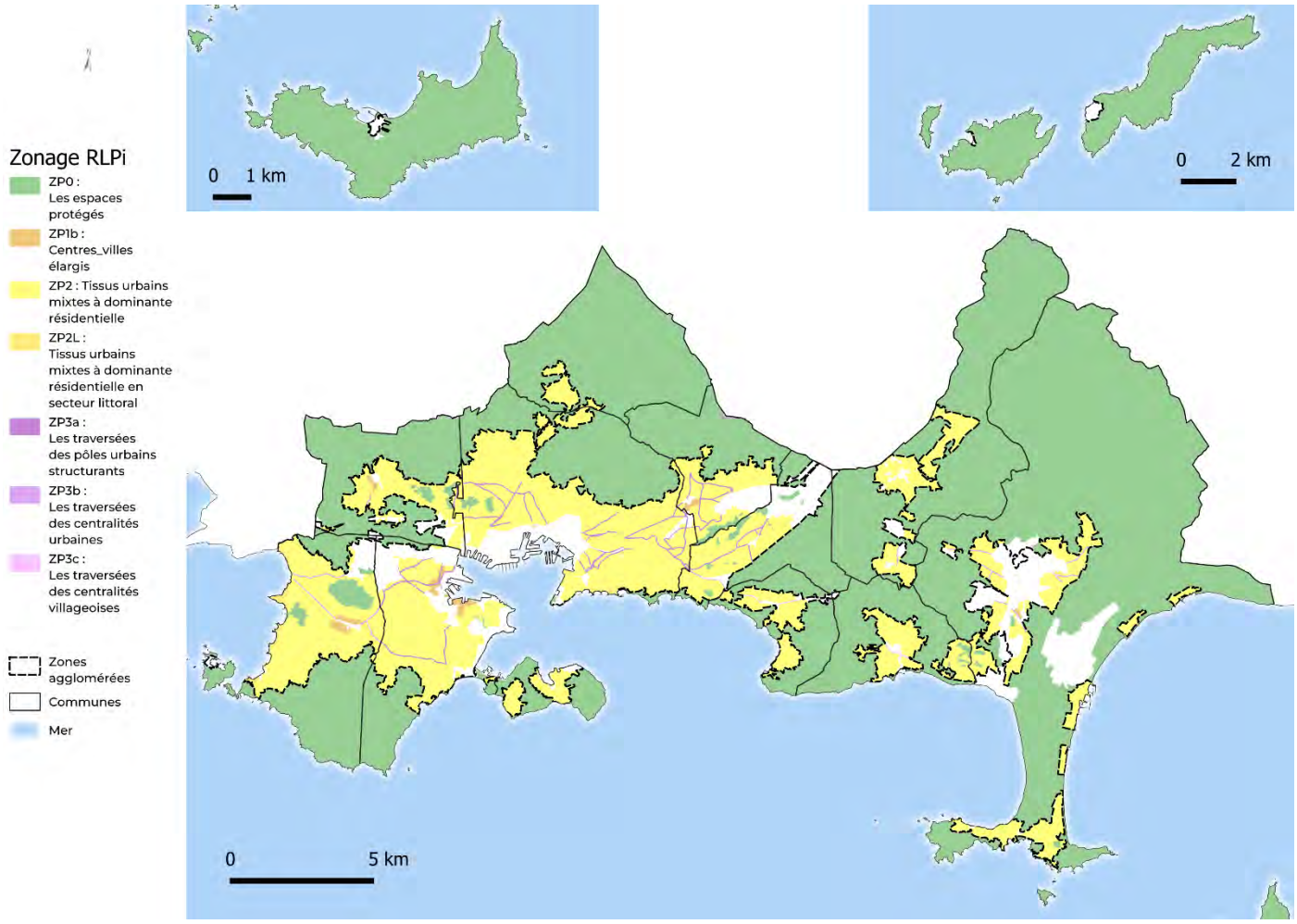
Peu adaptées au caractère historique et identitaires des zones concernées, les enseignes numériques sont interdites en extérieur. Elles sont admises à l'intérieur des vitrines, bien que limitées en taille afin de garantir leur bonne intégration dans le bâti et d'éviter la surabondance de panneaux pouvant nuire aux linéaires commerciaux historiques.

2. *Justification des dispositions particulières aux zones de publicité n°0, 1b, 2, 2L, 3a, 3b et 3c*

Ces règles s'appliquent à des secteurs dont les besoins en matière d'enseignes sont similaires :

- ZP0 : espaces protégés dont hors agglomération
- ZP1b : centres-villes élargis
- ZP2 : tissus urbains périphériques à dominante résidentielle
- ZP3a, b et c : abords des entrées de ville et traversées de villes et villages.

Ces zones constituent des espaces du quotidien au sein desquels sont présentes des activités mais dont la vocation principale n'est pas commerciale, contrairement aux centres-villes et aux zones d'activités qui concentrent les enjeux en matière d'enseignes.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

<table>
<tr><th>Dispositifs publicitaires</th><th>ZP0</th><th>ZP1b</th><th>ZP2</th><th>ZP2L</th><th>ZP3a</th><th>ZP3b</th><th>ZP3c</th></tr>
<tr><td>Sur toiture</td><td colspan="7">Interdit</td></tr>
<tr><td>Parallèle à la façade</td><td colspan="7">▪ 2 par façade et par activité ;
▪ 2 supplémentaires par tranche de 15m ;
▪ Enseigne principale : 80 cm de hauteur ;
▪ Enseigne latérale : 0.5m² ;
▪ Interdiction des supports souples.</td></tr>
<tr><td>Sur mur de clôture et clôture</td><td colspan="7">▪ Sur clôture : interdite
▪ Sur mur maçonné :
o 1 par activité le long de chacune des voies ;
o 1m² / 4m² si lettres découpées ;
o Interdiction des bâches et supports souples.</td></tr>
<tr><td>Perpendiculaire à la façade</td><td colspan="7">▪ 1 par façade et par activité ;
▪ Interdites en étage ;
▪ Hauteur : 0.8m.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Au sol < 1m²</td><td colspan="7"><u>Domaine public</u> : conformité au règlement d’occupation du domaine public.</td></tr>
<tr><td colspan="7">Domaine privé :
▪ 1 par activité ;
▪ 0.70m² ;
▪ 1.30m de hauteur ;
▪ Aspect : type porte-menu, chevalet.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Au sol > 1m²</td><td colspan="3">▪ Admis si bâtiment d’activité en recul de plus de 10m du domaine public ou si la façade n’est pas visible depuis la voie ;
▪ Mutualisation obligatoire en cas de plusieurs activités implantées sur une même unité foncière ;
▪ Supports souples type oriflammes interdits.</td><td rowspan="2">Interdit</td><td colspan="3">▪ Admis si bâtiment d’activité en recul de plus de 10m du domaine public ou si la façade n’est pas visible depuis la voie ;
▪ Mutualisation obligatoire en cas de plusieurs activités implantées sur une même unité foncière ;
▪ Supports souples type oriflammes interdits.</td></tr>
<tr><td colspan="3">▪ Surface unitaire : 2m² – H : 4m
▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 4m² – H : 6.5m</td><td colspan="3">▪ Surface unitaire : 4m² - H : 4m
▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 6m² - H : 6.5m</td></tr>
<tr><td>Sur store</td><td colspan="7">Hauteur des lettrages et signes ne doit pas excéder les 4/5ème de la hauteur du lambrequin – 20cm max.</td></tr>
<tr><td>Sur marquise ou auvent</td><td colspan="7">Admis si hauteur max = 50cm et lettrage découpé obligatoire</td></tr>
<tr><td>Lumineuse</td><td colspan="7">Admis</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Numérique</td><td colspan="7"><u>Extérieur</u> : interdit</td></tr>
<tr><td colspan="7">Intérieur :
▪ Admis dans la limite de 1 par activité le long de chaque voie
▪ Surface unitaire : 25% de la surface de la baie dans la limite de 1m².</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Au sein de ces zones, le RLPi favorise les enseignes en façade, moins impactantes visuellement du fait de leur inscription sur la façade et ne provoquant pas d'encombrement de l'espace. Aussi, les autres types d'enseignes sont autorisés mais strictement règlementés afin de garantir leur bonne intégration bâtie et paysagère. Les enseignes en façade sont, elles, limitées en nombre et en format de manière à limiter l'accumulation de dispositifs venant encombrer les façades.

Considérant que les enseignes sur toiture peuvent impacter de façon significative le paysage urbain, et au regard des enjeux d'apaisement des zones concernées, le RLPi interdit strictement ces dispositifs. En effet, placés en hauteur au-dessus des bâtiments, souvent de grande dimension, ces enseignes sont généralement très perceptibles dans le paysage urbain et apparaissent peu adaptées aux objectifs fixés par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée pour les secteurs concernés.

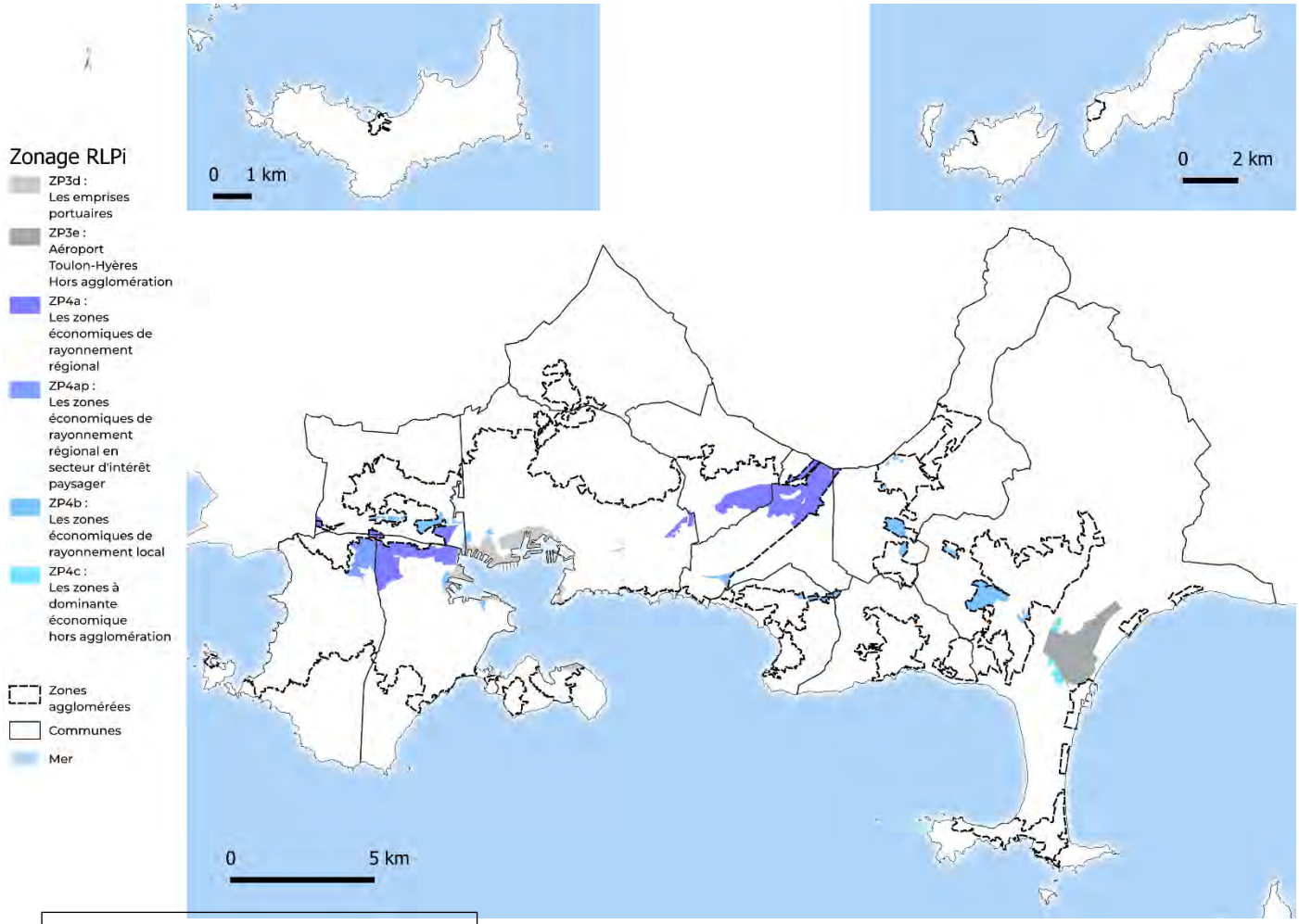
Au regard de la nature des zones concernées, le RLPi restreint également l'implantation d'enseigne sur clôture et mur de clôture. En effet, ces types de dispositifs peuvent être responsables d'une banalisation du paysage, fréquentes le long des axes d'entrées de ville, et qui dégraderaient le cadre de vie des secteurs à dominante résidentielle.

Afin de maintenir le caractère naturel (ZP0) ou de répondre à la volonté d'apaisement des zones résidentielles (ZP2) et des entrées de territoire (ZP3), les enseignes au sol de plus de 1m² sont strictement règlementées. L'objectif de ces règles est de privilégier les enseignes en façade qui s'intègrent davantage au paysage. Dans un souci de préservation et de valorisation du littoral, les enseignes au sol de plus de 1m² sont interdites en ZP2L. Ces dernières sont en effet susceptibles de nuire aux vues qu'offre le territoire sur le paysage maritime caractéristique de la Métropole TPM.

Les enseignes au sol inférieures à 1m² sont limitées en nombre (1 par activité), en format (0.70m²) et en typologie (porte-menus, chevalet) afin de s'assurer qu'elles s'intègrent qualitativement aux zones concernées.

Dans cette même optique, le RLPi interdit les enseignes numériques à l'extérieur. Elles sont admises à l'intérieur des vitrines selon des dispositions garantissant leur bonne intégration paysagère.

3. *Justification des dispositions particulières aux zones de publicité n°3d ; 3e et 4*



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

<table>
<tr><th>Dispositifs publicitaires</th><th>ZP3d</th><th>ZP3e</th><th>ZP4A</th><th>ZP4AP</th><th>ZP4B</th><th>ZP4c</th></tr>
<tr><td>Sur toiture</td><td colspan="2">Interdit</td><td>▪ 1 par activité ;
▪ Sur toit terrasse uniquement ;
▪ H : 1/5ème de la hauteur de la façade – 3m max ;
▪ Lettrage découpé.</td><td>Interdit</td><td>▪ Admis uniquement pour les activités dont la surface de vente ≥ 1000m² ;
▪ 1 par activité ;
▪ Sur toit terrasse uniquement ;
▪ H : 1/5ème de la hauteur de la façade – 3m max. ;
▪ Lettrage découpé.</td><td>Interdit</td></tr>
<tr><td>Parallèle à la façade</td><td colspan="6">Non règlementé</td></tr>
<tr><td>Sur mur de clôture et clôture</td><td colspan="3">▪ Admis si le bâtiment est en recul de plus de 10m du domaine public, ou non visible et qu’il ne dispose pas déjà d’une enseigne au sol ;
▪ 1 par activité le long de chacune des voies ;
▪ 4m² max ;
▪ Bâches et supports souples interdits.</td><td>Interdit</td><td colspan="2">▪ Admis si le bâtiment est en recul de plus de 10m du domaine public, ou non visible et qu’il ne dispose pas déjà d’une enseigne au sol ;
▪ 1 par activité le long de chacune des voies ;
▪ 2m² max ;
▪ Bâches et supports souples interdits.</td></tr>
<tr><td>Perpendiculaire à la façade</td><td colspan="3">1 par façade et par activité.</td><td>Saillie max : 1m</td><td colspan="2">1 par façade et par activité.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Au sol < 1m²</td><td colspan="6"><u>Domaine public</u> : conformité au règlement d’occupation du domaine public.</td></tr>
<tr><td colspan="3"><u>Domaine privé</u> : 1 dispositif par tranche de 10m linéaire entamée dans la limite de 3 dispositifs max.</td><td><u>Domaine privé</u> : 1 dispositif par tranche de 10m linéaire entamée dans la limite de 2 dispositifs max.</td><td colspan="2"><u>Domaine privé</u> : 1 dispositif par tranche de 10m linéaire entamée dans la limite de 3 dispositifs max.</td></tr>
<tr><td colspan="6">▪ Installée au sol : hauteur max 2m ;
▪ Scellée au sol : hauteur max 4m.</td></tr>
<tr><td>Au sol > 1m²</td><td colspan="6">Admis si le bâtiment est en recul de plus de 10m du domaine public, ou non visible et qu’il ne dispose pas déjà d’une enseigne au sol.
Mutualisation obligatoire en cas de plusieurs activités implantées sur une même unité foncière (format totem)</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

	▪ Surface unitaire : 4m²– H : 4m ▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 6m² – H : 6.5m	▪ Surface unitaire : 8m² – H : 4m ▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 10m² – H : 6.5m	▪ Surface unitaire : 8m² – H : 4m ▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 10m² – H : 4m	▪ Surface unitaire : 4m² – H : 4m ▪ Si mutualisation de plus de 4 activités : 6m² – H : 6.5m
Sur store	Hauteur des lettrages et signes ne doit pas occuper la totalité de la hauteur du lambrequin.			
Sur marquise ou auvent	Admis si hauteur max = 1m			
Lumineuse	Admis			
Numérique	*Extérieur* : interdit	*Extérieur* : admis uniquement sur un support mural – **4m²** et à image fixe	*Extérieur* : admis uniquement sur un support mural – **2m²** et à image fixe	*Extérieur* : interdit
	Intérieur : ▪ Admis dans la limite de 1 par activité le long de chaque voie ; ▪ Surface unitaire : 25% de la surface de la baie dans la limite de 2m².	Intérieur : ▪ Admis dans la limite de 1 par activité le long de chaque voie ; ▪ Surface unitaire : 25% de la surface de la baie dans la limite de 4m².		Intérieur : ▪ Admis dans la limite de 1 par activité le long de chaque voie ; ▪ Surface unitaire : 25% de la surface de la baie dans la limite de 2m².

L'enjeu majeur des zones aéroportuaires (ZP3d et ZP3e) en matière d'enseigne réside dans la réduction des dispositifs proéminents dans le paysage. En effet, ces zones constituent des portes d'entrée du territoire et participent à ce titre à son attractivité touristique. Les dispositifs présentant un impact fort sur le paysage telles que les enseignes en toiture, particulièrement visibles, sont ainsi interdites. Les enseignes au sol sont limitées en nombre et en format afin de privilégier les enseignes en façade, qui s'intègrent mieux dans le paysage.

Au sein des zones commerciales et d'activités, la concentration d'enseignes diverses conduit souvent à des résultats visuels peu qualitatifs. La volonté « d'aérer » le paysage urbain des zones commerciales constitue une orientation forte du RLPi.

Au regard de l'impact paysager fort des enseignes en toiture, celles-ci sont seulement autorisées au sein des zones d'activités à rayonnement régional (ZP4a) et local (ZP4b), tout en étant limitées en nombre et en format.

Les enseignes parallèles à la façade étant très représentées au sein des zones d'activités économiques et commerciales et les gabarits des bâtiments étant divers, le nombre d'enseignes en façade n'est pas précisé par le RLPi et les règles du RNP s'appliquent. Celles-ci permettent de maîtriser la surface cumulée des enseignes en façade via un pourcentage d'occupation maximal de la surface de la façade commerciale concernée (15% ou 25%). Le diagnostic n'ayant pas relevé d'enjeu spécifique lié à l'intégration paysagère des enseignes en façade au sein de ces secteurs, les dispositions du RNP ont été jugées pertinentes et suffisantes pour les encadrer.

Le diagnostic a relevé un nombre important d'enseignes sur clôtures, particulièrement présentes au sein des zones d'activités et dont l'intégration paysagère laisse à désirer. Aussi, le RLPi a fait le choix de limiter leur implantation et leur format et de les interdire ZP4ap, du fait de l'intérêt patrimonial de ce secteur.

Afin de lutter contre la surabondance de dispositifs et la banalisation des paysages, le RLPi limite strictement les possibilités d'installation d'enseignes au sol, inférieure ou supérieure à 1m². Les zones d'activités sont particulièrement concernées par la présence d'enseignes au sol inférieures à 1m², prenant souvent la forme d'oriflammes ou de totem, et dont la facilité d'installation favorise la surabondance, voire participe à un phénomène de surenchère entre activités. Afin de limiter leur impact dans le paysage, le RLPi instaure une condition liée au linéaire d'unité foncière déterminant le nombre autorisé, et une hauteur maximale.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les enseignes au sol supérieures à 1m², souvent en grand nombre et de grande dimension, engendrent une dégradation du paysage, avec une forte empreinte visuelle des dispositifs, une perte de lisibilité des différentes informations et messages et une perte de lisibilité de certains bâtiments d'activité implantés le long de ces axes, qui se retrouvent en second plan visuel. Afin d'apaiser les zones d'activités et d'améliorer la lisibilité des messages véhiculés, le RLPi n'autorise les enseignes au sol de plus de 1m² que si le bâtiment n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique ou qu'il est situé à plus de 10m de celle-ci et à la condition qu'une enseigne au sol ne soit pas déjà implantée. Le cas échéant, les enseignes au sol sont limitées à 4m², à l'exception des zones d'activités de rayonnement régional (ZP4a et ZP4ap) où elles sont limitées à 8m².

Dans un souci de cohérence avec le dynamisme économique et les flux importants d'usagers de ces zones, les enseignes numériques extérieures ne sont autorisées qu'au sein des zones d'activités de rayonnement régional et limitées aux dispositifs muraux de 4m² ou 2m² (ZP4ap) à image fixe afin de réduire leur impact visuel. A l'intérieur des vitrines, le RLPi autorise les dispositifs numériques dans l'ensemble des zones, en limitant leur nombre et leur surface, afin d'éviter la surabondance de dispositifs particulièrement impactant en façade.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Table des figures

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DELIB250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

FIGURE 1 : CARTE DES COMMUNES DE LA METROPOLE TPM 11
FIGURE 2: CARTE DES UNITES ECO-GEOGRAPHIQUES | SOURCE : ATLAS DES PAYSAGES DU VAR 12
FIGURE 3 : LE CAP SICIE (LA SEYNE) 13
FIGURE 4 : VUE DEPUIS LE MASSIF DU GROS CERVEAU (SANARY-TOURISME) 13
FIGURE 5 : LE BRUSC (TERRES DE PROVENCE EN MEDITERRANEE) 13
FIGURE 6 : ENTITES PAYSAGERES. SOURCE DIAGNOSTIC TERRITORIAL PLU DE SIX-FOURS-LES-PLAGES 13
FIGURE 7 : COMPOSITION PAYSAGERE SOURCE : RAPPORT DE PRESENTATION PLU D'OLLIOULES 14
FIGURE 8 : LE CAP SICIE (LA SEYNE) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
FIGURE 9 : VUE DEPUIS LE MASSIF DU GROS CERVEAU (SANARY-TOURISME) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
FIGURE 10 : LE BRUSC (TERRES DE PROVENCE EN MEDITERRANEE) ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
FIGURE 11 : LA RADE DEPUIS LA MER (CONSERVATOIRE DU LITTORAL) 15
FIGURE 12 : LA SEYNE, PORT DE SAINT ELME (METROPOLE TPM) 15
FIGURE 13 : LE PRADET, PORT DE OURSINIERES (METROPOLE TPM) 15
FIGURE 14 : CAP BENAT VU DEPUIS LE SEMAPHORE (CONSERVATOIRE DU LITTORAL) 16
FIGURE 15 : PORT CROS (OFFICE DU TOURISME DE MEDITERRANEE PORTE DES MAURES) 16
FIGURE 16 : PRESQU'ILE DE GIENS (CONSERVATOIRE DU LITTORAL) 16
FIGURE 17 : DEPRESSION PERMIENNE (DREAL) 17
FIGURE 18 : PIERREFEU-DU-VAR (OFFICE DU TOURISME) 17
FIGURE 19 : LA CRAU (VILLE DE LA CRAU) 17
FIGURE 20 : VUE SUR LE MONT FARON ET LE LITTORAL METROPOLITAIN DEPUIS LE MONT CAUME (SOURCE EVEN : OCTOBRE 2020) 18
FIGURE 21 : MASSIF DES MAURES (ONF) 19
FIGURE 22: RESEAU ROUTIER STRUCTURANT DE LA METROPOLE TPM 23
FIGURE 23: RESEAU DES TRANSPORTS PUBLICS SUR LA METROPOLE // SOURCE : WWW.RESEAUMISTRAL.COM 24
FIGURE 24 : TECHNOPOLE DE LA MER BASE MARINE - LA SEYNE-SUR-MER 29
FIGURE 25 : ZA SAINT-LAURENT - LA SEYNE-SUR-MER 30
FIGURE 26 : LE POLE D'ACTIVITES OUEST DE L'AIRE TOULONNAISE EN 2015 (SOURCE SCOT PROVENCE MEDITERRANEE) 30
FIGURE 27 : PARC D'ACTIVITE TOULON-EST – LA GARDE 31
FIGURE 28 : ZA LES PLANTADES – LA GARDE 31
FIGURE 29 : ZA VALGORA - LA VALETTE DU VAR 31
FIGURE 30 : PARC D'ACTIVITE TOULON EST - LA GARDE 31
FIGURE 31 : LE POLE D'ACTIVITES EST DE L'AIRE TOULONNAISE EN 2015 (SOURCE SCOT PROVENCE MEDITERRANEE) 32
FIGURE 32 : ZPR 1, 2, 3 VILLE DE LA CRAU 153
FIGURE 33 : ZPR LA MOUTONNE LA CRAU 153
FIGURE 34 : ZONAGE DU RLP DE LA GARDE 155
FIGURE 35 : ZONAGE DU RLP DE HYERES-LES-PALMIERS 157
FIGURE 36 : ZONAGE DU RLP D'OLLIOULES 159
FIGURE 37 : ZONAGE DU RLP DE TOULON 162
FIGURE 38 : ZONAGE DU RLP DE LA VALETTE DU VAR 164
FIGURE 39 : ZONAGE DU RLP DU PRADET 165
FIGURE 40 : ZONAGE DU RLP DE SIX-FOURS-LES-PLAGES 167
FIGURE 41 : EXEMPLES D'ESPACES PRESERVES DE L'AFFICHAGE PUBLICITAIRE 77
FIGURE 42 : EXEMPLE D'ESPACES PRESENTANT UNE FORTE DENSITE D'AFFICHAGE 78
FIGURE 43 : EXEMPLES D'ESPACES PRESENTANT UN AFFICHAGE PONCTUEL 79
FIGURE 44 : FORTE DENSITE DE DISPOSITIFS AU SOL A LA GARDE, LE LONG DE LA D559 83
FIGURE 45 : FORTE DENSITE DE DISPOSITIFS AU SOL A CARQUEIRANNE, LE LONG DE LA D559 83
FIGURE 46 : FORTE DENSITE DE DISPOSITIFS MURAUX A OLLIOULES, LE LONG DE LA D11 84
FIGURE 47 : FORTE DENSITE DE DISPOSITIFS AU SOL A LA VALETTE-DU-VAR, LE LONG DE LA D46 84
FIGURE 48 : EXEMPLES DES ZONES COMMERCIALES DE LA GARDE ET LA VALETTE-DU-VAR 86
FIGURE 49 : EXEMPLES DES ZONES COMMERCIALES LA SEYNE-SUR-MER ET SIX-FOURS LES-PLAGES 87
FIGURE 50 : EXEMPLES DES ZONES COMMERCIALES D'OLLIOULES 87
FIGURE 51 : EXEMPLES D'AFFICHAGE SUR MOBILIER URBAIN RENCONTRES DANS LES CENTRES-VILLES 89
FIGURE 52 : EXEMPLES DE DISPOSITIFS INSTALLES DIRECTEMENT SUR LE SOL RENCONTRES DANS LES CENTRES-VILLES 89
FIGURE 53 : EXEMPLES DE DISPOSITIFS RENCONTRES DANS LES CENTRES-VILLES, POLES SECONDAIRES ET FAUBOURGS 90
FIGURE 54 : EXEMPLES D'ENSEIGNES DE QUALITE RENCONTREES SUR LE TERRITOIRE, S'INTEGRANT DE FAÇON HARMONIEUSE AU BATI 96
FIGURE 55 : EXEMPLES D'ENSEIGNES APPOSEES AU SOL A LA GARDE 96
FIGURE 56 : EXEMPLES D'ENSEIGNES MOINS QUALITATIVES QUI PEUVENT IMPACTER LA QUALITE ARCHITECTURALE DU SITE 97
FIGURE 57 : EXEMPLES D'ENSEIGNES EN FAÇADE 99
FIGURE 58 : EXEMPLES D'ENSEIGNES AU SOL 100
FIGURE 59 : EXEMPLES D'ENSEIGNES MUTUALISEES, FORMAT TOTEM 100
FIGURE 60 : EXEMPLES D'ENSEIGNES EN TOITURE 101

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL230633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

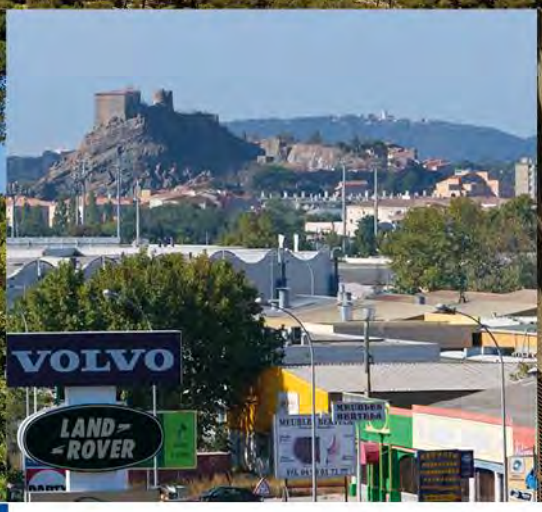
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

FIGURE 61 : EXEMPLES D'ENSEIGNES SUR MUR DE CLOTURE OU CLOTURE 101
FIGURE 62 : EMPRISE DE LA ZP1 112
FIGURE 63 : EMPRISE DE LA ZP2 113
FIGURE 64 : EMPRISE DE LA ZP3 114
FIGURE 65 : EMPRISE DE LA ZP4 116

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Annexes

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DELIB250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Annexe 1 – Analyse détaillée des RLP communaux

1.1. RLP de la commune de La Crau

1.1.1. Les zones de publicité du RLP

4 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- **La ZPR1** s'étend de part et d'autre de chacune des voies mentionnées ci-après sur une distance de 20 m partant de tout point de leur axe central :
  - Av du général De Gaulle (de l'av de la libération à l'av Frédéric Mistral)
  - Av Lieutenant Jean Toucas, rue Renaude, Bd de la République, Espace Natte, Pl F. Reynaud,
  - Av de Libération, rue de la Panouche, Pl du Rossignol, Allée de la Mésange, Pl Jean Jaurès,
  - Av de la 1ère D.F.L., rue Aspirant François Philippe, rue de la Liberté, place de Lattre De Tassigny
  - Pl Victor Hugo, Av de la Gare
  - Av du 8 mai (du rondpoint Bir Hakeim à l'av du G de Gaulle)
- **La ZPR2** s'étend de part et d'autre de chacune des voies mentionnées ci-après sur une distance de 30 m partant de tout point de leur axe central
  - Agglomération de La Crau :
    - En totalité :
      - Rue du 22ème B.M.N.A.,
      - Av de Toulon,
      - Rue du Patrimoine,
      - Av de Limans,
      - Rte de Pierrefeu
    - En partie :
      - Av du 8 mai 1945 (du rond-point des Harkis au rond-point Bir Hakeim)
      - Av Frédéric Mistral, (de l'av Ch de Gaulle à la rue du jardin Notre Dame)
      - Av Pasteur, (de l'av de la libération à l'impasse Claude Bernard pour le côté fleuve Gapeau), et de l'av de la libération à l'impasse Notre Dame pour le côté ville)
      - Av des Faurys, (de l'av de la Libération jusqu'à 50m avant le fleuve du Gapeau)
      - L'av Général De Gaulle (de l'av Frédéric Mistral à l'av de Limans)
  - Agglomération de La Moutonne
    - Chemin de l'Estagnol
    - Avenue Jean Monnet
- **La ZPR3** est constituée par des parties des agglomération de La Crau, de La Moutonne et des Martins :
  - Non comprise dans la ZPR 1 et ZPR 2
  - Non comprise dans les zones protégées par le Code de l'environnement, par ses décrets d'application et par les dispositions générales du présent règlement.
- **La ZPA** est constituée par l'axe suivant :
  - Chemin long N98 côté nord (de la limite de commune avec La Garde à la rue Abraham Louis Breguet)
  - Chemin long N98 côté sud interdite
  - Une interruption de la ZPA est prévue sur 150 m de part et d'autre de l'autoroute A 570 depuis le milieu du terre-plein central.
  - La ZPA s'étend de part et d'autre de la voie sur une distance de 50 m partant de tout point de l'axe central.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.1.2. *Synthèse des principales dispositions*

Interdiction générale : Toute publicité est interdite sur une profondeur de 50 m de part et d'autre des rives du fleuve du Gapeau sur toute la traversée de l'agglomération.

	ZPR 1	ZPR 2	ZPR 3	ZPA
Publicités et pré-enseignes				
Sur mur	INTERDITE	8 m² (10 m² avec structure) Autorisées uniquement sur les murs pignons Hauteur : 5 m Doublons interdits	INTERDITE	12 m² (14 m² avec structure) Autorisées uniquement sur les murs pignons Doublons interdits
Scellée au sol ou installées directement sur le sol	1 dispositif max par U.F Surface : 2 m² (3 m² avec structure) Hauteur : 3,50 m Densité : Publicité interdite sur les Unités Foncières < 20ml	1 dispositif max par U.F 8 m² (10 m² avec structure) Densité : Publicité interdite sur les Unités Foncières < 20ml Implantation interdite à moins de 30 m d'un rond-point Hauteur : 6 m	INTERDITE	1 dispositif max par U.F 8 m² (10 m² avec structure) Densité : Publicité interdite sur les Unités Foncières < 60ml Implantation perpendiculaire à l'axe obligatoire Hauteur : 6 m
Publicité lumineuse	INTERDITE	Autorisée entre les ronds-points sur l'Avenue du Huit Mai 1945	INTERDITE	INTERDITE
Sur mobilier urbain	Surface : 2 m²	Surface : 8 m²	Surface : 2 m²	Surface : 8 m²
Enseignes				
Enseigne sur toiture ou terrasse	INTERDITE	1 enseigne max / activité et sous réserve qu'elle occupe l'ensemble du bâtiment Hauteur : 3 m max	INTERDITE	1 enseigne max / activité et sous réserve qu'elle occupe l'ensemble du bâtiment Hauteur : 3 m max
Parallèles à la façade	Règles d'implantations particulières selon l'implantation de l'activités (étages) Limité à 20% de la façade pour les établissements de 300m de SHON	Règles d'implantations particulières selon l'implantation de l'activités (étages) Limité à 20% de la façade pour les établissements de 300m de SHON et à 1 enseigne max	Règles d'implantations Pas de limite de surface	Règles d'implantations particulières selon l'implantation de l'activités (étages) Limité à 30% de la façade pour les établissements de 300m de SHON et à 1enseigne max
Perpendiculaires à la façade	1 enseigne max / activité / façade / voie Hauteur max : 1,10 m / Epaisseur : 0,20 m / Hauteur par rapport au sol : 2,50 m Retrait de 0,50 m par rapport à la largeur du trottoir (lorsque ce dernier est > à 1,10 m)			
Sur balcons ou marquises	1 enseigne max / activité / façade / voie Hauteur max : 0,70 m sans dépasser la limite du garde corps			
Scellées au sol ou apposées au sol	1 enseigne max par voie bordant l'activité Mutualisation obligatoire si plusieurs activités sur une même U.F			1 enseigne max double face ou 2 enseignes simple face par voie bordant l'activité

Accusé de réception en préfecture
083-248300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

				Mutualisation obligatoire si plusieurs activités sur une même U.F
	Enseigne unitaire : 1 m X 1 m et épaisseur : 0,30 m Enseigne Totem : largeur de 1 m max et épaisseur : 0,40 m		Enseigne unitaire : 1 m X 1 m et épaisseur : 0,30 m Enseigne Totem : largeur de 1 m max et épaisseur : 0,40 m	Enseigne unitaire : 6 m² épaisseur : NR Enseigne Totem : largeur de 1,70 m max et épaisseur : 0,40 m
	Drapeaux et oriflammes interdits	Drapeaux et oriflammes limités à 3 dispositifs	Drapeaux et oriflammes interdits	Drapeaux et oriflammes limités à 3 dispositifs

Figure 57 : ZPR 1, 2, 3 Ville de La Crau

Figure 58 : ZPR La Moutonne La Crau

1.2. RLP de la commune de La Garde

1.2.1. *Les zones de publicité du RLP en vigueur*

3 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- ZP1 : zones d'activités

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- ZP2 : Zones d'habitat et d'équipements
- ZP3 : Zones espaces patrimoniaux sensibles et dérogatoires de publicité
- Zone hors agglomération

1.2.2. Synthèse des principales dispositions

	ZP1	ZP2	ZP3
Publicités et pré-enseignes			
Sur toiture ou terrasse	INTERDITE		INTERDITE
Sur mur ou clôture	10 ,5 m² interdite sur clôtures		
Scellée au sol	10,5 m²		
Sur mobilier urbain	8 m²		2 m²
Publicité numérique	4 m² (tous support)	4 m² sur mobilier urbain uniquement	
Enseignes			
Enseigne sur Auvent, marquise	Lettres découpées		INTERDITE
Parallèles à la façade	Non réglementée (Règlementation nationale)		Ne doit pas dépasser les limites du plancher du 1er étage
Perpendiculaires à la façade	1 par façade d'une même activité. 1 m max		
Scellées au sol, supérieures à 1 m²	1 dispositif – 8 m² max et 6m de hauteur Mutualisation obligatoire si plusieurs activités sur une même UF		INTERDITE
Scellées au sol, inférieures à 1 m²	3 dispositifs max	2 dispositifs max	
Sur clôture	1 dispositif max 4m²	1 dispositif max 2m²	INTERDITE
Enseigne Numérique	Un dispositif – 4 m²	INTERDITE	
Enseignes temporaires	Interdite sur toiture Au sol : 8m² Sur clôture : 1 dispositif max		

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

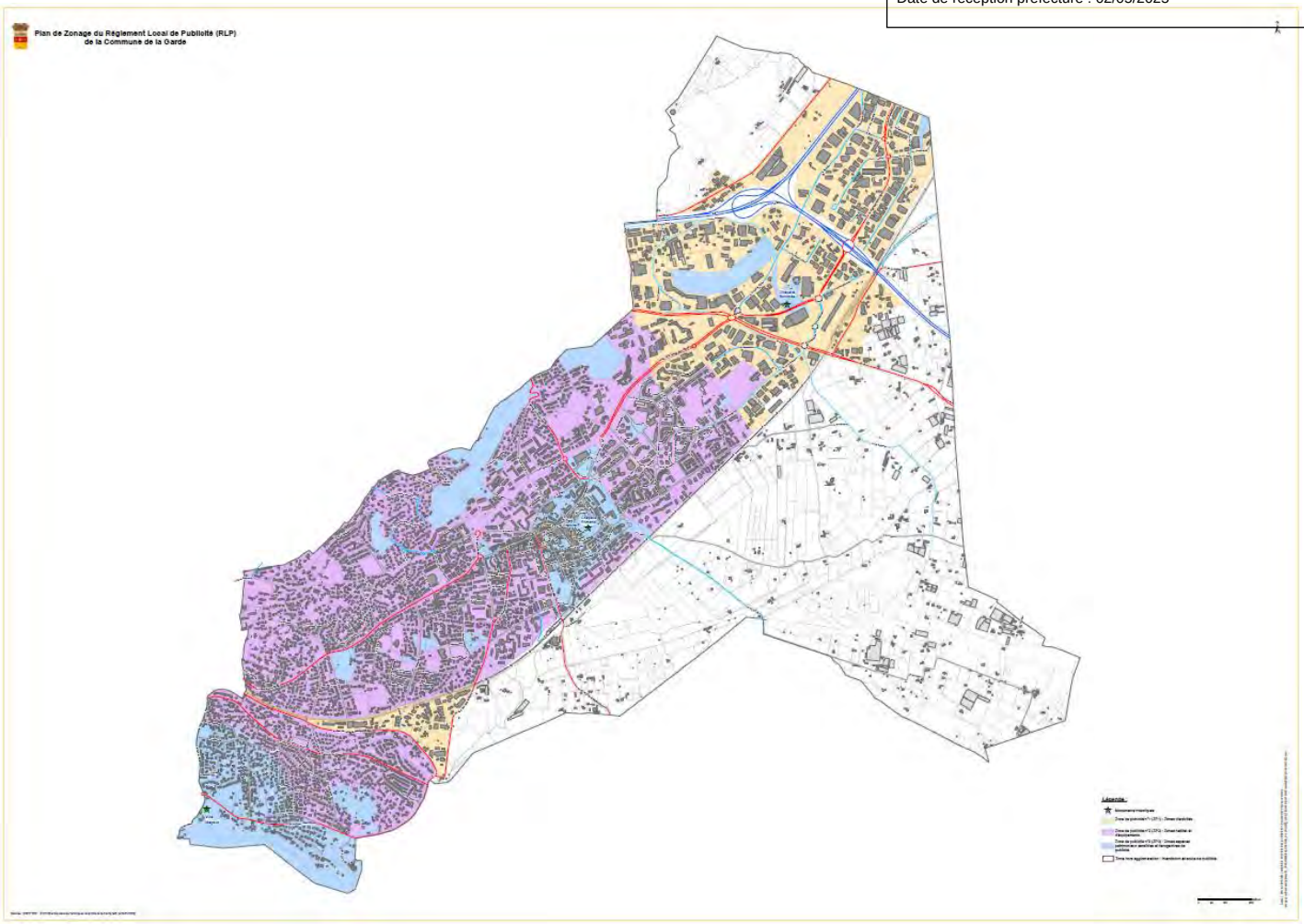


Figure 59 : Zonage du RLP de La Garde

1.3. RLP de la commune de Hyères-les-Palmiers

1.3.1. *Les zones de publicité du RLP*

8 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- 4 zones de publicité restreinte :
  - ZPR1 – la ville médiévale (secteur 1 du SPR), les agglomérations de Giens, la Madrague et la Tour Fondue, l'île de Porquerolles (sauf la zone portuaire), l'île de Port-Cros et celle du Levant ;
  - ZPR2 – la voie Olbia, le centre-ville (secteur 2 et 3 du SPR), la principale entrée Sud de la ville (avenue Jean Moulin, av Geoffroy Saint Hilaire, rond-point de l'appel du 18 juin et carrefour du pont de la Vilette), les petites agglomérations (la Bayorre, les salins d'Hyères, l'Ayguade, Hyères-Plage, la Capte, l'Almanarre) et la zone portuaire de Porquerolles.
  - ZPR3 – Les autres secteurs résidentiels de la commune ;
  - ZPR4 – Les zones d'activités en agglomération : Roubaud – Saint-Jean, Saint-Martin dans sa partie agglomérée, la Vilette, la Crestade.
- 2 zones de publicité autorisée :
  - ZPA1 – Les zones d'activités hors agglomération : ancien chemin de Toulon (partie Sud), centre commercial centr'Azur, Saint-Martin dans sa partie hors agglomération, Palyvestre, zone d'aéroport.
  - ZPA2 – Les entrées de ville hors agglomération : chemin du Moulin premier (côté Est), rond-point de Saint Gervais, côté Est de la Bayorre, route de l'aéroport, route de l'Almanarre, RD276 (lieux dit des Loubes à Saint Jean), rond-point du Maréchal Juin, partie de la Voie Olbia hors agglomération.

1.3.2. *Synthèse des principales dispositions*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

<table>
<tr><th></th><th>ZPR1</th><th>ZPR2</th><th>ZPR3</th><th>ZPR4</th><th>ZPA1</th><th>ZPA2</th></tr>
<tr><td colspan="7">Publicités et pré-enseignes</td></tr>
<tr><td>Sur toiture ou une terrasse</td><td rowspan="3">INTERDITE</td><td colspan="4">INTERDITE</td><td></td></tr>
<tr><td>Sur mur</td><td>INTERDITE</td><td rowspan="2">12 m² max
Hauteur : 6 m max
Densité :
Si unité foncière
<u><50m :</u> 0 scellé au sol et 1 sur mur
<u>>50 m :</u> 1 sur mur ou scellé au sol
<u>>100 m :</u> 1 dispositif supplémentaire avec distance de 80 m minimum</td><td rowspan="2">12 m² max
Hauteur : 6 m max
Densité :
Si unité foncière <u><100m :</u> 0 scellé au sol et 1 sur mur
<u>>100 m :</u> 1 sur mur ou scellé au sol
<u>>130 m :</u> 1 dispositif supplémentaire avec distance de 120 m minimum
Parking non visible : 1 dispositif pour 6 000 m² de parking</td><td rowspan="2">INTERDITE
Sauf les pré-enseignes sur mats du domaine public et les pré-enseignes dérogatoires</td></tr>
<tr><td>Scellée au sol</td><td>INTERDITE</td></tr>
<tr><td>Sur mobilier urbain</td><td>Autorisée à l’exclusion du site classé de Porquerolles</td><td colspan="3">AUTORISÉE</td><td></td></tr>
<tr><td>Publicité lumineuse</td><td>INTERDITE</td><td colspan="4">AUTORISÉE (Transparence ou éclairage indirecte)</td><td>Non réglementée</td></tr>
<tr><td colspan="7">Enseignes</td></tr>
<tr><td>Enseigne sur toiture</td><td colspan="3">INTERDITE</td><td>Autorisée uniquement si hauteur du bâtiment < 9m et si l’implantation d’une enseigne à plat est impossible

1 dispositif sur chaque voie ouverte

Taille lettre 1 m de haut max et longueur enseigne de 10 m max En lettre découpée uniquement</td><td></td><td>INTERDITE</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Enseigne sur clôture</td><td colspan="2" rowspan="2">INTERDITE</td><td colspan="4">1 par activité</td></tr>
<tr><td>0,80m x 0,80m</td><td>2m de haut x 1m de large</td><td></td><td>0,80m x 0,80m</td></tr>
<tr><td>Parallèle à la façade</td><td>1 par commerce
6 m² max (< à ¼ de la devanture)
50 cm de haut max</td><td colspan="2">1 par commerce
6 m² max
2 m² max si caisson lumineux (< à ¼ de la devanture)
12 m² max si activité comprend l’ensemble de l’immeuble
50 cm de haut max</td><td>Nombre non réglementé.
24 m² max et 6 m² max si caisson lumineux (< à ¼ de la devanture)
1 m de haut max</td><td></td><td>12 m² max si activité comprend l’ensemble de l’immeuble
1 par commerce</td></tr>
<tr><td>Perpendiculaires à la façade</td><td>Autorisée seulement si absence de dispositif scellé au sol</td><td colspan="2">Autorisée seulement si absence de dispositif scellé au sol

1 dispositif par linéaire de 10 m de façade
Hauteur minimale 3m</td><td>Autorisée seulement si absence de dispositif scellé au sol
1 dispositif par activité</td><td></td><td>Autorisée seulement si absence de dispositif scellé au sol</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

	1 par façade commerciale			1 dispositif par linéaire de 10 m de façade
	0,60m x 0,60m à Porquerolles 0,80m x 0,80m	0,80m x 0,80m	2m de haut x 1m de large	0,80m x 0,80m
Scellées au sol	Drapeaux (oriflammes) interdits 1 dispositif sur portatif par unité foncière		Drapeaux limités à 1 pour 20m de linéaire sans dépasser 3 dispositifs 1 dispositif par unité foncière	Drapeaux (oriflammes) interdits 1 dispositif sur portatif par unité foncière
	0,60 m x 0,60 m	6 m²	Drapeaux – 4 m² Autres – 6m²	6 m²

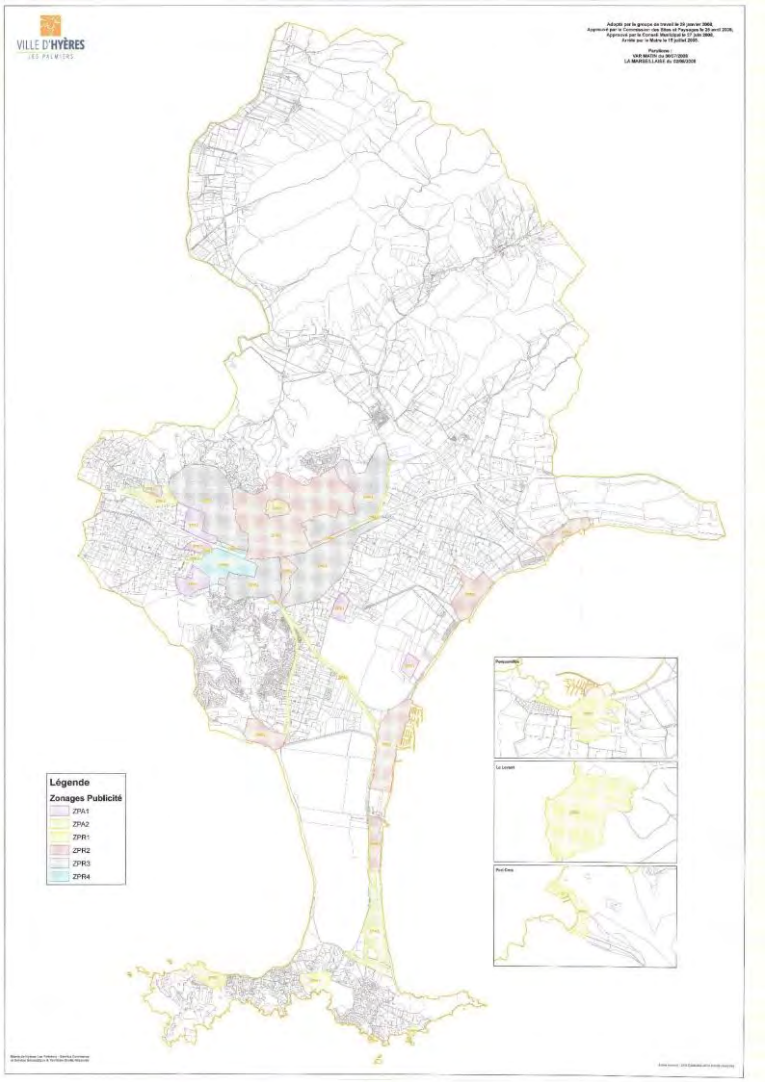


Figure 60 : Zonage du RLP de Hyères-les-Palmiers

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.4. RLP de la commune d'Ollioules

1.4.1. Les zones de publicité du RLP

8 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- 2 zones de publicité restreinte :
  - **ZPR1** : la zone circonscrite par les panneaux d'agglomérations et comprenant l'ensemble des rues et chemins figurant sur la liste du plan du centre-ville (excepté la ZPR2).
  - **ZPR2** : l'avenue de la Résistance entre le Pont de la Reppe dit « Pont du Berger » et le panneau d'agglomération d'Ollioules.
- 6 zones de publicité autorisée :
  - **ZPA1** : R.D 11 - Au-delà du pont franchissant l'autoroute A50 à la limite de la Commune de Sanary. Et sur la voirie communale dite "Route de la Gare" du carrefour avec la R.D.11 côté Sanary jusqu'au chemin du Bar.
  - **ZPA2a** : C.C.6 - Chemin de la Cagnarde ou Avenue Jean Monnet 50 mètres après le carrefour RD.26 / C.C6 jusqu'au Chemin de Campourri et uniquement sur la partie droite de la chaussée dans le sens Ollioules-Toulon (côté sud).
  - **ZPA2b** : RD 26, de la limite de la commune de La Seyne au Rond-Point Robert Schumann. La zone constitue un secteur à plan masse.
  - **ZPA3a** : Sur les parkings des établissements jouxtant le chemin de Lagoubran à hauteur du giratoire Continent jusqu'aux limites des parcelles bordant la voie.
  - **ZPA3b** : RD 559 comprise entre le Chemin de la Juliette et le Chemin André Louis.
  - **ZPA3c** : Le Barreau Nord, de la jonction du chemin de Faveyrolles jusqu'au rond-point de la Cagnarde ; le secteur des parkings de la zone commerciale entre la RN 8 et le chemin de la Cagnarde. Les limites de la Z.P.A 3C sont constituées par les limites extérieures des parcelles riveraines.

1.4.2. Synthèse des principales dispositions

	ZPR1	**ZPR2**	**ZPA1**	**ZPA2a**	**ZPA3a**	**ZPA3b**	**ZPA3c**
Publicités et pré-enseignes							
Sur mur	12,5 m²						
Scellées au sol	12,5 m²	12,5 m² Interdite si UF < 20m Inter-distance 30m	12,5 m² Interdite si UF < 40ml		12,5 m² Interdite si UF < 20ml Inter-distance 20m	12,5 m² Interdite si UF < 30m Inter-distance 25m	12,5 m² Interdite si UF < 20ml Inter-distance 20m
Sur mobilier urbain	12,5 m²						
Enseignes							
Règlementation nationale							

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

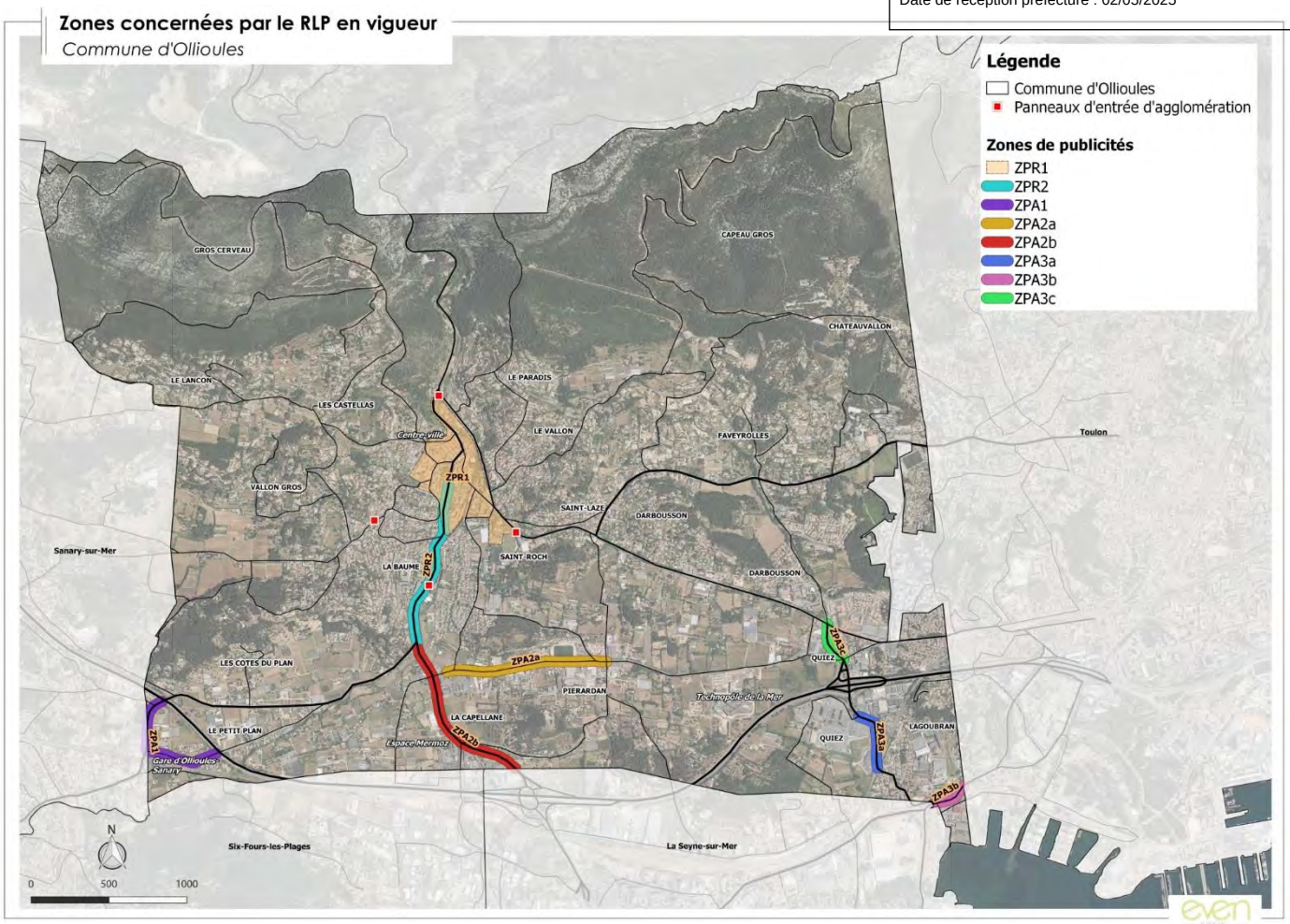


Figure 61 : Zonage du RLP d'Ollioules

1.5. RLP de la commune de La Seyne-sur-Mer

1.5.1. *Les zones de publicité du RLP*

4 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- **ZPR1** : le centre ancien ;
- **ZPR1A** : La Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ;
- **ZPR2** : Agglomération périphérique, la publicité n'est autorisée que sur les axes suivants :
  - Rond-point du 211 nov 1918
  - Av J.A. Lamarque
  - Rond-point du 8 Mai
  - Av Maréchal Juin
  - Rond-point De Lattre de Tassigny
  - Av d'Estienne d'Orves
  - Bd Jean Rostand
  - Av Max Barel
  - Bd Etienne Peyre
  - Chemin de la Farlède sur 200 m à partir de son intersection avec le Bd de l'Europe
  - Av Yitzhak Rabin
  - Bd de l'Europe
  - Av Marcel Paul (du rond-point du 11 nov 1918 jusqu'à l'av de Londres
  - Du pont de chemin de Fer à l'av de Londres au Rond-point Vinelongue non inclus
  - Av de la 1ère armée Française (du chemin de la Colline au Rond-point du 8 Mai)
  - Av Youri Gagarine jusqu'à l'Impasse des Cabliers (sur une seule voie – direction La Seyne-Toulon – choix du dispositif à implanter avec les services municipaux concernés)
- **ZPR3** : Agglomération périphérique, la publicité n'est autorisée que sur les axes suivants :
  - Av des Anciens combattants Français d'Indochine (jusqu'au rond-point Vignelongue non inclus) sur un périmètre de 50 m autour du rond-point
  - Av Auguste Renoir à l'exception du Carrefour de Janas (du Rond-point du Pas du Loup jusqu'à l'intersection
  - Av Salvador Allende
  - Av des Gendarmes d'Ouvéa
  - Av Stalingrad
  - Av Esprit Armando

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250623-DEL-250631-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

du Chemin de La Seyne à Bastian) sur un périmètre de 50 m autour du Rond-point
- Av Jean Baptiste Ivaldi
- Bd de la Corse Résistante (jusqu'à 100 m du front de mer)
- Che J. Casanova
- Che des Oliviers

2 zones de publicité autorisées hors agglomérations :

- **ZPA 1** : espaces hors agglomération comprenant les accès
  - Portion du Bd de l'Europe (de 50 m au-delà du Carrefour de l'autoroute jusqu'à l'entrée de l'agglomération)
  - Portion de l'av Yitzhak Rabin, de 50m au-delà du Carrefour de la Pyrotechnie au Carrefour de la Gare
  - Av de la 1ère Armée Française (de 50m au-delà du Rond-point de la Pyrotechnie jusqu'au chemin de la Colline)
  - Av Robert Brun
  - Av Marcel Paul (de l'Av de Londres à la limite de la commune)
  - Av de Lery
  - Av de Bruxelles
  - Av de Rome
  - Che de La Farlède « de la sortie de l'agglomération à la limite de la commune »
- **ZPA 2** : espaces hors agglomérations comprenant la route des Anciens Combattants Français d'Indochine (de 50m au-delà du Rond-point de Vignelongue jusqu'à la limite de la Commune) et l'av Auguste Renoir (du Che de La Seyne à Bastian jusqu'à la limite de la Commune).

1.5.2. Synthèse des principales dispositions

<table>
<tr><th></th><th>ZPR1</th><th>ZPR1A</th><th>ZPR2</th><th>ZPR3</th><th>ZPA1</th><th>ZPA2</th></tr>
<tr><td colspan="7">Publicités et pré-enseignes</td></tr>
<tr><td>Sur mur</td><td rowspan="3">INTERDITE</td><td rowspan="3">INTERDITE</td><td colspan="2">2 par façade
Superficie <50% de la superficie du mur
3 panneaux/unité foncière
8m² max</td><td colspan="2">2 par façade
Superficie <50% de la superficie du mur
3 panneaux/unité foncière
12 m² max</td></tr>
<tr><td>Scellée au sol</td><td>Unité parcellaire pour un linéaire de façade < à 50m : 1 emplacement ; Entre 50 et 100m : 2 emplacements > 100m : 2 emplacements / tranche de 100m
8 m² max</td><td>Unité parcellaire pour un linéaire de façade < à 100m : 1 emplacement ; Entre 100 et 200m : 2 emplacements > 200m : 2 emplacements / tranche de 200m
8 m² max</td><td>Unité parcellaire pour un linéaire de façade < à 50 m : 1 emplacement ; Entre 50 et 100 m : 2 emplacements> 100m : 2 emplacements / tranche de 100m
12 m² max</td><td>Unité parcellaire pour un linéaire de façade < à 100 m : 1 emplacement ; Entre 100 et 200 m : 2 emplacements > 200m : 2 emplacements / tranche de 200m
12 m² max</td></tr>
<tr><td>Sur mobilier urbain</td><td>AUTORISEE</td><td colspan="2">Non réglementée (réglementation nationale)</td><td colspan="2">Non réglementée (réglementation nationale)</td></tr>
<tr><td colspan="7">Enseignes</td></tr>
<tr><td>Enseignes sur toitures ou terrasses</td><td colspan="2">INTERDITES</td><td colspan="2">Non réglementée (réglementation nationale)</td><td colspan="2">Soumise à déclaration auprès du Maire</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Parallèles à la façade	1 par activité Respect de la trame parcellaire Uniquement au RDC Hauteur lettre : 40 cm max	Non réglementée (réglementation nationale)	Soumise à déclaration auprès du Maire
Perpendiculaires à la façade	Inférieur à 1/10ème de la distance séparant les deux alignements de la voie publique. Ne peut excéder 1,20m. Epaisseur de 0,15m max	Non réglementée (réglementation nationale)	Soumise à déclaration auprès du Maire
Scellées au sol	Obligatoire lorsqu'une unité foncière regroupe plusieurs activités Totem autorisée par linéaire de façade d'une unité parcellaire ou foncière 8 m² max		

1.6. RLP de la commune de Toulon

1.6.1. Les zones de publicité du RLP en vigueur

5 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- ZPR1 : Zone protégée
- ZPR2 : Zone historique
- ZPR3 : Zone d'entrée de commune
- ZPR4 : Zone de quartier
- ZPR5 : Zone de grand axe

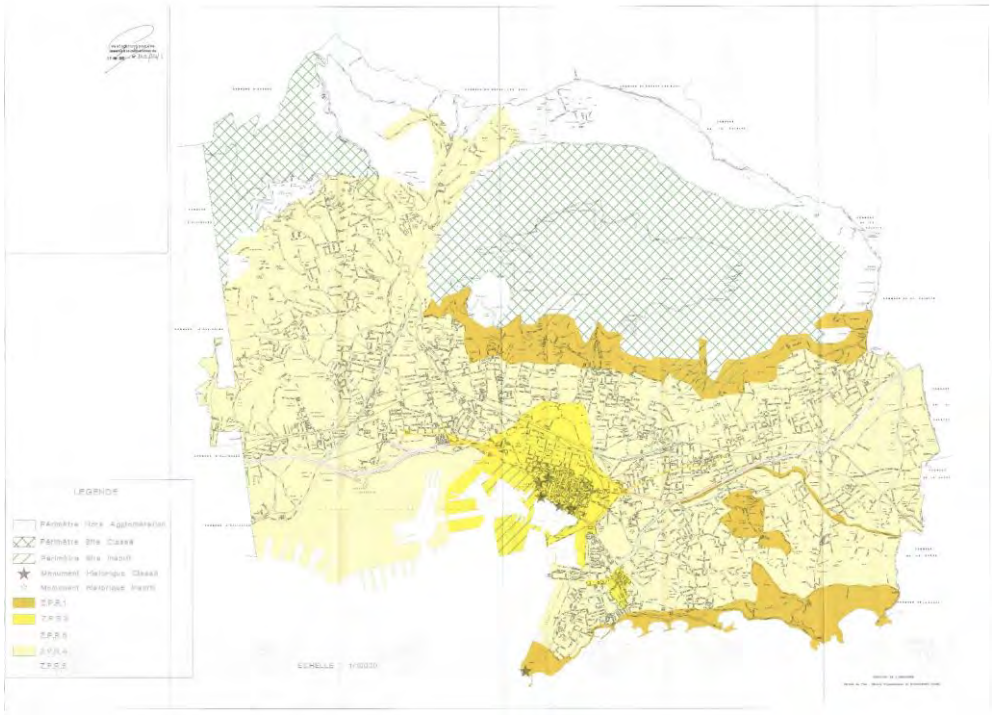
1.6.2. Synthèse des principales dispositions

	ZPR 1	ZPR 2	ZPR 3	ZPR4	ZPR5
Publicités et pré-enseignes					
Sur mur	INTERDITE	Uniquement sur les murs de bâtiments d'architecture contemporaine (1950 environ) 12 m² Hauteur : 7,5 m max INTERDITE sur clôture aveugle	Uniquement sur les murs de bâtiments d'architecture contemporaine (1950 environ) 12 m² Hauteur : 7,5 m max INTERDITE sur clôture aveugle Sur une même U.F interdistance de 100 m		Uniquement sur les murs de bâtiments d'architecture contemporaine (1950 environ) 12 m² Hauteur : 7,5 m max INTERDITE sur clôture aveugle Sur une même U.F interdistance de 50 m
Scellées au sol ou installées directement sur le sol	INTERDITE	INTERDITE Sauf dans une zone spécifique ferroviaire (plan N°3)	12 m² Hauteur : 6 m max Sur une même U.F interdistance de 100 m		12 m² Hauteur : 6 m max Sur une même U.F interdistance de 50 m
Publicité lumineuse	INTERDITE		Autorisée sur Toiture 1/6ème de la hauteur de la façade de l'immeuble et au maximum 2 m lorsque la hauteur est inférieure à 20 m. 1/10ème de la hauteur de la façade et au maximum 4m lorsque cette hauteur est supérieure à 20m.		
Sur mobilier urbain	2m²				
Enseignes					
Parallèles à la façade	Enseigne principale : 0,15 m Lettres découpées ou support transparent Spots autorisés en RDC uniquement ou rétroéclairage Enseignes secondaires : 2 panneaux maximum de surface 0,50 m² et de Saillie de 0,10 m				
Perpendiculaires à la façade	1 enseigne max / activité / façade / voie Hauteur max : 1,10 m				

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

	Epaisseur : 0,20 m Hauteur par rapport au sol : 2,50 m



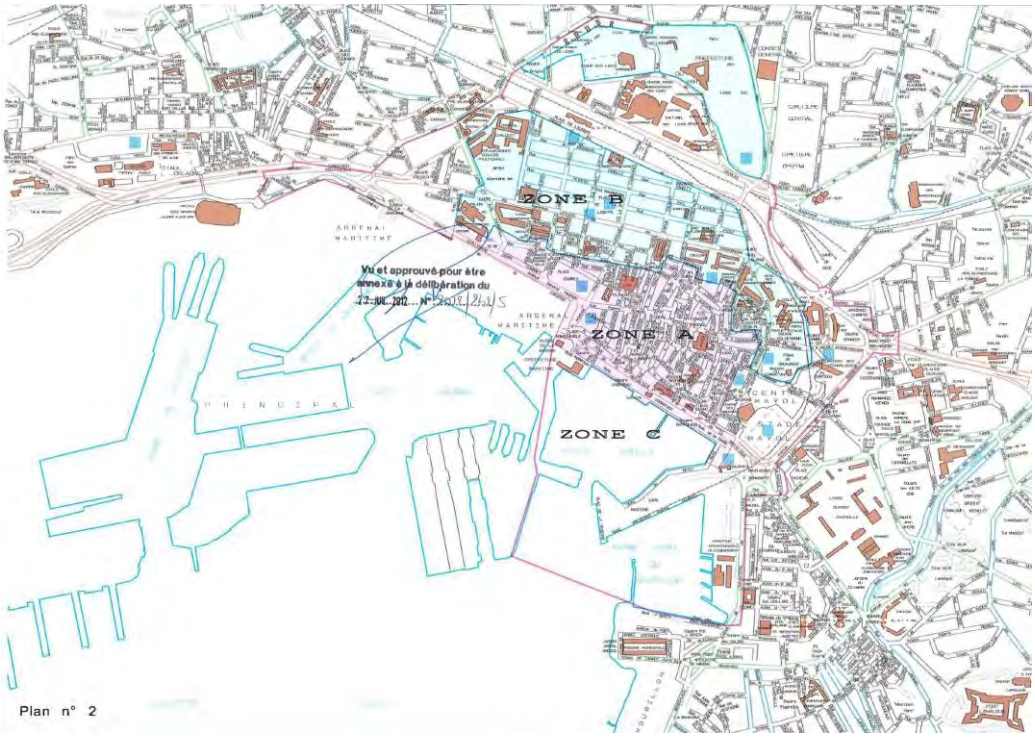


Figure 62 : Zonage du RLP de Toulon

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.7. RLP de la commune de La Valette-du-Var

1.7.1. Les zones de publicité du RLP

5 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- **La ZPR1** qui se confond avec le périmètre d'agglomération situé au Nord de l'autoroute, excluant la SUP du monument classé et la ZPR3 c
- **La ZPR2** qui se confond avec le périmètre d'agglomération situé au Sud de l'autoroute, excluant le périmètre de la ZPR3 a et ZPR3 b

Pour ces deux zones, la publicité est autorisée de part et d'autre de chacune des voies mentionnées ci-après sur une distance de 10 m partant de tout point des limites parcellaires :

- RD 46
- Av de l'Université
- Av du 11 novembre
- Av Picasso (partie reliant av de Coupiane et Frères Lumière
- Av François Duchatel
- Av Lavoisier
- Av de la Libération (Sud)
- Av Eugène Blanc
- Av de Coupiane
- Av des Frères Lumières
- Av André Citroën
- RN98
- Av Gabriel Peri
- Av Brossolette
- RD86
- Av Mal Juin

A l'exception des carrefours mentionnées ci-après où la publicité est interdite de part d'autre du carrefour sur une distance de 30 m comptés sur chaque branche d'accès :

- Orosco
- Square Nonay
- Rond-point du 8 mai 1945
- Gabriel Péri
- Coupiane
- Rond-point mal Juin
- Espaluns (E.Blanc/av Université/av Lumière)

- La ZPR3 :
  - ZPR3 a comprend l'emprise des unités foncières du centre commercial de Grand Var au Sud de l'autoroute ;
  - ZPR3 b comprend l'emprise des unités foncières du centre commercial de Barneoud au Sud de l'autoroute ;
  - ZPR3 c comprend l'emprise des unités foncières du Casino au Nord de l'autoroute.

1.7.2. Synthèse des principales dispositions

<table>
<tr><th></th><th rowspan="2">ZPR1</th><th rowspan="2">ZPR2</th><th colspan="3">ZPR3</th></tr>
<tr><th>A</th><th>B</th><th>C</th></tr>
<tr><td colspan="6">Publicités et pré-enseignes</td></tr>
<tr><td>Sur mur ou clôture</td><td colspan="2" rowspan="2">Surface max : 12 m²
1 dispositif par U.F < 50ml
2 dispositifs pour les U.F > 50 ml
Dispositifs doublons autorisés sur les U.F > 100m
Sur une même unité foncière, inter-distance de 30 m</td><td colspan="3" rowspan="2">Surface max : 12 m²
Inter-distance de 30 m</td></tr>
<tr><td>Scellées au sol</td></tr>
<tr><td>Sur mobilier urbain</td><td colspan="5">2 m² max sauf pour abribus où possibilité d'avoir 2 publicités de 2 m²</td></tr>
<tr><td colspan="6">Enseignes</td></tr>
<tr><td colspan="6">Réglementation nationale</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

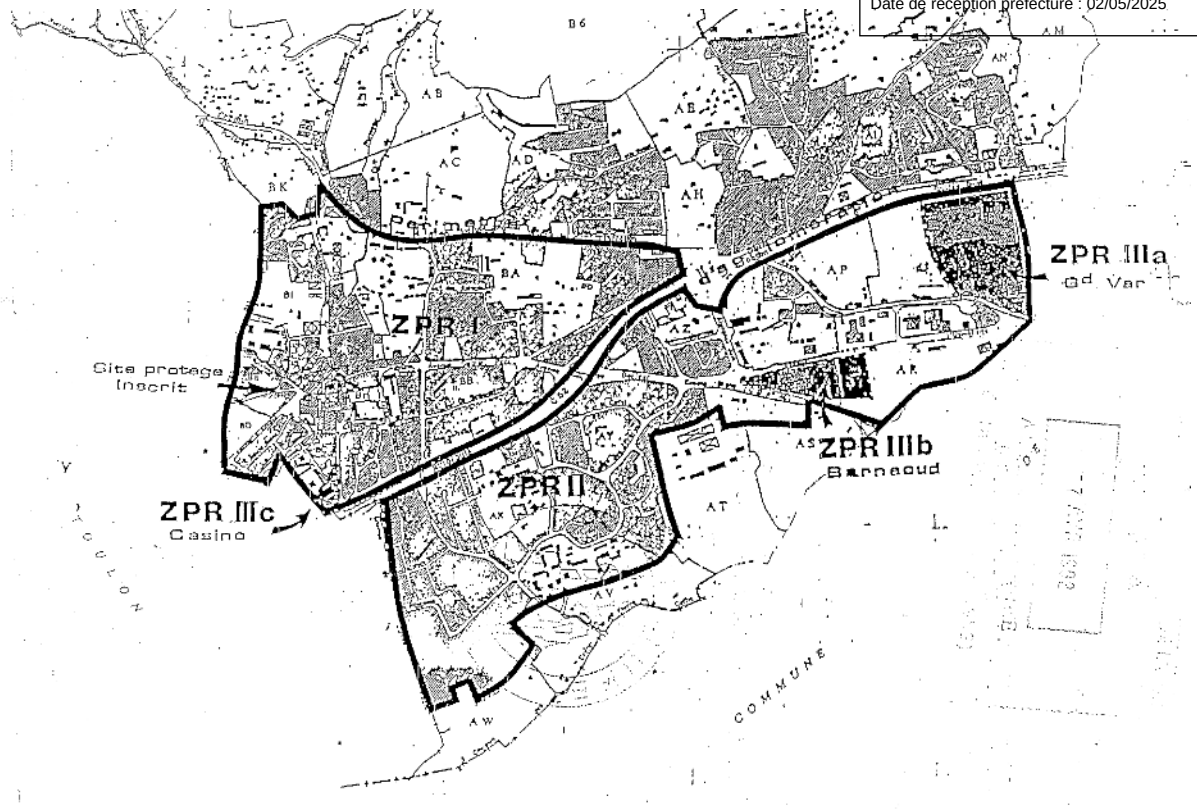


Figure 63 : Zonage du RLP de La Valette du Var

1.8. RLP de la commune du Pradet

1.8.1. Les zones de publicité du RLP en vigueur

4 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- **ZP1** couvrant les zones d'activités comprenant les zones d'activités du Forum et de la Bayette 1 et 2 ;
- **ZP2** couvrant la zone agglomérée non couverte par les autres zones citées ;
- **ZP3 A** couvrant le centre-ville et plus particulièrement la place Flamenq et ses alentours ;
- **ZP3 B** couvrant le périmètre de l'aire d'adhésion du parc national du Port Cros et le secteur littoral.

Interdiction générale : Les enseignes sur Garde-corps de balcon ou balconnet, les enseignes en toiture ou terrasse et celles sur clôtures sont interdites dans chacune des zones de publicité.

1.8.2. Synthèse des principales dispositions

<table>
<tr><th></th><th>ZP1</th><th>ZP2</th><th colspan="2">ZP3</th></tr>
<tr><th></th><th></th><th></th><th>A</th><th>B</th></tr>
<tr><th colspan="5">Publicités et pré-enseignes</th></tr>
<tr><td>Sur toiture ou terrasse</td><td>INTERDITE</td><td>INTERDITE</td><td colspan="2" rowspan="3">INTERDITE</td></tr>
<tr><td>Sur mur ou clôture</td><td colspan="2">8 m² max
11 m² hors tout
Hauteur : 6 m
1 dispositif par UF</td></tr>
<tr><td>Scellée au sol</td><td>8 m² max
11 m² hors tout
Hauteur : 6 m</td><td>INTERDITE</td></tr>
<tr><td>Sur mobilier urbain</td><td colspan="2">4 m² max
Hauteur : 6 m</td><td colspan="2">2 m² max
Hauteur : 3 m</td></tr>
<tr><td>Publicité lumineuse</td><td colspan="2">Horaires d'extinction : 23h – 6h</td><td colspan="2" rowspan="2">INTERDITE</td></tr>
<tr><td>Publicité numérique</td><td>Scellée au sol : 4 m² max pour et Hauteur : 6 m
Murale : 2 m² et</td><td>INTERDITE</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DEL250093-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

	Hauteur : 3 m		
Enseignes			
Enseigne sur toiture ou terrasse	INTERDITE		
Enseigne sur Auvent, Marquise	NR	INTERDITE	
Parallèles à la façade	Non réglementée (Règlementation nationale)		
Perpendiculaires à la façade	1 par façade d'une même activité 1 m max de hauteur		
Scellées au sol, supérieures à 1 m²	6 m²	6 m Mutualisation obligatoire si plusieurs activités sur une même UF	Non réglementée
Scellées au sol, inférieures à 1 m²	2 dispositifs max	1 dispositif le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité	
Enseigne Numérique	1 dispositif – 2m²	Non réglementée	
Enseigne temporaire	Interdites sur toiture Au sol :6m²		

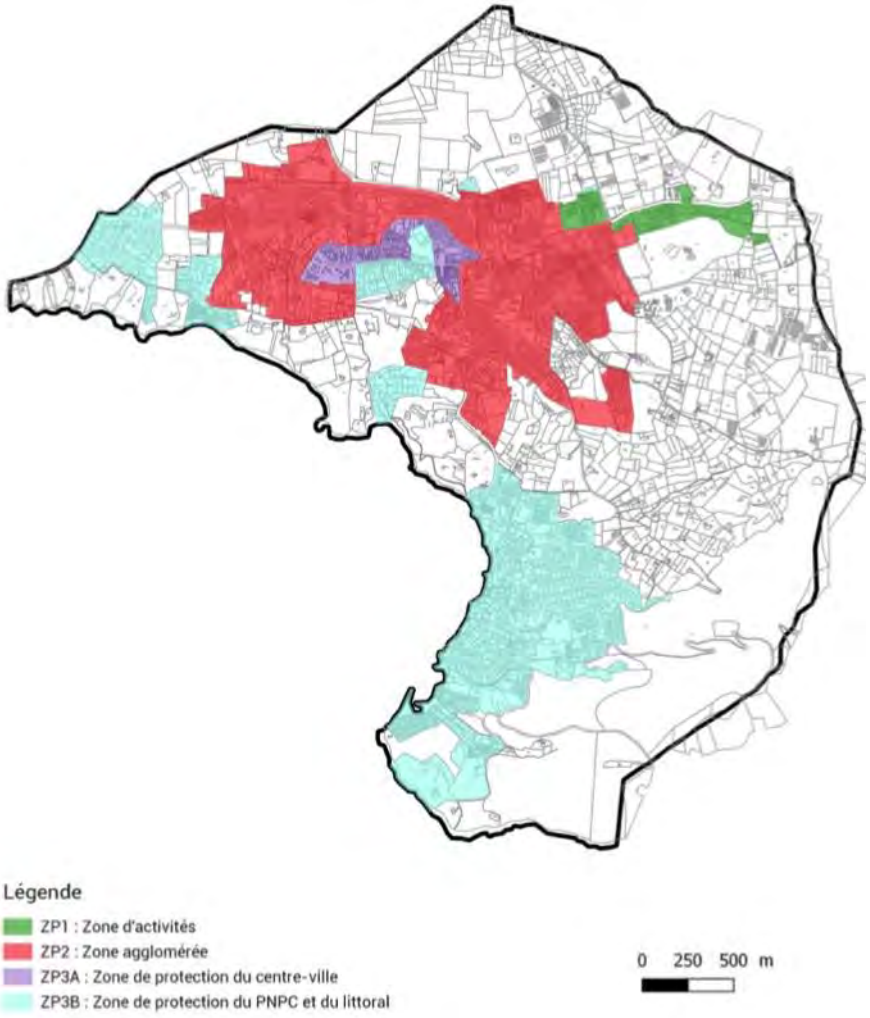


Figure 64 : Zonage du RLP du Pradet

1.9. RLP de la commune de Six-Fours-les-Plages

1.9.1. Les zones de publicité du RLP en vigueur

3 zones de publicité sont instituées sur la commune :

- **Zone de Publicité 1** qui couvre la zone agglomérée à usage d'activités située au Nord-Ouest de la commune ;
- **Zone de Publicité 2** qui couvre la zone agglomérée principale Six-fournaise en dehors des autres zones de publicités ;

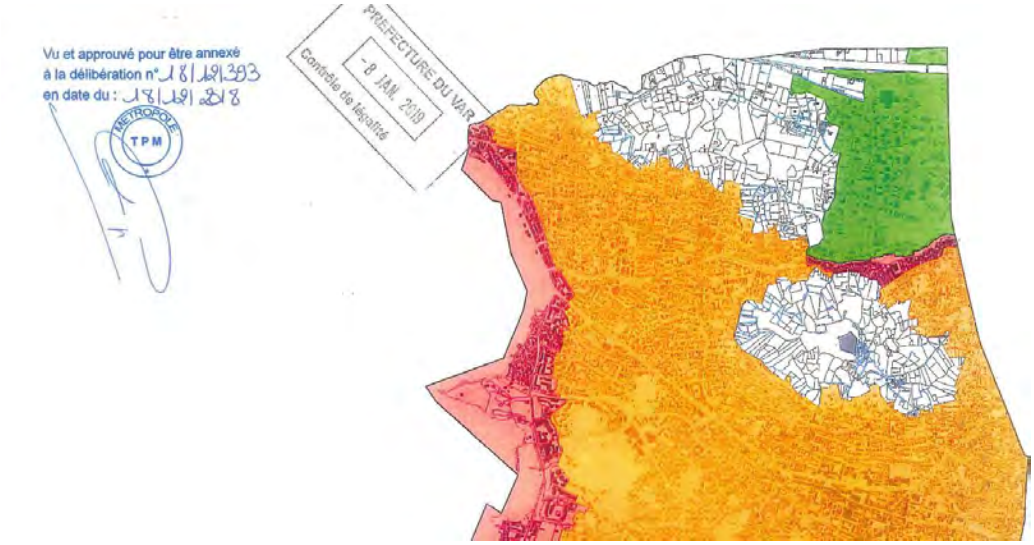
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- **Zone de Publicité 3** qui couvre les secteurs sensibles agglomérés soit une partie du littoral, des îles des Embiez et de la D63 entre la limite d'agglomération de la Seyne-sur-Mer jusqu'au chemin de la Pertuade afin de préserver le cône de vue vers la Collégiale.

1.9.2. Synthèse des principales dispositions

	ZP1	ZP2	ZP3
Publicités et pré-enseignes			
Sur mur	8 m² Hauteur : 6 m Densité : Sur les U.F de plus de 50 ml il peut être installé 1 dispositif (au choix entre mural et scellé au sol)		INTERDITE
Scellée au sol	8 m² max Hauteur : 6 m Densité : Sur les U.F de plus de 50 ml il peut être installé 1 dispositif (au choix entre mural et scellé au sol)		
Sur mobilier urbain	2 m² max Hauteur : 3 m		
Publicité lumineuse	INTERDITE sur toiture ou terrasse Horaires d'extinction : 22h – 6h		INTERDITE
Bâche publicitaire	4 m² max	INTERDITE	
Publicité numérique	4 m² max (mur ou scellée au sol)	INTERDITE	
Enseignes			
Parallèles à la façade	Non réglementée (Réglementation nationale)		
Perpendiculaires à la façade	1 par façade d'une même activité 1 mètre de hauteur max		
Scellées au sol, supérieures à 1 m²	Mutualisation obligatoire si plusieurs activités sur une même U.F Largeur : 1.30m / Hauteur : 4m		INTERDITE
Scellées au sol, inférieures à 1 m²	2 dispositifs le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité	Un dispositif le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité	
Enseigne sur toiture	Non réglementée (Réglementation nationale)		
Enseigne numérique	Un seul dispositif par activité 2 m² max	INTERDITE (sauf si elles signalent des services d'urgences)	
Enseigne temporaire Sur toiture ou terrasse	Interdites sur toitures		



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

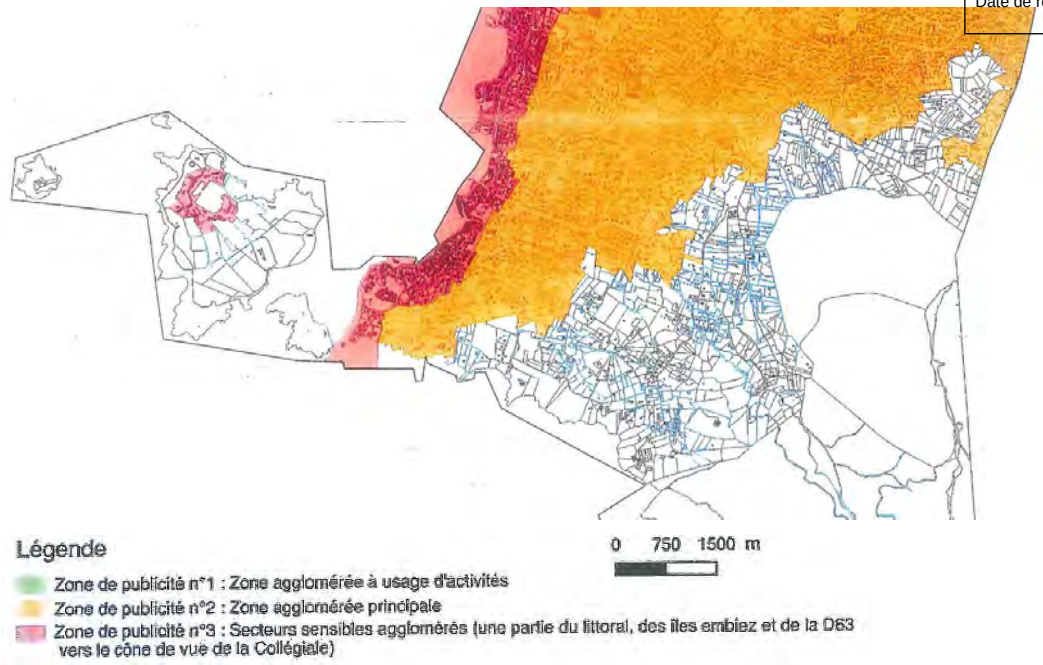


Figure 65 : Zonage du RLP de Six-Fours-les-Plages

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-059-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2 – REGLEMENT

Version avant Arrêt : Mars 2025

Élaboration du RLPi prescrite le 15/12/2020

Projet de RLPi arrêté le 30/04/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 5

1 - APPLICATION DU RÈGLEMENT 6

2 - DÉLIMITATION DES ZONES DE PUBLICITÉS 7

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITÉS ET PRÉ-ENSEIGNES 8

PG – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES) 9

P0 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP0 17

P1a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES DE PUBLICITÉ ZP1a et ZP1ap 18

P1b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP1b 19

P2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES DE PUBLICITÉ ZP2 ET ZP2L 20

P3a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3a 21

P3b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3b 23

P3c - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3c 25

P3d - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3d 26

P3e - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3e 27

P4a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4a et ZP4ap 28

P4b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4b 30

P4c - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4c 32

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES 33

EG - DISPOSITIONS GÉNÉRALES (APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES) 34

E1 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CENTRES HISTORIQUES (ZP1a) ET SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES (ZP1ap) 38

E2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZP0, ZP1b, ZP2, ZP2L, ZP3a, ZP3b et ZP3c 46

E3 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZP3d, ZP3e et ZP4 54

LEXIQUE 61

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

PRÉAMBULE

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250033-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) s'applique aux 12 communes mentionnées ci-dessous :

- Carqueiranne
- La Crau
- La Garde
- Hyères
- Ollioules
- Le Pradet
- Le Revest-les-Eaux
- Saint-Mandrier-sur-Mer
- Six-Fours-les-Plages
- La Seyne-sur-Mer
- Toulon
- La Valette-du-Var

PORTÉE DU REGLEMENT

Le présent règlement vient adapter les dispositions nationales applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique*.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal ne s'applique pas aux :

- Journaux d'informations électroniques (J.E.I.) ;
- A tout autre mobilier urbain qui contient exclusivement des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques ;
- La Signalisation d'Information Locale (SIL) ;
- Dispositifs publicitaires sur véhicule de transport en commun, sur taxi et sur véhicule personnel lorsque le véhicule n'est pas utilisé ou équipé à des fins essentiellement publicitaires.

Les dispositions du Code de l'environnement qui ne sont pas expressément adaptées par le présent règlement demeurent applicables de plein droit.

Clés de lecture :

* = Fait référence au lexique

Texte en italique = *Règles du Code de l'environnement*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2 - DÉLIMITATION DES ZONES DE PUBLICITÉS

Cinq zones sont instituées sur le territoire métropolitain.

La zone n°0 (ZP0) couvre les espaces protégés (secteurs hors agglomérations* et d'autres espaces d'intérêt paysagers situés en agglomérations)

La zone n°1 (ZP1) couvre les centres-villes et noyaux villageois parfois étendus aux sites patrimoniaux remarquables

Elle comporte 2 sous-zones :

- La zone ZP1a qui couvre les centres historiques des villes, villages et des noyaux villageois, composée d'une sous-zone ZP1ap relative aux sites patrimoniaux remarquables.
- La zone ZP1b qui couvre des centres-villes élargis.

La zone n°2 (ZP2) couvre les tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

Elle comporte une sous-zone ZP2L qui couvre les tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral.

La zone n°3 (ZP3) couvre des entrées de villes, entrées de territoire

Elle comporte 5 sous-zones :

- La ZP3a qui couvre les abords des traversées des **pôles urbains structurants**, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ZP3b qui couvre les abords des traversées de **centralités urbaines**, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ZP3c qui couvre les abords des traversées de **centralités villageoises**, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.
- La ZP3d qui couvre les emprises portuaires (croisiéristes, chantiers navals).
- La ZP3e qui couvre l'aéroport de Toulon-Hyères, localisé hors agglomération (bénéficiant de la dérogation à l'article L.581-7 du Code de l'environnement).

La zone n°4 (ZP4) couvre les zones économiques du territoire

Elle comporte 3 sous-zones :

- La ZP4a qui couvre les zones d'activités de rayonnement régional (desservies directement par une bretelle d'autoroute), composée d'une sous-zone ZP4ap d'intérêt paysager.
- La ZP4b qui couvre les zones d'activités de rayonnement local.
- La ZP4c qui couvre les espaces à dominante économique localisés hors agglomération.

Les limites de chacune des zones de publicité sont identifiées aux documents graphiques (annexes 3.1).

Des prescriptions graphiques relatives aux périmètres de protection règlementaires peuvent se superposer à ces différentes zones. Elles font alors référence à des règles plus spécifiques précisées au chapitre 1 du présent règlement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PUBLICITÉS ET PRÉ-ENSEIGNES

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

PG – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES)

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'ensemble des zones délimitées dans le règlement graphique du RLPi. Chaque zone est également encadrée par un règlement spécifique. Il convient de se référer aux dispositions générales et aux règles spécifiques à chaque zone.

ARTICLE PG.1 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PRÉ-ENSEIGNES

Conformément à l'article L.581-19 du Code de l'environnement, les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Les dispositions du présent règlement ne s'appliquent pas aux pré-enseignes dérogatoires.*

ARTICLE PG.2 - INTERDICTION DE PUBLICITÉ

Principales interdictions du Code de l'environnement applicables au territoire.

Conformément à l'article L.581-4 du Code de l'environnement, ***toute publicité est interdite dans les périmètres règlementaires suivants :***

- *1° Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques,*
- *2° Sur les monuments naturels et dans les sites classés,*
- *3° Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles,*
- *4° Sur les arbres.*

Conformément à l'article R.581-22 du Code de l'environnement, la publicité est interdite :

- *1° Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;*
- *2° Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré ;*
- *3° Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;*
- *4° Sur les murs de cimetière et de jardin public.*

Conformément à l'article R.581-30 du Code de l'environnement, ***les dispositifs* publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits en agglomération****:*

- *1° Dans les espaces boisés classés en application de l'article L.113-1 du Code de l'urbanisme ;*
- *2° Dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, et figurant sur un plan local d'urbanisme ou sur un plan d'occupation des sols.*

Conformément à l'article R.581-31 du Code de l'environnement, ***les dispositifs* publicitaires non lumineux, scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits si les affiches qu'ils supportent sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement*** *à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération*.*

Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, ***la publicité numérique sur mobilier urbain*** *est interdite dans l'Aire d'adhésion du Parc National de Port Cros ;*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

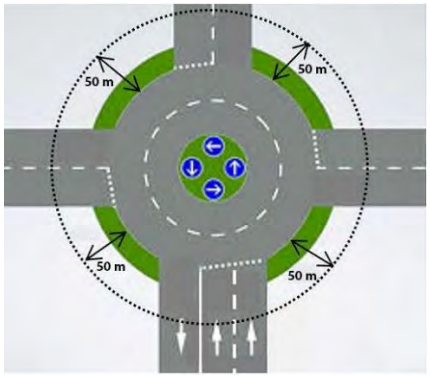
Interdictions complémentaires imposées par le RLPi Métropolitain :

1/ La publicité est interdite sur une toiture ou terrasse en tenant lieu ;

2/ La publicité est interdite sur un garde-corps de balcon ou balconnet ;

3/ La publicité apposée sur un mur est interdite lorsque ce mur est en pierres apparentes, ou composé d'une fresque* ;

4/ La publicité autre qu'apposée sur mobilier urbain de type abri destinés au public est interdite sur une profondeur de 50m autour des giratoires (hors ZP4). Cette profondeur se mesure du point d'intersection le plus proche à partir de la bordure du trottoir, de la bande blanche délimitant le bord de la chaussée ou bien du bord de l'enrobé.



ARTICLE PG.3 - DÉROGATION A CERTAINES INTERDICTIONS LÉGALES DE PUBLICITÉ

A l'intérieur des agglomérations*, la publicité est interdite dans les lieux mentionnés au paragraphe I de l'article L.581-8 du Code de l'environnement.

Conformément à l'article L.581-8 évoqué ci-dessus, il peut être dérogé à certaines interdictions.

Les dispositions du présent règlement dérogent à l'interdiction de publicité à l'intérieur des agglomérations*:

I. Dans les secteurs de protection patrimoniale

Il existe trois types de secteurs patrimoniaux concernés par la dérogation :

1°/ Dans les **Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)** mentionnés à l'article L.631-1 du Code du patrimoine :

- La publicité est admise uniquement lorsqu'elle est supportée par du mobilier urbain*, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m² et qu'elle ne soit pas numérique ;**

2°/ Dans les **sites inscrits**

- La publicité est admise uniquement lorsqu'elle est supportée par du mobilier urbain, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m² et qu'elle ne soit pas numérique.**

3°/ Dans les **zones de protection au titre des abords des monuments historiques mentionnés à l'article L.621-30 du Code du patrimoine**, à savoir :

- Dans les **périmètres délimités des abords (PDA)** des monuments historiques, déterminés par l'autorité administrative dans les conditions fixées à l'article L.621-31 du Code du patrimoine.

  - La publicité est admise uniquement lorsqu'elle est supportée par du mobilier urbain, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m² et qu'elle ne soit pas numérique.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Dans un **rayon de 100 mètres** autour des autres monuments historiques identifiés au plan de zonage annexé au présent règlement :

  - La publicité est admise uniquement lorsqu'elle est supportée par du mobilier urbain, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m² et qu'elle ne soit pas numérique.**

- En dehors d'un rayon de 100 mètres et **dans un rayon de 500 mètres** autour des autres monuments historiques :

  - Est admise la publicité autorisée dans la zone de publicité concernée, dans les conditions applicables à cette zone et **sous réserve de l'absence de co-visibilité** (publicité pouvant être visibles du monument historique ou visible en même temps que lui).

  - **En cas de co-visibilité**, seule la publicité supportée par du mobilier urbain est admise, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m²** et qu'elle ne soit pas numérique ;

Lorsque ces rayons ou périmètres délimités des abords sont situés intégralement dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR), ils devront se voir appliquer exclusivement la règle du SPR.

II. Dans **l'Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros ;**

Dans le périmètre du Parc National de Port-Cros, la publicité admise est celle de la zone de publicité concernée, dans les conditions applicables à cette zone.

Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, ***la publicité numérique sur mobilier urbain*** *est interdite dans l'Aire d'adhésion du Parc National de Port Cros ;*

III. Dans **les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L.414-1 du Code de l'environnement.**

- Est admis uniquement l'affichage publicitaire supporté par du mobilier urbain, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m² et qu'il ne soit pas numérique.**

Dans les secteurs I, II, III visés ci-dessus, sont admis :

- Les dispositifs de petit format intégrés à des devantures commerciales et recouvrant partiellement la baie* dans les conditions prévues par l'article R.581-57 du Code de l'environnement et par l'article PG.9 du présent règlement,

- Les bâches* de chantier comprenant de la publicité, dans les conditions prévues aux articles R.581-19, 53 et 54 du même Code,

- Les dispositifs de dimensions exceptionnelles liés à des manifestations temporaires, dans les conditions prévues par les articles R.581-21 et 56 du même Code,

- Les emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, tels que prévu par les articles L.581-13 et R.581-2 à 4 du même Code.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE PG.4 – CÔNES DE VUE

Dans l'emprise des cônes de vue identifiés sur les annexes graphiques, seule est autorisée, quel que soit le règlement de la zone de publicité concernée, la publicité supportée par du mobilier urbain d'un format unitaire limité à 2m² maximum.

ARTICLE PG.5 – DIMENSIONS DES DISPOSITIFS* DE PUBLICITÉS

Les dimensions maximales de l'affiche ou de l'écran sont indiquées dans chacune des zones.

I. A l'exclusion de l'affichage sur mobilier urbain, les dimensions maximales autorisées dans chacune des zones correspondent à la surface unitaire correspondant à la dimension de l'affiche ou de l'écran ajoutée à celle des éléments d'encadrement. Les éléments de supports en sont exclus.

Les dimensions maximales autorisées sur mobilier urbain correspondent à la surface de l'affiche publicitaire ou de l'écran.

II. Dans le cas d'une structure double face, les publicités doivent être de mêmes dimensions, alignées et placées dos à dos.

ARTICLE PG.6 - HABILLAGE ET ACCESSOIRES ANNEXES A LA PUBLICITÉ

I. Un dispositif* peut être composé de deux cadres ou écrans et chaque cadre ou écran peut supporter une ou plusieurs faces recevant une publicité. Comme indiqué au point II de l'article PG.5, les deux plateaux ne pourront être positionnés en « V » mais uniquement dos à dos.

II. Tout dispositif dont le revers n'est pas exploité doit être habillé d'un carter de protection esthétique, dissimulant la structure.

III. Les accessoires de sécurité (échelles, passerelles) ne sont admis que s'ils sont amovibles, escamotables ou non visibles d'une voie ouverte à la circulation publique*. Ils ne peuvent être mis en place ou déployés que pendant les interventions d'affichage, d'entretien ou de maintenance.

ARTICLE PG.7 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

Dans les dispositions particulières applicables à chacune des zones, la publicité supportée par le mobilier urbain est soumise uniquement aux dispositions visant expressément la publicité sur mobilier urbain.

Elle est également soumise aux dispositions PG.3, PG.4, PG.5, PG.6 et PG.10 de la présente section.

Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, ***le mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique dans les agglomérations* de moins de 10 000 habitants*** *et dans les espaces définis aux 3° (les parcs naturels régionaux), 7° (l'aire d'adhésion des parcs nationaux) et 8° (les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L.414-1) de l'article L.581-8.*

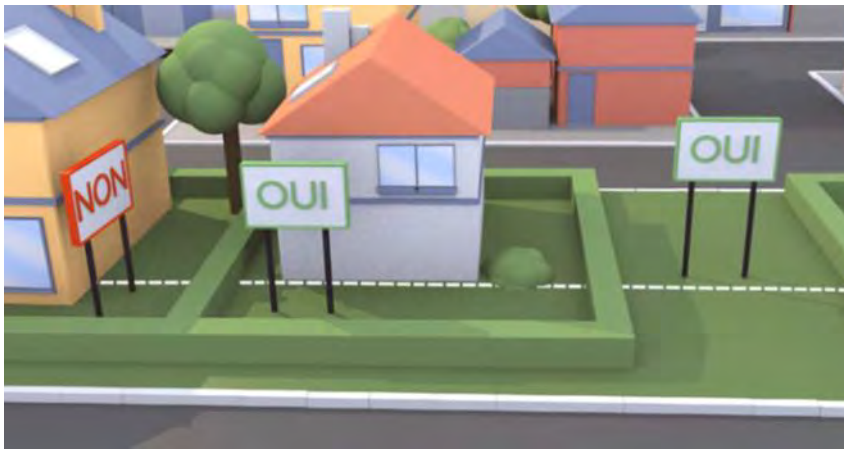
ARTICLE PG.8 - DISTANCE MINIMALE PAR RAPPORT AUX BAIES* ET LIMITES SÉPARATIVES

Conformément aux articles R.581-33 et R.581-40 du Code de l'environnement, un dispositif publicitaire, scellé au sol ou installé directement sur le sol, ne peut être placé à moins de dix mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

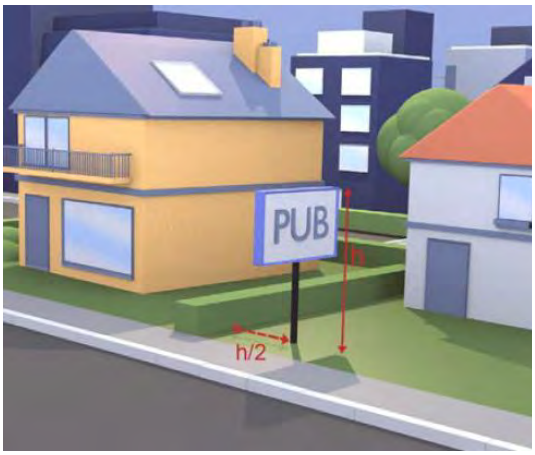
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

En outre, l'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété.



Règle de prospect



Règle de recul

ARTICLE PG.9 - DISPOSITIFS DE PETIT FORMAT SUR BAIE (MICRO-AFFICHAGE*)

I. Lorsqu'ils ne sont pas concernés par un périmètre de protection mentionné aux articles L.581-4 ou L.581-8 et conformément à l'article R.581-57 du Code de l'environnement : les dispositifs de petits formats mentionnés au III de l'article L.581-8 ont une surface unitaire inférieure à 1 mètre carré. Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite maximale de 2 mètres carrés ;

II. Dans les lieux mentionnés à l'article PG.3 du présent règlement, ils dérogent à l'interdiction de publicité fixée par l'article L.581-8 du Code de l'environnement. Les dispositifs de petit format sont autorisés uniquement sur baie dans l'ensemble des zones de publicité. Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale, dans la limite maximale de 1 m².

ARTICLE PG.10 - PUBLICITÉ LUMINEUSE (Y COMPRIS NUMÉRIQUE)

I. Les publicités lumineuses sont éteintes entre **minuit et 7 heures**, *à l'exception de celles installées sur l'emprise des aéroports et des marchés d'intérêt national, et de celles supportées par le mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services, à condition, pour ce qui concerne les publicités numériques, qu'elles soient à images fixes.*

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral (article R.581-35 du Code de l'environnement).

II. Conformément à l'article R.581-34 du Code de l'environnement, la publicité lumineuse respecte des normes techniques fixées par arrêté ministériel, portant notamment sur les seuils maximaux de luminance, exprimés en candelas par mètre carré, et sur l'efficacité lumineuse des sources utilisées, exprimée en lumens par watt. Afin d'éviter les éblouissements, tous les dispositifs publicitaires numériques doivent adapter l'éclairage à la luminosité ambiante.

III. **Les publicités lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies* d'un local à usage commercial** qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique* sont autorisées sous réserve de respecter :

- les horaires d'extinction définis au point I ci-dessus
- les règles de format applicables aux enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines (Article E1.10, E2.10, E3.10) ;

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE PG.11 - LES BÂCHES* COMPORTANT DE LA PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.581-53 du Code de l'environnement, les bâches comprennent :

- *1° Les bâches de chantier, qui sont des bâches comportant de la publicité installée sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux ;*
- *2° Les bâches publicitaires, qui sont des bâches comportant de la publicité autre que les bâches de chantier.*

Les bâches ne sont pas autorisées à l'intérieur des agglomérations* de moins de 10 000 habitants.

*Conformément à l'article R.581-19 du Code de l'environnement, l'autorité compétente en matière d'affichage publicitaire peut **fixer des prescriptions imposant que la bâche reproduise, sur les surfaces laissées libres, l'image des bâtiments occultés par les bâches ou les dispositifs**.*

ARTICLE PG.12 - DISPOSITIFS DE DIMENSION EXCEPTIONNELLE

Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles ne sont pas autorisés à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants* (article R.581-56 du Code de l'environnement).

Dans les lieux mentionnés à l'article PG.3 du présent règlement, ils dérogent à l'interdiction de publicité fixée par l'article L.581-8 du Code de l'environnement.

Dans les autres agglomérations les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles sont interdits si la publicité qu'ils supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement à une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique, situées hors agglomération, ainsi que dans les cas prévus par l'article R. 418-7 du Code de la route.

La durée d'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles ne peut excéder la période comprise entre un mois avant le début de la manifestation annoncée et quinze jours après cette manifestation.

Les dispositifs de dimensions exceptionnelles qui supportent de la publicité numérique ne peuvent avoir une surface unitaire supérieure à 50 mètres carrés.

ARTICLE PG.13 - AFFICHAGE D'OPINION ET PUBLICITÉ RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF

L'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif sont autorisés dans l'ensemble des zones de publicité, à l'exclusion de la ZP0 (hors agglomération*) et doivent être apposés sur les emplacements prévus à cet effet par les arrêtés municipaux en vigueur.

Dans les lieux mentionnés à l'article PG.3 du présent règlement, ils dérogent à l'interdiction de publicité fixée par l'article L.581-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE PG.14 - PRE-ENSEIGNES DÉROGATOIRES

*Les pré-enseignes dérogatoires sont **autorisées uniquement hors agglomérations***.*

Les activités qui peuvent être signalées par les pré-enseignes dérogatoires sont :

- *les activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir* par des entreprises locales ;*
- *les activités culturelles ;*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- *les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;*
- *à titre temporaire, les opérations et manifestations exceptionnelles.*

Sont applicables aux pré-enseignes dérogatoires les prescriptions prévues aux articles R.581-66 à R.581-67 du Code de l'environnement, ainsi que l'arrêté du 23 mars 2015 fixant certaines prescriptions d'harmonisation des pré-enseignes dérogatoires, rappelées aux paragraphes ci-après :

- Les pré-enseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Toutefois, cette distance est portée à 10 kilomètres pour les pré-enseignes dérogatoires signalant des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

- Les pré-enseignes dérogatoires ne peuvent être réalisées autrement que par des panneaux plats de forme rectangulaire. Leurs dimensions ne peuvent excéder **1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur**.

- Les pré-enseignes dérogatoires peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol. **Seuls les mâts mono-pieds sont autorisés, leur largeur ne pouvant excéder 15 cm.**

- La hauteur des pré-enseignes dérogatoires panneau inclus ne peut excéder une **hauteur de 2,20 mètres au-dessus du niveau du sol**.

ARTICLE PG.15 – PRÉ-ENSEIGNES TEMPORAIRES

Conformément à l'article L.581-19 du Code de l'environnement, les pré-enseignes permanentes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Le Code de l'environnement prévoit un régime particulier pour les dispositifs présentant un caractère temporaire. Les articles R.581-68 à R.581-71 du Code de l'environnement distinguent le cas des dispositifs installés pour des durées inférieures à trois mois, de celui des pré-enseignes installées pour plus de trois mois.

ARTICLE PG.15.1 PRÉ-ENSEIGNES TEMPORAIRES INSTALLÉES POUR MOINS DE TROIS MOIS

Les pré-enseignes temporaires qui signalent des **manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles** de moins de trois mois sont admises dans toutes les zones de publicité du présent règlement dans les conditions fixées ci-dessous.

1/ **En agglomération***, les pré-enseignes temporaires sont soumises aux dispositions du présent règlement qui régissent la publicité.

2/ **Hors agglomération,** elles devront respecter l'article R.581-71 du Code de l'environnement, à savoir des dimensions qui n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur, dans la limite de 4 dispositifs maximum.

ARTICLE PG.15.2 PRÉ-ENSEIGNES TEMPORAIRES INSTALLÉES POUR PLUS DE TROIS MOIS

Les pré-enseignes temporaires installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des **travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce**, sont admises dans toutes les zones de publicité du présent règlement, dans les conditions fixées ci-dessous.

1/ **En agglomération***, les pré-enseignes temporaires sont soumises aux dispositions du présent règlement qui régissent la publicité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2/ **Hors agglomération,** elles devront respecter l'article R.581-71 du Code de l'environnement, à savoir des dimensions qui n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur, dans la limite de 4 dispositifs maximum.

ARTICLE PG.16 - CONCERNANT LA PUBLICITÉ SUR LES DOMAINES FERROVIAIRES

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est traversée par le Réseau Ferré de France.

Considérant que ce domaine ferroviaire est constitué d'une seule unité foncière* avec deux linéaires parcellaires sur voie, il convient d'adopter des dispositions particulières pour réglementer l'implantation de la publicité sur ce domaine.

1/ La publicité est interdite sur le domaine ferroviaire dès lors que ce dernier traverse un périmètre mentionné à l'article L.581-8 du Code de l'environnement (Sites Patrimoniaux Remarquables, Sites inscrits, abords de Monuments Historiques, Aire d'adhésion des parcs nationaux, Sites Natura 2000).

2/ En dehors des espaces mentionnés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement, la publicité est admise sur le domaine ferroviaire dans les conditions suivantes :

- Le format du dispositif est limité au format autorisé dans la zone de publicité traversée ;

- Pour les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol :
    - La distance entre deux dispositifs ne peut être inférieure à 100 mètres le long d'une ou plusieurs voies de circulation ;

- Pour les dispositifs muraux :
    - La distance entre deux dispositifs publicitaires muraux, ou entre un dispositif publicitaire mural et un dispositif publicitaire scellé au sol ou installé directement sur le sol ne peut être inférieure à 40 mètres sur chaque linéaire de voie.

3/ Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique* et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur les parvis, les règles applicables sont les suivantes :

- Un format d'affichage limité à 2 m² ;
- La possibilité d'affichage sur des dispositifs doubles (« côte à côte » et double face) ;

ARTICLE PG.17 - ENTRETIEN ET DÉPOSE

1/ En application de l'article R.581-24 du Code de l'environnement, les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent doivent être maintenus en bon état d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent. Affiches durablement décollées, dispositifs d'affichage incomplets ou devenus dangereux, éclairages ou écrans défectueux se trouvent donc en infraction.

2/ Les publicités et pré-enseignes déposées impliquent l'enlèvement de tous les supports ou appareillages correspondants, faute de quoi elles sont considérées comme existantes. Après la dépose des dispositifs, aucune trace des anciens montages ne doit être visible sur le mur support ou le sol support.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P0 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP0

ARTICLE P0.1 – DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP0

La zone ZP0 couvre les espaces protégés (secteurs hors agglomérations* et d'autres espaces d'intérêt paysagers situés en agglomérations).

ARTICLE P0.2 - DENSITÉ

Sans objet—Publicité interdite.

ARTICLE P0.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* est **interdite** (hors pré-enseignes dérogatoires).

ARTICLE P0.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite** (hors pré-enseignes dérogatoires).

ARTICLE P0.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité supportée par du mobilier urbain est **interdite**.

ARTICLE P0.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité numérique est **interdite**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P1a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES DE PUBLICITÉ ZP1a et ZP1ap

ARTICLE P1a.1 – DÉLIMITATION DES ZONES ZP1a et ZP1ap

La zone ZP1a couvre les centres-historiques des villes, villages et des noyaux villageois.
La zone ZP1ap couvre les sites patrimoniaux remarquables.

ARTICLE P1a.2 - DENSITÉ

La densité se conforme aux dispositions fixées par le Code de l'environnement (article R.581-25).

ARTICLE P1a.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* aveugle est **interdite**.

ARTICLE P1a.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite**.

ARTICLE P1a.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **2 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P1a.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite**, y compris sur mobilier urbain.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P1b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP1b

ARTICLE P1b.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP1b

La zone ZP1b couvre des centres-villes élargis.

ARTICLE P1b.2 - DENSITÉ

La densité se conforme aux dispositions fixées par le Code de l'Environnement (article R.581-25).

ARTICLE P1b.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* aveugle est **interdite**.

ARTICLE P1b.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite**.

ARTICLE P1b.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **8 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*. Conformément à l'article PG.3 du règlement, le format est limité à **2 m²** au sein des Sites Patrimoniaux Remarquables.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P1b.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **admise uniquement sur mobilier urbain, dans les agglomérations* de plus de 10 000 habitants,** sous réserve que sa surface n'excède pas **2 m²**.

Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, le ***mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique :***

- *Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ;*
- *Dans l'aire d'adhésion du parc national de Port-Cros ;*
- *Dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article l.414-1 du code de l'environnement.*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P2 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ZONES DE PUBLICITÉ ZP2 ET ZP2L

ARTICLE P2.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP2

La zone ZP2 couvre les tissus urbains périphériques à dominante résidentielle et elle est composée d'un secteur de zone ZP2L, secteur littoral.

ARTICLE P2.2 - DENSITÉ

La densité se conforme aux dispositions fixées par le Code de l'environnement (article R.581-25).

ARTICLE P2.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* aveugle est **interdite**.

ARTICLE P2.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite**.

ARTICLE P2.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **2 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P2.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P3a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3a

ARTICLE P3a.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP3a

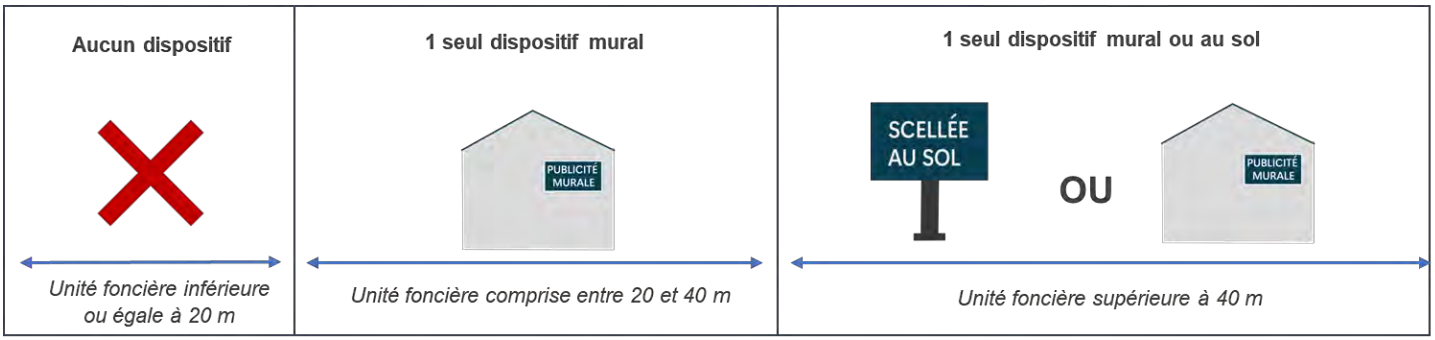
La zone ZP3a couvre les abords des traversées des pôles urbains structurants, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.

ARTICLE P3a.2 - DENSITÉ

Le long de chaque voie ouverte à la circulation publique, il ne peut être installé :

- Aucun dispositif publicitaire si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est inférieure ou égale à 20 mètres ;
- Un seul dispositif mural si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est comprise entre 20 mètres et 40 mètres.
- Un seul dispositif mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est supérieure à 40 mètres.

De fait, les dispositifs doublons sont interdits.



La publicité sur mobilier urbain n'est pas concernée par cette disposition et est encadrée par les dispositions fixées par le Code de l'environnement (art. R.581-25)

ARTICLE P3a.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture aveugle est **admise** uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique* est d'une longueur supérieure à **20 mètres linéaires**. Sa surface unitaire n'excède pas **10,5 m².**

ARTICLE P3a.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **admise** uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique* est d'une longueur supérieure à **40 mètres linéaires**.

Sa surface unitaire ne doit pas excéder **10,5 m²**.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-DE1250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE P3a.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **8 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3a.6 – PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P3b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3b

ARTICLE P3b.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP3b

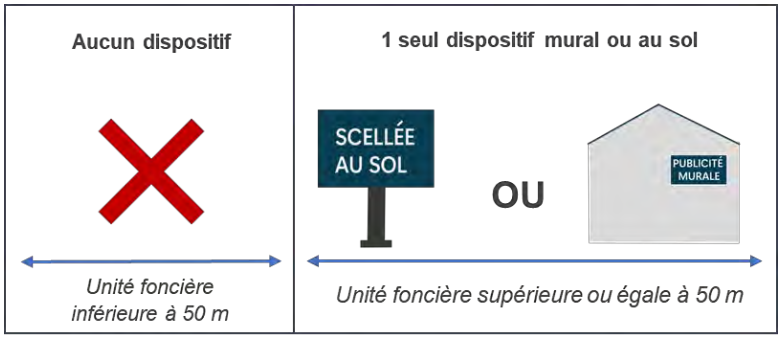
La ZP3b couvre les abords des traversées de centralités urbaines, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.

ARTICLE P3b.2 - DENSITÉ

Le long de chaque voie ouverte à la circulation publique, il ne peut être installé :

- Aucun dispositif publicitaire si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est inférieure ou égale à 50 mètres ;
- Un seul dispositif publicitaire mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est supérieure à 50 mètres.

De fait, les dispositifs doublons sont interdits.



La publicité sur mobilier urbain n'est pas concernée par cette disposition et est encadrée par les dispositions fixées par le Code de l'environnement (art. R.581-25)

ARTICLE P3b.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité murale est admise uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaires.
Sa surface unitaire ne doit pas excéder **4,70 m².** Par exception, en aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, sa surface ne doit pas excéder **4 m²**.

ARTICLE P3b.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **admise** uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à **50 mètres linéaires**.
Sa surface unitaire ne doit pas excéder **4,70 m²**. Par exception, en aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, la surface ne doit pas excéder **4 m²**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE P3b.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **8 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*. Par exception, dans l'Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros le nombre de mobilier urbain accueillant de la publicité est limité à 20 dispositifs.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3b.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

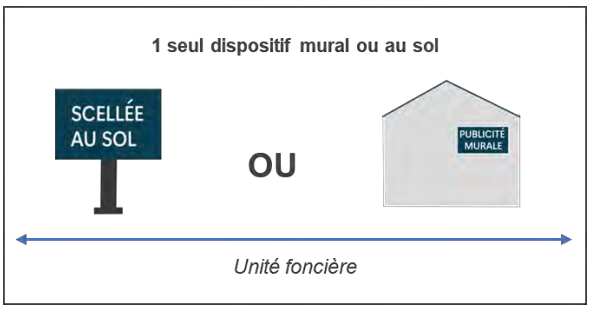
P3c - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3c

ARTICLE P3c.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP3c

La ZP3c couvre les abords des traversées de centralités villageoises, dans une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des voies.

ARTICLE P3c.2 - DENSITÉ

A l'exception de la publicité sur mobilier urbain, encadrée par les dispositions fixées par le Code de l'environnement (art. R-581-25), le nombre de dispositifs publicitaires est limité à un par unité foncière.



ARTICLE P3c.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur une clôture aveugle* est **interdite**.
La publicité apposée sur un mur de façade est **admise** sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **2 m².**

ARTICLE P3c.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite**.

ARTICLE P3c.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **2 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3c.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P3d - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3d

ARTICLE P3d.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP3d

La ZP3d couvre les emprises portuaires (croisiéristes, chantiers navals).

ARTICLE P3d.2 - DENSITÉ

La densité se conforme aux dispositions fixées par le Code de l'environnement (article R.581-25).

ARTICLE P3d.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* est **interdite**.

ARTICLE P3d.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite**.

ARTICLE P3d.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **2 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3d.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P3e - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP3e

ARTICLE P3e.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP3e

La ZP3e couvre l'aéroport de Toulon-Hyères, localisé hors agglomération (bénéficiant de la dérogation à l'article L.581-7 du Code de l'environnement).

ARTICLE P3e.2 - DENSITÉ

La densité se conforme aux dispositions fixées par le Code de l'environnement (article R.581-25).

ARTICLE P3e.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE

*La publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant **10,5 m²**, ni s'élever à plus de 7,5 mètres au-dessus du niveau du sol (article R.581-26 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3e.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

*La publicité non lumineuse scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à **10,5 m²** (article R.581-32 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3e.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **10,5 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P3e.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique apposée sur un mur, scellée au sol ou installée directement sur le sol ainsi que le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires ne peut avoir une surface unitaire excédant 8 m², ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.
Afin d'éviter les éblouissements, les dispositifs publicitaires numériques situés à l'intérieur des agglomérations et, en dehors des agglomérations, sur l'emprise des aéroports sont équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante (article R.581-41 du Code de l'environnement).
*Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, le **mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique** dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros.*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P4a - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4a et ZP4ap

ARTICLE P4a.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP4a

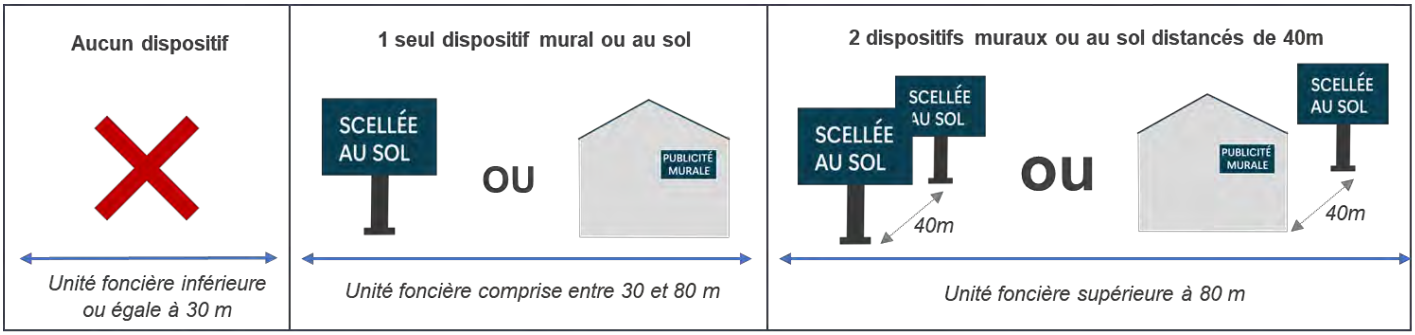
La ZP4a couvre les zones d'activités de rayonnement régional (desservies directement par une bretelle d'autoroute), composée d'un secteur ZP4ap d'intérêt paysager.

ARTICLE P4a.2 - DENSITÉ

Le long de chaque voie ouverte à la circulation publique, il ne peut être installé :

- Aucun dispositif publicitaire si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est inférieure ou égale à 30 mètres ;
- Un seul dispositif publicitaire mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est comprise entre 30 et 80 mètres ;
- Deux dispositifs publicitaires muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est supérieure à 80 mètres. Dans ce cas, les dispositifs devront être espacés de 40 mètres minimums l'un de l'autre. Le panachage (un dispositif mural et un dispositif au sol) est également possible.

De fait, les dispositifs doublons sont interdits.



La publicité sur mobilier urbain n'est pas concernée par cette disposition et est encadrée par les dispositions fixées par le Code de l'environnement (art. R.581-25)

ARTICLE P4a.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE

La publicité apposée sur un mur est admise sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **10,5 m².**

ARTICLE P4a.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **admise** uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à **30 mètres linéaires**.
Sa surface unitaire ne doit pas excéder **10,5 m²**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE P4a.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **8 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P4a.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est admise, sous réserve que sa surface unitaire n'excède pas **4 m².**

*Conformément à l'article R.581-42 du Code de l'environnement, le **mobilier urbain ne peut pas supporter de la publicité numérique :***

- *dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ;*
- *dans l'aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros ;*
- *dans les zones spéciales de conservation et dans les zones de protection spéciales mentionnées à l'article L.414-1 du Code de l'environnement.*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P4b - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4b

ARTICLE P4b.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP4b

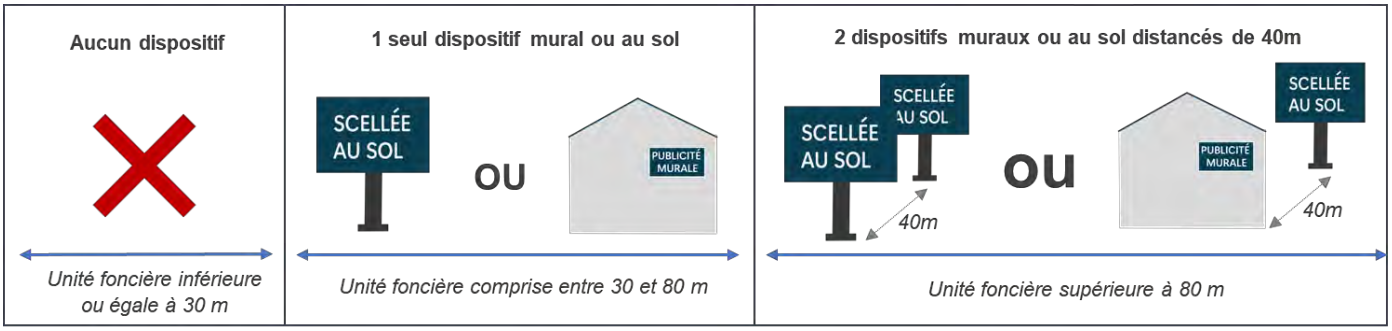
La ZP4b couvre les zones d'activités de rayonnement local.

ARTICLE P4b.2 – DENSITÉ

Le long de chaque voie ouverte à la circulation publique, il ne peut être installé :

- Aucun dispositif publicitaire si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est inférieure ou égale à 30 mètres ;
- Un seul dispositif publicitaire mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est comprise entre 30 et 80 mètres ;
- Deux dispositifs publicitaires muraux, scellés au sol ou installés directement sur le sol si la longueur du côté de l'unité foncière donnant sur la voie ouverte à la circulation publique est supérieure à 80 mètres. Dans ce cas, les dispositifs devront être espacés de 40 mètres minimums l'un de l'autre. Le panachage (un dispositif mural et un dispositif au sol) est également possible.

De fait, les dispositifs doublons sont interdits.



La publicité sur mobilier urbain n'est pas concernée par cette disposition et est encadrée par les dispositions fixées par le Code de l'environnement (art. R.581-25)

ARTICLE P4b.3 – PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE

La publicité murale est admise uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 30 mètres linéaire.
Sa surface unitaire ne doit pas excéder **4,7 m².**
Par exception, en aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, sa surface ne doit pas excéder **4 m²**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE P4b.4 – PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **admise** uniquement sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à **30 mètres linéaire**.
Sa surface unitaire ne doit pas excéder **4,7 m²**.
Par exception, en aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, la surface ne doit pas excéder **4 m²**.

ARTICLE P4b.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité non lumineuse ou lumineuse par projection* ou transparence* supportée par du mobilier urbain* est admise sous réserve que sa surface n'excède pas :

- **8 m²** sur le mobilier destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques*.
- *Le format fixé par le Code de l'environnement sur les autres mobiliers urbains pouvant supporter à titre accessoire de la publicité : abris destinés au public*, kiosques à journaux*, colonnes porte-affiches*, mâts porte-affiches* (articles R.581-42 à 47 du Code de l'environnement).*

ARTICLE P4b.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité lumineuse numérique est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

P4c - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE DE PUBLICITÉ ZP4c

ARTICLE P4c.1 - DÉLIMITATION DE LA ZONE ZP4c

La ZP4c couvre les espaces à dominante économique localisés hors agglomération.

ARTICLE P4c.2 - DENSITÉ

Sans objet – publicité interdite.

ARTICLE P4c.3 - PUBLICITÉ APPOSÉE SUR UN MUR OU UNE CLÔTURE AVEUGLE

La publicité apposée sur un mur ou une clôture* aveugle est **interdite** (hors pré-enseignes dérogatoires).

ARTICLE P4c.4 - PUBLICITÉ SCELLÉE OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est **interdite** (hors pré-enseignes dérogatoires).

ARTICLE P4c.5 - PUBLICITÉ SUPPORTÉE PAR DU MOBILIER URBAIN

La publicité supportée par du mobilier urbain est **interdite**.

ARTICLE P4c.6 - PUBLICITÉ NUMÉRIQUE

La publicité numérique est **interdite**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DELIB250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

EG - DISPOSITIONS GÉNÉRALES (APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES ZONES)

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'ensemble des zones délimitées au plan du présent règlement à l'intérieur desquelles les enseignes ci-après désignées sont soumises à des dispositions parfois plus restrictives.

ARTICLE EG.1 - INTERDICTION D'ENSEIGNES

Les enseignes sont **interdites** :

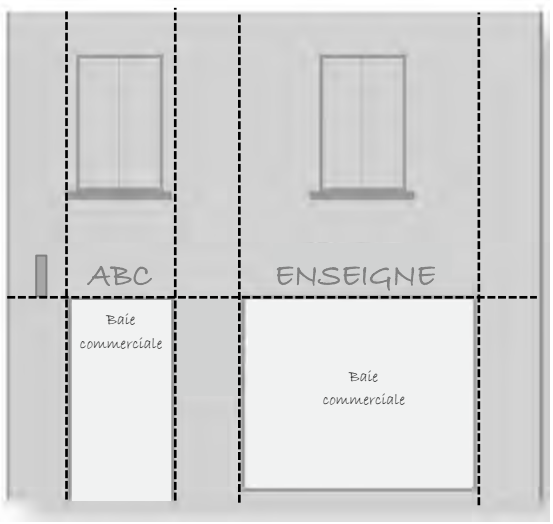
- Sur les arbres et les éléments de végétation ;
- Devant une fenêtre :
- Sur des éléments d'architecture de façade s'agissant notamment :
  - Des garde-corps de balcons, balconnets,
  - Des volets,
  - Des décors en reliefs et tout autre motif décoratif de façade (modénatures), notamment les corniches, corbeaux, frontons, piedroit*, imposte de porte d'entrée, encadrements de fenêtres, pierres d'angle, etc...

ARTICLE EG.2 - INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ENSEIGNE

I. Toute demande d'autorisation d'enseigne peut être refusée où faire l'objet de prescriptions compte tenu de son aspect, afin de lui permettre de s'intégrer au mieux dans son environnement. En effet, l'installation d'une enseigne ne doit pas, par sa situation, ses dimensions, son aspect, être de nature à porter atteinte ni au caractère architectural du bâtiment sur lequel elle est apposée, ni au cadre de vie ou à l'intérêt des lieux avoisinants, sites, paysages naturels ou urbains.

II. L'enseigne doit s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade*. Elle doit respecter les formes architecturales du bâtiment sur lequel elle est apposée.

III. Le choix des matériaux et couleurs des enseignes apposées sur une façade doit se faire en harmonie avec la façade et l'architecture du bâtiment sur lequel elles sont installées. Les couleurs fluorescentes ou vives sont à proscrire.



IV. Les plaques professionnelles peuvent être autorisées en rez-de-chaussée, à condition de ne pas nuire à la lisibilité du décor et d'être apposées sur la façade ou sur les menuiseries. Leur implantation en tableau est privilégiée. La surface de chaque plaque est limitée à **0,03 m²**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE EG.3 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLES AUX ENSEIGNES SITUÉES DANS LES SECTEURS D'INTERÊT PATRIMONIAL

Les enseignes situées dans les secteurs d'intérêt patrimonial mentionnés ci-dessous et identifiés au plan de zonage se voient appliquer les règles d'enseignes de la ZP1ap propres aux sites patrimoniaux remarquables (SPR), à savoir :

- Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques ;
- Dans les périmètres délimités des abords (PDA) de monuments historiques ;
- Dans les rayons de 500 m de monuments historiques en cas de co-visibilité ;
- En site classé ;
- En cœur de Parc National ;

Conformément à l'article R.581-16 du Code de l'environnement, l'installation d'une enseigne dans ces périmètres nécessite l'accord de l'Architecte des bâtiments de France ou du Préfet de Région (DREAL/SBEP/USP).

Dans ces secteurs d'intérêt patrimonial, des prescriptions architecturales plus spécifiques pourront être appliquées au moment de la demande d'autorisation.

ARTICLE EG.4 - DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLE DANS LES CÔNES DE VUE

Les enseignes scellées au sol situées dans les cônes de vue identifiés sur les annexes graphiques sont limitées à **4 m²** et leur hauteur à **3 mètres**.

ARTICLE EG.5 - ENSEIGNE SUR VITRINES, BAIES*

L'inscription d'une enseigne par adhésifs sur vitrine est autorisée si elle est réalisée en lettres ou signes découpés sur fond transparent, dans la limite d'une surface cumulée représentant au maximum 25% de la surface vitrée.

Dans les secteurs d'intérêt patrimonial mentionnés à l'article EG3, l'enseigne sur baie ne doit pas excéder 15 % de la surface vitrée.

ARTICLE EG.6 - ENSEIGNE LUMINEUSE (Y COMPRIS NUMÉRIQUE)

I. **Extinction nocturne**

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre **minuit et 7 heures**, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité (article R.581-59 du Code de l'environnement).

Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence.*

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Les enseignes lumineuses sur lambrequin sont interdites.

II. **Enseignes numériques**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les enseignes numériques sont admises **uniquement en ZP4a et ZP4ap**, dans les conditions applicables à ces zones.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

III. **Enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies* d'un local à usage commercial**

Les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique* sont autorisées sous réserve de respecter **les horaires d'extinction définis au point I ci-dessus et les formats applicables à ce type de dispositif dans chacune des zones**.

IV. **Luminosité des dispositifs**

Les seuils de luminance des dispositifs devront respecter les seuils fixés par la réglementation nationale en vigueur. Afin d'éviter les éblouissements, tous les dispositifs numériques doivent adapter l'éclairage à la luminosité ambiante (Article R.581-59 du Code de l'environnement).

ARTICLE EG.7 - ENSEIGNES TEMPORAIRES

ARTICLE EG.7.1 - ENSEIGNES TEMPORAIRES INSTALLÉES POUR MOINS DE TROIS MOIS

Les enseignes temporaires qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois sont admises sur l'ensemble du territoire métropolitain dans les conditions fixées ci-dessous.

I. Les enseignes temporaires sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont **interdites**.

II. La superficie des enseignes temporaires installées pour moins de trois mois est limitée à **8 m²** dans les agglomérations* de plus de 10 000 habitants et à **4 m²** dans les autres agglomérations.
Lorsqu'elles sont de type bâche, leur format est limité à **2 m²**.

III. Les enseignes temporaires sont limitées à une par activité et par unité foncière.

ARTICLE EG.7.2 - ENSEIGNES TEMPORAIRES INSTALLÉES POUR PLUS DE TROIS MOIS

Les enseignes temporaires installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce sont admises sur l'ensemble du territoire métropolitain dans les conditions fixées ci-dessous.

I. Les enseignes temporaires perpendiculaires à un mur ou sur une toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

II. La superficie des enseignes temporaires installées pour plus de trois mois est limitée à **8 m²** dans les agglomérations* de plus de 10 000 habitants et à **2 m²** dans les autres agglomérations.

III. Les enseignes temporaires sont limitées à une par activité et par unité foncière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE EG.8 - ENTRETIEN ET DÉPOSE

Conformément à l'article R.581-58 du Code de l'environnement :

- Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables.

- Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

- **Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité**, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

Dans l'ensemble des zones de publicité identifiées au RLP (ZP0 à ZP4), tout occupant d'un local commercial visible depuis la rue, ou à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, conformément à l'article L.581-14 du Code de l'environnement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

E1 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CENTRES HISTORIQUES (ZP1a) ET SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES (ZP1ap)

ARTICLE E1.1 – DENSITÉ ET SURFACE CUMULÉE D'ENSEIGNE EN FACADE

I. La surface cumulée des enseignes apposées sur la façade commerciale de l'établissement ne peut excéder celle fixée par le Code de l'environnement (art. R.581-63 du Code de l'environnement).

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. (Les publicités qui sont apposées dans les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée).

II. Le présent article ne s'applique pas aux activités culturelles et aux établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture (cinémas, théâtres, musées, écoles d'art).

ARTICLE E1.2 – ENSEIGNE SUR TOITURE OU TERRASSE EN TENANT LIEU

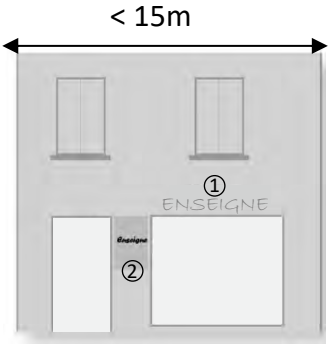
Les enseignes installées sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont **interdites**.

ARTICLE E1.3 – ENSEIGNE APPOSÉE A PLAT OU PARALLÈLEMENT A UN MUR

ARTICLE E1.3.1 – MUR DE BÂTIMENT

1.3.1.1 Nombre

I. Cas des activités exercées en rez-de-chaussée

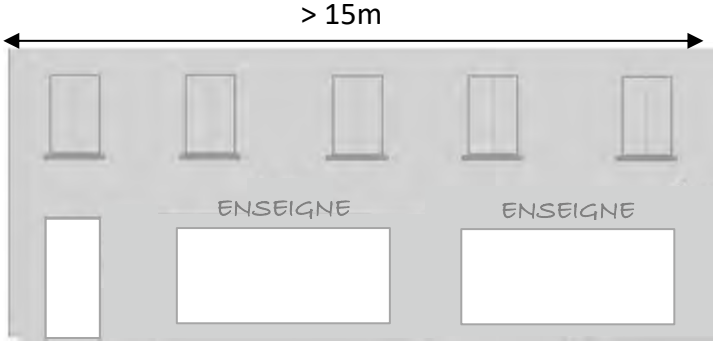


I. Il peut être installé au maximum **2 enseignes** de ce type par façade* commerciale et par activité :

- Une enseigne principale (1)
- Une enseigne latérale (2)

En ZP1ap, seule l'enseigne principale (1) est autorisée, l'enseigne latérale (2) est interdite.

II. Par exception, lorsque la façade commerciale de l'établissement est d'une longueur supérieure à 15 mètres, il peut être installé **une enseigne principale supplémentaire.**



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Cas particulier d'une activité exercée uniquement en étage

Dans les secteurs d'intérêt patrimonial mentionnés à l'article EG3, l'activité ne peut être identifiée qu'au rez-de-chaussée par une plaque professionnelle comme précisé à l'article EG2.

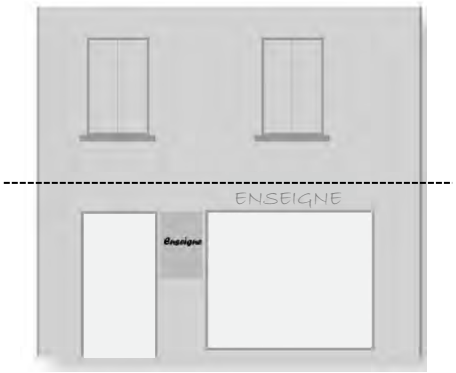
En dehors des secteurs d'intérêt patrimonial, l'enseigne à l'étage est admise uniquement sur baie et ne doit pas excéder 15 % de la surface vitrée.

III. Cas particulier d'une activité occupant l'intégralité du bâtiment

Lorsqu'une activité occupe l'intégralité d'un bâtiment (ex : cas d'un hôtel à plusieurs étages), une enseigne est autorisée au-dessus du 1er étage, sur chaque voie ouverte à la circulation.

1.3.1.2 Positionnement

Lorsque **l'activité occupe le rez-de-chaussée** uniquement, l'enseigne ne doit pas dépasser la limite déterminée par le **niveau du plancher du 1er étage** (en hauteur) et la dimension de la baie (en largeur).



Elle doit être implantée au plus près de la baie ou sur la baie, ou en lettres peintes sur le coffre des façades menuisées.

Dans les autres cas, *les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (Article R581-60 du Code de l'environnement).*

1.3.1.3 Dimensionnement

Hauteur de l'enseigne principale

La hauteur des lettres composant l'enseigne ne doit pas excéder **0,40 mètre maximum**.
Par exception, **lorsque la façade commerciale de l'établissement est supérieure à 50 m²,** la hauteur des lettres composant l'enseigne est autorisée jusqu'à **0,80 mètre maximum**. Au sein des secteurs d'intérêt patrimonial mentionnés à l'article EG.3, des hauteurs moins importantes peuvent être imposées au moment de la demande d'autorisation en fonction de la disposition de la devanture.

Largeur de l'enseigne principale

La largeur de l'enseigne est limitée à la largeur de l'ouverture* commerciale, sous réserve de respecter les lignes de compositions de la façade mentionnées à l'article EG.2 du présent règlement.

Saillie

L'enseigne ne doit pas constituer par rapport au mur une saillie de plus de **5 cm**.

Surface de l'enseigne latérale

L'enseigne latérale (horaires, menu) ne doit pas excéder **0,5 m² maximum**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.3.1.4 Aspect

I. L'enseigne composée uniquement du nom de l'activité « raison sociale » est privilégiée.

II. L'enseigne doit être composée uniquement de lettres découpées fixées sur la façade* au plus près de la baie ou sur la baie (dans les conditions applicables au point III ci-dessous), ou en lettres peintes sur le coffre des façades menuisées.

III. En ZP1ap, l'enseigne doit être composée d'une seule ligne.

IV. **Lorsqu'elle est apposée sur une baie commerciale** seuls les lettrages et signes peuvent être opaques.

V. A l'exception des enseignes temporaires, les bâches et tout autre **support souple sont interdits**.

ARTICLE E1.3.2 – MUR DE CLÔTURE ET CLÔTURE**

1.3.2.1 Nombre

Une enseigne peut être apposée sur une clôture aveugle uniquement :

- Si le bâtiment d'activité est implanté en recul de plus de **10 mètres** d'une voie ouverte à la circulation publique ou s'il est démontré que la façade* du bâtiment n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique* bordant l'activité.
- Si l'activité en question ne dispose pas déjà d'une enseigne scellée au sol.

1.3.2.2 Positionnement

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (article R.581-60 du Code de l'environnement).

1.3.2.3 Dimensionnement

L'enseigne ne doit pas excéder **1 m²** maximum. Par exception, lorsqu'elle est composée de **lettres découpées,** l'enseigne apposée sur une clôture aveugle est limitée à **4 m²**.

L'enseigne ne doit pas constituer par rapport au mur ou portail une saillie de plus de **0,10 mètre**.

1.3.2.4 Aspect

Les bâches et tout autre support souple sont interdits.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E1.4 – ENSEIGNE APPOSÉE PERPENDICULAIREMENT A UN MUR

1.4.1 Nombre

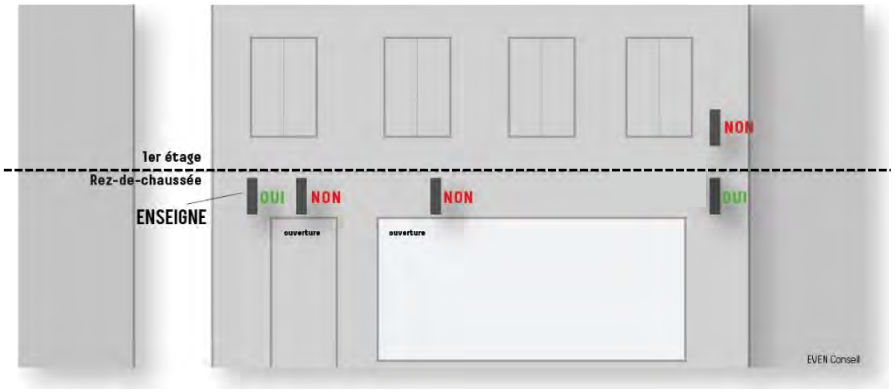
Une seule enseigne est autorisée par façade* et par activité.

1.4.2 Positionnement

I. Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur sont **interdites aux étages**.

II. Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur (Article R.581-61 du Code de l'environnement), ni dépasser la limite déterminée par le niveau du plancher du 1er étage.

III. L'enseigne ne doit pas être installée devant une fenêtre, un balcon (Article R.581-61 du Code de l'environnement), ni au-dessus d'une ouverture*.



IV. L'enseigne doit laisser un passage libre de **2,50 mètres de hauteur par rapport à la chaussée** et dans le respect des règlements de voirie.

V. De préférence, l'enseigne perpendiculaire doit être implantée au même niveau que l'enseigne parallèle au mur.

1.4.3 Dimensionnement

Hauteur

La hauteur d'une telle enseigne ne doit pas excéder **0,5 mètre**.

Épaisseur

L'épaisseur maximale d'une telle enseigne est limitée à **8 centimètres**.

Saillie

L'enseigne ne doit pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement (Article R.581-60 du Code de l'environnement). **Dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder 0,5 mètre.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E1.5 – ENSEIGNE DE MOINS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

1.5.1 Nombre

Lorsqu'elles sont implantées sur le domaine public, les enseignes scellées au sol de moins d'un mètre carré sont interdites. Les enseignes apposées au sol sont autorisées, sous réserve d'être conformes au règlement d'occupation du domaine public en vigueur. En l'absence de règlement ou d'autorisation, les enseignes apposées au sol sont **interdites sur le domaine public**.

Sur le domaine privatif, les enseignes de moins d'un mètre carré ou égale à un mètre carré, scellée au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à **un dispositif** par activité.

1.5.2 Positionnement

Sur domaine public, l'enseigne doit être posée dans l'emprise autorisée (terrasse) et conformément aux règles d'occupation du domaine public de la commune.

1.5.3 Dimensionnement

Sur domaine public (emprise de terrasse), l'enseigne doit être conforme aux règles d'occupation du domaine public de la commune.

Dans les autres cas, la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **0,70 m** de large et une hauteur d'**1,30 m**.

1.5.4 Aspect

Le dispositif est obligatoirement de type porte-menu, chevalet*. Ainsi tout autre dispositif est interdit (oriflammes, banderoles, bâches délimitant les terrasses, etc…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E1.6 - ENSEIGNE DE PLUS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

1.6.1 Nombre

Une enseigne peut être scellée au sol uniquement :

- si le bâtiment d'activité est implanté en recul de plus de **10 mètres** d'une voie ouverte à la circulation ou s'il est démontré que la façade* du bâtiment n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique* bordant l'activité.
- si l'activité en question ne dispose pas déjà d'une enseigne apposée à plat sur un mur de clôture.

*Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à **un dispositif** placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée (Article R581-64 du Code de l'environnement).*

Dans le cas où plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière*, les enseignes doivent être regroupées sur un dispositif unique.

1.6.2 Positionnement

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.

Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions (article R.581-64 du Code de l'environnement).

1.6.3 Dimensionnement

Surface

La surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **2 m²** par face.

Hauteur

La hauteur de l'enseigne par rapport au sol ne doit pas excéder **3 mètres**.

1.6.4 Aspect

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être réalisées en matériaux durables, de préférence pleins et rigides. Les dispositifs de type oriflamme sont interdits.

Elles peuvent compter jusqu'à deux faces maximums. Dans le cas d'une structure double face, les deux faces doivent être de mêmes dimensions. Dans le cas où les deux faces du dispositif sont visibles depuis une voie publique ouverte à la circulation, la partie non utilisée doit être obligatoirement habillée d'un carter de protection esthétique dissimulant la structure.

Sont privilégiées les enseignes plus hautes que larges.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E1.7 - ENSEIGNE SUR STORE

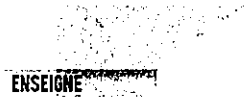
1.7.1 Nombre

En l'absence d'enseigne apposée à plat ou parallèlement à la façade mentionnée à l'article E1.3, l'enseigne sur store est autorisée dans les conditions suivantes :

- Il peut être installé au maximum **1 enseigne** de ce type par façade* commerciale et par activité.
- Par exception, lorsque la façade commerciale de l'établissement est d'une longueur supérieure à 15 mètres, il peut être installé **une enseigne supplémentaire.**

1.7.2 Positionnement

En **ZP1a** : Non règlementé
En **ZP1ap,** l'enseigne est autorisée uniquement sur le lambrequin* du store.



OUI

NON

NON

1.7.3 Dimensionnement

La hauteur des lettrages et signes ne doit pas excéder les quatre cinquièmes de la hauteur du lambrequin, dans la limite de **20 cm**.

1.7.4 Aspect

Les lettrages de l'enseigne doivent être composés d'une couleur uniquement.

ARTICLE E1.8 - ENSEIGNE SUR MARQUISE* OU AUVENT*

1.8.1 Nombre

Les enseignes sur marquises sont **interdites**.
Les enseignes sur auvent sont autorisées à condition d'être supportée par un système de filins* quand la structure le permet.
Dans ce cas, elles sont limitées en nombre à **1 dispositif** par façade commerciale et par activité.

1.8.2 Positionnement

Non réglementé

1.8.3 Dimensionnement

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent si la hauteur des lettres ne dépasse pas **0,40 mètre**.

1.8.4 Aspect

Seules sont autorisées les lettres découpées ou peintes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E1.9 - ENSEIGNE LUMINEUSE*

L'enseigne lumineuse est autorisée dans le respect des règles applicables aux articles précédents (nombre, positionnement, dimensionnement).

En cœur de parc national, les enseignes lumineuses sont interdites.

1.9.1 Aspect

I. L'éclairage de l'enseigne n'est pas obligatoire.

II. L'enseigne lumineuse peut être éclairée par projection* en lumière indirecte par des spots discrets ou en lettres découpées rétroéclairées*. L'éclairage par projection de type Gobo* ainsi que l'éclairage par transparence sont interdits.

L'éclairage de couleur (autre que blanc) est interdit.

ARTICLE E1.10 - ENSEIGNE NUMÉRIQUE

Les enseignes numériques sont **interdites à l'extérieur.**

A l'intérieur des vitrines :

I. **Une seule enseigne** numérique est autorisée par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

II. Sa surface unitaire ne doit pas excéder 25% de la surface de la baie derrière laquelle elle est installée, dans la limite de **1 m² maximum**.

III. L'enseigne numérique est concernée par les règles d'extinction nocturne fixées à l'article EG.5.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

E2 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZP0, ZP1b, ZP2, ZP2L, ZP3a, ZP3b et ZP3c

ARTICLE E2.1 – DENSITÉ ET SURFACE CUMULÉE D'ENSEIGNE EN FACADE

I. La surface cumulée des enseignes apposées sur la façade commerciale de l'établissement ne peut excéder celle fixée par le Code de l'environnement (art. R.581-63 du Code de l'environnement).

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. (Les publicités qui sont apposées dans les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée).

II. Le présent article ne s'applique pas aux activités culturelles et aux établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture (cinémas, théâtres, musées, écoles d'art).

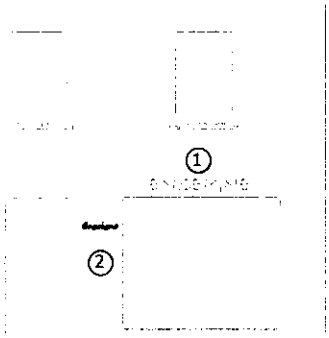
ARTICLE E2.2 - ENSEIGNE SUR TOITURE OU TERRASSE EN TENANT LIEU

Les enseignes installées sur toiture ou terrasse en tenant lieu sont **interdites**.

ARTICLE E2.3 - ENSEIGNE APPOSÉE A PLAT OU PARALLÈLEMENT A UN MUR

ARTICLE E2.3.1 - MUR DE BÂTIMENT

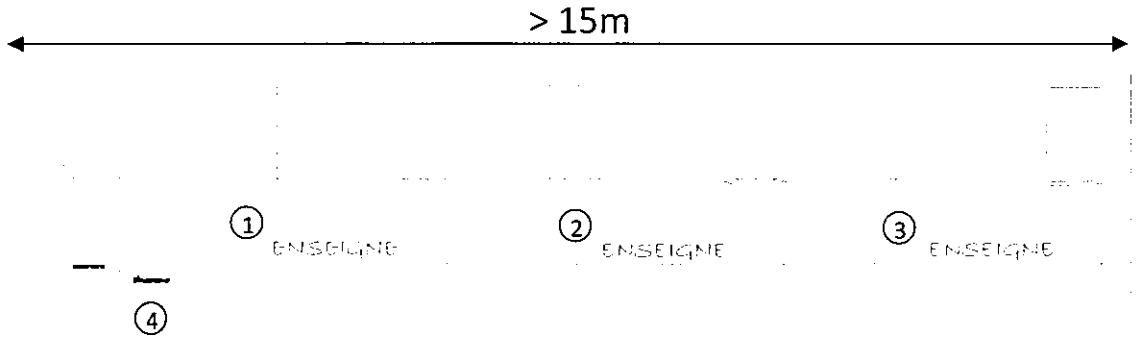
2.3.1.1 Nombre



Il peut être installé au maximum **2 enseignes** de ce type par façade* commerciale et par activité :

- Une enseigne principale (1)
- Une enseigne latérale (2)

Lorsque la façade commerciale de l'établissement est d'une longueur supérieure à 15 mètres, il peut être installé **deux enseignes supplémentaires** par tranche de 15 mètres au-delà de la première.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Cas particulier d'une activité exercée uniquement en étage

Dans les secteurs d'intérêt patrimonial mentionnés à l'article EG3 l'activité ne peut être identifiée qu'au rez-de-chaussée par une plaque professionnelle comme précisé à l'article EG2.

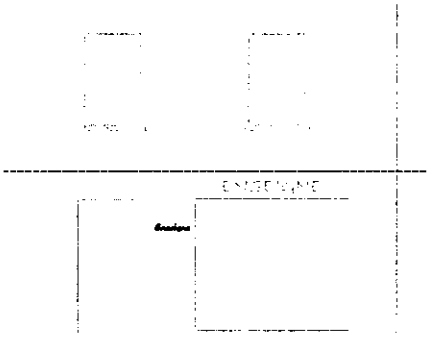
En dehors des secteurs d'intérêt patrimonial, l'enseigne à l'étage est admise uniquement sur baie et ne doit pas excéder 15 % de la surface vitrée.

III. Cas particulier d'une activité occupant l'intégralité du bâtiment

Lorsqu'une activité occupe l'intégralité d'un bâtiment (ex : cas d'un hôtel à plusieurs étages), une enseigne est autorisée au-dessus du 1er étage, sur chaque voie ouverte à la circulation.

2.3.1.2 Positionnement

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (article R.581-60 du Code de l'environnement).



I. L'enseigne ne doit pas dépasser la limite déterminée par le **niveau du plancher du 1er étage** (en hauteur) et la dimension de la vitrine (en largeur).

Elle doit être implantée au plus près de la baie ou sur la baie (dans les conditions applicables à l'article EG.4 des dispositions générales), ou en lettres peintes sur le coffre des façades menuisées.

2.3.1.3 Dimensionnement

I. Hauteur de l'enseigne principale

La hauteur de l'enseigne ne doit pas excéder **80 centimètres**.

II. Largeur de l'enseigne principale

La largeur de l'enseigne est limitée à la largeur de la ou des ouvertures* commerciales, sous réserve de respecter les lignes de compositions de la façade* mentionnées à l'article EG.2 du présent règlement.

III. Saillie

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 mètre (article R.581-60 du Code de l'environnement).

IV. Surface de l'enseigne latérale

L'enseigne latérale (horaires, menu) ne doit pas excéder **0,5 m² maximum**.

2.3.1.4 Aspect

I. Est privilégiée l'enseigne composée de lettres découpées fixées sur la façade*, ou en lettres peintes sur le coffre des façades menuisées. A défaut celle-ci peut être fixée sur un support rectangulaire de couleur unie.

II. A l'exception des enseignes temporaires, les bâches et tout autre **support souple sont interdits**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E2.3.2 - MUR DE CLÔTURE ET CLÔTURE**

2.3.2.1 Nombre

L'enseigne sur clôture, palissade (aveugle ou non) est **interdite**.

Elle est autorisée sur les murs maçonnés dans la limite d'**une enseigne** par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

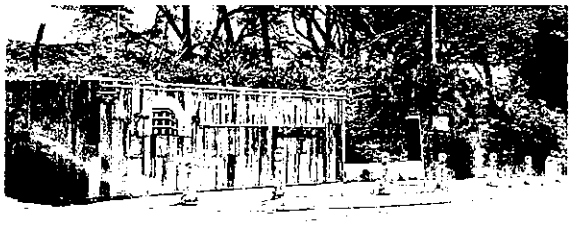
2.3.2.2 Positionnement

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (article R.581-60 du Code de l'environnement).

2.3.2.3 Dimensionnement

L'enseigne ne doit pas excéder **1 m²** maximum. Par exception, lorsqu'elle est composée de **lettres découpées** l'enseigne apposée sur une clôture aveugle est limitée à **4 m²**.

L'enseigne ne doit pas constituer par rapport au mur ou portail une saillie de plus de **0,10 mètre**.



2.3.2.4 Aspect

Les bâches et tout autre support souple sont interdits.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E2.4 - ENSEIGNE APPOSÉE PERPENDICULAIREMENT A UN MUR

2.4.1 Nombre

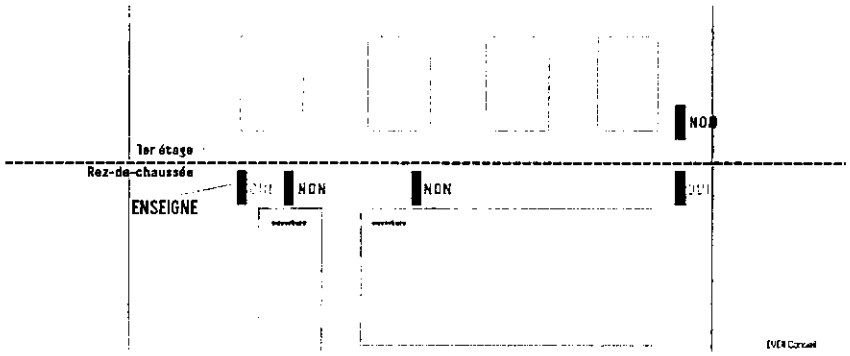
Une seule enseigne est autorisée par façade* et par activité.

2.4.2 Positionnement

I. Les enseignes apposées perpendiculairement à un mur sont **interdites aux étages.**

II. Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur (article R.581-61 du Code de l'environnement), ni dépasser la limite déterminée par le niveau du plancher du 1er étage.

III. L'enseigne ne doit pas être installée devant une fenêtre, un balcon (article R.581-61 du Code de l'environnement), ni au-dessus d'une ouverture*.



IV. L'enseigne doit laisser un passage libre de **2,50 mètres de hauteur par rapport à la chaussée** et dans le respect des règlements de voirie.

V. De préférence, l'enseigne perpendiculaire doit être implantée au même niveau que l'enseigne parallèle au mur.

2.4.3 Dimensionnement

I. Hauteur

La hauteur d'une telle enseigne ne doit pas excéder **0,8 mètre**.

II. Épaisseur

Non règlementée.

III. Saillie

L'enseigne ne doit pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement (article R.581-60 du Code de l'environnement). **Dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder 0,8 mètre.**

2.4.4 Aspect

Non règlementé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E2.5 - ENSEIGNE DE MOINS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

2.5.1 Nombre

Lorsqu'elles sont implantées sur le domaine public (emprise de terrasse uniquement), les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être conformes au règlement d'occupation du domaine public en vigueur. En l'absence de règlement ou d'autorisation, les enseignes scellées ou apposées au sol sont **interdites sur le domaine public**.

Sur le domaine privatif, les enseignes de moins d'un mètre carré ou égales à un mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à **un dispositif** par activité.

2.5.2 Positionnement

Sur le domaine public, l'enseigne doit être posée dans l'emprise autorisée et conformément aux règles d'occupation du domaine public de la commune.

2.5.3 Dimensionnement

Sur le domaine public, l'enseigne doit être conforme aux règles d'occupation du domaine public de la commune.

Dans les autres cas, la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **0,70 m² par face et une hauteur d'1,30 m**.

2.5.4 Aspect

Le dispositif est obligatoirement de type porte-menu, chevalet*. Ainsi tout autre dispositif est interdit (oriflammes, banderoles, bâches délimitant les terrasses, etc…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E2.6 - ENSEIGNE DE PLUS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

2.6.1 Nombre

I. En ZP2L, les enseignes de plus d'un mètre carré scellé au sol ou installées directement sur le sol sont **interdites**.

II. Dans les autres zones, une enseigne peut être scellée au sol si le bâtiment d'activité est implanté en recul de plus de **10 mètres** d'une voie ouverte à la circulation, ou s'il est démontré que la façade* du bâtiment n'est pas visible depuis la voie ouverte à la circulation publique* bordant l'activité.

*Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à **un dispositif** placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée (Article R581-64 du Code de l'environnement).*

III. Dans le cas où plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière*, les enseignes doivent être regroupées sur un dispositif unique, de format totem*.

2.6.2 Positionnement

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.

Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions (article R.581-64 du Code de l'environnement).

2.6.3 Dimensionnement

Surface

En **ZP0, ZP1b et ZP2**, la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **2 m²** par face. Dans ces zones, cette surface est portée à **4 m² pour les dispositifs signalant plus de 4 activités.**

En **ZP3** la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **4 m²** par face. Dans cette zone, cette surface est portée à **6 m² pour les dispositifs signalant plus de 4 activités.**

Hauteur

Le dispositif ne doit pas s'élever à plus de **4 mètres du sol**. Cette hauteur est portée à **6,5 mètres pour les dispositifs mutualisés.**

2.6.4 Aspect

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être réalisées en matériaux durables, de préférence pleins et rigides. Les dispositifs de type oriflamme sont interdits.

Elles peuvent compter jusqu'à deux faces maximums. Dans le cas d'une structure double face, les deux faces doivent être de mêmes dimensions et former un cadre rectangulaire de forme régulière sans découpage ou rajout, ayant pour effet d'en augmenter le format initial. Dans le cas où les deux faces du dispositif sont visibles depuis une voie publique ouverte à la circulation, la partie non utilisée doit être obligatoirement habillée d'un carter de protection esthétique dissimulant la structure.
Sont privilégiées les enseignes plus hautes que larges et de type « totem »*.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E2.7 - ENSEIGNE SUR STORE

2.7.1 Nombre

Non réglementé.

2.7.2 Positionnement

L'enseigne apposée sur le lambrequin du store est à privilégier.

2.7.3 Dimensionnement

La hauteur des lettrages et signes ne doit pas excéder les quatre cinquièmes de la hauteur du lambrequin, dans la limite de **20 cm**.

2.7.4 Aspect

Les lettrages de l'enseigne doivent être composés d'une couleur uniquement.

ARTICLE E2.8 - ENSEIGNE SUR MARQUISE* OU AUVENT*

2.8.1 Nombre

Non réglementé. Dans la limite du nombre d'enseigne maximum indiqué à l'article E1.1.

2.8.2 Positionnement

Sans objet

2.8.3 Dimensionnement

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas **50 centimètres**.

2.8.4 Aspect

Seules sont autorisées les lettres découpées.

ARTICLE E2.9 - ENSEIGNE LUMINEUSE*

L'enseigne lumineuse est autorisée dans le respect des règles applicables aux articles précédents (nombre, positionnement, dimensionnement).

ARTICLE E2.10 - ENSEIGNE NUMÉRIQUE

Les enseignes lumineuses numériques sont **interdites à l'extérieur.**

A l'intérieur des vitrines :

I. **Une seule enseigne** numérique est autorisée par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

II. Sa surface unitaire ne doit pas excéder 25% de la surface de la baie derrière laquelle elle est installée, dans la limite de **1 m² maximum**.

III. L'enseigne numérique est concernée par les règles d'extinction nocturne fixées à l'article EG.5.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

E3 - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZP3d, ZP3e et ZP4

ARTICLE E3.1 – DENSITÉ ET SURFACE CUMULÉE D'ENSEIGNE EN FACADE

I. La surface cumulée des enseignes apposées sur la façade commerciale de l'établissement ne peut excéder celle fixée par le Code de l'environnement (art. R.581-63 du Code de l'environnement).

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade. Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. (Les publicités qui sont apposées dans les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée).

II. Le présent article ne s'applique pas aux activités culturelles et aux établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture (cinémas, théâtres, musées, écoles d'art).

ARTICLE E3.2 - ENSEIGNE SUR TOITURE OU TERRASSE EN TENANT LIEU

3.2.1 Nombre

I. **En ZP3d, ZP3e, ZP4ap et ZP4c**, les enseignes installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu sont **interdites.**

En ZP4a et ZP4b les enseignes installées sur une toiture ou terrasse en tenant lieu sont **admises**, dans la limite d'une enseigne par activité.

En ZP4b, elles sont admises **uniquement pour les activités dont la surface de vente est supérieure ou égale à 1000m².**

Dans le cas de bâtiment accueillant plusieurs activités, une seule enseigne en toiture est admise par bâtiment.

3.2.2 Positionnement

Une enseigne peut être installée en toiture uniquement lorsque la toiture est **un toit-terrasse (terrasse tenant lieu de toiture*).**

3.2.3 Dimensionnement

Hauteur

La hauteur de l'enseigne ne doit pas excéder un cinquième de la hauteur de la façade* qui la supporte, dans la limite de **3 mètres** (de la toiture jusqu'à la partie supérieure de l'enseigne).

Surface

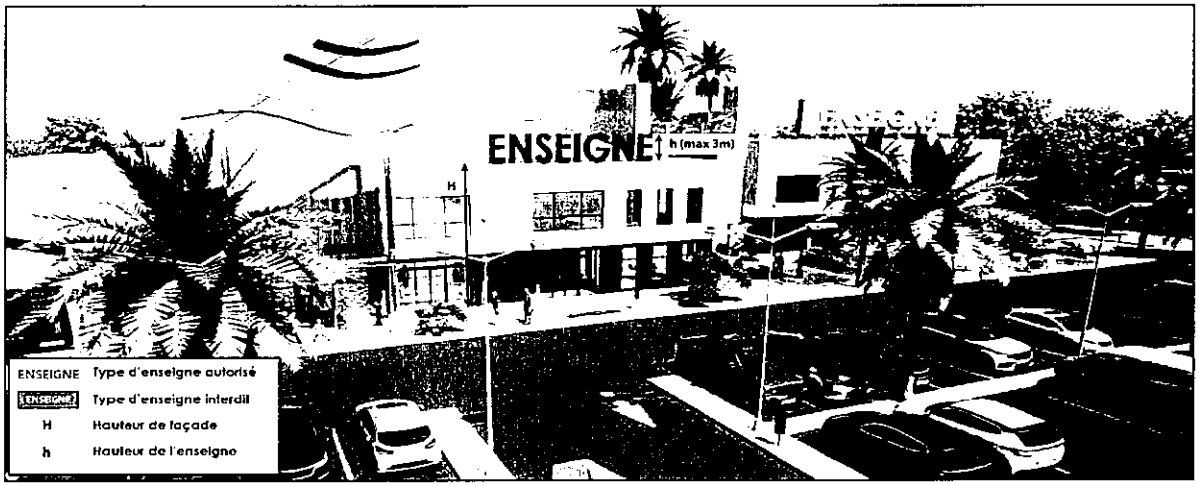
La surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 mètres carrés, à l'exception de certains établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture (article R581-62 du Code de l'environnement).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Aspect

L'enseigne doit être réalisée au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant ses fixations et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent pas dépasser 0,50 mètre de haut *(article R581-62 du Code de l'environnement)*.



ARTICLE E3.3 - ENSEIGNE APPOSÉE A PLAT OU PARALLÈLEMENT A UN MUR

ARTICLE E3.3.1 - MUR DE BÂTIMENT

3.3.1.1 Nombre

Non règlementé

3.3.1.2 Positionnement

Non règlementé

3.3.1.3 Dimensionnement

Sont applicables les règles mentionnées à l'article E3.1.

3.3.1.4 Aspect

Non règlementé

ARTICLE E3.3.2 - MUR DE CLÔTURE ET CLÔTURE**

3.3.2.1 Nombre

I. L'enseigne apposée à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ou une clôture est admise dans la limite d'**un dispositif** par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

Une enseigne peut être apposée à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ou une clôture :

- si le bâtiment d'activité est implanté **en recul de plus de 10 mètres d'une voie ouverte à la circulation publique ;**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- ou s'il est démontré que la façade* du **bâtiment n'est pas visible** depuis la voie ouverte à la circulation publique bordant l'activité*;
- s'il ne dispose pas déjà d'une enseigne **scellée au sol ou installée directement sur le sol** ;

II. **En ZP4ap**, les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ou une clôture sont **interdites.**

3.3.2.2 Positionnement

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ou une clôture ne doivent pas dépasser les limites de ce mur, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit (Article R581-60 du Code de l'environnement).

3.3.2.3 Dimensionnement

I. Surface de l'enseigne

En **ZP3e, ZP3d, ZP4a**, l'enseigne ne doit pas excéder **4 m²** maximum.

En **ZP4b, ZP4c,** l'enseigne ne doit pas excéder **2 m²** maximum.

II. Saillie

L'enseigne ne doit pas constituer par rapport au mur ou portail une saillie de plus de **0,10 mètre**.

3.3.2.4 Aspect

Les bâches (autres que temporaires) et tout autre **support souple sont interdits**.

ARTICLE E3.4 - ENSEIGNE APPOSÉE PERPENDICULAIREMENT A UN MUR

3.4.1 Nombre

Une seule enseigne est autorisée par façade* et par activité.

3.4.2 Positionnement

I. Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur.

II. L'enseigne ne doit pas être installée devant une fenêtre, un balcon (article R.581-61 du Code de l'environnement).

III. De préférence, l'enseigne perpendiculaire doit être implantée au même niveau que l'enseigne parallèle au mur.

3.4.3 Dimensionnement

*Elles ne doivent pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement. Dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder **deux mètres** (article R.581-61 du Code de l'environnement).* En **ZP4ap**, la saille ne pourra excéder **un mètre**.

3.4.4 Aspect

Non réglementé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E3.5 - ENSEIGNE DE MOINS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

3.5.1 Nombre

Lorsqu'elles sont implantées sur le domaine public (emprise de terrasse uniquement), les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être conformes au règlement d'occupation du domaine public en vigueur. En l'absence de règlement ou d'autorisation, les enseignes scellées ou apposées au sol sont **interdites sur le domaine public**.

Sur le domaine privatif et lorsque l'unité foncière* est occupée par une **seule activité,** les enseignes de moins d'1 m² ou égales à 1 m², scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à **un dispositif** par tranche de 10m linéaire entamée et ce dans la limite de 2 dispositifs maximum par unité foncière en ZP4ap et 3 dispositifs maximum dans les autres zones.

Par exception, lorsque **plusieurs activités** sont situées sur une même unité foncière, les enseignes scellées ou apposées au sol de format inférieur à 1 m² sont limités à **une par activité**.

3.5.2 Positionnement

Sans objet

3.5.3 Dimensionnement

La surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder 1 m² par face.

Lorsqu'elle est installée directement sur le sol, sa hauteur est limitée à **2 mètres**.

Lorsqu'elle est scellée au sol, sa hauteur est limitée à **4 mètres**.

3.5.4 Aspect

Lorsqu'elle est scellée au sol, l'enseigne doit être soutenue par un mat à **pied unique**.

ARTICLE E3.6 - ENSEIGNE DE PLUS D'UN MÈTRE CARRÉ, SCELLÉE AU SOL OU INSTALLÉE DIRECTEMENT SUR LE SOL

3.6.1 Nombre

I. Une enseigne peut être scellée au sol :

- Si le bâtiment d'activité est implanté **en recul de plus de 10 mètres d'une voie ouverte à la circulation** ;
- Ou s'il est démontré que la façade* du **bâtiment n'est pas visible** depuis la voie ouverte à la circulation publique* bordant l'activité ;
- S'il ne dispose pas déjà d'une enseigne apposée à plat ou parallèlement à un **mur de clôture*, ou une clôture*** ;

Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à ***un dispositif*** *placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée (article R581-64 du Code de l'environnement).*

II. Dans le cas où **plusieurs activités** sont implantées sur une même unité foncière*, les enseignes doivent être regroupées sur **un dispositif unique, de format totem*.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3.6.2 Positionnement

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.

Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions (article R.581-64 du Code de l'environnement).

3.6.3 Dimensionnement

Surface

En **ZP4a**, la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **8 m²** par face. Dans cette zone, cette surface est portée à **10 m² pour les dispositifs signalant plus de 4 activités.**

En **ZP3d, ZP3e, ZP4b, ZP4c**, la surface unitaire de l'enseigne ne doit pas excéder **4 m²** par face. Dans ces zones cette surface est portée à **6 m² pour les dispositifs signalant plus de 4 activités.**

Hauteur

Dans tous les cas, la hauteur d'une enseigne scellée au sol ne peut dépasser la hauteur du bâtiment d'activité.

Lorsque le dispositif est **inférieur ou égal à 4m²**, la hauteur de l'enseigne par rapport au sol ne doit pas excéder **4 mètres.**

Lorsque le dispositif est **supérieur à 4m²**, *la hauteur de l'enseigne par rapport au sol ne doit pas excéder **6,50 mètres de haut lorsqu'elle fait 1 mètre ou plus de large ou 8 mètres de haut lorsqu'elle fait moins de 1 mètre de large** (article R.581-65 du Code de l'environnement).*

En ZP4ap, la hauteur de l'enseigne par rapport au sol ne doit pas excéder **4 mètres.**

3.6.4 Aspect

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doivent être réalisées en matériaux durables, de préférence pleins et rigides.

Elles peuvent compter jusqu'à deux faces maximums. Dans le cas d'une structure double face, les deux faces doivent être de mêmes dimensions et former un cadre rectangulaire de forme régulière sans découpage ou rajout, ayant pour effet d'en augmenter le format initial. Dans le cas où les deux faces du dispositif sont visibles depuis une voie publique ouverte à la circulation, la partie non utilisée doit être obligatoirement habillée d'un carter de protection esthétique dissimulant la structure.

Sont privilégiées les enseignes plus hautes que larges et de type « totem »*.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE E3.7 - ENSEIGNE SUR STORE

3.7.1 Nombre

Sans objet

3.7.2 Positionnement

L'enseigne est privilégiée sur le lambrequin* du store.

3.7.3 Dimensionnement

La hauteur des lettrages et signes ne doit pas occuper la totalité de la hauteur du lambrequin.

3.7.4 Aspect

Les lettrages de l'enseigne doivent être composés d'une couleur uniquement.

ARTICLE E3.8 - ENSEIGNE SUR MARQUISE* OU AUVENT*

3.8.1 Nombre

Sans objet

3.8.2 Positionnement

Sans objet

3.8.3 Dimensionnement

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas un mètre (article R581-60 du Code de l'environnement).

3.8.4 Aspect

Sans objet

ARTICLE E3.9 - ENSEIGNE LUMINEUSE*

L'enseigne lumineuse est autorisée dans le respect des règles applicables aux articles précédents (nombre, positionnement, dimensionnement).

ARTICLE E3.10 - ENSEIGNE NUMÉRIQUE

A l'extérieur :

I. En **ZP3d, ZP3e, ZP4b, ZP4c**, l'enseigne lumineuse numérique est **interdite.**

II. ~~En **ZP4a**, l'enseigne lumineuse numérique scellée~~ ou apposée directement sur le sol est **interdite.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Lorsqu'elle est apposée à plat ou parallèlement à un mur de bâtiment elle est **admise sous réserve :**

- que sa surface unitaire soit limitée à **4 m²** maximum et **2 m²** en **ZP4ap ;**
- qu'elle ne soit **pas visible d'une autoroute** ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ;
- qu'elle soit composée d'images fixes.

A l'intérieur des vitrines :

I. **Une seule enseigne** numérique est autorisée par activité le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique.

II. Sa surface unitaire ne doit pas excéder 25% de la surface de la baie derrière laquelle elle est installée :

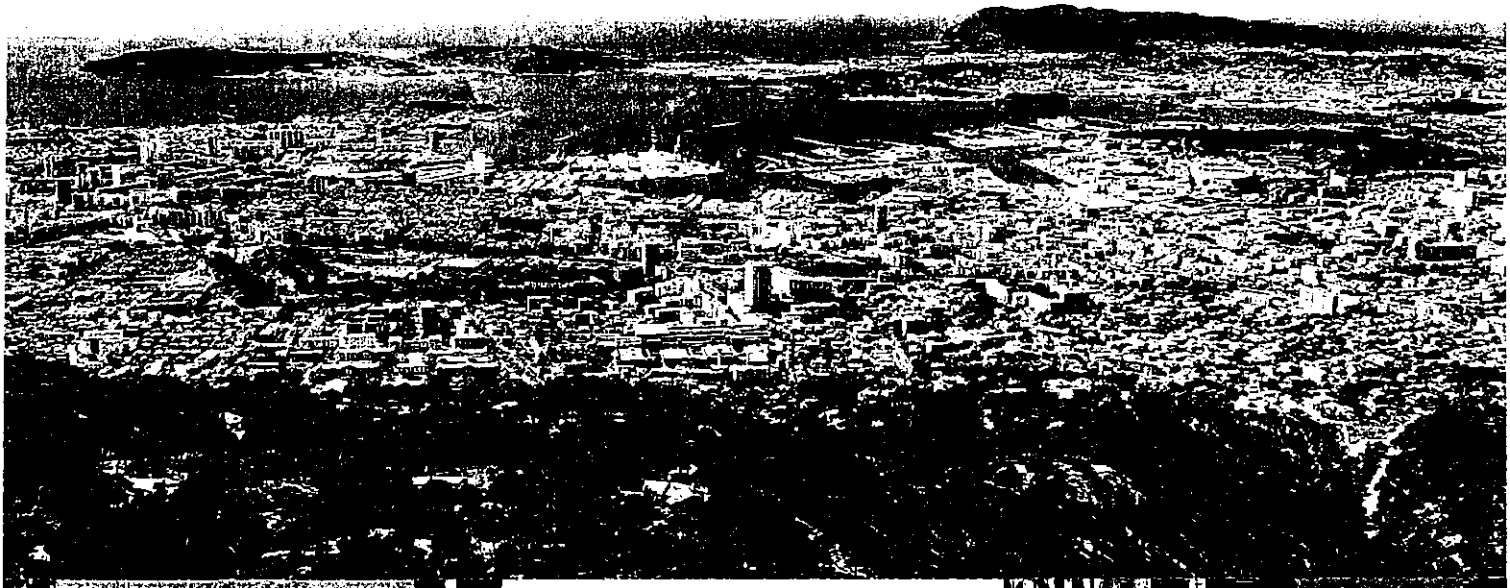
- dans la limite de **4 m²** maximum en **ZP4a**.
- dans la limite de **2m²** maximum en **ZP3d, ZP3e, ZP4b et ZP4c**.

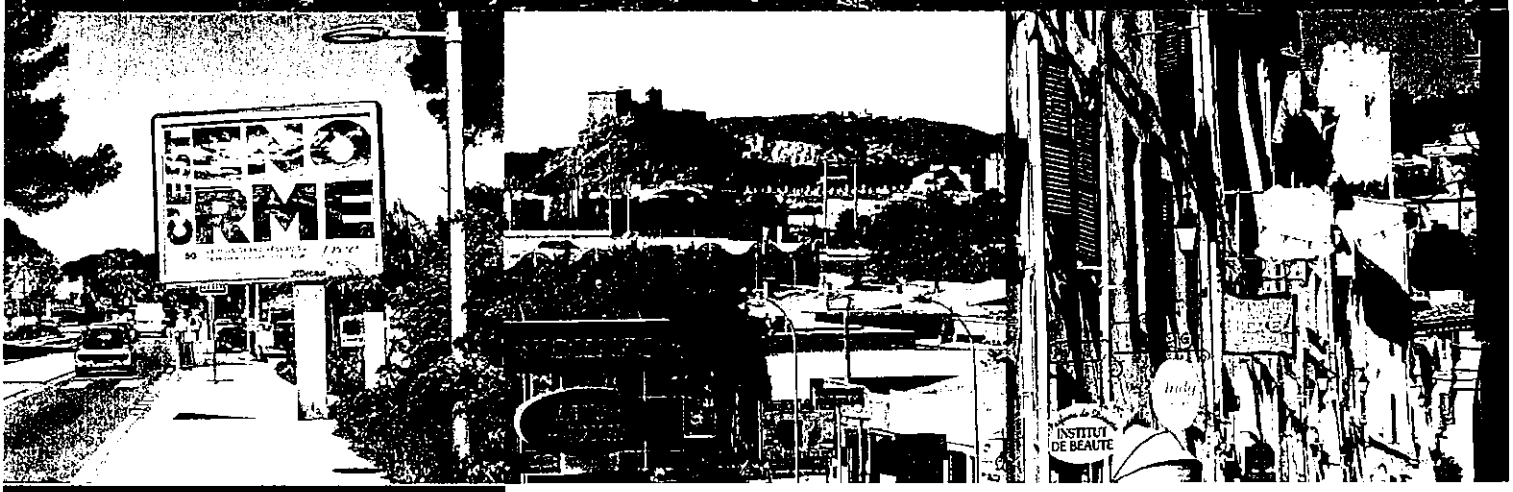
III. L'enseigne numérique est concernée par les règles d'extinction nocturne fixées à l'article EG.5.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025





LEXIQUE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les définitions exposées dans ce chapitre sont opposables.

- **Agglomération :** au sens de l'article R.110-2 du Code de la route, auquel renvoie la réglementation nationale de l'affichage publicitaire extérieur, l'agglomération est l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

- **Auvent** : avancée destinée à protéger de la pluie ou du soleil.

- **Bâche** (au sens de l'article R.581-53 du Code de l'Environnement)
  - **de chantier :** une bâche de chantier est une bâche comportant de la publicité installée sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux.
  - **publicitaire :** une bâche publicitaire est une bâche comportant de la publicité autre qu'une bâche de chantier.

- **Baie :** toute ouverture vitrée réalisée dans un mur de bâtiment (fenêtre, vitrine, porte vitrée, etc.)

- **Caisson lumineux (ou bandeau lumineux) :** dispositif visuel qui permet d'exposer une affiche/enseigne. Totalement ou partiellement transparent, il dispose d'une installation électrique lumineuse (rétro-éclairage par LED ou néon) permettant de rehausser l'affichage.

- **Chevalet :** dispositif posé sur le sol devant un commerce (presse, restaurant, photographe, etc.). Généralement installé sur le domaine public (trottoir), il fait l'objet d'une autorisation de stationnement.

- **Clôture :** terme désignant toute construction destinée à séparer une propriété privée du domaine public ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété (murs, grillage, ...).

- **Clôture aveugle :** se dit d'une clôture qui ne comporte pas de partie ajourée (percée ou laissant passer la lumière), s'agissant notamment d'un grillage ou d'une claire-voie. *Exemples : palissade en bois, métal, plastique, vitre, ...*

- **Clôture non aveugle :** se dit d'une clôture constituée d'une grille ou claire-voie, avec ou sans soubassement. *Exemples : grilles, grillages. Une clôture constituée d'un muret surmonté d'une grille ou d'un grillage est considéré comme non aveugle.*

- **Enseigne :** au sens de l'article L.581-3 du Code de l'Environnement, constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Exemple :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Enseigne lumineuse : au sens de l'article R.581-59 du Code de l'Environnement, une enseigne lumineuse est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant…).

Enseigne rétroéclairée : enseigne éclairée à l'aide de diodes ou leds, placées à l'arrière des lettres de l'enseigne, de manière rapprochée afin de garantir un éclairage homogène.

Enseigne temporaire : au sens des articles R.581-68 à R.581-71 du Code de l'environnement, sont considérées comme enseignes ou pré-enseignes temporaires :

- les enseignes ou pré-enseignes signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois.
- les enseignes ou pré-enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissements, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que des enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Façade : face extérieure d'une construction. Peut concerner un bâtiment ou un mur de clôture.

Façade commerciale : Appelée aussi devanture de magasin, boutique ou devanture commerciale est une façade comportant la vitrine du magasin et l'ornementation du mur qui l'encadre.

Façade

Façade commerciale

Filin : câbles ou cordes minces.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Fresque : Une fresque ou peinture murale est une œuvre d'art peinte sur une surface permanente, de type mur, plafond, sol.

Dans la première moitié du 19ème siècle, la fresque apparait sous une forme moins artistique, la publicité murale (appelée aussi mur réclame) procédé commercial qui voit le jour autour de 1840, et restera très répandue jusqu'en 1950.

Lambrequin (de store) : Un lambrequin est le nom donné à la petite bande de tissu qui tombe à l'avant d'un store. Sa fonction est à la fois pratique et esthétique, il protège d'un soleil lumineux rasant en fin de journée et a aussi pour rôle de cacher l'armature métallique du store.

Marquise : terme désignant l'auvent vitré composé d'une structure métallique, au-dessus d'une porte d'entrée ou d'une vitrine.

Micro-affichage : Publicité d'une taille inférieure à 1 m², majoritairement apposée sur les murs ou vitrines des commerces.

Mobilier urbain : le mobilier urbain est une installation sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité par les usagers (poubelles, bancs publics, abris bus, ...). Le Code de l'Environnement reconnait à certains types de mobilier urbain la possibilité d'accueillir, à titre accessoire, de la publicité dans des conditions spécifiques :

- **Les abris destinés au public** ne peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de ces publicités puisse excéder 2 mètres carrés, plus 2 mètres carrés par tranche entière de 4,50 mètres carrés de surface abritée au sol. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces abris est interdite ;

- **Les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial** édifiés sur le domaine public peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de la publicité puisse excéder 6 mètres carrés. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces kiosques est interdite ;

- **Les colonnes porte-affiches** ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles ;

- **Les mats porte-affiches** ne peuvent comporter plus de deux panneaux situés dos à dos et présentant une surface maximale unitaire de 2 mètres carrés utilisable exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives ;

- **Le mobilier recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques** ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres.

Mur de clôture : ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

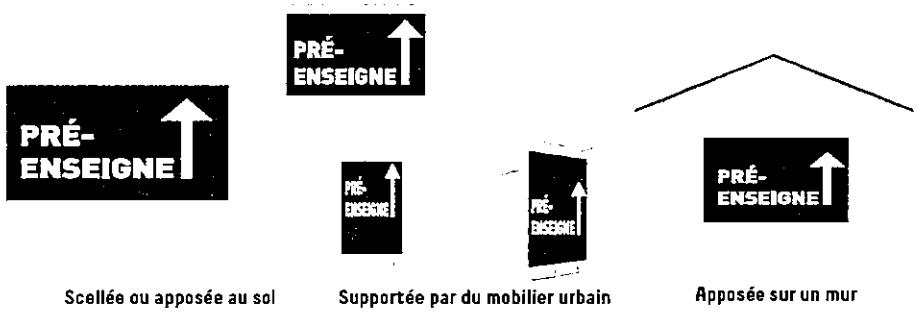
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ouverture : dans le présent règlement, les ouvertures correspondent à toutes les baies vitrées ou non, les portes d'entrée, arcades, passages ouverts, espaces de circulation sous porche et fenêtres.

Piedroit : Terme, synonyme de pilier, désignant les montants verticaux en maçonnerie situés de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Pré-enseigne : au sens de l'article L.581-3 du Code de l'environnement, constitue une pré-enseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Exemple :



Pré-enseigne dérogatoire : La pré-enseigne est dite dérogatoire lorsqu'elle est implantée au sol en dehors de l'agglomération et qu'elle permet de signaler l'un des éléments suivants :

- **Fabrication ou vente de produits du terroir par des entreprises locales**. Cela concerne les entreprises consacrant leur activité principale à la fabrication ou à la vente de produits traditionnels liés à un savoir-faire et à une identité culturelle locaux, fabriqués dans un secteur géographique délimité et identifié ayant un rapport avec l'origine du produit. Les produits du terroir ne se limitent pas aux produits alimentaires (ex : porcelaine, céramique, verrerie, vannerie, etc.) ;
- **Activités culturelles** (musées, salles de cinéma, de spectacles vivants, d'exposition d'arts plastiques). Cela ne comprend pas les surfaces de vente de produits culturels telles que les librairies, disquaires, ou galeries d'art ;
- **Monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;**
- **Opération et manifestation exceptionnelle à caractère culturel ou touristique**, à titre temporaire ;

Par ailleurs, la pré-enseigne dérogatoire doit respecter un certain format, c'est-à-dire 1 m en hauteur et 1,50 m en largeur maximum.

Pré-enseigne temporaire : voir enseigne temporaire.

Projection (enseigne ou publicité éclairée par) : se dit d'une enseigne ou publicité éclairée par des spots placée devant elle.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

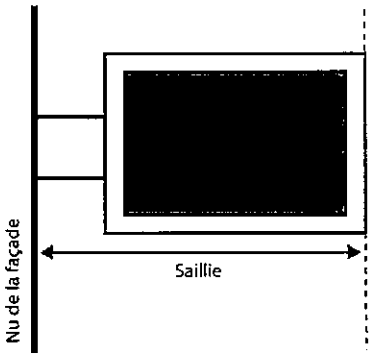
Projecteur Gobo : Un projecteur gobo, dont le terme dérive de l'anglais goes before optics, est une plaque métallique, sur laquelle est découpé, le plus souvent au laser, un motif. Il fonctionne comme un projecteur de diapositives. La source lumineuse, projette une image, un logo, une enseigne depuis la façade vers un endroit déterminé (sol, façade).

Publicité : au sens de l'article L.581-3 du Code de l'Environnement, constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités.

Exemple :

Publicité lumineuse : au sens de l'article R.581-34 du Code de l'environnement, il s'agit d'une publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Saillie : Terme désignant la distance qui sépare le dispositif débordant et le nu de la façade.



Service d'urgence : Se dit d'un service public portant secours aux personnes (pompiers, SAMU) ou assurant la sécurité des personnes (police nationale ou gendarmerie nationale).

Store : toile installée sur la devanture ou la terrasse d'un magasin, restaurant, commerce, pour protéger l'entrée ou la terrasse du soleil ou des intempéries, fixé en façade ou reposant sur un support à moins deux pieds.

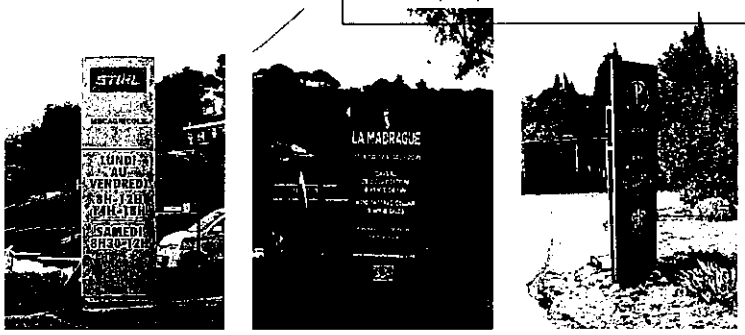
Terrasse tenant lieu de toiture : toiture plate.

Toiture : surface ou couverture couvrant la partie supérieure d'un bâtiment.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-1-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Totem : dispositif vertical, simple ou à double face, d'aspect monolithique, scellé ou posé au sol destiné à recevoir une ou plusieurs enseignes ou pré-enseignes.



Transparence (enseigne ou publicité éclairée par) : se dit d'une enseigne ou publicité éclairée par une source de lumière située à l'arrière de l'enseigne.

Unité foncière : ilot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

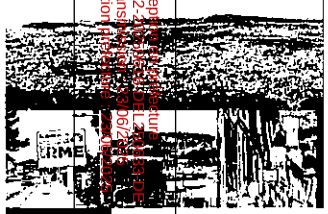
Voie ouverte à la circulation publique : au sens de l'article R.581-1 du Code de l'environnement, il s'agit d'une voie publique ou privée qui peut être librement empruntée, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif.

Vitrine : Devanture vitrée d'un local commercial ; espace ménagé derrière cette vitre, où l'on expose des objets à vendre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Publicité

Mise à jour du PLU



3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Reçu à la préfecture le 22/06/2021
Publié le 22/06/2021
ID : 083-218300622-20210622-DELIB2021123-DE

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP1 - Les espaces des vallons (hors agglomération, parc urbain, etc...)

Centre-ville

ZP2a - Secteur UV, hyper-centre de Toulon (quartiers Centre, Mourillon et Haut de Toulon)

ZP2b - Centre-ville Ouest

ZP2c - Centre-ville Est

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP3 - Tissus urbains de densité intermédiaire à dominante résidentielle

ZP4 - Tissus urbains de densité modérée à dominante résidentielle, à caractère aéré

Entrées de ville, axes clés de territoire

ZP5a - Les 2 avenues de la vallée du Gapeau (Hyères et Toulon)

ZP5b - Les boulevards des quais (Hyères et Toulon)

ZP5c - L'avenue de la République (Toulon)

ZP5d - Les axes structurants (Hyères)

ZP5e - Axes de l'Escaillon (Hyères) et Bâtie (Hyères/La Crau)

Zones économiques

ZP6a - Les zones d'activités économiques de moyenne importance (Hyères)

ZP6b - Les zones d'activités économiques de moyenne importance (Hyères) en secteur d'AVAP et paysager

ZP6c - Les zones d'activités économiques de moyenne importance (Toulon)

ZP6d - Les zones d'activités économiques de moyenne importance (Toulon) en secteur d'AVAP et paysager

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des zones qualifiées d'agglomérations au sens de l'article L.581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Périmètres de publicité restreinte au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article PQ 3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoine de l'Humanité

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites naturels 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles PQ 2 et 3

Cours d'eau

ENSEIGNE :

Périmètres où sont adaptées l'interdiction d'une enseigne non soumise à autorisé de l'AVAP ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

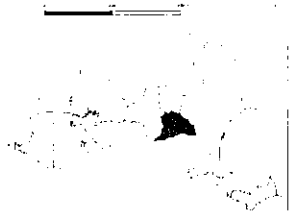
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoine de l'Humanité

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros



Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ
PRÉ-ENSEIGNES
ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans son paysage

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

HYÈRES LES PALMIERS

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1ap : Sites Patrimoniaux Remarquables, Centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique, noyaux villageois

ZP1b : Centres-villes élargis

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2L : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées descentralités villageoises

ZP3d : Les emprises portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon-Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique (hors agglomération)

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au L.581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article P0.3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles P0.4 et E0.3

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

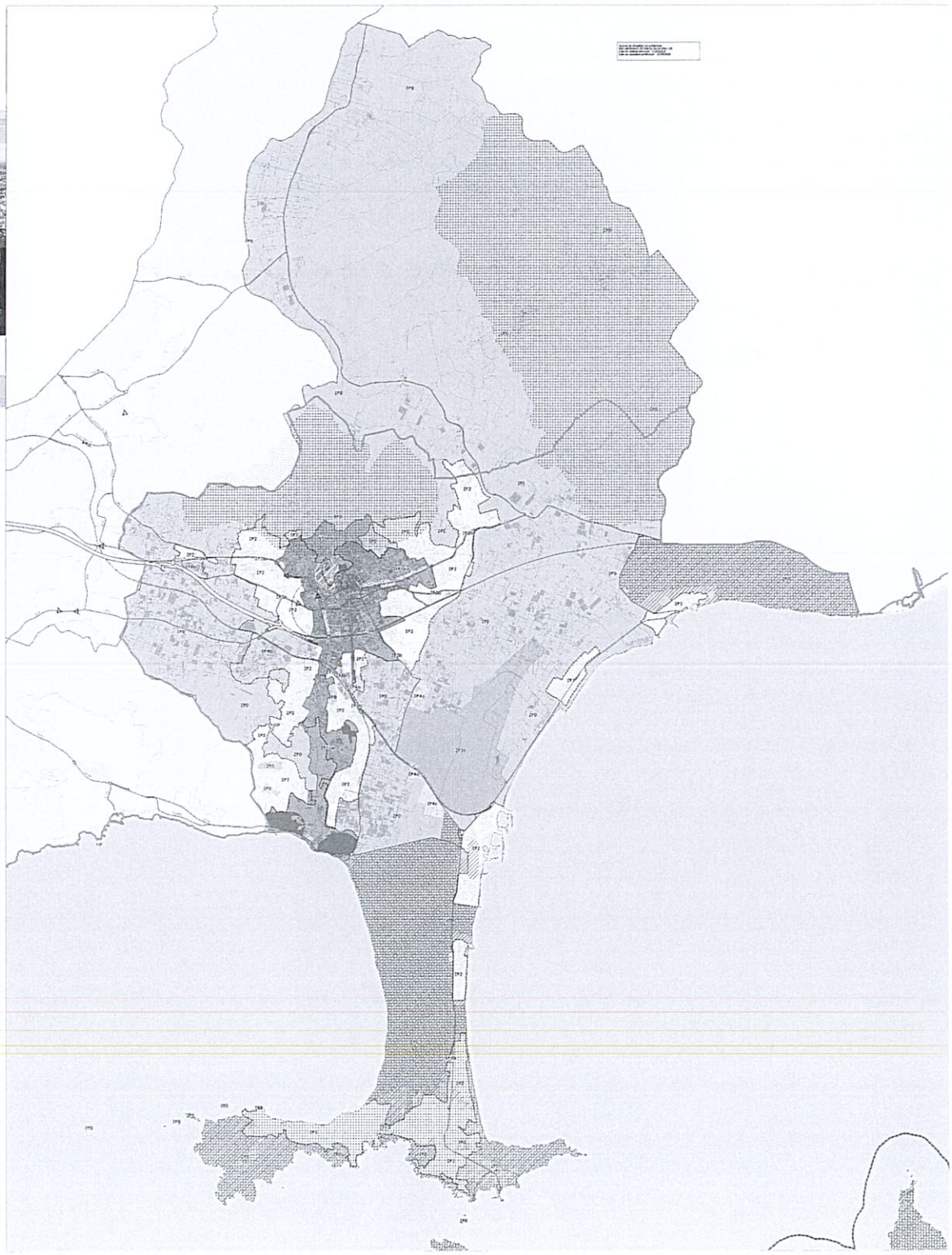
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

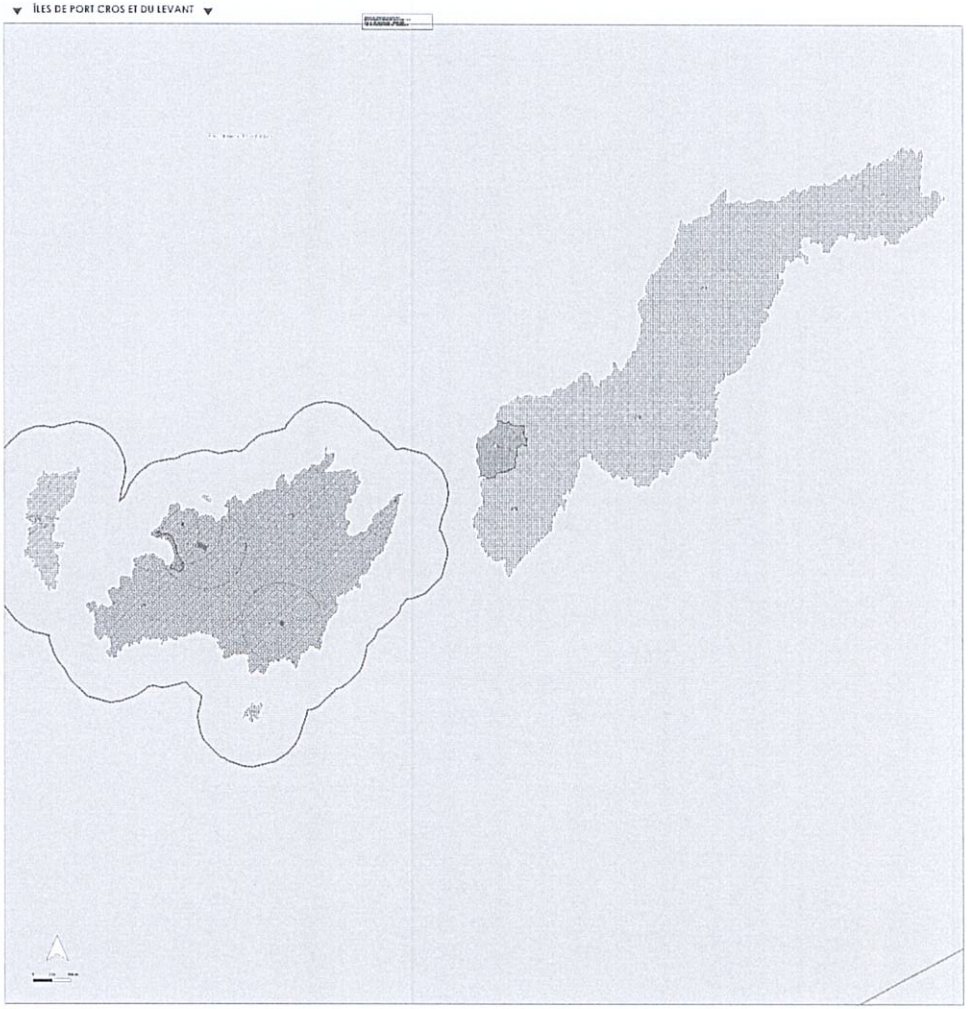
Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



Publicité
de la Métropole TPM

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Métropole Toulon Provence Méditerranée

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Zonage RLPI

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1ap : Les Patrimoniaux Remarquables, Centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique - noyaux villageois

ZP1b : Centres-villes élargis

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2t : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des zones urbaines structurantes

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées des centralités villageoises

ZP3d : Les emprises portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon-Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique hors agglomération

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au s. 581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article R6.1 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles R6.6 et L0 3

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres où sont demandés l'interdiction d'une enseigne est soumise à accord de l'autorité du Maire de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

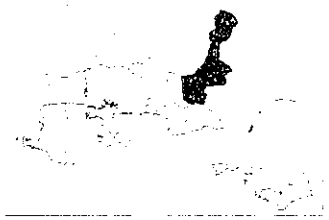
Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

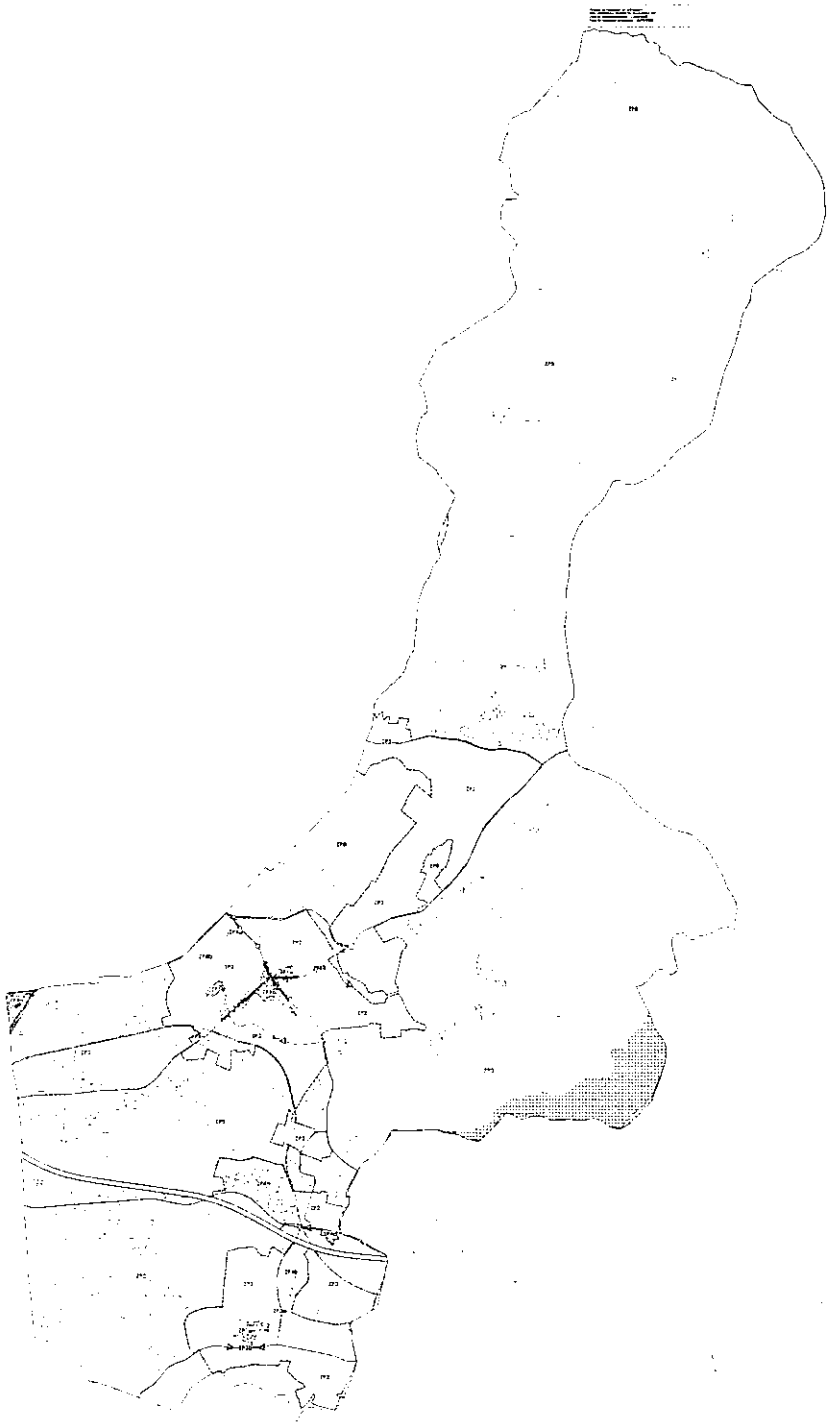
Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

0 500 1000 m





Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Publicité

Reçu sous le numéro de réception 083-218300622-20260618-DELIB2026_106-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Zonage RLPi

Cœurs de nature et prestigieux

ZP0 : Espaces protégés (hors agglomération, paysages, etc.)

Centres villes

ZP1a : Hyper-centre, centre historique, Mourillon, centres historiques et noyaux villageois

ZP1b : Centre et extension noyaux villageois

ZP1c : Centres – Sites élargis

Tissus urbains généralement à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP3 : Tissus urbains mixtes à dominante économique et secteur industriel

Entrées de ville, axes liés de transit

ZP4a : Les 3 avenues des entrées de ville

ZP4b : Les boulevards urbains et axes liés

ZP4c : Les entrées de ville secondaires (quartiers, hameaux)

ZP4d : Les entrées de ville

ZP4e : Autres axes (hors agglomération)

Zones économiques

ZP5a : Zones économiques mixtes

ZP5b : Zones économiques à dominante industrielle

ZP5c : Zones économiques à dominante commerciale

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomération (article L 581-7 du Code de l'Environnement)

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L 581-4 du Code de l'environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article L 581-8 du Code de l'environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L 581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article R 581-34 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles R6 & R7 du RLPi

Cône de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou de l'élu délégataire

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Règlement local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITE
PRE-ENSEIGNES
ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans son paysage

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

LA SEYNE-SUR-MER

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1sp : Sites Patrimoniaux Remarquables, Centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique, noyaux villageois

ZP1b : Centres-villes élargis

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2L : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées descentraintes villageoises

ZP3d : Les emprises portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon-Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique (hors agglomération)

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au L.581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article PD.3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites Inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles PD.4 et EQ.3

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

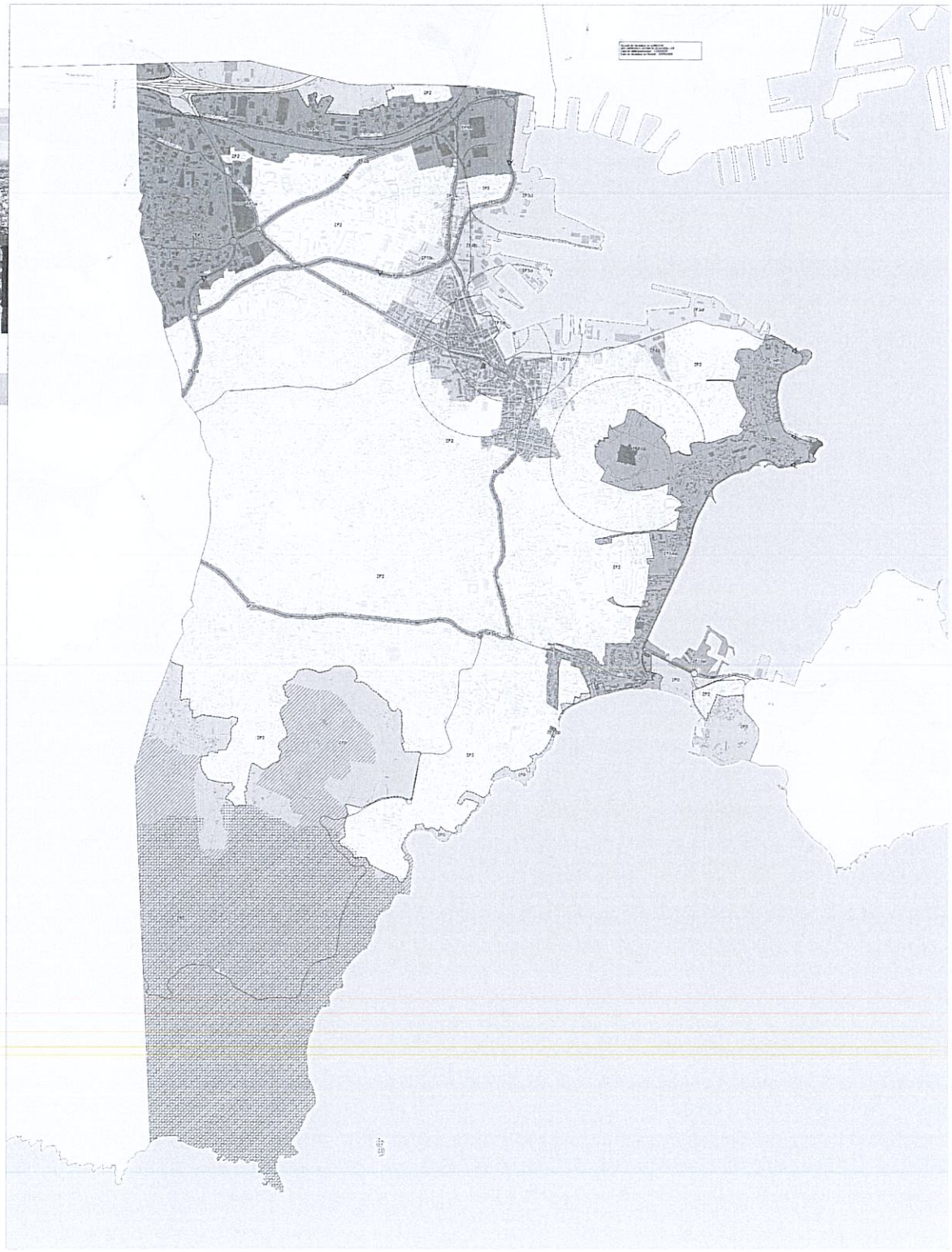
Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

0 500 1000 m



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DEL250626-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

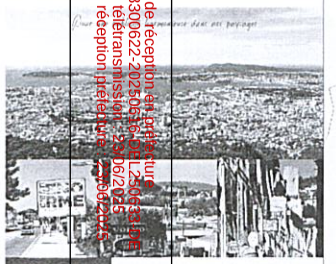
Règlement

PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

Publicité

de la Métropole TPM



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

LE PRADET

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1ap : Secteurs patrimoniaux remarquables, centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique, noyaux villageois

ZP1b : Centres villes élargis

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2L : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées descentralités villageoises

ZP3d : Les entrées portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique (hors agglomération)

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au L 581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L 581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R 581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L 581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article PO 3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles PO 4 et EE 3

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

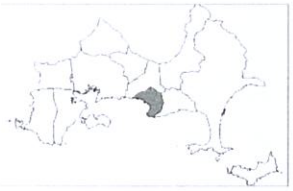
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

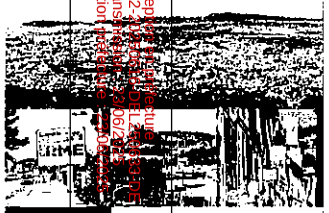
Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port Cros



Publicité

Objet de la décision : Accusé de réception - Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
Nature de la décision : Accusé de réception en préfecture
Date de décision : 21/06/2024
Date de réception préfecture : 21/06/2024



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Zonage RLPi

Cadre réglementaire

Centres villes

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

Espaces de ville, centres de quartiers

Zones économiques

PUBLICITE - Périmètres d'interdiction

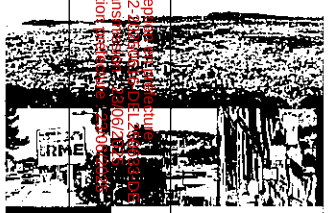
Hors agglomérations

En agglomérations

ENSEIGNE :

Publicité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DEL_2025_0106-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Zonage RLPi

Les espaces paysagers

Les espaces structurants (axes routiers, agglomérations, cours d'eau, etc.)

Caractère visible

Les espaces ouverts (vues lointaines, horizons, points de vue remarquables, etc.)

Les espaces moins ouverts (vues moyennes et intermédiaires)

Les espaces fermés (vues rapprochées)

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

Les espaces d'activités économiques et commerciales périphériques (zones d'activités, zones commerciales, etc.)

Entrées de ville, vitrines de territoire

Les entrées de ville

Les vitrines des zones d'activités économiques

Les vitrines des zones commerciales périphériques

Les vitrines des zones d'activités et équipements

Les entrées de ville

Les vitrines de la ville (hors zones d'activités économiques périphériques)

Zones touristiques

Les espaces touristiques (hébergements touristiques, campings, etc.)

Les espaces touristiques (hébergements touristiques, campings, etc.) à proximité du littoral

Les espaces touristiques (hébergements touristiques, campings, etc.) à proximité du littoral

Les vitrines touristiques (hors agglomérations)

PUBLICITE - Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations (cf. L. 581-7 du Code de l'environnement)

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L. 581-4 du Code de l'environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Hors des lieux admis par les dispositions de l'article R.581-22 du Code de l'environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement, et concernés par les dispositions de l'article R.581-30 du règlement

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdictions mentionnés aux articles P0.4 et D.3

Cours d'eau

ENSEIGNE :

Périmètres où une autorisation d'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'AMP ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

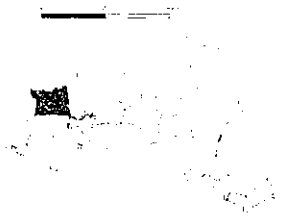
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

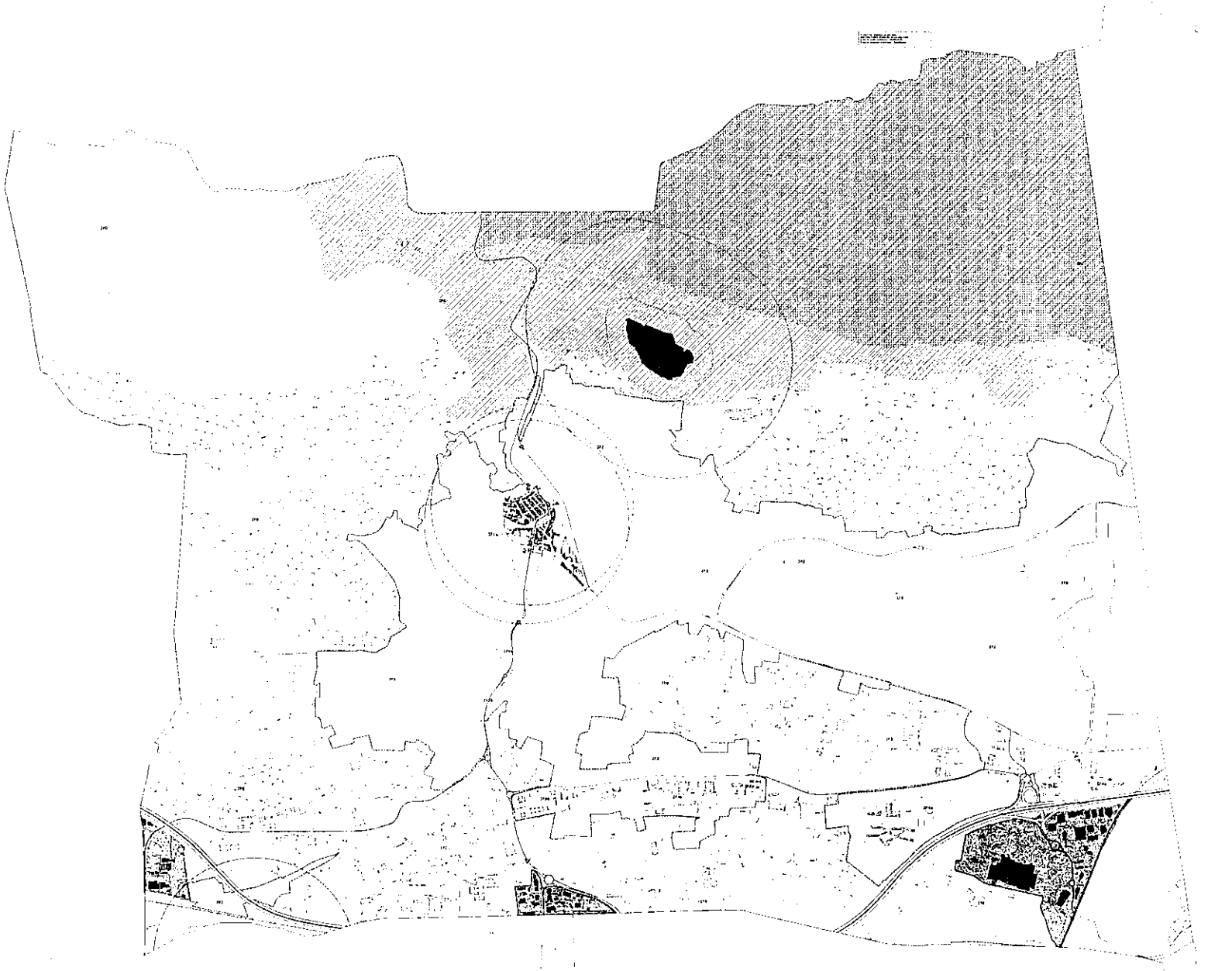
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

Dans le cœur du Parc National de Port-Cros





Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250625-DEL250625-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Règlement

Publicité

de la Métropole TPM

PUBLICITE

PRE-ENSEIGNES

ENSEIGNE

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

SAINT-MANDRIER-SUR-MER

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomération, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1cp : Sites patrimoniaux remarquables, centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique, noyaux villageois

ZP1b : Centres villes élargis

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2L : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées des centralités villageoises

ZP3d : Les emprises portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique (hors agglomération)

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au L 581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article PD.3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles PD.4 et ED.1

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

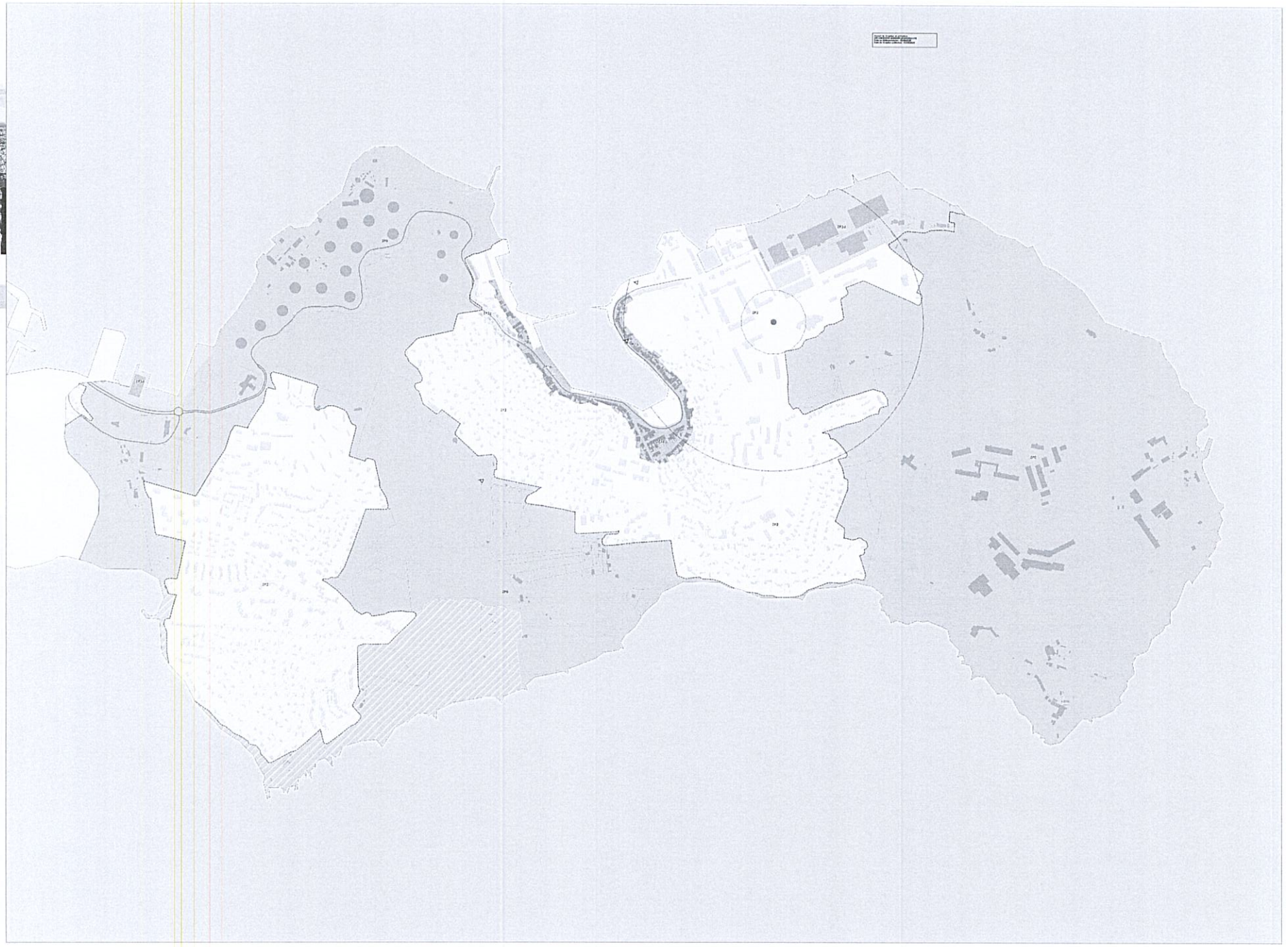
Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros



Règlement local de **Publicité** de la Métropole TPM

PUBLICITÉ
PRÉ-ENSEIGNES
ENSEIGNES

Pour une publicité harmonieuse dans son paysage

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

SIX-FOURS-LES-PLAGES

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP0 : Les espaces protégés (hors agglomérations, paysagers, etc...)

Centres-villes

ZP1ap : Sites Patrimoniaux Remarquables, Centres historiques et noyaux villageois

ZP1a : Centre historique, noyaux villageois

ZP1b : Centres-villes élargis

Tissus urbains périphérique à dominante résidentielle

ZP2 : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle

ZP2L : Tissus urbains mixtes à dominante résidentielle en secteur littoral

Entrées de ville, entrées de territoire

ZP3a : Les traversées des pôles urbains structurants

ZP3b : Les traversées des centralités urbaines

ZP3c : Les traversées descentralités villageoises

ZP3d : Les emprises portuaires

ZP3e : Aéroport Toulon-Hyères (Hors agglomération)

Zones économiques

ZP4a : Les zones économiques de rayonnement régional

ZP4ap : Les zones économiques de rayonnement régional en secteur d'intérêt paysager

ZP4b : Les zones économiques de rayonnement local

ZP4c : Les zones à dominante économique (hors agglomération)

PUBLICITE : Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations au L.581-7 du Code de l'Environnement

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité scellée au sol

Voies concernées par les dispositions de l'article R.581-31 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-4 du Code de l'Environnement, et concernés par les dérogations de l'article P0.3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles P0.4 et E0.3

Cônes de vue

ENSEIGNE :

Périmètres au sein desquels l'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'ABF ou du Préfet de région

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 100m)

Abords de monuments historiques (rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

Dans les sites classés

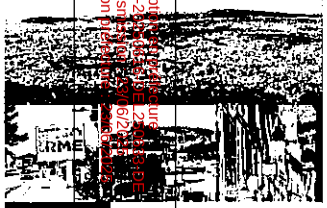
Dans le coeur du Parc National de Port-Cros

0 500 1 000 m

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Publicité

Accusé de réception - 083-218300622-20251015-DE15102025-DE
Date de télétransmission : 16/10/2025
Date de réception préfecture : 16/10/2025



3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Zonage RLPi

Les espaces protégés

ZP1 - Terrains ou parties de terrains à vocation dominante de parcs ou de jardins publics

Les centres villes

ZP11 - Secteur Patrimonial de Port-Cros

ZP12 - Centres historiques, noyaux villageois

ZP13 - Centres-villes

Les zones urbaines périphériques à dominante résidentielle

ZP21 - Tissu urbain à dominante résidentielle

ZP22 - Tissu urbain mixte à dominante résidentielle en secteur rural

Les zones d'activités, supports de commerces

ZP31 - Zones d'activités économiques

ZP32 - Zones commerciales

ZP33 - Zones d'activités économiques mixtes

ZP34 - Zones artisanales

ZP35 - Zones de projets (hors ZAC)

Les espaces naturels

ZP41 - Espaces naturels à caractère remarquable

ZP42 - Espaces naturels ordinaires

ZP43 - Espaces naturels à caractère remarquable en secteur rural

PUBLICITE - Périmètres d'interdiction

Hors agglomérations

La publicité est interdite en dehors des lieux qualifiés d'agglomérations (art. L581-7 du Code de l'Environnement)

En agglomérations

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-8 du Code de l'Environnement, et autorisés par les délibérations mentionnées à l'article P0.3 du règlement

Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Dans les sites classés

Dans le secteur du Parc National de Port-Cros

Interdiction de publicité sur RIP ouvert

Volets non couverts par les dispositions de l'article R.581-58 du Code de l'Environnement

Périmètres d'interdiction de publicité mentionnés à l'article L.581-8 du Code de l'Environnement, et autorisés par les délibérations mentionnées à l'article P0.3 du règlement

Aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros

Sites Patrimoniaux Remarquables

Abords de monuments historiques (PDA et Rayon de 500m)

Sites inscrits

Sites Natura 2000

Périmètres d'interdiction mentionnés aux articles P0.4 et P0.5

Loi littoral

ENSEIGNE :

Périmètres où une demande d'installation d'une enseigne est soumise à accord de l'AMP ou du Préfet de région

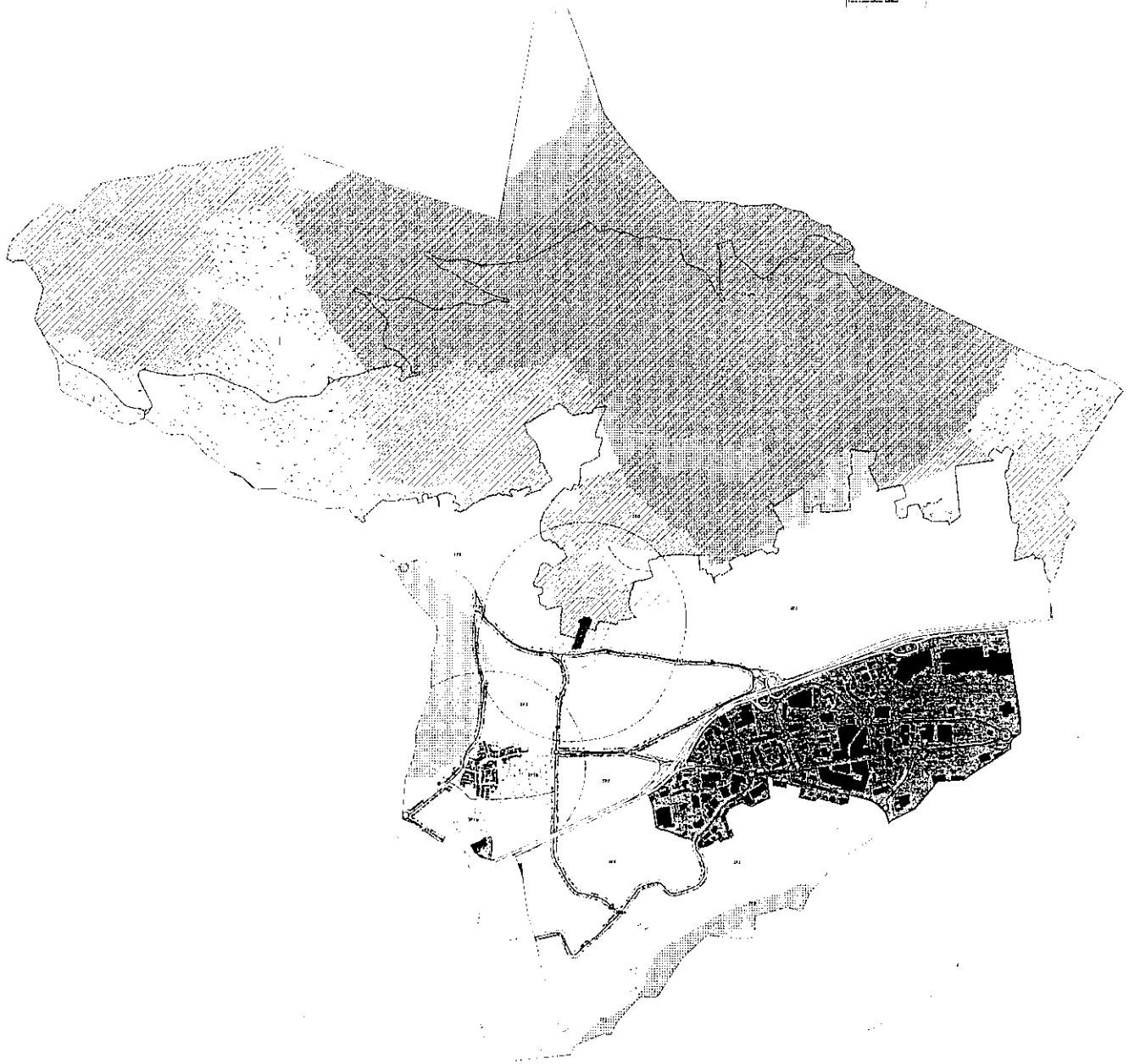
Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Abords de monuments historiques (PDA et rayon de 500m)

Sites Patrimoniaux Remarquables

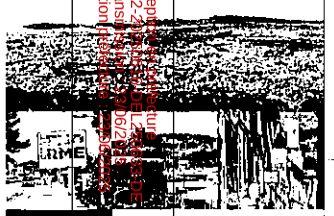
Dans et hors Usages

Dans le secteur du Parc National de Port-Cros



Publicité

Reçu à la préfecture
Date de réception préfecture : 22/06/2018
Date de télétransmission : 21/06/2018
ID : 218300622-218300622-20180621-DEL_2018_0122-DE



3.1 - DOCUMENTS GRAPHIQUES

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Zonage RLPi

Cœurs villes

Tissus urbains périphériques à dominante résidentielle

Entrées de villes, artères de transit

Zones économiques

PUBLICITE - Périmètres d'interdiction

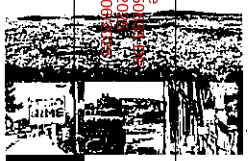
Hors agglomérations

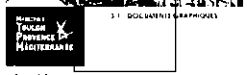
En agglomérations

ENSEIGNE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Publicité





Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

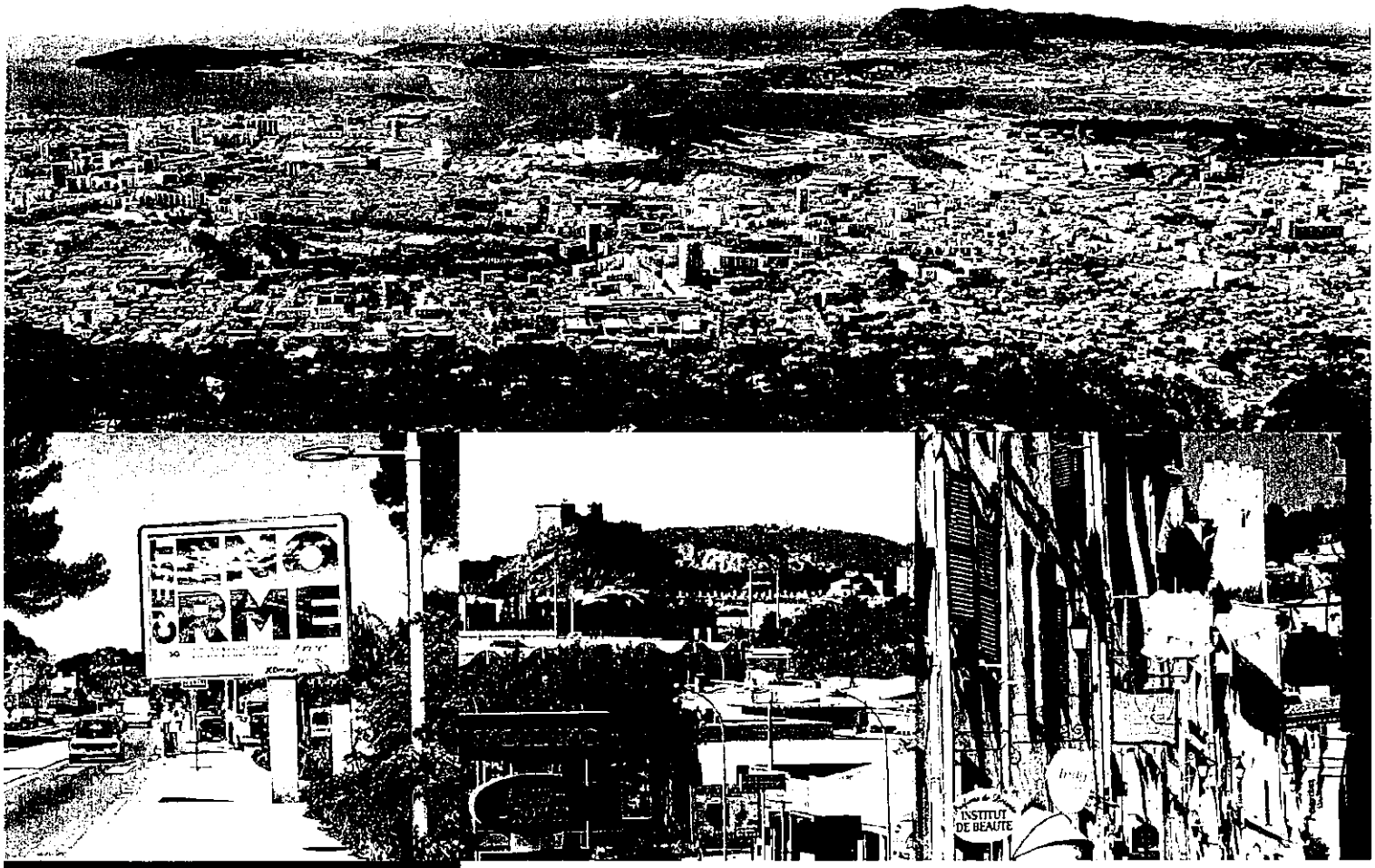
PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

Publicité

de la Métropole TPM

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ANNEXES

Élaboration du RLPi prescrite le 15/12/2020

Projet de RLPi arrêté le ../../....

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne.....3
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères..... 7
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau..... 200
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde..... 203
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La-Valette-du-Var..... 230
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet..... 234
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux..... 235
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules..... 240
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer..... 243
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages..... 246
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon..... 249
Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Seyne-sur-Mer..... 252

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans no

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250502-d30-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
VAR

ARRONDISSEMENT
TOULON

COMMUNE
CARQUEIRANNE

ARRETE n°A2019-571-T-DST

OBJET: ARRETE MUNICIPAL PERMANENT LIMITES DE L'AGGLOMERATION

BENEFICIAIRES: COMMUNE DE CARQUEIRANNE

Nous, Maire de la Ville de CARQUEIRANNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'arrêté A2015-152-T-DGS en date du 21 avril 2015, donnant délégation de fonction d'Adjoint au Maire à Alain GALIAN, pour tous documents, pièces et actes administratifs nécessaires à la bonne gestion de la Collectivité,
VU l'arrêté municipal n°2017-256-T-DGS en date du 15 mai 2017, donnant délégation de signature à la Directrice générale des services Nathalie PEINADO pour tous les arrêtés, actes ou décisions préparés par les services placés sous son autorité,
VU l'arrêté municipal n°A2016-002-T-DGS en date du 4 janvier 2016, donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint des Services Rodolphe SERY, pour tous les arrêtés, actes ou décisions préparés par les services de la Commune,
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213 4
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie signalisation d'indication ;
Considérant, que la zone agglomérée est à définir selon les articles si dessous ;

ARRETONS

ARTICLE 1

Les limites de l'agglomération de **CARQUEIRANNE**, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VOIE	Point repère Entrée d'agglo ou Fin d'agglo
RD 559 Ouest	PR 39 - 900 m
RD 559 Est	PR 42-500 m
VC avenue Beau Rivage	PR 0, intersection RD559
VC Chemin du Canebas	PR 0+ 1080m, intersection chemin des Peyrons
Boulevard du Professeur Richet	PR 0 intersection RD559
VC Chemin de la Benoite	PR 0 +1138 m, intersection lotissement de la Benoiste
VC Route du Vallon	PR 0 + 1900m, intersection entrée déchèterie

ARTICLE 2 :
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 :
Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 :
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de CARQUEIRANNE

ARTICLE 5 :
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 :
MM. le Maire de la commune de CARQUEIRANNE, M. le Président du Conseil Général du VAR (si une RD est concernée), le Lieutenant-Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de HYERES (dans toutes les zones), Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du VAR (pour la zone police), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7.
Les droits des tiers seront préservés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE8.
Ampliation du présent arrêté sera adressée aux Directions de la Collectivité concernées ou chargées de son application, fera, en fonction de sa nature, l'objet d'une publication ou d'une notification et sera, si nécessaire, adressée à Monsieur le Préfet du Var.

Fait à Carqueiranne, le 17 décembre 2019

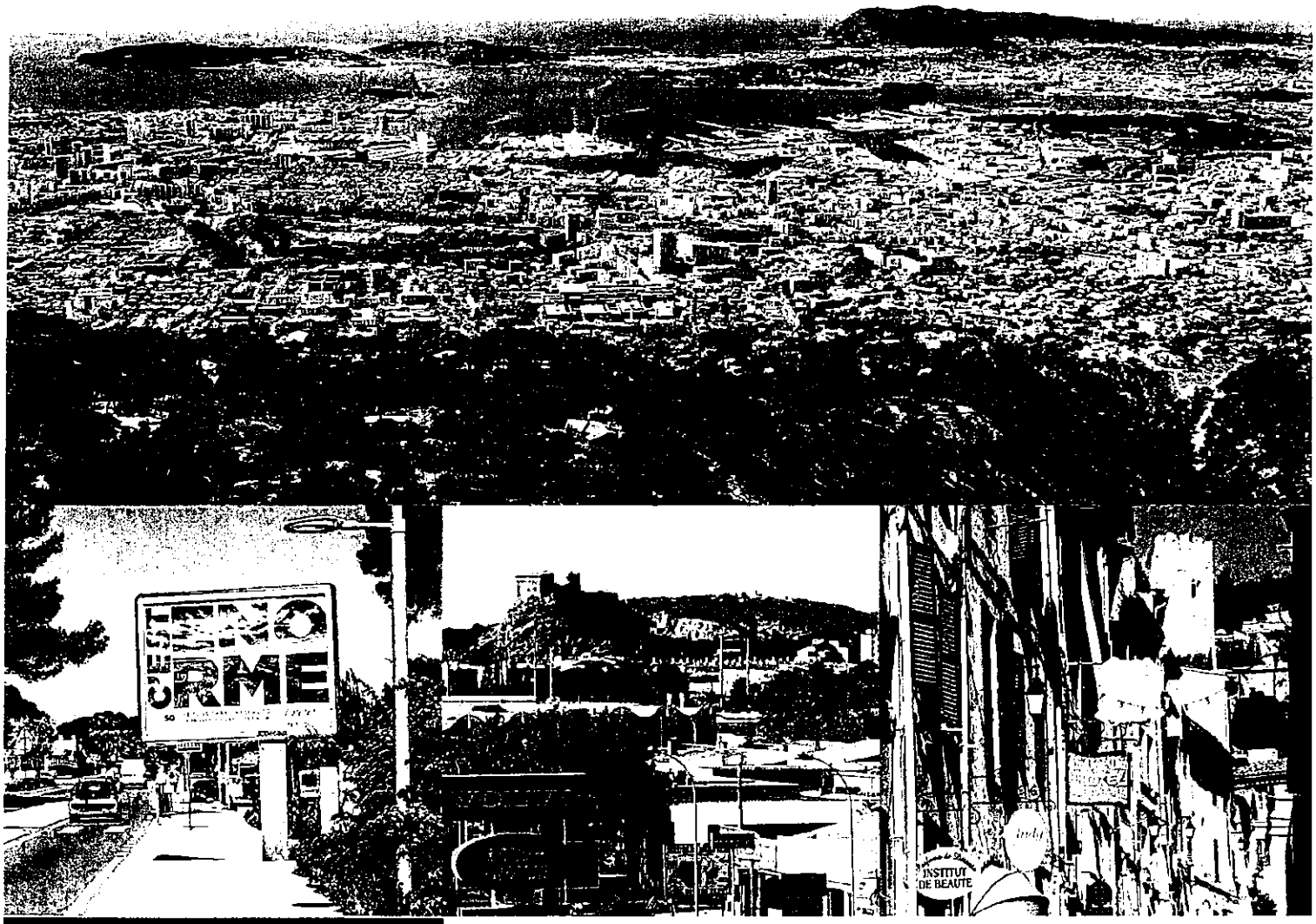
Robert MASSON
MAIRE de Carqueiranne

Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui a fait l'objet d'une notification.
Le présent acte peut faire l'objet d'un recours directement devant le Tribunal Administratif de TOULON ou via l'application informatique « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025



Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

N° 297

COMMUNE D'HYERES LES PALMIERS

DEPARTEMENT DU VAR
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS

POLICE MUNICIPALE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DANS L'AGGLOMERATIONPRINCIPALE

Réf : C/S n° 227/2024

Certifié exécutoire
HYERES le 26 MARS 2024
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L2213-2 à L2213-6.

VU Le Code Penal.

VU Le Code de la Route.

VU L'Arrêté Municipal n° 767 en date du 24 avril 2023 portant règlement général de la circulation et du stationnement dans l'agglomération principale et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété.

VU L'arrêté de délégation n° 1912 du 13 octobre 2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. THIEBAUD Rémy, 10ème Adjoint, dans les domaines suivants : Sécurité, Circulation, Stationnement, IMR, Démoustication, Santé

CONSIDERANT qu'il est apparu indispensable de codifier en un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la circulation et au stationnement dans l'agglomération principale d'HYERES LES PALMIERS,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'Arrêté Municipal n° 767 en date du 24 avril 2023 et les arrêtes ultérieurs qui l'ont modifié ou complété sont abrogés et remplacés par le présent Arrêté.

ARTICLE 2 : L'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'agglomeration principale de la Commune d'HYERES LES PALMIERS est régi par les dispositions du présent règlement. Elles complètent les dispositions générales du Code de la Route et s'appliquent à toutes les personnes empruntant ces voies : piétons, conducteurs de véhicules, d'engins ou d'animaux.

ARTICLE 3 : Les usagers doivent respecter, en toutes circonstances, les indications données par les agents chargés de la force publique et les personnes dûment habilitées à cet effet, ainsi que celles résultant de la signalisation établie en application des dispositions du Code de la Route et du présent règlement.

ARTICLE 4 : Le dépassement de tout véhicule est interdit en agglomération, sous reserve des dispositions du Code de la Route.

Accusé de réception en préfecture
083-218300697-20240326-497-AR
Date de télétransmission : 26/03/2024
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300697-20250623-666-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TABLE DES MATIERES

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

- LIMITES DE L'AGGLOMERATION PRINCIPALE..... Page 03
- REGLEMENTATION FOIRES ET MARCHES FORAINS..... Page 03.1

TITRE 2 – CIRCULATION

- LIMITATIONS DE VITESSE..... Page 04
- AXES PRIORITAIRES..... Page 05
- VOIES AVEC SIGNAL « STOP »..... Page 06
- VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »..... Page 07
- VOIES A SENS UNIQUE..... Page 08
- VOIES A CIRCULATION INTERDITE OU REGLEMENTEE..... Page 09
- PISTES ET BANDES CYCLABLES..... Page 10
- INTERDICTION DE TOURNER..... Page 11
- ITINERAIRES OBLIGATOIRES..... Page 12
- ZONE PIETONNE..... Page 13

TITRE 3 – STATIONNEMENT

- GENERALITES..... Page 14
- STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR HORODATEURS/PAR DISQUES..... Page 15
- LIVRAISONS..... Page 16
- STATIONNEMENTS RESERVES..... Page 17
- STATIONNEMENT INTERDIT..... Page 18
- STATIONNEMENT GENANT..... Page 19
- ARRET INTERDIT..... Page 20
- ZONE D'ENLEVEMENT DE VEHICULES..... Page 21

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE1-DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 5: LIMITES DE L'AGGLOMERATION PRINCIPALE

Les points caractéristiques suivants déterminent le périmètre de l'agglomération principale de la Commune d'HYERES LES PALMIERS à l'intérieur duquel sont applicables les dispositions du présent Arrêté :

Route de l'AEROPORT	→ 100 m à l'Est avec la Route de l'ALMANARRE.
Route de l'ALMANARRE	→ 100 m au sud de l'Allée NOTRE DAME.
Chemin de l'AMIRAL	→ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559).
Autoroute A 570	→ 10 m à l'Ouest du Carrefour Henri PETIT.
Avenue Alfred DECUGIS	→ à son intersection avec le Chemin du SOLDAT MACRI, côté Est.
Avenue de la FONT DES HORTS	→ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559).
Boulevard Maréchal JUIN	→ à son intersection avec le Chemin de la DEMI-LUNE. → à son intersection à l'Ouest du giratoire Maréchal JUIN.
Boulevard Général KOENIG	→ à son intersection avec le Chemin des CARRIERES.
Route des LOUBES (RD 276)	→ à 20 m du Rond Point SAINT-MARTIN.
Chemin de MACANY	→ 30 m à l'Est de son intersection avec le Chemin du SOLDAT MACRI.
Chemin du MOULIN PREMIER	→ à son intersection avec la déviation Est.
Chemin des NARTETTES	→ 20 m à l'Est de son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559).
Montée de NOAILLES	→ au niveau du n°22.
Route de NICE	→ 100 m à l'Est de son intersection avec le Carrefour giratoire du MOULIN PREMIER.
Voie OLBIA	→ au droit du Carrefour de l'AYGUADE, côté Est.
Rue de l'OLIVERAIE	→ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin du PERE ETERNEL ➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER, côté Est.
- Chemin du PLAN DU PONT ➔ après le lotissement LES COLLINES DE L'ORATOIRE et la Résidence SAINT-LOUIS.
- Chemin du ROUBAUD ➔ 200 m à l'Est de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
- Chemin de la SOURCE ➔ 200 m au Sud de son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276).
- Route de TOULON (RD 554) ➔ 50 m avant l'entrée de la caserne de Gendarmerie, P.K 8850.
- Vieux Chemin de TOULON ➔ à son intersection avec le Chemin de LA BAYORRE, côté Est.
- Chemin de la VERLAQUE ➔ 100 m au Sud de son intersection avec le Chemin du ROUBAUD.

ARTICLE 5 Bis :

1/ REGLEMENTATION FOIRES, MARCHES FORAINS

Le marché hebdomadaire du centre ville se déroulera tous les samedis matin de 5 h 00 à 15 h 30. La règlementation s'appliquera de la manière suivante :

a) La circulation sera interdite :

- Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre la Rue du Soldat BELLON et la Rue BROSSOLETTE (côté pair) et également dans sa partie comprise entre la Rue Jean AICARD et l'Avenue Edmond DUNAN (côté impair).
- Avenue Pierre MOULIS ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean Jacques PERRON et l'Avenue GAMBETTA.

b) Le stationnement sera interdit à tout véhicule étranger à l'organisation du marché et sera réservé aux véhicules des exposants de 5 h à 15h 30 de la manière suivante :

- Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Georges AURIC, des deux côtés.
- Parking DENIS ➔ en totalité, de 5h30 à 9h00 tous les samedis.

c) A 14 h 30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoiement. Les vendeurs se doivent de respecter les principes suivants :

- Toujours maintenir les emplacements en parfait état de propreté.
- Ne pas tuer, ni saigner, ni dépouiller ou vider des animaux sur les marchés.
- Entreposer leurs déchets sur leur emplacement, en respectant les consignes suivantes :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. Les huiles de cuisson devront être présentées à la collecte en bidons étanches et fermés de 10 L maximum.
2. Les déchets fermentescibles devront être conditionnés dans des sacs étanches et fermés.
3. Les autres détritus, tels que les papiers, plastiques, cintres, etc… devront être regroupés dans des sacs ou cartons fermés pour ne pas rester dispersés sur le sol ou s'envoler.
4. Les marchands de poissons, triperie, viandes ou volailles devront nettoyer leurs emplacements de manière à éliminer toutes salissures et/ou odeurs persistantes.

2/ REGLEMENTATION MARCHES PAYSANS

- Avenue GAMBETTA → ***tous les mardis*** tout au long de l'année, dans sa portion comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Edmond DUNAN,

- Place CLEMENCEAU (face à l'établissement L'Excelsior) → ***tous les jeudis*** du 15 avril au 30 septembre.

3/ REGLEMENTATION MARCHES « BIO »

- Avenue des ILES D'OR → ***tous les premiers samedis de chaque mois*** dans la partie zone piétonne.

Le stationnement des véhicules sera interdit, sauf pour les véhicules des exposants, tous les premiers samedis de chaque mois, de 5h00 à 15h30 :

- Avenue MOULIS → dans sa partie comprise entre l'Avenue des ILES D'OR et l'Avenue Jean Jacques PERRON.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE2-CIRCULATION

ARTICLE 6: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** à l'intérieur de l'agglomération définie à l'Article 6 ainsi que sur les voies ci-après définies :

- Chemin du PLAN DU PONT → entre la limite de l'agglomération et l'extrémité de la voie côté impasse.
- Chemin de la SOURCE → dans sa totalité.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Dans le périmètre suivant : partant de la Rue Sainte DOUCELINE vers l'Allée des Vignes VIERGES vers l'Allée des LAURIERS ROSES vers l'Allée des Grands CYPRES vers l'Allée des Grès ROSES et vers le Boulevard Olivier DE SERRE.
- Rue François ARENE → dans sa totalité.
- Avenue de D.BEAUREGARD → dans sa totalité.
- Allée Victor BELLAGUET → dans sa totalité.
- Allée Chemin BELLEVUE → dans sa totalité.
- Avenue Mario BENARD → partant du Rond Point Louis RAVIER aboutissant Rond Point Jean DEVOS (avec création d'un plateau traversant).
- Rue Jean BOUIN → sur 10 mètres depuis son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.
- Avenue Paul BOURGET → en totalité.
- Avenue de la 1ere DIVISION BROSSET → de l'angle avec la Rue NOCART, jusqu'au n°17 environ, avec création d'un plateau traversant devant le n°3.
- Avenue Edith CAVELL → de son intersection avec la Rue du GROS PIN, jusqu'à son intersection avec la Rue SAINT JACQUES avec mise en place d'un plateau traversant.
- Allée des CEDRES BLEUS → création d'un plateau traversant devant le n°6.
- Boulevard CHATEAUBRIAND → dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD	➔ création d'un plateau traversant au n° 22 à son intersection avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES.
↳ Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ dans sa totalité
↳ Rue Sainte DOUCELINE	➔ de son intersection avec l'Allée du MARATHON jusqu'au n°8.
↳ Avenue Général EISENHOWER	➔ en totalité.
↳ Chemin de l'EXCELSIOR	➔ sur la totalité de la voie jusqu'à son intersection avec la Rue Eugène BERRE.
↳ Rue du GROS PIN	➔ dans sa totalité.
↳ Rue HELIOTROPE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue des ILES D'OR	➔ partant du n° 42 (au niveau du rond point Rue SERE DE RIVIERE/Rue PILLEMENT) jusqu'à son intersection avec l'Avenue GODILLOT.
↳ Rue LAMARTINE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue Paul LONG	➔ entre le n° 8 et le n° 14 avec création d'un plateau traversant devant l'école.
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS jusqu'au n° 221 environ. ➔ partant de l'Avenue Pierre de COUBERTIN jusqu'au n° 1577, avec création de deux plateaux traversants.
↳ Rues Edouard MANET	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue des MARGUERITES	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin du MARTINET	➔ entre le n° 9 et l'Avenue Olbius RIQUIER.
↳ Rue du MATAFFE	➔ dans sa totalité.
↳ Boulevard MATIGNON	➔ dans sa totalité.
↳ Rue Henri MATISSE	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin des MAURETTES	➔ dans sa totalité.
↳ Boulevard et Traverse Frédéric MISTRAL, Traverse de la COLLINE	➔ dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue Jean MOULIN	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue NOCART	➔ du n°8 jusqu'au n°15, avec création d'un plateau traversant devant le n°10, sur 15 mètres environ.
↳ Rue de l'ORANGERIE	➔ en totalité.
↳ Boulevard D'ORIENT	➔ de son intersection avec l'Avenue MANGIN, jusqu'à 10 mètres avant son intersection avec le Boulevard MISTRAL.
↳ Traverse D'ORIENT	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin PORTE SAINT JEAN	➔ dans sa totalité.
↳ Boulevard PASTEUR	➔ du n°9 jusque devant le n°13, avec création d'un plateau traversant devant son intersection avec la Rue CLAUDE sur 13m environ.
↳ Rue Yann PIAT	➔ en totalité.
↳ Chemin du PLAN DU PONT	➔ entre l'arrêt d'autobus devant l'Ecole des MOUETTES et la Rue Guy COUFFE avec un ralentisseur devant l'accès principal du collège.
↳ Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ 50 m après la Caserne Vassoigne jusqu'à son intersection avec la Rue ZAMENHOF. ➔ du rond point Louis CARTIGNY jusqu'au n° 25.
↳ Avenue Pierre RENAUDEL	➔ de part et d'autre de l'accès à l'Ecole primaire GUYNEMER, avec plateau traversant. ➔ partant de la Rue de LA GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL.
↳ Rue Auguste RENOIR	➔ dans sa totalité.
↳ Rue E. REYER	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue Olbius RIQUIER	➔ entre le n° 24 et le Chemin du ROUBAUD, avec création d'un plateau traversant.
↳ Boulevard RIONDET	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin de la RITORTE	➔ partant de son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS, jusqu'à son intersection avec le Chemin des HAUTS DE HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Allée des Lauriers ROSES	➔ de son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES jusqu'au n°47.
↳ Chemin de la ROQUETTE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue de ROTTWEIL	➔ création d'un plateau traversant à son intersection partant de l'Allée Victor BELLAGUET, aboutissant au n° 549 (rue du Clos SAINT JEAN).
↳ Chemin du ROUBAUD	➔ partant du n° 182 et aboutissant au n°826, avec un ralentisseur à environ 50m de son intersection avec le Chemin de la VERLAQUE, ainsi que deux coussins berlinois au n°810
↳ Rue Gustave ROUX	➔ entre l'Avenue Edith CAVELL et la Rue Jean MOULIN.
↳ Rue SAINT-EXUPERY	➔ sur la totalité de la voie avec deux ralentisseurs devant l'école.
↳ Avenue Geoffroy SAINT-HILAIRE	➔ entre le bâtiment G de la Résidence SAINT-LOUIS et le n° 12 avec plateau surélevé.
↳ Chemin SAINT-LAZARE	➔ entre le Chemin Soldat MACRI et le n° 104.
↳ Chemin SAINT-MARTIN	➔ entre le débouché de la passerelle au-dessus de l'autoroute et l'Avenue Paul BOURGET.
↳ Avenue de la SAUVETTE	➔ au niveau du plateau surélevé situé au carrefour Rue des GIROFLEES/ Rue des GRILLONS / Avenue de la SAUVETTE.
↳ Boulevard Olivier de SERRE	➔ du n°25 jusqu'à son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES, avec plateau traversant. ➔ du n°1 jusqu'à devant le n°5 avec création d'un plateau traversant à son intersection avec l'Allée des JASMINS sur une dizaine de mètres en direction du Sud.
↳ Rue SERE de RIVIERE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue TAGNARD	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue Ambroise THOMAS	➔ partant de son intersection avec la Rue Edouard BRANLY aboutissant au n°826 Chemin du ROUBAUD, avec création de deux plateaux traversants, un devant le n°29 et un devant l'entrée du Parc OLBIUS RIQUIER, et création de quatre coussins berlinois, deux au niveau du n° 810 Chemin du Roubaud, et deux au n°42 av. A. THOMAS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin de la VERLAQUE ➔ partant de son intersection avec le Chemin du ROUBAUD et aboutissant au n° 134, sortie d'agglomération.

↳ VIEILLE VILLE ➔ dans un périmètre délimité :

- au nord par l'intersection Montée de NOAILLES / Rue SAINT PIERRE.
- à l'Est par les intersections Rue du REMPART/Rue BOURGNEUF/Avenue Paul LONG et Rue de la REPUBLIQUE/Cours de STRASBOURG.
- au sud-est par l'intersection Rue MASSILLON/Avenue Général DE GAULLE/Place CLEMENCEAU.
- au sud par l'intersection Avenue GAMBETTA/Avenue Joseph CLOTIS.
- au sud-ouest par les intersections Avenue des ILES D'OR/Rue Pierre MOULIS/Porte FENOUILLET et Avenue des ILES D'OR/Rue de LIMANS/Rue LAMALGUE.
- à l'ouest par l'intersection Montée SAINTE CROIX/Place CAFABRE.

↳ Allée des VIGNES VIERGES ➔ entre l'Allée des GRES ROSES et l'Allée des LAURIERS ROSES avec mise en place d'un plateau traversant.

↳ Chemin de la VILLETTE ➔ entre l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE et le n° 320 avec mise en place d'un plateau traversant.

↳ Rue Saint VINCENT ➔ en totalité, avec création d'un plateau traversant.

↳ Rue ZAMENHOF ➔ entre l'Avenue du QUINZIEME CORPS et le n°6, avec création d'un plateau traversant.

3. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **20 Km/h** :

↳ Avenue Joseph CLOTIS ➔ partant de l'Avenue Maréchal FOCH et aboutissant à l'Avenue GAMBETTA.

↳ CENTRE ANCIEN

↳ Rue SAINT JOSEPH ➔ en totalité.

Une « **ZONE DE RENCONTRE** » telle que définie à l'article R110-2 du Code de la Route est créée dans le Centre Ancien, délimitée de la manière suivante :

Entrées et sorties : Rue BOURGNEUF.

Sortie : Rue LAMALGUE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les voies suivantes sont comprises dans la Zone de Rencontre :

- Rue BARBACANE.
- Rue BOURGNEUF.
- Rue de la CROIX.
- Rue LAMALGUE.
- Rue SAINT ESPRIT.
- Rue SAINT PAUL.
- Place SAINT PAUL.

Les prescriptions et aménagements suivants seront appliqués :

- La vitesse des véhicules y est limitée à **20 KM/H** sur l'ensemble de la Zone de Rencontre.
- Les piétons sont autorisés à circuler sur la chaussée sans y stationner et bénéficient de la priorité sur les véhicules.
- Les entrées et sorties de la Zone de Rencontre seront signalées en jaune (pépite de couleur au sol) et par une signalisation verticale par des panneaux réglementaires.

4. Une « **ZONE 30 KM/H** » est créée et délimitée à l'intérieur du périmètre suivant :

Avec mise en place de panneaux indiquant l'entrée et la sortie de la zone à 30km/h.

Avenue VICTORIA (en totalité) ➔ **Avenue Maréchal GALLIENI** (en totalité) ➔**Avenue PILLEMENT** (en totalité)) ➔ **Avenue des ILES D'OR** (partant de son intersection avec la Rue E. WARTHON aboutissant à son intersection avec la Rue Pierre MOULIS) ➔ **Rue Pierre MOULIS** (en totalité) ➔ **Avenue Jean Jacques PERRON** (en totalité) ➔**Avenue Ambroise THOMAS** (partant de l'Avenue Joseph CLOTIS aboutissant Avenue Léopold RITONDALE).

Chemin DEMI LUNE (de son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN aboutissant Rue des CITRONNIERS) ➔ **Rue des CITRONNIERS** (en totalité) ➔ **Rue Jules MASSEL** (en totalité) ➔ **Avenue de la PAIX** (en totalité) ➔ **Avenue des Nations UNIES** (en totalité) ➔**Avenue Alexis GODILLOT** (du rond point Fontaine GODILLOT jusqu'à son intersection avec l'Avenue des ILES D'OR) ➔ **Avenue des Iles d'OR** (de son intersection avec l'Avenue Jean NATTE jusqu'à son intersection avec l'avenue Victor HUGO) ➔ **Avenue RIONDET** (en totalité) ➔ **Avenue de TOULON** jusqu'à son intersection avec la Rue EUGENIE) ➔ **Rue EUGENIE** (jusqu'à son intersection avec la Rue Yann PIAT) ➔ Rue A. **MALRAUX** (en totalité).

Avenue de BELGIQUE (en totalité) ➔**Place Maréchal JOFFRE** ➔**Avenue Aristide BRIAND** ➔**Rue du Soldat FERRARI** (de son intersection avec la Rue CURIE aboutissant Avenue Alphonse DENIS) ➔**Rue CURIE** ➔**Rue CLAUDE** ➔ **Avenue Alphonse DENIS** (en totalité)➔**Rue CASTELNAU**➔**Avenue MANGIN** ➔ **Rue BOURNAZEL** ➔**Rue du Docteur ROUX SEIGNORET** ➔ **Cours STRASBOURG** ➔**Place CLEMENCEAU**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 7: AXES PRIORITAIRES

En raison de l'importance du trafic sur certaines voies, il est apparu nécessaire de privilégier certains accès par rapport aux voies affluentes, lesquelles comportent, à leur débouché sur la voie privilégiée, soit un signal « STOP » (temps d'arrêt obligatoire), soit un signal « CEDEZ LE PASSAGE » (y compris aux carrefours équipés de feux de signalisation). Les axes prioritaires sont les suivants :

- Avenue Paul BOURGET.
- Avenue Aristide BRIAND.
- Avenue Première Division BROSSET.
- Avenue Edith CAVELL.
- Avenue Joseph CLOTIS.
- Montée de COSTEBELLE.
- Avenue DE LATTRE DE TASSIGNY.
- Avenue Alphonse DENIS.
- Avenue Général EISENHOWER.
- Avenue Maréchal FOCH.
- Avenue de la FONT DES HORTS.
- Avenue GAMBETTA.
- Avenue Alexis GODILLOT (R.D 554 en partie).
- Avenue du HUIT MAI → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean MOULIN et l'Avenue Ambroise THOMAS.
- Avenue des ILES D'OR → dans sa partie comprise entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue RIONDET.
- Avenue Maréchal LYAUTEY.
- Avenue Jean MOULIN.
- Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559 bis).
- Rue Pierre MOULIS. → dans sa partie comprise entre l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR.
- Voie OLBIA.
- Avenue du QUINZIEME CORPS.
- Avenue RIONDET (R.D 554).
- Avenue de ROTTWEIL.
- Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559).
- Rue du SOLDAT BELLON.
- Avenue Ambroise THOMAS.
- Avenue de TOULON (R.D 554).
- Avenue VICTORIA.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 8: SIGNAL « STOP »

Tout conducteur circulant sur une voie comportant un panneau « STOP », doit marquer un temps d'arrêt obligatoire à la limite de la chaussée abordée.

Il doit céder le passage aux véhicules circulant sur la ou les autres voies, et ne s'engager qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans danger :

↳Route de l'ALMANARRE	➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE, en direction du Chemin de la VILLETTE.
↳Impasse des ANEMONES	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN.
↳Rue François ARENE	➔ à son intersection avec l'Avenue VICTORIA.
↳Chemin de l'AUFRENE	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON.
↳Allée AUREA	➔ à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS.
↳Impasse Pierre BARBESANT	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL.
↳Rue BARNFOUD	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Traverse Victor BASCH	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH et avec l'Avenue RIONDET.
↳Chemin de BEAUVALLON BAS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Allée Victor BELLAGUET	➔ à son intersection avec le Chemin de BELLEVUE. ➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL.
↳Chemin de BELLEVUE	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR.
↳HLM BELLEVUE (Voie de contournement du Bât P)	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR.
↳Rue BONNEFOY	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue Jean BOUIN	➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS. ➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET.
↳Rue Edouard BRANLY	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Rue BREST	➔ à son intersection avec les Rues Jean AICARD et de PROVENCE, et de part et d'autre.
↳Rue des BUISSONS ARDENTS	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE, et avec l'Avenue de TOULON.
↳Lotissement LA BURLIERE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI.
↳Allée des CEDRES BLEUS	➔ à son intersection avec le Boulevard de la LAZARINE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳CENTRE HOSPITALIER GENERAL (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le ~~Boulevard Maréchal JUIN.~~
↳Rue Paul CEZANNE	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET.
↳Rue des CITRONNIERS	➔ à son intersection avec la Rue Jules MASSEL.
↳Rue CLAUDE	➔ à son intersection avec le Boulevard PASTEUR.
↳Rue des CLEMATITES	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.
↳Avenue des COMBATTANTS en AFN	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON.
↳Rue Guy COUFFE	➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL.
↳Avenue des DASYLARIUMS	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON. ➔ à son intersection avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES.
↳Rue Henri DE BOURNAZEL	➔ à son intersection avec l'Avenue Alphonse DENIS.
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ à son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN, des deux côtés. ➔ en bout de piste cyclable pour la traversée du Chemin de la DEMI-LUNE à hauteur du n° 2.
↳Allée Marie DES LIONS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON.
↳Allée George DUSSAUGE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue de l'ETENDARD	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276).
↳Rue EUGENIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Chemin du FENOUILLET	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Impasse Soldat FERRARI	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI.
↳Collège Jules FERRY (Parking)	➔ à son intersection avec la Rue André MALRAUX.
↳Gymnase Jules FERRY (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE, et des deux côtés.
↳Rue Hippolyte FONTAINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559).
↳Chemin de la FONT DE L'ANGE	➔ à son intersection avec la Place Vicomtesse de NOAILLES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Résidence de la FONT DE L'ANGE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MARTINET.
↳Chemin de la GALINETTE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ a son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET.
↳Rue du GRAND MARCHE	➔ a son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET.
↳Allée des GRANDS CYPRES	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Rue du GROS PIN	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL.
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳HAMEAU DU MOULIN PREMIER (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Allée des HIBISCUS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Rue Victor HUGO	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE.
↳Lotissement LES JARDINS DE L'AUFRENE et ZAC DU SOLEIL (Voies de sortie)	➔ à leur intersection avec la future voie de liaison entre l'Avenue Maréchal LECLERC et le Chemin de la DEMI-LUNE.
↳Place Maréchal JOFFRE	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean JAURES.
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ à son intersection avec la bretelle de l'autoroute (A 570).
↳Rue Paul LANGEVIN	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Rue Philémon LAUGIER	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276).
↳Allée des LAURIERS ROSES	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Rue de la LAZARINE	➔ à son intersection avec l'Avenue NOCART. ➔ à son intersection avec le Boulevard de la LAZARINE.
↳Boulevard de la LAZARINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET. ➔ à son intersection avec la Rue de la LAZARINE.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI.
↳Rue Paul LONG	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET.
↳Impasse des LYS	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI.
↳Rue Paul LONG	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET.
↳Impasse des LYS	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.
↳Chemin de MACANY	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI, des deux côtés.
↳Chemin Soldat MACRI	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS. ➔ à son intersection avec le Chemin SAINT LAZARE.
↳Rue André MALRAUX	➔ à son intersection avec le Chemin de la DEMI-LUNE.
↳Rue Edouard MANET	➔ à son intersection avec la Rue Henri MATISSE, dans le sens descendant avec installation d'un miroir.
↳Parc de la MARQUISE	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL pour les utilisateurs de la voie verte.
↳Chemin du MARTINET	➔ à son intersection avec l'Avenue Olbius RIQUIER.
↳Rue du MATAFFE	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR, et avec le Chemin de BELLEVUE.
↳Rue MATIGNON	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul LONG.
↳Rue Henri MATISSE	➔ à son intersection avec la Rue Edouard MANET.
↳HLM des MAURELS (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFN et avec la Rue des PEUPLIERS.
↳Chemin des MAURELS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Chemin des MAURETTES	➔ à son intersection avec le Chemin de la Porte SAINT JEAN
↳Traverse MICHELET	➔ à son intersection avec l'Avenue VICTORIA.
↳Rue MICHELET	➔ à son intersection avec la Rue Pierre BROSSOLETTE.
↳Boulevard Frédéric MISTRAL	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON. ➔ à son intersection avec le Boulevard D'ORIENT.
↳Rue Jean MONNET	➔ à son intersection avec le Chemin du MARTINET.
↳Traverse des MURIERS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Traverse des NARTETTES	➔ à son débouché avec la sortie du parking de l'ESPACE 3000.
↳Contre-Allée Jean NATTE	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-246300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Jean NATTE	➔ à son intersection avec la Rue des CITRONNIERS et le Chemin de la DEMI-LUNE. ➔ à son intersection avec la Rue Victor HUGO. ➔ à son intersection avec la Rue Jules MASSEL et l'Avenue Maréchal LECLERC
↳Route de NICE (Contre-allée)	➔ à son intersection avec la Route de NICE.
↳Montée de NOAILLES	➔ à son intersection avec la Rue Paul LONG.
↳Avenue NOCART	➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET. ➔ à son intersection avec le Boulevard NOCART.
↳Boulevard d'ORIENT	➔ à son intersection avec la Rue Général MANGIN et la Rue de VERDUN. ➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND.
↳Avenue de la PAIX	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Lotissement LE PETIT GRES (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Rue des PEUPLIERS	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE.
↳Rue Yann PIAT	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE.
↳Traverse du PLAN DU PONT	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳POSTE HYERES PRINCIPALE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec la Rue Edouard BRANLY.
↳Impasse du PRINTEMPS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Rue Léonce PUSTEL	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN.
↳Rue Ernest REYER	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Avenue RIONDET	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET pour les véhicules tournant à gauche en direction de la Rue Victor BASCH.
↳Rue du ROCHER	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON.
↳Lotissement la ROSERAIE DES GRES (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Chemin du ROUBAUD	➔ à son intersection avec l'Avenue Olbius RIQUIER, côté impasse. ➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS, côté ouest. ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean MOULIN pour les utilisateurs de la piste cyclable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Gustave ROUX	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL. ➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE pour les utilisateurs de la piste cyclable et avec l'Avenue Jean MOULIN pour les automobilistes et les utilisateurs de la piste cyclable.
↳Collège Gustave ROUX (parking voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Rue Charles SAINT	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Rue SAINT EXUPERY	➔ à son intersection avec l'Avenue Général EISENHOWER.
↳Rue SAINT JACQUES	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue SAINT JOSEPH	➔ à son intersection avec les Rues de l'ORANGERIE et SAINT VINCENT, des deux côtés.
↳Chemin SAINT-MARTIN	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable. ➔ à son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN.
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN.
↳Lotissement Victor et Jean SALUSSE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue SERE DE RIVIERE	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue Vincent SCOTTO	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN.
↳Rue Georges SIMENON	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Résidence LES TAMARIS (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Allée des OLIVIERS.
↳Avenue Ambroise THOMAS (Contre-allée)	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS, côté sud.
↳Vieux Chemin de TOULON	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD pour les utilisateurs de la piste cyclable. ➔ pour les propriétés privées situées aux numéros 70, 428 et 480 à leur débouché sur la piste cyclable et sur le Vieux Chemin de TOULON.
↳Chemin du VENADOU	➔ à son intersection avec le Chemin de la RITORTE.
↳Allée des VIGNES VIERGES	➔ à son intersection avec le Chemin du PERE ETERNEL.
↳Chemin de la VILLETTE (R.D 276)	➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559).
↳Chemin du VIVIER	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Olivier VOUTIER ➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés.
➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL.

↳Rue Docteur ZAMENHOF ➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 9: SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les panneaux placés aux intersections équipées de feux tricolores n'ont de valeur que lorsque les feux ne fonctionnent pas ou n'émettent qu'un clignotant jaune.

Les voies sur lesquelles les conducteurs doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

Autoroute A 570	→ à son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT.
Rue Jean AICARD	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA.
Rue Prince ALBERT	→ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue VICTORIA / Rue HELIOTROPE.
Rue ALLEGRE	→ à son intersection avec l'Avenue Maréchal LYAUTEY.
Rue Georges AURIC	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA.
Rue Victor BASCH	→ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R.D 554).
Rue Soldat BELLON	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA. → à son intersection avec le Rond-Point BEAUREGARD.
Rue Eugène BERRE	→ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR.
Rue de la BLOCARDE	→ à son intersection avec la Rue SAINT EXUPERY.
Impasse Paul BOURGET	→ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET.
Avenue Première Division BROSSET	→ à son intersection avec le carrefour giratoire Général EISENHOWER / Pierre DE COUBERTIN. → à son intersection avec le carrefour giratoire de la LAZARINE.
Rue Pierre BROSSOLETTE	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA.
Rue des CAPUCINES	→ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE.
Impasse du CASINO	→ à son intersection avec l'Avenue Jean JAURES.
Rue CASTELNAU	→ à son intersection avec l'Avenue Général MANGIN.
Rue Alexandre CASTUEIL	→ à son intersection avec la Rue du Soldat BELLON.
Avenue Edith CAVELL	→ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
Boulevard CHATEAUBRIAND	→ à son intersection avec le Chemin de la RITORTE.
Place Georges CLEMENCEAU	→ à son intersection avec l'Avenue Alphonse DENIS.
Rue du CLOS SAINT-JEAN	→ à son intersection avec la Rue Guy COUFFE.
Avenue Joseph CLOTIS	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des COMBATTANTS EN AFN	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON. ➔ à son intersection avec l'Avenue des DASYLARIUMS pour les utilisateurs de la piste cyclable et des deux côtés.
↳Rue Guy COUFFE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Général EISENHOWER / Première Division BROSSET.
↳Avenue Alfred DECUGIS	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec le Chemin SOLDAT MACRI et des deux côtés.
↳Avenue Andrée DE DAVID BEAUREGARD	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT. ➔ à son intersection avec le Rond-Point BEAUREGARD.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ à son intersection avec la Rue André MALRAUX pour les utilisateurs de la piste cyclable et des deux côtés.
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la LAZARINE.
↳Place Henri DUNANT	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul LONG.
↳Avenue Edmond DUNAN	➔ à son intersection avec la Place Théodore LEFEBVRE.
↳Lotissement EDEN PARK (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET.
↳Avenue Général EISENHOWER	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Première Division BROSSET / Pierre DE COUBERTIN.
↳Rue de l'ETENDARD	➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES.
↳Rue EUGENIE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Avenue Maréchal LECLERC / Rue EUGENIE.
↳Place de l'EUROPE	➔ à la sortie du parking sur le Rond-Point giratoire.
↳Parking ESPACE 3000	➔ à son débouché sur le Chemin des NARTETTES.
↳Chemin de L'EXCELSIOR	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY.
↳Rue FENOUILLET	➔ à son intersection avec l'Avenue des ILES D'OR.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Soldat FERRARI	➔ à son intersection avec le Boulevard PASTEUR et l'Avenue Jean JAURES. ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA. ➔ à son intersection avec l'Avenue de BELGIQUE.
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD.
↳Avenue GAMBETTA	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA.
↳Impasse GAMBETTA	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA.
↳Rue de la GARE	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE. ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE.
↳Place de la GARE	➔ à son intersection avec la Rue de la GARE.
↳Rue Léon GAUTIER	➔ à son intersection avec la Rue Georges AURIC. ➔ à son intersection avec l'Avenue Ernest MILLET.
↳Rue des GIROFLEES	➔ à son intersection avec l'Avenue du SOLEIL LEVANT et avec l'Avenue de la SAUVETTE.
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT, des deux côtés. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT, de part et d'autre. ➔ à son intersection avec la Rue MINVIELLE, de part et d'autre.
↳Allée des GRANDS CYPRES	➔ à son intersection avec l'Allée des VIGNES VIERGES.
↳Allée des GRES ROSES	➔ à son intersection avec l'Allée des VIGNES VIERGES.
↳Rue des GRILLONS	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE.
↳Ecole maternelle GUYNEMER (Sortie du parking)	➔ à son intersection avec la Rue de la GARE.
↳Rue HELIOTROPE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue VICTORIA / Rue Prince ALBERT. ➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT
↳Rue Victor HUGO	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R. 554).
↳Avenue du HUIT MAI	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des ILES D'OR	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT pour les véhicules venant du centre ville. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT / SERE DE RIVIERE.
↳Avenue Jean JAURES	➔ à son intersection avec le Rond-Point du CASINO.
↳ Rue Saint JOSEPH	➔ à son intersection avec la Rue de l'ORANGERIE et la Rue Saint VINCENT.
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Robert SCHUMANN.
↳Rue LAMARTINE	➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND.
↳Rue Philémon LAUGIER	➔ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE.
↳Traverse Philippe LEBON	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE.
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Robert SCHUMANN, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection de la Rue André MALRAUX, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Avenue Maréchal LECLERC / Rue EUGENIE, des deux côtés et y compris pour les utilisateurs de la piste et de la bande cyclables.
↳ Avenue Maréchal LECLERC (Contre-allée)	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection Rue André MALRAUX / Avenue Maréchal LECLERC,
↳Route des LOUBES	➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE.
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ à son intersection avec le Rond-Point du CASINO.
↳Chemin Soldat MACRI	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN. ➔ à leur intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS, et des deux côtés.
↳Rue André MALRAUX	➔ à son extrémité côté Chemin de la DEMI-LUNE, de part et d'autre, pour la traversée de la Rue André MALRAUX par les utilisateurs de la piste cyclable. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec l'Avenue Maréchal LECLERC, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable.
↳Avenue des MARGUERITES	➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Jules MASSEL	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue des NATIONS UNIES Rue Jules MASSEL et des deux côtés.
↳Chemin de la MAUNIERE	➔ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE.
↳Rue MERMOZ	➔ à son intersection avec la Rue SAINT EXUPERY.
↳Rue MICHELET	➔ à son intersection avec la Rue Georges AURIC et la Rue Prince ALBERT. ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD.
↳Avenue Ernest MILLET	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD et avec l'Avenue GAMBETTA.
↳Avenue des MONOCOTYLEDONES	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD, côté nord et côté sud.
↳Avenue Jean MOULIN	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940. ➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI. ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Olbius RIQUIER / Jean MOULIN.
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER.
↳Avenue Pierre MOULIS	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean Jacques PERRON.
↳Rue Pierre MOULIS	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA.
↳Chemin des NARTETTES	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940.
↳Traverse des NARTETTES	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940.
↳Avenue des NATIONS UNIES	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection Rue Jules MASSEL / Avenue des NATIONS UNIES.
↳Route de NICE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER.
↳Boulevard NOCART	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la LAZARINE.
↳Voie OLBIA	➔ a son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT.
↳Rue de l'ORANGERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Boulevard d'ORIENT (tronçon nord-sud)	➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND et le Boulevard d'ORIENT (portion située entre le Boulevard CHATEAUBRIAND et la Rue Docteur Roux SEIGNORET).
↳Place des Gendarmes d'OUVEA	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue Hippolyte PANHARD	➔ à son intersection avec le Chemin de la VILLETTE.
↳Chemin du PERE ETERNEL	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER. et des deux côtés. ➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL.
↳Rue des PEUPLIERS	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD.
↳Rue Yann PIAT	➔ à son intersection avec l'Avenue du Maréchal LECLERC. rond point Français d'ALGERIE.
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire ILES D'OR / SERE DE RIVIERE.
↳ PISCINE MUNICIPALE (Sortie du parking)	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER.
↳Rue PONIATOWSKI	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R.D 554).
↳Chemin de la POTERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Rue de PROVENCE	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de la LAZARINE.
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940. ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE, et des deux côtés.
↳Rue RIBIER	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal LYAUTEY.
↳Avenue RIONDET	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON.
↳Boulevard RIONDET	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH.
↳Avenue Olbius RIQUIER	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Olbius RIQUIER / Jean MOULIN, et des deux côtés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin de la RITORTE	➔ à son intersection avec le Chemin des HAUTS DE HYERES, en direction de l'Avenue du QUINZIEME CORPS. ➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.
↳Collège Marcel RIVIERE (Sortie du parking des autobus)	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Collège Marcel RIVIERE (Sortie du parking des véhicules légers)	➔ à son intersection avec le parking des autobus.
↳Avenue de ROTTWEIL	➔ à son intersection avec carrefour giratoire du MOULIN PREMIER.
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940, y compris pour les véhicules sortant du Parking du Supermarché CASINO. ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA.
↳Chemin de la Porte SAINT JEAN	➔ à son débouché sur l'Avenue Victor BASCH.
↳Rue SAINT JOSEPH	➔ à son intersection avec l'Avenue de la PAIX et l'Avenue des NATIONS UNIES.
↳Avenue de la SAUVETTE	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI.
↳Place de la SAUVETTE	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE.
↳Rue Pierre SEMARD	➔ à son intersection avec la Rue Charles GERIN. ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE.
↳Rue SERE DE RIVIERE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT / ILES D'OR.
↳Boulevard Olivier de SERRES	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY.
↳Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE et la Rue des BIGARADIERS pour les véhicules venant de la Place du SOLEIL LEVANT.
↳Chemin de la SOURCE	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (RD 276).
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, de part et d'autre. ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, de part et d'autre.
↳Avenue de TOULON	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH et le Boulevard RIONDET.
↳Vieux Chemin de TOULON	➔ à son intersection avec l'Allée des DASYLARIUMS et avec le Chemin de la BAYORRE pour les utilisateurs de la piste cyclable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Louis VERSIN	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI. ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER.
↳Avenue VICTORIA	➔ à son intersection avec les carrefours giratoires Henri PETIT et BEAUREGARD. ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Rue HELIOTROPE et Rue Prince ALBERT, et des deux côtés.
↳Rue du Docteur VIDAL	➔ à son débouché sur le Chemin de l'EXCELSIOR.
↳Chemin de la VILLETTE	➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE.
↳Rue des VIOLETTES	➔ à son intersection avec l'Avenue du SOLEIL LEVANT.
↳Avenue Edith WHARTON	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT 'ILES D'OR. ➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH.

ARTICLE 9-1: FEU PIETONS

Il est mis en service un feu piétons :

↳Avenue GODILLOT	➔ à son intersection avec l'Avenue de la PAIX.
↳Avenue Jean MOULIN	➔ face au n° 589 et face au n° 600.
↳Avenue VICTORIA	➔ à son intersection avec la Rue François ARENE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 10: VOIES A SENS UNIQUE

Dans les voies désignées ci-après, la circulation de tout véhicule n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi qu'il suit :

Rue ALLEGRE	→ partant de la Rue CRIVELLI, aboutissant Avenue Maréchal LYAUTEY.
Rue François ARENE	→ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Avenue VICTORIA.
Rue Louis ARMAND	→ partant de la Traverse Pierre RENAUDEL, aboutissant Avenue Edith CAVELL.
Rue de l'ASCENSION	→ partant de la Rue de VERDUN, aboutissant Boulevard MATIGNON.
Rue BARBACANE	→ partant de la Rue Saint ESPRIT aboutissant rue de l'ORATOIRE.
Rue BARNEOUD	→ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue BREST.
Rue Victor BASCH	→ partant de l'Hôtel LE CONTINENTAL, aboutissant Montée SAINTE CROIX.
Avenue de BELGIQUE	→ partant de l'Avenue Aristide BRIAND, aboutissant Rue Soldat FERRARI.
Rue Eugène BERRE	→ partant de la Rue Docteur ZAMENHOF, aboutissant Chemin de l'EXCELSIOR.
Rue des BIGARADIERS	→ partant de l'Avenue NOCART, aboutissant Boulevard de la LAZARINE. → partant du Boulevard de la LAZARINE, à son intersection avec l'Avenue des CIGALES. → portion aboutissant à l'Allée des CEDRES BLEUS.
Rue BONNEFOY	→ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
Avenue Paul BOURGET	→ partant du Rond-Point Henri PETIT, aboutissant au n° 9. → partant de la Rue Charles GERIN, aboutissant Rue Pierre SEMARD.
Rue Paul BOURGNEUF	→ partant de la Rue NEUVE, aboutissant Rue SAINT ESPRIT.
Rue BREST	→ partant de l'Avenue Maréchal LYAUTEY, aboutissant Rue de PROVENCE – Rue Jean AICARD. → partant de la Rue Jean AICARD, aboutissant Rue Charles SAINT.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Aristide BRIAND	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Avenue de BELGIQUE.
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Avenue GAMBETTA.
↳Impasse du CASINO	➔ partant de la sortie du Parking du CASINO, aboutissant Rue Jean JAURES sauf pour les riverains qui sont autorisés à circuler dans les deux sens.
↳Rue CASTELNAU	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Avenue Général MANGIN.
↳Rue Alexandre CASTUEIL	➔ partant de l'Avenue Jean-Jacques PERRON, aboutissant Rue Soldat BELLON.
↳Avenue Edith CAVELL	➔ partant du Rond-Point giratoire du 11 NOVEMBRE, aboutissant Rue Hippolyte FONTAINE. ➔ partant de la Rue SAINT JACQUES – Avenue Pierre RENAUDEL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue des CITRONNIERS	➔ partant de l'Avenue Jean NATTE, aboutissant Rue Jules MASSEL.
↳Rue CLAUDE	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Boulevard PASTEUR.
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ partant de l'Avenue Maréchal FOCH, aboutissant Avenue GAMBETTA.
↳Traverse de la COLLINE	➔partant du Boulevard Frédéric MISTRAL, aboutissant Rue de l'ASCENSION.
↳Rue Guy COUFFE	➔partant de la Rue du CLOS SAINT JEAN, aboutissant Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue CRIVELLI	➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue BREST.
↳ Rue de la CROIX	➔ partant de la Place SAINT PAUL aboutissant rue LAMALGUE.
↳Rue CURIE	➔ partant de la Rue Soldat FERRARI, aboutissant Rue CLAUDE.
↳Rue Henri DE BOURNAZEL	➔partant de l'Avenue Général MANGIN, aboutissant Avenue Alphonse DENIS.
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN (Parking du stade du PYANET)	➔partant de l'Avenue Pierre DE COUBERTIN – côté Est, aboutissant Avenue Pierre DE COUBERTIN – côté Ouest.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ partant de l'Avenue André MALRAUX, aboutissant Avenue Maréchal JUIN.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Alphonse DENIS	➔ partant de la Rue Soldat FERRARI, aboutissant Avenue Aristide BRIAND.
↳Avenue Edmond DUNAN	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Place Théodore LEFEBVRE – Rue BREST sauf le 3ème Jeudi de chaque mois, en raison de la foire mensuelle, ainsi que lors de toute manifestation organisée sur la Place Théodore LEFEBVRE, la Rue DUNAN sera alors mise en double sens de circulation.
↳Place Henri DUNANT	➔ accès Nord de la Place, partant de l'Avenue Paul LONG aboutissant Place Henri DUNANT. ➔ partant du Nord de la Place vers le Sud de la Place.
↳Rue EUGENIE	➔ partant du n°7 aboutissant Avenue de TOULON.
↳ESPACE 3000 (Voie de contournement)	➔ partant de l'accès au parking côté Est, aboutissant à la sortie du parking côté ouest.
↳Place de l'EUROPE	➔ partant du Rond-Point giratoire côté Rue de la GARE, aboutissant Ront-Point giratoire côté Rue Pierre SEMARD et aboutissant aussi Rue de la GARE.
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partant de la Rue PASTEUR, aboutissant Avenue Alphonse DENIS. ➔ partant du Boulevard PASTEUR, aboutissant Rue Paul GENSOLLEN.
↳Rue Hippolyte FONTAINE	➔ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE.
↳Rue FRANKLIN	➔ partant de la Rue CHARVET – Rue Emile PAUL, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE.
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ partant du Rond Point David DE BEAUREGARD, aboutissant Avenue des ILES D'OR.
↳Avenue GAMBETTA	➔ partant de la Rue Pierre MOULIS, aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON.
↳Rue de la GARE	➔ partant de la Rue de la GARE, aboutissant Rue Louis ARMAND.
↳Rue Léon GAUTIER	➔ partant de la Rue Soldat BELLON, aboutissant Rue Georges AURIC.
↳Rue Matelot GAUTHER	➔ partant de la Rue PONIATOWSKI et aboutissant Rue Victor HUGO.
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ partant de la Rue du Soldat FERRARI, aboutissant Avenue Ambroise THOMAS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Charles GERIN	➔ partant de la Rue MINVIELLE – Rue Pierre SEMARD, aboutissant Avenue Paul BOURGET.
↳Rue du GRAND MARCHE	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Avenue Paul BOURGET.
↳Allée des GRES ROSES	➔ partant du Boulevard Olivier DE SERRES, aboutissant Allée des VIGNES VIERGES.
↳Rue du GROS PIN	➔ partant du n° 8, aboutissant au n° 32.
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ partant du n° 48 du Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE, aboutissant au Chemin des GARRIGUES.
↳Rue Victor HUGO	➔ partant de l'Avenue RIONDET, aboutissant Avenue Jean NATTE.
↳Avenue des ILES D'OR	➔ partant de la Rue Maréchal GALLIENI aboutissant à son intersection avec la Rue Pierre MOULIS. partant de la Rue Maréchal GALLIENI aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue du Docteur Leopold JAUBERT	➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue du Soldat FERRARI.
↳Place Maréchal JOFFRE (Gare routière)	➔ partant de l'Avenue de BELGIQUE, aboutissant Avenue Jean JAURES, sauf service et livraison devant l'accès de la partie basse du Park Hôtel.
↳Rue LAMALGUE	➔partant de la Rue SAINTE CROIX, aboutissant Place CAFABRE.
↳Rue LAMARTINE	➔ partant de l'Avenue du QUINZIEME CORPS, aboutissant Boulevard CHATEAUBRIAND.
↳Boulevard de la LAZARINE	➔ partant de l'Allée des CEDRES BLEUS, aboutissant Rue des BIGARADIERS.
↳Rue de la LAZARINE	➔ partant de l'Avenue NOCART, aboutissant Boulevard de la LAZARINE.
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ dans le sens HYERES – TOULON, le passage vers le sud face à l'arrêt d'autobus et avant le carrefour Vieux Chemin de TOULON – COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD est en sens unique.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Est)	➔ partant de l'Avenue du HUIT MAI, aboutissant Rues Charles SAINT – BREST.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ partant de l'Avenue Edmond DUNAN – Rue BREST, aboutissant Avenue du HUIT MAI.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale sud)	➔ partant de la voie latérale Est, aboutissant voie latérale ouest.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chemin de MACANY	➔ partant de la Voie OLBIA, aboutissant Chemin Soldat MACRI.
Rue MALESPINE	➔ partant de la Rue ALLEGRE, aboutissant Rue BREST.
Rue Jules MASSEL	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant carrefour giratoire Avenue des NATIONS-UNIES / Rue Jules MASSEL.
Boulevard MATIGNON	➔partant de la Rue de l'ASCENSION, aboutissant Rue de VERDUN.
Rue MATIGNON	➔ partant du Boulevard MATIGNON, aboutissant Avenue Paul LONG.
Rue Armand METZ	➔ dans sa totalité.
Rue MICHELET	➔ partant de la Rue Georges AURIC, aboutissant Rond-Point giratoire BEAUREGARD.
Traverse MICHELET	➔ partant de la Rue MICHELET, aboutissant Avenue VICTORIA.
Rue MINVIELLE	➔ partant de la Rue Charles GERIN, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
Rue Jean MONNET	➔ partant de l'Avenue Olbius RIQUIER, aboutissant Chemin du MARTINET.
Rue Commandant MONTEIL	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Rue MICHELET.
Avenue Jean MOULIN	➔ partant du n° 762, aboutissant à l'Avenue du HUIT MAI.
Rue Pierre MOULIS	➔ partant de l'Avenue des ILES D'OR, aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON.
Rue Pierre MOULIS	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON.
Avenue Jean NATTE	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Rue des CITRONNIERS – Chemin de la DEMI-LUNE.
Rue NEUVE	➔ partant de la Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue du REMPART.
Avenue NOCART	➔ partant de l'Avenue 1ere Division BROSSET, aboutissant Boulevard NOCART.
Place Vicomtesse de NOAILLES (Allée latérale sud)	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Chemin de la FONT DE L'ANGE.
Traverse de l'ORATOIRE	➔ partant de la Rue de l'ORATOIRE, aboutissant à l'accès au Parking de l'ORATOIRE par la Traverse de l'ORATOIRE. ➔ partant de la Rue de l'ORATOIRE, aboutissant Rue de l'ECOLE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue de la PAIX	➔ partant de la Rue SAINT JOSEPH, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳ Rue PARADIS SAINT PAUL.	➔ partant de la Rue SAINT ESPRIT, aboutissant à la Rue
↳ Rue Emile PAUL	➔ partant de la Rue SAINT ESPRIT – Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue CHARVET – Rue FRANKLIN.
↳ Place Gabriel PERI	➔ partant du n° 18 Bis Avenue des ILES D'OR, aboutissant au n° 30 Avenue des ILES D'OR.
↳ Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Rue Maréchal GALLIENI.
↳ Rue PONIATOWSKI	➔ partant de l'Avenue RIONDET (côté ouest), aboutissant Avenue RIONDET (côté Est).
↳ Rue du PRIEURE	➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Rue FRANKLIN.
↳ Avenue Pierre RENAUDEL	➔ partant de la Rue de LA GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL.
↳ Traverse Pierre RENAUDEL	➔ partant de l'Avenue Pierre RENAUDEL, aboutissant à la Crèche BERNARD ET BIANCA.
↳ Rue de la REPUBLIQUE	➔ partant de la Rue FRANKLIN – Rue VOLTAIRE, aboutissant Cours de STRASBOURG.
↳ Place de la REPUBLIQUE (Allée latérale ouest)	➔ partant de la Place Georges CLEMENCEAU, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE.
↳ Rue Ernest REYER	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳ Avenue Olbius RIQUIER	➔ partant du Rond-Point du 11 NOVEMBRE, aboutissant Avenue Jean MOULIN.
↳ Collège Marcel RIVIERE (parking des autobus)	➔ partant côté sud du Chemin du PLAN DU PONT, aboutissant côté nord du Chemin du PLAN DU PONT.
↳ Collège Marcel RIVIERE (parking des véhicules légers)	➔ partant de l'Allée Georges DUSSAUGE, aboutissant sur le parking des autobus.
↳ Rue Charles SAINT	➔ partant de la Rue BREST, Place Théodore LEFEBVRE, aboutissant Avenue Ambroise THOMAS.
↳ Rue SAINT ESPRIT	➔ partant de la Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue BARBACANE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue SAINT EXUPERY	➔ côté école partant de la Rue de la BLOCARDE, aboutissant Avenue Général EISENHOWER, côté HLM ➔ partant de l'Avenue Général EISENHOWER, aboutissant Rue de la BLOCARDE.
↳Rue SAINT JACQUES	➔ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue SAINT LOUIS	➔ partant de la Place BOURGNEUF, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE.
↳Rue SAINT REMY	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Place Théodore LEFEBVRE.
↳Montée SAINTE CROIX	➔ partant de la Place CAFABRE, aboutissant Avenue Edith WHARTON,
↳Rue Pierre SEMARD	➔ partant de l'Avenue Paul BOURGET, aboutissant Rue Charles GERIN – Rue MINVIELLE.
↳Contre allée de l'Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ partant de la Place du SOLEIL LEVANT aboutissant Avenue du SOLEIL LEVANT.
↳Avenue Ambroise THOMAS (Contre allée)	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS côté nord, aboutissant au n° 36.
↳Rue de VERDUN	➔partant du Cours de STRASBOURG, aboutissant Rue de l'ASCENSION.
↳Rue Docteur VIDAL	➔partant de l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY, aboutissant Rue Eugène BERRE.
↳Voie de liaison (GODILLOT/BOURGET)	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT à hauteur du n° 37 aboutissant Avenue Paul BOURGET.
↳Rue Olivier VOUTIER	➔partant de l'Avenue Paul BOURGET, aboutissant Avenue Edith CAVELL.
↳Avenue Edith WHARTON	➔partant de l'accès pompiers de l'HOTEL LE CONTINENTAL, aboutissant Avenue des ILES D'OR.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 11: VOIES A CIRCULATION INTERDITE OU REGLEMENTEE

Dans les voies désignées ci-après, la circulation de certains véhicules est interdite ou réglementée dans les conditions suivantes :

1. La circulation est interdite à **tous les véhicules** :

- Rue MICHELET → dans sa partie comprise entre le n° 6 et le n°2 **durant la période scolaire** aux jours et horaires suivants :
  - les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h10 à 8h30 ; de11h50 à 12h10 ; de 16h20 à 16h40
- Impasse des PIVOINES → à partir du n° 375 de l'Impasse, excepté pour les riverains.
- Chemin du ROUBAUD → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean MOULIN et le n° 134, sauf pour les cyclistes.
- Rue Gustave ROUX → entre l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE et l'accès à la Résidence SAINT ANDRE, sauf pour les cyclistes.
- Rue du TROU DE LA SER → en totalité, sauf pour les services publics ou avec une autorisation délivrée par les services de la mairie (Police Municipale, Voirie.)

2. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 2t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Rue Victor BASCH → après l'Hôtel LE CONTINENTAL et jusqu'à la Montée SAINTE CROIX.
- Chemin de BEAUVALLON HAUT → dans sa totalité.
- Place CAFABRE → dans le sens Rue Victor BASCH – Rue LAMALGUE.
- Rue MASSILLON → dans sa totalité.
- Rue des PORCHES → dans sa totalité.
- Chemin des ROUGIERES → de son intersection avec le Chemin SOLDAT MACRI jusqu'à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD, en totalité.
- Montée SAINTE CROIX → dans sa totalité.

3. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Impasse Victor BASCH → dans sa totalité.
- Chemin de BEAUVALLON BAS → dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue BOURGNEUF	➔ dans sa totalité.
↳Rue BREST	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue Jean AICARD.
↳Rue des CLEMATITES	➔ dans sa totalité.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ entre la Rue André MALRAUX et l'Avenue Maréchal JUIN.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ dans sa partie comprise entre le Chemin de l'AUFRENE jusqu'à son débouché Boulevard du Maréchal JUIN.
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR.
↳Avenue GAMBETTA	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Jean Jacques PERRON.
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ dans sa totalité.
↳Avenue des ILES D'OR	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal GALLIENI et le Rond Point Avenue Jacques PILLEMENT.
↳Place Maréchal JOFFRE (Allée latérale ouest)	➔ dans sa totalité.
↳Chemin de MACANY	➔ partie comprise entre la Voie OLBIA et la limite de l'agglomération.
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ de son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS jusqu'à son débouché avec le Chemin SAINT-LAZARE.
↳Avenue des MARGUERITES	➔ dans sa totalité.
↳Rue MATIGNON	➔ de son intersection avec le Boulevard MATIGNON jusqu'à son débouché avec l'Avenue Paul LONG, en totalité.
↳Boulevard Frédéric MISTRAL	➔ dans sa totalité.
↳Avenue Jean MOULIN	➔ dans sa totalité.
↳Rue Pierre MOULIS	➔ dans sa totalité.
↳Montée de NOAILLES	➔ dans sa totalité.
↳Place de la REPUBLIQUE (Voie latérale ouest)	➔ dans sa totalité.
↳Impasse de la RITORTE	➔ dans sa totalité.
↳ZONE PIETONNE	➔ sauf Rues des PORCHES et MASSILLON.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

4. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total ~~supérieur à 5t.~~ sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Boulevard RIONDET → dans sa totalité.
- Chemin du ROUBAUD → dans sa partie comprise entre l'Avenue Olbius RIQUIER et l'Avenue Ambroise THOMAS.
- Chemin du PLAN DU PONT → partant du n°2064 et aboutissant au n°3362.

5. La circulation des véhicules de **plus d'1,90 mètre de largeur** est interdite :

- Porte BARRUC → dans sa totalité.
- Rue du PUITS → dans sa totalité.

6. La circulation des véhicules de **plus de 2 mètres de largeur** est interdite :

- Impasse Victor BASCH → dans sa totalité.
- Montée de NOAILLES → dans sa totalité.

7. La circulation des véhicules de plus de 2,20 mètres de largeur est interdite :

- Rue BOURGNEUF → dans sa totalité.

8. La circulation des véhicules de plus de **2,80 mètres de largeur** est interdite :

- Rue SAINT PIERRE → dans sa totalité.

8.1 La circulation des véhicules de plus de **6 mètres de longueur** est interdite :

- Avenue GAMBETTA → dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue Pierre MOULIS.
- Rue Pierre MOULIS → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue GAMBETTA.

8.2 La circulation des véhicules de plus de **10 mètres linéaire** est interdite :

- Place Vicomtesse DE NOAILLES → de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS jusqu'à son débouché avec le Chemin de la FONT DE L'ANGE.

9. La circulation des véhicules de plus de **2 mètres de hauteur** est interdite :

- Avenue Pierre DE COUBERTIN → sur le parking du Stade du PYANET.
- ~~Rue des PORCHES~~ → dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10. La circulation des véhicules de plus de **2,60 mètres de hauteur** est interdite :

- Chemin du Soldat MACRI → sous le pont de la Voie OLBIA.

11. La circulation des véhicules de plus de **4 mètres de hauteur** est interdite :

- Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE → sous le pont ferroviaire.

12. Par dérogation aux dispositions énoncées au présent Article les véhicules des Services Municipaux (Voirie, Nettoiement, Assainissement) et des Services Publics et de Sécurité (Police, Pompiers), sont autorisés à circuler sans limitation dans les voies désignées au présent Article.

13. Les voies désignées ci-après sont exclusivement réservées à la **circulation des bus** :

- Place VERSIN → sur 50 m environ à l'Ouest du Rond Point Victorin BERNARD.
- Place JOFFRE → EN TOTALITE

14. La circulation de tous les véhicules est interdite, **sauf aux véhicules de secours et des services publics :**

- Rampe d'accès au parvis Sud du CASINO DES PALMIERS.
- Parvis Nord du CASINO DES PALMIERS, sauf pour les véhicules autorisés à stationner.

15. La circulation des véhicules d'un PTAC **supérieur à 15t** (sauf autorisation délivrée par les Services de la Ville) est interdite sur les voies suivantes :

- Rue de l'ASCENSION → en totalité.
- Rue Victor BASCH → partant de l'Avenue RIONDET jusqu'a son débouché avec l'Hôtel CONTINENTAL.
- Avenue Paul BOURGET → de son intersection avec la Rue Mario BENARD jusqu'à son débouché avec la Route des LOUBES.
- Rue Paul CEZANNE → en totalité.
- Rue Charles GERIN → en totalité.
- Rue du GRAND MARCHE → en totalité.
- Rue LAMARTINE → en totalite.
- Avenue Paul LONG → en totalité.
- Rue Edouard MANET → en totalité.
- Boulevard MATIGNON → en totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Henri MATISSE → en totalité,
- Rue Auguste RENOIR → en totalité,
- Chemin de la RITORTE → en totalité,

16. **<u>En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé.</u>**
Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

- Chemin du SOLDAT MACRI → **UNE** barrière à environ 20m du Rond Point VALLORIATE,
  → **UNE** barrière sous le pont, à environ 20m de son intersection avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN,
- Route de NICE → **UNE** barrière au Rond Point du MOULIN PREMIER (Boulangerie La DEGUSTINE),
- Avenue Pierre RENAUDEL → **UNE** barrière face à l'entrée du Casino et **UNE** barrière face à la sortie du parking du Casino,

17. Les voies où le sens de circulation **est prioritaire** définies de la manière suivante :

- Rue BOURGNEUF → dans le sens descendant, de son intersection avec la Rue NEUVE aboutissant Rue des REMPART,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 12: PISTES ET BANDES CYCLABLES

1. Les pistes cyclables en site propre sont interdites aux automobilistes, motocyclistes et cyclomoteurs sauf véhicules d'entretien autorisés, de secours ou de police sur les voies suivantes :

- Route de l'ALMANARRE → sur une centaine de mètres avant son débouché sur le Chemin des NARTETTES,
- Au nord de l'A 570 → entre la Rue SAINT JOSEPH et l'Avenue Jean NATTE,
- Avenue Edith CAVELL → côté pair, entre l'Avenue Léopold RITONDALE et la Rue Saint JACQUES et côté impair entre la Rue Hippolyte FONTAINE et la Rue Gustave ROUX,
- Chemin de la DEMI-LUNE → entre l'Avenue André MALRAUX et le n° 2 du Chemin de la DEMI-LUNE,
- Rue André MALRAUX → entre l'Avenue Maréchal LECLERC et le Chemin de la DEMI-LUNE,
- Rue Gustave ROUX → entre l'accès à la Résidence SAINT ANDRE et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE,
- Vieux Chemin de TOULON → entre l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD et le Chemin de la BAYORRE,
- Rue Olivier VOUTIER → entre l'Avenue Alexis GODILLOT et le début du Chemin SAINT MARTIN,

Les pistes cyclables sont réservées aux cyclistes mais les patineurs sont tolérés.

2. Des itinéraires partagés entre véhicules à moteur et cyclistes sont aménagés sur les voies suivantes :

- Avenue Maréchal LECLERC → partant de la Rue André MALRAUX aboutissant Rue Jean NATTE,
- Rue Jules MASSEL → partant de l'Avenue Jean NATTE aboutissant Rue SAINT-JOSEPH,
- Avenue Jean NATTE → entre le Chemin de la DEMI-LUNE et l'extrémité de l'Avenue Jean NATTE – côté impasse,
- Avenue Pierre RENAUDEL de la GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL, à contre sens.
- Chemin du ROUBAUD → entre la limite de l'agglomération et le n° 134,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Gustave ROUX → entre l'accès à la Résidence SAINT ANDRE et l'Avenue Edith CAVELL,

↳Chemin SAINT MARTIN → entre l'Avenue Paul BOURGET et la passerelle sur l'autoroute,

3. Des voies vertes où sont autorisés cyclistes, piétons et patineurs à l'exclusion de toute circulation motorisée sont aménagées sur les voies suivantes :

↳Rue Sainte DOUCELINE → allant du carrefour avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN jusqu'à son intersection avec le Chemin de RONDE,

↳Parc de la MARQUISE → entre l'Avenue Edith CAVELL et l'Avenue Alexis GODILLOT,

↳PASSERELLE SUR L'AUTOROUTE → entre le Chemin SAINT MARTIN et la Rue SAINT JOSEPH,

↳Chemin du ROUBAUD → entre le n° 134 et l'Avenue Jean MOULIN,

↳Rue Gustave ROUX → entre l'Avenue Jean MOULIN et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE,

↳ Avenue Léopold RITONDALE → sur la partie sud entre le rond-point PETIT (Avenue GODILLOT) et l'Avenue DECUGIS,

Tout cycliste, piéton et patineur utilisant la voie verte « côté sud » Léopold RITONDALE doit marquer un temps d'arrêt obligatoire au signal STOP placé aux intersections avec les voies suivantes :

→ Avenue Edith CAVELL
→ Avenue GODILLOT
→ Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (RD 559)
→ Chemin de MACANY
→ Avenue Jean MOULIN
→ Avenue Olbius RIQUIER
→ Avenue Léopold RITONDALE
→ Avenue Ambroise THOMAS

4. Des bandes cyclables réservées aux cyclistes mais sur lesquelles sont tolérés les patineurs sont aménagées sur les voies suivantes :

↳Avenue Pierre de COUBERTIN → partant du Rond Point devant le Stade PERRUC jusqu'à l'arrêt de bus, à 38m environ avec l'intersection avec le Chemin du Soldat MACRI,

↳Avenue Maréchal LECLERC → au nord de la voie entre le Boulevard Maréchal JUIN et l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin du PLAN DU PONT ➔ entre le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER et l'Allée Georges DUSSAUGE, des deux côtés,

↳Avenue de ROTTWEIL ➔ entre le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER et la Rue Guy COUFFE, des deux côtés.

5. Des voies réservées aux cyclistes et aux piétons, à l'exclusion de toute circulation motorisée :

↳Chemin piétonnier longeant le Jardin Olbius RIQUIER ➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS aboutissant Avenue Olbius RIQUIER

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 13: INTERDICTION DE TOURNER

1. Interdiction de tourner **à gauche**

Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous, de tourner à gauche en direction des voies citées :

↳Avenue Paul BOURGET	➔ en direction du Chemin de la VILETTE,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ à son débouché sur l'Avenue GAMBETTA,
↳Montée de COSTEBELLE	➔ en direction de la Route des LOUBES,
↳Place Henri DUNANT (rampe accès Sud)	➔ à son débouché sur la Place Henri DUNANT,
↳Rue EUGENIE	➔ à son débouché sur l'Avenue de TOULON,
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son débouché sur l'Avenue de TOULON,
↳Avenue GAMBETTA	➔ en direction de l'Avenue du HUIT MAI,
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son débouché sur l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Route des LOUBES	➔ en direction de l'Avenue Paul BOURGET et de la Rue Pierre SEMARD,
↳Chemin de la VILETTE	➔ en direction de la Montée de COSTEBELLE,

2. Interdiction de tourner **à droite**

Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous de tourner à droite en direction des voies citées :

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ en direction de l'Avenue GAMBETTA (portion piétonne),
↳Chemin Soldat MACRI	➔ en direction du parking du collège Gustave ROUX,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 14: ITINERAIRES OBLIGATOIRES

Certaines catégories de véhicules sont astreints à suivre les itinéraires obligatoires suivant :

1. Véhicules de plus de 3t5 en charge et voitures avec caravane attelée en transit à travers la Ville

Itinéraire en direction de LA LONDE	➔ Carrefour SAINT GERVAIS – Autoroute A 570 – Voie OLBIA – Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559) – Route de NICE (R.D 559),
Itinéraire en direction de TOULON	➔ Route de NICE (R.D 559) – Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559) – Voie OLBIA – Autoroute A 570,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 15: ZONE PIETONNE

Une zone piétonne est créée sur les voies suivantes :

- Avenue Général DE GAULLE → en totalité,
- Avenue GAMBETTA → partie comprise entre l'Avenue Joseph CLOTIS et la Place du PORTALET.
- Avenue des ILES D'OR → partie comprise entre la Place du PORTALET et la Rue Pierre MOULIS.
- Rue de LIMANS → en totalité,
- Rue MASSILLON → en totalité,
- Place MASSILLON → en totalité,
- Rue des PORCHES → en totalité,
- Rue du PORTALET → en totalité,
- Place du PORTALET → en totalité,
- Place de la REPUBLIQUE → en totalité,
- Rue SAINTE-CATHERINE → en totalité,
- Rue VOLTAIRE → en totalité,

Dans la zone piétonne, la circulation des véhicules de toute nature est interdite tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés, sauf dérogations.

1. **Dérogations**

a) Par dérogation à l'interdiction générale édictée au présent article, peuvent pénétrer à toute heure dans la zone piétonne sur autorisation de la Ville d'HYERES :

- *Les véhicules des Services de Police et de Secours,*
- *Les véhicules des Pompes Funèbres,*
- *Les véhicules d'intervention d'urgence d'E.D.F-G.D.F, de la C.G.E, des Services Téléphoniques et des Services Municipaux.*

b) Peuvent également être autorisés par la Ville d'HYERES à pénétrer sur l'ensemble de la zone piétonne **avant 10 heures et après 19h15 ainsi qu'entre 12h15 et 14h :**

- *Les véhicules des résidents et des commerces riverains,*
- *Les véhicules des entreprises effectuant des travaux sur les voies piétonnes ou dans les immeubles riverains,*
- *Les véhicules utilisés lors des Cérémonies, Foires et Marchés,*

c) Les véhicules qui effectuent un déménagement, après avoir obtenu une autorisation d'entrée auprès de la Police Municipale, peuvent accéder à la zone piétonne entre 7h et 20h

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Conditions particulières

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules, dont ils ne doivent cependant pas entraver la circulation sans nécessité.
La circulation des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne doit s'effectuer dans le sens unique suivant :

- Avenue du Général DE GAULLE ➔ partant de la Place du PORTALET aboutissant Place Georges CLEMENCEAU,

Le samedi, jour de marché de 5h30 à 14h30, le sens de circulation est inversé dans l'Avenue du Général DE GAULLE,

- Avenue GAMBETTA ➔ partant de l'Avenue Joseph CLOTIS aboutissant Rue PORTALET,
- Avenue des ILES D'OR ➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Rue Pierre MOULIS,
- Rue de LIMANS ➔ partant de la Place du PORTALET, aboutissant Rue du FENOUILLET,
- Rue MASSILLON ➔ partant de la Place Georges CLEMENCEAU, aboutissant Place MASSILLON,
- Rue des PORCHES ➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Place du PORTALET,
- Rue du PORTALET ➔ partant de la Place du PORTALET, aboutissant Place MASSILLON,
- Rue VOLTAIRE ➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE,

La marche arrière, le demi-tour et le dépassement, sauf celui d'un véhicule à l'arrêt, y sont strictement interdits.
La vitesse des véhicules de toute nature est **limitée à 20 Km/h** sur la totalité des voies de la zone piétonne.

3. Stationnement et arrêt

Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit en permanence dans la zone piétonne. Ne sont tolérés que les arrêts momentanés des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne, et ce pour une durée strictement limitée à UN QUART d'heure (1/4), sauf cas particulier justifié nécessitant un arrêt d'une durée supérieure, et sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la VILLE D'HYERES.

4. Dispositions concernant les commerces riverains

Sous réserve d'avoir obtenu préalablement l'autorisation de la VILLE D'HYERES, les commerces riverains peuvent utiliser, sur la voie publique, et au droit de leur commerce, un espace de 1,20 mètre (UN mètre VINGT centimètres) de largeur, compté à partir de la façade de leur magasin , ou de 1,30 mètre (UN mètre TRENTE centimètres) dans l'alignement des jardinières, pour y déposer un étalage des marchandises dont ils font commerce.

Des dispositions particulières peuvent être prises en ce qui concerne les commerces alimentaires (débits de boissons, pâtisseries, salons de thé…), qui peuvent être autorisés à mettre à la disposition de leur clientèle sur la voie publique, des tables, chaises, fauteuils et parasols.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-25063-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ces occupations sur la voie publique donnent lieu à perception de droits de place fixés par le Conseil Municipal, et recouvrés par la VILLE D'HYERES.
En tout état de cause, l'accès et la circulation dans la zone piétonne doivent être maintenus impérativement pour les véhicules mentionnés au paragraphe 1.a du présent article.

Des dispositions particulières relatives aux étalages et terrasses peuvent être prises par Arrêté Municipal dans le cas de manifestation temporaires de courte durée, telles que braderies, journées commerciales…

5. **Accès à la zone piétonne**

Les automobilistes devant pénétrer dans la zone piétonne sont tenus d'obtenir une autorisation préalable de la VILLE D'HYERES, un interphone étant implanté à chaque entrée.

L'accès dans la zone piétonne est réglementé par des feux bicolores et des bornes escamotables ; les automobilistes sont tenus de respecter la signalisation lumineuse.
L'accès ou la sortie ne peut s'effectuer que pour un seul véhicule à la fois.

ARTICLE 15 BIS: ZONE PIETONNE : CENTRE ANCIEN

1. **La « zone piétonne-centre ancien » est créée sur la zone suivante :**

- Place AILHET ➔	En totalité
- Rue André AMPERE ➔	En totalité
- Rue BESSON ➔	En totalité
- Place BOURGNEUF ➔	En totalité
- Traverse BOURGNEUF ➔	En totalité
- Rue des CAVES ➔	En totalité
- Rue CHARVET➔	En totalité
- Rue de l'ECOLE ➔	En totalité
- Rue Paul EMILE ➔	En totalité
- Rue FRANKLIN ➔	En totalité
- Place de l'OUSTAOU ROU ➔	En totalité
- Traverse de l'OUSTAOU ROU ➔	En totalité
- Place de l'ORATOIRE ➔	En totalité
- Rue de l'ORATOIRE ➔	En totalité
- Traverse de l'ORATOIRE➔	En totalité
- Rue du PIEURE ➔	En totalité
- Rue du PUITS➔	En totalité
- Rue de la REPUBLIQUE ➔	En totalité
- Rue SAINT FRANCOIS ➔	En totalité
- Rue SAINT LOUIS ➔	En totalité
- Rue [illegible] ➔	En totalité
- Rue VIALA ➔	En totalité

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DE125-83-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. **Réglementation :**

a) Dans cette zone, **seuls** les locataires (annuels et saisonniers) ou les propriétaires d'appartements, de garages, parking privés, sont autorisés à y pénétrer avec une autorisation. Elles sont délivrées chaque année sur une base de deux véhicules par foyer fiscal.
Les personnes à mobilité réduite n'ont pas besoin d'autorisation et peuvent accéder à cette zone, sur simple appel aux bornes
Les ayants droits peuvent accéder dans cette zone VINGT QUATRE HEURES sur VINGT QUATRE heures. Les **livraisons se feront uniquement avant DIX HEURES le matin (10h).**

b) Les commerçants ainsi que les entreprises effectuant des travaux doivent obligatoirement posséder une autorisation pour pénétrer dans la « zone piétonne-centre ancien », délivrée par la police municipale. Ces derniers peuvent y accéder de la manière suivante :

- de SIX HEURES à DIX HEURES (6h à 10h)
- de MIDI QUINZE à QUATORZE HEURES (12h15 à 14h)
- de DIX NEUF HEURES QUINZE à VINGT DEUX HEURES (19h15 à 22)

3. **Dérogations :**

Par dérogation au présent article, peuvent pénétrer, sans autorisation, dans la « zone piétonne-centre ancien » :

- *Les véhicules de services de police et de secours,*
- *Les véhicules des pompes funèbres,*
- *Les véhicules d'intervention d'urgence d'EDF, GDF, de la CGE, des services téléphoniques et des services municipaux,*

4. **Accès à la « zone piétonne-centre ancien »**

Les automobilistes devant pénétrer dans la « zone piétonne-centre ancien » sont tenus d'obtenir une autorisation préalable de la police municipale, sur présentation de justificatifs ainsi que des cartes grises des véhicules. Un interphone étant implanté à chaque entrée

L'accès dans la « zone piétonne-centre ancien » est réglementé par des feux bicolores et des bornes escamotables ; les automobilistes sont tenus de respecter la signalisation lumineuse.

L'accès ou la sortie ne peut s'effectuer que pour un seul véhicule à la fois.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3-STATIONNEMENT

ARTICLE 16: DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0.20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 17 : STATIONNEMENT SUR TROTTOIR

Avenue Edith CAVELL	➔ de son intersection avec la Rue Hippolyte FONTAINE jusqu'au passage piéton d'avec son intersection avec la Rue Pierre BARBESANT, côté impair.
Avenue Edith CAVELL	➔ à partir du n°8 jusqu'à son intersection avec la Rue Pierre BARBESANT, côté pair.
Avenue Edith CAVELL	➔ de son intersection avec la Rue Pierre RENAUDEL et la Rue Hippolyte FONTAINE, côté impair.
Rue Georges SIMENON	➔ en totalité sur le trottoir, au droit de l'immeuble « LE MASTERS » - Bâtiment A,

ARTICLE 18 : STATIONNEMENT SUR DEMI-TROTTOIR

Boulevard MATIGNON	➔ dans sa partie comprise entre la Rue de l'ASCENSION et le n° 22 et entre les n° 21 et 36, côté impair,
Allée des GRANDS CYPRES	➔ partant de son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES, aboutissant au n°184.
Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ partant de son intersection avec la Rue LAMARTINE jusqu'à son intersection avec la Traverse CHATEAUBRIAND, côté pair,
Avenue des MARGUERITES	➔ partant de son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND jusqu'à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS, côté pair,
Avenue TOULON	➔ devant le n°38.

ARTICLE 19 : REGLES GENERALES DE STATIONNEMENT

1. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 20: STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR HORODATEURS

1. Le stationnement payant sur les voies et places publiques s'effectue par la perception du droit de stationnement mentionné dans le tableau ci-après :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT		
DUREE DE STATIONNEMENT	TARIF COURTE DUREE	TARIF LONGUE DUREE
1 heure	Gratuit	Gratuit
2 heures	3.20€	2,00€
3 heures	17.00€	3,00€
4 heures	**17.00€ (FPS)**	4,00€
5 heures		5,00€
6 heures		17.00€
7 heures		**17.00 (FPS)**

Les conditions de stationnement sont les suivantes :

En zone de courte durée (zone orange)
La durée maximale du stationnement est **limitée à deux heures (2h)**, le stationnement étant payant de 9h à 12h et de 14h à 18h sauf dimanches et jours fériés.

En zone de longue durée (zone verte)
La durée maximale du stationnement est **limitée à cinq heures (5h)**, le stationnement étant payant de 9h à 12h et de 14h à 18h sauf dimanches et jours fériés.

1.1 Les personnes à mobilité réduite sont exonérées de taxe de stationnement sur les emplacements handicapés,

1.2 Les véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux sont exonérés de taxe de stationnement,

2. En dehors des emplacements payants matérialisés au sol, le stationnement est interdit. Les emplacements matérialisés sont réservés aux véhicules légers et aux véhicules ayant au sol une surface inférieure à 10m² à l'exception des deux roues.

3. Le contrôle de la durée de stationnement payant et le recouvrement des droits s'effectuent au moyen d'horodateurs. Le reçu délivré par l'horodateur doit être placé à l'avant du véhicule, de manière visible de l'extérieur afin d'être facilement contrôlé par le personnel de surveillance. Sont dispensés du droit de stationnement, les véhicules des services municipaux en intervention.

4. Le stationnement dans les zones payantes a lieu aux risques et périls du propriétaire du véhicule, la redevance perçue n'étant qu'un droit de stationnement n'impliquant, pour la Ville, aucune obligation de gardiennage.

De ce fait, la Ville décline toute responsabilité en cas de détérioration, d'accident, d'incendie, de vol et tout autre dégât éventuellement occasionné.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. Les zones de stationnement payant de **courte durée (zone orange),** sont situées :

Avenue de BELGIQUE	→ entre la Gare Routière et la Rue Soldat FERRARI, côté pair
Rue Soldat BELLON	→ entre l'Avenue GAMBETTA et la Rue Léon GAUTIER, côté impair,
Rue BREST	→ entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue de PROVENCE, des deux côtés,
Rue Alexandre CASTUEIL	→ en totalité, côté pair,
Rue CRIVELLI	→ en totalité, des deux côtés,
Avenue Alphonse DENIS	→ en totalité, des deux côtés,
Rue Maréchal GALLIENI	→ entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté pair,
Avenue GAMBETTA	→ entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Edmond DUNAN, des deux côtés,
Avenue des ILES D'OR	→ entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue Edith WHARTON,
Avenue Maréchal LYAUTEY	→ en totalité,
Avenue Général MANGIN	→ en totalité, côté impair,
Rue Pierre MOULIS	→ en totalité,
Place Gabriel PERI	→ en totalité,
Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	→ en totalité, des deux côtés,
Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	→côté pair,
Cours de STRASBOURG	→ en totalité, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les zones de stationnement payant **de longue durée (zone verte),** sont situées :

↳Avenue Jean AICARD	➔ en totalité, des deux côtés,
↳Rue ALLEGRE	➔ en totalité, côté impair,
↳Rue BARNEOUD	➔ en totalité, des deux côtés,
↳Rue BREST	➔ entre la Rue de PROVENCE et l'Avenue Edmond DUNAN / Rue Charles SAINT, des deux côtés,
↳Parking DENIS	➔ en totalité,
↳Avenue GAMBETTA	➔ entre l'Avenue Edmond DUNAN et l'Avenue du 8 MAI 1945, des deux côtés,

7. Les zones de stationnement pour personnes à mobilité réduite limitée à 2h (deux heures)

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement devant le n° 4 (la poste), ➔UN emplacement devant le n° 6,

ARTICLE 20 BIS: STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

1. Cette réglementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 19h et dimanches et jours fériés de 9h à 13h. La durée maximale de stationnement est fixée comme suit :

↳Avenue Edouard BRANLY : *30 minutes*. Partant de l'entrée de la Poste aboutissant face au n°5 Clos du MARTINET, côté pair,
Partant de son

↳Parking de la GARE : *2h 30 minutes*,

↳Avenue Edith CAVELL : *30 minutes*,

↳Avenue RIONDET : *1 heure*. Tous les emplacements compris entre le n° 15 et le n° 31.
Cette règlementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h

↳Chemin de SAINT MARTIN : *1 heure*. Sur le terre plein jouxtant le Chemin de SAINT MARTIN, face au producteurs grossistes agricoles TERRE D'HYERES (ancien Relais Information Service)

2. Tout conducteur stationnant un véhicule est tenu d'utiliser un dispositif de contrôle de la durée du stationnement appelé disque de stationnement. Ce disque doit être apposé en évidence sur la face interne du pare-brise ou, si le véhicule n'en possède pas, à un endroit apparent, convenablement choisi. Il doit faire apparaître l'heure d'arrivée ainsi que l'heure limite de stationnement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté. Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la dure de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé,
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

Cette réglementation s'applique sur les voies suivantes :

↳Avenue Edith CAVELL (des deux côtés)	➔ dans sa partie comprise entre la Rue SAINT JACQUES et la Place de l'EUROPE.
↳Avenue Edith CAVELL	➔ dans sa partie comprise entre la Rue SAINT JACQUES et la Rue Olivier VOUTIER.
↳Parking de la GARE	➔ entre l'école maternelle GUYNEMER et la voie ferrée (partie goudronnée)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 21: LIVRAISONS

Dans les voies ci-après désignées, les livraisons ne sont autorisées que de **SIX (06) heures à DIX (10) heures :**

↳Avenue de BELGIQUE	➔ en totalité,
↳Rue du Soldat BELLON	➔ en totalité,
↳Avenue Aristide BRIAND	➔ en totalité,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ en totalité,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ en totalité,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ en totalité,
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ en totalité,
↳Rue FRANKLIN	➔ en totalité,
↳Avenue GAMBETTA	➔ en totalité,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ en totalité,
↳Rue de la PASSERONNE	➔ DEUX emplacements face au n° 38 limitée à 15mn
↳Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	➔ en totalité,
↳Place de la REPUBLIQUE	➔ en totalité,
↳Rue de la REPUBLIQUE	➔ en totalité,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ dans sa portion comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY,
↳ZONE PIETONNE	➔ en totalité,

1. Emplacements de livraisons

L'arrêt de tout véhicule est autorisé pendant 30 minutes (sauf disposition contraire indiqué sur le panneau) lors du chargement ou du déchargement de marchandises sur les emplacements de livraisons suivants :

↳Rue Soldat BELLON	➔ UN emplacement à l'angle de la Rue Alexandre CASTUEIL,
↳Rue BONNEFOY	➔ UN emplacement devant le n° 12, ➔ DEUX emplacements,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Rue BOURGNEUF	➔ UN emplacement face ~~au n°24 limité à 15mn,~~
Avenue Aristide BRIAND	➔ UN emplacement devant le n° 1, sur 10m environ.
Rue Alexandre CASTUEIL	➔ UN emplacement sur le trottoir devant le n° 1 limité à 15mn, et UN emplacement devant le n° 33,
Avenue Edith CAVELL	➔ DEUX emplacements devant le n° 24, ➔ QUATRE emplacements devant le n°38 limité à 15mn ➔ DEUX emplacements devant le n° 33,
Avenue du XVème CORPS	➔ UN emplacement devant le n° 27, au niveau du bureau de tabac, ➔ UN emplacement devant le n° 2 ter,
Rue CRIVELLI	➔ DEUX emplacements devant le n° 1,
Avenue Alphonse DENIS	➔ UN emplacement devant les n° 69 et 71,
Avenue Edmond DUNAN	➔ UN emplacement devant le n° 8 limité à 15mn,
Rue Soldat FERRARI	➔ UN emplacement devant le n°8 limité à 15mn, ➔ DEUX emplacements à l'angle avec le Boulevard PASTEUR, côté pair limité à 15mn,
Rue Maréchal GALLIENI	➔ UN emplacement côté pair juste avant le carrefour DE DAVID BEAUREGARD / Soldat BELLON limité à 15mn,
Avenue GAMBETTA	➔ DEUX emplacements devant le n° 13 limité à 15mn, ➔ DEUX emplacements devant le n° 20 limité à 15 mn, ➔ UN emplacement devant le n° 33 et 35, limité à 30mn, ➔ DEUX emplacements devant le n° 41 limité à 15mn, ➔ UN emplacement devant le n° 55 limité à 15mn, ➔ UN emplacement aux abords du n°61, ➔ UN emplacement devant le n° 70 et le n°72, ➔ DEUX emplacements devant le n°84 et le n°86 limité à 15mn,
Avenue Alexis GODILLOT	➔ DEUX emplacements face au n° 64,
Rue Charles GERIN	➔ UN emplacement sur environ 15 mètres, entre le n°2 et le n°4 limité à 15mn,
Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ DEUX emplacements devant le n° 8,
Avenue des ILES D'OR	➔ DEUX emplacements devant le n° 19 et UN devant le n°38 limité à 15mn,
Gymnase Raymond KERAUDREN,	➔ UN emplacement sur le parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ UN emplacement devant le n° 3 sur environ 10m limité à 15mn, ➔ UN emplacement devant le n° 20 sur environ 10m, limité à 15mn,
↳Rue du MATAFFE	➔ UN emplacement devant le bâtiment F des HLM MATAFFE,
↳Rue MATIGNON	➔ DEUX emplacements (environ 10m) face au n°2,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ TROIS emplacements au niveau du n°881,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ UN emplacement face au n° 2 sur environ 10 mètres,
↳Avenue NOCART	➔ UN emplacement devant le n° 18 limité à 15mn,
↳Boulevard NOCART	➔ UN emplacement devant le n° 18 limité à 15mn,
↳Boulevard D'ORIENT	➔ TROIS emplacements devant le n°2 (entrée de service des cuisines de la Maternelle du Jardin d'Orient) limité à 15mn,
↳Rue de la PASSERONNE	➔ UN emplacement allant du n° 8 jusqu'à son intersection avec la Rue SAINT JOSEPH, sur environ 60 mètres, côté impair,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ UN emplacement devant le n°17 limité à 15mn,
↳Traverse Pierre RENAUDEL	➔ DEUX emplacement limité à 15mn,
↳Avenue RIONDET	➔ QUATRE emplacements entre le n°11 et le n° 13, ➔ UN emplacement devant le n°25,
↳Boulevard RIONDET	➔ UN emplacement devant le n°36,
↳Chemin de la RITORTE	➔ UN emplacement côté impair sur une longueur de 15m environ, entre le n° 11 et le n°15,
↳Cours STRASBOURG	➔ UN emplacement devant le n° 4 et devant le n°14,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ UN emplacement, devant le n°27 à son intersection avec la Résidence Les Hespérides jusqu'au plateau traversant, sur une longueur de 7m environ,
↳Avenue de TOULON	➔ UN emplacement devant le n° 35 sur environ 10 mètres, ➔ UN emplacement devant le n° 38 sur environ 10 mètres,

2. Aire de livraisons

Il est créé une aire de livraisons sur la voie latérale sud de la Place Vicomtesse DE NOAILLES, entre la sortie du parking souterrain de la Résidence LE ROQUEIROL et le Chemin de la FONT DE L'ANGE, sur 20 mètres, **limité à 15mn.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 22: STATIONNEMENTS RESERVES

En application des dispositions réglementaires, les emplacements de stationnement réservés sont les suivants:

1. *Taxis*

↳Place de l'EUROPE	➔ CINQ emplacements devant l'entrée de la Gare Ferroviaire,
↳Parvis Nord du CASINO	➔ Gare de taxis

Les chauffeurs de Taxis doivent faire stationner leur véhicule sur l'emplacement qui leur est désigné, à l'exclusion de tout autre point de stationnement, sauf lorsque le véhicule est en course ou a été loué.

2. *Autobus*

↳Allée Victor BELLAGUET	➔ sur dix mètres environ au niveau des HLM MATAFFE – Bâtiment A et des deux côtés,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ sur dix mètres environ devant le Bâtiment J – HLM BELLEVUE et des deux côtés, ➔ devant le Bâtiment E des HLM MATAFFE et des deux côtés,
↳Rue Soldat BELLON	➔ sur vingt mètres environ au niveau du Centre Commercial OLBIA (entre le n° 1 bis et le n°5 – côté pair),
↳Avenue de la Première Division BROSSET	➔ sur dix mètres environ devant le n° 15 et face au n° 19, côté pair,
↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 17,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ sur dix mètres environ devant le n° 3, ➔ sur douze (12) mètres environ entre l'Avenue Alphonse DENIS et la Rue du Docteur ROUX SEIGNORET, devant le kiosque d'information TPM,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement face au n° 1,
↳Avenue des COMBATTANTS EN AFN	➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 224, de part et d'autre, ➔ sur quinze mètres environ face au Bâtiment J des HLM LES MAURELS,
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ sur dix mètres environ devant la Maison des Sports, ➔sur dix mètres environ devant le n° 24 et devant le n° 11, ➔Face au n°42, sur environ 29 mètres,
↳Avenue Alfred DECUGIS	➔ devant la M.S.A, des deux côtés,
↳Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY	➔ sur dix mètres environ devant le n° 29, ➔ face au Chemin de l'EXCELSIOR – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Alphonse DENIS	➔ sur dix mètres environ face au n° 111 – côté pair, ➔ sur dix mètres environ entre le n° 109 et le n°111, ➔ de son intersection avec la Rue BOURNAZEL jusqu'à l'entrée du parking souterrain CLEMENCEAU, sur une longueur de 50m environ,
↳Boulevard Olivier DE SERRES	➔ à l'intersection avec l'Allée des LAVANDES,
↳Avenue Général EISENHOWER	➔ sur dix mètres environ devant l'école SAINT EXUPERY, et des deux côtés,
↳Rue EUGENIE	➔ sur dix mètres environ devant la Résidence LE SAN CARLO, ➔ sur dix mètres environ devant la Résidence L'HORIZON, ➔ sur quinze mètres environ devant les n° 25 et 27, de part et d'autre,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ sur dix mètres environ au niveau du Bureau de Poste, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ face au Bâtiment n° 12 – HLM du VAL DES ROUGIERES et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ au droit des Bâtiments n° 14 A et 15 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔ sur dix mètres environ entre les Bâtiments n° 18 et n°20 – HLM du VAL DES ROUGIERES, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ sur le côté nord du Bâtiment 20 – HLM DU VAL DES ROUGIERES, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ face au Bâtiment M – HLM BELLEVUE, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 48, ➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 63, ➔sur quinze mètres environ au droit du n° 82,
↳Rue de la GARE	➔ sur quinze mètres environ devant la Résidence – Retraite du CCAS et des deux côtés,
↳Place des GENDARMES D'OUVEA	➔ sur dix mètres environ devant l'accès à la Caserne de la GENDARMERIE MOBILE,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ sur quinze mètres environ devant l'école primaire des ILES D'OR, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 26, et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 37, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 41,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 70,
↳Avenue Jean JAURES	➔ sur quinze mètres environ devant le n°8,
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ sur dix mètres environ face à la voie d'accès au C.H.G. ➔ sur quinze mètres environ sur la voie de sortie du C.H.G,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Maréchal JOFFRE	➔ sur tout le côté Est de la Place (sur 50 m environ)
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Impasse Maréchal LECLERC, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue EUGENIE, ➔ sur cinquante mètres environ au droit du Collège Jules FERRY, ➔ devant le n° 642, de part et d'autre,
↳Avenue Paul LONG	➔ sur dix mètres environ devant le n° 51,
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ sur cinquante mètres environ devant le Gymnase des ROUGIERES – côté nord,
↳Rue Jules MASSEL	➔ sur dix mètres environ devant les n° 17 et n°18 et des deux côtés,
↳Rue du MATAFFE	➔ devant les HLM du VAL DES ROUGIERES – Bâtiment E, des deux côtés,
↳Boulevard MATIGNON	➔ sur dix mètres environ devant le n° 24 et à l'intersection avec la Rue Paul CEZANNE,
↳Avenue Ernest MILLET	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 11 et des deux côtés,
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ sur dix mètres environ face au n° 387, côté pair,
↳Route de NICE	➔ sur dix mètres environ sur le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER, des deux côtés,
↳Boulevard NOCART	➔ au niveau du Rond-Point giratoire de la LAZARINE,
↳Boulevard PASTEUR	➔ devant le n° 16,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ sur dix mètres environ devant le Gymnase Raymond KERAUDREN,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue EUGENIE,
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔ sur vingt cinq mètres environ au droit du Square STALINGRAD, côté pair, ➔ Face au n° 1, sur une quinzaine (15) de mètres environ,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ sur le parking circulaire devant le Collège Marcel RIVIERE, ➔ sur dix mètres environ face à l'accès à la Caserne de la GENDARMERIE MOBILE, ➔ sur dix mètres environ au droit de l'Ecoles des MOUETTES, de part et d'autre, ➔ devant le n° 750 et face à la Rue de la GALINETTE – côté impair, ➔ devant l'accès au lotissement LES COLLINES DE L'ORATOIRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue de PROVENCE	➔ de son intersection avec la Rue de BREST jusqu'au n°4,
↳Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ sur quinze mètres environ devant le Groupe Scolaire EXCELSIOR et devant l'entrée de la Caserne du 54ème R.A, ➔devant le n° 17 et à l'intersection avec le Chemin de la RITORTE – côté pair, ➔devant le Centre de Gériatrie BEAUSEJOUR,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ sur quinze mètres environ au droit de l'Ecole primaire GUYNEMER et des deux côtés,
↳Rue Auguste RENOIR	➔ à l'intersection avec la Rue Edouard MANET,
↳Avenue RIONDET	➔ sur dix mètres environ devant le n° 35 des deux côtés,
↳Chemin de la RITORTE	➔devant le n° 22 et à l'intersection avec le Chemin du GOLF, ➔sur dix mètres environ devant l'entrée du Cimetière,
↳Avenue de ROTTWEIL	➔ sur dix mètres environ devant le n° 250 et des deux côtés,
↳Gare Routière	➔ QUATRE emplacements côté EST,
↳Rue SAINT EXUPERY	➔ sur quinze mètres environ à l'angle de la Rue de la BLOCARDE,
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ sur dix mètres environ devant l'Ecole primaire GUYNEMER, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 14 et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940 et des deux côtés,
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ à hauteur de l'Allée du MARATHON, de part et d'autre,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ sur dix mètres environ au droit des n° 20 et 22, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ au droit du n° 28, de part et d'autre, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Chemin du ROUBAUD et sur dix mètres environ également à l'intersection avec le Chemin Soldat MACRI, ➔ sur quinze mètres environ devant la Piscine Municipale, de part et d'autre,
↳Avenue de TOULON	➔ sur dix mètres environ au droit du Lotissement « LES JARDINS DE CLAIRE », ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Chemin du FENOUILLET et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue du ROCHER – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Route de TOULON	➔face à la GENDARMERIE NATIONALE – côté impair, ➔ sur dix mètres environ au droit du Lotissement « Claude DURAND »,
↳ Allée des VIGNES VIERGES	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Allée des GRES ROSES et l'Allée des GRANDS CYPRES, de part et d'autre, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Allée des LAURIERS ROSES,
↳Chemin de la VILLETTE	➔ sur dix mètres environ au droit des Etablissements SAVCO,

3. ***Autocars de tourisme***

↳Rond-Point de l'APPEL DU 18 JUIN 1940	➔ sur le Parking d'ESPACE 3000,

4. ***Handicapés***

↳Rue Jean AICARD	➔UN emplacement avant l'intersection avec l'Avenue GAMBETTA, côté pair,
↳Rue BARNEOUD	➔UN emplacement devant le n° 14,
↳Avenue de BELGIQUE	➔UN emplacement au droit du n° 22,
↳Chemin de BELLEVUE	➔UN emplacement côté Est du Bâtiment E – HLM MATAFFE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment L – HLM BELLEVUE, ➔TROIS emplacements devant le Bâtiment M – HLM BELLEVUE, ➔TROIS emplacements devant le Bâtiment K – HLM BELLEVUE,
↳Rue de la BLOCARDE	➔UN emplacement devant le Bâtiment A4 des HLM de la BLOCARDE,
↳Place BOURGNEUF	➔UN emplacement au centre de la Place, contre l'abri container
↳Rue BREST	➔UN emplacement devant le n° 9,
↳Allée des BROCHETS	➔UN emplacement entre le n° 38 et le n° 40, sur la Placette,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔UN emplacement au droit du n° 2,
↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement au droit du n° 28 et du n° 41, ➔UN emplacement à son intersection avec l'Impasse BARBESANT, ➔UN emplacement à son intersection avec la Rue Pierre RENAUDEL,
↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔UN emplacement devant le n° 32,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement devant le n° 4 (la poste), ➔UN emplacement devant le n° 6,
↳ Rue Edouard CORDIER	➔UN emplacement à l'angle de la Rue Léon GAUTIER,
↳Avenue Pierre de COUBERTIN (parking Stade A. VERAN)	➔UN emplacement devant l'entrée du stade
↳Avenue Pierre de COUBERTIN (parking Stade A. VERAN)	➔DEUX emplacements sur le parking derrière le stade
↳Avenue Alphonse DENIS	➔UN emplacement au droit du n° 49, ➔UN emplacement au droit du n° 99,
↳Parking DENIS	➔DEUX emplacements,
↳Avenue Edmond DUNAN	➔UN emplacement devant le n° 15,
↳ Place Henri DUNANT	➔UN emplacement,
↳Allée Georges DUSSAUGE	➔DEUX emplacements sur le parking devant le lycée professionnel du GOLF HOTEL,
↳Parking ESPACE 3000	➔ DEUX emplacements au droit du transformateur sur le premier parking,
↳Parking ESPACE LA VILLETTE	➔ QUATRE emplacements à environ 50m du portique de sortie débouchant Traverse des NARTETTES,
↳Rue EUGENIE	➔ DEUX emplacements devant le n°18,
↳Place de l'EUROPE	➔DEUX emplacements sur le Parking,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔DEUX emplacements au droit du Bâtiment N – HLM BELLEVUE, ➔DEUX emplacements au droit du Bâtiment O – HLM BELLEVUE, ➔UN emplacement devant la Crèche TOM POUCE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment 3 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement au droit du Bâtiment 4 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔DEUX emplacements côté Sud du Bâtiment P – HLM BELLEVUE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°7, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°10, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°12, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°15 B, HLM VAL DES ROUGIERES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Rue Soldat FERRARI	➔UN emplacement devant le n° 28, ➔UN emplacement au droit du n° 8,
Gymnase Jules FERRY	➔DEUX emplacements sur le Parking,
Place de la GARE	➔UN emplacement sur le Parking,
Avenue GAMBETTA	➔DEUX emplacements face au n° 21, ➔DEUX emplacements entre le n° 86 et le n°88,
Impasse GAMBETTA	➔UN emplacement au fond de l'Impasse, partie publique,
Rue Léon GAUTIER	➔UN emplacement au droit du n° 1, ➔UN emplacement devant le n°10,
Rue Charles GERIN	➔UN emplacement entre le n° 2 et 4,
Avenue Alexis GODILLOT	➔UN emplacement devant le n°54, face au laboratoire d'analyses,
Rue du GRAND MARCHE	➔UN emplacement à la hauteur du n° 1,
Ecole Primaire GUYNEMER	➔UN emplacement sur le parking,
Rue Victor HUGO	➔UN emplacement devant le n°5,
Avenue des ILES D'OR	➔UN emplacement au droit du n° 40, ➔DEUX emplacements face au n° 44 – côté impair,
Place Maréchal JOFFRE	➔TROIS emplacements sur le parking,
Gymnase Raymond KERAUDREN,	➔UN emplacement sur le parking,
Traverse Philippe LEBON	➔UN emplacement avant l'intersection avec l'Avenue Pierre RENAUDEL au droit de l'auto-école,
Avenue Maréchal LECLERC	➔ajout de DEUX emplacements handicapés, au niveau du stationnement en bataille à proximité directe du rond point Robert SHUMAN,
Place Théodore LEFEBVRE	➔DEUX emplacements côté Est de la Médiathèque,
Avenue Maréchal LYAUTEY	➔UN emplacement au droit de l'agence FRANCE TELECOM,
Avenue Paul LONG	➔UN emplacement au droit de l'école primaire Paul LONG, ➔UN emplacement face au n° 17,
Parking école Paul LONG	➔UN emplacement
Chemin Soldat MACRI	➔ QUATRE emplacements côté Roubaud et DEUX emplacements devant le Gymnase des ROUGIERES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue du 8 MAI 1945	➔UN emplacement au niveau du parking faisant face au n° 12 bis,
↳Rue André MALRAUX (parking Collège Jules Ferry)	➔UN emplacement côté droit à la sortie du parking, proche de l'entrée du collège,
↳Boulevard MATIGNON	➔UN emplacement devant le n° 21,
↳Rue MICHELET	➔UN emplacement entre le n° 9 et 11,
↳Avenue Jean MOULIN	➔UN emplacement face au n° 600 – côté impair,
↳Place Vicomtesse de NOAILLES	➔UN emplacement devant l'Immeuble LE BELLINI,
↳Boulevard d'ORIENT	➔DEUX emplacements entre le n° 1 et 3,
↳Avenue Jean-Jacques PERRON	➔UN emplacement devant le n° 1 et le n° 13,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔DEUX emplacements sur le parking des véhicules légers devant le Collège Marcel RIVIERE,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔UN emplacement devant le bâtiment Les Lavandes,
↳Rue Auguste RENOIR	➔UN emplacement au droit du n° 11,
↳Place de la REPUBLIQUE	➔DEUX emplacements face au n° 19,
↳Boulevard RIONDET	➔DEUX emplacements à hauteur du n° 2c, ➔UN emplacement face au n° 36,
↳Avenue Olbius RIQUIER	➔UN emplacement devant le n° 14,
↳Rue SAINT EXUPERY	➔UN emplacement devant le Bâtiment E1 des HLM de la BLOCARDE,
↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement au droit du n° 8,
↳Collégiale SAINT PAUL	➔UN emplacement sur la placette entre les Rues SAINT PAUL et FENELON,
↳Place SAINT PAUL	➔DEUX emplacements, côté Sud, face à son débouché Rue de la CROIX,
↳Cours STRASBOURG	➔UN emplacement devant le n° 10,
↳Place Louis VERSIN	➔TROIS emplacements sur le parking,
↳Allée des VIGNES VIERGES	➔UN emplacement devant le Bâtiment 7 des ROMARINS et un emplacement devant le n° 215,
↳Rue Olivier VOUTIER	➔DEUX emplacements face au n° 8 – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. ***Transporteurs de fonds***

↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement sur la chaussée devant la façade de la L.C.L, ➔UN emplacement au niveau du n° 33 (face au Crédit Agricole),
↳Avenue Jean Jacques PERRON	➔UN emplacement devant le n° 3 (BNP PARIBAS) sur 12m environ,
↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement sur le trottoir devant la BANQUE POPULAIRE,

6. ***Convois funèbres***

↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement sur une quinzaine de mètres devant l'église SAINTE MADELEINE.

7. ***Arrêts minute***

↳Avenue Soldat BELLON	➔ UN emplacement côté pair, à son intersection avec le Rond Point BEAUREGARD, limité à 15 minutes, ➔ DEUX emplacements devant le n°1, sous les emplacements deux roues limités à 30 minutes avec borne,
↳Rue de BREST	➔UN emplacement face au n° 16, limité à 15 minutes, UN emplacement face au n° 1, limité à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ DEUX emplacements devant le n°9 (devant le Crédit Agricole), limités à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ UN emplacement devant le n° 49, limité à 30 minutes avec borne, UN emplacement devant le n° 75, limité à 30 minutes avec borne, UN emplacement devant le n° 99 Bis, limité à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ DEUX emplacements devant le n° 26,
↳Rue FRANKLIN (Oustaou Rou)	➔UN emplacement, limité à 30 minutes avec borne,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ DEUX emplacements face au n°5, limités à 10 minutes,
↳Avenue GAMBETTA	➔DEUX emplacements, devant le n°32, limités à 30 minutes, ➔DEUX emplacements, devant le n°48 et le n° 50, limités à 30 minutes, ➔DEUX emplacements, devant le n°80 et le n° 82, limités à 30 minutes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Léon GAUTIER	➔UN emplacement, devant le n° 28, limité à 30 minutes. ➔DEUX emplacements, devant le n° 22 limités à 30 minutes.
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ UN emplacement au droit du n° 48, limité à 30 minutes.
↳Avenue des ILES D'OR	➔DEUX emplacements devant le n° 21, limité à 30 minutes.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔DEUX emplacements pour un « Arrêt autorisé 15 minutes » devant la CPAM,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔DEUX emplacements devant le n° 4, limités à 30 minutes, avec borne,
↳ Chemin du Soldat MACRI	➔DEUX emplacements au droit de la sortie du lycée Agricole, limités à 15 minutes.
↳ Boulevard MATIGNON	➔UN emplacement entre le n° 2 et le n° 4 limité à 15 minutes,
↳ Rue MICHELET	➔UN emplacement côté pair sur une longueur de 4m environ, entre le n°6 et l'intersection avec la Rue du Commandant MONTEIL, limité à 30 minutes.
↳Avenue Ernest MILLET	➔UN emplacement au droit du n° 2, limité à 15 minutes.
↳ Place de l'OUSTAOU ROU	➔UN emplacement limité à 30 minutes,
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔DEUX emplacements à l'angle de l'Avenue Maréchal GALLIENI, face au Square STALINGRAD, limités à 30 minutes avec borne,
↳Avenue QUINZIEME CORPS	➔UN emplacement au droit de son intersection avec le Rond Point Louis CARTIGNY du n° 2 Bis limité à 15mn, ➔DEUX emplacements devant le n°10, limités à 30 minutes,
↳ Rue des REMPARTS	➔DEUX emplacements devant le n°2, à l'angle de l'Avenue Paul LONG, limités à 30 minutes avec borne.
↳ Carrefour REPUBLIQUE/ STRASBOURG/VERDUN	➔ DEUX emplacements, limités à 30 minutes,
↳ Rue RIBIER	➔DEUX emplacements devant le n° 1, limités à 30 minutes, avec borne,
↳ Avenue RIONDET	➔DEUX emplacements devant le n° 21, limités à 30 minutes avec borne, ➔DEUX emplacements entre le n° 23 et le n° 25, limités à 30 minutes avec borne,
↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔DEUX emplacements pour un « Arrêt autorisé 15 minutes » face au n° 9 – côté pair, avec borne.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue de TOULON	➔UN emplacement devant le n° 33 sur environ 15 mètres, limité à 15 minutes.
↳Chemin de la VILLETTE	➔TROIS emplacements devant le n° 34, à son intersection avec la montée de COSTEBELLE, limités à 15 minutes. ➔DEUX emplacements au n° 68, à trente mètres environ de son intersection avec la Rue Hippolyte PANHARD, limités à 15 minutes,
↳Rue Olivier VOUTIER	➔DEUX emplacements à l'angle avec l'Avenue Alexis GODILLOT, limités à 30mn avec borne,

8. ***Deux roues***

↳Rue ALLEGRE	➔UN emplacement face au n°4 sur 5m,
↳Rue George AURIC	➔UN emplacement à l'angle avec la Rue Léon GAUTIER, sur 5 mètres environ
↳Rue Soldat BELLON	➔UN emplacement d'une dizaine de mètres face à l'entrée du parking OLBIA, ➔UN emplacement sur CINQ mètres au droit du n°14,
↳Avenue Paul BOURGET	➔UN emplacement face au n° 3, côté droit, à son débouché sur le rond point Louis RAVIER,
↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement devant le n° 28 Bis sur 5m environ,
↳Place de l'EUROPE	➔ UN emplacements devant le numéro 2, au droit de l'établissement bancaire, sur 10 mètres environ,
↳Avenue GAMBETTA	➔UN emplacement d'environ cinq mètres devant le n° 13, devant le n° 36, le 46, le 52, le n°64 et le n° 76.
↳Rue Léon GAUTIER	➔ UN emplacement devant le n°10, limité à 30 mn,
↳Avenue des ILES D'OR	➔UN emplacement devant le n°15 sur 10 m environ,
↳Avenue du 8 MAI 1945	➔UN emplacement une dizaine de mètres (10) au droit de la sortie de garage de la résidence ANTHEMION au n°9, ➔UN emplacement devant le n°12, ➔UN emplacement d'une vingtaine de mètres (20) devant la Médiathèque,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n° 15, ➔ UN emplacement sur environ DIX mètres face au n° 44 (à la suite des deux emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔UN emplacement d'une quinzaine de mètres devant le n° 1, ➔UN emplacement devant le n°3 sur 10m environ, ➔UN emplacement d'une dizaine de mètres devant le n°22,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Ernest MILLET	➔ UN emplacement au droit du n° 2,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ UN emplacement devant le n° 205, au niveau de la locale poubelle de la Résidence Villa Saint Hilaire, sur 10 m environ. ➔ UN emplacement face au n° 931, au droit du passage piétons,
↳Place de l'ORATOIRE	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n°1 sur environ
↳Avenue Jean Jacques PERRON	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n°6. ➔ UN emplacement sur environ DIX mètres face au n° 14,
↳Rue Charles SAINT	➔UN emplacement au droit du n°11, à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Cours de STRASBOURG	➔ UN emplacement devant le n°1 sur dix mètres environ, ➔ UN emplacement devant le n°7 sur dix mètres environ,
↳Avenue de TOULON	➔ UN emplacement devant le n° 15, partant de la sortie de garage de la Résidence CAVALLINO, sur dix mètres environ,
↳Avenue VICTORIA	➔ UN emplacement au droit du n° 23, Résidence les Grégoriennes ,

9. ***Ambulance***

↳Avenue RIONDET	➔ QUATRE emplacements devant le n°11 et 13.

10. ***Sapeurs Pompiers***

↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ UN emplacement Devant l'établissement MGEN Pierre Chevalier, entre les deux passages piétons,
↳Parking Avenue Gabriel PERI	➔DEUX emplacements,

11. ***Voitures électriques***

↳Parking Avenue Alphonse DENIS	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
↳Parking Avenue Gabriel PERI	➔ DEUX emplacements, à l'entrée du parking pour 1 borne,
↳Parking ESPACE 3000	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
↳ Avenue Maréchal LECLERC	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue des MONOCOTYLEDONES ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking de la PISCINE MUNICIPALE ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking relais du PYANET ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
- Parking de la Gare SNCF ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking Louis VERSIN ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.

12. ***Navettes***

- Avenue Pierre de COUBERTIN ➔devant l'entrée du parking stade du PYANET,
- Parking DENIS ➔ à gauche de l'entrée du Parking,
- Avenue GAMBETTA ➔face au n° 18 bis,
- Chemin des NARTETTES ➔devant l'entrée du parking de l'ESPACE 3000.

13. ***Véhicules de services publics***

- Rue SAINT PAUL ➔UN emplacement derrière la Collégiale SAINT PAUL.

14. ***Vélos***

- Avenue Alphonse DENIS ➔ UN emplacement devant le n° 89,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 23: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tout véhicule est interdit sur les voies ci-après définies :

↳Rue Jean AICARD	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
↳Rue ALLEGRE	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue François ARENE	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue de l'ASCENSION	➔ entre la Rue de VERDUN et la Traverse de la COLLINE, côté pair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rue BARNEOUD	➔ partie comprise entre la Rue BREST et la limite ouest de l'Immeuble « EMILIA », côté impair,
↳Traverse Victor BASCH	➔ dans sa partie comprise entre l'accès à la Résidence BEAUVALLON et l'Avenue RIONDET, des deux côtés,
↳Rue Victor BASCH	➔ entre la Rue du CHATEAU et la Montée SAINTE CROIX, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Rue Victor BASCH	➔ entre le Chemin de la PORTE SAINT JEAN et la Rue du CHATEAU, côté impair,
↳Chemin de BEAUVALLON BAS	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Chemin de BEAUVALLON HAUT	➔entre le Chemin des MAURETTES et la Rue Victor BASCH, côté impair,
↳Avenue de BELGIQUE	➔ partie comprise entre l'Avenue Aristide BRIAND et la Rue Soldat FERRARI, côté impair,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ entre les Bâtiments M et K – HLM BELLEVUE et des deux côtés,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ devant l'accès à l'Ecole Maternelle du VAL DES PINS et devant l'accès aux HLM MATAFFE, Bâtiment D,
↳Chemin de BELLEVUE	➔au niveau de la voie d'accès au Bâtiment M – HLM BELLEVUE,
↳HLM BELLEVUE (Voie de contournement du Bâtiment P)	➔sur toute sa longueur, côté colline
↳Rue Soldat BELLON	➔ entre la Rue Léon GAUTIER et l'Avenue Ernest MILLET, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Soldat BELLON	➔partie comprise entre l'Avenue GAMBETTA et la Rue Alexandre CASTUEIL, côté pair,
↳Rue Soldat BELLON	➔sur vingt cinq mètres environ à partir de l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Rue Eugène BERRE	➔ dans sa portion comprise entre la Rue Docteur VIDAL et le Chemin de l'EXCELSIOR,
↳Avenue Paul BOURGET	➔ sur toute sa longueur, et des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Place BOURGNEUF	➔ en totalité sauf emplacements matérialisés,
↳Rue BOURGNEUF	➔ de l'Avenue Paul LONG jusqu'à la Rue NEUVE, des deux côtés à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Edouard BRANLY	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue BREST	➔sur trente mètres environ, partie comprise entre la Rue de PROVENCE et la Rue Charles SAINT, côté impair,
↳Avenue Aristide BRIAND	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partie comprise entre l'Avenue VICTORIA et la Rue Léon GAUTIER, côté pair,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partie comprise entre la Rue Léon GAUTIER et l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Impasse du CASINO	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ partie comprise entre l'Avenue Pierre RENAUDEL et la Rue Gustave ROUX, côté impair,
↳Rond-Point Paul CEZANNE	➔ sur tout le pourtour,
↳Rue Paul CEZANNE	➔ sur une trentaine de mètres à partir de l'intersection avec le Boulevard MATIGNON, des deux côtés,
↳Rue CLAUDE	➔ partie comprise entre l'Avenue Alphonse DENIS et la Rue CURIE, des deux côtés,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ sur toute sa surface, sur tout le pourtour et des deux côtés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ de l'Avenue Aristide BRIAND à l'Avenue GAMBETTA, côté impair à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Edouard CORDIER	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Rue de la CROIX	➔ devant le n° 1,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DELIB0632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Andrée DE DAVID BEAUREGARD	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ dans sa partie comprise entre la Rue Soldat FERRARI et l'Avenue Aristide BRIAND, des deux côtés.
↳Place Henri DUNANT	➔ sur les CINQ emplacements côté Nord (emplacements privés) ➔ sur tout le côté Nord de l'accès Sud à la Place, ➔ sur tout le côté Nord de l'accès Nord à la Place.
↳Place de l'EUROPE	➔ devant l'accès des voyageurs au bâtiment de la Gare et devant l'accès au terrain de boules,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ entre l'intersection avec la Rue du MATAFFE et l'accès au Bâtiment EXCELSIOR.
↳ Chemin de l'EXCELSIOR	➔ au niveau de la voie d'accès au Bâtiment N – HLM BELLEVUE,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ devant le Bâtiment 10 – HLM VAL DES ROUGIERES.
↳Rue FENOUILLET	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre la Rue CURIE et l'Avenue Alphonse DENIS, des deux côtés,
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre la Rue Léopold JAUBERT et la Voie OLBIA, côté pair,
↳Avenue Maréchal FOCH	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Chemin de la FONT DE L'ANGE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Rue FRANKLIN	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
↳ Rue Maréchal GALLIENI	➔ de l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON jusqu'au n° 9Bis, côté impair,
↳Avenue GAMBETTA	➔ partie comprise entre l'Avenue Joseph CLOTIS et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	➔ entre le Rond-Point du ONZE NOVEMBRE et le n° 63 Bis, côté impair,
↳ Rue de la GARE	➔ partie comprise entre le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE et la Traverse Pierre RENAUDEL, côté nord,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Impasse Matelot GAUTHIER	➔ sur quinze mètres environ à partir de la Rue Matelot GAUTHIER, côté Centre de GERONTOLOGIE,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ sur toute sa longueur sauf emplacements matérialisés, côté impair,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ entre la Rue Soldat BELLON et l'Avenue Ernest MILLET sauf emplacements matérialisés et entre la Rue Edouard CORDIER et la Rue Georges AURIC, côté pair.
↳Chemin de la GERBAUDE	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Victor HUGO	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ du n° 16 au n° 34 et de l'Avenue Edith WARTHON jusqu'à l'Avenue RIONDET, côté pair,
↳Rue LAMALGUE	➔ sur environ trente mètres devant le Square QUEIROLO.
↳Rue LAMARTINE	➔ à partir du n° 16 jusqu'à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND – côté pair sauf emplacements matérialisés,
↳Allée des LAURIERS ROSES	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Impasse Maréchal LECLERC (future voie de liaison avec la Rue EUGENIE)	➔côté Est en l'absence d'accotement stabilisé,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Est)	➔ sur toute sa longueur, côté Place,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Ouest)	➔ sur environ quinze mètres le long de la Médiathèque pour l'accès pompiers,
↳Avenue Paul LONG	➔ partie comprise entre le Chemin de la GERBAUDE et la Rue Edouard MANET, côté pair,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ sur toute sa longueur, côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rue MALESPINE	➔ sur toute sa longueur, côté sud,
↳Rue Edouard MANET	➔ entre le n° 20 et le n° 6, côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rond-Point Edouard MANET	➔ sur tout le pourtour,
↳Rue Jules MASSEL	➔ partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et l'Avenue des NATIONS UNIES, côté pair, sauf emplacements matérialisés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Jules MASSEL	➔ partie comprise entre l'Avenue des NATIONS UNIES et l'Avenue Jean NATTE, des deux côtés,
↳Rue MATIGNON	➔ sur toute sa longueur côté pair,
↳Rue MICHELET	➔ partie comprise entre la Rue Georges AURIC et la Rue Ernest MILLET, côté impair,
↳Rue MICHELET	➔ entre la Traverse MICHELET et la Rue Georges AURIC, côté pair,
↳Traverse MICHELET	➔sur toute sa longueur, côté pair,
↳Avenue Ernest MILLET	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Jean MONNET	➔ sur toute sa longueur, côté square,
↳Rue Commandant MONTEIL	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ sur cinquante mètres, côté pair à partir de la Rue du PLAQUEMINIER,
↳Rue Pierre MOULIS	➔partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
↳Rue Pierre MOULIS	➔partie comprise entre la Rue Alexandre CASTUEIL et l'Avenue GAMBETTA, côté pair, et côté impair entre le n° 1 et l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Avenue des NATIONS UNIES	➔ sur toute sa longueur, et des deux côtés,
↳Avenue Jean NATTE	➔ partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et la Rue Jules MASSEL, côté impair,
↳Rue NEUVE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Montée de NOAILLES	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
↳Boulevard NOCART	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Voie OLBIA	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Rue de l'ORATOIRE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue de la PAIX	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue PARADIS	➔ sur toute sa longueur des deux côtés,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ devant l'accès pompiers du Collège Marcel RIVIERE,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ devant l'accès au Réservoir au GOLF HOTEL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin de la POTERIE	➔ entre le Chemin de la TARENTE et l'Avenue de TOULON et des deux côtés.
↳Rue PRINCE ALBERT	➔ sur toute sa longueur, côté sud,
↳Rue du REMPART	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ devant le n° 21 à l'angle de la Traverse Philippe LEBON,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔partie comprise entre la Rue de la GARE et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE, des deux côtés,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔sur seize mètres devant la sortie de garage située au n° 9 et sur vint mètres devant celle située au n° 4,
↳ Rue Auguste RENOIR	➔ partie comprise entre la Rue Edouard MANET et le n° 24, côté pair,
↳ Rue Ernest REYER	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue Jean RIBIER	➔ sur toute sa longueur, côté pair sauf emplacements matérialisés,
↳Avenue RIONDET	➔ sur vingt mètres environ devant la Crèche LA PETITE SIRENE sauf dépose des enfants dans le couloir matérialisé,
↳Boulevard RIONDET	➔ du n° 2 au n° 18 côté pair et sur l'aire de retournement devant le n° 2A,
↳Chemin du ROUBAUD	➔devant l'accès à la voie verte,
↳Rue Gustave ROUX	➔sur toute sa longueur, côté Roubaud,
↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔sur toute sa longueur des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
↳Rue Charles SAINT	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue SAINT BERNARD	➔à son intersection avec la Rue SAINTE CLAIRE,
↳Rue SAINT ESPRIT	➔ sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ sur toute sa longueur des deux côtés,
↳Sentier SAINT PIERRE	➔devant son accès, côté Rue du REMPART,
↳Rue SAINTE CLAIRE	➔sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Montée SAINTE CROIX	➔sur toute sa longueur, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Pierre SEMARD	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Rue Georges SIMENON	➔sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ sur la Place du SOLEIL LEVANT et la contre allée de l'Avenue du SOLEIL LEVANT, sauf emplacements matérialisés.
↳Place du SOUVENIR FRANCAIS	➔en totalité.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ partie comprise entre le Rond-Point du CASINO et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, des deux côtés.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ partie comprise entre la Voie OLBIA et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, côté impair.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔partie comprise entre la Voie OLBIA et le n° 31, côté pair.
↳Avenue de TOULON	➔sur toute sa longueur et des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Rue VIALA	➔devant le n° 13.
↳Avenue VICTORIA	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Rue Olivier VOUTIER	➔partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et l'Avenue Edith CAVELL, côté Roubaud.
↳Avenue Edith WHARTON	➔partie comprise entre l'Avenue des ILES D'OR et la limite Ouest de l'Immeuble « LE PROVENCE », des deux côtés.
↳Avenue Edith WHARTON	➔ partie comprise entre la limite Ouest de l'Immeuble « LE PROVENCE » et la Rue Victor BASCH, côté impair.

1. ***Stationnement interdit aux poids lourds de plus de 3t5***

↳Square Jean MONNET	➔sur la totalité du parking.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. ***Stationnement interdit les jours de marché***

↳Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Georges AURIC, des deux côtés.

3. ***Stationnement interdit aux deux roues***

↳Rue de l'ORATOIRE ➔ face au n°2.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 24: STATIONNEMENT GENANT

Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des emplacements matérialisés au sol et/ou parking prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

Les dispositions de l'Article R. 417-10 du Code de la Route relatives au « Stationnement gênant » sont applicables aux voies ci-après définies :

Rue Jean AICARD	→ sur toute sa longueur, des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
Rue des BIGARADIERS	→ entre l'Avenue NOCART et le n° 12, des deux côtés.
Rue BOURGNEUF	→ sur quatre vingt mètres des deux côtés à partir de la Rue NEUVE.
Rue Henri de BOURNAZEL	→ sur toute sa longueur, côté pair.
Rue des BUISSONS ARDENTS	→ sur toute sa longueur, côté pair.
CASINO des PALMIERS (Parvis nord)	→ en dehors des emplacements matérialisés.
CASINO des PALMIERS (Rampe d'accès au parvis sud)	→ dans sa totalité.
Rue Alexandre CASTUEIL	→ sur toute sa longueur, côté impair.
Avenue Edith CAVELL	→ sur vingt mètres de part et d'autre de l'accès au Parking d'E.D.F.
Avenue Joseph CLOTIS	→ partie comprise entre l'Avenue Aristide BRIAND et l'Avenue Maréchal FOCH, des deux côtés.
Avenue Joseph CLOTIS	→ de l'Avenue Maréchal FOCH à la Rue Jean RIBIER, côté pair.
Rue Guy COUFFE	→ sur toute sa longueur, côté pair.
Avenue Alphonse DENIS	→ entre l'Avenue Général MANGIN et l'Avenue Henri de BOURNAZEL, côté pair.
ESPACE 3000 (Voie de contournement)	→ le long du bâtiment avant la sortie du parking.
Impasse Soldat FERRARI	→ sur toute sa longueur, côté nord.
Rue Maréchal GALLIENI	→ entre l'entrée du Lycée Jean AICARD et l'Avenue Andrée DE DAVID DE BEAUREGARD, côté pair.
Impasse GAMBETTA	→ sur toute sa longueur, côté nord.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELIBpdfSE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Léon GAUTIER	➔sur la croix Saint Andrée face au n° 19 bis.
↳Avenue Jean JAURES	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Avenue Paul LONG	➔ partie comprise entre la Rue de VERDUN et la Rue de la TOUR des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue Général MANGIN	➔ partie comprise entre la Rue CASTELNAU et le Boulevard d'ORIENT, côté pair.
↳Rue Jules MASSEL	➔ face au n° 2 Bis, côté impair.
↳Boulevard MATIGNON	➔ côté impair à la hauteur du n° 9 et entre les n° 13 et 19.
↳Boulevard MATIGNON	➔ sur toute sa longueur, côté pair.
↳Rue MICHELET	➔ devant le n° 20 (accès à la Résidence LES BOIS ST CHARLES).
↳Avenue Ernest MILLET	➔ sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Chemin des NARTETTES	➔ entre le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940 et l'entrée du parking d'ESPACE 3000, côté sud.
↳Avenue NOCART	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Place Vicomtesse de NOAILLES	➔ devant l'accès réservé au BIBLIOBUS aux dates et heures de passage affichées.
↳Boulevard d'ORIENT	➔ devant le n° 1.
↳Boulevard PASTEUR	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Rue Emile PAUL	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ dans sa partie comprise entre le Chemin du VIVIER et la Rue de la GALINETTE.
↳ Rue de PROVENCE	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Rue du PUITS	➔ partie comprise entre la Rue FRANKLIN et la Place de l'OUSTAOU ROU, des deux côtés.
↳Rue du REMPART	➔ sur quinze mètres environ le long de l'Hôtel du SOLEIL, côté impair.
↳Rue Auguste RENOIR	➔ sur tout le pourtour de l'aire de retournement.
↳Boulevard RIONDET	➔ entre le n° 30 et le n° 34.
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ côté pair entre les n° 2 à 10.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Cours de STRASBOURG ➔ côté impair entre l'Eglise SAINT LOUIS et la Rue de la REPUBLIQUE.

↳ Avenue Ambroise THOMAS ➔ après le n° 31 jusqu'à la Voie OLBIA, côté impair sauf emplacements matérialisés.

1. Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement de certaines catégories de véhicules de transport public :

↳Arrêts d'autobus ➔ sur leur totalité lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

2. **Emplacements réservés aux véhicules de secours**

↳Avenue 1ere Division BROSSET➔ devant le n° 18, bâtiment A de la Résidence MICHELANGELO.

3. **Camping Cars**

Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate est interdit durant les périodes scolaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 25: ARRET INTERDIT

Rue Soldat BELLON	➔ sur vingt cinq mètres environ, à partir de l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
Avenue Paul BOURGET	➔ sur quarante mètres environ avant le passage à niveau, côté pair,
Place Georges CLEMENCEAU	➔ du Cours de STRASBOURG à la Place de la REPUBLIQUE (Voie latérale ouest), côté impair,
Avenue Joseph CLOTIS	➔ de la Rue Jean RIBIER à l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre l'Avenue de BELGIQUE et l'Avenue Alphonse DENIS, des deux côtés,
Avenue GAMBETTA	➔ entre l'Avenue Joseph CLOTIS et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
Avenue Jean MOULIN	➔ sur une vingtaine de mètres devant le n° 956,
Rue Pierre MOULIS	➔ entre l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
Avenue Ambroise THOMAS	➔ entre la Rue CRIVELLI et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L' HERMINIER, côté pair,
Rue de VERDUN	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
Rue VIALA	➔ au droit du n° 13,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 26: ZONE D'ENLEVEMENT DE VEHICULES

Sur les voies ci-après définies, le stationnement et l'arrêt de tout véhicule est strictement interdit. Toute infraction sera sanctionnée par l'enlèvement du véhicule et sa mise en fourrière :

↳Rue BARBACANE	→ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue BARBACANE	→ sur sa partie comprise entre l'Ecole Jules MICHELET et l'îlot central, côté impair,
↳Avenue Paul BOURGET	→ sur quarante mètres environ avant le passage à niveau, côté pair,
↳Rue CHARVET	→ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Place Georges CLEMENCEAU	→ partie comprise entre le Cours de STRASBOURG et la Place de la REPUBLIQUE, des deux côtés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	→ sur toute sa longueur côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	→ sur toute sa longueur, côté pair, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Maréchal FOCH	→ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	→ partie comprise entre les Avenues Joseph CLOTIS et Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	→ sur trente mètres environ en aval du carrefour GAMBETTA / LYAUTEY / Soldat BELLON, des deux côtés,
↳Avenue des ILES D'OR	→ partie comprise entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue RIONDET, côté pair,
↳Avenue Paul LONG	→ partie comprise entre les n° 1 et 17 inclus, des deux côtés,
↳Rue de l'ORATOIRE	→ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
↳Traverse de l'ORATOIRE	→ en totalité, des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue de la REPUBLIQUE	→ sur toute sa longueur des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Rue SAINT ESPRIT	➔ sur toute sa longueur des deux côtés à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Cours de STRASBOURG	➔ au droit des n° 10 à 14 inclus, côté pair.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 27: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Ville d'Hyères-les Palmiers dans un délai de deux mois et vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 28 : Madame la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale, et Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Publié le ..... 26 MARS 2024

Fait à HYERES LES PALMIERS, le 18 mars 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité
Rémy THIEBAUD

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS
83412 - VAR - 266

DESTINATAIRES :
+Mme la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale,
+M. le Chef de la Police Municipale,
+ PC Radio,
+Service VOIRIE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

COMMUNE D'HYERES LES PALMIERS

DEPARTEMENT DU VAR
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

N° 498

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS

POLICE MUNICIPALE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DANS LES FRACTIONS ET QUARTIERS PERIPHERIQUES

Réf : C/S n° 228 /2024

Certifié exécutoire
HYERES le..... 26 MARS 2024
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS 83412 - VAR

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L2213-2 à L2213-6,

VU Le Code Pénal,

VU Le Code de la Route,

VU L'Arrêté Municipal n° 768 en date du 24 avril 2023 portant règlement général de la circulation et du stationnement dans les fractions et quartiers périphériques et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété,

VU L'arrêté de délégation n° 1912 du 13 octobre 2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. THIEBAUD Rémy, 10ème Adjoint, dans les domaines suivants : Sécurité, Circulation, Stationnement, IMR, Démoustication, Santé

CONSIDERANT qu'il est apparu indispensable de codifier en un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la circulation et au stationnement dans les fractions et quartiers périphériques d'HYERES LES PALMIERS,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'Arrêté Municipal n° 768 en date du 24 avril 2023 et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété sont abrogés et remplacés par le présent Arrêté.

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux agglomérations secondaires de la commune d'HYERES LES PALMIERS, ainsi qu'aux fractions de commune et aux parties du territoire communal sises en dehors de l'agglomération principale. Elles complètent les dispositions générales du Code de la Route et s'appliquent à toutes les personnes empruntant ces voies : piétons, conducteurs de véhicules, d'engins ou d'animaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20240326-498-AR
Date de télétransmission : 26/03/2024
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

SOMMAIRE

L'ALMANARRE	Page 02
L'AYGUADE-LE CEINTURON	Page 03
LA BAYORRE	Page 04
LA BERGERIE-LE POUSSET	Page 05
LES BORRELS	Page 06
LA CAPTE	Page 07
COSTEBELLE-COUPIANE	Page 08
LE GAPEAU	Page 09
GIENS	Page 10
LES LOUBES	Page 11
LA MADRAGUE	Page 12
LE PALYVESTRE	Page 13
PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL	Page 14
LA PLAGE-LE PORT	Page 15
LES SALINS	Page 16
LA TOUR FONDUE	Page 17
ILE DE PORQUEROLLES	Page 18
ILE DU LEVANT	Page 19
DISPOSITIONS COMMUNES	Page 20

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

L'ALMANARRE

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 3: Les limites de l'agglomération secondaire de l'ALMANARRE sont fixées ainsi qu'il suit :

- à l'Ouest : Route de l'ALMANARRE (R.D. 559 – P.K. 44+172), 130 mètres à l'Ouest de l'entrée de l'hôpital SAN SALVADOUR,
- au Nord-Ouest : Chemin SAINT PIERRE DES HORTS, à son intersection avec l'Avenue Marcel ARMANET,
- au Nord : Chemin de POMPONIANA, à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- au Nord-Est : Route de l'ALMANARRE (R.D. 559), au niveau de l'école,
- à l'Est : Route des MARAIS (R.D. 42), 50 mètres à l'Est de son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,
- au Sud : Route du SEL, 50 mètres au Sud de son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE.

TITRE 2 – CIRCULATION

ARTICLE 4: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Agglomération secondaire de l'ALMANARRE ➔ sur toutes les voies,
   - Route du SEL ➔ en totalité,
2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - Chemin de POMPONIANA ➔ sur toute sa longueur,
   - Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ sur toute sa longueur.

ARTICLE 5: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les voies et temps d'arrêt sont fixées comme suit :

- Chemin de POMPONIANA ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Route du SEL ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 6: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Route de l'ALMANARRE ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE, des deux côtés,
- Route des MARAIS ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,
- Site Archéologique d'OLBIA (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de l' ALMANARRE,
- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ à son intersection avec l'Avenue Marcel ARMANET,
- Route du SEL ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,

ARTICLE 7: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

- Chemin de POMPONIANA ➔ partant de la Route de l'ALMANARRE (R.D. 559), aboutissant Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ EN TOTALITE, de son intersection avec le Chemin FONT DES HORTS aboutissant Route de l'ALMANARRE (sauf riverains, dans sa partie comprise entre le n° 428 jusqu'à la Route de l'ALMANARRE),

ARTICLE 8 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :
   - Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ en totalité,
   - Route du SEL ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics.
2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à** :
   - 1m70 Route du SEL, sur le 2ème parking en venant de Giens,
   - 1m80 Route du SEL, sur le 1er parking en venant de Giens,
   - 2m10 Route du SEL, au niveau des portiques d'accès.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIERES – TOMBOLO DE GIENS

1. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits sur la route du SEL entre les deux portiques sauf pendant les périodes d'ouverture au public qui sont fixées par dérogation au présent arrêté.

2. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits en dehors des emplacements matérialisés et des parkings autorisés.
Toute circulation ou stationnement de nature à compromettre la tranquillité publique, la protection des espèces animales, végétales et la protection des espaces naturels sont interdits sur l'ensemble de la Route du SEL et de ses abords.
La circulation et le stationnement de tout véhicule, y compris les vélos, cyclomoteurs et motos sont interdits sur les dunes et plages.

3. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits sur la Route du SEL, dans sa totalité, par mauvais temps, la voie étant submersible.

4. L'accès à l'intérieur des zones formées par les barrières de type ganivelles est interdit à toute personne non autorisée.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 10: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ devant l'établissement POMPONIANA-OLBIA,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ entre la voie d'accès au site archéologique d'OLBIA et le carrefour giratoire de l'ALMANARRE et des deux côtés,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ face à la Jardinerie du Gros Pin, côté pair,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ devant l'école de l'ALMANARRE,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   - Route de l'ALMANARRE ➔ UN emplacement devant l'école,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ DEUX emplacements devant le n° 3162,
   - Parking ZONE BLEUE ➔ UN emplacement à l'entrée sud, (Route du SEL)

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

   - Parking ZONE BLEUE ➔ UN emplacement à l'entrée sud sur 10m environ, (Route du SEL)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 11: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

- Route du SEL ➔ côté mer sur toute la longueur, sauf dans les parkings aménagés,
- Route du SEL ➔ stationnement et arrêt interdits des deux côtés entre le chemin d'accès au poste de secours de l'ALMANARRE et le parking du PASSE-PIED,
- Route du SEL ➔ devant le chemin d'accès au poste de secours de l'ALMANARRE.
- Route du SEL ➔ devant les accès à la voie réservée aux véhicules de secours et de service, de part et d'autre,
- Route du SEL ➔ côté salin, à l'intérieur des zones formées par les barrières de ganivelles.

ARTICLE 12: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Route du SEL ➔ devant l'accès à la zone balnéaire de l'Hôpital LEON BERARD.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300572-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

- D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

  - Autocars,
  - Voitures de place,
  - Véhicules à vendre,
  - Poids lourds et tracteurs,
  - Remorques et semi-remorques,
  - Véhicules avec caravane,
  - Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

L'AYGUADE - LE CEINTURON

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 13 : Les limites de l'agglomération secondaire de l'AYGUADE sont fixées ainsi qu'il suit :

- à l'Est : Boulevard du FRONT DE MER (R.D. 42 – P.K. 11.488), 10 mètres à l'Est du Pont sur la Lône de la RITORTE,
- à l'Ouest: Boulevard de la MARINE (R.D. 42 – P.K. 10.650), 110 mètres à l'Est de de son intersection avec la Rue du CEINTURON.
- au Nord : Avenue Alfred DECUGIS (V.C. 15), à son intersection avec le Traversier du PLAN, côté sud.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 14 : LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Avenue Alfred DECUGIS ➔ entre la fin de l'agglomération de HYERES LES PALMIERS et le début de l'agglomération secondaire de l'AYGUADE,
   - Agglomération secondaire de l'AYGUADE ➔ sur toutes les voies y compris sur le Boulevard FRONT DE MER et à l'exception de celles limitées à 30 Km/h,
   - Chemin de MACANY ➔ de la limite de l'agglomération de HYERES LES PALMIERS jusqu'au Petit Traversier du PLAN,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - LONE DU ROUBAUD (Port de la) ➔ sur le quai côté Ouest avec mise en place de deux ralentisseurs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 15 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Place du BOUCHON → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- CHAMBRE D'AGRICULTURE (Voie de sortie) → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Place des DAUPHINS → à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Rue de la GALERE → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Avenue des HIRONDELLES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des MESANGES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des TOURTERELLES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Traversier du PLAN → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS.

ARTICLE 16 : VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Rue du CEINTURON → à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Impasse des COLVERTS → à son intersection avec la Rue des PLUVIERS,
- Rue des COURLIS → à son intersection avec la Rue des PLUVIERS,
- Avenue Alfred DECUGIS → à son intersection avec le carrefour giratoire du Boulevard FRONT DE MER / Place St LOUIS,
- Boulevard FRONT DE MER → à son intersection avec le carrefour giratoire de l'Avenue Alfred DECUGIS / Place St LOUIS et des deux côtés,
- Rue des GREBES → à son intersection avec la Rue des COURLIS,
- Rue des GREBES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des PLUVIERS → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Place SAINT LOUIS → à son intersection avec le carrefour giratoire du Boulevard FRONT DE MER / Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des PLUVIERS → à son intersection avec la Rue des LANGOUSTIERS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300832-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 17 : VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

- Allée des BERGERONNETTES ➔ partant du n° 2, aboutissant au n° 12,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ dans sa partie Ouest partant du Boulevard FRONT DE MER, aboutissant avenue des HIPPOCAMPES et dans sa partie Est partant avenue des HIPPOCAMPES, aboutissant Boulevard FRONT DE MER,
- Boulevard FRONT DE MER (contre allée) ➔ partant de la Place SAINT LOUIS, aboutissant Place Jean-Pierre DAVIDDI.
- Rue de la GALERE ➔ partant du Boulevard des GIRELLES, aboutissant Avenue des SIRENES,
- Rue des GREBES ➔ partant de la Grappe n° 2, aboutissant Grappe n° 5 et retour,
- Rue des GREBES ➔ partant de la Rue des COURLIS, aboutissant Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ partant de la Place SAINT LOUIS, aboutissant Place Jean-Pierre DAVIDDI,
- Avenue des MESANGES ➔ partant de l'Avenue des HIRONDELLES, aboutissant Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des MOUETTES ➔ partant de la Place du BOUCHON, aboutissant Avenue de la CARAVELLE,
- Avenue des ROSSIGNOLS ➔ partant côté Sud, aboutissant côté Nord,
- Rue des SARANIERS ➔ partant de la Rue du CEINTURON, aboutissant Entrée du Camping BERNARD,

ARTICLE 18 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. **La circulation est interdite à tous les véhicules :**

- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Rue de la GALERE, sauf aux propriétaires riverains,
- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Place SAINT LOUIS, sauf aux propriétaires riverains,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits le mercredi jour de marché de 5 heures à 15h30 :

a) <u>du 16 mars au 14 octobre :</u>

- Avenue de la CARAVELLE ➔ entre la Place SAINT LOUIS et l'Avenue des MOUETTES.
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ sur la partie Est, depuis la limite du Domaine Public Maritime jusqu'à l'Avenue des HIPPOCAMPES,
- Boulevard FRONT DE MER (contre allée) ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Place SAINT LOUIS,
- Boulevard des GIRELLES ➔ des deux côtés, dans la partie comprise entre la Place SAINT LOUIS et la Place Jean-Pierre DAVIDDI,
- Place SAINT LOUIS ➔ en totalité Pendant le déroulement du marché, la circulation s'effectue dans les deux sens, dans l'Avenue des MOUETTES, et dans l'Avenue des HIPPOCAMPES,

b) <u>du 15 octobre au 15 mars :</u>

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ côté Est et Ouest du terrain de boules,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ entre le restaurant LE PITTOS et le Boulevard des GIRELLES,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ entre le Snack du SOLEIL et le Boulevard des GIRELLES,

3. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits :

- Quai des CORMORANS ➔ au niveau de l'accès à la capitainerie et à la zone de carénage sauf autorisation du maître de port,

4. La circulation des piétons est interdite :

- Quai des CORMORANS ➔ au niveau de la zone de carénage sauf autorisation délivrée par la capitainerie pour la réparation des bateaux,

5. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m90** :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking au niveau du Centre de Loisirs des Jeunes,

6. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

- Place des AIGRETTES ➔ en totalité,
- Boulevard de la MARINE ➔ sur la totalité des parkings situés en bordure de mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m70** :

- Place du BOUCHON ➔ sur la totalité du parking,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking du GAPEAU,

8. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m60** :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking du MEROU,

9. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

10. Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous, de tourner à gauche en direction des voies citées :

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ en direction du Port d'HYERES, Boulevard de la MARINE,

11. En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé. Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ **UNE** barrière à environ 10m du Rond Point VALLORIATE.
  ➔ **UNE** barrière à environ 10m de son intersection avec la Rue des GREBES,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 19 : STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ au droit de la Place des AIGRETTES, en direction de HYERES LES PALMIERS,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ au niveau du n° 2137 et des deux côtés,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ devant le n° 3024,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ à l'intersection avec le Petit Traversier du PLAN et des deux côtés,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres environ au droit de la Place Jean-Pierre DAVIDDI, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Les emplacements **réservés à l'administration** sont fixés comme suit :

- Impasse des COLVERTS ➔ TROIS emplacements pour l'administration municipale,
- Impasse des COLVERTS ➔ UN emplacement pour le bibliobus et UN emplacement pour la Poste face à la Mairie Annexe.

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements au droit de la Poste,
- Impasse des COLVERTS ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe,
- Rue des COURLIS ➔ UN emplacement sur le parking du Lotissement Les Cascades,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ UN emplacement à l'angle de l'Avenue des SIRENES,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ DEUX emplacements au droit du Boulevard des GIRELLES,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ UN emplacement sur la contre-allée à hauteur du n° 374,
- Rue des GREBES ➔ DEUX emplacements devant la Grappe n° 2 du Lotissement LES CASCADES,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ UN emplacement au droit du n° 5,
- Chemin de la LEVEE ➔ UN emplacement à l'entrée du parking,
- Place SAINT LOUIS ➔ UN emplacement côté Boulevard des GIRELLES,
- Avenue des SIRENES ➔ UN emplacement devant le n° 1,

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ UN emplacement sur la chaussée devant la façade du CREDIT LYONNAIS,

5. Les emplacements **réservés pour les livraisons** sont fixés comme suit :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ UN emplacement à l'angle de la Place Jean-Pierre DAVIDDI,
  ➔ UN emplacement face au n°1 de la Rue de la GALERE, au droit du commerce Le Nautic,
- Quai des CORMORANS ➔ UN emplacement côté impair, à partir du n°3 sur une longueur de 15m environ en direction de l'Avenue des SIRENES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les emplacements réservés au stationnement limité avec bornes « **arrêts minutes** » sont fixés comme suit :

↳ Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements, à l'entrée du parking, côté droit, limité à 30 mn (avec bornes).

↳ Place DAVIDDI ➔ DEUX emplacements face au n° 1 (limité à 30 mn).

7. Les emplacements **réservés aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳ Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements pour une borne,

8. Le marché forain de la section de L'AYGUADE se déroulera tous les mercredis matin de 5h00 à 15h30, sur les voies ou portions de voies suivantes :

- Du 16 octobre au 15 mars :
  - **Place DAVIDDI,**
  - **Boulevard du FRONT DE MER, à partir du n° 368 jusqu'à la Place DAVIDDI,**

- Du 16 mars au 15 octobre :
  - **Place SAINT LOUIS,**
  - **Place DAVIDDI,**
  - **Boulevards du FRONT DE MER et des GIRELLES, de la Place SAINT-LOUIS à la Place DAVIDDI.**

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30, sur les voies visées à l'article 4.

A 14 h 30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoiement. Les vendeurs se doivent de respecter les principes suivants :

- Toujours maintenir les emplacements en parfait état de propreté,
- Ne pas tuer, ni saigner, ni dépouiller ou vider des animaux sur les marchés,
- Regrouper leurs déchets sur leur emplacement, en respectant les consignes suivantes :
  1. Les huiles de cuisson devront être présentées à la collecte en bidons étanches et fermés de 10 L maximum,
  2. Les déchets fermentescibles devront être conditionnés dans des sacs étanches et fermés,
  3. Les autres détritus, tels que les papiers, plastiques, cintres, etc… devront être regroupés dans des sacs ou cartons fermés pour ne pas rester dispersés sur le sol ou s'envoler,
  4. Les marchands de poissons, triperie, viandes ou volailles devront nettoyer leurs emplacements de manière à éliminer toutes salissures et/ou odeurs persistantes.

8. Les zones de stationnement payant **de longue durée (zone verte),** sont situées :

↳ Chemin de la LEVEE (parking) ➔ QUARANTE HUIT (48) emplacements

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 20 : STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

- AYGUADE (Port de l') ➔ à partir du Boulevard FRONT DE MER et sur toute la longueur du Quai Ouest, des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
- Place des CASCADES ➔ dans sa totalité,
- Allée du CEINTURON ➔ entre le Chemin Louis BLERIOT et le Camping des PINS MARITIMES, des deux côtés,
- Impasse des COLVERTS ➔ sur toute sa longueur, côté Nord,
- Quai des CORMORANS ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Rue Alphonse DAUDET ➔ devant les n° 1 à 7,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ sur toute sa longueur, côté Est,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur la portion en agglomération, des deux côtés,
- Rue des ETOURNEAUX ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Avenue des FREGATE ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres au niveau de l'aire sanitaire pour autocaravanes du MEROU sauf pour les utilisateurs de la station,
- Rue de la GALERE ➔ partie comprise entre le Boulevard des GIRELLES et le Boulevard FRONT DE MER, côté impair,
- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Rue de la GALERE et le Quai des CORMORANS, côté impair,
- Avenue de la GOELETTE ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des GREBES ➔ devant l'accès au Chemin des SARCELLES,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Avenue des HIRONDELLES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des LANGOUSTIERS ➔ partie comprise entre la Rue des SARANIERS et la Rue des MEDES, côté pair,
- Avenue des MESANGES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Avenue des MOUETTES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des PLUVIERS ➔ sur toute sa longueur, côté Nord,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Rue des TOURTERELLES ➔ partie comprise entre l'Avenue Alfred DECUGIS et l'Avenue Alphonse DAUDET, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 21: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Chemin Louis BLERIOT ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 50 mètres de part et d'autre de l'arrêt de bus situé au droit du n° 2137, aussi bien sur la chaussée que sur l'accotement.

ARTICLE 22 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PARTIE PUBLIQUE DE LA ZONE AEROPORTUAIRE

1. Limitations de vitesse :

   La vitesse de tous les véhicules est limitée à 30 Km/h.

2. Voies avec signal « Stop » :

   Les véhicules doivent marquer un temps d'arrêt obligatoire à la sortie des parcs de stationnement, de la voie réservée aux autobus/taxis, de la rampe d'accès au niveau « Départ » et de la voie de sortie du Camping « LES PINS MARITIMES ».

3. Voies à circulation réglementée :

   - La circulation est interdite à tous les véhicules d'une hauteur supérieure à 2m40 et d'un poids total en charge supérieur à 3t5 sauf autobus et VSL.

   - La rampe d'accès au niveau « Départ » est interdite aux piétons.

4. Stationnements réservés :

   Les emplacements réservés sont définis comme suit :

   - Autobus ➔ QUATRE emplacements au Sud de l'aérogare.

   - Taxis ➔ VINGT DEUX emplacements pour les taxis de l'aéroport et HUIT emplacements pour d'autres taxis, au Sud de l'aérogare.

   - Officiels ➔ DEUX emplacements au Sud de l'aérogare.

   - VSL ➔ CINQ emplacements au Sud de l'aérogare.

   - Handicapés ➔ TROIS emplacements devant la porte d'accès au niveau « Départ » et DOUZE emplacements sur le parc de stationnement.

5. Stationnement gênant :

   Le stationnement est considéré comme gênant (article R.417-10 du Code de la Route) sur l'ensemble des voies de circulation.

   Le stationnement de tous les véhicules n'est autorisé que dans les espaces matérialisés.

   La rampe d'accès au niveau « Départ » est interdite au stationnement sauf dépose minute, le conducteur devant rester à côté de son véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA BAYORRE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 23 : Les limites de l'agglomération secondaire de la Bayorre sont fixées comme suit :

- à l'Ouest : Route de TOULON RD 554 : au niveau du giratoire Saint GERVAIS (PR 102 + 650).
- au Nord - Ouest : Route de la CRAU (R.D 554 – PK 102.200), 220 mètres au Nord-Ouest de son intersection avec la Route de TOULON (R.D 554) et le Chemin de la BAYORRE.
- à l'Est : Route de TOULON RD 46 : au niveau du n° 470 (PR 11 + 1090).
- au Sud: Vieux Chemin de TOULON : 200 mètres au Sud à son intersection avec la Route de TOULON.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 24 : LIMITATIONS DE VITESSE

1- La vitesse de tous les véhicules, est limitée à **50 Km/h** :

- Agglomération secondaire de la BAYORRE ➔ sur toutes les voies y compris la Route de TOULON et la Route de la Crau et à l'exception de celles limitées à 70 et 30 Km/h,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ entre le Chemin de la BAYORRE et la Route de TOULON,

2- La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Chemin de la BAYORRE ➔ entre le Vieux Chemin de TOULON et le n°199 puis entre le n° 345 et la Route de TOULON,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ avec installation de ralentisseurs de part et d'autre des passages protégés situés devant le n°111 et le n° 263,
- Route de TOULON ➔ au droit de l'école Paule HUMBERT, face au n° 571 avec création d'un plateau traversant,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 25 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Ecole Paule HUMBERT (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,

ARTICLE 26: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Place de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,
- Chemin de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec la Route de TOULON pour les cyclistes seulement,
- Chemin de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON,
- Route de LA CRAU ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,

ARTICLE 27 : VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise, que dans une seule direction déterminée ainsi :

- Chemin de La BAYORRE : ➔ partant de la Route de TOULON, aboutissant Place de la BAYORRE mais seulement pour les riverains et les véhicules de service,
- Ecole Paule HUMBERT (Parking) ➔ côté Ouest : partant de la Route de TOULON, aboutissant à l'Ecole, côté Est : partant de l'Ecole, aboutissant Route de TOULON,

ARTICLE 28 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

- Chemin de La BAYORRE : ➔ la circulation est interdite aux véhicules à moteur entre le n° 199 et le 345 et autorisée seulement pour les riverains ainsi que pour les véhicules de service entre le n° 345 et la Place de LA BAYORRE,
- Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le Vieux Chemin de TOULON et le numéro 199, il est aménagé un itinéraire partagé entre véhicules à moteur et cyclistes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le numéro 199 et le numéro 345, il est aménagé une voie verte où sont autorisés cyclistes, piétons et patineurs à l'exclusion de toute circulation motorisée,

↳ Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le numéro 345 et la route de TOULON, il est aménagé une piste cyclable réservée aux cyclistes mais sur laquelle les patineurs sont tolérés,

1- La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

↳ Chemin de l'AUFRENE : ➔ depuis son intersection avec le Chemin VIEUX CHEMIN DE TOULON jusqu'à son débouché Chemin de la DEMI-LUNE,

↳ Allée des DASYLARIUM : ➔ depuis son intersection avec le Chemin VIEUX CHEMIN DE TOULON jusqu'à son débouché avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES,

↳ Vieux Chemin de TOULON : ➔ depuis son intersection avec l'Avenue des Anciens Combattants en AFN jusqu'au n° 685, dans les deux sens de circulation,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 29 : STATIONNEMENTS RESERVES

1- Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

↳Route de TOULON: ➔ sur 20 mètres environ, devant l'Ecole Paule HUMBERT,

↳Route de TOULON: ➔ sur 15 mètres face à l'école Paule HUMBERT côté pair,

2- Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳Parking de l'école Paule HUMBERT: ➔ UN emplacement côté Est,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA BERGERIE-LE POUSSET

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 30: LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Avenue de la BERGERIE ➔ en totalité,
- Allée des JONCS ➔ en totalité,
- Allée du POUSSET ➔ en totalité avec mise en place de deux ralentisseurs devant les n°57 et n°67,
- Allée des ROSEAUX ➔ en totalité,
- Avenue de la SABLIERE ➔ en totalité,

ARTICLE 31 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin Denis PAPIN ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE.
- Chemin de THALASSA ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.

ARTICLE 32: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Boulevard d'ALSACE-LORRAINE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue de la BERGERIE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue de la BERGERIE/Route de GIENS,
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue de la BERGERIE/Route de GIENS,
- Route de la MADRAGUE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,

ARTICLE 33: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi :

- Boulevard d'ALSACE-LORRAINE ➔ côté sud : partant du Camping G.C.U, aboutissant Camping LE MEDITERRANEE
  côté nord : partant du Camping LE MEDITERRANEE, aboutissant Camping G.C.U,
- Avenue de la BERGERIE ➔ côté sud : partant de la Route de GIENS, aboutissant à la plage
  côté nord : partant de la plage, aboutissant à la Route de GIENS,

ARTICLE 34 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation de tous les véhicules est interdite :
   - Chemin d'ALSACE LORRAINE ➔ entre l'accès au DOMAINE DE LA MER et la plage,
   - Chemin des NAÏADES ➔ en totalité.
2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m90** :
   - Avenue de la BERGERIE ➔ entre l'Avenue de la SABLIERE et la plage,
   - Avenue de la SABLIERE ➔ sur la totalité du parking,
3. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :
   - Denis PAPIN ➔ sur la totalité du parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250617-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 – STATIONNEMENT

ARTICLE 35: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ QUATRE emplacements à hauteur de la plage.

2. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.

ARTICLE 36 : STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies ci-après définies :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

   ↳ Allée du POUSSET ➔ sur la portion comprise entre l'Allée des ROSEAUX et l'Allée des JONCS côté impair.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES BORRELS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 37 : Les limites de l'agglomération secondaire des BORRELS sont fixées comme suit :

- à l'Est : Chemin des BORRELS, 260 mètres au Nord-Est du Centre de l'agglomération (Deuxièmes Borrels).

- à l'Ouest: Chemin des BORRELS, au niveau de l'accès au CRAPA (Deuxièmes Borrels).

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 38 : LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à :

- **70 Km/h** sur le reste du Chemin des BORRELS,

- **50 Km/h** à partir du pont des PREMIERS BORRELS jusqu'à la sortie des DEUXIEMES BORRELS (sauf au niveau des ralentisseurs) et aux TROISIEMES BORRELS,

- **30 Km/h** -aux DEUXIEMES BORRELS entre l'école et le n°2421, au droit des deux ralentisseurs,
  -Chemin d'accès au cimetière de SAUVEBONNE, en totalité,

- **20 Km/h** sur l'Impasse de la mairie de SAUVEBONNE, depuis son intersection avec la Route de PIERREFEU, sur 50m environ,

ARTICLE 39: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin des BORRELS ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

- Chemin de la MAYONNETTE ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

- Mairie Annexe de SAUVEBONNE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 40: REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

1- Les voies à circulation réglementée :

La circulation sur le Chemin des BORRELS sur toute sa longueur, depuis son origine sur la Route de PIERREFEU (R.D 12) au lieu dit « La Clapière », jusqu'à la limite de la Commune d'HYERES LES PALMIERS, est interdite à tout véhicule d'un poids total en charge supérieur à 10 tonnes sauf sur dérogation accordée par la Ville d'HYERES,

- Route des BORRELS ➔ les usages venant des BORRELS et se dirigeant vers HYERES devront céder la priorité aux usagers circulant en sens opposé.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 41: STATIONNEMENTS RESERVES

Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Chemin des BORRELS ➔ sur 10 mètres environ au lieu-dit LA CLAPIERE, de part et d'autre,
- Chemin des BORRELS ➔ devant la Mairie – Annexe,
- Chemin des BORRELS ➔ sur 10 mètres environ devant les n°3899, 3906 et 4719,
- Chemin des BORRELS ➔ devant le chemin d'accès aux PREMIERS BORRELS,

ARTICLE 41-Bis : STATIONNEMENT INTERDIT

- Chemin du FONT DE LA TRUYE ➔ en totalité.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.
2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.
3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.
4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.
5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA CAPTE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 42: Les limites de l'agglomération secondaire de LA CAPTE sont fixées comme suit :

- au Nord : Route de GIENS (R.D. 97 – P.K. 4.460), 60 mètres au Nord de son intersection avec la Rue de la DARSE.
- au Sud: Route de GIENS (R.D. 97 – P.K. 5.850), 150 mètres au Sud de l'entrée principale du Camping EUROSURF.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 43: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Route de GIENS ➔ dans sa portion comprise dans l'agglomération secondaire de LA CAPTE.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Agglomération secondaire de LA CAPTE ➔ sur toutes les voies sauf la Route de GIENS,
   - Route de GIENS ➔ dans le sens de circulation le PORT vers la Presqu'île de GIENS, 20m avant le panneau de début d'agglomération,
     ➔ dans le sens de circulation la Presqu'île de GIENS vers le PORT, 20m après le n° 1999 (panneau fin d'agglomération),
     ➔ création d'un plateau traversant au niveau du n° 1845 et au niveau du n° 1945.

ARTICLE 44 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse du BOUVET ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Traverse du COUCHANT → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Rue de la DARSE → à son intersection avec la Route de GIENS, des deux côtés,
- Traverse du DUNKERQUE → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Allée de la MER → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse du MONTCALM → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse de la PINEDE → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → à son intersection avec la Rue des PECHEURS, des deux côtés,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → à son intersection avec la Place du JEU DE BOULES,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → (dans sa partie comprise entre la Rue du BANC DES FAINEANTS aboutissant Avenue de la BADINE), à son intersection avec l'Avenue de la BADINE,
- Aire de stationnement (au droit du parking de la POSTE) → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse du RICHELIEU → à son intersection avec la Route de GIENS,

ARTICLE 45: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi qu'il suit :

- Avenue de l'ARROGANTE → dans sa partie comprise entre la Traverse RICHELIEU et la Rue de la MER,
  → de son intersection avec la Traverse de l'ARROGANTE aboutissant Traverse du MONTCALM,
- Avenue de la BADINE → de son intersection avec la rue des MARCHANDS aboutissant rue du Port de la CAPTE,
  → de son intersection avec la Traverse RICHELIEU aboutissant Traverse de l'ARROGANTE,
- Rue de la DARSE → partant de la Rue du Banc des FAINEANTS, aboutissant Route de GIENS,
- Rue du Banc des FAINEANTS → à son intersection avec l'Avenue de la BADINE aboutissant Rue de la DARSE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Place du JEU DE BOULES, côté Est ➔ partant de la Rue de la DARSE, aboutissant Rue des MARCHANDS,
➔ partant de la Rue de la DARSE, contournant la Place du JEU DE BOULES, par la droite et par la gauche aboutissant Rue des MARCHANDS.

↳ Avenue du LEVANT ➔ dans sa partie comprise entre la Traverse RICHELIEU et la Rue de la MER,
➔ de son intersection avec l'Avenue de l'ARROGANTE aboutissant Traverse RICHELIEU,
➔ de son intersection avec la Traverse MONTACALM aboutissant Traverse du BOUVET,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ à son intersection avec la Route de GIENS aboutissant Avenue de la BADINE,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ partant de la Rue du PORT DE LA CAPTE, aboutissant Rue de la DARSE,

↳ Traverse de la PINEDE ➔ de son intersection avec la Traverse du COUCHANT aboutissant Allée de la MER,

↳ Rue du PORT DE LA CAPTE ➔ partant de la Rue du Banc des FAINEANTS, aboutissant Avenue de la BADINE,

↳ Aire de stationnement (au droit du parking de la POSTE) ➔ partant de la Rue des MARCHANDS, aboutissant Route de GIENS,

ARTICLE 46: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **dont la largeur excède 2m50** :

   ↳ Avenue du COUCHANT ➔ entre la Traverse du COUCHANT et l'extrémité, côté impasse,

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 2m** :

   ↳ Rue de la DARSE ➔ sur la totalité des deux parkings,

3. La circulation et le stationnement des poids lourds sont interdits :

   ↳ Port de LA CAPTE ➔ sur la totalité de l'enceinte portuaire sauf pour les véhicules de manutention des bateaux ou en cas d'autorisation du maître du port,

4. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 47: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Place Ernest MILLET ➔ sur 20 mètres environ,
- Route de GIENS ➔ sur 15 mètres environ, devant la Maire Annexe,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ à son intersection avec la Traverse du DUNKERQUE, des deux côtés,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ au niveau de l'Hôtel IBIS THALASSA, des deux côtés,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ face à l'accès au Camping EUROSURF, des deux côtés,

2. Les emplacements **réservés aux services municipaux** sont fixés comme suit :

- Route de GIENS ➔ sur la totalité du parking de la Mairie Annexe,
- Rue des MARCHANDS ➔ UN emplacement réservé au bibliobus face au n°21, côté pair,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Avenue du COUCHANT ➔ UN emplacement face au n° 2 Bis,
- Rue de la DARSE ➔ UN emplacement sur le parking, au droit de l'entrée,
- Route de GIENS ➔ UN emplacement au Nord de la Mairie Annexe,
- Rue des MARCHANDS ➔ sur le parking, à l'extrémité Ouest, côté Route de GIENS,
- Place Ernest MILLET ➔ UN emplacement situé sur le parking,

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Route de GIENS ➔ UN emplacement sur le trottoir devant La Poste,

5. Les emplacements **réservés aux « arrêts minutes »** sont fixés comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Avenue du COUCHANT ➔ DEUX emplacements, face au n° 1 (limité à 30 minutes dont UN emplacement limité à 1m90 de hauteur),

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Rue de la PINEDE ➔ DEUX emplacements, au n°3 limité à 30 minutes.

6. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

↳Rue de la DARSE ➔ UN emplacement à l'angle de la Rue de la DARSE et de la Route de GIENS

↳Rue des MARCHANDS ➔ UN emplacement devant le n° 6 Bis de 7h à 10h tous les jours. Après ces horaires, les usagers pourront stationner sur l'emplacement.

7. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

↳ Rue des MARCHANDS ➔ DEUX emplacements,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ DEUX emplacements au n°5,

↳ Avenue de la PINEDE ➔ TROIS emplacements au n° 3,

8. Le marché aux puces et à la brocante de la fraction de la Capte se déroulera tous les dimanches matin, de 5h00 à 15h30, sur les voies et portions de voies suivantes :

- **du 1er avril au 30 septembre :** sur le terrain de sport et le parking attenant, jusqu'à la traverse de la BADINE.

- **du 1er octobre au 31 mars :** avenue de la PINEDE, dans sa partie comprise entre la traverse de l'ARROGANTE et la traverse RICHELIEU.

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5h00 à 15h30, sur les voies visées à l'article 2.

Les exposant peuvent accéder au site à partir de 7h30, après contrôle des autorisations émises par le service commerce.

A 14h30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoyage.

9. Le marché forain de la fraction de la Capte se déroulera tous les vendredis, toute l'année, de 6h00 à 14h30, sur les voies et portions de voies suivantes :

- **Avenue de la PINEDE :** côté pair et impair, dans sa partie comprise entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse de DUNKERQUE.

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5h00 à 15h30, sur les voies visées à l'article 2.

A 14h30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoyage.

Les véhicules qui se trouveront en infraction avec les dispositions du présent arrêté où qui seront susceptibles de gêner le bon déroulement de la manifestation pourront faire l'objet d'un enlèvement par les services de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10. Les emplacements **réservés aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳ Avenue de la BADINE ➔ DEUX emplacements pour une borne, (Parking de la plage de la Capte)

11. Les emplacements réservés **aux E.S.A.T (Etablissement et Service d'Aide par le Travail)** sont fixés comme suit :

↳ Route de GIENS ➔ DEUX emplacements sur le parking de la mairie annexe de la CAPTE,

ARTICLE 48: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳ Traverse Jules ALLEGRE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,

↳ Rue de DARSE ➔ côté pair, sur toute sa longueur, et côté impair sur une trentaine de mètres devant l'accès à l'enceinte portuaire,

↳ Avenue du LEVANT ➔ côté pair entre les n° 45 et 49,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ côté impair, sur toute sa longueur,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ sur toute sa longueur, côté pair,

2. Le stationnement de tous les véhicules est interdit le vendredi jour du marché de 5 heures à 15h30 :

↳ Avenue de la PINEDE ➔ entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse du RICHELIEU, des deux côtés,

3. Le stationnement de tous les véhicules est interdit le dimanche de 7h30 à 13 heures du 3ème dimanche de septembre au 3ème dimanche du juin :

↳ Avenue de la PINEDE ➔ entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse du RICHELIEU,

4. Le stationnement est limité à 24 heures :

↳ Port de LA CAPTE ➔ sur la totalité de l'enceinte portuaire,

ARTICLE 49: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

↳ Traverse de la BADINE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ le vendredi sur toute sa longueur, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Véhicules de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

COSTEBELLE-COUPIANE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

- Boulevard du Général KOENIG (à l'Ouest) : à la limite de la propriété privée du MONT DES OISEAUX,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 50: LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 30 Km/h :

- Rue des CAPUCINES → en TOTALITE,
- Montée de COSTEBELLE → partant du rond point des médaillés de la RESISTANCE jusqu'au rond point des médaillés MILITAIRES,
- Boulevard Félix DESCROIX → entre l'Avenue de la FONT DES HORTS et le Chemin Jacques ANQUETIL,
- Chemin de l'ERMITAGE → sur toute sa longueur,
- Chemin de la FONT DES HORTS → du n° 2506 jusqu'à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE
- Chemin de la GROTTE DES FEES → dans sa partie comprise entre le rond point de la Montée de COSTEBELLE et le rond point à l'angle de la Rue des CAPUCINES et du Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Boulevard Général KOENIG → dans le sens descendant entre la limite de la propriété privée du MONT DES OISEAUX et le Carrefour Giratoire situé Chemin des FONTAINES DE LA VILLE / Boulevard Général KOENIG,

  →du n° 668 jusqu'à son intersection avec le Boulevarde DE LA JOIE DE VIVRE, avec installation de coussins berlinois devant le n° 714,
- Allée NOTRE DAME → sur toute sa longueur,
- Rue Hippolyte PANHARD → partant du Chemin de la VILETTE aboutissant Montée de COSTEBELLE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 51: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec le Chemin de l'AMIRAL,
- Chemin de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Allée des ANTHEMIS ➔ à son intersection avec le Chemin de l'AMIRAL,
- Allée des BICHES ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin du BOCAGE ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Chemin des CARRIERES ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Rue des CHARMILLES ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Allée des CORDEILLES ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Allée des COTEAUX DE PROVENCE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin de la FARIGOULETTE ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Allée des FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG / Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de la FORET ➔ à son intersection avec le Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Rue Jean-Marie FRITZ ➔ à son intersection avec le Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Allée du MANOIR ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Allée de MESE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Allée NOTRE DAME ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Rue de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Rue de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de la REINE DE MAI ➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES,
- Lotissements LA RESCENCE DES HORTS 1 et 2 (Voies de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Rue des STRELITZIAS ➔ à son intersection avec le Chemin de l'HERMITAGE,
- Rue du VELODROME ➔ à son intersection avec la Rue d'ARCADIE et l'Allée du TRAPETUM,
- Chemin de la VERTAUBANNE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 52: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Allée des ALBIZZIAS ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Chemin de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Rue des CAPUCINES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES / Rue des CAPUCINES,
- Allée des CHARMES ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Rue des CLEMATITES ➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES,
- Montée de COSTEBELLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Montée de COSTEBELLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES / Montée de COSTEBELLE, et des deux côtés,
- Boulevard Félix DESCROIX ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Avenue de la FONT DES HORTS/Boulevard Félix DESCROIX,
- Boulevard Félix DESCROIX ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé devant le Lycée Polyvalent de COSTEBELLE, des deux côtés,
- Chemin de l'ERMITAGE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG/Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,
- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé FONT DES HORTS/Félix DESCROIX, des deux côtés,
- Place de la GABINIERE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Rue des CAPUCINES/Chemin de la GROTTE DES FEES, des deux côtés,

- Boulevard de la JOIE DE VIVRE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,

- Boulevard Général KOENIG ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,

- Boulevard Général KOENIG ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG/Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,

- Allée de l'OLEASTRE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Allée Hippolyte PANHARD ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE,

- Allée du PRESSOIR ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Chemin de la RESCENCE ARENE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Rue du VELODROME ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

- Chemin des VILLAS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Avenue de la FONT DES HORTS/Boulevard Félix DESCROIX.

ARTICLE 53: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Chemin des FONTAINES ➔ partant du Boulevard Général KOENIG, aboutissant Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,

- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ partant du Chemin des FONTAINES, aboutissant Boulevard Général KOENIG,

- Avenue de la FONT DES HORTS (Parking de l'Ecole Maternelle de COSTEBELLE) ➔ côté Nord : partant de l'Allée du TRAPETUM, aboutissant sur le Parking ; côté Sud : partant du Parking, aboutissant Allée du TRAPETUM,

- Chemin de la RESCENCE ARENE ➔ partant de l'Avenue de la FONT DES HORTS, aboutissant devant le n° 10 du Chemin de la RESCENCE ARENE,

- Chemin des VILLAS ➔ partant du LYCEE DE COSTEBELLE, aboutissant Avenue de la FONT DES HORTS,

ARTICLE 54: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Chemin Jacques ANQUETIL ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue des CAPUCINES ➔ en totalité, sauf pour les bus et services publics.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

↳Rue du VELODROME ➔ dans sa portion longeant le VELODROME.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 55: STATIONNEMENTS RESERVES

1. **Les arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 15 mètres environ, devant la Résidence LE SAGITTAIRE,

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 10 mètres environ devant la Résidence l'ETENDARD,

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 10 mètres environ devant le Supermarché LECLERC, des deux côtés,

↳ Montée de COSTEBELLE ➔ sur 15 mètres environ au niveau du Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE, des deux côtés,

↳ Montée de COSTEBELLE ➔ sur 15 mètres environ face au n° 45, côté pair,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔sur 15 mètres environ, devant le n°2031, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 15 mètres environ, devant le n° 1455, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 12 mètres environ, devant la Maison d'Accueil Spécialisée l'ALMANARRE, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 41, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 10 mètres environ, devant l'Ecole Maternelle de COSTEBELLE, des deux côtés,

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 75,

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ sur 10 mètres environ, face au n° 91, côté pair,

↳Rue de l'OLIVERAIE ➔ sur 10 mètres à l'intersection avec le Chemin de la RESCENCE ARENE, des deux côtés,

↳Chemin des VILLAS ➔ devant le Lycée Polyvalent de COSTEBELLE,

2. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

↳Chemin de la SOURCE ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 262,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳ Boulevard Félix DESCROIX ➔ UN emplacement devant la barrière menant au parvis de l'église NOTRE DAME DE CONSOLATION.

ARTICLE 55 BIS – a) : STATIONNEMENT SUR TROTTOIR

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ DEUX emplacements, entre le n° 477 et le n° 495.

ARTICLE 56: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳Montée de COSTEBELLE ➔ côté impair entre la Rue Hippolyte PANHARD et le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ devant le n° 788,

↳Rue Hippolyte PANHARD ➔ côté Nord sur toute la longueur,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, SPORTIVES ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

11. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LE GAPEAU

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 57: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

- Chemin du PERE ETERNEL : → sur toute sa longueur,
- Traversier du PLAN : → sur toute sa longueur,
- Petit Traversier du PLAN → sur toute sa longueur,
- Chemin SAINT-LAZARE : → sur toute sa longueur,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Allée des ABLETTES → sur toute sa longueur,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU → sur toute sa longueur,
- Allée des BROCHETS → sur toute sa longueur,
- Impasse des CARDAMINES → sur toute sa longueur,
- Allée des CHEVESNES → sur toute sa longueur,
- Allée des GOUJONS → sur toute sa longueur,
- Allée des OMBRES → sur toute sa longueur,
- Allée des PERCHES → sur toute sa longueur,
- Chemin du PLAN DU PONT → 100 m après le Chemin de la PASSERELLE en direction du MOULIN 1er, avec création d'un plateau traversant,
- Allée des SANDRES → sur toute sa longueur,
- Allée des TANCHES → sur toute sa longueur,
- Chemin du VIVIER → sur toute sa longueur,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 58: VOIES AVEC SIGNAL STOP

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin des MAURES : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Chemin des OURLEDES : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Traversier du PLAN : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Petit Traversier du PLAN : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Petit Traversier du PLAN : → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS, de part et d'autre,
- Chemin des QUATRE VENTS : → à son intersection avec les Chemins SAINT- LAZARE et du PERE ETERNEL,
- Chemin de la RIVIERE : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Chemin du VIVIER → de son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,

ARTICLE 59: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Allée des ABLETTES → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU : → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Allée des BROCHETS → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Allée des CHEVESNES → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Chemin des OURLEDES : → à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Chemin du PERE ETERNEL : → à son intersection avec le Chemin des BORDS DU GAPEAU,
- Chemin SAINT-LAZARE : → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,

ARTICLE 59 BIS: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218306622-20250616-DEL250693-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Allée des BROCHETS ➔ partant de son intersection avec le Chemin du VIVIER (côté Sud) aboutissant Chemin du VIVIER (côté Nord).

ARTICLE 60: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1 La circulation est interdite aux véhicules **de plus de 3t5 en charge**, sauf pour les véhicules
municipaux , de sécurité, de la D.D.E ou sur dérogation accordée par la Ville d'Hyères :

↳Chemin des BORDS DU GAPEAU ➔ en totalité,

↳Chemin des MAURES ➔ en totalité,

↳ Chemin du PERE ETERNEL ➔ en totalité,

↳ Traversier du PLAN ➔ en totalité,

↳Petit Traversier du PLAN ➔ dans la portion comprise entre l'Avenue Alfred DECUGIS et le Chemin SAINT LAZARE,

↳Chemin SAINT LAZARE ➔ en totalité,

2 La circulation est interdite aux véhicules **dont la hauteur est supérieure à** :

↳ 3,65 m sur le Chemin des BORDS DU GAPEAU au niveau du pont sous la RN 98,
↳ 3,30 m sur le Chemin des OURLEDES au niveau du pont sous la RN 98,
↳ 2,60 m sur le Chemin du PERE ETERNEL entre le n° 967 et le n° 1169.

3 L'accès au barrage anti-sel du Gapeau étant dangereux, il est interdit à toute personne et à tout véhicule, à l'exception des véhicules des services publics et de la société du Canal de Provence :

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU,

4 Chemin des BORDS DU GAPEAU : ➔ un itinéraire partagé entre véhicules à moteur et cyclistes est aménagé sur toute la longueur de la voie,

5 En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé. Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU ➔ **UNE** barrière à environ 10m de son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,

➔ **UNE** barrière à environ 10m du Pont de la 1ere DFL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin SAINT LAZARE	➔ **UNE** barrière face à l'entrée du Stade Jean BERTEAU.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 61: STATIONNEMENT INTERDIT

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU :	➔en totalité en dehors des emplacements matérialisés.
↳ Chemin SAINT-LAZARE :	➔ entre le Chemin Soldat MACRI et le n° 104 des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

ARTICLE 61 BIS: STATIONNEMENT REGLEMENTE

1 Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳ Allée des BROCHETS	➔ UN emplacement devant le n° 40.
↳ Allée des GOUJONS	➔ UN emplacement.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300522-20250616-DEL250068-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

GIENS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 62: Les limites de l'agglomération secondaire de GIENS sont fixées comme suit :

- à l'Ouest : Chemin du CLAIR DE LUNE, 90 mètres à l'Ouest de son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
- au Nord: Route Raymond DEGIOANNI, 50 mètres au Sud de son intersection avec le Chemin de LA PLAGE,
- au Nord: Chemin de la PLAINE DE BOUISSON, 100 mètres au Sud de l' intersection avec la Route de la MADRAGUE,
- à l' Est : Boulevard Edouard HERRIOT, à son intersection avec le Chemin des ESSARTS DU COMTE,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 63: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 50 Km/h :**
   - Agglomération secondaire de GIENS ➔ sur toutes les voies sauf celles limitées à 30 Km/h,
   - Avenue du CLAIR DE LUNE, ➔ sur toute sa longueur,
   - Route de la MADRAGUE ➔ sur toute sa longueur.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 30 Km/h :**
   - Avenue des ARBANAIS ➔ à partir du panneau « entrée d'agglomération », sur toute sa longueur,
   - Chemin des BARQUES ➔ en totalité avec pose de coussins berlinois vers le n° 298,
   - Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ de son intersection avec la Route de la MADRAGUE jusqu'à son débouché sur le Boulevard Edouard HERRIOT, dans les deux sens de circulation,
   - Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur le parking de l'Ecole Maternelle Jacques PREVERT avec mise en place d'un ralentisseur,
   - Avenue de l'ESTEREL ➔ de son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS, sur toute sa longueur,
   - Rue du MISTRAL ➔ 100 mètres de part et d'autre du passage piéton derrière la Mairie Annexe avec installation d'un ralentisseur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELI250063-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Route du NIEL ➔ de son intersection avec la Rue du MISTRAL jusqu'à son débouché avec l'Avenue des STERNES,

3. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 20 Km/h :**

↳ Route du NIEL ➔ de son intersection avec l'Avenue des STERNES jusqu'à son débouché sur le Port du NIEL,

ARTICLE 64 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

↳ Chemin du BETON	➔ à son intersection avec le Boulevard Edouard, HERRIOT,
↳ Avenue du CLAIR DE LUNE	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
↳ Route Raymond DEGIOANNI	➔ à son intersection avec la Route la MADRAGUE,
↳ Route Raymond DEGIOANNI	➔ à son intersection avec le Chemin du CLAIR DE LUNE,
↳ Boulevard Edouard HERRIOT	➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
↳ Impasse LOU BIOU	➔ à son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
↳ Chemin de la PLAGE	➔ à son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
↳ Chemin de la PLAINE DE BOUISSON	➔ à son intersection avec le Boulevard Edouard HERRIOT,
↳ Chemin de la PLAINE DE BOUISSON	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
↳ Route du SEL	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 65 : VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

↳ Avenue des ARBANAIS ➔ à son intersection avec l'Avenue de l'ESTEREL,

↳ Chemin des BARQUES ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

↳ Chemin des BARQUES ➔ à son intersection avec la Route du NIEL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250610-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Place du BELVEDERE ➔ à son intersection avec la Rue du MISTRAL et la Place SAINT PIERRE.
- Route Raymond DEGIOANNI ➔ sur le parking réservé aux autobus à l'intersection avec l'Impasse LOU BIOU,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ à son intersection avec le Chemin de la PLAINE DE BOUISSON,
- Avenue de l'ESTEREL ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,

ARTICLE 66: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Place du BELVEDERE (Parking) ➔ partant de la Rue Léon ESCOFFIER, aboutissant Place du BELVEDERE,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ partant de la Rue du MAQUIS VALLIER, aboutissant Route du NIEL,
- Route Raymond DEGIOANNI ➔ partant du Chemin de la PLAGE, aboutissant Route de la MADRAGUE,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ partant de la Place du BELVEDERE, aboutissant Chemin de la PLAINE DE BOUISSON,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ partant du Chemin du BETON, aboutissant Place SAINT PIERRE,
- Rue du MISTRAL ➔ partant de la Route du NIEL, aboutissant Place du BELVEDERE,
- Chemin de la PLAGE ➔ partant de la Route de la MADRAGUE, aboutissant Route Raymond DEGIOANNI,
- Place SAINT PIERRE ➔ partant du Boulevard Edouard HERRIOT, aboutissant Rue du MAQUIS VALLIER et Rue Léon ESCOFFIER,

ARTICLE 67: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :
   - Chemin des BARQUES ➔ en totalité
   - Route du NIEL ➔ en totalité,
   - Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ en totalité sauf pour les véhicules de transport en commun.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-BEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t** :
   - Chemin du BETON ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

- Impasse LOU BIOU ➔ sur la totalité du Parking,
- Chemin DE LA PLAGE ➔ sur la totalité du Parking, (parking du Cimetière)

4. La circulation et le stationnement **des poids lourds** sont interdits :

- Port AUGUIER ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics, les véhicules de manutention des bateaux ou sur autorisation du maître du port ; le stationnement des véhicules est limité au temps nécessaire au chargement ou au déchargement des bagages et du matériel.

5. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits **le mardi jour de marché de 5 heures à 15 heures 30** sur les voies suivantes :

- Place du BELVEDERE ➔ en totalité,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ entre la Place du BELVEDERE et la Mairie Annexe,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Place du BELVEDERE et l'école SAINT JOHN PERSE,

En cas d'infraction, les contrevenants se verront appliquer les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant.

6. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de **5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.**

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 68: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 10 mètres environ à hauteur de l'école,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 15 mètres environ côté Sud à partir de la Place du BELVEDERE,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ sur 20 mètres environ à son intersection l'Avenue des ARBANAIS,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ sur 20 mètres environ à l'intersection avec le Chemin des ESSARTS DU COMTE, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Route de la MADRAGUE ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 1737,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 1776,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ à l'intersection avec l'Avenue du CLAIR DE LUNE, des deux côtés,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 2588, côté impair,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 2632,
- Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 204, des deux côtés,

2. Les emplacements **réservés aux administrations** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe pour les services municipaux,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ UN emplacement devant l'entrée du Square BACHAGA BOUALAM pour les services municipaux,

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Place du BELVEDERE ➔ UN emplacement sur le Parking,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ UN emplacement devant l'entrée du Square BACHAGA BOUALAM,
- Parking FUNEL ➔ UN emplacement à l'extrémité Nord, côté bi-cross de Giens,
- Impasse LOU BIOU ➔ DEUX emplacements sur le Parking,
- Port du NIEL ➔ UN emplacement,
- Chemin de la PLAGE ➔ QUATRE emplacements, (Parking du Cimetière)

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Place du BELVEDERE ➔ UN emplacement à cheval chaussée-trottoir devant le Crédit Agricole,

5. Les emplacements **réservés aux arrêts minutes** sont fixés comme suit :

- Rue Claude DEBUSSY ➔ DEUX emplacements face au n° 33, limités à 30 minutes,
- Boulevard HERRIOT ➔ DEUX emplacements devant le n° 463, devant la pharmacie des Amphores, limités à 30 minutes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE_250133-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ création d'une aire de stationnement sur une distance de 10m à l'angle de la Rue du MISTRAL.
- Place RAYMONENQ ➔ CINQ emplacements, au droit du n° 45,
- Place SAINT PIERRE ➔ DEUX emplacements au droit de l'Eglise.

7. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ DEUX emplacements pour une borne.

8. Le marché forain de la section de GIENS se déroulera tous les **mardis matin de 5h00 à 15h30**, sur les voies ou portions de voies suivantes :

Du 1er octobre au 31 mars : **Place du BELVEDERE,**

Du 1er avril au 30 septembre : **Parking FUNEL,**

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30,

9. Les emplacements réservés **aux livraisons** sont fixés comme suit :

- Place SAINT PIERRE ➔ UN emplacement devant la sortie de l'escalier ROMPICUOU.

10. Les emplacements réservés **aux véhicules navettes** sont fixés comme suit :

- Route du PORT DU NIEL ➔ UN emplacement au droit du n° 839,

11. Les emplacements réservés **aux vélos** sont fixés comme suit :

- Route du PORT DU NIEL ➔ UN emplacement face au n° 839,
- Place SAINT PIERRE ➔ UN emplacement au droit de l'Eglise,

ARTICLE 69: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules **est interdit** sur les voies suivantes :

- Chemin du BETON ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
- Rue Léon GAUCHE COFFIER ➔ sur 20 mètres, côté Nord à partir de la Place du BELVEDERE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 50 mètres aux abords des écoles des deux côtés.
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur la voie d'accès à l'Ecole Primaire St John Perse.
- Rue du MISTRAL ➔ 100 mètres environ après son intersection avec la Route du NIEL, jusqu'à la Place du BELVEDERE côté Sud,
- Route du NIEL ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.
- Place SAINT PIERRE ➔ devant l'Eglise.
- VIEILLE RUE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

ARTICLE 70: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Avenue de l'ESTEREL ➔ arrêt interdit face au n° 77,
- Port du NIEL ➔ sur la totalité avec arrêt interdit sauf sur les emplacements matérialisés.

ARTICLE 70 Bis: STATIONNEMENT GRATUIT, LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

- Place du BELVEDERE ➔ en totalité.
- Place SAINT PIERRE ➔ en totalité.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-arr250163-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES LOUBES

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 70 BIS: Les limites de l'agglomération secondaire des LOUBES sont fixées ainsi qu'il suit :

Entrée d'agglomération : 43° 113.756 »
06° 107.743 »

Sortie d'agglomération : 43° 113.742 »
06° 107, 805 »

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 71: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ du n° 1087 jusqu'à la limite de Commune.

   ↳ Chemin de la GARDE ➔ de son intersection avec l'Impasse de l'ESTALLE jusqu'à 50m avant le n° 242,
   ➔ environ 50m après le n° 242 jusqu'au n° 932,
   ➔ du n° 1143 jusqu'à son intersection avec le Chemin de l'OURSE,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ partant de son intersection avec la Route des LOUBES jusqu'au n° 1087,

   ↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ en totalité,

   ↳ Chemin de la GARDE ➔ environ 50m avant et après le n° 242 avec création d'un plateau surélevé,
   ➔ partant du n° 932 jusqu'au n° 1143 environ (de part et d'autre de la voie de chemin de fer)

ARTICLE 72: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont les suivantes :

↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.

ARTICLE 73: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules qu'ils vont rencontrée sont fixées comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218800622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ à son intersection avec l'embranchement vers le Carrefour SAINT GERVAIS,

↳ Chemin de LA GARDE ➔ à son intersection avec l'embranchement vers le Carrefour SAINT GERVAIS,

↳ Traverse des LOUBES ➔ à son intersection avec la Route des LOUBES,

↳ Chemin SAINT JEAN ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de SAINT MARTIN,

ARTICLE 74: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les services de la Ville d'Hyères:

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ en totalité.

   ↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ en totalité.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   ↳ Traverse des LOUBES → du n° 200 jusqu'au Chemin de la GARDE.

3. Circulation interdite aux véhicules **de plus de 8 mètres de long** :

   ↳ partant du n°984 jusqu'à la sortie de l'agglomération de HYERES.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas entraver les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250132-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA MADRAGUE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 75: Les limites de l'agglomération secondaire de la MADRAGUE sont fixées comme suit:

- à l'Ouest : Avenue René DE KNYFF, au droit du pilier Est de l'entrée de la propriété communale de l'OLIVASTRE.
- à l'Est : Route de la MADRAGUE, à 80 mètres à l'Ouest de son intersection avec le Chemin de l'HERITIER,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 76: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Avenue René DE KNYFF ➔ sur toute sa longueur,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Route de la MADRAGUE ➔ débutant à 100m du carrefour avec le Chemin de la PLAINE DE BOUISSON (côté Est) et se terminant à 100m du carrefour de la Route du SEL (côté Ouest),

   - Route de la MADRAGUE ➔ à 150m du carrefour de la Route du SEL (côté Ouest) avec création d'un plateau traversant,
     ➔ à 170m du carrefour du Chemin de la PLAINE DE BOUISSON (côté Est) avec création d'un plateau traversant,

ARTICLE 77: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Port de la MADRAGUE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
- Chemin de la TABLE RONDE ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 78: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue René DE KNYFF ➔ côté sud dans le sens descendant et côté nord dans le sens montant sur une cinquantaine de mètres à hauteur du centre de loisirs de l'OLIVASTRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin de la TABLE RONDE ➔ côté ouest partant du nord, aboutissant au sud,
côté est partant du sud, aboutissant au nord,

ARTICLE 79: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation et le stationnement **des caravanes et des camping cars** sont interdits :

   ↳ Chemin de la TABLE RONDE ➔ sur toute sa longueur,

2. La circulation des autocars, caravanes et véhicules tractant une remorque dont le PTAC dépasse 250 Kgs est interdite :

   ↳ Avenue DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'OLIVASTRE et l'accès à la zone militaire,

3. La circulation et le stationnement sont interdits sur le Port de LA MADRAGUE y compris sur la rampe d'accès à tous les véhicules, sauf ceux des entreprises concernées, de la capitainerie et des pêcheurs après accord du responsable du port. Les véhicules de ces derniers devront impérativement être stationnés sur les emplacements désignés par le responsable du port.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 80: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les emplacements **d'autobus** sont définis comme suit :

↳Avenue René DE KNYFF ➔ sur une quinzaine de mètres devant le n° 203,

↳Avenue René DE KNYFF ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 214,

↳Avenue René DE KNYFF ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 443 et face au n° 467 côté pair,

↳Avenue René DE KNYFF ➔ sur 10 mètres devant le n° 637,

↳Route de la MADRAGUE ➔ sur une dizaine de mètres à hauteur du Port de la MADRAGUE,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 3277,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 3002,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres face au n° 2964 côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 81: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies ci-après définies :

- Avenue René DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'AGRIOTIER et le Chemin de l'OLIVASTRE, des deux côtés,

- Port de LA MADRAGUE ➔ le stationnement est interdit aux camping cars . Il est autorisé pour les remorques seulement pour le temps de mise à l'eau et de mise à sec des bateaux . Le stationnement est autorisé pour les véhicules légers sur les emplacements matérialisés.

- Chemin de la TABLE RONDE ➔ côté ouest sur une douzaine de mètres,

ARTICLE 82: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R.417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Avenue René DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'OLIVASTRE et l'accès à la zone militaire, des deux côtés.

1. Le stationnement n'est permis que d'un seul côté de la chaussée :

- Route de la MADRAGUE ➔entre le Chemin du CLAIR DE LUNE et le Chemin de la PLAGE, côté Nord,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas entraver les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LE PALYVESTRE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 83: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

- Chemin du PALYVESTRE : ➔ sur toute la longueur,
- Chemin du ROUBAUD : ➔ entre la limite d'agglomération et le Chemin des ROUGIERES

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Chemin des NARTETTES : ➔ sur toute la longueur,
- Zone Artisanale du PALYVESTRE : ➔ dans les rues Nicéphore NIEPCE et Antoine PARMENTIER en totalité,
- Chemin du ROUBAUD ➔ entre le Chemin des ROUGIERES et le Chemin de la LEVEE avec pose d'un ralentisseur entre les n° 1394 et 1490
- Chemin de la VERLAQUE : ➔ sur toute la longueur,

2.1 Zone 30k/m :

- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ en totalité,
- Rue Antoine PARMENTIER ➔ en totalité.

ARTICLE 84: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- BASE AERONAVALE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE,
- SERVICE TECHNIQUE MUNICIPAL (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300638-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin des NARTETTES ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN,
- Chemin des NARTETTES ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE.
- Impasse des NARTETTES ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ à son intersection avec la rue Nicéphore NIEPCE au niveau du n° 550.
- Chemin du PALYVESTRE ➔ à son intersection avec l'Avenue de l'AEROPORT, et des deux côtés.
- Chemin du PALYVESTRE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE.
- Rue Antoine PARMENTIER ➔ à son débouché sur le Chemin du ROUBAUD.
- PISTE CYCLABLE ➔ à son débouché sur le Chemin des NARTETTES.
- Chemin du ROUBAUD ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE, des deux côtés.
- Chemin de la VERLAQUE ➔ à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD.

ARTICLE 85: VOIES A SENS UNIQUE

- ESPACE 3000 (Voie de contournement): ➔ partant de l'accès au parking côté Est, aboutissant à la sortie du parking côté Ouest.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ dans le sens de circulation du n° 550 vers le n° 265,

ARTICLE 86: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 2t5**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   - Chemin des ROUGIERES ➔ sur toute sa longueur.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   - Chemin des NARTETTES ➔ sur toute sa longueur,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELIB0316-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   ↳ Chemin de la VERLAQUE ➔ sur toute sa longueur,

4. La circulation est interdite à tous les véhicules **sauf pour les véhicules des riverains, des services publics ou de secours :**

   ↳ Chemin de la LEVEE ➔ sur la portion en bordure du cours d'eau LE ROUBAUD,

5. Création **d'une bande cyclable** de part et d'autre de la voie suivante :

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ entre le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE et l'Avenue de l'AEROPORT,

6. Création **d'un itinéraire partagé** entre véhicules à moteur et cyclistes sur la voie suivante :

   ↳ Chemin du ROUBAUD ➔ entre la limite de l'agglomération principale et le Chemin de la LEVEE,

7. ↳ Chemin de la LEVEE (rive droite du ROUBAUD) ➔ interdiction de circuler pour tout véhicule à moteur et piétons, sur la zone délimitée par les panneaux A23 et G1, au seuil de la piste 23, lorsque les feux rouges sont clignotants.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 87: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ devant l'entrée de la BAN, des deux côtés,

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ sur 10 mètres environ devant le n°246,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   ↳ Chemin du ROUBAUD ➔ devant l'entrée du C.T.M,

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

   ↳ Rue Nicéphore NIEPCE ➔ UN emplacement au droit du n° 336,

4. Les emplacements **réservés aux véhicules de la fourrière canine** sont fixés comme suit :

   ↳ Rue Nicéphore NIEPCE ➔ UN emplacement de part et d'autre du n° 333,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 88: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

   - Chemin du PALYVESTRE ➔ en totalité et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

   - Chemin de la VERLAQUE ➔ sur toute sa longueur et des deux côtés.

2. L'arrêt de tous les véhicules est interdit sur la voie suivante :

   - Chemin du PALYVESTRE ➔ sur 300 mètres environ au droit de l'extrémité de la piste de l'Aéroport.

3. L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules sont formellement interdits sur les voies suivantes :

   - Chemin de la LEVEE ➔ sur 500 mètres au droit de la piste de l'Aéroport.

4. Le passage des piétons est formellement interdit :

   - Chemin de la LEVEE ➔ en bout de piste et à chaque mouvement d'avion.

ARTICLE 89: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R.417-10 du Code de Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Impasse des NARTETTES ➔ entre le Rond-Point du 18 JUIN et l'entrée du parking d'ESPACE 3000, côté Sud.

- ESPACE 3000 (Voie de contournement) ➔ le long du bâtiment avant la sortie du parking.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL

ARTICLE 90: CATEGORIES D'USAGERS ET PARCOURS

Le parcours cyclable du littoral en site propre est interdit aux automobiles, motocyclistes et cyclomoteurs sauf les véhicules d'entretien autorisés, de secours et de police sur les sections suivantes :

- PR piste 15,600 (LES KERMES, limite de la Commune) au PR piste 16,400 (L'ALMANARRE limite d'agglomération),
- PR piste 17,200 (ALMANARRE Route du SEL) au PR piste 19,080 (Giratoire de L'HIPPODROME),
- PR piste 19,080 (Giratoire de L'HIPPODROME) au PR piste 19,350 (Giratoire ARROMANCHES,
- PR piste 20,610 (Giratoire de L'AEROPORT) au PR piste 24,500 (LES SALINS),
- PR piste 25,850 (MAUVANNE) au PR piste 26,495 (SAINT NICOLAS limite de Commune),
- La piste cyclable en bordure de la RD 97 entre le Carrefour du PALYVESTRE et le Giratoire ARROMANCHES,

ARTICLE 91 : REGIME DE PRIORITE

Le parcours est prioritaire sur tous les accès ou voies privées riveraines.

Le parcours est prioritaire sur toutes les voies publiques sauf :

- Débouché du parcours sur le Rond-Point de L'ALMANARRE,
- Débouché du parcours sur la RD 559 à L'ALMANARRE limite d'agglomération,
- Débouché du parcours sur la RD 559 aux KERMES limite de Commune,
- Débouché du parcours sur le Rond-Point de L'HIPPODROME,
- Débouché sur la RD 12 à MAUVANNE,
- Débouché sur la RD 12 aux SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Giratoire de L'AEROPORT ➔ branche AEROPORT prioritaire,
- Giratoire ARROMANCHES ➔ branche RD 97 prioritaire,
- Giratoire de L'AYGUADE ➔ branche Avenue Alfred DECUGIS prioritaire,
- Carrefour du CEINTURON ➔ carrefour géré par des feux avec perte de priorité du parcours au clignotant orange,
- Accès à la piste RD 97 au Carrefour du PALYVESTRE géré par des feux tricolores avec perte de priorité en sortie de piste sur la voie routière,

ARTICLE 92: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules à moteur est strictement interdit sur l'emprise du parcours cyclable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 93: Les limites de l'agglomération secondaire de LA PLAGE sont fixées comme suit :

- au Nord-Ouest : Boulevard de la MARINE (R.D. 42), à 50 mètres au Nord-Est de son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,
- au Nord: Boulevard de la MARINE (R.D. 42 – P.K. 8.800), 150 mètres au Nord de son intersection avec la Rue du PORT DE LA PLAGE,
- au Sud-Ouest : Avenue Emile GERARD, à son intersection avec la Route de GIENS (R.D.97),
- au Sud-Ouest : Avenue Jean BART, à son intersection avec la Route de GIENS (R.D.97),
- au Nord-Ouest :Avenue Jean D'AGREVE, à son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 94: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 30 Km/h** :

- Avenue Jean D'AGREGE ➔ partant du Rond Point ARROMANCHE jusqu'à son intersection avec l'Avenue Stephen LIEGEARD,
- Allée FORBIN ➔ sur toute sa longueur,
- Avenue de la GAVINE➔ sur toute sa longueur,
- Avenue Emile GERARD ➔ sur la portion comprise entre l'Avenue Jean Bart et l'Allée des Tennis, côté Est,
- Allée de GRASSE ➔ en totalité,
- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ au niveau des ralentisseurs aménagés devant le n° 17 et devant l'INSTITUT HELIO-MARIN,
- Allée SUFFREN ➔ sur la portion comprise entre l'Avenue Emile GERARD et l'Allée Chevalier PAUL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 20 Km/h** :

- Quai Baron BICH ➔ en totalité y compris sur la voie d'accès à partir de l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Jetée EST ➔ en totalité.

ARTICLE 95: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Rue Léopold AQUILEA ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Avenue Jean BART ➔ à son intersection avec la Route de GIENS,
- Zone de Carénage du 1er BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire,
- Avenue Emile GERARD ➔ à son intersection avec la Route de GIENS,
- Parking HIPPODROME (sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE
- Rue de l'HIPPODROME ➔ à son intersection avec la Rue des ETRANGERS,
- HLM de la PLAGE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean D'AGREVE,
- Avenue du PONANT ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART,
- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Jetée SUD (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE,

ARTICLE 96: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ à son intersection sur le Rond-Point giratoire situé Avenue de la MEDITERRANEE / Avenue Jean D'AGREVE, des côtés,
  ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,
- Rue Léopold AQUILEA ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Jean D'AGREVE / Avenue de la MEDITERRANEE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Jetée Nord du 3ème BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN.
- Rue de BOUGAINVILLE ➔ à son intersection avec la Rue Emile RIMBAUD,
- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ avant son intersection avec l'Avenue du Docteur ROBIN.
- Rue du Capitaine CHAPELIER ➔ à son intersection Boulevard de la MARINE, aboutissant Rue Léopold AQUILEA,
- Allée FORBIN ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART.
- Avenue de la GAVINE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE,
- Allée de GRASSE ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART.
- Rue de l'HIPPODROME ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ à son intersection avec la Rue des ETRANGERS,
  ➔ face au n°9 au niveau de l'établissement LES VOILIERS,
- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Jean D'AGREVE / Avenue de la MEDITERRANEE.
- Allée Chevalier PAUL ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART,
- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN.
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN,

ARTICLE 97: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ partant de l'Avenue Stéphen LIEGEARD, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN,
- Rue Léopold AQUILEA ➔ partant de la Rue CHAPELIER aboutissant Boulevard de la MARINE,
- Môle central du 3ème BASSIN ➔ Côté Sud : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à la CONTRE JETEE.
  Côté Nord : partant de la CONTRE JETEE, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN,
- Rue de BOUGAINVILLE ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Rue Emile RIMBAUD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ Voies Nord et Sud : partant de la CAPITAINERIE, aboutissant à l'Avenue du Docteur ROBIN. Voies Centrales : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à la CAPITAINERIE.

- Avenue de la GAVINE ➔ Côté Sud : partant de l'Avenue de la MEDITERRANEE, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN. Côté Nord : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à l'Avenue de la MEDITERRANEE.

- Avenue Emile GERARD ➔ partant de l'Avenue Jean BART, aboutissant Allée des TENNIS, côté Est,

- Allée de GRASSE ➔ partant de l'Allée SUFFREN, aboutissant Avenue Jean BART,

- JARDIN DES MERS (Parking du) ➔ Côté Est : partant du Rond-Point giratoire, aboutissant au Parking. Côté Ouest : partant du Parking, aboutissant au Rond-Point giratoire,

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ partant de la Rue du PORT DE LA PLAGE, aboutissant Rue des ETRANGERS,

- Boulevard de la MARINE ➔ Côté Est : partant de la Rue de l'HIPPODROME, aboutissant Rue du PORT DE LA PLAGE. Côté Ouest : partant de la Rue du PORT DE LA PLAGE, aboutissant à la Rue de l'HIPPODROME.

- Rue Emile RIMBAUD ➔ partant de la Rue Jean d'AGREVE, aboutissant Avenue de la GAVINE,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Rue du PORT DE LA PLAGE, sauf entre l'accès à la Zone de Carénage du 1er BASSIN et le Môle Central du 3ème BASSIN, -sauf entre l'accès à la Zone de Carénage du 1er Bassin et la Rue du PORT DE LA PLAGE pour les transports exceptionnels liés à l'activité nautique qui auront au préalable déposé une demande de dérogation auprès du service de la Police Municipale,
  ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Avenue de la GAVINE,
  ➔ dans sa partie comprise entre la Base Nautique et le Môle Central, uniquement le dimanche jour de marché de 6h30 à 14h30,

- Allée SUFFREN ➔ partant de l'Avenue Emile GERARD, aboutissant Allée de GRASSE,
  ➔ partant de l'Allée Chevalier PAUL, aboutissant Allée de GRASSE,

- Allée des TENNIS (Côté Est) ➔ partant de l'Avenue Emile GERARD, aboutissant Allée Chevalier PAUL,

ARTICLE 98: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250833-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

La circulation est interdite à tous les véhicules :

- Quais de PORT LA GAVINE ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La circulation est interdite à tous les véhicules à moteur :

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ sur la totalité de la voie de sécurité.

3. La circulation est interdite aux véhicules d'un **poids total en charge supérieur à 3t5** :

- Avenue Jean D'AGREVE ➔ partie comprise entre la Rue Emile RIMBAUD et l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et le YACHT CLUB.

4. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 2m** :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking,
- Parking de l'HIPPODROME ➔ en totalité,
- Parking du JARDIN DES MERS ➔ en totalité,
- Quai des PECHEURS (Parking du) ➔ en totalité,

5. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 10m** :

- Jetée Nord du 3ème BASSIN ➔ en totalité pour contraintes aéronautiques.

6. La circulation est interdite **aux poids-lourds et aux caravanes d'une longueur supérieure à 8m** sauf autorisation de la capitainerie :

- Jetée SUD ➔ en totalité,
- Avenue de la GAVINE ➔ en totalité,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et la mairie annexe,
- Parking Capitainerie Principale ➔ en totalité,

7. L'accès à la cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN et à la Jetée SUD du 2ème BASSIN est géré par des bornes automatiques,

8. L'accès à la zone de carénage du 1er BASSIN est interdit à tous les véhicules et aux piétons, sauf pour les usagers et pour les véhicules des services publics. Les véhicules qui se trouveront en infraction aux règles du stationnement ou susceptibles de gêner l'activité du chantier de carénage, seront enlevés par la fourrière automobile.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. La circulation de tous les véhicules est interdite le dimanche, jour de marché, de 5h à 15h30 sur les voies suivantes :

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ du 1er dimanche d'Octobre au dernier dimanche précédent le week-end de Pâques, sur le parking situé entre les Avenues Docteur ROBIN et Stéphen LIEGEARD,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ du week-end de Pâques au dernier dimanche du mois de septembre : sur le parking de l'HIPPODROME,

ARTICLE 99 : ZONE PIETONNE

Une zone piétonne est créée sur la chaussée de l'Avenue du Docteur ROBIN sur une emprise de 6 mètres dans sa partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et le bâtiment du YACHT CLUB, et ce toute l'année.

1. Les véhicules de police, de secours et des services publics sont autorisés à pénétrer à toute heure dans la zone piétonne, pour des interventions relatives à la zone piétonne, à la zone portuaire ou aux immeubles riverains, et ce toute l'année,

2. La circulation est interdite à tous les véhicules, sauf :

   - Livraisons de 6h à 11h,
   - Usagers et professionnels du nautisme sur autorisation délivrée par le service des Ports suivant la réglementation de la ZONE PIETONNE,

3. Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent cependant pas entraver la circulation sans nécessité,

4. Le stationnement étant interdit, ne seront tolérés que les arrêts momentanés des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne, et pour une durée strictement limitée à une demi-heure (1/2), sauf cas particulier justifié, et sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la VILLE D'HYERES,

5. La circulation des vélos est autorisée sur l'ensemble de la ZONE PIETONNE:

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 100 : STATIONNEMENTS RESERVES

1. **Les arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 4, des deux côtés,
  ➔ sur 15 mètres environ devant les HLM de la PLAGE, des deux côtés

- Avenue Jean BART ➔ sur 10 mètres environ, entre l'Allée FORBIN et la Route de GIENS, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 5,
  ➔ sur 15 mètres environ devant l'Institut HELIO-MARIN,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ sur 10 mètres environ, au niveau de la GAVINE, côté pair,
  ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 50, des deux côtés,
  ➔ sur 10 mètres environ devant les n° 18 et 29,
  ➔ sur 10 mètres environ face au n° 7, côté pair,

- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ sur 10 mètres environ à hauteur du n° 7,

- Bâtiment du YATCH CLUB ➔ sur 15 mètres environ, côté nord,

2. Les emplacements réservés aux **services publics** sont fixés comme suit :

- ADMINISTRATIONS ➔ DIX emplacements devant la façade Ouest de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

- POLICE ➔ TROIS emplacements devant la façade Ouest de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

- TAXIS ➔ DEUX emplacements sur le Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

3. Les emplacements réservés **aux personnes à mobilité réduite ou portant un macaron GIG/GIC seront exonérés de la taxe de stationnement** et sont fixés comme suit :

- Môle Central du 3ème BASSIN (Parking du) ➔ UN emplacement au droit de la Base Nautique,

- CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ QUATRE emplacements sur le Parking,

- Avenue Jean D'AGREVE ➔ UN emplacement face à l'immeuble LE CAPRICORNE,
  ➔ UN emplacement face au n° 22, devant le transformateur EDF,

- Rue Claude DURAND ➔ UN emplacement devant le n° 5,

- Avenue de la GAVINE ➔ le 1er emplacement à droite, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la MEDITERRANEE et l'Avenue du Docteur ROBIN,

- Allée Emile GERARD ➔ UN emplacement devant le n° 15,
  ➔ UN emplacement à l'angle de l'Avenue Emile GERARD et de l'Allée de SUFFREN,
  ➔ DEUX premiers emplacements côté mer, face à l'établissement « l'Endroit »,
  ➔ UN emplacement au droit du passage piétonnier d'accès à la plage des PESQUIERS,

- Rue des MERS ➔ UN emplacement sur le Parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ UN emplacement entre les n° [illegible]
  ➔ UN emplacement face au n°8, ~~au niveau de l'entrée B4 de la~~ résidence la BALEINE,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ UN emplacement sur le Parking de l'HIPPODROME,

- Quai des PECHEURS ➔ UN emplacement sur le Parking,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ UN emplacement devant la MAIRIE ANNEXE,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ UN emplacement face à l'accès à l'ESPACE NAUTIQUE HYEROIS,

4. Les emplacements réservés **aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Rue Emile RIMBAUD ➔ UN emplacement sur la chaussée devant la SOCIETE GENERALE (n° 16),

5. Les emplacements réservés **aux deux roues** sont fixés comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ UN emplacement sous le porche de l'Avenue Jean d'AGREVE,

- Parking de la CAPITAINERIE ➔ ZONE PIETONNE : UN emplacement sur le côté Ouest du Port SAINT PIERRE face à la panne n° 2600, sur environ 10m,

  ➔ ZONE PIETONNE : UN emplacement sur le côté Ouest du Port SAINT PIERRE devant le VINGT SEPT M, sur environ 10m,

- Avenue de la GAVINE ➔ une aire, côté Est, à son intersection avec l'avenue du Dr ROBIN, sur une longueur de 15m,

- Avenue Stephen LIEGEARD ➔ face au n° 5 (devant le YACHT CLUB) sur environ 10m,

- Avenue Emile RIMBAUD ➔ Partant de la sortie du parking privé, côté Nord, sur 15m environ,

- Quai Docteur ROBIN ➔ à son intersection avec le Môle Central, devant la Base Nautique sur environ 10m,

6. Les emplacements réservés **aux arrêts minutes** sont fixés comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ DEUX aires entre le n°24 n°26, d'une durée maximale de TRENTE minutes

- Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ UN emplacement face à l'entrée de la Capitainerie d'une durée maximale de QUINZE minutes,

- Avenue de la GAVINE ➔ DEUX aires face au n°4, d'une durée maximale de TRENTE minutes

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Emile RIMBAUD ➔ DEUX aires face au n° 12, d'une durée maximale de TRENTE minutes

7. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

   - Parking de la Capitainerie Principale ➔ TROIS emplacements pour 2 bornes,
   - Voies entre l'Avenue Stephen LIEGEARD et l'Avenue du Docteur ROBIN ➔ les QUATRE emplacements côté parking ROBIN pour 2 bornes.
   - Parking ARROMANCHES ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

8. Les emplacements réservés **aux taxis** sont fixés comme suit :

   - Parking de la Capitainerie Principale ➔ UN emplacement

ARTICLE 101: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

   - Avenue Jean D'AGREVE ➔ partie comprise entre l'Avenue Stephen LIEGEARD et l'Avenue du Docteur ROBIN, des deux côtés,
   - Môle Central du 3eme BASSIN ➔ sur la totalité de la CONTRE JETEE,
   - CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ devant l'accès pour les deux roues.
   - CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ sur toute la longueur des Quais NORD et SUD,
   - Allée de GRASSE ➔ en totalité, côté Ouest,
   - Jetée EST ➔ en totalité,
   - Quai des PECHEURS (Voie d'accès au Parking du) ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
   - Rue Emile RIMBAUD ➔ sur toute sa longueur, côté Est,
   - Avenue du Docteur ROBIN
     - ➔ sur 20 mètres environ devant la MAIRIE ANNEXE,
     - ➔ entre la MAIRIE ANNEXE et le Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE, côté port,
     - ➔ entre l'Avenue de la GAVINE et l'accès à Port LA GAVINE, côté immeubles,
     - ➔ entre l'Avenue de la GAVINE et le YATCH CLUB, des deux côtés,
     - ➔ devant l'accès au Bassin des DERIVEURS,
   - Allée SUFFREN ➔ dans la portion comprise entre l'Avenue Emile GERARD, côté impair,
     - ➔ dans la portion comprise entre l'Allée Chevalier PAUL et l'Allée de GRASSE, côté pair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Le stationnement est limité à 48 heures sous peine de mise en fourrière sur les voies suivantes :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking.
- Môle central du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking,

ARTICLE 102: STATIONNEMENT ET ARRET INTERDITS

Le stationnement et l'arrêt de tous les véhicules sont interdits sur les voies suivantes :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN➔ sur le Rond-point giratoire,
- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ devant les accès au Quai EST,
- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ dans sa portion comprise entre l'Avenue Jean BART et le n° 47, côté mer,

ARTICLE 103 : STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route, relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Zone de carénage du 1er BASSIN ➔ dans sa totalité pour tous les véhicules susceptibles de gêner le fonctionnement du service public de grutage de bateaux,
- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN➔ sur la totalité de sa surface,
- Quai Baron BICH et sa voie d'accès en totalité et des deux côtés,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ le dimanche, jour de marché, de 6 h à 14 h entre la BASE NAUTIQUE et la Rue du PORT DE LA PLAGE y compris sur le Parking,
- Jetée SUD (Voies d'accès à la) ➔ sur 30 mètres, côté Nord au niveau des bornes automatiques.

ARTICLE 104 : TRANSPORTS D'AERONEFS

A l'occasion des transferts d'aéronefs entre la Base Aéronavale et le Port d'Hyères, le stationnement et la circulation seront interdits sur l'itinéraire suivant :

- Boulevard de la MARINE,
- Rue du PORT DE LA PLAGE,
- Avenue Stephen LIEGEARD ou Avenue du Docteur ROBIN,
- Voies entre les Avenues LIEGEARD et ROBIN,
- Contre-allée de la Zone de Carénage,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La circulation sera réglementée au fur et à mesure de l'avancement des convois par les agents chargés de la circulation.

La signalisation réglementaire sera mise en place par les services municipaux 48 heures avant les transferts.

Les véhicules en infraction seront enlevés par la fourrière automobile.

ARTICLE 104 Bis : STATIONNEMENT REGLEMENTE

1. Stationnement limité et contrôlé par horodateurs

Le stationnement payant s'effectuera du 1er mai au 30 septembre, 7/7 jours et ce de 8h à 12h et de 14h à 19h sur les voies suivantes :

- Parking de la CAPITAINERIE ➔en totalité
- Parking de la MAIRIE ANNEXE ➔à l'intersection avec l'Avenue de la GAVINE et l'Avenue du Docteur ROBIN, en totalité.
- Parking du MOLE CENTRAL, ainsi que les deux contres jetées ➔ en totalité, avec possibilité de stationnement à la journée : 8h00/19h00 Forfait de 12 euros.

Le stationnement payant s'effectuera par la perception (au-delà d'une demi-heure gratuite) du droit de stationnement mentionné dans le tableau ci-après :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT		
DUREE DE STATIONNEMENT	TARIF COURTE DUREE : **Capitainerie + Mairie Annexe**	TARIF LONGUE DUREE : **Môle Central**
30 minutes	Gratuit	Gratuit
1 heure	1.60€	1.60€
2 heures	3.20€	3.20€
3 heures	4.80€	4,80€
4 heures	6.40€	6.40€
+ de 4 heures	**17.00€ (FPS)**	17.00€
Journée (8h/19h)		12.00€
+ d'une journée		**12.00€ (FPS)**

Le bénéfice de la gratuité (1/2 heure) est limité à une fois par jour, le contrôle se faisant par saisie du numéro d'immatriculation du véhicule.

Les véhicules porteurs d'une autorisation fournie par le service des Ports, sont autorisés, pour des nécessités de service, à stationner sur les zones mentionnées dans les voies citées à l'alinéa1 du présent article, et dispensés de droit de stationnement. Cette dernière doit être apposée en évidence sur la face interne du pare brise ou, si le véhicule n'en comporte pas, à un endroit apparent, convenablement choisi.

2. Dispositions spécifiques pour les usagers du port de longue durée :

Autorisation pour les usagers bénéficiaires d'un poste d'amarrage et titulaires d'un titre d'occupation égal ou supérieur à 6 mois (usagers dits de longue durée), de stationner sur l'ensemble des zones de stationnement payant dans les conditions spécifiques suivantes :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Versement d'une redevance forfaitaire annuelle telle que fixée par délibération n°34 du 22/05/2016 (vignette 50 euros).
- Apposition, derrière le par – brise du véhicule, du dispositif d'identification délivré annuellement par les services de la ville.

3. Dispositions spécifiques pour les professionnels du nautisme :

Seront autorisés à stationner au plus proche de leur lieu d'intervention par le biais d'une redevance forfaitaire annuelle de 50 euros (carte professionnels), les catégories professionnelles suivantes :

- les professionnels dont l'activité principale implique des interventions techniques régulières sur les navires à quai,
- les professionnels de la location (une autorisation par société),
- les entreprises titulaires d'un marché de travaux ou de prestations sur le port

4. Dispositions spécifiques pour les résidents des îles de Port Cros et du Levant

Les résidents des îles de Port Cros et du Levant titulaires d'une carte de transport à destination de ces deux îles, délivrée par TPM sous réserve de la communication de certains documents, seront autorisés à occuper le Domaine Public Communal sur les trois parkings du port réglementés par horodateur :

- parking de la CAPITAINERIE
- parking de la Mairie Annexe
- parking du MÔLE CENTRAL

Le stationnement sur ces zones sera limité à 48 heures. Une tarification forfaitaire de 50 euros sera appliquée pour la période comprise entre le 1er mai et le 30 septembre.

5. Dispositions spécifiques du stationnement payant limité et contrôlé par horodateurs :

↳ Boulevard de la MARINE ➔ partant de la plage militaire jusqu'au n° 1366, parking face à l'aéroport,

➔ parking longeant le Boulevard, partant du n° 1366 aboutissant au n° 1633.

Le stationnement s'effectuera du lundi au dimanche toute l'année, ainsi que les jours fériés et ce de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Les tarifs appliqués seront les suivants :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT	
DUREE DE STATIONNEMENT	Tarifs
5 heures	Gratuit
10 heures	5,00 €
20 heures	10,00 €
30 heures	15,00 €
48 heures	20,00 €
+ de 48 heures	**20.00€ (FPS)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le stationnement au delà de 48 heures sera verbalisé et au delà de 72 heures, le véhicule pourra être mis en fourrière pour stationnement abusif.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Stationnement réglementé les jours de marché :

- Parking ROBIN → En totalité, de 5 h 00 à 15 h 30, tous les dimanches de l'année excepté lors de la manifestation « semaine olympique de voiles » qui se déroule chaque année.

- Parking de l'HIPPODROME → En totalité, de 5 h 00 à 15 h 30, uniquement les dimanches lors de la manifestation « semaine olympique de voiles française de voiles »,

Le stationnement et la circulation de tous véhicules étrangers à l'organisation du marché, seront interdits de 5h00 à 15h30 sur les voies et portions de voies citées dans l'alinéa 6.

ARTICLE 104 Ter : STATIONNEMENT GRATUIT, LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

Pour la période du 1er mai au 30 septembre, cette réglementation s'applique du lundi au dimanche et jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 19h. La durée maximale de stationnement y est fixée à UNE HEURE TRENTE (1h30).

- Avenue Jean d'AGREVE → partant de la Rue BOUGAINVILLE aboutissant Rue Emile RIMBAUD,
- Rue BOUGAINVILLE → en totalité, côté impair, partant de l'Avenue Jean d'AGREVE aboutissant Rue RIMBAUD,
- Avenue de la GAVINE → en totalité, partant de l'Avenue de la MEDITERRANEE aboutissant Avenue ROBIN,
- Rue Emile RIMBAUD → en totalité, côté impair,
- Rue du Docteur ROBIN (côté pair uniquement) → partant de la Base Nautique, jusqu'à son intersection avec le Quai Milou CONIO.

Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté. Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la durée de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé,
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la chaussée ou le trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 28/06/2025
Date de réception préfecture : 28/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE15.13-
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES SALINS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 105: Les limites de l'agglomération secondaire des SALINS sont fixées ainsi qu'il suit:

- au Nord-Ouest : Route des VIEUX SALINS (R.D 12), au niveaux du parcours cyclable, tronçon les SALINS/L'AYGUADE,
- à l'Ouest : Boulevard FRONT DE MER, 50m après le pont du GAPEAU, en direction du centre de la fraction des SALINS,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 106: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Agglomération secondaire des SALINS ➔ sur toutes les voies sauf celles limitées à 30 Km/h,
2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - Avenue de la LIBERATION ➔ entre la rue SAINT NICOLAS et l'Avenue des GANGUIS,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ à 50 mètres de part et d'autre de l'école, avec deux ralentisseurs,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ en totalité avec mise en place d'un ralentisseur devant l' accès au stade et d'un autre devant le n° 15,
   - Rue de la RASCASSE ➔ 100 mètres de part et d'autre du n° 161, avec mise en place de ralentisseurs, dans les deux sens,

ARTICLE 107: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Avenue de la LIBERATION ➔ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Parking du PENTAGONE (Voie de desserte) ➔ à son débouché sur la Rue de la RASCASSE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Impasse de POTHUAU ➔ à son intersection avec la Place des PECHEURS,
- Rue de la RASCASSE ➔ à son intersection avec la rue SAINT NICOLAS,
- Avenue de la VICTOIRE ➔ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,

ARTICLE 108: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Avenue des CHALUTIERS ➔ à son intersection avec le Boulevard EOLE,
- Boulevard EOLE ➔à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Boulevard FRONT DE MER ➔à son intersection avec le Boulevard EOLE,
- Avenue des GANGUIS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Avenue de la LIBERATION ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Place des PECHEURS ➔ à son intersection avec la Rue SAINT NICOLAS,
- Avenue de la VICTOIRE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Route des VIEUX SALINS ➔ à son intersection avec le Boulevard EOLE,

ARTICLE 109: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Place des PECHEURS ➔ côté sud partant de la Rue SAINT NICOLAS, aboutissant au Pont de la Place des PECHEURS, côté nord partant du Pont de la Place des PECHEURS, aboutissant Rue SAINT NICOLAS,
- Place des PECHEURS (Pont de la)➔ partant de la Place des PECHEURS, aboutissant Parking du PENTAGONE, sauf véhicules des services publics et de l'armée.
- Parkings (Voie de desserte)➔ partant du Parking du PENTAGONE, aboutissant Parking de la PLAGE DES SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 110: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :

   - Rue SAINT NICOLAS ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics ou de secours,
   - Plage des SALINS (Parking de la)➔ en totalité,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ en totalité sauf pour les véhicules de transport en commun,

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

   - Plage des SALINS (Parking de la)➔ en totalité,
   - Route des VIEUX SALINS et Boulevard FRONT DE MER (Parking situé entre les deux voies) ➔ en totalité,
   - Voie d'accès au stade ➔ en totalité,

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 2t5** ou **d'une hauteur supérieure à 1m80** ou **d'une largeur supérieure à 2m30** :

   - Place des PECHEURS (Pont de la)

4. La circulation est interdite à tous les véhicules à moteur :

   - Plage du PENTAGONE ➔ en totalité.

5. Le marché se tient tous les jeudis sur la Place des PECHEURS, côté Nord, de 7 à 13 heures. La circulation et le stationnement sont interdits sur l'emplacement du marché entre 5 et 15h30, la circulation s'effectuant alors dans les deux sens sur le côté Sud de la place.

6. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 111: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   - Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres environ devant la Résidence « SIMONE BERRIAU », des deux côtés,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ sur 20 mètres environ au niveau de l'Impasse de la CHAPELLE,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ sur 20 mètres environ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS, côté pair,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   - Boulevard FRONT DE MER ➔ DEUX emplacements côté mer, face au Parking situé entre la Route des VIEUX SALINS et le Boulevard FRONT DE MER,
   - Avenue des GANGUIS ➔ UN emplacement au droit de la Mairie annexe,
   - Plage des SALINS (Parking de la) ➔ TROIS emplacements,
   - Plage des SALINS (Parking à l'extrémité Est) ➔ DEUX emplacements au droit du portique côté Est,

3. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

   - Boulevard EOLE ➔ UN emplacement à l'angle de la Place des PÊCHEURS, côté mer, sur environ QUINZE mètres,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ Sur 15 mètres environ, face au n° 20,

4. Les emplacements où le **stationnement est gratuit, limité et contrôlé par disques** sont fixés comme suit :

   - Place des PECHEURS (parking) ➔ en totalité,

   Cette réglementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 19h et dimanches et jours fériés de 9h à 12h et de 14h à 19h. La durée maximale de stationnement est fixée à UNE HEURE TRENTE (1h30).

   - Avenue des CHALUTIERS ➔ QUATRE emplacements entre la Place des LAURIERS et la Traverse BAGAUD,
   - Avenue de l'ESQUINADE ➔ TROIS emplacements

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté.
Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la dure de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé.
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

5. Le marché forain de la section des SALINS se déroulera tous les lundis matin de 5 h 00 à 15 h 30, sur les voies ou portions de voies suivantes :

- Place des Pêcheurs dans sa moitié Nord,
- Boulevard Eole dans sa totalité,

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30

5. Les emplacements **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳Place des PÊCHEURS ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

7. Les emplacements **arrêts minutes** sont fixés comme suit :

↳ Rue SAINT NICOLAS ➔ UN emplacement, face au n° 20, limité à 30 minutes.

8. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

↳Place des PÊCHEURS ➔ sur 8m environ, au droit de la Résidence « Les Marines du Levant »,

ARTICLE 112: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳ Boulevard EOLE ➔ côté impair,

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ devant l'accès à la mer face au parking situé entre le Boulevard FRONT DE MER et la ROUTE des VIEUX SALINS.

↳Avenue des GANGUIS ➔ côté pair entre la Rue SAINT NICOLAS et la Traverse BAGAUD.

↳Parkings (Voie de desserte) ➔ stationnement interdit devant l'accès à la voie de secours, côté Parking du PENTAGONE et côté Parking de la PLAGE des SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place des PECHEURS ➔ côté nord et côté sud sauf emplacements matérialisés.

↳Rue de la RASCASSE ➔ côté sud.

↳Rue SAINT NICOLAS ➔ sur 15 mètres au départ de la Place des PECHEURS.

2. Le stationnement **des campings cars et caravanes** est interdit tout au long de l'année :

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ partant du n° 2228 jusqu'au n° 2320.

ARTICLE 113 : STATIONNEMENT REGLEMENTE

1. Les véhicules stationnés de manière ininterrompue depuis plus de 24 heures seront considérés en stationnement abusif :

↳Place des PECHEURS ➔ en totalité,

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ en totalité,
(parking au droit de l'embarcadère de la D.G.A)

↳Rue SAINT NICOLAS ➔ en totalité,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédant 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA TOUR FONDUE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 114: Les limites de l'agglomération secondaire de la TOUR FONDUE sont fixées ainsi qu'il suit:

- au Nord : Avenue des ARBANAIS (R.D 97), 20 mètres à l'Ouest de l'intersection avec l'Avenue de l'ESTEREL.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 115: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Agglomération secondaire de la TOUR FONDUE.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ en totalité.

ARTICLE 116: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse des AVOCETTES ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Avenue de l'ESTEREL ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Lotissement LE VIEUX CHENE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Lotissement LOU PLANTIE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Place de la TOUR FONDUE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 117: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit:

- Chemin de la BATTERIE ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Chemin de l'ESTANCI ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS, des deux côtés.

ARTICLE 118: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue des ARBANAIS ➔ partant de la Place Lucien COULOMB, aboutissant Voie de desserte du Port de la TOUR FONDUE,
- Rue François Joseph FOURNIER ➔ partant de la Place de la TOUR FONDUE, aboutissant Place Lucien COULOMB,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ partant du Parking du CONSEIL GENERAL, aboutissant Place de la TOUR FONDUE,
- Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ partant de son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS (au niveau du garage MARTIN), aboutissant à son intersection avec la voie du lotissement LOU PLANTIER,

ARTICLE 119: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

L'accès à l'enceinte portuaire de la TOUR FONDUE est interdit à tous les véhicules sauf :

- les véhicules de livraisons,
- les véhicules munis d'une autorisation délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 120: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue des ARBANAIS ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 1654,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des ARBANAIS ➔ sur 20 mètres environ, côté Est de la Place Lucien COULOMB,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ sur 50 mètres au niveau de la zone revêtue de pavés autobloquants,

2. Les emplacements **réservés pour les livraisons** sont fixés comme suit :

↳Place Lucien COULOMB ➔ UN emplacement côté Est,

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont définis comme suit :

↳Avenue des ARBANAIS ➔ de son intersection avec le Chemin du BOUVET jusqu'à l'entrée du parking, côté Est (tout le long du parking),

ARTICLE 121: STATIONNEMENT INTERDIT

↳Avenue de l'ESTEREL ➔ sur 25 mètres au niveau du n° 297 pour la période allant du 8 juillet 2005 au 1er avril 2006,

↳Rue François Joseph FOURNIER ➔ sur toute sa longueur des deux côtés,

↳Port de la TOUR FONDUE ➔ sur toute l'enceinte portuaire sauf pour les véhicules munis d'une autorisation délivrée par le concessionnaire,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ toute la partie pavée située face à l'embarcadère,

↳Place Louis COULOMB ➔ en totalité,

ARTICLE 122: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables sur les voies suivantes :

↳Avenue des ARBANAIS ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés dans la portion en agglomération,

↳Place Lucien COULOMB ➔ sur toute sa longueur des deux côtés,

↳Avenue de l'ESTEREL ➔ sur le rond-point giratoire devant l'accès au VVF,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ sur la totalité du périmètre de la station de relèvement située face au Port,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

↳Parking TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ILE DE PORQUEROLLES

ARTICLE 123: REGLEMENTATION GENERALE DE CIRCULATION

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent pas cependant entraver la circulation sans nécessité.

La vitesse de tout véhicule est limitée à 20 km/h sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation.

De même, la circulation d'engins non homologués est et demeure interdite.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, les usagers devront également obtenir l'autorisation du Directeur du Parc National pour circuler sur les voies du Domaine de l'Etat.

L'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique de l'agglomération de Porquerolles est délimité en 3 zones :

1 : ZONE PIETONNE :

Elle est mise en place le 1er jour du week-end de Pâques au dernier jour des vacances de Toussaint chaque année, de 10 h 30 à 06 h 00. A l'intérieur de son périmètre, délimité par panneaux, est totalement interdite la circulation de tout véhicule à moteur thermique ou électrique ainsi que de tout véhicule, y compris tout type de cycle et tout convoi de véhicules à traction animale. Elle est formée des voies suivantes :

- Rue de la FERME ➔ dans sa partie comprise entre le quai central et le Chemin du LANGOUSTIER,
- Place d'ARMES ➔ dans sa partie comprise entre la Rue de la FERME et la Rue du PHARE,
- Place d'ARMES ➔ dans sa partie comprise entre la Rue de la FERME et la Traverse de la DOUANE,
- QUAI CENTRAL d'accès à la Capitainerie et aux pannes sauf :
  - Véhicules électriques de transport de passagers de la Ville d'HYERES et véhicules électriques taxis,
  - Véhicules retournant sur le continent, uniquement entre 12h et 15h,
  - Le stationnement est interdit sur la totalité du quai central à l'exception :
    - ✓ Des véhicules des services publics de l'Etat et de la ville d'Hyères, pour des motifs de service public,
    - ✓ Des véhicules et engins des entreprises de travaux publics, des artisans et des commerçants pour les besoins de leurs chantiers, auxquels une dérogation ne pourra être accordée qu'à titre précaire, pour une durée et des itinéraires déterminés par l'autorité municipale, et à condition que leur activité principale se situe sur l'Ile.
    - ✓ Des véhicules des particuliers pour cas de force majeure et pour des durées ne pouvant excéder la journée.

  Ces véhicules des services publics bénéficieront d'une autorisation permanente qui devra être renouvelée lors de changement de véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.1 : **LIVRAISONS :**

Elles sont autorisées de 6h à 10h30.

1.2 : **CIRCULATION DES CYCLISTES :**

Elle est interdite sur l'ensemble de la zone piétonne.

2. VOIE DE CONTOURNEMENT DE LA PLACE D'ARMES

Formée par les voies suivantes :

- Rue de la DOUANE
- Rue de la POSTE,
- Place d'ARMES,
- Rue du PHARE,
- Rue Sylvia FOURNIER,
- Rue de la FERME,
- Chemin du LANGOUSTIER.

Sur cette voie seront autorisés à circuler les véhicules à moteur électrique durant les heures de fermeture de la zone piétonne, et les véhicules dûment autorisés pour le transport des bagages et les petites livraisons.
Le parking de la cale de mise à l'eau sera réservé au seul usage des véhicules électriques.

3. VOIE DE CONTOURNEMENT DU VILLAGE

Cette voie est obligatoire pour les véhicules à moteur thermique durant les heures de fermeture de la zone piétonne.

Chaque véhicule ou engin à moteur autorisé à circuler devra être muni d'une autorisation individuelle conforme au modèle annexé au présent arrêté, délivrée par les Autorités Municipales après avis du Directeur du Parc National.
Cette autorisation devra être apposée, sous forme de vignette, sur le pare-brise du véhicule.

Les conditions générales d'accès et de circulation sur l'Ile de Porquerolles sont définies ci-après :

- Le titulaire de la carte grise devra présenter un véhicule en règle avec les conditions de circulation prévues par le Code de la Route (assurance, contrôle technique, homologation de circulation), ainsi que tout justificatif prouvant sa domiciliation permanente sur l'Ile de Porquerolles, le nombre de véhicule étant limité à 1 par famille.
- Les autorisations de circuler pour les propriétaires de résidences secondaires seront soumises à autorisation spéciale.
- L'autorisation de circulation sera délivrée pour une durée de 1 année (du 1er janvier au 31 décembre) et devra être renouvelée chaque année avant le 31 mars. Au delà de cette date, plus aucune autorisation ne sera délivrée.

Des conditions particulières d'interdiction de circulation à titre provisoire pourront être mises en place et imposées à tout usager, en fonction :

- des impératifs de circulation des véhicules d'incendie et de secours,
- des intempéries,
- du plan de sécurité incendie (Plan GALA),
- de l'état des voies et des chemins,
- des caractéristiques des véhicules ou engins à moteur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-SE1256000-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ILE DU LE LEVANT

ARTICLE 124: REGLEMENTATION GENERALE

-Les voies et chemins privés de la partie civile de l'île du Levant, commune d'Hyères sont ouverts à la circulation publique. Par dérogation, seuls les véhicules cités à l'article 4 sont autorisés à circuler et à stationner sur le domaine.

- La vitesse de tout véhicule y est limitée à 30 km/h.
- La circulation et le stationnement y sont interdits entre 21 h et 8 h, sauf pour les véhicules des services publics en intervention. Des dérogations pourront cependant être accordées par l'autorité territoriale, notamment en ce qui concerne le transport des personnes à mobilité réduite.

1. VEHICULES ET ENGINS NON AUTORISES :

- La circulation des véhicules d'un Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) supérieur à 7,5 tonnes est interdite, sauf dérogation accordée par la commune,
- La circulation d'engins spéciaux tels que définis à l'alinéa 6.2 de l'article R.311-1 du Code de la Route est interdite sur l'ensemble des voies d'Héliopolis, ainsi que les cycles, cyclomoteurs, trottinettes ou autres engins à roues.
- La circulation d'engins non homologués est interdite.

2. DEROGATIONS

Par dérogation, sont autorisés à circuler et à stationner dans la zone visée à l'article 2 les véhicules mentionnés ci-après :

2.1: Les véhicules des services publics de l'État et de la ville d'Hyères, pour des motifs de service public (véhicules de police, véhicules chargés d'une mission de service public, véhicules de secours et le lutte contre les incendies, véhicules de médecins et infirmiers).
Ces véhicules bénéficieront d'une autorisation permanente.

2.2 : Les véhicules et engins des entreprises de travaux publics, des artisans et des commerçants pour les besoins de leurs activités (transport de matériaux, livraisons), auxquels une dérogation ne pourra être accordée qu'à titre précaire, pour une durée et des itinéraires déterminés par l'autorité municipale, et à condition que leur activité principale se situe sur l'Ile.
Les propriétaires de ces véhicules devront solliciter une autorisation, renouvelable annuellement, auprès de la Police Municipale, et fournir un formulaire d'autorisation complété (annexe 1) accompagné de l'attestation d'assurance du véhicule, du contrôle technique valide, certificat d'immatriculation et tout justificatif attestant de leur activité sur l'île).

2.3 : Les véhicules de transport public de personnes (minibus, autocars, VTC) qui devront fournir en sus leur licence de transport et leur attestation de capacité de transporteur public routier de personnes.

2.4 : Les cycles à deux roues et à pédalage assisté tels que définis à l'alinéa 6.11 de l'article R.311-1 du Code de la Route, dotés d'une propulsion électrique, ne dépassant pas un PTAC de 300 kg sur terrain plat et 200 kg en pente, équipés obligatoirement d'un dispositif de freinage, dont les dimensions du caisson porteur ne dépassent pas 1 m de long et 0,90 m de large et ayant obtenu l'autorisation des services municipaux,

2.5 : Les véhicules de l'ASL dûment identifiés,

2.6 : L'engin de gerbage de la compagnie de transport maritime.

Ces autorisations devront figurer de façon visible à l'avant de chaque véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERDICTION DE CIRCULATION

Des conditions particulières d'interdiction de circulation à titre provisoire pourront être mises en place et imposées à tout usager, en fonction :

- des impératifs de circulation des véhicules d'incendie et de secours,
- des intempéries,
- de plan de sécurité incendie (Plan GALA),
- de l'état des voies et des chemins,
- des caractéristiques des véhicules ou engins à moteur.

4. STATIONNEMENT

Le stationnement de tout véhicule est interdit :

- Route de l'AYGADE : en totalité,
- Place DURVILLE : en totalité,
- Port de l'AYGADE : sauf emplacements matérialisés.

5. MOTORISATION

Les véhicules autorisés à pénétrer et à circuler sur le domaine d'Héliopolis dans les conditions prévues en annexe 1 devront être obligatoirement à motorisation électrique, exceptés :

- Les véhicules effectuant des travaux sur le domaine et transportant des matériaux durant la période du 1er octobre au 31 mai, qui devront se mettre en conformité avant le 31 décembre 2023.
- Les véhicules autorisés à circuler pour une durée limitée au titre de l'article 4.2.

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent pas cependant entraver la circulation sans nécessité.

Les transporteurs maritimes ne pourront assurer le passage de véhicules à destination de l'île du Levant que s'ils y sont autorisés, préalablement à l'embarquement, par les services compétents.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 125 : STATIONNEMENT DES CARAVANES ET AUTRES VEHICULES AMENAGES (camping-cars)

Le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé sur le territoire de la commune dans les conditions définies ci-après.

Durant la période hivernale, du 1er octobre au 30 avril, le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé de la manière suivante :

1) **En mode normal :**

- Le stationnement est autorisé sur l'ensemble des voies de la commune et quartiers compris.
- Durant la fermeture de la Route du Sel le stationnement est interdit.

2) **En mode hébergement :**

- Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la commune

Durant la période estivale, du 1er mai au 30 septembre, le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé de la manière suivante :

1) **En mode normal :**

- Le stationnement est autorisé de **8h à 21h** sur les fractions et quartiers suivants :

- *Fraction de Giens,*
- *Fraction de la Capte,*
- *Fraction des Salins,*
- *Fraction de l'Ayguade,*
- *Fraction du Port,*
- *Fraction des Borrels / Sauvebonne,*
- *Quartier du vieux Château,*
- *Quartier de l'Almanarre,*
- *Quartier de Costebelle,*
- *Quartier de la Bergerie,*
- *Quartier de la Madrague,*

- Le stationnement est interdit de **23h à 6h** sur la fraction suivante :

- *Route du Sel (tombolo),*

2) **En mode hébergement :**

- Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la commune

Les propriétaires de véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement ne doivent procéder à aucun déballage de linge ou matériel, écoulement de liquide, abandon de détritus sur la voie publique, ni installer leur véhicule sur cales.

Il est rappelé que l'emploi du feu même à usage domestique est strictement interdit. Il est strictement interdit de fumer dans les lieux présentant un risque réel d'incendie (pinède, forêt, garrigue...)

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250611-DE-2025-061-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 126 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par une signalisation réglementaire, Une mise en fourrière des véhicules contrevenants sera effectuée conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 127 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Ville d'Hyères-les Palmiers dans un délai de deux mois et vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 128 : Madame la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale, et Monsieur le Chef de la Police Municipales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Publié le 26 MARS 2024

Fait à HYERES LES PALMIERS, le 18 mars 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité
Rémy THIEBAUD

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
83412 - VAR - 266

DESTINATAIRES :
+Mme la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale
+M. le Chef de la Police Municipale
+ PC Radio
+Service Voirie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre village

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Département du Var Arrondissement de Toulon	COMMUNE DE LA CRAU ARRETE DU MAIRE
ARRETE N°: 2021-338	
NATURE DE L'ARRETE : Police Municipale	
SERVICE EMETTEUR : Direction Police Sécurité	
OBJET : Arrêté permanent fixant les limites de l'agglomération de la commune LA CRAU.	
RECEPTION EN PREFECTURE : **AFFICHAGE :** **PUBLICATION :** **NOTIFICATION :**	

Nous, Maire de la Commune de La Crau (Var),
Vu la loi n°82-213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 et L.5217-2 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110.1, R110.2, R.411.2, R411.8 et R411-25 à 28 et R413.3 ;
Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière-Livre 1-5ème partie ;

Considérant que la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires susvisées nécessite que les limites d'agglomération de la commune de LA CRAU soient fixées par arrêté municipal

ARRETONS

Article 1 : Sur la commune de LA CRAU, les entrées et sorties d'agglomération sont ainsi fixées :
-D554 PR 99+40 - Avenue du 8 mai 1945
-D554 PR 98+20 - Route de HYERES
-D554B PR 0+1185 et PR 0+30 - Voie Villeneuve
-D76 PR 3+220 et PR 0+720, Avenue Jean MONNET
-D76 PR 0+910 et D76 croisement D98- Route des avocats
-D76 PR 1+490 – Chemin de l'Estagnol
-D29 PR 5+590 – Avenue de TOULON
-D29 PR 2+930, PR 2+210 et PR 1-80 – Route de Pierrefeu

rticle 2 : la signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle-Livre I-5ème partie-signalisation d'indication- sera mise en place par le conseil départemental du VAR et la commune de LA CRAU.

Article 3 : cet arrêté prend effet dès que la signalisation règlementaire sera mise en place par les services concernés.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les limites de l'agglomération de la commune de LA CRAU sont abrogées.

Article 5 : Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Hyères et Monsieur le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Fait à La Crau, le 05 mai 2021
Pour Le Maire, Hervé CILIA, Adjoint Délégué,
à la Sécurité, Police, Prévention de la Délinquance et Préventions des Risques Majeurs, PCS et ODP

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Département du Var ——— Arrondissement de Toulon	COMMUNE DE LA CRAU ARRETE DU MAIRE
ARRETE N : 2021-0947	
NATURE DE L'ARRETE : Police Municipale	
SERVICE EMETTEUR : Direction Police Sécurité	
OBJET : Modification de la limite d'agglomération RD29 Route de Pierrefeu	
RECEPTION EN PREFECTURE : AFFICHAGE : PUBLICATION : NOTIFICATION :	

Nous, Maire de la Commune de LA CRAU (VAR),
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure,
Considérant que la zone agglomérée située le long de la Route de Pierrefeu s'est étendue, et qu'il est donc nécessaire de modifier cette limite d'agglomération,

ARRETONS

ARTICLE 1 – Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites Nord de l'agglomération sur la RD29 Route de Pierrefeu, sont abrogés

ARTICLE 2 : les limites de la réglementation de la Ville de la Crau, au sens de l'article R110—2 du Code de la Route, sont fixées au PR2+500 des deux côtés sur la RD29 route de Pierrefeu à compter du 1e décembre 2021.

ARTICLE 3 : La vitesse sera limitée à 50km/heure du giratoire des Anciens combattants au PR2+500 et dans la zone limitée à 30km/h entre les deux ralentisseurs.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par le Conseil Départemental du Var.

Article 5 : Le Directeur Général des Services et le Directeur de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché à l'hôtel de ville.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant M. Christian SIMON, maire de la commune de la Crau. Il peut également être déféré devant le Tribunal administratif de Toulon dans les mêmes conditions de délai. Le Tribunal administratif peut-être saisi par le site https : //www.telerecours.fr/.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmis à :
- Monsieur le Maire, bénéficiaire de la demande
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Hyères

Fait à La Crau, le 25/11/2021
Pour Le Maire, Hervé CILIA, Adjoint Délégué à la Sécurité, Police, Prévention de la Délinquance et Préventions des Risques Majeurs, PCS et ODP

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VILLE DE LA GARDE

ARRETE MUNICIPAL N°2018-875

DIRECTION GENERALE AJOINTE DES FINANCES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE
POLE PROGRAMMATION-CONTROLE DE GESTION
DOMAINE PUBLIC
Service Gestion du Domaine Public
Publicité et Enseignes
JPH/JB/AJ/AP/DM/2018

VISAS		
Resp.	D.M.C.S.	D.G.S.

OBJET : ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE LA GARDE

JEAN-CLAUDE CHARLOIS, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 131-1 et L551-1

VU le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivants, R 411-2, R411-8 et R411-25 à 28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 31 juillet 1981 relatif à la modification du périmètre d'agglomération sur le CD 29 ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 12 août 1985 relatif à la définition précise des limites d'agglomération ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 14 mai 1990 relatif à la nouvelle définition des limites d'agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire.

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de la présente commune, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIERS	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
20	20E	ENTREE	RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE	946447,5886	6231118,5377	6,027565	43,136795
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la présente commune.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : MM. le Directeur Général des Services de la commune de La Garde, le Directeur départemental de la sécurité publique du Var, le Directeur de la Police Municipale de la commune de La Garde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :
- Monsieur le Préfet du Var,
- Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Le présent arrêté sera transmis à monsieur le Préfet du Var et sera reproduit intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Il sera affiché, ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Il sera communiqué, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à La Garde, le 12 décembre 2018

Jean-Claude CHARLOIS
Maire de la Ville de La Garde

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Annexe à l'Arrêté Municipal n°2018-875 en date du 12 Décembre 2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIERS	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
~~20~~	~~20E~~	~~ENTREE~~	~~RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE~~	~~946447,5886~~	~~6231118,5377~~	~~6,027565~~	~~43,136795~~
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. Chemin de la Foux (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **1E**

Avenue Jules Ferry (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **1S**

Accusé de réception en préfecture
083-218300021-20250618-DEL250655-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

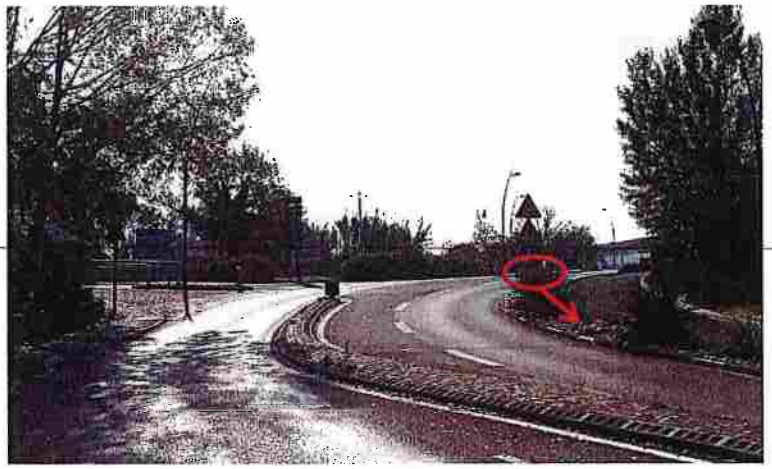
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **2E**

Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **2S**



Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :

Entrée d'agglomération : **3E**

Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **3S**

Source : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-20250618-DE-250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

4. Chemin de la Planquette (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : 4E

Chemin de la Planquette (Manquant à remettre) :

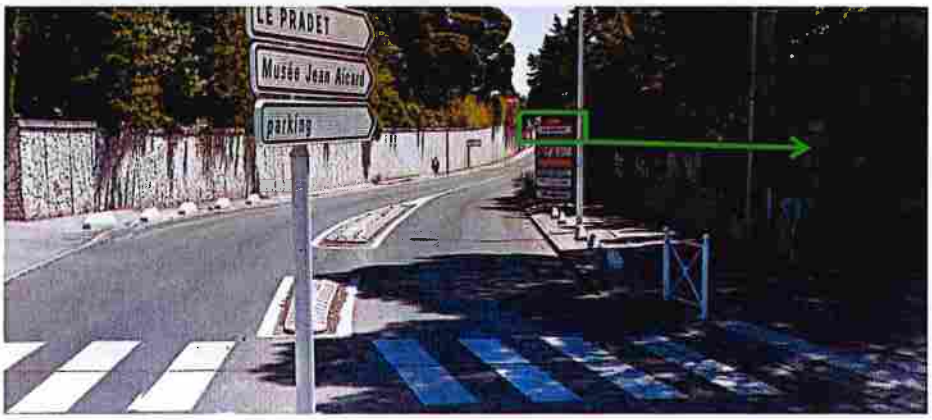
Sortie d'agglomération : **4S**

Accusé de réception en préfecture
083-218200422-20250616-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **5E**



Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **5S**

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MEC/SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **6E**

Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **6S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MJS SIG Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250610-DM125-059-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. Avenue de la 1ère D.F.L (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **7E**

Avenue de la 1ère D.F.L (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : **7S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.L. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Montée du Thouar (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 8E

Montée du Thouar (Existant et inchangé) :

Sortie
d'agglomération : 8S

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : VLS. SIG VMEDE la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-065-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. Avenue Abel Gance (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 9E

Avenue Abel Gance (Existant et inchangé)

Sortie d'agglomération : **9S**

Source : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Arrêté M.S. 3/3 Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

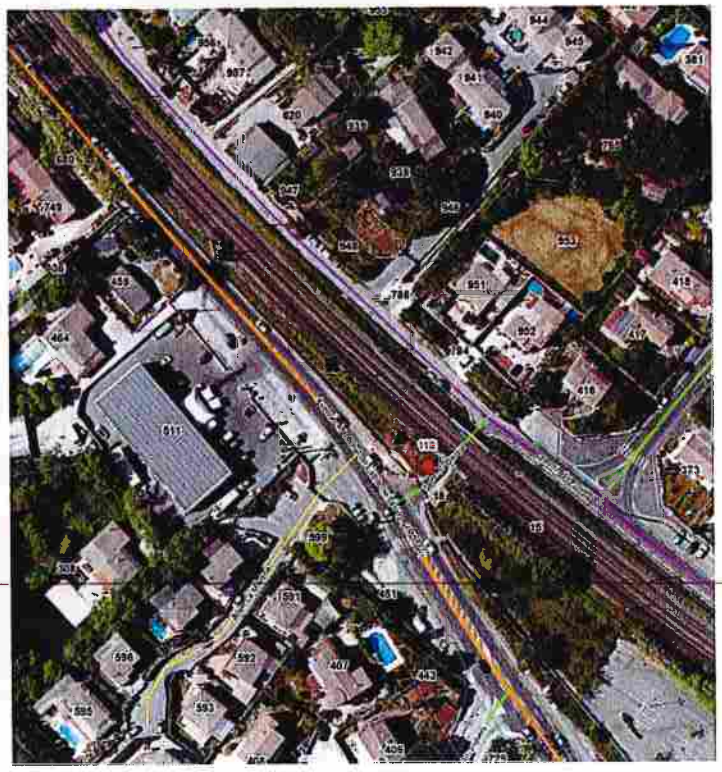
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DEL250636-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10.Rue des Oliviers (Manquant à remettre) :

Entrée d'agglomération : 10E

11.Pont de Disque (Existant et inchangé) :



Sortie d'agglomération : 11S

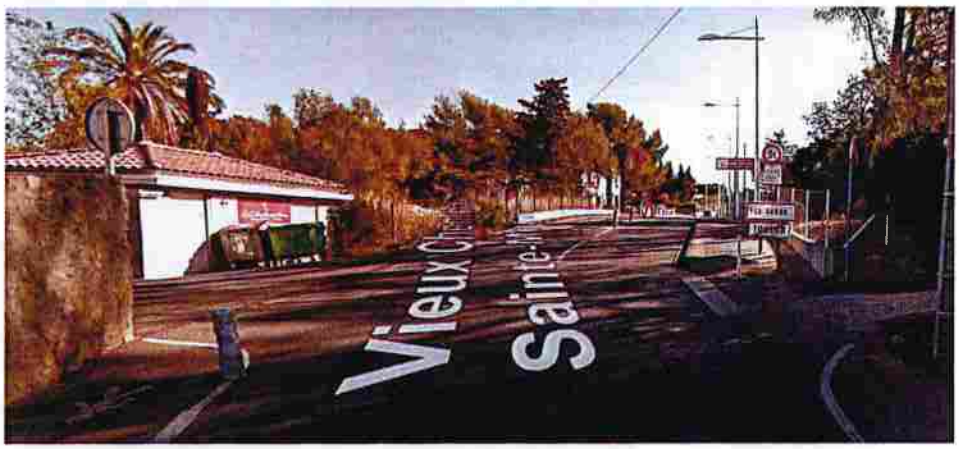
Sources : situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

12.Vieux Chemin de Sainte – Musse (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **12E**



Sortie d'agglomération : **12S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur de VEC SIG Ville de la Garde – 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218305822-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

13.Avenue 1er B.I.M.P (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 13E

Avenue 1er B.I.M.P (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : 13S

Sources : Situation Orthophoto 2016 TRM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MS SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

14.Rd-pt Désiré Campenio - Avenue de Draguignan RD 67 (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **14E**

Rd-pt Désiré Campenio - Avenue de Draguignan RD 67 (Manquant à remettre

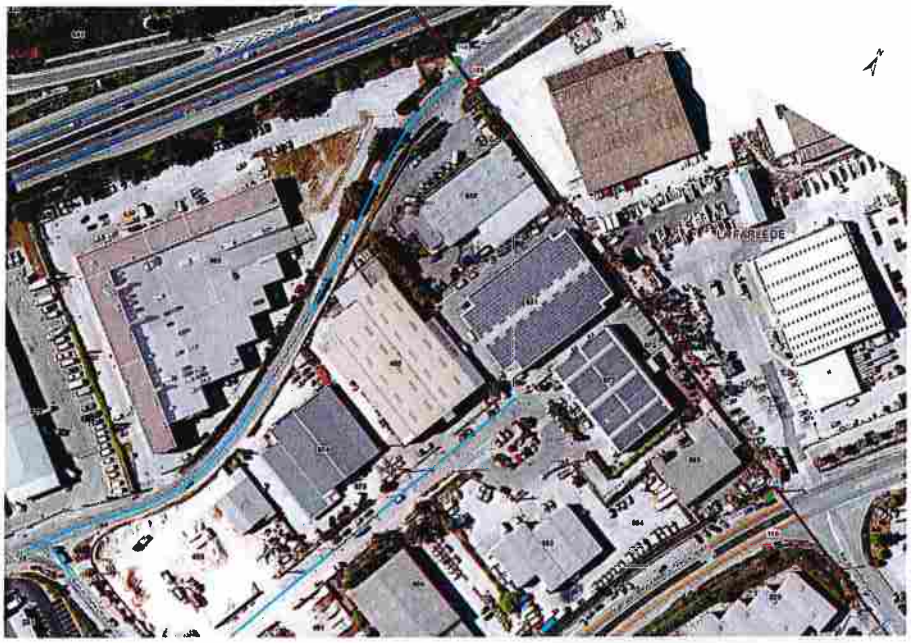
Sortie d'agglomération : **14S**

Sources : Ortholittoral 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Annexe à l'AM n°2018-875 Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexé à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

15.Avenue du Docteur Albert Schweitzer RD 67 (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : **15E**

Sortie d'agglomération : **15S**

Sources : situation orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MM/SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

16.Avenue Alphonse Lavallée (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **16E**

Sortie d'agglomération : **16S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Atelier MIS/ SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250616-DE250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

17.Avenue du 8 Mai 1945 (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **17E**

Sortie d'agglomération : **17S**

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde – 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DE1250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

18.Avenue Maryse Bastie (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **18E**

Sortie d'agglomération : **18S**

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250618-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

19.Rue de la Brunette (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : 19E

Rue de la Brunette (Manquant à poser) :

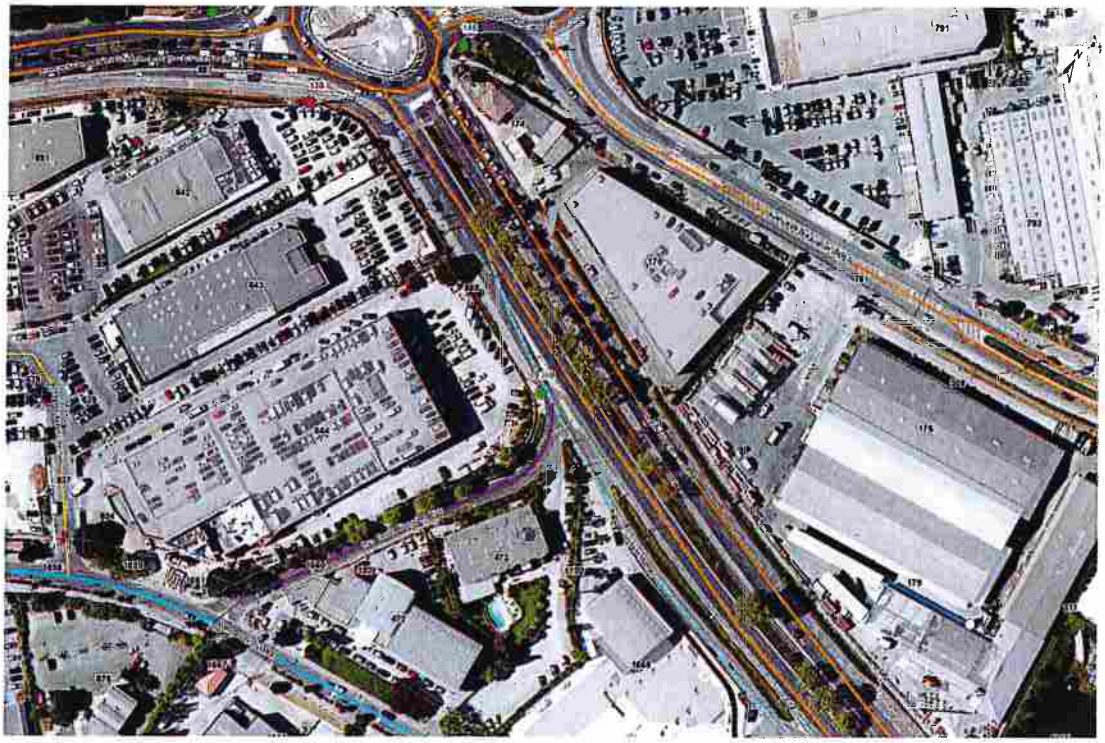
Sortie d'agglomération : 19S

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : Mission SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

20.Avenue Gaspard Monge (Projet d'implantation) :



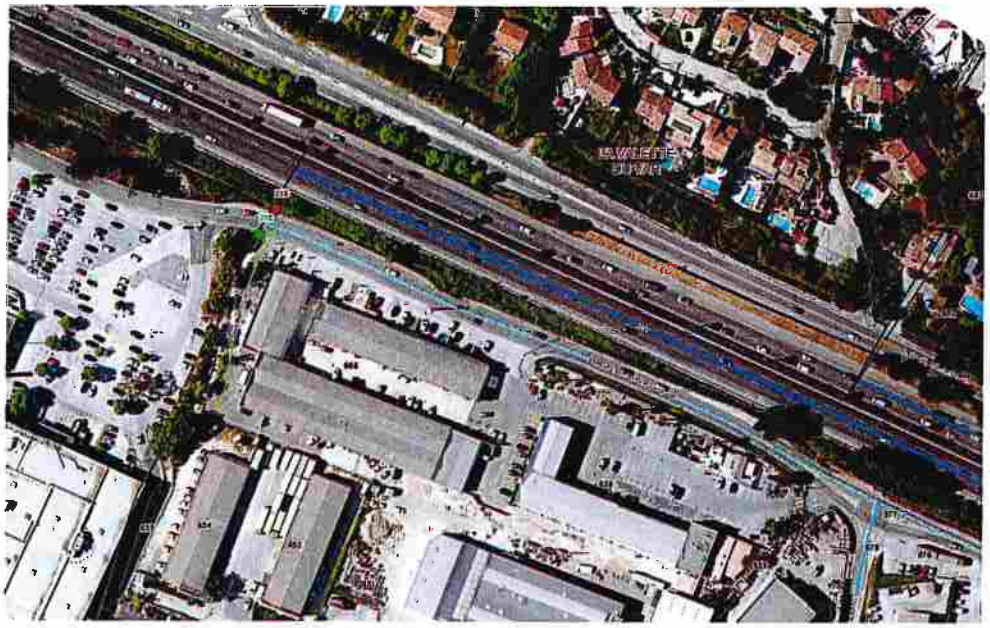
Entrée d'agglomération : 20E

Sources : Ortho 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

21. Avenue Louis Antoine Saint Just (Projet d'implantation) :



Entrée d'agglomération : 21E

Sortie d'agglomération : 21S

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.L. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

22.Avenue André Lurçat (Nord) – (Projet d'implantation) :

Entrée d'agglomération : 22E

Sortie d'agglomération : 22S

Source : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MA - SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

23. Avenue André Lurçat (Sud) – (Projet d'implantation) :

Entrée d'agglomération : 23E

Sortie d'agglomération : 23S

Sources : Ortho IGN Ortholittoral 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M. Sig Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Valette-du-Var

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DEPARTEMENT
VAR
COMMUNE
LA VALETTE-du-VAR
CANTON
TOULON 3

2025/ Feuillet N°_____

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

FIXATION DES NOUVELLES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE

N° 2025/P04

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12/03/2025

Le Maire de LA VALETTE-du-VAR,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées ;

VU la Loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6 définissant les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes catégories de voies ;

VU le Code de la route, notamment ses articles R. 110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique, R. 110.2 qui définit l'agglomération comme « *un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde* », R. 411.2 à R. 411.8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publique autres que les autoroutes et R. 411.25 à 28 relatif au respect de la signalisation routière ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

CONSIDERANT qu'il convient de redéfinir les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire communal,

ARRETE

ARTICLE 1- Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de La Valette-du-Var, sont abrogées.

ARRETE PUBLIE LE _____ PAR AFFICHAGE LEGAL NUMERIQUE.

P:\DGS\ARRETE\REGISTRE_7_ARRETES ANNEE 2023_2024_2025\ARRETES_2025\2025_AR_P04_LIMITES AGGLO\ARRETE_LIMITES AGGLO.DOCX

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 2– Les limites de l'agglomération de La Valette-du-Var, telle que définie à l'article R. 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet - 12/03/2025

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	LONGITUDE	LATITUDE
1	1 E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE STE MUSSE AVENUE PAUL CEZANNE	5,985931	43,129296
2	2 E	ENTREE	AVENUE PIERRE LE GOFFIC	5,996190	43,128136
	2 S	SORTIE	1 ERE DFL	5,996023	43,127782
3	3 S	SORTIE	AVENUE DE L'UNIVERSITE	6,017027	43,138123
4	4E	ENTREE	AVENUE MIRASOULEOU	5,978860	43,134742
	4S	SORTIE	AVENUE MIRASOULEOU	5,978258	43,134857
5	5E	ENTREE	AVENUE COLONEL PICOT	5,977399	43,135055
	5S	SORTIE	AVENUE COLONEL PICOT	5,977506	43,135017
6	6E	ENTREE	CHEMIN DE TOURRIS	5,970853	43,167900
	6S	SORTIE	CHEMIN DE TOURRIS	5,970269	43,167996
7	7 E	ENTREE	AVENUE ANDRE DUPUY CHEMIN DU MILIEU	6,021958	43,156164
8	8 E	ENTREE	RUE GEORGES GIRAUD	5,980944	43,134849
	8 S	SORTIE	RUE GEORGES GIRAUD	5,980940	43,134867
9	9 E	ENTREE	AVENUE DU 11 NOVEMBRE	5,999553	43,140685
10	10 S	SORTIE	AVENUE DE LA LIBERATION - D 46	5,982828	43,146257
11	11 S	SORTIE	AVENUE LIBERATION - D 46	6,000275	43,141706
12	12 E	ENTREE	D 97 - SORTIE AUTOROUTE A57	6,001271	43,141810

ARTICLE 3– Cet arrêté fera l'objet d'un affichage numérique et d'une transmission au représentant de l'Etat.

ARRETE PUBLIE LE _____ PAR AFFICHAGE LEGAL NUMERIQUE.

P:\DGS\ARRETE\REGISTRE_7_ARRETES ANNEE 2023_2024_2025\ARRETES_2025\2025_AR_P04_LIMITES AGGLO\ARRETE-LIMITES AGGLO.DOCX

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2025/ Feuillet N°_____

ARTICLE 4– Le Maire de la Commune de La Valette-du-Var, le Directeur Général des Services, les services de Police Municipale et Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12/03/2025

Fait à La Valette-du-Var,
Le 06/03/2025

Le Maire,

Thierry ALBERTINI

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification, des recours suivants :
-- un **recours gracieux**, adressé à Monsieur le Maire de La Valette-du-Var, Pôle Juridique, Urbanisme et Habitat, BP 152 – 83167 La Valette-du-Var Cedex/ Tél : 04.94.61.90.90 - Fax : 04.94.61.90.66
– un recours contentieux, introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon, 5 rue Racine, BP 40510 – 83041 Toulon Cedex 9 Tél : 04.94.42.79.30 - Fax : 04.94.42.79.89
Le Tribunal Administratif peut être saisi par application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
Il est à noter que le délai du recours contentieux ne court pas tant que l'Administration n'a pas expressément ou implicitement rejeté le recours gracieux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans n

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300986-20221227-22-ARR-DGS-054-AR
Date de télétransmission : 27/12/2022
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE – VI

LE PRADET

22-ARR-DGS-054

ARRETE PORTANT SUR LA REQUALIFICATION DES LIMITES DE LA ZONE AGGLOMEREE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DU PRADET

Le Maire de la Commune de LE PRADET,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25 à 28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

CONSIDERANT, la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT qu'une erreur de repérage des coordonnées GPS s'est glissée dans le précédent arrêté 22-ARR-DGS-053 du 23 décembre 2022 et qu'il y a lieu de corriger cette erreur matérielle,

ARRETE

ARTICLE 1 - Réglementation :
Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de la présente commune sont abrogées.

ARTICLE 2 - Signalisation :
Les limites de l'agglomération de la présente commune, au sens de l'article R110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Voie	Entrée Ville		Sortie Ville	
	Latitude	Longitude	Latitude	Longitude
RD 559 : Avenue Ganzin	43,108387 (43°6'30,2N)	6,033804 (6°2'1,7E)	43,108157 (43°6'29,4N)	6,033753 (6°2'1,5 E)
Chemin de La Foux	43,10988 (43°6'35,57N)	6,03302 (6°1'58,86E)	43,10979 (43°6'35,25N)	6,03313 (6°1'59,25E)
RD 2086 : Avenue Jean Moulin	43,11288 (43°6'46,35N)	6,01498 (6°0'53,94E)	43,11298 (43°6'46,72N)	6,01493 (6°0'53,74E)
RD 559 Avenue Général Brosset	43,1087 (43°6'31,31N)	6,00796 (6°0'28,67E)	43,10863 (43°6'31,08N)	6,00779 (6°0'28,03E)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300986-20221227-22-ARR-DGS-054-AR
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

22-ARR-DGS-054

Chemin du Baou Rouge	43,08383 (43°5'1,8N)	6,02515 (6°1'30,53E)	43,08414 (43°5'2,9N)	6,02509 (6°1'30,32E)

ARTICLE 3 - Publicité :
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre 1 – 5ème partie – signalisation d'indication – sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 – Entrée en vigueur :
Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 - Dérogations :
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la présente commune.

ARTICLE 6 - Contravention :
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire.
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

ARTICLE 7 - Exécution :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire – Commissaire Central et Chef du district de Toulon,
- La Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Le Pradet, Le 27 décembre 2022

Le Maire,
Hervé STASSINOS

MAIRIE DE LE PRADET 83220

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois (Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr).

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire.
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250033-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250430-25-01-09-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DEPARTEMENT DU VAR

CANTON DE LA VALETTE

MAIRIE
Place Jean Jaurès
LE REVEST LES EAUX
83200

Tél. 04 94 98 19 90
Fax. 04 94 98 19 99

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRONDISSEMENT DE TOULON

A le Revest Les Eaux, le 05 Février 2021

ARRÊTE PERMANENT

Portant sur les limites d'agglomération N° 09/21

Le Maire de Le Revest Les Eaux
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1
Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-2 et R. 411-25
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, cinquième partie, Signalisation d'indication
Considérant qu'il y a lieu de modifier les limites d'agglomération afin de tenir compte des caractéristiques urbaines de la commune.

Arrête

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté 116/13 du 15 novembre 2013

Article 2 :

La zone, dénommée urbaine, définie par les panneaux d'entrée (EB 10) et de sortie (EB 20) sur la route départementale 846 dite route du Général de Gaulle et la route départementale 846 dite route du barrage dans le sens des PR croissants entre le PR 0+0770 et le PR 5+0453 constitue une agglomération

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, situées à l'intérieur de l'espace défini à l'alinéa précédent, la circulation, l'arrêt et le stationnement des usagers de la route sont soumis aux prescriptions prévues à l'intérieur des agglomérations, sous réserve de dispositions différentes prises par les autorités compétentes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, cinquième partie, Signalisation d'indication) sera mise en place par le Maire de Le Revest Les Eaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

Article 6 :

Le Maire du Revest Les Eaux, la Directrice Générale des Services, l'Adjoint chargé de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Urbaine, les agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Le Maire
Ange MUSSO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Envoyé en préfecture le 29/06/2023
Reçu en préfecture le 29/06/2023
Publié le
ID : 083-218300903-20230627-AR883_2023-AR

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

N° 883-2023

DEPARTEMENT DU VAR
CANTON D'OLLIOULES
COMMUNE D'OLLIOULES

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

ARRETE

Nous Robert BENEVENTI, Maire de la Commune d'Ollioules,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-1,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-2 et R 411-25,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 cinquième partie, signalisation d'indication,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier les limites d'agglomération afin de tenir compte des caractéristiques urbaines de la commune sur la RD 92,

ARRETE

ARTICLE 1er :
L'arrêté n° 690-2023 du 9 mai 2023 est abrogé.

ARTICLE 2 :
La zone urbaine, définie par les panneaux d'entrée (EB10) et de sortie (EB20) sur la Route Départementale 92 définissant les nouvelles limites d'agglomération, implantés entre le PR 3+385 (juste avant le giratoire de la Rouvière) et le giratoire DN8/D92 (PR F4) constitue une agglomération.

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, situées à l'intérieur de l'espace défini à l'alinéa précédent, la circulation, l'arrêt et le stationnement des usagers de la route sont soumis aux prescriptions prévues à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des dispositions prises par les autorités compétentes.

ARTICLE 3 :
La signalisation règlementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 cinquième partie, signalisation d'indication) sera mise en place par les services de la commune d'Ollioules.

ARTICLE 4 :
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 5 :
Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Envoyé en préfecture le 29/06/2023
Reçu en préfecture le 29/06/2023
Publié le
ID : 083-218300903-20230627-AR883_2023-AR

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur l'Adjoint à la Sécurité, Madame la Cheffe de la Police Municipale d'Ollioules, Monsieur le Commandant de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

OLLIOULES, le 27 juin 2023

LE MAIRE,
Robert BENEVENTI

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre commune

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DELIB250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR
ARRONDISSEMENT DE TOULON

MAIRIE DE SAINT MANDRIER SUR MER

N° 251-2022

ARRETE DU MAIRE

PORTANT SUR LA DELIMITATION DES VOIES METROPOLITAINES

Gilles VINCENT, Maire de SAINT MANDRIER S /MER

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure ;
- VU le Code de la Route et notamment article R. 411-2, la limite de l'agglomération doit être définie dans un arrêté de l'autorité détentrice du pouvoir de police, en l'occurrence, le Maire de la commune ;
- VU l'article L. 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire exerce la police de la circulation sur les routes nationales, les routes départementales et les voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans le département sur les routes à grande circulation ;
- CONSIDERANT la nécessité de délimiter les limites de l'agglomération de Saint-Mandrier-sur-Mer
- CONSIDERANT que la zone agglomérée débute à l'entrée de l'Avenue Fliche Bergis (secteur Pin Rolland) puis à l'entrée de l'Avenue Maréchal Leclerc (secteur village) ;

ARRETE

ARTICLE 1- Le présent arrêté annule et remplace tous les précédents arrêtés fixant les limites de l'agglomération

ARTICLE 2 - A compter de la signature du présent arrêté, les limites de l'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer sont fixées ainsi qu'il suit sur :

*Secteur Village : l'entrée d'agglomération reste située à l'entrée de l'Avenue Maréchal Leclerc au niveau du numéro 15 ;

*Secteur Pin Rolland : l'entrée d'agglomération sera située à l'entrée de l'Avenue Fliche Bergis,au niveau du giratoire Pin Rolland

Compte tenu des limites d'agglomération ;

- la Route Départementale 18 est située Hors Agglomération de l'entrée de territoire de la commune jusqu'à l'entrée du village au niveau du N° 15 de L'avenue de Général LECLERC

- La Route Départementale 2018 (Avenue Charles De Gaulle) est située en totalité hors agglomération, de la RD18 jusqu'au territoire de La Seyne-sur-Mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3 - Les dispositions définies par l'article 1 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » par le site internet www.telerecours.fr ou par requête dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - MM. Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Chef des Services Techniques Municipaux, le Chef de Service de la Police Municipale, le Commissaire de Police de La Seyne/Mer et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT MANDRIER/MER, le 30 JUIN 2022

Par délégation,
Le Directeur Général des Services

Claude PRIOL

Le Maire,

Gilles VINCENT

MAIRIE DE ST-MANDRIER-SUR-MER 83430

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPARTEMENT DU VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES
SERVICE URBANISME
PLANIFICATION/HABITAT
Tél : 04.94.34.93 77
Fax : 04.94.34.93.78

ARRETE N° 10669

FIXATION DES NOUVELLES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES

RECTIFICATIF

Nous, Jean Sébastien VIALATTE, Député - Maire de la Commune de Six Fours les Plages, Vice – Président de la Communauté d'Agglomération « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et L 2213-4

VU le Code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 à 28,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié,

VU l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 juin 2017 portant fixation des nouvelles limites d'agglomération de la Commune de Six Fours Les Plages,

CONSIDERANT, l'erreur matérielle relative à la référence d'un des PR cité à l'article 1

CONSIDERANT, qu'il convient donc de la rectifier

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARRETONS

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Article 1 : **MODIFICATION DU PR LIMITE D'AGGLOMÉRATION POUR LA RD 63 SIX-FOURS >LA SEYNE :**

Pour la RD 63 Six-Fours> La Seyne, il faut lire 2+933 au lieu de 1+598,
Le tableau de l'article 1 de l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 juin 2017 est ainsi modifié :

	PR limite agglomération Six-Fours	Coordonnées GPS	
		Longitude	Latitude
RD 16 La Seyne > Six-Fours	2+532	5°51'12''	43°05'17''
RD 63 Six-Fours > La Seyne	2+933	5°50'57''	43°06'34''
RD 559 Sanary > Six-Fours	17+450	5°48'26''	43°06'56''
RD 559 Six-Fours > La Seyne	22+476	5°51'09''	43°05'57''
RD 2216 La Seyne > Six-Fours	1+974	5°51'12''	43°05'53''

Article 2 :
Les dispositions contenues dans les autres articles de l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 Juin 2017 sont sans changement et donc demeurent valables.

Article 3 : **AFFICHAGE**
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Six-Fours-les-Plages.

Article 4 : **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication - d'un recours gracieux et hiérarchique : devant Monsieur le Maire, étant précisé que l'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la demande équivaut à un refus - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon,

Article 5 : **EXECUTION**
Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Commissaire Divisionnaire – Commissaire Central et Chef du district de Toulon, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, ainsi que les agents placés sous leur ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Six Fours les plages le 23 OCT. 2017

MAIRIE DE SIX FOURS LES PLAGES ★ VAR ★

Jean-Sébastien VIALATTE
Député honoraire
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre [illegible]

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

République Française
VILLE DE TOULON
Hôtel de Ville – Avenue de la République – CS 71407 – 83056 TOULON Cedex - 04 94 36 30 00

Service Infrastructures Règlementation
2018-337D

Affaire suivie par : Mme ROUSSEL

2018-337D - AGGLOMERATION

Hubert FALCO, Maire de TOULON, Ancien Ministre,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,
VU, le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants R411-2, R411-8 et R411-25 à 28,
VU, la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU, la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU, l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre1 – 5ème partie – signalisation d'indication et des services - approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié,
VU, l'arrêté municipal 1999-12 en date du15 février 1999
Considérant la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire compte tenu de l'évolution importante de l'urbanisation,

ARRETE

LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE TOULON

ARTICLE 1er – Les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, concernant les limites de l'agglomération de Toulon, sont abrogées.

ARTICLE 2- Le périmètre de l'agglomération toulonnaise est défini ainsi :

A l'EST :

1- **CD 42, point métrique 3278 – AVENUE DE LA RESISTANCE – limite de commune**
2- **Point métrique 1800 – BD JEAN BAPTISTE ABEL – limite de commune**
3- **CD 559, point métrique 269 – AVENUE JULES CHARLEUX – limite de commune**
4- **Point métrique 220 – ROUTE DE LA GARDE – Limite de commune**
5- **Point métrique 1337 – VIEUX CHEMIN DE SAINTE MUSSE**
6- **RUE HENTI MATISSE, INTERSECTION VIEUX CHEMIN DE SAINTE MUSSE – limite de commune**
7- **RN97 BIS – P.K 1,0**
8- **CD 246, point métrique 2106 – AVENUE COLONEL PICOT – limite de commune**
9- **CORNICHE ESCARTEFIGUE – limite de commune**
10- **CD 46, ANGLE CHEMIN DES FAVIERES – limite de commune**

AU NORD :

11- **CD46, ANGLE VIEUX CHEMIN DE LA RIPELLE – limite de commune**
12- **CD 46, 680 ROUTE DES TRIBUS COMMONI – limite de commune**
13- **CD 62, P.K 3,397**

A l'OUEST :

14- **CD92, RUE DAVID ANGLE CHEMIN MASSIANI**
15- **CD92, ANGLE AVENUE ALBERT CAMUS**
16- **RN8, ANGLE AVENUE ALBERT CAMUS**
17- **RN8, ANGLE CHEMIN DE BONEIL**
18- **AUTOROUTE A50, AU NIVEAU DE l'AVENUE DU LAS ET DE L'AVENUE JAUREGUIBERRY**
19- **CD559, point métrique 2016 – AVENUE ARITIDE BRIAND – limite de commune**

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-18-DE-1-250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ville de Toulon > www.toulon.fr

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3- les limites de l'agglomération sont matérialisées par des panneaux d'entrée et de sortie installés aux endroits décrits à l'article 1 du présent arrêté.

Cependant, en ce qui concerne les autoroutes A50 et A57, les panneaux d'entrée et de sortie sont installés non pas en limite de commune mais à l'intérieur même de l'agglomération, là où ces deux voies prennent l'appellation d'autoroute.

ARTICLE 4- les limites du lieu-dit « LES POMETS » sont définies comme suit :
CD62 – P.K 4,454 au sud et P.K 4,708 au nord de part et d'autres de la partie agglomérée.

ARTICLE 5 – le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

ARTICLE 7 - Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Monsieur le Président du Département du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULON en l'Hôtel de Ville, le 5 octobre 2018

Monsieur Amaury CHARRETON
Adjoint au Maire

Transmis au contrôle de légalité le :
Accusé de réception le :
Affiché le :
Notifié le :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre ville

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Seyne-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Corniche MERVEILLEUSE

Délimitée : - au NORD-EST, par le rond-point des DEUX FRERES
- au SUD-OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES

Limites de l'agglomération : à environ 50 mètres à l'OUEST du rond-point des DEUX FRERES.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* la limitation de la vitesse à 30 km/heure
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les passages pour piétons et les balises « Cédez le passage » (AB3a) placés aux débouchés de la voie sur le rond-point des DEUX FRERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chemin André LOUIS

Délimité : - au NORD, par la Commune d'OLLIOULES
- au SUD, par l'avenue du XVème CORPS.

CIRCULATION

Sens unique Sud-Nord avec obligation de respecter :

- la circulation interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf véhicules de services et de secours sur toute la longueur de la voie
- l'accès interdit aux véhicules de plus de 2,00 mètres de largeur sauf riverains sur la totalité de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : - aux angles de la voie
    - aux endroits signalés
    - dans les parties de voie inférieures à 4 mètres de largeur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

[redacted]

Délimitée : - à l'EST, par le boulevard de l'EUROPE
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS

Limite de l'Agglomération : à 200 mètres vers l'OUEST de son intersection avec le boulevard de l'EUROPE

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

* les sens obligatoire et interdit de l'îlot directionnel, le signal « STOP » et les passages pour piétons placés au débouché de la voie sur le boulevard de l'EUROPE

* la réglementation de l'accès au parking aménagé situé au droit du Collège Henri WALLON, avec sens obligatoire et interdit de l'îlot directionnel, passages pour piétons, sortie interdite vers le boulevard de l'EUROPE par le couloir réservé aux bus scolaires et accès et stationnement interdits aux véhicules de plus de 3,5 tonnes à l'exception des bus

ARRÊT DES AUTOBUS

A l'emplacement délimité au droit du Collège Henri WALLON, avec accès des autobus par l'entrée du parking et sortie en direction du boulevard de l'EUROPE par le couloir aménagé avec obligation de respecter le signal « STOP » et le passage pour piétons placés à son débouché.

Arrêté Municipal du 18 Mai 2006.

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Robert MORINI

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V.C. N° 128, chemin des BARELLES

Délimitée : - à l'EST, par la V.C. N° 202, route de JANAS
- à l'OUEST, par la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI

Limite d'Agglomération : à 50 mètres à l'EST de son intersection avec la V.C. N° 230, chemin de la FORÊT

CIRCULATION

Chaussée à double sens, avec obligation de respecter :

* la limitation de la vitesse à 30 km/heure entre la V.C. N° 230, chemin de la FORÊT et la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI
* la limitation de la vitesse à 50 km/heure dans toute sa partie en agglomération
* le carrefour à sens giratoire et le signal « STOP » placés au débouché de la voie sur la V.C. N° 202, route de JANAS (avec sens interdit et obligatoire autour du carrefour à sens giratoire)
* les passages pour piétons situés : . à l'OUEST des débouchés de l'allée des MARTINETS et de la placette des BERGERONNETTES
. au droit du n° 186
* la circulation interdite aux poids-lourds de plus de 3,5 tonnes sur les parties de voies en impasse comprises entre le débouché du chemin de la SARDINE et la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé** aux emplacements matérialisés :
  - côté SUD, entre le sentier des LORIOTS et le n° 202
  - côté NORD, entre les n° 87 et 157

* **Stationnement interdit :**
  - des deux côtés, dans les parties de voie inférieure à 4 mètres de largeur
  - aux angles de la voie
  - sur le restant de la voie

Arrêté Municipal du 05 Octobre 2010.

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Claude ASTORE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V.C. n° 127 chemin des Guérins

Délimitée : **au NORD**, par l'avenue Auguste RENOIR (R.D. n° 16)

au SUD, par la limite de commune avec SIX-FOURS

CONTRÔLE ADMINISTRATIF DE L'ETAT
REGULE :
15 MAI 1995
PREFECTURE VAR

CIRCULATION

----o0o----

Double sens avec obligation de respecter :

* la vitesse limitée à 30 km/heure
* le ralentisseur "dos d'âne" matérialisé au droit du n° 211
* le signal "STOP" placé au débouché de la voie sur l'avenue Auguste RENOIR

STATIONNEMENT INTERDIT des 2 côtés sur toute la longueur de la voie.

A.M. du 12 mai 1995
éxécutoire le 15 mai 1995

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARR_24_0031

Chemin du COUCHANT

Délimitée : - à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
- à l'EST, par le chemin d'ARTAUD à PIGNET.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* la vitesse limitée à 30km/h sur toute la longueur de la voie
* la circulation interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf véhicules de Services et de Secours sur toute la longueur de la voie
* les sens obligatoires et interdits de l'îlot directionnel situé au niveau du n°139.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue Pierre-Auguste RENOIR (R.D. N° 16)

Délimitée : - à l'EST, par la Route Départementale n° 18 (rond-point du PAS du LOUP)
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES

Limite de l'agglomération : - à l'EST du débouché du chemin des GUERINS (A.M. du 12/11/1993)

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises (AB3a) « Cédez le passage » matérialisés à hauteur des carrefours à sens giratoire situés :
  - au rond-point du PAS du LOUP (débouché sur la R.D. 18)
  - au rond-point Docteur SAUVET (débouché du chemin de FABREGAS)
  - au rond-point situé au débouché de la voie d'accès à la POSTE des PLAINES
  - au rond-point situé au débouché de l'avenue Fernand SARDOU
  - au rond-point de JANAS (débouché de la route de JANAS)
  - au rond-point situé au débouché du chemin de la SEYNE à BASTIAN, et du chemin du VERGER
* l'interdiction de tourner à droite (sens interdit) à hauteur du débouché du chemin des OLIVIERS
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels situés :
  - au droit du lotissement « Les Acacias »
  - entre le n° 2210 et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - au droit de l'accès au groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* les feux de signalisation tricolore et les passages pour piétons situés sur le plateau traversant au droit de l'accès au groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* l'interdiction de tourner à gauche sur le parking du groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU (sens de circulation OUEST-EST
* les feux de signalisation tricolore et les passages pour piétons situés de part et d'autre des débouchés du chemin de MAUVEOU et du chemin de la FERME
* le caractère prioritaire des véhicules d'interventions et de secours des Pompiers au débouché du chemin de MAUVEOU sur l'avenue Auguste RENOIR (R.D. n° 16) (caserne SUD), à savoir que lorsqu'un de ces véhicules partira en intervention, une commande actionnée de la Caserne mettra le feu tricolore du chemin de MAUVEOU au vert et tous les autres feux tricolores de ce même carrefour au rouge (y compris les figurines piétons), ceci le temps du passage de ces véhicules
* le caractère prioritaire de l'avenue Pierre-Auguste RENOIR en cas de non fonctionnement des feux de signalisation tricolore ainsi que des balises « Cédez le passage » (AB3a) sur :
  - le « Tourne à gauche » de la voie SUD vers le chemin de MAUVEOU
  - le « Tourne à gauche » de la voie NORD vers le chemin de la FERME
* les passages pour piétons délimités :
  - au droit du n° 99
  - à l'EST du débouché du chemin des OLIVIERS
  - de part et d'autre de l'accès au lotissement « Les Acacias »
  - à l'OUEST du n° 1177
  - entre les n° 1573 et 1627
  - de part et d'autre des débouchés du chemin de la CROIX de PALUN et du chemin des MOULIERES à la CROIX de PALUN
  - à l'EST de Bricomarché
  - de part et d'autre du carrefour giratoire au débouché du chemin de la SEYNE à BASTIAN, et du chemin du VERGER
  - au droit du n° 2393
* la signalisation horizontale matérialisée sur toute la longueur de la voie
* l'accès exclusivement réservé aux véhicules « 2 roues » (non motorisés) sur les portions de bandes

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

cyclables matérialisées sur les accotements entre le rond-point de la POSTE des PLAINES et le rond-point de JANAS

* la vitesse limitée à 30 km/heure du lotissement « Les Merisiers » à l'EST du n° 1091 (de part et d'autre du plateau traversant du Groupe Scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* la vitesse limitée à 50 km/heure sur le restant de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé en ZONE BLEUE (parcelle cadastrée section BL 26)** aux emplacements délimités :
  - sur le parking situé hors chaussée à l'EST du rond-point du Docteur SAUVET avec réservation d'un emplacement aux véhicules des personnes titulaires de la carte G.I.C. ou G.I.G.

* **Stationnement autorisé en ZONE ROUGE (parcelle cadastrée section BL 26)** aux emplacements délimités :
  - sur 3 emplacements côté SUD du parking situé hors chaussée à l'EST du rond-point du Docteur SAUVET

* **Stationnement autorisé (parcelle cadastrée section BI n° 604)** aux emplacements délimités :
  - sur le parking situé hors chaussée au droit du groupe scolaire Jean Jacques ROUSSEAU avec obligation de respecter :
    * la circulation en sens unique, avec entrée côté EST et sortie côté OUEST
    * le feu de signalisation tricolore placé à la sortie sur parking
    * le stationnement longitudinal sur les côtés et en épis sur l'allée centrale
    * le stationnement réservés aux personnes titulaires de la carte G.I.C. ou G.I.G. sur 2 emplacements matérialisés à l'extrémité NORD de l'allée centrale
    * le stationnement réservé au Bibliobus Municipal – Arrêt « Les PLAINES » - à l'emplacement longitudinal matérialisé à l'extrémité NORD-EST du parking, les Vendredis de semaines paires entre 16H00 et 18H00 (stationnement interdit ces jours-là de 12H00 à 19H00 et autorisé en dehors de ces horaires) et les Mardis de semaines impaires entre 16H00 et 18H00 (stationnement interdit ces jours-là de 12H00 à 19H00 et autorisés en dehors de ces horaires)

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : sur toute la longueur et l'emprise de la chaussée.

ARRÊTS DES AUTOBUS

* Côté NORD, en direction de la route de JANAS :
  - lieu dit : Le Transformateur
  - lieu dit : Les Plaines
  - lieu dit : Ecoles
  - lieu dit : Barale
  - lieu dit : Les Canniers

* Côté SUD, en direction du rond-point du PAS du LOUP :
  - lieu dit : Les Canniers
  - lieu dit : Barale
  - lieu dit : Ecoles
  - lieu dit : Les Plaines
  - lieu dit : Le Transformateur.

03 OCT. 2018

Arrêté Municipal n° ARR/18/0758 du 02 Octobre 2018

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route Michel GIOVANNINI (R.D. N° 18)

Délimitée : - à l'OUEST, par le rond-point du sous-marin PROTEE
- à l'EST, par la limite de Commune avec SAINT-MANDRIER.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* les sens obligatoire et interdit de l'ilôt directionnel séparatif de chaussée, le passage pour piétons et la balise « Cédez le passage » (AB3a) placés au débouché de la voie sur le rond-point du sous-marin PROTEE
* la ligne blanche axiale continue située sur toute la longueur de la voie
* les passages pour piétons situés :
  - au droit de l'accès au parking EST du parc paysager Fernand BRAUDEL
  - au droit des accès et sorties des contre-allées aménagées en parkings longeant le côté SUD de la voie
* la réglementation des contre-allées aménagées en parkings situées côté SUD de la voie
* la réglementation de la piste cyclable située côté NORD de la voie :
  . prolongement des passages pour piétons des voies de circulation sur la piste cyclable
  . zone de rencontre au droit de l'accès à Circoscène, avec obligation de respecter :
    - la balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au droit de cet accès pour les véhicules circulant dans le sens EST-OUEST (de SAINT-MANDRIER vers SAINT ELME)
    - le signal « STOP » pour les véhicules sortant de Circoscène sur la piste cyclable
    - le signal « STOP » pour les véhicules sortant de Circoscène, ayant déjà traversé la piste cyclable et débouchant sur les voies de circulation avec obligation de se diriger vers le rond-point du sous-marin PROTEE
  . balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au débouché de la piste cyclable sur la voie d'accès à Circoscène côté rond-point du sous-marin PROTEE
* la réglementation de l'accès à la piste cyclable située côté NORD de la voie :
  . prolongement des passages pour piétons des voies de circulation sur la piste cyclable
  . zone de rencontre au droit de l'accès à Circoscène
  . balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au débouché de la piste cyclable sur la voie d'accès à Circoscène côté rond-point du sous-marin PROTEE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé exclusivement sur les parkings aménagés,** avec obligation de respecter :

- **parking EST du parc paysager Fernand BRAUDEL :**

  . accès obligatoire et unique par la route Michel GIOVANNINI, et sortie obligatoire et unique par la route Georges LAHAYE

- **parkings longitudinaux situés au SUD de la voie principale SUD sur le côté NORD des contre-allées :**

  . circulation en sens unique OUEST-EST, avec obligation de respecter les signaux « STOP » placés aux débouchés des contre-allées sur la voie en direction obligatoire de SAINT-MANDRIER

* **Stationnement interdit :**

- **des 2 côtés :** . sur les 2 voies principales de circulation sur l'emprise totale de la chaussée
  . aux camping-cars et caravanes sur la totalité des voies, y compris sur la totalité des parkings aménagés et de la chaussée des contre-allées.

11 OCT. 2018

Arrêté Municipal n° ARR/18/0772 du 10 Octobre 2018.

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route départementale n° 26

1ère emprise :

Délimitée :

*au SUD, par le carrefour jean de Lattre de Tassigny (RD n°559)
*au NORD, par les communes limitrophes de Six-Fours-Les-Plages et d'Ollioules

Limite de l'agglomération : à l'extrémité Nord du boulevard de l'EUROPE

1ère section : Avenue jean Albert Lamarque (arrêté)
2ème section : Boulevard de l'EUROPE (arrêté)
3ème section : Avenue du Floréal (arrêté)
4ème section : non dénommée (hors agglomération)

Délimitée :

* à l'EST, par l'avenue Robert Brun
* à l'OUEST, par la limite de commune de Six-Fours-Les-Plages

5ème section : non dénommée (hors agglomération)

Délimitée :

* au SUD, en impasse par l'emprise de l'autoroute
* au NORD, par les limites de communes d'Ollioules et Six-Fours-Les-Plages

2ème emprise :

Délimitée :

* au SUD, par le rond-point Louis Baudisson (RD n°559)
* au NORD, par la commune d'Ollioules

Limites de l'agglomération

* au NORD du rond-point Louis Baudisson
* au NORD du pont surplombant le boulevard de l'EUROPE

1ère section : Avenue de Londres (arrêté)

A.M. du 21 janvier 2004
exécutoire le 27 janvier 2004

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2ème section : non dénommée

Délimitée :

* au SUD, par le rond-point du 11 novembre 1918 (RD 63)
* au NORD, par la commune d'Ollioules

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

- le passage pour piétons et la balise (AB3a) »cédez le passage » placés au débouché de la voie sur le rond-point du 11 novembre 1918 (carrefour à sens giratoire).

- les feux de signalisation tricolore, la balise « cédez le passage » (en cas de non fonctionnement des feux tricolores), le passage pour piétons, les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, placés au débouché de la sortie EST (en sens unique SUD-NORD) vers le boulevard de l'EUROPE.

- les balises « cédez le passage » (AB3a), le passage pour piétons, les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, placés au débouché de la sortie OUEST (en sens unique NORD-SUD) vers le boulevard l'EUROPE.

- la vitesse limitée à 70 km/heure.

- la signalisation horizontale et verticale matérialisée

Stationnement interdit

- des 2 côtés sur toute la longueur de la voie

A.M. du 31 janvier 2025
exécutoire le 27 janvier 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue Marcel PAUL

Délimitée : - à l'EST, par le rond-point Georges BEAUCHÉ
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation EST-OUEST sur le côté NORD de la voie
* le sens de circulation OUEST-EST sur le côté SUD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons sur plateau traversant matérialisés au débouché de la voie sur le carrefour à sens giratoire Georges BEAUCHÉ
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés aux débouchés de la voie sur le carrefour à sens giratoire du 11 NOVEMBRE 1918
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons matérialisés aux débouchéx de la voie sur le carrefour à sens giratoire de PARIS
* le passage pour piétons matérialisé :
  - à l'OUEST du n° 515
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur toute la longueur de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté SUD**, en direction de TOULON :
  - au droit du Centre Commercial LECLERC, dit « CENTRE COMMERCIAL »
  - à l'OUEST du rond-point de PARIS, dit « LERY »

* **Côté NORD**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - au droit du Centre Commercial AUCHAN, dit "CENTRE COMMERCIAL".

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue de la PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
RHIN et DANUBE (R.D. N° 559)

Délimitée : - au NORD, par le rond-point de la PYROTECHNIE
- au SUD, par le carrefour du 8 MAI 1945.

Limites de l'Agglomération : - au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, séparée par des îlots centraux longitudinaux, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation SUD-NORD et OUEST-EST sur les côtés EST et SUD de la voie
* le sens de circulation NORD-SUD et EST-OUEST sur les côtés OUEST et NORD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés au débouché de la voie sur le carrefour du 8 MAI 1945
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés au droit de l'accès occasionnel à la ZIP de BREGAILLON
* l'interdiction d'effectuer un demi tour pour les véhicules circulant dans le sens EST-OUEST (de TOULON vers LA SEYNE SUR MER) au droit du carrefour à feux tricolores de l'accès occasionnel à la ZIP de BREGAILLON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de la V.C. N° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
* la voie d'insertion avec balise "Cédez le passage" dans le sens SUD-NORD provenant de la ZIP de BREGAILLON et débouchant au SUD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons sur plateau traversant et la traversée de la Zone Verte sur plateau traversant matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE
* la voie d'insertion avec balise "Cédez le passage" dans le sens SUD-NORD provenant de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et débouchant au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE
* la réglementation du passage à niveau automatique (accès de convois à la ZIP de BREGAILLON) situé entre les n° 348 et 374
* l'accès interdit pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes à la V.C. n° 147, chemin Jean-Marie FRITZ

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

* le passage pour piétons matérialisé :
  - à proximité du n° 204
* la limitation de la vitesse à 30 km/heure au droit du plateau traversant (avec passage pour piétons) situé au droit du débouché de l'impasse ARDEN
* la Zone Verte matérialisée sur le trottoir EST à partir du carrefour à sens giratoire de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et jusqu'au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens partagée par les piétons et les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - le signal « STOP » placé au débouché de la Zone Verte sur le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
  - les signaux « STOP » placés aux débouchés de la Zone Verte sur le carrefour à sens giratoite de la PYROTECHNIE
* la piste cyclable matérialisée sur les trottoirs EST et SUD entre le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et le n° 73, au NORD du carrefour du 8 MAI 1945, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens pour les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - la balise « Cédez le passage » située sur cette piste cyclable au droit du n° 73
  - le signal « STOP » placé au débouché de la piste cyclable sur le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
  - les signaux « STOP » placés aux débouchés de la piste cyclable sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de la V.C. N° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé** aux emplacements longitudinaux matérialisés hors chaussée :
  - côté OUEST : . entre le passage à niveau et le carrefour à sens giratoire situé au débouché de la V.C. n° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
    . entre les n° 204 et 56/58 (station de lavage)

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur le restant de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté EST**, en direction de TOULON :
  - au SUD du débouché de l'impasse ARDEN, dit « BREGAILLON »
  - au SUD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'entrée principale de la ZIP de BREGAILLON, dit « PORT de BREGAILLON »

* **Côté OUEST**, en direction du carrefour du 8 MAI 1945 :
  - au droit de l'immeuble « Le Maeva »
  - au NORD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'entrée principale de la ZIP de BREGAILLON, dit « PORT de BREGAILLON ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue des Anciens Combattants d'INDOCHINE

Délimitée : - à l'EST, par le carrefour Jean de LATTRE de TASSIGNY
- à l'OUEST, par le rond-point Louis BAUDISSON
- au SUD, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

Limites de l'Agglomération : - à la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, séparée par des îlots centraux longitudinaux, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation EST-OUEST et NORD-SUD sur les côtés NORD et OUEST de la voie
* le sens de circulation SUD-NORD et OUEST-EST sur les côtés EST et SUD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés de part et d'autre du carrefour de la voie avec l'accès EST de la résidence "Vignelongue"
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés de part et d'autre du carrefour de la voie avec l'accès OUEST de la résidence "Vignelongue" et le débouché du chemin du VIEUX REYNIER
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché de la voie sur le carrefour à sens giratoire Jean de LATTRE de TASSIGNY
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché de la voie sur l'EST du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons sur plateau traversant avec vitesse limitée à 30 km/heure et la traversée de la Zone Verte sur plateau traversant matérialisés au débouché de la voie sur le SUD du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels situés au droit de la voie de tourne à gauche vers le chemin de VIGNELONGUE pour les véhicules circulant dans le sens SUD-NORD
* le passage pour piétons matérialisé :
  - en limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - entre le n° 131 et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - au droit du n° 293
  - au droit du n° 1329
* les signaux "STOP" matérialisés entre les ilôts directionnels situés au droit de l'accès à la clinique du Cap d'Or
* la "Zone 30" (vitesse limitée à 30 km/heure) au droit des plateaux traversants (avec passage pour piétons) situés de part et d'autre de l'accès à la résidence "Le Bercail"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

* la piste cyclable matérialisée côté SUD entre le carrefour Jean de LATTRE de TASSIGNY et le SUD du rond-point Louis BAUDISSON et côté OUEST entre le SUD du rond-point Louis BAUDISSON et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens pour les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - les balises « Cédez le passage » situées sur cette piste cyclable de part et d'autre du débouché du chemin du VIEUX REYNIER
  - les signaux « STOP » dans les deux sens placés sur la piste cyclable à chaque traversée de voie sur le plateau traversant situé au SUD du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
  - les signaux « STOP » dans les deux sens placés sur la piste cyclable de part et d'autre du débouché du chemin de VIGNELONGUE
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur toute la longueur de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté SUD**, en direction de TOULON :
  - à l'OUEST de l'accès à la clinique du Cap d'Or, dit « CAP d'OR »
  - à l'OUEST du débouché du chemin du VIEUX REYNIER, dit « VIGNELONGUE »

* **Côté NORD**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - face à l'accès à la clinique du Cap d'Or, dit "CAP d'OR"
  - entre les accès à la résidence Vignelongue, dit « VIGNELONGUE »

* **Côté OUEST**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - au SUD du rond-point Louis BAUDISSON, sur le plateau traversant, dit « ESPACE SANTÉ »
  - au NORD de la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES, dit "MIMOSAS"

* **Côté EST**, en direction de TOULON :
  - au droit du n° 131
  - au SUD du plateau traversant du rond-point Louis BAUDISSON, sur le plateau traversant, dit « ESPACE SANTÉ ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route de LA SEYNE à SIX-FOURS (R.D. N° 216)

Délimitée : - à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
- à l'EST, par la route des GENDARMES d'OUVEA et le débouché du chemin d'ARTAUD à PIGNET.

Limite de l'Agglomération :
- au droit de l'accès aux lotissements « Les Jardins de Provence » et « Les Terres de Provence ».

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

* les passages pour piétons placés :
  - au droit du n° 863, sur plateau traversant
  - au droit du n° 1038
  - au droit du n° 1223
* le cheminement piéton situé côté NORD entre le n° 1038 et l'extrémité OUEST du n° 1071
* l'alternat par feux tricolores, la limitation de la vitesse à 30 km/heure, le passage pour piétons et la voie réserrvée aux piétons placés au carrefour avec la route des GENDARMES d'OUVEA
* le sens de circulation prioritaire EST-OUEST au droit de la chicane située côté SUD entre les n° 966 et 1038
* le sens de circulation prioritaire OUEST-EST au droit de la chicane située côté NORD au droit du n° 1071
* le sens de circulation prioritaire EST-OUEST au droit de la chicane située côté SUD à proximité du n° 1402
* le plateau traversant situé au droit du n° 1173
* le plateau traversant situé au droit du n° 1249
* la vitesse limitée à 30 km/heure sur toute la longueur de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé aux emplacements matérialisés longitudinaux :**
  - côté SUD : . entre les n° 966 et 1038

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : . sur le restant de la voie.

Arrêté Municipal n° ARR/20/0031 du 14 Janvier 2020.

15 JAN. 2020

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne.....3

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères..... 7

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau..... 200

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde..... 203

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La-Valette-du-Var..... 230

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet..... 234

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux..... 235

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules..... 240

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer..... 243

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages..... 246

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon..... 249

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne.....3

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères..... 7

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau..... 200

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde..... 203

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La-Valette-du-Var..... 230

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet..... 234

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux..... 235

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules..... 240

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer..... 243

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages..... 246

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon..... 249

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Seyne-sur-Mer..... 252

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

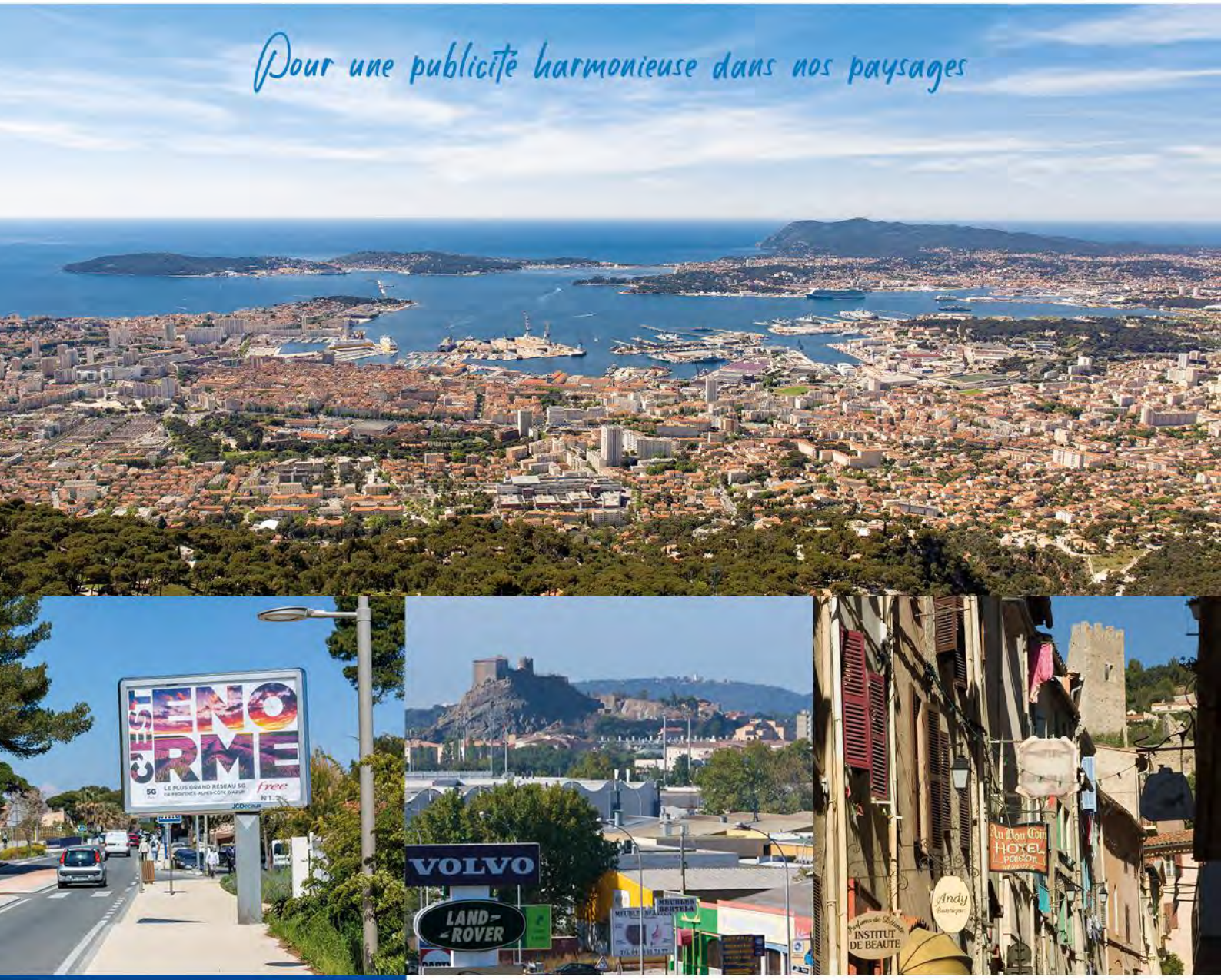
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Règlement Local de Publicité de la Métropole TPM

PUBLICITÉ

PRÉ-ENSEIGNES

ENSEIGNES



MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-10250623-DE-1-1
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

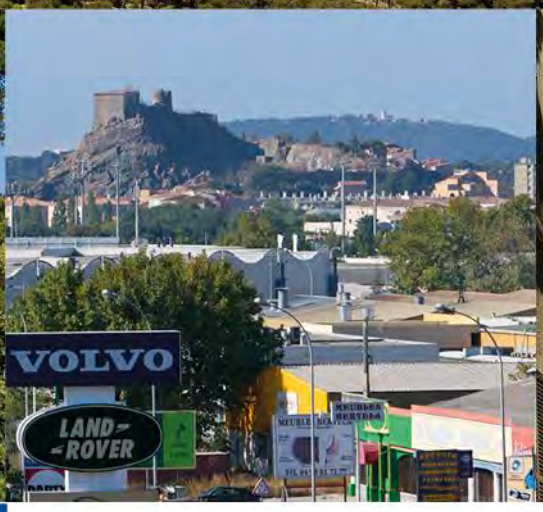
ANNEXES

Élaboration du RLPi prescrite le 15/12/2020

Projet de RLPi arrêté le ../../….

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre commune



Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT
VAR

ARRONDISSEMENT
TOULON

COMMUNE
CARQUEIRANNE

ARRETE n°A2019-571-T-DST

OBJET: ARRETE MUNICIPAL PERMANENT LIMITES DE L'AGGLOMERATION

BENEFICIAIRES: COMMUNE DE CARQUEIRANNE

Nous, Maire de la Ville de CARQUEIRANNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'arrêté A2015-152-T-DGS en date du 21 avril 2015, donnant délégation de fonction d'Adjoint au Maire à Alain GALIAN, pour tous documents, pièces et actes administratifs nécessaires à la bonne gestion de la Collectivité,
VU l'arrêté municipal n°2017-256-T-DGS en date du 15 mai 2017, donnant délégation de signature à la Directrice générale des services Nathalie PEINADO pour tous les arrêtés, actes ou décisions préparés par les services placés sous son autorité,
VU l'arrêté municipal n°A2016-002-T-DGS en date du 4 janvier 2016, donnant délégation de signature au Directeur Général Adjoint des Services Rodolphe SERY, pour tous les arrêtés, actes ou décisions préparés par les services de la Commune,
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213 4
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie signalisation d'indication ;
Considérant, que la zone agglomérée est à définir selon les articles si dessous ;

ARRETONS

ARTICLE 1

Les limites de l'agglomération de **CARQUEIRANNE**, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VOIE	Point repère Entrée d'agglo ou Fin d'agglo
RD 559 Ouest	PR 39 - 900 m
RD 559 Est	PR 42-500 m
VC avenue Beau Rivage	PR 0, intersection RD559
VC Chemin du Canebas	PR 0+ 1080m, intersection chemin des Peyrons
Boulevard du Professeur Richet	PR 0 intersection RD559
VC Chemin de la Benoite	PR 0 +1138 m, intersection lotissement de la Benoiste
VC Route du Vallon	PR 0 + 1900m, intersection entrée déchèterie

ARTICLE 2 :
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 :
Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 :
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de CARQUEIRANNE

ARTICLE 5 :
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6 :
MM. le Maire de la commune de CARQUEIRANNE, M. le Président du Conseil Général du VAR (si une RD est concernée), le Lieutenant-Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de HYERES (dans toutes les zones), Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du VAR (pour la zone police), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7.
Les droits des tiers seront préservés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE8.
Ampliation du présent arrêté sera adressée aux Directions de la Collectivité concernées ou chargées de son application, fera, en fonction de sa nature, l'objet d'une publication ou d'une notification et sera, si nécessaire, adressée à Monsieur le Préfet du Var.

Fait à Carqueiranne, le 17 décembre 2019

Robert MASSON
MAIRE de Carqueiranne

Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui a fait l'objet d'une notification.
Le présent acte peut faire l'objet d'un recours directement devant le Tribunal Administratif de TOULON ou via l'application informatique « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

N° 497

COMMUNE D'HYERES LES PALMIERS

DEPARTEMENT DU VAR
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS

POLICE MUNICIPALE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DANS L'AGGLOMERATIONPRINCIPALE

Réf : C/S n° 227/2024

Certifié exécutoire
HYERES le..... 26 MARS 2024
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS 83412 - VAR - 147

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L2213-2 à L2213-6,

VU Le Code Pénal,

VU Le Code de la Route,

VU L'Arrêté Municipal n° 767 en date du 24 avril 2023 portant règlement général de la circulation et du stationnement dans l'agglomération principale et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété,

VU L'arrêté de délégation n° 1912 du 13 octobre 2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. THIEBAUD Rémy, 10ème Adjoint, dans les domaines suivants : Sécurité, Circulation, Stationnement, IMR, Démoustication, Santé

CONSIDERANT qu'il est apparu indispensable de codifier en un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la circulation et au stationnement dans l'agglomération principale d'HYERES LES PALMIERS,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'Arrêté Municipal n° 767 en date du 24 avril 2023 et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété sont abrogés et remplacés par le présent Arrêté.

ARTICLE 2 : L'usage des voies ouvertes à la circulation publique dans l'agglomération principale de la Commune d'HYERES LES PALMIERS est régi par les dispositions du présent règlement. Elles complètent les dispositions générales du Code de la Route et s'appliquent à toutes les personnes empruntant ces voies : piétons, conducteurs de véhicules, d'engins ou d'animaux.

ARTICLE 3 : Les usagers doivent respecter, en toutes circonstances, les indications données par les agents chargés de la force publique et les personnes dûment habilitées à cet effet, ainsi que celles résultant de la signalisation établie en application des dispositions du Code de la Route et du présent règlement.

ARTICLE 4 : Le dépassement de tout véhicule est interdit en agglomération, sous réserve des dispositions du Code de la Route.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300665-20240326-497-AR
Date de télétransmission : 26/03/2024
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TABLE DES MATIERES

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

- LIMITES DE L'AGGLOMERATION PRINCIPALE..... Page 03
- REGLEMENTATION FOIRES ET MARCHES FORAINS..... Page 03.1

TITRE 2 – CIRCULATION

- LIMITATIONS DE VITESSE..... Page 04
- AXES PRIORITAIRES..... Page 05
- VOIES AVEC SIGNAL « STOP »..... Page 06
- VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »..... Page 07
- VOIES A SENS UNIQUE..... Page 08
- VOIES A CIRCULATION INTERDITE OU REGLEMENTEE..... Page 09
- PISTES ET BANDES CYCLABLES..... Page 10
- INTERDICTION DE TOURNER..... Page 11
- ITINERAIRES OBLIGATOIRES..... Page 12
- ZONE PIETONNE..... Page 13

TITRE 3 – STATIONNEMENT

- GENERALITES..... Page 14
- STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR HORODATEURS/PAR DISQUES..... Page 15
- LIVRAISONS..... Page 16
- STATIONNEMENTS RESERVES..... Page 17
- STATIONNEMENT INTERDIT..... Page 18
- STATIONNEMENT GENANT..... Page 19
- ARRET INTERDIT..... Page 20
- ZONE D'ENLEVEMENT DE VEHICULES..... Page 21

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE1-DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 5: LIMITES DE L'AGGLOMERATION PRINCIPALE

Les points caractéristiques suivants déterminent le périmètre de l'agglomération principale de la Commune d'HYERES LES PALMIERS à l'intérieur duquel sont applicables les dispositions du présent Arrêté :

- Route de l'AEROPORT → 100 m à l'Est avec la Route de l'ALMANARRE,
- Route de l'ALMANARRE → 100 m au sud de l'Allée NOTRE DAME,
- Chemin de l'AMIRAL → à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559),
- Autoroute A 570 → 10 m à l'Ouest du Carrefour Henri PETIT,
- Avenue Alfred DECUGIS → à son intersection avec le Chemin du SOLDAT MACRI, côté Est,
- Avenue de la FONT DES HORTS → à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559),
- Boulevard Maréchal JUIN → à son intersection avec le Chemin de la DEMI-LUNE,
  → à son intersection à l'Ouest du giratoire Maréchal JUIN,
- Boulevard Général KOENIG → à son intersection avec le Chemin des CARRIERES,
- Route des LOUBES (RD 276) → à 20 m du Rond Point SAINT-MARTIN,
- Chemin de MACANY → 30 m à l'Est de son intersection avec le Chemin du SOLDAT MACRI,
- Chemin du MOULIN PREMIER → à son intersection avec la déviation Est,
- Chemin des NARTETTES → 20 m à l'Est de son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559),
- Montée de NOAILLES → au niveau du n°22,
- Route de NICE → 100 m à l'Est de son intersection avec le Carrefour giratoire du MOULIN PREMIER,
- Voie OLBIA → au droit du Carrefour de l'AYGUADE, côté Est,
- Rue de l'OLIVERAIE → à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE (R.D 559),

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin du PERE ETERNEL ➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER, côté Est,
- Chemin du PLAN DU PONT ➔ après le lotissement LES COLLINES DE L'ORATOIRE et la Résidence SAINT-LOUIS,
- Chemin du ROUBAUD ➔ 200 m à l'Est de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
- Chemin de la SOURCE ➔ 200 m au Sud de son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276),
- Route de TOULON (RD 554) ➔ 50 m avant l'entrée de la caserne de Gendarmerie, P.K 8850,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ à son intersection avec le Chemin de LA BAYORRE, côté Est,
- Chemin de la VERLAQUE ➔ 100 m au Sud de son intersection avec le Chemin du ROUBAUD,

ARTICLE 5 Bis :

1/ REGLEMENTATION FOIRES, MARCHES FORAINS

Le marché hebdomadaire du centre ville se déroulera tous les samedis matin de 5 h 00 à 15 h 30. La règlementation s'appliquera de la manière suivante :

a) La circulation sera interdite :

- Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre la Rue du Soldat BELLON et la Rue BROSSOLETTE (côté pair) et également dans sa partie comprise entre la Rue Jean AICARD et l'Avenue Edmond DUNAN (côté impair),
- Avenue Pierre MOULIS ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean Jacques PERRON et l'Avenue GAMBETTA,

b) Le stationnement sera interdit à tout véhicule étranger à l'organisation du marché et sera réservé aux véhicules des exposants de 5 h à 15h 30 de la manière suivante :

- Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Georges AURIC, des deux côtés,
- Parking DENIS ➔ en totalité, de 5h30 à 9h00 tous les samedis,

c) A 14 h 30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoiement. Les vendeurs se doivent de respecter les principes suivants :

- Toujours maintenir les emplacements en parfait état de propreté,
- Ne pas tuer ni saigner, ni dépouiller ou vider des animaux sur les marchés,
- Regrouper leurs déchets sur leur emplacement, en respectant les consignes suivantes :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. Les huiles de cuisson devront être présentées à la collecte en bidons étanches et fermés de 10 L maximum.
2. Les déchets fermentescibles devront être conditionnés dans des sacs étanches et fermés.
3. Les autres détritus, tels que les papiers, plastiques, cintres, etc… devront être regroupés dans des sacs ou cartons fermés pour ne pas rester dispersés sur le sol ou s'envoler.
4. Les marchands de poissons, triperie, viandes ou volailles devront nettoyer leurs emplacements de manière à éliminer toutes salissures et/ou odeurs persistantes.

2/ REGLEMENTATION MARCHES PAYSANS

- Avenue GAMBETTA → ***tous les mardis*** tout au long de l'année, dans sa portion comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Edmond DUNAN,

- Place CLEMENCEAU (face à l'établissement L'Excelsior) → ***tous les jeudis*** du 15 avril au 30 septembre,

3/ REGLEMENTATION MARCHES « BIO »

- Avenue des ILES D'OR → ***tous les premiers samedis de chaque mois*** dans la partie zone piétonne,

Le stationnement des véhicules sera interdit, sauf pour les véhicules des exposants, tous les premiers samedis de chaque mois, de 5h00 à 15h30 :

- Avenue MOULIS → dans sa partie comprise entre l'Avenue des ILES D'OR et l'Avenue Jean Jacques PERRON,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE2-CIRCULATION

ARTICLE 6: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** à l'intérieur de l'agglomération définie à l'Article 6 ainsi que sur les voies ci-après définies :

- Chemin du PLAN DU PONT → entre la limite de l'agglomération et l'extrémité de la voie côté impasse,
- Chemin de la SOURCE → dans sa totalité,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Dans le périmètre suivant : partant de la Rue Sainte DOUCELINE vers l'Allée des Vignes VIERGES vers l'Allée des LAURIERS ROSES vers l'Allée des Grands CYPRES vers l'Allée des Grès ROSES et vers le Boulevard Olivier DE SERRE,
- Rue François ARENE → dans sa totalité,
- Avenue de D.BEAUREGARD → dans sa totalité,
- Allée Victor BELLAGUET → dans sa totalité,
- Allée Chemin BELLEVUE → dans sa totalité,
- Avenue Mario BENARD → partant du Rond Point Louis RAVIER aboutissant Rond Point Jean DEVOS (avec création d'un plateau traversant),
- Rue Jean BOUIN → sur 10 mètres depuis son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS,
- Avenue Paul BOURGET → en totalité,
- Avenue de la 1ere DIVISION BROSSET → de l'angle avec la Rue NOCART, jusqu'au n°17 environ, avec création d'un plateau traversant devant le n°3,
- Avenue Edith CAVELL → de son intersection avec la Rue du GROS PIN, jusqu'à son intersection avec la Rue SAINT JACQUES avec mise en place d'un plateau traversant,
- Allée des CEDRES BLEUS → création d'un plateau traversant devant le n°6,
- Boulevard CHATEAUBRIAND → dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD	➔ création d'un plateau traversant au n° 22 à son intersection avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES.
↳ Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ dans sa totalité
↳ Rue Sainte DOUCELINE	➔ de son intersection avec l'Allée du MARATHON jusqu'au n°8.
↳ Avenue Général EISENHOWER	➔ en totalité.
↳ Chemin de l'EXCELSIOR	➔ sur la totalité de la voie jusqu'à son intersection avec la Rue Eugène BERRE.
↳ Rue du GROS PIN	➔ dans sa totalité.
↳ Rue HELIOTROPE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue des ILES D'OR	➔ partant du n° 42 (au niveau du rond point Rue SERE DE RIVIERE/Rue PILLEMENT) jusqu'à son intersection avec l'Avenue GODILLOT.
↳ Rue LAMARTINE	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue Paul LONG	➔ entre le n° 8 et le n° 14 avec création d'un plateau traversant devant l'école.
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS jusqu'au n° 221 environ. ➔ partant de l'Avenue Pierre de COUBERTIN jusqu'au n° 1577, avec création de deux plateaux traversants.
↳ Rues Edouard MANET	➔ dans sa totalité.
↳ Avenue des MARGUERITES	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin du MARTINET	➔ entre le n° 9 et l'Avenue Olbius RIQUIER.
↳ Rue du MATAFFE	➔ dans sa totalité.
↳ Boulevard MATIGNON	➔ dans sa totalité.
↳ Rue Henri MATISSE	➔ dans sa totalité.
↳ Chemin des MAURETTES	➔ dans sa totalité.
↳ Boulevard et Traverse Frédéric MISTRAL, Traverse de la COLLINE	➔ dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue Jean MOULIN	➔ dans sa totalité,
↳ Avenue NOCART	➔ du n°8 jusqu'au n°15, avec création d'un plateau traversant devant le n°10, sur 15 mètres environ.
↳ Rue de l'ORANGERIE	➔ en totalité,
↳ Boulevard D'ORIENT	➔ de son intersection avec l'Avenue MANGIN, jusqu'à 10 mètres avant son intersection avec le Boulevard MISTRAL,
↳ Traverse D'ORIENT	➔ dans sa totalité,
↳ Chemin PORTE SAINT JEAN	➔ dans sa totalité,
↳ Boulevard PASTEUR	➔ du n°9 jusque devant le n°13, avec création d'un plateau traversant devant son intersection avec la Rue CLAUDE sur 13m environ,
↳ Rue Yann PIAT	➔ en totalité,
↳ Chemin du PLAN DU PONT	➔ entre l'arrêt d'autobus devant l'Ecole des MOUETTES et la Rue Guy COUFFE avec un ralentisseur devant l'accès principal du collège,
↳ Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ 50 m après la Caserne Vassoigne jusqu'à son intersection avec la Rue ZAMENHOF, ➔ du rond point Louis CARTIGNY jusqu'au n° 25,
↳ Avenue Pierre RENAUDEL	➔ de part et d'autre de l'accès à l'Ecole primaire GUYNEMER, avec plateau traversant, ➔ partant de la Rue de LA GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL,
↳ Rue Auguste RENOIR	➔ dans sa totalité,
↳ Rue E. REYER	➔ dans sa totalité,
↳ Avenue Olbius RIQUIER	➔ entre le n° 24 et le Chemin du ROUBAUD, avec création d'un plateau traversant,
↳ Boulevard RIONDET	➔ dans sa totalité,
↳ Chemin de la RITORTE	➔ partant de son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS, jusqu'à son intersection avec le Chemin des HAUTS DE HYERES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Allée des Lauriers ROSES	➔ de son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES jusqu'au n°47,
↳ Chemin de la ROQUETTE	➔ dans sa totalité,
↳ Avenue de ROTTWEIL	➔ création d'un plateau traversant à son intersection partant de l'Allée Victor BELLAGUET, aboutissant au n° 549 (rue du Clos SAINT JEAN),
↳ Chemin du ROUBAUD	➔ partant du n° 182 et aboutissant au n°826, avec un ralentisseur à environ 50m de son intersection avec le Chemin de la VERLAQUE, ainsi que deux coussins berlinois au n°810
↳ Rue Gustave ROUX	➔ entre l'Avenue Edith CAVELL et la Rue Jean MOULIN,
↳ Rue SAINT-EXUPERY	➔ sur la totalité de la voie avec deux ralentisseurs devant l'école,
↳ Avenue Geoffroy SAINT-HILAIRE	➔ entre le bâtiment G de la Résidence SAINT-LOUIS et le n° 12 avec plateau surélevé,
↳ Chemin SAINT-LAZARE	➔ entre le Chemin Soldat MACRI et le n° 104,
↳ Chemin SAINT-MARTIN	➔ entre le débouché de la passerelle au-dessus de l'autoroute et l'Avenue Paul BOURGET,
↳ Avenue de la SAUVETTE	➔ au niveau du plateau surélevé situé au carrefour Rue des GIROFLEES/ Rue des GRILLONS / Avenue de la SAUVETTE,
↳ Boulevard Olivier de SERRE	➔ du n°25 jusqu'à son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES, avec plateau traversant, ➔ du n°1 jusqu'à devant le n°5 avec création d'un plateau traversant à son intersection avec l'Allée des JASMINS sur une dizaine de mètres en direction du Sud.
↳ Rue SERE de RIVIERE	➔ dans sa totalité,
↳ Avenue TAGNARD	➔ dans sa totalité,
↳ Avenue Ambroise THOMAS	➔ partant de son intersection avec la Rue Edouard BRANLY aboutissant au n°826 Chemin du ROUBAUD, avec création de deux plateaux traversants, un devant le n°29 et un devant l'entrée du Parc OLBIUS RIQUIER, et création de quatre coussins berlinois, deux au niveau du n° 810 Chemin du Roubaud, et deux au n°42 av. A. THOMAS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin de la VERLAQUE → partant de son intersection avec le Chemin du ROUBAUD et aboutissant au n° 134, sortie d'agglomération.

- VIEILLE VILLE → dans un périmètre délimité :
  - au nord par l'intersection Montée de NOAILLES / Rue SAINT PIERRE,
  - à l'Est par les intersections Rue du REMPART/Rue BOURGNEUF/Avenue Paul LONG et Rue de la REPUBLIQUE/Cours de STRASBOURG,
  - au sud-est par l'intersection Rue MASSILLON/Avenue Général DE GAULLE/Place CLEMENCEAU,
  - au sud par l'intersection Avenue GAMBETTA/Avenue Joseph CLOTIS,
  - au sud-ouest par les intersections Avenue des ILES D'OR/Rue Pierre MOULIS/Porte FENOUILLET et Avenue des ILES D'OR/Rue de LIMANS/Rue LAMALGUE,
  - à l'ouest par l'intersection Montée SAINTE CROIX/Place CAFABRE,

- Allée des VIGNES VIERGES → entre l'Allée des GRES ROSES et l'Allée des LAURIERS ROSES avec mise en place d'un plateau traversant,

- Chemin de la VILLETTE → entre l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE et le n° 320 avec mise en place d'un plateau traversant,

- Rue Saint VINCENT → en totalité, avec création d'un plateau traversant,

- Rue ZAMENHOF → entre l'Avenue du QUINZIEME CORPS et le n°6, avec création d'un plateau traversant,

3. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **20 Km/h :**

- Avenue Joseph CLOTIS → partant de l'Avenue Maréchal FOCH et aboutissant à l'Avenue GAMBETTA.

- CENTRE ANCIEN

- Rue SAINT JOSEPH → en totalité.

Une « **ZONE DE RENCONTRE** » telle que définie à l'article 110-2 du Code de la Route est créée dans le Centre Ancien, délimitée de la manière suivante :

Entrées et sorties **:** Rue BOURGNEUF,

Sortie : Rue LAMALGUE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les voies suivantes sont comprises dans la Zone de Rencontre :

- Rue BARBACANE,
- Rue BOURGNEUF,
- Rue de la CROIX,
- Rue LAMALGUE,
- Rue SAINT ESPRIT,
- Rue SAINT PAUL,
- Place SAINT PAUL,

Les prescriptions et aménagements suivants seront appliqués :

- La vitesse des véhicules y est limitée à **20 KM/H** sur l'ensemble de la Zone de Rencontre,
- Les piétons sont autorisés à circuler sur la chaussée sans y stationner et bénéficient de la priorité sur les véhicules,
- Les entrées et sorties de la Zone de Rencontre seront signalées en jaune (pépite de couleur au sol) et par une signalisation verticale par des panneaux réglementaires.

4. Une « **ZONE 30 KM/H** » est créée et délimitée à l'intérieur du périmètre suivant :

Avec mise en place de panneaux indiquant l'entrée et la sortie de la zone à 30km/h.

Avenue VICTORIA (en totalité) ➔ **Avenue Maréchal GALLIENI** (en totalité) ➔**Avenue PILLEMENT** (en totalité)) ➔ **Avenue des ILES D'OR** (partant de son intersection avec la Rue E. WARTHON aboutissant à son intersection avec la Rue Pierre MOULIS) ➔ **Rue Pierre MOULIS** (en totalité) ➔ **Avenue Jean Jacques PERRON** (en totalité) ➔**Avenue Ambroise THOMAS** (partant de l'Avenue Joseph CLOTIS aboutissant Avenue Léopold RITONDALE).

Chemin DEMI LUNE (de son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN aboutissant Rue des CITRONNIERS) ➔ **Rue des CITRONNIERS** (en totalité) ➔ **Rue Jules MASSEL** (en totalité) ➔ **Avenue de la PAIX** (en totalité) ➔ **Avenue des Nations UNIES** (en totalité) ➔**Avenue Alexis GODILLOT** (du rond point Fontaine GODILLOT jusqu'à son intersection avec l'Avenue des ILES D'OR) ➔ **Avenue des Iles d'OR** (de son intersection avec l'Avenue Jean NATTE jusqu'à son intersection avec l'avenue Victor HUGO) ➔ **Avenue RIONDET** (en totalité) ➔ **Avenue de TOULON** jusqu'à son intersection avec la Rue EUGENIE) ➔ **Rue EUGENIE** (jusqu'à son intersection avec la Rue Yann PIAT) ➔ Rue A. **MALRAUX** (en totalité).

Avenue de BELGIQUE (en totalité) ➔**Place Maréchal JOFFRE** ➔**Avenue Aristide BRIAND** ➔**Rue du Soldat FERRARI** (de son intersection avec la Rue CURIE aboutissant Avenue Alphonse DENIS) ➔**Rue CURIE** ➔**Rue CLAUDE** ➔ **Avenue Alphonse DENIS** (en totalité)➔**Rue CASTELNAU**➔**Avenue MANGIN** ➔ **Rue BOURNAZEL** ➔**Rue du Docteur ROUX SEIGNORET** ➔ **Cours STRASBOURG** ➔**Place CLEMENCEAU**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 7: AXES PRIORITAIRES

En raison de l'importance du trafic sur certaines voies, il est apparu nécessaire de privilégier certains accès par rapport aux voies affluentes, lesquelles comportent, à leur débouché sur la voie privilégiée, soit un signal « STOP » (temps d'arrêt obligatoire), soit un signal « CEDEZ LE PASSAGE » (y compris aux carrefours équipés de feux de signalisation). Les axes prioritaires sont les suivants :

- Avenue Paul BOURGET,
- Avenue Aristide BRIAND,
- Avenue Première Division BROSSET,
- Avenue Edith CAVELL,
- Avenue Joseph CLOTIS,
- Montée de COSTEBELLE,
- Avenue DE LATTRE DE TASSIGNY,
- Avenue Alphonse DENIS,
- Avenue Général EISENHOWER,
- Avenue Maréchal FOCH,
- Avenue de la FONT DES HORTS,
- Avenue GAMBETTA,
- Avenue Alexis GODILLOT (R.D 554 en partie),
- Avenue du HUIT MAI → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean MOULIN et l'Avenue Ambroise THOMAS,
- Avenue des ILES D'OR → dans sa partie comprise entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue RIONDET,
- Avenue Maréchal LYAUTEY,
- Avenue Jean MOULIN,
- Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559 bis),
- Rue Pierre MOULIS, → dans sa partie comprise entre l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR,
- Voie OLBIA,
- Avenue du QUINZIEME CORPS,
- Avenue RIONDET (R.D 554),
- Avenue de ROTTWEIL,
- Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559),
- Rue du SOLDAT BELLON,
- Avenue Ambroise THOMAS,
- Avenue de TOULON (R.D 554),
- Avenue VICTORIA,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 8: SIGNAL « STOP »

Tout conducteur circulant sur une voie comportant un panneau « STOP », doit marquer un temps d'arrêt obligatoire à la limite de la chaussée abordée.

Il doit céder le passage aux véhicules circulant sur la ou les autres voies, et ne s'engager qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans danger :

↳Route de l'ALMANARRE	➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE, en direction du Chemin de la VILLETTE,
↳Impasse des ANEMONES	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN.
↳Rue François ARENE	➔ à son intersection avec l'Avenue VICTORIA,
↳Chemin de l'AUFRENE	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON,
↳Allée AUREA	➔ à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
↳Impasse Pierre BARBESANT	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL,
↳Rue BARNEOUD	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Traverse Victor BASCH	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH et avec l'Avenue RIONDET,
↳Chemin de BEAUVALLON BAS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554),
↳Allée Victor BELLAGUET	➔ à son intersection avec le Chemin de BELLEVUE, ➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR,
↳HLM BELLEVUE (Voie de contournement du Bât P)	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR,
↳Rue BONNEFOY	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT,
↳Rue Jean BOUIN	➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS, ➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET,
↳Rue Edouard BRANLY	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Rue BREST	➔ à son intersection avec les Rues Jean AICARD et de PROVENCE, et de part et d'autre,
↳Rue des BUISSONS ARDENTS	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE, et avec l'Avenue de TOULON,
↳Lotissement LA BURLIERE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI,
↳Allée des CEDRES BLEUS	➔ à son intersection avec le Boulevard de la LAZARINE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳CENTRE HOSPITALIER GENERAL (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN.
↳Rue Paul CEZANNE	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET.
↳Rue des CITRONNIERS	➔ à son intersection avec la Rue Jules MASSEL.
↳Rue CLAUDE	➔ à son intersection avec le Boulevard PASTEUR.
↳Rue des CLEMATITES	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.
↳Avenue des COMBATTANTS en AFN	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON.
↳Rue Guy COUFFE	➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL.
↳Avenue des DASYLARIUMS	➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON. ➔ à son intersection avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES.
↳Rue Henri DE BOURNAZEL	➔ à son intersection avec l'Avenue Alphonse DENIS.
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ à son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN, des deux côtés. ➔ en bout de piste cyclable pour la traversée du Chemin de la DEMI-LUNE à hauteur du n° 2.
↳Allée Marie DES LIONS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON.
↳Allée George DUSSAUGE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue de l'ETENDARD	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276).
↳Rue EUGENIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Chemin du FENOUILLET	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554).
↳Impasse Soldat FERRARI	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI.
↳Collège Jules FERRY (Parking)	➔ à son intersection avec la Rue André MALRAUX.
↳Gymnase Jules FERRY (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE, et des deux côtés.
↳Rue Hippolyte FONTAINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (R.D 559).
↳Chemin de la FONT DE L'ANGE	➔ à son intersection avec la Place Vicomtesse de NOAILLES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Résidence de la FONT DE L'ANGE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MARTINET,
↳Chemin de la GALINETTE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET,
↳Rue du GRAND MARCHE	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET,
↳Allée des GRANDS CYPRES	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER.
↳Rue du GROS PIN	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL,
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554),
↳HAMEAU DU MOULIN PREMIER (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER,
↳Allée des HIBISCUS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI,
↳Rue Victor HUGO	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE,
↳Lotissement LES JARDINS DE L'AUFRENE et ZAC DU SOLEIL (Voies de sortie)	➔ à leur intersection avec la future voie de liaison entre l'Avenue Maréchal LECLERC et le Chemin de la DEMI-LUNE,
↳Place Maréchal JOFFRE	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean JAURES,
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ à son intersection avec la bretelle de l'autoroute (A 570),
↳Rue Paul LANGEVIN	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554),
↳Rue Philémon LAUGIER	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (R.D 276),
↳Allée des LAURIERS ROSES	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER,
↳Rue de la LAZARINE	➔ à son intersection avec l'Avenue NOCART, ➔ à son intersection avec le Boulevard de la LAZARINE,
↳Boulevard de la LAZARINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET, ➔ à son intersection avec la Rue de la LAZARINE,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI,
↳Rue Paul LONG	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET,
↳Impasse des LYS	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DELI250688-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI,
↳Rue Paul LONG	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON et la Rue Edouard MANET,
↳Impasse des LYS	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES,
↳Chemin de MACANY	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI, des deux côtés,
↳Chemin Soldat MACRI	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS, ➔ à son intersection avec le Chemin SAINT LAZARE,
↳Rue André MALRAUX	➔ à son intersection avec le Chemin de la DEMI-LUNE,
↳Rue Edouard MANET	➔ à son intersection avec la Rue Henri MATISSE, dans le sens descendant avec installation d'un miroir,
↳Parc de la MARQUISE	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL pour les utilisateurs de la voie verte,
↳Chemin du MARTINET	➔ à son intersection avec l'Avenue Olbius RIQUIER,
↳Rue du MATAFFE	➔ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR, et avec le Chemin de BELLEVUE,
↳Rue MATIGNON	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul LONG,
↳Rue Henri MATISSE	➔ à son intersection avec la Rue Edouard MANET,
↳HLM des MAURELS (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFN et avec la Rue des PEUPLIERS,
↳Chemin des MAURELS	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554),
↳Chemin des MAURETTES	➔ à son intersection avec le Chemin de la Porte SAINT JEAN
↳Traverse MICHELET	➔ à son intersection avec l'Avenue VICTORIA,
↳Rue MICHELET	➔ à son intersection avec la Rue Pierre BROSSOLETTE,
↳Boulevard Frédéric MISTRAL	➔ à son intersection avec le Boulevard MATIGNON, ➔ à son intersection avec le Boulevard D'ORIENT,
↳Rue Jean MONNET	➔ à son intersection avec le Chemin du MARTINET,
↳Traverse des MURIERS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI,
↳Traverse des NARTETTES	➔ à son débouché avec la sortie du parking de l'ESPACE 3000,
↳Contre-Allée Jean NATTE	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean NATTE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Jean NATTE	➔ à son intersection avec la Rue des CITRONNIERS et le Chemin de la DEMI-LUNE, ➔ à son intersection avec la Rue Victor HUGO, ➔ à son intersection avec la Rue Jules MASSEL et l'Avenue Maréchal LECLERC
↳Route de NICE (Contre-allée)	➔ à son intersection avec la Route de NICE,
↳Montée de NOAILLES	➔ à son intersection avec la Rue Paul LONG,
↳Avenue NOCART	➔ à son intersection avec l'Avenue Première Division BROSSET, ➔ à son intersection avec le Boulevard NOCART,
↳Boulevard d'ORIENT	➔ à son intersection avec la Rue Général MANGIN et la Rue de VERDUN, ➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND,
↳Avenue de la PAIX	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT,
↳Lotissement LE PETIT GRES (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE,
↳Rue Yann PIAT	➔ à son intersection avec la Rue EUGENIE,
↳Traverse du PLAN DU PONT	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,
↳POSTE HYERES PRINCIPALE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec la Rue Edouard BRANLY,
↳Impasse du PRINTEMPS	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI,
↳Rue Léonce PUSTEL	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN,
↳Rue Ernest REYER	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT,
↳Avenue RIONDET	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET pour les véhicules tournant à gauche en direction de la Rue Victor BASCH,
↳Rue du ROCHER	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON,
↳Lotissement la ROSERAIE DES GRES (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER,
↳Chemin du ROUBAUD	➔ à son intersection avec l'Avenue Olbius RIQUIER, côté impasse, ➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS, côté ouest, ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean MOULIN pour les utilisateurs de la piste cyclable,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Gustave ROUX	➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL, ➔ à son intersection avec l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE pour les utilisateurs de la piste cyclable et avec l'Avenue Jean MOULIN pour les automobilistes et les utilisateurs de la piste cyclable.
↳Collège Gustave ROUX (parking voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin Soldat MACRI.
↳Rue Charles SAINT	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Rue SAINT EXUPERY	➔ à son intersection avec l'Avenue Général EISENHOWER.
↳Rue SAINT JACQUES	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue SAINT JOSEPH	➔ à son intersection avec les Rues de l'ORANGERIE et SAINT VINCENT, des deux côtés.
↳Chemin SAINT-MARTIN	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable, ➔ à son intersection avec le Boulevard Maréchal JUIN.
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN.
↳Lotissement Victor et Jean SALUSSE (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue SERE DE RIVIERE	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue Vincent SCOTTO	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN.
↳Rue Georges SIMENON	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS.
↳Résidence LES TAMARIS (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Allée des OLIVIERS.
↳Avenue Ambroise THOMAS (Contre-allée)	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS, côté sud.
↳Vieux Chemin de TOULON	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD pour les utilisateurs de la piste cyclable, ➔ pour les propriétés privées situées aux numéros 70, 428 et 480 à leur débouché sur la piste cyclable et sur le Vieux Chemin de TOULON.
↳Chemin du VENADOU	➔ à son intersection avec le Chemin de la RITORTE.
↳Allée des VIGNES VIERGES	➔ à son intersection avec le Chemin du PERE ETERNEL.
↳Chemin de la VILLETTE (R.D 276)	➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE. (R.D 559).
↳Chemin du VIVIER	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Olivier VOUTIER ➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés,
➔ à son intersection avec l'Avenue Edith CAVELL,

↳Rue Docteur ZAMENHOF ➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 9: SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les panneaux placés aux intersections équipées de feux tricolores n'ont de valeur que lorsque les feux ne fonctionnent pas ou n'émettent qu'un clignotant jaune.

Les voies sur lesquelles les conducteurs doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

Autoroute A 570	→ à son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT.
Rue Jean AICARD	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA,
Rue Prince ALBERT	→ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue VICTORIA / Rue HELIOTROPE,
Rue ALLEGRE	→ à son intersection avec l'Avenue Maréchal LYAUTEY,
Rue Georges AURIC	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA,
Rue Victor BASCH	→ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R.D 554),
Rue Soldat BELLON	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA, → à son intersection avec le Rond-Point BEAUREGARD,
Rue Eugène BERRE	→ à son intersection avec le Chemin de l'EXCELSIOR,
Rue de la BLOCARDE	→ à son intersection avec la Rue SAINT EXUPERY,
Impasse Paul BOURGET	→ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET,
Avenue Première Division BROSSET	→ à son intersection avec le carrefour giratoire Général EISENHOWER / Pierre DE COUBERTIN, → à son intersection avec le carrefour giratoire de la LAZARINE,
Rue Pierre BROSSOLETTE	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA,
Rue des CAPUCINES	→ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE,
Impasse du CASINO	→ à son intersection avec l'Avenue Jean JAURES,
Rue CASTELNAU	→ à son intersection avec l'Avenue Général MANGIN,
Rue Alexandre CASTUEIL	→ à son intersection avec la Rue du Soldat BELLON,
Avenue Edith CAVELL	→ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT,
Boulevard CHATEAUBRIAND	→ à son intersection avec le Chemin de la RITORTE,
Place Georges CLEMENCEAU	→ à son intersection avec l'Avenue Alphonse DENIS,
Rue du CLOS SAINT-JEAN	→ à son intersection avec la Rue Guy COUFFE,
Avenue Joseph CLOTIS	→ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des COMBATTANTS EN AFN	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON, ➔ à son intersection avec l'Avenue des DASYLARIUMS pour les utilisateurs de la piste cyclable et des deux côtés.
↳Rue Guy COUFFE	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Général EISENHOWER / Première Division BROSSET,
↳Avenue Alfred DECUGIS	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec le Chemin SOLDAT MACRI et des deux côtés,
↳Avenue Andrée DE DAVID BEAUREGARD	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT, ➔ à son intersection avec le Rond-Point BEAUREGARD,
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ à son intersection avec la Rue André MALRAUX pour les utilisateurs de la piste cyclable et des deux côtés,
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la LAZARINE,
↳Place Henri DUNANT	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul LONG,
↳Avenue Edmond DUNAN	➔ à son intersection avec la Place Théodore LEFEBVRE,
↳Lotissement EDEN PARK (Voie de sortie)	➔ à son intersection avec l'Avenue Paul BOURGET,
↳Avenue Général EISENHOWER	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Première Division BROSSET / Pierre DE COUBERTIN,
↳Rue de l'ETENDARD	➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES,
↳Rue EUGENIE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Avenue Maréchal LECLERC / Rue EUGENIE,
↳Place de l'EUROPE	➔ à la sortie du parking sur le Rond-Point giratoire,
↳Parking ESPACE 3000	➔ à son débouché sur le Chemin des NARTETTES,
↳Chemin de L'EXCELSIOR	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY,
↳Rue FENOUILLET	➔ à son intersection avec l'Avenue des ILES D'OR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Soldat FERRARI	➔ à son intersection avec le Boulevard PASTEUR et l'Avenue Jean JAURES, ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, ➔ à son intersection avec l'Avenue de BELGIQUE,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD,
↳Avenue GAMBETTA	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA,
↳Impasse GAMBETTA	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA,
↳Rue de la GARE	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE, ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE,
↳Place de la GARE	➔ à son intersection avec la Rue de la GARE,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ à son intersection avec la Rue Georges AURIC, ➔ à son intersection avec l'Avenue Ernest MILLET,
↳Rue des GIROFLEES	➔ à son intersection avec l'Avenue du SOLEIL LEVANT et avec l'Avenue de la SAUVETTE,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT, des deux côtés, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT, de part et d'autre, ➔ à son intersection avec la Rue MINVIELLE, de part et d'autre,
↳Allée des GRANDS CYPRES	➔ à son intersection avec l'Allée des VIGNES VIERGES,
↳Allée des GRES ROSES	➔ à son intersection avec l'Allée des VIGNES VIERGES,
↳Rue des GRILLONS	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE,
↳Ecole maternelle GUYNEMER (Sortie du parking)	➔ à son intersection avec la Rue de la GARE,
↳Rue HELIOTROPE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue VICTORIA / Rue Prince ALBERT, ➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT
↳Rue Victor HUGO	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R. 554),
↳Avenue du HUIT MAI	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des ILES D'OR	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT pour les véhicules venant du centre ville, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT / SERE DE RIVIERE,
↳Avenue Jean JAURES	➔ à son intersection avec le Rond-Point du CASINO,
↳ Rue Saint JOSEPH	➔ à son intersection avec la Rue de l'ORANGERIE et la Rue Saint VINCENT,
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Robert SCHUMANN,
↳Rue LAMARTINE	➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND,
↳Rue Philémon LAUGIER	➔ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE,
↳Traverse Philippe LEBON	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE,
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Robert SCHUMANN, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection de la Rue André MALRAUX, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable, et des deux côtés, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Avenue Maréchal LECLERC / Rue EUGENIE, des deux côtés et y compris pour les utilisateurs de la piste et de la bande cyclables,
↳ Avenue Maréchal LECLERC (Contre-allée)	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection Rue André MALRAUX / Avenue Maréchal LECLERC,
↳Route des LOUBES	➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ à son intersection avec le Rond-Point du CASINO,
↳Chemin Soldat MACRI	➔ à son intersection avec l'Avenue Pierre DE COUBERTIN, ➔ à leur intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS, et des deux côtés,
↳Rue André MALRAUX	➔ à son extrémité côté Chemin de la DEMI-LUNE, de part et d'autre, pour la traversée de la Rue André MALRAUX par les utilisateurs de la piste cyclable, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection avec l'Avenue Maréchal LECLERC, y compris pour les utilisateurs de la piste cyclable,
↳Avenue des MARGUERITES	➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Jules MASSEL	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Avenue des NATIONS UNIES / Rue Jules MASSEL et des deux côtés,
↳Chemin de la MAUNIERE	➔ à son intersection avec le Chemin de la SOURCE,
↳Rue MERMOZ	➔ à son intersection avec la Rue SAINT EXUPERY,
↳Rue MICHELET	➔ à son intersection avec la Rue Georges AURIC et la Rue Prince ALBERT, ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD.
↳Avenue Ernest MILLET	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire BEAUREGARD et avec l'Avenue GAMBETTA,
↳Avenue des MONOCOTYLEDONES	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD, côté nord et côté sud,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940, ➔ à son intersection avec l'Avenue du HUIT MAI, ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Olbius RIQUIER / Jean MOULIN,
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER,
↳Avenue Pierre MOULIS	➔ à son intersection avec l'Avenue Jean Jacques PERRON,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ à son intersection avec l'Avenue GAMBETTA,
↳Chemin des NARTETTES	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940,
↳Traverse des NARTETTES	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940,
↳Avenue des NATIONS UNIES	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de la Fontaine GODILLOT, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé à l'intersection Rue Jules MASSEL / Avenue des NATIONS UNIES,
↳Route de NICE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER,
↳Boulevard NOCART	➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la LAZARINE,
↳Voie OLBIA	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Henri PETIT,
↳Allée de l'ORANGERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue Alexis GODILLOT,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Boulevard d'ORIENT (tronçon nord-sud)	➔ à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND et le Boulevard d'ORIENT (portion située entre le Boulevard CHATEAUBRIAND et la Rue Docteur Roux SEIGNORET).
↳Place des Gendarmes d'OUVEA	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue Hippolyte PANHARD	➔ à son intersection avec le Chemin de la VILLETTE.
↳Chemin du PERE ETERNEL	➔ à son intersection avec le Chemin du MOULIN PREMIER, et des deux côtés, ➔ à son intersection avec l'Avenue de ROTTWEIL,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ à son intersection avec l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD,
↳Rue Yann PIAT	➔ à son intersection avec l'Avenue du Maréchal LECLERC, rond point Français d'ALGERIE,
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire ILES D'OR / SERE DE RIVIERE,
↳ PISCINE MUNICIPALE (Sortie du parking)	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire du MOULIN PREMIER,
↳Rue PONIATOWSKI	➔ à son intersection avec l'Avenue RIONDET (R.D 554),
↳Chemin de la POTERIE	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON (R.D 554),
↳Rue de PROVENCE	➔ à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de la LAZARINE,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940, ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE, et des deux côtés,
↳Rue RIBIER	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal LYAUTEY,
↳Avenue RIONDET	➔ à son intersection avec l'Avenue de TOULON,
↳Boulevard RIONDET	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH,
↳Avenue Olbius RIQUIER	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire Olbius RIQUIER / Jean MOULIN, et des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin de la RITORTE	➔ à son intersection avec le Chemin des HAUTS DE HYERES, en direction de l'Avenue du QUINZIEME CORPS, ➔ à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS,
↳Collège Marcel RIVIERE (Sortie du parking des autobus)	➔ à son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,
↳Collège Marcel RIVIERE (Sortie du parking des véhicules légers)	➔ à son intersection avec le parking des autobus,
↳Avenue de ROTTWEIL	➔ à son intersection avec carrefour giratoire du MOULIN PREMIER,
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940, y compris pour les véhicules sortant du Parking du Supermarché CASINO, ➔ à son intersection avec la Voie OLBIA,
↳Chemin de la Porte SAINT JEAN	➔ à son débouché sur l'Avenue Victor BASCH,
↳Rue SAINT JOSEPH	➔ à son intersection avec l'Avenue de la PAIX et l'Avenue des NATIONS UNIES,
↳Avenue de la SAUVETTE	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI,
↳Place de la SAUVETTE	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE,
↳Rue Pierre SEMARD	➔ à son intersection avec la Rue Charles GERIN, ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de la Place de l'EUROPE,
↳Rue SERE DE RIVIERE	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT / ILES D'OR,
↳Boulevard Olivier de SERRES	➔ à son intersection avec l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY,
↳Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ à son intersection avec l'Avenue de la SAUVETTE et la Rue des BIGARADIERS pour les véhicules venant de la Place du SOLEIL LEVANT,
↳Chemin de la SOURCE	➔ à son intersection avec la Route des LOUBES (RD 276),
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ à son intersection avec la Voie OLBIA, de part et d'autre, ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, de part et d'autre,
↳Avenue de TOULON	➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH et le Boulevard RIONDET,
↳Vieux Chemin de TOULON	➔ à son intersection avec l'Allée des DASYLARIUMS et avec le Chemin de la BAYORRE pour les utilisateurs de la piste cyclable,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Louis VERSIN	➔ à son intersection avec la Rue Soldat FERRARI, ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER,
↳Avenue VICTORIA	➔ à son intersection avec les carrefours giratoires Henri PETIT et BEAUREGARD, ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire situé Rue HELIOTROPE et Rue Prince ALBERT, et des deux côtés,
↳Rue du Docteur VIDAL	➔ à son débouché sur le Chemin de l'EXCELSIOR,
↳Chemin de la VILLETTE	➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
↳Rue des VIOLETTES	➔ à son intersection avec l'Avenue du SOLEIL LEVANT,
↳Avenue Edith WHARTON	➔ à son intersection avec le carrefour giratoire PILLEMENT / ILES D'OR, ➔ à son intersection avec la Rue Victor BASCH,

ARTICLE 9-1: FEU PIETONS

Il est mis en service un feu piétons :

↳Avenue GODILLOT	➔ à son intersection avec l'Avenue de la PAIX,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ face au n° 589 et face au n° 600,
↳Avenue VICTORIA	➔ à son intersection avec la Rue François ARENE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 10: VOIES A SENS UNIQUE

Dans les voies désignées ci-après, la circulation de tout véhicule n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi qu'il suit :

↳Rue ALLEGRE	➔partant de la Rue CRIVELLI, aboutissant Avenue Maréchal LYAUTEY,
↳Rue François ARENE	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Avenue VICTORIA,
↳Rue Louis ARMAND	➔ partant de la Traverse Pierre RENAUDEL, aboutissant Avenue Edith CAVELL,
↳Rue de l'ASCENSION	➔ partant de la Rue de VERDUN, aboutissant Boulevard MATIGNON,
↳ Rue BARBACANE	➔ partant de la Rue Saint ESPRIT aboutissant rue de l'ORATOIRE,
↳Rue BARNEOUD	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue BREST,
↳Rue Victor BASCH	➔ partant de l'Hôtel LE CONTINENTAL, aboutissant Montée SAINTE CROIX,
↳Avenue de BELGIQUE	➔ partant de l'Avenue Aristide BRIAND, aboutissant Rue Soldat FERRARI,
↳Rue Eugène BERRE	➔ partant de la Rue Docteur ZAMENHOF, aboutissant Chemin de l'EXCELSIOR,
↳Rue des BIGARADIERS	➔ partant de l'Avenue NOCART, aboutissant Boulevard de la LAZARINE, ➔ partant du Boulevard de la LAZARINE, à son intersection avec l'Avenue des CIGALES, ➔ portion aboutissant à l'Allée des CEDRES BLEUS,
↳Rue BONNEFOY	➔ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳Avenue Paul BOURGET	➔ partant du Rond-Point Henri PETIT, aboutissant au n° 9, ➔ partant de la Rue Charles GERIN, aboutissant Rue Pierre SEMARD,
↳Rue Paul BOURGNEUF	➔ partant de la Rue NEUVE, aboutissant Rue SAINT ESPRIT,
↳Rue BREST	➔ partant de l'Avenue Maréchal LYAUTEY, aboutissant Rue de PROVENCE – Rue Jean AICARD, ➔ partant de la Rue Jean AICARD, aboutissant Rue Charles SAINT,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Aristide BRIAND	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Avenue de BELGIQUE.
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Avenue GAMBETTA.
↳Impasse du CASINO	➔ partant de la sortie du Parking du CASINO, aboutissant Rue Jean JAURES sauf pour les riverains qui sont autorisés à circuler dans les deux sens.
↳Rue CASTELNAU	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Avenue Général MANGIN.
↳Rue Alexandre CASTUEIL	➔ partant de l'Avenue Jean-Jacques PERRON, aboutissant Rue Soldat BELLON.
↳Avenue Edith CAVELL	➔ partant du Rond-Point giratoire du 11 NOVEMBRE, aboutissant Rue Hippolyte FONTAINE. ➔ partant de la Rue SAINT JACQUES – Avenue Pierre RENAUDEL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT.
↳Rue des CITRONNIERS	➔ partant de l'Avenue Jean NATTE, aboutissant Rue Jules MASSEL.
↳Rue CLAUDE	➔ partant de l'Avenue Alphonse DENIS, aboutissant Boulevard PASTEUR.
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ partant de l'Avenue Maréchal FOCH, aboutissant Avenue GAMBETTA.
↳Traverse de la COLLINE	➔partant du Boulevard Frédéric MISTRAL, aboutissant Rue de l'ASCENSION.
↳Rue Guy COUFFE	➔partant de la Rue du CLOS SAINT JEAN, aboutissant Chemin du PLAN DU PONT.
↳Rue CRIVELLI	➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue BREST.
↳ Rue de la CROIX	➔ partant de la Place SAINT PAUL aboutissant rue LAMALGUE.
↳Rue CURIE	➔ partant de la Rue Soldat FERRARI, aboutissant Rue CLAUDE.
↳Rue Henri DE BOURNAZEL	➔partant de l'Avenue Général MANGIN, aboutissant Avenue Alphonse DENIS.
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN (Parking du stade du PYANET)	➔partant de l'Avenue Pierre DE COUBERTIN – côté Est, aboutissant Avenue Pierre DE COUBERTIN – côté Ouest.
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ partant de l'Avenue André MALRAUX, aboutissant Avenue Maréchal JUIN.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Alphonse DENIS	➔ partant de la Rue Soldat FERRARI, aboutissant Avenue Aristide BRIAND.
↳Avenue Edmond DUNAN	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Place Théodore LEFEBVRE – Rue BREST sauf le 3ème Jeudi de chaque mois, en raison de la foire mensuelle, ainsi que lors de toute manifestation organisée sur la Place Théodore LEFEBVRE, la Rue DUNAN sera alors mise en double sens de circulation.
↳Place Henri DUNANT	➔ accès Nord de la Place, partant de l'Avenue Paul LONG aboutissant Place Henri DUNANT. ➔ partant du Nord de la Place vers le Sud de la Place.
↳Rue EUGENIE	➔ partant du n°7 aboutissant Avenue de TOULON.
↳ESPACE 3000 (Voie de contournement)	➔ partant de l'accès au parking côté Est, aboutissant à la sortie du parking côté ouest.
↳Place de l'EUROPE	➔ partant du Rond-Point giratoire côté Rue de la GARE, aboutissant Ront-Point giratoire côté Rue Pierre SEMARD et aboutissant aussi Rue de la GARE.
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partant de la Rue PASTEUR, aboutissant Avenue Alphonse DENIS. ➔ partant du Boulevard PASTEUR, aboutissant Rue Paul GENSOLLEN,
↳Rue Hippolyte FONTAINE	➔ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE,
↳Rue FRANKLIN	➔ partant de la Rue CHARVET – Rue Emile PAUL, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ partant du Rond Point David DE BEAUREGARD, aboutissant Avenue des ILES D'OR,
↳Avenue GAMBETTA	➔ partant de la Rue Pierre MOULIS, aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON,
↳Rue de la GARE	➔ partant de la Rue de la GARE, aboutissant Rue Louis ARMAND,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ partant de la Rue Soldat BELLON, aboutissant Rue Georges AURIC,
↳Rue Matelot GAUTIER	➔ partant de la Rue PONIATOWSKI et aboutissant Rue Victor HUGO.
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ partant de la Rue du Soldat FERRARI, aboutissant Avenue Ambroise THOMAS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Charles GERIN	➔ partant de la Rue MINVIELLE – Rue Pierre SEMARD, aboutissant Avenue Paul BOURGET,
↳Rue du GRAND MARCHE	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Avenue Paul BOURGET,
↳Allée des GRES ROSES	➔ partant du Boulevard Olivier DE SERRES, aboutissant Allée des VIGNES VIERGES,
↳Rue du GROS PIN	➔ partant du n° 8, aboutissant au n° 32,
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ partant du n° 48 du Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE, aboutissant au Chemin des GARRIGUES,
↳Rue Victor HUGO	➔ partant de l'Avenue RIONDET, aboutissant Avenue Jean NATTE,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ partant de la Rue Maréchal GALLIENI aboutissant à son intersection avec la Rue Pierre MOULIS, partant de la Rue Maréchal GALLIENI aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳Rue du Docteur Léopold JAUBERT	➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Rue du Soldat FERRARI,
↳Place Maréchal JOFFRE (Gare routière)	➔ partant de l'Avenue de BELGIQUE, aboutissant Avenue Jean JAURES, sauf service et livraison devant l'accès de la partie basse du Park Hôtel,
↳Rue LAMALGUE	➔partant de la Rue SAINTE CROIX, aboutissant Place CAFABRE,
↳Rue LAMARTINE	➔ partant de l'Avenue du QUINZIEME CORPS, aboutissant Boulevard CHATEAUBRIAND,
↳Boulevard de la LAZARINE	➔ partant de l'Allée des CEDRES BLEUS, aboutissant Rue des BIGARADIERS,
↳Rue de la LAZARINE	➔ partant de l'Avenue NOCART, aboutissant Boulevard de la LAZARINE,
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ dans le sens HYERES – TOULON, le passage vers le sud face à l'arrêt d'autobus et avant le carrefour Vieux Chemin de TOULON / COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD est en sens unique,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Est)	➔ partant de l'Avenue du HUIT MAI, aboutissant Rues Charles SAINT – BREST,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔ partant de l'Avenue Edmond DUNAN – Rue BREST, aboutissant Avenue du HUIT MAI,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale sud)	➔ partant de la voie latérale Est, aboutissant voie latérale ouest,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE25bis-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin de MACANY	➔ partant de la Voie OLBIA, aboutissant Chemin Soldat MACRI,
↳Rue MALESPINE	➔ partant de la Rue ALLEGRE, aboutissant Rue BREST,
↳Rue Jules MASSEL	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant carrefour giratoire Avenue des NATIONS-UNIES / Rue Jules MASSEL,
↳Boulevard MATIGNON	➔partant de la Rue de l'ASCENSION, aboutissant Rue de VERDUN,
↳Rue MATIGNON	➔ partant du Boulevard MATIGNON, aboutissant Avenue Paul LONG,
↳Rue Armand METZ	➔ dans sa totalité,
↳Rue MICHELET	➔ partant de la Rue Georges AURIC, aboutissant Rond-Point giratoire BEAUREGARD,
↳ Traverse MICHELET	➔ partant de la Rue MICHELET, aboutissant Avenue VICTORIA,
↳Rue MINVIELLE	➔ partant de la Rue Charles GERIN, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳Rue Jean MONNET	➔ partant de l'Avenue Olbius RIQUIER, aboutissant Chemin du MARTINET,
↳Rue Commandant MONTEIL	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Rue MICHELET,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ partant du n° 762, aboutissant à l'Avenue du HUIT MAI,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ partant de l'Avenue des ILES D'OR, aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA aboutissant Avenue Jean-Jacques PERRON,
↳ Avenue Jean NATTE	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT, aboutissant Rue des CITRONNIERS – Chemin de la DEMI-LUNE,
↳Rue NEUVE	➔ partant de la Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue du REMPART,
↳Avenue NOCART	➔ partant de l'Avenue 1ere Division BROSSET, aboutissant Boulevard NOCART,
↳ Place Vicomtesse de NOAILLES (Allée latérale sud)	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Chemin de la FONT DE L'ANGE,
↳Traverse de l'ORATOIRE	➔ partant de la Rue de l'ORATOIRE, aboutissant à l'accès au Parking de l'ORATOIRE par la Traverse de l'ORATOIRE,
	➔ partant de la Rue de l'ORATOIRE, aboutissant Rue de l'ECOLE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Avenue de la PAIX	➔ partant de la Rue SAINT JOSEPH, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳ Rue PARADIS SAINT PAUL.	➔ partant de la Rue SAINT ESPRIT, aboutissant à la Rue
↳ Rue Emile PAUL	➔ partant de la Rue SAINT ESPRIT – Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue CHARVET – Rue FRANKLIN,
↳ Place Gabriel PERI	➔ partant du n° 18 Bis Avenue des ILES D'OR, aboutissant au n° 30 Avenue des ILES D'OR,
↳ Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Rue Maréchal GALLIENI,
↳ Rue PONIATOWSKI	➔ partant de l'Avenue RIONDET (côté ouest), aboutissant Avenue RIONDET (côté Est),
↳ Rue du PRIEURE	➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Rue FRANKLIN,
↳ Avenue Pierre RENAUDEL	➔ partant de la Rue de LA GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL,
↳ Traverse Pierre RENAUDEL	➔ partant de l'Avenue Pierre RENAUDEL, aboutissant à la Crèche BERNARD ET BIANCA,
↳ Rue de la REPUBLIQUE	➔ partant de la Rue FRANKLIN – Rue VOLTAIRE, aboutissant Cours de STRASBOURG,
↳ Place de la REPUBLIQUE (Allée latérale ouest)	➔ partant de la Place Georges CLEMENCEAU, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE,
↳ Rue Ernest REYER	➔ partant de l'Avenue VICTORIA, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳ Avenue Olbius RIQUIER	➔ partant du Rond-Point du 11 NOVEMBRE, aboutissant Avenue Jean MOULIN,
↳ Collège Marcel RIVIERE (parking des autobus)	➔ partant côté sud du Chemin du PLAN DU PONT, aboutissant côté nord du Chemin du PLAN DU PONT,
↳ Collège Marcel RIVIERE (parking des véhicules légers)	➔ partant de l'Allée Georges DUSSAUGE, aboutissant sur le parking des autobus,
↳ Rue Charles SAINT	➔ partant de la Rue BREST, Place Théodore LEFEBVRE, aboutissant Avenue Ambroise THOMAS,
↳ Rue SAINT ESPRIT	➔ partant de la Rue BOURGNEUF, aboutissant Rue BARBACANE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue SAINT EXUPERY	➔ côté école partant de la Rue de la BLOCARDE, aboutissant Avenue Général EISENHOWER, côté HLM ➔ partant de l'Avenue Général EISENHOWER, aboutissant Rue de la BLOCARDE,
↳Rue SAINT JACQUES	➔ partant de l'Avenue Edith CAVELL, aboutissant Avenue Alexis GODILLOT,
↳Rue SAINT LOUIS	➔ partant de la Place BOURGNEUF, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE,
↳Rue SAINT REMY	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS, aboutissant Place Théodore LEFEBVRE,
↳Montée SAINTE CROIX	➔ partant de la Place CAFABRE, aboutissant Avenue Edith WHARTON,
↳Rue Pierre SEMARD	➔ partant de l'Avenue Paul BOURGET, aboutissant Rue Charles GERIN – Rue MINVIELLE,
↳Contre allée de l'Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ partant de la Place du SOLEIL LEVANT aboutissant Avenue du SOLEIL LEVANT,
↳Avenue Ambroise THOMAS (Contre allée)	➔ partant de l'Avenue Ambroise THOMAS côté nord, aboutissant au n° 36,
↳Rue de VERDUN	➔partant du Cours de STRASBOURG, aboutissant Rue de l'ASCENSION,
↳Rue Docteur VIDAL	➔partant de l'Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY, aboutissant Rue Eugène BERRE,
↳Voie de liaison (GODILLOT/BOURGET)	➔ partant de l'Avenue Alexis GODILLOT à hauteur du n° 37 aboutissant Avenue Paul BOURGET,
↳Rue Olivier VOUTIER	➔partant de l'Avenue Paul BOURGET, aboutissant Avenue Edith CAVELL,
↳Avenue Edith WHARTON	➔partant de l'accès pompiers de l'HOTEL LE CONTINENTAL, aboutissant Avenue des ILES D'OR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 11: VOIES A CIRCULATION INTERDITE OU REGLEMENTEE

Dans les voies désignées ci-après, la circulation de certains véhicules est interdite ou réglementée dans les conditions suivantes :

1. La circulation est interdite **à tous les véhicules** :

- Rue MICHELET → dans sa partie comprise entre le n° 6 et le n°2 **durant la période scolaire** aux jours et horaires suivants :
  - les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 8h10 à 8h30 / de11h50 à 12h10 / de 16h20 à 16h40
- Impasse des PIVOINES → à partir du n° 375 de l'Impasse, excepté pour les riverains.
- Chemin du ROUBAUD → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean MOULIN et le n° 134, sauf pour les cyclistes,
- Rue Gustave ROUX → entre l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE et l'accès à la Résidence SAINT ANDRE, sauf pour les cyclistes,
- Rue du TROU DE LA SER → en totalité, sauf pour les services publics ou avec une autorisation délivrée par les services de la mairie (Police Municipale, Voirie.)

2. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 2t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Rue Victor BASCH → après l'Hôtel LE CONTINENTAL et jusqu'à la Montée SAINTE CROIX.
- Chemin de BEAUVALLON HAUT → dans sa totalité.
- Place CAFABRE → dans le sens Rue Victor BASCH – Rue LAMALGUE,
- Rue MASSILLON → dans sa totalité,
- Rue des PORCHES → dans sa totalité,
- Chemin des ROUGIERES → de son intersection avec le Chemin SOLDAT MACRI jusqu'à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD, en totalité,
- Montée SAINTE CROIX → dans sa totalité,

3. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Impasse Victor BASCH → dans sa totalité,
- Chemin de BEAUVALLON BAS → dans sa totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue BOURGNEUF	➔ dans sa totalité,
↳Rue BREST	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue Jean AICARD,
↳Rue des CLEMATITES	➔ dans sa totalité,
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ entre la Rue André MALRAUX et l'Avenue Maréchal JUIN,
↳Chemin de la DEMI-LUNE	➔ dans sa partie comprise entre le Chemin de l'AUFRENE jusqu'à son débouché Boulevard du Maréchal JUIN,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR,
↳Avenue GAMBETTA	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Jean Jacques PERRON,
↳Chemin du HAMEAU DE LA POTERIE	➔ dans sa totalité,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal GALLIENI et le Rond Point Avenue Jacques PILLEMENT,
↳Place Maréchal JOFFRE (Allée latérale ouest)	➔ dans sa totalité,
↳Chemin de MACANY	➔ partie comprise entre la Voie OLBIA et la limite de l' agglomération,
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ de son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS jusqu'à son débouché avec le Chemin SAINT-LAZARE,
↳Avenue des MARGUERITES	➔ dans sa totalité,
↳Rue MATIGNON	➔ de son intersection avec le Boulevard MATIGNON jusqu'à son débouché avec l'Avenue Paul LONG, en totalité,
↳Boulevard Frédéric MISTRAL	➔ dans sa totalité,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ dans sa totalité,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ dans sa totalité,
↳Montée de NOAILLES	➔ dans sa totalité,
↳Place de la REPUBLIQUE (Voie latérale ouest)	➔ dans sa totalité,
↳Impasse de la RITORTE	➔ dans sa totalité,
↳ZONE PIETONNE	➔ sauf Rues des PORCHES et MASSILLON,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

4. La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **~~supérieur à 5t~~**, ~~sauf autorisation~~ délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

- Boulevard RIONDET → dans sa totalité.
- Chemin du ROUBAUD → dans sa partie comprise entre l'Avenue Olbius RIQUIER et l'Avenue Ambroise THOMAS.
- Chemin du PLAN DU PONT → partant du n°2064 et aboutissant au n°3362.

5. La circulation des véhicules de **plus d'1,90 mètre de largeur** est interdite :

- Porte BARRUC → dans sa totalité.
- Rue du PUITS → dans sa totalité.

6. La circulation des véhicules de **plus de 2 mètres de largeur** est interdite :

- Impasse Victor BASCH → dans sa totalité.
- Montée de NOAILLES → dans sa totalité.

7. La circulation des véhicules de plus de 2,20 mètres de largeur est interdite :

- Rue BOURGNEUF → dans sa totalité.

8. La circulation des véhicules de plus de **2,80 mètres de largeur** est interdite :

- Rue SAINT PIERRE → dans sa totalité.

8.1 La circulation des véhicules de plus de **6 mètres de longueur** est interdite :

- Avenue GAMBETTA → dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue Pierre MOULIS.
- Rue Pierre MOULIS → dans sa partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue GAMBETTA.

8.2 La circulation des véhicules de plus de **10 mètres linéaire** est interdite :

- Place Vicomtesse DE NOAILLES → de son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS jusqu'à son débouché avec le Chemin de la FONT DE L'ANGE.

9. La circulation des véhicules de plus de **2 mètres de hauteur** est interdite :

- Avenue Pierre DE COUBERTIN → sur le parking du Stade du PYANET.
- Rue des PORCHES → dans sa totalité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10. La circulation des véhicules de plus de **2,60 mètres de hauteur** est interdite :

- Chemin du Soldat MACRI → sous le pont de la Voie OLBIA,

11. La circulation des véhicules de plus de **4 mètres de hauteur** est interdite :

- Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE → sous le pont ferroviaire,

12. Par dérogation aux dispositions énoncées au présent Article les véhicules des Services Municipaux (Voirie, Nettoiement, Assainissement) et des Services Publics et de Sécurité (Police, Pompiers), sont autorisés à circuler sans limitation dans les voies désignées au présent Article.

13. Les voies désignées ci-après sont exclusivement réservées à la **circulation des bus** :

- Place VERSIN → sur 50 m environ à l'Ouest du Rond Point Victorin BERNARD,
- Place JOFFRE → EN TOTALITE

14. La circulation de tous les véhicules est interdite, **sauf aux véhicules de secours et des services publics :**

- Rampe d'accès au parvis Sud du CASINO DES PALMIERS,
- Parvis Nord du CASINO DES PALMIERS, sauf pour les véhicules autorisés à stationner.

15. La circulation des véhicules d'un PTAC **supérieur à 15t** (sauf autorisation délivrée par les Services de la Ville) est interdite sur les voies suivantes :

- Rue de l'ASCENSION → en totalité,
- Rue Victor BASCH → partant de l'Avenue RIONDET jusqu'a son débouché avec l'Hôtel CONTINENTAL,
- Avenue Paul BOURGET → de son intersection avec la Rue Mario BENARD jusqu'à son débouché avec la Route des LOUBES,
- Rue Paul CEZANNE → en totalité,
- Rue Charles GERIN → en totalité,
- Rue du GRAND MARCHE → en totalité,
- Rue LAMARTINE → en totalité,
- Avenue Paul LONG → en totalité,
- Rue Edouard MANET → en totalité,
- Boulevard MATIGNON → en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Henri MATISSE → en totalité,
- Rue Auguste RENOIR → en totalité,
- Chemin de la RITORTE → en totalité,

16. **<u>En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé.</u>**
Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

- Chemin du SOLDAT MACRI → **UNE** barrière à environ 20m du Rond Point VALLORIATE,
  → **UNE** barrière sous le pont, à environ 20m de son intersection avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN,
- Route de NICE → **UNE** barrière au Rond Point du MOULIN PREMIER (Boulangerie La DEGUSTINE),
- Avenue Pierre RENAUDEL → **UNE** barrière face à l'entrée du Casino et **UNE** barrière face à la sortie du parking du Casino,

17. Les voies où le sens de circulation **est prioritaire** définies de la manière suivante :

- Rue BOURGNEUF → dans le sens descendant, de son intersection avec la Rue NEUVE aboutissant Rue des REMPART,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 12: PISTES ET BANDES CYCLABLES

1. Les pistes cyclables en site propre sont interdites aux automobilistes, motocyclistes et cyclomoteurs sauf véhicules d'entretien autorisés, de secours ou de police sur les voies suivantes :

- Route de l'ALMANARRE → sur une centaine de mètres avant son débouché sur le Chemin des NARTETTES,
- Au nord de l'A 570 → entre la Rue SAINT JOSEPH et l'Avenue Jean NATTE,
- Avenue Edith CAVELL → côté pair, entre l'Avenue Léopold RITONDALE et la Rue Saint JACQUES et côté impair entre la Rue Hippolyte FONTAINE et la Rue Gustave ROUX,
- Chemin de la DEMI-LUNE → entre l'Avenue André MALRAUX et le n° 2 du Chemin de la DEMI-LUNE,
- Rue André MALRAUX → entre l'Avenue Maréchal LECLERC et le Chemin de la DEMI-LUNE,
- Rue Gustave ROUX → entre l'accès à la Résidence SAINT ANDRE et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE,
- Vieux Chemin de TOULON → entre l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD et le Chemin de la BAYORRE,
- Rue Olivier VOUTIER → entre l'Avenue Alexis GODILLOT et le début du Chemin SAINT MARTIN,

Les pistes cyclables sont réservées aux cyclistes mais les patineurs sont tolérés.

2. Des itinéraires partagés entre véhicules à moteur et cyclistes sont aménagés sur les voies suivantes :

- Avenue Maréchal LECLERC → partant de la Rue André MALRAUX aboutissant Rue Jean NATTE,
- Rue Jules MASSEL → partant de l'Avenue Jean NATTE aboutissant Rue SAINT-JOSEPH,
- Avenue Jean NATTE → entre le Chemin de la DEMI-LUNE et l'extrémité de l'Avenue Jean NATTE – côté impasse,
- Avenue Pierre RENAUDEL de la GARE, aboutissant Rue Edith CAVELL, à contre sens.
- Chemin du ROUBAUD → entre la limite de l'agglomération et le n° 134,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Gustave ROUX → entre l'accès à la Résidence SAINT ANDRE et l'Avenue Edith CAVELL,

↳Chemin SAINT MARTIN → entre l'Avenue Paul BOURGET et la passerelle sur l'autoroute,

3. Des voies vertes où sont autorisés cyclistes, piétons et patineurs à l'exclusion de toute circulation motorisée sont aménagées sur les voies suivantes :

↳Rue Sainte DOUCELINE → allant du carrefour avec l'Avenue Pierre de COUBERTIN jusqu'à son intersection avec le Chemin de RONDE,

↳Parc de la MARQUISE → entre l'Avenue Edith CAVELL et l'Avenue Alexis GODILLOT,

↳PASSERELLE SUR L'AUTOROUTE → entre le Chemin SAINT MARTIN et la Rue SAINT JOSEPH,

↳Chemin du ROUBAUD → entre le n° 134 et l'Avenue Jean MOULIN,

↳Rue Gustave ROUX → entre l'Avenue Jean MOULIN et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE,

↳ Avenue Léopold RITONDALE → sur la partie sud entre le rond-point PETIT (Avenue GODILLOT) et l'Avenue DECUGIS,

Tout cycliste, piéton et patineur utilisant la voie verte « côté sud » Léopold RITONDALE doit marquer un temps d'arrêt obligatoire au signal STOP placé aux intersections avec les voies suivantes :

→ Avenue Edith CAVELL
→ Avenue GODILLOT
→ Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE (RD 559)
→ Chemin de MACANY
→ Avenue Jean MOULIN
→ Avenue Olbius RIQUIER
→ Avenue Léopold RITONDALE
→ Avenue Ambroise THOMAS

4. Des bandes cyclables réservées aux cyclistes mais sur lesquelles sont tolérés les patineurs sont aménagées sur les voies suivantes :

↳Avenue Pierre de COUBERTIN → partant du Rond Point devant le Stade PERRUC jusqu'à l'arrêt de bus, à 38m environ avec l'intersection avec le Chemin du Soldat MACRI,

↳Avenue Maréchal LECLERC → au nord de la voie entre le Boulevard Maréchal JUIN et l'Avenue des COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin du PLAN DU PONT ➔ entre le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER et l'Allée Georges DUSSAUGE, des deux côtés,

↳Avenue de ROTTWEIL ➔ entre le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER et la Rue Guy COUFFE, des deux côtés.

5. Des voies réservées aux cyclistes et aux piétons, à l'exclusion de toute circulation motorisée :

↳Chemin piétonnier longeant le Jardin Olbius RIQUIER ➔partant de l'Avenue Ambroise THOMAS aboutissant Avenue Olbius RIQUIER

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 13: INTERDICTION DE TOURNER

1. Interdiction de tourner **à gauche**

Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous, de tourner à gauche en direction des voies citées :

↳Avenue Paul BOURGET	➔ en direction du Chemin de la VILETTE,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ à son débouché sur l'Avenue GAMBETTA,
↳Montée de COSTEBELLE	➔ en direction de la Route des LOUBES,
↳Place Henri DUNANT (rampe accès Sud)	➔ à son débouché sur la Place Henri DUNANT,
↳Rue EUGENIE	➔ à son débouché sur l'Avenue de TOULON,
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son débouché sur l'Avenue de TOULON,
↳Avenue GAMBETTA	➔ en direction de l'Avenue du HUIT MAI,
↳Rue Paul GENSOLLEN	➔ à son débouché sur l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Route des LOUBES	➔ en direction de l'Avenue Paul BOURGET et de la Rue Pierre SEMARD,
↳Chemin de la VILETTE	➔ en direction de la Montée de COSTEBELLE,

2. Interdiction de tourner **à droite**

Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous de tourner à droite en direction des voies citées :

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ en direction de l'Avenue GAMBETTA (portion piétonne),
↳Chemin Soldat MACRI	➔ en direction du parking du collège Gustave ROUX,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 14: ITINERAIRES OBLIGATOIRES

Certaines catégories de véhicules sont astreints à suivre les itinéraires obligatoires suivant :

1. Véhicules de plus de 3t5 en charge et voitures avec caravane attelée en transit à travers la Ville

Itinéraire en direction de LA LONDE	➔ Carrefour SAINT GERVAIS – Autoroute A 570 – Voie OLBIA – Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559) – Route de NICE (R.D 559),
Itinéraire en direction de TOULON	➔ Route de NICE (R.D 559) – Chemin du MOULIN PREMIER (R.D 559) – Voie OLBIA – Autoroute A 570,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 15: ZONE PIETONNE

Une zone piétonne est créée sur les voies suivantes :

- Avenue Général DE GAULLE → en totalité,
- Avenue GAMBETTA → partie comprise entre l'Avenue Joseph CLOTIS et la Place du PORTALET.
- Avenue des ILES D'OR → partie comprise entre la Place du PORTALET et la Rue Pierre MOULIS.
- Rue de LIMANS → en totalité,
- Rue MASSILLON → en totalité,
- Place MASSILLON → en totalité,
- Rue des PORCHES → en totalité,
- Rue du PORTALET → en totalité,
- Place du PORTALET → en totalité,
- Place de la REPUBLIQUE → en totalité,
- Rue SAINTE-CATHERINE → en totalité,
- Rue VOLTAIRE → en totalité,

Dans la zone piétonne, la circulation des véhicules de toute nature est interdite tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés, sauf dérogations.

1. **Dérogations**

a) Par dérogation à l'interdiction générale édictée au présent article, peuvent pénétrer à toute heure dans la zone piétonne sur autorisation de la Ville d'HYERES :

- *Les véhicules des Services de Police et de Secours,*
- *Les véhicules des Pompes Funèbres,*
- *Les véhicules d'intervention d'urgence d'E.D.F-G.D.F, de la C.G.E, des Services Téléphoniques et des Services Municipaux.*

b) Peuvent également être autorisés par la Ville d'HYERES à pénétrer sur l'ensemble de la zone piétonne **avant 10 heures et après 19h15 ainsi qu'entre 12h15 et 14h :**

- *Les véhicules des résidents et des commerces riverains,*
- *Les véhicules des entreprises effectuant des travaux sur les voies piétonnes ou dans les immeubles riverains,*
- *Les véhicules utilisés lors des Cérémonies, Foires et Marchés,*

c) Les véhicules qui effectuent un déménagement, après avoir obtenu une autorisation d'entrée auprès de la Police Municipale, peuvent accéder à la zone piétonne entre 7h et 20h

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Conditions particulières

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules, dont ils ne doivent cependant pas entraver la circulation sans nécessité.
La circulation des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne doit s'effectuer dans le sens unique suivant :

- Avenue du Général DE GAULLE ➔ partant de la Place du PORTALET aboutissant Place Georges CLEMENCEAU,

Le samedi, jour de marché de 5h30 à 14h30, le sens de circulation est inversé dans l'Avenue du Général DE GAULLE,

- Avenue GAMBETTA ➔ partant de l'Avenue Joseph CLOTIS aboutissant Rue PORTALET,
- Avenue des ILES D'OR ➔ partant de l'Avenue GAMBETTA, aboutissant Rue Pierre MOULIS,
- Rue de LIMANS ➔ partant de la Place du PORTALET, aboutissant Rue du FENOUILLET,
- Rue MASSILLON ➔ partant de la Place Georges CLEMENCEAU, aboutissant Place MASSILLON,
- Rue des PORCHES ➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Place du PORTALET,
- Rue du PORTALET ➔ partant de la Place du PORTALET, aboutissant Place MASSILLON,
- Rue VOLTAIRE ➔ partant de la Rue MASSILLON, aboutissant Rue de la REPUBLIQUE,

La marche arrière, le demi-tour et le dépassement, sauf celui d'un véhicule à l'arrêt, y sont strictement interdits.
La vitesse des véhicules de toute nature est **limitée à 20 Km/h** sur la totalité des voies de la zone piétonne.

3. Stationnement et arrêt

Le stationnement des véhicules de toute nature est interdit en permanence dans la zone piétonne. Ne sont tolérés que les arrêts momentanés des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne, et ce pour une durée strictement limitée à UN QUART d'heure (1/4), sauf cas particulier justifié nécessitant un arrêt d'une durée supérieure, et sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la VILLE D'HYERES.

4. Dispositions concernant les commerces riverains

Sous réserve d'avoir obtenu préalablement l'autorisation de la VILLE D'HYERES, les commerces riverains peuvent utiliser, sur la voie publique, et au droit de leur commerce, un espace de 1,20 mètre (UN mètre VINGT centimètres) de largeur, compté à partir de la façade de leur magasin , ou de 1,30 mètre (UN mètre TRENTE centimètres) dans l'alignement des jardinières, pour y déposer un étalage des marchandises dont ils font commerce.

Des dispositions particulières peuvent être prises en ce qui concerne les commerces alimentaires (débits de boissons, pâtisseries, salons de thé…), qui peuvent être autorisés à mettre à la disposition de leur clientèle sur la voie publique, des tables, chaises, fauteuils et parasols.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-25063-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Ces occupations sur la voie publique donnent lieu à perception de droits de place fixés par le Conseil Municipal, et recouvrés par la VILLE D'HYERES.
En tout état de cause, l'accès et la circulation dans la zone piétonne doivent être maintenus impérativement pour les véhicules mentionnés au paragraphe 1.a du présent article.

Des dispositions particulières relatives aux étalages et terrasses peuvent être prises par Arrêté Municipal dans le cas de manifestation temporaires de courte durée, telles que braderies, journées commerciales…

5. **Accès à la zone piétonne**

Les automobilistes devant pénétrer dans la zone piétonne sont tenus d'obtenir une autorisation préalable de la VILLE D'HYERES, un interphone étant implanté à chaque entrée.

L'accès dans la zone piétonne est réglementé par des feux bicolores et des bornes escamotables ; les automobilistes sont tenus de respecter la signalisation lumineuse.
L'accès ou la sortie ne peut s'effectuer que pour un seul véhicule à la fois.

ARTICLE 15 BIS: ZONE PIETONNE : CENTRE ANCIEN

1. **La « zone piétonne-centre ancien » est créée sur la zone suivante :**

- Place AILHET ➔	En totalité
- Rue André AMPERE ➔	En totalité
- Rue BESSON ➔	En totalité
- Place BOURGNEUF ➔	En totalité
- Traverse BOURGNEUF ➔	En totalité
- Rue des CAVES ➔	En totalité
- Rue CHARVET➔	En totalité
- Rue de l'ECOLE ➔	En totalité
- Rue Paul EMILE ➔	En totalité
- Rue FRANKLIN ➔	En totalité
- Place de l'OUSTAOU ROU ➔	En totalité
- Traverse de l'OUSTAOU ROU ➔	En totalité
- Place de l'ORATOIRE ➔	En totalité
- Rue de l'ORATOIRE ➔	En totalité
- Traverse de l'ORATOIRE➔	En totalité
- Rue du PIEURE ➔	En totalité
- Rue du PUITS➔	En totalité
- Rue de la REPUBLIQUE ➔	En totalité
- Rue SAINT FRANCOIS ➔	En totalité
- Rue SAINT LOUIS ➔	En totalité
- Rue [illegible] ➔	En totalité
- Rue VIALA ➔	En totalité

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DE125-83-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. **Réglementation :**

a) Dans cette zone, **seuls** les locataires (annuels et saisonniers) ou les propriétaires d'appartements, de garages, parking privés, sont autorisés à y pénétrer avec une autorisation. Elles sont délivrées chaque année sur une base de deux véhicules par foyer fiscal.
Les personnes à mobilité réduite n'ont pas besoin d'autorisation et peuvent accéder à cette zone, sur simple appel aux bornes
Les ayants droits peuvent accéder dans cette zone VINGT QUATRE HEURES sur VINGT QUATRE heures. Les **livraisons se feront uniquement avant DIX HEURES le matin (10h).**

b) Les commerçants ainsi que les entreprises effectuant des travaux doivent obligatoirement posséder une autorisation pour pénétrer dans la « zone piétonne-centre ancien », délivrée par la police municipale. Ces derniers peuvent y accéder de la manière suivante :

- de SIX HEURES à DIX HEURES (6h à 10h)
- de MIDI QUINZE à QUATORZE HEURES (12h15 à 14h)
- de DIX NEUF HEURES QUINZE à VINGT DEUX HEURES (19h15 à 22)

3. **Dérogations :**

Par dérogation au présent article, peuvent pénétrer, sans autorisation, dans la « zone piétonne-centre ancien » :

- *Les véhicules de services de police et de secours,*
- *Les véhicules des pompes funèbres,*
- *Les véhicules d'intervention d'urgence d'EDF, GDF, de la CGE, des services téléphoniques et des services municipaux,*

4. **Accès à la « zone piétonne-centre ancien »**

Les automobilistes devant pénétrer dans la « zone piétonne-centre ancien » sont tenus d'obtenir une autorisation préalable de la police municipale, sur présentation de justificatifs ainsi que des cartes grises des véhicules. Un interphone étant implanté à chaque entrée

L'accès dans la « zone piétonne-centre ancien » est réglementé par des feux bicolores et des bornes escamotables ; les automobilistes sont tenus de respecter la signalisation lumineuse.

L'accès ou la sortie ne peut s'effectuer que pour un seul véhicule à la fois.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3-STATIONNEMENT

ARTICLE 16: DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0.20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 17 : STATIONNEMENT SUR TROTTOIR

Avenue Edith CAVELL	➔ de son intersection avec la Rue Hippolyte FONTAINE jusqu'au passage piéton d'avec son intersection avec la Rue Pierre BARBESANT, côté impair.
Avenue Edith CAVELL	➔ à partir du n°8 jusqu'à son intersection avec la Rue Pierre BARBESANT, côté pair.
Avenue Edith CAVELL	➔ de son intersection avec la Rue Pierre RENAUDEL et la Rue Hippolyte FONTAINE, côté impair.
Rue Georges SIMENON	➔ en totalité sur le trottoir, au droit de l'immeuble « LE MASTERS » - Bâtiment A,

ARTICLE 18 : STATIONNEMENT SUR DEMI-TROTTOIR

Boulevard MATIGNON	➔ dans sa partie comprise entre la Rue de l'ASCENSION et le n° 22 et entre les n° 21 et 36, côté impair,
Allée des GRANDS CYPRES	➔ partant de son intersection avec l'Allée des Vignes VIERGES, aboutissant au n°184.
Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ partant de son intersection avec la Rue LAMARTINE jusqu'à son intersection avec la Traverse CHATEAUBRIAND, côté pair,
Avenue des MARGUERITES	➔ partant de son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND jusqu'à son intersection avec l'Avenue du QUINZIEME CORPS, côté pair,
Avenue TOULON	➔ devant le n°38.

ARTICLE 19 : REGLES GENERALES DE STATIONNEMENT

1. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 20: STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR HORODATEURS

1. Le stationnement payant sur les voies et places publiques s'effectue par la perception du droit de stationnement mentionné dans le tableau ci-après :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT		
DUREE DE STATIONNEMENT	TARIF COURTE DUREE	TARIF LONGUE DUREE
1 heure	Gratuit	Gratuit
2 heures	3.20€	2,00€
3 heures	17.00€	3,00€
4 heures	**17.00€ (FPS)**	4,00€
5 heures		5,00€
6 heures		17.00€
7 heures		**17.00 (FPS)**

Les conditions de stationnement sont les suivantes :

En zone de courte durée (zone orange)
La durée maximale du stationnement est **limitée à deux heures (2h)**, le stationnement étant payant de 9h à 12h et de 14h à 18h sauf dimanches et jours fériés.

En zone de longue durée (zone verte)
La durée maximale du stationnement est **limitée à cinq heures (5h)**, le stationnement étant payant de 9h à 12h et de 14h à 18h sauf dimanches et jours fériés.

1.1 Les personnes à mobilité réduite sont exonérées de taxe de stationnement sur les emplacements handicapés,

1.2 Les véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux sont exonérés de taxe de stationnement,

2. En dehors des emplacements payants matérialisés au sol, le stationnement est interdit. Les emplacements matérialisés sont réservés aux véhicules légers et aux véhicules ayant au sol une surface inférieure à 10m² à l'exception des deux roues.

3. Le contrôle de la durée de stationnement payant et le recouvrement des droits s'effectuent au moyen d'horodateurs. Le reçu délivré par l'horodateur doit être placé à l'avant du véhicule, de manière visible de l'extérieur afin d'être facilement contrôlé par le personnel de surveillance. Sont dispensés du droit de stationnement, les véhicules des services municipaux en intervention.

4. Le stationnement dans les zones payantes a lieu aux risques et périls du propriétaire du véhicule, la redevance perçue n'étant qu'un droit de stationnement n'impliquant, pour la Ville, aucune obligation de gardiennage.

De ce fait, la Ville décline toute responsabilité en cas de détérioration, d'accident, d'incendie, de vol et tout autre dégât éventuellement occasionné.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. Les zones de stationnement payant de **courte durée (zone orange),** sont situées :

Avenue de BELGIQUE	→ entre la Gare Routière et la Rue Soldat FERRARI, côté pair
Rue Soldat BELLON	→ entre l'Avenue GAMBETTA et la Rue Léon GAUTIER, côté impair,
Rue BREST	→ entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et la Rue de PROVENCE, des deux côtés,
Rue Alexandre CASTUEIL	→ en totalité, côté pair,
Rue CRIVELLI	→ en totalité, des deux côtés,
Avenue Alphonse DENIS	→ en totalité, des deux côtés,
Rue Maréchal GALLIENI	→ entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté pair,
Avenue GAMBETTA	→ entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Edmond DUNAN, des deux côtés,
Avenue des ILES D'OR	→ entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue Edith WHARTON,
Avenue Maréchal LYAUTEY	→ en totalité,
Avenue Général MANGIN	→ en totalité, côté impair,
Rue Pierre MOULIS	→ en totalité,
Place Gabriel PERI	→ en totalité,
Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	→ en totalité, des deux côtés,
Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	→côté pair,
Cours de STRASBOURG	→ en totalité, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les zones de stationnement payant **de longue durée (zone verte),** sont situées :

↳Avenue Jean AICARD	➔ en totalité, des deux côtés,
↳Rue ALLEGRE	➔ en totalité, côté impair,
↳Rue BARNEOUD	➔ en totalité, des deux côtés,
↳Rue BREST	➔ entre la Rue de PROVENCE et l'Avenue Edmond DUNAN / Rue Charles SAINT, des deux côtés,
↳Parking DENIS	➔ en totalité,
↳Avenue GAMBETTA	➔ entre l'Avenue Edmond DUNAN et l'Avenue du 8 MAI 1945, des deux côtés,

7. Les zones de stationnement pour personnes à mobilité réduite limitée à 2h (deux heures)

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement devant le n° 4 (la poste), ➔UN emplacement devant le n° 6,

ARTICLE 20 BIS: STATIONNEMENT LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

1. Cette réglementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 19h et dimanches et jours fériés de 9h à 13h. La durée maximale de stationnement est fixée comme suit :

↳Avenue Edouard BRANLY : *30 minutes*. Partant de l'entrée de la Poste aboutissant face au n°5 Clos du MARTINET, côté pair,
Partant de son

↳Parking de la GARE : *2h 30 minutes*,

↳Avenue Edith CAVELL : *30 minutes*,

↳Avenue RIONDET : *1 heure*. Tous les emplacements compris entre le n° 15 et le n° 31.
Cette règlementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 12h et de 14h à 18h

↳Chemin de SAINT MARTIN : *1 heure*. Sur le terre plein jouxtant le Chemin de SAINT MARTIN, face au producteurs grossistes agricoles TERRE D'HYERES (ancien Relais Information Service)

2. Tout conducteur stationnant un véhicule est tenu d'utiliser un dispositif de contrôle de la durée du stationnement appelé disque de stationnement. Ce disque doit être apposé en évidence sur la face interne du pare-brise ou, si le véhicule n'en possède pas, à un endroit apparent, convenablement choisi. Il doit faire apparaître l'heure d'arrivée ainsi que l'heure limite de stationnement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté. Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la dure de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé,
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

Cette réglementation s'applique sur les voies suivantes :

↳Avenue Edith CAVELL (des deux côtés)	➔ dans sa partie comprise entre la Rue SAINT JACQUES et la Place de l'EUROPE.
↳Avenue Edith CAVELL	➔ dans sa partie comprise entre la Rue SAINT JACQUES et la Rue Olivier VOUTIER.
↳Parking de la GARE	➔ entre l'école maternelle GUYNEMER et la voie ferrée (partie goudronnée)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 21: LIVRAISONS

Dans les voies ci-après désignées, les livraisons ne sont autorisées que de **SIX (06) heures à DIX (10) heures :**

↳Avenue de BELGIQUE	➔ en totalité,
↳Rue du Soldat BELLON	➔ en totalité,
↳Avenue Aristide BRIAND	➔ en totalité,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ en totalité,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ en totalité,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ en totalité,
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ en totalité,
↳Rue FRANKLIN	➔ en totalité,
↳Avenue GAMBETTA	➔ en totalité,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ en totalité,
↳Rue de la PASSERONNE	➔ DEUX emplacements face au n° 38 limitée à 15mn
↳Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON	➔ en totalité,
↳Place de la REPUBLIQUE	➔ en totalité,
↳Rue de la REPUBLIQUE	➔ en totalité,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ dans sa portion comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY,
↳ZONE PIETONNE	➔ en totalité,

1. Emplacements de livraisons

L'arrêt de tout véhicule est autorisé pendant 30 minutes (sauf disposition contraire indiqué sur le panneau) lors du chargement ou du déchargement de marchandises sur les emplacements de livraisons suivants :

↳Rue Soldat BELLON	➔ UN emplacement à l'angle de la Rue Alexandre CASTUEIL,
↳Rue BONNEFOY	➔ UN emplacement devant le n° 12, ➔ DEUX emplacements,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Rue BOURGNEUF	➔ UN emplacement face ~~au n°24 limité à 15mn,~~
Avenue Aristide BRIAND	➔ UN emplacement devant le n° 1, sur 10m environ.
Rue Alexandre CASTUEIL	➔ UN emplacement sur le trottoir devant le n° 1 limité à 15mn, et UN emplacement devant le n° 33,
Avenue Edith CAVELL	➔ DEUX emplacements devant le n° 24, ➔ QUATRE emplacements devant le n°38 limité à 15mn ➔ DEUX emplacements devant le n° 33,
Avenue du XVème CORPS	➔ UN emplacement devant le n° 27, au niveau du bureau de tabac, ➔ UN emplacement devant le n° 2 ter,
Rue CRIVELLI	➔ DEUX emplacements devant le n° 1,
Avenue Alphonse DENIS	➔ UN emplacement devant les n° 69 et 71,
Avenue Edmond DUNAN	➔ UN emplacement devant le n° 8 limité à 15mn,
Rue Soldat FERRARI	➔ UN emplacement devant le n°8 limité à 15mn, ➔ DEUX emplacements à l'angle avec le Boulevard PASTEUR, côté pair limité à 15mn,
Rue Maréchal GALLIENI	➔ UN emplacement côté pair juste avant le carrefour DE DAVID BEAUREGARD / Soldat BELLON limité à 15mn,
Avenue GAMBETTA	➔ DEUX emplacements devant le n° 13 limité à 15mn, ➔ DEUX emplacements devant le n° 20 limité à 15 mn, ➔ UN emplacement devant le n° 33 et 35, limité à 30mn, ➔ DEUX emplacements devant le n° 41 limité à 15mn, ➔ UN emplacement devant le n° 55 limité à 15mn, ➔ UN emplacement aux abords du n°61, ➔ UN emplacement devant le n° 70 et le n°72, ➔ DEUX emplacements devant le n°84 et le n°86 limité à 15mn,
Avenue Alexis GODILLOT	➔ DEUX emplacements face au n° 64,
Rue Charles GERIN	➔ UN emplacement sur environ 15 mètres, entre le n°2 et le n°4 limité à 15mn,
Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ DEUX emplacements devant le n° 8,
Avenue des ILES D'OR	➔ DEUX emplacements devant le n° 19 et UN devant le n°38 limité à 15mn,
Gymnase Raymond KERAUDREN,	➔ UN emplacement sur le parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ UN emplacement devant le n° 3 sur environ 10m limité à 15mn, ➔ UN emplacement devant le n° 20 sur environ 10m, limité à 15mn,
↳Rue du MATAFFE	➔ UN emplacement devant le bâtiment F des HLM MATAFFE,
↳Rue MATIGNON	➔ DEUX emplacements (environ 10m) face au n°2,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ TROIS emplacements au niveau du n°881,
↳Rue Pierre MOULIS	➔ UN emplacement face au n° 2 sur environ 10 mètres,
↳Avenue NOCART	➔ UN emplacement devant le n° 18 limité à 15mn,
↳Boulevard NOCART	➔ UN emplacement devant le n° 18 limité à 15mn,
↳Boulevard D'ORIENT	➔ TROIS emplacements devant le n°2 (entrée de service des cuisines de la Maternelle du Jardin d'Orient) limité à 15mn,
↳Rue de la PASSERONNE	➔ UN emplacement allant du n° 8 jusqu'à son intersection avec la Rue SAINT JOSEPH, sur environ 60 mètres, côté impair,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ UN emplacement devant le n°17 limité à 15mn,
↳Traverse Pierre RENAUDEL	➔ DEUX emplacement limité à 15mn,
↳Avenue RIONDET	➔ QUATRE emplacements entre le n°11 et le n° 13, ➔ UN emplacement devant le n°25,
↳Boulevard RIONDET	➔ UN emplacement devant le n°36,
↳Chemin de la RITORTE	➔ UN emplacement côté impair sur une longueur de 15m environ, entre le n° 11 et le n°15,
↳Cours STRASBOURG	➔ UN emplacement devant le n° 4 et devant le n°14,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ UN emplacement, devant le n°27 à son intersection avec la Résidence Les Hespérides jusqu'au plateau traversant, sur une longueur de 7m environ,
↳Avenue de TOULON	➔ UN emplacement devant le n° 35 sur environ 10 mètres, ➔ UN emplacement devant le n° 38 sur environ 10 mètres,

2. Aire de livraisons

Il est créé une aire de livraisons sur la voie latérale sud de la Place Vicomtesse DE NOAILLES, entre la sortie du parking souterrain de la Résidence LE ROQUEIROL et le Chemin de la FONT DE L'ANGE, sur 20 mètres, **limité à 15mn.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 22: STATIONNEMENTS RESERVES

En application des dispositions réglementaires, les emplacements de stationnement réservés sont les suivants:

1. *Taxis*

↳Place de l'EUROPE	➔ CINQ emplacements devant l'entrée de la Gare Ferroviaire,
↳Parvis Nord du CASINO	➔ Gare de taxis

Les chauffeurs de Taxis doivent faire stationner leur véhicule sur l'emplacement qui leur est désigné, à l'exclusion de tout autre point de stationnement, sauf lorsque le véhicule est en course ou a été loué.

2. *Autobus*

↳Allée Victor BELLAGUET	➔ sur dix mètres environ au niveau des HLM MATAFFE – Bâtiment A et des deux côtés,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ sur dix mètres environ devant le Bâtiment J – HLM BELLEVUE et des deux côtés, ➔ devant le Bâtiment E des HLM MATAFFE et des deux côtés,
↳Rue Soldat BELLON	➔ sur vingt mètres environ au niveau du Centre Commercial OLBIA (entre le n° 1 bis et le n°5 – côté pair),
↳Avenue de la Première Division BROSSET	➔ sur dix mètres environ devant le n° 15 et face au n° 19, côté pair,
↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 17,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ sur dix mètres environ devant le n° 3, ➔ sur douze (12) mètres environ entre l'Avenue Alphonse DENIS et la Rue du Docteur ROUX SEIGNORET, devant le kiosque d'information TPM,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement face au n° 1,
↳Avenue des COMBATTANTS EN AFN	➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 224, de part et d'autre, ➔ sur quinze mètres environ face au Bâtiment J des HLM LES MAURELS,
↳Avenue Pierre DE COUBERTIN	➔ sur dix mètres environ devant la Maison des Sports, ➔sur dix mètres environ devant le n° 24 et devant le n° 11, ➔Face au n°42, sur environ 29 mètres,
↳Avenue Alfred DECUGIS	➔ devant la M.S.A, des deux côtés,
↳Avenue Maréchal DE LATTRE DE TASSIGNY	➔ sur dix mètres environ devant le n° 29, ➔ face au Chemin de l'EXCELSIOR – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Alphonse DENIS	➔ sur dix mètres environ face au n° 111 – côté pair, ➔ sur dix mètres environ entre le n° 109 et le n°111, ➔ de son intersection avec la Rue BOURNAZEL jusqu'à l'entrée du parking souterrain CLEMENCEAU, sur une longueur de 50m environ,
↳Boulevard Olivier DE SERRES	➔ à l'intersection avec l'Allée des LAVANDES,
↳Avenue Général EISENHOWER	➔ sur dix mètres environ devant l'école SAINT EXUPERY, et des deux côtés,
↳Rue EUGENIE	➔ sur dix mètres environ devant la Résidence LE SAN CARLO, ➔ sur dix mètres environ devant la Résidence L'HORIZON, ➔ sur quinze mètres environ devant les n° 25 et 27, de part et d'autre,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ sur dix mètres environ au niveau du Bureau de Poste, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ face au Bâtiment n° 12 – HLM du VAL DES ROUGIERES et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ au droit des Bâtiments n° 14 A et 15 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔ sur dix mètres environ entre les Bâtiments n° 18 et n°20 – HLM du VAL DES ROUGIERES, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ sur le côté nord du Bâtiment 20 – HLM DU VAL DES ROUGIERES, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ face au Bâtiment M – HLM BELLEVUE, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 48, ➔ sur quinze mètres environ au droit du n° 63, ➔sur quinze mètres environ au droit du n° 82,
↳Rue de la GARE	➔ sur quinze mètres environ devant la Résidence – Retraite du CCAS et des deux côtés,
↳Place des GENDARMES D'OUVEA	➔ sur dix mètres environ devant l'accès à la Caserne de la GENDARMERIE MOBILE,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ sur quinze mètres environ devant l'école primaire des ILES D'OR, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 26, et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 37, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 41,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 70,
↳Avenue Jean JAURES	➔ sur quinze mètres environ devant le n°8,
↳Boulevard Maréchal JUIN	➔ sur dix mètres environ face à la voie d'accès au C.H.G. ➔ sur quinze mètres environ sur la voie de sortie du C.H.G,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place Maréchal JOFFRE	➔ sur tout le côté Est de la Place (sur 50 m environ)
↳Avenue Maréchal LECLERC	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Impasse Maréchal LECLERC, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue EUGENIE, ➔ sur cinquante mètres environ au droit du Collège Jules FERRY, ➔ devant le n° 642, de part et d'autre,
↳Avenue Paul LONG	➔ sur dix mètres environ devant le n° 51,
↳Chemin du Soldat MACRI	➔ sur cinquante mètres environ devant le Gymnase des ROUGIERES – côté nord,
↳Rue Jules MASSEL	➔ sur dix mètres environ devant les n° 17 et n°18 et des deux côtés,
↳Rue du MATAFFE	➔ devant les HLM du VAL DES ROUGIERES – Bâtiment E, des deux côtés,
↳Boulevard MATIGNON	➔ sur dix mètres environ devant le n° 24 et à l'intersection avec la Rue Paul CEZANNE,
↳Avenue Ernest MILLET	➔ sur dix mètres environ au droit du n° 11 et des deux côtés,
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ sur dix mètres environ face au n° 387, côté pair,
↳Route de NICE	➔ sur dix mètres environ sur le Rond-Point giratoire du MOULIN PREMIER, des deux côtés,
↳Boulevard NOCART	➔ au niveau du Rond-Point giratoire de la LAZARINE,
↳Boulevard PASTEUR	➔ devant le n° 16,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ sur dix mètres environ devant le Gymnase Raymond KERAUDREN,
↳Rue des PEUPLIERS	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue EUGENIE,
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔ sur vingt cinq mètres environ au droit du Square STALINGRAD, côté pair, ➔ Face au n° 1, sur une quinzaine (15) de mètres environ,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ sur le parking circulaire devant le Collège Marcel RIVIERE, ➔ sur dix mètres environ face à l'accès à la Caserne de la GENDARMERIE MOBILE, ➔ sur dix mètres environ au droit de l'Ecoles des MOUETTES, de part et d'autre, ➔ devant le n° 750 et face à la Rue de la GALINETTE – côté impair, ➔ devant l'accès au lotissement LES COLLINES DE L'ORATOIRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue de PROVENCE	➔ de son intersection avec la Rue de BREST jusqu'au n°4,
↳Avenue du QUINZIEME CORPS	➔ sur quinze mètres environ devant le Groupe Scolaire EXCELSIOR et devant l'entrée de la Caserne du 54ème R.A, ➔devant le n° 17 et à l'intersection avec le Chemin de la RITORTE – côté pair, ➔devant le Centre de Gériatrie BEAUSEJOUR,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ sur quinze mètres environ au droit de l'Ecole primaire GUYNEMER et des deux côtés,
↳Rue Auguste RENOIR	➔ à l'intersection avec la Rue Edouard MANET,
↳Avenue RIONDET	➔ sur dix mètres environ devant le n° 35 des deux côtés,
↳Chemin de la RITORTE	➔devant le n° 22 et à l'intersection avec le Chemin du GOLF, ➔sur dix mètres environ devant l'entrée du Cimetière,
↳Avenue de ROTTWEIL	➔ sur dix mètres environ devant le n° 250 et des deux côtés,
↳Gare Routière	➔ QUATRE emplacements côté EST,
↳Rue SAINT EXUPERY	➔ sur quinze mètres environ à l'angle de la Rue de la BLOCARDE,
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ sur dix mètres environ devant l'Ecole primaire GUYNEMER, ➔ sur dix mètres environ devant le n° 14 et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940 et des deux côtés,
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ à hauteur de l'Allée du MARATHON, de part et d'autre,
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ sur dix mètres environ au droit des n° 20 et 22, des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ au droit du n° 28, de part et d'autre, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Chemin du ROUBAUD et sur dix mètres environ également à l'intersection avec le Chemin Soldat MACRI, ➔ sur quinze mètres environ devant la Piscine Municipale, de part et d'autre,
↳Avenue de TOULON	➔ sur dix mètres environ au droit du Lotissement « LES JARDINS DE CLAIRE », ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec le Chemin du FENOUILLET et des deux côtés, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec la Rue du ROCHER – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Route de TOULON	➔face à la GENDARMERIE NATIONALE – côté impair, ➔ sur dix mètres environ au droit du Lotissement « Claude DURAND »,
↳ Allée des VIGNES VIERGES	➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Allée des GRES ROSES et l'Allée des GRANDS CYPRES, de part et d'autre, ➔ sur dix mètres environ à l'intersection avec l'Allée des LAURIERS ROSES,
↳Chemin de la VILLETTE	➔ sur dix mètres environ au droit des Etablissements SAVCO,

3. ***Autocars de tourisme***

↳Rond-Point de l'APPEL DU 18 JUIN 1940	➔ sur le Parking d'ESPACE 3000,

4. ***Handicapés***

↳Rue Jean AICARD	➔UN emplacement avant l'intersection avec l'Avenue GAMBETTA, côté pair,
↳Rue BARNEOUD	➔UN emplacement devant le n° 14,
↳Avenue de BELGIQUE	➔UN emplacement au droit du n° 22,
↳Chemin de BELLEVUE	➔UN emplacement côté Est du Bâtiment E – HLM MATAFFE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment L – HLM BELLEVUE, ➔TROIS emplacements devant le Bâtiment M – HLM BELLEVUE, ➔TROIS emplacements devant le Bâtiment K – HLM BELLEVUE,
↳Rue de la BLOCARDE	➔UN emplacement devant le Bâtiment A4 des HLM de la BLOCARDE,
↳Place BOURGNEUF	➔UN emplacement au centre de la Place, contre l'abri container
↳Rue BREST	➔UN emplacement devant le n° 9,
↳Allée des BROCHETS	➔UN emplacement entre le n° 38 et le n° 40, sur la Placette,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔UN emplacement au droit du n° 2,
↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement au droit du n° 28 et du n° 41, ➔UN emplacement à son intersection avec l'Impasse BARBESANT, ➔UN emplacement à son intersection avec la Rue Pierre RENAUDEL,
↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔UN emplacement devant le n° 32,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Joseph CLOTIS	➔UN emplacement devant le n° 4 (la poste), ➔UN emplacement devant le n° 6,
↳ Rue Edouard CORDIER	➔UN emplacement à l'angle de la Rue Léon GAUTIER,
↳Avenue Pierre de COUBERTIN (parking Stade A. VERAN)	➔UN emplacement devant l'entrée du stade
↳Avenue Pierre de COUBERTIN (parking Stade A. VERAN)	➔DEUX emplacements sur le parking derrière le stade
↳Avenue Alphonse DENIS	➔UN emplacement au droit du n° 49, ➔UN emplacement au droit du n° 99,
↳Parking DENIS	➔DEUX emplacements,
↳Avenue Edmond DUNAN	➔UN emplacement devant le n° 15,
↳ Place Henri DUNANT	➔UN emplacement,
↳Allée Georges DUSSAUGE	➔DEUX emplacements sur le parking devant le lycée professionnel du GOLF HOTEL,
↳Parking ESPACE 3000	➔ DEUX emplacements au droit du transformateur sur le premier parking,
↳Parking ESPACE LA VILLETTE	➔ QUATRE emplacements à environ 50m du portique de sortie débouchant Traverse des NARTETTES,
↳Rue EUGENIE	➔ DEUX emplacements devant le n°18,
↳Place de l'EUROPE	➔DEUX emplacements sur le Parking,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔DEUX emplacements au droit du Bâtiment N – HLM BELLEVUE, ➔DEUX emplacements au droit du Bâtiment O – HLM BELLEVUE, ➔UN emplacement devant la Crèche TOM POUCE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment 3 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement au droit du Bâtiment 4 – HLM VAL DES ROUGIERES, ➔DEUX emplacements côté Sud du Bâtiment P – HLM BELLEVUE, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°7, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°10, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°12, HLM VAL DES ROUGIERES, ➔UN emplacement devant le Bâtiment n°15 B, HLM VAL DES ROUGIERES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Rue Soldat FERRARI	➔UN emplacement devant le n° 28, ➔UN emplacement au droit du n° 8,
Gymnase Jules FERRY	➔DEUX emplacements sur le Parking,
Place de la GARE	➔UN emplacement sur le Parking,
Avenue GAMBETTA	➔DEUX emplacements face au n° 21, ➔DEUX emplacements entre le n° 86 et le n°88,
Impasse GAMBETTA	➔UN emplacement au fond de l'Impasse, partie publique,
Rue Léon GAUTIER	➔UN emplacement au droit du n° 1, ➔UN emplacement devant le n°10,
Rue Charles GERIN	➔UN emplacement entre le n° 2 et 4,
Avenue Alexis GODILLOT	➔UN emplacement devant le n°54, face au laboratoire d'analyses,
Rue du GRAND MARCHE	➔UN emplacement à la hauteur du n° 1,
Ecole Primaire GUYNEMER	➔UN emplacement sur le parking,
Rue Victor HUGO	➔UN emplacement devant le n°5,
Avenue des ILES D'OR	➔UN emplacement au droit du n° 40, ➔DEUX emplacements face au n° 44 – côté impair,
Place Maréchal JOFFRE	➔TROIS emplacements sur le parking,
Gymnase Raymond KERAUDREN,	➔UN emplacement sur le parking,
Traverse Philippe LEBON	➔UN emplacement avant l'intersection avec l'Avenue Pierre RENAUDEL au droit de l'auto-école,
Avenue Maréchal LECLERC	➔ajout de DEUX emplacements handicapés, au niveau du stationnement en bataille à proximité directe du rond point Robert SHUMAN,
Place Théodore LEFEBVRE	➔DEUX emplacements côté Est de la Médiathèque,
Avenue Maréchal LYAUTEY	➔UN emplacement au droit de l'agence FRANCE TELECOM,
Avenue Paul LONG	➔UN emplacement au droit de l'école primaire Paul LONG, ➔UN emplacement face au n° 17,
Parking école Paul LONG	➔UN emplacement
Chemin Soldat MACRI	➔ QUATRE emplacements côté Roubaud et DEUX emplacements devant le Gymnase des ROUGIERES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue du 8 MAI 1945	➔UN emplacement au niveau du parking faisant face au n° 12 bis,
↳Rue André MALRAUX (parking Collège Jules Ferry)	➔UN emplacement côté droit à la sortie du parking, proche de l'entrée du collège,
↳Boulevard MATIGNON	➔UN emplacement devant le n° 21,
↳Rue MICHELET	➔UN emplacement entre le n° 9 et 11,
↳Avenue Jean MOULIN	➔UN emplacement face au n° 600 – côté impair,
↳Place Vicomtesse de NOAILLES	➔UN emplacement devant l'Immeuble LE BELLINI,
↳Boulevard d'ORIENT	➔DEUX emplacements entre le n° 1 et 3,
↳Avenue Jean-Jacques PERRON	➔UN emplacement devant le n° 1 et le n° 13,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔DEUX emplacements sur le parking des véhicules légers devant le Collège Marcel RIVIERE,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔UN emplacement devant le bâtiment Les Lavandes,
↳Rue Auguste RENOIR	➔UN emplacement au droit du n° 11,
↳Place de la REPUBLIQUE	➔DEUX emplacements face au n° 19,
↳Boulevard RIONDET	➔DEUX emplacements à hauteur du n° 2c, ➔UN emplacement face au n° 36,
↳Avenue Olbius RIQUIER	➔UN emplacement devant le n° 14,
↳Rue SAINT EXUPERY	➔UN emplacement devant le Bâtiment E1 des HLM de la BLOCARDE,
↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement au droit du n° 8,
↳Collégiale SAINT PAUL	➔UN emplacement sur la placette entre les Rues SAINT PAUL et FENELON,
↳Place SAINT PAUL	➔DEUX emplacements, côté Sud, face à son débouché Rue de la CROIX,
↳Cours STRASBOURG	➔UN emplacement devant le n° 10,
↳Place Louis VERSIN	➔TROIS emplacements sur le parking,
↳Allée des VIGNES VIERGES	➔UN emplacement devant le Bâtiment 7 des ROMARINS et un emplacement devant le n° 215,
↳Rue Olivier VOUTIER	➔DEUX emplacements face au n° 8 – côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. ***Transporteurs de fonds***

↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement sur la chaussée devant la façade de la L.C.L, ➔UN emplacement au niveau du n° 33 (face au Crédit Agricole),
↳Avenue Jean Jacques PERRON	➔UN emplacement devant le n° 3 (BNP PARIBAS) sur 12m environ,
↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement sur le trottoir devant la BANQUE POPULAIRE,

6. ***Convois funèbres***

↳Rue SAINT JACQUES	➔UN emplacement sur une quinzaine de mètres devant l'église SAINTE MADELEINE.

7. ***Arrêts minute***

↳Avenue Soldat BELLON	➔ UN emplacement côté pair, à son intersection avec le Rond Point BEAUREGARD, limité à 15 minutes, ➔ DEUX emplacements devant le n°1, sous les emplacements deux roues limités à 30 minutes avec borne,
↳Rue de BREST	➔UN emplacement face au n° 16, limité à 15 minutes, UN emplacement face au n° 1, limité à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ DEUX emplacements devant le n°9 (devant le Crédit Agricole), limités à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ UN emplacement devant le n° 49, limité à 30 minutes avec borne, UN emplacement devant le n° 75, limité à 30 minutes avec borne, UN emplacement devant le n° 99 Bis, limité à 30 minutes avec borne,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ DEUX emplacements devant le n° 26,
↳Rue FRANKLIN (Oustaou Rou)	➔UN emplacement, limité à 30 minutes avec borne,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ DEUX emplacements face au n°5, limités à 10 minutes,
↳Avenue GAMBETTA	➔DEUX emplacements, devant le n°32, limités à 30 minutes, ➔DEUX emplacements, devant le n°48 et le n° 50, limités à 30 minutes, ➔DEUX emplacements, devant le n°80 et le n° 82, limités à 30 minutes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Léon GAUTIER	➔UN emplacement, devant le n° 28, limité à 30 minutes. ➔DEUX emplacements, devant le n° 22 limités à 30 minutes.
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ UN emplacement au droit du n° 48, limité à 30 minutes.
↳Avenue des ILES D'OR	➔DEUX emplacements devant le n° 21, limité à 30 minutes.
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale ouest)	➔DEUX emplacements pour un « Arrêt autorisé 15 minutes » devant la CPAM,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔DEUX emplacements devant le n° 4, limités à 30 minutes, avec borne,
↳ Chemin du Soldat MACRI	➔DEUX emplacements au droit de la sortie du lycée Agricole, limités à 15 minutes.
↳ Boulevard MATIGNON	➔UN emplacement entre le n° 2 et le n° 4 limité à 15 minutes,
↳ Rue MICHELET	➔UN emplacement côté pair sur une longueur de 4m environ, entre le n°6 et l'intersection avec la Rue du Commandant MONTEIL, limité à 30 minutes.
↳Avenue Ernest MILLET	➔UN emplacement au droit du n° 2, limité à 15 minutes.
↳ Place de l'OUSTAOU ROU	➔UN emplacement limité à 30 minutes,
↳Avenue Jacques PILLEMENT	➔DEUX emplacements à l'angle de l'Avenue Maréchal GALLIENI, face au Square STALINGRAD, limités à 30 minutes avec borne,
↳Avenue QUINZIEME CORPS	➔UN emplacement au droit de son intersection avec le Rond Point Louis CARTIGNY du n° 2 Bis limité à 15mn, ➔DEUX emplacements devant le n°10, limités à 30 minutes,
↳ Rue des REMPARTS	➔DEUX emplacements devant le n°2, à l'angle de l'Avenue Paul LONG, limités à 30 minutes avec borne.
↳ Carrefour REPUBLIQUE/ STRASBOURG/VERDUN	➔ DEUX emplacements, limités à 30 minutes,
↳ Rue RIBIER	➔DEUX emplacements devant le n° 1, limités à 30 minutes, avec borne,
↳ Avenue RIONDET	➔DEUX emplacements devant le n° 21, limités à 30 minutes avec borne, ➔DEUX emplacements entre le n° 23 et le n° 25, limités à 30 minutes avec borne,
↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔DEUX emplacements pour un « Arrêt autorisé 15 minutes » face au n° 9 – côté pair, avec borne.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue de TOULON	➔UN emplacement devant le n° 33 sur environ 15 mètres, limité à 15 minutes.
↳Chemin de la VILLETTE	➔TROIS emplacements devant le n° 34, à son intersection avec la montée de COSTEBELLE, limités à 15 minutes. ➔DEUX emplacements au n° 68, à trente mètres environ de son intersection avec la Rue Hippolyte PANHARD, limités à 15 minutes,
↳Rue Olivier VOUTIER	➔DEUX emplacements à l'angle avec l'Avenue Alexis GODILLOT, limités à 30mn avec borne,

8. ***Deux roues***

↳Rue ALLEGRE	➔UN emplacement face au n°4 sur 5m,
↳Rue George AURIC	➔UN emplacement à l'angle avec la Rue Léon GAUTIER, sur 5 mètres environ
↳Rue Soldat BELLON	➔UN emplacement d'une dizaine de mètres face à l'entrée du parking OLBIA, ➔UN emplacement sur CINQ mètres au droit du n°14,
↳Avenue Paul BOURGET	➔UN emplacement face au n° 3, côté droit, à son débouché sur le rond point Louis RAVIER,
↳Avenue Edith CAVELL	➔UN emplacement devant le n° 28 Bis sur 5m environ,
↳Place de l'EUROPE	➔ UN emplacements devant le numéro 2, au droit de l'établissement bancaire, sur 10 mètres environ,
↳Avenue GAMBETTA	➔UN emplacement d'environ cinq mètres devant le n° 13, devant le n° 36, le 46, le 52, le n°64 et le n° 76.
↳Rue Léon GAUTIER	➔ UN emplacement devant le n°10, limité à 30 mn,
↳Avenue des ILES D'OR	➔UN emplacement devant le n°15 sur 10 m environ,
↳Avenue du 8 MAI 1945	➔UN emplacement une dizaine de mètres (10) au droit de la sortie de garage de la résidence ANTHEMION au n°9, ➔UN emplacement devant le n°12, ➔UN emplacement d'une vingtaine de mètres (20) devant la Médiathèque,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n° 15, ➔ UN emplacement sur environ DIX mètres face au n° 44 (à la suite des deux emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔UN emplacement d'une quinzaine de mètres devant le n° 1, ➔UN emplacement devant le n°3 sur 10m environ, ➔UN emplacement d'une dizaine de mètres devant le n°22,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Ernest MILLET	➔ UN emplacement au droit du n° 2,
↳Avenue Jean MOULIN	➔ UN emplacement devant le n° 205, au niveau de la locale poubelle de la Résidence Villa Saint Hilaire, sur 10 m environ. ➔ UN emplacement face au n° 931, au droit du passage piétons,
↳Place de l'ORATOIRE	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n°1 sur environ
↳Avenue Jean Jacques PERRON	➔ UN emplacement sur environ DIX mètres devant le n°6. ➔ UN emplacement sur environ DIX mètres face au n° 14,
↳Rue Charles SAINT	➔UN emplacement au droit du n°11, à son intersection avec l'Avenue Ambroise THOMAS,
↳Cours de STRASBOURG	➔ UN emplacement devant le n°1 sur dix mètres environ, ➔ UN emplacement devant le n°7 sur dix mètres environ,
↳Avenue de TOULON	➔ UN emplacement devant le n° 15, partant de la sortie de garage de la Résidence CAVALLINO, sur dix mètres environ,
↳Avenue VICTORIA	➔ UN emplacement au droit du n° 23, Résidence les Grégoriennes ,

9. ***Ambulance***

↳Avenue RIONDET	➔ QUATRE emplacements devant le n°11 et 13.

10. ***Sapeurs Pompiers***

↳Boulevard CHATEAUBRIAND	➔ UN emplacement Devant l'établissement MGEN Pierre Chevalier, entre les deux passages piétons,
↳Parking Avenue Gabriel PERI	➔DEUX emplacements,

11. ***Voitures électriques***

↳Parking Avenue Alphonse DENIS	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
↳Parking Avenue Gabriel PERI	➔ DEUX emplacements, à l'entrée du parking pour 1 borne,
↳Parking ESPACE 3000	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
↳ Avenue Maréchal LECLERC	➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue des MONOCOTYLEDONES ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking de la PISCINE MUNICIPALE ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking relais du PYANET ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,
- Parking de la Gare SNCF ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.
- Parking Louis VERSIN ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.

12. ***Navettes***

- Avenue Pierre de COUBERTIN ➔devant l'entrée du parking stade du PYANET,
- Parking DENIS ➔ à gauche de l'entrée du Parking,
- Avenue GAMBETTA ➔face au n° 18 bis,
- Chemin des NARTETTES ➔devant l'entrée du parking de l'ESPACE 3000.

13. ***Véhicules de services publics***

- Rue SAINT PAUL ➔UN emplacement derrière la Collégiale SAINT PAUL.

14. ***Vélos***

- Avenue Alphonse DENIS ➔ UN emplacement devant le n° 89,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 23: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tout véhicule est interdit sur les voies ci-après définies :

↳Rue Jean AICARD	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
↳Rue ALLEGRE	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue François ARENE	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue de l'ASCENSION	➔ entre la Rue de VERDUN et la Traverse de la COLLINE, côté pair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rue BARNEOUD	➔ partie comprise entre la Rue BREST et la limite ouest de l'Immeuble « EMILIA », côté impair,
↳Traverse Victor BASCH	➔ dans sa partie comprise entre l'accès à la Résidence BEAUVALLON et l'Avenue RIONDET, des deux côtés,
↳Rue Victor BASCH	➔ entre la Rue du CHATEAU et la Montée SAINTE CROIX, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Rue Victor BASCH	➔ entre le Chemin de la PORTE SAINT JEAN et la Rue du CHATEAU, côté impair,
↳Chemin de BEAUVALLON BAS	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Chemin de BEAUVALLON HAUT	➔entre le Chemin des MAURETTES et la Rue Victor BASCH, côté impair,
↳Avenue de BELGIQUE	➔ partie comprise entre l'Avenue Aristide BRIAND et la Rue Soldat FERRARI, côté impair,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ entre les Bâtiments M et K – HLM BELLEVUE et des deux côtés,
↳Chemin de BELLEVUE	➔ devant l'accès à l'Ecole Maternelle du VAL DES PINS et devant l'accès aux HLM MATAFFE, Bâtiment D,
↳Chemin de BELLEVUE	➔au niveau de la voie d'accès au Bâtiment M – HLM BELLEVUE,
↳HLM BELLEVUE (Voie de contournement du Bâtiment P)	➔sur toute sa longueur, côté colline
↳Rue Soldat BELLON	➔ entre la Rue Léon GAUTIER et l'Avenue Ernest MILLET, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Soldat BELLON	➔partie comprise entre l'Avenue GAMBETTA et la Rue Alexandre CASTUEIL, côté pair,
↳Rue Soldat BELLON	➔sur vingt cinq mètres environ à partir de l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Rue Eugène BERRE	➔ dans sa portion comprise entre la Rue Docteur VIDAL et le Chemin de l'EXCELSIOR,
↳Avenue Paul BOURGET	➔ sur toute sa longueur, et des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Place BOURGNEUF	➔ en totalité sauf emplacements matérialisés,
↳Rue BOURGNEUF	➔ de l'Avenue Paul LONG jusqu'à la Rue NEUVE, des deux côtés à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Edouard BRANLY	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue BREST	➔sur trente mètres environ, partie comprise entre la Rue de PROVENCE et la Rue Charles SAINT, côté impair,
↳Avenue Aristide BRIAND	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partie comprise entre l'Avenue VICTORIA et la Rue Léon GAUTIER, côté pair,
↳Rue Pierre BROSSOLETTE	➔ partie comprise entre la Rue Léon GAUTIER et l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Impasse du CASINO	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Avenue Edith CAVELL	➔ partie comprise entre l'Avenue Pierre RENAUDEL et la Rue Gustave ROUX, côté impair,
↳Rond-Point Paul CEZANNE	➔ sur tout le pourtour,
↳Rue Paul CEZANNE	➔ sur une trentaine de mètres à partir de l'intersection avec le Boulevard MATIGNON, des deux côtés,
↳Rue CLAUDE	➔ partie comprise entre l'Avenue Alphonse DENIS et la Rue CURIE, des deux côtés,
↳Place Georges CLEMENCEAU	➔ sur toute sa surface, sur tout le pourtour et des deux côtés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	➔ de l'Avenue Aristide BRIAND à l'Avenue GAMBETTA, côté impair à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Edouard CORDIER	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Rue de la CROIX	➔ devant le n° 1,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DELIB0632-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue Andrée DE DAVID BEAUREGARD	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue Alphonse DENIS	➔ dans sa partie comprise entre la Rue Soldat FERRARI et l'Avenue Aristide BRIAND, des deux côtés.
↳Place Henri DUNANT	➔ sur les CINQ emplacements côté Nord (emplacements privés) ➔ sur tout le côté Nord de l'accès Sud à la Place, ➔ sur tout le côté Nord de l'accès Nord à la Place.
↳Place de l'EUROPE	➔ devant l'accès des voyageurs au bâtiment de la Gare et devant l'accès au terrain de boules,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ entre l'intersection avec la Rue du MATAFFE et l'accès au Bâtiment EXCELSIOR.
↳ Chemin de l'EXCELSIOR	➔ au niveau de la voie d'accès au Bâtiment N – HLM BELLEVUE,
↳Chemin de l'EXCELSIOR	➔ devant le Bâtiment 10 – HLM VAL DES ROUGIERES.
↳Rue FENOUILLET	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre la Rue CURIE et l'Avenue Alphonse DENIS, des deux côtés,
↳Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre la Rue Léopold JAUBERT et la Voie OLBIA, côté pair,
↳Avenue Maréchal FOCH	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Chemin de la FONT DE L'ANGE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Rue FRANKLIN	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Rue Maréchal GALLIENI	➔ partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
↳ Rue Maréchal GALLIENI	➔ de l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON jusqu'au n° 9Bis, côté impair,
↳Avenue GAMBETTA	➔ partie comprise entre l'Avenue Joseph CLOTIS et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	➔ entre le Rond-Point du ONZE NOVEMBRE et le n° 63 Bis, côté impair,
↳ Rue de la GARE	➔ partie comprise entre le Rond-Point giratoire Avenue Pierre RENAUDEL / Rue de la GARE et la Traverse Pierre RENAUDEL, côté nord,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Impasse Matelot GAUTHIER	➔ sur quinze mètres environ à partir de la Rue Matelot GAUTHIER, côté Centre de GERONTOLOGIE,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ sur toute sa longueur sauf emplacements matérialisés, côté impair,
↳Rue Léon GAUTIER	➔ entre la Rue Soldat BELLON et l'Avenue Ernest MILLET sauf emplacements matérialisés et entre la Rue Edouard CORDIER et la Rue Georges AURIC, côté pair.
↳Chemin de la GERBAUDE	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés,
↳Avenue Alexis GODILLOT	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Victor HUGO	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Avenue des ILES D'OR	➔ du n° 16 au n° 34 et de l'Avenue Edith WARTHON jusqu'à l'Avenue RIONDET, côté pair,
↳Rue LAMALGUE	➔ sur environ trente mètres devant le Square QUEIROLO.
↳Rue LAMARTINE	➔ à partir du n° 16 jusqu'à son intersection avec le Boulevard CHATEAUBRIAND – côté pair sauf emplacements matérialisés,
↳Allée des LAURIERS ROSES	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Impasse Maréchal LECLERC (future voie de liaison avec la Rue EUGENIE)	➔côté Est en l'absence d'accotement stabilisé,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Est)	➔ sur toute sa longueur, côté Place,
↳Place Théodore LEFEBVRE (Allée latérale Ouest)	➔ sur environ quinze mètres le long de la Médiathèque pour l'accès pompiers,
↳Avenue Paul LONG	➔ partie comprise entre le Chemin de la GERBAUDE et la Rue Edouard MANET, côté pair,
↳Avenue Maréchal LYAUTEY	➔ sur toute sa longueur, côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rue MALESPINE	➔ sur toute sa longueur, côté sud,
↳Rue Edouard MANET	➔ entre le n° 20 et le n° 6, côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Rond-Point Edouard MANET	➔ sur tout le pourtour,
↳Rue Jules MASSEL	➔ partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et l'Avenue des NATIONS UNIES, côté pair, sauf emplacements matérialisés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Jules MASSEL	➔ partie comprise entre l'Avenue des NATIONS UNIES et l'Avenue Jean NATTE, des deux côtés,
↳Rue MATIGNON	➔ sur toute sa longueur côté pair,
↳Rue MICHELET	➔ partie comprise entre la Rue Georges AURIC et la Rue Ernest MILLET, côté impair,
↳Rue MICHELET	➔ entre la Traverse MICHELET et la Rue Georges AURIC, côté pair,
↳Traverse MICHELET	➔sur toute sa longueur, côté pair,
↳Avenue Ernest MILLET	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue Jean MONNET	➔ sur toute sa longueur, côté square,
↳Rue Commandant MONTEIL	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Chemin du MOULIN PREMIER	➔ sur cinquante mètres, côté pair à partir de la Rue du PLAQUEMINIER,
↳Rue Pierre MOULIS	➔partie comprise entre l'Avenue Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
↳Rue Pierre MOULIS	➔partie comprise entre la Rue Alexandre CASTUEIL et l'Avenue GAMBETTA, côté pair, et côté impair entre le n° 1 et l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
↳Avenue des NATIONS UNIES	➔ sur toute sa longueur, et des deux côtés,
↳Avenue Jean NATTE	➔ partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et la Rue Jules MASSEL, côté impair,
↳Rue NEUVE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Montée de NOAILLES	➔ sur toute sa longueur et des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
↳Boulevard NOCART	➔ sur toute sa longueur, côté impair,
↳Voie OLBIA	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Rue de l'ORATOIRE	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue de la PAIX	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue PARADIS	➔ sur toute sa longueur des deux côtés,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ devant l'accès pompiers du Collège Marcel RIVIERE,
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ devant l'accès au Réservoir au GOLF HOTEL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Chemin de la POTERIE	➔ entre le Chemin de la TARENTE et l'Avenue de TOULON et des deux côtés.
↳Rue PRINCE ALBERT	➔ sur toute sa longueur, côté sud,
↳Rue du REMPART	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔ devant le n° 21 à l'angle de la Traverse Philippe LEBON,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔partie comprise entre la Rue de la GARE et l'Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE, des deux côtés,
↳Avenue Pierre RENAUDEL	➔sur seize mètres devant la sortie de garage située au n° 9 et sur vint mètres devant celle située au n° 4,
↳ Rue Auguste RENOIR	➔ partie comprise entre la Rue Edouard MANET et le n° 24, côté pair,
↳ Rue Ernest REYER	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue Jean RIBIER	➔ sur toute sa longueur, côté pair sauf emplacements matérialisés,
↳Avenue RIONDET	➔ sur vingt mètres environ devant la Crèche LA PETITE SIRENE sauf dépose des enfants dans le couloir matérialisé,
↳Boulevard RIONDET	➔ du n° 2 au n° 18 côté pair et sur l'aire de retournement devant le n° 2A,
↳Chemin du ROUBAUD	➔devant l'accès à la voie verte,
↳Rue Gustave ROUX	➔sur toute sa longueur, côté Roubaud,
↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔sur toute sa longueur des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
↳Rue Charles SAINT	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue SAINT BERNARD	➔à son intersection avec la Rue SAINTE CLAIRE,
↳Rue SAINT ESPRIT	➔ sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Geoffroy SAINT HILAIRE	➔ sur toute sa longueur des deux côtés,
↳Sentier SAINT PIERRE	➔devant son accès, côté Rue du REMPART,
↳Rue SAINTE CLAIRE	➔sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Montée SAINTE CROIX	➔sur toute sa longueur, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Pierre SEMARD	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Rue Georges SIMENON	➔sur toute sa longueur et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue du SOLEIL LEVANT	➔ sur la Place du SOLEIL LEVANT et la contre allée de l'Avenue du SOLEIL LEVANT, sauf emplacements matérialisés.
↳Place du SOUVENIR FRANCAIS	➔en totalité.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ partie comprise entre le Rond-Point du CASINO et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, des deux côtés.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔ partie comprise entre la Voie OLBIA et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L'HERMINIER, côté impair.
↳Avenue Ambroise THOMAS	➔partie comprise entre la Voie OLBIA et le n° 31, côté pair.
↳Avenue de TOULON	➔sur toute sa longueur et des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Rue VIALA	➔devant le n° 13.
↳Avenue VICTORIA	➔sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Rue Olivier VOUTIER	➔partie comprise entre l'Avenue Alexis GODILLOT et l'Avenue Edith CAVELL, côté Roubaud.
↳Avenue Edith WHARTON	➔partie comprise entre l'Avenue des ILES D'OR et la limite Ouest de l'Immeuble « LE PROVENCE », des deux côtés.
↳Avenue Edith WHARTON	➔ partie comprise entre la limite Ouest de l'Immeuble « LE PROVENCE » et la Rue Victor BASCH, côté impair.

1. ***Stationnement interdit aux poids lourds de plus de 3t5***

↳Square Jean MONNET	➔sur la totalité du parking.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. ***Stationnement interdit les jours de marché***

↳Avenue GAMBETTA ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue Maréchal LYAUTEY et l'Avenue Georges AURIC, des deux côtés.

3. ***Stationnement interdit aux deux roues***

↳Rue de l'ORATOIRE ➔ face au n°2.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 24: STATIONNEMENT GENANT

Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des emplacements matérialisés au sol et/ou parking prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

Les dispositions de l'Article R. 417-10 du Code de la Route relatives au « Stationnement gênant » sont applicables aux voies ci-après définies :

Rue Jean AICARD	→ sur toute sa longueur, des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
Rue des BIGARADIERS	→ entre l'Avenue NOCART et le n° 12, des deux côtés.
Rue BOURGNEUF	→ sur quatre vingt mètres des deux côtés à partir de la Rue NEUVE.
Rue Henri de BOURNAZEL	→ sur toute sa longueur, côté pair.
Rue des BUISSONS ARDENTS	→ sur toute sa longueur, côté pair.
CASINO des PALMIERS (Parvis nord)	→ en dehors des emplacements matérialisés.
CASINO des PALMIERS (Rampe d'accès au parvis sud)	→ dans sa totalité.
Rue Alexandre CASTUEIL	→ sur toute sa longueur, côté impair.
Avenue Edith CAVELL	→ sur vingt mètres de part et d'autre de l'accès au Parking d'E.D.F.
Avenue Joseph CLOTIS	→ partie comprise entre l'Avenue Aristide BRIAND et l'Avenue Maréchal FOCH, des deux côtés.
Avenue Joseph CLOTIS	→ de l'Avenue Maréchal FOCH à la Rue Jean RIBIER, côté pair.
Rue Guy COUFFE	→ sur toute sa longueur, côté pair.
Avenue Alphonse DENIS	→ entre l'Avenue Général MANGIN et l'Avenue Henri de BOURNAZEL, côté pair.
ESPACE 3000 (Voie de contournement)	→ le long du bâtiment avant la sortie du parking.
Impasse Soldat FERRARI	→ sur toute sa longueur, côté nord.
Rue Maréchal GALLIENI	→ entre l'entrée du Lycée Jean AICARD et l'Avenue Andrée DE DAVID DE BEAUREGARD, côté pair.
Impasse GAMBETTA	→ sur toute sa longueur, côté nord.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELIBpdfSE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue Léon GAUTIER	➔sur la croix Saint Andrée face au n° 19 bis.
↳Avenue Jean JAURES	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Avenue Paul LONG	➔ partie comprise entre la Rue de VERDUN et la Rue de la TOUR des deux côtés, sauf emplacements matérialisés.
↳Avenue Général MANGIN	➔ partie comprise entre la Rue CASTELNAU et le Boulevard d'ORIENT, côté pair.
↳Rue Jules MASSEL	➔ face au n° 2 Bis, côté impair.
↳Boulevard MATIGNON	➔ côté impair à la hauteur du n° 9 et entre les n° 13 et 19.
↳Boulevard MATIGNON	➔ sur toute sa longueur, côté pair.
↳Rue MICHELET	➔ devant le n° 20 (accès à la Résidence LES BOIS ST CHARLES).
↳Avenue Ernest MILLET	➔ sur toute sa longueur des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Chemin des NARTETTES	➔ entre le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN 1940 et l'entrée du parking d'ESPACE 3000, côté sud.
↳Avenue NOCART	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Place Vicomtesse de NOAILLES	➔ devant l'accès réservé au BIBLIOBUS aux dates et heures de passage affichées.
↳Boulevard d'ORIENT	➔ devant le n° 1.
↳Boulevard PASTEUR	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Rue Emile PAUL	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Chemin du PLAN DU PONT	➔ dans sa partie comprise entre le Chemin du VIVIER et la Rue de la GALINETTE.
↳ Rue de PROVENCE	➔ sur toute sa longueur des deux côtés.
↳Rue du PUITS	➔ partie comprise entre la Rue FRANKLIN et la Place de l'OUSTAOU ROU, des deux côtés.
↳Rue du REMPART	➔ sur quinze mètres environ le long de l'Hôtel du SOLEIL, côté impair.
↳Rue Auguste RENOIR	➔ sur tout le pourtour de l'aire de retournement.
↳Boulevard RIONDET	➔ entre le n° 30 et le n° 34.
↳Rue SAINTE DOUCELINE	➔ côté pair entre les n° 2 à 10.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Cours de STRASBOURG ➔ côté impair entre l'Eglise SAINT LOUIS et la Rue de la REPUBLIQUE.

↳ Avenue Ambroise THOMAS ➔ après le n° 31 jusqu'à la Voie OLBIA, côté impair sauf emplacements matérialisés.

1. Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement de certaines catégories de véhicules de transport public :

↳Arrêts d'autobus ➔ sur leur totalité lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

2. **Emplacements réservés aux véhicules de secours**

↳Avenue 1ere Division BROSSET➔ devant le n° 18, bâtiment A de la Résidence MICHELANGELO.

3. **Camping Cars**

Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate est interdit durant les périodes scolaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 25: ARRET INTERDIT

Rue Soldat BELLON	➔ sur vingt cinq mètres environ, à partir de l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
Avenue Paul BOURGET	➔ sur quarante mètres environ avant le passage à niveau, côté pair,
Place Georges CLEMENCEAU	➔ du Cours de STRASBOURG à la Place de la REPUBLIQUE (Voie latérale ouest), côté impair,
Avenue Joseph CLOTIS	➔ de la Rue Jean RIBIER à l'Avenue GAMBETTA, côté impair,
Rue Soldat FERRARI	➔ partie comprise entre l'Avenue de BELGIQUE et l'Avenue Alphonse DENIS, des deux côtés,
Avenue GAMBETTA	➔ entre l'Avenue Joseph CLOTIS et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
Avenue Jean MOULIN	➔ sur une vingtaine de mètres devant le n° 956,
Rue Pierre MOULIS	➔ entre l'Avenue Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue des ILES D'OR, côté impair,
Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
Avenue Ambroise THOMAS	➔ entre la Rue CRIVELLI et le Rond-Point giratoire Capitaine de Frégate L' HERMINIER, côté pair,
Rue de VERDUN	➔ sur toute sa longueur, côté pair,
Rue VIALA	➔ au droit du n° 13,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 26: ZONE D'ENLEVEMENT DE VEHICULES

Sur les voies ci-après définies, le stationnement et l'arrêt de tout véhicule est strictement interdit. Toute infraction sera sanctionnée par l'enlèvement du véhicule et sa mise en fourrière :

↳Rue BARBACANE	→ sur toute sa longueur, côté pair,
↳Rue BARBACANE	→ sur sa partie comprise entre l'Ecole Jules MICHELET et l'îlot central, côté impair,
↳Avenue Paul BOURGET	→ sur quarante mètres environ avant le passage à niveau, côté pair,
↳Rue CHARVET	→ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Place Georges CLEMENCEAU	→ partie comprise entre le Cours de STRASBOURG et la Place de la REPUBLIQUE, des deux côtés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	→ sur toute sa longueur côté impair, sauf emplacements matérialisés,
↳Avenue Joseph CLOTIS	→ sur toute sa longueur, côté pair, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Avenue Maréchal FOCH	→ sur toute sa longueur, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	→ partie comprise entre les Avenues Joseph CLOTIS et Docteur Jean-Jacques PERRON et l'Avenue Maréchal LYAUTEY, des deux côtés,
↳Avenue GAMBETTA	→ sur trente mètres environ en aval du carrefour GAMBETTA / LYAUTEY / Soldat BELLON, des deux côtés,
↳Avenue des ILES D'OR	→ partie comprise entre la Rue Pierre MOULIS et l'Avenue RIONDET, côté pair,
↳Avenue Paul LONG	→ partie comprise entre les n° 1 et 17 inclus, des deux côtés,
↳Rue de l'ORATOIRE	→ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
↳Traverse de l'ORATOIRE	→ en totalité, des deux côtés, à l'exception des emplacements matérialisés,
↳Rue de la REPUBLIQUE	→ sur toute sa longueur des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue du Docteur ROUX SEIGNORET	➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.
↳Rue SAINT ESPRIT	➔ sur toute sa longueur des deux côtés à l'exception des emplacements matérialisés.
↳Cours de STRASBOURG	➔ au droit des n° 10 à 14 inclus, côté pair.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 27: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Ville d'Hyères-les Palmiers dans un délai de deux mois et vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 28 : Madame la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale, et Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Publié le ..... 26 MARS 2024

Fait à HYERES LES PALMIERS, le 18 mars 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité
Rémy THIEBAUD

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS
83412 - VAR - 266

DESTINATAIRES :
+Mme la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale,
+M. le Chef de la Police Municipale,
+ PC Radio,
+Service VOIRIE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

COMMUNE D'HYERES LES PALMIERS

DEPARTEMENT DU VAR
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

N° 498

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS

POLICE MUNICIPALE

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT DANS LES FRACTIONS ET QUARTIERS PERIPHERIQUES

Réf : C/S n° 228 /2024

Certifié exécutoire
HYERES le..... 26 MARS 2024
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS 83412 - VAR

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L2213-2 à L2213-6,

VU Le Code Pénal,

VU Le Code de la Route,

VU L'Arrêté Municipal n° 768 en date du 24 avril 2023 portant règlement général de la circulation et du stationnement dans les fractions et quartiers périphériques et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété,

VU L'arrêté de délégation n° 1912 du 13 octobre 2023 portant délégation de fonctions et de signature à M. THIEBAUD Rémy, 10ème Adjoint, dans les domaines suivants : Sécurité, Circulation, Stationnement, IMR, Démoustication, Santé

CONSIDERANT qu'il est apparu indispensable de codifier en un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la circulation et au stationnement dans les fractions et quartiers périphériques d'HYERES LES PALMIERS,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'Arrêté Municipal n° 768 en date du 24 avril 2023 et les arrêtés ultérieurs qui l'ont modifié ou complété sont abrogés et remplacés par le présent Arrêté.

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux agglomérations secondaires de la commune d'HYERES LES PALMIERS, ainsi qu'aux fractions de commune et aux parties du territoire communal sises en dehors de l'agglomération principale. Elles complètent les dispositions générales du Code de la Route et s'appliquent à toutes les personnes empruntant ces voies : piétons, conducteurs de véhicules, d'engins ou d'animaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20240326-498-AR
Date de télétransmission : 26/03/2024
Date de réception préfecture : 26/03/2024

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

SOMMAIRE

L'ALMANARRE	Page 02
L'AYGUADE-LE CEINTURON	Page 03
LA BAYORRE	Page 04
LA BERGERIE-LE POUSSET	Page 05
LES BORRELS	Page 06
LA CAPTE	Page 07
COSTEBELLE-COUPIANE	Page 08
LE GAPEAU	Page 09
GIENS	Page 10
LES LOUBES	Page 11
LA MADRAGUE	Page 12
LE PALYVESTRE	Page 13
PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL	Page 14
LA PLAGE-LE PORT	Page 15
LES SALINS	Page 16
LA TOUR FONDUE	Page 17
ILE DE PORQUEROLLES	Page 18
ILE DU LEVANT	Page 19
DISPOSITIONS COMMUNES	Page 20

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

L'ALMANARRE

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 3: Les limites de l'agglomération secondaire de l'ALMANARRE sont fixées ainsi qu'il suit :

- à l'Ouest : Route de l'ALMANARRE (R.D. 559 – P.K. 44+172), 130 mètres à l'Ouest de l'entrée de l'hôpital SAN SALVADOUR,
- au Nord-Ouest : Chemin SAINT PIERRE DES HORTS, à son intersection avec l'Avenue Marcel ARMANET,
- au Nord : Chemin de POMPONIANA, à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- au Nord-Est : Route de l'ALMANARRE (R.D. 559), au niveau de l'école,
- à l'Est : Route des MARAIS (R.D. 42), 50 mètres à l'Est de son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,
- au Sud : Route du SEL, 50 mètres au Sud de son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE.

TITRE 2 – CIRCULATION

ARTICLE 4: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Agglomération secondaire de l'ALMANARRE ➔ sur toutes les voies,
   - Route du SEL ➔ en totalité,
2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - Chemin de POMPONIANA ➔ sur toute sa longueur,
   - Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ sur toute sa longueur.

ARTICLE 5: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les voies et temps d'arrêt sont fixées comme suit :

- Chemin de POMPONIANA ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Route du SEL ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 6: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Route de l'ALMANARRE ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE, des deux côtés,
- Route des MARAIS ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,
- Site Archéologique d'OLBIA (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de l' ALMANARRE,
- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ à son intersection avec l'Avenue Marcel ARMANET,
- Route du SEL ➔ à son intersection avec le carrefour giratoire de l'ALMANARRE,

ARTICLE 7: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

- Chemin de POMPONIANA ➔ partant de la Route de l'ALMANARRE (R.D. 559), aboutissant Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ EN TOTALITE, de son intersection avec le Chemin FONT DES HORTS aboutissant Route de l'ALMANARRE (sauf riverains, dans sa partie comprise entre le n° 428 jusqu'à la Route de l'ALMANARRE),

ARTICLE 8 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :
   - Chemin SAINT PIERRE DES HORTS ➔ en totalité,
   - Route du SEL ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics.
2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à** :
   - 1m70 Route du SEL, sur le 2ème parking en venant de Giens,
   - 1m80 Route du SEL, sur le 1er parking en venant de Giens,
   - 2m10 Route du SEL, au niveau des portiques d'accès.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIERES – TOMBOLO DE GIENS

1. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits sur la route du SEL entre les deux portiques sauf pendant les périodes d'ouverture au public qui sont fixées par dérogation au présent arrêté.

2. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits en dehors des emplacements matérialisés et des parkings autorisés.
Toute circulation ou stationnement de nature à compromettre la tranquillité publique, la protection des espèces animales, végétales et la protection des espaces naturels sont interdits sur l'ensemble de la Route du SEL et de ses abords.
La circulation et le stationnement de tout véhicule, y compris les vélos, cyclomoteurs et motos sont interdits sur les dunes et plages.

3. La circulation et le stationnement de tout véhicule sont interdits sur la Route du SEL, dans sa totalité, par mauvais temps, la voie étant submersible.

4. L'accès à l'intérieur des zones formées par les barrières de type ganivelles est interdit à toute personne non autorisée.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 10: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ devant l'établissement POMPONIANA-OLBIA,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ entre la voie d'accès au site archéologique d'OLBIA et le carrefour giratoire de l'ALMANARRE et des deux côtés,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ face à la Jardinerie du Gros Pin, côté pair,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ sur 10 mètres environ devant l'école de l'ALMANARRE,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   - Route de l'ALMANARRE ➔ UN emplacement devant l'école,
   - Route de l'ALMANARRE ➔ DEUX emplacements devant le n° 3162,
   - Parking ZONE BLEUE ➔ UN emplacement à l'entrée sud, (Route du SEL)

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

   - Parking ZONE BLEUE ➔ UN emplacement à l'entrée sud sur 10m environ, (Route du SEL)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 11: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

- Route du SEL ➔ côté mer sur toute la longueur, sauf dans les parkings aménagés,
- Route du SEL ➔ stationnement et arrêt interdits des deux côtés entre le chemin d'accès au poste de secours de l'ALMANARRE et le parking du PASSE-PIED,
- Route du SEL ➔ devant le chemin d'accès au poste de secours de l'ALMANARRE.
- Route du SEL ➔ devant les accès à la voie réservée aux véhicules de secours et de service, de part et d'autre,
- Route du SEL ➔ côté salin, à l'intérieur des zones formées par les barrières de ganivelles.

ARTICLE 12: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Route du SEL ➔ devant l'accès à la zone balnéaire de l'Hôpital LEON BERARD.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300572-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

- D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

  - Autocars,
  - Voitures de place,
  - Véhicules à vendre,
  - Poids lourds et tracteurs,
  - Remorques et semi-remorques,
  - Véhicules avec caravane,
  - Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

L'AYGUADE - LE CEINTURON

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 13 : Les limites de l'agglomération secondaire de l'AYGUADE sont fixées ainsi qu'il suit :

- à l'Est : Boulevard du FRONT DE MER (R.D. 42 – P.K. 11.488), 10 mètres à l'Est du Pont sur la Lône de la RITORTE,
- à l'Ouest: Boulevard de la MARINE (R.D. 42 – P.K. 10.650), 110 mètres à l'Est de de son intersection avec la Rue du CEINTURON.
- au Nord : Avenue Alfred DECUGIS (V.C. 15), à son intersection avec le Traversier du PLAN, côté sud.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 14 : LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Avenue Alfred DECUGIS ➔ entre la fin de l'agglomération de HYERES LES PALMIERS et le début de l'agglomération secondaire de l'AYGUADE,
   - Agglomération secondaire de l'AYGUADE ➔ sur toutes les voies y compris sur le Boulevard FRONT DE MER et à l'exception de celles limitées à 30 Km/h,
   - Chemin de MACANY ➔ de la limite de l'agglomération de HYERES LES PALMIERS jusqu'au Petit Traversier du PLAN,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - LONE DU ROUBAUD (Port de la) ➔ sur le quai côté Ouest avec mise en place de deux ralentisseurs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 15 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Place du BOUCHON → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- CHAMBRE D'AGRICULTURE (Voie de sortie) → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Place des DAUPHINS → à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Rue de la GALERE → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Avenue des HIRONDELLES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des MESANGES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des TOURTERELLES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Traversier du PLAN → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS.

ARTICLE 16 : VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Rue du CEINTURON → à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Impasse des COLVERTS → à son intersection avec la Rue des PLUVIERS,
- Rue des COURLIS → à son intersection avec la Rue des PLUVIERS,
- Avenue Alfred DECUGIS → à son intersection avec le carrefour giratoire du Boulevard FRONT DE MER / Place St LOUIS,
- Boulevard FRONT DE MER → à son intersection avec le carrefour giratoire de l'Avenue Alfred DECUGIS / Place St LOUIS et des deux côtés,
- Rue des GREBES → à son intersection avec la Rue des COURLIS,
- Rue des GREBES → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des PLUVIERS → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS,
- Place SAINT LOUIS → à son intersection avec le carrefour giratoire du Boulevard FRONT DE MER / Avenue Alfred DECUGIS,
- Rue des PLUVIERS → à son intersection avec la Rue des LANGOUSTIERS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300832-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 17 : VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

- Allée des BERGERONNETTES ➔ partant du n° 2, aboutissant au n° 12,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ dans sa partie Ouest partant du Boulevard FRONT DE MER, aboutissant avenue des HIPPOCAMPES et dans sa partie Est partant avenue des HIPPOCAMPES, aboutissant Boulevard FRONT DE MER,
- Boulevard FRONT DE MER (contre allée) ➔ partant de la Place SAINT LOUIS, aboutissant Place Jean-Pierre DAVIDDI.
- Rue de la GALERE ➔ partant du Boulevard des GIRELLES, aboutissant Avenue des SIRENES,
- Rue des GREBES ➔ partant de la Grappe n° 2, aboutissant Grappe n° 5 et retour,
- Rue des GREBES ➔ partant de la Rue des COURLIS, aboutissant Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ partant de la Place SAINT LOUIS, aboutissant Place Jean-Pierre DAVIDDI,
- Avenue des MESANGES ➔ partant de l'Avenue des HIRONDELLES, aboutissant Avenue Alfred DECUGIS,
- Avenue des MOUETTES ➔ partant de la Place du BOUCHON, aboutissant Avenue de la CARAVELLE,
- Avenue des ROSSIGNOLS ➔ partant côté Sud, aboutissant côté Nord,
- Rue des SARANIERS ➔ partant de la Rue du CEINTURON, aboutissant Entrée du Camping BERNARD,

ARTICLE 18 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. **La circulation est interdite à tous les véhicules :**

- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Rue de la GALERE, sauf aux propriétaires riverains,
- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Place SAINT LOUIS, sauf aux propriétaires riverains,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits le mercredi jour de marché de 5 heures à 15h30 :

a) <u>du 16 mars au 14 octobre :</u>

- Avenue de la CARAVELLE ➔ entre la Place SAINT LOUIS et l'Avenue des MOUETTES.
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ sur la partie Est, depuis la limite du Domaine Public Maritime jusqu'à l'Avenue des HIPPOCAMPES,
- Boulevard FRONT DE MER (contre allée) ➔ entre la Place Jean-Pierre DAVIDDI et la Place SAINT LOUIS,
- Boulevard des GIRELLES ➔ des deux côtés, dans la partie comprise entre la Place SAINT LOUIS et la Place Jean-Pierre DAVIDDI,
- Place SAINT LOUIS ➔ en totalité Pendant le déroulement du marché, la circulation s'effectue dans les deux sens, dans l'Avenue des MOUETTES, et dans l'Avenue des HIPPOCAMPES,

b) <u>du 15 octobre au 15 mars :</u>

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ côté Est et Ouest du terrain de boules,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ entre le restaurant LE PITTOS et le Boulevard des GIRELLES,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ entre le Snack du SOLEIL et le Boulevard des GIRELLES,

3. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits :

- Quai des CORMORANS ➔ au niveau de l'accès à la capitainerie et à la zone de carénage sauf autorisation du maître de port,

4. La circulation des piétons est interdite :

- Quai des CORMORANS ➔ au niveau de la zone de carénage sauf autorisation délivrée par la capitainerie pour la réparation des bateaux,

5. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m90** :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking au niveau du Centre de Loisirs des Jeunes,

6. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

- Place des AIGRETTES ➔ en totalité,
- Boulevard de la MARINE ➔ sur la totalité des parkings situés en bordure de mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m70** :

- Place du BOUCHON ➔ sur la totalité du parking,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking du GAPEAU,

8. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m60** :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur la totalité du parking du MEROU,

9. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

10. Il est interdit, à tous les véhicules circulant sur les voies énumérées ci-dessous, de tourner à gauche en direction des voies citées :

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ en direction du Port d'HYERES, Boulevard de la MARINE,

11. En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé. Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ **UNE** barrière à environ 10m du Rond Point VALLORIATE.
  ➔ **UNE** barrière à environ 10m de son intersection avec la Rue des GREBES,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 19 : STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ au droit de la Place des AIGRETTES, en direction de HYERES LES PALMIERS,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ au niveau du n° 2137 et des deux côtés,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 20 mètres environ devant le n° 3024,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ à l'intersection avec le Petit Traversier du PLAN et des deux côtés,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres environ au droit de la Place Jean-Pierre DAVIDDI, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Les emplacements **réservés à l'administration** sont fixés comme suit :

- Impasse des COLVERTS ➔ TROIS emplacements pour l'administration municipale,
- Impasse des COLVERTS ➔ UN emplacement pour le bibliobus et UN emplacement pour la Poste face à la Mairie Annexe.

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements au droit de la Poste,
- Impasse des COLVERTS ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe,
- Rue des COURLIS ➔ UN emplacement sur le parking du Lotissement Les Cascades,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ UN emplacement à l'angle de l'Avenue des SIRENES,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ DEUX emplacements au droit du Boulevard des GIRELLES,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ UN emplacement sur la contre-allée à hauteur du n° 374,
- Rue des GREBES ➔ DEUX emplacements devant la Grappe n° 2 du Lotissement LES CASCADES,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ UN emplacement au droit du n° 5,
- Chemin de la LEVEE ➔ UN emplacement à l'entrée du parking,
- Place SAINT LOUIS ➔ UN emplacement côté Boulevard des GIRELLES,
- Avenue des SIRENES ➔ UN emplacement devant le n° 1,

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ UN emplacement sur la chaussée devant la façade du CREDIT LYONNAIS,

5. Les emplacements **réservés pour les livraisons** sont fixés comme suit :

- Boulevard FRONT DE MER ➔ UN emplacement à l'angle de la Place Jean-Pierre DAVIDDI,
  ➔ UN emplacement face au n°1 de la Rue de la GALERE, au droit du commerce Le Nautic,
- Quai des CORMORANS ➔ UN emplacement côté impair, à partir du n°3 sur une longueur de 15m environ en direction de l'Avenue des SIRENES,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les emplacements réservés au stationnement limité avec bornes « **arrêts minutes** » sont fixés comme suit :

↳ Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements, à l'entrée du parking, côté droit, limité à 30 mn (avec bornes).

↳ Place DAVIDDI ➔ DEUX emplacements face au n° 1 (limité à 30 mn).

7. Les emplacements **réservés aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳ Place des AIGRETTES ➔ DEUX emplacements pour une borne,

8. Le marché forain de la section de L'AYGUADE se déroulera tous les mercredis matin de 5h00 à 15h30, sur les voies ou portions de voies suivantes :

- Du 16 octobre au 15 mars :
  - **Place DAVIDDI,**
  - **Boulevard du FRONT DE MER, à partir du n° 368 jusqu'à la Place DAVIDDI,**

- Du 16 mars au 15 octobre :
  - **Place SAINT LOUIS,**
  - **Place DAVIDDI,**
  - **Boulevards du FRONT DE MER et des GIRELLES, de la Place SAINT-LOUIS à la Place DAVIDDI.**

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30, sur les voies visées à l'article 4.

A 14 h 30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoiement. Les vendeurs se doivent de respecter les principes suivants :

- Toujours maintenir les emplacements en parfait état de propreté,
- Ne pas tuer, ni saigner, ni dépouiller ou vider des animaux sur les marchés,
- Regrouper leurs déchets sur leur emplacement, en respectant les consignes suivantes :
  1. Les huiles de cuisson devront être présentées à la collecte en bidons étanches et fermés de 10 L maximum,
  2. Les déchets fermentescibles devront être conditionnés dans des sacs étanches et fermés,
  3. Les autres détritus, tels que les papiers, plastiques, cintres, etc… devront être regroupés dans des sacs ou cartons fermés pour ne pas rester dispersés sur le sol ou s'envoler,
  4. Les marchands de poissons, triperie, viandes ou volailles devront nettoyer leurs emplacements de manière à éliminer toutes salissures et/ou odeurs persistantes.

8. Les zones de stationnement payant **de longue durée (zone verte),** sont situées :

↳ Chemin de la LEVEE (parking) ➔ QUARANTE HUIT (48) emplacements

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 20 : STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

- AYGUADE (Port de l') ➔ à partir du Boulevard FRONT DE MER et sur toute la longueur du Quai Ouest, des deux côtés sauf emplacements matérialisés,
- Place des CASCADES ➔ dans sa totalité,
- Allée du CEINTURON ➔ entre le Chemin Louis BLERIOT et le Camping des PINS MARITIMES, des deux côtés,
- Impasse des COLVERTS ➔ sur toute sa longueur, côté Nord,
- Quai des CORMORANS ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Rue Alphonse DAUDET ➔ devant les n° 1 à 7,
- Place Jean-Pierre DAVIDDI ➔ sur toute sa longueur, côté Est,
- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur la portion en agglomération, des deux côtés,
- Rue des ETOURNEAUX ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Avenue des FREGATE ➔ sur toute sa longueur, côté impair,
- Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres au niveau de l'aire sanitaire pour autocaravanes du MEROU sauf pour les utilisateurs de la station,
- Rue de la GALERE ➔ partie comprise entre le Boulevard des GIRELLES et le Boulevard FRONT DE MER, côté impair,
- Boulevard des GIRELLES ➔ entre la Rue de la GALERE et le Quai des CORMORANS, côté impair,
- Avenue de la GOELETTE ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des GREBES ➔ devant l'accès au Chemin des SARCELLES,
- Avenue des HIPPOCAMPES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Avenue des HIRONDELLES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des LANGOUSTIERS ➔ partie comprise entre la Rue des SARANIERS et la Rue des MEDES, côté pair,
- Avenue des MESANGES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Avenue des MOUETTES ➔ sur toute sa longueur, côté pair,
- Rue des PLUVIERS ➔ sur toute sa longueur, côté Nord,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Rue des TOURTERELLES ➔ partie comprise entre l'Avenue Alfred DECUGIS et l'Avenue Alphonse DAUDET, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 21: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Chemin Louis BLERIOT ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

- Avenue Alfred DECUGIS ➔ sur 50 mètres de part et d'autre de l'arrêt de bus situé au droit du n° 2137, aussi bien sur la chaussée que sur l'accotement.

ARTICLE 22 : DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA PARTIE PUBLIQUE DE LA ZONE AEROPORTUAIRE

1. Limitations de vitesse :

   La vitesse de tous les véhicules est limitée à 30 Km/h.

2. Voies avec signal « Stop » :

   Les véhicules doivent marquer un temps d'arrêt obligatoire à la sortie des parcs de stationnement, de la voie réservée aux autobus/taxis, de la rampe d'accès au niveau « Départ » et de la voie de sortie du Camping « LES PINS MARITIMES ».

3. Voies à circulation réglementée :

   - La circulation est interdite à tous les véhicules d'une hauteur supérieure à 2m40 et d'un poids total en charge supérieur à 3t5 sauf autobus et VSL.

   - La rampe d'accès au niveau « Départ » est interdite aux piétons.

4. Stationnements réservés :

   Les emplacements réservés sont définis comme suit :

   - Autobus ➔ QUATRE emplacements au Sud de l'aérogare.

   - Taxis ➔ VINGT DEUX emplacements pour les taxis de l'aéroport et HUIT emplacements pour d'autres taxis, au Sud de l'aérogare.

   - Officiels ➔ DEUX emplacements au Sud de l'aérogare.

   - VSL ➔ CINQ emplacements au Sud de l'aérogare.

   - Handicapés ➔ TROIS emplacements devant la porte d'accès au niveau « Départ » et DOUZE emplacements sur le parc de stationnement.

5. Stationnement gênant :

   Le stationnement est considéré comme gênant (article R.417-10 du Code de la Route) sur l'ensemble des voies de circulation.

   Le stationnement de tous les véhicules n'est autorisé que dans les espaces matérialisés.

   La rampe d'accès au niveau « Départ » est interdite au stationnement sauf dépose minute, le conducteur devant rester à côté de son véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA BAYORRE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 23 : Les limites de l'agglomération secondaire de la Bayorre sont fixées comme suit :

- à l'Ouest : Route de TOULON RD 554 : au niveau du giratoire Saint GERVAIS (PR 102 + 650).
- au Nord - Ouest : Route de la CRAU (R.D 554 – PK 102.200), 220 mètres au Nord-Ouest de son intersection avec la Route de TOULON (R.D 554) et le Chemin de la BAYORRE.
- à l'Est : Route de TOULON RD 46 : au niveau du n° 470 (PR 11 + 1090).
- au Sud: Vieux Chemin de TOULON : 200 mètres au Sud à son intersection avec la Route de TOULON.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 24 : LIMITATIONS DE VITESSE

1- La vitesse de tous les véhicules, est limitée à **50 Km/h** :

- Agglomération secondaire de la BAYORRE ➔ sur toutes les voies y compris la Route de TOULON et la Route de la Crau et à l'exception de celles limitées à 70 et 30 Km/h,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ entre le Chemin de la BAYORRE et la Route de TOULON,

2- La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Chemin de la BAYORRE ➔ entre le Vieux Chemin de TOULON et le n°199 puis entre le n° 345 et la Route de TOULON,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ avec installation de ralentisseurs de part et d'autre des passages protégés situés devant le n°111 et le n° 263,
- Route de TOULON ➔ au droit de l'école Paule HUMBERT, face au n° 571 avec création d'un plateau traversant,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 25 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Ecole Paule HUMBERT (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,
- Vieux Chemin de TOULON ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,

ARTICLE 26: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Place de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,
- Chemin de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec la Route de TOULON pour les cyclistes seulement,
- Chemin de LA BAYORRE ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de TOULON,
- Route de LA CRAU ➔ à son intersection avec la Route de TOULON,

ARTICLE 27 : VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise, que dans une seule direction déterminée ainsi :

- Chemin de La BAYORRE : ➔ partant de la Route de TOULON, aboutissant Place de la BAYORRE mais seulement pour les riverains et les véhicules de service,
- Ecole Paule HUMBERT (Parking) ➔ côté Ouest : partant de la Route de TOULON, aboutissant à l'Ecole, côté Est : partant de l'Ecole, aboutissant Route de TOULON,

ARTICLE 28 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

- Chemin de La BAYORRE : ➔ la circulation est interdite aux véhicules à moteur entre le n° 199 et le 345 et autorisée seulement pour les riverains ainsi que pour les véhicules de service entre le n° 345 et la Place de LA BAYORRE,
- Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le Vieux Chemin de TOULON et le numéro 199, il est aménagé un itinéraire partagé entre véhicules à moteur et cyclistes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le numéro 199 et le numéro 345, il est aménagé une voie verte où sont autorisés cyclistes, piétons et patineurs à l'exclusion de toute circulation motorisée,

↳ Chemin de La BAYORRE : ➔ entre le numéro 345 et la route de TOULON, il est aménagé une piste cyclable réservée aux cyclistes mais sur laquelle les patineurs sont tolérés,

1- La circulation est interdite aux véhicules d'un poids total **supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les Services de la VILLE D'HYERES :

↳ Chemin de l'AUFRENE : ➔ depuis son intersection avec le Chemin VIEUX CHEMIN DE TOULON jusqu'à son débouché Chemin de la DEMI-LUNE,

↳ Allée des DASYLARIUM : ➔ depuis son intersection avec le Chemin VIEUX CHEMIN DE TOULON jusqu'à son débouché avec l'Avenue des MONOCOTYLEDONES,

↳ Vieux Chemin de TOULON : ➔ depuis son intersection avec l'Avenue des Anciens Combattants en AFN jusqu'au n° 685, dans les deux sens de circulation,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 29 : STATIONNEMENTS RESERVES

1- Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

↳Route de TOULON: ➔ sur 20 mètres environ, devant l'Ecole Paule HUMBERT,

↳Route de TOULON: ➔ sur 15 mètres face à l'école Paule HUMBERT côté pair,

2- Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳Parking de l'école Paule HUMBERT: ➔ UN emplacement côté Est,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA BERGERIE-LE POUSSET

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 30: LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Avenue de la BERGERIE ➔ en totalité,
- Allée des JONCS ➔ en totalité,
- Allée du POUSSET ➔ en totalité avec mise en place de deux ralentisseurs devant les n°57 et n°67,
- Allée des ROSEAUX ➔ en totalité,
- Avenue de la SABLIERE ➔ en totalité,

ARTICLE 31 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin Denis PAPIN ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE.
- Chemin de THALASSA ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.

ARTICLE 32: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Boulevard d'ALSACE-LORRAINE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue de la BERGERIE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue de la BERGERIE/Route de GIENS,
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,
- Allée du POUSSET ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Avenue de la BERGERIE/Route de GIENS,
- Route de la MADRAGUE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire MAJASTRE,

ARTICLE 33: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi :

- Boulevard d'ALSACE-LORRAINE ➔ côté sud : partant du Camping G.C.U, aboutissant Camping LE MEDITERRANEE
  côté nord : partant du Camping LE MEDITERRANEE, aboutissant Camping G.C.U,
- Avenue de la BERGERIE ➔ côté sud : partant de la Route de GIENS, aboutissant à la plage
  côté nord : partant de la plage, aboutissant à la Route de GIENS,

ARTICLE 34 : VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation de tous les véhicules est interdite :
   - Chemin d'ALSACE LORRAINE ➔ entre l'accès au DOMAINE DE LA MER et la plage,
   - Chemin des NAÏADES ➔ en totalité.
2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m90** :
   - Avenue de la BERGERIE ➔ entre l'Avenue de la SABLIERE et la plage,
   - Avenue de la SABLIERE ➔ sur la totalité du parking,
3. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :
   - Denis PAPIN ➔ sur la totalité du parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250617-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 – STATIONNEMENT

ARTICLE 35: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ QUATRE emplacements à hauteur de la plage.

2. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ DEUX emplacements pour 1 borne.

ARTICLE 36 : STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies ci-après définies :

   ↳ Avenue de la BERGERIE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

   ↳ Allée du POUSSET ➔ sur la portion comprise entre l'Allée des ROSEAUX et l'Allée des JONCS côté impair.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES BORRELS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 37 : Les limites de l'agglomération secondaire des BORRELS sont fixées comme suit :

- à l'Est : Chemin des BORRELS, 260 mètres au Nord-Est du Centre de l'agglomération (Deuxièmes Borrels).

- à l'Ouest: Chemin des BORRELS, au niveau de l'accès au CRAPA (Deuxièmes Borrels).

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 38 : LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à :

- **70 Km/h** sur le reste du Chemin des BORRELS,

- **50 Km/h** à partir du pont des PREMIERS BORRELS jusqu'à la sortie des DEUXIEMES BORRELS (sauf au niveau des ralentisseurs) et aux TROISIEMES BORRELS,

- **30 Km/h** -aux DEUXIEMES BORRELS entre l'école et le n°2421, au droit des deux ralentisseurs,
  -Chemin d'accès au cimetière de SAUVEBONNE, en totalité,

- **20 Km/h** sur l'Impasse de la mairie de SAUVEBONNE, depuis son intersection avec la Route de PIERREFEU, sur 50m environ,

ARTICLE 39: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin des BORRELS ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

- Chemin de la MAYONNETTE ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

- Mairie Annexe de SAUVEBONNE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de PIERREFEU (R.D. 12),

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 40: REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

1- Les voies à circulation réglementée :

La circulation sur le Chemin des BORRELS sur toute sa longueur, depuis son origine sur la Route de PIERREFEU (R.D 12) au lieu dit « La Clapière », jusqu'à la limite de la Commune d'HYERES LES PALMIERS, est interdite à tout véhicule d'un poids total en charge supérieur à 10 tonnes sauf sur dérogation accordée par la Ville d'HYERES,

- Route des BORRELS ➔ les usages venant des BORRELS et se dirigeant vers HYERES devront céder la priorité aux usagers circulant en sens opposé.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 41: STATIONNEMENTS RESERVES

Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Chemin des BORRELS ➔ sur 10 mètres environ au lieu-dit LA CLAPIERE, de part et d'autre,
- Chemin des BORRELS ➔ devant la Mairie – Annexe,
- Chemin des BORRELS ➔ sur 10 mètres environ devant les n°3899, 3906 et 4719,
- Chemin des BORRELS ➔ devant le chemin d'accès aux PREMIERS BORRELS,

ARTICLE 41-Bis : STATIONNEMENT INTERDIT

- Chemin du FONT DE LA TRUYE ➔ en totalité.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.
2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.
3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.
4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.
5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA CAPTE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 42: Les limites de l'agglomération secondaire de LA CAPTE sont fixées comme suit :

- au Nord : Route de GIENS (R.D. 97 – P.K. 4.460), 60 mètres au Nord de son intersection avec la Rue de la DARSE.
- au Sud: Route de GIENS (R.D. 97 – P.K. 5.850), 150 mètres au Sud de l'entrée principale du Camping EUROSURF.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 43: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Route de GIENS ➔ dans sa portion comprise dans l'agglomération secondaire de LA CAPTE.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Agglomération secondaire de LA CAPTE ➔ sur toutes les voies sauf la Route de GIENS,
   - Route de GIENS ➔ dans le sens de circulation le PORT vers la Presqu'île de GIENS, 20m avant le panneau de début d'agglomération,
     ➔ dans le sens de circulation la Presqu'île de GIENS vers le PORT, 20m après le n° 1999 (panneau fin d'agglomération),
     ➔ création d'un plateau traversant au niveau du n° 1845 et au niveau du n° 1945.

ARTICLE 44 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse du BOUVET ➔ à son intersection avec la Route de GIENS.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Traverse du COUCHANT → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Rue de la DARSE → à son intersection avec la Route de GIENS, des deux côtés,
- Traverse du DUNKERQUE → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Allée de la MER → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse du MONTCALM → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse de la PINEDE → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → à son intersection avec la Rue des PECHEURS, des deux côtés,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → à son intersection avec la Place du JEU DE BOULES,
- Rue du PORT DE LA CAPTE → (dans sa partie comprise entre la Rue du BANC DES FAINEANTS aboutissant Avenue de la BADINE), à son intersection avec l'Avenue de la BADINE,
- Aire de stationnement (au droit du parking de la POSTE) → à son intersection avec la Route de GIENS,
- Traverse du RICHELIEU → à son intersection avec la Route de GIENS,

ARTICLE 45: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction déterminée ainsi qu'il suit :

- Avenue de l'ARROGANTE → dans sa partie comprise entre la Traverse RICHELIEU et la Rue de la MER,
  → de son intersection avec la Traverse de l'ARROGANTE aboutissant Traverse du MONTCALM,
- Avenue de la BADINE → de son intersection avec la rue des MARCHANDS aboutissant rue du Port de la CAPTE,
  → de son intersection avec la Traverse RICHELIEU aboutissant Traverse de l'ARROGANTE,
- Rue de la DARSE → partant de la Rue du Banc des FAINEANTS, aboutissant Route de GIENS,
- Rue du Banc des FAINEANTS → à son intersection avec l'Avenue de la BADINE aboutissant Rue de la DARSE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Place du JEU DE BOULES, côté Est ➔ partant de la Rue de la DARSE, aboutissant Rue des MARCHANDS,
➔ partant de la Rue de la DARSE, contournant la Place du JEU DE BOULES, par la droite et par la gauche aboutissant Rue des MARCHANDS.

↳ Avenue du LEVANT ➔ dans sa partie comprise entre la Traverse RICHELIEU et la Rue de la MER,
➔ de son intersection avec l'Avenue de l'ARROGANTE aboutissant Traverse RICHELIEU,
➔ de son intersection avec la Traverse MONTACALM aboutissant Traverse du BOUVET,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ à son intersection avec la Route de GIENS aboutissant Avenue de la BADINE,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ partant de la Rue du PORT DE LA CAPTE, aboutissant Rue de la DARSE,

↳ Traverse de la PINEDE ➔ de son intersection avec la Traverse du COUCHANT aboutissant Allée de la MER,

↳ Rue du PORT DE LA CAPTE ➔ partant de la Rue du Banc des FAINEANTS, aboutissant Avenue de la BADINE,

↳ Aire de stationnement (au droit du parking de la POSTE) ➔ partant de la Rue des MARCHANDS, aboutissant Route de GIENS,

ARTICLE 46: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **dont la largeur excède 2m50** :

   ↳ Avenue du COUCHANT ➔ entre la Traverse du COUCHANT et l'extrémité, côté impasse,

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 2m** :

   ↳ Rue de la DARSE ➔ sur la totalité des deux parkings,

3. La circulation et le stationnement des poids lourds sont interdits :

   ↳ Port de LA CAPTE ➔ sur la totalité de l'enceinte portuaire sauf pour les véhicules de manutention des bateaux ou en cas d'autorisation du maître du port,

4. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 47: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Place Ernest MILLET ➔ sur 20 mètres environ,
- Route de GIENS ➔ sur 15 mètres environ, devant la Maire Annexe,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ à son intersection avec la Traverse du DUNKERQUE, des deux côtés,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ au niveau de l'Hôtel IBIS THALASSA, des deux côtés,
- Route de GIENS ➔ sur 10 mètres environ face à l'accès au Camping EUROSURF, des deux côtés,

2. Les emplacements **réservés aux services municipaux** sont fixés comme suit :

- Route de GIENS ➔ sur la totalité du parking de la Mairie Annexe,
- Rue des MARCHANDS ➔ UN emplacement réservé au bibliobus face au n°21, côté pair,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Avenue du COUCHANT ➔ UN emplacement face au n° 2 Bis,
- Rue de la DARSE ➔ UN emplacement sur le parking, au droit de l'entrée,
- Route de GIENS ➔ UN emplacement au Nord de la Mairie Annexe,
- Rue des MARCHANDS ➔ sur le parking, à l'extrémité Ouest, côté Route de GIENS,
- Place Ernest MILLET ➔ UN emplacement situé sur le parking,

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Route de GIENS ➔ UN emplacement sur le trottoir devant La Poste,

5. Les emplacements **réservés aux « arrêts minutes »** sont fixés comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Avenue du COUCHANT ➔ DEUX emplacements, face au n° 1 (limité à 30 minutes dont UN emplacement limité à 1m90 de hauteur),

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Rue de la PINEDE ➔ DEUX emplacements, au n°3 limité à 30 minutes.

6. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

↳Rue de la DARSE ➔ UN emplacement à l'angle de la Rue de la DARSE et de la Route de GIENS

↳Rue des MARCHANDS ➔ UN emplacement devant le n° 6 Bis de 7h à 10h tous les jours. Après ces horaires, les usagers pourront stationner sur l'emplacement.

7. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

↳ Rue des MARCHANDS ➔ DEUX emplacements,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ DEUX emplacements au n°5,

↳ Avenue de la PINEDE ➔ TROIS emplacements au n° 3,

8. Le marché aux puces et à la brocante de la fraction de la Capte se déroulera tous les dimanches matin, de 5h00 à 15h30, sur les voies et portions de voies suivantes :

- **du 1er avril au 30 septembre :** sur le terrain de sport et le parking attenant, jusqu'à la traverse de la BADINE.

- **du 1er octobre au 31 mars :** avenue de la PINEDE, dans sa partie comprise entre la traverse de l'ARROGANTE et la traverse RICHELIEU.

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5h00 à 15h30, sur les voies visées à l'article 2.

Les exposant peuvent accéder au site à partir de 7h30, après contrôle des autorisations émises par le service commerce.

A 14h30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoyage.

9. Le marché forain de la fraction de la Capte se déroulera tous les vendredis, toute l'année, de 6h00 à 14h30, sur les voies et portions de voies suivantes :

- **Avenue de la PINEDE :** côté pair et impair, dans sa partie comprise entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse de DUNKERQUE.

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5h00 à 15h30, sur les voies visées à l'article 2.

A 14h30, les étals doivent avoir été repliés pour le passage du service de nettoyage.

Les véhicules qui se trouveront en infraction avec les dispositions du présent arrêté où qui seront susceptibles de gêner le bon déroulement de la manifestation pourront faire l'objet d'un enlèvement par les services de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10. Les emplacements **réservés aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳ Avenue de la BADINE ➔ DEUX emplacements pour une borne, (Parking de la plage de la Capte)

11. Les emplacements réservés **aux E.S.A.T (Etablissement et Service d'Aide par le Travail)** sont fixés comme suit :

↳ Route de GIENS ➔ DEUX emplacements sur le parking de la mairie annexe de la CAPTE,

ARTICLE 48: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳ Traverse Jules ALLEGRE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,

↳ Rue de DARSE ➔ côté pair, sur toute sa longueur, et côté impair sur une trentaine de mètres devant l'accès à l'enceinte portuaire,

↳ Avenue du LEVANT ➔ côté pair entre les n° 45 et 49,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ côté impair, sur toute sa longueur,

↳ Rue des PÊCHEURS ➔ sur toute sa longueur, côté pair,

2. Le stationnement de tous les véhicules est interdit le vendredi jour du marché de 5 heures à 15h30 :

↳ Avenue de la PINEDE ➔ entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse du RICHELIEU, des deux côtés,

3. Le stationnement de tous les véhicules est interdit le dimanche de 7h30 à 13 heures du 3ème dimanche de septembre au 3ème dimanche du juin :

↳ Avenue de la PINEDE ➔ entre la Rue des MARCHANDS et la Traverse du RICHELIEU,

4. Le stationnement est limité à 24 heures :

↳ Port de LA CAPTE ➔ sur la totalité de l'enceinte portuaire,

ARTICLE 49: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

↳ Traverse de la BADINE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,

↳ Rue des MARCHANDS ➔ le vendredi sur toute sa longueur, côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Véhicules de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

COSTEBELLE-COUPIANE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

- Boulevard du Général KOENIG (à l'Ouest) : à la limite de la propriété privée du MONT DES OISEAUX,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 50: LIMITATIONS DE VITESSE

La vitesse de tous les véhicules est limitée à 30 Km/h :

- Rue des CAPUCINES → en TOTALITE,
- Montée de COSTEBELLE → partant du rond point des médaillés de la RESISTANCE jusqu'au rond point des médaillés MILITAIRES,
- Boulevard Félix DESCROIX → entre l'Avenue de la FONT DES HORTS et le Chemin Jacques ANQUETIL,
- Chemin de l'ERMITAGE → sur toute sa longueur,
- Chemin de la FONT DES HORTS → du n° 2506 jusqu'à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE
- Chemin de la GROTTE DES FEES → dans sa partie comprise entre le rond point de la Montée de COSTEBELLE et le rond point à l'angle de la Rue des CAPUCINES et du Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Boulevard Général KOENIG → dans le sens descendant entre la limite de la propriété privée du MONT DES OISEAUX et le Carrefour Giratoire situé Chemin des FONTAINES DE LA VILLE / Boulevard Général KOENIG,

  →du n° 668 jusqu'à son intersection avec le Boulevarde DE LA JOIE DE VIVRE, avec installation de coussins berlinois devant le n° 714,
- Allée NOTRE DAME → sur toute sa longueur,
- Rue Hippolyte PANHARD → partant du Chemin de la VILETTE aboutissant Montée de COSTEBELLE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 51: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec le Chemin de l'AMIRAL,
- Chemin de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Allée des ANTHEMIS ➔ à son intersection avec le Chemin de l'AMIRAL,
- Allée des BICHES ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin du BOCAGE ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Chemin des CARRIERES ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Rue des CHARMILLES ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Allée des CORDEILLES ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Allée des COTEAUX DE PROVENCE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Chemin de la FARIGOULETTE ➔ à son intersection avec la Montée de COSTEBELLE,
- Allée des FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG / Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de la FORET ➔ à son intersection avec le Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Rue Jean-Marie FRITZ ➔ à son intersection avec le Chemin de la GROTTE DES FEES,
- Allée du MANOIR ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Allée de MESE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Allée NOTRE DAME ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Rue de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Rue de l'OLIVERAIE ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Impasse de la REINE DE MAI ➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES,
- Lotissements LA RESCENCE DES HORTS 1 et 2 (Voies de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,
- Rue des STRELITZIAS ➔ à son intersection avec le Chemin de l'HERMITAGE,
- Rue du VELODROME ➔ à son intersection avec la Rue d'ARCADIE et l'Allée du TRAPETUM,
- Chemin de la VERTAUBANNE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 52: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Allée des ALBIZZIAS ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Chemin de l'AMIRAL ➔ à son intersection avec la Route de l'ALMANARRE,
- Rue des CAPUCINES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES / Rue des CAPUCINES,
- Allée des CHARMES ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,
- Rue des CLEMATITES ➔ à son intersection avec la Rue des CAPUCINES,
- Montée de COSTEBELLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Montée de COSTEBELLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES / Montée de COSTEBELLE, et des deux côtés,
- Boulevard Félix DESCROIX ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Avenue de la FONT DES HORTS/Boulevard Félix DESCROIX,
- Boulevard Félix DESCROIX ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé devant le Lycée Polyvalent de COSTEBELLE, des deux côtés,
- Chemin de l'ERMITAGE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG/Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,
- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,
- Avenue de la FONT DES HORTS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé FONT DES HORTS/Félix DESCROIX, des deux côtés,
- Place de la GABINIERE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,
- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Rue des CAPUCINES/Chemin de la GROTTE DES FEES, des deux côtés,

- Boulevard de la JOIE DE VIVRE ➔ à son intersection avec le Boulevard Général KOENIG,

- Boulevard Général KOENIG ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,

- Boulevard Général KOENIG ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Boulevard Général KOENIG/Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,

- Allée de l'OLEASTRE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Allée Hippolyte PANHARD ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE,

- Allée du PRESSOIR ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Chemin de la RESCENCE ARENE ➔ à son intersection avec la Rue de l'OLIVERAIE,

- Rue du VELODROME ➔ à son intersection avec l'Avenue de la FONT DES HORTS,

- Chemin des VILLAS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire situé Avenue de la FONT DES HORTS/Boulevard Félix DESCROIX.

ARTICLE 53: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Chemin des FONTAINES ➔ partant du Boulevard Général KOENIG, aboutissant Chemin des FONTAINES DE LA VILLE,

- Chemin des FONTAINES DE LA VILLE ➔ partant du Chemin des FONTAINES, aboutissant Boulevard Général KOENIG,

- Avenue de la FONT DES HORTS (Parking de l'Ecole Maternelle de COSTEBELLE) ➔ côté Nord : partant de l'Allée du TRAPETUM, aboutissant sur le Parking ; côté Sud : partant du Parking, aboutissant Allée du TRAPETUM,

- Chemin de la RESCENCE ARENE ➔ partant de l'Avenue de la FONT DES HORTS, aboutissant devant le n° 10 du Chemin de la RESCENCE ARENE,

- Chemin des VILLAS ➔ partant du LYCEE DE COSTEBELLE, aboutissant Avenue de la FONT DES HORTS,

ARTICLE 54: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Chemin Jacques ANQUETIL ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Rue des CAPUCINES ➔ en totalité, sauf pour les bus et services publics.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

↳Rue du VELODROME ➔ dans sa portion longeant le VELODROME.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 55: STATIONNEMENTS RESERVES

1. **Les arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 15 mètres environ, devant la Résidence LE SAGITTAIRE,

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 10 mètres environ devant la Résidence l'ETENDARD,

↳Rue des CAPUCINES ➔ sur 10 mètres environ devant le Supermarché LECLERC, des deux côtés,

↳ Montée de COSTEBELLE ➔ sur 15 mètres environ au niveau du Carrefour Giratoire situé Chemin de la GROTTE DES FEES/Montée de COSTEBELLE, des deux côtés,

↳ Montée de COSTEBELLE ➔ sur 15 mètres environ face au n° 45, côté pair,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔sur 15 mètres environ, devant le n°2031, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 15 mètres environ, devant le n° 1455, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 12 mètres environ, devant la Maison d'Accueil Spécialisée l'ALMANARRE, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 41, des deux côtés,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ sur 10 mètres environ, devant l'Ecole Maternelle de COSTEBELLE, des deux côtés,

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 75,

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ sur 10 mètres environ, face au n° 91, côté pair,

↳Rue de l'OLIVERAIE ➔ sur 10 mètres à l'intersection avec le Chemin de la RESCENCE ARENE, des deux côtés,

↳Chemin des VILLAS ➔ devant le Lycée Polyvalent de COSTEBELLE,

2. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

↳Chemin de la SOURCE ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 262,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳ Boulevard Félix DESCROIX ➔ UN emplacement devant la barrière menant au parvis de l'église NOTRE DAME DE CONSOLATION.

ARTICLE 55 BIS – a) : STATIONNEMENT SUR TROTTOIR

↳ Chemin de la GROTTE DES FEES ➔ DEUX emplacements, entre le n° 477 et le n° 495.

ARTICLE 56: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳Montée de COSTEBELLE ➔ côté impair entre la Rue Hippolyte PANHARD et le Carrefour Giratoire des MEDAILLES MILITAIRES,

↳Avenue de la FONT DES HORTS ➔ devant le n° 788,

↳Rue Hippolyte PANHARD ➔ côté Nord sur toute la longueur,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, SPORTIVES ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

11. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LE GAPEAU

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 57: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

- Chemin du PERE ETERNEL : → sur toute sa longueur,
- Traversier du PLAN : → sur toute sa longueur,
- Petit Traversier du PLAN → sur toute sa longueur,
- Chemin SAINT-LAZARE : → sur toute sa longueur,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Allée des ABLETTES → sur toute sa longueur,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU → sur toute sa longueur,
- Allée des BROCHETS → sur toute sa longueur,
- Impasse des CARDAMINES → sur toute sa longueur,
- Allée des CHEVESNES → sur toute sa longueur,
- Allée des GOUJONS → sur toute sa longueur,
- Allée des OMBRES → sur toute sa longueur,
- Allée des PERCHES → sur toute sa longueur,
- Chemin du PLAN DU PONT → 100 m après le Chemin de la PASSERELLE en direction du MOULIN 1er, avec création d'un plateau traversant,
- Allée des SANDRES → sur toute sa longueur,
- Allée des TANCHES → sur toute sa longueur,
- Chemin du VIVIER → sur toute sa longueur,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 58: VOIES AVEC SIGNAL STOP

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Chemin des MAURES : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Chemin des OURLEDES : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Traversier du PLAN : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Petit Traversier du PLAN : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Petit Traversier du PLAN : → à son intersection avec l'Avenue Alfred DECUGIS, de part et d'autre,
- Chemin des QUATRE VENTS : → à son intersection avec les Chemins SAINT- LAZARE et du PERE ETERNEL,
- Chemin de la RIVIERE : → à son intersection avec le Chemin SAINT-LAZARE,
- Chemin du VIVIER → de son intersection avec le Chemin du PLAN DU PONT,

ARTICLE 59: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Allée des ABLETTES → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU : → à son intersection avec la Route de NICE,
- Chemin des BORDS DU GAPEAU : → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,
- Allée des BROCHETS → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Allée des CHEVESNES → à son intersection avec le Chemin du VIVIER,
- Chemin des OURLEDES : → à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Chemin du PERE ETERNEL : → à son intersection avec le Chemin des BORDS DU GAPEAU,
- Chemin SAINT-LAZARE : → à son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,

ARTICLE 59 BIS: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction ainsi qu'il suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218306622-20250616-DEL250693-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Allée des BROCHETS ➔ partant de son intersection avec le Chemin du VIVIER (côté Sud) aboutissant Chemin du VIVIER (côté Nord).

ARTICLE 60: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1 La circulation est interdite aux véhicules **de plus de 3t5 en charge**, sauf pour les véhicules
municipaux , de sécurité, de la D.D.E ou sur dérogation accordée par la Ville d'Hyères :

↳Chemin des BORDS DU GAPEAU ➔ en totalité,

↳Chemin des MAURES ➔ en totalité,

↳ Chemin du PERE ETERNEL ➔ en totalité,

↳ Traversier du PLAN ➔ en totalité,

↳Petit Traversier du PLAN ➔ dans la portion comprise entre l'Avenue Alfred DECUGIS et le Chemin SAINT LAZARE,

↳Chemin SAINT LAZARE ➔ en totalité,

2 La circulation est interdite aux véhicules **dont la hauteur est supérieure à** :

↳ 3,65 m sur le Chemin des BORDS DU GAPEAU au niveau du pont sous la RN 98,
↳ 3,30 m sur le Chemin des OURLEDES au niveau du pont sous la RN 98,
↳ 2,60 m sur le Chemin du PERE ETERNEL entre le n° 967 et le n° 1169.

3 L'accès au barrage anti-sel du Gapeau étant dangereux, il est interdit à toute personne et à tout véhicule, à l'exception des véhicules des services publics et de la société du Canal de Provence :

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU,

4 Chemin des BORDS DU GAPEAU : ➔ un itinéraire partagé entre véhicules à moteur et cyclistes est aménagé sur toute la longueur de la voie,

5 En raison du risque inondation récurrent lié aux aléas de crues torrentielles et de ruissellement urbain, un plan d'intervention voirie a été créé. Ce dispositif cible les voiries les plus fréquemment impactées désignées ci-dessous :

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU ➔ **UNE** barrière à environ 10m de son intersection avec le Boulevard FRONT DE MER,

➔ **UNE** barrière à environ 10m du Pont de la 1ere DFL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin SAINT LAZARE	➔ **UNE** barrière face à l'entrée du Stade Jean BERTEAU.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 61: STATIONNEMENT INTERDIT

↳ Chemin des BORDS DU GAPEAU :	➔en totalité en dehors des emplacements matérialisés.
↳ Chemin SAINT-LAZARE :	➔ entre le Chemin Soldat MACRI et le n° 104 des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

ARTICLE 61 BIS: STATIONNEMENT REGLEMENTE

1 Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

↳ Allée des BROCHETS	➔ UN emplacement devant le n° 40.
↳ Allée des GOUJONS	➔ UN emplacement.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300522-20250616-DEL250068-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

GIENS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 62: Les limites de l'agglomération secondaire de GIENS sont fixées comme suit :

- à l'Ouest : Chemin du CLAIR DE LUNE, 90 mètres à l'Ouest de son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
- au Nord: Route Raymond DEGIOANNI, 50 mètres au Sud de son intersection avec le Chemin de LA PLAGE,
- au Nord: Chemin de la PLAINE DE BOUISSON, 100 mètres au Sud de l' intersection avec la Route de la MADRAGUE,
- à l' Est : Boulevard Edouard HERRIOT, à son intersection avec le Chemin des ESSARTS DU COMTE,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 63: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 50 Km/h :**
   - Agglomération secondaire de GIENS ➔ sur toutes les voies sauf celles limitées à 30 Km/h,
   - Avenue du CLAIR DE LUNE, ➔ sur toute sa longueur,
   - Route de la MADRAGUE ➔ sur toute sa longueur.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 30 Km/h :**
   - Avenue des ARBANAIS ➔ à partir du panneau « entrée d'agglomération », sur toute sa longueur,
   - Chemin des BARQUES ➔ en totalité avec pose de coussins berlinois vers le n° 298,
   - Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ de son intersection avec la Route de la MADRAGUE jusqu'à son débouché sur le Boulevard Edouard HERRIOT, dans les deux sens de circulation,
   - Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur le parking de l'Ecole Maternelle Jacques PREVERT avec mise en place d'un ralentisseur,
   - Avenue de l'ESTEREL ➔ de son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS, sur toute sa longueur,
   - Rue du MISTRAL ➔ 100 mètres de part et d'autre du passage piéton derrière la Mairie Annexe avec installation d'un ralentisseur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELI250063-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Route du NIEL ➔ de son intersection avec la Rue du MISTRAL jusqu'à son débouché avec l'Avenue des STERNES,

3. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 20 Km/h :**

↳ Route du NIEL ➔ de son intersection avec l'Avenue des STERNES jusqu'à son débouché sur le Port du NIEL,

ARTICLE 64 : VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

↳ Chemin du BETON	➔ à son intersection avec le Boulevard Edouard, HERRIOT,
↳ Avenue du CLAIR DE LUNE	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
↳ Route Raymond DEGIOANNI	➔ à son intersection avec la Route la MADRAGUE,
↳ Route Raymond DEGIOANNI	➔ à son intersection avec le Chemin du CLAIR DE LUNE,
↳ Boulevard Edouard HERRIOT	➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
↳ Impasse LOU BIOU	➔ à son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
↳ Chemin de la PLAGE	➔ à son intersection avec la Route Raymond DEGIOANNI,
↳ Chemin de la PLAINE DE BOUISSON	➔ à son intersection avec le Boulevard Edouard HERRIOT,
↳ Chemin de la PLAINE DE BOUISSON	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
↳ Route du SEL	➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 65 : VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

↳ Avenue des ARBANAIS ➔ à son intersection avec l'Avenue de l'ESTEREL,

↳ Chemin des BARQUES ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

↳ Chemin des BARQUES ➔ à son intersection avec la Route du NIEL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250610-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Place du BELVEDERE ➔ à son intersection avec la Rue du MISTRAL et la Place SAINT PIERRE.
- Route Raymond DEGIOANNI ➔ sur le parking réservé aux autobus à l'intersection avec l'Impasse LOU BIOU,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ à son intersection avec le Chemin de la PLAINE DE BOUISSON,
- Avenue de l'ESTEREL ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,

ARTICLE 66: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Place du BELVEDERE (Parking) ➔ partant de la Rue Léon ESCOFFIER, aboutissant Place du BELVEDERE,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ partant de la Rue du MAQUIS VALLIER, aboutissant Route du NIEL,
- Route Raymond DEGIOANNI ➔ partant du Chemin de la PLAGE, aboutissant Route de la MADRAGUE,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ partant de la Place du BELVEDERE, aboutissant Chemin de la PLAINE DE BOUISSON,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ partant du Chemin du BETON, aboutissant Place SAINT PIERRE,
- Rue du MISTRAL ➔ partant de la Route du NIEL, aboutissant Place du BELVEDERE,
- Chemin de la PLAGE ➔ partant de la Route de la MADRAGUE, aboutissant Route Raymond DEGIOANNI,
- Place SAINT PIERRE ➔ partant du Boulevard Edouard HERRIOT, aboutissant Rue du MAQUIS VALLIER et Rue Léon ESCOFFIER,

ARTICLE 67: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :
   - Chemin des BARQUES ➔ en totalité
   - Route du NIEL ➔ en totalité,
   - Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ en totalité sauf pour les véhicules de transport en commun.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-BEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t** :
   - Chemin du BETON ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

- Impasse LOU BIOU ➔ sur la totalité du Parking,
- Chemin DE LA PLAGE ➔ sur la totalité du Parking, (parking du Cimetière)

4. La circulation et le stationnement **des poids lourds** sont interdits :

- Port AUGUIER ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics, les véhicules de manutention des bateaux ou sur autorisation du maître du port ; le stationnement des véhicules est limité au temps nécessaire au chargement ou au déchargement des bagages et du matériel.

5. La circulation et le stationnement de tous les véhicules sont interdits **le mardi jour de marché de 5 heures à 15 heures 30** sur les voies suivantes :

- Place du BELVEDERE ➔ en totalité,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ entre la Place du BELVEDERE et la Mairie Annexe,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Place du BELVEDERE et l'école SAINT JOHN PERSE,

En cas d'infraction, les contrevenants se verront appliquer les dispositions de l'article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant.

6. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de **5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.**

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 68: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 10 mètres environ à hauteur de l'école,
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 15 mètres environ côté Sud à partir de la Place du BELVEDERE,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ sur 20 mètres environ à son intersection l'Avenue des ARBANAIS,
- Boulevard Edouard HERRIOT ➔ sur 20 mètres environ à l'intersection avec le Chemin des ESSARTS DU COMTE, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Route de la MADRAGUE ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 1737,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 1776,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ à l'intersection avec l'Avenue du CLAIR DE LUNE, des deux côtés,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 2588, côté impair,
- Route de la MADRAGUE ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 2632,
- Chemin de la PLAINE DE BOUISSON ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 204, des deux côtés,

2. Les emplacements **réservés aux administrations** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe pour les services municipaux,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ UN emplacement devant l'entrée du Square BACHAGA BOUALAM pour les services municipaux,

3. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

- Place du BELVEDERE ➔ UN emplacement sur le Parking,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ UN emplacement au droit de la Mairie Annexe,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ UN emplacement devant l'entrée du Square BACHAGA BOUALAM,
- Parking FUNEL ➔ UN emplacement à l'extrémité Nord, côté bi-cross de Giens,
- Impasse LOU BIOU ➔ DEUX emplacements sur le Parking,
- Port du NIEL ➔ UN emplacement,
- Chemin de la PLAGE ➔ QUATRE emplacements, (Parking du Cimetière)

4. Les emplacements **réservés aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Place du BELVEDERE ➔ UN emplacement à cheval chaussée-trottoir devant le Crédit Agricole,

5. Les emplacements **réservés aux arrêts minutes** sont fixés comme suit :

- Rue Claude DEBUSSY ➔ DEUX emplacements face au n° 33, limités à 30 minutes,
- Boulevard HERRIOT ➔ DEUX emplacements devant le n° 463, devant la pharmacie des Amphores, limités à 30 minutes,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE_250133-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ création d'une aire de stationnement sur une distance de 10m à l'angle de la Rue du MISTRAL.
- Place RAYMONENQ ➔ CINQ emplacements, au droit du n° 45,
- Place SAINT PIERRE ➔ DEUX emplacements au droit de l'Eglise.

7. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ DEUX emplacements pour une borne.

8. Le marché forain de la section de GIENS se déroulera tous les **mardis matin de 5h00 à 15h30**, sur les voies ou portions de voies suivantes :

Du 1er octobre au 31 mars : **Place du BELVEDERE,**

Du 1er avril au 30 septembre : **Parking FUNEL,**

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30,

9. Les emplacements réservés **aux livraisons** sont fixés comme suit :

- Place SAINT PIERRE ➔ UN emplacement devant la sortie de l'escalier ROMPICUOU.

10. Les emplacements réservés **aux véhicules navettes** sont fixés comme suit :

- Route du PORT DU NIEL ➔ UN emplacement au droit du n° 839,

11. Les emplacements réservés **aux vélos** sont fixés comme suit :

- Route du PORT DU NIEL ➔ UN emplacement face au n° 839,
- Place SAINT PIERRE ➔ UN emplacement au droit de l'Eglise,

ARTICLE 69: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules **est interdit** sur les voies suivantes :

- Chemin du BETON ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
- Avenue du CLAIR DE LUNE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
- Rue Claude DEBUSSY ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés, sauf emplacements matérialisés,
- Rue Léon GAUCHE COFFIER ➔ sur 20 mètres, côté Nord à partir de la Place du BELVEDERE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur 50 mètres aux abords des écoles des deux côtés.
- Rue Léon ESCOFFIER ➔ sur la voie d'accès à l'Ecole Primaire St John Perse.
- Rue du MISTRAL ➔ 100 mètres environ après son intersection avec la Route du NIEL, jusqu'à la Place du BELVEDERE côté Sud,
- Route du NIEL ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.
- Place SAINT PIERRE ➔ devant l'Eglise.
- VIEILLE RUE ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

ARTICLE 70: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R. 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Avenue de l'ESTEREL ➔ arrêt interdit face au n° 77,
- Port du NIEL ➔ sur la totalité avec arrêt interdit sauf sur les emplacements matérialisés.

ARTICLE 70 Bis: STATIONNEMENT GRATUIT, LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

- Place du BELVEDERE ➔ en totalité.
- Place SAINT PIERRE ➔ en totalité.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-arr250163-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES LOUBES

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 70 BIS: Les limites de l'agglomération secondaire des LOUBES sont fixées ainsi qu'il suit :

Entrée d'agglomération : 43° 113.756 »
06° 107.743 »

Sortie d'agglomération : 43° 113.742 »
06° 107, 805 »

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 71: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ du n° 1087 jusqu'à la limite de Commune.

   ↳ Chemin de la GARDE ➔ de son intersection avec l'Impasse de l'ESTALLE jusqu'à 50m avant le n° 242,
   ➔ environ 50m après le n° 242 jusqu'au n° 932,
   ➔ du n° 1143 jusqu'à son intersection avec le Chemin de l'OURSE,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ partant de son intersection avec la Route des LOUBES jusqu'au n° 1087,

   ↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ en totalité,

   ↳ Chemin de la GARDE ➔ environ 50m avant et après le n° 242 avec création d'un plateau surélevé,
   ➔ partant du n° 932 jusqu'au n° 1143 environ (de part et d'autre de la voie de chemin de fer)

ARTICLE 72: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont les suivantes :

↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ à son intersection avec la Route des LOUBES.

ARTICLE 73: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules qu'ils vont rencontrée sont fixées comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-218800622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ à son intersection avec l'embranchement vers le Carrefour SAINT GERVAIS,

↳ Chemin de LA GARDE ➔ à son intersection avec l'embranchement vers le Carrefour SAINT GERVAIS,

↳ Traverse des LOUBES ➔ à son intersection avec la Route des LOUBES,

↳ Chemin SAINT JEAN ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire de SAINT MARTIN,

ARTICLE 74: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par les services de la Ville d'Hyères:

   ↳ Chemin du COL DU SERRE ➔ en totalité.

   ↳ Impasse de l'ESTALLE ➔ en totalité.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   ↳ Traverse des LOUBES → du n° 200 jusqu'au Chemin de la GARDE.

3. Circulation interdite aux véhicules **de plus de 8 mètres de long** :

   ↳ partant du n°984 jusqu'à la sortie de l'agglomération de HYERES.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas entraver les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250132-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA MADRAGUE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 75: Les limites de l'agglomération secondaire de la MADRAGUE sont fixées comme suit:

- à l'Ouest : Avenue René DE KNYFF, au droit du pilier Est de l'entrée de la propriété communale de l'OLIVASTRE.
- à l'Est : Route de la MADRAGUE, à 80 mètres à l'Ouest de son intersection avec le Chemin de l'HERITIER,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 76: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Avenue René DE KNYFF ➔ sur toute sa longueur,

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Route de la MADRAGUE ➔ débutant à 100m du carrefour avec le Chemin de la PLAINE DE BOUISSON (côté Est) et se terminant à 100m du carrefour de la Route du SEL (côté Ouest),

   - Route de la MADRAGUE ➔ à 150m du carrefour de la Route du SEL (côté Ouest) avec création d'un plateau traversant,
     ➔ à 170m du carrefour du Chemin de la PLAINE DE BOUISSON (côté Est) avec création d'un plateau traversant,

ARTICLE 77: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Port de la MADRAGUE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,
- Chemin de la TABLE RONDE ➔ à son intersection avec la Route de la MADRAGUE,

ARTICLE 78: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue René DE KNYFF ➔ côté sud dans le sens descendant et côté nord dans le sens montant sur une cinquantaine de mètres à hauteur du centre de loisirs de l'OLIVASTRE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳ Chemin de la TABLE RONDE ➔ côté ouest partant du nord, aboutissant au sud,
côté est partant du sud, aboutissant au nord,

ARTICLE 79: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation et le stationnement **des caravanes et des camping cars** sont interdits :

   ↳ Chemin de la TABLE RONDE ➔ sur toute sa longueur,

2. La circulation des autocars, caravanes et véhicules tractant une remorque dont le PTAC dépasse 250 Kgs est interdite :

   ↳ Avenue DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'OLIVASTRE et l'accès à la zone militaire,

3. La circulation et le stationnement sont interdits sur le Port de LA MADRAGUE y compris sur la rampe d'accès à tous les véhicules, sauf ceux des entreprises concernées, de la capitainerie et des pêcheurs après accord du responsable du port. Les véhicules de ces derniers devront impérativement être stationnés sur les emplacements désignés par le responsable du port.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 80: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les emplacements **d'autobus** sont définis comme suit :

↳Avenue René DE KNYFF ➔ sur une quinzaine de mètres devant le n° 203,

↳Avenue René DE KNYFF ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 214,

↳Avenue René DE KNYFF ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 443 et face au n° 467 côté pair,

↳Avenue René DE KNYFF ➔ sur 10 mètres devant le n° 637,

↳Route de la MADRAGUE ➔ sur une dizaine de mètres à hauteur du Port de la MADRAGUE,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 3277,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres devant le n° 3002,

↳Route de la MADRAGUE ➔sur une dizaine de mètres face au n° 2964 côté impair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 81: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies ci-après définies :

- Avenue René DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'AGRIOTIER et le Chemin de l'OLIVASTRE, des deux côtés,

- Port de LA MADRAGUE ➔ le stationnement est interdit aux camping cars . Il est autorisé pour les remorques seulement pour le temps de mise à l'eau et de mise à sec des bateaux . Le stationnement est autorisé pour les véhicules légers sur les emplacements matérialisés.

- Chemin de la TABLE RONDE ➔ côté ouest sur une douzaine de mètres,

ARTICLE 82: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R.417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Avenue René DE KNYFF ➔ entre le Chemin de l'OLIVASTRE et l'accès à la zone militaire, des deux côtés.

1. Le stationnement n'est permis que d'un seul côté de la chaussée :

- Route de la MADRAGUE ➔entre le Chemin du CLAIR DE LUNE et le Chemin de la PLAGE, côté Nord,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas entraver les manœuvres de départ.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DEL250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LE PALYVESTRE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

Sans objet

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 83: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

- Chemin du PALYVESTRE : ➔ sur toute la longueur,
- Chemin du ROUBAUD : ➔ entre la limite d'agglomération et le Chemin des ROUGIERES

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

- Chemin des NARTETTES : ➔ sur toute la longueur,
- Zone Artisanale du PALYVESTRE : ➔ dans les rues Nicéphore NIEPCE et Antoine PARMENTIER en totalité,
- Chemin du ROUBAUD ➔ entre le Chemin des ROUGIERES et le Chemin de la LEVEE avec pose d'un ralentisseur entre les n° 1394 et 1490
- Chemin de la VERLAQUE : ➔ sur toute la longueur,

2.1 Zone 30k/m :

- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ en totalité,
- Rue Antoine PARMENTIER ➔ en totalité.

ARTICLE 84: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- BASE AERONAVALE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE,
- SERVICE TECHNIQUE MUNICIPAL (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300638-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Chemin des NARTETTES ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN,
- Chemin des NARTETTES ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE.
- Impasse des NARTETTES ➔ à son débouché sur le Rond-Point giratoire de l'APPEL DU 18 JUIN.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ à son intersection avec le Chemin du PALYVESTRE.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ à son intersection avec la rue Nicéphore NIEPCE au niveau du n° 550.
- Chemin du PALYVESTRE ➔ à son intersection avec l'Avenue de l'AEROPORT, et des deux côtés.
- Chemin du PALYVESTRE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE.
- Rue Antoine PARMENTIER ➔ à son débouché sur le Chemin du ROUBAUD.
- PISTE CYCLABLE ➔ à son débouché sur le Chemin des NARTETTES.
- Chemin du ROUBAUD ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE, des deux côtés.
- Chemin de la VERLAQUE ➔ à son intersection avec le Chemin du ROUBAUD.

ARTICLE 85: VOIES A SENS UNIQUE

- ESPACE 3000 (Voie de contournement): ➔ partant de l'accès au parking côté Est, aboutissant à la sortie du parking côté Ouest.
- Rue Nicéphore NIEPCE ➔ dans le sens de circulation du n° 550 vers le n° 265,

ARTICLE 86: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 2t5**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   - Chemin des ROUGIERES ➔ sur toute sa longueur.

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   - Chemin des NARTETTES ➔ sur toute sa longueur,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DELIB0316-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 5t**, sauf autorisation délivrée par la Ville d'Hyères :

   ↳ Chemin de la VERLAQUE ➔ sur toute sa longueur,

4. La circulation est interdite à tous les véhicules **sauf pour les véhicules des riverains, des services publics ou de secours :**

   ↳ Chemin de la LEVEE ➔ sur la portion en bordure du cours d'eau LE ROUBAUD,

5. Création **d'une bande cyclable** de part et d'autre de la voie suivante :

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ entre le Rond-Point giratoire Louis PICOCHE et l'Avenue de l'AEROPORT,

6. Création **d'un itinéraire partagé** entre véhicules à moteur et cyclistes sur la voie suivante :

   ↳ Chemin du ROUBAUD ➔ entre la limite de l'agglomération principale et le Chemin de la LEVEE,

7. ↳ Chemin de la LEVEE (rive droite du ROUBAUD) ➔ interdiction de circuler pour tout véhicule à moteur et piétons, sur la zone délimitée par les panneaux A23 et G1, au seuil de la piste 23, lorsque les feux rouges sont clignotants.

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 87: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ devant l'entrée de la BAN, des deux côtés,

   ↳ Chemin du PALYVESTRE ➔ sur 10 mètres environ devant le n°246,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   ↳ Chemin du ROUBAUD ➔ devant l'entrée du C.T.M,

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

   ↳ Rue Nicéphore NIEPCE ➔ UN emplacement au droit du n° 336,

4. Les emplacements **réservés aux véhicules de la fourrière canine** sont fixés comme suit :

   ↳ Rue Nicéphore NIEPCE ➔ UN emplacement de part et d'autre du n° 333,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 88: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

   - Chemin du PALYVESTRE ➔ en totalité et des deux côtés sauf emplacements matérialisés.

   - Chemin de la VERLAQUE ➔ sur toute sa longueur et des deux côtés.

2. L'arrêt de tous les véhicules est interdit sur la voie suivante :

   - Chemin du PALYVESTRE ➔ sur 300 mètres environ au droit de l'extrémité de la piste de l'Aéroport.

3. L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules sont formellement interdits sur les voies suivantes :

   - Chemin de la LEVEE ➔ sur 500 mètres au droit de la piste de l'Aéroport.

4. Le passage des piétons est formellement interdit :

   - Chemin de la LEVEE ➔ en bout de piste et à chaque mouvement d'avion.

ARTICLE 89: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'article R.417-10 du Code de Route relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Impasse des NARTETTES ➔ entre le Rond-Point du 18 JUIN et l'entrée du parking d'ESPACE 3000, côté Sud.

- ESPACE 3000 (Voie de contournement) ➔ le long du bâtiment avant la sortie du parking.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

PARCOURS CYCLABLE DU LITTORAL

ARTICLE 90: CATEGORIES D'USAGERS ET PARCOURS

Le parcours cyclable du littoral en site propre est interdit aux automobiles, motocyclistes et cyclomoteurs sauf les véhicules d'entretien autorisés, de secours et de police sur les sections suivantes :

- PR piste 15,600 (LES KERMES, limite de la Commune) au PR piste 16,400 (L'ALMANARRE limite d'agglomération),
- PR piste 17,200 (ALMANARRE Route du SEL) au PR piste 19,080 (Giratoire de L'HIPPODROME),
- PR piste 19,080 (Giratoire de L'HIPPODROME) au PR piste 19,350 (Giratoire ARROMANCHES,
- PR piste 20,610 (Giratoire de L'AEROPORT) au PR piste 24,500 (LES SALINS),
- PR piste 25,850 (MAUVANNE) au PR piste 26,495 (SAINT NICOLAS limite de Commune),
- La piste cyclable en bordure de la RD 97 entre le Carrefour du PALYVESTRE et le Giratoire ARROMANCHES,

ARTICLE 91 : REGIME DE PRIORITE

Le parcours est prioritaire sur tous les accès ou voies privées riveraines.

Le parcours est prioritaire sur toutes les voies publiques sauf :

- Débouché du parcours sur le Rond-Point de L'ALMANARRE,
- Débouché du parcours sur la RD 559 à L'ALMANARRE limite d'agglomération,
- Débouché du parcours sur la RD 559 aux KERMES limite de Commune,
- Débouché du parcours sur le Rond-Point de L'HIPPODROME,
- Débouché sur la RD 12 à MAUVANNE,
- Débouché sur la RD 12 aux SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Giratoire de L'AEROPORT ➔ branche AEROPORT prioritaire,
- Giratoire ARROMANCHES ➔ branche RD 97 prioritaire,
- Giratoire de L'AYGUADE ➔ branche Avenue Alfred DECUGIS prioritaire,
- Carrefour du CEINTURON ➔ carrefour géré par des feux avec perte de priorité du parcours au clignotant orange,
- Accès à la piste RD 97 au Carrefour du PALYVESTRE géré par des feux tricolores avec perte de priorité en sortie de piste sur la voie routière,

ARTICLE 92: STATIONNEMENT INTERDIT

Le stationnement des véhicules à moteur est strictement interdit sur l'emprise du parcours cyclable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 1 – LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 93: Les limites de l'agglomération secondaire de LA PLAGE sont fixées comme suit :

- au Nord-Ouest : Boulevard de la MARINE (R.D. 42), à 50 mètres au Nord-Est de son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,
- au Nord: Boulevard de la MARINE (R.D. 42 – P.K. 8.800), 150 mètres au Nord de son intersection avec la Rue du PORT DE LA PLAGE,
- au Sud-Ouest : Avenue Emile GERARD, à son intersection avec la Route de GIENS (R.D.97),
- au Sud-Ouest : Avenue Jean BART, à son intersection avec la Route de GIENS (R.D.97),
- au Nord-Ouest :Avenue Jean D'AGREVE, à son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 94: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 30 Km/h** :

- Avenue Jean D'AGREGE ➔ partant du Rond Point ARROMANCHE jusqu'à son intersection avec l'Avenue Stephen LIEGEARD,
- Allée FORBIN ➔ sur toute sa longueur,
- Avenue de la GAVINE➔ sur toute sa longueur,
- Avenue Emile GERARD ➔ sur la portion comprise entre l'Avenue Jean Bart et l'Allée des Tennis, côté Est,
- Allée de GRASSE ➔ en totalité,
- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ au niveau des ralentisseurs aménagés devant le n° 17 et devant l'INSTITUT HELIO-MARIN,
- Allée SUFFREN ➔ sur la portion comprise entre l'Avenue Emile GERARD et l'Allée Chevalier PAUL,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée **à 20 Km/h** :

- Quai Baron BICH ➔ en totalité y compris sur la voie d'accès à partir de l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Jetée EST ➔ en totalité.

ARTICLE 95: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Rue Léopold AQUILEA ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Avenue Jean BART ➔ à son intersection avec la Route de GIENS,
- Zone de Carénage du 1er BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire,
- Avenue Emile GERARD ➔ à son intersection avec la Route de GIENS,
- Parking HIPPODROME (sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE
- Rue de l'HIPPODROME ➔ à son intersection avec la Rue des ETRANGERS,
- HLM de la PLAGE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean D'AGREVE,
- Avenue du PONANT ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART,
- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Jetée SUD (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE,

ARTICLE 96: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée, sont fixées comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ à son intersection sur le Rond-Point giratoire situé Avenue de la MEDITERRANEE / Avenue Jean D'AGREVE, des côtés,
  ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire Porte Avions ARROMANCHES,
- Rue Léopold AQUILEA ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Jean D'AGREVE / Avenue de la MEDITERRANEE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Jetée Nord du 3ème BASSIN (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN.
- Rue de BOUGAINVILLE ➔ à son intersection avec la Rue Emile RIMBAUD,
- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ avant son intersection avec l'Avenue du Docteur ROBIN.
- Rue du Capitaine CHAPELIER ➔ à son intersection Boulevard de la MARINE, aboutissant Rue Léopold AQUILEA,
- Allée FORBIN ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART.
- Avenue de la GAVINE ➔ à son intersection avec l'Avenue de la MEDITERRANEE,
- Allée de GRASSE ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART.
- Rue de l'HIPPODROME ➔ à son intersection avec le Boulevard de la MARINE,
- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ à son intersection avec la Rue des ETRANGERS,
  ➔ face au n°9 au niveau de l'établissement LES VOILIERS,
- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Jean D'AGREVE / Avenue de la MEDITERRANEE.
- Allée Chevalier PAUL ➔ à son intersection avec l'Avenue Jean BART,
- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN.
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ à son intersection avec le Rond-Point giratoire situé Avenue Stéphen LIEGEARD / Avenue du Docteur ROBIN,

ARTICLE 97: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ partant de l'Avenue Stéphen LIEGEARD, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN,
- Rue Léopold AQUILEA ➔ partant de la Rue CHAPELIER aboutissant Boulevard de la MARINE,
- Môle central du 3ème BASSIN ➔ Côté Sud : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à la CONTRE JETEE.
  Côté Nord : partant de la CONTRE JETEE, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN,
- Rue de BOUGAINVILLE ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Rue Emile RIMBAUD,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ Voies Nord et Sud : partant de la CAPITAINERIE, aboutissant à l'Avenue du Docteur ROBIN. Voies Centrales : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à la CAPITAINERIE.

- Avenue de la GAVINE ➔ Côté Sud : partant de l'Avenue de la MEDITERRANEE, aboutissant Avenue du Docteur ROBIN. Côté Nord : partant de l'Avenue du Docteur ROBIN, aboutissant à l'Avenue de la MEDITERRANEE.

- Avenue Emile GERARD ➔ partant de l'Avenue Jean BART, aboutissant Allée des TENNIS, côté Est,

- Allée de GRASSE ➔ partant de l'Allée SUFFREN, aboutissant Avenue Jean BART,

- JARDIN DES MERS (Parking du) ➔ Côté Est : partant du Rond-Point giratoire, aboutissant au Parking. Côté Ouest : partant du Parking, aboutissant au Rond-Point giratoire,

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ partant de la Rue du PORT DE LA PLAGE, aboutissant Rue des ETRANGERS,

- Boulevard de la MARINE ➔ Côté Est : partant de la Rue de l'HIPPODROME, aboutissant Rue du PORT DE LA PLAGE. Côté Ouest : partant de la Rue du PORT DE LA PLAGE, aboutissant à la Rue de l'HIPPODROME.

- Rue Emile RIMBAUD ➔ partant de la Rue Jean d'AGREVE, aboutissant Avenue de la GAVINE,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Rue du PORT DE LA PLAGE, sauf entre l'accès à la Zone de Carénage du 1er BASSIN et le Môle Central du 3ème BASSIN, -sauf entre l'accès à la Zone de Carénage du 1er Bassin et la Rue du PORT DE LA PLAGE pour les transports exceptionnels liés à l'activité nautique qui auront au préalable déposé une demande de dérogation auprès du service de la Police Municipale,
  ➔ partant de l'Avenue Jean D'AGREVE, aboutissant Avenue de la GAVINE,
  ➔ dans sa partie comprise entre la Base Nautique et le Môle Central, uniquement le dimanche jour de marché de 6h30 à 14h30,

- Allée SUFFREN ➔ partant de l'Avenue Emile GERARD, aboutissant Allée de GRASSE,
  ➔ partant de l'Allée Chevalier PAUL, aboutissant Allée de GRASSE,

- Allée des TENNIS (Côté Est) ➔ partant de l'Avenue Emile GERARD, aboutissant Allée Chevalier PAUL,

ARTICLE 98: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250833-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

La circulation est interdite à tous les véhicules :

- Quais de PORT LA GAVINE ➔ en totalité,

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. La circulation est interdite à tous les véhicules à moteur :

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ sur la totalité de la voie de sécurité.

3. La circulation est interdite aux véhicules d'un **poids total en charge supérieur à 3t5** :

- Avenue Jean D'AGREVE ➔ partie comprise entre la Rue Emile RIMBAUD et l'Avenue du Docteur ROBIN,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et le YACHT CLUB.

4. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 2m** :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking,
- Parking de l'HIPPODROME ➔ en totalité,
- Parking du JARDIN DES MERS ➔ en totalité,
- Quai des PECHEURS (Parking du) ➔ en totalité,

5. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 10m** :

- Jetée Nord du 3ème BASSIN ➔ en totalité pour contraintes aéronautiques.

6. La circulation est interdite **aux poids-lourds et aux caravanes d'une longueur supérieure à 8m** sauf autorisation de la capitainerie :

- Jetée SUD ➔ en totalité,
- Avenue de la GAVINE ➔ en totalité,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ dans sa partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et la mairie annexe,
- Parking Capitainerie Principale ➔ en totalité,

7. L'accès à la cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN et à la Jetée SUD du 2ème BASSIN est géré par des bornes automatiques,

8. L'accès à la zone de carénage du 1er BASSIN est interdit à tous les véhicules et aux piétons, sauf pour les usagers et pour les véhicules des services publics. Les véhicules qui se trouveront en infraction aux règles du stationnement ou susceptibles de gêner l'activité du chantier de carénage, seront enlevés par la fourrière automobile.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. La circulation de tous les véhicules est interdite le dimanche, jour de marché, de 5h à 15h30 sur les voies suivantes :

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ du 1er dimanche d'Octobre au dernier dimanche précédent le week-end de Pâques, sur le parking situé entre les Avenues Docteur ROBIN et Stéphen LIEGEARD,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ du week-end de Pâques au dernier dimanche du mois de septembre : sur le parking de l'HIPPODROME,

ARTICLE 99 : ZONE PIETONNE

Une zone piétonne est créée sur la chaussée de l'Avenue du Docteur ROBIN sur une emprise de 6 mètres dans sa partie comprise entre l'Avenue de la GAVINE et le bâtiment du YACHT CLUB, et ce toute l'année.

1. Les véhicules de police, de secours et des services publics sont autorisés à pénétrer à toute heure dans la zone piétonne, pour des interventions relatives à la zone piétonne, à la zone portuaire ou aux immeubles riverains, et ce toute l'année,

2. La circulation est interdite à tous les véhicules, sauf :

   - Livraisons de 6h à 11h,
   - Usagers et professionnels du nautisme sur autorisation délivrée par le service des Ports suivant la réglementation de la ZONE PIETONNE,

3. Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent cependant pas entraver la circulation sans nécessité,

4. Le stationnement étant interdit, ne seront tolérés que les arrêts momentanés des véhicules autorisés à pénétrer dans la zone piétonne, et pour une durée strictement limitée à une demi-heure (1/2), sauf cas particulier justifié, et sous réserve d'avoir obtenu l'accord préalable de la VILLE D'HYERES,

5. La circulation des vélos est autorisée sur l'ensemble de la ZONE PIETONNE:

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 100 : STATIONNEMENTS RESERVES

1. **Les arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 4, des deux côtés,
  ➔ sur 15 mètres environ devant les HLM de la PLAGE, des deux côtés

- Avenue Jean BART ➔ sur 10 mètres environ, entre l'Allée FORBIN et la Route de GIENS, des deux côtés,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ sur 15 mètres environ devant le n° 5,
  ➔ sur 15 mètres environ devant l'Institut HELIO-MARIN,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ sur 10 mètres environ, au niveau de la GAVINE, côté pair,
  ➔ sur 10 mètres environ devant le n° 50, des deux côtés,
  ➔ sur 10 mètres environ devant les n° 18 et 29,
  ➔ sur 10 mètres environ face au n° 7, côté pair,

- Rue du PORT DE LA PLAGE ➔ sur 10 mètres environ à hauteur du n° 7,

- Bâtiment du YATCH CLUB ➔ sur 15 mètres environ, côté nord,

2. Les emplacements réservés aux **services publics** sont fixés comme suit :

- ADMINISTRATIONS ➔ DIX emplacements devant la façade Ouest de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

- POLICE ➔ TROIS emplacements devant la façade Ouest de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

- TAXIS ➔ DEUX emplacements sur le Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE,

3. Les emplacements réservés **aux personnes à mobilité réduite ou portant un macaron GIG/GIC seront exonérés de la taxe de stationnement** et sont fixés comme suit :

- Môle Central du 3ème BASSIN (Parking du) ➔ UN emplacement au droit de la Base Nautique,

- CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ QUATRE emplacements sur le Parking,

- Avenue Jean D'AGREVE ➔ UN emplacement face à l'immeuble LE CAPRICORNE,
  ➔ UN emplacement face au n° 22, devant le transformateur EDF,

- Rue Claude DURAND ➔ UN emplacement devant le n° 5,

- Avenue de la GAVINE ➔ le 1er emplacement à droite, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la MEDITERRANEE et l'Avenue du Docteur ROBIN,

- Allée Emile GERARD ➔ UN emplacement devant le n° 15,
  ➔ UN emplacement à l'angle de l'Avenue Emile GERARD et de l'Allée de SUFFREN,
  ➔ DEUX premiers emplacements côté mer, face à l'établissement « l'Endroit »,
  ➔ UN emplacement au droit du passage piétonnier d'accès à la plage des PESQUIERS,

- Rue des MERS ➔ UN emplacement sur le Parking,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Avenue Stéphen LIEGEARD ➔ UN emplacement entre les n° [illegible]
  ➔ UN emplacement face au n°8, ~~au niveau de l'entrée B4 de la~~ résidence la BALEINE,

- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ UN emplacement sur le Parking de l'HIPPODROME,

- Quai des PECHEURS ➔ UN emplacement sur le Parking,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ UN emplacement devant la MAIRIE ANNEXE,

- Avenue du Docteur ROBIN ➔ UN emplacement face à l'accès à l'ESPACE NAUTIQUE HYEROIS,

4. Les emplacements réservés **aux transporteurs de fonds** sont fixés comme suit :

- Rue Emile RIMBAUD ➔ UN emplacement sur la chaussée devant la SOCIETE GENERALE (n° 16),

5. Les emplacements réservés **aux deux roues** sont fixés comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ UN emplacement sous le porche de l'Avenue Jean d'AGREVE,

- Parking de la CAPITAINERIE ➔ ZONE PIETONNE : UN emplacement sur le côté Ouest du Port SAINT PIERRE face à la panne n° 2600, sur environ 10m,

  ➔ ZONE PIETONNE : UN emplacement sur le côté Ouest du Port SAINT PIERRE devant le VINGT SEPT M, sur environ 10m,

- Avenue de la GAVINE ➔ une aire, côté Est, à son intersection avec l'avenue du Dr ROBIN, sur une longueur de 15m,

- Avenue Stephen LIEGEARD ➔ face au n° 5 (devant le YACHT CLUB) sur environ 10m,

- Avenue Emile RIMBAUD ➔ Partant de la sortie du parking privé, côté Nord, sur 15m environ,

- Quai Docteur ROBIN ➔ à son intersection avec le Môle Central, devant la Base Nautique sur environ 10m,

6. Les emplacements réservés **aux arrêts minutes** sont fixés comme suit :

- Avenue Jean d'AGREVE ➔ DEUX aires entre le n°24 n°26, d'une durée maximale de TRENTE minutes

- Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ UN emplacement face à l'entrée de la Capitainerie d'une durée maximale de QUINZE minutes,

- Avenue de la GAVINE ➔ DEUX aires face au n°4, d'une durée maximale de TRENTE minutes

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Rue Emile RIMBAUD ➔ DEUX aires face au n° 12, d'une durée maximale de TRENTE minutes

7. Les emplacements réservés **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

   - Parking de la Capitainerie Principale ➔ TROIS emplacements pour 2 bornes,
   - Voies entre l'Avenue Stephen LIEGEARD et l'Avenue du Docteur ROBIN ➔ les QUATRE emplacements côté parking ROBIN pour 2 bornes.
   - Parking ARROMANCHES ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

8. Les emplacements réservés **aux taxis** sont fixés comme suit :

   - Parking de la Capitainerie Principale ➔ UN emplacement

ARTICLE 101: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les voies suivantes :

   - Avenue Jean D'AGREVE ➔ partie comprise entre l'Avenue Stephen LIEGEARD et l'Avenue du Docteur ROBIN, des deux côtés,
   - Môle Central du 3eme BASSIN ➔ sur la totalité de la CONTRE JETEE,
   - CAPITAINERIE PRINCIPALE ➔ devant l'accès pour les deux roues.
   - CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ sur toute la longueur des Quais NORD et SUD,
   - Allée de GRASSE ➔ en totalité, côté Ouest,
   - Jetée EST ➔ en totalité,
   - Quai des PECHEURS (Voie d'accès au Parking du) ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés,
   - Rue Emile RIMBAUD ➔ sur toute sa longueur, côté Est,
   - Avenue du Docteur ROBIN
     - ➔ sur 20 mètres environ devant la MAIRIE ANNEXE,
     - ➔ entre la MAIRIE ANNEXE et le Parking de la CAPITAINERIE PRINCIPALE, côté port,
     - ➔ entre l'Avenue de la GAVINE et l'accès à Port LA GAVINE, côté immeubles,
     - ➔ entre l'Avenue de la GAVINE et le YATCH CLUB, des deux côtés,
     - ➔ devant l'accès au Bassin des DERIVEURS,
   - Allée SUFFREN ➔ dans la portion comprise entre l'Avenue Emile GERARD, côté impair,
     - ➔ dans la portion comprise entre l'Allée Chevalier PAUL et l'Allée de GRASSE, côté pair,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Le stationnement est limité à 48 heures sous peine de mise en fourrière sur les voies suivantes :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking.
- Môle central du 3ème BASSIN ➔ sur la totalité du parking,

ARTICLE 102: STATIONNEMENT ET ARRET INTERDITS

Le stationnement et l'arrêt de tous les véhicules sont interdits sur les voies suivantes :

- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN➔ sur le Rond-point giratoire,
- CAPITAINERIE PRINCIPALE (Parking de la) ➔ devant les accès au Quai EST,
- Avenue de la MEDITERRANEE ➔ dans sa portion comprise entre l'Avenue Jean BART et le n° 47, côté mer,

ARTICLE 103 : STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article R 417-10 du Code de la Route, relatives au stationnement gênant sont applicables aux voies suivantes :

- Zone de carénage du 1er BASSIN ➔ dans sa totalité pour tous les véhicules susceptibles de gêner le fonctionnement du service public de grutage de bateaux,
- Cale de mise à l'eau du 3ème BASSIN➔ sur la totalité de sa surface,
- Quai Baron BICH et sa voie d'accès en totalité et des deux côtés,
- Avenue du Docteur ROBIN ➔ le dimanche, jour de marché, de 6 h à 14 h entre la BASE NAUTIQUE et la Rue du PORT DE LA PLAGE y compris sur le Parking,
- Jetée SUD (Voies d'accès à la) ➔ sur 30 mètres, côté Nord au niveau des bornes automatiques.

ARTICLE 104 : TRANSPORTS D'AERONEFS

A l'occasion des transferts d'aéronefs entre la Base Aéronavale et le Port d'Hyères, le stationnement et la circulation seront interdits sur l'itinéraire suivant :

- Boulevard de la MARINE,
- Rue du PORT DE LA PLAGE,
- Avenue Stephen LIEGEARD ou Avenue du Docteur ROBIN,
- Voies entre les Avenues LIEGEARD et ROBIN,
- Contre-allée de la Zone de Carénage,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

La circulation sera réglementée au fur et à mesure de l'avancement des convois par les agents chargés de la circulation.

La signalisation réglementaire sera mise en place par les services municipaux 48 heures avant les transferts.

Les véhicules en infraction seront enlevés par la fourrière automobile.

ARTICLE 104 Bis : STATIONNEMENT REGLEMENTE

1. Stationnement limité et contrôlé par horodateurs

Le stationnement payant s'effectuera du 1er mai au 30 septembre, 7/7 jours et ce de 8h à 12h et de 14h à 19h sur les voies suivantes :

- Parking de la CAPITAINERIE ➔en totalité
- Parking de la MAIRIE ANNEXE ➔à l'intersection avec l'Avenue de la GAVINE et l'Avenue du Docteur ROBIN, en totalité.
- Parking du MOLE CENTRAL, ainsi que les deux contres jetées ➔ en totalité, avec possibilité de stationnement à la journée : 8h00/19h00 Forfait de 12 euros.

Le stationnement payant s'effectuera par la perception (au-delà d'une demi-heure gratuite) du droit de stationnement mentionné dans le tableau ci-après :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT		
DUREE DE STATIONNEMENT	TARIF COURTE DUREE : **Capitainerie + Mairie Annexe**	TARIF LONGUE DUREE : **Môle Central**
30 minutes	Gratuit	Gratuit
1 heure	1.60€	1.60€
2 heures	3.20€	3.20€
3 heures	4.80€	4,80€
4 heures	6.40€	6.40€
+ de 4 heures	**17.00€ (FPS)**	17.00€
Journée (8h/19h)		12.00€
+ d'une journée		**12.00€ (FPS)**

Le bénéfice de la gratuité (1/2 heure) est limité à une fois par jour, le contrôle se faisant par saisie du numéro d'immatriculation du véhicule.

Les véhicules porteurs d'une autorisation fournie par le service des Ports, sont autorisés, pour des nécessités de service, à stationner sur les zones mentionnées dans les voies citées à l'alinéa1 du présent article, et dispensés de droit de stationnement. Cette dernière doit être apposée en évidence sur la face interne du pare brise ou, si le véhicule n'en comporte pas, à un endroit apparent, convenablement choisi.

2. Dispositions spécifiques pour les usagers du port de longue durée :

Autorisation pour les usagers bénéficiaires d'un poste d'amarrage et titulaires d'un titre d'occupation égal ou supérieur à 6 mois (usagers dits de longue durée), de stationner sur l'ensemble des zones de stationnement payant dans les conditions spécifiques suivantes :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Versement d'une redevance forfaitaire annuelle telle que fixée par délibération n°34 du 22/05/2016 (vignette 50 euros).
- Apposition, derrière le par – brise du véhicule, du dispositif d'identification délivré annuellement par les services de la ville.

3. Dispositions spécifiques pour les professionnels du nautisme :

Seront autorisés à stationner au plus proche de leur lieu d'intervention par le biais d'une redevance forfaitaire annuelle de 50 euros (carte professionnels), les catégories professionnelles suivantes :

- les professionnels dont l'activité principale implique des interventions techniques régulières sur les navires à quai,
- les professionnels de la location (une autorisation par société),
- les entreprises titulaires d'un marché de travaux ou de prestations sur le port

4. Dispositions spécifiques pour les résidents des îles de Port Cros et du Levant

Les résidents des îles de Port Cros et du Levant titulaires d'une carte de transport à destination de ces deux îles, délivrée par TPM sous réserve de la communication de certains documents, seront autorisés à occuper le Domaine Public Communal sur les trois parkings du port réglementés par horodateur :

- parking de la CAPITAINERIE
- parking de la Mairie Annexe
- parking du MÔLE CENTRAL

Le stationnement sur ces zones sera limité à 48 heures. Une tarification forfaitaire de 50 euros sera appliquée pour la période comprise entre le 1er mai et le 30 septembre.

5. Dispositions spécifiques du stationnement payant limité et contrôlé par horodateurs :

↳ Boulevard de la MARINE ➔ partant de la plage militaire jusqu'au n° 1366, parking face à l'aéroport,

➔ parking longeant le Boulevard, partant du n° 1366 aboutissant au n° 1633.

Le stationnement s'effectuera du lundi au dimanche toute l'année, ainsi que les jours fériés et ce de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.

Les tarifs appliqués seront les suivants :

INTEGRATION DU FORFAIT POST STATIONNEMENT	
DUREE DE STATIONNEMENT	Tarifs
5 heures	Gratuit
10 heures	5,00 €
20 heures	10,00 €
30 heures	15,00 €
48 heures	20,00 €
+ de 48 heures	**20.00€ (FPS)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le stationnement au delà de 48 heures sera verbalisé et au delà de 72 heures, le véhicule pourra être mis en fourrière pour stationnement abusif.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Stationnement réglementé les jours de marché :

- Parking ROBIN → En totalité, de 5 h 00 à 15 h 30, tous les dimanches de l'année excepté lors de la manifestation « semaine olympique de voiles » qui se déroule chaque année.

- Parking de l'HIPPODROME → En totalité, de 5 h 00 à 15 h 30, uniquement les dimanches lors de la manifestation « semaine olympique de voiles française de voiles »,

Le stationnement et la circulation de tous véhicules étrangers à l'organisation du marché, seront interdits de 5h00 à 15h30 sur les voies et portions de voies citées dans l'alinéa 6.

ARTICLE 104 Ter : STATIONNEMENT GRATUIT, LIMITE ET CONTROLE PAR DISQUES

Pour la période du 1er mai au 30 septembre, cette réglementation s'applique du lundi au dimanche et jours fériés, de 9h à 12h et de 14h à 19h. La durée maximale de stationnement y est fixée à UNE HEURE TRENTE (1h30).

- Avenue Jean d'AGREVE → partant de la Rue BOUGAINVILLE aboutissant Rue Emile RIMBAUD,
- Rue BOUGAINVILLE → en totalité, côté impair, partant de l'Avenue Jean d'AGREVE aboutissant Rue RIMBAUD,
- Avenue de la GAVINE → en totalité, partant de l'Avenue de la MEDITERRANEE aboutissant Avenue ROBIN,
- Rue Emile RIMBAUD → en totalité, côté impair,
- Rue du Docteur ROBIN (côté pair uniquement) → partant de la Base Nautique, jusqu'à son intersection avec le Quai Milou CONIO.

Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté. Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la durée de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé,
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la chaussée ou le trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 28/06/2025
Date de réception préfecture : 28/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE15.13-
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LES SALINS

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 105: Les limites de l'agglomération secondaire des SALINS sont fixées ainsi qu'il suit:

- au Nord-Ouest : Route des VIEUX SALINS (R.D 12), au niveaux du parcours cyclable, tronçon les SALINS/L'AYGUADE,
- à l'Ouest : Boulevard FRONT DE MER, 50m après le pont du GAPEAU, en direction du centre de la fraction des SALINS,

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 106: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :
   - Agglomération secondaire des SALINS ➔ sur toutes les voies sauf celles limitées à 30 Km/h,
2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :
   - Avenue de la LIBERATION ➔ entre la rue SAINT NICOLAS et l'Avenue des GANGUIS,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ à 50 mètres de part et d'autre de l'école, avec deux ralentisseurs,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ en totalité avec mise en place d'un ralentisseur devant l' accès au stade et d'un autre devant le n° 15,
   - Rue de la RASCASSE ➔ 100 mètres de part et d'autre du n° 161, avec mise en place de ralentisseurs, dans les deux sens,

ARTICLE 107: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Avenue de la LIBERATION ➔ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Parking du PENTAGONE (Voie de desserte) ➔ à son débouché sur la Rue de la RASCASSE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Impasse de POTHUAU ➔ à son intersection avec la Place des PECHEURS,
- Rue de la RASCASSE ➔ à son intersection avec la rue SAINT NICOLAS,
- Avenue de la VICTOIRE ➔ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,

ARTICLE 108: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs des véhicules doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit :

- Avenue des CHALUTIERS ➔ à son intersection avec le Boulevard EOLE,
- Boulevard EOLE ➔à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS,
- Boulevard FRONT DE MER ➔à son intersection avec le Boulevard EOLE,
- Avenue des GANGUIS ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Avenue de la LIBERATION ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Place des PECHEURS ➔ à son intersection avec la Rue SAINT NICOLAS,
- Avenue de la VICTOIRE ➔ à son intersection avec le Carrefour Giratoire de la Place Jacques WOLFF,
- Route des VIEUX SALINS ➔ à son intersection avec le Boulevard EOLE,

ARTICLE 109: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Place des PECHEURS ➔ côté sud partant de la Rue SAINT NICOLAS, aboutissant au Pont de la Place des PECHEURS, côté nord partant du Pont de la Place des PECHEURS, aboutissant Rue SAINT NICOLAS,
- Place des PECHEURS (Pont de la)➔ partant de la Place des PECHEURS, aboutissant Parking du PENTAGONE, sauf véhicules des services publics et de l'armée.
- Parkings (Voie de desserte)➔ partant du Parking du PENTAGONE, aboutissant Parking de la PLAGE DES SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 110: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

1. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 3t5** :

   - Rue SAINT NICOLAS ➔ en totalité sauf pour les véhicules des services publics ou de secours,
   - Plage des SALINS (Parking de la)➔ en totalité,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ en totalité sauf pour les véhicules de transport en commun,

2. La circulation est interdite aux véhicules **d'une hauteur supérieure à 1m80** :

   - Plage des SALINS (Parking de la)➔ en totalité,
   - Route des VIEUX SALINS et Boulevard FRONT DE MER (Parking situé entre les deux voies) ➔ en totalité,
   - Voie d'accès au stade ➔ en totalité,

3. La circulation est interdite aux véhicules **d'un poids total en charge supérieur à 2t5** ou **d'une hauteur supérieure à 1m80** ou **d'une largeur supérieure à 2m30** :

   - Place des PECHEURS (Pont de la)

4. La circulation est interdite à tous les véhicules à moteur :

   - Plage du PENTAGONE ➔ en totalité.

5. Le marché se tient tous les jeudis sur la Place des PECHEURS, côté Nord, de 7 à 13 heures. La circulation et le stationnement sont interdits sur l'emplacement du marché entre 5 et 15h30, la circulation s'effectuant alors dans les deux sens sur le côté Sud de la place.

6. Les livraisons chez les commerçants ne sont autorisées que de 5 à 10 heures entre le 1er juin et le 30 septembre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 111: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

   - Boulevard FRONT DE MER ➔ sur 20 mètres environ devant la Résidence « SIMONE BERRIAU », des deux côtés,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ sur 20 mètres environ au niveau de l'Impasse de la CHAPELLE,
   - Avenue de la VICTOIRE ➔ sur 20 mètres environ à son intersection avec la Route des VIEUX SALINS, côté pair,

2. Les emplacements **réservés aux personnes à mobilité réduite** sont fixés comme suit :

   - Boulevard FRONT DE MER ➔ DEUX emplacements côté mer, face au Parking situé entre la Route des VIEUX SALINS et le Boulevard FRONT DE MER,
   - Avenue des GANGUIS ➔ UN emplacement au droit de la Mairie annexe,
   - Plage des SALINS (Parking de la) ➔ TROIS emplacements,
   - Plage des SALINS (Parking à l'extrémité Est) ➔ DEUX emplacements au droit du portique côté Est,

3. Les emplacements **réservés aux livraisons** sont fixés comme suit :

   - Boulevard EOLE ➔ UN emplacement à l'angle de la Place des PÊCHEURS, côté mer, sur environ QUINZE mètres,
   - Rue SAINT NICOLAS ➔ Sur 15 mètres environ, face au n° 20,

4. Les emplacements où le **stationnement est gratuit, limité et contrôlé par disques** sont fixés comme suit :

   - Place des PECHEURS (parking) ➔ en totalité,

   Cette réglementation s'applique du lundi au samedi de 9h à 19h et dimanches et jours fériés de 9h à 12h et de 14h à 19h. La durée maximale de stationnement est fixée à UNE HEURE TRENTE (1h30).

   - Avenue des CHALUTIERS ➔ QUATRE emplacements entre la Place des LAURIERS et la Traverse BAGAUD,
   - Avenue de l'ESQUINADE ➔ TROIS emplacements

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Tous les véhicules immatriculés ainsi que les quadricycles à moteur et voiturettes sans permis sont assujettis aux dispositions du présent arrêté.
Par dérogation, ces dispositions ne s'appliquent pas :

- ✓ Aux véhicules des médecins et auxiliaires médicaux lorsque ceux-ci sont en mesure de démontrer que la dure de leur intervention les a contraint à dépasser la durée de stationnement autorisé.
- ✓ Aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.
- ✓ Aux véhicules des services de Police et de Gendarmerie, d'intervention urgente et de dépannage des services publics et communaux.

5. Le marché forain de la section des SALINS se déroulera tous les lundis matin de 5 h 00 à 15 h 30, sur les voies ou portions de voies suivantes :

- Place des Pêcheurs dans sa moitié Nord,
- Boulevard Eole dans sa totalité,

Le stationnement et la circulation de tout véhicule étranger à l'organisation du marché seront interdits de 5 h à 15 h 30

5. Les emplacements **aux véhicules électriques** sont fixés comme suit :

↳Place des PÊCHEURS ➔ DEUX emplacements pour 1 borne,

7. Les emplacements **arrêts minutes** sont fixés comme suit :

↳ Rue SAINT NICOLAS ➔ UN emplacement, face au n° 20, limité à 30 minutes.

8. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont fixés comme suit :

↳Place des PÊCHEURS ➔ sur 8m environ, au droit de la Résidence « Les Marines du Levant »,

ARTICLE 112: STATIONNEMENT INTERDIT

1. Le stationnement de tous les véhicules est interdit :

↳ Boulevard EOLE ➔ côté impair,

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ devant l'accès à la mer face au parking situé entre le Boulevard FRONT DE MER et la ROUTE des VIEUX SALINS.

↳Avenue des GANGUIS ➔ côté pair entre la Rue SAINT NICOLAS et la Traverse BAGAUD.

↳Parkings (Voie de desserte) ➔ stationnement interdit devant l'accès à la voie de secours, côté Parking du PENTAGONE et côté Parking de la PLAGE des SALINS,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Place des PECHEURS ➔ côté nord et côté sud sauf emplacements matérialisés.

↳Rue de la RASCASSE ➔ côté sud.

↳Rue SAINT NICOLAS ➔ sur 15 mètres au départ de la Place des PECHEURS.

2. Le stationnement **des campings cars et caravanes** est interdit tout au long de l'année :

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ partant du n° 2228 jusqu'au n° 2320.

ARTICLE 113 : STATIONNEMENT REGLEMENTE

1. Les véhicules stationnés de manière ininterrompue depuis plus de 24 heures seront considérés en stationnement abusif :

↳Place des PECHEURS ➔ en totalité,

↳Boulevard FRONT DE MER ➔ en totalité,
(parking au droit de l'embarcadère de la D.G.A)

↳Rue SAINT NICOLAS ➔ en totalité,

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédant 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,
- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades,

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

LA TOUR FONDUE

TITRE 1 - LIMITES D'AGGLOMERATION

ARTICLE 114: Les limites de l'agglomération secondaire de la TOUR FONDUE sont fixées ainsi qu'il suit:

- au Nord : Avenue des ARBANAIS (R.D 97), 20 mètres à l'Ouest de l'intersection avec l'Avenue de l'ESTEREL.

TITRE 2 - CIRCULATION

ARTICLE 115: LIMITATIONS DE VITESSE

1. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **50 Km/h** :

   - Agglomération secondaire de la TOUR FONDUE.

2. La vitesse de tous les véhicules est limitée à **30 Km/h** :

   - Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ en totalité.

ARTICLE 116: VOIES AVEC SIGNAL « STOP »

Les voies avec temps d'arrêt obligatoire sont fixées comme suit :

- Impasse des AVOCETTES ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Avenue de l'ESTEREL ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Lotissement LE VIEUX CHENE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Lotissement LOU PLANTIE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec le Vieux Chemin de la TOUR FONDUE,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de sortie) ➔ à son intersection avec la Place de la TOUR FONDUE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 117: VOIES AVEC SIGNAL « CEDEZ LE PASSAGE »

Les voies sur lesquelles les conducteurs doivent céder le passage aux véhicules circulant sur la voie rencontrée sont fixées comme suit:

- Chemin de la BATTERIE ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Chemin de l'ESTANCI ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS,
- Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ à son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS, des deux côtés.

ARTICLE 118: VOIES A SENS UNIQUE

La circulation de tous les véhicules n'est permise que dans une seule direction sur les voies suivantes :

- Avenue des ARBANAIS ➔ partant de la Place Lucien COULOMB, aboutissant Voie de desserte du Port de la TOUR FONDUE,
- Rue François Joseph FOURNIER ➔ partant de la Place de la TOUR FONDUE, aboutissant Place Lucien COULOMB,
- Port de la TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ partant du Parking du CONSEIL GENERAL, aboutissant Place de la TOUR FONDUE,
- Vieux Chemin de la TOUR FONDUE ➔ partant de son intersection avec l'Avenue des ARBANAIS (au niveau du garage MARTIN), aboutissant à son intersection avec la voie du lotissement LOU PLANTIER,

ARTICLE 119: VOIES A CIRCULATION REGLEMENTEE

L'accès à l'enceinte portuaire de la TOUR FONDUE est interdit à tous les véhicules sauf :

- les véhicules de livraisons,
- les véhicules munis d'une autorisation délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

TITRE 3 - STATIONNEMENT

ARTICLE 120: STATIONNEMENTS RESERVES

1. Les **arrêts d'autobus** sont définis comme suit :

- Avenue des ARBANAIS ➔ sur 10 mètres environ, devant le n° 1654,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

↳Avenue des ARBANAIS ➔ sur 20 mètres environ, côté Est de la Place Lucien COULOMB,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ sur 50 mètres au niveau de la zone revêtue de pavés autobloquants,

2. Les emplacements **réservés pour les livraisons** sont fixés comme suit :

↳Place Lucien COULOMB ➔ UN emplacement côté Est,

3. Les emplacements **réservés aux deux roues** sont définis comme suit :

↳Avenue des ARBANAIS ➔ de son intersection avec le Chemin du BOUVET jusqu'à l'entrée du parking, côté Est (tout le long du parking),

ARTICLE 121: STATIONNEMENT INTERDIT

↳Avenue de l'ESTEREL ➔ sur 25 mètres au niveau du n° 297 pour la période allant du 8 juillet 2005 au 1er avril 2006,

↳Rue François Joseph FOURNIER ➔ sur toute sa longueur des deux côtés,

↳Port de la TOUR FONDUE ➔ sur toute l'enceinte portuaire sauf pour les véhicules munis d'une autorisation délivrée par le concessionnaire,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ toute la partie pavée située face à l'embarcadère,

↳Place Louis COULOMB ➔ en totalité,

ARTICLE 122: STATIONNEMENT GENANT

Les dispositions de l'Article 417-10 du Code de la Route relatives au stationnement gênant sont applicables sur les voies suivantes :

↳Avenue des ARBANAIS ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés dans la portion en agglomération,

↳Place Lucien COULOMB ➔ sur toute sa longueur des deux côtés,

↳Avenue de l'ESTEREL ➔ sur le rond-point giratoire devant l'accès au VVF,

↳Place de la TOUR FONDUE ➔ sur la totalité du périmètre de la station de relèvement située face au Port,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

↳Parking TOUR FONDUE (Voie de desserte) ➔ sur toute sa longueur, des deux côtés.

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DISPOSITIONS GENERALES

1. A moins d'obstacle ou de réglementation spéciale, les conducteurs doivent placer leur véhicule parallèlement au trottoir, à 0,20 m. au maximum de la bordure, de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas entraver l'accès des propriétés.

2. Le stationnement est autorisé et matérialisé, soit sur un trottoir, soit sur demi-trottoir quand la largeur du trottoir permet simultanément le passage des piétons et le stationnement des véhicules.

3. Le stationnement ou l'arrêt de tous véhicules est interdit en dehors des places matérialisées au sol et/ou des parkings prévus à cet effet. Tout arrêt ou stationnement gênant sera réprimé par une contravention de 2ème classe.

4. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

5. Tout véhicule en stationnement doit être séparé des véhicules voisins de manière à ne pas empêcher les manœuvres de départ.

6. Lorsque le stationnement a lieu en bataille (perpendiculaire par rapport à la chaussée) ou en épi (en oblique par rapport à la chaussée), le conducteur doit placer son véhicule conformément au marquage au sol.

7. Il est interdit de laisser un véhicule en stationnement en un même point pendant une durée excédent 3 jours (TROIS), sous peine de mise en fourrière.

8. Afin de faciliter les travaux, les déménagements, les livraisons, les manifestations festives, sportives ou autres, et sous réserve que les emplacements soient matérialisés, que l'interdiction soit dûment signalée au moins 48 (QUARANTE HUIT) heures à l'avance, *tout véhicule gênant sera mis en fourrière.*

9. Nonobstant les dispositions du présent Arrêté, et conformément à l'Article R 417-10 alinéa 3-1er du Code de la Route, le stationnement de tout véhicule est interdit dans les voies à double sens de circulation, quand la chaussée ne peut contenir simultanément que deux véhicules de front. Dans les voies à sens unique, quand la chaussée ne peut contenir qu'un véhicule, le stationnement est interdit. Le stationnement de tout véhicule est interdit devant une entrée carrossable d'un immeuble, d'un garage ou d'une remise.

10. Le stationnement des campings cars sur les parkings des établissements scolaires ainsi qu'à proximité immédiate, est interdit durant les périodes scolaires. Les véhicules qui se trouveront en infraction seront enlevés par les soins de la fourrière automobile aux frais de leurs propriétaires.

11. Les dispositions de l'Article R 417-10 alinéa 2-2ème du Code de la Route sont applicables sur l'ensemble des emplacements réservés à l'arrêt ou au stationnement des véhicules de transport public lorsqu'ils sont signalés et matérialisés.

12. Interdictions diverses

D'une manière générale, le stationnement dans les parcs, sur trottoir ou sur chaussée, sauf indications particulières est interdit aux véhicules suivants :

- Autocars,
- Voitures de place,
- Véhicules à vendre,
- Poids lourds et tracteurs,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

- Remorques et semi-remorques,
- Véhicules avec caravane,
- Véhicules et remorques de forains ou nomades.

Le stationnement est également interdit aux deux roues, sauf emplacements réservés à cet effet et signalés en conséquence.

Les deux roues accrochées au mobilier urbain pourront être enlevés et mis en fourrière, après cisaillement de leurs antivols.

Le gardiennage, même gratuit, des véhicules automobiles en stationnement sur la voie publique ou dans les parcs est interdit.

Il est interdit à toute personne de se livrer à une activité commerciale ou publicitaire quelconque dans un parc de stationnement, sur trottoir ou sur chaussée, sauf si une autorisation spéciale lui a été délivrée par la VILLE D'HYERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ILE DE PORQUEROLLES

ARTICLE 123: REGLEMENTATION GENERALE DE CIRCULATION

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent pas cependant entraver la circulation sans nécessité.

La vitesse de tout véhicule est limitée à 20 km/h sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation.

De même, la circulation d'engins non homologués est et demeure interdite.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, les usagers devront également obtenir l'autorisation du Directeur du Parc National pour circuler sur les voies du Domaine de l'Etat.

L'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique de l'agglomération de Porquerolles est délimité en 3 zones :

1 : ZONE PIETONNE :

Elle est mise en place le 1er jour du week-end de Pâques au dernier jour des vacances de Toussaint chaque année, de 10 h 30 à 06 h 00. A l'intérieur de son périmètre, délimité par panneaux, est totalement interdite la circulation de tout véhicule à moteur thermique ou électrique ainsi que de tout véhicule, y compris tout type de cycle et tout convoi de véhicules à traction animale. Elle est formée des voies suivantes :

- Rue de la FERME ➔ dans sa partie comprise entre le quai central et le Chemin du LANGOUSTIER,
- Place d'ARMES ➔ dans sa partie comprise entre la Rue de la FERME et la Rue du PHARE,
- Place d'ARMES ➔ dans sa partie comprise entre la Rue de la FERME et la Traverse de la DOUANE,
- QUAI CENTRAL d'accès à la Capitainerie et aux pannes sauf :
  - Véhicules électriques de transport de passagers de la Ville d'HYERES et véhicules électriques taxis,
  - Véhicules retournant sur le continent, uniquement entre 12h et 15h,
  - Le stationnement est interdit sur la totalité du quai central à l'exception :
    - ✓ Des véhicules des services publics de l'Etat et de la ville d'Hyères, pour des motifs de service public,
    - ✓ Des véhicules et engins des entreprises de travaux publics, des artisans et des commerçants pour les besoins de leurs chantiers, auxquels une dérogation ne pourra être accordée qu'à titre précaire, pour une durée et des itinéraires déterminés par l'autorité municipale, et à condition que leur activité principale se situe sur l'Ile.
    - ✓ Des véhicules des particuliers pour cas de force majeure et pour des durées ne pouvant excéder la journée.

  Ces véhicules des services publics bénéficieront d'une autorisation permanente qui devra être renouvelée lors de changement de véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1.1 : **LIVRAISONS :**

Elles sont autorisées de 6h à 10h30.

1.2 : **CIRCULATION DES CYCLISTES :**

Elle est interdite sur l'ensemble de la zone piétonne.

2. VOIE DE CONTOURNEMENT DE LA PLACE D'ARMES

Formée par les voies suivantes :

- Rue de la DOUANE
- Rue de la POSTE,
- Place d'ARMES,
- Rue du PHARE,
- Rue Sylvia FOURNIER,
- Rue de la FERME,
- Chemin du LANGOUSTIER.

Sur cette voie seront autorisés à circuler les véhicules à moteur électrique durant les heures de fermeture de la zone piétonne, et les véhicules dûment autorisés pour le transport des bagages et les petites livraisons.
Le parking de la cale de mise à l'eau sera réservé au seul usage des véhicules électriques.

3. VOIE DE CONTOURNEMENT DU VILLAGE

Cette voie est obligatoire pour les véhicules à moteur thermique durant les heures de fermeture de la zone piétonne.

Chaque véhicule ou engin à moteur autorisé à circuler devra être muni d'une autorisation individuelle conforme au modèle annexé au présent arrêté, délivrée par les Autorités Municipales après avis du Directeur du Parc National.
Cette autorisation devra être apposée, sous forme de vignette, sur le pare-brise du véhicule.

Les conditions générales d'accès et de circulation sur l'Ile de Porquerolles sont définies ci-après :

- Le titulaire de la carte grise devra présenter un véhicule en règle avec les conditions de circulation prévues par le Code de la Route (assurance, contrôle technique, homologation de circulation), ainsi que tout justificatif prouvant sa domiciliation permanente sur l'Ile de Porquerolles, le nombre de véhicule étant limité à 1 par famille.
- Les autorisations de circuler pour les propriétaires de résidences secondaires seront soumises à autorisation spéciale.
- L'autorisation de circulation sera délivrée pour une durée de 1 année (du 1er janvier au 31 décembre) et devra être renouvelée chaque année avant le 31 mars. Au delà de cette date, plus aucune autorisation ne sera délivrée.

Des conditions particulières d'interdiction de circulation à titre provisoire pourront être mises en place et imposées à tout usager, en fonction :

- des impératifs de circulation des véhicules d'incendie et de secours,
- des intempéries,
- du plan de sécurité incendie (Plan GALA),
- de l'état des voies et des chemins,
- des caractéristiques des véhicules ou engins à moteur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-SE1256000-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ILE DU LE LEVANT

ARTICLE 124: REGLEMENTATION GENERALE

-Les voies et chemins privés de la partie civile de l'île du Levant, commune d'Hyères sont ouverts à la circulation publique. Par dérogation, seuls les véhicules cités à l'article 4 sont autorisés à circuler et à stationner sur le domaine.

- La vitesse de tout véhicule y est limitée à 30 km/h.
- La circulation et le stationnement y sont interdits entre 21 h et 8 h, sauf pour les véhicules des services publics en intervention. Des dérogations pourront cependant être accordées par l'autorité territoriale, notamment en ce qui concerne le transport des personnes à mobilité réduite.

1. VEHICULES ET ENGINS NON AUTORISES :

- La circulation des véhicules d'un Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) supérieur à 7,5 tonnes est interdite, sauf dérogation accordée par la commune,
- La circulation d'engins spéciaux tels que définis à l'alinéa 6.2 de l'article R.311-1 du Code de la Route est interdite sur l'ensemble des voies d'Héliopolis, ainsi que les cycles, cyclomoteurs, trottinettes ou autres engins à roues.
- La circulation d'engins non homologués est interdite.

2. DEROGATIONS

Par dérogation, sont autorisés à circuler et à stationner dans la zone visée à l'article 2 les véhicules mentionnés ci-après :

2.1: Les véhicules des services publics de l'État et de la ville d'Hyères, pour des motifs de service public (véhicules de police, véhicules chargés d'une mission de service public, véhicules de secours et le lutte contre les incendies, véhicules de médecins et infirmiers).
Ces véhicules bénéficieront d'une autorisation permanente.

2.2 : Les véhicules et engins des entreprises de travaux publics, des artisans et des commerçants pour les besoins de leurs activités (transport de matériaux, livraisons), auxquels une dérogation ne pourra être accordée qu'à titre précaire, pour une durée et des itinéraires déterminés par l'autorité municipale, et à condition que leur activité principale se situe sur l'Ile.
Les propriétaires de ces véhicules devront solliciter une autorisation, renouvelable annuellement, auprès de la Police Municipale, et fournir un formulaire d'autorisation complété (annexe 1) accompagné de l'attestation d'assurance du véhicule, du contrôle technique valide, certificat d'immatriculation et tout justificatif attestant de leur activité sur l'île).

2.3 : Les véhicules de transport public de personnes (minibus, autocars, VTC) qui devront fournir en sus leur licence de transport et leur attestation de capacité de transporteur public routier de personnes.

2.4 : Les cycles à deux roues et à pédalage assisté tels que définis à l'alinéa 6.11 de l'article R.311-1 du Code de la Route, dotés d'une propulsion électrique, ne dépassant pas un PTAC de 300 kg sur terrain plat et 200 kg en pente, équipés obligatoirement d'un dispositif de freinage, dont les dimensions du caisson porteur ne dépassent pas 1 m de long et 0,90 m de large et ayant obtenu l'autorisation des services municipaux,

2.5 : Les véhicules de l'ASL dûment identifiés,

2.6 : L'engin de gerbage de la compagnie de transport maritime.

Ces autorisations devront figurer de façon visible à l'avant de chaque véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERDICTION DE CIRCULATION

Des conditions particulières d'interdiction de circulation à titre provisoire pourront être mises en place et imposées à tout usager, en fonction :

- des impératifs de circulation des véhicules d'incendie et de secours,
- des intempéries,
- de plan de sécurité incendie (Plan GALA),
- de l'état des voies et des chemins,
- des caractéristiques des véhicules ou engins à moteur.

4. STATIONNEMENT

Le stationnement de tout véhicule est interdit :

- Route de l'AYGADE : en totalité,
- Place DURVILLE : en totalité,
- Port de l'AYGADE : sauf emplacements matérialisés.

5. MOTORISATION

Les véhicules autorisés à pénétrer et à circuler sur le domaine d'Héliopolis dans les conditions prévues en annexe 1 devront être obligatoirement à motorisation électrique, exceptés :

- Les véhicules effectuant des travaux sur le domaine et transportant des matériaux durant la période du 1er octobre au 31 mai, qui devront se mettre en conformité avant le 31 décembre 2023.
- Les véhicules autorisés à circuler pour une durée limitée au titre de l'article 4.2.

Les piétons bénéficient de la priorité sur les véhicules dont ils ne doivent pas cependant entraver la circulation sans nécessité.

Les transporteurs maritimes ne pourront assurer le passage de véhicules à destination de l'île du Levant que s'ils y sont autorisés, préalablement à l'embarquement, par les services compétents.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 125 : STATIONNEMENT DES CARAVANES ET AUTRES VEHICULES AMENAGES (camping-cars)

Le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé sur le territoire de la commune dans les conditions définies ci-après.

Durant la période hivernale, du 1er octobre au 30 avril, le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé de la manière suivante :

1) **En mode normal :**

- Le stationnement est autorisé sur l'ensemble des voies de la commune et quartiers compris.
- Durant la fermeture de la Route du Sel le stationnement est interdit.

2) **En mode hébergement :**

- Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la commune

Durant la période estivale, du 1er mai au 30 septembre, le stationnement des véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement est réglementé de la manière suivante :

1) **En mode normal :**

- Le stationnement est autorisé de **8h à 21h** sur les fractions et quartiers suivants :

- *Fraction de Giens,*
- *Fraction de la Capte,*
- *Fraction des Salins,*
- *Fraction de l'Ayguade,*
- *Fraction du Port,*
- *Fraction des Borrels / Sauvebonne,*
- *Quartier du vieux Château,*
- *Quartier de l'Almanarre,*
- *Quartier de Costebelle,*
- *Quartier de la Bergerie,*
- *Quartier de la Madrague,*

- Le stationnement est interdit de **23h à 6h** sur la fraction suivante :

- *Route du Sel (tombolo),*

2) **En mode hébergement :**

- Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la commune

Les propriétaires de véhicules classés M1 de type autocaravanes, camping-cars, fourgons, aménagés et de tout autre véhicule utilisé en mode d'hébergement ne doivent procéder à aucun déballage de linge ou matériel, écoulement de liquide, abandon de détritus sur la voie publique, ni installer leur véhicule sur cales.

Il est rappelé que l'emploi du feu même à usage domestique est strictement interdit. Il est strictement interdit de fumer dans les lieux présentant un risque réel d'incendie (pinède, forêt, garrigue...)

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250611-DE-2025-061-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 126 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par une signalisation réglementaire, Une mise en fourrière des véhicules contrevenants sera effectuée conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 127 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Ville d'Hyères-les Palmiers dans un délai de deux mois et vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 128 : Madame la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale, et Monsieur le Chef de la Police Municipales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Publié le 26 MARS 2024

Fait à HYERES LES PALMIERS, le 18 mars 2024

Pour le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité
Rémy THIEBAUD

MAIRIE D'HYERES-LES-PALMIERS
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
83412 - VAR - 266

DESTINATAIRES :
+Mme la Directrice Générale des Services en charge de l'administration générale
+M. le Chef de la Police Municipale
+ PC Radio
+Service Voirie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre village

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Département du Var Arrondissement de Toulon	COMMUNE DE LA CRAU ARRETE DU MAIRE
ARRETE N°: 2021-338	
NATURE DE L'ARRETE : Police Municipale	
SERVICE EMETTEUR : Direction Police Sécurité	
OBJET : Arrêté permanent fixant les limites de l'agglomération de la commune LA CRAU.	
RECEPTION EN PREFECTURE : **AFFICHAGE :** **PUBLICATION :** **NOTIFICATION :**	

Nous, Maire de la Commune de La Crau (Var),
Vu la loi n°82-213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 et L.5217-2 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110.1, R110.2, R.411.2, R411.8 et R411-25 à 28 et R413.3 ;
Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière-Livre 1-5ème partie ;

Considérant que la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires susvisées nécessite que les limites d'agglomération de la commune de LA CRAU soient fixées par arrêté municipal

ARRETONS

Article 1 : Sur la commune de LA CRAU, les entrées et sorties d'agglomération sont ainsi fixées :
-D554 PR 99+40 - Avenue du 8 mai 1945
-D554 PR 98+20 - Route de HYERES
-D554B PR 0+1185 et PR 0+30 - Voie Villeneuve
-D76 PR 3+220 et PR 0+720, Avenue Jean MONNET
-D76 PR 0+910 et D76 croisement D98- Route des avocats
-D76 PR 1+490 – Chemin de l'Estagnol
-D29 PR 5+590 – Avenue de TOULON
-D29 PR 2+930, PR 2+210 et PR 1-80 – Route de Pierrefeu

rticle 2 : la signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle-Livre I-5ème partie-signalisation d'indication- sera mise en place par le conseil départemental du VAR et la commune de LA CRAU.

Article 3 : cet arrêté prend effet dès que la signalisation règlementaire sera mise en place par les services concernés.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les limites de l'agglomération de la commune de LA CRAU sont abrogées.

Article 5 : Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Hyères et Monsieur le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Fait à La Crau, le 05 mai 2021
Pour Le Maire, Hervé CILIA, Adjoint Délégué,
à la Sécurité, Police, Prévention de la Délinquance et Préventions des Risques Majeurs, PCS et ODP

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Département du Var ——— Arrondissement de Toulon	COMMUNE DE LA CRAU ARRETE DU MAIRE
ARRETE N : 2021-0947	
NATURE DE L'ARRETE : Police Municipale	
SERVICE EMETTEUR : Direction Police Sécurité	
OBJET : Modification de la limite d'agglomération RD29 Route de Pierrefeu	
RECEPTION EN PREFECTURE : AFFICHAGE : PUBLICATION : NOTIFICATION :	

Nous, Maire de la Commune de LA CRAU (VAR),
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure,
Considérant que la zone agglomérée située le long de la Route de Pierrefeu s'est étendue, et qu'il est donc nécessaire de modifier cette limite d'agglomération,

ARRETONS

ARTICLE 1 – Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites Nord de l'agglomération sur la RD29 Route de Pierrefeu, sont abrogés

ARTICLE 2 : les limites de la réglementation de la Ville de la Crau, au sens de l'article R110—2 du Code de la Route, sont fixées au PR2+500 des deux côtés sur la RD29 route de Pierrefeu à compter du 1e décembre 2021.

ARTICLE 3 : La vitesse sera limitée à 50km/heure du giratoire des Anciens combattants au PR2+500 et dans la zone limitée à 30km/h entre les deux ralentisseurs.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par le Conseil Départemental du Var.

Article 5 : Le Directeur Général des Services et le Directeur de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché à l'hôtel de ville.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant M. Christian SIMON, maire de la commune de la Crau. Il peut également être déféré devant le Tribunal administratif de Toulon dans les mêmes conditions de délai. Le Tribunal administratif peut-être saisi par le site https : //www.telerecours.fr/.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmis à :
- Monsieur le Maire, bénéficiaire de la demande
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Hyères

Fait à La Crau, le 25/11/2021
Pour Le Maire, Hervé CILIA, Adjoint Délégué à la Sécurité, Police, Prévention de la Délinquance et Préventions des Risques Majeurs, PCS et ODP

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

VILLE DE LA GARDE

ARRETE MUNICIPAL N°2018-875

DIRECTION GENERALE AJOINTE DES FINANCES
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE
POLE PROGRAMMATION-CONTROLE DE GESTION
DOMAINE PUBLIC
Service Gestion du Domaine Public
Publicité et Enseignes
JPH/JB/AJ/AP/DM/2018

VISAS		
Resp.	D.M.C.S.	D.G.S.

OBJET : ARRETE MUNICIPAL PERMANENT PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE LA GARDE

JEAN-CLAUDE CHARLOIS, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 131-1 et L551-1

VU le code de la route et notamment les articles R110-1 et suivants, R 411-2, R411-8 et R411-25 à 28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 31 juillet 1981 relatif à la modification du périmètre d'agglomération sur le CD 29 ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 12 août 1985 relatif à la définition précise des limites d'agglomération ;

VU l'arrêté du Conseil Municipal de la ville de La Garde du 14 mai 1990 relatif à la nouvelle définition des limites d'agglomération ;

CONSIDERANT la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire.

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération, sont abrogées.

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de la présente commune, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250622-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIERS	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
20	20E	ENTREE	RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE	946447,5886	6231118,5377	6,027565	43,136795
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la présente commune.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : MM. le Directeur Général des Services de la commune de La Garde, le Directeur départemental de la sécurité publique du Var, le Directeur de la Police Municipale de la commune de La Garde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :
- Monsieur le Préfet du Var,
- Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

Le présent arrêté sera transmis à monsieur le Préfet du Var et sera reproduit intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Il sera affiché, ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Il sera communiqué, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à La Garde, le 12 décembre 2018

Jean-Claude CHARLOIS
Maire de la Ville de La Garde

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20181212-ARR20181212875a-AR
Date de télétransmission : 18/12/2018
Date de réception préfecture : 18/12/2018

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Annexe à l'Arrêté Municipal n°2018-875 en date du 12 Décembre 2018 portant modification des limites de l'agglomération de la Commune de la Garde

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	X	Y	LONGITUDE	LATITUDE
1	1E	ENTREE	CHEMIN DE LA FOUX	945779,6850	6229691,2347	6,018698	43,124197
	1S	SORTIE	AVENUE JULES FERRY	945742,1084	6229704,5866	6,018243	43,124329
2	2E	ENTREE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,4305	6229061,4919	6,011063	43,118742
	2S	SORTIE	AVENUE DU 14 JUILLET 1789 - (RD 86)	945181,8311	6229106,5656	6,011089	43,119147
3	3E	ENTREE	CHEMIN DE RABASSON	946423,9915	6230314,2544	6,026897	43,129574
	3S	SORTIE	CHEMIN DE RABASSON	946389,8746	6230319,4002	6,026481	43,129632
4	4E	ENTREE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946811,3828	6230961,8346	6,031956	43,135261
	4S	SORTIE	CHEMIN DE LA PLANQUETTE	946832,5400	6230966,1354	6,032218	43,135292
5	5E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942748,3049	6227933,0195	5,980687	43,109430
	5S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42)	942745,8524	6227949,7430	5,980665	43,109581
6	6E	ENTREE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944252,1584	6228001,2121	5,999167	43,109530
	6S	SORTIE	AVENUE DU COMMANDANT JEAN HUOT - (RD 42) / LE PRADET	944260,4207	6227972,2275	5,999255	43,109267
7	7E	ENTREE	AVENUE 1ERE D.F.L	943884,0138	6230038,1063	5,995599	43,127963
	7S	SORTIE	AVENUE 1ERE D.F.L	943892,9271	6230045,6106	5,995712	43,128028
8	8E	ENTREE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944961,5634	6230649,9760	6,009108	43,133094
	8S	SORTIE	MONTEE DU THOUAR - (RD 86)	944963,9570	6230637,0150	6,009131	43,132977
9	9E	ENTREE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943015,9354	6228710,5363	5,984331	43,116327
	9S	SORTIE	AVENUE ABEL GANCE - (RD 29)	943003,2381	6228739,0932	5,984188	43,116588
10	10E	ENTREE	RUE DES OLIVIERS	944067,5459	6228386,7683	5,997082	43,113059
11	11S	SORTIE	PONT DU DISQUE	943427,6558	6228461,7136	5,989266	43,113950
12	12E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943017,0715	6229419,3160	5,984674	43,122697
	12S	SORTIE	VIEUX CHEMIN DE SAINTE-MUSSE	943055,1049	6229425,4224	5,985143	43,122739
13	13E	ENTREE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946280,6420	6231175,3151	6,025543	43,137363
	13S	SORTIE	AVENUE 1ERE B.I.M.P - (RD 29)	946326,1369	6231165,3818	6,026097	43,137258
14	14E	ENTREE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946362,2534	6231209,4934	6,026561	43,137642
	14S	SORTIE	Rp-pt DESIRE CAMPENIO	946341,1324	6231236,6207	6,026314	43,137893
15	15E	ENTREE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947433,9728	6232653,0319	6,040396	43,150246
	15S	SORTIE	AVENUE DU DOCTEUR ALBERT SCHWEITZER - (RD 67)	947444,5985	6232634,0943	6,040518	43,150072
16	16E	ENTREE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947225,9345	6232746,4648	6,037887	43,151158
	16S	SORTIE	AVENUE ALPHONSE LAVALEE	947236,6845	6232741,4351	6,038016	43,151109
17	17E	ENTREE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944605,0660	6228744,2299	6,003843	43,116088
	17S	SORTIE	AVENUE 8 MAI 1945 - (RD 2242)	944596,7977	6228746,6442	6,003743	43,116112
18	18E	ENTREE	AVENUE MARYSE BASTIE	946844,2495	6231036,8218	6,032395	43,135924
	18S	SORTIE	AVENUE MARYSE BASTIE	946859,3605	6231025,7463	6,032575	43,135819
19	19E	ENTREE	RUE DE LA BRUNETTE	943007,4987	6229178,6322	5,984444	43,120537
	19S	SORTIE	RUE DE LA BRUNETTE	942986,7400	6229190,1000	5,984195	43,120647
~~20~~	~~20E~~	~~ENTREE~~	~~RUE CLAUDE ROUGET DE LISLE~~	~~946447,5886~~	~~6231118,5377~~	~~6,027565~~	~~43,136795~~
21	21E	ENTREE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945602,4898	6231804,1048	6,017515	43,143248
	21S	SORTIE	AVENUE LOUIS ANTOINE SAINT JUST	945603,0851	6231814,7543	6,017527	43,143343
22	22E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945997,1775	6231263,5515	6,022105	43,138254
	22S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (NORD)	945956,2854	6231254,3292	6,021599	43,138185
23	23E	ENTREE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946011,3088	6231205,3290	6,022252	43,137725
	23S	SORTIE	AVENUE ANDRE LURCAT (SUD)	946062,1898	6231194,0367	6,022871	43,137606

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

1. Chemin de la Foux (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **1E**

Avenue Jules Ferry (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **1S**

Accusé de réception en préfecture
083-218300021-20250618-DEL250655-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

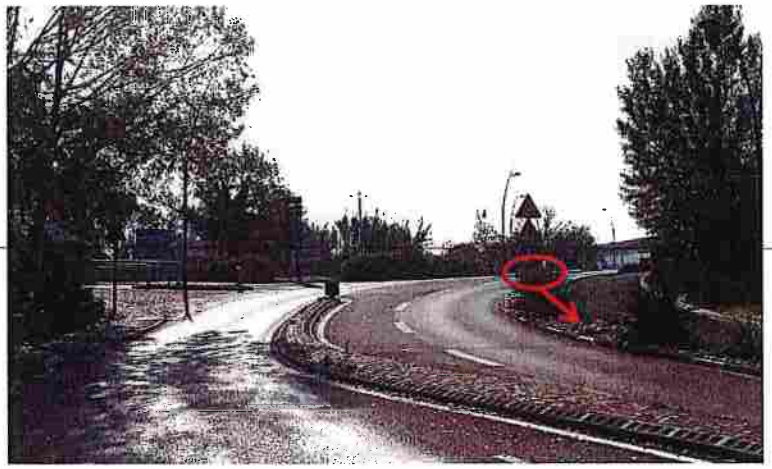
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2. Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **2E**

Avenue du 14 Juillet 1789 RD 86 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **2S**



Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

3. Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :

Entrée d'agglomération : **3E**

Chemin de Rabasson (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **3S**

Source : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-20250618-DE-250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

4. Chemin de la Planquette (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : 4E

Chemin de la Planquette (Manquant à remettre) :

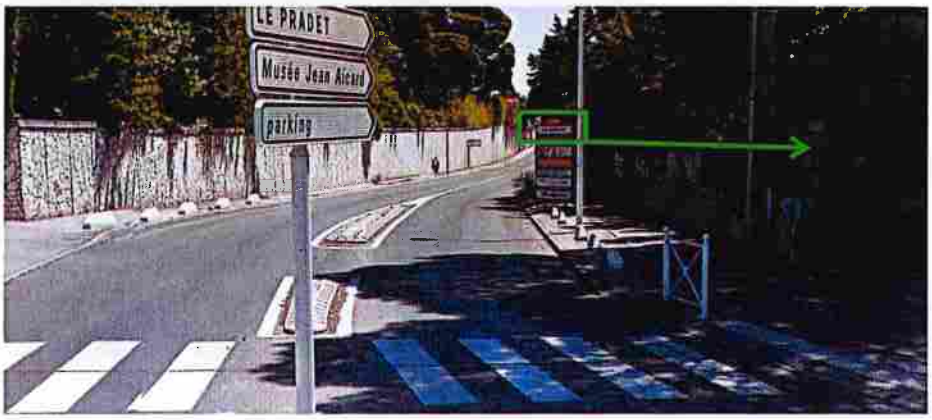
Sortie d'agglomération : **4S**

Accusé de réception en préfecture
083-218200422-20250616-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

5. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **5E**



Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Manquant à remettre) :

Sortie d'agglomération : **5S**

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MEC/SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

6. Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **6E**

Avenue du Commandant Jean Huot RD 42 (Existant à déplacer en amont) :

Sortie d'agglomération : **6S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MJS SIG Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250610-DM125-059-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

7. Avenue de la 1ère D.F.L (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : **7E**

Avenue de la 1ère D.F.L (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : **7S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.L. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

8. Montée du Thouar (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 8E

Montée du Thouar (Existant et inchangé) :

Sortie
d'agglomération : 8S

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : VLS. SIG VMEDE la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-065-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

9. Avenue Abel Gance (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 9E

Avenue Abel Gance (Existant et inchangé)

Sortie d'agglomération : **9S**

Source : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Arrêté M.S. 3/3 Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

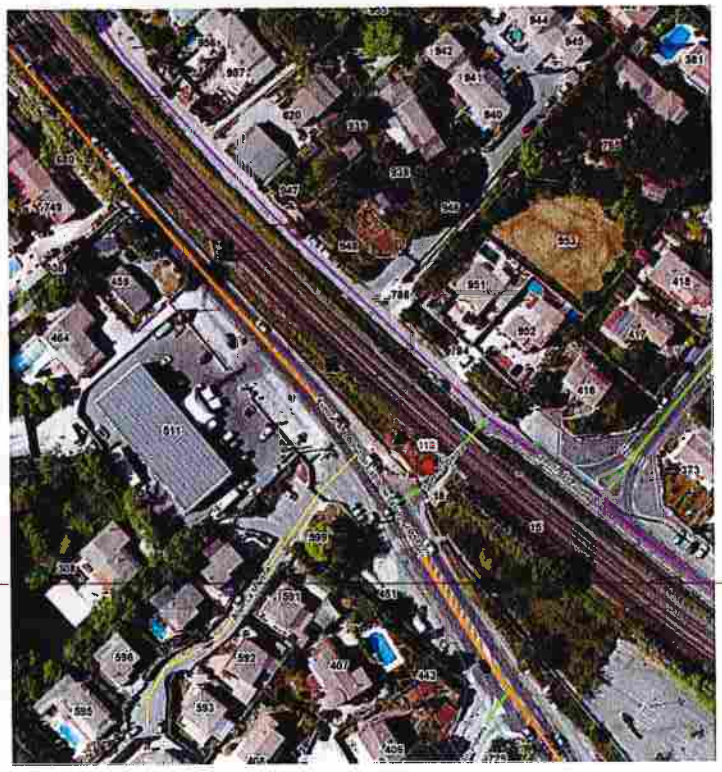
Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DEL250636-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

10.Rue des Oliviers (Manquant à remettre) :

Entrée d'agglomération : 10E

11.Pont de Disque (Existant et inchangé) :



Sortie d'agglomération : 11S

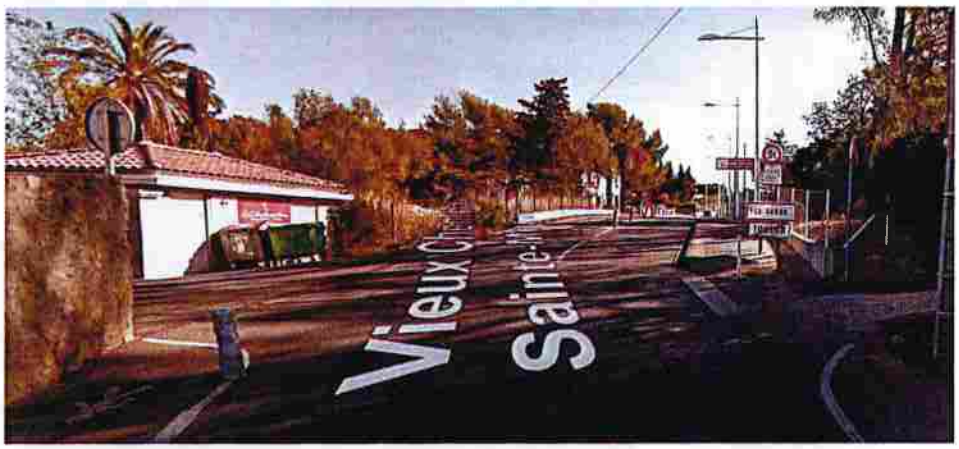
Sources : situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde – le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

12.Vieux Chemin de Sainte – Musse (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **12E**



Sortie d'agglomération : **12S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur de VEC SIG Ville de la Garde – 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218305822-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

13.Avenue 1er B.I.M.P (Existant à déplacer en amont) :

Entrée d'agglomération : 13E

Avenue 1er B.I.M.P (Existant et inchangé) :

Sortie d'agglomération : 13S

Sources : Situation Orthophoto 2016 TRM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MS SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

14.Rd-pt Désiré Campenio - Avenue de Draguignan RD 67 (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **14E**

Rd-pt Désiré Campenio - Avenue de Draguignan RD 67 (Manquant à remettre

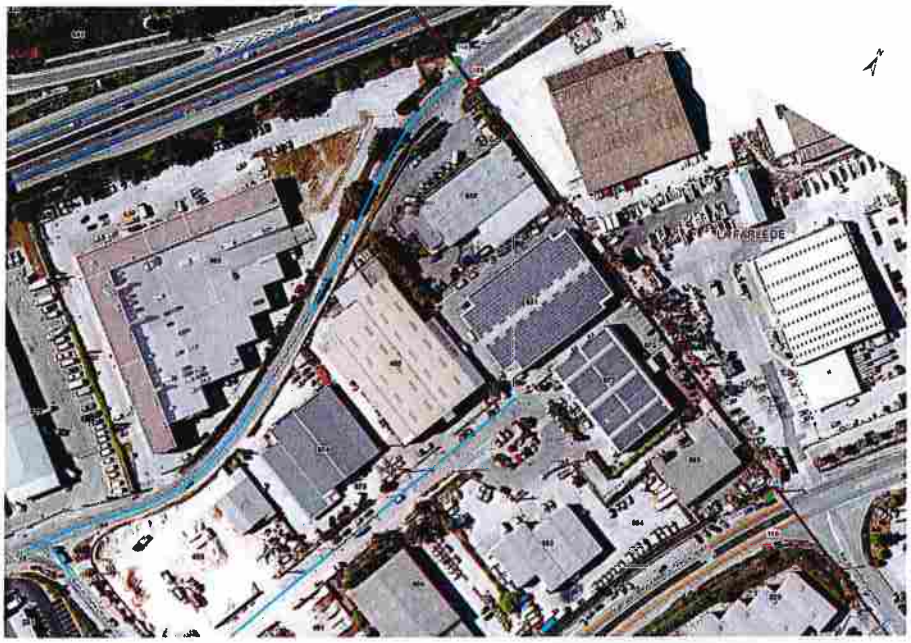
Sortie d'agglomération : **14S**

Sources : Ortholittoral 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Annexe à l'AM n°2018-875 Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexé à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

15.Avenue du Docteur Albert Schweitzer RD 67 (Existant et inchangé) :



Entrée d'agglomération : **15E**

Sortie d'agglomération : **15S**

Sources : situation orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MM/SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

16.Avenue Alphonse Lavallée (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **16E**

Sortie d'agglomération : **16S**

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Atelier MIS/ SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250616-DE250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

17.Avenue du 8 Mai 1945 (Existant et inchangé):

Entrée d'agglomération : **17E**

Sortie d'agglomération : **17S**

Sources : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde – 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250616-DE1250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

18.Avenue Maryse Bastie (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : **18E**

Sortie d'agglomération : **18S**

Accusé de réception en préfecture
083-218300822-20250618-DE1250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

19.Rue de la Brunette (Existant et inchangé) :

Entrée d'agglomération : 19E

Rue de la Brunette (Manquant à poser) :

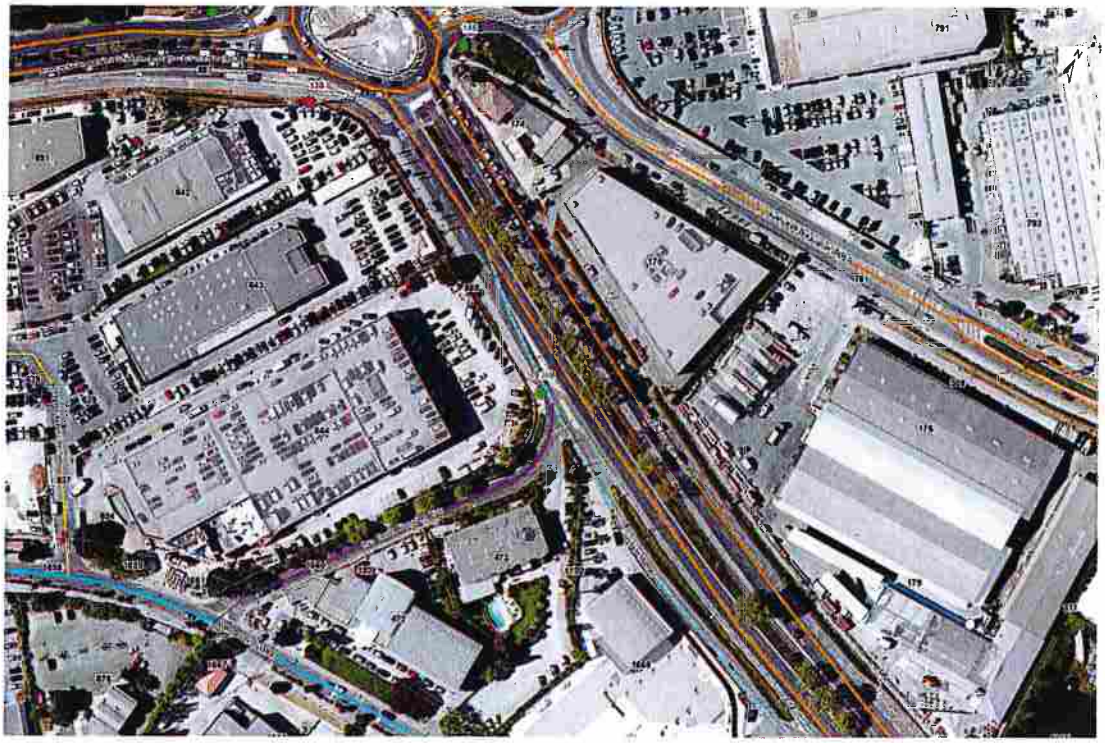
Sortie d'agglomération : 19S

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : Mission SIG Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

20.Avenue Gaspard Monge (Projet d'implantation) :



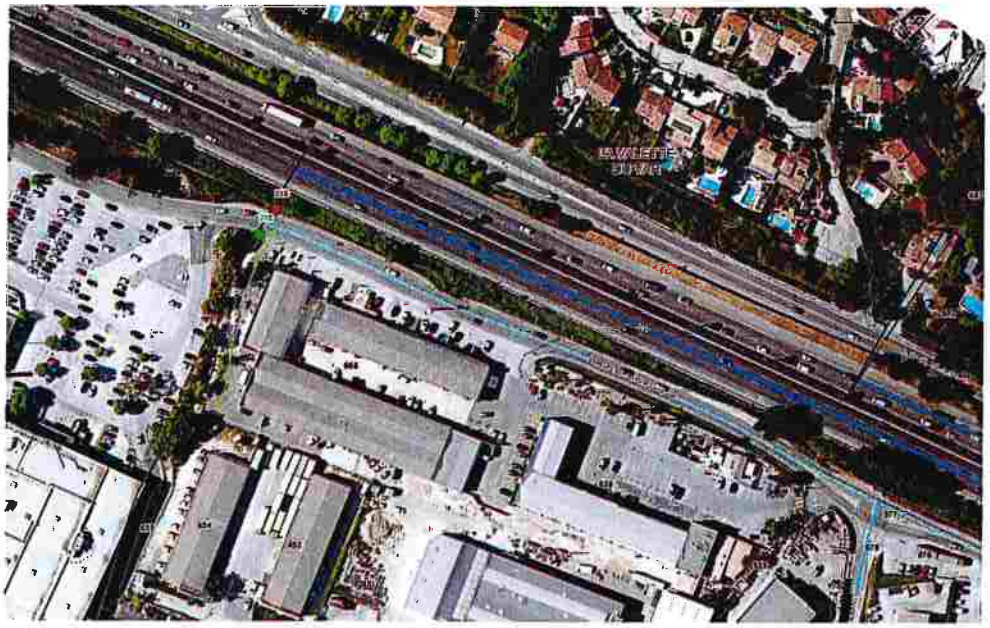
Entrée d'agglomération : 20E

Sources : Ortho 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.S. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

21. Avenue Louis Antoine Saint Just (Projet d'implantation) :



Entrée d'agglomération : 21E

Sortie d'agglomération : 21S

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sources : Situation Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M.L. SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

22.Avenue André Lurçat (Nord) – (Projet d'implantation) :

Entrée d'agglomération : 22E

Sortie d'agglomération : 22S

Source : Situation : Orthophoto 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : MA - SIG Ville de la Garde le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

23. Avenue André Lurçat (Sud) – (Projet d'implantation) :

Entrée d'agglomération : 23E

Sortie d'agglomération : 23S

Sources : Ortho IGN Ortholittoral 2016 TPM et DGFIP 2017(SIG la Garde) ; Détails : Street View Google et photos (SIG la Garde au 14/11/2018)
Auteur : M. Sig Ville de la Garde, le 12/12/2018 – Annexe à l'Arrêté des limites d'agglomération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans nos paysages

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Valette-du-Var

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DEPARTEMENT
VAR
COMMUNE
LA VALETTE-du-VAR
CANTON
TOULON 3

2025/ Feuillet N°_____

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

FIXATION DES NOUVELLES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE

N° 2025/P04

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12/03/2025

Le Maire de LA VALETTE-du-VAR,

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées ;

VU la Loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-1 à L. 2213-6 définissant les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes catégories de voies ;

VU le Code de la route, notamment ses articles R. 110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique, R. 110.2 qui définit l'agglomération comme « *un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde* », R. 411.2 à R. 411.8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publique autres que les autoroutes et R. 411.25 à 28 relatif au respect de la signalisation routière ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

CONSIDERANT qu'il convient de redéfinir les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire communal,

ARRETE

ARTICLE 1- Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de La Valette-du-Var, sont abrogées.

ARRETE PUBLIE LE _____ PAR AFFICHAGE LEGAL NUMERIQUE.

P:\DGS\ARRETE\REGISTRE_7_ARRETES ANNEE 2023_2024_2025\ARRETES_2025\2025_AR_P04_LIMITES AGGLO\ARRETE_LIMITES AGGLO.DOCX

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 2– Les limites de l'agglomération de La Valette-du-Var, telle que définie à l'article R. 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet - 12/03/2025

N°	REPERE	ENTREE SORTIE	VOIE	LONGITUDE	LATITUDE
1	1 E	ENTREE	VIEUX CHEMIN DE STE MUSSE AVENUE PAUL CEZANNE	5,985931	43,129296
2	2 E	ENTREE	AVENUE PIERRE LE GOFFIC	5,996190	43,128136
	2 S	SORTIE	1 ERE DFL	5,996023	43,127782
3	3 S	SORTIE	AVENUE DE L'UNIVERSITE	6,017027	43,138123
4	4E	ENTREE	AVENUE MIRASOULEOU	5,978860	43,134742
	4S	SORTIE	AVENUE MIRASOULEOU	5,978258	43,134857
5	5E	ENTREE	AVENUE COLONEL PICOT	5,977399	43,135055
	5S	SORTIE	AVENUE COLONEL PICOT	5,977506	43,135017
6	6E	ENTREE	CHEMIN DE TOURRIS	5,970853	43,167900
	6S	SORTIE	CHEMIN DE TOURRIS	5,970269	43,167996
7	7 E	ENTREE	AVENUE ANDRE DUPUY CHEMIN DU MILIEU	6,021958	43,156164
8	8 E	ENTREE	RUE GEORGES GIRAUD	5,980944	43,134849
	8 S	SORTIE	RUE GEORGES GIRAUD	5,980940	43,134867
9	9 E	ENTREE	AVENUE DU 11 NOVEMBRE	5,999553	43,140685
10	10 S	SORTIE	AVENUE DE LA LIBERATION - D 46	5,982828	43,146257
11	11 S	SORTIE	AVENUE LIBERATION - D 46	6,000275	43,141706
12	12 E	ENTREE	D 97 - SORTIE AUTOROUTE A57	6,001271	43,141810

ARTICLE 3– Cet arrêté fera l'objet d'un affichage numérique et d'une transmission au représentant de l'Etat.

ARRETE PUBLIE LE _____ PAR AFFICHAGE LEGAL NUMERIQUE.

P:\DGS\ARRETE\REGISTRE_7_ARRETES ANNEE 2023_2024_2025\ARRETES_2025\2025_AR_P04_LIMITES AGGLO\ARRETE-LIMITES AGGLO.DOCX

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2025/ Feuillet N°_____

ARTICLE 4– Le Maire de la Commune de La Valette-du-Var, le Directeur Général des Services, les services de Police Municipale et Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
083-218301448-20250306-2025_AR_P04-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12/03/2025

Fait à La Valette-du-Var,
Le 06/03/2025

Le Maire,

Thierry ALBERTINI

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification, des recours suivants :
-- un **recours gracieux**, adressé à Monsieur le Maire de La Valette-du-Var, Pôle Juridique, Urbanisme et Habitat, BP 152 – 83167 La Valette-du-Var Cedex/ Tél : 04.94.61.90.90 - Fax : 04.94.61.90.66
– un recours contentieux, introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon, 5 rue Racine, BP 40510 – 83041 Toulon Cedex 9 Tél : 04.94.42.79.30 - Fax : 04.94.42.79.89
Le Tribunal Administratif peut être saisi par application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
Il est à noter que le délai du recours contentieux ne court pas tant que l'Administration n'a pas expressément ou implicitement rejeté le recours gracieux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans n

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300986-20221227-22-ARR-DGS-054-AR
Date de télétransmission : 27/12/2022
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE – VI

LE PRADET

22-ARR-DGS-054

ARRETE PORTANT SUR LA REQUALIFICATION DES LIMITES DE LA ZONE AGGLOMEREE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DU PRADET

Le Maire de la Commune de LE PRADET,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25 à 28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

CONSIDERANT, la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDERANT qu'une erreur de repérage des coordonnées GPS s'est glissée dans le précédent arrêté 22-ARR-DGS-053 du 23 décembre 2022 et qu'il y a lieu de corriger cette erreur matérielle,

ARRETE

ARTICLE 1 - Réglementation :
Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de la présente commune sont abrogées.

ARTICLE 2 - Signalisation :
Les limites de l'agglomération de la présente commune, au sens de l'article R110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Voie	Entrée Ville		Sortie Ville	
	Latitude	Longitude	Latitude	Longitude
RD 559 : Avenue Ganzin	43,108387 (43°6'30,2N)	6,033804 (6°2'1,7E)	43,108157 (43°6'29,4N)	6,033753 (6°2'1,5 E)
Chemin de La Foux	43,10988 (43°6'35,57N)	6,03302 (6°1'58,86E)	43,10979 (43°6'35,25N)	6,03313 (6°1'59,25E)
RD 2086 : Avenue Jean Moulin	43,11288 (43°6'46,35N)	6,01498 (6°0'53,94E)	43,11298 (43°6'46,72N)	6,01493 (6°0'53,74E)
RD 559 Avenue Général Brosset	43,1087 (43°6'31,31N)	6,00796 (6°0'28,67E)	43,10863 (43°6'31,08N)	6,00779 (6°0'28,03E)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300986-20221227-22-ARR-DGS-054-AR
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

22-ARR-DGS-054

Chemin du Baou Rouge	43,08383 (43°5'1,8N)	6,02515 (6°1'30,53E)	43,08414 (43°5'2,9N)	6,02509 (6°1'30,32E)

ARTICLE 3 - Publicité :
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre 1 – 5ème partie – signalisation d'indication – sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 – Entrée en vigueur :
Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 - Dérogations :
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la présente commune.

ARTICLE 6 - Contravention :
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire.
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

ARTICLE 7 - Exécution :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire – Commissaire Central et Chef du district de Toulon,
- La Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Le Pradet, Le 27 décembre 2022

Le Maire,
Hervé STASSINOS

MAIRIE DE LE PRADET 83220

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois (Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr).

- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire.
Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250033-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250430-25-01-09-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

DEPARTEMENT DU VAR

CANTON DE LA VALETTE

MAIRIE
Place Jean Jaurès
LE REVEST LES EAUX
83200

Tél. 04 94 98 19 90
Fax. 04 94 98 19 99

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRONDISSEMENT DE TOULON

A le Revest Les Eaux, le 05 Février 2021

ARRÊTE PERMANENT

Portant sur les limites d'agglomération N° 09/21

Le Maire de Le Revest Les Eaux
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1
Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-2 et R. 411-25
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, cinquième partie, Signalisation d'indication
Considérant qu'il y a lieu de modifier les limites d'agglomération afin de tenir compte des caractéristiques urbaines de la commune.

Arrête

Article 1 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté 116/13 du 15 novembre 2013

Article 2 :

La zone, dénommée urbaine, définie par les panneaux d'entrée (EB 10) et de sortie (EB 20) sur la route départementale 846 dite route du Général de Gaulle et la route départementale 846 dite route du barrage dans le sens des PR croissants entre le PR 0+0770 et le PR 5+0453 constitue une agglomération

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, situées à l'intérieur de l'espace défini à l'alinéa précédent, la circulation, l'arrêt et le stationnement des usagers de la route sont soumis aux prescriptions prévues à l'intérieur des agglomérations, sous réserve de dispositions différentes prises par les autorités compétentes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Article 3 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, cinquième partie, Signalisation d'indication) sera mise en place par le Maire de Le Revest Les Eaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

Article 6 :

Le Maire du Revest Les Eaux, la Directrice Générale des Services, l'Adjoint chargé de la Police Municipale, le Directeur Départemental de la Sécurité Urbaine, les agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Le Maire
Ange MUSSO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Envoyé en préfecture le 29/06/2023
Reçu en préfecture le 29/06/2023
Publié le
ID : 083-218300903-20230627-AR883_2023-AR

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

N° 883-2023

DEPARTEMENT DU VAR
CANTON D'OLLIOULES
COMMUNE D'OLLIOULES

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

ARRETE

Nous Robert BENEVENTI, Maire de la Commune d'Ollioules,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-1,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-2 et R 411-25,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 cinquième partie, signalisation d'indication,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier les limites d'agglomération afin de tenir compte des caractéristiques urbaines de la commune sur la RD 92,

ARRETE

ARTICLE 1er :
L'arrêté n° 690-2023 du 9 mai 2023 est abrogé.

ARTICLE 2 :
La zone urbaine, définie par les panneaux d'entrée (EB10) et de sortie (EB20) sur la Route Départementale 92 définissant les nouvelles limites d'agglomération, implantés entre le PR 3+385 (juste avant le giratoire de la Rouvière) et le giratoire DN8/D92 (PR F4) constitue une agglomération.

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, situées à l'intérieur de l'espace défini à l'alinéa précédent, la circulation, l'arrêt et le stationnement des usagers de la route sont soumis aux prescriptions prévues à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des dispositions prises par les autorités compétentes.

ARTICLE 3 :
La signalisation règlementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 cinquième partie, signalisation d'indication) sera mise en place par les services de la commune d'Ollioules.

ARTICLE 4 :
Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

ARTICLE 5 :
Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions antérieures.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Envoyé en préfecture le 29/06/2023
Reçu en préfecture le 29/06/2023
Publié le
ID : 083-218300903-20230627-AR883_2023-AR

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur l'Adjoint à la Sécurité, Madame la Cheffe de la Police Municipale d'Ollioules, Monsieur le Commandant de la Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

OLLIOULES, le 27 juin 2023

LE MAIRE,
Robert BENEVENTI

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre commune

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DELIB250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR
ARRONDISSEMENT DE TOULON

MAIRIE DE SAINT MANDRIER SUR MER

N° 251-2022

ARRETE DU MAIRE

PORTANT SUR LA DELIMITATION DES VOIES METROPOLITAINES

Gilles VINCENT, Maire de SAINT MANDRIER S /MER

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure ;
- VU le Code de la Route et notamment article R. 411-2, la limite de l'agglomération doit être définie dans un arrêté de l'autorité détentrice du pouvoir de police, en l'occurrence, le Maire de la commune ;
- VU l'article L. 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire exerce la police de la circulation sur les routes nationales, les routes départementales et les voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans le département sur les routes à grande circulation ;
- CONSIDERANT la nécessité de délimiter les limites de l'agglomération de Saint-Mandrier-sur-Mer
- CONSIDERANT que la zone agglomérée débute à l'entrée de l'Avenue Fliche Bergis (secteur Pin Rolland) puis à l'entrée de l'Avenue Maréchal Leclerc (secteur village) ;

ARRETE

ARTICLE 1- Le présent arrêté annule et remplace tous les précédents arrêtés fixant les limites de l'agglomération

ARTICLE 2 - A compter de la signature du présent arrêté, les limites de l'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer sont fixées ainsi qu'il suit sur :

*Secteur Village : l'entrée d'agglomération reste située à l'entrée de l'Avenue Maréchal Leclerc au niveau du numéro 15 ;

*Secteur Pin Rolland : l'entrée d'agglomération sera située à l'entrée de l'Avenue Fliche Bergis,au niveau du giratoire Pin Rolland

Compte tenu des limites d'agglomération ;

- la Route Départementale 18 est située Hors Agglomération de l'entrée de territoire de la commune jusqu'à l'entrée du village au niveau du N° 15 de L'avenue de Général LECLERC

- La Route Départementale 2018 (Avenue Charles De Gaulle) est située en totalité hors agglomération, de la RD18 jusqu'au territoire de La Seyne-sur-Mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3 - Les dispositions définies par l'article 1 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » par le site internet www.telerecours.fr ou par requête dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 - MM. Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Chef des Services Techniques Municipaux, le Chef de Service de la Police Municipale, le Commissaire de Police de La Seyne/Mer et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT MANDRIER/MER, le 30 JUIN 2022

Par délégation,
Le Directeur Général des Services

Claude PRIOL

Le Maire,

Gilles VINCENT

MAIRIE DE ST-MANDRIER-SUR-MER 83430

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre paysage

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEPARTEMENT DU VAR

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
083-218300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES
SERVICE URBANISME
PLANIFICATION/HABITAT
Tél : 04.94.34.93 77
Fax : 04.94.34.93.78

ARRETE N° 10669

FIXATION DES NOUVELLES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE SIX FOURS LES PLAGES

RECTIFICATIF

Nous, Jean Sébastien VIALATTE, Député - Maire de la Commune de Six Fours les Plages, Vice – Président de la Communauté d'Agglomération « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et L 2213-4

VU le Code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 à 28,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié,

VU l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 juin 2017 portant fixation des nouvelles limites d'agglomération de la Commune de Six Fours Les Plages,

CONSIDERANT, l'erreur matérielle relative à la référence d'un des PR cité à l'article 1

CONSIDERANT, qu'il convient donc de la rectifier

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARRETONS

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Article 1 : **MODIFICATION DU PR LIMITE D'AGGLOMÉRATION POUR LA RD 63 SIX-FOURS >LA SEYNE :**

Pour la RD 63 Six-Fours> La Seyne, il faut lire 2+933 au lieu de 1+598,
Le tableau de l'article 1 de l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 juin 2017 est ainsi modifié :

	PR limite agglomération Six-Fours	Coordonnées GPS	
		Longitude	Latitude
RD 16 La Seyne > Six-Fours	2+532	5°51'12''	43°05'17''
RD 63 Six-Fours > La Seyne	2+933	5°50'57''	43°06'34''
RD 559 Sanary > Six-Fours	17+450	5°48'26''	43°06'56''
RD 559 Six-Fours > La Seyne	22+476	5°51'09''	43°05'57''
RD 2216 La Seyne > Six-Fours	1+974	5°51'12''	43°05'53''

Article 2 :
Les dispositions contenues dans les autres articles de l'arrêté municipal n° 10094 en date du 22 Juin 2017 sont sans changement et donc demeurent valables.

Article 3 : **AFFICHAGE**
Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Six-Fours-les-Plages.

Article 4 : **VOIES ET DELAIS DE RECOURS**
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication - d'un recours gracieux et hiérarchique : devant Monsieur le Maire, étant précisé que l'absence de réponse dans les deux mois qui suivent la demande équivaut à un refus - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon,

Article 5 : **EXECUTION**
Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Monsieur le Commissaire Divisionnaire – Commissaire Central et Chef du district de Toulon, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, ainsi que les agents placés sous leur ordres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à Six Fours les plages le 23 OCT. 2017

MAIRIE DE SIX FOURS LES PLAGES ★ VAR ★

Jean-Sébastien VIALATTE
Député honoraire
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre [illegible]

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

République Française
VILLE DE TOULON
Hôtel de Ville – Avenue de la République – CS 71407 – 83056 TOULON Cedex - 04 94 36 30 00

Service Infrastructures Règlementation
2018-337D

Affaire suivie par : Mme ROUSSEL

2018-337D - AGGLOMERATION

Hubert FALCO, Maire de TOULON, Ancien Ministre,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,
VU, le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants R411-2, R411-8 et R411-25 à 28,
VU, la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU, la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU, l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre1 – 5ème partie – signalisation d'indication et des services - approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié,
VU, l'arrêté municipal 1999-12 en date du15 février 1999
Considérant la nécessité de requalifier les limites de la zone agglomérée sur l'ensemble du territoire compte tenu de l'évolution importante de l'urbanisation,

ARRETE

LIMITES DE L'AGGLOMERATION DE TOULON

ARTICLE 1er – Les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, concernant les limites de l'agglomération de Toulon, sont abrogées.

ARTICLE 2- Le périmètre de l'agglomération toulonnaise est défini ainsi :

A l'EST :

1- **CD 42, point métrique 3278 – AVENUE DE LA RESISTANCE – limite de commune**
2- **Point métrique 1800 – BD JEAN BAPTISTE ABEL – limite de commune**
3- **CD 559, point métrique 269 – AVENUE JULES CHARLEUX – limite de commune**
4- **Point métrique 220 – ROUTE DE LA GARDE – Limite de commune**
5- **Point métrique 1337 – VIEUX CHEMIN DE SAINTE MUSSE**
6- **RUE HENTI MATISSE, INTERSECTION VIEUX CHEMIN DE SAINTE MUSSE – limite de commune**
7- **RN97 BIS – P.K 1,0**
8- **CD 246, point métrique 2106 – AVENUE COLONEL PICOT – limite de commune**
9- **CORNICHE ESCARTEFIGUE – limite de commune**
10- **CD 46, ANGLE CHEMIN DES FAVIERES – limite de commune**

AU NORD :

11- **CD46, ANGLE VIEUX CHEMIN DE LA RIPELLE – limite de commune**
12- **CD 46, 680 ROUTE DES TRIBUS COMMONI – limite de commune**
13- **CD 62, P.K 3,397**

A l'OUEST :

14- **CD92, RUE DAVID ANGLE CHEMIN MASSIANI**
15- **CD92, ANGLE AVENUE ALBERT CAMUS**
16- **RN8, ANGLE AVENUE ALBERT CAMUS**
17- **RN8, ANGLE CHEMIN DE BONEIL**
18- **AUTOROUTE A50, AU NIVEAU DE l'AVENUE DU LAS ET DE L'AVENUE JAUREGUIBERRY**
19- **CD559, point métrique 2016 – AVENUE ARITIDE BRIAND – limite de commune**

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250623-25-06-18-DE-1-250623-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ville de Toulon > www.toulon.fr

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARTICLE 3- les limites de l'agglomération sont matérialisées par des panneaux d'entrée et de sortie installés aux endroits décrits à l'article 1 du présent arrêté.

Cependant, en ce qui concerne les autoroutes A50 et A57, les panneaux d'entrée et de sortie sont installés non pas en limite de commune mais à l'intérieur même de l'agglomération, là où ces deux voies prennent l'appellation d'autoroute.

ARTICLE 4- les limites du lieu-dit « LES POMETS » sont définies comme suit :
CD62 – P.K 4,454 au sud et P.K 4,708 au nord de part et d'autres de la partie agglomérée.

ARTICLE 5 – le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 – le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

ARTICLE 7 - Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Monsieur le Président du Département du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TOULON en l'Hôtel de Ville, le 5 octobre 2018

Monsieur Amaury CHARRETON
Adjoint au Maire

Transmis au contrôle de légalité le :
Accusé de réception le :
Affiché le :
Notifié le :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Pour une publicité harmonieuse dans notre ville

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Seyne-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300032-20250618-DEL250618-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Corniche MERVEILLEUSE

Délimitée : - au NORD-EST, par le rond-point des DEUX FRERES
- au SUD-OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES

Limites de l'agglomération : à environ 50 mètres à l'OUEST du rond-point des DEUX FRERES.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* la limitation de la vitesse à 30 km/heure
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les passages pour piétons et les balises « Cédez le passage » (AB3a) placés aux débouchés de la voie sur le rond-point des DEUX FRERES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Chemin André LOUIS

Délimité : - au NORD, par la Commune d'OLLIOULES
- au SUD, par l'avenue du XVème CORPS.

CIRCULATION

Sens unique Sud-Nord avec obligation de respecter :

- la circulation interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf véhicules de services et de secours sur toute la longueur de la voie
- l'accès interdit aux véhicules de plus de 2,00 mètres de largeur sauf riverains sur la totalité de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : - aux angles de la voie
    - aux endroits signalés
    - dans les parties de voie inférieures à 4 mètres de largeur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

[redacted]

Délimitée : - à l'EST, par le boulevard de l'EUROPE
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS

Limite de l'Agglomération : à 200 mètres vers l'OUEST de son intersection avec le boulevard de l'EUROPE

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

* les sens obligatoire et interdit de l'îlot directionnel, le signal « STOP » et les passages pour piétons placés au débouché de la voie sur le boulevard de l'EUROPE

* la réglementation de l'accès au parking aménagé situé au droit du Collège Henri WALLON, avec sens obligatoire et interdit de l'îlot directionnel, passages pour piétons, sortie interdite vers le boulevard de l'EUROPE par le couloir réservé aux bus scolaires et accès et stationnement interdits aux véhicules de plus de 3,5 tonnes à l'exception des bus

ARRÊT DES AUTOBUS

A l'emplacement délimité au droit du Collège Henri WALLON, avec accès des autobus par l'entrée du parking et sortie en direction du boulevard de l'EUROPE par le couloir aménagé avec obligation de respecter le signal « STOP » et le passage pour piétons placés à son débouché.

Arrêté Municipal du 18 Mai 2006.

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Robert MORINI

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V.C. N° 128, chemin des BARELLES

Délimitée : - à l'EST, par la V.C. N° 202, route de JANAS
- à l'OUEST, par la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI

Limite d'Agglomération : à 50 mètres à l'EST de son intersection avec la V.C. N° 230, chemin de la FORÊT

CIRCULATION

Chaussée à double sens, avec obligation de respecter :

* la limitation de la vitesse à 30 km/heure entre la V.C. N° 230, chemin de la FORÊT et la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI
* la limitation de la vitesse à 50 km/heure dans toute sa partie en agglomération
* le carrefour à sens giratoire et le signal « STOP » placés au débouché de la voie sur la V.C. N° 202, route de JANAS (avec sens interdit et obligatoire autour du carrefour à sens giratoire)
* les passages pour piétons situés : . à l'OUEST des débouchés de l'allée des MARTINETS et de la placette des BERGERONNETTES
. au droit du n° 186
* la circulation interdite aux poids-lourds de plus de 3,5 tonnes sur les parties de voies en impasse comprises entre le débouché du chemin de la SARDINE et la V.C. N° 126, chemin de SIX-FOURS à NOTRE DAME du MAI

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé** aux emplacements matérialisés :
  - côté SUD, entre le sentier des LORIOTS et le n° 202
  - côté NORD, entre les n° 87 et 157

* **Stationnement interdit :**
  - des deux côtés, dans les parties de voie inférieure à 4 mètres de largeur
  - aux angles de la voie
  - sur le restant de la voie

Arrêté Municipal du 05 Octobre 2010.

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

Claude ASTORE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

V.C. n° 127 chemin des Guérins

Délimitée : **au NORD**, par l'avenue Auguste RENOIR (R.D. n° 16)

au SUD, par la limite de commune avec SIX-FOURS

CONTRÔLE ADMINISTRATIF DE L'ETAT
REGULE :
15 MAI 1995
PREFECTURE VAR

CIRCULATION

----o0o----

Double sens avec obligation de respecter :

* la vitesse limitée à 30 km/heure
* le ralentisseur "dos d'âne" matérialisé au droit du n° 211
* le signal "STOP" placé au débouché de la voie sur l'avenue Auguste RENOIR

STATIONNEMENT INTERDIT des 2 côtés sur toute la longueur de la voie.

A.M. du 12 mai 1995
éxécutoire le 15 mai 1995

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

ARR_24_0031

Chemin du COUCHANT

Délimitée : - à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
- à l'EST, par le chemin d'ARTAUD à PIGNET.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* la vitesse limitée à 30km/h sur toute la longueur de la voie
* la circulation interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf véhicules de Services et de Secours sur toute la longueur de la voie
* les sens obligatoires et interdits de l'îlot directionnel situé au niveau du n°139.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue Pierre-Auguste RENOIR (R.D. N° 16)

Délimitée : - à l'EST, par la Route Départementale n° 18 (rond-point du PAS du LOUP)
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES

Limite de l'agglomération : - à l'EST du débouché du chemin des GUERINS (A.M. du 12/11/1993)

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises (AB3a) « Cédez le passage » matérialisés à hauteur des carrefours à sens giratoire situés :
  - au rond-point du PAS du LOUP (débouché sur la R.D. 18)
  - au rond-point Docteur SAUVET (débouché du chemin de FABREGAS)
  - au rond-point situé au débouché de la voie d'accès à la POSTE des PLAINES
  - au rond-point situé au débouché de l'avenue Fernand SARDOU
  - au rond-point de JANAS (débouché de la route de JANAS)
  - au rond-point situé au débouché du chemin de la SEYNE à BASTIAN, et du chemin du VERGER
* l'interdiction de tourner à droite (sens interdit) à hauteur du débouché du chemin des OLIVIERS
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels situés :
  - au droit du lotissement « Les Acacias »
  - entre le n° 2210 et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - au droit de l'accès au groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* les feux de signalisation tricolore et les passages pour piétons situés sur le plateau traversant au droit de l'accès au groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* l'interdiction de tourner à gauche sur le parking du groupe scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU (sens de circulation OUEST-EST
* les feux de signalisation tricolore et les passages pour piétons situés de part et d'autre des débouchés du chemin de MAUVEOU et du chemin de la FERME
* le caractère prioritaire des véhicules d'interventions et de secours des Pompiers au débouché du chemin de MAUVEOU sur l'avenue Auguste RENOIR (R.D. n° 16) (caserne SUD), à savoir que lorsqu'un de ces véhicules partira en intervention, une commande actionnée de la Caserne mettra le feu tricolore du chemin de MAUVEOU au vert et tous les autres feux tricolores de ce même carrefour au rouge (y compris les figurines piétons), ceci le temps du passage de ces véhicules
* le caractère prioritaire de l'avenue Pierre-Auguste RENOIR en cas de non fonctionnement des feux de signalisation tricolore ainsi que des balises « Cédez le passage » (AB3a) sur :
  - le « Tourne à gauche » de la voie SUD vers le chemin de MAUVEOU
  - le « Tourne à gauche » de la voie NORD vers le chemin de la FERME
* les passages pour piétons délimités :
  - au droit du n° 99
  - à l'EST du débouché du chemin des OLIVIERS
  - de part et d'autre de l'accès au lotissement « Les Acacias »
  - à l'OUEST du n° 1177
  - entre les n° 1573 et 1627
  - de part et d'autre des débouchés du chemin de la CROIX de PALUN et du chemin des MOULIERES à la CROIX de PALUN
  - à l'EST de Bricomarché
  - de part et d'autre du carrefour giratoire au débouché du chemin de la SEYNE à BASTIAN, et du chemin du VERGER
  - au droit du n° 2393
* la signalisation horizontale matérialisée sur toute la longueur de la voie
* l'accès exclusivement réservé aux véhicules « 2 roues » (non motorisés) sur les portions de bandes

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250609-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

cyclables matérialisées sur les accotements entre le rond-point de la POSTE des PLAINES et le rond-point de JANAS

* la vitesse limitée à 30 km/heure du lotissement « Les Merisiers » à l'EST du n° 1091 (de part et d'autre du plateau traversant du Groupe Scolaire Jean-Jacques ROUSSEAU
* la vitesse limitée à 50 km/heure sur le restant de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé en ZONE BLEUE (parcelle cadastrée section BL 26)** aux emplacements délimités :
  - sur le parking situé hors chaussée à l'EST du rond-point du Docteur SAUVET avec réservation d'un emplacement aux véhicules des personnes titulaires de la carte G.I.C. ou G.I.G.

* **Stationnement autorisé en ZONE ROUGE (parcelle cadastrée section BL 26)** aux emplacements délimités :
  - sur 3 emplacements côté SUD du parking situé hors chaussée à l'EST du rond-point du Docteur SAUVET

* **Stationnement autorisé (parcelle cadastrée section BI n° 604)** aux emplacements délimités :
  - sur le parking situé hors chaussée au droit du groupe scolaire Jean Jacques ROUSSEAU avec obligation de respecter :
    * la circulation en sens unique, avec entrée côté EST et sortie côté OUEST
    * le feu de signalisation tricolore placé à la sortie sur parking
    * le stationnement longitudinal sur les côtés et en épis sur l'allée centrale
    * le stationnement réservés aux personnes titulaires de la carte G.I.C. ou G.I.G. sur 2 emplacements matérialisés à l'extrémité NORD de l'allée centrale
    * le stationnement réservé au Bibliobus Municipal – Arrêt « Les PLAINES » - à l'emplacement longitudinal matérialisé à l'extrémité NORD-EST du parking, les Vendredis de semaines paires entre 16H00 et 18H00 (stationnement interdit ces jours-là de 12H00 à 19H00 et autorisé en dehors de ces horaires) et les Mardis de semaines impaires entre 16H00 et 18H00 (stationnement interdit ces jours-là de 12H00 à 19H00 et autorisés en dehors de ces horaires)

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : sur toute la longueur et l'emprise de la chaussée.

ARRÊTS DES AUTOBUS

* Côté NORD, en direction de la route de JANAS :
  - lieu dit : Le Transformateur
  - lieu dit : Les Plaines
  - lieu dit : Ecoles
  - lieu dit : Barale
  - lieu dit : Les Canniers

* Côté SUD, en direction du rond-point du PAS du LOUP :
  - lieu dit : Les Canniers
  - lieu dit : Barale
  - lieu dit : Ecoles
  - lieu dit : Les Plaines
  - lieu dit : Le Transformateur.

03 OCT. 2018

Arrêté Municipal n° ARR/18/0758 du 02 Octobre 2018

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route Michel GIOVANNINI (R.D. N° 18)

Délimitée : - à l'OUEST, par le rond-point du sous-marin PROTEE
- à l'EST, par la limite de Commune avec SAINT-MANDRIER.

CIRCULATION

Double sens, avec obligation de respecter :

* les sens obligatoire et interdit de l'ilôt directionnel séparatif de chaussée, le passage pour piétons et la balise « Cédez le passage » (AB3a) placés au débouché de la voie sur le rond-point du sous-marin PROTEE
* la ligne blanche axiale continue située sur toute la longueur de la voie
* les passages pour piétons situés :
  - au droit de l'accès au parking EST du parc paysager Fernand BRAUDEL
  - au droit des accès et sorties des contre-allées aménagées en parkings longeant le côté SUD de la voie
* la réglementation des contre-allées aménagées en parkings situées côté SUD de la voie
* la réglementation de la piste cyclable située côté NORD de la voie :
  . prolongement des passages pour piétons des voies de circulation sur la piste cyclable
  . zone de rencontre au droit de l'accès à Circoscène, avec obligation de respecter :
    - la balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au droit de cet accès pour les véhicules circulant dans le sens EST-OUEST (de SAINT-MANDRIER vers SAINT ELME)
    - le signal « STOP » pour les véhicules sortant de Circoscène sur la piste cyclable
    - le signal « STOP » pour les véhicules sortant de Circoscène, ayant déjà traversé la piste cyclable et débouchant sur les voies de circulation avec obligation de se diriger vers le rond-point du sous-marin PROTEE
  . balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au débouché de la piste cyclable sur la voie d'accès à Circoscène côté rond-point du sous-marin PROTEE
* la réglementation de l'accès à la piste cyclable située côté NORD de la voie :
  . prolongement des passages pour piétons des voies de circulation sur la piste cyclable
  . zone de rencontre au droit de l'accès à Circoscène
  . balise « Cédez le passage » (AB3a) placée au débouché de la piste cyclable sur la voie d'accès à Circoscène côté rond-point du sous-marin PROTEE.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé exclusivement sur les parkings aménagés,** avec obligation de respecter :

- **parking EST du parc paysager Fernand BRAUDEL :**

  . accès obligatoire et unique par la route Michel GIOVANNINI, et sortie obligatoire et unique par la route Georges LAHAYE

- **parkings longitudinaux situés au SUD de la voie principale SUD sur le côté NORD des contre-allées :**

  . circulation en sens unique OUEST-EST, avec obligation de respecter les signaux « STOP » placés aux débouchés des contre-allées sur la voie en direction obligatoire de SAINT-MANDRIER

* **Stationnement interdit :**

- **des 2 côtés :** . sur les 2 voies principales de circulation sur l'emprise totale de la chaussée
  . aux camping-cars et caravanes sur la totalité des voies, y compris sur la totalité des parkings aménagés et de la chaussée des contre-allées.

11 OCT. 2018

Arrêté Municipal n° ARR/18/0772 du 10 Octobre 2018.

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route départementale n° 26

1ère emprise :

Délimitée :

*au SUD, par le carrefour jean de Lattre de Tassigny (RD n°559)
*au NORD, par les communes limitrophes de Six-Fours-Les-Plages et d'Ollioules

Limite de l'agglomération : à l'extrémité Nord du boulevard de l'EUROPE

1ère section : Avenue jean Albert Lamarque (arrêté)
2ème section : Boulevard de l'EUROPE (arrêté)
3ème section : Avenue du Floréal (arrêté)
4ème section : non dénommée (hors agglomération)

Délimitée :

* à l'EST, par l'avenue Robert Brun
* à l'OUEST, par la limite de commune de Six-Fours-Les-Plages

5ème section : non dénommée (hors agglomération)

Délimitée :

* au SUD, en impasse par l'emprise de l'autoroute
* au NORD, par les limites de communes d'Ollioules et Six-Fours-Les-Plages

2ème emprise :

Délimitée :

* au SUD, par le rond-point Louis Baudisson (RD n°559)
* au NORD, par la commune d'Ollioules

Limites de l'agglomération

* au NORD du rond-point Louis Baudisson
* au NORD du pont surplombant le boulevard de l'EUROPE

1ère section : Avenue de Londres (arrêté)

A.M. du 21 janvier 2004
exécutoire le 27 janvier 2004

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

2ème section : non dénommée

Délimitée :

* au SUD, par le rond-point du 11 novembre 1918 (RD 63)
* au NORD, par la commune d'Ollioules

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

- le passage pour piétons et la balise (AB3a) »cédez le passage » placés au débouché de la voie sur le rond-point du 11 novembre 1918 (carrefour à sens giratoire).

- les feux de signalisation tricolore, la balise « cédez le passage » (en cas de non fonctionnement des feux tricolores), le passage pour piétons, les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, placés au débouché de la sortie EST (en sens unique SUD-NORD) vers le boulevard de l'EUROPE.

- les balises « cédez le passage » (AB3a), le passage pour piétons, les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, placés au débouché de la sortie OUEST (en sens unique NORD-SUD) vers le boulevard l'EUROPE.

- la vitesse limitée à 70 km/heure.

- la signalisation horizontale et verticale matérialisée

Stationnement interdit

- des 2 côtés sur toute la longueur de la voie

A.M. du 31 janvier 2025
exécutoire le 27 janvier 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue Marcel PAUL

Délimitée : - à l'EST, par le rond-point Georges BEAUCHÉ
- à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation EST-OUEST sur le côté NORD de la voie
* le sens de circulation OUEST-EST sur le côté SUD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons sur plateau traversant matérialisés au débouché de la voie sur le carrefour à sens giratoire Georges BEAUCHÉ
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés aux débouchés de la voie sur le carrefour à sens giratoire du 11 NOVEMBRE 1918
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons matérialisés aux débouchéx de la voie sur le carrefour à sens giratoire de PARIS
* le passage pour piétons matérialisé :
  - à l'OUEST du n° 515
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur toute la longueur de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté SUD**, en direction de TOULON :
  - au droit du Centre Commercial LECLERC, dit « CENTRE COMMERCIAL »
  - à l'OUEST du rond-point de PARIS, dit « LERY »

* **Côté NORD**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - au droit du Centre Commercial AUCHAN, dit "CENTRE COMMERCIAL".

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue de la PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
RHIN et DANUBE (R.D. N° 559)

Délimitée : - au NORD, par le rond-point de la PYROTECHNIE
- au SUD, par le carrefour du 8 MAI 1945.

Limites de l'Agglomération : - au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, séparée par des îlots centraux longitudinaux, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation SUD-NORD et OUEST-EST sur les côtés EST et SUD de la voie
* le sens de circulation NORD-SUD et EST-OUEST sur les côtés OUEST et NORD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés au débouché de la voie sur le carrefour du 8 MAI 1945
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés au droit de l'accès occasionnel à la ZIP de BREGAILLON
* l'interdiction d'effectuer un demi tour pour les véhicules circulant dans le sens EST-OUEST (de TOULON vers LA SEYNE SUR MER) au droit du carrefour à feux tricolores de l'accès occasionnel à la ZIP de BREGAILLON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de la V.C. N° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
* la voie d'insertion avec balise "Cédez le passage" dans le sens SUD-NORD provenant de la ZIP de BREGAILLON et débouchant au SUD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons sur plateau traversant et la traversée de la Zone Verte sur plateau traversant matérialisés au débouché sur le carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE
* la voie d'insertion avec balise "Cédez le passage" dans le sens SUD-NORD provenant de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et débouchant au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE
* la réglementation du passage à niveau automatique (accès de convois à la ZIP de BREGAILLON) situé entre les n° 348 et 374
* l'accès interdit pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes à la V.C. n° 147, chemin Jean-Marie FRITZ

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

* le passage pour piétons matérialisé :
  - à proximité du n° 204
* la limitation de la vitesse à 30 km/heure au droit du plateau traversant (avec passage pour piétons) situé au droit du débouché de l'impasse ARDEN
* la Zone Verte matérialisée sur le trottoir EST à partir du carrefour à sens giratoire de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et jusqu'au SUD du carrefour à sens giratoire de la PYROTECHNIE, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens partagée par les piétons et les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - le signal « STOP » placé au débouché de la Zone Verte sur le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
  - les signaux « STOP » placés aux débouchés de la Zone Verte sur le carrefour à sens giratoite de la PYROTECHNIE
* la piste cyclable matérialisée sur les trottoirs EST et SUD entre le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON et le n° 73, au NORD du carrefour du 8 MAI 1945, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens pour les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - la balise « Cédez le passage » située sur cette piste cyclable au droit du n° 73
  - le signal « STOP » placé au débouché de la piste cyclable sur le carrefour à sens giratoite de l'accès principal à la ZIP de BREGAILLON
  - les signaux « STOP » placés aux débouchés de la piste cyclable sur le carrefour à sens giratoire situé au droit de la V.C. N° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé** aux emplacements longitudinaux matérialisés hors chaussée :
  - côté OUEST : . entre le passage à niveau et le carrefour à sens giratoire situé au débouché de la V.C. n° 147, chemin Jean-Marie FRITZ
    . entre les n° 204 et 56/58 (station de lavage)

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur le restant de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté EST**, en direction de TOULON :
  - au SUD du débouché de l'impasse ARDEN, dit « BREGAILLON »
  - au SUD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'entrée principale de la ZIP de BREGAILLON, dit « PORT de BREGAILLON »

* **Côté OUEST**, en direction du carrefour du 8 MAI 1945 :
  - au droit de l'immeuble « Le Maeva »
  - au NORD du carrefour à sens giratoire situé au droit de l'entrée principale de la ZIP de BREGAILLON, dit « PORT de BREGAILLON ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Avenue des Anciens Combattants d'INDOCHINE

Délimitée : - à l'EST, par le carrefour Jean de LATTRE de TASSIGNY
- à l'OUEST, par le rond-point Louis BAUDISSON
- au SUD, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

Limites de l'Agglomération : - à la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES.

CIRCULATION

Chaussée à double sens, séparée par des îlots centraux longitudinaux, avec obligation de respecter :

* le sens de circulation EST-OUEST et NORD-SUD sur les côtés NORD et OUEST de la voie
* le sens de circulation SUD-NORD et OUEST-EST sur les côtés EST et SUD de la voie
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés de part et d'autre du carrefour de la voie avec l'accès EST de la résidence "Vignelongue"
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les feux de signalisation lumineuse tricolores et les passages pour piétons matérialisés situés de part et d'autre du carrefour de la voie avec l'accès OUEST de la résidence "Vignelongue" et le débouché du chemin du VIEUX REYNIER
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché de la voie sur le carrefour à sens giratoire Jean de LATTRE de TASSIGNY
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage » et les passages pour piétons matérialisés au débouché de la voie sur l'EST du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels, les balises « Cédez le passage », le passage pour piétons sur plateau traversant avec vitesse limitée à 30 km/heure et la traversée de la Zone Verte sur plateau traversant matérialisés au débouché de la voie sur le SUD du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
* les sens obligatoires et interdits des îlots directionnels situés au droit de la voie de tourne à gauche vers le chemin de VIGNELONGUE pour les véhicules circulant dans le sens SUD-NORD
* le passage pour piétons matérialisé :
  - en limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - entre le n° 131 et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
  - au droit du n° 293
  - au droit du n° 1329
* les signaux "STOP" matérialisés entre les ilôts directionnels situés au droit de l'accès à la clinique du Cap d'Or
* la "Zone 30" (vitesse limitée à 30 km/heure) au droit des plateaux traversants (avec passage pour piétons) situés de part et d'autre de l'accès à la résidence "Le Bercail"

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

* la piste cyclable matérialisée côté SUD entre le carrefour Jean de LATTRE de TASSIGNY et le SUD du rond-point Louis BAUDISSON et côté OUEST entre le SUD du rond-point Louis BAUDISSON et la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES, avec obligation de respecter :
  - la voie de circulation à double sens pour les véhicules « 2 roues » non motorisés
  - les balises « Cédez le passage » situées sur cette piste cyclable de part et d'autre du débouché du chemin du VIEUX REYNIER
  - les signaux « STOP » dans les deux sens placés sur la piste cyclable à chaque traversée de voie sur le plateau traversant situé au SUD du carrefour à sens giratoire Louis BAUDISSON
  - les signaux « STOP » dans les deux sens placés sur la piste cyclable de part et d'autre du débouché du chemin de VIGNELONGUE
* les signalisations horizontale et verticale matérialisées.

STATIONNEMENT

* **Stationnement interdit des deux côtés** sur toute la longueur de la voie.

ARRETS DES AUTOBUS

* **Côté SUD**, en direction de TOULON :
  - à l'OUEST de l'accès à la clinique du Cap d'Or, dit « CAP d'OR »
  - à l'OUEST du débouché du chemin du VIEUX REYNIER, dit « VIGNELONGUE »

* **Côté NORD**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - face à l'accès à la clinique du Cap d'Or, dit "CAP d'OR"
  - entre les accès à la résidence Vignelongue, dit « VIGNELONGUE »

* **Côté OUEST**, en direction de SIX-FOURS LES PLAGES :
  - au SUD du rond-point Louis BAUDISSON, sur le plateau traversant, dit « ESPACE SANTÉ »
  - au NORD de la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES, dit "MIMOSAS"

* **Côté EST**, en direction de TOULON :
  - au droit du n° 131
  - au SUD du plateau traversant du rond-point Louis BAUDISSON, sur le plateau traversant, dit « ESPACE SANTÉ ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Route de LA SEYNE à SIX-FOURS (R.D. N° 216)

Délimitée : - à l'OUEST, par la limite de Commune avec SIX-FOURS LES PLAGES
- à l'EST, par la route des GENDARMES d'OUVEA et le débouché du chemin d'ARTAUD à PIGNET.

Limite de l'Agglomération :
- au droit de l'accès aux lotissements « Les Jardins de Provence » et « Les Terres de Provence ».

CIRCULATION

Double sens avec obligation de respecter :

* les passages pour piétons placés :
  - au droit du n° 863, sur plateau traversant
  - au droit du n° 1038
  - au droit du n° 1223
* le cheminement piéton situé côté NORD entre le n° 1038 et l'extrémité OUEST du n° 1071
* l'alternat par feux tricolores, la limitation de la vitesse à 30 km/heure, le passage pour piétons et la voie réserrvée aux piétons placés au carrefour avec la route des GENDARMES d'OUVEA
* le sens de circulation prioritaire EST-OUEST au droit de la chicane située côté SUD entre les n° 966 et 1038
* le sens de circulation prioritaire OUEST-EST au droit de la chicane située côté NORD au droit du n° 1071
* le sens de circulation prioritaire EST-OUEST au droit de la chicane située côté SUD à proximité du n° 1402
* le plateau traversant situé au droit du n° 1173
* le plateau traversant situé au droit du n° 1249
* la vitesse limitée à 30 km/heure sur toute la longueur de la voie.

STATIONNEMENT

* **Stationnement autorisé aux emplacements matérialisés longitudinaux :**
  - côté SUD : . entre les n° 966 et 1038

* **Stationnement interdit :**
  - des 2 côtés : . sur le restant de la voie.

Arrêté Municipal n° ARR/20/0031 du 14 Janvier 2020.

15 JAN. 2020

Pour le Maire et par délégation
Claude ASTORE

Maire Adjoint.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-248300543-20250430-25-04-059-2-DE
Date de télétransmission : 02/05/2025
Date de réception préfecture : 02/05/2025

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Carqueiranne.....3

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Hyères..... 7

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Crau..... 200

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La Garde..... 203

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de La-Valette-du-Var..... 230

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Pradet..... 234

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune du Revest-les-Eaux..... 235

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Ollioules..... 240

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer..... 243

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Six-Fours-les-Plages..... 246

Arrêté fixant les limites d'agglomération de la commune de Toulon..... 249

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250633-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 34 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A L'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN FUMAZ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29,

VU le Code de l'Education, et notamment ses articles L.131-6, R. 131-10-1 et suivants et R.511-13,

VU le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment son article L.132-7,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment son article L.141-2,

VU l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant les clauses types de la convention prévue à l'article R.511-13 du Code de l'Education,

VU la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention et aux sanctions,

VU l'avis de la commission municipale SECURITE / CIRCULATION / DOMAINE PUBLIC / CITOYENNETE en date du 17 avril 2025,

CONSIDERANT la dégradation du climat scolaire et plus généralement les phénomènes de violences morales ou physiques dans les établissements d'enseignement du second degré,

CONSIDERANT la nécessité d'un renforcement de la collaboration entre les collectivités territoriales, en particulier les communes, et l'Education Nationale avec notamment la contribution à l'efficacité des politiques éducatives mises en œuvre par l'Education Nationale,

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser ce partenariat par le biais d'une convention cadre permettant de rendre plus efficient ce partenariat notamment par la formalisation des éléments suivants :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250634-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Information du Maire des sanctions d'exclusion prises à l'encontre des élèves d'âge scolaire domiciliés dans sa commune,
- La mise en œuvre concertée des mesures de responsabilisation faisant office de sanction disciplinaire susceptible d'être prononcée par le conseil de discipline d'un établissement scolaire,

CONSIDERANT la politique locale de sécurité mise en place au sein du Conseil Local de Sécurité, de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation de la commune de La Garde,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver par délibération cette convention.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE pour une durée d'un an renouvelable la convention de partenariat relative aux sanctions d'exclusion, aux rappels à l'ordre du Maire et aux mesures de responsabilisation dans les établissements du second degré, telle qu'annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer cette convention de partenariat.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250634-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ACADÉMIE
DE NICE
Liberté
Égalité
Fraternité

GARDE
D T

CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A l'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.131-6, R.131-10-1 et suivants et R.511-13 ;
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 41-2 ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment son article L.132-7 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant les clauses types de la convention prévue à l'article R.511-13 du Code de l'Education
Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention et aux sanctions

Entre, d'une part,

L'académie de Nice, dont le siège est situé 53, avenue Cap de Croix, 06100 Nice, représenté par Madame La Rectrice, Natacha CHICOT, La DSDEN du Var, située rue de Montebello, 83000 Toulon, représentée par Monsieur le Directeur académique des services de l'Education Nationale, Mathieu SIEYE.

Et d'autre part,

La ville de La Garde, dont le siège est situé Rue Jean-Baptiste Lavène représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération n° …. du Conseil Municipal du 16 juin 2025

PREAMBULE

La dégradation du climat scolaire et plus généralement les phénomènes de violences morales ou physiques qui peuvent affecter le fonctionnement des écoles et établissements d'enseignement justifient un renforcement de l'alliance entre les collectivités territoriales, en particulier les communes, et l'Education Nationale.

En effet, si les directions des écoles du premier degré et établissements d'enseignement du second degré se doivent de garantir un climat scolaire apaisé, propice au bien-être et à la réussite de leurs élèves, la qualité du partenariat qui les lie à leur collectivité territoriale de rattachement et/ou à la commune, siège de leur établissement, contribue nécessairement à l'efficacité des politiques éducatives mises en œuvre.

Le législateur reconnait ainsi de longue date des prérogatives aux maires des communes pour intervenir, en lien avec les personnels de l'Education Nationale, à l'endroit des élèves et de leurs familles qui méconnaissent l'obligation scolaire ou qui, par leur comportement, compromettent le bon fonctionnement des écoles et des établissements d'enseignement. La présente convention a donc pour objet de renforcer le partenariat entre l'Education Nationale et les communes en facilitant la mise en œuvre, par le maire, des prérogatives dont il dispose en application de la loi notamment celles relatives aux mesures de responsabilisation, aux rappels à l'ordre et aux stages de responsabilité parentale.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250634-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

<u>Article 1er</u> – Information du maire sur les sanctions d'exclusion prises à l'encontre des élèves d'âge scolaire domiciliés dans sa commune

Conformément aux dispositions de l'article L. 131-6 du code de l'éducation, le maire de la commune est informé des sanctions disciplinaires d'exclusion temporaire ou définitive prises à l'encontre des collégiens et lycéens domiciliés dans sa commune.

Ces informations lui sont communiquées par le chef de l'établissement concerné dès qu'elles ont été adressées à la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) du Var.

Cette communication s'effectue par courrier papier au maire dans les meilleurs délais.

Les informations ainsi transmises sont conservées et rendues accessibles dans les conditions prévues aux articles R. 131-10-4 et R. 131-10-5 du code de l'éducation.

Lorsque le maire de la commune décide de faire usage des prérogatives dont il dispose, notamment en convoquant l'élève et ses parents pour un rappel à l'ordre en application de l'article L. 132-7 du code de sécurité intérieure ou qu'il propose aux parents de l'élève un accompagnement parental en application de l'article L. 141-2 du code de l'action sociale et des familles, le chef de l'établissement concerné et le DASEN en sont informés.

<u>Article 2</u> – Mesures de responsabilisation

Les mesures de responsabilisation figurent parmi les sanctions disciplinaires susceptibles d'être prononcées par le conseil de discipline d'un établissement en application de l'article R.511-13 du Code de l'Education.

Elles consistent à participer, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives. Sa durée ne peut excéder vingt heures. Lorsqu'elle consiste en particulier en l'exécution d'une tâche, celle-ci doit respecter la dignité de l'élève, ne pas l'exposer à un danger pour sa santé et demeurer en adéquation avec son âge et ses capacités. Elle peut être exécutée au sein d'une collectivité territoriale.

Ses conditions de mise en œuvre sont précisées dans la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 susvisée.

La présente convention-cadre est conclue entre la commune et le DASEN pour engager cette démarche concertée à l'échelle de la ville de La Garde.

Une deuxième convention est ensuite conclue entre la commune et chacun des établissements d'enseignement possiblement concerné après accord de leur conseil d'administration dans les conditions fixée par l'arrêté du 30 novembre 2011 susvisé.

Elle s'engage à défaut d'être en mesure de proposer elle-même des mesures de responsabilisation, à signaler à la DSDEN, pour un éventuel agrément les structures et associations susceptibles de proposer des mesures de responsabilisation répondant aux besoins des établissements d'enseignement.

Afin d'engager cette démarche et d'identifier aux mieux les partenariats locaux, la commune de La Garde et la DSDEN s'engagent à organiser un comité de pilotage qui déterminera le protocole et

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250634-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

les propositions pouvant être faites aux établissements situés sur son territoire des mesures de responsabilisation susceptibles d'être prononcées à l'égard des élèves qui y sont scolarisés.

La commune est assistée, en tant que de besoin, par les services de la DSDEN du Var pour la définition de ces mesures de responsabilisation.

<u>Article 3</u> – Durée

La présente convention est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

<u>Article 4</u> – Suivi et évaluation

Un comité est chargé de préciser les modalités de mise en œuvre de la présente convention, d'en suivre l'application et d'en apprécier les effets.

Il est composé de :

- Pour la DSDEN :
  - ✓ Le DASEN ou son représentant
  - ✓ La cheffe de division des élèves
  - ✓ Les chefs d'établissement concernés

- Pour la ville de La Garde :
  - ✓ Le maire ou son représentant
  - ✓ Le directeur des services de l'éducation
  - ✓ Le directeur des services de la sécurité

Ce comité se réunit au moins deux fois par an.

Il adresse chaque année à la rectrice de l'académie de Nice et au maire de La Garde un rapport relatif à la mise en œuvre de la présente convention et propose toute modification susceptible d'en améliorer l'efficacité.

<u>Article 5</u> – Communication

Toute information, communication, publicité ou autre relative à une action ou un projet élaboré conjointement dans le cadre de cette convention de partenariat devra faire apparaître le logo de chacune des parties.

Chaque partie s'engage à soumettre aux autres tout document mentionnant le nom ou logo et à obtenir leur accord avant la diffusion de ce document, étant précisé que l'absence de réponse dans un délai de quinze jours vaut approbation dudit document.

<u>Article 6</u> – Résiliation et règles de préavis

La convention peut être résiliée avant son terme à la demande écrite de l'une des parties, sous réserve d'un préavis d'un mois. La partie qui prend l'initiative doit en aviser par lettre recommandée les autres parties dans ce délai. La résiliation ne prend effet qu'à compter de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle la résiliation a été demandée.

Fait le ….. 2025

Le Directeur académique des Services de l'Education nationale du Var

Le Maire de la Ville de La Garde

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250634-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 35 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS ET DE GESTION EN FLUX ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LES BAILLEURS SOCIAUX POUR LA PERIODE 2022-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME JANIG GUE

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement à un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR,

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté, dite loi LEC,

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique, dite loi ELAN, qui modifie les modalités de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux, faisant de la gestion en flux le seul mode de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux,

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, qui repousse l'échéance de cette mise en place au 23 novembre 2023,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2011-176 du 15 février 2011 relatif à la procédure d'attribution des logements sociaux et au droit au logement opposable,

VU le décret n° 2020-145 du 20 février 2020, modifié par le décret n° 2021-1016 du 30 juillet 2021, relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, qui précise les modalités de mise en œuvre de la gestion en flux,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.441-1-6 et pour la partie réglementaire l'article R.441-5,

VU les articles R.441-5-2 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation prévoyant qu'une convention de réservation doit obligatoirement être signée en tout bénéficiaire de réservations de logements locatifs sociaux et l'organisme bailleur et définir les modalités pratiques de leur mise en œuvre,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250635-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU la délibération n° 03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n° 05/06/40/87 du 23 juin 2005 et 07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU le vote favorable à l'unanimité des collèges composant la Conférence Intercommunale du Logement en date du 14 décembre 2021 adoptant la convention intercommunale d'attributions et mentionnant les ménages prioritaires au logement au sens des article L.441-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ainsi que ceux consacrés par la Conférence Intercommunale du Logement de la Métropole TPM,

VU la délibération n° 20 du 18 septembre 2023, autorisant Madame le Maire de La Garde à signer la convention de réservation de logements et de gestion en flux entre la ville de La Garde et les bailleurs sociaux,

VU l'avis de la commission municipale LOGEMENT du 14 mai 2025,

CONSIDERANT qu'au regard des évolutions des caractéristiques du parc social, du profil des demandeurs, des obligations en matière de logement en faveur des publics prioritaires et des objectifs de mixité sociale, la gestion en stock est apparue comme un facteur de rigidité pour la gestion de ce parc social,

CONSIDERANT que la politique de gestion de la demande locative sociale et d'attribution des logements sociaux a été modifiée en profondeur ces dernières années par plusieurs lois successives (ALUR, LEC, ELAN) regroupées sous le terme de « réforme des attributions »,

CONSIDERANT que cette dernière, visant à accroître transparence, efficacité des processus d'attribution des logements sociaux et mixité sociale au sein des territoires, place l'intercommunalité chargée de la réalisation du Programme Local de l'Habitat au centre du dispositif et favorise ainsi l'articulation de la politique de production de logements avec celle de peuplement,

CONSIDERANT que les objectifs ainsi visés portent à une plus grande souplesse de la gestion du parc social, à l'optimisation de l'allocation des logements disponibles à la demande exprimée en facilitant la mobilité résidentielle, notamment l'accès au logement des plus défavorisés, et enfin an renforcement du partenariat entre les bailleurs et réservataires pour une meilleure gestion des attributions au service de la politique du logement du territoire,

CONSIDERANT qu'au regard des ambitions portées dans le cadre de cette réforme et de la récente adoption de la Convention Intercommunale des Attributions en décembre 2021, la Métropole TOULON Provence Méditerranée s'est pleinement investie dans la mise en œuvre de la gestion en flux en devenant « territoire pilote » dans le cadre de l'animation menée par la DREAL PACA et l'AR HLM. Souhaitant confirmer son statut de chef de file de sa politique de peuplement, la Métropole a souhaité accompagner la déclinaison opérationnelle de cette réforme dans la mesure où cette gestion vise à mieux répondre aux besoin en logements sur son territoire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250635-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que la convention annexée fixe les principes conjoints auxquels les parties prenantes pourront se référer pour la mise en œuvre des droits de réservation dudit réservataire au titre de son contingent,

CONSIDERANT qu'afin d'éviter toute lourdeur administrative, il convient de procéder à la rectification dudit article 11 en supprimant la mention « seront modifiées annuellement par voie d'avenant. Les annexes 1 et 2 seront modifiées annuellement, en concertation entre le bailleur et le réservataire, sans qu'il soit nécessaire de procéder annuellement à l'établissement d'un avenant.

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE les termes de la convention ci-annexée.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention avec les différents bailleurs sociaux, possédant un parc locatif social sur le territoire de la commune.

ARTICLE 3 : DIT que le budget principal de la ville de La Garde ne sera pas impacté.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250635-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Avenant n°1
à la convention relative à la gestion de la réservation communale au sein du parc de l'organisme XXXXXX

ENTRE :

XXXX, représenté par XXXXXX, son Directeur Général, domicilié XXXXXXXXXX

ci-après désigné le « Bailleur »

d'une part,

ET

La commune de LA GARDE, représentée par **Madame Hélène ARNAUD-BILL**, son Maire, domicilié à **Hôtel de Ville, B.P. 121, 83957 LA GARDE CEDEX**

ci-après désignée « le réservataire »

d'autre part

PREAMBULE

La loi Elan du 28 novembre 2018 modifie les modalités de gestion des réservations de logements sociaux. Elle généralise la gestion en flux annuel des droits de réservation des logements locatifs sociaux. En effet, les évolutions des caractéristiques du parc social, le profil des demandeurs, les obligations en matière de logement en faveur des publics prioritaires et les objectifs de mixité sociale évoluant, la gestion en stock est apparue comme un facteur de rigidité pour la gestion de ce parc social.

Les objectifs ainsi visés par la mise en œuvre de la gestion en flux portent sur les points suivants :

- Apporter plus de souplesse pour la gestion du parc social
- Optimiser l'allocation des logements disponibles à la demande exprimée en facilitant la mobilité résidentielle et en favorisant la mixité sociale en même temps que l'accès au logement des plus défavorisés,
- Renforcer le partenariat entre les bailleurs et les réservataires pour une meilleure gestion des attributions au service de la politique du logement du territoire.

La commune a signé une convention avec chaque bailleur social dont elle a un contingent réservataire sur son parc.
En l'espèce, une convention de gestion de la réservation communale au sein du parc de l'organisme XXXXX a été signée entre XXXXX et la commune le **XXXXXX** et prévoit la mise en place et le suivi de la gestion en flux du contingent communal.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250635-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article 1 : ANNEXES DE LA CONVENTION RELATIVE A LA GESTION DE LA RESERVATION COMMUNALE AU SEIN DU PARC DU BAILLEUR SOCIAL

Cette convention de gestion de la réservation communale énumère dans son article 11 les trois annexes de la convention et précise que les annexes 1 (état des lieux du bailleur à l'échelle communale) et annexe 2 (calcul des droits du réservataire) seront modifiées annuellement par voie d'avenant afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs au logement.

Article 2 : RECTIFICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION ANNUELLE DES ANNEXES 1 ET 2 DE LA CONVENTION

Afin d'éviter toute lourdeur administrative, il convient de procéder à la rectification dudit article 11 en supprimant la mention : « seront modifiées annuellement **par voie d'avenant** ».
Les annexes 1 et 2 seront modifiées annuellement, en concertation entre le bailleur et le réservataire, sans qu'il soit nécessaire de procéder annuellement à l'établissement d'un avenant.

Article 3 : DISPOSITIONS ANTÉRIEURES - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Les dispositions de la convention non expressément modifiées ou démenties par l'avenant, restent intégralement applicables.

Établi en deux exemplaires originaux.

Pour **XXXXXX**
XXXXXXXXXX

Pour la **commune de LA GARDE**
Madame Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250635-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 36 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE SEJOUR DES COLONIES DE VACANCES ORGANISEES DURANT L'ETE 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-ERIC LODEVIC

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI du 21 mai 2025,

CONSIDERANT la possibilité pour les enfants, et les jeunes de la commune de La Garde de participer chaque année pendant les vacances scolaires, à des séjours de vacances avec hébergement et des camps organisés par des prestataires de loisirs agréés,

CONSIDERANT que les séjours pour la saison d'été 2025 nécessitent une aide financière afin de favoriser l'accessibilité à tous les enfants, et jeunes Gardéens,

CONSIDERANT que le barème des participations de la commune est calculé en fonction du quotient familial.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **DECIDE** de participer aux séjours de vacances avec hébergement pour les enfants, et les jeunes gardéens, selon le tableau ci-annexé.

ARTICLE 2 : **PRELEVE** les crédits nécessaires au paiement de ces dépenses à l'opération 332 article 6188 du budget primitif 2025 de la ville.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250636-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

BAREME POUR LES SEJOURS EN COLONIES DE VACANCES. ETE 2025

Conditions de participation financière pour les séjours de vacances avec hébergement :

- L'enfant doit être âgé de 6 ans (au 1er jour du séjour) à 18 ans
- Être domicilié sur la commune de La Garde
- Les ressources familiales doivent représenter un quotient familial ≤ à 1 050 €
- L'organisateur du séjour doit être agrée « Jeunesse et Education Populaire » par le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDEJS) du département concerné.
- Le séjour doit être déclaré à la direction du service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDEJS) du département concerné.
- La durée du séjour doit être au minimum de 5 jours consécutifs et ne pas excéder 21 jours
- Le séjour doit se dérouler pendant les vacances scolaires.
- Le séjour doit avoir lieu sur le territoire national hors outre-mer.
- L'aide communale ne peut être versée que pour un seul séjour par enfant et par an.

Le barème doit être en adéquation avec l'aide départementale, et ses conditions d'octroi.

Pour mémo, la participation du Département pour le dispositif « Var Jeunesse / Séjours Vacances » s'établit selon les critères suivants :

Quotient Familial	Taux d'intervention	Montant maximum par enfant pour les séjours vacances avec hébergement - Eté 2025
QF ≤ 350 €	80%	450 €
> à 350 et ≤ à 650 €	60%	335 €
> à 650 et ≤ à 850 €	40%	225 €
> à 850 et ≤ à 1 050 €	20%	110 €

Le barème de la participation communale s'établira selon les mêmes tranches de quotient familial que le Département, et avec un montant fixe par tranche.

Cependant, en considérant la variable du prix des séjours, la participation de la commune s'établira selon 2 amplitudes tarifaires.

PARTICIPATION DE LA COMMUNE

Séjours ≥ à 450 € et ≤ à 800 €

Quotient Familial	Participation de la commune
QF ≤ 350 €	60 €
> à 350 et ≤ à 650 €	50 €
> à 650 et ≤ à 850 €	40 €
> à 850 et ≤ à 1 050 €	30 €

Séjours > à 800 €

Quotient Familial	Participation de la commune
QF ≤ 350 €	90 €
> à 350 et ≤ à 650 €	80 €
> à 650 et ≤ à 850 €	70 €
> à 850 et ≤ à 1 050 €	60 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250636-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 37 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-ERIC LODEVIC

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code du Sport et notamment les articles L.100 et suivants,

VU l'avis de la commission municipale SPORTS / LOISIRS SOCIO-EDUCATIFS / NOUVELLES TECHNOLOGIES en date du 12 mai 2025,

CONSIDERANT qu'il convient de formaliser les conditions d'organisation, de gestion, d'accès et d'utilisation de la piscine municipale pour les usagers, afin d'informer et de veiller au respect des règles communes au sein de l'équipement,

CONSIDERANT ainsi la nécessité d'établir un règlement intérieur afin de fixer les modalités de fonctionnement de la piscine municipale.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **APPROUVE** les termes du règlement intérieur de la piscine municipale tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer le règlement intérieur de la piscine municipale ainsi que tous les documents s'y rapportant.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250637-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE

CHAPITRE I – ORGANISATION

ARTICLE 1 : l'établissement est ouvert en période estivale suivant les horaires affichés dans le hall d'entrée.
La piscine de La Garde est dirigée et administrée sous la responsabilité exclusive et entière de l'administration communale.

ARTICLE 2 : pour les particuliers l'accès au bassin est subordonné au paiement d'un droit d'entrée à la caisse de l'établissement où les tarifs sont affichés. Cette entrée donne droit à l'utilisation des cabines de déshabillage et au dépôt de vêtements aux vestiaires.
- la vente des entrées cesse une heure avant l'heure de fermeture,
- les baigneurs sont tenus de quitter les bassins 15 minutes avant l'heure de fermeture indiquée à l'entrée.

Les inscriptions pour les cours d'aquagym (forfait mensuel) s'effectuent à la maison des sports et à la maison des séniors.
Les inscriptions à l'école de natation s'effectuent au pôle municipal multisports

Les tests de natation nécessaires pour la pratique de certaines activités sont gratuits. Ils peuvent être réalisés les lundi, mardi, jeudi et vendredi entre 17h30 et 18h15 selon l'affluence (*se renseigner directement sur place auprès du responsable et des MNS).*

ARTICLE 3 : les établissements scolaires du primaire sont soumis à une réglementation spécifique dans le respect des plannings définis.

ARTICLE 4 : les A.C.M. (Accueil Collectifs de Mineurs) sont accueillis sur des créneaux spécifiques. Ils doivent être encadrés conformément à la réglementation en vigueur. La Direction de l'A.C.M. doit obligatoirement fournir une liste des enfants précisant notamment l'âge des enfants et le niveau de la pratique de la natation.

Dans tous les cas de figure, les structures gardéennes sont prioritaires. Les structures extérieures à La Garde devront faire une demande écrite adressée à Madame le Maire.

ARTICLE 5 : les droits d'entrée à la Piscine sont fixés par décision municipale.
Pour les cours d'aquagym et pour l'école de natation, en cas d'absence pour l'ensemble de la prestation forfaitaire justifiée médicalement, un remboursement pourrait être proposé sur présentation d'un certificat médical, avec remise d'un relevé d'identification bancaire.

ARTICLE 6 : en cas d'affluence, l'administration se réserve le droit de limiter et/ou de réguler les entrées et sorties afin de veiller au respect la règlementation en vigueur et au fonctionnement normal de l'établissement.

ARTICLE 7 : l'administration municipale décline toute responsabilité en cas d'accident survenu à la suite de l'inobservation du présent règlement, des vols qui pourraient se produire dans les vestiaires collectifs et dans l'ensemble de l'établissement.

ARTICLE 8 : le personnel de l'établissement et le public doivent prendre connaissance du P.O.S.S. (Plan d'Organisation de Surveillance et de Secours) affiché dans le hall. Ce document doit être scrupuleusement respecté.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250687-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CHAPITRE II – FONCTIONNEMENT

ARTICLE 9 : Les usagers doivent être en tenue de bain correcte. Pour les hommes, les bermudas, shorts, boardshorts, caleçons, sont interdits pour des raisons d'hygiène. Pour les dames, seuls les maillots de bain, une ou deux pièces, sont autorisés (au-dessus des genoux et des coudes, non amples et sans jupette). Les paréos sont également interdits dans l'eau.

Le port du bonnet est obligatoire pour tous les baigneurs dans le grand bassin.

Les baigneurs doivent obligatoirement utiliser les cabines de déshabillage qui leur sont réservées, et se présenter dans un état de propreté corporelle absolu.
L'accès aux plages et aux bassins n'est possible que pieds nus **et/ou avec des chaussures adaptées au milieu aquatique et à usage spécifique pour l'activité** (tongs ou claquettes de piscine **à présenter à l'entrée au responsable ou à l'agent de vestiaire**). Il est formellement interdit de pénétrer dans les bassins avec les chaussures de piscine.

ARTICLE 10 : l'établissement est sous la responsabilité du personnel municipal de la piscine et des maîtres-nageurs. Ces agents sont responsables du bon fonctionnement de l'établissement et de la discipline générale des usagers. Ils peuvent à cet effet, prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires notamment à l'encontre des contrevenants (avertissements, expulsion …). Ils sont autorisés si besoin, à ouvrir les cabines en présence d'un témoin. Le personnel est chargé de la surveillance constante et effective des bassins, et est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des locaux de l'établissement et de la stricte application du règlement par les usagers.

ARTICLE 11 : tout baigneur est tenu de passer à la douche savonnée puis au pédiluve avant d'accéder aux bassins.

ARTICLE 12 : L'accès à l'établissement pour les poussettes est possible. Toutefois les poussettes et autres chariots de transport ne sont pas autorisés au bord des bassins et sur les pelouses. Il appartient aux utilisateurs de prendre les dispositions pour les stocker à l'entrée et sur la terrasse du bâtiment.

ARTICLE 13 : la pratique de l'apnée statique est interdite.

ARTICLE 14 : la plus grande prudence est recommandée quant à l'utilisation du plongeoir et toboggan. Celle-ci se fait aux risques et périls des baigneurs, auxquels il est interdit de plonger ou de se lancer si d'autres baigneurs évoluent dans la partie qui surplombe les tremplins. Par ailleurs, les maîtres–nageurs ont la faculté d'interdire l'utilisation du plongeoir et du toboggan quand ils le jugent utile, notamment en cas de forte affluence.

ARTICLE 15 : En cas d'incident(s) sanitaire et/ou technique nécessitant la fermeture immédiate du grand bassin, les usagers qui n'auront pas pu profiter de leur prestation pourront se faire recenser en sortant de l'établissement auprès du responsable et du caissier, afin de bénéficier d'un report de leur droit d'entrée (durant la saison estivale). Pour cela il leur suffira de se présenter un autre jour muni d'une pièce d'identité pour valider leur accès *(si l'incident se produit la dernière semaine, possibilité de remboursement auprès de la régie centralisée de recettes en mairie, en fournissant un relevé d'identité bancaire)*.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250637-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CHAPITRE III – INTERDICTIONS

ARTICLE 16 : l'accès de l'établissement est strictement interdit :
- aux enfants de moins de 11 ans non accompagnés d'un parent ou d'un adulte responsable,
- aux personnes en état d'ivresse,
- aux personnes atteintes de maladies contagieuses ou d'affections cutanées,
- à toute personne dont le comportement pourrait porter atteinte à la tranquillité des usagers et au bon fonctionnement de l'établissement.

L'entrée d'appareils de sonorisation est formellement interdite.
Seuls sont autorisés les appareils présents dans l'équipement, ainsi que ceux faisant l'objet d'autorisation dans le cadre de manifestations exceptionnelles.

ARTICLE 17 : il est notamment interdit :
- de pénétrer dans l'établissement par la terrasse pour se rendre aux bassins et aux plages sans avoir acquitté le droit d'entrée.
-de courir et de glisser sur les plages,
-de faire plonger d'autres personnes de force ou de les jeter à l'eau, de fumer, de vapoter, de cracher,
-de se savonner dans les bassins,
-d'utiliser des équipements de plongée sous-marine ou tout autre matériel quel qu'il soit sans autorisation du personnel de sécurité,
-de jeter des papiers, détritus ou autres objets dans l'eau, sur les plages, les espaces verts ou les allées,
-d'introduire des animaux dans l'enceinte de l'établissement (sauf chien d'aveugle),
-d'une manière générale, de se livrer à des actes et des jeux pouvant porter atteinte à la tranquillité et à la sécurité des usagers ou aux bonnes mœurs,
-accéder aux espaces extérieurs sauf pelouses avec des chaussures aux pieds (à l'exception des chaussures adaptées au milieu aquatique et à usage spécifique),
-de transporter tous récipients ou objets cassables,
-de plonger en dehors des emplacements réservés à cet effet,
-de nager ou stationner à proximité des plongeoirs et du toboggan,
-de jouer au ballon et à toutes autres activités sportives, de quêter, distribuer ou vendre des objets quelconques,
-de pénétrer dans les locaux techniques,
-de manger sur les plages, la possibilité de se restaurer se limitant au snack, à sa terrasse et à la pelouse.

ARTICLE 18 : tout accès au public en dehors des heures d'ouverture est interdit, sauf à l'occasion de manifestations exceptionnelles autorisées par la Ville de La Garde.

ARTICLE 19 : les infractions au présent arrêté feront l'objet de poursuites conformément à l'article à l'article R 610-5 du Code Pénal (contravention de 1ère classe).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250637-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CHAPITRE IV - OBLIGATIONS

ARTICLE 20 : les usagers de la piscine sont pécuniairement responsables de toutes les dégradations qui pourraient être causées par leur fait aux installations et aménagements quels qu'ils soient ainsi qu'aux végétaux.

ARTICLE 21 : dans le cadre de l'application de l'arrêté du 27/05/1999 (J.O. DU 6 juillet 1999) relatif aux garanties de technique et de sécurité des équipements dans les établissements de baignade d'accès payant, l'état des grilles obturant les bouches de reprise des eaux (grilles de fonds nécessaires à la circulation hydraulique) est vérifié chaque jour.

Il est formellement interdit de s'accrocher ou de s'allonger par jeu sur ces grilles de fond. Les profondeurs d'eau minimales et maximales sont affichées ainsi que les hauteurs de plongeoir et tremplin sur les plages des différents bassins.

ARTICLE 22 : les Maîtres-Nageurs Sauveteurs sont autorisés par la municipalité à donner hors service et seulement pendant les heures d'ouverture au public des leçons individuelles de natation selon les tarifs fixés par délibération du Conseil Municipal ou décision municipale.

Dans tous les cas, le produit des leçons sera encaissé directement par la ville. Les cours collectifs et les cours d'aquagym ont lieu dans le cadre des heures d'ouverture de l'établissement.

ARTICLE 23 : les usagers sont tenus d'observer le présent règlement. Ils devront se soumettre aux directives du personnel sous peine d'expulsion.

ARTICLE 24 : toutes les réclamations sont à adresser à Madame le Maire de la Ville de La Garde.

Fait à La Garde, le 14 mai 2025

Hélène ARNAUD-BILL
MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250637-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 38 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DE LA PRATIQUE DES SPORTS DE GLACE - ANNEE 2023

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déport **: M. Florian JONET**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-ERIC LODEVIC

VU la loi n° 96-142 du 21 février 1996 concernant le contrôle administratif des communes,

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-39, faisant obligation aux syndicats intercommunaux d'adresser aux maires des communes membres un rapport annuel d'activité que ceux-ci doivent communiquer à leur assemblée délibérante,

CONSIDERANT le rapport annuel d'activité remis par le Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace pour l'exercice 2023.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PREND ACTE de la communication au Conseil Municipal du rapport annuel d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace pour l'exercice 2023 tel qu'annexé au présent projet de délibération.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE 83 VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LA PATINOIRE
TOULON - LA GARDE - LE PRADET - LE REVEST

Délibération n° 2 du Comité Syndical du 20 novembre 2024

OBJET : RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt du mois de novembre à 16 h 00, le Comité Syndical du Syndi Intercommunal pour le Maintien de la pratique des Sports de Glace, régulièrement convoqué, a été assemblé au l ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-Eric LODEVIC– Président.

Etaient Présents : Jean-Eric LODEVIC, Président, Laurent JEROME, Vice-Président, Martine CLOPIN, Vic Présidente, Flora MARTINO, déléguée titulaire, Brigitte MORILLION, déléguée suppléante
Etaient absents : Magali DUPRE-BARRY, Vice-Présidente, Laure-Hélène BAUMANN, déléguée titulaire, Valérie MONDONE, déléguée titulaire, Agnès BIASUTTO, déléguée titulaire, Eric GALIANO, délégué titulaire, Sophie CHESNAUD, déléguée titulaire, Michelle BROCHEN, déléguée titulaire
Pouvoirs : Pierre PARDIGON a donné pouvoir à Laurent JEROME

Afférents Au Comité Syndical	12	En exercice	12	Qui ont pris part à la délibération	

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la réunion du Conseil Syndical du 13 novembre 2024, le Conseil Syndical se réunit ce jour pour délibérer, selon le même ordre du jour, sans condition de quorum.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5211-39, faisant obligation aux Syndicats Intercommunaux d'adresser aux Maires des Communes membres, un rapport annuel d'activité qu ceux-ci doivent communiquer à leur assemblée délibérante.

CONSIDERANT l'activité du Syndicat durant l'année 2023,

Ouï les explications du Rapporteur, et après en avoir délibéré

LE COMITE SYNDICAL

ARTICLE 1 : **APPROUVE** le rapport annuel d'activité de l'exercice 2023 du Syndicat Intercommunal pour Maintien de la Pratique des Sports de Glace ci-annexé.

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administra de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisa l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

Pour extrait certifié conforme au registre

Le Président,

JE LODEVIC

Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace

ADOPTEE PAR	L'unanimité
POUR :	6
CONTRE : ---	0
ABSTENTIONS :	0

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20241120-DEL2024112000002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LA PATINOIRE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DES SPORTS DE GLACE | TOULON - LA GARDE - LE PRADET - LE REVEST

Syndicat Intercommunal

Pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace

RAPPORT D'ACTIVITES 2023

La réglementation et notamment l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation aux syndicats intercommunaux d'adresser aux Maires des Communes membres, un rapport annuel d'activités, que ceux-ci doivent communiquer à leur assemblée délibérante.

Le présent rapport concerne l'exercice 2023.

Le Syndicat Intercommunal pour le maintien et la pratique des Sports de Glace a exécuté pendant cet exercice les missions que lui confèrent ses statuts.

GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU SYNDICAT

1. Réunions du Conseil syndical

Conseil syndical du 25 janvier 2023

- Modification du tableau des emplois permanents pour la gestion de la patinoire
- Modification du régime indemnitaire des agents du syndicat intercommunal pour le maintien de la pratique des sports de glace
- Modification régime indemnitaire du poste d'agent des ressources humaines
- Création d'un poste d'assistant de gestion des finances

Conseil syndical du 29 mars 2023

- ROB 2023
- Adhésion UGAP
- Augmentation de l'indemnité du poste d'agent des ressources humaines
- Modification régime indemnitaire des agents du syndicat intercommunal pour le maintien de la pratique des sports de glace

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Conseil syndical du 12 avril 2023

- Reprise Anticipée des résultats 2022
- Vote du budget primitif 2023
- Participations communales 2023
- Modification des règles d'amortissements

Conseil syndical du 14 juin 2023

- Approbation du compte de gestion 2022
- Vote du compte administratif 2022
- Modification Régie Snack
- Modification Régie billetterie
- Création régie Evenementiel
- Délégation de compétence
- Convention stage été 2023

Conseil syndical du 13 septembre 2023

- Situation du club HCAT
- Conventions avec les clubs
- Suivi budgétaire
- Indemnités des personnels

Conseil syndical du 27 septembre 2023

- Modification du régime indemnitaire des agents du syndicat intercommunal pour le maintien de la pratique des sports de glace
- Modification régime indemnitaire du poste d'agent des ressources humaines

Conseil syndical du 22 novembre 2023

- Participations communales complémentaires
- Décision modificative n° 1/2023
- Mise en place d'un régime d'astreinte
- Versement prime pouvoir d'achat
- Rapport d'activité 2022
- Marche subséquent à intervenir avec OHM énergie - autorisation de signature

2. Principaux évènements et faits marquants

2.1 Fonctionnement

L'année 2023 est la deuxième année d'exploitation complète de la patinoire depuis son ouverture le samedi 23 octobre 2021.

L'exploitation est toujours assurée en régie directe par des personnels recrutés à cet effet.

Afin d'assurer un bon fonctionnement, le cadre des effectifs a été revu en janvier 2023

CADRE DES EFFECTIFS AU 25/01/2023

Emplois	Temps complet	Temps non complet	Détail des fonctions
Responsable d'équipement sportif	X		Gestion et Direction d'un équipement sportif

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1 Assistant de gestion administrative :	X		Assiste le responsable dans ses fonctions
2 Assistants de gestion administrative		80 %	Recueille et traite les informations nécessaires au fonctionnement administratif
1 Animateur-Educateur	X		Participe à la mise en œuvre de la politique sportive définie par le syndicat
1 Agent d'exploitation des équipements sportifs :		80%	Effectue les travaux d'entretien et de maintenance des équipements
1 Cuisinier	X		Fabrique des plats dans le respect des pratiques d'hygiène de la restauration collective
1 agent de restauration		80 %	Participe aux activités de production de repas, aux missions de réception, service des repas

L'IFSE aux personnels de la patinoire a été mise en œuvre ainsi que le versement de la prime pouvoir d'achat.

Une régie évènementielle a été créée qui vient compléter la régie des droits d'entrée ainsi que celle du snack.

Un régime d'astreinte a été mis en place.

L'année 2023 a été caractérisée par une baisse conséquente des coûts de l'électricité aboutissant à une facture totale de 444 720 €.

			2 022	2 023	Evolution
	60612	Energie - Electricité	591 116,99	444 720,35	-146 396,64

Le syndicat a voté l'autorisation de signature de la convention à intervenir avec l'UGAP pour l'Adhésion au dispositif d'achat groupe pour la fourniture, l'acheminement d'électricité et services associés pour la période 2025-2027

Le produit des services et ventes a atteint 808 285 € pour un BP voté de 790 440 €, et ce grâce à l'implication des personnels. Malgré cette activité soutenue le Syndicat a dû faire voter une délibération pour une participation complémentaire des communes lors sa DM n°1, pour un montant total de 40 000 €.

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2.2 Travaux

Détail des travaux

Nom tiers	Désignation	Article par nature	Montant
IKEA ENTREPRISES	DECORATION DIVERS	2188	1 060,88
LIGHT CREATION AUDIO VIDEO	SONORISATION PATINOIRE PARTIE 1(REPORT)	2188	34 119,97
PROTEC FILM	FILM OCCUTANT FENETRE OUEST	21318	3 372,94
BOULANGER TOULON LA GARDE	tablette	21838	319,00
QUALICONSULT SECURITE	MISSION SPS REHABI. PATINOIRE M1(REPORT)	21318	72,00
SPORTS DE GLACE EQUIPEMENT	CASIERS BLOC 6	2188	46 026,86
SPORTS DE GLACE EQUIPEMENT	cle d'urgence	2188	600,00
IKEA ENTREPRISES	linge pour centre d'hébergement	2188	431,54
COLAS FRANCE	TRAVAUX - réparation réseau EU	21532	36 654,60
GEM CLOTURES	MOTORISATION DU PORTAIL	21318	5 340,00
LEROY MERLIN	RIDEAUX ANTI FEU	2188	209,70
SYNERGLACE	LAME SURFACEUSE	2188	367,16
SYNERGLACE	LAME SURFACEUSE	2188	1 140,00
SYNERGLACE	achat roulement surfaceuse	2188	214,80
RESO	PANNEAU ACOUSTIQUE	2188	201,70
RESO	PANNEAU ACOUSTIQUE	2188	32,83
AZUREENNE D INCENDIE-ADI	mise a jour du systeme securite incendie	21318	354,77
BODET TIME SPORT	tableau affichage hockey	2188	8 230,80
RESO	ECO TAXE	2188	1 444,08
RESO	PANNEAU ACCOUSTIQUE SALLE DE REUNION	2188	1 115,95
SPORTS DE GLACE EQUIPEMENT	equipement affuteuse	2188	17 742,24
LIGHT CREATION AUDIO VIDEO	SONORISATION PATINOIRE 2EME PHASE	2188	71 734,27
ETUDES VERRECCHIA	M17/002 REVISION DE PRIX(REPORT)(REPORT)	21318	648,00
			231 434,09

VOLET BUDGETAIRE

VUE FINANCIERE SYNTHETIQUE - EXERCICE 2023

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés		192 830,82 €		409 796,07 €		602 626,89 €
Opérations de l'exercice	1 229 295,30 €	1 141 485,53 €	382 133,04 €	978 605,83 €	1 611 428,34 €	2 120 091,36 €
TOTAUX	**1 229 295,30 €**	**1 334 316,35 €**	**382 133,04 €**	**1 388 401,90 €**	**1 611 428,34 €**	**2 722 718,25 €**
Résultat de clôture		**105 021,05 €**		**1 006 268,86 €**		**1 111 289,91 €**
Reste à Réaliser			614 893,39 €			
TOTAUX CUMULES	**1 229 295,30 €**	**1 334 316,35 €**	**997 026,43 €**	**1 388 401,90 €**	**2 226 321,73 €**	**2 722 718,25 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**105 021,05 €**		**391 375,47 €**		**496 396,52 €**

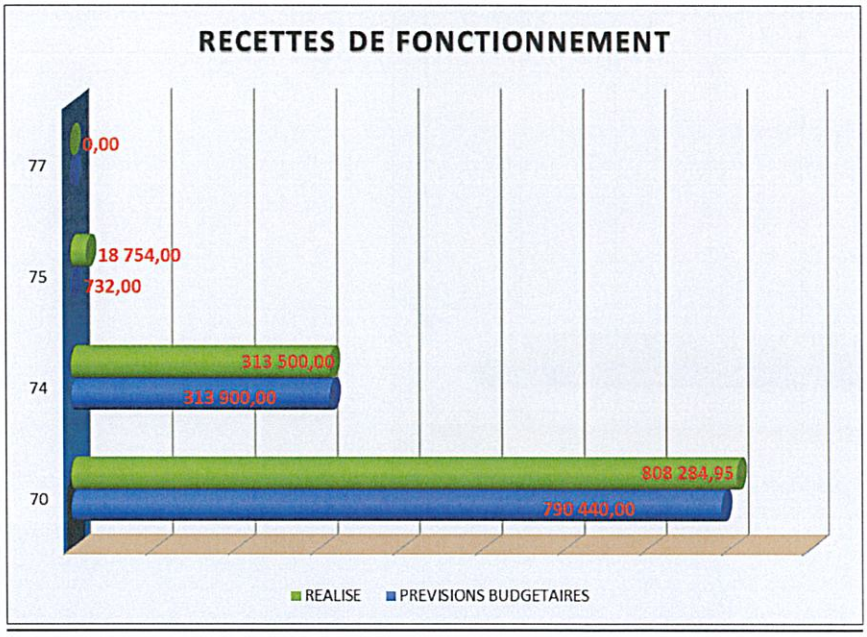
Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL20241200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LA SECTION FONCTIONNEMENT

Recettes

Chap.	Imputation clé	ompte cl	Compte libellé	Sens	Budget	Mandaté
002	2R0046	002	Résultat de fonctionnement reporté	réelles	192 830,82	0,00
002				**Somme :**	**192 830,82**	**0,00**
013	2R0072	6419	Remboursements sur rémunérations du pers		0,00	946,58
013				**Somme :**	**0,00**	**946,58**
70	2R0071	70323	Redevance d'occupation du domaine public		10 000,00	5 405,50
	2R0057	70631	A caractère sportif		135 000,00	156 806,00
	2R0053	70632	A caractère de loisirs		416 000,00	398 980,00
	2R0064	706322	ALSH commune adhérente		0,00	7 957,00
	2R0065	706323	ALSH commune non adhérente		0,00	7 864,50
	2R0054	7067	Redevances et droits des services périsc		20 440,00	16 560,00
	2R0075	706888	Autres		0,00	59 949,42
	2R0073	7068881	Autres prestation de services SNACK		142 000,00	113 866,79
	2R0074	7068882	Autres prestations de services location		67 000,00	40 895,74
70				**Somme :**	**790 440,00**	**808 284,95**
74	2R0076	744	FCTVA		400,00	0,00
	2R0048	74741	Communes membres du GFP		313 500,00	313 500,00
74				**Somme :**	**313 900,00**	**313 500,00**
75	2R0050	75888	Autres		732,00	18 754,00
75				**Somme :**	**732,00**	**18 754,00**
77	2R0068	773	Mandats annulés (sur exercices antérieur		500,00	0,00
77				**Somme :**	**500,00**	**0,00**
				réelles	**1 298 402,82**	**1 141 485,53**
				Somme :	**1 298 402,82**	**1 141 485,53**



Répartition des participations communales

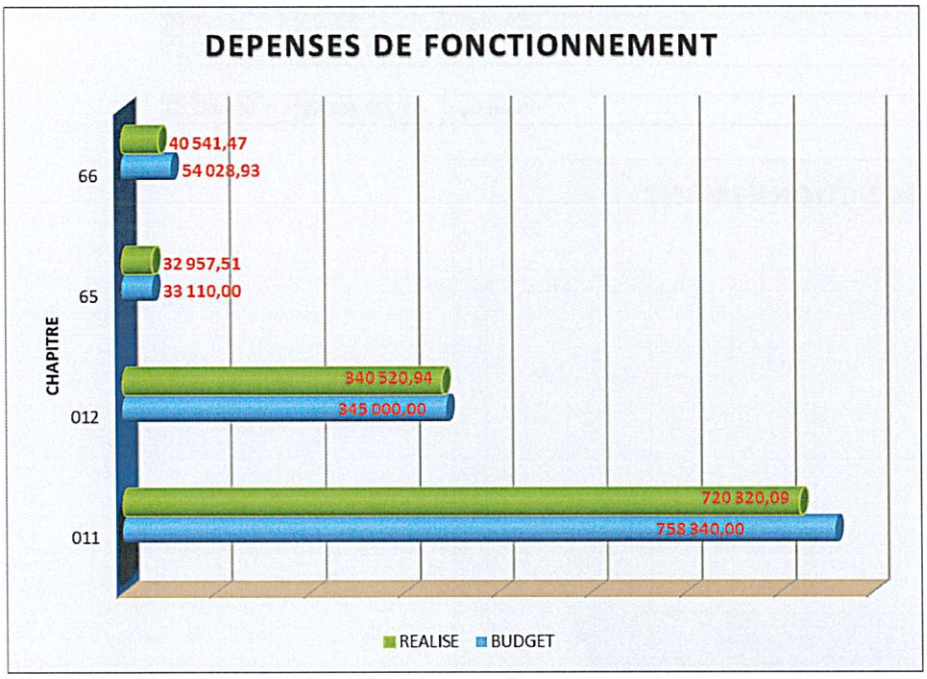
	participations de bases	participations complémentaires	TOTAL 2023
	273 500,00	40 000,00	313 500,00
TOULON	114 870,00	16 800,00	131 670,00
LA GARDE	136 750,00	20 000,00	156 750,00
LE PRADET	15 410,00	2 400,00	18 810,00
LE REVEST	5 470,00	800,00	6 270,00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20241120-DEL20241208082-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LES DEPENSES

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	Budget voté	Mandaté
011	Charges à caractère général		758 340,00	720 320,09
012	Charges de personnel et frais assimilés		345 000,00	340 520,94
65	Autres charges de gestion courante		33 110,00	32 957,51
66	Charges financières		54 028,93	40 541,47
	TOTAL	**réelles**	**1 190 478,93**	**1 134 340,01**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		107 923,89	94 955,29
	TOTAL	**d'ordre**	**107 923,89**	**94 955,29**
	TOTAL GENERAL		**1 298 402,82**	**1 229 295,30**



Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LA SECTION INVESTISSEMENT

LES RECETTES

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	Budget voté	Mandaté
001	Solde d'exécution de la section d'invest		409 796,07	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		805 000,00	883 650,54
	TOTAL	**réelles**	**1 214 796,07**	**883 650,54**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		107 923,89	94 955,29
	TOTAL	**d'ordre**	**107 923,89**	**94 955,29**
	TOTAL GENERAL		**1 322 719,96**	**978 605,83**

LES DEPENSES

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	Budget voté	Mandaté
16	Emprunts et dettes assimilées		146 654,95	146 654,95
20	Immobilisations incorporelles		4 044,00	4 044,00
21	Immobilisations corporelles		1 172 021,01	231 434,09
	TOTAL	**réelles**	**1 322 719,96**	**382 133,04**
	TOTAL GENERAL		**1 322 719,96**	**382 133,04**

LA DETTE

L'annuité de l'exercice 2023 s'est élevée à 178 875.55 € (Capital : 146 654.95 intérêt 32 190.60 €)

Au 31 décembre 2023

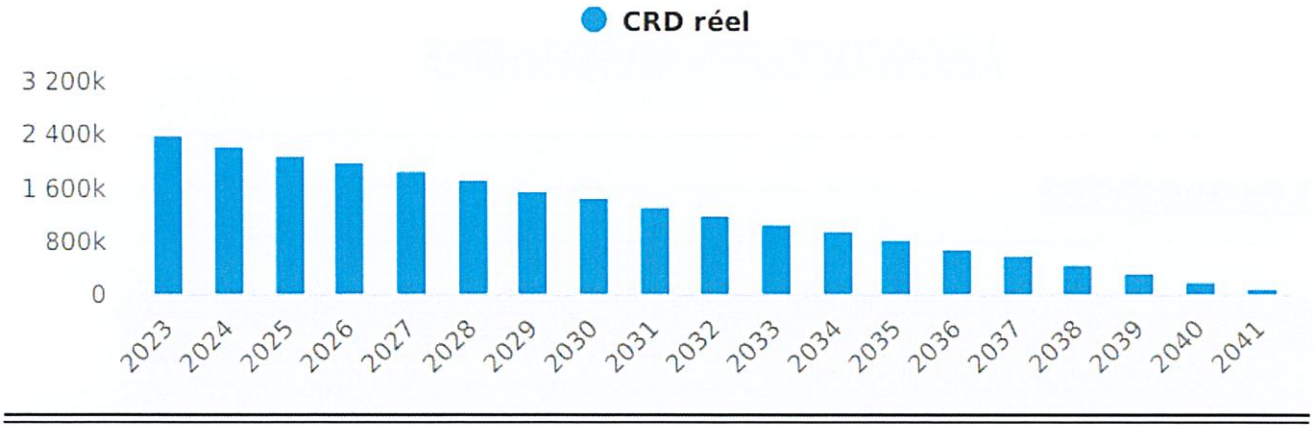
Capital restant dû (CRD)

2 246 153 €

Evolution du capital restant dû

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



Détail des Emprunts en cours :

Emprunts en cours (4) Emprunts échus (2)

Type	Référence	Prêteur	Capital restant dû	Durée résiduelle	Taux	Prochaine échéance	Montant prochaine échéance	Année de réalisation	Montant initial
Emprunt	00601417179		49 535,54 €	8,68 ans	Taux fixe...	07/09/2024	5 839,43 €	2017	79 725,00 €
Emprunt	A1013282		55 657,55 €	4,48 ans	Taux fixe...	25/06/2024	12 442,53 €	2013	140 000,00 €
Emprunt	A1020085		776 000,00 €	16,40 ans	(Livret A(...	25/05/2024	73 936,00 €	2020	800 000,00 €
Emprunt	00602980052		1 364 960,20 €	17,42 ans	Taux fixe...	01/06/2024	84 383,88 €	2021	1 500 000,00 €
			2 246 153,29 €						

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200002-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LA PATINOIRE
TOULON - LA GARDE - LE PRADET - LE REVEST

Délibération n° 3 du Comité Syndical du 20 novembre 2024

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET 2024

L'an deux mille vingt-trois, le vingt du mois de novembre à 16 h 00, le Comité Syndical du Syndicat Intercommu pour le Maintien de la pratique des Sports de Glace, régulièrement convoqué, a été rassemblé au lieu ordinaire de s séances sous la présidence de Monsieur Jean-Eric LODEVIC– Président.

Etaient Présents **: Jean-Eric LODEVIC, Président, Laurent JEROME, Vice-Président, Martine CLOPIN, Vice-Présidente, Flora MARTINO, déléguée titulaire, Brigitte MORILLION, déléguée suppléante**
Etaient absents **: Magali DUPRE-BARRY, Vice-Présidente, Laure-Hélène BAUMANN, déléguée titulaire, Valérie MONDONE, déléguée titulaire, Agnès BIASUTTO, déléguée titulaire, Eric GALIANO, délégué titulaire, Sophie CHESNAUD, déléguée titulaire, Michelle BROCHEN, déléguée titulaire**
Pouvoirs **: Pierre PARDIGON a donné pouvoir à Laurent JEROME**

Afférents Au Comité Syndical	12	En exercice	12	Qui ont pris part à la délibération	

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de la réunion du Conseil Syndical du 13 novembre 2024, le Conseil Syndical se réunit ce jour pour délibérer, selon le même ordre du jour, sans condition de quorum.

VU l'instruction budgétaire et comptable M57.

VU la délibération n° 1 du 20 mars 2024 par laquelle le conseil syndical a adopté le budget primitif d l'exercice 2024.

CONSIDERANT qu'il convient de réajuster les crédits votés en dépenses et en recettes

Il est proposé au conseil syndical la décision modificative N° 1 définit comme suit :

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200003-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	BP 2024	DM 1/2024	BUDGET TOTAL
011	Charges à caractère général		624 717,43	-1 402,00	623 315,43
012	Charges de personnel et frais assimilés		399 943,66	0,00	399 943,66
65	Autres charges de gestion courante		46 839,00	1 402,00	48 241,00
66	Charges financières		46 320,96	-100,00	46 220,96
67	Charges exceptionnelles		0,00	100,00	100,00
	TOTAL	**réelles**	**1 117 821,05**	**0,00**	**1 117 821,05**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		143 000,00	0,00	143 000,00
	TOTAL	**d'ordre**	**143 000,00**	**0,00**	**143 000,00**
	TOTAL GENERAL		**1 260 821,05**	**0,00**	**1 260 821,05**

Recettes

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	BP 2024	DM 1/2024	BUDGET TOTAL
002	Résultat d'exploitation reporté		105 021,05	0,00	105 021,05
013	Atténuations de charges		500,00	811,00	1 311,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestation		780 000,00	0,00	780 000,00
74	Subventions d'exploitation		375 000,00	-1 500,00	373 500,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00	689,00	689,00
77	Produits exceptionnels		300,00	0,00	300,00
	TOTAL	**réelles**	**1 260 821,05**	**0,00**	**1 260 821,05**
	TOTAL GENERAL		**1 260 821,05**	**0,00**	**1 260 821,05**

INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	BP 2024	DM 1/2024	BUDGET TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées		130 245,00	0,00	130 245,00
21	Immobilisations corporelles		1 140 023,86	0,00	1 140 023,86
	TOTAL	**réelles**	**1 270 268,86**	**0,00**	**1 270 268,86**
041	opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00	8 368,80	8 368,80
		Ordre	**0,00**	**8 368,80**	**8 368,80**
	TOTAL GENERAL		**1 270 268,86**	**8 368,80**	**1 278 637,66**

Recettes

Chapitre	Chapitre libellé	Sens	BP 2024	DM 1/2024	BUDGET TOTAL
001	Solde d'exécution de la section d'invest		1 006 268,86	0,00	1 006 268,86
10	Dotations, fonds divers et réserves		121 000,00	0,00	121 000,00
	TOTAL	**réelles**	**1 127 268,86**	**0,00**	**1 127 268,86**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		143 000,00	0,00	143 000,00
041	opérations d'ordre à l'intérieur de la section			8 368,80	8 368,80
	TOTAL	**d'ordre**	**143 000,00**	**8 368,80**	**151 368,80**
	TOTAL GENERAL		**1 270 268,86**	**8 368,80**	**1 278 637,66**

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200003-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

LE CONSEIL SYNDICAL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 1 : **APPROUVE** la décision modificative n° 1/2024 du budget du Syndicat:

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet devant le Tribunal Administratif Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

Pour extrait certifié conforme au registre

Le Président,

Jean-Eric LODEVIC

ADOPTEE PAR :	**L'unanimité**
POUR :	**6**
CONTRE : ---	**0**
ABSTENTIONS : ---	**0**

Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace

Accusé de réception en préfecture
083-258301860-20241120-DEL202411200003-DE
Date de télétransmission : 26/11/2024
Date de réception préfecture : 26/11/2024

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250638-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 39 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : MODIFICATION DU CADRE DES EFFECTIFS AU 16 JUIN 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique notamment son article L.313-1,

VU le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU le budget communal,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 12 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs de la collectivité ou de l'établissement à la date du 16 juin 2025.

Monsieur le rapporteur expose :

Suite à l'évolution des emplois, et notamment des réussites à concours, des départs à la retraite, des stagiairisations à venir et des vacances de postes au sein de la commune, il est proposé de mettre à jour en conséquence le tableau des effectifs.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : DECIDE la suppression et la création de postes comme suit :

- Suppression de 27 postes à temps complet sur les grades suivants :

➢ 1 poste de Rédacteur
➢ 3 postes d'Adjoint administratif Principal de 1re classe
➢ 1 poste d'Adjoint administratif Principal de 2e classe
➢ 2 postes d'Adjoint de patrimoine Principal de 2e classe

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250639-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- 1 poste d'Animateur territorial Principal de 1re classe (CDI)
- 2 postes de Gardien -Brigadier
- 1 poste de Puéricultrice
- 3 postes d'Assistante Maternelle
- 1 poste d'Educatrice de jeunes enfants
- 1 poste de Moniteur-éducateur et intervenant familial
- 2 postes d'Agent de maîtrise Principal
- 1 poste d'Agent de maîtrise
- 2 postes d'Adjoint technique Principale de 1re classe
- 3 postes d'Adjoint technique Principale de 2e classe
- 3 postes d'Adjoint technique.

▪ Suppression de 2 postes à temps non complet sur les grades suivants :

- 1 poste d'Adjoint administratif Principal de 2e classe (CDI)
- 1 poste d'Adjoint d'animation (CDI).

▪ Création de 19 postes à temps complet sur les grades suivants :

- 5 postes d'Adjoint administratif
- 1 poste d'Attaché principal de Conservation du Patrimoine
- 1 poste d'Assistant Principal 1re classe de Conservation du patrimoine et des bibliothèques
- 1 poste d'Assistant de Conservation du patrimoine
- 1 poste d'Adjoint d'animation (CDI)
- 1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe Supérieure
- 2 postes d'Auxiliaire de puériculture de classe Normale
- 1 poste d'Educatrice de jeunes enfants de classe exceptionnelle
- 1 poste d'ATSEM Principal de 1re classe
- 1 poste d'Agent social
- 1 poste d'Ingénieur
- 1 poste de Technicien Principal de 1re classe
- 1 poste de Technicien Principal de 2e classe
- 1 poste de Technicien.

ARTICLE 2 : **APPROUVE** le cadre des effectifs modifié au 16 juin 2025 tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,
Le (la) secrétaire de séance, Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250639-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

FILIERE ADMINISTRATIVE	Postes au Cadre			Postes pourvus				Postes vacants			
	CAT	TC	TNC	TITULAIRE		CONTRACTUEL		TITULAIRE		CONTRACTUEL	
				TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC
Directeur Général des Services	A	1		1							
Directeur Général Adjoint des Services	A	4		4							
Collaborateur de Cabinet	A	2				1				1	
Attaché Hors Classe	A	1						1			
Attaché Principal	A	4		1				3			
Attaché (dont 1 CDI)	A	15		13		1		1			
Rédacteur Principal 1° Classe	B	4		2				2			
Rédacteur Principal 2° Classe	B	6		4				2			
Rédacteur	B	17		14		1		2			
Adjoint Administratif Principal 1° Classe	C	34	1	31	1			3			
Adjoint Administratif Principal 2° Classe (dont 1 CDI)	C	21		18			0	3			
Adjoint Administratif (dont 1 CDI)	C	18		10		1		7			
Total filière Administrative		127	1	98	1	4	0	24	0	1	0
		128		**99**		**4**		**24**		**1**	

FLIERE CULTURELLE	Postes au Cadre			Postes pourvus				Postes vacants			
	Cat	TC	TNC	TITULAIRE		CONTRACTUEL		TITULAIRE		CONTRACTUEL	
				TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC
Conservateur du Patrimoine et des Bibliothèques	A	1		1							
Attaché principal de Conservation du Patrimoine	A	2		1				1			
Assistant Principal 1° Cl de Cons du Patri. et des Bibli.	B	4		3				1			
Assistant Principal 2° Cl de Cons du Patri. et des Bibli.	B	2		1				1			
Assistant de Conservation du Patrimoine	B	2		1				1			
Adjoint du Patrimoine Principal 1° Classe	C	9		8				1			
Adjoint du Patrimoine Principal 2° Classe	C	1						1			
Adjoint du Patrimoine	C	3	1	2	1			1			
Total filière Culturelle		24	1	17	1	0	0	7	0	0	0
		25		**18**		**0**		**7**		**0**	

FILIERE ANIMATION	Postes au Cadre			Postes pourvus				Postes vacants			
	Cat	TC	TNC	TITULAIRE		CONTRACTUEL		TITULAIRE		CONTRACTUEL	
				TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC
Animateur Territorial Principal de 1° Classe	B	2		1				1			
Animateur Territorial Principal de 2° Classe	B	2		1				1			
Animateur Territorial	B	2		1				1			
Adjoint d'Animation Principal 1° Classe	C	3		2				1			
Adjoint d'Animation Principal 2° Classe	C	3		2				1			
Adjoint d'Animation (dont 3 CDI)	C	8	1	5		2	1	1			
Total filière Animation		20	1	12	0	2	1	6	0	0	0
		21		**12**		**3**		**6**		**0**	

POLICE MUNICIPALE	Postes au Cadre			Postes pourvus				Postes vacants			
	Cat	TC	TNC	TITULAIRE		CONTRACTUEL		TITULAIRE		CONTRACTUEL	
				TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC
Directeur Principal de Police Municipale	A	1		1							
Chef de Service de Police Municipale Pal 2° Classe	B	1		1							
Brigadier Chef Principal	C	15		15							
Gardien-brigadier de Police Municipale	C	9		8				1			
Total filière Police		26	0	25	0	0	0	1	0	0	0
		26		**25**		**0**		**1**		**0**	

FILIERE SPORTIVE	Postes au Cadre			Postes pourvus				Postes vacants			
	Cat	TC	TNC	TITULAIRE		CONTRACTUEL		TITULAIRE		CONTRACTUEL	
				TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC	TC	TNC
Educateur Territorial APS Principal 1° classe	B	3		3							
Educateur Territorial APS	B	1		1							
Opérateur des APS qualifié	C	1		1							
Total filière Sportive		5	0	5	0	0	0	0	0	0	0
		5		**5**		**0**		**0**		**0**	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250639-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

FILIERE MEDICO-SOCIAL	Cat	Postes au Cadre TC	Postes au Cadre TNC	Postes pourvus TITULAIRE TC	Postes pourvus TITULAIRE TNC	Postes pourvus CONTRACTUEL TC	Postes pourvus CONTRACTUEL TNC	Postes vacants TITULAIRE TC	Postes vacants TITULAIRE TNC	Postes vacants CONTRACTUEL TC	Postes vacants CONTRACTUEL TNC
Puéricultrice Hors Classe	A	3		3							
Puericultrice	A	2		1				1			
Infirmière de Soins Généraux	A	1		1							
Auxiliaire de Puériculture Classe Supérieure	B	14		10				4			
Auxiliaire de Puériculture Classe Normale	B	12		8				4			
Assistante Maternelle	C	9				8				1	
Total filière Médico-sociale		41	0	23	0	8	0	9	0	1	0
		41		**23**		**8**		**9**		**1**	

FILIERE SOCIALE	Cat	Postes au Cadre TC	Postes au Cadre TNC	Postes pourvus TITULAIRE TC	Postes pourvus TITULAIRE TNC	Postes pourvus CONTRACTUEL TC	Postes pourvus CONTRACTUEL TNC	Postes vacants TITULAIRE TC	Postes vacants TITULAIRE TNC	Postes vacants CONTRACTUEL TC	Postes vacants CONTRACTUEL TNC
Educatrice de jeunes enfants Classe Exceptionnelle	A	4		2				2			
Educatrice de jeunes enfants	A	3		1				2			
ATSEM Principale de 1° Classe	C	13		12				1			
ATSEM Principale de 2° Classe	C	4						4			
Agent social	C	1						1			
Total filière Sociale		25	0	15	0	0	0	10	0	0	0
		25		**15**		**0**		**10**		**0**	

FILIERE TECHNIQUE	Cat	Postes au Cadre TC	Postes au Cadre TNC	Postes pourvus TITULAIRE TC	Postes pourvus TITULAIRE TNC	Postes pourvus CONTRACTUEL TC	Postes pourvus CONTRACTUEL TNC	Postes vacants TITULAIRE TC	Postes vacants TITULAIRE TNC	Postes vacants CONTRACTUEL TC	Postes vacants CONTRACTUEL TNC
Ingénieur hors classe	A	1		1							
Ingénieur principal	A	2		1				1			
Ingénieur	A	2		1				1			
Technicien Principal de 1° classe	B	3		1				2			
Technicien Principal de 2° classe	B	6		4				2			
Technicien	B	6		4				2			
Agent de Maîtrise Principal	C	17		14				3			
Agent de Maîtrise	C	8		5				3			
Adjoint Technique Principal 1° classe	C	47		44				3			
Adjoint Technique Principal 2° classe	C	37		34				3			
Adjoint Technique	C	54		42				12			
Total filière Technique		183	0	151	0	0	0	32	0	0	0
		183		**151**		**0**		**32**		**0**	

TOTAUX											
		451	3	346	2	14	1	89	0	2	0
		454		**363**				**91**			
		454		**454**							

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250639-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 40 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L.332-23,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT qu'en prévision de la période estivale 2025, et afin de permettre d'assurer la continuité du service public, il est nécessaire de satisfaire pour la période du 26.05.2025 au 31.08.2025, les besoins non permanents des services de la commune et notamment des services suivants :

- Action publique de proximité,
- Education – Entretien et Loisirs - ALSH,
- Jeunesse – SAT,
- Installations sportives – Piscine municipale,
- Pôle Municipal Multisports,
- Logistique événementielle,
- Gardiennage,

CONSIDERANT qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article 332-23-2° du Code Général de la Fonction Publique.

Monsieur le Rapporteur expose :

Durant la période estivale de juin à septembre, les services communaux doivent faire face à un surcroît de travail lié aux différentes manifestations ou évènements, ainsi qu'à des tâches complémentaires liées à cette période de l'année.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250640-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les collectivités peuvent faire appel à du personnel, recruté en qualité d'agent contractuel, pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article 332-23-2° du Code général de la Fonction Publique,

Dès lors, il apparaît nécessaire de permettre le recrutement d'agents contractuels temporaires pour la période estivale.

La rémunération des agents recrutés sur les grades d'adjoint d'animation et d'adjoint technique pour les besoins saisonniers sera basée sur l'indice brut afférent au 1er échelon du grade et calculée en considération de l'indice minimum de traitement des agents publics.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions d'« Educateur sportif » sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 1er échelon du grade.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions de « Surveillant de Baignade » et qui devront obligatoirement détenir le Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 1er échelon du grade.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions de « Maître-Nageur Sauveteur » et qui devront obligatoirement détenir le Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 6e échelon du grade et 8e échelon pour le Chef de bassin.

Le tableau ci-après récapitule les effectifs maximums autorisés pour la période du 26.05.2025 au 31.08.2025 :

Service	Grade	Contractuels pour besoins saisonniers (effectifs maximum)
Action publique de proximité	Adjoint technique	2 TC par mois
Education – Entretien	Adjoint technique	10 TC par mois
Education – Loisirs - ALSH	Adjoint d'animation	80 TC par mois
Jeunesse – SAT	Adjoint d'animation	30 TC par mois
Pôle Municipal Multisports	Educateur des APS	4 TC
Installations sportives	Educateur des APS	8 TC et 3 TNC 50 %
Piscine municipale	Adjoint technique	6 TC et 1 TNC 60 % par mois
Logistique événementielle	Adjoint technique	3 TC par mois
Gardiennage	Adjoint technique	1 TC

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : DECIDE selon les effectifs maximums autorisés, les créations d'emplois liées à un accroissement saisonnier d'activité, figurant sur le tableau précité.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame le Maire à recruter le personnel contractuel saisonnier pour garantir la continuité du service public.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250640-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 3: **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte correspondant.

ARTICLE 4 : **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal, Chapitre 012.

ARTICLE 5 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250640-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 41 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : REVALORISATION DES AGENTS PUBLICS DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF "BONUS ATTRACTIVITE"

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35	PRESENCE PHYSIQUE	31	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 à L.714-13,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment son article D.423-9,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 714-4 du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et du 26 novembre portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la Fonction Publique Territoriale,

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

VU la circulaire ministérielle du 03 avril 2017 relative à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale,

VU la délibération n° 15 du 11 décembre 2017 relative à la transposition aux agents de la commune du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU la délibération n° 7 du 29 janvier 2018 relative à l'actualisation et transposition du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux conservateurs du patrimoine,

VU la délibération n° 28 du 17 décembre 2018 relative à l'actualisation et transposition du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux conservateurs de bibliothèques, aux attachés de conservation du patrimoine, aux assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques,

VU la délibération n° 31 du 15 juillet 2020 relative à l'actualisation et transposition du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux ingénieurs territoriaux, des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, des puéricultrices territoriales, des infirmiers territoriaux en soins généraux, des techniciens territoriaux, des auxiliaires de puériculture territoriaux,

VU la délibération n° 43 du 17 juin 2024 relative à l'actualisation des montants annuels de référence de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE),

VU les arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

VU la circulaire n° C 2024-096 du 9 mai 2024 de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF),

VU l'avis du Comité Social Territorial du 12 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

Le Rapporteur expose :

Afin d'encourager les employeurs publics et privés à revaloriser les salaires des professionnels du secteur de la petite enfance, l'État a annoncé de nouveaux financements pour soutenir la revalorisation des salaires des professionnels de crèches, dans un contexte de pénurie des métiers de la petite enfance.

Pour soutenir cette mesure, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) a indiqué cofinancer cette mesure via le dispositif ***« bonus attractivité ».***

Cette mesure, applicable au secteur public, ne l'est pas automatiquement et justifie le respect d'une certaine procédure afin de pouvoir bénéficier de la prise en charge partielle du coût de cette revalorisation.

Le dispositif *« bonus attractivité »* implique une prise en charge par la Caisse des Allocations Familiales des 2/3 du coût chargé d'une revalorisation de 100 euros net mensuel par agent. Il est ainsi permis de valoriser la rémunération des agents publics concernés de 100 € nets mensuels.

Sont concernés par la revalorisation l'ensemble des agents, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants ou occupant des fonctions de direction qui travaillent dans les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) financés par la Prestation de Service Unique (PSU) et gérés par une collectivité territoriale ou un établissement public local.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Précisément, sont concernés par cette revalorisation, les fonctionnaires et agents publics contractuels ainsi que les assistantes maternelles qui :

- Exercent leurs missions auprès d'enfants ou qui exercent une fonction de direction dans un établissement d'accueil des mineurs financés par la prestation de service unique.
- Sont en poste ou recrutés postérieurement à la délibération mettant en œuvre la revalorisation.

La revalorisation doit être pérenne et s'appliquer à l'ensemble des professionnels exerçant leurs fonctions auprès d'enfants ainsi qu'aux agents exerçant les fonctions de direction de ces structures, titulaires et contractuels, en poste ou recrutés postérieurement à la mise en place du dispositif.

Ainsi, la revalorisation doit résulter :

- D'une mesure portant sur l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents de la collectivité ou de l'établissement qui y sont éligibles ;
- D'une mesure de revalorisation équivalente pour les professionnels de la petite enfance qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP au sein de la collectivité ou d'un établissement, notamment les assistantes maternelles exerçant en crèche familiale.

CONSIDERANT que la revalorisation n'est pas automatique et nécessite une délibération de l'assemblée après avis du CST et transmission d'un document d'engagement à la CAF,

CONSIDERANT que l'assemblée a voté la revalorisation du régime indemnitaire des agents affectés sur des métiers en tension à compter du 1er juillet 2024,

CONSIDERANT que les agents contractuels affectés sur ces métiers en tension ont bénéficié de la revalorisation par augmentation de leur rémunération,

CONSIDERANT l'engagement de la ville de La Garde pour favoriser l'attractivité des métiers en tension et que le dispositif « Bonus attractivité » s'inscrit dans la continuité de la revalorisation au 1er juillet 2024 de ces métiers.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : INSTITUE à compter du 1er juillet 2025, la revalorisation des agents publics de la petite enfance conformément à la circulaire de la CNAF.

ARTICLE 2 : CONSACRE la revalorisation par l'intermédiaire du RIFSEEP pour les fonctionnaires et les agents publics contractuels qui en sont éligibles.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Dans ce cadre, l'IFSE de chaque agent sera augmentée de 100 € nets mensuels par un arrêté individuel ou contrat à compter du 1er juillet 2025 sous réserve qu'ils n'aient pas bénéficiés de la revalorisation de leur régime indemnitaire ou rémunération au titre des métiers en tension à compter du 1er juillet 2024 conformément à la délibération n° 43 du 17 juin 2024 relative à l'actualisation des montants annuels de référence de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE).

Dans ce dernier cas, ils bénéficieront d'un complément de régime indemnitaire ou de rémunération à compter du 1er juillet 2025 afin d'atteindre à minima les 100 € nets d'augmentation.

ARTICLE 3 : CONSACRE la revalorisation des assistantes maternelles en modifiant la proportion de la rémunération par rapport au SMIC de la manière suivante :

- 3, 627 X SMIC par jour jusqu' à 10 ans d'ancienneté,
- 3, 789 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté.

ARTICLE 4 : INSCRIT les crédits nécessaires au budget communal, Chapitre 012.

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA CRAU
VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **35**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Document d'engagement de la collectivité territoriale sur la mise en œuvre des revalorisations des professionnels de la petite enfance en vue du versement du bonus « attractivité » par la CAF

Conformément aux modalités de déploiement du bonus « attractivité », approuvées par le Conseil d'administration de la Cnaf le 3 avril 2024 et précisées par la circulaire Cnaf de référence, les collectivités territoriales sont éligibles à l'accompagnement financier de la branche Famille de la sécurité sociale sous réserve de la mise en œuvre d'une augmentation pérenne de 100€ nets mensuels minimum[1] de l'ensemble des professionnels, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants ou occupant des fonctions de direction qui travaillent dans les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) financés par la prestation de service unique (PSU) qu'elles gèrent.

La revalorisation doit résulter :

- d'une mesure portant sur l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) au sein du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des professionnels concernés ;
- cumulativement, et le cas échéant, d'une mesure de revalorisation équivalente pour les professionnels de la petite enfance qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP au sein de la collectivité, notamment les assistants maternels exerçant en crèche familiale.

La mesure de revalorisation doit viser les agents en poste au moment de sa mise en œuvre comme les agents recrutés postérieurement à sa mise en œuvre.

L'éligibilité des collectivités territoriales à l'accompagnement financier s'évalue sur la base de la transmission à la CAF de la (ou des) délibération(s) correspondante(s) de la collectivité accompagnée(s) du présent document par lequel la collectivité s'engage pour la mise en œuvre pérenne des revalorisations de 100€ nets mensuels minimum pour l'ensemble des professionnels auprès d'enfant et en fonction de direction, titulaires et contractuels, éligibles au RIFSEEP ou non, en poste ou recrutés postérieurement à la délibération susvisée.

Le Maire / le/la Président(e) .....,

de la collectivité territoriale .....,

atteste que celle-ci procède à une revalorisation de 100€ nets mensuels minimum[1] de l'ensemble des professionnels, titulaires de la fonction publique ou contractuels, exerçant auprès d'enfants ou en fonction de direction dans les établissements d'accueil du jeune enfant financés par la Prestation de service unique (PSU) qu'elle gère :

- relevant notamment des cadres d'emplois suivants :
  - Puéricultrices territoriales ;
  - Auxiliaires de puériculture territoriaux ;
  - Éducateurs territoriaux de jeunes enfants ;
  - Cadres territoriaux de santé paramédicaux ;

[1] Ce niveau de revalorisation net minimum s'entend pour un agent travaillant à temps plein et en année pleine ; il est susceptible d'être modulé pour les agents travaillant à temps partiel ou sur une année incomplète

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Puéricultrices cadres territoriaux de santé ;
- Puéricultrices territoriales ;

- relevant d'autres statuts et cadres d'emploi.

J'atteste que l'intégralité des effectifs placés auprès d'enfants et en fonction de direction exerçant au sein des Eaje gérés par la collectivité est bénéficiaire de la mesure de revalorisation susvisée à compter du 1er janvier 2024 ou d'une date postérieure.

La date d'entrée en vigueur de la mesure[2] de revalorisation est fixée au : ..... .

J'atteste avoir procédé aux revalorisations par le biais de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) au sein du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les professionnels qui en bénéficient ou par le biais de revalorisations équivalentes pour les professionnels qui ne bénéficient pas du RIFSEEP.

Fait à ....., le.....

[2] Lorsque les revalorisations de l'intégralité des effectifs visés par la présente déclaration résultent de plusieurs mesures distinctes et successives visant des catégories de personnels différents et susceptibles d'intervenir à des dates différentes, la date à d'entrée en vigueur à mentionner dans cette déclaration est celle à laquelle l'ensemble des professionnels de la petite enfance auprès d'enfants et en fonction de direction sont effectivement couverts par une mesure de revalorisation salariale correspondant aux attendus définis dans la circulaire Cnaf régissant le bonus « attractivité ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250641-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 42 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : REVALORISATION DE LA REMUNERATION DES ASSISTANTES MATERNELLES - DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment L.333-14,

VU le Code de l'Action sociale et des Familles,

VU les délibérations des 18 décembre 1987, 14 décembre 1990, et 17 juin 2019,

VU la délibération du 16 juin 2025 relative à la revalorisation des agents publics de la petite enfance dans le cadre du « bonus attractivité »,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 12 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer le montant des salaires pour les assistants maternels employés par la collectivité.

Monsieur le Rapporteur expose :

Les assistantes maternelles bénéficient actuellement d'une **rémunération mensuelle basée sur 21 jours par enfant pour une garde à temps complet** et calculée à partir d'un taux salarial appliqué à la valeur du SMIC différencié selon que l'agent a moins ou plus de 10 ans d'ancienneté.

La Municipalité a revalorisé ce taux salarial le 1er septembre 2019 dans le cadre de l'effort budgétaire engagé depuis le 1er janvier 2018 auprès de ses personnels aux fins de récompenser l'investissement personnel des assistantes maternelles et saluer leur travail au quotidien auprès des enfants.

Dans la continuité, et au titre du dispositif « bonus attractivité » dans lequel s'est inscrit la Ville de la Garde, les assistantes maternelles exerçant en crèche familiale peuvent prétendre à un complément de rémunération de 100 € nets mensuel.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250642-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En conséquence, il est proposé une revalorisation du taux salarial de ces personnels au 1er juillet 2025 ainsi qu'il suit :

Taux pour la garde de deux enfants :

- 3,627 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,377),
- 3,789 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,539),

Taux pour la garde du 3e enfant :

- 3,166 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté,
- 3,333 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE à compter du 1er juillet 2025 les taux et modalités de rémunération des assistantes maternelles de la Crèche familiale de la Ville ainsi qu'il suit :

Taux pour la garde de deux enfants :

- 3,627 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,377),
- 3,789 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,539),

Taux pour la garde du 3e enfant :

- 3,166 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté,
- 3,333 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté.

ARTICLE 2 : ABROGE en conséquence à la même date la délibération n° 27 du 17 juin 2019 relative à la rémunération des assistantes maternelles.

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer les actes correspondants.

ARTICLE 4 INSCRIT les crédits nécessaires au budget communal.

ARTICLE 5 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE 6A83A VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250642-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 43 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.712-1, L714-4 à L.714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 714-4 du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et du 26 novembre portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la fonction publique de l'Etat (RIFSEEP),

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

VU la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

VU la circulaire ministérielle du 03 avril 2017 relative à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale,

VU les délibérations n° 13 et n° 14 du 17 septembre 2012 relatives au régime indemnitaire des agents de la Mairie de La Garde,

VU la délibération n° 15 du 11 décembre 2017 relative à la transposition aux agents de la commune du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU la délibération n° 7 du 29 janvier 2018 relative à l'actualisation et transposition du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux conservateurs du patrimoine,

VU la délibération n° 28 du 17 décembre 2018 relative à l'actualisation et transposition du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux conservateurs de bibliothèques, aux attachés de conservation du patrimoine, aux assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques,

VU la délibération n° 31 du 15 juillet 2020 relative à l'actualisation et transposition du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel aux ingénieurs territoriaux, aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants, aux puéricultrices territoriales, aux infirmiers territoriaux en soins généraux, aux techniciens territoriaux, aux auxiliaires de puériculture territoriaux,

VU la délibération n° 43 du 17 juin 2024 relative à l'actualisation des montants annuels de référence de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE),

VU la délibération n° 13 du 17 décembre 2024 relative à l'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA),

VU les arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 12 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités,

CONSIDERANT qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

CONSIDERANT les nouvelles dispositions législatives relatives à l'indemnisation des arrêts de travail en maladie ordinaire durant les trois premiers mois.

Monsieur le Rapporteur expose :

La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 en son article 189 vient notamment modifier les dispositions de l'article L.822-3 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP).

Dorénavant, au cours de la période de douze mois consécutifs de congés de maladie, le fonctionnaire en Congé de Maladie Ordinaire (CMO) percevra 90 % de son traitement pendant trois mois (en lieu et place de l'intégralité).

Ces modifications s'appliquent aux congés de maladie accordés à compter du premier jour du mois suivant la publication de cette loi, soit le 1er mars 2025.

Cette réduction s'applique également aux primes et indemnités qui sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement (NBI) ou calculées en pourcentage du traitement (ISFE,) ce qui exclut le supplément familial de traitement (SFT) et indemnité de résidence (IR) qui sont conservés en intégralité pendant toute la durée du CMO.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Si l'application de cette réduction ne nécessite pas de délibération, l'organe délibérant ne peut déroger à ce principe ni verser le régime indemnitaire en intégralité sur le fondement d'une délibération antérieure à cette réforme, celle-ci étant de facto devenue illégale.

La délibération de la collectivité relative au RIFSEEP prévoit dans son article 3, le maintien à 100 % et au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) un abattement à 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) pour les congés de maladie ordinaire rémunérés à plein traitement et les CITIS (Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service).

Ainsi, la partie I de l'annexe définissant les modalités de modulation du régime indemnitaire du fait des absences doit être modifiée en conséquence.

Considérant ces nouvelles mesures, il vous est proposé de supprimer l'abattement de 30 % pour les arrêts de maladie ordinaire afin de ne pas pénaliser davantage le personnel communal.

Pour mémoire, cet abattement a été mis en place pour lutter contre l'absentéisme et n'est donc plus nécessaire à ce jour au vu de ces nouvelles mesures prises par l'Etat s'agissant des congés de maladie ordinaire.

Les autres dispositions générales (I) et le cadre général (II-1) sont inchangés.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE à compter du 1er juillet 2025, la suppression de l'abattement de 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires pour les arrêts de maladie ordinaire.

ARTICLE 2 : MODIFIE en conséquence la partie I de l'annexe de la délibération n° 13 du 17 décembre 2024 relative à la modulation du régime indemnitaire du fait des absences.

ARTICLE 3 : INSCRIT les crédits nécessaires au budget communal.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

<u>ANNEXE</u>: TRANSPOSITION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

I - DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale donc à la commune de La Garde selon les modalités telles que définies ci-après.

Ce régime indemnitaire qui s'étendra à l'ensemble des grades permet d'unifier les régimes indemnitaires actuels et de prendre en compte les niveaux de responsabilité dans l'organigramme, de reconnaitre les spécificités des emplois en vue de reconnaitre et de susciter l'engagement des collaborateurs. Il doit respecter les principes de cohérence, de parité, d'équité et de transparence entre les différentes filières et niveaux de responsabilité.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités, liées aux fonctions et à la manière de servir, versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est réglementairement prévu notamment les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou astreintes.

Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, une telle prime a été instaurée pour les corps ou services de l'Etat servant de référence au régime indemnitaire du cadre d'emplois des :

- Attachés territoriaux
- Rédacteurs territoriaux,
- Adjoints administratifs territoriaux,
- Ingénieurs
- Techniciens
- Adjoints techniques
- Agents de maîtrise
- Animateurs territoriaux,
- Adjoints d'animation,
- Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives,
- Puéricultrices
- Infirmiers en soins généraux
- Educateurs de jeunes enfants
- Auxiliaires de puériculture
- Opérateurs des Activités Physiques et Sportives
- Agents sociaux
- ATSEM
- Conservateurs du Patrimoine
- Conservateurs de Bibliothèque
- Attaché de Conservation du Patrimoine
- Assistants de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques
- Adjoints du patrimoine

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

La nouvelle prime pourra ainsi être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

La nouvelle prime a vocation à être étendue à l'ensemble des grades des cadres d'emplois dans un délai raisonnable à la parution des textes permettant le versement aux agents de l'Etat.

Maintien du régime indemnitaire antérieur

La conversion du régime indemnitaire en vigueur sera effectuée selon les montants individuels actuellement attribués ou revalorisés le cas échéant pour les agents de la catégorie A et B.
Les fonctionnaires de la Commune pourront également bénéficier des avantages acquis maintenus compte tenu des dispositions de l'article 111 de la loi 84-53, dans les conditions fixées par les délibérations ayant instauré ces avantages.

Attribution du montant individuel

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

Modulation du régime indemnitaire du fait des absences

30% du montant des indemnités ci-dessus mentionnées, versées aux agents de la commune, font l'objet d'un abattement par jour d'absence calendaire (soit 1/30ème) au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) pour les congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS).

L'abattement de 30% ne s'applique pas lorsque les indemnités suivent le traitement indiciaire ou sont proratisées en fonction du temps de travail :

- Maladie ordinaire rémunérée à 90%
- Maladie ordinaire à demi-traitement
- Temps partiel thérapeutique

Chaque jour d'absence calendaire abattu équivaut à un trentième. Quel que soit le nombre total de jours du mois (28, 29, 30 ou 31), un agent absent sur la totalité du mois se verra retirer 30/30ème.

Ces dispositions sont applicables aux agents qui bénéficieront à la date de leur entrée en vigueur de l'un de ces types de congés, avec application du délai de carence.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption, la rémunération et le régime indemnitaire sont attribuées conformément à la réglementation.

En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire est suspendu.

Cette modulation est, par souci d'équité et dans l'attente de l'application du nouveau régime indemnitaire à l'ensemble des agents, étendue à l'ensemble des primes versées aux agents de la commune selon les mêmes modalités d'application.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II-LES CRITERES D'ATTRIBUTION DU RIFSEEP

II - 1- CADRE GENERAL

PART IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois ci-après une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnels des agents.

Elle reposera sur une notion de groupes de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concernés.

Définition des groupes de fonctions

Groupe	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Fonctions de Directeur Général des Services
Groupe 2	Fonctions de Directeur Général Adjoint des Services
Groupe 3	Fonctions de chef de service
Groupe 4	Fonctions de chef de secteur / Adjoint au chef de service
Groupe 5	Fonctions de chargé de mission
Groupe 6	Fonctions d'encadrement de proximité / responsabilité ou compétence spécifique /expertise-technicité
Groupe 7	Autres fonctions

Les postes sont répartis entre les différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- le niveau d'encadrement, de coordination, de pilotage, de conception, défini notamment par le niveau de responsabilités dans ces domaines.
- le niveau de technicité, d'expertise, d'expérience ou des qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions défini notamment par le niveau de connaissances, complexité, qualifications requises, autonomie, initiative ou diversités des missions et compétences.
- les sujétions particulières ou le degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel défini notamment par le niveau de vigilance, de risques, d'effort physique, tension mentale ou nerveuse, confidentialité, responsabilités spécifiques ou interaction interne ou externe.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Montants de référence par groupe de fonction

Les montants de référence applicables aux agents de la commune sont fixés dans la limite de montants maximums réglementaires déterminés par groupe de fonction et par correspondance avec les agents de l'Etat.

Les montants plafonds sont établis pour un agent exerçant à temps complet.

Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants plafonds évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'Etat. Le résultat du calcul établi sera arrondi à l'euro supérieur.

Lors de la première application de ces dispositions, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent.

Modalités de revalorisation et de versement

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus selon les critères ci-dessus indiqués dans le respect d'une cohérence globale par niveau de fonction.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent

Ce réexamen ne donne pas automatiquement lieu à revalorisation.

Cette indemnité sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

Le montant individuel alloué à l'agent n'est pas indexé sur l'évolution des montants maximums.

PART IFSE complémentaire pour l'exercice de la fonction de régisseur

Les agents exerçant des fonctions de régisseur et percevant l'IFSE bénéficieront du versement annuel d'une part IFSE complémentaire sur production de justificatif et sur la base des montants de référence déterminés réglementairement. Ces montants seront mentionnés dans l'arrêté individuel de l'agent régisseur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

PART CIA

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés dans le cadre de l'entretien professionnel.

La part du CIA ne peut excéder 15 % du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP pour les agents de catégorie A, 12 % du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP pour les agents de catégorie B, 10 % du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP pour les agents de catégorie C.

L'éligibilité au CIA est appréciée au regard de 3 critères :

- Les résultats professionnels
- Le sens du service public
- L'implication dans les missions confiées

Seront exclus d'office du bénéfice les agents ayant eu une sanction disciplinaire ou un rapport sur la manière de servir dans l'année de référence.

L'attribution du CIA est soumise à la validation du Directeur Général Adjoint de la délégation et du DGS sur proposition du supérieur hiérarchique dans le cadre de l'entretien professionnel.

Le montant annuel du CIA est fixé à 200 euros et est modulé selon la présence effective de l'agent.

Il sera attribué dans sa totalité au-delà de 9 mois de présence, à raison de la moitié au-delà de 4 mois de présence et ne sera pas versé en deçà de cette période.

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel au plus tard le 30 juin de l'année n+1.

II - 2 -ATTRIBUTIONS PAR FILIERES ET CADRES D'EMPLOIS

Il est proposé que les montants de référence pour les différents cadres d'emplois soient fixés comme suit :

CATEGORIE A

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Attachés territoriaux Ingénieurs territoriaux	G1	36 210
	G2	32 130
	G3	20 000
	G4	17 000
	G5	12 000
	G6	
	G7	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Conservateurs de bibliothèque territoriaux Conservateurs du Patrimoine territoriaux Attaché de conservation du patrimoine	G1	
	G2	
	G3	20 000
	G4	17 000
	G5	12 000
	G6	
	G7	

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Puéricultrices territoriales Infirmiers en soins généraux	G1	
	G2	
	G3	13 000
	G4	11 000
	G5	9 000
	G6	
	G7	

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Educateurs de jeunes enfants	G1	
	G2	
	G3	13 000
	G4	11 000
	G5	9 000
	G6	7 500
	G7	6 500

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CATEGORIE B

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence maxima
Rédacteurs territoriaux	G1	
Animateurs territoriaux	G2	
Educateurs territoriaux des APS	G3	12 800
	G4	10 200
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	G5	8 200
	G6	7 800
Techniciens territoriaux	G7	6 200

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence maxima
Opérateurs territoriaux des APS Auxiliaires de puériculture	G1	
	G2	
	G3	
	G4	7 500
	G5	6 600
	G6	6 000
	G7	5 100

CATEGORIE C

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence maxima
Adjoints administratifs territoriaux Adjoints d'animation territoriaux	G1	
	G2	
	G3	9 000
	G4	6 600
	G5	5 400
	G6	5 400
	G7	4 200

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Adjoints techniques territoriaux Adjoints territoriaux du patrimoine	G1	
	G2	
	G3	6 000
	G4	5 000
	G5	4 500
	G6	4 200
	G7	3 600

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Agents de maîtrise territoriaux	G1	
	G2	
	G3	7 500
	G4	6 600
	G5	6 000
	G6	5 100
	G7	4 000

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
ATSEM	G1	
	G2	
	G3	
	G4	
	G5	4 500
	G6	4 200
	G7	3 600

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

cadre d'emplois	groupe	Montants annuels de référence
		maxima
Agents sociaux territoriaux	G1	
	G2	
	G3	
	G4	
	G5	
	G6	3 500
	G7	3 000

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250643-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 44 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE - MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

VU le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

VU le décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU la délibération n° 12 en date du 17 décembre 2024 relative à la refonte du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 12 mai 2025,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250644-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'organe délibérant de définir le cadre général de l'instauration de ce dispositif indemnitaire et ainsi d'en définir les bénéficiaires, de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond, et d'en préciser les conditions d'attribution et de versement,

CONSIDERANT les nouvelles dispositions législatives relatives à l'indemnisation des arrêts de travail en maladie ordinaire durant les trois premiers mois.

Monsieur le Rapporteur expose

La loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 en son article 189 vient notamment modifier les dispositions de l'article L. 822-3 du Code général de la fonction publique (CGFP).

Dorénavant, au cours de la période de douze mois consécutifs de congés de maladie, le fonctionnaire en Congé de Maladie Ordinaire (CMO) percevra 90 % de son traitement pendant trois mois (en lieu et place de l'intégralité).

Ces modifications s'appliquent aux congés de maladie accordés à compter du premier jour du mois suivant la publication de cette loi, soit le 1er mars 2025.

Cette réduction s'applique également aux primes et indemnités qui sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement (NBI) ou calculées en pourcentage du traitement (IFSE,) ce qui exclut le supplément familial de traitement (SFT) et l'indemnité de résidence (IR) qui sont conservés en intégralité pendant toute la durée du CMO.

Si l'application de cette réduction ne nécessite pas de délibération, l'organe délibérant ne peut déroger à ce principe ni verser le régime indemnitaire en intégralité sur le fondement d'une délibération antérieure à cette réforme, celle-ci étant de facto devenue illégale.

La délibération de la collectivité relative à la refonte du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale prévoit en son article 3 le maintien à 100 % et un abattement de 30 % du montant de l'IFSE par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) pour les congés de maladie ordinaire rémunérés à plein traitement et les CITIS (Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service).

Ainsi, les modalités de modulation du régime indemnitaire du fait des absences doivent être modifiées en conséquence.

Considérant ces nouvelles mesures, il vous est proposé de supprimer l'abattement de 30 % pour les arrêts de maladie ordinaire afin de ne pas pénaliser davantage le personnel communal.

Pour mémoire, cet abattement a été mis en place pour lutter contre l'absentéisme et n'est donc plus nécessaire à ce jour au vu de ces nouvelles mesures prises par l'Etat s'agissant des congés de maladie ordinaire.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250644-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEL N° 250644

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE à compter du 1er juillet 2025, la suppression de l'abattement de 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires pour les arrêts de maladie ordinaire.

ARTICLE 2 : MODIFIE en conséquence l'article 3 de la délibération n° 12 en date du 17 décembre 2024 relatif aux modalités et conditions de versement ainsi qu'il suit :

« Modulation de l'IFSE du fait des absences

Congés pour raisons de santé :

L'IFSE subira un abattement de 30 % de son montant par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) pour les congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 3 : INSCRIT les crédits nécessaires au budget communal.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250644-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 45 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : AUTORISATION DE MONETISATION DE CONGES ANNUELS INSCRITS AU COMPTE EPARGNE TEMPS ET NON EPUISES

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.611-2, L.621-4 et L.621-5,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles 5-II et 7 du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif aux modalités d'indemnisation des droits à congés annuels modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010,

VU le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps (CET) en cas de mobilité des agents dans la fonction publique,

VU la demande de l'agent sollicitant la monétisation d'une partie des congés annuels versés sur son compte épargne-temps en raison de sa mutation,

CONSIDERANT que le droit d'option ne peut être exercé que pour les jours épargnés au-delà de 15 jours sur le compte épargne-temps,

CONSIDERANT que Monsieur PAPET Loris est titulaire d'un compte épargne-temps dont le capital s'élève à 67 jours,

CONSIDERANT que l'agent est titulaire d'un compte épargne temps dont le capital est supérieur à 15 jours et qu'il n'a pu bénéficier de ses droits à congés à la demande de l'autorité territoriale pour motif de continuité de fonctions, il est proposé de répondre favorablement à sa demande de renoncer à la jouissance d'une partie de ses jours de congés annuels versés sur son compte épargne-temps en contrepartie de leur monétisation.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250645-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **DECIDE** d'accorder la monétisation de congés annuels épargnés sur le compte épargne-temps à :

- Monsieur Loris PAPET : 52 jours

ARTICLE 2 : DIT que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget communal, Chapitre 012.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA CRAU VAR

A LA MAJORITE :
POUR : **27**
CONTRE : **7 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250645-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 46 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MONSIEUR JEAN-CLAUDE MARASTONI

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment l'article L.811-1,

VU le Code du Travail, et notamment ses articles L.4121-3 et R.4121-1 et suivants,

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n° 2022-395 du 18 mars 2022 relatif au Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels et aux modalités de prise en charge des formations en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail par les opérateurs de compétences,

VU le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) modifié présenté et validé en CHSCT du 26 novembre 2019,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial réuni en Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F3SCT) en date du 12 mai 2025,

VU l'avis de la commission municipale EDUCATION / PERSONNEL / ADMINISTRATION GENERALE du 14 mai 2025,

CONSIDERANT que l'autorité territoriale doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des agents,

CONSIDERANT que l'évaluation des risques professionnels et sa formalisation dans un document unique d'évaluation des risques professionnels présentent un caractère obligatoire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEL N° 250646

Monsieur le Rapporteur expose :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels (DUERP) permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans la collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes.
C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.
Sa réalisation et sa mise à jour permettent ainsi :

- ✓ de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- ✓ d'instaurer une communication sur ce sujet,
- ✓ de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- ✓ d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de la collectivité.
Le DUERP sera consultable par voie dématérialisée dans le nouvel Intranet et par voie matérialisée auprès de la chargée de prévention.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels tel que mis à jour dans l'annexe.

ARTICLE 2 : APPROUVE l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre les actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique.

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte correspondant.

ARTICLE 4 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA CRAU VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

apave
mission de confiance
- Conseil Santé Sécurité de l'Homme au Travail -

GARDE
D T

VILLE DE LA GARDE

rue Jean-Baptiste Lavène
83130 LA GARDE

DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES

Date de la dernière mise à jour : janvier 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Recensement des unités de travail

Les unités de travail ont été définies et évaluées avec l'APAVE - La mise à jour a été réalisée en concertation avec Sophie MULLER

Dénomination de l'unité de travail			Mise à jour réalisée le	
			Date	Statut
UT	1	Administration - risques généraux	janv.-25	☑
UT	2	Administration - interface avec du public	janv.-25	☑
UT	3	Administration - tâches administratives	janv.-25	☑
UT	4	Administration - interventions extérieures	janv.-25	☑
UT	5	Administration - informatique et réseaux	janv.-25	☑
UT	6	Administration - archives	janv.-25	☑
UT	7	Administration - régie centralisée	janv.-25	☑
UT	8	Administration - gardiennage	janv.-25	☑
UT	9	Communication - impression	janv.-25	☑
UT	10	Communication - distribution	janv.-25	☑
UT	11	Technique - risques généraux	janv.-25	☑
UT	12	Technique - tâches administratives	janv.-25	☑
UT	13	Technique - Cimetière	janv.-25	☑
UT	14	Technique - Magasin	janv.-25	☑
UT	15	Technique - Garage	janv.-25	☑
UT	16	Technique - Evénementiel	janv.-25	☑
UT	17	Technique - Régie bâtiment	janv.-25	☑
UT	18	Technique - Installations sportives - entretien surveillance	janv.-25	☑
UT	19	Petite enfance - Crèche collective Anne Frank	janv.-25	☑
UT	20	Petite enfance - Halte garderie Les Gardinous	janv.-25	☑
UT	21	Petite enfance - Cuisine Anne Frank	janv.-25	☑
UT	22	Petite enfance - Ludothèque	janv.-25	☑
UT	23	Petite enfance -Multi accueil Lei Drolles	janv.-25	☑
UT	24	Petite enfance - Multi accueil Les Elfes	janv.-25	☑
UT	25	Petite enfance - Crèche familiale Les Lutins	janv.-25	☑
UT	26	Education - Ecoles maternelles	janv.-25	☑
UT	27	Education - Ecoles primaires - entretien des locaux	janv.-25	☑
UT	28	Education - Cantine	janv.-25	☑
UT	29	Police municipale - Traversées des passages protégés	janv.-25	☑
UT	30	Education - Centre de loisirs	janv.-25	☑
UT	31	Jeunesse - Bureau Information Jeunesse	janv.-25	☑
UT	32	Culture - Maison tourisme	janv.-25	☑
UT	33	Culture - Cinéma	janv.-25	☑
UT	34	Culture - Espace culturel Gérard Philippe (dont médiathèque, galerie)	janv.-25	☑
UT	35	Social - Maison des associations	janv.-25	☑
UT	36	Social - Maison des Initiatives sociales	janv.-25	☑
UT	37	Social -Bureau Economie Emploi	janv.-25	☑
UT	38	Sport - éducation sportive	janv.-25	☑
UT	39	Police municipale	janv.-25	☑

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Méthodologie d'évaluation des risques

Familles de risques

Afin de faciliter le repérage et l'identification des risques, APAVE a identifié les 40 facteurs de risque potentiels suivants (menu déroulant, colonne "risque") :

AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE
AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)
AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)
AGRESSION PAR ANIMAL
AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÊNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)
AMBIANCES LUMINEUSES
AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID
AMIANTE
BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE
BRULURES THERMIQUES : CHAUD, FROID
CHUTE DE HAUTEUR
CHUTE DE PLAIN PIED
CHUTE D'OBJET
CIRCULATION INTERNE
CIRCULATION ROUTIÈRE
CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES : HORAIRES DÉCALÉS, ASTREINTE…
ELECTRICITÉ
ENSEVELISSEMENT : TRAVAUX EN TRANCHÉES OU SOUTERRAIN
ENTREPRISES EXTÉRIEURES : CO-ACTIVITÉ
ESPACES CONFINÉS
EXPLOSION : GAZ, POUSSIÈRE, PRODUITS PYROTECHNIQUES
INCENDIE
MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS
MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION MÉCANIQUE
NOYADE
OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN
PANDEMIE
PRESSION : ÉQUIPEMENTS OU INSTALLATIONS
RAYONNEMENTS IONISANTS
RAYONNEMENTS NON IONISANTS : LASER, UV, ÉLECTROMAGNÉTIQUE…
RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ATTENTES ET RÉALITÉ DE TRAVAIL
RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL
RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL
RISQUES PSYCHOSOCIAUX : PRATIQUES MANAGÉRIALES
RISQUES PSYCHOSOCIAUX : STRATÉGIE ET CHANGEMENTS
TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ
TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS
TRAVAIL ISOLÉ
TRAVAIL SUR ÉCRAN
VIBRATIONS

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fondamentaux : définitions

Danger :
Propriété ou capacité intrinsèque d'un équipement, d'une substance, d'une méthode de travail susceptible de causer un dommage
"ce qui peut faire mal"

Situation dangereuse :
Mise en présence de l'individu et du danger

Risque :
Va résulter de l'exposition de l'individu au danger : si pas de danger --> pas de risque
"probabilité de se faire mal"

Dommage :
Atteinte à l'intégrité d'une personne (physique ou psychique)

Fondamentaux : les 9 principes généraux de prévention, approche "HOT"

1- Eviter les risques
2- Evaluer les risques qui ne peuvent être évités
3- Combattre les risques à la source
4- Adapter le travail à l'homme (ergonomie) en agissant sur la conception, l'organisation et les méthodes de travail ou de production
5- Tenir compte de l'évolution de la technique
6- Remplacer ce qui est dangereux par quelque chose qui ne l'est pas ou qui l'est moins
7- Intégrer la prévention des risques dans un ensemble cohérent comprenant la production, l'organisation, les conditions de travail et le dialogue social
8- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
9- Donner des instructions appropriées aux travailleurs

Ces 9 principes peuvent se résumer en 3 leviers de prévention "HOT" *(colonne "mesures correctives proposées")* **:**

Humain :
Exemples : compétence, formation, sensibilisation, information, habilitation, sanction, accompagnement, consignes, suivi médical, ….

Organisationnel :
Exemples : modes opératoires, procédés, ergonomie, fréquences / durées d'exposition, planning, cadences, audits, gestion des entreprises extérieures, …

Technique :
Exemples : équipements de protection individuels (EPI) et collectifs (EPC), conformité outils, conformité machines, matériels, locaux, installations, …

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Méthodologie *(rappels)*

Critères de détermination de la criticité du risque :

RISQUE BRUT = FREQUENCE X GRAVITE
RB = F x G

F : FREQUENCE de l'action qui expose l'opérateur au danger

CRITERES	PERIODICITE *	COEFFICIENT
Très fréquent	Permanent / Journalier	4
Fréquent	Une fois par semaine	3
Peu fréquent	Une fois par mois	2
Rare	Moins d'une, une, deux fois par an	1

Cette cotation est à pondérer en fonction de la durée de l'activité et de sa répétitivité dans le temps (si l'activité dure 15 jours tous les ans, replacer 15 jours sur une échelle annuelle F = 2).

G : GRAVITE du danger rencontré

		Mineur	Significatif	Grave	Extrêmement grave ou mortel
		1	2	4	6
Accident du travail ou atteinte soudaine	**En cas d'accident**	Accident bénin AT sans arrêt	AT avec arrêt Incapacité temporaire IPP < 10 %	AT avec arrêt IPP > 10 %	IPT = 100 % ou AT mortel

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

RISQUE NET = RISQUE BRUT x MAITRISE RN = RB x M

M : MAITRISE du risque

Coefficient	0,1	0,3	0,5	0,7	1	1,2
Critères	Protection collective Protection individuelle Contrôle Formation, sensibilisation, maintien et actualisation des compétences Procédures, consignes de sécurité connues et appliquées Mesures organisationnelles et techniques	Protection collective	Protection individuelle	Procédures Formation Maintien et actualisation des compétences Signalisation (forte dépendance du comportement individuel)	Aucune maîtrise liée au risque	Facteur aggravant

RISQUE NET :

0,1	**IRR ≤ 4 Risque faible**	**4 < IRR ≤ 12**	**12 < IRR Risque élevé**	28,8

IRR = Indice de Risque Résiduel

Non nécessité d'action immédiate
Actions à envisager à moyen terme
Actions immédiates / court-terme

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 1

Administration - Risques généraux

Personnel concerné

Environ 125 personnes
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Circulations internes
Toutes activités

A prendre en compte

Mairie annexe de Sainte-Marguerite - Agence postale : 1 personne
Activités / tâches réalisées : service administratif / service aux séniors et agence postale
Risques spécifiques : RPS - agression / travailleur isolé à certains moments (ouverture) / ergonomie du poste de travail (encombrement lié aux colis postaux / circulation (absence d'issue de secours)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de derniere mise à jour 09/04/2025	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Facteur de risque Pénibilité Potentiel	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Circulations internes	CHUTE DE PLAIN PIED		Sols glissants ou encombrés Présence d'obstacles	éclairage des voies de circulation régularité des sols élimination des obstacles rangement nettoyage des sols	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	INCENDIE		Source d'ignition en présence de substances inflammables	Cantonnement des locaux Portes coupe-feu Matériel adapté Moyens de prévention : détection incendie, alarme... Moyens de protection : extincteurs, désenfumage Plan de sécurité incendie Affichage des l'interdiction de fumer et de vapoter Affichage des numéros d'urgence 1 porte avec barre anti-panique installée Formation de personnel à la manipulation des extincteurs	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Définir une organisation en cas d'incendie : équipes d'intervention, exercice * Formaliser le ou les point(s) de rassemblement (signalétique réglementaire) * Veiller à la présence de dispositifs adaptés au niveau des issues de secours (barre anti-panique) * Veiller au contrôle annuel des extincteurs * Assurer l'accessibilité aux déclencheurs manuels
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	ELECTRICITÉ		Contact avec des pièces nues sous tension	Vérification réglementaire des installations électriques Interventions électriques limitées au personnels habilités	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Eviter la surcharge des prises électriques * Apposer la signalétique réglementaire sur l'ensemble des installations électriques (armoires / locaux dont local TGBT de l'entrée principale) * Maintenir un accès dégagé aux installations électriques (pas de stockage dans les locaux électriques)
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN		Contact avec des éléments coupants / tranchants	Présence d'une armoire comportant du matériel de premiers secours. Trousse de 1er secours Formations PSC1 en cours	1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Former les personnels aux premiers secours (formation sauveteur secouriste du travail)
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE		Contact avec des agents biologiques pathogènes		2	2	4	1	4	RISQUE FAIBLE	* Veiller au maintien en état des locaux et des équipements susceptibles d'entraîner une contamination biologique (réfrigérateurs / micro-ondes)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de derniere mise à jour 09/04/2025	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Facteur de risque Pénibilité Potentiel	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Procédure de nettoyage/désinfection des véhicules notamment en cas de véhicules partagés * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	Contact avec le virus	* Mise en place ponctuelle du télétravail	6	1	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Mise en place du télétravail et des réunions en visioconférence
09/04/2025	Administration-Risques généraux	Accueil du public	PANDEMIE	Contact avec le virus	Contact avec le virus	* Fourniture de masques tissus et de visières * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	6	2	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	* Suivi des préconisations des fiches métiers du ministère du travail avec affichage des procédures spécifiques * Éloignement des bureaux les uns des autres et sans vis-à-vis, rotation dans les bureaux avec la mise en place du télétravail * EPI : Masques chirurgicaux ou textiles dans locaux communs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 2

Administration - Interface avec le public

Personnel concerné

Services Population / Economie / Education / Urbanisme / Technique
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil du public

A prendre en compte

Accueil Hôtel de ville : 2 personnes
Activités / tâches réalisées : accueil / orientation du public vers les services compétents
Risques spécifiques : RPS - agression verbale / ambiance thermique non régulée

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
23/01/2025	Administration - interface avec le public	Accueil du public	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public / Agression verbale ou physique	Prise de relais possible par le responsable de service en cas de difficultés relationnelles (agression verbale) Intervention de la police municipale en cas de difficultés (agression verbale, voire physique) Formation des personnels demandeurs (gestion de situations conflictuelles)	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 3

Administration - Tâches administratives

Personnel concerné

Personnel administratif
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Saisie informatique
Archivage intermédiaire

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

A noter

L'unité de travail "administration - tâches administratives" concerne le personnel de l'ensemble des services (Hôtel de ville et autres sites).
Les personnels des services Sport / Culture / Communication ayant une activité administrative sont ainsi repris dans la présente unité de travail.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Administration - tâches administratives	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
16/01/2025	Administration - tâches administratives	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores Eclairage d'appoint	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle
16/01/2025	Administration - tâches administratives	archivage intermédiaire	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et encombrement des charges	Poids de charge faible (carton d'archives)	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Respect des principes de port de charge (règles d'économie d'effort)
16/01/2025	Administration - tâches administratives	archivage intermédiaire	CHUTE D'OBJET	Zone de stockage inadaptée	Stockage adapté Zone dédiée (archives Finances)	1	4	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à limiter le stockage au dessus du niveau des épaules
16/01/2025	Administration - tâches administratives	Toutes phases de travail	AMBIANCES LUMINEUSES	Défaut d'éclairage du poste de travail	Stores Eclairage adapté	1	1	1	0,3	0	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des écran plus grands, Proposer des souris et claviers ergonomiques. Rajouter des stores intérieurs pour diminuer la luminosité extérieure
16/01/2025	Administration - tâches administratives	Toutes phases de travail	CIRCULATION INTERNE	Contact avec des éléments de stockage ou éléments de structure		2	2	4	1	4	RISQUE FAIBLE	* Signaler les zones de danger (marquage bandes jaunes et noires sur tout élément de stockage ou de structure susceptible de rentrer en contact avec la tête / marquage au niveau de marches - dénivellation)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 4

Administration - Interventions extérieures

Personnel concerné

Personnel itinérant
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Déplacements

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Véhicules de service

A noter

L'unité de travail "administration - interventions extérieures" concerne le personnel de l'ensemble des services (Hôtel de ville et autres sites)
Les personnels des services Sport / Culture / Communication réalisant des interventions extérieures sont ainsi repris dans la présente unité de travail.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Administration - interventions extérieures	Déplacements	CIRCULATION ROUTIÈRE	Conditions de circulation difficiles	Déplacements sur un périmètre limité (commune de La Garde) Organisation des déplacements (ordre de mission)	1	4	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Vérifier régulièrement le permis de conduire des personnels amenés à effectuer des déplacements professionnels
16/01/2025	Administration - interventions extérieures	Déplacements	CIRCULATION ROUTIÈRE	Défectuosités des véhicules utilisés	Suivi et entretien des véhicules	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Administration - interventions extérieures	Déplacements	PANDEMIE	Contact avec le virus	Procédure de nettoyage/désinfection des véhicules notamment en cas de véhicules partagés	3	4	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	* Veiller au port du masque dans les véhicules de service lors de la présence de passagers

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 5

Administration - Informatique et réseaux

Personnel concerné

Personnel informatique : 9
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Saisie informatique (édition de documents)
Déploiement des matériels dans les structures (PC / Serveurs / Accessoires bureautique)
Installation des réseaux informatiques et téléphonie

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique
Chariots à roulettes
Escabeaux

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes pour le dos et les bras/mains	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé) * Proposer des souris ergonomiques
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran limitant la fatigue visuelle Stores	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle * Privilégier les écrans à faible rayonnement en lumière bleue * Proposer des lunettes adaptées
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Déploiement des matériels	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des matériels (PC / Serveurs / accessoires bureautique)	Chariot à roulettes EPI (Chaussures, gants)	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* Proposer des aides adaptées à la manutention * Prévoir des chaussures de sécurité
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Installation des réseaux	CHUTE DE HAUTEUR	Accès en hauteur des équipements actifs (exp: baies serveurs)	Intervention en binôme	3	4	12	0,7	8,4	RISQUE MOYEN	* Prévoir des équipements d'accès et de travail en hauteur conformes * Déplacer les baies informatiques à hauteur d'homme
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Installation des réseaux	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Qualité de l'air au niveau des vides sanitaires		1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Installation des réseaux	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures contraignantes (bras en l'air, accroupie, à genoux)		3	2	6	0,7	4	RISQUE MOYEN	* Utiliser des matériels permettant de réduire les postures contraignantes * Déplacer les baies informatiques à hauteur d'homme
16/01/2025	Administration - informatique et réseaux	Installation des réseaux	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Courants faibles pour la majorité des interventions Personnel habilité pour travailler à proximité des installations électriques	1	6	6	0,3	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à l'habilitation électrique du personnel (validité de la formation = 3 ans)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 6

Administration - Archives / documentation

Personnel concerné

Personnel archives / documentation : 2
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Consultation des archives: accueil du public et des agents (en interne).
Tâches administratives et de documentation (abonnements et acquisitions)
Collecte, rangement, éliminations, cotations des archives papiers (manutention multiples)
Numérisation des archives (transferts en images, nommage, stockage des données)
Travail sur les inventaires (mises a jour, accessibilité- mise en valeur, vérifications, aides (rédaction) aux services versants

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique
Système de stockage à rayonnages mobiles et, fixes
Monte charges et chariots de transport

Caractéristiques des locaux

1 comptoir d'accueil / 1 pièce réservée au personnel / 1 salle de consultation / des dépôts au RDC / espaces de travail à l'étage / 1 dépôt à l'étage

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
15/01/2025	Administration - archives documentation	Accueil du public	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Agression verbale ou physique	Public demandeur Mise à disposition de documents	1	4	4	0,5	2,0	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Administration - archives documentation	Tâches administratives - gestion de la documentation / numérisation	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
15/01/2025	Administration - archives documentation	Tâches administratives - gestion de la documentation / numérisation	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle
15/01/2025	Administration - archives documentation	Stockage des archives	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des charges (cartons d'archives)	Monte-charge Chariot à roulettes	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la vérification réglementaire du monte-charges
15/01/2025	Administration - archives documentation	Stockage des archives	CHUTE D'OBJET	Charges en équilibre - instabilité du système de rangement	Stockage adapté Espaces dédiés	1	4	4	0,5	2,0	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Administration - archives documentation	Toutes phases de travail	INCENDIE	Source d'ignition en présence de substances inflammables	Moyens de prévention : détection incendie, alarme... Moyens de protection : extincteurs, Affichage de l'interdiction de fumer et de vapoter Affichage des numéros d'urgence	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Afficher des consignes de sécurité incendie et un plan d'évacuation * Définir une organisation en cas d'incendie * Prévoir une ligne de contact (telephone) extérieure en cas de déclanchement d'incendie ! * Veiller au contrôle annuel des extincteurs * Prévoir une formation des personnels à la manipulation d'extincteurs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 7

Administration - Régie centralisée

Personnel concerné

Personnel régie : 3 - 1 régisseur et 2 mandataires
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes / contraintes horaires liées à	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Encaissements journaliers avec manipulations d'espèces et traitements de chèques - gestion des prélèvements
Gestion de la facturation centralisée mensuelle de la Ville et des créances éditées par différents services municipaux - Conventions d'encaissements avec la Caisse des Ecoles et le CCAS - Tâches administratives - comptabilité (Travail sur écran)
Déplacements réguliers pour dépôt des espèces en liaison avec le Centre de Gestion Comptable de Toulon.

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique - détecteur de faux billets - calculatrices - matériel de gestion des CESU

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Administration - régie centralisée	Encaissement	AGRESSION	Violences externes - agressions physiques et verbales	Local régie fermé (entrée à code) Banque d'accueil avec protection vitrée	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Envisager un autre emplacement pour la régie centrale (situation actuelle : proche de l'entrée principale de l'hôtel de ville au RDC) mettre une issue de secours, un bouton d'appel pour la PM
16/01/2025	Administration - régie centralisée	Tâches administratives - guichet	TRAVAIL SUR ÉCRAN, BUREAU D'ACCUEIL INADAPTE	Postures inconfortables ou contraignantes poste au guichet mal positionné avec obligation d'être contorsionné, PC avec fenêtres dans le dos, banque d'accueil inadaptée pour le maniement d'argent, nombreux fils électriques	Matériel adapté (chaise réglable)	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé) * Veiller à ce que chaque poste de travail soit équipé d'un matériel adapté aux mouvements nécessaires à l'accueil du public et aux encaissements
16/01/2025	Administration - régie centralisée	Tâches administratives - bureaux	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores Eclairage d'appoint	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle mettre des stores filtrant spéciaux pour la lumière direct du soleil
16/01/2025	Administration - régie centralisée	Déplacement pour dépôt des espèces	AGRESSION	Violences externes - agression physique liées à la manipulation d'argent	Véhicule banalisé Faible quantité d'argent transporté	3	4	12	0,5	6,0	RISQUE MOYEN	* Varier les itinéraires et les jours

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 8

Administration - Gardiennage

Personnel concerné

Gardiens : 3
Hommes

Contraintes horaires et rythmes de travail

☑ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Ménage (escaliers)
Aide à la mise en place de la salle du conseil
Surveillance au sein de l'hôtel de ville (ronde à la fermeture)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
15/01/2025	Administration - gardiennage	Ménage	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol glissant - sol inégal	Revêtement de sol en bon état Trousse de secours à disposition	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* Mettre à disposition du matériel adapté
15/01/2025	Administration - gardiennage	Aide à la mise en place (salle du conseil)	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des charges manipulées	Aides à la manutention	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Administration - gardiennage	Surveillance	TRAVAIL ISOLÉ	Défaillance physique		1	6	6	1	6,0	RISQUE MOYEN	* Etablir des consignes pour les gardiens intervenant en travail isolé. * Prévoir un dispositif d'alerte travailleur isolé
15/01/2025	Administration - gardiennage	Surveillance	CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES : HORAIRES DÉCALÉS, ASTREINTE…	Travail de nuit	Local dédié (loge)	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 9

Communication - Impression (Imprimerie municipale)

Personnel concerné

3 personnes
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Conduite de la machine offset
Finition (utilisation du massicot / utilisation de la plieuse)
Manutention de palettes (phases d'approvisionnement et d'expédition)
Reprographie

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Massicot hydraulique (MOHR 80 NET)
Machine d'impression OFFSET (RYOBI 3404X-DI)
Plieuse (HEIDELBERG STAHLFOLDER)
Transpalette électrique (FENWICK)
Photocopieur (XEROS) IMPRIMANTE HP DesignJet Z9 Pro 64 pouces GRAND FORMAT

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
08/04/2025	Communication - impression	Bureautique, Gestion des impressions	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Eclairage d'appoint	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Eclairage d'appoint
08/04/2025	Communication - impression	Conduite de la machine OFFSET	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec des organes en mouvement	Protection des organes en mouvement Arrêt d'urgence	1	4	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité
08/04/2025	Communication - impression	Conduite de la machine OFFSET	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Exposition aux agents chimiques dangereux mis en œuvre (solvants, encres)	Armoire de stockage des produits EPI adaptés (Lunettes, gants, blouse, chaussures)	3	4	12	0,5	6,0	RISQUE MOYEN	* Veiller à stocker l'ensemble des produits chimiques dans un local dédié (armoire sécurité avec rétention adéquate) * Détenir la FDS à jour de chacun des produits chimiques utilisés
08/04/2025	Communication - impression	Finition - utilisation du massicot	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec des organes en mouvement (lame)	Programme de coupe automatique	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - impression	Finition - utilisation de la plieuse	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec des organes en mouvement	Protection des organes en mouvement Arrêt d'urgence	1	4	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité
08/04/2025	Communication - impression	Finition - utilisation de la plieuse	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore de l'équipement	Fonctionnement non continu de l'équipement (plieuse isolée des autres équipements) Personnel équipé de bouchons d'oreilles thermomoulés sur mesure	3	1	3	1	3,0	RISQUE FAIBLE	* Effectuer un mesurage du bruit
08/04/2025	Communication - impression	Livraison des travaux	CIRCULATION ROUTIÈRE	Utilisation d'un véhicule de service pour la livraison de certains travaux	Permis de conduire Resoect du code de la route	2	6	12	0,1	1,2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au bon entretien du véhicule * etudier la possibilité d'avoir à disposition un véhicule plus récent
08/04/2025	Communication - impression	Approvisionnement et expédition	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des charges (supports d'impression)	Utilisation d'un transpalette éléctrique	2	2	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	Utilisation d'un transpalette éléctrique et du chariot élévateur manuel.
08/04/2025	Communication - impression	Approvisionnement et expédition	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Charge sur palette au sol (travail au sol / flexion torse)	Respect des règles d'économie d'effort lors du port de charge. Utilisation d'un transpalette éléctrique	4	2	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	Respect des règles d'économie d'effort lors du port de charge. Utilisation d'un transpalette éléctrique et du chariot élévateur manuel.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 10

Communication - Distribution

Personnel concerné

1 responsable / 5 distributeurs
Personnel mixte
Saisonniers

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Horaires : 6h-13h du mardi au samedi

Principales activités / tâches réalisées

Distribution des publications de la ville à l'aide de scooters (journal municipal / enquêtes)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

5 scooters 125 cm³ / scooters de 50 cm³ pour les saisonniers

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
08/04/2025	Communication - distribution	Distribution	CIRCULATION ROUTIÈRE	Conditions de circulation difficiles Utilisation de deux-roues	Moyen de transport facilitant les déplacements Principaux déplacements dans le périmètre de la commune (répartition en secteurs) Tenue adaptée	3	4	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - distribution	Distribution	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Décibels élevés dus au bruits de circulation et à l'utilisation de scooters		4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	Etudier la possibilité de protections auditives thermomoulées
08/04/2025	Communication - distribution	Distribution	AGRESSION PAR ANIMAL	Morsures animaux de compagnie (chiens)	Consigne de non distribution si menace	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - distribution	Distribution	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Agression verbales		1	2	2	1	2,0	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - distribution	Préparation avant distribution et retour	AMBIANCES LUMINEUSES	Local sans fenêtre, éclairage artificiel		4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - distribution	Préparation avant distribution et retour	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL			4	1	4	0,5	2,0	RISQUE FAIBLE	
08/04/2025	Communication - distribution	Préparation avant distribution et retour	AIR (QUALITE DE L'AIR)		Extracteur d'air	4	2	8	1	8,0	RISQUE MOYEN	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 11

Techniques - Risques généraux (Centre Technique Municipal)

Personnel concerné

Personnel CTM
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Circulation dans l'enceinte du CTM
Circulation en dehors du CTM sur le périmètre communal
Toutes phases de travail

A noter : période d'astreinte pour certains personnels suivant planning établis (travail de nuit en cas de sortie - faible fréquence)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Véhicules de service

A noter

Les personnels affectés à la conduite des engins de chantier et des nacelles doivent être titulaires d'une **autorisation de conduite** délivrée par le Maire.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Circulation dans l'enceinte du CTM	CIRCULATION INTERNE	Collision entre véhicules / piéton - véhicule	Sens de circulation, traçage des places de parking, signalétique, passage piétons	3	4	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	* Préciser les règles de circulation dans l'enceinte du CTM (sens de circulation / vitesse autorisée (10 km/h panneau sur le portail et a l'angle de magasin) / règles de stationnement) par un plan de circulation et davantage de signalétique (manque sens interdit sur l'arrière du bâtiment cote espace vert).
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Circulation à l'extérieur du CTM	CIRCULATION ROUTIÈRE	Conditions de circulation difficiles	Déplacements sur un périmètre limité (commune de La Garde) Organisation des déplacements (ordre de mission)	1	4	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Vérifier régulièrement le permis de conduire des personnels amenés à effectuer des déplacements professionnels
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Circulation à l'extérieur du CTM	CIRCULATION ROUTIÈRE	Défectuosités des véhicules utilisés	Suivi et entretien des véhicules (listing des véhicules et des affectations)	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller au maintien en bon état de fonctionnement des véhicules de service (prévoir un remplacement en cas de dysfonctionnement)
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Toutes phases de travail	INCENDIE	Source d'ignition en présence de substances inflammables	Cantonnement des locaux Portes coupe-feu Matériel adapté Moyens de prévention : détection incendie, alarme... Moyens de protection : extincteurs, désenfumage Plan de sécurité incendie Affichage de l'interdiction de fumer et de vapoter Afichage des numéros d'urgence	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Définir une organisation en cas d'incendie : équipes d'intervention, exercice * Formaliser le ou les point(s) de rassemblement (signalétique réglementaire) plans évacuation a faire * Veiller à la présence de dispositifs adaptés au niveau des issues de secours (barre anti-panique)crémone pompier en place * Veiller au contrôle annuel des extincteurs. * Prévoir une formation des personnels à la manipulation d'extincteurs
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol encombré	Allées de circulation dégagées	2	2	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Veiller à maintenir en permanence les allées de circulation dégagées * Garantir l'accessibilité à l'ensemble des extincteurs
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Toutes phases de travail	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec des éléments coupants / tranchants	Présence d'armoires comportant du matériel de premiers secours Formations PSC1 en cours	1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Former les personnels aux premiers secours (formation sauveteur secouriste du travail) * Assurer un suivi régulier du contenu des armoires de premiers secours dans chaque zone de travail

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
23/04/2025	Technique - risques généraux (Centre Technique Municipal)	Toutes phases de travail	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des agents biologiques pathogènes		2	2	4	1	4	RISQUE FAIBLE	* Préciser les règles de circulation dans l'enceinte du CTM (sens de circulation / vitesse autorisée (10 km/h panneau sur le portail et a l'angle de magasin) / règles de stationnement) par un plan de circulation et davantage de signalétique (manque sens interdit sur l'arrière du bâtiment cote espace vert).
23/04/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Procédure de nettoyage/désinfection des véhicules notamment en cas de véhicules partagés * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…)	4	6	24	0,3	7,2	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
23/04/2025	Services techniques - risques généraux	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Réduction des effectifs sur site, séparation des équipes en évitant tout travailleur isolé (un agent par véhicule, distance à l'intérieur du véhicule, travail simultané à bonne distance…) * Outils individuels privilégiés * Heures de prise de poste variables pour limiter les sureffectifs dans les vestiaires et lieux de vie * Protocole d'intervention pour intervention au domicile des administrés * Nettoyage du chantier et des véhicules après intervention	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Suivi des préconisations des fiches métiers du ministère du travail avec affichage des procédures spécifiques * Procédure de limitation des contacts lors de l'approvisionnement en matériel (drive…) + désinfection des contenants du matériel livré avant stockage * EPI : Entretien plus régulier des tenues de travail * Limitation autant que possible des situations de coactivité avec les entreprises (interventions à des horaires différents…)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 12

Techniques - Tâches administratives

Personnel concerné

Personnel du CTM
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Saisie informatique
Archivage intermédiaire

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Technique - tâches administratives	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
16/01/2025	Technique - tâches administratives	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle
16/01/2025	Technique - tâches administratives	archivage intermédiaire	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et encombrement des charges	Poids de charge faible (carton d'archives)	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Respect des principes de port de charge (économie d'effort)
16/01/2025	Technique - tâches administratives	archivage Intermédiaire	CHUTE D'OBJET	Zone de stockage inadaptée		1	4	4	1	4,0	RISQUE FAIBLE	* Définir un lieu de stockage adapté * Veiller à limiter le stockage au dessus du niveau des épaules
16/01/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Procédure de nettoyage/désinfection des véhicules notamment en cas de véhicules partagés * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
16/01/2025	Technique - tâches administratives	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Mise en place ponctuelle du télétravail	6	1	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Mise en place du télétravail et des réunions en visioconférence
16/01/2025	Technique - tâches administratives	Accueil du public	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Fourniture de masques tissus et de visières * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	6	2	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	* Suivi des préconisations des fiches métiers du ministère du travail avec affichage des procédures spécifiques * Éloignement des bureaux les uns des autres et sans vis-à-vis, rotation dans les bureaux avec la mise en place du télétravail * EPI : Masques chirurgicaux ou textiles dans locaux communs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 13

Technique - Cimetière

Personnel concerné

Personnel : 3
Personnel masculin

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Entretien courant
Surveillance
Gestion des espaces verts du cimetière (*1 personne dédiée: jardinier*)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Tondeuse / aspirateur feuilles

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
04/04/2025	Technique - Cimetière	Entretien du bureau et des sanitaires (toilettes)	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Contact avec des produits d'entretien	Local de stockage EPI mis à disposition	1	2	2	0,5	1	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Cimetière	Entretien des espaces verts du cimetière	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec les parties dangereuses du matériel utilisé (tondeuse)	Equipement de travail adapté Personnel formé à l'utilisation de la tondeuse EPI mis à disposition	1	6	6	0,5	3	RISQUE FAIBLE	* Veiller au bon état de l'équipement de travail * S'assurer du port effectif des EPI
04/04/2025	Technique - Cimetière	Entretien des espaces verts du cimetière	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore de la tondeuse / aspirateur à feuilles	EPICB mis à disposition : protections auditives thermo-moulées	2	2	4	0,7	3	RISQUE FAIBLE	* S'assurer du port effectif des EPICB
04/04/2025	Technique - Cimetière	Toutes phases de travail	INCENDIE	Source d'ignition en présence de substances inflammables	Installation d'un extincteur Affichage l'interdiction de fumer conformément au décret du 15 novembre 2006	1	4	4	0,7	3	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes de sécurité incendie et un plan d'évacuation * Veiller au contrôle annuel des extincteurs * Prévoir une formation des personnels à la manipulation d'extincteurs
04/04/2025	Technique - Cimetière	Toutes phases de travail en extérieur	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Contraintes climatiques (chaleur l'été / froid l'hiver)	Tenue de travail adaptée en hiver Eau à disposition et organisation des horaires en été	3	2	6	0,5	3	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 14

Technique - Magasin

Personnel concerné

Personnel : 5
Personnel masculin et féminin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Tâches administratives (enregistrement de commandes)
Réception des commandes
Organisation des stockages (racks de rangement RDC et rangement mezzanine) dont stockage des produits chimiques

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique
Chariot thermique
Gerbeur électrique
Transpalettes manuels (2)
Plate-forme individuelle roulante (avec garde-corps) [présent au niveau de la mezzanine]

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
29/04/2025	Technique - Magasin	Tâches administratives - enregistrement des commandes	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
29/04/2025	Technique - Magasin	Tâches administratives - enregistrement des commandes	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	
29/04/2025	Technique - Magasin	Réception des commandes	MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION MÉCANIQUE	Contact avec les parties dangereuses des moyens de manutention utilisés (fourches)	Moyens de manutention adaptés Personnel formé	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Veiller au contrôle des appareils de levage. APRES UNE VERIFICATION GENERALE PAR L'ENTREPRISE DEKRA EN DATE DU 05/06/2024. ESSAIS NON REALISES COMPTE TENU DE L'ETAT DE L'EQUIPEMENT. OBSERVATION QUI CONTRIBUE AU CONSEIL DE LA MISE A L'ARRET OU HORS SERVICE DE L'APPAREIL DE LEVAGE. * Veiller à l'autorisation de conduite du personnel affecté (chariot élévateur) * Veiller à la validité du CACES Chariot (5 ans)
29/04/2025	Technique - Magasin	Organisation des stockages	CHUTE D'OBJET	Instabilité des rayonnages	Zones de rangement définies	1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la stabilité des rayonnages (répartition des charges / fixation)
29/04/2025	Technique - Magasin	Organisation des stockages	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Incompatibilité entre les produits chimiques stockés / fuite de produits	* Organisation de la zone de stockage des produits chimiques en fonction des propriétés dangereuses des produits. Stockage en extérieur des bouteilles de gaz,	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Prévoir un extracteur d'air.
29/04/2025	Technique - Magasin	Organisation des stockages	CHUTE DE HAUTEUR	Accès en hauteur / travail sur mezzanine	Plate-forme individuelle roulante portable *Système d'ouveture/fermeture de la mezzanine sécurisé par des clavettes	2	2	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	
29/04/2025	Technique - Magasin	Organisation des stockages	INCENDIE	Source d'ignition / produits combustibles, comburants	2 extincteurs	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Veiller au contôle des extincteurs et à leur adaptation aux produits * installation d'un troisieme extincteur dans le second hangar. * Sortie de secours inexistante.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 15

Technique - Garage

Personnel concerné

Personnel :3 MAIRIE + 2 TPM
Personnel masculin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Réparation des véhicules de service (démontage et remplacement de pièces défectueuses)
Entretien mécanique, électrique, pneumatique, fluides (entretien courant / réglages et mises au point)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Ponts élévateurs (2 colonnes)
Dispositif d'aspiration des fumées d'échappement
Equilibreuse de roue
Compresseurs d'air
Perceuse à colonne / touret à meuler
Démonte-pneus
Crics roulants
A noter : à proximité du garage : une aire de lavage / 2 postes de distribution de carburant
2 Véhicules légers / 1 poids lourd

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	CHUTE DE PLAIN PIED	Encombrement au sol, graisse ou carburant au sol	Atelier rangé Port des EPI (chaussures de sécurité)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à maintenir dégagées les allées de circulation Mettre des absorbants à disposition
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Pièces lourdes / volumineuse	Aides à la manutention (transpalette, chèvre d'atelier, chariot à roulettes) Entraide Port des EPI (gants, chaussures)	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	CHUTE D'OBJET	Transfert des pièces mécaniques et stockage de pièces sur établis	Plans de travail adaptés Aides à la manutention	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* S'assurer de la stabilité des pièces mécaniques posée sur établis (organes démontés / pièces en attente de montage)
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	INCENDIE	Source d'ignition / produits combustibles, hydrocarbures		1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Stocker les produits inflammables dans une armoire fermée et ventilée
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore émis par les moteurs (> 80 dB(A)) / chute de pièces mécaniques	Port des EPI (protection auditive)	1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* S'assurer du port effectif des EPICB
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	CHUTE D'OBJET	Dysfonctionnement du pont lorsque le véhicule est en hauteur	Contrôles réglementaires des ponts élévateurs. Remplacement d'un pont dangereux	1	4	4	0,7	2,8	RISQUE FAIBLE	* Délimiter la zone de déplacement de la plateforme (zone dégagée en permanence) * Veiller à l'affichage d'une consigne d'utilisation à un endroit visible du pont (pour chacun des ponts)
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Mécanismes dangereux des machines et des outillages portatifs (perceuse colonne, touret à meuler)	Equipements de travail vérifiés Outillage en bon état Port des EPI	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Mettre en place une fiche de sécurité au niveau de chaque machine (consignes d'utilisation / dangers / règles de sécurité)
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Emanations de fumées d'échappement (oxyde de carbone, oxyde d'azote, particules fines)	Systèmes d'aspiration à la source des gaz d'échappement avec rejet à l'extérieur	3	4	12	0,5	6	RISQUE MOYEN	* prévoir un système d'aspiration pour le pôle thermique
25/04/2025	Technique - Garage	Réparation - entretien des véhicules de service	AMBIANCES LUMINEUSES	Eclairage insuffisant en fonction des travaux à réaliser		2	2	4	1	4	RISQUE FAIBLE	* Prévoir un système d'éclairage plus puissant

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 16

Technique - Evénementiel

Personnel concerné

Personnel : 9 (+ *renfort sur certaines périodes de l'année*)
Personnel masculin

Contraintes horaires et rythmes de travail

☒ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Manutention des moyens nécessaires aux événements organisés (tables / chaises / podium / panneaux d'élection / urnes)
Déménagement de services municipaux
Mise en place des illuminations de noël dans la ville (hors traversées de rue réalisées par une entreprise privée)
Sonorisation des manistations

Equipement(s) de travail utilisé(s)

1 véhicule nacelle
1 camion polybenne

A noter

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
17/03/2025	Technique - Evénementiel	Manutention des moyens nécessaires aux événements / déménagements	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des charges manipulées (barrière d'environ 10 kg ; plaque de podium de 25 kg ; tables ; urnes ; panneaux d'élection 25kg)	Port de charges à 2. Trousses à pharmacie dans les véhicules Utilisation d'appareil, de lavage prêté par le magasin	2	2	4	0,7	3	RISQUE FAIBLE	* Prévoir de former 2 agents (CACES chariot élévateur)
17/03/2025	Technique - Evénementiel	Intervention sur voirie	CIRCULATION ROUTIÈRE	Collision	Moyens de signalisation temporaire Tenue haute visibilité (gilet retro réfléchissant) Sollicitation de la police municipale	1	6	6	0,5	3	RISQUE FAIBLE	* S'assurer de la mise en place systématique d'une signalisation temporaire adaptée * Veiller à la dotation individuelle d'une tenue haute visibilité
17/03/2025	Technique - Evénementiel	Mise en place des illuminations de noël	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Personnel formé et habilité EPI adaptés mis à disposition	1	6	6	0,3	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la validité de la formation (3 ans) * Prévoir une habilitation électrique pour les agents électriciens
17/03/2025	Technique - Evénementiel	Mise en place des illuminations de noël	CHUTE DE HAUTEUR	Intervention en hauteur	Nacelle élévatrice Personnel formé et titulaire de l'autorisation de conduite	3	6	18	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Veiller à l'autorisation de conduite du personnel affecté * Veiller à la validité du CACES PEMP (5 ans) * Port obligatoire du harnais de sécurité lorsque mentionné sur la nacelle (cf. Notice constructeur) * Le cas échéant : personnel formé au port du harnais / harnais vérifié suivant périodicité réglementaire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 17

Technique - Pôle Régie bâtiment *(gestion du patrimoine - 95 bâtiments communaux)*

Personnel concerné

Personnel : 28
Personnel mixte / 8 agents de maîtrise

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Activité plomberie (Personnel : 2) : dépannage plomberie (dont changement chauffe-eau) / création d'alimentation en eau et d'évacuation
Activité menuiserie - réparation (Personnel : 1) : réalisation de pièces simples (étagères, panneaux)
Activité entretien (Personnel : 4) : petites réparations, installation de panneaux, aide au déménagement
Activité peinture (Personnel : 1) : peinture de clôtures et portails et petits mobiliers
Activité serrurerie - métallerie (Personnel : 2) : remplacement de barrières / réparation de benne de déchéterie
Clés (Presonnel : 1)
Activité énergie (électricité - chauffage et clim) (Personnel : 4 + 2 chauffagistes) : gestion de dysfonctionnements (électricité / chauffage et climatisation), remplacement d'interrupteurs / prises

Activité Alarmes-Sécurité incendie-Automatisme-Parking Gérard Philipe : entretien polyvalent Travaux neufs Réhabilitation (Personnel 4)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Petit outillage
Mélallerie : poste à souder / groupe électrogène / cintreuse à galets / scie à ruban / perceuse colonne / tour à meuler / compresseur d'air / équipements portatifs (disqueuse)
Menuiserie : ponceuse / scie sauteuse / scie circulaire à panneaux / scie à ruban
Energie : échelle téléscopique
Parking Gérard Philipe : autolaveuse / matériel auto-portatif

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Toutes phases de travail	CIRCULATION ROUTIÈRE	Déplacements sur les différents bâtiments et chantiers Travail dans parking public Travail sur la voie publique	Respect du code de la route Machine avec girophare EPI	3	4	12	0,5	6,0	RISQUE MOYEN	Veiller au port effectif des EPI
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Déplacements sur les différents bâtiments et chantiers		4	2	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller à maintenir dégagées les allées de circulation
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Toutes phases de travail	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Charges lourdes ou volumineuses Manipulation de charges	EPI mis à disposition Appareil d'aide à la manutention (chariots à roulettes) Travail en binôme ou en équipe Utilisation d'appareil de levage	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Toutes phases de travail	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec les parties dangereuses des matériels utilisés (scie sauteuse, ponceuse, perceuse, scie à ruban, cintreuse à galets, perceuse colonne, tour à meuler, disqueuses portatives)	Matériel adapté EPI mis à disposition Plan de travail Maintenance du matériel	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Toutes phases de travail	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore des matériels utilisés Bruit des voitures dans le parking Travail sur la voie publique	EPICB mis à disposition Casques anti-bruit	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* S'assurer du port effectif des EPICB
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Plomberie - dépannage	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation d'acide	Gants et lunettes de protection	3	4	12	0,5	6,0	RISQUE MOYEN	*Substituer les acides par des produits moins dangereux * Fournir des EPI adaptés au risque * Veiller au respect des consignes d'utilisation et d'élimination des produits
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Peinture de clôtures portails ou petits mobiliers	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Propriétés dangereuses des produits utilisés (dont white spirit)	Peinture appliquée sur site à l'extérieur EPI mis à disposition	3	2	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Disposer des FDS des produits utilisés * Veiller au respect des règles de stockage * Substituer le white spririt
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Serrurerie - réparation (soudage)	RAYONNEMENTS NON IONISANTS : LASER, UV, ÉLECTROMAGNÉTIQUE…	Rayonnements optiques (rayonnements ultraviolets / rayonnements visibles / rayonnements infrarouges)	EPI mis à disposition	2	4	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* S'assurer de la délimitation systématique de la zone de travail par rideaux lors des opérations générant des rayonnements * Veiller au port des EPI adaptés (masque muni d'un filtre oculaire / vêtement protecteur en coton)
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Serrurerie - réparation (soudage)	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Fumées / poussières générées lors du soudage	Dispositif d'aspiration des fumées / poussières	3	4	12	0,5	6	RISQUE MOYEN	* Veiller au port des EPI adaptés * Prévoir un système de capatation des fumées plus puissant

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Alarme Securité Incendie (parking GP)	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Contact des produits d'entretien (ménage et matériel)	EPI mis à disposition	4	1	4	0,5	2,0	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Alarme Securité Incendie (parking GP)	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÊNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Travail dans parking couvert	Ventilation avec détection de taux d'azote	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Alarme Securité Incendie	ELECTRICITÉ	Travail sur les alarmes, les automatismes et les ascenceurs : entretien et dépannage	Habilitation éléctrique	3	6	18	0,5	9,0	RISQUE MOYEN	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Alarme Securité Incendie	CHUTE D'OBJET	Visites de chantier	Port de casque	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Energies - remplacement interrupteurs / prises	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Personnel formé et habilité Matériel adapté (testeur, stilet) EPI adaptés Tapis isolant	2	6	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Energies - accès toiture	CHUTE DE HAUTEUR	Accès sur toiture Travail sur nacelle Petites interventions sur escabeau Travail sur échaffaudage (installé par service des sports)	Personnel habilité	1	6	6	1	6,0	RISQUE MOYEN	* Assurer une protection contre la chute de hauteur autour des équipements situés en toitures
04/04/2025	Technique - Régie Bâtiment	Energies - accès vide sanitaire	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÊNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Qualité de l'air au niveau des vides sanitaires	Travail en binôme systématique	3	2	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Vérifier les conditions d'accès et d'intervention en vide sanitaire * S'assurer de l'aptitude médicale du personnel

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 18

Technique - Installations sportives - Entretien surveillance

Personnel concerné

Personnel : 5 entretien + gardiennage - 11gardiennage - 1 technicien principal - 1 agents de maîtrise (dont piscine : 2 + saisonniers) = 18
Personnel masculin dont 1 femme

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Entretien des structures sportives (changement des luminaires / dépoussièrage - lavage des sols) Entretien des parkings (incivilité, déchet)
Aménagement de salles (tapis / panneaux de basket / buts de handball / chaises, tables, barrière vauban)
Serrurerie
Manutention tribune Chabot, ring de boxeTraçage des lignes sur terrain extérieur / préparation des bacs à sable /nettoyage des caniveaux piste athlétisme - Travaux en régie
Piscine : traitement de l'eau (station de chlorage) / entretien des bassins / entretien des abords

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Chariot / Echafaudage / Transpalettes / échelle, escabeau
Auto-laveuse / Balayeuse / Aspirateur sur dos et roulant
Traceuse / Motoculteur
Outils electro-portatifs (perceuse, disqueuse, scie sauteuse etc.)
Piscine : nettoyeur haute pression / robot nettoyeur piscine
Véhicule de service : 2 camions, 1 vélo électrique, 2 vélos de ville pliant

Structures sportives

Complexe Guy Môquet 1 / Complexe Guy Môquet 2 / Tribunes / Piscine municipale (période juin - septembre) / Gymnase Troin / Gymnase Planquette / Dojo Sardin / Stade Accusano / City stade des campanules / City Stade de sainte Marguerite / City Stade du Berlioz / Salle billard sainte marguerite

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Entretien des structures sportives - changement luminaire	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Personnel formé et habilité Matériel adapté (testeur)	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la validité de la formation (3 ans)
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Entretien des structures sportives - changement luminaire	CHUTE DE HAUTEUR	Interventions en hauteur	Utilisation d'un échafaudage roulant Personnel formé et titulaire d'une autorisation de conduite Formation du personnel au montage / démontage et utilisation de l'échafaudage roulant	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Entretien des structures sportives - lavage des surfaces	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Exposition au produit de nettoyage (produit détergent / désinfectant)	Mise à disposition de gants Formation à l'utilisation des produits	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Archiver la FDS du produit utilisé (Actisol SID) * Etablir et afficher une notice de poste avec indication des conditions de dilution du produit
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Aménagement des salles	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids des charges manipulées (tapis, panneaux)	Aides à la manutention (chariots, transpalettes)	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Affecter des activités à des salles de manière à limiter les manutentions de matériels
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Traçage de ligne / préparation des bacs à sable	MACHINES, DONT AUTOMATISMES ET OUTILS PORTATIFS	Contact avec les parties dangereuses des équipements (traceuse / motoculteur)	Personne formé à l'utilisation des équipements EPI mis à disposition	2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Piscine -traitement de l'eau	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Contact avec des agents chimiques dangereux (chlore / acide sulfurique à 37%)	Personnel formé Locaux de stockage adaptés (2 locaux distincts fermés avec consignes affichées) Local de traitement d'eau fermé EPI mis à disposition (dont masque avec cartouche A2B2E2K2)	3	4	12	0,3	3,6	RISQUE MOYEN	* Archiver les FDS des produits utilisés
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Piscine - entretien des bassins - décapage	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures contraignantes (bras en l'air)	Personnel en renfort	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Piscine - entretien des bassins - décapage	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX...)	Exposition à des poussières - Exposition aux acides	EPI mis à disposition (masque poussières, masque anti-émanations, gants)	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	
15/01/2025	Sport - Entretien surveillance	Piscine - entretien des abords	PRESSION : ÉQUIPEMENTS OU INSTALLATIONS	Lavage haute pression (nettoyeur haute pression)	EPI mis à disposition Surveillance médicale	2	4	8	0,5	4,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la conformité de l'équipement mis en place

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 19

Petite enfance - Crèche *collective Anne Franck*

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes) 15
Postes concernés :Puéricultrice, EJE, auxiliaire de puériculture, agent de crèche, agent d'entretien

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des enfants et de leur famille (enfants de 0 à 4 ans)
Soins à l'enfant (habillage, hygiène, repas, repos, …)
Encadrement des activités (jeux, ateliers d'éveil, animations, …)
Petit nettoyage, rangement

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté
Lits, tables à langer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Malveillance (exemple : intrusion de jeunes dans la cour, ...) Environnement, quartier "difficile" (Romain Rolland) Enfants qui jouent à l'extérieur (sonnette, encombrement de l'entrée, ...)	Appel de la police municipale si besoin Fermeture des portes pendant l'accueil des enfants Sas d'entrée avec vidéo Clôtures rehaussées autour des cours	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des parents exigeants, parents en difficulté Contact avec des enfants difficiles	Expérience Formation (bientraitance, ...) Instauration de relations de confiance avec les familles Sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles pour les personnels demandeurs prévue	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÊNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Présence d'odeurs désagréables (ponctuel)	Propreté, entretien des locaux	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	Prévoir une analyse de la qualité de l'air
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Responsabilité des enfants : accident, ... Gestion des PAI Vigilance permanente Aléas (absences, ...)	Expérience, patience Temps de pause (salle à part) Identification d'un pool de personnel remplaçant	4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Formaliser l'accueil des nouveaux arrivants
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Température froide l'hiver	Locaux climatisés Dotation de vestes polaires	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Port des enfants Rangement matériel, lits, … Manutention des cartons de couches	Possibilité de se faire aider Mise à disposition d'un chariot pour le nettoyage Mobilier ergonomique (lit à barreaux avec une barrière coulissante ouverture à une seule main) Escaliers escamotables sous les plans de change afin de limiter le portage des enfants	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une formation sur les gestes et postures * Mettre à disposition un diable
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Mobilier adapté aux enfants (tables, lits, sanitaires, ...) Faible taille des enfants (habillage, déshabillage, repas, biberon, ...) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, bras au dessus des épaules, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, ...)	Mise à disposition de tabourets à roulettes et à hauteur réglable Tables à langer à hauteur d'homme Adaptation (rehausse des plans de travail, ...) Mise à disposition de lits à barreaux escamotables Mise à disposition de fauteuils ergonomiques pour donner le biberon	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Faire l'essai de nappes jetables lors d'activités salissantes (peinture, ...) * Faire l'essai de matériel type taille crayons électrique * Prévoir des étagères de rangement supplémentaires (exemple : biberonnerie)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments	Sensibilisation des agents aux règles d'hygiène Mise à disposition de gants à usage unique et de lingettes Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Nettoyage quotidien des locaux Surveillance médicale Dotation de blouses	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes relatives au lavage des mains
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...) / Contact avec de la vaisselle endommagée	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie Personnel formé aux premiers secours	2	4	8	0,1	0,8	RISQUE FAIBLE	* Prévoir un renouvellement des SST
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...) Utilisation ponctuelle de javel	Mise à disposition de gants Dotation de blouses Utilisation d'Aquama : solutions de nettoyage désinfectantes et détergentes écologiques par hydrolyse.	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien * Veiller à ne pas mélanger la javel avec d'autres produits * Privilégier l'utilisation de virucide naturel (eau ozonée)
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers Affichage relatif aux numéros d'urgence (SAMU, police municipale, ...)	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des formations au maniement des extincteurs
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	ELECTRICITÉ	Interventions du personnel pour réarmer le disjoncteur (interventions ponctuelles)	Sollicitation des services techniques	1	6	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une habilitation électrique pour le personnel étant amené à réarmer les disjoncteurs
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	CIRCULATION INTERNE	Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Puits de lumière naturelle Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	CHUTE DE HAUTEUR	Utilisation d'escabeau		2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Précipitation, inattention	Rangement régulier	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Gestion des enfants (soins, activités)	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants	Isolation phonique de qualité, panneaux acoustiques	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Réduire le nombre d'enfants par groupes

Accusé de réception en préfecture
093-219300622-20250618-DEL_2025046-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Fatigue oculaire		3	1	3	0,7	2,1	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des écrans de protection
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Toutes phases de travail	CIRCULATION INTERNE	Vestiaire et salle de repos en étage		4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Prévoir l'installation d'une rampe d'escalier
09/04/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois), masque type 1 et chirurgicaux (agents souffrant d'une pathologie) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…) * Protocole de nettoyage spécifique pour les établissements accueillant des enfants * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
09/04/2025	Petite enfance - Crèche	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement, rotation, service à table)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières en grande quantité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 20

Petite enfance - Halte garderie Les Gardinous

Personnel concerné

Personnel : 4
Personnel féminin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des familles
Encadrement des activités
Distribution du goûter
Change des enfants
Surveillance (temps libre / sieste)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de jeu adapté
Lits, tables à langer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des parents d'élève exigeants, en difficulté Contact avec des enfants difficiles	Expérience Formation (bientraitance, ...) Instauration de relations de confiance avec les familles	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Responsabilité des enfants : accident, ... Gestion des PAI Vigilance permanente Aléas (absences, ...)	Expérience, patience Temps de pause Identification d'un pool de personnel remplaçant	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Mise à disposition de rafraîchisseurs Dotation de vestes polaires Climatisation des locaux	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Port des enfants Rangement matériel, lits, ...	Possibilité de se faire aider Mise à disposition d'un chariot pour le nettoyage Escalier escamotable sous les plans de change Prise en compte le poids du matériel lors du remplacement du mobilier (lits, ...)	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures * Mettre à disposition un diable
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Mobilier adapté aux enfants (tables, lits, sanitaires, ...) Faible taille des enfants (habillage, déshabillage, repas) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, bras au dessus des épaules, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, ...) Nombre de pas important	Mise à disposition de tabourets à roulettes et à hauteur réglable Tables à langer à hauteur d'homme Adaptation (rehausse des plans de travail, ...) Mise à disposition de lits à barreaux escamotables Mise à disposition de fauteuils ergonomiques pour donner le biberon Mise à disposition de ciseaux ergonomiques	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de tabouret à assise ergonomique type DAILLOT * Faire l'essai de nappes jetables lors d'activités salissantes (peinture, ...) * Faire l'essai de matériel type taille crayons électriques * Faire le point avec les agents sur le besoin éventuel de matériel de nettoyage adapté (seaux à roulettes, chariots de ménage, chariots de vaisselle, pelles à rallonges, balais à manche ajustable, ...) * prévoir des chaussures avec semelles adaptées
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Mauvaise position bureau direction		3	1	3	0,7	2,1	RISQUE FAIBLE	* Etudier la ^possibilité de mobilier ergonomique adapté
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Danger écran et lumière bleue		3	1	3	0,7	2,1	RISQUE FAIBLE	* Etudier la possibilité d'installer des filtres à lumière bleue
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments	Mise à disposition de gants à usage unique et de lingettes Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Nettoyage quotidien des locaux Surveillance médicale Dotation de blouses	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes relatives au lavage des mains * Etudier la possibilité d'avoir de l'eau chaude dans les classes pour renforcer le nettoyage (avec un système consignable pour les enfants) * Etudier la possibilité d'installer des laves main supplémentaires (exemple : salle, ...) * Veiller au renouvellement de la dotation en blouse * Prévoir une sensibilisation aux règles d'hygiène auprès de l'ensemble des agents
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...) / Contact avec de la vaisselle endommagée	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir un renouvellement des SST * Etudier la possibilité d'utiliser de la vaisselle en plastique
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...) Utilisation ponctuelle de javel	Mise à disposition de gants Dotation de blouses	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien * Veiller à ne pas mélanger la javel avec d'autres produits * Privilégier l'utilisation de virucide naturel (eau ozonée)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers Affichage relatif aux numéros d'urgence (SAMU, police municipale, ...)	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des formations au maniement des extincteurs
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	ELECTRICITÉ	Interventions du personnel pour réarmer le disjoncteur (interventions ponctuelles)	Sollicitation des services techniques Problème de disjoncteur résolu	1	2	2	0,3	0,6	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets / angles saillants et les objets situés en partie basse
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	CHUTE DE HAUTEUR	Utilisation d'escabeau		2	4	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Proscrire l'utilisation de tables ou de chaises (préférer la mise à disposition d'escabeaux 3 marches de sécurité) * Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux (absence de tampons, ...)
15/01/2025	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, ...) Précipitation, inattention	Rangement régulier	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
15/01/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois), masque type 1 et chirurgicaux (agents souffrant d'une pathologie) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…) * Protocole de nettoyage spécifique pour les établissements accueillant des enfants * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
15/01/2025	Petite enfance - Crèche	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières en grande quantité
11/06/2019	Petite enfance - Halte Garderie	Gestion des enfants	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants	Espaces délimités (dortoirs, salle d'accueil, salle d'activité, zone extérieure) Activités "bruyantes" à l'extérieur lorsque les conditions climatiques le permettent	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Définir des actions permettant de réduire le bruit au niveau de la salle d'activité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 21

Petite enfance - Cuisine Anne Frank

Personnel concerné

Effectif : 1 cuisinier, 1 agent d'entretien
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Etablissement des menus
Gestion des stocks
Préparation des repas
Plonge, nettoyage, rangement

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Piano, four, mixeur, réfrigérateurs, lave batterie, …

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Réception, manutention des matières premières	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manipulation des lots de marchandises, d'objets lourds et encombrants / Rangement dans la réserve	Chariots	3	2	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation gestes et postures adaptée * Fractionner les conditionnements dès que possible * Privilégier les stockages lourds et fréquemment utilisés à hauteur d'homme
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Toutes opérations	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Chaleur des fours/ Vapeur d'eau	Ventilation Eau à disposition Ventilation	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Préparation des repas, évacuation des déchets	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Présence de micro-organismes au sein de la nourriture / Non respect de règles d'hygiène	Formation hygiène Equipements de protection individuelle (gants) Moyens d'essuyage des mains à usage unique	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Faire l'essai de pansements de couleur bleu en cas de blessure
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Préparation des repas, manipulation des plats, plonge	BRULURES THERMIQUES : CHAUD, FROID	Contact avec des surfaces chaudes ou autres sources de chaleur / Précipitation, inattention	Equipements de protection individuelle (gants anti-chaleur) Port de vêtements couvrants Absence de friteuse	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Manipulation, utilisation d'outils / ustensiles tranchants	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des équipements et ustensiles (lames, couteaux, …) / Contact avec de la vaisselle cassée	Expérience Bon état du matériel Présence de trousses de secours Présence de personnel formé aux premiers secours	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de pansements de couleur bleu en cas de blessure
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Préparation des repas, plonge	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Gestes répétitifs / Position debout prolongée, piétinement / Positions bras tendus, dos penché en avant / Nettoyage des ustensiles encombrants	Hauteur correcte des plans de travail # 0,9 m	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une formation gestes et postures * Prévoir l'installation d'un rehausseur d'évier
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Cuisson des aliments	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Emanation de fumées, vapeurs, odeurs	Nettoyage régulier de la hotte aspirante	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Utilisation d'appareils électriques	ELECTRICITÉ	Présence combinée d'humidité et d'installations électriques	Contrôle annuel des installations électrique Bon état du matériel Matériel conforme CE	3	4	12	0,3	3,6	RISQUE MOYEN	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Plonge, nettoyage	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (irritants, corrosifs)		4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Archiver les fiches de données sécurité des produits chimiques * Prévoir une sensibilisation au risque chimique
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Toutes opérations	CHUTE DE PLAIN PIED	Objets, aliments au sol	Sol non glissant Equipements de protection individuelle (chaussures de sécurité antidérapante)	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Toutes opérations	INCENDIE	Départ de feu / Dysfonctionnements divers	Extincteurs contrôlés périodiquement Réalisation régulière de tests d'évacuation Signalisation des coupures d'urgence	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	
20/03/2025	Petite enfance - Cuisine	Toutes opérations	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Absences imprévues, aléas divers	Expérience Aide de l'agent d'entretien Possibilité de livraison de repas à remettre en température par le CIRC	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 22

Petite enfance - Ludothèque *(Maison de la petite enfance - Maison des parents)*

Personnel concerné

Personnel : 2
Postes concernés : ludothécaire / animateur jeu en ludothèque

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des enfants avec leur famille (enfants de 0 à 6 ans)
Accueil de classes (ponctuel)
Conseil auprès des familles (accompagnement à la fonction parentale)
Animation (jeux, …)
Rangement, nettoyage (jouets, …)
Accueil des enfants de l'hôpital de jour le MAMMISI Inter secteur de Pédopsychiatrie

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté
Lave linge, sèche linge, cafetière, four, lave-vaisselle…
Plastificateur, appareil à hydrolyse, vaporetto, eau ozonée

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Dotation de vestes polaires Climatisation depuis le 1er juin 2018	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Présence d'odeurs désagréables et de traces d'humidité dans certaines zones (stockage)	Propreté, entretien des locaux	2	1	2	1	2	RISQUE FAIBLE	La VMC ne fonctionne pas doit être réparée
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants		3	2	6	1	6	RISQUE MOYEN	* Définir des actions permettant de réduire le bruit
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Dotation de vestes polaires Climatisation depuis le 1er juin 2018	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Présence d'odeurs désagréables et de traces d'humidité dans certaines zones (stockage)	Propreté, entretien des locaux	2	1	2	1	2	RISQUE FAIBLE	La VMC ne fonctionne pas doit être réparée
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants		3	2	6	1	6	RISQUE MOYEN	* Définir des actions permettant de réduire le bruit
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Forte affluence Accueil d'enfants hyperactifs, difficiles Vigilance permanente Aléas (absences, ...) Temps important passé au lavage des jouets	Présence permanente des parents ou de la famille Présence ATSEM et maîtresse lors de l'accueil de classes Identification d'un pool de personnel remplaçant Support, disponibilité de l'encadrement (directrice, chef de service) Venue d'une psychologue	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Contact avec des jouets contaminés Contact avec les aliments (buffets des soirées jeux ou goûters des enfants, anniversaires)	Prise en charge par les familles et ATSEM (accompagnement aux toilettes, ...) Dotation de tee-shirt Nettoyage régulier (mobilier, sols, jouets) Utilisation de produits de nettoyage désinfectant (eau ozonée) Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Surveillance médicale Formation hygiène pour certains agents	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes relatives au lavage des mains * Prévoir une sensibilisation aux règles d'hygiène auprès de l'ensemble des agents

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, ...) Précipitation, inattention	Rangement régulier Dotation de chaussures	2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...) Aquama - Vaporetto - eau ozonée	Mise à disposition de gants Dotation de tee-shirt Utilisation de produits chimiques d'entretien "classiques" pour le nettoyage des jouets (Aquama, savon, ...)	3	1	3	0,5	1,5	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien * Veiller à ne pas mélanger la javel avec d'autres produits * Privilégier l'utilisation de virucide naturel (eau ozonée)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	INCENDIE		Présence de moyens d'extinction Présence de blocs autonomes d'éclairage de sécurité Affichage des numéros d'urgence dans le bureau de l'encadrement	1	6	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Organiser régulièrement des tests d'évacuation * Veiller à maintenir fermées les portes coupe feu (exemple : buanderie) Pour la liberté de mouvement des enfants, certaines portes sont maintenues ouvertes
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des familles exigeantes, en difficulté, peu réceptives, ... Contact avec des enfants en difficulté	Expérience Fermeture des locaux pendant l'accueil des enfants Sonnette à l'entrée Support, disponibilité de l'encadrement (directrice, chef de service) Mise en place de temps d'analyse de pratique avec un psychologue	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Manutention de charges lourdes (Evènementiel) Mobilier adapté aux enfants (tables, chaises, sanitaires, ...) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, nettoyage des jouets, ...) Temps passé devant l'écran de l'ordinateur Difficulté d'accès au stockage salle de jeu Buanderie exigüe pour accès au sèche-linge	Tables à langer, lave linge à hauteur d'homme	4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	Trouver des solutions pour faciliter la manutention des meubles et jeux * Faire l'essai de tabouret à assise ergonomique type DAILLOT * Faire l'essai de matériel type taille crayons électriques, ciseaux ergonomiques, ... * Faire le point avec les agents sur le besoin éventuel de matériel de nettoyage adapté (seaux à roulettes, chariots de ménage, pelles à rallonges, balais à manche ajustable, ...) * Etudier la possibilité de surélever le sèche linge * Etudier mobilier de bureau pour une meilleure posture
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	CHUTE DE HAUTEUR	Installation de décorations, productions des enfants	Utilisation ponctuelle	2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Proscrire l'utilisation de tables ou de chaises (préférer la mise à disposition d'escabeaux 3 marches de sécurité) * Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux (absence de tampons, ...)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	AMBIANCES LUMINEUSES	Eblouissement par le soleil lors d'interventions dans la zone de change	Abaissement des volets roulants	3	1	3	0,5	1,5	RISQUE FAIBLE	* Installer un film protecteur antisolaire au niveau de la zone de change

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets / angles saillants et les objets situés en partie basse
24/04/2025	Ludothèque	Animation, accompagnement, conseil	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...)	Présence de trousses de secours Formation PSC1	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois), masque type 1 et chirurgicaux (agents souffrant d'une pathologie) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…) * Protocole de nettoyage spécifique pour les établissements accueillant des enfants * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
24/04/2025	Petite enfance - Crèche	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement, rotation, service à table)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières en grande quantité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 23

Petite enfance - Multi accueil Lei Drolles

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes) 15 agents
Postes concernés : auxiliaire de puériculture, EJE/IPDE, agent de crèche, agent de chauffe et lingerie

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des enfants et de leur famille (enfants de 0 à 4 ans)
Soins à l'enfant (habillage, hygiène, repas, repos, …)
Encadrement des activités (jeux, ateliers d'éveil, animations, …)
Petit nettoyage, rangement/ mise en chauffe / travail en cuisine et lingerie
Travail administratif sur ordinateur

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté
Lits, tables à langer
Ordinateur / Escabeau / Four/ Machine à laver / Lave-vaisselle / Petit électro-ménager

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Pas de SAS de sécurité Pas de brise-vue	Appel de la police municipale si besoin Fermeture des portes pendant l'accueil des enfants Sonnette avec vidéo	4	2	8	1	6	RISQUE MOYEN	Installer un sas à l'entrée au niveau du portail afin d'éviter les risques de fuite d'enfant lors des va et vient des parents au moment des départs
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des parents exigeants, parents en difficulté Contact avec des enfants difficiles	Expérience Formation (bientraitance, ...) Instauration de relations de confiance avec les familles	2	2	4	1	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles pour les personnels demandeurs * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Salle "patouille" Présence d'odeurs désagréables	Propreté, entretien des locaux Vérification des VMC	3	2	6	0	2	RISQUE FAIBLE	Attente du résultat des tests qualité de l'air de mai 2019
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Responsabilité des enfants : accident, ... Gestion des PAI Vigilance permanente Aléas (absences, ...) aléas divers (mauvais fonctionnement d'un appareil)	Expérience, patience Temps de pause (salle à part) Identification d'un pool de personnel remplaçant Formation et prévention	4	2	8	1	6	RISQUE MOYEN	* Formaliser l'accueil des nouveaux arrivants * Informer de tout dysfonctionnement
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Mise à disposition de rafraîchisseurs Dotation de vestes polaires	2	2	4	1	2	RISQUE FAIBLE	* Etudier la possibilité de climatiser les locaux : salle de vie, cuisine, dortoir
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Nombre pas élevés (piétinement) Port des enfants Rangement matériel, lits, ... Manutention des cartons de couches, packs d'eau, linge sec et mouillé	Possibilité de se faire aider Mise à disposition d'un chariot pour le nettoyage Mise à disposition de tabourets à roulettes	4	2	8	1	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures- adaptée manœuvre difficile au niveau du lave vaisselle (pas sur le même plan que le plan de lavage à la main * Prendre en compte le poids du matériel lors du remplacement du mobilier (lits, ...) * Prévoir des poubelles à roulettes * Réparer les portes difficiles à manœuvrer * Mettre à disposition un diable * Faire l'essai d'un chariot pour le transport du linge souillé
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Mobilier adapté aux enfants (tables, lits, sanitaires, ...) Faible taille des enfants (habillage, déshabillage, repas, biberon, ...) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, bras au dessus des épaules, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, ...) Utilisation d'escabeau (décoration des locaux)	Mise à disposition de tabourets à roulettes et à hauteur réglable Tables à langer à hauteur d'homme Adaptation (rehausse des plans de travail, ...) Mise à disposition de lits à barreaux escamotables Mise à disposition de fauteuils ergonomiques pour donner le biberon Chaussures de travail	4	2	8	1	4	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de tabouret à assise ergonomique type DAILLOT * Faire le point avec les agents sur le besoin éventuel de matériel de nettoyage adapté (seaux à roulettes, chariots de ménage, chariots de vaisselle, pelles à rallonges, balais à manche ajustable, ...) * Rallonger les poignées d'ouverture de certaines fenêtres hautes (salle de bain) * Prévoir des étagères de rangement supplémentaires à bonne hauteur (exemple : salle de bains des moyens) Formation gestes et posture

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments Contact avec les produits d'entretien (linge / cuisine)	Mise à disposition de gants à usage unique et de lingettes Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Nettoyage quotidien des locaux Surveillance médicale Dotation de blouses et de chaussures Hygiène personnelle des agents : lavage des mains, brossage des ongles Matériel de nettoyage d'hygiène sanitaire	4	2	8	0	2	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes relatives au lavage des mains * Etudier la possibilité d'installer des laves main à cellule supplémentaires (exemple : salle, ...) * Veiller à la dotation de blouses pour le personnel périscolaire * Prévoir une sensibilisation aux règles d'hygiène auprès de l'ensemble des agents
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...) / Contact avec de la vaisselle endommagée	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie Travail de prévention	2	4	8	1	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir un renouvellement des SST * Etudier la possibilité d'utiliser de la vaisselle en plastique
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Toutes phases de travail	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...)	Mise à disposition de gants Dotation de blouses et de chaussures Mise en place maximum d'utilisation d'Aquama	3	2	6	1	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien et au risque chimique * Archiver les fiches de données sécurité * Evoluer vers des produits moins nocifs
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Toutes phases de travail	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers Affichage relatif aux numéros d'urgence (SAMU, police municipale, ...) Travail de prévention	1	4	4	1	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des formations au maniement des extincteurs * Réinstallation des extincteurs * Renforcer la signalisation des coupures d'urgence
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	ELECTRICITÉ	Interventions du personnel pour réarmer le disjoncteur (interventions ponctuelles)	Sollicitation des services techniques Formation	1	6	6	1	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une habilitation électrique pour le personnel étant amené à réarmer les disjoncteurs
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention Absence de rampe au niveau des escaliers extérieurs côté rue Bartolini	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	1	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets / angles saillants et les objets situés en partie basse * Sensibiliser les agents aux gestes et postures * Prévoir une rampe au niveau des escaliers extérieurs
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	CHUTE DE HAUTEUR	Utilisation d'escabeau		2	4	8	1	6	RISQUE MOYEN	* Proscrire l'utilisation de tables ou de chaises (préférer la mise à disposition d'escabeaux 3 marches de sécurité) * Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux (absence de tampons, ...)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, gras ...) / Objets ou aliments au sol Précipitation, inattention	Rangement régulier Travail de prévention EPI : chaussures antidérapantes	2	2	4	1	2	RISQUE FAIBLE	Formation gestes et postures
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants	Panneaux acoustiques en place	3	1	3	1	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir un mesurage des décibels * Réduire le nombre d'enfants par groupes
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Fatigue oculaire		3	1	3	1	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des écrans de protection
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Réception des repas, manutention des matières premières	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manipulation des bannettes, d'objets lourds et encombrants / Rangement dans la réserve risque de coupures aux doigts	Chariots Connaissances HACCP	3	2	6	1	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir des formations s adaptée : gestes et postures et HACCP * Fractionner les conditionnements dès que possible * Privilégier les stockages lourds et fréquemment utilisés à hauteur d'homme
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Toutes opérations	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Chaleur des fours/ Vapeur d'eau	Ventilation Eau à disposition Ventilation	4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Mise en chauffe des repas, évacuation des déchets	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Présence de micro-organismes au sein de la nourriture / Non respect de règles d'hygiène	Formation hygiène Equipements de protection individuelle (gants) Moyens d'essuyage des mains à usage unique	4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	* Faire l'essai de pansements de couleur bleu en cas de blessure * PMS
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Mise en chauffe des repas, manipulation des plats, plonge	BRULURES THERMIQUES : CHAUD, FROID	Contact avec des surfaces chaudes ou autres sources de chaleur / Précipitation, inattention	Equipements de protection individuelle (gants anti-chaleur) Port de vêtements couvrants et de chaussures fermées	4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Manipulation, utilisation d'outils / ustensiles tranchants	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des équipements et ustensiles (lames, couteaux, …) / Contact avec de la vaisselle cassée	Expérience Bon état du matériel Présence de trousses de secours	4	2	8	1	6	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de pansements de couleur bleu en cas de blessure * Travail de prévention et de formation
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Préparation des repas, plonge	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Gestes répétitifs / Position debout prolongée, piétinement / Positions bras tendus, dos penché en avant / Nettoyage des ustensiles encombrants	Hauteur correcte des plans de travail # 0,9 m Installation d'un rehausseur d'évier	4	2	8	1	4	RISQUE MOYEN	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Cuisson des aliments	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Emanation de fumées, vapeurs, odeurs	Nettoyage régulier de la hotte aspirante	4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	Contrôle et nettoyage régulier de la VMC et de toutes les bouches d'aération. Remettre l'attestation afin de compléter le registre de sécurité (demande de la PMI)
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Utilisation d'appareils électriques	ELECTRICITÉ	Présence combinée d'humidité et d'installations électriques	Contrôle annuel des installations électrique Bon état du matériel Matériel conforme CE	3	4	12	0	4	RISQUE MOYEN	
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Risque d'intrusion, plan Vigipirate.	Boitiers de signalisation existants mais insuffisants, exercices réguliers et réunion de concertation avec les écoles de la zone, les différents responsables sécurité de la commune et la Police Municipale permettant de mettre en lumière les problèmes existants	3	4	12	0	4	RISQUE MOYEN	Nécessité de mettre en place de manière adaptée le nombre suffisant de matériel de signalisation et déclenchement, fournir une télécommande et des médaillons dans chaque groupe d'enfants. Prévoir une protection sur le visiophone afin de pouvoir filtrer correctement les entrées dans la structure (impossibilité de distinguer les personnes en cas de pluie). Prévoir la sécurisation des fenêtres entre l'école et la crèche. Dégroupage entre les 3 structures de la zone (crèche, Santoni, Aicard) afin de permettre aux forces de l'ordre d'intervenir plus rapidement dans la bonne structure. Suite à une réunion de sécurité, un mail a été fait au chef de la Police Municipale en ce sens le 14 mars 2025
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	La salle de change/WC de la section des grands est très exiguë, les agents sont obligés de se contorsionner pour s'occuper des enfants		4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	Réaménagement de l'espace, ouverture sur l'espace de change qui se trouve juste derrière?
04/04/2025	Petite enfance - Lei Drolles	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Fatigue oculaire, bruit important		4	1	4	1	2	RISQUE FAIBLE	Prévoir des variateurs de luminosité (bénéfiques également pour les enfants) ainsi que des panneaux acoustiques

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 24

Petite enfance - Multi accueil *Les Elfes*

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes) 11 agents
Postes concernés : auxiliaire de puériculture, EJE/IPDE, ATSEM, agent d'entretien et de chauffe et lingerie

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des enfants et de leur famille (enfants de 0 à 4 ans)
Soins à l'enfant (habillage, hygiène, repas, repos, …)
Encadrement des activités (jeux, ateliers d'éveil, animations, …)
Petit nettoyage, rangement/ mise en chauffe / travail en cuisine et lingerie
Travail administratif sur ordinateur

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté
Lits, tables à langer
Ordinateur / Escabeau / Four/ Machine à laver / Lave-vaisselle / Petit électro-ménager

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants et des familles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Malveillance Contact avec des parents exigeant sou en difficulté Enfants qui jouent à l'extérieur (sonnette, encombrement de l'entrée, ...)	Fermeture des portes et accès cour Plan Vigipirate Visiophone	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants et des familles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des parents exigeants, parents en difficulté Contact avec des enfants difficiles	Ecoute / Expérience Formation initiale Instauration de relations de confiance avec les familles	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles pour les personnels demandeurs formations annuelles * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Crainte d'un oubli Gestion des contrôles et procédure fermeture	Fiche de contrôle détaillée Accompagnement Expérience	4	1	4	0,1	0,4	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants et des familles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Gestion des transmissions et informations données aux enfants	Information Formation	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Présence d'odeurs désagréables (ponctuel)	Propreté, entretien des locaux	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Responsabilité des enfants : accident, … Gestion des urgences Gestion des PAI Vigilance permanente Aléas (absences, ...)	Règlementation Expérience, patience Temps de pause (salle à part) Identification d'un pool de personnel remplaçant	4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Formaliser l'accueil des nouveaux arrivants formation des nouvelles recrues
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Mise à disposition de rafraîchisseurs Dotation de vestes polaires	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Etudier la possibilité de climatiser les locaux

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Port des enfants Rangement matériel, lits, ... Portes difficiles à ouvrir (portes d'accès aux jardins intérieurs) Manutention des cartons de couche	Possibilité de se faire aider Mise à disposition d'un chariot pour le nettoyage	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures adaptée * Prendre en compte le poids du matériel lors du remplacement du mobilier (lits, ...) * Etudier la possibilité d'installer des escaliers escamotables sous les plans de change afin de limiter le portage des enfants * Réparer les portes difficiles à manœuvrer * Mettre à disposition un diable
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Mobilier adapté aux enfants (tables, lits, sanitaires, ...) Faible taille des enfants (habillage, déshabillage, repas, biberon, ...) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, bras au dessus des épaules, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, ...)	Mise à disposition de tabourets à roulettes et à hauteur réglable Tables à langer à hauteur d'homme Adaptation (rehausse des plans de travail, ...) Mise à disposition de lits à barreaux escamotables Mise à disposition de fauteuils ergonomiques pour donner le biberon	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de tabouret à assise ergonomique type DAILLOT * Faire l'essai de nappes jetables lors d'activités salissantes (peinture, ...) * Faire l'essai de matériel type taille crayons électriques * Faire le point avec les agents sur le besoin éventuel de matériel de nettoyage adapté (seaux à roulettes, chariots de ménage, chariots de vaisselle, pelles à rallonges, balais à manche ajustable, ...) * Rallonger les poignées d'ouverture de certaines fenêtres hautes * Prévoir des étagères de rangement supplémentaires (exemple : salle de bains des moyens)
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments	Mise à disposition de gants à usage unique et de lingettes Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Nettoyage quotidien des locaux Surveillance médicale Dotation de blouses	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Afficher des consignes relatives au lavage des mains * Etudier la possibilité d'avoir de l'eau chaude dans les classes pour renforcer le nettoyage (avec un système consignable pour les enfants) * Etudier la possibilité d'installer des laves main supplémentaires (exemple : salle, ...) * Veiller à la dotation de blouses pour le personnel périscolaire * Prévoir une sensibilisation aux règles d'hygiène auprès de l'ensemble des agents
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...)	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir un renouvellement des SST * Etudier la possibilité d'utiliser de la vaisselle en plastique
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...) Utilisation ponctuelle de javel	Mise à disposition de gants Dotation de blouses	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien nettoyage eau ozonée * Veiller à ne pas mélanger la javel avec d'autres produits
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers Affichage relatif aux numéros d'urgence (SAMU, police municipale, ...)	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des formations au maniement des extincteurs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	ELECTRICITÉ	Interventions du personnel pour réarmer le disjoncteur (interventions ponctuelles)	Sollicitation des services techniques	1	6	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une habilitation électrique pour le personnel étant amené à réarmer les disjoncteurs
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets / angles saillants et les objets situés en partie basse
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	CHUTE DE HAUTEUR	Utilisation d'escabeau		2	4	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Proscrire l'utilisation de tables ou de chaises (préférer la mise à disposition d'escabeaux 3 marches de sécurité) * Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux (absence de tampons, ...)
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, ...) Précipitation, inattention	Rangement régulier	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants		3	1	3	0,7	2,1	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des panneaux acoustiques * Réduire le nombre d'enfants par groupes
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des équipes	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Gestion d'équipe (engagement, écoute, conflit, responsabilité) Gestion absentéisme Positionnement hiérarchique	Communication interne Organisation de réunions	4	1	4	0,7	2,8	RISQUE MOYEN	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion de l'établissement	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Gestion des commandes Gestion des équipements	Formation Expérience	4	1	4	0,1	0,4	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Déplacements professionnels	CIRCULATION ROUTIÈRE	Réunion de service, institutionnelles, mairie	Permis de conduire Respect du code de la route	3	4	12	0,5	6	RISQUE MOYEN	* Veiller au bon état des véhicules utilisés(véhicule personnel)
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des personnels	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Dualité hiérarchique : agent d'entretien et de chauffe dépendants du service éducation	Fiche de poste Bonne relation entre les personnels	4	1	4	0,1	0,4	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Posture inconfortable et contraignantes	Matériel adapté : chaise réglable	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
31/03/2025	Petite enfance - Les Elfes	Saisie informatique	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Fatigue oculaire Rayonnement de l'écran	Eclairage d'appoint	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des écrans de protection
31/03/2025	Les Elfes	Cuisine	RISQUES PHYSIQUES PSYCHOSOCIAUX	Brulures/coupures/chutes/erreur protocole	Materiel adapté/HACCP	4	1	4	0,5		RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 25

Petite enfance - Crèche familiale Les Lutins

Personnel concerné

Personnel féminin : 11 agents
Postes concernés : Puéricultrice , EJE, puéricultrice, assistantes maternelles, agent CAP petite enfance

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des enfants à domicile
Accueil des enfants et de leur famille (enfants de 0 à 4 ans)
Soins à l'enfant (habillage, hygiène, repas, repos, …)
Encadrement des activités (jeux, ateliers d'éveil, animations, …)
Soutien à la parentalité, management,projet pédagogique

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté
Lits
Poussette 2 à 3 enfants, siège auto
Ordinateur pour encadrement

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants et des familles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Isolement : les assistantes maternelles sont seules avec les familles à leur domicile	Expérience Instauration de relations de confiance avec les familles Psychologue : Temps d'échange (4 fois dans l'année) Réunion trimestrielle des équipes Ecoute de l'encadrement	4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	possibilité de venir aux accueils jeux quotidiennement aux lutins -échanges régulieres de pratiques en équipe pluridisciplnaire
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Malveillance des personnes dans la rue ou le voisinage	Expérience Psychologue : Temps d'échange (4 fois dans l'année) Réunion trimestrielle des équipes Ecoute de l'encadrement	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles pour les personnels demandeurs * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Responsabilité des enfants : accident, …Gestion des PAI, Vigilance permanente	Expérience, patience Formation et prévention	4	2	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	formation aux 1er sécours avec un organisme agrées ET formation juridique pour equipe de direction
09/04/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants et des familles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Malveillance Contact avec des parents en difficulté, agressifs Enfants qui jouent à l'extérieur (sonnette, encombrement de l'entrée, ...)	Fermeture des portes Gestion des transmissions et informations données aux famille Plan Vigipirate Visiophone	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles pour les personnels demandeurs * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)Formation des agents par l'agent de prévention ou les forces de police
09/04/2025	Petite enfance - Les Elfes	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	stress au travail (origines diverses : organisationnelles, relationnelles ou encore physiques)Burnout, dépression, troubles du sommeil, maladies psychosomatiques, troubles musculosqueletti ques	ecoute communication et reconnaissance	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	Formation sur la commmunication et gestion du stress

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

09/04/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Aléas (absences, ...)	Règlementation Replacement des enfants lors des absences des assistantes maternelles	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* être dans l'écoute
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants (soins, activités)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Faible taille des enfants (habillage, déshabillage, repas, biberon, ...) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, bras au dessus des épaules Change des enfants sans table à langer spécifique	tabouret à roulette disponible à la crèche familiale	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir des tables de change adaptées travailler sur l'autonomie de l'enfant
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants (soins, activités)	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments Contact avec les produits d'entretien (linge / cuisine)	Lavage régulier des mains Nettoyage quotidien des locaux Surveillance médicale Hygiène personnelle des agents : lavage des mains, brossage des ongles Matériel de nettoyage d'hygiène sanitaire	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Rappeler les consignes relatives au lavage des mains * Prévoir une sensibilisation aux règles d'hygiène auprès de l'ensemble des agents
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants (soins, activités)	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...) / Contact avec de la vaisselle endommagée	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie Travail de prévention	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir un renouvellement des formations premiers secours (fait annuellement par RSAI , voir pour une formation avec un organisme agrée
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Toutes phases de travail	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits chimiques (produits de nettoyage, ...)	Les assistantes maternelles sont dotées d'eau ozonée pour l'entretien de leur domicile pour celle qui le desirent sinon produits naturels préconnisés	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Prévoir une sensibilisation à l'utilisation des produits d'entretien et au risque chimique * Encourager à évoluer vers des produits moins nocifs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Toutes phases de travail	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers à la crèche familiale Affichage relatif aux numéros d'urgence (SAMU, police municipale, ...) Travail de prévention	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des formations au maniement des extincteurs * Réinstallation des extincteurs
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLEIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, gras ...) / Objets ou aliments au sol Précipitation, inattention	Rangement régulier Travail de prévention	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	Chaussures de travail au domicile et en crèche /garder les sols ellées de circulation propres et secs (domicile ou MAF)
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Gestion des enfants (soins, activités)	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants,risque de Fatigue, stress, troubles de l'audition, surdité		3	1	3	0,7	2,1	RISQUE FAIBLE	faire des petits groupes lors accueil jeux,
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Mise en chauffe des repas, évacuation des déchets	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Présence de micro-organismes au sein de la nourriture / Non respect de règles d'hygiène		4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Mise en chauffe des repas, manipulation des plats, plonge	BRULURES THERMIQUES : CHAUD, FROID	Contact avec des surfaces chaudes ou autres sources de chaleur / Précipitation, inattention	Equipements de protection individuelle (gants anti-chaleur)/ four paroi froide ou hors portee des enfants	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	verification de la temperature des plats avant de servir les enfants
09/04/2025	Petite enfance - Les Lutins	Saisie informatique (encadrement)	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Fatigue oculaire Un PC pour 2 bureaux problemes des TMS	installation de 2 PC dont 1 à double écran	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des écrans de protection * Envisager la possibilité d'installer un 2ème PC
09/04/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AIR (QUALITÉ DE L'AIR : GÈNE RESPIRATOIRE, ALLERGIE, TOUX…)	Présence d'odeurs désagréables (ponctuel)	Propreté, entretien des locaux, aeration	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	pas d'aerartion suffissante
09/04/2025	Petite enfance - Les Elfes	Gestion des enfants (soins, activités)	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Fortes chaleurs en période estivale (températures dans les locaux > 30°C) Température froide l'hiver	Mise à disposition d'une climatisation dans l'espace de vie Respect de la reglementation (plan canicule) Protection solare anti U vetements adaptés à la saison hivernale	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	Protection solaire ani UV dans la cour installation aout 2024; pour l'hiver chauffage au sol non réglable

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 26

Education - Ecoles maternelles *(Ecole Elsa Triolet)*

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes)
Postes concernés : Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternels / Animateur périscolaire

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Support auprès du professeur des écoles
Accueil des enfants et de leur famille (enfants de 3 à 6 ans)
Soins à l'enfant (surveillance, aide à l'habillage, hygiène, repas, repos, …)
Activités (jeux, ateliers d'éveil, animations, accompagnement en extérieur …)
Nettoyage, rangement

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de puériculture et de jeu adapté,autolaveuse,tabouret rouland, eau ozonée
Lave linge, sèche linge

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Mobilier adapté aux enfants (tables, lits, sanitaires, ...) Taille des enfants (habillage, déshabillage) Dos penché en avant, position accroupie position à genoux, station debout prolongée, piétinement, ... Gestes répétitifs (découpe de papier, ...)	Présence de tabourets à roulettes et à hauteur réglable	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Solliciter l'intervention d'un ergonome sur une école "test" (se rapprocher du médecin du travail) * Faire le point avec les ATSEM sur le besoin éventuel de matériel de nettoyage adapté (seaux à roulettes, chariots de ménage, chariots de vaisselle, pelles à rallonges, balais à manche ajustable, ...)
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Rangement matériel, lits, …	Mise à disposition de servantes Possibilité de se faire aider	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures adaptée
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec des enfants malades (gastro, rhume, ...) Lavage des enfants (vomis, urine, excréments, ...) Accompagnement aux toilettes Contact avec les aliments	Mise à disposition de gants à usage unique et de lingettes Lavage régulier des mains Mise à disposition de solutions désinfectantes Surveillance médicale Dotation annuelle de blouses Nettoyage quotidien des locaux	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	"Rappels à l'ordre" fréquents solicitation de l'enseignant Responsabilité des enfants : crainte d'un oubli, accident, ... Vigilance permanente Gestion des PAI	Mise à disposition d'un micro-ondes dans chaque réfectoire Expérience, patience Temps de pause Accompagnement par les parents lors de sorties en bus Identification d'un pool de personnel remplaçant Les consignes relatives aux soins à donner aux enfants en cas de blessure sont précisées	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Vérifier le temps alloué pour le nettoyage
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des objets (ciseaux, matériel pédagogique, ...)	Présence de trousses de secours et armoire à pharmacie Acquisition de ciseaux à bouts ronds	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir un renouvellement des PSC1
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	INCENDIE	Départ de feu Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction Présence d'une alarme Réalisation de tests d'évacuation réguliers Affichage des numéros d'urgence et des consignes d'alerte des secours	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer un bloc autonome d'éclairage de sécurité "BAES" au niveau de la sortie de secours située coté zone de réchauffe des plats (école Triolet) * Organiser des tests d'évacuation lors d'activités périscolaires
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation d'eau ozonée Utilisation ponctuelle de javel	Mise à disposition de gants Dotation de blouses Utilisation de produits éco label Agents sensibilisés à l'utilisation des produits d'entretien	3	1	3	0,5	1,5	RISQUE FAIBLE	* Veiller à ne pas mélanger la javel avec d'autres produits
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Dualité hiérarchique (les ATSEM sont employés par la mairie et sont soumis à la responsabilité du directeur de l'école)	Bonnes relations entre le personnel et avec les enseignants (soutien, ...)	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à l'établissement d'une fiche de poste ATSEM validée par le maire et le directeur des écoles * Organiser si besoin des réunions, échanges de pratique afin de traiter certaines difficultés éventuelles
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des enfants en difficulté	Expérience Formation Fermeture des portes pendant l'accueil des enfants	1	2	2	0,5	1	RISQUE FAIBLE	* Prévoir une sensibilisation relative à la gestion des situations difficiles * Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol (jouets, ...) Sol glissant (sol mouillé, ...) Précipitation, inattention	Rangement régulier Dotation de chaussures type sabot	2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	CHUTE DE HAUTEUR	Installation de décorations, productions des enfants	Utilisation ponctuelle	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Proscrire l'utilisation de tables ou de chaises (préférer la mise à disposition d'escabeaux 3 marches de sécurité) * Contrôler régulièrement le bon état des escabeaux (absence de tampons, ...)
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	CIRCULATION ROUTIÈRE	Accompagnement des enfants lors de sorties (médiathèque, ...) Circulation sur la voie publique		2	4	8	0,7	5,6	RISQUE MOYEN	* Rendre obligatoire le port du gilet haute visibilité lors de toute intervention sur la voie publique
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Circulation des enfants (jeux, gestes intempestifs, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets / angles saillants et les objets situés en partie basse
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Toutes phases de travail	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Pleurs, cris, chahut des enfants	Traitement acoustique des locaux	3	2	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Activités périscolaires	CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES : HORAIRES DÉCALÉS, ASTREINTE…	Découpage des horaires (périscolaire) En cas d'absence d'animateur le cas écheant		1	2	2	1	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au respect des temps de repos quotidien de 11 heures sur les activités périscolaires notamment en période de vacances scolaires
16/01/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Suivi des protocoles de l'Education Nationale et des ACM * Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
16/01/2025	Education - Ecoles maternelles	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement, rotation, service à table)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières et EPI nécessaires en grande quantité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 27

Education - Ecoles primaires - Entretien des locaux

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes)
Poste concerné : agent de nettoyage

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Nettoyage, entretien de différents locaux :

Nettoyage des tables
Rangement des classes
Balayage, nettoyage des sols
Nettoyage des sanitaires
Gestion des déchets (poubelles)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel de nettoyage (seau, pelle, balai, chariot, aspirateur, autolaveuse…)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence potentielle d'obstacles au sol, défauts, ... Sol glissant (sol mouillé, ...) Précipitation, inattention	Dotation de chaussures de sécurité Expérience (nettoyage en reculant) Bonnes conditions d'éclairage	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	* Signaler les obstacles au sol par des bandes zébrées jaune et noir (exemple : décrochage du sol au niveau de l'entrée à la cantine)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits de nettoyage (produits irritants, produits corrosifs, ...)	Mise à disposition de gants Dotation de blouses de travail Formation à l'utilisation des produits Chaque produit possède une fiche technique, une fiche de sécurité et une certification du produit (classeur rouge). Classeur disponible au service et dans les structures à dispo des agents Exigence environnementale des produits, type Ecolabel Européen, Ecocert ou équivalent. Agents sensibilisés à l'utilisation des produits d'entretien	2	4	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manutentions diverses (port et déplacement d'objets, mobilier, ...)	Possibilité de se faire aider Utilisation des ascenseurs dès que possible Formation gestes et postures	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures contraignantes (dos penché en avant, position accroupie, à genoux, bras au dessus des épaules, torsions, ...) Gestes répétitifs (essuyage, balayage, utilisation des sprays, ...) Accès à des endroits exigus, nettoyage du mobilier pour enfants	Mise à disposition d'un aspirateur dorsal (peu pratique) Rehausse des plans de travail (adaptation) Acquisition d'aspirateurs à eau Chariots de ménage adaptés Vaporetto Formation gestes et postures Acquisition de seaux équipés de presse et de chariots de ménage adaptés. Personnel associé à l'essai de matériel	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Veiller au rangement des objets lourds et couramment utilisés à une hauteur comprise entre la hauteur du bassin et des épaules dans les zones de stockage
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Nettoyage des toilettes, sanitaires Vidage des corbeilles à déchets Présence potentiel de nuisibles (rongeurs, ...)	Personnel sensibilisé au lavage régulier des mains (affiche) Mise à disposition de gants Dotation de blouses de travail Mise à disposition de douches, armoires individuelles, ... Mise à disposition de vaporetto Surveillance médicale	4	2	8	0,3	2,4	RISQUE FAIBLE	* S'assurer du traitement régulier des locaux contre les nuisibles (rongeurs, ...)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Contrôle des installations électriques Bon état du matériel Matériel estampillé "CE" Signalement des anomalies, dysfonctionnements par les agents	1	6	6	0,3	1,8	RISQUE FAIBLE	* Renforcer la signalisation du risque électrique sur les armoires
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des ustensiles	Mise à disposition de trousses de secours Présence d'une infirmerie Formation PSC1	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au contrôle régulier des trousses de secours (y compris au niveau de l'infirmerie)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	CHUTE DE PLAIN PIED	Conditions difficiles de circulation, d'intervention dans les escaliers	Bonnes conditions d'éclairage Présence de mains courantes	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	INCENDIE	Départ de feu / Dysfonctionnement	Présence de moyens d'extinction signalés Réalisation régulière de tests d'évacuation Affichage de plans d'évacuation, numéros d'urgence Présence d'une alarme incendie Formation à l'utilisation des extincteurs	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au bon fonctionnement des "BAES" * Veiller au contrôle annuel des moyens d'extinction et de désenfumage * Présenter les installations aux pompiers (coupures d'urgence, accès, ...)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tensions entre les personnels	Présence d'une F3SCT Entraide Etablissement de plannings, plannings annuels transmis avant l'été Priorité aux horaires bloc, début à 6h Annualisation des congés ARTT pour les ATSEM	1	2	2	0,5	1	RISQUE FAIBLE	* Mettre en place un indicateur de surveillance des RPS (exemple : absentéisme, ...) * Renforcer les affichages obligatoires relatifs au harcèlement moral
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Possibilité par le public d'accéder par l'arrière de l'école Jean Aicard (observation remontée par la directrice de l'établissement)	Portail avec fermeture par clé	2	2	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Exposition aux courants d'air, ... Chaleur en période estivale	Organisation (réalisation des tâches physiques le matin) Nettoyage des extérieurs (cour, ...) par les services de la mairie	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	CHUTE DE HAUTEUR	Travail en hauteur	Nettoyage des vitres à hauteur d'homme Travail en hauteur limité	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Préférer l'utilisation de matériel télescopique (raclette, plumeau, ...)
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	CIRCULATION ROUTIÈRE	Utilisation d'un véhicule personnel afin d'aller sur les autres postes de travail	Personnel titulaire du permis de conduire Couverture assurance type "auto mission" en cas d'utilisation d'un véhicule personnel dans le cadre professionnel demandée	3	2	6	0,5	3	RISQUE MOYEN	
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	CIRCULATION INTERNE	Espaces exigus, encombrés (angles de mobilier, objets en parties basses, ...) Précipitation, inattention	Bonnes conditions d'éclairage Largeur des espaces de circulation > 1 mètre	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Installer des mousses de protection sur les objets saillants et les objets situés en partie basse
16/01/2025	Entretien des locaux	Nettoyage, entretien des locaux	TRAVAIL ISOLÉ	Malaise, accident	Des consignes ont été données pour les agents de nettoyage intervenant en travail isolé	1	6	6	0,7	4,2	RISQUE MOYEN	
16/01/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Suivi des protocoles de l'Education Nationale et des ACM * Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…) * Consignes et procédures de nettoyage à disposition pour les agents d'entretien	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 28

Education - Cantine

Personnel concerné

Personnel mixte (majorité de femmes)
Poste concerné : agent de nettoyage

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Préparation (dressage des tables, réchauffage des plats, …)
Service
Débarrassage des tables
Plonge
Rangement, nettoyage

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Chariots, ustensiles divers, chambre froide, four, lave batterie, balai, autolaveuse…

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manutention des chaises, tables / Manutentions diverses (vaisselle, chariots, …)	Mise à disposition de servantes (transport vaisselle, plats, vaisselier rehaussé…) Possibilité de se faire aider Apport des assiettes par les enfants (débarrassage)	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures adaptée
18/01/2025	Education - Cantine	Préparation	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Accès à la chambre froide (chambre froide positive) Fortes chaleurs en période estivale	Présence de sécurité sur la chambre froide (déverrouillage de l'intérieur)	4	1	4	0,7	3	RISQUE MOYEN	
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol glissant (présence de nourriture au sol, …)	Dotation de chaussures de sécurité Nettoyage quotidien des sols Sol antidérapant (plonge)	4	2	8	0,3	2	RISQUE FAIBLE	
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Cris, chahut Rixes potentielles entre enfants "Rappels à l'ordre" Haussement de la voix Surcharge de travail (utilisation de la salle le weekend end et non nettoyage) Aléas (absences, pannes, dysfonctionnement du matériel, …)	Expérience Présence de surveillants Affichage des numéros d'urgence Renfort des équipes dès que possible	4	2	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	ELECTRICITÉ	Coupures électriques ponctuelles et réarmement des disjoncteurs par le personnel	Appel des services techniques	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
18/01/2025	Education - Cantine	Service	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Cris, discussions des enfants : bruit de fond important (~ 100 enfants par service) Taille importante de la salle	Installation d'une oreille électronique Rappels à l'ordre réguliers (surveillants) Traitement acoustique Les agents sont équipés de protections auditives thermo moulées (2019)	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Faire l'essai de cloisons séparatives (brises vues) pour couper la salle
18/01/2025	Education - Cantine	Service	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Chaleur des plats	Torchons, gants à disposition Absence de friteuse	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
18/01/2025	Education - Cantine	Service	CIRCULATION INTERNE	Etroitesse de l'accès à la plonge (manœuvres du chariot) Circulation autour des tables --> collision, heurt, trébuchement, …	Réaménagement du réfectoire effectué en 2017	4	1	4	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec de la vaisselle cassée Manipulation d'ustensiles coupants (couteaux, …)	Mise à disposition de trousses de secours, présence infirmerie Formation PSC1	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir un contrôle régulier du contenu des trousses
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	AGENTS BIOLOGIQUES PATHOGÈNES : BACTÉRIES, VIRUS, CHAMPIGNONS, PARASITES, LÉGIONNELLE	Contact avec enfants malades (gastro, rhume, …)	Sensibilisations à l'hygiène Mise à disposition de gants à usage unique	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
18/01/2025	Education - Cantine	Toutes phases de travail	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Dos penché en avant, positions en torsion, position accroupie, station debout prolongée, ... Gestes répétitifs Surface de nettoyage des sols importante (nettoyage manuel)	Inclinaison du bac à couverts sur la servante Nettoyage des sols en binôme Alternance, rotation des tâches (plannings sur 6 semaines) Pré découpage des compotes Mise à disposition d'un rehausseur dans les éviers	4	2	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation sur les gestes et postures adaptée * Voir si possibilité de nettoyage avec une auto laveuse * Faire l'essai de chariots plus adaptés (exemples : chariots à fonds remontant pour les assiettes, chariots de ménage) * Préférer l'achat de marchandises prédécoupés (exemples: yaourts, ...) * Etudier la possibilité de rehausser certains plans de travail
18/01/2025	Education - Cantine	Nettoyage (tables, sol) Plonge	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits nettoyants, désinfectants --> allergies, gênes, …	Mise à disposition de gants de nettoyage Formation à l'utilisation des produits Chaque produit possède une fiche technique, une fiche de sécurité et une certification du produit (classeur rouge). Classeur disponible au service et dans les structures à dispo des agents Exigence environnementale des produits, type Ecolabel Européen, Ecocert ou équivalent.	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir sensibilisation sur le risque chimique
18/01/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Suivi des protocoles de l'Education Nationale et des ACM * Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…) * Consignes et procédures de nettoyage à disposition pour les agents d'entretien	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
18/01/2025	Education - Cantine	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement, rotation, service à table)	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières et EPI nécessaires en grande quantité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 29

Police Muncipale - Traversée des passages protégés *(Ecoles)*

Personnel concerné

Personnel mixte : 11 agents
Poste concerné : agent en charge de la traversée des écoles

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Assurer la traversée des enfants sur les passages protégés (entrées et sorties des écoles)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Panonceau "STOP", gilets haute visibilité et vêtements de pluie

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Education - traversée des passages protégés	Gestion des entrées et sorties d'écoles	AGRESSION PAR ANIMAL	Présence potientielle de chiens, …	Chiens tenus en laisse en général	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - traversée des passages protégés	Gestion des entrées et sorties d'écoles	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Exposition au vent, froid, pluie, …	Dotation d'une tenue de pluie	3	2	6	0,3	2	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - traversée des passages protégés	Gestion des entrées et sorties d'écoles	CHUTE DE PLAIN PIED	Présence d'obstacles au sol (graviers, défauts, ...) Sol glissant (sol mouillé, ...)	Vigilance des agents	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
16/01/2025	Education - traversée des passages protégés	Gestion des entrées et sorties d'écoles	CIRCULATION ROUTIÈRE	Circulation routière (voitures, camions, deux roues, ...)	Dotation de gilet haute visibilité Mise à disposition d'un panonceau "STOP" Signalisation en amont de la présence d'écoles (exemple : panneau "ralentissez école", ralentisseurs, ...)	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	
16/01/2025	Education - traversée des passages protégés	Gestion des entrées et sorties d'écoles	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Comportements indélicats de certains usagers de la route (agression verbale, ...)	Sensibilisation des agents en cas de situation difficile dès le 1er jour de travail Appel de la police municipale si besoin	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 30

Education - Centres de loisirs

Personnel concerné

Personnel : personnel administratif et animateurs périscolaires
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des parents
Encadrement des activités (salles d'activité)
Gestion des repas (mise en place / préparation / distribution / nettoyage)

A noter : en fonctionnement habituel le mercredi et pendant les vacances scolaires

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Véhicules de service (adaptés au transport d'enfants)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Accueil et encadrement des activités	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec des parents exigeants / Contact avec des enfants en difficulté	Expérience Formation	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Accueil et encadrement des activités	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manipulation des matériels utiles aux activités	Transpalette manuel Possibilité de se faire aider	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Accueil et encadrement des activités	CHUTE D'OBJET	Instabilité des matériels stockés	Locaux de stockages définis	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir davantage de zone de stockage pour pouvoir stocker les matériels en sécurité
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Accueil et encadrement des activités	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Forte affluence en période estivale	Renfort de personnel Support, disponibilité de l'encadrement	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Accueil et encadrement des activités	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Contact avec les parties dangereuses des outils, matériels manipulés	Trousses de premiers secours (trousses mobiles) Contrôle régulier des trousses de premiers secours (chaque vacances)	2	4	8	0,3	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la présence de personnel titulaire d'une formation aux premiers secours
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Gestion des repas - préparation	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Chaleur des plats (plats préparés mis en température)	Torchons, gants à disposition	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Gestion des repas - service	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manutention des chaises, tables / Manutentions diverses (vaisselle, chariots, …)	Mise à disposition de servantes (transport vaisselle, plats, …) Possibilité de se faire aider	4	2	8	0,3	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Gestion des repas - nettoyage / plonge	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits nettoyants, désinfectants --> allergies, incommodassions, …	Mise à disposition de gants de nettoyage	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir sensibilisation sur le risque chimique * Détenir les fiches de données sécurité "FDS" des produits utilisés
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Gestion des repas - nettoyage / plonge	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures contraignantes	Moyens mis à disposition (lave vaisselle) Zone de plonge adaptée	2	2	4	0,3	1	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol encombré à l'intérieur, sol inégal à l'extérieur	Rangement régulier des espaces d'accueil et de jeu	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Veiller au rangement des salles * Sensibiliser les agents aux risques de chutes
05/03/2025	Tous services	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Suivi des protocoles de l'Education Nationale et des ACM * Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…)	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
05/03/2025	Education - Centre de loisirs	Situations de travail particulières	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Limitation du nombre d'enfants, gestes barrière spécifiques, modification de l'organisation des activités * Révision de la prise de repas (éloignement, rotation, service à table)	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Prévoir des masques et des visières et EPI nécessaires en grande quantité

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 31

Service Jeunesse - Bureau Information Jeunesse

Personnel concerné

Personnel spécialisé + polyvalences de missions
Poste concerné : animateur socio-culturel

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil, information (public principal : adolescents)
Tâches administratives (travail sur écran)
Animation - encadrements de jeunes - Accueil des familles
Activités sportives et culturelles
Organisation Evènementiel

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique
Equipements sportifs
Aménagements spécifiques

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Toutes	CHUTE DE PLAIN PIED	Déplacements sur sols glissants, mouillés Activités sportives Défauts dans la chaussée Obstacles au sol --> trébuchement		3	2	6	1	6	RISQUE MOYEN	* Prévoir sensibilisation (préférer le port de chaussures hautes maintenant les chevilles) pas de nécessité
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Interventions terrain	CIRCULATION ROUTIÈRE	Conduite VL (minibus 9 places)	Conducteurs titulaires permis VL Utilisation de véhicules en location Contrôle de la validité des permis Possibilité d'effectuer des contrôles alcoolémie prévue dans le règlement intérieur HSCT Protocole en cas d'urgence	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Prévoir sensibilisation au risque routier * Mettre à disposition dans chaque véhicule un mallette comprenant constat, protocole et numéros en cas d'urgence, … Attestation individuelle de conduite
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Toutes	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Contact avec public "sensible" --> agression physique, verbale	Expérience Connaissance du public et respect mutuel Disponibilité, écoute du chef de service Cohésion d'équipe Instauration de semaines à thème (début 2016) Présence d'au moins 2 personnes au BIJ Accueil, accompagnement des nouveaux arrivants "vadémécum de l'animateur"	2	4	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	* Prévoir une sensibilisation à la gestion de situations difficiles * Veiller à la présence des affichages obligatoires * Prévoir formalisation de l'accueil des nouveaux arrivants Plan général de formation - Semaines d'intégrations
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Opérations diverses	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manutentions ponctuelles diverses (matériel, …)	Possibilité de se faire aider	2	1	2	0,7	1	RISQUE FAIBLE	* Mettre à disposition moyens de manutention si besoin (diable)
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Opérations diverses	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Utilisation d'objets coupants, … --> coupures, blessures diverses, …	Trousses de secours par groupe Formation PSC1 encours	3	1	3	0,7	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir formation SST - Miseà jour
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Interventions terrain	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Interventions en extérieur : exposition aux fortes chaleurs, froid, pluie, neige, vent, soleil, …	Utilisation des vêtements personnel (gants, imperméable, …)	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	Visibilité et identification des équipes (pas lié à un danger)
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Travail sur écran, station assise prolongée	Sièges adaptés avec assise et dossier réglables	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir sensibilisation au réglage du poste de travail * Faire l'essai de téléphone avec casques lors des inscriptions Equipements adaptés pour tous
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Activités sportives	NOYADE	Activités sportives diverses (kayak, plongée, …)	Expérience	2	4	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	
16/01/2025	Jeunesse - BIJ	Activités sportives	CHUTE DE HAUTEUR	Activités sportives diverses (escalade, …)	Expérience	2	4	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 32

Culture - Maison du tourisme

Personnel concerné

Personnel : 2
Personnel féminin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil du public
Participation aux manifestations de la ville
Participation à l'élaboration des publications (brochures touristiques)
Encaissement (vente de produits culturels de la ville)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
09/04/2025	Culture - Maison du tourisme	Accueil	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Public à la recherche d'information Prise de relais possible de la collègue	1	2	2	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Culture - Maison du tourisme	Encaissement	AGRESSION	Violence externe - agression physique	Somme d'argent faible	1	4	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Culture - Maison du tourisme	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol encombré	Rangement régulier Pièce dédiée au stockage de la documentation	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
09/04/2025	Culture - Maison du tourisme	Toutes phases de travail	CHUTE D'OBJET	Charge en équilibre	Pièce dédiée au stockage de la documentation munie d'étagères de rangement	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à limiter le stockage au dessus du niveau des épaules

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 33

Culture - Salle du Rocher

Personnel concerné

Personnel : 3
Personnel mixte
Poste concerné : projectionniste - technicien régie

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Mise en place du matériel
Entretien du matériel

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Moyens d'accès en hauteur (échafaudage / nacelle / échelle)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
10/04/2025	Culture - Cinéma-Théâtre	Déplacement entre la salle du Rocher et le service culturel	AGRESSION	Quantité d'argent transporté	Personnel formé	3	2	6	0,7	4	RISQUE MOYEN	
10/04/2025	Culture - Cinéma-Théâtre	Accueil et billetterie	AGRESSION	Personnel seul à la caisse de la salle	Personnel formé	4	2	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	
10/04/2025	Culture - Cinéma-Théâtre	Toutes phases de travail	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : ORGANISATION ET PROCESSUS DE TRAVAIL	Amplitude horaire : accueil, mise en place et suivi des spectacles	Organisation et aménagement du temps de travail Equipes renforcées : emploi d'intermittents	2	2	4	1	4	RISQUE FAIBLE	
10/04/2025	Culture - Cinéma-Théâtre	Mise en place du matériel (raccordements électriques)	ELECTRICITÉ	Contact avec des pièces nues sous tension	Personnel formé et habilité Matériel adapté (testeur)	1	6	6	0,5	3	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la validité de la formation (3 ans)
10/04/2025	Culture - Théâtre	Mise en place du matériel (accès hauteur)	CHUTE DE HAUTEUR	Interventions en hauteur	Personnel formé et titulaire d'une autorisation de conduite Utilisation d'un échafaudage roulant Ligne de vie pour accès aux projecteurs Personnel formé au travail en hauteur et au port du harnais	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Veiller à la validité de la formation
10/04/2025	Culture - Cinéma - Théâtre	Toutes phases de travail	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Parties dangereuses des outils utilisés (coupure)	Outils adapté	2	4	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	
10/04/2025	Culture - Cinéma - Théâtre	Toutes phases de travail	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Risques de brûlure lors des changements de lampes(projecteur cinéma et théâtre)	Gants adaptés et consignes de sécurité connues	4	2	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	
10/04/2025	Culture - Cinéma- - Théâtre	Toutes phases de travail	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Port de charges lourdes / volumineuses		4	2	8	0,7	6	RISQUE MOYEN	* Veiller à la mise à disposition d'aide à la manutention
10/04/2025	Culture - Cinéma - Théâtre	Toutes phases de travail	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore élevé	EPICB mis à disposition	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au port des EPICB
10/04/2025	Culture - Cinéma - Théâtre	Accueil du public	PANDEMIE	Contact avec le virus	Respect des consignes du ministère de la culture (Aide à la reprise d'activité et à la réouverture des salles de spectacle)	6	1	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières * Veiller à faire respecter les sens de circulation

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 34

Culture - Espace culturel Gérard Philippe (dont médiathèque / galerie)

Personnel concerné

Personnel : 31 (Médiathèque : 18 ; Galerie : 1 ; Espace Gérard Philippe : 10 personnels SSIAP)
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Médiathèque :

Accueil du public (renseignement / gestion des prêts)
Réception des commandes (livres, revues et CD)
Gestion du fonds documentaire (rangement / archivage)

Galerie :

Mise en place des expositions
Accueil du public

Espace Gérard Philippe (Personnel SSIAP avec travail de nuit) :

Aide à la mise en place des mobiliers (expositions)
Surveillance des infrastructures

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque accueil	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Peu de situations de mécontentements Prise de relai possible (responsable de l'espace)	1	2	2	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque réception des commandes / gestion du fonds documentaire	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et volume des charges (livres, CD, brochures, etc.)	Utilisation de chariots à roulettes	3	2	6	0,3	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque réception des commandes / gestion du fonds documentaire	CHUTE D'OBJET	Charges en équilibre - instabilité du système de rangement	Stockage adapté Espaces dédiés	1	4	4	0,5	2,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller à la bonne répartition des charges sur les étagères de rangement
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque - toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol encombré	Rangement régulier et évacuation des cartons, Benne à papiers	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque - toutes phases de travail	AMBIANCES LUMINEUSES	Zones éblouissante : rayonnement solaire incident / Locaux aveugles (archives documentation)	Stores Locaux aveugles éclairés	3	1	3	0,7	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller à l'entretien régulier (lampes et luminaires) des locaux aveugles * Veiller à la mise en place systématique de moyens réduisant le rayonnement solaire incident (stores)
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque - toutes phases de travail	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Variations de températures (période hiver / période été)	Système de chauffage / climatisation centralisé	3	1	3	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Médiathèque accueil	PANDEMIE COVID -19	Contact avec le virus	* respect des consignes du ministère de la Culture (Aide pour la reprise d'activité et laréouverture au public des bibliothèques territoriales) * Mise en place d'un drive piéton pendant les périodes de confinement * Mise en quarantaine et désinfection des documents au retour	6	1	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières lors du prêt des documents
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Galerie - toutes phases de travail	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,7	3	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé) * Préférer un PC fixe au PC portable afin de régler la hauteur d'écran
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Galerie - toutes phases de travail	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores	3	1	3	0,3	1	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle * Mettre à disposition un éclairage d'appoint
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Galerie - toutes phases de travail	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Variations de températures (période hiver / période été)	Système de chauffage / climatisation centralisé	3	1	3	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Espace Gérard Philippe - aide à la mise en place	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et volume des charges	Transpalette manuel Chariots à roulettes Travail à 2	3	4	12	0,5	6	RISQUE MOYEN	* Former le personnel sur les gestes et postures

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Espace Gérard Philippe - aide à la mise en place	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures inconfortables ou contraignantes		3	1	3	0,7	2	RISQUE FAIBLE	* Prévoir des moyens permettant une mise à hauteur des charges
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Espace Gérard Philippe - surveillance	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Personnel formé (formation SSIAP)	1	2	2	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Espace Gérard Philippe - surveillance	CONDITIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES : HORAIRES DÉCALÉS, ASTREINTE…	Travail de nuit	Local dédié (PC Sécurité)	4	2	8	0,3	2	RISQUE FAIBLE	
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) * Fourniture de masques réutilisables (2 par mois) * Procédure de nettoyage/désinfection des véhicules notamment en cas de véhicules partagés * Nettoyage fréquent des surfaces et matériels en contact avec les mains (rampes d'escaliers, poignées de portes, boutons d'ascenseurs, téléphones, claviers/souris/écrans d'ordinateurs, imprimantes, capots des machines, comptoirs…)	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et au respect des gestes barrières
05/03/2025	Culture - Espace culturel Gérard Philippe	Accueil du public	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Fourniture de masques tissus et de visières * Réaménagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) * Limitation de l'accueil du public par les contacts téléphoniques et les mails + procédure pour le public isolé (personnes âgées, handicap…)	6	2	12	0,3	3,6	RISQUE FAIBLE	* Suivi des préconisations des fiches métiers du ministère du travail avec affichage des procédures spécifiques * Éloignement des bureaux les uns des autres et sans vis-à-vis, rotation dans les bureaux avec la mise en place du télétravail * EPI : Masques chirurgicaux ou textiles dans locaux communs

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 35

Maison des associations

Personnel concerné

Personnel : 3
Personnel féminin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil des associations
Tâches administratives

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
24/04/2025	Maison des associations	Accueil	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Relation de confiance (public : associations)	1	2	2	0,5	1	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Maison des associations	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
24/04/2025	Maison des associations	Toutes phases de travail	BRUIT : FATIGUE AUDITIVE	Craquement du toit en polycarbonate		1	2	2	1,2	2	RISQUE FAIBLE	* Définir des actions permettant de réduire le bruit
24/04/2025	Maison des associations	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Eclairage d'appoint	3	1	3	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
24/04/2025	Maison des associations	Toutes phases de travail	INCENDIE	Source d'ignition en présence de substances inflammables	Matériel adapté Moyens de prévention: détection incendie, alarme... Moyens de protection : extincteurs Formation des personnels à la manipulation d'extincteurs Plan de sécurité incendie Affichage de l'interdiction de fumer et de vapoter	1	6	6	0,5	3,0	RISQUE FAIBLE	* Veiller au contrôle annuel des extincteurs * Ne pas stocker d'éléments combustibles dans le local copieur / onduleurs - indiquer la destination du local sur la porte d'accès

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 36

Social - Maison des Initiatives Sociales : La Beaussière et La Planquette

Personnel concerné

Personnel de la MIS : 7 agents permanents sur 2 structures + agent d'entretien (animation café de la mis-Beaussière); 1 agent vacataire (aide aux devoirs Planquette) ; 18 bénévoles (aide aux devoirs, ateliers créatifs, alphabétisation) ; stagiaires et volontaire en service civique ; intervenants extérieurs
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Accueil quotidien du public et des associations (2 ou 3 personnes dédiées par structure)
Actions d'animations : activités quotidiennes (café social, ateliers, prêts de salle aux associations, permanences, aide aux devoirs, soutien)
Actions d'animation par période : Familles (vacances, séjours, sorties parents-enfants, évènementiels) ; Adultes et seniors (ateliers, sorties) ;
Evènementiels ; visite sur le quartier (2 personnes dédiées par structure)
Réunions avec les partenaires et les usagers
Gestion administrative
Aide à la mise en place des salles
Entretien des locaux (1 personne dédiée par structure)

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Liste des équipements de travail utilisés au sein de l'unité de travail

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Accueil des associations et des riverains / animation	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Relation de confiance basé sur l'échange Travail avec public récurrent (associations) Personnel formé (médiation) Entretien de suivi	4	2	8	1	8	RISQUE ELEVE	
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1,2	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé)
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Stores Eclairage d'appoint	3	1	3	0,3	0,9	RISQUE FAIBLE	* Veiller à implanter l'écran de manière appropriée par rapport à la lumière naturelle
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Aide à la mise en place des salles	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et volume des charges (tables / chaises / etc.)	Poids limité des charges Aide à la mise en place	3	2	6	0,3	2	RISQUE FAIBLE	* Mettre à disposition des aides à la manutention de type diable
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Animation	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Poids et volume des charges		2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Mettre à disposition des aides à la manutention de type diable
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Toutes phases de travail	CHUTE DE HAUTEUR	Accès en hauteur		1	2	2	0,7	1	RISQUE FAIBLE	* Prévoir un moyen d'accès en hauteur sécurisé
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Entretien des locaux	AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX NON CMR (INHALATION, CONTACT, INGESTION)	Utilisation de produits de nettoyage (produits irritants, produits corrosifs, ...)	Mise à disposition de gants Dotation d'une blouse de travail Formation à l'utilisation des produits	3	4	12	0,5	6	RISQUE MOYEN	* Archiver l'ensemble des fiches de données sécurité "FDS" * Etablir et afficher des notices de postes pour les produits chimiques les plus dangereux * Stocker les bidons de produits chimiques dans un bac en plastique en séparant les acides (pH < 7) et les bases (pH > 7) * Prévoir l'utilisation de produits avec label écologique (ECOCERT, NF Environnement))
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Entretien des locaux	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures contraignantes (dos penché en avant, position accroupie, à genoux, bras au dessus des épaules, torsions, ...) Gestes répétitifs (essuyage, balayage, utilisation des sprays, ...)		4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Former le personnel sur les gestes et postures * Associer le personnel sur l'essai de matériel (exemples : raclettes sur manches télescopiques, plumeaux en microfibre pour la poussière, pelle sur rallonge, balai avec manches ajustables en hauteur, chariots de ménage plus adaptés, seaux équipés de presse, ...)
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Toutes phases de travail	CIRCULATION INTERNE	MIS de la Beaussière : pas de possibilité d'ouvrir de l'intérieur si les locaux sont verrouillés de l'extérieur	Consigne de vérifier que les locaux sont vides avant de fermer	1	1	1	0,7	1	RISQUE FAIBLE	Prévoir un système de volet qui puisse s'ouvrir de l'intérieur en cas d'urgence
10/03/2025	Animation - Social - Maison des initiatives sociales	Entretien des locaux	TRAVAIL ISOLÉ	Malaise, accident	Consignes orales Contacts réguliers avec les collègues de l'autre structure Possibilité d'appeler la Police Municipale	1	6	6	1	6	RISQUE MOYEN	* Etablir des consignes écrites pour l'ensemble des personnels * Etablir des consignes pour les agents de nettoyage intervenant en travail isolé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 37

Social - Bureau municipal de l'économie et de l'emploi *(plate-forme d'aide à la personne)*

Personnel concerné

Personnel : 3
Personnel féminin

Contraintes horaires et rythmes de travail

❑ Travail de nuit	❑ Travail en équipes successives alternantes	❑ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Réception des usagers (information / orientation)
Echanges téléphoniques (notamment pour la personne dédiée à la plate-forme d'aide à la personne)
Travail sur écran

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Matériel informatique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Réception des usagers	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Tension avec le public	Echange sur les situations difficiles - prise de relais possible Intervention de la police municipale en cas de difficultés	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Postures inconfortables ou contraignantes	Matériel adapté (chaise réglable)	4	1	4	0,3	1	RISQUE FAIBLE	* Informer sur les règles d'usage, les bonnes pratiques (agencement d'un poste informatisé) * Veiller à la mise à disposition d'un matériel adapté (kit main-libre téléphone)
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Tâches administratives	TRAVAIL SUR ÉCRAN	Rayonnement de l'écran / reflets de lumière, contre-jour	Ecran LCD limitant la fatigue visuelle Eclairage d'appoint	3	1	3	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Aide à la rédaction de document sur PC (CV, autres)	TMS : POSTURES DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES, GESTES RÉPÉTITIFS	Postures inconfortables ou contraignantes (flexion torse)	Postes informatiques rehaussés pour éviter aux agents de se pencher pour aider les usages	2	1	2	0,3	1	RISQUE FAIBLE	
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Toutes phases de travail	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Variations de températures (période hiver / période été)	Système de chauffage / climatisation centralisé Postes de travail déplacés pour éviter d'être sous la verrière Film protection solaire posé coté entrée	3	1	3	0,7	2	RISQUE FAIBLE	
18/02/2025	Social - Bureau Economie Emploi	Toutes phases de travail	CHUTE DE PLAIN PIED	Sol encombré	Rangement régulier	2	2	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	* Faire évacuer régulièrement les matériels / équipements non utilisés * Maintenir les allées de circulation / d'évacuation libres

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 38

Sport - éducation sportive

Personnel concerné

Personnel : 4 éducateurs sportifs
Personnel mixte: 2 éducateurs sportifs (responsable et responsable adjoint)

Contraintes horaires et rythmes de travail

☐ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Encadrement d'activités sportives

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Dotation vestimentaire: 2 survêtements, 2 t-shirts, 2 shorts ou pantacourt et 2 bons chaussures

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	CIRCULATION ROUTIÈRE	Conduite VL (minibus 9 places)	Conducteurs titulaires permis VL Utilisation de véhicules en location Contrôle de la validité des permis Possibilité d'instaurer des contrôles alcoolémie prévue dans le règlement intérieur HSCT Protocole en cas d'urgence Véhicule de service	4	4	16	0,3	5	RISQUE MOYEN	* Prévoir sensibilisation au risque routier * Mettre à disposition dans chaque véhicule un mallette comprenant constat, protocole et numéros en cas d'urgence, ...
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	CHUTE DE PLAIN PIED	Déplacements sur sols glissants, mouillés Activités sportives Défauts dans la chaussée Obstacles au sol --> trébuchement		3	2	6	1	6	RISQUE MOYEN	* Prévoir sensibilisation (préférer le port de chaussures hautes maintenant les chevilles)
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	TMS : PORT MANUEL DE CHARGES : MASSE ET QUANTITÉ	Manipulation des matériels utiles aux activités (athlétisme, gymnastique, sports de balle)	Possibilité de se faire aider	4	2	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Mettre à disposition un moyen de manutention adapté de type diable
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	AMBIANCES THERMIQUES EXTRÊMES : CHAUD ET FROID	Interventions en extérieur : exposition aux fortes chaleurs, froid, pluie, neige, vent, soleil, …	Utilisation des vêtements personnel (gants, imperméable, …)	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	Casquette, lunette /augmentation du risque pour la période estivale
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	OUTILS ET INSTRUMENTS À MAIN	Utilisation d'objets coupants (coupures) / blessures diverses	Trousses de premiers secours suivies par les éducateurs Formation PSC1	4	1	4	0,5	2	RISQUE FAIBLE	formation PSC1 à réactualiser
05/03/2025	Sport - Education sportive	Encadrement d'activités sportives	BRUIT : SURDITÉ, FATIGUE AUDITIVE	Niveau sonore élevé dans les enceintes sportives (Gymnase Guy Môquet 2)	Réalisation de bouchons thermoformés,	3	1	3	0,7	2	RISQUE FAIBLE	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de présentation Unité de Travail

Unité de travail 39

Police municipale

Personnel concerné

Personnel : 25 agents+ 1 agent administratif
Personnel mixte

Contraintes horaires et rythmes de travail

☒ Travail de nuit	☐ Travail en équipes successives alternantes	☐ Travail répétitif

Principales activités / tâches réalisées

Circulation (application des règles du code de la route dont transport de personnes interpellées)
Missions de police administrative (prévention et surveillance de la voie et des lieux publics)
Missions de police judiciaire (verbalisation et interpellations)
Réaction à l'appel (problèmes de voisinage / accident de la circulation / atteintes aux biens et aux personnes et police administrative

A noter : amplitude horaire : 8h-20h sauf du 1er juin au 31 août jusqu'à 22 h (dimanche : 9h-12h / 14h-18h) - travail en binôme

Equipement(s) de travail utilisé(s)

Véhicules de service (4 voitures / 4 motos)
Autres moyens de déplacements (4 vélos)
Matériels d'intervention (tenue de service / arme létale de type revolver / protection individuelle de type gilets pare balle et pare lame / vêtement haute visibilité / tenue adaptée motard)
Défibrillateur (DAE) dans véhicule d'intervention

A noter

Le personnel rattaché à l'unité de travail "police municipale" a intégré de nouveaux locaux en 2017.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Police municipale	Circulation	CIRCULATION ROUTIÈRE	Transport de personnes interpellées / intervention sur accident de la circulation	Assurance spéciale des véhicules de la police municipale Tenue réglementaire et Gilet rétro-réfléchissant (haute visibilité) Tenue adaptée pour les motards Véhicules en bon état	3	4	12	0,3	4	RISQUE MOYEN	
05/03/2025	Police municipale	Mission de police judiciaire - verbalisation - réaction à l'appel	RISQUES PSYCHOSOCIAUX : COMMUNICATION ET RELATIONS DE TRAVAIL	Violences verbales	Protection Code Pénal (dépositaire de l'autorité publique) Personnel formé à la gestion de situations difficiles Travail en binôme caméras piétons à disposition Matériel d'intervention réglementaire	3	4	12	0,3	4	RISQUE MOYEN	
05/03/2025	Police municipale	Mission de police judiciaire - verbalisation - réaction à l'appel	AGRESSION	Violences physiques / refus d'obtempérer	Police armée (revolver) Protection individuelle (gilet pare-balles / pare-lames) Personnel formé à la gestion de situations difficiles Personnel formé (formation préalable à l'armement / entraînement régulier au tir) travail en binôme Trousse de premiers secours dans les	3	6	18	0,3	5	RISQUE MOYEN	
05/03/2025	Police municipale	Mission de police judiciaire - verbalisation - réaction à l'appel	AGRESSION PAR ANIMAL	Animaux errants ou en état de divagation agressifs	Police armée (revolver) Protection individuelle (gilet pare-balles / pare-lames) Véhicule adapté au transport des animaux	2	4	8	0,5	4	RISQUE MOYEN	* Prévoir une formation des personnels à la capture canine

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Date de dernière mise à jour jj/mm/aa	Unité de Travail	Phases de travail	Risque	Dangers et/ou situations dangereuses	Mesures de prévention / protection existantes MAÎTRISE DU DANGER	Fré.	Gra.	Risque Brut	Maît.	Risque net	Niveau de risque	Mesures correctives proposées (Techniques, Organisationnelles, Humaines)
05/03/2025	Police municipale	Accueil du public	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Reamenagement des postes d'accueil (vitre transparente, délimitation des distances de sécurité, interphone, affichage, gel hydroalcoolique,…) : aucun contact physique, accueil avec vitre transparente sans hygiaphone. * Pexiglas pour les accueils des personnes par les agents dans le cadre des déclarations ou plaintes reçues dans le bureau dédié (gel à	4	2	8	0,3	2	RISQUE FAIBLE	* Veiller au respect des consignes et des gestes barrière
05/03/2025	Police municipale	Toutes phases de travail	PANDEMIE	Contact avec le virus	* Affichage des consignes prévention Covid * Bornes et flacons de gel hydroalcoolique à disposition * Respect des gestes barrières (distanciation, port du masque, lavage des mains régulier) : modification du service - chevauchement minimal des équipes matin/après midi - étalement des temps de pause -	4	4	16	0,3	4,8	RISQUE MOYEN	* Veiller au port du masque dans les lieux clos et les véhicules et au respect des gestes barrières

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de synthèse des risques

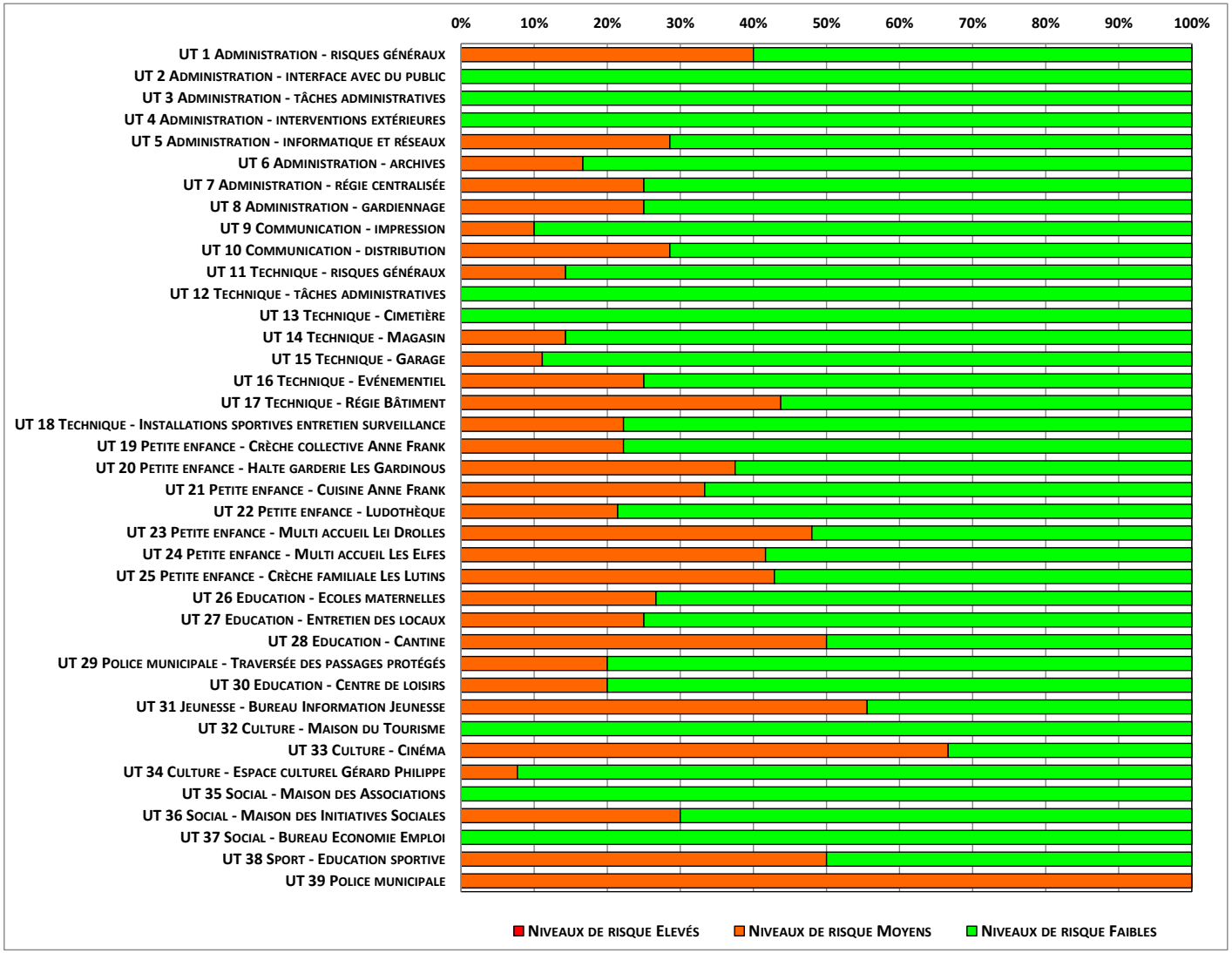
MAIRIE DE LA GARDE

	Total (nombre de risques identifiés)	Niveaux de risque			Effectif
		Elevés	Moyens	Faibles	
UT 1 Administration - risques généraux	5	0	2	3	50 et plus
UT 2 Administration - interface avec du public	1	0	0	1	50 et plus
UT 3 Administration - tâches administratives	6	0	0	6	50 et plus
UT 4 Administration - interventions extérieures	2	0	0	2	50 et plus
UT 5 Administration - informatique et réseaux	7	0	2	5	5 à 10
UT 6 Administration - archives	6	0	1	5	1 à 5
UT 7 Administration - régie centralisée	4	0	1	3	1 à 5
UT 8 Administration - gardiennage	4	0	1	3	1 à 5
UT 9 Communication - impression	10	0	1	9	5 à 10
UT 10 Communication - distribution	7	0	2	5	5 à 10
UT 11 Technique - risques généraux	7	0	1	6	50 et plus
UT 12 Technique - tâches administratives	4	0	0	4	15 à 30
UT 13 Technique - Cimetière	5	0	0	5	1 à 5
UT 14 Technique - Magasin	7	0	1	6	5 à 10
UT 15 Technique - Garage	9	0	1	8	1 à 5
UT 16 Technique - Evénementiel	4	0	1	3	5 à 10
UT 17 Technique - Régie Bâtiment	16	0	7	9	15 à 30
UT 18 Technique - Installations sportives entretien surveillance	9	0	2	7	15 à 30
UT 19 Petite enfance - Crèche collective Anne Frank	18	0	4	14	15 à 30
UT 20 Petite enfance - Halte garderie Les Gardinous	16	0	6	10	1 à 5
UT 21 Petite enfance - Cuisine Anne Frank	12	0	4	8	1 à 5
UT 22 Petite enfance - Ludothèque	14	0	3	11	1 à 5
UT 23 Petite enfance - Multi accueil Lei Drolles	25	0	12	13	15 à 30
UT 24 Petite enfance - Multi accueil Les Elfes	24	0	10	14	10 à 15
UT 25 Petite enfance - Crèche familiale Les Lutins	14	0	6	8	15 à 30
UT 26 Education - Ecoles maternelles	15	0	4	11	30 à 50
UT 27 Education - Entretien des locaux	16	0	4	12	50 et plus
UT 28 Education - Cantine	12	0	6	6	15 à 30
UT 29 Police municipale - Traversée des passages protégés	5	0	1	4	10 à 15
UT 30 Education - Centre de loisirs	10	0	2	8	50 et plus
UT 31 Jeunesse - Bureau Information Jeunesse	9	0	5	4	1 à 5
UT 32 Culture - Maison du Tourisme	4	0	0	4	1 à 5
UT 33 Culture - Cinéma	9	0	6	3	1 à 5
UT 34 Culture - Espace culturel Gérard Philippe	13	0	1	12	15 à 30
UT 35 Social - Maison des Associations	4	0	0	4	1 à 5
UT 36 Social - Maison des Initiatives Sociales	10	0	3	7	5 à 10
UT 37 Social - Bureau Economie Emploi	6	0	0	6	1 à 5
UT 38 Sport - Education sportive	6	0	3	3	1 à 5
UT 39 Police municipale	4	0	4	0	15 à 30
39 Unités de Travail	***359***	***0***	***107***	***252***	

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fiche de synthèse des risques

MAIRIE DE LA GARDE



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250646-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 47 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ADHESION A L'OPERATION « AIRES TERRESTRES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE JEAN AICARD – AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME SOPHIE OURDOUILLIE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015 portant approbation de la Charte du Parc National de Port -Cros,

VU la délibération n° 63 du Conseil Municipal du 30 mai 2016 relative à l'adhésion de la Commune à la Charte du Parc National de Port-Cros,

VU l'arrêté du Préfet de Région PACA du 1er juillet 2016 constatant les adhésions des communes à la Charte du Parc National de Port-Cros,

VU l'avis de la commission municipale ENVIRONNEMENT / CADRE DE VIE en date du 14 mai 2025,

CONSIDERANT l'engagement de la commune en matière de préservation et de valorisation des espaces naturels,

CONSIDERANT que la Commune de La Garde a adhéré à la Charte du Parc National de Port-Cros,

CONSIDERANT qu'une « Aire Terrestre Educative » est une zone terrestre de petite taille (parc urbain, friche, zone humide, forêt, rivière etc.) qui devient le support d'un projet pédagogique de connaissance et de préservation de l'environnement pour des élèves de CM1, CM2, leur enseignant et leur référent (un acteur de la sphère de l'éducation à l'environnement),

CONSIDERANT que cette opération demeure l'occasion, pour ces élèves de découvrir leur territoire et ses acteurs dans le cadre d'un projet d'éducation à l'environnement durant lequel ils développent les compétences du programme scolaire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250647-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que, encouragée par l'intérêt grandissant pour ce projet pédagogique, l'Agence Française de la Biodiversité a adapté le dispositif aux milieux terrestres et a lancé un programme national pilote au cours de l'année scolaire 2018-2019,

CONSIDERANT que l'association dénommée « Chercheurs en Herbe » entend réaliser un projet pédagogique « Aire Terrestre Educative » avec une classe de l'école Jean AICARD,

CONSIDERANT que le Parc National de Port-Cros prend en charge le montage du projet, les interventions et animations de l'association partenaire « Chercheurs en Herbe » auprès des classes partenaires, les frais de fourniture, les supports pédagogiques,

CONSIDERANT qu'une classe de l'école Jean AICARD est intéressée par ce projet,

CONSIDERANT qu'il convient que la commune de La Garde participe à hauteur de 1 000,00 € (mille euros), afin que la classe de l'école Jean AICARD puisse intégrer le projet sus-décrit pour la période 2025-2026.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **AUTORISE** Madame le Maire ou son Adjoint délégué, à adhérer au projet « Aire Terrestre Educative » et à signer tout document, tels que conventions et avenants y afférents.

ARTICLE 2 : **DIT** que la dépense, d'un montant de 1 000,00 € (mille euros) sera inscrite au budget de la ville de La Garde à l'article 6281 et sera versée au Parc National de Port-Cros.

ARTICLE 3 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250647-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 48 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : ADHESION A L'OPERATION « AIRES MARINES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE PAUL LANGEVIN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME SOPHIE OURDOUILLIE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015 portant approbation de la Charte du Parc National de Port -Cros,

VU la délibération n° 63 du Conseil Municipal du 30 mai 2016 relative à l'adhésion de la Commune à la Charte du Parc National de Port-Cros,

VU l'arrêté du Préfet de Région PACA du 1er juillet 2016 constatant les adhésions des communes à la Charte du Parc National de Port-Cros,

VU l'avis de la commission municipale ENVIRONNEMENT / CADRE DE VIE en date du 14 mai 2025,

CONSIDERANT l'engagement de la commune en matière de préservation et de valorisation des espaces naturels,

CONSIDERANT que la Commune de La Garde a adhéré à la Charte du Parc National de Port-Cros,

CONSIDERANT qu'une « Aire Marine Educative » est une zone marine de petite taille qui devient le support d'un projet pédagogique de connaissance et de préservation de l'environnement pour des élèves de CM1, CM2, leur enseignant et leur référent (un acteur de la sphère de l'éducation à l'environnement),

CONSIDERANT que cette opération demeure l'occasion, pour ces élèves de découvrir leur territoire et ses acteurs dans le cadre d'un projet d'éducation à l'environnement durant lequel ils développent les compétences du programme scolaire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250648-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que l'association dénommée « Naturoscope » entend réaliser un projet pédagogique « Aire Marine Educative » avec une classe de l'école Paul LANGEVIN,

CONSIDERANT que le Parc National de Port-Cros prend en charge le montage du projet, les interventions et animations de l'association partenaire « Naturoscope » auprès des classes partenaires, les frais de fourniture, les supports pédagogiques,

CONSIDERANT qu'une classe de l'école Paul LANGEVIN est intéressée par ce projet,

CONSIDERANT qu'il convient que la commune de La Garde participe à hauteur de 1 000,00 € (mille euros), afin que la classe de l'école Paul LANGEVIN puisse intégrer le projet sus-décrit pour la période 2025-2026.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à adhérer au projet « Aire Marine Educative » et à signer tout document, tels que conventions et avenants y afférents.

ARTICLE 2 : **DIT** que la dépense, d'un montant de 1 000,00 € (mille euros) sera inscrite au budget de la ville de La Garde à l'article 6281 et sera versée au Parc National de Port-Cros.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **34**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250648-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 49 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT MTPM – ANNEE 2023

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME SOPHIE OURDOUILLIE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-5 et D.2224-6 er R.2224-6 à 17,

VU la délibération du Conseil Communautaire TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du 30 juillet 2008 relative au transfert de la compétence assainissement à compter du 1er janvier 2009,

VU la délibération n° 24/11/273 du Conseil Métropolitain TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du 29 novembre 2024 relative à l'adoption du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2023,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement est régi par les articles D.2224-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, compétente dans le domaine de l'assainissement des eaux usées, doit établir chaque année, pour l'ensemble du territoire sur lequel le service est assuré, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement,

CONSIDERANT que ce rapport comprend notamment une liste minimale d'indicateurs techniques et financiers et est transmis au maire de chaque commune membre qui le présente à son conseil municipal.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DEL N° 250649

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PREND ACTE de la communication au Conseil Municipal du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2023 adopté par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-lmc1342661-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

CONSEIL METROPOLITAIN DU VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 81

QUORUM : 41

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/11/273

ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2023

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS :
Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS , M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :
M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS , Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :
Mme Sandra TORRES.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-lmc1342661-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/273

O B J E T : ADOPTION DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2023

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2224-5, et D2224-1 à D2224-5,

VU la Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment son article 73,

VU les décrets n°95-635 du 6 mai 1995 et n°2007-675 du 2 mai 2007,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°08/07/1/121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2008 relative au transfert de la compétence assainissement à compter du 1er janvier 2009,

VU l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des Services Publics d'eau potable et d'assainissement,

VU le rapport annuel sur le prix et la qualité du service annexé à la présente délibération présentant les caractéristiques techniques et financières du Service Public de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2023,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 4 septembre 2024,

VU l'avis de la Commission Eau et Assainissement en date du 5 septembre 2024,

CONSIDERANT que le rapport annuel présente les caractéristiques techniques et financières relatives à la gestion du Service Public de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2023,

CONSIDERANT que ce rapport contient des données chiffrées sur le fonctionnement des services, les indicateurs de performance et des indicateurs financiers,

CONSIDERANT que ce rapport est établi en s'appuyant sur les bilans d'activité des régies et les rapports annuels des délégataires,

CONSIDERANT que ce rapport est destiné à l'information des usagers,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER le rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de l'eau et de l'assainissement de l'année 2023.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à notifier ce rapport aux communes concernées et à le mettre à la disposition du public.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN	DIR Anaïs
Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Le secrétaire de séance

POUR	76
CONTRE	2
	Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.
ABSTENTION	2
	Monsieur Jean-David MARION, Madame Rachel ROUSSEL.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

2023

Accusé de réception en préfecture
083-218300632-20250618-DEL250648-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

NOTE LIMINAIRE **3**

1. TERRITOIRE 4
2. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE 5
3. COMPÉTENCE EAU POTABLE 6
4. COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT 6
5. INDICATEURS DESCRIPTIFS ET DE PERFORMANCE 7
6. PRIX TOTAL DE L'EAU 9

PREMIERE PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE **11**

DEUXIEME PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF **35**

TROISIEME PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF **63**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Note liminaire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable et de l'assainissement (RPQS) a été créé par l'article 73 de la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite « Loi Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement.

> *« Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers » – Article L2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).*

Ce rapport est établi conformément au décret n°95-635 du 6 mai 1995 qui précise le contenu et les modalités de présentation (articles D2224-1 à D2224-5 du CGCT), complété par le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 (annexes V et VI des articles D2224-1 à D2224-3 du CGCT) qui introduit les indicateurs de performance des services, complété par l'arrêté du 2 décembre 2013.

Le RPQS est ensuite transmis au maire de chaque commune membre qui le présente à son conseil municipal, et il fait l'objet d'une mise à disposition du public sur le site internet metropoleTPM.fr

1. TERRITOIRE

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM) est née le 1er janvier 2002. Elle est devenue Métropole au 1er janvier 2018. Elle regroupe les 12 communes suivantes :

Carqueiranne	**Hyères-les-Palmiers**	**La Crau**
La Garde	**La Valette-du-Var**	**Le Pradet**
Toulon	**Le Revest-les-Eaux**	**Ollioules**
La Seyne-sur-Mer	**Saint-Mandrier-sur-Mer**	**Six-Fours-les-Plages**

La commune de La Crau a intégré le périmètre de TPM au 1er juillet 2009.

Le territoire de TPM s'étend sur une superficie de **36 654 hectares** et rassemble **648 739 habitants** (population saisonnière incluse).

Accusé de réception en préfecture
083-218390622-20250616-DEL250648-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Toulon Provence Méditerranée dispose depuis le 1er janvier 2009 des compétences assainissement collectif et non collectif. Ces compétences sont exercées de plein droit en lieu et place des communes membres.

La compétence eau potable a été transférée à la Métropole à sa création le 1er janvier 2018, avec un premier exercice sous le régime de conventions de gestions transitoires avec les communes.

Les modes de gestion des services d'eau et d'assainissement sur le territoire métropolitain se caractérisent par leur diversité, résultant des choix historiques des communes :

	EAU POTABLE			ASSAINISSEMENT		
Périmètre	**Mode de Gestion**	**Missions**	**Opérateur**	**Mode de Gestion**	**Missions**	**Opérateur**
La Crau	Affermage	Production Distribution	SUEZ	Affermage	Collecte	VEOLIA
Hyères-les-Palmiers + îles de Porquerolles et Port Cros				Affermage	Collecte + traitement (îles)	VEOLIA
Carqueiranne	Affermage	Production Distribution	VEOLIA			
La Garde	Régie	Production Distribution	TPM	Régie	Collecte	TPM
La Valette-du-Var	Affermage	Production Distribution	VEOLIA	Affermage	Collecte	VEOLIA
Le Pradet						
Toulon-Est						
Toulon-Ouest				Affermage	Collecte	VEOLIA
Le Revest-les-Eaux						
Ollioules	Affermage	Production Distribution	SUEZ	Régie	Collecte	TPM
La Seyne-sur-Mer	SEMOP	Production Distribution	SEYNOISE DES EAUX [1]	Affermage	Collecte	VEOLIA
Saint-Mandrier-sur-Mer	Affermage	Production Distribution	VEOLIA			
Six-Fours-les-Plages	Régie	Production Distribution	TPM	Régie	Collecte	TPM
Ex-SIAE (LV/LP/LG)	Affermage	Production	VEOLIA			
Emissaire Chanteaubanne				Concession	Transport	CHATEAU-BANNE [2]
AMPHITRIA Ex-SIRTTEMEU				Affermage	Traitement	VEOLIA
AMPHORA Ex-SIAPE				Affermage	Traitement	VEOLIA
ALMANARRE Ex-SIABG						

[1] *LA SEYNOISE DES EAUX : SUEZ*

[2] *CHATEAUBANNE : VEOLIA/SADE*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. COMPÉTENCE EAU POTABLE

Le service public de l'eau potable géré par la Métropole concerne **200 980 abonnés**.

La ressource en eau est constituée de sources, forages, et puits locaux, ainsi que des retenues de Carcès et de Dardennes. La Métropole s'alimente également auprès de la Société du Canal de Provence (SCP) pour compléter ses ressources propres en eau brute ou en eau traitée.

Ces ressources ont permis en 2023 la mise en distribution de **32 890 376 m³** d'eau potable, en baisse de 3,9% par rapport à l'année précédente (en raison de la baisse des consommations et de l'amélioration des rendements).

Le patrimoine est constitué de **2 090 km de réseaux** d'adduction et de distribution, 54 stations de reprise ou surpresseurs, et 91 réservoirs totalisant une capacité de stockage de 178 990 m³.

La consommation totale sur la Métropole s'élève pour l'année 2023 à 27 866 231 m³. Le rendement du réseau de distribution est de 86.3%. La conformité microbiologique est de 99.9%.

4. COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT

Le service public de l'assainissement collectif de la Métropole concerne **184 476 abonnés**.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif. Le patrimoine du service comprend **1 278 km de collecteurs** d'eaux usées et 130 postes de refoulement.

Le traitement des eaux usées est assuré dans 3 stations d'épuration principales au Cap Sicié (AmphitriA – 500 000 EH), à La Garde (Amphora – 114 833 EH) et à Hyères (Almanarre – 121 667 EH). On compte également deux stations de traitement sur les îles de Porquerolles et Port-Cros et une petite station sur le hameau des Pomets à Toulon.

Les volumes pris en charge par les stations d'épuration en 2023 sont de **28 151 774 m³**, en baisse de 2,4% par rapport à l'année précédente (essentiellement lié à la baisse des consommations d'eau potable).

La Métropole a approuvé son schéma directeur d'assainissement en 2016, lequel donne la priorité aux actions de recherche et d'élimination des intrusions d'eaux claires parasites dans les réseaux.

En exploitation les efforts sont axés sur les curages préventifs et les diagnostics de réseaux (diagnostic permanent, mesures de débit, inspections télévisées, fumigation). Globalement les indicateurs de performance sont stables et témoignent d'une gestion de qualité du service assainissement sur l'ensemble du territoire.

Les travaux de renouvellement de réseaux suivent un rythme soutenu, bien que les années 2020-21 aient connu un ralentissement liée aux effets de l'épidémie de Covid-19, puisque 12 km de réseaux ont fait l'objet de travaux de renouvellement ou de réhabilitation en 2023. Le taux moyen de renouvellement sur 5 ans est de 0,94%.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) concerne 8 261 installations. Cette compétence dispose de son budget distinct depuis 2018. Le SPANC assure les missions de contrôle de bon fonctionnement des équipements existants et de conception/réalisation pour les réhabilitations ou les installations neuves.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

5. INDICATEURS DESCRIPTIFS ET DE PERFORMANCE

Synthèse des valeurs des indicateurs descriptifs et de performance (décret n° 2007-675) pour l'eau potable :

Code	Titre	Thème	Valeur 2022	Valeur 2023
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	Abonnés	651 136	648 739
D102.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	Abonnés	2,25 €	2,23 €
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Abonnés	1 à 8 jours	1 à 8 jours
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	Qualité de l'eau	99,9%	99,9%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	Qualité de l'eau	99,7%	99,2%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Réseau	100	104
P104.3	Rendement du réseau de distribution	Réseau	85,8%	86,3%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/jour)	Réseau	8,15	7,83
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/jour)	Réseau	6,89	6,78
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Réseau	0,69%	0,64%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Qualité de l'eau	53	52
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€ / m³)	Gestion financière	0,0062 €	0,0076 €
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (nb / 1000 abonnés)	Abonnés	2,21	1,17
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Abonnés	99,8%	99,3%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Gestion financière	3,0 ans	2,5 ans
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Gestion financière	2,08%	2,38%
P155.1	Taux de réclamations (nb / 1000 abonnés)	Abonnés	2,21	2,13

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Synthèse des valeurs des indicateurs descriptifs et de performance (décret n° 2007-675) pour l'assainissement :

Code	Titre	Thème	Valeur 2022	Valeur 2023
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Abonnés	612 739	610 255
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	Réseau	152	159
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (T MS)	Boue	10 685	10 641
D204.0	Prix € TTC du service au m³ pour 120 m³	Abonnés	2,31 €	2,70 €
D301.0	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif	Service	38 400	38 500
D302.0	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	Service	80	80
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Abonnés	98,9%	99,8%
P202.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Réseau	97,6	102
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	Collecte	100%	100%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	Epuration	99,6%	99,6%
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU	Epuration	100%	100%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	Boue	100%	100%
P207.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité (€ / m³)	Gestion financière	0,004€	0,006€
P251.1	Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (nb / 1000 abonnés)	Abonnés	0,000	0,003
P252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage (nb / 100 km de réseau)	Réseau	0,73	0,66
P253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées sur les 5 dernières années	Réseau	0,93%	0,94%
P254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel	Epuration	100%	100%
P255.3	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collecte	100	100
P256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Gestion financière	1,66 ans	1,63
P257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Gestion financière	0,96%	1,15%
P258.1	Taux de réclamations (nb / 1000 abonnés)	Abonnés	0,74	1,06
P301.3	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	ANC	98%	98%

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

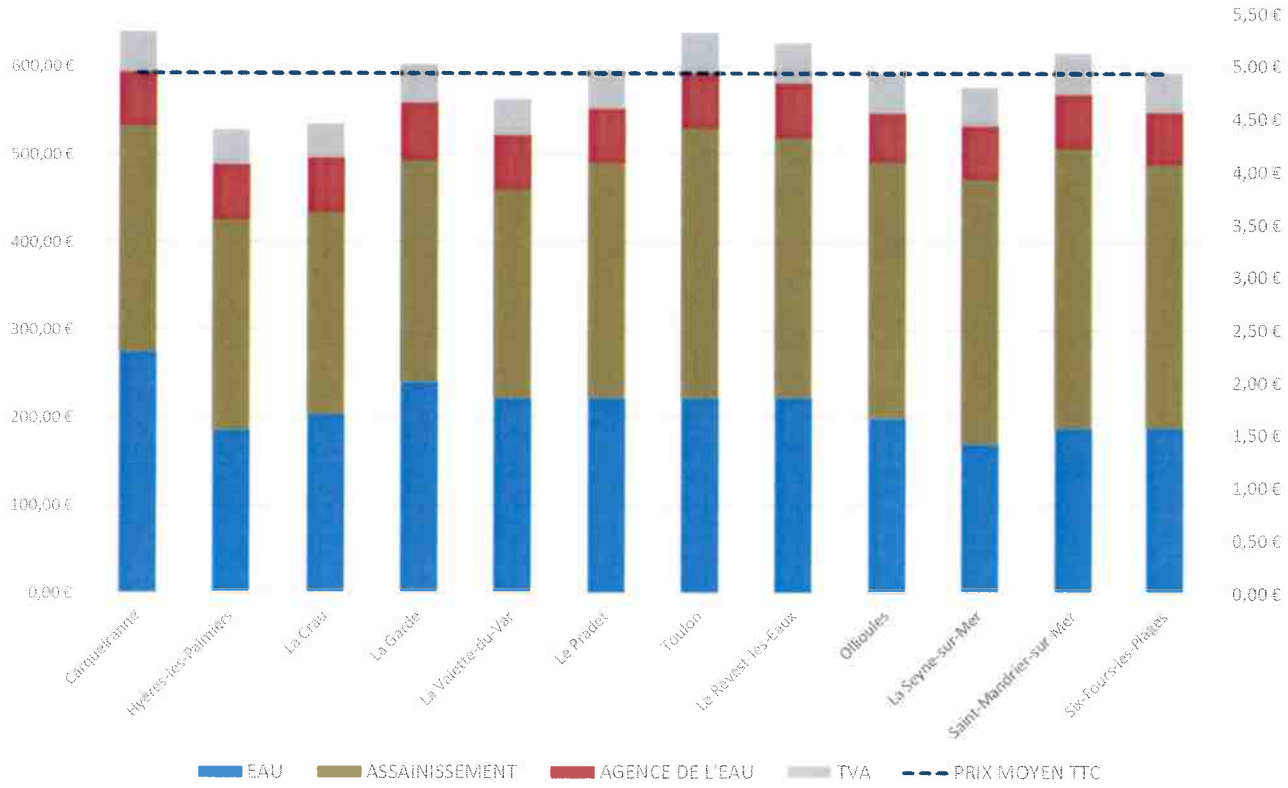
6. PRIX TOTAL DE L'EAU

La tarification est assise sur les volumes d'eau comptabilisés, soit 27 099 810 m³ d'eau potable et 23 873 271 m³ assujettis à l'assainissement.

Les tarifs sont variables selon les communes, dans leur constitution (parts délégataires, part collectivité, tranches de consommation, part fixe, variation saisonnière).

Le prix global comprend toutes les composantes du service rendu : la production et la distribution de l'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées, les redevances perçues pour l'Agence de l'Eau et la TVA (au taux de 5,5% sur l'eau et 10% sur l'assainissement).

Au 1er janvier 2024 la facture type sur une base de consommation de 120 m³ s'élève à 592,07 € TTC, soit un prix moyen du mètre cube de **4,93 € TTC** (moyenne arithmétique des 12 communes), soit une hausse de 8,1% par rapport au 1er janvier 2023.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Première Partie :
Le service public d'eau potable

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

PREMIÈRE PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE 11

1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE D'EAU POTABLE 13
1.1. Présentation du territoire desservi 13
1.2. Mode de gestion du service eau potable 13
1.3. Abonnés 14
1.4. Le patrimoine du service 14
1.4.1. Ressources et Prélèvements 14
1.4.2. Production 15
1.4.3. Distribution 18
1.4.4. Réseaux et Ouvrages 20
2. TARIFICATION DE L'EAU POTABLE ET RECETTES DU SERVICE 22
2.1. Tarifs Eau Potable 22
2.2. Volumes vendus 23
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE 25
3.1. Qualité de L'Eau [P101.1 et P102.1] 25
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] 25
3.3. Rendement du reseau d'eau potable [P104.3] 26
3.4. Indice Linéaire des Volumes Non Comptes [P105.3] 27
3.5. Indice Linéaire de Pertes en Eau [P106.3] 27
3.6. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable [P107.2] 28
3.7. Indice d'avancement de la protection de la ressource [P108.3] 28
3.8. Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service [D151.0] - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements [P152.1] 29
3.9. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées pour 1000 abonnés [P151.1] 29
3.10. Taux de réclamation [P155.1] 30
3.11. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 31
4. PARTIE FINANCIÈRE 32
4.1. Comptes rendus financiers des délégations de service public 32
4.2. Compte rendu financier de la seynoise des eaux 32
4.3. Comptes administratifs du service de l'eau potable 33
4.4. Durée d'extinction de la dette de la collectivité [P153.2] 33
4.5. Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année 2020 [P154.0] 34
4.6. Actions de solidarité 34

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE D'EAU POTABLE

1.1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Le service d'eau potable dessert toutes les communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le nombre total d'abonnés du service d'eau potable est de **200 980**.

Le nombre d'habitants desservis **[D101.0]** par le service d'eau potable est de **648 739**. Ce chiffre prend en compte la population saisonnière.

1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE EAU POTABLE

L'exploitation du service d'eau potable de la Métropole est assurée, au 31/12/2023, par :

- 2 régies pour les communes de La Garde et de Six-Fours,
- 1 Société d'Economie Mixte à Opération Unique (SEMOP), La Seynoise des Eaux, pour la commune de La Seyne-sur-Mer,
- 6 contrats de Délégation de Service Public (DSP) pour les autres communes membres,
- 1 contrat de DSP conclu par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de La Valette - La Garde - Le Pradet (SIAE LV-LG-LP) dissous lors de la prise de compétence par la Métropole.

Les communes de Toulon, Le Pradet et La Valette du Var sont regroupées au sein d'un même contrat de DSP : le contrat Secteur Centre. La commune du Revest les Eaux a intégré ce contrat le 01/05/2023 et l'ex-SIAE LV LG LP l'intègrera au 01/01/2027.

Le contrat DSP de la commune de La Crau a été renouvelé le 01/07/2023 par le contrat Secteur Est. La commune de Hyères intègrera ce contrat au 01/01/2024 et la commune de Carqueiranne au 01/01/2027.

La DSP de l'ex-SIAE LV-LG-LP assure uniquement un service de production d'eau potable. Les autres DSP, les deux régies et la SEMOP assurent un service de distribution d'eau potable éventuellement couplé à un service de production d'eau potable.

Le tableau suivant récapitule les éléments concernant les modes de gestion sur les différents périmètres d'exploitation de la Métropole.

Périmètre d'exploitation	Type	Missions	Opérateur	Début	Fin
Carqueiranne	Affermage	Production et Distribution	VEOLIA	01/01/2015	31/12/2026
Hyères les Palmiers	Afferrmage	Production et Distribution	SUEZ	01/10/2011	31/12/2023
La Crau	Affermage	Distribution	VEOLIA	01/07/2008	30/06/2023
=> Secteur Est (La Crau)	Affermage	Distribution	SUEZ	01/07/2023	31/12/2035
La Garde	Régie	Production et Distribution	MTPM		
Le Revest les Eaux	Affermage	Production et Distribution	VEOLIA	01/05/2013	30/04/2023
=> Secteur Centre (La Valette du Var, Le Pradet, Toulon et Le Revest les Eaux	Affermage	Production et Distribution	VEOLIA	01/01/2022	31/12/2033
Ollioules	Affermage	Production et Distribution	SUEZ	25/01/2021	31/12/2029
La Seyne sur Mer	SEMOP	Distribution	SEYNOISE DES EAUX (SUEZ)	15/10/2017	31/12/2029
Saint Mandrier sur Mer	Affermage	Production et Distribution	VEOLIA	01/01/2013	31/12/2030
Six Fours les Plages	Régie	Production et Distribution	MTPM		
Ex- SIAE LV LG LP	Affermage	Production	VEOLIA	01/01/2017	31/12/2026

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.3. ABONNÉS

Commune	2022	2023
Carqueiranne	6 785	6 823
Hyères-les-Palmiers	26 203	26 446
La Crau	8 317	8 368
La Garde	8 320	8 419
La Valette-du-Var	10 353	10 535
Le Pradet	6 085	6 106
Toulon	68 696	68 655
Le Revest les Eaux	1 819	1 831
Ollioules	7 515	7 681
La Seyne-sur-Mer	26 552	27 310
Saint Mandrier sur Mer	4 907	5 032
Six-Fours-les-Plages	23 440	23 774
Total	198 992	**200 980**

Le tableau ci-contre présente le nombre d'abonnements (abonnés) par commune.

1.4. LE PATRIMOINE DU SERVICE

1.4.1. RESSOURCES ET PRÉLÈVEMENTS

La production d'eau potable métropolitaine provient :

- de prélèvements sur les ressources en eau du territoire : les retenues de Carcès et Dardennes ainsi que les forages, puits et sources locaux,
- d'achats d'eau brute auprès de la Société du Canal de Provence (SCP).

De plus, une partie de l'eau brute prélevée sur la retenue de Carcès est vendue au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon (SIACRET) pour l'alimentation de l'usine de potabilisation du Syndicat à Carnoules.

Les tableaux suivants détaillent les prélèvements, achats et ventes d'eau brute sur le territoire.

Prélèvements d'eau brute sur les ressources métropolitaines			
Implantation (commune)	**Ressource**	**Volume prélevé 2022 (m³)**	**Volume prélevé 2023 (m³)**
	Eaux Superficielles		
Cabasse - Carcès	Retenue de Carcès	11 412 510	7 528 270
Le Revest les Eaux	Retenue de Dardennes	1 895 038	3 635 557
	Sous Total Eaux Superficielles	*13 307 548*	**11 163 827**
	Eaux Souterraines		
Carqueiranne	Puits d'Astier	81 082	47 478
	Forage Verdino	218 608	252 589
Hyères-les-Palmiers	Forages de Port Cros (*)	0	0
	Puits de Porquerolles	40 179	43 230

Accusé de réception en préfecture
083-218300620-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

	Puits du Père Eternel	1 531 140	860 811
	Forages du Golf Hotel	3 769 928	3 969 581
La Garde	Forage de Fonqueballe	344 844	148 687
Le Pradet	Forage de la Foux	346 867	35 812
Toulon	Source Saint Antoine	801 140	395 613
Le Revest les Eaux	Source du Haut Ray	6 680	1 049
Ollioules	Forage Trou de la Bombe (*)	0	0
	Source Mère des Fontaines	34 805	2 290
Saint Mandrier sur Mer	Puits de Verlaque	205 351	114 119
Six-Fours-les-Plages	Puits de Pépiole	101 037	82 942
	Sous Total Eaux Souterraines	***7 481 661***	***5 954 201***
	Total	**20 789 209**	**17 118 028**

Achats d'eau brute

Fournissseur	Implantation (commune - point de livraison)	Volume acheté 2022 (m³)	Volume acheté 2023 (m³)
Société du Canal de Provence	La Farlède - Les Laures	4 173 330	6 469 600
	La Valette-du-Var - Pierrascas	1 172 995	1 703 453
	Total	**5 346 325**	**8 173 053**

Vente d'eau brute

Acheteur	Implantation (commune - point de livraison)	Volume vendu 2022 (m³)	Volume vendu 2023 (m³)
Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon	Carnoules - Usine de potabilisation syndicale	1 488 063	1 064 511
	Total	**1 488 063**	**1 064 511**

(*) ces forages sont à l'arrêt, des travaux de réhabilitation sont à réaliser.

La Métropole a prélevé 17 118 028 m³ d'eau brute sur ces ressources dont 35% dans les eaux souterraines. En complément, elle a acheté 8 173 053 m³ d'eau brute à la SCP.

Elle a également vendu 1 064 511 m³ d'eau brute au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon pour l'alimentation de l'usine de potabilisation de Carnoules.

Les prélèvements sur les ressources propres métropolitaines ont nettement diminué en 2023 (pour mémoire, 21 898 091 m3 ont été prélevés en 2021 et 26 681 356 m3 en 2020). Cette diminution, déjà constatée les deux dernières années, s'explique par :

- la sécheresse climatique rencontrée en 2023, consécutive à celle de 2022, qui n'a permis ni le remplissage optimum des retenues/nappes au printemps, ni leur recharge à l'automne.
- l'indisponibilité de la retenue de Carcès :
  - de février à mai 2023, pendant la réalisation de travaux de sécurisation de l'aqueduc Carcès - La Valette,
  - en décembre 2023, pendant la vidange de la retenue pour la réalisation de l'examen exhaustif du barrage.
- la présence de pesticides (chloridazone et métabolites) dans les eaux prélevées dans la plaine de l'Eygoutier qui ont nécessité l'arrêt des prélèvements réalisés sur le forage de la Foux au profit de celui, très nettement diminution de ceux effectués sur le forage de Fonqueballe à la Garde.

Pour pallier à cette situation, la Métropole a augmenté ses achats d'eau brute auprès de la société du Canal de Provence et diminué la vente d'eau brute au SIACRET.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE1250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.4.2. PRODUCTION

Production propre d'eau traitée

Le service de l'eau compte trois usines de potabilisation des eaux brutes superficielles prélevées pour l'alimentation du service :

- L'usine de la Valette :
  - L'eau prélevée à Carcès est transférée gravitairement sur 52 km jusqu'à l'usine de la Valette pour y être traitée. Cette usine traite également l'eau brute achetée à la Société du Canal de Provence (SCP) livrée au niveau des Laures.
  - La filière de traitement est composée des étapes suivantes : pré-ozonation, coagulation-floculation, injection éventuelle de charbon actif, flottation à eau pressurisée, acidification, filtration sur sable, désinfection aux UV + chlore gazeux.
- L'usine de Dardennes :
  - Elle traite directement en aval de la retenue de Dardennes l'eau brute qui y est prélevée.
  - Elle est constituée d'une filière de traitement du type : pré-ozonation, filtre à sable, post-ozonation, désinfection finale.
- L'usine de Pierrascas :
  - Elle traite directement l'eau brute livrée par la SCP au droit de l'usine.
  - Elle est constituée d'une filière de traitement du type : floculation au WAC, filtration sur sable, désinfection UV, chloration finale.

Les ressources souterraines métropolitaines disponibles font l'objet d'une désinfection par chloration. Seule l'eau brute prélevée sur les forages de Port Cros, lorsqu'elle est utilisée, est également filtrée.

Le tableau suivant détaille les volumes d'eau traitée produits sur le territoire.

Production d'eau traitée			
Implantation (commune)	**Ressource**	**Volume produit 2022 (m3)**	**Volume produit 2023 (m3)**
	Eaux superficielles		
La Valette-du-Var	Usine de La Valette	13 469 300	12 404 600
Le Revest les Eaux	Usine de Dardennes	1 786 202	3 401 951
La Valette-du-Var	Usine de Pierrascas	1 124 754	1 631 991
	Sous Total Eaux Superficielles	***16 380 256***	***17 438 542***
	Eaux souterraines		
Carqueiranne	Station du Vallon (forage Verdino + puits d'Astier)	299 690	300 067
	Réservoir Sainte Agathe (Puits de Porquerolles hors livraison par bateau) (*)	40 179	43 230
Hyères-les-Palmiers	Usine de l'Eminence (forages de Port Cros) (**)	0	*0*
	Usine du Père Eternel (puits du Père Eternel + forages du Golf Hotel)	5 203 924	4 740 410
La Garde	Forage de Fonqueballe	344 844	148 687
Le Pradet	Station Forage de la Foux	346 867	35 812
Toulon	Usine Saint Antoine	801 140	395 613
Le Revest les Eaux	Station Source du Haut Ray	6 680	1 808

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ollioules	Station de Tochou (forage Trou de la Bombe + source Mère des Fontaines)	34 805	2 290
Saint Mandrier sur Mer	Station Puits de Verlaque	205 351	114 119
Six-Fours-les-Plages	Station Puits de Pépiole	101 037	82 942
	Sous Total Eaux Souterraines	*7 384 517*	***5 864 978***
	Total	23 764 773	**23 303 520**

(*) La production n'étant pas suffisante en été, l'eau traitée complémentaire est livrée sur l'île par bateau

(**) En l'absence de production, l'eau traitée est livrée sur l'île par bateau

La Métropole a produit, à partir de l'eau brute prélevée sur ses ressources ou achetée auprès de la Société du Canal de Provence, 23 303 520 m³ d'eau traitée.

Achats d'eau traitée en gros

En complément de sa production propre, la Métropole achète de l'eau traitée auprès de :

- la Société du Canal de Provence (SCP) qui traite l'eau du Verdon à l'usine d'Hugueneuve,
- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon qui traite :
  - l'eau brute de Carcès à l'usine de Carnoules,
  - l'eau brute du Canal de Provence à l'usine des Maurettes,
  - l'eau brute de la retenue de Trapan, propriété de la SCP, à l'usine de Trapan.
- la Commmunauté d'Agglomération Sud Sainte Baume (ex-Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Sanary-Bandol) qui produit de l'eau traitée depuis ses ressources souterraines propres (5 forages) augmenté d'achats d'eau auprès de la SCP.

Le tableau suivant détaille les volumes d'eau traitée achetés pour répondre aux besoins du territoire.

Achats d'eaux traitées en gros hors du territoire MTPM			
Fournisseur	**Implantation (commune - point de livraison)**	Volume acheté 2022 (m3)	**Volume acheté 2023 (m3)**
Société du Canal de Provence	Toulon - Fort Rouge Haut	1 077 624	93 748
	Ollioules - La Courtine	485 348	468 867
	Ollioules - Sainte Barbe	565 391	500 239
	La Seyne-sur-Mer - Colle d'Artaud	4 789 061	4 847 783
	Six-Fours - Le Fort	2 788 246	2 727 860
	Six-Fours - Bellevue	456 939	432 866
	Sous Total SCP	*10 162 609*	***9 071 363***
Communauté d'Agglomération Sud Saint-Baume (ex-SIAEP Sanary-Bandol)	Ollioules	146 977	143 570
	Six-Fours	140 360	223 727
	Sous Total CASSB	*287 337*	***367 297***
Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon	Hyères-les-Palmiers	445 599	632 562
	Carqueiranne	526 968	487 090
	La Crau	1 009 453	1 044 241
	Sous Total SIAECRET	*1 982 020*	***2 163 893***
	Total	12 431 966	**11 602 553**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En complément de sa production propre, la Métropole a acheté 11 602 553 m³ d'eau traitée pour répondre aux besoins en eau potable de son territoire.

Ventes d'eau traitée en gros

Par ailleurs, de nombreux échanges d'eau traitée sont effectués entre les services d'eau de la Métropole.

La seule vente d'eau traitée en gros à l'extérieur du territoire est la vente d'eau à la Marine Nationale. Cette dernière en livre ensuite une partie à la commune de Saint Mandrier.

Le tableau suivant détaille les volumes d'eau traitée vendus au sein de la Métropole ainsi que ceux vendus à la Marine Nationale. Les flux sont à nouveau simplifiés en 2023 : après la suppression des périmètres d'exploitation de La Valette du Var, de Toulon Production et Distribution en 2022, c'est au tour du périmètre du Revest les Eaux d'être supprimé lors de son intégration au périmètre unique du secteur Centre.

Fournisseur	Acheteur	Volume vendu 2022 (m³)	Volume vendu 2023 (m³)
Ex SIAE LV LG LP	La Garde	1 684 321	1 689 497
	La Valette-du-Var	444 923	431 215
	Le Pradet	525 210	764 694
Secteur Centre	Ex-SIAE	1 525 325	1 237 539
	La Marine (*)	1 673 067	1 900 265
	Secteur Centre (Le Revest Les eaux)	302 613	SO
	Ollioules	198 709	63 590
	TOTAL	**6 354 168**	**6 086 800**

Sur un total de 6 086 800 m³ d'eau traitée vendus par la Métropole :

- **4 186 535 m³ d'eau traitée sont vendus entre les différents périmètres d'exploitation du service de l'eau,**
- **1 537 179 m³ sont vendus à la Marine Nationale pour ses besoins propres,**
- **363 086 m³ transitent par les réseaux de la Marine pour les besoins de Saint Mandrier.**

(*) : la Marine livre ensuite une partie de ces volumes à la commune de Saint -Mandrier : 358 834 m³ en 2022 / 363 086 m³ en 2023

1.4.3. DISTRIBUTION

Volumes mis en distribution

Le volume mis en distribution est la somme des volumes produits et importés diminuée des volumes exportés.

Le tableau suivant présente, par commune, les volumes d'eau traitée mis en distribution (m³).

Commune	Volume mis en distribution 2022 (m³)	Volume mis en distribution 2023 (m³)
Carqueiranne	826 658	787 157
Hyères les Palmiers	5 610 632	5 343 242
La Crau	1 017 935	1 044 241
La Garde	1 978 580	1 744 321
La Valette du Var	1 635 128	1 645 853
Le Pradet	872 077	800 506
Toulon	11 728 521	11 253 187
Le Revest les Eaux	309 293	296 967
Ollioules	1 403 318	1 325 713
La Seyne sur Mer	4 789 061	4 704 489
Saint Mandrier sur Mer	564 185	477 205
Six Fours les Plages	3 486 382	3 467 495
TOTAL	**34 221 970**	**32 890 376**

32 890 376 m³ ont été mis en distribution sur les communes de la Métropole en 2023 ; soit une réduction de 3.9% par rapport aux volumes 2022.

Cette diminution peut s'expliquer par :

- la baisse des consommations liée à l'application des arrêtés préfectoraux de restrictions prises en raison de la sécheresse ;
- l'amélioration des rendements (cf. P104.3).

Accusé de réception en préfecture
083-218800622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Volumes consommés autorisés

Le volume consommé autorisé est la somme de :

- du volume comptabilisé (issu de la relève de l'exercice et ramené à l'année entière),
- du volume consommé sans comptage (défense incendie, bornes fontaines...),
- du volume de service de réseau (purges, nettoyage de réservoir...)

Le tableau suivant présente par commune la synthèse de ces volumes.

	Volumes 2023 (m³)			
Commune	**Comptabilisés**	**Consommés Ss comptage**	**Service**	**Consommés autorisés**
Carqueiranne	631 363	4 265	9 735	645 363
Hyères les Palmiers	4 406 428	44 844	81 291	4 532 563
La Crau	779 588	15 600	47 202	842 390
La Garde	1 387 088	29 512	2 785	1 419 385
La Valette du Var	1 364 960	32 660	5 443	1 403 063
Le Pradet	680 394	7 635	4 160	692 189
Toulon	9 253 215	107 939	51 746	9 412 900
Le Revest les Eaux	235 230	7 572	4 359	247 161
Ollioules	1 075 663	12 899	79 331	1 167 893
La Seyne sur Mer	4 152 162	65 598	71 305	4 289 065
Saint Mandrier sur Mer	425 677	9 275	5 265	440 217
Six Fours les Plages	2 708 042	16 000	50 000	2 774 042
TOTAL	**27 099 810**	**353 799**	**412 622**	**27 866 231**
	Volumes 2022 (m³)			
TOTAL	27 997 170	313 179	646 286	28 956 635

Les volumes comptabilisés sont de 27 099 810 m³ et les volumes consommés autorisés de 27 866 231 m³ sur les communes de la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.4.4. RÉSEAUX ET OUVRAGES

Patrimoine

Le tableau suivant présente par périmètre d'exploitation le patrimoine réseaux et ouvrages de la Métropole.

Périmètre	Linéaire réseaux hors branchement (ml)	Nombre de compteurs abonnés	Nb de stations de reprise	Stockage		
				Nb de baches / réservoirs	Nb de cuves	Volume (m³)
Carqueiranne	102 916	6 810	4	12	14	5 120
Hyères-les-Palmiers	357 680	27 956	17	23	31	27 740
La Crau	120 800	8 571	1	3	5	6 000
La Garde	125 500	8 419	0	1	2	3 000
La Valette-du-Var	107 377	10 528	5	6	7	1 460
Le Pradet	82 064	6 107	2	5	6	3 900
Toulon	463 348	68 710	8	16	22	62 500
Le Revest-les-Eaux	29 171	1 830	1	2	3	900
Ollioules	110 300	8 224	4	6	11	7 930
La Seyne-sur-Mer	263 110	29 249	2	6	10	20 830
Saint-Mandrier-sur-Mer	35 965	5 053	3	3	3	3 210
Six-Fours-les-Plages	217 360	23 774	0	4	6	14 400
Production Toulon	53 600	16	6	1	2	10 000
Ex- SIAE LV LG LP	20 714	20	1	3	6	12 000
TOTAL	**2 089 905** (*)	**205 267**	**54**	**91**	**128**	**178 990**

(*) : le linéaire total a diminué de 2022 à 2023 suite à la mise à jour des réseaux désaffectés et du géoréférencement en cours.

La Métropole compte 2 090 km de réseaux, 205 267 compteurs abonnés, 178 990 m³ de stockage et 54 stations de reprise / surpresseurs.

Branchements Plombs

La suppression des branchements en plomb ne constitue pas une obligation réglementaire. En effet, l'obligation porte sur le respect du seuil en vigueur depuis le 25/12/2013, c'est-à-dire une teneur maximale en plomb inférieure à 10 µg/litre dans l'eau distribuée. Néanmoins, la meilleure façon de respecter ce seuil est de supprimer les branchements en plomb.

Lors de la prise de compétence eau potable, la Métropole a engagé une démarche afin de vérifier qu'il ne subsiste plus de branchements plombs sur les établissements ayant vocation à recevoir du public.

Le tableau suivant présente l'état d'avancement de la suppression des branchements en plomb en 2023 sur la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Périmètre	Branchements en plomb - 2023				
	Nombre restant au 31/12/2023	% restant au 31/12/2023	Nombre découverts pdt l'année 2023	Nombre supprimés pdt l'année 2023	% supprimés pdt l'année 2023
Carqueiranne	0	0%	1	1	100%
Hyères les Palmiers	43	0%	0	2	4%
La Crau	0	0%	0	0	0%
La Garde	0	0%	0	0	0%
La Valette du Var	0	0%	0	0	0%
Le Pradet	0	0%	0	0	0%
Toulon	3 070	11%	0	41	1%
Le Revest les Eaux	0	0%	0	0	0%
Ollioules	0	0%	0	0	0%
La Seyne sur Mer	0	0%	10	10	100%
Saint Mandrier sur Mer	0	0%	0	0	0%
Six Fours les Plages	0	0%	0	0	0%
TOTAL	**3 113**	**2.8%**	**11**	**54**	**1.7%**
Branchements en plomb - 2022					
TOTAL	3 156	2,6%	22	170	5,1%

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. TARIFICATION DE L'EAU POTABLE ET RECETTES DU SERVICE

2.1. TARIFS EAU POTABLE

Composantes du tarif

La facturation eau potable est composée :

- d'une part fixe, indépendante du volume d'eau consommé qui sert à financer une partie des charges fixes du service,
- d'une part variable, proportionnelle au volume consommé.

La facturation est émise par les régies ou par les délégataires.

Le tarif de l'eau potable est composé :

- d'une part délégataire, pour les communes en délégation de service public,
- d'une part collectivité.

Comme évoqué ci-avant, chacune de ces parts peut-être composée de :

- d'une part fixe, indépendante du volume d'eau consommé qui sert à financer une partie des charges fixes du service,
- d'une part variable, proportionnelle au volume consommé.

En sus, l'Agence de l'Eau perçoit sur les volumes d'eau consommés, les redevances :

- pour la lutte contre la pollution,
- pour les prélèvements pour l'alimentation en eau potable.

Cette redevance est reversée par le délégataire ou la régie de l'eau directement à l'Agence de l'Eau (AE). Une TVA de 5,5% est applicable à l'ensemble des composantes de la facturation.

Le tableau suivant récapitule les différentes composantes des tarifs eau potable par commune au 1er janvier 2024.

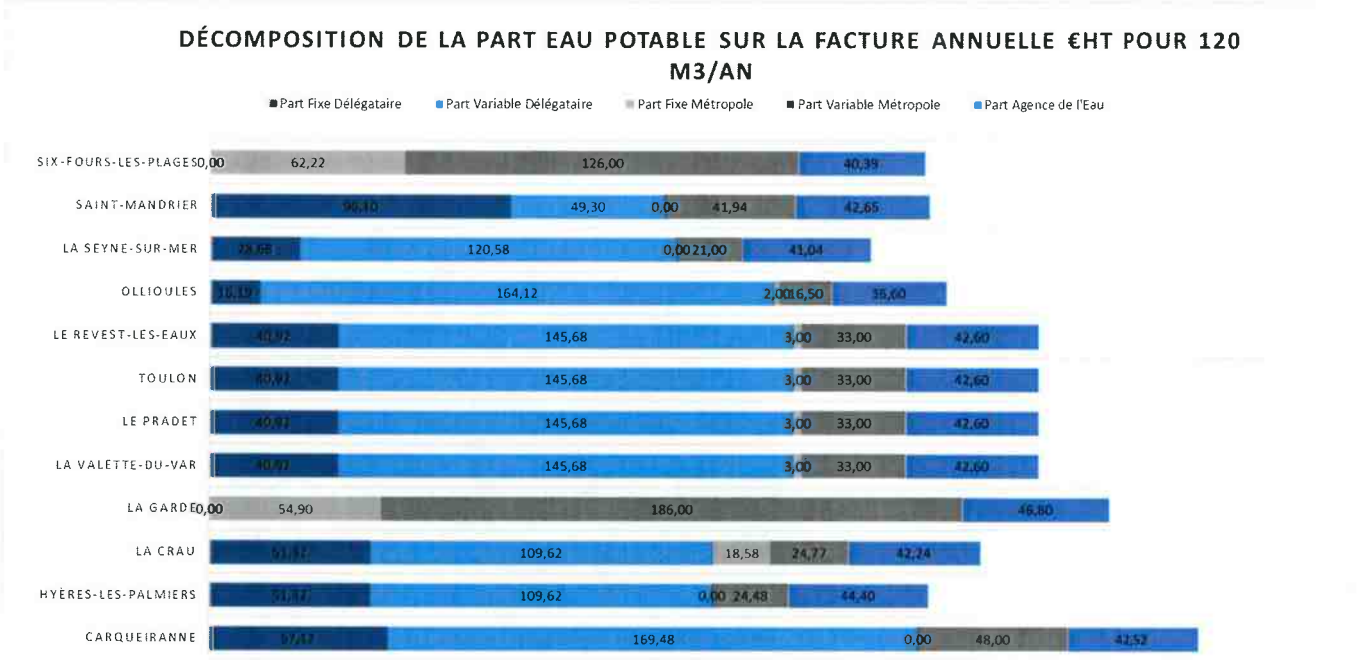
	Délégataire		TPM		Total HT TPM		AERMC	Total HT	
	Part Fixe	Part Variable	Part Fixe	Part Variable	120 m³	1 m³	120 m³	120 m³	1 m³
Carqueiranne	57,12	169,48	0,00	48,00	274,60	2,29	42,52	317,12	2,64
Hyères-les-Palmiers	51,32	109,62	0,00	24,48	185,42	1,55	44,40	229,82	1,92
La Crau	51,32	109,62	18,58	24,77	204,29	1,70	42,24	246,53	2,05
La Garde	0,00	0,00	54,90	186,00	240,90	2,01	46,80	287,70	2,40
La Valette-du-Var	40,92	145,68	3,00	33,00	222,60	1,86	42,60	265,20	2,21
Le Pradet	40,92	145,68	3,00	33,00	222,60	1,86	42,60	265,20	2,21
Toulon	40,92	145,68	3,00	33,00	222,60	1,86	42,60	265,20	2,21
Le Revest-les-Eaux	40,92	145,68	3,00	33,00	222,60	1,86	42,60	265,20	2,21
Ollioules	16,19	164,12	2,00	16,50	198,81	1,66	36,60	235,41	1,96
La Seyne-sur-Mer	28,68	120,58	0,00	21,00	170,26	1,42	41,04	211,30	1,76
Saint-Mandrier	96,10	49,30	0,00	41,94	187,34	1,56	42,65	229,99	1,92
Six-Fours-les-Plages	0,00	0,00	62,22	126,00	188,22	1,57	40,39	228,61	1,91
MOYENNE			/	/	**211,69**	**1,76**	**42,25**	**253,94**	**2,12**

Accusé de réception en préfecture
083-216300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le prix moyen au 1er janvier 2024 est de :

- **1,76 € HT / m³, hors redevance Agence de l'Eau,**
- **2,12 € HT / m³ redevance Agence de l'Eau comprise.**
- **2,23 € TTC / m³** (moyenne nationale : 2.21 € TTC / m³ au 1er janvier 2023).

Le diagramme suivant présente la répartition des composantes du prix de l'eau (base 120 m³) par commune :



2.2. *VOLUMES VENDUS*

Le volume vendu est le volume constaté sur les factures émises au cours de l'exercice 2023. Il est égal au volume consommé autorisé, augmenté des volumes vendus en gros, après déduction du volume de service réseau, des dotations gratuites (dégrèvement pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

La vente d'eau à la Marine Nationale, déduction faite des volumes livrés à Saint Mandrier, est la seule vente d'eau en gros à l'extérieur du territoire. En effet, l'ensemble des autres volumes vendus en gros sont vendus au sein de la Métropole et sont donc in fine comptabilisés dans les volumes vendus aux abonnés du service.

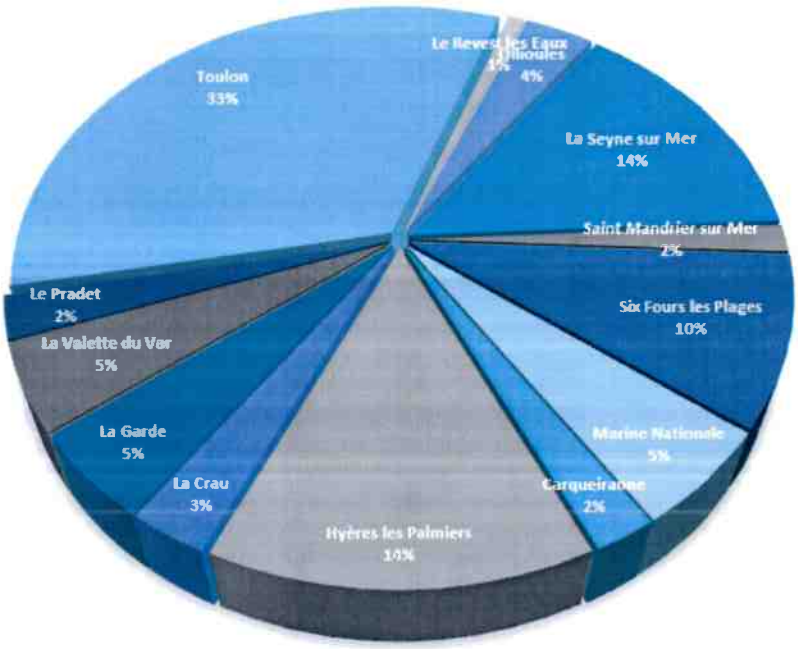
Le tableau ci-contre présente les volumes vendus auprès des abonnés du service ainsi qu'à la Marine Nationale.

Volumes vendus aux abonnés du service			
Commune	**2022**	**2023**	**N/N-1**
Carqueiranne	688 887	632 168	-8,2%
Hyères les Palmiers	4 112 730	3 858 351	-6,2%
La Crau	825 894	802 988	-2,8%
La Garde	1 555 012	1 387 088	-10,8%

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

La Valette du Var	1 380 971	1 397 620	1,2%
Le Pradet	778 651	688 029	-11,6%
Toulon	9 715 120	9 411 857	-3,1%
Le Revest les Eaux	249 066	245 590	-1,4%
Ollioules	1 048 197	992 257	-5,3%
La Seyne sur Mer	3 937 444	4 030 461	2,4%
Saint Mandrier sur Mer	495 436	436 118	-12,0%
Six Fours les Plages	2 790 249	2 700 294	-3,2%
TOTAL	27 577 657	**26 582 821**	**-3,6%**
Marine Nationale	1 314 233	1 537 179	17,0%
TOTAL	28 891 890	**28 120 000**	**-2,7%**

Le diagramme ci-contre met en évidence la répartition des volumes vendus sur les communes de la Métropole et la Marine Nationale.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

3.1. QUALITÉ DE L'EAU [P101.1] ET[P102.1]

Les indicateurs P101.1 et P102.1 mesurent le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernant la microbiologie et les paramètres physico-chimiques. Ces deux indicateurs sont produits à partir des données du contrôle sanitaire des eaux par les agences régionales de santé (ARS).

Périmètre	P 101.1 - Qualité Microbiologique		P 102.1 - Qualité Physico-chimique	
	2022	2023	2022	2023
Carqueiranne	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Hyères les Palmiers	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
La Crau	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
La Garde	100,0%	98,9%	98,4%	97,8%
La Valette du Var	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Le Pradet	100,0%	100,0%	100,0%	96,8%
Toulon	100,0%	100,0%	100,0%	96,6%
Le Revest les Eaux	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Ollioules	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
La Seyne sur Mer	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Saint Mandrier sur Mer	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Six Fours les Plages	99,2%	100,0%	100,0%	99,1%
Production Toulon	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Ex- SIAE LV LG LP	100,0%	100,0%	93,3%	100,0%
Métropole TPM (*)	**99,9%**	**99,9%**	**99,5%**	**99,2%**

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

La conformité microbiologique au plan national en 2022 est de 98,5 %, la conformité physico-chimique est de 98,8 %. Cet indicateur repose sur des mesures ponctuelles réalisées, pour la plupart, directement chez l'abonné (au niveau du robinet du consommateur). Ces mesures peuvent donc traduire un problème ponctuel (par exemple, un défaut de chloration de l'eau) mais pas forcément récurrent.

La non-conformité microbiologique constatée sur la commune de la Garde est infirmée par des contre-analyses conformes.

Les non-conformité physico-chimique observées sur les communes du Pradet et de La Garde concernent la concentration en chloridazone desphényl dans l'eau brute des forages. Depuis mars 2023, l'exploitation du forage de la Foux est arrêtée et celle du forage de Fonqueballe est fortement réduite afin de respecter les normes de qualité. Sur la commune de Toulon, ces non-conformités concernent le paramètre plomb. Plusieurs campagnes ont permis de confirmer et de localiser cette présence de plomb. Les conduites ciblées sont renouvelées en 2023/2024.

3.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE [P103.2]

L'indicateur P103.2 mesure à la fois le niveau de connaissance du réseau et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

La valeur de l'indice est comprise entre 0 et 120 points pour les services ayant la mission de distribution (et entre 0 et 100 pour ceux qui ne l'ont pas).

Accusé de réception en préfecture
083-218209622-20250618-DEL250649IDE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	95	95
Hyères les Palmiers	90	90
La Crau	97	97
La Garde	95	95
La Valette du Var	110	120
Le Pradet	110	120
Toulon	110	110
Le Revest les Eaux	110	110
Ollioules	85	100
La Seyne sur Mer	100	110
Saint Mandrier sur Mer	110	110
Six Fours les Plages	105	114
Production Toulon	85	85
Ex- SIAE LV LG LP	80	80
Métropole TPM (*)	**100**	**104**

(*) Moyenne pondérée par le linéaire de réseaux hors branchements

Au plan national, cet indicateur est évalué, en 2022, à hauteur de 103 points sur 120 points.

3.3. RENDEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE [P104.3]

Le rendement du réseau P104.3 mesure le pourcentage de pertes en eau dans le réseau. C'est le ratio entre les volumes consommés autorisés augmentés des volumes exportés et la somme des volumes introduits dans le réseau (volumes produits + volumes importés).

Conformément aux préconisations nationales, le rendement est calculé en calant les volumes consommés autorisés et mis en distribution sur une période synchrone.

Le décret 2012-97 du 27 janvier 2012 dit décret "fuites" issu des engagements du Grenelle fixe l'objectif général de réduire les pertes en eau et d'atteindre un rendement de réseau de 85%. A défaut d'atteindre cet objectif, le rendement doit à minima être supérieur à un seuil calculé en fonction de la taille de la collectivité et de la sensibilité quantitative de la ressource en eau dans laquelle elle puise. Ce rendement seuil est compris entre 65% et 85%.

Périmètre	2022	2023	Rendement Seuil
Carqueiranne	84,1%	82,2%	68,4%
Hyères les Palmiers	86,7%	85,0%	77,1%
La Crau	87,0%	84,7%	68,8%
La Garde	80,7%	82,3%	71,6%
La Valette du Var	94,1%	92,6%	80,4%
Le Pradet	83,4%	86,5%	69,6%
Toulon	86,3%	86,2%	83,6%
Le Revest les Eaux	81,8%	83,2%	69,6%
Ollioules	84,6%	88,1%	70,8%
La Seyne sur Mer	87,1%	91,4%	74,2%
Saint Mandrier sur Mer	88,5%	88,6%	71,7%
Six Fours les Plages	81,1%	80,0%	72,0%
Métropole TPM (*)	**85,8%**	**86.3%**	**/**

(*) Moyenne pondérée par le volume vendu aux abonnés du service

Moyenne nationale (2022) :

Le rendement moyen des réseaux de distribution est de 81,3 %.

82% des services d'eau potable respectent le rendement seuil.

L'ensemble des communes de la Métropole dépassent leur rendement seuil et le rendement de réseau métropolitain dépasse l'objectif de 85%.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.4. INDICE LINÉAIRE DES VOLUMES NON COMPTES [P105.3]

L'indice linéaire des volumes non comptés P105.3 évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations, la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sans comptage.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	3,88	4,08
Hyères les Palmiers	8,43	7,18
La Crau	4,70	4,86
La Garde	9,25	7,80
La Valette du Var	5,74	7,17
Le Pradet	5,22	4,01
Toulon	12,04	11,83
Le Revest les Eaux	5,28	5,80
Ollioules	7,95	6,21
La Seyne sur Mer	8,11	5,75
Saint Mandrier sur Mer	6,12	5,40
Six Fours les Plages	8,69	9,57
Métropole TPM (*)	**8,15**	**7,83**

(*) Moyenne pondérée par le linéaire de réseaux hors branchements

Moyenne nationale (2022) : ILVnC = 3,3 m³/km/jour

L'ILVnC est étroitement lié au caractère urbain ou rural de la collectivité. Dans le cas d'une collectivité à caractère urbain telle que la Métropole, un ILVnC < 10 m³/km/jour est un ILVnC satisfaisant (***).

3.5. INDICE LINÉAIRE DE PERTES EN EAU [P106.3]

L'indice linéaire des pertes en eau P106.3 évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations, la somme des pertes par fuites.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	3,50	3,71
Hyères les Palmiers	5,78	6,21
La Crau	2,98	3,44
La Garde	8,57	7,09
La Valette du Var	5,12	6,19
Le Pradet	4,85	3,62
Toulon	11,20	10,88
Le Revest les Eaux	4,69	4,68
Ollioules	5,38	3,92
La Seyne sur Mer	6,43	4,33
Saint Mandrier sur Mer	4,97	4,29
Six Fours les Plages	8,32	8,74
Métropole TPM (*)	**6,89**	**6,78**

(*) Moyenne pondérée par le linéaire de réseaux hors branchements

Moyenne nationale (2022) : ILP = 3 m³/km/jour

L'ILP est également étroitement lié au caractère urbain ou rural de la collectivité. Dans le cas d'une collectivité à caractère urbaine telle que la Métropole, un ILP de l'ordre de 7 m³/km/jour est un ILP satisfaisant. (***)

(***) : Source : Etude CEMAGREF concernant les valeurs de références de l'indice linéaire de pertes des réseaux d'alimentation en eau potable.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.6. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE [P107.2]

Le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable P107.2 correspond au rapport entre la moyenne du linéaire de réseaux renouvelé sur les 5 dernières années et la longueur du réseau hors branchement.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	0,74%	0,78%
Hyères les Palmiers	0,76%	0.74%
La Crau	0,87%	0,63%
La Garde	0,83%	0,69%
La Valette du Var	0,39%	0,52%
Le Pradet	1,04%	1,10%
Toulon	0,94%	0,76%
Le Revest les Eaux	0,20%	0,41%
Ollioules	1,08%	1,10%
La Seyne sur Mer	0,34%	0,32%
Saint Mandrier sur Mer	0,35%	0,20%
Six Fours les Plages	0,38%	0,33%
Production Toulon	0.00%	0,45%
Ex- SIAE LV LG LP	0,00%	0,49%
Métropole TPM (*)	**0.69%**	**0.64%**

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

Moyenne nationale (2022) : taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable = 0,65%

3.7. INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE [P108.3]

L'indice d'avancement de la protection de la ressource P103.3 traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. En 2022, la moyenne nationale de cet indice est de 77%.

Le tableau suivant présente les valeurs de cet indice pour les ressources métropolitaines.

Implantation (commune)	Ressource	2022	2023
Cabasse - Carcès	Retenue de Carcès	60%	60%
Le Revest les Eaux	Retenue de Dardennes	60%	60%
Toulon	Source Saint Antoine	60%	60%
La Valette-du-Var	Usine de Pierrascas (SCP)	40%	40%
Carqueiranne	Puits d'Astier	80%	80%
	Forage Verdino	80%	80%
	Puits de Porquerolles (**)	80%	80%
Hyères-les-Palmiers	Puits du Père Eternel	80%	80%
	Forages du Golf Hotel	80%	80%
La Garde	Forage de Fonqueballe	80%	80%
Le Pradet	Forage de la Foux	40%	40%
Le Revest les Eaux	Source du Haut Ray	80%	80%
Ollioules	Forage Trou de la Bombe	80%	80%
	Source Mère des Fontaines	80%	80%

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Implantation (commune)	Ressource	2022	2023
Saint Mandrier sur Mer	Puits de Verlaque	80%	80%
Six-Fours-les-Plages	Puits de Pépiole	80%	80%

Afin d'obtenir un indice à l'échelle de la Métropole, les indices caractérisant chacune des ressources sont pondérés par les volumes mis en distribution sur la Métropole. De plus, les achats en gros sont pris en compte en pondérant les indices des fournisseurs d'eau par les volumes achetés.

En 2023, l'indice d'avancement de la protection de la ressource à l'échelle métropolitaine est de 52.3% (52.8% en 2022).

3.8. DÉLAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS DÉFINI PAR LE SERVICE [D151.0] - TAUX DE RESPECT DU DÉLAI MAXIMAL D'OUVERTURE DES BRANCHEMENTS [P152.1]

Les indicateurs D151.0 et P152.1 traduisent :

- l'engagement du service sur le délai d'ouverture d'un branchement neuf (hors réalisation) ou existant. Cet engagement est repris soit dans le règlement de service, soit dans le contrat de l'opérateur,
- le pourcentage de respect de cet engagement.

Ce délai est calculé à partir d'une demande complète (par téléphone ou par écrit) en permettant le traitement.

Périmètre	Délai maximal (j)	Taux de respect du délai maximal	
	2023	2022	2023
Carqueiranne	1	100,0%	100,0%
Hyères les Palmiers	1	99,7%	96,5%
La Crau	1	100,0%	100,0%
La Garde	3	100,0%	100,0%
La Valette du Var	1	100,0%	100,0%
Le Pradet	1	100,0%	100,0%
Toulon	1	100,0%	100,0%
Le Revest les Eaux	1	100,0%	100,0%
Ollioules	1	96,3%	98,6%
La Seyne sur Mer	1	99,2%	98,9%
Saint Mandrier sur Mer	1	100,0%	100,0%
Six Fours les Plages	8	100,0%	100,0%
Métropole TPM (*)	/	99,7%	**99.3%**

(*) Moyenne pondérée par le nombre d'abonnés du service

L'engagement sur le délai d'ouverture des branchements et le taux de respect de cet engagement ne font pas l'objet de synthèse nationale.

3.9. TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON-PROGRAMMÉES POUR 1000 ABONNÉS [P151.1]

L'indicateur P151.1 sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau impromptues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 abonnés.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	4,13	1,91
Hyères les Palmiers	10,69	1,13
La Crau	4,33	2,39
La Garde	0,84	0,71
La Valette du Var	2,41	1,04
Le Pradet	3,29	2,95
Toulon	1,03	1,12
Le Revest les Eaux	2,20	2,18
Ollioules	1,33	0,26
La Seyne sur Mer	0,41	0,40
Saint Mandrier sur Mer	2,24	1,19
Six Fours les Plages	0,98	1,56
Métropole TPM (*)	**2,64**	**1,17**

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

Moyenne nationale (2022) : taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées pour 1000 abonnés = 2,6

3.10. TAUX DE RÉCLAMATION [P155.1]

Le taux de réclamation P155.1 exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés. Des dispositifs de mémorisation des réclamations écrites reçues existent pour toutes les communes de la Métropole.

Les réclamations peuvent être perçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	1,18	1,03
Hyères les Palmiers	5,76	4,42
La Crau	1,44	2,03
La Garde	0,36	0,59
La Valette du Var	1,16	1,99
Le Pradet	0,82	1,47
Toulon	1,31	1,54
Le Revest les Eaux	0,55	0,55
Ollioules	6,79	4,43
La Seyne sur Mer	3,43	3,15
Saint Mandrier sur Mer	0,41	0,99
Six Fours les Plages	0,55	0,84
Métropole TPM (*)	**2,21**	**2,13**

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

Moyenne nationale (2022) : taux de réclamation eau potable = 2,9

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.11. PRÉSENTATION DES PROJETS À L'ÉTUDE EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE

Les principaux projets portés par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole afin d'améliorer la qualité du service de l'eau potable sont les suivants :

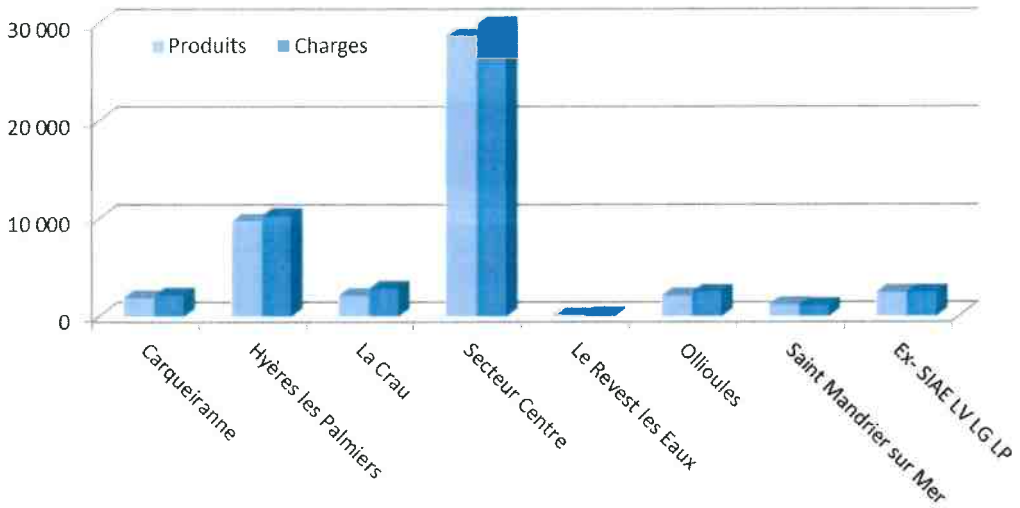
- Réaliser un schéma directeur d'eau potable afin de définir :
  - Un programme d'investissement et de travaux à l'échelle de son territoire,
  - Un prix de l'eau optimisé pour l'usager.
- Définir une stratégie globale d'achats d'eau à l'échelle du territoire.
- Poursuivre les démarches administratives visant à préserver et protéger les ressources en eaux locales.
- Continuer la mise en œuvre du programme d'études et de travaux structurants sur les ouvrages de production de la Métropole, avec notamment les réalisations suivantes :
  - L'augmentation de la capacité de stockage du barrage de Carcès,
  - La réhabilitation progressive de l'aqueduc de Carcès,
  - La réhabilitation des forages de Port Cros…
- Réaliser les travaux de génie-civil nécessaires sur des ouvrages de stockage et de pompage.
- Poursuivre les programmes de réduction des fuites sur les réseaux d'eau potable afin d'améliorer le rendement des réseaux.
- Sécuriser les infrastructures d'alimentation de l'eau potable sur le territoire métropolitain et, en particulier, sécuriser l'alimentation de Porquerolles par la pose d'une canalisation sous-marine entre le continent et l'île.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4. PARTIE FINANCIÈRE

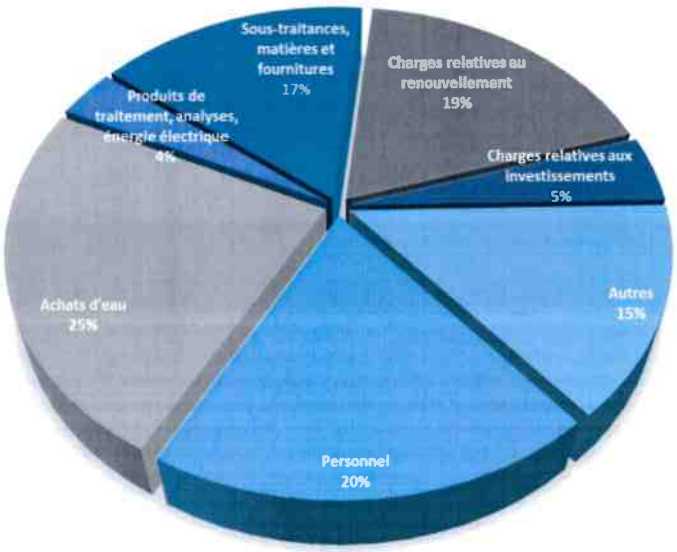
4.1. COMPTES RENDUS FINANCIERS DES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC

Les produits et les charges déclarés par les délégataires du service eau potable pour l'exercice 2023 sont détaillés dans les rapports annuels des délégataires, et illustrés sur le graphique ci-dessous (valeurs en k€ HT).



Le chiffre d'affaires cumulé en 2023 pour les 8 contrats (et, 7 contrats à partir du 01/05/2023) s'élève à 48,3 M€ HT dont 11,6 M€ HT reversés à la Métropole et à l'Agence de l'Eau ; soit un chiffre d'affaire de 36,7 M€ HT hors parts reversées aux organismes publics.

Les charges cumulées des délégataires en 2023 se décomposent selon les proportions indiquées sur le graphique ci-dessous.



4.2. COMPTE RENDU FINANCIER DE LA SEYNOISE DES EAUX

Sur l'exercice, les produits de la Seynoise des Eaux s'élèvent à 9,76 M€ HT et les charges à 10,26 M€ HT. Le résultat est de -0,5 M€ HT.

Parmi ces charges, les achats d'eau en gros représentent 32%, le personnel 12% et la dotation pour le renouvellement 6%.

Accusé de réception en préfecture
083-200030623-20250618-DELIB250640-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.3. COMPTE FINANCIER UNIQUE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

Pour rappel, un budget annexe de l'eau unique a été créé au 01/01/2023 et les trois budgets annexes pré-existants (DSP, régie de La Garde et régie de Six-Fours) ont été dissous.

Le Compte Financier Unique (CFU) est en expérimentation à la Métropole pour l'exercice 2023 et a vocation à devenir à partir de l'exercice 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Le CFU de l'exercice 2023 du budget de l'eau présente un excédent de fonctionnement de 3 207 987,50 € et un déficit de la section d'investissement de 7 654 892,93 €.

A l'excédent de fonctionnement de 2023, il convient de rajouter les résultats de fonctionnement 2022 reportés des budgets annexes dissous pour un total de 4 461 465,65€ ; ce qui donne un excédent cumulé de 7 669 453,15 € en fonctionnement.

Au déficit d'investissement, il convient de rajouter les résultats d'investissement 2022 reportés des budgets annexes dissous pour un total de 4 094 829,16 € ; ce qui donne un déficit cumulé total de 3 560 063,77 € en investissement.

Enfin, il convient d'intégrer les reste à réaliser retracés à la section d'investissement en dépenses pour 5 413 135,80 € et en recettes, pour 3 160 093,51 € ; ce qui porte le résultat final d'investissement à un déficit de 5 813 106,06 €.

		dépenses	recettes	solde
réalisations de l'exercice – fonctionnement	Opérations réelles	14 954 947	23 386 377	8 431 430
	Opérations d'ordre	5 684 963	461 520	
	Total fonctionnement	20 639 910	23 847 897	**3 207 987**
réalisations de l'exercice – investissement	Opérations réelles	16 288 521	3 410 186	
	Opérations d'ordre	461 523	5 684 965	
	Total investissement	16 996 044	9 341 151	- **7 654 893**
résultat brut				- **4 446 905**
reports de l'exercice N-1	Section de fonctionnement		4 461 466	
	Section d'investissement		4 094 829	
résultat cumulé	Section de fonctionnement	20 639 910	28 309 363	7 669 453
	Section d'investissement	16 996 044	13 435 980	- 350 064
	Résultat de clôture	**37 635 954**	**41 745 343**	**4 109 389**
	Restes à réaliser (pour N+1)			
	Section d'investissement	5 413 136	3 160 094	- 2 253 042
	Résultat net de clôture	**43 049 090**	**44 905 437**	**1 856 347**

Le résultat net de clôture toutes sections confondues est donc excédentaire au 31 décembre 2023 de 1 856 347,09 €.

4.4. DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ [P153.2]

L'encours de la dette cumulée au 31 décembre 2023 est de 21 228 632,06 €.

Les annuités d'emprunt sont de 2 553 563,18 € dont 78% de capital et 22% d'intérêts.

La capacité d'autofiancement étant de 8 431 429,76 € la durée d'extinction de la dette au 31/12/2023 est donc de **2,5 ans**. La moyenne nationale 2022 de cet indicateur est de 3 ans.

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.5. TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNÉE 2022 [P154.0]

L'indicateur P154.0 correspond au taux d'impayés au 31 décembre 2023 sur les factures émises au titre de l'année 2022. Le montant facturé au titre de l'année 2022 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances de l'Agence de l'Eau et la TVA. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	0,65%	0,94%
Hyères les Palmiers	1,61%	1,27%
La Crau	0,79%	0,82%
La Garde	2,56%	2,56%
La Valette du Var	0,89%	1,55%
Le Pradet	0,32%	0,56%
Toulon Distribution	1,68%	2,15%
Le Revest les Eaux	0,73%	0,52%
Ollioules	2,25%	2,02%
La Seyne sur Mer	3,25%	2,84%
Saint Mandrier sur Mer	0,94%	0,97%
Six Fours les Plages	6,67%	6,67%
Métropole TPM (*)	2,08%	**2,38%**

Moyenne nationale (2022) : taux d'impayés sur les factures d'eau = 1,9%

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

4.6. ACTIONS DE SOLIDARITÉ

En 2023, sur certains périmètres, des dispositifs d'abandon de créance ou de versement à un fonds de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau sont opérationnels pour le service eau potable.

Le montant des abandons de créance P109.0 représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité ramené au volume annuel vendu.

Périmètre	2022	2023
Carqueiranne	Sans Objet	Sans Objet
Hyères les Palmiers	0,0030	0,0030
La Crau	Sans Objet	Sans Objet
La Garde	Sans Objet	Sans Objet
La Valette du Var	0,0091	0,0073
Le Pradet	0,0054	0,0039
Toulon	0,0125	0,0166
Le Revest les Eaux	Sans Objet	0,0056
Ollioules	Sans Objet	0,0053
La Seyne sur Mer	0,0032	0,0036
Saint Mandrier sur Mer	0,0129	0,0187
Six Fours les Plages	Sans Objet	Sans Objet
Métropole TPM (*)	0,0062	**0,0081**

Moyenne nationale (2022) : montant des abandons de créance = 0,007 €/m³

(*) Calcul effectué à l'échelle de la Métropole

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Deuxième Partie :
Le service public d'assainissement collectif

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

DEUXIÈME PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 35

1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 37
1.1. Présentation du territoire desservi 37
1.2. Mode de gestion du service assainissement 37
1.3. Abonnés 39
1.4. Rejets non domestiques 39
1.5. Collecte et transport des eaux usées 40
1.6. Traitement des eaux usées 43
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE 46
2.1. La facturation 46
2.2. Tarifs assainissement 46
2.3. Assiette de la redevance 47
2.4. Autres prestations financières 48
2.4.1. Travaux de branchements 48
2.4.2. Participation à l'Assainissement Collectif 48
2.4.3. Aire de Réception des Déchets d'Assainissement 48
2.4.4. Accueil des boues extérieures 49
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE 50
3.1. Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.0] 50
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.0] 50
3.3. Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P203.3] 50
3.4. Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P204.3] 51
3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3] 51
3.6. Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] 51
3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers [P251.1] 52
3.8. Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] 52
3.9. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées [P253.2] 53
3.10. Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3] 54
3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées [P255.3] 54
3.12. Taux de réclamation [P258.1] 55
3.13. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 55
4. PARTIE FINANCIÈRE 56
4.1. Comptes rendus financiers des délégations de service public 56
4.2. Compte administratif du service de l'assainissement 57
4.2.1. Recettes de fonctionnement 57
4.2.2. Dépenses de fonctionnement 58
4.2.3. Recettes d'investissement 59
4.2.4. Dépenses d'investissement 59
4.2.5. Synthèse et résultats 60
4.3. Encours et durée d'extinction de la dette [P256.2] 60
4.4. Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0] 61
4.5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée 61

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

1.1. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Le service d'assainissement collectif dessert toutes les communes membres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le nombre total d'abonnés de l'assainissement collectif est de 184 476, et le taux moyen de raccordement sur le territoire de TPM est de 99,8%.

Le nombre d'habitants desservis **[D201.0]** par le service d'assainissement collectif en 2023 s'élève à **610 255**. Ce chiffre tient compte de la population saisonnière (env. 200 000).

1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT

Les modes de gestion des services d'assainissement sur le territoire de TPM se caractérisent par leur diversité.

Le service d'assainissement pour la collecte des eaux usées est délégué à l'exception de 3 communes où l'exploitation du service est assuré en régie : Six-Fours-les-Plages, Ollioules et La Garde (mode de gestion historique, choisi antérieurement au transfert de compétence).

Le service d'assainissement pour le traitement des eaux usées est délégué sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, avant que TPM ne devienne compétente en matière d'assainissement, les 12 communes étaient membres d'établissement publics de coopération intercommunale pour le traitement des eaux usées.

Suite au transfert de la compétence assainissement collectif, les trois syndicats auparavant compétents pour le traitement des eaux usées sur le territoire de la Métropole ont été dissous :

- Le SIRTTEMEU (Syndicat Intercommunal de la Région Toulonnaise pour le Traitement et l'Evacuation en Mer des Eaux Usées) ;
- Le SIAPE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Protection de l'Environnement) ;
- Le SIABG (Syndicat Intercommunal pour l'Assainissement de la Baie de Giens).

Depuis la prise de compétence, TPM spoursuit une stratégie de regroupement des périmètres contractuels en suivant une logique technique de bassin de collecte et dans l'objectif de réaliser des économies d'échelle.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Mode de gestion :

Périmètre	Type	Missions	Opérateur	Début	Fin
Hyères les Palmiers + îles de Porquerolles et Port Cros	Affermage	Collecte + traitement (îles)	VEOLIA	01/01/2019	31/12/2025
Carqueiranne				01/07/2020	
La Crau [1]	Affermage	Collecte	VEOLIA	02/07/2023	31/12/2028
La Garde	Régie	Collecte	TPM		
La Valette du Var	Affermage	Collecte	VEOLIA	01/07/2018	31/12/2025
Le Pradet				01/01/2020	
Toulon Est				01/01/2020	
Toulon Ouest	Affermage	Collecte	VEOLIA	01/01/2020	31/12/2025
Le Revest les Eaux	Affermage	Collecte			
Ollioules	Régie	Collecte	TPM		
Saint Mandrier sur Mer	Affermage	Collecte	VEOLIA	22/12/2015	31/12/2025
La Seyne sur Mer	Affermage	Collecte			
Six Fours les Plages	Régie	Collecte	TPM		
Emissaire Chateaubanne	Concession	Transport	CHATEAU-BANNE	15/01/2014	14/01/2034
AMPHITRIA (ex-SIRTTEMEU) [2]	Affermage	Traitement	VEOLIA	01/10/2023	14/01/2034
AMPHORA (ex-SIAPE)	Affermage	Traitement	VEOLIA	01/07/2018	31/12/2025
ALMANARRE (ex-SIABG)	Affermage	Traitement		01/01/2019	

[1] Le contrat de DSP précédent pour la collecte de La Crau est arrivé à échéance le 01/07/2023.

2 Le contrat de DSP pour le traitement des eaux usées à AmphitriA précédent, dont le terme initial était le 31/03/2023, a été prolongé par avenant jusqu'au 30/09/2023, afin de finaliser la prise en compte dans le nouveau contrat des travaux de mise aux normes de l'incinérateur.

Les autres contrats arrivant à terme fin 2025, la Métropole doit valider le choix du mode de gestion et enclencher les procédures de délégation en 2024.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.3. ABONNÉS

Le tableau ci-après présente le nombre d'abonnements par commune ou par contrat dans le cas de regroupement sur un même périmètre :

COMMUNES	2021	2022	2023
Carqueiranne	28 480	29 119	29 390
Hyères-les-Palmiers			
La Crau	7 793	7 882	7 884
La Garde	6 758	7 018	7 035
La Valette-du-Var	19 141	19 193	19 394
Le Pradet			
Toulon-Est			
Toulon-Ouest	64 651	64 703	64 657
Le Revest les Eaux			
Ollioules	5 842	6 012	6145
La Seyne-sur-Mer	30 111	30 251	30 426
Saint Mandrier sur Mer			
Six-Fours-les-Plages	18 582	18 320	19 545
Total	**181 358**	**182 498**	**184 476**

1.4. REJETS NON DOMESTIQUES

L'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique dispose que « *tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou lorsque la compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, par le Président de l'établissement public ou du syndicat mixte* ».

Les objectifs de la politique de suivi des déversements non domestiques de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont les suivants :

- se mettre en conformité avec la réglementation sur les autorisations de rejets au réseau d'assainissement des eaux industrielles ;
- obtenir des données sur les flux de pollution industrielle rejetés dans le réseau même s'ils ne sont pas majoritaires ;
- protéger le dispositif épuratoire ;
- protéger le personnel intervenant sur les réseaux des risques de pollution ;
- améliorer la qualité des eaux de la Rade de Toulon en réduisant les pollutions toxiques dispersées.

Ce dernier point fait l'objet d'une fiche action du Contrat de Baie de la rade de Toulon, intitulée Opération PRO'Baie, qui permet aux entreprises du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de bénéficier du soutien technique et financier des partenaires de cette opération pour se mettre en conformité au regard des exigences du Règlement d'Assainissement : la Métropole TPM, la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var, et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

En 2023, 30 audits ont été réalisés dans les secteurs jugés prioritaires, ainsi que 57 contre-visites pour contrôles de raccordement, validation des projets techniques, suivi de travaux, etc.

11 nouveaux arrêtés d'autorisations de rejet ont été délivrés sur le périmètre de TPM pour l'année 2023. Le nombre d'autorisations de rejets non domestiques **[D202.0]** s'élève ainsi à **159** depuis la mise en place du service.

COMMUNES	Nb AR	COMMUNES	Nb AR
Carqueiranne	0	Toulon	26
Hyères-les-Palmiers	16	Le Revest les Eaux	0
La Crau	9	Ollioules	13
La Garde	40	La Seyne-sur-Mer	29
La Valette-du-Var	10	Saint Mandrier sur Mer	0
Le Pradet	2	Six-Fours-les-Plages	14

Entre 2013 et 2023, 512 établissements jugés prioritaires ont fait l'objet d'un diagnostic. Sur les 355 qui produisent des rejets non domestiques :

- 77 sont conformes
- 137 non conformes sont devenus conformes grace à l'opératoin Pro'Baie } (60%)
- 141 restent non conformes (40%)

En complément le service a réalisé depuis 2013 le diagnostic de 79 établissements de bouche (assimilés domestiques, ne nécessitant pas l'établissement d'une autorisation de rejet).

1.5. COLLECTE ET TRANSPORT DES EAUX USÉES

Les réseaux d'assainissement collectif sont de type séparatif sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les données patrimoniales sont mises à jour régulièrement dans le système d'information géographique du délégataire et de la Métropole TPM.

Afin de disposer de données cartographiques d'une plus grande précision, et dans le but de pouvoir modéliser le fonctionnement hydraulique des réseaux, une opération d'envergure a été lancée pour effectuer un relevé topographique permettant le géoréférencement avec une précision centimétrique, et pour compléter les données patrimoniales sur l'ensemble des ouvrages (natures, matériaux, année de pose, distance entre regards, pente, sens d'écoulement).

Ces prestations ont font l'objet d'un marché passé par TPM avec un géomètre agréé pour les 3 communes en régie, et sont intégrées dans les contrats de délégation de service public.

La mise à jour des plans a été intégrée dans le système d'information géographique (SIG) en 2022 et va permettre de modéliser le fonctionnement du réseau.

Les linéaires de réseaux sont présentés (hors branchements) dans le tableau ci-après, avec un détail par commune et en incluant les réseaux dits de « transport » correspondant aux émissaires intercommunaux (ex-SIAPE, ex-SIABG et ex-SIRTTEMEU) dont la galerie de Chateaubanne à Cap Sicié.

En 2023, le patrimoine du service assainissement de TPM comprend 130 postes de relèvement (PR) et 1 278 km de réseaux. Les ajustements sont liés à l'intégration de réseaux neufs et aux mises à jour faisant suite aux levers de réseaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Données SIG 2023	Réseaux gravitaires (ml)	Réseaux de refoulement (ml)	Linéaire total (ml)	Postes de relèvement
Carqueiranne	42 694	2 074	**44 768**	4
Hyères-les-Palmiers	144 196	21 348	**165 544**	36
La Crau	76 733	4 757	**81 182**	9
La Garde	102 774	1 300	**104 074**	3
La Valette-du-Var	76 029	1 732	**77 761**	3
Le Pradet	41 402	3 494	**44 896**	11
Ollioules	41 305	200	**41 505**	3
La Seyne-sur-Mer	137 107	18 187	**155 294**	27
Saint-Mandrier-sur-Mer	22 322	5 178	**27 500**	8
Six-Fours-les-Plages	169 760	10 130	**179 890**	13
Toulon-est (vers Amphora)	33 010	526	**33 536**	3
Toulon-ouest (vers AmphitriA)	285 557	6 921	**292 478**	8
Le Revest-les-Eaux	14 208	261	**14 469**	1
Amphitria (émissaire)	10 737	0	**10 737**	
Almanarre	2 759	1 236	**3 904**	1
Total	**1 200 593**	**75 800**	**1 277 629**	**130**

L'entretien et le diagnostic des réseaux :

En vue des contrôles diagnostics et de la détection intrusions d'eaux claires parasites, 52 km de canalisations soit 4,3% du linéaire ont fait l'objet d'une inspection télévisée en 2023, et les tests de fumigation ont concerné 48 km de réseaux. Les prestations de curage par les délégataires ou la régie atteint 256 km, correspondant à 21% du réseau de collecte gravitaire de TPM.

	Curage (ml)		ITV (ml)		Fumigation (ml)	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Carqueiranne	2 272	7 697	4 477	2 945	3 290	10 340
Hyères-les-Palmiers	31 066	27 991	10 042	6 103	9 860	3 560
La Crau	7 337	7 395	1 777	3 620	0	0
La Garde	33 900	31 723	2 130	5 510	0	0
La Valette-du-Var	13 491	15 237	1 279	725	0	3 100
Le Pradet	16 185	17 900	2 267	1 358	13 050	0
Ollioules	12 430	12 890	2 930	740	0	0
La Seyne-sur-Mer	36 604	30 693	4 536	9 093	5 100	0
Saint-Mandrier-sur-Mer	3 334	5 926	417	2 317	5 150	6 800
Six-Fours-les-Plages	42 200	28 910	4 600	2 900	0	0
Toulon	67 373	67 406	9 470	15 409	16 009	24 110
Le Revest-les-Eaux	912	1 218	33	1 313	0	0
Amphitria (émissaire)	243	1 330				
Total	**267 357**	**256 316**	**43 958**	**52 033**	**52 459**	**47 910**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Le diagnostic permanent :

La Métropole a mis en place un diagnostic permanent de son système d'assainissement. Ce diagnostic a pour objectif :

- de connaître en continu le fonctionnement du système d'assainissement,
- de prévenir ou identifier rapidement les dysfonctionnements,
- de suivre et d'évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctives engagées,
- d'exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue.

Le diagnostic permanent consiste à placer dans le réseau des capteurs permettant la mesure en continu du débit et de la qualité de l'eau et de quantifier la part d'eaux usées strictes et les volumes d'eaux parasites de captage, de ressuyage ou d'infiltration permanente.

Le réseau est sectorisé en 66 bassins de collecte homogènes respectant la logique hydraulique du système et de l'environnement du réseau.

Le service Assainissement a défini pour chaque secteur les outils métrologiques à mettre en place en fonction de ses caractéristiques (linéaire de réseau, déversoir d'orage, poste de relevage, bassin de stockage). Sont ensuite considérés : la sensibilité environnementale (nombre de rejets dans le milieu naturel / sensibilité du milieu récepteur), l'impact sur le système d'assainissement (perturbations occasionnées à l'aval du bassin de collecte / proportion d'eaux claires parasites), et l'impact sur la population (désordres occasionnés par les dysfonctionnements). La sensibilité pondérée aide à déterminer le niveau de priorité afin d'organiser les études complémentaires à réaliser.

Différents indicateurs sont utilisés pour caractériser le système d'assainissement. Leur variation permet d'évaluer les actions mises en œuvre pour réduire les intrusions d'eaux parasites dans le réseau.

La proportion des eaux parasites provenant du bassin de collecte détermine les diagnostics complémentaires à envisager :

- un pourcentage élevé d'eaux de captage (eaux claires parasites météoriques) induira la réalisation de fumigations afin d'identifier les défauts d'étanchéité ou de raccordement (gouttières, grilles de pluvial). Les propriétaires, publics ou privés, seront informés des anomalies constatées sur leurs ouvrages afin de réaliser les mises en conformité.
- un volume important d'eaux d'infiltration (eaux claires parasites permanentes) nécessitera une campagne de métrologie, une sectorisation nocturne, et des inspections vidéo des réseaux du bassin versant étudié. L'élimination des eaux d'infiltration implique de rétablir l'étanchéité des réseaux en procédant à leur réhabilitation ou leur renouvellement : ces travaux sont menés par le service Assainissement de la Métropole.

Autosurveillance - Bilan des déversements :

Pour l'année 2023, on dénombre 2 débordements par temps sec ayant fait l'objet d'une déclaration à la DDTM. Par temps de pluie, les volumes déversés restent très inférieurs au seuil de 5% des volumes collectés prévu à l'arrêté du 21 juillet 2015.

SYSTEME	Déversements temps sec		Déversements temps de pluie		
	Nb jours	Volumes	Nb jours	Volumes	%
Amphitria	0	-	35	3 826 m³	0,02 %
Amphora	1 (1)	20 m³	13	2 915 m³	0,07 %
Almanarre	1 (2)	7 m³	36	6 966 m³	0,16 %
CCVG (La Crau)	0	-	10	1 830 m³	0,29 %

(1) Obstruction en amont PR Les Oursinières (Le Pradet) le 15/07/2023 causée par des graisses.

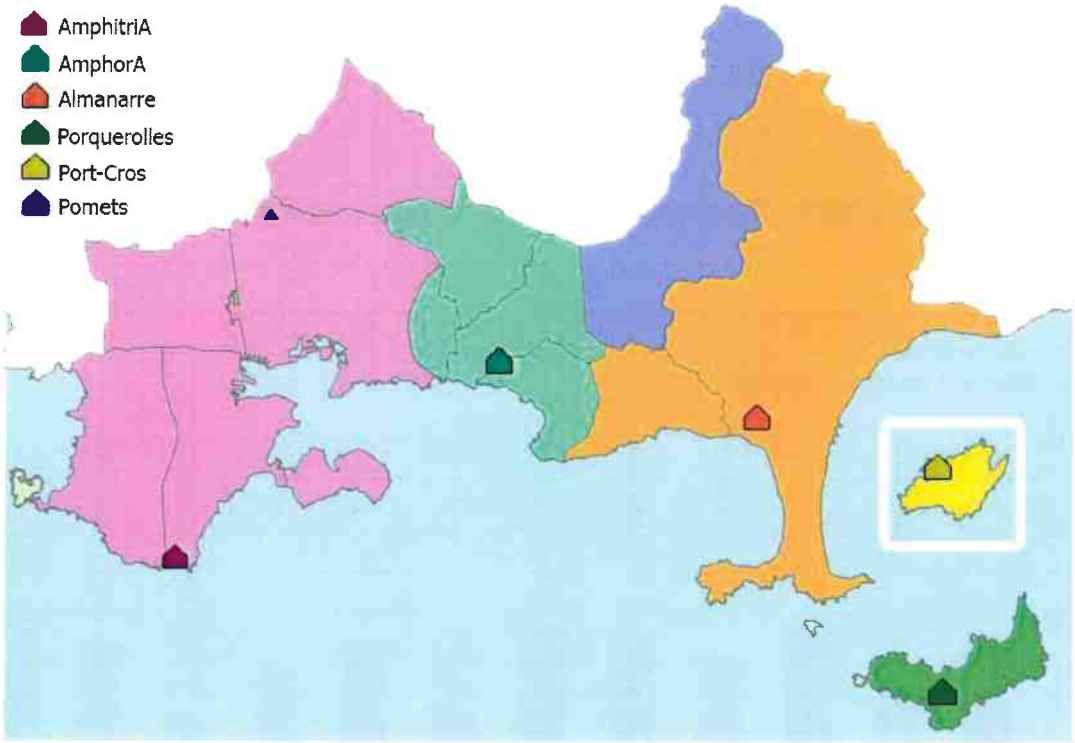
(2) Sur-débit DO Le Roubaud (Hyeres) le 21/04/2023 d'origine non expliquée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.6. TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Les eaux usées collectées sont traitées dans les stations d'épuration de TPM, à l'exception des eaux usées collectées sur le territoire de la commune de La Crau, lesquelles sont traitées dans la station d'épuration de la communauté de communes de la Vallée du Gapeau.

La carte ci-après présente les bassins versants d'assainissement de TPM et les stations d'épuration auxquels ils aboutissent.



Station de traitement des eaux usées	Capacité nominale	Périmètre
AmphitriA	500 000 EH	Toulon Ouest (90%) La Seyne sur Mer Six Fours les Plages Ollioules Saint Mandrier Le Revest les eaux Evenos
Almanarre	121 667 EH	Hyères Carqueiranne
AmphorA	114 833 EH	La Garde La Valette du Var Le Pradet Toulon Est (10%)
Porquerolles	4 333 EH	Hyères, île de Porquerolles
Port-Cros	1 300 EH	Hyères, île de Port-Cros
Les Pomets	200 EH	Toulon, Hameau des Pomets

Les six stations totalisent une capacité théorique globale de 742 333 équivalent-habitants.

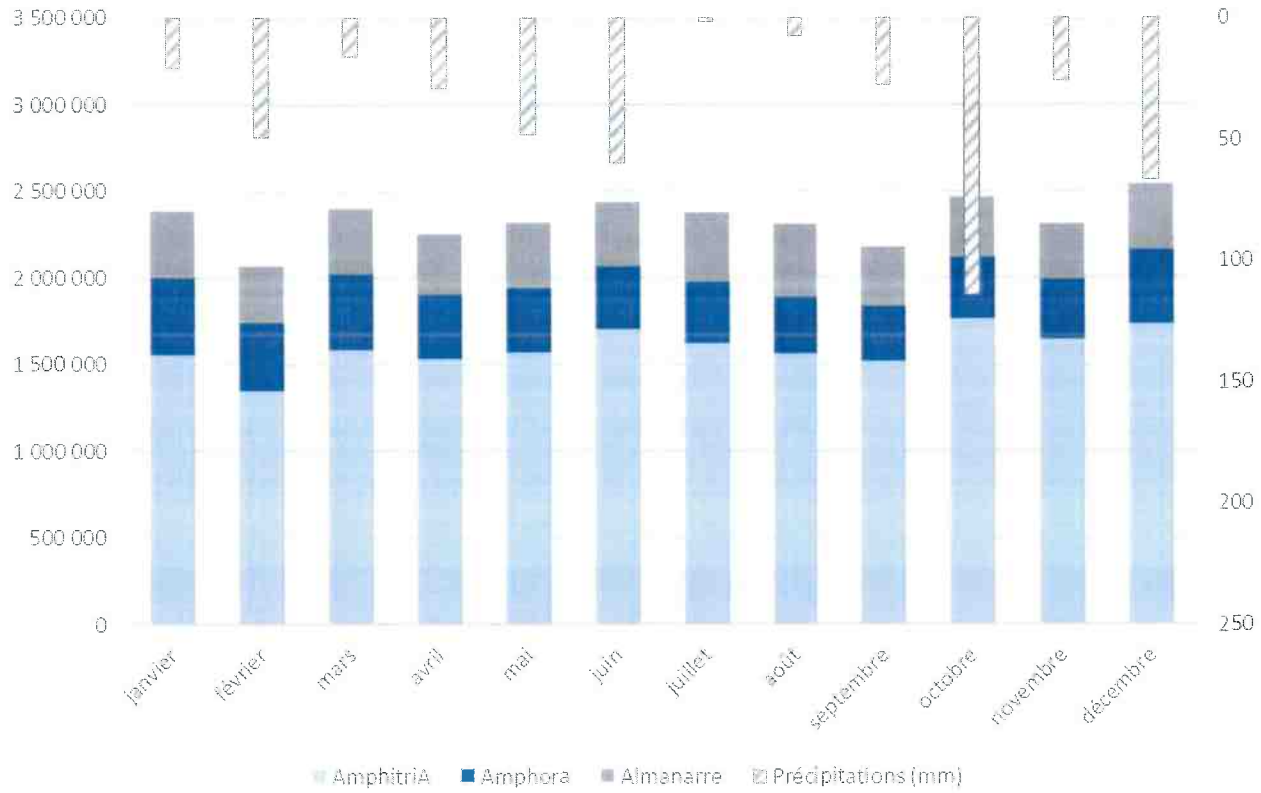
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Volumes entrants (m³) dans les stations :

	VOLUMES ENTRANTS (m³)		
	2022	2023	Evolution N/N-1
AmphitriA	19 078 726	19 181 692	+0,5 %
Amphora	4 851 122	4 492 134	-7,4 %
Almanarre	4 819 152	4 398 793	-8,7 %
Porquerolles	71 417	68 376	-4,3 %
Port-Cros	9 588	9 684	+1,0 %
Pomets	1 095	1 095	0 %
Total	28 831 100	**28 151 774**	**-2,4%**

Les volumes reçus par les 6 stations d'épuration atteignent **28 151 774 m³** en 2023.

La pluviométrie de l'année 2023 est légèrement supérieure à 2022 (463 mm / 413 mm) mais sans valeurs ponctuellement fortes. La baisse des volumes entrant est essentiellement liée à la baisse des consommations d'eau potable (-2,7%).



Les réseaux de collecte restent assez réactifs lors d'épisodes de pluie significatifs. Le pourcentage d'eaux claires parasites moyen est de 15% en entrée de station sur l'année 2023.

La tendance baissière observée depuis 2015 se poursuit néanmoins : le programme de recherche et d'élimination des eaux parasites dans les réseaux a permis de réduire les intrusions d'eaux claires permanentes, largement inférieures aux valeurs mesurées pour les années antérieures à 2015.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Capacité des stations d'épuration et charge polluante reçue en 2023 :

	AMPHITRIA	AMPHORA	ALMANARRE	PORQUEROLLES	PORT CROS
	Capacités nominales				
Volume (m3/j)	103 000	35 000	50 400	1 000	100
DBO5 (kg/j)	30 000	6 890	7 300	260	78
DCO (kg/j)	78 000	14 956	18 900	625	138
MES (kg/j)	36 000	9 444	10 700	280	42
	Charges moyennes reçues				
Volume (m3/j)	52 553	12 307	12 051	187	27
DBO5 (kg/j)	14 235	3 080	2 782	82	10
	Rendements épuratoires				
DBO5	93,8%	93,4%	95,8%	99,1%	98,7%
DCO	90,7%	89,9%	91,2%	96,3%	98,5%
MES	94,8%	94,1%	95,6%	97,9%	99,1%

MES : matières en suspension – représente la pollution physique des eaux usées.
DCO : demande chimique en oxygène – représente la pollution globale des eaux usées.
DBO5 : demande biologique en oxygène – représente la fraction biodégradable de la pollution.

L'activité des stations d'épuration est aussi évaluée d'après la quantité de boues produites **[D203.0]** par les systèmes de traitement des eaux usées :

	Quantité de boues produites (tMS)		Destination des boues
	2022	2023	2023
AmphitriA	7 847	7 802	Incinération (86,5%) Compostage (13,5%)
Amphora	1 886	1 958	Incinération (57,4%) Compostage (42,6%)
Almanarre	927	858	Incinération (70,5%) Compostage (29%) Ensemencement digesteur (0,5%)
Porquerolles	22	21	Incinération (79,6%) Compostage (20,4%)
Port-Cros	3	1,7	Avec STEP Almanarre
TOTAL	10 685	**10 641**	

La part des boues des stations de TPM incinérées au Cap Sicié est en progression depuis 2016. L'incinérateur accueille également des boues extérieures à TPM (Sanary-Bandol, Le Castellet, Signes, La Londe, Valcros). Les boues sont éliminées en centre de compostage lorsque le four d'incinération est mis hors service pour l'arrêt technique annuel, et depuis décembre 2023 pour les travaux de mise aux normes jusqu'en 2025.

Toutes les filières de traitement ou valorisation sont conformes à la réglementation **[P206.3]**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE

2.1. LA FACTURATION

La redevance d'assainissement est assise sur tous les volumes d'eau prélevés sur le service public de distribution d'eau potable, ou sur toute autre source, dans le cas où l'usager est desservi en eau par une alimentation distincte de celle du service public.

Sur le territoire de TPM, les parts eau potable et assainissement sont facturées par chaque exploitant du service eau potable, sur une même facture.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a engagé un processus d'harmonisation du tarif de l'assainissement sur son territoire.

TPM vote la part collectivité de la redevance (dite « surtaxe ») pour chaque commune à laquelle s'ajoutent les parts délégataires (collecte et traitement). Les parts revenant aux délégataires de collecte et de traitement sont révisées selon les variations des indices économiques prévus au contrats.

En sus de la redevance d'assainissement payée par les usagers, l'Agence de l'Eau perçoit la redevance pour la « modernisation des réseaux de collecte » sur les volumes d'eau consommés. Cette redevance est reversée directement à l'Agence de l'Eau.

2.2. TARIFS ASSAINISSEMENT

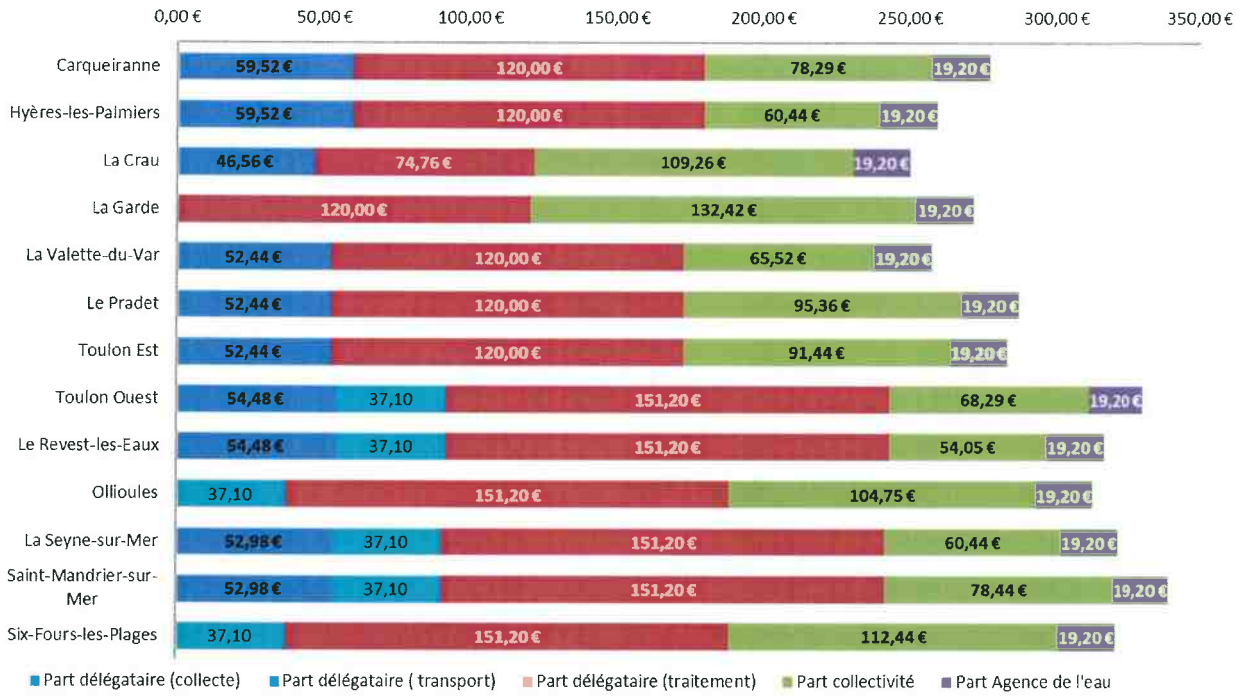
Le prix moyen au 1er janvier 2024 est de 2,30 € HT / m³ pour TPM ; auquel on ajoute 0,16 € de redevance Agence de l'Eau et la TVA à 10%, soit un total de **2,70 € TTC / m³ [204.0]** *(moyenne nationale au 1er janvier 2023 : 2,31 € TTC – TPM au 1er janvier 2023 : 2,31 € TTC).*

	Délégataire			TPM	Total HT TPM		AERMC	Total HT	
	Collecte	Transport	Traite-ment						
	120 m³	120 m³	120 m³	120 m³	120 m³	1 m³	120 m³	120 m³	1 m³
Carqueiranne	59,52		120,00	78,29	257,81	2,1484	19,20	277,01	2,3084
Hyères-les-Palmiers	59,52		120,00	60,44	239,96	1,9997	19,20	259,16	2,1597
La Crau	46,56		74,76	109,26	230,58	1,9215	19,20	249,78	2,0815
La Garde			120,00	132,42	252,42	2,1035	19,20	271,62	2,2635
La Valette-du-Var	52,44		120,00	65,52	237,96	1,9830	19,20	257,16	2,1430
Le Pradet	52,44		120,00	95,36	267,80	2,2317	19,20	287,00	2,3917
Toulon Est *	52,44		120,00	91,44	307,30	2,5608	19,20	326,50	2,7208
Toulon Ouest *	54,48	37,10	151,20	68,29			19,20		
Le Revest-les-Eaux	54,48	37,10	151,20	54,05	296,83	2,4736	19,20	316,03	2,6336
Ollioules		37,10	151,20	104,75	293,05	2,4421	19,20	312,25	2,6021
La Seyne-sur-Mer	52,98	37,10	151,20	60,44	301,73	2,5144	19,20	320,93	2,6744
Saint-Mandrier	52,98	37,10	151,20	78,44	319,73	2,6644	19,20	338,93	2,8244
Six-Fours-les-Plages		37,10	151,20	112,44	300,74	2,5062	19,20	319,94	2,6662
Prix moyen					**275,49**	*2,2958*	19,20	294,69	*2,4558*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

* pour Toulon, moyenne calculée au prorata des consommations : Toulon-est 8% / Toulon-ouest 92%

Décomposition par commune du tarif assainissement (en € HT) sur la facture annuelle base 120 m³ :



(pour mémoire : pas de part « Collecte » pour les communes en régie (La Garde, Ollioules, Six-Fours-les-Plages)

La part collectivité n'est pas modifiée en 2023. Les tarifs délégaraires subissent une hausse de 2,7% à 7,2% selon les contrats. L'entrée en vigueur en octobre 2023 du nouveau contrat de DSP Amphitria entraîne une hausse de la redevance, le contrat comprenant le financement et la réalisation d'importants travaux de mises aux normes de l'incinérateur.

Assiette de la redevance

Le tableau suivant présente l'assiette de la redevance (m³) du service d'assainissement collectif par commune ainsi que l'évolution de ces volumes entre 2022 et 2023.

	2022	2023	N/N-1
Carqueiranne	457 838	430 050	-6,1%
Hyères-les-Palmiers	3 335 891	3 123 915	-6,4%
La Crau	738 451	633 903	-14,2%
La Garde	1 314 316	1 318 466	0,3%
La Valette-du-Var	1 163 009	1 126 380	-3,1%
Le Pradet	655 775	587 419	-10,4%
Toulon (*)	10 444 003	10 186 318	-2,5%
Le Revest-les-Eaux	200 248	196 399	-1,9%
Ollioules	678 548	649 952	-4,2%
La Seyne-sur-Mer	3 519 653	3 067 568	-12,8%
Saint-Mandrier-sur-Mer	623 842	520 370	-16,6%
Six-Fours-les-Plages	2 284 494	2 032 531	-11,0%
Total	25 416 068 m³	**23 873 271 m³**	**-6,07%**

Accusé de réception préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

(*) Les volumes comptabilisés sur Toulon comprennent les volumes collectés sur la Ville et les volumes rejetés par l'Arsenal à l'émissaire (soit 2 271 276 m³ en 2023, non concernés par le service de collecte). Les volumes concernant Toulon-est (raccordés sur la station d'épuration Amphora) sont de 732 037 m³ et ceux de Toulon-ouest (Amphitria) de 7 183 005 m³.

Jusqu'en 2022 l'assiette de la redevance pour l'ensemble du territoire est restée stable, en légère baisse (-0,5% / an en moyenne) conformément aux hypothèses prises en compte dans le schéma directeur. Cependant, une très forte diminution des consommations a été enregistrée sur l'année 2023, représentant plus de 6% de baisse par rapport à l'année précédente.

S'il existe parfois des écarts d'un exercice sur l'autre et quelques disparités selon les Communes, qui s'expliquent par des décalages de relèves de compteurs ou la réaffectation de volumes d'exercices antérieurs, la tendance nettement baissière est générale, et a été observée en dehors du territoire TPM.

Les effluents de la commune d'Evenos, hors périmètre TPM, transitent par les réseaux de la Métropole pour être traités à AMPHITRIA : 50 886 m³ en 2023.

2.3. AUTRES PRESTATIONS FINANCIÈRES

2.3.1. TRAVAUX DE BRANCHEMENTS

En application des articles L1331-2 et L1331-3 du code de la santé publique et conformément à l'article 13 du règlement du Service d'Assainissement Collectif, les **parties des branchements situées sous la voie publique** sont réalisés sur demande des propriétaires par la collectivité (ou son délégataire dans le cadre du contrat pour la commune de La Crau jusqu'au 01/07/2023).

Les dépenses des travaux entrepris pour l'exécution de la partie publique des branchements sont remboursées par les propriétaires. Le montant facturé s'établit pour l'année 2023 à 772 132 € HT.

2.3.2. PARTICIPATION À L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

En application de l'article L1331-7 du code de la santé publique les propriétaires sont assujetis à la **Participation à l'Assainissement Collectif (PAC)**, laquelle est venue se substituer au 1er juillet 2012 à la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE).

La PAC est indépendante des autorisations d'urbanisme. Le fait générateur est le raccordement effectif au réseau. Elle concerne à la fois les constructions neuves ou existantes qui se raccordent au réseau public d'assainissement, ainsi que les extensions (>20 m²) de constructions déjà raccordées.

La tarification applicable, conformément à la délibération TPM n°12/05/95 du 24 mai 2012, est la suivante (tarifs révisés au 1er juillet 2023 sur la base de l'évolution de l'indice TP10a) :

- Logements d'habitation, individuels et collectifs : 18,30 € / m² de surface plancher
- Bureaux, locaux commerciaux : 10,98 € / m² de surface plancher
- Campings : 97,62 € par emplacement

Pour l'année 2023, 366 dossiers ont été traités, générant une recette de 1 954 799 €.

2.3.3. AIRE DE RÉCEPTION DES DÉCHETS D'ASSAINISSEMENT

En 2015 la Métropole a mis en service une **Aire de Réception des Déchets d'Assainissement** (ARDA) destinée à l'accueil des matières de vidanges et des graisses issues des installations d'assainissement non collectif.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Situé dans la zone de Camp Laurent à La Seyne-sur-Mer, cette unité peut recevoir quotidiennement un volume de 20 m³ de matières de vidange (de manière automatisée 7j/7) et 5 m³ de graisses (sur rendez-vous).

Les produits sont amenés par les entreprises de vidange ayant préalablement signé une convention de dépotage avec la Métropole (14 conventions existantes, dont le GIE/GVA représentant plus de 25 entreprises) : au cours de l'année 2023 ARDA a accueilli 2 006 m³ de matières de vidange et 487 m³ de graisses.

Le site est exploité en DSP dans le cadre du contrat AmphitriA depuis le 1er octobre 2023. La tarification applicable, conformément à la délibération TPM n°23/09/259 du 28 septembre 2023, est la suivante (tarifs au 1er octobre 2023 – parts délégataires et surtaxe TPM comprise) :

- Matières de vidange : 27,00 € HT / m³
- Graisses : 75,00 € HT / m³

Ces tarifs ont été ajustés pour être à un niveau identique, surtaxe comprise, sur l'ensemble du territoire Métropolitain, incluant les stations d'épuration Amphora et Almanarre.

2.3.4. ACCUEIL DES BOUES EXTÉRIEURES

La Métropole permet **l'accueil de boues de stations d'épuration extérieures** sur l'usine d'AmphitriA en vue de leur incinération sur place. Outre les stations du territoire de TPM, ce service profite à d'autres stations d'épuration sous convention (Sanary, Le Castellet, Signes, Brasserie de Provence, La Londe, Valcros, Cuers, Pierrefeu, La Crau).

Le tarif d'accueil des boues extérieures au 1er octobre 2023 est de 93,00 € HT / tonne de matière brute (dont 76,50 € de part délégataire et 13,50 € de part TPM). Au cours de l'année 2023 l'usine a réceptionné 9 930 tonnes de boues extérieures.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SERVICE

3.1. TAUX DE DESSERTE PAR DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES [P201.0]

Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées correspond au nombre d'abonnés raccordés (184 476) et raccordables au réseau d'assainissement collectif, rapporté au nombre d'abonnés résidents dans la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération (non défini à ce jour).

Pour 2023 le taux de desserte est évalué sur la base de la population à **99,8%**.

Cette valeur pourra être consolidée après la mise à jour des données cartographiques et l'approbation du zonage d'assainissement.

3.2. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES [P202.2B]

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème créé par l'arrêté du 2 décembre 2013.

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte (hors émissaires) est présenté dans le tableau suivant :

	2022	2023
Carqueiranne Hyères-les-Palmiers	104	104
La Crau	28	91
La Garde	95	95
La Valette-du-Var Le Pradet	105	106
Toulon Le Revest les Eaux	106	107
Ollioules	95	95
La Seyne-sur-Mer Saint Mandrier	105	105
Six-Fours-les-Plages	95	95
Métropole TPM *	97,6	**102**

Moyenne nationale (2022) : 67

La mise à jour de la cartographie avec lever des réseaux en classe A et l'intégration dans le SIG vient enrichir les données patrimoniales, améliorant progressivement la valeur moyenne de l'indice.

En particulier la connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations doit permettre d'améliorer la valeur (recherche de données historiques).

** moyenne pondérée par le linéaire de réseaux de chaque secteur*

3.3. CONFORMITÉ DE LA COLLECTE DES EFFLUENTS AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU [P203.3]

La conformité de la collecte des effluents est établie par la Police de l'eau, à l'échelle des systèmes d'assainissement.

Tous les réseaux de collecte de TPM sont déclarés conformes ou en voie de conformité.

Système d'assainissement :	2022	2023
AmphitriA	100%	100%
Amphora	100%	100%
Almanarre	100%	100%
Porquerolles	100%	100%
La Crau (CCVG)	100%	100%
Métropole TPM	100%	**100%**

Moyenne nationale (2022) : NC

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.4. CONFORMITÉ DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU [P204.3]

La conformité des équipements d'épuration est établie par la Police de l'eau.

* *moyenne pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage*

Moyenne nationale (2022) : NC

Système d'assainissement :	2022	2023
AmphitriA	100%	100%
Amphora	100%	100%
Almanarre	100%	100%
Porquerolles	0%	0%
Port-Cros	0%	0%
Métropole TPM *	99,6%	**99,6%**

3.5. CONFORMITÉ DE LA PERFORMANCE DES OUVRAGES D'ÉPURATION AUX PRESCRIPTIONS NATIONALES ISSUES DE LA DIRECTIVE ERU [P205.3]

La conformité de la performance des ouvrages d'épuration est établie par la Police de l'eau.

Moyenne nationale (2022) : NC

Système d'assainissement :	2022	2023
AmphitriA	100%	100%
Amphora	100%	100%
Almanarre	100%	100%
Porquerolles	100%	100%
Port-Cros	100%	100%
Métropole TPM *	100%	**100%**

Les stations de Porquerolles et de Port-Cros ont été déclarées non conformes (P204.3) du fait du dépassement de leur capacité en période estivale, notamment liée à la quantité abondante de graisses. Toutefois les valeurs imposées en sortie sont respectées et la performance des stations est totalement conforme (P205.3).

La station de Porquerolles va faire l'objet d'une opération de reconstruction complète en 2024.

3.6. TAUX DE BOUES ISSUES DES OUVRAGES D'ÉPURATION ÉVACUÉES SELON DES FILIÈRES CONFORMES À LA RÉGLEMENTATION [P206.3]

Une filière est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur ;
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

L'indicateur correspond au pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme.

Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Moyenne nationale (2022) : 99,7%

Système d'assainissement :	2022	2023
AmphitriA	100%	100%
Amphora	100%	100%
Almanarre	100%	100%
Porquerolles	100%	100%
Port-Cros	100%	100%
Les Pommets	100%	100%
Métropole TPM *	100%	**100%**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.7. TAUX DE DÉBORDEMENT DES EFFLUENTS DANS LES LOCAUX DES USAGERS [P251.1]

Le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisations présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation pour mille habitants desservis.

Les débordements résultant d'une obstruction générale du réseau ne sont pas pris en compte.

	2022	2023
Carqueiranne Hyères-les-Palmiers	0,00	0,00
La Crau	0,00	0,00
La Garde	0,00	0,00
La Valette-du-Var Le Pradet	0,00	0,00
Toulon Le Revest les Eaux	0,00	0,01
Ollioules	0,00	0,00
La Seyne-sur-Mer Saint Mandrier	0,00	0,00
Six-Fours-les-Plages	0,00	0,00
Métropole TPM *	0,000	**0,003**

Moyenne nationale (2022) : 0,03

** moyenne pondérée par le nombre d'habitants de chaque commune*

3.8. NOMBRE DE POINTS DU RÉSEAU DE COLLECTE NÉCESSITANT DES INTERVENTIONS FRÉQUENTES DE CURAGE PAR 100 KM DE RÉSEAU [P252.2]

Le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives) est recensé. Ce nombre est rapporté à 100 km de réseau de collecte des eaux usées, hors branchements.

	2022	2023
Carqueiranne Hyères-les-Palmiers	1,9	1,9
La Crau	0,0	0,0
La Garde	0,0	0,0
La Valette-du-Var Le Pradet	0,6	0,6
Toulon Le Revest les Eaux	1,3	1,3
Ollioules	0,0	0,0
La Seyne-sur-Mer Saint Mandrier	1,7	1,1
Six-Fours-les-Plages	0,6	0,6
Métropole TPM *	0,73	**0,66**

Moyenne nationale (2022) : 4,6

** moyenne pondérée par le linéaire de réseau de chaque commune*

Accusé de réception en préfecture
083-218300682-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.9. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES [P253.2]

Le taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées correspond au rapport entre le linéaire de réseaux renouvelé sur les 5 dernières années et la longueur du réseau hors branchement.

	2022	2023
Carqueiranne	0,79%	0,99%
Hyères-les-Palmiers	0,96%	0,90%
La Crau	1,06%	0,88%
La Garde	0,23%	0,28%
La Valette-du-Var	0,72%	0,72%
Le Pradet	2,61%	2,51%
Toulon	1,13%	1,23%
Le Revest les Eaux	0,37%	0,37%
Ollioules	0,83%	1,32%
La Seyne-sur-Mer	0,91%	0,80%
Saint Mandrier	1,19%	1,15%
Six-Fours-les-Plages	0,71%	0,67%
Amphitria (Galerie)	0,00%	0,00%
Almanarre	0,00%	0,00%
Métropole TPM	**0,93%**	**0,94%**

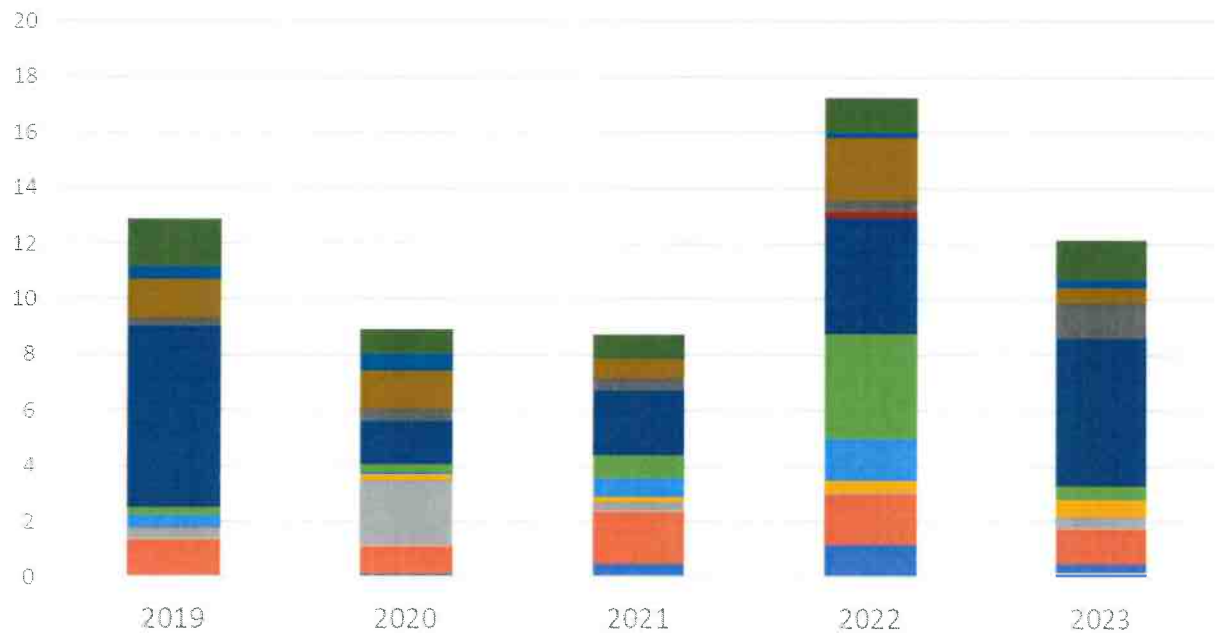
Moyenne nationale (2022) : 0,49%

Objectif du schéma directeur : > 0,7%

Jusqu'en 2021 étaient pris en compte dans le calcul du taux les travaux de réhabilitation de l'émissaire entre Chateaubanne et Cap Sicié (6,4 km) achevés en 2017.

Entre 2019 et 2023 un linéaire global de 60 km de canalisations a été renouvelé, dont 12 km en 2023.

Linéaire annuel de renouvellement des réseaux (en km/an de 2019 à 2023, hors émissaires) :



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.10. CONFORMITÉ DES PERFORMANCES DES ÉQUIPEMENTS D'ÉPURATION AU REGARD DES PRESCRIPTIONS DE L'ACTE INDIVIDUEL [P254.3]

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans sur 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes pour chaque station d'épuration au regard des prescriptions d'autosurveillance des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Station d'épuration :	2022	2023	Nombre de bilans conformes	Nombre total de bilans effectués
AmphitriA	100%	100%	365	365
Amphora	100%	100%	156	156
Almanarre	100%	100%	156	156
Porquerolles	100%	100%	12	12
Port-Cros	(100%)	(100%)	2	2
Métropole TPM *	100%	**100%**		

** moyenne pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage.*

Moyenne nationale (2022) : 96,6%

L'indicateur réglementaire ne concerne que les stations de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement ; c'est pourquoi le bilan de Port-Cros n'entre pas dans le calcul.

3.11. INDICE DE CONNAISSANCE DES REJETS AU MILIEU NATUREL PAR LES RÉSEAUX DE COLLECTE DES EAUX USÉES [P255.3]

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120 selon le barème créé par le décret n° D2007-675 du 2 mai 2007.

	2022	2023
Carqueiranne	100	100
Hyères-les-Palmiers	100	100
La Crau	100	100
La Garde	100	100
La Valette-du-Var	100	100
Le Pradet	100	100
Toulon	100	100
Le Revest les Eaux	100	100
Ollioules	100	100
La Seyne-sur-Mer	100	100
Saint Mandrier	100	100
Six-Fours-les-Plages	100	100
Métropole TPM *	100	**100**

Moyenne nationale (2022) : 86

** moyenne pondérée par les volumes assujettis de chaque commune*

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3.12. TAUX DE RÉCLAMATION [P258.1]

Des dispositifs de mémorisation des réclamations écrites reçues existent pour toutes les communes membres de TPM.

Les réclamations peuvent être perçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

	2022	2023
Carqueiranne Hyères-les-Palmiers	0,27	0,24
La Crau	1,52	0,38
La Garde	0,28	0,28
La Valette-du-Var Le Pradet	0,89	1,55
Toulon Le Revest les Eaux	1,41	1,65
Ollioules	0,17	0,16
La Seyne-sur-Mer Saint Mandrier	0,07	1,41
Six-Fours-les-Plages	0,11	0,15
Métropole TPM *	**0,74**	**1,06**

Moyenne nationale (2022) : 1,50

** moyenne pondérée par le nombre d'abonnés assujettis de chaque commune*

3.13. PRÉSENTATION DES PROJETS À L'ÉTUDE EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE

Le service d'assainissement collectif de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé :

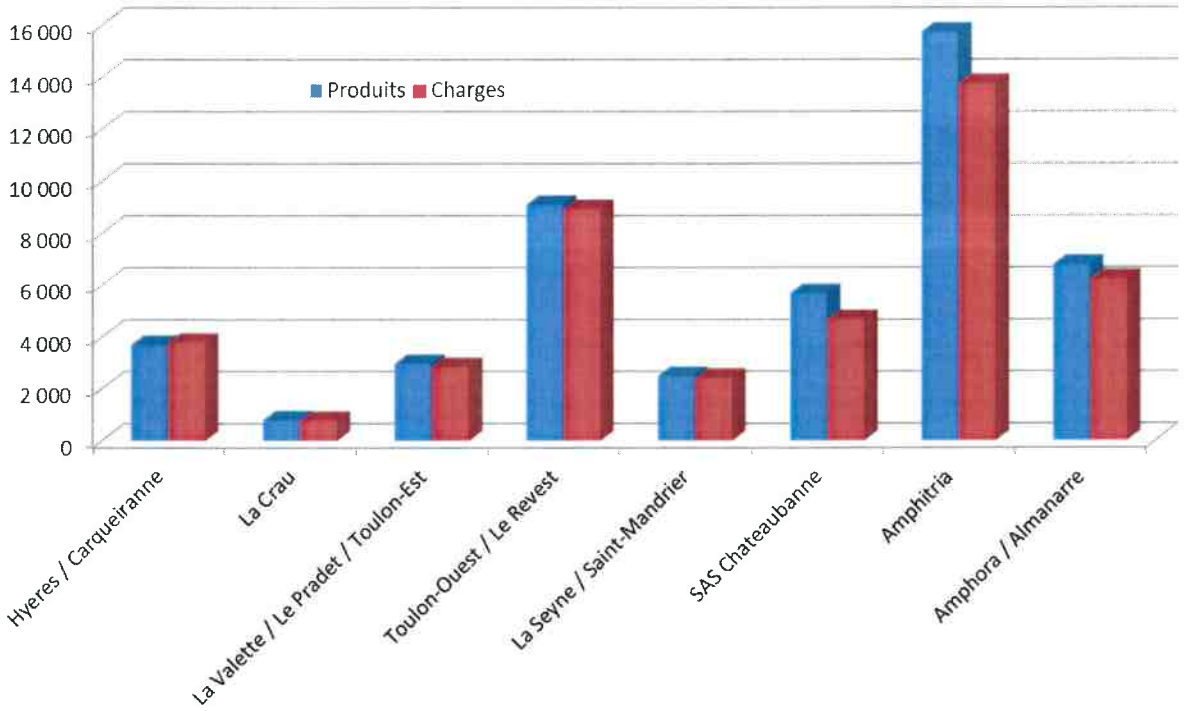
- de mettre en place un outil de gestion patrimoniale, complété d'un lever topographique des réseaux existants et d'une identification de l'âge des canalisations ;
- de lutter contre les eaux claires parasites permanentes et météoriques, en exploitant les données du diagnostic permanent pour définir un programme d'investigations sur les réseaux de collecte, suivi d'un programme de travaux de renouvellement avec l'objectif de conserver un taux annuel de renouvellement supérieur à 0,7% du linéaire ;
- de réaliser l'assainissement des hameaux des Borrels à Hyères ;
- de sécuriser et améliorer le fonctionnement des postes de relevage et de lutter contre les sulfures et nuisances olfactives ;
- dans le cadre de la lutte contre les pollutions à la source, de poursuivre le recensement des usagers non domestiques et d'en assurer le suivi ;
- d'engager la reconstruction de la station d'épuration de Porquerolles ;
- de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) sur l'incinérateur de l'usine AmphitriA afin d'optimiser le traitement des fumées et d'améliorer la performance énergétique grace à une turbine à vapeur produisant de l'électricité ;
- de lutter contre les sulfures, l'implantation d'une unité de méthanisation des boues sur la station de l'Amphitrite permettant la production de biogaz à injecter dans le réseau gaz de ville ;
- de renforcer les actions visant à la protection des milieux recepteurs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4. PARTIE FINANCIÈRE

4.1. COMPTES RENDUS FINANCIERS DES DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC

Les produits et les charges déclarés par les délégataires du service de collecte et de traitement des eaux usées pour l'exercice 2023 sont détaillés dans les rapports annuels des délégataires, et illustrés sur le graphique ci-dessous (valeurs en k€ HT inclus redevance TPM reversée).

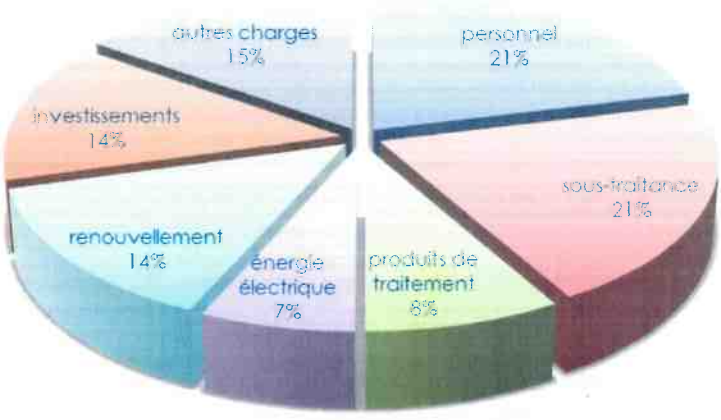


Le chiffre d'affaires cumulé en 2023 pour les 10 contrats* s'élève à 47 M€ HT en incluant la part collectivité qui est reversée, soit **30,4 M€ HT** hors part collectivité dont :

- 7,3 M€ pour les 5 contrats « collecte » (VEOLIA - CEO)
- 6,2 M€ pour le contrat « transport » (SAS Chateaubanne)
- 16,9 M€ pour les 2 contrats « traitement » (VEOLIA - CEO)

* l'ancien et le nouveau contrat ont été additionnés pour les DSP La Crau et AmphitriA

Les charges cumulées des délégataires en 2023 se décomposent selon les proportions indiquées sur le graphique ci-contre.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.2. COMPTE FINANCIER UNIQUE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Le compte financier unique de l'assainissement 2023 de TPM est présenté ci-après.

4.2.1. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2023 atteignent 42 566 686,25 € plus 1 885 559,79 € d'opérations d'ordre. Elles se décomposent comme suit :

	Fonctionnement - recettes	2022	2023
013	Atténuation de charges	1 323	6 320
70	Vente de produits fabriqués, prestations...	46 464 371	42 466 847
704	*Travaux de branchements*	*385 166*	*772 132*
70611	*Redevance assainissement collectif*	*44 175 430*	*39 611 807*
70613	*Participation pour assainissement collectif*	*1 636 975*	*1 954 799*
7065	*Produits commissions pour recouvrement*	*53 060*	*0*
7068	*Autres prestations de services*	*213 740*	*128 109*
74	Subventions d'exploitation	1 786 289	0
741	*Primes de performance épuratoire*	*1 718 093*	*0*
748	*Autres subventions d'exploitation*	*68 196*	*0*
747	*Subventions et participations collectivité territoriale*	*0*	*0*
75	Autres produits de gestion courante	248 292	110
757	*Redevances versées par les concessionnaires*	*0*	*0*
758	*Produits divers gestion courante*	*248 292*	*110*
76	Produits financiers	0	0
768	*Autres produits financiers*	*0*	*0*
77	Produits exceptionnels	153 406	93 408
7711	*Dédits et penalités perçues*	*14 088*	*74 468*
7714	*Recouvrement sur créances admises en non valeur*	*717*	*182*
7718	*Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion*	*138 601*	*15 556*
773	*Mandats annulés sur excercice antérieur*	*0*	*3 192*
778	*Autres produits exceptionnels*	*0*	*0*
78	Reprise sur provisions et dépréciations	0	0
7815	*Reprise provision charges d'exploitation*	*0*	*0*
	Total recettes réelles (*)	**48 653 681**	**42 566 686**
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	2 000 244	1 885 560
	Total recettes d'ordre	**2 000 244**	**1 885 560**
	Total des recettes de l'exercice	**50 653 925**	**44 452 246**

Les recettes réelles de fonctionnement sont en baisse par rapport à 2022.

Les variations sur la redevance s'expliquent par l'arrêt en cours d'exercice du mécanisme de reversement des parts délégataires en vigueur jusqu'alors (recettes 70611 / dépenses 6378) ; celles-ci sont perçues directement par les délégataires sans transit par la collectivité, à l'exception des Régies (la part collectivité conservée représente à elle seule environ 13,4 M€).

Les primes de performance épuratoires n'ont pas été rattachées à l'exercice : elles représentent néanmoins une recette de 1 679 785,38 € qui sera constatée sur l'exercice 2024.

La perception de la PAC est en hausse par rapport à 2022.

Accusé de réception en préfecture
083-248000126-20250618-DE180625-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.2.2. DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2023 atteignent 31 745 213,77 € plus 9 097 564,45 € d'opérations d'ordre. Elles se décomposent comme suit :

	Fonctionnement - Dépenses	2022	2023
011	Charges à caractère général	32 463 707	28 235 093
604	*Achats d'études, prestations de service*	*1 230 441*	*938 144*
6061	*Fournitures non stockables*	*142 735*	*224 807*
6062	*Produits de traitement*	*82 888*	*49 702*
6152	*Entretien et maintenance sur bâtiments et réseaux*	*464 404*	*341 356*
6156	*Maintenance*	*122 780*	*213 467*
617	*Etudes et recherches*	*46 614*	*46 228*
6378	*Autres taxes et redevances (reversement parts délégataires)*	*29 924 060*	*26 232 085*
	Autres charges à caractère général	*449 785*	*189 304*
012	Charges de personnel	2 219 587	2 050 386
6215	*Personnel affecté par la Collectivité*	*2 218 587*	*2 048 709*
6218	*Autres personnels extérieurs*	*0*	*1 677*
014	Atténuations de produits	0	0
65	Autres charges de gestion courante (non-valeurs)	0	67 141
66	Charges financières	595 667	981 445
66111	*Intérêts réglés à l'échéance*	*805 361*	*798 799*
66112	*Intérêts courus non échus*	*-209 694*	*182 646*
67	Charges exceptionnelles	48 203	411 149
673	*Titres annulés sur exercices antérieurs*	*2 928*	*11 368*
6718	*Autres charges exceptionnelles de gestion*	*45 275*	*399 781*
68	Dotation aux provisions et dépréciations	1 497 405	0
6815	*Provisions charges d'exploitation*	*900 000*	*0*
6817	*Dépréciations des actifs*	*597 405*	*0*
	Total des dépenses réelles	**36 824 569**	**31 745 214**
042	Opé. d'ordre de transferts entre sections	*8 696 715*	*9 097 564*
	Total des dépenses d'ordre	**8 696 705**	**9 097 564**
	Total des dépenses de l'exercice	**45 521 284**	**40 482 778**

SOLDE DE FONCTIONNEMENT	**5 132 641**	**3 609 468**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont également en baisse par rapport à 2022, essentiellement par l'effet de l'arrêt des reversements des parts délégataires, dans les mêmes proportions que les recettes correspondantes.

Le solde de fonctionnement du budget annexe de l'assainissement 2023 s'élève à 3 609 467,82 € ; ce résultat est équivalent à l'exercice précédent modulo la recette manquante des primes de performance épuratoire (sans incidence majeure sur l'équilibre budgétaire).

L'excédent reporté de 2022 est de 10 090 059,07 € soit un **résultat cumulé de 13 699 526,89 €**.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.2.3. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement de l'exercice 2023 atteignent 16 721 092,48 € avec l'affectation partielle du résultat d'exploitation de l'exercice précédent, et se décomposent comme suit :

	Investissement - Recettes	2022	2023
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 638 435	15 000 000
13	Subventions d'investissement	666 398	1 612 109
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	13 137
23	Immobilisations en cours	0	95 846
27	Autres immobilisations financières	0	0
45.2	Opération pour compte de tiers	0	0
	Total des recettes réelles	**8 304 833**	**16 271 092**
040	Opé. D'ordre de transferts entre sections	*8 696 715*	*9 097 564*
041	Opérations patrimoniales	*0*	*174 760*
	Total des recettes d'ordre	**8 696 705**	**9 272 324**
	Total des recettes de l'exercice	**17 001 548**	**25 993 416**

4.2.4. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de l'exercice 2023 atteignent 23 963 435,54 € et se décomposent comme suit :

	Investissement - Dépenses	2022	2023
13	Subventions d'investissements	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	2 335 930	2 045 489
20	Immobilisations incorporelles	416 908	253 159
21	Immobilisations corporelles	15 107 221	15 351 341
23	Immobilisations en cours	397 759	4 253 127
27	Autres Immobilisations financières	0	0
45.1	opérations pour comptes de tiers	0	0
1068	Réserves	0	0
	Total dépenses réelles	**18 257 818**	**21 903 116**
040	Opé. D'ordre de transferts entre sections	2 000 244	1 885 560
041	Opérations patrimoniales	0	174 760
	Total des dépenses d'ordre	**2 000 244**	**2 060 320**
	Total des dépenses de l'exercice	**20 258 062**	**23 963 435**

SOLDE D'INVESTISSEMENT	**- 3 256 514**	**2 029 981**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les dépenses réelles d'investissement sont en hausse par rapport à 2022, en particulier pour la réalisation d'importants travaux sur les stations d'épuration (digue AmphitriA).

Le budget annexe de l'assainissement 2023 présente un solde d'investissement de 2 029 980,80 €, auquel il convient de rajouter le déficit d'investissement 2022 reporté, soit -619 355,94 €, ce qui donne un **excédent cumulé de 1 410 624,86 €.**

Les restes à réaliser du budget annexe à la section d'investissement s'élèvent respectivement à 11 422 685,55 € en dépenses et 4 792 057,80 € en recettes.

4.2.5. SYNTHÈSE ET RÉSULTATS

		dépenses	recettes	solde
réalisations de l'exercice – fonctionnement	Opérations réelles	31 745 214	42 566 686	10 821 472
	Opérations d'ordre	9 097 564	1 885 560	
	Total fonctionnement	40 842 778	44 452 246	**3 609 468**
réalisations de l'exercice – investissement	Opérations réelles	21 903 116	16 721 092	
	Opérations d'ordre	1 885 560	9 097 564	
	Total investissement	23 788 676	25 818 657	**2 029 981**
résultat brut				**5 639 449**
reports de l'exercice N-1	Section de fonctionnement		10 090 059	
	Section d'investissement	619 356		
résultat cumulé	Section de fonctionnement	40 842 778	54 542 305	13 699 527
	Section d'investissement	24 408 032	25 818 657	1 410 625
	Résultat de clôture	**65 250 810**	**80 360 962**	**15 110 152**
	Restes à réaliser (pour N+1)			
	Section d'investissement	11 422 686	4 792 058	- 6 630 628
	Résultat net de clôture	**76 673 496**	**85 153 020**	**8 479 524**

Le résultat net de clôture toutes sections confondues est donc excédentaire au 31 décembre 2023 de 8 479 524,00 €.

Il permettra le financement des investissements futurs à réaliser.

4.3. ENCOURS ET DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE [P256.2]

L'encours de la dette au 31 décembre 2023 est de 17 642 082,59 € (contre 19,7 M€ fin 2022).

Les annuités d'emprunt sont de 2 844 288,82 € dont 72% de capital et 28% d'intérêts.

La capacité d'autofinancement étant de 10 821 472 € la durée d'extinction de la dette au 31 décembre 2023 est donc de **1,63** ans. **[P256.2]**

L'encours de dette budgétaire ne prend pas en compte les investissements réalisés par les délégataires et financés dans les contrats (par ex. : réhabilitation de l'émissaire Chateaubanne, mise aux normes de l'incinérateur de Cap Sicié).

Moyenne nationale (2022) : 4,7 ans

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4.4. TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE [P257.0]

Cet indice correspond au taux d'impayés au 31 décembre 2020 sur les factures émises au titre de l'année 2019. Le montant facturé au titre de l'année 2019 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances de l'Agence de l'Eau et la TVA. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers.

	2022	2023
Carqueiranne Hyères-les-Palmiers	0,04%	0,26%
La Crau	0,75%	0,78%
La Garde	nc	nc
La Valette-du-Var Le Pradet	0,69%	0,90%
Toulon Le Revest les Eaux	1,91%	2,17%
Ollioules	2,25%*	2,02%*
La Seyne-sur-Mer Saint Mandrier	0,18%	0,17%
Six-Fours-les-Plages	nc	nc
Métropole TPM	**0,96%**	**1,15%**

Moyenne nationale (2022) : 2,2%

** Données service de l'eau potable*

Ce taux est remis par les services gestionnaires de l'eau potable (délégataires et régies).

4.5. ACTIONS DE SOLIDARITÉ ET DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Les nouveaux contrats de délégation du service de l'assainissement (depuis 2018) incluent un Fonds de développement social et environnemental (FDSE) incluant des actions de solidarité et d'aide aux personnes en situation de précarité. Ce dispositif permet de prendre en charge entre autres les abandons de créance ; le contrat collecte Toulon-ouest / Le Revest prévoit également le versement au CCAS de « chèques assainissement » pour un montant de 15 000 € par an.

Ce dispositif n'existe pas dans les contrats plus anciens (La Seyne / Saint-Mandrier / La Crau). Il n'est pas prévu non plus de dotation de solidarité dans les 2 régies ; le dispositif d'aide est géré par le CCAS de chaque commune.

Au cours de l'année 2023, les abandons de créances assainissement valorisés sur les FDSE des contrats s'élèvent à 144 864,51 € (+60% par rapport à 2022). Le montant des abandons de créance ramené au volume annuel assujetti **[P207.0]** est donc de : **0,006 € / m³**.

Moyenne nationale (2022) : 0,004 € / m³

En 2023 aucune opération de coopération décentralisée conduite en application de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales n'a été engagée.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Troisième Partie :
Le service public d'assainissement non collectif (SPANC)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Sommaire

TROISIÈME PARTIE : LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 63

1. PRÉSENTATION DU SPANC 65
1.1. Caractérisation technique du SPANC 65
1.2. Mode de gestion du service 65
1.3. Prestations assurées dans le cadre du service 65
1.4. Prestations réalisées dans le cadre du service 65
1.5. Mise en œuvre du service 66
1.5.1. délimitations des zonages d'assainissement 66
1.5.2. application du règlement du service public d'assainissement non collectif 66
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 67
2.1. Fixation des tarifs en vigueur 67
2.2. Budget de fonctionnement 67
2.3. Financement des investissements 67
2.4. Etat de la dette 67
2.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 67
2.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 67
2.7. Perspectives de développement de l'activité du service 67

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1. PRÉSENTATION DU SPANC

1.1. CARACTÉRISATION TECHNIQUE DU SPANC

Le SPANC est caractérisé par l'estimation de la population (permanente et saisonnière) non desservie par le réseau de collecte **[D301.0]** : environ **35 500** habitants, pour un nombre d'installations d'assainissement autonome recensées à la fin de l'exercice 2023 de 8 261.

1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE

Le service est exploité en régie sur l'ensemble du territoire de TPM, et la totalité des prestations obligatoires sont assurées.

1.3. PRESTATIONS ASSURÉES DANS LE CADRE DU SERVICE

Conformément à l'article L2224-8 du Code général des collectivités territoriales, le service d'assainissement non collectif assure les missions obligatoires suivantes :

- Le contrôle initial des installations d'assainissement non collectif, pour toutes les installations n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle, afin d'établir un état des lieux exhaustif du parc des installations sur le territoire de TPM. Cette mission a pris fin à l'échéance règlementaire du 31 décembre 2012, avec un taux de réalisation d'environ 85%,
- Le contrôle de conception-exécution des installations d'assainissement non collectif, pour toutes les installations neuves ou réhabilitées. Cette mission comprend l'instruction d'un dossier sur la conformité de la solution proposée ainsi qu'un contrôle in situ de la bonne exécution de la solution validée.
- Le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien pour toutes les installations. Ce contrôle est envisagé avec une périodicité de 8 ans pour l'ensemble du territoire métropolitain. Cette mission est assurée en régie directe. Ce type de contrôle est également exécuté pour traiter les demandes en cas de vente dans le respect de la Loi portant Engagement National, dite « Grenelle II » de 2010.

1.4. PRESTATIONS RÉALISÉES DANS LE CADRE DU SERVICE

Les opérations effectuées dans le cadre du service en 2023 sont les suivantes :

Prestations	2022	2023
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes	226	223
Contrôle de conception (travaux neufs ou réhabilitation)	155	142
Contrôle de bonne exécution (travaux neufs ou réhabilitation)	119	101

Ces contrôles ont permis d'obtenir un taux de conformité des installations **[P301.3]** de **98%**, évalué sur l'ensemble du parc, toutes années confondues :

- 5 652 installations jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité
- 2 609 installations jugées non conformes mais sans risque de pollution ou danger pour la santé

(Moyenne nationale 2022 : 62%)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1.5. MISE EN ŒUVRE DU SERVICE

	Action effective en totalité (oui/non)	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A-Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif			
Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	non	20	0*
Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	oui	20	20
Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilités depuis moins de huit ans	oui	30	30
Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	oui	30	30
B-Eléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif			
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	non	10	0
Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	non	20	0
Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	oui	10	(10)

* la procédure d'élaboration du zonage est en cours ; la cartographie du projet de zonage a été approuvée par le conseil communautaire avec le schéma directeur en juin 2016. Les 20 points ne sont attribués que si la procédure est terminée (enquête publique terminée).

L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif **[D302.0]** est de : **80**.

Conformément aux règles de calcul de cet indicateur, les points obtenus sur les éléments facultatifs du service (partie B sur 40) ne sont pris en compte que si le total obtenu sur la partie A est égal à 100.

1.5.1. DÉLIMITATIONS DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT

Six communes ont un zonage d'assainissement terminé (approuvé par délibération après enquête publique) : La Garde, Hyères-les-Palmiers, Ollioules, Le Revest-les-Eaux, La Seyne-sur-Mer et Toulon.

Le projet de Zonage à l'échelle intercommunale, prévu dans le cadre de l'établissement du Schéma Directeur d'Assainissement, a été approuvé par le Conseil Communautaire en juin 2016.

Des adaptations à la marge restent cependant nécessaires, avec un examen détaillé de la faisabilité d'extensions de réseaux sur les zones actuellement non desservies.

Une évaluation environnementale du zonage doit ensuite être réalisée ; après quoi il sera soumis à enquête publique.

1.5.2. APPLICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Un règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif unique, applicable sur l'intégralité du territoire de TPM a été adopté en décembre 2010 ; il était donc en vigueur pour l'exercice 2023.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

2.1. FIXATION DES TARIFS EN VIGUEUR

Les tarifs des prestations au titre de l'assainissement non collectif ont été adoptés par une délibération du 18 décembre 2010.

Les tarifs n'ont pas été modifiés depuis, excepté par la révision annuelle sur la base des indices prévus dans la délibération, soit en euros TTC :

Prestations	Tarif 2023	Tarif 2024
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes	84,10 €	85,08 €
Contrôle de conception (travaux neufs ou réhabilitation)	63,40 €	64,14 €
Contrôle de bonne exécution (travaux neufs ou réhabilitation)	95,75 €	96,86 €

2.2. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Le SPANC dispose d'un budget annexe distinct depuis le 1er janvier 2018.

Les recettes du service public d'assainissement non collectif s'élèvent à 52 593,03 € en 2023 (avec un report de titres de recettes correspondant à l'exercice 2022). Les dépenses s'élèvent à 51 526,04 €, soit un excédent de fonctionnement de 1 066,99 €.

L'excédent reporté de l'exercice antérieur étant de 36 875,18 € le **résultat net de clôture est de 37 942,17 €** en fonctionnement. Il n'existe aucune dépense d'investissement sur ce budget annexe.

2.3. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Sans objet.

2.4. ETAT DE LA DETTE

Le service ne supporte aucune dette au 31 décembre 2023.

2.5. PRÉSENTATION DES PROJETS À L'ÉTUDE EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE

Sans objet.

2.6. PRÉSENTATION DES PROGRAMMES PLURIANNUELS DE TRAVAUX ADOPTÉS PAR L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Sans objet.

2.7. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ DU SERVICE

Compte tenu du nombre d'installations existantes, des fréquences de contrôles imposées par la réglementation et des evolutions reglementaires apportées par la Loi du 22 Aout 2021, l'objectif est de réaliser à terme 1 000 contrôles de bon fonctionnement par an.

La Métropole devra donc s'appuyer sur des prestations de contrôle réalisées par un organisme extérieur en complément des contrôles réalisés par le service, ce dernier restant focalisé sur les réhabilitations et installations neuves (conception / exécution).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CARQUEIRANNE

LA CRAU

LA GARDE

HYÈRES

OLLIOULES

LE PRADET

LE REVEST-LES-EAUX

SAINT-MANDRIER-SUR-MER

LA SEYNE-SUR-MER

SIX-FOURS-LES-PLAGES

TOULON

LA VALETTE-DU-VAR

MÉTROPOLE
TOULON
PROVENCE
MÉDITERRANÉE

www.metropoleTPM.fr
@metropoleTPM

Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex 9
Tél. : 04 94 93 83 00
Fax : 04 94 93 83 83

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

ÉDITION 2025

L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE VOUS INFORME

La fiscalité sur l'eau a permis une nette amélioration de la qualité de nos rivières

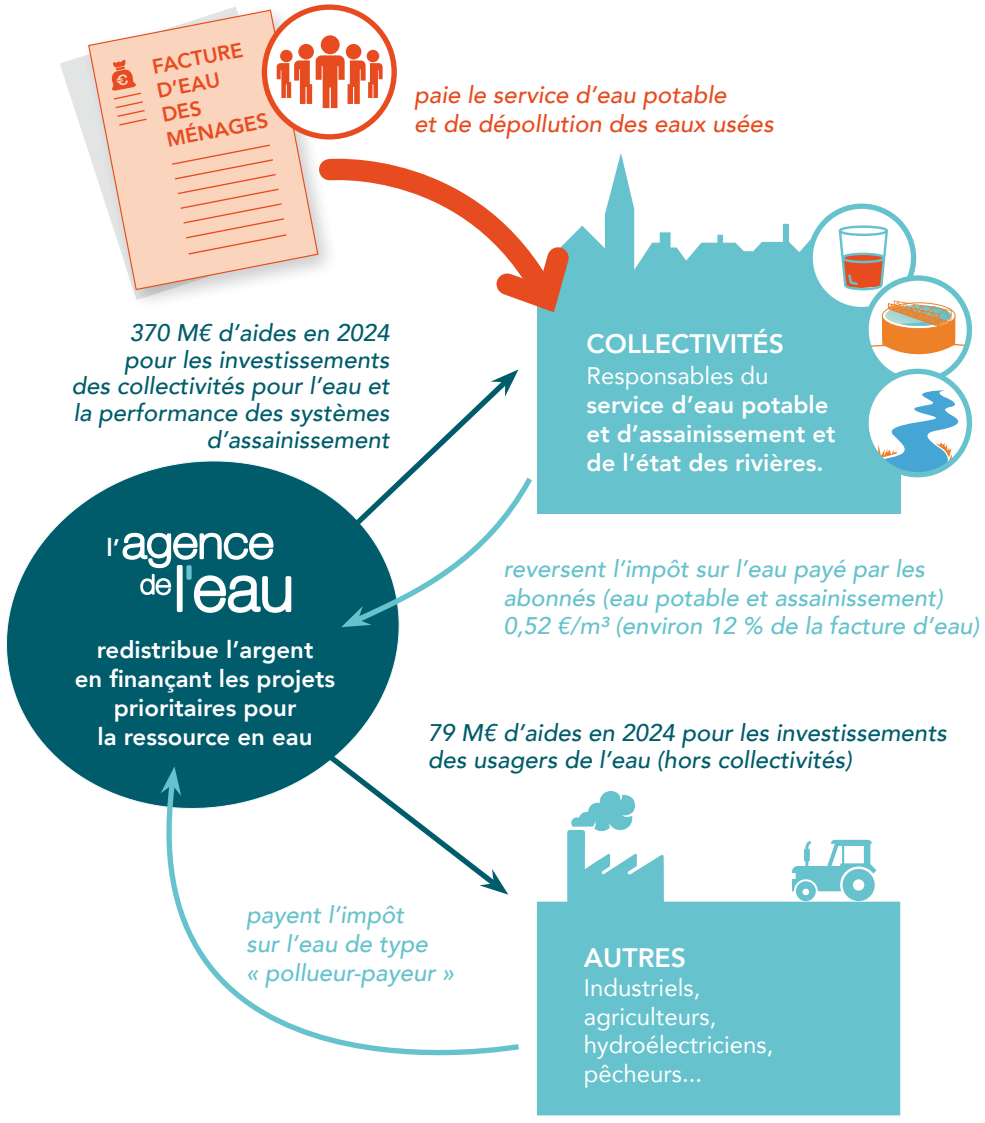
Grâce à cette fiscalité sur l'eau la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le **prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse** est de **4,34 € TTC/m³** et de **4,52 € TTC/m³** en France*. Environ **12 %** de la facture d'eau sont constitués de redevances fiscales payées à l'agence de l'eau.

Cet impôt est réinvesti par l'agence pour moderniser et améliorer les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement, s'adapter au changement climatique, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières, des zones humides et des milieux marins.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'État sous tutelle du Ministère de la transition écologique, **spécialisé dans la protection de l'eau.**

*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2023.



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SAUVONS L'EAU !

ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU
DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET DE CORSE EN 2024

52 % des aides* attribuées en 2024 contribuent à l'adaptation des territoires au changement climatique.

▶ Pour économiser l'eau (tous usages) et sécuriser l'alimentation en eau potable
159 millions € dont 50,4 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel en matière d'eau potable

414 opérations ont permis d'économiser 21,2 millions m^3, soit la consommation annuelle d'une ville de 387 000 habitants.

▶ Pour favoriser la gestion durable des services publics d'eau potable
15 millions €

▶ Pour gérer les eaux usées et les eaux pluviales
161 millions € pour la gestion des eaux usées (stations d'épuration et réseaux d'assainissement) et des eaux pluviales. Dont 29,2 millions € pour les territoires ruraux en vue de rattraper leur retard structurel

32 stations d'épuration parmi les plus impactantes pour le milieu. La lutte contre les pollutions par temps de pluie a représenté 75,7 millions € d'aides.

▶ Pour réduire les pollutions industrielles
19 millions €

370 kg de micropolluants supprimés dans les émissions industrielles.

▶ Pour lutter contre les pollutions par les pesticides et les nitrates et protéger les ressources destinées à l'alimentation en eau potable
7,7 millions € pour les captages prioritaires et ressources stratégiques pour le futur et 36,2 millions € pour l'agriculture

9 nouveaux captages prioritaires du SDAGE Rhône-Méditerranée ont engagé un plan d'action qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des fertilisants. Éviter la pollution des captages par les pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. **36,2 millions € consacrés à la profession agricole** pour supprimer ou réduire les pesticides (matériel, paiements pour services environnementaux, expérimentations et animation agricole) : 4,6 millions € au titre de la réduction des pollutions et 31,6 millions € au titre des paiements pour services environnementaux (PSE).

▶ Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et milieux marins, et préserver la biodiversité
87,3 millions €

63 km de rivières restaurés et 87 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (rectification des cours d'eau, bétonnage des berges, ouvrages en rivière...) empêchent les cours d'eau de bien fonctionner, et les poissons et sédiments de circuler. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement plus naturel.
Les aides ont également permis de préserver et restaurer 1030 ha de zones humides.
L'agence intervient également au profit de la mer Méditerranée. Elle a notamment financé des opérations permettant la réduction des pressions dues aux mouillages des bateaux de plaisance sur 86 ha d'herbiers.

▶ Pour la solidarité internationale
5 millions €

58 opérations engagées dans le cadre de coopérations décentralisées permettant de développer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans 20 pays en développement.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

** incluant des crédits versés par l'État (Fonds vert et rénovation des canalisations d'eau potable).*

L'AGENCE DE L'EAU VOUS INFORME SUR LA FISCALITÉ DE L'EAU

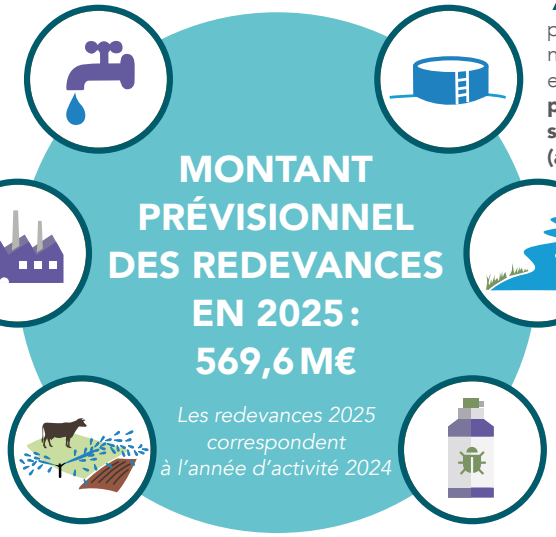
2025

Pour les ménages, les redevances (sur l'eau potable et l'assainissement collectif) représentent environ 12 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m³/an, dépense en moyenne 43,4 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 5,1 € par mois pour les redevances.

12,7 % (72,6 M€)
payés par les collectivités **via la redevance de prélèvement sur la ressource en eau**.

9,2 % (52,6 M€)
payés par les industriels et les activités économiques **via la redevance de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.

0,9 % (5,3 M€)
payés par les irrigants et les éleveurs **via les redevances de pollution et de prélèvement sur la ressource en eau**.



70,8 % (403 M€)
payés par les ménages et assimilés (administrations, entreprises de service, artisans et petites industries) **via la redevance de pollution domestique et la redevance sur la consommation d'eau potable (acomptes).**

2,5 % (14,1 M€)
payés par les pêcheurs, chasseurs, propriétaires de canaux ou d'ouvrages de stockage.

3,9 % (22 M€)
payés par les distributeurs de produits phytosanitaires (essentiellement vendus aux agriculteurs) et répercutés sur le prix des produits **via la redevance de pollution diffuse**.

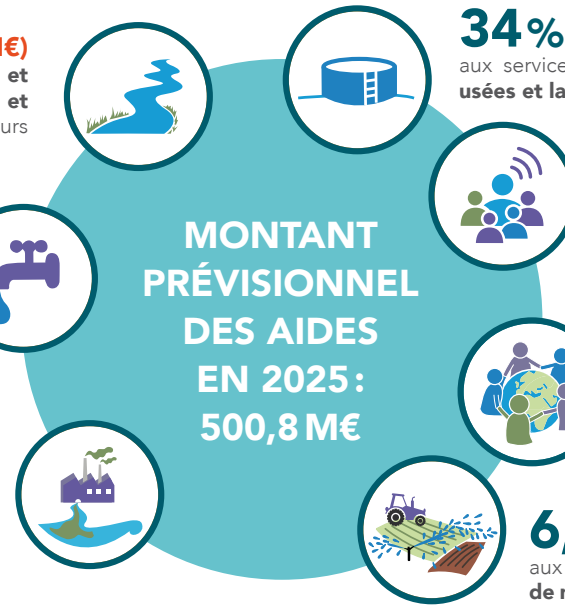
Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentées toutes les catégories d'usagers de l'eau, y compris les consommateurs.

UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

18,6 % (93,2 M€)
aux collectivités **pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et de la biodiversité :** zones humides, cours d'eau, trames écologiques.

32 % (160,3 M€)
pour la gestion et la protection de la ressource en eau : économies d'eau de tous les usages, partage de l'eau, protection des captages.

3,5 % (17,5 M€)
aux acteurs économiques non agricoles **pour la réduction des pollutions industrielles**.



34 % (170,5 M€)
aux services publics **pour l'épuration des eaux usées et la gestion des eaux pluviales**.

4 % (19,8 M€)
aux collectivités, aux associations, aux organismes consulaires…, **pour l'animation des politiques de l'eau :** études, connaissances, réseaux de surveillance des eaux, éducation, information.

1,2 % (6 M€)
à la solidarité internationale : accès à l'eau ou à l'assainissement pour les populations démunies.

6,7 % (33,5 M€)
aux exploitants agricoles **pour des actions de réduction des pollutions dans l'agriculture**.

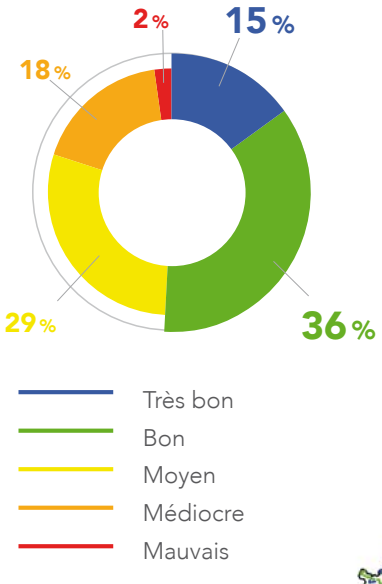
- **Ces montants n'intègrent pas les crédits Fonds vert versés par l'État** pour accompagner la stratégie nationale biodiversité (SNB 2030) et la renaturation des villes et des villages.
- **Solidarité envers les communes rurales :** l'agence de l'eau soutient, à des taux préférentiels, les actions des communes rurales situées dans le zonage de solidarité du 12e programme pour rénover leurs infrastructures d'eau et d'assainissement.
- **L'agence de l'eau contribue également au financement** de l'Office français de la biodiversité (OFB) et des parcs nationaux. Le montant de cette contribution pour 2025 s'élève à 108,3 M€.

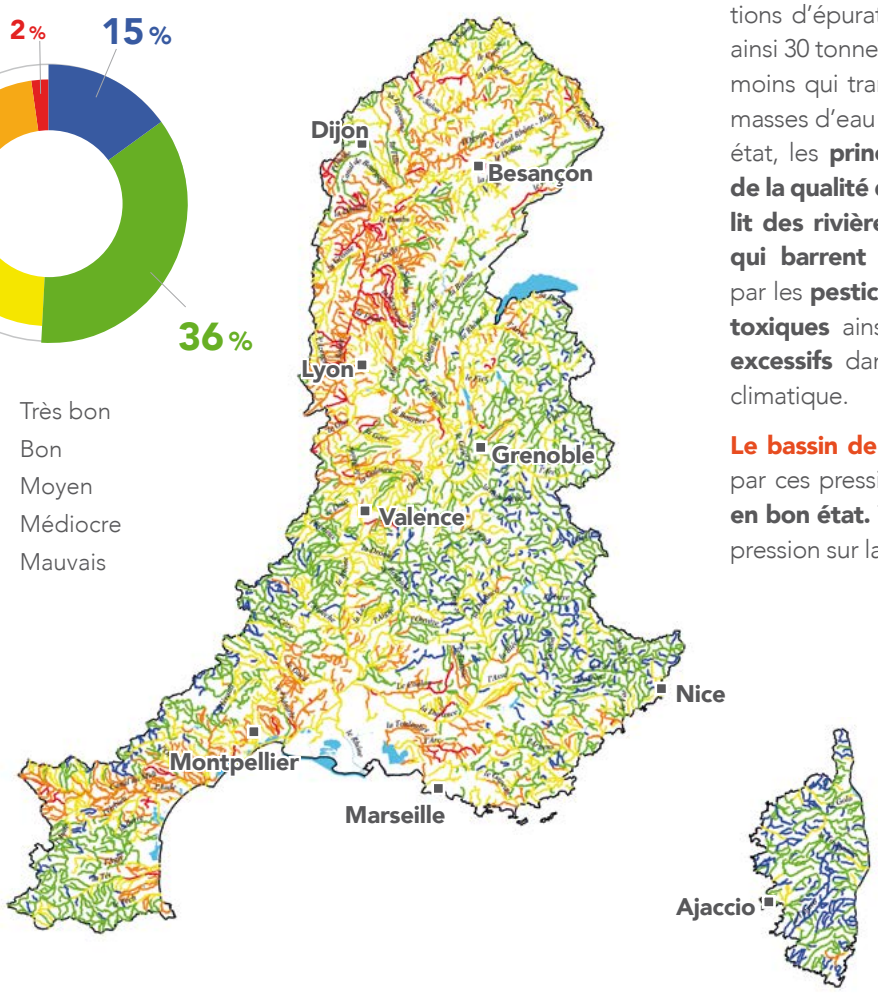
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250649-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

QUALITÉ DES EAUX

État écologique des cours d'eau
Données 2021

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée est en bon état écologique.





Cette nette amélioration est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon. Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les **principales causes de dégradation de la qualité de l'eau** sont **l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent les cours d'eau,** les pollutions par les **pesticides** et les **rejets de substances toxiques** ainsi que les **prélèvements d'eau excessifs** dans un contexte de changement climatique.

Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, **91 % de ses rivières sont en bon état.** Toutefois, un accroissement de la pression sur la ressource en eau est constaté.

Découvrez l'état de santé des rivières en France avec l'application mobile de l'agence de l'eau.

Bassin Rhône-Méditerranée

- 16 millions d'habitants
- 20 % du territoire français
- 20 % de l'activité agricole et industrielle
- 40 % de l'activité touristique
- 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

Bassin de Corse

- 338 000 habitants permanents
- 3,5 millions de touristes chaque année
- 3 000 km de cours d'eau
- 1 000 km de côtes

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20220622-DEL_2022_0164-DE
Date de télétransmission : 23/06/2022
Date de réception préfecture : 23/06/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

agence de l'eau RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

AGENCE DE L'EAU
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
2-4, allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07
Tél. : 04 72 71 26 00
www.eaurmc.fr - www.sauvonsleau.fr

@sauvonsleaufr
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

DELIBERATION N° 50 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : RENOUVELLEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU – AUTORISATION DE SIGNATURE – PARTICIPATION FINANCIERE

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés **: M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Déports **: M. Michel GUILLOUZIC, Mme Céline MURENA**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	32	PRESENCE PHYSIQUE	28	QUORUM PHYSIQUE	15

RAPPORTEUR : MADAME JOSIANE BERCET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail, et notamment ses articles L.5314-1 à 4 et R.5311 et suivants, relatifs au service public de l'emploi,

VU la charte des Missions Locales de 1990 ainsi que les protocoles de 2000, 2005 et 2010,

VU la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,

VU la délibération n° 20 du Conseil Municipal en date du 20 juin 2022 autorisant la signature d'une convention de partenariat entre la ville de La Garde et la Mission Locale du Coudon au Gapeau pour une durée de 3 ans,

VU la délibération n° 38 du Conseil Municipal en date du 3 avril 2023 autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux sis au rez-de-chaussée de la copropriété « Les Eglantines », 174 rue Marc Delage à La Garde,

VU les statuts de l'association « Mission locale du Coudon au Gapeau »,

VU l'attestation de labellisation « engagée pour et avec les jeunes » attribuée à ladite association en date du 11 avril 2025 pour une durée de 5 ans,

VU l'avis de la commission municipale FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE / ECONOMIE / EMPLOI en date du 21 mai 2025,

CONSIDERANT que les missions locales ont, dans le cadre de leur mission de service public pour l'emploi, pour objet d'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que la commune de La Garde est partenaire, depuis son adhésion en 1992, de l'association loi 1901 « Mission Locale du Coudon au Gapeau » qui regroupe 12 autres communes, membres actifs du collège des Collectivités Territoriales, comme il est stipulé dans les statuts de ladite association,

CONSIDERANT que la commune de La Garde est le siège social de la Mission Locale du Coudon au Gapeau, sise 174 rue Marc Delage, immeuble « Les Eglantines »,

CONSIDERANT que la Commune de La Garde est l'un des cofinanceurs de la Mission Locale du Coudon au Gapeau afin qu'elle puisse exercer sa mission auprès des jeunes de 16 à 25 ans révolus,

CONSIDERANT que la participation financière des communes membres de la Mission Locale du Coudon au Gapeau est calculée en fonction du dernier indice INSEE de recensement de la population légale de leurs territoires,

CONSIDERANT que la participation financière des communes membres de la Mission Locale du Coudon au Gapeau a été portée à 1,80 € par habitant depuis l'année 2013,

CONSIDERANT que la délibération n° 20 du 20 juin 2022 autorisant la signature d'une convention entre la Mission Locale du Coudon au Gapeau et la commune de La Garde arrive à son terme et nécessite d'être renouvelée.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat entre la Mission Locale du Coudon au Gapeau et la commune de La Garde, telle qu'annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : **AUTORISE** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la convention susnommée.

ARTICLE 3 : **AUTORISE** le versement de la participation financière de la commune conformément aux termes de la convention susnommée.

ARTICLE 4 : **PRELEVE** les crédits sur l'article 657382 – fonction 681.

ARTICLE 5 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A L'UNANIMITE :
POUR : **32**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT
COMMUNE / MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la délibération du conseil municipal N° 2 en date du 8 novembre 2022,

Ci-après dénommée « **LA COMMUNE** »,

D'UNE PART,

ET

L'ASSOCIATION MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU, association régie par la loi du 1er juillet 1901, domiciliée 174 Rue Marc Delage, Résidence Les Eglantines, 83130 LA GARDE, n° siret 38883957300028, représentée par sa présidente en exercice Madame Claude ARNAUD-GALLI, dûment habilitée à signer la présente convention en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés lors du Conseil d'Administration en date du 6/10/2020,

Ci-après dénommée « L'ASSOCIATION »,

D'AUTRE PART,

PREAMBULE

Présentes sur l'ensemble du territoire national, les missions locales exercent une mission de service public de l'emploi de proximité avec pour objectif un accompagnement global des jeunes de 16 à 25 ans révolus, sortis du système scolaire, en leur permettant de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale.

La Mission Locale du Coudon au Gapeau accompagne les jeunes de 12 communes : La Garde, La Valette, Le Pradet, La Farlède, Solliès-Pont, Solliès-Ville, Solliès-Toucas, Pierrefeu, Belgentier, Cuers, Carnoules, Puget Ville.

Par délibération N° 5 du 25/09/1992, date de création de L'ASSOCIATION en lieu et place de la PAIO (Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation) de La Garde, LA COMMUNE en est devenue l'une des adhérentes.

Au cours des dernières années, les différentes orientations nationales de politique publique en faveur de la jeunesse ont fait évoluer l'offre de services des missions locales. Dernièrement la loi du Plein Emploi en date du 18/12/2023 porte l'ambition d'une amélioration de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des entreprises grâce à l'implication collective et coordonnée de tous les acteurs du secteur de l'insertion et de l'emploi.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Ainsi, L'ASSOCIATION a obtenu en date du 11/04/2025 sa labellisation au Réseau des Missions Locales pour une durée de 5 ans. Ce label « *engagée pour et avec les jeunes* » reconnaît que L'ASSOCIATION :

« - Respecte les exigences du référentiel de labellisation du réseau des Missions Locales,
- S'inscrit dans une démarche d'amélioration continue répondant aux attentes des jeunes, des entreprises, des collectivités et de ses partenaires financeurs et opérationnels,
- Porte l'ambition du réseau d'un service public territorialisé de l'accompagnement global des jeunes vers l'emploi et l'autonomie, ancré dans la réalité sociale et économique des territoires, et à l'écoute des besoins des jeunes,
- S'engage à poursuivre leurs actions dans le respect des valeurs et des exigences du label. »

Considérant la délibération N° 38 du 03/04/2023 de mise à disposition de locaux au profit de L'ASSOCIATION,

Considérant la délibération N° 31 du 10/07/2020 désignant les délégués du conseil municipal au sein du conseil d'administration de L'ASSOCIATION,

Considérant la nouvelle labellisation de L'ASSOCIATION,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, L'ASSOCIATION s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions dont la finalité globale est l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans révolus sortis du système scolaire.

Ladite convention définit les engagements de chaque partie afin de répondre à l'objet sus- énoncé.

ARTICLE 2 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR L'ASSOCIATION

Pour répondre à cet objectif, L'ASSOCIATION s'engage à mettre en place des actions d'accueil, d'information, d'orientation, de suivi et d'accompagnement individualisé vers l'emploi et/ou l'accès à une qualification professionnelle des jeunes concernés.

Conformément aux conventions signées avec l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Départemental et France Travail, L'ASSOCIATION assurera une intervention coordonnée des institutions et acteurs de son territoire, en agissant sur l'ensemble des problématiques de la vie quotidienne des jeunes qui feraient obstacle à leur insertion sociale et professionnelle.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Suite à un diagnostic global de leurs besoins, une recherche de solutions sera apportée aux jeunes sur les différentes difficultés rencontrées qu'elles soient d'ordre professionnelle, de formation, d'accès au logement, à la santé, au transport, à la citoyenneté, à la culture ou aux loisirs.

A travers une approche de complémentarité des interventions, l'ensemble de l'équipe pluridisciplinaire de L'ASSOCIATION sera mobilisé afin de permettre aux jeunes de LA COMMUNE d'accéder aux dispositifs d'insertion sociale et professionnelle existants en leur faveur. Une attention particulière sera portée aux jeunes habitant le Quartier Prioritaire du contrat de ville, Romain Rolland, et à ceux du quartier de La Planquette.

L'ASSOCIATION sera à la disposition des partenaires locaux pour participer à toutes instances d'analyse et de réflexion ayant pour objet l'accès des jeunes :

- à l'emploi,
- à la formation professionnelle,
- au logement,
- aux loisirs,
- aux droits sociaux,
- à la santé,
- à la mobilité (moyens de transport),
- à la prévention de la délinquance,
- ainsi qu'à tous projets de développement économique pouvant favoriser l'insertion professionnelle des jeunes : création d'entreprises, chantiers écoles, chantiers d'insertion, rapprochement besoins des entreprises et offres de formation…

L'ASSOCIATION, agréée plateforme de service civique, sera l'interlocuteur privilégié de LA COMMUNE, pour toutes missions que cette dernière jugerait utiles dans les différents services municipaux et conformément aux domaines d'action d'intérêt général spécifiés par l'Agence du Service Civique.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DE LA COMMUNE ET MODALITES DE PAIEMENT

La participation financière de LA COMMUNE vis-à-vis de L'ASSOCIATION est calculée en fonction d'une tarification votée par le conseil d'administration de L'ASSOCIATION, multipliée par le nombre d'habitants de LA COMMUNE.

Le nombre d'habitants à prendre en considération est le dernier indice connu de recensement de la population légale de l'INSEE. Au 1er janvier 2022, il est de 26 596 habitants.

La tarification actuelle est de 1,80 € par habitant.

Toute variation de l'un ou de l'autre feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le versement de la participation financière sera crédité au compte de l'association sur présentation d'une demande adressée sur https://chorus-pro.gouv.fr accompagné d'un IBAN.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT EN NATURE DE LA COMMUNE

LA COMMUNE apporte également son concours et son soutien à L'ASSOCIATION en mettant gratuitement à disposition des locaux pour accueillir les jeunes de son territoire. Cette mise à disposition a fait l'objet d'une délibération et d'une convention adoptées par le conseil municipal en date du 03/04/2023.

ARTICLE 5 : EVALUATION

L'ASSOCIATION transmettra à LA COMMUNE, au cours du premier quadrimestre de l'exercice suivant, un rapport détaillé sur les activités réalisées sur le territoire communal et les perspectives définissant les conditions d'utilisation de la participation financière susnommée.

Les critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs pourront être basés sur :

- Le nombre de jeunes nouvellement reçus au cours de l'année précédente,
- Le nombre de jeunes accompagnés au cours de l'année précédente,
- Le nombre de sorties positives en fin d'accompagnement : embauche, entrée en formation.

L'ASSOCIATION s'engage à transmettre après son Assemblée Générale :

- Le compte de résultat et le bilan de l'exercice écoulé, établis selon les règles comptables en vigueur, approuvés par l'Assemblée Générale, certifiés par le Président en exercice et par un expert-comptable agréé ainsi que le rapport du commissaire aux comptes lorsque la loi lui fait obligation d'y recourir.

- Un rapport d'activités de la dernière année de fonctionnement.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de trois ans. Elle sera reconduite par tacite reconduction. Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

L'association s'engage à couvrir par son assurance responsabilité civile les risques découlant de son activité. Elle devra fournir systématiquement l'attestation annuelle correspondante.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 8 : RESILIATION

Cette résiliation pourra intervenir :

A l'initiative de LA COMMUNE, à tout moment, en cas de non respect de ses obligations par L'ASSOCIATION, par lettre recommandée avec accusé de réception, après un préavis d'un mois.

A l'initiative de L'ASSOCIATION, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis d'un mois.

D'autre part, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis ni indemnité, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de L'ASSOCIATION.

ARTICLE 9 – PROCEDURE ET CONTENTIEUX

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, relèveront du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, LA COMMUNE et L'ASSOCIATION font élection de domicile en leurs domiciles sus indiqués.

FAIT à LA GARDE, le
EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

LA COMMUNE

L'ASSOCIATION

Hélène ARNAUD-BILL
Maire de La Garde
Vice-Présidente de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Claude ARNAUD-GALLI
Présidente de l'association

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250650-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 51 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE – ANNEE 2023

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE ARNAUD-BILL

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2143-3,

VU la délibération n° 25/02/009 du Conseil Métropolitain Toulon Provence Méditerranée du 27 février 2025 relative à la présentation du rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité 2023,

CONSIDERANT que le rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité 2023 recense l'ensemble des actions menées par la Métropole Toulon Provence afin de prévenir toutes formes d'exclusion,

CONSIDERANT que dans le domaine de l'inclusion des publics en situation de handicap, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est à l'initiative d'une politique dynamique et volontariste visant à favoriser l'intégration des publics les plus vulnérables à l'échelle de son territoire,

CONSIDERANT que ce document vise à se conformer aux obligations issues de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : **PREND ACTE** de la communication du rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'année 2023.

ARTICLE 2 : **INFORME** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Commission Intercommunale pour l'Accessibilité

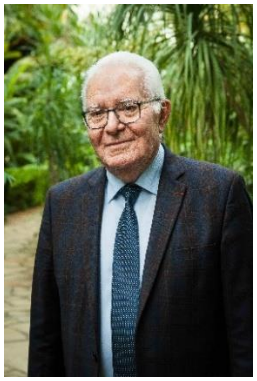
RAPPORT ANNUEL 2023

Accusé de réception en préfecture
083-200039032-20250618-CEL250053-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté - Direction Citoyenneté et Proximité

Accusé de réception en préfecture
068-216800022-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ÉDITO



L'accessibilité : une ambition partagée au service de son territoire et de ses usagers

La Commission Intercommunale pour l'Accessibilité mise en place par la Métropole Toulon Provence Méditerranée est composée de deux collèges : un collège d'élus et un collège d'associations et organismes représentant les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les acteurs locaux.

Espace de démocratie participative, cette Commission Intercommunale pour l'Accessibilité permet de créer les conditions d'un dialogue privilégié entre les représentants de la Métropole et ceux du monde associatif autour des thématiques d'accessibilité, de présenter les actions engagées et d'en faire la promotion auprès des publics concernés. Elle contribue également à identifier les pistes d'amélioration en matière d'accessibilité dans le cadre de nos différentes politiques publiques.

Depuis sa création en 2002, Métropole Toulon Provence Méditerranée mène en effet une politique active et transversale en matière d'inclusion afin d'offrir à chaque citoyen, à chaque habitant un cadre de vie de qualité et le sujet de l'accessibilité constitue ainsi un enjeu majeur.

En 2023, différents projets ont vu le jour, ils ont notamment porté sur la création et l'aménagement de places de stationnement réservées, la mise en accessibilité de traversées piétonnes et de quais bus, ainsi que l'amélioration des infrastructures de voiries existantes.
La Métropole a également déployé de nombreuses initiatives afin de proposer une offre sportive, culturelle et touristique adaptée.

Ces actions concrètes recensées dans le présent rapport annuel pour l'année 2023 témoignent ainsi de notre engagement à répondre aux besoins de tous les usagers partout sur le territoire métropolitain et de l'intérêt constant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en faveur de l'inclusion.
En lien avec les maires, nous restons en effet déterminés à poursuivre nos efforts afin de faire de notre territoire, un territoire toujours plus accessible et solidaire.

Je sais également pouvoir compter sur le dynamisme des acteurs du territoire, notamment les associations représentant les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les acteurs économiques et je tiens à les remercier pour leur mobilisation au sein de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.

Jean-Pierre GIRAN
Président de Toulon Provence Méditerranée

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

SOMMAIRE

I. PRÉSENTATION DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ (CIA)..... 4
A. COMPOSITION....4
B. MISSIONS....5
II. DONNÉES GÉNÉRALES....6
A. PRÉSENTATION DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE....6
B. LE CONTEXTE....6
III. MISE EN ACCESSIBILITÉ DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS....8
A. CADRE RÈGLEMENTAIRE....8
B. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS....9
IV. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS COLLECTIFS....20
A. LE SCHÉMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITÉ (SDA)....20
B. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA DÉMARCHE....21
C. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS....22
B. PERSPECTIVES 2024....23
V. LE STATIONNEMENT EN OUVRAGE....24
A. PRÉSENTATION GÉNÉRALE....24
B. NOMBRE DE PARKINGS ACCESSIBLES PMR....24
C. TYPOLOGIE D'AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS....24
D. NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT AMÉNAGÉES PMR....25
C. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS....26
VI. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES PLAGES CONCÉDÉES....27
VII. LE SENTIER DU LITTORAL....39
A. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS....40
B. PERSPECTIVES 2024....42
VIII. LE LOGEMENT....43
A. PARC SOCIAL, LABEL LOGEMENT SERVICE PLUS TPM....43
B. LE PARC PRIVÉ : ACCOMPAGNEMENT AU MAINTIEN À DOMICILE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BIEN CHEZ SOI »....45
C. BILAN 2023....46
D. PERSPECTIVES 2024/2025....47
IX. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)....49
X. LES PORTS....55
A. BILAN 2023....55
B. PERSPECTIVES 2024....55
XI. LA MÉTROPOLE TPM, UNE MÉTROPOLE ACCESSIBLE ET INCLUSIVE....56
A. L'INCLUSION PAR LE SPORT....56
B. L'INCLUSION PAR LA CULTURE....59
C. LES ACTIONS DE L'OFFICE MÉTROPOLITAIN DE TOURISME PROVENCE MÉDITERRANÉE (OMTPM) EN FAVEUR DE L'ACCESSIBILITÉ....70
D. L'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP....74
E. LA COMMUNICATION....74
F. L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES MÉTROPOLITAINS AUX PERSONNES SOURDES ET MALENTENDANTES 75

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

I. PRÉSENTATION DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ (CIA)

A. COMPOSITION

L'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales prévoit que la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité est composée notamment de représentants :

- De la Métropole.
- D'associations ou d'organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique.
- D'associations d'usagers ou organismes représentant les personnes âgées.
- Des acteurs économiques et d'autres usagers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La création de la CIA de la Métropole TPM et sa composition ont été approuvées par délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/12 du 15 juillet 2020.L'arrêté du n°23/94 du 15 mai 2023 nomme Monsieur Cheikh MANSOUR, Président de la Commission Intercommunale pour l'accessibilité de la Métropole. L'arrêté n° 21/148 du 31 décembre 2021, complété par les arrêtés du 28 novembre 2022, du 26 janvier 2023 et par celui du 19 octobre 2023 désigne l'ensemble des membres de cette instance.

1. *Un collège d'élus*

- CHARRETON Amaury
- ANDREOTTI Dominique
- BONNET Laurent
- GENETELLI Brigitte
- MASCARO Eric
- LEROY Philippe
- EMERIC Jean-Pierre
- PAGANELLI-ARGIOLAS Marie-Claude
- ARNAUD-GALLI Claude
- RIALLAND Valérie
- TONELLI Joël
- BALDACCHINO Gilles

2. *Un collège d'associations ou d'organismes représentant*

- **Les associations représentant les personnes en situation de handicap :**
  - HYÈRES HANDIBASKET
  - UMANE VAR
  - PARIH 83
  - ASSOCIATION POUR ADULTES ET JEUNES HANDICAPÉS
  - ASSOCIATION URAPEDA SUD
  - DÉLÉGATION DU VAR CHIENS GUIDES D'AVEUGLES PACA-CORSE
  - TRISOMIE 21
- **Les associations représentant les personnes âgées :**
  - DELTA REVIE 83
- **Les acteurs locaux :**
  - HANDITOIT
  - RTP TPM
  - ERILIA
- **Les usagers :**
  - CLCV

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B. MISSIONS

Les missions de la CIA sont définies par l'article L2143-3 du code général des collectivités territoriales. La commission avec le soutien et l'appui des services de la collectivité entérine et valide :

- Le recensement des logements accessibles.
- La mise à jour par voie électronique de la liste des Établissements Recevant du Public (ERP) accessibles ou en cours d'accessibilité.

Par ailleurs, elle se charge :

- D'établir un rapport annuel sur l'état d'accessibilité, de le présenter en conseil métropolitain et de le communiquer aux partenaires concernés (Préfet du département, Président du Conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, aux directions/services de la Métropole).
- D'animer la commission pour l'accessibilité et les différents temps de rencontres préparatoires.
- De faire toutes propositions utiles permettant d'améliorer la mise en accessibilité de l'existant.
- De veiller à la cohérence des constats que dressent les Commissions Communales pour l'Accessibilité créées au sein des communes, membres de la Métropole, lorsqu'elles existent.

Son rôle est consultatif et elle ne dispose pas elle-même de pouvoir de décision. Elle peut être sollicitée pour ses connaissances et son expertise lors de l'élaboration de schémas directeurs et plans de mise en accessibilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

II. DONNÉES GÉNÉRALES

A. PRÉSENTATION DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole compte 454 407 habitants (source INSEE, population légale en vigueur à compter du 1er janvier 2024) pour un territoire d'une superficie de 36 654 hectares dont 200 km de littoral incluant les îles d'Hyères. Treizième métropole en termes de population, elle est composée de douze communes :

- Carqueiranne
- La Crau
- La Garde
- Hyères
- Ollioules
- Le Pradet
- Le Revest-les-Eaux
- Saint-Mandrier-sur-Mer
- La Seyne-sur-Mer
- Six-Fours-les-Plages
- Toulon
- La Valette-du-Var

B. LE CONTEXTE

1. *Cadre règlementaire*

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes en situation de handicap a créé une nouvelle dynamique en faveur de l'accessibilité de tous à tout et a affirmé le principe de l'accessibilité universelle autour de deux axes :

- L'accessibilité de tous en prenant en compte tous les handicaps.
- L'accessibilité à tout en développant le traitement de la chaine de déplacement dans sa continuité (depuis la voirie jusqu'au cadre bâti en passant par les transports) et son intégralité.

Ces principes doivent permettre l'autonomie de déplacement de toute personne qui, à un moment de sa vie, éprouve une gêne du fait d'une incapacité permanente (handicap moteur, cognitif, …) ou temporaire (accident, grossesse…) ou de circonstances extérieures (poussettes, accompagnement d'enfants en bas âge) et favorisent ainsi la qualité du vivre ensemble.
Au sens de la loi, constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive, d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant.
La loi n°2009-526 précisée par la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 pose le principe selon lequel un EPCI compétent en matière de transport ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'il regroupe 5000 habitants et plus, a l'obligation de créer une Commission Intercommunale pour l'Accessibilité.
Ainsi, la création de la CIA de la Métropole TPM et sa composition ont été approuvées par délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/12 du 15 juillet 2020.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. Contexte local : rappel des compétences transférées

Conformément aux dispositions de la Loi MAPTAM (Modernisation de l'action publique territoriale et de l'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014, la Métropole a été constituée au 1er janvier 2018. Cette transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole s'est appuyée sur un transfert de compétences étendu, les réflexions engagées avec les communes ayant permis une certaine cohérence dans les transferts.

Ce sont donc tous les éléments constitutifs de la chaîne de déplacement (la voirie et ses éléments indissociables que sont l'éclairage public, la signalisation, les délaissés de voirie, mais aussi les plages, les parkings et le stationnement, les espaces naturels sensibles) qui ont pu être intégrés au patrimoine métropolitain, facilitant ainsi les programmations d'amélioration de l'espace public dans son ensemble et permettant une réflexion globale sur les cheminements.

La Métropole, à l'issue d'une année de gestion déléguée, a absorbé les compétences communales en gestion directe au 1er janvier 2019.
L'année 2023 sera l'objet du présent rapport.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

III. MISE EN ACCESSIBILITÉ DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS

A. CADRE RÈGLEMENTAIRE

Texte de loi de référence :

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Le plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE) est prévu par l'article 45.

L'élaboration d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics *(document stratégique de référence en matière d'accessibilité permettant de disposer du diagnostic de l'existant et d'une programmation pluriannuelle des travaux)* doit être établi à l'initiative du maire pour toutes les communes de plus de 1000 habitants et le cas échéant, les EPCI compétents.
Son élaboration est donc une compétence communale. Toutefois, un EPCI, quand il existe, peut être chargé de cette élaboration à l'initiative de son président, s'il en a expressément reçu la compétence de la part des communes par un transfert selon la procédure prévue (délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI et des conseils municipaux des communes membres).
Le fait qu'un EPCI exerce la compétence « création, aménagement et entretien de la voirie » ne lui confère pas automatiquement la compétence pour élaborer un PAVE.
Aussi la Métropole TPM ne dispose pas à ce jour de cette compétence.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS

L'accessibilité des espaces publics est un enjeu majeur pour garantir une mobilité inclusive et sécurisée pour tous les citoyens. Dans ce cadre, les 11 antennes métropolitaines ainsi que la Direction Générale des Services Techniques (DGST) jouent un rôle essentiel en menant divers travaux de voirie visant à améliorer l'accessibilité et la qualité de vie des personnes en situation de handicap.
Ces interventions comprennent la création et l'aménagement de places de stationnement réservées, la mise en accessibilité des traversées piétonnes pour faciliter les déplacements, ainsi que l'amélioration des infrastructures de voiries existantes.
Ces actions concrètes témoignent de l'engagement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à répondre aux besoins de tous les usagers et à rendre l'espace public plus accueillant et sécurisé, en s'inscrivant dans une dynamique de développement urbain durable et équitable.

1. *Antenne d'Hyères*

- Création de places de stationnement PMR : 17
  - Notre Dame de Consolation : 1
  - Parking des Salins : 2
  - Val des Rougières Bât 7 : 1
  - Val des Rougières Bât 15b : 1
  - Parking de la Bergerie : 3
  - La Capte : 1
  - Rue Claude Durand : 1
  - 14 Rue Olbius Riquier : 1
  - Rues Hippodrome et Claude Durand : 4
  - Requalification des Boulevards Chateaubriand, Orient et Mistral : 2
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Rues Hippodrome et Claude Durand : 7
  - Requalification Boulevards Chateaubriand, Orient et Mistral : 20
- Travaux afin d'améliorer l'accessibilité sur des voiries existantes :
  - Requalification des boulevards Chateaubriand, Orient et Mistral : 7
  - Avenue Ritondale : mise en place de 3 équipements sonores PMR des feux (Moignard, Jean Moulin et A. Thomas)
  - Rues de l'Hippodrome et Claude Durand

Rue Claude Durand

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Rue de l'Hippodrome

2. Antenne de La Crau

- Création de places de stationnement PMR : 8
  - Parking De Lattre de Tassigny : 5
  - Rue des Ormes : 1
  - Parking cimetière central : 1
  - Lotissement Notre Dame : 1
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons)
  - Requalification parking De Lattre de Tassigny : 16
  - Requalification rue Corneille : 3
  - Requalification avenue du 8 Mai 1945 : 5
  - Parking Allée des Mésanges : 1
  - Impasse du Rossignol : 1
- Travaux afin d'améliorer l'accessibilité sur des voiries existantes :
  - Requalification parking De Lattre de Tassigny
  - Requalification rue Corneille
  - Requalification avenue du 8 Mai 1945
  - Parking allée des Mésanges

3. Antenne de Toulon/Le Revest-les-Eaux

- Création de places de stationnement PMR : 31

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Rue Pierre Suffren face au n° 24 : 1
- Rue Castillon, au droit du n°35 : 1
- Parking du Mourillon sur l'anse Tabarly, devant le centre de voile : 2
- Rue Firmin Cauvin au n°92 : 1
- Rue David au droit du n°744 : 1
- Chemin du Béal au droit du n° 489 : 1
- Boulevard Charles Barnier au droit du n° 184 : 1
- Boulevard du 112 ème régiment d'infanterie à l'entrée du parking du Zénith côté Nord : 1
- Rue des Glycines face au n°155 (devant l'entrée du stade) : 1
- Corniche Marius Escartefigue au droit n°3983 : 1
- Rue Jules Ales Renaux à l'angle du Boulevard Georges Richard : 1
- Boulevard Démocratie au droit du n°231 : 1
- Avenue de Besagne au droit du n°2 : 1
- Avenue Edouard Herriot au droit du n° 917 : 1
- Boulevard Paban au droit du n°44 : 1
- Avenue Colonel Driant au droit du n°15 : 1
- Boulevard Eugène Pelletan au droit du n°28 : 1
- Avenue des Iles d'Or au droit du n°313 : 1
- Rue Sainte Anne P4 Bis Parking Préfecture : 2
- Rue Sainte Germaine au droit du n°68 : 1
- Boulevard Desaix au droit du n°172 : 1
- Rue Edouard Chevalier au droit du n°10 : 1
- Rue Léon Jouhaux au droit du n°4 : 1
- Chemin de Rigoumel angle allée des Acanthes : 1
- Avenue Louis Blériot au niveau du club de l'USSAM : 1
- Boulevard Henri Fabre au droit du n°107 : 1
- Rue Fravega face au n° 1 : 1
- Parking des Moulins : 2

- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons)
  - Angle avenue François Cuzin entre rues Maissin et Sénèque : 2 abaissements de trottoir
  - Chemin de Rigoumel-Chemin de la Baume-Allée des Acanthes : 4 abaissements de trottoirs
  - Rue Roger Giraud angle Colonel Picot : 1 abaissement de trottoir
  - Rue pourquoi pas entre la rue Basire et le n°210 : 3 abaissements de trottoir avec création de passage protégé
  - Rue Sous-Lieutenant Friggeri-Jules Ferry : 4 abaissements de trottoir
  - Oswald Larroque- Chemin de l'Oratoire : 2 abaissements de trottoir avec création de passage protégé
  - Rue Emeriau- chemin de l'Oratoire : 1 abaissement de trottoir
  - Rue Professeur Pinard : 2 abaissements de trottoir

- Travaux afin d'améliorer l'accessibilité sur des voiries existantes :
  - Boulevard de l'Escaillon : mise en conformité et sécurisation du parvis de l'école Basse-Convention

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Rue Michel Muscatelli : mise en conformité et sécurisation du parvis de l'école Vert Coteau
- Impasse des Collines : mise en conformité et sécurisation du parvis de l'école maternelle la Beaucaire
- Chemin de Rigoumel - Chemin de la Baume-Allée des Acanthes : création de plateau traversant

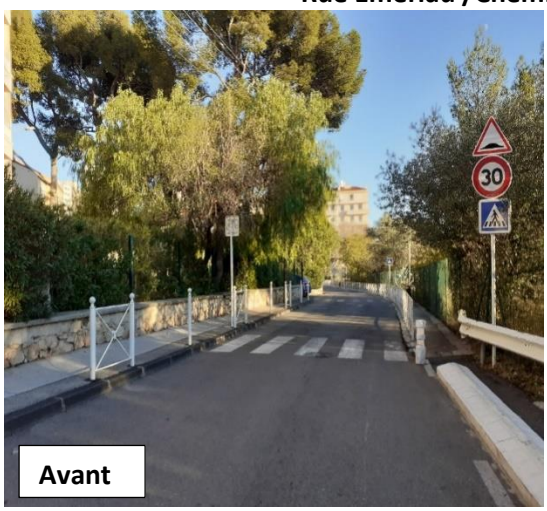
Chemin de Rigoumel

Impasse des Collines

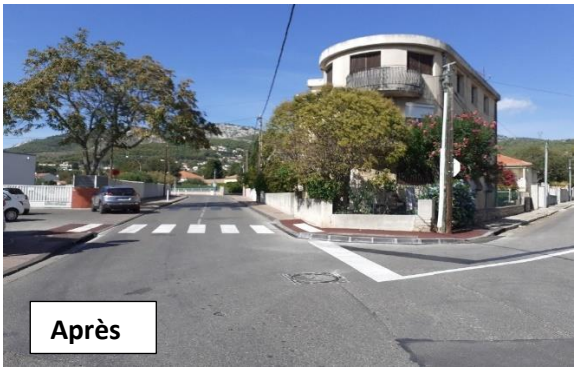
Rue Pourquoi Pas

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Rue Emeriau /Chemin de l'Oratoire



Chemin de l'Oratoire



4. *Antenne d'Ollioules*

- Travaux afin d'améliorer l'accessibilité sur des voiries existantes :
  - Aménagement giratoire Saint Roch

Aménagement giratoire Saint Roch

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

5. Antenne de Six-Fours-les-Plages

- Création de places de stationnement PMR : 5
  - Rue de la Citadelle : 2
  - Parking Renaudel : 3
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Requalification rue de la Citadelle : 6
  - Avenue du Mas d'Ixelle : création d'un passage protégé
  - Parking Renaudel : 3
  - Boulevard de Cabry : 2
  - Corniche de Sauviou : aménagement d'un passage protégé
  - Corniche de la Coudoulière : 2 réfections de trottoirs
- Travaux afin d'améliorer la voirie existante :
  - Requalification rue de la Citadelle : 2 carrefours
  - Promenade Charles de Gaulle : création d'une rampe PMR
  - Corniche de la Coudoulière
  - Aménagement parking Renaudel
  - Aménagement boulevard de Cabry
  - Aménagement boulevard Lery Prolongé

Aménagement boulevard Lery Prolongé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

6. Antenne de La Valette-du-Var

- Création de places de stationnement PMR : 3
  - Chemin des Terres Rouges : 1
  - Avenue Léon Guérin : 1
  - Avenue du Soleil : 1
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Plateau traversant Boutuen/piste partagée Libération : 5
  - Voie piétonne chemin Paul Madon : 2
  - Trottoir partagé avenue du Docteur Jean : 2
  - Chemin des Terres Rouges : 1
  - Aménagement voierie avenue André Citroën : 2
  - Avenue Léon Guérin : 2
  - Aménagement voirie Avenue du soleil : 2
  - Trottoirs chaussées Sainte Cécile : 3
- Travaux afin d'améliorer la voirie existante :
  - Voie piétonne chemin Paul Madon
  - Trottoir chaussée Sainte Cécile
  - Trottoir partagé Docteur Jean
  - Chemin des Terres Rouges
  - Avenue André Citroën
  - Avenue Léon Guérin
  - Avenue du Soleil

7. Antenne de La Garde

- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Requalification du trottoir nord avenue Duclos : 5
  - Avenue Jaurès : 4
  - Requalification du boulevard Gués : 4
  - Avenue Mandela : 5 aménagements PMR
  - Avenue Masson : 2 créations de passage piétons
  - Rond-point des 4 Chemins : mise en accessibilité trottoir
- Travaux afin d'améliorer la voirie existante :
  - Avenue L'Herminier : réalisation d'un accès PMR
  - Avenue Jaurès au droit du pôle multimodal : création d'un giratoire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Aménagement Pôle Multimodal

Requalification boulevard Gues

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

8. Antenne de La Seyne-Sur-Mer

- Création de places de stationnement PMR : 3
  - Impasse la Provençale : 1 place PMR avec tracé et panneau
  - Chemin de la Gatonne : 1 place PMR avec tracé et panneau
  - Boulevard de l'Europe : 1
- Opérations d'entretien des places PMR : 11
  - Mise en place de panneau signalétiques (B6D/ M9H/ 8MF)
  - Avenue Charles de Gaulle
  - Square Malsert
  - Plage de la Verne (avec installation indication « sauf PMR »)
  - Reprise de peinture de marquage au sol et installation panneau ou logo PMR
  - Placette des Oiseaux
  - Quai Sauvaire
  - Rue Paul Cézanne
  - Avenue Fernand Léger
  - Square Aristide Briand
  - Rond-point Kennedy
  - Rue de la Chaulane
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Avenue Max Barel : création d'un passage piéton
  - Rue Arthur Rimbaud : création de fonds de bateau sur 60 mètres environ en tout
  - Rue Jean Miro : création de fonds de bateau sur 5 mètres
  - Avenue Antoine de Saint Exupéry : création de fonds de bateau sur 10 mètres
  - Chemin de Mar Vivo aux Deux Chênes : abaissement de fond de bateau existant
  - Avenue des Collines de tamaris : création de fonds de bateau et d'un ilot
  - Cours Toussaint Merle : remise à niveau du piétonnier pour faciliter le cheminement PMR vers le parking de l'Institut de Promotion et de Formation aux Métiers (IPFM) et réfection du cheminement menant à l'embarcadère
  - Zone d'aménagement concertée (ZAC) Saint Georges : Réalisation d'un cheminement piéton
  - Chemin de l'Evescat, avant et après le 66 : pose de nouvelles bornes de signalisation pour sécuriser le cheminement piétonnier
  - Carrefour avenue Esprit Armando/Collines de Tamaris : mise aux normes du cheminement (100ml)
  - Vieux Chemins des Sablettes : création d'un trottoir (300 mètres)
  - Chemin du verger : création d'un trottoir (170 mètres)
  - Chemin des Barelles : création d'un trottoir
  - Route de Janas : création d'un trottoir
  - Avenue auguste Plane : création d'un trottoir (390 mètres)
  - Rue Jean-Jacques Rousseau : création d'un trottoir (20 mètres)
  - Chemin des Isnards : mise en accessibilité trottoir avant l'arrêt de bus « Domergue »
  - Avenue Itzhak Rabbin : mise en place de potelets PMR sur le passage protégé
  - Allées Maurice Blanc-Resceller : mise en place de potelet PMR
  - Avenue esprit Armando : suppression d'arceaux vélos pour permettre la pose de potelets PMR au droit de passage piétons
  - Avenue Max Barel : mise de deux potelets PMR
  - Boulevard du Léry Prolongé
  - Boulevard de l'Europe

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Aménagement boulevard de l'Europe

9. Antenne de Carqueiranne

- Création de places de stationnement PMR : 4
  - Avenue Jean Jaurès : 1
  - Avenue du docteur Plomb : 1
  - Boulevard Arpinetti : 2
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) :
  - Avenue Jean Jaurès : 3
  - Carrefour Jean Jaurès/Arpinetti : 2
  - Boulevard Arpinetti : 3
- Travaux afin d'améliorer l'accessibilité sur des voiries existantes :
  - Allée du Parc : 1 trottoir aménagé (continuité piétonne et PMR)
  - Avenue Jean Jaurès : 1 trottoir aménagé (continuité piétonne et PMR)
  - Boulevard Arpinetti : 1 trottoir aménagé (continuité piétonne et PMR)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Avenue Jean Jaurès Est

Allée du Parc

10. Antenne du Pradet

- Création de places de stationnement PMR : 2
  - Liaison cyclable Le Pradet/ La Valette-du-Var : 2
- Mise en accessibilité de traversées (abaissé de trottoirs et passage piétons) : 4
  - Liaison cyclable Le Pradet /La Valette-du-Var

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IV. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES TRANSPORTS COLLECTIFS

Faciliter la vie pratique des personnes en situation de handicap ainsi qu'à leur entourage est une démarche dans laquelle TPM s'est engagée depuis sa création en 2002.
Elle vise à permettre une jouissance pleine et entière de la qualité de citoyen sur son territoire et d'améliorer en permanence la sécurité et l'autonomie dans les déplacements intra-muros, ainsi que l'accès aux espaces publics.
En sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, la Métropole organise le réseau de transports en commun sur son territoire (plus de 30 millions de voyages pour plus de 12 millions de kilomètres par an).
TPM a instauré une politique dynamique de mise en accessibilité des points d'arrêts terrestres et maritimes conjointement à l'acquisition de matériels roulants et navigants accessibles.
Un service particulier de transport pour les personnes à mobilité réduite a été développé et l'engagement d'accompagner les communes financièrement sous la forme de fonds de concours à la mise en accessibilité des arrêts de bus existants permet la continuité de cette dynamique engagée depuis plusieurs années.
Par ailleurs, dans le cadre des dispositions de la loi du 5 août 2015, TPM s'est engagée dans une programmation pluriannuelle pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité des arrêts de bus prioritaires.
Enfin, dans le cadre de l'approbation du Plan de Déplacements Urbains par le Conseil Communautaire lors de sa séance du 16 décembre 2016, TPM a programmé, pour les dix années à venir, une série d'actions visant à améliorer encore le quotidien de chacun dans ses déplacements. La « Charte de mise en accessibilité des arrêts de bus » est un outil qui se veut pragmatique pour traduire efficacement cette volonté sur le terrain par des réponses pertinentes aux questions pratiques.

A. LE SCHÉMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITÉ (SDA)

Le transport constitue l'un des maillons essentiels de la chaîne de déplacement et a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la loi du 11 février 2005 avec l'obligation de planifier (au travers des Schémas Directeurs d'Accessibilité - SDA) et d'assurer la mise en accessibilité de la totalité des services de transport dans un délai de dix ans.
Malgré les efforts déployés par les acteurs du transport et notamment les autorités organisatrices, les objectifs fixés par la loi n'ont pas pu être atteints avant le 13 février 2015. Aussi, la loi du 11 février 2005 a été modifiée par l'ordonnance du 26 septembre 2014 qui donne la possibilité aux AOT (Autorité Organisatrice de Transport) de poursuivre la mise en accessibilité de leurs réseaux en toute légalité en élaborant un schéma directeur d'accessibilité.
La Métropole TPM a approuvé par délibération du 18 juin 2015 le schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmé pour la mise en accessibilité du transport public de voyageurs.
Le Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) a été réalisé dans totalité.
La Métropole Toulon Provence Méditerranée est Autorité Organisatrice de la Mobilité Urbaine sur le territoire de l'ensemble des 12 communes. Par contrat entré en vigueur le 1er mai 2023 et prenant fin le 30 avril 2029, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a délégué à la société dédié RDTPM. L'exploitation du transport urbain de personnes, hors liaison maritime vers les îles d'Or.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B. ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA DÉMARCHE

→ ***Sur le territoire métropolitain, on compte :***

- 135 lignes au total dont :
  - 64 lignes terrestres : 48 lignes régulières et 16 transports à la demande.
  - 9 lignes maritimes : 3 lignes régulières transrade et 6 lignes pour la desserte des Îles d'Or.
  - 1 ligne aérienne avec le téléphérique.
  - 8 lignes prolongées de nuit.
  - 4 lignes base navale dont 1 transport à la demande.
  - 48 services scolaires.
  - 1 service spécifique de substitution de transport pour les Personnes à Mobilité Réduite.
  - 2187 points d'arrêt au total (transports urbains, scolaires, appel bus) dont 920 points d'arrêt rendus accessibles soit 42,7%.
  - 347 matériels roulant par service de transport : transport scolaires, transport PMR, transport Urbains / 100% est accessible.
  - 3 pôles d'échange : pôle échange Ste Musse, gare de la Garde, gare routière de Toulon.
  - 3 parcs relais existant - Porte d'Ollioules et de Toulon, Brunet et Tamaris.
- 32803 voyageurs sur le service spécifique TPMR (pour rappel l'ensemble du réseau est accessible)

→ ***Sur le territoire, il existe un registre de dépôt de plainte (Délégataire Service Public)***

- Sur l'ensemble du réseau, 4784 doléances ont été enregistrées sur tous les sujets dont 36% sont des questions relatives à l'offre de service. Pas de détail spécifique sur l'offre TPMR.
- Nature des plaintes : respect de l'horaire - respect de l'arrêt - attitude conducteur ou marin - sécurité-travaux - nuisances sonores - offre supplémentaire - agence (envoi des cartes) - contestation PV - billettique monétique.

→ ***Parce que les transports en commun doivent être accessibles à tous, la Métropole TPM mène une politique volontariste en faveur des personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite et œuvre chaque jour pour rendre son réseau plus accessible avec :***

- Le service pour Personnes à Mobilité Réduite : c'est un service collectif qui vient en complément des lignes régulières et fonctionne sur accréditation et réservation.
- Ce service est réservé au public majeur en situation de handicap résidant sur l'une des 12 communes de Toulon Provence Méditerranée.
- Le parc PMR compte douze minibus qui sont spécifiquement aménagés pour le transport des fauteuils roulants, avec du personnel qualifié.

- « Mon guide accessibilité » a également été créé en collaboration avec l'association UMANE, ce guide est labellisé FALC (facile à lire et à comprendre), il est disponible dans les accueils commerciaux, les offices de tourisme et dans les mairies du territoire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

C. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS

→ *Mise en accessibilité de 59 arrêts de bus*

Commune	Total arrêts de bus	Nombre arrêts bus accessibles après réalisation arrêts Année 2022	Nombre arrêts bus accessibles après réalisation arrêts Année 2023	% arrêts bus accessibles après réalisation programme en cours	Réalisé en 2023	Programmation 2024 en cours
Carqueiranne	83	16	17	20,48%	1	6
Hyères	332	94	101	30,42%	7	18
La Crau	120	50	56	46,67%	6	6
La Garde	186	65	69	37,10%	4	12
La Seyne-sur-Mer	275	108	110	40,00%	2	12
La Valette-du-Var	127	56	64	50,39%	8	24
Le Pradet	41	23	23	56,10%	0	7
Le Revest-les- Eaux	45	7	13	28,89%	6	3
Ollioules	95	36	44	46,32%	8	0
Saint-Mandrier-sur-Mer	33	20	20	60,61%	0	3
Six-Fours-les-Plages	151	68	71	47,02%	3	5
Toulon	699	318	332	47,50%	14	25
TOTAL	2187	861	920	42,07%	59	121

→ *Quelques exemples de mises en accessibilité réalisées*

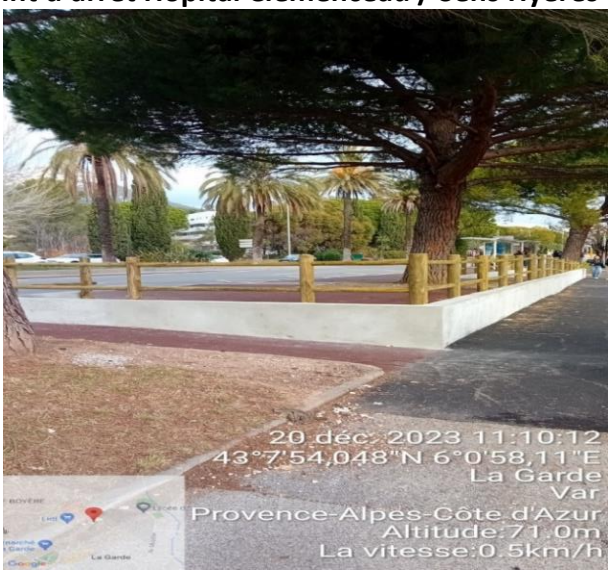
- Ollioules

Point d'arrêt Orlandi / Sens centre-ville

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- **La Garde**

Point d'arrêt Hôpital Clémenceau / Sens Hyères



- **Carqueiranne**

Point d'arrêt Arpinetti / Sens Hyères

B. PERSPECTIVES 2024

- Mise en accessibilité de 135 points d'arrêts bus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

V. LE STATIONNEMENT EN OUVRAGE

A. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

→ ***Liste des parkings au 1er janvier 2024 :***

- **TOULON : Délégation de Service Public exploitation par Q-PARK**
  - Delaune (Pont du Las)
  - Liberté
  - Gare Albert 1er
  - Place d'Armes
  - Peiresc
  - Lafayette
  - Italie
  - Mayol
  - Faculté
  - Colibri
  - Parking Zénith-Préfecture

- **HYÈRES : Délégation de Service Public exploitation par INDIGO**
  - Clémenceau
  - Gambetta
  - Casino

- **HYÈRES : exploitation en régie** (repris en régie depuis le 1er janvier 2022)
  - Tour Fondue (parking en enclos)

- **LA SEYNE-SUR-MER : exploitation en régie**
  - Martini

- **SIX-FOURS-LES-PLAGES : exploitation en régie**
  - Hôtel de Ville
  - Tassigny
  - Frégate (parking en enclos)
  - Rayon de Soleil (parking en enclos)
  - Citadelle (parking en enclos)

B. NOMBRE DE PARKINGS ACCESSIBLES PMR

- **En régie :** 7 sur 7
- **En délégation :** 12 sur 14

C. TYPOLOGIE D'AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS

→ ***Ascenseurs :***

- Parkings en régie : deux ascenseurs au parking Martini à La Seyne-sur-Mer.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Parkings en DSP à Toulon (Q-PARK), dix ascenseurs : deux à Mayol, deux à la gare et un Place d'Armes, Liberté, Porte d'Italie, Peiresc, Lafayette, Facultés.
- Parking en DSP à Hyères (INDIGO), quatre ascenseurs : deux au Casino, un à Gambetta et Clemenceau.

→ ***Cheminements piétons, bandes podotactiles :***

- Ils sont complets au sein de 9 parkings sur 10 DSP à Toulon dans le cadre des travaux concessifs.
- Ils sont existants sur les parkings en DSP à Hyères. Ils sont à améliorer sur les parkings en régie (parking Citadelle).

D. NOMBRE DE PLACES DE STATIONNEMENT AMÉNAGÉES PMR

→ ***Parkings en DSP :***

- Toulon : 131 places sont aménagées PMR sur 10 parkings (*Le parking Delaune n'est pas PMR par dérogation).*
- Hyères centre-ville : 27 places sont aménagées PMR sur les 3 parkings.

→ ***Parkings en régie :***

- La Seyne-sur-Mer : 10 places / Martini.
- Six-Fours-les-Plages : 2 places Tassigny, 3 places Hôtel de ville, 2 places Frégate, 1 place Rayon de Soleil, 2 places Citadelle.
- Hyères Tour Fondue : 4 places aménagées PMR sur les 3 parkings

→ ***Les espaces d'attente sécurisés sont réalisés dans l'ensemble des parkings en DSP de Toulon équipés d'un ou plusieurs ascenseurs en ayant le besoin (par niveau).***

→ ***La verbalisation relève du pouvoir de police du Maire :*** si les places sont occupées par des personnes valides, il convient de prévenir les forces de l'ordre pour verbalisation. Les agents sont sensibilisés et font appel aux forces de l'ordre lorsque nécessaire. L'intervention relevant de la disponibilité des forces de l'ordre***.***

→ ***La loi n°2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap titulaires de la carte de stationnement :***

- Ces personnes ou les accompagnants peuvent utiliser gratuitement et sans limitation de durée toutes les places de stationnement ouvertes au public et plus seulement les places réservées matérialisées par une signalétique spécifique.

→ ***À noter :***

- Si elles le souhaitent, les autorités compétentes en matière de stationnement pourront fixer une durée maximale de stationnement qui ne devra pas être inférieure à douze heures.
- Une exception : les titulaires de la carte de stationnement pourront être soumis au paiement d'une redevance pour se garer dans les parcs de stationnement munis de borne d'entrée et de sortie accessibles aux personnes handicapées depuis leur véhicule.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Parking	Lieu	Type	Nombre de places	Nombre de niveaux	Gestion	Nombre places PMR
Martini	**La-Seyne-sur-Mer**	Silo	420	5	Régie directe	**10**
Hôtel de ville	**Six-Fours-les-Plages**	Semi-Enterré	152	1	Régie directe	**7**
Tassigny	**Six-Fours-les-Plages**	Semi-Enterré	101	1	Régie directe	**4**
Frégate	**Six-Fours-les-Plages**	Aérien	78	Surface	Régie directe	**5**
Rayon de Soleil	**Six-Fours-les-Plages**	Aérien	35	Surface	Régie directe	**3**
Citadelle	**Six-Fours-les-Plages**	Aérien	129	Surface	Régie directe	**4**
Tour fondue	**Hyères**	Aérien	670	Surface	Régie directe	**4**

Colibri	**Toulon**	Silo	425	R-1 + 5	DSP	**9**
Delaune	**Toulon**	Enterré	476	1	DSP	**Dérogation**
Facultés	**Toulon**	Enterré	943	3	DSP	**20**
Gare	**Toulon**	Enterré	318	4	DSP	**7**
Lafayette	**Toulon**	Enterré	411	2	DSP	**8**
Liberté	**Toulon**	Enterré	668	3	DSP	**14**
Mayol	**Toulon**	Enterré	1304	5	DSP	**23**
Peiresc	**Toulon**	Enterré	538	3	DSP	**10**
Place d'Armes	**Toulon**	Enterré	63	2	DSP	**13**
Porte d'Italie	**Toulon**	Enterré	572	2	DSP	**12**
Zénith-Préfecture	**Toulon**	Silo	667	5	DSP	**15**

Gambetta	**Hyères**	Silo	443	3	DSP	**9**
Clémenceau	**Hyères**	Enterré	417	4	DSP	**9**
Casino	**Hyères**	Enterré	435	3	DSP	**9**

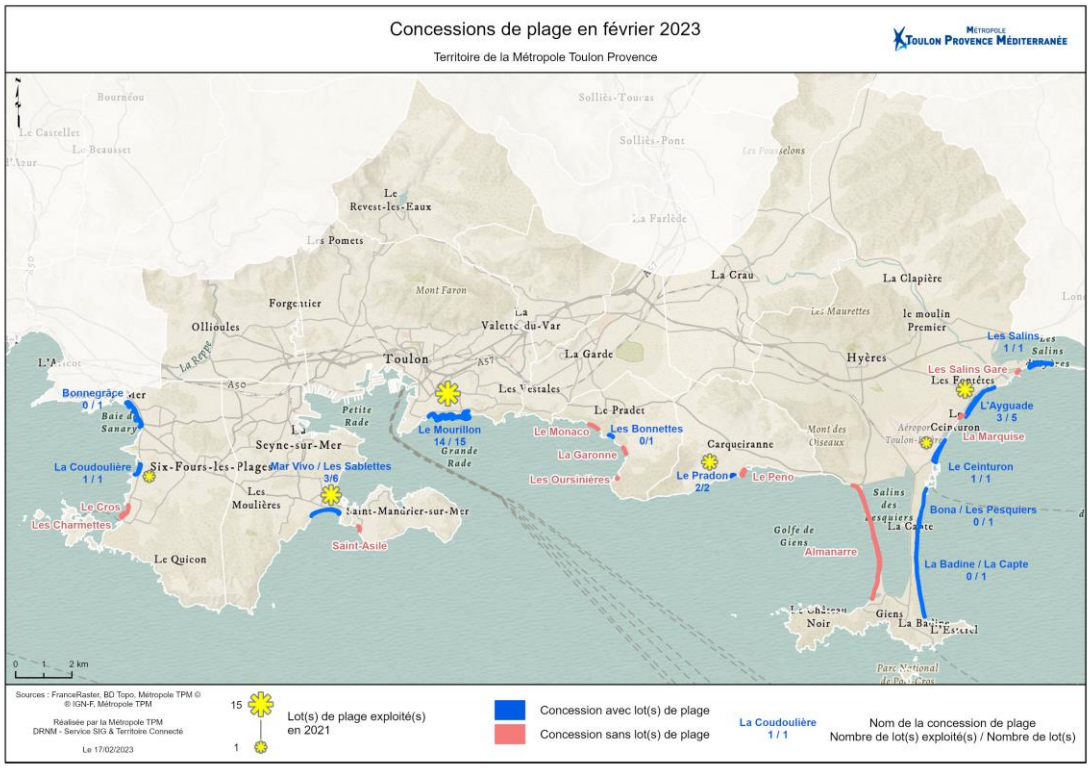
C. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS

- Livraison du parking Zénith-Préfecture le 06 octobre 2023. Ce parking public, exploité par Q-Park au travers d'une délégation de service public, totalise 667 places.
- Par ailleurs, dans le cadre de cette opération, un ascenseur public permettant de faciliter le cheminement Centre-Ville-Préfecture/Lices a été réalisé, cela permet une continuité entre le parvis du Zénith et le boulevard du 112^{éme} Régiment d'Infanterie.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VI. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES PLAGES CONCÉDÉES

- En 2023, la Métropole TPM comptait 21 concessions de plage.
- 16 concessions de plage disposent d'un accès PMR, les 5 concessions non équipées de ce type d'accès font l'objet d'une dérogation d'accessibilité.
- Les concessions de plage sont réparties sur 7 communes littorales : Six-Fours-les-Plages, La Seyne-sur-Mer, Saint-Mandrier-sur-Mer, Toulon, Le Pradet, Carqueiranne et Hyères.



©Carte TPM – service SIG

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

1. Six-Fours-les-Plages

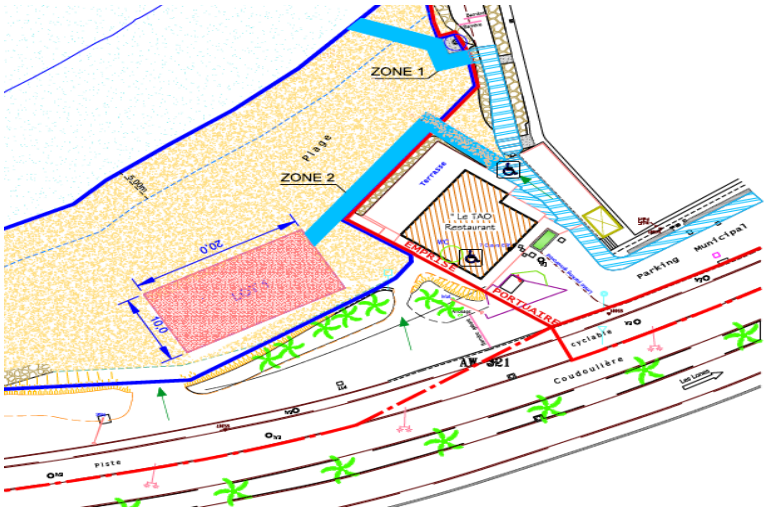
A l'exception de la Plage du Cros, qui fait l'objet d'une dérogation d'accessibilité du fait de la configuration inadaptée du site, des cheminements PMR sont prévus des parkings à la plage et de la plage à l'eau sur les plages concédées de Six-Fours-les-Plages, devant être accessibles.
Pour la concession de plage du Cros, la création d'une rampe d'accès aux normes handicapées nécessiterait d'empiéter de façon trop importante sur la plage, qui est déjà réduite par les phénomènes d'érosion ce qui explique la dérogation d'accessibilité.

Sur les plages concédées devant être accessibles des cheminements PMR sont prévus des parkings à la plage et de la plage à l'eau.

- Éléments communs aux plages accessibles :
  - Les trois plages accessibles disposent également de sanitaires accessibles gratuitement aux usagers, ainsi que des points douches équipés.
  - Les points douches n'ont pas été mis en route pour la saison 2023 en raison de l'arrêté d'alerte renforcée sécheresse pris en Mai 2023.

→ *La Coudoulière :*

- Un tapis pour l'accès à la mer en gestion Métropole et un tapis pour l'accès au lot de plage en gestion du délégataire.
- Des places de parking sont disponibles à proximité de la plage, mais le cheminement PMR n'est pas matérialisé et doit être amélioré.
- Un WC accessible aux PMR est géré par le délégataire de la commune en charge du restaurant de plage.



© Cabinet Arragon

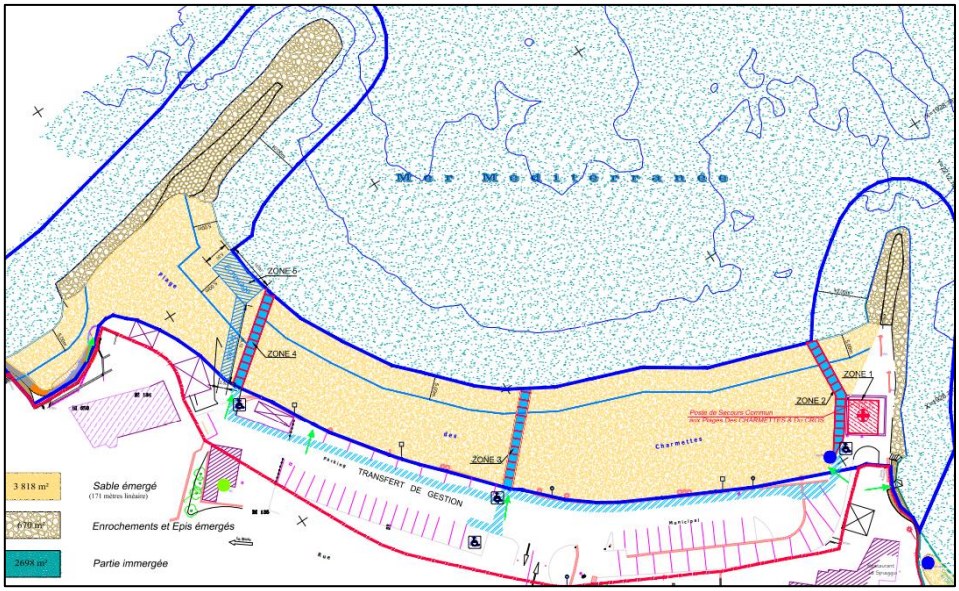
➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents conformément à l'avenant 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.*

→ *Les Charmettes*

- Trois tapis d'accès à la mer gérés par la Métropole.
- Deux cheminements dédiés depuis les places réservées au public en situation de handicap sur le parking situé en amont de la plage.
- Un WC et une douche accessibles PMR gérés par la commune au niveau du poste de secours.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.*



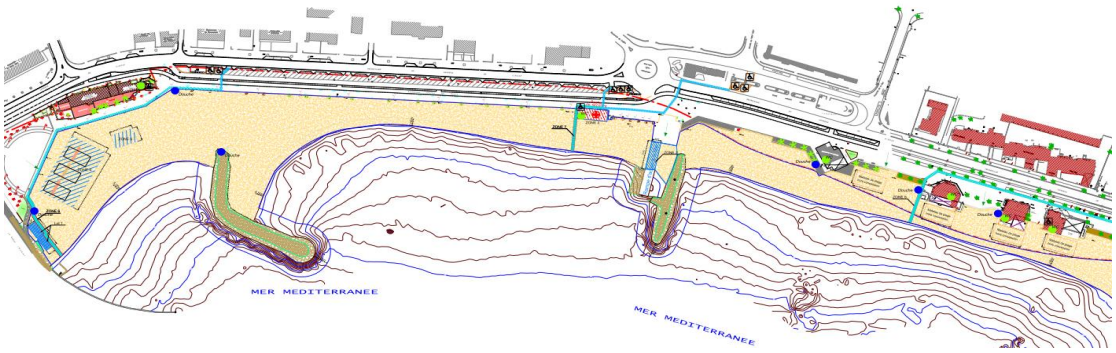
© Cabinet Arragon

→ *Bonnegrâce :*

- La concession prévoit la mise en place de 3 tapis PMR :
  - Un tapis PMR pour accéder au lot nautique et à la mer
  - Un autre situé proche d'un poste de secours et permettant l'accès à la mer
  - Un dernier permettant l'accès à un lot de plage et à la mer
- Plusieurs WC et douches accessibles PMR gérés par la commune sont disponibles notamment au niveau des postes de secours.

➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022.*

- En 2023, montant des dépenses sur l'ensemble des plages de la commune :
  - **Travaux douches PMR : 7 231,20 €**
  - **Entretien tapis PMR : 2 666 €**



Extrait du plan de la concession de Bonnegrâce 2021- Plan OPSIA

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

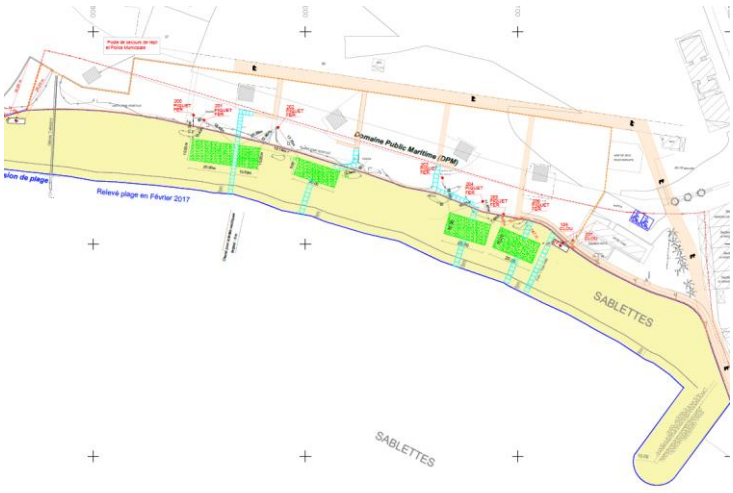
2. La Seyne-sur-Mer

→ *Mar Vivo/Les Sablettes :*

- Un tapis d'accès à la mer est prévu dans le cahier des charges de la concession et doit être mis en place par l'antenne Métropolitaine.
- Sur le secteur des Sablettes, il y avait également quatre lots de plage actifs en 2023 dont 3 doivent être accessibles. Les délégataires de chacun de ces 3 lots déploient un tapis PMR permettant l'accès depuis leur établissement en arrière plage au lot de plage et à la mer ce qui permet de disposer d'une offre conséquente en matière d'accès PMR.
- Un cheminement PMR existe depuis les places de parking situé en arrière plage jusqu'aux tapis PMR.
- 4 WC et douches adaptés aux PMR sont situés en arrière plage.
- Le secteur de Mar Vivo fait l'objet d'une dérogation d'accessibilité, car les équipements nécessaires pour rendre l'accès possible aux fauteuils roulants nécessiteraient d'empiéter sur la partie de sable de la concession, or la plage est déjà réduite, du fait de l'érosion. Toutefois, des bandes podotactiles ont été mises en place sur les marches pour les autres types de handicaps.

➢ **Évolution 2023** :

- L'avenant numéro 2 à la concession de plage de septembre 2022 a concentré l'accès PMR à la plage vers le poste de secours de Saint Elme. Une attention particulière est portée à cet accès, car il est idéalement placé du fait de la proximité du poste de secours.
- La commune propose, avec l'aide d'une association, un service de Tiralo. Le tapis PMR a été installé en régie fin mai et est retiré début octobre.
- Achat de 5 tapis PMR pour une longueur de 45 m.
- Achat de 8 barres de relevage (remplacement) pour les sanitaires du parc Braudel en arrière plage.
- Pose d'une bande podotactile pour l'accès plage PMR **: 5 556 €**
- Remplacement de panneaux signalétiques PMR.



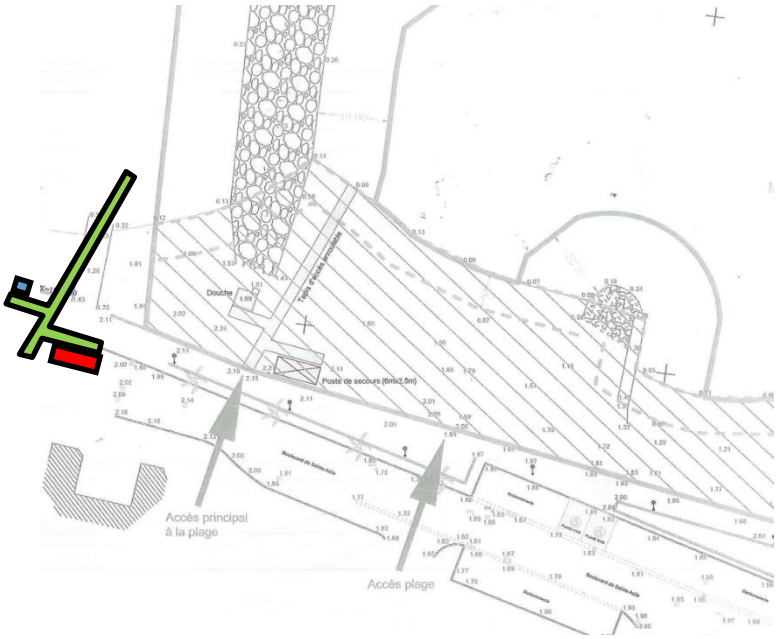
Projet de nouveau plan de concession partie Est des Sablettes
OPSIA et Bureau d'étude de l'antenne de La Seyne-sur-Mer

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. Saint-Mandrier-sur-Mer

→ *Saint-Asile :*

- Un tapis d'accès à la mer géré par la Métropole.
- Un cheminement depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Une douche desservie par le tapis PMR.



©SARL VERBRUGGE Géomètre-Expert

- Présence d'un équipement « Hippocampe » mis à disposition par la commune au niveau du poste de secours.

Exemple de « Hippocampe » - photo site commercial

La plage dispose essentiellement de 2 accès et les équipements sont installés au niveau de l'entrée principale : poste de secours, douches et tapis enroulable pour faciliter l'accès des Personnes à Mobilité Réduite.

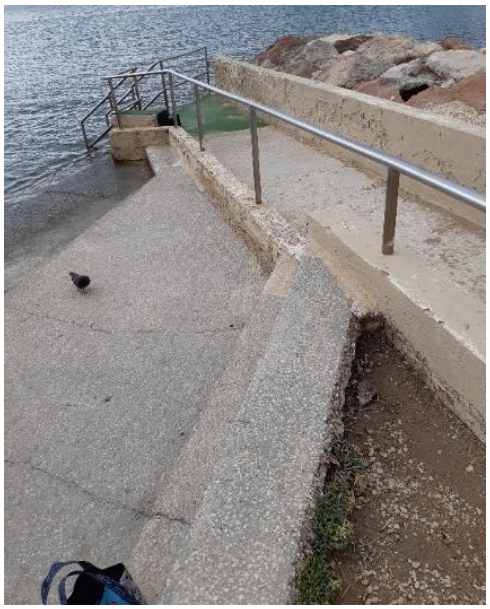
➢ Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.

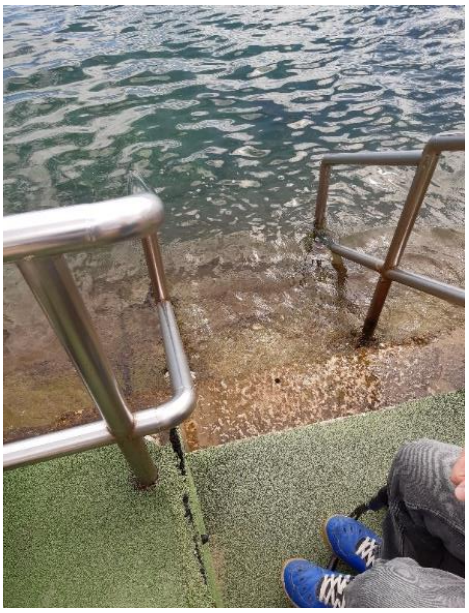
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4. Toulon

→ *Le Mourillon :*

- Tapis accès PMR : installation et désinstallation durant la saison estivale (environ mi-mai au 30 septembre) et bain du jour de l'an sur les plages du Mourillon (du 30 décembre au 02 janvier). Remise en place du tapis si nécessaire durant la saison (vent).
- Les plages du Mourillon sont bordées de deux grands parkings et 9 accès adaptés aux PMR permettent l'entrée dans le parc et ensuite aux plages.
- Une douche dédiée et 4 WC accessibles. Tous les sanitaires sont adaptés aux personnes à mobilité réduite.
- Présence d'un équipement « Tiralo » au niveau d'un des postes de secours gérés par la commune.
- Présence également d'une rampe d'accès vers un « bassin » dédié aux personnes à mobilité réduite (hors fauteuil roulant).





©TPM

Exemple de « Tiralo » (Photo site commercial)

- Accès PMR plages du Mourillon :
  - 1 rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite, qui permet l'accès à la mer au niveau de l'anse du Lido pour les PMR (hors fauteuil roulant).
  - 1 tapis PMR au niveau de l'anse de la Source qui permet l'accès à la mer aux fauteuils roulants. La commune met à disposition un service de Tiralo au niveau du poste de secours.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

©TPM

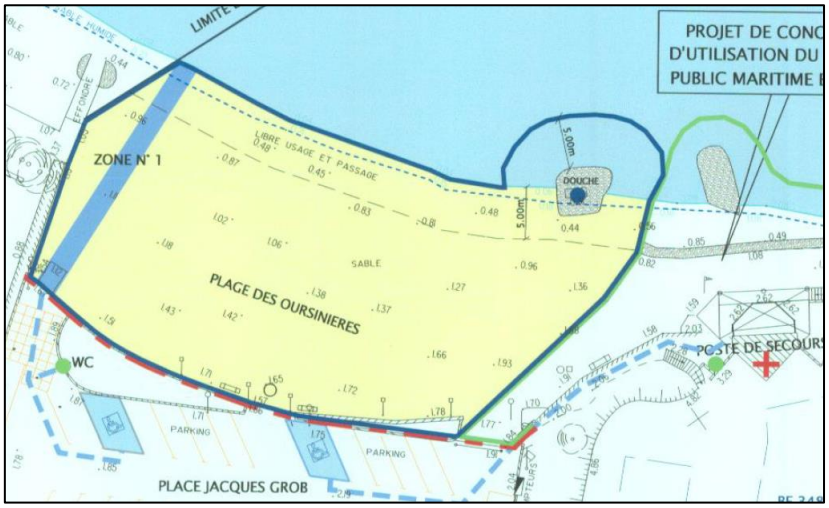
➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.*

5. Le Pradet

Les concessions de plages des Bonnettes, du Monaco et de la Garonne ne prévoient pas d'équipement d'accessibilité, en effet elles ne sont pas accessibles compte tenu du relief d'arrière plage.

→ *Les Oursinières :*

- Un tapis d'accès à la mer mis en place par la Métropole.
- Un cheminement depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Deux WC accessibles PMR.
- Présence d'un équipement « Hippocampe » géré par la commune.



© OPSI

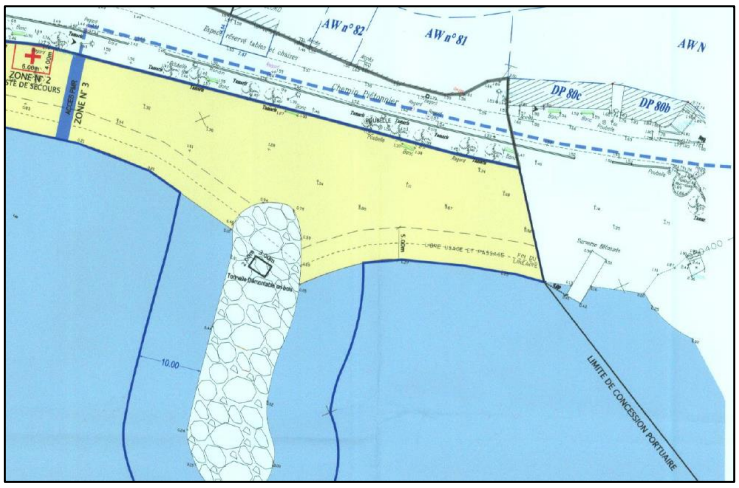
➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.*

6. Carqueiranne

→ *Peno :*

- Un tapis d'accès à la mer géré par la Métropole installé du 31 mai au 29 septembre 2023.
- Un cheminement depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Un WC accessible PMR.
- Présence d'un équipement « Tiralo » géré par le poste de secours.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



© GEXXIA et commune de Carqueiranne

➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022. L'évolution 2023 est ainsi sans objet.*

→ *Le Pradon :*

- Plage soumise à la dérogation à l'accessibilité.

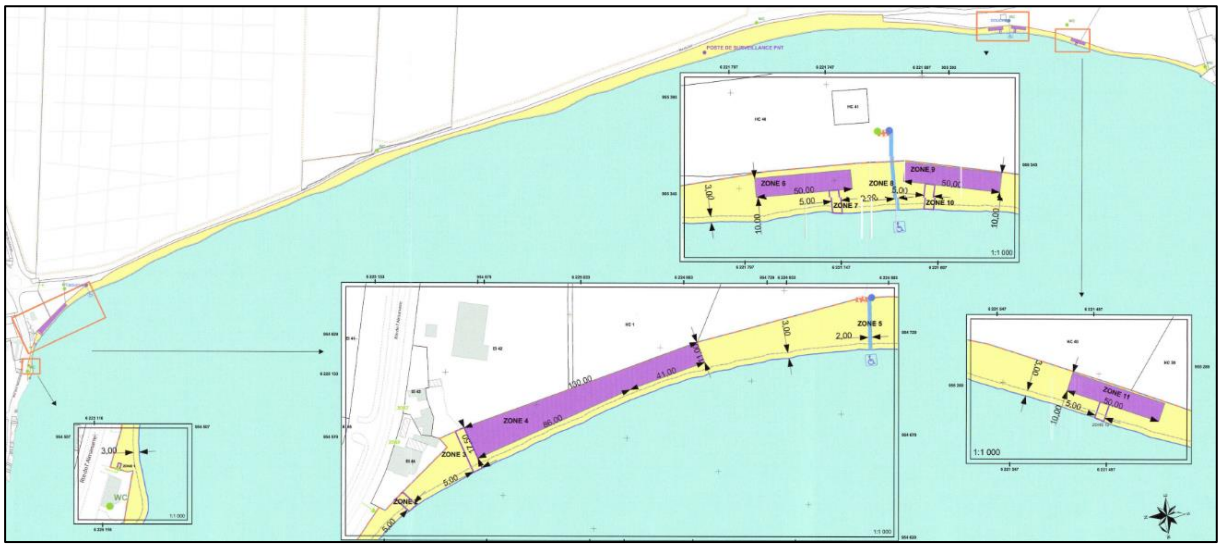
7. Hyères

- Une offre globale d'accès aux plages est mise en place du 15 juin au 15 septembre.
- Ainsi pour chaque tapis PMR viennent s'associer :
  - Un cheminement depuis les places de parking PMR jusqu'à l'eau,
  - La présence d'un poste de secours gérant la mise à disposition de 2 fauteuils Tiralo et Hippocampe,
  - La présence de WC adaptés PMR.
- Les tapis PMR font l'objet d'un contrôle et nettoyage quotidien.
- Des cabanes contiennent les équipements « Tiralo » et « Hippocampe ».

→ *L'Almanarre :*

- Deux tapis d'accès à la mer mis en place par la Métropole.
- Cheminements piétons : une place de parking réservée coté accès nord et une côté accès sud.
- Présence de 2 équipements « Tiralo » et « Hippocampe » gérés par le poste de secours.
- Deux WC accessibles PMR.

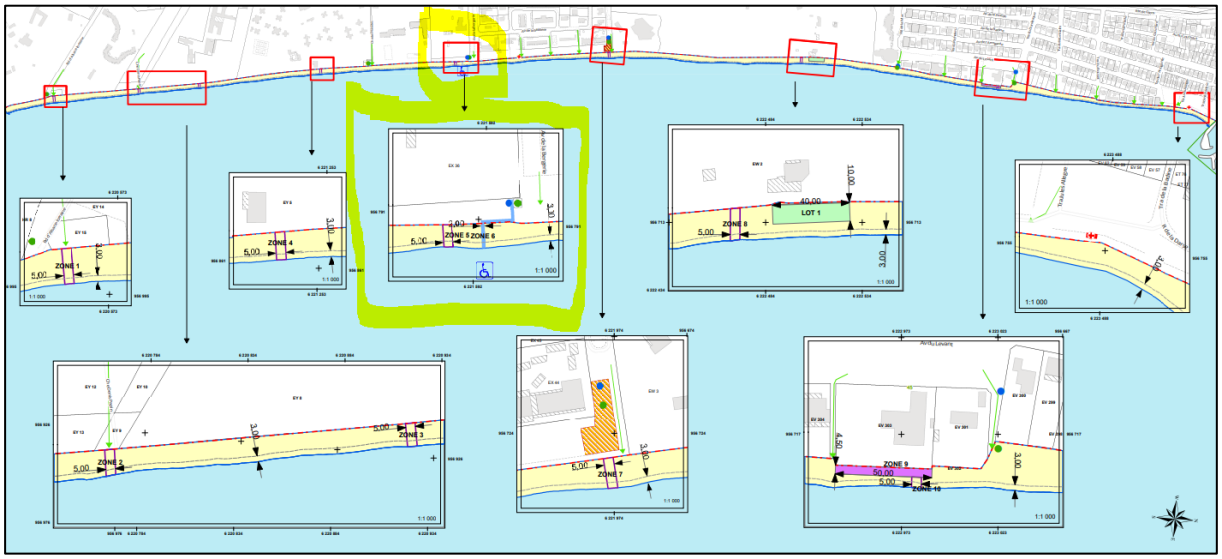
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *La Badine/La Capte :*

- Un tapis d'accès à la mer mis en place par la Métropole.
- Un Cheminement piéton depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Présence de 2 équipements « Tiralo » et « Hippocampe » gérés par une association.
- Un WC accessible PMR.

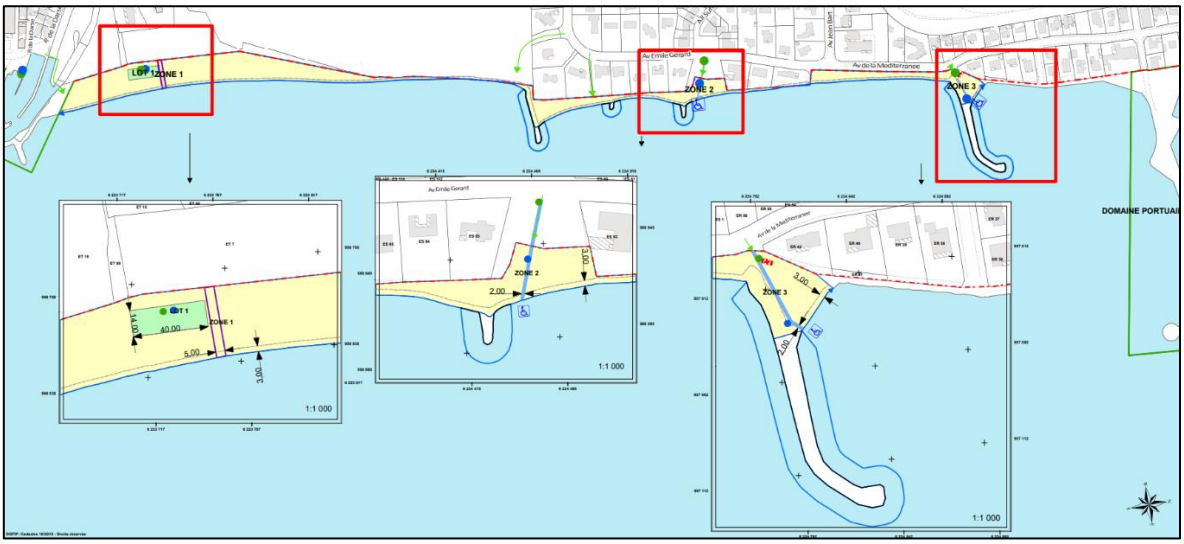


© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *Bona/Pesquiers :*

- Deux tapis PMR mis en place par la Métropole.
- Deux cheminements piétons depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Présence de 2 équipements « Tiralo » et « Hippocampe » gérés par le poste de secours.
- Deux WC accessibles PMR.

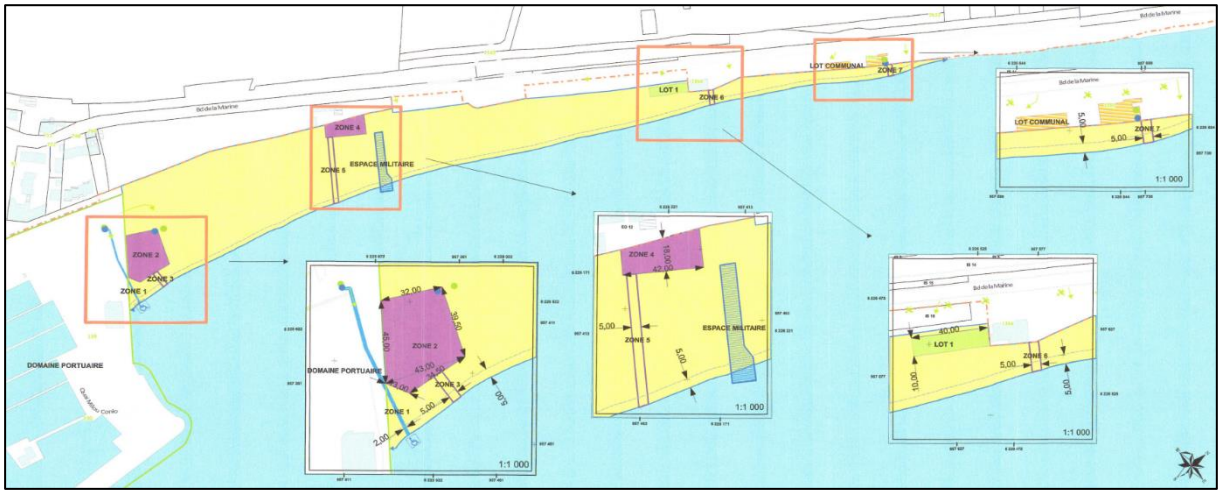
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *Le Ceinturon :*

- Un tapis PMR d'accès à la mer mis en place par la Métropole.
- Un cheminement piéton depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap, situées au niveau du port.
- Un WC accessible PMR.



© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *L'Ayguade :*

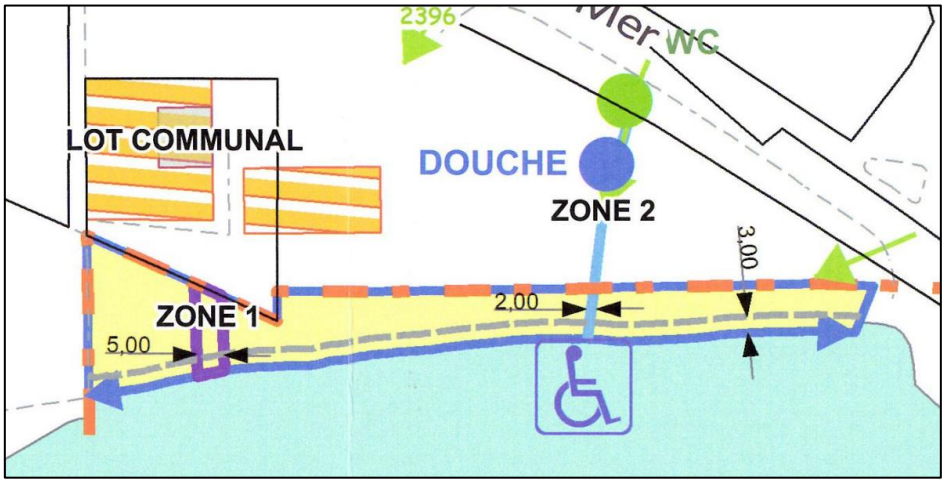
- Deux tapis PMR d'accès à la mer mis en place par la Métropole dont un équipé est de deux branches d'accès au lot de plage ; le Lot 2 n'étant pas attribué, le tapis PMR n'est pas déployé.
- Deux cheminements piétons par la promenade le long de la plage.
- Présence de 2 équipements « Tiralo » et « Hippocampe » gérés par le poste de secours
- Un WC accessible PMR.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *Plage de la gare des Salins :*

- Un tapis d'accès à la mer mis en place par la Métropole.
- Un cheminement piéton depuis le parking en amont de plage.
- Un WC accessible PMR.

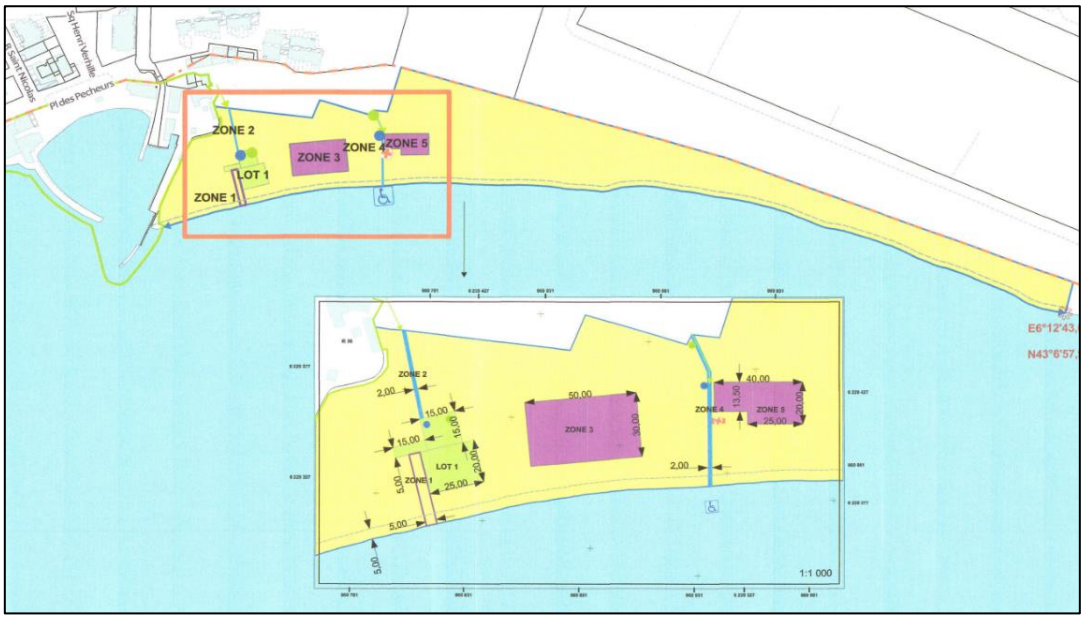


© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *Les Salins :*

- Un tapis PMR d'accès à la mer mis en place par la Métropole et un tapis d'accès au lot de plage mis en place par le délégataire.
- Un cheminement depuis les places de parking réservées aux personnes en situation de handicap.
- Présence de 2 équipements « Tiralo » et « Hippocampe » gérés par une association.
- Un WC accessible PMR.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



© Commune de Hyères - Service littoral et géomatique et territoire

→ *Labels*

Sur la commune depuis 2022, les 7 plages bénéficient du Label Handi Plage.

➢ *Tous les équipements d'accessibilité prévus par la concession de plage sont présents comme en 2022.*

- A l'échelle de la commune, l'ensemble des équipements prévus par les concessions est conforme.
- Les dépenses réalisées au titre de 2023 relèvent du maintien de cette accessibilité :
  - **Achats de tapis PMR : 23 765 €**
  - **Divers travaux d'accessibilité aux plages : 15 959 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VII. LE SENTIER DU LITTORAL

La configuration du sentier du littoral, surtout en espace naturel, n'est pas propice à l'accueil des Personnes à Mobilité Réduite. Les travaux auront vocation à améliorer le cheminement d'une manière globale mais ne seront pas axés sur une possible accessibilité pour et par tous.

En effet, la loi du 11 février 2005 (article 45) relative à l'accès des personnes à mobilité réduite porte sur la voirie urbaine, les espaces publics urbanisés et les transports collectifs. Par conséquent, lorsque le sentier du littoral passe en zone urbanisée, par exemple sur les boulevards du front de mer, ces promenades doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite.
En revanche dans les zones naturelles, la topographie du terrain et la fragilité du milieu sont telles qu'elles n'autorisent généralement pas cette accessibilité. Ainsi, sur de nombreux tronçons, les impératifs en matière de préservation de l'environnement conduisent à retenir des emprises de faible largeur (pour ne pas nuire aux espèces végétales bordant l'emprise et fixant les sols) ou bien des terrains accidentés. Ces derniers sont aménagés avec des travaux légers (écrêtements de rochers, marches d'escaliers en bois ou en pierre prélevées sur le site...), de façon à conserver l'aspect naturel des lieux. Or l'accessibilité aux personnes en situation de handicap entrainerait des travaux lourds incompatibles avec la préservation de l'environnement et celle du caractère naturel d'origine des sites.

Ainsi, d'un point de vue réglementaire, le sentier du littoral échappe à l'obligation d'accessibilité pour tous. Néanmoins, l'amélioration perpétuelle de la qualité du cheminement et du confort de tous les usagers reste la priorité de la Métropole.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Des travaux de réhabilitation au sens large ont été réalisés entraînant une amélioration de l'accessibilité.

→ *Toulon*

- Travaux de réhabilitation et amélioration du cheminement Batterie basse/ Plage de la Calade.
- Amélioration de la qualité du cheminement, harmonisation de la hauteur de marches, réhabilitation escaliers, remplacement garde-corps.

→ *Hyères*

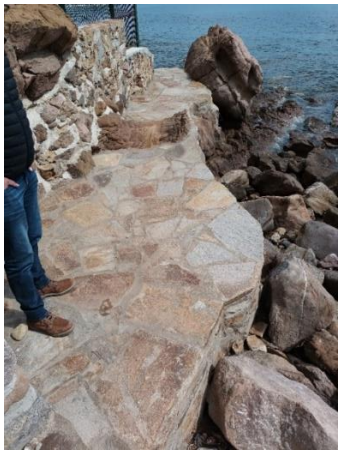
- Amélioration de la qualité du cheminement, harmonisation de la hauteur de marches, réhabilitation escaliers, remplacement garde-corps, reprise des passerelles.

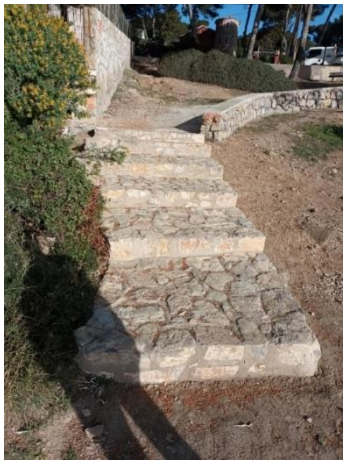
A. BILAN 2023 DES TRAVAUX RÉALISÉS

1. *La Seyne-sur-Mer*

→ *Travaux de réhabilitation et d'amélioration du cheminement La Vernette*

- **Montant des travaux : 91 746€ TTC**





- Amélioration de la qualité du cheminement, harmonisation de la hauteur de marches, réhabilitation escaliers.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

→ ***Travaux de pavage port du Brusc***

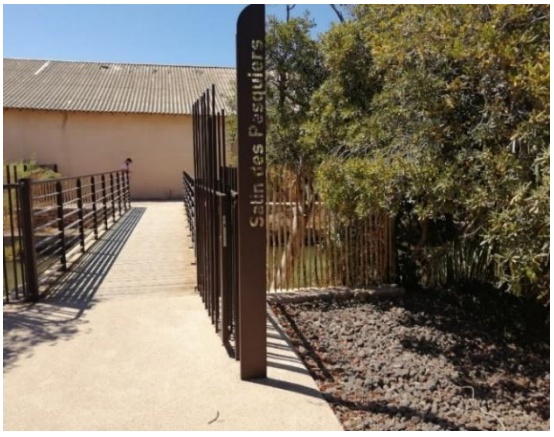
- **Montant des travaux : 25 507€ TTC**

- Amélioration de la qualité du cheminement

2. Hyères

→ ***Travaux de création d'une voie douce de découverte (Salins des Pesquiers Hyères).***

- **Montant des travaux 1 100 000€**



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B. PERSPECTIVES 2024

1. *Le Pradet*

- Création du déport du sentier du littoral entre la plage des Bonnettes et la plage de la Garonne.

2. *La Seyne-Sur-Mer*

- Création du déport du sentier du littoral entre l'aire du Jonquet et l'aire du Bœuf.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VIII. LE LOGEMENT

Au 1er janvier 2023, le parc de la métropole s'élevait à près de 260 000 logements.

A. PARC SOCIAL, LABEL LOGEMENT SERVICE PLUS TPM

1. *Les obligations légales dans le neuf*

L'ensemble des bailleurs sociaux présents sur le territoire métropolitain doit répondre aux obligations légales suivantes :

- L'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs neufs est un droit d'accès universel au regard des lois des 30 juin 1975 et 11 février 2005.
- Ce droit a été décliné dans les normes de construction et notamment dans les articles du Code de la Construction et de l'Habitation art. R 111-18 à R 111-18 -3 (décret du 17 mai 2006 et arrêté du 24 décembre 2015).

→ *Le principe : des bâtiments d'habitation accessibles*

Pour mémoire, les bâtiments d'habitation neufs et leurs abords doivent être construits et aménagés de façon à être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap » (art. R 111-18 du code de la construction et de l'habitation - CCH).
Le décret n° 2019-305 du 11 avril 2019 pris pour l'application de l'article 64 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN), a réformé certaines dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Ainsi, depuis le 1er octobre 2019, les constructions doivent répondre à :

- L'obligation d'installer un ascenseur dans les parties de bâtiments d'habitation collectifs comportant plus de 2 étages accueillant des logements au-dessus ou au-dessous du rez-de-chaussée (Article R. 111-5 du code de la construction et de l'habitation).
- Un quota de 20% des logements du bâtiment d'habitation, et au moins un, doit être immédiatement accessible, les 80% restants doivent être « évolutifs ».

Pour les logements restants, il est imposé qu'ils soient « évolutifs », c'est-à-dire qu'ils doivent « permettre la redistribution des volumes pour garantir l'accessibilité ultérieure de l'unité de vie, à l'issue de travaux simples. »
Le logement évolutif est défini par l'art. L.111-7-1 du CCH et précise les points suivants :

- Une personne en situation de handicap doit pouvoir accéder au logement, se rendre par un cheminement accessible dans le séjour et le cabinet d'aisance, dont les aménagements et les équipements doivent être accessibles, et en ressortir.
- La mise en accessibilité des pièces composant l'unité de vie du logement est réalisable ultérieurement par des travaux simples.

→ *Un principe qui s'élargit et qui prend en compte le logement*

A la différence d'un logement accessible, un logement adapté répond, lui, aux besoins de son occupant, et aux contraintes précises liées à son handicap. C'est la raison pour laquelle, depuis le 1er janvier 2021, les constructeurs ont pour :

- Obligation de construire des logements neufs avec des salles de bain adaptables avec douches, dites « à l'italienne » pour les appartements en RDC et les maisons individuelles en lotissement ou destinées à la location (cela ne concerne pas les individuels ayant fait construire leur maison pour leur propre usage).
- Obligation étendue au 1er juillet 2021 à l'ensemble des appartements desservis par ascenseur.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

2. L'identification des logements accessibles sur la Métropole

Aujourd'hui, pour observer le parc social, les collectivités ont accès au Répertoire du Parc de Logements Sociaux (RPLS). Il est la base de données nationales de l'ensemble de ce parc avec l'accès à certains indicateurs pour chaque logement et notamment celui de l'accessibilité. Etant alimenté par les bailleurs sociaux eux-mêmes, cette base peut présenter certaines faiblesses. Toutefois, elle demeure le seul outil d'observation des services (collectivités, Etat, …).

Depuis 2020, l'indicateur d'accessibilité a évolué :

- Il portait avant sur l'ensemble des logements Personnes à Mobilité Réduite et est aujourd'hui resserré aux PMR/UFR (Usager Fauteuil Roulant).
- Les notions ont évolué : En 2020, on parlait de logements « accessibles » ou « adaptés », en 2022, on parle de « logement adapté » / « adaptable » / « non adapté » et donc d'avoir des informations sur l'adaptation des logements aux usagers de fauteuils roulants.

Ces évolutions nous empêchent de disposer d'une parfaite photographie des logements accessibles et/ou adaptés sur notre territoire.

Point de vigilance :
Le seul fichier recueillant des informations relatives à l'accessibilité du parc locatif social est le Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS) qui est complété par les opérateurs sociaux.
Certaines informations qualitatives restent partielles.
En ce qui concerne la thématique accessibilité, il est à noter que cet indicateur n'est pas renseigné pour ¼ des logements (soit 8 118 logements non renseignés sur les 31 793 logements sociaux) et empêche donc l'identification de tels logements. Ainsi le poids des logements adaptés aux PMR à l'échelle de la Métropole est à prendre avec précaution.
Toutefois, il est à noter que depuis 12 mois cette base a été quelque peu nettoyée car les résidences disposants « d'abords accessibles et logements adaptables au fauteuils roulants » ainsi que celles disposant d'abords accessibles et logement adapté aux fauteuils roulants » ont vu leur nombre augmenter.

Au 1er janvier 2024, le RPLS recense 31 793 logements locatifs sociaux familiaux dans MTPM.

Logement non accessible et non adapté aux fauteuils roulants	20 180	63%
Aucune donnée disponible	8 118	26%
Abords du logement accessibles et logement adaptable aux fauteuils roulants	972	3%
Abords du logement accessibles et logement adapté aux fauteuils roulants	609	2%
Abords du logement accessibles mais logement non adapté aux fauteuils roulants	1 801	6%
Abords du logement accessibles aux fauteuils roulants et donnée au niveau du logement non disponible	113	0%
MTPM	31 793	100%

Parmi eux : 20 180 logements ne sont pas adaptés aux PMR/UFR (soit 63% du parc de la Métropole, soit 3 points de moins qu'en 2023.)

- 972 logements sont considérés comme adaptables aux normes PMR/UFR (3%)
- 609 logements sont adaptés aux PMR/UFR (2%)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. La démarche TPM

Au regard de cette offre limitée et de la difficulté de son suivi, la Métropole s'est positionnée comme chef de file pour la prise en compte du vieillissement et du handicap. Dans ce cadre elle soutient financièrement les bailleurs sociaux dans la création de logements adaptés.
En répondant aux critères fondamentaux d'accessibilité et au cahier des charges de la Métropole, ces logements sont labellisés comme **« Logement Service Plus »** (PMR/UFR). À ce jour, près de 300 logements adaptés ont pu être labellisés.
Ce label a été construit dans le cadre d'une meilleure prise en compte des problématiques de vieillissement et de handicap au sein de la politique d'habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
Développé avec le soutien technique de l'association Handitoit Provence, il permet d'identifier deux types de logements en fonction du niveau d'adaptation atteint :

- **Label Service Plus TPM PMR** : des logements à destination de personnes souffrant de maladies affectant la mobilité et les personnes vieillissantes. Ces logements relèveront donc des typologies T1 bis, T2 et T3 maximum et devront bénéficier d'un ensoleillement minimum et d'une vue.
- **Label Service Plus TPM UFR (Utilisateur de Fauteuil Roulant**) : des logements à destination de personnes en fauteuil roulant. Le label sera développé sur toutes les typologies, à compter du T2. Ils devront bénéficier d'un ensoleillement minimum et d'une vue.
  - Ce label ouvre droit à un accompagnement financier spécifique de la Métropole dans le cadre du développement de l'offre de logement social en production neuve, en réhabilitation et en demande ponctuelle.
  - Mis en place en 2012, il a fait l'objet d'ajustements techniques suggérés par les bailleurs partenaires de la démarche afin de prendre en considération les différentes contraintes liées à son application.
  - Les échanges entre les bailleurs, le service habitat de la Métropole et l'association Handitoit visant à identifier les opérations les plus pertinentes pour porter ce type de logement sont importants pour accompagner le développement de cette offre de logements.

B. LE PARC PRIVÉ : ACCOMPAGNEMENT AU MAINTIEN À DOMICILE DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « BIEN CHEZ SOI »

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat et d'environnement, la Métropole déploie depuis 2017 une nouvelle stratégie d'intervention visant à améliorer le confort des occupants.
L'un des objectifs poursuivis par ce dispositif consiste en la réalisation de travaux dans le but de rendre le logement plus fonctionnel et plus adapté à la perte d'autonomie en vue du maintien à domicile (installation de sanitaires adaptés, monte-escalier…).

- Les seniors et les personnes en situation de handicap

Concernant l'évolution démographique du territoire, le diagnostic a mis en lumière le constat que la population âgée est particulièrement présente dans la Métropole, et que son poids dans la population devrait augmenter dans les prochaines années. La question de la prise en charge du grand âge doit donc être anticipée. Dans le même temps, le public en situation de handicap est en forte progression sur le territoire du Var, entraînant une forte demande de logements accessibles et adaptés (près de 1 000 en 2021).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Que ce soit pour les séniors ou les publics en situation de handicap les enjeux sont souvent similaires : il s'agit de proposer un logement adapté, permettant aux personnes de rester le plus autonome possible.

C. BILAN 2023

En matière d'habitat, l'année 2023 s'inscrit dans la continuité des jalons posés les années précédentes tout en confirmant de nouveaux axes de travail.

Depuis la mise en place du label en 2012 :

- 300 logements qualifiés « Logement Service Plus » relevant du quota réservataire de TPM soit une mobilisation financière à hauteur de 375 000 euros.
- Concernant le dispositif « Bien chez soi », 250 accompagnements ont été réalisés soit une mobilisation financière à hauteur de 100 000 euros.

Que ce soit pour les séniors ou les publics en situation de handicap les enjeux sont souvent similaires : il s'agit de proposer un logement adapté, permettant aux personnes de rester le plus autonome possible. Le maintien à domicile sera ainsi la priorité, via l'adaptation des logements, mais également grâce au développement d'une offre de services pour accompagner ces ménages.

Dans le cadre de ce PLH, la Métropole veillera à poursuivre la politique de prise en compte de la dépendance dans le logement avec son label « Logement Service Plus » en garantissant une production de logements sociaux adaptés au handicap, à proximité des services (label « logements Service Plus »). S'il est plébiscité par les ménages, le maintien à domicile n'est pas toujours adapté aux besoins de ces derniers. Or peu de solutions intermédiaires entre le logement autonome et les résidences médicalisées existent sur le territoire.
La métropole encouragera le développement de ce type d'habitat adapté aux différents niveaux de ressources et de problématiques liés à la dépendance (résidences services, habitat intergénérationnel, habitat inclusif).

En réponse à ce diagnostic, la Métropole a formulé une orientation spécifique. Il s'agit de l'orientation 4 intitulée « **Accompagner les problématiques de logement liées au vieillissement de la population et répondre aux besoins des publics spécifiques** », dans laquelle la métropole s'engage à développer des actions spécifiques à ces différents publics, favorisant une meilleure cohésion et une plus grande solidarité.
Pour répondre à cette orientation, plusieurs axes seront investigués :

- Accompagner la perte d'autonomie des nombreux séniors du territoire en proposant une offre de logements adaptés.
- Proposer des logements autonomes et adaptés aux besoins des publics en situation de handicap.

Par ailleurs, la Métropole a réuni la Conférence Intercommunale du Logement au cours de l'année 2023 et a présenté notamment les travaux relatifs à la commission de coordination ainsi que l'élaboration de la grille de cotation. Cette commission permet d'identifier les demandes de logements social atypiques et au cours de l'année 2023, il a été observé que de plus en plus de dossiers présentés relevaient de demandes de mutations pour logement inadapté face à des problématiques de dépendance.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

D. PERSPECTIVES 2024/2025

1. Perspectives 2024

Concernant l'élaboration de sa politique d'habitat, la Métropole a travaillé à la rédaction de son Programme Local de l'Habitat (PLH) qui traduit les grandes orientations en la matière pour les six prochaines années.
La particularité de ce PLH est d'être résolument tourné vers l'habitant avec une attention particulière en direction des publics les plus vulnérables.

Dans le cadre de son diagnostic, il a été a mis en lumière le constat que la population âgée est particulièrement présente dans la Métropole, et que son poids dans la population devrait augmenter dans les prochaines années. La question de la prise en charge du grand âge doit donc être anticipée. Dans le même temps, le public en situation de handicap est en forte progression sur le territoire du Var, entraînant une forte demande de logements accessibles et adaptés (près de 1 000 en 2021).

Le PLH devrait entrer fin d'année 2024 en phase de validation.

Enfin, en matière en politique de peuplement et d'attribution, le projet de grille de cotation de la demande de logement social sera finalisé. Ce projet devrait prévoir que les demandes des personnes présentant un handicap ainsi que ceux âgés de plus de 60 ans, notamment, fassent l'objet d'une pondération permettant de mieux les identifier comme demandeurs prioritaires.

2. Perspectives 2025

La Métropole vise l'adoption du PLH et son animation. Ainsi la métropole a-t-elle déclinée dans sa fiche action 9 l'ensemble des outils et moyens mobilisés pour ce faire.
Cette fiche action du PLH prévoit :

→ ***Agir sur l'offre de logements existante :***

- Favorisant le maintien à domicile des personnes âgées et/ou en situation de handicap dans le parc privé en poursuivant le volet autonomie du dispositif « Bien chez soi **»** en lien avec le dispositif national MaPrimeAdapt'. Ce dernier sera lancé au 1er janvier 2024. Il financera la réalisation des travaux d'adaptation du logement pour les personnes âgées et celles en situation de handicap. Un accompagnateur AMO (Assistant à maîtrise d'ouvrage) assistera obligatoirement le ménage pour l'aider à définir son projet de travaux et l'accompagner dans sa réalisation. MaPrimeAdapt' pourra financer 50% à 70% du montant des travaux selon les ressources du ménage. Le dispositif « Bien chez soi » porté par TPM permettra de compléter en partie le reste à charge.
- Accompagnant les bailleurs sociaux pour faire face aux besoins liés au vieillissement de la population en :
  - Soutenant financièrement leurs travaux d'adaptation au sein de leur parc.
  - Favorisant les partenariats avec les organismes tels que les caisses de retraites ou mécènes.
  - Leur permettant de mieux connaître leur parc de logements adaptés (participation de la Métropole à la démarche régionale conduite par l'ARHLM PACA).
  - Articulant avec la politique d'attribution métropolitaine et les outils liés tels que l'identification des publics prioritaires et de la cotation.

→ ***Travailler sur l'offre à venir en :***

- Soutenant l'émergence de formes d'habitat et d'habiter innovantes en favorisant le dialogue entre les porteurs de projet publics et privés / communes.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Travaillant à la diffusion des nouveaux produits tels que l'habitat partagé, habitat regroupé, habitat intergénérationnel, habitat inclusif, colocations seniors, résidences services, logements modulaires, résidences autonomie et logements intermédiaires avec ou sans services pour les personnes âgées.
- Poursuivant le développement du label « Logement Service Plus » porté par la métropole auprès des opérateurs et sa diffusion auprès des réservataires de logements sociaux (techniciens, élus, opérateurs).
- Mettant en place des subventions (évolution du Fonds d'aide à l'habitat) : les opérations pourront être aidées financièrement via le volet « Habitat innovant/innovation territoriale du FAH métropolitain).

Enfin, dans le cadre de l'animation de la politique de peuplement et de la mise en œuvre de la grille de cotation, les premiers mois de l'année 2025 seront consacrés à une période test pour mesurer le bon fonctionnement de la grille avant sa validation prévue en fin d'année 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

IX. MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)

L'ordonnance N°201461090 du 26 septembre 2014 a créé les Agendas D'Accessibilité Programmés réalisés par les exploitants ou propriétaires d'un IOP (installation ouverte au public) qui ne répondent pas aux exigences d'accessibilité au 31.12. 2014.Ces agendas dont la durée varie en fonction de l'ampleur des travaux à effectuer comportent une analyse des actions nécessaires pour la mise en accessibilité, le calendrier et le financement des travaux correspondants. L'ordonnance prévoit également des modalités de suivi de l'exécution des agendas d'accessibilité programmés et des sanctions en cas de non- respect (décret du 11 mai 2016). L'AD'AP de la Métropole TPM a été approuvé par le préfet le 30 décembre 2015.

A ce jour, l'AD'AP des ERP est terminé.

1. *Équipements Culturels*

- ***La Villa Noailles à Hyères***
- ***Le Théâtre Liberté à Toulon***
- ***L'Opéra à Toulon***
- ***L'Hôtel des Arts à Toulon***
- ***L'École Supérieure d'Art et Design à Toulon***
- ***La Maison de la Créativité à Toulon***
- ***La Villa Tamaris à La Seyne-sur-Mer***
- ***CNCDC de Châteauvallon à Ollioules***
- ***La Maison du Patrimoine à Ollioules***
- ***Le Pôle au Revest-les-Eaux***
- ***Le Conservatoire à Hyères***
- ***Le Conservatoire à La Seyne-sur-Mer***
- ***Le Conservatoire à Toulon***
- ***Le Conservatoire à La Valette-du-Var***
- ***Le Conservatoire au Pradet***
- ***Le Conservatoire à Carqueiranne***
- ***Le Conservatoire du Revest-les-Eaux***
- ***Le Conservatoire de La Garde***
- ***L'École de danse à La Valette-du-Var***
- ***Le Conservatoire à Six-Fours-les-Plages***
- ***Le Conservatoire à Ollioules***

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Maison du patrimoine

Conservatoire TPM, site de Carqueiranne

Villa Noailles

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Conservatoire TPM, site du Pradet

Châteauvallon

Opéra

École Supérieure d'Art et de Design TPM

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Maison de la Créativité

2. Équipements sportifs

- → ***Stade Léo Lagrange à Toulon***
- → ***Vallon du Soleil à La Crau***
- → ***Vélodrome à Hyères***
- → ***Complexe sportif de l'Estagnol à la Crau***

Complexe sportif de l'Estagnol

Gymnase de l'Estagnol

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Vallon du Soleil

Vélodrome

3. Équipement en lien avec les transports

- → ***La station maritime à Toulon***
- → ***Maison de la Mobilité à Toulon***

Maison de la Mobilité

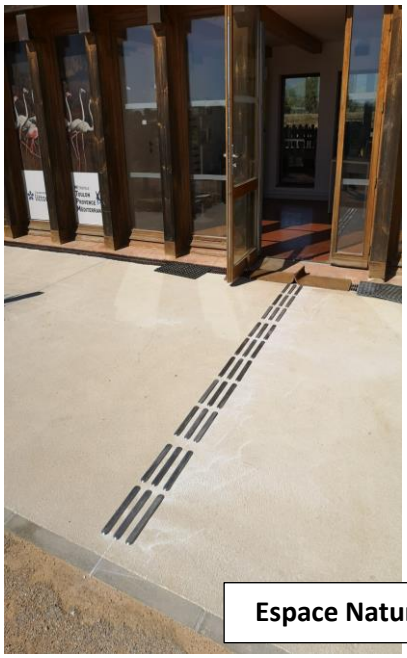
4. L'habitat

- → ***Aire d'accueil des gens du voyage de la Millonne à Six-Fours-les-Plages***
- → ***Aire d'accueil des gens du voyage de la Chaberte à La Garde***

5. Environnement et tourisme

- → ***Espace nature des Salins à Hyères***
- → ***Bureau d'information tourisme de Toulon***

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025



Espace Nature des Salins

Bureau d'Information Tourisme

Point de vente RMTT de Brunet

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

X. LES PORTS

En application de la loi NOTRe, la Métropole est propriétaire et responsable de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion de 8 ports anciennement départementaux.
L'exploitation du port de Toulon est concédée à la société Portelo pour la partie « plaisance » et à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pour la partie « commerce ».
Les 7 autres ports métropolitains (le Brusc à Six-Fours-les-Plages, Saint-Elme à La Seyne-sur-Mer, Saint Louis du Mourillon à Toulon et la Madrague de Giens, la Tour Fondue, de Porquerolles et l'Ayguade du Levant à Hyères) sont gérés en régie par TPM.
Lieux de vie, d'activités économiques mais également de loisirs, les ports doivent être ouverts et accessibles à tous. C'est un enjeu sociétal que de permettre à des personnes en situation de handicap, de se rendre et de se déplacer aisément sur les ports ainsi que d'y être bien accueillies. Pour ce faire, les structures doivent être adaptées et le personnel portuaire à l'écoute de leurs besoins.

En 2022, la Direction des Ports s'est engagée à réaliser un diagnostic des conditions d'accessibilité des 7 ports qu'elle gère en régie, en particulier des capitaineries.

A. BILAN 2023

Les services de la direction des ports ont élaboré une matrice d'évaluation du niveau d'accessibilité des ports gérés en régie afin de permettre de diagnostiquer leur situation au regard de plusieurs thématiques :

- Accessibilité aux sites portuaires et aux services qui y sont proposés
- Circulation sur les sites
- Information/communication auprès des usagers
- Formation des agents portuaires.

Le bureau d'études ACCESS EXPERTISE a été retenu afin de réaliser le diagnostic.

B. PERSPECTIVES 2024

Le bureau d'études ACCESS EXPERTISE va conduire, au cours du premier semestre les diagnostics sur l'ensemble des sites.
Ils feront l'objet de plans d'actions, site par site, qui contiendront notamment les non-conformités identifiées, leur hiérarchisation et les actions à mettre en œuvre pour pallier ces manquements.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

XI. LA MÉTROPOLE TPM, UNE MÉTROPOLE ACCESSIBLE ET INCLUSIVE

La Métropole TPM porte une attention particulière au public en situation de handicap et déploie de nombreuses actions afin de favoriser l'accès à l'ensemble de ses services et équipements et l'inclusion de tous les publics.

A. L'INCLUSION PAR LE SPORT

En 2023, la Métropole a poursuivi sa politique d'ouverture des équipements sportifs au plus grand nombre et poursuit son soutien aux associations accompagnant les personnes en situation de handicap. De nombreux créneaux sont mis à disposition.
Le développement de la pratique sportive des séniors au sein des équipements métropolitains se confirme.
Enfin, de nombreux événements orientés sur le handisport sont prévus pour l'année 2024.

1. *Bilan 2023 des actions réalisées*

→ ***Complexe sportif l'Estagnol à La Crau :***

- Trois associations sont accueillies sur la base d'une convention annuelle :
  - L'AVATH
  - UMANE
  - Association MAATIS (association de réentrainement à l'effort pour personnes obèses, diabétiques)
- Activités organisées : danse, arts martiaux, parcours de motricité.
- Cinq créneaux par semaine sont attribués.
- 50 participants par semaine.

→ ***Vallon du Soleil à La Crau :***

- Cinq structures accueillies avec des créneaux hebdomadaires dédiés sur la base d'une convention annuelle :
  - TVSA (Toulon Var Sports Adaptés)
  - AVATH (Association Varoise d'Aide aux Travailleurs Handicapés)
  - IME Bel Air La Crau
  - ADAPEI Ensoleillado La Crau
  - AVENS Espérance Var
- Trois structures accueillies de façon ponctuelle sur la base d'une mise à disposition :
  - IME Bell Estello au Pradet
  - ADAPEI Foyer Ensolenne à Toulon
  - IME La Frégate à Toulon
- Plusieurs espaces accessibles sont mis à disposition : La zone pique-nique, les piscines, l'espace tir l'Arc, le terrain de handball, de basketball, le terrain de tennis et les stades.
- 713 participations réparties sur 75 créneaux annuels.
- 240 participations réparties sur 21 mises à disposition ponctuelles.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Manifestations :
  - Chaque année, l'association UMANE regroupe six IME du Var pour l'organisation d'un tournoi de football : 80 personnes.
  - Le CDSA (Comité Départemental de sport adapté) organise une journée sportive : 40 participants.

→ *Palais des Sports TPM à Toulon :*

- Quatre créneaux sont dédiés aux personnes à mobilité réduite :
  - Quad rugby : 15 personnes
  - Rugby à 13 (club RFCTPM).
- Un créneau hebdomadaire est dédié à l'association CAMIVAR en vue de la pratique sportive adaptée pour des personnes atteintes de maladies graves :
  - 10 personnes par semaine.
- Un créneau hebdomadaire est attribué au Toulon Sport Santé Séniors :
  - 15 à 20 personnes par semaine.
- Organisation des Jeux régionaux de l'Avenir Handisport 2023 : événement multisport destiné aux jeunes pour les initier à la compétition.
- Organisation de diverses manifestations dédiées à l'handisport :
  - 1 match de rugby fauteuil
  - Med cup de rugby fauteuil le 26 et 27 novembre 2023
  - Manche de championnat N3 de rugby fauteuil le 15 avril 2023
- Dans le cadre de l'accueil en camp de base des Springboks à Toulon, la Métropole TPM a mis en place plusieurs actions permettant aux champions du monde de découvrir notre territoire et sa population. Au Palais des Sports TPM, le Rugby Fauteuil Club Toulon Provence Méditerranée a ainsi initié plusieurs joueurs Sud-Africains à la pratique du rugby fauteuil.
- Au Palais des Sports, Jordan FONTENEY, sportif de para karaté de l'équipe de France, champion de France 2018 et champion d'Europe 2023, bénéficie de 3 créneaux par semaine pour préparer les championnats du monde 2023 et 2024.

→ *Complexe sportif Léo Lagrange à Toulon :*

- L'association « Toulon Var sport adapté section athlétisme » bénéficie d'un créneau de 2h hebdomadaire.
- Le CDSA Var organise une manifestation annuelle autour de l'athlétisme regroupant une cinquantaine de participants.
- Le CHITS pôle psychiatrique bénéficie d'un créneau hebdomadaire pour la pratique d'activités multisport et organise une fois par an un tournoi de rugby flag.
- L'association Vive la Marche Association sport (VMA) sport qui pratique la marche nordique avec un public du 3ème âge dispose d'un créneau hebdomadaire sur Léo Lagrange.
- L'association CAMIVAR bénéficie d'un créneau par semaine pour la pratique de multisport.
- Une formation sportive en parcours coordonné organisée par le CDSA a eu lieu, d'octobre 2023 à juin 2024, à raison de 3 matinées par semaine.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

→ *Vélodrome à Hyères :*

- Stage équipe de France Handisport (piste et musculation).
- Deux créneaux hebdomadaires sont alloués à l'association CAMIVAR dédiés à une pratique sportive adaptée :
  - 20 personnes par semaine.
- Les associations Groupe Vitalité, Astre, Hyères yoga, Budokan Zanshin, Tokitsu Ryu et VSH section pongistes bénéficient de créneaux hebdomadaires à destination d'un public âgé :
  - Créneaux hebdomadaires
  - Yoga, stretching, Pilate, qi gong, gym douce, et danse).
  - 390 personnes par semaine.

2. *Perspectives 2024*

→ *Palais des Sports à Toulon :*

- Organisation de diverses manifestations dédiées à l'handisport :
  - 2 matchs de rugby fauteuil
  - Med cup de rugby fauteuil : 12 et 13 octobre 2024.
  - Manche de championnat N3 de rugby fauteuil : avril 2024
- Travaux de mise en accessibilité : mise en place de bornes pour malentendants et malvoyants.

→ *Complexe sportif Léo Lagrange à Toulon :*

- Des épreuves d'handisport seront inclues dans le meeting d'athlétisme Toulon Métropole édition 2024.
- Une formation sportive en parcours coordonné sera organisée par le CDSA à raison de 3 fois par semaine pendant 9 mois.

→ *Vélodrome à Hyères :*

- Stage équipe de France sprint et Handisport (piste et musculation)
- Des créneaux hebdomadaires seront alloués à l'association CAMIVAR.
- Des créneaux hebdomadaires à destination d'un public âgé (yoga, stretching, Pilate, qi gong, gym douce, sophrologie et danse) seront accordés.
- Ces structures partenaires seront accueillies avec des créneaux hebdomadaires dédiés sur la base d'une convention annuelle, environ 380 personnes par semaine.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B. L'INCLUSION PAR LA CULTURE

1. La Maison du Patrimoine - Ollioules

La Maison du Patrimoine est accessible aux personnes à mobilité réduite : rampes d'accès, monte-charges, ouverture des portes de 90 cm, aire de retournement pour les fauteuils roulants, mise en place de cartels à bonne hauteur.

Elle s'est vue décernée le 18 juillet 2023 par la Commission Territoriale de l'Association Tourisme et Handicap la Marque « Tourisme & Handicap ».

Cette labellisation témoigne de l'engagement de la Maison du Patrimoine TPM dans une démarche de progrès, afin de satisfaire les visiteurs en situation de handicap et d'améliorer l'accès aux différents espaces et contenus du musée.

La Maison du Patrimoine Métropolitain ouverte en 2020 propose pour le public en situation de handicap :

- Un lieu totalement accessible (sauf la boutique mais il y a un accès par l'extérieur)
- Des visio guides en langue des signes française (LSF) pour chaque salle du musée
- Des boucles audios à l'accueil du musée
- Visites commentées pour les personnes en situation de handicap (tous les types de handicap).
- Des bandes podo tactiles dans l'ensemble du musée
- Des visio guides en langue des signes française (LSF) sur les principaux sites patrimoniaux de la Métropole accessibles sur le site internet de la Métropole et à partir d'une publication « Raconte-moi le Patrimoine » contenant des QR codes en LSF.
- Des spectacles en LSF prévus en 2024 afin de permettre au public sourd et malentendant (enfants et adultes) d'accéder à l'imaginaire des spectacles, écouter une conférence et de participer à un atelier d'art plastique.
- Un personnel formé aux différentes formes d'handicap.
- Des médiateurs formés à la LSF.

→ *Perspectives*

- Réalisation de deux évènements en faveur du public en situation de handicap :
  - Un évènement autour de l'œuvre de Giacometti
  - Un évènement autour de l'œuvre de Claude Monet (LSF)

2. La scène nationale Châteauvallon-Liberté

- **Information :**

La scène nationale Châteauvallon-Liberté par sa communication s'applique à proposer des documents d'information adaptés pour certains spectacles : en braille, en gros caractères et audio à destination des personnes aveugles et malvoyantes, des visuels, ou des vidéos en langue des signes ou sous-titrées à destination des personnes sourdes et plus généralement, travaille à l'accessibilité de son site internet et de l'ensemble de ses supports de communication.

- **Accessibilité aux œuvres :**

Depuis 2019, chaque saison, sont développées des propositions avec un minimum de trois spectacles en audiodescription et trois spectacles visuels suivis d'une rencontre avec les artistes ou adaptés en Langue des Signes Française (LSF) sur les deux structures.

Pour les personnes malvoyantes ou aveugles : par l'audiodescription qui consiste en une description des éléments visuels d'un spectacle (décors, costumes, déplacements, déroulement de l'action). Ils

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

sont décrits tout au long de la représentation, pendant les silences, dans un casque remis au spectateur déficient visuel.
La scène nationale Châteauvallon-Liberté a choisi de travailler avec « Accès Culture » soutenue par le Ministère de la Culture, pour assurer à ses spectateurs des audiodescriptions de la meilleure qualité.
Pour les personnes malentendantes ou sourdes : par le choix d'un spectacle visuel (théâtre visuel, danse, cirque), adapté en LSF ou suivi d'une rencontre par un traducteur en LSF avec les artistes.
La scène nationale Châteauvallon-Liberté a choisi de travailler avec « A3 interprétation » basée à Marseille.
Pour une plus grande accessibilité : Les propositions sont traduites en Langue des Signes via des capsules vidéo visibles sur nos réseaux sociaux :
https://www.facebook.com/watch/141845479211709/716345722852855

- **Tarification :**

La scène nationale Châteauvallon-Liberté a une billetterie commune et propose un tarif solidaire aux personnes bénéficiaires des minimas sociaux et par extension aux personnes profitant de sa politique d'accessibilité. Les spectateurs bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) bénéficient du tarif solidaire de 5€ par personne pour les spectacles et de billets suspendus gratuits (à hauteur de trois spectacles par structure et par saison).

→ *Châteauvallon à Ollioules*

Malgré la complexité et l'étendue du site, Châteauvallon a toujours eu à cœur de rendre accessible sa programmation aux spectateurs en situation de handicap.
L'accessibilité se traduit par des places de parking réservées qui jouxtent le théâtre couvert, des navettes pour la salle du Baou, des ascenseurs qui permettent de se déplacer aisément sur le site, des annonces sonores dans les différents bâtiments, des sanitaires adaptés et des places réservées dans les salles pour recevoir au mieux les personnes en situation de handicap.
Ce dispositif a été complété par l'installation des clous podotactiles sur l'ensemble du parcours pour rejoindre le théâtre couvert et l'amphithéâtre pour les personnes déficientes visuelles. Les présentations de saison ont toujours lieu en présence de deux interprètes en Langue des Signes Française (LSF).
Au fil des ans, Châteauvallon scène nationale a eu à cœur de rendre accessible sa programmation aux spectateurs en situation de handicap par le biais également, d'une politique tarifaire adaptée et de propositions à destination de personnes souffrant de tout type de handicap.
Lors du premier semestre 2023, Châteauvallon a travaillé à l'obtention du label Tourisme et Handicap en demandant un audit auprès de la métropole TPM et du département du Var.
Le label « Tourisme et Handicap » pour la filière loisir a reçu un avis favorable, lors de la Commission Territoriale d'attribution, se tenant le 11 juillet 2023.
Pour la saison 2023-2024 :
Des actions spécifiques ont été organisées à destination des publics sourds, malentendants et déficients visuels. :

- Pour la première fois, une visite guidée du site a été proposée, lors des journées européennes du Patrimoine, le samedi 16 septembre 2023 avec une interprète en langue des signes. En effet, l'ensemble des bâtiments de Châteauvallon s'est vu décerner le label « Architecture contemporaine remarquable », en 2019, grâce à la singularité de l'œuvre et le caractère innovant et expérimental de la conception architecturale.
- Des actions, plus spécifiquement, à destination des publics sourds, malentendants et déficients visuels ont été organisées :
  - Une rencontre en LSF avec les artistes pour le spectacle : « Annonciation, Noces et Torpeur » d'Angelin Preljocaj le jeudi 9 novembre 2023.
  - Une audiodescription pour le spectacle :« Une télévision française » mise en scène de Thomas Quillardet le vendredi 22 mars 2024.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Perspectives pour la saison 2024-2025 :

Sur la saison 2024-2025, Châteauvallon souhaiterait développer un peu plus son offre d'accessibilité, pour les publics sourds, malentendants qui viennent en nombre sur les spectacles (support de communication ci-dessous), sur l'ensemble de la scène nationale Châteauvallon-Liberté.

Pour la première fois à Châteauvallon, sera expérimentée, le 16 mai 2025, une adaptation en langue des signes en direct pour le spectacle « On purge bébé » de Georges Feydeau. L'adaptation a été commandée à Accès culture, partenaire de Châteauvallon.

Pour les déficients visuels, Châteauvallon réfléchit à proposer une visite tactile du site qui s'inscrira lors d'un temps fort de la prochaine saison.

Notification du droit d'usage « tourisme et handicap »
Document de communication des actions à destination des publics sourds et malentendants pour la saison 2024/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

→ *Le Théâtre Liberté à Toulon*

Le Liberté a obtenu en novembre 2014 le label « Tourisme et Handicap » ; ce label national est attribué par le Ministère délégué au tourisme via l'association Tourisme et Handicap après évaluation de l'accessibilité des sites, sur des critères liés à l'architecture et aux équipements ainsi que sur la qualité de l'accueil et des services. En retour, le lieu labellisé signe une charte d'engagement pour maintenir l'accessibilité de la structure en état pour une durée de 5 ans renouvelable.

En 2019, le label a été renouvelé et le Liberté est labellisé pour les 4 types de handicap (auditif, mental, moteur et visuel) contre 2 auparavant.

Soucieux d'être accessible à tous, le Liberté permet aux personnes en situation de handicap d'assister aux représentations dans les meilleures conditions.

L'équipe d'accueil du public a été formée afin d'accueillir dans les meilleures conditions et le plus simplement possible ces personnes.

- Accueil des personnes à mobilité réduite

65 spectateurs en fauteuil sont venus au Liberté en 2023. Les espaces du Liberté sont accessibles aux personnes à mobilité réduite : stationnement possible à proximité du théâtre et chaîne de cheminement respectée, entrée de plein pied, ascenseurs, sanitaires, hauteurs des banques d'accueil et du bar.

- Accueil des personnes aveugles et malvoyantes

115 personnes aveugles ou malvoyantes ont été accueillies au Liberté en 2023.

Les spectacles *La Mouette* mis en scène par Cyril Teste, *Moby Dick* mis en scène par Yngvild Aspeli et *Péplum médiéval* mis en scène par Olivier Martin-Salvan ont été adaptés en audiodescription. Des programmes détaillés en braille et caractères agrandis ont été édités également à cette occasion.

En complément des dispositifs mis en place dans le cadre de l'accueil des personnes à mobilité réduite, il existe des rampes dans les couloirs, une signalétique en gros caractères et une annonce sonore des étages desservis dans les ascenseurs.

- Accueil des personnes sourdes et malentendantes

100 personnes sourdes ou malentendantes ont été accueillies au Liberté en 2023.

Le Liberté s'est engagé à proposer chaque saison trois spectacles en partenariat avec A3 Interprétation et Accès Culture, ce qui en fait un lieu de référence dans la communauté sourde.

Les spectacles *L'Absolu* de Boris Gibé, et *IT Dansa* ont été suivis d'une rencontre doublée en Langue des Signes Française (LSF), grâce à une interprète d'A3 interprétation.

La conférence de François Sarano dans le cadre de Passion Bleue #3 a été doublée en LSF.

L'évènement de présentation de saison en salle Camus était doublé en LSF. Des capsules vidéo de présentation des spectacles de la saison 2023-2024 accessibles aux personnes sourdes ont été tournées avec l'aide d'une interprète, et mises en ligne sur les réseaux sociaux de la Scène nationale et envoyées au public sourd.

L'accueil du public le soir du spectacle est assuré par l'équipe d'accueil et de relations avec le public, aidée d'une interprète professionnelle en LSF.

Une boucle magnétique est installée dans la Salle Albert Camus (701 places) pour les personnes malentendantes. Les personnes équipées d'un appareil de correction auditive possédant la position T peuvent ainsi bénéficier d'une amplification du son.

Des casques d'amplification sonore et des boucles magnétiques individuelles sont à la disposition des personnes non-appareillées ou n'ayant pas cette position T, grâce au mécénat de la Société Générale. Au cours de l'année 2023, 106 personnes ont pu bénéficier de ces casques.

Perspectives pour l'année 2024 :

Lors du premier semestre 2024, le Liberté accueillera en résidence et coproduira l'adaptation LSF du spectacle « Maelstrom » qui raconte l'histoire d'une adolescente malentendante.

Trois représentations, dont une en temps scolaire, seront proposées et suivies de rencontres entre le public entendant et sourd et les artistes, grâce à la présence d'un interprète en Langue des Signes Française (LSF).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pour la troisième fois, une conférence du temps fort « Passion Bleue » sera proposée en LSF : « Biodiversité marine, l'urgence absolue » avec Camille Etienne, Roland Jourdain et François Sarano le 12 mars.
En mai, une représentation du spectacle du Cirque Aïtal « A Ciel Ouvert » sera suivie d'une rencontre entre le public entendant et sourd et les artistes, grâce à la présence d'un interprète en Langue des Signes Française (LSF). La présentation du lancement de la saison 2024-2025 aura lieu en français et en Langue des Signes française.
Au second semestre 2024, le spectacle « Hen » de Johanny Bert bénéficiera d'une adaptation en LSF par le comédien Vincent Bexiga d'Accès Culture et sera suivi d'une rencontre entre le public entendant et sourd et les artistes le vendredi 22 novembre, grâce à la présence d'un interprète en Langue des Signes Française (LSF). Ce spectacle s'inscrit dans la programmation du festival « In&Out+Liberté ».
La nouvelle création d'Hofesh Shechter « Théâtre of Dreams », sera suivie d'une rencontre avec les artistes en LSF le vendredi 25 octobre.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

LES RENDEZ-VOUS EN LSF

ACCUEIL DES PERSONNES SOURDES

Danse — **Le Liberté**
Vendredi 25 octobre — 19H30

THEATRE OF DREAMS
Hofesch Shechter

Un spectacle de danse électrisant !
Un voyage dans nos angoisses, espoirs et désirs, nos rêves et nos pensées qui nous entraîne dans une myriade d'émotion. Un chorégraphe à découvrir et à suivre absolument.

→ Rencontre avec les artistes à l'issue en LSF – A3 Interprétation

Dès 13 ans

Marionnettes & Cabaret — **Le Liberté**
Vendredi 22 novembre — 21H

HEN
Johanny Bert

Hen est une marionnette à taille humaine, non genrée et subversive, à la fois homme et femme. Un spectacle qui parle du corps et du désir dans le cadre du Festival *queer* In&Out.

→ Adaptation en LSF par Vincent Bexiga – Accès Culture
→ Rencontre avec les artistes à l'issue en LSF – A3 Interprétation

Dès 14 ans
→ Teaser du spectacle

Théâtre — **Le Liberté**
Vendredi 10 janvier — 20H

LES GROS PATINENT BIEN
Pierre Guillois & Olivier Martin-Salvan

Les Gros patinent bien reviennent au Liberté pour notre plus grand bonheur ! Un spectacle entièrement visuel, drôle et inventif. À voir et à revoir absolument.

→ Rencontre avec les artistes à l'issue en LSF – A3 Interprétation

En famille dès 8 ans

Théâtre — **Le Liberté**
Jeudi 16 janvier — 14H30 (scolaire) & 19H30

LE VILLAGE DES SOURDS
Léonore Confino & Catherine Schaub

Youma à 14 ans, elle est sourde depuis sa naissance. Elle vit dans le Grand Nord.
Un jour, un marchand arrive dans le village et propose des objets contre des mots.
Le langage disparait. La langue des signes devient alors la seule qui reste, celle de la résistance.
Avec Jérôme Kircher et Ariana-Suelen Rivoire

Spectacle en français et en LSF
→ Rencontre avec les artistes à l'issue en LSF – A3 Interprétation

En famille dès 11 ans

Cirque & Théâtre — **Châteauvallon**
Ven. 16 mai — 20H

ON PURGE BÉBÉ
Georges Feydeau — Karelle Prugnaud

Comédienne et circassienne, Karelle Prugnaud nous offre une mise en scène totalement décalée de cette œuvre de Feydeau.
Sur scène, à une vitesse folle, les portes claquent et les quiproquos s'accumulent entre le couple Follavoine, joué par Patrice Thibaud et Philippe Duquesne.

→ Adaptation en LSF – Accès Culture
→ Rencontre avec les artistes à l'issue en LSF – A3 Interprétation

En famille dès 12 ans

Informations et réservations

Le Liberté
Marion Barbet-Massin
SMS 06 19 60 91 51
→ marion.barbet-massin@theatreliberte.fr

Châteauvallon
Sybille Canolle
04 94 22 74 00
→ sybille.canolle@chateauvallon.com

En partenariat avec :

A3 INTERPRETATION — ACCÈS CULTURE

Tarif 5 €*
*Pour les personnes sourdes

chateauvallon-liberte.fr
09 800 840 40

Programmation 2024-2025 en LSF, scène nationale Châteauvallon Liberté

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3. L'École Supérieure d'Art et Design TPM / ESAD TPM

Depuis la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les établissements recevant du public (ERP) doivent être accessibles à tous les types de handicap. Ils doivent permettre à tous, sans distinction, de pouvoir y accéder, y circuler et recevoir les informations diffusées.

- Lors de l'année scolaire 2023/2024, le poste d'accueil de l'école a été fermé à l'aide de baies vitrées. Un passe documents ainsi qu'un hygiaphone ont été mis en place coté espace PMR.

- Une étudiante à mobilité réduite a bénéficié, tout au long de son cursus scolaire, d'un aménagement adapté afin de lui permettre de travailler dans de bonnes conditions (bureau, casier).

Perspectives 2024 :

- L'inclusion par le numérique : crée en 2014, le site internet de l'ESADTPM a besoin d'une refonte graphique, fonctionnelle et ergonomique. Au regard du nouveau projet d'établissement, une réflexion est en cours pour réadapter cet outil ainsi que les autres outils numériques.
- Acquisition du logiciel de planning « hyperplanning ».
- Projet d'accessibilité au numérique que la bibliothèque pourrait mettre en place durant l'année 2025 :
  - La bibliothèque souhaite rendre son site et son catalogue en ligne plus accessible notamment en permettant aux usagers une personnalisation de l'affichage et de l'interface.
  - Les usagers pourraient choisir la taille des caractères du texte, et modifier les couleurs afin de rendre le contraste plus lisible.
  - Ces fonctions sont à mettre en place avec le prestataire de SIGB (Système Intégré de Gestion des Bibliothèques) Archimed.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

4. L'Opéra TPM à Toulon

L'accueil des publics empêchés fait partie intégrante des missions de l'Opéra. Celles-ci sont articulées autour de trois axes définis par le Ministère de la Culture : « culture-santé », « culture-justice » et « culture-handicap ».
La mise en œuvre de ces actions répond principalement à trois problématiques :

- L'égalité d'accès à la culture
- La dimension universelle de la culture ainsi que son partage
- Les actions en faveur d'une démocratisation culturelle

Des projets sont menés par l'Opéra de Toulon avec pour objectif de développer l'action culturelle essentiellement dans les établissements hospitaliers et les centres médico-sociaux.

- **Institut médico-éducatif et Foyer occupationnel de jour**

  L'Opéra de Toulon a permis à 35 enfants, adolescents ou adultes en situation de handicap provenant de l'IME Les Clos des Bertrands à Ollioules et du FOJ L'Ensoleillado d'assister à des répétitions (mise en scène et lecture d'orchestre) de *La Chauve-souris* de Strauss au Zénith.

- **Audiodescription**

Une représentation de Rigoletto de Verdi au Zénith a été proposée en audiodescription rendant la représentation accessible aux personnes malvoyantes ou aveugles grâce à une voix-off qui décrit les éléments visuels de l'œuvre : mise en scène, décors, costumes, attitudes et déplacements des artistes. Un programme en braille a également été offert.
Par l'intermédiaire de 3 associations : les Auxiliaires des aveugles, la bibliothèque sonore et l'Union des Déficients Visuels de Var, 25 personnes ont pu bénéficier de ce dispositif.

- **Centres Médico-Psychologiques**

Des enfants et adolescents souffrant de difficultés psychiques sont venus visiter l'Opéra avec un accompagnement personnalisé.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- **Les classes Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire)**
  - Les élèves des classes Ulis ont accès aux différents dispositifs proposés par l'Opéra dans le cadre de ses actions scolaires (concerts pédagogiques, parcours culturels, Printemps des jeunes…)
  - Les enfants proviennent essentiellement du collège Django Reinhardt de Toulon.
- **Personnes à mobilité réduite**
  - L'Opéra propose un tarif unique de 15€ pour l'ensemble de sa saison au titulaire de la Carte CMI et un tarif préférentiel pour son accompagnateur.
  - En 2023, ce sont 271 personnes qui ont pu bénéficier de ce tarif.

5. *Le Pôle*

Depuis ses débuts, Le Pôle a toujours accordé une place particulière aux publics empêchés. Chaque saison, l'équipe des relations avec les publics prend à cœur de coconstruire avec les structures et associations, des parcours de spectacles adaptés et des actions artistiques et culturelles.

→ *Une présentation de la saison dédiée aux instituts spécialisées et associations :*

La présentation de la saison dédiée aux instituts spécialisés et associations s'est déroulée le vendredi 7 juin et a accueilli une trentaine de professionnels du champ du handicap.
Ce moment privilégié permet de cerner les problématiques de chacun, de choisir les spectacles les plus adaptés et de proposer un accueil personnalisé à chaque groupe, à la fois à la Maison des Comonis, sous les chapiteaux de la mer, à la bibliothèque Armand Gatti et au théâtre du Rocher à La Garde.

→ *Fréquentation*

La programmation propose des représentations tout au long de l'année en temps scolaire, à 10h et 14h30. Le Pôle offre la possibilité d'accueillir les instituts spécialisés et associations en journée ou en soirée.
Sur l'année 2023, Le Pôle a accueilli 435 personnes issus de :

- IME Bel air
- IME Bel Estello
- IME Présence
- IME Dominique Milles
- IME les Dauphins
- IME Jean Itars
- IME La Majourane
- Pôle sensoriel déficient visuel
- Pôle sensoriel déficient auditif
- Association La Barigoule
- ITEP Les Moineaux de l'Ermitage
- Collège Gustave Roux - élèves de l'hôpital Pomponiana

→ *Partenariat avec le pôle sensoriel pour déficients auditifs (PSDV)*

- Présentation des spectacles de la saison en langues des signes
- Le Pôle propose aux adolescents du PSDA-EP83 (Pôle Sensoriel pour déficients auditifs) de signer, à travers la réalisation d'une vidéo, une partie de la programmation de la saison afin d'en faciliter l'accès auprès des publics empêchés. Les spectacles présentés sont ceux auxquels les jeunes assisteront.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

→ *Partenariat avec le pôle sensoriel pour déficients visuels (PSDV)*

- Un programme accessible aux malvoyants

L'équipe éducative du PSDV-EP83 (Pôle Sensoriel pour déficients visuels) et l'équipe du Pôle ont souhaité mettre en place un programme lisible et adapté aux enfants et adultes malvoyants. Au travers des séances de travail ensemble, des programmes adaptés ont été publiés pour quelques spectacles de la saison.
Un partenariat a également été mis en place avec le PSDV-PEP83 pour permettre aux enfants d'assister à des spectacles adaptés à leur handicap.

→ *Rencontres et visites traduites en LSF :*

- Ont été organisés des bords de plateau et visites accompagnés d'un traducteur en LSF
- L'absolu - Cie Boris Gibé, le vendredi 6 janvier : rencontre avec les artistes et visites de la structure "Silo" spécialement conçue pour ce spectacle.

→ *Visite et rencontre en amont du spectacle « La méthode du Dr Spongiak » :*

Cette saison, le Pôle a proposé aux jeunes du PSDV de venir rencontrer les artistes du spectacle « La méthode du Dr Spongiak » de la compagnie belge Moquette Production, le 2 décembre 2023.
Cette compagnie est spécialisée en théâtre d'ombre et manipule à vue et en direct les marionnettes et objets rétroprojetés sur grand écran.
Les jeunes ont ainsi pu échanger avec les artistes 1h30 avant le spectacle, sur les métiers du spectacle vivant, sur le spectacle et ont pu visiter la salle et surtout visiter le plateau dont la table de montage et manipuler pour ainsi appréhender le dispositif du spectacle.
Pour compléter cette rencontre, les jeunes ont également pu échanger avec les artistes après la représentation sur ce qu'ils ont ressenti pendant le spectacle.

→ *Prix Armand Gatti, un projet EAC accessible à tous :*

Il s'agit d'un travail tout au long de l'année auprès d'une classe ULIS du collège La Ferrage.
Les 13 élèves ont accueilli dans leur classe des comédiens pour une lecture partagée des textes de théâtre de la sélection. Ces élèves ont voté et choisi leur texte préféré et ont pu monter au plateau présenter leur séquence coup de cœur à l'ensemble des élèves du projet. Ils ont échangé avec l'auteur du texte.

→ *Festival « Regards sur Rue » :*

Le festival Regards sur Rue s'est déroulé à La Seyne-sur-Mer les 23,24 et 25 septembre 2023.
Le Pôle propose aux instituts et associations un parcours du spectateur adapté et personnalisé afin de profiter de l'ensemble des spectacles dans les meilleures conditions. Une personne de l'équipe est en charge de l'accueil des publics empêchés durant ce festival.

6. La Villa Noailles à Hyères

Des personnes en situation de handicap fréquentent régulièrement les sites de la villa Noailles mais ne sont pas comptabilisées spécifiquement.
Sur chaque site, un catalogue des expositions en cours est systématiquement offert à chaque visiteur à mobilité réduite étant dans l'incapacité d'accéder à certains espaces d'expositions.
Un accompagnement spécifique est par ailleurs prévu pour les personnes en situation de handicap moteur qui veulent assister au défilé du Festival international de mode, de photographie et d'accessoires - Hyères (sur demande).
Plus spécifiquement en 2023, et grâce au dispositif « L'été culturel » financé par la DRAC PACA, les résidents de la maison de retraite-EHPAD Notre Dame de la Paix à Toulon ont pu mener des ateliers avec la designer Marie Cornil pendant deux semaines fin juillet-début août.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Cette résidence leur a permis de découvrir le travail de la designer Marie Cornil qui les a accompagnés dans la fabrication de motifs en cuir sur un plateau en bois et dans des collages de papiers (en fonction des possibilités motrices des résidents)
La Villa de Noailles a donc proposé 10 ateliers sur 15 jours et a accueilli 20 personnes.

→ *Perspectives 2024 :*

Une réflexion sur la création de vidéos de présentations des espaces et des œuvres non accessibles au public en situation de handicap moteur est en cours.
Elle pourra être mise en pratique en 2025 sur les sites de la villa Noailles.
Un livret d'accueil du public en situation de handicap moteur sur le site de la villa Noailles est également en préparation et sera téléchargeable depuis le site internet de la villa Noailles. Un QR code au niveau de l'ascenseur permettra d'accéder au document lorsque les personnes sont déjà sur place.

7. *L'Hôtel des Arts à Toulon*

- En 2023 l'Hôtel des Arts a accueilli 104 visiteurs en situation de handicap de tous âges et toutes formes de handicap lors de visites médiatisées avec ou sans atelier. L'HDA est accessible pour les personnes à mobilité réduite.
- Les structures accueillies sont des IME (Instituts Medico Educatifs) ou des associations qui mènent des actions de loisirs et de découverte culturelles destinées à des jeunes ou adultes en situation de handicap.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

C. LES ACTIONS DE L'OFFICE MÉTROPOLITAIN DE TOURISME PROVENCE MÉDITERRANÉE (OMTPM) EN FAVEUR DE L'ACCESSIBILITÉ

Créé en 2017, lors du transfert de la compétence tourisme à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'Office Métropolitain de Tourisme Provence Méditerranée (OMTPM) regroupe les 12 villes composant la Métropole : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Ollioules, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon et La Valette-du-Var.
Organisé de 2017 à 2023 selon un système de pôles géographiques, l'Office de Tourisme Métropolitain est entré dans une nouvelle phase de structuration au 2 novembre 2023.
Il est désormais organisé par directions d'activités, pilotées par une direction générale, agissant elle-même en lien étroit avec le Président et le comité directeur.
Six directions ont émergé : Accueil / Commercialisation / Communication / Filières / Relations avec les Professionnels / Supports.
Le service accessibilité a été rattaché à la direction des filières.
12 points d'accueil ouverts toute l'année, des équipes polyglottes y accueillent le public toute l'année sur la Métropole.

1. *Renouvellement du label Tourisme et Handicap du bureau d'information Tourisme de Toulon en mars 2023*

Le Bureau d'Information Tourisme de Toulon a confirmé son engagement pour l'accueil des personnes en situation de handicap en maintenant la marque pour les 4 déficiences.

2. *Journées Nationales Tourisme et Handicap 2023 :*

- L'Association Tourisme et Handicaps, association nationale, propose chaque année aux structures labellisées Tourisme et Handicap de participer aux Journées Nationales Tourisme et Handicaps.
- Cet évènement se déroule durant tout le mois d'avril. Cette année, l'OMTPM a proposé deux thématiques de visites guidées afin de faire découvrir son offre de visites adaptées pour les groupes :
  - Visites du Stade Mayol :
    - 13 avril 2023, 9 personnes et 5 accompagnants
    - 20 avril 2023, 8 personnes et 5 accompagnants

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- A la découverte de l'histoire de Toulon :
- 27 avril 2023,6 personnes et 2 accompagnants.

L'OMTPM a mis en avant ses structures labellisées Tourisme et Handicap, ainsi que ses musées, activités, hébergements accessibles tout au long de ce mois via sa page FB Accessible.

3. Label Tourisme et Handicap et actions réalisées

- L'OMTPM a un rôle de sensibilisation et d'accompagnement auprès des professionnels afin de rendre accessible leurs sites ou activités aux personnes en situation de handicap.
- L'Office Métropolitain de Tourisme Provence Méditerranée est présent avec le Conseil Départemental du Var sur la promotion de la destination et la sensibilisation des prestataires de tourisme en termes d'accessibilité.
- En 2023, trois partenaires ont obtenu le label Tourisme et Handicaps :
  - La Maison du Patrimoine à Ollioules, pour le handicap auditif, mental, moteur et visuel.
  - Châteauvallon, Scène Nationale à Ollioules pour le handicap auditif, mental, moteur et visuel.
  - Restaurant le Hangar à Hyères pour le handicap auditif, mental, moteur et visuel.
- Développement des visites guidées groupes : L'OMTPM propose des visites adaptées pour les groupes de personnes en situation de handicap moteur, mental ou visuel. L'OMTPM travaille sur une solution pour les proposer aux personnes sourdes ou malentendantes.
- Formation en octobre 2023 en médiation culturelle afin d'adapter les visites guidées aux besoins des personnes en situation de handicap.
- Soutien des associations dans leurs actions :
  - L'OMTPM a été sollicité par l'association Restaur'hand afin d'offrir des lots pour récompenser des jeunes d'IME du département. Ces jeunes ont participé à un concours sur le thème du service et l'art de la table le 13 avril 2023.
  - Collecte des bouchons pour Handibou et France Cancer.
- Document « Vacances Accessibles » de recensement de l'offre accessible à l'échelle de la destination TPM. Il a été édité en juin 2023. Entre juin et décembre 2023, il a été distribué à environ 1400 exemplaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Document touristique en Facile À Lire et à Comprendre (FALC) :

Le bureau de Toulon à produit en collaboration avec l'ESAT « Les Papillons Blancs » une documentation en FALC.

4. L'OMTPM a participé à plusieurs salons en 2023 :

- **Salon Autonomic Paris du 6 au 8 juin 2023**

L'OMTPM a partagé le stand de l'association Tourisme et Handicap avec d'autres sites labellisés au niveau national. Le salon a accueilli plus de 10 000 visiteurs.
L'OMTPM a rencontré des professionnels à la recherche de séjours adaptés (professionnels de foyers d'occupation, services de soin infirmiers à domicile, centres associatifs…) et des particuliers à la recherche de lieux et d'activités adaptés.
Les visiteurs étaient ravis de voir le sud de la France représenté sur le stand Tourisme et Handicaps. De nombreuses personnes étaient intéressées par cette destination que ce soit des individuels ou des groupes.

- **Salon Autonomic Méditerranée 2023 : 29 et 30 novembre 2023**

Pour sa 10ème édition, ce salon ouvert aux professionnels et grand public met en avant les acteurs du handicap et du grand âge.
Dix conférences sur le thème du handicap et de l'inclusion ont été organisées sur ces deux jours et près de 125 exposants représentant différents secteurs comme l'aménagement de l'habitat, les nouvelles technologies, associations et institutionnels, transports, culture/sport et tourismes adaptés.
L'OMTPM était présent sur un stand partagé avec l'Office Intercommunal du Tourisme de La Londe les Maures afin de représenter leur territoire respectif.
Ce salon a accueilli environ 6000 visiteurs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

L'OMTPM a renseigné environ 100 personnes par jour et a rencontré :

- Des professionnels à la recherche de sorties et séjours adaptés (institutions, professionnels de foyers d'occupation, service de soins infirmiers à domicile, centres associatifs, CCAS…).
- Des particuliers à la recherche de lieux et d'activités adaptés pour une journée ou un court séjour.
- 50% des visiteurs venaient du département des Bouches du Rhône, 40% de la région PACA et 10% du territoire TPM. Ils étaient satisfaits de retrouver l'OMTPM sur ce salon qui n'a pas d'équivalence sur la région.

Salon Autonomic Méditerranée 2023

5. Perspectives

- Réalisation des RPA (Registres Publics d'Accessibilité) pour chacun des bureaux Information Tourisme :
  - Selon le décret n° 2017-431 du 28 mars 2017, les Établissements Recevant du Public (ERP) sont tenus depuis septembre 2017, de mettre à disposition du public un registre public d'accessibilité.
  - Ainsi, l'Office Métropolitain de Tourisme Provence Méditerranée met à disposition dans chacun de ses bureaux d'Information un registre public d'accessibilité consultable par tous.
  - Ce registre permet de faire un état de la mise en accessibilité des structures.
- Équipement des bureaux d'information qui ont besoin de matériel pour l'accueil des personnes en situation de handicap comme des rampes d'accès des boucles magnétiques, loupes.
- Travail sur une brochure touristique en Facile A Lire et à Comprendre (FALC) afin de présenter les destinations TPM.
- Renouvellement du label Tourisme et Handicaps pour les bureaux Information Tourisme de Hyères, Porquerolles et du Pradet.
- Formation des conseillers en séjour sur l'accueil des personnes en situation de handicap.
- Création d'un groupe de travail « Tourisme adapté ».
- Proposition de visites guidées adaptées sur Hyères, Ollioules et Toulon à l'occasion des Journées nationales du tourisme et handicap 2024.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

D. L'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

1. *État des lieux de la démarche engagée*

- La Métropole TPM s'est engagée depuis plusieurs années en faveur de l'inclusion des travailleurs en situation de handicap au sein de ses collectifs de travail.
- Cet engagement s'est traduit par un recensement et un accompagnement des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi, permettant ainsi de garantir leur maintien dans l'emploi. Au quotidien, le référent handicap de la Métropole informe les agents sur la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et coordonne les aménagements de poste et les démarches de reclassement en lien avec les partenaires Cap Emploi et le Centre de Gestion.

2. *Bilan des actions menées en 2023*

- **Études de poste en interne ou par le CDG (centre de gestion) et CAP EMPLOI pour les agents RQTH (reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapés) :**
  - Nombre d'études réalisées en 2023 : 13 études de poste FIPHFP

  Ces études permettent à des personnes confrontées à des difficultés à occuper leur poste de travail (maintien dans l'emploi) :
  - De conserver leur emploi dans des conditions compatibles avec leur état de santé
  - De poursuivre leur carrière professionnelle en écartant la menace de perte d'emploi.

- **Prestations d'Appui spécifique (PAS) :** Ces prestations permettent d'identifier précisément les conséquences du handicap sur l'activité professionnelle et les moyens de le compenser**.**
  - Nombre réalisé : 2 PAS

- **Partenariat de la Métropole avec des Etablissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) du territoire :** Ces structures permettent aux personnes en situation de handicap d'exercer une activité professionnelle tout en bénéficiant d'un soutien médico-social et éducatif dans un milieu protégé
  - ESAT les Palmiers, Le Poséidon, Phar 83
  - **Montant total alloué : 1 082 941,56 €**

- **Organisation d'un temps de sensibilisation au handicap** : 46 participants

3. *Perspectives 2024*

- Participation à la journée nationale du DuoDay prévue Jeudi 21 Novembre 2024
- Organisation de sessions de sensibilisation à la langue des signes (5 modules de 5 jours) et aux Dys (2 jours).

E. LA COMMUNICATION

→ *État des lieux*

- Le site internet de la Métropole TPM www.metropoletpm.fr n'est pas conforme car trop ancien (mise en ligne en 2013), toutefois il respecte les standards du RGAA de l'époque.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

- Un abonnement concernant l'outil « Readpeaker » est renouvelé et permet une vocalisation du contenu « texte » des pages du site internet de la Métropole en ligne, hors ligne et en version mobile.
- Les utilisateurs peuvent choisir d'écouter une version audio du contenu au fur et à mesure qu'ils suivent le texte mis en surbrillance, ce qui améliore l'accessibilité du texte et rend le contenu écrit disponible à un plus grand nombre de personnes. Cet outil est aussi disponible en version « responsive » du site de la Métropole pour une utilisation sur mobile ou tablette.

→ ***Une démarche de refonte du site internet institutionnel de la Métropole a été engagée.***

- Dans ce cadre, une attention particulière est portée en matière d'accessibilité numérique afin de renforcer et d'améliorer la relation à tous les usagers.
- Ainsi, un audit a été commandé à une société spécialisée en matière de RGAA (référentiel général d'amélioration de l'accessibilité).
- Cette société analyse les interfaces et l'ergonomie du site (UX et UI) pour garantir que les règles de mises en œuvre et les différents critères soient respectés dès la conception du projet.
- Cette société interviendra lors des phases clés tout au long du projet de refonte du site jusqu'à l'audit final.

F. L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES MÉTROPOLITAINS AUX PERSONNES SOURDES ET MALENTENDANTES

L'article 105 de La Loi n° du 7 octobre 2016 pour une République numérique précise que les services d'accueil téléphonique destinés à recevoir des appels des usagers sont accessibles aux personnes sourdes, malentendantes et aphasiques par la mise à disposition d'un service de traduction simultané écrite et visuel sans surcoût pour les utilisateurs et à la charge des services publics concernés.
Ces services d'accueil sont accessibles directement ou par l'intermédiaire d'une plateforme en ligne délivrant le service de traduction simultanée écrite et visuelle.

L'application ACCEO permet de communiquer avec les personnes malentendantes ou sourdes par téléphone et/ou sur site pour un échange en face à face. Elle rend totalement accessible le service ou l'établissement en favorisant l'autonomie de la personne.
La personne malentendante consulte le site ACCEO sur son smartphone, sa tablette ou son ordinateur équipé d'une webcam, d'un micro et d'une connexion internet.
Sur l'annuaire de l'application, la personne choisit l'organisme qu'elle souhaite appeler et le mode de communication : langue des signes française, transcription instantanée de la parole ou langue parlée complétée. La personne est mise en relation avec un opérateur ACCEO. Ce dernier contacte par téléphone le service choisi et commence la traduction ou la transcription en temps réel.
L'accès pour l'usager est gratuit ; cet accès est en libre-service ou sur réservation du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30.
Depuis novembre 2023, la Métropole dispose de l'application ACCEO pour un budget total de **30 806€ TTC par an**.
Cette solution d'accessibilité a vocation à être déclinée dès 2024, d'une part à l'échelle de l'ensemble des services de la Métropole et d'autre part à l'échelle des 12 communes membres qui seraient volontaires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Publication réalisée par la DGA Habitat, Solidarités et Citoyenneté
Direction Citoyenneté et Proximité
Mission Développement Outils Usagers et Participation Citoyenne
Impression : 100 exemplaires
©Photos : TPM

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
068-216800022-20250618-cFL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250651-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

www.metropoleTPM.fr
@metropoleTPM

Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex 9
Tél. : 04 94 93 83 00
Fax : 04 94 93 83 83

TOULON
LA SEYNE-SUR-MER
HYÈRES
SIX-FOURS-LES-PLAGES
LA GARDE
LA VALETTE-DU-VAR
LA CRAU
OLLIOULES
LE PRADET
CARQUEIRANNE
SAINT-MANDRIER-SUR-MER
LE REVEST-LES-EAUX

DELIBERATION N° 52 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL METROPOLITAIN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE ARNAUD-BILL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment, l'article L.5211-6-1,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et notamment son article 11, modifié par l'article 47 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation territoriale de la République,

VU le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres de la population municipale des communes (INSEE) entrant en vigueur le 1er janvier 2025,

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre ont jusqu'au 31 août 2025 pour répartir les sièges des conseillers au sein de leur établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de rattachement, par un accord local, conformément au VII de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CCGT),

CONSIDERANT que cet accord doit être adopté dans les conditions de majorité qualifiée soit par la moitié des conseils municipaux regroupant plus des deux tiers de la population totale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant plus de la moitié de cette même population totale,

CONSIDERANT qu'à défaut de délibérations des communes prises avant le 31 août 2025 actant d'un accord local obtenu à la majorité qualifiée et respectant les conditions fixées par l'article L.5211-6-1 du CGCT, le nombre de sièges du conseil métropolitain sera fixé à 81 par arrêté du Préfet de Département (la répartition de ces sièges entre les douze communes s'opère selon la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne),

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250652-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que l'accord local est déterminé conformément au tableau ci-dessous présentant la répartition de 8 sièges supplémentaires entre les communes membres de la Métropole TPM et fixant à 89 le nombre de conseillers métropolitains, applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

Commune	Sièges selon le droit commun	Accord local	Nombre total de sièges
Toulon	34	1	35
La Seyne sur Mer	11	1	12
Hyères	10	1	11
Six Fours Les Plages	7		7
La Garde	5		5
La Valette du Var	4	1	5
La Crau	3	1	4
Ollioules	2	1	3
Le Pradet	2		2
Carqueiranne	1	1	2
Saint Mandrier sur Mer	1	1	2
Le Revest Les Eaux	1		1
TOTAL	81	8	89

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : APPROUVE l'accord local consistant en la création de 8 sièges supplémentaires au sein du conseil métropolitain répartis conformément au tableau ci-dessous :

Commune	Sièges selon le droit commun	Accord local	Nombre total de sièges
Toulon	34	1	35
La Seyne sur Mer	11	1	12
Hyères	10	1	11
Six Fours Les Plages	7		7
La Garde	5		5
La Valette du Var	4	1	5
La Crau	3	1	4
Ollioules	2	1	3
Le Pradet	2		2
Carqueiranne	1	1	2
Saint Mandrier sur Mer	1	1	2
Le Revest Les Eaux	1		1
TOTAL	81	8	89

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250652-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 2 : DEMANDE au Préfet du Var de constater la composition de l'organe délibérant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui sera applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

ARTICLE 3 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

A LA MAJORITE :

POUR : **27**

CONTRE : **7 - (Mme Viviane CHASTANT, Mme Wahida ZAMOURI, M. Olivier CHARLOIS, M. Cyril AMARIT, Mme Joëlle ANTOINE, Mme Julia PEIRONET BREMOND, Mme Mireille CHABOT)**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250652-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DELIBERATION N° 53 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

OBJET : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES DEPUIS LE 2 JANVIER 2025

Le seize juin deux mille vingt-cinq à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 6 juin 2025, a été assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Madame Hélène ARNAUD-BILL, Maire. Elle procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents **: Mme Hélène ARNAUD-BILL; M. Jean-Louis MASSON; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; M. Jean-Eric LODEVIC; Mme Janig GUE; Mme Hélène DELSANTO; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; M. Alain JOUOT; Mme Martine DE SANTIS; M. André BAULON; Mme Brigitte MORILLION; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Jean-Marc ANNEVILLE; Mme Céline MURENA; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; Mme Wahida ZAMOURI; M. Olivier CHARLOIS; M. Cyril AMARIT; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE; Mme Julia PEIRONET BREMOND; Mme Mireille CHABOT.**

Représentés : **M. Christian GASQUET donne procuration à Mme Martine DE SANTIS; M. Gilles BROYER donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; Mme Bouchra BARHAM donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Martine BLANC**

Absent excusé **: M. Michel CAMATTE**

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	34	PRESENCE PHYSIQUE	30	QUORUM PHYSIQUE	16

RAPPORTEUR : MADAME HELENE ARNAUD-BILL

L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Maire rend compte des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT lors des réunions obligatoires du Conseil Municipal. Il s'agit donc de prendre connaissance de ces décisions prises depuis le 2 janvier 2025, à savoir :

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
02/01/2025	DM-202501-0001	MARCHES RESERVES A L'INSERTION PAR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN, DE REFECTION ET DE NETTOYAGE DE DIVERS LIEUX SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE LA GARDE. RELANCE DU LOT 1 ET 3 - MARCHES A INTERVENIR
03/01/2025	DM-202501-0002	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN PLACE DU SPECTACLE ASSOS EN SCENE LE VENDREDI 07 FEVRIER 2025
03/01/2025	DM-202501-0003	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE L'AUDITORIUM A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – JANVIER A JUIN 2025
03/01/2025	DM-202501-0004	DECISIONS DE CLOTURE DE REGIE AU 1ER JANVIER 2025
07/01/2025	DM-202501-0005	ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 1 - MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CHARLEMAGNE POUR LE LOT 2.
07/01/2025	DM-202501-0006	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET L'ECOLE DE CHANT DALIDA INSTITUTE POUR LE CONCOURS DE CHANT AMATEUR STARMOUV'
07/01/2025	DM-202501-0007	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET LE LYCEE LA TOURRACHE – ECOLE DE DESIGN POUR LE CONCOURS DE CHANT STARMOUV'
08/01/2025	DM-202501-0008	RENOUVELLEMENT ADHESION A L'ASSOCIATION « CONSERVATOIRE MEDITERRANEEN PARTAGE » - ANNEE 2025
08/01/2025	DM-202501-0009	CONTRAT RENCONTRE AUTEURE VANRAH
08/01/2025	DM-202501-0010	SCI DU POUVEREL CONTRE ARRETE DE REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 083 062 24 10024 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2404028-1 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/01/2025	DM-202501-0011	SERVICE EAU NON POTABLE - FIXATION DES TARIFS ET DES PENALITES - ANNEE 2025
13/01/2025	DM-202501-0012	ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILES POUR LA VILLE DE LA GARDE - MARCHE A INTERVENIR AVEC L'AGENCE ZIMMERMANN MAUREL SANDRI AGENT GENERAL DE LA COMPAGNIE AXA FRANCE IARD
14/01 *DEL N° 250651*	DM-202501-0013	ACCORD CADRE A COMMANDES : FOURNITURE DE CARBURANT EN VRAC POUR LES VEHICULES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE LA GARDE. MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE FIOUL 83

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
20/01/2025	DM-202501-0014	FONDS D'INTERVENTION CANTONALE 2025 - DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR POUR LA CREATION ET LA RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
21/01/2025	DM-202501-0015	CONTRAT DE LOCATION DE CARTE SIM POUR TELEPHONE IRIDIUM -CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CELLHIRE
21/01/2025	DM-202501-0016	CONTRAT DE MAINTENANCE DU SYSTEME DE DECOMPTE DU TEMPS DE TRAVAIL. – CONTRAT A INTERVNIR AVEC LA SOCIETE HOROQUARTZ
22/01/2025	DM-202501-0017	ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « LES TOQUES A LA MIS » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR
27/01/2025	DM-202501-0018	DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL (DSIL) 2025 POUR L'OPERATION DE RENOVATION DES BATIMENTS SCOLAIRES
28/01/2025	DM-202501-0019	ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « NOUVELLE GENERATION SPORT ET ANIMATION » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR
29/01/2025	DM-202501-0020	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE REPOS DU GUERRIER » EN PARTENARIAT AVEC LE POLE LES 29 ET 30 JANVIER 2025
29/01/2025	DM-202501-0021	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ETIENNE FLETCHER » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 06 FEVRIER 2025
29/01/2025	DM-202501-0022	POURVOI COUR DE CASSATION PAR EPOUX XXX ET SCI FAMILLE XXX RESIDENCE CONTRE ARRET COUR D'APPEL AIX EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 – REGLEMENT FRAIS ET HONORAIRES AVOCAT
29/01/2025	DM-202501-0023	DEMANDE D'AIDE FINANCIERE D'INVESTISSEMENT A LA REGION SUD PACA – DISPOSITIF « NOS COMMUNES D'ABORD 2025 » DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN PARC URBAIN
31/01/2025	DM-202501-0024	PRESTATIONS D'EXHUMATION DE CORPS AU SEIN DU CIMETIERE DE LA VILLE DE LA GARDE – A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE POMPES FUNEBRES DE FRANCE
31/01/2025	DM-202501-0025	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « FABIEN RAMADE PRODUCTIONS » POUR LE CONCERT « HIT PARTY 2000 » LE JEUDI 17 JUILLET 2025
31/01/2025	DM-202501-0026	ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE BUREAU POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE-MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE
01/02/2025	DM-202502-0027	CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE JEREMY ATTARD
03/02/2025	DM-202502-0028	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE– AVENANT N°1 A INTERVENIR AVEC LES SOCIETES SUD CHARPENTES ET TECH BOIS CONCEPT
04/02/2025	DM-202502-0029	CONTRAT DE CESSION ASSOCIATION ABRACADABRA MUSIQUES
04/02/2025	DM-202502-0030	TARIFICATION DE LA MANIFESTATION SPORTIVE « LA GARDE RUN PARTY » DU 16 MAI 2025
04/02/2025	DM-202502-0031	CONVENTION RELATIVE A LA PRESTATION DE VENTE DE BILLETS ELECTRONIQUES PAR LA SOCIETE TRUSTWEB DANS LE CADRE DE LA GARDE RUN PARTY DU VENDREDI 16 MAI 2025
04/02/2025	DM-202502-0032	EXPERTISE JUDICIAIRE APPEL COMMUNE CONTRE CONSORTS XXX - ASSISTANCE GEOTECHNIQUE SOCIETE ABO ERG DU 19 NOVEMBRE 2024 – REGLEMENT HONORAIRES
04/02/2025	DM-202502-0033	CONVENTION CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS POUR LA GARDE RUN PARTY/NUIT DU SPORT AVEC LA PROTECTION CIVILE DU VAR
05/02/2025	DM-202502-0034	CONTRAT POUR L'ORGANISATION D'UNE PERFORMANCE THEATRALE DE THOMAS ASTEGIANO LE 9 AVRIL 2025 A LA GALERIE G AU COMPLEXE GERARD PHILIPE
07/02/2025	DM-202502-0035	MANDATS SPECIAUX POUR LE DEPLACEMENT D'ELUS MUNICIPAUX DANS LE CADRE DE L'EDITION 2025 DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS
10/02/2025	DM-202502-0036	CONVENTION DE PRESTATION AVEC « JUDO CLUB GARDEEN » DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 8 AVRIL 2025
10/02/2025	DM-202502-0037	CONVENTION DE PRESTATION AVEC LA PATINOIRE DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 15 AVRIL 2025
10/02/2025	DM-202502-0038	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET JANCARTHIER GROUPES POUR L'ACHAT DE BILLETS D'AVION POUR LE SEJOUR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025
10/02/2025	DM-202502-0039	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « SASU ENERGIC ANIMATIONS » POUR LE CONCERT DE CHIMENE BADI LE MERCREDI 30 JUILLET 2025
11/02/2025	DM-202502-0040	FOIRE AUX PLANTS 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA
12/02/2025	DM-202502-0041	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « VEILLES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25
13/02/2025	DM-202502-0042	REALISATION DE DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE AVANT-VENTE – LOT DE COPROPRIETE N°3 – PARCELLE AN N° 1094 SISE IMPASSE CLAUDE CHAPPE A LA GARDE – REGLEMENT DES FRAIS DE LA SOCIETE DIAGNOTECH

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
19/02/2025	DM-202502-0043	RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE A L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ET A L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DU VAR – ANNEE 2025
19/02/2025	DM-202502-0044	OBJET : ACCORD-CADRE A COMMANDE : TRAVAUX DE RENOVATION, D'ENTRETIEN ET DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DANS LES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE LA GARDE– MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE AVICOLLO ENERGIES.
24/02/2025	DM-202502-0045	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR NOEL LEREBOULET COMEDIEN DANS LE CADRE D'UN SPECTACLE POUR ENFANTS SUR L'ACCUEIL DE LOISIRS HENRI WALLON LE 20 FEVRIER 2025
27/02/2025	DM-202502-0046	PRISE EN CHARGE REMISE EN ETAT VEHICULE SUITE SINISTRE RESPONSABLE – SIGNATURE PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION DES DOMMAGES – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
27/02/2025	DM-202502-0047	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « TECHNI-SCENE - CONCEPT EUROPE » POUR LE CONCERT DE LA FETE DE LA MUSIQUE LE SAMEDI 21 JUIN 2025
27/02/2025	DM-202502-0048	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES ESPACES
27/02/2025	DM-202502-0049	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU SERVICE JEUNESSE – ANNEE 2025
27/02/2025	DM-202502-0050	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « EXISTER DEFINITION » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 14 MARS 2025
27/02/2025	DM-202502-0051	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ABLAYE CISSOKO » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 21 MARS 2025
28/02/2025	DM-202502-0052	AVENANT N° 1 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
03/03/2025	DM-202503-0053	MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DIFFAMANTS ET OUTRAGEANTS SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
05/03/2025	DM-202503-0054	ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DU PERSONNEL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 6 LOTS). MARCHES A INTERVENIR AVEC LES SOCIETES : ETABLISSEMENT DESCOURS ET CABAUD, CAROLE B ET POKEE SPORT. ET DECLARATION SANS SUITE DU LOT 6 « EPI SERVICE DISTRIBUTION »
05/03/2025	DM-202503-0055	CREATION D'UNE IDENTITE GRAPHIQUE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SITE INTERNET POUR LES BESOINS DE LA NOUVELLE SALLE DE SPECTACLE DE LA VILLE DE LA GARDE.- MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE TRAFIK
05/03/2025	DM-202503-0056	FIXATION DU TARIF DE LA SALLE 116 DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2025
06/03/2025	DM-202503-0057	EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES
06/03/2025	DM-202503-0058	MONSIEUR ET MADAME XXX C/ COMMUNE - RECOURS COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE N° 25MA00346 CONTRE JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON DU 9 DECEMBRE 2024 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
06/03/2025	DM-202503-0059	XXX CONTRE COMMUNE – DECISION DU 10 JANVIER 2025 – FRAIS DE MISE EN FOURRIERE POUR STATIONNEMENT ABUSIF - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2500477-3 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/03/2025	DM-202503-0060	CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR STARMOUV LE VENDREDI 04 JUILLET 2025
10/03/2025	DM-202503-0061	CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR LA FETE DE LA JEUNESSE DU VENDREDI 27 JUIN 2025
10/03/2025	DM-202503-0062	EXPERTISE JUDICIAIRE EN EXECUTION ARRET COUR D'APPEL AIX-EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 - CONSTAT FICHIERS NATIFS ET CD-ROM – REGLEMENT DES FRAIS DE COMMISSAIRE DE JUSTICE – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/03/2025	DM-202503-0063	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
10/03/2025	DM-202503-0064	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MADAME XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
11/03/2025	DM-202503-0065	EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES
11/03/2025	DM-202503-0066	ACCORD CADRE A COMMANDES : PRESTATIONS DE CONTROLE, DE MAINTENANCE, ET D'ENTRETIEN DES AIRES DE JEUX ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 2 LOTS) – MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE BUREAU VERITAS EXPLOITATION POUR LE LOT 1 – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 2
11/03/2025	DM-202503-0067	ANNULE ET REMPLACE LA DM N°202503-0057 DU 06/03/2025
11/03/2025	DM-202503-0068	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DES EXPOSITIONS DE CLAIRE OLIVIER DU 12 SEPTEMBRE AU 5 NOVEMBRE 2025 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
11/03/2025	DM-202503-0069	CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ORGANISATION D'UNE REPRESENTATION DE DANSE ET MUSIQUE AVEC L'ASSOCIATION ARTS CONTEMPORAINS ET TERRITOIRES LE 21 SEPTEMBRE A LA CHAPELLE ROMANE DANS LE CADRE DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE
12/03/2025	DM-202503-0070	CONTRAT DE PRESTATION CORINNE ATLAN
12/03/2025	DM-202503-0071	ACQUISITION DE VETEMENTS POUR LE COMITE COMMUNAL DES FEUX DE FORETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR
12/03/2025	DM-202503-0072	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025
13/03/2025	DM-202503-0073	INSTALLATION ET LOCATION DE BATIMENTS MODULAIRES POUR LE SERVICE PROGRAMME REUSSITE EDUCATIVE DE LA VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 1 A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE ALGECO
14/03/2025	DM-202503-0074	AVENANT N° 1 : MARCHE 2023/018 « ACCORD CADRE A COMMANDES ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA VILLE DE LA GARDE - LOT 3 : GILETS PARE-BALLES » - A PASSER AVEC LA SOCIETE ABILIS
14/03/2025	DM-202503-0075	AVENANT N° 2 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
14/03/2025	DM-202503-0076	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
17/03/2025	DM-202503-0077	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TOM-TOM ET OSCAR SUR LES TRACES DE ZULUMAI MONTS RIEURS PRODUCTIONS
17/03/2025	DM-202503-0078	MAINTENANCE DU LOGICIEL TELIOS STATION - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE STUDIA DIGITAL
17/03/2025	DM-202503-0079	TRAVAUX DE CREATION D'UNE POLE MULTICULTUREL A LA GARDE COMPRENANT LA CONSTRUCTION D'UN POLE CULTUREL ET LA REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE ET DE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON – AVENANT N°1 AU LOT 3 – ETANCHEITE – MARCHE NEGOCIE « LANTERNEAUX ACOUSTIQUES »
18/03/2025	DM-202503-0081	LOCATION SAISONNIERE D'UNE CAISSE ET DE SES EQUIPEMENTS CONNEXES POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC S.A.
19/03/2025	DM-202503-0082	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU « 25EME FESTIVAL DE THEATRE AMATEUR » LE 29 ET 30 MARS 2025
21/03/2025	DM-202503-0083	TARIFS DE LOCATION DES CHALETS DE NOËL, FORFAIT ELECTRICITE ET MOBILIER TERRASSE DANS LE CADRE DES HIVERNALES 2025
21/03/2025	DM-202503-0084	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR DESTINES AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX EXERCICE 2025 PHASE 4 – ACQUISITION DE MATERIELS POUR L'E.H.P.A.D. DU MAS DES SENES
24/03/2025	DM-202503-0085	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE PRIX D'UN GONCOURT » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 02 AVRIL 2025
25/03/2025	DM-202503-0086	ANNULE ET REMPLACE LA DM N° 202411-0421 - SAISON DU ROCHER 2024/2025 - CONTRAT DE CESSION DE STARDUST PRODUCTIONS POUR LE SPECTACLE FUTURE GRANDE 2.0 D'ELODIE ARNOULD LE MARDI 20 MAI 2025
25/03/2025	DM-202503-0087	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « LES 2 Z » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
26/03/2025	DM-202503-0088	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE CONTES DE LA FORET VIERGE COMPAGNIE ZYANE
26/03/2025	DM-202503-0089	CONTRAT DE VENTE CONTES TRADITIONNELS DU QUEBEC EN MUSIQUE / NADIS THEATRE & REMY SASTRE
26/03/2025	DM-202503-0090	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE LA TRICOTEUSE DE MOTS - LAYLA DARWICHE
27/03/2025	DM-202503-0091	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « L'ASSO MUSICALE » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».
27/03/2025	DM-202503-0092	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « LA MUSIQUE VIENT TE VOIR » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0093	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « DESTINATIONS MUSIK » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0094	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « VICE VERCA MUSIC » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0095	AVENANT AU CONTRAT POUR LA PROLONGATION DE L'EXPOSITION DE ANNE-SOPHIE PERROT JUSQU'AU 9 JUILLET A LA GALERIE G
28/03/2025	DM-202503-0096	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DE LA MAISON DES INITIATIVES SOCIALES LA BEAUSSIERE – ANNEE 2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
28/03/2025	DM-202503-0097	CONTENTIEUX XXX C/ XXX - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
28/03/2025	DM-202503-0098	CONTENTIEUX XXX C/ XXX - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
28/03/2025	DM-202503-0099	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU CENTRE DE LOISIRS HENRI WALLON/MAS JOUVE – ANNEE 2025
28/03/2025	DM-202503-0100	RETRAIT DE LE DECISION MUNICIPALE N° 2025-0072 - DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025
28/03/2025	DM-202503-0101	MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DENIGRANTS ET INCITANT A LA VIOLENCE SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
31/03/2025	DM-202503-0102	CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE COMMUNE/ XXX (SAS « ECURIES DU PARC ») – PARCELLE CADASTREE AT N° 768 –AUTORISATION DE SIGNATURE
01/04/2025	DM-202504-0105	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HI HOSTEL ZADAR POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A ZADAR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2
01/04/2025	DM-202504-0106	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HOSTEL SPLIT BACKPACKERS POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A SPLIT EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2
01/04/2025	DM-202504-0107	BAIL CIVIL COMMUNE / MONSIEUR XXX - 37 RUE DU JEU DE PAUME - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
02/04/2025	DM-202504-0108	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE QUENTIN SPOHN DU 5 JUIN AU 22 JUILLET 2026 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE
02/04/2025	DM-202504-0109	LA GARDE, TERRE DE PROVENCE LE 18 MAI 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA
02/04/2025	DM-202504-0110	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE MARIE LAFAILLE DU 9 JANVIER AU 18 FEVRIER 2026 A LA GALERIE G
03/04/2025	DM-202504-0112	LES AGORAS D'ETE – CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ASSOCIATION LES AGORAS – 83 POUR L'ORGANISATION DES DEBATS – CONFERENCES LES LUNDIS 7, 21, 28 JUILLET 2025 SUR L'ESPLANADE GERARD
03/04/2025	DM-202504-0113	LOCATION SAISONNIERE D'UN TERMINAL DE PAIEMENT ELECTRONIQUE POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC
07/04/2025	DM-202504-0114	SAS POLYGNONE (BEN BURGER) CONTRE COMMUNE – TLPE 2022 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501150 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
08/04/2025	DM-202504-0115	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE/ XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
08/04/2025	DM-202504-0116	XXX C/ COMMUNE – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501176 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
09/04/2025	DM-202504-0117	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE– AVENANTS A INTERVENIR
10/04/2025	DM-202504-0118	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION « LA PRODUCTION PKP STUDIO » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
15/04/2025	DM-202504-0119	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ATHLETIQUE CLUB GARDEEN DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0120	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS BADMINTON DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0121	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS GYMNASTIQUE D'ENTRETIEN FITNESS ET ZUMBA DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0122	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC PICKLEBALL FRANCE LA GARDE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0123	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA GARDE TENNIS DE TABLE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0124	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS TIR A L'ARC DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0125	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION JEUNESSE ET SPORTS SECTION ATHLETISME DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0126	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE BASKET CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0127	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA TOUR PREND GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0128	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC HORIZON MULTIMEDIA DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
15/04/2025	DM-202504-0129	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0130	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE TENNIS CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0131	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE VOLLEY PRADETAN GARDEEN DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
18/04/2025	DM-202504-0132	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LES APEROS TRAGEDIES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION
22/04/2025	DM-202504-0133	CONTRAT DE PRESTATION POUR LE CONCERT DE JEAN DIONISI DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DANS LES JARDINS DE JEAN AICARD LE SAMEDI 14 JUIN 2025
24/04/2025	DM-202504-0134	FOURNITURES DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS. RELANCE LOT 1 SUITE A DECLARATION SANS SUITE
28/04/2025	DM-202504-0135	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE ROMAIN BERGER DU 28 AVRIL AU 27 MAI 2026 A LA GALERIE G
29/04/2025	DM-202504-0136	CHANGEMENT DES TARIFS DE LA PISCINE MUNICIPALE POUR LA SAISON ESTIVALE 2025
29/04/2025	DM-202504-0137	CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE DE DEUX CHALETS A L'OPH VAR HABITAT – INSCRIPTION DE LA RECETTE
05/05/2025	DM-202505-0139	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MADAME DEBORA MARCHAND TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LES 15 ET 16 MAI 2025
05/05/2025	DM-202505-0140	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 16 MAI 2025

OUÏ LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PREND ACTE de la communication au Conseil Municipal des décisions municipales prises depuis le 2 janvier 2025.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

Le (la) secrétaire de séance,

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/001

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND

Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : MARCHES RESERVES A L'INSERTION PAR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN, DE REFECTION ET DE NETTOYAGE DE DIVERS LIEUX SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE LA GARDE. RELANCE DU LOT 1 ET 3 - MARCHES A INTERVENIR

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT que la Ville de la GARDE entend confier à une structure porteuse des prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi dans le cadre des chantiers d'insertion tels que définis aux articles L 5132-15 et L 5132-15-1 du code du travail, en développant des activités ayant principalement un caractère d'utilité sociale. Ces activités sont axées sur des opérations d'entretien, de réfection et de nettoyage permettant une mise en valeur de divers lieux du patrimoine de la Ville de la GARDE.

CONSIDERANT qu'il a été décidé de lancer une consultation pour la passation de marchés en application des articles L.2123-1, L2112-1 à L2112-4, L2113-13 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative du code de la commande Publique et R.2123-1 et R.2123-5 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la commande Publique.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025001-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

CONSIDERANT que la consultation a fait l'objet d'un allotissement au sens de l'article R.2113-1 et suivants du code de la Commande Publique. Les prestations sont réparties en deux lots géographiques et les prestations donneront lieu à des marchés séparés ;

- Lot 1 La Colline du Thouars
- Lot 3 Le Cimetière.

CONSIDERANT que les marchés sont passés pour une durée initiale allant de leur date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

CONSIDERANT que les dépenses sont évaluées aux montants maximums suivants :

- Lot 1 = 30.000 € T.T.C
- Lot 3 = 17 000 € T.T.C.

CONSIDERANT que quatre opérateurs économiques, les associations FAIRE ROUTE AVEC TOI, ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE, BRIGADES NATURE VAR et EN CHEMIN ont été consultés et que deux plis conformes ont été remis dans les délais.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que les offres, complètes et conformes, des associations :
- EN CHEMIN ACI pour le lot 1 : La Colline du Thouars
- LES BRIGADES NATURE DU VAR pour le lot 3 : Le Cimetière.

S'avèrent correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement les plus avantageuses pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** les marchés relatifs à l'insertion pour des prestations d'entretien de réfection et de nettoyage de divers lieux sur le territoire de la Ville de la GARDE aux associations :
- EN CHEMIN ACI pour le lot 1 : **La Colline du Thouars**
- LES BRIGADES NATURE DU VAR pour le lot 3 : **Le Cimetière**

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE**, pour chaque lot, des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires valant détail quantitatif estimatif non contractuel /BPU-DQE, ceci dans la limite des montants maximum fixés pour le lot 1 à 30 000€ T.T.C et pour le lot 3 à 17 000 € T.T.C.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** les actes d'engagement tels qu'établis, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que les montants des marchés et de signer tous les documents contractuels permettant leur réalisation.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 02 janvier 2025

Le Maire

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250602-DM2025001-AU
Date de télétransmission : 02/06/2025
Date de réception préfecture : 02/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/01-0002

SERVICE MAISON DES ASSOCIATIONS
REF. : HAB/JB/FF/RD/SC - 0002
AFFAIRE SUIVIE PAR : SINTYA COURAGEOT (POSTE 1571)
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS
Resp. | DGAS | DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN PLACE DU SPECTACLE ASSOS EN SCENE LE VENDREDI 07 FEVRIER 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n°1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants dans le cadre de la saison culturelle 2024-2025.

CONSIDERANT qu'aux vues des contraintes techniques du spectacle Assos en Scène programmé au gymnase Bernard Chabot, la présence d'un technicien plateau est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien Plateau, demeurant 203 Rue de la Cauquière 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES pour 3 services le vendredi 07 février 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025010002-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 863,27 € (HUIT CENT SOIXANTE TROIS EUROS ET VINGT SEPT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 400 € (QUATRE CENTS EUROS)

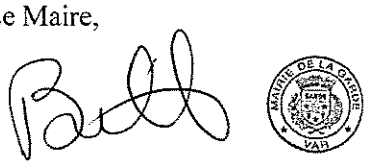
ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025 section de fonctionnement, imputation A500 opération 0242 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le présent arrêté sera transmis à monsieur le Préfet du Var et sera reproduit intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Il sera publié sur le site internet de la ville.

Le présent arrêté peut être contesté en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 3 janvier 2025

Le Maire,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025-0002-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025/003

SERVICE ANIMATIONS-TOURISME

VISAS			ACTE PUBLIE LE
RESP	DGAPP	DGS	

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE L'AUDITORIUM A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – JANVIER A JUIN 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23 ;

VU la délibération n°2 du 8 novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à monsieur le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé.

VU les disponibilités de l'ensemble des salles communales.

CONSIDERANT, le courrier de mise à disposition à tarif préférentiel de l'auditorium présenté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée au bénéfice du Conservatoire TPM de LA GARDE, afin que ce dernier organise ses activités de répétitions et d'auditions de ses élèves certains jours de la semaine selon le calendrier qu'ils ont fait parvenir.

CONSIDERANT, la décision municipale n°2024/0450 en date du 30 décembre 2024 relatif à la fixation des tarifs des services de la Ville à compter du 1er janvier 2025.

CONSIDERANT, que la Commune est propriétaire de l'auditorium de la Médiathèque Louis Aragon sise à la Maison Communale Gérard Philipe.

CONSIDERANT, que la Commune consent à mettre ces locaux à disposition du Conservatoire TPM - site de LA GARDE, moyennant une redevance d'un montant de 120€ par jour applicable à partir du 1er janvier 2025, correspondant à une occupation mensuelle, aux frais d'entretien et de fonctionnement supportés par la Commune.

CONSIDERANT, l'intérêt culturel local présenté par cette mise à disposition.

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025003-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

ARTICLE 1 : **D'ACCORDER** la mise à disposition à titre gratuit et payant annuelle pour la période de janvier à juin 2025 de l'auditorium de la médiathèque Louis Aragon sise à la Maison Communale Gérard Philipe, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au bénéfice du Conservatoire de TPM - site de LA GARDE en vue de l'organisation d'activités de répétitions et d'auditions de ses élèves.

ARTICLE 2 : **D'AUTORISER** Madame le Maire ou son adjoint délégué à signer la convention correspondante.

ARTICLE 3 : **DE STATUER** que la recette sera inscrite au budget de la Ville, fonction 3110, article 752.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et / ou sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens» accessibles sur le site internet – www.telerecours.fr.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera affichée ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, LE 3 JANVIER 2025

Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025003-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

SOUS DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Service Animations - Tourisme
Ref. : HAB/JB/FF/DP/ES/RP-03012025

❋ Affaire suivie par M. Eric SEGUI
☎ : 04.94.08.99.11.
@ : animation@ville-lagarde.fr

VISAS		
RESP	DGAPP	DGS

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

PRETS HEBDOMADAIRES AU CONSERVATOIRE TPM – SITE DE LA GARDE ANNEE 2025

(Auditorium – janvier à juin 2025 de 14h à 20h)

CONVENTION PORTANT OCCUPATION NON EXCLUSIVE DES LOCAUX A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :
LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune, autorisé par délibération n°2 du 8 novembre 2022,
Ci-après dénommée « **LA COMMUNE** »

ET

LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment autorisé par décision du bureau métropolitain n°.....Ci-après dénommée « **LE BENEFICIAIRE** »

IL EST CONVENU COMME IL SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET - DESIGNATION
LA COMMUNE met à disposition du BENEFICIAIRE, pour ses répétitions et ateliers concourant à la réalisation de son objet social, l'Auditorium situé avenue Charles Sandro 83130 La Garde (Var), dont la désignation suit un local de :

- 100 places assises et 5 emplacements PMR pour l'auditorium équipé d'une régie son/lumières, d'une estrade/scène, … . Le nombre de participants sera limité à 100 places assises et 5 emplacements PMR maximum, encadrant(s) compris.

LE BENEFICIAIRE s'engage à utiliser les locaux mis à disposition conformément à l'usage défini par la présente convention, à l'exclusion de tout autre.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION
Cette mise à disposition est consentie au BENEFICIAIRE **de janvier à juin 2025 de 14h à 20h selon les dates annexées à la convention**.

LE BENEFICIAIRE s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le strict respect :
- des lois en vigueur et des principes fondamentaux du droit commun (laïcité, égalité, non-discrimination..),
- du contrat d'engagement citoyen, joint en annexe de la présente convention,
- des règlements d'utilisation édictés par LA COMMUNE et des consignes du personnel municipal.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DE2506108-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

imprimerie municipale

LA COMMUNE se réserve le droit de modifier, à titre exceptionnel ou de manière ponctuelle, les créneaux d'occupation attribués, de réquisitionner les locaux, voire d'en interdire la fréquentation en raison d'impératifs municipaux ou de non-respect des clauses de la présente et des mesures sanitaires, après en avoir averti par tous moyens LE BENEFICIAIRE.

ARTICLE 3 – DUREE

La présente mise à disposition est consentie **de janvier à juin 2025 de 14h à 20h selon les dates annexées à la convention.**

La convention pourra être RENOUVELEE chaque année à la demande expresse de **LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE.**

La demande de renouvellement doit être effectuée 1 mois avant le terme de la convention en cours.

En cas de modification de tarifs fixés par **LA COMMUNE DE LA GARDE,** la présente convention, sera modifiée par avenant.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

LA COMMUNE consent à mettre ces locaux à disposition de **LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE,** moyennant une redevance d'un montant de **120€** par jour, fixé par la décision municipale n°2024/0450 en date du 30 décembre 2024.

A ce titre **LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE** s'engage à communiquer chaque année le calendrier scolaire du Conservatoire TPM de LA GARDE, à **LA COMMUNE DE LA GARDE.**

Un titre de recette sera émis en septembre 2025 à l'encontre de **LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE.**

Décision Municipale n°2024/0450 en date du 30 décembre 2024

	AUDITORIUM	DECISION DU MAIRE
Partenaires institutionnels concourant à un intérêt général	**120€**	GRATUIT, * sauf si supplément ci-dessous
Associations non gardéennes	601,15€	
Autres (avec activité rémunérée …)	845,35€	
* Frais de gestion du dimanche au jeudi après 23h et du vendredi au samedi après minuit	373,95€	Soit un total de **960€** (8 x 120€)
TOTAL :		**Le Maire,** **Hélène ARNAUD-BILL**

Un mois avant la date de votre manifestation, veuillez prendre contact avec Monsieur Léonard Calabrèse, régisseur de la salle au 04 94 08 99.94.

ARTICLE 5 – DISPOSITION PARTICULIERES

LE BENEFICIAIRE s'interdit :

- de prêter ou louer les lieux mis à sa disposition,
- de manger ou boire à l'intérieur de l'auditorium.
- d'introduire tout animal dans les lieux mis à disposition,
- de fumer ou vapoter à l'intérieur des locaux,
- toute dégradation et tout détritus.
-

ARTICLE 6 – INTERDICTION DES JEUX DE CARTES ET DE HASARD

En vertu de l'article L. 320-6 du code de la sécurité intérieure, les jeux d'argent et de hasard sont interdits dans les locaux communaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300016-20250408-DM2024-0450-DE
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

Par conséquent, les jeux de cartes et autres, comportant des mises et gains en espèces, ouverts au public et faisant l'objet d'une publicité, sont interdits et ne doivent pas être organisés dans l'auditorium.

Toute infraction de cette règlementation entrainera de facto la dénonciation de ladite convention.

ARTICLE 7 - MATERIEL

Toute salle étant prêtée avec le matériel correspondant, LE BENEFICIAIRE devra préciser, par prise de contact avec le gestionnaire de la salle, le détail du matériel supplémentaire souhaité.

Un inventaire du matériel prêté sera établi et signé par l'utilisateur. Cette prise en charge engage sa responsabilité. En cas de vol, effraction, détérioration imputable au BENEFICIAIRE ou du fait de son activité, le remplacement du matériel municipal ou les réparations seront à la charge de ce dernier.
Aucun matériel ne devra quitter la salle.

Les éventuelles installations techniques (vidéoprojecteur, etc...) demeurent sous l'unique responsabilité des agents de la COMMUNE. Toute manipulation est subordonnée à leur présence effective.

ARTICLE 8 – AUTORISATION DE REMISAGE D'UN PIANO

Pour faciliter l'organisation des auditions des élèves, **LA COMMUNE DE LA GARDE** autorise **LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE** à entreposer de façon permanente dans l'auditorium, un piano 1/4 de queue Boston numéro de série 106634 (code barre TPM 9370), lui appartenant et dont l'usage est strictement réservé aux personnes qu'elle a dûment autorisées.

ARTICLE 9 - UTILISATION DES LOCAUX

A – Ouverture et fermeture des locaux

LE BENEFICIAIRE ne dispose pas de clés. Un agent municipal, ou un gardien mandaté par la Mairie, sera chargé de l'ouverture et de la fermeture.

Dans tous les cas, un agent communal sera présent durant toute la manifestation. Les consignes qu'il donnera devront être scrupuleusement suivies.

LE BENEFICIAIRE devra également aviser immédiatement LA COMMUNE de tous désordres dont la réparation est à la charge de cette dernière, dont il serait à même de constater la nécessité, sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

B – Hygiène et propreté

LE BENEFICIAIRE s'engage à prévoir, dans son créneau horaire, un temps de nettoyage de la salle et du matériel utilisé, par les membres de l'association, après leur activité.

LE BENEFICIAIRE s'engage à éteindre les lumières et appareils de chauffage et à jeter tous détritus.

A défaut, la convention d'occupation des locaux pourra être dénoncée.

ARTICLE 10 – STATIONNEMENT

L'esplanade Gérard Philipe et le parvis de la salle Justin Mussou ne sont en aucun cas des lieux de stationnement, mais des lieux de vie. Par conséquent, tout stationnement est formellement interdit sur l'esplanade Gérard Philipe et sur le parvis de la salle Mussou , ainsi que devant les issues de secours.

En vertu de l'alinéa précédent, tout véhicule en infraction de stationnement sera verbalisé et susceptible d'être mis en fourrière.

L'organisateur de la manifestation sera chargé de faire respecter scrupuleusement ces règles de police.

Pour rappel, **un parking souterrain de 600 places est disponible gratuitement tous les jours de la semaine jusqu'à 23h et jusqu'à minuit les vendredis et samedis**.

ARTICLE 11 – SECURITE ET ORDRE PUBLIC

LE BENEFICIAIRE est responsable de la sécurité des personnes présentes lors de son activité, ainsi que du contrôle des entrées et des sorties.

Afin d'éviter toute nuisance aux habitants du secteur, il est impératif que les véhicules des participants stationnent dans l'enceinte du parking le plus proche des locaux et non dans la rue ni devant les issues de secours.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025033-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Toute manifestation, quelque soit son caractère, doit impérativement respecter la règlementation en vigueur relative à la lutte contre le bruit de voisinage dans le département du Var.

Tout personnel de service d'ordre (Vigiles) est à la charge financière du BENEFICIAIRE.

LE BENEFICIAIRE reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et issues de secours.

ARTICLE 12 – AUTORISATIONS ET DECLARATIONS REGLEMENTAIRES

LE BENEFICIAIRE devra effectuer, le cas échéant, toutes les démarches pour obtenir les autorisations liées à la réunion ou à la manifestation organisée et plus particulièrement les déclarations éventuelles aux différents organismes (SACEM en cas de diffusion de d'œuvres musicales, Centre des Impôts, URSSAF..).

ARTICLE 13 – ASSURANCE – SINISTRE

LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE devra outre la police garantissant les activités pratiquées et le piano 1/4 de queue entreposé (cf. article 3), contracter une assurance couvrant les risques se rapportant à l'utilisation des locaux et à leur accès par les participants et les différents tiers.

LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE adressera impérativement chaque année, un exemplaire de cette assurance en cours de validité à **LA COMMUNE DE LA GARDE.**

LA METROPOLE TOULON-PROVENCE MEDITERRANEE sera responsable des éventuelles dégradations causées par le non-respect des dispositions de la présente convention ou par le fait des participants, préposés et tiers dans les parties publiques ou communes de la Maison Communale Gérard Philipe et des ses dépendances.

LA COMMUNE DE LA GARDE déclare être titulaire d'un contrat Responsabilité Civile (RC) et un contrat dommage aux biens (DAB). Ce dernier contrat prévoit une garantie pour les biens dits « confiés » tel le piano.

ARTICLE 14 – DENONCIATION - RESILIATION

Résiliation unilatérale par la COMMUNE.

Du fait du caractère précaire et révocable de la présente convention, LA COMMUNE peut résilier cette dernière à tout moment et pour tous motifs d'intérêt général, mesures sanitaires gouvernementales ou de risques de troubles à l'ordre public.

Dans ce cas, l'occupant ne pourra prétendre à une indemnité correspondant au préjudice éventuel.

Résiliation unilatérale pour faute du BENEFICIAIRE.

En cas d'inexécution par LE BENEFICIAIRE de ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée sans indemnités par LA COMMUNE et sans préavis.

Résiliation unilatérale pour carence du BENEFICIAIRE.

Si LE BENEFICIAIRE cessait d'avoir besoin des locaux ou les occupait de manière insuffisante ou ne bénéficiait plus des autorisations et agréments nécessaires à son activité, cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque.

ARTICLE 15 – PROCEDURE

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente relèvera de la juridiction administrative dans laquelle est situé l'immeuble objet de la convention.

ARTICLE 16 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties à la convention font respectivement élection de domicile à LA GARDE (VAR).

ARTICLE 17 - ENGAGEMENT

LE BENEFICIAIRE soussigné, ayant pris connaissance des termes de la convention, s'engage à les respecter.

FAIT A LA GARDE, LE 3 JANVIER 2025

Pour le Bénéficiaire
Le Président de Toulon-Provence-Méditerranée,

Pour la Commune de La Garde
Le Maire,

MAIRIE DE LA GARDE
GARDE
VAR

Jean-Pierre GIRAN

Hélène ARNAUD-BILL

Signature précédée de la mention " Lu et approuvé "

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250108-DM2025003-AU
Date de télétransmission : 08/01/2025
Date de réception préfecture : 08/01/2025

(Convention à retourner dûment remplie et signée au service gestionnaire, accompagnée d'une attestation d'assurance)

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 202501-0004

NOM DU SERVICE
Réf. : 2025 n° 202501-0004
Affaire suivie par :
Marjorie SINTOF (poste 71.06)
msintof@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DG

OBJET : Décision de clôture de régie

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision municipale n°2015/115 de création de la régie d'avances de transports et déplacements en date du 22/04/2015,

VU l'arrêté n°20190314-0175 en date du 14/03/19 portant nomination de Madame SINTOF Marjorie en qualité de Régisseur Titulaire de la régie d'avance municipale concernant les dépenses de transports et déplacements,

VU l'arrêté municipal n°20210705-0278 portant nomination de Madame RIBOIS Corinne en qualité de Régisseur Suppléant de la régie d'avance municipale concernant les dépenses de transports et déplacements,

VU l'avis conforme du Comptable Public en date du 20/12/2024,

CONSIDERANT l'inactivité de la régie précitée,

DECIDE

ARTICLE 1 : Que la régie instituée auprès du service financier du budget n° 03600 libellé COM LA GARDE (SIRET : 21830062200014) est clôturée à compter du 01/01/2025.

ARTICLE 2 : En conséquence, il est mis fin aux fonctions du régisseur et des mandataires de la régie.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025XXXX-AU
Date de télétransmission : 24/06/2025
Date de réception préfecture : 24/06/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 3 : L'ordonnateur et le comptable public assignataire, responsable du Service de gestion comptable de Toulon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 03/01/25

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250108-DM[illegible]-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0005

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND

Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
R.G.	DGAS	DGS.

OBJET : ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 1 - MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CHARLEMAGNE POUR LE LOT 2.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT la nécessité pour la commune d'acquérir du papier d'impression à destination de l'imprimerie municipale et des différents services municipaux de la Ville de LA GARDE.

CONSIDERANT qu'au vu des différentes fournitures à acquérir, il a été décidé de décomposer la consultation en deux lots traités par marchés séparés :

- Lot 1 : « Papier d'impression destiné à l'Imprimerie Municipale »,
- Lot 2 : « Papier d'impression pour imprimantes et photocopieurs »,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025000005-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

CONSIDERANT que ces fournitures doivent pouvoir être achetées en fonction des besoins, la consultation retenue est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande Publique. La consultation donnera lieu à l'établissement d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ces marchés seront conclus pour une durée initiale allant du jour de leur notification jusqu'au 31 décembre 2025 et pouvant faire l'objet de trois (3) reconductions tacites d'une durée d'un an, sans que leur durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

CONSIDERANT que les dépenses sont évaluées pour chacun des lots et par période aux montants suivants :

- Lot 1 : 40.000 € T.T.C
- Lot 2 : 25 000 € T.T.C.

CONSIDERANT que suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié, sept (7) dossiers de consultation, tous lots confondus, ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Trois (3) plis, tous lots confondus, conformes sont parvenus dans le délai imparti par voie dématérialisée.

CONSIDERANT que dans le cadre de l'analyse des offres pour le lot 1 « Papier d'impression destiné à l'Imprimerie Municipale » l'offre de la société INAPA ayant été déclarée inacceptable au sens de l'article L2152-3, il est proposé à l'acheteur public de déclarer la procédure dudit lot sans suite, en application de l'article R2185-1 du code de la commande publique, au motif d'infructuosité.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que l'offre, complète et conforme, de la société CHARLEMAGNE pour le lot 2, s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché relatif au lot 2 « fourniture de papier d'impression pour les imprimantes et photocopieurs pour les besoins de la Ville de la GARDE » à la société CHARLEMAGNE.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix du lot 2 mentionnés dans le bordereau des prix unitaires contractuel servant de détail quantitatif estimatif non contractuel, ceci dans la limite des dépenses évaluées réparties comme énoncé ci-dessus.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'acte d'engagement du lot 2 tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que le montant du marché et de signer tous les documents contractuels permettant sa réalisation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

ARTICLE 4 : **DE DECLARER** sans suite la procédure du lot 1 « Papier d'impression destiné à l'Imprimerie Municipale » en application de l'article R2185-1 du code de la commande publique, au motif d'infructuosité et de relancer ledit lot en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande Publique.

ARTICLE 5 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 7 Janvier 2025.

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025000005-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202501-0006

Bureau Information Jeunesse
Réf. : 2025 n° 01
Affaire suivie par :
Audrey MOUTET (poste 33.69)
amoutet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Cab.	DGAS	DRH

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET L'ECOLE DE CHANT DALIDA INSTITUTE POUR LE CONCOURS DE CHANT AMATEUR STARMOUV'

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision de la Municipalité de programmer des manifestations au profit de la Jeunesse,

CONSIDERANT la proposition de partenariat de DALIDA INSTITUTE,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **DE SIGNER** LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET L'ECOLE DE CHANT DALIDA INSTITUTE, QUI FIXE LES ENGAGEMENTS DE CHACUN POUR LE CONCOURS DE CHANT STARMOUV'.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 07 janvier 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250106-DM2025010006-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre le **DALIDA INSTITUTE**, représenté par Damien SILVERT et la Mairie de La Garde, représentée par Hélène ARNAUD-BILL, il est convenu ce qui suit :

OBJET DU PARTENARIAT

Le DALIDA INSTITUTE propose un partenariat avec la Mairie de La Garde pour STARMOUV qui se déroulera à La Garde le 04 juillet 2025. Ce partenariat vise à renforcer la visibilité et la notoriété des deux parties, ainsi qu'à offrir des opportunités exclusives aux gagnants du concours.

ENGAGEMENTS DU DALIDA INSTITUTE

Le DALIDA INSTITUTE s'engage à offrir aux gagnants du concours les lots suivants :

- **Lot : 1 week-end découverte**

ENGAGEMENTS DE L'ÉTABLISSEMENT La Mairie de La Garde

En contrepartie, La Mairie de La Garde s'engage à :

- Inclure le logo du DALIDA INSTITUTE ainsi que le lien du site officiel de l'école (www.dalidainstitute.com) dans ses communications relatives au concours (affiche, site internet, réseaux sociaux ..) ;
- Diffuser des vidéos présentant le DALIDA INSTITUTE durant le concours, pour une meilleure promotion de l'école ;
- Inclure le logo et l'adresse du DALIDA INSTITUTE à la fin des e-mails adressés aux candidats, avec la mention "en partenariat avec" ;
- Distribuer les flyers du DALIDA INSTITUTE aux candidats du concours ;
- Transmettre après le concours les coordonnées des candidats au DALIDA INSTITUTE.

DURÉE DU PARTENARIAT

Le présent partenariat entrera en vigueur à la date de signature du contrat et restera en vigueur jusqu'à la fin du concours de chant organisé **à La Garde le 04 juillet 2025**. Le partenariat prendra fin dès que le concours sera terminé, et ce, sans nécessiter une résiliation formelle de la part des deux parties.

CONFIDENTIALITÉ

Les deux parties conviennent de maintenir la confidentialité des informations confidentielles échangées dans le cadre de ce partenariat, à moins qu'une autorisation écrite n'ait été obtenue préalablement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

En signant ce contrat, les deux parties attestent avoir pris connaissance et accepté l'ensemble des termes et conditions du présent partenariat.

Fait en deux exemplaires, à Aix-en-Provence le 7/01/2025

Signature du DALIDA INSTITUTE :

Nom et titre : SILVERT Damien, Directeur général

CROSSROADS DALIDA INSTITUTE
1 allée du Docteur Henri BIANCHI - Bât C
13090 AIX EN PROVENCE
tél : +33 (0)7 78 33 49 08
SAS au capital de 635 527€
SIRET 911 408 540 000 19 - APE 8552Z

Signature de La Mairie de La Garde :

Nom et titre : _____

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2556[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202501-0007

Bureau Information Jeunesse
Réf. : 2025 n° 02
Affaire suivie par :
Audrey MOUTET (poste 33.69)
amoutet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET LE LYCEE LA TOURRACHE – ECOLE DE DESIGN POUR LE CONCOURS DE CHANT STARMOUV'

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision de la Municipalité de programmer des manifestations au profit de la Jeunesse,

CONSIDERANT la proposition de partenariat du Lycée La Tourrache – Ecole de design,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **DE SIGNER** LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET LE LYCEE LA TOURRACHE – ECOLE DE DESIGN QUI FIXE LES ENGAGEMENTS DE CHACUN POUR LE CONCOURS DE CHANT STARMOUV'.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 07 janvier 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025010007-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

imprimerie municipale

LYCÉE
LA
TOURRACHE

Convention de partenariat

Entre :

MAIRIE DE LA GARDE

BP 121

83957 La Garde cedex

N° SIRET 218 300 622 000 14

Code APE 751 4

Représentée par Hélène ARNAUD-BILL, Maire de La Commune de La Garde.

Ci-après dénommée **LA COMMUNE**, D'UNE PART

ET

LYCEE LA TOURRACHE – ECOLE DE DESIGN

450 Rue François Arago

83130 La Garde

N° SIRET 188 300 016 00261

Représenté par Basil GERTIS, Président de la CCI du Var.

Ci-après dénommée **LE LYCEE**, D'AUTRE PART

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

PREAMBULE :

La commune de la Garde est une entreprise assurant une mission de service publique.

Le Lycée de la Tourrache, lycée de la Chambre du Commerce et d'Industrie du Var, sous contrat d'association avec l'Éducation Nationale forme des étudiants dans le domaine du design et de la comptabilité.

Le Lycée La Tourrache est habilité à dispenser les enseignements du DN MADE, un diplôme national de niveau II (bac +3) équivalent au grade de Licence valant 180 ECTS. Ce diplôme est délivré avec le partenariat de L'UFR Ingémédia de l'Université de Toulon.

Parmi les enseignements du DN MADE, Le DN MADE Espace ou Design d'espace des structures éphémères et événementielles - Parcours structures éphémères & événementielles - propose de former des designers d'espace capables d'aborder les questions de mise en espace d'architectures éphémères et ponctuelles.

LE PARTENARIAT

Dans le cadre de l'organisation et de la mise en œuvre d'un concours d'affiches et de motion design pour la manifestation suivante :

STARMOUV' Les 20 ans !!

LA COMMUNE a décidé de faire appel aux services du **LYCEE** suivant les modalités définies ci-après :

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

L'Information Jeunesse de la ville de La Garde organise en 2025 les 20 ans de son concours de chant STARMOUV' pour les jeunes varois âgés de 12 à 25 ans.

La présente convention a pour but de permettre :

- Pour **LE LYCEE,** les étudiants du DN MADE Graphisme (Design Graphique + Design numérique) du lycée la Tourrache de travailler sur un projet concret d'une série d'affiches pour le concours de chant STARMOUV' à l'occasion de sa 20ème édition ; le motion design d'une partie de l'animation visuelle scénique, et l'animation du logo STARMOUV présent sur le teaser de l'évènement en motion design également. La participation des étudiants se fera sous la forme d'un concours.
- A **LA COMMUNE** de disposer des créations et des réalisations du **LYCEE.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM125663007-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les parties s'engagent de la façon suivante :

2.1 Engagements DU LYCEE

LE LYCEE s'engage à assurer l'organisation du concours d'affiches et de motion design auprès de ces élèves.

LE LYCEE s'engage à respecter le règlement intérieur mis en place pour ce concours.

LE LYCEE s'engage à ce que les élèves soient présents sur les différentes étapes liées à ce concours.

2.2 Engagements DE LA COMMUNE

LA COMMUNE s'engage à mettre à disposition du **LYCEE,** le règlement intérieur, le matériel nécessaire pour la réalisation du motion design, pour l'exposition des affiches des élèves ayant concouru.

LA COMMUNE s'engage à prendre à sa charge les impressions de toutes les affiches du concours.

LA COMMUNE s'engage à réaliser et à prendre en charge le vernissage pour la remise des prix

LA COMMUNE s'engage à exposer les productions des étudiants :

- Leurs affiches sur tous les supports de com de la ville et aux alentours
- L'animation scénique des écrans LED le jour de la finale

La COMMUNE s'engage à offrir aux étudiants les prix fixés dans le règlement intérieur mis en place pour ce concours :

- 1 Place de Théâtre au Rocher sur la saison 2024/2025 par personne
- 2 Places de cinéma au Rocher par personne
- 1 Place de Concert pour le 20 mars NAIVE NEW BEATERS au Live – Toulon organisé par TANDEM par personne

ARTICLE 3 - SUIVI ET BILAN DE LA CONVENTION

Un suivi sera organisé au fil de l'eau entre les deux parties afin de s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour la bonne mise en œuvre de cette convention et du règlement intérieur et donc le respect de leurs engagements.

Un bilan sera réalisé à la fin de la mission. Il devra permettre de vérifier son efficacité au regard des objectifs prévus et le cas échéant proposera des points d'amélioration.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

ARTICLE 4 – DUREE / ANNULATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet le jour de sa signature et jusqu'au 4 juillet 2025. La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit dans tous les cas reconnus de force majeure.

ARTICLE 5 - NON-EXCLUSIVITÉ

La présente convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord de même type avec d'autres partenaires.

Article 6 - CONTESTATIONS - DROIT APPLICABLE

En cas de litige ou de désaccord sur la conduite des programmes ou des actions, les deux parties s'efforceront de résoudre le problème à l'amiable, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Article 7 - ENREGISTREMENT

Les Parties se dispensent de l'enregistrement. Les droits et frais afférents à cette formalité seront à la charge exclusive de la Partie qui l'aurait motivée.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE

Les informations contenues dans la présente convention sont confidentielles. Chaque Partie s'engage à ne pas les divulguer, à quelque tiers que ce soit, sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit de l'autre Partie. Il en va de même pour les informations auxquelles elles auront pu avoir accès pour la mise en œuvre de la convention et/ou des travaux.

ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les étudiants restent propriétaires de leurs travaux. **LA COMMUNE** se réserve le droit de reproduire et de communiquer les documents issus de la présente convention pour ses besoins propres. Les documents livrés ou présentés au titre de la présente convention ne porteront donc pas de mention limitant ce droit. Pour exercer ces droits, **La COMMUNE** n'est pas tenue, ni de consulter, ni d'informer les étudiants ou le lycée pour communiquer aux exécutants qu'elle consulte ou auxquels elle confie la reproduction, les informations à livrer, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution de cette convention. Cette communication se limite toutefois aux seuls éléments nécessaires à l'exercice de ses droits.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS

L'interlocuteur du **LYCEE** est :

- Caroline Perrin, professeur DN MADE Graphisme au lycée la Tourrache

L'interlocuteur de **LA COMMUNE** est :

- Audrey MOUTET – ARMOCIDA, Animatrice Evénementiel, Information Jeunesse.

ARTICLE 11 - COMMUNICATION

LE LYCEE se réserve le droit de faire mention du projet et de son partenariat avec l'association dans la liste de ses réalisations. De même, elle pourra utiliser des images réalisées à seule fin de promouvoir ses formations. **LA COMMUNE** pourra de son côté faire mention du projet et du partenariat avec le lycée et utiliser les images réalisées à des fins de promotion. Mention devra être faite du nom de l'étudiant, du lycée ainsi que de l'insertion du logo du lycée dans les documents promouvant le projet

ARTICLE 12 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile en leur siège social respectif.

Fait en deux exemplaires originaux,

A La Garde, le 07 janvier 2025

POUR LA COMMUNE

Hélène ARNAUD-BILL

POUR LE LYCEE

Basile GERTIS

(1) Un exemplaire de chaque doit être retourné daté et signé avec la mention « lu et approuvé »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2550603-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0008

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n° 0008
Affaire suivie par :
Charline Ragot (poste 1297)
cragot@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : RENOUVELLEMENT ADHESION A L'ASSOCIATION « CONSERVATOIRE MEDITERRANEEN PARTAGE » - ANNEE 2025 –

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté n°540 du 13 septembre 2024 portant subdélégation de signature de Mme le Maire à Mme Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU la délibération n° 63 du 30 mai 2016 relative à l'adhésion de la commune à la Charte du Parc National de Port-Cros,

VU l'arrêté du Préfet de Région du 1er juillet 2016 constatant les adhésions des communes à la Charte Nationale du Parc National de Port-Cros,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2018 portant classement d'une zone agricole protégée sur la commune de LA GARDE,

CONSIDERANT que la commune a adhéré à la Charte du Parc National de Port-Cros,

CONSIDERANT l'engagement de la commune en matière de préservation et de valorisation des espaces naturels,

CONSIDERANT que la commune a créé une **Zone Agricole Protégée** (ZAP), afin de protéger ses espaces agricoles à potentiel agronomique et développer la vente en circuits courts sur le territoire,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025000008-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSIDERANT que le Conservatoire Méditerranéen Partagé, Domaine de la Mole, 1161 route de Cogolin (83310) LA MOLE, est une association regroupant un réseau d'acteurs publics et privés spécialistes de la conservation, de l'utilisation, et de la valorisation de la biodiversité cultivée de Méditerranée,

CONSIDERANT que l'association poursuit un double objectif de conservation de la diversité biologique, notamment les espèces végétales locales, rares et anciennes et de terroir ainsi que de collecte des bonnes pratiques agricoles et savoir-faire régionaux méditerranéen pour les transmettre,

CONSIDERANT que l'adhésion à l'association implique un engagement à la charte éthique de l'association afin de garantir la qualité du réseau,

CONSIDERANT que la participation aux activités proposées par le Conservatoire Méditerranéen Partagé ne peut avoir lieu qu'en contrepartie du paiement d'une cotisation annuelle,

CONSIDERANT qu'au regard de tout ce qui précède, il est dans l'intérêt de la commune de renouveler son adhésion à cette association afin de poursuivre les objectifs précités.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE S'ENGAGER à respecter la charte éthique de l'association régie par la loi de 1901 dénommée « Conservatoire Méditerranéen Partagé »,

ARTICLE 2 : DE RENOUVELER l'adhésion de la commune au Conservatoire Méditerranéen Partagé, pour l'année 2025, ci-annexée et tout document y afférent.

ARTICLE 3 : DE DIRE que la dépense, d'un montant de 500 € correspondant à la cotisation annuelle, sera inscrite à l'article 6188.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 8 janvier 2025

P/ LE MAIRE ET PAR SUBDELEGATION, L'ADJOINTE DELEGUEE

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025000B-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONSERVATOIRE
MÉDITERRANÉEN
— PARTAGÉ —

BULLETIN ADHESION
Année 2025

La participation aux activités proposées par le Conservatoire Méditerranéen Partagé ne peut avoir lieu qu'en contrepartie du paiement d'une cotisation annuelle. L'adhésion à l'association implique le respect des statuts publiés au JO le 26/05/2018. Afin de garantir la qualité du réseau, chaque adhérent s'engage en signant la charte éthique de l'association. Le logo, le nom et les activités du Conservatoire Méditerranéen Partagé ne peuvent être utilisés dans des actions de communication et de marketing sans autorisation préalable de l'association.

IDENTITE DE LA STRUCTURE
Nom : Mairie De la Garde
Adresse : Rue J. B. Lauret
Ville : La Garde
PAYS : France

Identité de la personne représentant la structure
Prénom : Hélène
NOM : DELSANTO
Fonction : Adjointe au Maire
Téléphone : 04 94 08 98 00
Adresse mail : contact-mairie.fct@ville-lagarde.fr

MONTANT MININUM de la COTISATION
- ☐ 10 euros : Particulier
- ☐ 50 euros : Association
- ☐ 250 euros : Etablissement Public, Association sous contrat avec l'Etat, Parc Naturel Régional
- ☐ 250 euros : Collectivité territoriale – de 10 000 habitants
- ☒ 500 euros : Collectivité territoriale 10 000 < habitants > 100 000
- ☐ 1 000 euros : Collectivité territoriale + de 100 000 habitants
- ☐ 50 euros : Entreprise - Fondation dont le CA - Budget annuel < 100 000 euros
- ☐ 300 euros : Entreprise - Fondation dont 100 000 euros < CA - Budget annuel > 1 000 0000 euros
- ☐ 1 000 euros : Entreprise - Fondation dont le CA - Budget annuel > 1 000 000 euros

Versement à adresser en espèces, par virement, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre du Conservatoire Méditerranéen Partagé.

Date :

Signature :

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-D[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202501-0009

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : JB/FF/FC/ 2025 N°09
Affaire suivie par :
Flora CHAUMONTET (poste 1272)
fchaumonet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT RENCONTRE AUTEURE VANRAH

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité de programmer des rencontres culturelles dans le cadre du programme d'animations de la médiathèque municipale.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat pour la rencontre avec l'auteure VanRah prévue le 08/02/2025 à la médiathèque de La Garde à l'occasion de la tenue d'atelier de création de mangas.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant à régler à l'auteure de **428.72 € NET** (quatre cent vingt-huit euros et soixante-douze cents net), et du montant de 81.84 € (quatre-vingt et un euro et quatre-vingt-quatre cents) correspondant aux cotisations dues à l'URSSAF LIMOUSIN.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3212V art.6288

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 08/01/2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250108-DM2025010009-AU
Date de télétransmission : 20/01/2025
Date de réception préfecture : 20/01/2025

imprimerie municipale

CONTRAT RENCONTRE AUTEURE
VANRAH

ENTRE LES SOUSSIGNES :
Mairie de La Garde
BP 121
83957 – LA GARDE
Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14 CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par **Madame Hélène ARNAUD BILL**, en qualité de Maire
Ci-après dénommé « **L'ORGANISATEUR** » d'une part

ET,
Aline CATANIA / VanRah (auteure)
362 Bd Pierre Loti
Sainte -Marguerite
83130 LA GARDE
N° SIRET 513 253 732 000 38
Ci- après dénommée « **L'AUTEURE** » d'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET
L'AUTEURE s'engage à réaliser dans le cadre du présent contrat deux interventions rémunérées dans le cadre du décret n° 2020-1905 relatif à la nature des activités et des revenus des artistes-auteurs, le samedi 8 février 2025 de 10h à 12h et de 14h à 16h dans l'espace jeunesse de la médiathèque.

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE L'AUTEURE
L'AUTEURE s'engage à effectuer les déclarations nécessaires auprès des organismes officiels pour être en règle avec la législation du travail. (URSSAF)

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de la rencontre en état de marche : Il assurera en outre le service général du lieu : accueil et service de sécurité. Il sera responsable de la demande et de l'obtention des éventuelles autorisations administratives et s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité.

ARTICLE 4 : REMUNERATION

L'ORGANISATEUR s'engage à prendre en compte le montant brut des prestations qui est
510.56 €
soit : le montant net à régler à l'**AUTEURE** s'élève à **428.72** €
Le précompte des cotisations à régler à **l'URSSAF-LIMOUSIN** s'élève **à 81.84 €**
L'AUTEURE déposera sa facture sur Chorus pro en précisant le n° du bon d'engagement qui lui aura été adressé.
Le règlement sera effectué par mandat administratif

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DE125063009-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'AUTEURE est tenue d'assurer contre tous les risques les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation dans le lieu précité.

ARTICLE 6 : MODIFICATION
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent contrat défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : ANNULATION /RESILIATION
En cas d'annulation de l'intervention du fait de L'AUTEURE (pour quelque motif que ce soit), un accord amiable sera cherché entre les parties afin de préserver les intérêts économiques de chacune. Un report à une date ultérieure ou une proposition alternative d'intervention seront en priorité recherchés.

En cas d'annulation de l'intervention du fait de l'ORGANISATEUR (pour quelque motif que ce soit), un accord amiable sera cherché entre les parties afin de préserver les intérêts économiques de chacune.
Sans report possible dans les délais et en l'absence d'acceptation de solution alternative par l'ORGANISATEUR, la rémunération de L'AUTEURE est due.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation de la juridiction administrative compétente mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation).

Fait à La Garde, le 8 janvier 2025
En 2 exemplaires

L'AUTEURE

Aline CATANIA alias VanRah

L'ORGANISATEUR

Hélène ARNAUD BILL

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250108-DM2025010-AU
Date de télétransmission : 10/01/2025
Date de réception préfecture : 10/01/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0010

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AC/25/011/C-803

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : SCI DU POUVEREL CONTRE ARRETE DE REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 083 062 24 10024 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2404028-1 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU la Convention d'assistance juridique entre la Commune de LA GARDE et le cabinet d'avocats RICHER & Associés en date du 17 septembre 2020, reçue en préfecture le 21 septembre 2020 et notifiée au cabinet RICHER & Associés le 22 septembre 2020 ;

CONSIDERANT le recours formé par la SCI DU POUVEREL, par requête introductive d'instance enregistrée le 9 décembre 2024 près le Tribunal Administratif de TOULON, contre l'arrêté du 2 septembre 2024 portant refus de sa demande de permis de construire concernant les parcelles cadastrées section AV n° 2, 3, 6, 7, 8, 164 et 645 et sises 1091 Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny à la Garde ;

CONSIDERANT qu'il convient de répondre à ladite requête et, pour ce faire, de solliciter l'assistance d'un avocat,

DECIDE

ARTICLE 1er : **D'ESTER** en Justice devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans l'instance juridictionnelle n° 2404028-1, opposant la SCI DU POUVEREL à la Commune.

ARTICLE 2 : **DE S'ADJOINDRE** le ministère d'avocat du Cabinet d'avocats RICHER & Associés, demeurant 23 Rue d'Orléans – 92210 SAINT-CLOUD, afin de défendre les intérêts de la Commune dans cette instance.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

ARTICLE 3 : **D'ACCEPTER,** conformément à l'article 5 de la Convention susvisée, le montant des honoraires du cabinet d'avocats RICHER & Associés.

ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 8 janvier 2025

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE n° 2025/011

DIRECTION DES FINANCES
REF. : HAB/JB/AP

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : SERVICE EAU NON POTABLE - FIXATION DES TARIFS ET DES PENALITES - ANNEE 2025

HELENE ARNAUD BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées

CONSIDERANT l'ensemble des composants du prix du mètre cube d'eau non potable et sachant que la Commune ne peut décider que d'une partie de ce prix. En effet, à ce montant s'ajouteront les taxes, redevance de l'Agence de l'Eau pour la préservation des ressources en eau non potable.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'APPROUVER** à compter du 1er janvier 2025 les tarifs du service eau non potable applicables au m³ d'eau non potable pour la part communale :

Consommation ENP - Tarifs 2025 en € HT	
Part communale Eau Non Potable	1,179 € / m³

ARTICLE 2 : **D'APPROUVER** à compter du 1er janvier 2025, les tarifs annuels du service eau non potable applicables pour l'abonnement au service :

Abonnements ENP - Tarifs 2025 en € HT	
Diamètre en mm	**Tarifs 2025 en € HT**
15	52,77 €
20	196,20 €
25	261,57 €
30	327,00 €
40	425,04 €
50	564,15 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025011-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** à compter du 1er janvier 2025, les tarifs du service eau non potable d'accès à l'eau applicables à tout nouvel abonné :

Accès à l'Eau non potable	Tarifs 2025 en € HT
Avec déplacements d'un agent, inclus fermeture et réouverture	25,00 €
Sans déplacement d'un agent	15,00 €

ARTICLE 4 : **D'APPROUVER** à compter du 1er janvier 2025, la refacturation à l'abonné demandeur sur devis, à prix coutant réhaussé de 5% de frais de gestion, de toutes les prestations de base et diverses réalisées par la ou les entreprises choisies par la Commune.
Ces prestations sont les suivantes sans que la liste énumérée ne soit limitative : pose et dépose de compteur, adaptation de l'installation existante, remise en conformité, contrôle de compteur, création de branchement, fermeture ou réouverture de branchement, déplacement de compteur et modification de branchement, terrassement, évacuations de déblais…

ARTICLE 5 : **D'APPLIQUER** les pénalités suivantes en tant que de besoin :

TYPE 1	**Montant de la pénalité : 30,00 € TTC**
Impossibilité successive de lecture d'index	
Accès permanent du branchement et/ou système de comptage impossible en cas de mise en place de clôture ou portail	
TYPE 2	**Montant de la pénalité : 400,00 € TTC**
Changement, modification de l'emplacement, gêne du fonctionnement ou détérioration du système de comptage et/ou du branchement	
Manœuvre d'appareils du réseau public y compris les robinets sous bouche à clé	
Détérioration du système de comptage due à une niche non conforme ou à une malversation	
TYPE 3	**Montant de la pénalité : 800,00 € TTC**
Démontage de tout ou partie du branchement. De plus, le contrevenant s'expose à une estimation de sa consommation	
Obstacle à la pose, l'entretien, au renouvellement et à la vérification du branchement et du système de comptage	
Alimentation par un piquage non autorisé sur le réseau de distribution publique d'eau non potable	

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le présent arrêté sera transmis à monsieur le Préfet du Var et sera reproduit intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Il sera publié sur le site internet de la ville.

Le présent arrêté peut être contesté en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 janvier 2025

Le Maire

Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025011-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025 / 0012

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH
Affaire suivie par : F.HURTADO
Adresse mail : commande-publique-fct@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
[illegible]	DGAS	DGS	

OBJET : ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILES POUR LA VILLE DE LA GARDE - MARCHE A INTERVENIR AVEC L'AGENCE ZIMMERMANN MAUREL SANDRI AGENT GENERAL DE LA COMPAGNIE AXA FRANCE IARD

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2020 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L. 2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT que, par courrier du 30 Août 2024, la société PILLIOT ASSURANCE nous a informé de sa décision de résilier avec effet au 31 décembre 2024, le marché 2021/101 relatif à l'assurance « Flotte Automobile ».

CONSIDERANT que, depuis quelques années les relations entre les collectivités locales et le monde de l'assurance se sont dégradées : résiliations brutales, hausse parfois vertigineuse des primes et des franchises et que la Commune, comme beaucoup d'autres collectivités dans le même cas, a donc été obligée de réaliser un sourcing auprès de différents agences, dans des délais contraints, afin de trouver une compagnie d'assurance pour la passation d'un nouveau contrat avec effet au 1er janvier 2025

CONSIDERANT que conformément à l'article R.2111-1 du code de la commande Publique, des échanges préalables avec différents courtiers ont été réalisés en vue de la passation d'un contrat d'assurance pour la flotte automobile.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

CONSIDERANT qu'en application de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique, il a été décidé de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence.

CONSIDERANT qu'après saisine, l'agence ZIMMERMANN MAUREL SANDRI agent général de la COMPAGNIE AXA France IARD a proposé une offre, qui au regard du contexte actuel, s'avère économiquement avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché d'assurance « Flotte automobile » à l'agence ZIMMERMANN MAUREL SANDRI agent général de la COMPAGNIE AXA France IARD.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant de la cotisation annuelle provisionnelle fixée, au regard du parc automobile déclaré au moment de la passation du marché, à 54 753,22 € HT soit 66 879,71 € TTC, ainsi que des montants de garanties et de franchises par risques.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** le contrat conclu de gré à gré et ses annexes, et **DE SIGNER** tous les documents contractuels permettant la mise en œuvre des garanties.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le budget prévu à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 13 Janvier 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0013

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB

Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
DGS.	DGAS	DGS.

OBJET : ACCORD CADRE A COMMANDES : FOURNITURE DE CARBURANT EN VRAC POUR LES VEHICULES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE LA GARDE. MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE FIOUL 83

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT que l'approvisionnement en carburants des véhicules municipaux est effectué à partir des cuves de stockage installées au Centre Technique Municipal,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un fournisseur afin qu'il procède à la livraison d'essence sans plomb 95 et de gasoil, au fur et à mesure des besoins de la commune,

CONSIDERANT que la livraison de carburant est exécutée en fonction des besoins de la collectivité et qu'afin d'obtenir les meilleures conditions financières, il a été décidé de lancer un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, conclu pour une durée allant du jour de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025 et pouvant être reconduit tacitement trois fois par période successive d'un an sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025001013-AU
Date de télétransmission : 16/06/2025
Date de réception préfecture : 16/06/2025

imprimerie municipale

CONSIDERANT que les dépenses sont fixées à un montant maximum de 200 000 € HT par période.

CONSIDERANT que suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié en vue de la passation d'un appel d'offre ouvert, en application de l'article L2124-2 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 du Code de la Commande Publique, six (6) dossiers de consultation ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Quatre (4) pli, dont la présentation était conforme, a été remis dans le délai imparti par voie dématérialisée.

CONSIDERANT que la Commission d'Appels d'Offres, en séance du 17 décembre 2025, au vu du rapport d'analyse des offres, présenté et commenté par le représentant du Service Programmation, a approuvé les avis proposés sur la conformité des offres, a apprécié les notations obtenues en application des critères de jugement des offres, a décidé de les valider, a classé les offres, puis attribuer le marché au candidat classé premier dont la proposition complète et conforme aux dispositions des documents de la consultation, s'est avéré être économiquement la plus avantageuse pour la Commune, à savoir, la société FIOUL83.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de la décision formulée par la Commission d'Appel d'Offres

ARTICLE 2 : **DE CONFIER** le marché relatif à l'approvisionnement de carburants en vrac pour les véhicules municipaux de la Commune, à la société FIOUL83.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** des prix et des taux de remise mentionnés dans l'acte d'engagement, ceci dans la limite des dépenses sont fixées à un montant maximum de 200 000 € HT par période.

ARTICLE 4 : **DE SIGNER** tous les documents nécessaires à la passation du marché, concernant la l'approvisionnement de carburants en vrac pour les véhicules municipaux de la Commune passé pour une durée d'un an et pouvant être reconduit tacitement par période successive d'un an sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans.

ARTICLE 5 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 14 Janvier 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0014

La Garde Parc national de Port-Cros

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2024 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 7103)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : FONDS D'INTERVENTION CANTONALE 2025 - DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR POUR LA CREATION ET LA RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté n° 540 du 13 septembre 2024 portant subdélégation de signature de Madame le Maire à Madame Hélène Delsanto, 10ème adjointe au Maire,

CONSIDERANT le contexte évolutif de la pratique sportive des Français et l'enjeu que revêt l'éducation au sport du quotidien comme un impératif de santé et de société,

CONSIDERANT que la Commune de La Garde souhaite poursuivre son programme de réhabilitation des équipements sportifs en engageant, notamment cette année, des travaux de rénovation du système de sécurité incendie du complexe sportif Guy Moquet II, ainsi que des travaux de création d'éclairage sur deux terrains de pétanque.

CONSIDERANT que par ce projet de rénovation et d'installations d'équipements sportifs, la Commune entend contribuer à : la démocratisation du sport en développant la pratique sportive en renforçant l'idée d'un droit au sport, la réduction des inégalités d'accès à la pratique sportive, à la santé et au vivre ensemble pour toutes et tous, tout en développant l'attractivité du territoire,

CONSIDERANT que le montant total prévisionnel des travaux est estimé à la somme de 120 307,08 € H.T.

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de bénéficier pour cette opération du soutien financier du Conseil Départemental du Var au titre du Fonds d'Intervention Cantonal 2025, selon le plan de financement prévisionnel, ci-dessous :

Montant estimatif de l'opération	**120 307,08 € H.T.**
Conseil Départemental du Var	**96 000,00 €**
Autofinancement	**24 307,08 €**
Total	**120 307,08 €**

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière auprès du Conseil Départemental du Var au titre du Fonds d'Intervention Cantonal 2025, suivant le plan de financement suivant :

Montant estimatif de l'opération	**120 307,08 € H.T.**
Conseil Départemental du Var	**96 000,00 €**
Autofinancement	**24 307,08 €**
Total	**120 307,08 €**

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 20 janvier 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250620-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0015

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : CONTRAT DE LOCATION DE CARTE SIM POUR TELEPHONE IRIDIUM - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CELLHIRE.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique

VU le Code de la Commande Publique et notamment en son article R2122-8°.

VU le projet de contrat,

CONSIDERANT que pour les besoins de la Police Municipale, la Ville de La Garde doit se doter d'un téléphone satellite IRIDIUM

CONSIDERANT les termes du contrat de location proposé par la Société CELLHIRE, la Ville de La Garde a décidé de passer un contrat de location avec cette dernière, qui en maîtrise tous les paramètres.

Imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001S-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DÉCIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** les termes du contrat à intervenir avec la société CELLHIRE pour la location de carte SIM pour téléphone IRIDIUM pour la Police Municipale. Ledit contrat est passé pour une durée d'un (1) an à compter du 1er Janvier 2025, reconductible trois (3) fois par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des conditions de tarification s'élevant à :

- 59.00 € H.T par mois soit 70.80 € TTC pour l'abonnement carte SIM
- 1.15 € H.T/min soit 1.38 € T.T.C pour les appels vers les mobiles et fixes dans le monde
- 0.65 € H.T/min soit 0.78 € T.T.C pour les appels vers la messagerie vocale
- 0.65 € H.T/min soit 0.78 € T.T.C pour les appels vers les téléphones Iridium
- 10.00 € H.T/min soit 12.00€ T.T.C pour les appels vers les téléphones Inmarsat
- 10.00 € H.T/min soit 12.00€ T.T.C pour les appels vers les téléphones Thuraya
- 0.55 H. T € soit 0.66 € T.T.C par SMS
- 1.15 € H.T/min soit 1.38 € T.T.C pour la connexion DATA

ARTICLE 3 : **DE SIGNER** ledit contrat à intervenir avec CELLHIRE.

ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense sur le budget prévu à cet effet.

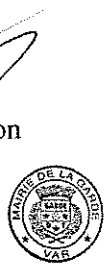
Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 21 janvier 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250621-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONTRAT DE LOCATION DE CARTE SIM POUR TELEPHONE IRIDIUM

N° de contrat : 2631622
N° client : 619722

ENTRE LES PARTIES :

CELLHIRE représenté par Mme Fanny Loze
Adresse 22 QUAI GALLIENI 92150 SURESNES
N° siret **415 291 715 00076**

Ci après désigné CELLHIRE

COMMUNE DE LA GARDE représentée par Le Maire de La Garde élu.
Ayant son siège social sis : Rue Jean-Baptiste LAVENE -83130 LA GARDE
L'Identifiant de la Commune est le 21830062200014

Ci après désigné LE CLIENT

1 Préambule :

Cellhire est le revendeur de 2 opérateurs mobiles satellites (Iridium et Inmarsat).
Reconnu auprès de ses clients et de ses opérateurs partenaires pour le professionnalisme de son service, Cellhire souhaite vous faire profiter de son expérience de 20 ans des services télécoms.

Profitez d'une couverture mondiale

Iridium est un réseau de communications mobiles par satellite qui offre l'accès à la téléphonie et à l'envoi de SMS, quelle que soit la localisation de l'usager sur terre comme sur mer.
La constellation d'Iridium – la constellation de satellites commerciaux la plus importante au monde – comprend 66 satellites à liaisons croisées à orbite basse (LEO). L'architecture de la constellation d'Iridium assure à la fois une grande fiabilité et un faible temps d'attente.

Les avantages de Cellhire

Cellhire est le distributeur official d'Iridium. En choisissant Cellhire, vous bénéficiez :

- D'un équipement neuf et garanti pendant un an
- D'une facture mensuelle en €, par courrier
- Du détail des appels sur papier ou sur fichier Excel
- D'une alerte conso du lundi au vendredi à partir du seuil que vous aurez fixé
- D'une assistance 24h/24
- D'un téléphone de remplacement en location (de type 9555) pendant le temps d'un sav au prix de 5 €HT par jour
- De la possibilité de louer des combinés supplémentaires en location courte durée
- D'un suivi personnalisé pour toutes vos demandes.

30 Years of innovation Since 1997
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM125663015-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Pourquoi s'équiper d'un téléphone satellite Iridium ?

- Une couverture mondiale, pôles et océans compris
- Un seul téléphone et un seul numéro d'appel pour une utilisation mondiale
- La seule solution pour communiquer sur les zones peu ou pas couvertes par les GSM
- Les appels reçus gratuits
- Facilité d'utilisation
- Un matériel très robuste

2 ABONNEMENT / SERVICE

Abonnement mensuel CARTE SIM (sur la base de 12 mois minimum) **/ 59 € HT /mois**
Téléphone IRIDIUM concerné : IRIDIUM 9575 EXTREME
Date d'acquisition : JANVIER 2020

Prix des appels

Appels reçus gratuits	
Vers les téléphones mobiles – fixes dans le monde	1.15 €HT / min
Vers la messagerie vocale	0,65 €HT / min
Vers les téléphones Iridium	0,65 €HT / sms
Vers les téléphones Inmarsat	10.00 €HT / min
Vers les téléphones Thuraya	10.00 €HT / min
Tous les sms	0,55 €HT/ sms
Connexions DATA	1.15 €HT/ min

Autres informations

Frais d'activation	Offerts
Garantie constructeur	12 mois (pièces et main d'œuvre)
Livraison	12 €HT (en cas de retour les frais de livraison seront à votre charge)
Alerte Consommation	Du lundi au vendredi, par email

30 Years of Innovation
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556301015-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

3 Durée / Conditions de paiement

Le présent contrat prend effet le :
01/01/2025 pour une durée d'engagement de 12 mois renouvelable trois fois, sans excéder 4 ans.

Fin d'engagement le : 31/12/2025

Fin d'abonnement anticipée	En cas de résiliation du fait de l'une ou l'autre partie, le présent contrat pourra être révoqué par lettre recommandé avec accusé réception dans un délai de trois mois avant la date anniversaire. Paiement des frais d'abonnement et des options dues jusqu'au terme de la durée d'engagement annuelle.
Durée minimum d'engagement	12 mois
Paiement	Les conditions de règlement de l'abonnement sont à 30 jours, réception de facture. Factures déposées via la plateforme CHORUS PRO en application de la loi nº2014-1 du 2 janvier 2014 et à l'ordonnance nº2014-697 du 26 juin 2014.

L'offre est exprimée en € hors taxe (TVA en vigueur).

En cas de modification défavorable des taux de change entre le dollar US et l'euro (5% minimum), Cellhire se réserve le droit de revoir la tarification avec un préavis d'un mois.

Il est possible de demander à payer en US$ pour garantir les tarifs : merci de vous rapprocher de Cellhire pour recevoir l'offre en US$. Vous ne serez alors plus soumis aux variations des taux de change. Taux de change au 10/01/25 : 1US$ = 0.97 €

Annexe 1 : conditions générales de vente
Annexe 2 : conditions générales de location
Annexe 3 : RIB de la société Cellhire France

Fait à : Suresnes Date : 10.01.2025

Signature, cachet

CELLHIRE France	COMMUNE DE LA GARDE
cellhire CELLHIRE EURL 22, quai Galliéni 92150 SURESNES RCS B 415 291 715	

30 Years of innovation
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE2025063015-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0016

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE MAINTENANCE DU SYSTEME DE DECOMPTE DU TEMPS DE TRAVAIL. – CONTRAT A INTERVNIR AVEC LA SOCIETE HOROQUARTZ.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique

VU le Code de la Commande Publique et notamment en son article R2122-8°.

VU le projet de contrat,

CONSIDERANT que la ville de La Garde s'est dotée auprès de la Société HOROQUARTZ d'un système de décompte du temps de travail pour les besoins de son Service Ressources Humaines.

CONSIDERANT la nécessité de contractualiser un nouveau contrat de maintenance auprès de la société HOROQUARTZ, détentrice des droits de ce produit et permettant de bénéficier de prestations de maintenance correctives et évolutives.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001016-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** les termes du contrat à intervenir avec la société HOROQUARTZ relatif aux prestations de maintenance du système de décompte du temps de travail, pour une durée d'un (1) an à compter du 1er Janvier 2025, reconductible tacitement par période d'un an sans que la durée totale n'excède 4 ans, soit jusqu'au 31 Décembre 2028.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du coût forfaitaire et annuel qui s'élève à 2 631.51 € HT soit 3 157.81 € TTC (Prix révisable indice SYNTEC)

ARTICLE 3 : DE SIGNER ledit contrat à intervenir avec la société HOROQUARTZ.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** la dépense sur le budget prévu

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 21 janvier 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250621-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONTRAT DE LICENCE ET DE SERVICES

SECTEUR PUBLIC

CONCLU ENTRE

HOROQUARTZ,
Société Anonyme au capital de 20 310 440,69 €,
Ayant son siège social sis 23 Avenue Carnot, 91 300 MASSY,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro 399 243 922,
Représentée par Monsieur Thierry FETIVEAU en sa qualité de Directeur Régional,

Ci-après désignée « **HOROQUARTZ** »,

d'une part,

ET

COMMUNE DE LA GARDE,
N° Client : 83000122
Ayant son siège social sis : Rue Jean-Baptiste Lavène – 83130 LA GARDE
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro : 218 300 622 00014
Dont le numéro de TVA Intracommunautaire est le : FR73218300622
Représentée par : Hélène BILL
En sa qualité de : Maire

Ci-après désignée le « **Client** »,

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement la « **Partie** ».

PREAMBULE

Le présent document (ci-après le « **Contrat** ») comprend, par ordre de priorité décroissante :
(i) les Conditions Commerciales,
(ii) les Conditions Particulières,
(iii) les Conditions Générales, et
(iv) les annexes.

Les documents listés expriment l'intégralité des obligations des Parties au titre du Contrat et, en conséquence, annulent et remplacent tout accord, correspondance, écrit, sous quelque forme que ce soit, antérieurs et relatifs au même objet et notamment toutes conditions générales d'achat du Client.

Les Parties reconnaissent avoir négocié librement et en toute bonne foi le présent Contrat. Elles écartent par conséquent l'éventualité d'une application de l'article 1171 du Code civil.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-2025062312-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025
Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

CONDITIONS COMMERCIALES

A. CONFIGURATION SUPPORTÉE ET NIVEAUX D'INTERVENTION

Le périmètre opérationnel et technique du Contrat comprend la configuration logicielle et matérielle suivante (ci-après la « **Configuration** ») comprenant, selon le cas les éléments suivants :

- « **Progiciel(s)** » : désigne un programme de traitement de données (hors Paramétrage et Personnalisation), dans son fonctionnement natif tel que conçu et développé par le Département Recherche et Développement d'HOROQUARTZ, fonctionnant sur des ordinateurs standards, assorti d'une documentation, et vendu à l'identique à plusieurs clients, dont la liste figure ci-dessous.
- « **Matériel(s)** » : désigne les matériels fournis et maintenus par HOROQUARTZ, dont la liste figure ci-dessous.
- « **Matériel(s) particulier(s)** : désigne les matériels fournis et maintenus selon les conditions du fournisseur, dont la liste figure ci-dessous.

Sont exclus de la Configuration maintenue dans le cadre du présent Contrat de maintenance éditeur :

- Le « **Paramétrage** » désigne l'ensemble des paramètres (réglages) ou Données qui sont saisis dans le Progiciel, s'appuyant sur ses fonctionnalités standards, sans modification du code source permettant à la Solution d'effectuer ses calculs : exemples code horaires, profils rôles utilisateurs etc.,
- La « **Personnalisation** » ou « **Règlementaire** » désigne les modifications du Progiciel s'appuyant sur ses fonctionnalités standards, sans modification ou altération des codes source. La Personnalisation regroupe les règles et compteurs, états, écrans et traitements (y compris interfaces) développés ou adaptés pour répondre aux besoins particuliers exprimés par le Client. Le Paramétrage se distingue de la Personnalisation notamment en ce qu'il est accessible et modifiable en permanence par le Client, et
- Les « **Logiciels tiers** » désigne les logiciels intégrés ou non et nécessaires à l'utilisation de la Solution.

INSTANCE LOGICIELLE				
CODE CLIENT	**83000122**	**N° DE CONTRAT**		
SIRET	**218 300 622 00014**			
ADRESSE DU SITE CODE POSTAL - VILLE	**COMMUNE DE LA GARDE** Rue Jean-Baptiste Lavène – 83130 LA GARDE			
PROGICIELS V.C.				**QUANTITE**
ETEMPTATION MODULE HQ TIME+				300
ETEMPTATION MODULE HQ SELF-SERVICE+ (INCLUS HQ KIOSK)				300
ETEMPTATION MODULE HQ INTERFACE+				300
LICENCE GESTIONNAIRES SIMULTANES				10
CONFIGURATION DU MATERIEL ASSOCIE SUR LE SITE DE L'INSTANCE				
MATERIELS MAINTENUS	**Niveau d'intervention :**	CHOISISSEZ UN ELEMENT.		**QUANTITE**
SANS OBJET				
MATERIELS PARTICULIERS MAINTENUS	**Niveau d'intervention :**	CHOISISSEZ UN ELEMENT.		**QUANTITE**
SANS OBJET				
MONTANT DE LA REDEVANCE ANNUELLE DU SITE				**2 631,51 €HT**

B. MONTANT ANNUEL DE LA REDEVANCE D'ASSISTANCE ET DE MAINTENANCE

Le montant total annuel de la redevance s'élève à **2 631,51 €HT** majorés de la TVA au taux en vigueur à la date de facturation.

Certifié de réception de la préfecture
083-218300622-20250624-D[illegible]
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

C. MODALITÉS DE FACTURATION

Les conditions générales de facturation sont prévues à l'article 7 des Conditions Générales.

Selon les dispositions légales en vigueur, la facture doit impérativement mentionner l'adresse du Client et **l'adresse de facturation** si elle est différente, ainsi que le **numéro du bon de commande** lorsqu'il a été préalablement établi.

Bon de commande

« **Bon de commande** » ou « **Commande** » : désigne la notification adressée par le Client à HOROQUARTZ. N° de Bon de commande obligatoire sur la facture :
☐ NON (par défaut),
☒ OUI. Dans ce cas, le Client devra impérativement communiquer son numéro de Commande quinze (15) jours avant la date de facturation prévue pour qu'il puisse figurer sur la facture. Par conséquent, veuillez renseigner le nom et les coordonnées de l'émetteur de la Commande.

COORDONNEES DE LA PERSONNE EN CHARGE DE L'EMISSION DU BON DE COMMANDE	
NOM DU CONTACT	L. GODARD
N° TELEPHONE	
E-MAIL	lgodard@ville-lagarde.fr

Adresses de facturation

En cas de réception d'un Bon de commande, l'adresse de facturation sera celle indiquée sur celui-ci. Dans le cas contraire, l'adresse utilisée sera la suivante :

ADRESSE DE FACTURATION (ADRESSE DU SIGNATAIRE SI NON RENSEIGNEE)	
DENOMINATION LEGALE COMPLETE	
N° SIRET	
N° TVA INTRACOMMUNAUTAIRE	
ADRESSE	

DEPOT CHORUS		
A REMPLIR IMPERATIVEMENT	N° SIRET DE FACTURATION	N° SIRET : 218 300 622 000 14
	OBLIGATION DE RENSEIGNER UN CODE SERVICE (OU SERVICE EXECUTANT) SUR LA FACTURE : ☐ NON ☐ OUI : SI OUI, VEUILLEZ INDIQUER LE CODE SERVICE A RENSEIGNER	N° SE : B600
	OBLIGATION DE RENSEIGNER UN NUMERO D'ENGAGEMENT JURIDIQUE SUR LA FACTURE : ☐ NON ☐ OUI : SI OUI, VEUILLEZ INDIQUER LE N° D'EJ ET LE JOINDRE AU PRESENT CONTRAT	N° EJ : année + C025006

COORDONNEES DE LA COMPTABILITE FOURNISSEURS	
NOM DU CONTACT COMPTABILITE FOURNISSEUR	Servie financier
N° TELEPHONE	
E-MAIL	servie-financier@ville-lagarde.fr

Accusé de réception en préfecture
055-215500622-20250626-[illegible]
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

D. DATE D'EFFET

Le Contrat prend effet **au 01/01/2025.**

CONDITIONS PARTICULIÈRES

SANS OBJET

Accusé de réception en préfecture
085-218500622-20250618-D[illegible]
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. OBJET DU PRÉSENT CONTRAT

Le présent Contrat définit les conditions dans lesquelles le Client est autorisé à utiliser les Progiciels, ainsi que les conditions auxquelles HOROQUARTZ réalisera les prestations suivantes :

- Le support client,
- La maintenance éditeur des Progiciels, et
- Selon le cas, la maintenance des Matériels et Matériels Particuliers.

Les niveaux de service choisis par le Client sont indiqués dans les Conditions commerciales, parmi la liste des différents niveaux de service décrits en Annexe 1 « Description des services et niveaux de service (SLA) associés ».

2. DATE D'EFFET ET DURÉE

Le présent Contrat s'applique pour une période de douze (12) mois à partir de la date d'effet définie à l'article D des Conditions Commerciales.

Il est ensuite reconduit tacitement, par périodes de douze (12) mois, sauf dénonciation, adressée par lettre recommandée avec avis de réception, par l'une à l'autre des Parties, moyennant un délai de préavis de trois (3) mois avant l'expiration de la période en cours, sans que la durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le droit d'utilisation des Progiciels prend fin lorsque le Client cesse d'utiliser définitivement les Progiciels et/ou au plus tard aux termes de la durée légale des droits d'auteur.

3. CONDITIONS D'UTILISATION DES PROGICIELS

Le Client dispose du droit d'utilisation non exclusif et non cessible des Progiciels pour le périmètre défini dans les Conditions Commerciales, sous réserve du paiement intégral du montant de la licence. Toute extension donnera lieu à une facturation complémentaire d'HOROQUARTZ.

La licence est consentie au bénéfice exclusif du Client, la fourniture étant faite *intuitu personae*.

HOROQUARTZ, en sa qualité d'auteur, est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les Progiciels qui sont et restent sa propriété. Le Client s'engage à ne pas porter atteinte directement ou indirectement aux droits de l'auteur.

Le droit d'utilisation est strictement limité aux actes nécessaires à l'exploitation des Progiciels conformément à leur destination et exclusivement pour satisfaire les besoins propres du Client, à l'exclusion de toute autre utilisation.

Le Client n'est pas autorisé, que ce soit pour tout ou partie des Progiciels ou tout ou partie de la documentation des Progiciels, sauf accord écrit et préalable d'HOROQUARTZ, à :

- Copier, imprimer, transférer, transmettre ou afficher, à l'exception :
  - Pour la documentation, des actions exclusivement nécessaires à l'utilisation normale des Progiciels et ce uniquement par les collaborateurs du Client, et
  - Pour les Progiciels, au droit à une copie de sauvegarde ;
- Reproduire, partiellement ou totalement, sous quelque forme que ce soit ;
- Vendre, louer, prêter, nantir, sous-licencier ou distribuer de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux ;
- Modifier, adapter, traduire et/ou fusionner dans d'autres programmes ;
- Supprimer toute marque ou mention de propriété de l'auteur.

HOROQUARTZ se réserve exclusivement le droit de corriger les erreurs. Conformément à l'article L122-6-1 du Code de la propriété intellectuelle, le Client s'engage à ne procéder à aucune reproduction des codes sources ou traduction de la forme des codes sources des Progiciels, sous réserve de la remise par HOROQUARTZ, dans un délai raisonnable, de toutes les informations nécessaires à l'interopérabilité qu'il souhaite éventuellement réaliser. Les sources des Progiciels, qui ne sont pas fournies, sont déposées à l'Agence pour la Protection des Programmes à Paris (APP). L'accès auxdites sources se fait conformément aux dispositions du règlement général de l'APP.

Le Client reconnait avoir, préalablement à l'acceptation des présentes, pris connaissance et accepté sans réserve les conditions d'utilisation des logiciels tiers, intégrés ou nécessaires au fonctionnement du Progiciel, que lesdits logiciels soient fournis par HOROQUARTZ ou par le Client lui-même. Il appartient notamment au Client de vérifier que les conditions d'utilisation desdits logiciels tiers permettent leur utilisation avec le Progiciel, en particulier si lesdits logiciels tiers sont utilisés pour d'autres applications. HOROQUARTZ ne sera en aucun cas tenue pour responsable d'une utilisation illicite de ces logiciels tiers par le Client.

Les présentes conditions d'utilisation du Progiciel représentent, au-delà de la protection accordée par tout droit de propriété intellectuelle, des conditions d'utilisation d'un produit fourni et dont le non-respect par le Client entraîne la mise en cause de sa responsabilité contractuelle.

4. CONFORMITE DE LA CONFIGURATION

HOROQUARTZ pourra demander à tout moment au Client la communication d'une déclaration écrite listant notamment le nombre de licences de Progiciel utilisées et réparties par site d'exploitation.

HOROQUARTZ pourra, sous réserve d'un préavis de dix (10) Jours Ouvrés, réaliser ou faire procéder à un audit sur tout site du Client afin de vérifier le respect par le Client des termes des présentes. Les audits devront être effectués aux heures ouvrées du Client, par HOROQUARTZ ou des experts indépendants liés par le secret professionnel. HOROQUARTZ supporte seule le coût de l'audit. Cependant, s'il ressort des résultats de l'audit que le Client doit verser des redevances supplémentaires à HOROQUARTZ, celui-ci devra supporter le coût de l'audit diligenté par HOROQUARTZ et payer toutes les redevances dues ainsi que tous dommage-intérêts auxquels HOROQUARTZ pourrait prétendre. Ce droit d'audit sera maintenu pendant un (1) an suivant le terme de la licence d'utilisation, quelle qu'en soit la cause.

5. OBLIGATIONS D'HOROQUARTZ

HOROQUARTZ s'engage à exécuter les prestations de services décrites à l'Annexe 1 et remplir les obligations contractuelles à sa charge conformément au présent Contrat et avec tout le soin possible en usage dans la profession et à se conformer aux règles de l'art du moment.

HOROQUARTZ s'engage à fournir des Progiciels conformes à leur documentation.

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, HOROQUARTZ fera son affaire de la direction, de la gestion et de la rémunération

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250623-2025062...
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

de l'ensemble du personnel qu'elle sera amenée à faire intervenir pour la réalisation des prestations. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois sera fournie sur demande. En cas de recours à des salariés étrangers, elle fournira sur demande la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail.

6. OBLIGATIONS DU CLIENT

Afin qu'HOROQUARTZ puisse exécuter ses prestations dans les conditions définies au présent Contrat, le Client s'engage à :

- Sauf si préalablement autorisé par HOROQUARTZ,
  - Ne pas modifier la Configuration (logicielle et/ou matérielle), et ne pas déplacer les Progiciels ou des Matériels maintenus sur un autre site que ceux prévus aux présentes ;
  - Ne pas confier l'exploitation ou la maintenance des Progiciels et/ou des Matériels maintenus à un tiers, quel qu'il soit ;
- Respecter les prérequis ou consignes d'HOROQUARTZ et/ou la documentation associée pour l'exploitation et l'utilisation des Progiciels et/ou des Matériels, et appliquer toutes les règles de sécurité, et plus particulièrement dans le cas où le Client serait autorisé à intervenir directement sur le Matériel, afin que les interventions d'HOROQUARTZ puisse être réalisées en toute sécurité ;
- S'assurer que l'exploitation, par le Client ou par un tiers, de tout programme informatique ne soit pas à l'origine d'anomalies pour quelque raison que ce soit, et dans le cas contraire, à prendre toutes les mesures pour faire cesser le trouble ;
- Accepter de faire évoluer la configuration de son installation lorsque cela est nécessaire pour permettre l'installation d'une mise à jour ou une nouvelle version, du Progiciel, d'un Logiciel tiers ou d'un prérequis, si elle ne modifie pas les fonctionnalités et ne dégrade pas le fonctionnement général du système, mais évite la génération de dysfonctionnements ;
- Fournir les éléments et données utiles à l'exécution du Contrat (tels que notamment la documentation à jour des applicatifs) ou l'accès au système informatique et/ou aux éléments maintenus sous contrôle effectif du Client lors des interventions sur site ;
- Transmettre le bon de commande dans les délais impartis afin de permettre à HOROQUARTZ de facturer la redevance selon l'échéance prévue ;
- Payer les sommes dues au titre du Contrat, jusqu'à leur complet paiement, dans les conditions prévues à l'article 7 des Conditions Générales ;
- Réaliser les sauvegardes périodiques (et notamment avant toute intervention d'HOROQUARTZ) de ses données et du Paramétrage.

En cas de non-respect de l'une de ces conditions par le Client, la responsabilité d'HOROQUARTZ ne pourra être engagée et cette dernière peut, après mise en demeure restée sans effet plus de dix (10) jours :

- Suspendre les prestations directement affectées par le(s) manquement(s) imputable(s) au Client, et/ou
- Résilier le Contrat dans les conditions définies à l'article 14 des présentes.

Les éventuels coûts supplémentaires directement causés par un manquement du Client à ses obligations, y compris les frais de suspension, seront à la charge exclusive du Client.

7. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

Les factures, libellées en euros, sont envoyées à l'adresse indiquée sur le Bon de commande du Client ou à défaut, à l'adresse indiquée dans les Conditions Commerciales. Dans l'hypothèse où elles sont adressées à un tiers désigné comme tiers payeur par le Client, ce dernier reste responsable du paiement intégral des factures.

Sauf conditions particulières, les conditions de facturation suivantes s'appliquent :

- Les factures sont établies au début de chaque période annuelle ;
- Les règlements par virement sont à trente (30) jours nets date de facture et sans escompte. En cas de paiement fin de mois, la limite de paiement intervient à la fin du mois civil au cours duquel expire le délai en jours.

En cas de retard par rapport à l'échéance précisée sur la facture, la somme due porte, de plein droit et sans mise en demeure préalable, intérêt au taux de la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de huit (8) points de pourcentage, avec un plancher de pénalités de trois (3) fois le taux de l'intérêt légal, et au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros par facture impayée, ce montant étant susceptible d'être augmenté si HOROQUARTZ justifie de frais de recouvrement supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

8. MODIFICATION DE LA CONFIGURATION

Toute extension de licence des Progiciels (nombre d'utilisateurs, module supplémentaire, effectif, etc.) ou des Matériels (y compris les Matériels spécifiques) fera l'objet d'une réévaluation du prix du Contrat. La date de début de la période de facturation complémentaire est la date de l'activation de la licence ou de livraison du Matériel. Par exception à l'article 15, la signature de la proposition commerciale par le Client, la réception du Bon de commande du Client et/ou le paiement par le Client de la facture correspondant à la modification vaut acceptation expresse et définitive du Client, sans qu'il soit besoin de signer un avenant.

HOROQUARTZ pourra décider de diminuer la Configuration dans le cas où certains éléments ne pourraient plus être maintenus, notamment du fait de la fin de la disponibilité de certaines pièces. Dans ce cas HOROQUARTZ proposera des conditions de retrait desdits éléments au Client.

9. REVISION DES PRIX

Le montant de la redevance d'assistance et de maintenance due par le Client à HOROQUARTZ pendant l'année de l'installation est exprimé dans les Conditions Commerciales. Chaque année, à la date anniversaire, le montant de la nouvelle période est calculé à partir du montant de la période antérieure révisé par la formule suivante :

$$P = P0\ [1{,}025 + 0{,}5\ (S/S0 - 1)]$$

Où : P : Prix après révision,

P0 : Prix avant révision ou dernier montant HT revalorisé,

S : Plus récent indice SYNTEC de Juillet (année N) publié à la date de révision.

S0 : Indice SYNTEC de Juillet de l'année N-1,

Le calcul est effectué sur la base mensuelle du montant P0 de chaque site pour obtenir le montant P mensuel servant de base à la facturation telle prévue à l'article 7.

10. RESPONSABILITE D'HOROQUARTZ

Il est convenu entre les Parties que le montant total du Contrat correspond à l'équilibre économique prévu par les Parties ainsi

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250624-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 25/06/2025
Date de réception préfecture : 25/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

qu'aux risques découlant du Contrat. Les Parties reconnaissent que la conclusion du Contrat est assujettie à l'existence d'exclusions et de limitations de responsabilité. Celles-ci s'appliquent nonobstant les cas de résiliation et de résolution du Contrat.

HOROQUARTZ s'engage à exécuter les obligations contractuelles à sa charge avec tout le soin possible en usage dans la profession et à se conformer aux règles de l'art du moment. HOROQUARTZ est responsable de ses prestations conformément aux règles de droit commun et se trouve soumise à une obligation de moyens. La responsabilité d'HOROQUARTZ ne peut être recherchée que pour faute prouvée.

HOROQUARTZ demeure responsable de l'ensemble des prestations réalisées, y compris celles qui seraient éventuellement effectuées par ses sous-traitants, le Client autorisant HOROQUARTZ à avoir recours à des sous-traitants habilités HOROQUARTZ afin de réaliser en partie les prestations prévues au Contrat.

Elle ne répond pas des éventuels manquements de tiers (hors fournisseurs et sous-traitants d'HOROQUARTZ), tels que notamment des éditeurs de logiciels, des constructeurs ainsi que les autres prestataires intervenant directement ou indirectement à la prestation.

La responsabilité d'HOROQUARTZ est écartée quant à la qualité et la licéité du contenu des fichiers et données fournies par le Client.

HOROQUARTZ ne pourra être tenue responsable, tant à l'égard du Client qu'à l'égard d'un tiers, pour tout dommage imprévisible et pour tout dommage indirect trouvant son origine ou étant la conséquence des présentes, tels que notamment perte d'exploitation, préjudices commerciaux, perte de clientèle, perte de commande, trouble commercial quelconque, perte de bénéfice, perte de données et/ou fichiers ou atteinte à l'image de marque. Au cas où la responsabilité d'HOROQUARTZ serait retenue, les Parties conviennent expressément que, toutes sommes confondues, HOROQUARTZ ne peut être tenue de payer un montant supérieur au montant du présent Contrat, pour la période annuelle au cours de laquelle est survenu le fait générateur.

11. RESPONSABILITE ELARGIE DU PRODUCTEUR

En tant que producteur et metteur sur le marché d'Equipements Electriques et Electroniques (EEE), conformément à l'article L541-10-2 du Code de l'environnement, HOROQUARTZ est soumise à la Responsabilité Elargie du Producteur (« **REP** »).

En vue de pourvoir et contribuer à prévention et à la gestion des déchets issue de son activité, conformément aux exigences réglementaires, HOROQUARTZ a choisi l'éco organisme agréé par l'Etat ECOLOGIC pour réaliser l'ensemble des opérations de collecte, de dépollution et de valorisation des déchets EEE (ci-après « **DEEE** »).

Par son adhésion à un éco-organisme, HOROQUARTZ participe à l'effort collectif et aux statistiques de collecte et de traitement des déchets en France, dont l'Etat membre est responsable vis-à-vis de l'Union Européenne. De plus, HOROQUARTZ collecte auprès de ses clients une éco contribution qu'elle reverse à son éco organisme pour chacune des filières concernées. L'identifiant unique pour la filière DEEE assujettie à REP est le suivant : FR370415.

12. RESPONSABILITE DU CLIENT

Le Client reconnait avoir reçu, ou avoir eu l'opportunité de recevoir d'HOROQUARTZ, toutes informations nécessaires lui permettant d'apprécier l'adéquation des Progiciels et des Matériels à ses besoins et de prendre toutes les précautions utiles pour sa mise en œuvre, son utilisation et son exploitation.

Le Client s'engage à respecter les préconisations d'HOROQUARTZ tout au long de l'exécution du présent Contrat.

Le Client déclare disposer de la compétence particulière nécessaire à l'utilisation des Progiciels et des Matériels.

En conséquence, le Client est seul responsable :

- De l'adéquation des Progiciels et des Matériels à ses besoins,
- De la réalisation des Paramétrages, et à l'exclusion de ceux réalisés par HOROQUARTZ,
- Des moyens informatiques sur lesquels sont installés les Progiciels et les Matériels ainsi que de la sauvegarde du Paramétrage et de ses données, le Client étant gardien des Progiciels et des Matériels installés sur les sites listés aux Conditions Commerciales,
- De l'utilisation et l'exploitation des Progiciels, des Matériels et de ses environnements,
- Du respect des prérequis pour que la Solution puisse fonctionner dans des conditions optimales, y compris l'installation des correctifs mis à disposition par les éditeurs de Logiciel tiers,
- De la qualification et la compétence de son personnel,
- Sauf prestation complémentaire commandée par le Client auprès d'HOROQUARTZ, de la veille et du respect continu des prérequis (logiciels tiers et middleware) de la Solution, ainsi que de l'installation des correctifs mis à disposition par les éditeurs tiers pour lesdits prérequis,
- De la sécurité physique et logique de l'accès à la Solution, qu'il s'agisse des postes individuels ou de tout autre élément de son propre système d'information et avec lesquels la Solution serait connectée de quelque façon que ce soit, et en assumera toutes les conséquences. A ce titre, il est notamment responsable de :
  - L'implémentation et le maintien de mesures de sécurité réseau adéquates, y compris, mais sans s'y limiter, des pares-feux avancés, des systèmes de détection et de prévention des intrusions, pour protéger son système d'information et les Données, et
  - La gestion rigoureuse de l'authentification et des autorisations, notamment par la mise en place de politiques de mots de passe robustes, l'authentification multi-facteurs, et la gestion régulière des droits d'accès, et mots de passe (ensemble les « **Eléments d'Identification** ») et des actions effectuées par ses préposés ou tout tiers au moyen des Eléments d'Identification attribués,
- De faire respecter par l'ensemble de ses préposés les conditions d'utilisation du Portail client tel que défini en Annexe 1 mis à disposition par HOROQUARTZ.

En cas d'interruption dans le fonctionnement de l'installation, y compris pendant les opérations d'entretien, le Client s'engage à prendre à sa charge et sous sa responsabilité, quelle qu'en soit la cause, toute disposition requise par l'exploitation ou la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, tels que notamment des prestations de gardiennage, du matériel temporaire de substitution, etc.

Il appartient au Client de disposer des autorisations légales, réglementaires et administratives applicables dans le(s) pays où la Solution est mise en œuvre. Les conseils de nature juridique, comptable ou fiscale étant exclus des présentes, il appartient au Client de recourir aux conseils habilités à cette fin pour vérifier que l'utilisation du Progiciel par le Client est conforme aux règles de droit en vigueur (telles que notamment une loi, un règlement, une convention collective, un accord de branche, un contrat de travail, un usage, la jurisprudence, etc.).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250[illegible]-[illegible]
Date de télétransmission : 25/[illegible]
Date de réception préfecture : 25/[illegible]

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

13. ASSURANCES

Pour couvrir les conséquences pécuniaires d'un éventuel engagement de responsabilité, HOROQUARTZ est titulaire d'une police d'assurance qui couvre sa responsabilité civile professionnelle auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. Une attestation peut être remise au Client sur demande.

Les présentes ne se substituent en aucun cas aux contrats d'assurances qu'il appartient au Client de souscrire pour couvrir tous les risques, notamment vol, vandalisme, incendie et tout autre dommage, pouvant affecter les lieux et locaux où les prestations sont réalisées et les biens qui s'y trouvent. A cet effet, le Client reconnait avoir été informé tant des caractéristiques des Progiciels et des Matériels dont il demande la maintenance, que des caractéristiques des prestations, lui permettant de souscrire les garanties d'assurances pour tout dommage qui pourrait survenir au personnel ou au matériel d'HOROQUARTZ intervenant sur ses lieux ou dans ses locaux.

14. RÉSILIATION

La durée et les modalités de renouvellement du Contrat sont prévues à l'article 2 des Conditions Générales.

En cas de manquement par l'une des Parties aux obligations des présentes, et notamment celles prévues aux articles 3, 4, 5, 6, 16 et 17, non réparé dans un délai de trente (30) jours à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant les manquements à l'autre Partie, cette dernière peut faire valoir de plein droit la résiliation du Contrat sans préjudice de tous les dommages-intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

15. MODIFICATION ET CESSION DU CONTRAT

Toute modification du présent Contrat ne peut être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les deux Parties, hors le cas prévu à l'article 8.

Le présent Contrat, conclu intuitu personae, ne peut être cédé, concédé, sous-concédé ou transmis, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, par le Client sans l'accord préalable d'HOROQUARTZ.

16. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage à respecter la règlementation en matière de protection des données à caractère personnel (le règlement (UE) 2016/679 ci-après le « **RGPD** » et la loi n° 78-17 modifiée), que ce soit en qualité de responsable de traitement ou de sous-traitant. En application de l'article 28 du RGPD, les Parties sont convenues de signer un contrat relatif à la protection des données annexé aux présentes (Annexe 2).

17. CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés pour garder le secret le plus absolu sur les informations et documents reçus par l'autre Partie, et auxquels elle aurait eu accès à l'occasion de l'exécution des prestations objet du Contrat. L'obligation de confidentialité est applicable au cours de l'exécution des présentes et pendant une durée de cinq (5) ans après son expiration.

18. FORCE MAJEURE

Conformément à l'article 1218 du Code civil, constitue un cas de force majeure tout événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du Contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.

Dans un premier temps, un cas de force majeure suspend les obligations de chacune des Parties liées au Contrat. Si le cas de force majeure se poursuit pendant plus de trois (3) mois, le Contrat peut être résilié, par l'une ou l'autre des Parties, sans mise en demeure préalable ni indemnité de part ni d'autre.

19. LOI APPLICABLE ET LITIGES

Les présentes conditions sont soumises à la Loi française tant pour les règles de forme que pour les règles de fond. Les Parties déclarent leur intention de chercher, dans une première étape, une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir à propos de la validité, l'application, l'interprétation ou l'expiration des présentes. Toutefois, si le litige persiste, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif compétent, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie. Cette compétence s'applique également en matière de référé.

Accusé de réception en préfecture
069-210900622-20250624-DE[illegible]
Date de télécharge[illegible]
Date de réception préfecture [illegible]

SIGNATURE

Dans le cas où le Contrat est signé par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique avancée (SEA) mis en œuvre par un prestataire tiers (ci-après la « **Plateforme** »), les Parties conviennent expressément que :

- le Contrat, signé électroniquement via la Plateforme constitue l'original et (b) constitue une preuve littérale au sens de l'article 1316-1 du Code civil (i.e. le Contrat a la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier et pourra valablement être opposé aux Parties) ;
- la signature électronique du Contrat doit être considérée comme une signature originale ; et
- le Contrat est susceptible d'être produit en justice, à titre de preuve littérale, en cas de litiges opposant les Parties.

Par conséquent, les Parties reconnaissent expressément que le Contrat signé électroniquement vaut preuve de son contenu, de l'identité des signataires et de leurs consentements.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du Code civil, le Contrat est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par la Plateforme qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique avancée dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Pour HOROQUARTZ	**Pour le Client**
Nom, Qualité Monsieur Thierry FETIVEAU en sa qualité de Directeur Commercial, **SIGNATURE**	Nom, qualité **SIGNATURE**

Thierry FETIVEAU

Signature numérique de Thierry FETIVEAU
Date : 2025.01.16 16:33:34 +01'00'

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Pour le Maire
L'Adjointe Déléguée
Finances - Commande Publique / Economie - Emploi

Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE250630-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

ANNEXES

ANNEXE 1 : DESCRIPTION DES SERVICES ET NIVEAUX DE SERVICES (SLA) ASSOCIES

1. Support éditeurs aux utilisateurs

A. Accès au support éditeurs aux utilisateurs

Le Client aura accès au support via le portail client d'HOROQUARTZ (le « **Portail client** ») pour déposer toute demande d'assistance, déclarer tout incident ainsi qu'ajouter, modifier ou supprimer les rôles et coordonnées de ses contacts.
Le Portail client est accessible 24h/24 et 7J/7. Le support est disponible de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 heure de France métropolitaine (les « **Heures Ouvrées** »), du Lundi au Vendredi, hors jours fériés en France (les « **Jours Ouvrés** »).
Le Client devra faire la demande d'accès au Portail client sur www.horoquartz.fr, rubrique Espace clients. Suite à l'inscription du Client, les personnes dûment habilitées par ce dernier recevront un mot de passe strictement personnel et confidentiel, qui ne doit être divulguer en aucun cas à toute autre personne que la personne concernée. Le Client assumera l'entière responsabilité en cas de divulgation.
HOROQUARTZ se réserve la possibilité de modifier les modalités d'accès au Portail client ou de prise de contact avec le support utilisateurs HOROQUARTZ, sans que les niveaux de services prévus au point 3 ci-dessous ne soient remis en cause, et sous réserve d'en avoir informé le Client préalablement.

B. Objet des prestations

Le service est fourni via le Portail client ou par rappel téléphonique si nécessaire et comporte :

- Une aide à l'utilisation des Progiciels et des Matériels dans les environnements standards spécifiés dans la documentation des Progiciels et des Matériels (systèmes d'exploitation, réseaux de télécommunication, interfaces de communication), à l'exclusion de la modification du Paramétrage fonctionnel, des Personnalisations et règles de calcul, des connecteurs, des workflows ou des données du Client ;
- Une assistance à la recherche et à la résolution des anomalies rencontrées par le Client lors de l'utilisation des Progiciels et des Matériels dans son environnement d'exploitation, reproductibles par HOROQUARTZ. La résolution peut se faire par correction ou fourniture d'une solution de contournement dans les conditions de la maintenance éditeur et les SLA associés décrits ci-dessous ;
- La réparation du Matériel selon les conditions choisies dans les Conditions commerciales (Sur site, simple échange ou en retour atelier).

L'assistance fournie par HOROQUARTZ ne se substitue pas à la formation nécessaire à l'obtention du niveau de compétence requis du Client. Les prestations suivantes sont soumises à facturation particulière :

- Toute assistance à la modification du Paramétrage fonctionnel, des Personnalisations et règles de calcul, des connecteurs, workflow, ou des Données du Client ;
- La correction d'anomalies ou incidents liés à la Personnalisation ;
- Les interventions sur les environnements autres que l'environnement de production du Client et les interventions sur site et les frais de déplacement associés ;
- Les demandes d'évolution.

Ces prestations peuvent être réalisées dans le cadre d'un contrat de services spécifique.

2. Maintenance Editeur des Progiciels

La maintenance éditeur des Progiciels comporte :

- La fourniture des versions mineures comportant des évolutions cumulatives couvrant les éventuels dysfonctionnements des Progiciels pendant les deux ans et demi (2,5) suivant la date de lancement de chaque version sur le marché ;
- La fourniture des versions majeures, hors développements spécifiques éventuels.

Cette mise à disposition des versions est hors prestations d'installation, d'accompagnement et de transfert de compétence.
Elle exclut également la mise à disposition des mises à jour des Logiciels Tiers.

3. Niveaux de services (SLA) du support éditeur aux utilisateurs

Les prestations du support éditeur aux utilisateurs sont réalisées dans selon les niveaux de service suivants :

- **Garantie du Temps d'Intervention (GTI) :**
  - Définition : la Garantie du Temps d'Intervention (GTI) est un engagement d'HOROQUARTZ à intervenir par rappel téléphonique ou réponse sur le Portail client sous un délai maximal suite au dépôt d'une demande via la Portail client.
  - Objectif : GTI de 2 Heures Ouvrées.

- **Garantie Taux de Rétablissement (GTR) du fonctionnement du Progiciel :**
  - Définition : la Garantie de Temps de Rétablissement est un engagement d'HOROQUARTZ à résoudre de façon définitive ou par contournement une anomalie reproductible par HOROQUARTZ.

Accusé de réception préfecture
083-278300622-20250623-DEC2025_06_23_WWW_HOROQUARTZ_FR-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

- Objectif : GTR de 8 Heures Ouvrées à compter de la réception de l'ensemble des informations nécessaires à la résolution de l'anomalie.
- Ne sont pas pris en compte dans les engagements de GTR :
  - Incidents nécessitant une intervention sur site,
  - Incidents nécessitant la livraison d'un correctif,
  - Incidents liés à un problème étranger des Progiciels : poste de travail du Client défaillant ou non-conforme aux prérequis d'HOROQUARTZ, logiciels systèmes, réseau, base de données…

4. Maintenance des Matériels

A. Objet de la maintenance des Matériels

La maintenance des Matériels comporte :

- Selon l'option choisie, un service de dépannage par retour atelier, par retour simple échange ou par intervention sur site ;
- La fourniture de la main d'œuvre, des pièces de rechange et composants nécessaires à la remise en état ou au bon fonctionnement des Matériels.

B. Modalités du retour atelier

HOROQUARTZ réexpédie le Matériel dépanné ou un Matériel de remplacement de qualité équivalente à réception du Matériel en panne, hors Matériels Particuliers. L'expédition du Matériel en panne est à la charge du Client. Le retour du Matériel dépanné en France métropolitaine est à la charge d'HOROQUARTZ. La dépose du Matériel en toute sécurité et par du personnel habilité du Client est à la charge du Client en respectant la procédure de pose et dépose fournie par HOROQUARTZ avec chaque Matériel livré. La repose du Matériel est à la charge du Client.

C. Modalités de l'option simple échange

L'option simple échange est proposée sur les Matériels, hors Matériels Particuliers.
HOROQUARTZ s'engage à envoyer un Matériel de remplacement identique au Matériel en panne ou un Matériel équivalent compatible, qui peut être neuf ou de qualité équivalente. Les frais d'expédition du Matériel de remplacement sont à la charge d'HOROQUARTZ.
Le Client dispose d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception du Matériel de remplacement pour retourner à ses frais le Matériel défectueux. Au-delà de ce délai, HOROQUARTZ se réserve la possibilité de facturer au Client le montant correspondant au prix tarif en vigueur du Matériel de remplacement.
La prestation n'inclut pas la mise en service du Matériel de remplacement chez le Client. La dépose du Matériel en toute sécurité et par du personnel habilité du Client est à la charge du Client, en respectant la procédure de pose et dépose fournie par HOROQUARTZ.

D. Modalité de l'option intervention sur site

Si le Client est situé en France métropolitaine, HOROQUARTZ intervient sur site, frais de déplacement inclus.
Pour les Matériels Particuliers, un prêt de matériel équivalent peut être proposé au Client le temps de la réparation.

E. Niveaux de services (SLA)

Selon option prise dans les Conditions Commerciales, les niveaux de service pour chaque option sont les suivants :

- OPTION Retour Atelier :
  - Objectif : Vingt-quatre (24) Heures Ouvrées à réception du Matériel en panne.
  - Exclusion : Les Matériels Particuliers ne sont pas pris en compte dans cet engagement.

- OPTION Simple Echange :
  - Objectif : Envoi d'un Matériel de remplacement sous Huit (8) Heures Ouvrées suivant le dépôt d'une demande via la Portail client.

- OPTION Intervention sur site :
  - Objectif : Seize (16) Heures Ouvrées à compter de la réception de l'ensemble des informations nécessaires à la réparation du Matériel en panne via le Portail client.

F. Exclusion du service de maintenance des Matériels

Sont soumis à facturation particulière, y compris l'intervention sur site éventuelle permettant leur diagnostic, les prestations suivantes et les frais de déplacement associés :

- Les réparations de dégâts résultant d'une utilisation abusive ou anormale du Matériel ;
- Les réparations de dégâts occasionnés par les phénomènes naturels (tels que notamment foudre, inondation, etc.) ou accidentels (tels que notamment dégâts des eaux, accidents, surtensions des sources d'alimentation électrique, etc.)
- Les conséquences des actes de malveillance ou de vandalisme ;
- Les fournitures de consommables, tels que notamment supports magnétiques, badges ou connecteurs cartes à puce, cartes toutes technologies confondues, batteries, rubans et films pour imprimantes, kits de nettoyage, têtes d'impression thermiques, matricielles à aiguilles, etc.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-[illegible]
Date de télétransmission : [illegible]
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

ANNEXE 2 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

A - RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (RGPD) PAR LES PARTIES

La présente annexe exprime l'intégralité des obligations des Parties au titre de la protection des données à caractère personnel et, en conséquence, annulent et remplacent tout accord, correspondance, écrit, sous quelque forme que ce soit, antérieurs et relatifs au même objet.

1. DESCRIPTIONS GENERALES

Chaque Partie respectera les engagements prévus dans la présente annexe au titre de la Règlementation en vigueur et veillera à ce que son personnel permanent ou temporaire et chacun de ses sous-traitants respectent ses termes.

On entend par « Règlementation », le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après le « **Règlement** » ou « **RGPD** ») et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés » telle que modifiée par la loi °2018-493 du 20 juin 2018.

Au sens de la Règlementation, le Client demeure « **Responsable du traitement** » des données personnelles des tiers (visiteurs, clients, fournisseurs, sous-traitants, etc...) et/ou préposés (employés, intérimaires, prestataires, etc...) qu'HOROQUARTZ, en qualité de « **Sous-traitant** » peut être amenée à (i) consulter sur le système d'information du Client ou (ii) recevoir sous forme de copies de bases de Données Personnelles, pour l'exécution de ses prestations de mise en œuvre, maintenance et/ou hébergement de la(les) solution(s) informatique(s) fournie(s) (ci-après la(les) « **Solution(s)** ») au titre du présent Contrat (ci-après les « **Prestations** »).

HOROQUARTZ a désigné un Data Protection Officer (ci-après « **DPO** ») et a établi son registre des activités de traitement. Le Client s'engage à faire de même sous sa responsabilité lorsqu'il en a l'obligation au sens de l'article 37 du RGPD. À cette fin, HOROQUARTZ communiquera toute information utile au Client lui permettant de documenter son registre des activités de traitements.

2. TRAITEMENTS DES DONNEES EFFECTUES

Le Client détermine sous sa responsabilité les finalités des traitements confiés à HOROQUARTZ décrites dans le(s) Formulaire(s) de Traitement des Données Personnelles (ci-après le(s) « **FTDP** ») au point B de la présente annexe, qui est(sont) complété(s) à la date de signature de l'Avenant et pourra(ont) être modifié(s) au cours de l'exécution du Contrat par écrit validé entre les Parties.

3. OBLIGATIONS DU CLIENT

En tant que Responsable de traitement, le Client conserve la responsabilité de sa base de données. A ce titre, il appartient au Client de déployer les mesures nécessaires au respect de la Réglementation, sous sa responsabilité, sur son propre système d'information et auprès de ses propres fournisseurs ou sous-traitants, notamment aux fins d'assurer la stricte légalité des données personnelles qui sont mises à disposition d'HOROQUARTZ pour l'exécution de ses Prestations ou qui sont chargées au sein de la Solution pour l'exécution de ses fonctionnalités.

Le Client s'engage à documenter par écrit dans le FTDP toute instruction concernant le traitement des données effectué par HOROQUARTZ, étant expressément convenu qu'HOROQUARTZ agira uniquement pour le compte et sur instruction du Client, sur la base des stipulations du présent Contrat et des instructions du FTDP.

Les personnes concernées seront informées des droits dont elles disposent sur leurs données par le Client et, si nécessaire, leur consentement sera recueilli par le Client dans le cadre des Prestations. Les consentements recueillis seront tracés par le Client afin d'identifier de manière rigoureuse les finalités auxquelles les personnes concernées auront expressément consenti.

En toute hypothèse, il est rappelé que la Solution et/ou les Prestations fournies par HOROQUARTZ constituent un élément contributif mais non suffisant à la mise en conformité du Client avec le RGPD. Le Client devra disposer, sans que cette liste ne revête un caractère exhaustif, d'un système d'information doté d'un niveau de sécurité adapté à l'hébergement d'applicatif contenant des données personnelles, d'une analyse de risques et d'impacts le cas échéant, d'une politique de sécurité de son système d'informations, d'une charte d'utilisation des moyens informatiques, d'un programme de formation et de sensibilisation de ses utilisateurs tels définis dans la section B de la présente annexe (ci-après « **Utilisateurs** ») à la sécurité et à la protection des données, sous sa seule responsabilité.

4. OBLIGATIONS D'HOROQUARTZ

Dès lors qu'HOROQUARTZ, dans le cadre de l'exécution du Contrat, est amenée à traiter des données personnelles (au sens de la Règlementation) des Utilisateurs du Client, HOROQUARTZ s'engage, à :

- Traiter de telles données uniquement si cela est requis pour l'exécution des finalités listées ci-après dans le FTDP et tel qu'autorisé ou exigé par la Règlementation ;
- Garder les données personnelles strictement confidentielles. En ce sens, HOROQUARTZ veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Prendre les mesures de sécurité organisationnelle, physique et technique appropriées afin de protéger les données personnelles ;
- N'effectuer de transfert des données personnelles en dehors du territoire de l'Union Européenne qu'avec l'autorisation préalable du Client et dans un cadre sécurisé conformément aux exigences de la législation applicable, c'est-à-dire soit vers des pays présentant un niveau de protection dit « adéquat » au sens des autorités européennes de protection des données personnelles (en France, la CNIL), soit vers des entités (Sociétés Affiliées, sous-traitants) ayant signé des clauses contractuelles-types telles qu'édictées par les autorités européennes ;

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Siège social : HOROQUARTZ – 23 avenue Carnot – 91 300 MASSY – France - Tél. : +33 (0)2 51 53 13 00 – contact@horoquartz.fr

- Mettre en œuvre et maintenir une procédure de signalement de toute faille ou accès non autorisé aux données, avéré ou suspecté, conduisant à l'alerte dans les meilleurs délais du Client.

En matière d'assistance au Client, HOROQUARTZ s'engage, dans la limite de ce que le Client peut réaliser de son propre chef, à :

- Assister et coopérer avec le Client, notamment en cas de mise en œuvre d'une analyse d'impact ou de demande de l'autorité de contrôle ;
- Dans la mesure du possible, aider le Client à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : comprenant ainsi le droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation, de portabilité et le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ;
- Coopérer avec l'autorité de contrôle des données personnelles en coordination avec le Client le cas échéant.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès d'HOROQUARTZ des demandes d'exercice de leurs droits, HOROQUARTZ adresse ces demandes au Client dans les meilleurs délais.

Pendant l'exécution du Contrat, HOROQUARTZ reconnaît qu'elle doit être en mesure de rendre compte de l'ensemble des dispositifs et procédures de protection des données personnelles, de minimisation de leur utilisation, et de conformité desdits dispositifs et procédures aux exigences légales susmentionnées. En ce sens, HOROQUARTZ s'engage à mettre à la disposition du Client toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Client ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le cas échéant, HOROQUARTZ fournit une Solution structurellement respectueuse des principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que le Client puisse en faire une utilisation permettant à ce que seules les données pertinentes définies par le Client sont traitées au sein de la Solution, pour les seules finalités convenues par lui et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

La responsabilité d'HOROQUARTZ en matière de conformité à la Règlementation est strictement limitée à la Solution livrée et aux Prestations fournies. En aucun cas la responsabilité d'HOROQUARTZ ne peut être recherchée en cas de non-respect par le Client des mesures organisationnelles et techniques de protection des données personnelles incombant au Client, ni plus généralement dans la détermination par ses soins des catégories de données collectées, des finalités poursuivies et des traitements mis en œuvre sous son autorité ou à sa demande.

5. AUDITS ET INSPECTIONS

Le Client se réserve le droit une fois maximum par année, d'auditer ou de faire auditer, à ses frais exclusifs, par tout organisme de son choix et non-concurrent d'HOROQUARTZ pour toute activité, les mesures mises en place par HOROQUARTZ afin de vérifier si HOROQUARTZ se conforme aux dispositions de la présente annexe et à la Réglementation. L'audit ne pourra être réalisé que si le Client fait parvenir, avec un préavis de vingt (20) Jours Ouvrés minimum (s'entend des jours du lundi au vendredi, hors jours fériés en France), une notification au domicile d'HOROQUARTZ par lettre recommandé avec accusé de réception indiquant le nom de l'organisme auditeur, la durée de l'audit, la méthodologie et les moyens techniques qui seront utilisés,

Dans tous les cas, tout audit effectué dans les locaux d'HOROQUARTZ ne pourra dépasser deux (2) jours et mobiliser plus d'un (1) salarié d'HOROQUARTZ à temps plein sur cette durée. Les audits ne pourront en aucun cas venir perturber l'activité d'HOROQUARTZ.

HOROQUARTZ s'engage à faciliter l'opération d'audit et accordera à l'auditeur tout accès aux sites et au personnel concernés dans la mesure strictement nécessaire pour mener l'audit. Les résultats de l'audit seront transmis concomitamment au Client et à HOROQUARTZ. Si l'audit met en évidence des non conformités, HOROQUARTZ s'engage à la mise en place des actions correctives nécessaires.

6. SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS D'HOROQUARTZ

HOROQUARTZ et chacun de ses éventuels sous-traitants (tels que préalablement approuvés par le Client), prendront toutes les mesures nécessaires à la protection de la sécurité et confidentialité des données personnelles, y compris en cas de transfert international des données, et fourniront les garanties suivantes pour veiller à la mise en œuvre des mesures de confidentialité et de sécurité :

- Etablissement et fourniture à première demande de la documentation décrivant la confidentialité mise en œuvre au sein de la Solution pour protéger les données personnelles ;
- Formation des membres de son personnel qui sont susceptibles d'accéder aux données et limitation de leur intervention dans le cadre du Contrat et des finalités susmentionnées dans le(s) FTDP ;
- Mise en œuvre et maintien d'une procédure de signalement de toute faille ou accès non autorisé aux données, conduisant à l'alerte dans les meilleurs délais du Client ;
- En cas de besoin de portabilité de l'ensemble des données personnelles inclus dans la Solution vers un prestataire tiers, HOROQUARTZ indique au Client les modalités qui lui permettront d'extraire et de transmettre l'ensemble des données personnelles vers le destinataire en format structuré, courant et lisible par les services du marché. Dans le cas du Cloud, cette opération sera réalisée par HOROQUARTZ.

HOROQUARTZ s'engage à s'abstenir d'exploiter ou utiliser, faire des copies ou créer des fichiers des données personnelles au sein du système d'information du Client à ses propres fins ou pour le compte de tiers.

7. SUPPRESSION DES DONNEES PERSONNELLES

HOROQUARTZ s'engage :

- A modifier ou supprimer toute donnée personnelle à la demande du Client, et lorsque ce dernier n'est pas en capacité technique d'y procéder lui-même, en cas d'exercice par l'Utilisateur disposant des droits accordés par la Règlementation, de sorte que ces données demeurent exactes, licites et à jour ; et
- A supprimer toute donnée personnelle du Client ainsi que toute copie de base de données personnelles, dès lors que la conservation des données n'est plus nécessaire par HOROQUARTZ à l'exécution des prestations objets du Contrat ou pour toute autre motif exigé ou autorisé par le droit de l'Union ou le droit de l'Etat membre.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

B –FORMULAIRE DE TRAITEMENT ET MODALITES RELATIVES A L'APPLICATION DU RGPD

A RENSEIGNER OBLIGATOIREMENT PAR LE CLIENT : Le Client est averti qu'en application du RGPD et en tant que Responsable du traitement, il est le seul responsable de la véracité et de la complétude des informations mentionnées ci-dessous. Il lui revient donc de vérifier chacun des éléments liés au traitement mentionné ci-dessus.

- **Objet du traitement** : Prestations objets du Contrat
- **Durée du traitement** : Durée du Contrat
- **Finalités du(es) traitement(s) poursuivie(s)** : Prestations relatives aux Progiciels
- **Catégorie(s) de personnes concernées (les « Utilisateurs »)** : Préposés, visiteurs et prestataires du Client, enregistrés par le Client dans le Progiciel objet du Contrat.
- **Typologie de données, nomenclature standard CNIL :**
  - Catégories de données à caractère personnel traitées :
    - ☒ Etat civil, identité, données d'identification, image, etc.
    - ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.)
    - ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, etc.)
    - ☒ Données de connexion (adresse IP, logs, etc.)
    - ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM, etc.)
    - ☐ Numéro d'identification national unique (NIR pour la France)
  - Catégories de données à caractère personnel dites « particulières » au sens du RGPD :
    - ☐ Données révélant l'origine raciale ou ethnique
    - ☐ Données révélant les opinions politiques
    - ☐ Données révélant les convictions religieuses ou philosophiques
    - ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
    - ☐ Données génétiques
    - ☐ Données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique
    - ☐ Données concernant la santé
    - ☐ Données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle
    - ☐ Données relatives à des condamnations pénales ou infractions
    - ☐ Autre :

COORDONNEES DES DPO DES PARTIES :

Chacune des Parties s'engage à informer l'autre Partie en cas de modification des coordonnées de son DPO et/ou du Responsable du traitement du Client.

- HOROQUARTZ a désigné un DPO pour gérer sa conformité vis-à-vis du RGPD joignable par e-mail à l'adresse suivante : dpo@horoquartz.fr

- Client :

FONCTION	PRENOM ET NOM	ADRESSE E-MAIL	TELEPHONE
RESPONSABLE DU TRAITEMENT	H. BILL		
DPO OU CONTACT RGPD	dpo@richau.fr		

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250623-DELIB2025-DIV-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0017

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2024 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 7103)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « LES TOQUES A LA MIS » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté n° 540 du 13 septembre 2024 portant subdélégation de signature de Madame le Maire à Madame Hélène Delsanto, 10ème adjointe au Maire,

CONSIDERANT la volonté de la Commune d'apprendre aux jeunes à bien manger, de les rendre autonomes en leur inculquant les bases de la cuisine, de les sensibiliser au gaspillage et à une consommation raisonnée.

CONSIDERANT que pour ce faire, la Commune va mettre en place des ateliers culinaires pédagogiques pour les enfants et adolescents de 6 à 17 ans.

CONSIDERANT que le budget prévisionnel nécessaire au financement du projet « Les toques à la Mis » au titre de l'appel à projet « engagement des jeunes et loisirs éducatifs » est estimé à 5 090,06 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière auprès de la CAF du Var, au taux le plus élevée possible, suivant le plan de financement suivant :

DEPENSES	En euros TTC	RECETTES	%	En euros TTC
Animation	4 290,06 €	CAF du Var	**80 %**	**4 072,05**
Denrées	800 €	Commune de La Garde (Autofinancement)	**20 %**	**1 018,01 €**
Total	**5 090,06 €**	**Total**	**100 %**	**5 090,06 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001017-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

DM 2025/0017

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 22 janvier 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001F-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025-0018

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2024 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 7103)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL (DSIL) 2025 POUR L'OPERATION DE RENOVATION DES BATIMENTS SCOLAIRES

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT que la Commune dispose d'un patrimoine scolaire important regroupant 11 écoles primaires : 5 écoles maternelles et 6 écoles élémentaires,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la rénovation et rafraichissement de certains bâtiments scolaires en vue de l'installation de brasseurs d'air, de la réfection d'étanchéité, du remplacement de chaudière ou encore de la rénovation de façades,

CONSIDERANT que cette opération répond aux priorités prévues à l'article L 2334-42 du Code Général des Collectivités Territoriales régissant la D.S.I.L. et notamment à l'axe 6 *« Création, Transformation et rénovation des bâtiments scolaires »*,

CONSIDERANT que le montant total prévisionnel des travaux est estimé à la somme de 292 625,98 € H.T.

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de bénéficier pour cette opération de concours financiers et notamment de solliciter Monsieur le Préfet de Région dans le cadre de la D.S.I.L. 2025, pour l'obtention d'une subvention dédiée au financement de ce projet, selon le plan de financement prévisionnel, ci-dessous :

Montant H.T de l'opération	292 625,98 €	%
DSIL 2025	**216 303,84 €**	**73,92 %**
CAF du Var – Plan Mercredi	17 796,95 €	6,08 %
Autofinancement	**58 525,19 €**	**20,00 %**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SOLLICITER** Monsieur le Préfet de Région dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement public Local 2025, pour l'obtention d'une subvention d'un montant de **216 303,84 €,** dédiée au financement des travaux de rénovation des bâtiments scolaires de la Commune de la Garde.

imprimé sur papier issu de la gestion forestière durable

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001B-AU
Date de télétransmission : 29/06/2025
Date de réception préfecture : 29/06/2025

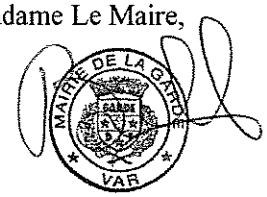
ARTICLE 2 : **D'INFORMER** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 27 janvier 2025

Madame Le Maire,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025001B-AU
Date de télétransmission : 29/06/2025
Date de réception préfecture : 29/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025-0019

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2024 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 7103)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « NOUVELLE GENERATION SPORT ET ANIMATION » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté n° 540 du 13 septembre 2024 portant subdélégation de signature de Madame le Maire à Madame Hélène Delsanto, 10ème adjointe au Maire,

CONSIDERANT la volonté de la Commune de faire découvrir de nouvelles pratiques sportives aux jeunes et de développer leur esprit d'équipe.

CONSIDERANT que le sport participe activement à la construction de l'identité des jeunes et qu'il apporte également d'énormes bénéfices sur le plan du développement social qui va contribuer à leur épanouissement mental et émotionnel.

CONSIDERANT que pour se faire les jeunes des centres de loisirs de la Commune vont organiser et animer une rencontre sportive inter-centre.

CONSIDERANT que le budget prévisionnel nécessaire au financement du projet « Nouvelle génération sport et animation » au titre de l'appel à projet « engagement des jeunes et loisirs éducatifs » est estimé à 914 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière auprès de la CAF du Var, au taux le plus élevée possible, suivant le plan de financement suivant :

DEPENSES	En euros TTC	RECETTES	%	En euros TTC
Matériel sportif	676,70 €	CAF du Var	**80 %**	**731,20 €**
Denrées	237,30 €	Commune de La Garde (Autofinancement)	**20 %**	**182,80 €**
Total	**914,00 €**	**Total**	**100 %**	**914,00 €**

Imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DM2025001019-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

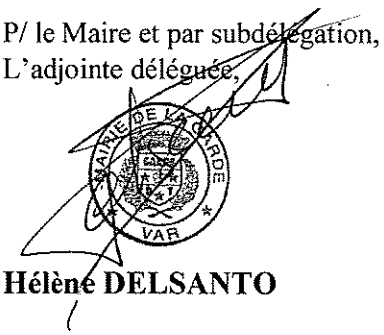
DM 2025/0019

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 28 janvier 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,



Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DM2025001[illegible]-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202501-0020

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS		
RESP	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE REPOS DU GUERRIER » EN PARTENARIAT AVEC LE POLE LES 29 ET 30 JANVIER 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher en partenariat avec le pôle.

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques du spectacle programmé au Théâtre le Rocher la présence d'un technicien son est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la Cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 3 services les 29 et 30 janvier 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 726,18€ (SEPT CENT VINGT SIX EUROS DIX HUIT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 335,05 € (TROIS CENT TRENTE CINQ EUROS CINQ CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 301 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 29 janvier 2005

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250620-DM2025030-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202501-0021

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS
DGA | DGAS | DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ETIENNE FLETCHER » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 06 FEVRIER 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher en partenariat avec tandem.

CONSIDERANT la décision de la Municipalité de programmer une saison de concerts de musiques actuelles dans le cadre de la saison du Théâtre le Rocher, en partenariat avec l'association TANDEM

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son , demeurant 203 rue de la Cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 2 services le 06 février 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 766,58€ (SEPT CENT SOIXANTE SIX EUROS CINQUANTE HUIT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 362,04 € (TROIS CENT SOIXANTE DEUX EUROS QUATRE CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 301 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 29 janvier 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250129-DM2025010021-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0022

SERVICE : CONTENTIEUX
REF. : ER/AG/25/030/C-489

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : POURVOI COUR DE CASSATION PAR [redacted] ET [redacted] CONTRE ARRET COUR D'APPEL AIX EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 – REGLEMENT FRAIS ET HONORAIRES AVOCAT

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT le pourvoi en cassation n° T 24-21.525 près la Cour de Cassation, formé par [redacted] et [redacted] contre l'arrêt rendu par la Cour d'Appel d'AIX EN PROVENCE du 19 septembre 2024,

CONSIDERANT la nécessité de s'adjoindre le ministère d'un avocat à la Cour de Cassation afin de défendre les intérêts de la Commune,

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter l'état de frais et honoraires n° 2025002765 du 16 janvier 2025, d'un montant TTC de 720.00 € émis par la SCP WAQUET-FARGE-HAZAN, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, demeurant à PARIS (75345) – 27 Quai Anatole France.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'ACCEPTER l'état de frais et honoraires n° 2025002765 du 16 janvier 2025, d'un montant TTC de 720.00 € émis par la SCP WAQUET-FARGE-HAZAN.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 29 janvier 2025

Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250129-DM2025003012-AU
Date de télétransmission : 30/01/2025
Date de réception préfecture : 30/01/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0023

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 7103)

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE D'AIDE FINANCIERE D'INVESTISSEMENT A LA REGION SUD PACA – DISPOSITIF « NOS COMMUNES D'ABORD 2025 » DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN PARC URBAIN

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT que la Commune de La Garde a pour ambition de requalifier son cœur de Ville, par la mise en œuvre d'une désimperméabilisation/désartificialisation importante du secteur avec la création d'un parc paysager en lieu et place d'un parking d'un Stade Accusano désaffecté,

CONSIDERANT que la Commune souhaite, pour ce faire, mettre en œuvre un modèle d'aménagement plus résilient agissant sur le risque inondation par la désimperméabilisation, la pollution du milieu naturel par la re végétalisation, la lutte contre les îlots de chaleurs urbains, la restauration des continuités écologiques, le développement de la biodiversité au sein de son cœur de Ville, la création d'espace de vie sain dans l'objectif de renouer l'humain à la Nature et de contribuer à améliorer la qualité de l'air et de l'eau.

CONSIDERANT que cette opération s'est inscrite dans une démarche environnementale "Quartier Durable Méditerranée" niveau Argent décerné, avec un objectif "Or" visé en fin de conception.

CONSIDERANT que la création de ce parc urbain disposera de plus de 12 000m² de surfaces plantées et plus de 210 arbres.

CONSIDERANT que la Commune entend de ce fait, solliciter, un soutien financier de la Région Sud PACA à hauteur de 200 000 € au titre du dispositif « Nos Communes d'Abord ».

CONSIDERANT que le coût prévisionnel de la construction du parc urbain est estimé à **2 170 290 € H.T.**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SOLLICITER** une aide financière de la Région Sud PACA au titre du dispositif « Nos Communes d'Abord », d'un montant de 200 000 € pour financer l'opération de construction d'un parc urbain, selon le plan de financement ci-après :

Coût du projet H.T. (MOE- Travaux) :	2 170 290 €	%
ETAT Fonds Verts	240 000 €	11,06 %
Agence de l'Eau- Programme "Sauvons l'eau 2019-2024"	60 000 €	2,76 %
REGION - Contrat "Nos Communes d'Abord"	200 000 €	9,22 %
DEPARTEMENT DU VAR - AXE 3 GRANDS PROJETS	1 236 232 €	56,96 %
Autofinancement	**434 058 €**	**20,00 %**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025001023-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 2 : **D'INFORMER** que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 30 janvier 2025

Madame Le Maire

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0024

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : PRESTATIONS D'EXHUMATION DE CORPS AU SEIN DU CIMETIERE DE LA VILLE DE LA GARDE – MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE POMPES FUNEBRES DE FRANCE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé.

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT que certaines concessions échues non renouvelées sont en état d'abandon et afin de répondre à la demande des administrés en termes de place dans le cimetière, il est nécessaire pour pouvoir procéder à l'exhumation de corps desdites tombes, après accord des familles, de s'attacher les services d'une société spécialisée en la matière.

CONSIDERANT qu'aux vues des quantités de corps à exhumer et afin de ne pas saturer trop rapidement la capacité des ossuaires du cimetière, il a été décidé de lancer un accord cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, à savoir un marché conclu pour une durée initiale d'un an, renouvelable une fois sans que sa durée totale n'excède deux ans.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025063024-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

imprimerie municipale

CONSIDERANT que les dépenses sont fixées pour l'ensemble des prestations et par période à un montant maximum de 40.000,00 € HT (taux de TVA normal en vigueur).

CONSIDERANT que cinq opérateurs économiques, les sociétés POMPES FUNEBRES MISTRE, POMPES FUNEBRES DE FRANCE, HOMMAGES SERVICE FUNERAIRE, MARBRERIE FREDIANI et POMPES FUNEBRES SIGNORET ont été consultés et qu'une seule offre a été remise dans le délai.

CONSIDERANT que le résultat obtenu fait ressortir, après vérification et analyse, que l'offre de la société POMPES FUNEBRES DE FRANCE, candidat unique, s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces travaux et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché de prestations d'exhumation de corps au sein du cimetière de la ville de LA GARDE à la société POMPES FUNEBRES DE FRANCE.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, ceci dans la limite des dépenses évaluées par période au montant maximum de 40 000 € HT (taux de TVA normal).

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'Acte d'Engagement du marché tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que le montant du marché et de signer tous les documents contractuels permettant sa réalisation.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement de la dépense sur le budget de la Ville.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT à LA GARDE, le 31 janvier 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250631-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025-0025

SERVICE ANIMATIONS-TOURISME
Affaire suivie par : Denis DURAND
☎ : 04 94 08 99 18
@ : ddurand@ville-lagarde.fr

VISAS		
RESP	DGAPP	DGS

OBJET : CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « FABIEN RAMADE PRODUCTIONS » POUR LE CONCERT « HIT PARTY 2000 » LE JEUDI 17 JUILLET 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé

CONSIDERANT la proposition de la société « France Cabaret Productions »,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** le contrat de session ci -joint avec la société « Fabien Ramade Productions » représentée par Mme Armelle Richaud en sa qualité de Présidente qui fixe les obligations des 2 parties.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE** acte du montant de la prestation fixée à 53 000,00€ TTC (TVA 5%) et des modalités de paiements telles que définies dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au budget primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation 3162, article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, LE 31 JANVIER 2025

La Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250131-DM2025001-AU
Date de télétransmission : 04/08/2025
Date de réception préfecture : 04/08/2025

imprimerie municipale

PLATEAU 2000 - jeudi 17 juillet 2025

CONTRAT DE CESSION DES DROITS DE REPRESENTATION PUBLIQUE

Entre les soussignés,

sociale	**FABIEN RAMADE PRODUCTIONS**
N° Licences	PLATESV-R-2021-005537 & PLATESV-R-2021-005538
Adresse courrier	50 Chemin de la Pinière 84190 Beaumes-de-Venise France
N° siret	798 129 151 00014
N° TVA Intracommunautaire:	FR83 798 129 151
Représenté par	Armelle RICHAUD
Qualité de	Présidente

Ci-après dénommé le **Producteur** d'une part, et

Raison sociale :	**MAIRIE DE LA GARDE**
Adresse	Rue Jean Baptiste Lavène 83130 La Garde France
N° siret :	21830062200014
N° Licence et catégorie :	
N° TVA Intracommunautaire :	
Représenté par :	madame Hélène Arnaud -Bill
Qualité :	maire
Tél :	04.94.08.99 18
Fax :	
Email :	ddurand@ville-lagarde.fr

Ci-après dénommé **l'Organisateur,** d'une part.

PREAMBULE

Le Producteur dispose du droit de représentation pour le territoire concerné du spectacle (le « Spectacle ») défini ci-après aux Conditions Particulières (« Conditions Particulières »), pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et musiciens et techniciens nécessaires à sa représentation. L'Organisateur, qui dispose d'une licence d'entrepreneur de spectacles, ou qui en est légalement dispensé, est désireux d'organiser une représentation du Spectacle (la « Représentation ») aux conditions convenues avec le Producteur selon les termes du présent contrat décrit aux Conditions Particulières.

Les parties se sont rapprochées afin de conclure le présent contrat (le «Contrat») constitué des Conditions Particulières («Conditions Particulières»), des Conditions Générales («Conditions Générales»), de la Fiche Technique du Producteur («Fiche Technique du Producteur») et de l'Avenant Technique du Producteur («Avenant Technique du Producteur») respectivement prévus en Annexe du contrat.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE225663025-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

I. CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Spectacle

Artiste	L5 / BILLY CRAWFORD / WORLDS APART / Présentation Charly
Nom du Spectacle	HIT PARTY 2000

Article 2 : Lieu de la Représentation

Lieu de la Représentation	Place de la République
Adresse complète	83130 La Garde
Capacité	3000 personnes

Article 3 : Représentation

Date(s) de la représentation(s)	jeudi 17 juillet 2025
Heure de début	21:30
Durée du spectacle	2h environ
Autres artistes	Aucune première partie ne pourra être envisagée sans l'accord du Producteur.
Exclusivité	Aucune exclusivité.
Date de l'annonce officielle	Date de signature du contrat.
Localisation annoncée	LA GARDE

Article 4 : Matériel promotionnel fourni par le Producteur

Dossier de presse numérique	Oui
Biographie numérique	Oui
Photographies libres de droits	Oui
Ex. du dernier enregistrement	Non
Nombre d'affiches fournies	Création des affiches à la charge de l'Organisateur sur la base des éléments fournis par le Producteur.
Formats disponibles	(Affiches 0,40 X 0,60m)
Contact promotion / affiches	info@fabienramade.com

Dans l'hypothèse où l'image de l'artiste serait reproduite sur le billet ou tout autre support, l'Organisateur devra obtenir l'accord préalable du Producteur (bon à tirer).

Article 5 : Transports pris en charge par l'Organisateur

Transports Internationaux	Non
Transports Nationaux	Non
Transferts locaux	Non
Nombre de participants	

Article 6 : Hébergements pris en charge par l'Organisateur

Paraphe Producteur

Accusé de réception en préfecture
083-218300422-20250616-DE1255663025-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Paraphe Organisateur

Hébergement	Non
Catégorie et confort	
Répartition des chambres	
Nombre de chambres	

Article 7 : Repas et catering pris en charge par l'Organisateur

Repas	Non
Catering	Oui / Merci de prévoir une collation en loges (fruits secs et frais, soda, café, thé, miel, etc)
Nombre de participants	15 à confirmer

Article 8 : Autres prises en charge de l'Organisateur

Matériel son et lumière	Non
Backline	Non
Autres	Non
Droits d'auteur	SACEM

Article 9 : Prix de cession et conditions financières

Montant du contrat	50 236,97€
Montant TVA (si applicable)	2 763,03€
Montant TTC	53 000,00€ (cinquante-trois mille EUR)

Article 10 : Modalités de paiement et références bancaires du Producteur

Acompte	50 % à la signature du contrat soit 26.500,00 euros TTC
Solde contrat	50 % par mandat administratif, paiement 30 jours après service fait et réception de la facture, soit 26.500,00 euros TTC
	Facture(s) déposée(s) sur la plateforme Chorus Pro : merci de nous faire parvenir les numéros d'engagement, codes services, etc.
Coordonnées bancaires	SG Titulaire du compte : FABIEN RAMADE PRODUCTIONS IBAN : FR76 3000 3031 8500 0200 3655 954 Code BIC : SOGEFRPP Domiciliation : CARPENTRAS
Référence à préciser	FRP_P90_170725

Facture d'acompte	26500.00 €	31/01/2025	Mandat
Facture de solde	26500.00 €	24/07/2025	Mandat

Article 11 : Billetterie / invitations

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300628-20250616-DE125663025-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Mise en vente effectuée par	Organisateur
Prix public maximum	
Taux TVA de la billetterie	
Envoi des relevés de vente	info@fabienramade.com
Périodicité d'envoi des relevés	hebdomadaire
Invitations producteur	

La mise en vente de la billetterie de la représentation ne pourra être effectuée par l'Organisateur qu'après signature du présent contrat par les deux parties et qu'après paiement au Producteur de l'acompte prévu à l'article 10 des conditions particulières ci-avant, sauf dérogation préalable écrite du Produteur.
Si l'Organisateur décide de son propre chef de procéder à l'ouverture de la billetterie de la Représentation sans respecter ces deux conditions cumulatives et sans dérogation du Producteur, le Producteur sera en droit de résilier le présent contrat aux torts exclusifs de l'Organisateur. Le Producteur recouvrera alors la totalité de ses droits, et l'intégralité des sommes dues par l'Organisateur au Producteur figurant à l'Article 9 des Conditions Particulières deviendra immédiatement exigible.

Article 12 : Méventes

Le nombre insuffisant de billets vendus pour la Représentation ne saurait entrainer une quelconque révision du montant dû au Producteur prévu à l'article 9 des Conditions Particulières ci-avant, ce que L'Organisateur accepte expressément.

II. CONDITIONS GÉNÉRALES

Article préliminaire - Définitions

0.1 Spectacle
Création conçue et élaborée à l'initiative et sous la responsabilité du Producteur, visée à l'article 1 des Conditions Particulières pour laquelle il s'est assuré, dans le cadre de contrats d'engagement distincts aux présentes, du concours notamment de l'artiste et plus généralement de tout autre artiste et technicien nécessaires à sa représentation.

0.2 Fiche Technique
Conditions Générales figurant en annexe, établies par le Producteur au regard notamment des caractéristiques techniques du lieu de représentation du spectacle qu'il déclare connaitre et accepter, et détaillant, au jour de la signature des présentes, les moyens principalement logistiques et techniques nécessaires à la représentation du spectacle.

0.3 Avenant Technique
Document fourni par le Producteur à l'Organisateur en cas de modification au plus tard 30 jours avant la date de (première) représentation, complétant et précisant d'une part et de manière définitive la Fiche Technique et justifiant, d'autre part, de la conformité à la législation en vigueur de tout matériel fourni par le Producteur dans le cadre des présentes.

0.4 Représentation
Voir l'article 3 des Conditions Particulières.

Article 1 - Objet

1.1 Le présent Contrat définit les conditions de la cession par le Producteur des droits de représentation publique du Spectacle dans les conditions plus précisément décrites aux Conditions Particulières. La présente cession est accordée à l'Organisateur dans les conditions de temps et de lieu visées aux articles 2 et 3 des Conditions Particulières.

1.2 En cas de contradiction entre les stipulations du Contrat et/ou entre les stipulations du Contrat et les documents communiqués par le Producteur, l'ordre de prévalence est convenu comme suit :

- Les Conditions Particulières ;
- Les Conditions Générales ;
- L'Avenant Technique du Producteur ;
- La Fiche Technique du Producteur ;

1.3 Les Parties déclarent ne pas souhaiter organiser entre elles une association ni une société en participation ni une société de fait. La responsabilité de chaque partie est limitée à ses propres engagements selon les termes du présent contrat, y compris à l'égard des tiers.

Article 2 - Obligations générales du Producteur

2.1 Le Producteur s'engage à respecter ses obligations contractées en sa qualité d'employeur envers tout personnel artistique et/ou technique engagé par ses soins

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218[illegible]20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

la représentation du spectacle. À ce titre notamment, le Producteur assurera le paiement de leurs rémunérations, charges sociales et fiscales comprises. Il lui appartiendra par ailleurs et notamment d'effectuer les déclarations d'embauche et de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le Spectacle.

Le Producteur certifie sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés en conformité avec la législation du travail (Code du travail art. L.1221-10, L.1221-11, L.1221-12, art. L.3243 et R.3243)

2.2 Le Producteur fournit en cas de modification l'Avenant Technique à l'Organisateur au plus tard 30 jours précédant la date de (première) représentation du spectacle. Les termes de l'Avenant Technique pourront être négociés d'un commun accord par les parties, au regard de sa faisabilité technique et de ses implications financières si elles sont supérieures à 5%. Une fois accepté et signé par les parties, l'Avenant Technique sera annexé au présent contrat par voie d'avenant. L'avenant sera réputé accepté par l'Organisateur en l'absence de retour signé sous 10 jours.

Sauf mention contraire à l'article 8 des Conditions Particulières, le backline, les éclairages et la sonorisation ainsi que d'éventuels accessoires seront fournis par l'Organisateur, conformément à la Fiche Technique qui fait partie intégrante du présent contrat (Annexe 1). Elle devra être retournée au Producteur paraphée et signée par l'Organisateur.

2.3 Le Producteur fournit le matériel promotionnel visé à l'article 4 des Conditions Particulières pour permettre à l'Organisateur d'assurer la promotion et la publicité du spectacle. L'Organisateur s'engage à l'utiliser avec les mentions légales obligatoires (notamment les crédits). Le Producteur le garantit contre tout recours de tiers (photographes...).

Sur demande, le Producteur fournit gratuitement et franco de port les affiches visées à l'article 4 des Conditions Particulières.
Ces documents, à usage de promotion, resteront acquis à l'Organisateur pour toute la durée de promotion du spectacle. Le Producteur s'engage par ailleurs à communiquer, les accords promotionnels conclus par ses soins en vue de permettre à l'Organisateur de s'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de la promotion du spectacle, du respect des obligations souscrites par le Producteur envers ses partenaires média.

Article 3 - Obligations générales de l'Organisateur

3.1 L'Organisateur fournira le lieu de représentation visé à l'article 2 des Conditions particulières, en ordre de marche, et s'engage - si nécessaire- à conclure avec l'exploitant dudit lieu de représentation un contrat définissant les conditions de sa mise à disposition, et, le cas échéant, son coût à charge de l'Organisateur.

Toute modification du lieu de représentation sera soumise à l'accord écrit préalable du Producteur. En cas d'acceptation de ce dernier, l'Organisateur lui en transmettra les caractéristiques techniques (y compris, le cas échéant, la capacité standard du lieu, le nombre de places (assises / debout / exonérées /servitudes) dans les meilleurs délais.

3.2 L'Organisateur effectuera les demandes d'autorisations administratives permettant la représentation du spectacle. Il communiquera au Producteur sur demande expresse, copie desdites autorisations au plus tard 30 jours avant la date de (première) représentation.

3.3 L'Organisateur tiendra le lieu de spectacle à disposition du Producteur pour permettre d'effectuer le montage, les réglages, les éventuels raccords, le démontage et le rechargement.

3.4 L'Organisateur s'assurera de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels de contrôle, de sécurité, secours médical et voirie, nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public et du spectacle.

L'Organisateur sera dans ce cadre tenu d'engager un service de sécurité en fonction de la nature du spectacle, du nombre et du type de public attendu, du lieu de spectacle et des perturbations susceptibles de se produire à l'occasion de la représentation. L'Organisateur s'engage à veiller à ce que les membres dudit service d'ordre réservent le meilleur accueil au public et n'usent de la force qu'en cas de légitime défense ou d'un danger manifeste envers les spectateurs, les personnels du spectacle ou l'artiste.

L'Organisateur sera tenu d'obtenir les éventuelles autorisations administratives nécessaires à la mise en place du service d'ordre susvisé. Il communiquera au Producteur, sur sa demande, copie desdites autorisations au plus tard 15 jours avant la (première) représentation.

L'Organisateur s'engage à ne pas laisser entrer dans le lieu un nombre de spectateurs supérieur à celui éventuellement imposé par une commission de sécurité compétente.
L'Organisateur s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public.

3.5 L'Organisateur s'engage à fournir, au besoin en ayant recours aux services d'un prestataire, les équipements nécessaires à la représentation du spectacle dans le respect de la Fiche Technique modifiée le cas échéant par l'Avenant Technique, et à engager, dans ce cadre, le personnel nécessaire à l'installation technique et au bon fonctionnement desdits équipements dont l'Organisateur assumera la responsabilité.

3.6 L'Organisateur s'engage à ne négocier aucun contrat de partenariat et/ou de sponsoring spécifique à cette représentation, sans l'accord écrit du Producteur et à ne pas utiliser, sauf accord préalable du Producteur, l'image de l'artiste sur des supports autres que les documents promotionnels qui lui sont fournis par le Producteur en application des présentes.

L'Organisateur communiquera à cette fin au Producteur, 30 jours après la signature des présentes, les moyens dont il envisage la mise en œuvre pour les besoins de la promotion du spectacle (plan média, etc.).

L'Organisateur s'engage à ne négocier aucun contrat de partenariat et/ou de sponsoring spécifique à cette représentation, sans l'accord écrit du Producteur et à ne pas utiliser, sauf accord préalable du Producteur, l'image de l'artiste sur des supports autres que les documents promotionnels qui lui sont fournis par le Producteur en application des présentes.

3.7 L'Organisateur garantit le Producteur de tous recours etactions qui seraient le cas échéant exercés à son encontre par tous les personnels, fournisseurs et autres prestataires auxquels l'Organisateur aura recours dans le cadre des présentes.

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE2025061[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

3.8 L'Organisateur mettra à la disposition du Producteur des invitations pour le spectacle, (lesquelles si elles ne sont pas utilisées, pourront être mises en vente par l'Organisateur le soir de la représentation) et des Pass All Access supplémentaires éventuels dans les conditions prévues à l'article 11 des Conditions Particulières.

3.9 La présence d'autres artistes sur la même scène avant ou après la représentation de l'Artiste objet de ce contrat est envisagée avec les restrictions prévues à l'article 3 des Conditions Particulières.

Article 4 - Billetterie

Cet article est applicable dans l'unique cas où la mise en vente du spectacle est effectuée par l'Organisateur dans les conditions prévues à l'article 11 des Conditions Particulières. Dans tous les autres cas, notamment en cas de gratuité, les articles 4.1, 4.2 et 4.3 sont annulés.

4.1 L'Organisateur est responsable de l'établissement de la billetterie (notamment de la création et, en cas de billetterie manuelle, de l'édition des billets) dans le respect des prescriptions légales applicables en la matière, et en supporte l'intégralité des coûts. L'Organisateur est également responsable de la mise en vente de la billetterie et de l'encaissement de la recette correspondante.

4.2 Il est toutefois expressément convenu que le prix de vente et le nombre de billets à éditer seront déterminés d'un commun accord entre les parties comme précisé à l'article 11 des Conditions Particulières, étant précisé que le nombre de billets à éditer ne saurait excéder la capacité d'accueil de la salle de représentation, telle que définie à l'article 2 des Conditions Particulières.

À cet égard, les parties conviennent au jour de la signature des présentes, de la mise en vente de la billetterie dans les conditions prévues à l'article 11 des Conditions Particulières.
Conformément à l'article 279 bis du Code général des impôts, le Producteur certifie, que le nombre de représentations passées du Spectacle permet l'application aux recettes de billetterie du taux de TVA prévu à l'article 11 des Conditions Particulières.

Toute modification ultérieure du prix de vente et/ou du nombre de billets à éditer sera déterminée d'un commun accord entre les parties.

4.3 Sur demande, l'Organisateur fournira au Producteur copie de la facture relative à l'impression des billets ainsi que la copie de la déclaration fiscale prévue à l'article 50 sexies F annexe 4 du Code général des impôts.

L'Organisateur s'engage à procéder et/ou à faire procéder à un pointage des ventes de billets réalisées et rendra compte au Producteur du nombre de billets émis et commercialisés, dans les conditions précisées à l'article 11 des Conditions Particulières.

Article 5 - Prix du spectacle et modalités de paiement

5.1 L'Organisateur s'engage à verser au Producteur, en contrepartie du droit de représentation publique du présent spectacle dans les conditions du présent contrat, la somme précisée à l'article 9 des Conditions Particulières.

5.2 L'Organisateur s'engage à verser au Producteur, en contrepartie de prestations complémentaires prévues par le présent contrat, la somme précisée à l'article 9 des Conditions Particulières.

5.3 Le règlement du prix de cession toutes taxes comprises tel que défini à l'article 9 sera effectué dans les conditions précisées à l'article 10 des Conditions Particulières.

Article 6 - Transports et transferts locaux

Le cas échéant, l'Organisateur prendra en charge les transports et/ou transferts locaux aller-retour pour tous les membres de la formation et leurs bagages (gare ou aéroport / hôtel / lieu de représentation) en tenant compte précisément des horaires de chacun dans les conditions précisées à l'article 5 des Conditions Particulières.

Article 7 - Hébergement

Le cas échéant, l'Organisateur hébergera à ses frais, tous les membres de la formation et devra prendre ses dispositions afin de réserver à l'avance le nombre de chambres nécessaires dans les conditions précisées à l'article 6 des Conditions Particulières.

Article 8 - Repas, catering et loges

8.1 Le cas échéant, l'Organisateur mettra un catering à disposition dans les loges des artistes et techniciens, dans les conditions précisées à l'article 7 des Conditions Particulières.
Le cas échéant, l'Organisateur aura à sa charge les repas pour tous les membres de la formation, et prêtera attention aux éventuels différents régimes alimentaires, dans les conditions précisées à l'article 7 des Conditions Particulières.

8.2 L'Organisateur devra mettre à la disposition des artistes une ou plusieurs loges à proximité de la scène afin que ceux-ci puissent exécuter leur représentation dans les meilleures dispositions possibles conformément à la Fiche Technique ou l'Avenant Technique le cas échéant.

Article 9 - Produits dérivés (merchandising)

Sauf précisions contraires à l'article 8 des Conditions Particulières (Autres), la vente éventuelle de produits dérivés (CD, affiches ...) sera effectuée par les soins du Producteur exclusivement, et à ses propres frais. L'Organisateur mettra alors gracieusement à disposition un espace suffisant et le matériel nécessaire à l'installation de la vente des produits dérivés (tables, chaises...). Une séance de dédicaces pouvant éventuellement être organisée à l'issue de la représentation, à la seule discrétion de l'Artiste et en accord avec l'Organisateur le jour de la Représentation.

Article 10 - Droits d'auteur et taxe fiscale

Le répertoire interprété lors de la représentation objet de ce contrat est protégé dans les conditions précisées à l'article 8 des Conditions Particulières.
Le Producteur assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs et précisera, à cette occasion, l'identité de l'Organisateur.

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE2556[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

L'Organisateur aura à sa charge le versement de ces droits auprès des sociétés d'auteurs compétentes sur le territoire concerné.
Dans le cadre de représentations payantes sur le territoire français, et sauf précisions contraires à l'article 9 des Conditions Particulières, l'Organisateur aura également à sa charge le versement de la taxe fiscale sur les spectacles si applicable.

Article 11 - Enregistrement et diffusion

11.1 L'Organisateur sera responsable de faire respecter par tous tiers, les interdictions de captation du spectacle, par tous procédés photographiques ou d'enregistrements sonores et/ou visuels.

11.2 En dehors des émissions radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au maximum, pour lesquelles l'Organisateur en informera préalablement le Producteur, tout enregistrement et/ou diffusion même partiel du spectacle, objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre le Producteur et l'Organisateur.

11.3 Toute exploitation commerciale vidéographique et/ou phonographique et/ou par tout moyen connu ou inconnu de ladite captation est interdite sauf accord préalable et écrit de l'artiste, de son éventuel producteur phonographique, du producteur du spectacle, ainsi que de l'ensemble des autres ayants-droit de la captation et/ou de la représentation elle-même (y compris, notamment, le réalisateur de la captation, les éventuels auteurs de la représentation scénique (metteur en scène, chorégraphe, etc.) et le cas échéant les éditeurs et/ou auteurs des œuvres musicales interprétées pendant la représentation).

11.4 Il demeure entendu que si le Producteur envisage de procéder lui-même à la captation et l'exploitation d'enregistrement du spectacle, il sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice ; il fera son affaire de toutes les dépenses afférentes à cet enregistrement et de la régularisation de tous les accords nécessaires avec des tiers relativement à de tels enregistrements.

Article 12 - Respect de la règlementation en vigueur sur la prévention des risques professionnels

Cet article est applicable uniquement aux spectacles organisés sur le territoire français.
Les parties déclarent avoir pris connaissance des obligations qui leur incombent notamment en application de la réglementation ainsi qu'en matière de sécurité du travail, en vertu notamment des articles R. 4511 et suivants du Code du travail qui prévoient l'élaboration commune d'un plan de prévention des risques professionnels encourus par les salariés de plusieurs employeurs en cas de coactivité.

Les parties s'engagent ainsi à établir ce plan de prévention dans les meilleurs délais à compter de la signature des présentes, en s'appuyant notamment sur la Fiche Technique remise par le Producteur.

Ce document doit être établi entre tous les employeurs concernés par le spectacle, objet des présentes : lieu du spectacle, diffuseur, prestataires...
La responsabilité globale de l'établissement du plan de prévention et de la coordination des mesures y afférant est à la charge du Producteur. Après signature par tous les employeurs, le plan de prévention sera annexé au présent contrat dont il fera partie intégrante.

Article 13 - Assurances

13.1 Assurances à la charge du Producteur

Le Producteur fera son affaire personnelle de souscrire toute police d'assurances (notamment responsabilité civile professionnelle, personnel et matériel du spectacle, annulation de spectacle...) pour les risques lui incombant aux termes des présentes.

13.2 Assurances à la charge de l'Organisateur

L'Organisateur devra faire son affaire personnelle de souscrire toute police d'assurances (notamment responsabilité civile professionnelle, personnel et matériel du spectacle, dommages au lieu du spectacle et à ses alentours, annulation de spectacle au bénéfice du Producteur couvrant le prix de vente du spectacle tel que défini à l'article 9 des Conditions Particulières ou à le garantir lui-même) pour les risques lui incombant au terme des présentes et couvrant le bon déroulement du spectacle.

13.3 Recours

Le Producteur, l'Organisateur et leurs compagnies d'assurance renoncent d'ores et déjà à tous recours concernant les risques et conséquences liés au bon déroulement du spectacle et s'engagent à ce que leurs prestataires et sous-traitants respectifs soient couverts par leurs propres polices d'assurances. L'Organisateur et le Producteur tiendront à disposition mutuelle tout justificatif de ces assurances.

13.4 Spectacle en plein air

Il est expressément convenu entre les parties que sauf autorisation écrite et préalable du Producteur, aucun spectacle ne peut avoir lieu en plein air sans couverture de scène. Si le Producteur autorise le spectacle en plein air, l'Organisateur s'engage à prévoir et à utiliser en cas de conditions atmosphériques défavorables, une installation couverte conforme aux normes en vigueur et respectant la réglementation en vigueur sur les structures « ambulantes » accueillant du public. Si tel n'est pas le cas, le Producteur décidera de l'annulation de la représentation aux torts exclusifs de l'Organisateur, et l'intégralité du prix de cession sera due. L'Organisateur s'engage à souscrire une assurance couvrant les risques d'intempéries garantissant le prix de vente du spectacle tel que défini à l'article 9 des Conditions Particulières ou à le garantir lui-même.

13.5 Spectacle sous chapiteau

Dans le cas d'un spectacle sous chapiteau, l'Organisateur devra impérativement recevoir (pour des raisons techniques) l'agrément du Producteur. L'Organisateur s'engage et sera seul responsable du respect de la réglementation et de l'obtention des autorisations

sur l'accueil du public dans ledit chapiteau. L'Organisateur s'engage à souscrire une assurance couvrant les risques d'intempéries garantissant le prix de vente du spectacle tel que défini à l'article 9 des Conditions Particulières ou à le garantir lui- même.

Article 14 - Annulation de la représentation

14.1 Annulation de la représentation en cas de force majeure :
En cas de force majeure tel que défini par la réglementation en vigueur et la jurisprudence, ou de maladie dûment constatée de l'Artiste, le présent contrat sera rompu sans indemnité et les avances perçues seront immédiatement restituées. Les intempéries ne constituent pas un cas de force majeure. En dehors des cas

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE2025061[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

précités, la rupture de contrat sera indemnisée comme suit

14.2 Annulation de la représentation, hors cas de force majeure : Annulation à l'initiative de l'Organisateur :
En cas d'annulation du fait de l'Organisateur, hors cas de force majeure, plus de 90 (quatre-vingt-dix) jours avant la Représentation : l'Organisateur sera redevable envers le Producteur de 50 % (cinquante pour cent) du prix de cession, à titre d'indemnités ; ainsi, la somme versée à titre d'acompte sera de plein droit acquise au Producteur, ce que l'Organisateur accepte expressément.

En cas d'annulation du fait de l'Organisateur, hors cas de force majeure, moins de 90 (quatre-vingt-dix) jours avant la Représentation : l'Organisateur sera redevable envers le Producteur de l'intégralité du prix de cession, à titre d'indemnités ; ainsi la somme versée à titre d'acompte sera définitivement acquise au Producteur, et le solde sera de plein droit immédiatement exigible, ce que l'Organisateur accepte expressément.

Annulation à l'initiative du Producteur :
En cas d'annulation du fait du Producteur, hors cas de force majeure, le Producteur s'engage à restituer sans délais à l'Organisateur les sommes déjà perçues au titre du présent contrat de cession.

14.3 Inexécution par l'Organisateur :
En cas d'inexécution partielle ou totale par l'Organisateur de ses obligations à l'exception des défauts de paiement, le Producteur fera connaître à l'Organisateur les faits constituant la violation contractuelle. L'Organisateur disposera d'un délai de huit jours pour remédier à sa carence et fournir toutes explications utiles. Si l'Organisateur n'a pas remédié aux manquements dans le délai imparti, le Producteur sera en droit, si bon lui semble de résilier le présent contrat et d'obtenir de l'Organisateur le paiement de l'intégralité du prix de cession indiqué aux présentes, à l'article 9 des Conditions Particulières.

14.4 Défaut de paiement :
En cas de défaut de paiement de tout ou partie des sommes dues par l'Organisateur, et huit jours après présentation d'une mise en demeure par tout moyen avec accusé de réception restée infructueuse, les présentes seront résiliées de plein droit. Le Producteur recouvrera alors la totalité de ses droits sur le spectacle objet des présentes, les sommes déjà reçues restant en tout état de cause, définitivement acquises au Producteur et les sommes dues devenant immédiatement exigibles à titre d'indemnité. L'Organisateur devra, dans ce cas, retourner immédiatement, à ses frais risques et périls tous les éléments appartenant au Producteur d'ores et déjà en sa possession.

Sauf dérogation préalable et écrite du Producteur, l'Organisateur devra impérativement régler l'intégralité du prix prévu à l'article 9 des conditions particulières avant la montée sur scène de l'Artiste. Si tel n'est pas le cas, le Producteur sera en droit de se prévaloir de l'application de l'article 14.4 et de résilier le présent contrat aux torts exclusifs de l'Organisateur. Le Producteur recouvrera alors la totalité de ses droits, et l'intégralité des sommes dues par l'Organisateur au titre du présent contrat deviendra immédiatement exigible.

14.5 En cas de maladie ou d'impossibilité physique de l'Artiste de fournir lui-même les prestations scéniques désignées aux présentes, le Producteur ne sera pas en mesure d'assurer ses propres obligations telles que rappelées aux présentes, celles-ci étant indissociablement attachées aux prestations de l'Artiste ; le Producteur s'engage toutefois dans une telle hypothèse à en informer immédiatement l'Organisateur et à lui fournir tout justificatif relatif à cet empêchement dont il disposerait.

En conséquence de quoi et dans ce cas, l'Organisateur dispense le Producteur d'exécuter ses obligations dans les termes du présent contrat, en contrepartie de quoi, le Producteur renonce irrévocablement et définitivement au prix de la cession des droits visé à l'article 9 des Conditions Particulières. Les parties renoncent à toute revendication au titre d'indemnités quelconques consécutives à la situation créée par l'impossibilité de l'Artiste d'exécuter ses performances dans les conditions rappelées plus haut, à l'exception toutefois de la mise en œuvre des polices d'assurances contractées par l'une et/ou l'autre des parties à ce titre.

Elles s'engagent en outre à rechercher par tout moyen la possibilité en cohérence avec les disponibilités et l'emploi du temps de l'Artiste, une autre date d'exécution du présent contrat. Dans ce cas, l'ensemble des dispositions du présent contrat s'appliqueront, y compris les dispositions de l'article 10 des Conditions Particulières, étant entendu que les parties négocieront de bonne foi l'échéancier de paiement applicable au prix de cession visé à l'article 9 des Conditions Particulières en tenant compte notamment de la nouvelle date de représentation du Spectacle ainsi arrêtée entre les parties.

Clause COVID 19

Toute annulation pour raison de Covid 19 devra résulter d'un arrêté préfectoral. En ce cas seulement cette annulation relèverait d'un cas de force majeure. L'Organisateur et le Producteur s'engagent mutuellement à s'entendre sur une date de report dans les 12 mois suivant la date prévue de la représentation avant d'envisager une annulation pure et ferme.

Article 15 - Loi du contrat

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le français est la langue faisant foi quant à l'interprétation des présentes.

Article 16 - Attribution de juridiction

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Paris.

Article 17 - Durée de validité du contrat

Ce contrat de cession des droits de représentation publique doit être signé et retourné par l'Organisateur au Producteur dans un délai de 15 jours à compter du 16/01/2025.
Les parties soussignées déclarent avoir pris connaissance des conditions du présent contrat qu'elles s'engagent et s'obligent à respecter et à accomplir scrupuleusement et sans réserve.

Article 18 - Annexes

Sont annexés aux présentes pour en faire partie intégrante les documents suivants :
- Annexe 1 : la Fiche Technique du Producteur.

Paraphe Producteur

Paraphe Organisateur

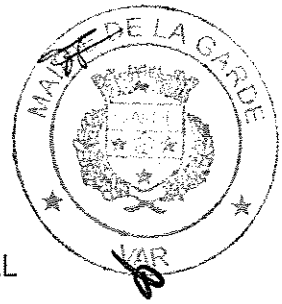
Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE2556[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Fait à Beaumes de Venise, le 16/01/2025 En deux exemplaires.

LE PRODUCTEUR L'ORGANISATEUR

(Faire précéder la signature de la mention "Lu et approuvé Bon pour accord sur tous les termes" + cachet commercial)

" Lu et Approuvé,
bon pour accord sur tous les termes"



Hélène ARNAUD-BILL
(Maire de La Garde)

Paraphe Producteur Paraphe Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE1255663025-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0026

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND

Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE BUREAU POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE- MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT la nécessité pour la commune d'acquérir des fournitures de bureau à destination de l'ensemble des services municipaux de la Ville de LA GARDE.

CONSIDERANT que ces fournitures concernent tous les services de la Ville et qu'ils doivent être exécutés en fonction de leurs besoins, il a été décidé de lancer une consultation en procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande Publique. La consultation donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Le marché est conclu pour une durée initiale allant du jour de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025 et pouvant faire l'objet de trois (3) reconductions tacites d'une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

CONSIDERANT que les dépenses sont évaluées par période pour un montant maximum de 35 000 € HT soit 42 000 € TTC.

CONSIDERANT que suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié, treize (13) dossiers de consultation, ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Deux (2) plis, conformes sont parvenus dans le délai imparti par voie dématérialisée.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que l'offre, complète et conforme, de la SOCIETE NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché de fourniture de bureau pour les besoins de la Ville de la GARDE à la SOCIETE NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires contractuel servant de détail quantitatif estimatif non contractuel, ceci dans la limite des dépenses évaluées réparties comme énoncé ci-dessus.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'acte d'engagement tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que le montant du marché et de signer tous les documents contractuels permettant sa réalisation.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 31 janvier 2025.

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250131-DM2025003026-AU
Date de télétransmission : 03/02/2025
Date de réception préfecture : 03/02/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0027

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°27
Affaire suivie par :
fchaumontet@ville-lagarde.fr (poste 1272)

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE JEREMY ATTARD

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la volonté de la municipalité de programmer des rencontres culturelles dans le cadre des actions la médiathèque municipale.

CONSIDERANT les propositions présentées par la médiathèque et leurs validations en commission de la culture du 19/11/2024.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat de prestation de service de JEREMY ATTAR pour la conférence « Votre cerveau vous joue des tours » le vendredi 14 mars à 18h dans l'auditorium de la médiathèque.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation fixé à **300 € TTC** (trois cents euros TTC.).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3212 C art 6288.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 30 janvier 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250130-DM2025000027-AU
Date de télétransmission : 05/02/2025
Date de réception préfecture : 05/02/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRESTATION
Jérémy ATTARD

ENTRE LES SOUSSIGNES :
Mairie de La Garde
BP 121
83957 – LA GARDE
Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14 CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par Madame Hélène ARNAUD BILL, en qualité de Maire
Ci-après dénommé « **L'ORGANISATEUR** » d'une part

ET,
Monsieur Jérémy ATTARD
8 rue Gillibert
13005 MARSEILLE
N° SIRET : 84407223100013
Représentée par : lui-même en qualité de conférencier
Ci- après dénommée « **L'INTERVENANT** » d'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT CONTRAT

L'INTERVENANT s'engage à donner une conférence vendredi 14 mars 2025 à 18h dans l'auditorium de la médiathèque intitulée : « votre cerveau vous joue des tours ! Perception de l'information et esprit critique ».

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE L'INTERVENANT

L'INTERVENANT s'engage à effectuer les déclarations nécessaires auprès des organismes officiels pour être en règle avec la législation du travail. (URSSAF)
Le cas échéant, s'il estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose l'organisateur, il devrait lui-même et à ses frais en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de conférence.
Il assurera le service général : accueil et service de sécurité. Il sera responsable de la demande et de l'obtention des éventuelles autorisations administratives et s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité.

ARTICLE 4 : PAIEMENT

L'ORGANISATEUR s'engage à verser à L'INTERVENANT sur présentation d'une facture la somme de 300 € TTC (trois cents euros toutes taxes comprises) à l'issue de la prestation et dépôt de la facture sur le site Chorus Pro
Le règlement sera effectué par mandat administratif.

Accusé de réception en préfecture
083-21[illegible]
Date de télétransmission : 05/08/2025
Date de réception préfecture : 05/08/2025

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'INTEVENANT est tenu d'assurer contre tous les risques les objets lui appartenant.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation dans le lieu précité.

ARTICLE 6 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation de la juridiction administrative compétente mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation).

Fait à La Garde, le 30 /01/2025
En 2 exemplaires

L'INTERVENANT

Jérémy ATTARD

L'ORGANISATEUR

Hélène ARNAUD BILL

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE1255613012-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0028

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE LOT N° 2 – AVENANT N°1 A INTERVENIR AVEC LE GROUPEMENT SUD CHARPENTES ET TECH BOIS CONCEPT.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique

VU la décision municipale n°2024/0148 du 27 Mars 2024 transmise en préfecture le 3 Avril 2024 relative à l'attribution du marché n°2024/013 - Lot 2 Structure bois / Charpente bois / Couverture / Etanchéité au groupement SUD CHARPENTES/TECH BOIS CONCEPT.

VU le projet d'avenant

CONSIDERANT qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux et à la demande du maitre d'ouvrage, des ajustements se sont avérés nécessaires notamment le remplacement de l'essence de bois plus résistants aux intempéries, ainsi que la modification du dimensionnement du bandeau de rive permettant de recouvrir les chevrons pour une meilleure résistance aux vents dominants.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250808-DM2025002B-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

CONSIDERANT que cette modification engendre une plus-value pour le marché n°2024/013 au groupement SUD CHARPENTES/TECH BOIS CONCEPT pour le lot 2 : Structure bois / Charpente bois / Couverture / Etanchéité, d'un montant de 3 835.44 € T.T.C, soit une augmentation de 0.92 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 416 387.40 € T.T.C. à 420 222.91 € T.T.C.

CONSIDERANT qu'afin de prendre en compte cette modification, il convient, en application des règles inhérentes à la dévolution des marchés publics et conformément à l'article R2194-2 et suivant du code de la commande publique, de conclure un avenant avec le groupement SUD CHARPENTES/TECH BOIS CONCEPT pour le marché 2024/013 Lot 2 : Structure bois / Charpente bois / Couverture / Etanchéité.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** des dispositions énoncées ci-dessus, ainsi que du coût des prestations supplémentaires du marché n°2024/013, d'un montant de 3 835.44 € T.T.C, soit une augmentation de 0.92 % du montant du marché initial.

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** tous les documents nécessaires à la passation de l'avenant n°1 au marché n°2024/013 pour le lot n°2 : Structure bois / Charpente bois / Couverture / Etanchéité conclu avec le groupement SUD CHARPENTES/TECH BOIS CONCEPT, portant ainsi le montant du marché de 416 387.40 € T.T.C. à 420 222.91 € T.T.C.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 3 Février 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Hélène DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250208-DM2025002B-AU
Date de télétransmission : 05/08/2025
Date de réception préfecture : 05/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0029

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : JB/FF/FC/ 2025 N°029
Affaire suivie par :
Flora CHAUMONTET (poste 1272)
fchaumonet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE CESSION ASSOCIATION ABRACADABRA MUSIQUES

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité de programmer des rencontres culturelles dans le cadre du programme d'animations de la médiathèque municipale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'ACCEPTER le contrat de cession de l'Association ABRACADABRA MUSIQUES pour le spectacle « TIC-TAC » représentation le 05 avril 2025 à 10h15 et 11h15- Espace jeunesse de la médiathèque.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant de la prestation fixé à **850 €** (Huit cent cinquante euros) TVA non applicable.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025, section fonctionnement, imputation 3212 C art. 6288.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 04 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250204-DM2025020029-AU
Date de télétransmission : 05/02/2025
Date de réception préfecture : 05/02/2025

imprimerie municipale

abracadabra musiques
Spectacles Jeune Public

CONTRAT DE CESSION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Raison Sociale : Mairie de La Garde
BP 121
83957 – LA GARDE
Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14
CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par **Madame Hélène ARNAUD-BILL**, en qualité de Maire

Ci-après dénommé « **L'ORGANISATEUR** » d'une part

ET

Raison Sociale : Association Abracadabra Musiques
Hameaux du Chateau Vert
27, placette Dronte
83110 Sanary sur Mer
Tél : 06 64 72 81 00
RNA W832021930
SIRET N° 987799905 00011
CODE APE 90.01Z
Licence d'entrepreneur de spectacles - L-D-24-3069

e-mail : abracadabra.musiques.cie@gmail.com

représentée par M. Philippe Bouteloup, en qualité de Président,
Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** » d'une part

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

1 - OBJET : Spectacle très jeune public « **Tic-Tac** »

Lieu de la représentation : Médiathèque de La Garde.
Dates des représentations : 05 avril 2025.
Nbre de Représentations : 2 représentations de 30 minutes pour une jauge de 60 personnes maximum (enfants et adultes compris).
Horaire des représentations : 10h00 et 11.15
Temps de montage et balance : Cf. fiche technique

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250106-DM2250629-AU
Date de télétransmission : 09/08/2025
Date de réception préfecture : 09/08/2025

abracadabra musiques
Spectacles Jeune Public

2 - CONDITIONS FINANCIERES :

L'Organisateur s'engage à verser au producteur sur présentation d'une facture en contrepartie de la présente cession la somme de :

850 € huit cent cinquante euros)

Frais de représentation : 850 €
(TVA non applicable, Art 293B du CGI)

Le règlement des sommes dues au producteur se fera par mandat administratif et sur présentation d'une facture accompagnée d'un RIB présentée à l'issue de la manifestation.

3 - OBLIGATION POUR L'ORGANISATEUR

L'organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de fonctionnement y compris le personnel demandé. Il assurera, en outre, le service général du lieu, rémunérations, charges sociales et fiscales de ce personnel.

L'Organisateur s'engage à fournir un lieu de stockage **sécurisé** pour le matériel du spectacle durant la présence de la compagnie dans la ville d'accueil.

L'organisateur assurera le paiement des droits d'auteurs.

4 - OBLIGATION POUR LE PRODUCTEUR

Le producteur fournira le spectacle et assumera la responsabilité artistique des représentations.
En sa qualité d'employeur, il assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales de son personnel attaché au spectacle.

Seul la réception de l'ensemble de ce document permettra de reserver définitivement la date du spectacle.

5 - CLAUSES PARTICULIERES

Aucun enregistrement filmé, télévisé, radiographique ne pourra être entrepris sans l'autorisation écrite de l'artiste.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025080129-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

abracadabra musiques
Spectacles Jeune Public

6 - ANNULATION DE CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte, dans les cas reconnus de force majeure y compris crise sanitaire et en cas de maladie dûment constatée par un médecin d'un artiste ou technicien irremplaçable au bon déroulement du spectacle.
La partie dans l'obligation d'annuler devra informer l'autre partie en temps voulu.
L'annulation prend effet par un accusé de réception envoyé par courrier ou e-mail.

Dans les cas de représentations en plein-air, la pluie ou le mauvais temps ne constituent pas un cas de force majeure ; l'organisateur se doit de prévoir un lieu de repli, le salaire total restant dû à la compagnie que la manifestation ait eu lieu ou non.

Hormis les cas pré-cités, la partie qui rompra le présent contrat devra verser à l'autre partie à titre de compensation le remboursement des frais déjà engagés.
En cas d'annulation de la représentation par l'Organisateur pour une raison autre que la force majeure y compris crise sanitaire ou la cause grave et à moins de 30 jours francs avant le début de la représentation, un montant correspondant à 20 % du coût sera dû au Producteur.
En cas d'annulation de l'inscription par l'Organisateur pour une raison autre que la force majeure y compris crise sanitaire ou la cause grave et à moins de 15 jours francs avant le début de la représentation, la totalité du coût sera due au Producteur.

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Toulon (83), mais seulement après épuisement des voies amiables.

L'Organisateur :

Hélène ARNAUD BILL

Fait à Sanary sur Mer,
le 9 janvier 2025

Le Producteur :

MAIRIE DE LA GARDE (VAR)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250106-DE1255620129-AU
Date de télétransmission : 09/08/2025
Date de réception préfecture : 09/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0030

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°30
Affaire suivie par : Cécile Boulate-Dominichetti
SERVICE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
(poste 33.22)
sports@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : TARIFICATION DE LA MANIFESTATION SPORTIVE « LA GARDE RUN PARTY » DU 16 MAI 2025.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la Municipalité d'organiser une manifestation sportive, organisée par le Service des Sports, nommée « La Garde Run Party » ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'adopter le tarif unique de 6 euros pour la participation à cette activité :

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 4 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250804-DM2550030-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0031

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°31
Affaire suivie par : Cécile Boulate-Dominichetti
SERVICE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
(poste 33.22)
sports@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET :CONVENTION RELATIVE A LA PRESTATION DE VENTE DE BILLETS ELECTRONIQUES PAR LA SOCIETE TRUSTWEB DANS LE CADRE DE LA GARDE RUN PARTY DU VENDREDI 16 MAI 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT qu'une convention entre la commune de La Garde et la société Trustweb permettrait une vente de billets électronique pour la manifestation « LA GARDE RUN PARTY » du vendredi 16 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : de signer une convention avec la société Trustweb pour la manifestation « La Garde Run Party » du vendredi 16 mai 2025

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 4 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250204-DM2025020[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

Contrat de commercialisation de billetterie

ENTRE

- La commune de La Garde, représentée par son maire Mme Hélène ARNAUD-BILL, habilité par la délibération n°2 du Conseil Municipal du 8 novembre 2022.

ci-après désignée « l'Organisateur », d'une part,

- La société Trustweb SASU, éditeur de la solution BILLETWEB, représentée par M. Théophile GURLIAT, en sa qualité de Président.
  Trustweb S.A.S.U. au capital de 25 000€ - 14 Rue Ernest Psichari, 75007 Paris – Numéro de SIRET : 800 575 045 R.C.S Paris - TVA intra : FR6800575045 - APE : 4719B – Tél : 01 42 25 37 96 – E-mail : contact@trustweb.fr

ci-après désignée « BILLETWEB », d'autre part

PREAMBULE

L'Organisateur souhaite offrir la possibilité aux spectateurs d'acheter des places de spectacle en ligne. La solution « Billetterie en ligne » (www.billetweb.fr), développée par la Société, propose une palette complète de fonctionnalités (réservations en lignes, ventes en lignes, gestion des ventes en guiche, etc.) Les conditions de vente en ligne de billets par BILLETWEB pour l'Organisateur sont déterminées par le présent contrat.

Il est convenu, ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'acceptation des Conditions Générales de Vente et d'Utilisation du site internet billetweb.fr (CGVUS) annexées à ce contrat, la détermination de la durée du contrat, le montant de la commission appliqué à la vente de billets en ligne ainsi que les modalités de règlement.

ARTICLE 2 : ACCEPTATION DES CGVUS

Par le présent contrat, l'Organisateur et la BILLETWEB s'engagent à respecter les CGVUS annexées.

ARTICLE 3 : DUREE DU PRESENT CONTRAT

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2556201H-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée et peut être résilié à tout moment par l'Organisateur sans préavis.

ARTICLE 4 : CALCUL DE LA COMMISION

La Société percevra une rémunération sous forme de commission de 0,29€ + 1% du prix de vente par billet pour les billets payés en ligne.

BILLETWEB s'engage à informer l'Organisateur de toute modification du tarif de sa commission au plus tard 1 mois avant l'application de la modification.

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour les ventes en ligne

Article 5.1 : Deux transactions instantanées auront lieu : l'achat des billets par BILLETWEB à l'Organisateur et leur revente par BILLETWEB aux acheteurs.

Article 5.2 : BILLETWEB établit une facture au nom et pour le compte de l'Organisateur faisant apparaitre le montant total de la vente en ligne, le montant des commissions sur la vente en ligne

Article 5.3 : La Société reversera le montant net des ventes (déduction faite de la commission) à l'Organisateur à réception du titre exécutoire.

Pour les ventes en direct

BILLETWEB agit en qualité de prestataire et mandataire. Il émet des factures en nom et pour compte de l'Organisateur et porte les opérations à connaissance de l'Organisateur via une reddition de compte. L'encaissement est réalisé par l'Organisateur.

Fait le 4 février 2025 à La Garde en 2 (deux) exemplaires.

Pour BILLETWEB

M. Théophile GURLIAT, Président

L'Organisateur

Le Maire, Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250804-DM2550804-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0032

SERVICE : CONTENTIEUX
REF. : ER/AG/25/035/C-489

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : EXPERTISE JUDICIAIRE APPEL COMMUNE CONTRE CONSORTS [redacted] - ASSISTANCE GEOTECHNIQUE SOCIETE ABO ERG DU 19 NOVEMBRE 2024 – REGLEMENT HONORAIRES

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT l'arrêt Avant Dire Droit rendu par la Cour d'Appel d'AIX EN PROVENCE le 19 septembre 2024 ordonnant une nouvelle expertise de la parcelle AW 288 située à LA GARDE (83130) 296 chemin du Fort de Sainte-Marguerite, propriété des [redacted] et de la [redacted] fixée au 19 novembre 2024,

CONSIDERANT la nécessité, pour la Commune, de s'adjoindre l'assistance d'un expert spécialisé en techniques d'inspection des sols, en géologie et en hydrologie, le jour de cette expertise,

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter la facture n° 25SG0051 du 29 janvier 2025, d'un montant TTC de 2 798.40 €, conforme au devis n° SG240546 du 15 novembre 2024 validé par la Commune le 18 novembre 2024, émise par la Société ABO ERG GEOTECHNIQUE située à LA SEYNE SUR MER (83500) – 243 avenue de Bruxelles.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'ACCEPTER la facture n° 25SG0051 du 29 janvier 2025, d'un montant TTC de 2 798.40 € émise par la Société ABO ERG GEOTECHNIQUE située à LA SEYNE SUR MER (83500) – 243 avenue de Bruxelles.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 04 février 2025

Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250204-DM2025003202-AU
Date de télétransmission : 05/02/2025
Date de réception préfecture : 05/02/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0033

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°32
Affaire suivie par :
Cécile Boulate-Dominichetti (poste 33.22)
cboulate@ville-lagarde.fr

VISAS		ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	

OBJET : CONVENTION CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS POUR LA GARDE RUN PARTY/NUIT DU SPORT AVEC LA PROTECTION CIVILE DU VAR

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT qu'une convention est nécessaire entre la Commune de La Garde et la Protection Civile du Var pour la mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours,

DECIDE

ARTICLE 1 : AUTORISE Madame le Maire à signer avec le Président de la Protection Civile du Var, une convention pour un dispositif de secours prévisionnel pendant « La Nuit du Sport – La Garde Run Party » du vendredi 16 mai de 19h à 00h.

ARTICLE 2 : la Commune de La Garde versera 547 euros pour cette prestation.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 4 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250204-DM2025002-AU
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

imprimerie municipale

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER
Protection Civile du Var

Qualiopi processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEMANDE DE DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS

Afin d'évaluer vos besoins sur le poste de secours pour lequel vous nous sollicitez, nous vous demandons de bien vouloir remplir le questionnaire ci-dessous et de nous le renvoyer signé par mail au plus vite à service.dps@var.protection-civile.org

Organisme Demandeur

Raison sociale : Mairie de la Garde

Adresse : Maison des Sport - BP 121 av. Y-B Lalène

Téléphone fixe : 0498040422 Téléphone Portable : _____

Fax : _____ Mail : cboulate@ville-lagarde.fr

Représenté légalement par (*en qualité de*): Mme le Maire Hélène Audy

Informations sur la Manifestation

Nom de la manifestation : "La Garde Non Party / Nuit du Sport"

Adresse exacte du lieu de manifestation : Rue Robespierre 83130 La Garde

A partir du : 16/05/2025 de : 18h30 au : 16/05/2025 à 00H__

Heure souhaitée de mise en place de l'équipe de secours : 18 H 30

Demande faite pour : ☒ Le public présent ou ☒ Les acteurs de la manifestation

Demande pour : ☒ Équipe de secours (+matériel)
- ☐ Infirmier (+matériel)[1]
- ☐ Médecin (+matériel)[1]
- ☐ Présence d'un véhicule type « Ambulance » demandé
- ☐ Mise en place d'une tente de 18m²
- ☐ Mise en place d'une tente de 40²

Repas fournis par l'organisateur : (OUI) ~~NON~~

1 Un devis distinct de celui de la demande d'équipe de secours vous sera adressé

Protection Civile du Var – 357 route de Marseille – 83200 TOULON / Tél. : 04.94.91.08.83

Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - E-mail : var@protection-civile.org - web : protection-civile-83.org

AGREEE DE SECURITE CIVILE – ARRETE DU 30 AOUT 2006 _ RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE – DECRET DU 14 NOVEMBRE 1969 ET ARRETE DU 15 OCTOBRE 1996 – AGREEE ET LIEE PAR LA CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE L'INTERIEUR – 9 OCTOBRE 1987 CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE LA SANTE – 10 JANVIER 1992

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM255620250806-AU
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER
Protection Civile du Var

Qualiopi processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Contact sur place

Nom du contact sur place : Mme Sandrine Assante di Capillo

Fonction de ce contact : Responsable Equipe Téléphone portable : 06 17 02 25 96

Nature de la demande

Effectif estimé d'acteurs : ~~/~~ Tranche d'âge : /

Effectif estimé public : ~1500 Tranche d'âge : Tous publics

Personnes avec besoins particuliers : - Communication (traducteur) :
- Déplacements (chaise roulante...) :
- Autres : Equipe prévue par les PNR

Durée de présence du public : 5H00

Public : ☐ Assis ☒ Debout ☐ Statique ☒ Dynamique

Caractéristiques de l'environnement et de l'accessibilité du site

Activité/Type : Activités sportives + course cycliste de nuit

Structure : Permanente ~~Non Permanente~~ Types : Gymnase - complexe sportif

Sur voie publique : ☒ NON ☐ OUI, Si oui : ☐ Ouvert ☐ Fermé

Dimension de l'espace naturel : ~3000 m²

Distance entre les deux points les plus éloignés du site : 300 m

Risques Particuliers :

Accès de secours réservé : ☒ OUI ☐ NON

Autres conditions d'accès difficiles :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250829-[illegible]-AU
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

Protection Civile du Var

Qualiopi processus certifié

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Structures fixes de secours les plus proches

Centre d'incendie et de secours de : caserne la Garde — Distance : 1,5 Km
Structure Hospitalière de : Ste Musse — Distance : 6,6 Km

Documents Annexés

☐ Arrêté Municipal et/ou préfectoral :
☒ Plans du site :
☐ Annuaire téléphonique du site :
☐ Avis de la commission de sécurité :
☐ Autres :

Autres secours présents sur place

☐ Médecin : Nom : — Téléphone :
☐ Infirmier : Nom : — Téléphone :
☐ Kinésithérapeutes ☐ Ambulance privée ☐ Autres :

Secours Publics : ☐SMUR, ☐Pompiers, ☐Police, ☐Gendarmerie, ☒ Police Municipale
Autre :

Modalité de règlement de la prestation

Protection Civile du Var – 357 route de Marseille – 83200 TOULON / Tél. : 04.94.91.08.83

Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - E-mail : var@protection-civile.org - web : protection-civile-83.org

AGREEE DE SECURITE CIVILE – ARRETE DU 30 AOUT 2006 _ RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE – DECRET DU 14 NOVEMBRE 1969 ET ARRETE DU 15 OCTOBRE 1996 – AGREEE ET LIEE PAR LA CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE L'INTERIEUR – 9 OCTOBRE 1987 CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE LA SANTE – 10 JANVIER 1992

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2556203-AU
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

Protection Civile du Var

Qualiopi
processus certifié

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La prestation est-elle prise en charge par le demandeur ? ☒OUI ☐NON

Si non, préciser les coordonnées complètes du bénéficiaire de la prestation pour l'envoi des frais de participations définis sur une base tarifaire par le conseil d'administration de l'association.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

La prestation sera réglée par : Mandat Administratif

☐ Virement bancaire ☐ Chèque bancaire ou postal

Protection Civile du Var – 357 route de Marseille – 83200 TOULON / Tél. : 04.94.91.08.83

Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - E-mail : var@protection-civile.org - web : protection-civile-83.org

~~AGREEE DE SECURITE CIVILE – ARRETE DU 30 AOUT~~ 2006 _ RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE – DECRET DU 14 NOVEMBRE 1969 ET ARRETE DU 15 OCTOBRE 1990 – AGREEE ET LIEE PAR LA CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE L'INTERIEUR – 9 OCTOBRE 1987 CONVENTION NATIONALE AVEC LE MINISTERE DE LA SANTE – 10 JANVIER 1992

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM250806-AU
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

Autres informations

Les secouristes présents sur la manifestation ont pour seule mission le secours à personnes.
Pour des raisons de sécurité, aucune autre tâche ne pourra être confiée aux personnels engagés.

*Conformément à **l'article 36 de la loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 aout 2004**, il est important de rappeler que SEULES les associations agréées de sécurité civile peuvent contribuer à la mise en place des dispositifs prévisionnels de secours à personnes dans le cadre de rassemblements de personnes.*

Par ailleurs, les associations ou fédérations agréées de sécurité civile, ne peuvent déléguer à aucune société de droit privé ou de droit public, ou à toute autre mode de représentation territoriale, ou toute autre association non agréée de sécurité civile, tout ou partie de l'agrément de sécurité civile qui leur a été délégué, et notamment dans le cadre de la mission concernant les dispositifs prévisionnels de secours à personnes.
(Extrait du référentiel national des missions de sécurité civile- Dispositifs Prévisionnels deSecours)

Date et signature de l'organisateur attestant de l'exactitude des informations données ci-dessus et tampon de l'organisme :

Le Maire
H. ARAUD-GAILL

MAIRIE DE LA GARDE
SERVICE DES SPORTS

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250829-D[illegible]-AO
Date de télétransmission : 29/08/2025
Date de réception préfecture : 29/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0034

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/PD/MM
Affaire suivie par :
MOUSSU Magali (poste 9919)
mmoussu@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : CONTRAT POUR L'ORGANISATION D'UNE PERFORMANCE THEATRALE DE THOMAS ASTEGIANO LE 9 AVRIL 2025 A LA GALERIE G AU COMPLEXE GERARD PHILIPE

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G dans le cadre de sa politique culturelle,

CONSIDERANT la proposition de Postillons et Crachouillis production,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat avec Postillons et Crachouillis production demeurant 1 rue Racine, 83000 TOULON

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans l'article 4 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 5 février 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250206-DM202502-0034-AU
Date de télétransmission : 20/02/2025
Date de réception préfecture : 20/02/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRESTATION

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par MADAME HELENE ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommé l'Organisateur D'une part

Et

POSTILLONS ET CRACHOUILLIS PRODUCTION
N° SIRET : 452514 714 000 32
1 rue Racine, 83000 TOULON
06 78 81 53 24 / thomas.astegiano@hotmail.fr
Représentée par MADAME CAROL ISSALENE en sa qualité de présidente

Dénommé le Prestataire D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :
Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine animée par des actions de médiations culturelles hétéroclites. Dans le cadre des évènements à la Galerie G, il convient alors de définir les modalités de la mise en place de cette performance théâtrale programmée par le Service Culturel sous sa responsabilité.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour vocation la mise en place d'une prestation théâtrale avec Thomas Astegiano.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à assurer une performance théâtrale de 30 minutes dans l'exposition de Geneviève Fargetton en respectant les œuvres de celle-ci et en réalisant une écriture à partir des tableaux de l'artiste, sur le budget du service culturel, lors du finissage le mercredi 9 avril 2025 à 18h30 à la Galerie G.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur s'engage à :
- Mettre à disposition la sonorisation et la mise en espace dans l'exposition.
- Assurer l'information et la communication de la représentation théâtrale.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

L'ORGANISATEUR s'engage à verser la somme de **200 €** au **PRESTATAIRE,** correspondant aux obligations énumérées dans l'Article 2. Le règlement se réalise sur présentation de la facture précisant le coût de la prestation.

ARTICLE 5 – ANNULATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où la manifestation devait être annulée, le présent contrat serait résilié de plein droit, aucune indemnité ne serait due par **L'ORGANISATEUR**.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 24 décembre 2024,

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Le Prestataire
la Présidente, MADAME CAROL ISSALENE

l'Organisateur
Le Maire, MADAME HELENE ARNAUD-BILL

Lu et approuvé

POSTILLONS ET CRACHOUILLIS PRODUCTION
1, rue Racine
83000 TOULON

MAIRIE DE LA GARDE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0035

Parc national de Port-Cros — La Garde

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP
Affaire suivie par : Audrey PASQUAL (9846)
Adresse mail : apasqual@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : MANDATS SPECIAUX POUR LE DEPLACEMENT D'ELUS MUNICIPAUX DANS LE CADRE DE L'EDITION 2025 DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2123-18, R.2123-22-1 et R.2123-22-3,

VU le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU le décret n° 2021-258 du 14 mars 2021 relatif au remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique des élus locaux en situation de handicap,

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints lors de la séance du Conseil Municipal du 8 novembre 2022,

VU la délibération n°1 du Conseil Municipal en date du 22 janvier 2024, complétant la délégation accordée à Madame le Maire par délibération n°2 du 8 novembre 2023, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé, notamment le pouvoir « *d'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code* »,

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025003015-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

VU la délibération n°12 du Conseil Municipal en date du 8 avril 2024 fixant les modalités de remboursement de frais des élus municipaux liés à l'exercice d'un mandat spécial,

CONSIDERANT que les missions des élus revêtant un caractère exceptionnel, c'est à dire ne relevant pas des missions courantes de l'élu, et accomplies dans l'intérêt communal, doivent faire l'objet d'un mandat spécial, conformément aux articles L. 2123-18 et R. 2123-22-1 du CGCT.

CONSIDERANT que les élus municipaux, Mme Marie-Hélène CHARLES, Adjointe au Maire déléguée aux Solidarités, aux Familles, à la Santé et aux Handicaps, et M. Gilles BROYER, Conseiller Municipal délégué à l'Ecologie et Eco-Mobilités, Valorisation de la Zone Agricole Protégée, souhaitent se rendre à l'édition 2025 du Salon International de l'Agriculture qui se tient à Paris du 22 février au 2 mars 2025, dans l'objectif de prendre connaissance et référer à Madame le Maire de retours d'expériences en matière de politiques publiques agricoles, mais aussi de politiques publiques plus généralement environnementales en direction des jeunes enfants et des familles, et de la politique alimentaire.

CONSIDERANT que ces élus pourront prétendre sur justificatif de la durée réelle de leur déplacement, d'une part, au paiement d'indemnités journalières destinées à rembourser forfaitairement leurs frais de repas et de nuitée et, d'autre part, au remboursement des frais de transport engagés. La prise en charge de ces frais sera assurée dans les conditions définies par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, et conformément à la délibération n°12 du 8 avril 2024 fixant les modalités de remboursement de frais des élus municipaux liés à l'exercice d'un mandat spécial.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE DONNER** mandat spécial aux élus municipaux cités ci-dessous pour se rendre à l'édition 2025 du Salon International de l'Agriculture à Paris :

- Mme Marie-Hélène CHARLES, Adjointe au Maire déléguée aux Solidarités, aux Familles, à la Santé et aux Handicaps, du 25 au 26 février 2025,
- M. Gilles BROYER, Conseiller Municipal délégué à l'Ecologie et Eco-Mobilités,

Valorisation de la Zone Agricole Protégée, du 24 au 25 février.

ARTICLE 2 : **DE DIRE** que ces mandats spéciaux s'inscrivent dans la volonté de bénéficier de retours d'expérience en matière de politiques publiques agricoles mais aussi de politiques publiques plus généralement environnementales en direction des jeunes enfants et des familles, et de la politique alimentaire.

ARTICLE 3 : **DE DIRE** que la prise en charge des frais liés à ces déplacements se fera par remboursement a posteriori sur présentation de justificatifs et sur la base des barèmes forfaitaires et conditions de remboursement prévus par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, et conformément à la délibération n°12 du 8 avril 2024 fixant les modalités de remboursement de frais des élus municipaux liés à l'exercice d'un mandat spécial.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2506030-AU
Date de télétransmission : 06/08/2025
Date de réception préfecture : 06/08/2025

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 7 février 2025

LE MAIRE
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250207-DM2025020-AU
Date de télétransmission : 10/02/2025
Date de réception préfecture : 10/02/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0036

SERVICES DES SPORTS
Réf. : 2025 n°35
Affaire suivie par :
Cécile Boulate-Dominichetti (poste 33.22)
cboulate@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : CONVENTION DE PRESTATION AVEC « JUDO CLUB GARDEEN » DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 8 AVRIL 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT qu'une convention est nécessaire entre la Commune de La Garde et « Judo Club Gardéen » pour le stage multisports du Pôle Municipal Multisports du 8 avril 2025 de 9h30 à 11h30.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Madame le Maire à signer avec la Présidente du « Judo Club Gardéen », une convention pour une initiation à l'activité judo pendant le stage multisports du Pôle Municipal Multisports du mercredi 8 avril 2025, de 9h30 à 11h30.

ARTICLE 2 : DE PRELEVER la dépense de 50 € (CINQUANTE EUROS) au Budget Primitif de 2025, section 3262-6042

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250210-DM202502036-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

CONVENTION

Entre les soussignés :

Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par la délibération n°2 du Conseil Municipal du 8 novembre 2022.

ci-après désigné « la commune », d'une part,

Et

Madame Mélanie BRUN agissant au nom du Judo Club Gardéen, 419, avenue Jean Jaurès 83130 LA GARDE

ci-après désignée « PRESTATAIRE », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre des stages du Pôle Municipal Multisports en direction des enfants de 4 à 10 ans, la municipalité organise en partenariat avec « Judo Club Gardéen », des stages de découverte sportive à la pratique du judo.

ARTICLE 2 : DUREE – EFFECTIFS

L'activité sera encadrée par un intervenant diplômé et qualifié de « Judo Club Gardéen », et un, ou plusieurs, agents municipaux, si nécessaire :

- En direction d'enfants de 4 à 5 ans :
  - Le mardi 8 avril 2025, de 9h30 à 11h30

Les inscriptions seront prises par le Service des Sports.

Les effectifs accueillis seront de 24 enfants maximums.

Le déroulement de l'activité ne pourra toutefois être effectif qu'à partir de cinq inscriptions.

Les enfants concernés ne pourront être admis qu'une fois le dossier d'inscription complété.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACTIVITE

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité, le représentant du « Judo Club Gardéen », susvisée reconnaît :

- Avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition.
- Avoir procédé à la vérification du bon état du matériel qu'il met à la disposition de l'activité.

Le « Judo Club Gardéen », susvisée s'engage par ailleurs :

- A contrôler les entrées et les sorties des participants à l'activité.
- A faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- A faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur.
- A pouvoir présenter sa carte professionnelle à tout moment

L'intervenant s'engage par ailleurs à ne jamais rester seul avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs.

ARTICLE 4 : PROTOCOLE SANITAIRE

Le responsable du « Judo Club Gardéen », s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants face à la pandémie COVID 19.

Le protocole sanitaire doit reposer sur les principes suivants :

- le maintien de la distanciation physique d'au moins 1 mètre ;
- port du masque des encadrants ;
- l'application des gestes barrières, dont le lavage régulier des mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro-alcoolique ;
- l'assurance d'un nettoyage et d'une désinfection des locaux et matériels ;
- la communication, l'information et la formation aux règles sanitaires.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le « Judo Club Gardéen », déclare être enregistrée sous le n° de SIRET 34045693800018.
Le « Judo Club Gardéen », sera indemnisée sur la présentation d'une facture spécifique précisant le nombre de prestations effectuées.

Le tarif est fixé à 50 €, charges comprises, pour l'ensemble des prestations citées supra.

ARTICLE 6 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour la période concernée sauf dénonciation par l'une des parties :

- Par le Maire à tout moment : pour tout cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'Education ou à l'ordre public.
- Le « Judo Club Gardéen », pour cas de force majeure dûment constaté et signifié au Maire par lettre, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'activité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

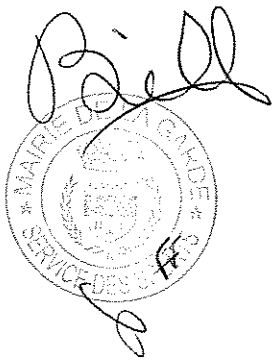
ARTICLE 7 : LITIGES

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention relève du ressort de la juridiction dans laquelle est situé l'immeuble objet de la présente.

Fait à La Garde le 10 février 2025

Deux exemplaires originaux

Le Maire
Hélène ARNAUD-BILL



La Responsable
Mélanie BRUN

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202502-0037

SERVICES DES SPORTS
Réf. : 2025 n°36
Affaire suivie par :
Cécile Boulate-Dominichetti (poste 33.22)
cboulate@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : CONVENTION DE PRESTATION AVEC LA PATINOIRE DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 15 AVRIL 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT qu'une convention est nécessaire entre la Commune de La Garde et la Patinoire pour le stage multisports du Pôle Municipal Multisports du 15 avril 2025 de 10h à 12h.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Madame le Maire à signer avec le Président de La Patinoire, une convention pour une initiation à l'activité patinage pendant le stage multisports du Pôle Municipal Multisports le mardi 15 avril 2025, de 10h à 12h.

ARTICLE 2 : DE PRELEVER la dépense de 250 € (DEUX CINQUANTE EUROS) au Budget Primitif de 2025, section 3262-6042

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

CONVENTION

Entre les soussignés :

Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par la délibération n°2 du Conseil Municipal du 8 novembre 2022.

ci-après désigné « la commune », d'une part,

Et

Le Président de « La Patinoire » - Syndicat Intercommunal pour le maintien des sports de glace – 382, avenue Abel Gance 83130 La Garde

ci-après désignée « PRESTATAIRE », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre des stages du Pôle Municipal Multisports en direction des enfants de 6 à 10 ans, la municipalité organise en partenariat avec « La Patinoire » des stages de découverte sportive à la pratique du patinage.

ARTICLE 2 : DUREE – EFFECTIFS

L'activité sera encadrée par un intervenant diplômé et qualifié en « patinage », et un, ou plusieurs, agents municipaux, si nécessaire :

- En direction d'enfants de 6 à 10 ans sur les journées :
  - Le mardi 15 avril 2025, de 10h à 12h

Les inscriptions seront prises par le Service des Sports.

Les effectifs accueillis seront de 20 enfants maximum.

Le déroulement de l'activité ne pourra toutefois être effectif qu'à partir de cinq inscriptions.

Les enfants concernés ne pourront être admis qu'une fois le dossier d'inscription complété.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACTIVITE

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité, le représentant de la Société « La Patinoire » susvisée reconnaît :

- Avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition.
- Avoir procédé à la vérification du bon état du matériel qu'il met à la disposition de l'activité.

La Société « La Patinoire » susvisée s'engage par ailleurs :

- A contrôler les entrées et les sorties des participants à l'activité.
- A faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- A faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur.
- A pouvoir présenter sa carte professionnelle à tout moment

L'intervenant s'engage par ailleurs à ne jamais rester seul avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs.

ARTICLE 4 : PROTOCOLE SANITAIRE

Le responsable de la Société « La Patinoire » s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants face à la pandémie COVID 19.

Le protocole sanitaire doit reposer sur les principes suivants :

- le maintien de la distanciation physique d'au moins 1 mètre ;
- port du masque des encadrants ;
- l'application des gestes barrières, dont le lavage régulier des mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro-alcoolique ;
- l'assurance d'un nettoyage et d'une désinfection des locaux et matériels ;
- la communication, l'information et la formation aux règles sanitaires.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La Société « La Patinoire » déclare être enregistrée sous le n° de 25830186000015

La Société « La Patinoire » sera indemnisée sur la présentation d'une facture spécifique précisant le nombre de prestations effectuées.

Le tarif est fixé à 250 €, charges comprises, pour l'ensemble des prestations citées supra.

ARTICLE 6 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour la période concernée sauf dénonciation par l'une des parties :

- Par le Maire à tout moment : pour tout cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'Education ou à l'ordre public.
- La Société « La Patinoire » pour cas de force majeure dûment constaté et signifié au Maire par lettre, si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'activité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

ARTICLE 7 : LITIGES

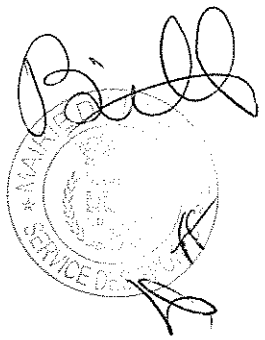
Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention relève du ressort de la juridiction dans laquelle est situé l'immeuble objet de la présente.

Fait à La Garde le 10 février 2025

Deux exemplaires originaux

Le Maire
Hélène ARNAUD-BILL

Le Président du Syndicat de la Patinoire



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°DM-202502-0038

SERVICE JEUNESSE
Réf. : 2025 n° 001
Affaire suivie par :
Virginie CORBASSON (poste 33.68)
vcorbasson@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
RGPD	DGAS	DGS	

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET JANCARTHIER GROUPES POUR L'ACHAT DE BILLETS D'AVION POUR LE SEJOUR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer des séjours au profit de la Jeunesse Gardéenne,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser des séjours de vacances dans le cadre des Semaines à Thèmes.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la convention entre la Ville et Jancarthier Groupes pour l'achat de billets d'avion pour le séjour en Croatie du 20 au 25 juillet 2025, 15 personnes.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense de 5 040 euros (cinq mille quarante euros) au budget primitif de l'exercice 2025 article 6251, fonction 3381.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 10 Février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250810-DM202502-0038-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

imprimerie municipale

JANCARTHIER
Groupes

DEVIS BILLETTERIE
VOLS SECS MARSEILLE ZADAR
SERVICE JEUNESSE MAIRIE DE LA GARDE
Madame Corbasson

SYSTÈME GROUPES

Récapitulatif de la demande
Date vol aller : 20 juillet 2025
Date vol retour : 25 juillets 2025
Nombre de passagers : 15 personnes
Aéroport de départ : Marseille
Aéroport d'arrivée : Zadar

TRAJET ALLER MARSEILLE > ZADAR sur vol direct low-cost Ryan Air

Compagnie	Vol	Aéroport	Départ	Aéroport	Arrivée	Bagage
RYAN AIR	FR5177	Marseille	10h35	Zadar	12h10	10KG

TRAJET ALLER ZADAR > MARSEILLE sur vol direct low-cost Ryan Air

Compagnie	Vol	Aéroport	Départ	Aéroport	Arrivée	Bagage
RYAN AIR	FR5176	Zadar	13h45	Marseille	15h25	10KG

Tarif par personne sans bagage en soute : 269€ par personne
Supplément bagage de 10 kg : +54€ par personne
Total dossier hors assurance : 4 845.00€
Total dossier avec assurance : 5 040.00€

*Devis établi en date du 10/02/2025
Sur la base de 15 participants avec un bagage cabine de 10KG.

Le prix comprend :
- Le transport aérien MARSEILLE/ZADAR/MARSEILLE sur vols directs Ryan Air
- Les taxes aéroports à ce jour, révisables jusqu'à l'émission
- Le bagage cabine de 10KG par personne
- L'assurance multirisques : annulation, bagages et assistance rapatriement soit 4% du montant global du voyage

Le prix ne comprend pas :
- Le transport jusqu'à l'aéroport de Marseille Provence
- Le bagage en soute de 20 KG en supplément
- Tout ce qui n'est pas mentionné dans la rubrique « Le prix comprend »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE250813-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

JANCARTHIER
Groupes

CONTRAT DE VENTE DE FORFAIT TOURISTIQUE GROUPE

Entre la Société **JANCARTHIER VOYAGES**, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 632032504, Licence IM075100250, dont le siège social est situé 88 boulevard Voltaire, 75011 PARIS.
Service Groupes JANCARTHIER
23 avenue General de Gaulle
83400 HYERES

Représentée par : **Madame KOFFMANN Laure**

Et le client
Nom : **MAIRIE DE LA GARDE**
Adresse : Rue Jean Baptiste Lavène, 83130 La Garde
Représentée par : **Madame Hélène Bill**

Il a été convenu que JANCARTHIER VOYAGES organise pour le compte du client
Le voyage suivant : **VOLS SECS MARSEILLE ZADAR**

Titre du voyage : **VOLS SECS MARSEILLE ZADAR**
Destination : Zadar (Croatie)
Date : du 20 juillet au 25 juillet 2025
Nombre de participants : 15 participants

1/CONDITIONS PARTICULIERES DE VENTE

a) Objet du contrat

L'Agence s'engage à organiser, pour le client et pour le compte des participants, un vol aller-retour de groupe à destination de Zadar pour un nombre de 15 personnes conformément aux conditions générales de vente de la profession telles qu'elles sont définies dans le décret du 13 Juin 1994.

Prestation aérienne uniquement
Vols aller-retour direct low-cost Ryan Air

Vol aller, le 20/07/2025, vol FR5177 départ de Marseille Provence à 10h35, arrivée à Zadar à 12h10. Vol retour, le 25/07/2025, vol FR5176 départ de Zadar à 13h45, arrivée à Marseille Provence à 15h25.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2556620250AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

JANCARTHIER
Groupes

b) Prix

Libellé	Prix Unitaire	QTE	TOTAL
Vols secs Marseille Zadar	269.00€	15	4 035.00€
Bagage cabine de 10KG	54.00€	15	810.00€
Assurances Multirisques*	13.00€	15	195.00€
		TOTAL :	**5 040.00€**

*Souscrite

Ces prix comprennent :

- Le transport aérien MARSEILLE/ZADAR/MARSEILLE sur vols direct low-cost Ryan Air
- Le bagage de 10KG en cabine par personne
- Les taxes aéroport à ce jour, révisables jusqu'à l'émission
- L'assurance multirisques : annulation, bagages et assistance rapatriement

Ces prix ne comprennent pas :

- Le transport jusqu'à l'aéroport de Marseille Provence
- Tout ce qui n'est pas mentionné dans la rubrique « ces prix comprennent »

Le contrat est établi sur la base de 15 personnes. Les tarifs et conditions sont révisables si un changement dans le nombre de participant intervient. Le signataire responsable doit informer JANCARTHIER VOYAGES du nombre exact de participants au moment de la réservation. Aucune rétrocession n'est possible avec la compagnie low-cost Ryan Air.

Si le groupe est supérieur, toute demande de réservation faite après la signature du contrat sera soumise à validation selon la disponibilité des vols.

2) FORMALITES OBLIGATOIRES

a) POUR LES RESSORTISSANTS FRANCAIS :

Les formalités administratives et sanitaires ci-dessous sont celles en vigueur au jour de la signature du contrat de voyage, elles sont susceptibles d'évoluer jusqu'au jour du départ. Le client doit consulter les sites officiels (diplomatie.gouv.fr) jusqu'au jour du départ.

La Croatie, membre de l'Union européenne depuis juillet 2013, est dans l'espace Schengen depuis le 1er janvier 2023 : Le contrôle aux frontières terrestres avec la Slovénie et la Hongrie n'est plus actif depuis cette date, de même que dans les ports, il est cependant toujours obligatoire d'être en possession de documents d'identité valides pour pouvoir circuler sur le territoire croate.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM225SAGE-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

JANCARTHIER Groupes

POUR LES RESSORTISSANTS D'AUTRES NATIONALITES :

Se renseigner auprés des autorités consulaires.

3) ASSURANCES

Proposition d'assurance ASSUREVER MULTIRISQUES n) contrat 5204

	Inclus	Souscrit	Refusées
Assistance rapatriement	⊗	O	O
Bagages	⊗	O	O
Annulation	⊗	O	O
Garantie des prix	O	O	O

4) CONDITIONS DE REGLEMENT

a) Solde :

Le solde de toute somme due à JANCARTHIER VOYAGES devra être payé au moment de la réservation ferme de votre part en raison des conditions imposées par la compagnie aérienne low-cost Ryan Air. Aucune réservation et aucun document de voyage ne sera envoyé avant la réception du paiement final.

b) Conditions de règlement :

Solde de **5 040.00€uro** à verser avant le **10/02/2025**

c) Mode de règlement :

Les paiements sont effectués par tous les moyens et sont libératoires à la date du bon encaissement des fonds.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux ventes spécifiques, spéciales, promotionnelles ou privées. En cas d'émission anticipée des billets et afin de garantir le tarif de l'aérien, il pourra être demandé un acompte couvrant l'intégralité du montant des billets.

En cas d'émission anticipée des billets ceux-ci deviendront non annulable, non remboursable. Tout frais supplémentaire causé par une modification et/ou une annulation des billets restera à la charge du voyageur.

Nous vous demandons de privilégier les virements bancaires

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2506[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

JANCARTHIER
Groupes

Code Banque	Code Guichet	Code BIC
10107	00137	BREDFRPPXXX
Numéro de compte: 00920014512		Clé: 30
Domiciliation : BRED PARMENTIER		
☎ 08 20 33 61 37		
Numéro de compte bancaire international (IBAN) : FR76 1010 7001 3700 9200 1451 230		

5) CONDITIONS D'ANNULATION

ANNULATION AVANT DEPART DU FAIT DU CLIENT :

Absence de droit de rétractation Conformément à l'article L221-28 du Code de la consommation, le présent contrat n'est pas soumis au droit de rétractation. Toutefois, le client peut résoudre le contrat à tout moment avant le début du voyage et s'acquittera des frais fixés ci-dessous.

ANNULATION TOTALE

De la signature du contrat jusqu'au jour du départ : 100% de frais

ANNULATION PARTIELLE

De la signature du contrat jusqu'au jour du départ : 100% de frais

6) CONDITIONS DE COLLABORATION

- Envoi de la liste complète et définitive des participants ainsi que la répartition des chambres au plus tard 45 jours avant le départ à groupes@jancarthier.fr sous format EXCEL ou tableau.

ATTENTION : le nom de chaque passager doit être celui figurant sur son passeport.

- Si le minimum de participants requis pour ce tarif n'était pas atteint, le prix sera réajusté.
- Toute annulation/modification doit nous être notifiée par mail à groupes@jancarthier.fr.
- Toute modification de nom jusqu'à 14 jours : sans frais. A partir de 14 jours, le barème d'annulation de ci-dessus s'appliquera.
- Toute demande de siège supplémentaire fera l'objet d'une tarification qui se pourra différente à celle du contingent de base.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550806B4U
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

JANCARTHIER Groupes

7) REGLEMENT RGPD

La société Jancarthier soucieuse des droits des individus, notamment au regard des traitements automatisés, et dans une volonté de transparence avec ses clients, a mis en place une politique de protection des données personnelles conforme au Règlement Général de Protection des Données (RGPD). Elle encadre l'ensemble des traitements nécessaires à la réalisation de sa mission, des finalités poursuivies par ces derniers ainsi que des moyens d'actions à la disposition des individus afin qu'ils puissent au mieux exercer leurs droits. Pour toute information complémentaire sur la protection des données personnelles, le site de la CNIL (https://www.cnil.fr/le-dpo) détaille l'ensemble des dispositions relatives au RGPD.

8) CAS DE FORCE MAJEURE

On entend par force majeure tout évènement extérieur aux parties présentant un caractère à la fois imprévisible et insurmontable qui empêche l'agence ou les prestataires de services impliqués dans la réalisation du voyage, d'exécuter tout ou partie des obligations prévues dans la présente convention.
De convention expresse, il en sera notamment ainsi en matière de grève des moyens de transport, des aiguilleurs du ciel, attentats, insurrection, émeute et prohibition, catastrophe naturelle et quelconque édictée par les Autorités gouvernementales ou publiques.
Il est expressément convenu que la force majeure peut justifier l'annulation, par l'agence, du voyage. Dans cette hypothèse, les montants versés, sous déduction des sommes déjà versées aux fournisseurs et des frais de l'agence, seront reversés au client.
Parallèlement, chacune des parties supporte la charge de tous les frais qui lui incombent et qui résultent du cas de force majeure.

En conséquence, le client supportera seul les frais supplémentaires qui pourraient être engagés s'il souhaite néanmoins maintenir ou continuer le voyage à la suite de la survenance d'un cas de force majeure.

9) JURIDICTION

Tout litige entre le client et JANCARTHIER sera soumis à la compétence du Tribunal de Paris.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE2250823-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

JANCARTHIER
Groupes

10) RESPONSABILITE

JANCARTHIER se réserve le droit d'annuler un groupe qui ne réunit pas un nombre suffisant de participants, à condition que le client ait été informé au plus tard 21 jours avant la date prévue pour le départ.

En cas de force majeure, la responsabilité de JANCARTHIER sera conforme au droit commun applicable. JANCARTHIER peut, dans ce cas, substituer des prestations différentes de celles initialement prévues (transport, etc...).

Concernant les transports aériens, les rotations des appareils et les impératifs de sécurité, qui priment sur tout le reste, peuvent parfois entrainer certains retards. Le retard éventuellement subi ne pourra entraîner aucune indemnisation à quelque titre que ce soit, notamment du fait de la modification de durée du programme initialement prévu, cependant JANCARTHIER fera tout son possible pour trouver une solution à l'identique. JANCARTHIER ne pourra être tenu pour responsable en aucun cas de tout changement de transporteur, de retards, de changement d'horaire ou d'itinéraire, de blessure, perte ou vol d'effets ou de bagages de soute, de bagages à mains par la compagnie aérienne, celle-ci demeurant la seule responsable dans tous ces cas.

Si en cas de défaillance d'un prestataire de service pendant le programme, JANCARTHIER se trouvait dans l'obligation d'annuler tout ou partie des engagements prévus, JANCARTHIER mettrait tout en œuvre pour les remplacer par des prestations équivalentes. En revanche, tout voyage interrompu ou abrégé, ou toute prestation terrestre non consommée par le passager de son fait et pour quelque cause que ce soit, ne donnera lieu à aucun remboursement de la part de JANCARTHIER. Un participant qui ne voudra ou ne pourra pas embarquer sur un vol ou se présenter au lieu de rendez-vous fixé dans le carnet de voyage, ou encore faute de disposer des documents exigés (passeport, visa, certificat de vaccination, etc...) ne pourrait prétendre à aucun remboursement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE2025081[illegible]
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

JANCARTHIER
Groupes

12) VALIDITE DE L'OFFRE

Nos accords ne seront considérés comme définitifs qu'à réception de ce contrat validé par vos soins au plus tard le **10/02/2025**, accompagné du solde prévu soit **5 040€**

Je soussignée **Madame Hélène Bill** agissant pour le compte du client, certifie avoir pris connaissance et accepte/refuse les conditions générales et particulières de vente ci-après, et **accepte**/refuse l'assurance proposée.

Fait à Hyères le 10/02/2025

JANCARTHIER VOYAGES

JANCARTHIER VOYAGES
Service Groupes
23 Av. Général De Gaulle
83400 HYERES
Tél. : 04 94 21 08 08

CLIENT

(mention « lu et approuvé » suivi de la signature et tampon)

Lu et Approuvé

MAIRIE DE LA GARDE
SERVICE JEUNESSE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025068AR
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025-0039

SERVICE ANIMATIONS-TOURISME
Affaire suivie par : Denis DURAND
☎ : 04 94 08 99 18
@ : ddurand@ville-lagarde.fr

VISAS		
RESP	DGAPP	DGS

OBJET : CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « SASU ENERGIC ANIMATIONS » POUR LE CONCERT DE CHIMENE BADI LE MERCREDI 30 JUILLET 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé

CONSIDERANT la proposition de la société « Sasu Energic Animations »,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** le contrat de session ci -joint avec la société « Sasu Energic Animations » représentée par Monsieur Ricard Gardet en sa qualité de Président qui fixe les obligations des 2 parties.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE** acte du montant de la prestation fixée à 23737,50€ TTC (TVA 5%) et des modalités de paiements telles que définies dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au budget primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation 3162, article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, LE 10 FEVRIER 2025

La Maire,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONTRAT DE CESSION

du droit d'exploitation d'un spectacle
(Article 279b. bis du CGI)

Entre les soussignés:
RAISON SOCIALE : SASU ENERGIC ANIMATIONS

ADRESSE: 594 CH DU MAS DES CAILLOUX 30300 BEAUCAIRE

N° SIRET: 48353239600023 CODE APE : 9001 Z LICENCE N°2 : LR20-8862

REPRESENTE (E) PAR : Mr GARDET Richard

EN QUALITE DE : PRESIDENT

Ci après dénommer "le producteur" d'une part,
ET
RAISON SOCIALE : MAIRIE DE LA GARDE

ADRESSE : RUE JEAN BAPTISTE LAVENE 83130 LAVENE

REPRESENTE PAR : MADAME HELENE ARNAUD -BILL

EN QUALITE DE : MAIRE

SIRET : 21830062200014 licence : Plates R-2020-005218 / 2020-005220

Ci après dénommer "l'organisateur" d'autre part,
* IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

A- LE PRODUCTEUR dispose du droit d'exploitation en France(ou dans le pays concerné par la tournée) du spectacle de :

SPECTACLE DE CHIMENE BADI ET SES MUSICIENS

1 ere partie interprete par l'orchestre

B-L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition de la salle (ou autre lieu) suivante :

PLACE DE LA REPUBLIQUE 83130 LA GARDE

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1-OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du de cession d'exploitation du spectacle, 1 représentations) susnommé sur le lieu précité
LE MERCREDI 30/07/2025 A PARTIR DE 21H30

ARTICLE 2- OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.
En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle.
LE PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

ARTICLE 3- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche.
Il aura à sa charge les droits d'auteur et en assurera le paiement.
En matière de publicité et d'information, L'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4- PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, sur présentation de facture, la somme de : 22500 EUROS H.T + 1237.50 EUROS DE TVA A 5.5 % SOIT 23737.50 EUROS T.T.C (VINGT TROIS MILLE SEPT CENT TRENTE SEPT EUROS ET 50CTS D' EUROS),
PREVOIR 26 REPAS du soir ET LES BOISSONS D USAGE -
ARTICLE 5- MONTAGE -DEMONTAGE-REPETITIONS

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu à la disposition du PRODUCTEUR : LE 30/07/2025

ARRIVEE début d'ap midi
Le démontage et le chargement seront effectués dès la fin du spectacle.

ARTICLE 6-ASSURANCES

LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les risques, tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés au représentation du spectacle dans son lieu.

ARTICLE 7- ENREGISTREMENT DIFFUSION

En dehors des émissions d'informations radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations, objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier.

ARTICLE 8- PAIEMENT

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR (cf. Article 4) sera effectué de la manière suivante:

PAR mandat administratif , cheque ou virement à l'ordre de SASU ENERGIC ANIMATIONS.

ARTICLE 9- ANNULATION DU CONTRAT
Pour les manifestations en plein air, l'organisateur doit prévoir un podium protégé des intempéries, bâché, couvert d'une manière imperméable et relié à la prise de terre, ou une salle de repli, ou un report de date convenu entre les 2 parties dans un délai de 2 mois en tenant compte du calendrier déjà établi de la formation.
Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe a de son exposé.
Hormis les cas sus-précités, la partie qui rompra le présent engagement devra verser à l'autre partie à titre de clause pénale, l'intégralité des sommes figurant au présent contrat.

ARTICLE 10-RETOUR DU CONTRAT

S'il n'a pas été signé simultanément par les deux parties le même jour, le présent contrat, signé par l'un des contractants devra être retourné par le second contractant dans les quinze jours suivant la date de première signature, passé ce délai, le premier signataire pourra, par lettre recommandée AR, réclamer au second de lui retourner le contrat sous huit jours faute de quoi il sera dégagé de toute obligation vis à vis de ce dernier.

ARTICLE 11- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Nîmes, mais seulement après épuisement des voix amiables.

Fait à BEAUCAIRE en deux exemplaires, le 06/02/2025

LE PRODUCTEUR

SASU ENERGIC ANIMATIONS
594 chemin du Mas des Cailloux
30300 Beaucaire
SIRET 453 432 396 00023 APE: 9001Z
TEL: 06 86 87 07 21

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DE2025080702-AR
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

L'ORGANISATEUR

La Maire,

Hélène MENAUT-BILL

MAIRIE DE LA CAPELLE
VAR

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0040

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : FOIRE AUX PLANTS 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la Commune de proposer un rendez-vous incontournable pour les amoureux de la nature lors d'une journée d'animation qui se tiendra le dimanche 6 avril 2025, en organisant un marché artisanal, une foire aux plants, une animation musicale et en proposant des jeux et ateliers pour les enfants.

CONSIDERANT l'intérêt de cette manifestation et les retombées économiques qu'elle offre pour les commerçants de la ville.

CONSIDERANT l'intérêt départemental et régional de cette manifestation qui draine un public nombreux et fidèle.

CONSIDERANT que le budget prévisionnel global pur l'édition 2025 est estimé à 10 291,22 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** des aides financières auprès du Conseil Départemental du Var et du Conseil Régional, Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, au taux le plus élevé possible, suivant le plan de financement suivant :

DEPENSES	En euros T.T.C.	RECETTES	%	En euros T.T.C.
Animations	**2 775,00 €**	Conseil Régional	**40 %**	**4 116,49 €**
Communication	**6 909,22 €**	Conseil Départemental	**40 %**	**4 116,49 €**
Divers	**607,00 €**	Ville de La GARDE : autofinancement	**20 %**	**2 058,24 €**
Total	**10 291,22 €**	**Total**	**100 %**	**10 291,22 €**

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025004-AU
Date de télétransmission : 19/08/2025
Date de réception préfecture : 19/08/2025

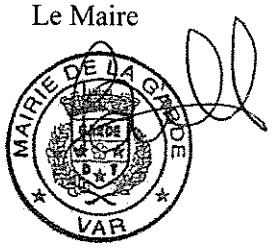
DM 2025/0040

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 11 février 2025

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250211-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 13/02/2025
Date de réception préfecture : 13/02/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202502-0041

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS		
Resp	DGAS	

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « VEILLES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 25 FEVRIER 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher,

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques du spectacle programmé au Théâtre le Rocher la présence d'un technicien son est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 3 services le 25 février 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 754,88€ (SEPT CENT CINQUANTE QUATRE EUROS QUATRE VINGT HUIT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 355,27€ (TROIS CENT CINQUANTE CINQ EUROS VINGT SEPT CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 12 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 24/06/2025
Date de réception préfecture : 24/06/2025

Imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0042

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AC/25/040/F216

VISAS		
Resp	DGAS	DGS.

OBJET : REALISATION DE DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE AVANT-VENTE – LOT DE COPROPRIETE N°3 – PARCELLE AN N° 1094 SISE IMPASSE CLAUDE CHAPPE A LA GARDE – REGLEMENT DES FRAIS DE LA SOCIETE DIAGNOTECH AZUR – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2212-23 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.271-4 et suivants ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU l'opération de repérage effectuée, à la demande de la Commune, le 20 janvier 2025 à fin de réalisation d'un dossier de diagnostic technique avant-vente par la société spécialisée en diagnostics immobiliers DIAGNOTECH AZUR, domicilié 80 Avenue Fleurie, 83130 LA GARDE ;

VU le dossier de diagnostic technique établi les 20 et 28 janvier 2025 par le diagnostiqueur susnommé ;

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter la facture n°2025-22 du 20 janvier 2025 d'un montant de 488 euros TTC établie par la société DIAGNOTECH AZUR,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'ACCEPTER les frais relatifs à la prestation de réalisation d'un dossier de diagnostic technique par la Société DIAGNOTECH AZUR et fixés à 488 euros TTC.

ARTICLE 2 : D'INSCRIRE la dépense au budget communal, Chapitre 011, fonction 5512, n° 6228.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 13 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250218-DM2025042-AU
Date de télétransmission : 18/02/2025
Date de réception préfecture : 18/02/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0043

Cabinet du Maire
Réf. : 2025 n° 0043
Affaire suivie par : Valérie MARTY
vmarty@ville-lagarde.fr_ (poste 98.01)

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE A L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ET A L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DU VAR – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU les statuts de l'Association des Maires de France et de l'Association des Maires du Var,

CONSIDERANT que créée en 1970, reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France (AMF) œuvre depuis toujours pour mieux préserver les intérêts des communes et de leur intercommunalité,

CONSIDERANT qu'appuyée sur un réseau territorial de 102 associations départementales, dont l'Association des Maires du Var, l'AMF a pour objet l'étude au point de vue économique, administratif, financier et technique des questions qui intéresse l'administration des communes et de leurs regroupements et les rapports de ceux-ci avec les pouvoirs publics et les autres collectivités territoriales,

CONSIDERANT que l'AMF et l'AMF 83 facilitent à leurs adhérents l'exercice de leurs fonctions par le conseil, l'information, la formation et le cas échéant, par une assistance technique et administrative, soit par leurs propres moyens, soit par l'intermédiaire d'autres organes,

CONSIDERANT qu'au regard de tout ce qui précède, il est dans l'intérêt de la commune de renouveler son adhésion à ces associations.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250819-DM2025003-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE RENOUVELER** l'adhésion de la commune à l'Association des Maires de France et à l'Association des Maires du Var, pour l'année 2025, moyennant une cotisation annuelle de 6 092,62 Euros.

ARTICLE 2 : **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget – Chapitre 011 – Article 6281.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 19 février 2025

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250819-DM2025020043-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0044

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : ACCORD-CADRE A COMMANDE : TRAVAUX DE RENOVATION, D'ENTRETIEN ET DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DANS LES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE LA GARDE– MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE AVICOLLO ENERGIES.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé.

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT la nécessité d'entreprendre régulièrement des travaux de rénovation de maintenance, d'entretien et de mise aux normes des installations électriques dans les divers bâtiments et équipements communaux de la ville de La Garde.

CONSIDERANT que ces travaux doivent être exécutés en fonction des particularités de chaque bâtiment, il a été décidé de lancer une consultation à procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 3°alinéa et R.2123-5 du décret 2018-1075du 3 décembre 2018 du Code de la commande Publique. La consultation donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, à savoir un marché conclu avec un seul opérateur économique. Le marché est conclu pour une durée qui démarrera à la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025 et pourra être reconduit tacitement trois (3) fois.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250819-DM2025044-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

CONSIDERANT que les dépenses sont fixées à un montant annuel maximum de 360 000 € T.T.C par période.

CONSIDERANT que suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié, quatorze (14) dossiers de consultations ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Cinq (5) plis dont la présentation était conforme ont été remis dans le délai imparti.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que l'offre, complète et conforme, de la société AVICOLLO ENERGIES s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché relatif aux travaux de rénovation d'entretien et de mise aux normes des installations électriques dans les bâtiments et équipements communaux de la Ville de La Garde à la société AVICOLLO ENERGIES.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires, ceci dans la limite des dépenses fixés à 360 000 € T.T.C par période.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'acte d'engagement tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes ainsi que le montant du marché, et de signer tous les documents contractuels permettant son exécution.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 19 Février 2025.

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250819-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202502-0045

SERVICE EDUCATION
Réf. : 2025
Affaire suivie par :
Mélany BUENO
mbueno@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR NOEL LEREBOULET COMEDIEN DANS LE CADRE D'UN SPECTACLE POUR ENFANTS SUR L'ACCUEIL DE LOISIRS HENRI WALLON LE 20 FEVRIER 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer un spectacle pour enfants sur l'accueil de loisirs H. WALLON

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes du spectacle programmé à l'accueil de loisirs H. WALLON la présence d'un comédien est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Noel LEREBOULET comédien, demeurant 416 chemin des valises 83490 LE MUY pour 1 cachet le 20 février 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 700,00 € (SEPT CENTS EUROS) correspondant à un salaire net de 350,34 € (TROIS CENT CINQUANTE EUROS TRENTE QUATRE CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C600 Opération 3311 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 24.02.2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250224-DM2025000045-AU
Date de télétransmission : 27/02/2025
Date de réception préfecture : 27/02/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0046

SERVICE : CONTENTIEUX
REF. : ER/AG/25/053/RC-768

VISAS		
RCSP.	DGAS	DGS.

OBJET : PRISE EN CHARGE REMISE EN ETAT VEHICULE SUITE SINISTRE RESPONSABLE – SIGNATURE PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION DES DOMMAGES – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé et, notamment son 16° ;

CONSIDERANT qu'en date du 22 décembre 2024, le véhicule immatriculé FX-512-PL appartenant à [redacted], a subi des dommages occasionnés par la chute d'une décoration de Noël, propriété de la Commune, alors qu'il circulait sur l'avenue du 1er BIMP, à LA GARDE,

CONSIDERANT que le coût de la remise en état est fixé à 974.40 € suivant le devis n° 1251 / 1 du 07 janvier 2025, établi par le garage SARL BOTASSO situé à LA CRAU (83260) – 156 avenue de Toulon,

CONSIDERANT que le contrat d'assurance souscrit par la Commune prévoit une franchise d'un montant de 1 000.00 € et qu'il apparaît, dès lors, que la Commune doit se comporter comme son propre assureur en prenant directement en charge le coût de la remise en état,

CONSIDERANT qu'afin de circonscrire cette procédure à la seule indemnisation, au profit du garage réparateur, du montant précisé dans le devis précité, la Commune doit signer avec [redacted], un protocole d'accord transactionnel formalisant les engagements des parties.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE EN CHARGE** le coût de la remise en état du véhicule de [redacted], pour un coût de 974.40 € suivant le devis n° 1251 / 1 du 07 janvier 2025, établi par le garage SARL BOTASSO situé à LA CRAU (83260) – 156 avenue de Toulon, étant précisé que le paiement interviendra directement auprès du garage réparateur sur présentation d'une facture établie au nom de [redacted].

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025046-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** un protocole d'accord transactionnel formalisant les engagements des parties.

ARTICLE 3 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 27 février 2025

Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250[illegible]-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025-0047

SERVICE ANIMATIONS-TOURISME
Affaire suivie par : Denis DURAND
☎ : 04 94 08 99 18
@ : ddurand@ville-lagarde.fr

VISAS		
RESP	DGAPP	DGS

OBJET : CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « TECHNI-SCENE - CONCEPT EUROPE » POUR LE CONCERT DE LA FETE DE LA MUSIQUE LE SAMEDI 21 JUIN 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé

CONSIDERANT la proposition de la société « Techni-Scène- Concept Europe »,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** le contrat de session ci -joint avec la société « Techni-Scène- Concept Europe » représentée par Monsieur David Almeras en sa qualité de Directeur qui fixe les obligations des 2 parties.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE** acte du montant de la prestation fixée à 9465€ TTC (TVA 5%) et des modalités de paiements telles que définies dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au budget primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation 3162, article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, LE 27 FEVRIER 2025

La Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2550047-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

imprimerie municipale

SIRET : 40270861400035
CODE A.P.E. : 9002 Z
LICENCE SPECTACLE : 2-1055130
URSSAF : 1301510533925
GRISS : 50078678
ASSEDIC : 8000571601
CONGES SPECTACLE : 12269001 V

CONTRAT DE VENTE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

TECHNI-SCENE-CONCEPT-EUROPE
Siègeant au 102 avenue François Mitterrand – 13170 LES PENNES MIRABEAU
Représentée par David Alméras, en sa qualité de Directeur et agissant au nom de l'Orchestre Alméras Music Live

- Ci-après dénommé : **le Producteur.**

Madame **Hélène Arnaud - Bill**
Demeurant **c/o Mairie – Rue Jean Baptiste Lavène – 83130 La Garde**
Agissant au nom **De la Mairie de la Garde** en sa qualité de **Maire.**
Siret : 21830062200014
N° Licence et catégorie : Platesv-R-2020-005218 / Platesv-R-2020-005220

- Ci-après dénommé : **l'Organisateur.**

D'AUTRE PART.

PRESTATION DU CONTRAT :

Animation par l'Orchestre Alméras Music Live le Samedi 21 Juin 2025 composé de 21 Personnes, dont 14 Personnes sur scène + 7 techniciens,

1. Lieu de représentation : **Place de la République – 83130 La garde**
2. Nombre de représentation : **Une**
3. Date de la représentation : **Samedi 21 Juin 2025**
4. Horaires : Répétition le jour même avant le spectacle.
   Représentation : 21h30 Concert

5. Prix orchestre : 8 971,56 Euros H.T. + T.V.A. 5,5 % 483,44 Euros = **9 465,00 Euros T.T.C.**
Soit en toutes lettres la somme de Neuf Mille Quatre Cent Soixante Cinq €uros TTC.

Les salaires et charges des participants sont pris en charge par TECHNI-SCENE-CONCEPT-EUROPE.
Ce prix comprend les frais de voyage et les repas.

6.A la charge du Client : Podium 12m*8m – arrivée de courant 3*63A 380V + terre

40 bouteilles d'eau minérale 1,5 l + soft coca zéro, orangina

7.Règlement : **Par Mandat Administratif après prestation sur présentation de la facture.**

OA.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250820-D[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

8. Conditions générales :

Le Chef d'Orchestre remettra à l'Organisateur une « ATTESTATION DE SEANCE » de la SACEM, ou une feuille de droit d'auteur.

L'Organisateur fera son affaire personnelle du paiement des droits d'auteur afférent au spectacle.

Le Chef d'Orchestre s'engage à se conformer aux règlements en vigueur ainsi qu'aux lois et ordonnances de police en usage dans le pays.

Lors des bals en plein air, et ce en cas d'intempéries, l'Organisateur doit prévoir un lieu couvert (salle, gymnase,…) pour que l'orchestre puisse si retirer au plus vite et prévoir même une assurance intempéries (Arnoux assurances 04 88 91 95 23)

Sauf le cas de force majeure, si le spectacle prévu ne pouvait avoir lieu, la partie défaillante, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts, versera à l'autre l'intégralité du contrat.

En cas d'intempéries un report de la date est toutefois possible, avant que l'équipe ne soit sur place (le 21 Juin), et le report doit être avant le 30 Septembre 2025, à condition que l'orchestre soit disponible.

De conventions expresses, le for de toutes contestations est AIX EN PROVENCE.

Les parties soussignées déclarant avoir pris connaissance des conditions générales et des conditions particulières du présent contrat qu'elles acceptent et s'obligent à exécuter scrupuleusement sans réserve.

Fait en **DEUX** exemplaires et de bonne foi, aux Pennes Mirabeau, le 26 Février 2025.
(faire précéder les signatures de la mention « Lu et Approuvé »)

Le Producteur

TECHNI SCENE CONCEPT EUROPE
102 Av. François Mitterrand
13170 Les Pennes Mirabeau
Tel : 04 42 02 85 91
Mail : techni-scene@wanadoo.fr
www.techni-scene.com

David ALMERAS

L'Organisateur

MAIRIE DE LA GARDE

Me Hélène Arnaud - Bill (Maire de La Garde)

N.B. : En cas de mots rayés dans le texte, indiquer en marge : (X) mots rayés et nuls, et parapher avec les initiales.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE125626DE-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0048

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DSS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES ESPACES PERISCOLAIRES DE L'ECOLE MAURICE DELPLACE - 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour l'école Maurice Delplace, en faveur des acquisitions d'équipements dédiés aux espaces périscolaires pour un montant total de **5 257,35€ HT** :

Projet	Montant HT	Montant TTC
Plastifieuse	70,83 €	84,99 €
Tableau blanc sur pied	83,29 €	99,95 €
Armoire haute à clés	190,68 €	228,82 €
5 modules motricité	747,00 €	752,03 €
2 enceintes	550,77 €	660,92 €
10 chaises coques en plastique	277,68 €	333,22 €
Four plaque cuisson	208,31 €	249,97 €
Autolaveuse	2 921,00 €	3 505,20 €
Chariot de ménage	207,79 €	249,35 €
TOTAL	**5 257,35 €**	**6 164,45 €**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur de l'école Maurice DELPLACE :

Montant subventionnable H.T.	5 257,35 €	%
CAF du Var - Plan Mercredi	3 154,41 €	60 %
Autofinancement	2 102,94 €	40 %

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025004B-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

imprimerie municipale

DM 2025/0048

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 27 février 2025

Le Maire

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0049

Parc national de Port-Cros – La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU SERVICE JEUNESSE – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour le service jeunesse, en faveur de l'acquisition de matériels et équipements afin de favoriser de développement des semaines à thèmes pour un montant total de **4 732,91 € HT** :

Equipements	Montant HT	Montant TTC
Table de ping-pong	332,50 €	399,00 €
Babyfoot	391,66 €	469,99 €
Appareil photo	75,18 €	90,21 €
Ustensiles de camping	308,18 €	369,81 €
Plaques induction camping	180,40 €	216,48 €
Cantine rangement camping	150,00 €	187,00 €
Equipements de camping	610,83 €	733,00 €
Déguisements	401,00 €	481,20 €
3 fauteuils de bureau	789,84 €	962,28 €
Pack horibot STARTER	1 410,00 €	1 410,00 €
Enceintes	83,32 €	99,98 €
Total	**4 732,91 €**	**5 418,95 €**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur du service Jeunesse :

Montant subventionnable H.T.	4 732,91 €	%
CAF du Var	3 154,41 €	40 %
Autofinancement	2 102,94 €	60 %

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025049-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

imprimerie municipale

DM 2025/0049

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 27 février 2025

Le Maire

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250226-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202502-0050

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

Visas		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « EXISTER DEFINITION » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 14 MARS 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher,

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques du spectacle programmé au Théâtre le Rocher la présence d'un technicien son est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 3 services le 14 mars 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation 728,90€ (SEPT CENT VINGT HUIT EUROS QUATRE VINGT DIX CENTIMES) correspondant à un salaire net de 331,75€ (TROIS CENT TRENTE ET UN EUROS SOIXANTE QUINZE CENTIMES).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 27 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250227-DM2025020-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202502-0051

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS		
DGP	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ABLAYE CISSOKO » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 21 MARS 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher en partenariat avec tandem.

CONSIDERANT la décision de la Municipalité de programmer une saison de concerts de musiques actuelles dans le cadre de la saison du Théâtre le Rocher, en partenariat avec l'association TANDEM

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son , demeurant 203 rue de la Cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 2 services le 21 mars 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 486,67(QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 221,02 € (DEUX CENT VINGT ET UN EUROS DEUX CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 301 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 27 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250326-DM2550051-AU
Date de télétransmission : 03/08/2025
Date de réception préfecture : 03/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0052

Parc national de Port-Cros – La Garde

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/055/B-112

VISAS		
RESP.	DGAS	DGS

OBJET : AVENANT N° 1 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / [redacted] – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 ;

VU la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, en particulier, son article 40 relatif aux logements donnés en location à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé, complétée par la délibération du Conseil n° 1 du 22 janvier 2024 ;

CONSIDERANT le bail de location à titre exceptionnel et transitoire signé par [redacted] le 06 janvier 2025, concernant l'occupation d'un logement communal vacant, de type T3, situé 97 rue de la Piscine à LA GARDE (83130) pour la période du 26 décembre 2024 au 28 février 2025, en raison d'un sinistre intervenu dans son logement principal,

CONSIDERANT la demande formulée le 27 février 2025 auprès de la Commune par [redacted], par laquelle il sollicite une prolongation de l'occupation du logement communal, jusqu'au 14 mars 2025 pour lui permettre de terminer les travaux et ainsi réintégrer sa résidence principale dans des conditions décentes,

CONSIDERANT que la Commune peut répondre favorablement à cette demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un avenant au contrat de location à titre exceptionnel et transitoire signé le 06 janvier 2025, pour la période du 26 décembre 2024 au 28 février 2025, au profit de [redacted], d'un appartement de type T3, d'une superficie de 42 m² environ, situé 97 rue de la Piscine à LA GARDE (83130), pour une nouvelle période s'étendant du 1er au 14 mars, moyennant le paiement d'une redevance de 203.22 €.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr

FAIT A LA GARDE, le 28 février 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250228-DM2025005201-AU
Date de télétransmission : 05/08/2025
Date de réception préfecture : 05/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0053

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AG/25/058/C-700

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DIFFAMANTS ET OUTRAGEANTS SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT le procès-verbal de constat d'huissier en date du 19 février 2025 dressé par Maître Sabine ALBINET,

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter les honoraires de Maître Sabine ALBINET, Huissier de Justice de la SELARL AZUR HUISSIERS, domiciliée 44 avenue Pasteur, 83160 LA VALETTE DU VAR suivant facture n° 158603 du 19 février 2025 d'un montant TTC de 350.00 €, correspondant aux frais de procès-verbal de constat.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le montant des honoraires de Maître Sabine ALBINET, Huissier de Justice de la SELARL AZUR HUISSIERS, domiciliée avenue Pasteur, 83160 LA VALETTE DU VAR, d'un montant TTC de 350.00 €, suivant facture n° 158603 du 19 février 2025, correspondant aux frais de procès-verbal de constat en date du 19 février 2025.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 03 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250808-DM2025053-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0054

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DU PERSONNEL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 6 LOTS). MARCHES A INTERVENIR AVEC LES SOCIETES : ETABLISSEMENT DESCOURS ET CABAUD, CAROLE B ET POKEE SPORT PUBLICITE. ET DECLARATION SANS SUITE DU LOT 6 « EPI SERVICE DISTRIBUTION ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé.

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT la volonté municipale d'acquérir des vêtements et des chaussures de travail destinés à l'attribution vestimentaire des agents municipaux de la Ville de LA GARDE,

CONSIDERANT qu'au vu des différentes fournitures à acquérir, il a été décidé de décomposer la consultation en six lots traités par marchés séparés :

- Lot 1 : « Vêtements et EPI pour les Services techniques »,
- Lot 2 : « Vêtements Petite Enfance – Service Education »,
- Lot 3 : « Vêtements de sport »,
- Lot 4 : « Chaussures Petite Enfance - Service Education »,
- Lot 5: « Vêtements S.S.I.A.P. »,
- Lot 6 : « EPI Service Distribution ».

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025054-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

CONSIDERANT que la procédure de consultation retenue est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 et R.2123-5 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 du Code de la commande Publique. La consultation donnera lieu à l'établissement d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

CONSIDERANT que les dépenses sont fixées pour l'ensemble des fournitures de chacun des lots aux montants suivants :

- Lot 1 : montant maximum de 20 000 € HT,
- Lot 2 : montant maximum de 10 000 € HT,
- Lot 3 : montant maximum de 20 000 € HT,
- Lot 4 : montant maximum de 10 000 € HT,
- Lot 5 : montant maximum de 3 000 € HT,
- Lot 6 : montant maximum de 5 000 € HT.

CONSIDERANT que suite à l'avis publié, vingt-sept (27) dossiers de consultations ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Quatre (4) plis conformes sont parvenus dans le délai imparti par voie dématérialisée et aucun pli hors délai.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que les offres des sociétés :

- ETABLISSEMENT DESCOURS ET CABAUD pour le lot 1 « Vêtements et EPI pour les Services Techniques »,
- CAROLE B pour ; lot 2 « Vêtements Petite Enfance – Service Education », lot 4 « Chaussures Petite Enfance - Service Education » et lot 5 « Vêtements S.S.I.A.P »,
- POKEE SPORT PUBLICITE pour le lot 3 « Vêtements de Sport »,

sont conformes aux exigences requises pour ces fournitures et apparaissent économiquement les plus avantageuses pour la Commune.

CONSIDERANT qu'aucune offre n'a été déposée pour le lot 6 « EPI service Distribution », il est proposé à l'acheteur public de déclarer ledit lot sans suite en application de l'article R.2185-1 du code de la commande Publique au motif d'infructuosité.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** les marchés relatifs à l'attribution vestimentaire du personnel municipal aux sociétés :

- ETABLISSEMENT DESCOURS ET CABAUD pour le lot 1 « Vêtements et EPI pour les Services Techniques »,
- CAROLE B pour le lot 2 « Vêtements Petite Enfance – Service Education », le lot 4 « Chaussures Petite Enfance – Service Education » et le lot 5 « Vêtements S.S.I.A.P »,
- POKEE SPORT PUBLICITE pour le lot 3 « Vêtements de Sport ».

ARTICLE 2 : **DE DECLARER**, la procédure de mise en concurrence relative à l'Attribution vestimentaire du personnel municipal de la ville de la garde (en 6 lots) concernant le lot 6 : «EPI Service Distribution », sans suite en application de l'article R.2185-1 du code de la commande Publique pour motif d'infructuosité.

ARTICLE 3 : **DE PRENDRE ACTE** que les dépenses sont évaluées par période pour l'ensemble des prestations de chacun des lots aux montants suivants ;

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

- Lot 1 : montant maximum de 20 000 € HT,
- Lot 2 : montant maximum de 10 000 € HT,
- Lot 3 : montant maximum de 20 000 € HT,
- Lot 4 : montant maximum de 10 000 € HT,
- Lot 5 : montant maximum de 3 000 € HT,

ARTICLE 4 : D'APPROUVER les actes d'engagements tels qu'établis, mentionnant l'identité des parties contractantes ainsi que les montants des marchés, et de signer tous les documents contractuels permettant leurs exécutions.

ARTICLE 5 : DE PRELEVER les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 5 Mars 2025.

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0055

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : CREATION D'UNE IDENTITE GRAPHIQUE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SITE INTERNET POUR LES BESOINS DE LA NOUVELLE SALLE DE SPECTACLE DE LA VILLE DE LA GARDE.- MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE TRAFIK

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT que pour les besoins de sa nouvelle salle de spectacle, la municipalité de la Ville de La Garde a décidé de faire appel à un prestataire spécialisé afin de mener à bien sa programmation, l'accompagner au mieux dans sa communication et aider ses services à la création d'une identité graphique mais également dans mise en œuvre d'un site internet dédié.

CONSIDERANT que les prestations se décomposent en différentes phases à des périodes bien distinctes, il a été décidé de lancer un accord cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, à savoir un marché conclu pour une durée initiale d'un an, renouvelable trois fois sans que sa durée totale n'excède quatre ans.

CONSIDERANT que les dépenses sont fixées pour l'ensemble des prestations à un montant maximum de 40.000,00 € HT pour la période 1, 10 000,00 € HT pour la période 2 et 5 000,00 € HT pour les périodes 3 et 4.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025005-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

CONSIDERANT que les cinq (5) opérateurs économiques les sociétés LE JARDIN GRAPHIQUE / BREST BREST BREST / TRAFIK / ATELIER MARGE / SUPER TERRAIN ont été consultés, trois plis conforme ont été remis dans le délai imparti, par voie dématérialisée.

CONSIDERANT que le résultat obtenu fait ressortir, après vérification et analyse, que l'offre de la société TRAFIK s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces travaux et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché de prestations de création d'une identité graphique et de mise en œuvre d'un site internet pour les besoins de la nouvelle salle de spectacle de la Ville de La Garde à la société TRAFIK.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires, ceci dans la limite des dépenses évaluées à un montant maximum de 40.000,00 € HT pour la période 1, 10 000,00 € HT pour la période 2 et 5 000,00 € HT pour les périodes 3 et 4.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'Acte d'Engagement du marché tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que le montant du marché et de signer tous les documents contractuels permettant sa réalisation.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement de la dépense sur le budget de la Ville.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT à LA GARDE, le 05 mars 2025

Pour le maire et par délégation
L'Adjointe au Maire

Helene DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025005[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

DECISION MUNICIPALE n° 2025 / 0056

VILLE DE LA GARDE
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
2025/JB/AP/OT/MP

VISAS		
	DGAS	

OBJET : FIXATION DU TARIF DE LA SALLE 116 DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2025.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la Décision Municipale n° 2024/0450 du 30 décembre 2024 fixant les tarifs des services de la ville à compter du 1er janvier 2025,

CONSIDERANT l'aménagement d'une salle supplémentaire de 42 m² pouvant accueillir 40 personnes identifiée salle 116 au sein de la maison communale Gérard Philipe,

CONSIDERANT que cette nouvelle salle attenante aux salles 114 et 115 peut être additionnée à ces dernières pour créer une salle de 116 m² pouvant accueillir 110 personnes,

CONSIDERANT la nécessité de fixer un tarif d'occupation de cette salle 116 et de rajouter un tarif cumulé avec les salles 114 et 115.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **D'ADOPTER** à compter du 1er janvier 2025 les tarifs de la salle 116 de la maison communale Gérard Philipe ainsi que du regroupement des salles 115/116 et 114/115/116.

MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE	SALLE 116	SALLE 115/116	SALLE 114/115/116
Partenaires institutionnels concourant à un intérêt général	35,00 €	70,00 €	95,00 €
Associations non gardéennes	185,25 €	370,50 €	492,90 €
Autres (avec activité rémunérée...)	245,60 €	491,20 €	679,75 €

MODALITES DE PRET : L'utilisation des salles municipales ci-dessus énoncées est soumise à la signature d'une convention entre les deux parties.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 05 Mars 2025

Le Maire
HELENE ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025056-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DÉCISION MUNICIPALE N° 202503-0057

SERVICE : FINANCES
REF : HAB/JB/AP
Affaire suivie par : R. ALOY-CLEMENT (7101)
raloy@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2-27, L5217 10-6 et R2321-1,

VU la délibération n°3 du 29 novembre 2021 relative à la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2022

VU les délibérations n°1 du 08 avril 2024, n°4 du 17 juin 2024 portant adoption du budget primitif 2024, du budget supplémentaire 2024

CONSIDERANT que sur le fondement de l'article L 5217-10-5 du CGCT, le Maire peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

CONSIDERANT la nécessité d'abonder les crédits en investissement du chapitre 20, article 20551 de 5500,00€

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **D'EFFECTUER** les virements des crédits tels que présentés ci-après :

Débit : - 5 500.00€ chapitre 21 – article 2188 – fonction 0202 – Opération PA 4 PP
Crédit : + 5 500.00€ chapitre 21 – article 2051 – fonction 0202 – Opération PA 4 PP

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 06/03/2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025030057-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0058

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AC/25/062/C-784

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : [redacted] **C/ COMMUNE - RECOURS COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE N° 25MA00346 CONTRE JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON DU 9 DECEMBRE 2024 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU la Convention d'assistance juridique entre la Commune de LA GARDE et le cabinet d'avocats RICHER & Associés en date du 17 septembre 2020, reçue en préfecture le 21 septembre 2020 et notifiée au cabinet RICHER & Associés le 22 septembre 2020 ;

CONSIDERANT l'appel formé, par requête déposée au greffe de la Cour administrative d'Appel de Marseille le 7 février 2025, par les Epoux [redacted] contre le jugement du Tribunal administratif de Toulon n° 2202216, 2303556 du 9 décembre 2024 en ce qu'il a rejeté leurs demandes à l'encontre de l'arrêté de non-opposition à déclaration préalable délivré par la Commune à la SAS FREE MOBILE, le 26 juillet 2023, en vue de la création d'un relais de téléphonie mobile au 1478 Chemin d'Astouret à La Garde ;

CONSIDERANT qu'il convient de répondre à ladite requête référencée sous le numéro 25MA00346 et, pour ce faire, de solliciter l'assistance d'un avocat ;

DECIDE

ARTICLE 1er : **D'ESTER** en Justice devant la Cour administrative d'Appel de Marseille dans l'instance juridictionnelle n° 25MA00346, opposant les Epoux [redacted] à la Commune.

ARTICLE 2 : **DE S'ADJOINDRE** le ministère d'avocat du Cabinet d'avocats RICHER & Associés, demeurant 23 Rue d'Orléans – 92210 SAINT-CLOUD, afin de défendre les intérêts de la Commune dans cette instance.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025058-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

ARTICLE 3 : **D'ACCEPTER,** conformément à l'article 5 de la Convention susvisée, le montant des honoraires du cabinet d'avocats RICHER & Associés.

ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 6 mars 2025

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0059

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AC/25/063/C-805

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : [redacted] **CONTRE COMMUNE – DECISION DU 10 JANVIER 2025 FRAIS DE MISE EN FOURRIERE POUR STATIONNEMENT ABUSIF - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2500477-3 - MINISTERE D'AVOCAT INSCRIPTION DE LA DEPENSE**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU la Convention d'assistance juridique entre la Commune de LA GARDE et le cabinet d'avocats RICHER & Associés en date du 17 septembre 2020, reçue en préfecture le 21 septembre 2020 et notifiée au cabinet RICHER & Associés le 22 septembre 2020 ;

CONSIDERANT le recours formé par [redacted], par requête introductive d'instance enregistrée le 4 février 2025 près le Tribunal Administratif de TOULON, contre la décision du 10 janvier 2025 lui imputant des frais de mise en fourrière pour stationnement abusif du véhicule de marque FIAT immatriculé 234 BLB 83 ;

CONSIDERANT qu'il convient de répondre à ladite requête et, pour ce faire, de solliciter l'assistance d'un avocat,

DECIDE

ARTICLE 1er : **D'ESTER** en Justice devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans l'instance juridictionnelle n° 2500477-3, opposant [redacted] à la Commune.

ARTICLE 2 : **DE S'ADJOINDRE** le ministère d'avocat du Cabinet d'avocats RICHER & Associés, demeurant 23 Rue d'Orléans – 92210 SAINT-CLOUD, afin de défendre les intérêts de la Commune dans cette instance.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025059-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

ARTICLE 3 : **D'ACCEPTER,** conformément à l'article 5 de la Convention susvisée, le montant des honoraires du cabinet d'avocats RICHER & Associés.

ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 6 mars 2025

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250806-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 08/08/2025
Date de réception préfecture : 08/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0060

Bureau Information Jeunesse
Réf. : 2025 n° 09
Affaire suivie par :
Audrey MOUTET (poste 33.69)
amoutet@ville-lagarde.fr

VISAS		
R.G.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR STARMOUV LE VENDREDI 04 JUILLET 2025.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision de la Municipalité de programmer des manifestations pour la Jeunesse en toute sécurité,

CONSIDERANT la proposition de DPS de l'association de Protection Civile du Var,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** LA CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS POUR STARMOUV LE VENDREDI 04 JUILLET 2025 SUR LA PLACE DE LA REPUBLIQUE.

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** LE MONTANT DE LA DEPENSE 187€ (CENTS QUATRE-VINGT-SEPT EUROS) AU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2025, SECTION DE FONCTIONNEMENT, IMPUTATION C725 FONCTION 3384 – ARTICLE 6288

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 MARS 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025030060-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

imprimerie municipale

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

| Protection Civile du Var

Convention pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours

STARMOUV - convention n°56/2025/TM

1. Association Prestataire

Protection Civile du Var
Adresse : 357 Route de Marseille Caserne de l'Escaillon 83200 - TOULON
Téléphone : 0494910883
Courriel : var@protection-civile.org
Ci-après désignée : Association prestataire
Représenté par (Prénom, Nom) : Samuel LEGIGAN

Association ayant reçu notamment une autorisation d'exercice déconcentrée pour les missions de sécurité civile de type D (Certificat Original d'Affiliation en annexe) par sa régulière affiliation à la Protection Civile (Protection Civile), association agréée de sécurité civile au plan national par arrêté ministériel.

2. Organisateur de l'évènement

Raison sociale de l'organisateur : Mairie de La Garde
Adresse : Rue Jean-Baptiste Lavène
BP121
83957 - LA GARDE CEDEX
Téléphone : 04 94 08 99 11
Courriel : animation@ville-lagarde.fr
Ci-après désignée : l'organisateur
Représentant Légal: MAIRIE DE LA GARDE

3. Objet de la convention

3.1 Objet

La présente convention a pour but de fixer les modalités de fonctionnement entre :
Protection Civile du Var , qui peut régulièrement exercer, d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs prévisionnels de Secours.
et
Mairie de La Garde
pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours, ceci afin de bien clarifier le cadre juridique de la prestation de service assurée.
La mise en place du Dispositif Prévisionnel de Secours concerne le public seulement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM255056-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

3.2 Descriptif de l'évènement

Nom de l'évènement : STARMOUV
Date(s) : du vendredi 4 juillet 21:00 au samedi 5 juillet 2025 0:00
Lieu : La garde
Adresse précise : Place de la République 83130 La Garde

3.3 Grille d'évaluation des risques

Cet évènement a fait l'objet par l'organisateur d'une évaluation des risques dont la grille figure en annexe de la présente convention.

3.4 Autorisations

L'organisateur reconnait posséder toutes les autorisations nécessaires au déroulement de la dite manifestation et avoir souscrit une assurance responsabilité civile organisateur.

3.5 Responsabilités

Conformément aux textes réglementaires, l'organisateur est responsable de l'ensemble de l'organisation et des mesures prises en liaison avec l'autorité de police compétente (maire, préfet).
La mise en place d'un dispositif de secours ne peut avoir pour conséquence un transfert de responsabilité vers l'association prestataire.

4. Prestations fournies par le prestataire

4.1 Type du dispositif mis en place

Pour répondre à la demande écrite formulée par Mairie de La Garde, et au vu du résultat de la grille d'évaluation des risques renseignée en fonction des éléments d'évaluation fournis par l'organisateur et co-signée (voir annexes), Protection Civile du Var, conformément aux directives du Référentiel National relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours (RNDPS) – Ministère de l'intérieur – arrêté NOR : INTE0600910A du 7 novembre 2006, applicables en la matière et opposables aux parties à la convention, et des prescriptions de l'association prestataire, s'engage à mettre en place le Dispositif Prévisionnel de Secours suivant :

Dispositif Prévisionnel de Secours : Point alerte et premiers secours (max 2)

4.2 : Composition du dispositif

Nombre d'intervenants secouristes : 2
Véhicules de Premiers Secours : 0
Autres véhicules : 1

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2556[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

4.3 : Informations concernant le dispositif

4.3.1 : Les intervenants

- Les équipiers secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 2 (PSE2), validés dans leur aptitude opérationnelle conformément à la réglementation en vigueur et portés sur les listes d'aptitude opérationnelles.
- Les secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 1 (PSE1), validés dans leur aptitude opérationnelle et portés sur les listes d'aptitudes opérationnelles.
- Un membre de chaque équipe exerce les fonctions de chef d'équipe.
- En cas de besoin des Logisticiens Administratifs et Techniques (LAT) assurent les fonctions pour lesquelles ils ont compétence.
- En fonction de la taille du DPS , un ou des chef(s) de poste, chef(s) de section, chef(s) de secteur, chef de dispositifs, cadres opérationnels (est ou sont) désigné(s) par l'association prestataire.

4.3.2 : Moyens matériels

- Les différents lots de matériels mis à disposition sont conformes au RNDPS du 7 novembre 2006.
- Les Véhicules de Premiers Secours à Personnes (V.P.S.P), utilisés comme Postes de Secours Mobiles ou Fixes, sont dotés d'une cellule de soins adaptée et des matériels permettant d'assurer les premiers secours ainsi que le conditionnement d'une victime.

4.4 Missions

Les moyens mis en place par l'association prestataire sont destinés à assurer une présence préventive pendant la manifestation faisant l'objet de cette convention :

Points d'alertes et de premiers secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Alerter les secours publics,
4° Prodiguer à la victime des gestes de premiers secours réalisables à 2 intervenants,
5° Accueillir les secours et faciliter leur intervention.

Poste de secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Faire un bilan et porter les premiers secours nécessaires à une victime,
4° Prodiguer des conseils adaptés à une victime qui pourrait partir par ses propres moyens,
5° Contribuer à la mise en place de la chaîne des secours allant de l'alerte jusqu'à la prise en charge de la victime par les pouvoirs publics,
6° Accueillir les secours et faciliter leur intervention

Une équipe de secours peut prendre en charge :

- Une seule victime atteinte d'une détresse vitale
- Un nombre de victimes sans gravités, équivalent à celui des intervenants qui la compose

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550806-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

4.5 Transport des victimes

L'association prestataire n'assurera pas le transport des victimes vers un centre hospitalier. Les éventuelles évacuations des blessés ou malades sont assurées par les services publics de secours

4.6 Modalités opérationnelles

- Les intervenants sont revêtus de leur tenue officielle.
- Ils interviennent sous la direction de l'encadrement mis en place par Protection Civile du Var
- L'association est représentée opérationnellement par Mickael TINTELIN, qui est joignable au: 0611835225, qui a procédé à la désignation du chef d'équipe (ou chef de poste, ou chef de section).
- Le chef de poste prendra contact avec le bénéficiaire dès son arrivée sur site pour vérifier la concordance avec les clauses techniques de la convention, mettre en place le dispositif et déterminer les modalités opératoires liées à l'évènement.
- Les intervenants et véhicules sont dotés de moyens radio sur fréquence propres. Ces moyens peuvent constituer un réseau qui nécessite la mise en place de matériels spécifiques et la présence d'opérateurs radio.

5. Engagements de l'organisateur

5.1 Aspects logistiques

5.1.1 Locaux, matériels, moyens de communication

Pas de moyens particuliers prévus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM225053006-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

5.1.2 Dispositf d'alerte des secours publics

L'organisateur s'engage à mettre à la disposition des équipes de secours, un moyen d'appel des secours publics.

5.1.3 Conditions de vie

Les repas et les boissons des secouristes présents ne seront pas pris en charge par l'organisateur.

5.2 Modalités opérationnelles

5.2.1 Correspondant de l'organisateur

MOUTET AUDREY (tél. 0663604771) membre de l'organisateur, sera interlocuteur de l'association prestataire le jour de la manifestation.

5.2.2 Chaîne de commandement du DPS

Le commandement du dispositif sera assuré par l'association prestataire.

5.3 Modalités financières

5.3.1 Montant de la participation

L'intervention des secouristes demeure bénévole et l'action de l'association prestataire est à but non lucratif.
Toutefois, l'organisateur dédommage l'association des frais engendrés (déplacements, matériel, oxygène, produits pharmaceutiques...), estimés à 187 €.

5.3.2 Conditions de paiement

Cette somme sera réglée par virement ou par chèque libellé à l'ordre de : Protection Civile du Var

6. Engagement des deux parties

6.1 Durée de la convention

Cette convention est signée pour la durée de l'événement objet de la présente.

6.2 Condition de réalisation

L'engagement de l'association prestataire est lié :
- à l'acceptation de la présente convention par l'organisateur.
- à l'autorisation de l'événement par les pouvoirs publics.

7. Grille d'évalution des risques

Cette grille remplie sous la responsabilité de l'organisateur figure en annexe de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

8. Clauses particulières

9. Litiges

En cas de litige pendant et après la manifestation, à défaut d'entente entre l'association prestataire et l'organisateur, le contentieux pourra faire l'objet de recours devant les tribunaux compétents.

Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement destiné à l'établissent de documents administratifs et réglementaire (devis, facture, etc...) ainsi que des toutes autres données liées aux interventions.
Les destinataires de ces données sont Protection Civile du Var , les secours publics ou privés et la préfecture. La durée de conservation des données est de 20 ans après la fin de l'événement (code de la santé publique : article R1112-7)

Convention établie en double exemplaires à TOULON, le 07-03-2025

Pour Mairie de La Garde

(Cachet, nom et prénom,fonction du signataire)

Hélène ARNAUD-BILL
Maire

MAIRIE DE LA GARDE
B I J E

Pour Protection Civile du Var,

Samuel LEGIGAN

Protection Civile du Var
357, Route de Marseille
83200 TOULON
Tél. 04 94 91 08 83 Fax. 04 94 24 09 92
Email var@protection-civile.org

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Accusé de réception en préfecture
083-218300022-20250616-DEL225563-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

GRILLE D'EVALUATION DES RISQUES

56/2025/TM STARMOUV du 04-07-2025 au 05-07-2025

	Niveau de risque			
	Faible	Modéré	Moyen	Elevé
	0,25	0,30	0,35	0,40
Indicateur P_2				X
Indicateur E_1	X			
Indicateur E_2	X			

RIS	Type de DPS
$RIS \leq 0,25$	A la diligence de l'autorité de police compétence
$0,25 < RIS \leq 1,125$	Point d'alerte et de premiers secours
$1,125 < RIS \leq 12$	DPS de petite envergure
$12 < RIS \leq 36$	DPS de moyenne envergure
$36 < RIS$	DPS de grande envergure

Indice total de risque : $i = P_2 + E_1 + E_2$ = ...0.4... + ..0.25.. + ..0.25.. = ...0.9..

Effectif prévisible déclaré du public : P_1 = ...600..... Si $P_1 \leq 100\,000$ personnes, alors $P = P_1$

Si $P_1 > 100\,000$ personnes, alors $P = 100\,000 + \left(\frac{P_1 - 100\,000}{2} \right)$

P = 600

Ratio d'intervenants secouristes : $RIS = i \times \frac{P}{1000}$ = ..0.9 * (600 / 1000).....

RIS = ..0.54... **Effectif pair d'intervenants secouristes =** ..2..... **Type de DPS :** PAPS.....

Nom et visa de l'organisateur

Hélène ARNAUD-BILL

Nom et visa de l'autorité d'emploi de l'association

Le Président (e), Samuel LEGIGAN

Protection Civile du Var
357, Route de Marseille
83200 TOULON
Tél. 04 94 91 08 83 Fax. 04 94 24 09 92
Email. var@protection-civile.org

PS : A annexer à la convention.

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0061

Parc national de Port-Cros

Bureau Information Jeunesse
Réf. : 2025 n° 10
Affaire suivie par :
Audrey MOUTET (poste 33.69)
amoutet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Résp.S	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR LA FETE DE LA JEUNESSE DU VENDREDI 27 JUIN 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la délibération n° 1 du 22 janvier 2024 portant complément à la délibération n° 2 du 8 novembre 2022,

VU la décision de la Municipalité de programmer des manifestations pour la Jeunesse en toute sécurité,

CONSIDERANT la proposition de DPS de l'association de Protection Civile du Var,

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** LA CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS POUR LA FETE DE LA JEUNESSE DU VENDREDI 27 JUIN 2025 SUR LA PLACE DE LA REPUBLIQUE.

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** LE MONTANT DE LA DEPENSE 187€ (CENT QUATRE-VINGT-SEPT EUROS) AU BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2025, SECTION DE FONCTIONNEMENT, IMPUTATION C725 FONCTION 3384 – ARTICLE 6288

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025030061-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

imprimerie municipale

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

| Protection Civile du Var

Convention pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours

Fête de la jeunesse - convention n°57/2025/TM

1. Association Prestataire

Protection Civile du Var
Adresse : 357 Route de Marseille Caserne de l'Escaillon 83200 - TOULON
Téléphone : 0494910883
Courriel : var@protection-civile.org
Ci-après désignée : Association prestataire
Représenté par (Prénom, Nom) : Samuel LEGIGAN

Association ayant reçu notamment une autorisation d'exercice déconcentrée pour les missions de sécurité civile de type D (Certificat Original d'Affiliation en annexe) par sa régulière affiliation à la Protection Civile (Protection Civile), association agréée de sécurité civile au plan national par arrêté ministériel.

2. Organisateur de l'évènement

Raison sociale de l'organisateur : Mairie de La Garde
Adresse : Rue Jean-Baptiste Lavène
BP121
83957 - LA GARDE CEDEX
Téléphone : 04 94 08 99 11
Courriel : animation@ville-lagarde.fr
Ci-après désignée : l'organisateur
Représentant Légal: MAIRIE DE LA GARDE

3. Objet de la convention

3.1 Objet

La présente convention a pour but de fixer les modalités de fonctionnement entre :
Protection Civile du Var , qui peut régulièrement exercer, d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs prévisionnels de Secours.
et
Mairie de La Garde
pour la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours, ceci afin de bien clarifier le cadre juridique de la prestation de service assurée.
La mise en place du Dispositif Prévisionnel de Secours concerne le public seulement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM255630DH-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

3.2 Descriptif de l'évènement

Nom de l'évènement : Fête de la jeunesse
Date(s) : vendredi 27 juin 2025 de 17:00 à 20:00
Lieu : la Garde
Adresse précise : Place de la République 83130 La Garde

3.3 Grille d'évaluation des risques

Cet évènement a fait l'objet par l'organisateur d'une évaluation des risques dont la grille figure en annexe de la présente convention.

3.4 Autorisations

L'organisateur reconnait posséder toutes les autorisations nécessaires au déroulement de la dite manifestation et avoir souscrit une assurance responsabilité civile organisateur.

3.5 Responsabilités

Conformément aux textes réglementaires, l'organisateur est responsable de l'ensemble de l'organisation et des mesures prises en liaison avec l'autorité de police compétente (maire, préfet).
La mise en place d'un dispositif de secours ne peut avoir pour conséquence un transfert de responsabilité vers l'association prestataire.

4. Prestations fournies par le prestataire

4.1 Type du dispositif mis en place

Pour répondre à la demande écrite formulée par Mairie de La Garde, et au vu du résultat de la grille d'évaluation des risques renseignée en fonction des éléments d'évaluation fournis par l'organisateur et co-signée (voir annexes), Protection Civile du Var, conformément aux directives du Référentiel National relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours (RNDPS) – Ministère de l'intérieur – arrêté NOR : INTE0600910A du 7 novembre 2006, applicables en la matière et opposables aux parties à la convention, et des prescriptions de l'association prestataire, s'engage à mettre en place le Dispositif Prévisionnel de Secours suivant :

Dispositif Prévisionnel de Secours : Point alerte et premiers secours (max 2)

4.2 : Composition du dispositif

Nombre d'intervenants secouristes : 2
Véhicules de Premiers Secours : 0
Autres véhicules : 1

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2550601-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

4.3 : Informations concernant le dispositif

4.3.1 : Les intervenants

- Les équipiers secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 2 (PSE2), validés dans leur aptitude opérationnelle conformément à la réglementation en vigueur et portés sur les listes d'aptitude opérationnelles.
- Les secouristes sont titulaires du Diplôme de premiers Secours en équipe de niveau 1 (PSE1), validés dans leur aptitude opérationnelle et portés sur les listes d'aptitudes opérationnelles.
- Un membre de chaque équipe exerce les fonctions de chef d'équipe.
- En cas de besoin des Logisticiens Administratifs et Techniques (LAT) assurent les fonctions pour lesquelles ils ont compétence.
- En fonction de la taille du DPS , un ou des chef(s) de poste, chef(s) de section, chef(s) de secteur, chef de dispositifs, cadres opérationnels (est ou sont) désigné(s) par l'association prestataire.

4.3.2 : Moyens matériels

- Les différents lots de matériels mis à disposition sont conformes au RNDPS du 7 novembre 2006.
- Les Véhicules de Premiers Secours à Personnes (V.P.S.P), utilisés comme Postes de Secours Mobiles ou Fixes, sont dotés d'une cellule de soins adaptée et des matériels permettant d'assurer les premiers secours ainsi que le conditionnement d'une victime.

4.4 Missions

Les moyens mis en place par l'association prestataire sont destinés à assurer une présence préventive pendant la manifestation faisant l'objet de cette convention :

Points d'alertes et de premiers secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Alerter les secours publics,
4° Prodiguer à la victime des gestes de premiers secours réalisables à 2 intervenants,
5° Accueillir les secours et faciliter leur intervention.

Poste de secours :

1° Reconnaître et analyser la situation accidentelle,
2° Prendre les premières mesures adaptées de sécurité et de protection,
3° Faire un bilan et porter les premiers secours nécessaires à une victime,
4° Prodiguer des conseils adaptés à une victime qui pourrait partir par ses propres moyens,
5° Contribuer à la mise en place de la chaîne des secours allant de l'alerte jusqu'à la prise en charge de la victime par les pouvoirs publics,
6° Accueillir les secours et faciliter leur intervention

Une équipe de secours peut prendre en charge :

- Une seule victime atteinte d'une détresse vitale
- Un nombre de victimes sans gravités, équivalent à celui des intervenants qui la compose

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM255630[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

4.5 Transport des victimes

L'association prestataire n'assurera pas le transport des victimes vers un centre hospitalier. Les éventuelles évacuations des blessés ou malades sont assurées par les services publics de secours

4.6 Modalités opérationnelles

- Les intervenants sont revêtus de leur tenue officielle.
- Ils interviennent sous la direction de l'encadrement mis en place par Protection Civile du Var
- L'association est représentée opérationnellement par Mickael TINTELIN, qui est joignable au: 0611835225, qui a procédé à la désignation du chef d'équipe (ou chef de poste, ou chef de section).
- Le chef de poste prendra contact avec le bénéficiaire dès son arrivée sur site pour vérifier la concordance avec les clauses techniques de la convention, mettre en place le dispositif et déterminer les modalités opératoires liées à l'évènement.
- Les intervenants et véhicules sont dotés de moyens radio sur fréquence propres. Ces moyens peuvent constituer un réseau qui nécessite la mise en place de matériels spécifiques et la présence d'opérateurs radio.

5. Engagements de l'organisateur

5.1 Aspects logistiques

5.1.1 Locaux, matériels, moyens de communication

Pas de moyens particuliers prévus.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550801-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

Association Départementale de Protection Civile du Var – ADPC 83 – 357, Route de Marseille, 83200 Toulon, France
Tél : 04 94 91 08 83 - Fax : 04 94 24 09 92 - Email : var@protection-civile.org - Site Internet : www.adpc83.org
Association régie par la loi de 1901 – Membre de la Fédération Nationale de Protection Civile - Agréée de sécurité civile - Reconnue d'utilité publique

5.1.2 Dispositf d'alerte des secours publics

L'organisateur s'engage à mettre à la disposition des équipes de secours, un moyen d'appel des secours publics.

5.1.3 Conditions de vie

Les repas et les boissons des secouristes présents ne seront pas pris en charge par l'organisateur.

5.2 Modalités opérationnelles

5.2.1 Correspondant de l'organisateur

MOUTET Audrey (tél. 0663604771) membre de l'organisateur, sera interlocuteur de l'association prestataire le jour de la manifestation.

5.2.2 Chaîne de commandement du DPS

Le commandement du dispositif sera assuré par l'association prestataire.

5.3 Modalités financières

5.3.1 Montant de la participation

L'intervention des secouristes demeure bénévole et l'action de l'association prestataire est à but non lucratif.
Toutefois, l'organisateur dédommage l'association des frais engendrés (déplacements, matériel, oxygène, produits pharmaceutiques...), estimés à 187 €.

5.3.2 Conditions de paiement

Cette somme sera réglée par virement ou par chèque libellé à l'ordre de : Protection Civile du Var

6. Engagement des deux parties

6.1 Durée de la convention

Cette convention est signée pour la durée de l'événement objet de la présente.

6.2 Condition de réalisation

L'engagement de l'association prestataire est lié :
- à l'acceptation de la présente convention par l'organisateur.
- à l'autorisation de l'événement par les pouvoirs publics.

7. Grille d'évalution des risques

Cette grille remplie sous la responsabilité de l'organisateur figure en annexe de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

| Protection Civile du Var

8. Clauses particulières

9. Litiges

En cas de litige pendant et après la manifestation, à défaut d'entente entre l'association prestataire et l'organisateur, le contentieux pourra faire l'objet de recours devant les tribunaux compétents.

Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement destiné à l'établissent de documents administratifs et réglementaire (devis, facture, etc...) ainsi que des toutes autres données liées aux interventions.
Les destinataires de ces données sont Protection Civile du Var , les secours publics ou privés et la préfecture. La durée de conservation des données est de 20 ans après la fin de l'événement (code de la santé publique : article R1112-7)

Convention établie en double exemplaires à TOULON, le 07-03-2025

Pour Mairie de La Garde

(Cachet, nom et prénom,fonction du signataire)

Hélène ARNAUD-BILL
Maire

Pour Protection Civile du Var,
Samuel LEGIGAN

Protection Civile du Var
357, Route de Marseille
83200 TOULON
Tel: 04 94 91 08 83 Fax: 04 94 24 09 92
Email: var@protection-civile.org

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550801-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

Accusé de réception en préfecture
083-2[illegible]-20250616-D[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

GRILLE D'EVALUATION DES RISQUES

57/2025/TM Fete de la jeunesse du 27-06-2025

	Niveau de risque			
	Faible	**Modéré**	**Moyen**	**Elevé**
	0,25	**0,30**	**0,35**	**0,40**
Indicateur P_2			X	
Indicateur E_1		X		
Indicateur E_2	X			

RIS	Type de DPS
***RIS* ≤ 0,25**	A la diligence de l'autorité de police compétence
0,25 < *RIS* ≤ 1,125	Point d'alerte et de premiers secours
1,125 < *RIS* ≤ 12	DPS de petite envergure
12 < *RIS* ≤ 36	DPS de moyenne envergure
36 < *RIS*	DPS de grande envergure

Indice total de risque : $i = P_2 + E_1 + E_2 =$ ..0.35.. + ...0.3... + ..0.25.. = ...0.9..

Effectif prévisible déclaré du public : $P_1 =$ .....300..... Si $P_1 \leq 100\,000$ personnes, alors $P = P_1$

Si $P_1 > 100\,000$ personnes, alors $P = 100\,000 + \left(\frac{P_1 - 100\,000}{2} \right)$

P = 300

Ratio d'intervenants secouristes : $RIS = i \times \frac{P}{1000} =$ ..0.9 * (300 / 1000).....

RIS = ..0.27... **Effectif pair d'intervenants secouristes =** ..2..... **Type de DPS :** PAPS.....

Nom et visa de l'organisateur

Hélène ARNAUD - Bicc

Nom et visa de l'autorité d'emploi de l'association

Le Président (e), Samuel LEGIGAN

Protection Civile du Var
357, Route de Marseille
83200 TOULON
Tél. 04 94 91 08 83 Fax. 04 94 24 09 92
Email. var@protection-civile.org

PS : A annexer à la convention.

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0062

SERVICE : CONTENTIEUX
REF. : ER/AG/25/066/C-489

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : EXPERTISE JUDICIAIRE EN EXECUTION ARRET COUR D'APPEL AIX-EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 - CONSTAT FICHIERS NATIFS ET CD-ROM – REGLEMENT DES FRAIS DE COMMISSAIRE DE JUSTICE – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT que par un Arrêt Avant Dire Droit du 19 septembre 2024, la Cour d'Appel d'AIX-EN-PROVENCE a ordonné une nouvelle expertise judiciaire, dans l'attente de statuer au fond sur l'éventuelle responsabilité civile de la Commune dans l'affaire l'opposant aux consorts [redacted],

CONSIDERANT que, dans ce cadre, la Commune a été contrainte de faire constater par voie de constat d'huissier la réalité et le contenu de certains fichiers utiles à l'instance,

CONSIDERANT l'intervention de Maître Sabine ALBINET, Commissaire de Justice associé au sein de la SELARL AZUR HUISSIER – 44 avenue Pasteur – 83160 LA VALETTE DU VAR, en date du 06 janvier 2025, ainsi que sa facture d'honoraires n° 156866, d'un montant TTC de 600.00 €, établie le même jour.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER**, le montant des honoraires de Maître Sabine ALBINET, Commissaire de Justice associé au sein de la SELARL AZUR HUISSIER – 44 avenue Pasteur – 83160 LA VALETTE DU VAR, fixé à 600.00 TTC selon facture n° 156866 du 06 janvier 2025.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 0202F, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025062-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0063

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/067/B-99

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / [redacted] - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT la demande formulée par [redacted], auprès de la Commune par laquelle il sollicite à nouveau, se trouvant dans l'attente d'une attribution de logement définitive, la possibilité de disposer d'un logement, à titre temporaire,

CONSIDERANT que la Commune dispose dans son patrimoine privé d'un logement vacant, type T3, d'une superficie de 45 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un contrat de location à titre exceptionnel et transitoire, au profit de [redacted], d'un appartement de type T3, d'une superficie de 45 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE, pour une période qui s'étend du 26 mars 2025 au 31 mars 2026, moyennant un loyer mensuel de 250.00 €.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025063-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0064

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/070/B-97

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / [redacted] - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT la demande formulée par [redacted], auprès de la Commune par laquelle elle sollicite à nouveau, se trouvant dans l'attente d'une attribution de logement définitive, la possibilité de disposer d'un logement, à titre temporaire,

CONSIDERANT que la Commune dispose dans son patrimoine privé d'un logement vacant, type T3, d'une superficie de 45 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un contrat de location à titre exceptionnel et transitoire, au profit de [redacted], d'un appartement de type T3, d'une superficie de 45 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE, pour une période qui s'étend du 1er avril 2025 au 31 mars 2026, moyennant un loyer mensuel de 250.00 €.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 10 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250810-DM2025064-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DÉCISION MUNICIPALE N° 202503-0065

SERVICE : FINANCES
REF : HAB/JB/AP
Affaire suivie par : R. ALOY-CLEMENT (7101)
raloy@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2-27, L5217 10-6 et R2321-1,

VU la délibération n°3 du 29 novembre 2021 relative à la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2022

VU les délibérations n°3 du 03 février 2025 portant adoption du budget primitif 2025

CONSIDERANT que sur le fondement de l'article L 5217-10-5 du CGCT, le Maire peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

CONSIDERANT la nécessité d'abonder les crédits en investissement du chapitre 20, article 2051 de 4340,00€

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : **D'EFFECTUER** les virements des crédits tels que présentés ci-après :

Débit : - 4 340.00€ chapitre 21 – article 21838 – fonction 0203 – Opération PA 5
Crédit : + 4 3400.00€ chapitre 20 – article 2051 – fonction 0203 – Opération PA 5

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 11/03/2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025030065-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0066

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
REP	DGAS	DGS

OBJET : **ACCORD CADRE A COMMANDES : PRESTATIONS DE CONTROLE, DE MAINTENANCE, ET D'ENTRETIEN DES AIRES DE JEUX ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 2 LOTS) – MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE BUREAU VERITAS EXPLOITATION POUR LE LOT 1 – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 2.**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

CONSIDERANT la nécessité, au vu des normes et décrets en vigueur, de confier, à des sociétés spécialisées, la réalisation des contrôles des aires de jeux et équipements sportifs ainsi que l'entretien et la maintenance des aires de jeux propriété de la commune.

CONSIDERANT qu'aux vues des différentes prestations à réaliser, il a été décidé de les décomposer et de les traiter par marchés séparés :
- Lot 1 : Vérification périodiques et ponctuelles des aires de jeux et des équipements sportifs.
- Lot 2 : Entretien et maintenance des aires de jeux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025066-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

CONSIDERANT que ces prestations concernent de multiples sites disséminés sur le territoire de la commune, et qu'elles doivent être exécutées en fonction des particularités de chaque site, il a été décidé de lancer une consultation à procédure adaptée par la passation d'accords-cadres à bons de commande en application des articles L.2123-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, du Code de la commande Publique, conclus pour une durée initiale d'un an et pourront être reconduits tacitement trois (3) fois par période successive d'un an sans que leur a durée totale pouvant excéder quatre (4) ans.

CONSIDERANT que les dépenses sont évaluées par période pour l'ensemble des prestations de chacun des lots aux montants suivants :

- Lot 1 : montant maximum de 5.000 € H.T
- Lot 2 : montant maximum de 35.000 € H.T

CONSIDERANT que suite à la publication de l'avis de consultation, dix-sept (17) dossiers de consultation ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Quatre (4) plis conformes sont parvenus dans le délai imparti par voie dématérialisée.

CONSIDERANT que suite à l'analyse des offres pour le lot 2, il est proposé au représentant de l'acheteur public de déclarer la procédure sans suite en application des articles R.2185-1 et suivant du code de la commande Publique pour motif d'intérêt général lié à la nécessité de redéfinir le besoin, et de relancer une consultation.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que l'offre complète et conforme de la Société BUREAU VERITAS EXPLOITATION pour le lot 1 « Vérifications périodiques et ponctuelles des Aires de Jeux et des Equipements Sportifs », s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché relatif aux prestations de vérification, d'entretien et de maintenance des Aires de Jeux et des Equipements Sportifs à la Société BUREAU VERITAS EXPLOITATION pour le lot 1 « Vérifications périodiques et ponctuelles des Aires de Jeux et des Equipements Sportifs ».

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans les bordereaux des prix unitaires du lot 1, ceci dans la limite des dépenses évaluées réparties comme énoncé ci-dessus.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'acte d'engagement du lot 1 tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes ainsi que les montants du marché, et de signer tous les documents contractuels permettant la réalisation des prestations.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

ARTICLE 4 : **DE DECLARER** sans suite la procédure du lot 2 « Entretien et maintenance des aires de jeux. » en application de l'article R2185-1 et R2185-2 du code de la commande publique, au motif d'intérêt général lié à la nécessité de redéfinition du besoin et de relancer ledit lot.

ARTICLE 5 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement de la dépense sur le budget de la Ville prévu à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 11 mars 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025066-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DÉCISION MUNICIPALE N° 202503-0067

SERVICE : FINANCES
REF : HAB/JB/AP
Affaire suivie par : R. ALOY-CLEMENT (7101)
raloy@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : ANNULE ET REMPLACE LA DM N°202503-0057 DU 06/03/2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2-27, L5217 10-6 et R2321-1,

VU la délibération n°3 du 29 novembre 2021 relative à la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2022

VU les délibérations n°3 du 03 février 2025 portant adoption du budget primitif 2025

CONSIDERANT que sur le fondement de l'article L 5217-10-5 du CGCT, le Maire peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

CONSIDERANT la nécessité d'abonder les crédits en investissement du chapitre 20, article 20551 de 5500,00€

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ANNULER** la DM n°202503-0057.

ARTICLE 2 : **D'EFFECTUER** les virements des crédits tels que présentés ci-après :

Débit : - 5 500.00€ chapitre 21 – article 2188 – fonction 0202 – Opération PA 4 PP
Crédit : + 5 500.00€ chapitre 20 – article 2051 – fonction 0202 – Opération PA 4 PP

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 11/03/2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025030067-AU
Date de télétransmission : 13/08/2025
Date de réception préfecture : 13/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0068

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/PD/MM
Affaire suivie par :
MOUSSU Magali (poste 9919)
mmoussu@ville-lagarde.fr

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS	

OBJET : CONTRAT POUR L'ORGANISATION DES EXPOSITIONS DE CLAIRE OLIVIER DU 12 SEPTEMBRE AU 5 NOVEMBRE 2025 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G et la chapelle romane dans le cadre de sa politique culturelle ;

CONSIDERANT la proposition de la plasticienne Claire Olivier

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat avec la plasticienne Claire Olivier demeurant 119 rue de Lodi 13006 Marseille

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans l'article 3 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 11 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025030068-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRÊT DES ŒUVRES POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA GALERIE G

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218 300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommée l'Organisateur D'une part

Et

Claire OLIVIER
119 rue de Lodi, 13006 Marseille
N° SIRET : 792 711 244 000 48
Atelier « La Fuite » 72 rue des bons enfants 13006 Marseille
06 83 17 91 66 / claireolivier.me@gmail.com

Dénommée le Prêteur D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine. La Galerie G, structure municipale, est l'outil de cette mission. Il convient alors de définir les modalités de la mise en place des expositions programmées par le Service Culturel sous sa responsabilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 1 – OBJET

Le Prêteur, s'engage à mettre à la disposition de l'Organisateur, après signature de la présente convention, une exposition d'œuvres dont il assurera le montage et le démontage, en étroite collaboration avec le service culturel :

Vernissage vendredi 12 septembre à la Galerie G
Vernissage vendredi 19 septembre à la chapelle romane
(Hors-les-murs de la Galerie G avec les journées européennes du patrimoine)
EXPOSITIONS du 12 septembre au 5 novembre 2025

GALERIE G - Complexe Gérard Philipe - avenue Charles Sandro - LA GARDE
CHAPELLE ROMANE – chemin de la chapelle - LA GARDE

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRETEUR

Le prêteur remplira et signera les annexes qui sont partie intégrante de la convention.

2-1 Communication

Le prêteur fournira à l'organisateur l'ensemble des documents nécessaires à l'édition des documents de communication de l'exposition.

> les 6 photos jpeg en 300 dpi dont la photo de l'invitation et de l'affiche
> le titre de l'exposition
> la démarche artistique ou un autre texte
> le CV artistique

2-2 Accrochage – Décrochage

Le prêteur a pris connaissance des dispositions techniques du lieu et s'engage à les respecter ANNEXE 2. Si le prêteur estime nécessaire d'utiliser du matériel et des équipements autres que ceux dont dispose l'organisateur par référence à la salle précitée, il devra, sauf clauses contraires, en effectuer lui-même et à ses frais la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. Le prêteur fournira l'exposition entièrement montée et assurera la responsabilité artistique de la prestation. L'organisateur aura pris connaissance de l'ensemble des œuvres présentées en amont. Dans le cas d'une exposition In Situ, ou d'une création, un descriptif précis de l'installation sera fourni à l'organisateur avant l'accrochage. Le prêteur assurera la mise en espace de l'exposition en accord avec la responsable arts plastiques du service culturel, coordonnatrice de l'ensemble de l'exposition. Il assurera le démontage de l'exposition.

2-3 Interventions artistiques et culturelles

Le prêteur s'engage à assurer trois interventions artistiques de 2H à la Galerie G à 60 euros de l'heure sur le budget du service culturel pour des ateliers artistiques adressés au public dont la ou les dates seront définies ultérieurement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE1255650[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

3-1 Mise à disposition

L'organisateur mettra à disposition du prêteur, le lieu en ordre de marche. Il en assurera le gardiennage. Il mettra à disposition le personnel municipal pour l'accrochage et décrochage de l'exposition. Il organisera la collation du vernissage.

3-2 Assurance

Les œuvres sont assurées par la ville. A ce titre le préteur fournira la liste des œuvres présentées avec leur valeur d'assurance ANNEXE 1.

3-3 Communication

Il assurera l'ensemble de la communication de l'exposition, à savoir : création, impression des invitations, des affiches et des plaquettes, diffusions postales et mailing list.

3-4 Défraiements

L'organisateur prendra en charge les défraiements du prêteur :
> Remboursement des frais aller/retour du carburant et des péages des trajets de l'atelier de l'artiste à La Garde sur justificatifs.
> Nuits d'hébergement directement réservées par le service culturel.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

La signature de la convention entraîne l'acceptation des annexes jointes :
ANNEXE 1 : Formulaire de déclaration pour l'assurance
ANNEXE 2 : Facility report

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation complète de son objet.

ARTICLE 6 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents, après épuisement, cependant, des voies amiables.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 11 février 2025,
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"
Le Prêteur l'Organisateur

Lu et approuvé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM2025053-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

MAIRIE DE LA GARDE VAR

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0069

SERVICE CULTUREL
REF. : HAD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : MAGALI MOUSSU (9919)

VISAS			ACTE PUBLIE LE
Resp.	DGAS	DGS.	

OBJET : CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ORGANISATION D'UNE REPRESENTATION DE DANSE ET MUSIQUE AVEC L'ASSOCIATION ARTS CONTEMPORAINS ET TERRITOIRES LE 21 SEPTEMBRE A LA CHAPELLE ROMANE DANS LE CADRE DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G et la chapelle romane dans le cadre de sa politique culturelle ;

CONSIDERANT la proposition de l'association Arts Contemporains et Territoires

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat de prestation de l'association Arts Contemporains et Territoires dont le siège se situe au 270 rue des Tanneurs 83670 Barjols.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans l'article 4 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111, article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 11 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025030069-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

CONTRAT DE PRESTATION

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par MADAME HELENE ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommé l'Organisateur D'une part

Et

ACT | Arts Contemporains et Territoires
Association loi 1901
Siège social : 270 rue des Tanneurs 83670 Barjols
Mail :associationact@orange.fr
N° Siret: 876 756 055 00017
APE: 9001Z
Licence d'entrepreneur de spectacle: 2020- 009878
Représentée par René Sacchini en sa qualité de Président

Dénommé le Prestataire D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :
Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine animée par des actions de médiations culturelles hétéroclites. Dans le cadre des évènements à la Galerie G, il convient alors de définir les modalités de la mise en place de cette performance de danse programmée par le Service Culturel sous sa responsabilité.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour vocation la mise en place d'une prestation de danse et musique avec l'association ACT.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à assurer une performance « BLEU » avec Caroline Brotons danseuse et Benoît Bottex musicien à la Chapelle Romane, chemin de la chapelle 83130 La Garde, sur le budget du service culturel, le dimanche 21 septembre 2025 à l'occasion des journées européennes du patrimoine.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur s'engage à permettre les conditions optimales de répétition si besoin et d'assurer l'information et la communication de la représentation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

L'ORGANISATEUR s'engage à verser la somme de **1600 €** au **PRESTATAIRE**, correspondant aux obligations énumérées dans l'Article 2. Le règlement se réalise sur présentation des factures. La facturation du transport des artistes s'ajoute à la prestation.

ARTICLE 5 – ANNULATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où la manifestation devait être annulée, le présent contrat serait résilié de plein droit, aucune indemnité ne serait due par **L'ORGANISATEUR**.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 11 février 2024,

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Le Prestataire
Président, Monsieur René Sacchini

lu et approuvé

ASSOCIATION A.C.T | Arts Contemporains et Territoires
270 rue des Tanneurs 83670 Barjols | associationact@orange.fr
Siret - 978 758 055 00017 | APE - 9001Z

l'Organisateur
Le Maire, MADAME HELENE ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0070

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°070
Affaire suivie par :
fchaumontet@ville-lagarde.fr (poste 1272)

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE PRESTATION CORINNE ATLAN

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la volonté de la municipalité de programmer des rencontres culturelles dans le cadre des actions la médiathèque municipale.

CONSIDERANT les propositions présentées par la médiathèque et leurs validations en commission de la culture du 19/11/2024.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat de prestation de service de Mme Corinne ATLAN pour une conférence sur la littérature japonaise contemporaine, vendredi 25 avril à 18h dans l'auditorium de la médiathèque et un atelier Haïku le samedi 26 avril de 10h à 12h (espace adulte).

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation fixé à **750 € TTC** (sept cent cinquante euros TTC.).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3212 C art 6288.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 13 mars 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025030070-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRESTATION
Corinne ATLAN

ENTRE LES SOUSSIGNES :
Mairie de La Garde
BP 121
83957 – LA GARDE
Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14 CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par Madame Hélène ARNAUD BILL, en qualité de Maire
Ci-après dénommé « **L'ORGANISATEUR** » d'une part

ET,
Madame Corinne ATLAN
5 rue de Seine
77810 THOMERY
corinne.atlan@free.fr
N° SIRET : 404 837 262 00033
N° URSSAF : 748 7200242407
Représentée par elle-même, en qualité d'auteure
Ci- après dénommée « **L'INTERVENANTE** » d'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT CONTRAT

L'INTERVENANTE s'engage à donner une conférence sur la **littérature japonaise contemporaine**, le vendredi 25 avril 2025 de 18h à 20h dans l'auditorium de la médiathèque et à animer un **atelier Haïku**, le samedi 26 avril, de 10h à 12h (espace adulte de la médiathèque).

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE L'INTERVENANTE

L'INTERVENANTE s'engage à effectuer les déclarations nécessaires auprès des organismes officiels pour être en règle avec la législation du travail. (URSSAF et devra fournir une dispense de précompte à L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira les lieux de déroulement des deux prestations prévues (auditorium et espace adulte de la médiathèque).
Il assurera le service général : accueil et service de sécurité. Il sera responsable de la demande et de l'obtention des éventuelles autorisations administratives et s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité.

Frais pris en charge par l'ORGANISATEUR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM250818-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

Frais pris en charge par l'ORGANISATEUR

A –PRESTATIONS

L'ORGANISATEUR s'engage à verser à L'INTEVENANTE, en contrepartie de ses interventions et sur présentation d'une facture accompagnée d'un RIB la somme de **750 € brut** (450 € pour la conférence et 300 € pour l'animation de l'atelier Haïku).

B - TRANSPORT

L'ORGANISATEUR s'engage à rembourser les frais de transport de L'INTERVENANTE depuis son domicile jusqu'au lieu de l'intervention, pour le trajet aller-retour. Les justificatifs devront être remis à L'ORGANISATEUR pour permettre le remboursement.

L'ORGANISATEUR assurera les déplacements de L'INTERVANANTE sur le lieu de l'intervention, du jour de son arrivée au jour de son départ prévu par le présent contrat.

C – HEBERGEMENT

L'ORGANISATEUR prendra en charge les frais d'hébergement de L'INTERVENANTE du jour de son arrivée sur le lieu de l'intervention au jour de son départ prévu par le présent contrat. Il est convenu qu'il réservera à son intention une chambre single avec petit déjeuner pour la nuit du 25 au 26 avril 2025.

D – RESTAURATION

L'ORGANISATEUR prendra en charge les frais de restauration de L'INTERVENANTE pour le diner du 25 avril et le déjeuner du 26 avril sous la forme d'une somme forfaitaire de 20 € pour chacun des repas, soit 2 repas.

ARTICLE 4 : PAIEMENT

Le règlement des sommes dues à L'INTERVENANTE interviendra après dépôt de la facture détaillée (rémunération, remboursement des frais avancés, forfaits restauration) accompagnée d'un RIB sur la plateforme Chorus Pro.
Le numéro du bon d'engagement qui sera adressé à L'INTERVANTE en amont de sa venue devra figurer sur la facture pour faciliter le paiement.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'INTEVENANTE doit être couverte par une assurance responsabilité civile.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux prestations dans les lieux précités.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

ARTICLE 6 : ANNULATION / RESILIATION

La Ville de La Garde demande à l'INTERVENANTE contrainte d'annuler sa venue pour des raisons qui lui seraient propres, d'en informer la responsable de la médiathèque afin que les dispositions nécessaires puissent être prises. Un accord amiable sera recherché entre les parties afin de préserver les intérêts économiques de chacune.

ARTICLE 7 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation de la juridiction administrative compétente mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation).

Fait à La Garde, le 28 février 2025
En 2 exemplaires

L'INTERVENANTE

Corinne ATLAN

L'ORGANISATEUR

Hélène ARNAUD BILL

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0071

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : ACQUISITION DE VETEMENTS POUR LE COMITE COMMUNAL DES FEUX DE FORETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de déposer auprès du Conseil Départemental du Var, une demande d'aide financière au titre de l'achat de tenues pour les membres du Comité Communal des Feux de Forêts du Var.

CONSIDERANT que le Conseil Départemental du Var subventionne à hauteur de 50% les tenues vestimentaires en faveur des bénévoles.

CONSIDERANT que le montant de la commande d'achat de vêtements est de 1 740,00 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** auprès du Conseil Départemental du Var, une aide financière à hauteur de 870 € TTC représentant 50% de la dépense éligible au titre de l'achat, par la ville, de tenues destinées aux membres du Comité Communal des Feux de Forêts.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 11 février 2025

Le Maire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250811-DM2025071-AU
Date de télétransmission : 14/08/2025
Date de réception préfecture : 14/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0072

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour les structures de la petite enfance, en faveur de l'acquisition de mobiliers, matériels et équipements divers décomposé comme suit :

Structures	Nature des investissements	Montant HT	Montant TTC
Halte-garderie Les Gardinous	Equipement de jeux et aménagement structure	2 705,16 €	3 250,76 €
Crèche familiale Les Lutins	Aménagement structure	2 974,17 €	3 569,00 €
Multi-accueil Les Elfes	Equipements de motricité	2 650,29 €	3 180,35 €
Multi-accueil Leï Drolles	Equipements de motricité, jeux et aménagement structure	2 771,25 €	3 342,79 €
TOTAL		**11 100,87 €**	**13 342,90 €**

CONSIDERANT l'intérêt pour la ville de bénéficier du concours financier de la Caisse d'Allocations Familiales du Var dans le cadre de sa politique d'aides aux investissements des Territoires.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SOLLICITER** des aides financières à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur des structures suivantes :

Structures	Nature des investissements	Montant HT	Montant sollicité HT
Halte-garderie Les Gardinous	Equipement de jeux et aménagement structure	2 705,16 €	1 082,06 €
Crèche familiale Les Lutins	Aménagement structure	2 974,17 €	1 189,67 €
Multi-accueil Les Elfes	Equipements de motricité	2 650,29 €	1 060,12 €
Multi-accueil Leï Drolles	Equipements de motricité et jeux et aménagement structure	2 771,25 €	1 108,50 €
TOTAL		**11 100,87 €**	**4 440,35 €**

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025007 2-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

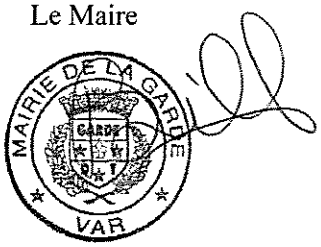
DM 2025/0072

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 12 mars 2025

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0073

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
DGSP	DGAS	DGS

OBJET : INSTALLATION ET LOCATION DE BATIMENTS MODULAIRES POUR LE SERVICE PROGRAMME REUSSITE EDUCATIVE DE LA VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 1 A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE ALGECO

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé.

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

VU la décision municipale n°2024/0444 du 20 Décembre 2024 transmise en préfecture le 23 Décembre 2024 relative à l'attribution du marché n°2024/057 – installation et location de bâtiments modulaires pour le service Programme Réussite Educative à la société ALGECO.

VU le projet d'avenant.

CONSIDERANT que des travaux de mise en service de l'alimentation électrique des modulaires depuis le coffret d'ENEDIS est nécessaire pour le bon fonctionnement du service Programme Réussite Educative.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025073-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 23/08/2025

CONSIDERANT que cette modification engendre une plus-value pour le marché n°2024/057 à la société ALGECO d'un montant de 2 836.21 € T.T.C, soit une augmentation de 2.77 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 99 523.38 € T.T.C. à 102 359.59 € T.T.C.

CONSIDERANT qu'afin de prendre en compte cette modification, il convient, en application des règles inhérentes à la dévolution des marchés publics et conformément à l'article R2194-2 et suivant du code de la commande publique, de conclure un avenant avec la société ALGECO pour le marché 2024/057.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** des dispositions énoncées ci-dessus, ainsi que du coût des prestations supplémentaires du marché n°2024/057, d'un montant de 2 836.21 € T.T.C, soit une augmentation de 2.77 % du montant du marché initial.

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** tous les documents nécessaires à la passation de l'avenant n°1 au marché n°2024/057 conclu avec la société ALGECO, portant ainsi le montant du marché de 99 523.38 € T.T.C. à 102 359.59 € T.T.C.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 13 mars 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025073-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0074

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : AVENANT N° 1 : MARCHE 2023/018 « ACCORD CADRE A COMMANDES ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA VILLE DE LA GARDE - LOT 3 : GILETS PARE-BALLES » - A PASSER AVEC LA SOCIETE ABILIS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire.

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

VU la décision municipale n°2023/064 du 16 Février 2023 relative à l'attribution à la société MARK&BALSAN des marchés 2023/016 et 2023/018 – « Attribution vestimentaire de la police municipale de la ville de la garde- Lot 1 : Vêtements Police Municipale et Lot 3 : gilets pare-balle »

VU le projet d'avenant n°1,

CONSIDERANT que des achats supplémentaires de gilets pare balles pour la police municipale sont indispensables pour le bon fonctionnement du service.

CONSIDERANT que cette modification engendre une plus-value pour le marché n°2023/018 à la société ABILIS d'un montant de 1 200 € T.T.C, soit une augmentation de 10 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 12 000 € T.T.C. à 13 200 € T.T.C.

CONSIDERANT qu'afin de prendre en compte cette modification, il convient, en application des règles inhérentes à la dévolution des marchés publics et conformément à l'article R2194-2 et suivant du code de la commande publique, de conclure un avenant avec la société ABILIS pour le marché 2023/018.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250814-DM2025074-AU
Date de télétransmission : 22/08/2025
Date de réception préfecture : 22/08/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** des dispositions énoncées ci-dessus, ainsi que du coût des prestations supplémentaires du marché n°2023/018, d'un montant de 1 200 € T.T.C, soit une augmentation de 10 % du montant du marché initial.

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** tous les documents nécessaires à la passation de l'avenant n°1 au marché n°2023/018 conclu avec la société ABILIS, portant ainsi le montant du marché de 12 000 € T.T.C. à 13 200 € T.T.C.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 14 mars 2025

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée,

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250814-DM2025074-AU
Date de télétransmission : 14/08/2025
Date de réception préfecture : 14/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0075

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/076/B-112

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : AVENANT N° 2 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / [redacted] – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 ;

VU la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, en particulier, son article 40 relatif aux logements donnés en location à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé, complétée par la délibération du Conseil n° 1 du 22 janvier 2024 ;

CONSIDERANT le bail de location à titre exceptionnel et transitoire signé par [redacted] le 06 janvier 2025, concernant l'occupation d'un logement communal vacant, de type T3, situé 97 rue de la Piscine à LA GARDE (83130) pour la période du 26 décembre 2024 au 28 février 2025, en raison d'un sinistre intervenu dans son logement principal, ledit bail ayant été prolongé par avenant n° 1, jusqu'au 14 mars 2025,

CONSIDERANT la demande formulée le 14 mars 2025 auprès de la Commune par [redacted], par laquelle il sollicite une nouvelle prolongation de l'occupation du logement communal, jusqu'au 31 mars 2025, les travaux entrepris dans sa résidence principale ayant pris du retard en raison des intempéries,

CONSIDERANT que la Commune peut répondre favorablement à cette demande.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un avenant n° 2 au contrat de location à titre exceptionnel et transitoire signé le 06 janvier 2025, pour la période initiale du 26 décembre 2024 au 28 février 2025, au profit de [redacted], d'un appartement de type T3, d'une superficie de 42 m² environ, situé 97 rue de la Piscine à LA GARDE (83130), pour une nouvelle période s'étendant du 15 au 31 mars 2025, moyennant le paiement d'une redevance de 246.78 €.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550075-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

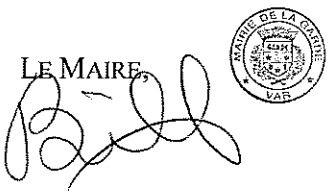
DECISION MUNICIPALE N° 2025/0075

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr

FAIT A LA GARDE, le 14 mars 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250814-DE1255630075-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0076

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/077/B-80

VISAS		
Resp°	DGAS	DGS

OBJET : BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / [redacted] - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT la demande formulée par [redacted], auprès de la Commune par laquelle il sollicite à nouveau, se trouvant dans l'attente d'une attribution de logement définitive, la possibilité de disposer d'un logement, à titre temporaire,

CONSIDERANT que la Commune dispose dans son patrimoine privé d'un logement vacant, type T3, d'une superficie de 47 m², situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un contrat de location à titre exceptionnel et transitoire, au profit de [redacted], d'un appartement de type T3, d'une superficie de 47 m², situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE, pour une période qui s'étend du 1er avril au 30 juin 2025, moyennant un loyer de 300.00 € par mois.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 14 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250814-DM2025076-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0077

MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : JB/FF/FC/ 2025 N°077
Affaire suivie par :
Flora CHAUMONTET (poste 1272)
fchaumonet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DRS

OBJET : CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TOM-TOM ET OSCAR SUR LES TRACES DE ZULUMAI – MONTS RIEURS PRODUCTIONS

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité de programmer des rencontres culturelles dans le cadre du programme d'animations de la médiathèque municipale.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'ACCEPTER le contrat de cession d'exploitation du spectacle Tom-Tom et Oscar sur les traces de Zulumai proposé par MONTS RIEURS PRODUCTIONS pour une séance samedi 14 juin 2025 à 11 h dans l'auditorium.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant de la prestation fixé à **981.15 €** TTC (neuf cent quatre-vingt onze euros et 15 cents).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025, section fonctionnement, imputation 3212 C art. 6288.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 17 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025030077-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Mairie de La Garde - BP 121 - 83957 – LA GARDE Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14 - CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL, en qualité de Maire
Ci-après dénommé « L'ORGANISATEUR » d'une part

ET

RAISON SOCIALE : MONTS RIEURS PRODUCTIONS

Adresse : 281, chemin des Fabres 83136 SteA NASTASIE
Tél : 07 87 53 67 87 N°SIREN : 88184506900023 CODE APE/NAF : 9001Z
Licence d'entrepreneur : D20-1599 n°2 et D20-1600 n°3
N° TVA : FR93881845069

Représenté par : Philippe Gall , Agissant en sa qualité de : Président
Ci-après dénommé " LE PRODUCTEUR " D'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Le producteur dispose du droit d'exploitation en France du spectacle, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à la représentation.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article I - OBJET :

Le producteur s'engage à présenter le spectacle suivant dans les conditions définies ci-après :
Spectacle : Tomtom et Oscar «Sur les traces de Zulu maï » à 11h

Date : 14 juin 2025 - Lieu : Médiathèque de la Garde 83000 - Nombre d'artistes : 2

Arrivée de la troupe : 08h00 pour installation

Article II - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le producteur cède les droits d'exploitation de la représentation susnommée à l'organisateur. Il fournira et aura à sa charge le spectacle entièrement monté et en assumera la responsabilité artistique. Le spectacle comprendra les cachets des artistes, les costumes et d'une manière générale, tous les éléments nécessaires à la représentation.

En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de tout le personnel artistique attaché au spectacle. Le producteur fournira à l'organisateur une copie du document attestant son existence légale.

Article III - OBLIGATION DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche.
En matière de publicité et d'information, l'organisateur s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025063[illegible]-AU
Date de télétransmission : [illegible]
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Article IV - CONDITION FINANCIERES

Pour la cession des droits d'exploitation du spectacle et sa réalisation et en contrepartie des charges énumérées à l'article II, l'organisateur s'engage à verser au producteur la somme de :

Total HT .....930 €
TVA 5.5% .....51,15 €
Total TTC..... 981,15 €

Article V - MODALITES DE REGLEMENT

A la fin de la représentation, depot de la facture sur CHORUS PRO

Article VI - ENREGISTREMENT ET DIFFUSION

Les représentations faisant l'objet du présent contrat pourront être enregistrées et/ou retransmises, y compris partiellement, sous quelque forme que ce soit avec la seule condition d'indiquer le nom de la compagnie.

Article VII - ASSURANCES

Le producteur est tenu d'assurer contre tous les risques son personnel et les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
L'organisateur déclare avoir souscrit les assurances responsabilité civile nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu.

Article VIII - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînera sa résiliation de plein droit pour inexécution de l'une de ses clauses essentielles. Dans tous les autres cas, la totalité de la somme prévu au présent contrat est due dans son intégralité.

Article IX - LOI DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française. Le français est la langue faisant foi quant à l'interprétation du présent contrat.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulon, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...)

Article X - VALIDITE DU CONTRAT

Pour être valable, le présent contrat devra être retourné paraphé à chaque page et signé par l'Organisateur.

Fait en deux exemplaires.

A Ste Anastasie Le 17 mars 2025

LE PRODUCTEUR

MONTS RIEURS PRODUCTIONS
24, CHEMIN DES FABRES
83134 STE ANASTASIE
SIRET : [illegible] 00012
TVA : [illegible]6787

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250814-DE250508DE1-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

L'ORGANISATEUR

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0078

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

REF : JB/AI/AP/FH/LB

OBJET : MAINTENANCE DU LOGICIEL TELIOS STATION - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE STUDIA DIGITAL

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé.

VU l'arrêté ARR2024-0540 du 13 septembre 2024 dument transmis en préfecture portant subdélégation de signature de Madame Le Maire à Madame Hélène DELSANTO, 10ème adjointe au Maire

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 du Code de la Commande Publique et retenant son article R2122-3-3°.

VU le projet de contrat,

CONSIDERANT que pour les besoins de son service financier, la Ville de La Garde s'est dotée auprès de la Société STUDIA DIGITAL du progiciel TELIOS STATION relatif aux transferts de flux informatique.

CONSIDERANT la nécessité de contractualiser un nouveau contrat de maintenance auprès de ladite société, détentrice des droits de ces produits et qui en maîtrise tous les paramètres.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** les termes du contrat à intervenir avec la société STUDIA DIGITAL pour la maintenance du progiciel TELIOS STATION passé pour une durée d'un an à compter du 1er Avril 2025, soit jusqu'au 31 Mars 2026, reconductible tacitement deux fois par période d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois ans, soit jusqu'au 31 Mars 2028.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des conditions de tarification annuelle s'élevant à 3 016.14 € HT soit 3 619.37 € TTC (prix révisable SYNTEC).

ARTICLE 3 : **DE SIGNER** ledit contrat à intervenir avec la société STUDIA DIGITAL.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** la dépense sur le budget prévu à cet effet

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 17 Mars 2025.

P/ le Maire et par subdélégation,
L'adjointe déléguée

MAIRIE DE LA GARDE VAR

HELENE DELSANTO

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Contrat de maintenance
TELIOS V2

Entre d'une part,

VILLE DE LA GARDE
Hôtel de Ville
BP 121
83957 LA GARDE Cedex

Représentée par Madame La Maire,
Agissant pour la ville de La Garde,
Ci-après dénommée le "Client",

Et d'autre part,

STUDIA DIGITAL
ZAC des Godets
12 rue des Petits Ruisseaux
91370 VERRIERES LE BUISSON

Représentée par Monsieur Raymond GILLETTE
Ci-après dénommée la "Société",

ARTICLE 1 - PREAMBULE :

Le présent contrat exprime l'intégralité des accords des parties ayant trait à la maintenance des produits fournis par la Société. Il remplace et annule tous les accords verbaux et écrits antérieurement intervenus entre les parties à cet égard.

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT :

Le Client souhaite bénéficier d'une maintenance des produits indiqués en Annexe 1. Le présent contrat a pour objet de définir les conditions de maintenance par la société dudit progiciel.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

· Le présent document et ses annexes et avenants éventuels.
· Le présent contrat est soumis aux dispositions du code des marchés publics et au cahier des clauses administratives générales, de fournitures courantes et de services, dit « CCAG/ FCS ».

ARTICLE 4 - DEFINITIONS :

« **Anomalie** » : tout incident reproductible, incompatibilité, dysfonctionnement, défaut, insuffisance et/ou dégradation des performances, non conformité à la documentation.
« **Anomalie bloquante** » : anomalie qui empêche l'utilisation normale d'une fonctionnalité essentielle dans les conditions prévues dans la documentation du progiciel pour remplir son rôle essentiel.
« **Anomalie non bloquante** » : tout autre type d'anomalie. On distingue deux cas possibles :
Anomalies non bloquantes mais affectant les performances ou les fonctionnalités prévues.
Anomalies non bloquantes, n'affectant ni les performances ni les fonctionnalités.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

ARTICLE 5 - MAINTENANCE :

Ce contrat de maintenance permet au Client de bénéficier en fonction du niveau de services choisi des prestations suivantes :

· l'entretien du progiciel décrit à l'Article 2 , garantissant dans les meilleurs délais son bon fonctionnement, le Client devant pour sa part respecter les conditions d'utilisation définies dans les manuels de référence, au cours des séances de formation, ou lors des instructions données par le service d'assistance de la Société.

· les améliorations mineures du progiciel, décidées par la Société.

· l'actualisation du progiciel et de sa documentation par rapport aux contraintes légales, ne comprenant pas d'évolutions fonctionnelles modifiant substantiellement la structure conceptuelle des données et les fonctionnalités du progiciel.

· la livraison des versions correctives permettant de régler les éventuelles erreurs de programmation, accompagnée d'une liste des corrections mise en œuvre.

· l'assistance téléphonique par simple appel téléphonique. Les horaires dépendent du niveau de services choisi.

· les garanties sur le temps d'intervention ou sur le temps de rétablissement des dysfonctionnements dépendent du niveau de services choisi.

· l'intervention sur site à votre demande dans le cas où l'assistance nécessite un déplacement et après un accord.

· Il est exclu dans le cadre de ce contrat les prestations suivantes :

- Installation des nouvelles versions des produits,
- Formation à l'utilisation des produits,
- Dysfonctionnements liés à un changement de l'environnement technique du Client.

Article 5.1. - L'entretien du progiciel - Assistance à la restauration de données :

La société dispose en permanence d'une copie complète du progiciel, à l'exclusion des fichiers de données.
Si toutes les manipulations de sauvegarde doivent être effectuées par le Client, les opérations de restauration de données, pourront être menées en collaboration avec la Société, à la demande du client.

Article 5.2. - Constatation et traitement des anomalies :

Dans tous les cas, toute anomalie doit être signalée par l'ouverture d'une fiche de fait technique (FFT) inscrite par le Client sur le site Web pour signaler la présence d'un nouvel incident et pour décrire l'anomalie. Les engagements de la Société sont calculés en fonction de la date de création des FFT. Le Client indique la gravité de l'incident et peut ensuite contacter la hotline pour contacter le service support ou la personne désignée.

A la prise en charge de la FFT, la Société établit un diagnostic préliminaire pour confirmer ou non la gravité de l'incident. Sur simple appel téléphonique (hotline), le Client peut accéder à la hotline pour détailler et pour fournir les compléments d'information sur l'incident.

Anomalies bloquantes :

La Société traite en priorité les incidents de ce type. En fonction du niveau de services adopté par le Client, la société a obligation de résoudre la difficulté dans les temps impartis suivant l'appel téléphonique.

Si seule une intervention sur site permet de résoudre la difficulté, la société s'engage à mettre les moyens nécessaires pour intervenir chez le Client dans le temps dépendant de l'offre de Services choisie.

Les frais occasionnés par ces interventions sur site, autres que les frais mentionnés à l'article 5 du présent contrat, seront à la charge exclusive du Client.

(c.f. grille des prestations annexes de la partie à bons de commande).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2556308-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

Anomalies non bloquantes :
La Société accuse réception par retour du courrier. La Société prend en charge les anomalies signalées en fonction de son plan de charge. Les états de corrections et les dates prévisionnelles sont indiqués sur le site Web.

Anomalies non bloquantes mais affectant les performances ou les fonctionnalités prévues :
La Société s'engage à fournir une réponse détaillée au Client dans un délai de 14 jours calendaires, en précisant la date prévue de livraison des programmes corrigés. Le délai de livraison effective de la version corrective ne peut en tout état de cause être supérieur à 3 mois.

Anomalies non bloquantes, n'affectant ni les performances ni les fonctionnalités :
La Société s'engage à fournir une réponse détaillée au client dans un délai de 30 jours calendaires, en précisant la date d'incorporation de la solution au problème rencontré dans une version ultérieure du progiciel.

Clôture d'une anomalie :
Une anomalie sera réputée close lorsque le Client aura reçu la correction au problème exprimé, et qu'un constat contradictoire aura été établi par la Société d'une part et par le Client d'autre part.

☑ **Offre de services Premium :**

- Mise à jour gratuite des versions correctives des produits maintenus.
- Tarif préférentiel pour des versions majeures des produits.
- Hotline pour les anomalies 9h00-12h et 14h-17h pendant les jours ouvrés de nos bureaux sur un numéro de téléphone dédié.
- Engagement sur la garantie sur le temps d'intervention (GTI) pour la prise en compte des incidents de :
  - 4h ouvrées pour des anomalies bloquantes
  - 8h ouvrées pour les anomalies non bloquantes
- Engagement sur la garantie sur le temps de rétablissement du service (GTR) de :
  - 2j ouvrés pour les anomalies bloquantes
  - 5j ouvrés pour les anomalies non bloquantes
- Montant des pénalités sur les engagements limités à 300 € HT par an.

☐ **Offre de services Gold :**

- Mise à jour gratuite des versions correctives des produits maintenus.
- Tarif préférentiel pour des versions majeures des produits.
- Accès au site Web de travail collaboratif qui fonctionne 7/7 et 24/24 pour accéder aux documents et pour effectuer le suivi des anomalies.
- Hotline pour les anomalies 8h30-12h et 14h-18h pendant les jours ouvrés de nos bureaux sur un numéro de téléphone dédié.
- Engagement sur la garantie sur le temps d'intervention (GTI) pour la prise en compte des incidents de :
  - 4h ouvrées pour des anomalies bloquantes
  - 8h ouvrées pour les anomalies non bloquantes
- Engagement sur la garantie sur le temps de rétablissement du service (GTR) de :
  - 8h pour les anomalies bloquantes
  - 5j ouvrés pour les anomalies non bloquantes
- Montant des pénalités sur les engagements est limité à 600€HT par an.
- Priorité sur les déplacements sur site en cas d'anomalie bloquante.
- Intervention de maintenance sur site une fois / an (date de votre choix, les frais de déplacement et d'hébergement seront à la charge du client).
- Interlocuteur désigné avec remplacement en cas d'indisponibilité d'interlocuteur principal
- En option, services astreintes pendant le samedi et jours de fermeture de nos bureaux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2556301B-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

Article 5.3. Partie à bons de commandes sur les prestations non inclues dans le présent contrat

Les seuils annuels de la partie à bons de commande sur les prestations référencées dans le bordereau de prix ci-joint sont :

Maximum : 10 000 € HT

Article 5.4. - Evolutions réglementaires :

Lorsque le produit gère les fonctionnalités assujetties à des évolutions des réglementations en vigueur, la maintenance intègre l'actualisation du progiciel et de sa documentation par rapport aux contraintes légales, n'induisant pas d'évolutions fonctionnelles modifiant substantiellement la structure conceptuelle des données et les fonctionnalités du progiciel.

Lorsqu'une évolution réglementaire est prise en compte dans le cadre de ce contrat, la réalisation correspondante devra être livrée dans le délai maximum de trois mois après parution des dispositions pratiques du changement réglementaire au journal officiel.

Article 5.5 - Maintenance adaptative :

La Société s'engage à procéder, dans les douze mois qui suivent l'annonce d'une nouvelle version des produits concernés, à la mise à jour du progiciel en fonction des évolutions :

- du système d'exploitation mis en œuvre ;
- du SGBD/R mis en œuvre ;
- du langage de programmation utilisé ;

Article 5.6 - Remise en cause de l'environnement technique :

En cas d'évolutions importantes, nécessitant une modification de la configuration ou entraînant une modification substantielle des conditions d'exploitation du progiciel, la Société est tenue d'informer le Client de ces conditions, neuf mois avant la diffusion de cette nouvelle version, par lettre recommandée.

Article 5.7. - Nouvelles versions :

En vue de maintenir les fonctionnalités et la qualité de son progiciel, la Société se réserve le droit d'apporter toute modification qu'elle jugera utile, le Client devant si nécessaire supporter la mise en conformité, la modification ou l'adjonction d'éléments, matériel, système d'exploitation, ou progiciel.

Toutefois, la Société est tenue dans le cas d'une modification de son fait, de fournir une documentation indiquant les nouvelles fonctionnalités et leur impact.

Le Client dispose d'un délai de six mois à compter de leur annonce, pour procéder à leur installation, étant entendu que la Société s'engage à assurer les prestations de maintenance sur deux versions durant ce temps, et qu'elle s'engage à assurer les prestations de maintenance de la nouvelle version dans les mêmes conditions.

La Société accompagne l'envoi sous le format électronique de toute nouvelle version de la documentation mise à jour, utilisateur, technique et d'exploitation du progiciel.

Dans le cadre de la maintenance, les frais d'envoi et de restitution des disquettes (ou autre support de données informatiques), et documentations sont à la charge de la Société.

Au cas où une nouvelle version remettrait en cause le schéma de données existant, la Société s'engage à intégrer les données existantes du Client au nouveau schéma de données, sans supplément de prix ni répercussion de frais.

Les nouvelles versions sont réputées avoir été testées par la Société dans un environnement informatique similaire ou équivalent à celui du Client et être exemptes d'anomalie. Néanmoins, si une nouvelle version présentait des anomalies bloquantes, la Société à la demande du Client, réinstallerait la version précédente jusqu'à la mise au point de la nouvelle version, sans supplément de prix ni répercussion de frais.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM255503-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

Article 5.8. - La formation :

Dans le cas où le Client en ferait la demande, la Société est tenue d'organiser et d'animer des séances de formation au profit du personnel du Client.

Ces séances de formation sont facturées hors contrat de maintenance, sur la base du tarif journalier horaire avec des frais de déplacement et d'hébergement en sus.

(c.f. grille des prestations annexes de la partie à bons de commande).

Article 5.9. - Les conditions de mise en œuvre :

La maintenance du matériel n'est en aucun cas prise en charge par ce présent contrat de maintenance.

Ne peuvent être couvertes par la maintenance les causes accidentelles extérieures au progiciel : incendie, foudre, dégât des eaux, guerre, émeute, défaut des lignes d'alimentation, non respect des normes d'utilisation, négligence, faute volontaire, malveillance.

La modification ou l'adjonction par le Client d'éléments, matériel, système d'exploitation ou progiciel, doit impérativement être soumise à l'agrément préalable de la Société, qui ne pourrait autrement être tenue responsable des dysfonctionnements en résultant.

Article 5.10. - Rapport d'intervention :

Toute anomalie, toute intervention et toute visite de quelque nature que ce soit de la société sur le site du Client doit faire l'objet d'un rapport écrit remis au Client dans les cinq jours au plus tard suivant l' intervention, dûment signé par la personne responsable du site client.

ARTICLE 6 - PENALITES :

En cas de non respect par la Société des délais d'intervention et/ou de correction, la Société est redevable de plein droit envers le Client d'une pénalité non libératoire de dommages et intérêts au titre du préjudice subi par ces retards. Cette pénalité est fixée à 15,24 € toutes taxes comprises par jour calendaire de retard. Dérogation à l'article 11 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités est déduit automatiquement par le Client du montant des sommes dues par lui au titre du présent contrat.

ARTICLE 7 – DUREE CONTINUITE, MODALITES DE RESILIATION DU CONTRAT :

La durée initiale de ce présent contrat de maintenance est d'un an à partir de la date indiquée dans l'annexe 1.

Il sera ensuite reconductible au maximum 2 fois par tacite reconduction, toutefois, la durée totale du contrat ne pourra excéder trois années.

Chaque partie aura la possibilité de mettre un terme aux conditions de maintenance par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'expiration de la période en cours. La résiliation du contrat de maintenance n'implique pas la remise en cause des cessions de licences du produit décrit à l'Article 2.

Dans le cas où la Société n'est pas capable d'honorer ses engagements et qu'elle ne propose pas une solution de substitution capable de fournir les même services, la Société s'engage à mettre à disposition du Client, l'ensemble des codes sources et objet du progiciel, ainsi que l'ensemble de la documentation technique d'utilisation permettant d'assurer la maintenance, sans supplément de prix ni répercussion de frais.

ARTICLE 8 - PROPRIETE :

Le Client possède une licence lui donnant un droit d'usage non exclusif, non transférable sur les produits cités dans l'annexe 1. Le Client bénéficie de plein droit d'une extension de la licence d'utilisation des produits sur toute nouvelle version, mise à jour, adaptation et / ou développement de programme.

Tout développement spécifique réalisé par la Société à la demande du Client deviendra la propriété du Client, sauf dispositions contraires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

ARTICLE 9 - DEPOT DES CODES SOURCES :

La Société s'engage à déposer ou faire déposer les programmes sources du progiciel décrit à l'article 2, auprès de la société APP. Le dépôt des programmes s'entend du dépôt des codes sources et objets, et de tous les éléments permettant leur compilation et l'obtention d'un programme exécutable, des mises à jours et nouvelles versions, des documentations et documents de maintenance, y compris tous les éléments techniques nécessaires à l'utilisation et à l'évolution des codes sources. Les frais de dépôt sont à la charge de la Société.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE :

La Société est soumise à une obligation de résultat au titre des prestations de maintenance, et tout particulièrement en ce qui concerne le respect des délais.

ARTICLE 11 - CESSION DU CONTRAT - SUBSTITUTION :

La Société se réserve le droit de transférer ce présent contrat à une société interne du groupe. En dehors de ce cadre, il ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle à titre onéreux ou gracieux, ou être substitué sans l'accord express écrit et préalable du Client. Le Client se réserve le droit de subordonner son accord préalable aux mêmes conditions de mise à jour et à la justification des mêmes compétences par la nouvelle société.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE :

La Société s'engage à ne pas divulguer à des tiers quelque information confidentielle que ce soit qui lui a été communiquée à l'occasion de l'exercice de son activité de maintenance dans le cadre des présentes dispositions, même après l'expiration ou la résiliation du présent contrat.

ARTICLE 13 - CONDITIONS FINANCIERES :

La durée initiale de ce présent contrat de maintenance est d'un an à partir de la date indiquée dans l'annexe 1.

Le montant dépend au niveau de services choisi. Les différents niveaux de services sont indiqués à l'annexe 1 ci-joint et les tarifs associés. Les prix indiqués sont hors taxe. La TVA est appliquée aux taux en vigueur à la date du fait générateur, correspondant à la date de constat des débits.

Le tarif de maintenance sera révisé tous les ans à la date anniversaire en fonction des variations de l'indice SYNTEC.

La formule de révision utilisée sera :

P1 = P0 x S1/S0

P1 : prix révisé

P0 : dernier prix révisé

S0 : indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine N-1 Mars

S1 : dernier indice publié à la date de révision Janvier

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2556301B-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

ARTICLE 14 - FACTURATION :

La facturation s'effectue de manière quadrimestrielle, terme à échoir. Les factures sont payables sans escompte. Les factures parviennent au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée sur le portail CHORUS PRO accessible depuis l'adresse : "https//chorus-pro.gouv.fr". Ce mode dépôt est obligatoire depuis le 1er janvier 2020. Toutes les informations complémentaires sont disponibles sur le sité dédié Communauté Chorus Pro.
La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par mandat administratif selon les coordonnées bancaires (RIB) fournies par l'entreprise. Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au Titulaire conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique. En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au Titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixé par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS GENERALES :

Les parties font élection de domicile à leur siège respectif, indiqué en première page.
Le présent contrat est soumis à la loi française et seul le Tribunal Administratif est compétent en cas de litige.
Ce présent contrat de 9 pages doit comporter la signature de chacune des deux parties ainsi que l'apposition du tampon des sociétés.
Un original du présent contrat sera remis à la Société lors de sa notification.

Verrières Le Buisson, le 06/03/2025

Madame La Maire,
Nom du signataire

Le.....

STUDIA DIGITAL
Raymond GILLETTE

STUDIA DIGITAL
12 Rue des Petits Ruisseaux
ZAC des Godets
91370 Verrières-le-Buisson
SAS au capital de 500 000 €
Siret : 831 488 209

RAYMOND GILLETTE
Signature numérique de RAYMOND GILLETTE
Date : 2025.03.12 08:41:10 +01'00'

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2556301B-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

Annexe 1 – Conditions particulières

1. Client

VILLE DE LA GARDE
Hôtel de Ville
BP 121
83957 LA GARDE Cedex

2. Durée du contrat

Le présent contrat est conclu pour une année, du 01/04/2025 au 31/03/2026.
Il pourra être reconduit par tacite reconduction, sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder trois années.
Offre de service = Premium (article 5.2)

3. Produits et Tarifs

PRODUITS		TARIFS MAINTENANCE				
Désignation	Date Installation	Prix H.T. contractuel d'origine P0	Date de référence	Indice syntec d'origine S0	Indice syntec d'origine mois	S1 Montant H.T. maintenance au dernier indice publié Janv 2025 315,2
Telios V2	06/11/20	1 255,78 €	01/03/2024	312,3	mars-24	1 267,44 €
Module Ack/Nack + Pes Retour	06/11/20	116,28 €	01/03/2024	312,3	mars-24	117,36 €
Découpeur de Flux PES	06/11/20	348,83 €	01/03/2024	312,3	mars-24	352,07 €
Connecteur LDAP	06/11/20	279,06 €	01/03/2024	312,3	mars-24	281,65 €
Licence Parapheur PES	06/11/20	348,83 €	01/03/2024	312,3	mars-24	352,07 €
Ext. licences (3 codes collectifs supp.)	06/11/20	244,18 €	01/03/2024	312,3	mars-24	246,45 €
PES V2	08/12/16	148,97 €	01/03/2024	312,3	mars-24	150,35 €
PES ASAP	13/03/17	123,23 €	01/03/2024	312,3	mars-24	124,37 €
ROLMRE	05/04/17	123,23 €	01/03/2024	312,3	mars-24	124,37 €
Nous facturons à l'année civile, toute maintenance en cours d'année est calculée au prorata de sa date d'installation.					soit	**3 016,14 €**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2550810B-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

4. Partie à Bon de Commande

Annexe au contrat de maintenance de TELIOS concernant la grille des prestations annexes.

Partie à bon de commande

Libellé des prestations	Prix Unitaire HT
Audit Fonctionnel (par jour)	1.200,00 €
Audit, Conduite de projet (par jour)	1.000,00 €
Etude	1.250,00 €
Développement / installation	980,00 €
Expertise / Conseil	1.250,00 €
Accompagnement à la mise en œuvre	980,00 €
Formations	1.250,00 €
Directeur de projet	1.190,00 €
Chef de projet	950,00 €
Licence métaparapheur en mode SAAS (50 utilisateurs) Signe les documents Word, Excel, PDF, PESV2 Signature de type RGS/EIDA, application de tampons, lecture et modification des documents Office, fonctionne en mobilité Limite de 50 Go de stockage (tarif annuel)	5.850, 00 €
Licence Néoged en mode SAAS (50 utilisateurs) incluant le métaparapheur, les espaces collaboratifs, la gestion des versions, la prise en compte de la durée de vie des documents, connecteur CMIS	8.200, 00 €
50 utilisateurs métaparapheur supplémentaires	2.940, 00 €
500 utilisateurs métaparapheur supplémentaires	17.500, 00 €
50 utilisateurs Néoged supplémentaires	4.100, 00 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 21/08/2025
Date de réception préfecture : 21/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DÉCISION MUNICIPALE N° 2025/0079

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP
Affaire suivie par : A. PASQUAL (9846)
commandepublique@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : TRAVAUX DE CREATION D'UN POLE MULTICULTUREL A LA GARDE COMPRENANT LA CONSTRUCTION D'UN POLE CULTUREL ET LA REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE ET DE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON – AVENANT N°1 AU LOT 3 – ETANCHEITE – MARCHE NEGOCIE « LANTERNEAUX ACOUSTIQUES »

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique, modifié par le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

VU la délibération n° 26 du Conseil Municipal de La Garde en date du 17 septembre 2012, portant création de la Société Publique Locale (S.P.L) « Société d'Aménagement et de Gestion Publique (S.A.G.E.P.) et modifiant la délibération n°1 du 14 mai 2012,

VU la délibération n° 22 du 15 juillet 2020, relative au contrat de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée confié à la S.A.G.E.P. pour la réalisation d'un pôle multiculturel,

VU la délibération n°20 du 23 novembre 2020 relative à l'avenant n°1 au contrat de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée confié à la S.A.G.E.P. pour la réalisation d'un pôle multiculturel,

VU la délibération n°31 du 03 avril 2023 relative à l'avenant n°2 au contrat de mandat de maitrise d'ouvrage déléguée confié à la S.A.G.E.P. pour la réalisation d'un pôle multiculturel,

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer aux travaux de réhabilitation de la Maison Communale Gérard Philipe et de construction du Pôle Culturel, la pose de lanterneaux de désenfumage acoustiques en lieu et place des lanterneaux actuellement prévus.

CONSIDERANT que cette modification engendre alors une moins-value au marché n°Tx2314 « lot n°3 – Etanchéité » conclu avec la SASU VERIP d'un montant de – 20 640,00 € T.T.C. (Tva en vigueur), soit une diminution du marché de 6,20%, et portant ainsi le montant du marché à 312 176,57 € T.T.C. (Tva en vigueur).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250816-DM2025079-AU
Date de télétransmission : 18/08/2025
Date de réception préfecture : 18/08/2025

imprimerie municipale

CONSIDERANT qu'afin de prendre en compte cette modification, il convient, en application des règles inhérentes à la dévolution des marchés publics et conformément à l'article R2194-2 et suivant du code de la commande publique, de conclure un avenant n°1 avec la SASU VERIP titulaire du marché n°Tx2314 « lot n°3 – Etanchéité ».

CONSIDERANT que cette modification engendre également la conclusion d'un marché négocié sans mise en concurrence selon la technique du « petit lot », en application de l'article 6 du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, modifié par le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024, nommé « Lanterneaux acoustiques », conclu avec la SASU VERIP d'un montant de 96 869,29 € T.T.C. (Tva en vigueur).

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **D'APPROUVER** la passation d'un avenant n°1 en moins-value au marché n°Tx2314 « lot n°3 – Etanchéité » conclu avec la SASU VERIP, d'un montant de – 20 640,00 € T.T.C. (Tva en vigueur), portant ainsi le montant du marché de 332 816,57 € T.T.C. à 312 176,57 € T.T.C. (Tva en vigueur).

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** la conclusion d'un marché négocié sans mise en concurrence « Lanterneaux acoustiques » avec la SASU VERIP d'un montant de 96 869,29 € T.T.C. (Tva en vigueur).

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 17 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0081

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : LOCATION SAISONNIERE D'UNE CAISSE ET DE SES EQUIPEMENTS CONNEXES POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC S.A.

HELENE ARNAUD BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 du Code de la Commande Publique et retenant son article R2122-8.

VU le projet de contrat,

CONSIDERANT que pour le fonctionnement de la Régie de sa Piscine Municipale, la ville de LA GARDE souhaite louer une caisse et ses équipements connexes pour les encaissements,

CONSIDERANT le contrat de location proposé par la société spécialisée JDC S.A.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** les termes du contrat à intervenir avec la Société JDC S.A. relatif aux la location saisonnière d'une caisse et de ses équipements connexes passé pour une durée de 3 mois à compter du 1er Juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DE2550081-AU
Date de télédétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du coût mensuel de la location fixé à 447.00 € H.T. soit 536.40 € T.T.C. et du coût de la caution fixé à 5 364.00 € T.T.C (prix fermes).

ARTICLE 3 : **DE SIGNER** ledit contrat à intervenir avec la Société JDC S.A.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** la dépense sur le budget prévu à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 18 Mars 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250818-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 20/08/2025
Date de réception préfecture : 20/08/2025

JDC S.A.

Partenaire **points de vente**

30 ans d'expertise & 900 collaborateurs
38 agences en France

JDCSA
www.jdc.fr

CONSULTEZ NOTRE CATALOGUE PRODUITS

PROPOSITION COMMERCIALE

Informations client

Enseigne du magasin : COMMUNE DE LA GARDE

Raison sociale : COMMUNE DE LA GARDE

Adresse de facturation
COMMUNE DE LA GARDE
RUE JEAN BAPTISTE LAVENE
83130 LA GARDE

Adresse de livraison
COMMUNE DE LA GARDE
RUE JEAN BAPTISTE LAVENE
83130 LA GARDE

N° Client :

N° Commande :

N° Facture :

Xavier Gautier
0764007187
xavier.gautier@jdc.fr

Une solution clé en main

Conseil | Programmation | Livraison | Installation | Formation | Maintenance

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DEL250059-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

NOTRE SOCIÉTÉ

NOTRE MÉTIER

Depuis 30 ans, JDC SA développe des solutions pour points de vente et s'investit chaque jour un peu plus dans la satisfaction de ses clients.

NOTRE ENGAGEMENT COMMUN

Nous avons choisi de mettre notre expertise au profit du professionnel pour répondre à son désir d'apporter le **meilleur service** possible à ses clients.

NOTRE AMBITION

Avec qualité, efficacité et sécurité, nous souhaitons répondre à l'ensemble des besoins et attentes des professionnels en leur proposant les dernières innovations technologiques et digitales destinées à leur commerce.

NOS MOYENS

Par la **richesse de nos équipes** (force de vente, recherche& développement, marketing, technique, logistique et administratif), **la diversité et la complémentarité de notre gamme de produits**, nous faisons de la « solution point de vente », notre maître-mot, notre projet et notre vocation.

ACÉDISE SYNDICAT DES PROFESSIONNELS DE L'ENCAISSEMENT ET DU PAIEMENT SPEP

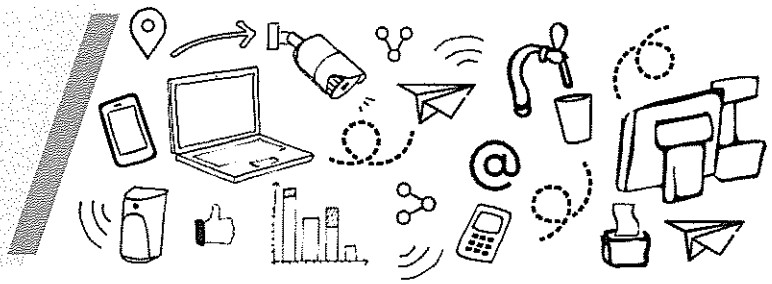
NF SERVICE AFNOR CERTIFICATION APSAD

Service d'installation et de maintenance de systèmes électroniques de sécurité, détection d'intrusion (NF 367-480)
Catégorie AB, Cybersécurité @, Certificat n°: 169/11/367-81
Certifications délivrées par AFNOR Certification (www.marque-nf.com) et CNPP Cert. (www.cnpp.com)

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Récapitulatif des produits & services

Enseigne : COMMUNE DE LA GARDE



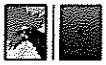
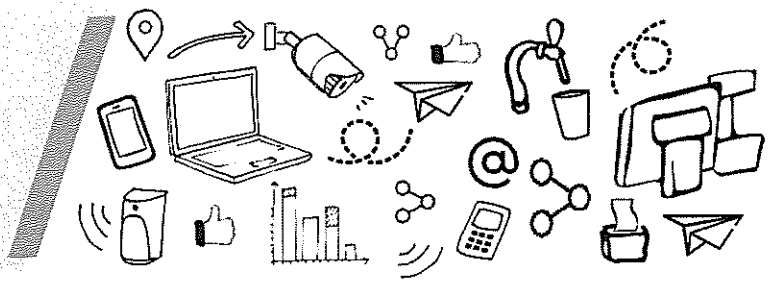
REF.		PRODUIT & DESCRIPTION	QTÉ
77499 + 73002		> **iPAD 13"** iPad Pro Retina Gris sidéral 64 Go Wi-Fi, Câble Lightning vers USB, Adaptateur secteur USB	1
77494 + 77496		> **SOCLE iPad PRO AUTOPORTANT** Support à poser sur le comptoir avec base rotative. Sécurise l'iPad tout en permettant de travailler de manière ergonomique.	1
20355		> **Tiroir Caisse 12V RJ12 Noir** Dimensions 41/41/12cm	1
50673 + 10031		> **Pack Imprimante Thermique 80mm 3 interfaces + Afficheur Client** Connexions Imprimante = Réseau / USB / Série Afficheur Client = 2 lignes, 20 Caractères	1
LICPOPINAL OCSAISON	popina	> **Popina - Licence Principale Location saisonnière**	1
80006		> **Forfait Paramétrage, Installation & Formation**	1

Photo non contractuelle - Sous réserve d'erreurs typographiques.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Récapitulatif des produits & services

Enseigne : COMMUNE DE LA GARDE



> Proposition de location saisonnière d'une durée de 3 mois

DÉSIGNATION	TOTAL HT
Matériel, maintenance, service & abonnements* sur 3 loyers de :	447,00 €
TOTAL HT	447,00 €

TOTAL HT du LOYER MENSUEL **447,00 €**

La caution est obligatoire et doit être réglée par chèque d'un montant de 5 364,00 €.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

☐ En soumettant mes informations j'accepte que les données saisies soient exploitées par JDC SA dans le but de promouvoir un produit, un service, une nouveauté et/ou de vous communiquer une information liée à l'utilisation de votre matériel par le biais d'emails, appels téléphoniques et/ou courriers. Mes données seront conservées pour une durée de 4 ans dans le cas d'une prospection commerciale à compter de leur collecte ou du dernier contact émanant de ce dernier et de 5 ans (durée maximum de nos contrats avant renouvellement) dans le cadre de notre gestion de relation client à compter de la date du début du contrat. Pour connaître et exercer vos droits, notamment d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou de limitation vous pouvez consulter notre politique de confidentialité des données personnelles et/ou nous écrire à : rgpd.jdc@jdc.fr

Validité de l'offre 1 mois

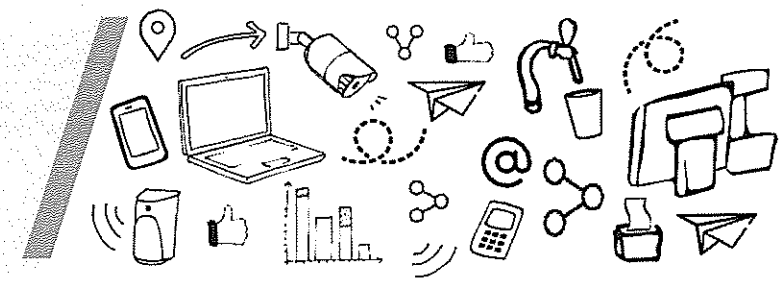
Fait à .....

Le .....

Signature

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Conditions générales de ventes



Le client étant un professionnel contractant dans le champ et pour les besoins de son activité professionnelle principale et habituelle, et compte tenu des biens et services objets des présentes, il n'y a pas lieu d'appliquer de droit de rétractation.

COMMANDES

Pour être opposable, toute commande doit être formulée par écrit sur un bon de commande de notre société ou par télécopie. Dans tous les cas elle ne nous lie qu'après acceptation et confirmation par écrit.
PRIX : Les prix spécifiés sur le bon de commande ne sont qu'indicatifs. Ils s'entendent départ entrepôt.

LIVRAISONS

Toute date d'expédition ou de livraison figurant sur le bon de commande n'a qu'une valeur indicative. Nous ne pourrons être considérés comme responsables vis-à-vis de toute erreur ou omission dans la préparation des commandes ou tout retard de livraison quelle qu'en soit la cause.

MODALITE DE PAIEMENT

Les factures sont payables en totalité net et sans escompte, au jour de la livraison, sauf convention contraire expressément écrite.
En cas de vente à règlement à terme, le défaut de paiement à une échéance entraîne l'exigibilité immédiate et de plein droit du solde restant dû. Ce solde sera en outre majoré d'intérêts au taux légal augmenté de 5 points à compter de l'échéance non respectée jusqu'au paiement intégral. Nous nous réservons en outre la faculté de suspendre ou annuler les autres ordres en cours sans préjudice de tous autres dommages et intérêts. Les acomptes déjà versés resteront acquis même en cas de reprise de matériel, ce à titre de dommages intérêts dans la limite de 30% de la valeur hors taxe dudit matériel.
Au cas où le recouvrement de la créance nécessiterait le concours d'un huissier ou d'un avocat, nous aurions droit à titre de clause pénale à une indemnité forfaitaire de 10 % de sa créance TTC, avec minimum de 30 €, outre le remboursement de toutes les sommes qu'il serait contraint d'exposer et non incluses dans les dépenses.

CLAUSES DE RESERVE DE PROPRIETE

En dépit du transfert des risques intervenus lors de la livraison, nous restons propriétaires des produits vendus aussi longtemps que le client n'aura pas réglé l'intégralité de toutes les sommes dues pour le principal et accessoires éventuels (les chèques ou effets de commerce ne constituent un paiement qu'après leur encaissement). La signature par le client du bon de commande emporte acceptation explicite de la clause de réserve de propriété. Les dits matériels et marchandises sont à compter du départ des magasins du vendeur, même s'ils sont expédiés franco, sous la garde et la responsabilité du client qui s'oblige à en assurer l'entretien. A défaut de paiement à l'échéance convenue (ou l'une des échéances), nous pourrons par simple notification écrite, sans aucune formalité ni préavis reprendre possession des matériels et marchandises en quelque lieu qu'ils se trouvent, sans qu'il puisse être accordé à l'acheteur quelque délai ou sursis que ce soit, le tout sous réserve de dommages intérêts notamment pour dépréciation.

PRESTATION D'INTRUSION

Délais d'intervention à réception de la demande : 48 heures (hors week-end et jours fériés), 36 heures (hors dimanche et jours fériés) ou 36 heures 7j/7 en fonction de la catégorie d'activité (A, B ou C) du site tels que définie par la règle R81 et de la déclaration délivrée.
1 à 2 visites d'entretien par année en fonction de la catégorie d'activité (A, B ou C) du site tels que définie par la règle R81 et de la déclaration délivrée comprenant :
> Vérification visuelle de l'installation
> Vérification de l'état du système de détection intrusion
> Contrôle des alimentations
> Essai de fonctionnement des éléments du système de détection
> Lecture des informations du contrôleur si existant
> Mesure et réglages nécessaires, consignation des résultats et remarques sur fiche d'intervention

CONTRAT DE MAINTENANCE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 1 an à compter de la date d'installation. Il est renouvelé par tacite reconduction pour une durée d'un an, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec avis de réception, au moins 3 mois avant sa date anniversaire. Tout versement effectué sera acquis à l'entreprise et non remboursable.

NOS OBLIGATIONS

Nous nous engageons à fournir les prestations suivantes :
> Assistance téléphonique
La hotline CHR est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 20h et le samedi de 9h à 18h*
La hotline Kezia/Kwisatz est ouverte du lundi au samedi de 9h à 18h*
La hotline Sécurité est ouverte du lundi au samedi de 9h à 17h*
Pour joindre notre hotline, contactez votre agence de proximité.
*Sauf jours fériés
> Dépannage sur site
> Échange standard ou prêt de matériel en cas de panne et de réintégration en nos ateliers. Les frais de main-d'œuvre, de déplacement et le coût des pièces détachées sont inclus.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Lesmatérielsusagésferontl'objetd'uneremiseenétatsurdevisàlachargeduclientavantdepouvoirêtrecouvertsparuncontratdemaintenance.
Dans le cas avéré de matériels obsolètes ne pouvant faire l'objet d'un suivi de maintenance, notification en sera faite au client et une solutionde remplacement lui sera proposée avec proposition financière.

RESPONSABILITE DU CLIENT

Pendant l'intervention du service de maintenance, le Client restera gardien des matériels, des logiciels et des fichiers qui pourraient être mis en œuvre par le Prestataire.
L'envoi et la remontée des fichiers via les réseaux de lignes téléphoniques sont conditionnés par la qualité de ces mêmes réseaux.
Pour optimiser ces transmissions, il est demandé au Client une (ou des) ligne(s) dédiée(s). En aucun cas JDC SA ne pourra être tenu pour responsable de perturbations dans les communications, voire même de non transmissions.
Sont exclus des risques couverts, les dégâts causés par les eaux, les dégâts électriques, les dégâts occasionnés par un vol, les dégradations volontaires ou involontaires et les pannes dont un choc est à l'origine.
Les conditions générales ainsi que les conditions particulières représentent l'intégralité du contrat. Ce contrat ne comprend pas de nouvelles formations à la pratique d'un logiciel relatives à la présence de nouveaux utilisateurs chez le Client. Sont exclus des risques couverts, toute utilisation d'un logiciel ne figurant pas dans la désignation stipulée en annexe ainsi que des dégâts résultant de virus.
Sont exclus des risques couverts, les installations et utilisations de logiciels donnant accès à INTERNET.
Sont exclus des risques couverts, les dégâts résultant d'utilisation d'objets contendants sur la surface des écrans tactiles.
Ce contrat ne comprend pas non plus l'initiation, ni la formation à l'utilisation de logiciels qui sont prises en compte et assurées par ailleurs.
Ce contrat ne comprend pas non plus l'installation et la réinstallation de logiciels non fournis par JDC SA et exclus du descriptif joint.

OBLIGATION DU CLIENT

Les prestations correspondantes aux travaux de maintenance sous contrat sont facturées à l'origine du contrat et sont réglables à réception de la facture.
Le non paiement de la redevance entraîne ipso facto la suspension de ces mêmes prestations.
Le client s'interdit toute modification ou adjonction de matériel ou logiciel sur le matériel objet du présent contrat sans demande préalable de sa part, par écrit, et sans accord en retour de la part de la Société JDC.
La Société JDC reste libre de donner son accord ou non sur les demandes de modifications ou adjonctions, elle n'est tenue, en cas d'accord, à aucun délai de mise en œuvre. Si des développements s'avéraient nécessaires, toujours en cas d'accord de la Société JDC, cette dernière en répercutera immédiatement le coût au client demandeur.
Dans tous les cas, la Société JDC ne saurait être tenue pour responsable des dysfonctionnements engendrés par ces modifications ou adjonctions.
En cas de contrat de location, la Société JDC pourra exiger que le matériel lui soit restitué en l'état d'origine.

EXCLUSIONS

La maintenance assurée au titre du présent contrat ne comprend pas les prestations nécessaires dues à une mauvaise utilisation ou installation, d'une défaillance du système électrique (foudre, coupure...), aux dégâts des eaux, au non-respect des conditions d'environnement (blattes...), aux interventions non effectuées par nos soins.

DONNÉES À CARACTÈRE NON PERSONNEL

L'utilisation de nos services implique le traitement de données non personnelles et votre acceptation à cette fin en votre qualité de client (le « Client »). Les données non personnelles, recueillies dans le cadre de l'exécution du contrat et de l'utilisation des services, font l'objet d'un traitement réalisé par nos soins et sont indispensables à l'utilisation de la Solution. Ces données non personnelles sont également conservées à des fins de respect de nos obligations légales et réglementaires et de fonctionnement interne à notre société. Le Prestataire est autorisé à communiquer les données non personnelles à tout sous-traitant des services et à sous-traiter tout traitement des données.

Les données non personnelles recueillies peuvent également faire l'objet d'un traitement à des fins de communication à titre onéreux ou non onéreux, à des partenaires choisis par nos soins, à buts statistiques, de prospections et de propositions commerciales, y compris le cas échéant dans le cadre de d'analyses et de prédictions de comportements, ou de décisions entièrement automatisées par nos soins ou nos partenaires dans le cadre d'accords spécifiques convenus avec ces derniers. Elles seront conservées aussi longtemps que nécessaire notamment pour l'exécution de tout contrat ayant pour objet la Solution et sont destinées à améliorer l'expérience client.

ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Tout litige concernant le présent contrat de vente sera de la seule compétence des tribunaux de notre siège social.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Fait à .....

Le .....

Pour le client, Nom et qualité
Signature

Annexes

Dans le cadre d'une **vente**, d'un **contrat de maintenance**, d'une **location saisonnière**, d'un **avenant de majoration**, votre dossier est à compléter avec un **Mandat de prélèvement** et un **RIB**.

RIB Professionnel :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DEL250653-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

DOCUMENT UNIQUE - PHOTOCOPIE NON VALABLE

N° Client :

JDC S.A.
Partenaire points de vente

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Le présent mandat est donné pour le débiteur en référence, il sera utilisable pour les contrats conclus avec celui-ci et aux termes desquels le débiteur donne autorisation de paiement en utilisant le présent mandat.

La Référence Unique de Mandat (RUM) sera communiquée au débiteur par tout moyen à la convenance du créancier.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de la relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés.

En signant ce mandat, le débiteur, par dérogation à la règle de pré-notification de 14 jours, déclare que le délai de pré-notification des prélèvements par le créancier est fixé à 2 jours avant la date d'échéance du prélèvement.

Nonobstant toute indication contraire, le mandat de prélèvement signé par le client est constitutif d'une autorisation de prélèvement national jusqu'au 1er février 2014 sauf à ce que le créancier ait informé le client du traitement du mandat sous la norme SEPA.

Toute demande de remboursement ou de révocation émanant du débiteur à l'égard de sa banque n'aura pas pour effet de remettre en cause la validité du contrat entre le créancier et le débiteur.

Toute révocation du présent mandat devra impérativement être adressée au créancier par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les champs marqués sont obligatoires (*)

Données débiteur

NOM / PRÉNOM / RAISON SOCIALE * : _____

SIREN / SIRET * : _____

ADRESSE * : _____

CODE POSTAL * : _____ VILLE * : _____

PAYS * : _____

E-MAIL * : _____

PORTABLE * : _____

Informations coordonnées bancaires du débiteur

COORDONNÉEES DE VOTRE COMPTE-IBAN * : .....

BIC - SWIFT - CODE INTERNATIONAL D'IDENTIFICATION DE VOTRE BANQUE * : .....

Informations Créancier

NOM DU CRÉANCIER : SAS JDC

N° ICS : FR 19 ZZZ 394943

ADRESSE : PARC DE CHAVAILLES II - 4 RUE CHRISTIAN FRANCERIES - 33 520 BRUGES

Information type de paiement

TYPE DE PAIEMENT : Paiement récurrent/ répétitif

Signature(s)

Le signataire atteste être habilité à l'effet d'engager le débiteur au titre du présent mandat, à défaut, il sera personnellement tenu des obligations afférentes

NOM ET QUALITÉ DU SIGNATAIRE * : _____

DATE * : _____

SIGNÉ À * : _____

SIGNATURE *

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Merci de joindre à ce mandat un relevé IBAN

JDC S.A.
Partenaire points de vente

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0082

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS		
[illegible]	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU « 25EME FESTIVAL DE THEATRE AMATEUR » LE 29 ET 30 MARS 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher,

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques du festival programmé au Théâtre le Rocher la présence d'un technicien plateau est nécessaire

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien plateau, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 4 services le 29 et 30 mars.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation 954,41€ (NEUF CENT CINQUANTE QUATRE EUROS QUARANTE ET UN CENTIMES) correspondant à un salaire net de 452,56€ (QUATRE CENT CINQUANTE DEUX EUROS CINQUANTE SIX CENTIMES).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 301 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 19 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250819-DM2025030082-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°2025-0083

SOUS-DIRECTION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
Service Animations-Tourisme
Affaire suivie par : Eric SEGUI

VISAS		
RESP	DGAPP	DGS

OBJET : TARIFS DE LOCATION DES CHALETS DE NOËL, FORFAIT ELECTRICITE ET MOBILIER TERRASSE DANS LE CADRE DES HIVERNALES 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE,

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23.

VU la délibération n°2 du 8 novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé.

VU la délibération n°11 du 3 février 2025 concernant la gratuité des autorisations d'occupation temporaire du domaine public et des mises à disposition de biens communaux.

CONSIDERANT la décision du Bureau Municipal du 10 mars 2025 qui a émis un avis quant à la fixation des tarifs des chalets de Noël 2025.

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les tarifs de location des chalets de Noël 2025 comme suit :

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE FIXER** pour tous les exposants le montant du loyer des chalets de Noël pour la période du 28 novembre au 28 décembre 2025 comme suit :

- 1220€ pour les chalets de Noël de 2m x 3m
- 2440€ pour les chalets de Noël de 2m x 6m
- 2440€ pour les chalets de Noël de 4m x 6m.

ARTICLE 2 : **DE FIXER** le montant du forfait pour demande de puissance électrique supérieure à 3KW pour les exposants en ayant fait la demande comme suit :

- + 110€ entre 3,1 et 6 kw
- + 220€ entre 6,1 et 9 kw
- + 330€ entre 9,1 et 12 kw.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250821-DM2025008303-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 3 : **DE FIXER** le montant de la mise à disposition du mobilier municipal/terrasses pour la période du 28 novembre au 28 décembre 2025 pour les exposants en ayant fait la demande à :

- 200€ pour les chalets de Noël de 2m x 3m
- 300€ pour les chalets de Noël de 2m x 6m
- 300€ pour les chalets de Noël de 4m x 6m.

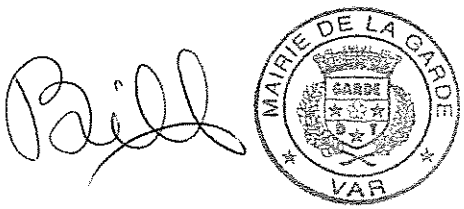
ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** les recettes correspondantes au Budget Communal, opération RP37 art. 73154 - fonction 013.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et / ou sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens » accessibles sur le site internet – www.telerecours.fr.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera affichée ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, LE 21 MARS 2025

Le Maire,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250821-DM2025-0083-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503/84

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET: DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR DESTINES AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX EXERCICE 2025 PHASE 4 – ACQUISITION DE MATERIELS POUR L'E.H.P.A.D. DU MAS DES SENES

MADAME HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU le règlement départemental d'octroi des subventions d'investissement en faveur d'établissements et services sociaux médico-sociaux placés sous compétence départementale du 16/10/2023,

CONSIDERANT que la Commune entend réaliser, sur l'exercice 2025, des travaux, sur sa propriété, en vue de favoriser les conditions d'accueil de l'E.H.P.A.D. Le Mas des Senès répondant aux exigences des modalités d'attributions de subvention d'investissement en faveur des établissements sociaux et médico-sociaux sous compétence départementale,

CONSIDERANT le montant prévisionnel des travaux et acquisitions de matériels est estimé à la somme de 230 740,67 € H.T.,

CONSIDERANT l'intérêt pour la Commune de bénéficier pour cette opération du soutien financier du Conseil Départemental du Var pour l'exercice 2025 au titre du dispositif de soutien d'investissement pour les établissements sociaux et médico-sociaux sous compétence départementale, selon le plan de financement prévisionnel, ci-dessous :

Montant subventionnable H.T.	**230 740,67 €**	**%**
DEPARTEMENT DU VAR - AIDE AUX ETABLISSEMENTS MEDICO SOCIAUX	69 222,20 €	30%
Autofinancement	**161 518,47 €**	**70%**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SOLLICITER** une aide financière auprès du Conseil Départemental du Var selon le plan de financement ci-dessous, pour les travaux de rénovation, sur l'exercice 2024, de l'E.H.P.A.D. Le Mas des Senès :

Montant subventionnable H.T. (Travaux) :	**230 740,67 €**	**%**
DEPARTEMENT DU VAR - AIDE AUX ETABLISSEMENTS MEDICO SOCIAUX	69 222,20 €	30%
Autofinancement	**161 518,47 €**	**70%**

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025030184-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

DM N° 202503-84

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 21 mars 2025

Le Maire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250821-DM[illegible]-AU
Date de télétransmission : 25/08/2025
Date de réception préfecture : 25/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0085

SERVICE CULTUREL
REF. : HD/JB/FF/PD/MM
AFFAIRE SUIVIE PAR : CYRIL CESARINI (1273)

VISAS		
DGAS	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE PRIX D'UN GONCOURT » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 02 AVRIL 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher,

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques du spectacle programmé au Théâtre le Rocher la présence d'un technicien son est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 2 services le 02 avril 2025.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du montant global de la prestation 486,67€ (QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS SOIXANTE SEPT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 221,02€ (DEUX CENT VINGT ET UN EUROS DEUX CENTIMES).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 24 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250624-DM2025030085-AU
Date de télétransmission : 23/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0086

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°0086
Affaire suivie par :
BRAHIM Lorraine
lbrahim@ville-lagarde.fr

VISAS
Resp. | DGAS | DGS

OBJET : ANNULE ET REMPLACE LA DM N° 202411-0421 - SAISON DU ROCHER 2024/2025 CONTRAT DE CESSION DE STARDUST PRODUCTIONS POUR LE SPECTACLE FUTURE GRANDE 2.0 D'ELODIE ARNOULD LE MARDI 20 MAI 2025.

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison culturelle au théâtre Le Rocher,

CONSIDERANT l'annulation de la DM n° 202411-0421 pour cause de changement de production,

CONSIDERANT la proposition de Stardust Productions.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ANNULER** la DM n° 202411-0421,

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** le contrat ci-joint avec Stardust Productions, 5 rue du Manoir de Servigné, 35000 RENNES, représenté par Jean-Baptiste Cochet, en sa qualité de Président, qui fixe les obligations des deux parties.

ARTICLE 3 : **DE PRENDRE ACTE** du montant de la prestation fixée à 4853,00 € TTC (QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE TROIS EUROS) comme défini dans le contrat article 5 et des frais divers engagés (catering, frais de transports, décors et accessoires selon fiche technique fournie, ainsi que les défraiements repas de l'équipe du producteur et de celle de l'organisateur et droits directs).

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025030086-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

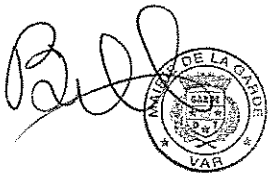
ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300-3161-6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 25 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

Entre les soussignés

STARDUST PRODUCTIONS
5 rue du Manoir de Servigné
35000 Rennes
N° Siret : 903 512 473 00013
N° Licence et catégorie : PLATESV-D-2021-005794 & 005795
N° TVA Intracommunautaire: FR83 903 512 473
Représenté par Jean-Baptiste Cochet en sa qualité de président

Ci-après dénommé le **PRODUCTEUR**, d'une part

ET

Service Culturel – Mairie de la Garde
Hôtel de ville – BP 121
N° de Siret : 218 300 622 000 14
N° de Licence : 1 PLATESV-R-2020-009501 & 3 PLATESV-R-2020-009499
N° de TVA : FROC 218 300 622
Code NAF : 8411 Z
Représentée par Hélène Arnaud-Bill en qualité de Maire de la ville

Ci-après dénommé le **DIFFUSEUR,** d'autre part

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

1 - **LE PRODUCTEUR** dispose du droit de représentation en France et dans les pays francophones du spectacle suivant : **« Future Grande 2.0»**, pour lequel il s'est assuré le concours de l'artiste **Elodie Arnould** .

LE DIFFUSEUR déclare connaitre et accepter le contenu du spectacle précité. 2

– LE DIFFUSEUR certifie s'être assuré de la disponibilité du lieu ci-dessous désigné :

Théâtre le Rocher
Avenue Max Dormoy
83 130 La Garde
Capacité : 150

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

1.1 - **LE PRODUCTEUR** cède au **DIFFUSEUR** qui accepte dans les conditions définies au présent contrat, le droit d'exploitation du spectacle précité dans le lieu susmentionné.

Le présent contrat ne constitue aucune forme d'association ou de société entre les parties.

1.2 – **LE PRODUCTEUR** s'engage à fournir dans les conditions définies ci-après la représentation du spectacle susnommé :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2556630-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE : La Garde
LIEU : Théâtre Le Rocher
DATE : 20/05/25
HEURE : 20h30
DURÉE : 1h20 environ sans entracte soit une représentation.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

2.1 - **LE PRODUCTEUR** fournira le SPECTACLE entièrement monté et assurera la responsabilité artistique de la représentation du SPECTACLE.
En qualité d'employeur, il assurera la rémunération, charges sociales comprises, de son personnel attaché au spectacle.

Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les déclarations d'embauche, ainsi que, le cas échéant, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes ou techniciens étrangers dans le spectacle.
En vertu des traités et accords internationaux, il est rappelé que les étrangers salariés en France sont soumis aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles (étendue ou non) applicables aux salariés employés par des entreprises de la même branche établies en France, en matière de rémunération, durée de travail, conditions de travail et congés.

2.2 – Le spectacle comprendra les éléments de décor, costumes et accessoires et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à sa représentation.
Toutefois, le **PRODUCTEUR** fournit en annexe du présent contrat de cession le « Contrat Technique ». Ce contrat technique sera exclusivement à la charge du **DIFFUSEUR.**

Ces conditions définissent entre autres :
- les caractéristiques dimensionnelles de l'espace scénique et de la scène nécessaires au spectacle ;
- la cantine et la restauration (espace + personnel) ;
- le nombre de techniciens, manutentionnaires et agents de sécurité nécessaires à l'espace scénique ;
- le nombre d'engins de levage ;
- le nombre de loges et locaux nécessaires ;

Ce contrat technique définissant les conditions techniques générales du spectacle fait partie intégrante du contrat de cession. Le non-respect de celui-ci pourrait entraîner l'annulation pure et simple du contrat.
Dans le cas où ce contrat technique ne pourrait être joint au présent contrat, un écrit détaillé sera fourni au DIFFUSEUR sous quatre semaines, mais ce dernier reconnaît que les divers éléments de ce contrat technique ont d'ores et déjà été portés à sa connaissance et retiennent néanmoins son agrément dès la signature des présentes.

2.3 – **Le DIFFUSEUR** s'engage à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public, conformément aux directives du PRODUCTEUR notamment (article 3.3).

2.4 – Afin de permettre au **DIFFUSEUR** d'assurer la promotion et la publicité du spectacle, le PRODUCTEUR fournira, dès réception du contrat et au plus tard 30 jours avant la représentation, les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment :

. 20 affiches en 40*60 ;

. 0 affiches en 80*120 ;

. 1 photographie HD.

Ces documents, à usage de promotion, resteront acquis au **DIFFUSEUR.**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556306-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

2.5 – **LE PRODUCTEUR** s'engage à communiquer, dès que possible, les accords promotionnels de ses partenaires média. Il communiquera les conditions à respecter envers ceux-ci, ainsi que celles liées à la présence d'autres partenaires et/ou sponsors.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU DIFFUSEUR

3.1 – **LE DIFFUSEUR** fournira le lieu de représentation précité en ordre de marche, et informera en temps utile le PRODUCTEUR de toute modification du ou des lieux. Le DIFFUSEUR s'engage à ne pas modifier le ou les lieux du spectacle y compris la capacité, définie ci-dessous, sans l'accord écrit du **PRODUCTEUR**

Compte tenu des caractéristiques techniques du lieu et des conditions techniques générales définies dans le Contrat Technique, la capacité du lieu est de **150** places. Ce nombre inclut les exonérés au nombre de **5** pour le **PRODUCTEUR**.

Le DIFFUSEUR s'engage à ne pas programmer d'entracte, de première partie et de dernière partie sans un accord préalable du **PRODUCTEUR.**

Le DIFFUSEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des autorisations administratives permettant les représentations. Il communiquera au **PRODUCTEUR** copie des dites autorisations à la signature du contrat.

Le DIFFUSEUR tiendra le lieu de spectacle à la disposition du **PRODUCTEUR** à partir de **8** heures 30 minutes le jour de la représentation pour permettre d'effectuer le montage, les réglages et d'éventuels raccords, sauf indication différente de la Production.
Le démontage et rechargement sera effectué le jour du spectacle dès la fin de celui-ci.

3.2 – Afin de fournir le lieu en ordre de marche, le **DIFFUSEUR** fournira le personnel nécessaire à l'installation technique du spectacle.
Il fournira en particulier ou fera fournir par un prestataire local (sauf dispositions contraires ou spécifiques) l'équipements conformément aux conditions techniques générales avec le personnel technique afférent, et sera responsable de l'installation, la vérification, l'entretien de ces équipements, de même que de toutes alimentations électriques nécessaires.

3.3 – **LE DIFFUSEUR** s'assurera par ailleurs de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels de contrôle, de sécurité, secours médical, voirie, nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public et du spectacle.

Le DIFFUSEUR s'engage à mettre en place un service de sécurité en fonction de la nature du spectacle, du nombre et du type de public attendu, du lieu de spectacle et des perturbations susceptibles de se produire à l'occasion de la représentation. Il devra veiller à ce que les membres de son service d'ordre réservent le meilleur accueil au public et n'usent de la force qu'en cas de légitime défense ou d'un danger manifeste envers les spectateurs, les personnels du spectacle ou l'artiste.

Le DIFFUSEUR sera responsable de la demande ou obtention des éventuelles autorisations administratives nécessaires à la mise en place du service d'ordre.

Le DIFFUSEUR s'engage à ne pas laisser entrer dans la salle le nombre de spectateurs supérieur à celui imposé par la commission de sécurité compétente ayant visité le lieu, soit 150 places.

Le DIFFUSEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'établissement, du personnel et du public.

3.4 - **Le DIFFUSEUR** s'engage à faire la promotion et la publicité du spectacle et à n'utiliser que le matériel publicitaire fourni et/ou agréé par la production, tel que défini à l'article 2.4 des présentes. Il communiquera au **PRODUCTEUR,** après la signature des présentes, les moyens mis en œuvre pour promouvoir le spectacle (plan médias).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556306-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

Il est expressément interdit au **DIFFUSEUR** de faire parrainer le spectacle, même à titre gratuit, par une marque, un sponsor ou un média sans l'accord écrit du **PRODUCTEUR**. Pour toute autre exploitation de l'image de l'artiste, sous quelque forme que ce soit, le **DIFFUSEUR** devra obtenir l'accord préalable du **PRODUCTEUR.**

3.5 – Le **DIFFUSEUR** garantit le **PRODUCTEUR** contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont il a la charge.

3.6 – Le **DIFFUSEUR** communiquera au **PRODUCTEUR** chaque vendredi avant 11 heures le pointage des ventes par email à billetterie.stardust@gmail.com.

ARTICLE 4 - BILLETTERIE

Les parties conviennent :

Le prix des places ne pourra pas dépasser 45 euros hors DL.

Le DIFFUSEUR est responsable de l'établissement de la billetterie et en supporte le coût. Il est également responsable de sa mise en vente et de l'encaissement de la recette correspondante. Il devra soumettre un « bon à tirer » de la billetterie au **PRODUCTEUR** pour valider la mention obligatoire : « En accord avec Stardust Productions..... présente... »

Le PRODUCTEUR déclare que le spectacle précité n'excède par 140 représentations effectuées à la date concernée.

Le DIFFUSEUR fournira au **PRODUCTEUR** copie de la facture relative à l'impression des billets ainsi que la copie de la déclaration fiscale prévue à l'article 50 sexies F annexe du Code Général des Impôts.

Le DIFFUSEUR conservera après le spectacle les coupons de contrôle (et les souches des billets en cas de billetterie manuelle) jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de leur utilisation à condition d'en avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du centre des impôts dont il relève. Dans l'hypothèse où l'image de l'artiste serait reproduite sur le billet, le **DIFFUSEUR** devra obtenir l'accord préalable du **PRODUCTEUR** (bon à tirer).

ARTICLE 5 - PRIX

5.1- En contrepartie du droit d'exploiter le spectacle dans les conditions indiquées dans le présent contrat, le **DIFFUSEUR** versera au **PRODUCTEUR** une somme globale, forfaitaire et définitive de :

- **Montant de la cession hors taxes** : **3 800.00 euros (Trois mille huit cent euros)**

- **Forfait transports aller/retour hors taxes : 800.00 euros (huit cent euros)**

- **TVA à 5.5 % : 253.00 euros (deux cent cinquante-trois euros)**

- **Montant de la cession toutes taxes comprises : 4 853.00 euros TTC (quatre mille huit cent cinquante- trois euros et zéro centime.).**

Ce prix étant ferme, définitif et forfaitairement établi, en aucun cas le **PRODUCTEUR** n'aura à justifier ultérieurement de son détail. Le prix est accepté définitivement par le **DIFFUSEUR** qui ne pourra s'opposer à son paiement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

5.2 – Le DIFFUSEUR s'engage à prendre en charge :

Le DIFFUSEUR prendra en charge :

- Les hébergements des 4 personnes dans un hôtel 4 étoiles type mercure ou Novotel
- La restauration de l'équipe soit 4 repas le midi et 9 repas le soir.
- La fiche technique.
- Les transferts locaux

ARTICLE 6 – MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement du prix de cession toutes taxes comprises, tel que défini à l'article 5, sera effectué sur présentation d'une facture globale selon l'échéancier suivant :

Facture de 4853.00 euros TTC, sur présentation de facture. La facture sera déposée sur la plateforme CHORUS PRO. Le règlement se fera par mandat administratif.

ARTICLE 7 – DROITS D'AUTEUR – TAXE FISCALE

Le DIFFUSEUR assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs et précisera l'identité de son cocontractant.

Le DIFFUSEUR aura à sa charge le règlement des **droits qu'il devra déclarer** (10,50% de la recette de billetterie HTVA ou 10,5% du montant de la cession selon le plus favorable à l'artiste auprès de la SACD, 0,85% de la recette de billetterie HT auprès de la Sacem,). Il aura également à sa charge le règlement de la taxe sur les spectacles (CNV/CNM). Enfin , les droits de mise en scène (3% du montant de la cession HT) en perception directe de la part de Stardust Productions.

ARTICLE 8 - ENREGISTREMENT/DIFFUSION

8.1 – Tout enregistrement ou diffusion, même partiel (le) de la représentation nécessitera un accord écrit et préalable particulier et formel du **PRODUCTEUR** et/ou des tiers ayant droits (artistes, sociétés d'auteurs...).

8.2 – **Le DIFFUSEUR** sera responsable de faire respecter par tout tiers, y compris les membres du public, les interdictions de captation du spectacle, par tout procédé photographique ou d'enregistrement sonore et/ou visuel.

8.3 – Il demeure entendu, si le **PRODUCTEUR** envisage de procéder lui-même à la captation et l'exploitation d'enregistrement du spectacle, qu'il sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice ; il fera son affaire de toutes les dépenses afférentes à cet enregistrement.

ARTICLE 9 – RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LE TRAVAIL ILLEGAL

9.1 – Chaque partie déclare respecter la réglementation en vigueur sur le travail illégal et déclare être en règle avec les déclarations obligatoires.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 10 – RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

La responsabilité globale de l'établissement du plan de prévention et de la coordination des mesures y afférentes est à la charge du **DIFFUSEUR.**

ARTICLE 11 – RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LE BRUIT

11.1 – Concernant les représentations se déroulant exclusivement dans une salle ou un lieu clos (chapiteaux exclus), les deux cocontractants sont informés des dispositions contenues dans le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée.

ARTICLE 12 – RESILIATION OU SUSPENSION DU CONTRAT

12.1 – Le présent contrat serait suspendu, résolu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, pour l'exécution d'un spectacle ou d'une série de spectacles, en cas d'impossibilité manifeste d'effectuer ou d'achever certaines représentations pour raisons réputées de force majeure. Pour celles-ci et les types de risques énumérés ci-dessous, le diffuseur s'engage à souscrire toute assurance nécessaire pour la couverture de ses propres frais et fait son affaire personnelle du règlement des correspondantes.

Garanties à couvrir :

- indisponibilité de l'Artiste en raison de maladie et /ou accident ;
- séquestration de l'Artiste ;
- deuil familial suite à la disparition d'un parent au premier degré ou du conjoint de l'Artiste ;
- indisponibilité de la salle ou du lieu suite à incendie, dégâts des eaux, attentats, vandalisme, sabotage, acte de terrorisme, dommages électriques ;
- retraits des autorisations administratives ;
- deuil national en France ;
- grèves extérieures au spectacle ;
- émeutes, mouvements populaires ;
- retard de transport suite à accident caractérisé de la circulation ;
- destruction ou détérioration de matériel servant au spectacle suite à accident caractérisé ;
- blocage par un service administratif du matériel ou des Artistes à condition qu'aucune irrégularité n'ait été commise ;
- carence accidentelle de la fourniture du courant électrique par les services publics ;
- épidémie, pandémie ;
- impossibilité pour la troupe ou le matériel de se rendre à destination du fait des routes, aéroports ou gares impraticable par suite d'inondation, d'enneigement ou verglas exceptionnels.

Il demeure entendu que toute annulation de spectacle qui ne serait pas due à l'un des motifs ci-dessus, mais à une décision ou à l'incapacité de l'un des contractants, rend celui-ci responsable à l'égard de l'autre contractant.

Toutes les clauses du présent contrat, ainsi que celles du contrat technique, sont des clauses substantielles et le non- respect d'une seule d'entre elles entraine par conséquent la rupture du contrat aux torts de la partie défaillante.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2556306-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

Cette dernière versera à l'autre partie, à titre de dédommagement :

- en cas de rupture par **le DIFFUSEUR**, celui-ci s'engage à verser au **PRODUCTEUR** l'intégralité d montant de la vente ;

- en cas de rupture par le **PRODUCTEUR,** et si aucun artiste de remplacement n'est approuvé par les deux parties, celui-ci s'engage à payer au **DIFFUSEUR** les frais engagés sur présentation des factures à la date de l'annulation. En aucun cas, le **PRODUCTEUR** ne réglera au **DIFFUSEUR** un montant supérieur à celui du prix de la vente.

En cas de concert en plein-air, ou plein-air partiel, le **DIFFUSEUR** devra se garantir d'une assurance annulation en cas de mauvais temps, intempéries pouvant empêcher, soit le montage du spectacle, soit la représentation elle-même ; le montant des primes d'assurances est à la charge exclusive du **DIFFUSEUR**, sauf disposition contraire.

En cas de scène non couverte, des bâches et protections devront être prévues pour protéger le matériel et les consoles en cas de petite pluie ou de forte chaleur.

En cas d'annulation pour cause de mauvais temps, le montant total du prix de la vente est exigible par **le PRODUCTEUR** sans préjuger du remboursement ultérieur pour le **DIFFUSEUR.**

ARTICLE 13 – RESPONSABILITES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer sa responsabilité civile liée à l'organisation, au montage et démontage du spectacle, aux dommages causés au public ou par le public ainsi qu'aux objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

Le DIFFUSEUR s'engage à assurer sa responsabilité civile pour l'exécution de toutes les obligations qui lui incombent par le contrat technique.

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 14 – LOI DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le français est la langue faisant foi quant à l'interprétation des présentes.

ARTICLE 15 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

ARTICLE 16 - CLAUSE COVID

Dans le contexte actuel lié à l'épidémie du Coronavirus Covid-19, le **DIFFUSEUR** souhaite apporter, conformément aux recommandations du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac), des précisions concernant d'éventuelles annulations de dates de représentations pouvant intervenir dans ce contexte.

Quel que soit le motif lié à l'impossibilité d'assurer une ou plusieurs représentations, c'est à dire que l'annulation survienne pour cause de
maladie parmi les membres des équipes artistiques ou de la structure d'accueil, ou bien du fait d'une décision légale de fermeture :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556306-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

- **L'ORGANISATEUR** et le **PRODUCTEUR** examineront tout d'abord la possibilité de reporter les représentations programmées ;
- Si cette solution n'est pas envisageable, un accord amiable sera recherché qui tendra à préserver la solidarité professionnelle d'une part,
notamment en ce qui concerne les rémunérations du personnel artistique et technique intermittent, et les équilibres budgétaires du **PRODUCTEUR** et de **L'ORGANISATEUR** d'autre part. Ceci afin que ni l'un ni l'autre ne se trouvent en péril financièrement.

Fait en deux exemplaires à Rennes, Le 15/03/25

LE PRODUCTEUR
STARDUST PRODUCTIONS
Monsieur Jean-Baptiste Cochet

LE DIFFUSEUR
MAIRIE DE LA VILLE DE LA GARDE
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2550630-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0087

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/SC: 2025 – N° 0087
AFFAIRE SUIVIE PAR :
SINTYA COURAGEOT
04.98.01.15.71
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « **LES 2 Z** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de la SAS « **LES 2 Z** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec LA SAS « **LES 2 Z** ».

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense soit **5 749, 75€ T.T.C.** au Budget Communal Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, service Maison des Associations.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 25 Mars 2025,

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2505000087-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/RD/SC - 2025 – N° 0364

VISAS		
RJSP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2024

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

SAS « LES 2 Z »
33 Rue Franchipani
83500 LA SEYNE SUR MER
N° SIRET : 878 324 490 000 19
Représentée par : Monsieur Sébastien d'IZZIA, agissant pour le compte de la SAS,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

8 prestations musicales des groupes et artistes suivants :
Offshore Spirit, Patrick Boyon, Cosimo Blues, Gemma and the Driver, Poupa Claudio Blues, SEM Trio,Cabin Tales et Sébastien Psaila
Répartis chacun sur 2 à 3 quartiers de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En sa qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 04/06/2025

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition et de l'accès des lieux.

Les coordonnées des référents de quartiers ainsi que les adresses précises des points à animer seront envoyés au **PRODUCTEUR** en amont de la manifestation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières
L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contre partie de ce qui précède sur présentation de facture, la somme de **5 749,75 € T.T.C**.

Le règlement des sommes dues au producteur sera effectué par mandat administratif à réception de la facture certifiée et signée par le producteur.

Article 5 – Assurances
LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation
La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 27 mars 2025,

LE PRODUCTEUR

« **Sébastien d'IZZIA** »

L'ORGANISATEUR
Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0088

MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : 2025 n°088
Affaire suivie par :
fchaumontet@ville-lagarde.fr (poste 1272)

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE CONTES DE LA FORET VIERGE COMPAGNIE ZYANE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la volonté de la municipalité de programmer des spectacles de contes dans la vieille ville de La Garde
CONSIDERANT les propositions validées par l'élue à la culture pour la manifestation « LES CONTES DU ROCHER » 2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle **« contes de la forêt vierge » de la Cie ZYANE**, pour 3 représentations le mercredi 20 août 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation fixé à **1500 € TTC** (Mille cinq cents euros TTC.).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3165 C art 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 26 mars 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025030088-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

Contrat de cession du droit
D'exploitation d'un spectacle

Entre les soussignés,

D'une part, ci-dessous dénommé LE PRODUCTEUR

L'association de loi 1901 : COMPAGNIE ZYANE - SLAM DE FEMME
Située : 47 Bis Boulevard Jules FERRY - 84000 AVIGNON
Mail : compagniezyane@gmail.com **- tel : 06 45 07 94 04**
Présidente : marie ESTEVENIN / Trésorière : Gisèle PECOUT
Licence de producteur de spectacles : 2 – 1073711 / PLATESV-R-2023-002536
Licence de diffuseur de spectacles : 3 – 1073712 / PLATESV-R-2023-002537
Siret : 798 075172 000 14 /APE : 9001 Z Arts du spectacle Vivant
Site Internet : www.compagniezyane.com

Et,

D'autre part, ci-dessous dénommé L'ORGANISATEUR

Mairie de La Garde
BP 121 / 83957 – LA GARDE
Tel : 04.94.08.98.00
SIRET N° 218 300 622 000 14 / CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980
Représentée par **Madame Hélène ARNAUD-BILL**, en qualité de Maire

Interlocuteur service : *Valérie FEBRER / Médiathèque LA GARDE Section Jeunesse*
04 98 01 15 66 – 04 94 08 99 62 / mediatheque-animation.fct@ville-lagarde.fr

Il est exposé ce qui suit,

A) LE PRODUCTEUR, la Compagnie Zyane-slam de femme, dispose du droit de représentation du **spectacle « CONTES DE LA FORET VIERGE»**
N° d'objet Assedic : 186Z81046368
Histoire choisie : « Les bas des flamants »
Pour lequel elle s'est assuré le concours des artistes nécessaires :
- 1 comédienne – conteuse – chanteuse : CIGANE (Isabelle FAQUIN PAYSSERAND)
- 1 artiste musicien : Philippe PAYSSERAND

A la Date du : **Mercredi 20 aout 2025**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

- Nombre de représentations : **3**
- Horaires des représentations : **20h15 / 21h /21h45**
- Durée : **environ 30 minutes par représentation**
- Projecteurs : **lumières d'ambiances fixes fournies par la compagnie zyane**
- Sonorisation : **fournie par la compagnie zyane si nécessaire**
- Durée de montage : **2 heures**
- Durée de démontage : **1 heure**

B) L'ORGANISATEUR : **Mairie de La Garde**

S'est assuré de la disponibilité du lieu et de sa capacité accueillir le spectacle. Il s'engage à fournir au producteur les caractéristiques techniques du lieu, notamment :

- Lieu : **Place Autran –83130 LA VIEILLE GARDE**
- Public : **familles - Jauges de 60 à 80 personnes**
- Accueil des artistes: **17h Rdv devant l'église 236 Avenue Gabriel Péri**
- Durée de l'installation, des branchements, Réglages et Balances : **de 17h15 à 19h15**
- Parking : **Place Adrien Barthélémy**
- Loges et catering : **salle Mussou 131 avenue Baptistin Autran**
- Dimensions de l'espace de jeu mis à disposition des acteurs place Autran :
  Longueur de l'ouverture de scène face au public : __6 m____
  Profondeur de l'espace dédié aux artistes __3 m_____

- Y a-t-il une scène surélevée ? oui ☐ quelle hauteur ? _____ NON ■
- S'agit-'il d'un espace au sol ? oui ■ non ☐ - Type de sol :
  _____Béton_____
- Le public est-il assis sur des gradins ? ☐ Sur des chaises ? ■ Debout ? ■
- Nombre de prises électriques accessibles en 230 V : 2 ou 3
- Situation du coffret électrique vis-à-vis de l'espace de jeu des acteurs (pour calculer les longueurs de câble à prévoir)

Coordonnées du responsable technique :

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le producteur s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, 3 représentations du spectacle **«CONTES DE LA FORET VIERGE»** dans le lieu précité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR « COMPAGNIE ZYANE-SLAM DE FEMME »

Le producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

Le producteur assume en outre la responsabilité de la fourniture et du transport des décors, costumes, accessoires et d'une manière générale, de tous les éléments nécessaires à la représentation dont sonorisation légère si besoin.

En qualité d'employeur, il assumera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, du personnel professionnel attaché au spectacle et engagé par lui. Il appartient au producteur de solliciter en temps utile les autorisations d'emploi et déclarations d'embauche auprès des autorités compétentes. Le producteur s'engage par le présent contrat à effectuer toutes les démarches nécessaires en ce sens.

Le producteur s'engage également à fournir à l'organisateur, sur sa demande, les éléments de communication suivants :

- 1 fichier numérique couleur de l'affiche du spectacle qui pourra être décliné par le diffuseur pour la réalisation de supports personnalisés,
- 1 photo HD

Le producteur s'engage à communiquer à l'organisateur toutes les informations techniques nécessaires à la mise en place du spectacle

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

➢ L'organisateur fournira le lieu de la représentation en ordre de marche et le personnel technique nécessaire à la bonne utilisation du lieu selon les modalités définies en introduction Partie B ainsi que :

- **L'accueil du public pour les représentations :** l'organisateur a la charge de l'accueil des spectateurs, de la billetterie s'il y a lieu, et de l'installation des spectateurs dans l'espace dévolu en accord avec les artistes du spectacle.
- **La sécurité du spectacle et du public pendant les représentations** (soit la gestion des mouvements du public, le contrôle éventuel des sacs etc…)

➢ En sa qualité d'employeur, l'organisateur s'assurera des rémunérations, versements des charges sociales et fiscales des personnels professionnels qu'il va lui-même mobiliser en son sein pour organiser l'accueil du spectacle, des artistes et du public.

➢ <u>Droits afférents à la représentation de spectacle :</u>

L'organisateur aura à sa charge les droits d'auteur et droits voisins que pourraient exiger la SACD, SACEM, SPEDIDAM, le CNM et autres organismes concernant l'organisation d'une

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2550826-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

manifestation publique et en assurera le paiement. Le producteur s'engage à lui fournir les éléments nécessaires à la déclaration des œuvres.

⟹ **Eléments de diffusion musicale et droits d'auteur concernant « CONTES DE LA FORET VIERGE : LES BAS DES FLAMANTS» :**

- **ADAPTATION LIBRE et non déposée de l'œuvre « CONTES DE LA FORET VIERGE » d'Horacio QUIROGA, auteur tombé dans le domaine public (1878/1937)**
- **Arrangements non déposés d'airs traditionnels du folklore Sud-américain collectés de manière orale lors de voyages passés dans les pays d'Amérique du Sud**
- **Pas de diffusion de musiques enregistrées**

- Création artistique et mise en scène : isabelle et Philippe PAYSSERAND / Non déposée
- Adaptation du Texte : isabelle Paysserand / Non déposée
- Musique : arrangements et créations par Philippe PAYSSERAND / Non déposés

ARTICLE 4 : PRIX ET REGLEMENT

Prix de la prestation

L'organisateur s'engage à verser au producteur, en contrepartie de ce qui précède, la somme totale de **1500 € TTC** (mille cinq cent euros toutes charges comprises) Les frais de déplacements sont inclus dans le prix TTC du spectacle.

Le tarif est forfaitaire, il ne dépend pas du nombre de spectateurs présents le jour de la représentation et ne peut en aucun cas être abaissé après signature du présent contrat.

L'hébergement est comme convenu, fourni par l'organisateur :
Soit 1 chambre avec un lit double pour 2 personnes

Hôtel Noémys
Parc Hôtelier – ZA Paul Madon,
Av. René Cassin
83 160 LA VALETTE DU VAR – France
Tél : 04 94 08 38 08
La chambre sera disponible à partir de 15h le mercredi 20 aout 2025 pour la nuitée du 20 au 21 aout 2025.

Règlement de la prestation

Le producteur déposera, service fait, la facture correspondante à la prestation sur la plateforme Chorus Pro. L'organisateur s'engage à communiquer au producteur toutes les informations administratives nécessaires à ce dépôt (Siret de l'organisateur, bon de commande, numéro de service s'il y a lieu).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

L'organisateur s'engage à valider cette facture au plus tôt afin de faciliter une mise en paiement rapide par la trésorerie générale, soit dans la limite des 30 jours réglementaires, délai légal fixé par la loi française après dépôt de la facture.

Passé ce délai, sauf entente des deux parties, des pénalités de retard journalières pourront être appliquées au taux de 3 % du montant TTC de la facture. Le taux est alors multiplié par le nombre de jours écoulés entre la date d'échéance (30 jours après le dépôt sur Chorus pro) et la date d'encaissement (ou la date à laquelle est fait le calcul, si le paiement n'est pas encore effectué).Il est appliqué sur le montant TTC de la facture. Les pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire : l'envoi d'une lettre recommandée n'est pas requis pour déclencher le droit de percevoir des pénalités de retard. Elles courent dès le jour suivant la date prévue pour le règlement ou, à défaut, le 31e jour suivant la date de la fin de l'exécution de la prestation de service. Elles ne sont pas soumises à TVA.

Le paiement s'effectuera par **virement bancaire** sur le compte suivant (RIB fourni sur demande) :

Domiciliation : CCM Avignon République, 20 boulevard Saint Roch, BP 30918 - 84000 AVIGNON –**Banque :** 10278 **Guichet :** 06510 **N°Compte :** 00020300501 **Clé :** 41
Devise : EUR **IBAN:** FR76 1027 8065 1000 0203 0050 141 **BIC:** CMCIFR2 A

ARTICLE 5 : ASSURANCES

Le producteur déclare être assuré auprès du **groupe MAIF ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITES,** 79038 NIORT CEDEX 9, sous le numéro de sociétaire **3793564 T**

L'organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la représentation du spectacle dans son lieu.

De même, il s'assurera de la couverture des risques pour les bénévoles qu'il va mobiliser dans le cadre de l'organisation de cette manifestation.

Identité et adresse de l'assureur de l'organisateur : SMACL Assurances

N° de contrat d'assurance : C2023 - 10635

ARTICLE 6 : CAPTATION AUDIOVISUELLE, DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET VENTES DE PRODUITS DERIVES

Tout enregistrement et diffusion, même partielle du spectacle, devra faire l'objet d'un accord préalable particulier entre le producteur, les artistes et l'organisateur. *(Excepté les éléments de communication fournis par le producteur lui-même).*

En cas d'accord des parties, l'organisateur veillera à ne pas diffuser les textes et musiques du spectacle dans leur intégralité mais seulement des extraits.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

La somme des extraits diffusés ne devra pas excéder **trois minutes maximum au total**

Les textes et musiques crées par les artistes du spectacle **«CONTES DE LA FORET VIERGE »** ne pourront en aucun cas être lus ou joués en public, édités, imprimés, utilisés ou diffusés sans leur autorisation express.

Aucune vente de produits dérivés établissant manifestement un lien avec le spectacle **«CONTES DE LA FORET VIERGE»** (ex : photo support pour impression de teeshirts, fond musical ou images pour la vente d'un DVD…), ne pourra être effectué par l'organisateur sans accord spécifique préalable du producteur et entente commerciale.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Conditions techniques : Vue la configuration du lieu (plein air) et la modestie de l'appareillage technique fourni,

- le spectacle est livré dans des conditions minimum d'éclairage et de son avec le matériel propre à la compagnie Zyane .

ARTICLE 8 : LOI ET ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le délai de résiliation est fixé à 7 jours à compter du jour de signature du contrat par l'organisateur.

Toute annulation ou résiliation, devra faire l'objet d'un courrier remis à l'autre partie par voie postale, en recommandé avec accusé de réception sauf cas reconnu de force majeure.

Le contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les **cas reconnus de force majeure** (*circonstances exceptionnelles imprévisibles, irrésistibles et extérieures : accident, inondation, chutes importantes de neige, maladie des artistes, décès, arrêté préfectoral ...)*

*A noter : **le cas de « grève» ne constitue pas un cas de force majeure.***

En cas d'annulation intervenant après le délai de résiliation prévu au présent contrat et non justifiée par un cas de force majeure ou un cas précité , **la partie résiliant le contrat sera redevable à l'autre partie de 30 % de la somme forfaitaire du prix du spectacle** à verser à l'autre partie, au plus tard le jour prévu pour la manifestation où, le cas échéant, au dernier jour du terme prévu dans le délai de paiement du contrat

Néanmoins, l'organisateur sera en droit de résilier le contrat **sans indemnité** dans l'hypothèse d'une **modification notable** de la proposition artistique prévue au présent contrat (changement d'équipe artistique, conditions techniques non prévues au contrat, changement unilatéral des horaires ou de la date de représentation…).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

Le producteur sera également en droit de résilier le contrat **sans indemnité** dans l'hypothèse d'une **modification notable** des conditions d'accueil prévues au contrat (jauge du public trop importante, configuration technique inadaptée et non prévue au contrat, changement unilatéral d'horaire et de date …)

Pour les spectacles en plein air dont les conditions météorologiques ne permettraient pas le maintien de la prestation, plusieurs solutions pourront être envisagées par les deux parties comme :

- **le report de la prestation à une date ultérieure acceptée par les deux parties**
- **le décalage des horaires pour s'adapter aux conditions météorologiques**
- **le paiement par l »organisateur d'une indemnité de 30 % du prix TTC du spectacle sur présentation d'une facture soit 500 euros TTC.**

En cas de litige, une recherche de résiliation amiable sera favorisée par les deux parties ;

CONTRAT FAIT EN 2 EXEMPLAIRES

LE 26 mars 2025 **A** LA GARDE

Le Producteur,

Compagnie Zyane - Slam de femme,
Marie ESTEVENIN, présidente

(Signature précédée de la mention lu et approuvé)

L'organisateur,
Lu et approuvé
Hélène ARNAUD-BILL

(Signature précédée de la mention lu et approuvé)

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2550801B-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0089

MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : 2025 n°089
Affaire suivie par :
fchaumontet@ville-lagarde.fr (poste 1272)

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE VENTE CONTES TRADITIONNELS DU QUEBEC EN MUSIQUE / NADIS THEATRE & REMY SASTRE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la volonté de la municipalité de programmer des spectacles de contes dans la vieille ville de La Garde
CONSIDERANT les propositions validées par l'élue à la culture pour la manifestation « LES CONTES DU ROCHER » 2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat vente du spectacle « **Contes traditionnels du Quebec** », **en musique** proposé par **l'association le Nadis Théâtre et R. Sastre**, pour 3 représentations le mercredi 20 août 2025 à La Garde.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation fixé à **1000 € TTC** (Mille euros TTC.).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3165 C art 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 26 mars 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025030089-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE VENTE / spectacle du mercredi 20 août 2025

les Contes du rocher

Les contes traditionnels du Québec en musique

Entre les soussignés

Mairie de La Garde
Représenté par : **Mme Hélène Arnaud Bill**
En sa qualité de : Maire de La Garde
Adresse : Hotel de ville – BP. 121 83957 La Garde
Tel : 04.94.08.98.00 - SIRET N° 218 300 622 000 14 - CODE APE 8411 Z
Licences d'entrepreneur de spectacles 1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980

appelé **l'ORGANISATEUR** , d'une part

ET

* **1/ Association « le Nadis théâtre »**
licence 2-136747,N° Siret : 40519257600040 / code APE 9001z
Adresse : 66 Traversée de queirard – le Brusc - 83140 SIX-FOURS,

* **2 / Remy Sastre**
N° URSSAF : 830 1827732 - N° SIRET : 39810399400057 - N° SIREN : 398 103 994 - Code APE 85.52Z
Adresse : 14, rue Saint Bernard - 83400 Hyères

appelé **LES PRODUCTEURS** , d'autres part ;

Pour toutes correspondances, contact et interlocuteur Producteur :
Vincent Inchingolo - 98, rue George Sand 83130 La Garde
Tél : 06 09 72 63 57 - mail. vincent.inchingolo@gmail.com

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT

L'organisateur engage le producteur, qui accepte aux conditions suivantes ,

Contact et interlocuteur organisateur : **Mme Valérie FEBRER - Médiathèque LA GARDE**
Section Jeunesse - 04 98 01 15 66 – 04 94 08 99 62
mediatheque-animation.fct@ville-lagarde.fr - vfebrer@ ville-lagarde.fr
- Lieu et adresse de la représentation : **Place Mussou - 83130 La Garde**
- **Date :** Mercredi 20 août 2025
- **Nombres de représentations : 3**
- **Durée de chaque représentation : 30mn.**
- **Heure d'arrivée des artistes : 17h00** (Rdv devant l'église 236 Avenue Gabriel)
- **Heure des spectacles : à partir de 20h15 (artistes sur place à 19h20)**
  - 1 spectacle : 20h15- 20h45 (pause ¼ h animée par le groupe Tribu Nomade)
  - 2ème spectacle : 21h00-21h30 (pause ¼ h animée par le groupe Tribu Nomade)
  - 3ème spectacle : 21h45-22h15

- **Nombre d'intervenant : 3 (1 conteuse + 2 musiciens)**
- **Sonorisation fournie par les artistes**
- **Lieu de stationnement : Place Adrien Barthélémy à 2 mn à pied de la salle Mussou**
- **Divers : Préparatifs (loges, catering) Salle Mussou - 131 avenue Baptistin Autran**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

* **Montant total alloué par l'organisateur : 1000 € T.T.C.**

* **Soit en lettres : mille euros**

Soit en lettres : **mille euros**

- **1/ A l'ordre de : Association « le Nadis théâtre (200€)**
- **2/ A l'ordre de : Remy Sastre (800€)**
- * Par : **mandat administratif**
- * Particularités de paiement : **2 factures avec RIB seront remises à l'organisateur.**

* Conditions particulières :

Le lieu du spectacle doit être chauffé et disponible au moins 3H avant l'arrivée du public. Les musiciens se gardent le droit de décider si les conditions permettent ou non leur prestation.

* **Le présent contrat peut être reporté que pour les causes suivantes :**

En fonction d'évènements exceptionnels ***(interdictions sanitaires, catastrophes naturelles, épidémies, confinement, mobilisation générale , guerre, cas de force majeur...)*** le spectacle peut faire l'objet d'un report à une date ultérieure entendue avec le producteur et l'organisateur.
Dans tout autres cas, le montant total du cachet est dû par l'organisateur à la date prévue par ce contrat.

* **En cas de non respect du contrat ou litige, compétence est reconnue aux tribunaux compétents**

FAIT À : **La Garde** le : **04 mars 2025** en : **2 exemplaires.**

Signé à : LA GARDE

Le : 26 mars 2025

Précédé de la mention : lu et approuvé

L'ORGANISATEUR
(tampon + signature)

Lu et approuvé

Hélène ARNAUD - Bille

MAIRIE DE LA GARDE * VAR *

Signé à : **La Garde**

Le : **04 mars 2025**

Précédé de la mention : lu et approuvé

LE PRODUCTEUR
(tampon + signature)

lu et approuvé

Rémy SASTRE

Lu et approuvé

"NADIS THEATRE"

N.B./1 Un exemplaire est à conserver par l'organisateur, un autre à retourner dûment complété au producteur ***au plus tard 15 jours après réception*** . Passé ce délai , le producteur se garde le droit de changer ou d'annuler la date du spectacle . Le producteur reste à la disposition de l'organisateur dans le cas où celui -ci rencontrerait des difficultés à satisfaire certains points de ce contrat .

N.B./2 : Un exemplaire des contrats est à retourner signé à l'adresse suivante :

Mr Inchingolo 98 rue George Sand - 83130 La Garde

ou par mail à : vincent.inchingolo@gmail.com

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2556[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0090

MEDIATHEQUE MUNICIPALE
Réf. : 2025 n°0090
Affaire suivie par :
fchaumontet@ville-lagarde.fr (poste 1272)

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE LA TRICOTEUSE DE MOTS - LAYLA DARWICHE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la volonté de la municipalité de programmer des spectacles de contes dans la vieille ville de La Garde
CONSIDERANT les propositions validées par l'élue à la culture pour la manifestation « LES CONTES DU ROCHER » 2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « **La tricoteuse de mots Cie Layla Darwiche** pour 3 représentations le mercredi 20 août 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation fixé à **1626.18 € TTC** (Mille six cent vingt-six euros et 18 cents euros).

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** le montant des dépenses au budget primitif de l'exercice 2025 section fonctionnement, imputation 3165 C art 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 26 mars 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DM2025030090-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE
(Article 279 b. bis du C.G.I.)

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :
Raison sociale **: FACE CACHÉE SARL**
Adresse : **51 rue Michel Ange - 59000 Lille**
Représentée par : **Azzedine MÉRABTI,** en qualité de gérant
Nom du Contact : **Michèle GUINET /** Téléphone : **06 99 13 19 28 /** E-mail : **contact@facecachee.fr**
N° de SIRET **81746241900018 /** Code APE **9001Z /** Licence d'entrepreneur de spectacle : **2 / R-2021-006959**
N° de TVA : **FR95 817 462 419**
Ci-après dénommée « LE PRODUCTEUR », d'une part

ET
Raison sociale **: MAIRIE DE LA GARDE**
Adresse **: BP 21 - 83957 LA GARDE France /** Téléphone : **04 94 08 98 00**
Représenté par **: Madame Hélène ARNAUD-BILL,** en qualité de Maire
Nom du Contact : **Valérie FEBRER /** Téléphone : **04 98 01 15 66 /** E-mail : **mediatheque-animation.fct@ville-lagarde.fr**
N° de SIRET **21830062200014 /** Code APE **84.11Z /** Licence d'entrepreneur de spectacle : **1 – 142982 / 2 – 142979 / 3-142980**
N° de TVA :
Ci-après dénommé « L'ORGANISATEUR », d'autre part

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :
A - LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et des intervenants nécessaires à sa présentation au public :
Nom de la Cie : **Layla Darwiche /** Artistes en tournée : Fwad Darouich, Layla Darwiche
Titre du/des spectacle(s) : **La tricoteuse de mots**

B – L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition des lieux de représentation, dont le PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

Article 1 - OBJET
LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, la représentation du spectacle susnommé à la date suivante :
La tricoteuse de mots, le 20/08/2025 à Place Mistral 83130 LA GARDE
1ère représentation : 20h15- 20h45 (pause ¼ h)
2ème représentation : 21h00-21h30 (pause ¼ h)
3ème représentation : 21h45-22h15

Article 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR
LE PRODUCTEUR fournira les spectacles entièrement montés et assumera la responsabilité artistique des représentations.
En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, d'artistes étrangers dans le spectacle. Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires, et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation. LE PRODUCTEUR en assurera le transport aller et retour, et effectuera les éventuelles formalités douanières.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR
L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire aux déchargement et rechargement, aux montage et démontage, et au service de la représentation. Il assurera en outre le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes, et service de sécurité.
En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel. Le PRODUCTEUR quant à lui déclare que le spectacle faisant l'objet de l'article 1 du présent contrat est libre de droits.

En matière de publicité et d'information, L'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

Article 4 - JAUGE, PRIX DES PLACES ET ACCUEIL DU PUBLIC
Le prix des places est laissé au libre choix de l'ORGANISATEUR : Gratuit
Le spectacle est destiné à être joué dans les conditions suivantes : Tout public

Article 5 - PRIX ET PAIEMENT
L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR la somme de :
Montant Total HT (frais annexes inclus) : 1541.4 €
Taux de TVA : 5.5 % soit un montant TVA : 84.78 €
Soit Total TTC : 1626.18 €
Somme en toutes lettres : mille six cent vingt-six euros toutes taxes comprises

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR (cf article 5) sera effectué par mandat administratif établi à l'ordre du PRODUCTEUR à l'issue de la représentation sur présentation d'une facture et sous un délai maximum de 30 jours.
Informations bancaires : S.A.R.L. FACE CACHEE / IBAN : FR76 1670 6000 2453 9290 1491 628 / BIC : AGRIFRPP867

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250826-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

Article 6 - MONTAGE - DÉMONTAGE - RÉPÉTITIONS - SPECTACLE
Le lieu sera mis à la disposition du PRODUCTEUR une heure avant le début de la représentation pour permettre d'effectuer le montage éventuel et les réglages techniques. Le démontage et le rechargement éventuels seront effectués à l'issue de la dernière représentation. Se référer à la fiche technique éventuellement fournie par la compagnie ou l'artiste en tournée.

Article 7 - TRANSPORT, HÉBERGEMENT ET RESTAURATION
L'ORGANISATEUR règlera les frais de transport, les frais de repas, les frais d'hébergement, ce montant étant inclus dans le montant de cession HT mentionné à l'article 5 du présent contrat, détaillé comme ce qui suit :
- Frais de transport : €HT 250.00
- Nombre de repas : 2, pour un montant conventionnel de 20,70 € HT par repas

Les frais d'hébergement sont pris directement en charge par l'ORGANISATEUR : une nuitée en chambre double à l'hôtel Noémys à la Valette du Var

Article 8 - ASSURANCES
LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu. Il assurera le gardiennage des instruments, véhicules et matériels des artistes de leur arrivée à leur départ. Un garage ou parking gardé sera mis à disposition pour les véhicules des artistes, en particulier durant la nuit.

Article 9 - ENREGISTREMENT, DIFFUSION
En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partielle, du spectacle objet du présent contrat nécessitera un accord particulier.

Article 10 - ANNULATION DU CONTRAT
Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Toute annulation (à l'exception du cas de force majeure) du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

En cas de représentation en extérieur :
Si des intempéries surviennent le jour des représentations et empêchent sa bonne tenue :
1/ L'ORGANISATEUR prendra la responsabilité de bâcher la scène et l'espace public et/ou de prévoir une solution de repli dans un lieu couvert ;
2/ en cas d'impossibilité de cette 1ère solution, un report sera alors favorisé, dans la limite d'un délai de 18 mois à compter de la date initiale de la représentation ;
3/ en cas d'impossibilité des 1ère et 2ème solutions, l'intégralité des sommes dues par l'ORGANISATEUR auprès du PRODUCTEUR, hors frais annexes, sera alors versée sur présentation de la facture correspondante à ce contrat.

En cas de pandémie :
Dans l'éventualité d'une propagation du Coronavirus Covid-19, le PRODUCTEUR souhaite apporter, conformément aux recommandations du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac), des précisions concernant d'éventuelles annulations de dates de représentations pouvant intervenir dans ce contexte.
Quel que soit le motif lié à l'impossibilité d'assurer une ou plusieurs représentations, c'est-à-dire que l'annulation survienne pour cause de maladie parmi les membres des équipes artistiques ou de la structure d'accueil, ou bien du fait d'une décision légale de fermeture :
- L'organisateur et le producteur examineront tout d'abord la possibilité de reporter les représentations programmées ;
- Si cette solution n'est pas envisageable, un accord amiable sera recherché qui tendra à préserver la solidarité professionnelle d'une part, notamment en ce qui concerne les rémunérations du personnel artistique, technique et administratif intermittent, et les équilibres budgétaires du producteur et de l'organisateur d'autre part, ceci afin que ni l'un ni l'autre ne se trouvent en péril financièrement.

Article 11 - COMPÉTENCE JURIDIQUE
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Lille le 11 mars 2025, en deux exemplaires
Faire précéder les signatures de la mention manuscrite « Lu et approuvé ». Apposer le cachet de la structure.

LE PRODUCTEUR

Lu et approuvé

FACE CACHEE
51 RUE MICHEL ANGE
59000 LILLE
SARL AU CAPITAL DE 3000€
SIRET 817 462 419 00018

L'ORGANISATEUR

Lu et approuvé

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM250630-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0091

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/SC: 2025 – N° 0091
AFFAIRE SUIVIE PAR :
SINTYA COURAGEOT
04.98.01.15.71
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS

RESP. | DITAS | DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « **L'ASSO MUSICALE** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de la SAS « **L'ASSO MUSICALE** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec LA SAS « **L'ASSO MUSICALE** ».

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense soit **560 € T.T.C.** au Budget Communal Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, service Maison des Associations.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 27 Mars 2025,

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE – GARDE – VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025030091-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

imprimerie municipale

GARDE

D T

Parc national de Port-Cros

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/RD/DS - 2025 – N° 0368

VISAS		
RESP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2025

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

ASSOCIATION « L'ASSO MUSICALE »
9 Impasse Georges Bizet,
83260 LA CRAU
N° SIRET : 923 367 015 00016
Représentée par : Monsieur MENECHI, agissant pour le compte de l'association,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

1 prestation musicale du Trio « Lounge Time » dans 3 quartiers de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En sa qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition et de l'accès des lieux.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556301H-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les coordonnées des référents de quartiers ainsi que les adresses précises des points à animer seront envoyés au **PRODUCTEUR** en amont de la manifestation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contre partie de ce qui précède sur présentation de facture, la somme de **560, 00 € T.T.C**.

Le règlement des sommes dues au producteur sera effectué par mandat administratif à réception de la facture certifiée et signée par le producteur.

Article 5 – Assurances

LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 27 mars 2025

LE PRODUCTEUR	**L'ORGANISATEUR** Le Maire,
« **Monsieur MENECHI** »	**Hélène ARNAUD-BILL**

MAIRIE DE LA GARDE
GARDE
D T
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0092

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/SC: 2025 – N° 0092
AFFAIRE SUIVIE PAR :
SINTYA COURAGEOT
04.98.01.15.71
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « **LA MUSIQUE VIENT TE VOIR** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de la SAS « **LA MUSIQUE VIENT TE VOIR** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec LA SAS « **LA MUSIQUE VIENT TE VOIR** ».

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense soit **380 € T.T.C.** au Budget Communal Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, service Maison des Associations.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 27 Mars 2025,

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE (VAR)

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250627-DM2025030092-AU
Date de télétransmission : 28/06/2025
Date de réception préfecture : 28/06/2025

Imprimerie municipale

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/SC - 2025 – N° 0370

VISAS		
DESP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2024

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

LA MUSIQUE VIENT TE VOIR (LMVTV)
140 Rue Pierre Puget
83220 LE PRADET
N° SIRET : 842 200 115 00017
Représentée par : Monsieur Daniel VERDIER, agissant pour le compte de la société,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

1 prestation musicale en duo dans 2 quartiers de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai 2025 entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En sa qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR est assuré de la disposition et de l'accès des lieux.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

Les coordonnées des référents de quartiers ainsi que les adresses précises des points à animer seront envoyés au **PRODUCTEUR** en amont de la manifestation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contre partie de ce qui précède sur présentation de facture, la somme de **380,00 € T.T.C**.

Le règlement des sommes dues au producteur sera effectué par mandat administratif à réception de la facture certifiée et signée par le producteur.

Article 5 – Assurances

LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 27 mars 2025,

LE PRODUCTEUR	**L'ORGANISATEUR** Le Maire,
« **Daniel VERDIER** »	**Hélène ARNAUD-BILL**

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0093

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/SC: 2025 – N° 0093
AFFAIRE SUIVIE PAR :
SINTYA COURAGEOT
04.98.01.15.71
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « **DESTINATIONS MUSIK** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de la SAS « **DESTINATONS MUSIK** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec LA SAS « **DESTINATONS MUSIK** ».

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 27 Mars 2025,

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE (GARDE) VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025030093-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

imprimerie municipale

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/RD/SC - 2025 – N° 0371

VISAS		
RESP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2024

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

ASSOCIATION « DESTINATIONS MUSIK »
76 Impasse des Sorbiers
83130 LA GARDE
Représentée par : Monsieur Stéphane RABILLER (Président), agissant pour le compte de l'association,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

1 prestation musicale dans 1 quartier de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition des lieux et équipements éventuels nécessaires à la bonne fin de la représentation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025063013-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières
LE PRODUCTEUR s'engage à réaliser son animation sans contrepartie financière.

Article 5 – Assurances
LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et pratiquants, participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation
La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 27 mai 2025,

LE PRODUCTEUR

« **Stéphane RABILLER** »

L'ORGANISATEUR
Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE
GARDE
D T
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2556301-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202503-0094

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/SC: 2025 – N° 0094
AFFAIRE SUIVIE PAR :
SINTYA COURAGEOT
04.98.01.15.71
scourageot@ville-lagarde.fr

VISAS		
RGP.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « **VICE VERCA MUSIC** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de la SAS « **VICE VERCA MUSIC** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec LA SAS « **VICE VERCA MUSIC** ».

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense soit **380 € T.T.C.** au Budget Communal Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, service Maison des Associations.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 27 Mars 2025,

LE MAIRE,

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250627-DM202503094-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

imprimerie municipale

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/RD/SC - 2025 – N° 0372

VISAS		
RESP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2024

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

ASSOCIATION « VICE VERSA MUSIC »
265 rue Ampère
83210 la Farlède
N° SIRET : 832019027
Représentée par : Madame Caroline Perrin, agissant pour le compte de l'association,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

1 prestation musicale du groupe et artistes suivants :
Concert en live duo
Répartis chacun sur 2 à 3 quartiers de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En sa qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition et de l'accès des lieux.

Les coordonnées des référents de quartiers ainsi que les adresses précises des points à animer seront envoyés au **PRODUCTEUR** en amont de la manifestation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières
L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contre partie de ce qui précède sur présentation de facture, la somme de **380€ T.T.C**.

Le règlement des sommes dues au producteur sera effectué par mandat administratif à réception de la facture certifiée et signée par le producteur.

Article 5 – Assurances
LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation
La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 27 mai 2025,

LE PRODUCTEUR

« **Caroline Perrin**»

L'ORGANISATEUR
Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE
GARDE
D T
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202503-0095

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/DP/MM
Affaire suivie par :
MOUSSU Magali (poste 9919)
mmoussu@ville-lagarde.fr

OBJET : AVENANT AU CONTRAT POUR LA PROLONGATION DE L'EXPOSITION DE ANNE-SOPHIE PERROT JUSQU'AU 9 JUILLET A LA GALERIE G

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G dans le cadre de sa politique culturelle,

CONSIDERANT la proposition de la plasticienne Anne-Sophie Perrot

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER l'avenant avec la plasticienne Anne-Sophie Perrot demeurant au 53 rue du coteau 13007 Marseille.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans le contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 27 mars 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2503-0095-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

imprimerie municipale

Avenant à la convention de prêt des œuvres
De Anne-Sophie à la Galerie G
Perrot

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Anne-Sophie PERROT
53 rue du coteau 13007 Marseille
N° SIRET : 439 945 643 000 13
06 95 96 85 76 annesophieperrot1@gmail.com

ET

Ville de La Garde – Service Culturel
N° SIRET : 218300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par **Madame Hélène ARNAUD-BILL** en sa qualité de Maire

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE L'AVENANT

Dans le cadre de sa politique culturelle, suite au décalage des travaux de réfection de la Galerie G, la ville de La Garde souhaite prolonger l'exposition de Anne-Sophie Perrot, ainsi il est nécessaire d'ajouter une clause à la convention.

Article 2 - PROLONGATION DE L'EXPOSITION

Il a été convenu que l'exposition de Anne-Sophie Perrot est prolongée au-delà du 4 juin jusqu'au 9 juillet 2025 à la Galerie G, rdc Complexe Gérard Philipe à La Garde. Afin de mettre en valeur cette prolongation, l'artiste s'engage à renouveler en partie les œuvres dans le courant de l'exposition avec de nouvelles créations en cours de réalisation.

Fait à La Garde, le 21 mars 2025 en 2 exemplaire(s)

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"

Anne-Sophie PERROT
PLASTICIENNE

"Lu et approuvé"

Hélène ARNAUD-BILL
MAIRE DE LA GARDE

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0096

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU LA MAISON DES INITIATIVES SOCIALES LA BEAUSSIERE – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour la Maison des Initiatives Sociales La Beaussière, en faveur de l'acquisition de matériels et équipements pour un montant total de **2 588,29 € HT** :

Equipements	Montant HT	Montant TTC
Micro-ondes	58,32 €	69,99 €
Meuble de cuisine	131,67 €	158,00 €
Four posable	99,99 €	98,59 €
Equipements aménagement salle parentale	849,83 €	1 019,79 €
Accessoires aménagement salle parentale	368,18 €	441,81 €
Canapé	249,17 €	299,00 €
Robot de cuisine	333,33 €	399,99 €
Sonorisation avec micro	382,49 €	458,99 €
Poubelle à pédale	115,32 €	115,32 €
Total	**2 588,29 €**	**3 061,48 €**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur de la Maison des Initiatives Sociales La Beaussière :

Montant subventionnable H.T.	2 588,29 €	%
CAF du Var	1 035,31 €	40 %
Autofinancement	1 552,97 €	60 %

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025009[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

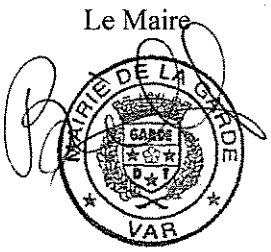
DM 2025/0096

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250828-DM2025096-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0097

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AG/25/096/C-813

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : **CONTENTIEUX [redacted] C/[redacted] - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU l'arrêté n°ARR-2025/0155 du 26 mars 2025 aux termes duquel la Commune a accordé la protection fonctionnelle à [redacted] en sa qualité d'Agent de Police Municipale victime de rébellion, d'outrages, de menaces et de violence à personne dépositaire de l'autorité publique, et a accepté de prendre en charge tous les frais relatifs à la procédure utile à la défense des intérêts de l'agent ;

CONSIDERANT qu'il convient, dès lors, d'accepter les honoraires de l'Avocat ayant assuré la défense de [redacted], à savoir, Maître Thierry FRADET, Avocat au Barreau de TOULON, demeurant 7 boulevard de Strasbourg – 83000 TOULON,

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le montant des honoraires de Maître Thierry FRADET, Avocat au Barreau de TOULON, demeurant 7 boulevard de Strasbourg – 83000 TOULON, fixé à 1 800.00 euros TTC selon facture n° 045033 du 27 mars 2025.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 115, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DM2025097-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0098

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AG/25/097/C-814

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : CONTENTIEUX [redacted] C/ [redacted] - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU l'arrêté n°ARR-2025/0156 du 26 mars 2025 aux termes duquel la Commune a accordé la protection fonctionnelle à [redacted] en sa qualité d'Agent de Police Municipale victime de rébellion, d'outrages, de menaces et de violence à personne dépositaire de l'autorité publique, et a accepté de prendre en charge tous les frais relatifs à la procédure utile à la défense des intérêts de l'agent ;

CONSIDERANT qu'il convient, dès lors, d'accepter les honoraires de l'Avocat ayant assuré la défense de [redacted], à savoir, Maître Thierry FRADET, Avocat au Barreau de TOULON, demeurant 7 boulevard de Strasbourg – 83000 TOULON,

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le montant des honoraires de Maître Thierry FRADET, Avocat au Barreau de TOULON, demeurant 7 boulevard de Strasbourg – 83000 TOULON, fixé à 1 800.00 euros TTC selon facture n° 045034 du 27 mars 2025.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 115, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DE2025030DE-AU
Date de télétransmission : 28/06/2025
Date de réception préfecture : 28/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0099

Parc national de Port-Cros — La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU CENTRE DE LOISIRS HENRI WALLON/MAS JOUVE – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour le centre de loisirs Henri Wallon/Mas Jouve, en faveur de l'acquisition de matériels et équipements pour un montant total de **12 553,86 € HT** :

Equipements	Montant HT	Montant TTC
Ventilateurs sur pied	695,00 €	834,00 €
Plastifieuses	103,87 €	124,64 €
Destructeur de document	131,69 €	158,03 €
Malles de rangement	295,03 €	354,04 €
Diables pliables	207,92 €	249,50 €
Armoire	1 987,20 €	2 063,81 €
Tables et chaises	5 520,20 €	6 624,24 €
Micro-ondes	58,32 €	69,99 €
Meuble de cuisine	131,67 €	158,00 €
Four posable	99,99 €	98,59 €
Chromebooks	3 322,97 €	3 987,56 €
Total	**12 553,86 €**	**14 722,40 €**

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** une aide financière à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur du centre de loisirs Henri Wallon :

Montant subventionnable H.T.	12 553,86 €	%
CAF du Var	5 021,54 €	40 %
Autofinancement	7 532,32 €	60 %

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250828-DM2025009-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

DM 2025/0099

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

Le Maire

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250828-DM2025009-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0100

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : RETRAIT DE LE DECISION MUNICIPALE N° 2025-0072
DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision municipale n° 2025-0072,

CONSIDERANT qu'il convient de retirer la décision municipale n° 2025-0072 afin d'actualiser le plan de financement prévisionnel et le montant de la demande de subvention,

CONSIDERANT le programme d'investissement prévu en 2025 pour les structures de la petite enfance, en faveur de l'acquisition de mobiliers, matériels et équipements divers décomposé comme suit :

Structures	Nature des investissements	Montant HT	Montant TTC
Halte-garderie Les Gardinous	Equipement de jeux et aménagement structure	3 556,88 €	4 289,70 €
Crèche familiale Les Lutins	Aménagement structure	2 974,17 €	3 569,00 €
Multi-accueil Les Elfes	Equipements de motricité	2 650,29 €	3 180,35 €
Multi-accueil Leï Drolles	Equipements de motricité, jeux et aménagement structure	2 771,25 €	3 342,79 €
TOTAL		**12 207,59 €**	**14 381,84 €**

CONSIDERANT l'intérêt pour la ville de bénéficier du concours financier de la Caisse d'Allocations Familiales du Var dans le cadre de sa politique d'aides aux investissements des Territoires.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE RETIRER** la décision municipale n° 2025-0072,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250828-DM2025080-DE-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** des aides financières à la Caisse d'Allocations Familiales du Var, au taux le plus élevé possible, pour le programme d'investissement prévu en 2025, en faveur des structures suivantes :

Structures	Nature des investissements	Montant HT	Montant sollicité HT
Halte-garderie Les Gardinous	Equipement de jeux et aménagement structure	2 705,16 €	1 422,75 €
Crèche familiale Les Lutins	Aménagement structure	2 974,17 €	1 189,67 €
Multi-accueil Les Elfes	Equipements de motricité	2 650,29 €	1 060,12 €
Multi-accueil Leï Drolles	Equipements de motricité et jeux et aménagement structure	2 771,25 €	1 108,50 €
TOTAL		**12 207,59 €**	**4 883,03 €**

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

Le Maire

MAIRIE DE LA GARDE
VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250828-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 28/08/2025
Date de réception préfecture : 28/08/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0101

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/AG/25/098/C-809

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DENIGRANTS ET INCITANT A LA VIOLENCE SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT le procès-verbal de constat d'huissier en date du 12 mars 2025 dressé par Maître Sabine ALBINET,

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter les honoraires de Maître Sabine ALBINET, Huissier de Justice de la SELARL AZUR HUISSIERS, domiciliée 44 avenue Pasteur, 83160 LA VALETTE DU VAR suivant facture n° 159682 du 12 mars 2025 d'un montant TTC de 350.00 €, correspondant aux frais de procès-verbal de constat.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** le montant des honoraires de Maître Sabine ALBINET, Huissier de Justice de la SELARL AZUR HUISSIERS, domiciliée avenue Pasteur, 83160 LA VALETTE DU VAR, d'un montant TTC de 350.00 €, suivant facture n° 159682 du 12 mars 2025, correspondant aux frais de procès-verbal de constat en date du 12 mars 2025.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 28 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DM2025010-AU
Date de télétransmission : 28/06/2025
Date de réception préfecture : 28/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0102

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/103/CV-249

VISAS		
Rosa	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE COMMUNE/[redacted] (SAS « ECURIES DU PARC ») – PARCELLE CADASTREE AT N° 768 – AUTORISATION DE SIGNATURE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé, complétée par la délibération du Conseil n° 1 du 22 janvier 2024 ;

CONSIDERANT la demande formulée par la SAS « Ecuries du Parc » (siret n° 952 948 008 00018) représentée par [redacted], son Président, tendant à bénéficier d'un terrain communal afin de faire paître des moutons et un poney,

CONSIDERANT que la Commune dispose d'une parcelle cadastrée section AT n° 768, sise lieu-dit « Petit Pont » d'une superficie totale de 26 409 m², en nature de lande, susceptible d'accueillir les animaux de [redacted],

CONSIDERANT toutefois que la parcelle précitée est, d'une part, déjà mise à disposition d'un apiculteur qui y a installé ses ruches, d'autre part, grevée de deux emplacements réservés au profit du Syndicat de l'Eygoutier qui projette un démarrage de travaux de requalification de l'Eygoutier dès 2026,

CONSIDERANT qu'il convient, en conséquence, de déterminer précisément les modalités et contraintes de cette occupation du domaine privé communal par une convention d'occupation à titre gratuit, essentiellement précaire et révocable, jusqu'à la fin de l'année 2025, sans possibilité de renouvellement

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : DE SIGNER une convention à titre gratuit, précaire et révocable, sans possibilité de renouvellement, entre la Commune et la SAS « Ecuries du Parc » représentée par [redacted], son Président, pour l'occupation de la parcelle cadastrée section AT n° 768 sise à LA GARDE - Lieu-dit « Petit Pont », afin de faire paître des moutons et un poney, pour une période qui prendra obligatoirement fin le 31 décembre 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025010-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

Décision Municipale n° 2025/0102

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr

FAIT A LA GARDE, le 31 mars 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250631-DM2025630-DE-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202504-0105

SERVICE JEUNESSE
Réf. : 2025 n° 004
Affaire suivie par :
Virginie CORBASSON (poste 33.68)
vcorbasson@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DOS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HI HOSTEL ZADAR POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A ZADAR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer des séjours au profit de la Jeunesse Gardéenne,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser des séjours de vacances dans le cadre des Semaines à Thèmes.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la convention entre la ville et HI HOSTEL ZADAR pour la prestation de service de l'hébergement pour le séjour à Zadar en Croatie du 20 au 25 juillet 2025, 15 personnes.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense de 1 344 euros (mille trois cent quarante-quatre euros) au budget primitif de l'exercice 2025 article 6042, fonction 3381. Un acompte de 30% sera versé avant le 5 avril 2025. Le solde devra être versé le 20 juillet 2025.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 1 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250601-DM2025040105-AU
Date de télétransmission : 02/06/2025
Date de réception préfecture : 02/06/2025

Imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N°202504-0106

SERVICE JEUNESSE
Réf. : 2025 n° 005
Affaire suivie par :
Virginie CORBASSON (poste 33.68)
vcorbasson@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HOSTEL SPLIT BACKPACKERS POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A SPLIT EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer des séjours au profit de la Jeunesse Gardéenne,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser des séjours de vacances dans le cadre des Semaines à Thèmes.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** la convention entre la ville et Hostel Split Backpackers pour la prestation de service de l'hébergement pour le séjour à Split en Croatie du 20 au 25 juillet 2025, 15 personnes.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la dépense de 1 282,50 euros (mille deux cent quatre-vingt-deux euros cinquante centimes) au budget primitif de l'exercice 2025 article 6042, fonction 3381. Un acompte de 30% sera versé avant le 5 avril 2025. Le solde devra être versé le 20 juillet 2025.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 1 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250401-DM2025040106-AU
Date de télétransmission : 02/04/2025
Date de réception préfecture : 02/04/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0107

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/108/B-100

visas		
RESP.	D.G.A.S.	D.G.S.

OBJET : **BAIL CIVIL COMMUNE / [redacted] - 37 RUE DU JEU DE PAUME - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU le Code Civil et notamment ses articles 1713 à 1778,

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT que la Commune dispose d'un immeuble en nature de cave exposition/vente et d'habitation, cadastré Section AH n° 225, à LA GARDE, 37 rue du Jeu de Paume,

CONSIDERANT que [redacted], artiste photographe, dont le bail actuel, concernant ces mêmes locaux, arrive à échéance le 18 avril 2025, a exprimé le souhait de poursuivre, dans lesdits locaux, une activité de réalisation de photographies et d'exposition/vente de ses œuvres,

CONSIDERANT l'intérêt artistique de ce projet dans la Vieille Garde, il convient de souscrire avec [redacted], un nouveau contrat de bail civil, commençant à courir à compter du 19 avril 2025 et moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 544.51 € révisable annuellement.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un bail civil, au profit de [redacted], pour l'occupation d'un appartement et d'une cave exposition/vente, bien d'une surface utile totale de 65.15 m², situé 37 rue du Jeu de Paume à LA GARDE, pour une durée ferme de trois années entières et consécutives, commençant à courir à compter du 19 avril 2025 moyennant un loyer mensuel fixé à 544.51 € révisable annuellement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250401-DM2025010 7-AU
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

La présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera affichée, ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 1er avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250401-DM2025030107-AU
Date de télétransmission : 03/04/2025
Date de réception préfecture : 03/04/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202504-0108

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/DP/MM
Affaire suivie par :
MOUSSU Magali (poste 9919)

VISAS		
DESP.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE QUENTIN SPOHN DU 5 JUIN AU 22 JUILLET 2026 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G et la chapelle romane dans le cadre de sa politique culturelle ;

CONSIDERANT la proposition du plasticien Quentin Spohn

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat avec le plasticien Quentin Spohn demeurant au 35 rue Dabray, 06000 NICE.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans les articles 2 et 3 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2026, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 2 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250402-DM202504-0108-AU
Date de télétransmission : 09/04/2025
Date de réception préfecture : 09/04/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRÊT DES ŒUVRES POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA GALERIE G

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218 300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommée l'Organisateur D'une part

Et

Quentin Spohn
35 rue Dabray, 06000 NICE
N° SIRET : 801 082 330 00037
spohn56@yahoo.fr / 06 22 40 27 56

Dénommé le Prêteur D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine. La Galerie G, structure municipale, est l'outil de cette mission. Il convient alors de définir les modalités de la mise en place des expositions programmées par le Service Culturel sous sa responsabilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM225563-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

Q.S.

ARTICLE 1 – OBJET

Le Prêteur, s'engage à mettre à la disposition de l'Organisateur, après signature de la présente convention, une exposition d'œuvres dont il assurera le montage et le démontage, en étroite collaboration avec le service culturel :

Vernissage vendredi 5 juin à la Galerie G
EXPOSITIONS du 9 juin au 22 juillet 2026
GALERIE G - Complexe Gérard Philipe – 70 rue du vieux puits - LA GARDE

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRETEUR

Le prêteur remplira et signera les annexes qui sont partie intégrante de la convention.

2-1 Communication

Le prêteur fournira à l'organisateur l'ensemble des documents nécessaires à l'édition des documents de communication de l'exposition.

> les 6 photos jpeg en 300 dpi dont la photo de l'invitation et de l'affiche
> le titre de l'exposition
> la démarche artistique ou un autre texte
> le CV artistique

2-2 Accrochage – Décrochage

Le prêteur a pris connaissance des dispositions techniques du lieu et s'engage à les respecter ANNEXE 2. Si le prêteur estime nécessaire d'utiliser du matériel et des équipements autres que ceux dont dispose l'organisateur par référence à la salle précitée, il devra, sauf clauses contraires, en effectuer lui-même et à ses frais la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. Le prêteur fournira l'exposition entièrement montée et assurera la responsabilité artistique de la prestation. L'organisateur aura pris connaissance de l'ensemble des œuvres présentées en amont. Dans le cas d'une exposition In Situ, ou d'une création, un descriptif précis de l'installation sera fourni à l'organisateur avant l'accrochage. Le prêteur assurera la mise en espace de l'exposition en accord avec la responsable arts plastiques du service culturel, coordonnatrice de l'ensemble de l'exposition. Il assurera le démontage de l'exposition.

2-3 Intervention artistique et culturelle

Le prêteur s'engage à assurer une rencontre à la Galerie G, intervention artistique s'élevant à cent-vingt euros sur le budget du service culturel, adressée à un tout public dont la date sera définie ultérieurement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM225560-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

RS

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

3-1 Mise à disposition

L'organisateur mettra à disposition du prêteur, le lieu en ordre de marche. Il en assurera le gardiennage. Il mettra à disposition le personnel municipal pour l'accrochage et décrochage de l'exposition. Il organisera la collation du vernissage.

3-2 Assurance

Les œuvres sont assurées par la ville. A ce titre le préteur fournira la liste des œuvres présentées avec leur valeur d'assurance ANNEXE 1.

3-3 Communication

Il assurera l'ensemble de la communication de l'exposition, à savoir : création, impression des invitations, des affiches et des plaquettes, diffusions postales et mailing list.

3-4 Défraiements

L'organisateur prendra en charge les défraiements du prêteur :
> Remboursement des frais aller/retour du carburant et des péages des trajets de l'atelier de l'artiste à La Garde sur justificatifs.
> Nuits d'hébergement directement réservées par le service culturel.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

La signature de la convention entraîne l'acceptation des annexes jointes :
ANNEXE 1 : Formulaire de déclaration pour l'assurance
ANNEXE 2 : Facility report

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation complète de son objet.

ARTICLE 6 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents, après épuisement, cependant, des voies amiables.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 25 mars 2025,
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"
Le Prêteur l'Organisateur

Lu et approuvé

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-D[illegible]-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

Galerie G

ANNEXE 1 Formulaire de déclaration pour l'assurance

EXPOSITION de Quentin Spohn
Date et lieu transport aller : 1er juin Nice-La Garde
Date et lieu transport retour : 24 juillet La Garde-Nice

N°	TITRES	DATE DE CREATION	MEDIUM Ex. Peinture, photo, dessin, vidéo, sculpture, installation...	TECHNIQUES Ex. acrylique, crayon papier, pierre, bois, céramique, encre, collage...	DIMENSIONS	POIDS	VALEUR €
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							
13							
14							
15							
16							
17							
18							
19							
20							
21							
22							
23							
24							
25							
26							
27							
28							
29							
30							

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM225563-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

Q.S.

ANNEXE 2 Facility Report

Conditions d'exposition à la Galerie G

Présentation

Type d'expositions : arts contemporains.
La Galerie G ambitionne de montrer l'art contemporain c'est-à-dire les formes d'art dont la démarche et les problématiques reflètent les préoccupations actuelles qui outrepassent les cadres de l'art lui-même. Le service culturel souhaite faire découvrir les plasticiens qui émergent et qui revendiquent une démarche artistique contemporaine dans notre région.

Historique

La Galerie G est un espace d'exposition d'art contemporain créé depuis 2001 au cœur du centre-ville de La Garde. La Galerie G est située dans un complexe culturel réunissant la Médiathèque et le Conservatoire National à Rayonnement Régional de TPM. Ce lieu accueille de nombreuses autres manifestations telles que Salon Divers : c'est une grande exposition d'art contemporain annuelle dont la thématique est envisagée à travers le prisme de la philosophie et accompagnée d'une conférence.

Programmation

La programmation du lieu est assurée par le service culturel, qui y organise sept à huit expositions par an. Il s'agit essentiellement d'expositions personnelles. Tous les médiums des arts visuels sont abordés : peinture, dessin, sculpture, vidéo, photographie, installation, etc...

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM225563-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

2.5.

PROFIL DE L'INSTITUTION

Nom de l'institution	Galerie G
Statut administratif	galerie d'art municipale
Sous-Direction des Politiques Publiques :	Frédéric Ferrer fferrer@ville-lagarde.fr
Pôle Culture et Animations :	Prisca Dhooge pdhooge@ville-lagarde.fr
Responsable Complexe Gérard Philipe :	Léo Calabrese 04 94 08 83 21 (du lundi au vendredi) lcalabrese@ville-lagarde.fr
Accueil/Sécurité	04 94 08 99 51

Adresse postale : Hôtel de ville – Service Culturel – BP 121 – 83957 LA GARDE cedex

Adresse géographique : Complexe Gérard Philipe – rue Charles Sandro – 83130 LA GARDE

Site Internet	www.ville-lagarde.fr www.facebook.com/GalerieG www.instagram.com/lagalerieg
Programmation Galerie G :	Magali Moussu Chargée des arts visuels - service culturel 04 94 08 99 19 (du lundi au vendredi) lagalerieg@ville-lagarde.fr
Personnel ponctuel	Aide transport | accrochage | décrochage : personnel du service culturel

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-DM225563-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

Q. 5.

LOGISTIQUE DES ŒUVRES

Transport des œuvres :

Dans le cas où les artistes s'occupent du transport, le service culturel établit les conditions de remboursement des défraiements dans la convention de prêt.

Dans le cas où le service culturel s'occupe du transport, le service possède une camionnette.
Si les œuvres sont trop volumineuses ANNEXE 1, le service emprunte un utilitaire municipal avec deux agents du service culturel.
Taille maximum que les caisses du convoiement peuvent avoir dans l'utilitaire : 240 cm
Précautions de sécurité prises lors des transports : des couvertures

Horaires de réception des œuvres et montage des expositions :

De 9h à 12h et de 14h à 18h.
Exceptionnellement possibilité d'adapter les horaires si nécessaire, à voir avec le personnel.

Réception des œuvres :

Lieu d'emballage et de déballage pour les expositions : salle d'exposition.
Lieu de stockage des œuvres avant installation : salle d'exposition.
Les livraisons d'œuvres se font par la porte de secours donnant directement sur la salle d'exposition. Il est possible d'entrer par la porte d'entrée qui donne sur le hall d'entrée (La Rue) du Complexe Gérard Philipe. Si besoin le gardien de la galerie peut être assigné aux montages et aux démontages des expositions. Le personnel utilise des gants appropriés en coton pour la manipulation des œuvres à chaque fois que cela est nécessaire.

Accès :

Les véhicules peuvent stationner - rue du vieux puits - entre l'entrée principale du Complexe Gérard Philipe et l'entrée du parking sous terrain :

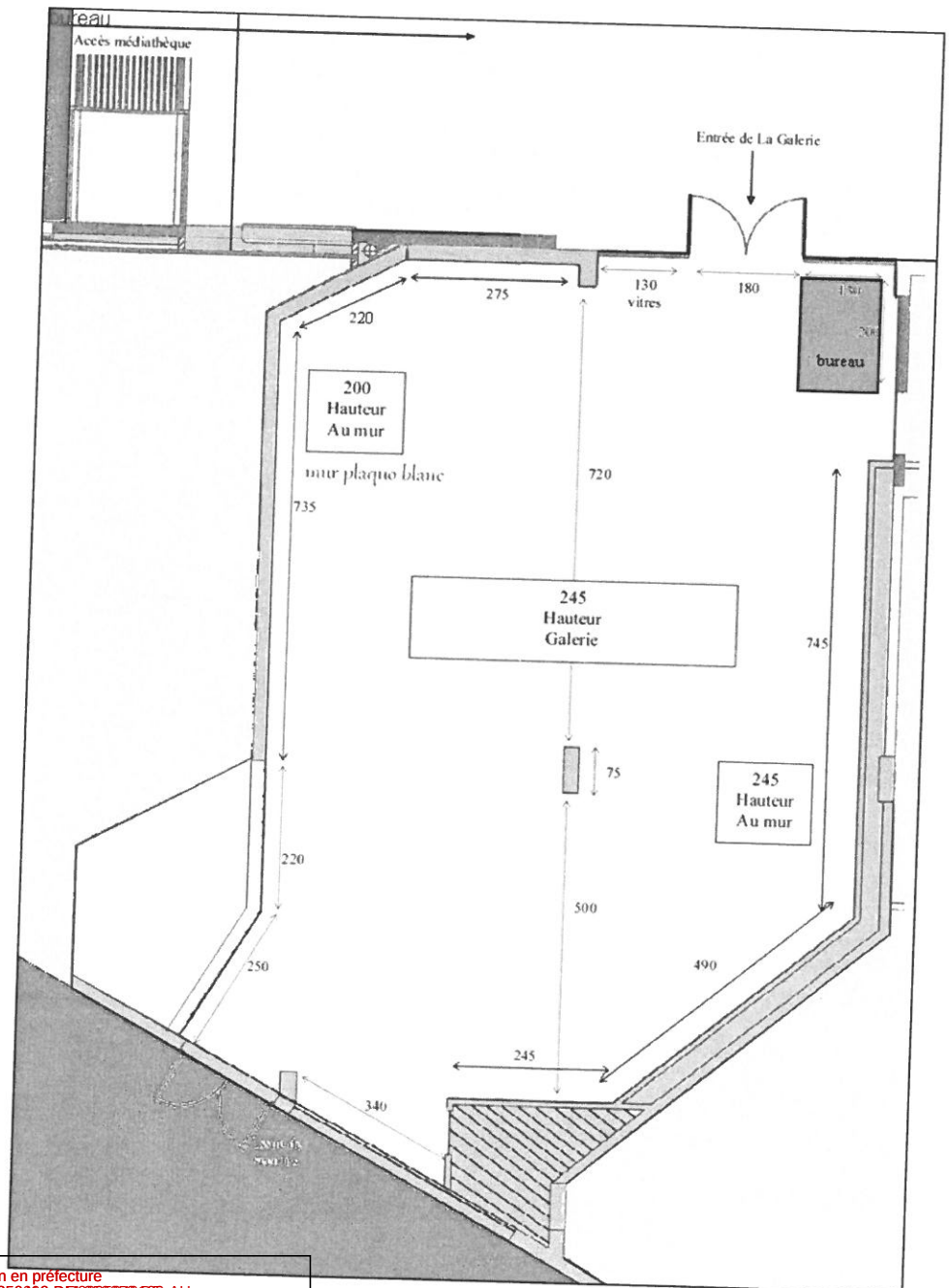
Largeur de la sortie de secours	160 cm
Hauteur de la sortie de secours	205 cm
Largeur de la porte principale	180 cm
Hauteur de la porte principale	210 cm

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-D[illegible]-DE
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

CARACTERISTIQUES DES LIEUX

Galerie G

Salle d'exposition : superficie 133 m²
Revêtement au sol : carrelage clair
Murs : plaquo peint en blanc
Plafond : faux-plafond et lattes métalliques légères
Réserve : superficie 19 m²
Ouverture mardi, mercredi, vendredi



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM225568-DE-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

Q.S.

Eclairage

Réceptacle des interrupteurs à l'entrée de la Galerie G à gauche à l'entrée principale :

Type d'éclairage utilisé dans la salle d'exposition :
- Lumière du jour par une petite fenêtre au niveau du bureau de l'accueil qui peut être obturée.
- La salle d'exposition est uniquement équipée pour un éclairage directionnel.

Les éclairages sont composés de rails électriques où sont fixés les spots d'halogène sur tige rigide rotative qui peuvent glisser et être orientés à volonté.
Les rails de lumière tolèrent 8 spots d'halogène maximum pour des raisons de sécurité, si le nombre est dépassé, la rampe s'éteint automatiquement.

Chauffage & Climatisation

Système de climatisation et de chauffage.
Il n'est pas possible d'intervenir pour modifier l'humidité.

Sécurité Des Œuvres & Protection Incendie

Pour chaque exposition, la chargée des expositions et la gardienne assurent le gardiennage aux horaires d'ouverture.
La sécurité de la Galerie G est placée sous la responsabilité du Responsable du bâtiment Gérard Philipe et des agents de la SSIAP durant les heures d'ouverture du bâtiment.
Systèmes d'extinction des incendies : deux extincteurs manuels et inspection annuelle.
Il est interdit de fumer dans l'ensemble du bâtiment.
L'équipe de surveillance du bâtiment est entraînée à la manipulation des extincteurs.
Moyen de prévention et de protection : alarme anti-intrusion et alarme incendie
Agents de surveillance :
> Agent d'astreinte présent 24 heures sur 24.
> Les agents de surveillance sont tous équipés de talky-walky.
> 2 agents de surveillance sont présents sur le site pendant les horaires d'ouverture du bâtiment.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250611-D[illegible]-DE
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0109

Parc national de Port-Cros – La Garde

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Réf. : 2025 n°
Affaire suivie par :
Jacomet Sandra (poste 9809)
sjacomet@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : LA GARDE, TERRE DE PROVENCE LE 18 MAI 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA GARDE, VICE-PRESIDENTE DE LA METROPOLE T.P.M.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la Commune de contribuer à la valorisation de la culture provençale par l'organisation d'une journée d'animation prévue le 18 mai 2025 notamment par le biais de défilés, démonstrations de danses folkloriques, marché artisanal, ferme pédagogique et ateliers pour enfants.

CONSIDERANT l'intérêt de cette manifestation et les retombées économiques qu'elle offre pour les commerçants de la ville.

CONSIDERANT l'intérêt départemental et régional de cette manifestation qui draine un public nombreux et fidèle.

CONSIDERANT que le budget prévisionnel nécessaire de cette animation « La Garde, terre de Provence » est estimé à 18 264,12 € TTC

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** de l'exposé qui précède.

ARTICLE 2 : **DE SOLLICITER** des aides financières auprès du Conseil Départemental du Var et du Conseil Régional, Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, au taux le plus élevé possible, suivant le plan de financement suivant :

DEPENSES	En euros T.T.C.	RECETTES	%	En euros T.T.C.
Animations	**8 610,00 €**	Conseil Régional	**40 %**	**7 305,64 €**
Communication	**6 131,12 €**	Conseil Départemental	**40 %**	**7 305,64 €**
Divers	**3 523,00 €**	Ville de La GARDE : autofinancement	**20 %**	**3 652,84 €**
Total	**18 264,12 €**	**Total**	**100 %**	**18 264,12 €**

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250601-DM2025060109-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

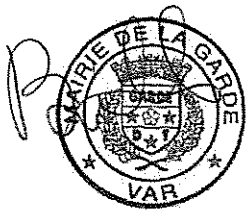
DM 2025/0109

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet du VAR et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée dans le recueil des actes administratifs conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités territoriales. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

FAIT A LA GARDE, le 02 avril 2025

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250602-DM2025030109-AU
Date de télétransmission : 03/06/2025
Date de réception préfecture : 03/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202504-0110

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/DP/MM
Affaire suivie par :
MOUSSU Magali (poste 9919)

VISAS		
Rcs	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE MARIE LAFAILLE DU 9 JANVIER AU 18 FEVRIER 2026 A LA GALERIE G

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G et la chapelle romane dans le cadre de sa politique culturelle ;

CONSIDERANT la proposition de la plasticienne Marie Lafaille

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat avec la plasticienne Marie Lafaille demeurant au 34 rue de la mairie 05230 Avançon

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans les articles 2 et 3 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2026, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 2 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250402-DM202504-0110-AU
Date de télétransmission : 02/04/2025
Date de réception préfecture : 02/04/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRÊT DES ŒUVRES POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA GALERIE G

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218 300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommée l'Organisateur D'une part

Et

Marie LAFAILLE
34 rue de la mairie 05230 Avançon
N° SIRET : 912 622 891 00030
marierilafail@gmail.com / 06 03 11 37 65

Dénommée le Prêteur D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine. La Galerie G, structure municipale, est l'outil de cette mission. Il convient alors de définir les modalités de la mise en place des expositions programmées par le Service Culturel sous sa responsabilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM125563-DE-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

ARTICLE 1 – OBJET

Le Prêteur, s'engage à mettre à la disposition de l'Organisateur, après signature de la présente convention, une exposition d'œuvres dont il assurera le montage et le démontage, en étroite collaboration avec le service culturel :

Vernissage vendredi 9 janvier à la Galerie G
EXPOSITIONS du 13 janvier au 18 février 2026
GALERIE G - Complexe Gérard Philipe – 70 rue du vieux puits - LA GARDE

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRETEUR

Le prêteur remplira et signera les annexes qui sont partie intégrante de la convention.

2-1 Communication

Le prêteur fournira à l'organisateur l'ensemble des documents nécessaires à l'édition des documents de communication de l'exposition.
> les 6 photos jpeg en 300 dpi dont la photo de l'invitation et de l'affiche
> le titre de l'exposition
> la démarche artistique ou un autre texte
> le CV artistique

2-2 Accrochage – Décrochage

Le prêteur a pris connaissance des dispositions techniques du lieu et s'engage à les respecter ANNEXE 2. Si le prêteur estime nécessaire d'utiliser du matériel et des équipements autres que ceux dont dispose l'organisateur par référence à la salle précitée, il devra, sauf clauses contraires, en effectuer lui-même et à ses frais la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. Le prêteur fournira l'exposition entièrement montée et assurera la responsabilité artistique de la prestation. L'organisateur aura pris connaissance de l'ensemble des œuvres présentées en amont. Dans le cas d'une exposition In Situ, ou d'une création, un descriptif précis de l'installation sera fourni à l'organisateur avant l'accrochage. Le prêteur assurera la mise en espace de l'exposition en accord avec la responsable arts plastiques du service culturel, coordonnatrice de l'ensemble de l'exposition. Il assurera le démontage de l'exposition.

2-3 Interventions artistiques et culturelles

Le prêteur s'engage à assurer cinq interventions artistiques de 2H à la Galerie G à 60 euros de l'heure sur le budget du service culturel pour des ateliers artistiques adressés au public dont la ou les dates seront définies ultérieurement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DE125563-DE-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

3-1 Mise à disposition

L'organisateur mettra à disposition du prêteur, le lieu en ordre de marche. Il en assurera le gardiennage. Il mettra à disposition le personnel municipal pour l'accrochage et décrochage de l'exposition. Il organisera la collation du vernissage.

3-2 Assurance

Les œuvres sont assurées par la ville. A ce titre le préteur fournira la liste des œuvres présentées avec leur valeur d'assurance ANNEXE 1.

3-3 Communication

Il assurera l'ensemble de la communication de l'exposition, à savoir : création, impression des invitations, des affiches et des plaquettes, diffusions postales et mailing list.

3-4 Défraiements

L'organisateur prendra en charge les défraiements du prêteur :
> Remboursement des frais aller/retour du carburant et des péages des trajets de l'atelier de l'artiste à La Garde sur justificatifs.
> Nuits d'hébergement directement réservées par le service culturel.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

La signature de la convention entraîne l'acceptation des annexes jointes :
ANNEXE 1 : Formulaire de déclaration pour l'assurance
ANNEXE 2 : Facility report

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation complète de son objet.

ARTICLE 6 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents, après épuisement, cependant, des voies amiables.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 25 mars 2025,
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"
Le Prêteur l'Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DE125063-DE-AU
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

lu et approuvé

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0112

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°112
Affaire suivie par :
BRAHIM Lorraine
lbrahim@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : LES AGORAS D'ETE – CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ASSOCIATION LES AGORAS – 83 POUR L'ORGANISATION DES DEBATS – CONFERENCES LES LUNDIS 7, 21, 28 JUILLET 2025 SUR L'ESPLANADE GERARD PHILIPE.

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer des débats- conférences sur l'Esplanade Gérard Philipe à l'occasion de la manifestation « LES AGORAS D'ETE »,

CONSIDERANT la proposition de l'association Les Agoras – 83.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat ci-joint avec l'association LES AGORAS -83, 79 rue des muriers, Les Restanques du Thouars, 83130 LA GARDE représenté par monsieur Philippe GRANAROLO, en sa qualité de Président, qui fixe les obligations des deux parties.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant de la prestation fixée à 500,00 € TTC (CINQ CENT EUROS ET ZERO CENTIME) comme défini dans le contrat article 4 et des frais divers engagés (catering, frais de transports, décors et accessoires selon fiche technique fournie, ainsi que les défraiements repas de l'équipe du producteur et de celle de l'organisateur et droits directs).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300-3161-6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 5 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025112-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

imprimerie municipale

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

Entre les soussignés

LA COMMUNE DE LA GARDE
N° SIRET : 218300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 – 83957 LA GARDE CEDEX

Représentée par Madame Hélène Arnaud-Bill en sa qualité de Maire

Dénommée « LA COMMUNE » d'une part

ET

L'association LES AGORAS – 83
79 rue des Muriers – Les Restanques du Thouars
83130 La Garde
N° SIRET : 89 229 162 600 018
Tel : 06.10.34.66.33
Mail : philippe@granarolo.fr

Représentée par Monsieur Philippe GRANAROLO, en sa qualité de Président

Dénommée « LE PRESTATAIRE » d'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de sa politique culturelle, **LA COMMUNE** de La Garde organise les lundis 7,21 et 28 juillet 2025 en soirée à 20H00, sur l'Esplanade Gérard PHILIPE, une manifestation intitulée « LES AGORAS D'ÉTÉ ».

Article I - OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour vocation la mise en place d'une prestation de service avec l'association LES AGORAS – 83, représentée par Monsieur Philippe Granarolo, président et professeur de Chaire Supérieure, agrégé de philosophie et Docteur d'Etat ès-Lettres.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

Article II - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE : PHILIPPE GRANAROLO

LE PRESTATAIRE assure :

Trois conférences – débats en soirée, portant sur des thèmes en rapport avec des problématiques contemporaines.

Article III - OBLIGATIONS de la COMMUNE :

LA COMMUNE s'engage à :

- Mettre à disposition à titre gratuit l'Esplanade Gérard PHILIPE.
- Mettre à disposition à titre gratuit une sonorisation ainsi qu'un micro.
- Assurer l'information et la communication de cette manifestation.
- Prendre à sa charge les outils de communication nécessaires à la publicité : affiches, programme, mailing et relations presse.

Article IV – CONDITIONS FINANCIERES

LA COMMUNE s'engage à :

- Verser la somme de 500.00 € TTC pour les trois soirées au **PRESTATAIRE,** correspondant aux obligations énumérées dans l'Article II.
- Le règlement se fera sur présentation d'une facture.

ARTICLE V - ANNULATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où la manifestation devait être annulée, en raison notamment de la crise sanitaire liée au COVID-19 ou des raisons météorologiques, le présent contrat serait résilié de plein droit, aucune indemnité ne serait due par **LA COMMUNE** et l'acompte versé au **PRESTATAIRE** serait remboursé à **LA COMMUNE.**

Fait en double exemplaire

La Garde le 5 avril 2025

L'association LES AGORAS - 83

Philippe GRANAROLO

Le Maire

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0113

SERVICE : PROGRAMMATION-COMMANDE PUBLIQUE – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/LB
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : LOCATION SAISONNIERE D'UN TERMINAL DE PAIEMENT ELECTRONIQUE POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC.

HELENE ARNAUD BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 du Code de la Commande Publique et retenant son article R2122-8.

VU le projet de contrat,

CONSIDERANT que pour le fonctionnement de la régie de sa Piscine Municipale, la ville de LA GARDE souhaite louer un terminal de paiement électronique pour les encaissements par carte bancaire,

CONSIDERANT le contrat de location proposé par la société spécialisée JDC.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER** les termes du contrat à intervenir avec la Société JDC relatif à la location saisonnière d'un terminal de paiement électronique passé pour une durée de 3 mois à compter du 1er Juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM2025013-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** du coût de la location fixé pour les trois mois à 225.00 € H.T. soit 270.00 € T.T.C. (prix ferme).

ARTICLE 3 : **DE SIGNER** ledit contrat à intervenir avec la Société JDC.

ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** la dépense sur le budget prévu à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 3 Avril 2025.

LE MAIRE

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250408-DM2025[illegible]-DE-AU
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

JDC S.A.

Partenaire **points de vente**

38 agences | 900 collaborateurs | prés de 30 ans d'expérience | 5 divisions

Le 3 Avril 2025

Monsieur, Madame,

Nous faisons suite à notre conversation téléphonique et vous adressons notre offre pour la fourniture de Terminaux de Paiement Electronique de dernière génération répondant aux normes bancaires en vigueur et à venir.

Proposition Commerciale

+A l'attention de :	HELENE DELSANTO		
+Raison Sociale :	COMMUNE DE LA GARDE	+Enseigne :	COMMUNE DE LA GARDE
+Adresse :	97 RUE DE LA PISCINE	+N° Client :	0605509
+Code postal :	83130	+Email :	hdelsanto@ville-lagarde.fr
+Ville :	LA GARDE	+Téléphone :	0672841798

LOCATION 3 MOIS JUIN JUILLET AOUT POUR LA PISCINE MUNICIPALE

Formule Location - Location : 3 mois

FIXE + PP 3G

Total HT : **225,00 €**

Ce(s) tarif(s) inclu(en)t également :

+ La livraison et la formation
+ L'assistance technique téléphonique du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 9h à 18h - Jours fériés exceptés
+ L'échange standard du matériel à J+1 ouvré pour tout appel reçu avant 16h00

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250408-DM225660-DE-AU
Date de télétransmission : 08/04/2025
Date de réception préfecture : 08/04/2025

Récapitulatif de la formule proposée

Produits	PU/HT	QTE	TOTAL H.T.
FIXE + PP 3G Durée de : 3 mois	225,00 €	1	225,00 €
		Total HT :	**225,00 €**
		Total TTC :	**270,00 €**

Le prix affiché couvre les périodes et quantités précisées ci-dessus.

Règlement

+ Règlement de la durée totale de la location À RÉCEPTION DE FACTURE.
+ Le retour du terminal sera à votre charge.
+ Les communications GPRS sont suspendues à J+2 de la fin de la période de location.
+ Les communications IP sont suspendues à J+2 de la fin de la période de location.

Observations

LOCATION 3 MOIS JUIN JUILLET AOUT POUR LA PISCINE MUNICIPALE

Votre Accord

Pour répondre favorablement à cette offre, vous pouvez la retourner par fax, par courrier en stipulant "bon pour accord" ou me contacter par téléphone ou encore par mail.

Nous vous réitérons nos remerciements pour la confiance que vous nous avez témoignée jusqu'à présent et restons bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Cette offre est valable pendant une durée de 1 mois.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.

Validité de l'offre 1 Mois

Pour la société JDC SA
Vincent PARLANTI
Technico-Commercial Monétique
0652438905
vincent.parlanti@jdc.fr
Retrouvez-nous sur www.jdc.fr

Fait à , le

Pour le client
Cachet commercial et signature précédée de la mention « lu et approuvé, bon pour accord »

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250608-DM255680-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0114

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/RP/25/112/C-811

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : SAS POLYGNONE (BEN BURGER) CONTRE COMMUNE – TLPE 2022 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501150 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU la Convention d'assistance juridique entre la Commune de LA GARDE et le cabinet d'avocats RICHER & Associés en date du 17 septembre 2020, reçue en préfecture le 21 septembre 2020 et notifiée au cabinet RICHER & Associés le 22 septembre 2020 ;

CONSIDERANT la requête en annulation enregistrée le 20 mars 2025 devant le Tribunal Administratif de TOULON, introduite par la SAS POLYGONE (BEN BURGER) - siège social CENTRE COMMERCIAL POLYGONE RIVIERA, AVENUE DES ALPES, 06800 CAGNES-SUR-MER - à l'encontre de l'avis des sommes à payer du 23 décembre 2022 relatif à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE),

CONSIDERANT qu'il convient de répondre à ladite requête,

DECIDE

ARTICLE 1er : **D'ESTER** en Justice devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans l'instance juridictionnelle n° 2501150, opposant la SAS POLYGONE (BEN BURGER) - siège social CENTRE COMMERCIAL POLYGONE RIVIERA, AVENUE DES ALPES, 06800 CAGNES-SUR-MER - à la Commune.

ARTICLE 2 : **DE S'ADJOINDRE** le ministère d'avocat du Cabinet d'avocats RICHER & Associés, demeurant 23 Rue d'Orléans – 92210 SAINT-CLOUD, afin de défendre les intérêts de la Commune dans cette instance.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2250114-AU
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

imprimerie municipale

ARTICLE 3 : **D'ACCEPTER,** conformément à l'article 5 de la Convention susvisée, le montant des honoraires du cabinet d'avocats RICHER & Associés.

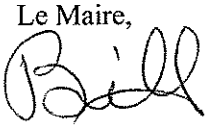
ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 07 avril 2025

Le Maire,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250607-DM2025[illegible]-DE-1-1
Date de télétransmission : 08/06/2025
Date de réception préfecture : 08/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0115

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/AG/25/115/B-108

VISAS		
RESP.	DGAS	DGS

OBJET : BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE/[redacted] - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT la demande formulée par [redacted], auprès de la Commune par laquelle il sollicite à nouveau, se trouvant dans l'attente d'une attribution de logement définitive, la possibilité de disposer d'un logement, à titre temporaire,

CONSIDERANT que la Commune dispose dans son patrimoine privé d'un logement vacant, type T2, d'une superficie de 39 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE SIGNER** un contrat de location à titre exceptionnel et transitoire, au profit de [redacted], d'un appartement de type T2, d'une superficie de 39 m² environ, situé dans la copropriété « Le Château de Passy », 4 rue de la Brèche à LA GARDE, pour une période qui s'étend du 05 mai 2025 au 04 mai 2026 et moyennant un loyer mensuel de 350.00 €.

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE LA RECETTE** au Budget de la Commune, Fonction 5512, Article 752.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 08 avril 2025

Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250408-DM2025115-DE-AU
Date de télétransmission : 09/06/2025
Date de réception préfecture : 09/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0116

SERVICE : JURIDIQUE
REF. : ER/RP/25/116/C-812

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : [redacted] **C/ COMMUNE – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501176 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE**

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

VU la Convention d'assistance juridique entre la Commune de LA GARDE et le cabinet d'avocats RICHER & Associés en date du 17 septembre 2020, reçue en préfecture le 21 septembre 2020 et notifiée au cabinet RICHER & Associés le 22 septembre 2020 ;

CONSIDERANT la requête en annulation enregistrée le 21 mars 2025 devant le Tribunal Administratif de TOULON, introduite par [redacted] (recours n° 2501176),

CONSIDERANT qu'il convient de répondre à ladite requête,

DECIDE

ARTICLE 1er : **D'ESTER** en Justice devant le Tribunal Administratif de TOULON, dans l'instance juridictionnelle n° 2501176, opposant [redacted] à la Commune.

ARTICLE 2 : **DE S'ADJOINDRE** le ministère d'avocat de Maître Alexis KIEFFER, Avocat associé, demeurant au 294 rue Jean Jaurès – 83000 TOULON, afin de défendre les intérêts de la Commune dans cette instance,

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025116-DE
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

ARTICLE 3 : **D'ACCEPTER**, conformément à l'article 4 de la Convention susvisée, le montant des honoraires du cabinet d'avocats HOULLIOT-KIEFFER-LECOLIER,

ARTICLE 4 : **D'INSCRIRE** la dépense au budget communal, Fonction 114, Article 6227.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 08 avril 2025

Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250408-DM2025040116-AU
Date de télétransmission : 10/06/2025
Date de réception préfecture : 10/06/2025

VILLE DE LA GARDE

Le Garde — Parc national de Port-Cros

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0117

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH
Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS.

OBJET : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE– AVENANTS A INTERVENIR.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique

VU la décision municipale n°2024/0148 du 27 Mars 2024 transmise en préfecture le 3 Avril 2024 relative à l'attribution des marchés n°2024/012 - Lot 1 Fondations spéciales / Gros œuvre / Terrassement - VRD à la société BUSSONE FRERES, n°2024/016 - Lot 6 : Plâtrerie / Peinture à la société DS JLA – n° 2024/017 – Lot 7 : Menuiseries Intérieures / Mobilier Fixe / Signalétique à la société B AGENCEMENT et n°2024/021 - Lot 11 : Electricité à la société ENERGITEC.

VU les projets d'avenant

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025017-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

CONSIDERANT qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux, des ajustements se sont avérés nécessaires notamment ;

- Pour le lot 1 : la pose de couvertine en pierre sur le muret en pierre découpé afin de décaler l'étanchéité du mur MOB sous le niveau de la pose de la MOB ainsi que des carottages au travers la dalle pour modifier le passage certains réseaux de fluide suite à une modification de l'agencement de la salle du personnel
- Pour le lot 6 : l'isolation des murs ossature bois intérieurs pour une meilleure acoustique des pièces de vie.
- Pour le lot 7 : l'ajout d'une porte coulissante entre le bureau du médecin et la salle de repos permettant ainsi une optimisation des espaces, que le remplacement de deux châssis fixes par deux portes pleines à galandage entre le dortoir des enfants pour une meilleure surveillance, ainsi que le remplacement le mobilier de change, petit et grand, initialement prévu au marché par un mobilier mieux adapté au quotidien des utilisateurs
- Pour le lot 11 : une redéfinition des puissances électriques suite à la modification de certains équipements.

CONSIDERANT que ces travaux supplémentaires engendrent des plus-values et moins-values pour le marché :

- n°2024/012 à la société BUSSONE FRERES pour le lot 1 : Fondations spéciales / Gros œuvre/ Terrassement / VRD, d'un montant de 12 007.81 € T.T.C, soit une augmentation, tout avenants compris, de 10.72 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 676 431.66 € T.T.C. à 748 949.29 € T.T.C.
- n°2024/016 à la société D&S JLA pour le lot 6 : Plâtrerie / Peinture d'un montant de 4 884.82 € T.T.C, soit une augmentation de 2.93 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 166 751.47 € T.T.C. à 171 636.29 € T.T.C.
- n°2024/017 à la société B AGENCEMENT pour le lot 7 : Menuiseries intérieures / mobilier fixe / signalétique d'un montant de -11 488.60 € T.T.C, soit une réduction de 7.20 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 159 600.00 € T.T.C. à 148 111.40 € T.T.C.
- n°2024/021 à la société ENERGITEC ELEC pour le lot 11 : Electricité d'un montant de 14 626.86 € T.T.C, soit une augmentation de 10.37 % du montant du marché initial, ce qui porte le montant du marché de 141 098.82 € T.T.C. à 155 725.69 € T.T.C.

CONSIDERANT qu'afin de prendre en compte ces modifications, il convient, en application des règles inhérentes à la dévolution des marchés publics et conformément à l'article R2194-2 et suivant du code de la commande publique, de conclure un avenant avec les sociétés titulaires BUSSONE FRERES pour le marché 2024/012 Lot 1 : Fondations spéciales / Gros œuvre / Terrassement – VRD, D&S JLA pour le marché 2024/016 Lot 6 : Plâtrerie / Peinture, B AGENCEMENT pour le marché 2024/017 Lot 7 : Menuiseries intérieures / mobilier fixe / signalétique, ENERGITEC ELEC pour le marché 2024/021 Lot 11 : Electricité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025[illegible]-DE-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE PRENDRE ACTE** des dispositions énoncées ci-dessus, ainsi que du coût des prestations supplémentaires des marchés :

- n°2024/012 d'un montant de 12 007.81 € T.T.C, soit une augmentation, tout avenants compris, de 10.72 % du montant du marché initial.
- n°2024/016 d'un montant de 4 884.82 € T.T.C, soit une augmentation de 2.93 % du montant du marché initial.
- n°2024/017 d'un montant de -11 488.60 € T.T.C, soit une réduction de 7.20 % du montant du marché initial.
- n°2024/021 d'un montant de 14 626.86 € T.T.C, soit une augmentation de 10.37 % du montant du marché initial.

ARTICLE 2 : **DE SIGNER** tous les documents nécessaires à la passation des avenants aux marchés :

- n°2024/012 pour le lot 1 : Fondations spéciales / Gros œuvre/ Terrassement / VRD, conclu avec la société BUSSONE FRERES, portant ainsi le montant du marché de 676 431.66 € T.T.C. à 748 949.29 € T.T.C.
- n°2024/016 pour le lot 6 : Plâtrerie / Peinture conclu avec la société D&S JLA, portant ainsi le montant du marché de 166 751.47 € T.T.C. à 171 636.29 € T.T.C.
- n°2024/017 pour le lot 7 : Menuiseries intérieures / mobilier fixe / signalétique conclu avec la société B AGENCEMENT, portant ainsi le montant du marché de 159 600.00 € T.T.C. à 148 111.40 € T.T.C.
- n°2024/021 pour le lot 11 : Electricité conclu avec la société ENERGITEC ELEC, portant ainsi le montant du marché de 141 098.82 € T.T.C. à 155 725.69 € T.T.C.

ARTICLE 3 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, LE 9 AVRIL 2025.

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250609-DM2025_0117-DE-AU
Date de télétransmission : 10/06/2025
Date de réception préfecture : 10/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° DM-202504-0118

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
MAISON DES ASSOCIATIONS
HAB/JB/FF/RD/DS: 2025 – N° 0118
AFFAIRE SUIVIE PAR :
DEBORAH SCOGLIO
04.98.01.15.70
dscoglio@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION « **LA PRODUCTION PKP STUDIO** » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022, par laquelle le Conseil Municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à Madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU la décision de la municipalité de programmer diverses animations musicales,

CONSIDERANT la proposition de l'association « **LA PRODUCTION PKP STUDIO** » relative à l'animation de la fête des voisins du 23 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE 1 : **D'ACCEPTER et DE SIGNER** le contrat ci-joint relatif à l'animation du 23 MAI 2025 avec L'ASSOCIATION « **LA PRODUCTION PKP STUDIO** ».

ARTICLE 2 : **DE PRELEVER** le montant de la dépense, soit **380 € T.T.C.** au Budget Communal Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, service Maison des Associations.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 10 avril 2025,

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040118-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

imprimerie municipale

DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Maison des associations
HAB/JB/FF/RD/DS - 2025 – N° 0487

VISAS		
RESP	DGAS	DGS

CONVENTION DE PARTENARIAT ANIMATION FETE DES VOISINS 2025

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNE DE LA GARDE (Var), représentée par son Maire en exercice, Madame Hélène ARNAUD-BILL, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite Commune,
autorisé par délibération n° 2 du 8 Novembre 2022,

Ci-après dénommée « **L'ORGANISATEUR** »

ET

ASSOCIATION « LA PRODUCTION PKP STUDIO »
54 Boulevard Notre Dame
13006 MARSEILLE
N° SIRET : 841 077 894 000 19
Représentée par : Monsieur Jacques PONZIO, agissant pour le compte de l'association,

Ci-après dénommé « **LE PRODUCTEUR** »

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet
LE PRODUCTEUR s'engage à donner dans les conditions définies ci-après, des animations dans le cadre de la manifestation « Fête des voisins », à la date et sur les lieux suivants :

1 prestation musicale du groupe et artistes suivants :
Animation au Violoncelle
Répartis chacun sur 2 à 3 quartiers de la ville de La Garde (83130)
Le Vendredi 23 mai entre 19h et 23h

Article 2 – Obligations du Producteur
LE PRODUCTEUR fournit le spectacle entièrement monté et assume la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En sa qualité d'employeur, **LE PRODUCTEUR** assure les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartient notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR prendra à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux déplacements, à l'hébergement et aux repas des artistes et de son personnel accompagnant.

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
083-218300622-20250616-DM225060-DE-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

Article 3 – Obligations de l'Organisateur
L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition et de l'accès des lieux.

Les coordonnées des référents de quartiers ainsi que les adresses précises des points à animer seront envoyées au **PRODUCTEUR** en amont de la manifestation.

Le lieu du spectacle sera mis à la disposition **du PRODUCTEUR** en accord avec les représentants de la commune organisatrice, notamment la Maison des associations, pour la répétition et pour l'installation du matériel.

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais SACEM et les outils de communication nécessaires à la publicité de la manifestation « La fête des voisins ».

Article 4 – Conditions financières
L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contre partie de ce qui précède sur présentation de facture, la somme de **380€ T.T.C**.

Le règlement des sommes dues au producteur sera effectué par mandat administratif à réception de la facture certifiée et signée par le producteur.

Article 5 – Assurances
LE PRODUCTEUR est tenu d'assurer tous les objets lui appartenant ou appartenant aux membres de son équipe contre tous sinistres, notamment vol, perte ou dommage matériel ou corporel, provoqués par ces objets.

Enfin **LE PRODUCTEUR** est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant son activité lors de la manifestation objet de la présente convention, sur et en dehors des lieux prévus pour le déroulement des spectacles, ainsi que la responsabilité civile de toutes les personnes, notamment membres et participants aux activités dispensées dans le cadre de la manifestation
Une attestation en cours de validité sera impérativement adressée à la Commune.

Article 6 – Dénonciation
La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre Recommandée avec Avis de Réception, compte tenu d'un préavis de 3 semaines.

Toutefois, en cas de non-respect des différentes clauses de ladite convention, **L'ORGANISATEUR** se réserve le droit de la dénoncer sans préavis.

Article 7 - Juridiction
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.

A défaut d'accord amiable, les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention seraient déférés devant la juridiction compétente.

Article 8 - Election de domicile
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur domicile sus indiqué.

Fait en deux exemplaires à LA GARDE, le 08 avril 2025,

LE PRODUCTEUR

« **Jacques PONZIO**»

L'ORGANISATEUR
Le Maire,

Hélène ARNAUD-BILL

MAIRIE DE LA GARDE VAR

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM255630-DE-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0119

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-88
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Cesp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ATHLETIQUE CLUB GARDEEN DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'Athlétique Club Gardéen dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060119-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

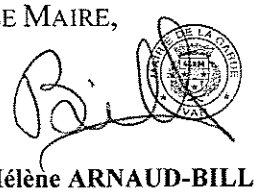
DM 2025/0119

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 14 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025[illegible]-DE-1-1
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/04-0119

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION ATHLETIQUE CLUB GARDEEN dont le siège social est situé gymnase Guy Môquet 2, Avenue ROBESPIERRE ; 83130 LA GARDE représentée par Madame Emilie CLAVIER agissant en qualité de Présidente

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le renforcement musculaire, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025063-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0120

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-75
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS BADMINTON DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'« AJS Badminton » dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040120-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

DM 2025/ 04-0120

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040120-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/04-0120

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « Association Jeunesse et Sports section BADMINTON » dont le siège social est situé case n° 76, avenue Marc DELAGE ;83130 LA GARDE représentée par Monsieur Denis VANDENBOSSCHE agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le badminton, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0121

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-86
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS GYMNASTIQUE D'ENTRETIEN FITNESS ET ZUMBA DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'« AJS Gymnastique d'entretien Fitness et Zumba » dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

imprimerie municipale

DM 2025/ 04-0121

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040121-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/04-0121

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « AJS LA GARDE section Gymnastique d'entretien Fitness et Zumba» dont le siège social est situé 199 mail de La Planquette ; Maison de Quartier 83130 LA GARDE représentée par Madame Michèle VOYER agissant en qualité de Présidente

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le hip-hop et la zumba, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

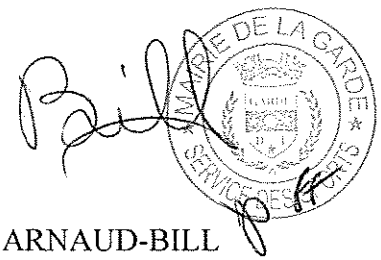
Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice



Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM275560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0122

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-88
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC PICKLEBALL FRANCE LA GARDE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec Pickeball France La Garde dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060402-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

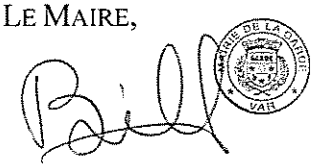
DM 2025/ 04-0122

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040122-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0122.

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION PICKLEBALL FRANCE LA GARDE dont le siège social est situé 70 rue Marc DELAGE ;83130 LA GARDE représentée par Monsieur Anthony ANDREUX agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le pickleball, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

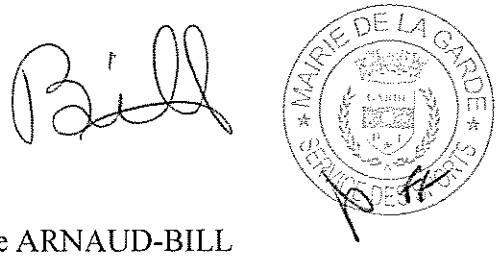
Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice



Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0123

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-87
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA GARDE TENNIS DE TABLE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec « La Garde Tennis de Table » dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060123-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

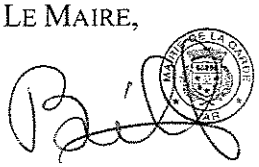
DM 2025/ 04-0123

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040123-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0123

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « LA GARDE TENNIS DE TABLE » dont le siège social est situé case 56 Maison des Associations ; Avenue marc DELAGE ; 83130 LA GARDE représentée par Monsieur Cyril SELIN agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le tennis de table, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0124

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/CBD-2025-75
Affaire suivie par : Cécile BOULATE DOMINICHETTI
04.98.04.04.22.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS TIR A L'ARC DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre de la nuit du sport.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors de la manifestation « la nuit du sport » le 16 mai 2025

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'« AJS La Garde Tir à l'arc » dans le cadre de la manifestation grand public « La nuit du sport » du vendredi 16 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060124-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

imprimerie municipale

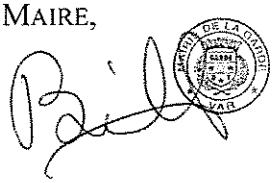
DM 2025/ 04-0124

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 2 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040124-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0124

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « AJS LA GARDE section TIR A L'ARC» dont le siège social est situé 1096 chemin de La Planquette; Jardin d'Arc Louis MASSON 83130 LA GARDE représentée par Monsieur Dominique STAINER agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation sportive et festive dénommée « La nuit du sport » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le tir à l'arc, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le vendredi 16 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 1 et 2 de 19 heures à minuit. La manifestation est organisée en direction de toutes les tranches d'âge et tous les publics.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

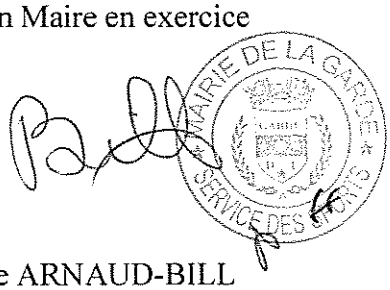
Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
Par son Maire en exercice



Hélène ARNAUD-BILL L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0125

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-90
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION JEUNESSE ET SPORTS SECTION ATHLETISME DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'Association Jeunesse et Sports section Athlétisme dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060125-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

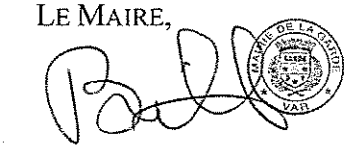
DM 2025/ 04-0125

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040125-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0125

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « AJS LA GARDE section Athlétisme » dont le siège social est situé case n° 27 Maison des Associations, 95 rue Marc DELAGE, 83130 LA GARDE représentée par Monsieur Maxime BURAC. agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, l'athlétisme par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

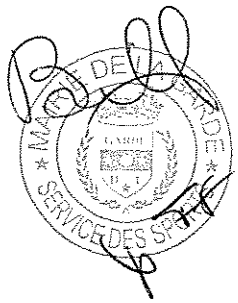
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0126

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-92
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE BASKET CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « Basket Club La Garde » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040126-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

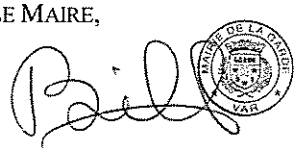
DM 2025/ 04-0126

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040126-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0126

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « BASKET CLUB LA GARDE » dont le siège social est situé case n° 38 Maison des Associations, 95 rue Marc DELAGE, 83130 LA GARDE représentée par Madame Martine GIORDANO agissant en qualité de Présidente

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le basket-ball par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

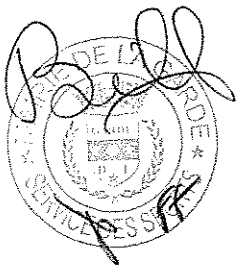
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0127

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-96
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA TOUR PREND GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « La Tour Prend Garde » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060127-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

imprimerie municipale

DM 2025/ 04-0127

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040127-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0127

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « La TOUR PREND GARDE » dont le siège social est situé Maison des Association, case n° 119 ; 95 avenue marc DELAGE ; 83130 LA GARDE représentée par monsieur CORBIN agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, les échecs, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

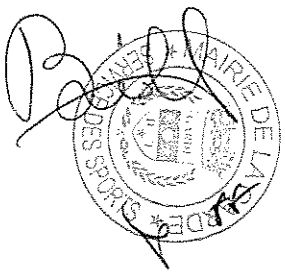
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0128

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-92
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC HORIZON MULTIMEDIA DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « Horizon multimédia » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060128-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

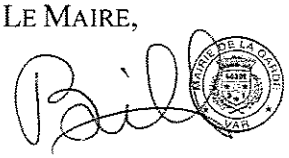
DM 2025/ 04-0128

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040128-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0128

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « HORIZON MULTIMEDIA » dont le siège social est situé rond-point des 4 chemins, 83130 LA GARDE représentée par monsieur Gabriel MEFFRE agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le multimédia par le biais d'animations.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DB-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DB-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

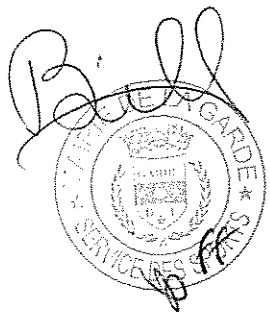
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0129

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-93
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « Rugby Club Toulon Provence Méditerranée » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040129-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

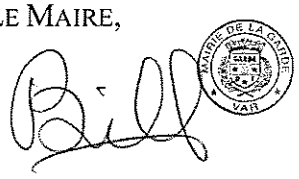
DM 2025/ 04-0129

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040129-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0129

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE » dont le siège social est situé Complexe sportif Guy Môquet 1, Chemin de La Planquette, 83130 LA GARDE représentée par Monsieur MONTANER. agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le rugby, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

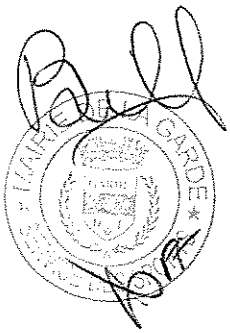
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

L'ASSOCIATION,

Hélène ARNAUD-BILL



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0130

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-94
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS

Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE TENNIS CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « Tennis Club La Garde » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040130-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

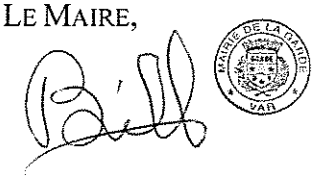
DM 2025/ 04-0130

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040130-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0130

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « TENNIS CLUB LA GARDE » dont le siège social est situé complexe sportif Guy Môquet 1, chemin de la Planquette, 83130 LA GARDE représentée par Madame Christine TAQUET agissant en qualité de Présidente

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le tennis par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM255630-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :
-
-
-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

ARTICLE 8 : LITIGES

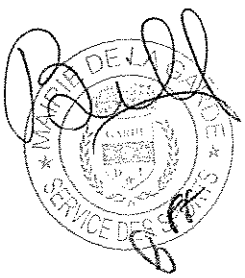
Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL

L'ASSOCIATION,



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/ 04-0131

MAISON DES SPORTS
Réf. : SADC/NF/AC/CBD-2025-95
Affaire suivie par : Adeline COAT
04.98.04.04.27
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp	DGAS	DGS

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE VOLLEY PRADETAN GARDEEN DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS.

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

CONSIDERANT la volonté de la municipalité d'organiser une manifestation sportive et festive dans le cadre des rallyes multisports

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir une convention entre la commune de La Garde et les associations sportives gardéennes afin de faire découvrir au public diverses disciplines sportives lors des rallyes multisports du 14 mai 2025.

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : AUTORISE Madame le Maire à signer une convention avec l'association « Volley Pradétan Gardéen » dans le cadre des rallyes multisports du 14 mai 2025.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060131-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

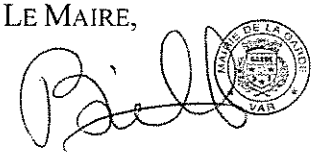
DM 2025/ 04-0131

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 15 avril 2025

LE MAIRE,



Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025040131-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNE DE LA GARDE représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL agissant en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision municipale n° 2025/ 04-0131

ci-après désignée « LA COMMUNE », d'une part,

Et

L'ASSOCIATION « VOLLEY PRADETAN GARDEEN » dont le siège social est situé gymnase Sébastia, boite n°13, avenue Jean MOULIN , 83220 LE PRADET représentée par monsieur Hamid TAÏR agissant en qualité de Président

ci-après désignée « L'ASSOCIATION », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de la manifestation des rallyes multisports « découverte intergénération et juniors » organisée par le Pôle Municipal Multisports, LA COMMUNE souhaite mettre en place un partenariat avec l'ASSOCIATION, dont l'objectif est de faire découvrir au public ciblé, le volley, par le biais d'animations sportives.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de ce partenariat.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA MANIFESTATION

La manifestation se déroulera le mercredi 14 mai 2025 sur le complexe sportif Guy Môquet 2 de 9 heures à 17 heures. La manifestation est organisée en direction des 3 à 10 ans.

Conditions matérielles particulières : A PRECISER LE CAS ECHEANT (exemple : animation en intérieur / extérieur, nécessité d'une alimentation électrique permanente……).

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'ASSOCIATION

Les participants seront pris en charge directement sur le lieu de l'activité.

Les animations seront encadrées par le ou les intervenant(s) diplômé(s) et qualifié(s) de L'ASSOCIATION suivants :

-
-

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM255660-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

-
-

La personne-référente est :
-Portable :
-Mail :

Toute modification de la liste des encadrants et intervenants devra être communiquée, sans délai, à LA COMMUNE, pour mise à jour et établissement d'un avenant.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES

L'ASSOCIATION s'engage à :
- faire respecter les règles de sécurité par les participants,
- faire intervenir du personnel diplômé conformément à la réglementation en vigueur,
- ne jamais laisser l'(les) animateur(s) seul(s) avec un enfant, conformément à la règle de protection des mineurs,
- respecter toutes les mesures énoncées par les autorités compétentes garantissant la sécurité sanitaire des participants,
- procéder à la vérification du bon état du matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE s'engage à :
-prendre en charge le transport du matériel,
-faciliter le travail du (des) animateur(s) et à ne pas le(s) solliciter pour toute autre activité que celle initialement prévue.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'ASSOCIATION déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
- la responsabilité civile du ou des animateur(s) et plus globalement la responsabilité civile de L'ASSOCIATION,
- le matériel utilisé pour l'activité.

LA COMMUNE déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant :
-sa responsabilité civile,
-ses biens mobiliers et immobiliers.

Les attestations d'assurance de L'ASSOCIATION devront être transmises à LA COMMUNE, en amont de la manifestation.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Ce partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération des co-contractants.

ARTICLE 7 : DUREE – DENONCIATION

La présente convention est valable pour l'événement cité en objet sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties :

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025060-DE-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

- LA COMMUNE à tout moment
- L'ASSOCIATION pour tous motifs sérieux tirés du fonctionnement de L'ASSOCIATION signifiés à LA COMMUNE par téléphone et confirmée par courrier/courriel, sous réserve du respect d'un préavis de sept jours minima avant la date de la manifestation.

Par ailleurs, les animations peuvent être suspendues ou annulées si des circonstances exceptionnelles l'exigent (conditions météorologiques, intégrité physique ou morale du ou des animateurs, ou encore défectuosité du matériel utilisé …).

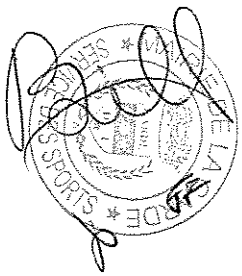
ARTICLE 8 : LITIGES

Les parties s'engagent à appliquer la convention loyalement et à éviter tout différend.
Les litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention seraient déférés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à La Garde le 15 avril 2025 en deux exemplaires originaux

LA COMMUNE représentée
par son Maire en exercice

Hélène ARNAUD-BILL



L'ASSOCIATION,

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DE[illegible]-AU
Date de télétransmission : 22/06/2025
Date de réception préfecture : 22/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0132

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°0132
Affaire suivie par :
CESARINI Cyril
ccesarini@ville-lagarde.fr

Visas		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LES APEROS TRAGEDIES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LES 28 ET 29 AVRIL 2025

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher,

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques la présence d'un technicien plateau est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 3 services les 28 et 29 avril 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation 680,11€ (SIX CENT QUATRE VINGT EUROS ONZE CENTIMES) correspondant à un salaire net de 311,03€ (TROIS CENT ONZE EUROS TROIS CENTIMES).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 18 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250618-DM2025080132-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202504-0133

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°0133
Affaire suivie par :
BRAHIM Lorraine
lbrahim@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT DE PRESTATION POUR LE CONCERT DE JEAN DIONISI DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DANS LES JARDINS DE JEAN AICARD LE SAMEDI 14 JUIN 2025.

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la proposition du projet culturel « Dans les jardins de Jean Aicard » d'organiser un concert de jazz.

CONSIDERANT la proposition de l'association Jazz Méditerranée.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat ci-joint avec l'association Jazz Méditerranée, 36 rue Esselier 83000 TOULON, représentée par monsieur Jean Dionisi, en sa qualité de Président, qui fixe les obligations des deux parties.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant de la prestation fixée à 1800,00 € TTC (MILLE HUIT CENT EUROS ET ZÉRO CENTIME) comme défini dans le contrat article 4 et des frais divers engagés (catering, frais de transports, décors et accessoires selon fiche technique fournie, ainsi que les défraiements repas de l'équipe du producteur et de celle de l'organisateur et droits directs).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300-3161-6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 22 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250622-DM2025040133-DE
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

Entre les soussignés

LA COMMUNE DE LA GARDE
Hôtel de Ville BP 121 – 83957 LA GARDE CEDEX

N° SIRET : 218300 622 000 14 APE : 8411 Z
Représentée par Madame Hélène Arnaud-Bill en sa qualité de Maire

Dénommée « LA COMMUNE » d'une part

ET

L'association Jazz Méditerranée
Association fondée le 5 mai 1967 et régie par la loi du 1er juillet 1901
36 rue Esselier
83000 TOULON
N° SIREN : 433605466
Tél : 06 47 82 23 63
Mail : jazzmed83@gmail.com

Représentée par Monsieur Jean Dionisi, en sa qualité de Président

Dénommée « LE PRESTATAIRE » d'autre part

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans le cadre de sa politique culturelle, **LA COMMUNE** de La Garde organise en partenariat avec la Ville de Toulon, un événement ***intitulé Dans les Jardins de ... Jean Aicard***, au musée Jean Aicard à La Garde le samedi 14 juin 2025 à 21H00.

Article I - OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour vocation la mise en place d'une prestation de service avec l'association Jazz Méditerranée, représentée par Monsieur Jean Dionisi Président et Directeur Artistique.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

Article II - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE :

LE PRESTATAIRE assure :

Un concert Jazz intitulé : ***Jean Dionisi Jazz Band***, composé de 7 musiciens, le samedi 14 juin 2025 à 21H00 au musée Jean Aicard, 705 avenue du 8 mai 1945, 83130 La Garde.

Article III - OBLIGATIONS de la COMMUNE :

LA COMMUNE s'engage à :

- Mettre à disposition à titre gratuit le musée Jean Aicard.
- Fournir un piano acoustique, à queue de préférence.
- Mettre à disposition à titre gratuit une sonorisation, l'éclairage scénique ainsi qu'une équipe technique.
- Prendre en charge les repas du soir pour 8 personnes (7 musiciens + 1 assistant).
- Assurer l'information et la communication de cette manifestation.
- Prendre à sa charge les outils de communication nécessaires à la publicité : affiches, programme, mailing et relations presse.

Article IV – CONDITIONS FINANCIERES

LA COMMUNE s'engage à :

- Verser la somme de **1800.00 € TTC** (association non assujettie à la TVA) au **PRESTATAIRE,** correspondant aux obligations énumérées dans l'Article II.
- Le règlement se fera sur présentation d'une facture.

ARTICLE V - ANNULATION DU CONTRAT

Dans l'hypothèse où la manifestation devait être annulée, en raison notamment de la crise sanitaire liée au COVID-19 ou des raisons météorologiques, le présent contrat serait résilié de plein droit, aucune indemnité ne serait due par **LA COMMUNE** et l'acompte versé au **PRESTATAIRE** serait remboursé à **LA COMMUNE.**

Fait en double exemplaire,

La Garde le 22 avril 2025,

Le Président de l'association Jazz Méditerranée

Jean DIONISI

Le Maire

Hélène ARNAUD - BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM125560-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025/0134

SERVICE : PROGRAMMATION-MARCHES PUBLICS – ACHATS
REF : HAB/JB/AP/FH/ND

Affaire suivie par : F. HURTADO (9805)
Adresse mail : commande-publique.fct@ville-lagarde.fr

VISAS		
AResp.	DGAS	DGS

OBJET : ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS – RELANCE DU LOT 1 SUITE A DECLARATION SANS SUITE - MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE ANTALIS FRANCE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 Novembre 2022 par laquelle le conseil municipal donne une nouvelle délégation de compétence et de signature à madame le Maire pour la durée de son mandat dans le cadre de l'article L.2122-22 modifié du Code susvisé,

VU l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sur la partie règlementaire du Code de la Commande Publique.

VU la décision municipale 2025/0005 transmise en préfecture le 08 janvier 2025 déclarant sans suite le lot 1 « fourniture de papier d'impression pour l'Imprimerie Municipale de la Ville de la Garde » en application des articles R2185-1 et R2185-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, au motif d'une offre inacceptable.

CONSIDERANT la nécessité pour la commune d'acquérir du papier d'impression à destination de l'imprimerie municipale de la Ville de LA GARDE.

CONSIDERANT que ces fournitures doivent pouvoir être achetées en fonction des besoins, la consultation retenue est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-5 du Code de la commande Publique. La consultation donnera lieu à l'établissement d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions de l'article L2125-1 1° et des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ce marché sera conclu pour une durée initiale allant du jour de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025 et pouvant faire l'objet de trois (3) reconductions tacites d'une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM2025013[illegible]-AU
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

CONSIDERANT que les dépenses sont évaluées par période pour un montant maximum de 40 000 € T.T.C.

CONSIDERANT que suite à l'avis d'appel public à la concurrence publié, dix-huit (18) dossiers de consultation, ont été téléchargés par des opérateurs économiques qui se sont identifiés. Quatre (4) plis conformes sont parvenus dans le délai imparti par voie dématérialisée.

CONSIDERANT les résultats obtenus qui font ressortir, après vérification et analyse, que l'offre, complète et conforme, de la société ANTALIS FRANCE, s'avère correspondre techniquement aux exigences requises pour réaliser ces prestations et économiquement la plus avantageuse pour la Commune.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CONFIER** le marché relatif à la « fourniture de papier d'impression pour l'Imprimerie Municipale de la Ville de la GARDE » à la société ANTALIS FRANCE.

ARTICLE 2 : **DE PRENDRE ACTE** des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires contractuel servant de détail quantitatif estimatif non contractuel, ceci dans la limite des dépenses énoncées ci-dessus.

ARTICLE 3 : **D'APPROUVER** l'acte d'engagement tel qu'établi, mentionnant l'identité des parties contractantes, ainsi que le montant du marché et de signer tous les documents contractuels permettant sa réalisation.

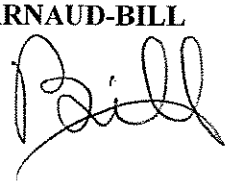
ARTICLE 4 : **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement des dépenses sur le Budget ville alloué à cet effet.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à LA GARDE, le 24 avril 2025.

Le Maire
Helene ARNAUD-BILL



Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250624-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 29/06/2025
Date de réception préfecture : 29/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 202504-0135

SERVICE CULTUREL
Réf. : HAB/JB/FF/DP/MM
Affaire suivie par : MOUSSU Magali (9919)

VISAS		
RespX	DGAS	DGS

OBJET : CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE ROMAIN BERGER DU 28 AVRIL AU 27 MAI 2026 A LA GALERIE G

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de proposer une programmation d'expositions art contemporain à la Galerie G dans le cadre de sa politique culturelle,

CONSIDERANT la proposition du plasticien Romain Berger,

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER le contrat avec le plasticien Romain Berger demeurant au 12 rue du Vau Saint Germain, 35000 RENNES.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE des frais tels que définis dans les articles 2 et 3 dans le présent contrat.

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant des dépenses au Budget Primitif de l'exercice 2026, section de fonctionnement, C 300, Opération 3111.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.
La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 28 avril 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250628-DM202504-0135-AU
Date de télétransmission : 28/04/2025
Date de réception préfecture : 28/04/2025

CONTRAT DE PRÊT DES ŒUVRES POUR L'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION A LA GALERIE G

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LA GARDE
N° SIRET : 218 300 622 000 14 APE : 8411 Z
BP 121 - 83957 LA GARDE CEDEX
Représentée par Madame Hélène ARNAUD-BILL en sa qualité de Maire

Dénommée l'Organisateur D'une part

Et

Romain Berger
12 rue du Vau Saint Germain
35 000 RENNES
N° SIRET : 538 354 796 000 53
contact.romainberger@gmail.com / 06.58.58.13.64

Dénommé le Prêteur D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre de sa politique culturelle la Ville de LA GARDE met en place une programmation art contemporain revendiquant une démarche artistique contemporaine. La Galerie G, structure municipale, est l'outil de cette mission. Il convient alors de définir les modalités de la mise en place des expositions programmées par le Service Culturel sous sa responsabilité.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DE1255660-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

ARTICLE 1 – OBJET

Le Prêteur, s'engage à mettre à la disposition de l'Organisateur, après signature de la présente convention, une exposition d'œuvres dont il assurera le montage et le démontage, en étroite collaboration avec le service culturel :

Vernissage vendredi 24 avril à la Galerie G
EXPOSITIONS du 28 avril au 27 mai 2026
GALERIE G - Complexe Gérard Philipe – 70 rue du vieux puits - LA GARDE

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRETEUR

Le prêteur remplira et signera les annexes qui sont partie intégrante de la convention.

2-1 Communication

Le prêteur fournira à l'organisateur l'ensemble des documents nécessaires à l'édition des documents de communication de l'exposition.
> les 6 photos jpeg en 300 dpi dont la photo de l'invitation et de l'affiche
> le titre de l'exposition
> la démarche artistique ou un autre texte
> le CV artistique

2-2 Accrochage – Décrochage

Le prêteur a pris connaissance des dispositions techniques du lieu et s'engage à les respecter ANNEXE 2. Si le prêteur estime nécessaire d'utiliser du matériel et des équipements autres que ceux dont dispose l'organisateur par référence à la salle précitée, il devra, sauf clauses contraires, en effectuer lui-même et à ses frais la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. Le prêteur fournira l'exposition entièrement montée et assurera la responsabilité artistique de la prestation. L'organisateur aura pris connaissance de l'ensemble des œuvres présentées en amont. Dans le cas d'une exposition In Situ, ou d'une création, un descriptif précis de l'installation sera fourni à l'organisateur avant l'accrochage. Le prêteur assurera la mise en espace de l'exposition en accord avec la responsable arts plastiques du service culturel, coordonnatrice de l'ensemble de l'exposition. Il assurera le démontage de l'exposition.

2-3 Intervention artistique et culturelle

Le prêteur s'engage à assurer une conférence-rencontre à l'auditorium, intervention artistique s'élevant à deux-cent euros sur le budget du service culturel, adressée à un tout public dont la date sera définie ultérieurement.

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM255660-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

3-1 Mise à disposition

L'organisateur mettra à disposition du prêteur, le lieu en ordre de marche. Il en assurera le gardiennage. Il mettra à disposition le personnel municipal pour l'accrochage et décrochage de l'exposition. Il organisera la collation du vernissage.

3-2 Assurance

Les œuvres sont assurées par la ville. A ce titre le préteur fournira la liste des œuvres présentées avec leur valeur d'assurance ANNEXE 1.

3-3 Communication

Il assurera l'ensemble de la communication de l'exposition, à savoir : création, impression des invitations, des affiches et des plaquettes, diffusions postales et mailing list.

3-4 Défraiements

L'organisateur prendra en charge les défraiements du prêteur :
> Remboursement des frais aller/retour du carburant et des péages des trajets de l'atelier de l'artiste à La Garde sur justificatifs.
> Nuits d'hébergement directement réservées par le service culturel.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

La signature de la convention entraîne l'acceptation des annexes jointes :
ANNEXE 1 : Formulaire de déclaration pour l'assurance
ANNEXE 2 : Facility report

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation complète de son objet.

ARTICLE 6 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents, après épuisement, cependant, des voies amiables.

Fait à LA GARDE, en deux exemplaires, le 25 mars 2025,
Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé"
Le Prêteur Lu et approuvé

l'Organisateur

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250626-DM255660-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0136

MAISON DES SPORTS
Réf. : FN//SG-2025n°120
Affaire suivie par :
S.GALLARDO
04.98.04.04.21.
sports@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CHANGEMENT DES TARIFS DE LA PISCINE MUNICIPALE POUR LA SAISON ESTIVALE 2025

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2112-1 et L.2112-2 et L.2542-4 ;

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : de fixer pour la saison estivale 2025, les tarifs suivants pour la piscine municipale :

Rappel Ancien Tarif

- – 13 ans - enfants	3,80 €
- + 13 ans - adultes	4,80 €
- Abonnement 10 tickets enfants -13 ans	26,20 €
- Abonnement 10 tickets adultes + 13 ans	38,20 €
- Abonnement mensuel (réservé aux gardéens)	28,50 €
- Cours de natation (2 cours par semaine)	39,80 €
- Cours particuliers de natation (séance 30 mn)	21,80 €
- Aquagym (forfait mensuel) 1 h/semaine (2 h/semaine pour les plus de 55 ans)	26,20 €

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250620-DM2025060136-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

imprimerie municipale

DM 2025/0136

Nouveau tarif :

Entrées Simples :

Tarif Réduit : – 13 ans, PMR/Invalidité, Etudiant, CASC	3.50 €
Tarif Normal	4.50 €

Abonnements :

10 Entrées – Tarif Réduit Enfant – 13 ans , PMR/Invalidité, Etudiant , CASC	26.00 €
10 Entrées – tarif normal	38.00 €
Mensuel (réservé aux gardéens)	30.00 €
5 Entrées – Tarif Réduit -13 ans, PMR, Invalidité, Etudiant, CASC	15.00 €
5 Entrées - tarif normal	20.00 €

Cours de natations :

2 cours par semaine	40.00 €
1 cours particulier (séance 30 mn)	20.00 €

Aquagym :

Mensuel 1 heure ou 2 heures/semaine + de 60 ans (Selon places disponibles)	26.00 €
Mensuel 1 heures (tarif normal)/semaine	26.00 €
Mensuel 2 heures (tarif normal)/semaine	47.00 €

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 29 Avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250620-DM2025[illegible]-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0137

SERVICE : PIJCA
REF. : ER/RP/25/139/F-479

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE DE DEUX CHALETS A L'OPH VAR HABITAT – INSCRIPTION DE LA RECETTE

HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

VU la délibération n° 2 du 08 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé ;

CONSIDERANT le point n°10 de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales déléguant au maire le droit de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

CONSIDERANT que la Commune est propriétaire de deux chalets en bois (lambris de sapin épicéa), faisant partie de son domaine privé, acquis en 2002, modèles Kleber de dimension 3 x 2 mètres ;

CONSIDERANT la volonté de la Commune, laquelle s'est engagée en faveur d'une économie circulaire, de favoriser le réemploi de matériels et équipements usagés dont elle n'a plus l'utilité dans une démarche responsable ;

CONSIDERANT le projet d'intérêt collectif de l'OPH VAR HABITAT de réaliser des jardins partagés dans la résidence HLM Paul Langevin et d'utiliser lesdits chalets en tant qu'abris à outils ;

CONSIDERANT que la Commune peut céder ses biens appartenant à son domaine privé pour un prix inférieur à sa valeur vénale, lorsque la cession est justifiée par des motifs d'intérêt général, et comporte des contreparties suffisantes ;

CONSIDERANT que ces deux conditions sont réunies dans la mesure où cette cession est autorisée en contrepartie de la création par l'OPH VAR HABITAT de jardins partagés au sein de la résidence gardéenne HLM Paul LANGEVIN et l'utilisation des chalets en tant qu'abris à outils. Les jardins partagés ont pour objet de développer des liens sociaux de proximité, de rompre l'isolement, de créer des espaces de mixité sociale et, d'une manière générale, d'améliorer le cadre de vie ;

imprimerie municipale

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250620-DM2025013-DE-AU
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

CONSIDERANT que, selon une étude parue le 20 février 2025 par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, la recette estimée pour la vente de la matière première (lambris de sapin épicéa) de ces deux biens serait inférieure à 15,10 € par chalet ;

CONSIDERANT d'une part, le projet d'intérêt collectif et social porté par l'OPH VAR HABITAT et, d'autre part le faible montant estimé de revente de la matière première des deux chalets usagés et vétustes, dont la Commune n'a plus l'utilité ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer le montant de la cession à l'euro symbolique.

DECIDE

ARTICLE 1 : **DE CEDER,** à l'euro symbolique, deux chalets en bois à l'OPH VAR HABITAT (avenue Pablo Picasso - BP 29 83040, Toulon cedex 9).

ARTICLE 2 : **D'INSCRIRE** la recette au budget communal (article 775). La sortie des biens du patrimoine de la Commune sera enregistrée conformément aux dispositions budgétaires et comptables de la nomenclature M57.

La présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera affichée, ce jour, sur les panneaux installés à cet usage dans la Mairie. Elle sera communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

FAIT A LA GARDE, le 29 avril 2025

LE MAIRE,

Hélène ARNAUD-BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250429-DM2025030-DE-AU
Date de télétransmission : 30/06/2025
Date de réception préfecture : 30/06/2025

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0139

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°0139
Affaire suivie par :
CESARINI Cyril
ccesarini@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MADAME DEBORA MARCHAND TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LES 15 ET 16 MAI 2025

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher en partenariat avec tandem

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques la présence d'un technicien plateau est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Débora Marchand, technicien plateau, demeurant le jardin des Hespérides 34 chemin Joseph Aiguier,13009 Marseille pour 3 services les 15 et 16 mai 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation 585,26€ (CINQ CENT QUATRE VINGT CINQ EUROS VINGT SIX CENTIMES) correspondant à un salaire net de 275,73€ (DEUX CENT SOIXANTE QUINZE EUROS SOIXANTE TREIZE CENTIMES).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 02 mai 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250616-DM2025058-DE-AU
Date de télétransmission : 18/06/2025
Date de réception préfecture : 18/06/2025

imprimerie municipale

VILLE DE LA GARDE

DECISION MUNICIPALE N° 2025 / 0140

SERVICE CULTUREL
Réf. : 2025 n°0140
Affaire suivie par :
CESARINI Cyril
ccesarini@ville-lagarde.fr

VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

OBJET : DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 16 MAI 2025

HELENE ARNAUD- BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n° 2 du 8 novembre 2022 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame le Maire et pour la durée du mandat une partie de ses attributions en la chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées dans ladite délibération et prévues à l'article L.2122-22 du Code susvisé,

VU la décision de la Municipalité de programmer une saison de spectacles vivants au Théâtre le Rocher en partenariat avec tandem

CONSIDERANT qu'au vu des contraintes techniques la présence d'un technicien son est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : DE SIGNER la déclaration au guichet unique pour l'embauche de Benjamin MONIER, technicien son, demeurant 203 rue de la cauquière 83140 Six-Fours-les Plages pour 3 services le 16 mai 2025.

ARTICLE 2 : DE PRENDRE ACTE du montant global de la prestation 673,07€ (SIX CENT SOIXANTE TREIZE EUROS SEPT CENTIMES) correspondant à un salaire net de 315,26€ (TROIS CENT QUINZE EUROS VINGT SIX CENTIMES).

ARTICLE 3 : DE PRELEVER le montant de la dépense au Budget Primitif de l'exercice 2025, section de fonctionnement, imputation C300 Opération 3161 article 6232.

Conformément à l'Ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente décision sera transmise à monsieur le Préfet du Var et sera reproduite intégralement sur le registre ouvert à cet effet. Elle sera publiée sur le site internet de la ville et communiquée, sous forme d'un donner acte au conseil municipal lors de sa prochaine séance.

La présente décision peut être contestée en saisissant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet – www.telerecours.fr.

Fait à La Garde, le 05 mai 2025

LE MAIRE,
Hélène ARNAUD BILL

Accusé de réception en préfecture
083-218300622-20250606-DM2025050-DE-AU
Date de télétransmission : 23/06/2025
Date de réception préfecture : 23/06/2025

imprimerie municipale

GARDE

D T

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES

N° 2025/02

NOTE DE SYNTHESE

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 16 JUIN 2025

PROJETS DE DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOTE DE SYNTHESE

L'ARTICLE L. 2121-12 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES FAIT OBLIGATION AUX MAIRES DES COMMUNES DE PLUS DE 3.500 HABITANTS DE FOURNIR ET D'ADRESSER AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX UNE NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE SUR CHACUNE DES AFFAIRES SOUMISES A DELIBERATION. CETTE NOTE VOUS DONNERA LES EXPLICATIONS NECESSAIRES ET VIENDRA EN APPUI DES PROJETS AINSI QUE DES EVENTUELLES PIECES ANNEXES (PLAN, PROJETS DE CONVENTIONS, CONTRATS, ETC.) QUI VOUS SERONT ADRESSES.

---

01 **Madame Hélène ARNAUD-BILL**

OBJET : MOTION EN FAVEUR DE LA PERENNISATION DU STATUT DE CONJOINT COLLABORATEUR

La loi du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a marqué un tournant majeur en offrant aux conjoints collaborateurs du chef d'entreprise un statut et des droits sociaux propres en matière d'assurance maladie, vieillesse et invalidité-décès, tout en protégeant leur patrimoine personnel.

Ce statut (représentant 25.700 femmes) leur confère également un mandat de gestion au sein de l'entreprise, assurant ainsi une reconnaissance essentielle du rôle joué par ces conjoints dans l'activité des entreprises et leur offre également une protection sociale essentielle, notamment en matière de retraite et d'assurance maladie.

Par ailleurs, notre soutien s'inscrit pleinement dans l'engagement de la Commune en faveur de la réduction des inégalités Femmes/Hommes notamment au sein des activités professionnelles.

La suppression programmée par l'Etat de ce statut, dans quelques mois, met en péril des milliers de femmes. Nombre d'entre elles risquent de se retrouver dans des situations précaires, avec un fort risque de retour au travail dissimulé, ce contre quoi ce statut avait initialement été créé. C'est aussi leur choix personnel comme le choix de leur conjoint qui est aujourd'hui ignoré.

La suppression ou la remise en cause de ce statut met en difficulté de nombreux couples d'entrepreneurs, notamment dans les secteurs de l'artisanat, du commerce et des professions libérales, en les privant d'un cadre juridique adapté à leur réalité professionnelle.

D'autres alternatives, telles que le statut de salarié ou d'associé, ne répondent pas aux spécificités de nombreuses entreprises familiales et imposeraient des charges financières supplémentaires compromettant leur viabilité.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPELLER la pérennisation du statut de conjoint collaborateur afin de garantir la reconnaissance du travail effectué par ces conjoints et leur assurer une couverture sociale adaptée, **DE DEMANDER** aux pouvoirs publics de maintenir et renforcer ce statut essentiel pour l'équilibre des entreprises familiales et la reconnaissance du travail invisible mais indispensable des conjoints collaborateurs, **DE DEMANDER une valorisation de ce statut** par des dispositifs d'information et de sensibilisation permettant aux entrepreneurs et à leurs conjoints de connaître et d'exercer pleinement leurs droits et **de DEMANDER l'amélioration des droits sociaux des conjoints collaborateurs**, notamment en facilitant l'accès à une retraite plus favorable et en leur permettant de bénéficier d'une meilleure protection en cas de cessation d'activité de l'entreprise.

---

02 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS OPEREES EN 2024 SUR LE TERRITOIRE DE LA GARDE

Le bilan annuel 2024 des acquisitions et cessions réalisées par la commune ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la commune, et annexé à la présente délibération et **DE DIRE** que le bilan sera annexé au Compte Financier Unique de l'année 2024 du Budget Principal de la commune.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE du bilan annuel 2024 des acquisitions et cessions réalisées par la commune ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec la commune, et annexé à la présente délibération et **DE DIRE** que le bilan sera annexé au Compte Financier Unique de l'année 2024 du Budget Principal de la commune.

---

03 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : ELECTION DU PRESIDENT DE SEANCE DES COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2024 POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LE BUDGET ANNEXE CIMETIERE

Il est proposé dans cette délibération d'élire un président parmi les membres du Conseil Municipal pour l'examen et le vote des CFU du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière. Il sera proposé d'élire, à la majorité absolue, un(e) président(e) de séance pour l'examen des Comptes Financiers Uniques du Budget Principal et du Budget Annexe cimetière. Le Conseil Municipal peut se prononcer à l'unanimité pour un vote à main levée.

---

04 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE POUR L'EXERCICE 2024

Il est proposé au travers de cette délibération, d'approuver le Compte Financier Unique pour l'exercice 2024, en considérant le départ et l'absence de Madame le Maire lors du vote.

Sous la présidence du Président de séance, **IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE CONSTATER** les identités de valeurs relatives au report à nouveau, le résultat d'exploitation de l'exercice et le fond de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, les débits et les crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes, **DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser, **D'ARRETER** les résultats définitifs tels que présentés ci-dessous et **D'APPROUVER** le Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal de la Ville de La Garde, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés		10 474 911,08 €	12 558 180,00 €		12 558 180,00 €	10 474 911,08 €
Opérations de l'exercice	41 850 740,20 €	48 453 677,96 €	21 185 535,60 €	16 185 414,37 €	63 036 275,80 €	64 639 092,33 €
TOTAUX	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**33 743 715,60 €**	**16 185 414,37 €**	**75 594 455,80 €**	**75 114 003,41 €**
Résultat de clôture		**17 077 848,84 €**	**-17 558 301,23 €**			**- 480 452,39 €**
Reste à Réaliser			1 367 988,34 €	8 682 959,84 €		7 314 971,50 €
TOTAUX CUMULES	**41 850 740,20 €**	**58 928 589,04 €**	**35 111 703,94 €**	**24 868 374,21 €**	**75 594 455,80 €**	**82 428 974,91 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**17 077 848,84 €**	**-10 243 329,73 €**			**6 834 519,11 €**

---

05 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat qui se dégage du Budget Principal à la clôture de chaque exercice. Ce résultat doit être affecté par ordre de priorité : à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur, à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, à la couverture du besoin de financement des restes à réaliser, pour le solde, en excédents de fonctionnement reportés, pour financer des dépenses nouvelles, ou en une dotation complémentaire en réserves,

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AFFECTER le résultat de fonctionnement constaté au Compte Financier Unique pour l'exercice 2024 du Budget Principal de la manière suivante :

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	6 602 937,76 €
B - Résultats antérieurs reportés Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	10 474 911,08 €
C - Résultat à affecter **= A + B (hors reste à réaliser)** (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	**17 077 848,84 €**

D - Solde d'execution d'investissement 2024 (précédé de + ou -)	
D 001 (besoin de financement)	**-17 558 301,23 €**
R 001 (excédent de financement)	0,00 €

E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**7 314 971,50 €**
Besoin de financement	1 367 988,34
Excédent de financement	8 682 959,84

Besoin de financement = F = D + E	**-10 243 329,73 €**

AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement)	10 243 329,73 €
Excédent de fonctionnement reporté R 002 (recette de fonctionnement)	6 834 519,11 €
Déficit reporté D 002	0,00 €

06 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE - EXERCICE 2025

Le budget supplémentaire est une modification budgétaire (du budget primitif et d'éventuelles décisions modificatives) dont l'objet essentiel est la reprise des résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent : Résultat de la section de fonctionnement après affectation, Résultat de la section d'investissement et Reports en section d'investissement des dépenses et des recettes engagées lors de l'exercice précédent mais non réalisées,

IL EST DONC PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER le budget supplémentaire de l'exercice 2025 du Budget Principal tel que décrit dans le document budgétaire détaillé :

DEPENSES					
Fonctionnement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
023	Virement à la section d'investissement	3 419 704,26 €		6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00 €		- €	2 900 000,00 €
	TOTAL Ordre	**6 319 704,26 €**		**6 870 302,75 €**	**13 190 007,01 €**
011	Charges à caractère général	9 771 464,46 €		231 754,03 €	10 003 218,49 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	25 700 000,00 €		- 93 000,00 €	25 607 000,00 €
014	Atténuations de produits	5 000,00 €		70 431,00 €	75 431,00 €
65	Autres charges de gestion courante	3 561 967,96 €		- 55 962,03 €	3 506 005,93 €
66	Charges financières	304 895,32 €		114 383,40 €	419 278,72 €
67	Charges exceptionnelles	3 000,00 €		4 000,00 €	7 000,00 €
68	Dotations aux provisions - charges de fonctionnement	4 100 000,00 €		- €	4 100 000,00 €
	TOTAL Réelles	**43 446 327,74 €**		**271 606,40 €**	**43 717 934,14 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**
Investissement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	85 268,00 €	- €	- €	85 268,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	**7 123 624,15 €**	**- €**	**- €**	**7 123 624,15 €**
001	Solde d'exécution de la section d'invest	- €	- €	17 558 301,23 €	17 558 301,23 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	- €	- €	- €	- €
13	Subventions d'investissement	- €	- €	- €	- €
16	Emprunts et dettes assimilées	387 631,18 €	- €	133 115,49 €	520 746,67 €
20	Immobilisations incorporelles	585 402,80 €	121 806,86 €	22 266,12 €	729 475,78 €
204	Subventions d'équipement versées	1 559 459,00 €	5 000,00 €	- €	1 564 459,00 €
21	Immobilisations corporelles	4 446 255,99 €	1 241 181,48 €	726 170,33 €	6 413 607,80 €
23	Immobilisations en cours	9 645 971,33 €	- €	- €	9 645 971,33 €
26	Participations et créances rattachées	- €	- €	- €	- €
27	Autres immobilisation financières	3 265 000,00 €	- €	- €	3 265 000,00 €
	TOTAL Réelles	**19 889 720,30 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**39 697 561,81 €**
	TOTAL Section	**27 013 344,45 €**	**1 367 988,34 €**	**18 439 853,17 €**	**46 821 185,96 €**
	TOTAL DEPENSES	**76 779 376,45 €**	**1 367 988,34 €**	**25 581 762,32 €**	**103 729 127,11 €**

RECETTES					
Fonctionnement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	85 268,00 €		- €	85 268,00 €
041	Opérations patrimoniales	- €		- €	- €
	TOTAL Ordre	**85 268,00 €**		**- €**	**85 268,00 €**
002	Résultat de fonctionnement reporté	- €		6 834 519,11 €	6 834 519,11 €
013	Atténuations de charges	351 000,00 €		- €	351 000,00 €
70	Ventes de produits fabriqués, prestation	3 065 500,00 €		- €	3 065 500,00 €
73	Produits issus de la fiscalité	7 669 069,00 €		25 340,00 €	7 694 409,00 €
731	Fiscalité locale	29 011 795,00 €		64 131,00 €	29 075 926,00 €
74	Dotations et participations	4 658 200,00 €		181 700,31 €	4 839 900,31 €
75	Autres produits de gestion courante	925 200,00 €		36 218,73 €	961 418,73 €
76	Produits financiers	- €		- €	- €
77	Produits exceptionnels	- €		- €	- €
78	Reprises sur provisions et dépréciations	4 000 000,00 €		- €	4 000 000,00 €
	TOTAL Réelles	**49 680 764,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 822 673,15 €**
	TOTAL Section	**49 766 032,00 €**		**7 141 909,15 €**	**56 907 941,15 €**
Investissement					
Chapitre	**Chapitre libellé**	**BP 2025**	**REPORTS**	**BS 2025**	**BUDGET TOTAL 2025**
021	Virement de la section d'exploitation	3 419 704,26 €	- €	6 870 302,75 €	10 290 007,01 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 900 000,00 €	- €	- €	2 900 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	7 038 356,15 €	- €	- €	7 038 356,15 €
	TOTAL Ordre	**13 358 060,41 €**	**- €**	**6 870 302,75 €**	**20 228 363,16 €**
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 091 080,00 €	- €	- €	3 091 080,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 464 000,00 €	- €	10 235 476,65 €	11 699 476,65 €
13	Subventions d'investissement	3 119 006,31 €	8 682 959,84 €	- €	11 801 966,15 €
16	Emprunts et dettes assimilées	5 981 197,73 €	- €	- 5 980 897,73 €	300,00 €
26	Participations et créances rattachées	- €	- €	- €	- €
	TOTAL Réelles	**13 655 284,04 €**	**8 682 959,84 €**	**4 254 578,92 €**	**26 592 822,80 €**
	TOTAL Section	**27 013 344,45 €**	**8 682 959,84 €**	**11 124 881,67 €**	**46 821 185,96 €**
	TOTAL RECETTES	**76 779 376,45 €**	**8 682 959,84 €**	**18 266 790,82 €**	**103 729 127,11 €**

07 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL – MISE A JOUR DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT

Compte tenu de l'avancement des opérations gérées en Autorisations de Programmes / Crédits de Paiement (AP/CP), il y a lieu de procéder à l'actualisation des échéanciers prévisionnels en tenant compte : Des mandatements réalisés et Des engagements relatifs aux marchés notifiés ainsi que de l'actualisation du planning prévisionnel.

Pour l'opération « Construction les Lucioles », il y a lieu de procéder à la revalorisation du montant de l'AP/CP et à l'actualisation de l'échéancier prévisionnel.

Libellé programme	Montant revalorisation	Montant de l'AP actualisé	Exercice
Construction les Lucioles	+ 100 000 €	3 600 000 €	2025

Libellé programme	Montant des CP		
	Avant 2025	2025	2026
Construction les Lucioles	1 378 406,08 €	2 198 075,99€	23 517,93€

Pour l'opération « Mise en sécurité de la falaise de Massacan », il y a lieu de procéder à la revalorisation du montant de l'AP/CP et à l'actualisation de l'échéancier prévisionnel.

Libellé programme	Montant revalorisation	Montant de l'AP à sa clôture
Mise en sécurité de la falaise de Massacan	+ 5 689,41 €	5 907 376,93 €

Libellé programme	Montant des CP	
	Avant 2025	2025
Mise en sécurité de la falaise de Massacan	5 836 687,52	70 689,41 €

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER l'exposé ci-dessus et les ajustements proposés et **D'AUTORISER** la mise à jour des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement pluriannuels 2020OP0005 – Confortement falaise de Massacan, 2022OP0001 – Construction Les Lucioles et l'inscription des crédits de paiement sur le budget de chaque exercice, comme suit en euros TTC, et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette délibération.

LIBELLE PROGRAMME	CODE AP	MONTANT AP	AVANT 2025	2025	2026
CONSTRUCTION LES LUCIOLES	PAS00006	3 600 000,00 €	1 378 406,08 €	2 198 075,99 €	23 517,93 €
MISE EN SECURITE FALAISE DE MASSACAN	SECTA001	5 907 376,93 €	5 836 687,52 €	70 689,41 €	

08 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - ADMISSION EN NON VALEUR

Madame le Rapporteur propose au Conseil Municipal d'admettre en non-valeur les états des produits irrécouvrables, sur proposition du Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, selon la liste n° 7169990533 du 22 avril 2025, pour un montant de 2 249,61 €.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL d'admettre en non-valeur la liste n° 7169990533 (hors créances *d'un montant inférieur ou égal à 100 euros qui ont fait l'objet d'une admission en non-valeur par arrêté n° 202504-0203)* pour un montant total de 1 954,59 € et **DE DIRE** que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville – article 6541.

09 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - CREANCES ETEINTES

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que chaque année, le Trésorier Principal du Service de Gestion Comptable de Toulon, comptable de la commune, propose d'admettre en non-valeur des créances éteintes.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADMETTRE en créances éteintes la somme de 33 338,26 € selon l'état n° 7169990533 du 22 avril 2025 transmis par le Comptable Public et **DE DIRE** que les crédits seront prélevés sur le budget de la Ville – article 6542.

10 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE - APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER le Compte Financier Unique de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière de la Ville de La Garde, lequel se présente synthétiquement de la manière suivante et **D'ARRETER** les résultats définitifs :

Libellé	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSES OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultat reportés	0.04 €				0.04 €	
Opérations de l'exercice	381 685.94 €	381 685.98 €	342 892.05 €	0.00 €	724 577.99 €	381 685.98 €
TOTAUX	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
Résultat de clôture	**0.00 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**
Reste à Réaliser						
TOTAUX CUMULES	**381 685.98 €**	**381 685.98 €**	**342 892.05 €**	**0.00 €**	**724 578.03 €**	**381 685.98 €**
RESULTATS DEFINITIFS		**NUL**	**342 892.05 €**		**342 892.05 €**	

11 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE - AFFECTATION DU RESULTAT - EXERCICE 2024

En application des règles édictées par l'instruction budgétaire et comptable M4, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat qui se dégage du Budget Annexe à la clôture de chaque exercice. Ce résultat doit être affecté par ordre de priorité : à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur, à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement, à la couverture du besoin de financement des restes à réaliser, pour le solde, en excédents de fonctionnement reportés, pour financer des dépenses nouvelles, ou en une dotation complémentaire en réserves,

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AFFECTER le résultat de clôture de l'exercice 2024 du Budget Annexe Cimetière comme défini ci-dessous :

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT	
A - Résultat de l'exercice 2024 *Précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 342 892.01 €
B - Résultats antérieurs reportés *Ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)*	- 0.04 €
C - Résultat à affecter= A + B (hors reste à réaliser) (si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	- **342 892.05 €**
D - Solde d'exécution d'investissement 2024 *(précédé de + ou -)*	-342 892.05 €
D 001 (besoin de financement)	**342 892.05 €**
R 001 (excédent de financement)	0.00 €
E - Solde des restes à réaliser d'investissement 2024	**0.00 €**

Besoin de financement	0.00 €
Excédent de financement	0.00 €
Besoin de financement = F = D + E	**342 892.05 €**
AFFECTATION	
Affectation en réserves au compte R 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé *(recette d'investissement)*	**0.00 €**
Excédent de fonctionnement reporté R 002 *(recette de fonctionnement)*	**0.00 €**
Déficit reporté D 001	**342 892.05 €**

12 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET ANNEXE CIMETIERE – VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE – EXERCICE 2025

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER le budget supplémentaire de l'exercice 2025 du Budget Annexe Cimetière tel que décrit dans le document budgétaire détaillé, ci-dessous :

FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	Sens	BP 2025	BS 2025	Budget Total 2025
042	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
002	Résultat d'exploitation reporté		- €	- €	- €
011	Charges à caractère général		- €		- €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**- €**	**- €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**

Recettes

Chapitre	Libellé	Sens	BP 2025	BS 2025	Budget Total 2025
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**

INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	Sens	BP 2025	BS 2025	Budget Total 2025
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections			- €	- €
	TOTAL	**d'ordre**	**- €**	**- €**	**- €**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté			342 892,05 €	342 892,05 €
16	Emprunts et dettes assimilées		41 250,00 €	- €	41 250,00 €
	TOTAL	**réelles**	**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**

Recettes

Chapitre	Libellé	Sens	BP 2025	BS 2025	Budget Total 2025
040	Opérations d'ordre de transfert entre se		41 250,00 €		
	TOTAL	**d'ordre**	**41 250,00 €**	**- €**	**41 250,00 €**
16	Emprunts et dettes assimilées		- €	342 892,05 €	342 892,05 €
	TOTAL	**réelles**	**- €**	**342 892,05 €**	**342 892,05 €**
	TOTAL GENERAL		**41 250,00 €**	**342 892,05 €**	**384 142,05 €**

13 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2025 – REGULARISATION ACTIF COMPTE 215731

A la demande du comptable public, il convient de neutraliser par des écritures non budgétaires un suramortissement constaté dans Hélios pour le compte 215731. Ce suramortissement, pour un montant total de 8 831,05 €, est lié à une régularisation effectuée sur le numéro d'inventaire suivant :

N° inventaire	Valeur brute	Amortissement à neutraliser
201200330	8 831,05 €,	8 831,05 €

La neutralisation de cet amortissement par numéro d'inventaire se fait par l'opération non budgétaire suivante : Débit du compte 2815731 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 8 831,05€.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AUTORISER Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à effectuer la régularisation du suramortissement constaté dans Hélios pour le compte 215731 en procédant à l'opération non budgétaire suivante :

Débit du compte 2815731 et Crédit du compte 1068 pour le montant de 8 831,05€.

14 **Madame Hélène DELSANTO**

OBJET : GRATUITE DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC ET DES MISES A DISPOSITIONS DE BIENS COMMUNAUX

Bien que le législateur ait érigé en principe la non gratuité de toute occupation ou utilisation du domaine public, il a néanmoins prévu des exceptions à ce principe dont il appartient au Conseil Municipal de décider.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER D'ACCORDER LA GRATUITE des autorisations d'occupation et des mises à disposition temporaires du Domaine Public et des biens communaux (locaux et/ou matériels), aux associations régies par la Loi 1901 n'ayant pas leur siège social sur la commune de La Garde et/ou à d'autres organismes et institutions partenaires listés ci-après, pour des projets qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général et/ou territorialement pertinent, **DE DEMANDER** à ce que cette gratuité soit reportée dans les arrêtés valant permis de stationnement temporaire sur les emprises du domaine public ou dans les conventions de mises à disposition à titre précaire et révocable de biens communaux à intervenir et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer lesdites conventions individuelles d'occupation du domaine public ou d'utilisation de biens communaux à titre précaire et révocable, à venir.

- ✓ Ecole élémentaire Zunino 1
- ✓ Ecole élémentaire Zunino 2
- ✓ Ecole élémentaire Jean Aicard
- ✓ Ecole élémentaire Lucie Tardivier
- ✓ Ecole élémentaire Maurice Delplace
- ✓ Ecole élémentaire Paul Langevin
- ✓ Ecole maternelle Maurice Delplace
- ✓ Ecole maternelle Zunino
- ✓ Ecole maternelle Elsa Triolet
- ✓ Ecole maternelle Sèverine Mignoné
- ✓ Ecole maternelle Eliette Santoni
- ✓ Ecole maternelle Pauline Roland
- ✓ Caisse des écoles
- ✓ Collège Jacques-Yves Cousteau
- ✓ Collège Henri Bosco
- ✓ Lycée du Coudon
- ✓ Académie du Var
- ✓ Académie de Nice - circonscription La Garde
- ✓ Université de Toulon
- ✓ Rectorat
- ✓ Fédération du Sport Universitaire
- ✓ PROTACC (secourisme)
- ✓ Bureau des étudiants STAPS
- ✓ Bureau des étudiants GEA
- ✓ CAF du Var
- ✓ France Travail
- ✓ Maison e l'Emploi - Provence Méditerranée (M.D.E - P.M)
- ✓ Mission Locale du Coudon au GAPEAU
- ✓ Prévention Routière
- ✓ Relais du Droit et de la Justice
- ✓ SDIS 83
- ✓ Var Economie Circulaire
- ✓ Police Nationale
- ✓ Comité Départemental de Sport Adapté
- ✓ Comité Départemental Handisport
- ✓ Comité Départemental Olympique et Sportif
- ✓ Conseil Départemental du Var
- ✓ Conseil Départemental de l'accès au droit du Var
- ✓ Métropole TPM
- ✓ SITTOMAT
- ✓ Syndicat Intercommunal Mine de Cap Garonne
- ✓ S.I.L.I.A.T.
- ✓ Syndicat des Communes du Littoral Varois
- ✓ Syndicat Intercommunal de Restauration Collective (SIRC)
- ✓ 9ème Régiment de Chasseurs Parachutistes - Antenne Locale (9e R.C.P.)
- ✓ La Mutuelle Générale
- ✓ Parc National de Port-Cros
- ✓ Var Matin

- ✓ Les Compagnons du Devoir
- ✓ BDE de psychomotriciens du Var
- ✓ Centre Hospitalier Intercommunal Toulon – La Seyne sur Mer
- ✓ Entr'aide Sociale du Var
- ✓ France Alzheimer Var
- ✓ V.M.E.H. (Visite des malades dans les établissements hospitaliers)
- ✓ ACAP Autisme
- ✓ Chiens guides d'aveugles
- ✓ Centre hospitalier Henri Guerin unité villa nova
- ✓ Centre médico-psychologique
- ✓ Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Sud PACA
- ✓ EFS Hôpital Ste Musse
- ✓ Epicerie Etudiants
- ✓ Etablissement Français du Sang
- ✓ Foyer Socio-Educatif du Collège La Garde
- ✓ UNICEF antenne du Var
- ✓ Amicale Franco-polonaise du Var
- ✓ Amitié Russe de Provence
- ✓ E.G.E.E (Ensemble des générations pour l'Emploi et l'entreprise)
- ✓ Ecole de Cirque – Regarde en Haut
- ✓ Jeannot Environnement
- ✓ Ligue pour la protection des oiseaux Provence Alpes Côte d'Azur
- ✓ Syndicat CGT des Retraités et Anciens Salariés du Ministère de la Défense
- ✓ Habitat Plus
- ✓ SAGEM
- ✓ A bis Syndic
- ✓ Azur Provence
- ✓ Billon Sycologe
- ✓ C pantel Immo
- ✓ C.N.L. des locataires de la Maguelonne
- ✓ C.N.L. des locataires de la Planquette
- ✓ C.N.L. des locataires de Romain Rolland
- ✓ Cap Immo
- ✓ Citya Viguerie
- ✓ Foyer Accueil FEMINA - AGLAE
- ✓ Foncia
- ✓ CIL / ASL de copropriétés sis sur le territoire communal
- ✓ Proletazur
- ✓ Royal Immo
- ✓ Chambre des métiers du Var
- ✓ Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
- ✓ Chambre d'Agriculture
- ✓ Info Energie

15 **Monsieur Alain DUMONTET**

OBJET : BUDGET PRINCIPAL - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2025 – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 10 DU 3 FEVRIER 2025

Suite aux demandes de subvention effectuées par les associations listées ci-dessous au titre de l'exercice 2025,

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ATTRIBUER les subventions aux associations au titre de l'exercice 2025 pour un montant total de 11 000,00 €, comme annexé ci-dessous et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer les conventions d'objectifs établies entre la Commune de La Garde et les associations bénéficiant d'une subvention de fonctionnement 2025.

ARTICLE	FONCTION	ASSOCIATION	AVANTAGES EN NATURE 2023	MONTANT ATTRIBUE EN 2024	MONTANT ATTRIBUE EN 2025
65748	02403	GARDIA CLUB	163 639,00 €	82 000,00 €	72 000,00 € (par délibération n°10 du 3 février 2025) 10 000,00 € par la présente délibération Soit un total de 82 000,00 €
65748	02402	CIE TOCADES	0,00€	0,00 € (1re demande en 2024)	1 000,00 €

16 **Monsieur Alain DUMONTET**

OBJET : CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - PROGRAMMATION 2025

Suite à l'appel à projets relatif au Contrat de Ville lancé pour établir la programmation annuelle 2025 sur le quartier Romain Rolland, il a été convenu d'octroyer la somme de 10 000 € répartie entre les porteurs de projets.

Le Comité de lecture / Comité technique réuni le 27 février 2025, a émis des avis sur chaque dossier déposé et fait une proposition de répartition de l'enveloppe financière comme suit :

Nom du porteur	Intitulé de l'action	Financements
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR – AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	**500 €**

Nom du porteur	Intitulé de l'action	Financements
ADSEAAV (ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE, DE L'ADOLESCENCE ET DES ADULTES EN DIFFICULTE DU VAR)	Permanence Ecoute Parents	**1 000 €**
ASSOCIATION AVENIR GYMNIQUE GARDEENNE	Baby Gym parent-enfant	**500 €**
ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS	Cités Débrouillardes et Science Tour	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes en particulier dans son volet prévention (souffrances psychiques)	**500 €**
AVRE – ASSOCIATION VAROISE POUR LE RESPECT DE L'ENFANT	Développer les mesures de soutien aux compétences parentales (prévention, accueil, soutien, écoute pour enfants, adolescents, parents et familles)	**500 €**
COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE DU VAR – CODES 83	Education pour la santé multithématique	**500 €**
FACE VAR	Grand projet de stage	**500 €**
FACE VAR	Job contact	**500 €**
INSTITUT D'ETUDE DE LA MALADIE CHRONIQUE	Dynamique Santé et activité physique adaptée	**1 000 €**
LES ARTS O SOLEIL	Développer l'accès à la culture et aux pratiques artistiques	**1 000 €**
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT- FOL DU VAR	Escape Games éducatifs	**500 €**
PERLES DE SAGESSE	O bien vivre ensemble	**500 €**
TERRATATA	Atelier modelage argile	**1 500 €**
VOLLEY PRADETAN ET GARDEEN	Le Volley à Romain Rolland	**500 €**

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER l'exposé qui précède, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer toutes pièces afférentes au financement des actions suivantes auprès des associations et **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2025, opération « Contrat de Ville » : 52 ; article de subvention : 65748.

17 **Monsieur Alain DUMONTET**

OBJET : ADHESION ANNUELLE AU CENTRE RESSOURCES ILLETRISME ET ANALPHABETISME REGION PACA 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

L'alphabétisation est une action favorisant l'autonomie et l'intégration sociale de nombreux habitants de notre territoire par l'acquisition des compétences de base essentielle pour l'accès à l'emploi, aux services publics et à la vie citoyenne.

Les Maisons des Initiatives Sociales de la Beaussière et de la Planquette développent dans leurs missions l'activité « Alphabétisation » par un accompagnement personnalisé et bienveillant de bénévoles. Le rôle essentiel joué par les bénévoles nécessite de leur apporter des outils et des ressources pédagogiques pour améliorer la qualité de leur accompagnement.

La feuille de route du Contrat de Ville pour la commune décline localement les finalités métropolitaines dont l'une est d'améliorer les parcours individuels des habitants pour favoriser leur émancipation. Le C.R.I.A. Région PACA est reconnu pour son expertise et pour la qualité de ses formations, adaptées aux besoins spécifiques des bénévoles intervenant dans le domaine de l'alphabétisation, le montant de l'adhésion annuelle est fixé à 100.00 €.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER l'exposé qui précède, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de cette adhésion et **DE DIRE** que le montant de cette dépense sera inscrit au budget de la MIS.

18 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEP - DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SAGEP) - REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR

Dans le courrier en date du 3 avril 2025, la SAGEP fait part à la Commune qu'en raison du passage à 18 administrateurs au sein du Conseil d'Administration, la commune de La Garde bénéficie de 8 administrateurs. Il convient donc de procéder à la désignation d'un représentant supplémentaire au sein du Conseil d'Administration. Il est procédé à l'élection par vote à main levée.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de l'élection au vote à main levée de [M_____] en qualité d'Administrateur de la SPL SAGEP, **DE FIXER** en application de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le montant maximum des indemnités, prenant la forme de jetons de présence, au titre des fonctions, soit, pour un **Administrateurs de la SPL SAGEP**, une indemnité annuelle d'un montant maximum de 1.000 €, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document afférent à la présente délibération et **DE PRENDRE ACTE** de la composition des représentants du Conseil Municipal au sein de la SPL SAGEP ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION PUBLIQUE (SPL SAGEP)	
1° Délégué titulaire, avec faculté d'accepter toutes fonctions dans ce cadre, dont la présidence du Conseil d'Administration	M. Jean-Louis MASSON
2e Délégué titulaire	M. Franck CHOUQUET
3e Déléguée titulaire	Mme Hélène ARNAUD-BILL
4e Délégué titulaire	M. André BAULON
5e Délégué titulaire	M. Alain JOUOT
6e Délégué titulaire	M. Alain FUMAZ
7e Délégué titulaire	M. Jean-Eric LODEVIC
8e Déléguée titulaire	[M_XXXXXXXXXXXX_____]

19 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE LA ZAC « LES COTEAUX DE SAINTE MUSSE » (CRAC)

Le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité, annexé au projet de délibération, rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE SE PRONONCER FAVORABLEMENT sur l'ensemble des informations contenues dans ce compte rendu.

20 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEP - APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE DE L'EXERCICE 2024 DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE-VILLE (CRAC)

Le Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité, annexé au projet de délibération, rend compte des actions menées en 2024 et des perspectives d'opérations jusqu'au terme du contrat.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE SE PRONONCER FAVORABLEMENT sur l'ensemble des informations contenues dans ce Compte Rendu.

21 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE LA GARDE RELATIVE A LA REALISATION DU PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'apporter des précisions à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage initiale conclue entre la Ville et la Métropole. Ces modifications feront également l'objet d'un avenant n° 2 au traité de concession entre la Ville et l'aménageur SAGEP.

S'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 2 reprend les données du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession. Le coût total des participations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique aux ouvrages à 22 306 835 € H.T. La participation de la Métropole toutes dépenses confondues est valorisée à 16 775 057 € H.T. Le montant estimatif du fonds de concours, instauré par avenant n° 1, que la commune versera à la Métropole est actualisé au montant de 595 290 € H.T. La participation de la commune toutes dépenses confondues est valorisée à 8 707 519 € H.T. intégrant le versement du fonds de concours susvisé.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER l'exposé qui précède, **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage à intervenir entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant n° 2.

22 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 2 AU TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT A INTERVENIR AVEC LA SPL SAGEP – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'avenanter à nouveau ledit traité de concession. S'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 2 reprend les données présentes dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.

Le coût total des participations est porté à 24 887 286 € H.T. et le coût spécifique aux ouvrages à 22 306 835 € H.T. La participation de la Métropole toutes dépenses confondues est valorisée à 16 775 057 € H.T. Le montant estimatif du fonds de concours, instauré par avenant n°1, que la commune versera à la Métropole est actualisé au montant de 595 290 € H.T. La participation de la commune toutes dépenses confondues est valorisée à 8 707 519 € H.T. intégrant le versement du fonds de concours susvisé.

Ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet d'un avenant n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la commune de La Garde, en vue de confier à la commune la maitrise d'ouvrage unique de la réalisation du projet urbain de requalification de son centre-ville.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER l'exposé qui précède, **D'APPROUVER** l'avenant n° 2 au traité de concession d'aménagement conclu avec la S.P.L. S.A.G.E.P. pour la réalisation du projet urbain de requalification du centre-ville de La Garde, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à accomplir tous actes, formalités et à signer tous documents afférents qui seraient la suite ou la conséquence de la présente.

23 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEP - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE DE LA GARDE – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE DE PARTICIPATION FINANCIERE A L'OPERATION ENTRE LA COMMUNE, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE, ET LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAGEP - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Au regard de l'avancement de l'opération d'aménagement, il est nécessaire d'avenanter la convention tripartite de participation financière qui a pour objet de définir les modalités de versement, de gestion comptable et de révision de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde ».

S'agissant des modalités de financement des ouvrages, l'avenant n° 1 reprend les données présentes dans le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2024 de la concession.

Ces modifications et ajustements ont au préalable fait l'objet d'avenants n° 2 à la convention de transfert de maitrise d'ouvrage entre la Métropole et la commune, et du traité de concession entre la commune et la SAGEP.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'ADOPTER l'exposé qui précède, **D'APPROUVER** l'avenant n° 1 à la convention tripartite de participation financière, joint en annexe, définissant les modalités de versement, de gestion comptable et de révision de la participation aux coûts des équipements publics consentie par la Métropole au bénéfice de la SAGEP en vue de la réalisation de l'opération d'aménagement « Projet urbain du cœur de Ville de la Garde » et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer ledit avenant.

24 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : SAGEM - DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM – REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Le courrier en date du 23 mars 2025, la SAGEM fait part à la Commune de la nécessité de procéder à la désignation de quatre représentants supplémentaires au sein du Conseil d'Administration. Il est procédé au vote à main levée.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de l'élection au vote à main levée de 4 délégués titulaires en qualité d'administrateurs de la SAGEM, **D'AUTORISER** les représentants ainsi élus à percevoir, au titre de leurs fonctions d'administrateur, des rémunérations pour un montant maximum de 1.000 € par an, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document afférent à la présente délibération et **DE PRENDRE ACTE** de la composition des représentants du Conseil Municipal au sein de la SAGEM ainsi qu'il suit :

REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SAGEM	
1° Délégué titulaire, avec faculté d'accepter toutes fonctions dans ce cadre, dont la présidence du Conseil d'Administration	M. Jean-Louis MASSON
2e Délégué titulaire	M. Franck CHOUQUET
3e Déléguée titulaire	Mme Hélène ARNAUD-BILL
4e Délégué titulaire	Mme Janig GUE
5e Délégué titulaire	Mme Sophie OURDOUILLIE
6e Délégué titulaire	
7e Délégué titulaire	
8e Déléguée titulaire	
9e Déléguée titulaire	

25 **Madame Marie-Hélène CHARLES**

OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTI-ACCUEIL COLLECTIF « LES LUCIOLES »

Suite à la nécessité de modifier l'agrément à 36 places pour une efficience optimale de l'établissement, **IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER** le règlement de fonctionnement du Multi-Accueil Collectif « Les Lucioles » ainsi modifié tel qu'annexé au projet de délibération.

26 **Madame Martine BLANC**

OBJET : CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA PROTECTION CIVILE DU VAR POUR LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS PREVISIONNELS DE SECOURS LORS DES MANIFESTATIONS MUNICIPALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune a l'obligation de mettre en place des Dispositifs Prévisionnels de Secours concernant le public dans le cadre de certaines manifestations qu'elle organise. La Protection Civile du Var peut régulièrement exercer d'une manière déconcentrée les missions de Dispositifs Prévisionnels de Secours (DPS) du Point d'Alerte et de Premiers Secours (PAPS) au DPS-ME (Moyenne Envergure).

La proposition de la Protection Civile du Var d'établir un partenariat pour couvrir l'ensemble des DPS pour la durée de l'année définie par les parties, permettant une remise de 10% qui sera appliquée sur l'ensemble des devis relatifs à la convention. Ce partenariat ne présente ni exclusivité, ni contrainte pour l'organisateur qui, en cas de besoin, ne pourraient être pourvus par le prestataire, ou par libre choix de l'organisateur, il est ainsi nécessaire d'établir une convention afin de fixer les modalités de fonctionnement.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec la Protection Civile du Var telle qu'annexée à la présente délibération et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la convention de partenariat ainsi que tous les documents s'y rapportant.

27 **Madame Martine BLANC**

OBJET : ORGANISATION DU PRIX LITTERAIRE JEUNESSE DE LA VILLE DE LA GARDE

La municipalité a pour volonté d'encourager la pratique de la lecture du jeune public en organisant un Prix Littéraire Jeunesse de la Ville de La Garde en partenariat avec l'Education Nationale. Ce dernier aboutit à la désignation d'un auteur lauréat, récompensé par la Ville et invité à rencontrer ses lecteurs sur site.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER le principe de l'organisation du Prix Littéraire Jeunesse et sa reconduction annuelle, **DE FIXER** à 1500 € (Mille cinq cents euros) la récompense attribuée par la Ville au lauréat désigné par le vote de lecteurs participants, **DE DIRE** que les frais engagés par le lauréat pour assurer les rencontres programmées à La Garde avec les scolaires, sont pris en charge par la Ville (en termes de transport, d'hébergement, de restauration) sur présentation des justificatifs en lien avec l'évènement **ET DE PRELEVER** les dépenses au budget primitif de l'année concernée opération 3132 C aux chapitres et articles correspondant aux frais engagés.

28 **Madame Martine BLANC**

OBJET : DENOMINATION DU NOUVEAU THEATRE SITUE RUE DU VIEUX PUITS A LA GARDE

Le nouveau théâtre en cours de construction en face de la médiathèque Louis Aragon, rue du Vieux Puits, n'est pas dénommé.

L'identité du théâtre doit refléter les valeurs que la commune souhaite véhiculer, à savoir l'ouverture au monde, l'invitation à la découverte et l'émerveillement. Que le théâtre peut être une halte dans le quotidien pour explorer de nouvelles cultures, histoires et émotions à travers des performances variées. Que les représentations, qu'elles soient théâtrales, musicales, dansantes ou autres, sont des expériences uniques qui marquent les esprits.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER de dénommer le théâtre, situé rue du Vieux Puits : « L'ESCALE ».

29 **Monsieur Franck CHOUQUET**

OBJET : NUMEROTATION DES VOIES DESSERVANT L'ENTREE DU PUBLIC, LE LIEU DE LIVRAISON DU THEATRE "L'ESCALE" AINSI QUE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON

Pour faciliter la fourniture de services publics tels que les secours et la connexion aux réseaux, et d'autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons, la localisation GPS, et identifier clairement les adresses des immeubles, il est nécessaire que le théâtre soit identifié géographiquement et administrativement avec une adresse dédiée sise rue du Vieux Puits.

Il convient également de déterminer une adresse annexe spécifiquement réservée pour les livraisons, via l'avenue de Spa, perpendiculaire à la rue du Vieux Puits et une adresse géographique afin de desservir l'actuelle Médiathèque Louis Aragon, située également rue du Vieux Puits.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER de fixer l'adresse du nouveau théâtre « L'Escale » au 69 de la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH 721, suivant le plan annexé à la présente délibération, **DE DECIDER** de fixer l'adresse réservée aux livraisons techniques du théâtre au 110 de l'avenue de Spa, avenue située perpendiculairement à la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH721, suivant le plan annexé, **DE DECIDER** de fixer l'adresse de l'actuelle Médiathèque Louis Aragon au 70 de la rue du Vieux Puits, parcelle cadastrée AH 657, suivant le plan annexé, et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

---

30 **Monsieur Franck CHOUQUET**

OBJET : AMENAGEMENT DU COEUR DE VILLE - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DE LA POSTE AVEC LANCEMENT D'UNE ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE

A la suite de la signature du traité de concession d'aménagement en date du 11 août 2023, la Commune de La Garde a confié à la société SPL SAGEP la réalisation du projet urbain de requalification des espaces publics de son centre-ville. Un avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement en date du 2 janvier 2025 a permis de préciser les modalités de répartitions, notamment financières, du programme global prévisionnel des équipements et des constructions.

Ledit programme global prévisionnel prévoit, notamment, outre les aménagements de différentes voies, la démolition/reconstruction des locaux du Programme de Réussite Educative et la requalification de la place de la République, la réalisation des ouvrages suivants :

- à destination de la Métropole, la construction d'un parking public gratuit en silo et la réalisation d'espaces publics paysagers ouverts intégrant 30 places de stationnement aérien,
- à destination de la Commune, la construction d'un Pôle de services intégré au parking silo (locaux dédiés à des activités économiques), ainsi que la création d'un parc urbain clôturé.

Ces aménagements et constructions sont, pour partie, programmés sur la parcelle cadastrée section AH n° 832, d'une superficie de 8 254 m², située Avenue Jean Jaurès, terrain à usage de stationnement public relevant du domaine public communal, dénommé « parking de la Poste ».

Aux termes de l'article 10 paragraphe 3 du traité de concession, intitulé « Exécution des travaux objet de l'opération », il est prévu l'autorisation donnée à la SAGEP d'intervenir sur le domaine public de la Commune pour réaliser les équipements figurant en Annexe 2 intitulée « Programme global prévisionnel des équipements et constructions » et en Annexe 3 intitulée « Projet d'aménagement et Programme d'actions ».

La réalisation du projet urbain, comprenant, sur la parcelle cadastrée section AH n° 832, la construction d'un parking silo, d'un pôle de services intégré au parking silo, ainsi que la création d'espaces paysagers ouverts, portera atteinte aux fonctions de desserte et de circulation du « parking de La Poste » en raison des nouvelles affectations qui seront données à cette dépendance du domaine public. La nécessité de mettre en œuvre, en conséquence, une procédure de déclassement de la parcelle AH n° 832 ; le déclassement de ce parking devant être précédé d'une enquête publique.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AUTORISER Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à engager la procédure de déclassement de la propriété communale cadastrée section AH n°832 pour 8 254 m², suivant

plan cadastral ci-annexé, en vue de la réalisation de l'opération centre-ville de La Garde, **DE DECIDER** le lancement d'une enquête publique préalable à la procédure de déclassement conformément aux dispositions des articles L.141-3 et L.141-4 du Code de la Voirie Routière, **DE DIRE** que cette enquête publique sera engagée par Madame le Maire et organisée conjointement avec la SPL SAGEP, concessionnaire, **DE DIRE** que Madame le Maire procèdera à la désignation d'un commissaire-enquêteur et **DE DIRE** que la dépense afférente aux honoraires du commissaire-enquêteur sera inscrite au budget 2025, article 62268.

31 **Monsieur Franck CHOUQUET**

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LE RAVALEMENT DE FACADES DU CENTRE-VILLE CONCERNANT LE PROGRAMME D'INTERVENTION POUR LA REHABILITATION DU CENTRE-VILLE

Pour dynamiser et rendre plus attractif le centre-ville, un programme d'aide à la rénovation des façades a été mis en place depuis 2002. La commune souhaite aider ses administrés, par une attribution de subvention, respectant des critères précis et validés par des conformités. Quatre immeubles répondent aux conditions d'éligibilités pour prétendre à une subvention. Il s'agit de :

Nom	Immeuble SIS	Montant de la subvention communale TTC	
PELLETIER	125 rue Sadi Carnot	1 473 €	Façade
SAS CHATOUVILLE PATRIMOINE	56 rue Raspail	2 240 €	Façade
DESQUIENS	22 rue René Descartes	3 263 €	Façade
DIZIN	41 rue du Jeu de Paume	2 100 €	Façade
TOTAL		**9 076 €**	

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de l'application des recommandations architecturales préconisées et respectées par les propriétaires concernant le règlement du programme d'intervention pour la rénovation des façades du centre ancien et du centre-ville de la commune de La Garde, **D'APPROUVER** l'autorisation du versement de ces participations pour chacun des dossiers précités, **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget de la commune et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout document correspondant nécessaire.

32 **Monsieur Alain FUMAZ**

OBJET : TAXE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) - TARIFS APPLICABLES A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026

Conformément aux dispositions du Code des Impositions des Biens et des Services (CIBS), c'est par délibération prise avant le 1er juillet de l'année précédant celle du générateur de l'imposition, que la Commune peut décider d'appliquer, à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur son territoire, la Taxe sur La Publicité Extérieure.

Aux termes de la loi de finances n° 2025/127 du 14 février 2025, les tarifs normaux établis par l'Etat en fonction de la taille de la collectivité ont été déterminés ainsi qu'il suit :

Pour les enseignes			
Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Superficie ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2025 / m²	24,40 €	48,80 €	97,70 €

Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2025 / m²	24,40 €	48,80 €	73,30 €	144,80 €

Suivant les dispositions des articles L.454-58, A.454-10, A.454-11 et A.454-12 du CIBS que, les tarifs normaux établis par l'Etat en fonction de la taille de la collectivité sont indexés, chaque année, sur l'inflation en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France sur l'ensemble hors tabac entre la troisième et la deuxième année précédant celle de la révision et s'élèvent, pour l'année 2026, à :

Pour les enseignes				
Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Superficie ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² ≤ 50m²**		**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €		99,50 €
Communes de moins de 50 000 habitants mais appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	**Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

Conformément à l'article L.454-62-1 (2°) CIBS, la Commune, en sa qualité de Commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de 50 000 habitants et plus, peut majorer ses tarifs en considération des tarifs indexés de l'Etat pour l'année 2026, tout en respectant la limite légale telle qu'imposée par les termes de l'article L.454-59 CIBS, suivant laquelle cette augmentation annuelle du tarif normal par mètre carré d'un support, par rapport à l'année précédente, est limitée à 5,00 €. Dès lors et au vu de ce qui précède, qu'il est proposé d'établir les tarifs applicables à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur le territoire communal à compter du 1er janvier 2026 ainsi qu'il suit :

Pour les enseignes	**Superficie > 7 m² et ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² et ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	99,50 €

Dispositifs publicitaires et préenseignes	**Non numériques**		**Numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

Par ailleurs, la Commune entend appliquer, à certaines catégories de supports, des exonérations et réductions de tarifs telles que contenues dans les articles L.454-65 et L.454-66 CIBS.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER d'appliquer, à compter du 1er janvier 2026, à l'ensemble des dispositifs d'enseignes et publicitaires installés sur le territoire communal, la Taxe sur la Publicité Extérieure dont les tarifs indexés sur l'inflation, en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France hors tabac entre la troisième et la deuxième année précédant celle de la révision, sont ceux applicables à une commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de 50 000 habitants et plus, dans la limite légale d'augmentation annuelle du tarif normal par mètre carré d'un support, par rapport à l'année précédente fixée à 5,00 € et **D'APPROUVER** comme applicables aux différents dispositifs susdits et situés sur le territoire communal, à compter du 1er janvier 2026, les tarifs suivants et afférents à la catégorie « Communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus » :

Pour les enseignes	**Superficie > 7 m² et ≤ 12m²**	**Superficie > 12m² et ≤ 50m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	99,50 €

Dispositifs publicitaires et préenseignes	**Non numériques**		**Numériques**	
	Superficie ≤ 50 m²	**Superficie > 50m²**	**Superficie ≤ 50 m²**	**Superficie > 50m²**
Tarifs 2026 / m²	24,80 €	49,70 €	74,70 €	147,50 €

DE DECIDER D'APPLIQUER à chacun des tarifs normaux établis pour chacune des catégories de supports et **D'INSCRIRE** la recette correspondante au Budget communal.

- L'exonération prévue pour les préenseignes non numériques jusqu'à 1,50 m², ainsi que la réfaction de 50 % afférente aux préenseignes numériques jusqu'à 1,50 m² comme le permet l'article L454-65 alinéas 1 et 3 du CIBS,
- L'exonération énoncée à l'alinéa 1 (1°) de l'article L.454-66 du CIBS relativement aux enseignes d'une superficie inférieure ou égale à 7 mètres carrés,
- La réfaction de 50 % pour les enseignes d'une superficie au-delà de 7 m² et jusqu'à 12 m², à l'exclusion des dispositifs scellés au sol, et telle que prévue par l'article L454-66 alinéa 1 (2°) du Code précité,
- La réfaction de 50 % pour les enseignes dont la superficie est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² comme énoncée par L454-66 alinéa 1 (3°) de ce même Code.

---

33 **Monsieur Alain FUMAZ**

OBJET : REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET ARRETE

Le Règlement Local de Publicité intercommunal règlemente les conditions d'implantation des dispositifs publicitaires et des enseignes. Le Conseil Métropolitain après avoir tiré le bilan de concertation et considérant la délibération en date du 30 avril 2025, a arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal.

Le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal issu, d'une part, d'une étroite collaboration entre la Métropole de Toulon Provence Méditerranée et ses Communes membres et, d'autre part, de l'implication pendant toute la durée de l'élaboration du projet, des habitants, des associations locales, des professionnels de l'affichage, des commerçants et toutes autres personnes concernées, est de nature à garantir la qualité du cadre de vie et des caractéristiques patrimoniales tout en conciliant la dynamique des activités économiques du territoire.

Pour rappel**,** par délibération n° 5 du 18 septembre 2023, le Conseil Municipal a pris acte des orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER d'émettre un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal arrêté par le Conseil Métropolitain, suivant délibération n° 25/04/059 du 30 avril 2025 annexé au projet de délibération et accompagnée de ses pièces jointes.

---

34 **Monsieur Alain FUMAZ**

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT CONCERNANT LES SANCTIONS D'EXCLUSION, LE RAPPEL A L'ORDRE DU MAIRE ET LES MESURES DE RESPONSABILISATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

La nécessité d'un renforcement de la collaboration entre les collectivités territoriales, en particulier les communes, et l'Education Nationale avec notamment la contribution à l'efficacité des politiques éducatives mises en œuvre par l'Education Nationale et considérant la dégradation du climat scolaire et plus généralement les phénomènes de violences morales ou physiques dans les écoles et établissements d'enseignement, il convient de formaliser ce partenariat par le biais d'une convention cadre permettant de rendre plus efficient ce partenariat notamment par la formalisation des éléments suivants,

- Information du Maire des sanctions d'exclusion prises à l'encontre des élèves d'âge scolaire domiciliés dans sa commune.
- La mise en œuvre concertée des mesures de responsabilisation faisant office de sanction disciplinaire susceptible d'être prononcée par le conseil de discipline d'un établissement scolaire.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat pour une durée de 1 an, relative à la mise en place des mesures de responsabilisation des établissements du second degré, telle qu'annexée à la présente délibération, et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer cette convention de partenariat.

35 **Madame Janig GUE**

OBJET : AVENANT A LA CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS ET DE GESTION EN FLUX ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LES BAILLEURS SOCIAUX POUR LA PERIODE 2022-2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Au regard des évolutions des caractéristiques du parc social, du profil des demandeurs, des obligations en matière de logement en faveur des publics prioritaires et des objectifs de mixité sociale, la gestion en stock est apparue comme un facteur de rigidité pour la gestion de ce parc social. La politique de gestion de la demande locative sociale et d'attribution des logements sociaux a été modifiée en profondeur ces dernières années par plusieurs lois successives (ALUR, LEC, ELAN) regroupées sous le terme de « réforme des attributions ».

Cette dernière, visant à accroître transparence, efficacité des processus d'attribution des logements sociaux et mixité sociale au sein des territoires, place l'intercommunalité chargée de la réalisation du Programme Local de l'Habitat au centre du dispositif et favorise ainsi l'articulation de la politique de production de logements avec celle de peuplement.

Les objectifs ainsi visés portent à une plus grande souplesse de la gestion du parc social, à l'optimisation de l'allocation des logements disponibles à la demande exprimée en facilitant la mobilité résidentielle, notamment l'accès au logement des plus défavorisés, et enfin an renforcement du partenariat entre les bailleurs et réservataires pour une meilleure gestion des attributions au service de la politique du logement du territoire. Au regard des ambitions portées dans le cadre de cette réforme et de la récente adoption de la Convention Intercommunale des Attributions en décembre 2021, la Métropole TOULON Provence Méditerranée s'est pleinement investie dans la mise en œuvre de la gestion en flux en devenant « territoire pilote » dans le cadre de l'animation menée par la DREAL PACA et l'AR HLM. Souhaitant confirmer son statut de chef de file de sa politique de peuplement, la Métropole a souhaité accompagner la déclinaison opérationnelle de cette réforme dans la mesure où cette gestion vise à mieux répondre aux besoins en logements sur son territoire.

La convention annexée fixe les principes conjoints auxquels les parties prenantes pourront se référer pour la mise en œuvre des droits de réservation dudit réservataire au titre de son contingent. Afin d'éviter toute lourdeur administrative, il convient de procéder à la rectification dudit article 11 en supprimant la mention « seront modifiées annuellement par voie d'avenant. Les annexes 1 et 2 seront modifiées annuellement, en concertation entre le bailleur et le réservataire, sans qu'il soit nécessaire de procéder annuellement à l'établissement d'un avenant.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER les termes de la convention annexée au projet de délibération, **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer ladite convention avec les différents bailleurs sociaux, possédant un parc locatif social sur le territoire de la commune **et DE DIRE** que le budget principal de la ville de La Garde ne sera pas impacté.

36 **Monsieur Jean-Eric LODEVIC**

OBJET : PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE SEJOUR DES COLONIES DE VACANCES ORGANISEES DURANT L'ETE 2025

La possibilité pour les enfants, et les jeunes de la commune de La Garde de participer chaque année pendant les vacances scolaires, à des séjours de vacances avec hébergement et des camps organisés par des prestataires de loisirs agréés. Les séjours pour la saison d'été 2025 nécessitent une aide financière afin de favoriser l'accessibilité à tous les enfants, et jeunes Gardéens, le barème des participations de la commune est calculé en fonction du quotient familial.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER de participer aux séjours de vacances avec hébergement pour les enfants, et les jeunes gardéens, selon le tableau ci-annexé et **DE PRELEVER** les crédits nécessaires au paiement de ces dépenses à l'opération 332 article 6188 du budget primitif 2025 de la ville.

37 **Monsieur Jean-Eric LODEVIC**

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE MUNICIPALE

Il convient de formaliser les conditions d'organisation, de gestion, d'accès et d'utilisation de la piscine municipale pour les usagers, afin d'informer et de veiller au respect des règles communes au sein de l'équipement et d'établir un règlement intérieur afin de fixer les modalités de fonctionnement de la piscine municipale.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER les termes du règlement intérieur de la piscine municipale tel qu'annexé à la présente délibération et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer le règlement intérieur de la piscine municipale ainsi que tous les documents s'y rapportant.

38 **Monsieur Jean-Eric LODEVIC**

OBJET : COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE MAINTIEN DE LA PRATIQUE DES SPORTS DE GLACE - ANNEE 2023

Le rapport annuel d'activité remis par le Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace pour l'exercice 2023.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de la communication au Conseil Municipal du rapport annuel d'activité du Syndicat Intercommunal pour le Maintien de la Pratique des Sports de Glace pour l'exercice 2023 tel qu'annexé au présent projet de délibération.

39 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : MODIFICATION DU CADRE DES EFFECTIFS AU 16 JUIN 2025

La nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs de la collectivité ou de l'établissement à la date du 16 juin 2025.

Suite à l'évolution des emplois, et notamment des réussites à concours, des départs à la retraite, des stagiairisations à venir et des vacances de postes au sein de la commune, il est proposé de mettre à jour en conséquence le tableau des effectifs.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER la suppression et la création de postes comme suit et **D'APPROUVER** le cadre des effectifs modifié au 16 juin 2025 tel qu'annexé à la présente délibération. :

- **Suppression de 27 postes à temps complet sur les grades suivants :**

- 1 poste de Rédacteur
- 3 postes d'Adjoint administratif Principal de 1re classe
- 1 poste d'Adjoint administratif Principal de 2e classe
- 2 postes d'Adjoint de patrimoine Principal de 2e classe
- 1 poste d'Animateur territorial Principal de 1re classe (CDI)
- 2 postes de Gardien -Brigadier
- 1 poste de Puéricultrice
- 3 postes d'Assistante Maternelle
- 1 poste d'Educatrice de jeunes enfants
- 1 poste de Moniteur-éducateur et intervenant familial
- 2 postes d'Agent de maîtrise Principal
- 1 poste d'Agent de maîtrise
- 2 postes d'Adjoint technique Principale de 1re classe
- 3 postes d'Adjoint technique Principale de 2e classe
- 3 postes d'Adjoint technique.

- **<u>Suppression de 2 postes à temps non complet sur les grades suivants :</u>**

- 1 poste d'Adjoint administratif Principal de 2e classe (CDI)
- 1 poste d'Adjoint d'animation (CDI).

- **<u>Création de 19 postes à temps complet sur les grades suivants :</u>**

- 5 postes d'Adjoint administratif
- 1 poste d'Attaché principal de Conservation du Patrimoine
- 1 poste d'Assistant Principal 1re classe de Conservation du patrimoine et des bibliothèques
- 1 poste d'Assistant de Conservation du patrimoine
- 1 poste d'Adjoint d'animation (CDI)
- 1 poste d'Auxiliaire de puériculture de classe Supérieure
- 2 postes d'Auxiliaire de puériculture de classe Normale
- 1 poste d'Educatrice de jeunes enfants de classe exceptionnelle
- 1 poste d'ATSEM Principal de 1re classe
- 1 poste d'Agent social
- 1 poste d'Ingénieur
- 1 poste de Technicien Principal de 1re classe
- 1 poste de Technicien Principal de 2e classe
- 1 poste de Technicien.

---

40 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

<u>OBJET</u> : CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

En prévision de la période estivale 2025, et afin de permettre d'assurer la continuité du service public, il est nécessaire de satisfaire pour la période du 26.05.2025 au 31.08.2025, les besoins non permanents des services de la commune et notamment des services suivants :

- Action publique de proximité,
- Education – Entretien et Loisirs - ALSH,
- Jeunesse – SAT,
- Installations sportives – Piscine municipale,
- Pôle Municipal Multisports,
- Logistique événementielle,
- Gardiennage,

Il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article 332-23-2° du Code Général de la Fonction Publique. Durant la période estivale de juin à septembre, les services communaux doivent faire face à un surcroît de travail lié aux différentes manifestations ou évènements, ainsi qu'à des tâches complémentaires liées à cette période de l'année. Dès lors, il apparaît nécessaire de permettre le recrutement d'agents contractuels temporaires pour la période estivale.

La rémunération des agents recrutés sur les grades d'adjoint d'animation et d'adjoint technique pour les besoins saisonniers sera basée sur l'indice brut afférent au 1er échelon du grade et calculée en considération de l'indice minimum de traitement des agents publics.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions d' « Educateur sportif » sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 1er échelon du grade.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions de « Surveillant de Baignade » et qui devront obligatoirement détenir le Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 1er échelon du grade.

La rémunération des agents recrutés sur le grade d'Educateur des APS qui assureront les fonctions de « Maître-Nageur Sauveteur » et qui devront obligatoirement détenir le Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation sera calculée sur la base de l'indice brut afférent au 6e échelon du grade et 8e échelon pour le Chef de bassin.

Le tableau ci-après récapitule les effectifs maximums autorisés pour la période du 26.05.2025 au 31.08.2025 :

Service	Grade	Contractuels pour besoins saisonniers (effectifs maximum)
Action publique de proximité	Adjoint technique	2 TC par mois
Education – Entretien	Adjoint technique	10 TC par mois
Education – Loisirs - ALSH	Adjoint d'animation	80 TC par mois
Jeunesse – SAT	Adjoint d'animation	30 TC par mois
Pôle Municipal Multisports	Educateur des APS	4 TC
Installations sportives	Educateur des APS	8 TC et 3 TNC 50 %
Piscine municipale	Adjoint technique	6 TC et 1 TNC 60 % par mois
Logistique événementielle	Adjoint technique	3 TC par mois
Gardiennage	Adjoint technique	1 TC

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER selon les effectifs maximums autorisés, les créations d'emplois liées à un accroissement saisonnier d'activité, figurant sur le tableau précité, **D'AUTORISER** Madame le Maire à recruter le personnel contractuel saisonnier pour garantir la continuité du service public, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte correspondant et **DE DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal, Chapitre 012.

---

41 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : REVALORISATION DES AGENTS PUBLICS DE LA PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DU DIPOSITIF BONUS ATTRACTIVITE

Afin d'encourager les employeurs publics et privés à revaloriser les salaires des professionnels du secteur de la petite enfance, l'État a annoncé de nouveaux financements pour soutenir la revalorisation des salaires des professionnels de crèches, dans un contexte de pénurie des métiers de la petite enfance.

Pour soutenir cette mesure, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) a indiqué cofinancer cette mesure via le dispositif ***« bonus attractivité ».*** Cette mesure, applicable au secteur public, ne l'est pas automatiquement et justifie le respect d'une certaine procédure afin de pouvoir bénéficier de la prise en charge partielle du coût de cette revalorisation. Le dispositif *« bonus attractivité »* implique une prise en charge par la Caisse des Allocations Familiales des 2/3 du coût chargé d'une revalorisation de 100 euros net mensuel par agent. Il est ainsi permis de valoriser la rémunération des agents publics concernés de 100 € nets mensuels.

Sont concernés par la revalorisation l'ensemble des agents, titulaires et contractuels, intervenant auprès d'enfants ou occupant des fonctions de direction qui travaillent dans les Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) financés par la Prestation de Service Unique (PSU) et gérés par une collectivité territoriale ou un établissement public local.

Précisément, sont concernés par cette revalorisation, les fonctionnaires et agents publics contractuels ainsi que les assistantes maternelles qui exercent leurs missions auprès d'enfants ou qui exercent une fonction de direction dans un établissement d'accueil des mineurs financés par la prestation de service unique et sont en poste ou recrutés postérieurement à la délibération mettant en œuvre la revalorisation.

La revalorisation doit être pérenne et s'appliquer à l'ensemble des professionnels exerçant leurs fonctions auprès d'enfants ainsi qu'aux agents exerçant les fonctions de direction de ces structures, titulaires et contractuels, en poste ou recrutés postérieurement à la mise en place du dispositif. Ainsi, la revalorisation doit résulter :

- D'une mesure portant sur l'Indemnité de Fonction, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) du régime indemnitaire tenant compte des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des agents de la collectivité ou de l'établissement qui y sont éligibles ;

- D'une mesure de revalorisation équivalente pour les professionnels de la petite enfance qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP au sein de la collectivité ou d'un établissement, notamment les assistantes maternelles exerçant en crèche familiale.

La revalorisation n'est pas automatique et nécessite une délibération de l'assemblée après avis du CST et transmission d'un document d'engagement à la CAF. L'assemblée a voté la revalorisation du régime indemnitaire des agents affectés sur des métiers en tension à compter du 1er juillet 2024. Les agents contractuels affectés sur ces métiers en tension ont bénéficié de la revalorisation par augmentation de leur rémunération. L'engagement de la ville de La Garde pour favoriser l'attractivité des métiers en tension et que le dispositif « Bonus attractivité » s'inscrit dans la continuité de la revalorisation au 1er juillet 2024 de ces métiers.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'INSTITUER à compter du 1er juillet 2025, la revalorisation des agents publics de la petite enfance conformément à la circulaire de la CNAF, **DE CONSACRER** la revalorisation par l'intermédiaire du RIFSEEP pour les fonctionnaires et les agents publics contractuels qui en sont éligibles, **DE CONSACRER** la revalorisation des assistantes maternelles en modifiant la proportion de la rémunération par rapport au SMIC de la manière suivante et **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal, Chapitre 012.

Dans ce cadre, l'IFSE de chaque agent sera augmentée de 100 € nets mensuels par un arrêté individuel ou contrat à compter du 1er juillet 2025 sous réserve qu'ils n'aient pas bénéficiés de la revalorisation de leur régime indemnitaire ou rémunération au titre des métiers en tension à compter du 1er juillet 2024 conformément à la délibération n° 43 du 17 juin 2024 relative à l'actualisation des montants annuels de référence de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). Dans ce dernier cas, ils bénéficieront d'un complément de régime indemnitaire ou de rémunération à compter du 1er juillet 2025 afin d'atteindre à minima les 100 € nets d'augmentation.

- 3, 627 X SMIC par jour jusqu' à 10 ans d'ancienneté,
- 3, 789 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté.

---

42 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : REVALORISATION DE LA REMUNERATION DES ASSISTANTES MATERNELLES - DISPOSITIF « BONUS ATTRACTIVITE »

Il appartient à l'organe délibérant de fixer le montant des salaires pour les assistantes maternelles employées par la collectivité.

Les assistantes maternelles bénéficient actuellement d'une **rémunération mensuelle basée sur 21 jours par enfant pour une garde à temps complet** et calculée à partir d'un taux salarial appliqué à la valeur du SMIC différencié selon que l'agent a moins ou plus de 10 ans d'ancienneté. La Municipalité a revalorisé ce taux salarial le 1er septembre 2019 dans le cadre de l'effort budgétaire engagé depuis le 1er janvier 2018 auprès de ses personnels aux fins de récompenser l'investissement personnel des assistantes maternelles et saluer leur travail au quotidien auprès des enfants. Dans la continuité, et au titre du dispositif « bonus attractivité » dans lequel s'est inscrit la Ville de la Garde, les assistantes maternelles exerçant en crèche familiale peuvent prétendre à un complément de rémunération de 100 € nets mensuel.
En conséquence, il est proposé une revalorisation du taux salarial de ces personnels au 1er juillet 2025 ainsi qu'il suit :

Taux pour la garde de deux enfants :

- 3,627 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,377),
- 3,789 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté (au lieu de 3,539),

Taux pour la garde du 3e enfant :

- 3,166 X SMIC par jour jusqu'à 10 ans d'ancienneté,
- 3,333 X SMIC par jour au-delà de 10 ans d'ancienneté.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER à compter du 1er juillet 2025 les taux et modalités de rémunération des assistantes maternelles de la Crèche familiale de la Ville ainsi qu'il suit, **D'ABROGER** en conséquence à la même date la délibération n° 27 du 17 juin 2019 relative à la rémunération des assistantes

maternelles, **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer les actes correspondants et **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal.

43 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, et de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois et les nouvelles dispositions législatives relatives à l'indemnisation des arrêts de travail en maladie ordinaire durant les trois premiers mois.

La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 en son article 189 vient notamment modifier les dispositions de l'article L.822-3 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP). Dorénavant, au cours de la période de douze mois consécutifs de congés de maladie, le fonctionnaire en Congé de Maladie Ordinaire (CMO) percevra 90 % de son traitement pendant trois mois (en lieu et place de l'intégralité). Ces modifications s'appliquent aux congés de maladie accordés à compter du premier jour du mois suivant la publication de cette loi, soit le 1er mars 2025.

Cette réduction s'applique également aux primes et indemnités qui sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement (NBI) ou calculées en pourcentage du traitement (ISFE,) ce qui exclut le supplément familial de traitement (SFT) et indemnité de résidence (IR) qui sont conservés en intégralité pendant toute la durée du CMO. Si l'application de cette réduction ne nécessite pas de délibération, l'organe délibérant ne peut déroger à ce principe ni verser le régime indemnitaire en intégralité sur le fondement d'une délibération antérieure à cette réforme, celle-ci étant de facto devenue illégale.

La délibération de la collectivité relative au RIFSEEP prévoit dans son article 3, le maintien à 100 % et au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) un abattement à 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) pour les congés de maladie ordinaire rémunérés à plein traitement et les CITIS (Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service).

Ainsi, la partie I de l'annexe définissant les modalités de modulation du régime indemnitaire du fait des absences doit être modifiée en conséquence. Considérant ces nouvelles mesures, il vous est proposé de supprimer l'abattement de 30 % pour les arrêts de maladie ordinaire afin de ne pas pénaliser davantage le personnel communal. Pour mémoire, cet abattement a été mis en place pour lutter contre l'absentéisme et n'est donc plus nécessaire à ce jour au vu de ces nouvelles mesures prises par l'Etat s'agissant des congés de maladie ordinaire. Les autres dispositions générales (I) et le cadre général (II-1) sont inchangés.

IL EST PROPOSE LE CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER à compter du 1er juillet 2025, la suppression de l'abattement de 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires pour les arrêts de maladie ordinaire, **DE MODIFIER** en conséquence la partie I de l'annexe de la délibération n° 13 du 17 décembre 2024 relative à la modulation du régime indemnitaire du fait des absences et **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal.

44 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES FONCTIONNAIRES RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE - MODULATION DU FAIT DES ABSENCES

Il appartient à l'organe délibérant de définir le cadre général de l'instauration de ce dispositif indemnitaire et ainsi d'en définir les bénéficiaires, de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond, et d'en préciser les conditions d'attribution et de versement, ainsi que les nouvelles dispositions législatives relatives à l'indemnisation des arrêts de travail en maladie ordinaire durant les trois premiers mois.

La loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 en son article 189 vient notamment modifier les dispositions de l'article L. 822-3 du Code général de la fonction publique (CGFP).

Dorénavant, au cours de la période de douze mois consécutifs de congés de maladie, le fonctionnaire en Congé de Maladie Ordinaire (CMO) percevra 90 % de son traitement pendant trois mois (en lieu et place de l'intégralité). Ces modifications s'appliquent aux congés de maladie accordés à compter du premier jour du mois suivant la publication de cette loi, soit le 1er mars 2025. Cette réduction s'applique également aux primes et indemnités qui sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement (NBI) ou calculées en pourcentage du traitement (IFSE,) ce qui exclut le supplément familial de traitement (SFT) et l'indemnité de résidence (IR) qui sont conservés en intégralité pendant toute la durée du CMO. Si l'application de cette réduction ne nécessite pas de délibération, l'organe délibérant ne peut déroger à ce principe ni verser le régime indemnitaire en intégralité sur le fondement d'une délibération antérieure à cette réforme, celle-ci étant de facto devenue illégale.

La délibération de la collectivité relative à la refonte du régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale prévoit en son article 3 le maintien à 100 % et un abattement de 30 % du montant de l'IFSE par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) pour les congés de maladie ordinaire rémunérés à plein traitement et les CITIS (Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service). Ainsi, les modalités de modulation du régime indemnitaire du fait des absences doivent être modifiées en conséquence.

Considérant ces nouvelles mesures, il vous est proposé de supprimer l'abattement de 30 % pour les arrêts de maladie ordinaire afin de ne pas pénaliser davantage le personnel communal. Pour mémoire, cet abattement a été mis en place pour lutter contre l'absentéisme et n'est donc plus nécessaire à ce jour au vu de ces nouvelles mesures prises par l'Etat s'agissant des congés de maladie ordinaire.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER à compter du 1er juillet 2025, la suppression de l'abattement de 30 % de l'IFSE par jour d'absence calendaire au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires pour les arrêts de maladie ordinaire, **DE MODIFIER** en conséquence l'article 3 de la délibération n° 12 en date du 17 décembre 2024 relatif aux modalités et conditions de versement ainsi qu'il suit et **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal.

« Modulation de l'IFSE du fait des absences

Congés pour raisons de santé :

L'IFSE subira un abattement de 30 % de son montant par jour d'absence calendaire (soit 1/30e) au-delà d'un délai de carence de 8 jours calendaires par année civile (du 1er janvier au 31 décembre) pour les congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

---

45 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : AUTORISATION DE MONETISATION DE CONGES ANNUELS INSCRITS AU COMPTE EPARGNE TEMPS ET NON EPUISES

Le droit d'option ne peut être exercé que pour les jours épargnés au-delà de 15 jours sur le compte épargne-temps. Monsieur PAPET Loris est titulaire d'un compte épargne-temps dont le capital s'élève à 67 jours.

L'agent est titulaire d'un compte épargne temps dont le capital est supérieur à 15 jours et qu'il n'a pu bénéficier de ses droits à congés à la demande de l'autorité territoriale pour motif de continuité de fonctions, il est proposé de répondre favorablement à sa demande de renoncer à la jouissance d'une partie de ses jours de congés annuels versés sur son compte épargne-temps en contrepartie de leur monétisation.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECIDER d'accorder la monétisation de congés annuels épargnés sur le compte épargne-temps à : Monsieur Loris PAPET : 52 jours, et **DE DIRE** que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget communal, Chapitre 012.

46 **Monsieur Jean-Claude MARASTONI**

OBJET : APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

L'autorité territoriale doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des agents, et considérant que l'évaluation des risques professionnels et sa formalisation dans un document unique d'évaluation des risques professionnels présentent un caractère obligatoire.

Le Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels (DUERP) permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans la collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail. Sa réalisation et sa mise à jour permettent ainsi :

- De sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- D'instaurer une communication sur ce sujet,
- De planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- D'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le DUERP sera consultable par voie dématérialisée dans le nouvel Intranet et par voie matérialisée auprès de la chargée de prévention.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels tel que mis à jour dans l'annexe, **D'APPROUVER** l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre les actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique et **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer tout acte correspondant.

47 **Madame Sophie OURDOUILLIE**

OBJET : ADHESION A L'OPERATION « AIRES TERRESTRES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE JEAN AICARD – AUTORISATION DE SIGNATURE

Une « Aire Terrestre Educative » est une zone terrestre de petite taille (parc urbain, friche, zone humide, forêt, rivière etc.) qui devient le support d'un projet pédagogique de connaissance et de préservation de l'environnement pour des élèves de CM1, CM2, leur enseignant et leur référent (un acteur de la sphère de l'éducation à l'environnement), une classe de l'école Jean AICARD est intéressée par ce projet.

Il EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AUTORISER Madame le Maire ou son Adjoint délégué, à adhérer au projet « Aire Terrestre Educative » et à signer tout document, tels que conventions et avenants y afférents et **DE DIRE** que la dépense, d'un montant de 1 000,00 € (mille euros) sera inscrite au budget de la ville de La Garde à l'article 6281 et sera versée au Parc National de Port-Cros.

48 **Madame Sophie OURDOUILLIE**

OBJET : ADHESION A L'OPERATION « AIRES MARINES EDUCATIVES » 2025 – 2026 - UNE CLASSE DE L'ECOLE PAUL LANGEVIN – AUTORISATION DE SIGNATURE

Une « Aire Marine Educative » est une zone marine de petite taille qui devient le support d'un projet pédagogique de connaissance et de préservation de l'environnement pour des élèves de CM1, CM2, leur enseignant et leur référent (un acteur de la sphère de l'éducation à l'environnement), une classe de l'école Paul LANGEVIN est intéressée par ce projet.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'AUTORISER Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à adhérer au projet « Aire Marine Educative » et à signer tout document, tels que conventions et avenants y afférents et **DE DIRE** que la dépense, d'un montant de 1 000,00 € (mille euros) sera inscrite au budget de la ville de La Garde à l'article 6281 et sera versée au Parc National de Port-Cros.

49 **Madame Sophie OURDOUILLIE**

OBJET : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT MTPM – ANNEE 2023

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, compétente dans le domaine de l'assainissement des eaux usées, doit établir chaque année, pour l'ensemble du territoire sur lequel le service est assuré, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de la communication au Conseil Municipal de ce rapport annuel annexé au projet de délibération.

50 **Madame Josiane BERCET**

OBJET : RENOUVELLEMENT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA MISSION LOCALE DU COUDON AU GAPEAU – AUTORISATION DE SIGNATURE – PARTICIPATION FINANCIERE

La commune de La Garde est partenaire, depuis son adhésion en 1992, de l'association loi 1901 « Mission Locale du Coudon au Gapeau » qui regroupe 12 autres communes, membres actifs du collège des Collectivités Territoriales, comme il est stipulé dans les statuts de ladite association.

La participation financière des communes membres de la Mission Locale du Coudon au Gapeau a été portée à 1,80 € par habitant depuis l'année 2013. La délibération n° 20 du 20 juin 2022 autorisant la signature d'une convention entre la Mission Locale du Coudon au Gapeau et la commune de La Garde arrive à son terme et nécessite d'être renouvelée.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat entre la Mission Locale du Coudon au Gapeau et la commune de La Garde, telle qu'annexée à la présente délibération **D'AUTORISER** Madame le Maire, ou son Adjoint délégué, à signer la convention susnommée, **D'AUTORISER** le versement de la participation financière de la commune conformément aux termes de la convention susnommée et de **PRELEVER** les crédits sur l'article 657382 – fonction 681.

51 **Madame Hélène ARNAUD-BILL**

OBJET : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DU RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE – ANNEE 2023

Le rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité 2023 recense l'ensemble des actions menées par la Métropole Toulon Provence afin de prévenir toutes formes d'exclusion. Dans le domaine de l'inclusion des publics en situation de handicap, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est à l'initiative d'une politique dynamique et volontariste visant à favoriser l'intégration des publics les plus vulnérables à l'échelle de son territoire. Ce document vise à se conformer aux obligations issues de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de la communication de ce rapport annuel annexé au projet de délibération.

52 **Madame Hélène ARNAUD-BILL**

OBJET : FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL METROPOLITAIN DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

Les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre ont jusqu'au 31 août 2025 pour répartir les sièges des conseillers au sein de leur établissement public de coopération intercommunale (EPCI) de rattachement, par un accord local.

L'accord local est déterminé conformément au tableau ci-dessous présentant la répartition de 8 sièges supplémentaires entre les communes membres de la Métropole TPM et fixant à 89 le nombre de conseillers métropolitains, applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

Commune	Sièges selon le droit commun	Accord local	Nombre total de sièges
Toulon	34	1	35
La Seyne sur Mer	11	1	12
Hyères	10	1	11
Six Fours Les Plages	7		7
La Garde	5		5
La Valette du Var	4	1	5
La Crau	3	1	4
Ollioules	2	1	3
Le Pradet	2		2
Carqueiranne	1	1	2
Saint Mandrier sur Mer	1	1	2
Le Revest Les Eaux	1		1
TOTAL	81	8	89

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL D'APPROUVER l'accord local consistant en la création de 8 sièges supplémentaires au sein du conseil métropolitain répartis conformément au tableau et **DE DEMANDER** au Préfet du Var de constater la composition de l'organe délibérant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée qui sera applicable lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux.

53 **Madame Hélène ARNAUD-BILL**

OBJET : COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL DES DECISIONS MUNICIPALES PRISES DEPUIS LE 2 JANVIER 2025

L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Maire rend compte des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT lors des réunions obligatoires du Conseil Municipal. Il s'agit donc de prendre connaissance de ces décisions prises depuis le 2 janvier 2025.

IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE PRENDRE ACTE de la communication au Conseil Municipal des décisions municipales prises depuis le 2 janvier 2025.

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
02/01/2025	DM-202501-0001	MARCHES RESERVES A L'INSERTION PAR DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN, DE REFECTION ET DE NETTOYAGE DE DIVERS LIEUX SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE LA GARDE. RELANCE DU LOT 1 ET 3 - MARCHES A INTERVENIR
03/01/2025	DM-202501-0002	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN PLACE DU SPECTACLE ASSOS EN SCENE LE VENDREDI 07 FEVRIER 2025
03/01/2025	DM-202501-0003	CONVENTION DE MISE A DISPOSITION NON EXCLUSIVE DE L'AUDITORIUM A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE A LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE – JANVIER A JUIN 2025
03/01/2025	DM-202501-0004	DECISIONS DE CLOTURE DE REGIE AU 1ER JANVIER 2025
07/01/2025	DM-202501-0005	ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 1 - MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CHARLEMAGNE POUR LE LOT 2.
07/01/2025	DM-202501-0006	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET L'ECOLE DE CHANT DALIDA INSTITUTE POUR LE CONCOURS DE CHANT AMATEUR STARMOUV'

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
07/01/2025	DM-202501-0007	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE DE LA GARDE ET LE LYCEE LA TOURRACHE – ECOLE DE DESIGN POUR LE CONCOURS DE CHANT STARMOUV'
08/01/2025	DM-202501-0008	RENOUVELLEMENT ADHESION A L'ASSOCIATION « CONSERVATOIRE MEDITERRANEEN PARTAGE » - ANNEE 2025
08/01/2025	DM-202501-0009	CONTRAT RENCONTRE AUTEURE VANRAH
08/01/2025	DM-202501-0010	SCI DU POUVEREL CONTRE ARRETE DE REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE N° PC 083 062 24 10024 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2404028-1 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/01/2025	DM-202501-0011	SERVICE EAU NON POTABLE - FIXATION DES TARIFS ET DES PENALITES - ANNEE 2025
13/01/2025	DM-202501-0012	ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILES POUR LA VILLE DE LA GARDE - MARCHE A INTERVENIR AVEC L'AGENCE ZIMMERMANN MAUREL SANDRI AGENT GENERAL DE LA COMPAGNIE AXA FRANCE IARD
14/01/2025	DM-202501-0013	ACCORD CADRE A COMMANDES : FOURNITURE DE CARBURANT EN VRAC POUR LES VEHICULES MUNICIPAUX DE LA VILLE DE LA GARDE. MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE FIOUL 83
20/01/2025	DM-202501-0014	FONDS D'INTERVENTION CANTONALE 2025 - DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR POUR LA CREATION ET LA RENOVATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
21/01/2025	DM-202501-0015	CONTRAT DE LOCATION DE CARTE SIM POUR TELEPHONE IRIDIUM -CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE CELLHIRE
21/01/2025	DM-202501-0016	CONTRAT DE MAINTENANCE DU SYSTEME DE DECOMPTE DU TEMPS DE TRAVAIL. – CONTRAT A INTERVNIR AVEC LA SOCIETE HOROQUARTZ
22/01/2025	DM-202501-0017	ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « LES TOQUES A LA MIS » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR
27/01/2025	DM-202501-0018	DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL (DSIL) 2025 POUR L'OPERATION DE RENOVATION DES BATIMENTS SCOLAIRES
28/01/2025	DM-202501-0019	ENGAGEMENT DES JEUNES ET LOISIRS EDUCATIFS PROJET « NOUVELLE GENERATION SPORT ET ANIMATION » - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRES DE LA CAF DU VAR
29/01/2025	DM-202501-0020	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE REPOS DU GUERRIER » EN PARTENARIAT AVEC LE POLE LES 29 ET 30 JANVIER 2025
29/01/2025	DM-202501-0021	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ETIENNE FLETCHER » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 06 FEVRIER 2025
29/01/2025	DM-202501-0022	POURVOI COUR DE CASSATION PAR EPOUX XXX ET SCI FAMILLE XXX RESIDENCE CONTRE ARRET COUR D'APPEL AIX EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 – REGLEMENT FRAIS ET HONORAIRES AVOCAT
29/01/2025	DM-202501-0023	DEMANDE D'AIDE FINANCIERE D'INVESTISSEMENT A LA REGION SUD PACA – DISPOSITIF « NOS COMMUNES D'ABORD 2025 » DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION D'UN PARC URBAIN
31/01/2025	DM-202501-0024	PRESTATIONS D'EXHUMATION DE CORPS AU SEIN DU CIMETIERE DE LA VILLE DE LA GARDE – A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE POMPES FUNEBRES DE FRANCE
31/01/2025	DM-202501-0025	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « FABIEN RAMADE PRODUCTIONS » POUR LE CONCERT « HIT PARTY 2000 » LE JEUDI 17 JUILLET 2025
31/01/2025	DM-202501-0026	ACCORD CADRE A COMMANDES – FOURNITURE DE BUREAU POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE- MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE NOUVELLE LIBRAIRIE CHARLEMAGNE
01/02/2025	DM-202502-0027	CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE JEREMY ATTARD
03/02/2025	DM-202502-0028	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE– AVENANT N°1 A INTERVENIR AVEC LES SOCIETES SUD CHARPENTES ET TECH BOIS CONCEPT
04/02/2025	DM-202502-0029	CONTRAT DE CESSION ASSOCIATION ABRACADABRA MUSIQUES

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
04/02/2025	DM-202502-0030	TARIFICATION DE LA MANIFESTATION SPORTIVE « LA GARDE RUN PARTY » DU 16 MAI 2025
04/02/2025	DM-202502-0031	CONVENTION RELATIVE A LA PRESTATION DE VENTE DE BILLETS ELECTRONIQUES PAR LA SOCIETE TRUSTWEB DANS LE CADRE DE LA GARDE RUN PARTY DU VENDREDI 16 MAI 2025
04/02/2025	DM-202502-0032	EXPERTISE JUDICIAIRE APPEL COMMUNE CONTRE CONSORTS XXX - ASSISTANCE GEOTECHNIQUE SOCIETE ABO ERG DU 19 NOVEMBRE 2024 – REGLEMENT HONORAIRES
04/02/2025	DM-202502-0033	CONVENTION CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS POUR LA GARDE RUN PARTY/NUIT DU SPORT AVEC LA PROTECTION CIVILE DU VAR
05/02/2025	DM-202502-0034	CONTRAT POUR L'ORGANISATION D'UNE PERFORMANCE THEATRALE DE THOMAS ASTEGIANO LE 9 AVRIL 2025 A LA GALERIE G AU COMPLEXE GERARD PHILIPE
07/02/2025	DM-202502-0035	MANDATS SPECIAUX POUR LE DEPLACEMENT D'ELUS MUNICIPAUX DANS LE CADRE DE L'EDITION 2025 DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE A PARIS
10/02/2025	DM-202502-0036	CONVENTION DE PRESTATION AVEC « JUDO CLUB GARDEEN » DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 8 AVRIL 2025
10/02/2025	DM-202502-0037	CONVENTION DE PRESTATION AVEC LA PATINOIRE DANS LE CADRE DES STAGES MULTISPORTS LE 15 AVRIL 2025
10/02/2025	DM-202502-0038	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET JANCARTHIER GROUPES POUR L'ACHAT DE BILLETS D'AVION POUR LE SEJOUR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025
10/02/2025	DM-202502-0039	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « SASU ENERGIC ANIMATIONS » POUR LE CONCERT DE CHIMENE BADI LE MERCREDI 30 JUILLET 2025
11/02/2025	DM-202502-0040	FOIRE AUX PLANTS 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA
12/02/2025	DM-202502-0041	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « VEILLES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 25 FEVRIER 2025
13/02/2025	DM-202502-0042	REALISATION DE DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE AVANT-VENTE – LOT DE COPROPRIETE N°3 – PARCELLE AN N° 1094 SISE IMPASSE CLAUDE CHAPPE A LA GARDE – REGLEMENT DES FRAIS DE LA SOCIETE DIAGNOTECH AZUR – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
19/02/2025	DM-202502-0043	RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DE LA COMMUNE A L'ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ET A L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DU VAR – ANNEE 2025
19/02/2025	DM-202502-0044	OBJET : ACCORD-CADRE A COMMANDE : TRAVAUX DE RENOVATION, D'ENTRETIEN ET DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DANS LES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX DE LA VILLE DE LA GARDE– MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE AVICOLLO ENERGIES.
24/02/2025	DM-202502-0045	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR NOEL LEREBOULET COMEDIEN DANS LE CADRE D'UN SPECTACLE POUR ENFANTS SUR L'ACCUEIL DE LOISIRS HENRI WALLON LE 20 FEVRIER 2025
27/02/2025	DM-202502-0046	PRISE EN CHARGE REMISE EN ETAT VEHICULE SUITE SINISTRE RESPONSABLE – SIGNATURE PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION DES DOMMAGES – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
27/02/2025	DM-202502-0047	CONTRAT DE SESSION AVEC LA SOCIETE « TECHNI-SCENE - CONCEPT EUROPE » POUR LE CONCERT DE LA FETE DE LA MUSIQUE LE SAMEDI 21 JUIN 2025
27/02/2025	DM-202502-0048	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES ESPACES PERISCOLAIRES DE L'ECOLE MAURICE DELPLACE - 2025
27/02/2025	DM-202502-0049	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU SERVICE JEUNESSE – ANNEE 2025
27/02/2025	DM-202502-0050	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « EXISTER DEFINITION » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 14 MARS 2025
27/02/2025	DM-202502-0051	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « ABLAYE CISSOKO » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 21 MARS 2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
28/02/2025	DM-202502-0052	AVENANT N° 1 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
03/03/2025	DM-202503-0053	MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DIFFAMANTS ET OUTRAGEANTS SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
05/03/2025	DM-202503-0054	ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DU PERSONNEL MUNICIPAL DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 6 LOTS). MARCHES A INTERVENIR AVEC LES SOCIETES : ETABLISSEMENT DESCOURS ET CABAUD, CAROLE B ET POKEE SPORT. ET DECLARATION SANS SUITE DU LOT 6 « EPI SERVICE DISTRIBUTION »
05/03/2025	DM-202503-0055	CREATION D'UNE IDENTITE GRAPHIQUE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SITE INTERNET POUR LES BESOINS DE LA NOUVELLE SALLE DE SPECTACLE DE LA VILLE DE LA GARDE.- MARCHES A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE TRAFIK
05/03/2025	DM-202503-0056	FIXATION DU TARIF DE LA SALLE 116 DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2025
06/03/2025	DM-202503-0057	EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES
06/03/2025	DM-202503-0058	MONSIEUR ET MADAME XXX C/ COMMUNE - RECOURS COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE N° 25MA00346 CONTRE JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON DU 9 DECEMBRE 2024 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
06/03/2025	DM-202503-0059	XXX CONTRE COMMUNE – DECISION DU 10 JANVIER 2025 – FRAIS DE MISE EN FOURRIERE POUR STATIONNEMENT ABUSIF - TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2500477-3 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/03/2025	DM-202503-0060	CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR STARMOUV LE VENDREDI 04 JUILLET 2025
10/03/2025	DM-202503-0061	CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SECOURS (DPS) POUR LA FETE DE LA JEUNESSE DU VENDREDI 27 JUIN 2025
10/03/2025	DM-202503-0062	EXPERTISE JUDICIAIRE EN EXECUTION ARRET COUR D'APPEL AIX-EN PROVENCE DU 19 SEPTEMBRE 2024 - CONSTAT FICHIERS NATIFS ET CD-ROM – REGLEMENT DES FRAIS DE COMMISSAIRE DE JUSTICE – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
10/03/2025	DM-202503-0063	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
10/03/2025	DM-202503-0064	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MADAME XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
11/03/2025	DM-202503-0065	EXERCICE 2025 - BUDGET VILLE – VIREMENTS DE CREDITS ENTRE CHAPITRES
11/03/2025	DM-202503-0066	ACCORD CADRE A COMMANDES : PRESTATIONS DE CONTROLE, DE MAINTENANCE, ET D'ENTRETIEN DES AIRES DE JEUX ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DE LA VILLE DE LA GARDE (EN 2 LOTS) – MARCHE A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE BUREAU VERITAS EXPLOITATION POUR LE LOT 1 – DECLARATION SANS SUITE POUR LE LOT 2
11/03/2025	DM-202503-0067	ANNULE ET REMPLACE LA DM N°202503-0057 DU 06/03/2025
11/03/2025	DM-202503-0068	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DES EXPOSITIONS DE CLAIRE OLIVIER DU 12 SEPTEMBRE AU 5 NOVEMBRE 2025 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE
11/03/2025	DM-202503-0069	CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ORGANISATION D'UNE REPRESENTATION DE DANSE ET MUSIQUE AVEC L'ASSOCIATION ARTS CONTEMPORAINS ET TERRITOIRES LE 21 SEPTEMBRE A LA CHAPELLE ROMANE DANS LE CADRE DES JOURNEES EUROPEENNES DU PATRIMOINE
12/03/2025	DM-202503-0070	CONTRAT DE PRESTATION CORINNE ATLAN
12/03/2025	DM-202503-0071	ACQUISITION DE VETEMENTS POUR LE COMITE COMMUNAL DES FEUX DE FORETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR
12/03/2025	DM-202503-0072	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
13/03/2025	DM-202503-0073	INSTALLATION ET LOCATION DE BATIMENTS MODULAIRES POUR LE SERVICE PROGRAMME REUSSITE EDUCATIVE DE LA VILLE DE LA GARDE - AVENANT N° 1 A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE ALGECO
14/03/2025	DM-202503-0074	AVENANT N° 1 : MARCHE 2023/018 « ACCORD CADRE A COMMANDES ATTRIBUTION VESTIMENTAIRE DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA VILLE DE LA GARDE - LOT 3 : GILETS PARE-BALLES » - A PASSER AVEC LA SOCIETE ABILIS
14/03/2025	DM-202503-0075	AVENANT N° 2 AU BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX – LOGEMENT SIS 97 RUE DE LA PISCINE A LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
14/03/2025	DM-202503-0076	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE / MONSIEUR XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
17/03/2025	DM-202503-0077	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TOM-TOM ET OSCAR SUR LES TRACES DE ZULUMAI MONTS RIEURS PRODUCTIONS
17/03/2025	DM-202503-0078	MAINTENANCE DU LOGICIEL TELIOS STATION - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE STUDIA DIGITAL
17/03/2025	DM-202503-0079	TRAVAUX DE CREATION D'UNE POLE MULTICULTUREL A LA GARDE COMPRENANT LA CONSTRUCTION D'UN POLE CULTUREL ET LA REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNALE GERARD PHILIPE ET DE LA MEDIATHEQUE LOUIS ARAGON – AVENANT N°1 AU LOT 3 – ETANCHEITE – MARCHE NEGOCIE « LANTERNEAUX ACOUSTIQUES »
18/03/2025	DM-202503-0081	LOCATION SAISONNIERE D'UNE CAISSE ET DE SES EQUIPEMENTS CONNEXES POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC S.A.
19/03/2025	DM-202503-0082	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU « 25EME FESTIVAL DE THEATRE AMATEUR » LE 29 ET 30 MARS 2025
21/03/2025	DM-202503-0083	TARIFS DE LOCATION DES CHALETS DE NOËL, FORFAIT ELECTRICITE ET MOBILIER TERRASSE DANS LE CADRE DES HIVERNALES 2025
21/03/2025	DM-202503-0084	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR DESTINES AUX ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX EXERCICE 2025 PHASE 4 – ACQUISITION DE MATERIELS POUR L'E.H.P.A.D. DU MAS DES SENES
24/03/2025	DM-202503-0085	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LE PRIX D'UN GONCOURT » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LE 02 AVRIL 2025
25/03/2025	DM-202503-0086	ANNULE ET REMPLACE LA DM N° 202411-0421 - SAISON DU ROCHER 2024/2025 - CONTRAT DE CESSION DE STARDUST PRODUCTIONS POUR LE SPECTACLE FUTURE GRANDE 2.0 D'ELODIE ARNOULD LE MARDI 20 MAI 2025
25/03/2025	DM-202503-0087	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « LES 2 Z » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
26/03/2025	DM-202503-0088	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE CONTES DE LA FORET VIERGE COMPAGNIE ZYANE
26/03/2025	DM-202503-0089	CONTRAT DE VENTE CONTES TRADITIONNELS DU QUEBEC EN MUSIQUE / NADIS THEATRE & REMY SASTRE
26/03/2025	DM-202503-0090	CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE LA TRICOTEUSE DE MOTS - LAYLA DARWICHE
27/03/2025	DM-202503-0091	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « L'ASSO MUSICALE » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS ».
27/03/2025	DM-202503-0092	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « LA MUSIQUE VIENT TE VOIR » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0093	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « DESTINATIONS MUSIK » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0094	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET LA SAS « VICE VERCA MUSIC » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
27/03/2025	DM-202503-0095	AVENANT AU CONTRAT POUR LA PROLONGATION DE L'EXPOSITION DE ANNE-SOPHIE PERROT JUSQU'AU 9 JUILLET A LA GALERIE G
28/03/2025	DM-202503-0096	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DE LA MAISON DES INITIATIVES SOCIALES LA BEAUSSIERE – ANNEE 2025
28/03/2025	DM-202503-0097	CONTENTIEUX XXX C/ XXX - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
28/03/2025	DM-202503-0098	CONTENTIEUX XXX C/ XXX - TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TOULON - PROTECTION FONCTIONNELLE – REMUNERATION D'AVOCAT - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
28/03/2025	DM-202503-0099	DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DU CENTRE DE LOISIRS HENRI WALLON/MAS JOUVE – ANNEE 2025
28/03/2025	DM-202503-0100	RETRAIT DE LE DECISION MUNICIPALE N° 2025-0072 - DEMANDE DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAR POUR LES BESOINS DES STRUCTURES DE LA PETITE ENFANCE – ANNEE 2025
28/03/2025	DM-202503-0101	MISSION PROCEDURE DE CONSTAT – PROPOS DENIGRANTS ET INCITANT A LA VIOLENCE SUITE PUBLICATION SUR FACEBOOK - REGLEMENT DES FRAIS D'HUISSIER DE JUSTICE - INSCRIPTION DE LA DEPENSE
31/03/2025	DM-202503-0102	CONVENTION D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE COMMUNE/ XXX (SAS « ECURIES DU PARC ») – PARCELLE CADASTREE AT N° 768 –AUTORISATION DE SIGNATURE
01/04/2025	DM-202504-0105	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HI HOSTEL ZADAR POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A ZADAR EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025
01/04/2025	DM-202504-0106	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET HOSTEL SPLIT BACKPACKERS POUR LA PRESTATION DE SERVICE DE L'HEBERGEMENT POUR LE SEJOUR A SPLIT EN CROATIE DU 20 AU 25 JUILLET 2025 POUR 13 JEUNES ET 2 ACCOMPAGNATEURS DANS LE CADRE DES SEMAINES A THEMES DE L'ETE 2025
01/04/2025	DM-202504-0107	BAIL CIVIL COMMUNE / MONSIEUR XXX - 37 RUE DU JEU DE PAUME - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
02/04/2025	DM-202504-0108	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE QUENTIN SPOHN DU 5 JUIN AU 22 JUILLET 2026 A LA GALERIE G ET A LA CHAPELLE ROMANE
02/04/2025	DM-202504-0109	LA GARDE, TERRE DE PROVENCE LE 18 MAI 2025 - DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET A LA REGION SUD PACA
02/04/2025	DM-202504-0110	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE MARIE LAFAILLE DU 9 JANVIER AU 18 FEVRIER 2026 A LA GALERIE G
03/04/2025	DM-202504-0112	LES AGORAS D'ETE – CONTRAT DE PRESTATION POUR L'ASSOCIATION LES AGORAS – 83 POUR L'ORGANISATION DES DEBATS – CONFERENCES LES LUNDIS 7, 21, 28 JUILLET 2025 SUR L'ESPLANADE GERARD PHILIPE
03/04/2025	DM-202504-0113	LOCATION SAISONNIERE D'UN TERMINAL DE PAIEMENT ELECTRONIQUE POUR LA PISCINE MUNICIPALE DE LA GARDE - CONTRAT A INTERVENIR AVEC LA SOCIETE JDC
07/04/2025	DM-202504-0114	SAS POLYGNONE (BEN BURGER) CONTRE COMMUNE – TLPE 2022 – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501150 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
08/04/2025	DM-202504-0115	BAIL DE LOCATION A TITRE EXCEPTIONNEL ET TRANSITOIRE COMMUNE/ XXX - APPARTEMENT CHÂTEAU DE PASSY - AUTORISATION DE SIGNATURE - INSCRIPTION DE LA RECETTE
08/04/2025	DM-202504-0116	XXX C/ COMMUNE – TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON - RECOURS N° 2501176 - MINISTERE D'AVOCAT – INSCRIPTION DE LA DEPENSE
09/04/2025	DM-202504-0117	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA CRECHE « LES LUCIOLES » A LA GARDE– AVENANTS A INTERVENIR
10/04/2025	DM-202504-0118	CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LA GARDE ET L'ASSOCIATION « LA PRODUCTION PKP STUDIO » POUR L'ANIMATION DU 23 MAI 2025 « FETE DES VOISINS »
15/04/2025	DM-202504-0119	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ATHLETIQUE CLUB GARDEEN DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0120	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS BADMINTON DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0121	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS GYMNASTIQUE D'ENTRETIEN FITNESS ET ZUMBA DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE
15/04/2025	DM-202504-0122	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC PICKLEBALL FRANCE LA GARDE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL
15/04/2025	DM-202504-0123	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA GARDE TENNIS DE TABLE DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL
15/04/2025	DM-202504-0124	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'AJS TIR A L'ARC DANS LE CADRE DE LA NUIT DU SPORT DU 16 MAI 2025 ORGANISEE PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0125	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION JEUNESSE ET SPORTS SECTION ATHLETISME DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS

DATE DE CREATION	NUMERO DE DECISION	OBJET DE LA DECISION
15/04/2025	DM-202504-0126	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE BASKET CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0127	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA TOUR PREND GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0128	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC HORIZON MULTIMEDIA DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0129	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE RUGBY CLUB TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0130	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE TENNIS CLUB LA GARDE DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
15/04/2025	DM-202504-0131	CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE VOLLEY PRADETAN GARDEEN DANS LE CADRE DES RALLYES MULISPORTS DU 14 MAI 2025 ORGANISES PAR LE POLE MUNICIPAL MULTISPORTS
18/04/2025	DM-202504-0132	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU SPECTACLE VIVANT « LES APEROS TRAGEDIES » DANS LE CADRE DE LA PROGRAMMATION THEATRE SAISON 24-25 LES 28 ET 29 AVRIL 2025
22/04/2025	DM-202504-0133	CONTRAT DE PRESTATION POUR LE CONCERT DE JEAN DIONISI DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DANS LES JARDINS DE JEAN AICARD LE SAMEDI 14 JUIN 2025
24/04/2025	DM-202504-0134	FOURNITURES DE PAPIER D'IMPRESSION POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE LA GARDE EN 2 LOTS. RELANCE LOT 1 SUITE A DECLARATION SANS SUITE
28/04/2025	DM-202504-0135	CONTRAT POUR L'ORGANISATION DE L'EXPOSITION DE ROMAIN BERGER DU 28 AVRIL AU 27 MAI 2026 A LA GALERIE G
29/04/2025	DM-202504-0136	CHANGEMENT DES TARIFS DE LA PISCINE MUNICIPALE POUR LA SAISON ESTIVALE 2025
29/04/2025	DM-202504-0137	CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE DE DEUX CHALETS A L'OPH VAR HABITAT – INSCRIPTION DE LA RECETTE
05/05/2025	DM-202505-0139	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MADAME DEBORA MARCHAND TECHNICIEN PLATEAU POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LES 15 ET 16 MAI 2025
05/05/2025	DM-202505-0140	DECLARATION GUICHET UNIQUE POUR MONSIEUR BENJAMIN MONIER TECHNICIEN SON POUR LA MISE EN OEUVRE DU CONCERT « LISA DUCASSE » DANS LE CADRE DU PARTENARIAT AVEC TANDEM LE 16 MAI 2025

GARDE

D T

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES

N° 2025/02

CONSEIL MUNICIPAL DE LA GARDE

LUNDI 16 JUIN 2025

Le Secrétaire de séance

Le Maire

MAIRIE DE LA GARDE
VAR